



5.9.695

PASICRISIE
ou
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
LA JURISPRUDENCE
DES
COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF.

CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE.

DEPUIS LA CRÉATION DE LA COUR DE CASSATION, JUSQU'À CE JOUR.

CONTENANT

TOUS LES ARRÊTS PUBLIÉS DANS LES RECUEILS

DE SIREY, DE DALLOZ, DE TARTE ET FOURNIER, DANS LE JOURNAL DU PALAIS, LE BULLETIN
DE CASSATION, LE JOURNAL DES AVOUÉS, DES NOTAIRES, ETC.,

AVEC DES NOTES DE CONCORDANCE.

PRÉSENTANT SUR CHAQUE QUESTION, UN TABLEAU RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE,
AINSI QUE DES OBSERVATIONS CRITIQUES,

PAR L.-M. DEVILLENEUVE,

ANCIEN DIRECTEUR DU BULLETIN OFFICIEL DE CASSATION, COORDINATEUR DEPUIS 1851 DU RECUEIL-SIREY.

ET PAR A. CARETTE,

AVOCAT À LA COUR DE CASSATION ET À LA COUR DE CASSATION DE FRANCE.

COMPLÉTÉ POUR LA BELGIQUE

PAR LA REPRODUCTION DES COLLECTIONS BELGES DE SIREY ET WYTS, DE SANTOBUSCH-LEPORTS,
DE LA JURISPRUDENCE DU XIX^e SIÈCLE, DES RECUEILS DES COURS DE LIÈGE ET DE GAND,
ET D'UN TRÈS-GRAND NOMBRE D'ARRÊTS INDÉPENDANTS.

SUIVI DE TABLES. PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE.

PRÉSENTANT TOUTES LES VARIANTES DES COLLECTIONS SÉPARÉTIQUES.

Bruxelles,

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,

ADOLPHE WANLEN ET C^{ie}.

PARTIE DE JURISPRUDENCE. — 8 VOLUMES, GÉNÉRAL.

1841

1005

5
9
105
II

PASICRISIE.

DEUXIÈME SÉRIE.

PARTIE DE FRANCE.

COUR DE CASSATION.

VOLUME NEUVIÈME.

JANVIER 1818. — JUIN 1820.

LA PASICRISIE CONTIENT :

Première série. Jurisprudence des Cours de France (y compris les Cours de Bruxelles et de Liège), depuis la création de la Cour de cassation en 1791 jusqu'à 1814.

Deuxième série. Jurisprudence des Cours de France et de Belgique de 1814 à 1840, divisée en deux parties, contenant : l'une la Jurisprudence des Cours de France, l'autre la Jurisprudence des Cours de Belgique.

Troisième série. Abonnement annuel à partir de 1841.

F
o
60r

III

PASICRISIE

OU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

LA JURISPRUDENCE

DES

COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF;

CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE,

DEPUIS L'ORIGINE DE LA COUR DE CASSATION, JUSQU'A CE JOUR.

COMPRENANT :

LES ARRÊTS NOTABLES PUBLIÉS DANS LES RECUEILS

DE SIREY, DE DALLOZ, DE TARTRE ET FOURNIER; DANS LE JOURNAL DU PALAIS, LE BULLETIN DE CASSATION,
LE JOURNAL DES AVOCATS, CELUI DES NOTAIRES, ETC.,

AVEC DES NOTES DE CONCORDANCE,

PRÉSENTANT SUR CHAQUE QUESTION UN TABLEAU RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE,

AINSI QUE DES OBSERVATIONS CRITIQUES,

PAR L.-M. DEVILLENEUVE,

ANCIEN DIRECTEUR DU BULLETIN OFFICIEL DE CASSATION, CONTINUATEUR DEPUIS 1851 DU BUREAU SIREY,
AVOCAT À LA COUR ROYALE DE PARIS, DÉPOSÉ DE LA LÉGION D'HONNEUR.

ET PAR A. CABETTE.

AVOCAT AUX CONSEILS DU ROI ET À LA COUR DE CASSATION DE FRANCE.

COMPLÉTÉ POUR LA BELGIQUE

PAR LA REPRODUCTION DES COLLECTIONS BELGES DE SPREUT ET WYSE, DE SANPOUEN-LEPORTE,
DE LA JURISPRUDENCE DU XIX^e SIÈCLE, DES RECUEILS DES COURS DE LA DITE, DE LIÈGE ET DE GAND,
ET D'UN TRÈS-GRAND NOMBRE D'ARRÊTS INÉDITS;

SUIVI DE TABLES, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE,

PRÉSENTANT TOUTES LES AVANTAGES DES COLLECTIONS ALPHABÉTIQUES.

Bruxelles,

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,

ADOLPHE WANLEN ET C^{ie}.

PARTIE DE JURISPRUDENCE. — N. TABLIER, GÉRANT.

—
1842

RECUEIL GÉNÉRAL DE JURISPRUDENCE.

IV - 1

1^{re} PARTIE.

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION.

(2 JANV. 1818.

1818.

(2 JANV. 1818.)

1^o TÉMOINS EN MAT. CRIM.—SERMENT.— MINEUR.

2^o CORRUPTION.—FONCTIONNAIRE PUBLIC.—ABSTENTION.

1^{re} L'audition avec prestation de serment d'un enfant âgé de moins de quinze ans, n'opère aucune nullité. (Cod. Inst. crim., 79 et 317.) ()

2^{re} L'art. 177 du Code pénal qui punit tout fonctionnaire public qui a agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents pour s'abstenir d'un acte de ses fonctions non sujet à salaire, doit être appliqué quoique la déclaration du jury ne fasse mention que de rétributions exigées et consenties (2).

La peine du crime de corruption est régulièrement appliquée, quoique la déclaration du jury porte, non que l'accusé s'est abstenu, mais qu'il s'est entendu pour s'abstenir d'un acte de ses fonctions : ces expressions ont le même sens. (Cod. pén., 177.)

Il ne suffit pas, pour constituer la crime de corruption, que l'accusé ait pris l'arrangement conditionnel de s'abstenir de constater des contraventions à venir, qu'il a mission légale de surveiller ; il faut qu'il se soit réellement abstenu de constater des contraventions commises. (Cod. pén., 177.) (3)

Le sieur Pierre-Nicolas Joly, préposé au pont à bascule d'Harfleur, était accusé d'avoir formé avec divers particuliers des conventions par lesquelles il s'engageait, moyennant une rétribution, à ne point constater les contraventions commises

par ces particuliers.—Il fut condamné, pour ce fait, à 200 fr. d'amende et au carcan par la Cour d'assises du département de la Seine-Inférieure, par application de l'art. 177 du Code pénal.

POURVOI en cassation fondé sur deux moyens. Le premier résulte de ce que, parmi les témoins appelés et entendus aux débats, Eustache-Philémon Sauvage, mineur de quatorze ans, avait déposé après avoir prêté serment.

Le second portait sur ce que l'arrêt avait fait une fausse application de l'article 177 du Code pénal : D'abord, parce que cet article parlait d'offres, promesses agréées, dons ou présents reçus, tandis que la déclaration du jury n'énonçait que certaines rétributions exigées et consenties ;—Ensuite, parce que le même article ne déclarait punissables que les fonctionnaires qui, par des dons, offres et promesses, se seraient réellement abstenus d'un acte entrant dans l'exercice de leurs fonctions ; tandis qu'il le demandeur était déclaré coupable, non de s'être abstenu, mais de s'être entendu pour s'abstenir, ce qui, à son égard, constatait un projet au lieu d'un fait ; que c'était le fait et non le projet que l'art. 177 déclarait punissable.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu, sur le premier moyen, que de l'audition avec prestation de serment d'un enfant âgé de moins de quinze ans, ne saurait résulter de nullité ni d'ouverture à cassation ;

Attendu, sur le second moyen, que si la question à laquelle se réfère la réponse du jury, n'énonce pas le fait imputé dans les termes identi-

de sa volonté : ce pacte présenterait alors, ainsi que l'établissent MM. Chauveau et Hélie (*Théorie du Code pénal*, t. 4, p. 173), une tentative de crime de corruption que le Code assimile au crime consommé. Vainement on objecterait que l'art. 177 ne punit que le fonctionnaire qui s'est abstenu ; car cet article n'a dû prévoir que le crime consommé, et a dû se référer à l'art. 2 pour punir la tentative de ce crime. Il ne s'agit, du reste, que du fonctionnaire qui tente de s'abstenir de constater une contravention commise, et nullement de l'abstention qui n'aurait pour objet qu'une contravention éventuelle.

(1) V. sur ce point, Cass. 3 déc. 1812, et la note.

(2) V. dans ce sens, Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 4, p. 159 ; Legraverend, *Législ. crim.* (éd. belge), t. 2, ch. 2.

(3) Cette décision est évidente ; car la promesse de ne pas constater des contraventions à venir n'est qu'un projet, surtout quand le prix de cette abstention doit accompagner la perpétration des contraventions. Mais il en serait autrement, si le fonctionnaire avait reçu des dons et agréé des promesses pour un fait actuel, et s'il n'avait été empêché d'accomplir l'acte que par un événement indépendant

ques de l'art. 177 du Code pénal, elle emploie des expressions ayant évidemment le même sens ; — Attendu qu'il résulte de la déclaration du jury, que l'accusé a fait avec les contrevenans, non pas un arrangement comitial, mais une négociation criminelle et consommée, moyennant des rétributions exigées ; qu'il ne s'est pas borné à une simple promesse de s'abstenir de constater des contraventions à venir, mais qu'il s'est réellement abstenu de constater, moyennant une rétribution reçue, des contraventions commises, que ce fait ainsi déclaré rentre dans l'application de l'art. 177 du Code pénal ; — Rejette, etc.

Du 2 janv. 1818. — Sect. crim. — Prés. M. Barris. — Rapp. M. Olivier. — Concl. M. Giraud, av. gén. — Pl. M. Lassis.

TRANSCRIPTION DE VENTE. — PAYS DE NANTISSEMENT. — PRESCRIPTION. — EFFET RETROACTIF.

Les formalités qui étaient en usage dans certaines provinces pour les transmissions de propriété d'immeubles et qui étaient connues sous la dénomination de desheritance et d'adheritance, ont été supprimées par la transcription du contrat de vente effectuée en vertu de la loi du 27 sept. 1790. En conséquence, les ventes d'immeubles passées dans ces provinces, mais non réalisées avant cette loi, ont pu être réalisées par le moyen de la transcription.

Cette transcription a éteint l'action personnelle de l'acquéreur en délivrance des biens vendus et y a substitué l'action réelle en délaissement. En conséquence, si le vendeur a conservé les biens vendus, la prescription de cette dernière action ne court contre l'acquéreur qu'à dater de la transcription (1).

(Mairiaux — C. Polchet.)

Le 19 fév. 1788, le sieur Léopold Polchet vend au sieur Mairiaux le fief de Warne, situé dans le Hainaut français. — Le prix est fixé à 39,600 fr., sur lequel Polchet reconnaît avoir reçu un acompte de 500 fr. — Pour rendre la vente parfaite, il restait à remplir les formalités usitées dans les pays de nantissement, et connues sous le titre : *drogues* de la loi de desheritance et d'adheritance, à défaut desquelles les contrats de vente ne produisaient qu'une action personnelle, aux termes de l'art. 1^{er}, ch. 94 des Chartes générales du Hainaut.

Ces formalités n'avaient point encore été accomplies, lorsque parut la loi du 19-27 sept. 1790, portant : « Art. 3. A compter du jour où les tribunaux de district seront installés dans les pays de nantissement, les formalités de saisine, de dessaisine, desheritance et généralement toutes celles qui tiennent au nantissement local et censuel, seront et demeureront abolies jusqu'à ce qu'il y ait été autrement ordonné ; la transcription des grosses des contrats d'alienation ou hypothèques en tiendra lieu et suffira, en conséquence, pour consumer les alienations et les constitutions d'hypothèques. »

(1) « Une pareille question, du Mélin, en rapportant cet arrêt dans ses *Quest. de dr.*, v° *Nantissement* (page 4), § 4, ne peut plus se présenter sous le Code civil. L'art. 1563 de ce Code attribuant au contrat de vente l'effet de transférer la propriété de plein droit, quoique la chose vendue n'ait pas encore été livrée, il est clair que l'action réelle de l'acquéreur n'a eu même instant que son action personnelle, et que par conséquent la prescription de l'une a le même point de départ que l'autre. Si donc, le

Conformément à cette disposition, Mairiaux fit transcrire, le 30 juill. 1791, au greffe du tribunal du district du Quesnoy, le contrat du 19 fév. 1788. — D'un autre côté, la somme qui restait due sur le prix ne fut point payée, et le sieur Polchet, ou quoique soit ses héritiers, conservèrent la possession du fief de Warne.

Le 30 octobre 1811, Mairiaux assigne les héritiers Polchet en délaissement du fief à lui vendu par le contrat du 19 fév. 1788, avec offre de payer le prix porté dans ce même contrat. — Les héritiers Polchet répondent que le sieur Mairiaux n'ayant point rempli les formalités prescrites par les chartes générales du Hainaut, pour la consommation de l'alienation, le contrat du 19 février n'avait produit en sa faveur qu'une action personnelle, et ne lui avait conféré aucun droit réel ; que cette action personnelle était prescrite depuis longtemps ; qu'ainsi le sieur Mairiaux était non recevable en sa demande. — Mairiaux répliquait, qu'à la vérité le contrat de vente seul et non suivi des formalités usitées, ne lui avait donné aucune action personnelle ; mais qu'au moyen de la transcription qu'il avait faite de son contrat, selon le vœu de la loi des 19-27 sept. 1790, cette action personnelle avait été remplacée par une action réelle qui ne pouvait se prescrire que par un laps de vingt et un ans, suivant l'art. 1^{er}, ch. 107 des Chartes générales du Hainaut, à compter du jour où elle avait pris naissance ; qu'ainsi la transcription ayant eu lieu le 30 juill. 1791, l'action réelle qui en était résultée, avait pu être valablement intentée au mois d'oct. 1811.

Les héritiers Polchet soutenaient, de leur côté, que la transcription n'avait point remplacé les formalités de desheritance et d'adheritance, par la raison que la disposition de la loi des 19-27 sept. 1790 n'était applicable qu'aux contrats de vente postérieurs à sa promulgation.

19 mars 1814, jugement du tribunal civil du Quesnoy, qui rejette la demande du sieur Mairiaux, par les motifs suivans : — « Attendu que la desheritance était nécessaire pour transférer la propriété ; que, dès que cette formalité n'avait pas été remplie, les héritiers Polchet ne s'étaient pas crus dépouillés, et avaient continué à jouir de bonne foi, *animo domini*, au vu et au de Mairiaux, lequel était censé avoir abdiqué ses droits, en ne payant point le prix de la vente ; que de cette jouissance d'un côté, et de ce silence de l'autre, était résulté, au profit des héritiers Polchet, le bénéfice de la prescription de vingt et un ans, établie par l'art. 1^{er}, chap. 107 des Chartes générales du Hainaut ; que la loi des 19-27 sept. 1790, portant que la transcription tiendra lieu de desheritance, n'avait disposé que pour les actes postérieurs à sa promulgation ; que la transcription faite par Mairiaux était un acte clandestin, étranger aux Polchet ; que cet acte avait pu d'autant moins équipoller à la desheritance, que le paiement du prix de la chose vendue n'avait point été effectué, ce qui était pourtant une condition essentielle pour obliger le vendeur à se desheriter ; que le paiement d'un acompte de 500 fr. ne per-

vendeur, conservant de fait la possession de l'immeuble vendu, le vendait ou le donnait, le jour même du contrat, à un tiers de bonne foi, qui le possédait ensuite pendant dix ou vingt ans ; suivant les distinctions de l'art. 2265 du Code civ., il n'est point douteux que ce tiers ne pût opposer la prescription à l'acquéreur, quoique l'action personnelle de celui-ci contre le vendeur ne fut pas encore prescrite. »

mettait de regarder que comme simple projet le contrat dont il s'agit; enfin, que les offres de payer, faites depuis l'introduction de l'instance, étaient tardives, non réelles et insuffisantes. »

Mairiaux interjette appel, soutenant toujours que la loi des 19-27 sept. 1790 était applicable au contrat du 19 fév. 1788; que, par conséquent, la transcription avait suppléé la dés héritance.

Le 21 janv. 1815, arrêt confirmatif de la Cour de Douai; les motifs étaient conçus en ces termes: « Considérant que la vente du 19 fév. 1788, transcrite le 30 juill. 1794, était demeurée sans exécution pendant un temps plus que suffisant à la prescription; que le vendeur n'ayant point agi en paiement ou parachevement du prix, ni l'acquéreur en délivrance de la chose, dans le terme de vingt-et-un ans, ils étaient réciproquement devenus non recevables, d'après les art. 1 et 4, chap. 107 des Chartes générales du Hainaut, à commencer, de part et d'autre, l'exécution du contrat. »

Pourvoi en cassation de la part des héritiers Mairiaux, pour violation de l'art. 3 de la loi des 19-27 sept. 1790, et fausse application de l'art. 1^{er}, ch. 107 des Chartes du Hainaut.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 1^{er} du chap. 107 des Chartes générales du Hainaut, portant: « En suivant l'ancienne coutume de notre dit pays, quiconque aura possédé un fief, alioet, ou quelque droit réel, par le terme et espace de vingt-un ans continus contre gens laïcs, il en aura acquis la propriété, pourvu trois ans d'empêchement contre personne puissante d'aliéner; mais contre gens d'église, il conviendra jouissance et possession de trente ans; » — Vu aussi l'art. 3 de la loi des 19-27 sept. 1790, ainsi conçu: « A compter du jour où les tribunaux de district seront installés dans les pays de nantissement, les formalités de saisine, de dessaisine, de dés héritance, d'adhérence, de vœu, de vœu, reconnaissance échevinale, mise de fait, mainmise, plainte à la loi, et généralement toutes celles qui tiennent au nantissement féodal et censuel, seront et demeureront abolies; et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, la transcription des grosses des contrats d'aliénation ou d'hypothèque en tiendra lieu, et suffira en conséquence pour consumer les aliénations et les constitutions d'hypothèques, sans préjudice, quant à la manière d'hypothéquer les biens, de l'exécution de l'art. 35 de l'édit du mois de juin 1771, dans ceux des pays de nantissement où ces lois ont été publiées; » — Attendu que, par le contrat du 19 fév. 1788, Léopold Polchet n'avait contracté qu'une simple obligation de vendre, ainsi que cela résulte des statuts du pays de nantissement (notamment l'art. 1^{er} du chap. 94 des Chartes générales du Hainaut) d'après lesquels la formalité des œuvres de loi, de dés héritance et d'adhérence étant essentielle pour acquérir la propriété des immeubles ou quelques droits sur ceux, les contrats de vente ne produisaient qu'une action personnelle, tant qu'ils n'avaient point été suivis de cette formalité indispensable; — Attendu que l'action personnelle qu'avait fait naître contre Polchet, au profit de Mairiaux, le contrat

susdaté du 19 fév. 1788, et qui n'était pas prescrite lorsque ce dernier fut transcrit ce contrat, cessa par l'effet de la transcription, et fut remplacée par l'action réelle qui résulte de ladite transcription, laquelle, aux termes de l'art. 3 susrécité de la loi des 19-27 sept. 1790, consumma l'aliénation, et transféra la propriété à l'acquéreur; — Attendu que c'est cette dernière action et non l'action personnelle qui n'existait plus, que Mairiaux a exercée par exploits des 30 et 30 oct. 1811; et qu'aux termes de l'art. 1^{er} du chap. 107 des Chartes générales du Hainaut, il avait, pour l'exercer, vingt-et-un ans, à partir du jour qui avait donné naissance à son droit réel; — Attendu enfin qu'à compter du 30 juill. 1811, date de ladite transcription jusqu'aux 21 et 30 oct. 1794, date de la revendication exercée par Mairiaux contre les Polchet, il ne s'est point écoulé vingt-et-un ans accomplis, et qu'ainsi, en décidant que la prescription était acquise au profit desdits Polchet, la Cour d'appel de Douai a fausement appliqué l'art. 1^{er} du chap. 107 des Chartes générales du Hainaut, et violé l'art. 3 de la loi des 19-27 sept. 1790; — Casse, etc.

Du 5 janv. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Ruperou. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Camus et Loiseau.

ARBITRES FORCÉS. — SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION. — COMPÉTENCE.

L'art. 51 du Cod. comm. portant que toute contestation entre associés sera jugée par des arbitres, doit être entendu dans un sens absolu et impératif, de telle sorte que les tribunaux de commerce ne peuvent, même du consentement des parties, connaître des contestations entre associés (bien qu'il s'agisse d'une société commerciale en participation); ils doivent les renvoyer d'office devant des arbitres. (Cod. comm., 51.) (1)

(Meynadier — C. Bestieu et Gourgas.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu l'art. 51 du Cod. de comm.; — Attendu que les associations commerciales, en participation, sont de véritables sociétés; qu'il a existé une association de cette nature entre les parties; que c'est à raison de cette association qu'il s'est élevé des contestations entre elles, et qu'aux termes dudit art. 51, toutes contestations qui s'élèvent entre associés pour raison de leur société, doivent être jugées par des arbitres; — Attendu que cet article est conçu dans des termes impératifs, qu'il n'admet aucune distinction, qu'il renferme une exception formelle pour le fait dont il s'agit, à la compétence des tribunaux de commerce; et que les tribunaux de commerce n'étant que des tribunaux d'exception, leur juridiction ne peut être prorogée; que si le renvoi des contestations entre associés ne devenait de rigueur que lorsqu'il était demandé par l'une des parties, sous l'empire de l'ordonnance de 1673, il n'en est pas de même sous l'empire du Cod. de comm., qui ne laisse rien, sous ce rapport, à la volonté des parties; — Attendu que, dans l'es-

(1) C'est un point constant en jurisprudence que l'association en participation rentre dans la disposition de l'art. 51 du Code comm., et est, comme les autres sociétés commerciales, soumise à la juridiction arbitrale. V. Cass. 26 mars 1815; 4 déc. 1839 (Voluma 1839); Colmar, 14 août 1808; Bruxelles, 27 déc. 1810; Turin, 20 fév. 1814; Bordeaux, 4 déc. 1831 (Voluma 1831). — Mais l'incompétence des tribunaux de commerce doit-elle être proposée par les parties; et faite par celles-ci de la faire, cette in-

compétence doit-elle, comme la décide l'arrêt ci-dessus, être prononcée d'office par les juges consulaires? La Cour de cassation elle-même a jugé la question en sens inverse de la décision ci-dessus par arrêts des 14 juin 1815, et 5 juill. 1837 (Voluma 1837). — Cette solution est aussi celle qui avait été adoptée par les arrêts antérieurs, rendus par application de l'ordonnance de 1673. V. Cass. 22 therm. an 11; Paris, 1^{re} germ. an 11, et les notes qui accompagnent ces divers arrêts.

pète, le tribunal de commerce et la Cour royale se sont retenus la connaissance des contestations qui s'étaient élevées entre les parties, à raison de leur société, ce qu'ils n'ont pu faire sans violer les règles de leur compétence; — Casse, etc.

Du 7 janv. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brissou. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Jousset et Loisean.

ENREGISTREMENT. — AVOUE (CONSTITUTION D'). — SAISIE-ARRÊT.

L'art. 17 de la loi du 27 vent. an 9 qui dispense l'administration des domaines de recourir au ministère d'un avoué, dans les actions qu'elle poursuit, s'applique au cas d'une instance en validité d'une saisie-arrêt formée par l'administration accessoirement et par suite d'une contrainte. (L. 27 vent. an 9; Cod. proc., 61 et 563.) (1)

(Enregistrement — C. Bildé.) — ARRÊT.

LA COUR. — Vu l'art. 17 de la loi du 27 vent. an 9, ainsi que l'avis du conseil d'Etat du 1^{er} juin 1807; — Considérant que la demande en validité de la saisie-arrêt formée par la règle contre Fontan, acquéreur d'immeubles de la succession, n'était qu'un accessoire de celle résultante de la contrainte par elle décernée contre les défendeurs, et qu'en conséquence elle n'avait d'autre formalité à remplir à leur égard que de leur dénoncer cette saisie-arrêt et d'en poursuivre la validité devant le tribunal de Bordeaux, ce qu'elle a fait en lui présentant un mémoire à cet effet, et en le faisant signifier aux défendeurs, avec assignation, pour le voir ainsi prononcer; d'où résulte que le jugement attaqué, en déclarant que cette manière de procéder n'était pas conforme aux dispositions du Code de proc. civ. (quoique la demande n'eût été dirigée que contre les défendeurs seuls), a non-seulement fait une fautive application des art. 61 et 563 de ce Code; mais, de plus, a formellement contrevenu à l'art. 17 de la loi du 27 vent. an 9, ainsi qu'à l'avis du conseil d'Etat ci-dessus cité; — Casse, etc.

Du 7 janv. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brissou. — Rapp., M. Pajon. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., Huard-Duparc.

1^o AJOURNEMENT. — QUALITÉS DISTINCTES. — COPIES.

2^o CASSATION. — PERMIS D'ASSIGNER. — ARRÊT D'ADMISSION.

3^o ADJUDICATION DÉFINITIVE. — APPEL. — EFFET SUSPENSIF.

1^o Il n'est pas nécessaire de laisser plus d'une copie à une partie assignée sous diverses qualités: une seule suffit, surtout si dans l'exploit il est déclaré qu'elle est assignée sous les diverses qualités dans lesquelles elle procède.

2^o Le permis d'assigner, porté dans un arrêt d'admission de la section des requêtes, s'applique nécessairement à toutes les qualités dans lesquelles la partie assignée agit; dans l'arrêt attaqué, bien que l'arrêt d'admission ne s'en explique pas formellement.

3^o Lorsqu'il y a appel d'un jugement d'adjudication préparatoire, le juge de première instance ne peut pas passer outre à l'adjudication définitive (2), par le motif que l'appel n'est pas recevable; il n'appartient qu'à la

Cour royale de juger le mérite de l'appel. (Cod. proc., 457.)

(Gravet — C. Marcy.)

Le 6 juin 1812, adjudication au profit du sieur Gravet d'un terrain et d'une maison situés à Paris, rue Saint-Lazare, n. 106, vendus sur licitation par la dame veuve Lonis et ses enfants. Il faut remarquer que l'un des enfants de la dame Louis était marié avec le sieur Marcy, et que l'autre était interdit, et se trouvait sous l'autorité du même sieur Marcy. — Gravet ne paie pas le prix de son acquisition; en conséquence les vendeurs poursuivent la vente sur foire enchère. — Cependant, il est accordé à l'adjudicataire plusieurs délais successifs par divers jugemens. — Enfin, le 20 déc. 1815 il est passé outre à l'adjudication provisoire; et l'adjudication définitive est fixée au 17 janv. 1816.

Le 17 janv., Gravet se présente, et demande un nouveau délai de trois mois.

Jugement qui ne lui accorde qu'un délai de huit semaines, et renvoie l'adjudication définitive au 13 mars. — Le 12 mars, veille de l'adjudication, Gravet interjette appel du jugement d'adjudication préparatoire du 20 déc. 1815 et du jugement du 17 janv. 1816, qui ne lui accorde qu'un délai de huit semaines. — Il demande qu'il soit sursis à l'adjudication définitive. — Nonobstant ces appels, le juge passe à l'adjudication définitive, se fondant sur les motifs suivants: — « Attendu que depuis le jugement attaqué, il a été sursis, sur la réquisition de Gravet, jusqu'à ce jour, à l'adjudication définitive de l'immeuble dont il s'agit; que dès lors il y a eu acquiescement de sa part au jugement en question; qu'ainsi, ce jugement a eu, à son égard, force de chose jugée; attendu qu'il serait préjudiciable aux intérêts des créanciers de surseoir à l'adjudication définitive, puisque ce sursis entraînerait de nouveaux frais, nous juge susdit, disons que, sans avoir égard à l'appel interjeté par Gravet, il va être procédé et passé outre à cette adjudication définitive. »

Appel de ce troisième jugement par le sieur Gravet. — 20 juin 1816, arrêt de la Cour royale de Paris, qui confirme et en adopte les motifs.

POURVOI en cassation contre cet arrêt, pour contravention à l'art. 457 du Code de proc. — Cet article porte: « L'appel des jugemens définitifs ou interlocutoires sera suspensif, si le jugement ne prononce pas l'exécution provisoire dans les cas où elle est autorisée. » — Dans une vente judiciaire, dit le sieur Gravet, l'adjudication définitive n'est autre chose que l'exécution du jugement d'adjudication préparatoire, et des autres jugemens qui ont régularisé la procédure. — Par conséquent, lorsqu'il y a appel de ces divers jugemens, et que leur exécution n'est pas ordonnée par provision, l'adjudication définitive ne peut avoir lieu qu'à l'issue de l'appel. — Cependant, dans l'espèce, le juge a passé outre à l'adjudication définitive, nonobstant l'appel du jugement d'adjudication préparatoire du 20 déc. 1815, et de celui du 17 janv. 1816, sans que l'exécution provisoire de ces jugemens eût été ordonnée. — Il est donc formellement contrevenu à l'article précité. — Vainement l'on dirait que le sieur Gravet, en demandant un nouveau délai, postérieurement au jugement d'adjudication provisoire, a acquiescé à ce jugement, qu'en conséquence l'appel n'en était pas recevable, et qu'il n'y avait pas

(1) Même décision par arrêts des 28 janv. 1812, 9 fév. 1814, et 2 juin 1823, indiqués par Teste Lebeau. Dictionnaire analytique, v^o Instance, n^o 45, et suiv.

(2) C'est là non point constant en jurisprudence. V. Cass. 7 août 1811; Bordeaux, 25 août 1810; Paris, 26 août 1814, et 27 mars 1830.

lien à suspendre l'adjudication définitive. — Si n'appartenait pas au juge de première instance de juger si l'appel du jugement d'adjudication provisoire était recevable ou non. C'est un droit exclusivement dévolu à la Cour royale. — D'ailleurs il y avait en même temps appel d'un autre jugement, celui du 17 janv. 1816, qui n'avait accordé qu'un délai de huit semaines, au lieu de celui de trois mois demandé par Gravet. — Et l'on ne peut pas dire qu'il y ait eu acquiescement à ce dernier. — Ainsi la violation de la loi est manifeste.

Pour les défenseurs, on oppose d'abord deux fins de non-recevoir. — La première, prise de ce qu'il n'avait été donné qu'une copie au sieur Marcy, tant pour lui que pour sa femme, et pour l'interditte Françoise Louis, dont il était le tuteur, tous intéressés dans la cause. — On prétend qu'il devait être donné trois copies, une à sa femme et deux à lui, l'une comme assigné en son nom personnel, l'autre comme assigné en sa qualité de tuteur. — La seconde, résultant de ce que l'arrêt d'admission du pourvoi ne portait point permission de l'assigner comme tuteur de l'interditte. — De là on conclut qu'à l'égard de l'interditte, l'arrêt de la Cour royale de Paris a acquis la force de la chose jugée.

An fond. — En matière de saisie immobilière, disent les défenseurs, on a pris toutes les mesures possibles pour éviter que la mauvaise foi des débiteurs ne fit traîner en longueur les procédures, en soulevant des incidents continus. — C'est pour atteindre ce but que le législateur a prescrit des délais de rigueur, après lesquels aucun moyen de nullité ne peut être présenté. — Cependant ce but de la loi sera tous les jours étouffé, si, par un appel quelconque d'un jugement antérieur à l'adjudication définitive, le débiteur saisi peut suspendre cette adjudication, et arrêter une vente qui a été tant de fois annoncée. — En effet, le débiteur n'aura qu'à interjeter appel le jour, la veille de l'adjudication, le tribunal sera obligé de surseoir. — Déchu de son premier appel, le débiteur en interjettera un second, sur de nouveaux moyens, et il faudra encore que la Cour d'appel statue. — S'il est déclaré non recevable, le débiteur pourra en interjeter un troisième... Ainsi il prolongera indéfiniment les délais. — Sans doute, il faut que le débiteur saisi ait le droit d'appeler; mais il ne faut point que ce droit dégénère en abus. — Par conséquent, lorsque l'appel est évidemment mal fondé, le juge ne doit pas être lié: il faut qu'il puisse passer outre à l'adjudication. — Dans l'espèce, les deux appels du sieur Gravet étaient évidemment mal fondés. — Celui du jugement du 20 déc. 1815 était non recevable, puisque, postérieurement, et sans attaquer ce jugement, Gravet s'était borné à demander un nouveau délai, et avait ainsi acquiescé à ce même jugement. — Celui du jugement du 17 janvier 1816 était également non recevable; car, tous les délais étant expirés, le juge avait droit de passer immédiatement à l'adjudication définitive, et si, néanmoins, il a accordé à Gravet de nouveaux délais, cette concession n'a été qu'une faveur de sa part. Or, Gravet n'était pas fondé à la réclamer plus grande, puisque le juge pouvait la lui refuser toute entière; l'appel de Gravet était donc manifestement non recevable. — D'ailleurs, le délai de huit semaines, accordé par ce jugement, qui finit l'adjudication définitive

au 13 mars, n'était autre chose qu'une remise de la cause à ce jour. Or, un tribunal est le maître absolu de renvoyer une cause à l'audience qu'il juge convenable. Un tel renvoi n'est susceptible d'aucune critique... — Il résulte de ce que ces divers appels n'étaient que de pures chicanes, que le juge de première instance a pu procéder à l'adjudication définitive, nonobstant tout appel.

ARRÊT.

LA COUR : — Sur la première fin de non-recevoir ; — Attendu qu'aucune loi n'exige qu'il soit donné plus d'une copie d'assignation à la partie qu'on assigne sous diverses qualités, dès lors surtout qu'il est déclaré dans l'exploit comme dans l'espèce, que cette partie est assignée sous les diverses qualités dans lesquelles elle procède ; — Sur la seconde fin de non-recevoir ; — Attendu que le permis d'assigner porté dans l'arrêt d'admission de la chambre des requêtes, se référant naturellement aux qualités énoncées dans l'arrêt attaqué, il s'ensuit, dans l'espèce, que la permission d'assigner le défendeur Marcy, portée dans l'arrêt de la Cour du 30 avril dernier, s'applique nécessairement à toutes les qualités dans lesquelles ledit Marcy avait procédé devant la Cour royale de Paris, et par conséquent à celle de tuteur de l'interditte Geneviève-Françoise Louis, en sorte que le pourvoi est valablement dirigé et poursuivi contre cette dernière ; — Rejette les fins de non-recevoir ;

Et statuant au principal, vu l'art. 457 du Code de proc. civ. ; — Attendu qu'aux termes de cet article, l'appel interjeté par le demandeur, le 12 mars 1816, des jugements des 20 déc. 1815 et 17 janv. 1816 ne permettait pas au juge tenant l'audience des criées, de passer outre à l'adjudication définitive de l'immeuble saisi, et que c'est néanmoins au préjudice dudit appel, et sous le vain prétexte de sa non-recevabilité, qu'il n'a apporté qu'aux juges supérieurs d'apprécier, que ce juge a procédé à ladite adjudication, en quoi il a évidemment excédé ses pouvoirs, et violé l'art. précité : d'où il suit que l'arrêt attaqué, en confirmant cette décision irrégulière, s'en est approprié le vice, et a contrevenu à la même loi ; — Casse, etc.

Du 7 janv. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Champion et Coste.

MUTATION PAR DÉCÈS. — PRESCRIPTION.

La prescription de cinq ans, établie contre la régie des domaines, pour la réclamation du droit sur les mutations par décès, ne commence à courir que du jour où la régie a pu avoir connaissance de la mutation par des actes présentés à ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions. Peu importe que les héritiers aient joui sans trouble, et même qu'ils aient été portés sur le rôle des contributions (1). (Enregistrement — C. Faucon.)

Du 7 janv. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legendre. — Concl. conf., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Huart-Duparc et Béranger.

ENREGISTREMENT. — JUGEMENT. — RAPPORT. — AUDIENCE PUBLIQUE.

Du 7 janv. 1818 (aff. Colette). — Cass. — Même décision que par l'arrêt du 14 août 1815 (aff. Gouzens).

(1) Cette décision, rendue dans une espèce où il s'agissait de l'application des lois particulières, relatives aux successions de déportés, peut recevoir son application en ce qui concerne l'effet de l'in-

scription au rôle de la contribution foncière : à cet égard, un arrêt du 30 juin 1813 a statué dans le même sens. V. aussi Cass. 9 nov. 1813.

1^o PILLAGE. — FORCE OUVERTE.2^o COUR D'ASSISES. — FAIT PRINCIPAL. — CIRCONSTANCE AGGRAVANTE. — DÉLIBÉRATION.

1^o Dans une accusation de pillage de grains commis en réunion et à force ouverte, le pillage présentant le caractère d'un vol, forme le fait principal de l'accusation et la force ouverte dont ce pillage est accompagné n'en est qu'une circonstance aggravante. (Cod. pén., 440.)

2^o Dans une accusation de pillage en réunion et à force ouverte, la circonstance de la force ouverte n'étant qu'une circonstance aggravante et non constitutive du crime, il n'y a pas lieu à la délibération de la Cour d'assises quand le jury ne l'a résolue qu'à la majorité simple. (Cod. d'inst. crim., 351.) (1)

(Benoit Caillaud et autres.)

Les demandeurs en cassation étaient accusés d'avoir, en réunion et à force ouverte, pillé des grains qu'ils s'étaient appropriés.

Le jury, à l'unanimité, les avait déclarés coupables du fait de pillage commis en réunion; mais il n'avait déclaré qu'à la simple majorité de sept voix contre cinq, que le pillage avait été commis à force ouverte; et la Cour d'assises, sans délibérer sur cette dernière circonstance, condamna les accusés à la peine des travaux forcés à temps, conformément à l'art. 440 du Cod. pén.

Les condamnés proposaient, pour moyens de cassation, la violation de l'art. 351 du Code d'inst. crim., en ce que la Cour d'assises n'avait point délibéré sur la circonstance de force ouverte, qui, seule, disaient-ils, rendait le fait de pillage punissable.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, dans l'espèce, le pillage présentait les caractères d'un vol, et formait ainsi le fait principal de l'accusation; que la force ouverte dont ce pillage était accompagné, n'en était donc qu'une circonstance aggravante qui pouvait en augmenter la peine; d'où il suit que la déclaration affirmative du jury, sur cette circonstance, quoique faite à la simple majorité de sept voix contre cinq, ne devait point donner lieu à la délibération de la Cour d'assises prescrite par l'art. 351 du Code d'inst. crim.; — Considérant que la procédure a d'ailleurs été régulièrement instruite, et qu'aux faits déclarés constants par le jury, la peine a été appliquée conformément à la loi; — Rejette, etc.

Du 8 janv. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

1^o ABROGATION. — LOIS PÉNALES.2^o MENACES. — INCENDIE.

1^o Les lois pénales antérieures au Code ont été abrogées par ce Code dans toutes les matières qu'il a réglées, lors même qu'il n'aurait pas prévu quelques cas particuliers prévus par ces lois. (Cod. pén., 484; Avis du cons. d'Etat du 8 fév. 1812.)

2^o La menace verbale d'incendie qui n'est accompagnée ni d'ordre ni de condition, et qui était punie par l'art. 13 de la loi du 25 frim. an 8, n'est possible d'aucune peine sous l'empire du Code pénal. (Cod. pén., 304 et 307.) (2)

(Delpeyron.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen

(1) La distinction établie par cet arrêt, devrait encore être invoquée sous l'empire de la loi du 9 sept. 1835, pour savoir quand il y a lieu au renvoi de l'affaire à une autre session.

de cassation proposé par le réclamant, que le Code pénal de 1810 n'ordonne, par son art. 484, l'exécution des dispositions des lois et des règlements alors en vigueur « qu'en tout ce qui n'a pas été réglé par le présent Code, en matière de crimes, délits et contraventions; » — Que tout ce qui concerne les menaces d'attentat contre les personnes, et d'incendie des propriétés, est réglé par les art. 305, 306, 307, 308, § 2, sect. 1^{re}, livre 1^{er}, chapitre 1^{er}, titre 2, liv. 3 du Code pén. de 1810, et 430, sect. 2^e, chap. 2, même titre et même livre de ce Code; — Que les menaces ne peuvent donc être punies aujourd'hui qu'autant qu'elles ont les caractères de crimes ou de délits déterminés par ledit Code, et sont ainsi susceptibles de l'application des différentes espèces de peines qu'il prononce;

Attendu, sur le second moyen, qu'aux termes de l'art. 436 du Code pénal, la menace d'incendie des propriétés est punie de la peine portée contre la menace d'assassinat, et d'après les distinctions établies par les art. 305, 306 et 307; — Que l'art. 305 punit de la peine des travaux forcés à temps, celui qui « menace d'assassinat, etc., par écrit anonyme ou signé, dans le cas où la menace est faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition; » — Que si cette menace n'est accompagnée d'aucun ordre ni condition, la peine est, d'après l'art. 306, un emprisonnement de deux à cinq ans, et une amende de 100 fr. à 600 fr. — Que si la menace, faite avec ordre ou sous condition, a été verbale, la peine est réduite, par l'art. 307, à un emprisonnement de six mois à deux ans, et à une amende de 25 à 300 fr.; — Que, quand à la menace faite verbalement, et qui n'est accompagnée ni d'ordre, ni de condition, le législateur ne lui a attribué aucun caractère criminel ou correctionnel, et ne l'a soumise à aucune peine; — Que, du rapprochement de la seconde question soumise au jury, dans l'espèce, et de la réponse de celui-ci, il résulte que l'accusé Delpeyron n'est déclaré coupable que « d'avoir menacé d'incendier les édifices ou parties des édifices de la métairie de la dame Conté, et exploitée par Blaise Rival; » — Que le jury n'ayant déclaré ni que la menace avait été faite par écrit, ni qu'elle avait été accompagnée d'ordre ou de condition, le fait dont est convaincu l'accusé se réduit à une menace verbale, sans ordre ni condition; que dans cet état, aucune peine ne pouvait lui être infligée, et que l'art. 304 du Code d'inst. crim. faisait à la Cour d'assises un devoir de le renvoyer obscur, le fait dont il était déclaré coupable n'étant défendu par aucune loi pénale; qu'en prononçant son absolution, malgré les réquisitions du ministère public, qui demandait sa condamnation aux peines correctionnelles de l'article 307 du Code pénal, la Cour d'assises du département de Tarn-et-Garonne a fait une juste application dudit art. 364; — Rejette, etc.

Du 9 janv. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. —

SERMENT. — PROCÈS-VERBAL DES DÉBATS. —

NULLITÉ.

Du 9 janv. 1818 (aff. *Izébaud*). — Cass. — Même décision que par l'arrêt du 3 janv. 1812 (aff. *Cotin et Feron*).

(2) V. dans ce sens, nos observations placées sous l'arrêt du 20 mars 1807, et *Théorie du Code pénal*, t. 1, p. 361.

COMPTE.—CHOSE JUGÉE.—REVISION.

Lorsqu'il y a eu entre deux négocians plusieurs comptes successivement arrêtés, les tribunaux ne peuvent accueillir une demande tendant au règlement d'un compte général qui, remontant au delà des comptes antérieurement arrêtés, tendrait à faire réviser ces mêmes comptes; mais le jugement par lequel ils rejettent cette demande ne peut être opposé, comme ayant l'autorité de la chose jugée, à la demande ultérieure de l'une des parties, tendante à la rectification d'erreurs, omissions, faux ou doubles emplois contenus dans lesdits comptes, laquelle demande est recevable. (Ordonn. de 1667, lit. 29, art. 21; Cod. proc., 541.) (1)

(Syndics Dubus—C. Duquesnoy.)

Du 12 janv. 1818.—Sect. civ.—Pres., M. Brisson.—Rapp., M. Rappéron.—Concl. conf., M. Jourde, av. gén.—Pl. MM. Guichard, Loiseau et Cesag.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — CASSATION.

La disposition de l'art. 451 du Cod. proc., qui permet d'interjeter appel d'un jugement interlocutoire définitif, n'est pas applicable au recours en cassation. — Pour la cassation, le jugement purément interlocutoire est compris dans la classe des jugemens préparatoires, et il ne peut être dénoncé à la Cour suprême qu'après le jugement définitif, conformément à l'art. 14 de la loi du 2 brum. an 4. (Cod. proc., 451.) (2)

(Enregistrement—C. Bouchel.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu l'art. 14 de la loi du 2 brum.

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 10 sept. 1812 (aff. Dubainville).

(2) V. en ce sens, Cass. 12 avril 1810, et 27 janv. 1818.—Mais il en serait autrement si le jugement ou arrêt interlocutoire préjugait le fond : ce jugement serait, dans ce cas, considéré comme définitif et susceptible de recours en cassation. V. Cass. 9 mars et 16 mai 1809, 28 déc. 1818; 15 juin 1831 (Volume 1831) etc. La même décision a été rendue en matière correctionnelle : V. Cass. 5 nov. 1807.—Il a même été jugé que le pourvoi contre un jugement ou arrêt interlocutoire qui préjuge le fond, devait, à peine de déchéance, être interjeté dans les trois mois de la signification, et qu'il était non recevable après ce délai, alors même qu'il était formé conjointement avec le pourvoi contre l'arrêt définitif. V. Cass. 25 nov. 1817.—Au surplus, cette jurisprudence, quant aux interlocutoires qui préjugent le fond, a été adoptée contre l'opinion de Merlin, qui pensait que le pourvoi n'était pas recevable avant le jugement définitif. V. Quart. de droit, *v* Interlocutoires, § 5.—V. dans le sens de la distinction établie par la jurisprudence, l'ouvrage récent de M. Tarbé, *Lois et régl. de la Cour de cass.*, ch. 3, § 1, n° 14, p. 56.

(3) M. Grenier, *Traité des donations*, 2^e édit., t. 2, p. 31, pense que, sous le Code, la clause d'association à une institution contractuelle serait nulle, et que cette nullité tomberait en profit des héritiers ab intestat, et non au profit de l'institut. On voit aussi, d'après l'arrêt de la Cour de Bourges, de 19 déc. 1821, que la clause d'association à l'institution contractuelle est nulle à l'égard de l'associé non contractant marié, et qu'encre que l'institut ne puisse pas en opposer la nullité à celui-ci, les héritiers du sang ont qualité pour le faire valoir, et en recueillir les bénéfices.—M. Merlin soutient au contraire que cette association n'est pas comprise sous

an 4, spéciale pour la Cour de Cass.;—Considérant qu'aux termes de cet article, le recours en cassation contre les jugemens en dernier ressort qui ne sont pas définitifs, n'est ouvert qu'après le jugement définitif, et que l'art. 451 du Code de proc., qui ne parle que de l'appel, n'a point dérogé à cet article;—Attendu que le jugement attaqué est un avant faire droit, qui ne statue rien de définitif, qui ne préjuge rien; que la preuve ordonnée d'office, et pour apprécier les moyens invoqués par les deux parties, ne fait à aucune d'elles un grief irréparable en définitive; que ce jugement ne lie pas non plus les juges, et ne saurait les empêcher de revenir en définitive aux moyens de droit, sur lesquels ils pouvaient d'abord prononcer indépendamment de ce préliminaire;—Déclare l'administration de l'enregistrement non recevable quant à présent dans son pourvoi.

Du 13 janv. 1818.—Sect. civ.—Pres., M. Brisson.—Rapp., M. Legonidec.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl. M. Loiseau.

NOVATION.—DÉLAI.—QUITTANCE.

Du 13 janv. 1818 (aff. Damien).—V. cet arrêt au 17 du même mois.

INSTITUTION CONTRACTUELLE.—ASSOCIATION.—ACROISSEMENT.—IRREVOCABILITÉ.
La clause d'association, jointe à une institution contractuelle antérieure à la loi du 7 mars 1793, a été maintenue par l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluvs. an 3, comme disposition irrévocable, en ce sens, qu'en cas de caducité à l'égard du tiers associé, elle profite nécessairement à l'institut. (Cod. civ., 1002.) (3)

la prohibition du Code, et qu'en supposant que la clause d'association dût être déclarée nulle, ce ne pourrait être que parce qu'on la regarderait comme implicitement prohibée par l'art. 1030, et que dès lors ce ne serait pas en profit de l'héritier ab intestat, mais en profit de l'héritier institué qui devrait en tourner la nullité, puisque l'art. 900 veut que, dans toutes les libéralités entre-vifs ou à cause de mort, les conditions impossibles, et celles qui seraient contraires aux lois ou aux mœurs, soient réputées non écrites. Ainsi, M. Merlin combat sous tous les rapports la théorie de M. Grenier; mais, en principe, M. Merlin pense que l'association des tiers à l'institution faite en faveur de la personne qui contracte mariage, ou la même force dans le contrat de cette personne, que dans un acte de dernière volonté; qu'elle ne devient irrévocable que par la mort de l'instituant; que l'acceptation qui en est faite n'oblige que ses héritiers naturels; en un mot, que c'est comme les libéralités entre époux, qui peuvent se faire pendant le mariage, par acte entre-vifs, et qui ne valent que comme dispositions testamentaires. V. Répert., *v* Institution contractuelle, § 5, n° 3 et 9.—Les auteurs, à l'exception de M. Vassille, qui se prononce dans le sens de l'opinion de Merlin (des *Donations*, sur l'art. 1032, n° 11) ont généralement adopté la décision de M. Grenier. V. Rolland de Villargues, *Substit. prohib.*, n° 183; Favard de Langlade, *Répert.*, *v* Institution contractuelle, n° 8; Dellea, *Enc. alph.*, *v* Disposit. entre-vifs et test., ch. 11, sect. 2, n° 7 et 11; Darenno, t. 9, n° 694.—M. Delvincourt, tom. 2, p. 265, n'a adopté cette opinion qu'en ce qui concerne la nullité de l'association, mais il pense, par le motif qu'il a donné Merlin, que la nullité doit profiter à l'institut.—Enfin, Toullier ne s'est pas prononcé sur la question; il renvoie seulement aux raisons données dans l'un et l'autre sens, par Grenier et Merlin, F. t. 5, n° 831, à la note.

(Bellonte—C. Bellonte.)

18 février 1786, le sieur Jean Bellonte contracte mariage, sous l'empire de la coutume d'Auvergne. Par son contrat, ses père et mère Anne Bellonte et Marthe Jamot, l'instituent leur héritier universel. Cette institution est faite, à la charge par Jean Bellonte, 1° de payer la légitime de ses frères et sœurs; 2° d'associer au bénéfice de l'institution son frère puîné Valentin Bellonte. — Décès des père et mère Bellonte, postérieurement aux lois des 17 niv. an 2 et 18 pluv. an 5. — Jean Bellonte meurt lui-même. — Il faut dire que Valentin Bellonte, appelée à partager le bénéfice de l'institution, en vertu de la clause d'association qu'elle contenait, cède tous ses droits à ses neveux, enfants de Jean Bellonte. En conséquence, ceux-ci se présentent en la double qualité d'héritiers de Jean Bellonte, leur père, et de cessionnaires de Valentin Bellonte, leur oncle, et réclament la totalité de la succession de leur aïeul et de leur aïeule. Les enfants de Bellonte aïeul, qui avaient été réduits à la légitime par l'institution faite au profit de leurs frères Jean et Valentin Bellonte, consentent à ce que les enfants de Jean Bellonte recueillent le bénéfice de l'institution pour moitié, en qualité d'héritiers de leur père; mais ils soutiennent qu'ils n'ont pas droit à l'autre moitié comme cessionnaires de leur oncle, par la raison que la clause d'association stipulée en faveur de ce dernier ne pouvait avoir aucun effet; attendu, d'une part, qu'une clause semblable n'était point autorisée par la coutume d'Auvergne qui régissait les parties à l'époque du contrat de mariage et que, d'un autre côté, cette clause, fût-elle permise, elle était nécessairement révocable, et comme telle se trouvait détruite par les lois des 17 niv. an 2 et 18 pluv. an 5.

7 mai 1813, jugement du tribunal de première instance de Clermont, qui reconnaît que la clause d'association a pu être valablement jointe à l'institution contractuelle, et que d'ailleurs elle n'a point été annulée par les lois des 17 niv. an 2 et 18 pluv. an 5: — « Attendu que les institutions contractuelles faites avant la loi du 7 mars 1793 ont été maintenues par l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluv. an 5, comme les dispositions irrévocables, pour être exécutées conformément aux anciennes lois. — Que les institutions faites à cette même époque à la charge d'associer, ou sous d'autres charges et conditions étaient aussi considérées comme des dispositions irrévocables, vis-à-vis de l'héritier institué, en ce qu'il était appelé à profiter éventuellement de leur caducité, et comme telles ont dû être maintenues par cette même loi; qu'à la vérité, la charge d'associer un tiers à l'institution était révocable dans ce sens que l'instituant pouvait détruire le droit de ce tiers par une simple déclaration qu'il révoquait la charge imposée à l'héritier institué, parce que cet associé n'avait jamais été saisi de la disposition; mais jamais l'instituant ne pouvait disposer, au préjudice de l'héritier qui était saisi du titre universel, pas même changer l'associé qu'il lui avait donné: tout ce qu'il avait droit de faire, en changeant de volonté, tournait au profit de cet héritier; puisque ce ne pouvait être que pour le dispenser après coup de la charge qu'il lui avait primitivement imposée, en consolidant sur sa tête le droit de conserver tout ce qu'il recueillerait de l'institution, sans en rien rendre à l'associé; d'où il suit évidemment qu'une pareille institution faite à une époque où elle était autorisée a toujours été considérée par la jurisprudence constante à cet égard comme une disposition irrévocable, et, comme telle, renvoyée dans la classe de celles déclarées irrévocables et maintenue par l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluv. an 5. »

Appel. — 10 février 1816, arrêt confirmatif de la Cour royale de Riom, fondé sur les motifs des premiers juges et en outre: « Sur ce que, suivant les maximes de l'ancienne coutume d'Auvergne, l'institution d'héritier par contrat de mariage, faite purement et simplement, ou sous condition d'association en faveur de personnes déterminées avaient toujours l'effet de lier irrévocablement l'instituant envers l'institué selon les clauses et dans les clauses de l'institution; qu'il en résulterait que l'instituant ne pouvait plus ultérieurement y apporter des modifications ou changements, de nature à préjudicier aux droits certains ou éventuels qui décollaient, soit d'une institution même, soit de la caducité possible de l'association; que de semblables associations prises aux institutions dont elles étaient une dépendance, constituaient des règlements de famille très usités; que leur légalité était consacrée par la jurisprudence établie en matière d'institution contractuelle, et qu'enfin les familles s'unissaient sur la foi du maintien constant de pareils règlements. »

POURVOI en cassation de la part des héritiers légitimaux d'Anne Bellonte: 1° Pour contravention aux divers articles de la coutume d'Auvergne, qui prohibait la clause d'association en faveur d'un tiers dans une institution contractuelle; 2° pour violation de l'art. 1^{er} de la loi du 17 niv. an 2, et des art. 1^{er} et 2 de la loi du 18 pluv. an 5: en ce que l'arrêt dénoncé a maintenu la clause d'association, bien que cette clause anéantie par la loi du 17 niv. an 2, ne se trouve point maintenue par l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluv. an 5, puis qu'elle était révocable de sa nature, et que l'art. précité n'a maintenu que les dispositions irrévocables; et en ce que en tout cas, on doit considérer cette clause comme une réserve faite par l'instituant, et qui, aux termes de l'art. 2 de la loi du 18 pluv. an 5, ne profite point à l'institué, mais doit se réunir aux biens composant la succession *ab intestat*.

ARRÊT.

LA COUR: — Sur le moyen résultant d'une prétendue violation de la coutume d'Auvergne dans ses dispositions relatives aux institutions; — Attendu que cette coutume a formellement validé les dispositions contractuelles faites en contrat de mariage, et d'association universelle, et que la Cour de Riom n'a violé aucun des articles invoqués de ladite coutume, en déclarant que la faveur de l'irrévocabilité résultait au profit de tout institué, soit de l'institution même, soit de la caducité possible de l'association; — Sur le moyen résultant d'une prétendue violation de la loi du 17 niv. an 2; — Attendu que cette loi a été révoquée dans toutes celles de ses dispositions qui avaient un effet rétroactif, et qu'elle ne peut, en conséquence, régler le sort d'une institution établie par un contrat de mariage passé en forme authentique, sous la date du 18 fév. 1786; — Sur le moyen résultant d'une prétendue extension de l'art. 1^{er}, et violation de l'art. 2 de la loi du 18 pluv. an 5, attendu que la charge imposée à une institution contractuelle d'héritier universel, d'associer un tiers ne peut être assimilée à une réserve de disposer, et qu'en conséquence l'art. 1^{er} susénoncé de la loi du 18 pluv. an 5, a été justement appliqué à ladite institution et association, qui en était la condition, et que l'art. 2 ne pouvait recevoir aucune application à la contestation terminée par l'arrêt attaqué; — Rejette, etc.

Du 13 janv. 1818. — Sect. req. — Prés., M. le cons. Lascades. — Rapp., M. Borel de Bretzel. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Champion.

MUTATION PAR DÉCÈS.—EFFET RÉTROACTIF.

L'art. 59 de la loi du 28 avril 1816, portant que les mutations ne seront soumises au droit qu'elle établit qu'autant qu'elles seront postérieures à sa publication, doit s'entendre, tant des mutations par décès que des mutations par vente, et comme faisant exception, à leur égard, à l'art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9, qui établit en général que les droits sont réglés par la loi existante à l'époque du paiement de ces droits. (LL. 28 av. 1816; 27 vent. an 9.) (1)

(Enregistrement.—C. Cerf.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que, d'après l'art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9, c'est la loi existante lors du paiement des droits d'enregistrement qui sert de base à leur liquidation et à leur perception; que ce principe a été néanmoins modifié par l'art. 59 de la loi du 28 avril 1816, qui contient deux dispositions bien distinctes : que, d'après la première de ces dispositions, les droits de mutation établis par cette loi ne doivent être perçus que sur les mutations postérieures à sa publication; que, d'après la seconde disposition de cet article, on doit continuer d'exécuter, à l'égard des actes, l'art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9;—Attendu que la première partie dudit art. 59 énonce généralement tous les droits de mutation dont il est fait mention dans cette loi, qui en élève la quotité, et ne fait aucune distinction entre les droits de mutation dus par décès et ceux dus par suite d'aliénation d'im-

mubles; que, par conséquent, la seconde disposition, en ordonnant, à l'égard des actes, l'exécution de l'art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9, n'a compris que les actes ordinaires et non les actes de vente, puisque ces derniers actes étaient déjà compris dans la première partie de l'article, comme donnant lieu aux droits de mutation établis par la nouvelle loi; qu'en le décidant ainsi, le tribunal civil de Strasbourg a fait une juste application de la première partie dudit art. 59, et n'a violé par conséquent ni la seconde partie de cet article, ni l'art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9;—Rejette, etc.

Du 13 janv. 1818.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Vergès.—Concl., M. Joubert, av. gén.

1^o INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.—RENOUVELLEMENT.—TITRE (RÉNOUVELLEMENT DU).**2^o PRIVILEGE.—TRANSCRIPTION.—VENTES SUCCESSIVES.**

1^o L'inscription prise en renouvellement d'une inscription antérieure, doit, à peine de nullité, comme l'inscription originaire, énoncer la nature du titre constitutif de la créance. (Cod. civ., 2104 et 2148.) (2)

2^o Dans le cas de plusieurs ventes successives, le privilège du premier vendeur ne se conserve point par la transcription du contrat des acquéreurs successifs.—Il est éteint, à défaut d'inscription dans la quinzaine de la transcription, d'un des contrats postérieurs, ou si l'inscription prise antérieurement vient

* (1) Conf. Cass. 6 juill. 1818. — Relativement à l'effet rétroactif des lois sur l'enregistrement, voy. l'arrêt du 13 déc. 1809, et les explications dont nous l'avons accompagné.

L'arrêt que nous rapportons rappelle d'ailleurs une distinction importante entre les droits d'actes et les droits de mutation, distinction qui prend sa source dans notre ancienne législation fiscale, et que l'on perd trop souvent de vue dans l'application de nos lois nouvelles.

La loi des 5-19 déc. 1790 en constituant un impôt unique, sous la dénomination d'enregistrement, conserva deux sortes de contributions fort différentes, savoir le droit de contrôle et le droit de centième denier. Le premier avait pour objet les actes; les parties étaient obligées de les soumettre à un enregistrement qui donnait lieu à la perception d'un impôt. Le droit était plus ou moins élevé, suivant la nature de la convention constatée par l'acte; mais l'acte demeurait la cause du droit; la convention ne servait qu'à en déterminer l'évaluation.—Le droit de centième denier, au contraire, avait pour objet la mutation; il s'appliquait aux transmissions de biens immeubles; c'était la transmission, le passage d'une main dans une autre qu'il saisissait.—Cette différence dans la nature de ces deux impôts en produisait de fort graves dans les règles d'application. En les confondant sous un même nom, la loi de 1790 leur conserva néanmoins leur nature respective; mais dans la pratique on oubliera promptement les caractères propres de chacun d'eux, et les éléments distincts qui conduisaient logiquement à des règles d'exécution différentes : on considéra, ce fut un mal que cette rétrocession que l'on considéra d'abord comme un avantage et un progrès.—La loi du 22 frim. an 7 suivit la même système, en sorte qu'elle a reproduit le droit de contrôle et le droit de mutation, c'est-à-dire le droit sur les actes et le droit sur les mutations. Les lois postérieures n'ont fait que marquer plus profondément la distinction : aujourd'hui certaines conventions doivent subir l'impôt, sans qu'il en existe d'acte; d'autres n'y sont soumises qu'autant qu'elles sont constatées par un acte, et que cet acte est volontairement présenté à l'enregistrement.

Les premières donnent ouverture au droit de mutation, les secondes au droit d'acte; ainsi les unes doivent être réglées par les principes naturels du contrôle, les autres par ceux du droit de centième denier.

Les transmissions soumises au droit de mutation sont toutes celles qui, opérées entre-vifs ou par décès, ont pour objet des immeubles, en propriété, usufruit ou jouissance. Le droit d'acte s'applique à tous les actes, quels qu'ils soient, présentés à la formalité : aucun acte ne peut être enregistré sans acquiescer au droit fixe ou proportionnel, plus ou moins élevé suivant la nature de la stipulation qu'il renferme. L'acte qui contient une transmission immobilière, subit le droit de mutation; celui qui contient une convention d'une autre espèce, ne subit que le droit d'acte. C'est à l'égard de ces derniers seulement que l'arrêt ci-dessus déclare que la loi du 22 avr. 1816 n'a porté aucune atteinte à la règle générale établie dans la loi du 27 vent. an 9, d'après laquelle les droits d'enregistrement doivent être réglés par la loi existante à l'époque du paiement de ces droits.

En somme, les droits d'acte et les droits de mutation ont des règles communes et des règles propres : c'est principalement en ce qui concerne l'exigibilité, le droit de poursuite et la quotité, que ces règles sont différentes; dans leur application il y a la plus grande difficulté que présente la loi fiscale, et leur confusion est une cause fréquente d'erreur. V. à cet égard, la note qui accompagne l'arrêt de Cass. du 18 juil. 1811 (aff. Pierre-Jacques) et le Traité des droits d'enregistrement de MM. Championnière et Rigaud, t. 1^{er}, n^{os} 46 et suiv.

(2) V. en ce sens, Grenier, des Hypothèques, t. 1, n^o 117; Merlin, v^o Inscription hypoth., § 8 bis, n^o 12.—D'après M. Troplong, des Prin. et Hyp., t. 3, n^o 715, il faut distinguer si l'inscription renouvelée se réfère à la première, ou si elle ne s'y réfère pas; dans le premier cas, le renouvellement ne doit pas être accompagné de toutes les formalités nécessaires à l'inscription. (V. en ce sens, Cass. 3 fév. 1819; 22 fév. 1825; Zacharie, Droit civ. français, t. 2, § 280); dans le cas contraire, elle doit contenir toutes les énonciations prescrites par l'art. 2148.

d se périmér. (Cod. civ., 2108, 2181, 2182 et 2183.) (1)

(Danglemont—C. créanciers Duval Dumesnil.)
23 avril 1793, le sieur Duval Dumesnil acquiert des sieurs Jacquemart et Benard, une maison située à Paris, rue de Montreuil. — Le 13 niv. an 3, Duval Dumesnil emprunte du sieur Saillard une somme de 30,000 fr. pour payer la maison acquise des sieurs Jacquemart et Benard. — Saillard est subrogé aux droits des vendeurs, et, pour la conservation de son privilège, il prend inscription le 23 flor. an 7.

En l'an 6, séparation de biens des époux Duval Dumesnil. — Le sieur Dumesnil cède à sa femme, en paiement de ses droits, la maison sise rue de Montreuil; l'acte contenant arrangement est fait le 20 niv. an 13, et transcrit le 22 vent. suivant. — Le 16 mai 1807, Duval Dumesnil emprunte du sieur Delahaye Danglemont une somme de 30,000 fr. pour payer au sieur Saillard, aux droits duquel Danglemont est subrogé. — Le 23 mai 1807, Danglemont prend inscription. — Pour sûreté de la somme de 31,000 fr., savoir 30,000 de principal, et 1,000 fr. pour deux années d'intérêts, et pour sûreté de la subrogation, dans l'effet de l'inscription prise le 23 flor. an 7, vol. 6, n° 145, au profit de Jean-Pierre Saillard, contre le sieur Dumesnil, résultant d'une obligation passée devant Trénon et son confrère, notaires à Paris, le 16 mai 1807.

— Le 11 juill. 1811, le sieur Danglemont prend une nouvelle inscription. — C'est dans cet état de choses que survient le décès de la dame Duval Dumesnil. — Ses biens sont vendus, et la maison de la rue de Montreuil est adjugée à une dame Dupont, le 18 avril 1812. — Le 13 juin suivant, transcription du jugement d'adjudication. Un ordre s'ouvre pour la distribution du prix. — Le sieur Danglemont prétend être colloqué au premier rang comme exerçant le privilège du vendeur de la maison, privilège conservé par les inscriptions de l'an 7, du 1807 et de 1811, et les deux transcriptions de l'an 13 et de 1812. — Plusieurs créanciers inscrits s'opposent à cette prétention. Ils soutiennent que le privilège du Danglemont ne peut pas être colloqué à la date de la première inscription de l'an 8. — Cette inscription, disent-ils, est périmée, elle n'a point été renouvelée par celle prise en 1807; car cette dernière ne faisant aucune mention du titre constitutif de la créance, on ne peut la considérer que comme une simple subrogation. Quant à celle prise en 1811, elle est postérieure de plus de dix ans à celle de l'an 7, et n'a pu par conséquent la renouveler. — En outre, le privilège du Danglemont n'a point été conservé par les transcriptions de l'an 13 et de 1812; car ce n'est point son propre contrat qui a été transcrit, ce sont les contrats des acquéreurs postérieurs; or, il est certain que le privilège du vendeur n'est point conservé par la transcription que font de leurs contrats les acquéreurs successifs postérieurs, mais seulement par la transcription de son propre contrat.

23 août 1814, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui accueille la prétention du sieur Danglemont, et le colloque au rang de l'hypothèque de l'an 7. — Appel.

3 juill. 1815, arrêt de la Cour d'appel de Paris qui infirme : « Considérant que Delahaye-Danglemont se présente comme subrogé aux droits du vendeur de la maison rue de Montreuil, et ayant

en cette qualité privilège sur ladite maison, et hypothèque sur celle dit le *Laurier rose*; qu'il produit trois inscriptions ayant pour date, l'une le 23 flor. an 7, l'autre le 23 mai 1807, la dernière le 18 juill. 1811; — Considérant que la deuxième de ces inscriptions ne contient pas la mention du titre constitutif de la créance, mais seulement celle de l'acte qui a opéré la subrogation au profit de Danglemont; que la mention du titre originaire est une des formalités substantielles de l'inscription hypothécaire; que les inscriptions de renouvellement ne sont et ne peuvent être dispensées d'aucune des formalités requises pour la validité des inscriptions en général; qu'ainsi l'inscription du 23 mai 1807 ne vaut que comme mention de subrogation, et n'a pas opéré le renouvellement de celle de l'an 7; que celle-ci, à défaut de renouvellement dans les dix ans, est aujourd'hui périmée, et que Danglemont n'a d'inscription et par conséquent de droit hypothécaire qu'à la date du 13 juill. 1811; — Considérant que le privilège de Danglemont, antérieur à la loi du 11 brum. an 7, aurait dû, conformément aux art. 29, 37, 38 et 39 de ladite loi, être conservé soit par une inscription prise dans le délai déterminé, soit par la transcription du contrat qui donnait lieu à ce privilège; que Danglemont ne peut présenter aucune inscription prise dans ledit délai, celle de l'an 7 étant périmée et comme non avenue; que les deux transcriptions dont il argumente n'étant pas celles du contrat auquel résulte son privilège, mais de contrats postérieurs, ne remplissant pas la vœu de la loi à son égard, qu'ainsi le privilège de Danglemont est dégénéré en simple hypothèque ayant pour date celle de sa dernière inscription. »

Pourvoi en cassation de la part de Danglemont, pour violation, 1° de l'art. 2154 du Code civ., en ce que l'arrêt a décidé que le renouvellement de l'inscription devait, comme l'inscription originaire, faire mention du titre constitutif de l'hypothèque; 2° Des art. 2181, 2182, 2183 du Code civ., et 834 du Code de proc., en ce que l'arrêt a décidé que le privilège du sieur Danglemont n'avait pas été conservé par l'effet des transcriptions des contrats de vente, qui avaient eu lieu successivement.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Attendu, 1° qu'il s'agit d'un privilège et d'une hypothèque antérieurs à la loi du 11 brum. an 7, et que Danglemont n'a pu les conserver que par des inscriptions ou transcriptions capables de produire cet effet; — Attendu, 2° que Danglemont n'a représenté que trois inscriptions, l'une du 23 flor. an 7, l'autre du 23 mai 1807, la dernière du 18 juill. 1811; que, suivant l'art. 23 de ladite loi et l'art. 2154 du Code civ., l'effet des inscriptions cesse si elles n'ont été renouvelées dans les dix ans; que l'arrêt décide que l'inscription de 1807 ne vaut que comme mention de subrogation, et n'a pas opéré le renouvellement de celle de l'an 7; et que, de fait, elle ne l'a point renouvelée; qu'il suit de là, que l'inscription de l'an 7 est périmée faute d'avoir été renouvelée dans les dix ans, celle de 1811 n'ayant été prise que depuis l'expiration de ce délai; qu'ainsi le privilège et l'hypothèque du Danglemont n'ont été conservés ni par l'inscription de l'an 7, qui est périmée, ni par celle de 1807, qui ne contient point de renouvellement, ni par celle de 1811, prise depuis la péremption acquise;

Attendu, 3° que Danglemont n'a pas non plus conservé son privilège et son hypothèque par la transcription de l'an 13 et de 1812; qu'il est de règle, d'après l'art. 2108 du Code, que le privilège du vendeur non inscrit ne se conserve que

(1) Il y a sur ce point controverse entre les auteurs et la jurisprudence. V. les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 17 oct. 1810 (aff. *Schagel*), ainsi que les autorités et les arrêts qui y sont indiqués.

par la transcription du contrat dont il résulte, et non par celle des contrats postérieurs; qu'on ne peut prétendre le contraire, sous prétexte que, suivant les art. 2181, 2182 et 2183, le tiers détenteur ne peut purger l'insinuation par lui acquies, des privilèges non inscrits des vendeurs précédents, sans transcrire leurs contrats et sans leur faire les notifications requises; puisque des expressions même de ces articles, il résulte, au contraire, qu'il n'est tenu de transcrire que son contrat, ni faire des notifications qu'aux créanciers inscrits; qu'il est encore de principe que, du moment où la cause cesse, elle ne produit plus d'effet; d'où il suit que si la transcription du contrat du deuxième acquéreur se trouve grevée d'un privilège ou d'une hypothèque par l'effet d'une inscription antérieure, elle en est libérée de plein droit par l'antériorité de cette inscription, du moment où celle-ci cesse d'avoir effet faute de renouvellement; qu'enfin, il est de maxime spécialement confirmée par l'art. 831 du Code de proc., que, jusqu'à ce Code, la transcription arrêta le cours des inscriptions du jour de sa date, et que depuis elle l'arrête à partir de la quinzaine du jour où elle a été faite; que, par conséquent, du moment où une inscription antérieure à la transcription est périmée et non avenue, les privilèges et hypothèques qu'elle avait pour objet ne peuvent plus être inscrits; que, dans le fait, les transcriptions dont il s'agit ne sont point celles d'où résulte le privilège de Danglemont, mais des contrats postérieurs, et la péremption de l'inscription de l'an 7 était acquise longtemps avant l'inscription de 1811, par une suite, le privilège et l'hypothèque de Danglemont n'ont pas été non plus conservés par les transcriptions de l'an 13 et de 1812; et attendu que de ce qui précède, il résulte qu'en jugeant que Danglemont n'a conservé ni son privilège ni son hypothèque, même sous le Code civ., l'arrêt, loin de violer la loi, n'en a fait qu'une juste application à l'espèce; — Rejette, etc.

Du 14 janv. 1818. — Sect. civ. — *Pres.*, M. Brisson. — *Rapp.*, M. Cassaigne. — *Concl.*, M. Joubert, av. gén. — *Pl.*, MM. Champion, Cochon, Darrieux.

LETTRE DE CHANGE. — PRESCRIPTION. — DOL ET FRAUDE.

La prescription de cinq ans, en matière d'effets de commerce, et la présomption légale de paiement sur laquelle elle est fondée, peuvent être écartées par la preuve de non-paiement, lorsqu'on prouve en même temps que le créancier a été mis dans l'impossibilité de réclamer son paiement, par la dol et la fraude du débiteur. (Cod. comm., 189; C. civ., 1352.) (1)

(Pons — C. Vivier et Blatin.)

Les sieurs Vivier et Blatin étaient porteurs de quatre billets à ordre souscrits par le sieur Pons, à l'ordre des sieurs Dugas et Laurent. — Le premier de ces billets, montant à la somme de 2,000 fr., est protesté à l'échéance faute de paiement. — Les trois autres arrivent à l'échéance, ne sont point payés, mais il n'est fait ni protesté ni poursuites. Le 20 nov. 1810, les sieurs Vivier et Blatin obtiennent jugement de condamnation par défaut contre Pons, pour le premier billet de 2,000 francs. Ils veulent mettre ce jugement à exécution, et font procéder à une saisie exécution au domicile de leur débiteur. Mais celui-ci avait pris mesures pour se soustraire au paiement; il avait dessiné son atelier de teinture à un tiers, quitté son

domicile, et d'une autre part, sa femme avait formé une demande en séparation de biens. Dans cet état de choses, les sieurs Vivier et Blatin se trouvent dans l'impossibilité de continuer leurs poursuites; ils les interrompent, et ne les reprennent qu'après avoir laissé écouler un laps de six ans.

En 1816, ils demandent contre le sieur Pons: 1° le paiement du billet de 2,000 fr., en exécution du jugement de condamnation obtenu par eux; 2° le paiement des trois autres billets non protestés. Pons répond d'abord que le jugement du 20 nov. 1810 doit être considéré comme non avenue, faute d'exécution dans les six mois, conformément à l'art. 159 du Code de proc.; et ensuite il oppose la prescription de cinq ans, aux termes de l'art. 189 du Code de comm. — Au surplus, il allègue un paiement de 900 fr. environ. Les sieurs Vivier et Blatin soutiennent que c'est par le fait et la fraude de leur débiteur qu'ils n'ont pu exécuter le jugement par défaut qu'ils avaient obtenu; qu'ils ont fait procéder à l'exécution autant qu'il a été en leur pouvoir; que par conséquent l'art. 159 du Code de proc., est sans application, que de toutes les circonstances de la cause il résulte la preuve patente que le sieur Pons n'avait point payé, et que cela était même prouvé par l'allégation d'un paiement partiel de 900 fr.; qu'ainsi la prescription de cinq ans fondée sur la présomption légale du paiement, ne pouvait être opposée, que cette présomption devait céder à la preuve contraire, surtout lorsqu'il était démontré que c'était par le dol du débiteur que le créancier avait été mis dans l'impossibilité d'obtenir son remboursement.

22 nov. 1816, jugement qui rejette les fins de non-recevoir proposées par Pons, et le condamne au paiement des quatre billets: « Attendu que les titres produits par les sieurs Vivier, Blatin et compagnie ont été souscrits par Pons, que la véracité n'en est pas contestée; que l'exception de prescription dans la pensée du législateur est fondée sur une libération présumée, présomption qui cesse lorsqu'il est évident que le débiteur n'a pas payé; que dans l'espèce on s'est borné à faire valoir la prescription comme unique cause de libération, c'est-à-dire, qu'il était présumable que Pons avait payé, et même qu'il avait complé 904 liv.; considérant que MM. Laurent et Camille Dugas, aux droits desquels MM. Vivier et Blatin se trouvent placés, après avoir fait protester le billet de 2,000 fr., et obtenu jugement contre Pons, firent faire une saisie exécution au domicile du débiteur, rue Pécherie, n° 100, mais qu'elle fut rendue inutile par la mauvaise foi de Pons, qui avait frauduleusement et par des actes évidemment simulés, vendu à un tiers son atelier de teinture, loué son local et ses appartenements et par la demande en séparation de biens formée par sa femme, pour se faire adjuger les effets de son mari; considérant que le créancier n'a pu être réduit à l'impossible, qu'ayant rempli autant qu'il le pouvait par cette exécution le vœu de l'art. 159 du Code de proc., le jugement du 20 nov. 1810, au lieu d'être périmé a acquis la force de la chose jugée en dernier ressort; considérant qu'il résulte de la suite et de l'absence de Pons, de l'aliénation de son atelier, de la demande en séparation de biens formée par sa femme, de la privation de son domicile, des jugements obtenus contre lui infructueusement, qu'il était dans un état d'insolvabilité réelle et notoire, qui lui a mis dans l'impossibilité de payer les sommes dues aux sieurs Vivier et Blatin, et rendu toutes poursuites contre lui absolument inutiles et sans objet; que l'allégation de la part de Pons, d'un paiement unique et à compte, d'environ 900 fr., prouve clairement que

(1) F. en ce sens, Cass. 9 brum. an 13; 18 janv. 1821; — En sens contraire, Cass. 9 nov. 1812; 16 juin 1818; Grenoble, 13 déc. 1828.

sa libération n'a pas été intégrale; que dans de telles circonstances, la prescription n'aurait d'autre succès que d'assurer les machinations du débiteur frauduleux, d'autoriser la friponnerie, de consacrer le dol, et de constituer en perte le légitime créancier; que, d'après la règle du droit, la justice et les bonnes mœurs, on n'admet jamais le serment à l'appui d'un fait contre lequel s'élèvent des preuves qui en démontrent la fausseté et lorsque le juge a la conviction que l'affirmation serait nécessairement mensongère; que, dans l'espèce, toute affirmation serait inadmissible, puisque le fait de la libération sur laquelle elle devait être fondée est démontré sans d'une manière invincible soit par le jugement exécuté, du 30 nov. 1810, soit par toutes les autres circonstances ci-devant rappelées; considérant enfin sous tous les rapports, qu'il n'y a point eu de prescription, et que l'exception n'est ni recevable, ni fondée....

Appel.—Arrêt confirmatif de la Cour royale de Lyon.

Pourvoi en cassation de la part de Pons, pour violation de l'art. 189 du Code de comm., et des art. 1350 et 1352 du Code civ., en ce que l'arrêt débouté a rejeté la prescription de cinq ans établie par l'art. 189 du Code de comm., en s'étayant sur des présomptions de non-paiement tirées des circonstances de la cause, bien qu'aux termes de l'art. 1352 du Code civ., aucune preuve ne puisse en règle générale être admise contre la présomption de la loi, lorsque sur le fondement de cette présomption elle annule certains actes, ou dénie l'action en justice.

ARRÊT.

LA COUR:—Considérant qu'il est vrai en cette générale que la présomption légale de paiement, puisée dans la prescription de cinq ans dont il s'agit, ne peut être écartée qu'à l'aide d'autres présomptions légales et non sur de simples présomptions de l'homme; mais attendu que dans l'espèce, le tribunal de commerce et la Cour royale de Lyon, ont constaté de la manière la plus positive, que Vivier, Blatin et Billon, avaient été réduits à l'impossibilité d'agir par les manœuvres frauduleuses et par le dol du demandeur; attendu que l'exception de dol est autorisée par toutes les lois;—Rejette.

Du 14 janv. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Botton Castella-monte.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Darrieux.

PARTAGE.—RESCISION.

Sous l'empire des lois romaines et particulièrement d'après la jurisprudence du parlement de Toulouse, on doit considérer comme nul partage sujet à rescision pour plus du quart, tout premier acte par lequel des cohéritiers avaient réglé leurs droits entre eux, quelle que fût d'ailleurs la dénomination de cet acte, et bien qu'il fût qualifié, soit de transaction, soit de vente à forfait (1).

(1) V. conf., Cass. 1^{re} brum. an 12, et la note.

(2) Selon Mangin, qui cite cet arrêt (*Traité de Fact.*, publ., t. 1, p. 441) les tribunaux criminels sont compétents pour décider provisoirement les questions d'état touchant la filiation, lorsque ces questions ne se présentent qu'incidemment, et qu'elles ne se rattachent pas au fait même formant l'objet de l'accusation. Mais quel sera l'effet du jugement ainsi rendu sur cette question d'état? Aura-t-il l'effet de la chose jugée au civil et d'une manière générale, à l'égard de la personne dont l'état a été mis en question au criminel? M. Toullier (t. 19, n° 24 et suiv.) n'hésite pas à se prononcer pour l'affirmative, mais dans

(Romiguières—C. Romiguières.)

Du 14 janv. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Liger-Verdigny.

COUR D'ASSISES.—QUESTION D'ÉTAT.—PARTIE CIVILE.

La Cour d'assises est compétente pour statuer sur une question d'état touchant la filiation, lorsque cette question n'est soulevée qu'incidemment et relativement à la recevabilité de l'intervention formée par un tiers comme partie civile. — Ainsi, la Cour d'assises peut, au cas d'accusation d'homicide, admettre en qualité de partie civile un individu qui se présente comme enfant naturel de l'homicidé, bien que sa filiation soit contestée par l'accusé. (Cod. d'inst. crim., 66 et 67; Cod. civ., 319, 324 et 326.) (2)

(Chalumeau et Mesnard.)

Chalumeau et Mesnard étaient accusés d'assassinat. Une dame Redon se rendit partie civile en qualité de fille naturelle de l'homicidé, et conclut à des dommages-intérêts. Les accusés contestèrent la qualité dont elle se prévalait. Arrêt de la Cour d'assises portant : « Attendu qu'il est suffisamment justifié que la femme Redon est fille naturelle de François-Xavier Desœuvre dont il s'agit au procès;—La Cour, sans égard aux fins de non recevoir proposées, donne acte de l'intervention, etc. »—Condamnation des accusés.—Pourvoi en cassation.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que les art. 66 et 67 du Cod. d'inst. crim., admettent toute partie intéressée à intervenir et se rendre partie civile, en tout état de cause et jusqu'à la clôture des débats; que l'arrêt du 1^{er} décembre n'a reconnu que provisoirement, et seulement relativement à l'exercice de l'action publique, que la femme Redon fût fille de François-Xavier Desœuvre, et que celui-ci fût l'individu dont l'assassinat faisait la matière de l'accusation; que ce n'est que par l'arrêt définitif du 3 dec. qu'il a été définitivement statué, d'après le résultat des débats, sur ces deux faits; qu'il n'y a donc eu, de la part de la Cour d'assises, ni incompétence, ni excès de pouvoir; que la filiation de la femme Redon n'a été reconnue que dans l'objet et dans l'intérêt de l'action civile sur laquelle la Cour d'assises avait caractère pour statuer, et que, cette Cour ayant déclaré d'une manière générale que cette filiation était suffisamment justifiée, il n'est nullement établi qu'elle ait violé les art. 319, 324 et 326 du Cod. civ.;—Rejette, etc.

Du 15 janv. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Schwendt.

CASSATION.—DISPOSITIF.—MOTIFS.—INDÉVISIBILITÉ.

Lorsqu'il y a eu pourvoi contre les différents chefs d'un arrêt, si l'arrêt de la Cour suprême porte dans son dispositif cassation de l'arrêt

le cas seulement où comme dans l'espèce ci-dessus, cette personne se serait rendue partie civile dans le procès criminel. Dans le cas contraire, où la partie lésée ne se serait pas rendue partie civile, M. Toullier, combattant sur ce point l'opinion de M. Merlin (*Repert.*, v° *Chose jugée*, § 15, 3^e édit.), soutient que le jugement criminel ne peut avoir aucunement l'effet de la chose jugée sur la question d'état, et nous partageons pleinement son avis.—V. sur plus sur la question d'influence du criminel sur le civil, ou réciproquement, en matière de chose jugée, nos observations sur l'arrêt de Paris du 13 fruct. an 10 (aff. *Cherrier*).

dénoncé, en termes généraux et sans distinction entre les divers chefs, l'arrêt est cassé pour le tout, encore que la Cour de cassation n'ait énoncé du motifs que sur un chef (1).

(Bernard — C. Chauvet.)

Joseph-Charles Bernard et Marie-Joséphine Bernard, épouse Froidot, étaient en discussion relativement au partage de la succession de leur père. Cette dame était représentée par un sieur Chauvet son cessionnaire. La discussion roulait sur deux points distincts et séparés. Chauvet demandait que Joseph-Charles Bernard fit rapport à la succession d'une somme de 30,000 fr., pour prix d'un office de notaire qui lui avait été cédé par son père. Bernard soutenait que son office ayant été supprimé et converti en une inscription de 7,500 fr., sur le grand-livre, il ne pouvait être tenu que de rapporter cette dernière somme. C'était là le premier objet de la contestation. — Le sieur Bernard, de son côté, demandait à la dame Froidot, sa sœur, ou quoique soit, à Chauvet son cessionnaire, le rapport d'une somme de 31,600 fr., qui avait été comptée à diverses reprises par le sieur Bernard père au sieur Froidot, son gendre. — Chauvet répondait que la somme de 31,600 fr. avait été donnée au sieur Froidot, à titre de prêt, par son beau-père, et qu'ainsi la dame Froidot n'était pas tenue de la rapporter.

19 Janvier 1813, arrêt de la Cour royale de Colmar, qui, statuant sur les deux chefs de la contestation, ordonne, d'une part, que le sieur Bernard ne sera tenu de rapporter que l'inscription de 7,500 fr., et que d'ailleurs Chauvet sera tenu de rapporter la somme de 31,600 fr.

Chauvet se pourvoit en cassation contre cet arrêt, et propose un moyen contre chaque chef. Il soutient, 1^o qu'en n'ordonnant le rapport que de l'inscription de 7,500 fr., la Cour de Colmar a fait une fautive application de l'art. 66 de la loi du 24 août 1793, et violé l'art. 851 du Cod. civ.; — 2^o qu'en ordonnant le rapport de la somme de 31,600 fr., par la dame Froidot, elle a violé l'art. 849 du Cod. civ.

Sur ce pourvoi, intervient, le 21 nov. 1815, un arrêt de la Cour de cassation qui casse l'arrêt de la Cour de Colmar. (V. cet arrêt à sa date.) Le dispositif de cet arrêt est conçu en termes généraux, et ne dit nullement qu'il casse l'arrêt dénoncé sur un chef plutôt que sur l'autre. — Cependant dans les motifs, il n'est pas dit un mot du chef portant que Chauvet sera tenu de rapporter la somme de 31,600 fr., reçue par le sieur Froidot : tous les considérans de l'arrêt sont basés sur ce que la Cour de Colmar a violé l'art. 851 du Cod. civ., et fausement appliqué l'art. 66 de la loi du 24 août 1793, en décidant que le sieur Bernard n'était tenu de rapporter que l'inscription de 7,500 fr., au lieu de la somme de 30,000 francs, prix de l'office à lui cédé par son père. — Au surplus, la Cour de cassation renvoie les parties devant la Cour de Besançon.

Devant cette Cour, Chauvet agite non-seulement la question de savoir si Bernard doit ou non rapporter la somme entière de 30,000 fr., prix de l'office à lui cédé; mais encore il reproduit cette relative au rapport de la somme de 31,600 fr., auquel il a été condamné par la Cour de Colmar. — Sur ce dernier point, Bernard prétend que l'arrêt de la Cour de Colmar a acquis l'autorité de la chose jugée, parce que la Cour de cassation n'a cassé que sur le chef relatif au rapport de l'inscription de 7,500 fr., ainsi que cela résulte de la contexture de ses motifs; il sou-

tient qu'il serait dérisoire de soutenir que l'arrêt de Colmar a été cassé pour le tout, par la raison que le dispositif de l'arrêt de la Cour suprême est conçu en termes généraux, et ne fait aucune distinction; cette distinction étant évidemment établie par la manière dont l'arrêt de cassation est motivé.

22 Juin 1816, arrêt de la Cour royale de Besançon qui statue sur les deux chefs de la contestation, après avoir rejeté l'exception de la chose jugée : — Attendu que l'appelant (Chauvet) s'est pourvu à la Cour de cassation contre les deux dispositions de l'arrêt de la Cour de Colmar; que les parties ont discuté ces deux chefs; que l'arrêt de la Cour de cassation constate, dans son dispositif, quels que soient les motifs rédigés ou omis, qu'il ne rejette point le pourvoi sur le chef du rapport demandé à l'épouse Froidot; qu'il casse sans restriction l'arrêt de Colmar; qu'il remet les parties au même état où elles étaient avant cet arrêt; qu'il les renvoie en cet état devant la Cour de Besançon; c'est-à-dire, en contestation sur les deux questions de rapports respectifs.

Pourvoi de la part de Bernard, pour violation de la chose jugée.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt de la Cour de cassation du 21 nov. 1815 avait annulé l'arrêt de Colmar, du 16 janv. 1813, sans distinguer entre ces divers chefs, et qu'il a remis les parties en l'état où elles étaient avant ledit arrêt; que la Cour royale de Besançon, à laquelle la cause et les parties ont été renvoyées par ledit arrêt de cassation, était compétente pour statuer sur les appels interjetés du jugement du tribunal de Colmar, du 28 déc. 1811, et qu'en statuant sur ces appels, loin d'avoir violé l'autorité de la chose jugée, elle a régulièrement exercé l'attribution qui lui était donnée par la Cour de cassation; — Rejette, etc.

Du 15 janv. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Borel de Bretzel. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Guichard.

1^o JURY (QUESTIONS AU). — QUESTIONS RÉSULTANT DES DÉBATS.

2^o COUR D'ASSISES. — COMPOSITION. — PARENTÉ OU ALLIANCE.

3^o JURY. — LISTE. — NOTIFICATION. SURCHARGE. — DÉLAI.

1^o La formule établie par l'art. 337 du Cod. d'inst. crim., sur la position des questions, n'est qu'indicative de la manière dont les questions doivent être posées; elle n'est pas prescrite à peine de nullité. (Cod. d'inst. crim., 337.) (2)
 Dans une accusation de viol, le président peut poser, comme résultant des débats, une question sur le fait d'attentat à la pudeur sans violence, ce fait se rattachant essentiellement à celui de l'accusation.

2^o Deux parents par alliance au degré de cousin-germain peuvent siéger parmi les juges de la Cour d'assises; la loi limite la prohibition au degré d'oncle et de neveu inclusivement. (L. 30 avril 1810, art. 63.)

3^o L'accusé ne peut fonder un moyen de cassation sur une surcharge existant dans la date de l'original de l'acte de notification de la liste des jurés, s'il ne rapporte pas la copie qui lui a été délivrée. (Cod. inst. crim., 325.)
 L'accusé est sans intérêt à se plaindre de ce que la liste des jurés lui aurait été notifiée

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 31 mars 1841.

(2) V. conf., Cass. 14 déc. 1815; 2 août 1816; 31 janv., 14 fév., 10 juill. et 3 oct. 1817.

avant le délai fixé par la loi. (Cod. d'inst. crim., 395.) (1)

(Boujon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 337 du Cod. d'inst. crim., n'est pas prescrit à peine de nullité, et qu'il n'est qu'indicatif de la manière dont les questions doivent être posées; que l'art. 338 veut que les circonstances qui résulteraient des débats soient, quoique non mentionnées dans l'acte d'accusation, soumises à la décision des jurés; que lorsque, par le résultat des débats, le fait mentionné dans l'acte d'accusation paraît recevoir une modification dans son caractère, le président de la Cour d'assises peut et doit poser une question secondaire sur ce même fait qui n'est que modifié, et qui, par conséquent, se rattache toujours essentiellement à celui de l'accusation; que, dans l'espèce, l'accusation portait sur un fait de vol commis; et que c'est d'après ce qui est résulté du débat, qu'il a été posé une seconde question sur le fait d'un simple attentat à la pudeur, commis avec violence; que la position de cette dernière question a donc été une observation du vœu même de la loi;

Attendu, sur le deuxième moyen...

Attendu, sur le troisième moyen, que l'allégation que, parmi les juges de la Cour d'assises, il y avait deux pères par alliance au degré de cousin germain, prouve elle-même qu'il n'y avait point entre eux de parenté au degré prohibé, puisque la loi du 20 avril 1810 limite la prohibition au degré d'oncle et neveu inclusivement;

Attendu, sur le quatrième moyen, pris de ce que sur l'original de l'acte de notification à l'accusé de la liste des jurés, le mot *douze*, qui se trouvait primitivement écrit, a été raturé et remplacé sans aucune approbation par le mot *treize*, et qu'ainsi il n'est pas suffisamment établi que ce soit la veille du jour fixé au 14, pour la formation du tableau, que cette notification a eu lieu; que le réclamant ne rapporte pas la copie qui lui a été délivrée, pour justifier qu'en effet la notification lui a été faite plus tôt qu'il n'est voulu par la loi; que d'ailleurs il serait sans intérêt pour se plaindre d'une accélération qui lui aurait été favorable, en ce qu'il aurait eu plus de temps pour se préparer dans l'exercice du droit de récusation; — Rejette, etc.

Du 16 janv. 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Giraud, av. gén.

NOVATION. — DÉLÉGATION. — QUITTANCE. — DÉLAI.

La quittance d'une portion de la créance, donnée à un débiteur délégué, même en lui accordant un délai pour le paiement du surplus, n'opère pas novation (2).

(Damien) — C. Larmoyer.

Les époux Larmoyer vendent au sieur Buchot le domaine de Berny; il est stipulé qu'à défaut de paiement du prix la vente pourra être résolue. Buchot revend ce même domaine à la veuve Damien. Celle-ci s'engage à payer aux époux Larmoyer la créance dont Buchot était personnellement tenu. En vertu de cette clause du contrat, paiement aux époux Larmoyer d'une partie du capital de la créance et de plusieurs années d'intérêt. — Le sieur Larmoyer meurt; le tuteur de ses enfants accorde à la veuve Damien, dans une quittance qu'il lui délivre, un délai pour acquitter le surplus de la créance. Troisième vente du do-

maine de Berny, faite par la veuve Damien, au profit du sieur Damien, son fils. A cette époque, le prix de la vente n'était pas entièrement payé; en conséquence, les héritiers Larmoyer assignent, en résolution de la première vente et des aliénations postérieures, Buchot et tous les acquéreurs subséquents.

Le sieur Damien, dernier acquéreur, a prétendu que les héritiers Larmoyer n'étaient plus en droit de faire valoir la clause résolutoire attachée à la créance qu'ils avaient eue primitivement sur le sieur Buchot; que cette créance étant anéantie par celle dont la veuve Damien avait consenti à se rendre leur débitrice, au lieu et place du sieur Buchot, il s'ensuivait évidemment que la faculté de demander la résolution de la vente qui lui était exclusivement attachée, ne pouvait plus être exercée. On objecta peut-être, disait le sieur Damien, que la délégation simple par laquelle le débiteur donne à son créancier un nouveau débiteur n'opère novation que lorsque ce créancier y consent formellement; cela est incontestable. Mais ici les héritiers Larmoyer, en accordant à la veuve Damien un délai pour acquitter le surplus de la dette, l'ont évidemment acceptée pour débitrice à la place des héritiers Buchot; par là, ajoutait-il, ils ont fait acte de propriétaires de la nouvelle créance, ils ont donc opéré novation. Le sieur Damien invoquait en outre à l'appui de sa défense, un arrêt de la Cour de cassation du 21 mars 1806, duquel il résulte que, lorsque le porteur d'une lettre de change accorde un délai à l'accepteur, il y a novation dans sa créance, et le tireur se trouve libéré.

19 mars 1814, jugement du tribunal de première instance qui décide qu'il n'y a pas eu novation dans la créance des époux Larmoyer, et prononce en conséquence la résolution de toutes les aliénations du domaine de Berny.

Appel. — 1^{er} août 1815, arrêt confirmatif de la Cour royale de Paris.

Pourvoi en cassation pour violation des art. 1271 et 1272 du Cod. civ., en ce que la Cour a décidé qu'il n'y avait pas novation, bien qu'il y eût substitution d'un nouveau débiteur à l'ancien, et que la décharge du premier résultait clairement du délai accordé au débiteur délégué pour le paiement du surplus de la dette.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'acte de vente passé à Buchot porte la clause résolutoire, « faite de paiement aux termes convenus »; que la vente faite par Buchot à la veuve Damien porte la même clause; qu'ainsi Damien, acquéreur de sa mère, n'avait pas plus de droit que celle-ci et Buchot; — Attendu qu'en déclarant que la quittance donnée par le tuteur des enfants Larmoyer à la veuve Damien, et le délai accordé à cette veuve pour payer n'opèrent pas novation, l'arrêt attaque n'a contrevenu à aucune loi; — Rejette, etc.

Du 17 janv. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion du Pansey. — Rapp., M. Vallée. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Toynseyre.

DOUANES — PROCES-VERBAUX. — AFFIRMATION. — DÉLAI.

Les préposés des douanes ont un délai de trois jours pour affirmer leurs procès-verbaux, lorsque les contraventions qu'ils constatent sont de nature à être poursuivies par la voie criminelle ou correctionnelle, et spécialement

(1) Sur cette question qui n'a pas été résolue uniformément, voy. Cass. 9 oct. 1812, et nos observations.

(2) F. en ce sens, Toullier, L. 7, n° 253. — V. aussi Cass. 21 janv. 1806 et 28 avril 1818.

quand il s'agit d'introduction de marchandises prohibées. (L. 9 flor. an 7, art. 6 et 10; Arrêt du pouv. du 4^e compt. an 11, art. 6.) (1)
(Douanes.—C. Molard et autres.)

Du 17 janv. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Ratteu.—Concl., M. Giraud, av. gén.

COALITION. — DENRÉE. — TENTATIVE.

Les manœuvres ou coalitions qui ont pour but d'opérer la hausse ou la baisse d'une marchandise, ne sont punissables qu'autant que la hausse ou la baisse du prix de cette marchandise a été opérée. La simple tentative de ce délit n'est passible d'aucune peine. (Cod. pén., 419.) (2)

(Desmorteux.)

Le tribunal correctionnel de Falaise avait condamné le sieur Desmorteux à deux mois d'emprisonnement et 2,000 fr. d'amende pour avoir employé des moyens frauduleux pour opérer la hausse du prix des grains.

Appel.—Et arrêt de la Cour de Caen du 27 sept. 1817, qui confirme : — « Considérant qu'il est prouvé par les informations portées devant le premier juge, que Desmorteux a supposé qu'il avait vendu son blé à la halle de Falaise du 25 juin dernier, 75 fr. le sac, et qu'il a réitéré cette supposition à haute et intelligible voix et à plusieurs reprises avec affectation, tant à l'agent de police Juault, qu'à un juge de paix Joyaux, tandis qu'en effet et suivant la déclaration de Dufley l'acheteur, Desmorteux n'avait vendu ce blé que 70 fr. : — Considérant que, par l'allégation de ce fait faux, tant en public que devant le juge de paix et l'agent de police, Desmorteux n'a pu avoir d'autre dessein que de tendre à élever la cherté du grain, en faisant fixer le cours du prix du blé au moins à ce prix, et à empêcher qu'il ne descendît au-dessous. »

Pourvoi fondé sur ce que l'arrêt le déclarait convaincu, non d'avoir opéré, mais d'avoir eu le dessein d'opérer la hausse des grains et que l'art. 419 ne punit pas la simple tentative du délit qu'il prévoit.

ARRÊT.

LA COUR. — Vu les art. 3 et 419 du Code pén.; — Attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'en alléguant avoir vendu 75 fr. le sac de blé qu'il n'avait vendu que 70, Desmorteux n'avait pu avoir d'autre dessein que de tendre à élever la cherté du grain, en faisant fixer le cours du prix du blé au moins à ce prix, et à empêcher qu'il ne descendît au-dessous; mais que cet arrêt ne dit pas qu'il y ait eu hausse effective dans le prix du blé, par suite de la fausse allégation dudit sieur Desmorteux; que c'est donc uniquement pour avoir fait une fausse déclaration dans le dessein de tendre à élever la cherté du prix du grain, que le réclamant a été jugé coupable du délit mentionné aux art. 419 et 420 du Code pén.; — Mais que le premier de ces articles déclare punissables ceux qui par des faits faux, ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées, etc., et qu'il ne parle pas de ceux qui auront tenté d'opérer cette

hausse ou cette baisse; que Desmorteux, qui, par sa fausse déclaration, a eu dessein de tendre à opérer, mais qu'il n'a point été reconnu coupable d'avoir opéré réellement une augmentation dans le prix du blé au marché de Falaise, du 25 juin, n'a donc pas commis le délit des art. 419 et 420 du Code pén.; que, quand sa blâmable intention de faire augmenter le prix du grain aurait été accompagnée des circonstances énoncées dans l'art. 2 de ce Code, il n'aurait donc toujours été coupable que d'une tentative de ce délit; — Que l'art. 3 du Code pén., disant que les tentatives de délit ne sont considérées comme délit que dans les cas déterminés par une loi spéciale, et ni le Code ni aucune autre loi n'ayant mis le délit de l'art. 349 au rang de ceux dont la tentative est considérée comme le délit consommé, il en résulte, par une conséquence nécessaire, que même en supposant au fait déclaré constant par la Cour, le caractère d'une tentative du délit de l'art. 419, le réclamant ne pouvait, à raison de ce fait, être soumis aux peines desdits art. 419 et 420, même Code; — Casse, etc.

Du 17 janv. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Adamont.—Concl., M. Giraud, av. gén. — Pl., M. Leroi-Neufville.

4^e RÉGLEMENT DE Juges. — INCOMPÉTENCE.

— DÉCLINAtoire.

2^e COMPÉTENCE. — LIVRAISON. — PROMESSE.

1^{er} Lorsqu'un tribunal rejette la déclinaire proposée par une partie, et sa demande en renvoi devant un tribunal ressortissant d'une autre Cour que le tribunal décliné, il y a lieu à se pourvoir en règlement de juges devant la Cour de cassation. (Ordonn. de 1737, tit. 2, art. 18.) (3)

2^o L'art. 420, n^o 2, du Cod. proc., portant que le défendeur peut être assigné devant le tribunal dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée, doit être entendu en ce sens que les deux circonstances doivent concourir; il ne suffit pas, pour que le tribunal soit compétent, que la marchandise ait été livrée dans son arrondissement, il faut encore que la promesse y ait été faite (4).

(Legrand—C. Sevéne.)

Le 14 mars 1817, marché entre le sieur Sevéne, manufacturier de Rouen, et les sieurs Legrand, négociants de Paris, par lequel le premier s'engage à fournir aux seconds seize cents aunes de piqué côtelé, conformes aux échantillons.—La convention fut soucrite à Paris.

Expédition des marchandises par le sieur Sevéne.

Au moment de la réception, les sieurs Legrand s'aperçurent que les marchandises ne sont ni bien soignées, ni conformes aux échantillons, et demandent un rabais sur le prix convenu, à moins que le sieur Sevéne ne préfère reprendre ses marchandises.

Celui-ci repousse cette proposition, et assigne les sieurs Legrand en paiement du prix intégral, devant le tribunal de commerce de Rouen.—Les

(1) F. conf., Cass. 17 brum. an 14 (aff. Fandruverre), et Mangin, des procès-verbaux, n^o 257. Le procès-verbal dont est affirmé dans les 24 heures, lorsque l'affaire est du de la compétence du juge de paix (art. 10, tit. 4, L. 9 flor. an 7).

(2) F. conf., Cass. 24 déc. 1812, et la note; 29 janv. 1812; 1^{er} fév. 1834; 29 mai 1810.—Cette décision est très importante. La règle qu'elle pose tend à restreindre à des faits déterminés et précis une incrimination extrêmement vague, et des très vagues pourraient être facilement étendus.

(3) F. dans le même sens, Cass. 24 vend. an 10; 30 juin 1807; 7 juill. 1814; 20 juill. 1815; 4 mars 1818; 14 mars 1820; 19 juill. 1828.—Carré, Lois de la procédure, quest. 1324; Berriat-Saint-Prix, pag. 339, note 3; Merlin, Quest., v^o Règlement de juges.

(4) C'est là un point de jurisprudence constant. F. Cass. 13 nov. 1811; Angers, 8 janv. 1810, et les autorités qui y sont rapportées en note.

Sur ce, la maison Bastiat charge les sieurs Imbert de payer au capitaine la somme qui lui était allouée par le tribunal, et de réexpédier le blé, mais par Bordeaux. — Cet ordre est exécuté, et les sieurs Imbert, qui se trouvaient de nouveau en avances pour la maison Bastiat, à raison du fret payé au capitaine et des autres frais par eux acquittés, font traire sur la maison Bastiat pour la somme de 1374 fr. Prolet faute de paiement, le 11 juin. — Alors les sieurs Bastiat reproduisent leur demande contre Imbert et compagnie, à raison des avaries survenues dans le blé mais; ils soutiennent que ces avaries, qu'ils évaluent à 1306 fr. 60 c., proviennent du fait des sieurs Imbert, et, en conséquence, il les assigne le 21 juin, en paiement de cette somme; mais cette fois, ils portent leur demande devant le tribunal de commerce; pour justifier la compétence de ce tribunal, ils disent que c'est à Paris que les sieurs Imbert ont été payés, au moyen des traites tirées sur M. M. Perregaux, Lafitte et compagnie; et ils rappellent la disposition de l'art. 420 du Code de procédure civ., n° 3, qui, en matière de commerce, permet d'assigner « devant le tribunal dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué. » — De leur côté, Imbert et compagnie donnent suite au procès du 11 juin, et, le 27 du même mois, assignent Bastiat et compagnie devant le tribunal de Rochefort, en paiement du montant de la traite qu'ils avaient tirée sur eux pour se rembourser de leurs avances.

Les sieurs Bastiat se pourvoient en règlement de juges et soutiennent que le tribunal de Paris ayant été saisi le 11 juin, et celui de Rochefort ne l'ayant été que le 27, c'est au premier que doit être laissée la connaissance de l'affaire.

Les sieurs Imbert, défendeurs, répondent : — En vain on voudrait, pour établir la compétence du tribunal de Paris, argumenter de l'art. 420 du Code de proc. civ., n° 3, qui permet d'assigner devant le tribunal dans l'arrondissement duquel le paiement a dû être effectué, en soutenant que c'est à Paris que le paiement a été effectué : car d'abord l'article 420, n° 3, n'est pas applicable, et, en fait, le paiement n'a point eu lieu à Paris. — L'art. 420, n° 3, n'est point applicable, parce qu'il dispose pour le cas où une opération de commerce quelconque, un achat de marchandises, par exemple, a eu lieu entre deux négociants, et alors si le paiement a été effectué dans un lieu autre que celui du domicile des parties, et qu'il s'élève une contestation entre elles, cette contestation peut être portée devant le tribunal du lieu du paiement : on considère, dans ce cas, le lieu du paiement comme celui où l'affaire est consommée; mais doit-il en être de même dans l'espèce? Non, sans doute; il n'y a pas la même raison de décider. — La maison Imbert a été chargée par la maison Bastiat d'acheter des marchandises pour son compte : cette opération, ce mandat a été reçu et exécuté à Rochefort, puisque c'est dans cette ville que les marchandises ont été achetées et payées par les sieurs Imbert; dès lors, les sieurs Imbert n'ont figuré dans l'opération que comme mandataires des sieurs Bastiat, et l'action intentée par ceux-ci n'est fondée que sur une prétendue contravention aux mandats à eux donnés : il ne s'agit donc, en résultat, que d'appliquer les règles établies sur le mandat. Ainsi, cette action est purement personnelle et doit être intentée, d'après

le premier alinéa des articles 50 et 420 du Code de proc., devant le tribunal du domicile du sieur Imbert, défendeur, sans que le paiement des avances du mandataire, effectuée hors du lieu de son domicile puisse, dans ce cas, autoriser le demandeur à porter l'action devant le tribunal du lieu du paiement. Mais il y a plus, et l'on ne peut soutenir dans l'espèce, que le paiement ait été effectué à Paris; à la vérité, les sieurs Imbert se sont remboursés en tirant sur la maison Perregaux et Lafitte, de Paris, d'après le crédit qui leur avait été ouvert par les sieurs Bastiat; mais cette circonstance n'empêche pas qu'ils n'aient été payés réellement à Rochefort; c'est comme si les sieurs Bastiat leur avaient remis des effets de commerce sur Paris ou telle autre ville, pour le montant de leurs avances, et l'on est réellement aussi bien payé en effets de commerce qu'en argent comptant. — On pourrait encore dire que les sieurs Imbert, en tirant sur Paris, étaient encore mandataires des sieurs Bastiat, et d'assignaient que pour procurer à ceux-ci les fonds nécessaires à l'acquittement des avances faites pour l'achat des marchandises; or, une fois que les fonds ont été réalisés, c'est bien à Rochefort qu'ils ont été reçus par les sieurs Imbert.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'Imbert, Ayraud et Hébreu n'ont agi, au cas particulier, que comme mandataires de Justin Bastiat et compagnie, de Bayonne; et que les droits et devoirs des mandataires commissionnaires et comptables sont réglés par les art. 92 du Code de comm. et 1984 du Code civ.; — Attendu que l'action intentée par Bastiat et compagnie, devant le tribunal de commerce du département de la Seine, nait du mandat qu'elle avait donné à la maison Imbert, qu'elle est fondée sur une contravention à ce mandat, reçu et exécuté à Rochefort, et sous le ressort du tribunal de commerce de cette ville, demeuré saisi de tous les éléments et matériaux de l'opération qui faisait l'objet de ce mandat; — Attendu qu'ayant pour objet et devant avoir pour résultat d'appeler l'application des règles tracées par les lois du mandat, cette action est toute personnelle, et que, comme telle, elle devait, aux termes du premier alinéa des art. 50 et 420 du Code de proc. civ., et de l'art. 527 du même Code, être portée devant le tribunal de commerce du domicile de la maison Imbert et compagnie. — Sans s'arrêter ni avoir égard à l'assignation portée devant le tribunal de commerce du département de la Seine, par exploit du 26 juin 1817, lequel est déclaré nul et non avenue; — Renvoie la cause et les parties devant le tribunal de Rochefort, etc.

Du 22 janv. 1818. — Sect. des req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lepicard. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Delagrèze et Leroy-Neufvillotte.

DÉLIT. — PAYS ÉTRANGER. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux français ne sont pas compétents pour connaître d'un crime commis en pays étranger par un Français sur la personne d'un étranger, quoique le pays ait, au moment de sa perpétration, occupé et administré par des troupes et des autorités françaises. (Cod. inst. crim., 5, 6 et 7.) (1)

(Guittard-Villasseque.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 5, 6 et 7 du Code d'inst. crim.; — Attendu que le premier chef

(1) « Cette occupation, cette administration, dit Mangin, ne communiquent pas aux habitants le titre de Français, ni au territoire la qualité de territoire français : une telle communication ne peut régir l'IX. — 1^{re} PARTIE.

que d'un acte de réunion émané de l'autorité publique; le territoire demeure donc étranger, » (Traité de l'action publique, tom. 1^{re}, pag. 76, P. aussi Merlin, Questions de droit, 1^{re} Décl., § 8.

d'accusation sur lequel le demandeur a été renvoyé devant la Cour d'assises, et à l'égard duquel il demandait qu'il ne fût point instruit par cette Cour, consistait en ce que, dans le comant de l'été 1811, il aurait été commis une tentative d'assassinat suivie de vol, dans une commune dépendant de la Catalogne, sur un individu Catalan d'origine et de domicile; — Qu'en règle générale, le droit de poursuivre un crime n'appartient qu'au magistrat du territoire sur lequel le crime a été commis on s'est prolongé; — Que les seules exceptions admises à ce principe par le Code d'inst. crim. sont renfermées dans les art. 5, 6 et 7 ci-dessus cités; — Que la demande de Villaseque, tendante à ce que le crime porté dans le premier chef d'accusation ne fût point soumis à des débats, parce qu'il aurait été commis en pays étranger et sur la personne d'un étranger, et qu'il ne rentrerait dans aucune des exceptions desdits art. 5, 6 et 7, a été rejetée par la Cour d'assises, d'après le seul motif qu'à l'époque de ce crime, la Catalogne était occupée par les troupes françaises, ce qui suffisait pour qu'elle fût alors réputée partie intégrante du territoire français; — Mais que cette occupation et cette administration par des troupes et des autorités françaises, n'avaient pas communiqué aux habitants de la Catalogne le titre de Français, ni à leur territoire la qualité de territoire français; que cette communication n'aurait pu résulter que d'un acte de réunion émané de l'autorité publique, lequel n'a jamais existé; que la Cour d'assises a donc violé les art. 5, 6 et 7 du Code d'inst. crim.; — Casse, etc.

Du 22 janv. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Lecoutour. — Concl., M. Giraud, av. gén.

FAUX. — CERTIFICAT. — CONSCRIPTION.

Du 22 janv. 1818 (aff. Bélain). — F. cet arrêt à la date du 22 janv. 1813.

COUR PRÉVOTALE. — CASSATION.

La disposition générale de l'art. 45 de la loi du 20 déc. 1815, qui affranchit de tout recours en cassation les arrêts rendus par les Cours prévotales, ne peut être modifiée que par la disposition d'ordre public de l'art. 441 du Cod. d'inst. crim., c'est-à-dire qu'on seul cas d'un pourvoi formé par le procureur général près la Cour, sur l'ordre formel du ministre de la justice. — Le pourvoi formé par le condamné lui-même n'est dans aucun cas admissible (1).

(ROUSSEAU.)

Du 23 janv. 1818. — Sect. crim. — Prés. M. Barris. — Rapp., M. Olivier. — Concl., M. Heuri Larivière, av. gén. — Pl., M. Odilon-Barrot.

MUTATION PAR DÉCÈS. — EFFET RÉTROACTIF.

Du 23 janv. 1818 (aff. Cerf). — F. cet arrêt infra, au 13 janvier.

COMPLICITÉ. — FAITS CONSTITUTIFS. — DÉCLARATION DU JURY.

Pour que la déclaration du jury par laquelle un accusé est reconnu complice du crime qui fait l'objet de l'accusation, puisse être une base

suffisante de condamnation, il est nécessaire que le jury déclare les faits particuliers qui constituent cette complicité. (C. pén., 60.) (2)

(Ballandras). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la complicité est un fait moral qui ne peut exister que par les faits matériels et particuliers que le Code pénal a déterminés; qu'elle ne peut donc être établie que par une déclaration en droit sur le rapprochement de ces faits particuliers, ainsi fixés par le Code pénal, avec ceux dont l'accusé est reconnu coupable; — Que, pour qu'elle soit légalement établie, elle doit l'être par une déclaration du jury, sur des questions qui, se référant à ses attributions, auront soumis à sa décision les faits élémentaires d'où la complicité peut dériver, soit d'après l'acte d'accusation, soit d'après les débats; — Que la Cour d'assises a seule qualité pour donner à ces faits élémentaires, ainsi déclarés par le jury, le caractère moral qu'ils doivent avoir d'après la loi, soit explicitement par une déclaration formelle, soit implicitement par l'application qu'elle fait à l'arrêt de condamnation, des dispositions de la loi pénale sur les complices; — Attendu que, par l'arrêt de mise en accusation rendu dans l'espèce, et par l'acte d'accusation dressé en exécution de cet arrêt, Ballandras et Demaille, étaient accusés d'être auteurs l'un et l'autre du vol, objet du procès; — Qu'à la suite des débats, il a été posé deux questions relativement à Ballandras; qu'il a été demandé, par la première, si Ballandras était coupable d'avoir commis le vol, etc., et que la réponse du jury a été négative; que la seconde question a été celle-ci: Si l'accusé n'est pas l'auteur du vol commis, etc., en est-il le complice? et que le jury a répondu: Oui, à l'unanimité, Benoît Ballandras est complice du vol; — Que les mêmes questions ont été posées relativement à Demaille, et qu'elles ont été répondues dans les mêmes termes; — Que de la différence dans les déclarations du jury, négatives sur la première question, affirmatives sur la seconde, il résulte nécessairement qu'il est jugé que les accusés ne sont pas auteurs du vol, mais qu'ils en sont les complices; — Que c'est ainsi que ces déclarations ont été entendues par la Cour d'assises, puisqu'elle a prononcé la condamnation de Ballandras et de Demaille, d'après les dispositions des art. 384, 385, 386 et 60 du Code pénal; — Que le jury n'a cependant déterminé aucun des faits qui, soit aux termes dudit article 60, soit d'après les articles 61 et 62, pouvaient justifier la déclaration de complicité; — Que ses réponses ne peuvent même se rattacher à des faits particuliers de complicité qui auraient été posés dans l'acte d'accusation, puisque cet acte n'en énonçait aucun; que la complicité ne peut conséquemment être établie par le rapport nécessaire des réponses aux questions, et de celles-ci à l'acte d'accusation; — Qu'il s'ensuit de ces observations, que la condamnation prononcée contre les accusés Ballandras et Demaille ne porte sur aucune base légale, qu'elle est une violation des règles de compétence, et une fautive application de la loi pénale; — Casse, etc.

Du 24 janv. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Heuri Larivière, av. gén.

(1) F. sur le point de savoir quel est l'effet du pourvoi du procureur général, relativement au condamné, la note sur l'arrêt de Cass. du 21 oct. 1817. — V. aussi infra, l'arrêt de Cass. du 5 fév. 1818, rendu dans l'affaire ci-dessus.

(2) F. conf., Cass. 2 juill. 1813, et nos observations. — V. aussi Cass. 17 brum. an 5; 27 vend., 5 brum. et 6 trim. an 7; 28 prair. an 8; 28 vend. an 9; 24 juill. 1806; 26 mars 1813, et les notes placées sous ces divers arrêts. V. encore sur ce point, Cass. 3 déc. 1835, et 30 août 1839.

**1^o AVAL.—GARANTIE.—PROTÉGÉ (DÉFAUT DU).
2^o INTÉRÊTS MORATOIRES.—EFFET DE COMMERCE.**

1^o Le donneur d'aval est toujours assimilé à celui dont il se porte caution, souscripteur, accepteur ou endosseur.—Ainsi, le donneur d'aval qui a cautionné le souscripteur d'un effet de commerce, n'est pas libéré tant que le souscripteur reste obligé. Il ne peut, comme l'endosseur, exciper du défaut de protégé en temps utile. (Cod. comm., 142.) (1)

2^o En cas de non-paiement d'un effet de commerce, les intérêts moratoires ne courent point du jour de l'échéance, mais seulement du jour du protégé. (Cod. comm., 184; C. civ., 1153.) (2) (Pissot—C. Guvenet.)

En 1813, les sieurs Clayeux et Frauguères souscrivent, au profit du sieur Guvenet, trois billets à ordre de 2,000 fr. chacun, payables au domicile du sieur Pissot, négociant à Dijon. — Par une lettre du 27 fév. 1813, le sieur Pissot se rend caution de ces trois billets, sous la condition que Guvenet garderait le secret, et qu'il escompterait ces billets à six pour cent par an, s'ils étaient retirés avant l'échéance. — Le premier est acquitté à son échéance; le second échoit le 10 janv. 1814, et n'est pas acquitté; cependant, Guvenet ne le fait protester que le 6 juill. 1814, c'est-à-dire six mois après l'échéance. — En cet état, Guvenet demande, contre Pissot, le paiement de ce billet, avec les intérêts courus du jour où il était échu. — Il prétend qu'il n'y a pas eu provision à l'échéance; qu'ainsi les souscripteurs, pour se soustraire au paiement du billet, ne peuvent se prévaloir du défaut de protégé en temps utile, aux termes de l'art. 178 du Code de comm., portant : « La même déchéance a lieu contre le porteur et les endosseurs, à l'égard du tireur lui-même, si ce dernier justifie qu'il y avait provision à l'échéance; » que Pissot, en sa qualité de caution des souscripteurs, ne peut opposer d'autres exceptions que celles dont ces derniers peuvent exciper; qu'en conséquence, il est tenu, comme eux, du paiement dudit billet, nonobstant le défaut de protégé dans le délai légal. — Quant aux intérêts, il soutient qu'ils ont couru du jour de l'échéance du billet.

Le sieur Pissot répond qu'il suffit que le billet dont il s'agit n'ait pas été protesté à l'échéance, et que le protégé qui a été fait longtemps après ne lui ait pas été notifié dans le délai prescrit par l'art. 165 du Code de comm., pour que, sans avoir besoin d'examiner s'il y a eu ou non provision à l'échéance, il ait acquis pleine et entière libération, parce que, dit-il, le donneur d'aval, quel qu'il soit, est assimilé à l'endosseur, et que le porteur ne peut exercer contre ce dernier aucun recours lorsqu'il n'a pas fait protester en temps utile, ainsi que le porte l'art. 168 du Code de comm. Relativement aux intérêts, ils ne seraient donc, dit-il, dans aucun cas, que du jour du protégé, aux termes de l'art. 184 du même Code.

5 sept. 1814, jugement du tribunal de commerce de Dijon, qui condamne le sieur Pissot au paiement du principal du billet, et des intérêts à compter du 10 janv. 1814, jour de l'échéance.

Appel.—19 déc. 1814, arrêt de la Cour royale de Dijon, confirmatif de ce jugement. — Voici ses

motifs : « Considérant qu'aux termes de l'art. 142 du Code de commerce, le donneur d'aval est obligé solidairement et par les mêmes voies que les tireurs et endosseurs, sans les conventions des parties; que, par suite de cette obligation solidaire, le propriétaire d'une lettre de change a, contre celui qui a mis son aval au bas, la même action que contre le tireur de cette lettre; que celui qui met son aval au bas de l'endossement, donne contre lui une action pareille à celle que le propriétaire de l'effet peut exercer contre l'endosseur ou l'accepteur; que ces principes, consacrés par l'opinion des jurisconsultes estimés, ont acquis une nouvelle autorité par la discussion au conseil d'Etat sur le Code comm., par les dispositions législatives de ce Code, et par la jurisprudence des Cours de justice; que l'art. 167 du Code de comm. rend communes aux billets à ordre les dispositions relatives à l'échéance, la solidarité, l'aval, le paiement, le protégé, les devoirs et droits du porteur de la lettre de change; que si le porteur doit exiger le paiement le jour de l'échéance, on constate le lendemain le refus de paiement par un protégé, il n'en court néanmoins la déchéance de ses droits contre le tireur, que lorsque celui-ci justifie qu'il y avait provision en temps utile; que cette restriction est conforme à l'équité, car si le tireur n'a pas fait les fonds, le porteur ne lui fait aucun préjudice par le retard du protégé, que, s'il en était autrement, le tireur s'approprierait, sans bourse délier, le montant de la lettre de change dont il aurait reçu la valeur; que s'il est juste que le tireur soit libéré, en justifiant avoir versé les fonds, les endosseurs doivent l'être sans être astreints à cette preuve, parce que chacun d'eux a payé la valeur de la lettre de change en l'acquiesçant, et parce que l'endosseur qui a rempli toutes ses obligations, ne doit pas être exposé à payer une seconde fois cette lettre de change, tandis que le porteur seul en faute serait indemnisé; que de ce rapprochement, il résulte que la condition du tireur est et doit être moins favorable que celle des endosseurs, et que celui qui cautionne le tireur, ne peut réclamer d'autres avantages que ceux accordés à ce tireur; qu'en examinant l'acte du 27 fév. 1813, on voit que Pissot ne s'est pas contenté de garantir le paiement de trois billets à ordre dont il s'agit, mais qu'il a exigé le secret sous la parole d'honneur du créancier, afin de ne pas altérer le crédit de Clayeux et Frauguères; que, d'après les conditions proposées, conditions sans l'acceptation desquelles Pissot n'eût pas donné son aval, les billets à ordre n'ont été ni dû être négociés, parce que la recommandation et la réserve d'escompter à 6 pour cent ne permettaient plus à Guvenet de mettre ces effets en circulation, et faisaient toute sa confiance dans la solvabilité bien connue du donneur d'aval; que, sous ce rapport, Pissot paraîtrait non recevable à exciper du défaut de diligences utiles; qu'à la vérité, cette omission se justifierait difficilement par la circonstance de l'invasion de l'ennemi; parce que les communications n'ayant été absolument interrompues que le 19 janv. 1814, jour de l'entrée des alliés à Dijon, Guvenet aurait pu faire le protégé du second billet le 11 de ce mois, mais qu'étant engagé au procès qu'il n'y avait point eu de fonds faits chez Pissot, à l'échéance des

2, p. 849 et 418; Nonguier, *Lettres de change*, t. 1, p. 321. — Les anciens auteurs enseignaient une doctrine en sens contraire. V. Jousse et Bornier, sur l'art. 33 de l'ordonn. de 1673; Savary, *Parfaite négociance*, liv. 3, ch. 8, parère 84.

(2) F. en ce sens, Cass. 3 brum., an 8.

(1) V. sur ce point, les observations qui accompagnent un jugement du tribunal de cassation du 9 flor. an 10. — F. encore dans le sens de la solution ci-dessus, Pothier, *Contrat de change*, n° 122; Boucher, *Inst. comm.*, n° 1049; Merlin, *Rép. et Quest. de droit*, v° Aval; L. Vincens, t. 2, p. 221; Locré, sur l'art. 142, p. 158; Pardessus, *Droit comm.*, t.

dens derniers billets, Prisset doit être poursuivi en paiement de ces effets, de la même manière que les débiteurs qu'il a cautionnés, et qu'il est mal fondé dans l'appel qu'il a interjeté.

Pourvoi en cassation pour violation 1^{re} de l'art. 142 du Code de comm., en ce que l'arrêt a considéré le sieur Prisset comme caution solidaire du tireur, et a prononcé qu'il ne pouvait opposer d'autres exceptions que celle que le tireur pouvait opposer lui-même; 2^e de l'art. 184 du même Code, en ce que l'arrêt a fait courir les intérêts du billet protesté, du jour de l'échéance, tandis que ces intérêts ne devaient courir que du jour du protêt.

ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 142, 168, 170, 184 et 187 du Code de comm., et l'art. 1153 du Code civ.;—Attendu, en fait, qu'il s'agissait dans l'espèce de deux billets à ordre, que le demandeur avait revêtus de son aval par un acte séparé, à condition que le secret lui serait gardé, que les billets ne seraient point mis en circulation et qu'il les escompterait à six pour cent l'an, si les circonstances le lui faisaient désirer, et que le donneur d'aval était la même personne au domicile de laquelle les billets devaient être acquittés, d'où il suit qu'il y avait entre les parties des conventions particulières que l'arrêt attaqué a pu et a dû interpréter;—Attendu que le défendeur protêt ou de signification du protêt, dans le délai fixé par la loi, ne libère point le souscripteur d'un billet à ordre; d'où il suit que l'absence de ces formalités ne saurait libérer le donneur d'aval qui a cautionné ce souscripteur, avec lequel il est engagé solidairement, et que la libération n'est prononcée en ce cas, par l'art. 168 du Code de comm., qu'en faveur des endosseurs;—Attendu, en outre, que les donneurs d'aval ne sont pas, en tout état de cause, assimilés aux endosseurs, mais tout à tour aux tireurs, aux endosseurs et aux accepteurs, selon qu'ils ont cautionné les uns et les autres; d'où il suit que la Cour royale de Dijon, en déclarant, sous l'empire du Code de comm. qui déclare, art. 187, que toutes les dispositions relatives aux lettres de change, et concernant les droits et devoirs du porteur, sont applicables aux billets à ordre, que le demandeur était tenu solidairement avec le souscripteur du billet et était obligé pour le même temps, n'a fait qu'une juste application des art. 142 et 160 du Code de comm.;

Mais attendu qu'en faisant remonter le paiement des intérêts d'un des billets souscrits, à la date de son échéance, quoiqu'il n'eût pas été protesté et que la demande judiciaire du paiement, tant du principal que des intérêts, n'eût été formée que longtemps après, l'arrêt attaqué a violé formellement les dispositions de l'art. 1153 du Code civ. et de l'art. 184 du Code de comm.;—Casse, etc.

Du 26 janv. 1818.—Sect. civile.

1^{re} SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE.—DÉCHÉANCE.—STATUT RÉEL.

2^e OCCUPATION ÉTRANGÈRE.—ORDONNANCES.

1^{re} La question du savoir si l'héritier bénéficiaire est déchu du bénéfice d'inventaire, par l'aliénation d'immeubles de la succession sans formalités de justice, doit se décider uniquement par la loi de la situation des biens vendus, sans avoir égard à la loi de l'ouverture de la succession. (Cod. civ., 3 et 805.) (1)

2^e Les ordonnances d'un prince étranger dans

une province française, durant le temps de son occupation, cessent-elles d'exister de plein droit du moment où cesse l'occupation? (Cod. civ., 11.)—Rés. nég. (2).

(Rohan-Guéméné—C. Collet.)

En 1787, le duc de Rohan, prince de Soubise, mourut à Paris.—La dame de Rohan-Guéméné, sa fille, accepta sa succession sous bénéfice d'inventaire. Il faut observer que les biens composant la succession du duc de Rohan étaient situés les uns dans le ressort de la coutume d'Artois, les autres dans le ressort de la coutume de Paris.

La dame de Rohan-Guéméné aliéna, sans autorité de justice, plusieurs immeubles situés en Artois.—Postérieurement elle décéda.—En cet état, le sieur Collet, créancier du duc de Rohan, assigna les demoiselles Marie Louise-Joséphine, et Berthe-Antoinette-Aglé, princesses de Rohan-Guéméné, héritières de la dame de Rohan-Guéméné, aux fins d'être condamnées personnellement à lui payer le montant de sa créance.—Il prétendit que la dame de Rohan-Guéméné, en vendant, sans autorité de justice, des biens situés dans un pays régi par la coutume d'Artois, avait perdu la qualité d'héritière bénéficiaire, et était devenue héritière pure et simple, aux termes des art. 30, 31, 32, 33 et 34 de l'édit des archiducs Albert et Isabelle, en date du 12 juillet; qu'ainsi elle s'était soumise personnellement à toutes les obligations de son auteur.

Les héritiers répondirent qu'il ne fallait pas considérer la coutume d'Artois, pour savoir si la dame de Rohan-Guéméné était déchue du bénéfice d'inventaire, mais bien la coutume de Paris, dans le ressort de laquelle la succession s'était ouverte, qu'aux termes de cette dernière coutume, la qualité d'héritier bénéficiaire ne se perdait point par l'aliénation d'une partie des biens de la succession, sans l'autorité de justice; qu'ainsi, on ne pouvait pas dire que la dame de Rohan-Guéméné fût tenue indéfiniment des obligations de son auteur.

6 août 1815, jugement du tribunal de première instance de la Seine, qui déclare le sieur Collet mal fondé dans sa demande.

Appel.—Arrêt de la Cour royale de Paris, infirmatif du jugement de première instance.—Les motifs sont conçus en ces termes:—Attendu, 1^{er} que, suivant les dispositions de l'art. 32 de l'édit de 1611, les immeubles situés en Artois, et dépendants d'une succession bénéficiaire, ne pouvaient être vendus que par autorité de justice; 2^o que l'art. 34 du même édit prononce la déchéance du bénéfice d'inventaire contre l'héritier qui appréhende quelques biens de la maison mortuaire, sans observer ponctuellement tout ce qui est prescrit par l'édit; 3^o qu'Armande-Victoire Joséphine de Rohan-Guéméné, héritière bénéficiaire de Charles de Rohan-Soubise, son père, ne pouvait à l'égard des immeubles situés en Artois, s'affranchir des lois qui régissaient lesdits immeubles, lesquels formaient un véritable statut réel, et que la vente qu'elle a faite d'une partie de ces immeubles est une véritable appréhension des biens de la maison mortuaire; attendu, d'ailleurs, que pour pouvoir éluder les dispositions de l'édit précité, elle a volontairement dissimulé sa qualité d'héritière bénéficiaire, et que le mode de vente qu'elle a adopté équivaut à une déclaration précise, qu'elle agit en qualité d'héritière pure et simple.

(1) V. dans ce sens, Bihard, du Bénéfice d'inventaire, n^o 77.

(2) Cette question de droit public s'est reproduite au sujet de l'occupation de nos colonies par les An-

glais pendant la guerre. V. Cass. 18 fév., 11 mars et 15 avr. 1819; 25 janv. 1820; 27 fév. 1822; 10 août 1825; 6 avr. 1826.—V. aussi inf. 3^e partie, note sur l'ordonnance du 20 nov. 1815 (aff. Guez).

Pourvoi en cassation pour fautive application de l'édit de 1611.

ASSËT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR :— Attendu, sur le premier moyen, qu'aucun acte de l'autorité publique n'a prononcé la révocation de l'édit du 12 juill. 1611, lorsque l'Artois a fait de nouveau partie de la France; que cet édit, au contraire, a continué d'être en pleine vigueur;

Attendu, sur les second et troisième moyens, que l'art. 31 de cet édit défend à l'héritier bénéficiaire d'aliéner, sans l'autorité de justice, les immeubles situés en Artois; que cette prohibition forme un statut réel, conservateur des droits des créanciers, et s'applique, par conséquent, non seulement aux habitants de l'Artois, mais encore à tous autres qui recueillent en Artois des successions immobilières; que l'art. 34 de cet édit prononce la déchéance du bénéfice d'inventaire contre l'héritier qui appréhende des biens de la maison mortuaire, sans observer toutes les formalités prescrites par les articles précédents; que l'une des plus importantes de ces formalités pour l'intérêt des créanciers, consiste dans l'intervention de la justice pour l'aliénation des immeubles; que, sous ce rapport, l'omission de cette formalité entraîne, aux termes desdits articles, la déchéance du bénéfice d'inventaire; que la dame de Guéménée a été d'autant plus strictement tenue de se conformer aux dispositions de cet édit, qu'elle a été seule héritière ou Artois, en vertu de la coutume qui exclut la représentation, tandis qu'elle a eu à Paris des cohéritiers; que néanmoins, sans autorité de justice et sans appeler les créanciers, la dame de Guéménée a aliéné volontairement, par contrat du 27 oct. 1788, des immeubles situés en Artois, dépendant de la succession, et qu'elle en a reçu le prix; qu'elle a adopté, en procédant volontairement à cette vente, l'un des trois modes prescrits par la coutume à l'égard des ventes faites par les propriétaires libres et les héritiers purs et simples; qu'en procédant ainsi, elle a fait par conséquent un acte d'héritière pure et simple; que dès lors, tant en vertu de la déchéance prononcée par l'art. 34, en cas d'infraction aux dispositions de l'édit, que par le fait du mode adopté pour ladite aliénation, la dame de Guéménée a été indéfiniment tenue, comme héritière pure et simple, des dettes de la succession du prince de Soubise; qu'en effet, d'après les principes qui consacrent l'indivisibilité

de la qualité d'héritier, il est impossible d'admettre que la dame de Guéménée ait été déchuée par la loi et par son fait du bénéfice d'inventaire, et qu'elle ait en même temps conservé ce bénéfice; qu'en le décidant ainsi, la Cour royale de Paris a fait une juste application de l'édit du 12 juillet 1611 et des principes qui consacrent l'indivisibilité de la qualité d'héritier. — Rejette.

Du 26 janv. 1818. — Sect. civile.

USAGE (DROIT D'). — FÉODALITÉ. — PRESCRIPTION. — SERVITUDE.

La maxime du droit féodal, que le seigneur et le vassal ne peuvent prescrire l'un contre l'autre, ne s'entendent que du cas où il était question de la foi et de la jouissance par saisie féodale; elle n'empêchait point le seigneur et le vassal de prescrire l'un contre l'autre tous autres droits réels et servitudes, notamment un droit d'usage. (Coutume de Paris, art. 12.) (1)

(Héritiers Luxé — C. Boucher.)

Par acte de l'année 1248, le baron de Montignac concéda aux frères Luxé, 1^o le droit d'acquiescer des biens dans sa mouvance; à la charge des devoirs de fiefs; 2^o le droit d'usage dans sa forêt de Boixe.

Les descendants des frères Luxé négligèrent pendant longtemps l'exercice de leur droit d'usage; enfin, en l'an 13, ils assignèrent le sieur Boucher, propriétaire de la ci-devant baronnie de Montignac, pour le faire condamner à souffrir le droit d'usage concédé par l'acte de 1248. — Boucher répondait que ce droit étant une concession féodale, avait été supprimé par les lois de 1792 et 1793; qu'au surplus n'ayant pas été exercé depuis environ soixante ans, il avait été éteint par la prescription.

Les descendants des frères Luxé répliquaient que le droit d'usage n'était pas féodal dans le sens actif; qu'il n'avait été possédé que comme fief servant et passif; que, par conséquent, il n'était pas supprimé par la loi du 17 juill. 1793; qu'en outre, d'après la maxime, « le seigneur et le vassal ne peuvent prescrire l'un contre l'autre, » le sieur Boucher ne pouvait invoquer la prescription.

28 août 1809, jugement de première instance d'Angoulême, qui condamne le sieur Boucher à payer les arrérages échus du droit réclamé, et à le souffrir à l'avenir.

Sur l'appel, arrêt confirmatif de la Cour royale

son seigneur. A ces expressions indéfinies la nouvelle ajoute : la foi. Cette addition évidemment imitative, concentre dans la foi seule, dans la seule dominie, l'impuissance où le vassal était précédemment de prescrire contre son seigneur.... Mais dans tous les autres cas, ris de particulier à la matière féodale. Les lois générales de la prescription conservent tout leur empire; le seigneur et le vassal peuvent prescrire l'un sur l'autre, de la même manière que deux étrangers pourraient le faire; conséquemment le vassal peut acquiescer, par la prescription, le domaine, le château, les menues, le fief entier de son seigneur, et vice versa. — Telle était aussi l'opinion de Basnage sur l'art. 117 de la coutume de Normandie, et d'Argou, *Inst. au dr. fr.*, t. 1^{er}, p. 151. — Dès lors, si le seigneur pouvait, hors le cas de saisie féodale, prescrire les héritages que son vassal tenait de lui, à plus forte raison pouvait-il, ainsi que le décide l'arrêt ci-dessus, se libérer par la prescription des servitudes et par conséquent des droits d'usage qu'il lui avait concédés en fief. *Sic*, Merlin, *Quest.*, v^o Usage (droit d'), § 9, n^o 2. — C'est du reste ce qu'a jugé la Cour de Peitiers, le 8 mars 1820, par suite du renvoi prononcé par l'arrêt ci-dessus.

(1) C'était autrefois une règle triviale que le seigneur et le vassal ne pouvaient prescrire l'un contre l'autre. (V. Guy-Coquille, *Inst. au droit français*, t. 2, des Fiefs, p. 124; Loisel, *Inst. coutumières*, liv. 5, tit. 3, règle 24; Prevot de la Jannée, *Principes de jurispr.*, t. 2, n^o 645; Poquet de Livonnière, *Règles du droit français*, liv. 4, ch. 10, règle 69); et cette maxime avait été considérée par les anciens praticiens comme tellement générale que toute prescription, d'après eux, se trouvait exclue entre le seigneur et le vassal. C'est au reste ce que disait formellement l'art. 7 de l'ancienne coutume de Paris rédigée en 1510. Mais cette coutume ayant été réformée en 1580, la disposition de l'art. 7 fut changée. « Les magistrats réformateurs, dit Henrion de Paissy, *Dissertations féodales*, v^o Déclaration, avenue, etc., § 16, y substituèrent l'art. 12, qui réduisit la prohibition à deux cas. Le seigneur ne peut prescrire contre son vassal. Telle était la disposition de l'ancienne coutume. La nouvelle ajoute : le fief sur lui aussi. Ainsi, la prohibition de prescrire se réduit, à l'égard du seigneur, au seul cas de la saisie féodale. — Quant au vassal, l'ancienne coutume portait en termes généraux : ni le vassal contre

de Bordeaux, fondé sur les motifs suivans : — « Attendu que le droit d'usage dont il s'agit n'est, en soi, qu'un droit réel, un service purement foncier; qu'assujéti à un devoir féodal envers le seigneur de Montignac, ce droit ne fut nécessairement possédé que comme un fief servant et passif par ceux à qui il appartient; mais cette qualité, uniquement relative au service féodal dont il était grevé, ne sert aujourd'hui qu'à faire voir clairement qu'il n'était pas lui-même un droit féodal dans le sens actif, tel que ceux que supprime sans indemnité le décret du 17 juillet 1793; que par l'abolition de la féodalité, le fief dominant ayant disparu et avec lui la qualité de fief qu'avait eu passivement le droit d'usage, il s'en est suivi que ce droit est demeuré libre et allodial dans les mains du ci-devant vassal; comme si, au lieu d'avoir été concédé à titre de fief, il l'eût été en franc-alleu, et que tout système contraire à ce résultat serait en opposition directe avec le vœu des lois qui ont aboli les droits féodaux et maintenu les prestations purement foncières; — Attendu que, dans le ressort de la coutume d'Angoulême, dans laquelle était située la seigneurie de Montignac, on ne s'écartera jamais de cette maxime du droit commun en matière féodale : « Le seigneur et le vassal ne peuvent prescrire l'un contre l'autre; » que cette imprescriptibilité réciproque y était de principe certain, comme on le voit dans les deux commentaires de cette coutume, par Vigier Souchet, et comme l'ont reconnu les premiers juges; qu'en vain le sieur Boucher a-t-il prétendu, pour éluder l'application de ce principe, que le droit d'usage dont il s'agit n'avait point été concédé féodalement; qu'il n'était point une partie essentielle du fief à raison duquel l'hommage était dû par le seigneur de Lux au seigneur de Montignac; car cette prétention, dont le fondement n'est que dans une interprétation vicieuse de la concession de 1248, se renverse par les clauses même de ces actes, prises dans leur vrai sens et dans la transaction de 1299, et par la manière dont ils furent exécutés; qu'après quatre dénombrements fournis en 1529, 1638, 1663 et 1684, dans lesquels ce droit d'usage est rapporté comme sujet à l'hommage-lige, qui avait été stipulé dans le second desdits actes, il est sans doute inutile de prétendre que la concession originiaire n'en était pas faite à titre de fief, et, qu'au reste, ce droit d'usage n'eût-il pas été dans son origine un fief servant, il le serait devenu par le laps de deux siècles et demi, pendant lesquels il fut soumis à la suzeraineté du seigneur de Montignac, puisque c'est un des principes de la jurisprudence féodale que la qualité du fief pouvait s'acquiescer par la prescription ordinaire de trente années, comme on le voit dans le savant ouvrage de M. Henrion de Pansey, sur le *Traité des fiefs*, de Dumoulin, p. 584. »

Pourvoi en cassation pour violation des art. 5 et 2 de la coutume d'Auvergne, et des art. 706 et 2262 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 706 et 2262 du Code civil; — Et attendu que lesdits articles ne sont pas introductifs d'un droit nouveau, mais simplement déclaratifs d'un droit commun préexistant; d'où suit qu'ils doivent recevoir leur application

aux anciennes comme aux nouvelles contestations qui peuvent s'élever sur la matière des prescriptions; — Attendu que ces articles ne font aucune distinction, et que les lois antérieures dont ils reproduisent les dispositions, n'en faisaient non plus aucune; et que, dès lors, il y a nécessité d'en appliquer rigoureusement les dispositions, dans tous les cas qui n'en sont pas exceptés par des lois spéciales; — Attendu qu'on ne trouve aucune exception à ce principe général, dans la coutume d'Angoulême, pour le cas dont il s'agit au procès; qu'au contraire la coutume de Paris, réformée en 1580, qui a toujours formé depuis sur la question le droit commun de la France, n'a excepté de la prescription que la foi et la jouissance par suite de saisie féodale; que c'est donc sous ce double rapport surtout, que l'on peut dire qu'il n'y a pas de prescription possible de seigneur à vassal, et de vassal à seigneur; qu'ainsi, ne s'agissant, dans la cause, ni de foi ni de jouissance des droits réclamés par suite de saisie féodale, ces droits étaient prescriptibles de leur nature, comme toutes les autres propriétés et servitudes; que, cependant, la Cour royale de Bordeaux, considérant lesdits droits comme étant hors de la prescription, les a déclarés imprescriptibles; en quoi ladite Cour a violé ouvertement les art. 906 et 2262 du Code civil; — Casse, etc.

Du 26 janv. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Carnot-Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Becquey-Beaupré et Roger.

COMMERCANT. — MEUNIER.

Le meunier qui ne se borne pas au simple exercice de sa profession, et qui exerce en outre celle de marchand de grains et de farine, est commerçant et justiciable du tribunal de commerce (1).

(L'Houme — C. Canché et Vanvincq.)

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que, d'après une enquête faite devant le tribunal civil, en date des 28 déc. 1809 et 11 janv. 1810, il avait été prouvé que le demandeur n'exerçait pas la simple profession de meunier; mais que, de plus, il exerçait celle de marchand de grains et de farine, ce qui avait donné lieu au renvoi de la cause devant le tribunal de commerce; d'où résulte que les deux jugemens attaqués, en ordonnant qu'ils seraient exécutés, même par corps n'ont fait qu'une juste application des lois commerciales; — Rejette, etc.

Du 26 janv. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Pajon. — Concl. conf., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Guichard et Loiseau.

1^o ÉTAT CIVIL. — IDENTITÉ. — PREUVE TESTIMONIALE.2^o JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — CASSATION.

1^o La réclamation par laquelle une personne demande à prouver son identité, est une véritable réclamation d'état. — En conséquence, la preuve testimoniale est admissible aux termes de l'art. 323 du Code civil, lorsqu'il résulte des faits déjà constants, des présomptions ou indices assez graves pour déterminer l'admission. (Cod. civ., 323.) (2)

et qui se trouvent reproduites dans l'article ci-dessus. Nous y renvoyons le lecteur. — Ajoutons que cette doctrine a été admise par tous les auteurs. M. Merlin, notamment, *Répert.*, v^o *Légitimité*, sect. 5, n^o 2, en rapportant l'arrêt, a examiné les moyens à l'aide desquels on s'efforçait d'écarter, dans l'espèce, l'application de l'art. 323, C. civ. et l'admission de la

(1) V. conf., Angers, 11 déc. 1823; Pardessus, t. 3, n^o 14 et 35. — Mais il s'agit autrement lorsque le moulin se borne à l'exercice de son état. V. Colmar, 23 mars 1814, et la note.

(2) La doctrine consacrée par cet arrêt a été développée par M. le procureur général Mourra, dans les conclusions qu'il a présentées sur cette affaire,

Le pourvoi contre un arrêt purement interlocutoire est-il recevable concurremment avec le pourvoi contre l'arrêt définitif, bien qu'il y ait eu exécution de l'arrêt interlocutoire et qu'il se soit écoulé plus de trois mois depuis la signification ?—Arg. aff. (1)

(Duvou de Chavagne — C. demois. Clémentine.)

En 1793, M. et madame Duvou de Chavagne furent contraints d'abandonner leur château, situé dans le département de la Vendée, et de suivre l'armée vendéenne lorsqu'elle passa sur le rive droite de la Loire. — Trois enfants étaient issus de leur mariage; Charles Duvou, le plus jeune, avait été confié au sein d'une nourrice; les deux autres, Célestin Duvou et Charlotte-Louquette Duvou, alors âgée de quatre ans, furent enlevés par leurs parents. — Célestin mourut à Laval.

Après la déroute du Mans, M. et madame Duvou, fuyant vers Savenay, et passant par le bourg de Nort, obtinrent de la veuve Adam, aubergiste dans ce village, qu'elle voulait bien se charger momentanément de leur fille, Charlotte-Louquette, alors malade de la dysenterie. Ils lui laissèrent une somme d'argent et plusieurs objets précieux. — La veuve Adam ne garda l'enfant que trois semaines.

Elle le remit à des femmes vendéennes, qui faisaient partie d'un convoi de prisonniers dirigés sur Nantes. Dans ce moment, l'enfant avait un petit bennet d'indienne, à fleurs rouges et blanches, et était enveloppé d'un jupon brun.

Ici en perd la trace de la demoiselle Louquette Duvou: le convoi partit de Nort le 15 janv. 1794; on ignore ce qu'il devint depuis ce moment. —

preuve testimoniale, et a démenté l'admissibilité de ces moyens. » Comment, dit M. Merlu, pouvait-on sérieusement contester à Clémentine le droit de se prévaloir de l'art. 323 pour faire admettre la preuve testimoniale des faits d'identité qu'elle articulait ? On soutenait qu'elle ne pouvait pas se servir de l'acte de naissance de Charlotte Louquette, comme d'un titre qui lui fût propre; et il fallait bien le contester, puisqu'enfin, il n'aurait plus existé le moindre prétexte pour lui contester l'état qu'elle réclamait. Mais, par là même, on lui objectait virtuellement le défaut de titre en même temps que de possession d'état, et par conséquent, on la plaçait nécessairement dans le cas prévu par l'art. 323. — A qui tendait d'ailleurs sa demande en déclaration d'identité avec Charlotte Louquette ? Bien évidemment elle tendait à le faire déclarer fils des défunts sieur et dame Duvou de Chavagne, si elle ne tendait pas à autre chose. C'était donc sa filiation qu'elle avait pour but direct et unique. Il ne fallait donc pas, comme le prétendaient les demandeurs en cassation, étendre l'art. 323 d'un cas à un autre, pour l'appliquer à l'espèce. — Et après tout, si cet article eût été inapplicable à la cause, quel obstacle y aurait-il eu à ce que, sans commencement de preuve par écrit, Clémentine fût admise à la preuve testimoniale des faits caractéristiques de son identité avec Charlotte Louquette ? Les demandeurs invoquaient bien ce qu'elle appelaient le principe que, dans les questions d'état, la preuve testimoniale n'est admissible qu'à l'aide d'un commencement de preuve par écrit. Mais ce principe n'est établi par aucune loi d'une manière générale et en termes absolus: il ne l'était point par le droit romain (V. *Répertoire*, v° *Légitimité*, sect. 3, n° 2), et j'ai prouvé qu'il ne l'est pas davantage par notre législation actuelle (v° *Etat civil*, § 2, sur l'art. 46). — Vainement les demandeurs argumentaient-ils des lois qui prohibent la preuve testimoniale sans commencement de preuve par écrit, lorsqu'il s'agit de constater, soit une convention pour un objet au-dessus d'une certaine valeur, soit la libération d'un engagement contracté par cette convention. Il est évident que ces lois ne sont fondées que sur la faculté qu'ont ces les parties de se procurer la preuve par écrit des obligations contractées à leur profit, ou des paiements qui les ont libérées; et le Code civil déclare lui-même, art. 1348, que la preuve testimoniale est admissible toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui. Si donc, en est pu, dans la cause de Clémentine, tirer, par analogie, un argument quelconque des règles relatives à la preuve testimoniale des conventions, il est clair qu'il se fût résisté avec une force invincible contre le système des demandeurs en cassation. — Ils vainement encore cherchaient-ils à se prévaloir de

l'art. 341 du Code civ. — Il est vrai qu'aux termes de cet article, l'enfant naturel qui recherche sa mère, n'est reçu à prouver par témoins son identité avec celui dont un acte public constate que sa mère est accouchée, qu'autant qu'il s'en sa faveur un commencement de preuve par écrit. Mais c'est précisément parce qu'il s'agit d'un enfant naturel que cet article se montre aussi sévère; et c'est au contraire, parce que l'art. 323 a pour objet un enfant légitime, qu'il permet à celui-ci, lorsqu'il n'a pas de commencement de preuve par écrit de s'appuyer de présomptions ou indices résultant de faits des lors constants et assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale.... Or, n'y avait-il pas dans la cause deux faits qui, par leur rapprochement étaient des lors constants ? Le premier était l'absence de preuve que Charlotte Louquette, dont un acte authentique constatait la naissance, fût morte depuis; le second, que Clémentine avait avec Charlotte Louquette une ressemblance frappante. — Telle est aussi la doctrine que préfèrent Toullier, t. 2, n° 853, et Duranton, t. 3, n° 123 et suiv.; elle avait d'ailleurs été consacrée antérieurement par un arrêt de la Cour de Paris du 13 flor. an 13. — Enfin on peut voir sur une question analogue et dans le même sens, Cochin, dans son 107^e plaidoyer, t. 5 deses œuvres.

(1) V. dans le même sens, *supra*, Cass. 13 juv. 1818. — Ici, la question n'est pas expressément résolue par la Cour; mais la solution affirmative semble résulter très positivement de ce que, bien que dans l'espèce le défendeur eût été entendu, dans une consultation par elle produite devant le section des requêtes, eût soutenu que l'arrêt interlocutoire qui l'avait admise à la preuve testimoniale n'avait pas été attaqué et au contraire avait été exécuté, ce qui rendait le pourvoi non recevable, la Cour n'en a pas moins cru devoir en livrer à l'examen de cet arrêt pour rejeter le pourvoi. De là il résulte évidemment qu'elle a entendu que le pourvoi contre l'arrêt interlocutoire était recevable, bien qu'il y eût eu exécution et qu'il se fût écoulé plus de six mois depuis la signification. — Au surplus, cette décision implicite rentre dans l'esprit des arrêts de la Cour de cassation, de l'ensemble desquels on peut induire, que l'interlocutoire ne peut être l'objet d'un pourvoi spécial que tout autant qu'il préjuge le fond, et que lorsqu'il en est autrement, c'est seulement lors du pourvoi contre l'arrêt définitif que la décision interlocutoire est attaquable. V. sur ce point, Cass. 9 mars et 16 mai 1809; 12 avr. 1810; 13 janv. et 28 déc. 1818, et les notes. — Or, dans l'espèce ci-dessus, il résulte bien nettement des termes mêmes de l'arrêt interlocutoire que les juges n'avaient, en admettant la preuve testimoniale, entendu rien préjuger sur le fond, car ils l'ont expressément déclaré dans leur arrêt.

Dans l'intervalle, M. et madame Duvau étaient morts; de telle sorte que leur plus jeune enfant, Charles Duvau, restait seul de toute la famille. — Cependant, vers la fin du mois de janvier 1794, M. le comte Lepie, alors lieutenant-colonel d'un régiment de chasseurs, aperçut sur le chemin de Mortagne, à la suite d'une charge exécutée contre une troupe de Vendéens fugitifs, une femme qui avait été tuée d'un coup de feu; elle tenait encore une petite fille dans ses bras. — Le lieutenant-colonel Lepie prit cet enfant, l'apporta à Nantes, la confia à une dame Duchêne, en lui recommandant de conserver avec soin les vêtements dont l'enfant était couvert, et qui consistaient en un petit bonnet à fleurs rouges et blanches, et en un jupon brun. Cette petite fille était alors malade de la dysenterie; elle fut traitée par un pharmacien appelé par le lieutenant-colonel Lepie. — La femme Duchêne étant tombée dans une extrême indigence, accepta l'offre qui lui fut faite par les demoiselles de Labrosse, de se charger de la petite fille; elle leur remit les vêtements qu'elle portait à son arrivée à Nantes. — Les demoiselles de Labrosse lui donnèrent le nom de Clémentine, et l'élevèrent avec un soin particulier.

A peu près vers la même époque, c'est-à-dire en 1796, la dame Boishugnet, mère de feu madame Duvau de Chavagne, fit des recherches à Nort et à Nantes, pour savoir ce qu'était devenu le convoi parti de Nort en janvier 1794. Ses démarches, ainsi que celles d'une dame Huet, furent infructueuses; au reste, les demoiselles Labrosse n'en eurent aucune connaissance.

Quinze années s'écoulent; et la dame Boishugnet, le sieur Charles Duvau de Chavagne et toute la famille, restent persuadés que la jeune Charlotte Loubette a cessé d'exister. — Cependant, en 1810, la dame Huet, qui avait aidé et accompagné, en 1796, madame de Boishugnet, dans ses recherches, apprend que les demoiselles Labrosse élèvent une jeune Vendéenne inconnue; elle se transporte chez elles, et parmi plusieurs jeunes demoiselles rassemblées, elle fixe ses regards sur Clémentine, et est frappée de la ressemblance qui existe entre elle et feu madame Duvau. La dame Huet prévient madame de Boishugnet de sa découverte; sur-le-champ, celle-ci envoie M. Jules de Boishugnet, son frère, et M. Charles Duvau lui-même pour voir Clémentine; ils sont frappés l'un et l'autre de son extrême ressemblance avec madame Duvau; ils reconnaissent de plus, des signes particuliers qu'avait la jeune Loubette. — Enfin, Clémentine est conduite chez madame de Boishugnet, où M. de Cumont, ancien aïeul de la famille, et tuteur de Charles Duvau, atteste que la ressemblance est frappante. Charles Duvau, lui-même, convient qu'il y a du rapport entre son propre regard et celui de Clémentine.

On promet de faire des recherches pour constater l'identité; mais ces promesses restent sans effet. Alors, la demoiselle Sophie Labrosse se transporte, avec sa protégée, Clémentine, à Nort; la veuve Adam était morte; mais un grand nombre d'habitants du village s'accordent à reconnaître dans Clémentine l'enfant qui avait été déposée en 1794, chez la veuve Adam. — Mais, tandis que Clémentine est occupée à rassembler encore d'autres preuves, une jeune fille, nommée Rose, se disant fille de M. Duvau de Chavagne, assigne le sieur Charles Duvau, pour se faire reconnaître en cette qualité.

Clémentine intervient dans l'instance, et demande à être déclarée seule fille de défunts M. et madame Duvau de Chavagne, et à ce que M. Charles

Duvau fils soit tenu de la reconnaître pour sa sœur. En cas de refus et de dénégation des faits par elle articulés, elle demande à être admise à en faire preuve, tant par titres que par témoins.

M. Charles Duvau répond que la preuve testimoniale n'est pas admissible, aux termes de l'art. 323 du Code civil, portant que « la preuve de la filiation ne peut se faire par témoins, qu'autant qu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants, sont assez graves pour déterminer l'admission », il soutient que, dans l'espèce, il n'existe ni commencement de preuve par écrit, ni faits constants susceptibles de faire admettre la preuve testimoniale; qu'au surplus, il n'est question, dans cet article, que du cas où l'on demande à établir la filiation, et non de celui où l'on veut constater son identité.

Dans l'intérêt de Clémentine, on réplique que l'art. 323 n'est pas applicable à la cause, parce qu'il ne s'agit point d'établir une naissance incertaine, ni une filiation contestée; car il est reconnu par toutes les parties, que du mariage de M. et M^{me} Duvau de Chavagne, il est né, en 1789, une fille, nommée Charlotte Loubette. Ce fait est d'ailleurs constaté par l'extrait des registres de l'état civil. La seule question est de savoir si Clémentine est la même que Charlotte-Loubette Duvau. Or, cette identité ne peut s'établir que par la ressemblance, la conformité de l'âge, du sexe, de l'état physique, des signes, des vêtements de l'une et de l'autre, toutes circonstances, dont non-seulement aucune loi ne défend de faire preuve par témoins, mais qui même sont de nature à ne pouvoir être prouvées que de cette manière.

Au surplus, en supposant l'art. 323 applicable, la preuve testimoniale est encore admissible, puisqu'il y a plusieurs faits déjà constants au procès, tels que la naissance de Loubette, la ressemblance de Clémentine avec M. et madame Duvau, qui, par leur gravité, suffisent pour faire admettre la preuve par témoins.

Le 16 mars 1813, jugement du tribunal de première instance, qui, sans avoir égard à la fin de non-recevoir proposée par M. Duvau de Chavagne, rejette la demande de Rose, admet Clémentine à la preuve des faits par elle articulés, par les motifs suivants: — Attendu qu'il est établi au procès, et qu'il n'a point été contesté, que du légitime mariage de Marie-Madelon-François Duvau de Chavagne, avec Charlotte-Ambroise-Barthelemi-Prospér Sapinard de Boishugnet, est née, le 27 juin 1789, une fille qui fut prénommée Charlotte-Loubette-Jeanne-Ambroise, et inscrite sur les registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Laurent-sur-Sèvres; — Attendu que le décès de cet enfant n'est pas justifié; — Attendu que, dans de telles conjonctures, l'admission ou le rejet de la preuve testimoniale respectivement offerte par les deux demandereses, pour justifier leur réclamation, doit se décider d'après les circonstances particulières de la cause, les indices produits de part et d'autre, le plus ou le moins de gravité ou de vraisemblance des faits articulés, et non par la fin de non-recevoir qu'ont élevée les défendeurs; — Qu'en admettant même avec eux que la cause doit être jugée d'après le Code, on pourrait donner encore que l'art. 323, dont ils argumentent, y fût directement applicable, puisque cet article dispose pour le cas où il y a tout à la fois, et absence de titres et absence de possession d'état;

Que, quelque peu concluante que soit la production d'un extrait baptismal, lorsque celui qui veut s'en prévaloir ne prouve pas que cet acte lui ait été antérieurement appliqué, on ne peut du moins s'empêcher de reconnaître que, dans le doute et

tant qu'il ne s'élève pas contro lui de fortes présomptions, sa position est bien plus favorable qu'elle ne le serait, s'il avait tout à la fois à établir, et le fait ignoré jusqu'alors qu'il est né un enfant du mariage, et son identité avec le même enfant ; — Attendu que, dans ce cas même, c'est-à-dire toujours admettant que la cause doit être jugée d'après l'art. 323, des présomptions résultant des faits constants dans la cause, suffisent, en matière de filiation légitime, pour fonder l'admission de la preuve testimoniale, lorsque les tribunaux les trouvent assez graves ; — Attendu quo, d'après les événements extraordinaires auxquels cette affaire doit sa naissance, l'audition des témoins peut seule, dans les conjonctures actuelles, donner quelques lumières sur le sort de Charlotte-Louvette ; qu'antant les résultats en doivent être appréciés avec circonspection, autant il serait injuste et contraire à la faveur spéciale dont la loi environne les réclamations d'état de repousser cette preuve sans de graves motifs, dans une espèce où les faits qui fondent la réclamation ne présentent rien d'in vraisemblable, rien qui ne soit en harmonie avec les faits constants de la cause, et qui n'ait pu en être le résultat ; — Qu'à la vérité, le sieur Duvaux, dans sa plaidoirie, a soutenu que s'il n'existait pas de preuve positive du décès de sa sœur, il en avait du moins des présomptions équivalentes à la certitude ; mais que cette assertion ne peut mériter beaucoup de confiance, étant démentie par la conduite antérieure des défendeurs, par les recherches qu'ils ont faites à plusieurs époques, notamment en 1806, pour trouver les traces de Charlotte-Louvette, ainsi qu'il résulte des lettres de la dame Boisbugnot ; — Qu'au surplus, les présomptions de décès que le sieur Duvaux allègue, sans les détailler, pourroit être établies et appréciées dans les contre-enquêtes ; mais que ce qui est constant aujourd'hui, c'est que M. et madame Duvaux se sont trouvés dans la nécessité d'abandonner, à la fin de 1793, au milieu des désastres de l'armée vendéenne, leur fille Louvette alors languissante et malade de la dysenterie ; que les deux réclamants ont été abandonnés à la même époque dans la guerre de la Vendée ; que l'une et de l'autre étaient atteintes de cette même maladie ; que leur âge paraît se rapporter à celui que devaloir avoir Charlotte, et que l'une et l'autre ont, depuis cet événement, toujours ignoré leur famille ; — Que si la demoiselle Duvaux existe, c'est précisément dans cette position qu'on doit la retrouver ; — Qu'indépendamment de ces rapports généraux chacune des réclamantes en fait valoir qui lui sont particuliers ; — Que Clémentine se fonde surtout, pour rendre vraisemblable son identité, sur une ressemblance frappante avec Charlotte-Louvette, que la description donnée dans la plaidoirie du sieur Duvaux, des principaux traits de sa sœur dans son enfance est bien loin de démentir ce fait. — Qu'il est même sorti de la classe des simples allégations, et a dû prendre aux yeux du tribunal un caractère plus positif, par la manière dont il a été établi à l'audience du 27 fév. ; que le défendeur de Clémentine y a plaidé, que le sieur de Camont Dubuissons, qui voyait journellement Charlotte-Louvette dans son enfance, retrouvait tous ses traits dans Clémentine ; tellement qu'il avouait que s'il avait perdu son fils dans les mêmes circonstances, il aurait peine à ne pas reconnaître celui qui le lui rappellerait aussi parfaitement ; que le sieur de Camont, partie au procès, et présent sur le barreau, invité par le défendeur à contredire son assertion, si elle n'était pas exacte, loin de la démentir, a, au contraire, semble la confirmer par un silence approbatif ; — Attendu que les faits articulés par Clémentine

sont d'ailleurs de nature à constater son identité avec Charlotte-Louvette Duvaux si la preuve en est établie. »

Charles Duvaux a interjeté appel.

Le 31 janvier 1814, arrêt confirmatif de la Cour royale d'Angers, fondé sur ces motifs : — « Que les faits et présomptions articulés par Clémentine paraissent assez importants et graves ; que la preuve d'iceux peut contribuer à jeter de la lumière sur l'identité de sa personne avec la véritable Charlotte-Louvette Duvaux ; que la preuve testimoniale peut être admise, sans toutefois rien préjuger sur le fond, et sauf aux juges, après les preuves pour ou contre faites, à statuer ce qu'il appartiendra convenable. » — La Cour, au surplus, adopte les motifs des premiers juges.

Les enquêtes et contre-enquêtes ont lieu, et le 15 février 1816, jugement du tribunal de première instance qui déclare, qu'il n'est pas suffisamment justifié que Clémentine soit la même personne que Charlotte-Louvette Duvaux de Chavagne.

Sur l'appel, ce jugement est infirmé par arrêt de la Cour royale d'Angers en date du 23 juillet 1817, qui porte : « que la demoiselle Clémentine est identiquement la même que Charlotte-Louvette Duvaux de Chavagne, née le 27 juin 1789. »

POURVOI en cassation de la part de M. Charles Duvaux, tant contre l'arrêt du 31 janvier 1814, qui avait admis la preuve testimoniale, que contre celui du 23 juillet 1817 qui a reconnu l'identité. — On a soutenu, dans son intérêt, que l'arrêt du 31 janvier avait fait une fautive application de l'art. 323 du Code civ. — Il est de principe, à-t-on dit, que la preuve testimoniale n'est admise pour constater l'existence des obligations ordinaires, que dans les cas formellement prévus par la loi ; les dangers qu'entraîne après soi l'admission de cette preuve ont nécessité de la part du législateur cette juste sévérité ; à plus forte raison, la même règle doit être suivie dans les questions d'état, où l'on réclame des droits plus étendus et plus importants que dans les contestations ordinaires ; ainsi l'arrêt qui a admis la preuve testimoniale pour constater l'identité de la demoiselle Clémentine n'a pu le faire sans s'appuyer sur une disposition formelle de la loi. — L'article 323 sur lequel on a paru vouloir se fonder n'est nullement applicable à la cause ; d'abord parce qu'il permet la preuve testimoniale lorsqu'il s'agit d'établir la filiation, et non pour constater l'identité d'une personne ; il porte : « à défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de la filiation peut se faire par témoins, etc. » En vain on voudrait argumenter par analogie d'un cas à l'autre ; en cette matière, il n'est pas permis d'interpréter et d'étendre la volonté du législateur ; la preuve testimoniale ne peut être admise, que dans le cas expressément prévu par la loi ; ainsi, l'article 323 ne pouvait, sous ce premier rapport, autoriser dans l'espèce, l'admission de la preuve par témoins. — Mais en supposant que l'on pût étendre la disposition de cet article du cas où il s'agit d'établir la filiation, à celui où l'on demande à constater l'identité, il y aurait encore, dans l'espèce, un motif pour repousser la preuve testimoniale ; en effet, l'article 323 autorise bien la preuve par témoins, mais la fin de sa disposition restreint cette faculté, et la subordonne à certaines conditions, il y est dit : « Néanmoins, cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission. » — Dans l'espèce, il n'existait point de commencement de preuve par écrit. Il fallait donc

que les présomptions résultant de faits dès lors constants fussent assez graves pour autoriser l'admission de la preuve par témoins. — Il faut examiner si en effet, sous ce point de vue, il y avait lieu à admettre la preuve testimoniale. — Après avoir établi que dans ce cas particulier la Cour peut arrêter ses regards sur les faits, le sieur Duveau de Chavagne revient sur les faits dont il a été rendu compte, et s'attache à démontrer qu'ils n'étaient pas suffisants pour faire admettre la preuve testimoniale; il se fonde principalement sur ce que la trace de Loubette Duveau se trouvait entièrement perdue depuis le départ du convoi de Nott; et que rien n'établissait que Clémentine, trouvée quelque temps après sur le chemin de Mortagne, fût la même que Loubette. — Enfin, a-t-il dit, après avoir démontré que l'article 323 du Code civil était inapplicable, il est facile de prouver qu'aucun autre article du Code n'a pu servir de base à l'arrêt attaqué; à la vérité, l'article 341 admet l'enfant qui réclame sa mère à prouver par témoins qu'il est identiquement le même que celui dont elle est accouchée; mais il ajoute qu'il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins que lorsqu'il existera en sa faveur un commencement de preuve par écrit; or, dans l'espèce, la demoiselle Clémentine n'avait point, ou sa faveur, de commencement de preuve par écrit; ainsi elle ne pouvait être admise à la preuve par témoins, aux termes de cet article, qui, au surplus, fournit un nouvel argument pour établir que lorsqu'il s'agit d'établir l'identité, il ne suffit pas qu'il existe des faits constants, desquels résultent des présomptions favorables au réclamant, comme dans le cas de l'art. 323; puisque cet article 341 disposant précisément pour le cas où il s'agit de constater l'identité, ne permet d'admettre la preuve testimoniale qu'avec un commencement de preuve par écrit.

Dans une consultation publiée dans l'intérêt de la demoiselle Clémentine, on soutenait que l'arrêt du 31 janv. 1814, qui l'avait admise à la preuve testimoniale, n'ayant pas été attaqué par le sieur Duveau de Chavagne dans les trois mois de la signification, ayant même été exécuté, puisque la contre-enquête avait eu lieu, il était passé en force de chose jugée, et que le pourvoi contre cet arrêt n'était plus admissible, concurrentement avec le pourvoi formé contre l'arrêt définitif du 23 juill. 1817.

On a répondu, dans l'intérêt de M. Duveau de Chavagne, qu'aux termes de l'art. 14 de la loi du 2 brum. an 4, les arrêts préparatoires ne pouvaient être déférés à la censure de la Cour supérieure que concurrentement avec l'arrêt définitif; que cette loi, qui s'occupait spécialement de la procédure devant la Cour de cassation, n'admettait aucune distinction entre les arrêts préparatoires proprement dits, et les arrêts interlocutoires; qu'enfin, cette distinction existait-elle, il n'en résulterait point, dans l'espèce, une fin de non-recevoir, l'arrêt du 31 janv. 1814 devant être considéré comme purement préparatoire, puisque la Cour d'Angers avait expressément déclaré « qu'en admettant la preuve testimoniale, elle ne voulait que s'environner de lumières, sans entendre toutefois préjuger le fond. »

M. le procureur général Mourre a porté la parole dans cette cause, et a conclu au rejet du pourvoi du sieur Duveau de Chavagne. Ce magistrat après avoir écarté la fin de non-recevoir, a dit sur le fond : « Pour bien apprécier la difficulté, il faut se fixer d'une manière toute particulière sur l'économie de l'arrêt; et, pour bien connaître la théorie de l'arrêt, il faut, avant tout, porter son attention sur le jugement de première

instance; car la Cour royale, après avoir donné quelques motifs vagues, plus pour expliquer qu'elle n'entend rendre qu'un arrêt purement interlocutoire, que pour établir une théorie particulière, termine par déclarer qu'elle adopte les motifs des premiers juges. C'est donc dans le jugement du tribunal d'Angers qu'il faut chercher le fond de la doctrine. — Ici nous trouverons tous les éléments du système, ou plutôt nous y trouverons trois systèmes différents, que le tribunal a examinés tour à tour, entre lesquels il a balancé son opinion, et qu'il a fini par regarder comme étant, tous les trois, également propres à soutenir la prétention de Clémentine. — Dire à la Cour qu'il y a un ordre parfait dans les idées du tribunal d'Angers, cela ne nous est pas possible; mais nous assurons que si les propositions n'en sont pas assez fortement marquées, elles n'en existent pas moins; que si les motifs ne sont pas distribués avec assez de méthode, il est pourtant aisé de voir quels sont les points auxquels ils se rapportent; et qu'enfin si la doctrine n'a pas été présentée sous le jour le plus heureux, la lumière dont elle est entourée est néanmoins suffisante pour nous faire connaître la pensée du tribunal, toute sa pensée, et les bases sur lesquelles son jugement est appuyé.

« Le premier point que le tribunal veut établir, c'est que la cause n'est point régie par l'art. 323 du Code civil, qu'il ne faut pas y voir une véritable question d'identité pour laquelle des indices graves et la vraisemblance des faits articulés doivent conduire à la preuve testimoniale. — Pour bien juger de ce premier principe auquel le tribunal voudrait rattacher toute la cause, il faut lire un alinéa tout entier du jugement, et le commencement de l'alinéa qui suit immédiatement. — Voici les expressions littérales : — « Attendu que, dans de telles conjonctures, l'admission ou le rejet de la preuve testimoniale, respectivement offerte par les deux demanderes pour justifier leur réclamation, doit se décider d'après les circonstances particulières de la cause, les indices produits de part et d'autre, le plus ou moins de gravité ou de vraisemblance des faits articulés, et non par la fin de non-recevoir qu'ont élevée les défendeurs ; — Qu'en admettant même avec eux que la cause doit être jugée d'après le Code, on pourrait doiter encore que l'art. 323, dont ils argumentent, y fût directement applicable, etc. » — Ainsi, Messieurs, voilà la première idée du tribunal; il ne veut point se ranger dans l'art. 323; ce n'est que par l'abandon de la matière, et pour écarter toute objection, qu'il se détermine à examiner secondairement cet article, et à prouver que la demanderesse n'en peut craindre l'application. En admettant, dit le tribunal, c'est donc par supposition qu'il raisonne, *dato et non concessio*. Son premier principe est donc évidemment que la cause n'est pas régie par les dispositions du Code.

« C'est cette théorie, Messieurs, qui a excité toute notre sollicitude. Un bruit sourd, il faut bien le dire, s'était répandu dans le public. On signalait le principe comme étant l'unique base du jugement et de l'arrêt. De là ces mouvements de surprise, ces signes d'improbation; de là cette observation vraie, que si on ne veut pas juger la question d'identité comme une véritable question d'état, il n'y a plus rien de certain, et qu'on livre le repos des familles à la merci de toutes les opinions particulières. — Il était de notre devoir de montrer qu'en cette matière, le ministère public est encore aujourd'hui ce qu'il a toujours été, la sentinelle vigilante qui pousse au besoin un cri d'alarme, et qui réclame la force dont la

loi vous a investis, pour conserver le dépôt qu'elle vous a confié. — Non, Messieurs, vous ne souffrirez pas que l'on puisse dire que le Code civil, au titre de la Filiation, n'est pas la loi qui régit les questions d'identité. Serait-ce parce que l'enfant dont il s'agit a été perdu antérieurement à la promulgation du Code civil ? Mais, d'abord le tribunal n'a pas posé le principe d'après cette considération ; et puis, il faut bien reconnaître que, dans la perte d'un enfant, il n'y a pas de contrat formé, il n'y a pas de droit acquis. Il faut donc appliquer la loi telle qu'elle existe au moment que l'on réclame. — Toutes les questions d'état forment une question d'identité. La seule différence est que, pour le cas où la honte d'une mère lui fait abandonner le fruit d'une criminelle passion, sans qu'il soit fait de lui mention quelconque sur un registre public, ou lorsque le registre dit seulement enfant de père et mère inconnus, il y a une difficulté de plus ; c'est qu'il faut prouver l'accouchement. — Mais quand ce fait est prouvé, il s'agit toujours de savoir si l'enfant qui réclame est celui dont telle femme est accouchée à telle époque. Il y a donc toujours une question d'identité. — Nous verrons tout à l'heure ce que d'Aguesseau pensait de la réclamation d'un enfant qui avait disparu, comme Loubette Duvau, et qui, après seize années, réclama sa filiation dans une famille qui ne voulait pas le reconnaître. — Disons toujours que ce n'est pas le plus ou moins de difficulté qui donne le caractère à une demande en filiation.

• Et si la demande dont il s'agit n'était pas soumise à l'art. 323, par quelle loi faudrait-il donc la juger ? Faudrait-il dire que c'est un simple dépôt nécessaire à raison des circonstances, et que l'on doit suivre ici la même règle que l'on observe pour les dépôts effectués en cas d'incendie, naufrage et autres accidents imprévus ? — Il y aurait là une étrange confusion d'idées. — Ce n'est pas un dépôt que l'on réclame dans l'espèce. Le déposant ne se plaint pas du dépositaire. La femme Adam, aubergiste à Nort, n'est accusée par personne. L'enfant sorti de l'auberge, qu'est-il devenu ? C'est sur quoi il y avait de l'incertitude pour tout le monde et c'est sur quoi tout le monde a fait des recherches. Le résultat de celles de Clémentine a été dans son esprit qu'elle était cette même fille. Les demandeurs en cassation, à la suite de leurs démarches, ont eu l'opinion contraire. On a eu recours à la justice : la justice a prononcé. Sur quoi ? sur une question d'identité.

Cette question d'identité, qu'est-elle par sa nature et dans ses véritables éléments ? une question d'état. — Elle est cela, et elle ne peut pas être autre chose. — Dire qu'une question d'identité, en matière de filiation, est soumise à des principes moins sévères que les autres questions d'état, c'est ouvrir la porte aux plus grands abus, c'est ébranler les fondemens de la société. — Un avocat, disait le ministre de la justice (Esprit du Code civil, tom. 4, pag. 222), qui trouvera sur les registres, l'inscription d'un enfant, dont le décès ne sera pas prouvé, prétendra qu'il est cet enfant ; et, à l'aide de quelques témoins subornés, il réussira dans sa demande. Il est difficile de concevoir jusqu'à quel point la preuve testimoniale doit être suspecte, quand elle porte sur l'identité. — Il est vrai que le ministre de la justice parlait ainsi dans la discussion du Code, au chapitre des *Enfants naturels*. — Mais il faut observer que, dans le projet du Code, on avait établi la même règle pour la prétention de l'enfant naturel que pour celle du enfant légitime. — On avait dit, pour l'un et pour l'autre, que l'on ne pourrait être admis à la preuve testimoniale que

lorsqu'on aurait un commencement de preuve par écrit.

• Sur les observations du tribunal, on se relâcha de cette sévérité, à l'égard de l'enfant légitime. On lui accorda la preuve testimoniale, non-seulement avec un commencement de preuve par écrit, mais encore lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants, seraient assez graves pour déterminer l'admission. — Cette modification n'était pas encore adoptée, lorsque le chef de la justice faisoit l'observation que nous venons de rapporter. — Les deux matières étant soumises à la même règle, l'observation s'appliquait à l'une comme à l'autre ; et même, après la modification, il n'en restait pas moins certain, pour tous les hommes sages, qu'il ne fallait pas traiter légèrement les questions d'identité. — La loi agrandissait un peu le cercle de l'admissibilité pour la filiation des enfans légitimes. — Mais disait-elle que pour les enfans légitimes la question d'identité ne serait pas une question d'état ? Traçait-elle pour l'identité des règles particulières ? — Non, Messieurs ; il faut donc reconnaître et proclamer hautement que cette question est tout entière sous l'empire de l'art. 323 du Code civil. — Tel est le premier point de vue de cette cause.

• Suivons maintenant le tribunal dans la nouvelle route qu'il va s'ouvrir ; voyons comment il raisonne dans le sens même de l'art. 323 ; examinons la seconde base du jugement : — « Attendu, dit le tribunal, qu'en admettant même avec les défendeurs que la cause doit être jugée d'après le Code, on pourrait douter encore que l'art. 323, dont ils argumentent, y fût directement applicable, puisque cet article dispose pour le cas où il y a tout à la fois et absence de titre et absence de possession d'état ; — Que, quelque peu concluante que soit la production d'un extrait baptismal, lorsque celui qui veut s'en prévaloir ne prouve pas que cet acte lui ait été antérieurement appliqué, on ne peut du moins s'empêcher de reconnaître que, dans le doute, et tant qu'il ne s'élève pas contre lui de fortes présomptions, sa position est bien plus favorable qu'elle ne le serait s'il avait tout à la fois à établir et le fait ignoré jusqu'alors qu'il est né un enfant du mariage, et son identité avec le même enfant. — Le premier de ces considérans présente une tendance de la part du tribunal, à regarder l'acte de naissance de Loubette Duvau comme un titre en faveur de Clémentine. — On ne pourrait douter, dit le tribunal, que la cause doit être jugée d'après l'art. 323, puisque cet article dispose pour le cas où il y a tout à la fois et absence de titre et absence de possession d'état. — Donc (c'est le sens de la phrase) il ne serait pas hors de raison de soutenir que l'acte de naissance de la fille Duvau est un titre en faveur de Clémentine. — Le tribunal n'érige pas cette idée en maxime ; une affirmation, à cet égard, aurait été une seconde erreur. — Après s'être expliqué sur ce point avec circonspection, le tribunal donne à l'acte de naissance une couleur plus vraie ; il dit avec raison que, « quelque peu concluante que soit la production d'un extrait baptismal, lorsque celui qui veut s'en prévaloir ne prouve pas que cet acte lui ait été antérieurement appliqué, on ne peut du moins s'empêcher de reconnaître que, dans le doute, et tant qu'il ne s'élève pas contre lui de fortes présomptions, sa position est bien plus favorable qu'elle ne le serait s'il avait tout à la fois à établir et le fait ignoré jusqu'alors, qu'il est né un enfant du mariage, et son identité avec le même enfant. » — Ces idées sont vraies, et nous pouvons dire à la Cour qu'elles ont été puisées

dans une belle source. C'est d'Aguesseau qui tenait le même langage, le 21 avril 1693, dans la cause de Marie-Claude Chamois. — D'Aguesseau disait cela, et il disait même davantage ; car il donnait à l'acte de naissance, pour un cas semblable au nôtre, une autorité bien plus grande que celle que nous pouvons lui donner aujourd'hui. La Cour entend toujours avec plaisir les paroles de ce grand magistrat ; nous allons le faire revivre dans cette enceinte. — « Il s'agit d'une fille appelée Marie-Claude Chamois, qui, à l'âge de treize ans, déserta le toit paternel. — Elle avait eu pour motifs, disait-elle, les mauvais traitements de sa mère, et la passion criminelle de son frère, qui ne respectait plus en elle les droits sacrés de la nature, de la religion et de la loi. — Elle entra dans l'hôpital de la Salpêtrière, où elle fut placée par un vicaire de Saint-Paul ; mais elle fut inscrite, sur les registres de la maison, sous la désignation de Marie-Victoire, âgée de quatorze ans, qui ne connaît ni père ni mère. — Elle passe un an à la Salpêtrière ; elle est choisie pour être du nombre de celles qui devaient aller en Amérique. — Elle arrive dans le Nouveau-Monde ; elle s'y marie, et, dans le contrat de mariage, comme dans l'acte de célébration, elle prend son véritable nom. — Après une absence de seize années, elle retourne en France. Son père était mort. Elle demande ses droits héréditaires, on les lui refuse ; sa mère la désavoue. — Il s'agit de prouver l'identité ; elle invoque l'acte de naissance, la possession, et elle demande supplétoirement à faire la preuve testimoniale. — La possession n'était pas, dans cette espèce, un moyen bien considérable. — Car qu'est-ce qu'une possession dans le Nouveau-Monde, si loin de son pays, de ses parents, de ses amis ? Qu'est-ce qu'une possession que les parties intéressées ne connaissent pas et ne peuvent pas empêcher ? — La réclamante avait contre elle la circonstance terrible du désaveu de sa mère. C'est au milieu de tous ces éléments que la preuve testimoniale est accordée. — C'est au milieu de tous ces éléments que d'Aguesseau disait : « Il semble d'abord que le seul nom d'extrait baptismal suffise pour décider cette contestation, et que, sans examiner le détail des autres arguments de l'intimée, on doive s'arrêter à la preuve de toutes, la plus authentique, la plus légitime et la plus décisive. — Qui sera désormais en sûreté, vous a-t-on dit pour l'intimée ? Quelle sera la personne dont l'état ne puisse être attaqué, si, contre la foi d'un extrait baptismal, il est permis encore de révoquer en doute la vérité de la naissance, et d'attaquer par là non-seulement l'autorité d'un acte conservé dans les registres publics, mais encore la sage disposition de l'ordonnance qui se fonde de cette preuve ? — Quelque fortes que paraissent ces réflexions, si l'intimée était réduite à cette unique preuve, nous aurions peine à croire qu'elle fût suffisante pour décider seule cette contestation. — Il peut être certain qu'il y a eu une Marie-Claude Chamois, baptisée sous ce nom, dans l'église Saint-Gervais, fille d'Honoré Chamois et de Jacqueline Girard, sans qu'il soit assuré que celle qui paraît aujourd'hui sous ce nom soit la même que celle qui l'a reçue autrefois, et la malice d'un imposteur pourrait être assez grande pour prendre l'extrait baptismal aussi bien que le nom d'une personne absente. — Ainsi, un extrait baptismal est la vérité la plus sûre et la plus infaillible de toutes les preuves ; mais elle peut être éludée si elle n'est soutenue par la longueur de la possession, par la connaissance que le public a de l'état, du nom, de la qualité d'une personne. — Nous sommes néanmoins obligés de reconnaître que, quoique

cette preuve ne soit pas précisément par elle-même absolument décisive, elle forme toujours une présomption violente en faveur de celui qui la produit ; et, tant que l'on ne pourra point représenter celui qui aurait droit de se servir de cet extrait baptismal, tant qu'on ne peut montrer son extrait mortuaire, et, en un mot, tant qu'on ne peut justifier ni sa vie ni sa mort, bien loin de pouvoir accuser d'imposture celui qui se sert d'un pareil acte, il semble, au contraire, qu'il doit être écouté favorablement jusqu'à ce qu'on l'ait convaincu de fausseté et de supposition, en représentant celui dont il emprunte le nom. — Cette réflexion peut être appliquée naturellement à l'espèce de cette cause. Supposons, pour un moment, que l'intimée ne rapporte aucune preuve de la possession dans laquelle elle prétend être de son état, ne pouvons-nous pas dire que la seule représentation de son extrait baptismal serait une présomption assez forte pour lui faire obtenir la preuve par témoins, que la véritable Marie-Claude Chamois ne paraissant point, que sa mort n'étant point prouvée, elle aurait au moins un titre coloré, un droit apparent qui rendrait sa prétention favorable ? En effet, pourrions-nous se persuader qu'un imposteur pût avoir assez de connaissance de l'état d'une famille pour savoir qu'une personne absente ne sera point en état de se représenter pendant le cours de la procédure ? Quelle assurance peut-il avoir d'un fait aussi incertain ? et, s'il n'en peut avoir aucune, croira-t-on qu'il ait assez de témérité pour vouloir s'exposer au péril d'être convaincu par une preuve si évidente de fausseté, de supposition et de calomnie ? — Ainsi, pour renfermer en peu de mots toutes les réflexions que nous croyons pouvoir faire sur ce premier acte, nous ne doutons pas que, quoiqu'il ne soit pas une preuve absolument concluante, si l'on y opposait des preuves d'imposture et de supposition de personne, il doit au moins être considéré comme une présomption très forte, capable de faire admettre la preuve testimoniale, et qui devient même tout à fait décisive si elle se trouve jointe à la possession. » (Œuvres de d'Aguesseau, t. 2, pag. 512 et suivantes.) — Ainsi s'exprime d'Aguesseau. — Il ne croyait point affaiblir la sévérité des principes ; on était rigoureux alors. — Nous le sommes encore plus aujourd'hui. — Nous ne pouvons regarder l'extrait baptismal comme un titre, parce que, à part la possession ou les circonstances déterminantes, le droit d'en réclamer l'application n'appartient pas plus à un individu qu'à un autre. — Nous ne pouvons non plus la regarder comme un commencement de preuve par écrit, parce que la loi dit ce que c'est qu'un commencement de preuve par écrit, et que l'acte de naissance n'a pas les caractères qu'elle a marqués. — Enfin, nous ne pouvons plus le regarder précisément comme un fait déjà constant, dont l'analogie doit nécessairement autoriser la preuve testimoniale. — Que sera donc l'extrait baptismal dans notre espèce ?

• Ce sera une simple présomption planant au-dessus de toute la cause, éclairant de sa lumière tous les faits déjà constants, leur donnant de la force et de l'efficacité ; ce sera le principe de toutes les preuves et le germe de tous les moyens. — Ce sera le premier anneau de la chaîne ; un élément qui ne peut rien par lui-même, mais dont tous les autres ne peuvent se passer. — Voilà, Messieurs, ce que nous avions à dire sur la seconde partie du système, ou, pour mieux dire, sur le système particulier par lequel le tribunal commence à rattacher la cause à l'art. 323.

• Voyons-le maintenant pénétrer plus avant

dans cet article, en saisir le dernier alinéa, et dire que, s'il faut des faits graves et déjà constants pour admettre Clémentine à la preuve testimoniale, ces faits ne manquent pas. — Ici, Messieurs, nous n'avons plus à discuter. Notre tâche est remplie. — Les dispositions que nous allons lire sont bien les plus importantes sans doute; c'est, pour ainsi dire, la partie sacramentelle du jugement. — Mais il s'agit de faits; il faut laisser parler le jugement lui-même :

« Attendu (dit le tribunal) que, dans ce cas même (c'est-à-dire toujours en admettant que la cause doit être jugée d'après l'art. 323), des présomptions résultant de faits constants dans la cause, suffisent, en matière de filiation légitime, pour fonder l'admission de la preuve testimoniale, lorsque les tribunaux les trouvent assez graves. »

Voilà bien l'hommage rendu au principe, un peu forcément, il est vrai, parce que le tribunal avait cru d'abord adopter une autre théorie pour la question d'identité. — Mais, enfin, voilà la déclaration formelle que la cause va être jugée, même dans le sens de l'art. 323. — En exécution de cet article, le tribunal expose les faits graves et déjà constants. — Cette exposition aurait dû être précédée de deux *attendu*, qui se trouvent au commencement du jugement, et qui auraient été mieux placés ici. — Nous les rapprocherons sans que cela puisse altérer en rien la substance du jugement. — Le tribunal commence ainsi : — « Attendu qu'il est établi au procès, et qu'il n'a point été contesté, que du légitime mariage de Marie-Madelon-François Duval de Chavagne avec Charlotte-Ambroise-Bartolomé-Prosper Sapinaud de Boisbougnet, est née, le 27 juin 1789, une fille qui fut prénommée Charlotte-Louette-Jeanne-Ambroise, et inscrite sur les registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Laurent-sur-Sèvrès; — Attendu que le décès de cet enfant n'est pas justifié. — Reportons-nous maintenant à l'endroit où le tribunal a déclaré que la cause allait être examinée d'après la disposition finale de l'art. 323 du Code civ. — Cette déclaration faite, et après quelques raisonnemens en droit, inutiles pour la difficulté qui nous occupe maintenant, le tribunal continue et dit : — « Attendu que, d'après les événemens extraordinaires auxquels cette affaire doit sa naissance, l'audition des témoins peut seule, dans les conjonctures actuelles, donner quelques lumières sur le sort de Charlotte-Louette; qu'autant les résultats en doivent être appréciés avec circonspection, autant il serait injuste et contraire à la faveur spéciale dont la loi environne les réclamations d'état, de repousser cette preuve sans de graves motifs, dans une espèce où les faits qui fondent la réclamation ne présentent rien d'in vraisemblable, rien qui ne soit en harmonie avec les faits constants de la cause, et qui n'ait pu en être le résultat, etc. » (Voy. le jugement du tribunal de première instance.) — Voilà, Messieurs, la base du jugement dans ses rapports avec l'art. 323. Voilà aussi la base de l'arrêt, puisque la Cour d'Angers a adopté les motifs des premiers juges. — Cela posé, quelle question restait-il à examiner dans la cause? La Cour de cassation examinera-t-elle si les faits que la Cour d'Angers regarde comme déjà constants étaient en effet constants ou ne l'étaient pas? La Cour sait bien qu'elle n'a pas le droit de se livrer à cet examen : examinera-t-elle si les mêmes faits étaient assez graves? La Cour sait bien aussi qu'elle n'est pas juge du plus ou du moins de gravité : examinera-t-elle, enfin, si les faits étaient assez nombreux? La loi ne détermine pas le nombre; et, certes, il faut bien convenir qu'il n'y aura plus de justice là où il n'y aura pas de confiance et de sécurité. Il faut

bien convenir qu'en certaines matières la loi s'en est rapportée entièrement à la conscience du magistrat. — La Cour n'a qu'une chose à voir dans la matière dont il s'agit. Les faits étaient-ils de nature à s'approprier à la question? ou bien résistent-ils évidemment par leur caractère à l'application de l'art. 323? — Voilà la seule question qui puisse vous occuper.

« Or, Messieurs, les faits à la faveur desquels on a autorisé la preuve testimoniale se réduisent à la nomenclature que voici : — Un enfant né en 1789. — Cet enfant présumé, encore existant, puisqu'on ne justifie pas de son décès. — Louette Duval abandonnée à la fin de 1793; Clémentine abandonnée à la même époque. — Louette Duval languissant et malade de la dysenterie; Clémentine languissant et malade de la même maladie. — Clémentine paraissant avoir l'âge de Louette Duval (paraissait, car Clémentine ne rapporte pas et ne doit pas rapporter d'acte de naissance particulier). — Enfin, ressemblance frappante de Clémentine avec Louette Duval; ressemblance avouée par Camont-Dubuisson, partie au procès. — Tel est, Messieurs, le tableau d'après lequel vous jugerez si les faits déjà constants résistent évidemment, par leur nature, à l'application de l'art. 323; nous ne le croyons pas. — La ressemblance surtout a toujours été un signe de filiation; c'est ce que dit Luján, c'est ce que dit d'Aguesseau en plusieurs endroits, et notamment dans son deuxième plaidoyer, l. 2, p. 47. — Dans ces circonstances et par ces considérations, nous estimons qu'il y a lieu de rejeter le pourvoi. »

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur le premier moyen tiré de l'irrégularité de l'intervention de la demoiselle Clémentine, que le tribunal de première instance d'Angers a régulièrement prononcé sur cette intervention et l'a suffisamment déclarée recevable en admettant, par son jugement du 26 mars 1813, la demoiselle Clémentine à la preuve des faits par elle articulés, et qu'en confirmant ce jugement, l'arrêt du 31 janv. 1814 n'est contrevenu, sous ce rapport, à aucune loi;

Considérant, sur le deuxième moyen relatif à l'admission de la preuve testimoniale, qu'aux termes de l'art. 323 du Code civ., cette preuve est autorisée en matière de réclamation d'état, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits déjà constants sont assez graves pour déterminer l'admission; — Que, dans l'espèce, le tribunal d'Angers a reconnu ce principe dans son jugement interlocutoire du 18 mars, en déclarant qu'il existait alors des faits constants qui y sont rappelés; que la Cour royale d'Angers a également reconnu le même principe par son arrêt du 31 janv., en adoptant les motifs des premiers juges; que, par suite de l'appréciation de ces faits et des présomptions ou indices qui pouvaient en résulter, le tribunal et la Cour d'Angers ont pu, sans violer l'article précité du Code civ., admettre la demoiselle Clémentine à la preuve par elle offerte; — Considérant que, d'après les faits établis par les enquêtes et ceux reconnus constants dès le principe, la Cour d'Angers a pu, par son arrêt définitif du 23 juill. 1817, reconnaître l'identité de la demoiselle Clémentine avec Charlotte-Louette-Jeanne-Ambroise Duval de Chavagne, et lui attribuer l'état par elle réclamé sans contrevenir à aucune loi; qu'il n'y a de sa part qu'une appréciation de faits dont la Cour n'a point à s'occuper; — Rejette, etc.

Du 27 janv. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Favard de Langlade. — Concl., M. Mourre, proc. gén.

ENREGISTREMENT.—EXEMPTION.

Du 27 janv. 1818 (aff. Hotellard).—Cass.—Même décision que par l'arrêt du 27 août 1816 (aff. Hotellard).

1^{re} et 2^{de} ENREGISTREMENT.—DONATION.—CHARGES.—RESERVE.—RESTITUTION DES DROITS.—INTÉRÊTS.

1^{re} L'art. 169, §§ 6 et 8 de la loi du 22 frim. an 7, qui fixe le droit d'enregistrement à percevoir sur les donations entre-vifs, ne distingue pas

(1 et 2) Cet arrêt contient deux solutions importantes : l'une relative à la nature propre des contrats et particulièrement des donations ; l'autre à la liquidation des droits dont elles sont passibles.

Sans l'ancien droit, il existait, à l'égard de la nature des conventions complètes, une grande divergence : les uns supposaient aux contrats de cette espèce deux natures simultanées. Ainsi, à leurs yeux, le partage avec soule, contenait deux stipulations, un partage et une vente ; l'échange avec retour, un échange et une vente ; la donation onéreuse, une donation et une vente. Les autres n'admettaient qu'une nature dans un contrat quelque complexe qu'il fût, et reconnaissaient en conséquence des modifications qui n'enlevaient à la convention, ni son nom, ni son caractère, ni ses effets : ainsi le partage, la donation, l'échange, ne cessaient pas d'être partage, donation, échange, parce qu'ils contenaient des soules et des charges, et la stipulation de ces clauses, loin de constituer un contrat distinct, participait du caractère propre au contrat qui les contenait.

Sous l'empire du Code, les auteurs ont également varié sur la doctrine de l'unité des contrats ; la Cour de cassation s'est nettement prononcée dans l'arrêt ci-dessus, en déclarant que la donation, à titre onéreux, est une véritable donation entre-vifs pour le tout. Ainsi, dans ce système, le contrat est un, et l'acte n'est pas à la fois une donation et une vente.

Cette doctrine nous semble la seule vraie, la seule conforme aux règles qui déterminent la nature des contrats. En effet, les conventions tiennent l'existence et leur caractère de la volonté des parties ; les modifications subies par cette volonté, réfléchissent sur le contrat et le modifient également. Ainsi l'intention de la vente n'est pas celle de la donation, ni celle du partage ; la cause du premier contrat est le commerce ; celle du second, la bienfaisance ; celle du troisième, la cessation de l'indivision ; c'est cette cause qui caractérise la convention, et détermine à la fois le nom qui lui convient et les effets qui lui sont propres. Son influence domine même la qualification que les parties donnent au contrat toutes les fois que l'intention n'est pas douteuse. Ce n'est donc pas la forme, ni par conséquent la ressemblance qui caractérise et distingue, c'est le but, l'objet, en un mot la cause. La stipulation d'une somme à payer par le donataire, ou par le copartageant, n'offre avec celle du prix dans la vente, qu'une ressemblance de forme, mais elle n'a pas le même but ni la même intention ; ce n'est pas pour gagner que le donateur ni le copartageant la stipulent ; c'est pour faciliter l'acte qu'ils se proposent de faire ; c'est un moyen de la donation et du partage. Dans la vente, au contraire, le vendeur stipule un prix pour gagner ; il cherche un bénéfice ; il fait acte de commerce. C'est si bien l'intention qui caractérise l'acte tant un ou l'autre, dans toutes ses clauses, que le fait qui suppose une intention autre que celle qui est propre au contrat, le détruit ou le dénature. Ainsi, dans la donation, si la charge dépasse la valeur de l'objet donné, la donation disparaît, parce que la libéralité n'existe plus ; dans le partage, si la soule

entre les donations à titre onéreux et les donations purement gratuites : toutes sont soumises au même droit (1).—Et ce droit, s'il y a des réserves et des charges, doit être assis sur la valeur des objets donnés, déduction faite des réserves, mais non des charges (2). (L. 22 frim. an 7, art. 61 et 63, §§ 6 et 8, n° 4.) 2^o Ne sont pas productives d'intérêts moratoires, à compter de la demande en justice, les sommes que l'administration de l'enregistrement a perçues en trop et qu'elle est condamnée à restituer. (L. 22 frim. an 7, art. 61.) (3)

excède la valeur du la différence, il n'y a plus partage, parce que l'élément de cet acte est l'égalité ; dans la vente, si le prix n'est pas l'équivalent de la chose vendue, il n'y a plus vente. Mais les conditions distinctives de chacun de ces contrats sont bien différentes : dans la donation, il suffit que le charge soit égale à la chose donnée ; dans le partage, il faut que la soule soit telle que celui qui la paie, ou celui qui la reçoit, soit ou soit lésé de plus d'un quart ; dans la vente, il faut que le prix excède la chose vendue, de plus de la moitié, ou soit excessivement minime. Ainsi la charge, la soule, le prix, sont trois choses aussi différentes entre elles que les contrats dont elles font partie ; les deux premières n'ont rien dans leur cause, et par suite dans leur caractère qui appartienne à la vente, et puisse attirer à leur stipulation, la dénomination de vente. Elles ont une nature propre qu'elles tiennent de la convention à laquelle elles se rattachent ; en un mot, elles sont des éléments de donation ou de partage. Il est donc vrai de dire que les actes qui les contiennent demeurent donation et partage pour le tout.

L'unité des contrats est un principe grave et important, non moins en matière civile qu'en matière fiscale ; l'arrêt ci-dessus le consacre formellement, en décidant qu'une donation ne perd pas sa nature par l'effet des charges ou réserves dont elle se trouve affectée. Sur les nombreuses applications dont le principe est susceptible, le *Traité des droits d'enregistrement*, de MM. Championnière et Rigaud, t. 3, n° 2249 et suiv.

D'un autre côté la Cour fait ici une distinction non moins importante entre la charge et la réserve ; l'une et l'autre ont le même but, savoir, de ne pas dépeupler le donateur de la totalité de la chose donnée ; mais elles diffèrent dans le mode d'exécution. Ainsi Primus donne à Secundus un immeuble, se réservant une coupe de bois évaluée 20,000 fr. ; la libéralité consiste dans la valeur de l'immeuble, moins 20,000 fr. ; s'il donne le même immeuble, à la charge par le donataire de lui payer ou de payer pour lui 20,000 fr., la libéralité a identiquement la même valeur ; mais, dans le premier cas, il y a réserve ; le droit doit être liquidé sur la valeur de l'immeuble, déduction faite de la coupe de bois ; dans le second il y a charge, et le droit doit être liquidé sans déduction.

Sur le caractère des charges, et en général sur les effets de la donation onéreuse et les signes qui la caractérisent, voy. le *Traité des droits d'enregistrement*, précité, t. 3, n° 2247 à 2270. V. aussi un arrêt récent de la Cour de Cass. du 21 avr. 1841, relatif à une démission de biens avec charges, et la note qui l'accompagne. — V. enfin comme analogues sur ces questions les arrêts des 22 nov. 1808, et 1^{er} mars 1809. ²²

(3) La jurisprudence de la Cour de cassation paraît prononcée en ce sens. V. Cass. 2 flor. an 13 ; 14 fév. 1806 ; 8 mai 1810 ; 33 sept. 1811 ; 13 mai et 13 août 1817 ; 31 mars 1819 ; 6 nov. 1827 ; 26 avr. 1836 ; 26 août 1839. — Sic., Toullier, t. 6, n° 273. V. toutefois notre note sur l'arrêt précité du 14 fév. 1806.

(Enregistrement.—C. Harnepont.)

Le 4 fév. 1813, la veuve Feuchon fait donation à Louiset & Marie-François Harnepont, ses neveux, 1^{re} de cinq huitièmes de toutes les reprises qu'elle avait droit d'exercer contre les hérit. de son mari; 2^o de toutes biens immeubles situés dans les communes de Clapy, Vandeuil, Conty, Monsares et Leulilly. — La donatrice se réserve l'usufruit de tous les biens compris dans la donation; — De plus, elle impose aux donataires l'obligation, 1^{re} de payer à la dame Harnepont, leur mère, une rente annuelle de 4,000 fr., dans le cas où elle survivrait à la donatrice; 2^o d'acquitter tous les droits auxquels l'acte pourrait donner ouverture; 3^o de payer, dans les six mois du décès de la donatrice, une somme de 400 fr. aux pauvres de la commune de Conty, et autres charges pareilles.

Sur cet acte, que la régie considère comme une donation, elle perçoit le droit de deux et demi pour cent sur les meubles, et de deux pour cent sur les immeubles, conformément à l'art. 14, n^o 8; à l'art. 16, n^o 7, et à l'art. 69, §§ 8 et 9 de la loi du 22 frim. an 7.

Ultérieurement, les donataires demandent à la régie la restitution d'un cinquième de ce qu'elle a perçu. Ils prétendent que la régie ne devait percevoir, sur les meubles, que deux pour cent, au lieu de deux et demi; sur les immeubles, que quatre pour cent, au lieu de cinq; parce que, disent-ils, il ne s'agit pas d'une donation purement gratuite, mais d'une transmission de biens à titre onéreux. — En outre, ils réclament les intérêts des sommes que la régie sera obligée de restituer.

La régie répond que l'acte dont il s'agit peut, à la vérité, être considéré comme une donation à titre onéreux; mais que la loi du 22 frim. an 7 ne distingue pas les donations purement gratuites des donations à titre onéreux, et qu'elle fixe les droits à percevoir sur les uns, comme sur les autres, au taux qui a été perçu dans l'espèce. — Elle soutient d'ailleurs que, dans le cas où elle serait condamnée à restitution, elle ne devrait pas d'intérêts, parce que la loi n'autorise que la demande en restitution du trop perçu, et n'alloue, dans aucun cas, les intérêts des sommes à restituer.

23 nov. 1815, jugement du tribunal de première instance d'Amiens, qui ordonne la restitution du cinquième des droits perçus par la régie, avec intérêts du jour de la demande en justice.

Pourvoi en cassation, de la part de la régie.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR:—Vu l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7; les §§ 6 et 8 de l'art. 69, et l'art. 15 de la même loi;—Attendu que la disposition de l'art. 61 de la loi citée est spéciale sur la matière, et qu'elle n'ordonne que la restitution du trop perçu;

Attendu que les §§ 6 et 8 de l'art. 69 de la même loi, ne font aucune distinction entre les donations entre-vifs à titre gratuit, et les donations entre-vifs à titre onéreux, et qu'aux termes de l'art. 15, il ne doit être fait aucune distraction des charges, mais seulement des réserves que s'est faites le donateur sur les biens donnés;

Attendu que le jugement dénoncé a condamné l'administration aux intérêts de la somme dont il a ordonné la restitution; et que, d'autre part, il a fait non-seulement distraction des réserves

yes, mais aussi distraction des charges; ce qui a été une double violation de la loi;—Casse, etc.

Du 28 janv. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Carnet.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Huart-Duparc et Champion.

CONTREBANDE.—DOUANIER.—FORFAITURE.—PEINES.

La prévarication des préposés des douanes qui font eux-mêmes la contrebande, est une forfaiture qui doit être punie de la dégradation civique, et non pas seulement d'un simple emprisonnement. (Cod. pén., 167.) (1)

(Intérêt de la loi.—Aff. Rousseau).—ARRÊT.

LA COUR:—Vu les art. 55 et 56, tit. 5, de la loi du 28 avr. 1816, et 441 du C. d'inst. crim.;—Attendu que la prévarication des préposés des douanes qui font eux-mêmes la contrebande, est qualifiée forfaiture et formellement caractérisée crime par les art. 55 et 56, tit. 5, de la loi du 28 avr. 1816;—Qu'aux termes de l'art. 167 du Code pén., toute forfaiture pour laquelle la loi ne prononce pas de peines plus graves doit être punie de la dégradation civique;—Que c'était donc cette peine qui devait être appliquée au fait de contrebande dont le nommé Rousseau a été déclaré coupable;—Que cependant la Cour prévôtale du département de la Loire-Inférieure assimilant ce préposé à tout autre simple particulier, n'a prononcé contre lui qu'une peine d'emprisonnement; en quoi ledite Cour a fait, dans l'espèce, une fautive application de l'art. 42, tit. 5, de la loi du 28 avr. 1816, et par suite méconnu et violé le vœu des dispositions des art. 55 et 56 de la même loi;—Casse, etc.

Du 29 janv. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Rataud.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

1^{re} EXÉCUTION.—ARRÊT.—RÉFORMATION.

2^o SÉPARATION DE BIENS.—COMMUNAUTÉ.—DÉLAI.—PROROGATION.

3^o COMMUNAUTÉ.—ACCEPTATION.—DÉLAI.

1^{re} L'exécution d'un arrêt qui infirme un jugement pour vices de forme, appartient à la Cour d'appel, bien que l'arrêt ait statué sur le fond comme le jugement. (Cod. proc., 472 et 473.) (2)

2^o Lorsque l'exécution d'un arrêt qui prononce la séparation de corps et de biens appartient à la Cour d'appel, c'est à cette même Cour d'appel que doit s'adresser la femme qui réclame une prorogation du délai fixé par l'art. 1463 du Cod. civ., pour accepter ou répudier la communauté. (C. civ., 1463; C. proc., 472.)

3^o Lorsque le jugement qui prononce la séparation de corps ordonne un mari de rendre compte des biens de la communauté, ce n'est que du jour de la reddition du compte qui fait connaître à la femme l'état de la communauté, que court contre elle le délai fixé par l'art. 1463 du Code civil, pour accepter ou répudier. (Cod. civ., 1463.)

(Jarry.—C. la dame Jarry.)

La dame Jarry intente contre son mari une demande en séparation de corps devant le tribunal de première instance de Laval.—34 mars 1816, jugement qui prononce la séparation.—10 juillet 1816, la Cour royale d'Angers confirme le jugement de séparation de corps, ainsi que la forme

générale. Elle porte donc sur le cas où le jugement de première instance est infirmé pour vice de forme, comme sur le cas où il est infirmé pour mal jugé au fond. La prétention contraire qu'on soutenait dans l'espèce ci-dessus, ne repose sur aucun fondement. V. en ce sens, Merlin, *Quest. de droit* (Add.), v^o Appel, § 14, art. 1^{er}, n^o 14; Bioche et Goujet, *Dict. de proc.*, v^o Appel, n^o 384.

(1) V. tout., Legraverend, *Edy. crim.* (éd. belge), t. 1^{er}, ch. 18.

(2) La disposition de l'art. 472 du Code de proc., qui attribue à la Cour qui a infirmé un jugement le droit de connaître immédiatement de l'exécution de son arrêt lorsqu'elle ne l'a pas renvoyée par son arrêt même, à un tribunal de première instance, est

seulement; statuait au fond, prononce la séparation de corps, condamne le sieur Jarry à rendre compte des biens de la communauté dans le délai d'un mois, et déclare retenir l'exécution de son arrêt.

Cinq mois s'écoulent sans que le sieur Jarry rende compte de la communauté. Après ce laps de temps, la dame Jarry demande une prorogation du délai accordé par l'art. 1463 du Code civil, pour accepter ou repudier la communauté; elle porte sa demande devant la Cour d'Angers, comme étant relative à l'exécution de l'arrêt du 10 juillet.

18 décembre 1816, arrêt de la Cour royale d'Angers, qui accorde à la dame Jarry un délai de deux mois pour accepter la communauté: « attendu que la dame Jarry, est encore dans le délai de la loi pour former sa demande en prorogation de délai à l'effet de prendre qualité, le sieur Jarry son mari n'ayant pas rendu le compte de la communauté ordonné par arrêt de la Cour du 10 juillet dernier, etc. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Jarry: — 1° pour fausse application de l'art. 472 du Code de proc., et violation de la règle des deux degrés de juridiction, en ce que le délai de trois mois et quarante jours étant accordé à la dame Jarry, par l'art. 1463 du Code civil, et non par l'arrêt qui avait prononcé la séparation de corps, la demande en prorogation de ce délai n'était pas une demande concernant l'exécution de l'arrêt, mais bien une action personnelle et ordinaire, qui devait être portée devant le tribunal de première instance du défendeur; — 2° Pour violation du même art. 472 du Code de proc., en ce que, quand il serait vrai que l'action de la dame Jarry eût été une exécution de l'arrêt de séparation de corps, cette action aurait dû être portée devant le tribunal de première instance de Laval, et non devant la Cour royale d'Angers; — 3° Et enfin pour violation de l'article 1463 du Code civil, en ce que, postérieurement à l'expiration des trois mois et quarante jours fixés par la loi, pour l'acceptation ou repudiation de la communauté, la Cour royale d'Angers avait accordé à la dame Jarry un nouveau délai de deux mois, pour se déterminer, sous le vain prétexte que le défendeur n'avait point encore rendu compte de la communauté.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que l'art. 473 du Code de proc. porte qu'il en sera de même dans les cas où les Cours infirmeraient pour vices de forme des jugemens définitifs; qu'au surplus l'arrêt du 10 juillet qui a retenu l'exécution a acquis l'autorité de la chose jugée; que la demande en prorogation de délai n'était qu'incidente au fond retenu;

Attendu que l'acceptation de communauté était nécessairement subordonnée au compte à rendre par le mari de ladite communauté, et que ce n'est conséquemment qu'à compter du jour où ce préalable aura été rempli que peut courir le délai accordé à la femme pour faire son option;—Rejette.

Du 29 janv. 1818.—Sect. req.—Prés. M. Henrion de Pansey.—Concl. M. Lebeau, av. gén.—Rapp., M. Lasaudade.—Pl., M. Guichard.

(1) V. conf., Cass. 2 fév. 1827; 13 janv. et 9 juil. 1829; 25 nov. 1830; et Mangin, *Traité de l'action publ.*, t. 2, p. 125. — Il en serait autrement si la peine correctionnelle n'avait été prononcée que par suite de l'admission des circonstances atténuantes. V. Cass. 17 janv. 1833.

(2) F. Merlin, *Quest. de dr.*, v° *Contrefaçon*, § 7; Carnot, *Comm. du Code pén.*, tom. 2, p. 435; Pardessus, n° 111; M. Giustambede, dans ses *Trois des*

PREScription. — DÉLIT. — QUALIFICATION. Lorsqu'un individu mis en accusation et traduit devant la Cour d'assises pour un fait qualifié crime, n'est déclaré coupable que d'un délit emportant une peine correctionnelle, la prescription de cette peine lui est acquise s'il s'est écoulé trois ans pendant lesquels aucun acte d'instruction ou de poursuite n'a eu lieu. (Cod. d'Inst. crim., 637 et 638.) (1)

(Gras dit Grandjean).—ARRÊT.

LA COUR:—Vu les art. 637 et 638 du Code d'Inst. crim.;—Considérant que Jean Gras, dit Grandjean, a été mis en accusation et traduit devant la Cour d'assises, comme prévenu d'avoir volontairement porté des coups et faits des blessures dont il est résulté une incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours;—Que ce fait, dans l'état de simple prévention, présentait à la vérité le caractère du crime prévu par l'art. 309 du Code pénal; mais que ce caractère criminel a totalement disparu, et est devenu comme n'ayant jamais existé, par la déclaration du jury, portant que l'incapacité de travail causée par lesdits coups et blessures n'avait pas duré pendant vingt jours;—Que le fait de l'accusation n'a donc été, dès son origine, qu'un délit sujet aux peines correctionnelles établies par l'art. 311 dudit Code; que la prescription de ce délit doit donc être régie par les dispositions des art. 637 et 638 du Code d'Inst. crim., d'après lesquelles l'action publique et l'action civile résultant d'un délit correctionnel sont prescrites, lorsqu'à compter du jour où le délit a été commis, et avant le jugement, il y a eu, soit défaut total, soit cessation de tout acte d'instruction ou de poursuite, pendant un intervalle consécutif de trois années révolues;—Considérant qu'il a été reconnu au procès que le délit dont ledit Jean Gras a été déclaré coupable par le jury, a été commis dans le courant du mois de juin 1812; que l'instruction et la poursuite qui ont eu lieu à sa charge jusqu'au 30 du même mois, ont, depuis cette époque, totalement été interrompues jusqu'au 6 fév. 1817; que conséquemment il y a eu cessation de poursuites pendant un intervalle de plus de trois années, et qu'ainsi la prescription a été pleinement acquise;—Que néanmoins, et sans voir égard à cette prescription, la Cour d'assises a condamné le réclamant aux peines correctionnelles portées par l'art. 311 du Code pénal, et qu'ainsi elle a formellement violé les art. 637 et 638 du Code d'Inst. crim.;—Casse, etc.

Du 30 janv. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Busschop.—Concl. M. Giraud, av. gén.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.—CONTREFAÇON. — ÉTRANGER.—DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Un auteur français n'est point réputé avoir renoncé à l'exercice de son droit d'auteur en France, par cela seul qu'il a fait une première publication de son ouvrage à l'étranger. (L. 19 juil. 1793.)

La réimpression d'un ouvrage qu'un auteur a publié en France, après avoir rempli toutes les formalités prescrites pour s'en assurer la vente exclusive, constitue le délit de contrefaçon, quoique cet ouvrage eût été précédemment publié à l'étranger (2).

contrefaçons, p. 92, combat cette décision. « Il faudrait distinguer, dit-il, entre le temps qui précède le dépôt fait en France par l'auteur et celui qui suivrait ce dépôt; les publications faites avant le dépôt seraient donc licites, et pourraient continuer de se débiter; celles au contraire qui auraient paru après le dépôt, seraient réputées contrefaçons. Dans un pareil cas, qui oserait entreprendre la publication en France d'un ouvrage publié à l'étranger? »—Cette

La loi n'impose point aux juges l'obligation d'ordonner une expertise pour arbitrer les indemnités qui peuvent être dues à l'auteur lésé par la contrefaçon : ils peuvent les régler d'office d'après les documents du procès. (Cod. pén., 429.) (1)

(Chauverot—C. Michaud.)

Le sieur Anet de Cléry, ancien valet de chambre de Louis XVI, avait composé un livre intitulé : *Journal de ce qui s'est passé à la Tour du Temple pendant la captivité du roi Louis XVI.*—Les circonstances empêchèrent que cet ouvrage ne fût publié en France; il le fut en Angleterre par M. Cléry.

En 1814, le sieur Cléry étant décédé, ses héritiers cèdent la propriété de son ouvrage au sieur Chauverot, libraire, celui-ci le fait imprimer, et en dépose deux exemplaires à la bibliothèque royale, pour s'assurer le droit de poursuite contre tout contrefacteur.

Cependant le sieur Michaud en publie peu après une autre édition sous le titre de *Histoire de la Captivité de Louis XVI et de la famille royale tant à la Tour du Temple qu'à la Conciergerie.*

Le sieur Chauverot poursuit le sieur Michaud comme contrefacteur, et fait saisir l'ouvrage dans ses magasins. — On ne trouve que trente-deux exemplaires; l'ouvrage avait été cependant tiré à mille.

Sur la plainte de Chauverot, le 26 août 1817, jugement du tribunal de police correctionnelle, ainsi conçu : — « Attendu que le sieur Cléry, par la composition de son ouvrage, intitulé : *Journal de ce qui s'est passé à la Tour du Temple, pendant la captivité de Louis XVI, roi de France*, en est devenu propriétaire, que lui, de son vivant, et ses héritiers après son décès, ont eu un droit exclusif à cette propriété pendant le temps déterminé par la loi; que le sieur Cléry n'avait pas abdiqué ses droits avant son décès, soit en publiant son ouvrage à Londres, parce qu'il était maître de le publier où bon lui semblait, soit en soumettant la publication en France, parce qu'une simple tolérance ne peut être considérée comme une renonciation à un droit acquis; que de moment où ses héritiers ont fait connaître leurs droits par les voies légales, et à compter de ce moment, ils ont dû jouir de la plénitude de leurs droits; qu'eux, ou le sieur Chauverot, leur cessionnaire, les ont fait connaître en 1816, en déposant dans les lieux déterminés, le nombre d'exemplaires prescrit, en remplissant les formalités prescrites; — Que c'est en 1816 que le sieur Chauverot a fait imprimer et publier l'édition de l'ouvrage dont il s'agit; et que c'est en 1817 que le sieur Michaud, malgré les droits acquis audit sieur Chauverot et la connaissance qu'il en avait eu pu

en avoir, a publié l'ouvrage dans lequel il a inséré l'écrit; — Déclare le sieur Michaud coupable du délit à lui imputé et prévu par les art. 425, 427 et 429 du Code pén.; — En conséquence, et conformément auxdits articles, condamne par corps Michaud à 100 fr. d'amende; ordonne que l'édition de l'ouvrage dont il s'agit, intitulé : *Histoire de la Captivité de Louis XVI et de la famille royale tant à la Tour du Temple qu'à la Conciergerie*, et dans lequel est inséré l'ouvrage intitulé *Journal de Cléry*; sera et demeurera confiscée; condamne Michaud à payer en outre, par corps, audit Chauverot, la somme de 1,000 fr. à titre de dommages et intérêts; aux intérêts, à compter du jour de la plainte, le condamne en outre aux dépens; — Ordonne que les exemplaires saisis seront remis au sieur Chauverot.

Appel de la part de Michaud du jugement qui le condamne comme contrefacteur. — Appel incident de la part de Chauverot du chef qui liquide les dommages-intérêts à 1,000 fr. — Et, 25 déc. 1817, arrêt de la Cour royale de Paris, confirmatif du jugement de première instance et fondé sur les mêmes motifs.

POURVOI en cassation tant de la part de Michaud, que de la part de Chauverot. — A l'appui du pourvoi du sieur Michaud, on a dit : — Il est de principe constant que lorsqu'un ouvrage a été publié en pays étranger, celui qui le réimprime en France n'est point réputé contrefacteur. — Ce point établi, il faut reconnaître que tout libraire a le droit d'imprimer en France le *Journal de Cléry*, après qu'il en est publié en Angleterre. Il reste donc à examiner seulement si le sieur Cléry ou ses successeurs, en réimprimant eux-mêmes l'ouvrage en France, et en faisant le dépôt de deux exemplaires à la bibliothèque royale, ont acquis le privilège exclusif de les publier en France, privilège qu'ils n'avaient pas jusqu'alors. — Pour résoudre cette question, il faut examiner quelle est la nature du droit de propriété d'un auteur sur son ouvrage. — Avant la publication ce droit est absolu, l'auteur est propriétaire exclusif. Mais après la publication ce droit se trouve singulièrement modifié, ou pour mieux dire, toute personne qui achète un exemplaire a sur l'ouvrage le même droit que l'auteur; c'est de là que dérive cette faculté accordée à chaque peuple de réimprimer, même contre la volonté des auteurs, tout ouvrage publié chez un peuple étranger; du même principe, il résulterait aussi que dans le sein de la même nation, chacun aurait le droit de réimprimer un ouvrage déjà imprimé, si des lois spéciales n'attribuaient pas à l'auteur un privilège exclusif.

En France, ce privilège est accordé par la loi du 19 juil. 1793; or, il est bien évident que puis-

l'observation ne nous paraît pas fondée. Il nous paraît, au contraire, que la distinction très juste que fait l'auteur est dans l'esprit de la loi, et qu'elle n'entraîne nullement la confusion ou les inconvénients qu'il semble y trouver. Le dépôt est le signe de la propriété; c'est donc naturellement à partir de cette formalité que l'auteur peut faire valoir ses droits, en en sous qu'il peut s'opposer à de nouvelles éditions, sans toutefois pouvoir arrêter l'économie des éditions antérieures en dépôt. Au reste, M. Gastambide cite, à l'appui de son opinion, un arrêt de Cass. du 17 niv. an 13, qui ne décide nullement cette question. (V. cet arrêt à sa date.)

(1) D'après les art. 4 et 5 de la loi du 19 juillet 1793, le contrefacteur était tenu de payer, à titre d'indemnité, au véritable propriétaire, une somme équivalente au prix de trois mille exemplaires de

l'édition originale; le délitant, une somme équivalente au prix de 500 exemplaires. Sous l'empire de cette loi, les tribunaux se trouvaient donc enchaînés dans l'arbitrage des indemnités. L'art. 43 du décret du 5 fév. 1810, portait seulement que les dommages-intérêts seraient réglés selon les cas et d'après les lois. Cette disposition avait-elle pour but d'innover en conférant l'arbitrage des dommages-intérêts aux tribunaux, ou se référait-elle à la loi du 19 juillet 1793? Cette difficulté, qui semble d'une solution très embarrassante, a été tranchée par l'art. 429 du Code pén., qui dispose que l'indemnité sera réglée par les voies ordinaires, il suit de là que l'appréciation des dommages-intérêts appartient aujourd'hui aux tribunaux, et dépend des circonstances. Ce point est maintenant incontesté. V. dans ce sens, Cass. 4 fév. 1812, et Renouard, *Traité des droits d'auteurs*, t. 2, p. 433 et suiv.

que le législateur en a fait l'objet d'une disposition particulière, c'est qu'il a pensé que ce privilège ne résultait pas de la loi commune et n'était pas une suite nécessaire de la propriété; mais, puisqu'il est démontré que le droit exclusif d'un auteur sur son ouvrage est un privilège qui résulte d'une loi spéciale, on doit bien reconnaître qu'il a été permis au législateur de modifier ce privilège et d'imposer à l'auteur les conditions qu'il a jugées convenables; or, la condition universellement imposée chez toutes les nations et partout les législations, c'est que l'auteur fasse imprimer son ouvrage pour la première fois dans le pays où il veut avoir le privilège; c'est donc dans le pays où l'ouvrage est imprimé pour la première fois et dans ce pays seul que le privilège peut être acquis à l'auteur; donc, dans l'espèce, le *Journal de Cléry* ayant été publié d'abord en Angleterre, c'est en Angleterre seulement que l'auteur a pu conserver le droit exclusif de propriété; et il ne lui a plus été possible de l'acquiescer en France, puisque la condition de publier l'ouvrage en France, pour la première fois, ne pouvait plus être accomplie. — La Cour a donc manifestement violé les principes ci-dessus établis et implicitement consacrés par la loi du 19 juill. 1793, en décidant que le sieur Chaumerot a pu acquiescer et a réellement acquis le privilège exclusif d'imprimer le *Journal de Cléry*, bien que cet ouvrage eût déjà été publié en Angleterre.

En vain l'on objecterait que les héritiers Cléry ou le sieur Chaumerot, leur cessionnaire, s'est conformé à tout ce que prescrit la loi du 19 juill. 1793, pour s'assurer le privilège exclusif d'imprimer l'ouvrage de M. Cléry; on repoussera tous jours que la condition essentielle pour acquiescer ce privilège était d'imprimer l'ouvrage en France pour la première fois; or, cela était impossible, puisqu'il avait déjà été publié en Angleterre.

Le sieur Chaumerot a répondu: Il est certain que tout ouvrage imprimé à l'étranger peut être réimprimé en France sans qu'il y ait contrefaçon; mais de ce principe on ne peut tirer la conséquence que l'auteur français, qui a publié un livre à l'étranger, est à jamais déchu du droit de propriété en France; — La loi de 1793 détermine certaines formalités pour la conservation de la propriété dans la main de l'auteur; en conséquence, l'ouvrage publié à l'étranger, à l'égard duquel les formalités prescrites n'ont pas été observées, peut être réimprimé sans qu'il y ait contrefaçon; mais rien n'annonce que l'auteur ne puisse plus, après une première publication faite à l'étranger, ou même en France, accomplir les obligations que la loi lui impose, et s'assurer pour l'avenir le privilège exclusif à la publication de son ouvrage; la loi du 19 juill. 1793 ne fixe aucun délai, ne prononce aucune déchéance.

Ainsi, lorsqu'un ouvrage est publié jusqu'au moment où le dépôt ordonné n'est fait, chacun est libre de le réimprimer sans qu'il puisse être accusé de contrefaçon; mais si l'auteur a fait une fois le dépôt, dès lors le privilège exclusif lui est assuré, et quiconque réimprime l'ouvrage peut être poursuivi comme contrefacteur; dans l'espèce, après la publication du *Journal de Cléry* en Angleterre, il a dû être imprimé en France, point de doute à cet égard; mais dès que le dépôt a été fait, toute nouvelle édition a été une véritable contrefaçon, et l'arrêt qui l'a ainsi jugé n'a violé ni la loi du 19 juill. 1793 ni aucune autre loi.

Pour justifier son pourvoi le sieur Chaumerot a ajouté: L'art. 429 du Code pén. pose les bases sur lesquelles doivent être calculés les dommages-intérêts à accorder au propriétaire; ces dommages-intérêts doivent se composer d'abord des produits

des confiscations ou des recettes confiscées; or, dans l'espèce, l'ouvrage avait été tiré à mille exemplaires, chaque exemplaire se vendait 6 fr. Il n'en avait été trouvé que trente-deux dans les magasins du contrefacteur; celui-ci devait donc être condamné à payer environ 6,000 fr., somme à laquelle avaient dû se monter les recettes; en second lieu, l'article dit que le surplus de l'indemnité doit être réglé par les voies ordinaires, c'est-à-dire qu'il doit être nommé des experts pour déterminer le surplus de l'indemnité; or, la Cour a seulement condamné le sieur Michaud à payer 1,000 fr. à titre de dommages-intérêts; elle n'a donc suivi aucun des errements tracés par la loi, elle n'a point ordonné les remises du produit des confiscations ou des recettes confiscées; elle n'a point nommé d'experts pour déterminer le surplus de l'indemnité; d'où il résulte qu'elle a formellement contrevenu à l'art. 429 du Code pén.

ARRÊT.

LA COUR; — Statuant, en premier lieu, sur le pourvoi de Michaud; — Attendu que l'arrêt dénoncé n'a ni violé ni faussement appliqué la loi du 19 juill. 1793, ni les autres lois sur les propriétés littéraires, en jugeant que Cléry avait pu faire imprimer son journal à Londres, et, par suite, tolérer qu'il en circulat des exemplaires sur le territoire français, sans être réputé, pour cela, avoir renoncé à l'exercice de son droit d'auteur en France, conformément aux lois françaises; — Attendu que, pour exercer ce droit, les héritiers Cléry ont vendu leur manuscrit à Chaumerot en 1814, que celui-ci, devenu cessionnaire, l'a fait imprimer en 1816 et a rempli toutes les formalités prescrites pour s'en assurer la vente exclusive, que ce n'est que postérieurement, et en 1817, que Michaud, malgré la connaissance qu'il avait ou pouvait avoir de l'édiction légale faite par Chaumerot, a fait imprimer le même ouvrage, et qu'il n'a pu faire cette réimpression sans porter atteinte aux droits du cessionnaire et sans être contrefacteur; — Attendu d'ailleurs que la procédure est régulière; — Rejette le pourvoi de Michaud, et le condamne à 150 fr. d'amende envers le trésor public;

Statuant, en deuxième lieu, sur le pourvoi de Chaumerot: — Attendu, sur le premier moyen, que l'indemnité due aux auteurs ou à leurs cessionnaires, en cas de contrefaçon, est réglée par l'art. 429 du Code pén.; que, conformément à l'arrêt et à l'art. 427, le jugement, confirmé par l'arrêt, ordonne que les trente et un exemplaires saisis et confiscés seront remis à Chaumerot; — Attendu que, suivant le même article, le surplus de l'indemnité devait être arbitré par les voies ordinaires; que ces expressions n'imposaient point aux juges l'obligation d'ordonner une expertise, et que, d'après les renseignements pris dans les pièces du procès, ils ont pu se dispenser sans donner ouverture à cassation; — Attendu, sur le deuxième moyen, que l'arrêt se trouve suffisamment motivé par l'adoption des motifs du jugement de première instance, sur lesquels il s'est fondé pour rejeter les deux appels; — Rejette, etc.

Du 30 janv. 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Leconteur. — Concl., M. Girard-Duplessis, av. gen. — Pl., M. M. Deliege et Lousen, av.

TESTAMENT OLOGRAPHE. — ENVOI EN POSSESSION. — VÉRIFICATION D'ÉCRITURE.

Lorsqu'en vertu d'un testament olographe, le légataire universel a été envoyé en possession des biens du testateur, l'héritier qui n'a aucun droit à la réserve n'est pas fondé à réclamer la saisine provisoire des biens légués,

sur la simple déclaration qu'il ne reconnaît pas la signature du testateur. C'est à la sagesse du magistrat à apprécier en faveur de qui sont les apparences du droit. (Cod. civ., 1006, 1008, 1322 et 1324.) (1)

(Lesouef et consorts.—C. Robin.)

La question assait été résolue en ce sens par un jugement du 9 fév. 1816, dont voici les motifs : « Considérant que, par le testament olographe dont il s'agit, Robin a été institué légataire universel ; que, parmi les héritiers de la demoiselle Dufo, il n'y en a aucun à qui la loi réserve une quotité de ses biens ; qu'ainsi Robin, en sa qualité, a été, par la mort de la testatrice, saisi de plein droit, sans être tenu de demander aucune délivrance ; que, seulement, aux termes de l'art. 1008 du Code, il a dû se faire envoyer en possession par ordonnance du président ; considérant que le Code, dans ses dispositions, en saisissant de plein droit, dès le moment du décès, par le seul fait de l'existence de l'acte, le légataire universel, et en donnant exécution à cet acte, établit au moins en sa faveur, une présomption légale qui le maintient virtuellement, jusqu'à ce que, par des preuves et autres moyens de droit, ou soit parvenu à l'anéantir ; qu'il ne suffit donc pas, pour l'invalidité à la différence des actes ordinaires, sous seing privé, auxquels la loi n'accorde aucune créance que préalablement ils n'aient été reconnus ou vérifiés, d'une simple déclaration de ne pas reconnaître la signature... Le tribunal, en accordant acte de l'opposition à l'ordonnance d'envoi en possession du 30 nov. dernier, laquelle est jointe au référé, juge à tort le référé interjeté par les héritiers de la demoiselle Dufo, les déclare, quant à présent, non recevables. »—Appel.—28 mars 1816, arrêt confirmatif de la Cour royale de Rouen.—Il est ainsi conçu : « Vu les art. 1006, 1007 et 1008 du Code civ. ; attendu que Robin, légataire, n'est conformé aux dispositions des art. 1007 et 1008, en obtenant du juge l'envoi en possession ; que, de droit, par le vu de ces divers articles, de fait, par l'ordonnance du juge, il a été constitué en bonne et valable possession ; que, dans cet état de choses, si les lignagers de la demoiselle Dufo prétendent contester le testament, ils se constituent demandeurs ; que, dès lors, ils incombent d'agir et d'établir le mérite de leur contestation ; qu'en attendant, la provision est due au titre ; et que, dans l'espèce, le testament, revêtu de l'ordonnance du juge, forme le titre ; que ce serait donc déroger au vœu de la loi, que de priver le légataire de la saisine. »

Pourvoi en cassation de la part des héritiers Lesouef et consorts, représentant les héritiers Dufo, pour violation des art. 1323 et 1324 du

(1) En effet, l'art. 1006 décide que lorsqu'un legs est universel de sa nature, et qu'il n'y a pas d'héritier à réserve, le légataire est saisi par le décès du testateur, sans être tenu de demander la délivrance ; et la Cour de cassation a jugé le 7 août 1827, que la règle est applicable alors même que le legs serait fait avec condition, et que la condition pourrait être réputée suspensive. V. encore dans le même sens, Tarin, 13 avril 1807.—On peut dire, il est vrai, avec un arrêt de Cass. du 13 nov. 1816, que l'art. 1006 qui saisit le légataire universel institué par un testament olographe, se dispose que dans l'opposition légale de la sincérité du testament, et ne fait aucun obstacle à ce que cette saisine ne puisse être contestée et refusée alors que la sincérité du testament est méconneue et soumise à une vérification préalable.—L'objection est fondée ; mais elle ne l'est que dans le cas où c'est préalablement à tout envoi en

Code civ., et sans application des art. 1006 et 1008 du même Code.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR :—Attendu que, suivant l'art. 1006 du Code civ., le légataire universel institué même par un testament olographe, est saisi de plein droit par la mort du testateur, sans être tenu de demander la délivrance lorsqu'il n'y a pas d'héritiers auxquels une quotité des biens soit réservée par la loi ; que l'art. 1007 indique les formalités auxquelles le légataire a voulu que fût soumis tout testament olographe avant d'être mis à exécution, et qu'elles ont été toutes remplies dans l'espèce ; que par l'art. 1008 spécialement, le légataire universel institué par un testament olographe, est tenu de se faire envoyer en possession par une ordonnance du président, mise au bas d'une requête à laquelle doit être joint l'acte du dépôt du testament ; qu'il s'agit de ces divers articles que la loi établit, en faveur du légataire universel, une saisine de droit, et qu'il peut prendre celle de fait, en vertu d'une simple ordonnance d'envoi en possession rendue sur sa seule requête et sans avoir besoin de délivrance ; que si, dans quelques circonstances, et lorsque la gravité des reproches dirigés contre le testament paraîtrait porter évidemment atteinte au caractère de ce titre apparent, le juge, aux lumières et à la prudence duquel l'appréciation des faits est laissée par la loi, peut en suspendre les effets, il n'en est pas nécessairement ainsi quand l'héritier se borne à une simple déclaration vague qu'il ne connaît pas la signature ; qu'il y a bien lieu alors à une vérification, mais sans que le juge soit pour cela tenu, sur cette seule circonstance, de modifier ou de révoquer les effets que le titre a pu déjà légalement produire ; qu'ainsi, dans l'espèce actuelle où toutes les formalités prescrites ont été remplies, où il n'y avait pas d'héritiers à réserve, où le légataire universel était déjà en possession de droit et de fait avant la méconnaissance des héritiers, l'arrêt attaqué, en maintenant la provision en faveur du défendeur, loin de violer la loi, n'a fait qu'une juste application à l'espèce des articles ci-dessus cités ;—Rejette, etc.

Du 2 fév. 1818.—Sect. civ.—Prés. M. Brisson.—Rapp., M. Ligonidec.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Guichard et Loiseau.

DERNIER RESSORT.—DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

Du 2 fév. 1818 (aff. Tournatoris).—F. cet arrêt au 25 du même mois.

CHOSE JUGÉE.—MOYEN NOUVEAU.—ACTE NOTARIÉ.—NELLITE.

Fonder une demande nouvelle sur un moyen

possession du légataire universel, par l'ordonnance du président, que l'écriture du testateur est méconneue par l'héritier non réservataire. Que si, au contraire, l'envoi en possession est précédé d'une contestation sur l'écriture et la signature du testament olographe, ce qui était le cas de l'espèce ci-dessus, rien ne s'oppose à ce que le légataire universel soit maintenu en possession. Tel est l'esprit dans lequel ont été rédigés les art. 1006 et 1008, ainsi que cela résulte des discussions qui les ont précédés, et que l'on peut consulter dans le *Répert.* de Merlin, *v° Testament*, sect. 2, § 4, art. 6, n° 7. La décision ci-dessus, qui d'ailleurs se concilie parfaitement avec celle que nous avons citée du 13 nov. 1816, intervient dans une espèce où la contestation sur l'écriture avait précédé l'ordonnance d'envoi en possession, doit donc être suivie. V. en ce sens, Merlin, *loc. cit.* ; Favard, *Répert.*, *v° Testament*, sect. 2, § 1^{er}, n° 7.

nouveau, ce n'est pas la fonder sur une cause nouvelle, dans le sens de l'art. 1351 du Code civil.

Plus particulièrement : *Celui qui a succombé dans la demande en nullité d'un acte notarié, fondeur sur ce qu'un des témoins était mineur, est non recevable à demander de nouveau la nullité, par le motif qu'un des témoins n'était pas français (1).*

(Erhard — C. Lévi.)

Le sieur Erhard avait attaqué, comme nulle, une obligation notariée, souscrite par lui au profit du sieur Lévi. Le moyen de nullité portait sur ce que l'un des témoins à cet acte était mineur. Un arrêt du 14 déc. 1814 déclara l'obligation valable. Postérieurement, le sieur Erhard attaquait de nouveau cette obligation comme nulle. Mais alors, le moyen de nullité portait sur ce qu'un des autres témoins était étranger non naturalisé. Les héritiers Lévi criaient de la chose jugée.

17 juill. 1816, cette exception fut accueillie par arrêt de la Cour royale de Colmar, sur le fondement que cette dernière demande n'était autre que la première demande en nullité, reproduite sous un nom nouveau : « Considérant, porte l'arrêt, que, par un premier arrêt du 14 déc. 1814, confirmatif d'un jugement du 28 juill. 1813, la nullité prétendue de l'obligation notariée, base des poursuites des appelants, a été rejetée; qu'ainsi cette obligation est défendue par l'autorité de la chose jugée; que l'intimé n'a pu, sans y porter atteinte, remettre en question cette même nullité, sous prétexte d'un autre vice de forme que celui qu'il avait d'abord objecté; que la simple proposition d'un nouveau moyen ne constitue pas une nouvelle cause de demande ou d'exception; que les cas rares où une partie peut, par des moyens qu'elle aurait ouïs de produire, faire rétracter les arrêts ou jugements en dernier ressort, sont énoncés parmi les ouvertures de requête civile, voie que l'intimé n'a tenté ni pu tenter. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Erhard, pour violation des art. 1351, 1352 du Code civ., et 480 du Code de proc.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, lors du premier arrêt du 14 déc. 1814, Erhard se refusait à l'acquiescement de son obligation, sur le motif qu'elle était nulle; que, lors du second, aujourd'hui dénoncé à la Cour, c'est sur le même motif qu'il y résistait, et demandait par suite l'annulation des poursuites dirigées contre lui; qu'à la vérité, lors du premier arrêt, Erhard fondait la nullité alléguée sur la minorité du témoin Kauffmann, tandis que, lors du second, il la fondait sur la qualité d'étranger non naturalisé de l'autre témoin instrumentaire de l'acte (Mathias Eblé); que ce n'était

point là une cause différente, mais seulement un moyen nouveau qu'Erhard faisait valoir lors de l'arrêt dénoncé; d'où suit que l'une et l'autre action ont eu évidemment le même objet et la même cause, qui était la nullité de l'obligation, et que toutes deux s'étant successivement agitées entre les mêmes parties, ayant été formées par elles et contre elles en la même qualité, l'arrêt dénoncé, loin de violer les art. 1351 et 1352 du Code civ., et l'art. 480 du Code de proc., en a fait au contraire la plus juste application; — Rejette, etc.

Du 3 fév. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lepicard. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Delagrè.

USUFRUIT. — ABUS. — EXTINCTION. — EFFET RÉTROACTIF

La peine prononcée par l'art. 618 du Cod. civ., contre l'usufruitier qui abuse de sa jouissance (l'extinction de l'usufruit), est applicable bien que l'usufruit ait été constitué antérieurement au Code, et l'abus a eu lieu sous l'empire de ce Code. (Cod. civ., 2 et 618.) (2)

(Encoignard — C. Encoignard.)

Le 1^{er} déc. 1794, le sieur Encoignard constitue par son contrat de mariage à la dame Encoignard, son épouse, l'usufruit de tous les biens qu'il laissera à son décès. Le sieur Encoignard décède. Sa veuve entre en jouissance des biens compris dans sa succession. Postérieurement à la publication du Code civ., la dame Encoignard commet des dégradations sur les biens dont elle jouit; les héritiers de son mari intentent contre elle une action en résiliation de l'usufruit pour cause d'abus dans la jouissance, conformément à l'art. 618 du Code civ.

La dame Encoignard soutient que la demande des héritiers est sans fondement; qu'on ne peut appliquer à l'usufruit à elle acquis antérieurement au Code, des modes d'extinction introduits par ce Code; qu'il faut à cet égard se reporter à la loi qui existait au temps de sa constitution. Or, dit-elle, le contrat de mariage du 1^{er} décembre 1794, constitutif de cet usufruit, a été fait sous l'empire de la coutume de Normandie qui n'admettait point l'extinction de l'usufruit pour abus de jouissance; il s'ensuit que quels que soient les faits qui proviennent cet abus, ils ne peuvent autoriser les juges à prononcer l'extinction de l'usufruit. — Ce serait évidemment faire rétroagir les dispositions du Code au titre, antérieur à sa promulgation, et lui donner un effet rétroactif.

25 août 1813, jugement du tribunal civil de Coutances qui rejette la demande des héritiers Encoignard, et maintient la dame Encoignard dans son usufruit.

jeté, par un premier arrêt, l'opposition à l'ordonnance d'exécution d'un jugement arbitral, fondée sur ce que les arbitres n'auraient pas prononcé dans le délai légal, les mêmes juges décident, par un nouvel arrêt, que cette ordonnance d'exécution doit être annulée comme ayant été délivrée par un membre de la Cour d'appel, au lieu de l'avoir été par le président du tribunal de première instance. V. encore dans le sens de la même doctrine, Cass. 24 fév. 1835. — V. cependant P. an, 19 mars 1834.

(2) V. en ce sens, Favard de Langlade, *Répert.*, v^o l'usufruit, § 4, n^o 8. Le principe de l'extinction de l'usufruit dans le cas d'abus de jouissance de la part de l'usufruitier, était du reste consacré par les lois romaines. *Inst. de usufr.*, § 3, lib. 2, tit. 4; L. 9, § 5, ff. de damn. infecto lib. 39 tit. 2. — F. encore Proudhon, de l'usufruit, n^o 2116.

(1) La décision de cet arrêt est approuvée par Toullier, t. 10, n^o 166. « Ce n'est point, dit-il, sur une nouvelle cause que la seconde demande a été formée, mais sur un moyen nouveau. La cause précédente, tant de la première que de la seconde action, est la nullité de droit de l'acte, nullité résultant d'un vice de forme. Cette nullité déduite en jugement a été rejetée, n'y peut plus être remise une seconde fois sur un autre moyen de nullité, ou sur un vice de forme autre que celui qui a été d'abord proposé. » Et M. Toullier, rapportant l'arrêt de la Cour de Colmar, qui a été suivi de l'arrêt de rejet que nous recueillons ici, le considère comme ayant fixé la jurisprudence, et lui applique le précepte *judicio sumt ancora legum*. — Au surplus, on trouve la confirmation de ces principes dans un autre arrêt de la Cour de cassation du 29 janv. 1821, qui décide qu'il y a violation de la chose jugée, lorsqu'après avoir re-

Appel:—8 août 1816, arrêt de la Cour royale de Caen qui accéda à la demande des héritiers Encoignard, et prononce l'extinction de l'usufruit aux termes de l'art. 618 du Code civ.

Pourvoi en cassation de la dame Encoignard pour fausse application de l'art. 618 et violation de l'art. 2 du Code civ., en ce que l'arrêt dénoncé a prononcé, d'après les dispositions du Code civ., l'extinction d'un usufruit constitué antérieurement à sa promulgation, et a ainsi donné un effet rétroactif à la loi.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que les faits de méus, constatés par l'arrêt dénoncé, étant postérieurs à la publication de l'art. 618 du Code civ., la Cour de Caen a pu et dû leur appliquer la peine établie par cet article, lequel d'ailleurs n'a fait que confirmer les principes d'une ancienne jurisprudence;—Rejette, etc.

Du 5 fév. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Botton-Castellamonte.—Concl., M. Jourde, av. gén.—Pl., M. Loiseau.

1^o COUR PRÉVOTALE.—COMPÉTENCE.2^o CASSATION.—DENONCIATION DU PROCUREUR GÉNÉRAL.—EFFET.

1^o Les Cours prévotales sont sans caractère et sans pouvoir pour juger d'autres faits que ceux de la connaissance desquels elles ont été légalement saisies par un arrêt de renvoi, ou à raison desquels elles se sont reconnues compétentes par un jugement préalable dûment confirmé. (L. 20 déc. 1815, art. 39, 40 et 41.)

2^o La cassation prononcée sur le réquisitoire du procureur général présenté par l'ordre formel du ministre de la justice, en vertu de l'art. 441 du Cod. d'inst. crim., peut avoir lieu, non-seulement dans l'intérêt de la loi, mais encore dans l'intérêt des parties elles-mêmes. (Cod. d'inst. crim., 441.) (1)

(Roussac.)

Du 5 fév. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barrie.—Rapp., M. Rataud.—Concl., M. Henri Lavièrre, av. gén.

1^o ABROGATION.—LOI PÉNALE.2^o ANIMAUX.—BLESSURES.—PEINE

1^o N'est pas abrogée la loi pénale qui punit un fait commis volontairement, bien que le Code pénal ait incriminé plus tard le même fait, commis involontairement. (Cod. pén., 484.) (2)

2^o Les blessures faites avec volonté et méchamment à des animaux, doivent être punies des peines prononcées par l'art. 30, titre 2 de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791. (C. pén., 479, n^o 2.) (Andrien.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que la mort causée volontairement à des chevaux, bestiaux, etc., appartenant à autrui, est un délit prévu par l'art. 453 du Code pénal, et dont la moindre peine est un emprisonnement de quinze jours à six semaines;—Que les blessures faites involontairement à ces animaux, et par l'effet de quelque une des circonstances mentionnées dans les par. 2, 3 et 4 de l'art. 490 du même Code, sont mises, par cet article, dans la classe des contraventions qu'il

punit d'une amende de onze à quinze francs inclusivement, et même d'un emprisonnement de cinq jours au plus, dans les cas particuliers déterminés par le § 3 dudit article;—Que les simples blessures faites aux animaux d'autrui, mais volontairement, ne sont mentionnées dans aucun des articles du Code pénal de 1810; que, néanmoins ce Code ayant punit les blessures faites à des animaux domestiques, involontairement, et seulement par imprudence, il s'ensuit qu'il n'a pas voulu que les mêmes blessures restassent impunies, lorsqu'elles ont été faites avec volonté et méchamment; qu'il les a donc laissées sous l'empire de l'art. 30 du titre 2 de la loi du 28 sept. 1791, qui porte à leur égard une disposition expresse, et que, relativement à cesdites blessures, les dispositions de cette loi de 1791 sont maintenues par le dernier article du Code pén. de 1810; que les peines qu'elles prononcent sont une amende double du dédommagement et un emprisonnement dont la durée peut être d'un mois, lors même que l'animal n'est ni mort, ni resté estropié de ces blessures;

Attendu que le prévenu, dans l'espèce, est déclaré coupable d'avoir blessé méchamment un cheval appartenant à Antoine Andrieu;—Que ce fait, susceptible d'une peine d'un mois d'emprisonnement, ayant ainsi le caractère d'un délit, la plainte dont il était l'objet ne pouvait être valablement portée que devant le juridiction correctionnelle;—Qu'en en retenant la connaissance, malgré le déclinaire proposé à Lavanr et à Aibry, les tribunaux correctionnels de ces deux villes se sont donc conformés aux règles de compétence établies par la loi; que la condamnation du prévenu à un mois d'emprisonnement et à une amende double du dédommagement accordé au plaignant, est une juste et légale application des dispositions de l'art. 30 du tit. 2 de la loi de 1791 sur la police rurale;—Rejette, etc.

Du 5 fév. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barrie.—Rapp., M. Aumont.—Concl., M. Henri Lavièrre, av. gén.

JURY.—ÂGE.—NULLITÉ.

Du 5 fév. 1818 (aff. Manchaussée).—Cass.—Même décision que par l'arrêt du 3 mars 1815 (aff. Laurent et Lemmet).

DERNIER RESSORT.—DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

Du 5 fév. 1818 (aff. Tournatoris).—V. cet arrêt du 25 du même mois.

1^o COUR D'ASSISES.—CONSEILLER AUDITEUR.

2^o et 3^o JURY.—LISTE.—NOTIFICATION.—QUESTIONS.

4^o VOL.—RECOLTES.—QUESTIONS AU JURY.

1^o Un conseiller auditeur ayant voix délibérative peut être délégué pour présider une Cour d'assises. (Cod. d'inst. crim., 253; L. 20 avril 1810, art. 34; Décret du 6 juill. 1810, art. 13.) (3)

2^o Il n'est pas nécessaire de notifier aux accusés les noms des jurés appelés pour remplacer les jurés absents ou excusés; la notification de la première liste satisfait au vœu de la loi. (Cod. d'inst. crim., 394.) (4)

Cour du 9 janvier 1818, lequel pose en principe, d'après les termes de l'art. 484 du Code pén., que toutes les lois pénales relatives à des matières réglées par ce Code, sont réputées avoir été abrogées.

(3) Sic, Legravand, *Légit. crim.* (éd. belg.), tom. 2, ch. 2.

(4) V. Cass. 23 germ. an 7, et la note; 10 déc.

(1) V. conf., Cass. 24 oct. 1817, et la note. V. aussi Cass. 22 mars 1839, et les arrêts qui y sont cités.—Mais le pourvoi formé autrement que dans cette forme, et par l'accusé seulement, n'est pas recevable: ainsi jugé dans la même affaire le 23 janv. 1818.

(2) Cet arrêt est contraire à l'arrêt de la même

3^e L'art. 337 du Cod. d'inst. crim., relatif à la position des questions, n'est qu'indicatif de la manière dont les questions doivent être posées; il ne résulte aucune nullité de ce qu'une circonstance aggravante n'a pas été énoncée dans les mêmes termes que dans le résumé de l'acte d'accusation (1).

4^e Les récoltes sont abandonnées à la foi publique par cela seul qu'elles sont restées exposées dans les champs qui les ont produites; il est donc inutile que cet abandon soit exprimé dans les questions posées au jury, à l'égard d'un vol de récoltes; il suffit qu'il soit constaté que ces récoltes étaient exposées dans un champ. (Cod. pén., 388.) (2)

(Escaller.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen de cassation proposé par le réclamant, qu'aux termes de l'art. 253 du Code d'inst. crim., dans les départements où ne siège pas une Cour royale, la Cour d'assises est composée: 1^o d'un membre de la Cour royale délégué à cet effet, et qui est le président des assises; 2^o de quatre juges, etc.; — Que les conseillers auditeurs auxquels la loi du 20 avr. 1810, art. 34, § 2, donne, lorsqu'ils ont atteint l'âge requis, voix délibérative dans toutes leurs affaires, sont incontestablement membres des Cours royales, et doivent être considérés comme compris dans la disposition du susdit article 253 du Code d'inst. crim., qui ne fait aucune distinction entre les membres des Cours royales habiles à remplir les fonctions de président des Cours d'assises, et ceux qui ne peuvent exercer dans ces Cours que les fonctions de juges; — Que le décret du 6 juillet 1810, contenant règlement sur l'organisation des Cours de justice dit, art. 13, que les conseillers auditeurs pourront être délégués pour le service des Cours d'assises, et qu'il ne restreint pas ce service à celui de juge assistant le président; — Qu'en supposant donc que la Cour d'assises du département de l'Aude, qui a jugé le réclamant, ait été présidée par un conseiller auditeur de la Cour royale de Montpellier, ladite Cour d'assises n'en a pas moins été légalement formée, et que les arrêts qu'elle a rendus ne sont, sous le rapport de la compétence, susceptibles d'aucune censure;

Attendu, sur le second moyen, qu'il est constant au procès que la liste des jurés dressée par le préfet du département, et réduite à treute-six, par le président de la Cour d'assises, a été notifiée au réclamant la veille du jour déterminé pour la formation du tableau du jury; qu'il a été, par la notification de cette liste, satisfait à ce que prescrit l'art. 394 du Code d'inst. crim.; que ni cet article, ni aucun autre n'impose l'obligation, sous peine de nullité, de notifier aux accusés les noms des citoyens inscrits sur la liste primitive des jurés, et qui ont été appelés en remplacement de ceux-ci, dans la forme déterminée par l'art. 395 du même Code;

Attendu, sur le troisième et dernier moyen, que l'art. 337 du Code d'inst. crim. n'est pas pré-

scrit à peine de nullité; qu'il n'est qu'indicatif de la manière dont les questions doivent être posées, et qu'il ne saurait résulter de moyen de cassation de ce qu'en interrogeant le jury sur une circonstance aggravante du fait dénoncé, le président de la Cour d'assises ne se serait pas servi précisément des mêmes termes par lesquels cette circonstance est énoncée dans le résumé de l'acte d'accusation;

Qu'il a été demandé, dans l'espèce, si l'accusé était coupable d'avoir soustrait frauduleusement du fourrage de sainfoin, faisant partie de la récolte, et exposé dans un champ appartenant à un sieur Longuette; et que la réponse du jury a été que l'accusé était coupable d'avoir soustrait frauduleusement du fourrage de sainfoin faisant partie de la récolte, et exposé dans un champ appartenant au sieur Longuette; que, par cela même que des récoltes ou parties de récoltes sont restées exposées dans les champs qui les ont produites, elles y sont abandonnées à la foi publique; qu'il était absolument inutile que les mots: *sur la foi publique*, ajoutés dans le résumé de l'acte d'accusation au mot *exposé*, fussent répétés dans la question et dans la réponse; que ces mots ne sont pas dans l'art. 338 du Code pén., qui se borne à dire: « Quelconque aura volé dans les champs des chevaux, des récoltes, etc., sera puni, etc. » sans parler, en aucune façon, d'exposition sur la foi publique; que la circonstance aggravante du vol, objet du procès, est donc énoncée dans la question, dans les termes même de la loi; que la condamnation à la peine de la réclusion prononcée contre le réclamant, déclaré par un jury légal coupable de vol de récolte dans un champ, est une juste application de la loi pénale; — Rejette, etc.

Du 6 fév. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

RENTE FONCIÈRE. — GARANTIE. — REMBOURSEMENT.

Du 6 fév. 1818 (aff. Bernon). — F. cet arrêt ci-après, au 4 mars 1818.

TRANSCRIPTION. — VENTE. — HYPOTHÈQUE LÉGALE.

En supposant que la transcription de la vente n'ait pas été nécessaire pour arrêter le cours des inscriptions, depuis la publication du Code civil (1583 et 2185) jusqu'à la publication du Cod. proc. civ. (834), la règle ne serait pas applicable aux ventes faites antérieurement au Code et sous la loi du 11 brum. an 7.

Ainsi, dans le concours d'un mineur ayant une hypothèque légale, et d'un acquéreur sous la loi du 11 brum. an 7, s'il n'y a de leur part ni inscription ni transcription, la simple survenance du Code n'a rien changé à leur position première: celui des deux qui a inscrit ou transcrit le premier est celui dont le droit est préférable (3).

(3) La Cour de cassation n'a pas toujours résolu la question dans ce sens. Elle avait d'abord décidé, par plusieurs arrêts, que les créanciers du vendeur n'avaient pu, depuis le Code, querreller un acte de vente, comme nul pour défaut de transcription, encore que la vente eût eu lieu sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7. F. Cass. 8 mai 1810; 16 oct. 1818; Paris, 9 fév. 1814. Mais la Cour de cassation est revenue sur cette jurisprudence, et elle a consacré, par plusieurs arrêts, la doctrine de celui que nous recueillons ici. F. 19 nov. 1817; 4 janv. et 11

1819, et nos observations critiques. V. aussi *suprà*, 20 juill. 1817.

(1) F. conf., Cass. 27 déc. 1811; 10 juill. 1817; 16 janv. 1818, et les notes.

(2) Il résulte de cette décision que l'abandon à la foi publique est nécessairement compris dans l'exposition dans les champs; mais il n'en faut pas conclure que cet abandon ne soit pas l'une des conditions du délit. F. Cass. 17 avril et 17 juill. 1812; 27 fév. 1813; 28 avril 1814; *Théorie du Code pénal*, t. 7, p. 78.

(Nesson et Girardeau—C. Rouget.)

Le 27 vend. an 12, les sieurs Nesson et Girardeau, acquiescent de la dame V^e Rouget, mère et tutrice du sieur Rouget, un domaine situé à Saint-Germain de Soudre, arrondissement de Jonzac, département de la Charente-Inférieure. — Alors régnait la loi du 11 brumaire an 7, laquelle subordonnait la perfection des ventes et la transmission de la propriété même, à l'égard du vendeur, à l'accomplissement de la formalité de la transcription. (Art. 28.) — Cette même loi accordait aux mineurs une hypothèque légale sur les biens appartenant à leur tuteur, mais à son tour, l'efficacité de cette hypothèque légale était subordonnée à la formalité de l'inscription. (Art. 3 et 21.) — Les sieurs Nesson et Girardeau avaient omis de transcrire, et les mineurs Rouget n'avaient pas inscrit.

Les choses étaient en cet état, lorsque survint la publication du Code civil, qui introduisait un droit nouveau. D'une part, ce Code déclara les ventes parfaites, et la propriété transmise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, par le seul consentement des parties sur la chose et le prix (art. 1583). La transcription ne fut plus nécessaire, et rendit ainsi sans effet la disposition de la loi de brumaire, d'après laquelle la vente ne pouvait, à défaut de transcription, être opposée aux tiers. D'autre part, l'article 2135 du même Code dispensa de l'inscription l'hypothèque des mineurs sur les biens des tuteurs, pour raison de la position de la tutelle.

Les sieurs Nesson et Girardeau firent transcrire leur acte de vente le 3 juill. 1804. — Ce fut seulement le 2 nov. 1813 que les enfans Rouget requirèrent sur le domaine acquis par Nesson et Girardeau une inscription hypothécaire en vertu d'un jugement du 15 fév. 1812, qui avait fixé le reliquat du compte de tutelle rendu par leur mère. Bientôt, il firent procéder à la saisie immobilière de ce domaine, en se fondant sur l'art. 2135 du Code civ., publié avant la transcription de l'acte de vente par les acquéreurs.

Les sieurs Nesson et Girardeau opposèrent : 1^o Qu'au 29 mars 1804, date de la promulgation de l'art. 2135, un seul des enfans Rouget était mineur; que le Code n'avait donc pas inscrit pour les autres; que ceux-ci étaient donc invinciblement repoussés par la transcription, de la vente opérée par les exposans acquéreurs, le 14 mess. an 12 (3 juill. 1804). — 2^o Ils soutinrent, contre le mineur, que la prétendue inscription virtuelle, d'une hypothèque légale, était tardive et inefficace, en ce qu'elle avait pris naissance après la consolidation de la propriété sur leur tête, en ce que le Code avait aussi virtuellement transcrit pour les acquéreurs, puisque le Code civil, au titre des Ventes, avait été promulgué le 18 mars 1804 (27 vent. an 12).

19 août 1814, jugement du tribunal de Jonzac. — Le tribunal déclare les trois frères Rouget mineurs, mal fondés dans leurs poursuites, attendu leur majorité avant la promulgation du Code civ.; — Quant au mineur, le jugement déclare qu'il est fondé à poursuivre la saisie immobilière, sur la tête des acquéreurs de sa mère débitrice, attendu que son hypothèque avait été virtuellement inscrite avant que la propriété eût été consolidée sur la tête des acquéreurs.

Les trois enfans majeurs acquiescèrent au jugement. Mais Nesson et Girardeau interjetèrent

appel au chef favorable au mineur. Ils soutinrent que l'hypothèque légale du mineur Rouget, en la faisant remonter à la publication du Code civ. (titre des Privilèges et Hypothèques), c'est-à-dire au 29 mars 1804 (8 germ. an 12), n'avait pu agir sur l'immeuble vendu par leur mère, 1^o En ce que la vente avait été rendue parfaite, ou en ce qu'il y avait eu transcription virtuelle dès le 16 mars 1801 (25 vent. an 12); 2^o En ce qu'elle aurait été parfaite et la propriété consolidée au moins par la publication du titre des hypothèques et privilèges; — Qu'ainsi, la transcription et l'inscription virtuelle étant faites au même instant, l'inscription n'avait pas trouvé la vente en état d'imperfection, et la propriété des acquéreurs en état du non consolidation.

31 janv. 1815, arrêt qui démet de l'appel; — « Considérant que si le sieur Rouget avait négligé de faire inscrire sa créance sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, les sieurs Nesson et Girardeau avaient également négligé de faire transcrire leur contrat d'acquisition, et que c'est dans cette position que les parties sont arrivées sous l'empire du Code civ., au titre des hypothèques; — Considérant que, si par l'effet de cette dernière loi les sieurs Nesson et Girardeau ont été dispensés de faire transcrire leur contrat, pour consolider leur propriété, ils ne l'ont pas été pour purger les hypothèques, et que le sieur Rouget, mineur alors, s'est trouvé avoir, par les dispositions du Code civ., une hypothèque légale exempte d'inscription sur les biens précédemment vendus par la mère tutrice; — Considérant que c'est en vain que les sieurs Nesson et Girardeau veulent se prévaloir des dispositions de l'art. 1583 du Code civ., pour prétendre que, par l'effet de cette loi, la vente qui avait été consentie par la mère tutrice du sieur Rouget, s'est trouvée parfaite et dispensée de transcription pour purger les hypothèques, parce qu'il est évident que l'art. 1583 n'est relatif qu'au vendeur et à l'acheteur, sans intéresser les tiers; que cela résulte de plusieurs autres articles du Code, notamment de l'art. 1140, et des discussions qui ont eu lieu au conseil d'Etat sur le titre des hypothèques. »

Pourvoi en cassation contre cet arrêt, pour violation des art. 1583 et 2182 du Code civ., et 834 du Code de proc. civ.

M. l'avocat général Jonbert a conclu à la cassation.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR : — Attendu que le défendeur avait sur les biens de sa mère tutrice, et dès le moment de la tutelle, un droit d'hypothèque, sauf à le conserver à l'égard des tiers, par des inscriptions; que les demandeurs qui ont acheté ces biens depuis la tutelle, ne pouvaient empêcher l'exercice du droit acquis au défendeur, qu'en remplissant les formalités prescrites pour arrêter le cours des inscriptions, et que, jusqu'à l'observation de ces formalités, le défendeur pouvait toujours conserver son hypothèque, en la faisant inscrire; — Attendu que les demandeurs n'ont pas rempli ces formalités pendant l'existence de la loi du 11 brumaire an 7; qu'ils les ont bien remplies par la transcription de leur contrat, faite après la publication du titre du Code civil, relatif aux privilèges et aux hypothèques; mais qu'avant cette transcription le défendeur avait acquis sans inscription une hypothèque légale sur les biens de sa mère, en vertu de l'art. 2135 du Code; —

tés nécessaires à la consolidation de la vente à l'égard des tiers, la dissertation qui accompagne l'arrêt du cassation ci-dessus cité du 10 oct. 1810 (aff. Bolsee).

juill. 1820; V. aussi dans le même sens, Bordeaux 11 avril 1810; Rouen, 24 fév. 1812. — V. aussi sur la question de savoir si les rédacteurs du Code ont entendu retrancher la transcription des formali-

Attendu que l'art. 1583 du Code ne statue qu'en-tre le vendeur et l'acquéreur; et que d'ailleurs il n'a pas dispensé les ventes faites sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, de la formalité de la transcription requise par cette loi pour arrêter le cours des inscriptions;—Rejette, etc.

Du 9 fév. 1818.—Sect. civ.—Rapp. M. Chabot de l'Allier.—(encl. contr., M. Joubert, av. gén.—Pl. MM. Duprat et Sirey.

EXPROPRIATION FORCÉE.—INTÉRÊT (DE FAUT D').—CREANCIER HYPOTHÉCAIRE.

Le droit que donne l'art. 2169 du Code civil de faire vendre l'immeuble hypothéqué sur le tiers détenteur, n'appartient à tout créancier hypothécaire, et n'est pas subordonné à la question de savoir si, lors de la distribution du prix, le créancier poursuivant sera colloqué en ordre utile. Le tiers détenteur ne peut opposer au créancier poursuivant, qu'il ne pourra être colloqué utilement à raison du rang de son hypothèque, et que par conséquent il est non recevable par défaut d'intérêt. Ce serait intervertir l'ordre des questions à juger, le rang des créanciers ne devant être fixé qu'après l'expropriation. (Cod. civ., 2169.) (1)

(Dupont — C. Vimard.)

Le sieur Barbin était débiteur des sieurs Vimard et Dupont.

Ces deux créanciers avaient l'un et l'autre pris inscription sur ses biens; Vimard, le 24 flor. an 7, et Dupont, le 21 fructid. an 8.

Postérieurement, Barbin vendit à Vimard l'immeuble grevé par son hypothèque et par celle de Dupont.—Vimard ne purgea point.

Dupont n'ayant pu se faire payer par Barbin, fit saisir l'immeuble affecté à son hypothèque, et dont Vimard était alors tiers détenteur.

Vimard a demandé la nullité de la saisie, se fondant sur ce que l'inscription de Dupont étant postérieure à la sienne, et la créance de lui Vimard devant évidemment absorber la totalité du prix de l'immeuble saisi, Dupont ne pourrait venir en ordre utile, et par conséquent était sans intérêt, et non recevable à poursuivre l'expropriation.—Dupont répondait qu'aux termes de l'art. 2169 du Cod. civ., tout créancier hypothécaire a droit de faire vendre l'immeuble hypothéqué; qu'en vain on lui opposait qu'il ne pourrait être colloqué en rang utile; que l'examen de cette question ne pouvait avoir lieu que lors de l'ouverture de l'ordre.

Le 4 juillet 1811, jugement du tribunal de première instance de Rouen, qui décide que la postériorité de l'inscription prise par Dupont, ne formait point obstacle à sa poursuite en expropriation: « parce qu'il lui suffisait pour être recevable d'être créancier hypothécaire, sans à faire régler dans l'ordre le rang de son hypothèque. » — Vimard interjette appel, et persiste à soutenir, que dès qu'il est constant en fait que Dupont ne pourra être colloqué en rang utile dans l'ordre, il est sans intérêt, et par conséquent non recevable dans la poursuite en saisie immobilière.

(1) Il a également été jugé, et le principe est constant en jurisprudence, que le créancier nanti d'un titre hypothécaire peut exproprier son débiteur, alors même que son hypothèque ne serait pas inscrite. V. Liège, 28 nov. 1808; Lyon, 27 nov. 1811.—Au surplus, la Cour royale de Paris a jugé, le 8 fév. 1819, conformément à l'arrêt ci-dessus, sur le renvoi prononcé par cet arrêt.—Bien plus, il a été décidé que les créanciers simplement chirographaires

d'après la maxime que l'intérêt est le fondement de toutes les actions.

14 décembre 1815, arrêt de la Cour royale de Rouen, ainsi conçu: « Considérant que le sieur Dupont n'a pris d'inscription que le 21 fructid. an 8.....; qu'au contraire le sieur Vimard a pris inscription le 24 flor. an 7.....; que sous ce rapport, son hypothèque prime celle du sieur Dupont:—Que cette préférence lui assure la totalité du prix, auquel pourrait s'élever le bien que le sieur Dupont voulait faire exproprier sur lui Vimard, tant pour le remplir, lui Vimard, du capital qu'il a déboursé, et des autres sommes qu'il a pu payer à raison de ces immeubles, que des dommages-intérêts d'éviction qu'il aurait le droit de réclamer si l'expropriation était ordonnée:—Qu'en fait, il ne doit rien se faire de frustratoire en jugement, et l'on doit éviter toute procédure qui, en définitive, ne serait d'aucun effet, ni d'aucune utilité pour les parties:—Par ces motifs, la Cour infirme le jugement du tribunal de première instance, et annule le commandement et la saisie immobilière. »

Pourvoi en cassation de la part de Dupont, fondé sur la violation de l'art. 2169 du Cod. civ.

ARRÊT.

LA COUR;—Vu l'art. 2169 du Cod. civ.;—Attendu que le droit de saisie immobilière, délégué par cet article à tout créancier hypothécaire contre le tiers détenteur de l'immeuble affecté à son hypothèque, qui n'a pas rempli les formalités prescrites par l'art. 2183 du Cod. civ., est absolu et nullement subordonné à la question de priorité ou de postériorité de son hypothèque mise en rapport avec celle des autres créanciers, question qui ne peut être jugée d'une manière certaine et définitive, que d'après la discussion qui en est faite d'après l'ordre à établir sur la distribution du prix de l'immeuble, dont la vente est poursuivie, et que c'est seulement par le résultat de cet ordre que les juges peuvent s'assurer du mérite et de l'utilité de la poursuite en expropriation à l'égard du poursuivant qui, jusque-là, a un intérêt apparent et suffisant, pour que cette poursuite ne puisse lui être dénie;—Qu'il suit de là que l'arrêt attaqué, qui, sous le prétexte d'un défaut d'intérêt que la Cour de Rouen n'était pas en mesure de vérifier d'une manière légale et certaine, a déclaré le demandeur non recevable dans sa poursuite en expropriation, présente un excès de pouvoir manifeste et une violation directe de l'art. 2169 précité:—Casse, etc.

Du 10 fév. 1818.—Sect. civ.—Rapp., M. Boyer.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Leroi-Nenfillette et Loiseau.

1^{re} CASSATION.—MOYEN NOUVEAU.

2^{re} VÉRIFICATION D'ÉCRITURES.—POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

1^{er} On ne peut pas faire valoir en cassation un moyen qui n'a été proposé ni en première instance ni en appel (2).

2^{es} En cas de dénégation d'une signature, Les art. 195 du Cod. proc., et 1324 du Cod. civ., n'imposent point d'une manière absolue l'obligation pour les juges d'ordonner la vérifi-

on, aussi bien que les créanciers hypothécaires, le droit d'agir par voie d'expropriation forcée. V. Nancy, 9 juill. 1834; Pigeau, Comm., t. 2, p. 271, n^o 6.

(2) La jurisprudence est constante sur ce point il n'y a d'exception que pour le cas où le moyen nouvellement proposé, intéresse l'ordre public. V. Cass. 24 août 1809; 7 juin 1810.

cation; ils peuvent tenir la signature pour vérifiée, si d'ailleurs leur conscience est suffisamment éclairée (1).

(Résumé — C. Réaux.)

Le sieur Jacques Réaux décéda vers la fin de 1813, laissant deux enfans, issus de mariages différens. — Pen de temps après, Marie-Anne Lecoudrier, sa veuve, forma, tant contre sa propre fille que contre le sieur Réaux son beau-fils, une demande en délivrance de tous les droits qui pouvaient lui revenir d'après les art. 329, 367 et 392 de la coutume de Normandie. — A cette demande, les sieur et demoiselle Réaux ont opposé un traité de mariage, en date du 7 janv. 1782, souscrit par le sieur Réaux, et revêtu d'une marque en forme de croix, autour de laquelle il était écrit : *marque de Marie-Anne Lecoudrier*.

Par ce traité, la veuve Réaux avait renoncé à son douaire ainsi qu'à tous droits sur le mobilier de son mari, et sur les conquêts en bonrage et hors bonrage. — La dame Réaux a répondu que la marque rustique apposée au bas du prétendu traité de mariage, n'avait pas été apposée par elle, et qu'elle déclarait la dénier, ainsi que le prétendu traité. — 18 déc. 1815, jugement du tribunal civil de Pont-Audemer, qui ordonne l'interrogatoire sur faits et articles de la dame Réaux.

Appel. — Devant la Cour de Ronen, la dame Réaux a soutenu qu'elle avait déclaré dénier la signature apposée au bas du traité qu'on lui opposait, qu'ainsi les premiers juges, au lieu d'ordonner un interrogatoire sur faits et articles, enraient dû ordonner la vérification de la marque et de la pièce déniée. — La Cour a évoqué le jugement du fond. — La dame Réaux a persisté dans sa dénégation, et n'a fait aucun autre moyen contre le traité qu'on lui opposait.

13 juin 1816, arrêt qui ordonne l'exécution du traité du 7 janv. 1782. — Attendu qu'il résulte des interrogatoires, prêtés par la veuve Réaux, des présomptions suffisantes pour faire croire que la marque apposée au bas du traité était véritablement celle de la veuve Réaux, et que ce traité était sincère. — Pourvoi en cassation.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen, pris de la prétendue nullité du contrat de mariage, par le défaut d'intervention des parens des deux familles; — Attendu qu'il ne paraît en aucune manière par les pièces produites, que cette question ait été agitée, soit en première instance, soit en appel, ni que ce fait même ait été allégué;

Attendu, sur le deuxième moyen, que l'art.

(1) Plusieurs arrêts ont consacré la même doctrine : V. Cass. 25 août 1818; 9 fév. 1830; 24 mai 1837; 3 et 9 déc. 1839. De même encore les juges peuvent rejeter une pièce du procès, sans inscription de faux, s'ils sont convaincus que cette pièce est fautive : V. Cass. 14 mars 1837 et nos observations.

(2) Cette décision était universellement suivie dans l'ancienne jurisprudence, et plusieurs textes du droit romain la consacraient plus ou moins expressément : V. L. 1. ff. § 4, de eo per quem factum erit; L. 17, ff. de dolo malo. V. aussi sur ce point Voet ad Pandect. liv. 5, tit. 3, § 9. — Aujourd'hui, cette solution ne peut être contestée lorsque les faits de dol et de fraude, qui donnent lieu à des restitutions et des dommages-intérêts, sont qualifiés par la loi de crimes et de délits. L'art. 55 du Code pénal est formel sur ce point : il déclare que tous les individus condamnés seront tenus solidairement des restitutions. Est-

195 du Cod. de proc. civ. n'est que facultatif, et que les juges ont bien pu chercher dans les interrogatoires de l'appelante, les éclaircissemens sur le fait qui lui était personnel, d'avoir apposé sa marque rustique au bas de son contrat de mariage, et qu'ils n'ont point violé la loi par les conséquences qu'ils ont tirées de ses aveux; — Rejette, etc.

Du 11 fév. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Brillet Savarin. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

SOLIDARITÉ. — DOL ET FRAUDE.

Lorsque le dol ou la fraude donnent lieu à une condamnation pour dommages-intérêts, la condamnation peut être prononcée solidairement contre tous les complices.

Ainsi, les détenteurs d'un immeuble condamné à la restitution des fruits, comme possesseurs par dol ou fraude, peuvent être solidairement. (Cod. civ., 1202; Cod. pén., 35, 59.) (2)

(Bisson — C. Bisson.)

Le sieur Bisson, voulant frustrer plusieurs de ses enfans de leurs droits dans sa succession, fait une vente simulée de certains immeubles à un sieur Couture, pour que celui-ci, après la mort de lui Bisson, rendit les biens en question à ceux de ses enfans qu'il voulait avantager. En effet, le sieur Bisson étant mort le 24 germ. an 9 (11 avr. 1801), aussitôt après, le sieur Couture fait une vente simulée des biens aux deux fils du sieur Bisson. — Les autres enfans attaquent comme simulés, tant l'acte de vente consenti par leur père à Couture, que l'acte consenti par Couture aux fils Bisson.

9 fév. 1816, jugement du tribunal de Pont-Audemer, qui déclare les ventes simulées, ordonne que les fils Bisson seront tenus de rapporter les biens par eux acquis en vertu de ces ventes, et les condamne solidairement à la restitution des fruits.

Appel. — 29 nov. 1816, arrêt confirmatif de la Cour royale de Caen.

Pourvoi en cassation des la part des fils Bisson pour violation de l'art. 1202 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé les condamne solidairement à la restitution des fruits, bien qu'aux termes dudit art. 1202, la solidarité ne puisse être prononcée que lorsqu'elle a été formellement stipulée, ou qu'elle est établie expressément par la loi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les demandeurs ayant joui des fruits contentieux par l'effet du dol et de la fraude, dont ils se sont rendus complices, et ayant par la cause des dommages à leurs enfans, l'arrêt s'est conformé aux vrais principes en pro-

elle plus contestable à l'égard des restitutions auxquelles donnent lieu les faits de dol et de fraude que la loi ne punit d'aucune peine? Ou ne peut le penser si l'on consulte les motifs de l'art. 55 du Code pénal. Pourquoi cet article établit-il la solidarité à l'égard des restitutions dues par des individus condamnés pour un même crime ou un même délit? C'est, dit Toullier, tom. 11, n° 151, parce qu'il est naturel que la volonté commune des délinquans de nuire à l'offense, lui donne contre eux la même solidarité que lui donnerait, dans un contrat, la volonté commune des obligés de s'engager à une même chose. C'est dans la volonté commune des délinquans que prend sa source la solidarité prononcée contre eux. Or, ces motifs s'appliquent incontestablement aux faits de dol et de fraude que la loi ne punit d'aucune peine; il s'ensuit que la décision relative à la solidarité a pu être appliquée à ceux qui les ont commis. — Sic, Merlin, Quest., v° Solidarité, § 11, aux add. V. aussi conf., Cass. 3 janv. 1817, et la note.

nonçant une condamnation solidaire; — Rejeté, etc.

Du 12 fév. 1818. — Ser. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Botton-Castellamonte. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Lescrau.

1^o COUR D'ASSISES. — RENVOI À UNE AUTRE SESSION.

2^o TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — SERMENT. — POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

3^o DÉFENSE. — DÉFENSEUR D'OFFICE.

4^o COMPLICITÉ. — QUESTION AU JURY.

1^o L'art. 353 du Cod. d'inst. crim., qui défend d'interrompre les débats commencés devant une Cour d'assises, ne s'applique qu'en cas où la suspension est momentanément ordonnée, sans renvoi à une autre session.

Les cas de renvoi d'une affaire à une autre session, prévus par le Cod. d'inst. crim., ne sont pas restrictifs : ce renvoi peut être ordonné par les juges lorsqu'ils le jugent nécessaire à la manifestation de la vérité. (Cod. d'inst. crim., 330, 331, 354 et 406.) (1)

2^o La témoin peut être entendu sans prestation de serment, en vertu du pouvoir discrétionnaire, bien que son nom ait été porté sur une première liste de témoins à charge, si, après le renvoi de l'affaire à une autre session, son nom a été omis sur la liste dressée pour les débats. (Cod. inst. crim., 269 et 317.)

3^o L'accusé qui a été assisté d'un défenseur de son choix, ne peut se plaindre de ce que le président ne lui aurait pas désigné un défenseur d'office ou du moins ne l'aurait pas interpellé à ce sujet. (Cod. inst. crim., 291.)

4^o Lorsque la question soumise au jury énoncé tous les cas de complicité prévus par la loi, et que le jury répond que l'accusé est coupable de complicité avec connaissance, cette réponse, se référant à la question, établit une complicité légale du crime. (Cod. pén., 60.)

(Joseph Lestrade.)

Lestrade, accusé d'être auteur ou complice d'un faux en écriture de commerce, fut traduit aux assises. — L'un des témoins, le sieur Lafont, parut dans les débats, inculpé de complicité, et l'affaire fut renvoyée à une autre session. — De nouveaux débats s'ouvrirent et Lestrade, condamné à 5 ans de travaux forcés, s'est pourvu en cassation, 1^o pour violation de l'art. 353 du Code d'inst. crim., et fausse application des art. 330 et 331, en ce que les débats avaient été interrompus et renvoyés à une autre session, hors des cas prévus par le Code; 2^o pour violation de l'art. 317, en ce que l'un des témoins, porté sur la première liste des témoins à charge, avait été entendu sans prestation de serment; 3^o pour violation de l'art. 294 du Code d'inst. crim., relatif à la désignation d'office d'un défenseur à l'accusé; 4^o enfin pour fausse application de la loi pénale à des faits de complicité qui n'avaient pas le caractère déterminé par cette loi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 353 du Code d'inst. crim. se réfère seulement au cas où la suspension des débats est momentanément ordonnée pour les motifs énoncés audit article, sans renvoi à une autre session;

Attendu que les cas de renvoi prévus par les art. 330, 331 et 354 du même Code, ne sont pas restrictifs; qu'il résulte de la disposition générale

de l'art. 406, qu'il y a des cas non prévus par le législateur où le renvoi peut être aussi ordonné; que l'exercice de ce pouvoir est laissé à l'arbitrage des juges lorsqu'il est fondé sur des motifs qui ont pour objet la manifestation de la vérité, et qui ne sont point en opposition avec un texte de loi;

Attendu, sur le deuxième moyen que, quoique Solon, avocat, eût été porté sur la première liste des témoins à charge entendus aux débats qui eurent lieu en août 1817, le procureur général n'établit pas tentativement son nom sur la deuxième liste des témoins à charge, dressée pour les débats qui ont précédé l'arrêt dénoncé; que cette omission n'établit point un obstacle à ce que Solon fût entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire et sans prestation de serment;

Attendu, sur le troisième moyen, qu'il est établi, par le procès-verbal de la séance, que l'accusé était assisté d'un défenseur de son choix, ce qui suffit pour écarter la nullité portée par l'art. 294;

Attendu, sur le quatrième moyen, que la deuxième question proposée au jury énonçait tous les cas de complicité prévus par le Code pén., et que le jury ayant répondu que l'accusé était coupable de complicité avec connaissance, sa réponse se réfère à la question, et établit contre l'accusé une complicité légale du crime du faux, ce qui dispense d'examiner la partie du moyen tiré de la troisième question, relative à l'usage de la pièce fautive; — Rejeté, etc.

Du 12 fév. 1818. — Ser. crim. — Rapp., M. Leconteur. — Concl., M. Girault, av. gén.

1^o CHAMBRE D'ACCUSATION. — FAUX TÉMOIGNAGE. — PRÉDICTION DE PIÈCES.

2^o CASSATION. — INSTRUCTION CRIMINELLE. — CHARGES.

3^o CHAMBRE D'ACCUSATION. — INSTRUCTION.

1^o La chambre des mises en accusation peut régulièrement prononcer sur une plainte en faux témoignage, sans que les pièces de l'affaire dans laquelle il est allégué que ce faux témoignage a été commis soient produites devant elle. (Cod. d'inst. crim., 228.)

2^o Il n'est pas dans les attributions de la Cour de cassation de prononcer sur les éléments d'une déclaration rendue d'après le résultat des charges d'une instruction (2).

3^o Les chambres d'accusation sont investies d'un pouvoir discrétionnaire pour ordonner les actes d'instruction qu'elles croient utiles. L'exercice de ce droit est pleinement abandonné à leur conscience, et ne peut être lors faire naître l'ouverture à cassation déterminée par l'art. 408 du Cod. d'inst. crim., pour omission ou refus de prononcer sur une demande tendante à user d'un droit accordé par la loi (3).

(Wilfrid Regnaud.)

Condamné à mort, sur une accusation d'assassinat, par arrêt de la Cour d'assises de l'Eure, du 29 août 1817, Pierre-Wilfrid Regnaud, ainsi que son père et sa mère, portèrent plainte en faux témoignage contre Jean-Pierre Mesnil, l'un des témoins à charge produits contre lui.

A la suite de l'instruction sur cette plainte, et le 27 déc. 1817, un arrêt de la Cour royale de Rouen, chambre des mises en accusation, confirma l'ordonnance de la chambre du conseil du

(1) V. conf., Cass. 1^{er} oct. 1813, et nos observations.

(2) Id.

(3) V. anal. dans le même sens, Cass. 27 fév. 1812 (aff. Lasalle et Julien).

(4) V. sur ce point et dans le même sens, Lagravereud, Législ. crim. (éd. belge), t. 1^{er}, chap. 41.

tribunal d'Evreux, du 27 novembre précédent, qui avait déclaré n'y avoir lieu à suivre.

POURVOI de Wilfrid Regnault contre cet arrêt, par les motifs, 1^o qu'il avait été rendu sans que la procédure et l'instruction sur l'accusation d'assassinat eussent été produites; 2^o que, lors de l'arrêt, au lieu de s'occuper de l'appréciation des charges, on s'était principalement fondé pour déclarer n'y avoir lieu à suivre, d'un côté sur ce que les faits allégués à l'appui de la plainte en faux témoignage, étant les mêmes que ceux examinés et appréciés sur l'accusation d'assassinat, on n'avait pas à les examiner de nouveau; de l'autre, sur ce que pour constater le faux témoignage, il fallait la preuve non rapportée de l'alibi, soit de l'accusé, soit du témoin; d'où le demandeur concluait l'exercice de la faculté accordée par l'art. 443 du Code d'inst. crim., avait été soumis à des conditions illégales; 3^o que l'arrêt n'avait pas statué sur sa demande tendante à ce qu'on ordonnât non accès sur les lieux pour se convaincre par leur inspection de la réalité du faux témoignage, ce qui est, disait-il, une ouverture à cassation, aux termes de l'art. 408 du Code d'inst. crim.

ARRÊT (après délib. en chamb. du cons.).

LA COUR;—Attendu, sur le premier moyen proposé par le demandeur, que la procédure sur laquelle était intervenue la condamnation de Regnault pour crime d'assassinat n'était pas devenue partie intégrante et nécessaire de l'instruction relative à la plainte en faux témoignage, postérieurement par lui portée;—Que les témoins ouïs dans cette procédure ont pu être appelés de nouveau sur cette plainte et que le ministère public a fait citer tous ceux qui ont été indiqués par le demandeur;

Attendu, sur le deuxième moyen, qu'il n'est point dans les attributions de la Cour de prononcer sur les éléments d'une déclaration rendue d'après le résultat des charges d'une instruction;

Attendu, sur le troisième moyen, que le Code d'inst. crim. n'accorde à l'accusé et à la partie civile, devant les chambres d'accusation, que le droit de produire des mémoires; mais que, d'après les art. 228 et 235 de ce Code, ces chambres sont investies d'un pouvoir discrétionnaire, pour ordonner les actes d'instruction qu'elles croient utiles pour le jugement qu'elles ont à rendre sur la prévention; que l'exercice de ce droit n'est point restreint par la loi; qu'il est pleinement abandonné à leur conscience; qu'on ne saurait donc faire valoir légitimement contre leurs arrêts l'ouverture à cassation déterminée dans l'art. 408, et qui porte sur l'omission ou le refus de prononcer sur une demande tendante à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi;—Rejette, etc.

Du 13 fév. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Ber-

(1) La question a été controversée; mais la jurisprudence de la Cour de cassation est constante dans le sens de l'arrêt ci-dessus. V. 13 août 1817 et 21 juillet 1818. V. aussi, dans le même sens, Orléans, 3 mars 1819. La généralité des auteurs a également adopté cette doctrine. Sic, Vincens. *Législation commerciale*, liv. 8, chap. 1^{er}, n^o 7 (t. 2, p. 272, 273); Pardessus, n^o 336; Dalloz, *v^o Effects du commerce*, sect. 4, n^o 2; Horson, quest. 80 et 81; Persil, de *la Lettre de change* sur l'art. 132, n^o 3; Nouguier, *des Lettres de change*, t. 1, p. 88, n^o 3.—Toutefois M. Fremery, *Etudes de droit commercial*, ch. 23, fait une distinction entre le cas où le mois de terme se trouve partie sur un mois et partie sur un autre (par exemple du 15 mars au 15 avril), et le cas où l'effet est daté de la fin d'un mois (par exemple, 28 février année non bissextile) et si-

ris.—Rapp., M. Ollivier.—Concl., M. Giraud, av. gén.—Pl., M. Odilon-Barrot.

LETTRE DE CHANGE. — ÉCHÉANCE. — MOIS.

—DATE.

Lorsqu'un effet de commerce a été confectionné le dernier jour d'un mois composé de moins de 31 jours, c'est quantième par quantième et non par fio de mois qui doit se calculer le délai d'échéance.—Ainsi, une lettre de change tirée le 28 fév. à dix mois de date, est payable le 28 décembre suivant, soit que le mois de février n'ait que 28 jours, soit qu'il ait 29 jours, année bissextile. (Cod. comm., 129 et 132.) (1)

(Prével—C. Lepicard et consorts.)

De Prével, le 28 fév. 1815, à dix mois de date, le sieur Nabou jenné tire une lettre de change de 1,000 fr. valeur en lui-même, sur le sieur Lelarge-Cherbonnier, marchand teneur, chez le sieur Norblin, marchand de fers, rue Saint-Honoré, n^o 49, à Paris.—Lelarge-Cherbonnier accepte.

Par voie d'endossement, cette lettre de change passe au sieur Mathieu Nabou, au sieur Chevreau, aux sieurs Lepicard et compagnie, aux sieurs Prével frères.

29 déc. 1815, profit fante de paiement.

Le 26 janv. suivant, jugement du tribunal de commerce de la Seine, qui déclare le profit valable : « attendu que l'usage est de compter les mois et de les prendre tels qu'ils se présentent dans le cours de l'échéance indiquée; que conséquemment la lettre de change dont il s'agit, datée du 28 fév. 1815, et payable à dix mois de date dudit jour, est échu le 28 déc. dernier, comme elle serait échu le 27 déc. si elle avait été datée du 27 fév.;—Que le date du 28 fév. n'est pas toujours celle qui indique la fin de ce mois, puisque quelquefois il a 29 jours;—Que d'après ces motifs le profit de l'effet dont il s'agit a été régulièrement fait le 29 déc. dernier. »

La Cour royale de Paris, sur l'appel, rendit le 6 nov. suivant (1816), un arrêt infirmatif ainsi conçu : « Considérant qu'aux termes de l'art. 132 du Code de comm., le tireur d'une lettre de change à plusieurs mois de date doit jour de la totalité desdits mois, tels qu'ils sont établis par le calendrier grégorien; que dès lors une lettre de change tirée le 28 fév. 1815 à dix mois de date, n'échoit que le 31 déc. suivant; que le profit n'en pouvait être fait que le 2 janv. 1816, et qu'opéré dès le 29 déc. il est nécessairement nul et incapable d'autoriser aucun recours contre le tireur ni contre les endosseurs. »

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Prével.

pule le délai d'un mois. Au premier cas, dit en auteur, c'est de date en date correspondante qu'il faut compter le mois de terme. Dans le second cas, au contraire, c'est par fin de mois que le délai doit être calculé. « Si j'ai un mois de délai pour accomplir une obligation, continue M. Fremery, à compter du dernier jour d'un des mois de l'année, ce délai ne sera point expiré tant que le mois suivant, tel qu'il est fixé par le calendrier grégorien, ne sera point écoulé. Le délai d'un mois commençant avec le premier moment du mois de mars, ne finit qu'avec le dernier moment du même mois. Si on le place à un moment plus rapproché, ce délai n'aura duré qu'un fraction du mois, et non pendant l'utilité convenue. »—M. Persil, loc. cit., critique cette distinction.

ARRÊT.

LA COUR:—Vues art. 129 et 132 du Code de comm.—Considérant que sous l'empire de l'ordonnance de 1673, il était universellement reconnu qu'une lettre de change, tirée à un ou plusieurs mois de date, était payable à la date qui, dans le mois indiqué pour son échéance, correspondait à celle du jour où elle avait été tirée, à la différence des lettres de change tirées à usance; qui n'étaient pas payables à même date, parce que les usances étaient alors, comme elle le sont aujourd'hui, de trente jours, qui courent le lendemain de la date de la lettre de change; qu'ainsi, une lettre de change, tirée le 20 janv., par exemple à deux mois de date, était payable le 20 mars, et celle tirée à six mois, l'était le 20 juill., quoique, dans l'intervalle d'une date à une autre, il se fût écoulé des mois inégaux de vingt-huit ou vingt-neuf, trente ou trente-et-un jours; que c'est cet usage que le Code de comm. a maintenu, lorsqu'après avoir énoncé dans l'art. 129 qu'une lettre de change peut être tirée à un ou plusieurs mois de date, il ajoute dans l'art. 132 que les mois sont tels qu'ils sont fixés par le calendrier grégorien; que cette disposition de la loi est conçue en termes généraux, et doit par conséquent être appliquée toutes les fois que l'application n'en est pas impossible; qu'il en résulte qu'une lettre de change qui, comme celle dont il s'agit au procès, a été tirée du 28 fév. à 10 mois de date, est toujours payable le 28 déc., soit que le 28 fév. se trouve, comme il l'était cette année, le dernier jour du mois; soit que le mois ait vingt-neuf jours, parce que, dans l'un et l'autre cas, la loi peut également recevoir une exacte application; qu'on conçoit qu'à l'égard d'une lettre de change, tirée du dernier jour d'un mois ayant trente-et-un jours, à trois mois de date, par exemple, et échéant à un mois qui n'aurait que trente jours, il doit être fait exception à la règle générale, comme cela a lieu lorsque l'échéance tombe à un jour férié, parce que le législateur n'a pas pu vouloir l'impossible, et qu'une semblable lettre de change, si elle était tirée du 31 janv., à trois mois de date, serait payable le 30 avr., de même que tirée à quatre mois et échéant le 31 mai, elle serait payable le 30 si le 31 était un jour de fête; —Mais qu'on ne voit pas à quelles fins et dans quel intérêt le législateur aurait voulu qu'une lettre de change, tirée le 28 fév., à dix mois de date, fût payable le 28 déc., dans les années bissextiles, où le mois de février a vingt-neuf jours, et ne le fût, comme la Cour royale l'a supposé, que le 31 déc. lorsque le mois de février n'aurait que vingt-huit jours; —Qu'en tout cas, ce système de la Cour royale, quelque spécieux qu'il puisse être, devrait être écarté par cela seul qu'on ne pourrait l'admettre qu'en créant une distinction qui n'est pas dans la loi, et qui ne produirait d'autre résultat que d'exposer les négocians, sans aucune espèce d'avantage, à des erreurs toujours préjudiciables au commerce; —Que de tout ce qui précède, il faut conclure qu'en distinguant la loi où la loi n'a pas distingué, et en refusant d'appliquer la loi à un cas où l'application en était aussi possible que naturelle, la Cour royale de Paris a commis un excès de pouvoir et contrevenu expressément aux art. 129 et 132 du Code de comm., par ces motifs, donne défaut contre les défallans, et statuant au principal:—Casse, etc.

Du 16 fév. 1818.—Rapp., M. Poriquet. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Leroy-Neufville.

DOUANES. — AFFICHE DU BUREAU. — DÉCLARATION.

La saisie pratiquée par l'administration des douanes sur des marchandises introduites sans déclaration au bureau, est nulle, si le bureau où la déclaration devait être faite ne portait pas l'écriture prescrite par l'art. 3, tit. 13 de la loi du 22 août 1791; bien que l'état de guerre eût empêché de le placer, surtout lorsque le propriétaire justifie des démarches qu'il a faites pour suppléer à la déclaration, et qui démontrent sa bonne foi. (L. 22 août 1791, tit. 13, art. 3.)

(Douanes.—C. Carrol Ravestein.)

En octobre 1815, la régie des douanes fit saisir à Bayal, contre le sieur Carrol Ravestein, marchand à Valenciennes, quinze balles de café, et trois caisses de sucre candi, dont il n'avait été fait aucune déclaration. — Il faut remarquer qu'à cette époque le bureau de la douane de Bayal n'était pas encore rétabli, depuis que son service avait été suspendu par l'état de guerre, ou du moins qu'il ne portait pas l'écriture prescrite par l'art. 3, tit. 13, de la loi du 22 août 1791. — De plus, il faut observer qu'au moment où la saisie fut faite, Carrol Ravestein faisait des démarches auprès de l'inspecteur des douanes, pour obtenir un passavant à l'effet de transporter ses marchandises à Valenciennes. — Ravestein a demandé la nullité de la saisie.

29 mars 1816, jugement du tribunal civil d'Avonnes, qui déclare la saisie nulle. — Pourvoi de la régie.

ARRÊT (après délib. en chamb. du cons.).

LA COUR:—Attendu qu'il est établi par le jugement attaqué que les marchandises saisies provenaient de l'intérieur, et qu'elles étaient accompagnées, dans leur transport, d'une lettre de voiture qui justifiait de cette origine; que dès lors disperser du procès l'imputation, soit d'introduction, soit de tentative d'introduction frauduleuse; —Considérant qu'il est également constaté en fait par ce jugement que, lors de l'entrée de ces marchandises à Bayal, le bureau des douanes n'y était pas rétabli, et qu'aucun écrit ne l'indiquait au public; qu'en pareil cas, le propriétaire desdites marchandises, en s'adressant à un inspecteur des douanes, pour lui faire la déclaration prescrite, à l'effet d'obtenir le permis de circulation nécessaire à leur transport à Valenciennes, a fait tout ce que les circonstances lui permettaient, d'autant qu'il n'a cherché à effectuer aucun enlèvement avant d'avoir obtenu le passavant qu'il sollicitait auprès du directeur lui-même quand la saisie a eu lieu; que si l'état de guerre alors existant n'a pas permis à l'administration elle-même d'organiser ses bureaux et d'indiquer au commerce, ainsi que la loi le prescrit, par des affiches apposées tant à l'extérieur que dans l'intérieur, les diverses formalités qu'il doit remplir pour la sûreté de ses expéditions, les mêmes circonstances doivent aussi opérer à la décharge des particuliers, lorsque leurs démarches, surtout annonçant, comme dans l'espèce, la volonté de se mettre en règle, ce qui exclut dès lors de la cause tout caractère de contravention; —Rejette, etc.

Du 16 fév. 1818.—Sert. civ.—Prés., M. Dessèze, p. p.—Rapp., M. Leconde.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl., MM. Dupont et Parent-Réal.

MUTATION PAR DÉCÈS.—PRESCRIPTION.

Du 17 fév. 1818 (aff. Faucon.) — V. cet arrêt à la date du 7 janv. même année.

LETTRE DE CHANGE.—ÉCHÉANCE.—MOIS.—DATE.

Du 17 fév. 1818 (aff. *Prévil*).—V. cet arrêt ci-dessus, à la date du 16.

EXPROPRIATION FORCÉE.—INTÉRÊT (DÉFAUT D').—CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE.

Du 18 fév. 1818 (aff. *Dupont*).—V. cet arrêt au 10 février 1818.

1° QUOTITÉ DISPONIBLE.—RÉSERVE.—CUMUL.**2° LÉGITIME.—RÉSERVE.**

1° Dans le système du Code civil, la succession du père de famille se divise en deux portions distinctes, l'une formant la réserve collective des enfans, l'autre la quotité disponible. (Cod. civ., 913, 920 et 1014.)—Et cette quotité disponible est la même à l'égard des enfans et à l'égard des étrangers; elle est la seule portion du patrimoine du père de famille dont il puisse avantager quelqu'un de ses enfans, à titre universel ou particulier, avec ou sans dispense de rapport, en avancement d'hoirie ou par testament.

En conséquence, si le père de famille, en faisant un don en avancement d'hoirie à l'un de ses enfans, a excédé la quotité disponible,

(1 et 2) On sait combien ces propositions, qui touchent aux fondemens mêmes de notre système d'hérédité ou de transmission successorale, divisent les jurisconsultes et les tribunaux; elles font ressortir et mettent dans tout son jour l'opposition qui existe entre les principes de notre ancien droit sur la légitime et les principes de notre droit nouveau sur la réserve, et elles témoignent de la lutte sourde que se livrent encore les deux systèmes. L'arrêt que nous recueillons ici, rendu à une époque où cet antagonisme s'est manifesté avec le plus de vivacité, a donc acquis une véritable célébrité; il est devenu comme un point central autour duquel s'est depuis établie la controverse.—En effet, si les solutions qu'il consacre ont été acceptées par le plus grand nombre, elles ont aussi été combattues par d'autres, surtout dans les pays du midi de la France, où se fait encore plus ou moins sentir, sur nombre de questions, l'influence des idées du droit romain. Ou est même allé jusqu'à prétendre que, par des arrêts ultérieurs, la Cour de cassation était revenue sur sa jurisprudence, qu'elle avait adopté d'autres principes et embrassé le système qui, contrairement à l'arrêt ci-dessus, admettrait, au cas de renonciation à la qualité d'héritier, le cumul de la quotité disponible et de la réserve.

Il importe donc, en rapportant cet arrêt, de bien préciser la difficulté qu'il avait à résoudre, de mettre en présence les principes divers qui étaient invoqués pour arriver à une solution, afin de bien fixer le véritable sens, la véritable portée de celle qui est intervenue, et de mettre le lecteur au état d'en apprécier lui-même la valeur doctrinale ou jurisprudentielle.

Une question qui parait dominer toute la matière, et à laquelle viennent toujours aboutir définitive toutes les objections, toutes les difficultés de détail, est celle de savoir si, dans l'état actuel de notre législation, la réserve ou légitime que la loi assure aux enfans dans le patrimoine du père de famille, leur est attribuée à titre d'enfans ou à titre d'héritiers; en d'autres termes, si l'enfant peut avoir un droit quelconque à la réserve sans être héritier, et par cela seul qu'il est enfant.—Ceux qui soutiennent l'affirmative, en tirent la conséquence que la renonciation à la succession de la part de l'enfant dona-

l'excédant est sujet à retranchement, et doit rentrer dans la réserve en accroissement de la portion héréditaire de chacun des enfans. (Cod. civ., 843 et 920.)

Mais pour avoir droit à cette réserve, il faut que l'enfant soit héritier. (Cod. civ., 786 et 913.)

Si donc l'enfant donataire renonce à la succession pour s'en tenir aux avantages qui lui ont été faits, il perd tout droit à la réserve, et ce qu'il conserve de l'hérédité ne peut en aucun cas excéder la quotité disponible de la succession. (Cod. civ., 843 et 845.)

En résumé, l'enfant donataire à quelque titre que ce soit ne peut, en renonçant à la succession pour s'en tenir à son don, retenir et encore moins réclamer sa portion d'enfant, ou en d'autres termes, cumuler la quotité disponible et la réserve (1).

2° La réserve, selon le Code civil, diffère de la légitime ancienne, en ce qu'elle n'est pas, comme celle-ci, une simple créance appartenant à chaque enfant sur la succession du père, mais bien une portion de cette succession elle-même, laquelle, au cas de renonciation par l'enfant à qui elle est due, accroît aux autres enfans (Cod. civ., 786), tandis que la légitime du renonçant accroissait au donataire ou légataire universel (2).

taire de toute la quotité disponible, ne peut pas le priver de sa part dans la réserve, et l'on comprend que cette proposition se trouve nécessairement contredite par ceux qui, avec l'arrêt ci-dessus, prétendent que le droit à la réserve est inhérent à la qualité d'héritier, et qu'il n'en saurait être jamais séparé.—Mais parmi les partisans de cette dernière opinion, il en est qui, tout en refusant au donataire renonçant le droit de demander ou réclamer par voie d'action sa part dans la réserve, lui accordent cependant celui de la retenir par voie d'exception, lorsque la valeur s'en trouve déjà comprise dans les choses qui lui ont été données.

Ainsi, trois systèmes sont en présence : système absolu du cumul de la quotité disponible et de la réserve dans tous les cas; système mitigé du cumul par voie de rétention; système exclusif du cumul aussi bien par voie d'exception que par voie d'action.—Nous allons parcourir successivement les différens systèmes et indiquer les principaux arguments que l'on fait valoir en faveur de chacun d'eux.

Système absolu du cumul par voie d'action ou de rétention.—Dans le sens de cette opinion, on dit : La réserve établie par le Code civil n'est réellement, sous une autre dénomination, que le légitime connu dans le droit romain; elle est de même nature et doit produire tous les mêmes effets. Or, d'après les principes du droit romain, la légitime ne formait pas une portion de l'hérédité; elle était une portion des biens du défunt. C'est ce qui résulte de la loi 6, C. de *inofficioso testamento*, qui appelle la légitime : *bonorum partem*, de la loi 5, C. de *inofficioso donatibus*, qui la qualifie même de *recours* dû aux enfans sur les biens de leur père, *debitum bonorum subsidium*; enfin de ch. 1^{re} de la nov. 18, qui fixe le légitime à une certaine quote, non de l'hérédité, mais de la propre substance du défunt, *propre substantia defuncti* (V. *Faber*, Cod. liv. 3, tit. 19, *inf.* 5); et c'est ce qui a été jugé par une décision de la Restauration rapportée par *Fachinée*, liv. 12, ch. 4.

—Aussi, les auteurs les plus graves se sont réunis pour professer qu'il n'était pas nécessaire de prendre la qualité d'héritier pour demander une légitime. Telle est notamment l'opinion de *Dumoulin*, *Conseil* 25; de *Voet*, sur le *Digeste*; de *Furgole*, *Traité des*

(Laroque de Mons — C. Laroque de Mons.)

28 messidor au 13, mariage du sieur Laroque de Mons. — Sa mère lui fait une donation, dont

testament, ch. 8, sect. 2; de Berroyer, sur les arrêts de Bordel. Cette opinion a été critiquée, il est vrai, par d'autres auteurs, tels que Guy Coquille, Ricard, Lebrun (nous reviendrons ci-après sur la doctrine de ces auteurs, en exposant les arguments du deuxième système); mais il se présente un grand nombre de textes pour la justifier. D'abord elle est formellement consacrée par la novelle 92 de l'empereur Justinien. Cette novelle portait que lorsqu'un père avait fait à l'un de ses enfants une donation inefficace, le donataire était tenu, à la vérité, de souffrir un retranchement proportionné à ce qui manquait dans la succession pour remplir les légitimes de ses frères; mais qu'il pouvait, sans se porter héritier, retenir sa portion légitime sur les biens qui lui avaient été donnés. — Les auteurs qui viennent d'être cités ont imaginé, pour échapper à l'application de ce texte, une distinction entre le droit de réclamer et celui de retenir; ils ont dit que la novelle ne s'appliquait à l'enfant qu'en tant que donataire, et non pas en tant que successible; qu'en conséquence, le donataire peut, lorsqu'il ne se porte pas héritier, retenir, par voie d'exception, sa légitime sur les biens qui lui ont été donnés; parce qu'il a dans la donation un juste titre pour la conserver. Mais cette distinction est sans subtilité que solide, et Berroyer, loc. cit., l'a victorieusement réfutée: « L'action que les enfants peuvent avoir pour leur légitime contre le frère donataire du père commun, dit cet auteur, n'est pas différente de celle qu'ils ont contre un donataire étranger, et l'on ne voit pas de raison, si la qualité d'héritier était nécessaire pour demander la légitime, qui pût exempter le fils donataire de l'être. Voici un dilemme sans réplique: ou il faudrait se considérer lui-même comme un donataire étranger, et en ce cas, il ne ferait pas de part pour fixer la légitime; sa portion accroîtrait aux autres et affaiblirait davantage sa donation; ou bien, il se dirait enfant et légitimaire comme les autres, et pour lors il faudrait mettre les choses à lui données dans la masse des biens héréditaires, afin de régler la portion de chacun, et il n'en pourrait retirer la sienne sans prendre la même qualité d'héritier, si elle était nécessaire aux autres. » — On voit d'ailleurs que les lois romaines ne donnent point d'héritiers, soit testamentaires, soit légitimes, aux criminels condamnés à mort; et cependant elles adjoignent une légitime à leurs enfants, et même à leurs patrons à qui sont de condition affranchie. *P. Merlin, Rép.*, v° *Légitime*, sect. 8. — D'un autre côté, les ch. 1 et 4 de la première novelle de Justinien déclarent que l'enfant institué par son père, ou le patron institué par son affranchi, qui refuse de payer, dans l'an du décès du testateur, les legs dont il est chargé, doit être privé de la succession; mais la légitime est formellement exceptée. — Enfin le ch. 38 de la nov. 123 de Justinien décide que la succession d'un père qui s'est fait religieux doit appartenir à son monastère, et cependant ce chapitre réserve pareillement la légitime aux enfants.

Ainsi, tout se réunit pour établir que dans les principes du droit romain, la légitime n'était pas une portion de l'hérédité, et par voie de conséquence, qu'il ne fallait pas être héritier pour réclamer une légitime.

Maintenant ces mêmes principes doivent-ils être suivis quant à la réserve établie par le Code civ.? — Mais, comment en douter? La réserve n'est-elle pas réellement ce qu'était la légitime? N'est-elle pas également un privilège, un secours, un remède extraordinaire accordé aux ascendants et aux descendants? Ne produit-elle pas les mêmes effets? Et

le caractère n'a pas été précisément déterminé au procès. Toutes les parties ont cependant reconnu qu'il y avait don de la quantité disponible.

dès lors, ne faut-il pas dire que la réserve ne peut pas plus que la légitime s'exercer sur les biens qui se trouvent dans la succession *ab intestato*? Aussi, à l'exemple du droit romain, ce n'est, d'après les art. 913 et 919 du Code civ., que contre les donataires et les légataires du défunt que la réserve a été accordée et sa quotité fixée; ce n'est que contre eux que le retranchement peut être exercé; ce n'est que par rapport à eux qu'elle existe. Or, le droit de demander le retranchement contre un titre juste et valable en soi, est évidemment hors de l'hérédité qui ne se compose que des biens laissés par le défunt. Donc ce droit n'est pas inhérent à la qualité d'héritier; donc il peut être exercé, quoique la qualité d'héritier soit répudiée.

D'autres considérations encore conduisent au même résultat.

Il est clair, en effet, que si le droit à la réserve n'est qu'une conséquence de la qualité d'héritier, il s'ensuivrait que le retenant n'aurait jamais eu droit à la réserve, puisque, d'après l'art. 763, il sera censé n'avoir jamais été héritier. D'après cela, sa renonciation devrait l'empêcher de faire nombre pour déterminer la quotité dont le père se pouvait pas disposer; et cependant, il est généralement admis, même par ceux qui combattent cette doctrine, que les enfants qui ont renoncé font nombre aussi bien que ceux qui ont accepté pour la détermination de la quotité indisponible; qu'il suffit de leur existence à l'ouverture de la succession. Donc, encore une fois, le droit à la réserve n'est pas une conséquence nécessaire de la qualité d'héritier.

Au surplus, et abstraction faite de ces raisonnemens, il existe dans le Code une disposition qui consacre précisément cette théorie: c'est l'art. 921 qui, en autorisant les héritiers réservataires à demander la réduction des dispositions entre-vifs faites par le défunt, jusqu'à concurrence de leur réserve, ajoute que les créanciers de la succession ne peuvent profiter de cette réduction. N'est-ce pas dire que ce n'est pas à titre d'héritiers que les enfants, dans ce cas, obtiennent leur réserve? Cela est évident, puis-je en si c'était à ce titre, les créanciers qui ont, contre les héritiers les mêmes droits que contre le défunt, devraient profiter de la réduction, et par suite, pourraient se faire payer sur les biens qu'elle aurait fait entrer dans les mains de ces héritiers.

Ce n'est pas tout: et cette induction qui se tire si nettement des termes de l'art. 921, ressort d'une manière bien plus nette encore des discussions dont cet article a été précédé, de l'esprit dans lequel il a été conçu, et des motifs qui l'ont fait adopter. A la place de cet article, on avait présenté au conseil d'Etat une rédaction ainsi conçue: « Les créanciers, les donataires et les légataires du défunt ne pourront demander la réduction. » Il s'éleva, sur cet article, une longue discussion, dont M. Moléville, qui y prit une part active, indique la substance, en ces termes (*Analys.*, t. 2, p. 293): « On agita la question de savoir si les créanciers du défunt postérieurs à la donation que le légataire fait réduire, pouvaient exercer leurs reprises sur les biens une fois remis au légataire. Ceux qui opinèrent pour l'affirmative se fondaient sur ce que le légataire ne pouvait exercer l'action en réduction qu'en qualité d'héritier; que cette qualité l'assujettissait nécessairement au paiement des dettes; que la légitime elle-même se se prenait que sur ce qui restait des biens après les dettes payées; et qu'il serait odieux qu'un enfant jouît des biens de son père sans acquiescer ses obligations.... Ceux qui

Voici le texte de cette donation : — Et en même à l'avoir dedit mariage, inquit dans Servais à Verdon, en vertu de ladite autorisation, à fait

• don et donation pure, simple, entre-vifs, et à ja-
• mais irrévocable, sous tel prétexte que ce soit,
• à mondit Saint-Pierre de Laroque, son fils, fu-

étaient pour la négative disaient, que ce n'était pas comme héritier, mais comme enfant et par un privilège attaché à sa qualité, que le légataire exerçait l'action en réduction; que comme héritier, il serait au contraire tenu de respecter la donation ainsi que tout autre contrat consacré par le défunt..... » (V. au surplus, pour la discussion entière, Fenet, *Trat. gerg. du Cod. civ.*, t. 12, p. 335 et suiv.) — Ainsi la question était nettement posée. — La majorité du conseil se décida dans le premier sens, et il s'ensuivit une rédaction d'après laquelle, tout en interdisant aux créanciers du défunt le droit de demander la réduction, au leur réserve cependant celui « d'exercer leurs reprises sur les biens recouvrés par l'effet de la réduction que les réservataires auraient fait prononcer. » (Art. 31 de projet, V. Fenet, *loc. cit.*, p. 421.) Cet article, s'il eût été adopté, aurait rendu toute discussion impossible; il en serait nécessairement résulté que le droit à la réserve eût été inséparable de la qualité d'héritier. Mais, au contraire, il a été rejeté; et il se trouve remplacé par une disposition conçue au sens et en des termes tout à fait opposés. Qu'en doit-on conclure, si ce n'est qu'on a adopté, en définitive, la doctrine du droit romain d'après laquelle la qualité d'enfant donnait, par elle-même, le droit à la réserve? Aussi, cela se trouve-t-il exprimé dans toutes les phases de la discussion approfondie qui fut préalable à la rédaction actuelle de l'art. 911 sur celle que le conseil d'Etat avait d'abord adoptée. Au Tribunal, qui le premier s'opposa à cette dernière rédaction, on dit : « L'action en réduction est un droit purement personnel, il est réclamé par l'individu, comme enfant, abstraction faite de la qualité d'héritier, qui peut prendre ou non. » (Fenet, *loc. cit.*, p. 418.) Plus tard, et encore devant le Tribunal, après l'adoption d'une rédaction modifiée dans le sens de ces observations, réduction qui est devenue le texte même de la loi, M. Jaubert disait, dans son rapport : « Si la réduction est exercée par ceux au profit desquels la loi fait la réserve, ces derniers seront-ils tenus de payer les dettes postérieures à la donation? Non, ils ne viennent pas comme héritiers, on les considère uniquement comme les co-donataires..... les créanciers n'ont de droit que sur la succession..... l'action directe en réduction leur est refusée, mais elle ne leur est refusée que parce qu'elle n'est pas dans la succession..... le droit d'en la réduction dérivée ne les concerne en aucune manière : il tient à une qualité qui n'a rien de commun avec eux..... » (Fenet, *loc. cit.*, p. 593.) Enfin, plus explicitement encore, s'il se peut, M. Favard, dans son rapport au Corps législatif, disait : « On a beaucoup agité la question de savoir si, du moins, les créanciers du défunt pourraient exercer leurs droits sur les biens recouvrés par cette réduction. Pour l'affirmative, on disait que les enfants ne pouvaient demander la réduction qu'à titre d'héritiers; que, dès lors, ils se trouvaient chargés de payer les dettes postérieures à la donation..... Mais ce n'est pas comme héritiers que les enfants demandent la réduction; cela est si vrai, que la portion donnée qui entrait dans la réserve légale était retranchée de la succession..... » (Fenet, *ibid.*, p. 634.) — Ainsi, rien n'est plus précis, rien n'est plus formel que l'art. 911, et le sens dans lequel a été introduit la réduction définitive. De tout cela, on doit conclure que sous l'empire du Code civil, comme dans les principes du droit romain, la réserve n'est pas une partie de la succession, et en conséquence, que le droit d'y prétendre n'est pas un privilège attaché à la qualité d'héritier, mais uniquement à celle d'enfant.

Or, de là à dire que le donataire en avancement d'hoirie qui renonce à la succession pour s'en tenir au don qu'il a reçu peut cumuler à la fois la quotité disponible et la réserve, la conséquence est naturelle et forcée. En effet, comme enfant, qualité qui ne peut jamais ni se perdre ni être abdiquée, le donataire en avancement d'hoirie réclamera on retiendra la réserve suivant qu'elle sera ou non contenue dans le don; et comme donataire, qualité qui repose sur un titre juste en soi et valable ad infini, il prendra la quotité disponible. Telles sont, en substance, les considérations qui ont été déduites à l'appui de ce premier système, particulièrement par Merlin, *Repet.*, v. *Legitime*, l. 7, p. 6 et suiv.; et v. *Reserve*, sect. 1, § 1, n° 16.

C'est aussi dans ce sens que n'était prononcé M. Chabot dans les éditions de son *Comment.* des successions qu'il avait précédé l'arrêt que nous recueillons ici. Mais, depuis cet arrêt, M. Chabot s'est borné à présenter les divers systèmes que la question a fait naître, et quelque soin qu'il ait pris de n'omettre aucun des moyens à l'appui de la première solution, ce qui porterait à penser qu'il pensait, quant à lui, dans l'opinion qu'il avait d'abord émise, on peut croire qu'il a voulu s'en tenir au rôle de simple rapporteur. V. au surplus, la 3^e édit. *Comment.* sur l'art. 845, n° 9. — Nous devons citer en outre, dans le même sens, les conclusions présentées par M. Chabot Durieu devant la Cour royale de Toulouse, en 1820, comme avocat général, conclusions qui ont été insérées dans le recueil de M. Sirey, t. 22, p. 66. Disons seulement qu'à la différence de M. Merlin, qui écartait l'art. 845 du Code civil, comme étranger à la question, en ce que cet article n'avait pour objet que de régler ce qui était ou non rapportable, et ne s'occupait nullement de la réserve dont il n'avait été traité qu'au titre des donations et des testaments, ce magistrat s'emparait au contraire, de cet article et en donnait une explication qui ne fut pas sans force, puisqu'elle déterminait l'arrêt de la Cour de Toulouse du 7 août 1821. — L'art. 845, disait-il, en disposant que « l'héritier qui renonce à la succession peut cependant retenir le don entre-vifs ou réclamer le legs à lui fait jusqu'à concurrence de la quotité disponible à sa part, il est vrai, que de la quotité disponible sans en donner une définition littérale. Mais la raison supplée au silence de la loi. On doit entendre par quotité disponible tout ce dont une personne peut disposer, sans ébranler la part de ses héritiers à réserve, autres que le donataire. Ainsi, la quotité disponible d'un père envers un étranger, est tout son patrimoine, moins la part réservée à chacun de ses enfants. Ainsi la quotité disponible d'un père envers un de ses enfants, est tout son patrimoine, moins la réserve compétente à chacun de ses autres enfants, c'est-à-dire, toute la quote qui était disponible envers un étranger, et en outre la part de réserve que la loi assignait de plus à cet enfant donataire. Le législateur a consacré cette doctrine par les art. 921 et 922 du Code civil, qui donnent seulement à ceux qui ont droit à la réserve la faculté de faire réduire les donations à la quotité disponible. Or, le législateur a considéré comme portion disponible en faveur de l'enfant donataire tout le patrimoine du père, moins la réserve due à chacun des autres enfants, puisque ceux-ci n'ont le droit de demander la réduction que pour obtenir le complément de la réserve due à chacun d'eux. — Telle est aussi l'opinion qui a soutenu M. Proudhon dans une consultation délibérée pour l'affaire même dont il s'agit ici, et que nous reproduisons

• tur époux, acceptant les fonds immeubles et domaines à elle appartenans, appelés des Dignoc, et situés en la commune de Saint-Nexans et autres

ci-après en note, à la suite des moyens du sieur Larquey de Mons, demander en cassation. — En somme, ces deux derniers jurisconsultes, M. Chabret Durieu et M. Proudhon, tout en s'appuyant sur quelques considérations autres que celles qu'à fait valoir M. Merlin, arrivent toujours au même résultat, à savoir : que le donataire en avancement d'hoirie qui renonce à la succession, peut réclamer ou retenir sa part dans la réserve, outre la quotité disponible; et ce système a été consacré par un assez grand nombre d'arrêts. V. notamment ceux de Riom, 28 janv. 1829; de Toulouse, 7 août 1821; de Paris, 31 juill. 1821; de Lyon, 9 mars 1836; de Montpellier, 18 dec. 1835 et de Bordeaux 14 juill. 1837.

Système mitigé du cumul par voie de rétention. — Ce système repose sur un principe opposé à celui qui sert de base au précédent : au lieu de considérer le droit à la réserve comme un privilège attribué à la qualité d'enfant, on y établit que ce droit est exclusivement inhérent à la qualité d'héritier.

Si quelques auteurs, dit-on dans cette opinion, ont soutenu que, d'après les principes du droit romain, la qualité de légataire pouvait être séparée de celle d'héritier, il en est d'autres qui ont pensé que ces deux qualités étaient inséparables, et sans entrer dans le fond de la controverse à ce sujet, ce qu'il suffit de constater ici, c'est que dans l'ancienne jurisprudence française la solution de la question variait selon les pays. Dans les pays de droit écrit, on décidait assez généralement que la légitime n'était pas due à l'enfant en qualité d'héritier, mais en qualité d'enfant, et qu'ainsi celui qui renonçait, pouvait néanmoins demander sa légitime. Mais dans les pays de coutume, au contraire, c'était un principe constant, que l'on ne pouvait réclamer la légitime sans être héritier. *Non habet legitimam nisi qui heres est*, disait Dumoulin, sur l'art. 125 de l'ancienne coutume de Paris. La renonciation à la succession emportait donc l'exclusion de la légitime. Ces principes et la distinction même qu'ils établissent entre les pays de droit écrit et les pays coutumiers, se trouvent exprimés dans une foule d'auteurs. V. à cet égard, Hêlo, *Jurisp. frang.*, liv. 2, tit. 14, t. 4, p. 600; Bourjon, *Droit commun de la France*, t. 1, 2^e part., ch. 10, sect. 1, n° 7 (p. 869); Auzoux des Pommières, *Comment. de la cout. de Bourbonnais*; Bretonnier sur Henrys, liv. 4, ch. 6, quest. 78 (t. 2, p. 529); Denizart, v° *Légitime*, n° 13 et suiv.; Guy Coquille, sur la coutume de Nivernais, tit. des Donations, art. 7; Ferrières, *Comment. sur la coutume de Paris*, Glos. 3, sur l'art. 298, n° 3 (t. 4, p. 324). Ricard, *Traité des donations*, 3^e part., n° 978; Lohbrun, *Traité des successions*, liv. 2, ch. 3, sect. 1, n° 9 et suiv.; Esquiard Desaux, dans sa note sur Lohbrun, loc. cit., après le n° 28; Potbier, *Traité des donations entre-vifs*, sect. 3, art. 5, § 1; Arrêts de Lamoignon, tit. 50 de la légitime, art. 4, etc.

Au surplus, la différence qui existait relativement à la manière de considérer les réserves entre les pays de droit écrit et les pays de coutume, s'explique par la différence même des principes que ces pays avaient respectivement admis comme base de leur système d'hérédité. Dans les pays de droit écrit, comme dans le droit romain, la volonté de l'homme faisait les héritiers; le père pouvait exclure ses enfans de la succession en se choisissant un héritier : la légitime fut donc considérée comme une grâce plutôt que comme un droit. Dans les coutumes, au contraire, la loi et non la volonté de l'homme faisait les héritiers; les institutions d'héritier n'étaient considérées que comme des legs, valables seulement

• circonvoisines, arrondissement de Bergerac, etc.¹, qu'ils consistent et se comportent en principal², et accessoire, sans exception ni réserve. A l'é-

Jusqu'à concurrence de la portion disponible; l'héritier du sang était saisi par la loi; les légataires institués sous le nom d'héritiers, étaient obligés du lui demander la délivrance de leurs legs : la réserve était donc une portion de l'hérédité, à laquelle on ne pouvait avoir droit qu'en qualité d'héritier.

Mais, de ces principes opposés, quels sont ceux qui ont été adoptés par le Code civil? Les art. 1093 et 1094 prouvent d'une manière incontestable que ce sont ceux des pays coutumiers. Ces articles, on effet, qui définissent le legs universel, imposent au légataire l'obligation de demander la délivrance à l'héritier réservataire que ces mêmes articles déclarent saisi de plein droit par la mort du testateur. Or, le privilège attribué à l'héritier réservataire, et l'obligation imposée au légataire universel, n'ont pas dans le Code civil une signification, une base différente de celles qu'ils avaient dans le droit coutumier. C'est donc aujourd'hui une maxime certaine, comme sous l'empire des coutumes, que la réserve est une portion de l'hérédité et que le droit à la réserve est un droit héréditaire, un droit attaché à la qualité d'héritier.

Ce point qui fut vivement discuté par les rédacteurs de la loi, donna lieu à l'art. 921. Mais, s'il résulte de cet article que le bénéfice de la réduction des donations entre-vifs, bénéficie que l'enfant ne peut réclamer qu'à titre de réserve, ne profite qu'à lui seul, et à lui seul en quelque sorte *jure sanguinis*, puisqu'il peut le réclamer sans être obligé de payer les dettes; il n'en résulte pas que l'enfant puisse demander la réduction des donations entre-vifs afin d'avoir la réserve, lorsqu'il n'est pas héritier. Cet article a eu pour but unique d'exclure les créanciers, les légataires qui ne pouvaient pas trouver dans les biens retranchés le gage commun de leur créance ou de leur legs, puisqu'ils étaient sortis des mains du défunt, ils avaient définitivement perdu ce caractère par rapport aux uns et aux autres; mais cet article ne lait pas que relativement aux héritiers entre eux, les biens retranchés ne rentrent dans la succession, et en conséquence, qu'il n'est pas fait de distinction pour avoir le droit d'en réclamer une part quelconque. Ainsi, le droit de réclamer la réserve, par voie d'action, ne saurait être accordé au successeur renonçant.

Mais en doit-il être de même du droit de la réclamer, par voie d'exception, lorsque le successeur la trouve dans des biens qui lui ont été donnés par le défunt? Non, répondent les partisans de l'opinion que nous résumons en ce moment; et c'est la seconde branche de leur système. — Comment cette solution, de laquelle il résulte que, tout en répudiant la qualité d'héritier, le successeur peut cependant recueillir une part de la réserve, est-elle conciliée avec la première branche de ce système où l'on pose précisément en principe que la réserve est une conséquence de la qualité d'héritier? Le voici : Il est certain, dit-on, qu'en général la réserve est attachée au titre d'héritier; mais cela n'est vrai que lorsque la réserve est réclagée par voie d'action, et non lorsqu'elle est retenue par voie d'exception. Tel a été le principe de tous les temps pour la légitime. La novelle 92 de Justinien disait : *Licet autem ei qui legitimum meruit, abstinere ab hereditate, dummodo suppletur ex donatione, si opus sit, creditorum portionem*. C'est aussi ce qui résultait de l'art. 307 de la coutume de Paris qui faisait le droit commun de la France. « Néanmoins, disait cet article, ou celui auquel on aurait donné, se voudrait tenir à son don, faire le peul, en s'abstenant de

- gard de tous les autres fonds-immobiliers, généralement quelconques appartenant à madite
- dame Marie Servain-Verdon, lesquels sont situés dans la commune de Saint-Nexans et autres

- circonvoisines, et consistent en maisons, prés, clôtures, domaines, vignes, bois; et quant aux sommes à elle dues, en principal et accessoires, par M. Jean-François de Laroque, son époux,

l'hérédité, la légitime réservée aux autres enfans. » Et l'art. 34 de l'ordonn. de 1731 était encore plus explicite en disposant : « Et en cas qu'un ou plusieurs des donateurs soit du nombre des enfans du donateur, qui auraient eu droit de demander leur légitime sans la donation qui leur a été faite, ils retiendront les biens à eux donnés, jusqu'à concurrence de la valeur de leur légitime, et ils ne seront tenus de la légitime des autres que pour l'excédant. » Aussi, tous les auteurs enseignaient-ils qu'il n'était pas nécessaire d'être héritier pour retenir, par voie d'exception, sa part dans la réserve. Ricard, notamment, port. 3, n° 979, après avoir établi qu'en principe, la renonciation à la succession emporte renonciation à la légitime, ajoute : « Cette résolution doit être limitée lorsque des enfans demandent leur légitime contre leur frère, donataire entre-vifs ou testamentaire de leur père commun; car, comme il est en possession, en vertu d'un titre juste, de la part qu'il a droit de prétendre de la légitime, il la peut retenir par exception, sans qu'il soit tenu de changer de qualité pour cet effet; de sorte qu'il retiendra sa part en la légitime ou qualité d'enfant. Après que la légitime aura été levée pour tous les enfans en général, le surplus lui demeurera comme étranger, en vertu de sa donation; et nous usons de ce droit sans contredit. » V. encore dans ce sens, Pothier, introd. au tit. 15 de la cout. d'Orléans, n° 14.

Or, ce droit a-t-il été modifié par le Code civil? En aucune façon : le contraire résulte de la combinaison de plusieurs articles. Cela se trouve d'abord dans l'esprit et même dans le texte des art. 913 et 915. Il est bien vrai que ces articles ne permettent à l'homme de disposer librement que d'une certaine portion de ses biens, l'autre portion étant par eux réservée aux ascendans ou aux descendans, et qu'ainsi, c'est seulement sur la portion disponible que l'homme peut faire des dispositions qui reçoivent leur effet. Mais cette règle doit être restreinte dans son objet réel : il en résulte seulement qu'un père ne peut faire au préjudice de ses enfans, une libéralité sur la portion de biens réservée à ces derniers; et il ne s'ensuit pas que ce père ne puisse assurer d'avance à l'un de ses enfans la part que celui-ci doit, en vertu de la loi elle-même, avoir un jour dans cette réserve. Dans ce cas, une disposition semblable est moins une libéralité que le paiement d'une dette qui n'était exigible, il est vrai, qu'en décès du disposant, mais qui n'en existait pas moins au moment de la disposition : le paiement, dans ce cas, se trouve seulement effectué par anticipation. D'ail-là il suit que le père peut donner à l'un de ses enfans une quantité de biens comprenant 1° la portion disponible qui aurait pu être donnée à un étranger; 2° la part que cet enfant doit avoir dans la portion indisponible; puisque, dans une disposition semblable, il n'y a de bon réel que celui de la quantité disponible. Par suite et comme corrélation de ce droit qu'aure en le père, l'enfant donataire se trouve autorisé à retenir, d'après l'esprit et le texte des art. 913 et 915, dans les biens qui lui ont été donnés, d'abord sa part de la réserve, ensuite la quantité disponible.

Et qu'on le remarque d'ailleurs : comment ce droit lui serait-il contesté? Il s'agit de biens dont il s'est disposé en sa faveur. Par quelle voie cette disposition serait-elle attaquée? Nous supposons que la réserve des autres enfans n'est pas attaquée; la voie de la réduction est donc interdite à ceux-ci. Autrement il enlève du rapport? Non, car le rap-

port ne se fait qu'à la succession du donateur (art. 850), et il n'est du que par le cohéritier à son cohéritier (art. 857). Or, le donataire ne vient point à la succession, puisqu'il renonce; il n'y a donc pour lui, ni succession, ni cohéritier; partant, point de rapport à faire : et par la force même des choses il demeure nanti des biens qui lui ont été donnés, sauf réduction, s'il y a lieu, ce qui est toujours du droit et s'applique au successible renonçant tout aussi bien qu'au donataire étranger.

A ce système que consacrent positivement les art. 913, 915, 850 et 857 combinés, et qui d'ailleurs est conforme à l'ancien droit, on oppose l'art. 845. Cet article, dit-on, n'autorise l'héritier qui renonce à la succession à retenir les biens qui lui ont été donnés que jusqu'à concurrence de la quantité disponible; il ne peut donc retenir en outre sa réserve qui se prend sur la quantité indisponible.

Mais on se méprend sur le but de l'art. 845. Cet article a eu seulement pour objet d'établir que d'anciennes prohibitions n'existaient plus sous l'empire de la loi nouvelle. Ainsi, d'anciennes coutumes, telles que celles de Touraine et d'Anjou, connues sous la dénomination de coutumes d'égalité parfaite, avaient établi que l'enfant renonçant ne pouvait profiter des libéralités qui lui avaient été faites et qui excédaient sa part dans la réserve. Les rédacteurs de la loi se sont préoccupés de cette idée, et ils ont déclaré, par l'art. 845, qu'au contraire, l'enfant renonçant pourrait profiter de ses libéralités, même lorsqu'elles excéderaient sa portion héréditaire. Mais ils n'ont pas dit par là que si ces dispositions contenaient la réserve, outre la quantité disponible, l'enfant donataire renonçant ne pourrait pas retenir le tout; et s'ils n'ont parlé que de la quantité disponible, c'est que l'article étant inséré au titre des rapports, il n'avait à s'occuper que de ce qui serait rapportable et nullement de la réserve dont il devait être question dans un autre titre du Code.

Il n'y a donc rien à conclure de l'art. 845; et cet article s'entend en ce sens qu'il ne détruit en aucune façon les inductions qui se tirent de la combinaison des art. 913, 915, 850 et 857.

Tel est le système intermédiaire entre l'opinion de M. Merlin et la doctrine que consacre l'arrêt *Laroque de Mons* que nous recueillons ici. Les partisans de ce système sont d'abord, M. Grenier, qui, dans les premières éditions de son *Traité des donations*, employa tous ses efforts à l'établir, et qui, dans sa dernière édition, postérieure à l'arrêt ci-dessus, a maintenu sa démonstration et lui a donné même plus de développement, tout en déclarant qu'on doit se rendre à la décision de la Cour suprême (V. t. 2, n° 566, 566 bis et 594); ensuite M. Delvincourt, qui avait soutenu cette opinion avant l'arrêt *Laroque de Mons*, et qui l'a maintenue depuis cet arrêt, dont il a même directement combattu la doctrine (V. t. 3, p. 113, 216, 248); enfin, M. Malpel, qui, avant ce même arrêt, avait adopté la doctrine qu'il consacre (V. des Successions, n° 270), et qui de puis, se méprenant sur la portée de cet arrêt, s'est rangé au système intermédiaire que nous venons de résumer. V. son *Supplément au Traité des successions*, p. 16, n° 270.

Système exclusif du cumul. — Ce système, qui est celui de l'arrêt ci-dessus, repousse les deux précédens, et la doctrine de Merlin, et la doctrine de Grenier; il prend pour base ce principe, que dans l'esprit du Code civil, à la différence du droit ancien, la réserve est attachée à la qualité d'héritier, et

- pour remploi de ceux de ses biens qu'il a aliés;
- nés, ladite dame Sernin-Verdon, toujours sou-
- ladite autorisation, en fait pareillement dou et

ron à la qualité d'enfant (a); et il en déduit les conséquences rigoureuses, en décidant que le donataire qui renonce ne peut jamais, par voie d'exception, pas plus que par voie d'action, cumuler la quotité disponible avec sa part dans la réserve.

La décision contraire, dit-on à l'appui de ce dernier système, était, dans l'ancienne jurisprudence, une suite du principe établi dans l'art. 298 de la coutume de Paris, que la légitime n'était qu'une portion déterminée de ce que chacun enfant eût eu dans la succession, s'il avait succédé ab intestat; de manière que la réserve personnelle des enfants renonçant à la succession n'accroissait pas aux autres, mais au donataire soumis à l'action en réduction. Mais les principes du Code sont tout opposés: la réserve ou portion indisponible est établie sur une autre base; ce n'est plus cette attribution particulière faite à chaque enfant personnellement d'une portion de ce qu'il aurait eu dans la succession ab intestat. L'art. 913 divise le patrimoine du père de famille en deux masses, chacune irrévocablement fixée à une portion de biens plus ou moins grande, suivant le nombre d'enfants existants à son décès, soit qu'ils acceptent, soit qu'ils renoncent. L'une de ces masses est disponible, l'autre ne l'est pas. Il en résulte que la part que les enfants qui renoncent à la succession auraient eue dans cette succession ne peut accroître à la portion disponible, ni appartenir au donataire, mais aux autres enfants. L'art. 845 du Code civil, qui autorise l'enfant qui renonce à retenir le don entre-vifs en la legs qui lui a été fait, jusqu'à concurrence de la quotité disponible, est une conséquence de ces principes. Donc, cet enfant ne peut pas retenir en réclamant au delà; donc, il ne suffit pas, comme dans la coutume de Paris, de délivrer la légitime réservée à chacun des autres enfants.

On oppose que l'art. 845 a en pour objet unique d'établir le droit de l'enfant renonçant à profiter des libéralités qui lui ont été faites par le défunt, alors même que ces libéralités excèdent la part héréditaire, ce qui était prohibé par d'anciennes coutumes.

L'objection n'est pas sérieuse. D'abord, il n'y aurait au rien à conclure contre le droit du renonçant du silence du Code, rapproché des prohibitions des anciennes coutumes; car ces coutumes étant abrogées à la promulgation du Code, il aurait nécessairement fallu un texte exprès pour en rétablir les dispositions prohibitives. Ensuite, on se méprend évidemment sur l'objet de l'art. 845. L'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier: c'est là un des principes fondamentaux de la loi des successions. En partant de là, on aurait pu penser qu'étant, par le fait de sa renonciation, devenu entièrement étranger à la succession, le successible n'avait plus aucun droit à retenir ce qui ne lui avait été donné qu'à titre d'attribution d'hoirie, et c'est

- donation à M. Sainl-Pierre de Laroque, son fils,
- futur époux, acceptant sous la réserve de l'usu-
- fruit, que madite dame entend conserver sa vie

pour exclure cette interprétation que l'art. 845 a posé en règle générale que, quelque renonçant, le successible donataire peut retenir jusqu'à concurrence de la quotité disponible. Tel a été le but unique de l'art. 845. Or, en présence de cette disposition précise, comment conclure que le donataire renonçant puisse encore retenir au delà? N'aurait-il pas fallu que la loi s'en fût expliquée clairement? Cela paraît incontestable, et c'est ce qui fait dire à M. le conseiller Poriquet, dans son remarquable rapport sur l'affaire ci-dessus: « S'il n'était pas très utile d'insérer un article particulier pour autoriser à retenir ou renonçant, il eût été très nécessaire d'y ajouter, en finissant, que le renonçant pourrait retenir la quotité disponible, et de plus, en qui n'excédait pas la valeur de la réserve qu'il aurait eue, s'il n'avait pas renoncé; car, si cette règle, qui de une dicit negat de altero, n'est pas toujours d'une vérité absolue, toujours est-il vrai que lorsqu'un défunt d'énuciation précise du droit de faire entretenir, il se joint une série de dispositions précédentes, desquelles il résulte que la règle générale s'y oppose, on doit compter cet article au rang de ceux qui défendent au renonçant de retenir plus que la quotité disponible. »

On insiste, et l'on dit: le renonçant qui trouve dans ce qui lui a été donné sa part de la réserve et la reçoit, fait sa réserve sur des biens dont il est saisi par la loi elle-même, et par suite les successibles qui ont accepté doivent, lorsqu'ils réclament contre la retenue, être repoussés par une fin de non-recevoir, si d'ailleurs il est démontré que chacun d'eux trouve, dans la succession, la part de réserve à laquelle il avait droit.

Mais on n'aperçoit pas que, dès l'instant qu'il renonce, le donataire n'est plus saisi par la loi d'une portion à laquelle il ne peut prétendre qu'en qualité d'héritier, et dès lors, il ne saurait exister pour lui contre les successibles acceptants, une fin de non-recevoir à la faveur de laquelle il pourrait, tout en n'étant plus héritier, prendre cependant ce qu'il retenir une portion héréditaire. Si, comme cela est démontré par l'économie de la loi, la réserve en masse est fixée à l'ouverture de la succession, d'une manière invariable, pour les héritiers acceptants, eu égard au nombre de ceux qui peuvent accepter, la renonciation de l'un doit toujours recevoir l'application de l'art. 786, c'est-à-dire, opérer accroissement au profit des autres; et il n'y a aucunement à distinguer entre la renonciation d'un simple héritier et celle d'un héritier donataire, puisque la loi n'a pas fait cette distinction. Il faut donc repousser le cumul de quelque manière qu'on y prétende, en réclamant ou en retenant, puisqu'il exclut le loi de l'accroissement.

Tels sont en substance les arguments invoqués à l'appui de la troisième solution qui a été adoptée par le plus grand nombre des auteurs. V. dans ce sens, Toullier, tom. 5, n° 10; Favard de Langlade, Répertoire, v° Renonciation, § 1^{er}, n° 14; Dalloz, *Res. alph.*, v° Disposition entre-vifs, p. 417, n° 47; Levasseur, *Portion disponible*, n° 146; Duranton, L. 7, n° 252 et suiv.; Vazeille, *des Successions*, sur l'art. 845, n° 4; Poujol, *cod.* sur l'art. 845, n° 4. — De nombreux arrêts ont aussi consacré cette opinion. V. celui que nous recueillons ici, Toulouse 27 juil. 1821, 11 juil. 1827, 16 juil. 1829; Agen, 21 août 1826, 20 juil. 1827 et 6 juil. 1829; Grenoble, 30 juil. 1826, 22 fév. 1827 et 20 juil. 1832; Limoges, 14 déc. 1831, 4 déc. 1835; Aix, 13 fév. 1835; Caen, 20 juil. 1837.

Entre ces trois systèmes, il nous semble que le

(a) *V.* sur ce point et sur l'ensemble du autre système d'hérédité, l'ouvrage remarquable publié récemment par M. Agéas, sous le titre: *De la propriété et de l'hérédité, considérées comme principe de conservation*. L'auteur y fait particulièrement ressortir les caractères distinctifs de la légitime ancienne et de la réserve selon nos lois actuelles; l'une, qui n'est qu'une créance sur quelques sorte d'acteurs, l'autre qui est une part oblique du patrimoine du père; l'une rentrant dans le système ancien d'indivisibilité, d'association familiale, l'autre sortant de ce système et dans l'un de ses effets un autre lui-même, une continuation de sa personne; l'autre devant nécessairement s'appliquer au contraire, qui veut la division du patrimoine entre tous les enfants par égale parts, qui les admet tous également à représenter le père de famille, etc. *V.* l'ouvrage précité, aux ch. 2 et suiv. de la 1^{re} partie, *passim*.

à durant, et qui sera, après son décès, réuni et consolidé avec la propriété ou profit du mandit sieur, futur époux, à la charge par lui de payer

« sur ces biens, à madame Marie Servain-Verdon, « veuve Saint-Ours, sœur de madite dame Marie « Servain-Verdon, donatrice, ce qui se trouvera

choix ne peut pas être douteux. En effet, on ne peut soutenir, avec les partisans du premier, que la réserve ne fait point partie de la succession *ab intestat*; qu'elle est attribuée, non à la qualité d'héritier, mais à celle d'ascendant ou de descendant; et qu'ainsi on peut ne pas être héritier et avoir droit cependant à la réserve. Une décision semblable doit être rejetée, d'autant plus que, très souvent, la succession n'est formée que de la réserve, et c'est la présomption de ce qui a eu lieu dans la plupart des arrêts que nous avons cités, où toute la quotité disponible avait été donnée par le père à ses enfants ou à des étrangers. Or, que pourrait-il rester à la succession dans ce cas, si ce n'est la réserve? Toute la succession se composant de ces deux masses, la quotité disponible et la réserve, il est clair que la première étant retranchée, ce n'est pas en elle qu'on ira chercher la succession.—Ce système que la raison repousse dès le premier aperçu, trouve-t-il du moins quelque apparence de fondement dans cette circonstance, que d'après l'art. 921, la réduction opérée sur un don qui excède la quotité disponible, ne profite pas aux créanciers de la succession? Et peut-on conclure de là que, puisque la réduction qui a lieu pour compléter la réserve, ne profite pas aux créanciers, c'est que la réserve n'est pas la succession, être moral chargé des obligations du défunt? Non assurément. Que la réserve soit intacte ou qu'elle soit entamée par les dons qui ont été faits, la position est la même en ce qui concerne les droits des héritiers entre eux; ils n'y peuvent prendre part qu'à la condition de conserver leur qualité; et si les créanciers en profitent pas des réductions qui la complètent; on en doit conclure, non qu'elle n'est pas la succession, mais qu'elle est une succession *exempte de dettes*, privilège essentiel sans lequel ce droit de réduction manquerait le but qui s'est proposé le législateur. Tout ce qui résulte donc de l'art. 921; c'est que dans l'économie de la loi, la succession ne se compose, à l'égard des créanciers, que de ce que le défunt possédait encore au moment de son décès; tandis qu'à l'égard des héritiers, elle comprend tout cela, et en outre tout ce qui a été donné par le défunt aux successibles, et dont il doit être fait rapport réel ou fictif, d'après le dernier état de la jurisprudence consacrée par l'arrêt Saint-Arroman (Cass. 8 juill. 1826. V. cet arrêt et nos observations). Mais l'en ne peut certainement conclure de cet article, excepté dans l'hypothèse exclusive des héritiers, que la réserve n'est point l'hérédité, sans aller directement contre une foule de dispositions, d'où s'induit forcément la décision contraire.

Quant à la seconde opinion, elle se produit, à la vérité, avec une certaine apparence d'équité. D'une part, elle maintient la liberté qui a été faite par le donateur, liberté qui peut avoir été mesurée à l'affection dont le donateur était inspiré pour le donataire; d'autre part, les héritiers qui ont accepté trouvent, dans la succession, toute la portion que la loi leur a réservée, et leur réclamation paraît d'autant moins fondée, qu'en définitive le testateur pouvait, en donnant à un étranger, les réduire à cette même quotité, sans qu'ils eussent aucun moyen d'obtenir davantage.

Mais, en fond, ce système n'est pas plus admissible, en droit, que le premier: comme celui-ci, il est essentiellement contraire au principe, suivant lequel l'héritier seul a droit à la réserve. De plus, il heurte de front cet autre principe non moins certain, que la réserve des héritiers doit, dans tous les cas, rester intacte, et que les dons qui excèdent la quotité dis-

ponible, doivent être réduits à cette quotité. Sans doute, si l'enfant donataire en avancement d'hoirie, renonce à la succession, il rend sa position semblable à celle du donataire étranger qui, dans aucun cas, ne peut être tenu au rapport, et qui n'est jamais soumis, quel qu'il arrive, qu'à la réduction le cas échéant; dès lors, comme le donataire étranger, le successible renonçant sera dispensé du rapport. Mais il faut que l'assimilation soit complète; si donc, comme le donataire étranger, l'héritier a droit à tout le disponible, comme tel aussi, il doit subir la loi de la réduction si le don excède cette quotité. Or, il l'exécute incontestablement lorsqu'il comprend une partie de la réserve qui, encore une fois, n'est pas fixée en égard au nombre des successibles qui acceptent la succession, mais en raison de ceux qui existent au décès du testateur.

Une considération d'un autre genre viendra encore fortifier la démonstration. Dans l'arrêt que nous recueillons, il s'agit d'un don en avancement d'hoirie; supposons au lieu de cela qu'il s'agisse d'une donation faite par préciput, et au lieu de la renonciation, supposons une acceptation. Dans cette hypothèse, le successible gratifié se trouve dans la position la plus favorable: il est à la fois héritier et donataire dispensé du rapport. Que recevra-t-il cependant dans ce cas? Précisément ce que lui attribuent les partisans des doctrines opposées à celle de l'arrêt ci-dessus: la quotité disponible, en vertu de la donation, et puis, comme héritier, sa part héréditaire. Or, il implique évidemment que le successible renonçant et gratifié d'une donation qui de sa nature est soumise au rapport, obtienne les mêmes avantages que celui qui vient au partage et qui de plus a reçu une libéralité expressément dispensée du rapport.—Il faut donc le dire, la doctrine que la Cour suprême a si fermement développée dans l'arrêt ci-dessus est la seule qui soit en harmonie complète avec le système général de la loi sur la réserve et sur la quotité disponible.

Cependant, comme nous l'avons dit, cet arrêt n'a pas fixé la jurisprudence. On a vu, par les diverses décisions précédemment indiquées, que postérieurement à sa date, plusieurs Cours royales ont jugé en sens contraire. Et non-seulement quelques-unes d'entre elles, notamment celles de Bordeaux, de Lyon et de Montpellier (V. les arrêts de ces Cours, cités après l'exposé du premier système), ont repoussé la doctrine de la Cour de cassation, mais encore elles se sont fondées sur ce que cette Cour aurait elle-même, par des arrêts plus récents des 11 août 1829 (aff. Jann-Jean), et 24 mars 1834 (aff. Castille), abandonné les principes posés dans l'arrêt Larogge de Mons. (V. surtout l'arrêt de Lyon précité, et l'ouvrage récent de M. le procureur Bonch, sur la Quotité disponible entre époux, p. 417).

Cette contrariété existe-t-elle réellement entre les arrêts de la Cour suprême? C'en a pu le croire au premier aperçu; car les arrêts de 1829 et de 1834 ont autorisé l'enfant qui renonce à une succession, pour s'en tenir au don en avancement d'hoirie qui lui a été fait, à imputer ce don d'abord sur la réserve, et subsidiairement sur la quotité disponible, lorsqu'il se trouve en concours avec un donateur par préciput gratifié après lui; et par là, la Cour semble s'être écartée de cette règle, par elle énoncée d'une manière en quelque sorte absolue, dans les motifs de l'arrêt ci-dessus, que: nul n'est réservataire s'il n'est héritier.

Mais si l'en consulte les considérations invoquées dans les arrêts de 1829 et de 1834, surtout si l'on compare les circonstances dans lesquelles ces arrêts

- lui être dû pour restant de ses droits légitimaires.
- L'intérêt desdits droits légitimaires de madame
- Marie Servain-Verdon Saint-Ours, sera acquitté
- pendant la vie de madame Marie Servain-Ver-

- don, sur l'usufruit par elle réservé, et si le pal-
- ment des droits légitimaires était exigé avant
- l'ouverture de la succession de madite dame do-
- natrice, le sieur Pierre de Laroque, futur époux,

ont été rendus à celles dans lesquelles se présentait l'affaire *Laroque de Mons*, on voit que la centricité n'existe réellement pas; qu'au fond, la Cour n'a pas abandonné son contradicte doctrine, et qu'elle a seulement ajouté à sa première décision par la solution d'une question nouvelle d'imputation que les circonstances faisaient naître, et qui, dans les espèces de 1829 et de 1834, avait pris la place de la question de quotité exclusivement résolue par l'arrêt *Laroque de Mons*.

La Cour de cassation, disons-nous, n'a pas abandonné sa doctrine: cela nous semble incontestable. En effet, quel juge-t-elle, en définitive, par l'arrêt que nous recueillons ici? La Cour l'indique succinctement elle-même dans le résumé qui termine l'arrêt. « De tout ce qui précède, y est-il dit, il faut conclure, en dernière analyse, qu'en jugeant, 1° que la dame de Mons, qui, à son décès, a laissé six enfants, n'avait pu disposer au profit du demandeur, son fils aîné, que du quart de ses biens; 2° que la donation qu'elle lui a faite l'ont-elle été par préciput ou à titre universel, devait être, sur la demande des héritiers ayant droit à la réserve, réduite à la quotité disponible; 3° enfin, que le demandeur ayant volontairement renoncé à la qualité d'héritier, pour s'en tenir à la donation, ne pouvait prétendre qu'à la portion disponible, et avait perdu sa part dans la réserve ou légitime que la loi ne donne qu'aux héritiers, la Cour royale de Bordeaux s'est conformée au texte et à l'esprit du Code civil. » Ainsi, et en dernière analyse, c'est le cumul de la réserve et de la quotité disponible au profit d'un successible qui renonce pour s'en tenir à l'avancement d'hoirie qui lui a été fait, que l'arrêt ci-dessus a entendu proscrire. Or, ce cumul est-il autorisé par les arrêts de 1829 et de 1834? En aucune façon: ils décident « que le don fait en avancement d'hoirie, par un père à l'un de ses enfants, doit, au cas où l'enfant renonce à la succession du père, pour s'en tenir à son don, jusqu'à concurrence de la quotité disponible, être imputé d'abord sur la réserve à laquelle le renonçant aurait en droit s'il lui resté héritier, et subsidiairement seulement, s'il y a lieu, sur la quotité disponible elle-même; tellement que le don ou legs par préciput ultérieurement fait par le père au profit d'un autre enfant, doit avoir effet pour la totalité ou le restant de la quotité disponible, selon l'hypothèse, après prélèvement et fait de l'avancement d'hoirie. » Et de là, il résulte uniquement que la donation faite par le père après le don en avancement d'hoirie, a un effet plus ou moins étendu sur la quotité disponible, suivant que l'avancement d'hoirie devra ou non porter en partie sur cette quotité; et, par suite, cela exclut l'idée que le don en avancement d'hoirie, puisse dépasser l'équivalent de la quotité disponible, et que le successible qui l'a reçu puisse, en renonçant à la succession, cumuler cette quotité avec la part qu'il aurait eue s'il lui resté héritier. Nous avons donc eu raison de dire que la Cour de cassation n'avait pas contredit, par ces derniers arrêts, la jurisprudence que l'arrêt par celui que nous recueillons ici.

Nous avons ajouté que ces arrêts que l'on signale comme contraires à ci-dessus, ont résolu une question différente. C'est de ce qui va être établi, et par là il sera démontré que c'est parce qu'on s'est trop exclusivement arrêté à quelques expressions de ces arrêts, incompatibles, il est vrai, avec quelques-uns des principes posés dans l'arrêt *Laroque de Mons* (et sur lesquelles nous reviendrons tout à l'heure), qu'on s'est mépris sur la portée et la signification

réelle de ces arrêts, et qu'on a été amené à en tirer la fausse induction que nous combattons.

En partant de la donnée que fournit l'arrêt *Laroque de Mons*, à savoir que le donataire en avancement d'hoirie, qui renonce à la succession, ne peut cumuler la quotité disponible et la réserve, et que la part qu'il aurait eue à titre d'héritier, accroit à ses cohéritiers, il faut reconnaître que des difficultés nouvelles peuvent se présenter sur la répartition entre les successibles acceptants, de cette part que la renonciation de l'un d'eux a laissée dans l'hérédité, et sur le mode qu'il faudra suivre pour l'imputation de l'avancement d'hoirie, de manière à laisser, autant que possible, leur effet aux autres dispositions que le testateur aurait faites.

Ces difficultés nouvelles sont précisément celles qui ont été résolues par les arrêts de 1829 et de 1834. Or, ces questions de répartition et d'imputation sont essentiellement différentes de la question de quotité; elles peuvent surgir après celle-ci, mais elles ne se confondent pas avec elle; pour les uns et pour l'autre, à la vérité, le principe de la solution réside particulièrement dans la saine entente de l'art. 845, mais elles diffèrent entre elles, si bien que l'une intéresse principalement le successible, qui renonce pour s'en tenir au don qui lui a été fait, tandis que les autres lui sont tout à fait étrangères, et ne peuvent même s'élever, entre les cohéritiers acceptants, que par suite de son exclusion.

Eh maintenant, en appréciant d'après cette donnée la thèse que consacrent les arrêts de 1829 et de 1834, on évitera la confusion dans laquelle sont tombées les Cours royales qui ont signalé ces arrêts comme établissant un retour sur la jurisprudence établie par celui de 1818, et l'on arrivera à cette conséquence que ces arrêts, loin de se contredire, forment au contraire à eux tous un système d'ensemble dont les parties se combinent et se concilient parfaitement entre elles.

Remarquons d'abord que la question de répartition sera fort simple toutes les fois que les successibles qui auront accepté la succession viendront tous se partager en la seule quotité d'héritier. Supposons, en effet, une succession de 60,000 fr. échue à six enfants: l'un d'eux a reçu la quotité disponible à titre d'avancement d'hoirie; il renonce à la succession et déclare vouloir s'en tenir à son don; tous les autres acceptent. La répartition est indiquée par la nature même des choses: la quotité disponible était de 15,000 fr.; la réserve de 45,000 fr., qui, divisée entre six enfants, donnait pour chacun 7,500 fr. Devenu étranger à la succession par sa renonciation, le donataire en avancement d'hoirie, qui ne peut cumuler la quotité disponible et la réserve, ne prend rien dans celle-ci; mais il retient la quotité disponible, et de quelque manière que cette quotité soit imputée, il restera toujours dans la succession une somme de 45,000 fr. à répartir entre cinq, de telle sorte que ceux-ci recevront chacun, au moyen de l'accroissement, une somme de 9,000 fr., au lieu de celle de 7,500 fr., qui leur revenait naturellement.

Mais si, de cette hypothèse toute simple, nous passons à des hypothèses plus compliquées, on verra les questions de répartition et d'imputation présenter des difficultés réelles et sérieuses. Ainsi, supposons que le père du famille qui a d'abord fait un don en avancement d'hoirie, lègue ensuite à un autre de ses enfants, une somme à prendre par préciput et hors part; ou bien qu'il fasse une donation à un étranger; ou encore qu'il constitue à d'autres

« sera tenu de faire ledit paiement; mais alors il
 « lui sera abandonné, sur ledit usufruit, un reven-
 « nu égal à celui de la somme qu'il aura déboursée

« pour l'acquiescement desdits droits légitimes.
 « —Mondit sieur Pierre de Laroque sera aussi te-
 « nu de souffrir, sur la présente donation, les re-

successibles de nouveaux avancements d'hérédité. Ce sont là précisément les circonstances dans lesquelles se présentaient les affaires jugées par les arrêts de 1829 et de 1834. Il est clair, qu'ils en ont pas de cette hypothèse nouvelle comme de la première que nous venons d'examiner, et dans laquelle il importe peu que le donataire d'un avancement d'hérédité imputé ce qui lui a été donné sur la quotité disponible ou sur la réserve, puisque, de quelque manière que se fasse l'imputation, tous ceux qui sont intéressés à la distribution de ce qui reste du la succession, trouvent, et au delà, ainsi qu'en l'a vu, ce qu'ils avaient le droit de réclamer. Dans l'hypothèse actuelle, au contraire, le mode d'imputation ne saurait plus être indifférent. Si cette imputation se fait sur la quotité disponible, il arrivera que lu don préci-
 peux, ou la donation, ou les avancements d'hérédité qui auront été faits après la première disposition, devront être considérés comme non avus, et demeurer sans effet, puisque la quotité disponible se trouvant déjà appréhendée par le premier donataire en avancement d'hérédité, les donataires ultérieurs ne trouveront plus de biens libres sur lesquels ils puissent exercer les droits résultant de leurs titres. Et cependant, ces donataires ont été, de la part du donateur, l'objet d'une affection égale, plus forte même en ce qui concerne lu donataire précipuaire, puisqu'il a eu sa faveur non disposition que, de su nature, est dispensée du rapport. N'implique-t-il pas alors que en soit là précisément celui dont le titre va se trouver annulé par lu fait d'un enfant que l'on doit supposer moins bien placé dans l'affection du père, lui que son titre même obligerait un rapport s'il venait un partage?

Comment, dans cette hypothèse, concilier-t-on les divers intérêts? Ce ne peut être en décidant, avec la Cour de Grenoble (arrêt du 30 juin 1826), et celle de Corse (arrêt du 26 juill. 1827), que l'art. 845 ne reçoit pas application en cas où, du la part du donateur, il existe quelque disposition affectant la portion disponible par préciput ou hors part, et que, dans ce cas, les dons à titre du préciput font qui lu donataire à titre d'avancement d'hérédité ne peut renoncer et doit rester héritier. Une pareille solution ne peut se concilier avec les principes. Il est incontestable que lu testateur n'a pu, par des dispositions ultérieures en faveur d'un étranger, ou par lu don ou le legs précipuaire qu'il a fait à un autre successible, porter atteinte aux droits qui étaient déjà acquis un donataire un avancement d'hérédité : or, ces droits sont énoncés d'une manière générale dans l'art. 845 qui, sans aucune distinction, laisse à tout avancement d'hérédité la faculté de renoncer à la succession, et de retenir ce qu'il a reçu jusqu'à concurrence de la quotité disponible.

A défaut de ce moyen, admettra-t-on celui que propose M. Duranton, t. 7, n° 287, et qui consiste à attribuer au second donataire la part qu'aurait eu le premier, dans la réserve, s'il fut resté héritier? Pas davantage. La loi est formelle contre cette décision : elle ne reconnaît que deux parts dans toute succession; la quotité disponible et la réserve; la première, que le testateur peut attribuer à son gré à des étrangers ou à des successibles, étant tranchée, il ne reste que la seconde; et celui-ci est la propriété exclusive des héritiers qui seuls peuvent la recueillir. Or, cette volonté de la loi serait méconnue par l'espèce de transaction que propose M. Duranton, puisqu'il arriverait nécessairement, dans l'hypothèse où le second donataire serait un étranger, que cet étranger viendrait prendre une part dans la réserve.

Mais à côté de ce moyen, M. Duranton en signale un autre, n° 291, qui consisterait, de la part du donateur à déclarer, lorsqu'il fait sa donation en avancement d'hérédité, qu'il entend se réserver la faculté de donner la quotité disponible en tout ou en partie, parce qu'alors, dit M. Duranton, l'enfant donataire qui renonce à la succession ne peut le faire qu'en imputant ce qui lui a été donné sur la réserve et non sur la quotité disponible.

C'est cette doctrine qui a été consacrée par les arrêts de 1829 et de 1834; à cela près, toutefois que la Cour de cassation n'a pas considéré comme nécessaire la déclaration du la part du testateur, dont parle M. Duranton, et qu'elle a vu, dans le fait du donateur qui fait une disposition, qui, par sa nature, devait affecter la quotité disponible, la déclaration implicite que la donation antérieure de l'avancement d'hérédité devrait être imputée sur la réserve du successible gratifié de cette donation. C'est simplement ici une interprétation de clause, une détermination du sens légal dans laquelle elle doit être entendue. La Cour de cassation a dit, en substance, dans l'arrêt de 1829, « que si l'imputation se faisait sur la quotité disponible, il dépendrait toujours de l'enfant de renoncer en avancement d'hérédité, de rendre illusoire, par une renonciation concertée, les dons que lu père aurait faits de la quotité disponible »; et dans l'arrêt de 1834 : « que le don en avancement d'hérédité sans clause de préciput, ni avec dispense de rapport, n'enlevant pas au père la faculté de disposer de la quotité disponible, il en résulte que si, depuis ce don, le père a légué la portion disponible à un autre enfant, le premier donataire peut bien renoncer à la succession paternelle, mais sa renonciation ne peut échanger la nature du don qui lui a été fait, et n'a d'autre effet que de lui donner le droit de retenir ou de recevoir ce qui lui a été donné d'abord en sa qualité d'enfant, qu'il ne peut ni perdre ni abdiquer, sur la part qui lui aurait appartenu dans la réserve, s'il n'eût pas renoncé, et subsidiairement sur la quotité disponible, afin que la réserve légale de ses frères et sœurs ne soit pas entamée. »

Telle est la doctrine de la Cour de cassation; elle avait été admise déjà par plusieurs arrêts (V. notamment ceux que nous avons cités dans le développement du troisième système à Grenoble, 23 février 1827; Agen, 6 juin 1829); et la Cour de Caen en a fait depuis une application remarquable, en décidant, le 25 juillet 1836 (Volume 1836), dans une espèce où il avait été successivement fait plusieurs dons en avancement d'hérédité, que le premier don fait à l'enfant renonçant devait être imputé d'abord sur sa réserve légale, et subsidiairement sur la quotité disponible, mais de manière à ce que la totalité du don retenu n'excédât pas en somme cette quotité disponible; que le second donataire devait aussi retenir sa réserve légale et ce qui pourrait rester de la quotité disponible, toujours cependant de manière à ce qu'il ne pût avoir au plus que l'équivalent du la quotité disponible, et successivement ainsi jusqu'à l'épuisement de la quotité disponible. — Ainsi, il reste démontré que les arrêts de 1829 et de 1834 ont eu pour objet de résoudre une question toute différente de celle qu'avait décidée l'arrêt Laroque du 18 Mars.

Quant à cette solution en elle-même, il semble difficile de ne pas l'admettre de préférence à celles que nous avons indiquées plus haut, et qui, comme celles-ci, avaient pour objet de laisser produire autant que possible leur effet aux différentes dispositions que

« tranchemens qu'il appartiendra pour les parts
« et portions dont la loi interdit la disposition, et
« qu'elle attribue et réserve aux autres enfans de

« madite dame Servain-Verdon, bien entendu
« qu'ils supporteront les droits légitimement de la v
« dite Saint-Ours, en proportion de ce qu'ils pren-

le père de famille pouvait avoir faites après le don en avancement d'hoirie. En ne consultant d'abord que la loi, il est clair qu'elle n'est pas, dans ses termes, contraire à cette doctrine, l'art. 845 qui est le siège de la difficulté, ne disant pas que l'héritier renonçant ne pourra retenir que la quotité disponible, mais seulement qu'il retiendra jusqu'à concurrence de cette quotité, re qui donne en quel-que sorte la mesure du don à retenir, et ne prescrit pas précisément l'imputation du don sur la quotité disponible plutôt que sur la réserve. — Mais si, à part cette considération puisée dans le texte, on consulte l'équité, l'intérêt même des familles, on aperçoit des motifs puissans qui militent en faveur de cette même solution. En effet, que l'imputation soit faite sur la quotité disponible, et aussitôt la puissance du père de famille se trouve désarmée. Lui sera-t-il permis encore de gratifier celui de ses enfans qui se sera montré digne de ses bienfaits ? Non ; car le donataire en avancement d'hoirie pouvant à son gré renoncer à la surcession et appréhender ainsi la quotité disponible, il rendra par cela même la disposition illusoire en absorbant les biens sur lesquels elle aurait pu être exécutée. Ainsi, le pouvoir si nécessaire et si moral dont est investi un père de famille, pour récompenser ou punir ses enfans selon qu'ils auront compris et accompli leur devoir, deviendrait illusoire et serait arraché de ses mains, puisque le donataire en avancement d'hoirie deviendrait le véritable dispensateur de la quotité disponible (arr. cité de la Cour d'Aix, du 13 fév. 1835).

Qu'arriverait-il alors ? c'est que le père devrait nécessairement subir cette astringente portée à sa puissance ; ou bien, s'il en était jaloux, qu'il devrait reculer devant l'idée de faire un avancement d'hoirie, qui, suivant la détermination ultérieure du successible gratifié, pourrait l'avoir dépouillé du droit de l'exercer ; et alors il rencontrerait d'autres inconvénients, car s'interdisant tout avancement d'hoirie, il renoncerait par cela même au moyen qui de sa nature favorise le plus puissamment l'établissement de ses enfans. Ainsi, le système qui repousserait l'imputation du don en avancement d'hoirie sur la réserve du donataire renonçant, ne pourrait amener qu'à des conséquences funestes ; et c'est ce qui faisait dire à M. le conseiller Mestadier, dans le rapport qu'il présentait devant le tribunal des requêtes, lors du procès jugé par l'arrêt de 1834, rapport que nous avons reproduit dans notre volume de 1835. 2. 113 : « De ce système, c'est-à-dire du sens absolu et prohibitif de l'art. 845, résulterait la conséquence funeste, qu'après avoir donné le quart par préciput à l'un de ses enfans, un père ne pourrait plus assurer de dot à ses filles d'une manière irrévocable, et que la fille mariée, dotée par le père, serait forcée d'accepter la succession pour pouvoir conserver sa dot. Données à l'art. 845 un sens absolu et prohibitif ; le père de famille qui n'aura voulu donner et qui n'aura réellement donné par anticipation que la part de son enfant dans la réserve, se trouvera privé de la faculté de donner la portion disponible, ou du moins, le sort de sa disposition dépendra de l'enfant doté qui pourra, par intérêt ou par raprice, quelquefois par haine, vengeance ou corruption, rendre sans effet la disposition par préciput : que l'enfant renonce à la succession, et ce sera lui qui aura la portion disponible. Quelle stabilité auraient donc désormais les contrats de mariage ? Ne serait-ce pas le bouleversement de tous les principes, de tous les contrats, de toutes les familles ? »

On sait maintenant comment la Cour de cassation a répondu à ces puissantes considérations par ses arrêts de 1829 et de 1834. Mais, quoi qu'il en soit, du mérite de la solution retenue dans ses arrêts, solution que nous n'avons examinée ici que pour en faire ressortir l'usage particulier, toujours est-il que ses arrêts ayant résolu une question différente de celle qui a été jugée par l'arrêt Larogues de Mons, ils n'ont pu, quoiqu'à tort, être considérés comme contraires à celui-ci.

Il faut le dire, cependant : ces arrêts ne sont pas en harmonie parfaite avec tous les motifs de celui que nous recueillons ici ; et c'est là ce qui a pu donner lieu à la méprise des Cours qui y ont vu un retour de jurisprudence : ils s'écartent entièrement de ceux de ses motifs dans lesquels l'arrêt ci-dessus déclare que la réserve ne peut jamais être attribuée qu'à celui qui a conservé la qualité d'héritier ; motifs qui, en principe, il faut bien le reconnaître, rentrent bien dans la vérité des choses telle qu'elle résulte de diverses dispositions du Code, que cette espèce de transaction consacrée par les arrêts de 1829 et de 1834, et justifiée par les considérations puissantes, et on peut dire décisives qui l'ont amenée.

Mais qu'on le remarque bien, et ceci sera le résumé de notre discussion, c'est seulement dans les motifs que se trouve la discordance : quant aux points jugés, ils sont essentiellement différens. Non, encore une fois, la Cour de cassation n'est pas revenue sur sa jurisprudence. Il s'agissait, en 1848, d'une question de quotité ; et c'était seulement une question d'imputation qui s'agitait en 1829 et en 1834. En 1818, le donataire en avancement d'hoirie soutenait qu'ayant renoncé, il avait droit à la quotité disponible, comme donataire, et comme enfant, à sa part dans la réserve ; et la Cour de cassation prescrivait ce cumul en décidant que le donataire n'avait droit qu'à la quotité disponible, et que devenant étranger à la succession, par la renonciation, l'enfant n'avait rien à prétendre dans la réserve ; en 1829 et en 1834, rien de cela n'était en discussion ; il s'agissait uniquement de savoir de quelle manière s'exercerait la rétention dont on n'avait pas à déterminer l'étendue ; on se demandait si cette rétention s'exercerait sur la quotité disponible elle-même, de telle façon que les dispositions ultérieures que le père de famille avait faites dussent rester inefficaces, si d'autant des seuls biens qui auraient pu leur servir d'aliment, on au contraire, si elle ne devait pas s'exercer sur la part à laquelle le renonçant aurait eu droit dans la réserve, s'il s'était venu au partage, et de manière à laisser libre, en tout ou en partie, la quotité disponible sur laquelle les dispositions ultérieures recevraient leur effet ; et la Cour suprême s'est arrêtée à ce dernier parti. Mais loin que cette décision ramenât le cumul qui avait été si formellement prescrit en 1818 (ce qu'il aurait fallu pour que les arrêts fussent contraires entre eux), elle le prescrivait implicitement au contraire ; car l'imputation sur la réserve qui s'introduisait ainsi comme une espèce de transaction, ayant eu pour but, non pas l'intérêt du surressissable renonçant, mais seulement de protéger l'autorité du père de famille en donnant effet à ses dispositions ultérieures, la Cour de cassation n'aurait pu dire, sans aller directement contre le but qu'elle se proposait, que par suite de l'imputation nouvelle qu'elle autorisait, le renonçant aurait droit de recevoir l'équivalent de la réserve et du la quotité disponible cumulée, puisque c'est de faire naître les dangers contre lesquels on faisait préve-

« dront dans l'hérédité de leur mère. Mondit sieur Pierre de Laroque a présentement accepté et accepte, avec une vivo reconnaissance, les donations à lui faites par madame sa mère. »

2 décembre 1808, décès de la mère laissant six enfans. — Les puînés acceptent la succession. — L'aîné renonce à la succession pour s'en tenir à sa donation. — Provisoirement il s'empare de la totalité de la succession. — Assigné en partage, le sieur de Laroque de Mons a demandé le prélèvement d'une quotité disponible qui ne lui a pas été contestée. — Mais il a demandé de plus qu'elle fût accordée à titre de préciput, c'est-à-dire, qu'en sus de la quotité disponible, il a demandé une part d'enfant. — Au total, il voulait prélever un quart, plus un sixième.

29 août 1814, jugement contradictoire du tribunal de Périgueux, qui, en accordant la quotité disponible, refuse le préciput, ou la part d'enfant, attendu que le don n'a pas été fait à titre de préciput. — « Considérant, sur la quatrième question, que d'après l'art. 843 du Cod. civ., tout héritier venant à une succession, doit rapporter à son cohéritier tout ce qu'il a reçu du défunt par donation entre-vifs, directement ou indirectement, et qu'il ne peut réclamer des dons ni réclamer les legs à lui faits par le défunt, à moins que les dons et legs ne lui eussent été faits expressément par préciput et hors part, ou avec dispensation du rapport; — Que cet article est applicable à toute donation, soit particulière, soit générale; mais que dans la cause actuelle la donation contractuelle faite au sieur de Laroque aîné, par sa mère, ne peut point être considérée comme une donation à titre universel, n'étant point faite des biens présents et à venir, et ne pouvant comprendre que les biens qu'avait la mère à l'époque de la donation; qu'un tel don, par rapport à la succession, ne peut être qu'une disposition partielle, sujette à rapport, lorsque l'autour n'a pas expressément déclaré la faire par préciput; — Considérant qu'on ne peut pas indiquer par présomption que la feue dame de Laroque ait entendu que la donation qu'elle faisait fût précipuaire, puisque d'après le contrat, le donataire se tenait de soustraire sur cette donation, tels retranchemens qu'il appartiendra, pour les parts et portions que la loi attribue et réserve aux autres enfans de la donatrice; qu'il résulte de la combinaison de divers art. du Code civ. sur la matière, que dans le cas où le donataire laisse, à son décès, trois enfans de plus, la loi lui interdit toutes dispositions, sous quelque forme que ce soit, au delà du quart effectif de ses biens, ainsi que s'en explique l'art. 913 dont les termes sont prohibitifs; que si la loi laisse néanmoins au donateur la faculté de rendre ce quart précipuaire, et de faire concourir le donataire au partage du restant, c'est à la charge et condition expresse de le déclarer en termes positifs, termes auxquels il n'est point permis de suppléer par induction ni par présomption; que la loi a en la précaution de désigner les cas où la dispense du rapport est sous entendue, ainsi qu'on

le voit dans les art. 847, 848 et 849 du même Code, et qu'il n'est pas permis d'en étendre les dispositions; — Que si la mère dudit sieur de Laroque avait entendu que la donation qu'elle faisait à son fils, fût par préciput, elle ne se serait pas bornée à charger son donataire de souffrir tels relâchemens qu'il appartiendrait pour la part réservée aux autres enfans, et qu'elle aurait expliqué sa volonté d'une manière expresse, en ajoutant que dans tous les cas elle entendait que son donataire eût, par préciput, la portion qui se trouverait disponible à son décès; — Que ce qui prouve encore que la dame Laroque n'a pas voulu donner par préciput, c'est que dans le même contrat son mari y dispose en faveur de son fils, par clause précipuaire, et hors part pour ce qui le concerne, ce qui avertissait suffisamment la dame de Laroque de la précaution qu'elle avait à prendre pour rendre sa donation précipuaire, si telle eût été son intention; qu'au lieu de cela, elle ne s'est point servi des mêmes termes ni d'aucun équivalent, et qu'en prenant un autre mode de donner, elle n'a point exprimé comme l'avait fait son mari, que son don, pour la part dont elle pouvait disposer, était à titre de préciput; — Que la disposition de son mari, et la loi qu'elle ne pouvait ignorer, l'avertissent que quelque étendue et dans quelque forme que fût faite sa donation, elle ne pouvait s'étendre au delà du quart de ses biens; qu'elle l'a reconnue elle-même en réservant à ses autres enfans, sur ladite donation, leurs portions légales, et que du moment où elle a gardé un silence absolu sur la clause précipuaire, qui avait été employée par sondit mari, et qu'elle n'a pas limité en cela son exemple, il faut nécessairement en conclure qu'en donnant à son fils la quotité disponible, elle n'a voulu ni entendu que cette quotité fût donnée par préciput, et que le sieur de Laroque aîné ne peut prétendre aujourd'hui rien au delà du quart dans l'émolument de sa donation contractuelle, du chef maternel. »

Sur l'appel, le sieur de Laroque de Mons soutient que de père à fils, tout don est essentiellement précipuaire; — Que de père à fils la quotité disponible doit s'entendre non-seulement du tout ce qui peut être donné à un étranger, mais de tout ce qui peut être donné à un enfant.

On répond pour les frères de Laroque, que le Code civil, n'admet pas de préciput présumé, que tout préciput doit être stipulé, que le principe est vrai de père à fils, comme vis-à-vis d'étrangers. — On ajoute qu'au surplus, quand même de père à fils le préciput pourrait être présumé, ou réputé existant sans être stipulé, le sieur de Laroque de Mons n'en serait pas plus avancé; que le préciput est une faculté de prendre part à la succession, sans rapporter un objet donné; que cette faculté de prendre part à la succession doit rester sans effet, lorsque par sa renonciation l'enfant donataire déclare qu'il ne veut point prendre à la succession.

Sur l'imputation sur la réserve. Aussi est-ce dans ce sens que se sont prononcées les Cours qui ont eu plus tard à statuer sur la question d'imputation; c'est ce qu'a juré notamment la Cour de Caen par l'arrêt du 25 juill. 1837 dont nous venons de parler, et celle d'Aix qui, statuant précisément sur le renvoi prononcé en 1834 par la Cour de cassation, semble s'être attachée à développer la pensée contenue dans la décision de la Cour suprême, et établit, dans son arrêt du 13 fév. 1835, que, quoique faite sur la réserve et subsidiairement sur la quotité disponible, l'imputation ne peut jamais s'attribuer au donataire en avancement d'hoirie renonçant que l'équivalent de cette dernière quotité.

Concluons donc, qu'au fond les arrêts de 1829 et de 1834 ne contraient pas le système de l'arrêt Laroque de Mons; que ces divers arrêts subsistent chacun dans leur force; et que, rapprochés les uns des autres, ils se complètent, se combinent et se concilient parfaitement. Telle est l'impression première qu'ils avaient fait naître en nous, et nous l'avons déjà exprimée au rapportant, dans notre volume de 1836, l'arrêt de la Cour royale de Lyon dont les motifs énoncent le contraire. Un nouvel examen n'a pu que nous faire persister dans notre première opinion.

30 janvier 1816, arrêt de la Cour de Bordeaux, qui confirme en ces termes :

« Attendu que le dispositif du jugement du 29 août 1814, dont est appel, n'a pas déclaré le sieur de Laroque aîné héritier de sa mère, nonobstant la répudiation qu'il avait faite de son hérité, puisqu'il du contraire il a maintenu en sa faveur l'effet de ladite répudiation, en lui adjugeant la portion que le donataire susceptible qui renonce à l'hérédité du donateur est autorisé à retenir; que le jugement dont il s'agit a simplement rejeté l'opposition du sieur de Laroque aîné envers le jugement par défaut du 27 avril 1813, et l'exception par lui prise de sa répudiation pour soutenir qu'il avait été mal à propos assigné en partage des biens maternels, tandis qu'en sa qualité de donataire on ne devait agir contre lui que par l'action en retranchement; que le tribunal de Périgueux a bien jugé en rejetant cette proposition et cette exception, parce que, d'une part, le sieur de Laroque aîné, soit par l'acte signé de lui et signé le 4 janv. 1814, soit par sa conduite lors du procès-verbal des experts du 24 du même mois, avait pleinement acquiescé au partage des biens tant paternels que maternels, ordonné par le jugement du 27 avril 1813, à lui signifié le 14 juil. suivant, et qui seulement n'avait pas réglé les droits des parties dans les biens à partager; parce que, d'autre part, la répudiation faite par le sieur de Laroque aîné de la succession de sa mère, n'empêchait pas que le partage des biens maternels dont il s'était emparé, ainsi que des biens paternels avec lesquels ils étaient en partie confondus, ne fût nécessaire, même pour distinguer et séparer de la portion qu'il avait le droit d'en retenir comme donataire, la portion qui formait la succession légale de la mère, et qui appartenait aux autres enfants qui s'étaient portés ses héritiers; — Attendu que l'art. 913 du Code ne permet à l'ascendant qui laisse trois enfants ou un plus grand nombre, de disposer à titre gratuit que du quart de ses biens; que les autres trois quarts réservés par la loi appartiennent aux enfants qui se portent héritiers, et qui ne peuvent y prendre aucune part qu'en cette qualité qui leur est attribuée par les art. 917, 1001, 1006, 1009 et 1011 du Code; que, suivant l'art. 785, l'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier; que l'art. 784 fait accroître sa portion à ses cohéritiers au même degré subseqent; qu'après avoir déterminé par les art. 843 et 844 les obligations et les droits de l'héritier donataire simple ou par préciput qui vient à la succession du donateur, le législateur décide, par l'art. 845, que l'héritier qui renonce à la succession peut cependant retenir le don entre-vifs jusqu'à concurrence de la quotité disponible; que l'art. 924, en statuant que si la donation entre-vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir sur les biens donnés la valeur de la portion qui lui appartiendrait comme héritier, dans les biens non disponibles, s'ils sont de la même nature, prouve évidemment que cette retenue ne peut être faite par le successible qui, ayant répudié la succession du donateur, est censé n'avoir jamais été héritier; que s'il en était autrement, il conserverait, malgré sa répudiation, les droits d'héritier, et sa part héréditaire, qui cependant doit accroître à ses cohéritiers; qu'un semblable résultat blesserait la nature des choses et les dispositions textuelles du Code; que le sieur de Laroque aîné, ayant répudié la succession de sa mère, ne peut donc retenir sur ses biens que le quart dont elle pouvait disposer; qu'il ne peut rien prendre sur les trois quarts indisponibles qui forment la succession à laquelle il a renoncé. »

POURVOI en cassation par le sieur de Laroque

de Mons pour fausse application des art. 785, 786 et 1003 du Code civ., et violation des art. 845, 913 et 924 du même Code.

En droit, a-t-on dit pour le demandeur, il s'agit de savoir si l'enfant, donataire à titre universel de sa mère, qui renonce à la succession de celle-ci pour recueillir le montant de sa donation, ne doit pas cumuler et sa réserve et la quotité disponible; s'il ne peut pas retenir comme donataire sa réserve qu'il n'a pas voulu prendre comme héritier; en un mot, si sa donation doit souffrir, de la part des autres enfants, une réduction, un retranchement au delà des proportions que la loi réserve à chacun d'eux. — Nous soutenons que le retranchement accordé aux enfants ne doit pas s'élever au delà des portions que la loi leur destine; que le donataire, ayant renoncé à la succession, peut prendre, comme donataire, ce qu'il eût pu obtenir comme héritier; que, lorsqu'il renonce, *aliquo accepto*, sa portion n'est point vacante; qu'en conséquence elle n'accroît point aux autres enfants; que seulement elle est prélevée à un autre titre et sous une autre qualité; que la portion des autres enfants n'augmente point, qu'elle ne devient pas plus étendue par la renonciation d'un tel donataire. — Pour se convaincre de cette vérité, il faut d'abord partir d'un principe fondamental en cette matière: c'est qu'un enfant peut réunir sur sa tête la quotité disponible et sa portion dans la réserve; qu'il peut être tout à la fois donataire et héritier; qu'il peut d'abord prélever tout ce que ses père et mère auraient pu donner ou léguer à un étranger, et concourir ensuite avec les autres enfants au partage égal de la réserve (art. 919). — C'est un principe également constant que, lorsqu'une donation n'a pas été faite à titre de préciput ou hors part, elle ne doit cependant être rapportée à la masse que dans le cas où le donataire vient à la succession, et veut, en outre, prendre sa réserve comme héritier. — Mais, si le donataire renonce à la succession, s'il répudie sa qualité d'héritier, sa donation n'est plus sujette au rapport; seulement, lorsqu'elle excède la quotité disponible du donateur, en y comprenant la réserve du donataire, il y a lieu à réduction ou retranchement, jusqu'à ce que les héritiers qui ont accepté soient remplis chacun de sa réserve (art. 920, 921, 922, 923, et surtout 924 du Code). — Appliquons ces principes à l'espèce. La mère a donné à son fils aîné la majeure partie de ses biens, la donation embrassant tous les immeubles situés à Saint-Nexans et lieux voisins, est à titre universel: il est vrai qu'elle n'est point comme celle du père, faite à titre de préciput; mais, le donataire ayant renoncé à la succession maternelle, la donation n'est pas sujette au rapport; seulement, elle peut être réduite si elle excède la réserve due à ses frères. — Voilà tout le procès. — Les défendeurs soutiennent que, par sa renonciation, le donataire a changé la nature des choses; que, depuis cette renonciation, il n'a pu cumuler comme auparavant, et la quotité disponible et sa réserve; et, pour justifier cette assertion, ils invoquent les art. 785, 786, 1003 et suivans du Code (l'art. d'ailleurs l'arrêt attaqué). — Sans doute, n'est héritier qui ne veut; sans doute, dans le cas où un père laisse plusieurs enfants, tous ou un seul peuvent renoncer, et alors la part du renonçant accroît à tous ceux qui acceptent. — L'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier (art. 785). — La part du renonçant accroît à ses héritiers (art. 786). — Ces deux dispositions ne sont pas nouvelles; elles étaient déjà consacrées par le droit romain (l. ff. de acquiritur vel omittenda hereditas). — Mais ces articles régissent les effets de la renonciation absolue et indélicate de l'héritier appelé; ils ne s'appli-

quent point à une renonciation conditionnelle; ils supposent évidemment que le renonçant disparaît, qu'il ne conserve ni droit ni qualité, qu'en un mot il ne peut se présenter à aucun autre titre pour partager les biens.—Les articles ont prévu le cas le plus fréquent, celui où un des héritiers ne veut s'immiscer, en aucune manière, dans la succession, ou il n'a pas un titre plus favorable; alors il est naturel que la portion de cet héritier renonçant accroisse aux autres héritiers.—Mais, dans l'espèce, il ne s'agit pas d'une telle renonciation; au contraire, le sieur de Laroque aîné n'a renoncé, comme héritier, que pour se présenter comme donataire, ou plutôt, il n'a pas voulu accepter comme héritier, des biens que depuis plusieurs années il possédait comme donataire; il a pensé avec raison que cette acceptation ne pouvait rien ajouter à son droit, et il s'est abstenu. En un mot, il avait un double titre pour demander la même chose : il avait le titre de donataire et le titre d'héritier; et, comme l'était important pour lui d'opter entre ces deux titres, il a opté pour le titre le plus avantageux.—Mais, dit-on, une preuve que l'enfant donataire ne peut pas ainsi renoncer à la succession, et venir prendre sa part dans la réserve, c'est que l'art. 845 ne lui donne alors que la quotité disponible. En effet, cet article porte : « L'héritier qui renonce à la succession peut cependant retenir le don entre-vifs, ou réclamer le legs à lui fait, jusqu'à concurrence de la portion disponible. —Où; mais comment compter cette quotité disponible? Sur quel nombre d'enfants faut-il la fixer? Ne doit-on pas y faire entrer la

part du donataire? Faut-il, au contraire, ajouter cette part à la réserve?—Il est évident que l'art. 845 doit être combiné avec l'art. 924, ainsi conçu : « Si la donation entre-vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir sur la chose donnée la valeur de la portion qui lui appartiendrait comme héritier, dans les biens non disponibles, s'ils sont de même nature. —Ainsi le donataire doit prélever d'abord la quotité disponible, et ensuite la part qu'il eût obtenue comme héritier. —De là il résulte, 1^o que dans le cas d'une donation universelle, l'enfant avantage peut renoncer à son titre d'héritier, et prendre, comme donataire, la quotité disponible et sa part d'enfant. —2^o Que, malgré sa renonciation, sa part n'accroît pas aux héritiers; qu'elle n'est pas vacante, puisqu'elle est recueillie à un autre titre par le renonçant;—3^o Que, n'étant pas héritier, l'enfant donataire n'est plus tenu au rapport, puisque le rapport n'est dû que par l'héritier à ses cohéritiers. —A l'appui de ces différentes propositions le demandeur invoquait plusieurs autorités, tant du droit ancien que du droit nouveau, que nous avons indiquées dans la note au commencement de cet article.—Enfin, il produisait une consultation du doyen de la faculté de Dijon, M. Proudhon, dont le lecteur sera bien aise de retrouver ici la principale argumentation (1).

Pour les enfants punis de Laroque de Mons, on a répondu :—Tout le système du demandeur repose sur cette supposition en droit que la quotité disponible réglée par le Code n'est pas une et absolue; qu'il faut distinguer deux espèces de

(1) La question, disait le savant professeur, dérogée de ses termes scientifiques et ramenée à son véritable état, est celle-ci : *Un père qui a plusieurs enfants peut-il réduire les uns à leur légitime ou à leur réserve, en donnant tout le surplus de ses biens à l'autre?*—Il n'y a pas un magistrat, pas un jurisconsulte, pas un légiste en France qui puisse bénir un seul instant à adopter l'affirmative. Il ne s'agit donc plus que de savoir si, en fait, le père a réellement usé de son pouvoir par la donation universelle qu'il a faite au profit de celui de ses enfants qu'il a voulu préférer aux autres. Posons donc encore, dans les termes les plus simples, cette seconde question : « La donation universelle qu'un père a faite de tous ses biens au profit d'un de ses enfants, ne renferme-t-elle pas cumulativement et la quotité disponible que la loi laissait libre entre les mains du père et la réserve légale qui était due à l'enfant donataire ?

« Il n'y a également pas un homme raisonnable qui oserait dire que non; puisqu'entièrement il faudrait soutenir que les parties ne sont pas renfermées dans le tout, ou que le tout n'est pas composé de ses parties; donc le donataire doit emporter tout à la fois et le montant de sa réserve légale et celui de la quotité disponible que le père aurait pu donner à un étranger. Donc les autres enfants ne doivent avoir que leur propre légitime dont le père n'a pu disposer à leur préjudice.

« Dans la fait, la donation universelle ne porte pas moins sur la légitime du donataire que sur la quotité disponible du père, puisque l'une et l'autre sont également renfermées dans la tout qui est donné.

« Dans le droit, la donation est aussi valable; quant à la réserve du donataire, que quant à la quotité disponible; car, lorsqu'on dit qu'un père ne peut valablement disposer de la légitime de son enfant, cela ne peut être entendu que du cas où il voudrait le donner à un autre, et non pas de celui où il en disposerait au profit du légitimataire lui-même, puisque la prohibition de la loi n'est prononcée que dans l'intérêt de celui-ci.

« Une donation entre-vifs est toujours utile à l'enfant, même lorsqu'elle porte sur sa réserve légale. La libéralité du père est incomparablement plus avantageuse que la simple vocation de la loi; puisqu'au moyen de la donation l'enfant est saisi dès à présent, et que le père ne peut plus aliéner.

« Concluons donc encore une fois que la donation universelle, faite par un père au profit d'un de ses enfants, est aussi valablement consommée sur la réserve légale de celui qui la reçoit, que sur la quotité dont le père aurait pu disposer au profit d'un étranger, et qu'en conséquence, le donataire peut également retenir l'une et l'autre.

« Il y a plus : pour raisonner dans un sens rigoureusement juste, on ne doit pas dire que cette donation renferme deux quotités : l'une qui est la réserve légale de l'enfant, et l'autre qui est la portion disponible du père; car la donation est une dans son objet comme dans la substance de l'acte. Cet objet est la quotité disponible, et cette quotité est tout le patrimoine du père, moins les réserves des autres enfants; parce que dans la cause d'un enfant donataire, et en cette qualité, mis en opposition avec ses frères et sœurs, tout est disponible pour lui, excepté les légitimes des autres.

« Qu'oppose-t-on à cette doctrine? une interprétation ridicule de l'art. 845 du Code, portent : « L'héritier qui renonce à la succession peut cependant retenir le don entre-vifs... jusqu'à concurrence de la portion disponible. » Donc, dit-on, il ne peut conserver que le montant de la portion disponible dont le père aurait pu faire donation à un étranger; donc il ne peut pas cumuler cette quotité avec sa propre légitime. Comme si sa réserve légale pouvait être travestie en légitime pour les autres! Comme si cette réserve devait appartenir aux autres par la raison qu'elle a été donnée à lui-même! Comme si la réserve due au donataire n'était pas disponible pour lui! Comme si la loi voulait que le père laissât une légitime à cet enfant, eût pu défendre au même temps de la lui donner! »

quotité disponible, une quotité disponible ordinaire, et une quotité disponible relative ou privilégiée; l'une envers les étrangers, et l'autre envers les héritiers à réserve, et que, lorsque le législateur parle de quotité disponible envers les héritiers à réserve, il y comprend la quotité disponible ordinaire, plus une portion d'enfant. Une telle distinction a au moins le mérite de la nouveauté. — Jusqu'à ce jour on avait cru que la quotité disponible était une, et qu'elle avait sa règle unique dans les articles 913 et suivants du Code civil. — On avait cru que le Code civil distinguait soigneusement, dans toute succession, deux masses frs distinctes, la quotité disponible, et la réserve des héritiers; que la quotité disponible embrassait, ni plus ni moins, tout ce qui n'est pas la réserve affectée aux héritiers. — Si la pensée du législateur eût été telle que le dit le demandeur, elle aurait été exprimée dans l'article 919: là le législateur parle du cumul de la quotité disponible avec une portion d'enfant; et puisqu'il en parle comme de deux objets distincts, c'est sans doute bien parce qu'il ne faut pas les confondre dans sa pensée.

Pour justifier la double définition de la quotité disponible, le sieur de Laroque de Mons nous donne aussi une définition tout à fait neuve de la réserve: il nous assure que le mot réserve est synonyme de *légitime*; ainsi, d'abord, chaque enfant aurait aujourd'hui sa réserve comme jadis sa légitime. — Il nous semble que par tout où le Code civil emploie le mot réserve, l'emploie comme équivalent de *quotité indisponible*; que la réserve est donc un droit de la masse des héritiers, pour en prendre chacun sa portion. (915, 921 et 924.)

Ainsi, les idées reçues sur la réserve, comme sur la quotité disponible, nous conduisent à cette conséquence, que l'article 845 du Code civil n'autorise en aucun cas un renoncement à cumuler une portion d'enfant avec la quotité disponible ordinaire.

Le sieur Laroque de Mons invoque, à l'appui de son système, l'art. 924 du Code civil, ainsi conçu: « Si la donation entre-vifs, réductible, a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir sur les biens donnés, la valeur de la portion qui lui appartiendrait comme héritier, dans les biens non disponibles, s'ils sont de la même nature. »

Il est assez difficile de comprendre quel rapport il y a entre la donation à réduire comme excessive, et une donation à laquelle on veut faire ajouter. — Voyons cependant où veut nous conduire le sieur de Laroque de Mons. Remarquez bien, nous dit-il, que le donataire en ce cas, retient la quotité disponible, plus une portion d'héritier. Remarquez surtout que ce n'est pas à titre d'héritier, que c'est seulement comme s'il était héritier; d'où la conséquence que la donation de père à fils d'une quotité disponible, s'entend d'une quotité disponible ordinaire, plus d'une portion d'enfant. Mais est-il bien vrai que l'enfant donataire, par donation excessive, qui retient la quotité disponible ordinaire, plus une portion d'enfant, ne retienne pas cette portion d'enfant à titre d'héritier? — Ce n'est point à nous de résoudre la question; la solution n'en est pas nécessaire à notre époque: l'arrêt se justifie aisément, même dans cette hye thèse doctrinale.

Admettons en effet qu'un enfant armé d'une donation universelle ou excessive à lui faite par préciput, se trouve en possession de tous les objets compris dans cette donation, et qu'en cet état, se présentant à partage, il puisse retenir sur la donation la quotité disponible à titre de donataire précipuaire, et sa part d'enfant à titre

d'héritier; évidemment il n'en pourra plus être ainsi s'il renonce à la succession. Or, c'est la position où s'est placé le demandeur: en renonçant à la succession, il s'est donc interdit toute réclamation à titre d'héritier, toute prétention, par conséquent, à conserver la part d'enfant que la loi lui défère comme tel.

M. Cahier, avocat général, a trouvé dans les lois romaines, dans l'article de l'ordonnance de 1731, et dans l'article 924 du Code civil, éclairé par la discussion du Conseil d'Etat, cette notion fondamentale qu'un enfant donataire de tout ce que la loi permet de lui donner, reçoit par son titre, aujourd'hui comme jadis, la quotité disponible, plus une portion d'enfant; et que c'est bien à titre d'enfant donataire qu'il recueille cette portion d'enfant; que ce n'est pas du tout à titre d'héritier (quoique les créanciers du défunt n'ont rien à y prétendre). — Il a conclu de cette idée première, que la donation à un enfant d'une quotité disponible contient essentiellement une portion d'enfant, cumulée avec la portion disponible; qu'il n'y a ni à s'enquérir de préciput, ni à s'inquiéter de renonciation. — C'est pourquoi, et attendu que l'arrêt dénoncé n'avait pas accordé au sieur de Laroque de Mons une portion d'enfant cumulée avec la quotité disponible ordinaire, il a conclu à la cassation.

Voici quelles ont été les observations du conseiller rapporteur, M. Porquet; elles nous paraissent être un modèle de discussion, et avoir jeté un grand jour sur la question:

« Le pourvoi du sieur de Laroque de Mons, a dit ce magistrat, soumet à l'examen de la Cour cette unique question: *L'enfant donataire d'immeubles dont la valeur excède la portion disponible, peut-il, lorsque ses frères et sœurs exercent contre lui l'action en réduction, retenir, en renonçant à la succession, non-seulement la portion dont il était permis au donateur de disposer, mais même ce qui excède cette portion disponible, jusqu'à la concurrence de la réserve légale à laquelle il aurait eu droit s'il eût conservé la qualité d'héritier.* »

« Dans les pays régis par le droit écrit, l'affirmative n'eût pas fait le plus léger doute. Le légitime y était regardé plutôt comme une *créance* que comme un droit de succession; et, quoique le légitime dût être laissé par le père à titre d'institution, les enfants n'avaient pas besoin de prendre la qualité d'héritiers pour la demander; à plus forte raison n'en avaient-ils pas besoin pour conserver, par voie d'exception, ce qu'ils avaient reçu. C'était d'ailleurs la disposition expresse de la novelle 92. »

« En pays de droit coutumier, la solution de la question n'eût pas été différente, parce qu'encore bien qu'il y fût nécessaire d'être héritier pour intenter l'action en paiement de légitime, il n'était pas nécessaire d'avoir cette qualité pour la conserver par voie d'exception et repousser l'action en retranchement des objets donnés. — C'est ce qu'enseignaient tous les jurisconsultes, et notamment Dumoulin, Ricard, Pothier et autres; ce qui résultait de l'art. 307 de la coutume de Paris, portant que « l'enfant auquel on aurait donné se voudrait tenir à son don, faire le peut, en s'abstenant de l'héritage, la légitime réservée aux autres enfants; » ce qui enfin avait été converti en loi par l'art. 34 de l'ordonnance de 1731, en ces termes: « Au cas qu'un ou plusieurs donataires soient du nombre des enfants du donateur, qui auraient droit de demander leur légitime sans la donation qui leur aurait été faite, ils retiendront les biens à eux donnés jusqu'à concurrence de leur légitime, et ne seront tenus de la légitime des autres que pour l'excédant. »

« En dait-il être de même sous l'empire du Code civil ? Voilà ce qu'il s'agit d'examiner. — Des jurisconsultes très estimables, en tête desquels il faut placer M. Grenier, ont répondu affirmativement, et leurs motifs da décider ont été, d'une part, que, dans le silence du Code, il fallait se reporter aux anciens principes, admis universellement en matière de légitime. — De l'autre, que le Code civil n'auroit pas de dispositions explicites sur le droit réel de cumuli réclamé par les enfans donataires qui renoncera à la succession. — L'art. 845, en-ils dit, est le seul dans lequel on ait pu chercher cette disposition explicite : mais, de ce qu'il y est dit que l'enfant peut retenir les biens donnés jusqu'à concurrence de la quotité disponible, il n'en résulte pas qu'il ne puisse pas au même temps retenir sa réserve légale. L'art. 845 n'a été inséré dans le Code que parce qu'il était indispensable d'y consacrer un principe qui n'était pas admis dans les coutumes d'égalité parfaite, où les enfans, même en renonçant, étaient obligés de rapporter les dons qu'ils avaient reçus.

« Je vais répondre successivement à ces deux motifs, qui me paraissent être les seuls auxquels on puisse donner quelque importance. — Je réponds au premier, avec M. Toullier et avec M. Grenier lui-même, qu'il ne faut pas confondre la réserve légale avec la légitime, et que le Code civil a introduit, en matière de succession, un droit absolument nouveau, en ce qui concerne ce dont il est permis de disposer.

« Ce qu'on appelle, en effet, dans notre nouvelle législation, la réserve légale, n'est pas bornée, comme l'était la légitime, à l'attribution faite à chaque enfant personnellement; d'une partie de ce qu'il aurait eu dans la succession ab intestat. Ce n'est plus cette modique pension alimentaire au delà de laquelle il n'avait rien à réclamer contre les donataires universels, étrangers ou enfans du donateur. Cette réserve est la succession même, la succession tout entière, qui est assurée à tous les enfans collectivement, qui leur est accordée comme héritiers, dont ils sont saisis en cette qualité à l'instant du décès, et à laquelle ils n'ont plus aucun droit lorsqu'ils renoncent; leur part, en ce cas, restant, par droit d'accroissement, à leurs cohéritiers. — Ce droit nouveau est établi par l'art. 913 du Code, qui divise le patrimoine du père en deux masses distinctes, chacune irrévocablement fixée à une quotité de biens plus ou moins grande, suivant le nombre d'enfans existans à son décès : l'une est disponible, et la loi permet au père de donner les biens qui la composent à des étrangers, et même à ses enfans, avec dispense d'en faire le rapport. — Quant à l'autre masse, la loi la déclare indisponible; elle ordonne, en termes généraux, absolus, qu'elle ne pourra pas être entamée par les libéralités; et c'est cette masse qu'elle assure aux enfans comme héritiers, dont elle veut qu'ils soient saisis de plein droit, et que le partage ne soit fait qu'entre ceux qui ne renoncent pas à la succession.

« De cette différence qu'il y a entre la légitime du droit romain ou des pays coutumiers, dans lesquels les enfans d'ailleurs étaient saisis de plein droit, et la réserve légale, à la totalité de laquelle chacun des enfans a droit, en cas de renonciation de ses cohéritiers, je tire la conséquence que les principes relatifs à la légitime ne peuvent pas servir à interpréter les questions nées dans une législation toute différente; et que c'est par le Code civil, et autant que possible par ce Code seul, et la combinaison de ses divers articles, sans mélange d'anciens principes, plus ou moins analogues, qu'il faut résoudre toutes les difficultés relatives à l'exercice du droit des héritiers, auxquels ce Code assure la succession de leurs père et mère. — J'en conclus

encore qu'en cette matière, comme dans toute autre, il faut s'en tenir à la lettre de la loi, sans distinguer où elle ne s'est pas distinguée, sans admettre aux principes généraux qu'elle a posés, des exceptions qu'elle n'y a pas faites.

« Examinons ensuite les divers articles du Code relatifs à la réserve légale, il me semble qu'il en est un assez grand nombre qui s'opposent, de la manière la plus explicite, à ce que l'enfant donataire universel ou avec clause de préciput, qui renonce à la succession, puisse retenir sur les biens donnés ce qui excède la quotité disponible, et qui, sous ce rapport, fait partie de la succession. — Mais, avant de les rappeler, j'observe que si le législateur avait laissé à l'enfant donataire qui renonce la faculté de conserver sur les biens donnés, non-seulement la quotité disponible, mais, de plus, la part qu'il aurait eue dans la succession comme héritier, il aurait manqué le but qu'il s'est principalement proposé dans le Code, celui de maintenir l'égalité entre les enfans, dans tous les cas autres que celui de la donation faite à l'un d'eux avec clause de préciput; qu'en effet cette égalité serait rompue, soit que le don eût été fait par préciput, soit qu'il l'eût été sans dispense de rapport; qu'elle le serait dans la première hypothèse, puisqu'elle les autres enfans, restés seuls héritiers de la masse indisponible, seraient aussi seuls exposés, tant aux poursuites des créanciers de la succession qu'à l'obligation de leur rendre des comptes de l'honneur d'inventaire, et à couvrir les chances, très multipliées, qui peuvent mettre l'héritier bénéficiaire dans le cas d'être regardé comme héritier pur et simple; qu'elle le serait dans la deuxième hypothèse, en attribuant au donataire la quotité disponible et une partie de la succession, tandis qu'il était dans l'intention bien prouvée du donateur que si ce donataire venait à succéder, il y fit le rapport de ce qui lui avait été donné; qu'ainsi on ne doit pas s'attendre, dans la loi, à des dispositions qui auraient été directement contraires au but du législateur.

« Cela posé, j'arrive à l'examen des divers articles du Code. — D'abord, j'arrête mon attention sur cet art. 913, qui, établissant la division des biens du père en deux masses, veut que ses libéralités, soit par actes entre-vifs, soit par testament, ne puissent pas excéder le moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime, le tiers s'il laisse deux enfans, le quart s'il en laisse trois ou un plus grand nombre. — J'y joins l'art. 920, qui dispose que les dispositions, soit entre-vifs, soit à cause de mort, seront réduites à cette quotité, lors de l'ouverture de la succession; ce qui signifie bien clairement que la partie à retrancher fait partie de la succession, relativement aux successibles. — En observant que, dans l'un et l'autre de ces articles, le législateur parle en termes généraux, absolus; qu'il n'admet aucune distinction entre les libéralités faites à un étranger et celles qui seraient faites à l'un des enfans; qu'il veut, toujours sans faire cette distinction, que les dispositions qui excéderont la quotité disponible soient réduites; j'en tire la conséquence que l'enfant donataire ne peut, dans aucun cas, retenir rien de plus que la quotité disponible.

« Dans les art. 724 et 1004, je lis que, lorsqu'un décès du donataire ou du testateur, il y a des héritiers auxquels une quotité de ses biens est réservée par la loi, ces héritiers sont saisis de plein droit, par sa mort, de tous les biens, droits et actions du défunt. — Art. 786, que ceux d'entre eux qui renoncent sont censés n'avoir jamais été héritiers; art. 786, que leur part accroît à leurs cohéritiers. — Et ne trouvent rien dans ces articles qui autorise à diviser le droit que le donataire renonçant

aurait eu à la réserve comme héritier, en deux parts, l'une dont il serait en possession en vertu de sa donation, l'autre à prendre dans le surplus des biens de la succession, j'en tire la conséquence qu'on ne peut pas plus attribuer à ce donataire le droit de retenir l'une que de demander l'autre, parce qu'il faudrait pour cela faire des distinctions que la loi n'a pas faites, et créer une exception à ce que la loi a établi comme règle générale et sans y faire d'exception.

« Les inductions qu'on peut tirer des art. 843, 844 et 845 du Code, ne sont pas moins concluantes. — En effet, après avoir dit, dans l'art. 843, que tout héritier bénéficiaire venant à succession, doit rapporter ce qu'il a reçu, à moins que les dons n'aient été faits par préciput, le législateur parle de ce qui doit avoir lieu dans le cas où ces dons ont été faits par préciput, et il veut que l'héritier, venant à partage, ne puisse les retenir que jusqu'à concurrence de la portion disponible, et que l'exécuteur soit sujet à rapport. — Enfin, il prévoit le cas où cet héritier donataire, avec ou sans préciput, renoncera à la succession, et l'art. 845 du Code porte qu'il peut cependant retenir le dou entre-vifs jusqu'à concurrence de la quotité disponible. — Cette disposition pouvait être utile, ainsi que l'a dit M. Grenier, pour écarter le principe admis dans les coutumes d'égalité parfaite; mais il n'était pas nécessaire, car dès lors qu'il était dit dans l'art. 844, que le donataire avec préciput pouvait retenir le don, même en acceptant la succession, il en résultait clairement qu'il pouvait à plus forte raison le retenir en renonçant. — Mais, s'il n'était pas très utile d'insérer un article particulier pour autoriser à retenir en renonçant, il eût été très nécessaire d'y ajouter en l'insérant, que le renonçant pourrait retenir la quotité disponible, et de plus, en qui n'excéderait pas la valeur de la réserve qu'il aurait eu, s'il n'avait pas renoncé. — Car si cette règle, qui *dicté de uno, negat de altero*, n'est pas toujours d'une vérité absolue, toujours est-il vrai que, lorsqu'au défaut d'énonciation précise du droit de faire cette retenue, il se joint une série de dispositions précédentes, desquelles il résulte que la règle générale s'y oppose, on doit compter cet article au rang de ceux qui défendent au renonçant de retenir plus que la quotité disponible.

« Avant de terminer cette analyse des articles du Code qui doivent servir à résoudre la question proposée, contre l'avis de M. Grenier, et des jurisprudences qui ont adopté son système, il faut encore s'arrêter aux art. 856 et 859, placés au titre des rapports. — L'art. 856 porte que le rapport se fait en nature ou en moins prenant, et l'art. 859 ajoute qu'il peut être exigé en nature..... toutes les fois qu'il n'y a pas dans la succession d'immeubles de même nature et bonté. — Le principe général ainsi posé, il restait à en faire l'application au cas de l'art. 844, dans lequel l'héritier venant au partage, auquel il a été fait des dons et des legs avec la clause de préciput, peut les retenir jusqu'à concurrence de la quotité disponible, et doit faire le rapport de l'exécuteur. C'est ce que le législateur a fait, dans l'art. 921, placé au titre de la réduction des dons et legs. — Si la donation entre-vifs est réductible, y est-il dit, à être faite à l'un des successibles, il pourra retenir, sur les biens donnés, la valeur de la portion qui lui appartiendrait, comme héritier, dans les biens non disponibles, s'ils sont de même nature. — Ainsi, le législateur prévoit un cas où le donataire pourra retenir l'objet donné, jusqu'à concurrence, non-seulement de la quotité disponible, mais même jusqu'à concurrence de la réserve légale. — Mais que faut-il pour cela? Deux choses: La première, qu'il appartienne à ce donataire quelque chose comme héritier; et il ne lui appartient rien en cette

qualité, lorsqu'il a renoncé; il est censé, en ce cas, n'avoir jamais été héritier; sa part entière accroît à ses cohéritiers (art. 785 et 788). — La deuxième, qu'il y ait dans la succession des biens de même nature que ceux qui lui ont été donnés; ce qui signifie bien qu'il faut qu'il y ait un partage à faire entre lui et ses cohéritiers. — Or, si la loi exige le concours de ces deux circonstances, pour que l'enfant donataire puisse retenir plus que la quotité disponible, il est évident qu'elle le lui défend dans les autres cas, et c'est ici qu'on peut invoquer, avec toute sa force, cette maxime: *qui dicit de uno, negat de altero*. — Cependant, un nombre des jurisconsultes par lesquels l'opinion de M. Grenier a été soutenue, il en est un qui invoque ce même article à l'appui de son système, sous le prétexte, qu'ainsi placé au titre de la réduction des dons et des legs, il s'applique évidemment, selon lui, au donataire qui renonce, et qu'il se peut même s'appliquer qu'à lui, parce que, dit-il, l'action ou reductio on ne peut avoir lieu que contre un donataire étranger ou contre le successible qui ne vient pas à la succession, autrement l'action en réduction reste, et les biens donnés rentrent dans la masse par l'effet du rapport. — Je n'ai pas mis cette objection au rang des motifs de décider que les jurisprudences ont données à leur opinion, parce qu'elle porte sur une erreur trop évidente pour avoir besoin d'une réponse sérieuse. — En effet, si les biens donnés rentrent dans la masse par l'effet du rapport, cela n'empêche pas que les héritiers à réserve n'aient le droit de demander la réduction des libéralités excessives; ils y sont formellement autorisés par l'art. 921, et c'est par cette demande en réduction qu'ils contraignent l'héritier donataire, avec préciput de l'exécuteur, au rapport dont l'art. 924 détermine le mode en y appliquant le principe général fixé par l'art. 859.

« Au surplus, si l'on pouvait encore conserver quelque doute sur le sens de l'art. 924, il suffirait, pour se convaincre qu'il ne s'applique qu'aux donataires venant à la succession pour y prendre la réserve légale en qualité d'héritiers, de remarquer que lorsque l'art. 924 fut présenté au tribunal, il y était dit seulement: « La valeur de la portion qui lui appartiendrait comme héritier dans les biens non disponibles; » mais, que sur la proposition du tribunal, il fut ajouté ces mots: « S'ils sont de même nature, » pour établir une concordance entre cet article et les articles 844 et 859 du titre des successions, qui veulent le rapport en nature, afin qu'un des héritiers n'ait pas tous les immeubles, tandis que les autres seraient réduits à des meubles ou à une somme d'argent pour leur portion.

« En voilà, je crois, bien assez pour démontrer: — 1^o que ce n'est pas par les principes relatifs à la faculté de disposer et à la légitime, qui étaient admis soit en pays de droit écrit, soit en pays coutumiers, que la question controversée doit se décider, mais par ceux du Code qui traitent la matière des successions, et surtout les règles relatives à la faculté de disposer sous un jour tout nouveau. — 2^o Que sur ce qui concerne particulièrement cette question, le Code n'a laissé aucune ni obscurité, et qu'il en résulte très expressément que jamais, et en faveur de qui que ce soit, les libéralités ne peuvent excéder la quotité dont la loi permet de disposer; en sorte que, dans le cas même où le père aurait donné à l'un de ses enfants, avec clause de préciput, et la portion disponible, et la part qui lui appartiendrait s'il était héritier, le tout devrait être réduit à la quotité disponible, si l'enfant renonçait à la succession, parce que la réserve en est une partie, qu'ils ne peuvent prendre que comme héritiers, et dont l'art. 921 les autorise en termes généraux et indéfinis, à demander la réduction, sans distinguer si cette réserve a

été donné à un étranger ou à un enfant donataire, qui, au surplus, est aux yeux de la loi, un véritable étranger, dès que par sa renonciation il est censé n'avoir jamais été héritier.

« En vain, M. Granier et les juriscultes qui ont essayé de faire triompher son système, répèteraient qu'il faut distinguer entre l'enfant donataire qui instaure action pour demander sa part dans la réserve, lorsqu'il n'en a pas été saisi par l'effet d'une donation ou d'un legs, et celui qui repousse par voie d'exception la demande en réduction formée contre lui. — Cette distinction, très raisonnable sous l'empire d'une législation qui ne donnait pas au légitimaire le droit de se plaindre de l'excès des donations, pourvu qu'on laissât sa légitime intacte, est inapplicable à un ordre de choses dans lequel la loi donne à l'héritier le droit de revendiquer tout ce qui excède la portion qu'elle a déclarée disponible, où elle veut que la portion des enfans qui renonce, accroisse à leurs cohéritiers. — En un mot, pour en faire l'application, il faudrait distinguer, où le Code n'a pas distingué, créer des distinctions qu'il n'a pas établies, et cela n'est pas possible ; donner à l'enfant qui renonce ce qu'il aurait eu comme héritier, indépendamment de la quotité disponible, ce serait dire que les libéralités peuvent excéder la quotité dont il est permis de disposer, qu'on est saisi d'une partie de la succession sans être héritier, que les héritiers ne sont pas saisis de plein droit de tous les biens, droits et actions du défunt, que la part des renoncans ne leur accroît pas ; ce serait, en un mot, contrevenir à toutes les dispositions fondamentales du Code en cette matière. »

ARRÊT (après délib. en chamb. de cons.).

LA COUR : — Considérant qu'il résulte de la combinaison et du rapprochement des divers art. du Code civ., relatifs à la légitime des enfans, et notamment des art. 785, 786, 843, 845, 858, 859, 913, 917, 920, 921, 924, 1004, 1006, 1009, etc., etc. : — Que la loi divise en deux portions distinctes les biens des pères et mères ; qu'elle laisse l'une à leur disposition, et réserve l'autre aux enfans pour leur légitime ; — Que la quotité de la première est fixée invariablement par le nombre des enfans existans au moment du décès du disposant ; — Qu'elle est toujours la même, soit qu'il ait disposé à titre universel ou particulier, en faveur d'étrangers ou de ses enfans, et en faveur de ceux-ci, avec préciput et hors part, ou sans dispense de rapport ; — Qu'elle est la seule chose dont il puisse avantager l'un de ses enfans, en lui donnant expressément par préciput et hors part ; — Qu'enfin, lorsque ses libéralités excèdent cette quotité disponible, elles sont, sur la demande de ceux qui ont droit à la réserve, sujettes à réduction ou rapport, et que cet excédant fait nécessairement partie de sa succession réservée aux enfans pour leur légitime ;

Que cette deuxième portion des biens des pères et mères est assurée à tous les enfans collectivement, et leur est donnée en qualité d'héritiers pour être partagée entre eux également, ainsi que la portion disponible le serait, si les pères et mères n'en avaient pas disposé ou n'en avaient disposé qu'au profit d'un ou de plusieurs de leurs enfans, sans les dispenser du rapport ;

Qu'à ce titre d'héritiers, ils sont saisis collectivement de tous les biens et actions du défunt, et investis du droit de former contre tous les donataires, sans distinction, la demande en réduction des donations qui excèdent la portion disponible ;

Que ceux d'entre eux qui renoncent, sont censés n'avoir jamais été héritiers, et que la part qu'ils auraient eue en cette qualité, accroît à leurs

cohéritiers pour le tout, sans y distinguer la partie des biens existans en nature au jour du décès, de celle comprise dans des donations faites à des étrangers ou aux enfans renoncans, et sujettes à retranchement pour ce qui excède la quotité disponible ; — En telle sorte, que si l'un des enfans restait seul héritier, il aurait aussi seul droit à la totalité de la légitime ou réserve légale ; — Que si l'enfant donataire veut renoncer à la succession pour s'en tenir à son don, il le peut, soit que le don lui ait été fait par préciput ou sans dispense de rapport, à titre universel ou autrement, mais qu'alors, et comme donataire, il ne peut jamais profiter que de la quotité disponible ;

Que toutes ces dispositions du Code, relatives à la faculté donnée aux pères et mères de disposer d'une portion de leurs biens, et à la nécessité, pour les enfans, d'être héritiers pour conserver leur part dans la réserve légale qui, par l'effet de leur renonciation, accroît pour le tout à leurs cohéritiers, sont claires, concordantes entre elles, et conçues en termes généraux, qui n'admettent ni distinction ni exception ;

Qu'en vain, pour en étirer l'application on voudrait, en torturant les expressions de quelques-uns des articles du Code, prétendre que le législateur a permis aux enfans de prendre, ou au moins de retenir une partie des biens de leurs père et mère, autrement qu'à l'un des deux titres de donataire ou d'héritier ; — Que cette faculté est contraire au système général de la législation nouvelle, et n'est écrite nulle part ;

Qu'elle ne résulte, quoiqu'on l'ait supposé, ni de l'art. 921 qui interdit, à la vérité, aux donataires, légataires ou créanciers du défunt, le droit de demander la réduction des donations entre-vifs, mais qui ne dit pas que les enfans pourront partager la portion excédant la quotité disponible, sans être héritiers ; — Ni de l'art. 924 qui, conformément au droit établi pour les rapports à faire entre cohéritiers, par les art. 858 et 859, autorise le donataire successible à retenir, sur les biens donnés, sa part dans les biens indisponibles, mais qui, loin de l'y autoriser lorsqu'il cesse d'être héritier, ne lui donne cette faculté que s'il y a dans la succession des biens de même nature, ce qui signifie bien clairement s'il vient à partager avec ses cohéritiers ;

Qu'en vain encore on voudrait argumenter de ce qui aurait eu lieu, si la succession de la dame de Mons avait été régie par les principes de la législation antérieure à la publication du Code civil ; — Qu'il est vrai qu'alors, dans les pays même où il fallait être héritier pour demander la légitime, on décidait que l'enfant donataire pouvait, en renonçant à la succession pour s'en tenir à son don, retenir sa légitime sur les biens dont il avait été saisi par la donation, et conserver, en outre, tout ce qui excédait la légitime due à ses frères et sœurs ; — Qu'il devait, en effet, en être ainsi, lorsque, d'un côté, la légitime étant considérée comme une dette, une pension alimentaire due par les père et mère à leurs enfans, on pouvait supposer qu'en leur faisant une donation, ils avaient eu pour but principal de se libérer de cette dette, de même que les enfans, en l'acceptant, avaient voulu, sans doute, l'imputer sur ce qui leur était dû ; — Lorsque, d'un autre côté, la quotité dont il est permis aux pères et mères de disposer, soit au profit d'étrangers, soit en faveur de leurs enfans, n'étant pas limitée, la donation, à quelque somme qu'elle montât, n'était sujette à retranchement que jusqu'à concurrence de ce qui était nécessaire pour fournir à chacun des enfans sa légitime personnelle ; — Lorsqu'enfin la légitime de l'enfant qui renonçait, profitait au do-

natale universel, et n'était pas dévolue, par droit d'accroissement, aux cohéritiers du renonçant ;

Mais que les principes de cette ancienne législation sont évidemment inapplicables avec ceux du Code civil qui, au lieu de ne donner à chacun des enfans, pour sa légitime, qu'une créance personnelle, affectée sur les biens, leur donne à tous collectivement la succession tout entière, veut qu'ils n'y aient part qu'en qualité d'héritiers, que s'ils renoncent à la succession pour s'en tenir à leur don, ce don reste fixé pour eux comme pour les étrangers à la quotité déclarée disponible, et qui, par l'article 845, bornant à cette quotité ce que l'enfant qui renonce à la succession a le droit de retenir, annonce bien clairement qu'il ne peut en même temps retenir aucune partie de la réserve légale ;

Que de tout ce qui précède il faut conclure, en dernière analyse, qu'en jugeant 1° que la dame de Mons qui, à son décès, a laissé six enfans, n'avait pu disposer au profit du demandeur, son fils aîné, que du quart de ses biens ; 2° que la donation qu'elle lui a faite, l'eût-elle été par préciput, on à titre universel, devait être, sur la demande des héritiers ayant droit à la ré-

serve, réduite à la quotité disponible ; 3° enfin que le demandeur ayant volontairement renoncé à la qualité d'héritier pour s'en tenir à la donation, ne pouvait prétendre qu'à la portion disponible, et avait perdu sa part dans la réserve ou légitime que la loi ne donne qu'aux héritiers : la Cour royale de Bordeaux s'est conformée au texte et à l'esprit du Code civil ; — Rejette, etc.

Du 18 fév. 1818. — Sect. civ. — Prés. M. Desèze, p. p. — Rapp. M. Poriquet. — Concl. M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Loiseau et Sirey.

1° SOCIÉTÉ COMMERCIALE.—PREUVE.

2° ABRÉGEMENT DE LOI.—USAGE.

1° Antérieurement aux Codes civil et de commerce, une société de commerce pouvait être prouvée autrement que par écrit lorsqu'il s'agissait de contestations élevées entre les associés ou leurs représentans. — L'art. 1^{er}, titre 4 de l'ordonn. de 1673, qui exigeait la preuve écrite était tombé en désuétude (1).

2° La loi peut-elle être abrogée par l'usage ? (Cod. civ., 1^{er}). — Arg. aff. (2)

(Künérigen—C. Arboud.)

8 fruct. an 3, décès de la dame Arboud. Sa suc-

cessité force de loi, en supposant même qu'il soit général.

« Il ne peut y avoir dans une société bien organisée qu'un seul pouvoir législatif. S'il y en avait deux, ou leurs volontés seraient conformes, et l'une d'elles serait inutile, ou elles seraient contraires, et elles se détruiraient mutuellement, et il y aurait anarchie dans l'Etat.

« Lors donc qu'on trouve dans une nation un pouvoir législatif bien déterminé, on doit décider qu'il n'y en a point d'autre.

« En France, le droit de faire des lois appartient au Corps législatif ; il n'appartient donc à nulle autre autorité, et pas même au peuple.

« Ces principes ne sont point contraires à ceux qu'on avait à Rome, de moins à deux époques, pendant la république, et lorsque la domination des empereurs eût fait disparaître les derniers vestiges de la liberté.

« Pendant la république, c'était le peuple lui-même qui était le législateur. Dès lors il importait peu que sa volonté fût expresse ou tacite, il suffisait qu'elle fut constante pour être loi et pour abroger les lois antérieures. Il n'y avait toujours qu'un pouvoir législatif dans l'Etat.

« Lorsque le gouvernement impérial en anéantit toutes les traces du gouvernement populaire, on vit de même l'unité du pouvoir législatif consacrée par une disposition expresse. L'empereur Constantin décida, par la loi 2 au C. que sit longe consuetudo, portée l'an 319 de notre ère, que la coutume ne pouvait pas déroger aux lois positives, et de cette manière l'autorité résida tout entière dans la personne du prince.

« Ce n'est que dans l'espace intermédiaire, d'édit-à-dire dans le deuxième siècle, qu'on vit le jurisconsulte Julien, qui vivait cependant à une époque où le pouvoir législatif appartenait aux empereurs, écrire que la coutume était obligatoire (a) ; maison

(1) Il s'agissait, dans l'espèce, d'une contestation élevée par les associés entre eux, on, ce qui revient au même, leurs héritiers ou représentans. L'arrêt que nous rapportons décide que la preuve de la société a pu, malgré les termes formels de l'ord. de 1673, être faite autrement que par un acte écrit. C'est là un point de jurisprudence ancienne. Il était constant, en effet, que les associés entre eux ne pouvaient exiger pour le passé, soit du défaut d'acte écrit, soit du défaut d'enregistrement de l'acte, s'il en existait, nonobstant les dispositions impératives de l'ordonn. de 1673, interprétées par la jurisprudence. V. Cass. 4 niv., 22 mess. an 9, 13 vend. an 10 et nos observations, 38 germ. an 12, 16 avr. 1806, 28 juill. 1802. — C'était seulement à l'égard des tiers qui avaient intérêt à contester l'existence d'une société que les associés étaient tenus d'en prouver l'existence et ne pouvaient le faire que par la production d'un acte écrit ; tandis que de leur côté, les tiers eux-mêmes, s'ils avaient intérêt à prouver l'existence de la société, pouvaient le faire autrement que par un acte écrit. Au surplus, ces dernières solutions seraient encore les mêmes aujourd'hui. V. sur tous ces points, Cass. 11 avr. 1806, 2 juill. 1817, 12 déc. 1823 ; Bruxelles, 28 fév. 1810 ; Turin, 10 avril 1811 ; Paris, 27 janv. 1825 ; Toulouse et Rennes, 22 avr. et 22 juin 1837.

(2) Cette question, quo l'arrêt ci-dessus résonne implicitement dans le sens de l'affirmative, a été l'objet d'une dissertation en sens contraire qui se trouve dans le recueil de M. Sirey, tom. 9. 2. 376. L'auteur examine successivement quelle est l'influence de l'usage, soit pour constituer, soit pour abroger une loi. L'argumentation nous a paru forte et de raisonnemens ; c'est à ce titre que nous avons cru devoir la conserver à nos lecteurs.

Voici les termes de cette dissertation :
F. 1° Qu'il est contraire aux principes de législation reçus dans nos Etats modernes, qu'un usage

(a) F. la loi 22, ff. de leg., deest le jurisconsulte Julien, qui vivait sous l'empereur Adrien, est l'auteur. — En plaçant cette loi et la loi 2 au C. que sit longa consuetudo, au nombre des lois romaines, Justinien a voulu à double s'il avait adopté les principes de Constantin, ou ceux du jurisconsulte. Quelques interprètes, à la vérité, ont prétendu qu'il s'y était point d'autonomie entre les deux titres, que si l'un avait pu déroger à l'autre, c'est à la loi qu'il appartenait de le faire. Les uns ont encore que la loi de Digeste s'applique aux Etats républicains et la loi de Code aux Etats monarchiques ; d'autres ont enseigné que, dans la première, il s'agit des coutumes locales, et dans la seconde, des usages généraux ; d'autres enfin (et parmi ceux-ci on compte Ger-

Noodi, in Pand., de leg., théorème, ad. tit., § 105 Jac. Gerboland, ad leg. an. Cod. Theodos. de long. consuet.,) ont cru que le rescrit impérial qui forme la loi 2 adressée à Praxagoras, procureur d'Alrique, n'avait été portée qu'à l'occasion de différentes réformes qu'on voulait faire dans l'ancienne religion romaine, pour la conservation intacte de laquelle le peuple se foudoit sur d'anciens usages. On est parvenu de cette interprétation pour dire que la loi dont il s'agit doit être interprétée ainsi : qu'on ne peut enlever coutume ne soit pas de peu d'autorité, on ne peut en dépendant jusqu'à ce qu'elle puisse déroger à la coutume ou à une loi qui l'abolit comme contraire à la raison. F. Avezianus, inter

cession se trouve dévolue pour moitié à son fils, le sieur Arbaud, et pour l'autre moitié à ses petits-enfants, issus de sa fille, la dame Émérigon. — Dis-

se rappelait alors que, dans l'origine, c'était le peuple lui-même qui faisait ses lois; et on aimait à lui persuader qu'il avait encore quelque pouvoir, tandis que, dans le fait, il n'en avait plus.

« Quoi qu'il en soit, il en est autrement dans nos États modernes. Le peuple a remis à des mandataires le soin de le régir. Il peut révoquer son mandat; il l'a prouvé dans cette commotion terrible, où le trône s'est brisé devant lui; mais tant qu'il laisse aux représentants qu'il a choisis la puissance qu'ils tiennent de lui-même, il doit s'y soumettre; il ne peut qu'obéir.

« La nation, de qui seule émanent tous les pouvoirs, porte la constitution de 1791 (tit. 3, art. 2), ou peut les exercer que par délégation. Ce principe, conforme aux plus saines notions de droit public, abrogé, il est vrai, par la constitution de 1793 (art. 10, 19, 58, 59, 60), qui donnait au peuple le droit de délibérer sur les lois, a été rétabli implicitement par la constitution de l'an 3, et par les sénatus-consultes des 16 thermidor an 10, et 28 flor. an 12.

« Maintenant le droit de faire des lois n'appartient qu'au Corps législatif et au gouvernement. Ces deux autorités ne peuvent même rien l'une sans l'autre; la première sanctionne; la seconde propose et promulgue; toute volonté qui n'émane point d'eux n'est pas loi, nul ne peut être tenu de l'exécuter comme loi.

« De quel droit imposerait-on à un individu quelconque l'obligation d'exécuter une règle qu'il ne voudrait point ratifier, et que le peuple aurait établie lui-même au mépris des actes constitutionnels? Na pourrait-il pas dire: — Je ne dois être soumis qu'aux lois que j'ai pu connaître; or, je n'ai que j'ai pu connaître la coutume dont vous réclamez l'exécution, et vous n'en pouvez pas me prouver le contraire, puisque n'étant revêtus d'aucune promulgation, elle ne m'a jamais été notifiée. D'après quand existe-t-elle cette coutume dont vous parlez? A quelle époque ai-je dû m'y conformer? Quelle est la place qu'elle occupe dans le Code de nos lois? Si vous ne pouvez me répondre à ces questions, comment pouvez-vous prétendre me soumettre à une loi que je dois regarder comme imaginaire?

« Je ne suis qu'un point dans le corps social, je le sais; mais je suis homme et citoyen; mes droits sont aussi sacrés que ceux de la nation entière. Je n'ai contracté l'obligation d'obéir qu'aux autorités constitutionnelles: je n'obéirai qu'à elles seules. Qu'on annulât la constitution, si on le juge convenable, j'y consens. Alors je nommerai de nouveaux mandataires, et par eux ou par moi j'exprimerai la volonté d'être soumis ou non aux lois que le peuple établirait dans ses caprices. Mais quand vous respectez l'acte fondamental de l'État, vous voulez me soumettre à des devoirs qu'il ne m'impose point! Vous m'ôtez le droit, en le conservant, de voter sur les changements que vous prétendez y faire, et vous voulez me contraindre de me couler

vers effets de la succession se trouvaient entre les mains du sieur Arbaud; les enfants Émérigon en demandent le rapport. — Arbaud soutient qu'il

mer à ces changements! Vous me forcez d'exécuter à la fois les règles qui émanent des autorités supérieures, et les règles arbitraires que vous portez! Non. Si la majorité fait loi, c'est lorsque, appelée à une délibération publique, chacun a pu librement émettre son vote. Ici il n'y a point de délibération. Je n'ai pu ni du voter sur l'abrogation des actes constitutionnels, sur l'établissement de la coutume que vous dites exister. Peu m'importe donc que la majorité se soit prononcée; j'ai pour moi les lois organisatrices du corps social, et j'en réclame l'exécution. Si, contre mon attente, un tribunal quelconque me force de me plier à une volonté que je ne connais point, je déclare que j'en appellerai au sens, et à celui qui n'exerce la puissance suprême que parce que j'ai concouru moi-même à la lui donner; je les sommerai, comme mes mandataires, de me garantir l'exercice de mes droits; et dût ma voix se perdre dans l'espace immense qui me sépare du trône, je ferais voir un simple citoyen qui réclame l'exécution des lois de l'État, et un tribunal qui les enfreint.

« Nous ignorons ce qu'on pourrait répondre à ce discours. Supposons cependant que l'établissement d'une coutume ne soit pas contraire aux constitutions; et voyons si dans ce cas même elle devrait avoir force de loi.

« 2^e Qu'on ne peut pas se fonder sur ce qu'un usage est général, pour prétendre qu'il est loi, parce qu'il est à présumer qu'une partie des individus ne fait que le tolérer, sans consentir positivement à ce qu'il devienne obligatoire.

« Lorsqu'un usage commence à s'établir, on personnel ne réclame contre son exécution, ou, au contraire, plusieurs individus demandent qu'il ne soit point suivi.

« Dans le premier cas, il n'y a pas lieu d'examiner s'il est loi. A quoi servirait-il de l'infirmer? Comme il n'y a point de contestation, il n'y a point d'intérêt à savoir s'il est ou non obligatoire.

« Mais lors même qu'on envisagerait la question sous un point de vue purement théorique, on lui pourrait pas dire que le silence des individus fait passer l'usage en force de loi, et, en effet, de même que toute disposition législative, un usage a toujours pour but d'accorder des droits et d'imposer des obligations.

« Nous reconnaissons que ceux à qui il accorde des droits doivent être présumés consentir à son établissement, et cela, parce qu'il est conforme à leur intérêt d'y consentir en effet; mais en est-il de même à l'égard de ceux qui se trouvent soumis aux obligations résultant de l'usage? Nullement; à leur égard, on ne peut donc pas présumer qu'ils y donnent leur assentiment.

« On ne doit pas nous objecter que la contraire résulte de leur silence.

« S'ils ne réclament point, c'est nécessairement, — Ou parce qu'ils consentent à l'introduction de l'usage; — Ou par insouciance, par tolérance, parce

projet, jur. 13, t. 2, n. 1; Krammich, de probet, consuet., sect. 1, § 15; Hupfer, ad instum., § 28, in fin.

Toutes ces interprétations ne nous paraissent rien moins que satisfaisantes. Nous sommes portés à croire qu'il y a une autre opinion valant entre la loi de l'origine et celle du Code, et si notre opinion était juste, comme le Code déroge aux précédents, il s'ensuivrait que Justelien a adopté les principes que nous supposons à Constantin. — Cette opinion est prouvée par plusieurs jurisconsultes — *V. Vac.*, in Pand., § 27 — *Cocceius*, in jur. cit. contr., cod. tit. paut., 14 — *Krammich*, *ad. loc.*, not. h. — *Ad.*, *Est. Faber*, *consuet. lib. 2*, 32 — *Fr. Car. Courd.*, *Diss. de consuetudine legem*, *habet etiam*, *Helmut*, 1745. — *H. God. Bauer*, *Diss. de consuetudine*

1, 32, ff. de leg. et L. 2, C. que sit, *long. consuet.*, l. 1761. — *Ayur*, *progr. de consuetudine legem vivacem*, *Garr.* 1766, *Gregur*, *Lopis*, *Madera*, *consuetudine*, *jur. cit.*, cap. 5.

Nous devons faire remarquer que le Code prussien prohibe positivement l'abrogation des lois par l'usage. Il porte: « Les lois conservent leur force jusqu'à ce qu'elles soient à expressément révoquées par la législature. — Les simples usages, les opinions des jurisconsultes, les opinions des juges, les décisions rendues pour des cas particuliers, ne peuvent pas plus abroger les lois existantes qu'elles n'en peuvent introduire de nouvelles, à Code général pour les États prussiens, introd., §§ 63 et 64,

était associé dans le commerce de pelletterie que faisait sa mère; que les effets qui sont dans ses mains appartenaient à la société dont il alléguait

qu'ils n'ont pas d'intérêts assez grands à défendre pour s'exposer à des procès parce qu'ils sont désintéressés par des stipulations particulières.

« On ne peut pas présumer que c'est parce qu'ils consentent à l'introduction de l'usage, puis-qu'il serait contraire à leur intérêt que l'usage s'établisse.

« On doit donc présumer que c'est par insouciance, par tolérance, par défaut d'intérêt, etc.; or, l'insouciance, la tolérance, n'annulant jamais la volonté de se soumettre à une obligation positive, ne peuvent pas servir de base à un usage.

« A la vérité on ne voit là qu'une présomption; mais elle est fondée sur la nature des choses, sur ce principe reconnu de tous les temps, que l'homme suit dans ses volontés la marche de son intérêt; elle ne peut être détruite que par une preuve contraire, et la nature de la question rend cette preuve impossible à donner.

« Mais si l'on doit présumer que les individus auxquels l'usage est contraire, le tolèrent seulement sans consentir à ce qu'il devienne obligatoire, on ne peut pas dire qu'il est général; et si l'on ne peut pas dire qu'il est général, on ne peut pas dire non plus qu'il est loi, puisque, d'après le principe adopté par la Cour de cassation, dans son arrêt du 25 brum. an 11, un usage n'est loi que lorsqu'il est général.

« Ainsi, donc, on ne peut pas s'autoriser du silence des particuliers, pour prétendre qu'une coutume est générale, et que le vœu de la nation est qu'elle devienne obligatoire.

« Si, lorsqu'il ne s'élève point de réclamation contre un usage, on doit présumer que les individus ne consentent pas tous à ce qu'il y ait force de loi, à plus forte raison cette présomption doit être admise, lorsque l'existence et l'autorité de l'usage sont contestées en justice. Bien plus la présomption se change alors en certitude; car, de cela seul que l'usage est méconnu par un ou plusieurs individus, il suit évidemment qu'il n'est point général, que la volonté de tous n'est pas qu'il devienne loi.

« Ces principes sont également vrais, soit qu'il s'agisse d'une coutume qui déroge à une loi positive, soit qu'il s'agisse d'une coutume qui est pour but de suppléer au silence de la législation sur un point déterminé. Mais appliquons-les nous-mêmes à l'espèce sur laquelle est intervenu le premier arrêt de la Cour de cassation.

« On s'est autorisé, pour soutenir que les art. 2 et 3 du tit. 4 de l'ordonnance de 1673 étaient tombés en désuétude, de la jurisprudence continue des parlements du royaume. Mais, en l'en a considéré on elle-même l'autorité de ces Cours de justice, on l'en a considéré leurs arrêts comme constatant le vœu universel de la nation.

« Si l'on a considéré en elle-même l'autorité des parlements, on ne pouvait pas dire qu'elle avait la force d'abroger une loi; les parlements, qui jouissaient du droit d'interpréter les ordonnances par voie de règlement, ne pouvaient pas se dispenser de les exécuter lorsqu'elles avaient été enregistrées, ainsi que l'avait été celle de 1673; autrement elles auraient été inutiles. D'ailleurs, les ordonnances tiraient leur force obligatoire du prince qui les portait, et des parlements qui les enregistrèrent. La seule volonté des parlements ne pouvait donc pas les abroger; il fallait encore la volonté du prince.

« Si l'on a considéré la jurisprudence des parlements comme constatant le vœu universel de la nation, il nous semble qu'on est tombé dans une contradiction évidente. Comme dans toute cause, il y a un demandeur et un défendeur, tout jugement condamne l'un, par la même qu'il donne droit à l'autre. Or,

l'existence; qu'ainsi, il en était propriétaire pour moitié, et que c'était de l'autre moitié seulement qu'il devait faire le rapport. — Les enfants Eméricon

pensent-ou que celui qui était condamné consentait à l'abrogation de l'ordonnance?

« Si cet arrêt ont été prononcés contre la disposition de cette loi, c'est parce que cent personnes en ont réclamé l'exécution, et que cent autres s'y sont opposées; qu'au reste à cela l'incertitude où l'en devait être sur le vœu des individus qui ne s'étaient pas encore prononcés, et l'en verra qu'il était impossible de constater qu'un usage général se fût élevé contre les articles dont la désuétude a été décidée.

« Ce que nous venons de dire s'applique à toutes les lois dont on voudrait prouver la désuétude. Chaque fois qu'un tribunal est saisi de la question de savoir si une disposition législative est abrogée par l'usage, c'est que cette abrogation est contestée par un individu. Or, de quel droit le particulier en du bénéfice d'une loi existante, peut le contraindre d'exécuter une règle contraire, à l'établissement de laquelle il n'a concouru ni par lui-même, ni par le pouvoir législatif, son mandataire?

« Mais, dira-t-on peut-être, l'usage général existe lorsque les tribunaux se sont accordés pendant une longue suite d'années à consacrer telle ou telle règle. Leur avis, joint à celui des demandeurs, forme la majorité des suffrages, laquelle constitue elle-même la volonté de la nation.

« Démentrons, en conséquence, que le concours de l'autorité judiciaire à la formation d'un usage qui abrogerait une loi ou qui établirait des obligations nouvelles, est formellement contraire à nos constitutions.

« 3^e Qu'il n'est pas dans les attributions du pouvoir judiciaire de reconnaître qu'un usage a introduit des obligations nouvelles, ou abrogé une loi positive.

« Concourir à la formation d'un usage, reconnaître qu'elle a force de loi, déterminer par elle l'abrogation d'une loi positive, c'est faire évidemment un acte législatif; or, tout acte législatif est interdit par nos constitutions au pouvoir judiciaire.

« La constitution de 1791, tit. 3, ch. 6, art. 6, porte: « Les tribunaux ne peuvent... suspendre l'exécution des lois. » Une disposition législative de la même époque leur défend de prononcer par voie de règlement; et l'art. 203 de la constitution de l'an 3 est ainsi conçu: « Les juges ne peuvent s'immiscer dans l'exercice du pouvoir législatif, ni faire aucun règlement. — Ils ne peuvent arrêter ou suspendre l'exécution d'aucune loi. »

« Ces dispositions sont toujours obligatoires. L'acte constitutionnel de l'an 8 ne les a point déroguées, et il en est des constitutions du même que des lois; la dernière n'abroge les anciennes que dans celles de leurs dispositions qui lui sont contraires.

« D'ailleurs, l'art. 5 du Code porte de même: « Il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises. » Or, décider l'abrogation d'une loi par l'usage, c'est prononcer évidemment par voie de disposition générale.

« Outre ces motifs qui s'opposent, en général, à ce qu'un tribunal admette le principe de la désuétude des lois, il ne existe encore de particuliers qui auraient pu prétendre que les art. 2 et 3 du tit. 4 de l'ordonnance de 1673, contre le désuétude dans laquelle on a prétendu qu'ils étaient tombés.

« L'ordonnance de Moulins et celle de 1629, art. 1^{er}, prohibaient tous usages actuels et futurs qui auraient pu leur être contraires, et qui n'auraient point été approuvés par le prince; cette disposition avait été renouvelée par les art. 4, 3 et 6 de l'ordonnance

contestent l'existence de la société, et soutiennent que la preuve n'en peut être faite qu'en rapportant un acte écrit, aux termes de l'art. 1^{er}, tit. 4 de l'ordonn. de 1673, portant : « Toute société générale, ou en commandite, sera rédigée par écrit ou devant notaire, ou sous signature privée, et ne sera reçue aucune preuve par témoins contre et outre le contenu de l'acte de la société, et sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors, ou depuis l'acte, encore qu'il s'agit d'une somme ou valeur moindre de 100 liv. » — Arbaud ne représente point d'acte écrit constatant l'existence de la société. — Néanmoins, le 31 août 1812, le tribunal de Draguignan, considérant que le sieur Arbaud a été associé de sa mère, le condamne à rapporter seulement la moitié des sommes qu'il a retirées de son commerce. — 22 juill. 1816, arrêt confirmatif de la Cour royale d'Aix.

Pourrait en cassation de la part des enfans Émérigon, pour violation de l'art. 1^{er}, tit. 4 de l'ordonn. de 1673, en ce que, contre le texte formel de cet article, l'arrêt dénoncé a reconnu l'existence de la société, bien qu'elle ne fût point établie par une preuve écrite.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que la société qui a pu exister entre la veuve Arbaud et son fils Arbaud s'était formée entre eux longtemps avant les lois qui ont ordonné que toute société fût rédigée par

écrit, et dans un temps où la disposition de l'ordonn. de 1673 à cet égard était tombée en désuétude. — Rejeté.

Du 18 fév. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lefessier-Grandprey. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Moreau.

HYPOTHÈQUE. — CRÉANCIER CHIROGRAPHAIRE. — SUCCESSION.

Un créancier chirographaire ne peut, postérieurement au décès de son débiteur, acquérir hypothèque au préjudice des autres créanciers de la succession, même dans le cas où la succession est acceptée purement et simplement.

(Cod. civ., 2146 et 2149.) (1)
(Giboul, Roussel et Berthelot — C. créanciers Lecavallier.)

La succession Lecavallier est acceptée purement et simplement par deux héritiers majeurs. Un héritier mineur accepte sous bénéfice d'inventaire. Postérieurement au décès, les sieurs Giboul, Roussel et Berthelot, obtiennent un jugement contre la succession du défunt et prennent inscription en vertu de ce jugement. Les biens sont vendus; les sieurs Giboul et consorts se présentent à l'ordre, et demandent à être colloqués comme créanciers hypothécaires au rang de leur inscription.

Les créanciers chirographaires soutiennent qu'a-

à 3^e Qu'aujourd'hui, s'il est des lois mauvaises, et tombées de fait en désuétude, leur inobservation peut être justifiée en établissant qu'elles sont virtuellement abrogées, comme contraires au système général de la législation ultérieure; ce qui dispense de recourir à la prétendue autorité d'un usage introduit contre le vœu du législateur représentant de la nation, a

(1) M. Troplong, des Hypothèques, t. 3, n° 459 bis, critique cette décision. Cet auteur soutient que lorsqu'un créancier chirographaire obtient un jugement contre la succession de son débiteur, il faut distinguer, pour apprécier l'effet hypothécaire de ce jugement, entre le cas où la succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire ou demeure vacante, et celui où elle est acceptée purement et simplement. Au premier cas, M. Troplong admet sans difficulté que le créancier chirographaire ne peut pas obtenir des jugemens portant hypothèque, parce que l'héritier bénéficiaire et le curateur ne sont pas personnes légitimes pour grever la succession d'hypothèques conventionnelles, et que les jugemens obtenus contre eux ne peuvent produire plus d'effets que la convention. Mais il pense qu'il en est autrement dans le second cas, parce qu'il y a alors un ou plusieurs héritiers qui représentent le défunt; qu'ils peuvent être actionnés pour leur part et portion, et que l'hypothèque judiciaire frappe sur les biens qu'ils recueillent de la succession et sur leurs biens personnels. M. Troplong pense que, dans ce cas, les autres créanciers demeurés chirographaires peuvent, s'ils y sont encore à temps, faire prononcer la séparation des patrimoines, et laisser ainsi les biens personnels des héritiers seuls responsables des condamnations rendues contre eux. Mais la séparation des patrimoines n'ayant pas été demandée dans l'espèce ci-dessus, l'auteur considère comme mal rendu l'arrêt qui a décidé qu'un créancier chirographaire n'avait pu acquérir, au préjudice des autres créanciers chirographaires, une hypothèque sur les biens de la succession échus aux héritiers purs et simples. V. aussi, dans ce sens, Delvincourt, t. 3, p. 158. — Au contraire, M. Grenier adopte pleinement la doctrine consacrée par cet arrêt (des Hypothèques, t. 1, n° 128).

de 1667; l'art. 1^{er} l'étendait même implicitement à l'ordonn. de 1673, faite par le même roi (Louis XIV); de sorte qu'en décidant que deux articles de cette ordonnance avaient été abrogés par la coutume, on est contrevenu à l'art. 1^{er} de l'ordonnance de 1667 ainsi conçu : « Voulons que la présente ordonnance, et celles que nous ferons ci-après, ensemble les édits et déclarations que nous pourrions faire à l'avenir, soient regardés et observés par nos Cours de parlements. »

« Et l'art. 3 de la même ordonnance, qui porte : — N'entendons toutefois empêcher que, si par la suite du temps, usage et expériences, aucuns articles de la présente ordonnance se trouvent contre l'utilité ou commodité publique, ou être sujets à interprétation, déclaration ou modération, nos Cours ne puissent en tout temps nous représenter ce qu'elles jugeront à propos, sans que, sous ce prétexte, l'exécution en puisse être surmise. »

« On doit même observer que ces dispositions n'ont jamais été abrogées expressément par les lois de la révolution, si ce n'est en ce qui concerne les remontrances à faire par les parlements, et qu'ainsi elles ont été renouvelées par la loi du 21 sept. 1792, qui ordonne l'exécution des lois non abrogées. »

« On doit conclure de tout ce qui précède, que la coutume n'est point loi; qu'elle ne peut jamais abroger une loi positive; que le droit de la sanctionner n'appartient qu'au législateur seul, et non aux tribunaux. »

Telle est la dissertation que nous avons eu devoir reproduire ici. Toutefois en insérant cette dissertation, M. Siray faisait observer, avec raison :

« 1^o Que si le Cour de cassation a jugé que l'usage est d'ailleurs le caractère d'une loi proprement dite; jamais elle n'a cassé pour contravention à un usage;

« 2^o Que lorsque la Cour a jugé que l'usage pouvait abroger la loi, il s'agissait d'usages formés sous l'empire de notre droit français, lequel accordait aux parlements, dans l'autorité législative, une certaine part dont le peuple n'avait pas l'exacte mesure : en sorte qu'un usage consacré par une longue série d'arrêts avait au caractère tel, qu'il devait paraître respectable, et que le peuple ne pouvait être puni de cette erreur commune.

IX. — 1^{re} PARTIE.

près la mort du débiteur commun, les sieurs Gilhoul, Roussel et Berthelot n'ont pu acquérir hypothèque sur les biens de sa succession, aux termes de l'art. 2116 du Code civ., où il est dit que les inscriptions ne produisent aucun effet entre les créanciers d'une succession, lorsqu'elles ont été prises postérieurement à l'ouverture de la succession, et dans le cas où la succession n'est acceptée que sous bénéfice d'inventaire.

Gilhoul et consorts répondent que leur inscription n'aurait aucun effet si toute la succession avait été acceptée sous bénéfice d'inventaire; car c'est uniquement pour ce cas que dispose l'art. 2146; mais que comme deux héritiers avaient accepté purement et simplement, leur inscription était valable du moins sur les parts de ces héritiers, c'est-à-dire, pour les deux tiers; que cette distinction est expressément établie dans la loi du 9 mess. an 13, dont l'art. 12 porte ce qui suit: « Ne sont pareillement susceptibles d'aucune hypothèque, les condamnations obtenues contre l'héritier acceptant sous bénéfice d'inventaire ou le créancier à la succession vacante. » Donc, ajoutent-ils, d'après la règle *inclusio unius, etc.*, l'hypothèque judiciaire pouvait résulter de condamnations obtenues contre les hérités dont l'acceptation est pure et simple. Loin de repousser cette distinction, l'art. 2146 du Code civ., l'établit clairement. « L'inscription, dit-il, ne produit aucun effet entre les créanciers de la succession, si elle n'a été faite par l'un d'eux que depuis l'ouverture, et dans le cas où cette succession n'est acceptée que sous bénéfice d'inventaire. » Enfin, ils alléguent, comme preuve sans réplique de la distinction établie par eux entre les successions bénéficiaires et les successions pures et simples, les termes de l'art. 2149, ainsi conçus: « Les inscriptions n'ont effet sur les biens d'une personne décédée pourrout être faites sous la simple désignation du défunt. »

16 août 1816, Jugement du tribunal de première instance de Rouen, qui déclare les sieurs Gilhoul et consorts simples créanciers chirographaires.

17 mars 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale de Rouen, ainsi conçu: — « Attendu que c'est une maxime de tous les temps que la mort fixe le sort des créanciers et l'état des biens d'une personne décédée, et que dès ce moment le droit de chaque créancier sur la succession du défunt ne peut plus changer de nature, au respect des autres créanciers; qu'on ne trouve au Code civ. d'exception à cette maxime du droit public, que dans les art. 2146 et 2149, qui autorisent implicitement le créancier d'une succession non acceptée sous bénéfice d'inventaire à faire inscrire depuis l'ouverture son titre de créance; que l'hypothèque et l'inscription sont d'ailleurs deux choses très distinctes, que l'hypothèque judiciaire résulte d'un jugement, dans lequel la partie est dûment appelée, tandis que l'inscription est une formalité qui peut s'accomplir sans le débiteur, après son décès comme avant, qu'on ne peut, par analogie, conclure du droit de s'inscrire sur une succession ouverte, le droit de s'attribuer sur elle une hypothèque qui n'existait pas contre le défunt; qu'en accordant un point, le législateur n'a pas concédé l'autre, et que s'il eût voulu les accorder tous, il n'aurait pas manqué de s'en expliquer; que si l'on exigeait en principe le système des appels, il en résulterait qu'après une succession ouverte le droit d'hypothèque apparten-

drail aux créanciers qui, étant les plus alertes, arriveraient les premiers dans le sanctuaire de la justice, et deviendrait pour eux le prix de la course, dernière circonstance dans laquelle les créanciers du lieu de l'ouverture de la succession auraient un avantage de position insurmontable, au rapport des externes, en ce qu'ils pourraient obtenir une hypothèque judiciaire avant même que les porteurs d'effets de Marseille et de Hambourg eussent connaissance de la mort du débiteur commun; et d'ailleurs que deviendraient, dans ce cas, les créances à termes? »

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Gilhoul et consorts, pour violation des art. 2146 et 2149, en ce que la Cour royale a décidé qu'ils n'avaient pas eu le droit d'acquiescer hypothèque sur la partie de la succession de leur débiteur acceptée purement et simplement.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que c'est une maxime de tous les temps et de tous les lieux que la mort fixe le sort des créanciers et l'état des biens de la personne décédée, et qu'ainsi il n'est pas au pouvoir des créanciers chirographaires d'une succession de se convertir en créanciers hypothécaires; — Rejette, etc.

Du 19 fév. 1818. — Sect. req. — Prés. M. La-saudade. — Rapp. M. de Merville. — Concl. M. Jourde, av. gen. — Pl., M. Guichard.

1^{re} DATE. — ERREUR.

2^o TESTAMENT OLOGRAPHE. — DATE ERRONÉE.

1^o Une date erronée ne doit pas être assimilée à l'absence complète de date, et n'entraîne pas nécessairement la même nullité.

2^o L'erreur de date dans un acte, et notamment dans un testament olographe, ne le vicie point de nullité lorsqu'elle peut être rectifiée au moyen des énonciations puisées dans l'acte lui-même, c'est-à-dire lorsque la date du testament se trouve nécessairement fixée par ces énonciations. (Cod. civ., 970 et 1001.) (1)

(Bruno de Boyer — C. les époux Duparc.)

La dame Letellier meurt en 1816, laissant un testament olographe, par lequel elle institue M. le comte et madame la comtesse Duparc ses légataires universels. — Le testament portait la date du 15 juin mil cent seize.

Les héritiers légitimes, représentés par le sieur Bruno de Boyer, se sont emparés de cette circonstance pour soutenir que le testament était nul.

De la combinaison des art. 970 et 1001 du Code civil, il résulte, disaient-ils, que, pour la validité du testament olographe, il faut qu'il soit écrit, daté et signé par le testateur. Or, dans l'espèce, la date du 15 juin mil cent seize est évidemment fautive, puisque la testatrice est née dans le dix-huitième siècle, et morte dans le dix-neuvième; donc le testament est nul.

Il est vrai, répondaient les légataires, que le testament olographe, qui n'est point daté, ou dont la date est fautive, est nul; mais l'erreur commise dans la date ne vicie point le testament, si d'ailleurs cette date peut être rectifiée par le rapprochement de diverses énonciations du testament lui-même, de telle sorte qu'il résulte de ces énonciations une indication claire du jour où le testament a été fait. — Or, dans l'espèce, une foule de circonstances se réunissent

(1) Cela est constant en doctrine et en jurisprudence. V. Cass. 12 juin 1821; 2 mars 1830; Agen, 6 avril 1815. — V. aussi Cass. 11 juin 1810, et les autorités nombreuses citées à la note. — On produi-

sait dans cette affaire, et à l'appui de la doctrine admise par l'arrêt ci-dessus, deux consultations de libérés par MM. Pardessus et Toullier, qui ont été insérées dans le Recueil de M. Sirey, t. 17.2.401.

pour démontrer que la véritable date du testament est le 15 juin mil huit cent seize ; et que c'est par inadvertance que la testatrice a omis le mot huit. — En effet, M. le comte Duparc est qualifié dans le testament de membre de la Chambre des députés, titre qu'il n'a obtenu qu'en 1816. Madame Le-Vellier désigne le sieur Yréoy comme son agent d'affaires ; et celui-ci ne l'est devenu qu'en 1815. Elle fait un legs au nommé Etienne, son domestique, qui n'était entré à son service que depuis le mois de septembre 1815. Enfin, la feuille du papier timbré sur laquelle est écrit le testament a été visée, pour le supplément de timbre, à Bayeux, le 15 mai 1816, en exécution de la loi du 28 avril de la même année. — De la réunion de ces circonstances et de ces énonciations, il résulte évidemment que la véritable date du testament est du 15 juin mil huit cent seize ; ainsi, l'erreur commise dans ce testament ne le vicie point de nullité.

Sur le jugement du tribunal de première instance qui rejette la demande en nullité.

Appel de la part du sieur Bruno de Boyer. — Il soutient, en point de droit, que l'art. 970 du Code civil doit être entendu en ce sens, que la date du testament doit être régulière et parfaite en elle-même : que toute erreur dans cette date entraîne la nullité du testament, sans qu'on puisse chercher à la rectifier au moyen d'inductions prises des énonciations de l'acte et des circonstances.

Le 2 août 1817, arrêt de la Cour royale de Caen, qui confirme le jugement de première instance et prononce la validité du testament : — « Attendu, porte l'arrêt, que la loi n'ayant pas déterminé une forme particulière dans laquelle la date d'un testament olographe doit être exprimée, pourvu qu'elle soit écrite, dans le testament de la main du testateur, on doit considérer comme date toute énonciation, contenue au testament, qui fait connaître le jour où il a été fait, en indiquant l'ordre numérique que ce jour occupe dans une année ou dans un mois nommé de cette année, qui doit elle-même être indiquée par son ordre numérique dans une ère de temps plus étendue ;

« Que, dans le testament dont il s'agit, la testatrice a indiqué le jour du mois où il a été fait par ces mots *quinze juin* ; qu'elle a pareillement indiqué l'ordre numérique de l'année dans un siècle par le mot *seize*, mais qu'ayant fait précéder ce mot *seize* du mot *cent*, elle a placé cette seizième année dans le douzième siècle ;

« Que cette indication du siècle est évidemment erronée, parce que le testament est fait par une personne et en faveur de personnes qui, vivant dans le dix-neuvième siècle, n'ont pu exister dans le douzième, mais que cette observation ne s'applique qu'à l'indication du siècle, et nullement à celle du jour, du mois et de l'année ; qu'au contraire ces dernières indications, que rien ne contredit, doivent être réputées vraies, attendu que la loi n'exige d'autre preuve de leur vérité que leur énonciation dans le testament, et qu'on ne pourrait, que par un abus, manifester du raisonnement, soutenir que la date est erronée dans son entier, parce que les temps particuliers dont elle se compose sont placés par la lecture du testament au douzième : d'où il suit qu'on doit tenir pour certain que le testament a été fait le 15 juin de la seizième année du siècle, et que, pour rectifier la date on la rendre complète, il suffit qu'on puisse, par des inductions contenues au testament, déterminer avec certitude auquel appartenait le jour, mois et an qui y sont mentionnés ; — Que l'existence de la testatrice dans la seizième année du siècle présent, et l'existence encore ac-

tuelle des personnes en faveur desquelles elle a disposé, prouvent à la fois que le 15 juin et la seizième année indiqués dans le testament ne peuvent appartenir au douzième siècle, et qu'ils ne peuvent appartenir qu'à un dix-neuvième siècle, parce que les bornes naturelles de la vie humaine ne permettent pas de supposer que des personnes adultes et avancées en âge dans la seizième année du siècle présent aient vu ni la seizième année du douzième siècle, ni même celle de tout autre siècle plus rapproché ; — Qu'il suit de ces observations que la preuve de l'erreur dans l'indication du siècle, et la rectification de cette erreur par la substitution du dix-neuvième siècle au douzième, ne peuvent exister l'une sans l'autre, qu'elles se font simultanément et par un moyen commun, qui ne résulte nullement de présomptions morales, mais des énonciations du testament même et de la certitude physique que la vie de l'homme ne peut excéder certaines bornes ; — Que ces considérations seraient fortifiées, si elles en avaient besoin, par la qualité de membre de la Chambre des députés, donnée au légataire universel par le testament, qualité qu'il n'a eue que depuis le mois d'octobre 1815 jusqu'au mois de sept. 1816, et dont il n'a été revêtu, par conséquent, que pendant le cours d'un seul mois de juin, qui ne peut être que celui de l'année 1816, vérité constatée par les dépôts publics. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Bruno de Boyer, pour violation des art. 970 et 1001 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il résulte des monuments les plus solennels de la jurisprudence, qu'en droit, une erreur de date ne vicie pas l'acte qui la renferme, toutes les fois qu'on trouve dans le même acte des éléments matériels et physiques, qui la corrigent, la vérifient et la fixent nécessairement ; — Attendu, en fait, que des éléments matériels de la main de la testatrice, et faisant partie intégrante de l'acte, suppléent nécessairement le mot huit, seule omission qu'on puisse reprocher à la date en question, et qu'ainsi, comme le déclare l'arrêt attaqué, il est manifestement et nécessairement établi que le testament litigieux a été fait et écrit le 15 juin 1816, d'où il résulte que le vœu de la loi est rempli ; — Rejette, etc.

Du 19 fév. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Locrain. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Champion.

BOISSONS. — FALSIFICATION. — CONFISCATION. Lorsqu'un marchand mélange d'eau des vins destinés au commerce, et en opère ainsi la falsification, les tribunaux doivent non-seulement prononcer contre ce marchand les peines de police portées par l'art. 475, n° 6, du Code pénal, mais encore ordonner, conformément à l'art. 477 du même Code, et quoique ce mélange ne soit pas nuisible à la santé, que les boissons falsifiées seront confisquées pour être répandues sur le carreau.

(Intérêt de la loi. — Aff. Grethet.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'il a été reconnu par le jugement énoncé, que des vins appartenant à un marchand et destinés au commerce, avaient été mélangés de deux tiers d'eau sur un tiers de vin nouveau ; que ce mélange, quoique non nuisible à la santé, altérerait néanmoins la substance du vin et en opérerait ainsi la falsification, fait qui, d'après les art. 475, n° 6, et 477 du Code pén., non-seulement rendait son auteur passible d'une amende de 6 à 10 fr., mais donnait lieu à ordon-

ner que le vin ainsi falsifié fût repandu; — Que néanmoins le tribunal de police a ordonné que le vin serait vendu aux enchères publiques, au profit du marchand, et qu'ainsi il a formellement violé les dispositions pénales dudit art. 177; — Casse, etc.

Du 19 fév. 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Buschop. — Concl., M. Lecoutour, f. f. d'av. gén.

ENREGISTREMENT. — INTÉRÊT MORATOIRE. — Du 23 fév. 1818 (aff. Chutel). — Cass. — Même décision que par l'arrêt du 13 mai 1817 (aff. Navero).

INSTITUTION CONTRACTUELLE. — IRREVOC.

CARILITÉ.

Lorsque, par contrat de mariage, un père a institué son fils son héritier universel, il ne peut plus disposer gratuitement d'une partie quelconque de ses biens, à titre universel. Tout au plus pourrait-il faire quelque don particulier, modeste et sans fraude à l'institution. (Ordonn. de 1747, tit. 1^{er}, art. 12; Cod. civ., 1082 et 1083.) (1)

(Accard — C. Accard.)

En 1792, mariage du sieur Accard fils avec la demoiselle Durac. — Le sieur Accard père donne à son fils, par le contrat de mariage, tous les biens meubles et immeubles qu'il laissera au jour de son décès.

Bientôt Accard père épouse, en secondes noces, la demoiselle Lomarre. — En 1810, il lui fait donation du quart des biens qui lui appartiennent à l'époque de sa mort. — Postérieurement, décès d'Accard père.

Sa veuve demande l'exécution de la donation de 1810.

Accard fils prétend que cette donation est nulle, parce qu'il n'appartenait pas à son père, après l'institution contractuelle universelle faite en sa faveur, de disposer d'une partie aliquote de sa fortune, comme du tiers, du quart, etc.; qu'il n'avait pas le droit d'instituer un second héritier, mais seulement de faire quelques dons à titre particulier, de disposer de quelques sommes ou d'objets spéciaux.

4 fév. 1812, jugement du tribunal de première instance de Senlis, qui déclare la donation nulle, sur le fondement que l'institution d'héritier faite par Accard père, au profit de son fils, lui laissait seulement la faculté de faire quelques dons à titre singulier, mais non pas celle de disposer d'une partie aliquote de sa fortune.

Appel de la part de la veuve Accard. — 27 août 1814, arrêt de la Cour royale d'Amiens, qui infirme le jugement de première instance, déclare la donation valable, et la réduit seulement au sixième de la succession: — Attendu que, d'après les principes anciens et nouveaux, l'institution contractuelle laissait à l'institué la liberté de disposer d'une partie de ses biens de la manière qu'il jugeait convenable; que la disposition, faite à titre universel ou à titre particulier, n'était

pas nulle, pourvu qu'elle ne fût pas infectée de fraude; qu'elle était seulement réductible si elle était excessive; que, dans l'espèce, la donation était exempte de toute fraude; que seulement, eu égard aux facultés d'Accard père, il y avait lieu de la réduire à un sixième de la succession.

POURVOI en cassation de la part du sieur Accard, pour contravention à l'art. 12, tit. 1^{er}, de l'ordonn. de 1747, et aux art. 1082 et 1083 du Code civ. — On dit pour le sieur Accard: — L'espèce, quoique appartenant à l'ancienne législation, puisqu'il s'agit de déterminer l'effet d'une institution contractuelle de 1792, se régit indifféremment, par les lois anciennes ou par le nouveau Code, parce que les dispositions de l'ordonn. de 1747 sont littéralement reproduites dans les art. 1082 et 1083 du Code civ. — L'art. 12 de l'ordonnance porte: la disposition de l'article précédent aura lieu pareillement par rapport aux institutions contractuelles; voulons que lesdites institutions... soient irrévocables... — L'art. 1083 du Code civ.: « la donation, dans la forme portée au précédent article, sera irrévocable, en ce sens seulement que le donateur ne pourra plus disposer, à titre gratuit, des objets compris dans la donation, si ce n'est pour sommes modiques, à titre de récompense ou autrement. — Il est donc constant que le législateur n'a pas voulu que le donateur, une fois qu'il a institué contractuellement un héritier universel, puisse révoquer son institution. — Or, c'est la révoquer, que de donner à un tiers une quote-part des biens légués; car, c'est créer un second héritier, lorsque la première institution n'en comporte qu'un seul. — Ainsi, le sieur Accard père n'a pas eu le droit de donner le quart de ses biens à son épouse; et l'arrêt qui a validé la donation, est contraire à la loi.

Telle est la doctrine de tous les auteurs. M. Grenier, *Traité des donations*, t. 2, pag. 15, s'exprime ainsi: « Celui qui a fait un héritier ne peut en faire un autre: il ne peut donner une quote part d'hérédité quelque modique qu'elle soit, comme d'un sixième, d'un huitième, etc.; parce que ce serait faire un héritier, ce que la loi ne permet pas, lorsqu'on en a déjà fait un, et la disposition serait nulle. On ne peut donner qu'une chose particulière, et autrement que par forme de quote. » — Y. Dumoulin, sur l'art. 12 de la coutume de Nivernais; Delaurière, dans son *Traité des institutions contractuelles*, t. 2, ch. 7, n° 59; Lebrun, dans son *Traité des successions*, t. 2, p. 21; tous professent la même doctrine. — Il est vrai que le donateur, qui a fait une institution contractuelle universelle, a néanmoins la faculté de disposer, à titre gratuit, d'objets compris dans la donation ou de sommes modiques, à titre de récompense ou autrement, ainsi que le portent l'art. 1083 du Code civil, et l'ordonnance de 1747. — Mais il ne peut disposer de ces biens que par voie de legs particulier, et non par voie de legs à titre universel. — Il y a une grande différence entre ces deux sortes de dispositions: — La première ne donne

(1) La question était régie, dans l'espèce, par l'ordonnance de 1747 sous l'empire de laquelle avait été faite l'institution contractuelle; mais la solution devrait être la même sous l'empire du Code civil dont les art. 1082 et 1083 ont reproduit les prescriptions de l'ordonnance. Or, d'après les principes de l'ordonnance, comme d'après ceux du Code, le père qui a fait une institution contractuelle ne peut plus donner gratuitement une quote part de ses biens: une pareille disposition, si elle était faite, ne serait pas seulement réductible, elle serait nulle. V. sur ce point, entre les autorités citées dans l'article ci-dessus, Merlin, *Repert.*, 1^{re} *Institution contrac-*

tuelle, § 8, n° 6; Favard de Langlade, *Repert.*, *cod. verb.*, n° 2; Vazeille, *des Donations*, sur l'art. 1083, n° 6. V. encore dans ce sens, nos observations sur un arrêt de la Cour d'appel de Besançon du 19 frim. an 14. — Néanmoins, il faut excepter le cas dans lequel le père, en faisant l'institution, s'est réservé une somme fixe, un objet déterminé, ou une quote de biens. Cette réserve est alors la mesure de la capacité ultérieure du père, et de la validité de ses dispositions subséquentes. V. dans ce sens, Cass. 23 mai 1821. V. aussi Delvincourt, t. 2, p. 428, et Vazeille, *loc. cit.*, n° 2.

d'autre droit au légataire que celui de réclamer l'objet spécial qui lui a été donné. Elle ne lui permet pas d'entrer dans les détails de la succession. C'est à l'héritier institué qu'appartient seul le droit de scruter les affaires de la succession; il s'en empare sans rencontrer aucune entrave; et la libéralité faite par le défunt, il l'acquiesce comme une dette de la succession.—Ainsi, sa qualité d'héritier universel ne souffre aucune atteinte.—La seconde, au contraire, confère au légataire le droit de scruter la succession, de pénétrer dans tous ses détails, de provoquer des rapports, des partages, des expertises...—Par conséquent, elle porte atteinte à l'institution contractuelle universelle, qui réserverait à l'héritier institué le droit d'entrer seul dans tous les détails de la succession.—La disposition à titre universel est donc incompatible avec l'institution universelle faite par le contrat de mariage.—Ainsi, dans l'espèce, la donation faite par Accord père à son épouse est nulle;—Et l'arrêt qui l'a déclarée valable est contrevenu à la loi.

La veuve Accord répond que d'après l'ancienne législation, et même la nouvelle, l'institution contractuelle universelle laisse au père le droit de disposer d'une portion de ses biens de la manière qu'il juge convenable;—Que le disposition qu'il fait ne peut être critiquée qu'autant qu'elle est entachée de fraude, ou qu'elle est susceptible de réduction;—Que, dans l'espèce, la Cour royale a reconnu qu'il n'y avait pas fraude, mais seulement qu'il y avait lieu à réduire la donation à un sixième de la succession du sieur Accord relativement à sa fortune;—Que c'était là des questions purement de fait appartenant exclusivement à la Cour royale, et qui ne peuvent pas entrer dans les attributions de la Cour suprême;—Qu'en conséquence le pourvoi en cassation est mal fondé.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR.—Vu l'art. 12 du tit. 1^{er} de l'ordonnance de 1747, ainsi conçu : « La disposition de l'article précédent aura lieu pareillement par rapport aux institutions contractuelles; voulons que lesdites institutions, comme aussi les substitutions qui y sont apposées, soient irrévocables, soit entre nobles ou entre roturiers, dans tous les pays où elles sont en usage. »—Attendu qu'aux termes de cet article, dont la disposition est expressément renouvelée par les art. 1082 et 1083 du Code civil, l'institution d'héritier était irrévocable; que, par suite de ce principe, l'instituant ne pouvait plus

disposer, à titre universel, du total ni de partie des biens compris dans l'institution; et qu'en jugeant le contraire, l'arrêt viole formellement l'article précité de l'ordonnance de 1747;—Casse.

Du 23 fév. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p.p.—Rapp., M. Cassaigne.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Huart-Dupart et Dupont.

1^o MARIAGE.—DIVORCE.—ÉTRANGER.—NULLITÉ SUBSTANTIELLE.

2^o NATURALISATION.—AUTORITÉ MUNICIPALE. COMPÉTENCE.—DOMICILE.—ÉTRANGER.

3^o SCAND.—REFUS.—POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

1^o Une étrangère mariée dans son pays n'a pu, en venant prendre domicile en France, même du consentement de son mari, y acquérir la qualité de française, pour ensuite, invoquant les lois françaises, faire prononcer son divorce en pays étranger par un agent diplomatique français, et passer immédiatement à un second mariage; elle n'a pu ainsi se soustraire aux lois de son pays qui déclareraient son mariage indissoluble.

La nullité d'un tel divorce, et par suite du second mariage qui en était le but, peut être proposée par le second mari, quelle que soit d'ailleurs la possession d'état de l'épouse; en outre que le second mari ait pris part aux actes du divorce frauduleux, et que ce divorce n'ait été qu'elle ni par le premier mari ni par le ministère public (1).—La nullité est substantielle comme tenant à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Elle ne peut en conséquence être couverte.

Vainement encore invoquerait-on la loi du 26 germ. an 11 sur l'irrévocabilité des divorces précédemment prononcés : cette loi ne pouvant étendre ses effets au-delà du territoire français, ni donner à un agent diplomatique français le droit de prononcer sur l'état civil d'époux étrangers (2).

2^o Des actes émanés de l'autorité municipale qui ont admis un étranger à fixer son domicile dans une ville de France et à y jouir de la qualité de citoyen, n'ont pu priver les tribunaux du droit dont ils sont investis par les lois, de juger à l'égard de cet étranger, dans ses rapports avec les français, toutes questions de domicile ou de naturalisation.

3^o Les juges ont pu refuser un sursis demandé

(1) La difficulté provenait surtout de ce que le premier mari n'avait pas été mis en cause, et qu'ainsi le divorce ne se trouvait pas contradictoirement acculé avec lui. Mais la nullité du divorce, nullité résultant soit de ce que ce divorce avait été prononcé dans un pays et entre des parties dont la loi n'autoriserait pas cette manière de dissoudre le mariage, soit de ce que ce divorce était prononcé dans une forme qui n'était même pas extérieurement celle que prescrivait la loi que les parties invoquaient, et qui admettait cette dissolution, la nullité était tellement radicale qu'on ne peut pas dire qu'il existât même un acte que l'on pût légalement qualifier de divorce. M. Merlin justifie par cette considération l'arrêt que nous rapportons ici. *V. Répert., v^o Mariage*, sect. 6, § 7, sur l'art. 184, 2^e question.—Cet auteur va même plus loin : il soutient que le divorce dont la nullité servirait de fondement à la demande en nullité du second mariage, « s'il est prononcé dans la forme extérieure prescrite par la loi, et entre des parties dont la loi admettrait ce mode de dissolution, il ne s'ensuivrait pas que le demandeur en nullité du second mariage, dût mettre le premier mari en cause pour faire pro-

voquer contradictoirement avec lui la nullité du divorce. La précaution serait bonne à prendre, dit M. Merlin, et à défaut par le demandeur de le faire, les juges feront bien de l'ordonner d'office. Mais cela n'est pas rigoureusement nécessaire, et si la précaution n'a pas été prise, le jugement intervenu n'en produira pas moins son effet entre les parties qui y auront figuré. Le premier mari pourra sans doute y former tierce opposition, mais le jugement, s'il est retiré sur cette tierce opposition, n'en conservera pas moins son effet à l'égard de tous autres intéressés d'après cette règle générale que la rétractation faite en faveur d'un tiers, n'enlève rien de son autorité au jugement à l'égard des parties entre lesquelles ce jugement a statué.

(2) Cette loi a cependant été appliquée à des étrangers dans le célèbre affaire Mac-Mahoe, arrêt du 22 mars 1806. *V. l'arrêt* à sa date. Mais cet arrêt était rendu dans des circonstances particulières qui présentaient de notables différences avec l'affaire que nous rapportons. Ces différences sont signalées dans le réquisitoire de M. le procureur général qui se trouve reproduit dans le cours de l'article ci-dessus : nous y renvoyons le lecteur.

lorsqu'aucune loi ne leur faisait un devoir de l'accorder, alors surtout qu'ils reconnoissent avoir des éléments suffisants, indépendamment des pièces dont on demandoit la production. — Leur refus ne saurait dans ce cas présenter ouverture à cassation.

(Gnudi — C. Kellermann.)

La demoiselle Gnudi et le sieur Aldovrandi, tous deux nés en Italie, contractèrent mariage à Milan, le 18 août 1783. — Ce mariage fut célébré suivant toutes les formalités prescrites par les lois canoniques. — Bientôt s'élevèrent de nombreux différends entre les nouveaux époux. — En 1793, la dame Aldovrandi abandonna le domicile conjugal, pour résider successivement dans plusieurs villes d'Italie, et passa en France, où, après quelques mois de séjour, elle conçut le dessein de faire rompre son premier mariage pour en contracter un nouveau avec le général Kellermann.

La loi du 20 sept. 1792 avait autorisé le divorce en France; en conséquence, le 16 août 1800, la dame Aldovrandi, revenue à Milan, fait présenter à M. Aldovrandi son mari, alors domicilié à Bologne, un acte par lequel elle le requiert de donner son consentement au divorce qu'elle lui propose. — Sans que la dame Aldovrandi ait pu en rapporter la preuve, il a toutefois été articulé pour elle au procès que, par acte daté de Bologne du 5 fruct. an 8, le sieur Aldovrandi son mari avait donné son consentement au divorce proposé. — Il paraît enfin que par suite de ce même acte et le 18 fruct. an 8, M. Petiet, ministre extraordinaire du gouvernement français à Milan, dressa un acte dans lequel furent visés les prétendus consentemens respectifs donnés par les époux au divorce dont il s'agit, et ce même divorce formellement prononcé.

Le 20 du même mois, le même ministre reçoit la déclaration de la dame Gnudi et du général Kellermann, de se prendre pour époux en légitime mariage, et prononce leur union conformément à la loi française.

En 1815, la dame Gnudi forme contre son nouvel époux, devant le tribunal de première instance de la Seine, une demande en séparation de corps pour cause de sévices, injures graves et mauvais traitements dont elle offre de faire preuves, tant par titre que par témoins. — A cette demande, le général Kellermann, comte de Valmy, oppose comme fin de non-recevoir la nullité de l'acte de célébration de son mariage du 20 fruct. an 8. — Il soutient que la dame Gnudi n'a jamais cessé d'être dans les liens d'un premier mariage avec le sieur Aldovrandi, et que le prétendu divorce du 18 fruct. an 8 est absolument nul: 1° parce que les époux Aldovrandi, tous les deux Italiens, mariés en Italie et sous l'empire des lois canoniques qui ne permettaient pas le divorce, n'avaient pu rompre une union que la loi de leur pays déclarait indissoluble; 2° parce que en supposant même que le divorce eût été possible entre les époux Aldovrandi, celui dont s'autorisait la dame Gnudi aurait encore été frappé de nullité par le seul défaut de qualité du ministre extraordinaire du gouvernement français à Milan pour le prononcer, cet agent n'ayant pu statuer, d'après les lois françaises, entre des étrangers qui n'étaient soumis ni à ces lois ni à son autorité.

Pour la dame Gnudi on répond, que le comte de Valmy est non recevable à opposer lui-même la nullité d'un mariage qu'il a volontairement contracté, et contre lequel personne autre que lui ne réclame. — On invoque d'ailleurs en faveur de la demanderesse, la circonstance de son domicile en France, qui lui avait acquis la jouissance des droits civils conformément aux lois françaises

et lui avait conféré la faculté du divorce, enfin sa possession d'état d'épouse légitime pendant plus de quinze années.

Le 8 juin 1816, sur ces défenses respectives des parties, jugement contradictoire du tribunal de première instance de la Seine, qui déclare la dame Gnudi non recevable en sa demande en séparation de corps contre le comte de Valmy, par les motifs ci-après: En ce qui touche la fin de non-recevoir; attendu que les art. 147 et 184 du Code civil donnent aux époux eux-mêmes le droit d'attaquer le mariage contracté pendant l'existence d'une première union non légalement dissoute; que la loi ne prescrit aucun délai passé lequel l'action ne serait plus recevable, et n'en fait dépendre l'exercice d'aucune circonstance; que la loi, en accordant cette action aux époux, a reconnu en eux qualité et intérêt; que cette action est établie moins dans l'intérêt privé que dans l'intérêt public; que, dans l'espèce, elle est exercée comme exception préjudicielle à une demande en séparation de corps;

« Attendu qu'il serait contre tout principe, et contre les droits de la défense naturelle et légitime, d'admettre que la partie à laquelle on oppose un titre, n'aurait pas le droit de le discuter et d'en faire remarquer les vices; que son droit s'ouvre et son intérêt commence du jour où cet acte lui est opposé; que dans l'espèce il s'agit également, moins de discuter la validité de cet acte, que d'établir qu'il n'existe pas légalement, et qu'il n'a jamais pu produire aucun effet; qu'il n'est que l'œuvre d'une personne privée et sans caractère public pour le fait dont il s'agit, œuvre prohibée par la loi du pays où elle a eu lieu, et des personnes qui en étaient l'objet; que le sieur Aldovrandi n'est ni partie dans la cause ni justiciable des tribunaux français; que la loi du 23 prair. an 11 et l'avis du conseil d'Etat du 11 prair. an 12 ne s'appliquent qu'au divorce prononcé entre Français, et par un officier ayant caractère à cet effet; qu'ils n'ont pour objet que de couvrir des irrégularités ou omissions, mais non de créer un acte qui n'existe pas légalement; — En ce qui touche le fond; attendu que la dame Aldovrandi, en puissance de mari, n'a pu se constituer un domicile, et encore moins abdiquer sa patrie et en adopter une nouvelle; qu'il ne peut exister de divorce entre deux Italiens soumis à des lois qui le proscrirent; que le divorce n'a pu être prononcé entre eux par un agent diplomatique français, qui n'avait à leur égard ni caractère ni juridiction; que le mariage subsistant entre le sieur et dame Aldovrandi n'ayant pas été légalement dissous, la dame Aldovrandi était dans l'incapacité absolue d'en contracter un second avec le comte de Valmy, et que la nullité de ce mariage est prononcée par l'art. 147 du Code civ. »

Appel. — 28 juin. 1817, arrêt préparatoire de la Cour d'appel de Paris, qui ordonne l'apport au greffe, soit du registre de l'état civil tenu à Milan par M. Petiet en 1800, sur lequel étaient inscrits et l'acte de divorce de la dame Gnudi et de M. Aldovrandi, et l'acte de célébration de mariage de cette dame avec M. le général Kellermann, soit une copie vidimée et figurée dudit registre.

En exécution de cet arrêt, le ministre des affaires étrangères a adressé à M. le procureur général un registre dont l'intitulé est ainsi conçu: « Le présent registre, fait par duplicata, contenant 184 pages, est destiné à inscrire par ordre de dates et de numéros, sans surcharges ni interlignes, tous les actes de mariage, de naissance, de décès, de divorces, et généralement tous autres actes qui tiennent à l'existence civile et politique des citoyens français dans la Cisalpine. A Milan,

le 5 mess. an 8 de la république française. Le ministre du gouvernement français à Milan.

« *Signé, Pettet.* »

Ce registre ne contenait qu'une copie du prétendu acte de divorce entre la dame Gaudi et le sieur Aldovrandi, laquelle copie même ne faisait mention ni de la signature, ni de la présence de ce dernier. — Cependant, pour suppléer à cette irrégularité du registre, la dame Gaudi prit des conclusions subsidiaires, tendantes à ce qu'il fût suris à prononcer pendant six mois, pendant lequel temps, elle serait autorisée à faire la recherche de tous les registres qui auraient pu être tenus par le ministre extraordinaire du gouvernement français à Milan.

Le 11 août 1817, arrêt de la Cour de Paris par lequel, vu le registre apporté au greffe de la Cour, en exécution de l'arrêt du 28 juill. dernier; — Considérant que ce registre, intitulé *Duplicata*, et qui, sous ce titre, devrait être lui-même la seconde minute des actes qui y sont insérés, n'est pour les actes invoqués dans la cause, qu'une copie, dont la prétendu original n'est ni représenté, ni même indiqué, et qui, dans la copie du l'acte du prétendu divorce entre Thérèse Gaudi et Philippe Aldovrandi-Marescotti, son mari, ne mentionne ni la signature, ni même la présence de ce dernier, quoique ce divorce fût par consentement mutuel; et adoptant les motifs des premiers juges, sans s'arrêter aux conclusions et demandes subsidiaires de la dame Gaudi, a mis et met l'appellation au néant; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet.

POURVOI en cassation de la part de la dame Gaudi.

Premier moyen. — Violation des art. 464 et 853 du Code de proc., et 45 du Code civ. Aux termes de l'art. 464 du Code de proc., une partie peut former en cause d'appel une demande nouvelle, si cette demande est une défense à la demande principale. Or, dans l'espèce, la demande principale était la demande en nullité du mariage; donc la dame Gaudi avait droit de demander un suris pour rapporter l'acte de divorce qui avait brieé le premier lien qui l'unissait au sieur Aldovrandi; car, ce fait établi, le second mariage devenait inattaquable; ainsi l'arrêt, en refusant le suris demandé, a violé l'art. 464 du Code de proc.; d'ailleurs, les art. 853 du Code de proc., et 45 du Code civ. établissent en faveur de toutes personnes le droit de faire compulser les registres publics, et notamment les registres de l'état civil, et de se faire délivrer copie des actes qu'ils renferment; la Cour, en refusant l'exercice de ce droit a violé les articles cités; enfin, l'arrêt n'est point motivé sur le chef qui rejette la demande en suris qui constitue une violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810.

Deuxième moyen. — Violation des art. 47 et 48 du Code civ.; en ce que l'arrêt a annulé un acte de l'état civil des Français reçu en pays étranger, par un agent diplomatique français. — Les art. 47 et 48 du Code civ. n'ont fait que consacrer des principes universellement reconnus. Dans tous les temps les ambassadeurs français ont été habilités à recevoir les actes civils des Français qui se trouvent en pays étranger. — Il ne faut donc plus qu'établir que la dame Gaudi était Française en l'an 8 (et cela sera prouvé), pour avoir démontré jusqu'à l'évidence que le divorce a été valablement prononcé entre elle et son premier mari, par l'agent diplomatique français. Mais en supposant même que la dame Gaudi ne fût pas Française à l'époque de son divorce, il n'en est pas moins vrai que le divorce a été prononcé du consentement mutuel des époux; et il n'appartient pas au

général Kellermann, qui a lui-même coopéré à faire prononcer le divorce, de venir opposer l'incompétence de l'agent diplomatique qui a agi sous son influence, et d'arguer de la loi italienne prohibitive du divorce, dont il a violé les dispositions.

Troisième moyen. — Violation de la loi transitoire du 26 germ. an 11, en ce que l'arrêt a déclaré nul un divorce antérieur au Code civil, contre la disposition formelle de cette loi portant expressément : « que tous divorces prononcés par des officiers de l'état civil ou autorisés par jugement avant le Code civ. auront leur effet conformément aux lois précédentes. » Tel est le texte de la loi. Pour en connaître le véritable esprit, il faut consulter le discours de l'orateur du gouvernement, l'avis du conseil d'Etat du 11 prair. an 12, le *Répertoire de Jurisprudence* au mot *Divorce*, p. 773 et suiv.; enfin, voir l'application qu'en a faite la Cour de cass. dans l'affaire MacMahon (V. 22 mars 1806), et l'on sera convaincu que par cela seul que le divorce de la dame Gaudi avait été prononcé antérieurement au Code sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, et que l'acte matériel de ce divorce était rapporté, il ne pouvait plus être critiqué ni attaqué.

Quatrième moyen. — Violation de l'art. 1^{er} § 3 de la loi du 20 sept. 1792, en ce que l'arrêt dénonce à déclaré le second mariage nul, comme bigamie, encore que, par l'effet du divorce, la dame Gaudi eût la faculté de contracter un second mariage. — L'art. 1^{er} de la loi du 20 sept. 1792 porte : « les effets du divorce, par rapport à la personne des époux, sont de rendre à la femme et au mari leur entière indépendance, avec faculté de contracter. » — Pour démontrer la violation de cette loi, il suffit de rappeler qu'il y avait divorce, et divorce valable, par l'effet duquel les liens du premier mariage de la dame Gaudi étaient rompus. — Mais supposons toutefois que le second mariage fût irrégulier, le général Kellermann serait-il recevable à l'attaquer? — Non évidemment, non. — De nombreuses fins de non-recevoir s'élevaient contre lui. — Il a concouru à ce mariage, il l'a approuvé et ratifié, soit expressément, soit en gardant le silence pendant seize années. La dame Gaudi a en sa faveur, une possession d'état non interrompue; les enfants nés de leur mariage ont également une possession d'état d'enfants légitimes; donc le sieur Kellermann doit être déclaré non recevable; il est sans intérêt et sans qualité.

Cinquième moyen. — Violation de la loi du 24 août 1790, art. 13, tit. 2, et de la loi du 16 fruct. an 13, portant défense aux tribunaux de connaître des actes administratifs; en ce que l'arrêt a décidé que la dame Gaudi n'était pas Française à l'époque de son divorce, nonobstant une délibération de l'administration municipale d'Als, qui range la dame Gaudi au nombre des citoyens de cette ville. — L'art. 13, tit. 2, de la loi du 24 août 1790, porte : « Les juges ne peuvent troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs. » — La loi du 16 fruct. an 13 s'exprime en ces termes : « Défenses réitérées sont faites aux tribunaux de connaître des actes d'administration, de quelque espèce que ce soit. » — Voilà la ligne de démarcation tracée entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative; ad l'une, ni l'autre ne peut la franchir sans violer la loi. — Dans l'espèce, la Cour de Paris a décidé que la dame Gaudi n'était point Française à l'époque de son divorce : « attendu qu'étant en possession de mari elle n'a pu se constituer un domicile, et encore moins acquiescer sa patrie. » — Cependant la dame Gaudi rapporte une délibération

de l'administration municipale du caulou d'Aix, en date du 9 vent. an 8, rendue sur l'avis du commissaire du gouvernement, qui la met au nombre des citoyens de la ville d'Aix, pour y jouir, est-il dit, de tous les avantages de cité, et en supporter les charges. — L'autorité judiciaire devait respecter cette décision de l'autorité administrative; elle ne l'a pas fait, elle a donc violé la loi. — D'ailleurs, qu'on remarque que le principe émis par la Cour de Paris est erroné en lui-même; elle dit que la dame Gnucci n'a pu se constituer un domicile; mais ne sait-on pas que la puissance maritale n'appartient qu'au mari; que lui seul est le maître de contraindre sa femme à rentrer dans le domicile conjugal; et qu'enfin, lorsqu'il se sépare d'elle volontairement, qu'il l'autorise à se choisir une nouvelle patrie, personne n'a le droit d'y apporter le moindre obstacle. — Si l'on examine en elle-même la décision de l'autorité administrative, on s'apercevra qu'elle est entièrement conforme aux principes. — A la vérité, d'après la constitution du 22 frim. an 8, qui révisait alors la France, il fallait être majeur, avoir déclaré l'intention de se fixer en France, et avoir, en outre, une résidence de dix ans, pour être naturalisé Français (art. 3). — Dans l'espèce, la dame Kellermann a près de vingt ans de domicile en France d'une part, de l'autre, il n'est pas nécessaire d'être entièrement naturalisé en France pour être admis à l'exercice des droits civils. L'étranger qui a abdicqué sa patrie, qui s'est fixé en France, mais qui n'y a pas encore demeuré assez longtemps pour être naturalisé Français, s'appelle *incolât* ou *régnicole*. — Or, l'incolât ne peut être confondu avec l'étranger proprement dit; il jouit déjà de ses droits et avantages communs à ses nouveaux concitoyens; son état civil est déjà réglé par les lois françaises; il peut se marier ou divorcer d'après ces lois, lors même qu'il retourne en pays étranger (V. Proudhon, *Cours de droit franc.*, eh. 12, de l'incolât, t. 1^{er}, p. 89). « *Civis quidem, dicit la loi 7 au Code, de incolis, origo, manumissio, allectio, vel adoptio: incolatus vero domicilium facit. — Incolatus est qui aliquâ regione domicilium suum contulit.* » (L. 239, § 2, II, de reg. juris.) — Enfin, l'art. 13 du Code civ. consacre formellement ce principe, avec cette seule modification, qu'il faut aujourd'hui l'autorisation du roi.

M. le procureur général, après avoir écarté le premier moyen pris de ce que la Cour n'avait pas accordé le sursis demandé par la dame Gnucci, a dit : « Nous divisons notre discussion en trois points; tous les moyens de cassation viendront s'y classer. — 1^o Quel est le caractère de l'acte consigné dans les registres de la municipalité d'Aix, à la date du 9 vent. an 8, concernant la demanderesse? Cet acte a-t-il changé la condition de la dame Aldovrandi? A-t-il pu avoir une influence sur ce qui s'est passé depuis; n'était-il pas essentiellement sans force et sans valeur; était-on obligé de se pourvoir administrativement pour le faire déclarer nul? — 2^o Si la demanderesse n'a pas cessé d'être Italienne, a-t-elle pu divorcer? L'intervention du ministre extraordinaire du gouvernement français à Milan, et l'emploi de son autorité, ont-ils pu donner quelque efficacité à l'acte de divorce? Faut-il dire que cet acte serait au moins régi par la loi transitoire du 26 germ. an 11? — 3^o Y a-t-il quelque fin de non-recevoir contre le général Kellermann, soit parce qu'il excipait de la nullité du divorce hors de la présence du comte Aldovrandi-Marescotti, soit parce qu'il revenait contre son propre fait, soit à cause de la possession d'état, longue, publique, non interrompue, cimentée par les approbations les plus expresses, soit enfin parce que l'enfant né

de la seconde union (et c'est ici un point de vue que nous persécutons d'office), n'était point spécialement défendu dans un procès qui l'intéressait si fortement? — Vous le savez, Messieurs, la municipalité d'Aix a reçu, le 9 vent. de l'an 8, la déclaration du fondé de pouvoir de la dame Aldovrandi, portant qu'elle avait séjourné à Aix depuis le 25 fruct. de l'an 7, jusqu'au 8 brum. de l'an 8; que son intention était d'y fixer son domicile, d'y payer ses impositions, et d'y jouir des droits de citoyen. — La municipalité a donné acte de la déclaration, a rangé la dame Aldovrandi au nombre des citoyens d'Aix. — Quelle idée devons-nous avoir d'un pareil acte? — Quant à nous, pour ne rien laisser à désirer dans cette cause, nous supposons que la municipalité d'Aix a voulu conférer les droits civils à la dame Aldovrandi; et que pour l'exécution du projet que la demanderesse avait conçu, ou a voulu accorder une véritable naturalisation. — Nous ne ferons point l'injure à la Cour de prouver combien sous ce rapport l'espoir de la demanderesse et la complaisance de la municipalité étaient étranges et monstrueux. — Qu'il nous suffise de dire que la naturalisation est un droit de souveraineté, qu'elle s'accordait anciennement par des lettres de la grande chancellerie, qui étaient enregistrées dans les Cours souveraines; et qu'à l'époque du 9 vent. an 8, la France était régie par l'acte constitutionnel du 22 frim. an 8, portant qu'un étranger devient citoyen français, lorsqu'après avoir atteint l'âge de vingt et un ans accomplis, il a résidé pendant dix années consécutives. — La loi seule imprime le caractère de Français, soit directement lorsqu'elle a fait dépendre cet avantage du seul fait d'une longue habitation, soit indirectement lorsqu'elle s'en remet au prince pour conférer ce bienfait. — Mais toujours est-il vrai que la naturalisation est un acte national. — La municipalité d'Aix ne pouvait pas naturaliser pour l'étendue de son territoire. — On ne peut pas être Français dans une partie de la France, et ne pas l'être dans l'autre. — Une municipalité est un être collectif; c'est un sujet du roi; au souverain seul appartient le droit de créer un Français. — Aussi la demanderesse n'insiste pas beaucoup sur le principe. — Mais elle voudrait que l'acte de la municipalité d'Aix, quelque révoquant qu'il soit, eût été respecté, tant qu'il n'avait pas été anéanti par l'autorité administrative supérieure. — Pour résoudre cette difficulté, ou pour mieux dire, pour répondre à cette exception dilatoire, nous distinguerons le pouvoir administratif qui, avec un germe ou principe d'autorité, dépasse seulement les limites de son pouvoir, nous distinguerons, disons-nous, cette autorité administrative de celle qui manque totalement de pouvoir et de compétence. — Au premier cas, sans doute, le recours à l'autorité administrative supérieure serait indispensable; mais quand il y a absence de pouvoir sous tous les rapports et bouleversement de l'ordre public, les tribunaux n'ont pas besoin d'une annulation préalable pour agir dans les bornes de leur autorité. — Si l'autorité administrative créait ou détruisait un hussier, si elle faisait naître d'une opposition; si elle annulait une inscription hypothécaire; si elle arrêtait un ordre parmi les créanciers; si elle désignait un tribunal devant lequel elle déciderait qu'une contestation doit être portée, dirait-on qu'un pareil arrêté lierait les tribunaux? — Non, sans doute. — Et pourquoi? — C'est qu'alors il y aurait absence absolue du pouvoir. — La raison proclame ce principe, et la Cour de cassation l'a consacré dans un arrêt du 8 therm. an 13 (aff. Hugot).

Le pouvoir judiciaire est assez grand par ses attributions, pour ne point empiéter sur l'autorité

administrative; mais ce n'est point empiéter sur cette autorité; que de dire qu'un acte par lequel une municipalité aurait voulu naturaliser ou étranger n'est rien, rien absolument aux yeux de la loi.—Il ne reste donc à la demanderesse qu'une résidence effective à Aix, de quarante-trois jours, et sa déclaration de vouloir y établir son domicile. — Que peut cette résidence? Que peut cette déclaration? Nous voulons bien croire que le comte Aldovrandi avait donné la permission à son épouse de résider à Aix.—Mais qu'en résultera-t-il?—La femme étrangère perdra-t-elle son caractère? Changera-t-elle de condition? — Non, sans doute: l'élection de domicile n'aura qu'un seul effet, celui d'attribuer juridiction aux tribunaux du nouveau domicile, pour connaître des actions personnelles ou mobilières intentées contre la femme. — Le Code civil veut que l'étranger même non résidant en France, puisse être cité devant les tribunaux français pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français, et qu'il puisse être traduit devant les tribunaux de France pour les obligations par lui contractées en pays étranger avec des Français.— Le Code n'a pas statué pour le cas où un étranger voudrait actionner un autre étranger domicilié en France.—La jurisprudence a rempli cette lacune: elle a décidé que l'étranger peut actionner, pour l'exécution des obligations, devant les tribunaux français, un autre étranger résidant en France, lorsque celui-ci a fait déclaration de domicile, ou qu'il y a établi une maison de commerce, ou enfin qu'il a manifesté d'une manière quelconque qu'il n'est pas en France comme simple voyageur, *ubi peregrinari non videtur, et unde non discessurus, si nihil avocet.*—Que maintenant la demanderesse distingue entre l'incolat et l'étranger, à quoi cette distinction pourra-t-elle mener?—Nous dirons avec la loi que l'incolat est celui qui a fixé son domicile dans une contrée: *incolat est qui aliquâ regione domicilium suum constituit.*—Mais si l'étranger a fixé son domicile en France, acquiert-il par cela seul la qualité de Français? Or, nous répondrons encore avec la loi que c'est l'origine qui fait les citoyens, et que le domicile ne fait que les incolats: *cives origo, incolas domicilium facit.*—Telle est, Messieurs, la première question du procès, question facile sans doute, et pourtant bien importante, puisque le mariage du comte de Valmy est établi sur le divorce, et que le divorce est établi sur le changement de domicile. Nous ne dirons pas que les autres questions ne sont absolument qu'une dépendance de la première, et qu'il faille les décider sans examen et par voie de conséquence. Mais, quoique les autres questions aient quelques éléments particuliers, elles n'en prennent pas moins leur source dans celle que nous venons d'examiner. Celle-ci a une influence extrême sur toute la cause; elle l'embrasse et la saisit dans ses limites les plus reculées; et telle a été en effet l'intention des parties, de légitimer tous les actes subséquens par celui du 9 vent. de l'an 8.

— Passons à la seconde question. Nous nous demandons si la demanderesse, qui n'a pas cessé d'être Italienne, a pu divorcer; si l'intervention du ministre extraordinaire du gouvernement français à Milan et l'emploi de son autorité, ont pu donner quelque efficacité à l'acte de divorce, et enfin si cet acte ne serait pas tout au moins valide par la loi transitoire du 26 germ. an 11.—Le divorce de la dame Aldovrandi est nul sous un double rapport.—Il est nul, parce que le divorce était interdit par la loi du pays.—Il est nul encore, parce qu'en supposant le divorce permis, notre ministre extraordinaire à Milan manquait

entièrement de caractère pour le prononcer.—La première proposition n'a besoin, pour ainsi dire, que d'être exposée. Dans tous les pays où l'homme puise ses premières lois dans l'Evangile, dans tous les pays où le mariage est considéré comme un sacrement, le lien matrimonial est indissoluble.—La constitution politique du Milanais changea dans le mois de mess. de l'an 5.—Que résulterait-il de ce changement? Faudrait-il dire que le mariage, parce qu'il est uniquement réglé par la loi civile, est résoluble à volonté? Mais ce principe même a une conséquence inverse de celle qu'on voudrait en tirer.—C'est précisément parce que la loi règle les conditions des contrats; c'est précisément parce qu'elle les déclare parfaits, quand ces conditions sont remplies, qu'il n'est pas permis de les rompre, excepté dans les cas qu'elle a prévus, et pour les causes qu'elle a déclarées légitimes. Dirait-on que les contrats se dissolvent par le consentement, comme ils se forment par le consentement? Dirait-on qu'il y a cause légitime de résolution dans la volonté seule des parties, lorsqu'elles sont majeures et qu'elles procèdent librement?—Oui, quand il s'agit d'un contrat qui tient uniquement du droit privé.—Mais le contrat de mariage tient au droit public; il intéresse toute la société. Les parties ne peuvent pas, indépendamment de la loi, porter atteinte à l'acte de célébration; elles ne peuvent pas même porter atteinte au contrat qui contient leurs conventions civiles.—En France, où la loi du 20 sept. 1792 déclara que le mariage ne serait plus qu'un contrat civil, anrait-on prétendu, en vertu de cette seule loi, que le divorce était permis? Non, sans doute; et la preuve est que le même jour on fit une loi particulière pour autoriser le divorce. Le premier article porte: le mariage se dissout par le divorce.—On n'a jamais prétendu que, dans la république cisalpine, il ait existé une loi qui ait introduit ce principe de dissolution.—Doue le mariage, soit comme sacrement, soit comme contrat civil, y est toujours resté indissoluble.—La seconde nullité qui frappe le mariage dont il s'agit, c'est l'incompétence absolue de notre agent diplomatique.—Nous apprenons par l'histoire que les étrangers ont souvent recouru à la justice des tribunaux français. Le parlement de Paris, par la sagesse et l'équité de ses jugemens, mérita d'être l'arbitre des plus grands princes de la terre.—De nos jours, plusieurs fois des étrangers ont plaidé devant nos tribunaux pour des questions d'état.—Mais remarquez, Messieurs, qu'on n'a jamais prétendu que les tribunaux français pussent juger les étrangers suivant les lois françaises.—Dans notre espèce, c'est un agent diplomatique français, un ministre extraordinaire, qui a prononcé sur le territoire italien, entre deux époux italiens, un divorce suivant les lois françaises, dans un pays qui ne reconnaissait pas le divorce, et entre des parties qui, suivant l'expression vulgaire, n'étaient pas divorçables.—Mais, en supposant le divorce permis (et c'est la proposition que nous examinons maintenant), la ministre extraordinaire était sans pouvoir pour le prononcer. Un ambassadeur n'a pas même le pouvoir de rendre la justice entre Français.—Ainsi, en supposant que les sieur et dame Aldovrandi eussent pu divorcer, ils auraient vu dans le Code de leur nation à quelle autorité municipale ils devaient s'adresser; se soustraire à cette autorité, c'était bouleverser l'ordre public.—Il est vrai que notre agent diplomatique pouvait être nommé arbitre; mais il ne pouvait l'être pour dissoudre un mariage. Il est vrai encore que les actes de l'état civil en pays étranger sont valables, s'ils ont été reçus conformément aux lois françaises, par les agents diplomatiques

on par les consuls; mais on voit, par l'essence des choses et par le texte même de nos lois, qu'il faut que ces actes n'intéressent que les Français.—Ici, les deux époux étaient Italiens (ce qui est aussi évident que la lumière du jour).—Donc notre agent diplomatique était totalement incompétent.

—Quelle difficulté peut-il donc rester dans cette seconde partie de la discussion? Une seule, c'est le moyen de cassation fondé sur la loi transitoire du 26 germ. an 11.—Celle loi voulait que les divorces antérieurs à la publication du Code civil eussent leurs effets, conformément aux lois qui existaient avant cette publication.—L'avis du conseil d'État tira de cette disposition la conséquence qu'il suffisait qu'il y eût acte de divorce revêtu de sa forme extérieure et matérielle, pour qu'on fondit là ne pût être critiquée.—Toutes réflexions sur cette manière d'entendre la loi seraient ici superflues; faisons des vœux pour qu'enfin cette loi, cette interprétation, soient invoquées pour la dernière fois.—Nous ne contestons pas à la demanderesse le sens qu'elle prête à la loi du 26 germ.

—Mais nous demandons s'il est possible d'appliquer une loi française, faite incontestablement pour les Français, dont le but évident et palpable a été de favoriser les époux résidant en France contre les époux émigrés; nous demandons s'il est possible de l'appliquer à deux étrangers.—Un arrêt célèbre a été rendu dans l'affaire Mac-Mahon, et Mac-Mahon était étranger. On appliqua la loi du 26 germ.; mais cela tient aux circonstances particulières de cette affaire.—M. le procureur général, après avoir rappelé les faits de cette affaire, signale la différence qu'elle présentait avec celle de la dame Guadi. Voyez, dit ce magistrat, là une femme française d'origine; ici une femme italienne. Là un mari qui, s'il n'était pas naturalisé, était bien voisin de la naturalisation, mais qui du moins, par son état, était destiné à vivre et mourir en France; ici un mari (le sieur Aldovrandi), Italien, toujours résidant en Italie, n'ayant aucun signe d'étrangerie.—Là un officier public compétent qui prononce le divorce: ici un officier public sans caractère pour prononcer l'acte dont il s'agit.—Nous n'en dirons pas davantage. Nous allons passer à la dernière question.

Il s'agit d'examiner si, tout en reconnaissant qu'il n'y a pas eu de divorce, que le premier lien a toujours subsisté, que le second n'a pu être formé, le général Kellermann était toujours non recevable à exciper de la nullité de son mariage; s'il était non recevable, soit parce qu'il proposait cette nullité hors la présence du comte Aldovrandi-Marescotti, soit parce qu'il revenait contre son propre fait, soit à cause de la possession d'état, longue, publique, non interrompue, cimentée par les approbations les plus expresses, soit enfin parce que l'enfant issu de la seconde union n'était point spécialement défendu dans un procès qui l'intéressait si fortement.—Que le sieur Aldovrandi ait intérêt à la contestation qui nous occupe, cela ne paraît être douteux.—Ce qu'il faut examiner, c'est si l'on était ebligé de mettre le sieur Aldovrandi en cause.—Et, pour résoudre cette question, ne suffirait-il pas de cette première observation, que la chose n'était point possible?—Mais ce qui tranche toute difficulté, c'est qu'on n'avait pas besoin de faire prononcer la nullité du divorce dont il s'agit. Ce divorce était tellement nul, c'était tellement non simulé, un fantôme; enfin, il manquait tellement de consistance, qu'on n'avait pas même besoin de l'attaquer. Ainsi le tribunal de première instance et la Cour royale après le tribunal, puisqu'elle a adopté surabondamment les motifs des premiers juges, se sont contentés de dire: sans avoir égard à l'acte du 18 fruct. an

8; qualifié acte de divorce.—Pour démontrer que la justice pouvait et devait prononcer ainsi, nous ferons une supposition qui rendra le principe bien sensible.—Si, en France, aujourd'hui que le divorce est aboli, une femme française, épouse d'un Français, s'avait de vouloir divorcer et qu'elle trouvât un officier public quelconque assez extravagant pour prononcer un pareil divorce, et si ensuite, après cette prétendue rupture du premier lien, la femme contractait à des secondes noces, dirait-on que pour prononcer la nullité de ce second mariage, il faudrait se pourvoir préalablement contre le premier mari, et faire déclarer le divorce nul? Le ministère public ne se risquerait-il pas d'une pareille prétention? Ne traduirait-il pas immédiatement devant la justice criminelle la femme coupable d'un pareil désordre?—Un cas pareil ne se présenterait sans doute jamais, on ne peut guère du moins l'imaginer; mais aurait-on imaginé davantage le divorce du comte Aldovrandi avant qu'il fût prononcé?—Qu'on cherche des raisons de différence si l'on veut; qu'on les trouve s'il est possible.—Mais, quels que soient ces efforts, il restera toujours un caractère de réprobation sur le divorce de la demanderesse; il faudra bien reconnaître qu'il a été prosaict des sa naissance, qu'il n'a en aucun élément pour exister, et enfin, comme l'a dit la Cour royale, qu'il s'agit moins d'un acte nul que d'un acte qui n'existait pas légalement.

—Mais, dit la demanderesse, le général Kellermann revient contre son propre fait; il fonde aux pieds une possession d'état longue, publique, non interrompue et cimentée par les approbations les plus respectables et les plus expresses.—On disait tout cela dans la fautive affaire de la comtesse de Baux.—Le duc de Guise, rebelle à sa patrie, nommé général par les puissances qui combattaient contre la France, condamné à la peine capitale par le parlement de Paris, frappé de mort civile, épouse dans les Pays-Bas la dame Honorée de Berghes, veuve du comte de Baux.—Tous les potentats de l'Europe reconnaissent ce mariage.—Mais il y avait deux nullités radicales dans le mariage. Il avait été fait hors la présence du propre curé, il avait été fait en état de mort civile.—M. d'Aguesseau, après avoir établi ces nullités, venant à la possession d'état, s'exprime ainsi: « Principe certain de droit, que l'état des hommes ne peut jamais être que l'ouvrage de la loi; les lettres, les déclarations, les reconnaissances des particuliers, ne peuvent rendre légitime ce qui est nul dans son principe; il faut toujours revenir à la vérité. La loi même n'impute que rarement ces sortes de reconnaissances à ceux qui les font, une erreur probable à pu les arracher, mais la vérité reconnaît les fait tomber d'eux-mêmes, et les dissipe absolument.—Faut-il encore citer ces lois fautes dont votre audience retentit tous les jours:—Non *quintus necessestudo consanguinitatis, sed naturalibus, vel adoptionis solemnitate conjungitur* L. 12, Cod. de prob.—*Non modis associationibus nec ementid professionis (licet utrique consentiant), sed matrimonio legitime concepti vel adoptione solemn, fidei civilis juri patri constituntur*, (L. 24, Cod. eod.).—Distinguez, comme nous l'avons déjà fait, deux sortes de nullités, les unes relatives à certaines personnes, les autres absolues. Les premières s'effacent souvent par la longueur du temps, par la possession, par le silence, ou par l'approbation de ceux qui pouvaient se plaindre dans le commencement du mariage. Ainsi un jeune homme séduit, en état de minorité, peut réclamer contre son engagement, mais s'il persévère pendant longtemps, si la ma-

forité ne lui ouvre point les yeux, alors, après plusieurs années de possession, son mariage s'affermist si solidement qu'il n'est plus possible de l'ébranler. De même, si un père laisse passer un temps considérable sans se plaindre du mariage que son fils mineur a contracté à son insu, l'approuve expressément ou tacitement. — Mais il n'en est pas de même des nullités absolues; ni le temps, ni la possession, ni l'approbation d'une famille entière, ne peuvent imprimer à un mariage le caractère de sacrement et de contrat civil, que l'Eglise et la loi lui refusent également. — Ainsi, M. d'Aguesseau a répondu pour nous à l'argument tiré de la possession et des reconnaissances. — Nous nous garderons bien d'accumuler les citations; mais Pothier nous fournira une courte réponse sur l'objection faite au demandeur, qu'il revient contre son propre fait, et qu'il allègue sa propre turpitude; cette brève réponse de Pothier est d'autant plus remarquable que pour soutenir le principe, il ne place dans l'hypothèse la plus défavorable. — La demande, dit Pothier, peut être intentée, même par celui des parties qui a trompé l'autre. — On opposera les maximes *nemo auditur debet propriam allegans turpitudinem; nemo ex proprio dolo consequi potest actionem* et autres semblables. La réponse est que ces maximes n'ont d'autre objet que l'intérêt particulier du demandeur, mais que la demande qu'une partie forme en cassation de mariage, quoique ce soit par son dol qu'il ait été constaté, a, outre l'intérêt du demandeur, un objet d'honnêteté publique qui serait blessée, si on laissait subsister un mariage que l'honnêteté publique et les lois ne permettent pas de laisser subsister, et cette raison d'honnêteté publique doit faire admettre la demande. — Ainsi, tous ces arguments se résolvent par le même principe. — Quand il s'agit d'un empêchement dirimant ou d'une nullité absolue, les tribunaux voient, dans la demande, moins l'individu qui la forme, que l'ordre public qu'elle intéresse. — Que reste-t-il à présent dans cette cause? l'intérêt de l'enfant. Cet intérêt est-il tel qu'il faille nécessairement le mettre en cause? — Nous ne le croyons pas. L'enfant était essentiellement représenté en la personne de sa mère; les deux intérêts étaient indivisibles. — Il y a plus, le sort de l'enfant est une dépendance; l'indivisibilité ne le place pas tout à fait sur la même ligne; le sort de l'enfant est réglé par la voie de suite et de conséquence. — Ainsi les monuments de la jurisprudence ne nous offrent rien qui puisse faire penser que la cause des enfants soit différente de celle des époux, et qu'il faille les mettre en cause pour prononcer valablement. — La cause des enfants est différente dans un sens unique; c'est que lors même que le mariage est annulé, il y a pour eux la ressource de faire triompher leurs intérêts particuliers par le motif de la bonne foi, et de faire déclarer qu'il y a pour eux, mariage putatif. — Ici nous devons faire la remarque honorable pour le général Kellermann, qu'il a demandé à la justice que son enfant joint des droits et de l'état d'enfant légitime. — C'est sous ce rapport que la justice a dit: attendu que l'enfant n'est pas représenté dans la cause par un tuteur spécial. — Ainsi les droits particuliers de l'enfant restent dans leur entier. — Voilà, MM. toute la cause de la dame Guuili; vous connaissez les art. 147 et 184 du Code civil, ils ne sont que la répétition de nos anciens principes; c'est la base de l'arrêt. — Dans toutes les causes de cette nature, le sort des époux a paru déplorable. — Mais à qui la faute? — La loi, qui veuille au maintien de l'ordre social, ne peut s'accommoder aux passions des individus, les suivre dans

le dédale de leurs déportemens, se prêter à toutes leurs erreurs, se modifier suivant les circonstances, excuser tous les écarts, et transiger sans cesse avec les outrages qu'elle a reçus. — Dans ces circonstances et par ces considérations, nous estimons qu'il y a lieu à rejeter le pourvoi. »

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR: — Sur les moyens pris 1^o de l'article 461 du Code de proc., en ce que les juges auraient refusé le sursis demandé; 2^o de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que cette disposition est dénuée de tout motif; 3^o enfin de l'art. 853 du Code de proc., qui autorise les dépositaires de registres publics à en délivrer des extraits: Attendu, sur la première partie, qu'aucune loi n'obligeait les juges à accorder, dans l'espèce, le sursis demandé; qu'ils ont, à cet égard, un pouvoir discrétionnaire; et qu'ils ont pu d'ailleurs d'autant mieux en user, qu'ils ont reconnu avoir, par-devers eux, les éléments suffisants pour statuer sur le procès, indépendamment des pièces dont on demandait à justifier. — Attendu, sur la deuxième partie, que le défaut d'indication d'original des pièces et le motif de l'illégalité de l'acte de divorce en lui-même prouvent que le rejet du sursis a été motivé; — Attendu, sur la troisième partie, que l'article 853 ne se trouve aucunement offensé, puisque l'arrêt n'a rien dénié du droit accordé par cet article;

Sur le moyen tiré des art. 47 et 48 du Code civil, et sur celui pris à une violation de la loi du 26 germinal an 11: — Attendu que la dame Guuili était étrangère à la France; qu'étant dans les liens d'un mariage contracté en Italie avec le marquis Aldovrandi, Italien, la résidence qu'elle a pu faire à Aix, même du consentement de son mari, n'a pu la soustraire aux lois qui gouvernaient son état et sa personne, ni lui constituer un véritable domicile en France; qu'ainsi le ministre français à Milan n'avait aucun caractère pour prononcer son divorce; — Attendu que la loi transitoire du mois de germinal an 11 ne pouvait étendre son empire et ses effets au delà du territoire français, ni dissoudre ou former des liens entre personnes qui n'étaient pas sous la puissance de cette loi; qu'elle n'a pu conférer par conséquent le pouvoir au ministre de France de prononcer sur l'état de ces étrangers; — Attendu qu'une fois établi que le premier mariage n'a pas été valablement dissous, et qu'il n'existe pas même légalement d'acte de divorce, il ne peut s'élever de fin de non-recevoir ayant force de maintenir le second mariage, qui s'est trouvé dès lors frappé d'une nullité absolue, permanente, et qui, fondée sur l'ordre public et les bonnes mœurs, ne peut, tant que dure le vice qui l'a produite, être couverte par la possession d'état, dont parle l'article 196 du Code civil; — Attendu, sur les autres fins de non-recevoir, que l'art. 184 du même Code, conforme à l'ancien droit, ouvre l'attaque contre de pareils mariages à toutes personnes qui y ont intérêt; qu'on ne peut contester au général Kellermann celui d'examiner la légitimité de son union et de faire statuer sur un acte de divorce qui ne lui est pas étranger, puisqu'il forme le type de la validité ou de l'invalidité de son mariage;

Sur le moyen tiré de la loi du 20 sept. 1792, qui rendait à la femme et au mari divorcés leur plein et entière indépendance; — Attendu qu'il se trouve écarté par les précédents motifs;

Sur le moyen pris d'une prétendue usurpation des tribunaux sur l'autorité administrative en ce que l'administration municipale aurait rangé la dame Aldovrandi au nombre des citoyens de la ville d'Aix, tandis que l'arrêt attaqué, en adop-

tant les motifs des premiers juges, a décidé qu'elle n'avait pu, comme étant en puissance de mari, s'y constituer un domicile : — Attendu qu'un pareil acte n'a pu priver les tribunaux du droit dont ils sont investis par les lois, de juger les questions de domicile et de naturalité, ainsi que leurs effets; que par conséquent, ni le tribunal, ni la Cour royale n'ont empiété sur l'autorité administrative; — Rejette, etc.

Du 25 fév. 1818. — Sect. req. — Prés. M. Henrion de Pansey, — Rapp. M. Rousseau, — Concl. M. Mourre, proc. gén. — Pl., M. Loiseau.

APPROBATION D'ÉCRITURE. — BILLET. — LABOUREUR. — CASSATION. — MAL JUGÉ.

La qualité de laboureur, dans le sens de l'art. 1326 du Code civil, appartient non-seulement à celui qui laboure habituellement les terres des autres, mais encore à celui qui laboure habituellement et cultive les siennes, tout en les faisant valoir; — En conséquence, son billet est valable, quoique non écrit de sa main et quoiqu'il n'ait pas approuvé la somme en toutes lettres. — Rés. par la Cour royale. (1)

Le jugement ou arrêt qui attribue à un individu la qualité de laboureur, dans le sens de l'art. 1326 du Code civil, n'est, s'il y a erreur, qu'un mal jugé qui ne peut offrir un moyen de cassation. (Cod. civ., 1326.) (2)

(Blochet—C. Renard.)

Le 12 juill. 1808. le sieur Pierre-Benoît Blochet, cultivateur, faisant valoir ses propriétés, souscrivit, au profit du sieur Renard, notaire à Châteauneuf, un billet sous seing privé de la somme de 3,800 fr., stipule pour valeur reçue comptant, payable six mois après avertissement, avec intérêts à cinq pour cent, sans retenue. — Le billet n'était point écrit de la main de Blochet; il s'était contenté de le signer après en avoir approuvé l'écriture en ces termes : *approuvé l'écrit ci-dessus.*

An mois de déc. 1814, Blochet décéda. Le sieur Renard s'adressa aux héritiers Blochet, et leur demanda le paiement du billet.

Les héritiers Blochet soutinrent alors que le billet était nul, parce que le sieur Blochet n'ayant point écrit de sa main le corps du billet, aurait dû approuver en toutes lettres la somme pour laquelle il s'obligeait. — Ils ont soutenu d'ailleurs que le sieur Blochet ne se trouvait point dans l'exception prévue par l'art. 1326 du Code civ., parce qu'il était cultivateur, faisant valoir ses propriétés, et non laboureur cultivant les propriétés d'autrui; que dès lors il était au nombre de ceux qui devaient écrire eux-mêmes leurs obligations sous seing privé, ou du moins écrire, outre leur signature, un bon ou approuvé portant en toutes lettres la somme faisant l'objet de l'obligation.

9 avr. 1816, jugement du tribunal civil de Dreux dont voici la teneur : — « Attendu que l'acte de célébration de mariage dudit Blochet justifie, à la

vérité, qu'il était laboureur, ou que du moins il en prenait la qualité ou souffrait qu'on la lui donnât; mais que, d'un autre côté, il est aussi reconnu que le sieur Blochet habitait une ferme qui lui appartenait, et ne faisait autre chose que cultiver les terres et autres héritages qui en dépendaient; — Que l'état d'un propriétaire ne faisant valoir que ses propriétés, ne peut se confondre avec celui de laboureur, dont le propre est de labourer les terres des autres, soit qu'il les tiennne à loyer, ou non; — Que le premier n'a jamais été considéré comme un homme vivant de son bieu, tandis que l'autre cherche sa subsistance, son aisance, même sa fortune, dans son travail et son industrie; — Attendu qu'en jugeant ainsi la condition réelle dudit sieur Blochet par la nature même de cette condition, plutôt que par le nom qu'on lui donne, on doit reconnaître qu'il était véritablement placé dans la classe générale que l'art. 1326 du Code civ. a eue en vue, et non dans l'exception portée au même article; — Que le sieur Blochet, qui, en se mariant, s'est qualifié de laboureur, a abdiqué cette qualité, en prenant depuis celle tout autre de cultivateur dans les actes qu'il a passés, surtout dans les dernières années de sa vie; — Que plusieurs de ces actes ont été reçus par le demandeur lui-même en sa qualité de notaire; qu'en conséquence il n'a pas ignoré ces changemens assez remarquables; et que c'est une raison pour lui, en recevant une promesse souscrite à son profit par le sieur Blochet, de donner à cette obligation toutes les formes capables, dans ce nouvel état, d'en assurer la validité; — Que, dans le fait, le demandeur ne s'est point contenté d'une simple promesse signée dudit Blochet; qu'il a fait écrire en outre de sa main, en avant de sa signature, ces mots : *Approuvé l'écrit ci-dessus*; d'où l'on doit conclure qu'il regardait cet approuvé comme essentiel, et par suite que, dans sa propre opinion, le sieur Blochet n'était point un laboureur proprement dit, dont la seule signature eût été suffisante; — Qu'au lieu des mots que l'on vient de transcrire, il eût été tout aussi facile au sieur Blochet de mettre ceux bien plus positifs qu'exige l'art. 1326 du Code; et que s'il ne s'est pas servi de l'expression propre, on ne peut s'empêcher de croire que la faute en est au demandeur, qui dictait sans doute la promesse, et qui aura pensé faussement que les termes qu'il employait remplissaient également le vœu de la loi; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède, que le sieur Blochet n'a jamais pu être considéré comme exerçant la profession de laboureur; que c'était à proprement parler, un homme vivant de ses revenus; que dès lors il était du nombre de ceux qui devaient écrire eux-mêmes leurs obligations sous seing privé, ou du moins écrire, outre leur signature, un bon ou approuvé, portant en toutes lettres la somme faisant l'objet de l'obligation; — Qu'en fait, le billet dont il s'agit n'a point été écrit par le sieur Blochet; que l'approuvé qui précède la signature n'exprime pas la somme formant le montant du billet, et ne satisfait point à

enlève ses terres, soit que l'on cultive celles des autres, il faut avant tout que l'on fasse de la culture des terres sa profession habituelle, et que l'on tire de ce travail ses moyens d'existence, pour que l'on puisse invoquer l'exception de l'art. 1326 relatif à la nécessité du bon ou approuvé. La question se réduit donc en général à une pure appréciation de fait, et par suite la décision des juges sur ce point échappe à la censure de la Cour de cassation. C'est ce que décide l'arrêt que nous recueillons ici.

(1 et 2) La première de ces propositions consacrée seulement par la Cour royale, a été confirmée par la jurisprudence. V. Cass. 23 fév. 1821; Bordeaux, 22 juill. 1829; Grenoble, 22 août 1829; Nîmes, 4 janvier 1830. Néanmoins, par deux arrêts, des 1^{er} et 17 février 1836 (Volume 1836), la Cour de cassation a posé une juste exception à cette règle, en décidant que celui qui cultive ses propres terres ne doit pas par cela seul être réputé laboureur dans le sens de l'art. 1326 du Code civil, si le rang qu'il tient dans le monde, et d'autres circonstances excluent une telle qualité: soit que l'on

ce qui est prescrit par l'article précité du Code civ.; — Le tribunal déclare nul et de nul effet la promesse souscrite par feu Blochet, au profit du pètitier Renard, le 12 juill. 1808, etc. »

Appel par le sieur Renard.

7 janv. 1817, arrêt de la Cour royale qui infirme : « Attendu que Pierre-Benoît Blochet, par sa profession constante de laboureur, est dans l'exception de l'art. 1326 du Code civ., et qu'il n'existe aucun indice de fraude. »

Pourvoi en cassation de la part des héritiers Blochet, pour fausse application de l'art. 1326, en ce que l'arrêt a attribué la qualité de laboureur à celui qui ne labourait que son propre fonds, tandis que dans le sens de cet article on doit entendre par laboureur, seulement celui qui labourait habituellement les terres des autres, moyennant un salaire.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt dénoncé constate en fait que Pierre-Benoît Blochet, souscripteur de la reconnaissance dont il s'agit, exerçait la profession de laboureur, et qu'il appelle et justifie l'application qu'il a faite de l'exception portée par l'art. 1326 du Code civ.; — Attendu, d'ailleurs, que cet arrêt a décidé encore en fait qu'il n'existe, dans l'espèce, aucun indice de fraude; — Rejette, etc.

Du 25 fév. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lepicard. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

RENTE FONCIÈRE. — RETENUE. — EFFET RÉTROACTIF.

La loi du 3 septembre 1807 qui fixe le taux de l'intérêt conventionnel à cinq pour cent, sans retenue, n'a point d'effet rétroactif, c'est-à-dire qu'elle ne s'applique ni aux rentes créées avec stipulation de retenue, ni aux rentes créées sous l'empire d'une loi autorisant la retenue (ou avec une convention tacite de retenue), ni même aux rentes créées sans convention expresse ou tacite de retenue, mais qui, postérieurement à leur création, auraient été soumises à la retenue par des lois rétroactives. La loi du 3 sept. 1807 ne rétroagit pas même pour détruire l'effet d'une loi rétroactive. (L. 3 sept. 1807, art. 1 et 5; Cod. civ., 2.) (1)

(Capin — C. Contival.)

Le 28 janv. 1745, le sieur Hugues Dillac, dépné représenté par le sieur Capin, cessionnaire au profit du sieur de la Roque-Bouillac, représenté plus tard par le sieur Contival, une rente annuelle de 28 liv. 2 sous 6 deniers, au capital de 562 liv. 10 sous. — Il faut remarquer que cette rente ne fut point assujettie à la retenue par la convention des parties. — Survint la loi du 3 sept. 1807, sous l'empire de laquelle Capin a négligé de payer la rente pendant trois ans. — Contival l'a fait assigner en paiement des arrérages de ces trois années, sans retenue, se fondant sur ce que la retenue n'avait pas été stipulée dans l'acte constitutif de la rente, et sur la disposition de l'art. 1^{er} de la loi du 3 sept. 1807, qui fixait le taux de l'intérêt conventionnel à cinq pour cent sans retenue. — Capin a offert le paiement des arrérages dus, mais à la charge de la retenue légale, soutenant que les lois en vigueur en 1745, époque où la rente avait été constituée, ordonnaient la retenue; qu'ainsi il y avait eu convention tacite entre les parties, que

cette retenue aurait lieu; qu'en supposant même que la loi existante au moment de la constitution de la rente fût muette à cet égard, celles qui s'étaient succédées, depuis cette époque, notamment l'édit des vingtièmes de 1749, et la loi du 1^{er} déc. 1790, avaient autorisé la retenue; que dès lors la rente créée en 1745 s'y trouvait assujettie, par l'effet de ces lois, au moment où avait été promulguée celle du 3 sept. 1807; que celle-ci portant, art. 5: « Il n'est rien innové aux stipulations d'intérêts par contrats ou autres actes faits jusqu'au jour de la publication de la présente loi », la rente dont il s'agit avait continué à être assujettie à la retenue, et ne pouvait en être dispensée par l'application de l'article premier de ladite loi du 3 sept. 1807.

Le 12 août 1816, jugement du tribunal civil de Montauban qui ordonne le paiement de la rente sans retenue par les motifs suivants: — « Attendu que par le contrat du 28 janv. 1745, la rente dont il s'agit, fut fixée entre les parties à la somme de 28 liv. 2 sous 6 deniers, et qu'ainsi il n'existait aucune loi qui prohibât ou modérât la stipulation de la rente ainsi établie, pour un capital de 562 liv. 10 sous; — Que si en suite de l'édit de 1749, du la loi du 1^{er} déc. 1790, et d'autres lois rendues sur la matière, le débiteur a eu la faculté de retenir sur ladite rente, tantôt le cinquième, tantôt le quart, tantôt le dixième, on ne peut pas dire que ce fût par l'effet d'une convention tacite entre les parties, mais bien par l'effet de ces lois transitoires, par lesquelles le législateur, sur le motif d'abord de la taxe du vingtième sur les revenus, et puis sur celui de la contribution foncière, permettait au débiteur une retenue proportionnée sur le taux de l'intérêt; — Que si la retenue à l'égard de la rente constituée par le contrat du 28 janv. 1745, n'était faite qu'en vertu de la loi, et non par la force d'un pacte ou d'une convention, il est clair, qu'une loi nouvelle a pu supprimer la faculté que les lois anciennes avaient donnée au débiteur; — Que l'art. 2 de la loi du 3 sept. 1807 ayant fixé le taux de l'intérêt légal à cinq pour cent, et ayant ajouté que ce serait sans retenue, c'est-à-dire sans retenue de l'équivalent de la contribution foncière, il s'ensuit que la retenue autorisée par les lois antérieures n'a plus été permise, et que ces lois ont été par là implicitement abrogées; — Enfin, qu'on ne peut argumenter d'aucun effet rétroactif, puisque le créancier n'a pas le droit de revendiquer le montant des retenues faites avant la loi du mois de sept. 1807, et dans l'espèce sur tout; que celle loi n'a d'autre effet que d'enlever l'obstacle qui s'opposait au paiement intégral du taux convenu dans la rente. »

Pourvoi en cassation par Capin, pour violation de l'art. 5, et fausse application de l'art. 1^{er} de la loi du 3 sept. 1807.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu les art. 1^{er} et 5 de la loi du 3 sept. 1807; — Attendu qu'il résulte de ces articles que la loi du 3 sept. 1807, en fixant, pour l'avenir, le taux de l'intérêt conventionnel à cinq pour cent sans retenue, n'a voulu porter aucune atteinte à l'effet des stipulations antérieures qui sont restées dans les termes où les avaient placées, soit la convention des parties, soit les lois qui avaient pu modifier ces conventions; — Attendu que la législation en vigueur à l'époque du contrat du 28 janv. 1745, autorisait les débiteurs de rentes affectées sur les fonds, à retenir le montant des impositions établies sur les fonds; que, d'ailleurs, l'esprit de l'édit des vingtièmes de 1749 et des lois subséquentes qui, en établissant des nouvelles impositions, ont autorisé cette retenue,

(1) V. sur ce point, les observations qui accompagnent un arrêt dans le même sens, de la Cour de Cass. du 29 janv. 1812.

telles que la loi du 1^{er} déc. 1790, portant établissement de la contribution foncière, a évidemment été assujettie à ladite retenue, les rentes affectées sur les fonds imposés, même par des contrats antérieurs à ces lois;—Qu'ainsi la loi du 3 sept. 1807 n'a point dérogé les rentes de cette nature existantes au moment de sa publication, de la retenue à laquelle elles se trouvaient assujetties soit par la force de la convention, soit par celle de la loi;—Et qu'en jugeant le contraire, et en affranchissant, dans l'espèce, le défendeur de l'obligation de souffrir cette retenue sur la rente à lui due par le demandeur, le jugement attaqué a fait une fautive application de l'art. 1^{er} de cette loi, et directement contrevenu à son dernier article;—Casse, etc.

Du 25 fév. 1818.—Sect. civ.—Rapp., M. Boyer.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Moreau et Sirey.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — VISA. — MAIRE. — ADJOINT.

Le procès-verbal d'apposition des placards d'une saisie immobilière peut être visé en cas d'absence ou d'empêchement du maire, non-seulement par l'adjoint faisant les fonctions de maire par interim; mais par chaque adjoint indistinctement, à moins cependant que l'un d'eux ne fait exclusivement investi de cette attribution. (Cod. proc., 687.) (1)

(Vignes Cayras—C. Carrière.)

L'expropriation forcée des biens du sieur Vignes Cayras est poursuivie devant le tribunal de première instance de Toulouse. Vignes Cayras demande la nullité des poursuites en se fondant sur ce que le procès-verbal constatant l'apposition des placards n'a pas été visé par le maire de Toulouse, conformément à l'art. 687 du Code de proc., mais bien dans son absence, par le quatrième adjoint. En supposant, ajoute-t-il, que le maire absent puisse être suppléé par un adjoint, pour la formalité du visa, il faut au moins que ce soit par le premier adjoint exerçant les fonctions de maire par interim. — 16 août 1816, jugement du tribunal de première instance, qui rejette la demande en nullité présentée par Vignes Cayras. Appel. — 26 nov., arrêt confirmatif de la Cour royale de Toulouse.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Vignes Cayras, pour violation de l'art. 687 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt dénoncé a jugé que, dans l'absence du maire, tout adjoint pouvait viser le procès-verbal d'apposition de placards, tandis que l'art. 687, précité, dit que c'est le maire qui doit donner le visa, d'où il faut conclure que, si le maire absent peut être suppléé par un adjoint, ce ne peut être que par celui qui exerce les fonctions de maire par interim.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que l'art. 687 du Code de procédure portait formellement l'exception, aux cas d'absence, de démission ou de mort du maire; que, dans le cas présent, l'absence du maire, M. de Villèle, à ladite époque, alors à Paris, comme député au Corps Législatif, n'était point contestée, et que le visa dont il s'agit, donné par le quatrième adjoint n'aurait pu être que celui que tout autant qu'il serait prouvé que tout autre adjoint aurait été exclusivement chargé de le rem-

placer dans cette partie de ses attributions, ce qui n'a pas été fait;—Rejette.

Du 25 fév. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Sieyès.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Odilon-Barrot.

DERNIER RESSORT. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

Lorsque, sur une demande qui n'exécute pas 1,000 francs, le défendeur avoue la dette, mais se prétend, à son tour, créancier d'une somme moindre de 1,000 fr., et oppose la compensation, il y a lieu à statuer en dernier ressort. (L. 24 août 1790, lit. 4, art. 5.) (2)

(Tournatoris—C. Guibert.)

Le sieur Guibert demande au sieur Tournatoris, le paiement d'une somme de 875 fr. — Tournatoris se reconnaît débiteur de cette somme; mais il prétend que Guibert lui doit 807 fr.; en conséquence, il réclame compensation, et offre de payer le surplus, c'est-à-dire 68 fr.—Guibert soutient ne rien devoir à Tournatoris; il refuse les offres de ce dernier, et pendant l'instance, fait procéder à la saisie de ses grains. — A raison de cette exécution, Tournatoris conclut à 3,000 fr. de dommages-intérêts.

15 mars 1817, jugement qualifié de dernier ressort, qui reconnaît Guibert, débiteur envers Tournatoris, de la somme de 807 fr., déclare valables les offres de Tournatoris, admet la compensation, et condamne Guibert à 1,500 fr. de dommages-intérêts, à raison de la saisie pratiquée.

Appel de la part de Guibert. — Tournatoris prétend que l'appel n'est pas recevable, le jugement étant de dernier ressort.

12 mai 1818, arrêt de la Cour royale d'Aix, qui accueille l'appel, par les motifs suivants: — « Attendu que la demande principale, jointe à la demande en compensation, excédait la compétence en dernier ressort du tribunal de première instance; qu'en effet, ces deux demandes présentaient à juger le mérite d'une action en paiement de 875 fr., et d'une compensation d'à peu près pareille somme; ce qui portait le litige à plus de 1,600 fr. »

Pourvoi en cassation, pour contravention à l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790, qui permet aux tribunaux de première instance de juger en dernier ressort, jusqu'à la somme de 1000 fr. seulement.

On dit, pour le sieur Tournatoris:—Dans l'espèce, Tournatoris n'a pas contesté la demande de Guibert en paiement de 875 fr.; par conséquent, le chef du jugement, relatif à cette demande, ne pouvait être sujet à l'appel. Toute la contestation roulait sur la demande reconventionnelle de Tournatoris, celle de 807 fr.; mais cette demande n'excédait pas la somme jusqu'à concurrence de laquelle les tribunaux de première instance peuvent juger en dernier ressort; ainsi, le jugement dont il s'agit était justement qualifié de dernier ressort.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que le défaut absolu de production des actes de la procédure oblige la Cour à prononcer sur la demande en cassation, d'après les seules connaissances que donne l'arrêt lui-même;—Attendu qu'il ne paraît pas que Guibert ait objecté devant la Cour d'Aix que les

(1) V. anal. dans la même sens, Besançon, 16 juil. 1811; Corse, 16 nov. 1822.

(2) V. dans ce sens, Cass. 1^{er} germ. an 8; 26 pluv. an 11; 17 juil. 1829; 3 août 1840 et surtout les notes sur les arrêts des 1^{er} germ. an 8 et 26 pluv.

an 11. — V. aussi sur le point de savoir quand et comment une demande reconventionnelle en compensation peut entrer dans la fixation du premier et du dernier ressort, les observations qui accompagnent l'arrêt de Cass. du 28 vent. an 8.

dommages-intérêts demandés par Tournaloris, à lui adjugés par le tribunal de première instance, auraient fait cesser la compétence de ce tribunal en dernier ressort, l'arrêt ne contenant pas un mot sur ce point; qu'en effet tout annonce que ces dommages-intérêts avaient été demandés incidemment, et, à raison de la saisie pratiquée pendant l'instance, au préjudice d'offres qui ont été déclarées valables et satisfaisantes; — Vu l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790; — Considérant, 1° qu'il résulte de cet article que toutes les fois qu'un action personnelle et mobilière n'excède pas 4000 fr., ou que le litige est réduit à cette somme, quand le tribunal est appelé à prononcer, il statue en dernier ressort; — 2° Que la seule question qui semble avoir été agitée devant la Cour d'Aix, et la seule que cette Cour se soit proposée, est celle de savoir si le litige résultait d'une demande de 875 fr. pour prix de fermages, à laquelle on prétendait satisfaire par la compensation opposée d'une créance de 807 fr., et par l'offre réelle d'une somme de 68 fr., avait été de la compétence en dernier ressort du tribunal de première instance; — 3° Que la Cour d'Aix a décidé négativement cette question, et a rejeté la fin de non recevoir proposée contre l'appel, et cela par le motif unique que les deux demandes réunies portaient le litige à plus de 1,600 fr.; — 4° Que ce motif est erroné, puisque l'arrêt énonce lui-même que Tournaloris n'a contesté en aucune manière la demande principale de 875 fr.; qu'en contraire, il a toujours offert d'en payer le montant, partie en compensation et le surplus en espèces dont il faisait offres réelles, en sorte qu'il n'y avait réellement de litige que sur la demande en compensation, laquelle était inférieure à 1000 fr.; d'où il suit qu'en jugeant recevable l'appel du jugement qui avait prononcé en dernier ressort sur ce litige, la Cour d'Aix a contrevenu à l'article ci-devant cité de la loi du 24 août 1790; — Casse, etc.

Du 26 fév. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Bresson. — Rapp., M. Gandon. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Guichard et Barrieux.

1° APPEL. — CASSATION. — MOTIFS.

2° ADJUDICATION DÉFINITIVE. — APPEL.

1° L'arrêt par défaut qui déclare un appelant non recevable, sur le motif que l'appel a été interjeté après le délai de la loi, sans indi-

quer aucunement ni l'espace de temps qui s'est écoulé, ni la durée légale du délai dont il s'agit, n'est pas pour cela vicié de nullité, et susceptible d'être cassé, si la partie lésée ne justifie pas devant la Cour de cassation que son appel a été émis dans un délai légal. (L. 20 avril 1810, art. 7; Cod. proc., 441.)

2° Le délai pour appeler d'un jugement d'adjudication définitive sur saisie immobilière, est-il de trois mois ou de huitaine seulement? (Cod. proc., 443.) (1)

(Leproux — C. Houdetot.)

Du 26 fév. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Brillet-Savarin. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Guichard.

1° PEINE. — LOI PÉNALE. — CIRCULAIRE.

2° DÉSERTION. — EFFETS MILITAIRES. — VOL.

3° ABUS DE CONFIANCE. — DÉTOURNEMENT D'EFFETS MILITAIRES.

4° CASSATION. — REQUISITOIRE D'OFFICE. — EFFETS.

1° L'application d'une peine n'est pas frappée de nullité, par cela seul qu'elle est basée sur une circulaire ministérielle, sans énonciation de la loi pénale à laquelle elle se réfère, si d'ailleurs elle peut être justifiée par les dispositions de cette loi. (Cod. inst. crim., 441.) (2)

2° Le détournement par un militaire des effets fournis par l'Etat ou par le corps, n'est punissable, lorsque le prévenu n'est pas en état de désertion, qu'autant qu'il a été commis frauduleusement. (L. 12 mai 1793, art. 13; 3 flor. an 2, art. 1^{er}.) (3)

3° Le détournement par un militaire, au préjudice de son corps ou de l'Etat, d'effets d'habillement ou d'équipement qui lui ont été remis pour son service, constitue, lorsqu'il est considéré isolément du fait de désertion, le délit d'abus de confiance prévu et puni par l'art. 408 du Code pénal (4).

4° La cassation prononcée sur le réquisitoire du procureur général présenté par l'ordre du ministre de la justice, en vertu de l'art. 441 du Cod. d'inst. crim., peut avoir lieu, non-seulement dans l'intérêt de la loi, mais dans l'intérêt même des parties. (Cod. inst. crim., 441.) (5)

(Combautier) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu le réquisitoire du procureur gé-

(1) Dans l'espèce la question n'a pas été résolue par l'arrêt; mais la jurisprudence l'avait résolue en ce sens que l'appel du jugement d'adjudication définitive devait être interjeté dans les trois mois selon la règle générale (Code proc. 443), et qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer à ce cas le délai de quinzaine réglé pour les appels de jugements prononcés sur des nullités de la procédure (736). V. Cass. 6 avril 1830; Nîmes, 15 déc. 1819; Lyon, 26 nov. 1823; Bourges, 22 fév. 1825. V. aussi dans le même sens, relativement à l'appel du jugement d'adjudication préparatoire, Paris, 26 août 1814. — Aujourd'hui, la question ne peut plus se reproduire; d'après le nouvel art. 730 du Code de proc. modifié par la loi du 2 juin 1841, le jugement qui prononce l'adjudication définitive n'est plus susceptible d'appel, non plus que ceux qui statuent sur des nullités postérieures à la publication du cahier des charges. V. à cet égard les commentaires de MM. Paillet et Paignon. V. aussi Chauveau sur Carré, Comment. de l'art. 730 du Code de proc. — Mais ce jugement, lorsqu'il est par défaut, est-il susceptible d'opposition? V. sur ce point, nos observations sur l'art. 730 du Code de proc. dans notre vol. de 1841.

(2) L'art. 411 du Code d'inst. crim. ne veut pas que l'arrêt puisse être annulé pour erreur dans la citation du texte de la loi, lorsque la peine prononcée est la même que celle portée par la loi qui s'applique au crime; mais, dans l'espèce, il n'y avait pas erreur dans la citation d'un texte, il y avait omission complète de toute citation, puisqu'une erreur n'a aucune force légale surtout en matière pénale. Or, c'est une règle générale que les arts. 163, 195 et 369 du Code d'inst. crim., ont étendue à tous les jugements criminels, que le jugement qui prononce une peine doit nécessairement citer le texte de la loi appliquée. Le jugement présentait donc, dans l'espèce, une infraction grave que les termes de l'art. 411 ne couvraient pas.

(3) Les arts. 2, 3 et 4 de la loi du 15 juill. 1829 ont remplacé l'art. 13 de la loi du 12 mai 1793, mais sous la loi nouvelle comme sous l'ancienne, la fraude est un élément essentiel du délit.

(4) V. conf., Cass. 1^{re} août 1818. La question se trouve aujourd'hui tranchée par les arts. 3 et 4 de la loi du 15 juill. 1829.

(5) V. conf., Cass. 5 fév. 1818, et la note.

néral en la Cour, présenté d'après l'ordre formel du garde des sceaux ministre de la justice, tendant à ce que le jugement rendu le 5 sept. dernier, par le 2^e conseil de guerre permanent de la 9^e division militaire, contre Joseph Combalsusier, soit annulé, et le prévenu renvoyé devant tel autre conseil de guerre qui sera indiqué;—Vu aussi ledit ordre du garde des sceaux ministre de la justice, porté dans sa lettre du 3 de ce mois;—Statuant sur ledit réquisitoire conformément à l'art. 441 du Code d'inst. crim.—Vu l'art. 1^{er} de la loi du 3 flor. an 2, ainsi conçu: « Tout militaire qui distraira sous quelque prétexte que ce soit, des effets d'habillement, équipement, etc., encommettra la peine de cinq années de fers, prononcée par l'art. 13 de la loi du 12 mai 1793; »—L'art. 72 de l'arrêté du gouvernement du 19 vend. an 12, qui s'exprime ainsi: « La désertion à l'intérieur sera punie de la peine des travaux publics; la durée de la peine sera toujours de trois ans; mais elle sera augmentée de deux ans pour chacune des circonstances suivantes: 1^{re}... 2^{de}... 3^e... 4^e enfin, s'il a emporté des effets fournis par l'Etat ou par le corps; »—Les art. 2 et 5 de l'ordonnance royale du 21 fév. 1816, qui ordonnent l'exécution dudit arrêté du 19 vend. an 12, sous les peines qu'il prononce;—L'art. 18 du tit. 13 du décret du 26 frim. an 2, portant que: « Dans tous les cas non prévus par les lois pénales militaires, les tribunaux militaires appliqueront les peines énoncées dans les lois pénales ordinaires, lorsque le délit s'y trouvera classé; »—Vu, enfin, l'art. 408 du Code pén. de 1810:

Attendu que Joseph-Combalsusier, dragon au premier escadron du régiment de la Gironde, a été traduit devant le 2^e conseil de guerre permanent de la 9^e division militaire, comme accusé du crime de désertion à l'intérieur, et d'avoir emporté des effets fournis par le corps et appartenant à l'Etat;—Que, sur le crime de désertion, il a été déclaré non coupable;

Que, sur le fait d'avoir emporté des effets appartenant à l'Etat, il a été déclaré coupable;—Que d'après cette déclaration, il a été condamné à la peine de deux ans de travaux publics conformément, est-il dit dans le jugement, aux dispositions de la circulaire de Son Exc. le ministre de la guerre, en date du 10 juil. dernier;—Que, si cette citation de la circulaire du ministre, sans énonciation de la loi pénale à laquelle elle se réfère, forme dans ce jugement une irrégularité, elle ne produit pas néanmoins une ouverture de cassation, si d'ailleurs la condamnation peut être justifiée par les dispositions d'une loi pénale; que le jugement dénoncé doit être examiné dans ses rapports avec les lois pénales applicables au fait de la culpabilité déclarée, et de celle qui formait l'objet de la poursuite;

Attendu, 1^{er} que si celui qui, en désertant, emporte des effets appartenant à l'Etat ou au corps, est nécessairement coupable d'une distraction, d'un détournement criminel de ces effets, cette culpabilité n'existe pas, d'une manière nécessaire, dans celui qui a emporté ces sortes d'effets lors d'une absence de son corps qui ne l'a pas constitué en état de désertion;—Qu'à son égard, pour qu'il y ait lieu à l'application de la loi pénale, il faut qu'il soit déclaré qu'il y a eu de sa part distraction, soustraction ou détournement frauduleux des effets par lui emportés;—Que Combalsusier, déclaré non coupable de désertion, a été seulement reconnu coupable d'avoir emporté des effets fournis par le corps et appartenant à l'Etat,

sans qu'il ait été fait par le conseil de guerre, aucune déclaration sur le caractère moral de ce fait;—Qu'il n'y avait donc pas de base suffisante à la condamnation dudit Combalsusier; que, sous ce premier rapport, cette condamnation est donc une fautive application de la loi pénale;

Attendu, 2^e que, de l'art. 72 de l'arrêté du gouvernement du 19 vend. an 12, il est résulté une abrogation implicite des art. 1^{er} de la loi du 3 flor. an 2 et 13^e de celle du 12 mai 1793;—Que cependant cet art. 72 du décret de vend. an 12 n'a pas lui-même fixé la peine qui doit être prononcée sur le fait particulier et isolé de distraction, par un soldat, d'effets appartenant au corps ou à l'Etat, qui avait été prévu et puni par les susdits articles desdites lois;—Qu'il n'a point considéré ce fait d'une manière principale mais seulement comme une circonstance aggravante du crime de désertion, et qu'il ne l'a énoncé que pour déterminer l'aggravation de peine qui devrait être infligée à ce crime lorsqu'il se trouvait réuni avec ce fait;—Que dès lors et d'après l'art. 18 du titre 13 du décret du 26 frim. an 2, les tribunaux militaires ont pu appliquer au fait dont s'agit, s'il rentre dans l'application des lois pénales ordinaires, les peines qui sont portées dans ces lois;—Que la distraction par un soldat, au préjudice de son corps ou de l'Etat, d'effets d'habillement ou d'équipement, qui lui avaient été remis pour son service, est un détournement au préjudice du propriétaire, d'effets qui avaient été remis à ce soldat à titre de dépôt, ou pour un travail salarié, à la charge de les rendre ou de les représenter, ou d'en faire un usage déterminé;—Que cette distraction est donc le détournement prévu et puni par l'art. 408 du Code pénal de 1810;—Que c'est donc d'après cet art. que Combalsusier aurait dû être condamné, si, ayant été déclaré non coupable du crime de désertion, il avait été reconnu coupable d'avoir emporté les effets d'habillement qui lui avaient été remis comme soldat, pour les donner au préjudice de l'Etat qui en était propriétaire; que, sur ce fait ainsi reconnu, la condamnation dudit Combalsusier à deux ans de travaux publics aurait donc encore été, sous ce second rapport, une fautive application de la loi pénale;—Casse, etc.

Et faisant droit à la demande portée dans le réquisitoire du procureur général, aux fins de renvoi de Combalsusier devant un autre conseil de guerre, ordonne qu'il sera traduit devant le 1^{er} conseil de guerre permanent de la 9^e division militaire, pour y être de nouveau instruit et prononcé à son égard sur l'effet de détournement d'effets d'habillement appartenant à l'Etat, dont il n'a pas été reconnu non coupable par le susdit jugement annulé.

Du 26 février 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Aumont.—Concl., M. Giraud, av. gén.

RÉCIDIVE.—PREMIÈRE CONDAMNATION.—HABITUDE.—AMNISTIE.

Le fait d'une première condamnation est une circonstance élémentaire de la récidive légale; il ne suffit pas que le jugement énoncé que le prévenu est dans l'habitude de commettre des délits, si cette énonciation n'est justifiée par aucun jugement. (Cod. pén., 57 et 58.) (1)

En conséquence, lorsqu'une amnistie applicable à une certaine classe de délits, excepté de ses dispositions les individus en état de récidive,

(1) *Sie, Théorie du Code pénal*, t. 1, p. 408, 410 et 411; *Legraverend, Log. crim.* (éd. belge), t. 2,

ch. 10; *Duverger, Manuel des juges d'instruction*, n^o 46, t. 1, p. 165.

du tribunal ne peut refuser d'appliquer à un prévenu, par le seul motif qu'il est dans l'habitude de commettre vols.

(Sengès). — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 57 et 58 du Code pén. l'ordonnance du roi du 13 août 1817, portant amnistie pleine et entière à ceux de ses sujets poursuivis correctionnellement ou condamnés à des peines correctionnelles pour les délits auxquels la rareté des subsistances a pu les entraîner depuis le 1^{er} sept. 1816 jusqu'à ce jour; — Vu l'art. 2 de ladite ordonnance, qui n'exempte de l'amnistie que les individus qui, ayant été précédemment condamnés pour crimes ou délits, se trouvent en état de récidive; — Et attendu que, d'après la déclaration du jury, l'accusé Sengès n'a été déclaré coupable que d'un délit donnant lieu à une peine correctionnelle; — Que son défenseur a prétendu qu'il n'avait été entraîné à commettre ce délit que par son extrême misère et par la rareté des subsistances; qu'ainsi, aux termes de ladite ordonnance, il était dans le cas de réclamer le bénéfice de l'amnistie; qu'il a conclu à ce que l'application lui en fût faite; — Que cette demande n'a été rejetée que par le motif que l'accusé était dans l'habitude de commettre des vols; mais que cette énonciation vague, et non justifiée par aucun jugement précédemment rendu, était insuffisante pour priver Sengès du bénéfice qu'il réclamait, et était une contravention formelle audit art. 2, qui ne refuse l'amnistie qu'à ceux qui étaient en état de récidive et déjà condamnés pour crimes ou délits; — Casse, etc.

Du 27 fév. 1818. — Sect. criminelle.

CHOSE JUGÉE. — FAUX. — ACTION CIVILE.

Du 27 fév. 1818 (aff. Derode). — V. 2^e part. arrêt de Bruxelles à la même date.

DÉCLINATOIRE. — RÉGLEMENT DE JUGES.

Un déclinatoire est bien et valablement proposé, par cela seul qu'on oppose une fin de non-procéder. — Il n'est pas nécessaire d'indiquer les juges devant lesquels doit être ordonné le renvoi. (Ordonn. de 1737, tit. 2, art. 19; Cod. proc. civ., 363.) (1)

(Wivkens et Mercier — C. Cassabois.)

Un marché fait entre les sieurs Wivkens et Mercier d'une part, et le sieur Cassabois, de Paris, d'autre part, et dont l'exécution devait avoir lieu à Cambrai, donne lieu à des contestations. Ces contestations sont portées par les sieurs Wivkens et Mercier devant le tribunal de commerce de Cambrai; ou justifie la compétence de ce tribunal par le motif que le marché devait être exécuté dans l'étendue de son ressort. (Code proc., art. 420, troisième alinéa.)

Mais le sieur Cassabois décline la compétence de ce tribunal. Il soutient que, d'après les circonstances, il ne suffit pas que le marché doive être exécuté à Cambrai pour attribuer juridiction au tribunal de commerce de cette ville; qu'il faut suivre la règle générale, *actor sequitur forum rei*. — Il est à remarquer que dans l'acte par lequel le déclinatoire était proposé, le sieur Cassabois était désigné comme domicilié à Paris; mais que d'ailleurs il ne demandait pas explicitement à être renvoyé devant les juges de son domicile.

(1) V. en ce sens, Cass. 24 vend. an 10; 12 vend. an 11, les arrêts et les autorités cités dans les notes.

(2) La raison de la décider ainsi, est qu'il y a eu pas de connexité nécessaire entre l'obligation du débiteur et celle du créancier cédant, les deux obligations étant entièrement distinctes et de nature.

IX. — 1^{re} PARTIE.

45 septembre 1817, jugement du tribunal de commerce de Cambrai, qui, considérant que l'exécution du marché doit avoir lieu à Cambrai, rejette le déclinatoire et se déclare compétent.

Pourvoi en règlement de juges devant la Cour de cassation, de la part de Cassabois.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu en fait que, par cela même que Cassabois, en s'étayant de son domicile réel à Paris, invoquait la maxime *actor sequitur forum rei*, il indiquait assez clairement que c'était aux juges de Paris, ses juges naturels, que le procès devait, suivant lui, être renvoyé; — Attendu, au surplus, que s'agissant d'un simple déclinatoire à cause d'incompétence, si cette incompétence avait été prouvée, les juges auraient dû se dessaisir, sans qu'il eût été besoin de déterminer quels étaient les juges compétents; — Déclare le pourvoi de Cassabois recevable, etc.

Du 4 mars 1818. — Sect. req. — Rupp., M. Lasguy.

RENTE FONCIÈRE. — GARANTIE. — REMBOURSEMENT.

Le vendeur d'un immeuble à rente foncière, qui a cédé cette rente à un tiers avec clause de garantir et faire valoir, et qui ensuite, à défaut du paiement de la rente, en a opéré le remboursement dans les mains du cessionnaire, n'en conserve pas moins le droit de demander contre le débiteur originaire la résolution du contrat de constitution de rente, et de rentrer dans la propriété de l'immeuble sur lequel elle était assise : le débiteur de la rente ne peut lui opposer qu'en remboursant, il n'a fait que payer une dette commune, et qu'il n'a contre lui qu'une action en remboursement de la somme payée. (Cod. civ., 1184 et 1236.) (2)

(Bernon — C. Bernon.)

Par contrat du 19 avril 1785, les héritiers d'André Bernon vendent à la veuve de Jean Bernon le domaine de Chiron-Maraudeau; le prix est fixé à une rente annuelle de 2,500 francs, au capital de 50,000 fr. — 21 mai, même année, cession de la rente, par les héritiers d'André Bernon, au profit du sieur Harouard de Saint-Sornin, avec clause de fournir et faire valoir, et même de payer, en cas de refus de la débitrice. — Bientôt après, cession de la même rente, de la part du sieur Harouard de Saint-Sornin, en faveur de sa fille, épouse Meynard.

23 pluviôse an 3, à défaut de paiement des arrérages par la débitrice de la rente, les héritiers d'André Bernon remboursent le capital au sieur Harouard de Saint-Sornin, et retirent la quittance suivante : « Je reconnais avoir reçu du citoyen Jacques-Jean-Baptiste Bernon la somme de 37,500 liv., savoir : celle de 7,500 liv. pour trois années d'arrérages de la rente de 2,500 liv. due à la citoyenne Meynard par sa veuve citoyenne Bernon de Salins, à qui je l'ai transportée par son contrat de mariage, sur le domaine par elle acquis des héritiers Bernon, et de laquelle rente le citoyen Jacques-Jean-Baptiste Bernon et ses co-héritiers étaient cautions; et celle de 50,000 liv. pour le rachat et amortissement de ladite rente; au moyen duquel paiement ladite rente se trouve

toute différente; et de même que la garantie promise par celui-ci, n'en a pas fait le coobligé du débiteur de la rente, de même aussi le remboursement qu'il a opéré entre les mains du cessionnaire ne peut, avoir eu pour effet de libérer ce débiteur, ou en d'autres termes, d'éteindre la rente dont il était chargé.

G

amortie et éteinte en capital et arrérages, sauf audit citoyen Bernon à exercer son remboursement ainsi que les arrérages précédemment payés par lesdits héritiers Bernon, ainsi qu'il avisa; se soumettant, en mon propre et privé nom, à faire valoir ledit paiement vis-à-vis de la citoyenne Meynard, ma fille, et de tous autres, même de restituer audit citoyen Bernon les sommes qu'il pourrait être contraint de payer, ou de l'en faire tenir quitte, de manière à ce que ni lui ni ses cohéritiers ne puissent être inquiétés ni recherchés à raison du service de ladite rente et de la continuation, me soumettant, en outre, à lui faire remettre les titres aussitôt la liquidation de droits de ma fille, et de lui en donner quittance toutefois à ses frais et par-devant notaire, lorsqu'il aura une qualité reconnue. — Notons que la débitrice resta toujours étrangère soit aux deux actes de cession, soit au remboursement.

Ultérieurement, les époux Meynard demandent la nullité de ce remboursement, comme fait à personne incapable, puisqu'il avait été fait au sieur Harouard de Saint-Sornin, et qu'eux seuls, époux Meynard, étaient propriétaires de la rente. 20 novembre 1812, transaction entre les héritiers d'André Bernon et les époux Meynard : les premiers constituent aux seconds une nouvelle rente, au capital de 20,000 fr.; et ceux-ci abandonnent à ceux-là, la rente primitive de 2,500 fr., au capital de 50,000 fr., et les subroguent à tous leurs droits à cet égard. — En cet état, décès de la veuve de Jean Bernon, débitrice de la rente originaire de 2,500 fr.

Les héritiers de cette veuve n'acquittent pas les arrérages de la rente. — En conséquence, les héritiers d'André Bernon poursuivent, contre eux la résolution de la vente du domaine de Chiron-Marandeau, pour défaut de paiement du prix. — Ils disent qu'ils sont propriétaires de la rente, établie pour le prix du domaine de Chiron-Marandeau, soit par l'effet de la subrogation consentie à leur profit par les époux Meynard, dans la transaction de 1812, soit par l'effet du remboursement du 23 pluv. an 3, qui n'a produit d'autre résultat que de détruire la cession par eux consentie au sieur Harouard de Saint-Sornin, et de faire rentrer la propriété de la rente dans leurs mains; et que, en qualité de propriétaires de cette rente, et à défaut du service des arrérages, ils sont fondés à réclamer la résolution du contrat de vente, et à rentrer dans la propriété du domaine de Chiron-Marandeau.

22 juill. 1815, jugement du tribunal civil de première instance de la Rochelle, qui déclare la vente du domaine résolue, à défaut du paiement du prix.

Appel. — 5 juin 1816, arrêt de la Cour royale de Poitiers, intimatif du jugement de première instance; cet arrêt est ainsi conçu : — « Considérant, 1° que, par la quittance du 23 pluv. an 3, l'extinction et l'amortissement de la rente foncière établie sur le domaine de Chiron-Marandeau, avaient été opérés de concert entre les héritiers d'André Bernon et le sieur Harouard de Saint-Sornin; 2° que les héritiers d'André Bernon étaient, en leur qualité de cautions, cointéressés à l'extinction de la rente, conformément aux principes consacrés par l'art. 1236 du Code civ.; qu'ainsi ils devaient être réputés coobligés dans le sens des art. 10 et 11 de la loi du 11 frim. an 6; qu'ils ne pouvaient être considérés comme acquéreurs ou cessionnaires de la rente foncière, autorisés en cette qualité à former une demande en résolution; qu'ils n'ont que le droit de répéter, par action ordinaire, les sommes qu'ils ont remboursées pour la libération commune; 3° que les

droits des héritiers d'André Bernon n'ont pu changer par les conventions qu'ils ont faites postérieurement; 4° que, par la quittance du 23 pluv. an 3, le sieur de Saint-Sornin s'était soumis à faire valoir contre tous le paiement qui lui avait été fait, de manière à ce que les héritiers d'André Bernon ne pussent être recherchés ni inquiétés à raison du service de la rente et sa continuation; 5° que si les héritiers d'André Bernon eussent fait valoir, autant qu'ils le pouvaient, cette garantie générale et indéfinie, ils auraient fait déclarer non recevable, dans sa demande en continuation de la rente, la dame Meynard, fille et héritière du sieur de Saint-Sornin, leur garant; 6° enfin, que lesdits héritiers, en renonçant expressément, par l'art. 12 de la transaction du 20 nov. 1812, à toute espèce de répétition contre la succession du sieur de Saint-Sornin, au sujet du remboursement effectué sur sa quittance, se sont mis à la place et soumis aux obligations de leurs propres garants, et qu'ils ne peuvent exercer d'action qu'à leur préjudice de ces mêmes personnes, suivant la maxime : *quem de evictione tenet actio, eundem agendum repellit exceptio*. »

Pourvoi en cassation de la part des héritiers pour violation des art. 1184, 1236, 1251, 1209, 2014 du Code civ.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR. — Vu les art. 1184, 1654 et 1236 du Code civ. — Attendu que, suivant le premier de ces articles, la condition résolutoire est toujours sous entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des parties ne satisfera point à son engagement; et, d'après le second, si l'acheteur ne paie pas le prix, le vendeur peut demander la résolution de la vente; — Qu'aux termes du contrat du 19 avr. 1785, les héritiers d'André Bernon étaient propriétaires de la rente pour prix de la concession par eux faite du domaine de Chiron-Marandeau; que si, par l'acte du 21 mai de la même année, ils cédèrent cette rente à Harouard de Saint-Sornin, ils n'en demeurent pas moins réellement propriétaires, puisqu'ils s'obligèrent formellement de la garantir, fournir, et faire valoir, et de payer eux-mêmes à défaut de la débitrice, sans l'intervention de laquelle l'acte fut passé; que, dans ces circonstances, le seul effet du remboursement opéré par la quittance du 23 pluv. an 3, dans laquelle la débitrice ne fut pas plus partie qu'elle ne l'avait été dans l'acte de cession, a été de résoudre la cession, et de faire rentrer les héritiers d'André Bernon dans l'exercice de la propriété de la rente et des droits en dépendants; qu'ainsi ces héritiers sont recevables en leur demande en résolution du bail et autres fins relatives; et l'arrêt qui juge le contraire, viole les art. 1184 et 1654 précités, en même temps qu'il fait une fautive application de l'art. 1236 qui, n'ayant pour objet que les paiements faits en l'acquit des tiers, ne régit point l'espèce; — Casse, etc.

Du 4 mars 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p.p. — Rapp., M. Porriquet. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Leroy-Neufville.

EXPERTS.—RAPPORT.

Le tribunal qui, ne se trouvant pas suffisamment éclairé par un premier rapport d'experts, ordonne une nouvelle expertise, peut, suivant les circonstances, renommer les mêmes experts, surtout lorsque la nouvelle expertise n'a pour but que de suppléer à des

omissions et à l'insuffisance du premier rapport. (Cod. proc., 322, § 1.)

(Roux et Lalane—C. Roux.)

Le sieur Pierre Roux et la dame Lalane demandent contre Jean et Henri Roux, leurs frères et cohéritiers, la rescision de l'acte de partage de la succession de leurs père et mère, pour lésion de plus d'un quart à leur préjudice. L'instance est portée devant le tribunal de première instance, puis devant la Cour royale de Bordeaux, — 10 juill. 1813. arrêt de la Cour royale qui, avant dire droit, ordonne que par des experts que les parties seront tenues de choisir, et, à défaut, par trois experts qui seront nommés d'office, il sera procédé à la fixation, d'une part, du montant des dettes de la succession mises à la charge de Jean et Henri Roux, par le traité de partage, et, de l'autre, de la valeur des biens de la succession au montant du partage, pour être statué ce qu'il appartiendra sur l'action en rescision. — Le rapport des experts est déposé au greffe. Les représentants de Pierre Roux et de la dame Lalane en demandent l'homologation. — 17 août 1816, arrêt de la Cour royale, qui, considérant que le rapport d'experts ne contient pas des renseignements suffisants sur la valeur des biens à l'époque du traité, et qu'il ne parle point des dettes payées avant cette époque par Jean et Henri Roux, ordonne pour cet objet une nouvelle expertise, et confie cette seconde opération aux mêmes experts qu'elle avait choisis la première fois, sans aux parties à nommer, dans le délai de trois jours, tels autres experts qu'elles jugeront convenables.

Pourvoi en cassation de la part des ayens cause du sieur Pierre Roux et de la dame Lalane, pour contravention à l'art. 322 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt dénoncé, après avoir déclaré que le premier rapport ne renfermait pas d'éclaircissements suffisants, a confié aux mêmes experts le soin de faire le second, bien que l'art. 322, saine ment entendu, défende de nommer les mêmes experts pour le second rapport destiné à modifier le premier.

(1) On invoquait dans l'espèce, comme contraire à cette décision, l'énoncé qui, sans résoudre précisément la question, s'exprime cependant, dans son *Cours de procédure civile*, t. 1, p. 309, de manière à laisser supposer que, faute de renseignements suffisants, les juges qui recourent à une seconde expertise doivent choisir de nouveaux experts. « Si ces juges, dit cet auteur, ne trouvent pas dans le rapport des éclaircissements suffisants, ils pourront ordonner d'office une nouvelle expertise, par un ou plusieurs experts qu'ils nommeront également d'office. — Les nouveaux experts peuvent demander aux précédents les renseignements qu'ils jugent convenables. — Il n'est pas besoin que les juges les y autorisent spécialement; le faculté leur en est accordée par la loi; ils en usent suivant leur prudence. — Ils ne sont pas obligés de constater qu'ils ont demandé ou n'ont pas demandé des renseignements, ni même que les anciens experts ont été appelés, etc. »

Mais ce n'est là que la paraphrase de l'art. 322; et ces explications ne nous semblent pas plus explicites que l'article lui-même, sur la nécessité de nommer, dans tous les cas, de nouveaux experts lorsque les renseignements fournis par une première expertise ne suffisent pas pour résoudre les difficultés qui donnent lieu au procès. Cette nécessité, on le conçoit lorsque le vici du premier rapport provient de la partialité ou de l'incapacité de ceux qui ont procédé aux opérations; et il est évident que, dans ce cas, les juges se garderont de leur donner une commission nouvelle; mais lorsqu'il ne s'agit, comme

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que l'arrêt du 17 août 1816 n'a confié les nouvelles opérations aux mêmes experts que dans le cas où les pertes ne pourraient être d'accord sur les nouveaux choisis, et que d'ailleurs, si les argumentations des demandeurs pouvaient être de quelque poids dans l'hypothèse d'opérations nouvelles tendantes à contrarier les précédentes et à faire changer d'avis les experts, il n'en est pas de même dans l'espèce, puisqu'il n'y est question que de suppléer à des omissions et à l'insuffisance du premier rapport; — Rejette, etc.

Du 5 mars 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Botton-Castellamonte. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Beccy-Benapré.

COMMUNE. — CHEMIN VICINAL. — REVENDEICATION. — PRESCRIPTION.

La prescription de cinq ans établie par l'art. 9 de la loi du 28 août 1792, contre les communes qui revendiquent les terres vaines et vagues dont elles ont été dépouillées par les anciens seigneurs, ne s'applique point au cas où la revendication a pour objet un chemin vicinal. (L. 28 août 1792, art. 9.) (2)

(Lœwenhaup—C. commune d'Uhrweiller.)
Du 5 mars 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Leroy-Neufville.

1° CONSEILS DE GUERRE. — COMPÉTENCE.

2° RÈGLEMENT DE JUGES. — CONFLIT NÉGATIF.

1° La domesticité d'un officier en garnison dans l'intérieur ne peut être rangée dans la classe des individus attachés à la suite de l'armée, et n'est pas dès lors justiciable de la juridiction militaire à raison du vol qu'il a commis au préjudice de son maître. (L. 13 brum. an 5, art. 9 et 10.) (3)

dans l'espèce, que de réparer une omission commise, on ne comprend pas pourquoi les mêmes experts ne seraient pas nommés de nouveau, si d'ailleurs les juges les connaissent dignes et capables de remplir cette nouvelle mission, qui n'est en définitive que le complément de la première; et cela est si vrai qu'il a été jugé, par la Cour de cassation le 27 février 1828, qu'un nouveau serment n'était pas nécessaire pour valider la seconde opération. L'art. 322, encore une fois, n'y est nullement contraire. Aussi la décision a-t-elle été consacrée par la jurisprudence. V. Cass. 7 août 1827; 1^{re} fév. 1832. C'est aussi ce qu'a jugé un arrêt de la Cour de Liège, le 11 fév. 1836 (Journ. de Bruxelles, 1836). — V. enfin, dans le même sens, Fovard de Langlade, *Rép.*, 1^{re} Rapport d'experts, sect. 1^{re}, § 4, n° 1; Thomine Desmaisons, t. 1, p. 525; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc. civ.*, t. 3, quest. 1214 bis. — Toutefois, M. Boncenne, t. 4, p. 501, trouve plus simple et plus sûr d'appeler les experts à l'audience pour leur demander de nouveaux renseignements.

(2) L'art. 10 de la loi du 21 mai 1836, déclare aujourd'hui formellement les chemins vicinaux reconnus et maintenus comme tels, imprescriptibles.

(3) V. dans ce sens, Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 1, p. 75; contr. Cass. 26 pluv. an 11, et le note. — V. du reste, sur les diverses personnes qu'il faut considérer comme attachées aux armées, Duvergier, *Manuel des juges d'instr.*, n° 99, t. 1, p. 448.

2^o Il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation quand la chambre du conseil d'un tribunal et le conseil de guerre se sont successivement déclarés incompétents à raison de la qualité du prévenu, pour connaître d'une affaire. (Cod. inst. crim., 527.)

(Règlement de juges.—Aff. Cora.)—ARRÊT.

LA COUR :—Vu le réquisitoire du procureur général en la Cour, tendant au renvoi du procès de Charles Cora devant le tribunal de première instance qu'il plaira à la Cour d'indiquer; la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice, du 3 de ce mois, portant ordre au procureur général de présenter ce réquisitoire; — Statuant sur ledit réquisitoire, conformément à l'art. 411 du Code d'inst. crim.; — Vu les art. 9 et 10 de la loi du 13 brum. an 5, concernant la manière de procéder au jugement des délits militaires, lesdits articles ainsi conçus : le 1^{er}, « nul ne sera traduit au conseil de guerre que les militaires, les individus attachés à l'armée et à sa suite, les embaucheurs, les espions... » Le 2^e, « sont seuls réputés attachés à l'armée et à sa suite, et, comme tels, justiciables du conseil de guerre, 1^o 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o... » 11^o les domestiques au service des officiers et des employés à la suite de l'armée; » — Attendu que Charles Cora, domestique du sieur Ducrot de Chabane, capitaine au régiment des hussards de la garde royale, est prévenu d'un vol commis au préjudice de ce militaire; mais que, lors de ce vol, le régiment dans lequel sert ledit sieur de Chabane était en garnison dans l'intérieur; qu'il ne faisait partie d'aucun corps d'armée; que Cora ne peut donc, malgré sa qualité de domestique au service d'un officier, être rangé dans la classe des individus attachés à la suite de l'armée; qu'il n'est pas dans le cas prévu par les articles cités de la loi du 13 brum. an 5, et que la justice criminelle ordinaire a seule le pouvoir de juger le crime qui lui est imputé;

Que cependant, par l'ordonnance du 6 août 1816, la chambre du conseil du tribunal de première instance de Fontenelle, devant laquelle Cora était traduit, s'est déclarée incompétente, sous le prétexte que le prévenu, domestique d'un militaire en activité de service, devait, à raison du vol dont il était accusé, être jugé par un conseil de guerre; que le deuxième conseil de guerre de la première division militaire, saisi de l'affaire, par suite du renvoi que la chambre du conseil a prononcé, s'est, de son côté, déclaré incompétent, pensant avec raison que le prévenu n'était justiciable que de la juridiction criminelle ordinaire; que, pour rétablir le Cours de la justice, Interrompu par cette double déclaration d'incompétence, il y a nécessité de procéder à un règlement de juges; — Renvoie, etc.

Du 5 mars 1818.—Sect. criminelle.

VOL.—CHAMPS.—RÉCOLTES.—PLANCHES.

Un vol de planches exposées dans les champs ne peut pas être considéré comme un vol de récoltes et rentre dans la classe des vols ordinaires. (Cod. pén., 388 et 401.) (1)

(1) V. dans le même sens, Cass. 2 juin 1815 (aff. Couberquet).—Ici, les bois ou planches dont il s'agit, ne pouvaient non plus être considérés comme faisant partie d'une vente de bois. « Les ventes disent M. Chauveau et Hélie (*Théorie du Code pénal*, t. 2, p. 90), doivent perdre leur dénomination au moment où la coupe est achevée, ou la nécessité de l'exposition des bois a cessé d'exister. Si même les bois ont été taillés en poutres, sciés en planches, ils ne peuvent plus être considérés

(François Bœuf.)—ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que les vols qui sont punis de la peine afflictive et infamante de réclusion par l'art. 388 du Code pén., quoiqu'ils n'aient été accompagnés d'aucune des circonstances aggravantes énoncées dans les articles précédents, sont les vols, dans les champs, de chevaux ou de bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, d'instruments d'agriculture, de récoltes ou meules de grains faisant partie de récoltes; les vols de bois dans les ventes; de pierres dans les carrières, et de poisson en étang, vivier ou réservoir;—Que, dans l'espèce, François Bœuf avait été traduit en justice comme prévenu d'un vol d'objets exposés sur la foi publique dans les champs, mais qu'il est établi en termes formels, par l'arrêt attaqué, que les objets vols étaient des planches; que des planches ne peuvent être considérées comme des récoltes dans le sens du § 1^{er}, art. 388 du Code pén.; que le vol imputé au réclamant ne rentrait donc pas dans l'application de ce paragraphe; — Qu'il n'est pas déclaré par ledit arrêt que ces planches eussent été volées dans une vente; que ce vol ne rentrait donc pas davantage dans le § 2, art. 388; qu'il n'était donc pas punissable de peines afflictives et infamantes; qu'il ne constituait qu'un vol simple qui devait être poursuivi par voie de police correctionnelle, et puni conformément à l'art. 401 du Code pén.; — Qu'en prononçant la mise en accusation du prévenu et son renvoi devant la Cour d'assises à raison d'un fait qui n'est pas qualifié crime, la Cour royale d'Alais a commis la première des nullités mentionnées dans le § 2, art. 299 du Code d'inst. crim., et violé manifestement les règles de compétence établies par la loi;—Casse, etc.

Du 5 mars 1818.—Sect. criminelle.

1^o RÈGLEMENT ADMINISTRATIF.—CHEMINS PUBLICS.—JEU.

2^o PROCÈS-VERBAL.—MAIRE.—PREUVE.

1^o L'arrêt du préfet qui prohibe le jeu de mail sur les chemins publics, est pris dans la limite des attributions de police confiées à l'autorité municipale, et devient dès lors obligatoire pour les tribunaux. (L. 24 août 1790, tit. 2, art. 3.)

2^o Le procès-verbal d'un maire qui constate une contravention à un règlement de police, doit être réputé constant tant qu'il n'est débattu par aucune preuve contraire (2).

(Aillard et autres.)

Du 5 mars 1818.—Sect. criminelle.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.—BOISSONS.

—LICENCE.—CONTRAİNTE.

Sont passibles des peines portées par l'art. 471 de la loi du 28 avril 1816, non-seulement les marchands de vins en gros qui commencent leur débit sans être pourvus de licences, mais encore ceux qui, après avoir pris une licence, qui n'est valable que pour une année, ne l'ont pas renouvelée après son expiration.

C'est par les voies ordinaires et non par voie de contrainte que doit être poursuivi contra les

comme récoltes dans le sens de l'art. 388; ils sont devenus des marchandises; leur exposition n'est plus nécessaire; leur soustraction rendrait dans les termes de l'art. 401, » — Cette question n'a pas cessé d'avoir de l'intérêt en ce qui concerne la qualification du fait, bien que, d'après la loi du 25 avril 1832, les deux vols soient aujourd'hui punis d'une peine correctionnelle. »

(2) V. dans le même sens, Cass. 11 mai 1810.

marchands de vins en gros le paiement du droit de licence; cette dernière forme de procéder n'est applicable qu'au paiement des droits ou à tout recouvrement de sommes payables à terme. (LL. 5 vent. an 12, art. 89; 28 avril 1810, art. 239.)

(Contributions indirectes.—C. Héron.)

Le tribunal de police correctionnelle d'Orléans, par jugement du 10 mai 1817, avait rejeté les poursuites de la régie par les motifs suivans : — Considérant que le paiement du droit de licence doit être demandé par voie de contrainte, et que l'art. 171 de la loi du 28 avr. 1816, n'est applicable qu'à ceux qui commencent à débiter, et non à ceux qui débiteront depuis plusieurs années, sans avoir jamais fait déclaration de cessation de ce même débit; — Considérant que le sieur Héron est un ancien débiteur qui, comme tout les autres, ne paie la licence que lorsqu'elle lui est demandée; — Que par tous ces motifs, il n'existe pas de contravention de la part du sieur Héron : — Le tribunal renvoie ledit sieur Héron du procès-verbal contre lui rapporté, et condamne l'administration de la régie des contributions indirectes aux dépens. »

Appel par la régie. — 2 août 1817, arrêt confirmatif de la Cour d'Orléans. — Pourvoi.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR. — Considérant que l'obligation de se munir d'une licence pour 1817 a été la même que pour 1816, et a dû être exécutée de la manière et sous les peines exprimées en l'art. 171 de la loi du 28 avr. 1816; — Considérant qu'aux termes de cet art. 171, aucun des assujettis dénommés au tarif y annexé, par conséquent aucun marchand en gros de boissons, n'a pu fabriquer ni débiter de boissons sans déclaration préalable, accompagnée de paiement du droit de licence, et sans avoir obtenu, en conséquence, la licence prescrite, sous peine de contravention et de 300 fr. d'amende; — Qu'il est évident que le législateur a entendu soumettre, à cet égard, aux mêmes obligations et pour 1817, comme pour 1816, tous les individus qui voudraient exercer, n'importe que ce fût par continuation ou pour la première fois, une des professions classées dans ledit tarif; — Que tel est le sens que la raison et les principes de la matière commandent d'attacher au mot commencer qui se trouve dans la première partie dudit art. 171; — Qu'en effet, la licence qui y est prescrite, étant, comme cela est prouvé par la simple étymologie du mot, le brevet qui confère et qui atteste l'autorisation de fabriquer ou de débiter, et la durée de cette licence étant formellement limitée au dernier jour de l'année où elle est délivrée, il s'ensuit que, le premier jour de l'année suivante, le fabricant ou débiteur n'est plus autorisé, et que dès lors il rentre, à l'égard de l'année qui commence, dans la classe commune de tous ceux qui veulent exercer la même profession; ce qui est d'autant plus vrai, que, dans la loi du 5 vent. an 12, qui est la première qui se soit occupée des droits réunis aujourd'hui connus sous la dénomination de contributions indirectes, on trouve d'abord l'art. 66 qui, en assujettissant les distillateurs à une déclaration et à l'obtention d'une licence avant de pouvoir distiller, porte aussi que cette licence ne vaudra que pour l'année; ensuite l'art. 67, qui a ordonné que cette déclaration fût faite à l'avenir au commencement de l'année, disposition qui aurait certainement été reproduite dans la loi du 28 avr. 1816, si cette loi avait été, comme celle du 5 vent., décrétée pour plus d'une année; mais disposition qui a été incontestablement suppléée par la pro-

rogation contenue dans l'art. 2 de la loi du 20 déc. 1816, et par l'art. 79 de la loi du 25 mars 1817; — Considérant en fait, d'une part, qu'il était constaté par le procès-verbal du 10 avr. 1817, que le sieur Héron était alors en plein exercice de la profession de marchand de vins en gros, sans en avoir obtenu licence pour l'année 1817, ce qui le constituait en contravention relative au droit de licence, en conformité tant dudit art. 171 de la loi du 28 avr. 1816, que dudit art. 2 de la loi du 20 déc. suivant, et de l'art. 79 de la loi du 25 mars 1817; — Considérant, d'autre part, que ledit procès-verbal a eu pour unique base cette contravention, et qu'ainsi c'est la répression de cette contravention qui a été l'unique objet et le seul but de la demande de l'administration; d'où la double conséquence que cette contravention était la seule chose sur laquelle les juges de première instance et d'appel eussent à statuer, et qu'il était de leur devoir de la punir en condamnant le sieur Héron à l'amende de 300 fr. et aux dépens; — Considérant que néanmoins, au lieu de prononcer ainsi, la Cour royale d'Orléans, chambre des appels de police correctionnelle, dénaturant la demande qui lui était soumise et la transformant en une action en paiement du droit de licence qui n'était l'objet d'aucune poursuite, en a pris arbitrairement l'occasion d'alléguer que le paiement du droit de licence devait être demandé par voie de contrainte, et en a fait l'une des bases de son arrêt du 2 août 1817, en quoi elle a outre-passé les pouvoirs à elle confiés par la loi; — Considérant qu'en suite, écartant l'application de l'art. 171 de la loi du 28 avr. 1816, au sieur Héron, sur le fondement que cet article n'atteignait que les individus qui commencent, et non ceux qui, comme le sieur Héron, débiteront depuis plusieurs années sans avoir fait déclaration de cessation de leur débit, elle a pris dans ce système la seconde base du même arrêt, par lequel elle a déclaré qu'il n'existait pas de contravention de la part du sieur Héron, et l'a, en conséquence, renvoyé du procès-verbal du 10 avr. 1817, malgré que la contravention constatée et déclarée dans ce procès-verbal par les employés, ait été motivée uniquement sur le fait non contesté que le sieur Héron faisait le commerce de marchand de vins en gros sans être muni de licence; en quoi ladite Cour a mal interprété, fausement appliqué et ouvertement violé ledit art. 171 de la loi du 28 avr. 1816, combiné avec l'art. 2 de la loi du 20 déc. suivant et avec l'art. 79 de la loi du 25 mars 1817; — Enfin, en ce qui touche le moyen de défense que l'avocat du sieur Héron a tiré de l'art. 89 de la loi du 5 vent. an 12, pour tâcher de justifier la prétendue nécessité d'employer la voie de la contrainte pour demander le paiement du droit de licence; — Vu ledit art. 89; — Vu aussi l'art. 239 de la loi du 28 avr. 1816; — Considérant, par surabondance de droit et indépendamment du fait que le paiement du droit de licence n'était nullement l'objet de la demande de l'administration, 1° qu'il résulte des termes de l'art. 89 qui vient d'être cité, qu'il suppose le cas où il s'agit de poursuivre le recouvrement d'obligations ou de sommes payables à terme, et que ce principe est formellement consacré par les mots contre les redevables, qui sont employés dans ledit art. 239 de la loi du 28 avr.; — 2° Mais qu'il serait absolument déraisonnable de comprendre dans la même catégorie le droit de licence dont l'art. 171 de cette loi veut que le paiement soit fait comptant; — Casse, etc.

Du 6 mars 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Bailly. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén. — Pl., M. Gueney.

1^o ORDONN. DE LA CHAMB. DU CONSEIL.

—OPPOSITION.—POURVOI.

2^o APPEL CORRECTIONNEL.—DERNIER RESSORT.

1^o La faculté d'opposition aux ordonnances de la chambre du conseil n'est accordée qu'au procureur du roi du tribunal de première instance et à la partie civile; le procureur général ne peut l'exercer. (Cod. inst. crim., 135.) (1)

Le recours en cassation n'est point ouvert contre les ordonnances de la chambre du conseil: ces ordonnances ne peuvent être réformées que par les voies de l'opposition ou de l'appel (2).

2^o Les jugemens des tribunaux correctionnels sont susceptibles d'être attaqués par la voie de l'appel, quoiqu'ils aient été qualifiés en dernier ressort, lorsque le fait a été mal à propos déclaré ne constituer qu'une contravention de police. (Cod. inst. crim., 192.) (3)

(Guérive et Trétarre.)

Guérive et Trétarre, poursuivis comme ayant provoqué par des cris publics une rébellion non suivie d'effet, ne furent renvoyés devant le tribunal correctionnel par la chambre du conseil que sous la prévention de bruits et tapages prévus par l'art. 479 du Code pén. Guérive fut condamné à 11 fr. d'amende par le tribunal correctionnel saisi par ce renvoi: — Appel par le procureur général. — Jugement qui déclare cet appel non recevable. — Pourvoi du même magistrat tant contre l'ordonnance de la chambre du conseil que contre le jugement du tribunal d'appel.

ARRÊT.

LA COUR;—Statuant, 1^o sur le pourvoi du procureur général envers l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de Tours: — Attendu que la juridiction accordée aux chambres du conseil par le Code d'inst. crim., est une juridiction extraordinaire; que le droit de se pourvoir envers les ordonnances de ces chambres ne doit donc pas être régi par les règles communes; qu'il doit être restreint dans celles que ce Code a fixées; qu'après l'art. 135 de ce Code, la faculté d'opposition n'est accordée qu'au procureur du roi du tribunal de première instance, et à la partie civile;

Que le recours en cassation envers ces ordonnances peut moins encore être par lui exercé, puisque ce recours n'est autorisé qu'envers les jugemens en dernier ressort, et que les ordonnances de la chambre du conseil peuvent être réformées par les voies ordinaires de l'opposition ou de l'appel: — D'après ces motifs, — Déclare le procureur général non recevable dans son pourvoi envers l'ordonnance de la chambre du conseil du

tribunal de Tours du 26 nov. 1817 qui renvoie Trétarre et Guérive devant le tribunal de police correctionnelle pour y être jugés suivant la loi;

2^o En ce qui concerne le pourvoi du procureur général envers le jugement du tribunal correctionnel de Blois, déclarant le procureur du roi non recevable en son appel de celui du tribunal de Tours: — Attendu que, si les jugemens rendus par les tribunaux correctionnels, dans le cas de l'art. 192 du Code d'inst. crim., sont susceptibles d'être attaqués par la voie de l'appel quoiqu'ils aient été qualifiés en dernier ressort, lorsque le fait reconnu a été mal à propos déclaré par ces jugemens ne constituer qu'une contravention de police, le tribunal de Blois n'en a pas moins été autorisé à juger que le procureur du roi était non recevable dans l'appel par lui relevé, parce que, dans les circonstances de l'affaire, le fait résultant de l'instruction faite devant ce tribunal n'avait, en effet, que le caractère d'une contravention, et que dès lors le jugement dont il était appelé avait été légitimement qualifié en dernier ressort: — Rejette, etc.

Du 6 mars 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Olivier. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

OCTROIS. — COMPÉTENCE.

En matière d'octroi, le conducteur d'objets taxés qui refuse de payer ou de consigner les droits, commet une contravention qui est de la compétence exclusive des tribunaux correctionnels, ainsi que toutes les exceptions qui peuvent naître de la défense du prévenu. (L. 27 frim. an 8, art. 14; Ordonn. du 9 déc. 1814, art. 78.)

La juridiction civile n'est compétente que dans le cas où il n'y a pas de contravention commise et où le conducteur de l'objet prétendu passible de l'octroi a préalablement consigné les droits. (L. 2 vend. an 8, art. 3.) (4)

(Contributions indirectes.—C. Fouquet.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR;—Vu les art. 3 de la loi du 2 vend. an 8; 13 et 14 de la loi du 27 frim. an 8, et 78 et 81 de l'ordonn. du 9 déc. 1814; — Et attendu que d'après l'art. 81 de ladite ordonnance, conforme aux art. 3 de la loi du 2 vend., et 14 de la loi du 27 frim. an 8, la juridiction civile n'est compétente que dans le cas où il n'y a pas de contravention commise, et où au contraire le conducteur de l'objet prétendu passible de l'octroi a préalablement consigné le droit, et recouru après cette consignation au juge de paix du canton; — Mais que lorsque le conducteur au lieu de consigner le droit et de recourir au juge de paix, fait refus

(1) La jurisprudence est fixée dans ce sens. F. conf., Cass. 13 sept. 1811, et nos observations; 27 fév., 19 mars, 18 avril et 27 août 1812; 19 mars 1813. V. aussi dans le même sens, Bourguignon, *Jurispr. des Codes crim.*, tom. 1, p. 239; Merlin, *Repert.*, v^o *Opposition à une ordonnance*; Carnot, de l'inst. crim., t. 2, p. 175; Mangin, de l'Action publ., tom. 2, p. 312; Duverger, *Manuel des juges d'inst.*, t. 2, n^o 538; — En sens contraire, Legrave-rod, *Législ. crim.* (éd. belge), t. 1, p. 410.

(2) F. Carnot, de l'Instruction criminelle, t. 1, p. 501.

(3) F. conf., Cass. 23 mess. an 12, et la note; 26 nov. 1812.

(4) Mangin fait sur cette question les observations suivantes: « Lorsque, on matière d'octroi, il s'élève des contestations sur le fond du droit, c'est-à-dire, sur l'application du tarif ou sur la quo-

tité du droit, les juges de paix sont compétents pour prononcer; mais les porteurs et conducteurs des objets qui donnent lieu au litige, doivent consigner provisoirement entre les mains du receveur de l'octroi, le montant du droit exigé, et le juge de paix ne peut même entendre les réclamans qu'autant que ceux-ci lui représentent la quittance qui atteste cette consignation. Si le porteur ou conducteur des objets que le receveur prétend assujettir refuse de consigner et introduit ces objets, la contravention est acquise, et le prévenu ne peut plus prétendre que le droit n'était pas dû. » (*Traité de l'act. publ.*, t. 1, p. 544.) Il suit de là qu'en matière d'octroi il ne peut y avoir lieu à une question préjudicielle sur le fond du droit; car le tribunal correctionnel n'a pas à s'occuper de la contestation, lorsque le droit réclamé a été consigné; c'est le juge de paix qui décide, et ce tribunal doit juger au fond, lorsque la consignation n'a pas été faite.

de payer, sur quel est dressé le procès-verbal de contravention, l'action résultant de ce procès-verbal doit être jugée d'après les règles prescrites par l'art. 78:—Que suivant cet article les actions résultant des procès-verbaux de contravention et toutes les questions qui peuvent naître de la défense du prévenu sont de la compétence exclusive soit du tribunal correctionnel, soit du tribunal de police, selon la qualité de l'auteur;—Et attendu que, dans l'espèce, les prévenus allaient conduire de la place du marché de Meaux dans leur domicile un troupeau de bœufs, sorte de bétail soumis à l'octroi, lorsqu'ils ont été rencontrés par les employés du droit: que sur la demande en paiement du droit, ils ne l'ont pas consigné; qu'ils n'ont ni élevé de contestation sur l'existence ou la quotité du droit ou sur l'application du tarif, ni recouru par ces motifs à l'autorité du Juge de paix; que, dès lors, ils étaient hors du cas prévu par l'art. 81 de l'ordonn. du 9 déc. 1814; qu'au contraire, ils ont déclaré refuser de payer le droit, sous prétexte que les bœufs leur avaient été vendus par le nommé Chauvet qui, comme il l'avait également affirmé, les avait achetés francs de droit d'un officier prussien; que sur ce refus ainsi motivé, les employés dressèrent procès-verbal de contravention; que dès lors l'action résultant soit de ce procès-verbal, soit des défenses des prévenus, devait, aux termes de l'art. 78, être jugée par le tribunal correctionnel;—Que néanmoins le tribunal correctionnel de Meaux au lieu de statuer sur l'action résultant du procès-verbal, et de prononcer sur le fait de la contravention, a confirmé le jugement du tribunal correctionnel de Meaux, qui s'était borné à annuler la saisie en renvoyant pour le surplus les parties à se pourvoir devant qui de droit, se fondant sur ce qu'il s'agissait d'une contestation sur le fond du droit, dont la connaissance était attribuée aux tribunaux civils par l'art. 88 de la loi du 5 vent. an 12, en quoi il a violé les art. 78 de l'ordonn. du 9 déc. 1814; 3 de la loi du 9 vend. an 8, et 14 de celle du 27 frim. suivant, et fait une fautive application de l'art. 88 de la loi du 5 vent. an 12;—Casse, etc.

Du 7 mars 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Baris.—Rapp., M. Olivier.—Concl., M. Henri Larivière, av. gen.—Pl., MM. Roger et Guichard fils.

PROTÊT. — REMBOURSEMENT VOLONTAIRE.— DÉLAI.—GARANTIE.

L'endosseur d'un effet de commerce protesté, qui le rembourse volontairement et sans notification de protêt, a droit, comme l'endosseur qui rembourse sur notification et citation en justice, d'exercer son recours contre son coédant.—En ce cas, le délai de quinzaine court du jour du remboursement. (Cod. comm., 165 et 167.) (1)

(Lécuyer, Huot et Vidal—C. Pannetier.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR;—Vu les art. 165 et 167 du Code

de comm.;—Considérant que le motif donné par le tribunal civil de Senlis, pour déclarer les demandeurs non recevables dans le recours par eux exercé du chef de la dame Vanderstraeten, contre Pannetier, a été fondé sur l'art. 166 du Code de comm.; que, d'après l'interprétation donnée à cet article par ce tribunal, tout porteur qui veut exercer son recours contre son coédant, doit, dans le cas même du remboursement volontaire, lui dénoncer le protêt du billet, et, faute de paiement, le citer en jugement dans la quinzaine du protêt;—Considérant que, d'après le véritable sens de cet article, et d'après l'usage habituel consacré pour l'utilité des opérations commerciales, la notification du protêt et la citation en justice ne sont prescrites au porteur que dans le cas où l'exercice du recours devient nécessaire faute de paiement volontaire;—Considérant qu'il est établi et reconnu que la dame Vanderstraeten a remboursé volontairement le montant du billet dont s'agit au procès; que, d'après l'art. 167 du Code de comm., à l'égard de l'endosseur, le délai pour faire la dénonciation du protêt et la citation, court du lendemain de la date de la citation à lui donnée en justice par le porteur; que, lorsque, comme dans l'espèce, l'endosseur a, au contraire, remboursé volontairement, n'y ayant pas eu de citation, le délai court, à son égard, à compter du lendemain du remboursement volontaire par lui fait, puisque ce remboursement produit, à l'égard de l'endosseur, le même effet que la citation pour le porteur; que par conséquent, dans l'espèce, le délai de quinzaine et le délai supplémentaire d'un jour par deux myriamètres et demi excédant cinq myriamètres, ont couru, à l'égard de la dame Vanderstraeten, à compter du jour de son remboursement volontaire; que, quoique cette date constituât le principal intérêt de la cause, elle n'a néanmoins pas été fixée par le tribunal civil de Senlis, qui n'a même rendu qu'un compte insuffisant des faits constitutifs de la cause; qu'en déclarant les demandeurs non recevables par le motif exprimé au jugement, le tribunal est entrevenu aux art. 165 et 167 du Code de comm., ci-dessus transcrits;—Casse, etc.

Du 9 mars 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Vergès.—Concl., M. Cabrier, av. gen.—Pl., MM. Barrioux et Raoul.

CAUSE DES OBLIGATIONS.—CASSATION.

Il y a cause suffisante pour la validité d'une obligation lorsque le souscripteur a été déterminé par le désir de satisfaire aux lois de l'honneur et de la délicatesse. (Cod. civ., 1131 et 1235.) (2)

Si les juges du fond décident qu'une obligation a pour cause le vœu d'obéir à l'honneur, c'est là une décision de fait, à l'abri de la censure de la Cour de cassation. (3).

(Labat—C. Desmolin.)

Le sieur Desmolin avait passé au sieur Goulard un bail emphytéotique de la prairie dite la Quene de Lauze, moyennant une reute annuelle de 30

essetien, dans un arrêt du 21 novembre 1831, qui juge que la convention par laquelle l'acquéreur d'un domaine national confisque sur un émigré, s'est obligé à payer à cet émigré ou à ses représentants une indemnité ou supplément de prix, a pu être déclarée valable, comme ayant une cause suffisante et licite, soit dans les scrupules de conscience de l'acquéreur, soit dans l'intention qu'il a eue, en obtenant la ratification de l'ancien propriétaire, d'augmenter la valeur réelle de son acquisition; et que de moins, l'arrêt qui le décide ainsi, par interprétation de la convention des parties, échappe,

(1) F. conf., Cass. 10 nov. 1812 et la note.—V. aussi dans ce sens, Favard de Langlade, v° *Lettre de change*, sect. 1, § 2; Persil, de la *Lettre de change*, sur l'art. 165, n° 11; Nougier, *ibid.*, t. 1, p. 467, n° 4.

(2 et 3) V. sur la première proposition, conf. Cass. 3 déc. 1813 (aff. *Bourgois*): un arrêt de la Cour royale de Nîmes du 16 fév. 1832, et l'arrêt de rejet intervenu le 23 juil. 1833, sur le pourvoi dont ce dernier arrêt avait été l'objet.—Mais la double proposition résultant de l'arrêt ci-dessus, a été consacrée de nouveau, implicitement, par la Cour de

livres. Le sieur Goulard mourut; il laissa trois enfants. Deux de ces enfants étaient émigrés; — La nation succéda dans leurs deux parts au sieur Goulard. Le troisième enfant, Louise Goulard, succéda pour le tiers restant. La prairie la Queue de Lauze faisait partie du lot échu à la nation. Elle fut mise en vente. La demoiselle Louise Goulard s'en rendit adjudicataire. Postérieurement le sieur Labat, époux de la demoiselle Goulard, a été substitué à ses droits après son décès.

31 juillet 1815, le sieur Desmolin, bailleur emphytéotique de la prairie de la Queue de Lauze, forme contre le sieur Labat une demande, 1° en paiement des annués échus de la reute de 30 liv.; 2° en résiliation de l'emphytéose, pour cause de l'extinction de paiement. Le sieur Labat répond que la Queue de Lauze, en passant par les mains de la nation, a été dégrevée de la redevance de 50 livres, conformément à l'art. 16 de la loi du 25 juillet 1793, qui porte : « Les biens des émigrés seront vendus francs et quittes de toutes dettes, rentes et redevances foncières... » Mais le sieur Desmolin exhibait un acte du 19 plu. an 9, que la demoiselle Goulard avait souscrit depuis qu'elle était devenue adjudicataire de la Queue de Lauze, par lequel elle se reconnaissait débitrice de la reute en question. Le sieur Labat contesta la validité de cet acte; il soutint qu'il était absolument sans cause, que la demoiselle Goulard n'avait pu le consentir que par erreur.

3 août 1816, le tribunal civil de Lectoure ordonna que l'autorité administrative serait consultée pour constater si la Queue de Lauze, lors du partage de la succession du sieur Goulard, était effectivement échu à la nation. Appel de ce jugement par le sieur Desmolin. Il prétend que le jugement du tribunal de Lectoure est absolument sans utilité dans la cause; qu'elle repose tout entière dans l'appréciation de l'acte du 19 plu. an 9.

15 janv. 1817, arrêt de la Cour royale, qui infirme la décision des premiers juges par les motifs suivants : « Attendu qu'en tenant pour constant que la Queue de Lauze eût été achetée de la nation par la dame Labat, la reconnaissance souscrite par cette dame ne serait pas inopérante et obligatoire, sa cause se trouvant dans l'obligation primitive contenue par son père; que l'erreur qui peut être alléguée par le sieur Labat n'est qu'une ignorance de droit qui ne relève pas; et qu'enfin la demoiselle Goulard a pu être déterminée à passer la reconnaissance par des sentimens d'honneur et de délicatesse. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Labat pour violation des art. 1109 et 1131 du Code civ., en ce que l'arrêt dénoncé déclarait valable l'obligation consentie par la demoiselle Goulard, bien qu'elle n'eût point de cause, et que le consentement n'eût été donné que par erreur.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la Cour royale d'Agen, interprétant, ainsi qu'elle avait droit de le faire, les actes, et appliquant les faits par elle constatés, a déclaré que l'acte de renouvellement souscrit par la dame Labat, née Goulard, trouve une cause suffisante dans les sentimens d'honneur et de délicatesse qui avaient engagé ladite dame à le souscrire; que ce motif écarte également le reproche d'erreur et d'absence de cause dans l'obligation litigieuse, double base des ouvertures de cassation proposées; — Rejette, etc.

Du 10 mars 1818. — Sect. req. — Prés., M. Hen-

sous ce rapport, à la censure de la Cour de cassation. — C'est encore dans le sens de la décision que nous recueillons ici que les auteurs ont généralement enseigné qu'une dette naturelle peut servir de

raison de Pansey. — Rapp., M. Borel de Bretizel. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Nicod.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — SOLIDARITÉ. —

VENTE.

Lorsqu'une société commerciale a pour objet l'achat et la vente d'immeubles, la vente d'un immeuble faite sous la raison sociale, par un associé seul, est valable tant pour la part de ses associés que pour la sienne propre (Ordonn. de 1673, tit. 4, art. 7; Cod. comm., 22.) (1)

(Bohet — C. Lafontaine.)

Une société en nom collectif avait été formée par les frères Delpoux; l'objet de cette société était l'achat et la vente des biens nationaux. L'un des associés, le sieur Delpoux jeune, vendit en l'an 3 au sieur Lafontaine, un domaine appartenant à la société. — Il est à remarquer que la vente fut faite par Delpoux jeune, seul agissant tant pour lui personnellement que pour l'autre J. Delpoux frère; il faut dire aussi que le contrat de vente fut signé par Delpoux jeune, sous la raison sociale.

En cet état de choses, un sieur Bohet, créancier du sieur Delpoux aîné, poursuit son paiement sur le domaine vendu au sieur Lafontaine; celui-ci oppose son contrat de vente. Bohet répond que Delpoux jeune n'a pu vendre seul l'immeuble entier; mais seulement la moitié qui lui appartenait; que la vente était nulle quant à la portion afférente à l'autre associé Delpoux aîné : 1° parce que l'art. 7 du tit. 4 de l'ordonnance de 1673, n'établissait la solidarité entre associés en nom collectif que relativement aux dettes; il est ainsi conçu : « Tous les associés seront obligés solidairement aux dettes de la société, encore qu'il n'y en ait qu'un qui ait signé pour la compagnie et non autrement; » 2° Parce que les sociétés commerciales sont assujetties aux règles du droit commun, quant à l'aliénation des immeubles; et que, d'après les lois romaines reproduites dans les articles 1862, 1863, 1864 du Code civil, dans les sociétés civiles, un associé ne peut obliger ses coassociés, même en déclarant qu'il agit pour le compte de la société.

4 juillet 1815, jugement du tribunal de première instance de Saint-Malo, qui déclare la vente valable aussi bien pour la portion de Delpoux aîné, que pour celle de Delpoux jeune, par les motifs suivants : — « Considérant qu'il n'est pas douteux qu'un héritage acquis par des particuliers ne peut être vendu régulièrement par l'un d'eux sans le consentement des autres, mais qu'il n'en est pas ainsi des sociétés commerciales en nom collectif, connues sous une raison sociale, que, dans ce cas, chaque associé ayant la signature sociale peut seul contracter, acquiescer et vendre sans la signature des autres, ce qui résulte de l'art. 7 du titre 4 de l'ordonnance de 1673; que, si cet article n'applique la solidarité des associés qu'aux dettes, Jousse et tous les commentateurs ajoutent ces mots, « et autres actes concernant le négoce et la société; » que l'art. 22 du Code de commerce étend cette solidarité à tous les engagements pris sous la raison sociale sans distinction; que cet article ne contient point d'innovation législative, puisque les orateurs du conseil d'Etat et du Tribunal n'ont rien dit sur cet art. 22, lors de la discussion du Code de commerce. »

Appel de la part du sieur Bohet. — 4 juillet 1816

cause à une obligation civile. V. Toullier, t. 6, n° 390; Duranton, t. 10, n° 337, et suiv.

(1) V. en ce sens, Cass. 30 prair. an 13.

arrêt de la Cour royale de Rennes, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

Pourvoi en cassation, pour violation des principes du droit commun en matière de société, notamment de la loi 68, ff. pro socio, portant : *nemo ex sociis plus parte sua potest alienare, etsi totorum honorum sociis sint* ; et pour fautive application de l'art. 7 du titre 4 de l'ordonnance de 1673, en ce que l'arrêt dénoncé a décidé qu'en matière de société commerciale, un seul associé pouvait aliéner la part de ses associés dans les immeubles appartenant à la société.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu qu'il est constant et consacré en fait, par le jugement du tribunal civil de Saint-Malo et par l'arrêt attaqué qui le confirme, qu'il a existé à Saint-Malo une société commerciale en nom collectif, sous la raison sociale J. Belpoux frères, dont l'objet était l'acquisition et la vente des domaines nationaux acquis sous cette raison, et que c'est sous cette raison, sous la même signature que celle sous laquelle il avait acquis, que Jean Belpoux frère, faisant et agissant tant pour lui personnellement que pour l'autre J. Belpoux frère, a vendu et transporté à Guézec-la Fontaine les immeubles compris aux contrats passés devant notaires, et enregistrés à Saint-Malo les 9 et 15 prair., 12 mess., et 3 fruct. de l'an 3 ; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en adoptant les motifs du jugement du tribunal civil de Saint-Malo, a fait une juste application de l'art. 7 du titre 4 de l'ordonnance de 1673, qui s'étend nécessairement, dans la généralité et dans l'esprit de sa disposition à tous les engagements pris sous une raison sociale ; — Rejette, etc.

Du 10 mars 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lepicard. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Raoul.

1^o et 2^o SOUS-TRAITANT. — PRIVILEGE. — TRÉSOR.

3^o AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — AUTORITÉ JUDICIAIRE. — CONTRAINTES. — CASSATION.

1^o Le privilège accordé par l'art. 2 du décret du 12 déc. 1806 aux sous-traitants, pour le montant de leurs créances contre les traitants, sur les sommes dues à ceux-ci par l'Etat, n'est point restreint uniquement aux sommes représentatives de fournitures faites par les sous-traitants. Il s'étend généralement sur toutes les sommes dues aux traitants par l'Etat. (Décret du 12 déc. 1806, art. 2.) (1)

2^o La restriction apposée au privilège des sous-traitants dans l'art. 2 du décret du 12 déc. 1806, par ces mots : *Sauf les droits du gouvernement, n'attribue de préférence à l'Etat que pour les créances qu'il a de son propre*

chef, et non pour celles qu'il a acquises de tiers : à l'égard de ces dernières, il ne peut avoir plus de droits que ceux qu'il représente. (Décret du 12 déc. 1806, art. 2.)

3^o Il n'y a point lieu à cassation d'un arrêt qui dispose contrairement à des décisions administratives antérieures, si, devant la Cour royale, on n'a pas excepté de ces décisions (2) ?

En un tel cas, n'est-il pas nécessaire de déférer à l'autorité souveraine ces décisions contraires de l'autorité judiciaire et de l'autorité administrative pour faire cesser leur contrariété (3) ?

(L'agent du trésor public — C. Lemaire.)

La compagnie Mayer-Marx, chargée du service des fourrages pour plusieurs divisions militaires, avait sous-traité avec le sieur Lemaire pour la fourniture de la 2^e division militaire, pendant les années 13 et 14. — En 1806, les sieurs Mayer-Marx sont faillites. — Le sieur Lemaire se trouvait à cette époque être leur créancier pour une somme de 274,050 fr. Il forme opposition au trésor public sur les sommes qui leur étaient dues par le gouvernement, et assigne tous les créanciers de la faillite qui avaient formé opposition sur les mêmes sommes pour voir dire qu'il serait payé par privilège à tous autres, aux termes de l'art. 2 du décret du 12 décembre 1806. — Les créanciers opposants soutenaient que cette prétention était mal fondée ; parmi eux figurait le trésor public.

Pour bien entendre comment la contestation s'est engagée, il faut savoir quelle était la position de la compagnie Mayer-Marx, à l'égard du trésor public. — D'une part, le trésor était débiteur des sieurs Mayer-Marx par suite des fournitures qu'ils avaient faites ; de l'autre, il était créancier des sieurs Mayer-Marx, 1^o pour une somme de 113,333 fr. 34 cent., comme successeur du comité des receveurs généraux, qui avait une créance de pareille somme sur ladite compagnie Mayer-Marx ; 2^o pour une somme de 220,000 fr., montant des traites souscrites par la même compagnie, et que le trésor public avait trouvées dans la faillite du sieur Despres, son agent de change. — Dans cet état de choses, le trésor public avait intérêt à opposer à ce que le sieur Lemaire fût payé par privilège de ce que lui devaient les sieurs Mayer-Marx, sur les sommes dues à ceux-ci, pour prix de leurs fournitures au gouvernement, par la raison qu'il voulait faire servir ces mêmes sommes à se rembourser lui-même. 1^o de créde de 113,333 fr. 34 cent. ; 2^o de créde de 220,000 fr. dont il s'était déjà dit qu'il était créancier. — Le sieur Lemaire pour prouver qu'il devait être payé par privilège, disait : Il y a deux

d'indemnité. V. aussi dans le même sens, Favard de Langlade, *Rép.*, 1^{er} Princ., sect. 1, § 2, n^o 17. — Remarquons ici que le privilège n'appartient point aux livranciers ou fournisseurs qui ont fait des fournitures pour le compte des sous-traitants : Cass. 3 janv. 1822.

(2) Il est de principe certain, en effet, qu'on ne peut tirer un moyen de cassation d'un fait dont il n'a été question ni en première instance ni en appel. V. Cass. 24 août 1809 ; 7 juin 1810 ; 11 fev. 1818, etc.

(3) L'arrêt ci-dessus ne résout pas cette question. — V. sur la question analogue de savoir si la chose jugée incompétamment par l'autorité judiciaire, peut prévaloir sur une décision administrative contraire, l'arrêt de Cass. du 29 janv. 1839, et nos observations sur cet arrêt. V. aussi Chazeau, *Compét. admin.*, n^o 882.

(1) La Cour de cassation a persisté dans la jurisprudence consacrée par la décision ci-dessus en cassant, le 12 mars 1822, un arrêt de la Cour de Paris qui avait décidé que le sous-traitant n'avait pas de privilège sur les sommes dues par l'Etat au traitant, parce qu'il n'avait pas remis les pièces constitutives de sa créance entre les mains du commissaire ordonnateur, formalité qui n'est prescrite par l'art. 1^{er} du décret de 1806, que pour fournir aux agents qui auraient quelque raison de ne pas remettre leurs pièces à l'entrepreneur principal, le moyen de les faire parvenir à l'administration dans les délais requis, et qui d'ailleurs avait été suppléée dans l'espèce jugée, par la remise des pièces à l'inspecteur général préposé par le traitant pour les recevoir. V. encore un autre arrêt de cassation du 20 février 1828, qui décide que le privilège des sous-traitants s'étend même aux sommes allouées à titre

ehoses à considérer pour apprécier ma demande 1° si j'ai fait ma réclamation en temps utile, et dans la forme légale; 2° si cette réclamation est fondée. — Et d'abord, sur la première question, il est reconnu que le sieur Lemaire a présenté les pièces justificatives aux autorités désignées dans les délais et avec les formalités déterminées par les décrets des 13 juin et 12 décembre 1806, relatifs aux réclamations des sous-traitants et autres agents pour fournitures faites pour le service de la guerre. Ainsi, sous ce premier rapport, la demande du sieur Lemaire est recevable. — Sur le fond du droit, il est facile de la justifier; l'art. 2 du décret du 12 déc. 1806, attribue formellement au sieur Lemaire le privilège qu'il réclame; il est ainsi conçu : « Les bordereaux délivrés en exécution de l'article ci-dessus, par les commissaires ordonnateurs aux sous-traitants, préposés, ou agents auront pour eux-ci, lorsqu'ils les présenteront aux tribunaux la même valeur que les pièces dont la remise aura été faite, et lorsqu'ils les présenteront aux tribunaux, ils leur tiendront lieu d'opposition, tant sur les fonds que le gouvernement pourrait redvoir aux entrepreneurs pour leurs fournitures, que sur le cautionnement que le ministre aura exigé de ces entrepreneurs, sans les droits du gouvernement, et ce nonobstant toute cession ou transfert qui aurait été fait par les entrepreneurs. Le trésor public recevra les oppositions des sous-traitants, porteurs des bordereaux arrêtés par les ordonnateurs. Ils auront un privilège spécial sur les sommes à payer aux entrepreneurs jusqu'à concurrence du montant de ce qui leur sera dû pour les fournitures comprises auxdits bordereaux. »

En outre, un avis du conseil d'État du 11 juin 1810, interprétant cet article, porte « que le sous-traitant, préposé, ou agent d'une entreprise, désigné par le décret du 12 décembre 1806, doit joindre dans les cas prévus par l'article 4^{er} du privilège spécial qui leur est accordé par l'art. 2, sur les porteurs de transfert d'une date antérieure à ce décret. » — Cette décision était fondée sur le motif, que la mesure par laquelle on avait accordé le privilège aux sous-traitants, avait été dictée dans l'intérêt des sous-traitants et par l'esprit de justice du gouvernement qui avait voulu leur donner une garantie des sommes dues pour les fournitures qu'il avait reçues directement de ces sous-traitants. — Sans doute, il n'est besoin d'aucune réflexion pour montrer que ces dispositions légales attribuent au sieur Lemaire le privilège qu'il réclame d'être payé par préférence à tous autres créanciers, sur les sommes dues par le gouvernement aux sieurs Mayer-Marx.

L'agent du trésor public répondait : — Il est incontestable qu'aux termes de l'art. 2 du décret du 12 décembre 1806, le sieur Lemaire a, en sa qualité de sous-traitant, un privilège sur les sommes dues par le trésor à la compagnie Mayer-Marx; mais soutenir que ce privilège porte sur toutes les sommes généralement quelconques dues par le gouvernement, c'est commettre une grave erreur; le privilège du sous-traitant ne peut s'exercer que sur les sommes représentatives des fournitures qu'il a faites, et nullement sur la généralité de celles dues par l'État au traitant pour des fournitures antérieures ou postérieures à celles dont le sous-traitant demande à être payé : cela résulte évidemment de l'esprit de la loi, qui lui accorde un privilège; car ce privilège ne lui est attribué que par l'effet d'une espèce de droit de suite sur sa chose. Dans l'espèce, les fournitures réclamées par Lemaire ont eu lieu dans les trois premiers mois de l'an 11; d'un autre côté, il n'est rien dû par le gouvernement à la compagnie Mayer-Marx, pour

les fournitures faites en l'an 14 et en 1806. Ces deux points de fait établis il est évident que le privilège de Lemaire ne peut plus s'exercer sur les sommes dues par le gouvernement.

19 mars 1811, jugement du tribunal de première instance, qui rejette la demande du sieur Lemaire, par les motifs suivants : — « Considérant que le privilège établi par le décret du 12 déc. 1806 n'est que spécial, aux termes dudit décret et de l'avis interprétatif du conseil d'État, du 2 juin 1810; que tout privilège spécial doit être restreint au cas précis pour lequel il a été créé; que celui des sous-traitants n'est évidemment établi que sur les sommes représentatives des fournitures qu'ils ont réellement faites; et cela par l'effet d'une espèce de droit de suite qu'on leur a donné sur leur propre chose, mais non pas sur les sommes représentatives des fournitures qu'ils n'auraient pas faites; qu'il est constant au procès que les fournitures faites par Lemaire, en l'acquit et à la décharge de la compagnie Mayer-Marx, l'ont été pendant les trois premiers mois de l'an 14; qu'il résulte d'une lettre du ministre de la guerre, en date du 24 février 1811, que la compagnie Mayer-Marx, loin d'avoir à prétendre aucune somme du gouvernement pour le service des fourrages, exécuté pendant les années 14 et 1806 se trouvait encore redevable de plus d'un million pour le service de ces années, et que sa créance, compensation faite de ce débet, ne portait que sur les années 12 et 13; qu'ainsi, les deniers saisis au trésor public, sur la compagnie Mayer-Marx, par l'effet de l'opposition du sieur Lemaire, ne provenaient nullement des fournitures faites antérieurement au service dont il avait été chargé, et ne sont pas conséquemment susceptibles d'être frappées, en faveur dudit Lemaire, du privilège établi par le décret du 12 décembre 1806. »

Lemaire interjette appel : — Il soutient que le privilège à lui attribué par l'article 2 du décret du 12 décembre 1806, porte généralement sur toutes les sommes dues par le gouvernement à la compagnie Mayer-Marx, sans distinguer si les sommes sont dues précisément pour les fournitures faites par lui Lemaire, ou bien si elles sont le résultat de fournitures faites antérieurement ou postérieurement à l'époque où il a été chargé du service; il invoque les termes mêmes du décret qui ne font aucune distinction, et qui, loin de restreindre l'exercice du privilège à certaines sommes déterminées, l'étendent même au fonds du cautionnement fourni par le traitant.

De son côté, l'agent du trésor cherche toujours à justifier la distinction admise par le tribunal de première instance : il ajoute en outre : le privilège accordé aux sous-traitants par l'art. 2 du décret de 1806, se trouve restreint par le même article, et subordonné aux droits du gouvernement par ces expressions, sauf les droits du gouvernement. Or, dans l'espèce, le gouvernement étant créancier pour une somme considérable, il faut qu'il soit remboursé avant que Lemaire puisse exercer son privilège; enfin cette restriction formelle n'existe-t-elle pas, il resterait toujours vrai que le gouvernement se trouvant à la fois débiteur et créancier de la compagnie Mayer-Marx, la compensation a dû s'opérer aux termes de l'art. 2289 du Code civil, sur les sommes dont il était débiteur jusqu'à concurrence de celles dont il était créancier, et que, par conséquent, le sieur Lemaire ne peut exercer son privilège que sur les sommes qui resteront dues, déduction faite de celles que réclame le gouvernement.

Lemaire répond que la restriction apportée au privilège du sous-traitant par ces mots, sauf les droits du gouvernement, ne doit s'entendre que

des droits appartenant en propre au gouvernement, et notamment de ceux que le gouvernement a acquis d'un tiers, et qu'il exerce comme représentant ce tiers; car alors il ne peut avoir plus de droits que celui dont il tient la place; — Que la compensation ne pouvait être opposée, parce que la créance de Mayer-Mars sur le gouvernement, n'ayant été liquidée qu'en 1810, c'était seulement à cette époque qu'aurait pu s'opérer la compensation d'après l'article 1291; mais que, dès lors, il existait un obstacle qui avait dû l'empêcher, car le privilège de lui Lemaire, et les oppositions de plusieurs autres créanciers subsistaient antérieurement, et l'article 1298 du Code civil, porte que la compensation ne peut avoir lieu au préjudice des droits acquis à un tiers.

23 juin 1810, arrêt de la Cour de Paris, infirmatif du jugement de première instance; il est énoncé en ces termes: — Considérant, sur le privilège réclamé par Lemaire, que le décret du 12 décembre 1806 est applicable au sous-traitant Lemaire, qui, conformément au décret du 13 juin, avait déposé dans les bureaux du commissaire ordonnateur de la 25^e division militaire, et dans le délai prescrit à peine de déchéance, toutes les pièces comptables devant servir à assurer son privilège; que restreindre le privilège des sous-traitants aux sommes purement représentatives de leurs fournitures, ou aux fournitures faites antérieurement aux décrets des 13 juin et 12 déc. 1806, ce serait contraindre la lettre et l'esprit du décret du 12 déc. 1806 et de l'avis du conseil d'Etat du 11 juin 1810, d'après lesquels le privilège accordé aux sous-traitants s'étend sur tous les fonds que le gouvernement peut redevoir aux entrepreneurs par suite d'une liquidation générale, et même sur le continuement que le ministre aurait exigé d'eux, et ce, nonobstant tout transfert ou cessions antérieurs; considérant, sur l'exception proposée par l'agent du trésor royal contre le privilège du sous-traitant, que les termes restrictifs du décret du 12 déc. 1806, sauf les droits du gouvernement, ne peuvent s'appliquer à une créance de la nature de celle que réclame le trésor, et pour laquelle il ne saurait avoir plus de droits que les tiers porteurs qu'il représente; considérant, sur la compensation prétendue par l'agent du trésor, qu'au 12 mai 1806, jour auquel le trésor a restitué à 334,000 fr., par emargement sur le registre, l'opposition qu'il avait formée sur la compagnie Mayer, le 17 mars précédent, nulle compensation de cette créance avec les sommes dues par le ministre de la guerre à cette compagnie n'a pu avoir lieu; considérant, en effet, premièrement, que la loi n'admet la compensation qu'entre créances respectivement liquides et exigibles; que si, la créance résultant des traites dont le trésor se trouvait porteur en 1806 était liquide et exigible, il n'en était pas de même de la créance de la compagnie Mayer, sur le ministère de la guerre, puisque cette dernière créance n'a été liquidée et définitivement fixée à 387,703 francs 93 centimes qu'en juin 1810; considérant, en second lieu, que la compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à des tiers; qu'indépendamment du privilège acquis au sous-traitant Lemaire, il existait à l'époque de juin 1810, sur la compagnie Mayer, des oppositions formées en janvier, février et mars 1808, toutes antérieures à celles du trésor, et dont les causes excédaient 300,000 francs; considérant, en troisième lieu, que Lemaire n'a point consenti la compensation qu'il conteste aujourd'hui, puisque le concordat du 30 avr. 1807, duquel le trésor ferait résulter ce prétendu consentement renferme, au contraire, la réserve expresse et formelle du

privilège de Lemaire, réserve qu'il a réitérée au tribunal de commerce, sur le procès-verbal de vérification et affirmation de ces créances, »

Pourvoi en cassation de la part de l'agent du trésor. — Il soutenait: 1^o Que l'arrêt dénoncé avait méconnu l'esprit du décret du 12 déc. 1806, en accordant au sous-traitant un privilège sur toutes les sommes dues au traitant par le gouvernement, tandis que ce privilège ne devait porter que sur les sommes représentatives des fournitures faites par le sous-traitant; 2^o Que l'art. 2 du même décret avait été violé dans la disposition par laquelle il subordonne le privilège du sous-traitant, aux droits du gouvernement, puisque la Cour sans avoir égard à la restriction apportée au droit du sous-traitant, par ces mots « sauf les droits du gouvernement, » avait décidé que le sieur Lemaire exercerait son privilège avant que le gouvernement eût été remboursé du montant de ses créances; 3^o Qu'on avait fait une fautive application des art. 1291 et 1298 du Code civil. — L'art. 1291 décide bien, à la vérité, disait-on, que la compensation n'a lieu de plein droit qu'entre deux dettes liquides; ainsi, si l'on oppose à une personne qui réclame une créance liquide, une dette qui ne le soit pas, elle a droit de dire que la compensation ne peut avoir lieu; mais si, tout au contraire, le porteur d'une créance liquide consent à ce que la compensation s'en opère avec une dette non liquide, on ne peut lui opposer l'art. 1291 pour empêcher la compensation; or, c'est précisément le cas où se trouve placé le trésor: créancier de la compagnie Mayer-Mars d'une somme liquide, il a consenti à compenser cette créance avec les sommes dont il se trouverait débiteur envers ladite compagnie Mayer-Mars par le résultat des comptes non encore arrêtés; dès lors la compensation a dû avoir lieu réellement, sinon par la seule force de loi, du moins par la volonté de la partie qui avait droit de s'opposer à la compensation.

4^e Enfin l'agent du trésor représentait deux décrets, l'un du 15 sept. 1811, l'autre du 20 avr. 1812, qui avaient ordonné la compensation refusée par la Cour royale. Il soutenait que la Cour, en décidant sur ce point contrairement à ces deux décrets, avait violé les lois des 16 août 1790 et 16 fruct. an 3, qui interdisent aux tribunaux la connaissance des actes administratifs; en vain, ajoutait-il, on voudrait se retrancher sur ce que les décrets susrelatés, n'ont pas été produits devant la Cour royale; l'art. 170 du Code de proc. lui imposait l'obligation de renvoyer d'office, la cause devant qui de droit, puisqu'elle était incompétente *ratione materiae*. En un mot, il existe un véritable conflit entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative, par suite des décrets des 15 sept. 1811 et 19 avr. 1812, et de l'arrêté de la Cour royale; l'autorité judiciaire se trouve en contradiction avec l'autorité administrative; peu importe que la première n'ait pas eu connaissance des décisions de la seconde, il n'en est pas moins vrai que leurs jugemens sont en opposition, et qu'il est important de faire cesser cette opposition: or, la Cour de cassation peut seule statuer par voie de haute juridiction sur cette difficulté, et en réformant l'arrêt de la Cour royale, rendre aux décisions de l'administration toute leur force et tout leur effet.

Sur ce dernier moyen, le défendeur répondait: La matière soumise à la Cour d'appel, n'était point de sa nature administrative; d'ailleurs on n'excipait point devant elle, des décisions administratives, elle n'avait donc aucune raison pour se déclarer incompétente; et bien que son arrêt se trouve en opposition avec le décret des 15 sept. et 19 avr., on ne peut en demander la

cassation; car la Cour suprême ne peut se livrer à l'examen de moyens qui n'ont pas été présentés devant le tribunal dont le jugement lui est dénoncé.—Il est d'ailleurs contraire à tous les principes d'élever un conflit d'attributions lorsque la contestation se trouve déjà jugée en dernier ressort. Un arrêté du conseil d'Etat, en date du 6 févr. 1815, le décide formellement. Ainsi, dans l'espèce, l'arrêt de la Cour de Paris ayant prononcé définitivement sur la contestation, il n'est plus possible d'élever le conflit : et en outre, en supposant qu'on pût le faire, ce ne serait pas à la Cour de cassation qu'il appartiendrait de prononcer, puisque le conflit se trouverait établi non pas entre deux tribunaux, mais entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR;—Attendu, 1^o que l'arrêt dénoncé a été en fait, et conformément aux dispositions combinées des décrets des 13 juin et 12 déc. 1806, que le défendeur avait déposé, en temps utile, les pièces justificatives de ses fournitures; — 2^o que, suivant les termes du décret du 12 déc. 1806, et de l'avis du Conseil d'Etat approuvé le 11 juin 1810, les sous-traitants ont, pour le montant de leurs fournitures, un privilège sur toutes les sommes, sur tous les fonds dus aux entrepreneurs généraux, tant pour leurs fournitures, qu'à titre de cautionnement, et qu'ainsi l'arrêt dénoncé s'est conformé littéralement à ce décret et à cet avis du conseil d'Etat loin de les avoir violés, en décidant que le privilège du défendeur s'étendait à tous les fonds dus par le gouvernement à la compagnie Mayer-Mars, et non pas seulement aux sommes représentatives des fournitures faites par le défendeur; — 3^o que ces expressions du décret du 12 déc. 1806 « sauf les droits du gouvernement », ne peuvent évidemment s'appliquer contre les sous-traitants qu'à des droits qui, par leur nature, doivent prévaloir sous le privilège même accordé aux sous-traitants, et qui ne peuvent résulter que d'avances faites par le gouvernement aux entrepreneurs généraux pour raison de leurs fournitures, ou d'indemnités dues au gouvernement par mauvaise gestion à raison des dites fournitures, mais que l'arrêt dénoncé a jugé en fait que, dans l'espèce, ce n'étaient pas des créances de cette nature que le demandeur voulait faire prévaloir sur le privilège conféré au défendeur par le décret susdit, mais bien des créances qu'il tenait de tiers porteurs, et pour lesquelles, en conséquence, le demandeur ne pouvait avoir plus de droits que n'en auraient eu ces tiers porteurs qu'il représente, d'où il suit que l'arrêt dénoncé, en décidant que le demandeur ne pouvait faire résulter de ces créances une exception au privilège conféré au défendeur, et n'avait pu d'ailleurs en acquiescer la compensation, soit au préjudice du privilège du défendeur, soit au préjudice des oppositions formées par d'autres créanciers avant celle faite par le trésor, loin d'avoir violé le décret du 12 déc. 1806 et les art. 1289, 1291 et 1298 du Code civ., en a fait au contraire une juste application; — 4^o que la contestation, dans l'état où elle a été présentée et discutée, soit devant le tribunal de première instance, soit devant la Cour d'appel, dans l'état où elle a été jugée par l'arrêt dénoncé, ne présentait aucun débat sur l'examen, le sens ou l'application d'aucun acte administratif, qu'elle était restreinte à de simples questions de droit, dont la con-

naissance était dans les attributions du pouvoir judiciaire, et qu'aussi aucun moyen d'incompétence n'a été proposé; que ni la décision du ministre du trésor et l'engagement de Mayer-Mars, du 11 févr. 1806, ni les décrets des 15 sept. 1811 et 19 avr. 1812 n'ont été produits ou seulement invoqués devant la Cour royale de Paris; que le demandeur n'a pas même allégué, devant cette Cour, que la compensation qu'il réclamait d'après le droit commun, eût été déjà consentie ou ordonnée, soit par la décision du ministre et l'engagement de Mayer-Mars, soit par les décrets susdits, soit par les ordonnances dont la remise lui était demandée et qu'il ne représentait pas; qu'ainsi la Cour royale de Paris n'ayant statué ni pu statuer sur ces actes, son arrêt ne peut être cassé, par le motif qu'il ne s'y serait pas conformé, et que, d'ailleurs, la Cour de cassation ne peut se livrer à l'examen d'actes et de moyens qui n'ont été ni produits ni invoqués devant la Cour royale par laquelle a été rendu l'arrêt dénoncé; de tout quoi il suit que l'arrêt dénoncé n'a violé aucune disposition des lois invoquées par le demandeur; — Rejette.

Du 10 mars 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Chabot. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Darrieux et Lavaux.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — ÉCHANGE DE NUMÉRO. — CONDITION RESOLUTOIRE.

Lorsqu'un conscrit remplacé, au moyen d'un échange de numéros, a promis un prix à son remplaçant pour le cas où il serait dispensé de partir, s'il arrive que le numéro du remplaçant soit appelé, la condition résolutoire n'est pas accomplie par cette seule circonstance; il faut de plus que le remplacé parte effectivement. — Si donc le remplacé obtient d'être réformé, s'il n'y a pas départ effectif, la condition résolutoire n'est pas accomplie; le prix du remplacement reste dû. (Cod. civ., 1183.) (1)

(Racot — C. Isabel Desnoovries.)

Du 11 mars 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Brillet-Savarin. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Bilton.

JURY. — LISTE. — NOTIFICATION.

La notification de la liste des jurés faite à un accusé, en parlant à son coaccusé, et non à lui-même, ne prouve pas légalement que la copie lui ait été remise, et par conséquent est nulle. (Cod. d'inst. crim., 395.) (2)

(Simon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 394 du Code d'inst. crim.; — Attendu que, d'après cet article la liste des jurés devait être notifiée à chacun des coaccusés; que cette notification ne pouvait être faite que par la remise à chacun d'eux de la copie de cette liste; que Parrabère, coaccusé du Simon, était sans caractère pour recevoir la copie destinée à ce dernier; que l'énonciation constatant qu'il l'a reçue ne prouverait nullement qu'il l'ait remise à Simon; — Et attendu que dans l'exploit de notification de la liste des jurés, il est dit qu'il a été baillé et laissé copie de ladite liste et de l'exploit à Parrabère et à Simon, en parlant à Parrabère tant pour lui que pour Simon, son coaccusé; que rien ne prouve légalement que Parrabère ait remis à Simon la copie qu'il aurait prise pour lui, ni par conséquent que

(1) Cela est constant en jurisprudence. V. Aix, 6 juill. 1813; Colmar, 29 août 1821; Bourges, 10 juill. 1828. — V. aussi sur la résolution du contrat de remplacement au cas de désertion du remplaçant, Cass. 10 août 1818, et la note.

(2) V. en ce sens, Cass. 26 brum. et 11 vent. an 8; 13 nov. 1818; 23 mars 1820; 29 juill. 1825; Merlin, *Répert.*, v^o *Juré*, § 4.

Simon l'aît reçue; d'où il suit qu'à l'égard de ce dernier, la notification prescrite à peine de nullité par l'art. 394 du Code d'inst. crim., n'est nullement constatée; —Casse, etc.

Du 12 mars 1818. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Olivier. — *Concl.*, M. Giraud, av. gén. — *Pl.*, M. Lassis.

VOL. — COPROPRIÉTÉ. — SUCCESSION.

La copropriété dans les effets mobiliers n'exclut pas l'action du vol pour la soustraction frauduleuse de ces effets par un des copropriétaires au préjudice des autres. (Cod. pén., 379 et 380.) — Ainsi, l'oncle qui soustrait frauduleusement, au préjudice de son neveu, des effets dépendant d'une succession qui leur est dévolue en commun, se rend coupable de vol et est passible des peines portées en l'art. 401 du Cod. pén. (1).

(Mongrolles frères.)

Les frères Mongrolles sont traduits, à la requête du ministère public, devant le tribunal correctionnel de Provins, comme prévenus : — « D'avoir commis des soustractions frauduleuses de pièces d'argenterie et des sommes de deniers dépendantes de la succession de Jean-Louis Mongrolles, leur père au préjudice de leurs cohéritiers, le 19 nov. 1817, jugement qui renvoie les frères Mongrolles de l'action correctionnelle intentée contre eux, réservant aux parties qui se prétendent lésées le droit de se pourvoir par action civile, si bon leur semble.

Appel, et le 4 fév. 1808, jugement du tribunal correctionnel de Melun, qui infirme le jugement du tribunal de Provins, et condamne les frères Mongrolles à une année de prison et à 50 fr. d'amende, conformément à l'art. 401 du Code pénal.

Pourvoi en cassation, de la part des frères Mongrolles, pour fausse application de l'art. 401 du Code pénal.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Attendu, 1^o relativement à l'art.

379 du Code pén., que la copropriété dans des effets mobiliers n'exclut pas l'action de vol pour la soustraction frauduleuse de ces effets par un des copropriétaires au préjudice des autres; — Attendu, 2^o que si l'bonnêteté publique peut interdire cette action en certains cas, et à l'égard de certaines personnes, ces cas et ces personnes ont été déterminés par l'art. 380 du Code pénal de 1810; que les dispositions de cet article ne peuvent être étendues; qu'il s'ensuit l'abrogation de toute législation ou de toute jurisprudence qui ne leur serait pas conforme; que les art. 792 et 801 du Code civil ne sont relatifs qu'à l'intérêt civil et aux instances civiles; qu'il n'a résulté aucune modification aux droits de l'action publique et à l'application des peines prononcées par le Code pénal; — Et attendu qu'il a été reconnu et déclaré en fait par le jugement attaqué, que les demandeurs s'étaient rendus coupables d'une tentative de vol de partie des effets de la succession de leur père, au préjudice de leurs autres cohéritiers, qu'en leur appliquant les art. 2 et 401 du Code pén., ce jugement en a fait une juste application, attendu d'ailleurs que la procédure est régulière; — Rejette, etc.

Du 14 mars 1818. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Lecoutour. — *Concl.*, M. Giraud, av. gén. — *Pl.*, M. Guichard.

FAILLITE. — NON-COMMERÇANT.

Un individu, autrefois dans le commerce, mais qui l'a abandonné, ne peut plus être considéré comme commerçant. — En conséquence, il ne peut être déclaré en faillite s'il n'est pas établi qu'il a continué de se livrer à des opérations commerciales (2).

(Lambert — C. Saint-Denis.) — **ARRÊT.**

LA COUR; — Vu l'art. 437 du Code de comm., portant : « Tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite; » — Et attendu qu'il résulte dudit article que les commerçants peuvent seuls être déclarés en faillite; — Que, dans l'espèce, l'arrêt dénoncé n'a déclaré constant en fait, ni

(1) En droit romain, le cohéritier qui détournait les effets d'une succession ne commettait point un vol : *rei hereditaria furum non fit.* (L. 6, ff. *expilator hereditatis*.) Dans notre ancienne jurisprudence, la même règle était observée : « Ce privilège, dit Merlin, était fondé sur l'espèce de droit qu'ils ont sur les choses mêmes qu'ils soustraient, et qui permet en quelque sorte de présumer que les soustractions ne se font pas dans l'intention de voler. » (*Répert.*, v^o Vol, sect. 2, § 4, art. 2.) La peine contre un cohéritier qui détournait les effets de la succession était, 1^o d'être déclaré héritier pur et simple; 2^o d'être privé du droit dans les choses détournées. Le Code pénal a-t-il conservé cette jurisprudence? Bourguignon a soutenu l'affirmative; il se fonde : 1^o sur ce que la chose héréditaire appartenait pour une part indivise au cohéritier, et que l'art. 379 n'admet le vol que des choses qui n'appartiennent pas à autrui; 2^o sur ce que l'art. 380 qui affranchit de l'action criminelle pour vol les époux, les ascendans, les descendans et les alliés au même degré, n'est nullement restrictif; 3^o sur les principes de notre ancien droit qu'aucune disposition de notre droit nouveau n'a formellement abrogé. (*Jurispr. des Codes crim.*, t. 3, p. 365.) — Nous pensons, avec MM. Chonaveu et Heile, que cette opinion ne saurait être admise : « En premier lieu, disent ces auteurs, les règles de la loi romaine et de notre ancien droit ne peuvent exercer ici aucune influence; le Code ne les a pas révoquées; l'exception qu'elles avaient formulée se trouve donc effacée par le droit commun. Ensuite, de ce que la

chose héréditaire appartenait, pour une partie, au cohéritier qui s'en empare, faut-il conclure que cet objet, n'étant plus chose d'autrui, ne peut devenir la matière d'un vol? Est-ce qu'elle ne reste pas la chose d'autrui dans les parties qui n'appartiennent pas à ce cohéritier? Est-ce qu'on doit distinguer entre le vol de la partie d'une chose et le vol de sa totalité? Comment le droit même indivis de l'agent au tiers ou au quart de cet objet, pourrait-il légitimer la soustraction frauduleuse des parts qui ne lui appartiennent pas? » (*Théorie du Code pén.*, t. 6, p. 581.) — On objecte la déchéance prononcée par les art. 792 et 801 du Code civ., qui déclarent héritiers purs et simples les cohéritiers qui ont divergé en reculant des effets de la succession. Mais cette peine, purement civile, cette restitution prononcée contre l'héritier, ne fait aucun obstacle à l'exercice de l'action publique, si la soustraction a les caractères d'un délit. — On objecte encore les motifs de convoie que ont fait interdire l'action criminelle entre époux, et entre ascendans et descendans; mais la loi n'a point étendu cette exception aux vols commis par des cohéritiers au préjudice les uns des autres; on ne peut donc que la restreindre dans ses termes. V. au surplus, dans ce sens, Cass. 27 fév. 1836. »

(2) C'est un principe constant que les commerçants seuls peuvent être déclarés en faillite, et que les dispositions concernant les faillites ne peuvent être appliquées aux non-commerçants en état de déconfiture. V. Bruxelles, 17 fév. 1810; Paris, 21 mars même année, et les notes.

que Lambert père, qui avait abandonné l'exploitation des forges du moulin Renuet, à la fin de 1805, eût continué le commerce postérieurement à cet abandon, et fût commençant au 1^{er} oct. 1809, époque à laquelle la Cour de Cass. a fixé le commencement de la prétendue faillite, ni qu'il fût à cette même époque associé dans le commerce de son gendre et de ses enfans ; — Qu'ainsi l'arrêt a violé, à l'égard de Lambert père, non commerçant, les dispositions de l'art. 437 du Code de comm. ; — Cassé, etc.

Du 16 mars 1818. — Sect. civ. — Rapp., M. Porriquet. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Guibout, Delagrange et Rochelle.

RENTE.—REMBOURSEMENT.—FAIT DU SOUVERAIN.—OPPOSITION.

Le créancier d'une rente a le droit d'exiger le remboursement du capital, si les immeubles affectés au service de la rente viennent à périr. — Le débiteur ne peut se refuser au remboursement, en offrant des sûretés nouvelles, même dans le cas où les premières auraient péri par le fait du souverain (Cod. civ., 1912 et 2131.) (1)

Le débiteur d'une rente assise sur les maisons du pont Marie, démolies en vertu de l'édit de 1786, ne peut refuser de rembourser le capital sous prétexte que le créancier n'a point formé d'opposition entre les mains du trésorier de la ville, comme l'exigeait l'art. 11 de l'édit. — Les tiers seuls et non le débiteur peuvent se faire un titre du défaut de précaution de la part du créancier.

(Cattet—C. les héritiers Dailly.)

En 1777, le sieur Dailly père, constituait une rente perpétuelle de 200 fr., au capital de 4,000 fr., au profit de la veuve Cattet. — Pour sûreté, il hypothéquait tous ses biens, dans lesquels étaient comprises deux maisons, situées à Paris, sur le pont Marie. — En 1781, le sieur Dailly fils constitua, en faveur de la même veuve Cattet, une pareille rente de 200 fr.; son père se porta caution solidaire, et hypothéqua également tous ses biens, pour sûreté de cette rente. — Un édit du mois de sept. 1786 ordonna la démolition de toutes les maisons situées sur le pont Marie. — Postérieurement, décès de la veuve Cattet et de Dailly père. — En cet état, le sieur Cattet fils demande, contre les héritiers Dailly, le remboursement des deux rentes de 1777 et de 1781, sur le fondement que les maisons situées sur le pont Marie, qui faisaient la principale sûreté du paiement de ces rentes, n'existent plus, ayant été démolies en vertu de l'édit de 1786. — Les héritiers Dailly répondent : 1^o A l'égard de la rente de 1777, constituée par leur auteur, que l'édit de 1786, en ordonnant la démolition des

maisons situées sur le pont Marie, portait (art. 11) : « Que les créanciers des propriétaires de ces maisons seraient tenus de former opposition au remboursement des indemnités obtenues par ces propriétaires, entre les mains du trésorier de la ville de Paris ; » que la veuve Cattet avait négligé de faire cette opposition : qu'ainsi c'était sa faute, si, par le paiement de l'indemnité à Dailly père, les sûretés de la rente s'étaient trouvées diminuées ; qu'en surplus, les biens restans du sieur Dailly étaient plus que suffisans pour assurer le paiement de cette rente ; mais que, dans tous les cas, ils offraient les sûretés que le tribunal jugerait nécessaires ; — 2^o Relativement à la rente de 1781, ils prétendaient qu'elle avait été constituée par Dailly fils ; que Dailly père n'avait fait que se porter caution : que les sûretés données par le fils existaient encore en entier ; qu'ainsi Cattet n'était pas fondé à agir contre la caution, puisqu'il ne pouvait pas agir contre le débiteur principal.

18 nov. 1813, jugement du tribunal civil de la Seine qui ordonne le remboursement des deux rentes.

Appel. — 22 août 1814, arrêt de la Cour royale de Paris, infirmatif du jugement de première instance : cet arrêt déclare le sieur Cattet non recevable dans sa demande en remboursement de la rente du 20 avril 1781 ; et, quant à celle du 13 déc. 1777, ordonne aux héritiers Dailly de fournir une nouvelle hypothèque suffisante, dans le délai d'un mois ; passé lequel, il pourra être contraint au rachat.

POURVOI en cassation, pour contravention aux art. 1134, 1012 et 2131 du Code civ. — L'abord ; on dit pour le sieur Cattet : Dailly père n'était pas simple caution de la rente de 1781, constituée par son fils ; il était caution solidaire, comme le portent les termes du contrat. Ainsi, la Cour royale ne pouvait pas déclarer la demande en remboursement de cette rente, formée contre lui, non recevable, par la raison qu'elle ne pouvait pas être intentée contre Dailly fils ; dès que Dailly père était codébiteur de cette rente ; le sieur Cattet était fondé à en poursuivre le remboursement contre lui seul, aussi bien qu'il pouvait poursuivre contre le remboursement de celle de 1777, qu'il avait personnellement constituée, aux termes de l'art. 1203 du Code civ. — En second lieu, l'édit de 1786, qui ordonnait aux créanciers des propriétaires des maisons situées sur le pont Marie, de former opposition au paiement des sommes qui devaient être accordées à ces propriétaires, à titre d'indemnité, ne peut, d'aucune manière, être opposé au sieur Cattet, qui a négligé de faire cette opposition ; car l'édit n'avait établi cette mesure que pour rendre régulière la libération de la ville de Paris ; et cette mesure ne pouvait, en aucun

(1) Cette décision considère comme alternative au choix du créancier l'obligation contenue dans l'art. 2131 d'après lequel le créancier peut poursuivre son remboursement dès à présent, ou obtenir un supplément d'hypothèque, dans le cas où l'immeuble assésé à péri ou éprouvé des dégradations de manière à la rendre insuffisante pour la sûreté du créancier ; et elle considère cette obligation comme alternative au choix du créancier, encore même que la diminution des sûretés hypothécaires provienne d'un cas de force majeure, et ne puisse dès lors être imputée au débiteur. Mais cette décision a été vivement critiquée. M. Favard de Langlade en la rapportant ajoute qu'elle repose nécessairement sur la loi que les immeubles restant au débiteur étaient insuffisants pour la sûreté du créancier ; que sans cette circonstance, il est évident que la demande en remboursement n'eût pas été fondée. V. *Répert.*,

v^o *Hypothèque*, sect. 2, § 2, n^o 11. — C'est aussi ce qu'enseigne M. Troplong, des *Hypothèques*, tom. 2, n^o 542, qui n'accorde au créancier l'option d'exiger son remboursement ou d'un supplément d'hypothèque, que dans le cas où la diminution des sûretés hypothécaires est le fait du débiteur, mais qui attribue cette option au débiteur d'après les principes généraux, lorsque les détériorations ont eu lieu par force majeure. Tel est également le sentiment de Duranton, t. 10, n^o 380. V. en outre, sur la question analogue et très controversée de savoir si le créancier a le droit de requérir la déchéance de terme contre son débiteur, lorsque celui-ci a vendu une partie quelconque des biens affectés à son hypothèque, et cela avant même que l'acquéreur se soit mis en mesure de purger, nos observations sur un arrêt de Cass. du 9 janv. 1810.]

cas, préjudicier aux droits des tiers. D'ailleurs, Dailly ne peut pas reprocher à son créancier de n'avoir pas fait l'opposition dont il s'agit; jamais un débiteur ne peut reprocher à son créancier de n'avoir pas pris des précautions contre lui. Dailly savait bien que les sommes qu'on lui accordait à titre d'indemnité étaient le gage de Cattet; ainsi, en les touchant, il diminuait certainement par son propre fait les sûretés de son créancier. — Il est donc évident que le sieur Cattet était fondé à agir contre les héritiers Dailly pour le remboursement des deux rentes de 1777 et de 1781, et que ces derniers ne pouvaient pas lui opposer l'édit de 1786. — Cela posé, il suffit de rappeler qu'il est constant en fait que les sûretés stipulées originellement pour la garantie des deux rentes n'existent plus, pour conclure que la Cour royale ne pouvait se dispenser d'ordonner le remboursement demandé.

En effet, l'art. 1912 du Code civ., porte : « Le débiteur d'une rente constituée peut être contraint au rachat, s'il manque de fournir au prêteur les sûretés promises par le contrat. » Cet article ne fait aucune distinction; sa disposition est absolue; il suffit que les sûretés promises par le contrat, n'existent plus pour que le débiteur puisse être contraint au rachat; et c'est avec raison, car le prêteur n'a livré son capital, qu'à condition qu'il serait garanti par telles sûretés convenues; et si ces sûretés s'évanouissent en tout ou en partie, il est juste qu'il puisse demander son capital. (Code civ., art. 1184.) — La Cour royale a jugé que les héritiers Dailly pouvaient se dispenser de rembourser le capital en fournissant un supplément d'hypothèque, pour remplacer les sûretés évanouies. Mais en cela, elle a violé l'art. 2131 du Code civ. — Cet article est ainsi conçu : « En cas que l'immeuble ou les immeubles présents, assujettis à l'hypothèque, eussent péri ou éprouvé des dégradations, de manière qu'ils fussent devenus insuffisants pour la sûreté du créancier, celui-ci pourra ou poursuivre des a présent son remboursement, ou obtenir un supplément d'hypothèque. » — On voit que cet article ne donne pas aux tribunaux la faculté d'ordonner le remboursement, ou un supplément d'hypothèque; il accorde aux créanciers la faculté de demander l'un ou l'autre; celui-ci (le créancier) pourra.... Ainsi, dans l'espèce, dès que le sieur Cattet avait choisi le remboursement, la Cour royale ne pouvait se dispenser d'ordonner. — Il y avait, d'ailleurs, dans la cause une circonstance particulière, qui ne permettait pas à la Cour royale d'admettre les héritiers Dailly à fournir un supplément d'hypothèque; c'est que Dailly père avait diminué les sûretés de la veuve Cattet, par son propre fait; car, au lieu de faire emploi des sommes qu'il avait reçues à titre d'indemnité, et qui étaient le gage de la veuve Cattet, au lieu d'en faire emploi, de telle manière qu'elles demeurassent le gage de la veuve Cattet, il les avait dissipés. Or, lorsque les sûretés promises sont diminuées par le fait du débiteur, l'art. 1184 du Code civ. ne laisse pas à ce dernier la faculté d'offrir des sûretés nouvelles; il le déclare déchu du bénéfice du terme. — Mais voudrait-on prétendre que les sûretés de la veuve Cattet n'ont été diminuées par le fait du gouvernement, et non par le fait du débiteur, il n'en serait pas moins vrai que l'art. 2131 devrait recevoir application. C'est ainsi que l'a décidé la Cour même dont l'arrêt est dénoncé, le 16 frim. an 14. — Enfin, qu'on n'objecte point que les dispositions du Code civ. ne sont pas applicables à des contrats passés en 1777 et 1781; sur la matière dont il s'agit, les principes anciens et nouveaux sont les mêmes.

On répond pour les héritiers Dailly : — Les con-

trats de rente dont il s'agit ne peuvent être régis que par les lois anciennes, et non par le Code civ., puisqu'ils datent de 1777 et de 1781. Or, les lois anciennes déclaraient formellement que le débiteur d'une rente perpétuelle ne pouvait être contraint au remboursement du capital, lorsque les hypothèques qui la garantissaient venaient à périr, qu'au cas de refus de sa part de fournir une nouvelle hypothèque. (F. Pothier, *Traité du contrat de constitution de rente*, chap. 4, § 3, p. 68; Basnage, *Traité des hypothèques*, part. 2, chap. 3.) — Comment, d'ailleurs, voudrait-on appliquer à l'espèce, les art. 1912 et 2131, qui s'occupent de cas tout à fait différents. — L'art. 1912 dit que le débiteur d'une rente peut être contraint au rachat, s'il manque à fournir les sûretés promises, ce qui doit s'entendre du cas où il refuse de donner les sûretés convenues, et non pas celui où, après les avoir données, ces sûretés se trouvent diminuées, comme dans l'espèce; de plus, cela doit s'entendre du cas où c'est par son propre fait, que les sûretés ne sont pas fournies, s'il manque...., dit l'article, et alors il est juste qu'il puisse être contraint au rachat, parce qu'il viole ouvertement la convention; mais, dans l'espèce, c'est un fait étranger au débiteur, c'est le fait du gouvernement qui a diminué les sûretés, et le débiteur ne refuse pas de fournir de nouvelles sûretés. Il n'y a donc aucune analogie entre le cas décidé par l'art. 1912 et l'espèce. — L'art. 2131 n'est pas non plus applicable; il ne concerne point les rentes perpétuelles, dont le capital est aliéné; il s'occupe des créances à terme, car il dit : le créancier pourra en poursuivre, dès à présent, le remboursement.... — Mais, ces articles fussent-ils réellement applicables à la cause, serait-il vrai de dire que, par cela seul que les sûretés promises pour garantir les rentes du sieur Cattet, se trouvent diminuées, le débiteur doit être contraint au rachat, nonobstant son offre de fournir des sûretés suffisantes? — Non, sans doute, l'art. 1912 ne dit pas que le juge doit contraindre au rachat, lorsque les sûretés promises ne sont pas fournies; il dit que le juge peut.... c'est-à-dire, qu'il est laissé à sa sagesse d'apprécier les faits et les circonstances de la cause, et d'ordonner ou le remboursement du capital, ou un supplément d'hypothèque. Ainsi, dans l'espèce, la Cour royale a pu, sans violer aucune loi, et en considérant les faits de la cause, ordonner qu'il serait fourni un supplément d'hypothèque. — L'art. 2131, pour être entendu sagement, doit être combiné avec l'art. 1188; or, ce dernier ne fait perdre au débiteur le bénéfice du terme au cas où les sûretés du créancier se trouvent diminuées, que lorsque c'est par le fait du débiteur qu'elles sont diminuées. Il faut donc admettre cette distinction dans l'art. 2131; savoir, que lorsque la diminution des sûretés provient du fait du débiteur, le créancier peut le contraindre au rachat, nonobstant l'offre d'un supplément d'hypothèque; au contraire, lorsqu'elle ne provient pas du fait du débiteur, mais d'un fait étranger, le débiteur peut se dispenser du rachat, en offrant un supplément d'hypothèque. Or, dans l'espèce, les sûretés ont été diminuées par un fait indépendant du débiteur, puisque les maisons situées sur le pont Marie ont été démolies en vertu d'un arrêt du prince. Par conséquent, il suffisait que les héritiers Dailly présentassent des sûretés nouvelles, pour que la Cour royale ne pût pas les contraindre au remboursement des rentes.

ARRÊT (après délibéré en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu les art. 1134, 1912 et 2131 du Code civ.; — Attendu qu'il résulte des dispositions expresses du contrat du 20 avr. 1781, que ce ne fut pas comme simple caution que Thomas

Dailly père intervint dans ce contrat, mais comme coobligé solidaire; et que dès lors, tous les droits de la veuve Cattet purent être directement exercés contre lui :—Attendu que l'hypothèque générale de ses biens fut une des conditions de ce contrat; que dans ces biens se trouvaient alors les deux maisons qu'il possédait sur le pont Marie que ces deux maisons ayant été démolies, il est vrai de dire que les sœurs, sur la foi desquelles les parties avaient traité en 1781, ne subsistent plus en entier; que, d'après les dispositions des lois anciennes, comme d'après celles du Code civ., l'inaccomplissement des conditions d'une convention rétablit dans ses premiers droits celui au profit de qui elles avaient été stipulées; que la disposition de l'édit du roi qui voulait que les créanciers des propriétaires des maisons à démolir sur le pont Marie, fissent des oppositions pour la conservation de leurs créances dans les mains du trésorier de la ville de Paris, n'était que dans l'intérêt de cette ville et pour régulariser sa libération; mais que des propriétaires à leurs créanciers, cette opposition n'était nullement nécessaire, parce que ces propriétaires ne pouvaient pas ignorer les droits de leurs créanciers; que ceux-ci, obligés à des précautions à l'égard des tiers, ne sont tenus à aucune vis-à-vis de leurs débiteurs, et qu'ainsi le sieur Dailly ne peut point se prévaloir du défaut d'opposition de la veuve Cattet pour se soustraire au remboursement que la disparition d'une partie des sœurs promises autorise l'héritier de cette veuve à réclamer.—Attendu qu'en jugeant le contraire, la Cour royale de Paris a violé les articles 1134, 1412 et 1413 du Code civ.:—Ainsi.

Du 17 mars 1818.—Sect. civ.—Prés. M. Brisson.—Rapp. M. Trinquegny.—Concl. M. Cahier, av. gén.—Pl. MM. Guichard et Ducloux.

1° FIDEICOMMISS TACITE.—INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

2° QUALITÉ.—INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.—LEGATAIRE UNIVERSEL.—TESTAMENT OLOGRAPHE.

4° La preuve d'un fideicommiss tacite peut être faite par interrogatoire sur faits et articles, bien que l'existence de ce fideicommiss ne puisse être prouvée par voie d'enquête ou de preuve testimoniale. (Cod. civ., 1069 et 1341.) (1)

2° Celui qui, en vertu d'un testament olographe, a pris la qualité de légataire dans une demande par lui formée, ne peut exciper de la non vérification de la signature de ce même testament, pour refuser de subir un interrogatoire sur faits et articles en la même qualité de légataire. (Cod. proc., 324.)

(Cognac.—C. Teulat.)

Par testament olographe, le sieur Jourcy avait institué le sieur Cognac son légataire universel.—Cognac présente requête au président du tribunal de Rhodéz, pour être envoyé en possession de l'hérédité.

Le sieur Teulat, héritier naturel de Jourcy, s'oppose à l'envoi en possession du légataire, jusqu'à ce que le testament soit reconnu.

Depuis, Teulat, prétendant que le légataire Cognac est personne interposée, et que le testament contient des libéralités faites par son entremise à des personnes incapables, demande

(1) V. sur ce point, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 23 déc. 1814 (aff. Lefebvre).

(2) Jugé dans le même sens que le mandat donné à un notaire, bien que ne renfermant aucune stipulation de salaire, peut, d'après les circonstances et la profession du mandataire, être déclaré n'avoir

qu'un caractère de mandat. — La légataire soutient qu'en principe la preuve vocale d'un fideicommiss tacite n'est pas admissible, parce que toute disposition testamentaire ne vaut qu'autant qu'elle est écrite. Il ajoute que, dans tous les cas, l'interrogatoire ne pourrait avoir lieu qu'après la reconnaissance du testament, alors que sa validité serait certaine.—9 mars 1814, jugement du tribunal de première instance de Rhodéz, qui ordonne qu'il soit procédé à l'interrogatoire demandé, avant vérification du testament, attendu que les faits articulés sont pertinents et admissibles.—Appel.—27 juill. 1814, arrêt de la Cour royale de Montpellier, confirmatif du jugement de première instance.

Pourvoi en cassation, pour fausse application de l'art. 324 du Code de proc., en ce que l'arrêt a ordonné l'interrogatoire avant que la vérification de la signature du testament fût faite, et violation des art. 960 et 1341 du Code civ., en ce que l'arrêt a déclaré l'interrogatoire admissible sur la question de savoir si le légataire avait été chargé de legs secrets.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR :—Vu les art. 893, 969, 1317, 1322, 1341 du Code civ., et l'art. 324 du Code de proc. civ.;—Attendu que les parties peuvent, en toute matière et en tout état de cause, demander de se faire interroger respectivement sur faits et articles pertinents, et concernant la matière dont est question;—Attendu que le légataire institué, qui a demandé l'envoi en possession de l'hérédité, ne saurait refuser d'être interrogé en cette qualité, sous prétexte que le testament qui l'institue n'a pas été préalablement reconnu ou vérifié, puisque, s'étant prévalu lui-même de la qualité de légataire dans son intérêt, il ne peut la déposer quand on la lui oppose;—Attendu que l'interrogatoire sur faits et articles ne peut être assimilé à la preuve testimoniale, puisque son admission, qui peut toujours être demandée, n'autorise qu'une interpellation à la bonne foi de la partie interrogée, au lieu d'admettre contre elle le témoignage d'autrui; d'où il suit que les arrêts attaqués, en ordonnant que le demandeur sera interrogé sur les faits et articles qu'il s'est reconnus pertinents et admissibles, ont sagement appliqué l'art. 325 du Code de proc. civ., et n'ont violé aucune loi;—Rejette, etc.

Du 18 mars 1818.—Sect. civ.—Prés. M. Brisson.—Rapp. M. Portalis.—Concl. M. Cahier, av. gén.—Pl. MM. Lavoix et Dorièvre.

AGENT D'AFFAIRES.—MANDAT.—PRESCRIPTION.—SALAIRE.

La décision d'un tribunal qui, en interprétant les actes et les faits de la cause, a jugé qu'un individu avait géré en qualité d'agent d'affaires, et non comme mandataire gratuit, ne peut offrir ouverture à cassation (2).

Les art. 2272 et 2273 du Code civil qui établissent une prescription d'un an ou de cinq ans pour les salaires dus aux médecins, chirurgiens, avoués, ne sont pas applicables aux salaires dus à un agent d'affaires : ces salaires ne se prescrivent que par trente ans. (Cod. civ., 2272 et 2273.) (3)

pas été gratuit : Cass. 24 juill. 1832; Angers, 28 mars 1833. — V. cependant, Aix, 6 avril 1833. V. aussi Favard de Langlade, *op. Honoraires*, § 4, n° 8.

(3) En effet, les agents d'affaires ne sont pas dénommés dans les dispositions des art. 2272 et 2273, et, par suite, les auteurs enseignent que ces articles ne

(Desmarquettes—C. Bourgeois.)

Le sieur Bourgeois, agent d'affaires, obtint la confiance de la dame veuve de Brion, et géra pour elle un très grand nombre d'affaires depuis 1789 jusqu'en 1806, époque du décès de la dame de Brion. — Postérieurement, Bourgeois demanda contre les héritiers de la dame de Brion le paiement de ses honoraires pour la gestion des affaires de cette dame. — Les héritiers lui opposèrent deux fins de non-recevoir : l'une tirée de ce qu'il n'avait agi qu'en qualité de mandataire de la dame de Brion, et qu'ainsi il n'était point fondé à réclamer des honoraires, puisqu'aux termes de la loi 4, ff. *mandati*, et de l'art. 1986 du Code civ., le mandat est gratuit, à moins de stipulation contraire ; l'autre, de ce qu'au fond, des honoraires lui fussent-ils dus, il ne serait pas en temps utile pour les réclamer, parce que ces honoraires étant comparables aux salaires dus aux médecins, apothicaires, ou du moins aux avoués, se trouvent prescrits par le laps d'un an, ou bien de cinq ans, conformément aux art. 2272 et 2273, Code civ.

7 déc. 1813, jugement du tribunal de première instance de Laon, ainsi conçu : « D'abord, relativement à la fin de non-recevoir tirée de ce que le sieur Bourgeois n'était qu'un mandataire, et que le mandat est essentiellement gratuit, en convenant de ce principe, applicable à un parent, à un homme qui veut nous obliger, et qui par son état et par son aisance, est dans le cas de le faire, il faut dire, par rapport au sieur Bourgeois, homme connu pour remplir les fonctions d'agent d'affaires, depuis que, par l'événement de la révolution, il a perdu son état primitif, que ce principe ne lui est pas applicable, et si la dame de Brion n'avait pas, comme elle l'a fait dans plusieurs de ses procurations, pris l'engagement de payer les honoraires du sieur Bourgeois, fait qui a été articulé aux sieur et dame Desmarquettes, et qui n'a pas été dénié par eux, il faudrait dire que l'intention de la dame de Brion, en chargeant le sieur Bourgeois de ses pouvoirs, était de lui payer ses honoraires, comme celle du sieur Bourgeois, en s'en chargeant, était qu'il serait payé pour les démarches et soins qu'il prendrait pour remplir les vues de sa mandante : ainsi point de fin de non-recevoir à tirer de ce premier moyen contre l'action du sieur Bourgeois... Ensuite, relativement à celle tirée de ce que les sieur et dame Desmarquettes prétendent, en tout événement, que l'action du sieur Bourgeois était prescrite d'après les dispositions des art. 2272 et 2273 du Code civ. : parce que le sieur Bourgeois ne se trouve point dans la classe des personnes dénommées dans ces articles, que les prescriptions particulières ne peuvent atteindre que ceux qui sont désignés ou dans les cas exprimés par la loi, et que, hors de là, il n'y a que la prescription trentenaire qui puisse être opposée aux actions : ainsi, il n'y a pas encore fin de non-recevoir à tirer contre l'action du sieur Bourgeois, des dispositions des art. 2272 et 2273 du Code civ. »

Appel. — 26 août 1815, arrêt de la Cour royale d'Amiens qui confirme le jugement de première instance, et en adopte les motifs.

Pourvoi en cassation pour violation de la loi 4, ff. *mandati*, et des art. 1086, 2272, 2273 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'arrêt dénoncé a

peuvent leur être appliqués. V. Vazeille, de la Prescription, t. 2, n° 646; Bouquet, *Dict. des prescriptions*, v° *Agent d'affaires*, § 1^{er}. Toutefois, dit Vazeille, loc. cit., « puisqu'il existe une profession d'agents d'affaires, il est à regretter que la loi ne les ait pas soumis à la même prescription que les

IX. — 1^{re} PARTIE.

Jugé, en interprétant les actes et les faits de la cause, que le défendeur avait fait fonctions d'un agent d'affaires, et non d'un mandataire à titre gratuit, dans les diverses affaires qu'il a gérées pour la veuve de Brion, et qu'ainsi, en décidant qu'il était dû des salaires au défendeur pour la gestion de ces affaires, il n'a violé les dispositions ni du droit romain, ni du Code civ. sur le mandat ;

Attendu que les salaires dus aux agents d'affaires n'étaient soumis par les anciennes ordonnances, et ne sont d'ailleurs soumis par le Code civ. à aucune prescription particulière ; qu'ils ne sont pas compris dans les dispositions des art. 2271, 2272 et 2273 du Code, et qu'en conséquence l'arrêt dénoncé n'a pas violé ces lois, en jugeant, dans l'espèce, que les salaires dus au défendeur n'étaient pas prescrits ; — Rejette, etc.

Du 18 mars 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p.p. — Rapp., M. Chabot (de l'Allier). — Concl., M. Cabier, av. gén. — Pl., MM. Jousselin et Dupont.

PEINE. — CUMUL. — CONTUMACE.

Le condamné par contumace à une peine afflictive ou infamante, qui, pour un nouveau crime, est condamné contradictoirement à une peine plus forte ou aussi forte que celle déjà prononcée contre lui, ne peut plus être puni à raison du premier crime. (Cod. inst. crim., 363, 373 et 476.)

(Thérèse Boudois.)

Du 19 mars 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Lecoutour. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

DÉLIT FORESTIER. — PRESCRIPTION.

En matière de délits forestiers, c'est le procès-verbal de constatation du délit qui seul fixe le point de départ de la prescription de trois mois ou d'un an établie par l'art. 8, titre 9 de la loi du 29 sept. 1791. — La preuve que le délit a été commis plus ou moins longtemps avant cette constatation, est en conséquence inutile et inadmissible (1).

(Forêt—C. Villard Teysler.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 8, tit. 9 de la loi du 29 sept. 1791 ; — Attendu que cet article établit un mode particulier de prescription en matière de délits forestiers, et qu'aux termes de l'art. 643 du Code d'inst. crim., il n'y a point été dérogé par les divers modes de prescription établis dans ce Code ; que, d'après le susdit art. 8, il ne peut y avoir lieu à prononcer la prescription annale d'aucun délit forestier toutes les fois que l'action en réparation de ces délits a été intentée, ou dans les trois mois, ou dans l'année de la reconnaissance de ces délits, suivant que les délinquants sont ou ne sont pas désignés par les procès-verbaux ; — Et attendu que le délit en question avait été reconnu et constaté par un procès-verbal dressé le 11 fév. 1817 ; que le délinquant était désigné par ce procès-verbal ; qu'il avait été cité, le 3 mars suivant, en police correctionnelle ; que dès lors la prescription ne pouvait être invoquée ; d'où il suit que la preuve tendante à établir que le délit avait été commis plus d'une année avant sa constatation, était frustratoire et inadmissible, puisque cette preuve, en la supposant faite, ne pouvait autoriser le tribunal à déclarer la prescription du délit ; — Que cependant cette preuve a été admise par le jugement

avoués. En général, l'action du mandataire salarié devrait recevoir une prescription abrégée. »

(1) V. dans le même sens, Cass. 23 juin 1827 Mangin, de l'Action publique, n° 332, t. 2, p. 174 ; Code forestier, art. 185.

attaqué, ce qui constitue une contrevention expresse à l'art. 8 précité de la loi du 29 sept. 1791; —Casse, etc.

Du 19 mars 1818. —Sect. crim. —Prés. M. Barria. —Rapp. M. Basire. —Concl. M. Henri Lavière, av. gén.

MINISTÈRE PUBLIC.—DÉPENS.

Du 19 mars 1818 (aff. Bétat). —Même décision que par l'arrêt du 23 mai 1817 (aff. Bazenerie, 2^e quest.).

PRÊT.—INTÉRÊT.—RENTE PERPÉTUELLE.

Un prêt à intérêt remboursable à volonté, n'est pas essentiellement une constitution de rente perpétuelle. Ainsi, lorsqu'on a stipulé qu'un capital dû serait remboursable à la volonté du débiteur, à la charge par lui de payer l'intérêt, et que d'ailleurs il est constant que les parties n'ont pas entendu constituer une rente perpétuelle, le créancier peut exiger son remboursement après qu'il s'est écoulé un laps de temps tel, que le débiteur a eu toute la facilité de se libérer. (Cod. civ., 1900 et 1901.) (1)

(Dières—C. les héritiers Duchamp.)

13 prair. an 10, vente d'une maison, par la demoiselle Duchamp au sieur Dières. Il est dit dans le contrat que le prix de la vente sera remboursable à la volonté de l'acquéreur, à la charge par lui d'en payer l'intérêt à cinq pour cent. Déces de la demoiselle Duchamp. En 1815, ses héritiers assignent le sieur Dières en paiement tant du capital que des intérêts échus. Dières offre de payer les intérêts échus, et se refuse au remboursement du capital. Il soutient que l'acte du 13 prair. an 10 renferme une véritable constitution de rente; que par conséquent il ne peut être contraint à rembourser le capital; qu'au surplus, en admettant même que le capital n'eût pas été aliéné moyennant une rente perpétuelle, du moins il était vrai que l'époque du remboursement étant à sa volonté, il dépendait entièrement de lui de le retarder autant qu'il lui plairait, conformément à l'art. 1186, Code civ. portant : que le paiement de ce qui est dû à terme ne peut être exigé avant l'échéance du terme.

16 juin 1815, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui condamne le sieur Dières au paiement du prix de la vente et des intérêts échus : — Attendu, d'un côté, que si le contrat du 13 prair. an 10 ne contient indication d'aucune époque de paiement principal, il est certain, d'autre part, que le contrat ne présente aucune disposition de laquelle on puisse induire, contre la demoiselle Duchamp et ses représentants, l'aliénation du prix de la vente à titre de constitution toujours remboursable à la volonté du débiteur, mais non exigible par le créancier, si ce n'est dans les cas déterminés par la loi; que l'aliénation du capital ne peut résulter que du consentement formel et clairement exprimé par les parties con-

tractantes; que, dans le cas particulier, l'intention commune du sieur Dières et de la demoiselle Duchamp a été, le premier d'obtenir, l'autre d'accorder des facilités pour le paiement, mais non d'éterniser la dette et de la rendre à jamais inexigible; que treize années se sont écoulées depuis l'acte du 13 prair. an 10, qu'ainsi le vœu des parties se trouve largement satisfait, et leur convention parfaitement remplie. — Appel. — 3 déc. 1816, arrêt confirmatif de la Cour royale de Paris.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Dières, 1^{er} pour violation de l'art. 1134 du Code civ., en ce que la Cour a décidé que l'acte du 13 prair. an 10 n'était pas constitutif de rente, bien qu'il y fût convenu que le prix de la vente pourrait être retenu, moyennant l'intérêt annuel, à la volonté de l'acquéreur, convention qui évidemment aliénait le prix de la vente, à titre de constitution de rente; — 2^e Pour violation de l'art. 1186 du même Code, suivant lequel, ce qui n'est dû qu'à terme, ne peut être exigé avant l'échéance du terme; en ce que la Cour royale de Paris avait condamné le demandeur à payer avant le terme stipulé.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il a été décidé, par voie d'interprétation, que l'acte du 13 prair. an 10 ne contenait pas l'aliénation du prix principal de la vente, qui est le signe caractéristique des contrats de constitution de rente, et qu'en énonçant que les 10,000 fr. seraient remboursables à la volonté de l'acquéreur, l'intention de Marie Agathe Duchamp avait été seulement d'accorder au sieur Dières des facilités pour se libérer; qu'ainsi en accordant le paiement du prix de la vente, après plus de dix années écoulées depuis l'acte du 13 prair. an 10, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi; — Rejette, etc.

Du 21 mars 1818. —Sect. req. —Prés. M. Henrion de Pansey. —Rapp. M. Dumoyet. —Concl. M. Lebeau, av. gén. —Pl. M. Lousau.

DOMMAGES-INTÉRÊTS.—COUR D'ASSISES.—ACQUITTEMENT.

La déclaration du jury portant que l'accusé d'homicide volontaire n'est point coupable et qu'il a commis cet homicide involontairement et sans imprudence, ne lie point la Cour d'assises en ce sens qu'elle peut encore, en reconnaissant qu'il y a eu faute, condamner l'accusé à des dommages-intérêts. (Cod. inst. crim., 358; Cod. civ., 1382.) (2)

La loi n'ayant pas déterminé les faits élémentaires constitutifs de la faute qui doit donner lieu à des réparations civiles, la Cour d'assises n'est pas tenue de déclarer dans son arrêt de quels faits particuliers elle déduit le fait moral de faute qui fait la base de la condamnation aux dommages-intérêts qu'elle prononce. (Cod. inst. crim., 195.)

(Giltz—C. V. Bosch.)

Dans la nuit du 24 au 25 sept. 1817, le sieur

ment et sans imprudence, la Cour d'assises est encore autorisée à condamner cet accusé en des dommages-intérêts, parce que cette déclaration n'est pas exclusive de toute espèce de faute entraînant des réparations civiles, et qu'aux termes de l'art. 1382 du Code civ., tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. » V. aussi Bourguignon, *Jurisp. des Codes crim.*, tom. 2, p. 168; Carrot, de l'*Inst. crim.*, tom. 2, p. 701; Legrave-rod, *Légist. crim.* (éd. belge), t. 2, ch. 2; Merlin, *Quest.*, v° *Réparation civile*, § 2, n. 4; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, tom. 1, p. 281.

(1) L'arrêt juge avec raison que la rente ainsi fait n'est pas essentiellement une constitution de rente. La décision peut varier, en effet, selon les expressions plus ou moins absolues de la clause; aussi a-t-il été décidé dans des espèces analogues à celle ci-dessus, que l'acte pouvait être considéré comme renfermant une véritable constitution de rente. V. Cass. 26 vend. an 11, et la note; Paris, 14 prair. an 13.

(2) V. conf., Cass. 22 juill. 1812; 11 oct. 1817, et les notes. — Mangin, *Traité de l'act. publ.*, t. 2, p. 430, approuve cet arrêt. « Quand le jury, dit-il, a déclaré que l'accusé n'a commis un meurtre qu'involontaire-

Gitz surprend deux voleurs qui enlevaient des fruits dans un jardin éloigné de sa maison; il tire sur eux un coup de fusil chargé à balles, et tue un des voleurs, André Boesch. — Le sieur Gitz est traduit à raison de ce fait devant la Cour d'assises du Bas-Rhin. — La veuve Boesch, qui s'était portée partie civile, avait conclu à des dommages-intérêts contre l'accusé.

16 sept. 1817, arrêt de la Cour ainsi conçu : — « Considérant que le fait, dont l'accusé est déclaré coupable par la déclaration du jury, n'est défendu par aucune loi pénale, puisqu'il est reconnu par la même déclaration qu'il l'a commis involontairement et sans imprudence; qu'ainsi l'accusé doit être absous; — Mais, sur la demande à fin civile, considérant que, par le fait de l'homicide dont l'accusé a été déclaré coupable par le jury, il a causé, par sa faute, par un quasi-délit, un dommage réel à la veuve d'André Boesch et à ses enfants; que s'il n'est possible d'aucune peine corporelle, d'après la déclaration du jury, ce fait lui seul, abstraction faite de toute autre circonstance, même de celle résultant de son propre aveu, que son fusil était chargé de quelques chevrotines, justifie la demande en dommages-intérêts et aux frais qui a été formée contre lui; — Par ces motifs, la Cour absout Jean Gitz de l'accusation, et le condamne à 600 fr. de dommages-intérêts envers la veuve Boesch. »

Pourvoi en cassation de la part de Gitz, contre le chef de l'arrêt qui le condamne à des dommages-intérêts, pour fautive interprétation des art. 358 et 366 du Code d'inst. crim., et contravention à l'art. 1382 du Code civ.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Attendu qu'il a été reconnu et déclaré par la Cour d'assises du département du Bas-Rhin, que le fait de l'homicide qui avait été l'objet de l'accusation, avait été causé par la faute de l'accusé, demandeur en cassation; que d'après l'art. 1382 du Code civ. : « tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer; » que la loi n'ayant pas déterminé les faits élémentaires constitutifs de la faute qui doit donner lieu à des réparations civiles, la Cour d'assises n'a pas été tenue de déclarer dans son arrêt, de quels faits particuliers, elle déduisait dans l'espèce le fait moral de faute, auquel elle attribuait l'homicide, que sa déclaration à cet égard, n'est pas d'ailleurs nécessairement contradictoire avec la déclaration rendue par le jury; que celle déclaration a donc été une base suffisante et légale de la condamnation en dommages-intérêts et aux frais, qu'elle a prononcée contre Jean Gitz, acquitté relativement à l'action publique, en faveur de la femme André Boesch, veuve de l'homicide et partie civile; — Rejette.

Du 26 mars 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Robert de St-Vincent. — Concl., M. Giraud-Duplessis, av. gén. — Pl., M. Lassus.

INSCRIPTION DE FAUX. — FAUX PRINCIPAL. — SCIS.

Le tribunal correctionnel qui reconnaît que les

(1) La première conséquence de l'admission de l'inscription de faux, est d'obliger le tribunal saisi de la poursuite dirigée en vertu du procès-verbal argué de faux, à ordonner qu'il sera sursis au jugement de la contravention, jusqu'à jugement définitif de la poursuite en inscription de faux. Il est clair que la question préjudicielle élevée par cette inscription sur la sincérité ou la fausseté du procès-verbal doit

être décidée avant qu'il soit statué sur la contravention; V. Mangin, *Traité des procès-verbaux*, p. 134, et Merlin, *Question*, 1^{re} Inscription de faux, § 13).

(2) F. conf., Cass. 8 janv. 1819; — V. aussi anal. dans le même sens, Cass. 11 nov. 1811, et les autorités citées en note.

(3) F. conf., Cass. 8 janv. 1819; — V. aussi anal. dans le même sens, Cass. 11 nov. 1811, et les autorités citées en note.

CHAMBRE D'ACCUSATION. — LÉGITIME DÉFENSE.

L'exception de légitime défense opposée par le prévenu devant la chambre d'accusation, n'est pas une simple excuse, une circonstance atténuante, appréciable seulement par le jury.

— C'est une circonstance exclusive de toute criminalité. — En conséquence, la chambre d'accusation peut et doit même statuer sur cette exception, et lorsqu'elle la reconnaît fondée, elle ne peut renvoyer le prévenu devant la Cour d'assises. (Cod. inst. crim., 220, 231 et 239, n° 1.) (3)

(Rosay.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 328 du Code pén., et 229, 231 et 239 du Code d'inst. crim.; — Considérant que, d'après les dispositions de l'art. 328 du Code pén., les blessures et les coups ne consti-

ture décidée avant qu'il soit statué sur la contravention; V. Mangin, *Traité des procès-verbaux*, p. 134, et Merlin, *Question*, 1^{re} Inscription de faux, § 13).

(2) F. conf., Cass. 8 janv. 1819; — V. aussi anal. dans le même sens, Cass. 11 nov. 1811, et les autorités citées en note.

teint ni crime ni délit, lorsqu'ils étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui; — Que, d'après l'art. 229 du Code d'inst. crim., les chambres de mise en accusation des Cours royales doivent ordonner la mise en liberté du prévenu toutes les fois qu'elles n'aperçoivent dans l'instruction aucune trace d'un délit prévu par la loi; — Qu'il s'ensuit nécessairement que lesdites chambres ont le droit, et que même il est de leur devoir d'apprécier les circonstances qui peuvent caractériser l'état de légitime défense, puisque cet état exclut tout crime et tout délit, et conséquemment toute poursuite; — Considérant, dans l'espèce, que les faits déclarés dans l'arrêt dénoncé ne constituent pas de simples faits d'excuse dont l'appréciation est attribuée par la loi au jugement du jury, mais qu'ils avaient placé Claude-François-Marie Rosay dans l'état de légitime défense, et qu'ainsi ils étaient le caractère de crime et de délit à l'omicide par lui commis sur la personne de Philibert Romand; — Qu'il y avait donc lieu d'appliquer audit Rosay les dispositions dudit art. 229 du Code d'inst. crim.; qu'ainsi sa mise en accusation et son renvoi devant la Cour d'assises ont été une fautive application de l'art. 231 du même Code, une violation tant dudit art. 229 que de l'art. 328 du Code pén., ce qui établit le premier moyen de nullité déterminé par l'art. 299 du Code d'inst. crim.; — Casse, etc.

Du 27 mars 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Giraud, av. gén.

DOUANES. — MARCHANDISES PROHIBÉES. — PÊCHES.

L'importation de marchandises prohibées donne lieu à la saisie et à la confiscation des moyens de transport et rend le conducteur passible de l'amende, encore qu'il ne soit pas volutier public et que la propriétaire des marchandises présent à la saisie ait déclaré qu'elles lui appartenaient. (L. l. 6-22 août 1791, tit. 5, art. 1^{er}; 4 germ. an 10, art. 10; 28 avril 1816, art. 41.)

(Douanes.—C. Haffner.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les arts. 1^{er} du tit. 5 de la loi du 22 août 1791; 40 de la loi du 4 germ. an 2, et 41 de la loi du 28 avr. 1816; — Attendu que, d'après les dispositions des lois ci-dessus citées, toute importation de marchandises prohibées donne lieu à la saisie et confiscation non-seulement de ces marchandises, mais aussi des moyens de transport, et, en outre, à une amende dont les propriétaires, les volutiers et conducteurs sont déclarés solidairement passibles; que cependant, dans l'espèce, où les objets dont il s'agit étaient chargés sur une voiture conduite par le nommé Haffner, auquel la saisie en a aussi été déclarée, ainsi que celle de la voiture et des chevaux, la Cour royale de Colmar, après avoir déclaré que Haffner n'était point volutier public, ni par conséquent tenu

d'avoir, comme tel, des feuilles de voiture et des registres; et considérant d'ailleurs que le propriétaire s'étant trouvé présent et ayant fait lui-même sa déclaration, cette circonstance faisait cesser toute responsabilité personnelle du volutier, a réformé par ces motifs le jugement correctionnellement rendu en première instance, quant aux condamnations prononcées contre ledit Haffner, et l'a renvoyé de toute action; — Mais que, d'un autre côté, c'est précisément parce que Haffner n'était point volutier public qu'il n'aurait même pu se prévaloir de la disposition de l'art. 29 dudit tit. 2 de la loi du 22 août 1791, qui n'a établi une exception qu'en faveur des messageries et voitures publiques; — Que, d'un autre côté, la loi qui déclare les volutiers et conducteurs solidairement passibles de l'amende, ne fait point de distinction pour les cas où le propriétaire se trouverait présent; — Que la confiscation des moyens de transport est ordonnée, quel qu'en soit le propriétaire, et que les volutiers et conducteurs sont généralement rendus solidairement passibles de l'amende, sans exception pour les recours contre les propriétaires, dans le cas où ils auraient été induits en erreur sur la nature des objets au transport desquels ils auraient participé; — Casse, etc.

Du 27 mars 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Raland. — Concl., M. Giraud, av. gén.

RAPPORT A SUCCESSION. — RENTE PERPETUELLE. — FRUITS. — CODE CIVIL.

L'héritier donataire d'une rente annuelle, avec stipulation qu'elle sera rachetable à la volonté du donateur, moyennant le paiement d'un capital déterminé, n'est pas tenu, en venant à la succession du donateur, de rapporter les arrérages de cette rente échus, mais non payés avant l'ouverture de cette succession, et il peut en exiger le remboursement de ses cohéritiers. (Cod. civ., 843 et 856.) (1)

La section du Code civil intitulée Des rapports, forme sur la matière un système complet de législation, qui doit seul servir de règle aux tribunaux. Les anciennes lois en cette matière sont abrogées.

(Chassériau.—C. Ibert.)

En sept. 1813, la demoiselle Bertin est décédée, laissant pour héritiers les sieurs Nicolas Bertin, Charlemagne Bertin, Adolphe Chassériau, chacun pour un quart, et le sieur Ibert et la dame Petit d'Autrisme pour l'autre quart. — De tous ces héritiers, le sieur Ibert fut le seul qui se porta héritier pur et simple; les autres n'acceptèrent que sous bénéfice d'inventaire. — Le mobilier fut vendu, et le prix de la vente ne suffisant pas pour payer les créanciers opposants aux seules, le sieur Charlemagne Bertin, chargé de l'administration de la succession, provoqua la distribution par contribution.

A l'ordre ouvert se présenta le sieur Adolphe

(1) M. Merlin avait d'abord émis une opinion contraire dans son *Rép.*, v° *Rapport à succession*, § 4, art. 2, n° 10; mais sur un nouvel examen, il a rétracté cette opinion, et dans ses additions au *Rép.*, *cod. verb.*, il a adopté de la manière la plus complète la doctrine émise dans l'arrêt ci-dessus. « La donation, dit cet auteur, ne porte pas directement sur les arrérages à échoir : elle ne comprend, à proprement parler, que le droit incorporel, que le corps métaphysique appelle *rente*, et qui est habile à produire des fruits civils que l'on nomme *arrérages*, il faut donc de deux choses l'une, ou aller jusqu'à dire que le donataire est tenu de rap-

porter même les arrérages que le donateur lui a payés, paradoxe insoutenable (en présence de l'art. 856 du Code civ.), ou convenir qu'il est également dispensé du rapport à l'égard des arrérages échus, mais non payés, avant la mort du donateur, ou, en d'autres termes, qu'il peut les exiger de ses cohéritiers. » — V. encore en ce sens, Chabot, des Successions, sur l'art. 856, n° 3, et son annotateur Boist-Jolimont, *ibid.*; Toulhier, t. 4, n° 485, 486; Delvincourt, t. 2, p. 134; Malpel, des Successions, n° 271; Duranton, t. 7, n° 369; Prondhon, de l'usufruit, n° 23, 96; Vazeille, des Successions, sur l'art. 856, n° 2.

Chassériau, l'un des héritiers bénéficiaires; il demandait à être colloqué, pour tous les arrérages courus depuis le mois de fév. 1792, jusqu'au jour du règlement définitif, d'une rente annuelle et perpétuelle de 2,000 fr., constituée en dot, le 3 fév. 1790, à la demoiselle Marie-Louise Bertin, sa mère, par la demoiselle Bertin de cujus; cette rente était rachetable moyennant la somme de 40,000 fr., pour tenir lieu de capital, d'après les termes du contrat. — En l'an 9, le sieur Chassériau avait exercé des poursuites contre la donatrice, en paiement des arrérages échus alors; mais le 28 niv., même année, il était intervenu jugement qui, « considérant que la fortune de la demoiselle Bertin la mettait hors d'état de satisfaire à ses besoins personnels et à la prestation de la douation, » avait ordonné qu'il fût suralés aux poursuites; ce jugement fut confirmé sur l'appel.

Le sieur Chassériau ayant obtenu collocation pour les arrérages réclamés, le sieur Inert, seul héritier pur et simple, contesta en se fondant sur l'art. 834 du Code civ., qui oblige au rapport tout héritier même bénéficiaire. Or, disait-il, les arrérages de la rente en question, ayant été l'objet direct et unique de la libéralité, et étant conséquemment soumis au rapport, le sieur Chassériau ne peut les réclamer, puisqu'il devrait aussitôt les restituer.

1^{er} mars 1815, jugement du tribunal de la Seine qui statue en ces termes: « Considérant que le sieur Chassériau, héritier de sa mère, se présente dans la contribution comme donataire de la demoiselle Bertin, en vertu du contrat de mariage passé le 3 fév. 1790; qu'il convient que dans le successu de la demoiselle Bertin, il a pris le titre et la qualité d'héritier sous bénéfice d'inventaire, en soutenant que cette qualité ne l'empêche pas d'exercer ses créances contre la succession; — Considérant que lorsque la loi dispose que l'héritier bénéficiaire conserve le droit de réclamer contre la succession, le paiement de ses créances, il faut distinguer entre les créances ordinaires, et celles résultant de dons et legs qui s'éteignent ou qui sont sujettes à rapport, et que ces créances devant éventuellement, ne peuvent être répétées ou exercées qu'autant que l'héritier bénéficiaire fait l'option que la loi lui défère, que cette obligation du rapport, déterminée par les lois anciennes, se trouve encore consacrée par l'art. 843 du Code civ.; — Considérant, à l'égard des intérêts échus pendant la vie de la demoiselle Bertin, de la rente de 2,000 fr., que d'une part, il a été jugé que cette rente n'était point exigible dans l'état où se trouvait la demoiselle Bertin, donataire: qu'il n'a pu entrer dans l'intention des Cours et tribunaux qui ont suspendu toutes poursuites pour le jugement de cette prestation annuelle, d'en accumuler les arrérages pour les capitaliser et fermer une créance égale ou supérieure au capital même de la rente; considérant d'ailleurs, que le droit commun de la France et la jurisprudence des arrêts ont également consacré en principe, que les fruits et intérêts non perçus par l'un des successibles, pendant la vie du défunt, n'étaient plus exigibles, parce qu'ils rentreraient dans les objets sujets à rapport; que, le sieur Chassériau y serait d'autant plus assujéti, que la donation porte sur une rente annuelle, dont le capital ne se trouve énoncé qu'en faveur de sa libération, et pour le cas où la demoiselle Bertin voudrait éteindre cette prestation annuelle; — Par ces motifs, le tribunal recitiant le règlement provisoire, ordonne que le sieur Chassériau sera rejeté de la contribution, etc. »

Chassériau se rendit appelant de ce jugement,

et espérant se mettre dans une meilleure position, vis-à-vis de la partie adverse, il fit, le 14 nov. 1815, une renonciation en due forme à la succession de la demoiselle Bertin. — Raisonnant d'abord dans l'hypothèse où la renonciation n'existait pas, et où il serait réputé héritier, il disait: La contestation des cohéritiers est prématurée; en effet, s'ils parvenaient à faire rejeter la collocation des arrérages réclamés, les créanciers de la défunte en profiteraient seuls, puisqu'ils se partageraient la somme colloquée, contre le principe posé dans l'article 857 du Code civ., que le rapport n'est pas dû aux créanciers de la succession; ce n'est donc pas le moment de se livrer à l'examen de la question de savoir si le sieur Chassériau est tenu à un rapport quelconque; cette question trouvera naturellement sa place dans les opérations du partage. — Si l'on veut encore juger le fond, nonobstant cette exception, il suffira de combiner les art. 814 et 856, pour voir que la prétention élevée contre l'appelant est mal fondée. Le sieur Chassériau établissait cette proposition en soutenant qu'en qualité d'héritier il est tenu de rapporter le capital de la rente; mais que les arrérages de cette rente lui sont acquis, car ces arrérages sont déclarés fruits civils par l'art. 584 du Code civ., et l'art. 856 du même Code porte: « Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession. »

Puis, le sieur Chassériau argumentait de sa renonciation du 11 nov. 1815, et se considérant comme donataire d'après cette renonciation, prétendait que rien ne pouvait plus s'opposer à ce qu'il recueillît intégralement l'effet de la donation.

26 décembre 1815, arrêt de la Cour de Paris qui rejette ce système et confirme le jugement du tribunal de première instance: — « Considérant, en fait, qu'il existe quatre héritiers de Marie-Jeanne Bertin, dont trois sous bénéfice d'inventaire, et le quatrième, Inert héritier pur et simple; — Considérant que l'héritier bénéficiaire est, comme l'héritier pur et simple, obligé de rapporter à la succession les donations faites par la défunte, conformément à l'art. 843 du Code civ.; qu'ainsi, la modification du bénéfice d'inventaire est sans effet à l'égard des cohéritiers entre eux; — Considérant que le privilège donné à l'héritier bénéficiaire par l'art. 802, n'est relatif qu'aux créanciers de la succession; que la faculté d'abandonner aux créanciers les biens de l'hérédité, n'est pas la faculté de renoncer à la succession après l'avoir acceptée, encore bien que cet abandon ait des effets équivalents à ceux d'une renonciation; qu'y ayant concours d'héritiers, l'acceptation de la succession a lié irrévocablement les uns envers les autres; que l'un d'eux, une fois héritier, ne peut plus cesser de l'être, ni présenter comme un titre de créance la donation qu'il a abdiquée par son acceptation de la succession; que c'est lors du partage seulement, que les droits de chacun d'eux pourront être réglés, soit pour les prélèvements, soit pour les rapports; — A mis et met l'appellation en néant, etc. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Chassériau, pour fausse application de l'art. 843 du Code civ. et violation de l'art. 856 du même Code.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR: — Vu les art. 384 et 856, du Code civ.; — Considérant que l'objet donné à la mère de Chassériau consistait en une rente perpétuelle de 2,000 liv.; — Que cette rente était rachetable de sa nature; que, d'après les stipulations de l'ac-

te, le prix du rachat avait été fixé à 40,000 liv. ; — Qu'ainsi le remboursement de ce capital aurait pu être fait à Chassériau et à sa mère, sans qu'il leur fût possible de le refuser ; — Qu'il résulte de ces faits constatés par l'acte, qui ne pouvaient être contredits et ne le sont effectivement pas par l'arrêt, que la donation ne consiste pas seulement dans la rente de 2,000 liv., mais encore dans le capital de 40,000 liv. qui la constitue ;

Considérant 1^{er} qu'aux termes de l'art. 584 ci-dessus, les arrérages d'une rente perpétuelle ne peuvent être considérés que comme des fruits civils ; qu'ainsi l'arrêt attaqué a contrevenu à cette disposition, en jugeant que les arrérages de la rente dont il s'agit constituaient un capital ;

2^o Que la section du Code civil, intitulée des Rapports, forme sur la matière une législation complète, qui seule, doit servir de règle aux tribunaux ; — Qu'aux termes de l'art. 856, les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession ; — Que, si la succession ne peut réclamer comme chose à elle due que les fruits échus postérieurement à son ouverture, il suit qu'elle n'a aucun droit sur ceux échus antérieurement ; — Que ceux-ci, par conséquent, sont la propriété exclusive de l'héritier donataire, qu'ils ne peuvent, en aucun cas, faire partie de la masse héréditaire ni entrer en partage ; — Que les conséquences nécessaires de ce principe sont que l'héritier donataire qui a perçu ces fruits n'est pas tenu à en faire le rapport ; que, s'il ne les a pas perçus, il a droit d'en exiger les arrérages ; qu'il a le droit de les exiger, soit quand ils sont dus par le donateur lui-même, soit quand ils sont dus par un tiers : car l'art. 856 est conçu en termes absolus, qui n'admettent aucune distinction, qui, par conséquent, écartent toutes celles que les défendeurs proposent, et que la jurisprudence de quelques parlements n'avait introduites que d'après la disposition de coutumes qui n'existent plus ;

Considérant 3^o que l'art. 856, accordant à l'héritier donataire le droit de percevoir les fruits dont il s'agit, lui permet nécessairement de en exiger, quand à la perception de ces fruits, la qualité d'héritier et celle de donataire, qui écarte, dans l'espèce, tout ce que les défendeurs opposent contre le cumul de ces deux qualités ; — Casse, etc.

Du 31 mars 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Zanglarmol. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Delagrèze et Loiseau.

(1) Il est aujourd'hui de principe constant, en doctrine comme en jurisprudence que toute recherche de paternité est interdite à l'égard des enfans naturels adultérins ou incestueux, aussi bien lorsqu'elle pourrait leur nuire en faisant annuler les donations ou legs qui leur auraient été faits par les auteurs de leurs jours, que lorsqu'elle pourrait leur être utile pour réclamer de ceux-ci des moyens d'existence. La loi a voulu jeter sur ces naissances malheureuses un voile impénétrable qu'il n'appartient à personne de soulever. Pour que le vice de leur naissance puisse leur être opposé, il faut donc que ce vice soit un fait acquis et résultant déjà antérieurement de la force des choses, ou de jugemens passés en force de chose jugée. Ce point de jurisprudence qui a été longtemps controversé a été établi par une suite d'arrêts uniformes de la Cour suprême et ne saurait plus aucune difficulté. V. Cass. 14 mai 1810 ; 14 mai 1811 ; 25 juin 1815 ; 17 déc. 1810 ; 11 nov. 1819 ; 9 mars 1821 ; 1^{er} août 1827 ; *Junge*, Alz., 11 juin 1808 ; Paris, 6 juin 1809 ; Liège, 7 déc. 1809 ; Amiens, 20 nov. 1819 ; Toulouse, 15 avr. 1834 (Volume 1834). — V. aussi

ENFANT ADULTÉRIN. — PATERNITÉ. — LEGS. La recherche de la paternité ne peut être faite contre un enfant légitime que l'on prétend adultérin, mais dont le vice d'adultérinité n'étant pas constaté par acte public, révoquerait tout au plus d'une lettre particulière. (Cod. civ., 335 et 762.) (1)

(Meryé—C. Louis-René-Gustave.)

Un enfant est présenté le 30 sept. 1814, devant l'officier de l'état civil ; il est inscrit sous le nom de Louis-René-Gustave, et comme né de père et mère inconnus. — Le 11 mars 1815, le sieur N.... fait son testament par lequel il lègue l'usufruit de tous ses biens à la dame N...., son épouse, et institue pour légataire universel de la nue-propriété Louis-René-Gustave, né le 29 sept. 1814, suivant son acte de naissance dressé à la municipalité du deuxième arrondissement de Paris, le 30 sept. 1814 (essentials termes du testateur) : « la présente disposition est ainsi faite, ajoute-t-il, à la charge et sous la condition que ledit Louis-René-Gustave portera son nom. »

Après le décès du sieur N.... on trouve ce testament auquel il avait joint l'acte de naissance de Louis-René-Gustave, et une lettre adressée à sa femme ; en voici la teneur : — « Mon amie, tu m'as toujours aimé, et de mon côté je n'ai jamais cessé de t'aimer et de rendre à tes vertus l'hommage qui leur est dû. Le désir si naturel de se voir survivre, m'a fait profiter des bontés d'une femme généreuse, qui m'a donné un fils charmant que tu aimeras ; je te recommande ce second moi-même. Aie pour lui l'attachement et la tendresse que tu as eus pour son malheureux père ; deviens l'amie de sa mère ; ses vertus sont sublimes ; consolez-vous mutuellement de ma perte. Elevez mon fils, et qu'il soit un honnête homme. Surtout que sa religion ne soit pas négligée. Qu'on ne fasse pas de mon enfant un militaire, mais un agriculteur. Mon amie, ma tendre amie, protège le sang d'un homme que tu as tant aimé et qui t'aime de même. Ne dis pas que c'est mon fils à cause des devoirs ; je te laisse maîtresse de mon bien par mon testament ; je te supplie de fournir à l'éducation et à l'entretien de mon enfant jusqu'à ta mort ; réunis-toi à madame (je le nom de la mère) ; elle a le cœur parfait, franche et loyale, un peu vive. Prends Dieu pour moi et sois sans inquiétude sur mon âme. J'ai fait ce que doit faire un homme pénétré des derniers devoirs d'un chrétien. Cependant, fais faire des prières dans la chapelle. Adieu, ma tendre amie, le désir d'avoir un enfant m'a fait faire des fautes. Pardonne-les-moi : cela n'a in-

dans ce sens, Merlin, *Repert.*, v^o *Filiation*, n^o 18, et *Quest. de droit*, v^o *Paternité* ; Toullier, tom. 2, n^o 930 et 967, et t. 4, n^o 246 ; Grenier, *Donations*, t. 1, n^o 430 et 430 bis ; Duranton, tom. 3, n^o 195 à 233 ; Malpel, n^o 168 ; Loiseau, p. 240. — L'espèce ci-dessus, dans laquelle existait une reconnaissance formelle du père dans un écrit privé, montre toute la force du principe, et par cela même qu'un tel acte n'aurait pas suffi pour établir une reconnaissance de paternité au profit de l'enfant (Code civ., 334), il ne doit pas suffire non plus pour lui imprimer la tache d'une naissance adultérine ou incestueuse, et pour le frapper d'incapacité de recevoir de la part de celui qu'il a été et acte à la fois il n'aurait pas le droit de réclamer pour son père. — La Cour de cassation a même été plus loin encore, en décidant que la reconnaissance volontaire et authentique du père dans l'acte de naissance de l'enfant, était absolument nulle (Code civ., 325), ne peut lui être opposée pour l'empêcher de recueillir un legs fait en sa faveur par celui qui l'a reconnu. V. Cass. 8 fév. 1836 ; *Junge*, Bordeaux, 21 déc. 1835.

doit en rien sur son attachement pour toi. Oh ! ma tendre amie, je te recommande mon fils. Sois pour lui ce que j'eusse été si j'eusse vécu. Adieu, ma tendre amie, ne m'oublie jamais. — Il faut remarquer que cette lettre n'était point signée et qu'elle se trouvait avec l'acte de naissance de Louis-René-Gustave et le testament de N..., placée sous une même enveloppe, sur laquelle était écrit : « Ceci est le testament du chevalier de N... »

Le sieur Tripier, tuteur du jeune Louis-René-Gustave fait le dépôt de ce testament, et demande devant le tribunal de La Flèche, la délivrance du legs fait à son pupille. — Le sieur de Mervé, héritier légitime du sieur N..., s'y oppose, soutenant que Louis-René-Gustave, étant reconnu pour enfant adultérin du sieur N..., n'a droit, aux termes de l'art. 762 du Code civil, qu'à des aliments, et par conséquent, ne peut recueillir le legs que lui a fait son père.

35 août 1816, Jugement du tribunal de La Flèche, qui ordonne l'exécution pure et simple du testament. Les motifs sont ainsi conçus : « Sur la question de savoir si le legs universel fait par le chevalier de N... au mineur Louis-René-Gustave est nul comme fait à un enfant adultérin : — Considérant que l'affirmative ne souffrirait pas de difficulté, si la paternité adultérine du testateur était démontrée légalement, puisque, conformément à l'art. 762 du Code civil, les enfants adultérins ou incestueux n'ont droit qu'à des aliments ; et que, suivant l'art. 908, les enfants naturels ne peuvent, par donation, rien recevoir au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions ; d'où il résulte que, pour décider la question dont il s'agit, il faut examiner s'il est suffisamment démontré aux yeux de la loi que l'enfant Louis-René-Gustave est l'enfant adultérin du donateur : — Que l'acte de naissance de ce mineur porte qu'il est fils de père et mère non désignés ; qu'ainsi, il résulte déjà sur son état une incertitude qui ne peut être levée que d'après les principes réglés par les lois : que, dans tous les temps, les lois ont pris les précautions les plus sévères, soit pour prévenir le désordre et les abus, lorsqu'il s'agit d'associer à une famille un individu, soit pour faire respecter les bonnes mœurs ; — Qu'à l'égard des enfants simplement naturels, c'est-à-dire, nés de père et de mère libres, la loi veut (art. 334 du Code) que, lorsque leur reconnaissance n'a pas été faite par leur acte de naissance, elle ne puisse être faite que par un acte authentique : — Mais qu'à l'égard des enfants incestueux ou adultérins, l'art. 335 prononce que cette reconnaissance (authentique) ne peut être faite à leur profit ; — Que, suivant l'art. 340, la recherche de la paternité est interdite : — D'où il suit, d'après les dispositions de ces deux articles du Code, que l'enfant, entaché d'une semblable origine, se trouve dans une position difficile : il ne peut être reconnu par un père ; il ne peut être admis à faire la recherche d'un père ; — Que cependant il est des cas où cette reconnaissance est constante aux yeux de la loi, et que c'est pour ces cas seulement que l'art. 762 a fait la disposition qui réduit ces enfants aux seuls aliments ; — Que, de l'application de ces principes, il résulte que le mineur Louis-René-Gustave, ne se trouvant point dans les cas d'exception prévus par la loi, sa position adultérine n'est point constante aux yeux de la loi, que son état reste incertain ; que les aveux, les reconnaissances faites par le chevalier de N..., suivant lesquels il le reconnaît pour son fils, sont insignifiants et sans effet, d'autant plus qu'ils n'ont pas le caractère d'authenticité requis par l'art. 334, pour les enfants naturels, et que, d'ailleurs, ils résultent de lettres missives écrites sous le sceau

du secret de la confidence ; — Que la lettre du chevalier de N... à son épouse, annexée à son testament, et qui a été déposée avec cet acte, devait être transmise à la personne pour laquelle elle était destinée, et non être déposée et rendue publique ; que l'intention de l'auteur de cette lettre, textuellement exprimée, voulait que son épouse gardât le secret qu'il lui confiait ; et qu'il en est de même des autres lettres ainsi produites, qu'elles sont évidemment l'effet de la confiance ; que, sans rechercher les moyens qui ont procuré au demandeur ces lettres, il suffit de savoir qu'elles étaient l'effet de la confiance pour qu'elles soient écartées ; — Que l'objection importante que l'on peut faire contre cette sévérité de la loi, qui rejette si formellement, pour ainsi dire, des motifs d'évidence d'une paternité incestueuse ou adultérine, et qui semblerait autoriser l'immoralité par la difficulté ou même par l'impossibilité où étaient les parties intéressées, les héritiers légitimes, de découvrir à la justice l'origine honteuse du fruit du crime, doit céder devant la loi dont le motif a un but moral et exprimé par les orateurs du gouvernement et du tribunal, lors de la discussion de cette loi, celui d'empêcher, par respect pour les bonnes mœurs et la pudeur sociale, toutes les reconnaissances, toutes les confessions volontaires des crimes d'inceste et d'adultère, et de prévenir les débats scandaleux auxquels pourraient donner lieu ces révélations honteuses ; — Que c'est en vain encore, puisque la loi a parlé que l'on fait observer que des enfants incestueux ou adultérins se trouvent par le fait dans une position plus avantageuse que des enfants naturels, puisque ceux-ci ne peuvent être avantagés, tant qu'il y a des successibles, que d'une portion de la fortune de leurs père et mère, tandis que les père et mère des autres peuvent leur faire tels avantages que bon leur semblera, les instituer leurs héritiers universels, ne point même dissimuler leur tendresse pour ce fruit du crime, lever le masque de la pudeur publique, sans craindre que ces reconnaissances, ces témoignages de tendresse puissent nuire à leurs dispositions, parce qu'aux yeux de la loi, ces reconnaissances, ces aveux seront nuls, et que ces enfants seront toujours censés étrangers aux donateurs. »

Appel de la part du sieur de Mervé : — Et arrêt de la Cour d'Angers, qui : « adoptant les motifs des premiers juges, et considérant en outre, 1^o qu'il n'a point été articulé qu'il existât un autre individu, né à la même époque que Louis-René-Gustave, et inscrit sur les registres des actes de l'état civil du même arrondissement avec les mêmes désignations et à la même date ; — 2^o Que l'acte de naissance de Louis-René-Gustave l'établit comme né de père et mère non désignés ; — 3^o Que le testament du chevalier de N..., par lequel il institue le mineur son légataire universel, n'indique pas que la légataire soit le fils du testateur ; — Confirme le jugement du tribunal de première instance. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur de Mervé pour fausse application des art. 340 et 335 du Code civil, et contravention à l'art. 762 et suivants.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'acte de naissance du mineur dont il s'agit ne lui confère d'autre qualité que celle d'enfant de père et mère non désignés ; — Attendu que le Code civil, art. 340 et 342, prohibe formellement la recherche de paternité ; — Attendu que ce serait en faire la recherche que de vouloir établir la preuve de la qualité d'enfant adultérin par un acte privé, tel que la lettre qui s'est trouvée jointe au testament

dont il s'agit, et qui n'est pas même signée, on par d'autres actes de pareille nature qui peuvent donner lieu à des contestations sur leur vérité ou sur l'individu auquel on veut les appliquer; — Qu'ainsi la Cour royale d'Angers n'a violé aucune des dispositions du Code civil en rejetant l'inscription que le demandeur voulait faire résulter des art. 762 et 908 dudit Code; — Rejette, etc.

Du 1^{er} avril 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Jousset.

VOITURES PUBLIQUES.—FEUILLES DE ROUTE.

Les entrepreneurs des voitures publiques ne sont pas obligés de conserver les feuilles de route après les voyages pour lesquels elles ont servi, et dès lors le défaut de représentation de ces feuilles, à la réquisition des employés, ne constitue aucune contravention. (L. 25 mars 1817, art. 118.) (1)

(Contributions indirectes.—C. V. Happey.)

La veuve Happey, directrice de la diligence de Rouen à Caen, avait refusé de communiquer aux employés des contributions indirectes les registres qu'elle avait tenus depuis un an et les feuilles de route. Elle déclara même qu'elle avait détruit ces feuilles après avoir réglé ses rampes. Procès-verbal fut rédigé contre elle. — Elle fut acquittée. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'aucune disposition formelle des lois et règlements relatifs à l'impôt sur les voitures publiques, n'impose aux entrepreneurs de ces voitures l'obligation de conserver les feuilles de route, après les voyages pour lesquels elles ont servi; d'où il suit qu'en renvoyant la veuve Happey des poursuites intentées à sa charge pour ne pas avoir représenté, à la réquisition des employés, des feuilles de route qui avaient servi pour des voyages terminés depuis longtemps, la Cour d'Orléans n'a violé aucune loi; — Rejette, etc.

Du 2 avril 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

TIMBRE.—PLACARDS.—AFFICHES.

Des placards faits pour parvenir à une vente de biens immeubles (Cod. proc., 980 et 961) ne sont pas de simples affiches, dans le sens de l'art. 65 de la loi du 28 avril 1816, qui peuvent être faits sur du papier de 5 et 10 centimes. — Ils doivent être faits sur du papier timbré ordinaire, à peine de 100 fr. d'amende. (LL. 13 brum. an 7, art. 13 et 26.) (2)

(Jardin — C. Enregistrement.)

Du 2 avril 1818. — Sect. des req. — Prés., M.

(1) L'art. 118 de la loi du 25 mars 1817 porte que le montant des droits dus par les entrepreneurs pour les voitures à service régulier, sera établi pour le dixième du prix des places, d'après la déclaration, et pour le dixième du prix du transport, sur le vu des registres que doivent tenir les entrepreneurs, et des feuilles remises aux conducteurs. On concluait de là que les commis avaient le droit de se faire représenter les registres et les feuilles de route, dans tous les temps et même après les voyages terminés.

(2) L'amende a été réduite à 20 fr. par la loi du 16 juin 1824. V. au surplus, sur la décision ci-dessus, circulaire de la régie du 13 brum. an 9; décia. minist. 18 vend. an 9; Rolland de Villargues, *Repart. du notariat*, v^o Affiches, n^o 18.

(3) V. conf., Cass. 23 germ. an 7; 10 déc. 1812, et les notes; 7 janv. 1813; 21 sept. 1815; 10 janv.

Henrion de Pansey. — Rapp., M. Sieyès. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Flacon-Rochelle.

1^o JURY. — LISTE. — NOTIFICATION.

2^o TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — COMMUNICATION. — NULLITÉ.

3^o DÉFENSE. — NOMINATION D'OFFICE.

4^o ET 5^o COUR D'ASSISES. — PROCÈS-VERBAL. — INTERPRÈTE. — AGG. — INTERROGATOIRE.

6^o, 7^o ET 8^o JURY. — DÉLIBÉRATION. — MAJORITÉ. COUR D'ASSISES.

1^o Le vœu de la loi est rempli par la notification aux accusés de la liste des trente-six jurés primitivement formée; il n'est pas nécessaire de leur notifier la liste des jurés appelés en remplacement. (Cod. inst. crim., 383 et 385.) (3)

2^o La disposition de l'art. 316 du Cod. inst. crim. de laquelle il résulte que les témoins doivent déposer sans avoir entendu les dispositions des autres témoins, n'est pas prescrite à peine de nullité (4).

3^o L'accusé qui a été défendu par l'avocat de son coaccusé, ne peut se faire un moyen de cassation de ce que le président ne lui a pas spécialement nommé un défenseur d'office (5).

4^o Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le procès-verbal des débats de la Cour d'assises énonce l'âge d'un interprète appelé à la séance. — Lorsqu'il est constant, d'ailleurs, que l'interprète a été admis au serment par le président et qu'il n'a été récusé ni par les accusés, ni par le ministère public, il y a présomption légale qu'il avait l'âge requis par la loi. (Cod. inst. crim., 382.)

5^o Le président d'une Cour d'assises qui, avant l'audition d'un témoin, fait retirer un accusé, pour examiner son coaccusé séparément, n'est pas tenu d'instruire cet accusé de ce qui s'est fait en son absence. — Ici ne s'appliquent pas les dispositions de l'art. 337 du Cod. inst. crim., relatives à l'audition des témoins hors la présence des accusés (6).

6^o La déclaration du jury portant qu'un accusé est coupable à la majorité ou à la pluralité absolue, exclut toute idée de majorité simple (7).

7^o Par suite, la déclaration des jurés faite à l'audience, sur l'invitation du président, que cette majorité ou pluralité absolue a été composée de dix voix contre deux, ne peut être considérée comme le résultat d'une délibération nouvelle, nulle, parce qu'elle aurait été prise publiquement. (Cod. inst. crim., 343.)

8^o Les dispositions de l'art. 343 du Cod. d'inst. crim. qui interdisent toute communication des jurés au dehors, jusqu'à ce que leur délibération soit formée, ne sont pas prescrites à peine de nullité (8).

et 20 juin 1817; 6 fév. 1818; 29 avril 1819; 5 avril 1833.

(4) Sic, Carnot, sur l'art. 316, Code d'inst. criminelle.

(5) V. aul. dans le même sens, Cass. 12 juillet 1810; 25 fév. 1813, et les notes; 12 fév. 1818 (aff. Lestrade).

(6) Divers arrêts de la Cour de cassation ont été rendus depuis en sens contraire. V. Cass. 17 janv. 1823; 15 juill. et 12 août 1825; 17 sept. 1829.

(7) C'est même un point constant de jurisprudence, que la déclaration portant simplement que l'accusé est coupable à la majorité entraîne présomption, que la décision s'est formée à la majorité absolue. — V. Cass. 29 déc. 1815, et la note.

(8) V. dans le même sens, Cass. 31 oct. 1817 (aff. Regnault).

(Léwy et autres.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, sur le premier moyen de cassation présenté par les réclamans, qu'il est constant au procès que la liste des jurés, formée par le préfet du département et réduite par le président de la Cour d'assises, en exécution de l'art. 387 du Code d'inst. crim., a été notifiée aux accusés la veille du jour déterminé pour la formation du tableau du jury; qu'il a donc été satisfait à ce que prescrit l'art. 394 de ce Code; que la notification de la liste des jurés remplaçans n'est exigée par aucune de ses dispositions;—Que cette notification était même impossible dans l'espèce, puisqu'il est établi, par un procès-verbal authentique et légal, que les jurés qui, quoiqu'ils ne fussent pas portés sur la liste primitive notifiée, ont cependant fait partie de celle sur laquelle il a été procédé à la formation du jury, n'ont été appelés en remplacement des jurés absens qu'au moment de cette formation, immédiatement avant l'audience à laquelle les accusés ont été jugés;

Attendu, sur le second moyen, que l'art. 346 du Code d'inst. crim., dont il relève la violation, n'est pas prescrit à peine de nullité;—Que d'ailleurs il est dit expressément dans le procès-verbal de la séance que « tous les témoins entendus oralement n'ont rien ajouté à leurs dépositions écrites; »—Que, puisque le vingtième témoin, qui n'était pas présent au commencement de l'audience, et qui a comparu depuis l'ouverture des débats, n'a rien ajouté, dans sa déposition devant la Cour d'assises, aux déclarations qu'il avait faites devant le juge d'instruction, il n'est pas possible que sa déposition orale ait été influencée par celles qui avaient précédé la sienne et qu'il avait entendues;

Attendu, sur le troisième moyen, qu'il est démontré par le procès-verbal des débats et par l'arrêt de la Cour d'assises, que des moyens de défense sur l'accusation, avant la déclaration du jury, et, après cette déclaration, des observations sur l'application de la peine ont été présentées, tant pour Léopold Léwy que pour Nathan son fils; que le premier n'a donc pas été plus que le second privé d'un conseil; que dès lors, aux termes du § 2 de l'art. 294 du Code d'inst. crim., il ne pourrait résulter d'ouverture à cassation du défaut d'exécution de la disposition du § 1^{er} de cet article;

Attendu, sur le quatrième moyen, que les réclamans ne présentent à l'appui de l'assertion sur laquelle ils le fondent, aucune pièce qui prouve qu'au moment où il a rempli les fonctions d'interprète dans leur procès, Nachbaur était âgé de moins de vingt-un ans; qu'ils n'en produisent même pas qui fasse naître des doutes sur ce point, et puisse ainsi faire suspendre le jugement définitif de la Cour par une mesure interlocutoire;—Que ce qu'exige, à peine de nullité, l'art. 332 du Code d'inst. crim., ce n'est pas que l'âge de l'interprète soit énoncé dans le procès-verbal de la séance, mais que l'interprète soit âgé de vingt et un ans au moins; et que la présomption de droit est que l'individu appelé par le président de la Cour d'assises à remplir les fonctions d'interprète, admis au serment par ce magistrat, et que n'ont récusé ni les accusés ni le ministère public, avait, à l'époque du jugement du procès, l'âge requis par la loi;

Attendu, sur le cinquième moyen, que le cas prévu par l'art. 327 du Code d'inst. crim. est celui où, d'après les explications données par un témoin sur certaines circonstances du procès, le président de la Cour d'assises croit utile à la manifestation de la vérité que les accusés soient examinés, sur ces circonstances, hors la présence les

uns des autres; que, dans l'espèce, c'est avant qu'il eût été procédé à l'audition d'aucun témoin, que le président a fait retirer de l'auditoire les deux derniers accusés, et a, pendant leur absence, procédé à l'interrogatoire du premier; qu'ainsi il n'y a pas lieu à l'application dudit art. 327, lequel d'ailleurs n'est pas prescrit à peine de nullité;

Attendu, sur le sixième moyen, que les accusés Léopold Léwy et Nathan Léwy étaient déclarés coupables, le premier à la majorité absolue, le second à la pluralité absolue des suffrages; que les mots de majorité et de pluralité absolue excluent toute idée de majorité et de pluralité simples; et que ce n'est que dans le cas de déclaration à la simple majorité que la délibération de la Cour d'assises sur le fait principal est exigée par l'art. 334 du Code d'inst. crim.; qu'en ne délibérant pas sur la culpabilité des accusés, que le jury avait déclarés coupables à la majorité et à la pluralité absolue, la Cour d'assises ne peut donc pas avoir contrevenu à cet article;

Que si, pour dissiper entièrement les doutes élevés dans l'intérêt des accusés Léopold et Nathan Léwy, par leur défenseur, les jurés ont déclaré, sur l'invitation du président, que la majorité et la pluralité absolues, dont ils avaient parlé, s'étaient composées de dix voix contre deux, leur déclaration à cet égard n'a point été le résultat d'une délibération nouvelle, prise publiquement, et par cela même contraire à la loi; que rien n'a eu lieu, dans l'espèce, de ce qui est interdit par l'art. 343 du Code d'inst. crim.; et que, lors même que quelque-une de ses dispositions aurait été enfreinte, le moyen de cassation n'en serait pas mieux fondé, puisque la peine de nullité n'est pas énoncée dans cet article, et qu'il se borne à autoriser la Cour d'assises à prononcer une amende contre les jurés contrevenans, et un emprisonnement contre tout autre;—Rejette, etc.

Du 3 avr. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barres.—Rapp., M. Aumont.—Concl., M. Henri Larivière, av. gen.

DUEL.—CRIME.—DÉLIT.

Du 5 avr. 1818 (aff. *Brutus Castelles*).—F. est arrêté à la date du 8 avr. 1819.

1^{re} FEMME NORMANDE.—DOT.—INALIÉNABILITÉ.—STATUT RÉEL.

2^o ARRÊT.—COPIE.—NULLITÉ.—JUGES (NOMBRE).

1^{re} Une donation d'immeubles faite à son mari, par une femme normande, postérieurement à la loi du 17 niv. an 2, est nulle par suite de la prohibition d'aliéner, contenue dans les art. 539 et 540 de la coutume de Normandie; prohibition qui n'a point été abrogée par la faculté indéfinie de donation entre conjoints, autorisée par l'art. 14 de la loi du 17 niv. an 2 (1).

2^o Un arrêt ne peut être déclaré nul par cela seul que la copie signifiée porte qu'il n'a été rendu que par six juges, lorsque d'ailleurs la grosse constate qu'il a été rendu par sept juges, conformément à la loi. (L. 20 avril 1810, art. 7.)

(Delalande—C. Saint-Hilaire.)

Après la loi du 17 niv. an 2, la dame Saint-Hilaire, mariée, sous l'empire de la coutume de Normandie, au sieur Delalande Sainte-Croix, fit deux donations, l'une en faveur de son mari, l'autre en faveur du fils de son mari; et par ses do-

(1) V. anal. en ce sens, Cass. 21 avril 1813, et les notes.

nations elle disposa de ses biens dotaux. — Ultérieurement et après le décès des sieurs Delalande père et fils, la dame Saint-Hilaire, donatrice, a demandé la nullité des deux donations, se fondant sur ce qu'aux termes de la coutume de Normandie, ses biens dotaux étaient inaliénables, et en outre, sur ce qu'après l'art. 410 de la même coutume, les libéralités entre époux étaient prohibées. La veuve de Delalande fils, donataire, répondait que les art. 539 et 540 de la coutume de Normandie n'interdisaient point aux femmes mariées la faculté de donner entre-vifs leurs biens dotaux; qu'au surplus, ces articles et l'art. 410, prohibitifs des libéralités entre époux, avaient été abrogés par la loi du 17 niv. an 2 (art. 14, 58 et 61).

14 juillet 1814, jugement qui déclare nulles les deux donations.

Appel 19 août 1816, arrêt confirmatif de la Cour royale de Caen, ainsi conçu : — « La Cour, considérant, en droit, qu'aux termes des art. 539 et 540 de la coutume de Normandie, sous l'empire de laquelle Salute-Croix père et la dame de Saint-Hilaire ont contracté mariage, les biens dotaux de la femme ne pouvaient être irrévocablement aliénés, à moins que les deniers ne fussent convertis à son profit; qu'ainsi elle avait récompense du juste prix sur les biens de son mari, et subsidiairement sur les détenteurs de sa dot; que de ces dispositions, il résulte que l'épouse normande est, pendant le mariage, dans une espèce d'interdiction qui ne lui permet de contracter, même avec l'autorisation de son mari, qu'à la charge de ne pouvoir perdre sa dot; que, d'après la prohibition générale de la loi, et attendu que donner entre-vifs est aliéner sans espoir de récompense, on jugeait, en Normandie, que l'épouse ne pouvait disposer, par donation entre-vifs, de ses biens dotaux, à moins que la disposition ne fût faite en faveur de ses enfants ou par suite d'une réserve portée en son contrat de mariage; que, suivant ces principes et hors le cas d'exception, l'acte d'aliénation, par lequel une femme donatrice se dépouille de sa dot sans recevoir d'équivalent, et éprouve nécessairement un préjudice réel, ne peut subsister; que l'interdiction de disposer de la dot par donation, tient essentiellement à cette règle fondamentale des mariages normands que la femme peut aliéner sans remplacement, et que cette règle doit subsister tant que subsistent les effets du régime dotal dont elle est la conséquence nécessaire; considérant que les dispositions de la coutume de Normandie sur le régime des dots sont un statut réel auquel les époux mariés et propriétaires en Normandie ont, d'une manière formelle ou tacite, soumis leurs biens dès l'instant du mariage et pour toute sa durée; qu'il en est résulté pour chacun des époux des droits irrévocablement acquis, droits conventionnels autant que statutaires, droits fondés sur la faveur et l'immuabilité des pactes matrimoniaux arrêtés sous l'empire de la garantie de la loi qui présidait aux mariages, droits par conséquent qui, de leur nature, étaient placés hors des atteintes d'une future législation. Quant à la question de savoir si la loi du 17 niv. a, de fait, abrogé et si elle a pu abroger, par rapport à des époux anciennement mariés, le statut normand qui rendait la dot inaliénable sans remplacement, et conséquemment non susceptible d'être donnée entre-vifs, considérant qu'en général, l'abrogation de la loi ne s'établit point par inductions vagues et éloignées, mais par une déclaration formelle du législateur ou par des dispositions inconciliables avec les anciennes lois, et que, dans le doute, sur l'étendue et le vrai sens

de la loi nouvelle, il faut l'interpréter de manière à en écarter tout effet rétroactif;

« Appliquant cette règle à la loi du 17 niv., qui n'est pas une loi complète en matière de donation, considérant que cette loi, en accordant aux uns et en étendant pour les autres le pouvoir de donner, suppose nécessairement la capacité civile de disposer des biens aliénables, éléments nécessaires pour l'existence d'une donation; et que cette loi destinée à régler seulement les cas prévus par elle, savoir la faculté de disposer par donation de ce qui est ou sera disponible, la quotité des biens qu'on peut donner et les réserves légales, est parfaitement étrangère au régime des dots, et maintient, loin de les vouloir anéantir, les légitimes effets des conventions matrimoniales antérieures à son existence; que l'art. 14, en autorisant les époux qui n'ont pas d'enfants à se faire tels avantages qu'ils jugeraient convenables, a par là même aboli tout statut contraire sur l'exercice de la faculté de donner, considérée en elle-même et abstraction faite de l'inaliénabilité des biens, mais que la loi nouvelle n'a pu déroger aux anciens principes que dans les points sur lesquels elle leur substituait une nouvelle disposition, et que, par rapport aux objets dont elle ne s'est point occupée, tout est resté dans le même état; qu'ainsi tout en établissant les règles particulières sur la transmission des biens par donation, elle n'a pas validé davantage la donation d'un bien qui ne pouvait, pendant le mariage, être aliéné sans récompense, qu'elle n'a autorisé les dons faits par un interdit ou par un pupille à son tuteur;

« En ce qui concerne l'art. 58 de la loi de niv., la Cour a considéré que cet article, en déclarant ses dispositions communes à toutes les parties de la France, même à celles dont la réunion avait été prononcée depuis le 14 juill. 1789, est le produit de la rétroactivité dont cette loi avait été soulevée, vice affreux que la loi du 9 fruct. an 3 a fait disparaître, et que, depuis il a été, avec raison, décidé, pour les départements réunis, que les droits réels et conventionnels des époux mariés dans ces départements seront entièrement régis par les lois sur la garantie desquelles leur mariage avait été contracté, principe évidemment applicable aux époux mariés en France sous l'empire des anciennes coutumes. La Cour a considéré, d'autre part, que si l'art. 61 abolit toutes les coutumes et usages relatifs à la transmission des biens par donation, le statut normand invoqué par la donatrice n'est point une loi de cette espèce, mais une loi d'un ordre différent, la loi fondamentale de nos anciens mariages, et qu'en faisant cesser les prohibitions, les restrictions et les entraves particulières à son objet, la loi des donations n'a pas anéanti pour cela des défenses qui tiennent essentiellement au régime dotal, et qui, ayant un autre principe que les prohibitions de donner, ont pu et dû survivre à l'abolition de cette espèce de prohibitions; que le législateur a pu régler la disponibilité des biens par donation sans déroger au principe général de l'inaliénabilité de la dot, et qu'enfin l'art. 61 n'a, de fait, abrogé que les règles de l'ancienne jurisprudence, sur lesquelles la loi du 17 niv. a établi des règles nouvelles... Regardant comme un point justement consacré par la jurisprudence que la disposition qui établit le recours subsidiaire des femmes normandes sur les acquéreurs des immeubles dotaux n'est pas du nombre des dispositions statutaires abolies par l'art. 61 de la loi du 17 niv., et que l'inaliénabilité de la dot, indépendante de toute législation postérieure au mariage, dure autant que le mariage même, par la raison que les contrats de ma-

aliéné ne peuvent, dans tous leurs effets, être régis que par la loi existante à l'époque du contrat, motif évidemment applicable à tout acte qui tendrait à faire périr une dot que la volonté des contractans et la loi du contrat ont voulu mettre à l'abri de toute atteinte; que si le législateur peut, avec une liberté absolue, établir des statuts personnels, si tout ce qui tient à l'état des hommes et à la capacité civile est toujours dans le domaine de la loi, la conséquence qui en résulte est que la femme qui, en Normandie, était soumise au Sépatus-consulte Velléien a pu, depuis le Code civil, souscrire un cautionnement avec l'autorisation de son mari, mais que son obligation, légale en soi, ne peut, d'après le statut qui régit les biens dotaux, s'exécuter sur cette espèce de biens, parce que les art. 539 et 540 de la coutume sont des statuts réels et conventionnels qui ne peuvent être atteints dans leur substance par cette rétroactive exécution; que de même la donation faite par une femme à laquelle les lois nouvelles accordaient la faculté de donner sera exécutée si elle ne comprend que des biens aliénables, mais qu'elle doit s'arrêter là où elle rencontre pour objets des biens dotaux, et pour obstacle le statut réel et le contrat de mariage qui en assure la conservation;....

Déclare nulles les donations dont il s'agit.

POURVOI en cassation de la part de la veuve Delaunoy, pour violation des art. 539 et 540 de la coutume de Normandie; en ce que la Cour royale a déclaré qu'ils interdisaient la faculté de donner entre-vifs les biens dotaux; — Et violation de la loi du 17 niv. an 2; en ce que la Cour a décidé qu'elle n'avait pas abrogé les articles précités de la coutume de Normandie. D'ailleurs, la veuve Delaunoy a prétendu qu'en la forme l'arrêt était nul, parce que d'après la copie qui lui avait été signifiée, il n'avait été rendu que par six juges.

ARRÊT (après délib. en ch. des cons.).

LA COUR;—Attendu sur le premier moyen, que la grosse de l'arrêt attaqué constate qu'il a été rendu par sept juges;

Attendu, sur le deuxième moyen, que, d'après les art. 539 et 540 de la coutume de Normandie, les biens dotaux normands étaient essentiellement inaliénables à titre de donation entre-vifs hors les cas exceptés par la coutume ou par la jurisprudence, et que les donations dont il s'agit ne sont dans le cas d'aucune de ces exceptions; que ce régime fondamental de la dot, formant un statut réel indépendant de la capacité des personnes n'a pu être abrogé que par une loi positive, et que si les art. 14, 55 et 61 de la loi du 17 niv. an 2, ont rendu aux époux la capacité personnelle de se faire des donations, ces articles ni aucun autre de cette loi n'ont aboli ce statut ni rien innové le concernant; — Rejette, etc.

Du 6 avr. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Casanave.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl., M. Guéhard.

1^o ARBITRAGE FORCÉ.—AMIALES COMPOSITEURS.—ACTION EN NULLITÉ.

2^o et 3^o COMPROMIS.—SYNDICS.—SENTENCE ARBITRALE.—NULLITÉ.

1^o L'action en nullité établie par l'art. 1023 du Cod. proc. civ., est applicable même au cas d'arbitrage forcé, lorsque par un compromis, les arbitres forcés ont été constitués amiables compositeurs, jugeant sans appel ni recours en cassation (1).

2^o Est nul le compromis qui, en matière de société commerciale, nomme des arbitres amiables compositeurs, si les syndics d'un des associés faillis ont concouru à ce compromis, sans être spécialement autorisés à nommer des arbitres volontaires. (Cod. proc., 1003.)

3^o En cas de compromis souscrit entre associés, si un tiers étranger à la société et d'ailleurs représenté par un mandataire sans pouvoirs suffisants, a concouru à ce compromis, la sentence arbitrale est nulle; même dans le cas par lequel elle dispose sur la contestation des associés entre eux. (Cod. proc., 1028.)

(Lambert—C. Saint-Denis et consorts.)

Le 31 déc. 1799 fut dissoute une société commerciale qui avait existé entre le sieur Lambert et le sieur Saint-Denis. — Pendant le cours de cette société, Lambert s'était associé, pour sa moitié, au sieur Levacher. — Celui-ci devait rester d'ailleurs étranger à la société existante entre Lambert et Saint-Denis. — Postérieurement à la dissolution de la société, mais avant qu'elle fût liquidée entre les deux associés Lambert et Saint-Denis, Levacher fit faillite. — Des syndics furent nommés. — En cet état de choses, il s'agissait d'abord de procéder à la liquidation de la société ayant existé entre Lambert et Saint-Denis. — En second lieu, cette liquidation une fois faite, Lambert devait aussi venir à un règlement avec les syndics de la faillite Levacher. — Pour parvenir plus facilement à cette seconde liquidation ou règlement, les syndics furent autorisés par une grande partie des créanciers à nommer des arbitres. — Les intérêts et les droits du sieur Saint-Denis n'avaient rien de commun avec ceux des syndics; cependant, comme ils dépendaient tous de la liquidation d'une même société, il fut passé entre le sieur Saint-Denis, le sieur Lambert et les syndics, un compromis par lequel ils donnèrent pouvoir à trois arbitres de prononcer sur tous leurs différends comme amiables compositeurs, sans observer les règles de la procédure, même par défaut et sans aucun recours.

18 mars 1811, sentence arbitrale qui règle d'abord les droits de Saint-Denis et de Lambert, et ensuite ceux de ce dernier avec les syndics. — Cette sentence fut déposée dans les délais au greffe du tribunal civil d'Évreux, et revêtu de l'ordonnance d'exequatur. — Lambert forma opposition à cette ordonnance, et demanda la nullité de la sentence arbitrale, se fondant sur ce que les syndics de la faillite Levacher n'ayant pas été autorisés par tous les créanciers, ils n'avaient pas en le droit de souscrire le compromis, et que par conséquent la sentence avait été rendue sur un compromis nul, ce qui, aux termes de l'art. 1028 du Code de proc., vicie de nullité la sentence arbitrale. — Les syndics et le sieur Saint-Denis soutinrent que cette opposition était non recevable, attendu que la sentence avait été rendue sur un arbitrage forcé, et dans le sens des art. 51 et suivans du Code de commerce, et non pas sur un arbitrage volontaire; que dès lors les dispositions du Code de procédure lui étaient inapplicables. — Lambert soutint, au contraire, que, sous tous les rapports, l'arbitrage devait être considéré comme volontaire, et non pas comme forcé, puisque, d'une part, le compromis avait été passé avec les syndics qui étaient étrangers à la société, et que, d'un autre côté, il avait été donné pouvoir aux arbitres de juger comme amiables compositeurs, pouvoir qui seul suffit pour donner

(1) V. conf., Cass. 16 juill. 1817; 13 mai 1818; 1^{er} mai 1822. V. aussi dans ce sens, Lozé, *Espr. du Code de comm.*, t. 1, p. 223 et 226; Delaporte,

sur le Code de comm., t. 1, p. 181; Boucher, *Man. du nég.*, t. 1, p. 175; Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 3376; Selon, *des Nullités*, n^o 425.

à tout arbitrage forcé le caractère d'arbitrage volontaire, ou du moins pour rendre applicable l'art. 1028 du Code de procédure.

7 juin 1813, jugement du tribunal civil d'Evreux, qui annule le compromis et la décision arbitrale.

Appel. — 20 juin 1814, arrêt confirmatif de la Cour de Rouen, ainsi conçu : « Attendu que l'acte de société dont il s'agit n'a été contracté qu'entre Saint-Denis père et Lambert ; qu'il était absolument étranger à Levacher Grandmaison ; que si les compromis des 22 oct. 1809 et 1^{er} août 1810, eussent été arrêtés entre les deux associés seulement, et uniquement pour le règlement de leurs compte et droits sociaux, ce serait le cas de considérer l'arbitrage comme forcé ; mais les associés ayant admis à ces compromis les syndics des créanciers de Levacher Grandmaison, à qui Lambert avait cédé la moitié de son intérêt dans la société, cession absolument étrangère à Saint-Denis, les compromis sont l'effet de la volonté libre des trois parties qui les ont signés, ce qui caractérise un arbitrage volontaire ; — Attendu que les syndics Levacher Grandmaison ne pouvaient valablement compromettre sur la généralité des créanciers, puisque plusieurs d'entre eux n'avaient pas souscrit l'acte de leur nomination, qui d'ailleurs n'avait aucune autorité, n'ayant pas été homologué. »

POURVOI en cassation de la part des syndics et du sieur Saint-Denis, 1^o pour contravention aux art. 9 et 14 du tit. 4 de l'ordonn. de 1673, et aux art. 51 et 62 du Code de comm., en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré volontaire un arbitrage forcé, rendu en matière de société commerciale ; — 2^o Fausse application de l'art. 1028 du Code de proc., en ce que les premiers juges ont appliqué les dispositions du Code de proc. à une espèce qui était spécialement régie par les dispositions du Code de commerce.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que Lambert et Saint-Denis n'ont pas soumis la liquidation de leur société à des arbitres forcés ; que, soit en admettant dans les compromis des 22 oct. 1809 et 1^{er} août 1810 des parties étrangères à leur société, soit en donnant aux arbitres nommés dans ces mêmes compromis le pouvoir de juger hors des termes de la loi et comme amiables compositeurs, sans appel ni recours en cassation, ils ont institué des arbitres volontaires ; qu'ainsi la Cour royale a dû recevoir, ainsi qu'elle l'a fait, l'opposition formée à l'ordonnance d'exequatur du jugement arbitral rendu par ces arbitres ;

Attendu que si les syndics des créanciers Grandmaison avaient eu pouvoir de nommer des arbitres forcés, ils n'auraient pu, conformément à l'art. 1003 du Code de proc. civ., nommer des arbitres volontaires qu'en vertu d'une autorisation spéciale qui ne leur avait pas été conférée ; que de là il suit que la Cour royale s'est conformée à la loi, en déclarant nuls les compromis volontaires souscrits sans pouvoirs par les syndics des créanciers Grandmaison ;

Attendu enfin que, par le concours de ces syndics non autorisés, et d'ailleurs étrangers à la société Lambert et Saint-Denis, à la nomination des arbitres chargés de procéder à la liquidation de cette même société, le tribunal arbitral avait été irrégulièrement formé, et que la Cour royale a pu, dans cet état, sans violer aucune loi, déclai-

rer nulles toutes les décisions portées par ce tribunal ; — Rejette... etc.

Du 6 avril 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Poriquet. — Concl., M. Joabert, av. gén. — Pl., MM. Flacon-Rochelle et Guibout.

PAPIER-MONNAIE. — PRESCRIPTION. — ACTION EN NULLITÉ.

Lorsqu'un créancier demande, dans le cas prévu par la loi du 25 mess. an 3, que le paiement anticipé à lui fait en assignats, soit réduit à la valeur réelle que le papier avait au jour du paiement, son action n'est point une action en nullité, prescriptible par dix ans. — En vain on argumenterait contre lui de ce qu'il a conclu à la nullité de la quittance. (Cod. civ., 1304.) (1)

(Paumier et la V^e Labbé — C. Ciansse.)

Du 7 avril 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Zanglancoul. — Concl., M. Joabert, av. gén. — Pl., MM. Guény et Delagrangé.

1^o OFFRES RÉELLES. — DOMICILE ÉLU.

2^o RENTE PORTABLE. — ARRÉRAGES. — REMBOURSEMENT.

1^o Lorsqu'il y a domicile élu pour le paiement, c'est à ce domicile seul que les offres réelles peuvent être faites valablement ; sont nulles les offres faites au créancier parlant à sa personne. (Cod. civ., 1247 et 1258.) (2)

2^o A défaut de paiement pendant deux ans des arrérages d'une rente perpétuelle portable, le capital devient exigible de plein droit, par la seule expiration du terme, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure. — Le droit acquis dès ce moment au créancier de demander le remboursement, ne peut plus lui être enlevé, même par des offres réelles faites postérieurement. (C. civ., 1012.) (3)

(Mangin — C. Delavau.)

Les sieur et demoiselle Mangin, de Beauvais, étaient débiteurs du sieur Delavau, d'une rente constituée en perpétuel de la somme de 196 liv. 16 s. 4 d., au capital de 8,033 liv. 16 s. — D'après le contrat constitutif, en date du 25 juin 1784, cette rente était payable au 1^{er} sept. de chaque année, en la ville de Châtelleraut, en la maison du sieur Delavau. — Au mois d'avril 1814, les frères Mangin avaient laissé accumuler trois années d'arrérages ; ils font offres réelles au sieur Delavau de la somme à laquelle s'élevaient les arrérages. — Les offres furent faites au domicile réel du sieur Delavau, alors placé à la Massardière, en parlant à une domestique ; et sur le refus de cette dernière de les recevoir elles furent répétées au sieur Delavau lui-même, en parlant à sa personne, trouvée à Châtelleraut, en la maison du sieur Delavau-Creuzé. — Refus de la part du sieur Delavau, de recevoir la somme offerte. — Consignation.

Le 15 juin 1814, Delavau assigne les frères Mangin devant le tribunal de première instance du Blanc, pour faire prononcer, 1^o la nullité des offres, comme n'ayant pas été faites ou bien convenu pour le paiement dans l'acte du 25 juin 1784 ; 2^o la condamnation au remboursement du capital de la rente, pour défaut de paiement des arrérages pendant plus de deux ans, conformément aux dispositions de l'art. 1912 du Code civ., et ce, avec

(1) V. conf., Cass. 7 déc. 1809 ; 23 août 1819 ; 30 août 1820.

(2) P. conf., Cass. 28 avril 1814, et la note.

(3) Sic, Cass. 10 et 16 déc. 1818 ; 23 nov. 1839.

— Mais il en serait autrement si la rente était quérable ; il faudrait, dans ce dernier cas, une mise en demeure. V. Cass. 28 juin 1836, et la note ; Aix, 10 déc. 1836 ; Caen, 30 mars 1839.

tous les arrérages échus de ladite rente. — La demande en remboursement, répondent les frères Mangin, est non-recevable, parce qu'elle n'a pas été précédée d'un acte de mise en demeure; elle est mal fondée, parce que les offres sont régulières, puisqu'elles ont été faites au sieur Delavan lui-même, en parlant à sa personne, trouvée dans la ville de Châtelleraut, où le paiement devait être fait, conformément à l'acte du 25 juin 1784.

17 août 1814, jugement du tribunal du Blanc, qui condamne solidairement les enfans Mangin à payer au sieur Delavan tous les arrérages échus de ladite rente, et en outre à lui rembourser le capital: — Considérant, sur la première question, que l'art. 1912 du Code civ., portant que le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat, s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux ans, il s'ensuit qu'aussitôt que les deux années sont expirées, le créancier a acquis le droit de contraindre son débiteur en retard, et qu'il peut, dès lors, exercer ce droit, si bon lui semble; que si l'art. 1912 pouvait laisser quelque doute sur le droit qu'il a accordé au créancier au cas prévu, il serait levé par l'art. 1913, qui dispose que le capital d'une rente constituée devient aussi exigible en cas de faillite ou de déconfiture du débiteur, la loi ayant identiquement assimilé ces deux cas, en se servant de l'expression aussi, d'où il résulte que, dans l'un comme dans l'autre cas, le remboursement peut être exigé; — Considérant, sur la seconde question, que l'art. 1912 du Code civ. étant un droit nouveau, il doit se régler par lui-même: que si la loi eût voulu en subordonner l'exercice à une mise en demeure préalable, elle l'eût dit; que son silence à cet égard prouve qu'elle ne l'a pas voulu; que s'il en était autrement, l'article précité deviendrait en quelque sorte illusoire; qu'inutilement à l'appui du système contraire, exciperait-on de l'art. 1184 du Code civ., que cet article doit être restreint à son cas, et il n'est pas applicable aux contrats de constitution: qu'ainsi l'a décidé la Cour suprême par arrêt du 4 nov. 1812; — Considérant, sur la troisième question, que l'art. 1258 du Code civ. exige, pour la validité des offres, qu'elles soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement; que les arrérages de la rente dont est question devant, aux termes du contrat du 25 juin 1784, être payés à Châtelleraut, en la maison du créancier, il s'ensuit que les offres dont il s'agit ne sont pas régulières, comme faites à un autre lieu que celui indiqué pour le paiement; mais considérant qu'en admettant leur validité, comme faites à la personne même du sieur Delavan, toujours serait-il vrai de dire qu'elles ne le sont que des arrérages, intérêts et frais, et non du capital exigible; que la circonstance que ces offres auraient précédé la demande en remboursement du capital ne peut être influente dans la cause; qu'en effet, si, comme l'arrêt décide les Cours royales de Bordeaux et d'Aix, la mise en demeure n'est pas, au préalable, nécessaire à l'introduction de l'action en remboursement, il en résulte que la loi même, dont l'ignorance n'est présumée de personne, porte avec elle un avertissement suffisant, et que, dès lors, la faculté de contraindre est acquise au jour de l'expiration du terme assigné; qu'en principe, nul ne peut être considéré comme ayant renoncé à un droit acquis sans l'expression formelle de sa volonté, on doit dire que les offres des sieur et demoiselle de Bauvais n'ont pas paralysé la faculté

que l'art. 1912 a accordée au sieur Delavan, qui, par son refus de les accepter, a manifesté sa volonté d'user du droit qui lui était acquis.

Appel. — 14 fév. 1816, arrêt confirmatif de la Cour royale de Bourges.

Pourvoi en cassation de la part des frères Mangin, 1° pour violation des art. 1247 et 1258 du Code civ.; 2° fausse application de l'art. 1912, et par suite, contravention aux art. 1139, 1183, 1184 du même Code, et 1247 et 1258 du Code civ., en ce que le tribunal et la Cour ont déclaré nulles des offres réelles faites suivant les règles tracées par ces deux articles.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR: — Sur le premier moyen, attendu qu'en décidant que les offres réelles, faites par les demandeurs, étaient irrégulières et nulles, pour n'avoir pas été faites au lieu même où le paiement devrait être exécuté, suivant la convention insérée dans l'acte du 25 juin 1784, l'arrêt dénoncé s'est littéralement conformé aux dispositions des art. 1247 et 1258 du Code civ.;

Sur le second moyen, attendu, en fait, que la rente dont il s'agit était portable au lieu désigné dans l'acte du 25 juin 1784: qu'il est constant que les demandeurs, débiteurs de cette rente, ont cessé de remplir leurs obligations pendant plus de deux années, puisqu'ils ont cessé, pendant plus de deux ans, de payer et porter les arrérages au lieu convenu pour le paiement, et que ce n'est qu'après l'expiration de deux années qu'ils ont fait des offres réelles: — Attendu, en droit, 1° que l'art. 1912 du Code civ. dispose formellement que le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat, s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années: qu'il résulte de cette disposition que, dès le moment où les deux années sont expirées, le capital de la rente constituée devient exigible, de même que s'il avait été prêt à terme; que le droit est donc définitivement acquis au créancier de contraindre le débiteur au rachat, et que ce droit acquis ne peut lui être enlevé par des offres réelles que le débiteur ferait tardivement après l'expiration des deux années; 2° que l'art. 1912 ne soumet pas le créancier, dans le cas prévu, à l'obligation de mettre le débiteur en demeure, avant de former la demande en rachat, et que la disposition de cet article est spéciale sur la matière des rentes constituées en perpétuel; que les art. 1139 et 1183 ne statuent que sur des contrats d'espèces différentes, et que d'ailleurs, ni ces articles, ni les art. 1183 et 1184 ne peuvent être applicables à des prêts en argent qui ne sont pas des contrats synallagmatiques; de tout quoi il suit que l'arrêt dénoncé, loin d'avoir violé, dans l'espèce, l'art. 1912, en a fait, au contraire, une juste application: — Rejette, etc.

Du 8 avril 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Chabot (de l'Ailier). — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Flacon-Rochelle et Guichard.

ÉTRANGER. — COMPÉTENCE. — ACQUIESCEMENT.

Le consentement d'étrangers à être jugés par les tribunaux français, confère bien aux tribunaux français la faculté de juger, mais ne leur en impose point l'obligation. — Ils peuvent d'office se déclarer incompétents. (Cod. civ., 14.) (1)

(1) La compétence des tribunaux français à l'égard des contestations qui s'élèvent entre étrangers n'est établie par aucun texte de loi: elle ne peut donc résulter que par voie de conséquence de prin-

cipes généraux dont l'application n'est pas sans difficulté: Sur ce point, Merlin, *Repert.*, v° *Etranger*, § 2, a développé des règles qui ont servi de base à la jurisprudence et à la doctrine, et qui doivent

(Davet — C. héritiers Ziegler.)

An 4, une société en participation est formée à Lyon, entre plusieurs étrangers, savoir le sieur Ziegler de Berne, le sieur Mange de Lausanne et le sieur Davet de Savoie. — A la fin de la société, le sieur Mange dirige des poursuites contre ses associés. — Les parties plaident volontairement et sans élever de déclinatoire, à raison de leur qualité d'étrangers, devant le tribunal de commerce de Lyon, puis devant des arbitres choisis par ce tribunal.

10 octobre 1810, jugement arbitral qui condamne les héritiers Ziegler à payer une somme considérable au sieur Davet, tant en son nom personnel que comme cessionnaire du sieur Mange. — Appel de la part des héritiers Ziegler.

19 juin 1816, arrêt de la Cour royale de Lyon, qui, sur les réquisitions du ministère public, se déclare d'office incompétente, attendu que les parties ne sont pas sujets du roi de France.

POURVOI en cassation de la part du sieur Davet, pour déni de justice et pour violation de l'article 17, titre 12 de l'ordonnance de 1673 et de l'article 420 du Code de proc. — Pour le demandeur, on soutient d'abord que nonobstant la qualité des parties, le tribunal de Lyon et la Cour royale étaient compétents, attendu qu'il s'agissait, dans la contestation de matières commerciales; que la promesse avait été faite, les marchandises livrées, et que le paiement devait avoir lieu dans leur ressort, circonstances attributives de juridiction, entre étrangers comme entre nationaux, aux termes précités de l'ord. de 1673 et du Code de proc. civ. — En second lieu, on ajoutait qu'en supposant que les circonstances particulières de la cause ne fussent pas attributives de juridiction aux tribunaux français, du moins l'incompétence ne pouvait être proposée que par les parties, et ne devait pas être déclarée d'office; qu'en général le consentement des parties suffit pour conférer juridiction aux tribunaux, lorsque d'ailleurs ils sont compétents à raison de la matière; que ces principes étaient consacrés par les lois romaines. V. la loi 52 ff. de *judicis*, la loi 13, Cod. de *exceptionibus*, nov. 53, ch. 2.

encore être suivies sauf l'influence des circonstances particulières. Nous avons présenté, sous un arrêt de la Cour de cassation, du 22 janv. 1806, le résumé complet de la jurisprudence sur cette matière, et nous avons indiqué les diverses hypothèses qui peuvent se présenter. Nous y renvoyons le lecteur. Bornons-nous à rappeler ici ce qui se rapporte exclusivement à la difficulté spéciale que l'arrêt ci-dessus a résolue. — Il est admis, en principe, que les tribunaux français peuvent connaître d'une action personnelle ou mobilière entre deux étrangers lorsque l'un et l'autre y consentent expressément, ou tacitement en n'opposant pas le déclinatoire, Cass. 7 mess. an 7; 27 germ. an 13; 4 sept. 1811; 27 nov. 1822; 30 juin 1823; Douai, 7 mai 1828; 29 mai 1833. Mais ce n'est là qu'une faculté pour les tribunaux français qui, n'étant institués que pour rendre la justice aux nationaux, peuvent n'avoir aucun égard au consentement donné par les étrangers, et se dispenser de les juger. V., outre l'arrêt que nous recueillons ici, Cass. 14 avr. 1818; 2 avr. et 29 mai 1833; Douai, 7 mai 1828. Toutefois, il est de jurisprudence que la juridiction des tribunaux français est obligatoire, lorsqu'il s'agit de contestations commerciales, dans lesquelles il y a lieu d'appliquer les règles exceptionnelles de l'art. 420 du Code de proc. V. sur ce dernier point, Cass. 20 août 1811, 24 avril 1827; 26 nov. 1828; 26 janv. 1833; Colmar, 31 déc. 1816; Paris, 24 mars 1817; 10 nov. 1828; 2 juill. 1828; Aix, 6 juill. 1833. — V. aussi

Pour les défendeurs on répondait : que, dans l'espèce, l'action portée devant les tribunaux était une action purement personnelle, à laquelle les règles particulières de compétence établies par les articles 17, titre 12 de l'ordonnance de 1673, et 420 du Code de proc. civ., n'étaient pas applicables; qu'au surplus ces articles n'étaient attributifs de juridiction à tel ou tel tribunal que lorsqu'il s'agissait de contestations entre Français, et que les règles exceptionnelles qu'ils établissent ne pouvaient, pas plus que les règles générales ou matière de compétence, être appliquées à des étrangers; qu'enfin le consentement des parties, non justiciables d'un tribunal, donnait bien à ce tribunal la faculté de juger, mais ne lui en imposait pas l'obligation.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les parties sont étrangères et non domiciliées en France, et qu'il ne s'agit que d'une action purement personnelle, dont aucune loi ni aucun traité n'imposent à la Cour royale de Lyon l'obligation de connaître; — Rejette, etc.

Du 8 avril 1818. — Sect. civ. — *Prés.*, M. Brisson. — *Rapp.*, M. Cassagne. — *Concl.*, M. Joubert, av. gen. — *Pl.*, MM. Champron et Darrieux.

PAYS RÉUNIS. — TRIBUNAUX FRANÇAIS. — CONTINUATION D'INSTANCE.

Du 8 avr. 1818 (aff. N...). — Règlement de juges. — Même décision que par l'arrêt du 5 déc. 1815 (aff. Michaud).

DUEL. — CRIME. — DÉLIT.

Du 8 avr. 1818 (aff. *Brutus* (Zéler)). — V. cet arrêt à la date du 8 avril 1819.

LETTRE DE CHANGE. — PRESCRIPTION. —

GUERRE. — FORCE MAJEURE. — CASSATION.

L'état de guerre peut, en certains cas, suspendre le cours de la prescription, notamment de la prescription quinquennale établie par l'art. 189 du Cod. comm. (1).

Est-il dans les attributions de la Cour de cas-

Cass. 28 juin 1820; 2 fév. 1822; Rouen, 11 janv. et 17 août 1817.

(1) L'état de guerre est généralement regardé comme un cas de force majeure suspendant les prescriptions et déchéances. Le principe a été appliqué surtout aux effets du commerce et aux délais de recours contre les jugements ou arrêts; c'est ainsi que, par un arrêt du 28 mars 1810, la Cour de cassation a jugé que la porteur d'une lettre de change avait pu être relevé, à raison de l'état de guerre, de la déchéance encourue aux termes de l'art. 168 du Code de comm., à défaut de présentation et de protestation à l'échéance; que les juges avaient à cet égard un pouvoir discrétionnaire. V. cet arrêt et les autorités ou décisions analogues indiquées à la note.

C'est sur cette jurisprudence, qui réduit en dernière analyse toute la difficulté à une pure appréciation de fait, que se fonde le ministre du commerce, en 1834, en répondant à la chambre de commerce de Lyon, qui réclamait une loi pour soustraire à la déchéance les porteurs d'effets de commerce qui, en raison des événements survenus dans cette ville au mois d'avril 1834, n'avaient pu présenter ni conséquemment faire protester les effets à l'échéance : « Le gouvernement pense, portait la réponse ministérielle, que les événements dont Lyon vient d'être le théâtre sont un de ces cas de force majeure qui, d'après la jurisprudence, exemptent de la déchéance les porteurs d'effets de commerce,

sation d'examiner si les juges du fond ont eu raison de décider, d'après les circonstances, que l'état de guerre avait dû suspendre la prescription ? (Arg. nég.) (4)

(Rougemont de Lowenberg—C. Barietta.)

Le sieur Barietta, négociant de Cadix, était porteur de plusieurs traites payables à Cadix, au mois de sept. 1808. Ces traites étaient endossées par M. Rougemont de Lowenberg, banquier à Paris. A l'échéance, c'est-à-dire, en sept. 1808, les traites sont protestées. En 1814 et le 26 sept., le sieur Barietta dénonce les protêts au sieur Rougemont et l'assigne en paiement des traites. Rougemont oppose la prescription de cinq ans établie en matière d'effets de commerce, par l'art. 189 du Code de comm. Barietta réplique que la guerre entre l'Espagne et la France, a rendu les communications sinon impossibles entre les deux pays, du moins tellement difficiles, qu'elle a dû suspendre le cours de la prescription ; qu'il résulte de la discussion sur l'art. 189 du Code de comm. au Conseil d'Etat, que la déchéance prononcée par cet article contre les endosseurs, ne peut leur être opposée, lorsqu'ils ont été dans l'impossibilité d'agir ; qu'un avis du conseil d'Etat du 27 janv. a décidé, « que l'exception tirée de la force majeure est applicable aux cas d'invasion de l'ennemi et des évènements de la guerre, pour relever le porteur de lettres de changes et de billets

à ordre de la déchéance prononcée par le Code de comm. à défaut de protêt à l'échéance et de dénonciation aux tireurs et endosseurs dans les délais, et que l'application, selon les cas et les circonstances, appartient à la prudence des juges ; » qu'il y a même raison de décider relativement à la prescription de cinq ans établie par l'art. 189 du Code de comm.

16 août 1816, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui déclare le sieur Barietta non recevable dans sa demande : « Attendu qu'il s'est écoulé plus de cinq ans entre les protêts et la dénonciation ; que les causes de force majeure dont il excipe ne peuvent être utilement invoquées ; que si, pendant l'intervalle de la guerre, la correspondance a été interrompue, il est cependant notoire qu'il existait des moyens indirects de correspondance, et que le sieur Barietta ne justifie pas qu'il ait fait aucune diligence pour faire passer à M. Rougemont, ou un double des protêts, ou un avis de non-paiement. »

Appel de la part de Barietta. — 17 déc. 1817, arrêt infirmatif de la Cour royale de Paris. Les motifs sont ainsi conçus : « Attendu qu'en toute matière, la force majeure suspend le cours de la prescription ; que, dans l'espèce, la force majeure résultant de la guerre entre la France et l'Espagne, n'a véritablement cessé que par le traité de paix conclu entre les deux puissances, le 5 août 1814, et qu'on ne peut pas reprocher au sieur Ba-

auxquels les circonstances n'ont pas permis de remplir les formalités du protêt ; mais il ne croit pas que, pour accomplir cet acte d'équité, une loi soit nécessaire : la jurisprudence est formelle et suffisante. » *Moniteur* du 21 avril 1834.

Cette décision spéciale à la déchéance prononcée par l'art. 168 du Code de comm., semble devoir être suivie sans difficulté, lorsqu'il s'agit de la prescription prononcée par l'art. 189 du même Code, contre le porteur qui pendant cinq ans n'a pas poursuivi le paiement de la lettre de change, si d'ailleurs l'état de guerre a duré pendant tout ce temps sans intervalle suffisant pour commencer des poursuites. Dans ce cas, comme dans le précédent, la raison de décider est la même : le créancier ne peut être victime des évènements extraordinaires qui rendent impossibles toutes communications entre lui et son débiteur et ne lui permettent pas d'exercer son action. Aussi les auteurs se sont-ils prononcés dans le sens de la décision ci-dessus. F. Merlin, *Repert.*, v° *Prescript.*, sect. 1, § 7 ; Vincens, *légal. comm.*, t. 2, p. 216 ; Troplong, *de la Prescription*, n° 727 ; Pardessus, *Cours de droit commercial*, n° 426 ; Persil, *de la Lettre de change*, sur l'art. 189, n° 21 ; Vazeille, *de la Prescription*, t. 1, n° 315 ; Neuguier, *de la Lettre de change*, t. 1, p. 381 et suiv., n° 6 et 7, p. 568, n° 21.

A ces autorités on peut ajouter un jugement du tribunal de commerce de Paris, du 16 novembre 1814 (Samuel—C. Grognet), rendu à l'occasion de la guerre qui avait existé entre la France et l'Angleterre. Voici les motifs de ce jugement : « Le tribunal ; — Attendu que la prescription invoquée par Grognet, contre la lettre de change dont il s'agit, ne peut être admise dans l'espèce, puisque si cette lettre de change tirée, et acceptée en nov. 1792, payable à un an, n'a point été payée à son échéance ni suivie, faute de paiement, des formalités judiciaires voulues par la loi, c'est l'ordre que Samuel Anglais d'origine, était à cette époque en Angleterre, d'où toute correspondance et communication devenait impossible à cause de la guerre ; 2° à cause des lois existantes alors, qui mettaient sous le séquestre national tous les biens des étrangers et ordonnait à tous débiteurs français de faire au

trésor public les versements des sommes dont ils pouvaient être débiteurs envers les sujets des puissances ennemies ; d'où il suit que Grognet ne pourrait se présenter comme valablement libéré, qu'autant qu'il justifierait avoir fait le versement du montant de la lettre de change dont il s'agit au trésor national, pendant le temps que les lois de séquestre et de confiscation ont été en vigueur, ce qu'il ne justifie point, et ce dont il n'excipe pas même ; — Considérant que postérieurement à l'existence de ces lois, c'est-à-dire en l'an 10, Grognet aurait couvert la prescription qu'il invoque aujour-d'hui, en payant à cette époque, à Samuel, en trois paiements différens des à-compte sur le titre dont il s'agit, montant ensemble à 1500 fr. ; — Considérant que si depuis ces paiements, jusqu'à ces temps plus reculés, Samuel est encore demeuré inactif vis-à-vis de Grognet, c'est par l'effet d'un arrêté du gouvernement du 19 mess. an 11, qui a de nouveau ordonné qu'il ne serait reçu dans les tribunaux de la république aucune instance ayant pour objet le paiement d'engagemens contractés par des négocians français contre des Anglais, et que les instances alors engagées pour ces objets seraient suspendues, ainsi que l'exécution des jugemens qui en aurait pu suivre jusqu'au rétablissement de la paix ; d'où il suit que le gouvernement entendait bien suspendre l'exécution des engagemens contractés par des Anglais envers des Français, jusqu'à l'époque de la paix entre les deux nations, mais non pas étendre les actions résultant de ces engagemens ; qu'ainsi la prescription invoquée par Grognet n'existe pas, et qu'en supposant qu'elle eût existé à une époque, Samuel en aurait été relevé tant par la reconnaissance de la dette résultant des trois à-compte à lui payés par Grognet, que par l'arrêté du gouvernement qui a pu suspendre l'effet de ses actions, sans entendre les anéantir ; — Par ces motifs, sans s'arrêter aux exceptions proposées, ordonne que les parties plaideront au fond, etc. »

(1) La négative s'induit bien de l'arrêt ci-dessus ; mais elle a été expressément consacrée par la Cour de cassation le 5 août 1817. V. l'arrêt à sa date. V. aussi dans le même sens, Eug. Persil, *de la Lettre de change*, sur l'art. 189, n° 22 et 23.

rietta de n'avoir pas employé de prétendues voies indirectes, contraires aux lois, souvent difficiles à se procurer et toujours dangereuses. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Rougemont de Lowemburg, pour violation de l'art. 189 du Code de comm., en ce que l'arrêt dénoncé a refusé d'admettre la prescription quinquennale en matière d'effets de commerce en supposant que l'état de guerre avait suspendu le cours de la prescription, bien que les communications indirectes aient toujours subsisté entre les sujets des deux puissances belligérantes. Pour le demandeur, on soutient que l'état de guerre ne suffit pas pour interrompre, de droit, le cours de la prescription; qu'il faut encore que, dans le fait, l'état de guerre ait produit l'impossibilité d'agir: *contrā non valentim agere non currit prescriptio*. Il fallait donc examiner si, dans l'espèce, la guerre entre la France et l'Espagne avait mis le sieur Barletta dans l'impossibilité de faire les diligences prescrites par le Code de comm.; en d'autres termes, si toutes les communications avaient été interrompues. Or, le tribunal de première instance et la Cour royale elle-même ont reconnu qu'il y avait toujours eu des communications indirectes entre les deux pays: ainsi l'impossibilité d'agir n'a point existé réellement. — Pour échapper à cette conséquence, la Cour royale a prétendu que les communications indirectes étaient contraires aux lois, et par conséquent ne pouvaient être opposées au sieur Barletta, comme lui ayant fourni le moyen d'agir. Mais il n'est pas vrai que les communications indirectes soient toujours illicites: il faut, pour qu'il en soit ainsi, qu'il existe une prohibition expresse aux sujets des puissances belligérantes, de communiquer entre eux; en ce cas, et en ce cas seulement, les communications indirectes, quelque faciles qu'elles pussent être dans le fait, seraient censées, dans le droit, n'avoir jamais existé: or, jamais une disposition de cette nature n'a été prise par la France, ni par l'Espagne, dans la dernière guerre; — aussi on peut citer un grand nombre d'exemples de contestations soutenues et jugées en France entre des Espagnols et des Français durant les hostilités. Quelques-unes sont d'autant plus remarquables qu'elles étaient relatives à des traites protestées en Espagne, et dont on réclamait le paiement en France. V. un arrêt de la Cour royale de Paris, du 30 août 1809, et deux arrêts de la Cour de cass., l'un du 28 mars 1810, et l'autre du 24 févr. 1812.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu qu'en première instance, comme en Cour d'appel, le sieur Rougemont n'a excipé que de la prescription de cinq ans établie par l'art. 189 du Code de comm.; qu'ainsi la Cour d'appel, en jugeant que cette prescription de cinq ans avait été interrompue par force majeure résultant de l'état de la guerre entre la France et l'Espagne, à laquelle époque qu'on en puisse fixer la cessation, n'a fait qu'une juste application des principes à l'espèce; — Rejette, etc.

Du 9 avr. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp. M. Lasudade. — Concl. M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

(1) V. dans le même sens, Cass. 17 oct. 1811; 8 fév. et 26 déc. 1812; 2 juill. 1813; 13 oct. 1815; 4 janv. et 1^{er} août 1816; 20 juin 1817.

(2) V. conf., Cass. 4 juill. 1811; 24 avril, 22 et 29 mai, 2 et 9 juill., 10 sept., 22 et 23 oct. 1812; 18 mars 1813.

(3) V. dans le même sens, Cass. 10 janvier 1817 (aff. Reg.).

1^{er} FAUX. — Usage. — Complicité.

2^o JURY. — Composition. — Préfet. — Cour d'assises.

3^o et 4^o COUR D'ASSISES. — Témoin. — Lecture de dépositions. — Interpellations.

5^o TÉMOINS EN MAT. CRIM. — Dénonciateurs. — Avertissement.

6^o COUR D'ASSISES. — Témoin. — Interrogatoire.

7^o ACCUSÉ. — Copie de pièces.

8^o COMPLICITÉ. — Désignation du complice.

9^o COUR D'ASSISES. — Pièces remises au jury

1^{er} Il n'existe aucune contrariété entre l'ordonnance qui, sur la déclaration du jury, acquitte un prévenu du crime de faux dans un acte et l'arrêt qui condamne un autre individu comme coupable d'avoir provoqué à la fabrication de ce même faux acte et d'en avoir fait sciemment usage (1).

2^o Il n'est point dans les attributions des Cours d'assises d'examiner les éléments d'après lesquels le préfet a rédigé la liste des jurés. Les citoyens portés sur cette liste sont présumés avoir les qualités politiques requises par la loi (2).

3^o Il peut être donné lecture aux débats d'une Cour d'assises des dépositions écrites des témoins décelés ou absents. (Cod. inst. crim., 317, 476 et 477.) (3)

4^o Les interpellations que le président doit faire aux témoins et à l'accusé, aux termes de l'art. 319 du Cod. inst. crim., ne sont pas prescrites à peine de nullité.

5^o L'art. 323 du Cod. inst. crim., qui ordonne d'avertir le jury si les témoins ont la qualité de dénonciateurs récompensés pécuniairement par la loi, n'est pas prescrit à peine de nullité (4).

6^o Les témoins entendus aux débats d'une Cour d'assises peuvent être interrogés sur tous les faits relatifs à la moralité de l'accusé, que le président croit propres à la manifestation de la vérité. (Cod. inst. crim., 268.) (5)

7^o Un accusé ne peut se faire un moyen de nullité de ce qu'il ne lui a pas été délivré copie d'une lettre produite au procès, lorsque d'ailleurs cette lettre qui ne faisait pas partie des pièces avant l'ouverture des débats, lui a été représentée, et qu'il a été à portée de la contredire et au besoin de s'en faire délivrer une copie. (Cod. inst. crim., 305.) (6)

8^o Le complice d'un crime dont le principal accusé a été acquitté, ne peut se faire un moyen de cassation de ce que, dans les questions posées au jury, relativement aux faits de complicité, le nom de ce principal accusé a été remplacé par l'expression vague de un individu. (Cod. inst. crim., 211 et 317.)

9^o L'interrogatoire prisé par un individu acquitté d'un crime dont le complice est mis plus tard en jugement, peut, lors du jugement de ce complice, être remis au jury avec les autres pièces de l'affaire. Ici ne s'applique pas la disposition de l'art. 341 du Cod. inst. crim., qui défend de remettre au jury les déclarations écrites des témoins.

(1) V. conf., Cass. 29 août 1811 et la note; 16 juill. 1812.

(2) Sic, Cass. 23 oct. 1817 (aff. Desboubins).

(3) Jugé même que les injonctions de l'art. 305 relativement aux copies à délivrer aux accusés ne s'entendent à aucune autre pièce que les procès-verbaux constatant le délit et les déclarations écrites des témoins. V. Cass. 12 avril 1821.

(Cousin).—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, sur le premier moyen, qu'il n'existe aucune contrariété entre l'ordonnance d'acquiescement rendue en faveur de Jean-Pierre Davasse sur la déclaration du jury, portant qu'il n'était pas coupable d'être auteur du faux acte de désistement dont il s'agit au procès, et l'arrêt qui condamne le réclamant comme coupable d'avoir provoqué à la fabrication dudit acte, et d'en avoir fait usage; que ce fait de complicité n'est point inconciliable avec la déclaration précédemment faite par le jury, que ce n'était pas Davasse qui était l'auteur du faux acte qui avait donné lieu à l'accusation formée contre lui;

Attendu, sur le deuxième moyen, qu'il n'est point dans les attributions de la Cour d'examiner les éléments d'après lesquels le préfet a rédigé la liste des jurés, et que les citoyens portés sur cette liste sont présumés avoir les qualités politiques requises par les art. 331 et 332 du Code d'instr. crim.;

Attendu, sur le troisième moyen, tiré de la violation des art. 317, 476 et 477, même Code, que ce dernier article autorise formellement la lecture des dépositions écrites des témoins qui, pour quelque cause que ce soit, ne peuvent être produits aux débats; qu'ainsi il a pu être donné lecture des dépositions écrites des témoins décédés ou absents;

Attendu, sur le quatrième moyen, que les formalités prescrites par l'art. 319 ne sont point prescrites à peine de nullité;

Attendu, sur le cinquième, qu'il n'est point établi par le réclamant qu'il y ait eu des dénonciateurs entendus comme témoins, et que d'ailleurs la peine de nullité n'est point prononcée contre le défaut d'avertissement dont il est fait mention dans l'art. 323;

Attendu, sur le sixième, que les témoins ont pu être interrogés sur tous les faits qui tendaient à faire connaître quelle était la moralité de l'accusé, et que le président de la Cour d'assises croyait propres à la manifestation de la vérité;

Attendu, sur le septième, tiré de l'art. 305 du Code d'instr. crim., que la lettre dont il s'agit ne faisait point partie des pièces avant l'ouverture des débats; qu'elle a été représentée à l'accusé lorsqu'elle a été produite et qu'il a été à portée de la contredire, et au besoin de s'en faire délivrer une copie;

Attendu, sur le huitième et neuvième moyens...

Attendu, sur le dixième moyen, tiré de la violation des art. 337 et 241 du Code d'instr. crim., que dès qu'il avait été jugé que Davasse n'était pas l'auteur du faux acte, il s'ensuivait nécessairement que l'accusé Cousin avait, sur le fait principal, un autre accusé pour complice; qu'ainsi on a dû remplacer le nom Davasse dans les questions de complicité, et demander au jury s'il était constant que l'accusé eût provoqué cet individu à la fabrication de l'acte argué de faux; que cette position de questions était conforme à l'état du procès, et n'apportait aucun changement aux faits de complicité imputés à l'accusé par l'acte d'accusation;

(1) Par ses arrêts des 16 therm. an 10; 14 brum. an 11 et 17 mars 1808, la Cour de cassation a pareillement ordonné la suppression des mémoires produits. Comme dans l'espèce, les imputations étaient étrangères à la cause, et allaient à réserver l'action des parties. V. l'art. 377 du Code pén. remplacé par l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819.

(2) Sic, Cass. 9 avril 1816, et *Théorie du Code pénal*, t. 6, p. 564.

(3) Carnot (*Comm. du Code pén.*, t. 2, p. 248),

LX.—1^{re} PARTIE.

Attendu, sur le onzième moyen, que l'interrogatoire prêté par Davasse dans le procès sur lequel est intervenue l'ordonnance d'acquiescement n'était pas une déposition de témoins; qu'il fallait partie des pièces du dossier, et qu'il n'a pu, sans contrevenir à aucune disposition du Code d'instr. crim., être remis avec les autres pièces au jury;—Rejeté, etc.

Du 9 avr. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Leconteur.—Concl., M. Giraud, av. gén.—Pl., M. Dufourt d'Astafort.

CASSATION. — MÉMOIRE DIFFAMATOIRE. — DÉPÔT AU GREFFE.

La Cour de cassation peut ordonner qu'un mémoire produit à son audience et contenant des imputations calomnieuses envers la magistrature, sera déposé à son greffe, en réservant toute poursuite ultérieure (1).

(Gérard Debie).—ARRÊT.

LA COUR:—Statuant sur les réquisitions prises à l'audience par l'avocat général:—Attendu qu'il a été produit au greffe, pour être joint aux pièces de la procédure, un mémoire imprimé, intitulé: *Mémoires pour Gérard Debie*, contenant vingt-deux pages; signé à la main, R..., et en écriture imprimée Joseph R..., (de Grenoble), avocat à la Cour royale de Paris, à la suite duquel est écrite à la main une note supplémentaire également signée R...;—Que des exemplaires ont été distribués aux conseillers de la Cour;—Que ce mémoire contient des imputations calomnieuses envers les magistrats en général;—Le blâme;—Et, vu que ledit mémoire renferme aussi, envers les magistrats de la Cour d'assises du département de la Seine, devant laquelle ont eu lieu les débats contre Gérard Debie, des imputations graves, desquelles il pourrait résulter contre leur auteur, des poursuites ultérieures sur lesquelles tout demeure réservé, soit relativement à l'action publique soit relativement à l'action privée:—Ordonne que l'exemplaire dudit mémoire, joint à la procédure et signé à la main R..., demeurera déposé à son greffe, après avoir été signé et paraphé à son commencement et à sa fin par le conseiller rapporteur, pour en être donnée toute communication qui pourra être autorisée par un permis du président de la Cour, etc.

Du 10 avr. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Gaillard.—Concl., M. Giraud, av. gén.

1^{er} VOL.—INTENTION.—DÉCLARATION DU JURY. 2^o RECIDIVE.—PREMIÈRE CONDAMNATION.—ACCUSE DE MOINS DE VINGT ANS.

1^o Une soustraction ne peut donner lieu à l'application d'une peine que lorsqu'elle a été déclarée frauduleuse. (Cod. pén., 376.) (2)

Lorsque le jury déclare l'accusé coupable d'une soustraction, sans ajouter que cette soustraction était frauduleuse, la Cour d'assises doit le renvoyer à une nouvelle délibération pour s'expliquer sur la moralité de la soustraction (3).

critique est arrêt, parce qu'il lui paraît que la déclaration était acquise à l'accusé et que muette sur la fraude, il devait en résulter une présomption en sa faveur. La déclaration n'est acquise à l'accusé que lorsqu'elle est complète, claire et parfaitement en harmonie dans ses diverses dispositions. Or, dans l'espèce, la déclaration n'était pas complète, puisqu'elle ne s'expliquait pas sur la moralité du fait de la soustraction. A la vérité, Carnot prétend que la sentence du jury fait présumer une réponse

2^e Celui qui, après avoir été condamné pour crime, se rend coupable d'un deuxième crime, est passible des peines de la récidive, encore bien qu'à raison du premier, il n'ait été condamné qu'à la détention dans une maison de correction, en considération de son âge (1).

(Sœurs Elie).—ARRÊT.

LA COUR :—Statuant sur les pouvoirs formés par Marie-Adélaïde Elie, Marie-Scholastique-Madeleine Elie, et par le procureur du roi près la Cour d'assises du département de l'Oise, envers l'arrêt rendu par cette Cour, 1^o relatif au pourvoi des sœurs Elie;—Vu l'art. 410 du Code d'inst. crim.—Et attendu que, conformément à l'art. 379 du Code pénal, le jury a été interrogé sur le fait matériel et moral de la soustraction, en lui demandant si les sœurs Elie avaient soustrait frauduleusement des effets mobiliers;—Que la réponse du jury a été seulement que les sœurs Elie avaient soustrait lesdits effets; mais qu'il n'a pas répondu sur la moralité du fait, qui consistait à avoir si la soustraction avait été ou n'avait pas été frauduleuse; que la Cour, sur cette réponse incomplète, aurait dû renvoyer le jury à une nouvelle délibération pour s'expliquer sur la moralité de la soustraction; que cependant la Cour, sur cette réponse qui ne caractérisait pas le crime de vol, a prononcé contre les sœurs Elie les peines auxquelles donnaient lieu, relativement à chacune d'elles, les art. 383, 381, n^o 4, et 66 du Code pén.; que cette condamnation, manquant de base d'après la déclaration du jury sur le fait principal, il y a eu fautive application de ces articles et contra-vention à l'art. 379 dudit Code;

2^o Relativement au pourvoi du procureur du roi.—Vu l'art. 56 du Code pénal;—Et attendu que, par arrêt du 3 sept. 1811, la fille Elie aînée, alors âgée de quatorze ans, mais ayant agi avec discernement, avait été condamnée pour crime à être renfermée dans une maison de correction pendant six ans, par application de l'art. 67 du Code pénal;—Que ladite Elie étant condamnée pour un second crime, la peine qui devait lui être appliquée rentrait dans l'art. 56 dudit Code; que la première peine prononcée, en considération de la faiblesse de son âge, ne changeait pas la nature du fait de sa condamnation, et que sa détention dans une maison de correction avait toujours pour cause la culpabilité du crime dont elle avait été convaincue; d'où il suit que la Cour d'assises, en refusant d'appliquer la peine pour récidive à la fille Elie aînée, s'est mise en opposition avec l'art. 56 du Code pénal;—Casse, etc.

Du 10 avril 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Leconteur.—Concl., M. Giraud, av. géu.

AJOURNEMENT.—HUTSCHER.—SAISIE IMMOBILIÈRE.

Du 10 avril 1818 (aff. Housmann).—V. ci-après au 20 avril.

CONNEXITÉ.—COUR D'APPEL.—COMPÉTENCE.

Du 12 avril 1818 (aff. Noaille).—V. cet arrêt à la date du 12 avril 1808.

négative. Mais pourquoi en serait-il ainsi? Le silence du jury n'est qu'une omission de statuer qui doit être réparée. Le sort de l'accusé n'est d'ailleurs nullement compromis par ce mode de procéder, car un acquittement ne doit pas plus qu'une condamnation être le résultat de la surprise ou de l'erreur.

(1) V. dans le même sens, Cass. 18 janv. 1827;

SUCCESSION.—DETTES MOBILIÈRES.—COUTUME D'Auvergne.

Sous l'empire de la coutume d'Auvergne, comme en pays de droit écrit, dans les successions en ligne directe, les dettes mobilières n'étaient point exclusivement une charge des biens meubles; elles devaient être réparties comme toutes les autres dettes, au marc le franc, sur toutes les espèces de biens. (Coutume d'Auvergne, tit. 12, art. 41; L. 2, C. de ann. et trib.) (2) (Les héritiers Marnat—C. la V^e Marnat.)

En 1776, décès de Guillaume Marnat.—Sa succession se composait de biens situés, les uns sous l'empire de la coutume d'Auvergne, les autres, notamment le mobilier, à Clermont-Ferrand, pays de droit écrit, où il avait son domicile.—Il laissait quatre enfants, et avait institué légataire universelle de tous biens dispoibles, la dame Etienne Goyon, son épouse.—Lors du partage de la succession entre les enfants Marnat et leur mère, trois de ces enfants ont soutenu que leur mère ayant succédé en vertu de son legs universel à tout le mobilier, devait être tenue de toutes les dettes mobilières, jusqu'à concurrence de la valeur de ce mobilier.—La dame Goyon, veuve Marnat, a prétendu que les dettes mobilières ne devaient point être en entier à sa charge, parce qu'elle avait hérité du mobilier; mais que toutes les dettes, généralement quelconques, devaient être supportées par chaque héritier au prorata de sa portion héréditaire, soit d'après les dispositions de la cout. d'Auvergne, art. 41, soit d'après la loi 2, Code de ann. et trib.

14 août 1811, jugement du tribunal de Clermont, qui ordonne que les reprises et créances personnelles de la dame Marnat, pour restitution de sa dot, et de ses conventions matrimoniales, ainsi que toutes les dettes de la succession de son mari, par elle acquittées, seraient distribuées proportionnellement, entre les biens de droit écrit auxquels la veuve avait succédé seule, et les biens de coutume, qui se partageaient entre elle et ses enfants.

Appel.—7 août 1815, arrêt infirmatif ainsi conçu : « Attendu que la succession de Guillaume Marnat se compose des biens provenant de son père et de ses biens personnels; mais attendu que ses enfants ont opté pour la réserve coutumière; que, par conséquent, ils n'ont rien à réclamer dans les biens situés en pays de droit écrit, et que leurs droits se réduisent au partage par égalité entre eux, des trois quarts des biens situés en pays de coutume; attendu que les biens meubles, suivant la loi du domicile des parties, et le défunt étant domicilié à Clermont, pays de droit écrit, le mobilier de la succession de Guillaume Marnat appartient exclusivement à l'héritier des biens de droit écrit; attendu que les dettes mobilières doivent, d'après les anciens principes, être à la charge de l'héritier des biens meubles, à moins qu'il n'y ait en insinuation dans le mobilier pour les acquitter; attendu que c'est par la succession de Guillaume Marnat, que ce qui reste dû de la dot de sa veuve, ainsi que la supplément et les robes de noces, doivent être acquittées, attendu que ces derniers articles du

10 avril 1828; 3 mars 1831.—Depuis les modifications apportées dans le texte de l'art. 56 du Code pén., par la loi du 28 avril 1832, la question ne peut plus se représenter dans les mêmes termes. V. au surplus, Cass. 8 mars 1838, et la note; Théorie du Code pénal, t. 1, p. 437.

(2) V. sur la division des dettes entre les cohéritiers, nos observations sur l'arrêt du 3 août 1792,

dettes n'ont pas été acquittées; qu'il paraît que les ressources mobilières de la succession de Guillaume Marnat ont été employées au paiement des autres dettes soldées et seraient insuffisantes pour acquitter encore celles-ci; qu'ainsi, il est juste qu'elles soient supportées par les biens de coutume, comme par les biens de droit écrit, au marc de leurs valeurs respectives; la Cour ordonne que, d'après l'option que les appelantes (les trois filles de Guillaume Marnat) ont faite pour la réserve coutumière, elles n'aient aucune part au mobilier de toute espèce, ni aux immeubles situés en pays de droit écrit, dépendant de la succession dudit Guillaume Marnat; ordonne en outre que, sur les immeubles de coutume, il sera attribué à chacune des appelantes le quart des trois quarts desdits immeubles, ou les trois seizièmes de la totalité, lesquels trois seizièmes seront grevés de trois seizièmes de la portion pour laquelle les biens de coutume doivent contribuer dans la restitution de la dot, supplément de dot et de robes de nocers d'Etienne Goyon (la veuve Marnat), laquelle portion sera fixée au marc la franc de la valeur desdits biens de coutume comparés à ceux situés en pays de droit écrit; décharge les appelantes de toute contribution à toutes autres dettes qui pourraient être à la charge de Guillaume Marnat, tant de son chef personnel que comme héritier de Jean Marnat, son père. »

POURVOI en cassation pour fautive application de l'art. 19 du tit. 22 de la coutume d'Anvergne, violation de l'art. 41 de la même coutume, et de la loi 2 du Code, liv. 10 du tit. 16 de ann. et trib. — L'art. 19, dit la veuve Marnat, déclare, à la vérité, que les dettes mobilières doivent être payées aux dépens des meubles et acquêts; mais cet article règle le sort des successions directes; ainsi il n'était pas applicable à l'espèce, où il s'agit d'une succession en ligne directe. — C'est l'art. 41 qui régit l'espèce; or, cet article ordonne la répartition de toutes les dettes au marc la franc, sur toutes les espèces de biens, sans distinguer les biens mobiliers des biens immobiliers. — Il est plus exact de dire que l'art. 19 du Code de ann. et trib., puisque la succession s'est ouverte, en partie, sous l'empire des lois romaines; or, cette loi ne met pas à la charge de l'héritier des meubles, toutes les dettes mobilières; elle déclare que chaque héritier doit contribuer au prorata de la part héréditaire. *Æs quidem alienum pro portione, ex quo quisque defuncto heredes existerit, præsenti oportet.*

ARRÊT.

LA COUR; — Vu la loi 37, § 2, ff. de verb. signif.; la loi 2 du Code, liv. 10 du tit. 16 de ann. et trib.; les art. 19 et 41 du tit. 22 de la cout. d'Anvergne...; — Attendu qu'en décidant, dans l'espèce, que les héritières des biens situés dans le ressort de la cout. d'Anvergne n'étaient pas assujetties au paiement des dettes mobilières de la succession, tant qu'il restait du mobilier, et que la totalité de ces dettes était à la charge de l'héritière qui avait seule recueilli les meubles en pays de droit écrit, l'arrêt dénoncé a violé les dispositions du droit romain et l'art. 41 du tit. 12 de la cout. d'Anvergne, qui ordonnaient également la répartition de toutes les dettes au marc la franc sur toutes les espèces de biens, et que d'ailleurs il a fausement appliqué l'art. 19 du même titre de la coutume, qui n'est relatif qu'aux successions collatérales; — Casse, etc.

Du 13 avril 1812. — Sect. civ. — Prés., M. Dorez, p. p. — Rapp., M. Chabot (de l'Allier). — Pl., MM. Mathies et Barrieux.

LETTRE DE CHANGE. — PRESCRIPTION. — ÉCHÉANCE. — PROTÊT.

La prescription de cinq ans établie par l'art. 189 du Cod. comm., pour les lettres de change et les billets à ordre, commence à courir du lendemain de l'échéance. — Peu importe qu'il y ait ou non protêt. (Cod. comm., 189.) (1)

(Rouillon — C. Petit.)

En 1806, le sieur Rouillon souscrit, au profit du sieur Haguot, un billet à ordre de la somme de 875 fr., payable le 20 déc. de la même année. — Haguot cède ce billet au sieur Petit. — A l'échéance, il n'est pas acquitté; cependant le porteur ne fait aucunes diligences. Le 29 mars 1815, c'est-à-dire, six ans et trois mois après l'échéance, le porteur demande au sieur Rouillon le paiement de ce billet.

Rouillon répond que, s'étant écoulé plus de cinq ans depuis le jour de l'échéance du billet, il se trouve prescrit, aux termes de l'art. 189 du Code de comm. — 14 déc. 1815, jugement du tribunal de Bar-le-Duc, qui rejette l'exception de prescription; « attendu que la prescription établie par l'art. 189 du Code de comm., ne peut avoir lieu qu'à compter du jour du protêt et de la dernière poursuite judiciaire; qu'il n'y a eu ni protêt, ni poursuite avant l'assignation du 29 mars 1815; qu'ainsi, la prescription proposée n'est pas admissible. »

POURVOI en cassation, pour violation de l'art. 189 du Code de comm., portant : « Toutes actions relatives aux lettres de change, et à ceux des billets à ordre, souscrits par des négociants, marchands, banquiers, ou pour faits de commerce, se prescrivent par cinq ans, à compter du jour du protêt, ou de la dernière poursuite judiciaire, s'il n'y a eu condamnation, ou si la dette n'a été reconnue par acte séparé. » — Cet article, dit Rouillon, est loin de vouloir dire que la prescription ne commence à courir que du jour où le protêt a été fait; ces mots, *à compter du jour du protêt*, doivent s'entendre du jour fixé par la loi pour le protêt, c'est-à-dire, du lendemain de l'échéance (Code comm., art. 182); c'est de ce jour que la prescription commence à courir, soit qu'il y ait eu effectivement protêt, ou qu'il n'y en ait pas eu. S'il en était autrement, c'est-à-dire, si la prescription ne courait que du jour où le porteur aurait fait protester, il arriverait que le porteur serait le maître de tenir le souscripteur sous le coup de son obligation pendant tout le temps qu'il voudrait, même plus de trente ans, car il n'aurait qu'à ne point faire protester; ce qui est trop contraire à l'intérêt du commerce, et à tous les principes en matière de prescription.

— La règle en cette matière, est que la prescription commence à courir du jour de l'exigibilité de la dette; elle peut être interrompue par des poursuites intermédiaires; mais elle recommence à dater des dernières poursuites. — L'art. 189 a été rédigé dans le sens de l'art. 21, tit. 5 de l'ordonnance de 1673, qui ne laissait aucun doute sur la question dont il s'agit; il était ainsi conçu : « Les lettres ou billets de change seront réputés prescrits après cinq ans de cessation de demandes et poursuites, à compter du lendemain de l'échéance ou du protêt, ou de la dernière poursuite. » — Tous les auteurs l'enseignent ainsi; V. M. Pardessus, *Éléments de jurisprudence commerciale*, p. 270; M. Lozé, *Esprit du Code de comm.*, t. 2, p. 336. — C'est dans ce sens que l'a jugé la Cour de cassation par arrêt du 31 juill. 1816.

(1) V. en ce sens les autorités citées dans l'article ci-dessus; *Add. Cass.* 31 juill. 1816, et nos observations.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 189 du Code de comm., — Considérant qu'il suit de cet article que toutes actions relatives aux effets de commerce se prescrivent par cinq ans, à compter du jour du protêt, ou de la dernière poursuite juridique; que par ces mots, *jour du protêt*, on ne peut entendre que le jour fixé par la loi elle-même (art. 162) pour la rédaction de cet acte, c'est-à-dire, le lendemain du jour de l'échéance de l'effet; qu'ainsi, le véritable sens de l'art. 189 est qu'en cette matière, la prescription de cinq ans court à dater du lendemain de l'échéance de l'effet, à moins qu'elle ne soit légalement interrompue par des poursuites; que de ce principe, conforme aux règles du droit commun et à la disposition de l'ordonn. de 1673, tit. 5, art. 21, auxquelles tout annonce que les rédacteurs du Code de comm. ont entendu se référer, il suit : 1° que la prescription établie par l'art. 189 est acquise, si, dans le délai de cinq ans, à dater du lendemain de l'échéance de l'effet, il n'y a eu ni protêt, ni autres poursuites juridiques; 2° que si à une époque quelconque de ces cinq ans, la prescription a été interrompue par un protêt ou autres poursuites juridiques, elle recommence alors son cours quinquennal à dater, soit du jour où le protêt a été fait, soit du jour de la dernière poursuite; — Considérant, dans l'espèce, qu'à partir du lendemain du jour où le billet souscrit par Rouillon est échu, le porteur de ce billet n'a, pendant cinq ans, fait ni protêt, ni poursuites juridiques, et par conséquent qu'en décidant qu'il n'y avait pas lieu, dans l'espèce, à la prescription établie par l'article ci-dessus cité, le jugement attaqué contrevient à cet article; — Casse.

Du 13 avril 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Zangiacomi. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Guichard.

ÉTRANGER. — DÉMEMBRÉMENT. — LITISPENDANCE. — COMPÉTENCE.

Une Française qui avait épousé en France un Belge devenu Français par la réunion, qui ensuite avait formé devant les tribunaux français une demande en séparation de corps, a, par le fait de la séparation de la Belgique, perdu la qualité de Française et le droit de continuer ses poursuites devant les tribunaux français. (Cod. civ., 214.) — *L'incompétence est telle que les juges peuvent l'accueillir en tout état de cause.* (Cod. proc., 108.) (1)

(Vanherke — C. Vanherke.)

Le 15 nov. 1806, à Dôle, département du Jura, la demoiselle Fondant, Française, avait épousé le sieur Vanherke, Liégeois, devenu Français par la réunion. — Ulérieurement leur domicile fut fixé à Paris. — La dame Vanherke intenta contre son mari une action en séparation de corps. Le tribunal de Paris lui indiqua une résidence provisoire pendant le procès. Les choses en étaient là en 1814, lorsque le traité de Paris démembra la Belgique de la France. Le sieur Vanherke ne fit point la déclaration prescrite par la loi du 13 oct. 1814; il cessa donc d'être Français. En cet état, la dame Vanherke reprit son instance en séparation devant le tribunal de Paris, attendu que son mari n'avait pas cessé d'y résider. Le sieur Vanherke défendit au fond pendant un temps assez long. Enfin il demanda son renvoi devant les juges de sa nation. La dame Vanherke soutint qu'il devait rester de-

vant les juges déjà saisis, qui d'ailleurs étaient les juges de son domicile.

Le 4 mai 1816, le tribunal de première instance rejette le déclinatoire.

Appel. — Et par arrêt du 17 juill. 1816, la Cour de Paris, infirmant, accueille le déclinatoire : « considérant que la femme suit la condition du mari; que Vanherke, Liégeois d'origine, n'a pas fait la déclaration prescrite par la loi du 13 oct. 1814, ni obtenu par suite les lettres de naturalité. »

POURVOI en cassation de la part de la dame Vanherke. — Les moyens de la demanderesse étaient pris : — 1° De ce que le déclinatoire n'avait été proposé qu'après la défense au fond; contravention prétendue à l'art. 168 du Code de proc. civ.; — 2° De ce que son mari n'avait pas cessé d'être domicilié à Paris, et conséquemment d'être justiciable des tribunaux de Paris; la loi du 13 oct. 1814 ne prononçant que sur la perte des droits politiques, et ne disposant pas touchant les droits civils; contravention prétendue à l'art. 43 du Code civ.; — 3° De ce que, née Française et mariée à un Français, elle était dispensée de suivre son mari à l'étranger, et pouvait par suite rester Française, et plaider en France contre lui, pour des obligations contractées en France; fausse application prétendue de l'art. 106, et contravention à l'art. 14 du Code civ.; — 4° De ce qu'enfin les juges naturels, ou du domicile de son mari ayant été saisis, la survenance d'une nouvelle nationalité, ou d'un nouveau domicile ne faisait pas cesser la compétence, sauf toutes exceptions lors de l'exécution en pays étranger; fausse application prétendue de l'art. 59 du Code proc. civ.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les tribunaux ne sont obligés de rendre justice qu'à leurs justiciables; qu'ainsi ils peuvent s'abstenir de la connaissance des affaires qui ne sont pas de leur compétence, quoiqu'il ne soit point proposé de déclinatoire, et lors même que les parties consentiraient à être jugées par eux; que, dans l'espèce, Vanherke n'a été momentanément Français que par suite du droit de conquête, et qu'il a cessé de l'être par la séparation du pays de Liège de la France, n'ayant pas fait la déclaration prescrite par la loi du 13 oct. 1814; — Attendu que, suivant l'art. 19 du Code civ., la femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, et ne peut recouvrer la qualité de Française qu'après qu'elle est devenue veuve, et en se conformant à ce qui est prescrit par le même article; — Attendu que la femme Vanherke, en épousant un étranger, est devenue étrangère elle-même; qu'ainsi la contestation à juger a lieu entre deux étrangers; ce qui écarte l'application de l'art. 14 du même Code civ., d'après lequel l'étranger, même non résident en France, peut être cité devant les tribunaux français pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français; — Attendu qu'il s'agit d'une action personnelle qui doit être portée devant les juges du domicile du défendeur; — Rejette, etc.

Du 14 avril 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey, — Rapp., M. Duroyer. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Guichard.

ACCEPTATION DE SUCCESSION. — RENONCIATION. — EFFET RETROACTIF.
L'art. 790 du Code civil portant que l'héritier qui a renoncé peut encore accepter la succes-

(1) C'est la nouvelle application particulière des principes relatifs à la compétence des tribunaux français sur les contestations élevées entre les étrangers, V.

à cet égard, Cass. 22 janv. 1806, et 3 avril 1814, et le résumé qui accompagne ces arrêts.

son, si elle n'a pas déjà été acceptée par un autre héritier, n'est point introductif d'un droit nouveau; il peut s'appliquer à une renonciation antérieure au Code. (Cod. civ., § et 790.) (1)

(Caron—C. Delestré.)

27 mess. an 6, décès du sieur Charles-Louis-Albert Delestré.—Il laissait pour héritiers, savoir: au premier degré, Ignace Delestré son frère, et, à son défaut, au deuxième degré, le sieur Caron fils.—Ignace Delestré renonce d'abord à la succession, ensuite et avant que Caron ou aucun autre eût accepté la succession, Ignace Delestré revient sur sa renonciation et accepte; enfin, il vend, en qualité d'héritier, divers immeubles dépendant de la succession, à un sieur Leduc.

En 1812, Caron fils assigne Ignace Delestré pour se voir condamner au délaissement de la succession: il soutient qu'après avoir renoncé, il n'a plus eu la faculté d'accepter; que, par conséquent, la succession se trouve appartenir à lui Caron, héritier du second degré.—Pour démontrer que l'ancienne jurisprudence, à la différence du Code civ., disposait qu'une succession une fois répudiée ne pouvait plus être acceptée par l'héritier renonçant, il cite les lois 5 et 6 au Code de repud. vel. abst. heredit.; la coutume d'Artois, et le commentaire de Maillard sur cette coutume; enfin Pothier, *Traité des Successions*, chap. 3, sect. 3, art. 1^{er}, § 3.

A la vérité, ajoutait-il, l'art. 790 du Code civ. dispose formellement que l'héritier qui a d'abord renoncé peut ensuite accepter, lorsque la succession n'a point été appréhendée par d'autres héritiers de degrés subséquens; mais cet article est introductif d'un droit nouveau, et ne peut s'appliquer, sans effet rétroactif, à une succession ouverte antérieurement à la promulgation du Code. Par suite, Caron soutient que Ignace Delestré n'a pu vendre les immeubles de la succession, et il demande contre le tiers acquéreur qu'il soit tenu de les lui abandonner.

Ignace Delestré soutenait au contraire que l'art. 790 n'avait fait que confirmer les anciens principes; il citait Lebrou, *Traité des Successions*, liv. 3, chap. 8, sect. 11, n° 60 et suivans, où, après avoir dit qu'en règle générale l'héritier qui, ayant déjà renoncé, s'empare des effets de la succession commet un larcin, il prévoit trois cas d'exception, au nombre desquels est celui où, après une renonciation, on fait une déclaration précise d'être héritier; c'est, dit Lebrou, la disposition de la loi *silivius*, 12, ff. de interrogat. — D'où il résulte évidemment que cet auteur regardait comme possible l'occupation d'une succession à laquelle on avait déjà renoncé.

24 mai 1815, jugement du tribunal de première instance d'Arras qui accueille la demande du sieur Caron, et ordonne au sieur Ignace Delestré de délaisser la succession.

Appel.—31 janv. 1817, arrêt infirmatif de la Cour royale de Douai, ainsi conçu: « Vu les art. 778 et 790 du Code civ.; considérant que, d'après le premier de ces deux articles, l'acceptation d'une succession peut être expresse ou tacite; que, d'après le second, l'héritier qui a renoncé peut encore accepter, tant qu'il n'est pas prévenu par un autre héritier; que cet article, qui autorise en ce

cas l'acceptation, ne distinguant pas et n'excluant aucun des deux modes indiqués par le précédent, en laisse encore le choix; que, quand Ignace Delestré a vendu au sieur Leduc les biens dont il s'agit, la succession à laquelle il avait renoncé était encore vacante; que par, conséquent, il avait droit d'accepter expressément ou tacitement, et avait conséquemment le droit de vendre; que les principes anciens étaient conformes aux dispositions du Code civ. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Caron, pour fausse application de l'art. 790 du Code civ., et violation de l'art. 2; en ce que l'arrêt dénonce à régler les effets d'une renonciation sur la disposition du Code civ., bien que cette renonciation fût antérieure au Code, et que les principes introduits par la loi nouvelle soient en opposition directe avec l'ancienne jurisprudence.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt de la Cour royale de Douai a mis en fait que l'art. 790 du Code civ. n'a fait que confirmer les anciens principes, qui sont conformes aux dispositions dudit article, et que l'arrêt, en jugeant ainsi, n'a violé aucune loi; — Rejette; etc.

Du 15 avr. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Pinson de Méneville.—Concl., M. Jourde, av. gén.

ENREGISTREMENT. — DERNIER RESSORT. — DÉCHÉANCE. — ADJUDICATION.

Du 15 avril 1818 (aff. Angevin). — V. cet arrêt et après à la date du 16.

1^{er} VOL DOMESTIQUE. — GARDIEN.

Le gardien d'un château qui soustrait des effets mobiliers dépendant du château confié à sa garde, est passible des peines du vol domestique. (Cod. pén., 386.) (2)

(Intérêt de la loi.—Aff. Delabaye).—ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 441 du Code d'inst. crim.,—Vu l'art. 386, § 3, du Code pénal, qui déclare punissables les vols dont l'auteur serait domestique, homme de service ou à gages de la personne volée; — Et attendu que, d'après l'énoncé du procès-verbal du commissaire de police, comme du mandat de dépôt et des citations à témoins, le prévenu, concierge de l'infirmerie de la prison de Vitry, était en même temps gardien du château; — Que c'étaient des effets mobiliers dépendant du château confié à sa garde, qu'il était reconnu coupable d'avoir volés; que, par conséquent, ce vol était au nombre de ceux qui sont commis par des hommes de service à gages et déclarés par le § 3 de l'art. 386, passibles de la réclusion; — Que néanmoins le jugement du tribunal correctionnel de Vitry, appliquant à ce fait la disposition de l'art. 408 du Code pénal, n'a condamné le prévenu qu'à la peine correctionnelle de deux mois d'emprisonnement et de 25 fr. d'amende; — Qu'en prononçant ainsi, il n'a point dénié la qualité de gardien du château, donnée au prévenu dans le procès-verbal et d'autres actes de la procédure; en quoi il est censé se référer implicitement, sur cette circonstance, à l'énonciation, de ces actes; que dès lors la condamnation sur le vol commis par un homme à gages, à

(1) V. conf., Cass. 24 mars 1814; 23 janv. 1837; Paris, 13 août 1823.

(2) M. Carnot fait remarquer avec raison que cet arrêt n'énonce point que le gardien reçut des gages, et que cette circonstance est essentielle pour l'existence de la qualité qui donne lieu à l'aggravation de peine. (Comm. du Code pénal, t. 2, p. 267).

Mais MM. Chauveau et Hélie répondent avec non moins de fondement, que tous les gardiens et concierges de maisons rentrent dans les termes de l'art. 386, par cela seul qu'ils sont logés, et que la peine peut dans ce cas être considérée comme gages de services. (*Théorie du Code pénal*, t. 7, p. 18.)

une peine simplement correctionnelle, était une violation du § 3 de l'art. 386 du Code pénal; — Cassé, etc.

Du 16 avril 1818.—Sect. civ.—Rapp., M. Ollivier.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

COMMISSIONS MILITAIRES.—POUVOIRS.

Du 16 avril 1818 (aff. *Satrius d'Item* et autres).—Même décision que par l'arrêt du 12 oct. 1815 (aff. *Mire*).

VOL.—DOMESTIQUE.—RECÉLÉ.

La domesticité n'est une circonstance aggravante du vol qu'à l'égard de celui qui l'a commis ou y a participé. — Ainsi, le domestique qui, postérieurement au vol, a recélé des effets soustraits à son maître, n'est passible d'aucune aggravation de la peine, à raison de sa qualité. (Cod. pén., 59, 62 et 386, § 3.) (1)

(Antoine Jullien).—ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 410 du Code d'Inst. crim.; — Vu aussi les art. 59, 62, 386, § 3 et 401 du Code pénal; — Attendu que le recèlement d'un effet volé est un fait postérieur au vol, qu'il n'en suppose par la coopération; — Que le § 3 de l'art. 386 du Code pénal, n'a fait de la domesticité une circonstance aggravante du vol, qu'envers celui qui l'a commis ou y a participé; qu'il ne l'a point étendu à celui qui, après le vol, en a recélé tout ou partie des objets; — Et attendu que, dans l'espèce, Antoine Jullien, accusé d'avoir commis un vol au préjudice du sieur Denanes, chez lequel il était domestique, avait été déclaré par le jury non coupable de ce vol; — Qu'il avait été seulement reconnu coupable d'en avoir recélé les objets; — Que le jury n'ayant point déclaré que ce vol eût été commis avec quelque circonstance aggravante, il ne constituait qu'un vol simple, punissable d'après l'art. 401 du Code pénal; — Que Jullien, reconnu coupable d'avoir sciemment recélé les objets volés, ne pouvait être puni que d'après cet article combiné avec les articles 59 et 62; — Que la qualité qui lui avait été reconnue de domestique de celui au préjudice de qui le vol avait été commis, ne formait pas, à l'égard du recèlement dont il s'était rendu coupable, une circonstance aggravante qui pût l'entraîner hors de l'application de ces articles; — Que, néanmoins, la Cour d'assises du département du Gard, par son arrêt du 11 mars dernier, l'a condamné à cinq ans de réclusion, d'après le § 3 de l'art. 386, qui ne lui eût été applicable que dans le cas où il aurait été déclaré

coupable d'avoir commis le vol, où d'y avoir participé par des moyens antérieurs ou simultanés; — Que ladite Cour d'assises a donc fait une fautive application de la loi pénale; — Cassé, etc.

Du 16 avril 1818.—Sect. crim.—Rapp. M. Ollivier.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

1^o COUR D'ASSISES.—PROROGATION DES DÉBATS.

2^o TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE.—DÉPOSITIONS SIMULTANÉES.

3^o ET 4^o COUR D'ASSISES.—INTERPRÈTE.—FEMME.—SERMENT.

1^o *Le président des assises peut proroger l'ouverture des débats d'une affaire l'après l'état de maladie d'un des accusés.* (Cod. inst. crim., 306.) (2)

2^o *La disposition de l'art. 317 du Cod. inst. crim., qui porte que les témoins déposeront séparément, n'est pas prescriptive à peine de nullité. — Ainsi, il ne peut résulter aucun moyen de cassation de ce que deux témoins ont été entendus simultanément.*

3^o *Aucun texte de loi ne défend d'appeler une femme à remplir le ministère d'interprète. — La seule condition nécessaire est que la personne appelée soit âgée de vingt et un ans au moins.* (Cod. inst. crim., 332.)

4^o *La disposition de l'art. 332 du Cod. inst. crim., relative au serment à prêter par l'interprète appelé aux débats d'une Cour d'assises, ne constitue pas une formule sacramentelle dont on soit obligé d'employer les expressions identiques à peine de nullité. — Il suffit, pour accomplir le vœu de la loi, que le serment prêté par l'interprète rende parfaitement le même sens et impose exactement les mêmes obligations.*

(Guillain père et fils.)

Du 16 avril 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barrie.—Rapp., M. Ollivier.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.—Pl., M. Loiseau.

LETTRE DE CHANGE.—PROTÉT.—RETOUT.

—FRAIS.

Les frais de retour et de profit d'une traite faite par le tireur, de son propre mouvement et sans autorisation du tiré, doivent rester à la charge du tireur; peu importe, si la dette n'est pas commerciale, que le tiré soit débiteur de la somme portée dans la traite. (Cod. comm., 116, 159 et 178.) (3)

(1) « La fiction, disent MM. Chauveau et Hélie, qui répute le recélé acte de complicité du vol, reçoit une limite qui dérive de la nature des choses. La loi n'a pu faire que ce fait ne fut postérieur au vol, qu'il n'en fut indépendant; elle n'a pu l'assimiler à l'assistance, à la coopération. Ainsi, le recélé commis par un domestique, d'objets volés à son maître par un tiers, ne le rend passible que de la peine du vol simple, si le vol a été commis sans circonstances aggravantes; car ce recélé postérieur au vol, ne peut changer de caractère, et la circonstance de la domesticité, personnelle au recéleur, ne peut dès lors exercer aucune influence sur l'auteur principal. » (Théorie du Code pénal, t. 2, p. 142.)

(2) Le texte de l'art. 306 du C. d'inst. cr., qui donne formellement au président le pouvoir de proroger l'ouverture des assises, soit sur les réquisitions du ministère public ou de l'accusé, soit d'office, n'impose aucune condition à la prorogation. V. toutefois, sur l'exercice de ce pouvoir, Carnot, sur l'art. précité, n° 2.

(3) La solution de cette question dépend de celle

de savoir si l'acceptation n'est pas toujours obligée de la part de celui qui doit en tirer une somme liquide, soit égale, soit supérieure au montant de la lettre de change. Sur ce point, Pothier, *Traité du contr. de change*, n° 92, rapporte qu'il était d'un usage constant dans le commerce qu'un négociant créancier d'un autre négociant d'une somme liquide, pouvait, sans attendre un consentement exprès de son débiteur, tirer sur lui une lettre de change de cette somme, et que faite par lui de l'acquitter, il était condamné aux frais de protêt, de rechange, etc., de même que s'il eût consenti qu'on tirât sur lui. Cet usage dont Pothier parlait sous l'empire de l'ordonn. de 1673, existe encore aujourd'hui. Mais aujourd'hui comme alors cet usage a été restreint aux dettes de commerce. C'est ce qu'indiquent Pothier, *loc. cit.*, pour la législation ancienne; et, pour la législation nouvelle, Merlin, *Répert.*, v° *Lettre de change*, § 4, n° 10, qui, on le mentionnant l'arrêt ci-dessus, ajoute : « Il est certain que le créancier ne peut ni changer, ni déteriorer, par son seul fait, la condition de son

(Delacroix—C. Michel.);

Le sieur Mibel était débiteur du sieur Delacroix. Les sommes dues ne provenaient point d'une cause commerciale. Delacroix tire une lettre de change sur Michel pour le montant de sa créance. Celui-ci ne paie pas; la lettre de change est protestée. Une discussion s'engage entre les parties, pour savoir par qui doivent être supportés les frais de retour. — 24 mars 1817, arrêt de la Cour royale de Paris, qui met ces frais à la charge du tireur, le sieur Delacroix.

Pourvoi en cassation, pour violation des art. 116, 159 et 178 du Code de comm., en ce que l'arrêt dénué de motifs faisait supporter par le tireur les frais de la traite protestée faute de paiement, bien qu'il fût reconnu en fait qu'à l'époque de la traite le sieur Michel était débiteur de la somme tirée.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu, en ce qui touche la disposition de l'arrêt relative aux frais de retour d'une traite protestée, qu'il ne s'agissait point de matière commerciale, mais d'une contestation purement civile, ce qui justifie le rejet de cet article de frais de retour; — Rejette, etc.

Du 16 avril 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lefessier-Grandprey. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Becquey-Beaupré.

ENREGISTREMENT. — DERNIER RESSORT. — DÉCHÉANCE. — ADJUDICATION.

C'est par la voie de l'appel, et non par la voie de la cassation, que doit être attaqué un jugement de première instance qui, sur la demande de la régie de l'enregistrement, prononce la déchéance de l'adjudicataire de bois domaniaux dont la valeur s'élève à plus de 1000 f. Les jugements qui statuent sur des contestations relatives à la perception du droit d'enregistrement, sont seuls de dernier ressort et exceptés de l'appel par l'art. 63 de la loi du 22 frim. an 7 (1).

(Enregistrement—C. Angevin.)

Le sieur Angevin s'était rendu adjudicataire d'une partie de bois domaniaux d'une valeur au-dessus de 1000 fr. La régie soutient que, faute d'avoir accompli certaines obligations qui lui étaient imposées, le sieur Angevin est déchu de son adjudication.

29 avr. 1817, jugement du tribunal de première instance de Troyes, qui, faisant droit à la demande de la régie, déclare Angevin déchu, et le condamne comme fol enchérisseur aux peines de droit.

Le sieur Angevin, lésé par ce jugement, a voulu le faire rétracter. — Devait-il sa pourvoi par la voie de l'appel, ou par la voie de la cassation?—

débiteur; et c'est cependant ce qui arriverait, si, sans le consentement de ce dernier, il tirait une lettre de change à l'acceptation de laquelle il ne put se refuser, puisque, par cette acceptation, il s'exposerait à la contrainte par corps et se priverait du deux avantages précieux souvent au débiteur d'une dette ordinaire : l'un, de pouvoir obtenir du juge un délai pour se libérer; l'autre, de pouvoir se libérer avant le terme fixé pour son obligation. » — D'après cette doctrine, on comprend que le tireur qui a fait tirer pour une dette purement civile, sans prendre le consentement du tiré, doit, ainsi que le décide l'arrêt ci-dessus, supporter les frais de protesté et de retour, en cas de non-acceptation ou de non-paiement par le tiré.

(1) F. conf., Cass. 4 pluv. an 10; 8 pluv. an

La question se réduit à savoir si la disposition spéciale qui régit les jugemens rendus en matière d'enregistrement, ou de contributions indirectes, doit être étendue à tous jugemens obtenus par la régie de l'enregistrement, même en matière domaniale.

Pourvoi en cassation de la part d'Angevin.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu qu'aux termes de l'art. 463 du Code de proc. civ., le jugement était susceptible d'appel; — Déclare le demandeur non recevable dans son pourvoi.

Du 16 avr. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lascabade. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Gérardin.

COUR D'ASSISES. — PROCÈS-VERBAL DES DÉBATS. — SIGNATURE DU GREFFIER.

Du 17 avr. 1818 (aff. Alléon). — Même décision que par l'arrêt du 8 mars 1815 (aff. Temperville).

ENREGISTREMENT. — MUTATION SÉCRÈTE. — PRÉSUMPTIONS.

Il y a présomption légale de la mutation secrète si par conséquent ouverture aux droits, lorsqu'il résulte d'un acte qu'un individu s'est rendu adjudicataire d'une propriété et qu'en suite, dans un acte postérieur, c'est une autre personne qui, après s'en être déclarée propriétaire, en vend une partie soit à des tiers, soit à celui-là même qui avait primitivement figuré dans l'adjudication. (L. 22 frim. an 7, art. 12.) (2)

(Enregistrement—C. Rovel.)

Du 20 avril 1818. — Sect. civ. — Rapp., M. Brilhat-Savarin. — Concl., M. Daniels, av. gén.

1° AJOURNEMENT. — COPIE. — ÉPOUX.
2° HUISSIER. — GARANTIE. — CASSATION.
3° SAISIE IMMOBILIÈRE. — POUVOIR SPÉCIAL.

1° Les époux non séparés de biens peuvent être assignés conjointement par une seule copie. (Cod. proc. civ., 68; Cod. civ., 218 et 1549.) (3)

2° Lorsque dans une instance en nullité de saisie immobilière, l'huissier a été appelé en garantie par le saisissant, et que l'arrêt déclarant la saisie nulle, a mis les frais à la charge de l'huissier, celui-ci est recevable à diriger son pourvoi en cassation, non-seulement contre le saisissant, mais même contre le saisi, et à demander la réformation de l'arrêt tant au chef qui met les frais à sa charge qu'au chef qui déclare la saisie nulle.

3° Est valable la saisie immobilière faite à la requête de deux créanciers, encore que le pouvoir spécial donné à l'huissier au nom des

13, et les arrêts qui y sont indiqués. V. aussi Merlin, Questions de droit (add.), v° Dernier ressort, § 1^{er}.

(2) V. dans le même sens, Cass. 20 vend. an 11; 24 flor. an 13; 22 juill. 1807; 21 déc. 1808; 9 oct. 1810; 28 oct. 1812, et les notes.

(3) V. conf., Cass. 1^{re} avril 1812; 4 août 1817; 8 avril 1820; 27 mars 1835. (Volume 1636) 20 janv. 1840 (Volume 1840); Thomine Desmazores, t. 1, n° 8. — Selon Merlin, Répert., v° Séparation de biens, sect. 2, § 5, n° 10, et Carré, Lois de la proc., quest. 2196, si la femme et le mari étaient actionnés conjointement pour des droits immobiliers, il faudrait donner deux copies de l'assignation, l'une à la femme et l'autre au mari. Il est incontestable que l'opinion de ces deux auteurs doit être suivie lorsque les époux sont séparés de biens. V. Cass. 7 sept. 1805, et la note.

deux créanciers ne soit signé que par l'un d'eux. (Cod. proc. civ., 556.) (1)

(Houssmann—C. Hoffer.)

En 1813, les deux frères Jean et Jacques Sultzberger firent procéder à la saisie immobilière de certains immeubles au préjudice des sieur et dame Hoffer, mariés sous le régime de la communauté.

L'huissier Houssmann, qui procéda à la saisie, était porteur d'une procuration donnée au nom des deux frères Sultzberger, mais signée seulement par l'un d'eux.—Les mariés Hoffer demandèrent la nullité de la saisie, sur le motif qu'aux termes de l'art. 556 du Code de proc., cette procuration était insuffisante, n'ayant pas été signée par toutes les parties à la requête desquelles la saisie avait été faite.—L'huissier Houssmann fut appelé en garantie par les frères Sultzberger.

2 mars 1815, jugement du tribunal civil de Schélestat, qui rejette le moyen de nullité.

Appel.—3 juill. 1816, arrêt infirmatif de la Cour royale de Colmar, qui met à la charge de l'huissier Houssmann les frais de la saisie, ainsi que tous ceux auxquels il peut avoir été exposé personnellement, tant en première instance qu'en appel, les autres dépens à la charge des saisissans, sans leur recours contre Houssmann :—« Attendu que l'huissier Houssmann n'était pas muni du pouvoir spécial requis par la loi pour procéder à une saisie immobilière; que la procuration dont cet huissier était porteur, quoique donnée au nom de Jean et Jacques Sultzberger, n'était signée que du nom de Sultzberger, sans qu'il constât duquel des deux créanciers cette signature émanait; que cette signature ne pouvait valoir pour tous les deux; que l'art. 1030 du Code de proc. civ., d'après lequel un acte ne peut être déclaré nul si la nullité n'en est formellement prononcée par la loi, ne s'applique qu'aux irrégularités résultant de l'inobservation des formes prescrites par la loi, et non au défaut de capacité ou de pouvoir des officiers ministériels; que, par conséquent, l'huissier Houssmann, qui avait ainsi procédé, était tenu de supporter les suites de sa mauvaise procédure. »

POURVOI en cassation de la part de l'huissier Houssmann, pour violation de l'art. 556 du Code de proc. civ., en ce que la Cour a annulé la saisie pour défaut de pouvoir spécial, quoiqu'elle fût faite en vertu d'une procuration soucrite et signée par un créancier porteur d'un titre exécutoire.—La procuration dont il s'agit, a-t-on dit pour le demandeur, était donnée au nom des deux frères Sultzberger, et devait être entendue en ce sens, que celui des deux frères qui l'avait signée entendait se porter fort pour celui qui ne signait pas; dès lors, l'huissier ne procédant pas à la saisie sans un pouvoir spécial, le but de l'art. 556 du Code de proc. était suffisamment rempli.—Au surplus, les deux frères Sultzberger étant créanciers des sieur et dame Hoffer, chacun d'eux avait bien incontestablement le droit de faire procéder contre eux à une saisie immobilière; on est donc forcé de reconnaître qu'en vertu de la procuration signée par l'un d'eux, l'huissier pouvait valablement procéder.

Pour les défendeurs, on a d'abord fait valoir une double fin de non-recevoir.—1° Les sieur et dame

Hoffer, a-t-on dit, n'ont pris aucune conclusion^a directe contre l'huissier Houssmann; aussi l'arrêt attaqué n'a-t-il prononcé contre lui aucune condamnation à leur profit. Par une des dispositions de cet arrêt, il est vrai, Houssmann a été condamné aux dépens de la saisie; mais c'est en faveur des poursuivans, qui en avaient fait les avances, que cette condamnation a été prononcée; c'était donc contre eux seulement qu'il devait diriger son pourvoi, et nullement contre les mariés Hoffer, qui n'avaient aucun intérêt à discuter avec lui; ainsi, cette disposition de l'arrêt, qui prononce la nullité de la saisie, ne pouvait être attaquée que par les frères Sultzberger, qui seuls avaient intérêt à la faire réformer.—2° Le pourvoi du sieur Houssmann est encore non recevable, parce que, lors de la signification de l'arrêt d'admission, il n'a été laissé qu'une seule copie pour les deux époux Hoffer, tandis qu'il aurait dû en être laissé une pour chacun des deux époux, aux termes de l'art. 68 du Code de proc., qui veut que tous exploits d'ajournement soient faits à personne ou domicile.—Au fond, on a soutenu que la procuration exigée par l'art. 556 du Code de proc. devait être consentie et signée par toutes les personnes à la requête de qui l'huissier devait agir, parce que le législateur avait voulu, pour éviter toutes vexations, qu'un individu poursuivi injustement pût exercer son recours contre toutes les personnes qui auraient agi contre lui.

Sur la première fin de non-recevoir, Houssmann a répondu que la condamnation aux dépens, qui avait été prononcée contre lui, n'était qu'une suite de la demande en nullité formée par les mariés Hoffer; que dès lors il avait intérêt à faire rapporter cette disposition de l'arrêt, et pouvait par conséquent appeler, sur son pourvoi, les personnes en faveur de qui cette disposition avait été prononcée, c'est-à-dire les mariés Hoffer.—Sur la seconde, il a soutenu que, les sieur et dame Hoffer vivant en communauté, une seule copie avait suffi pour les deux époux, aux termes des art. 68 du Code de proc. civ., 818 et 1549 du Code civ.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR.—Attendu, sur la première fin de non-recevoir, qu'il n'a dû être donné qu'une copie de l'arrêt d'admission à Catherine Hoffer et à son mari, puisqu'ils vivent en communauté; que ce n'est que dans le cas de séparation des époux que deux copies, l'une pour la femme, l'autre pour le mari, sont nécessaires; que la copie a été laissée par l'huissier parlant à la femme dans le domicile commun au mari et à la femme; que par conséquent l'exploit est conforme au vœu de la loi;

Attendu, sur la seconde fin de non-recevoir, que l'intérêt de l'huissier Houssmann dans cette affaire est bien évident; que c'est en effet sur le fondement d'un prétendu défaut de pouvoir spécial que la Cour royale a annulé la saisie immobilière et tout ce qui s'en est ensuivi; que les frais de cette saisie ont été mis à la charge de cet huissier; qu'il a été réservé aux frères Sultzberger un recours, pour les frais postérieurs à la saisie, contre cet huissier, qui a été même chargé de tous ses frais personnels, tant de première instance que d'appel; que cet huissier, en faisant citer, sur son pourvoi, les parties qui avaient agi en

(1) Il a été même douteux si le pouvoir spécial était exigé par l'art. 556 du Code de proc. à peine de nullité : la négative a été plusieurs fois décidée. Cependant l'opinion contraire a prévalu et est maintenant généralement adoptée. *V.* sur ce point, Lyon, 4 sept. 1810, et nos observations. Mais cette solution ne pouvait être étendue à l'espèce ci-dessus, où il y avait en définitive un pouvoir spécial,

et où il ne manquait que la signature de l'un des créanciers au nom desquels il avait été donné. Celui qui avait signé pouvait, à bon droit, être considéré comme le mandataire de l'autre, et, dans tous les cas, il suffisait que le créancier signataire eût le droit d'agir pour que le pouvoir donné par lui validât la saisie.

première instance et sur l'appel, a procédé régulièrement. — Rejette les fins de non-recevoir ;

Sur le fond du pourvoi, vu l'art. 556 du Code de proc. civ. qui est ainsi conçu : « La remise de l'acte ou du jugement à l'huisier vaudra pouvoir pour toutes exécutions autres que la saisie immobilière et l'emprisonnement, pour lesquels il sera besoin d'un pouvoir spécial : — Attendu qu'il est établi par l'acte sous seing privé du 19 sept. 1813, enregistré le 1^{er} oct. suivant, souscrit et signé par l'un des frères Sultzberger, que l'huisier Housmann a été investi d'un pouvoir spécial pour procéder à la saisie immobilière ; que l'existence de ce pouvoir a été reconnue, tant par la Cour royale de Colmar que par les frères Sultzberger eux-mêmes ; que cette Cour a néanmoins prononcé la nullité de la saisie immobilière, sous prétexte que la procuration n'avait été signée que par l'un des frères Sultzberger ; — Considérant que cette procuration, souscrite et signée par un créancier porteur d'un titre exécutoire, suffisait pour valider la saisie ; que le défaut de signature de l'un des frères Sultzberger ne pouvait pas produire le résultat extraordinaire de l'annulation d'un pouvoir régulièrement donné et signé par l'autre frère en vertu de ses droits ; qu'en annulant la saisie immobilière, sur le prétendu fondement de la nullité de cette procuration, quoiqu'elle fût souscrite et signée par l'un des créanciers poursuivans, la Cour royale de Colmar a violé ledit article, et commis un excès de pouvoir ; — Casse, etc.

Du 20 avril 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Champion et Lassis.

DÉMISSION DE BIENS. — DONATION ENTRE-VIFS. — NORMANDIE.

Était nulle la démission de biens faite dans une coutume où elle était irrévocable, comme en Normandie, si elle n'était revêtue des formes prescrites pour les donations entre-vifs. (Ord. de 1731, art. 1^{er}.) (1)

(Barbotte — C. Barbotte.)

Le sieur Barbotte avait trois fils et quatre filles. Suivant la coutume de Normandie, ces dernières n'étaient pas habiles à lui succéder.

En 1787 et 1788, Barbotte fit, au profit de ses trois fils, démission de ses biens meubles et immeubles par acte sous seing privé.

Postérieurement, la loi du 17 niv. an 2 rendit les filles Barbotte habiles à succéder. — En l'an 8, décès de Barbotte père. — Ses filles ont demandé, depuis, la nullité des actes de démission faits en faveur de leurs frères ; elles se sont fondées sur ce qu'aux termes de la coutume de Normandie, toute démission de biens était irrévocable et par conséquent avait les caractères d'une donation entre-vifs ; qu'ainsi elle ne pouvait pas être faite par acte sous seing privé, mais bien par acte authentique, conformément à l'art. 1^{er} de l'ordonnance de 1731 ainsi conçu : « tous actes portant donation entre-vifs seront passés devant notaire ; il en restera minute, à peine de nullité. »

10 nov. 1814, jugement du tribunal civil de Domfront, qui prononce la nullité des actes de

démission de 1787 et 1788. — Appel. — 24 févr. 1816, arrêt de la Cour royale de Caen, qui infirme le jugement de première instance et déclare valables les actes de démission dont il s'agit.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 1^{er} de l'ordonnance de 1731.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 1^{er} de l'ordonnance de 1731, ainsi conçu : « Tous actes portant donations entre-vifs seront passés devant notaires, et il en restera minute, à peine de nullité. » — Attendu, 1^o que les actes des 11 déc. 1787 et 28 janv. 1788 contiennent une démission de biens ; 2^o que cette démission, par laquelle le père s'est dessaisi au profit de ses trois fils, était irrévocable dans la coutume de Normandie ; 3^o qu'une démission irrévocable et qui opère dessaisissement actuel, a les caractères essentiels des donations entre-vifs ; 4^o qu'en conséquence, l'acte qui la contient doit être, à peine de nullité, passé devant notaire, avec minute ; qu'en jugeant le contraire, et en déclarant valable la démission faite par le sieur Barbotte, au profit de ses trois fils, par des actes sous seing privé, la Cour royale de Caen a formellement contrevenu aux dispositions de l'art. 1^{er} de l'ordonnance de 1731 ; — Casse, etc.

Du 21 avril 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Poriquet. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Duménil de Merville et Leroy-Neufville.

1^o SUBROGATION. — ACQUÉREUR. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — RADIATION.

2^o CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES. — RESPONSABILITÉ. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — EXIGIBILITÉ.

1^o Lorsque l'acquéreur d'un immeuble a payé volontairement un des créanciers inscrits, et que par suite l'inscription a été radiée, si un autre créancier procède à l'ouverture d'un ordre, l'acquéreur a droit de s'y présenter, comme subrogé à l'hypothèque du créancier qu'il a payé. On ne peut lui opposer la radiation de l'inscription. (Cod. proc., 752 ; Cod. civ., 2180.) (2)

2^o Le conservateur qui a omis de mentionner l'époque de l'exigibilité dans une inscription prise sous la loi de brum. an 7, ne peut se soustraire au recours du créancier, sous prétexte que la radiation de l'inscription ayant été consentie avant la loi du 4 sept. 1807, il n'a pu profiter du délai que lui accordait cette loi pour rectifier l'inscription. (Cod. civ., 2150 et 2197.) (3)

(Gossin — C. Combes.)

En l'an 9 et en l'an 10, sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, le sieur Jobal et la veuve Jossais, créanciers hypothécaires du sieur Leclerc, prennent inscription sur ses biens. — Il faut remarquer que les bordereaux remis à cet effet au conservateur contenaient mention de l'époque de l'exigibilité ; qu'ils étaient parfaitement réguliers, et que, dans les inscriptions, le conservateur omet de faire mention du terme d'exigibilité. — A cette époque, le sieur Leclerc était tuteur de son fils mineur. — Postérieurement, les biens de

(1) C'était en principe généralement admis dans l'ancien droit que les démissions de biens étaient révoquées (V. Cass. 6 frim. an 14), et que par suite elles pouvaient être faites par actes sous seing privé (Cass. 11 juin 1835. t. 424). — C'est par exception qu'elles étaient irrévocables en Normandie comme le décide l'arrêt ci-dessus ; et comme conséquence qu'elles étaient nulles si elles n'étaient faites dans les formes des donations. V. dans la même

sens, Cass. 18 fruct. an 13 ; 28 juill. 1818. Il en était de même pour les démissions de biens faites en Bretagne. V. Cass. 19 août 1833. V. au surplus sur les caractères de la démission de biens dans l'ancien droit, Cass. 8 mess. an 11, et le note.

(2) V. en ce sens, M. Troplong, des Privilèges et Hypothèques, t. 1, n^o 358.

(3) V. en ce sens, Favard, Répert., v^o Conservateur des hypothèques, n^o 6.

Lectere sont vendus sur expropriation. — Les mariés Combes en deviennent adjudicataires pour le prix de 43,100 fr. ; — Ils paient amiablement et sans qu'il soit ouvert d'ordre, le montant des créances du sieur Jobai et de la veuve Jossols ; en conséquence, ceux-ci consentent la radiation de leurs inscriptions ; — Mais les mariés Combes ne remplissent pas les formalités nécessaires pour purger l'hypothèque légale du mineur Lectere sur les biens de son père.

En 1811, le mineur Lectere, devenu majeur, poursuit sur les biens vendus de son père et dont les époux Combes sont détenteurs, le paiement du reliquat du compte de tutelle, qui se monte à 9,651 fr. Il demande, à cet effet, qu'un ordre soit ouvert pour la distribution des deniers provenus de la vente de ces biens, et prétend devoir être colloqué au premier rang. — Pour justifier sa prétention, il dit que les inscriptions de l'an 9 et de l'an 10, prises par Jobai et la veuve Jossols, dans lesquelles les mariés Combes sont subrogés par l'effet du paiement fait à ces créanciers, sont nulles, parce qu'elles ne font pas mention de l'époque de l'exigibilité ; qu'ainsi il importe peu que ces inscriptions soient antérieures à son hypothèque légale, laquelle, n'ayant pas été inscrite sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, comme le prescrivait cette loi, ne remonte pas au jour de l'entrée en tutelle, mais seulement au 8 germinal an 12, époque de la promulgation du titre du Code civil, sur les hypothèques, qui a dispensé l'hypothèque légale de l'inscription.

Les mariés Combes appellent en garantie le sieur Gossin, conservateur des hypothèques de l'arrondissement de Metz, qui avait omis, dans les inscriptions de Jobai et de la veuve Jossols, la mention de l'époque de l'exigibilité, et concluent contre lui à ce qu'il soit tenu de les indemniser de toute la perte que peut leur occasionner la nullité des inscriptions dont il s'agit, si elle est prononcée.

Le sieur Gossin répond que si l'omission de sa part, de mentionner l'exigibilité dans les inscriptions de Jobai et de la veuve Jossols, a pu, dans le principe, le rendre responsable envers les Inscripans, il a été postérieurement relevé de toute faute, et dégagé de toute responsabilité par le fait de la radiation des inscriptions, consentie volontairement par les créanciers, laquelle a anéanti les inscriptions ainsi que le vice dont elles étaient infectées.

31 août 1814, jugement du tribunal de première instance de Metz, qui déclare nulles les inscriptions de l'an 9 et de l'an 10, et condamne le sieur Gossin à indemniser les mariés Combes de la perte des sommes portées aux deux inscriptions annulées. — Il est ainsi conçu : — « Considérant, sur la demande en recours dirigée contre le sieur Gossin par le sieur Combes, qu'en droit, les conservateurs sont obligés de faire mention sur leurs registres, qui seuls sont consultés par le public, de toutes les énonciations portées aux bordereaux d'inscriptions ; que, dans le fait, il demeure pour constant que le bordereau de l'inscription prise le 16 prair. an 9, de même que celui de l'inscription du 23 frimaire an 10, font mention des temps d'exigibilité ; mais qu'il est également démontré que le conservateur a négligé d'inscrire cette mention sur son registre, ce qui, dès cet instant, d'après le principe précédemment posé, a vicié ces deux inscriptions ; pour raison de quoi, il est soumis à l'indemnité due, sous ce rapport, au sieur Combes. Valablement le sieur Gossin objecte-t-il, qu'il a été dans l'impuissance d'user de la faculté accordée par la loi du 4 sept. 1807, en raison de ce que le sieur Combes ayant

payé, les inscriptions ont été rayées. Cette circonstance extraordinaire, qui n'a pas pu préjudicier aux droits de Lectere fils, à l'égard de Combes, ne peut changer la situation de celui-ci, envers le sieur Gossin. La même raison de décider existe dans l'un et l'autre cas, pour les deux inscriptions dont il vient d'être parlé. »

Appel. — 17 août 1815, arrêt de la Cour royale de Metz, confirmatif du jugement de première instance.

Pourvoi en cassation, pour contravention, 1^o aux art. 2197 et 2166 du Code civ., en ce que le conservateur a été déclaré responsable, bien que la responsabilité fût mise à couvert par le fait de la radiation ; 2^o à l'article 752 du Code de procédure, en ce que l'arrêt a reconnu que les mariés Combes auraient pu figurer dans l'ordre, bien que les inscriptions dont ils se prévalaient eussent été rayées.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les art. 52 de la loi du 11 brum. an 7, 2166 et 2197 du Code civ., et 752 du Code de proc. civ. ; — Attendu que les conservateurs des hypothèques sont responsables des omissions et défauts de mention par eux commis sur leurs registres d'inscription et dans les certificats d'inscriptions qu'ils délivrent, toutes les fois que ces omissions ou défauts de mention proviennent de leur fait et portent préjudice aux parties ; — Attendu que, dans l'espèce, la radiation des inscriptions Jobai et Jossols n'a eu lieu que postérieurement à la vente et à la distribution du prix faite sans formalités de justice, et que dès lors on ne pouvait opposer cette radiation aux ayans cause du sieur Jobai ni de la veuve Jossols, dans l'ordre qui s'ouvrait en justice, pour une nouvelle distribution ;

Attendu que si le conservateur des hypothèques du l'arrondissement de Metz a négligé de profiter du délai qui lui était accordé par la loi du 4 sept. 1807 pour la rectification des inscriptions transcrites irrégulièrement sur ses registres, à l'égard des inscriptions Jobai et Jossols, parce qu'il a pu croire n'avoir aucun intérêt à rectifier des inscriptions qu'il considérait comme annulées, il ne s'ensuivrait pas que les créanciers que ces inscriptions concernaient ou leurs ayans cause fussent dépouillés du droit de revenir contre lui, droits qu'ils tenaient de la loi, surtout lorsque le préjudice qu'ils éprouvaient par le rejet de leurs inscriptions provenait originairement du fait du conservateur ; d'où il suit qu'en lui faisant supporter la responsabilité qu'il avait rigoureusement encourue, l'arrêt attaqué n'a violé aucune des lois précitées, mais en fait une exacte application ; — Rejette, etc.

Du 22 avril 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Portails. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Guichard et Gérardin.

4^e APPROBATION. — BILLET. — FEMME. — SOLIDARITÉ.

2^e PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENCEMENT DE). — APPROBATION D'ÉCRITURE.

1^o Le billet souscrit solidairement par la femme et le mari, est nul à l'égard de la femme s'il ne contient pas l'approbation de la somme, souscrite en toutes lettres de la main de la femme, quoique le billet ait été écrit par le mari d'un air solidaire (1).

2^o La nullité résultant du défaut d'approbation

(1) V. sur ce point, Cass. 8 août 1815 ; 6 mai 1816, et les observations dont sont accompagnés ces arrêts, ainsi que les autorités qui y sont indiquées.

est absolu, tellement qu'elle rend le billet inefficace, à ce point qu'il ne peut pas même servir comme commencement de preuve par écrit. (Cod. civ., 1336.) (1)

(Gaudry—C. Lenferna.)

La dame Gaudry poursuivait contre les époux Lenferna, le paiement d'un billet, par lequel ils s'étaient obligés solidairement à lui payer une somme de 3,000 fr. En réponse à la demande de la dame Gaudry, la dame Lenferna faisait remarquer que le billet était écrit de la main de son mari, et que cependant il n'était point revêtu par elle du bon ou approuvé, exigé par l'art. 1336 du Code civ.; que par conséquent il était nul à son égard. La dame Gaudry répliquait que la disposition de l'art. 1336 ne pouvait s'appliquer qu'au cas où l'obligation sous seing privé émanait d'une seule partie, et d'ailleurs, en supposant qu'aux termes de cet article, le billet ne fût pas obligatoire à l'égard de la dame Lenferna, du moins il pouvait être considéré comme commencement de preuve par écrit de l'obligation; qu'en conséquence la preuve testimoniale était admissible à l'effet d'établir qu'il n'y avait eu ni fraude ni surprise, et que la dame Lenferna avait bien entendu s'obliger solidairement avec son mari, au paiement de la somme énoncée dans le billet.

5 juill. 1815, jugement qui admet la veuve Gaudry à la preuve des faits par elle articulés: « Attendu que l'approbation en toutes lettres de la somme portée au billet, prescrite par l'art. 1336 du Code civ. n'est point une formalité essentielle de l'engagement; qu'elle ne prend pas sa source dans le droit public, mais dans le droit privé; que l'objet de cette formalité est seulement de rendre constant le fait que le signataire a connu l'étendue de l'engagement qu'il contractait, et qu'il l'a volontairement souscrit; que cet objet est rempli, lorsque d'ailleurs il est légalement prouvé que le souscripteur n'a apposé sa signature qu'après avoir pris connaissance de la somme portée au billet, ou que depuis il a reconnu qu'il en était réellement débiteur; que si l'art. 1344 prohibe la preuve par témoins pour toutes choses excédant 150 fr., l'art. 1347 fait exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, tel que l'exige l'article précité; que la signature apposée par la dame Lenferna au bas du billet dont il s'agit, et plus encore le paraphe qu'elle ne disconvenait pas d'avoir mis au bas du renvoi à la marge du billet, rendent assez vraisemblable le fait allégué par la veuve Gaudry, que le billet dont il s'agit a été souscrit par la veuve Lenferna, volontairement et en connaissance de cause; et que cette présomption de droit se trouvera convertie en certitude, s'il est prouvé comme l'a articulé la dame Gaudry... »

Appel.—Et le 5 déc. 1816, arrêt infirmatif de la Cour royale de Paris: « Attendu que la formalité prescrite par l'art. 1336 du Code civ. est véritablement constitutive de l'acte, et que son omission ne produit pas uniquement une présomption simple de surprise, mais une présomption absolue; que cela résulte d'une part, de la comparai-

son de cet article du Code avec la déclaration de 1733, qui, à défaut de l'approuvé de la somme en toutes lettres, autorisait à exiger le serment du défendeur, ce que ne permet pas l'article du Code, plus rigoureux, en cette partie, que la déclaration; d'autre part, de la comparaison de ce même article, avec tout l'ensemble du titre où le législateur, après avoir réglé les formalités constitutives de l'acte authentique, et celle de l'acte synallagmatique sous seing privé, venant à l'acte unilatéral, et déterminant la forme dans laquelle il doit être rédigé, prescrit également la formalité dont il s'agit, comme essentielle à la confection de l'acte: qu'il est contre toute règle qu'un acte réproché par la loi, comme suspect, soit présenté comme formant un commencement de preuve par écrit; et qu'un tel principe, qui tendrait à admettre la preuve par témoins dans toutes les affaires de cette nature, serait d'une dangereuse conséquence. »

Pourvoi en cassation de la part de la dame Gaudry: 1° Pour fautive application de l'art. 1336 du Code civ.; en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré qu'un billet souscrit conjointement par deux personnes devait être revêtu du bon ou approuvé par celle qui n'avait point écrit le billet, bien que l'art. 1336 ne parle que du cas où l'acte sous seing privé émane d'une seule personne; 2° pour contravention à l'art. 1347 du Code civ.; en ce que la Cour royale de Paris n'a point admis la preuve testimoniale, bien qu'il existât un commencement de preuve par écrit.

ARRÊT

LA COUR; — Attendu que l'art. 1336 du Code civ. s'applique à tout acte unilatéral souscrit par une seule personne ou par plusieurs, et qu'en s'exprimant ainsi qu'il l'a fait, le législateur a voulu seulement limiter l'effet de cette disposition aux actes unilatéraux; qu'ainsi la Cour royale de Paris a dû, ainsi qu'elle l'a fait, appliquer cet article du Code civ. à un billet qui ne contenait, de la part de la signataire, aucun bon ou approuvé portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose;

Attendu que l'art. 1347 du même Code n'impose aucunement aux juges l'obligation de considérer un acte dont l'effet est réproché par la loi, comme un commencement de preuve par écrit; — Rejette, etc.

Du 22 avril 1818. — Sect. req. — Prés. M. Henrion de Pansey. — Rapp. M. Borel de Bretizel. — Concl. M. Lebeau, av. gén. — Pl. M. Raoul.

1°. 2° ÉTRANGER. — ARRESTATION PROVISOIRE. — ORDONNANCE. — APPEL. — DÉPÔT. 3° CONCILIATION. — ÉTRANGER.

10. L'appel du l'ordonnance qui autorise l'arrestation provisoire d'un débiteur étranger, est recevable pendant trois mois: cette ordonnance ne peut être assimilée aux jugemens de référé dont l'appel n'est recevable que durant quinze jours. (Cod. proc., 800; L. 16 sept. 1807, art. 2.) (2)

(1) La question est fort controversée. La jurisprudence de la Cour de cassation était d'abord prononcée dans le sens de la décision ci-dessus. V. 3 nov. 1812, et 8 août 1815. Mais elle a changé plus tard et s'est fixée en sens contraire. V. Cass. 2 juin 1823; 1^{er} juill. 1828; 4 fév. 1829; 21 mars 1832; 18 nov. 1834; 6 fév. 1839. et nos observations sur ce dernier arrêt. — V. encore dans ce dernier sens, Paris, 18 fév. 1808, et la note.

(2) V. conf., Caen, 12 janv. 1832. — La Cour de Pau, par arrêt du 27 mai 1830, et celle de Bor-

deaux, par arrêt du 6 déc. 1833, ont décidé, dans le même sens, qu'une ordonnance par laquelle le président permet l'arrestation provisoire d'un débiteur étranger, ne peut être attaquée par voie d'action principale devant le tribunal; qu'elle ne peut l'être que par voie d'appel devant la Cour royale. Mais la Cour de cassation a, sur le pourvoi dont ce dernier arrêt a été l'objet, annulé cet arrêt et décidé au contraire le 2 mai 1837 (Volume 1837), que l'étranger doit, pour demander la nullité de son emprisonnement, agir par voie d'action principale

2^o L'art. 2 de la loi du 10 sept. 1807 qui autorise l'arrestation provisoire du débiteur étranger, après l'échéance ou l'exigibilité de la dette, ne s'applique pas au cas où l'étranger est poursuivi pour restitution d'un dépôt, dont l'acte n'est ni reconnu ni revêtu de la forme exécutoire. — Un dépôt n'est pas une dette dans le sens de la loi. (L. 10 sept. 1807, art. 2.)

3^o Les demandes contre étrangers justiciables des tribunaux français ne sont pas dispensées du préliminaire de conciliation. (Cod. proc., 48 et 49.) (1)

(Mendiri — C. Guidoty.)

Le 28 avr. 1816, le sieur Mendiri présente une requête au président du tribunal de première instance de Bayonne, dans laquelle il expose qu'il a remis, en 1813, une voiture en dépôt entre les mains du sieur Guidoty, Espagnol; que celui-ci a refusé de a lui rendre lorsqu'il l'a réclamée. — Ce dépôt n'est constaté que par un acte sous seing privé émané du sieur Guidoty. Il demande, aux termes de l'art. 2 de la loi du 10 sept. 1807, l'autorisation du président pour faire arrêter provisoirement le sieur Guidoty alors à Bayonne. — 29 avr. 1816, ordonnance qui autorise Mendiri à faire arrêter le sieur Guidoty. — 29 juill., appel de la part de Guidoty; il soutient que l'art. 2 de la loi du 10 sept. 1807 n'autorise l'arrestation provisoire de l'étranger, sur la demande du créancier français, qu'après l'échéance ou l'exigibilité de la dette; que, par conséquent, il n'y avait pas lieu à accorder l'autorisation dans l'espèce, ou il s'agissait de la remise d'un dépôt, qui d'ailleurs n'était pas justifié par un titre reconnu, ou revêtu de la forme exécutoire.

Mendiri soutient que Guidoty est non recevable dans son appel, attendu que l'ordonnance du président du tribunal de première instance devait être assimilée aux jugemens de référé, et qu'aux termes de l'art. 809 du Code de proc. civ., l'appel des ordonnances de référé doit, à peine de déchéance, être interjeté dans la quinzaine.

Entre temps, Mendiri avait assigné Guidoty devant le tribunal de première instance pour se voir condamner à lui restituer sa voiture, ou à lui en payer le prix. Guidoty soutient que Mendiri doit être déclaré non recevable dans sa demande, faute par lui d'avoir préalablement fait l'épreuve de la conciliation; Mendiri répond que les demandes dirigées contre les étrangers doivent être considérées comme urgentes, et par conséquent ne sont pas assujetties au préliminaire de conciliation, aux termes du n^o 2 de l'art. 49 du Code de proc. civ.

31 juill., jugement qui déclare Mendiri non recevable, faute par lui d'avoir préalablement appelé son adversaire en conciliation devant le juge de paix. Appel de la part de Mendiri. Devant la Cour royale de Pau, cet appel est joint à celui interjeté par Guidoty de l'ordonnance du président du tribunal de première instance qui autorisait l'arrestation provisoire.

14 dec. 1816, arrêt ainsi conçu: « La Cour, statuant sur l'appel du sieur Guidoty, considérant, sur la fin de non-recevoir, qu'il est à remarquer que la loi du 10 sept. 1807 donne aux présidents des tribunaux de première instance une attribution particulière et extraordinaire; qu'on ne peut point placer parmi celles relatives aux simples référés, auxquels elle est manifestement étrangère, le cas exprimé dans cette loi ne se trouvant ni

ment compris dans les dispositions du Code de proc. qui déterminent la compétence et les cas du référé; qu'il n'est pas permis d'ailleurs, en principe, de décider par analogie, en fait de compétence et de juridiction; mais il faut à cet égard que la loi dispose d'une manière expresse et positive, et que, dans l'espèce actuelle, il est d'autant moins admissible et juste d'argumenter des cas ordinaires du référé à celui de la loi précitée, que cette loi autorise le président d'un tribunal de première instance à permettre et ordonner l'arrestation d'un individu, et que l'importance et la rigueur d'une pareille mesure sont d'un intérêt et d'une nature sans contredit bien supérieures à la matière ordinaire des référés; qu'il faut donc ici nécessairement reconnaître la loi dont il s'agit, qu'au lieu de l'attribution particulière qu'elle renferme, indépendante et distincte des autres lois existantes; et que ne contenant pas de disposition expresse qui restreigne, dans le cas qu'elle détermine, le délai ordinaire de l'appel, il faut en revenir, dans ce cas, au droit commun; d'où il suit que l'appel interjeté dans cette espèce, l'ayant été dans les trois mois utiles, de l'aveu même de la partie qui oppose à fin de non-procéder, prise de ce qu'il n'aurait pas été déclaré dans la quinzaine, comme en matière de référé, cette partie n'est pas fondée dans cette exception préjudicielle et en doit être déboutée. — Considérant, sur les dispositions de l'ordonnance attaquée, que s'agissant, au cas actuel, de la remise d'un simple dépôt, c'est-à-dire d'un objet manifestement étranger au texte et à l'esprit de cette loi du 10 sept. 1807, puisque, dans l'espèce de la loi, il ne s'agit que d'une dette ordinaire, et que le paiement, entre autres expressions qu'on lit dans le troisième art., implique évidemment contradiction avec la remise d'un dépôt, il faut nécessairement conclure de là que le juge du tribunal de Bayonne faisant les fonctions de président, qui a rendu ladite ordonnance, a procédé hors des attributions de cette loi, et a, par conséquent, commis un excès de pouvoir qui doit faire annuler cette ordonnance. Statuant sur l'appel interjeté par le sieur Mendiri du jugement du 31 juill., le déclare non recevable, faute par lui d'avoir préalablement appelé le sieur Guidoty en conciliation devant le juge de paix. »

FOURVOI en cassation de la part du sieur Mendiri. Le demandeur soutient que l'arrêt dénoncé a violé: — 1^o l'article 809 du Code de proc.; en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré l'appel de l'ordonnance qui autorisait l'arrestation provisoire, recevable pendant trois mois, bien que cette ordonnance doit être considérée comme un jugement de référé, et qu'aux termes de l'art. 809 du Code de procédure, l'appel des ordonnances de référé ne soit recevable que durant le délai de quinzaine; — 2^o l'article 2 de la loi du 10 septembre 1807; en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à ordonner l'arrestation provisoire pour la remise d'un dépôt confié à un étranger, bien que le mot dette, employé dans l'art. 2 de ladite loi, doit être entendu dans un sens général et être appliqué à tous les cas où un Français réclame contre un étranger la remise d'une somme d'argent, ou d'un objet quelconque; — 3^o l'art. 49, n^o 2, et fausement appliqué l'art. 48 du Code de proc. civ.; en ce que l'arrêt a jugé qu'une demande dirigée contre un étranger devait, suivant la règle générale, être précédée du préliminaire de conciliation, bien qu'une pareille

devant le tribunal, et non par voie d'appel devant la Cour royale; décision qui, ainsi que nous l'avons fait remarquer en rapportant l'arrêt de la Cour de cassation, suppose une doctrine contraire à celle que consacre l'arrêt ci-dessus.

(1) La question a été résolue en sens contraire par la Cour de Nîmes, le 26 fév. 1819.

demande soit, par la nature des choses, au nombre de celles qui requièrent célérité, et qui, par conséquent sont dispensées du préliminaire de conciliation, aux termes du n° 2 de l'art. 47.

ARRÊT.

LA COUR :—Sur le premier moyen, pris de la violation de l'art. 809 du Code de proc. :—Attendu que l'ordonnance du président du tribunal civil de Bayonne, du 29 avril 1816, qui, par application de l'art. 2 de la loi du 10 sept. 1807, permet l'arrestation provisoire de Guidoty étranger, n'était évidemment pas une ordonnance sur référé, puisqu'il ne s'agissait pas de l'exécution du titre exécutoire ni d'un jugement, et que, pour faire rendre une ordonnance dite sur référé, le Code prescrit, dans ses articles 806, 807 et 808, une procédure particulière qui n'a été, ni ne devait être observée dans l'espèce, où le président du tribunal civil tenait non du Code de procédure, mais bien de la loi du 10 septembre 1807, l'attribution particulière et extraordinaire qu'il a exercée; d'où suit que l'art. 809 du Code de proc. était, ainsi que les trois articles qui le précèdent, sans application, et qu'il n'a été ni pu être violé dans la disposition de l'arrêt dénoncé qui restreint à quinze le délai dans lequel l'appel des ordonnances sur référé doit être interjeté;

Sur le second moyen :—Attendu que la loi du 10 septembre 1807, comme loi d'exception, doit être bornée dans son application aux cas prévus par son art. 2, et que ne parlant, dans cet article, que de dettes échues et exigibles, elle ne pouvait évidemment s'appliquer au cas où il n'était question que d'un dépôt dont l'acte n'était ni reconnu ni en forme exécutoire;

Sur le troisième moyen :—Attendu que l'art. 48 du Code de procédure est conçu dans des termes absolus d'après lesquels aucune demande ne peut être reçue devant les tribunaux français, si le défendeur n'a été préalablement appelé en conciliation; qu'en droit, l'étranger doit être cité au domicile du procureur du roi, aux termes de l'art. 69 du Code; qu'en fait, il est constant et reconnu que Guidoty, à l'époque de la demande, était résident à Bayonne où il a été assigné, et où conséquemment il pouvait être cité en conciliation;—Rejette, etc.

Du 22 avril 1818.—Sec. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Lepicard.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Nicod.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE.—FAILLITE.—REMISE DE DETTE.

Après la faillite d'une société commerciale, la remise faite par les créanciers à l'un des associés personnellement, ne profite point aux autres associés. (Cod. comm., 22, 440 et 452.) (1)

(Nebion—C. Nougier et Plaze.)

Les sieurs Kruger et Nebion, négociants associés font faillite. Par un traité particulier passé entre le sieur Kruger et les créanciers de la faillite, il est fait quelques remises au sieur Kruger, et il lui est accordé des délais pour sa libération.

(1) V. en ce sens, Favard de Langlade, *Répert.*, v° *Faillite et banqueroute*, § 9, n° 12.

(2) Sic. Liège, 4 mars 1813. Cette décision s'accorde parfaitement avec cette jurisprudence bien constante aujourd'hui, que l'appel en matière d'ordre ne peut être valablement signifié au domicile élu chez l'avoué de la partie contre laquelle l'appel est interjeté : V. Cass. 27 oct. 1813; 15 janv. 1814; Amiens, 22 mai 1809, et la note; Riom, 20 août 1810; Paris, 23 août 1811, et la note.—Y a-t-il une raison pour qu'il en soit différemment du domicile élu dans l'inscription? Nous ne le voyons pas; nous

Nebion, poursuivi par les créanciers, prétend que le sieur Kruger, en traitant comme associé, est réputé avoir stipulé dans l'intérêt de la société, que dès lors les remises et délais qu'il avait obtenus doivent profiter à son coassocié.

11 juil. 1816, jugement du tribunal de commerce de Cette, qui déboute le sieur Nebion de sa prétention.—Appel.—12 fév. 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale de Montpellier.

Pourvoi en cassation, pour violation des art. 22, 440 et 452 du Code de comm., en ce que l'arrêt dénoncé a décidé que le traité fait par un associé, pour affaires concernant la société, ne profitait pas à tous les associés.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu, d'une part, que les articles cités du Code de commerce sont relatifs aux engagements des associés pendant la durée de la société, et qu'il s'agit d'une société dissoute; que, d'autre part, les créanciers de la société peuvent faire à l'un des associés faillis des remises, et lui accorder, pour sa libération, des facilités qu'ils ne jugent pas convenables d'appliquer à d'autres; que, dans l'espèce, Kruger, l'un des associés, a traité personnellement, et a obtenu, en améliorant le sort des créanciers, des adoucissements dus à sa conduite particulière, à laquelle Nebion a refusé de se conformer;—Rejette, etc.

Du 22 avril 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Dunoyer.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Coste.

ORDRE.—APPEL.—DOMICILE ÉLU.

Par exception à l'art. 456 du Cod. proc. etc., la signification à un créancier inscrit du l'acte d'appel d'un jugement d'ordre, est valablement faite au domicile élu dans l'inscription. (C. civ., 141 et 2158; C. proc., 59, 456, 763.) (2)

(Mayer—C. Pellet.)

Par suite d'expropriation des biens des mariés Serrec, il intervient un jugement qui règle le rang des créanciers hypothécaires.—Le sieur Pellet, l'un de ces créanciers, interjette appel de ce jugement, et signifie l'acte d'appel, au mineur Purchot-Desaunay, aussi créancier, au domicile élu dans son inscription, et non au domicile réel du sieur Mayer, son tuteur.—Mayer, dans l'intérêt de son mineur, demande la nullité de l'acte d'appel; il dit que l'art. 456 du Code de proc. prescrit, à peine de nullité, de signifier tout acte d'appel à personne ou à domicile, et que spécialement, en matière d'ordre, l'art. 763 du même Code veut que l'acte d'appel soit signifié au domicile réel, car il détermine les délais de la signification d'après la distance du domicile réel de chaque partie.

Le sieur Pellet répond que l'art. 141 du Code civil établit en principe que toutes significations relatives à l'exécution d'un acte peuvent être faites au domicile élu dans l'acte; et que particulièrement l'art. 2156 du même Code, déclare que toutes les poursuites relatives aux inscriptions peuvent être faites au domicile élu

voies au contraire que ce domicile élu dans l'inscription, est tout aussi obligé pour le créancier (C. civ., 2148) que le domicile élu chez son avoué, et il nous semble qu'il n'est pas permis d'induire d'une plus que de l'autre élection de domicile, une renonciation au droit de ne recevoir toute signification d'appel qu'à personne ou domicile, d'après la règle générale posée dans l'art. 456 du Code de proc.—V. toutefois, dans la suite de la décision ci-dessus, Carré, *Lois de la procéd.*, quest. 1652 et 2383, où cet auteur cite, à l'appui de son opinion, Hautefeuille, p. 422.

sur le registre. Il ajoute qu'en cette matière, le Code de procédure n'a pas entendu, par les art 456 et 763, déroger aux principes établis dans le Code civil, puisque, par son art. 59, il les a consacrés de nouveau; car cet article, paragraphe dernier, porte : « Le défendeur sera assigné... en cas d'élection de domicile pour l'exécution d'un acte, devant le tribunal du domicile élu, ou devant le tribunal du domicile réel du défendeur, conformément à l'art. 411 du Code civil. » D'ailleurs, dit-il, les art. 456 et 764 du Code de proc. n'établissent le principe général que l'acte d'appel doit être signifié à personne ou domiciliaire, que pour suppléer à cet égard, la défaut de convention des parties, lesquelles ont la libre faculté de consentir à ce que cet acte et toutes autres poursuites soient dirigées dans un autre lieu déterminé.

30 août 1814, arrêt de la Cour royale de Rennes, qui déclare l'acte d'appel valablement signifié au domicile élu. — Voici ses motifs : « Considérant que si l'art. 456 du Code de proc. établit en principe général que l'acte doit être signifié à personne ou domiciliaire, ce principe souffre exception quand les parties ont exprimé dans un acte un consentement à ce que la signification en soit faite à un domicile élu; qu'en matière d'ordre, le législateur a établi une instruction particulière; que l'art. 2148 du Code civ., oblige le créancier qui prend une inscription hypothécaire à élire domicile par le bordereau qu'il fournit, dans l'arrondissement du bureau; que l'art. 2152 lui permet de changer ce domicile; à la charge d'en indiquer un autre dans le même arrondissement; que si après l'art. 2156, les actions auxquelles ces inscriptions peuvent donner lieu contre les créanciers, doivent être intentées devant le tribunal compétent, par exploit à leur personnes ou au dernier des domiciles élus sur le registre; que, par ces expressions, les actions, le législateur a compris toutes celles qui seraient une suite de l'inscription, tant au premier qu'au deuxième degré de juridiction; que s'il avait voulu en excepter l'appel, il s'en serait expliqué; que l'art. 763 du Code de proc. n'a point dérogué à cette disposition; que, s'il augmente le délai en proportion du domicile réel de chaque partie, il ne dit pas que l'assignation sera donnée au domicile; que son silence fait penser que le délai proportionné aux distances qu'il accorde, est pour que les parties éloignées du lieu où elles ont élu domicile, puissent être prévenues à temps de l'appel... »

Pourvoi en cassation, pour violation des art. 456 et 763 du Code de proc., et fausse application des art. 411 et 2156 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu qu'il résulte de l'art. 411 du Code civil, et de l'art. 59 du Code de proc. civ., qu'en matière d'ordre, les significations, demandes et poursuites relatives, auxquelles les inscriptions donnent lieu, doivent être faites au domicile élu par le bordereau d'inscription, par exception à l'art. 456 du Code de proc.;—Rejette.

Du 23 avril 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Lassusdieu.—Concl., M. Lebeau, av. gen.—Pl., M. Raoul.

TABAC.—CULTURE.—AMENDE.

L'amende de 50 fr. prononcée par l'art. 181 de la loi du 28 avril 1816, par cent pieds de ta-

(1) V. conf., l'arrêt des sections réunies du 12 janv. 1822, rendu sur un nouveau pourvoi formé dans la même affaire.

(2) V. conf., Cass. 16 janv. 1818, et la note,

bac plantés sans permission dans un terrain ouvert, s'applique à raison de 50 centimes par pied; il n'est pas nécessaire que la centaine de pieds soit complète pour qu'il y ait lieu à amende (1).

(Contributions Indirectes.—C. V^e Camper.)

Du 21 avr. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Baris.—Rapp., M. Bailly.—Concl., M. Giraud, av. gén.

1^o JURY.—LISTE.—NOTIFICATION.2^o COUR D'ASSISES.—DÉBATS.—OUVERTURE.3^o VIOL.—COACTEURS.—PEINE.

1^o La notification de la liste des jurés faite à l'accusé la veille du jour déterminé pour l'ouverture des débats, est régulière, encore bien que cette ouverture ait été renvoyée au jour suivant. (Cod. Inst. crim., 385.) (2)

2^o L'art. 405 du Code d'inst. crim. portant que l'examen de l'accusé commencera immédiatement après la formation du tableau des jurés, n'est pas prescrit à peine de nullité (3).

3^o Le crime de viol commis par plusieurs personnes qui se sont mutuellement aidées à la commettre, est passible de la peine portée par l'art. 333 du Code pén., quel que soit l'âge de la victime (4).

(Docteur.) ARRÊT.

LA COUR :—Attendu sur le premier moyen de cassation du réclamant, qu'il est constant et démontré au procès que le 7 mars était le jour déterminé pour l'ouverture des débats, et que le tableau du jury a réellement été formé ce même jour 7 :—Que la notification de la liste des jurés faite aux accusés le 6, conséquemment la veille du jour déterminé pour la formation du tableau et pour l'ouverture des débats, a donc été l'exacte observation de la disposition de l'art. 384 du Code d'inst. crim.;—Que si des circonstances particulières n'ont permis de s'occuper de la formation du jury que le soir du 7 mars, et si l'heure trop avancée a déterminé le président à renvoyer l'ouverture de l'audience au lendemain 8, l'art. 405 du Code d'inst. crim., lequel d'ailleurs n'est pas prescrit à peine de nullité, n'en doit pas moins être réputé avoir reçu son exécution;

Attendu, sur le deuxième moyen, que dans l'art. 331 du Code pén., le crime de viol est considéré en lui-même, et abstraction faite de toute circonstance résultant, soit de l'âge de l'individu objet du crime, soit de la qualité du coupable, ou des moyens qu'il a employés pour la commettre;—Que les art. 332 et 333 du même Code, déterminent les circonstances qui aggravent le crime, et doivent conséquemment aggraver la peine à infliger à son auteur;—Que ces articles ont l'un comme l'autre, une corrélation immédiate et nécessaire avec l'art. 331; qu'il en résulte nécessairement aussi que la crime énoncé dans cet article est puni des peines portées dans les deux articles suivants, selon qu'il est accompagné, soit de la circonstance aggravante de l'art. 332, soit de l'une des circonstances aggravantes de l'art. 333;—Qu'il n'est pas dans la lettre du Code, et qu'il ne saurait être dans son esprit, que les circonstances mentionnées à l'art. 333 ne prennent le caractère de circonstances aggravantes que par leur réunion avec la circonstance dont parle l'art. 332, puisqu'il en résulterait cette conséquence, évidemment en opposition avec les notions les plus simples de la morale et de la justice, que le crime,

(3) V. conf., Cass. 13 avril 1837.

(4) V. Cass. 19 déc. 1811, et la note; 20 mars 1812, et 31 juill. 1818; *Théorie du Code pénal*, tome 9, p. 203.

réellement accompagné de l'une des circonstances de l'art. 333, serait réputé commis sans aucune circonstance aggravante, s'il l'avait été sur un individu âgé de quinze ans accomplis. — Et attendu que, dans l'espèce, Antoine Dourieux a été déclaré, par jury légal, coupable d'être l'un des auteurs du crime de viol commis par plusieurs personnes qui se sont mutuellement aidées à le commettre; qu'il est donc coupable avec la dernière des circonstances mentionnées à l'art. 333 du Code pén.; que dès lors l'âge de ses victimes est indifférent, que son crime est le crime prévu par les articles combinés 331 et 333 dudit Code, et que sa condamnation aux travaux forcés à perpétuité, prononcée en exécution de ce dernier article, est une juste application de la loi pénale; — Rejette, etc.

Du 24 avr. 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Girard, av. gén.

FAUX. — SUPPOSITION DE PERSONNES. — ÉCRITURES PUBLIQUES.

Du 24 avr. 1818 (aff. Gébien). — Cass. — Mêmes décision que par l'arrêt du 7 juillet 1814 (aff. Bernard).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — CONTRAVENTION. — PÉRIEUX.

Du 26 avr. 1818 (aff. Desnosé Bataille). — V. cet arrêt au 20 août 1818.

NOVATION. — DÉLÉGATION. — EFFET RÉTROACTIF.

L'art. 1275 du Code civil portant que la délégation faite par le débiteur à son créancier n'opère novation qu'autant que le créancier déclare expressément décharger le débiteur primitif, n'est point introductif d'un droit nouveau; en conséquence, il peut s'appliquer, sans effet rétroactif, aux actes passés sous l'empire de l'ancienne jurisprudence. (Cod. civ., 2.) (1)

(La société Cazalis — C. la Commission helvétique.)

En l'an 9, la société Cazalis, débitrice envers la commission helvétique d'une somme considérable, lui donne en paiement une créance sur le gouvernement français. La délégation est acceptée, mais l'acte ne fait aucunement mention que la commission helvétique ait déchargé la société Cazalis. Lorsque la commission helvétique réclame son paiement du gouvernement français, elle éprouve des difficultés, et s'adresse à la société Cazalis. Pour cette dernière on a soutenu que, dans l'ancienne jurisprudence, la simple délégation faite sur un débiteur à son créancier, et acceptée par celui-ci, opérât novation; qu'ainsi, dans l'espèce, la société Cazalis se trouvait libérée par l'effet de la délégation qu'elle avait faite de sa créance sur le gouvernement français, à la commission helvétique.

17 janv. 1818, arrêt de la Cour royale de Rouen, qui condamne la société Cazalis au paiement des sommes dues à la commission helvétique, par application de l'art. 1275 du Code civ., portant que la délégation par laquelle un débiteur donne au créancier un autre débiteur qui s'oblige envers le créancier, n'opère point de novation, si le créancier n'a expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 2, Code civ., et fautive application de l'art. 1275,

en ce que l'arrêt dénoncé a donné un effet rétroactif au Code civ., en appliquant l'art. 1275, pour déterminer les effets d'un acte passé sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, qui était contraire en ce point au Code.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'arrêt a pensé avec raison que l'art. 1275 du Code civ., n'est point introductif d'un droit nouveau; qu'en effet, cette disposition est puisée dans la Constitution de Justinien, loi dernière, au Code de novationibus; que de tous les temps, il a fallu, pour opérer une novation, que la volonté de décharger le débiteur primitif fût si évidente, qu'elle ne pût être révoquée en doute; et attendu, dans l'espèce, que la Cour de Rouen, après un long examen des titres, n'y a vu ni la décharge expresse du débiteur primitif, ni une manifestation de la volonté mutuelle d'éteindre la dette primitive par la substitution d'une autre dette; — Rejette, etc.

Du 28 avr. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Botton-Castellomonte. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Scribe.

ÉVOCATION. — JUGEMENT DÉFINITIF. — INTERLOCUTOIRE.

Les juges saisis de l'appel d'un jugement définitif sur le fond, peuvent, en ordonnant une mesure d'instruction que les premiers juges ont négligée (par exemple un règlement de compte), se réserver le fond pour y statuer par un second jugement. — A ce cas ne s'applique pas l'art. 473 du Cod. proc. qui oblige les juges d'appel, lorsqu'ils infirment un jugement de première instance, à statuer en même temps sur le fond par un seul et même arrêt (2).

(Gay — C. Guindron et Panthou.)

Du 28 avr. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lesauvade. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

TABAC. — ACQUIT-A-CAUTION. — AMNISTIE.

La propriété de tabacs en feuilles qui veut se prévaloir du refus de la régie de lui délivrer un second acquit-a-caution, à l'effet d'exporter ses tabacs, en place du premier qui avait été perdu, doit justifier de ce refus par procès-verbal dressé par le juge du lieu ou par l'officier municipal, conformément à l'art. 8, titre 3 de la loi du 24 août 1791.

L'ordonnance du 13 janv. 1815, qui accorde amnistie aux individus poursuivis pour simples fraudes en matière de tabacs, n'est pas applicable au propriétaire de tabacs en feuilles qui s'était soumis à payer à la régie une somme déterminée, s'il ne rapportait pas, dans un délai convenu, le certificat de décharge de l'acquit-a-caution qui lui avait été délivré pour exporter ses tabacs; faute par lui de rapporter ce certificat dans le délai, il doit être condamné à payer à la régie le montant de sa soumission.

(Contributions indirectes — C. Allard.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu les art. 12 du tit. 3 de la loi du 22 août 1791, 43 du décret du 5 mai 1806; l'ordonnance du roi du 17 mai 1814; les art. 6 et 13 de la loi du 18 dec. suivant; l'ordonn. du 13 janv. 1815, et les art. 1134, 1135 et 1136 du Code civ.;

avril et 15 déc. 1825; 19 nov. 1828; 21 mai et 18 juill. 1833; — En sens contraire, Cass. 12 nov. 1816; 18 juin 1817, et 28 avril 1823,

(1) F. anal., Cass. 19 juin 1817; 17 janv. 1818.

(2) F. anal. dans le même sens, Cass. 2 fév., 26

— Attendu que les acquits-à-caution délivrés par l'administration des contributions indirectes sont soumis aux règles établies au titre 3 de la loi du 22 août 1791 : — Attendu que ces acquits-à-caution forment entre l'administration qui les délivre, et les parties qui les obtiennent, un véritable contrat qui doit être exécuté selon sa forme et teneur ; — Attendu que si les délais déterminés dans les acquits n'ont pas été suffisants pour le transport des marchandises, les marchands ou conducteurs des marchandises transportées par terre, sont admis par l'art. 8 du tit. 3 de la loi du 22 août 1791, à justifier des retardemens qu'ils ont éprouvés pendant la route, en rapportant au bureau des douanes, eu même temps que les marchandises y sont représentées, des procès-verbaux en bonne forme, dressés par les juges des lieux où ils auront été retenus, et à défaut d'établissement d'aucune juridiction, par les officiers municipaux dedit lieux, lesquels procès-verbaux doivent faire mention des circonstances et des causes du retard, et que, dans ce cas, les acquits-à-caution ont leur effet, et les certificats de décharge doivent être délivrés par les préposés des douanes ; — Attendu que, dans l'espèce, il n'a point été justifié d'une manière légale des retardemens éprouvés, ni des circonstances et des causes du retard ; — Attendu qu'on ne saurait tirer aucune induction en faveur du défendeur des dispositions de la loi du 8 déc. 1814, puisque lors même que cette loi serait applicable à l'espèce, elle suppose toujours que la nécessité de la prolongation des délais pour effectuer le transport des boissons doit être justifiée dans les formes légales ;

Attendu que l'ordonn. du 13 janv. 1815 a expressément réservé au gouvernement l'exercice de l'action civile, pour le recouvrement de tous droits et créances ; d'où il suit que le jugement attaqué, en déchargeant le défendeur de la contrainte contre lui décernée à défaut de rapport du certificat de décharge dans le délai fixé par l'acquit-à-caution, sans qu'il ait été produit par lui, aucun des rapports ou procès-verbaux exigés par l'art. 8 du tit. 3 de la loi du 22 août 1791, a violé cet article, ainsi que l'art. 1^{er} du même titre, et l'art. 4 de l'ordonn. du roi du 13 janv. 1815, qui réserve au gouvernement la faculté de se pourvoir civilement, en restitution de droits et de créances, tant contre les individus que contre les communes ; — Casse.

Du 28 avr. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Portalis. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Becquey-Beaupré et Duprat.

1^{re} MUTATION PAR DÉCÈS. — PRESCRIPTION.

2^o CASSATION. — PIÈCES NOUVELLES.

1^{re} La prescription de cinq ans établie contre la régie des domaines, pour la réclamation du droit de mutation par décès, ne commence à courir que du jour où la régie a connu ou pu connaître l'acte de décès (1).

2^o On ne peut pas faire valoir en cassation un moyen résultant d'une pièce dont on n'a pas fait usage devant les premiers juges (2).

(1) V. dans le même sens, Cass. 22 brum. an 14 ; 20 avril 1807, et nos observations sur l'arrêt du 19 therm. an 13. — V. aussi Cass. 30 juin 1806 ; 21 fév. 1809 ; 8 nov. 1813 ; 25 janv. 1815 ; 17 fév. 1818 ; 5 nov. 1821.

(2) V. dans le même sens, Cass. 21 fév. 1814 ; 29 juin 1825. Mais voy. cependant la note qui accompagne le premier de ces deux arrêts.

(Héritiers Archambaud — C. Enregistrement.)

Du 29 avr. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Zangiacomi. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Guichard et Huart-Duparc.

ENREGISTREMENT. — PROCÉDURE. — SAISIE-ARRÊT.

La procédure spéciale, sans ministère d'avoués, autorisée dans les contestations entre la régie de l'enregistrement et ses redevables, ne peut être suivie dans une contestation entre la régie et un débiteur du redevable, entre les mains duquel la régie a fait une saisie-arrêt. — Le tiers débiteur qui a droit au ministère d'un avoué, en plaçant avec son créancier, ne peut être dépossédé de ce droit par cela seul que la régie se trouvera mise au lieu et place du créancier (3).

(Enregistrement — C. Boy.)

28 août 1812, jugement du tribunal d'Issoudun qui déclare valable une saisie-arrêt pratiquée par la direction de l'enregistrement au préjudice de la veuve Antoine Boy, entre les mains du sieur Boy, et ordonne que le tiers saisi fera une déclaration affirmative.

Le sieur Boy forme opposition aux poursuites dirigées contre lui, fondée sur plusieurs moyens de nullité, et il assigne la régie en référé.

27 avr. 1815, jugement du tribunal de première instance qui renvoie d'office les parties à se pourvoir à la première audience sur assignation dans les formes tracées par le Code de proc., pour être statué sur ce que de droit ; attendu, 1^o que la régie de l'enregistrement a été compétemment assignée en référé, puisque le président ne peut seul statuer sur les moyens de nullité ; 2^o que la régie s'est pourvue par simple mémoire pour faire débouter le sieur Boy de son opposition, au lieu d'employer les formes ordinaires tracées par le Code de proc. civ., puisqu'il s'agissait d'une instance dirigée par la régie, non contre un redevable, mais contre un tiers débiteur de celui-ci, et qu'à ce tiers ne pouvait s'appliquer la législation spéciale, en vertu de laquelle la régie avait procédé.

Pourvoi en cassation de la part de la régie, 1^o pour violation de l'art. 473 du Code de proc. ; en ce que le tribunal a prononcé d'office une nullité couverte par le silence de l'administration ; 2^o pour contravention à l'art. 17 de la loi du 27 vent. an 9, qui autorise la régie des domaines à procéder sans ministère d'avoués et par simples mémoires.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR ; Vu l'art. 17 de la loi du 27 vent. an 9, l'avis du conseil d'Etat du 12 mai 1807, approuvé le 1^{er} juin suivant, et l'art. 173 du Code de proc. ; — Attendu que la nullité de l'assignation dont il s'agit n'était une nullité qui fût ressortie l'ordre public des juridictions et la compétence des tribunaux ; d'où il suit qu'elle a pu être relevée en tout état de cause, et même d'office, suivant les propres termes de l'art. 173, Code de proc. civ. ; — Attendu que si la loi du 27 vent. an

(3) Toute instance qui peut être introduite par une contrainte, est soumise à la procédure spéciale de la loi du 22 frim. an 7 ; mais lorsque la demande doit être intentée dans les formes ordinaires, c'est aussi la procédure ordinaire qui doit être suivie pour l'instruction. V. les arrêts des 27 juin 1826 et 23 août 1830. V. aussi le Dictionn. des droits d'enregistrement, de MM. Championnière et Rigaud, 1^o Pourvoi, n^o 83.

9 a prescrit un mode spécial de procéder entre l'administration de l'enregistrement et les redevables pour le recouvrement de deniers publics, et si le Code de proc. civ. a laissé subsister la proc. spéciale établie par cette loi, il est de principe que les lois d'exception doivent être restreintes aux cas spéciaux pour lesquels elles ont été faites; d'où il suit que si l'administration de l'enregistrement peut se pourvoir par simples mémoires lorsqu'il s'agit de faire juger les oppositions aux contraintes par elle décernées contre les redevables, et, si elle peut en la même forme faire ordonner la saisie-arrest des deniers d'un de ses redevables entre les mains d'un tiers débiteur, on ne peut admettre qu'elle est fondée à procéder dans les mêmes formes contre le tiers saisi, soit qu'il conteste la saisie-arrest, soit que l'on procède contre lui par voie de saisie-exécution ou de saisie immobilière; — Attendu que dans cette dernière hypothèse, le tiers débiteur n'est point redevable de la régie, et qu'il ne doit point être dépouillé, parce qu'elle prend la place de son créancier, du droit qu'ont tous les citoyens de se défendre en la forme ordinaire, par le ministère d'avoué et selon le droit commun; — Rejette, etc.

Du 29 avril 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Portalis. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Huet-Duparc.

DOUANES. — SAISIES A L'INTÉRIEUR. — CONFISCATION. — AMENDE.

La disposition de l'art. 66 de la loi du 28 avril 1816, qui veut qu'au cas de saisie à l'intérieur de marchandises reconnues de fabrique étrangère, la confiscation en soit prononcée, et que les délinquants soient condamnés à une amende de 500 fr., est absolue, et du moment que le délinquant est connu, les tribunaux ne peuvent pas plus se dispenser de prononcer l'amende que la confiscation.

Ainsi, ils ne peuvent se borner à prononcer la confiscation, sous le prétexte d'une nullité de forme dans le procès-verbal, et par application de l'art. 23, titre 10, de la loi des 6-22 août 1791, portant qu'au cas de nullité des procès-verbaux, si les marchandises sont de la classe de celles prohibées, la confiscation en sera néanmoins prononcée, mais sans amende. — Cette disposition d'une loi générale uniquement relative à des contraventions commises aux lois de douanes, à l'importation ou à l'exportation, et à l'égard desquelles les procès-verbaux des préposés ne pouvaient faire foi qu'autant que toutes les formalités prescrites pour leur régularité auraient été observées, ne peut être appliquée à des saisies faites dans l'intérieur, en vertu d'une loi postérieure, particulière et spéciale.

(Douanes — C. femme Kayser.)

Du 1^{er} mai 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Rastaud. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

PROCÈS-VERBAL. — ENREGISTREMENT. — TRIBUNAL DE POLICE.

Le défaut d'enregistrement du procès-verbal n'entraîne pas la nullité du jugement de simple police auquel il a servi de base; mais le tribunal de police qui n'a pas sursis à statuer jusqu'à l'accomplissement de cette formalité, est responsable des droits. (L. 22 frim. an 7, art. 47.) (1)

(Habitans de Charleville.)

Le tribunal correctionnel de Charleville avait annulé un jugement du tribunal de police, en se fondant sur ce que le procès-verbal du commissaire de police constatait la contravention n'ayant pas enregistré. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 408 et 413 du Code d'inst. crim.; — Vu aussi l'art. 47 de la loi du 22 frim. an 7, portant : « Il est défendu aux juges et arbitres de rendre aucun jugement sur des actes non enregistrés, à peine d'être personnellement responsables des droits; — Attendu que la peine de nullité ne peut jamais être suppléée dans une disposition législative qui, en prescrivant des formalités non essentiellement constitutives des actes qui doivent en être revêtus, n'y a pas expressément ajouté cette peine; — Attendu que l'article cité de la loi du 22 frim. an 7 a déterminé d'une manière précise et formelle l'effet que devait produire l'inobservation de la disposition qu'il renferme; qu'il dit que les juges seront responsables des droits, et ne dit pas que leurs jugemens seront nuls; — Que la formalité de l'enregistrement, évidemment extrinsèque à l'acte auquel il doit être apposé, peut moins encore être considérée comme tenant à l'essence même du jugement fondé sur ledit acte; que la nullité de ce jugement n'est donc une conséquence nécessaire ni de la disposition de la loi qui prescrit la formalité de l'enregistrement, ni de celle qui défend de juger sur des actes non enregistrés; qu'elle ne peut être suppléée dans un article qui ne la prononce pas, et qui montre d'autant mieux l'intention du législateur qu'il prononce une autre peine; — Attendu que, dans l'espèce, le jugement du tribunal de simple police de Charleville a été annulé par le seul motif qu'ayant pour fondement le procès-verbal non enregistré d'un commissaire de police, il était une violation de l'art. 47 de la loi du 22 frim. an 7; — Mais que si, en rendant un jugement sur procès-verbal non enregistré, le tribunal de police de Charleville s'est écarté de la disposition dudit article, son erreur ne pouvait produire d'autre effet que celui qui est déterminé par ce même article; qu'elle le rendait donc responsable des droits, et ne rendait pas son jugement nul; qu'en annulant ce jugement, au lieu de surseoir à statuer jusqu'à ce que la formalité de l'enregistrement eût été remplie, le tribunal correctionnel de Charleville a créé une nullité qui n'est pas dans la loi du 22 frim. an 7; qu'il a ajouté aux dispositions de cette loi; qu'il a ainsi usé d'un pouvoir qui ne lui appartenait pas, et a méconnu les règles de sa compétence; — Casse, etc.

Du 1^{er} mai 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Dumont. — Concl. M. Henri Larivière, av. gén.

1^o ESCROQUERIE. — CONTRIBUTIONS DIRECTES. — PRÉPOSÉ.

2^o APPEL. — PARTIE CIVILE. — PEINES.

1^o Le préposé à la perception des contributions directes qui, après sa révocation, et à l'aide d'une qualité qu'il n'a plus, se fait remettre par les contribuables les sommes qu'ils doivent et en donne des quittances, commet le délit d'escroquerie. (Cod. pén., 405.)

2^o Lorsqu'un jugement qui renvoie les parties à fins civiles n'a été l'objet d'aucun appel de la part du ministère public, le tribunal d'appel saisi par le seul recours de la partie civile,

(1) V. sur ce point l'arrêt de Cass. du 3 sept. 1808, et la circulaire du ministre de la justice du 24 IX. — 1^{re} PARTIE.

septembre 1823, qui se trouve rapportée en note.

ne peut prononcer des peines contre le prévenu. (Cod. inst. crim., 202.) (1.)

(Carnet.—C. Guichard.—ARRÊT.)

LA COUR:—Statuant sur le pourvoi de Carnet contre l'arrêt de la Cour royale de Grenoble, au chef qui le condamne, et par corps, à la restitution des sommes qui faisaient l'objet de la plainte:—Vu les art. 405, 52 et 55 du Code pénal;—Et attendu qu'il a été déclaré par l'arrêt, que Carnet avait pris la qualité de préposé à la perception des contributions directes de la commune de Saint-Savin, dans les quittances par lui délivrées aux plaignans; qu'à la date de ces quittances il n'avait plus la qualité de préposé; que sa révocation était certaine, puisque les rôles lui avaient été retirés, et qu'il ne pouvait plus y porter les émarquemens des sommes reçues:—Attendu que les faits ainsi déclarés rentraient dans les cas prévus par l'arrêt 405, et qu'il en a été fait, à cet égard, une juste application au réclamant;—Rejette, etc.

Statuant sur le même pourvoi, au chef qui le condamne à un an de prison et 50 fr. d'amende;—Vu l'art. 1^{er} du Code d'inst. crim., suivant lequel, l'action, pour l'application des peines, n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi;—Et attendu que le premier jugement qui avait renvoyé les plaignans à fins civiles, avait été acquisé tant par le ministère public près le tribunal de première instance que par celui près la Cour royale de Grenoble, qui n'en avaient point interjeté appel; qu'ainsi la Cour n'était point saisie de l'action publique, mais seulement des demandes en restitutions civiles qui lui étaient uniquement soumises par l'appel des parties plaignantes; que néanmoins elle a prononcé des peines correctionnelles contre Carnet, en quoi elle a commis un excès de pouvoir, violé les règles de sa compétence et l'art. 1^{er} du Code d'inst. crim.;—Casse, etc.

Du 1^{er} mai 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Leconteur.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

POIDS ET MESURES. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — VÉRIFICATION. — MEUNIER.

Un meunier qui conserve chez lui des poids et mesures non revêtus des marques de la vérification annuelle ordonnée par arrêté du préfet, est passible des peines de police portées par l'art. 479 (nos 5 et 6) du Code pénal (2). (Filly.)

Du 1^{er} mai 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Basschop.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

MAGISTRAT. — DÉLIT. — POURSUITES. — CASSATION.

L'attribution conférée à la Cour de cassation de juger si des poursuites doivent être autorisées contre un magistrat inculpé et s'il doit y être donné suite, n'a été ni détruite ni modifiée par l'art. 10 de la loi du 20 avril 1810. (Cod. inst. crim., 482.) (3)

L'art. 482 du Cod. inst. crim. n'a été modifié par la loi du 20 avril 1810, qu'en ce que la membre d'une Cour royale, inculpé d'un délit correctionnel, doit être renvoyé par la Cour de cassation, s'il y a lieu à suivre, non devant un tribunal correctionnel, mais devant une Cour royale.

(1) V. conf., Cass. 10 janv. et 18 juill. 1806; 13 fév. 1807; 18 avril 1811; 17 mars 1814; 21 mars 1817, et les notes; Merlin, *Repet.*, v^o Appel, n. 7; Mangin, *Traité de l'art. publ.*, t. 1, p. 74.

(2) La Cour a considéré, à cet égard, qu'un meunier est obligé, pour l'industrie de son état, et indépendamment de la vente qu'il pourrait faire de

La loi du 20 avril 1810 n'a anéanti ni la forme ni la nécessité d'une première instruction écrite qui doit être faite conformément aux règles ordinaires, d'après l'art. 481 du Cod. inst. crim.

Il ne peut être jugé par la Cour de cassation s'il y a lieu à suivre contre un membre de Cour royale sur une plainte pour délit correctionnel, que sur le vu de cette plainte et après que les pièces de l'instruction lui ont été transmises par le ministre de la justice.

(Rochon de Valette.)

Le 14 février 1814, M. Rochon de Valette, premier avocat général de la Cour de Riom, fut gravement insulté par M...., conseiller auditeur près la même Cour. — M. Rochon de Valette porta plainte contre le sieur.... devant le premier président de la Cour. — Sur cette plainte, toutes les chambres s'assemblèrent; mais, au lieu de rendre un arrêt contre le prévenu, il fut fait au premier président une invitation de suspendre la poursuite de la plainte, pour que les faits fussent examinés en assemblée générale, et qu'il y fût statué par forme de discipline. — Après cette décision, M. Rochon de Valette s'est pourvu à la Cour de cassation devant laquelle il a formé deux demandes. — La première en renvoi, pour cause de suspicion légitime, devant une Cour royale autre que celle de Riom. — Mais cette Cour n'avait pas encore été saisie de la connaissance de la plainte du demandeur, par un renvoi de la Cour de cassation ordonné dans l'exercice de l'attribution qui lui est conférée par l'art. 482 du Code d'inst. crim. — La seconde demande tendait à ce que d'ores et déjà la Cour de cassation déclarât si ou non, il y avait lieu à suivre sur la plainte du demandeur. Mais aucune plainte de sa part, non plus qu'aucune pièce d'instruction sur cette plainte n'avait été transmise à la Cour de cassation par M. le garde des sceaux.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR:—Vu les art. 481 et 482 du Code d'inst. crim., l'art. 10 de la loi du 20 avril 1810;—Attendu que les susdits art. 481 et 482 du Cod. d'inst. crim. ont établi, relativement à la poursuite et au jugement des crimes et délits qui pourraient être imputés à des membres de Cours royales hors de l'exercice de leurs fonctions, des attributions et des formes de procéder, qui doivent être d'autant plus soigneusement maintenues qu'elles sont une mesure de garantie pour la société et une mesure de protection pour les magistrats inculpés; que, d'après l'art. 481, le copin de la plainte et de l'instruction qui a dû être faite conformément aux dispositions du livre premier du Code d'inst. crim. doit être envoyée du suite au ministre, chef de la justice; que, d'après l'art. 482, ce ministre doit transmettre ces pièces à la Cour de cassation, qui est investie par cet article du droit de juger si les poursuites doivent être autorisées contre le magistrat inculpé, et s'il doit conséquemment y être donné suite; que cette attribution conférée à la Cour de cassation en faveur de l'indépendance et de la sûreté des magistrats des Cours souveraines, n'a été ni détruite ni modifiée par l'art. 10 de la loi du 20 avril 1810, que de cet article il résulte seulement que, lors-

graines et farines, de se servir de poids et mesures. — V. sur ce point, l'application du même principe, et sur l'obligation des arrêtés municipaux à cet égard, Cass. 5 mars 1813 (aff. Pape), et la note.

(3) V. sur ce point, Cass. 2 juin 1814, et le réquisitoire de M. Merlin.

que la Cour de cassation a jugé qu'il y avait lieu à suivre contre un membre d'une Cour royale, à raison d'un fait correctionnel qui lui serait imputé, elle ne doit pas renvoyer l'affaire à un tribunal correctionnel, ainsi que le prescrivait l'art. 482 du Code d'inst. criminelle, mais qu'elle doit le renvoyer devant une Cour royale, qui prononcera sans appel, ainsi que l'ordonne l'article 479 pour le cas qu'il prévoit; qu'en disposant, en effet, que les Cours royales connaîtront, de la manière prescrite par l'art. 479 du Code d'inst. crim., des délits de police correctionnelle dont pourront être prévenus les membres desdites Cours, cet article n'a point abrogé explicitement le droit conféré à la Cour de cassation, par l'art. 482 du même Code, de prononcer préalablement sur la prévention; qu'il ne l'a point abrogé implicitement, puisque sa disposition n'a rien d'inconciliable avec l'exercice de ce droit;—Qu'il n'a pas anéanti non plus la forme ni la nécessité d'une première instruction écrite qui doit être faite conformément aux règles ordinaires d'après l'art. 481, puisque cette première instruction est la base et l'élément nécessaire du jugement de la Cour de cassation sur la prévention, et que, d'après l'art. 479, auquel renvoie ledit art. 49 de la loi du 20 avril 1810, il ne doit être fait aucune première instruction écrite dans le cas qui est l'objet particulier de cet article;—Que de ces différents articles ainsi combinés, il suit évidemment que l'attribution établie en faveur des Cours royales par l'art. 10 de la loi du 20 avril 1810, sur les délits correctionnels imputés aux membres de ces Cours, n'est relative qu'aux débats à ouvrir devant elles, et au jugement à rendre sur la prévention dont elles peuvent avoir été mises par un renvoi ordonné par la Cour de cassation;—Et, attendu que la Cour royale de Riom, à l'égard de laquelle est formée par le requérant, une demande en renvoi pour cause de suspicion légitime, n'a pas été saisie de la plainte dont il s'agit dans cette demande par un renvoi de la Cour de cassation ordonné dans l'exercice de l'attribution qui lui est donnée par ledit article 482;—Déclare qu'il n'y a lieu, quant à présent, de statuer sur ladite demande;—Et faisant droit aux conclusions prises à l'audience par Jousset, avocat du demandeur, et tendantes à ce que d'ores et déjà il soit statué par la Cour, s'il y a lieu à suivre sur sa plainte;—Attendu que, d'après les susdits articles 481 et 482 du Code d'inst. crim., il ne peut être jugé par la Cour, s'il y a lieu à suivre contre un membre de la Cour royale, sur une plainte en délit correctionnel, que sur le vu de cette plainte et l'appréciation de l'instruction dont les pièces lui ont été transmises par le ministre de la justice;—Qu'aucune plainte du demandeur, non plus qu'aucune pièce d'instruction sur cette plainte n'ont été transmises par ce ministre à la Cour;—Déclare qu'il n'y a lieu à statuer.

Du 2 mai 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Bar-

ris.—Rapp., M. Olivier.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.—Pl., M. Jousset.

MINES.—PATOUILLET.

La prohibition portée par l'art. 73 de la loi du 21 avril 1810, d'établir sans permission des usines servant de patouillettes, est générale et absolue; elle comprend toute espèce d'usines mobiles ou fixes, temporaires ou à demeure et de quelques matériaux qu'elles soient construites, servant à lever la mine et à la débarrasser ainsi des terres dont elle est enveloppée. (L. 21 avril 1810, art. 73 et 96.)

(Roussel.)

Du 2 mai 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Busschop.—Concl., M. Giraud, av. gén.

CONTRAINTE PAR CORPS.—ACQUISSEMENT.—EXÉCUTION.

Si un débiteur, incarcéré en vertu d'un jugement de première instance, consigne, pour obtenir sa liberté, le montant des condamnations prononcées contre lui, en principal, intérêts et les frais, il n'y a point la acquiescement de sa part au jugement, et son appel est recevable, surtout s'il a déclaré, dans l'acte de consignation, ne la faire que comme contrainte et sous la réserve de ses droits. (Cod. proc., 443 et 800.) (1)

(Balouet-Beffe—C. Olivier.)

En sept. 1813, le sieur Balouet-Beffe fut condamné, par jugement du tribunal de commerce de la Seine, à livrer au sieur Olivier une certaine quantité de vin, ou à lui payer une somme de 2,600 fr., avec intérêts et dépens.—Ce jugement était exécutoire par provision et par corps.

Le 15 nov. suivant, Balouet-Beffe s'en rend appelant.—Nonobstant cet appel, le 24 déc. suivant, Olivier fait incarcérer Balouet-Beffe.—Pour obtenir sa liberté, conformément aux dispositions de l'art. 800 du Code de proc., Balouet-Beffe consigne une somme de 2,850 fr. 54 cent., tant pour le principal de la condamnation prononcée contre lui, que pour les intérêts, les frais liquides et ceux de capture.—Il est dit dans l'acte de consignation, que Beffe ne payait que comme contrainte et forcé, et sous la réserve expresse de tous ses droits et actions.—En vertu de cette consignation, Beffe, ayant obtenu sa liberté, donne suite à son acte d'appel.

Le 13 fév. 1816, arrêt de la Cour royale de Paris qui déclare l'appel non recevable, attendu que Balouet-Beffe était censé avoir acquiescé au jugement du tribunal de commerce, en payant les dépens de première instance.

Pourvoi en cassation de la part de Beffe, pour violation des art. 639 et 645 du Code de comm. et 443 du Code de proc. civ., en ce que, aux termes de ces articles, l'appel était recevable, et que l'arrêt l'a rejeté en supposant à tort qu'il y avait eu acquiescement.

quement pour prévenir la saisie dont il est menacé. C'est en ce sens que la Cour de cassation s'est maintes fois prononcée. V. Cass. 22 flor. an 9, et la note, F. aussi Merlin, *Quest. de droit*, v° *Acquiescement*, § 11 et 12.—Ajoutons que la jurisprudence la plus générale rejette aujourd'hui tout acquiescement en matière de contrainte par corps. V. en ce sens, Paris, 19 déc. 1832; Pau, 10 fév. 1836; Nancy, 5 août 1837; Paris, 21 oct. 1837; Caen, 10 janv. 1838; Paris, 31 avril 1835; Merlin, *Quest.*, v° *Contr. par corps*, § 11; Cein Delisle, *Comm. du Code civ.*, sur l'art. 2063, n° 12.—V. cependant Toulouse, 28 janv. 1831; Caen, 30 août 1836; Bourges, 8 mai 1837.

(1) Des réserves expresses ne sont même pas nécessaires à la contrainte le fait présumer. Aussi Jousset, sur l'art. 5, tit. 27 de l'ordonn. de 1667, après avoir dit que celui qui paie un vatin d'une sentence exécutoire par provision, ne doit payer que comme contrainte, et en conséquence du commandement qui lui en est fait, et sans préjudice de l'appel qu'il a interjeté ou qu'il est sur le point d'interjeter, ajoute-t-il, en parlant du débiteur condamné : « S'il avait omis de faire des réserves, le procès-verbal de l'huissier qui constate la contrainte qui lui est faite, suffit pour lui conserver le droit d'appeler, et il n'est pas nécessaire qu'il laisse signer ses membres et effats. S'il paie, il est présumé le faire uni-

ARRÊT.

LA COUR :—Vu l'art. 443 du Code de proc. ; —Considérant, en fait, que s'il résulte du procès-verbal de la consignation faite entre les mains du concierge de la maison de Sainte-Pélagie, que le demandeur a ajouté au principal des condamnations contre lui prononcées par le jugement dont il avait interjeté appel, le montant des dépens illicites par ce jugement, ce procès-verbal constate aussi qu'il a déclaré ne faire cette consignation que comme contrainte et sous la réserve expresse de tous ses droits contre le défendeur ; —Considérant, en droit, que, d'après la disposition de l'art. 800 du Code de proc. le débet pour dettes ne peut obtenir sa liberté sans ajouter à la consignation du principal de la dette, des intérêts et des frais d'emprisonnement, celle des dépens illicites ; —Qu'ainsi, une pareille consignation étant forcée de la part du débet qui veut obtenir sa liberté, elle ne peut être considérée comme un acquiescement de sa part au jugement dont il aurait déjà interjeté appel, qu'autant qu'il aurait déclaré s'en désister, à moins que son consentement présumé ne résultât de quelque autre circonstance ; —Mais attendu que, dans l'espèce, le demandeur, loin de manifester par sa consignation qu'il entendait acquiescer au jugement en vertu duquel il avait été incarcéré, ayant au contraire déclaré formellement qu'il n'entendait la faire que comme contrainte et sous la réserve de tous ses droits, qui comprenait nécessairement celle de suivre l'appel par lui précédemment interjeté, il s'ensuit qu'on ne pouvait la considérer comme un acquiescement volontaire de sa part à l'exécution de ce jugement ; d'où résulte, pour conséquence ultérieure, qu'en le déclarant non-recevable dans cet appel, sur l'unique motif de la consignation de ses dépens, l'arrêt attaqué a créé une fin de non-recevoir qui n'est autorisée par aucun texte de loi, et, par suite, a contrevenu à l'art. 443 du Code de proc. ci-dessus cité ; —Casse, etc.

Du 4 mai 1818. —Sect. civ. —Prés., M. Brisson. —Rapp., M. Pajon. —Concl. conf., M. Joubert, av. gén. —Pl., MM. Delagrè et Gérardin.

1^o DONATION ENTRE ÉPOUX. — MEURTRE. — CONNEXION DE SURVIE.

2^o DOMMAGES-INTÉRÊTS. — PARDON. — MEURTRE. 3^o CHOSE JUGÉE. — ACTES CIVILS.

1^{er} Un don de survie fait entre époux est acquis à la succession de celui qui meurt le premier, si cette mort est le fait criminel de l'autre époux. (Cod. civ., 1178.) (1)

2^e Le pardon qu'un mourant accorde à son meurtrier, sans en déterminer les effets, ne comprend pas la remise des dommages-intérêts dus à sa succession, pour réparation civile du meurtre ; ce pardon n'est que l'oubli du ressentiment moral. — Jugé par la Cour royale seulement.

3^e Les tribunaux civils saisis d'une demande en réparation civile d'un délit, n'ont point à s'occuper de la constatation du fait, lorsque déjà il a été déclaré constant par les tribunaux criminels. — Il y a chose jugée à cet égard. (Cod. inst. crim., 3 ; Cod. civ., 1351.) (2)

(Desbuissons.—C. Lechoismier.)
Le contrat de mariage des époux Lechoismier contenait une donation mutuelle de tous leurs biens meubles et immeubles au profit du survivant. Lechoismier est tué par sa femme Jeanne

Desbuissons, dans une rixe qui s'élève entre eux. Avant de mourir, il déclare qu'il lui pardonna. Jeanne Desbuissons est condamnée aux travaux forcés à perpétuité, et par conséquent frappée de mort civile. Alors les héritiers Lechoismier viennent réclamer contre les héritiers de Jeanne Desbuissons : — 1^o L'effet du don de survie porté au contrat de mariage, en se fondant sur ce que c'était par le fait de Jeanne Desbuissons que l'accomplissement de la condition de survie avait été rendu impossible à l'égard du sieur Lechoismier ; qu'ainsi cette condition devait être réputée accomplie, aux termes de l'art. 1178 du Code civ. ; — 2^o Des dommages-intérêts, à raison du crime commis par Jeanne Desbuissons.

Les héritiers de celle-ci répondent, qu'à la vérité ils ne pouvaient réclamer le don fait au survivant des époux, quoique le sieur Lechoismier fût mort avant sa femme, puisque cette mort prématurée était le fait de cette dernière, mais qu'il était incertain lequel des deux époux aurait survécu ; qu'ainsi les héritiers ni de l'un ni de l'autre ne pouvaient réclamer l'effet du don de survie ; que quant aux dommages-intérêts, ils ne pouvaient être exigés, puisque le sieur Lechoismier avait pardonné à sa femme, ce qui entraînait nécessairement renonciation à réclamer contre elle, et l'application d'une peine, et des dommages-intérêts.

13 déc. 1816, arrêt de la Cour royale de Caen. — Cet arrêt est ainsi conçu : « Considérant que le prétendu pardon accordé par Lechoismier à sa femme n'est pas constant, et qu'en tous cas, Lechoismier n'en ayant pas déterminé les effets, ce pardon ne pourrait être considéré que comme l'oubli de son ressentiment, et la disposition morale d'un mourant, disposition qui ne peut soustraire son meurtrier, ni à la peine due à son crime, ni aux effets civils qu'il doit produire ;

Considérant en second lieu, qu'on ne peut contester qu'une donation ne soit une véritable obligation contractée par le donateur envers le donataire, et qu'elle ne soit soumise aux règles générales des obligations ; que par la disposition de l'art. 1178 du Code civil, la condition est réputée accomplie lorsque c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement ; et que la femme Lechoismier ayant été convaincue de meurtre sur la personne de son mari, celui-ci, en vertu de la règle ci-dessus, doit être réputé lui avoir survécu ; qu'à la vérité, il est incertain si, sans le crime de cette femme, son mari lui aurait survécu réellement ; mais que la femme ayant détruit par son crime les chances qui existaient en faveur de son mari, s'est été le droit de réclamer celles qui existaient en faveur d'elle-même ; qu'il suit de cette fiction de la loi, que le sort de la donation faite par la femme Lechoismier en faveur de son mari, en cas de survie, a été irrévocablement fixé au moment du meurtre par elle commis sur ce dernier, et que par conséquent, elle n'a pu valablement disposer des objets de cette donation. »

POURVOI en cassation de la part des héritiers Desbuissons. — 1^o Pour violation de l'art. 2046 du Code civ., en ce que, bien qu'aux termes de cet article il soit permis de transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit ; bien qu'il fût constant, en fait, que Lechoismier avait pardonné à sa femme, et par conséquent renoncé à la poursuivre, même à fins civiles, à raison de son crime ; néanmoins l'arrêt dénonce à adjugé les dommages-intérêts réclamés par les héritiers Lechoismier ;

(1) V. conf., Rouen, 8 mars 1838, et nos observations.

(2) Sur l'effet au civil de la chose jugée au criminel, voy. les indications qui accompagnent un arrêt de la Cour de Cass. du 21 mess. an 9.

2^o Pour fausse application de l'art. 1351 du Code civ., en ce que la Cour de Caen a adjugé les dommages-intérêts, en tenant pour constant le fait de meurtre, sans rechercher d'autres preuves que l'arrêt de la Cour d'assises; qu'ainsi elle a attribué à cet arrêt l'autorité de la chose jugée, bien que la demande formée devant la Cour d'assises fût d'une autre nature que celle portée devant la Cour de Caen, quoique à raison du même fait, et que conséquemment l'arrêt de l'une n'edt pas le caractère de chose jugée, sur la demande portée devant l'autre;

3^o Pour fausse application de l'art. 1178 du Code civ., en ce que cet article, placé au titre des obligations, ne pouvait s'appliquer à une donation; et pour contravention à l'art. 959 du même Code, en ce que l'arrêt dénoucé à révoque la donation à raison du fait du meurtre, bien qu'aux termes dudit art. 959, les donations par contrat de mariage ne soient pas révocables pour cause d'ingratitude.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen, attendu qu'à supposer que le fait du pardon accordé, sur lequel ce moyen repose, pût être considéré, non-seulement comme un oubli du ressentiment personnel du mari, mais encore comme une renouciation aux effets civils du crime, il suffit, pour écarter ce moyen, qu'il soit déclaré par l'arrêt que le fait n'est pas constant;

Sur le deuxième moyen, attendu que, lorsqu'un tribunal criminel a jugé affirmativement un fait de culpabilité contre un prévenu, ce jugement, devenu inattaquable, sert également de base aux demandes civiles qui en sont les accessoires;

Sur le troisième moyen, attendu qu'il n'est point question, dans l'arrêt, de la révocabilité de la donation sous le motif d'ingratitude, mais de savoir si le meurtre commis par la femme Lechoismier avait donné ouverture aux effets de la donation éventuelle, et que la Cour royale, en déclarant que la veuve Lechoismier, par l'effet du meurtre dont il s'agit, ayant détruit les chances de survie ouvertes en faveur de son mari, s'était ôtée le droit de réclamer celles qui existaient en sa faveur, et qu'elles étaient au contraire censées accomplies au profit du mari, éventuellement donataire, loin d'avoir violé quelque loi, s'est au contraire conformée aux règles du droit et aux principes de la justice; — Rejette, etc.

Du 5 mai 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Rousseau.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Loiseau.

DOT. — INALIÉNABILITÉ. — FEMME NORMANDE. — STATUT NORMAND. — EFFET RÉTROACTIF.

Si une femme normande, mais soumise par contrat de mariage à une coutume de communauté, a vendu des biens dotaux situés en Normandie, affectant à la garantie de la vente tous ses biens présents et à venir, bien qu'aux termes du statut normand la vente soit nulle, la clause de garantie n'en doit pas moins avoir effet, à l'égard des biens situés hors du ressort de la coutume de Normandie. (Cod. civ., 1554.)

L'effet du statut normand, en ce qui touche l'inaliénabilité des biens des femmes, n'était que temporaire et a pu être anéanti par la survenance d'une loi contraire, du moins à l'égard de la femme normande, mariée sous

le régime de la communauté; ainsi, dans le cas où la femme a obligé tous ses biens présents et à venir, l'obligation frappe sur les biens même situés en Normandie, mais échou postérieurement au Code civil. (Cod. civ., 1554.) (1)

(Sombret — C. Wasse-Renoult.)

La dame Guillaibert, née en Normandie, contracta mariage avec le sieur Sombret, domicilié à Abbeville, dans le ressort de la commune de Ponthieu, qui était une coutume de communauté.

Par contrat de mariage, les époux se soumettent à l'empire de cette coutume. — En l'an 6, la dame Sombret vendit au sieur Wasse-Renoult certains immeubles dotaux situés en Normandie. — Pour sûreté et garantie de cette vente elle affecta tous ses biens présents et à venir.

Postérieurement à la publication du Code civ., la dame Sombret a hérité d'une terre, dite de Thionville, située en Normandie.

En 1812, elle a demandé la nullité de la vente du 5 vent. an 6, s'étayant sur les dispositions des art. 538, 539, 540 et 542 de la coutume de Normandie, qui prohibent l'aliénation des biens dotaux sans remplacement.

17 fév. 1813, jugement du tribunal civil de Dieppe, qui annule la vente, mais accorde une garantie au sieur Wasse-Renoult sur tous les biens de la dame Sombret situés hors du ressort de la coutume de Normandie, et même sur la terre de Thionville qui lui était échue depuis le Code civ.

Appel. — 4 mars 1815, arrêt confirmatif de la Cour royale de Rouen.

POURVOI en cassation de la part de la dame Sombret pour violation des art. 538, 539, 540 et 542 de la coutume de Normandie, en ce que la Cour avait déclaré indirectement que ses biens dotaux pouvaient être aliénés, en accordant au sieur Wasse-Renoult une garantie, 1^o sur ses biens situés hors du ressort de la coutume de Normandie; 2^o sur ceux qui lui étaient échus dans le ressort même de cette coutume postérieurement au Code civ.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, que la dame de Sombret, domiciliée dans le ressort de la coutume de Ponthieu, à laquelle elle s'est soumise par son contrat de mariage, a pu s'obliger à la garantie de la vente par elle faite au sieur Wasse-Renoult, et affecter à cette garantie tous ceux de ses biens qui n'étaient pas régis par le statut réel de la coutume de Normandie;

Attendu, sur le second moyen, que la terre de Thionville, sise en Normandie, et échue à la dame Sombret, par le décès de son frère, postérieurement à la publication du Code civ., n'a pas été soumise à la disposition du statut normand que ce Code a aboli; — Rejette, etc.

Du 5 mai 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson. Rapp., M. Porquet, — Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., M. Leroy-Neuvillette.

DONATION DÉGUI. — VENTE. — PERSONNE INTERPOSÉE.

Une donation déguisée, sous la forme d'une vente faite à une personne interposée qui, au moyen d'une revente, transmet les biens du vendeur à l'un de ses enfans, n'est pas nulle; elle est seulement réductible jusqu'à concurrence de la quotité disponible. (LL. 36 et 38, ff. de contrah. empt.; 17 niv. an 2, art. 16; Cod. civ., 916, 920 et 1116.) (2)

(1) Plusieurs arrêts ont reconnu que la position faite par la coutume du Normandie aux femmes mariées sous son empire, a pu être modifiée par la survenance du Code civil. V. Cass. 30 avril 1811,

19 août 1812; Rouen, 28 janv. 1811, et Paris, 21 nov. 1812.

(2) V. sur ce point, et dans la même sens, Cass. 6 pluv. an 11, et nos observations. — V. aussi sur le

(Leboursier—C. Leboursier.)

Du 6 mai 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.
Rap., M. Boyer.—Concl., M. Joubert, av. gén.**1^o HYPOTHÈQUE.—INDIVISIBILITÉ.—RENTÉ.
—DETENTEUR PARTIEL.****2^o HOSPICES.—CONFUSION.—RENTES.**

1^o *Lorsqu'un immeuble est hypothéqué en totalité au service d'une rente, le créancier a droit de poursuivre le paiement total contre chaque propriétaire partiel de l'immeuble.—Le propriétaire partiel assigné ne peut exiger de ce que, même par un événement de force majeure; par exemple, le fait du gouvernement, il est privé de son recours contre les codébiteurs hypothécaires.* (Cod. civ., 2114.)

2^o *Si la portion d'un immeuble affecté au service d'une rente appartenant à un hospice, s'est trouvée entre les mains du gouvernement en même temps que les biens des hospices, la confusion partielle n'a eu lieu qu'au profit du gouvernement.* (Cod. civ., 130.) (1)

(Tassin de Villiers — C. hospice de Dourdan.)

Avant la révolution, le sieur Tassin de Villiers se rendit acquéreur de cinq septièmes de la terre de St-Escolille; le sieur Tassin de Montcourt, son frère, conjointement avec son épouse, se rendit acquéreur des deux autres septièmes.—Cette terre était grevée d'une hypothèque spéciale, au profit de l'Hôtel-Dieu de la ville de Dourdan, pour le paiement d'une rente de 800 fr., au capital de 20,000 fr.—Les frères Tassin furent chargés de payer cette rente, chacun au prorata de son acquisition.—En vertu de la loi du 28 mars 1793, et autres de ce temps, les biens du sieur Tassin de Montcourt, victime de la révolution, furent confisqués au nom de la nation.—Peu de temps après, en vertu de la loi du 11 juillet 1794, la nation s'empara aussi des biens des hospices.—Par ret état de choses, la nation, aux droits de l'Hôtel-Dieu de Dourdan, s'est trouvée propriétaire de la rente de 800 fr., due par les sieurs Tassin frères, et comme représentant le sieur Tassin de Montcourt, elle s'est aussi trouvée propriétaire de deux septièmes de la terre de St-Escolille, et par conséquent détentrice envers elle-même des deux septièmes de la rente.

Postérieurement, la nation a cédé un des septièmes de la terre de Saint-Escolille à la veuve Tassin de Montcourt, comme commune en biens avec son mari; l'autre septième a été vendu, franc et quitte de toutes dettes et hypothèques.

Après la loi du 16 vend. an 5, l'hospice de Dourdan, étant rentré en possession de la rente dont il s'agit, s'est adressé au sieur Tassin de Villiers, propriétaire des cinq septièmes de la terre de Saint-Escolille, et lui a demandé, comme hypothécairement tenu pour le tout, le paiement intégral de tous les arrérages échus depuis le jour où les hospices avaient été réintégrés dans la propriété de leurs biens.—Le sieur Tassin a soutenu qu'on ne pouvait exiger de lui que la portion de rente relative à sa propriété, c'est-à-dire cinq septièmes.

3 mai 1814, Jugement du Tribunal civil d'Orléans qui déclare le sieur Tassin de Villiers hypothécairement et solidairement tenu pour le paiement de la rente, attendu que l'hypothèque est indivisible de sa nature.

« Appel de la part du sieur Tassin.—27 juillet, arrêt infirmatif de la Cour royale d'Orléans ainsi

point de savoir si les donations déguisées sont réputées faites par préciput et avec dispense de rapport, Colmar, 10 déc. 1813; Cass. 13 août 1817,

conçu : — « Attendu que la nation ayant vendu franc et quitte d'hypothèques le septième de la terre de Saint-Escolille, et ayant, par cette mesure, privé le sieur Tassin de Villiers du recours en garantie qu'il serait en droit d'exercer contre le détenteur de ce septième, pour raison de la part dont celui-ci aurait été tenu dans la dette hypothécaire, la nation avait aussi affranchi le sieur Tassin de Villiers de l'obligation de payer le septième de la rente à la charge de ce codébiteur. »

POURVOI en cassation de la part des administrateurs de l'hospice de Dourdan, pour violation des articles 436 de la coutume d'Orléans, et 2114 du Code civil. — Le second paragraphe de l'art. 2114, dit formellement que l'hypothèque est de sa nature indivisible, et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ses immeubles. C'est un principe fondamental du système hypothécaire que le Code civil a répété après toutes les lois qui ont régi la matière à diverses époques : les lois romaines disaient avant le Code civil : *Hypotheca est tota in toto et tota in quolibet parte*; l'art. 136 de la coutume d'Orléans contient des dispositions pareilles. — S'il en était autrement, un débiteur pourrait toujours forcer son créancier à recevoir partiellement son paiement, en vendant l'immeuble hypothéqué par parties et à diverses personnes. — Un pareil système serait subversif de tous les principes fondamentaux de notre législation.

Pour le sieur Tassin de Villiers on répondait : — Après la loi du 11 juillet 1794, la nation se trouvait en même temps propriétaire de la rente de 800 fr., assise sur le bien de St-Escolille, et détentrice envers elle-même d'un septième de cette rente, comme propriétaire d'un septième de ce même bien; elle avait le double caractère de créancière et de détentrice : il y eut donc confusion et extinction de ce septième de la rente. — Au surplus, la nation était encore propriétaire de la rente, lorsqu'elle vendit franc et quitte de toutes charges et hypothèques le septième de la terre de St-Escolille. En s'exprimant ainsi, elle entendait donc dire que ce septième n'était plus dû; qu'il y avait eu confusion, et qu'il n'était plus dû que cinq septièmes de cette rente par le sieur Tassin de Villiers, qui ne possédait que cinq septièmes du bien hypothéqué au paiement de cette rente, et un septième par la dame Tassin de Montcourt, propriétaire d'un septième de la même terre de St-Escolille.

ARRÊT (après délib. en chamb. du cons.).

LA COUR : — Vu l'art. 2114 du Code civil; — Et attendu que, d'après cet article l'hospice de Dourdan a toujours pu exiger de chacun des codébiteurs de la terre de Saint-Escolille le paiement intégral de la rente à laquelle cette terre était hypothécairement affectée, sauf le recours de celui qui aurait fait ce paiement contre ses codébiteurs hypothécaires; — Attendu que si la nation, devenue propriétaire d'un septième de cette terre, l'a vendue franc et quitte d'hypothèques, et si le résultat de cette vente a été, d'une part, que l'hospice a perdu une partie du gage affecté à sa créance, et d'autre part, que le sieur Tassin de Villiers a été privé du recours éventuel qu'il aurait pu exercer contre son codébiteur hypothécaire, toutefois le résultat de cet événement de force majeure n'a jamais pu être de priver l'hospice du plein et entier exercice de sa

et les notes qui accompagnent ces deux arrêts.

(1) V. dans le même sens, Cass. 24 mars 1817, et la note.

droits attachés à sa qualité de créancier hypothécaire, et des effets de l'indivisibilité de son hypothèque, en vertu de laquelle il est toujours en droit de poursuivre le paiement intégral de sa créance contre le détenteur de chaque portion de l'immeuble affecté à cette créance, sans à cet égard à exercer son recours envers qui de droit et de telle manière qu'il avisera bon être, recours qui ne peut jamais tomber à la charge du créancier.

Attendu, au surplus, que la prétendue extinction du septième de la rente, qui se serait opérée au profit des défendeurs, par la réunion momentanée des qualités de créancier et de débiteur de ce septième, dans les mains de la nation, n'a jamais pu avoir lieu qu'à l'égard des arrérages échus pendant cette réunion, et seulement au profit de la nation, sans qu'il puisse en être exigé par des tiers; eu sorte que le droit d'exiger ce septième a toujours existé au profit de l'hospice, qui a pu et peut encore l'exercer contre tout détenteur de chaque portion de la terre de Saint-Escobille; — Attendu qu'il suit de là que l'arrêt attaqué, en refusant aux administrateurs dudit hospice l'exercice de ce droit, a formellement violé l'art. 2114 précité du Code civ.; — Casse, etc.

Du 6 mai 1818. — Sect. civ. — Prés. M. Brisson. — Rapp. M. Boyer. — Concl. conf., M. Jonbert, av. gén. — Pl., M. Flacou-Rochelle.

RÉMÉRÉ. — FRAIS ET LOYAUX COÛTS.

Lorsqu'en vendant un domaine, on a cédé en même temps à l'acquéreur, le droit de rémérer sur quelques autres fonds précédemment vendus à des tiers, en promettant d'imputer sur le prix de vente le prix du rachat, sans autre stipulation, l'acquéreur peut imputer seulement le prix principal de la vente à rémérer par lui payé, et non les frais et loyaux coûts qu'il a remboursés. Ces frais ne font pas essentiellement partie du prix du rachat, peu importe que l'acquéreur ait été déposé des fonds rachetés. (Cod. civ., 1673.)

(Bourgon — C. Vivie et consorts.)

En 1787, le sieur Guérin vend au sieur Béan, à pacte de réméré, quelques pièces de terre dépendantes du domaine de Cambou. Postérieurement, il vend le domaine entier au sieur Bourgon, et lui cède le droit de rachat, qu'il avait contre Béan, promettant d'ailleurs qu'en cas d'exercice du réméré par Bourgon, lui Guérin déduira, sur le prix de la vente, le prix du rachat payé par Bourgon.

Voici dans quels termes est conçue la clause du contrat de vente : « Cédant aussi ledit sieur Guérin tous les droits et actions qu'il peut avoir lui-même, au sieur Bourgon, pour retirer les biens dépendants du domaine, qui ont été vendus à porte de rachat ou à titre d'engagement, au sieur Béan, le prix duquel sera remboursé par le sieur Bourgon, ledit Guérin promettant de le déduire sur le prix de la présente. »

En effet, Bourgon exerce le réméré contre Béan, et lui rembourse, 1° le prix principal de la vente; 2° les frais et loyaux coûts du contrat, conformément à l'art. 1673 du Code civ. : c'est la somme ainsi payée pour frais et loyaux coûts qui est devenue un sujet de contestation entre le sieur Bourgon et le sieur Guérin, ou, quelque soit les sieurs Vivie ses représentants, lorsque Bourgon a été exproprié du domaine de Cambou, à défaut de paiement total du prix.

Bourgon soutient qu'on devait déduire, sur la totalité du prix de la vente, 1° la somme par

lui remboursée à Béan, pour prix principal de la vente à réméré; 2° la somme à laquelle s'élevaient les frais et loyaux coûts de cette vente, et qu'il avait également remboursés, par la raison qu'en lui cédant son droit de réméré, le sieur Guérin Lamothe l'avait subrogé à son lieu et place; qu'il lui avait transmis ses droits et ses obligations; que le réméré ne pouvait être réclamé par lui, sans payer aux acquéreurs les frais et loyaux coûts de la vente, qui leur avait été consentie, suivant la disposition expresse de l'art. 1673; qu'il avait acquitté le montant de ces frais; que dès lors ils devaient lui être tenus en compte sur le prix de son acquisition personnelle.

Les sieurs Vivie et consorts ont répondu que le contrat de vente passé entre Guérin et Bourgon n'exprimant pas formellement que les frais et loyaux coûts de la vente sujette à réméré seraient supportés par le sieur Guérin, on devait en conclure que les parties avaient eu seulement l'intention de conférer au sieur Bourgon le droit d'user à son gré d'une faculté de rachat, et de supporter, sans répétition, les frais et loyaux coûts des ventes dont il était autorisé à demander la résolution.

30 août 1812, jugement du tribunal civil de Villeneuve, qui met à la charge du sieur Bourgon, les frais et loyaux coûts dont s'agit.

Appel. — 11 décembre 1815, arrêt confirmatif de la Cour royale d'Agen : — Attendu que Guérin ayant cédé à Bourgon, par le contrat de vente du domaine de Cambou, le droit d'exercer le rachat de deux pièces de pré ci-devant vendues à Béan, à pacte de rachat, sans expliquer qu'en cas de rachat Guérin lui tiendrait en compte les frais et loyaux coûts des ventes, il devait être sous-entendu entre les parties que, si Bourgon exerçait le rachat, faculté dont il pouvait ne pas faire usage, ce serait à ses frais personnels, faute de convention contraire.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Bourgon : — On fait résulter ses moyens de ce que, contre la disposition formelle de l'art. 1673 du Code civ., portant que le réméré ne pourra être exercé qu'en remboursant à l'acquéreur le prix principal et les frais et loyaux coûts de la vente, l'arrêt dénonce à jugé que ces frais et loyaux coûts ne faisaient pas partie du prix de rachat; en décidant que bien que le cédant du droit de rachat eût promis de tenir compte au cessionnaire du prix de rachat, cependant le cessionnaire ne pouvait réclamer que le prix principal, et non les frais et loyaux coûts. Il soutenait, au surplus, que cette décision ne pourrait être justifiée par ce motif, que la faculté d'exercer le rachat ayant été laissée à la volonté du sieur Bourgon, et pour son avantage personnel, elle devait être exercée à ses frais, puisque le sieur Bourgon était réellement dépossédé de l'objet à lui vendu, et que, par conséquent il n'avait plus aucun espoir de profit.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'exercice du pacte de rachat stipulé par le contrat du 26 sept. 1787, a été accordé sans expliquer qu'en cas de rachat, Guérin tiendrait compte des frais et loyaux coûts; — Attendu d'ailleurs, que le dépositaire d'un tel lieu que par le fait du demandeur et par suite d'une compensation formelle; — Rejette, etc.

Du 7 mai 1818. — Sect. reg. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lizer. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Sirey.

1^o SAISIE IMMOBILIERE. — APPEL. — SIGNIFICATION.

2^o APPEL. — HÉRITIERS. — NOTIFICATION.

3^o EXPLOIT. — NULLITÉ. — FIN DE NON-RECEVOIR.

4^o USUFRUIT. — EXPROPRIATION FORCÉE.

La notification de l'appel au greffier dans le cas prévu par l'art. 734 du Code de proc., ne dispense point de la notification à l'intime, prescrite par les règles ordinaires. (Cod. proc., 734.) (1)

2^o L'acte d'appel ne peut être valablement signifié à des héritiers, collectivement au domicile du défunt, lorsque l'instance a été introduite par les héritiers après le décès de leur auteur. (Cod. proc., 447.)

3^o La nullité d'un exploit résultant du défaut de signification à personne ou à domicile n'est couverte ni par la comparution de la partie, ni par la constitution d'avoué. (Cod. proc., 473.) (2)

4^o L'usufruit peut être saisi immobilièrement, bien que par l'acte qui le constitue, il soit stipulé inaliénable sous peine d'extinction (3). (Debanne — C. héritiers Mazrat.)

La dame Debanne et son fils en vendant un de leurs immeubles s'en étaient réservé l'usufruit leur vie durant, en se soumettant à en jouir par eux-mêmes et en s'interdisant de le vendre, sous peine d'extinction de l'usufruit qui se rénouillerait alors à la nue propriété.

Plus tard les héritiers et la veuve Mazrat créanciers du sieur Debanne poursuivent contre lui l'expropriation de l'usufruit qu'il s'était réservé. Celui-ci demande la nullité de la saisie en se fondant sur ce que l'usufruit qui en faisait l'objet ayant été déclaré inaliénable était par cela même insaisissable.

15 janv. 1817, jugement du tribunal de première instance qui rejette les moyens proposés. Appel de la part de Debanne. Le même jour, l'appel est notifié au greffier du tribunal, conformément à la disposition de l'art. 734 du Code de proc.

Le lendemain, l'acte d'appel est signifié à la dame Mazrat et aux héritiers Mazrat, collectivement au domicile du défunt.

Les héritiers Mazrat opposent que la signification de l'acte d'appel n'a pu leur être faite collectivement au domicile du défunt, mais qu'au contraire on aurait dû leur faire à chacun une notification séparée, à personne ou à domicile. — D'où ils concluent que l'acte d'appel est nul.

Debanne répond qu'aux termes de l'art. 734 du Code de proc., il suffit que l'appel soit notifié au greffier; qu'ainsi il est inutile de s'occuper de la question de savoir si la notification faite aux intimés est valable. Qu'au surplus, c'est à tort qu'on soutient qu'elle aurait dû être faite séparément à chaque cohéritier, puisque l'art. 447 du Code de proc., dit expressément que la signification pourra être faite aux héritiers collectivement. Qu'enfin, en supposant que la nullité fût réelle, elle aurait été couverte par la comparution des héritiers Mazrat, de laquelle il résulte clairement qu'ils ont eu connaissance de l'acte d'appel.

17 mars 1818, arrêt de la Cour royale de Grenoble, qui déclare nul l'acte d'appel.

POURVOI en cassation de la part de Debanne : 1^o pour violation de l'art. 734 du Code de proc., en ce que, bien qu'aux termes de cet article, et pour le cas particulier qu'il prévoit, il suffise que l'appel soit notifié au greffier, l'arrêt dénoncé a annulé l'acte d'appel pour défaut de notification à la partie;

2^o Pour violation de l'art. 447 du Code de proc., et fautive application de l'art. 456 du même Code, en ce que l'arrêt dénoncé a décidé, conformément au principe général de l'art. 456, que l'acte d'appel devait, à peine de nullité, être notifié à chacun des intimés, bien que, dans l'espèce, l'appelant eût le droit de notifier l'acte d'appel collectivement à tous les intimés, héritiers du même individu, conformément à l'art. 447;

3^o Pour violation de l'art. 173 du Code de proc., en ce que l'arrêt a admis le moyen de nullité, encore que la comparution des parties et la constitution d'avoué eût couvert cette nullité.

4^o Pour violation de la loi du contrat (Cod. civ., 1134), en ce que l'arrêt a permis la saisie d'un usufruit que le contrat constitutif avait déclaré inaliénable.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu, sur les moyens de forme, 1^o qu'il s'agissait dans l'espèce d'un acte d'appel contre un jugement qui avait statué sur des nullités de procédure antérieures à l'adjudication préparatoire; que l'art. 734 du Code de proc. civ., en ordonnant la notification des appels de ce genre au greffier, ne dispensait pas le demandeur de l'obligation de signifier son appel au domicile élu par les saisisans; que le demandeur n'a pas rempli cette formalité, et n'y a pas suppléé par la signification au domicile de la mère, qui n'était pas celui des enfants;

2^o Attendu que l'art. 447 du même Code, ne peut recevoir d'application au cas particulier, car l'instance en saisie immobilière n'a pas été introduite par Mazrat père, mais bien après sa mort par ses héritiers, dont aucun n'est décédé depuis cette introduction;

3^o Attendu que, loin d'avoir converti le vice de la signification, les enfants Mazrat n'ont comparu que pour opposer la fin de non-recevoir qui en résultait; — Et attendu que, dans cet état de choses, le jugement de première instance a acquis l'autorité de la chose jugée relativement aux enfants Mazrat;

Et quant au moyen pris du fond, lequel ne pourrait tout au plus être employé que contre la femme Mazrat mère : — Considérant que l'art. 2204 du Code civ., autorise les créanciers à poursuivre l'expropriation de l'usufruit des biens immobiliers appartenant à leur débiteur; — Attendu que la Cour de Grenoble, qui a eu sous les yeux et apprécie l'art. 43 de l'acte dont il s'agit, portant la défense au demandeur de vendre l'usufruit, en a inféré que cette clause ne donnait aucune action au demandeur lui-même pour empêcher une saisie accordée par la loi à ses créanciers, et pour se faire remettre en possession de l'usufruit sans payer ses dettes; d'où il suit que

(1) V. conf., Angers, 20 janv. 1809, et la note. V. aussi Bordeaux, 30 août 1814, et 13 janv. 1816. — C'est la disposition formelle du nouvel art. 732 du Code de procédure.

(2) V. en sens contraire, Limoges, 22 déc. 1812. — Mais voy. la note ibid.

(3) Mais si l'usufruit n'est pas absolument insaisissable dans ce cas, il faut au moins reconnaître qu'après l'adjudication, le non-propriétaire a le droit

de se prévaloir de l'inaliénabilité de l'usufruit, et d'en demander l'extinction; on ne demanda alors quelle sera l'utilité d'une pareille poursuite qui ne pouvant avoir pour effet qu'une vente à vil prix, aura exproprié le débiteur sans profit pour le créancier? Il nous semble donc qu'une saine interprétation de la clause relative à la constitution de l'usufruit et à son inaliénabilité eût dû le faire considérer comme insaisissable.

l'arrêt dénoncé n'a visé aucune loi en déclarant le demandeur non recevable;—Rejette, etc.

Du 7 mai 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Botton-Castellamonte.—Concl., M. Lebeau, év. gén.—Pl., M. Goichard.

ARBITRAGE FORCÉ.—AMiable COMPOSIT.

Du 13 mai 1818 (aff. Leclerc).—V. à cette date l'arrêt de Poltiers, inf. 2^e part.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.—VISITE.—FORMALITÉ.—FEMME.

Un débitant est valablement représenté par sa femme pour tout ce qui a rapport aux opérations qui sont l'objet de la visite et de l'exercice des préposés de la régie.—En conséquence, au cas d'absence du débitant, la visite faite en présence de la femme, les interpellations qui lui sont adressées, ses réponses et les sommations qui lui sont faites, sont aussi légales que si le tout avait eu lieu en parlant à la personne du mari, et sans qu'il soit besoin de constater expressément son absence. (Décret du 1^{er} germ. an 13, art. 21 et 24.) (1)

(Contributions indirectes.—C. Martin.)

Du 14 mai 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Bally.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

1^{re} ASSOCIATION DE MALFAITEURS.—BANDES ARMÉES.—SERVICE.—PEINES.

2^e COUR D'ASSISES.—DÉLIBÉRATION.—COMPÉTENCE.

1^{er} L'art. 268 du Cod. pén. qui punit de la réclusion tous individus chargés d'un service quelconque dans les bandes de malfaiteurs, s'applique à tous ceux qui font partie de ces bandes, lors même qu'ils n'y remplissent les fonctions ni de directeurs ni de commandans (2).

2^e Lorsqu'un accusé a été déclaré par le jury auteur d'une association de malfaiteurs, à la majorité simple, il ne résulte aucune nullité de ce que la Cour d'assises, dans sa délibération, a déclaré cet accusé auteur et directeur de cette association : cette addition, bien qu'irrégulière, ne peut exercer aucune influence sur l'application de la peine.

(Malpaign, etc. Dandilleux).—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, en ce qui concerne les condamnés Malpaign et Dandilleux, qu'aux termes de l'art. 267 du Code pén., les auteurs, directeurs des associations de malfaiteurs, et les

commandans en chef ou en sous-ordre de ces bandes, sont punis des travaux forcés à temps;—Que dans cette disposition sont compris des individus de trois classes : ceux qui forment et exécutent un projet d'association de malfaiteurs; ceux qui dirigent l'association quand elle est formée, et ceux qui ont un commandement en chef ou en sous-ordre sur les membres qui la composent;—Que Malpaign et Dandilleux sont déclarés coupables, comme auteurs de l'association de malfaiteurs dont il s'agit au procès;—Que si, dans sa délibération relative à Malpaign, qui n'est déclaré coupable par le jury qu'à la majorité de sept voix contre cinq, la Cour d'assises a dit que cet accusé était coupable comme auteur et directeur, et a ainsi ajouté la qualité de directeur à celle d'auteur, qui lui est seule donnée par la déclaration du jury, il ne saurait en résulter que cette déclaration soit incomplète et insuffisante, puisque la réunion des deux qualités d'auteur et de directeur n'est pas nécessaire, et qu'une seule suffit pour donner lieu à l'application de l'article précité du Code pén.;—Que, dès que la Cour d'assises a délibéré, ainsi que l'avait fait le jury, sur la question de savoir si Malpaign était l'un des auteurs de l'association de malfaiteurs, il a été satisfait à l'art. 351 du Code d'inst. crim.; que cette Cour ayant, comme le jury, reconnu l'accusé pour l'un des auteurs de ladite association, sa culpabilité a été légalement déclarée, et que sa condamnation aux travaux forcés à temps est une juste application de la loi pénale;—Qu'il y a une application également juste de la loi, dans la même condamnation prononcée contre Dandilleux, déclaré par le jury, à la majorité absolue, coupable du même crime;

Attendu, relativement aux condamnés Pierre, Etienne et Pirlot, que la disposition de l'art. 268 du Code pén., qui punit de la réclusion tous individus chargés d'un service quelconque dans les bandes de malfaiteurs, s'applique nécessairement à tous les individus qui font partie de ces bandes, sans y remplir les fonctions de directeurs ou de commandans; que, par cela seul, en effet, qu'ils en font partie, ils y font nécessairement une fonction quelconque;—Que Pierre, Etienne et Pirlot, ayant été déclarés par le jury, coupables pour avoir fait partie de l'association, leur condamnation à la peine de la réclusion a donc été une juste application dudit art. 268 du Code pén.;—Attendu que, d'après la déclaration du jury, Joseph Matibiez a commis un vol chez le menuisier Mangel, dont il était domestique à gages; qu'ainsi il a été légalement condamné à la peine de la réclusion prononcée contre les vols de cette

(1) V. dans le même sens, Cass. 5 mai 1807, et la note; 29 mai 1812; 12 août 1813.

(2) Carnot, *Comm. du Code pén.*, tom. 1, p. 632; Bourguignon, *Jurisp. des Codes crim.*, t. 3, p. 250; Renter, *Traité de droit crim.*, t. 1^{er}, ont successivement soutenu qu'il ne suffit pas d'avoir fait partie d'une bande, pour être passible des peines de l'art. 268, qu'il faut encore avoir été chargé d'un service dans cette bande. Ces auteurs se sont fondés sur les art. 100 et 213 du Code pén., qui ne prononcent que la peine de la surveillance contre les individus qui, dans les troubles et dans les rébellions, ont fait partie d'une bande armée sans y exercer aucune fonction; et se sont retirés en premier avisement, MM. Chauveau et Hélie combattant cette interprétation, et se rangeant à la doctrine de la Cour de cassation. Ils font remarquer, d'abord, que les art. 100 et 213 ne sont nullement applicables aux bandes de malfaiteurs; qu'il ne s'agit point ici d'une

réunion politique ou séditieuse subitement formée, mais d'une association secrète entre des malfaiteurs, et dont tous connaissent le but criminel;—L'art. 268 n'a point écarté de ses dispositions les individus dont tout le crime a consisté à faire partie des bandes; donc il les a confondus dans son incrimination; il ne les a point frappés d'une peine spéciale et moins sévère; donc il a voulu qu'ils fussent soumis à la peine édictée pour tous. Car, on ne peut admettre que cette classe d'individus placés dans une situation évidemment moins favorable que ceux dont se sont occupés les art. 100 et 213, fussent cependant l'objet d'une plus grande faveur. Et puis, n'est-ce donc pas accépter un service quelconque que d'entrer dans une bande organisée pour commettre des crimes? N'est-ce pas déjà y faire ou servir que d'y être associé, et de se tenir préparé à la perpétration des crimes projetés?—(Thérien du Code pén., t. 5, p. 14 et 15). V. aussi dans ce sens, Cass. 9 fév. 1832.

espèce, par l'art. 386 du § 3 du Code pén. ; — Rejet, etc.

Du 15 mai 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Aumont.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

RENTE FONCIÈRE.—BAIL A RENTE.—SAISIE IMMOBILIÈRE.

Du 16 mai 1818 (aff. Pintard).—V. cet arrêt ci-après à la date du 18.

1^o RENTE FONCIÈRE.—SOLIDARITÉ.—REMBOURSEMENT.

2^o BAIL A RENTE.—PACTE COMMISSOIRE.—RÉSOLUTION.

3^o SAISIE IMMOBILIÈRE.—ALIÉNATION.

1^o La loi du 20 août 1790, abilitative de la solidarité des rentes, doit être entendue en ce sens que, par l'effet de cette loi, chaque débiteur solidaire d'une rente est devenu simple débiteur pour sa part, et qu'ainsi un seul n'a pu, sans le concours des autres débiteurs, payer et contraindre le créancier à recevoir la totalité des arrérages, à l'effet de prévenir la résolution du contrat de rente.—Il a pu seulement payer sa portion et empêcher par là la résolution du contrat, en ce qui le touche. (L. 20 août 1790, tit. 2, art. 1 et 2.)

2^o Lorsque, sur la demande en résolution d'un contrat de bail à rente, formé en vertu du pacte commissaire, il intervient jugement qui déclare le contrat résolu, faute par le preneur de payer dans un délai fixé, si, à l'échéance du délai, le preneur n'a point payé, le contrat est résolu de plein droit sans qu'il soit besoin d'un nouveau jugement qui le déclare. (Cod. civ., 1184.)

3^o Celui qui a un droit acquis sur les biens antérieurement à la saisie de ces mêmes biens, peut exercer son droit et se mettre en possession, même après la dénonciation de la saisie au saisi.—La prise de possession ne peut être considérée comme une aliénation prohibée par l'art. 682 du Cod. proc. (1).

(Pintard—C. Meynadier.)

Le 26 mai 1741, bail à locataire perpétuelle de certains immeubles, par Jacques Pintard à Jean Delpont, moyennant une redevance annuelle de 66 fr.—Il est stipulé, dans cet acte, que « si Delpont venait à laisser arranger le paiement de la susdite pension pendant deux ans, audit cas, il sera permis audit Pintard et aux siens de reprendre la réelle possession desdits biens, et d'en faire désister le sieur Delpont et les siens, sans forme et figure de procès, et sans être besoin de faire purifier le présent acte en justice, etc. »—En 1809, les biens donnés à locataire étaient entre les mains d'un sieur Manoel, successeur de Delpont.—Le 29 août, Manoel consent hypothèque sur ces mêmes biens en faveur d'un sieur Meynadier.

En cet état de choses Manoel décède. Sa succession est dévolue aux six enfants du sieur Manoel.

De ces six enfants, Augustin Manoel l'un d'eux

décède sans avoir fait testament ; en sorte que sa part dans la succession paternelle se trouve dévolue à la dame veuve Manoel, mère commune, pour un quart, et à ses frères et sœurs pour les trois quarts.

A cette époque, la rente établie par l'acte de 1741 en faveur du sieur Pintard, avait cessé d'être servie depuis plus de deux ans par les héritiers Manoel.

Le 22 janv. 1813, Pintard se fondant sur la clause du titre constitutif qui l'autorisait à revendiquer les immeubles donnés à bail, à défaut de paiement des arrérages pendant deux ans, assigne la dame Manoel, seulement en qualité de tutrice de ses enfans mineurs, pour se voir condamner à payer les arrérages échus et à délaisser les immeubles arrentés.

8 fév., jugement qui condamne la dame veuve Manoel à délaisser les immeubles, si dans le délai de deux mois elle ne paie les arrérages échus.

C'est dans cet état de choses que le sieur Meynadier a commencé, de son côté, à agir pour obtenir le paiement de sa créance.—Il assigne, 1^o la dame Manoel, tant en qualité de tutrice de ses enfans mineurs qu'en son nom personnel et comme héritière pour un quart de son fils prédécédé ; 2^o la dame Castan sa fille.—Puis il fait procéder à la saisie immobilière des biens hypothéqués, parmi lesquels se trouvaient ceux donnés à bail par Pintard.

4 juin 1813, la saisie est dénoncée aux héritiers Manoel, conformément à l'art. 681 du Code de proc.

Cependant, sur ces entrefaites, les deux mois accordés à la dame Manoel comme tutrice de ses enfans, pour payer les arrérages de la rente à Pintard, expirent.—Pintard prend possession des biens donnés à bail.—Alors Meynadier, en qualité de créancier de l'hôtel Manoel, et exerçant les droits de ses débiteurs, conformément à l'art. 1166 du Code civ., fait des offres réelles au sieur Pintard des arrérages échus.—D'ailleurs il forme tierce opposition au jugement du 8 fév. 1813 ; mais ici il agit seulement comme représentant la dame Manoel en sa qualité d'héritière, et la dame Castan, qui, n'ayant été assignées ni l'une ni l'autre par Pintard, n'avaient point été parties au jugement attaqué.—Entre temps la saisie est poursuivie, et l'adjudication définitive a lieu au profit de Meynadier.

Cependant, on poursuit l'instance sur la tierce opposition et sur la validité des offres faites par Meynadier.—Meynadier soutient d'abord que la dame Manoel, en son nom personnel, et la dame Castan n'ayant pas été assignées par Pintard lors du jugement du 8 fév. 1813, n'ont pas été parties à ce jugement, et ont droit d'y former tierce opposition ; et que, par conséquent, comme leur créancier, il peut exercer ce droit.—Qu'au fond, les offres réelles qu'il a faites se trouvant antérieures à toute condamnation en délaissement contre la dame Manoel, en son nom personnel, et contre la dame Castan, le sieur Pintard n'a pu et ne peut faire usage contre elle de la clause résolutoire insérée au contrat, et qu'ainsi le jugement doit être réformé en ce qui les touche, mais

(1) Mais il faut que l'acte ait date certaine, antérieure à la dénonciation ; et de plus, si bien qu'antérieure, la date était rapprochée de celle de la dénonciation, les juges devraient examiner si l'aliénation n'est pas dolosive et frauduleuse.—Il a été jugé que la vente consentie le jour même de la dénonciation était nulle ; ce qui suppose que cette vente doit être répétée ou frauduleuse ou faite après la dénonciation. V. Limoges, 29 mai 1831

(Volumo 1834). Mais nous pensons que si la vente faite le jour même de la dénonciation était manifestement sinistre, et faite sans fraude, c'est-à-dire si l'acte était établi que le saisi ignorait les poursuites, que s'il était pareillement établi qu'elle était antérieure à la dénonciation, elle ne pourrait être annulée sans une contravention manifeste à la disposition, qui n'interdit d'aliéner qu'après la dénonciation.

que comme la créance Pintard était hypothécaire, et par conséquent indivisible entre tous les héritiers Manoel, reconnaître que l'un des héritiers a conservé le droit de payer les arrérages, c'est reconnaître que le paiement peut être fait pour la totalité, et par conséquent profiter à tous et empêcher, à l'égard de tous, l'effet du pacte commissaire. — Qu'en surplus, les offres étaient même valables dans l'intérêt et au nom des mineurs Manoel, quoique faites postérieurement à l'échéance du délai fixé, pour acquitter les arrérages; que, quoique le jugement ordonnât le délaissement, faute d'avoir payé les arrérages dans le délai fixé, il ne devait cependant être considéré que comme comminatoire; que le sieur Pintard devait, après l'expiration du délai, obtenir un nouveau jugement qui l'envoyât en possession, et que jusqu'à les héritiers Manoel avaient pu valablement payer les arrérages, à l'effet d'empêcher l'exécution du pacte commissaire. — Enfin, ajoutait-il, la prise de possession de Pintard doit être considérée comme non avenue; car par cette prise de possession les biens dont il s'est emparé ont été aliénés; or cette aliénation ne pouvait plus avoir lieu, puisque déjà ces biens avaient été saisis sur les héritiers Manoel, déjà la notification de la saisie leur avait été faite, et l'art. 692 du Code de proc. dit expressément qu'à compter de la dénonciation faite au saisi, toute aliénation des biens saisis est nulle de plein droit et sans qu'il soit besoin de la faire prononcer.

Pour Pintard on répond: La dame Manoel et la dame Castan ont renoncé à la succession; le sieur Meynadier, leur créancier, ne peut donc exercer aucun des droits qui leur appartiennent en qualité d'héritiers; il est donc non recevable comme elles le seraient elles-mêmes à former tierce opposition. — En supposant toutefois que la tierce opposition fût recevable de leur chef, on pourrait en conclure seulement que les offres réelles sont valables pour leur part, et que par conséquent le sieur Pintard n'a pas droit d'exiger le délaissement des portions à elles échues dans les immeubles en question; mais c'est là que se borneraient ses droits. — A la vérité l'argument de la solidarité et de l'indivisibilité de la dette, et soutient en conséquence que, si l'un des héritiers a le droit d'empêcher le délaissement, il l'a non-seulement pour sa part, mais pour la totalité. — Mais la loi du 20 août 1792 a formellement déclaré, art. 1^{er}, tit. 2, « que toute solidarité pour le paiement de cens, rentes, etc., était abolie sans indemnité, même pour les arrérages échus. » — Ainsi les héritiers Manoel n'étaient point tenus solidairement, et chacun ne pouvait payer la dette que pour sa part. — Au surplus, dans tous les cas, la solidarité est établie en faveur du créancier, qui a toujours la liberté d'y renoncer. — Enfin, la jurisprudence, bien loin de consacrer le principe allégué par Meynadier sur l'effet du pacte commissaire, est fixée d'une manière certaine dans le sens opposé: lorsque la résolution est demandée en vertu d'une convention expresse des parties, il est de règle bien établie que sur la demande en résolution du contrat, si les juges ont le droit d'accorder un délai au débiteur pour accomplir son engagement, du moins, faite par lui de le faire dans ce délai, le contrat est résolu de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'un nouveau jugement. — En outre, on a voulu considérer la prise de possession, comme une aliénation des biens saisis, et en encrenir qu'elle était nulle, par la raison qu'elle avait eu lieu postérieurement à la dénonciation de la saisie; mais on s'aperçoit du premier coup d'œil que ce n'est pas là une aliénation des biens saisis faite par la partie saisie,

mais bien l'exercice d'un droit de propriété acquis à un tiers antérieurement à la dénonciation et à la saisie elle-même; ainsi l'art. 692 du Code de proc., est évidemment sans application.

3 mai 1815, jugement du tribunal de Florac, qui, sans avoir égard à l'offre et consignation faite par ledit sieur Meynadier, rétracte et déclare comme non avenue le jugement du 8 fév. 1813 pour toutes les condamnations prononcées contre Emilie Manoel, ainsi que la mise en possession de la portion des biens appartenant à ladite Emilie Manoel, et réserve aux sieurs Pintard le droit de revendiquer les propriétés qui lui appartiennent, et qui sont comprises dans l'adjudication.

Appel. — 2 juillet 1816, arrêt de la Cour royale de Nîmes qui confirme le jugement du tribunal de première instance, avec cette restriction que, la renonciation de la dame veuve Manoel devant être regardée comme non avenue dans l'intérêt du sieur Meynadier, par la même raison qui a fait annuler la renonciation d'Emilie Manoel, le sieur Meynadier est déclaré recevable dans sa tierce opposition au nom de la dame Manoel, et est autorisé à réclamer la portion des biens locatifs appartenant à cette dernière comme héritière de son fils Auguste.

POURVOI en cassation de la part de Meynadier. — 1^{er} Pour fautive application de la loi du 20 août 1792, en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré que les débiteurs solidaires d'une rente devaient nécessairement l'acquitter par parties; en se fondant sur la loi du 20 août 1792, qui, à la vérité, a aboli la solidarité pour le paiement des rentes, mais qui n'a entendu par là que donner aux débiteurs solidaires la faculté de payer divisément, et non leur en imposer l'obligation contre leur propre volonté; et en ce que la même loi du 20 août a été abrogée par le Code civil, qui, art. 1121 et suivans, confirme les anciens principes relatifs à l'indivisibilité des dettes hypothécaires, ce qui entraîne la violation des articles cités; — 2^o Pour violation de l'art. 692 du Code de proc., en ce que l'arrêt, en maintenant la prise de possession de Pintard a déclaré valable l'aliénation des biens saisis, quoique faite postérieurement à la dénonciation de la saisie.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, 1^o qu'il s'agit d'une rente foncière dont la solidarité a été abolie par l'art. 1^{er} du titre 2 de la loi du 20 août 1792; qu'aucune loi postérieure n'a rendu la vie à cette solidarité, et que Pintard a été libre d'y renoncer;

Attendu, 2^o que le jugement du 8 fév. 1813, en prononçant la résolution du bail constitutif de cette rente, sauf si les débiteurs payaient les arrérages dans le délai de deux mois, expliquait formellement que c'était par application de la clause résolutoire insérée dans le bail, et pour purifier cette clause; qu'ainsi la disposition fut absolue et le délai fatal et non comminatoire; que ce n'est que depuis l'expiration de ce délai, et l'exécution complète du jugement par la prise de possession des biens, que Meynadier a voulu, comme exerçant les droits de l'hoirie Manoel, purger la demeure, dans l'intérêt et pour les parts des enfans Manoel, parties dans ce jugement, en offrant de payer leurs portions d'arrérages; qu'il n'a pu le faire en leurs noms, puisque étant parties dans le jugement, il n'aurait pu le purger eux-mêmes; qu'il l'a pu encore moins du chef des enfans Manoel, irrégulièrement appelés à ce jugement, puisqu'il n'a pu dépendre d'eux ni de leur ayant cause de priver Pintard, bailleur, d'une résolution qui lui était acquise, et qui, par l'effet de la division de la rente, leur était étrangère;

Attendu, 3^o que la prise de possession n'était

point une aliénation prohibée par la dénonciation de la saisie, mais l'exécution d'un titre de propriété antérieur, emportant exécution parée;

Attendu, 4^e qu'en renvoyant les Pinlard à se pourvoir en distraction ou revendication, l'arrêt réserve aux parties leurs droits et exceptions ce concernant;—Attendu enfin qu'il suit de ce qui précède, que loin de violer les lois relatives à l'indivisibilité des dettes, aux demandes en distraction, aux adjudications et à l'autorité de la chose jugée, l'arrêt n'a fait qu'une juste application des principes à l'espèce;—Rejette, etc.

Du 18 mai 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Cassaigne.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl., MM. Jousset et Duprat.

CONTRAINTE PAR CORPS. — FEMMES. —

DOMMAGES-INTÉRÊTS.

L'art. 126 du Cod. proc. civ. qui autorise les juges à prononcer la contrainte par corps, pour dommages-intérêts, en matière civile, au-dessus de 300 francs, ne s'étend pas aux femmes; elles ne sont passibles de la contrainte par corps que pour stellionat, aux termes de l'art. 2066 du Code civil (1).

(Gast.—C. Levacher.) — ARRÊT.

LA COUR :—Vu l'art. 2066 du Code civil;—Attendu qu'aux termes de cet article la contrainte par corps ne peut être prononcée contre les femmes qu'au cas de stellionat, et que, dans l'espèce, il ne s'agit pas de stellionat, mais d'une simple demande en réintégration;—Que loin qu'il ait dérogé audit article par l'art. 126 du Code de proc. civ., cet article le confirme en n'accordant aux juges la faculté de prononcer la contrainte par corps que dans les cas prévus par la loi;—Que si l'art. 126 laisse aux tribunaux le pouvoir de prononcer la contrainte par corps dans le cas d'adjudication de dommages-intérêts au-dessus de 300 fr., en matière civile, il ne fait qu'ajouter ce cas à ceux où elle peut avoir lieu, à raison de la matière, contre ceux qui sont passibles de ladite contrainte à raison de la personne; qu'il n'a pas pour objet de déterminer quelles sont les personnes contre lesquelles elle peut ou ne peut pas être prononcée, à raison de leur qualité;—Et attendu que le jugement dénonce à condamner la demanderesse par corps au paiement des dommages-intérêts adjugés à la partie défaillante;—Donne défaut contre la défenderesse, faute de produire; et pour le profit;—Casse, etc.

Du 20 mai 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Carnot.—Concl. conf., M. Cahier, av. gén.—Pl., M. Delagrave.

COMMISSIONNAIRE DE ROULAGE. — RESPONSABILITÉ. — LETTRE DE VOITURE.

Le commissionnaire de roulage est tenu, à peine de responsabilité, de vérifier si les effets dont il entend le transport sont de la quantité et de la qualité énoncée dans la lettre de voiture. — Il ne lui suffit pas de prouver qu'il a fidèlement transporté et remis ce qu'il avait reçu. La lettre de voiture le constitue dans

l'obligation de remettre tout ce qui y est énoncé, sans qu'il lui soit permis d'excepter d'erreur commise dans les magasins du lieu du départ. (Cod. civ., 1784 et 1802; Cod. comm., 98.) (2)

(Boubée—C. Delanoue.)

Le sieur Boubée avait traité avec le ministre de la guerre pour le transport général de tous les effets militaires. — Il chargea le sieur Delanoue, commissionnaire de roulage, du service particulier de Versailles à Paris. — Il fut expressément convenu entre eux que Delanoue serait tenu de rapporter un récépissé du garde-magasin, pour justifier la régularité de chaque transport. — Au mois de sept. 1814, il fut chargé par le garde-magasin de Versailles, de transporter 138 colis d'effets dans les magasins de Paris.

Le transport fut opéré; mais le garde-magasin de Paris refusa son récépissé, parce que les objets qu'on lui remettait ne formaient ni la quantité, ni le poids énoncé dans la lettre de voiture.

L'inc instance s'engagea devant le tribunal de commerce de Paris, entre Boubée et Delanoue, qui demandait une somme de 568 fr. 42 cent. pour frais de ce transport. — Boubée prétendit que la demande de Delanoue était mal fondée, puisqu'il ne rapportait pas le récépissé du garde-magasin de Paris, constatant qu'il avait déposé la même quantité d'effets qu'il avait reçus à Versailles; qu'au surplus, aux termes des art. 98 du Code de comm., 1784 et 1802 du Code civ., Delanoue était responsable de toutes pertes et avaries; que, dès lors, par l'effet de sa responsabilité il pourrait arriver qu'il fût débiteur au lieu d'être créancier.

Le sieur Delanoue répondait que s'il y avait du déficit dans le poids, cela ne pouvait provenir que d'erreurs commises dans les magasins de Versailles (ce fait a été reconnu dans le cours de l'instance); qu'en sa qualité d'agent, il ne saurait être responsable de cette erreur; qu'il avait remis à Paris les colis dans le même état qu'ils lui avaient été livrés à Versailles; que, dès lors, ayant rempli ses obligations, il serait injuste de lui refuser le montant de ses frais de transport, sur l'unique motif qu'il ne représenterait pas un récépissé qui lui a été refusé par le garde-magasin de Paris à cause d'une erreur qui ne provient pas de son fait, mais bien de celui du garde-magasin de Versailles.

6 déc. 1815, jugement qui condamne Boubée à payer le prix du transport, sur le motif que Delanoue n'a agi dans l'opération qu'au nom et comme agent de Boubée.

Pourvoi en cassation de la part de Boubée, pour violation des art. 98 du Code de commerce, 1784 et 1802 du Code civ., en ce que, d'après les dispositions de ces articles, la demande du sieur Delanoue aurait dû être rejetée jusqu'à ce qu'il eût rapporté un récépissé ou décharge de tous les effets qui lui avaient été confiés, soit qu'il fût considéré comme agent, comme voiturier ou comme mandataire.

(1) V. conf., Cass. 6 oct. 1813; 26 déc. 1827; 17 janv. 1832; Colmar, 7 avril 1841; Paris, 26 fev. 1849.

(2) Il ne faut pas conclure de là que l'entrepreneur de transport soit tenu de vérifier le contenu déclaré des colis qui lui sont remis et fermés. Il ne répond que du poids et de la quantité, pourvu qu'il remette les colis en bon état et sans fracture. Il ne répondrait de la qualité et de l'identité du contenu que si par la lettre de voiture ou de toute autre manière, il s'en était rendu responsable. C'est

ainsi qu'il a été jugé par la Cour de Metz, le 20 août 1827, que le voiturier qui, chargé du transport d'une certaine quantité de vins ou de liqueurs, a reçu en même temps des bouteilles servant d'échantillon, est responsable de l'identité de ces vins ou liqueurs avec l'échantillon dont il est porteur, parce qu'il est à présumer qu'il n'a pas accepté l'échantillon sans en vérifier la conformité avec les liquides dont il doit opérer le transport. V. en ce sens, M. Pardessus, n° 543, et notre *Dict. du contentieux commercial*, v° *Voiturier*, n° 48.

ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 98 du Code de comm., et les art. 1784 et 1992 du Code civ.; — Attendu qu'il est constant, en fait, soit d'après les termes du jugement dénoncé, soit d'après les aveux de la défenderesse, 1^o que le sieur Delanoue s'était chargé, pour le compte du demandeur, de transporter de Versailles dans les magasins des effets militaires à Paris, 138 colis contenant des effets militaires, qui lui avaient été remis par le sieur Brandon, garde-magasin à Versailles, et qui avaient été pesés en sa présence; 2^o que ni le sieur Delanoue, ni sa veuve n'ont justifié par aucun récépissé que le transport de 138 colis ait été fait dans le magasin des effets militaires à Paris; 3^o qu'il a été reconnu par la défenderesse elle-même que, si le récépissé avait été refusé par le garde-magasin à Paris, c'est qu'il s'était trouvé des différences ou des erreurs dans les poids et les quantités des effets dont était chargé son mari; — Attendu que le jugement dénoncé ou déclinant, malgré ces faits, que le demandeur devait payer le prix du transport des 138 colis, sans que le sieur Delanoue fût tenu de rapporter un récépissé justifiant la remise des effets à destination, sans qu'il fût responsable, soit comme agent du demandeur, soit comme volutier, soit comme simple mandataire, des erreurs ou différences qui pouvaient exister dans les poids et les quantités des effets dont il s'était chargé, a évidemment violé la disposition de l'art. 98 du Code de comm., et les dispositions des art. 1784 et 1992 du Code civ.; — Casse, etc.

Du 20 mai 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Chabot (de l'Allier). — Concl. conf., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Darrieux et Strey.

INSTITUTION CONTRACTUELLE.—ENFANT À NAISSANCE.—ACTE SANS SEING-PRIVÉ.

Une institution contractuelle est une donation de la qualité d'héritier. C'est pourquoi elle ne peut être faite que par acte public, même dans les pays où sont usités les articles de mariage sous seing privé. Peu importe qu'elle soit au profit d'enfant à naître : la dispense d'acceptation n'emporte pas dispense d'acte public. (Orléans, 1731, art. 1^{er}, 40 et 46.)

(Prugues—C. Forgues.)

ARRÊT (après délib. en ch. des cons.).

LA COUR:—Vu les art. 1^{er}, 2, 10 et 46 de l'ordonn. de 1731; — Considérant que la question de savoir si la Cour royale de Pau devait, dans l'espèce, admettre la dame Forgues à prouver, tant par titres que par témoins, qu'il avait existé des articles de mariage sous signature privée, souscrits par Pierre Prugues et Marthe Prugues, son épouse, par lesquels ils auraient institué son père héritier de la moitié de leurs biens, ne peut être résolue que par l'examen et le rapprochement des dispositions précitées de l'ordonn. de 1731 concernant les donations; — Considérant que c'est sous l'empire de cette loi qu'auraient été arrêtés et signés les prétendus articles de mariage dont la dame Forgues veut faire sortir la preuve de l'institution contractuelle qu'elle soutient avoir été faite au profit de son père, pour en recueillir le bénéfice; mais que sa prétention ne peut être accueillie, d'après les dispositions précitées de cette même loi, qui décide, par son art. 1^{er}, que tous les actes portant donation entre-vifs doivent être reçus par un notaire, et qu'il

doit en rester minute, à peine de nullité; et par son art. 2, que les actes de cette nature doivent être rédigés dans les formes usitées et requises pour la validité des actes reçus par ces officiers publics; — Considérant qu'il résulte de la disposition de l'art. 10 de cette même ordonnance, que les donations faites aux enfants à naître, sont soumises, comme toutes les autres, à l'observation des articles précédents, sous peine de nullité; que les institutions contractuelles ont toujours été considérées comme de véritables donations entre-vifs, et que, par conséquent, elles ne peuvent produire d'effet qu'autant qu'elles sont reçues par un notaire et qu'il en reste minute; — Considérant que, dans l'espèce, l'institution dont la dame Forgues cherchait à se procurer la preuve aurait été conignée dans les articles de mariage passés sous signature privée; que cette preuve ne pouvait dès lors la conduire à aucun but utile, puisque cette institution n'étant pas insérée dans un acte authentique, se serait trouvée frappée d'une nullité radicale; — Considérant que, pour écarter cette nullité, on exciperait en vain de l'art. 46 de l'ordonn. précitée, parce que, l'exception portée par cet article, ne concerne que l'acceptation, n'est relative qu'aux donations faites par les pères de famille aux enfants étant en leur puissance, et que, dans l'espèce, le père de la dame Forgues, prétendu institué, n'était pas sous la puissance de son père; — Considérant que, de tout ce qui vient d'être établi, il suit que la Cour royale de Pau devait repousser une preuve qui, d'après tout ce qui résulte des pièces produites au procès et des conclusions de la dame Forgues, n'était par elle offerte, en dernière analyse, que dans l'espoir qu'elle avait conçu de rendre certaine l'institution contractuelle qu'elle prétendait avoir été faite au profit de son père, et de s'en appliquer le bénéfice qui, dans le cas le plus favorable, lui aurait toujours échappé, puisqu'en admettant la preuve faite, la seule chose qui serait restée évidente aurait été l'existence d'une institution nulle pour n'avoir pas été revêtue de toutes les formes prescrites par l'ordonnance, à peine de nullité; — Considérant enfin qu'en autorisant cette preuve frustratoire, la Cour de Pau a formellement violé les articles de l'ordonnance précitée; — Casse, etc.

Du 20 mai 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Milner. — Concl. conf., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Champlou et Raoul.

CONTREBANDE.—VOITURIER.—AMENDE.

L'art. 29, titre 2 de la loi du 22 août 1791, qui exempte les voituriers publics de l'amende de 500 fr. portée contre ceux qui transportent des marchandises prohibées, lorsque les marchandises saisies sur leurs voitures ont été inscrites sur leur feuille de route, ne peut recevoir son application qu'autant que les indications de la feuille représentée mettent suffisamment l'administration des douanes à même d'exercer ses droits et actions contre ceux qui ont fait le chargement. — L'énonciation vague d'un nom sans aucune autre indication ou désignation de la personne à laquelle le nom doit s'appliquer, ne peut suffire pour affranchir le voiturier de sa responsabilité. (LL. 22 août 1791, tit. 2, art. 29; 28 avril 1816, art. 59 et 60.) (1)

(Donnes—C. Messageries de Calais.)

Du 22 mai 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Ra-

(1) V. dans le même sens, Cass. 19 août 1819; 1^{er} déc. 1826; 30 mai et 21 juill. 1827; 26 avril

1828; Favard de Langlade, Répert., v^o Voitures publiques, sect. 3, § 2, n^o 7.

tand. — *Concl.*, M. Giraud, av. gén. — *Pl.*, MM. Dupont et Niesd.

1^o DÉGRADATION DE MONUMENS. — GÉRITÉ.

2^o VOL. — DÉPLACEMENT. — GÉRITÉ.

1^o La dégradation d'une guérite placée à la porte d'un prison, ne rentre pas dans les termes de l'art. 257 du Code pénal qui punit les dégradations d'objets d'utilité élevés par l'autorité publique (1).

2^o Le fait d'enlever une guérite et de la transporter sur un chemin, ne peut être considéré comme un vol. (Cod. pén., 379 et 401.)

(Habitans de Vitry.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 408, 413 et 466 du Code d'inst. crim.; — Attendu que les faits reconnus constans par le jugement attaqué sont que, dans la nuit du 16 au 17 mars dernier, une guérite placée à la porte de la prison a été enlevée, et que, dans le transport, la vitre formant une des ouvertures qui y sont pratiquées a été brisée; — Que l'art. 257 du Code pén., formant, sous ce titre : *Dégradation de monumens*, le § 6, sect. 4^e, chap. 3, tit. 1^{er} du liv. 5, ne saurait être applicable au cas de destruction ou de dégradation d'une guérite; qu'on ne peut, sous le prétexte qu'une guérite est destinée à mettre une sentinelle à l'abri des injures du temps, la ranger dans la classe des objets d'utilité publique élevés par l'autorité publique, dont parle cet art. 257, et voir dans sa dégradation un délit punissable d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de 100 fr. à 500 fr.;

Attendu qu'en reconnaissant que la guérite dont il s'agit dans la cause a été enlevée, le jugement ne dit pas que l'enlèvement ait été frauduleux, et qu'il ne renferme aucune expression qui puisse faire naître l'idée d'une construction opérée dans l'intention de dérober la chose soustraite; — Que la supposition d'un vol est d'autant moins admissible dans l'espèce, que la guérite n'a réellement été déplacée, et qu'ôtée de la porte de prison, elle a été déposée dans un chemin public; — Que les faits reconnus ne constituant pas plus le délit de vol, mentionné à l'art. 401 du Code pén., que le délit de dégradation de monumens, qui est l'objet de l'art. 257 du même Code, la connaissance n'en pouvait appartenir à la juridiction correctionnelle; — Que les faits, tels qu'ils sont établis par le procès-verbal du commissaire de police, et qui avaient seuls déterminé l'action du ministère public, se réduisaient à des contraven-

ventions de police, sur lesquelles il était du devoir du juge de paix de prononcer; qu'en renvoyant les parties devant le procureur du roi, ce juge a fait une fausse application de l'art. 160 du Code d'inst. crim., et violé les règles de compétence établies par la loi; — *Casse*, etc.

Du 22 mai 1818. — *Sect. crim.* — *Rapp.*, M. Aumont. — *Concl.*, M. Giraud, av. gén.

1^o JUGEMENT. — PUBLICITÉ. — MENTION.

2^o PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT. — RÉDUCTION. — INTÉRÊTS.

1^o Il y a mention suffisante qu'un jugement a été rendu publiquement, s'il est dit : fait et jugé à..., en la salle d'audience, audience civile tenante. (L. 20 avril 1810, art. 7; Cod. proc., 116.) (2)

2^o Tout débiteur d'obligation contractées durant la dépréciation du papier-monnaie, et réductible suivant l'échelle de dépréciation, conformément à la loi du 11 frim. an 6, ne peut obtenir la réduction qu'à la charge de payer les intérêts du capital réduit, sans distinction entre les obligations échues et celles à échoir, au 29 mess. an 4. — L'art. 7 de la loi du 11 frim. an 6, qui ordonne le paiement des intérêts, en cas de réduction, s'applique à toutes créances sans distinction. — Les intérêts alloués en ce cas doivent être acquittés intégralement; le débiteur ne peut demander qu'ils soient réduits suivant l'échelle de dépréciation. (L. 11 frim. an 6, art. 1 et 7; 20 brum. an 6, art. 3.)

(François — C. Lassiege.)

Du 27 mai 1818. — *Sect. civ.* — *Prés.*, M. Desèze. p. p. — *Rapp.*, M. Carnot. — *Concl. conf.*, M. Joubert, av. gén. — *Pl.*, MM. Lassis et Guichard fils.

1^o ARBITRAGE. — APPEL. — NULLITÉ.

2^o INTERVENTION. — TUTEUR. — CONNEXITÉ.

1^o La partie non recevable dans l'appel d'une sentence arbitrale peut néanmoins l'appeler par voie de demande en nullité. (Cod. proc., 1028.) (3)

2^o Lorsqu'une instance a été introduite au nom d'un mineur par le subrogé tuteur, le tuteur peut intervenir en cause d'appel, soit qu'il ait des droits connexes à ceux du mineur, soit qu'il n'ait d'autre intérêt que celui de défendre les intérêts personnels du mineur. (Cod. proc., 466 et 474; Cod. civ., 450.)

(Mussot — C. Huvier.)

6 juin 1806, compromis qui soumet à des arbitres

vables, qu'elle soit formée en temps utile. Or, comme aucun délai spécial n'est fixé pour l'exercice de cette action, elle doit être reçue tant que le jugement n'est pas été exécuté ou acquiescé, ou tant qu'elle n'est pas prescrite par le laps de temps établi pour la prescription des actions ordinaires. *V. Mongulzy, de l'Arbitrage*, n° 486; notre *Dict. du content. commercial*, v° *Arbitrage*, n° 131; Paris, 17 mai 1812. — Un auteur, M. Goubeau de la Bileuenerie, de l'*Arbitrage*, t. 1, p. 459, pense, à cet égard, que la partie contre laquelle a été rendue la sentence doit, en cas d'exécution, joindre, pour l'attaquer, des avantages accordés à la partie contre laquelle a été rendu un jugement par défaut faute de comparaitre; qu'en conséquence elle peut former opposition lors de l'exécution, soit par acte extrajudiciaire, soit par déclaration sur les procès-verbaux d'exécution, mais qu'elle s'exposerait à être déclarée non recevable, si, aux termes de l'art. 162, elle ne réitérait pas dans la huitaine son opposition par requête avec constitution d'avoué.

(1) « Ce que la loi a voulu protéger, disent MM. Chabouss et Helle, ce sont les monumens des arts; ce qu'elle a voulu réprimer, ce sont les actes de vandalisme. Cette pensée, exprimée par le législateur, ressort d'ailleurs du texte même de l'article: ce sont les monumens, les statues, les objets destinés à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique, que sa sollicitude a eu en vue. Ainsi, s'il faut envelopper dans cette protection solitaire toutes les œuvres des arts, quelles qu'elles soient, qui servent à la décoration de nos cités, et qui deviennent dès lors une propriété publique, il faut en écarter en même temps tous les monumens, toutes les constructions qui n'ont pas ce caractère. » (*Théorie du Code pénal*, tom. 4, p. 494.) *V.* dans le même sens, Cass. 4 mars 1825.

(2) Jurisprudence constante. *F. Cass.* 9 nov. 1831; 24 nov. 1836; 3 janv. 1839, et les décisions indiquées en note de ces divers arrêts.

(3) Il suffit pour que l'action en nullité soit rece-

tres une contestation existante entre le sieur Huvier, d'une part, et la dame veuve Mussot, agissant tant en son nom, en qualité de commune en biens avec feu son mari, qu'au nom et en qualité de tutrice de ses enfans mineurs, d'autre part. Il est stipulé que les parties renoncent à la voie de l'appel.

13 sept. 1807, sentence arbitrale qui déclare la dame Mussot, tant en son nom personnel que comme tutrice de ses enfans mineurs, débitrice envers Huvier d'une somme de 338 fr.

25 fév. 1808, la dame Huvier interjette appel de ce jugement arbitral. — 23 mars, arrêt par défaut qui déclare nul le jugement arbitral.

La dame Mussot laisse écouler plus de six mois sans faire aucun acte d'exécution. En 1812, le sieur Huvier, profitant de cette circonstance, forme opposition à l'arrêt du 23 mars 1808, soutient d'abord que l'appel de la dame Mussot, sur lequel est intervenu cet arrêt, était non recevable, aux termes du compromis, qui interdisait la voie de l'appel; en outre, ajoute-t-il, l'arrêt par défaut, n'ayant pas été exécuté dans les six mois, doit être considéré comme non avenu, et, les délais de l'appel étant expirés depuis longtemps, la sentence arbitrale est inattaquable.

20 juin 1812, arrêt de la Cour royale d'Amiens, qui déclare périmé l'arrêt du 23 mars 1808.

En cet état de choses, le subrogé tuteur des mineurs Mussot attaque de nouveau la sentence arbitrale; mais par la voie de la nullité. Il soutient que la dame Mussot n'avait pas le droit de compromettre au nom de ses mineurs, que le compromis qu'elle a signé est par conséquent nul; que d'ailleurs, les arbitres ont prononcé après l'expiration du délai fixé par le compromis, et sans observer aucune des formes légales, que sous tous ces rapports, la sentence arbitrale est nulle, aux termes de l'art. 1028 du Code de proc., portant que les parties pourront demander la nullité de l'acte qualifié jugement arbitral, 1° s'il a été rendu sans compromis....; 2° s'il l'a été sur compromis nul ou expiré, et aux termes de l'art. 1009 du Code de proc., portant que « les parties et les arbitres suivent, dans la procédure, les délais et les formes établis pour les tribunaux, si les parties n'en sont autrement convenues. »

Huvier répond que l'arrêt du 20 juin 1812, qui a prononcé la péremption de celui du 23 mars 1808, a en même temps reconnu que l'appel contre la sentence arbitrale n'était plus recevable, que dès lors cette sentence avait acquis l'autorité de la chose jugée, et devait être à l'abri de toute atteinte.

9 janv. 1813, jugement qui prononce la nullité de l'acte qualifié jugement arbitral, et remet les parties dans le même état où elles étaient avant le compromis.

Appel de la part de Huvier. — Sur cet appel, la dame Mussot s'est portée partie intervenante, et a demandé, tant en son nom qu'au nom de ses mineurs, la nullité de la sentence arbitrale, par les motifs déjà proposés par le subrogé tuteur. Huvier a soutenu que la dame Mussot n'avait pas le droit d'intervenir dans la contestation, et a demandé qu'elle fût déclarée non recevable; et au fond, il a dit que le jugement de première instance avait violé l'autorité de la chose jugée, en réformant une sentence arbitrale qui ne pouvait plus être réformée par aucune voie légale.

15 août 1814, premier arrêt qui décide que la dame Mussot a le droit d'intervenir dans la cause, sans qu'on puisse faire résulter contre elle une fin de non-recevoir de l'arrêt du 20 juin 1812, qui déclare son appel périmé. — 30 nov., deuxième arrêt qui, statuant au fond, accueille les moyens de nullité présentés contre la sentence arbitrale, tant par le subrogé tuteur que par la dame Mussot.

Pourvoi en cassation de la part de Huvier contre ces deux arrêts, 1° pour violation de l'art. 1351 du Code civ., en ce que l'arrêt dénoncé a annulé la sentence arbitrale, bien qu'elle eût acquis l'autorité de la chose jugée; 2° pour violation des art. 466 et 474 du Code de proc., en ce que l'arrêt a reçu la dame Mussot partie intervenante, quoique, la sentence arbitrale ne pouvant plus être annulée à son égard, ladite dame fût sans intérêt ni qualité dans la contestation; de plus l'art. 474 n'accorde le droit de former tierce opposition qu'à celui à qui le jugement préjudicie; et l'art. 466 ne permet d'intervenir qu'à celui qui aurait droit de former tierce opposition.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par le compromis de 6 juin 1806, les parties avaient formellement renoncé à prendre la voie de l'appel contre la décision arbitrale à intervenir; que le demandeur a lui-même reconnu cette vérité dans le cours de l'instance, en formant, en tant que de besoin, opposition à l'arrêt par défaut du 23 mars 1808, obtenu par la veuve Mussot, et en soutenant son appel non recevable; que de là il suit, 1° que l'arrêt du 20 juin 1812 n'a pu déclarer périmé que l'appel interjeté de la décision arbitrale; 2° que cet appel, ainsi écarté de la péremption, a dû être considéré comme non avenu, et qu'on doit regarder comme certain que la veuve Mussot a pu substituer à une voie prohibée par le compromis une voie légale et régulière, pour faire déclarer nulle une décision à laquelle elle était fondée à refuser la qualité de décision arbitrale, parce qu'elle avait été portée sur un compromis nul, hors le délai fixé par la loi, par des hommes sans pouvoirs et qui avaient méprisé toutes les formes établies par la loi; 3° qu'il est expressément hors de doute que, comme elle aurait pu former opposition à l'ordonnance d'exequatur, pour faire déclarer la prétendue décision arbitrale qu'on lui objectait nulle et de nul effet, elle a pu aussi, trouvant cette demande en nullité introduite à la requête du subrogé tuteur de ses enfans mineurs, demander, pour éviter des longueurs préjudiciables et des frais inutiles, dans une instance où les intérêts de ses enfans et les siens étaient communs et connexes, à être reçue partie intervenante; qu'elle y était d'autant mieux fondée, que, si cette instance d'appel eût porté quelque préjudice à ses intérêts, en blessant ceux de ses pupilles, elle aurait eu le droit de former tierce opposition à l'arrêt qui, en nuisant à ses enfans, lui aurait été funeste à elle-même, sans qu'elle y eût été appelée et entendue;

Attendu que, pour justifier l'arrêt qui a reçu son intervention et y a fait droit, il suffit de rappeler que cet arrêt, attaqué par le demandeur, a reconnu qu'elle avait intérêt et qualité pour intervenir; qu'elle avait aussi des moyens personnels à faire valoir et les intérêts de ses enfans à protéger en qualité de tutrice; qu'enfin l'état d'indivision qui existait entre elle et ses enfans légitimait même son intervention et la rendait nécessaire pour éviter la tierce opposition qu'elle aurait été fondée à former contre l'arrêt dans le cas où, en portant atteinte à leurs droits, il aurait, par voie de conséquence, aussi compromis quelques-uns des siens; — Attendu que la fin de non-recevoir proposée par le demandeur, et qu'il a prétendu tirer de la violation de la chose jugée par la décision arbitrale, ne peut le soustraire aux conséquences qui viennent d'être établies, parce qu'il est constant au procès que les résolutions des arbitres ne peuvent pas prendre le caractère d'une décision arbitrale, parce qu'elles ont été prises par des individus sans qualité; qu'elles sont

par conséquent nulles et abusives, et qu'il est dès lors évident qu'il ne peut pas y avoir de chose jugée là où il n'y pas et où il ne peut pas y avoir de jugement;—Rejette, etc.

Du 27 mai 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Minier.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Champion et Becquey-Beaupré.

1° TÉMOINS EN MAT. CRIM.—VARIATIONS.—NOTES DU GREFIER.

2° DÉFENSE.—COACCUSÉS.

3° COUR D'ASSISES.—COACCUSÉS.—DÉBAT PARTICULIER.

4° EXCUSE.—DÉMENCE.—JURY (QUESTION AU).

1° L'art. 318 du Cod. inst. crim. qui dispose que le président fera tenir note par le greffier des additions, changements ou variations faites par un témoin dans ses dépositions, n'est pas prescrit à peine de nullité (1).

2° Lorsque deux individus sont accusés du même crime et que leur défense est commune, le président des assises remplit le vœu de la loi, en nommant à chacune d'elles le même défenseur. (Cod. inst. crim., 294.)

3° L'art. 334 du Cod. inst. crim., relatif au débat partiel pour l'ouvrir avec chaque accusé, ne porte point peine de nullité, et son exécution est laissée à la sagesse du président.

Lorsqu'il y a d'ailleurs dans la même affaire deux accusés principaux, il n'y a point de débat particulier à ouvrir pour chacun d'eux.

4° Le fait d'aliénation mentale excluant le crime, se trouve nécessairement renfermé dans la question de culpabilité.—En conséquence, il n'est pas nécessaire que le jury soit spécialement interrogé sur ce point. (Cod. inst. crim., 39; Cod. pén., 64.) (2)

(V. Servat et autres.)

Du 28 mai 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Baris.—Rapp., M. Lecoutour.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

GARDE FORESTIER.—PROCES-VERBAL.—AFFIRMATION.—DÉLAI.

Le délai de vingt-quatre heures accordé aux gardes forestiers pour l'affirmation de leurs procès-verbaux, court à compter de la clôture de ces procès-verbaux et non du moment où leur rédaction est commencée. (L. 15-29 sept. 1791, lit. 4, art. 7.) (3)

Ainsi, un procès-verbal dont la rédaction a été commencée le 20 mai, à dix heures du matin, et qui n'a pu évidemment être clos qu'après le temps moralement nécessaire pour terminer cette rédaction, est valablement affirmé le lendemain aussi à dix heures du matin.

(Forêts.—C. Vernier.)

Du 29 mai 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Baris.—Rapp., M. Rataud.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

(1) V. conf., Cass. 11 avril 1817 (aff. Verdier).

(2) Conf., Cass. 10 oct. 1817 (aff. Osouf).

(3) V. conf., Cass. 19 janv. 1810, et la note.

4° « L'indivisibilité du débat, dit Legraverend, n'entraîne pas tellement l'indivisibilité de la procédure que le juge ne puisse renvoyer à des débats ultérieurs, ceux des accusés dont l'instruction n'est pas complète, si la réunion de tous les accusés dans un même débat peut opérer des retardemens nuisibles à l'action de la justice. » (Traité de législat. crim., éd. belge, t. 2, ch. 2). V. Cass. 15 juin 1810, et 28 déc. 1816.

1° CASSATION.—RENOI.—INDIVISIBILITÉ.

2° CHAMBRE D'ACCUSATION.—DÉLITS CONNEXES.

3° CONNEXITÉ.—JONCTION.

4° ET 5° TÉMOINS EN MAT. CRIM.—ENFANS.—FAUX TÉMOIGNAGE.—SURVEILLANCE.

6° JURY.—DÉLIBÉRATION.—DÉPOSITION DE TÉMOINS.—INTERROGATOIRES DES ACCUSÉS.—COACCUSÉ.—LECTURE.

7° RENOI APRÈS CASSATION.—EFFETS.

1° Lorsque la Cour de cassation a renvoyé devant un autre juge d'instruction, et s'il y a lieu, devant une autre Cour d'assises, les auteurs et complices d'un crime, pour y être jugés dans un seul et même débat, son arrêt ne dispose d'une manière absolue que relativement au renvoi et à la compétence, mais il est purement déclaratif et facultatif en ce qui concerne la simultanéité du débat (4).

2° L'art. 226 du Cod. inst. crim., qui veut que la chambre d'accusation statue, par un seul et même arrêt, sur tous les délits connexes, ne s'applique qu'aux délits dont l'instruction est terminée.

3° La connexité est un motif légitime, mais non nécessaire, de la jonction des procédures, et elle ne doit pas la faire opérer lorsqu'il en résulterait des retards qui amèneraient le dépérissement des preuves et nuiraient à l'action de la justice. (Cod. inst. crim., 226 et 227.) (5)

4° La loi ne prohibe que l'audition orale des enfans contre leurs père et mère; elle n'interdit pas d'entendre comme témoins des tiers qui déposent des paroles des enfans. (Cod. inst. crim., 322.) (6)

5° Le président des assises peut ordonner, sans excéder ses pouvoirs, qu'un témoin dont la déclaration paraît fautive, sera surveillé dans l'enceinte du palais de justice. (Cod. inst. crim., 330.) (7)

6° L'infraction à la défense portée dans l'art. 341, Cod. d'inst. crim., relativement à la remise au jury, des dépositions écrites des témoins, n'emporte pas nullité (8).

En tout cas, on ne peut regarder comme déposition écrite d'un témoin, les déclarations d'un coaccusé dans l'instruction, répétées ensuite aux débats (9).

7° Lorsque la Cour de cassation, après avoir annulé les débats d'une affaire, a renvoyé l'accusation tout entière à une nouvelle Cour d'assises, cette Cour doit poser au jury toutes les circonstances des faits de l'accusation, même celles qui avaient été précédemment résolues en faveur de l'accusé. (Cod. inst. crim., 429.) (10)

(Bastide, Jauson et autres.—C. Min. pub.

et Fualdès fils.)

La Cour de cassation, par arrêt du 9 oct. 1817, avait cassé l'arrêt de la Cour d'assises de Rhodéz, qui condamnait à la peine de mort Bastide, Jauson et consorts, pour l'assassinat de M. Fualdès, ancien procureur du roi à Rhodéz.—Elle avait

(5) V. dans ce sens, Carnot, de l'inst. crim., t. 2, p. 215.

(6) V. conf., Cass. 11 avril 1811; Legraverend, Législat. crim. (éd. belge), t. 1, ch. 6.

(7) Carnot considère cette mesure comme pouvant tendre à intimider le témoin, et comme ne devant dès lors être employée qu'avec la plus grande circonspection (de l'inst. crim., t. 2, p. 556).

(8) Conf., Cass. 31 oct. 1817.

(9) Sic, Cass. 9 avril 1818.

(10) V. dans un sens contraire, Cass. 16 juin 1814.

renvoyé les prévenus devant la Cour d'assises d'Albi. — Par arrêt du 4 mai 1818, la Cour d'Albi a condamné à mort Bastide, Jausion, la veuve Bancal, Colard et Bach; et aux travaux forcés à perpétuité la fille Anne Benoit.

Les condamnés se sont de nouveau pourvus en cassation.

Ils ont présenté plusieurs moyens à l'appui de leur pourvoi; mais ils se sont principalement attachés à établir, d'abord, que la Cour d'assises d'Albi avait violé les art. 226, 307 et 433 du Code d'instruct. crim., en ce qu'elle avait refusé de juger par un seul et même arrêt tous les prévenus de l'assassinat de M. Fualdès; qu'elle avait jugé séparément Bastide, Jausion et consorts, et avait renvoyé aux assises suivantes Yence, Bessière-Veynac et consorts; qu'en cela, elle avait pareillement violé l'autorité de la chose jugée; car la Cour de cassation avait renvoyé devant la Cour d'assises d'Albi tous les prévenus de l'assassinat de M. Fualdès, pour y être jugés par un seul et même arrêt; — En second lieu, que la Cour d'Albi avait violé l'art. 322 du Code d'instruct. crim., en ce qu'elle avait entendu la déposition de la fille Bancal contre sa mère, non à la vérité de sa propre bouche, mais de la bouche de tiers à qui elle avait fait son récit.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu, en premier lieu, le mémoire présenté au nom de tous les demandeurs, signé par M^r Loisen, avocat en la Cour, contenant six moyens, dont le premier est fondé sur une prétendue violation de la chose jugée par la Cour, et sur une prétendue contravention aux art. 226, 307 et 433 du Code d'instruct. crim.; — Attendu, sur ce moyen, relativement à Bastide-Grammont, qu'il se réfère à l'ordonnance du président de la Cour d'assises d'Albi, du 24 mars dernier, et à l'arrêt de cette Cour, du 26 du même mois; que par acte dudit jour, 26 mars, Bastide avait formé un pourvoi contre cette ordonnance et cet arrêt; que ce pourvoi avait été rejeté par arrêt de la Cour, du 9 avr. suivant; qu'aux termes de l'art. 438 du Code d'instruct. crim., Bastide est donc non recevable à les attaquer de nouveau, sous quelque prétexte et par quelque moyen que ce soit;

Attendu, relativement aux autres demandeurs, que l'arrêt de la Cour, du 26 févr. dernier, en renvoyant devant le juge d'instruction d'Albi, et, s'il y a lieu, devant la Cour d'assises de cette ville, tous ceux qui pourraient être prévenus d'être auteurs ou complices de l'assassinat de Fualdès, pour y être jugés par un seul et même arrêt avec les accusés du même crime dénommés dans les arrêts de la Cour, des 9 oct. et 13 déc. 1817, n'a disposé d'une manière absolue, que relativement au renvoi qu'il a ordonné et à la compétence qu'il a conférée aux autorités judiciaires qu'il a saisies des poursuites; qu'en ce qui concerne la simultanéité du débat, la disposition de cet arrêt qui l'énonce n'y a été que déclarative de la disposition qui, par l'effet de l'attribution générale conférée à la Cour d'assises d'Albi, résultait implicitement en faveur de celle-ci, de l'art. 433 du Code d'instruct. crim., et d'après laquelle elle était autorisée à réunir, suivant les circonstances, tous les accusés dans un même débat, ou à renvoyer à des débats ultérieurs ceux d'entre eux à l'égard desquels l'instruction ne serait pas suffisamment complète; que cette disposition de l'arrêt était donc purement facultative, comme celle de la loi à laquelle elle se réfère, et qu'en refusant le renvoi des débats, indéfiniment demandé par quelques-uns des accusés, jusqu'à ce qu'ils puissent être ouverts avec tous ceux contre lesquels

IX. — 1^{re} PARTIE.

il pourrait intervenir des arrêts de mise en accusation sur le susdit crime, le président de la Cour d'assises d'Albi et cette Cour n'ont nullement contrevenu à l'autorité de la chose jugée par le susdit arrêt du 26 févr.; qu'ils n'ont point contrevenu non plus à l'art. 226 du Code d'instruct. crim., qui a disposé pour un cas différent, qui suppose d'ailleurs que l'instruction est terminée sur tous les délits connexes sur lesquels il veut que les chambres d'accusation statuent par un seul et même arrêt; que l'art. 307 est invoqué avec peu de fondement; que sa disposition n'est relative qu'au ministère public, et qu'elle est purement facultative pour lui et pour le président; que de l'art. 433 il ne résulte non plus qu'un droit, et non une obligation; qu'aucun de ces articles ne saurait donc justifier le premier moyen; que la connexité des délits est sans doute un motif légitime de la réunion des procédures, mais qu'elle ne doit pas la faire opérer, lorsque de cette réunion pourraient résulter des retards qui amèneraient le dépérissement des preuves et nuiraient à l'action de la justice;

Attendu, sur le second, etc.; — Attendu, sur le troisième, que la prohibition portée dans l'art. 322 ne se réfère qu'à l'audition orale des témoins dans le débat, et qu'il n'a été entendu, dans les débats qui ont eu lieu contre les demandeurs, aucun témoin dont l'audition fût interdite par cet article;

Attendu, sur le quatrième, 1^{er} que, d'après l'art. 330, le président avait seul le droit de faire mettre en arrestation les témoins qui pouvaient être prévenus de faux témoignages; qu'il pouvait conséquemment surseoir à prononcer sur la réquisition du procureur général, tendant aux fins de cette arrestation; que, par une conséquence nécessaire du droit d'arrestation qu'il pouvait exercer lorsqu'il trouverait la prévention de faux témoignage suffisamment établie, il avait caractère pour ordonner les mesures convenables, afin que les témoins, contre lesquels le procureur général avait requis, ne pussent se soustraire aux mandats d'arrêt qu'il pourrait décerner ultérieurement contre eux; qu'en ordonnant que ces témoins seraient surveillés dans l'enceinte du palais, il n'a nullement commis un excès de pouvoir, ni violé l'art. 330 du Code d'instruct. crim.; 2^e que la Cour d'assises n'a point omis ou refusé de prononcer sur la réquisition du défenseur de Bastide, tendant à ce qu'il fût statué sur-le-champ sur l'arrestation requise par le procureur général, que cette Cour a en effet jugé qu'attendu la compétence exclusive du président pour prononcer sur cette réquisition, elle n'avait point à statuer; que cette décision a été un jugement sur la compétence respective de la Cour et du président; qu'il n'y a donc eu ni omission ni refus de prononcer; que d'ailleurs l'ouverture de cassation établie par le second paragraphe de l'art. 438 du Code d'instruct. crim., ne se réfère qu'à l'omission ou refus de prononcer sur une demande tendante à l'exercice d'un droit accordé par la loi, et que l'insistance du défenseur de Bastide n'avait pas cet objet;

Attendu, sur le cinquième, que l'art. 341 n'est point prescrit à peine de nullité; que d'ailleurs la déclaration de Bach, qui a été lue et renvoyée au jury, n'était point une déposition de témoin; qu'elle était l'interrogatoire d'une coaccusée; qu'elle ne rentrait donc pas dans la prohibition de cet article; que Bach, devant les jurés, a répété de vive voix tout le contenu de cet interrogatoire; que le principe de l'instruction orale, loin d'avoir été violé, a donc été religieusement observé; que cette déclaration orale de Bach et la lecture de son interrogatoire ont été ordonnées

par le président, dans l'exercice légitime du pouvoir que lui conférait l'art. 269;

Attendu, sur le sixième,....;—Attendu, sur le moyen proposé dans la requête, que, par son arrêt du 9 oct. dernier, le Cour avait annulé les débats, et par une suite nécessaire, les questions soumises au jury et les réponses de celui-ci; que l'action avait été renvoyée tout entière à la Cour d'assises d'Albi; que cette Cour e donc dû poser toutes les questions toutes les circonstances des faits de l'accusation, telles qu'elles étaient énoncées dans l'acte d'accusation, et même celles qui seraient résultées du débat ouvert devant elle, quoique non énoncées dans cet acte; que la question de préméditation, qui était portée contre Anne Benoît dans le susdit acte d'accusation, a donc été légalement soumise au jury devant la Cour d'assises d'Albi; que ladite Benoît est donc mal fondée à en déduire un moyen de cassation; qu'elle y serait d'ailleurs non recevable, puisque cette question a été décidée en sa faveur; — Rejette, etc.

Du 30 mai 1818.—Secl. crim.—Prés., M. Barrie.—Rapp., M. Olivier.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.—Pl., MM. Loiseau et Naylies.

DÉLIT FORESTIER.—BESTIAUX.—DOMMAGES.

Du 30 mai 1818 (aff. Laverenot).—Cass.—Même décision que par l'arrêt du 21 mars 1817 (aff. Loureau).

1° SOCIÉTÉ COMMERCIALE.—CONCORDAT.—LIBÉRATION.

2° CONCORDAT.—ANNULATION D'OFFICE.

1° Les associés d'un établissement commercial, quoique obligés par la totalité de leur avoir social et personnel ou extrasocial, ne sont cependant obligés qu'au titre de société.—Si donc la société tombe en faillite, et que par concordat il leur soit fait une remise en la qualité d'associés, cette remise les libère quant à leur avoir personnel, tout aussi bien que relativement à leur avoir social. (Cod. civ., 1834 et 1285; Cod. comm., 524 et 525.) (1)

2° Un concordat peut, hors des cas spécialement déterminés par les art. 519 et 520 du Cod. comm., être annulé d'office par le juge, même à l'égard des créanciers non opposants. (Règl. Impl. par le Cour roy.) (2)

(Jacquemart—C. Mesnier, Buquet et cons.)

Le sieur René Jacquemart était intéressé comme associé en nom collectif dans trois établissements, l'un de banque, sous le nom de comptoir commercial, l'autre de fabrication de papiers peints, le troisième de fabrication de savons.

(1) Les biens personnels d'un associé sont affectés aux créances sociales parce qu'il est, comme associé, indéfiniment tenu des dettes de la société. Il suit de là que si cet associé est déclaré en faillite, tous ses biens entrent dans l'actif, relativement aux créanciers de la société, et que le concordat qui lui est accordé par ces créanciers comprend nécessairement tous les biens composant l'actif, ceux qui étaient mis en société, et ceux qui étaient personnels à l'associé. Ces créanciers ne peuvent donc, après le concordat, exercer aucun recours contre les biens personnels qui sont protégés par le traité qu'ils ont consenti. Aussi le nouvel art. 531 du Code de commerce porte-t-il en termes exprès, que l'associé qui a obtenu un concordat particulier, est affranchi de toute solidarité; d'où il résulte que les créanciers de la société ne peuvent plus agir contre

La raison sociale du premier était Jacquemart et fils et Douclet d'Egigny; celle du deuxième, Jacquemart frères; celle du troisième, Auguste Jacquemart et compagnie.—Ces établissements sont tombés en faillite, et chacun des associés en nom collectif étant, d'après l'art. 22 du Code de comm., débiteur des engagements sociaux, a été frappé dans sa fortune particulière, et constitué en faillite.—Cette association n'empêchait pas néanmoins que chacun en particulier n'eût ses dettes personnelles étrangères à la société, ce qui nécessita des opérations de diverses espèces.

Après plusieurs essais pour confondre toutes ces faillites en une seule masse, et les confier à une seule administration, le tribunal de commerce a fini par ordonner la formation d'autant de syndicats qu'il y avait d'établissements.

Ces trois établissements ont procédé à des concordats qui ont été homologués.

Dans chacun des concordats, les créanciers ont fait une remise pure et simple, plus ou moins considérable, et déclaré qu'après le paiement de la somme à laquelle ils se réduisaient, lesdits sieurs Auguste et René Jacquemart, et Douclet d'Egigny, seraient entièrement libérés envers eux. Ils ont renoncé à les inquiéter en quelque manière que ce fût, et se sont seulement réservés leurs droits contre les autres codébiteurs solidaires des engagements sociaux.

Dans cet état de choses, les sieurs Jacquemart et le sieur Douclet d'Egigny, pour être à même d'opérer librement dans les établissements dont ils recouvraient la gestion, assemblèrent leurs créanciers individuels, et firent avec eux des concordats.—Ceux des sieurs Auguste Jacquemart et Douclet d'Egigny ont été homologués sans opposition de qui que ce fût; celui du sieur René Jacquemart, passé le 2 sept. 1816, a été attaqué par opposition dans le délai de l'art. 523 du Code de comm.—Les opposants étaient les sieurs Vignon, Mesnier, Paquet, créanciers de l'établissement de banque, Buequet et Maiguan, créanciers de la savonnerie, ce dernier également créancier de la papeterie.

Le tribunal de commerce, considérant que ces opposants étaient uniquement créanciers des établissements de banque et manufactures dans lesquels le sieur René Jacquemart était associé en nom collectif, qu'ils n'étaient pas, par conséquent, ses créanciers pour des obligations individuelles extrasociales, pensa que le concordat desdites sociétés, devenu obligatoire pour eux, s'opposait à ce qu'ils vinssent faire valoir contre les masses personnelles, les créances pour lesquelles il avait transigé avec les masses sociales. En conséquence il a rejeté leur opposition par jugement du 25 novembre 1816.

Appel.—Et le 18 février 1817 arrêt de la Cour

ses biens personnels. *V.* notre *Dict. du contentieux commercial*, v° *Faillite*, n° 662 et 663.

(2) En principe général, nous ne pensons pas que les tribunaux de commerce puissent, hors des cas déterminés par la loi, annuler d'office un concordat contra lequel aucun créancier ne réclame; et c'est ce qu'a jugé la Cour de Cass. par un arrêt du 25 fév. 1817. (*V. supra* à cette date.)—Mais lorsque la nullité doit être prononcée, elle nous paraît indispensable, d'est-à-dire devoir être prononcée, aujourd'hui surtout, sous l'empire du nouvel art. 513 du Code de comm., à l'égard de tous les créanciers, aussi bien de ceux qui n'ont pas réclaté que de ceux qui ont attaqué le concordat.—*V.* sur ces divers points, la note qui accompagne l'arrêt précité du 25 fév. 1817.

royale de Paris, conçu en ces termes : « Attendu qu'il est avoué, même dans les motifs du jugement dont est appel, que les créanciers sociaux, étant en cette qualité même créanciers personnels des individus faillis, ont droit de concourir dans les masses particulières, et d'y prendre les dividendes qui peuvent leur appartenir à raison de la qualité de leurs créances; qu'il n'est point vrai que les appelans, par leur adhésion aux contrats sociaux, aient renoncé à ce qui leur revenait dans les masses particulières; qu'au contraire, et d'après le rapport des syndics, lors du concordat du comptoir commercial, ils ont dû espérer qu'indépendamment du dividende à eux offert dans chaque établissement social, ils auraient à recevoir dans les masses particulières un dividende quelconque; qu'en supposant que les créanciers sociaux, après avoir vérifié et affirmé leurs créances dans les masses sociales, fussent obligés à de nouvelles vérifications et affirmations dans les masses particulières, il est prouvé tant par les placards imprimés et affichés, que par les avis insérés dans le *Journal de Commerce*, qu'ils n'ont point été appelés ni mis en demeure sous ce rapport de créanciers personnels, lors du concordat particulier de René Jacquemart; en sorte que ce concordat est doublement nul, soit par défaut de présence ou de convocation de ceux qui avaient droit d'y concourir, soit par le retranchement de leurs créances qui devaient entrer dans la composition du passif, pour déterminer le montant des trois quarts en somme; — Met l'appellation et le jugement dont est appel au néant; émendant, décharge les appelans des condamnations contre eux prononcées; au principal, reçoit Mesnier, Vignon, Paquet, Buquet et Maiguan, opposans au concordat personnel de René Jacquemart du 2 septembre 1816; déclare ledit concordat nul et de nul effet; ordonne que devant un des juges du tribunal de commerce, outre que le sieur Battier, et sous la surveillance de syndics, autres que Cinné et Benoist, lesquels nouveaux syndics seront présentés par les créanciers convoqués et réunis à cet effet en la manière accoutumée, il sera procédé aux opérations prescrites par le Code de comm. en matière de faillite. »

POURVOI en cassation de la part de René Jacquemart, pour violation des art. 1234 et 1285 du Code civ., 524 et 525 du Code de comm.; en ce que la Cour royale avait déclaré que René Jacquemart, membre des sociétés auxquelles les sieurs Mesnier, Buquet et consorts avaient fait remise par concordats homologués, ne pouvaient invoquer personnellement cette remise, attendu que les concordats sociaux ne contenaient point de renonciation aux droits personnels des créanciers contre lui.

La remise, a-t-on dit pour le demandeur, est placée par l'art. 1234 du Code civ., au nombre des moyens d'extinction des obligations. — Tout créancier qui consent une remise à son débiteur, n'a donc plus droit de lui demander directement ou indirectement ce dont il a fait remise. — Il importe peu que cette réduction de la dette ait lieu librement et par bienfaisance, ou qu'elle ait été provoquée ou commandée par la faillite du débiteur. Parmi les autorités dont on pourrait s'appuyer, il suffit de citer celle de Jousse, dans son *Commentaire* sur l'art. 7 du titre 11 de l'édit de 1673. « Quand un contrat, dit-il, por-

tant remise et niemoirement de la part des créanciers, a été passé en bonne forme et homologué en justice à cause du refus de quelques-uns d'entre eux, tous ces créanciers n'ont plus d'action contre leur débiteur, quand il deviendrait dans la suite riche en état de payer ses dettes, pour lui faire rendre les sommes qui lui ont été remises. » — L'art. 524 du Code de commerce consacre ce principe. — S'il en était autrement, si un débiteur à qui une remise a été faite par concordat, restait exposé à ce que ses créanciers lui demandent les portions qu'il ne leur a pas payées, tout concordat serait illusoire, et la loi se serait rendue elle-même impuissante, puisqu'en même temps que le concordat réintégrerait le failli dans sa fortune, la demande nouvelle l'exposerait à un nouveau désaisissement. — Ce qui a lieu quand le débiteur est seul, n'est pas moins vrai, lorsque c'est une société qui se trouve débitrice, et qu'elle tombe en faillite; car une société est un être moral qui a son individualité propre, et qui, dans ses droits actifs et passifs, est considérée comme une personne. *Societas vices personae fungitur*. Dig. de *Fidejuss.* l. 22. — Les sieurs Mesnier, Buquet et consorts étaient créanciers d'établissements sociaux dont René Jacquemart était membre; leur droit contre lui naissait de sa qualité d'associé, des dispositions de l'art. 22 du Code de commerce, qui déclare les associés en nom collectif débiteurs solidaires de toutes les dettes sociales.

Comment René Jacquemart pourrait-il devoir plus que les sociétés dont il était membre? Si elles sont libérées en totalité, peut-il n'être pas libéré en totalité? Si elles sont libérées en partie, ne l'est-il pas également? — Les concordats sociaux, dûment homologués, contenaient une remise; René Jacquemart n'est donc resté seulement débiteur que de la somme résiduelle, par la même raison qu'il faisait qu'avant la remise il était débiteur de la totalité.

M. le procureur général Mourre a conclu au rejet (1).

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 1234 du Code civ. ainsi conçu : « Les obligations s'éteignent... par la remise volontaire. »

Attendu que les créanciers des établissements sociaux dont s'agit au procès, n'ont été créanciers personnels des associés, qu'en leur qualité de créanciers sociaux; — Qu'en faisant des concordats en qualité de créanciers desdites sociétés avec leurs débiteurs, ils se sont placés dans la position qu'ils ont jugé leur être plus avantageuse; — Que la remise définitive et sans réserve qu'ils ont faite en cette qualité, de leurs créances, après avoir pris tous les renseignements que leurs intérêts commandaient, a éteint les créances sociales; — Que cette remise sans réserve, et l'acceptation des dividendes conueus, ont éteint par conséquent aussi les créances personnelles; — Qu'en effet, ces créances ne pouvaient plus exister puis que les créances sociales dont elles dérivait étaient éteintes; — Attendu que la remise faite par le créancier au débiteur, équivaut au paiement; — Que par conséquent, lorsqu'il n'a pas été fait de réserve, tout est consommé entre les parties par l'effet de la remise qui opère comme le paiement l'extinction de l'obligation; — Que d'après l'article 1285 du Code civil, la remise faite à l'un

(1) Dans cette affaire, on produisait à l'appui du pourvoi, une consultation délibérée par M. Par-desius, Dupin, Loaré, Rosière et Darrieux. Le lecteur la trouvera, au besoin, ainsi que les conclusions de M. le procureur général Mourre, dans

l'ancien Recueil de M. Sirey, t. 18. 1. 277. Ces documents portent principalement sur l'interprétation des divers traités qui avaient eu lieu dans l'espèce, et on présente même sous ce rapport une discussion des motifs de l'arrêt attaqué.

des débiteurs solidaires, libère tous les autres, lorsque le créancier n'a pas fait contre eux de réserve expresse de ses droits; — Que la libération a opéré à bien plus forte raison de même, lorsque le créancier fait une remise définitive à son débiteur sans aucune distinction de son actif, et sans réserve sur aucune partie des biens dont cet actif se compose;

Attendu qu'il est établi, par le concordat du comptoir qu'il avait été pris des inscriptions, sur tous les immeubles des faillies; — Que par ce concordat il a été donné mallevée de la totalité de ces inscriptions, à compter du jour où René Jacquemart aurait rempli les obligations à l'exécution desquelles la libération définitive était subordonnée; — Que par conséquent, lorsque ces obligations ont été exécutées, la libération, qui était dans l'essence des concordats faits entre les parties sans aucune réserve, a été entière et définitive; — Attendu enfin qu'il résulte formellement des concordats sociaux que la libération ne s'est pas portée sur telle ou telle espèce de biens, et qu'elle a été au contraire personnellement et indéfiniment accordée aux débiteurs; — Que cette libération sans réserve a dû produire un effet absolu; — Qu'en décidant le contraire sur le fondement d'un prétendu défaut de renonciation, tandis que la réserve aurait été nécessaire, pour la conservation des droits, la Cour royale de Paris a violé l'art. 1244 du Code civ.; — *Casse, etc.*

Du 3 juin 1818. — *Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Mourre, proc. gen. — Pl., MM. Barrieux et Jousset.*

ACQUIESCEMENT. — JUGEMENT. — EXÉCUTION.

Lorsqu'un jugement prononce sur des demandes respectives entre les parties et les renvoie devant un avoué pour se régler aux termes des dispositions du jugement sur une de ces demandes, la comparution devant l'avoué, avec réserves de se pourvoir, n'est pas un fait d'exécution qui emporte acquiescement sur les autres chefs. (Cod. proc., 443.) (1)

(Plouzeau et Lenoir — C. Collineau.)

Le sieur Collineau réclamait des sieurs Plouzeau et Lenoir, une somme de 7,039 fr. 35 cent. pour prix de fermages; ceux-ci prétendaient que sur cette somme il devait leur être fait compte, 1° d'une somme de 1600 fr. qu'ils soutenaient avoir payé; 2° d'une autre somme de 1100 fr. pour une coupe de bois; 3° de différentes autres sommes par eux payées pour contributions à la décharge du bailleur.

5 mai 1813, jugement qui condamne les fermiers Plouzeau et Lenoir au paiement de la somme de 7,039 fr. 35 cent., sous la seule déduction des contributions; et renvoie les parties devant un avoué, pour procéder à la liquidation du montant de ces contributions, à la vue des quittances. — Les parties comparaissent devant l'avoué désigné pour procéder au compte des contributions; mais les fermiers déclarent qu'ils n'entendent pas acquiescer aux autres dispositions du jugement.

Plus tard appel de la part des fermiers, du jugement du 5 mai 1813, quant aux deux dispositions qui ont refusé de leur passer en compte, 1100 fr. d'une part et 1600 fr. de l'autre. — Collin-

neau leur oppose une fin de non-recevoir résultant d'acquiescement, par exécution volontaire du jugement dont les dispositions étaient indivisibles.

29 juin 1814, arrêt de la Cour royale d'Orléans qui déclare l'appel non recevable: « Attendu que Plouzeau et Lenoir, par l'exécution qu'ils ont donnée au jugement attaqué, dans le chef relatif à la liquidation à faire des contributions qu'ils réclamaient, se sont rendus non recevables à attaquer ce jugement dans ses autres dispositions, puisque ces premières dispositions devaient recevoir une atteinte quelconque du résultat de cette liquidation, et que des réserves d'attaquer un jugement qui n'est pas exécutoire par provision, ne peuvent équivaloir à un appel, surtout lorsque, comme dans l'espèce, l'acte qui contient ces réserves est lui-même l'exécution du jugement. »

Pourvoi en cassation de la part des fermiers, pour violation de l'art. 443 du Code de proc. civ.; en ce que la Cour a déclaré leur appel non recevable, bien qu'il n'y eût pas eu de leur part acquiescement aux dispositions dont ils appelaient.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 443 du Code de proc.; — Attendu 1° qu'aucune fin de non-recevoir ne peut être admise contre un appel régulièrement émis, si elle n'est fondée sur le texte de quelque loi; — Attendu, 2° que, dans l'espèce de la cause, les demandeurs, en consentant l'exécution du jugement qui les renvoyait devant un avoué, à l'effet de procéder au compte des diverses contributions par eux acquittées, ont formellement déclaré qu'ils se réservaient de se pourvoir contre ce même jugement, en ce qu'il leur avait notamment refusé l'imputation d'une créance de 1,600 francs qu'ils avaient réclamée; d'où résulte qu'en déclarant cet appel non recevable, nonobstant cette réserve, et en privant ainsi les demandeurs d'un second degré de juridiction auquel ils avaient droit de recourir, l'arrêt attaqué a fausement appliqué l'autorité de la chose jugée, commis un excès de pouvoir, et violé par suite la disposition de l'art. 443 du Code de proc., ci-dessus cité; — Rejette, etc.

Du 3 juin 1818. — *Sect. civ. — Prés., M. Brisson. Rapp., M. Pajon. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Moreau et Duprat.*

REPRISE D'INSTANCE. — COMMUNE. — MAIRE (CHANGEMENT DE).

Lorsqu'une instance a été introduite par ou avec un maire ou adjoint du maire, en sa qualité, si le maire ou l'adjoint vient à être remplacé, il n'y a point pour cela interruption d'instance et obligation de la reprendre avec le nouveau maire ou adjoint. — La personne morale est restée la même. (Cod. proc., 342.) (2)

(Robert de Lierville — C. comm. de Marquemont.)

La commune de Marquemont était en instance avec le sieur Robert de Lierville, devant la Cour royale d'Amiens. Elle était représentée par le sieur Boissy, adjoint du maire de la commune. Cet adjoint ayant été remplacé par le sieur Guillet, celui-ci, sans faire aucun acte en reprise d'instance, continue les poursuites commencées par son prédécesseur.

sentant de la commune ne l'est pas contra toute personne plutôt que contre toute autre. L'instance est liée avec ce représentant quel qu'il soit, et elle procède bien, pourvu qu'il ait les pouvoirs nécessaires: la personne du représentant peut changer, mais sa qualité ne change pas.

(1) V. dans le même sens, Cass. 4 prair. an 10; 17 frim., 26 prair. an 11; 22 brum., 19 therm. an 13; 30 déc. 1818, 16 déc. 1828. V. aussi 15 avril 1834, et les autorités indiquées en note de l'arrêt précité du 4 prair. an 10.

(2) Dans ce cas, le procès engagé contre le repré-

Demande en nullité de ces poursuites sur le motif qu'aux termes des art. 312 et suivans du Code de proc., le changement d'état des parties nécessitait une reprise d'instance.

21 août 1816, arrêt de la Cour royale d'Amiens, qui rejette la nullité proposée.

Pourvoi en cassation pour violation des art. 342 et suivans du Code de proc., en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à la reprise de l'instance, bien qu'il eût en changement d'état des parties.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'adjoind du maire d'une commune, toujours forcée de plaider par le ministère de son maire, ou de l'adjoind, lorsque le maire est empêché, est constamment, quel que soit l'individu qui occupe cette place, l'homme de la commune; que, dès lors, l'adjoind qui en remplace un autre qui a d'abord suivi le procès n'est pas obligé de reprendre l'instance; — Rejette, etc.

Du 3 juin 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Vallée. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Champion.

1^o JURY. — QUESTIONS. — POSITION.

2^o ACCUSÉ. — COPIE.

1^o L'art. 337 du Cod. inst. crim. ne fait qu'indiquer la manière de poser les questions; ses dispositions à cet égard ne sont pas prescrites à peine de nullité (1).

2^o L'art. 305 du Cod. inst. crim., relatif aux copies de pièces à délivrer à l'accusé, n'est pas prescrit à peine de nullité.

L'accusé ne peut, au surplus, se faire un moyen de cassation de ce qu'il ne lui a pas été remis copie de procès-verbaux constatant le corps du délit, qui n'ont été dressés que postérieurement à la délivrance à lui déjà faite des pièces de l'instruction, alors que d'ailleurs il n'a pas demandé communication de ces documents (2).

(Casse.)

Du 4 juin 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. d'Aubert. — Concl., M. Girard, av. gén.

MINEUR. — AUTORISATION. — NULLITÉ.

Lorsque le tuteur d'un mineur a plaidé sans autorisation préalable du conseil de famille ou sans qu'il y ait de subrogé tuteur, la nullité n'est que relative : elle ne peut être opposée que par le mineur. — Ainsi, le majeur qui plaideait contre le mineur et qui a été condamné, ne peut se faire un moyen de cassation du défaut d'autorisation. (Cod. civ., 420, 464 et 1125.) (3)

(Galign — C. les mineurs Coulet.)

Le sieur Coulet, agissant au nom et comme tu-

teur de ses enfans mineurs, assigne le sieur Galign devant les tribunaux.

On doit faire remarquer : 1^o qu'il n'avait point été donné de subrogé tuteur aux mineurs Coulet, conformément à l'art. 420 du Code civ.; 2^o que bien qu'il fût question dans l'instance de droits immobiliers appartenant aux mineurs, le sieur Coulet père et tuteur plaideait sans autorisation du conseil de famille, contre la disposition formelle de l'art. 464.

De son côté Galign défendit au fond sans opposer au tuteur son incapacité.

3 juillet 1811, Galign est condamné par jugement du tribunal de Saint-Affrique.

Appel. — 30 nov. 1812, arrêt confirmatif de la Cour royale de Montpellier.

Pourvoi en cassation de la part de Galign, pour violation des articles 420 et 464 du Cod. civ., en ce que la Cour royale avait accueilli la demande du tuteur des mineurs Coulet, bien que d'une part il n'y eût point de subrogé tuteur nommé, et que de l'autre, le tuteur ne fût pas autorisé par le conseil de famille.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que soit la nomination du subrogé tuteur, soit l'autorisation du conseil de famille, ont été ordonnées par la loi dans l'intérêt du mineur; — Qu'ainsi il ne pouvait aucunement être permis au demandeur en cassation d'exciper du défaut d'un subrogé tuteur et de l'autorisation du conseil de famille, après que le mineur avait définitivement gagné son procès, et de rétorquer par là contre le mineur une disposition de loi uniquement portée à son avantage; — Attendu, au surplus, que ce moyen n'a pas été présenté aux juges de la cause; — Rejette, etc.

Du 4 juin 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lassagni. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Odilon-Barrot.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — QUESTION PRÉJUDICIELLE. — SURSEIS. — COMPÉTENCE.

En matière de contributions indirectes, le tribunal correctionnel n'est pas tenu, dans la cas même de contestation sur les droits, de surseoir et de renvoyer devant le tribunal civil, si la contestation lui paraît dénuée de fondement. (L. 5 vent. an 12, art. 88.) (4)

(Appert — C. contributions indirectes.)

Deux voitures appartenant au sieur Appert avaient été saisies faute de déclaration. Le prévenu soutint que les voitures n'étaient passibles d'aucun droit. Le tribunal correctionnel crut devoir renvoyer les parties devant le tribunal civil pour statuer sur cette question préjudicielle.

Appel. — Arrêt qui condamne sans s'arrêter à l'exception, en se fondant sur ce qu'il ne pouvait

l'exception de droit, et conséquemment sur la contrevention reprochée au prévenu. » (Traité de l'action publique, t. 1, p. 544.) On peut dire, en effet, à l'appui de cette restriction, que le tribunal correctionnel ne doit surseoir que lorsqu'il aperçoit une contestation, qu'il doit donc en vérifier l'existence, et que cette contestation n'existe pas sérieusement quand la prétention est dénuée de tout fondement. Mais combien ne serait-il pas facile avec une telle restriction d'éluder entièrement la disposition de la loi, et de transporter au tribunal correctionnel le jugement des contestations fiscales! Il suffirait que le tribunal jugât les contestations exceptées de difficultés sérieuses, pour se les attribuer exclusivement. V. dans le même sens, Cass. 3 avril 1830; 11 mai 1839. »

(1) V. conf., Cass. 27 déc. 1811; 17 avril 1812; 11 fév. 1813; 18 mai 1815.

(2) V. à cet égard, Carnet, sur l'art. 305 du Code d'inscr. crim. — V. aussi anal. dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 10 déc. 1821.

(3) V. dans le même sens, Cass. 11 déc. 1810, et la note.

(4) En thèse générale, toutes les contestations sur le fond du droit appartenant aux tribunaux civils en matière de contributions indirectes, aux termes de l'art. 88 du tit. 6 de la loi du 25 vent. an 12. « Mais, dit Mangin, il n'y a pas lieu à renvoyer la contestation sur le fond du droit devant le tribunal civil, quand les expressions de la loi sont tellement claires qu'elles ne permettent aucun doute sur l'exis-

s'élever aucun doute sur l'existence du droit contesté.—Pouvol.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que, dans l'état des faits et de la défense du prévenu, tels qu'ils ont été présentés devant la Cour de Paris, cette Cour en rejetant la demande en sursis et renvoi devant les tribunaux civils, n'a point violé les dispositions de l'art. 88 de la loi du 5 vent. an 12; et qu'ainsi la condamnation qu'elle a prononcée, a été une juste application des art. 70 et 72 de la loi du 9 vendém. an 6 ; — Rejette, etc.

Du 5 juin 1818. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Bouschop. — *Concl.*, M. Giraud, av. gén.

FAUX.—NOM SUPPOSÉ.—ACTE DE L'ÉTAT CIVIL.

Il y a faux en écriture publique et authentique dans l'apposition, au bas d'un faux extrait d'acte de l'état civil, d'une signature présentée comme celle de l'officier de l'état civil qui est supposé avoir délivré l'acte, soit qu'il y ait imitation plus ou moins parfaite de la signature de cet officier, soit que son nom ait été écrit sans imitation de sa signature, soit même qu'il n'y ait eu qu'apposition d'un nom idéal, n'appartenant à aucune personne connue (1).

Peu importe qu'il n'y ait dans le département où l'acte est censé avoir été relevé, ni commune, ni maire portant les noms indiqués dans le faux extrait. — Le crime existe du moment que l'acte reconnu faux a tous les caractères extérieurs d'un acte extrait des registres de l'état civil, et a nécessairement pour objet de faire réputer vrais et authentiques les faits qui y sont énoncés sous la garantie de la signature d'un individu qualifié maire (2).

(Denis Boullet.)

Du 5 juin 1818. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Aumont. — *Concl.*, M. Giraud, av. gén.

LOI.—PROMULGATION.—ORDONNANCE.

La sanction que le roi donne aux actes législatifs suivant l'art. 22 de la Charte, imprimés à ces actes le caractère de la loi, mais elle n'en est point la promulgation. Il n'y a, depuis la Charte, de promulgation royale que par l'insertion au Bulletin des Lois, et le délai après lequel elles sont exécutoires ne court que du jour où elles y sont insérées.

D'ailleurs, lorsque la date de la promulgation d'une loi est fixée par une ordonnance royale, les tribunaux doivent se conformer à l'ordonnance spéciale ; puisque c'est le roi seul qui promulgue, c'est au roi principalement qu'il appartient de déterminer les caractères de la promulgation. (Cod. civ., 1^{re} Charte, art. 22; Ordonn. du 27 nov. 1816.) (3)

(1 et 2) *V. sup.* dans le même sens, Cass. 25 juin 1812 (aff. Slakbrandt). — L'accomplissement du crime de faux par l'emploi d'une signature idéale, a été du reste reconnue dans différentes espèces par de nombreux arrêts. *V. Cass.* 29 nov. 1811; 1^{er} mai 1812; 18 fév., 16 juill. et 31 déc. 1813; 10 août 1815, et les autorités auxquelles ces arrêts renvoient.

(3) Le doute dans l'espèce provenait de ce qu'il s'agissait d'une loi antérieure à l'ordonnance du 27 nov. 1816, qui porte, art. 1^{er}, qu'à l'avenir la promulgation des lois et des ordonnances résultera de leur insertion au Bulletin officiel. Mais cette dispo-

(Russel et consorts.—C. douanes.)

Les 3 et 4 mai 1816, le sieur Russel et consorts, voulant faire débarquer des marchandises qui étaient en charge sur des bâtiments mouillés dans le port du Havre, firent leur déclaration au bureau des douanes de cette ville, et se soumettent à payer les droits alors existants. — Lorsqu'il a fallu acquitter les droits, la régie a prétendu qu'ils devaient être payés d'après la loi du 28 avr. 1816, parce que cette loi, promulguée à Paris, ce même jour 28 avr., était devenue exécutoire au Havre avant le 3 mai suivant, conformément à l'art. 1^{er} du Code civ. — Les sieurs Russel et consorts ont soutenu au contraire que les délais fixés par l'art. 1^{er} du Code civ., n'avaient commencé à courir, relativement à la loi du 28 avr., que le 4 mai suivant, jour de son insertion au Bulletin des Lois; qu'ainsi en calculant les distances, cette loi n'avait été exécutoire au Havre que plusieurs jours après leur déclaration; que dès lors c'était l'ancienne loi qui devait fixer les droits à percevoir; à l'appui de leurs prétentions, ils ont allégué les ordonnances des 29 mai et 11 juin 1816, qui semblent fixer l'époque de la promulgation de cette loi.

La régie ayant décerné des contraintes contre eux, l'affaire fut portée devant le juge de paix du Havre, qui, par jugement du 6 sept. 1816, décida que les droits à percevoir devaient être réglés d'après le tarif existant avant la loi du 28 avril 1816.

Appel de la part de l'administration des douanes. — Pendant cette instance fut rendue l'ordonn. du 27 nov. 1816, qui, par interprétation de l'art. 1^{er} du Code civ., déclare que la promulgation des lois résulte de leur insertion au Bulletin.

3 janv. 1817, jugement infirmatif du tribunal civil du Havre, ainsi conçu : « Considérant qu'il est de principe que l'époque à laquelle les lois deviennent exécutoires est fixée par le mode établi lors de leur émission; qu'il est vrai qu'en 1789, les lois et ordonnances n'étaient exécutoires dans chaque contrée qu'autant qu'elles y avaient été transcrites et publiées par les Cours et les tribunaux; que, par la loi du 2 nov. 1790, le même système avait été suivi; mais que, par la loi du 12 vendém. an 4, il avait été apporté sur ce point de législation un changement notable, puisque, par l'art. 11, il est dit que dorénavant il ne sera plus fait de publication de lois par lecture publique, par réimpression ni affiche; et, par l'art. 12, que les lois seront obligatoires dans l'étendue de chaque département du jour où le Bulletin officiel sera distribué au chef-lieu du département; que l'art. 1^{er} du Code civ. a fixé, d'une manière bien positive, les époques où les lois doivent être exécutoires sur les diverses parties du territoire français; que la promulgation dont parle cet article n'est autre chose que la sanction donnée par le roi à la loi; que cela est évidemment expliqué par la disposition portée en l'avis du conseil d'Etat, du 2 prair. an 13; qu'il est constant que, depuis

sition ne pouvant avoir d'effet rétroactif n'ont pas été applicables aux lois antérieures, spécialement à celle du 28 avril 1816, si deux ordonnances des 29 mai, et 4 juin 1816 n'eussent pas réglé le délai dans lequel cette loi devait être exécutée d'une manière conforme à la disposition générale de l'ordonnance du 27 nov. de la même année. *V. sur ce point*, Merlin, *Quest. de droit*, 1^{re} Lois, § 9. — *V. aussi* sur l'ensemble du système de promulgation, tout qu'il a été réglé par l'ordonnance de 1816, le *Traité de la confection des lois* de MM. Valentin et Benat-Saint-Marc, ch. 8, p. 207 et suiv.

le Code civ., il n'y a point d'autre mode adopté pour la promulgation des lois, et que, dès lors, elles ont été exécutées et exécutées dans les délais déterminés par l'art. 1^{er} du Code, à compter du jour de la sanction de la loi; que si le roi, par son ordonn. du 27 nov. dernier, a déclaré que la promulgation des lois et ordonnances résulterait de leur insertion au *Bulletin* officiel, il a aussi déclaré que ce nouveau mode n'était que pour l'avenir; que la loi du 28 avr. 1816 a été rendue sous le régime du Code civ.

POURVOI en cassation de la part de Russel et consorts pour fausse interprétation de l'art. 1^{er} du Code civil et 23 de la Charte constitutionnelle, et violation des ordonnances des 23 mai, 11 juin et 27 nov. 1816. — On a dit, dans l'intérêt des demandeurs : — En principe, la loi n'oblige les citoyens que lorsqu'ils ont pu la connaître. — S'ils ignorent alors, c'est leur faute; mais qu'ils soient tenus de l'observer quand ils n'ont aucun moyen de vérifier qu'elle existe, c'est une doctrine que le despotisme lui-même n'a jamais osé consacrer. — Il faut donc, pour l'exécution des lois, une époque certaine et notoire. — Cette époque, nous la voyons, avant le Code civil, fixée par une publication, d'abord, au moyen d'affiches et proclamations, en dernier lieu, par la distribution du *Bulletin des Lois*. — Le mode de publication des lois, ordonnances et décrets a souvent varié dans notre législation; mais de tout temps il a existé un mode pour faire connaître l'existence de la loi avant qu'elle fût exécutée. — Sous le Code, un nouveau système s'établit. La publication par le *Bulletin* ne fut plus nécessaire; elle fut remplacée par une présomption légale de notoriété, résultant d'un délai écoulé après la promulgation. — Mais comment se faisaient alors les lois? Comment étaient-elles promulguées? — On était régi par la constitution de l'an 8. — Ces lois n'étaient pas seulement préparées par des discussions publiques, mais émises publiquement. — C'est le décret du corps législatif qui leur donnait l'être et fixait leur date. (Avis du conseil d'Etat, du 5 plu. an 8.) — La promulgation avait lieu le dixième jour après le décret. — Cette promulgation, qui ne consistait que dans le mandement d'exécution apposé par le chef de l'Etat, était, il est vrai, à la considérer isolément, un acte occulte; mais venant à une époque fixe à partir du décret, elle participait ainsi à la publicité qui accompagnait le décret lui-même. — Assurément sous ce régime, ou put, sans inconvénient, tenir pour superflue la publication par la voie du *Bulletin*. — Jamais, il faut le dire, les lois ne furent plus notoirement avant d'être exécutées. Elles se répandaient dans toute la France durant les dix jours qui s'écoulaient entre leur émission publique, et la promulgation qui faisait courir le délai d'exécution. — Par la Charte, d'autres institutions nous sont données. — La discussion de la loi est toujours publique, mais son émission ne l'est pas. — Elle n'est point émise en effet, dès qu'elle est adoptée par les chambres, mais seulement lorsqu'elle reçoit la sanction royale. — Et cette sanction, occulte par sa nature, est aussi incertaine quant à son époque. — Il n'existe aujourd'hui aucune disposition qui détermine un délai dans lequel le roi doit exprimer son assentiment ou son refus. — Peut-on, dans un tel ordre de choses, assimiler la sanction à la promulgation qui avait lieu sous la constitution de l'an 8? — Peut-on prendre cette sanction pour point de départ du

délai d'exécution fixé par l'art. 1^{er} du Code civil? Non sans doute : — En effet, les discussions qui ont lieu aux chambres, nous apprennent qu'un projet de loi est présenté; mais ce n'est pas le projet qui est exécutoire, c'est la loi; et la loi n'existe que par la sanction royale. — Qu'on nous dise comment se manifeste, pour les citoyens, le moment où le roi, dans le secret de son palais, appose cette sanction; par quel moyen on peut assurer qu'elle existe, avant que le *Bulletin* l'annonce? — Il faut bien reconnaître qu'on n'en a aucun. — Comment donc, dans cet intervalle de la sanction à l'insertion au *Bulletin*, pourrait-on dire que nous devons être régis par la loi nouvelle? — N'est-il pas évident qu'on s'est trouvé ramené, par la force des choses au mode de publication par l'insertion au *Bulletin*, et que ce n'est qu'à partir de cette insertion que court le délai fixé par l'art. 1^{er} du Code civil? — Le tribunal du Havre, en le faisant courir du jour de la sanction, a donc méconnu ce principe immuable, que la loi n'est point obligatoire, tant qu'il n'y a point manifestation de son existence. — Est-il besoin d'ailleurs de remonter aux principes, quand la question est résolue, à l'égard de la loi dont il s'agit, par des dispositions spéciales et formelles. — Deux ordonnances rendues les 23 mai et 11 juin 1816 pour l'exécution de la loi du 28 avril, fixent l'époque de sa promulgation; l'une, au 4 mai, jour de l'insertion au *Bulletin*; l'autre, par erreur, au lendemain 5 mai. — On ne conçoit pas qu'il puisse exister, pour la loi du 28 avril, une autre promulgation que celle dont l'époque est fixée par ces ordonnances. — Les dispositions de ces deux ordonnances sont encore expliquées et confirmées par l'ordonnance du 27 nov. 1816, qui, interprétant l'art. 1^{er} du Code civil, sous l'empire de la Charte, déclare qu'il n'y a promulgation que par l'insertion au *Bulletin* des Lois.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 22 de la Charte constitutionnelle, portant : « Le roi seul sanctionne et promulgue les lois ; » — Attendu que, d'après cet article, au roi seul appartient la promulgation des lois ; — Attendu que, dans l'espèce, le roi avait déclaré par des ordonnances spéciales que la loi du 28 avril 1816 avait été promulguée le 5 mai de la même année; que le tribunal civil du Havre n'a pu, dès lors, sans méconnaître et violer les dispositions de la Charte, assigner à la promulgation de la loi du 28 avril une autre époque que celle qui a été fixée par le souverain lui-même ; — Casse, etc.

Du 9 juin 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Legonidec. — Concl. conf., M. Cabrier, av. gén. — Pl., MM. Darrieux et Dupont.

JUGEMENT. — MOTIFS. — EXCEPTION. — CASSATION.

Lorsque l'appelant propose une exception qu'il n'a point présentée en première instance, si la Cour, adoptant purement et simplement les motifs des premiers juges, confirme leur décision et met les parties hors de Cour pour le surplus des demandes et conclusions, l'arrêt est nul pour défaut de motifs au chef qui rejette la nouvelle exception. (L. 20 avril 1807, art. 7; Cod. proc. civ., 441.) (1)

(Savarré — C. Lemonnier.)

Le 18 nov. 1806, jugement du tribunal de commerce de Paris, qui condamne le sieur Savarré à

si les motifs adoptés s'appliquaient implicitement ou moyen nouveau. V. Cass. 29 janv. 1810, et la note.

(1) V. dans le même sens, Cass. 30 avril 1827; 30 juill. 1833; 21 mars 1836; 27 et 28 mars 1838, 14 mars 1839; 16 janv. 1839. Mais il en serait autrement

payer au sieur Lemonnier une somme de 7,400 fr. — Par une première transaction du 19 janv. 1807, Lemonnier accorda à Savarre des délais pour payer; par une seconde transaction Savarre remit à Lemonnier huit lettres de change en paiement de sa dette. — En 1809, Lemonnier assigna Savarre en paiement de la somme de 3,335 fr. 81 c., qu'il prétendit lui être encore due sur celle de 7,400 fr., attendu que les délais qu'il avait accordés pour payer étaient expirés, et il demanda l'exécution du jugement du 18 nov. 1806. — Savarre opposa à Lemonnier que la transaction du 19 janv. 1807 avait opéré novation, et qu'il n'était pas fondé à poursuivre son paiement en vertu du jugement du 18 nov. 1806.

5 avril 1810, jugement du tribunal civil de la Seine, qui adjuge au sieur Lemonnier ses conclusions, se fondant sur ce qu'aux termes de l'art. 1273 du Code civ., la novation ne se présume pas; que conséquemment la transaction par laquelle il n'avait été accordé que des délais au débiteur, ne peut pas empêcher l'exécution du jugement du tribunal de commencer, dès que ces délais sont expirés.

En vertu de ce jugement Savarre est emprisonné. — Il interjette appel; devant la Cour il invoque la transaction par laquelle il a remis à Lemonnier huit lettres de change en paiement de sa dette; il prétend les avoir acquittées, et être en conséquence pleinement libéré.

15 janv. 1811, arrêt de la Cour royale de Paris, qui, adoptant simplement les motifs du jugement de première instance, et sans donner aucun motif qui s'applique à la transaction relative aux lettres de change, ordonne l'exécution de ce jugement, et met les parties hors de Cour pour le surplus des demandes et conclusions.

Cependant, en 1812, Savarre forme, devant le tribunal de première instance, une demande en élargissement, reproduisant le moyen pris de la transaction par laquelle Lemonnier avait reçu en paiement les lettres de change; mais, par jugement du 15 oct., le tribunal rejette sa demande, se fondant sur ce que tout avait été jugé par l'arrêt du 15 janv. 1811. — Sur l'appel, arrêt confirmatif en date du 9 mars 1816, motivé aussi sur ce que tout avait été jugé par l'arrêt de 1811.

Pourvoi en cassation tant contre l'arrêt du 9 mars 1816 que contre celui du 15 janv. 1811, pour violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810; en ce que la Cour, par l'arrêt de 1811, avait confirmé la décision des premiers juges, en adoptant purement et simplement leurs motifs, sans en donner pour justifier le rejet de la nouvelle exception proposée devant elle, d'où il résultait qu'un des chefs de l'arrêt, celui par lequel la nouvelle exception était rejetée, n'était pas motivé.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810: — Attendu qu', lors des jugemens rendus par défaut contre Savarre, les 18 août 1809 et 5 avril 1810, Lemonnier demandait uniquement l'exécution de la transaction du 19 janv. 1807, par laquelle il n'avait été accordé à Savarre que terme et délai pour se libérer; — Qu'aussi le tribunal civil de la Seine, d'après des motifs limités à cette transaction, déclara-t-il uniquement que la novation n'avait pas été opérée, puisqu'une simple concession de terme et délai ne pouvait pas produire cet effet; — Attendu que, sur l'appel de ce jugement, Savarre, pour établir la novation, s'éleva formellement de l'autre transaction relative aux lettres de change; — Que, dans une requête du 12 déc. 1810, contenant le développement des motifs de son appel, et signifiée à Lemonnier, il soutint qu'en vertu de cette dernière transaction,

il était libéré envers Lemonnier, à qui il avait remis et successivement payé huit lettres de change;

Que l'existence et le contenu de cette requête ont été reconnus dans les motifs mêmes de l'arrêt du 9 mars 1816; — Que, dans les conclusions prises par Savarre devant la Cour de Paris, lors de l'arrêt du 15 janv. 1811, Savarre demandait la réformation des jugemens de première instance, d'après les motifs par lui déduits et signifiés; — Que ces motifs étaient bien évidemment ceux contenus dans ladite requête; — Que Savarre demandait en outre, d'après ces motifs, 1° son renvoi des condamnations contre lui prononcées; 2° la nullité de son emprisonnement; 3° des dommages et intérêts; — Que, d'après les nouvelles exceptions et prétentions de Savarre, la cause présentait par conséquent sur l'appel, soit relativement à la libération, des questions et des difficultés tout à fait différentes de celles sur lesquelles il avait été prononcé par les jugemens de première instance; — Que néanmoins la Cour de Paris n'a posé, lors de l'arrêt du 15 janv. 1811, aucune question qui ait trait à ces nouvelles exceptions, et n'a donné aucun motif qui s'y applique; — Qu'elle a, au contraire, confirmé seulement les jugemens de première instance par les motifs y exprimés; — Attendu enfin qu'en mettant indéfiniment les parties hors de Cour sur le surplus de leurs demandes, fins et conclusions, sans donner aucun motif, la Cour de Paris a évidemment compris dans cette disposition générale les exceptions et les prétentions que Savarre faisait résulter de la transaction relative aux lettres de change; — Que cette Cour l'a elle-même reconnu ainsi lors de l'arrêt du 9 mars 1816, puisqu'elle a décidé, par cet arrêt, que tout était jugé par l'arrêt du 15 janv. 1811; — Que ce défaut absolu de motifs relativement à l'objet du litige qui était devenu le plus important sur l'appel, est une contravention expresse à l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810; — Que l'annulation de l'arrêt du 15 janv. 1811 entraîne par suite l'annulation de l'arrêt du 9 mars 1816; — Casse, etc.

Du 9 juin 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Chauveau-Lagarde et Gerardin.

EXPERTISE.—EFFET RÉTROACTIF.

L'art. 323 du Code proc. civ. portant que les juges ne sont point astreints à suivre l'avis des experts si leur conviction s'y oppose, n'est point introductif d'un droit nouveau; en conséquence, il peut être appliqué sans effet rétroactif, bien qu'il s'agisse d'un rapport d'experts antérieur au Code de procédure. (Cod. proc., 323; Cod. civ., 2.) (1)

(D'Hérissou — C. M...) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que l'art. 323 du Code de proc. n'astreint point les juges à prononcer suivant les décisions contraires aux procès-verbaux des experts, décisions dont il abandonne l'appréciation aux lumières et à la conscience des juges, et qu'en cela l'art. 323 dudit Code n'est point introductif d'un droit nouveau, et qu'il a seulement converti en loi la jurisprudence ancienne; — Rejette, etc.

Du 10 juin 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. de Menerville. — Concl. conf., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Champion.

(1) V. sur l'application du principe avant le Code, Nîmes, 12 pluv. an 13. V. aussi comme anal. dans le même sens, Cass. 25 juill. 1831.

SÉPARATION DE BIENS. — EXECUTION. — NULLITÉ. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Est nulle ou sans effet la séparation de biens qui n'a pas été exécutée ou suivie de poursuites dans la quinzaine de la prononciation. — L'art. 872 du Cod. proc. n'a point dérogé à l'art. 1444 du Cod. civ. (1)

Cette nullité peut être opposée sur l'appel, bien qu'elle n'ait pas été proposée devant les premiers juges; ce n'est pas là une nullité de forme qui se couvre par le silence des parties, aux termes de l'art. 173 du Code de proc.

Elle peut être opposée, même après le décès du mari survenu durant l'instance; ce décès n'a pas changé la nature de l'action intentée, quoique la femme ait changé de qualité en devenant veuve.

(Laroche — C. Deshayes et Bourguignolle.)

Le 13 avr. 1813, un jugement du tribunal civil de Rouen, prononça la séparation de biens entre les mariés Laroche. En vertu de ce jugement, la dame Laroche assigna les sieurs Deshayes et Bourguignolle, détenteurs de biens affectés à son douaire, à l'effet de lui fournir ce douaire, conformément aux art. 367, 379 et 406 de la coutume de Normandie, sous l'empire de laquelle elle était mariée.

L'assignation ne fut donnée aux sieurs Deshayes et Bourguignolle, que le 29 avril 1813, c'est-à-dire, seize jours après le jugement de séparation. — Pendant l'instance, le sieur Laroche décéda. — Les défendeurs plaident au fond, et n'opposèrent aucune fin de non-recevoir.

31 janv. 1815, jugement du tribunal de première instance de Rouen qui, sans statuer au fond, déclare la demande de la dame Laroche non recevable. — Les motifs de ce jugement étaient ainsi conçus : « Attendu qu'elle (la dame Laroche) avait été, par jugement du 13 avr. 1813, déclarée séparée de biens d'avec son mari; que ce n'était que le 29 du même mois qu'elle avait formé son action pour le paiement de ses droits et reprises; qu'elle n'était plus alors dans la quinzaine qui avait suivi le jugement de séparation; — Vn l'art. 1444 du Code civ. »

Appel. — La dame Laroche prétend que les sieurs Deshayes et Bourguignolle ne peuvent, sur l'appel, opposer la nullité de sa demande résultant de ce qu'elle n'a pas été intentée dans le délai de quinzaine, parce qu'ils ne l'ont point proposée en première instance; elle soutient d'ailleurs que le tribunal de première instance ne pouvait prononcer cette nullité d'office. — En outre, l'art. 872 du Code de proc. a modifié l'art. 1444 du Code civ., et a accordé un an pour exécuter le jugement de séparation de biens. Enfin, elle dit que, son mari étant décédé pendant l'instance, l'action qu'elle avait intentée en vertu du jugement de séparation, a des lors changé sa nature, qu'on ne doit plus la considérer comme formée par elle en qualité de femme séparée, mais en qualité de veuve, et qu'ainsi elle ne peut être nulle.

27 avr. 1816, arrêt de la Cour royale de Rouen, confirmatif du jugement de première instance. — Attendu, en fait, que le jugement de séparation

de la femme Laroche est du 13 avr. 1813, et son action en reprise de ses droits du 29 du même mois; qu'ainsi cette action formée le seizième jour après le jugement de séparation, est en dehors du délai de quinzaine prescrit, sous peine de nullité par l'art. 1444 du Code civ.; — Attendu, en droit, qu'il n'est pas plus exact de dire que l'art. 872 du Code de proc. a abrogé l'art. 1444 du Code civ., qu'il ne le serait de soutenir que ledit art. 1444 aurait été aboli par l'art. 1445, dont l'art. 872 du Code de proc. civ. n'est que le développement, ces deux derniers articles étant identiques dans leur substance; — Attendu qu'il n'existe aucune contrariété dans les dispositions de ces divers articles dès lors qu'elles se coordonnent parfaitement ensemble, et que les formalités des art. 1445 du Code civ. et 872 du Code de proc., n'empêchent nullement la femme, qui a fait prononcer la séparation, de se pourvoir en liquidation de ses droits, dans le délai fixé par l'art. 1444 du Code civ., d'où il suit que, faite par la femme Laroche d'avoir agi dans ce délai, les premiers juges lui ont fait une juste application de la nullité prononcée par ledit article; — Attendu que la femme Delaroche a été mal conseillée d'avoir, après le décès de son mari, assigné ses héritiers en reprise d'instance, au lieu de s'être pourvue contre eux par action nouvelle en sa qualité de veuve renouciataire; que son action en reprise d'instance se rattachant à une action radicalement nulle, elle se trouve elle-même imprégnée de la même nullité que l'action principale; — Met l'appellation au néant, etc.

Pourvoi en cassation pour violation des art. 173 et 872 du Code de proc., et fausse application de l'art. 1444 du Code civ.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 173 du Code de proc. n'est relatif qu'aux nullités matérielles de formes, et non à celles qui touchent le fond et éteignent l'action;

Attendu, sur le second, que la mort du mari ne pouvait pas influer sur la nature d'une action qui avait été intentée par la demanderesse, comme femme séparée, ni la valider, si elle était nulle dans le principe;

Attendu, sur le troisième, que l'art. 872 du Code de proc. ne modifie point l'art. 1444 du Code civ., et ne fait qu'ajouter quelques formalités extérieures qui donnent plus de publicité à la séparation, sans arrêter la poursuite des droits qui en résultent; — Rejette, etc.

Du 11 juin. 1818. — Sect. reg. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Brillet-Savarin. — Concl., M. Jourde. av. gén. — Pl., M. Leroy-Neufville.

TENTATIVE. — COMMENCEMENT D'EXECUTION. — ESCALADE. — EFFRACTION.

La loi n'ayant point déterminé les circonstances constitutives du commencement d'exécution, l'appréhension en appartement souverainement aux tribunaux. (Cod. pén., 2.) (2)

L'escalade et l'effraction commises dans le but de commettre un vol, constituent un commencement d'exécution, qui forme l'un des éléments de la tentative criminelle (3).

séparer : ces actes se confondent dans cette action, et ne forment avec elle qu'un seul tout. (Traité de droit pén., t. 1, p. 272.) Cette opinion est, au contraire, critiquée par MM. Chauveau et Hélie : « L'escalade, l'effraction, de même que l'usage des fausses clefs, sont évidemment en dehors de l'action criminelle, ils la précèdent, ils la préparent; mais elle n'est pas encore commencée. Comment soutenir en

(1) V. conf., Cass. 11 déc. 1810, et nos observations.

(2) Conf., Cass. 18 mars 1813, et 23 sept. 1825.

(3) M. Rousi, adoptant l'opinion consacrée par cet arrêt, voit également dans l'effraction et l'escalade un commencement d'exécution. Suivant ce professeur, l'escalade et l'effraction touchent de trop près à l'action criminelle pour qu'on puisse les en

(Defranould.)

Nicolas Defranould était prévenu de s'être introduit, vers l'heure de midi, dans l'écurie d'une maison habitée, après avoir cassé trois carreaux de la fenêtre qu'il avait escaladée. Son intention était de voler des comestibles, mais effrayé des aboiemens d'un chien, il se retira et ne prit rien.

— Ordonnance de prise de corps fut décernée contre lui. — Arrêt de la chambre d'accusation de la Cour de Nancy qui annule cette ordonnance et renvoie Defranould en police correctionnelle : « Attendu que, quoique les faits d'effraction, au dehors d'une habitation et ceux d'escalade soient bien des actes extérieurs qui peuvent constituer en partie la tentative d'un vol qualifié, comme la manifestation de cette tentative n'a pas été suivie d'un commencement d'exécution, rien n'ayant été déplacé dans l'intérieur du domicile de Baradal, alors tous les caractères qui pouvaient la rendre criminelle ne se rencontrant point, il en résulte que le fait en lui-même, qui ne présente ni le caractère du crime ni celui de délit, a été mal qualifié par le tribunal de Remiremont dans son ordonnance de prise de corps du 24 avril 1818, qui doit être infirmée aux termes de l'art. 231 du Code d'inst. crim. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la loi n'a point déterminé les circonstances constitutives du commencement d'exécution formant un des éléments de la tentative criminelle ; — Que conséquemment, si en ne reconnaissant pas dans les circonstances de l'escalade et de l'effraction opérées dans l'objet de commettre un vol, le commencement d'exécution de ce crime, la chambre d'accusation de la Cour royale de Nancy paraît ne pas avoir attribué à ces circonstances le caractère qu'elles doivent avoir, et l'effet qu'elles doivent produire dans les préventions de tentative de vol, néanmoins elle n'a point commis de violation de loi donnant ouverture à cassation ; — Sans approuver les motifs énoncés dans l'arrêt de la Cour royale de Nancy, chambre d'accusation, du 13 mai dernier, annulant l'ordonnance de prise de corps rendue contre Jean-Nicolas Defranould, et renvoyant ce prévenu devant le tribunal de police correctionnelle de Remiremont ; — Rejette, etc.

Du 11 juin 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Olivier. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

1^{re} LOI PÉNALE. — ABROGATION. — RÈGLEMENT MUNICIPAL. — CAFÉS.

2^o TRIBUNAL DE POLICE. — COMPÉTENCE. — JUGEMENT. — CASSATION.

1^{er} L'art. 484 du Code pénal qui renvoie aux lois et réglemens particuliers pour les matières non réglées par ce Code, ne se réfère qu'aux lois et réglemens encore en vigueur et non à des réglemens abrogés ou modifiés par l'autorité compétente. (Cod. pén., 485.)

effet que l'escalade, par exemple, est un commencement de vol ? Cet acte ne peut-il pas avoir pour but la perpétration d'un tout autre crime, d'un rapt, d'un viol, d'un assassinat ? » (Théorie du Code pén., t. 2, p. 39.) — V. au surplus, Cass. 23 sept. 1825, et 4 oct. 1827. *

(1 et 2) Carnot, Comment. du Code pénal, t. 2, pag. 641, fait à l'occasion de cet arrêt l'observation suivante : « Que ce soient les réglemens généraux ou simplement locaux qui fussent en vigueur lors de la mise en activité du Code, ils se sont également trouvés maintenus par son art. 484, la seule condition imposée par cet article, pour leur mainte-

Alors, là où existent des réglemens nouveaux même locaux, spécialement sur les heures de fermeture des cafés et lieux publics, prononçant une peine de simple police, il n'est pas permis d'appliquer une peine correctionnelle qui serait prononcée par un règlement général plus ancien (1).

* Le jugement par lequel un tribunal de police déclare son incompétence est un jugement en dernier ressort, qui ne peut être attaqué que par la voie de la cassation. (Cod. inst. crim., 172.) (2)

(Suivré de la loi. — Aff. Cottin.) — ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'art. 442 du Code d'inst. crim. ; — Vu aussi les art. 408 et 413 du même Code ; — Attendu que, dans la législation actuelle, le droit de faire les réglemens en matière de police appartient aux maires, en qui réside aujourd'hui l'autorité municipale ; que, parmi les objets spécialement confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux, la loi du 24 août 1790 du tit. 11, art. 3, a placé « le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblemens d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ; » qu'un règlement sur divers objets de police a été fait par le maire de Clamecy, le 23 fév. 1806, et approuvé, le 18 avril suivant, par le préfet du département de la Nièvre ; qu'on lit dans ce règlement, art. 96, une disposition ainsi conçue : « Les aubergistes, cabaretiers, traiteurs, restaurateurs, cafetiers et limonadiers, ne peuvent ni garder ni recevoir, dans leurs maisons, des habitants de la ville et des faubourgs, savoir, passé dix heures du soir, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 1^{er} nov. ; et passé neuf heures du soir, du 1^{er} nov. au dernier jour de mars ; » que cette disposition de l'arrêt du maire de Clamecy contient la règle qui doit être suivie dans cette ville relativement aux heures pendant lesquelles les maisons y désignées peuvent être ouvertes au public ; qu'en exécution de l'art. 11 du Code d'inst. crim., le commissaire de police de Clamecy, faisant sa visite dans les divers quartiers de la ville après dix heures du soir, le 5 janv. dernier, avait trouvé ouvert le café de la femme Cottin, et, dans ce café, plusieurs particuliers réunis autour d'une table et buvant de la liqueur ; qu'il avait dressé procès-verbal de cette contravention, et que, conformément à l'art. 2 du tit. 11 de la loi du 24 août 1790, il avait cité la contrevenante au tribunal de simple police ; mais que, par jugement du 4 fév., ce tribunal s'est déclaré incompétent, et a fondé son incompétence sur un arrêt de règlement du parlement de Paris, du 10 fév. 1724, qui « fait défenses à toutes personnes de fréquenter les lieux où se vendent vin, café et autres liqueurs, pendant la nuit et aux heures indues, et à tous hôtels, cabaretiers, taverniers limonadiers et autres, de les y recevoir, à peine d'une amende qui ne pourra être moindre, la première fois, de 50 liv.

tiens, étant qu'ils seraient actuellement en vigueur ; mais ils devraient nécessairement l'être à cette époque : d'où suit que tous les anciens réglemens sur les matières qui s'y sont été réglées par la loi du 22 juill. 1791, ne pourraient être actuellement pris en considération, lors même que les dispositions relatives de cette loi se trouveraient être aujourd'hui abrogées, puisque ces réglemens n'auraient pas été en vigueur lors de la mise en activité du Code pénal. » V. au surplus sur l'abrogation des réglemens anciens et l'effet des réglemens nouveaux, la note qui accompagne l'arrêt de Cass. du 70 juin 1809 (aff. Cottin.)

dans les villes, et de 20 liv. dans les bourgs et villages; et, contre les uns et les autres, de prison, pour la seconde fois, et d'une amende au moins du double de celle ci-dessus, etc.; » que le procureur du roi près le tribunal de première instance de Clamecy, instruit de ce jugement du tribunal de police, a été la femme Cottin au tribunal correctionnel, et a conclu à ce qu'il lui fût fait l'application de l'art. 471, n° 5 du Code pén., et de l'arrêt de règlement de 1724; que le tribunal correctionnel a reconnu sa compétence, mais que, ne trouvant pas la contravention suffisamment constatée, il a renvoyé la prévention de l'action qui lui était intentée par le ministère public; que les tribunaux de simple police et de police correctionnelle se sont trompés quand ils ont cru que l'arrêt de 1724 était maintenu par l'art. 484 du Code pén., et devait continuer à recevoir son exécution; que cet article ne prescrit aux Cours et tribunaux d'observer et de faire exécuter que les dispositions des lois et des règlements actuellement en vigueur; que, lors de la promulgation du Code pén. de 1810, il existait, pour la ville de Clamecy, au moins depuis le mois d'avril 1806, un règlement de police émané de l'autorité administrative compétente; qu'un des articles de ce règlement a expressément le même objet que l'arrêt de 1724; que cet arrêt avait donc cessé d'être en vigueur, relativement à cet objet, depuis la publication dudit règlement, qui seul devait être exécuté; que c'est donc par une violation évidente des règles de compétence établies par la loi que le tribunal de police a cru ne pouvoir connaître de l'action formée contre la femme Cottin par le commissaire de police; et que le tribunal correctionnel a retenu la connaissance de l'action intentée contre ladite Cottin par le procureur du roi, en considérant cette action comme ayant un délit pour objet, et étant ainsi dans les attributions de la juridiction correctionnelle; que l'infraction commise par cette femme au règlement de police du 22 fév. 1806, ne pouvant, en effet, être punie que d'une peine de police déterminée par les art. 600 et 606 du Code du 3 brum. an 4, qui ont modifié les dispositions de l'art. 5 du tit. 14 de la loi du 24 août 1790, elle ne constituait, aux termes de l'art. 4^{er}, § 1^{er} du Code pén., qu'une contravention, dont la connaissance et le jugement appartenaient au juge de paix prononçant en tribunal de police;

Attendu que si le jugement du tribunal correctionnel de Clamecy ne peut être ni dénoncé ni annulé, d'après l'art. 442 du Code d'inst. crim., quelque vicieux qu'il soit, dès qu'il n'est rendu qu'en première instance, il n'en est pas ainsi du jugement du tribunal de simple police de la même ville; que l'art. 472 de ce Code ne déclare sujets à l'appel, les jugements rendus en matière de police, que lorsqu'ils prononcent un emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excèdent la somme de 5 fr., outre les dépens; que cette exception au principe consacré par le Code de brum. an 4, qui ne permettait d'attaquer les jugements de police que par la voie de la cassation, ne saurait être étendue au-delà des termes de l'article qui l'énonce; que c'est donc par jugement non sujet à l'appel que les tribunaux de simple police prononcent sur leur compétence; que le jugement

par lequel le tribunal de police de Clamecy a, dans l'espèce, déclaré son incompétence, est donc un jugement en dernier ressort; que le procureur général en la Cour a donc été autorisé, par l'art. 442 du Code d'inst. crim., à dénoncer d'office ce jugement, contre lequel aucune des parties n'avait élevé de réclamation, et que l'annulation en doit être prononcée, dans l'intérêt de la loi, dès qu'il contient la violation manifeste des règles de compétence que la loi a établies;—Cass., etc.

Du 11 juin 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Baris.—Rapp., M. Aumont.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

ARBRES.—MUTILATION.—BAIL.

Le fermier qui détruit ou mutilé des arbres qu'il soit appartenir au propriétaire, est passible des peines portées aux art. 445 et 446 du Code pén., lors même que son bail lui aurait attribué le droit d'égaler (1).

Dans une prévention de mutilation d'arbres, le tribunal correctionnel est compétent pour décider la question préjudicielle de savoir si le droit d'égaler les arbres emporte de la part du fermier celui de les mutiler (2).

(Seives—C. Seigle.)

Par le bail à ferme authentique fait le 13 messidor an 19, pour le temps de dix-huit années, il avait été stipulé par le propriétaire, le sieur Seives, que son fermier, le sieur Seigle, jouirait, pendant le cours du bail de deux coupes d'un bois taillis, et de la tonte seulement des saules épars sur le domaine de la ferme. Tous les autres arbres furent expressément réservés au sieur Seives.—Ce propriétaire ayant prétendu que, malgré la réserve par lui faite de tous les arbres, autres que les saules, son fermier s'était permis de tondre et couper un nombre considérable d'arbres fruitiers et même d'arbres d'avenue et de décoration, traduisit ledit Seigle devant le tribunal correctionnel de Melun.—Après deux rapports d'experts, qui constatèrent que 60 arbres de 2, 3 et 4 pieds de circonférence, dont 64 fruitiers et 5 forestiers avaient été trop élagués, qu'il avait été coupé une assez grande quantité de branches de 10 à 15 pouces de circonférence, et une plus grande quantité moins forte, qui avaient pu produire sept à huit cents bourrées; que la coupe des pins fortes branches pourrait occasionner une carie dans l'intérieur des arbres, et leur porter préjudice, soit pour la production, soit pour la qualité du bois; que déjà plusieurs des fruitiers étaient morts et d'autres mourans; que cependant l'expert ne pouvait attribuer ce dépérissement à l'élagage, quoiqu'il eût été fait contre les règles ordinaires, mais à la mauvaise constitution des arbres et au défaut d'entretien et de soin, le tribunal correctionnel de Melun reconnut que les faits de mutilation d'arbres constituaient le délit prévu par l'art. 446 du Code pén., et par son jugement du 30 janv. 1818, condamna le fermier Seigle à quinze mois de prison, 60 fr. d'amende, 1500 fr. de dommages et intérêts envers le propriétaire, et aux frais.

Sur les appels respectivement interjetés par les deux parties, la Cour royale de Paris, en chambre des appels de police correctionnelle, sans méconnaître ni aucunement s'expliquer sur les faits constatés et reconnus en première instance, a,

concernant que des objets mobiliers. L'interprétation de ces actes appartient donc essentiellement au juge criminel, lorsqu'ils ne s'opposent incidemment à l'action en réparation de délits dont il est saisi. » (Traité de l'action publ., p. 497). V. cependant en sens contraire, Cass. 4 janv. 1810 (aff. Montagné).

(1) V. dans ce sens, Carnot, *Comm. du Code pén.*, t. 2, p. 485. — V. aussi Cass. 18 flor. an 10, et 1^{er} mai 1819.

(2) « Les baux, dit Mangin, au bout que régler le mode de perception des fruits de la terre; ils us

par arrêt du 1^{er} mai 1818, mis les appellations et ce dont était appel au néant, déchargé le fermier Seigle des condamnations prononcées contre lui, condamné le propriétaire Selves, par corps, en tous les dépens des causes principales et d'appel, et renvoyé les parties à se pourvoir devant les juges qui en doivent connaître. — Cet arrêt se fondait sur l'unique motif, que, s'agissant entre les parties de l'exercice d'un droit qui résulterait de l'interprétation et de l'exécution des clauses du bail intervenu entre elles, la question soumise à la Cour ne constituait ni crime ni délit.

Sur le pourvoi du sieur Selves il a été proposé plusieurs moyens contre cet arrêt qui a été cassé en ces termes :

ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 445 et 446 du Code pén. : — Considérant qu'il suit de ces deux articles que le fait d'avoir mutilé, coupé ou écorché de manière à en causer la perte, un ou plusieurs arbres, constitue un délit punissable d'un emprisonnement de six jours à six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans ; — Considérant que, sur la plainte du sieur Selves contre le sieur Seigle, son fermier de la terre de Passy, le tribunal de police correctionnelle de Melun, avait, par son jugement du 30 Janv. 1818, reconnu et déclaré en fait, notamment : — 1^o Qu'il résultait du bail fait par Selves à Seigle, que le dernier n'avait que la louture des saules, et que le droit d'élaguer les arbres fruitiers et autres ne lui appartenait pas ; — 2^o Qu'il résultait des procès-verbaux de l'expert, qu'il avait été coupé aux arbres fruitiers du sieur Selves, une grande quantité de branches de dix à quinze pouces de circonférence, et que la coupe des plus fortes branches pourrait occasionner une carie dans l'intérieur des arbres ; — 3^o Que l'expert avait ajouté, dans son second rapport, que l'élagage avait été fait d'une manière contraire aux élagages ordinaires : que plusieurs branches coupées avaient fait des plaies de trois à six pouces de diamètre, notamment sur trente-huit pieds d'arbres ; qu'il ne pensait pas que les caries que l'élagage occasionnerait feraient mourir les arbres, ou du moins qu'il croyait que cela serait long ;

Considérant que le tribunal de Melun, après avoir qualifié les faits de mutilation d'arbres, et après avoir déclaré que cela constituait le délit prévu par les art. 445 et 446 du Code pén., avait condamné Seigle à quinze mois de prison, 60 fr. d'amende, 1500 fr. de dommages et intérêts envers le sieur Selves, et aux frais : — Considérant que sur les appels à la Cour royale de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, cette Cour n'a méconnu aucun de ces faits, dans son arrêt du 1^{er} mai dernier, et néanmoins a déclaré qu'il n'y avait ni crime ni délit ; en conséquence, a mis les appellations et ce dont était appel au néant ; émettant, a déchargé Seigle des condamnations prononcées contre lui : au principal, a renvoyé

les parties à se pourvoir par-devant les juges qui devaient selon elle en connaître, et a condamné Selves et par corps, aux dépens des causes principales et d'appel ; — Considérant que la Cour royale de Paris a donné pour unique fondement à cet arrêt, que, s'agissant entre les parties de l'exercice d'un droit qui résulterait de l'interprétation et de l'exécution des clauses du bail intervenu entre elles, la question soumise à la Cour ne constituait ni crime ni délit ; — Considérant que sans doute une question n'étant point un fait, ne peut constituer ni crime ni délit ; mais d'abord que l'exception du prévenu Seigle présentant une question, soit d'interprétation, soit d'exécution de clauses de bail, la Cour de Paris saisie et juge d'une affaire de police correctionnelle, était par cela même et de droit compétente pour juger l'exception et pour décider si, dans l'hypothèse où le bail aurait donné à Seigle le droit d'élaguer les arbres fruitiers, ce droit emportait celui de les mutiler, et de les exposer à périr après un temps plus ou moins long ; — D'où il suit qu'en se dispensant de prononcer sur le fond de l'exception, la Cour royale a méconnu sa compétence légale, et qu'en le renvoyant à d'autres juges, elle a commis un excès de pouvoir qui ne doit pas être toléré ; — Considérant, en second lieu, qu'en n'ayant nullement méconnu ni révoqué en doute, et par conséquent ayant laissé intacts les faits reconnus par les premiers juges, et leur déclaration que par ces faits le sieur Seigle avait mutilé des arbres, il devenait indispensable pour la Cour royale de Paris, d'appliquer au fermier les peines établies, notamment par lesdits art. 445 et 446 du Code pén., ce qu'elle n'a pas fait ; — D'où il résulte que son arrêt a, sous ce rapport, formellement violé lesdits articles : — Casse, etc.

Du 13 juin 1818. — Sect. crim. — Rapp. : M. Chastes. — Concl. : M. Henri Larivière, av. gén.

CHOSE JUGÉE : — QUESTIONS D'ÉTAT. — INCIDENT.

Le jugement qui, sur une demande en délaissement d'une hérédité dirigée contre un individu, le maintient dans la possession de cette hérédité, sur le motif qu'il prouve être fils légitime du défunt, a la force de la chose jugée, même sur la question d'état, lorsqu'il n'a pas été attaqué (1). — En conséquence, cette question ne peut plus être renouvelée entre les mêmes parties, alors même que le premier jugement non attaqué aurait été rendu par défaut et sans communication au ministère public.

(Boiste — C. Allain et Barbé.)

En 1807, Allain et Barbé, demandent contre Boiste le délaissement des biens composant la succession de Boiste de Richemont, dont il se serait emparé suivant eux, sous la fausse qualité de fils légitime de Boiste de Richemont, décédé et célibataire.

sidérans, comme moyen décisif et péremptoire du déboutelement de la demande principale, tandis que dans le second elle est énoncée dans le dispositif.

— Nous nous sommes déjà élevés contre cette doctrine dans nos observations sur l'arrêt de l'an 2, auxquelles nous renvoyons le lecteur, et nous persistons à penser, qu'en principe général, la chose jugée, surtout sur un point aussi grave que celui de l'état des personnes, ne peut jamais résulter de ce seul : *considérans* ou *motifs* d'un jugement, lorsqu'à cet égard il n'y a d'ailleurs dans le dispositif de ce jugement aucune condamnation, aucune adjudication ou rejet de conclusions positives et formelles sur ce point.

(1) Un arrêt de la Cour de cassation du 25 pluv. an 2 (aff. *Maxon*), rendu dans une hypothèse inverse (celle d'une demande d'envoi en possession d'une hérédité, repoussée par défaut de justification du titre d'enfant légitime), paraît avoir consacré la même doctrine, et c'est sur cet arrêt que M. Toullier, t. 10, n° 231, s'est appuyé pour établir en principe que la chose jugée en matière d'état, peut ressortir du rejet ou de l'admission d'une exception proposée incidemment comme moyen de défense, tout aussi bien que d'un jugement qui aurait prononcé directement et principalement sur la question d'état. — Soulement, dit M. Toullier, dans le premier cas, la décision se trouve énoncée dans les con-

Le 16 fév. 1809, jugement par défaut du tribunal civil de la Seine, qui déclare les demandeurs purement et simplement non recevables : — « Attendu, porte le jugement, que Boisto est fils du sieur Boisto de Richemont et de Catherine Crelot, son épouse, ainsi qu'il résulte de son acte de naissance, tiré des registres de l'état civil de la paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, de la ville de Paris, à la date du 30 août 1776; — Attendu qu'en cette qualité de fils et de seul enfant du sieur de Richemont, le sieur Boisto a été son seul et unique héritier, et que c'est en cette qualité qu'il a recueilli sa succession. » Ce jugement ne fut point attaqué par les sieurs Allain et Barbé, contre lesquels il était intervenu.

Cependant, en 1814, ils forment une demande nouvelle tendante à ce qu'il fût fait défense au sieur Boisto de prendre à l'avenir le titre de fils légitime de Simon Boisto et de Catherine Crelot, fausement qualifiée son épouse.

Le tribunal civil de la Seine, par un jugement contradictoire du 29 décembre 1815, déclare les sieurs Barbé et Allain non recevables dans leur demande, en se fondant sur l'autorité de la chose jugée par le jugement de 1809.

Mais, sur l'appel, et le 30 décembre 1816, arrêt de la Cour royale de Paris, qui infirme cette décision et rejette la fin de non-recevoir : — « Considérant que le jugement du 16 février 1809 est un congé de demande par fin de non-recevoir, sans communication au ministère public, et par défaut faute de plaider; qu'il résulte dudit jugement que la question de légitimité pouvait être élevée incidemment sur la production du titre de naissance de Jean-Alexandre Boisto, qui ne représente pas l'acte de célébration de mariage de ses père et mère, ne justifie point du fait de décès de sa mère, ni de la double possession d'état, tant de ses père et mère comme époux, que de lui-même comme fils légitime; » — En conséquence, statuant au fond, la Cour fait défense au sieur Boisto de se dire à l'avenir le fils légitime de Simon Boisto de Richemont, etc.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Boisto pour violation des art. 1350 et 1351 du Code civ. relatifs à l'autorité de la chose jugée.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 1350 et 1351 du Code civil; — Attendu que l'état du demandeur, comme fils légitime de Simon Boisto de Richemont et de Catherine Crelot son épouse, avait été judiciairement établi et fixé par le jugement du tribunal civil de la Seine du 16 février 1809, rendu entre les mêmes parties, puisque ce n'avait été qu'en qualité de fils et unique héritier de Simon Boisto de Richemont, que, par ce jugement, le demandeur avait été maintenu dans la possession de l'hérédité de ce dernier; que ce jugement, quoiqu'il ait été rendu par défaut contre les défendeurs n'en avait pas moins, à leur égard, toute l'autorité de la chose irrévocablement jugée, dès lors qu'il avait été acquiescé par eux; qu'il suit de là que la légitimité du demandeur ne pouvait plus être mise en question entre les mêmes parties, et qu'elle n'a pu lui être déniée par l'arrêt attaqué, sans une contravention manifeste aux articles précités du Code civil; — Casse, etc.

Du 15 juin 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

(1) V. conf., Cass. 1^{re} juin 1814; 29 janv. 1835. — V. aussi Merlin, *Quest. de droit*, v^o Révocat. de donation, § 4.

(2) La règle n'est pas à beaucoup près aussi ab-

ARBITRAGE. — INCIDENT. — COMPÉTENCE. — APPEL.

Du 15 juin 1818 (aff. *Bedout*). — V. cet arrêt à la date du 15 juillet même année.

PÉREMPTION. — DATE. — PREUVE TESTIMONIALE. — ENQUÊTE.

Du 15 juin 1818 (aff. *Cadena*). — V. cet arrêt à la date du 15 juillet même année.

DONATION ENTRE ÉPOUX. — IRRÉVOCA- BILITÉ. — TRADITION.

Sous la loi du 17 niv. an 2, les donations entre-vifs faites entre conjoints, pendant le mariage, étaient irrévocables; le précedé du donataire n'entraînait point la caducité de la donation; ainsi au cas de don mutuel, la donation faite par l'époux survivant doit avoir son effet au profit des héritiers du conjoint précedé. (L. 17 niv. an 2, art. 14 et 61; Cod. civ. 1096.) (1)

Une donation entre-vifs faite entre époux durant le mariage sous la loi du 17 niv. an 2, est valable et a tout son effet, bien qu'il n'y ait pas eu tradition des objets donnés. (Ord. du 1731, art. 46.)

(Les héritiers Liegeart — C. Moraine.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu la loi du 17 niv. an 2, art. 14 et 61; — Considérant qu'il résulte du premier desart, que, sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, les époux pouvaient, pendant le mariage, se faire des donations entre-vifs, et que ces donations devaient obtenir leur effet, disposition qui annonce clairement que le législateur considérait alors ces libéralités comme irrévocables; que la loi des 22 et 23 vent. an 2, déclarait que les donations faites entre-vifs, soit en faveur du mariage, soit en avancement d'hoirie ou autrement, ne pouvaient être révoquées par le donateur, termes qui, par leur généralité, s'appliquent évidemment aux donations faites entre époux pendant le mariage; enfin, que toutes dispositions de l'ancien droit, contraires à ces principes, étaient formellement abrogées par l'art. 61, du la loi du 17 niv.; — Considérant qu'on ne peut refuser à la donation dont il s'agit le caractère de donation entre-vifs, sous le prétexte qu'il n'y avait pas eu de tradition des choses données, ainsi que le prescrit l'ord. de 1731, car l'art. 46 de cette ordonnance déclare que ses dispositions ne sont pas applicables à ce qui concerne les dons mutuels et autres donations entre mari et femme autrement que par contrat de mariage; — Attendu qu'en considérant la donation dont il s'agit comme faite à cause de mort et révocable, l'arrêt attaqué a violé les lois ci-dessus rappées; — Casse, etc.

Du 16 juin 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Zangiaromi. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Moreau et Loiseau.

LETTRE DE CHANGE. — PRESCRIPTION. — PRÉSCRIPTION.

En matière de lettres de change, les juges ne peuvent écarter la prescription de cinq ans, fondée sur la présomption légale du paiement, par de simples présomptions de non-paiement. (Ordonn. de 1673, tit. 5, art. 21; Cod. comm., 189.) (2)

solue que semble l'indiquer l'arrêt. V. en ce sens, Cass. 9 nov. 1812; 19 avril 1815; Grenoble, 13 déc. 1828; mais voy. en sens contraire, Cass. 9 brum. an 13; 14 janv. 1818, et 18 janv. 1821.

(Ardant — C. Rouveix.)

Le 16 vent. an 12, le sieur Ardant, négociant à Limoges, tira sur le sieur Fournier une lettre de change de 1320 fr. payable à l'ordre du sieur Rouveix. — A l'échéance de cette lettre de change, 7 mars 1805, Ardant se trouva en état de faillite; Rouveix ne fit point protester, et ne parut point au nombre des créanciers de la faillite.

Le 25 avril 1815, c'est-à-dire, plus de dix ans après l'échéance de la lettre de change, Rouveix la fait protester, et en demande le paiement contre Ardant. — Ardant lui oppose la prescription de cinq ans établie par l'art. 21 de l'ordonnance de 1673, et par l'art. 186 du Code de comm. — Rouveix répond que la prescription est fondée sur la présomption de paiement, mais que cette présomption doit céder à une présomption plus forte : que, dans l'espèce, il résulte de l'état de faillite dans lequel se trouvait Ardant à l'époque de l'échéance de la lettre de change, et, en outre de ce que lui, Rouveix, n'a point été porté sur les tableaux des créanciers de la faillite, et qu'il n'a rien touché dans les diverses distributions des deniers qui ont eu lieu, qu'il n'a pas reçu le montant de sa lettre de change.

15 juin 1815, jugement du tribunal de commerce de Limoges, ainsi conçu : — Considérant que, d'après l'ordonnance de 1673, la prescription n'est qu'une présomption de paiement; qu'il est de la nature de toutes les présomptions d'être détruites par des présomptions plus fortes; qu'on ne peut pas dire que le sieur George Ardant se soit libéré depuis la prescription acquise, puisque d'un côté il était en faillite à l'époque de l'échéance de la lettre de change; que le sieur Rouveix n'a point été porté sur les tableaux de distribution; d'où il suit qu'il n'a rien reçu : — Le tribunal condamne le sieur George Ardant, même par corps, à payer au sieur Rouveix la somme de 1320 L., dont il s'agit, avec les intérêts. »

Appel. — 28 juin 1816, arrêt de la Cour de Limoges, qui confirme ce jugement et en adopte les motifs.

POURVOI en cassation, pour violation de l'art. 21 de l'ordonn. de 1673, de l'art. 186 du Code de comm., et des art. 1350 et 1352 du Code civ. — On dit pour le sieur Ardant : — Il n'est pas exact de prétendre qu'il est de la nature de toutes les présomptions d'être détruites par des présomptions plus fortes. — Il faut distinguer les présomptions légales des présomptions simples. — Celles-ci sont à l'arbitrage du juge; il peut les admettre ou les rejeter, faire céder la plus faible à la plus forte. — Mais il n'en est pas de même des présomptions légales. Elles ne peuvent être détruites, ni par des preuves ni par des simples présomptions. Ces principes sont consacrés par les art. 1350, 1352 et 1353, Code civ., art. 1350. — La présomption légale est

celle qui est attachée par une loi spéciale à certaines actes ou à certains faits; tels sont : 1^{er}. 2^o Les cas dans lesquels la loi déclare... la libération résulter de certaines circonstances déterminées. » (1352). « Nulle preuve n'est admise contre les présomptions de la loi, lorsque sur le fondement de cette présomption, elle annule certains actes ou dénie l'action en justice. » (1353). « Les présomptions qui ne sont pas établies par la loi sont abandonnées aux lumières et à la prudence des magistrats, etc. » — La prescription des lettres de change est une présomption déterminée par la loi. — La loi déclare que la libération résulte de cette circonstance que le prétendu créancier a laissé passer cinq années sans poursuites. — Nulle preuve, et à plus forte raison, nulle présomption ne peut donc être admise.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 21 du tit. 5 de l'ord. de 1673, et 1353 du Code civ.; — Attendu que ce dernier article n'abandonne à la prudence du juge que les présomptions qui ne sont point établies par la loi; que dès lors il ne l'autorise pas à substituer sa pensée, sa volonté, à celle de la loi elle-même ou à tirer une conséquence différente de celle que la loi elle-même a pris soin de tirer d'un fait; que si, dans l'espèce, l'art. 21 de l'ord. de 1673 n'établit qu'une présomption, elle est incontestablement légale; d'où résulte que les juges n'ont pu y opposer une simple présomption, qu'ils ont eux-mêmes tirée de certains faits, en faisant ainsi prévaloir leur pensée sur celle de la loi elle-même; — Attendu qu'il s'était écoulé un intervalle de plus de cinq années entre l'échéance de la lettre de change et la demande formée contre le sieur Ardant, et qu'en refusant d'admettre l'exception par lui proposée et résultant d'un laps de plus de dix années, et en la condamnant à payer le montant de ladite lettre de change, l'arrêt attaqué a fait une fautive application de l'art. 1353, et formellement violé l'art. 21 du tit. 5 de l'ord. de 1673, ci-dessus cités; — Casse, etc.

Du 16 juin 1818. — Sect. civ. — Pré. M. Desseze, p. p. — Rapp. M. Legendre. — Concl. conf. M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Guenay.

VENTE. — PACTE COMMISSOIRE. — EFFET RÉTROACTIF.

Lorsque, dans un acte de vente passé avant le Code, il a été convenu que le contrat serait résolu de plein droit, faute de paiement du prix au terme fixé, si l'acquéreur est mis en demeure depuis le Code, il ne peut plus, conformément à l'art. 1656, empêcher la résolution en offrant de payer : pour importe que le contrat de vente ait été fait sous la législation antérieure (1).

(1) Il a été jugé depuis, dans la même sens, par la Cour de cassation, le 19 août 1824, que lorsqu'une vente d'immeubles contient une clause résolutoire expresse pour le cas où les arrérages d'un ou deux vingtièmes formaient le prix de la vente ne seraient pas payés, la résolution a lieu de plein droit, par la sommation faite à l'acquéreur, tellement que les offres de l'acquéreur, postérieures à la sommation, ne peuvent plus être admissibles, et que les juges sont obligés de prononcer la résolution sur la demande du vendeur. — M. Duranton, t. 16, n^o 377, est d'une opinion contraire. Sui-vant cet auteur, l'art. 1656 du Code civ., portant que s'il a été stipulé lors d'une vente d'immeubles, que faute de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, l'acquéreur peut néanmoins payer après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en

demeure par une sommation, mais qu'après cette sommation le juge ne peut lui accorder un délai, et doit être entendu, en ce sens, que les offres de l'acquéreur qui, après la sommation, ne demande pas de délai, sont recevables et empêchent la résolution. — L'art. 1656 se bornerait dans ce système à défendre aux juges d'accorder un délai après la sommation. — En effet, dit M. Duranton, cet article ne porte pas, que la résolution doit être prononcée, mais seulement que la juge ne peut accorder de délai. Or, l'acquéreur qui offre, ne demande pas de délai; ses offres sont donc recevables; par conséquent la résolution ne doit pas être prononcée. — Ce système est combattu par M. Troplong : comme la loi l'a fait très bien remarquer, tant en avant (de la Vente, n^o 663), l'art. 1656, est beaucoup plus explicite que ne le suppose M. Duranton, il porte que l'acquéreur peut payer,

(Perrin—C. Fortin.)

22 oct. 1718, vente de plusieurs pièces de terre par le sieur Fortin au sieur Perrin, moyennant une redevance perpétuelle. Il fut convenu que, faute de paiement de la rente pendant trois ans, le sieur Fortin rentrerait dans la propriété des immeubles vendus. Depuis la publication du Code civ., Perrin laisse accumuler trois années d'arrérages. Demande du sieur Fortin en paiement des arrérages échus, et en délaissement des fonds cédés. Perrin, on quoique soit ses héritiers, offrent les arrérages échus; mais ils s'opposent à la résolution de la vente; ils soutiennent que l'effet du pacte commissaire ne doit pas être régi par l'art. 1656, Code civ.; mais que le contrat de vente ayant eu lieu antérieurement au Code, c'est la législation qui l'a précédé qui est seule applicable; que cette législation regardait comme purement comminatoire le pacte commissaire stipulé dans un contrat de vente, et que l'acquéreur avait toujours le droit de payer son prix jusqu'à ce que la résolution eût été prononcée.

Pour le sieur Fortin, on répond, que sans donner au Code un effet rétroactif, on peut appliquer ses dispositions pour déterminer l'effet de l'inexécution d'un contrat antérieur à sa promulgation: que le fait d'inexécution peut être puni de la peine que prononcent les lois en vigueur au moment où il a eu lieu, et que ce n'est point là porter atteinte à des droits acquis.

1 déc. 1816, jugement du tribunal d'Orange, ainsi conçu: « Attendu que, d'après l'art. 1656 du Code civ., l'acheteur à pacte commissaire ne peut plus empêcher la rescision de la vente, du moment où il a été constitué en demeure par une sommation; — Déclare résolu le contrat du 22 oct. 1718; ordonne que les héritiers Perrin seront tenus de délaisser les fonds donnés à rente... »

Appel. — 27 mai 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale de Nîmes.

POURVOI en cassation pour violation de l'art. 2 du Code civ. et fautive application de l'art. 1656, en ce que les dispositions de cet article ont été appliquées à un acte passé longtemps avant la publication du Code. — Le demandeur soutient qu'en règle générale, pour déterminer les effets d'un contrat, on ne doit consulter que la loi sous l'empire de laquelle il a été passé: c'est un droit acquis aux parties du moment de la passation de l'acte; on ne pouvait donc pas appliquer les dispositions de l'art. 1656 du Code à une convention faite avant sa promulgation. Dans l'espèce, le contrat a eu lieu sous une législation qui ne regardait le pacte commissaire que comme une clause comminatoire, et dont l'effet n'était définitivement acquis que lorsque des jugemens en avaient ordonné l'exécution. Dès lors, l'arrêt dé-

après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation; d'où il résulte nécessairement que lorsqu'il a été mis en demeure, il ne peut plus payer, ni par conséquent offrir, car offrir c'est payer. La disposition finale, d'après laquelle, après la sommation, le juge ne peut accorder de délai, ne détruit pas la disposition première, et M. Troplong démontre fort bien que la seconde partie de l'article a pour but d'introduire un nouveau système à la place de celui qui était admis dans l'ancienne jurisprudence française, laquelle autorisait le juge à accorder un délai après la sommation. (P. Domat, loc. cit., liv. 1^{re}, tit. 2, sect. 12, n° 12.) Il y a donc deux dispositions distinctes dans l'art. 1656: la première, relative à l'acheteur, qui ne peut plus payer après la sommation; la seconde, relative au juge, qui après cette sommation ne peut pas accorder de délai et relever l'acheteur de la déchéance

noncée, contient une violation des anciens principes en matière de vente.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que, s'agissant, dans l'espèce, de mise en demeure postérieure à la promulgation du Code civ., la Cour de Nîmes a pu en appliquer les dispositions, le législateur ayant pu régler pour l'avenir l'exécution des contrats; que, par conséquent, il n'y a aucune fautive application de l'art. 1656 du Code civ.; — Rejette, etc.

Du 16 juin 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp. M. Rousseau. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Duprat.

ACTION POSSESSOIRE.—Dernier ressort.

Un juge de paix ne peut statuer en dernier ressort sur une action en réintégration, bien que le demandeur n'ait pas conclu à plus de 50 fr. de dommages-intérêts, si d'ailleurs il a demandé la suppression de travaux faits sur le terrain litigieux. — Cette dernière partie de la demande étant d'une valeur indéterminée, il ne peut y être statué qu'à la charge d'appel. (Coul. proc., 3 et 453; L. 24 août 1790, tit. 3, art. 10.) (1)

(Vignes — C. Vignes.)

28 novembre 1816, jugement du tribunal de paix du canton d'Agé, qui rejette une demande formée par Jean-Baptiste Vignes, contre son frère Pierre-Aubin Vignes, dans laquelle il avait conclu: 1° à être réintégré dans un terrain sur lui usurpé par son frère; 2° à ce que son frère fût condamné à détruire les travaux qu'il avait faits sur ce terrain pour y établir un creux à chanx, et à remettre les lieux dans leur état primitif; 3° à ce que son dit frère fût aussi condamné à lui payer 30 fr. à titre de dommages-intérêts.

Jean-Baptiste Vignes, lésé par ce jugement, en interjette appel; mais Pierre-Aubin Vignes soutient que cet appel est non recevable, par la raison que les juges de paix prononcent en dernier ressort aux termes de l'art. 10, titre 3 de la loi du 24 août 1790, sur toute action possessoire, lorsque le demandeur a fixé le somme qu'il réclame pour dommages-intérêts, et que cette somme n'est pas au-dessus de 50 fr.

Pour Jean-Baptiste Vignes, on répond que s'il avait seulement conclu dans sa demande en réintégration, à 50 fr. de dommages-intérêts, le jugement intervenu serait, en effet, de dernier ressort; mais qu'outre la demande des dommages-intérêts, il a formellement conclu à la démolition des constructions élevées sur le terrain usurpé, que cette demande est indéterminée, quant à sa valeur, que dès lors le juge de paix n'a pu statuer qu'à charge d'appel.

Observons que si l'acte de vente stipulait une résolution de plein droit, et sans qu'il fût besoin de sommation, la stipulation devrait être suivie. Telle est l'opinion du M. Toullier (t. 6, n° 568 et 557), et de M. Troplong (ubi sup., n° 668). Tontefis, M. Duranton, est d'une opinion contraire (ubi sup., n° 376).

(1) V. sur ce point, les arrêts de Cass. des 4 brum. an 10, et 21 mess. an 11, et nos observations, F. aussi comme anal. dans le même sens, Cass. 22 nov. 1836; 17 juin 1839 Honrion de Pansey, ch. 50, p. 450; Garnier, Act. possess., p. 390. — Aujourd'hui l'art. 6 de la loi du 25 mai 1838, soumis à l'appel sans aucune distinction tous les jugemens rendus par les juges de paix en matière possessoire. V. suprà, la note sur l'arrêt du 18 juin 1816 (aff. Passeur).

16 juin 1817, jugement du tribunal de première instance de Béziers, qui : « Attendu que Jean-Baptiste Vignes ne conclut pas seulement à des dommages-intérêts, mais encore à ce qu'il fût ordonné des travaux d'une valeur indéterminée, le déclare recevable dans son appel, et statuant sur le fond, condamne Pierre-Aubin Vignes, à enlever du creux toute la chaux qu'il s'y trouve, et à remettre les lieux dans l'état, où ils étaient avant l'entreprise, etc. »

POURVOI en cassation de la part de Pierre-Aubin Vignes, pour violation de l'art. 40; titre 3, loi du 24 août 1790, en ce que le jugement dénoncé a décidé qu'un jugement rendu par un juge de paix, sur une action en réintégration, n'était pas de dernier ressort, bien que les dommages-intérêts réclamés par le demandeur ne s'élevassent pas à 50 francs, sous prétexte que le demandeur avait en même temps demandé l'enlèvement des constructions faites sur le terrain litigieux, et que c'était là une demande de valeur indéterminée; tandis que, cette demande n'était que l'action en réintégration elle-même, puisqu'elle tendait uniquement à faire rétablir les lieux dans leur état primitif, et qu'ainsi on devait toujours s'attacher à la quotité des dommages-intérêts réclamés, pour déterminer si le juge de paix avait pu juger en dernier ressort. — On soutient que les conclusions du demandeur en réintégration, à fin d'enlèvement des constructions faites sur le terrain litigieux, ne doivent nullement influer sur la question du dernier ressort; que ces conclusions ne sont que le développement de l'action en réintégration, qui a toujours pour but de faire rétablir celui qui l'exerce, dans la possession du terrain usurpé sur lui, telle qu'il l'avait avant l'usurpation; en d'autres termes, que toute action en réintégration comprend implicitement la demande en suppression des travaux, s'il en a été fait sur le terrain litigieux; qu'ainsi la loi en autorisant le juge de paix à connaître en dernier ressort d'une action en réintégration, lorsque le demandeur ne conclut pas à plus de 50 fr. de dommages-intérêts, dispose aussi bien pour le cas où des travaux ont été faits sur le terrain litigieux que pour le cas contraire, aussi bien pour le cas où le demandeur conclut explicitement à la suppression de ces travaux, que pour le cas où il demande, sans explication au sujet des travaux, à être réintégré dans la possession.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, en droit, que la compétence des juges, sous le rapport de la quotité de la demande, s'établit par l'exploit introductif d'instance; — Attendu, en fait, qu'indépendamment des 30 fr. de dommages-intérêts prétendus par le sieur Vignes, celui-ci demandait aussi que son frère fût tenu d'enlever toute la chaux qui se trouvait sur la place contentieuse, et de faire remettre les lieux au même état où ils étaient avant son entreprise, que cette dernière partie de la demande est d'une valeur indéterminée; d'où il suit que la loi qui fixe le dernier ressort des justices de paix n'a point été violée, et que l'appel était recevable; — Rejette, etc.

Du 16 juin 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Brillard-Savarin. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Lolas.

PRESCRIPTION. — PARTAGE. — PETITION D'HERÉDITÉ. — NORMANDIE.

L'art. 529 de la coutume de Normandie qui prohibe la prescription quadragénaire entre cohéritiers avant le partage, doit s'entendre avec cette distinction, que la prescription ne peut être opposée à la demande en partage formée par l'héritier dont la qualité est reconnue; mais qu'elle est opposable à l'action en pétition d'hérédité formée par un individu non reconnu héritier. (Coutume de Normandie, art. 521 et 529.) (1)

(Pollin — C. Riout.)

Ainsi jugé par le tribunal de première instance de Paris, le 26 fév. 1816, en ces termes : — « Attendu que, conformément à l'art. 521 de la coutume de Normandie, la prescription de quarante ans avant titre en toute justice, pour quelque cause que ce soit, pourvu que le possesseur ait joui paisiblement pendant ledit temps; que si l'art. 529 excepte de ladite prescription quadragénaire l'action en partage entre cohéritiers, cette exception doit être renfermée dans les termes de l'article; que, dès lors, il faut être cohéritier reconnu, pour pouvoir en invoquer le bénéfice; — Que Pollin n'a jamais été reconnu comme héritier d'Adrien Bême, aux droits duquel il se prétend, et que sa demande actuelle est une véritable pétition d'hérédité. »

Sur l'appel, la Cour de Paris a confirmé le jugement, par arrêt du 6 déc. 1816. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte des dispositions combinées des art. 237, 239 et 521 de la coutume de Normandie, et de la jurisprudence normande, que l'arrêt attaqué n'a fait qu'une juste application de ladite coutume; — Rejette, etc.

Du 18 juin 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lasaudade. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Mathias.

GARDES CHAMPÊTRES. — GARDES PARTICULIERS. — AGENS DE LA FORCE PUBLIQUE. — VIOLENCES ET VOIES DE FAIT.

Les gardes champêtres et forestiers des particuliers sont, comme ceux des communes et des forêts royales, des agents de la force publique, et par conséquent les violences commises sur eux, dans l'exercice de leurs fonctions, rentrent dans les termes des art. 230 et 231 du Code pénal (2).

(Philibert Menn.)

Du 19 juin 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Borris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Giraud.

1° JUGEMENT PAR DÉFAUT. — RECONNAISSANCE D'ÉCRITURE. — DÉPENS. — EXÉCUTION.

2° HÉRITIÉR BÉNÉFICIAIRE. — DATE CERTAINE. — TIERS.

3° TUTEUR. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — DÉSEISTEMENT.

1° L'art. 434 du Cod. proc., qui répute non avenue les jugemens par défaut non exécutés dans les six mois de leur obtention, s'applique à un jugement de reconnaissance d'écriture si ce jugement par défaut prononce en même temps une condamnation de dépens dont l'exécution peut être poursuivie en la forme voulue par l'art. 459. (Cod. proc., 56.) (3)

2° L'héritier bénéficiaire, créancier de la succes-

t. 1, p. 513; et dans un sens contraire, Legrave-
rend, *Legisl. crim.* (éd. belge), t. 1, ch. 4.

(3) V. dans la même sens, Taulouze, 10 déc. 1824.

(1) V. encore sur ce point, un arrêt de la Cour de cassation du 5 janv. 1814, rendu entre les mêmes parties.

(2) V. dans ce sens, Carnot, *Comm. du Code pén.*,

sion, est un tiers dans le sens de l'art. 1328 du Code civil, relativement aux actes sous seing privé émanés de son auteur. — Ces actes n'ont de date certaine à son égard que dans les cas énumérés par cet article. (Cod. civ., 1322 et 1328.) (1)

3° Le tuteur ne peut se désister gratuitement de l'inscription prise sur un tiers, pour sûreté de la créance du mineur. (Cod. civ., 450 et 457.) (2)

(Besson et Blanc — C. Salomon et Sardieux.)

6 déc. 1809, décès du sieur Joseph-Antoine Salomon. — Il laissait pour héritiers un fils, et des petits-enfants mineurs, issus de sa fille prédécédée; ces derniers étaient représentés par le sieur Sardieux, leur père et tuteur. — Ces héritiers acceptent la succession sous bénéfice d'inventaire. — Salomon fils était créancier de la succession, pour la dot à lui constituée par son père. — Les enfants Sardieux avaient également à réclamer contre la succession, la dot de leur mère. — Les uns et les autres avaient pris inscription antérieurement au décès. — Cependant les dames Besson et Blanc, également créancières de la succession, étaient inscrites antérieurement aux héritiers Salomon. — Les biens sont vendus. — Les dames Besson et Blanc sont colloquées au premier rang. — Les sieurs Salomon fils et Sardieux, ce dernier au nom de ses mineurs, contestent la collocation. — Ils soutiennent que les dames Besson sont inscrites en vertu d'un titre nul.

Ce titre, disent-ils, est un jugement par défaut qui n'a point été exécuté dans les six mois de son obtention, qui, par conséquent, est périmé, aux termes de l'art. 156 du Code de proc., et n'a pu servir de fondement à une hypothèque. — Pour les dames Besson et Blanc on répond : Il est vrai que l'inscription a été prise en vertu d'un jugement par défaut non exécuté dans les six mois de son obtention, et après l'expiration des six mois, il est vrai encore, qu'en règle générale, l'art. 156 prononce la péremption des jugements par défaut non exécutés dans les six mois de leur date; mais cette règle ne saurait s'appliquer au jugement dont il s'agit dans l'espèce; c'est un jugement de reconnaissance d'écritures qui n'a prononcé aucune condamnation, et qui, dès lors, n'a pu être ramené à exécution par aucune des voies légales. Or, on ne peut supposer que la peine de la déchéance qui n'est évidemment prononcée que contre celui qui, ayant obtenu un jugement, a négligé de le faire exécuter, doive être étendue à celui qui a été dans l'impossibilité d'exécuter le jugement.

A l'égard des mineurs Sardieux, les dames Besson et Blanc opposaient au acte sous seing privé portant renonciation expresse du sieur Sardieux à l'inscription hypothécaire de ses pupilles.

Les sieurs Salomon fils et Sardieux ont répliqué : que l'art. 156 du Code de proc. ne faisait aucune exception pour les jugements de reconnaissance d'écritures; qu'au surplus il n'était pas vrai de dire que ces jugements ne pouvaient être ramenés à exécution; car on pouvait toujours poursuivre le

paiement des dépens, lorsque le jugement contenait une condamnation à cet égard comme dans l'espèce, ou du moins former une saisie-arrest à fins conservatoires. — Relativement à l'acquiescement du sieur Salomon, que cet acquiescement sous seing privé n'avait acquis date certaine qu'à l'époque du décès du sieur Salomon, c'est-à-dire à l'expiration des six mois, à compter du jour du jugement, et par conséquent ne pouvait être opposé à des tiers, comme ayant empêché la péremption. — Enfin, Sardieux répondait, sur la renonciation qu'on lui opposait, que cette renonciation était nulle, par la raison qu'il n'avait pu, en sa qualité de tuteur, seul et sans autorisation, renoncer à l'hypothèque de ses mineurs.

Jugement du tribunal de Saint-Marc-Élin, qui réforme la première collocation, et met au premier rang les sieurs Salomon fils et Sardieux, par préférence aux dames Besson et Blanc.

Appel. — Arrêt confirmatif de la Cour royale de Grenoble, ainsi motivé : — « Attendu, 1° que le jugement de reconnaissance d'écritures dont il s'agit, n'ayant reçu aucune exécution dans les six mois de son obtention, doit, aux termes de l'art. 156 du Code de proc. civ., être réputé non avenue; attendu qu'en fait de jugement par défaut, on ne peut faire aucune distinction entre un jugement de reconnaissance d'écritures et un jugement de condamnation, dès que l'art. 156 n'en fait aucune; que, d'ailleurs, le jugement en question contenant une condamnation de dépens, pouvait être suivi d'une saisie quelconque, et que ne renfermant-il qu'une seule reconnaissance, il pouvait autoriser une saisie-arrest, à fins conservatoires; qu'ainsi l'inscription prise par les dames Besson et Blanc plus de six mois après l'obtention de ce jugement, et à une époque où elles n'avaient plus ni titre, ni hypothèque, doit également être réputée non avenue; 2° qu'aux termes de l'art. 1328 du Code civ., on ne peut pas s'arrêter par rapport aux tiers, à la circonstance qu'il existe, de la part du sieur Salomon, un acquiescement par défaut, dès que cet acquiescement est sous seing privé, n'a point été enregistré, et n'a conséquemment aucune date certaine; que les enfants Salomon n'ont accepté la succession de leur père que sous bénéfice d'inventaire, et que, dans le procès, ils agissent non comme héritiers, mais en qualité de créanciers, et qu'ainsi on ne peut les réputer ayans cause du sieur Salomon, dans le sens de l'art. 1322 du Code civ., mais qu'ils sont de véritables tiers; 3° qu'on ne peut s'arrêter non plus au désistement du sieur Salomon de Sardieux, attendu qu'il n'a pu agir que comme tuteur légal de ses enfants, héritiers de leur mère, et que cette qualité il n'a pu renoncer gratuitement et sans motif à l'hypothèque inscrite au profit de ses mineurs, et porter atteinte à leurs droits contre la prohibition établie par l'art. 457 du Code, »

POURVOI en cassation de la part des dames Blanc et Besson : 1° pour fausse application de l'art. 156 du Code de proc. civ., en ce que, en décidant que le jugement était périmé faute d'exécution dans les six mois de sa date, bien que par

(1) Dans ce cas, en effet, la qualité de créancier prédomine sur celle d'héritier; c'est la conséquence de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, qui empêche que la personne de l'héritier ne se confonde avec celle du défunt. V. Cass. 1^{re} déc. 1812, et la note. L'héritier reste donc créancier, et il est évident que tous les créanciers d'un même débiteur sont tiers les uns à l'égard des autres. C'est ainsi qu'il a été jugé que l'acte sous seing privé par lequel un débiteur condamné par défaut de clarer tenir le jugement pour exécuté, y acquiesce ou renonce à y

IX. — 1^{re} PARTIE.

former opposition ou appel, ne peut être opposé aux autres créanciers qui attendent ce jugement comme périmé faute d'exécution dans les six mois. V. Cass. 6 avril 1810, et ses observations. V. aussi Toullier, t. 8, n° 252.

(2) V. dans le même sens, deux lettres ministérielles du 29 frim. et 14 niv. an 13; M. Troplong, Hypoth., n° 738 bis; M. Grenier, Hypoth., t. 2, n° 521; — En sens contraire, M. Tarrisse, Répert., 1^{re} Radiation.

une exception particulière, le défaut d'exécution ne dû pas produire la péremption, l'arrêt dénoncé a néanmoins ce principe consacré par l'art. 2123 du Code civ., qu'on peut prendre hypothèque en vertu d'un jugement par défaut.

2^e Pour violation de l'art. 1322 du Code civ., et fautive application de l'art. 1324, en ce que la Cour a décidé qu'un écrit sous seing privé (l'acquiescement au jugement) dont la sincérité n'était pas contestée, n'avait point d'effet à l'égard des héritiers de celui dont il est émané; en ce que, pour prononcer de cette manière, elle s'est fondée sur ce que l'acquiescement n'avait pas acquis date certaine dans les six mois de l'obtention du jugement, comme s'il s'agissait d'opposer cet acquiescement à des tiers, tandis qu'un contraire on n'en faisait usage que contre les héritiers de l'auteur de l'acquiescement.

3^e Pour fautive application de l'art. 457 du Code civ., et violation de l'art. 450, en ce que l'arrêt décidait que le tuteur n'avait pu renoncer à l'hypothèque de ses pupilles, quoique l'art. 450 lui donne le droit d'agir au nom du mineur, et que, ni dans l'art. 457, ni dans les autres articles, où sont énumérés les cas dans lesquels le tuteur ne pourra agir sans autorisation et sans des formalités particulières, on ne trouve que le tuteur ne puisse seul renoncer à une hypothèque appartenant à ses mineurs.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR;—Attendu, sur le premier moyen, que les jugemens des 21 oct. 1807, 25 avr. et 3 mai 1808, ont été rendus par défaut, et qu'ils ont prononcé des condamnations qui pouvaient être exécutées dans la forme prescrite par l'art. 159 du Code de proc., et que rien n'établit qu'ils aient reçu aucune exécution dans les six mois de leur date;

Attendu, sur le second moyen, que les acquiescements donnés auxdits jugemens, par le débiteur condamné, l'ont été sous signature privée, sans avoir acquis de date certaine par l'enregistrement, ni d'aucune autre manière, et que les actes sous signature privée, qui n'ont pas de date certaine, ne peuvent être opposés à des tiers;—Attendu que les défendeurs créanciers d'Antoine-Joseph Salomon, qui a donné les acquiescements dont il s'agit, sont de véritables tiers, n'ayant accepté la succession dudit Salomon, qu'en qualité d'héritiers bénéficiaires, ce qui ne les oblige pas personnellement envers les autres créanciers de ladite succession;

Attendu, sur le troisième moyen, que Salomon de Sardieu, ne pouvait se désister gratuitement et utilement pour les demanderesse de l'inscription hypothécaire qu'il avait prise, dans l'intérêt de ses mineurs, et priver ceux-ci, par le moyen d'un pareil désistement d'un droit qui leur était acquis,—Rejette, etc.

Du 22 juin 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Carnot.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl., MM. Guichard, Roger et Flacon-Rochelle.

ACTION DOMANIALE.—AGENT DE DISTRICT. —AUTORISATION.

Du 22 juin 1818 (aff. de Sault-Javannes). — V. la note sur l'arrêt ci-après du 30 juin 1818 (aff. Terrasse).

(1) La question a été très controversée; mais elle est résolue aujourd'hui, en sens contraire par le nouvel art. 383 du Code pénal. L'arrêt que nous recueillons ici, émane des sections réunies de la Cour, a été rendu dans la même affaire que celui du 22 mai 1817, qui avait jugé dans le sens adopté en défini-

VIII.—CHÊMIN PUBLIC.

Tous les vols commis sur les chemins publics sont passibles de la peine des travaux forcés à perpétuité, lors même qu'ils n'ont point été accompagnés de violence. (Cod. pén., 382 et 383.) (1)

(Lizier-Mironze).

Renvoyé par arrêt du 22 mai 1817 (V. à cette date) devant la Cour d'assises de Toulouse, Jean Lizier-Mironze fut, de nouveau, déclaré par le jury, coupable de vol sur un grand chemin, mais sans violence; et la Cour d'assises de Toulouse, jugeant comme la Cour d'assises de l'Ariège, prononça la peine des travaux forcés à perpétuité.

Nouveau pourvoi en cassation, fondé sur le même moyen, et cette fois porté aux sections réunies.

M. Moret, procureur général, qui a porté la parole dans cette affaire, s'est exprimé en ces termes :

« Plusieurs Cours souveraines du royaume ont placé dans l'art. 383 du Code pénal la même distinction que les docteurs placèrent dans l'art. 5 de la déclaration du roi du 5 fév. 1731.—L'art. 5 de la déclaration du 5 fév. 1731 porte : « Que les prévôts connaîtront du vol sur les grands chemins, et des vols faits avec effraction lorsqu'ils seront accompagnés de port d'armes et violence publique. »—A prendre cette disposition dans le sens littéral, il était évident que le vol fait sur le grand chemin était de la compétence des prévôts, par cela seul qu'il était fait sur les grands chemins, et que le port d'armes ou la violence n'était une circonstance attributive de juridiction que lorsqu'il s'agissait de vol faits en d'autres lieux.—Cependant, les auteurs s'accordèrent à soutenir qu'un simple larcin commis sur le grand chemin ne pouvait pas donner compétence au prévôt, et qu'il était impossible d'imaginer que le simple larcin ou filouterie eût, dans un cas quelconque, tellement alarmé le législateur, qu'il eût cru nécessaire d'armer une juridiction extraordinaire. —

« Un vol, dit Serpillon (Comment. sur l'ordonnance de 1670 du tit. 1^{er}, art. 12), pour être réputé fait sur le grand chemin, doit être fait de guet-apens, c'est-à-dire de dessein prémédité et par violence. Un simple vol fait dans une voiture par un de ceux qui seraient dans cette voiture, ou par un voyageur à un autre voyageur, sans violence, et enfin un simple vol ou filouterie sur le grand chemin, ne serait pas cas prévôtal. »—Même doctrine dans Jousse, même doctrine dans la pratique de Lange. — Mais, Messieurs, observons que si ces auteurs osèrent faire cette distinction, et s'ils ne furent contredits par personne, c'est qu'on vivait alors sous l'empire de l'édit de François 1^{er} du mois de janv. 1534, qui caractérisait les vols faits sur les grands chemins, et qui ne déployait toute sa sévérité que contre les individus « qui seraient convaincus d'avoir, par embûches et agressions, conspiré et machiné, pillé et détourné les allans et venans des villes et villages et lieux du royaume, pays, terres et seigneuries, en mettant embûches pour les guetter et épier aux entrées et issues desdites villes, et aussi pour les détromper et piller. »

« C'est donc en rapprochant l'édit de 1534 de la déclaration de 1731, que les auteurs parvinrent avec sécurité à placer dans cette dernière

tive par la loi actuelle. V. dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 5 sept. 1811, et la note; en sens contraire, Cass. 25 avril 1816, et 22 mai 1817, et la note.—V. aussi Cass. 23 avril 1812, et 8 juill. 1815; et Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pén.*, t. 7, p. 138.

loi une distinction que le texte semblait repousser. Et ceci nous conduit à examiner si la maxime *ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus*, est tellement absolue, tellement prohibitive, qu'on ne puisse jamais établir une distinction que la loi n'établit pas. — Oui, Messieurs, la maxime est vraie, et il serait extrêmement dangereux de distinguer quand la loi ne distingue pas. — Mais il n'est pas toujours vrai de dire qu'il n'y a pas de distinction dans la loi, par cela seul que son texte ne la porte pas littéralement. — La distinction peut se trouver virtuellement dans la loi, soit qu'on la compare à une autre loi coexistante, soit qu'on la compare à elle-même, et que l'on étudie les dispositions qui précèdent ou qui suivent le texte que l'on veut interpréter... — Déjà nous avons vu qu'une distinction ou interprétation sur l'art. 3 de l'ordonn. de 1731 ne fut blâmée de personne. — Mais écoutons le législateur romain ; son langage énergique est encore au-dessus de tous les exemples.

• Prenez garde, dit-il, de calomnier la loi ; n'abusez pas de ses paroles ; mais voyez dans quel esprit elle a statué : *Nec oportet jui civile calumniari, neque verba capere, sed quid mente quid discretus animo dixerit.* (L. 19, ff. *de exhib.*) — Et ailleurs : Oui, dit-il, les expressions de la loi peuvent avoir cette signification, mais l'esprit du législateur veut autre chose : *Esti maxime verba legis hunc habent intellectum, tamen mens legislatoris aliud vult.* (L. 13, § 2, ff. *de excus.*)

• Voilà bien, Messieurs, nos principes sur l'interprétation des lois. — Mais, si ces principes sont simples, l'application n'en est pas toujours facile. — Nous savons qu'on peut et qu'on doit interpréter quand le texte est obscur. L'interprétation est, pour ainsi dire, alors d'une nécessité physique. — Mais quand le texte est clair, comme dans notre espèce, il n'y a rien de plus périlleux qu'une interprétation. Il s'agit alors de détruire la lettre par l'esprit, et de faire prévaloir la volonté sur les expressions : *Verba legis hunc habent intellectum, tamen mens legislatoris aliud vult.* — Il faut que la volonté triomphe ; mais à quels signes certains peut-on la découvrir ? — Nous l'avons dit à la Cour : on la fait comparer la loi à une autre loi coexistante, ou la compare à elle-même, en étudiant les dispositions qui précèdent et celles qui suivent le texte que l'on veut interpréter. — Dans notre espèce, il n'y a aucune loi concomitante qui puisse nous faire penser que l'art. 383 du Code pénal dit plus qu'il n'a voulu dire. — Quant aux articles de la même loi qui précèdent ou qui suivent celui que nous examinons, il nous semble que, bien loin d'autoriser une distinction, ils la repoussent formellement. — En effet, l'art. 384 punit de la peine de mort les individus coupables de vols avec la réunion des trois circonstances que la loi détermine ; et parmi ces circonstances, la violence est formellement exprimée. — L'art. 382 punit des travaux forcés à perpétuité tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence, et, de plus, avec deux des circonstances indiquées dans le précédent article ; et, si la violence a causé des blessures ou des contusions, cette circonstance suffira pour que la peine de travaux forcés à perpétuité soit prononcée.

• Ainsi, dans ces deux articles, placés immédiatement avant celui qui fait l'objet de la discussion, la violence est prise en considération, et le législateur s'en explique toujours de la manière la plus expresse. — Mêmes précautions de la part du législateur dans les dispositions qui suivent l'art. 383. La violence y est également marquée en caractères bien distincts. Le législateur y trace encore la distinction entre le vol commis sans

violence et le vol commis avec violence. — Au milieu de tous ces articles l'art. 383 prend un caractère particulier. Ici, silence le plus absolu sur la violence. — Peut-on dire que le législateur a entendu que les tribunaux placeraient dans l'art. 383 le mot qu'il a supprimé ? ou plutôt n'est-ce pas parce qu'il a supprimé le mot violence dans cet article, que les tribunaux ne doivent pas l'y placer ? — Le législateur assigne un rang particulier aux vols faits sur les grands chemins. — N'est-ce pas que, par leur nature et par leur gravité, ils lui ont paru mériter la peine des travaux forcés à perpétuité, indépendamment de toute circonstance. — Si telle n'avait pas été sa pensée, il n'aurait pas besoin d'isoler les vols commis sur les grands chemins ; il était bien plus naturel de les comprendre dans l'art. 382, et d'en faire une des circonstances aggravantes, d'après lesquelles cet article punit des travaux forcés à perpétuité les vols commis à l'aide de violence. Cette dernière observation est de la Cour d'assises de la Haute-Garonne, et nous la croyons pleine de sens. — Ainsi, messieurs, s'il est vrai qu'une distinction n'ait pas toujours besoin d'être placée littéralement dans une loi ; s'il est vrai qu'elle peut résulter de son ensemble, ou de sa concomitance avec une autre loi, il n'en est pas moins vrai qu'il elle ne paraît se présenter sous aucun rapport....

Ici, M. le procureur général élit à l'appui de son opinion, le discours de l'orateur du gouvernement qui lui paraît également s'élever de la manière la plus absolue contre toute possibilité de faire des distinctions dans l'application de l'art. 383.

• Que cet article soit trop absolu, trop général, dit-il en terminant, cela est possible. Le gouvernement, dans sa sagesse, verra s'il est susceptible d'amélioration. — Quant à nous, si nous avons un vœu à former, ce serait, non qu'on pût jamais regarder le vol commis sur le grand chemin comme un simple délit correctionnel, mais que, tout en continuant à le punir de peines afflictives et infamantes, on laissât aux Cours d'assises une grande latitude pour apprécier le fait, et pour prononcer la peine plus ou moins longue, suivant les circonstances.

• En l'état, ce que nous avons à faire, c'est d'obéir à l'article.

• Nous estimons donc qu'il y a lieu de rejeter le pourvoi.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR ; — Vu l'art. 383 du Code pén. ; — Attendu que la disposition de cet article est générale et absolue, qu'elle ne peut être modifiée par des distinctions qu'elle n'a point exprimées ; qu'elle punit des travaux forcés à perpétuité les vols commis dans les chemins publics ; — Et attendu que Mirouzé a été reconnu, par un jury légal, coupable d'un vol commis sur un chemin public, que ce fait, ainsi déclaré, était le fait déterminé et puni par ledit art. 383 du Code pénal ; qu'il n'y avait donc pas lieu de s'arrêter à la déclaration négative du jury sur la violence dont cet article n'a fait, ni une circonstance du crime qui l'a prévu ni une condition de la peine qu'il a prononcée ; qu'en condamnant Mirouzé à la peine des travaux forcés à perpétuité, la Cour d'assises du département de la Haute-Garonne a donc fait une juste application de l'art. 383 du Code pénal ; — Rejette, etc.

Du 23 juin 1818. — Sect. rém. — Prés., M. Pasquier, garde des sceaux. — Rapp., M. Aumont.

JUGEMENT. — DÉLIBÉRÉ. — NULLITÉ.

Les juges, en ordonnant la remise des pièces sur le bureau pour en être délibéré en la

chambre du conseil, ne sont pas tenus, à peine de nullité, de fixer le jour où ils rendront leur jugement. (Cod. proc., 93 et 116.) (1)

(Lallemant—C. Basterreche.)

Le 12 fév. 1817, la Cour royale de Pau, statuant sur une contestation pendante entre le sieur Basterreche et le sieur Lallemant, ordonne que les parties déposeront les pièces sur le bureau, pour en être délibéré dans la chambre du conseil.—18 Arrêt qui condamne le sieur Lallemant.

Pourvoi en cassation de la part de Lallemant, pour contravention à l'art. 93 du Code de proc. civ., portant : « Le tribunal pourra ordonner que les pièces seront mises sur le bureau pour en être délibéré, au rapport d'un juge nommé par le jugement, avec indication du jour auquel le rapport sera fait ; » en ce que la Cour royale, en ordonnant la remise des pièces sur le bureau, n'a point indiqué le jour où elle rendrait sa décision.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que l'art. 93 du Code de proc. civ. ne reçoit son application que lorsque le tribunal ordonne qu'il en sera délibéré, au rapport d'un juge nommé par le jugement ; que dans l'espèce particulière de la cause il avait été ordonné un délibéré en la salle du conseil ; — Rejette, etc.

Du 24 juin 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Liger-Verdigny.—Concl., M. Jourde, av. gén.—Pl., M. Camus.

FORCE MAJEURE.—OCCUPATION ENNEMIE.—PÉREMPTION.

L'occupation ennemie n'est réputée force majeure opérant suspension de péremption ou de déchéance, qu'autant qu'il en est résulté pour les parties et leurs avoués, impuissance réelle d'agir pour la conservation de leurs intérêts. (Cod. proc., 397.) (2)

(Treillard—C. Perrin.)

Le 24 déc. 1810, le sieur Perrin se rendit appelant de deux jugemens qui prononçaient contre lui certaines condamnations au profit du sieur Treillard. — La cause fut mise au rôle le 6 mars suivant, et depuis cette époque il ne fut plus fait aucun acte de procédure jusqu'au 14 mars 1814, époque à laquelle l'avoué de Treillard fit signifier à celui de Perrin une requête dans laquelle, aux termes de l'art. 397 du Code de proc. civ., il demandait la péremption de l'instance pour discontinuation de poursuites pendant plus de trois ans.

3 avril 1816, arrêt de la Cour royale de Grenoble qui rejette la demande en péremption par

les motifs suivans : « Considérant que le délai de la péremption n'a pu commencer que du 6 mars 1811, époque où la cause fut distribuée à la première chambre de la Cour ; que jusqu'au dit jour les parties ne savaient à quelle chambre elles devaient porter leurs poursuites et leurs formalités ; que jusqu'au 6 mars 1814, même jusqu'au 13 dudit mois, Perrin pouvait reprendre ses poursuites ; mais considérant qu'il est constant en fait que jusqu'aux dites époques, même plusieurs jours auparavant, une partie du territoire du département de l'Isère, et spécialement le canton de Voiron, où sont domiciliées les parties, se trouvait occupé par les troupes des puissances alliées ; que les communications avec Grenoble étaient interrompues, ou tout au moins très difficiles, et que la force majeure fait cesser les dispositions des lois. »

Pourvoi en cassation de la part de Treillard, pour violation de l'art. 397 du Code de proc., en ce que l'arrêt n'a pas déclaré l'instance périmée, quoiqu'il se fût écoulé plus de trois ans depuis les dernières poursuites jusqu'à la demande en péremption.

ARRÊT.

LA COUR :—Vu l'art. 397 du Code de proc. ; —Attendu que l'exception que la Cour royale de Grenoble a voulu faire résulter de la force majeure, n'aurait été admissible qu'autant qu'elle aurait mis les avoués chargés des pouvoirs des parties, dans l'impuissance d'agir pour la conservation de leurs intérêts ; —Attendu qu'il ne suffisait pas, comme l'a fait cette Cour, de déclarer, par son arrêt, qu'une partie du département de l'Isère était occupé par les troupes des puissances alliées, et que les communications entre le canton de Voiron et la ville de Grenoble étaient interrompues, ou du moins rendues très difficiles, pour qu'elle pût rejeter la demande en péremption acquiescée à Treillard, aux termes de l'art. 397 du Code de proc. ; qu'il aurait encore fallu qu'elle déclarât que Grenoble était occupé ; que les audiences de la Cour étaient empêchées, et que les avoués institués pour exercer leurs fonctions près d'elle, dans l'intérêt de leurs mandataires, étaient condamnés au silence ; —Attendu que cette déclaration n'a point été faite par l'arrêt attaqué ; qu'il résulte, au contraire, de cet arrêt, que Grenoble était libre, que la Cour royale ouvrait ses audiences comme à l'ordinaire, et qu'en rien ne s'opposait à ce que l'avoué de Perrin, qui avait tous les pouvoirs nécessaires pour agir, arrêtât le cours de la péremption par une simple signification faite à l'avoué du sieur Treillard ; —Attendu que de là

port, n.—V. Cass. 1^{re} fév. 1820; 10 mai 1836, et 17 juill. 1838. V. cependant Rennes, 31 juill. 1809.

(2) Cette décision est critiquée par M. Berriat Saint-Prix : il dit, avec raison, qu'il suffit que les communications aient été interrompues au dernier moment du délai de la péremption, pour que la partie ait dû être relevée de toute déchéance, parce que l'avoué, bien que le maître de sa cause, n'est pourtant pas obligé, sans l'ordre du son client, de continuer une instruction depuis longtemps abandonnée. Mais M. Berriat n'a pas remarqué que, dans l'espèce ci-dessus, la Cour croit que, de fait, il n'y avait jamais eu interruption complète de communications, et qu'en ne pouvait pas dire que la partie eût réellement été mise par une force majeure dans l'impossibilité d'agir. Sous ce rapport, l'arrêt que nous recueillons, nous paraît à l'abri de toute critique. V. au surplus, sur les effets de la force majeure, et particulièrement de l'invasion ennemie en matière de prescriptions et de déchéances, la note qui accompagne l'arrêt de Cass. du 9 avril 1818.—V. aussi Cass. 21 nov. 1814.

(1) Il n'en serait pas de même dans le cas où le jugement ordonnerait un délibéré sur rapport, l'indication du jour du jugement serait alors nécessaire. V. Chauveau, *Journal des Avoués*, v° *Delibéré*, n° 11, et sur Carré, *Lois de la procéd. civ.*, quest. n° 137 ter. « Les parties ou leurs défenseurs, dit cet auteur, ayant le droit d'assister au rapport et de signaler au président, dans des notes énonciatives, les omissions ou inexactitudes qu'ils prétendraient y avoir remarquées, il s'ensuit nécessairement qu'ils doivent être prévenus du jour où ce rapport a lieu, et nous pensons, avec MM. Pigeau, Comm., t. 1^{er}, p. 253 et 262, Dalloz, tom. 9, p. 523, n° 1 et 8, Thomine, t. 1, p. 268 et Benecense, t. 2, p. 310, que cette garantie étant essentielle, son absence entraînerait la nullité du jugement. Mais il ne nous paraît pas indispensable, que cette indication soit faite précisément par le jugement qui ordonne le délibéré ; elle peut l'être par un jugement postérieur, ou par un simple avis émané du président, et dans tous les cas on n'est pas admis à proposer son omission comme moyen de nullité lorsqu'on a assisté au rap-

Il suit qu'en rejetant, dans l'espèce, la demande en péremption, la Cour royale de Grenoble a fait une fautive application de l'exception qu'elle a cru pouvoir tirer pour motiver le rejet de la demande en péremption de Treillard, de l'existence d'une force majeure, qui ne paralysait pas, et ne pouvait pas paralyser le ministère de l'avoué de Perrin, qui, constamment maître d'agir pour la conservation des intérêts de son commettant, pouvait aussi les compromettre, par son silence, et que, par voie de conséquence, cette même Cour a violé l'art. 397 du Code de procéd. ci-dessus cité; — Casse, etc.

Du 29 juin 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Monnier. — Concl. conf., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Darrieux et Gérardin.

SURENCHÈRE. — NULLITÉ. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Lorsque le saisi et les créanciers ont critiqué une surenchère par des moyens du fond, ils sont non recevables en demandant la nullité pour vices de forme.

(Broussin et Brivady — C. Menand.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en général toute nullité d'exploit est convertie si elle n'est proposée avant toute défense au fond; qu'en particulier, l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7, ne déroge point à cette règle pour les expropriations forcées, en disant que le saisi ni les créanciers ne peuvent exciper d'aucune nullité ou omission de forme s'ils ne les ont proposées avant l'adjudication, mais qu'il n'en résulte aucunement qu'elles doivent être reçues jusqu'à cette époque, quoiqu'elles aient été converties par des défenses au fond; — Et attendu qu'en jugeant que, dans une multitude d'instances et dans leurs actes d'appel, Broussin et Brivady ont critiqué l'enchère par des moyens du fond, l'arrêt n'a fait qu'une juste interprétation et application d'actes dont l'appréciation lui était dévolue; qu'ainsi, en déclarant non recevable la demande en nullité de la signification de l'enchère, l'arrêt, loin de violer la loi, en a fait une juste application à l'espèce; — Rejette, etc.

Du 30 juin 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Cassagne. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Mathias et Darrieux.

1^{re} ACTION DOMANIALE. — AGENT DE DISTRICT. — 2^{de} VENTE. — GARANTIN. — AYANT CAUSE. — CASSATION.

1^{re} Pour qu'un agent de district soit réputé avoir été autorisé à plaider pour l'Etat, il ne suffit pas que le jugement mentionne ou constate l'autorisation; il faut encore que cette autorisation soit réelle et justifiée. (LL. 5 nov. 1790, tit. 3, art. 13; 27 mars 1791, art. 14; 14 frim. an 2, sect. 3, art. 6.) (1)

2^{de} Dans un procès en éviction contre l'acquéreur d'un immeuble, le vendeur son garant est virtuellement au procès comme partie intéressée ou comme représenté par l'acquéreur son ayant cause; d'où il suit qu'il a qualité pour se pourvoir en cassation, bien qu'il n'ait pas été nominativement partie en appel ni en première instance.

(1) La nécessité où étaient les agents de district d'être autorisés pour plaider au nom de l'Etat, soit en demandant, soit en défendant, a été établie par de nombreuses décisions, et c'est un point constant que, sous l'empire de la loi de 1790, toutes actions intentées contre l'Etat devaient être dirigées, non contre ces agents, mais contre les procureurs syndics

L'acquéreur évicé qui a reçu de son vendeur la prix de l'immeuble évicé, n'en a pas moins intérêt et qualité pour demander la cassation du jugement qui prononce l'éviction : il ne lui est pas égal de rentrer dans l'immeuble ou de n'en retrouver que le prix.

(Terrasse et Condentia — C. comm. de Loyette.)

En 1773, le sieur Durand de la Boissonnière, seigneur de Loyette, céda à titre d'albergement au sieur Terrasse, plusieurs pièces de terre incultes. — Le 20 mai 1792, Terrasse vendit le terrain albergé au sieur Rollet.

Bientôt après, les sieurs Rollet et Terrasse périrent victimes de la révolution, et leurs biens furent confisqués. — Alors, en vertu des lois du 28 août 1792 et 10 juin 1793, la commune de Loyette demanda, contre l'agent du district de Saint-Rambert, comme stipulant les intérêts du domaine national et représentant les sieurs Rollet et Terrasse, sa réintégration dans les biens albergés au sieur Terrasse et vendus au sieur Rollet, dont elle prétendait avoir été dépossédée par le seigneur. — Par sentence arbitrale, du 28 vent. an 3, la commune de Loyette fut réintégrée dans les biens réclamés. — Il faut remarquer que la sentence arbitrale fait mention d'un arrêté en date du 4 fruct. an 2, qui aurait autorisé l'agent national à défendre contre la commune de Loyette.

Ultérieurement, les héritiers Rollet, évicés des biens vendus à leur auteur par le sieur Terrasse, ont demandé aux héritiers de ce dernier la restitution du prix des terrains évicés, s'élevant à 14,000 fr. — Par jugement du 17 août 1815, rendu par le tribunal de Lyon, ils ont obtenu cette restitution. — Ce jugement a été exécuté par toutes les parties.

En cet état, les héritiers Terrasse se sont pourvus en cassation contre la sentence arbitrale du 28 vent. an 3, pour violation de la loi du 5 nov. 1790, tit. 3, art. 13; de la loi du 27 mars 1791, art. 14; de la loi du 14 frim. an 2, sect. 3, art. 6, en ce que cette sentence avait réintégré la commune de Loyette dans les biens albergés au sieur Terrasse et vendus au sieur Rollet, bien que l'action en revendication, formée par cette commune, eût été dirigée contre l'agent du district, qui était sans qualité pour y répondre, faute d'autorisation.

Les demoiselles Condentia, héritières Rollet, se sont également pourvues en cassation contre la sentence arbitrale, et par les mêmes motifs que les héritiers Terrasse. — Les deux pourvois ont été joints. — Il résulte des lois du 5 novembre 1790, du 27 mars 1791, et du 14 frim. an 2, ont dit les héritiers Terrasse et les demoiselles Condentia, que l'action intentée par la commune de Loyette, en revendication des terrains prétendus usurpés par son seigneur, devait être dirigée contre le procureur général syndic du département, ou contre le président de l'administration départementale. Or, elle a été formée directement contre l'agent du district. — Cet agent ne pouvait y répondre qu'avec une autorisation spéciale de l'administration du département de l'Ain, autorisation qu'il n'a pas reçue : car il ne faut pas considérer la mention d'un arrêté d'autorisation faite dans la sentence attaquée, comme suffisante pour constater que l'agent a été réellement

de département remplacés depuis par les présidents d'administration départementale. V. Cass. 19 pluv. an 11; 8 pluv. an 13; 9 janv. 1809; 6 déc. 1813; 9 mars 1825. — La Cour de cassation a encore jugé dans le même sens par arrêts des 15 déc. 1817 (aff. Mokwet), et 22 juin 1818 (aff. Saulz-Tarannes).

ment autorisé; les arbitres ont pu faire mention d'un arrêté supposé, et ce qui semble le prouver ainsi, c'est que les adversaires ne peuvent rapporter cet arrêté.

La commune de Loyette a d'abord prétendu que les demoiselles Condentia étaient non recevables à attaquer elles-mêmes la sentence arbitrale, parce qu'ayant reçu des héritiers Terrasse toutes les sommes qui pouvaient leur revenir à raison de l'éviction prononcée contre elles, elles étaient devenues pleinement étrangères à la sentence d'éviction, et avaient été placées dans l'état où elles étaient avant toute acquisition, et se trouvaient sans aucun intérêt. — Elle a aussi prétendu que les enfans Terrasse étaient sans qualité pour se pourvoir contre la sentence arbitrale, parce que leur auteur n'y avait pas été partie; car, eût-elle dit, l'agent du district qui stipulait les intérêts de l'état, ne pouvait pas représenter Terrasse, lequel n'avait point la propriété des biens litigieux au moment du séquestre, mais bien Rollet, qui était seul propriétaire de ces biens, et aux droits duquel la nation avait succédé. — Au fond, elle a soutenu qu'il suffisait que la sentence arbitrale fit mention de l'arrêté d'autorisation de l'agent du district, pris par l'administration départementale, pour que cette entorsement dût être considérée comme constante.

Les demoiselles Condentia ont repoussé la fin non-recevoir qu'on leur opposait, en disant qu'il n'était pas exact de prétendre qu'en recevant les sommes qui leur étaient dues à raison de l'éviction qu'elles avaient éprouvée, elles étaient devenues pleinement étrangères à la sentence arbitrale qui avait prononcé cette éviction, et ne pouvaient plus attaquer cette sentence; car, en recevant le prix de l'éviction, elles n'avaient aucunement renoncé à l'action qui leur compétait auparavant contre la sentence; qu'elles n'avaient fait autre chose que céder cette action aux héritiers Terrasse, et que rien ne pouvait empêcher qu'elles ne fissent valoir cette cession.

A leur tour, les héritiers Terrasse ont soutenu que la commune était mal fondée à leur opposer le défaut de qualité pour attaquer la sentence, par le motif qu'ils n'y avaient pas été parties; car, ont-ils dit, par le jugement du 17 août 1815, qui nous a condamnés à rembourser aux héritiers Rollet le montant de la vente des biens évincés qui leur avait été originairement consentie par notre auteur Terrasse, cette vente a été résolue, et tous les droits de propriété ainsi que toutes les actions relatives aux terrains évincés qui appartenaient aux héritiers Rollet sont dès lors passés dans nos mains, et nous pouvons les exercer comme le pourraient les héritiers Rollet eux-mêmes, et avec d'autant plus de raison que le jugement du 17 août nous a réservé le droit d'attaquer la sentence.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu la connexité des pourvois successivement formés par les héritiers Terrasse et par les demoiselles Condentia, héritières Rollet; — Joint les deux pourvois; — Et y statuant: — Sur la fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité des héritiers Terrasse, en ce que leur auteur n'aurait pas été partie dans la sentence arbitrale: — Attendu qu'en admettant que la comparution de l'agent national du district de Saint-Rambert devant les arbitres, n'a eu lieu que par représentation de Rollet seul, bien que la qualité dans laquelle il a figuré ne soit pas spécifiée dans la sentence arbitrale, le jugement intervenu depuis, le 17 août 1815, entre les héritiers Terrasse et ceux de Rollet, par lequel les héritiers Terrasse ont été condamnés à rembourser

aux héritiers Rollet ce que leur auteur avait reçu de ce dernier, sur le prix des terrains revendiqués par la commune, et qui eût ainsi tomber sur la Terrasse tout le poids de l'éviction prononcée au profit de la commune, doit être considéré, dans ses effets, comme une véritable résiliation de la vente que Terrasse avait faite à Rollet le 20 mai 1792, résiliation qui a fait rentrer le vendeur ou ses ayants cause dans tous les droits de propriété qui avaient fait l'objet de cette vente, et leur a transmis de plein droit toutes les actions qui pourraient compéter aux héritiers Rollet pour attaquer la sentence arbitrale qui avait déposé ce dernier; que cette conséquence légale du jugement du 17 août 1815 résulte encore des réserves expresses judiciairement faites par les héritiers Terrasse d'attaquer, par toutes les voies de droit, la sentence arbitrale et la disposition du jugement du 17 août, qui, sans aucune opposition de la part des héritiers Rollet, donne aux héritiers Terrasse acte de ces réserves; qu'il suit de là que les héritiers Terrasse, comme étant aux droits des héritiers Rollet, ont intérêt et qualité pour se pourvoir contre cette sentence.

Sur la fin de non-recevoir opposée aux demoiselles Condentia, héritières de Rollet, et tirée d'un prétendu acquiescement de leur part à la sentence arbitrale, résultant de leur adhésion à ce même jugement du 17 août 1815: — Attendu que quoique, par l'effet dudit jugement, l'action qui compétait aux demoiselles Condentia, pour attaquer la sentence ait été transmise aux héritiers Terrasse, les demoiselles Condentia n'en ont pas moins eu intérêt et qualité pour soutenir et faire valoir la cession de cette action, et par conséquent pour se pourvoir subsidiairement et en tant que de besoin, contre ladite sentence arbitrale: — Rejette les fins de non-recevoir;

Et, statuant en principal: — Vu les art. 43 du titre 3 de la loi du 5 nov. 1790; 14 de la loi du 27 mars 1791, et 6, sect. 3^e de la loi du 14 frim. an 2; — Attendu qu'aux termes de ces articles toutes les actions relatives à la propriété des domaines nationaux ne pouvaient être dirigées que contre les procureurs généraux syndics des départements, remplacés ensuite par les présidents des administrations départementales; que dans l'espèce ce n'a été ni le procureur général syndic du département de l'Ain, ni le président de l'administration de ce département, qui a été actionné et mis en cause par la commune de Loyette, mais seulement l'agent national du district de Saint-Rambert, muni à la vérité d'un arrêté d'autorisation, pour défendre aux prétentions de la commune, lequel est énoncé sous la date du 4 fructid. an 2, dans la sentence arbitrale, mais n'est pas produit ou procès, dans lequel rien ne prouve, eu surplus, que cette autorisation fût émanée de l'administration du département de l'Ain; qu'il suit de là que la revendication exercée par la commune de Loyette a été engagée, pourvue et jugée avec un fonctionnaire sans qualité et sans pouvoir pour y défendre, et sans l'observation des formes prescrites par les lois susénoncées des 5 nov. 1790, 27 mars 1791 et 14 frim. an 2: — Casse, tant dans l'intérêt des héritiers Terrasse que dans celui des demoiselles Condentia, la sentence arbitrale, etc.

Du 30 juin 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Huart-Duperc et Mathias.

- 1^o JUGES.—ROULEMENT ANNUEL.—ARRÊT.
2^o EVOCATION.—DEGRÉS DE JURIDICTION.—
CONCLUSIONS.
3^o DÉSISTEMENT.—APPEL.
4^o AUTORISATION DE COMMUNE.—APPEL.

1^o Lorsque, par l'effet du roulement annuel, un ou plusieurs conseillers sont sortis d'une chambre devant laquelle les plaidoiries d'une affaire ont eu lieu, ils peuvent y être rappelés pour la prononciation de l'arrêt. (Décret du 30 mars 1808, art. 5; Décret du 6 juill. 1810, art. 15.) (1).

2^o La règle de l'art. 473, Cod. proc., portant que les juges saisis de l'appel d'un jugement interlocutoire ne peuvent évoquer le fond, s'ils insistent, qu'à la charge de statuer par un seul et même jugement, n'est pas rigoureusement applicable au cas où les juges d'appel sont saisis moins par l'acte d'appel que par des conclusions expresses et respectives fondantes à évocation (2).

3^o Il n'y a plus lieu à désistement d'un appel lorsque les parties ont respectivement défendu et plaidé, surtout lorsque le ministère public a été entendu. — Les juges d'appel doivent rester saisis et statuer, si à l'appel d'une sentence interlocutoire est venue se joindre une contestation sur le fond, de la part de toutes les parties.

4^o L'autorisation donnée à une commune pour plaider en défendant devant les juges de première instance, peut lui servir et avoir effet en cause d'appel, si elle se trouve devant les juges d'appel sans que le fond ait été décidé ni discuté en première instance. (LL. 29 vend. an 5, art. 3; 28 pluv. an 8, art. 4.) (3)

(D'Angeville.—C. communes de Lompues, Cormaranches et Hauteville.)

Une instance était pendante entre le sieur d'Angeville, d'une part, et les communes de Lompues, de Cormaranches et d'Hauteville, d'autre part, ces dernières dûment autorisées, par le conseil de préfecture, à défendre à l'action intentée contre elles. L'objet de la contestation portait sur plusieurs forêts dont les communes avaient la possession, et dont le sieur d'Angeville se prétendait propriétaire. — Provisoirement et avant toute plaidoirie au fond, le sieur d'Angeville avait demandé que les forêts litigieuses fussent mises en séquestre.

10 janv. 1814. Jugement du tribunal de Bellefleur, qui rejette cette demande. — D'Angeville interjette appel. — Devant la Cour royale, 1^o il demande que le jugement qui a refusé d'ordonner la mise en séquestre des bois litigieux soit réformé; 2^o il plaide sur le fond durant plusieurs audiences successives. Les communes, de leur côté, soutiennent d'abord que le tribunal a décidé avec raison qu'il n'y avait pas lieu à ordonner le séquestre; en outre, elles défendent au fond. — Les diverses plaidoiries ont lieu dans le courant de 1816. Le 3 août de cette année, le ministère public porte la

parole. — Les vacances de 1816 surviennent, l'arrêt est suspendu; une partie de l'année de 1817 s'écoule; le 17 avril, le sieur d'Angeville fait signifier aux communes un acte de désistement de son appel; et il demande qu'en conséquence la Cour royale renvoie les parties devant les premiers juges, pour être statué sur le fond.

Les communes refusent d'accepter le désistement; elles soutiennent d'ailleurs que ce désistement, fût-il accepté, ne pourrait dessaisir la Cour que de la connaissance de l'appel du jugement provisoire, mais non de la connaissance du fond sur lequel elle était appelée à statuer par le vœu des deux parties; vœu qu'elles avaient manifesté, en plaidant volontairement devant elle, sur la question de propriété qui faisait le fond de la contestation.

Il faut dire que par l'effet du roulement annuel qui s'était opéré au commencement de l'année judiciaire 1817, deux conseillers qui, en 1816, faisaient partie de la chambre saisie de la contestation, avaient été appelés à une autre chambre, et que la chambre qui devait juger crut devoir les rappeler pour concourir à l'arrêt.

Enfin, le 18 avril 1817, arrêt de la Cour royale de Lyon, ainsi conçu : — Considérant, sur le désistement du sieur d'Angeville, que, sur l'appel du sieur d'Angeville du jugement du 10 juv. 1814, il a pris des conclusions principales, et saisi la Cour de la connaissance du fond; que les communes ayant pris des conclusions semblables, l'instance s'est liée entre toutes les parties, le contrat judiciaire s'est formé, et qu'il ne dépendait plus de l'une des parties d'enlever à la Cour la connaissance de l'affaire au fond, à moins qu'elle ne se désistât de ses prétentions mêmes élevées sur le fond; que les conclusions présentées par les parties au moment même où l'arrêt va être rendu, ne peuvent rien changer à l'état du procès réglé par les conclusions sur lesquelles il a été plaidé, et qui ont servi de base aux conclusions de M. le procureur général; que c'est dans cet état ainsi fixé que la cause doit être jugée; que, d'ailleurs, le désistement partiel présenté par le vicomte d'Angeville, ne porte aucun abandon de prétentions au fond, comme cela devrait être, pour dessaisir la Cour dans l'état présent du procès; que le désistement n'a point été accepté, et même a été repoussé par les communes qui persistent à demander arrêt; — La Cour, sans avoir égard au désistement du sieur d'Angeville, et statuant au fond, déclare les communes de Lompues, Cormaranches et Hauteville, propriétaires des forêts dont s'agit. »

FOURVOI en cassation de la part du sieur d'Angeville; il se présente plusieurs moyens :

1^o Violation de l'art. 5 du décret du 20 mars 1808, et de l'art. 45 du décret du 6 juill. 1810, en ce que deux conseillers, qui, par l'effet du roulement annuel, avaient cessé de faire partie de la chambre saisie de la contestation, qui, par conséquent, ne pouvaient plus juger dans cette chambre, y ont néanmoins

quasi la commune n'a pas eu à faire usage de cette autorisation devant les premiers juges. Il y a d'autant plus de raison de le décider ainsi, qu'il est de jurisprudence constante que, même lorsque la commune a plaidé en première instance, elle n'a pas besoin d'une autorisation nouvelle pour défendre sur l'appel. (V. Cass. 2 mars 1815; 23 juin 1835; 4 mai 1840; et que c'est seulement pour former cet appel, lorsqu'elle a perdu son procès en première instance, qu'il est indispensable qu'elle se pourvoie d'une autorisation nouvelle. V. Cass. 12 juill. 1808, et la note; 14 janv. 1810, et l'art. 49 de la loi du 18 juill. 1837 sur l'Administration Municipale.

(1) V. conf., 16 août 1818.

(2) Dans ce cas, en effet, les parties ne peuvent se plaindre d'avoir été jugées sans que la cause fut parvenue à un degré suffisant d'instruction. V. au surplus sur cette question et celles qui s'y rattachent, nos observations sous un arrêt de Cass. du 26 vend. an 8. V. aussi Merlin, *Répert.*, v^o *Prorogation de juridiction*, et *Quest. du dr.*, v^o *Appel*, § 14, art. 1^{er}, n^o 22.

(3) Cela paraît évident. L'autorisation donnée à la commune pour plaider au fond, en première instance, subsiste dans toute sa force, en appel, lors-

moins été rappelés, et ont concouru à l'arrêt dénoncé ;

2^e Contravention aux art. 402 et 403 du Code de procédure civile relatifs au désistement, en ce que l'arrêt dénonce à décidé que le désistement de l'appel du jugement du 10 janvier 1814, n'avait pas dessaisi la Cour, parce que ce désistement n'avait pas été accepté par les communes, bien que l'acceptation du désistement exige par l'art. 403, soit nécessaire seulement lorsqu'il s'agit du désistement d'une demande; et non lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, d'un désistement d'appel; et cela, par la raison que tant que le désistement d'une demande n'est pas accepté, il n'y a pas consentement des deux parties à rétablir les choses dans leur état primitif, au lieu que le désistement d'un appel étant un véritable acquiescement à la sentence des premiers juges, sentence obtenue par l'adversaire de celui qui acquiesce, il y a concours de la volonté des deux parties à remettre les choses dans l'état où les avait placées la sentence.

3^e Violation de l'art. 473 du Code de procédure civile, et contravention à la loi du 1^{er} mai 1790; d'abord, en ce que la Cour royale a jugé le fond de la contestation, bien qu'aux termes de l'art. 473 du Code de proc. elle ne pût l'évoquer que tout autant qu'elle aurait infirmé le jugement provisionnel dont l'appel lui avait été déferé, et que dans le fait elle n'a pu infirmer ce jugement; et secondement en ce que la Cour n'avait pu se considérer comme valablement saisie par le seul consentement des parties, du fond de la contestation non jugée en première instance, attendu que les parties ne pouvaient, par leur convention particulière, déroger à la loi du 1^{er} mai 1790, qui a établi les deux degrés de juridiction.

4^e Enfin, Contravention à l'art. 3 de la loi du 29 vendémiaire an 5, et à l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an 8, portant que les communes ne peuvent plaider sans autorisation. Dans l'espèce, disait le demandeur, les communes ont été autorisées à défendre à l'action intentée contre elles : en vertu de cette autorisation, elles ont pu défendre en première instance et même en appel; mais non pas renoncer à un degré de juridiction, ce qu'elles ont fait en consentant à être jugées au fond par la Cour royale, sans l'avoir été d'abord par le tribunal de première instance. Elles ont excédé les bornes de l'autorisation; en d'autres termes, elles ont plaidé sans autorisation, par conséquent, l'arrêt qui a déclaré la Cour valablement saisie, a violé les lois du 29 vendém. an 5, et celle du 28 pluv. an 8.

ARRÊT.

LA COUR;—Sur le premier moyen :—Attendu qu'en rappelant à l'audience, où le jugement attaqué a été rendu, les deux magistrats, qui, dans la session précédente, avaient assisté aux plaidoiries de la cause, et qui étaient sortis par l'effet du roulement, à la chambre de la Cour royale de Lyon qui a prononcé, l'un de contrevenir aux décrets de 1810 et 1810, s'y est parfaitement conformé;

Sur le 2^e et 3^e moyens :—Attendu que ce n'est pas par l'appel du demandeur au jugement du tribunal civil d'Elsey, du 10 janvier 1814, que la Cour royale s'est trouvée investie du fond de la contestation sur le fond des conclusions des deux parties, mais bien par les

conclusions respectivement prises et tendantes à l'évocation du principal; conclusions sur lesquelles la cause avait été plaidée pendant neuf audiences, et sur lesquelles le ministère public avait été entendu, de sorte que l'état des choses sur le fond ne pouvait plus changer au moment du désistement signifié par le demandeur, surtout dans la circonstance, où ce désistement non accepté ne portait que sur l'appel du jugement du 10 janvier 1814, rendu sur l'incident, et n'aurait pu, s'il l'avait été, dessaisir la Cour royale que de la connaissance de cet incident; ce qui écarte toute application et toute violation des art. 402, 403 et 473 du Code de proc.;

Sur le quatrième moyen :—Attendu que le fond de la cause n'ayant point été agité devant les premiers juges, et les communes ayant été autorisées, par le conseil de préfecture, à défendre à l'action intentée contre elles, cette autorisation a dû avoir tout son effet devant la Cour royale, lorsqu'elle s'est trouvée saisie par les conclusions respectives des parties de la connaissance du fond de cette action;—Rejette, etc.

Du 1^{er} juill. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Lepicard.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Nicod.

VOITURES PUBLIQUES.—MAÎTRE DE POSTE.—INDENNITÉ.

Le loueur de voitures publiques suspendues, qui parcourt en vingt-quatre heures avec ses chevaux un espace de plus de dix lieues, ne peut se prévaloir de l'exemption de droit de poste accordée par la loi du 15 vent. an 13 aux loueurs qui voyagent à petites journées avec les mêmes chevaux.—Ils doivent être considérés comme voyageant à grandes journées, et sont dès lors passibles, à défaut de paiement aux maîtres de poste de l'indemnité réglée par la loi précitée, de l'amende de 500 fr. portée par cette loi (1).

(Bulson—C. Olivier.)

Du 2 juill. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barrie.—Rapp., M. Busschop.—Concl., M. Giraud, av. gén.—Pl., M. Jousselin.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.—DEBITANS.—DECLARATION.

L'obligation imposée aux débiteurs de déclarer toutes les boissons qu'ils possèdent, comprend non-seulement les boissons qu'ils ont dans la commune où leur débit est établi, mais encore celles qu'ils possèdent dans toute autre commune. (L. 28 avril 1816, art. 50.)

(Contributions indir.—C. Delannay et Valois.)

Les débiteurs de boissons d'Orléans étaient dans l'habitude d'avoir, dans les communes environnantes, des dépôts de vins d'où ils alimentaient leur maison de débit au fur et à mesure des besoins. — Le directeur des contributions indirectes du Loiret considéra ces dépôts comme des moyens de fraude et fit dresser procès-verbal contre les sieurs Valois et Delannay, débiteurs à Orléans, ayant des dépôts de vins dans la commune de Saint-Frjvé, à titre de location verbale.

Par suite, ces deux débiteurs ont été traduits en police correctionnelle pour avoir déclaré valable la saisie de leurs vins, en voir prononcer la confiscation, et être condamnés à 300 fr. d'a-

(1) La question de savoir ce qu'il fallait entendre par *grands* et par *petites* journées, question sur laquelle la jurisprudence était fort incertaine, a été formellement résolue, dans le sens de la décision ci-dessus, par l'ordonnance royale du 13 août 1817,

dont l'application, dans l'espèce, était d'ailleurs contestée en raison de l'époque à laquelle la contravention avait été commise. V. au surplus dans nos tables générales les mots *Maître de poste* et *Voitures publiques*.

mende, par application de l'art. 96 de la loi du 28 avr. 1816.

Jugement du tribunal d'Orléans qui déclare la saisie mal fondée et condamne l'administration aux dépens.

Appel.—1^{er} fév. 1817, arrêt de la Cour royale d'Orléans qui confirme:— Attendu que le procès-verbal des employés de la régie des impôts indirects n'établit ni contravention aux art. 50, 53, 61 et 96 de la loi du 28 avr. 1816, ni fraude. — Pourvoi de la part de la régie.

ARRÊT.

LA COUR.—Vu les art. 50, 53, 61 et 97 de la loi du 28 avr. 1816, et 100, qui veut que pour les boissons énoncées audit art. 97, il soit tenu un compte d'entrée et de sortie dont les charges soient établies d'après les congés, acquits-à-caution ou passavans;—Considérant qu'en matière de contributions indirectes, c'est recueillir des boissons que de les soustraire à la connaissance et à la surveillance des employés, en se dispensant d'en faire au bureau de la régie la déclaration prescrite par la loi:—Considérant qu'il s'agit de la combinaison des articles ci-dessus cités que toutes les boissons qui sont en la possession d'un débiteur, doivent être prises en charge aux registres portatifs des commis, et sont assujettis généralement à leur surveillance et à leurs visites, et que, par conséquent, toutes doivent être déclarées au bureau de la régie;—Que l'art. 50 prescrit formellement cette déclaration générale; et que, si l'art. 53 n'en parle pas expressément à l'égard des boissons dont le vendant en détail devient possesseur pendant le cours de son débit, il est clair qu'il l'a présupposé, puisqu'il défend à ce débiteur de les introduire dans son domicile, ses caves ou celliers, qu'en vertu de congés, acquits-à-caution ou passavans, qui ne sont délivrés que d'après les déclarations exigées notamment par les art. 9 et 10 de la même loi:—Considérant que l'obligation imposée aux vendans en détail, de déclarer toutes leurs boissons à quelque époque qu'ils en deviennent possesseurs, comprend non-seulement les boissons qu'ils ont dans la commune où leur débit est établi, mais encore celles qu'ils possèdent dans toute autre commune;—Qu'en effet, pour restreindre cette obligation aux boissons possédées dans la commune du domicile, il faudrait qu'après les mots ou ailleurs, desdits art. 50 et 61, le législateur eût ajouté les mots dans la même commune, tandis qu'au contraire, en plaçant ou ailleurs en opposition aux mots de leur demeure, dans leurs maisons, il a manifesté qu'il voulait soumettre à une déclaration les boissons quelconques qui appartiendraient aux vendans de boissons en détail, soit dans la commune de leur demeure, soit dans toute autre commune;—Et qu'il est si peu entré dans sa pensée de limiter à l'étendue de la commune du domicile, les boissons à déclarer, que, s'agissant dans l'art. 97, de semblables déclarations à faire par les marchands de boissons en gros, il a employé à la place des mots leur demeure ou ailleurs, leurs maisons ou ailleurs, dont il s'était servi dans les art. 50 et 61, les expressions tant dans leur domicile qu'ailleurs, portion de phrase où le mot lieu étant synonyme de commune, il est évident que le mot ailleurs est exclusif de la commune du domicile; de tout quoi il résulte que les vendans de boissons en détail sont tenus de déclarer toutes les boissons qu'ils possèdent, n'importe qu'elles soient dans la commune de leur débit, ou dans une autre commune; et, par suite, que celles non déclarées constituent le recel de boissons défendu par l'art. 61 de la loi du 28 avr. 1816:—Considérant, en fait, que les trois mille cent soixante-quatre litres

de vin, tant rouge que blanc, contenus dans les quinze tonneaux saisis à Saint-Privé par le procès-verbal du 9 août 1816, appartenait à Delaunay et Valois, cabaretiers à Orléans, et que ces débiteurs ne les avaient point déclarés à la régie; d'où la conséquence qu'ils formaient, dans la commune de Saint-Privé, un recel défendu par ledit art. 61 de la loi du 28 avr., et constituaient en outre une contravention aux art. 50 et 53 de la même loi, ce qui imposait aux magistrats de la Cour royale d'Orléans l'obligation d'en prononcer la confiscation, et de condamner les prévenus à l'amende et aux frais;—Considérant que néanmoins, d'après l'insistance des prévenus sur leur système, qui tend à renfermer la généralité d'expression des mots ou ailleurs dans les limites de la commune du débiteur, et à le dispenser de l'obligation de déclarer les boissons qu'il possède dans toute autre commune, cette Cour, chambre des appels de police correctionnelle, a jugé, par arrêt du 1^{er} fév. 1817, que ledit procès-verbal du 9 précédemment n'établissait ni contravention auxdits art. 50, 53 et 61 de la loi du 28 avr. 1816, ni fraude; en conséquence, a renvoyé Delaunay et Valois de la demande de l'administration, avec dépens; en quoi elle a violé ces articles:—Considérant qu'en vain, dans la vue de justifier cet arrêt, Delaunay et Valois ont essayé de se prévaloir de ce que, d'après la latitude indéfinie, attribuée par l'administration aux mots ou ailleurs, il faudrait donc que des débiteurs, et même des marchands en gros de boissons, demeurant à Paris ou à Rouen, déclarassent à la régie les boissons qu'ils auraient en dépôt à Bordeaux et à Montpellier;—Que cette conséquence ne saurait paralyser la loi:—Qu'en supposant que le législateur eût dû avoir à l'importance au point de circonscription pour l'avenir, l'applicabilité des mots ou ailleurs, dans un cercle de tel ou tel rayon, à partir de la commune du domicile du débiteur ou du marchand en gros de boissons, cela n'empêcherait pas qu'en attendant cette modification, ou toute autre, qu'il plairait au législateur de décréter, la loi ne dût être respectée et observée telle qu'elle est, sauf à l'administration des contributions indirectes à répondre à la confiance absolue que le législateur a jugé convenable de lui accorder quant à ce, en n'étendant pas au-delà des besoins l'exigence des déclarations; mais que l'arrêt susdit n'en contient pas moins violation expresse des art. 50, 53 et 61 de la loi du 28 avr. 1816;—Casse, etc.

Du 2 juill. 1818.—Secr. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Bailly.—Concl., M. Giraud, av. gén.

1^o ENREGISTREMENT.—MUTATION PAR DÉCÈS.—EFFET RETROACTIF.

2^o JUGE.—MOYENS D'OFFICE.

1^o L'art. 59 de la loi du 28 avril 1816, portant que les mutations ne seront soumises au droit qu'elle établit qu'autant qu'elles seront postérieures à sa publication, doit s'entendre tant des mutations par décès que des mutations par vente; il fait exception à cet égard à l'art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9, qui établit en général que les droits sont réglés par la loi existante à l'époque du paiement de ces droits. (1)

2^o Si les juges ne peuvent suppléer ni moyens ni exceptions, quant au point de fait, ils peuvent, ils doivent même suppléer, quant au

(1) V. anal. en ce sens, Cass. 13 juav. 1818, et nos observations.

point de droit ou de loi, d'après les faits articulés et constants. — Si donc, à des faits allégués et constants, les juges appliquent une loi non invoquée, ils ne font que leur devoir; il n'y a pas lieu d'en plaindre devant la Cour de cassation. (Cod. civ., art. 1^{er}; Cod. proc. civ., 173.)

(Enregistrement—C. Godin.)

En 1814, la dame Damency cède tous ses droits dans la succession de ses père et mère, aux sieurs Godin ses frères. — Les droits de cet acte de mutation n'étaient pas encore acquittés à l'époque où fut promulguée la loi du 28 avril 1816. — La régie en poursuivit alors le paiement contre André Godin, suivant le taux établi par cette dernière loi. Elle prétendit qu'il importait peu que l'acte de mutation n'eût pas été passé sous son empire, parce qu'en termes de l'art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9, les droits sont réglés par la loi existante à l'époque du paiement. — André Godin appela ses frères dans la cause, comme solidaires avec lui pour le paiement de ces droits, et à l'audience, il demanda, dans tous les cas, par l'organe de son défenseur, et sans avoir signifié de conclusions à cet égard, que les droits fussent réglés par la loi du 22 frim. an 7, sous l'empire de laquelle l'acte de mutation avait été passé, et non pas par la loi du 28 avril 1816.

28 février 1817, jugement du tribunal civil de Lons-la-Saulnier, qui, en statuant sur la solidarité, ordonne d'office que la perception sera faite suivant la loi du 22 frim. an 7.

Pourvoi en cassation, de la part de la régie.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu qu'en jugeant que, d'après l'art. 39 de la loi du 28 avril 1816, les actes de mutation d'immeubles antérieurs à sa publication ne sont pas soumis aux droits fixés par l'art. 32 de la même loi, le jugement attaqué n'a fait qu'une juste interprétation de cet article; et qu'en admettant cette exception, sur la demande de la partie, sans qu'elle ait été signifiée à la régie, le tribunal n'a fait que ce qu'il pouvait et devait faire d'office;—Rejette, etc.

Du 6 juill. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. De-sèze, p. p.—Rapp., M. Cassaigne.—Concl., M. Cabrier, av. gén.

1^{re} CASSATION.—POURVOI.—DÉLAI.—SIGNIFICATION.—DOMICILE RÉL.

2^o VOITURES PUBLIQUES.—IMPÔT.

1^{re} La signification d'un jugement au domicile élu pour la notification des actes de l'instance, ne fait pas courir les délais du pourvoi en cassation. (Cod. proc., 69 et 443.) (1)

2^o La subvention de guerre d'un décime par franc, sur l'impôt du dixième du prix des places des voitures publiques, créée par la loi du 6 prair. an 7 et supprimée par l'ordonn. du 21 avril 1814, n'a point été rétablie; la loi du 21 décembre suivant, n'a fait que maintenir les droits existant au moment de sa promulgation (2).

(Contrib. ind.—C. Messageries royales.)

Du 6 juill. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. De-sèze, p. p.—Rapp., M. Cabrier, av. gén.—Pl., MM. Royer et Darrieux.

SAISIE IMMOBILIÈRE.—COMMANDEMENT.—DÉLAI.

Le délai de trois mois, à partir du commandement tendant à saisie immobilière, durant lequel l'art. 674 du Cod. proc. exige qu'il soit procédé à la saisie, ne court pas tant que le saisissant est dans l'impossibilité d'agir par le fait du saisi; par exemple, si le saisi forme opposition au commandement, le délai de trois mois est suspendu pendant la durée de l'instance sur l'opposition. (Cod. proc., 674.) (3)

(Vilécour—C. Coste.)

Le sieur Vilécour demande la nullité d'une saisie immobilière dirigée contre lui par le sieur Coste son créancier. Il se fonde sur ce que le saisissant a laissé écouler plus de trois mois entre le commandement et la saisie. — Coste répond qu'à la vérité, aux termes de l'art. 674 du Code de proc., la saisie est nulle, si elle est faite plus de trois mois après le commandement, et que, en réalité, il s'est écoulé plus de trois mois entre son commandement et le procès-verbal de saisie, mais que l'instance introduite par le sieur Vilécour relativement à la validité du commandement, instance dans laquelle il a succombé, ayant été l'unique cause qui a empêché de donner suite au commandement dans les délais voulus par la loi, ce retard ne peut être opposé par le sieur Vilécour, puisqu'il est la conséquence d'un fait à lui personnel, dont il ne saurait tirer avantage.

16 janv. 1817, arrêt de la Cour royale de Lyon, qui, confirmant le jugement du tribunal de première instance, rejette la demande en nullité de la saisie.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Vilécour, pour violation de l'art. 674 du Code de proc.; en ce que l'arrêt a décidé qu'une saisie était valable, bien qu'il se fût écoulé plus de trois mois entre le commandement et la saisie, sous prétexte que le retard dans les poursuites avait été occasionné par le fait du saisi.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, en droit, que omnes actiones quæ mori aut tempore perunt, semel inclusa judicio, salva permanent; et attendu, eu fait, que le commandement du 31 mai 1815, n'avait pu être mis à exécution, à cause du procès qui avait eu lieu à la suite de l'opposition formée par le demandeur lui-même; qu'ainsi il ne pouvait reprocher à sa partie adverse un laps de délai causé par son propre fait;—Rejette, etc.

Du 7 juill. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Lasagni.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Leroy-Neufville.

CONTRAINTE PAR CORPS.—AMENDE.—INSOLVABILITÉ.—ELARGISSEMENT.

De ce qu'une amende a une destination spéciale, par exemple, est applicable aux hospitaliers, notamment dans le cas où elle est prononcée contre un individu qui a tenu des loteries non autorisées, si ne s'ensuit pas que l'amende ne soit pas prononcée au profit de l'Etat, et qu'en conséquence le condamné insolvable ne puisse réclamer son elargissement six mois après l'expiration de sa peine, conformément à l'art. 53 du Code pénal.

(Administ. de la Loterie—C. Longuet.)

Le sieur Longuet, convaincu d'avoir tenu une

(1) V. conf., Cass. 2 flor. an 6; 11 vend. an 7; 3 fév. 1817; 3 août 1818; 22 mars 1835.— En sens contraire, Cass. 23 vend. an 11. Mais voy. la note qui accompagne ce dernier arrêt.

(2) V. dans le même sens, Cass. 3 mars 1817.

(3) V. conf., Cass. 23 mars 1811.— V. aussi dans la même sens, Paris, 26 niv. an 13, et liem. 7 mai 1818.— Aujourd'hui, d'après le même art. 674 (lo du 2 juin 1811), le délai de péremption du commandement est de 90 jours au lieu de trois mois.

loterie non autorisée, est condamné par le tribunal correctionnel de Nîmes, à un emprisonnement de trois mois et à une amende de 6,000 fr. au profit des hôpitaux. — En vertu de ce jugement Longuet est emprisonné; et l'on poursuit contre lui, mais en vain, le paiement de l'amende et des frais. — On ne trouve dans son domicile que des meubles déclarés insaisissables par la loi. — Neuf mois s'écoulent; alors le sieur Longuet demande son élargissement, se fondant sur ce qu'aux termes de l'art. 53 du Code pénal, son insolvabilité étant reconnue, il ne peut être détenu, à raison de l'amende prononcée contre lui, plus de six mois après l'expiration de sa peine. — Antérieurement à cette demande, Longuet avait été recommandé par l'administration de la loterie, qui s'opposait à la demande en élargissement. — Elle a soutenu que l'art. 53 du Code pénal ne s'appliquait qu'au cas où l'amende était prononcée au profit de l'Etat, mais non à celui où l'amende était affectée aux hôpitaux, ou à toute autre destination particulière, par une disposition positive de la loi; or, dans l'espèce, ajoutait-elle, les art. 7, 8 et 9 de la loi du 9 germ. an 6, confirmés par le décr. du 25 sept. 1813, disposent que les amendes encourues par les individus qui auront tenu des loteries non autorisées seront affectées aux hôpitaux. Donc il n'y a pas lieu à appliquer l'art. 53 en faveur du sieur Longuet.

22 sept. 1817, jugement qui ordonne l'élargissement provisoire du sieur Longuet.

Appel. — 19 nov. 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale de Nîmes, ainsi conçu : « Attendu que l'amende prononcée contre le sieur Longuet est une véritable peine dont les effets ne peuvent tourner qu'au profit de l'Etat, qui en dispose ensuite, ainsi qu'il est dit à l'art. 7 de la loi du 9 germ. an 6, et à l'art. 1^{er} du décr. du 25 sept. 1813; que cette disposition que le gouvernement fait de l'amende prononcée à son profit, prouve qu'il en est le seul maître, et que l'administration chargée seulement de la recouvrer n'a absolument rien à y prétendre; que dès lors le tribunal de première instance de Nîmes a fait une juste application de l'art. 53 du Code pénal, en ordonnant que le sieur Longuet, justifiant de son insolvabilité, ne pouvait être détenu au delà de six mois auxquels la durée de l'emprisonnement doit être réduite, aux termes du susdit article, après l'expiration de la peine portée par le jugement de condamnation. »

Pourvoi en cassation de la part de l'administration de la loterie, pour fausse application de l'art. 53 du Code pén., en ce que l'arrêt dénoncé a ordonné l'élargissement provisoire du sieur Longuet six mois après l'expiration de sa peine, quoiqu'il dût être détenu jusqu'au paiement de l'amende contre lui prononcée, puisque, dans l'espèce, l'amende n'était point prononcée au profit de l'Etat, mais bien au profit des hospices.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que toutes amendes sont profit de justice et ne peuvent être prononcées qu'au profit de l'Etat; que la destination spéciale donnée par l'Etat à l'emploi des sommes provenant de ces amendes n'en change pas la nature et n'en altère pas les privilèges; qu'ainsi la Cour de Nîmes a fait une juste application de l'art. 53 du Code pén., en décidant que la disposition qu'il contient a pu avoir lieu en faveur du sieur Longuet, quoique l'amende prononcée contre lui au profit de l'Etat fût applicable aux hôpitaux, car cet emploi venait toujours à la décharge de l'Etat; — Rejette, etc.

Du 7 juill. 1818. — *Sc. req.* — *Prés.*, M. Henrion de Pansey. — *Repp.*, M. Brillet-Savary. — *Concl.*, M. Lebeau, av. gén. — *Pl.*, M. Granlé.

ACTE NOTARIÉ.—SIGNATURE.—MENTION.—OBLIGATION UNILATÉRALE.

La mention de la signature des parties dans un acte notarié, n'est nécessaire qu'à l'égard des parties qui s'y obligent; ainsi, elle n'est pas nécessaire dans un acte unilatéral, tel qu'une reconnaissance de dette, à l'égard de la partie au profit de laquelle a lieu cette reconnaissance, et bien que cette partie figure en nom dans l'acte, pour accorder un délai : la mention de la signature de celui qui s'oblige suffit. (L. 25 vent. an 11, art. 14.) (1)

(La dame Prieur—C. Boiron.)

Le sieur Boiron poursuivait, par voie de saisie immobilière, contre la dame Prieur, le remboursement d'une somme de 20,000 fr., dont celle-ci s'était reconnue débitrice par acte notarié du 15 juill. 1809. — La dame Prieur demande la nullité de la saisie, sur le motif que l'acte en vertu duquel a précédé le sieur Boiron n'est pas revêtu des formalités requises par la loi du 25 vent. an 11, pour les actes authentiques, et que par conséquent il ne peut servir de fondement à une saisie immobilière, aux termes de l'art. 2245 du Code civ.

Il s'agissait dès lors d'apprécier la validité de l'acte formant le titre du sieur Boiron. — Cet acte passé devant notaire, portait reconnaissance de la dame Prieur, qu'elle avait reçu du sieur Boiron une somme de 20,000 fr., avec promesse de la rembourser à diverses époques, enfin stipulation d'hypothèque. — D'ailleurs, l'acte énonçait que le sieur Boiron était présent et stipulant pour son propre compte : la minute était revêtue de sa signature; mais le notaire ne faisait pas mention de cette signature. — La dame Prieur soutenait qu'aux termes de l'art. 14 de la loi du 25 vent. an 11, tout acte authentique devait non-seulement être revêtu de la signature des parties, mais encore contenir mention que cette formalité avait été remplie; que, dans l'espèce, la mention de la signature du sieur Boiron n'avait pas été faite par le notaire, d'un il résultait que l'acte ne valait que comme acte sous signature privée d'après la dis-

(1) L'art. 14 de la loi du 25 vent. an 11, exige impérativement que le notaire fasse mention à la fin de l'acte, de la signature des parties, et il s'est sou vent jugé que le défaut de mention entraînait la nullité, alors même que l'acte aurait été revêtu de cette signature. *F. Cass.* 6 juin 1821; *Bourges*, 28 juill. 1829. Et effet, quoique revêtu de la signature des parties, l'acte manque, relativement à cette signature, du caractère d'authenticité que la mention du notaire est appelée à lui donner. Mais on conçoit bien que cette mention n'est pas nécessaire à l'égard des personnes qui, quoique présentes à l'acte, quoique même intéressées à cet acte, n'y contraignent elles-mêmes aucune obligation, comme lorsque l'acte se renferme qu'une obligation unilatérale. La signature de ces personnes n'étant pas, dans ce cas, nécessaire à la validité de l'acte, il s'ensuit à plus forte raison que la mention de cette signature, lorsqu'elle a été surabondamment donnée, peut être omise sans que cela entraîne nullité. L'arrêt ci-dessus qui le décide ainsi est approuvé par les auteurs. *V. Merlin, Rép.*, (add.), v^o Signature, § 1^{er}, n^o 2 bis; *Toullier*, t. 8, n^o 92; *Tesie, Encyclopédie*, de Sebris et Carteret, v^o Acte not., n^o 24; *Rolland de Villargues, Rép. du not.*, v^o Acte not., n^o 177 et suiv., et v^o Signature, n^o 25; *Auzan, Cours du notariat*, p. 113, 3^e édit.

position de l'art. 68 de la même loi du 25 vent. an 11.

28 nov. 1814, jugement du tribunal de Châlons, qui, considérant que l'acte ne vaut que comme acte sous signature privée, et n'a pu servir de fondement à une saisie immobilière, déclare nulle celle faite par le sieur Boiron.

Appel.—22 janv. 1817, arrêt de la Cour royale de Dijon, qui infirme :— « Considérant que l'obligation consentie par la dame Prieur, le 15 juill. 1809, est, par sa nature, un contrat unilatéral, c'est-à-dire un contrat par lequel l'un des contractants s'engage envers l'autre, définition établie par Pothier dans sa division des contrats et adoptée par tous nos auteurs; que les art. 14 et 68 de la loi du 25 vent. an 11, ne sont pas ici applicables, en ce qu'ils n'exigent la signature de toutes les parties, que lorsqu'elles sont toutes stipulantes ou contractantes dans l'acte, ce qui n'a pas lieu dans les contrats unilatéraux; que dans le cas particulier, quoique le notaire ait fait mention de la présence du sieur Boiron, avec ces mots stipulant pour son propre compte, il ne résulte cependant des termes ultérieurs de l'acte aucune stipulation de sa part, pas même l'acceptation de l'obligation; d'où il suit que le sieur Boiron n'étant pas réellement partie stipulante dans l'acte, sa présence n'y était pas même nécessaire, et le notaire n'était point obligé de faire mention qu'il avait signé; que, dès lors, le jugement du tribunal de Châlons, du 28 nov. 1814, qui a déclaré que l'obligation du 15 juill. 1809 ne vaudrait que comme acte sous seing privé, et qui annule l'expropriation, ayant fait une fautive application des principes, doit être réformé. »

Pourvoi en cassation de la part de la dame Prieur pour violation des art. 14 et 68 de la loi du 25 vent. an 11, en ce que l'arrêt dénoncé a décidé qu'un acte valait comme acte authentique, bien qu'il n'y fût pas fait mention de la signature de toutes les parties.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que l'obligation contractée par la veuve Prieur, le 15 juill. 1809, est, par sa nature, un contrat unilatéral; qu'il n'enonce aucune stipulation de fait du créancier; que, sous ce rapport, la loi du 25 vent. an 11 était sans application;—Rejette, etc.

Du 8 juill. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henriou de Pansey. — Rapp., M. Lizer-Verdigny. — Concl., M. Lebenn, av. gén.—Pl., M. Loiseau.

ENREGISTREMENT. — Cession d'usufruit.

Lorsqu'un enfant consent à laisser à son père l'usufruit de ses droits dans la succession maternelle moyennant une certaine somme, si cette somme n'est payée par le père qu'à valoir sur les droits de l'enfant dans la succession maternelle, tellement que l'enfant s'engage à la rapporter lors du partage de cette succession, cette convention ne peut être considérée comme cession à titre onéreux de l'usufruit des droits maternels de l'enfant; en conséquence, elle n'est point assujettie au droit proportionnel de 4 p. 100 établi par l'art. 69, § 7, n° 1 de la loi du 22 frim. an 7 (1).

(Enregistrement.—C. Habonnaud.)

24 fév. 1813, contrat de mariage entre la demoiselle de Labesse et le sieur Habonnaud.—L'ar-

cel acte, la demoiselle de Labesse se constitue tous les biens qui lui reviennent dans la succession de la dame Françoise de Lachassagne sa mère.—Mais il faut remarquer que les biens composant cette succession étaient entre les mains du sieur de Labesse père. La demoiselle de Labesse consentit à ne point priver son père de cette jouissance, moyennant une somme de 3,000 francs que le contrat déclarait formellement être prise sur la succession maternelle et que la demoiselle de Labesse s'engageait à rapporter lors du partage à intervenir.—Voici, en quels termes s'exprimait le contrat :— « Art. 2. En faveur dudit mariage ladite demoiselle future épouse, du consentement de son père, s'est constituée en dot, et s'oblige à cause d'elle, tous les biens et droits mobiliers et immobiliers qui lui sont échus dans la succession de la feu dame Françoise de Lachassagne, en quel qu'ils puissent consister.... en déduction desquels dits biens et droits maternels ledit sieur Daniel de Labesse, qui détient et possède l'entière succession de ladite Françoise Lachassagne a tout présentement compté et payé, à la vue de nous notaire et témoins, audit futur époux, la somme de 3,000 fr., obligeant ledit futur époux, lors du partage de la succession de ladite feu Françoise de Lachassagne, de la rapporter réellement ou fictivement, en moins prenant, comme aussi à en faire restitution à qui de droit.—Art. 3. Au moyen du paiement de ladite somme de 3,000 fr., ledits futurs époux ne pourront, de convention expresse, exiger les plus simples droits revenant à la future épouse, dans la succession de ladite feu mère, ni provoquer le partage, ni licitation d'iceux, qu'après le décès de leur père et beau père, sans pouvoir jusque-là, prétendre à aucun intérêt desdits biens maternels. »

La régie de l'enregistrement a vu dans cet acte une cession d'usufruit des droits de la demoiselle de Labesse dans la succession de sa mère, en faveur du sieur de Labesse son père, moyennant une somme de 3,000 fr. En conséquence, elle a perçu sur ladite somme de 3,000 fr. un droit proportionnel de 4 pour cent établi par l'art. 69, § 7, n° 1 de la loi du 22 frim. an 7, pour les cessions d'usufruit à titre onéreux.

Dans l'intérêt de la dame Habonnaud on a soutenu, au contraire, qu'il n'y avait point dans le contrat de mariage, une cession d'usufruit à titre onéreux; que la somme de 3,000 fr. n'était point prise sur les biens personnels du sieur de Labesse, mais réellement sur les biens composant la succession de Françoise Lachassagne; qu'ainsi cette somme ne pouvait être considérée comme le prix de la prétendue cession; mais qu'au surplus, il n'y avait point une véritable cession, puisque, la dame Habonnaud s'étant réservée la faculté d'aliéner les droits maternels, elle pouvait, en exerçant cette faculté, rendre sans effet la clause par laquelle le sieur de Labesse était tenu de rapporter la somme de 3,000 fr. de sa future épouse, et que, d'un autre côté, cette convention pouvait cesser d'être obligatoire, si l'un des cohéritiers provoquait le partage; qu'il ne fallait donc voir dans la clause en question qu'une simple convention de mariage susceptible d'un droit proportionnel de 62 cent., d'après pour cent aux termes de l'art. 69, § 4, de la loi du 22 frim. an 7.—En conséquence, la dame Ha-

(1) En règle générale, toute constitution de dot qui ne contient pas renoncement à demander compte et partage, peut n'être considérée que comme une délivrance de biens héréditaires; la jurisprudence abonde en décisions sur les difficultés de cette espèce dont la solution demeure nécessairement abandon-

née à l'appréciation des tribunaux. V. les arrêts des 10 pluv. an 13; 7 sept. 1807; 30 août 1814; 10 mars 1819; 7 avril 1822; 20 mai 1825; 6 janvier 1831. V. aussi le Traité des droits d'enregistrement, de M. Ch. Championnière et Bigaud, t. 4, n° 2928 et suiv. »

bonnaud concluait à ce que la régie de l'enregistrement fût condamnée à lui restituer ce qu'elle avait reçu de trop.

22 nov. 1815, jugement qui accueille la demande du sieur Habonnaud.

Pourvoi en cassation pour violation du § 7, n° 1 de l'art. 69 de la loi du 22 frim. an 7, et fausse application du § 4 du même article.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que, si la stipulation susénoncée peut être considérée comme une cession faite par la demoiselle de Labesse à son père, de la jouissance de ses droits, dans la succession maternelle, on ne peut pas dire néanmoins que cette cession ait eu lieu à titre onéreux, puisque la somme de 3,000 fr. payée à ce sujet par le sieur de Labesse à sa fille, ne l'a été qu'à valoir sur la part héréditaire de cette dernière, dans ladite succession, et à charge de rapport de ladite somme, lors du partage qui pourrait avoir lieu entre la demoiselle de Labesse et ses cohéritiers; qu'il suit de là qu'en refusant d'appliquer à cette stipulation le droit de 4 pour cent, auquel l'art. 69, § 7, n° 1^{er} de la loi du 22 frim. an 7, assujettit seulement les cessions de ce genre faites à titre onéreux, et en ordonnant le simple remboursement, par la régie, du trop-perçu à cet égard, sans exclure cette administration de la faculté de réclamer s'il y a encore lieu, le droit légalement exigible dans la circonstance, le jugement attaqué ne présente aucune violation expresse de la loi;—Rejette.

Du 9 juill. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Boyer.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl., M. Huart-Dupare.

USAGE FORESTIER.—DÉPAISSANCE.

L'usage a le droit de mener paître ses bestiaux gros et menus, à l'exception des chèvres, dans une forêt de l'Etat, lorsque ce droit est établi par un titre dérogatoire aux art. 3 et 4 du titre 29 de l'ordonn. de 1669 (1).

(Forêts—C. Valette et autres.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'aux termes du décret du 9 avril 1811, les acquéreurs du domaine de Lamayoux doivent jouir comme par le passé du droit de mener paître leurs bestiaux gros et menus, à l'exception des chèvres, dans la forêt de la Salvage;—Que ce décret a été rendu à la suite d'une enquête administrative sur le mode de dépaissance exercé dans ladite forêt par les fermiers du domaine de Lamayoux, avant la vente de ce domaine;—Que, par le jugement attaqué, il est déclaré qu'il résulte de cette enquête que les fermiers dudit domaine ont, dans tous les temps et dans toutes les saisons, fait paître leurs gros et menus bestiaux dans toute l'étendue dudit bois;—Que dans cet état de choses, dérogatoire aux art. 3 et 4, tit. 29 de l'ordonn. de 1669, sur le

mode ordinaire de dépaissance des usagers, les fermiers du domaine de Lamayoux n'auraient commis un délit qu'autant qu'il serait établi qu'avant la vente de ce domaine, la dépaissance en question dans la forêt de la Salvage n'avait lieu que sur les parties de cette forêt déclarées défensables par les agents forestiers;—Que cette preuve n'a été ni faite ni même offerte par la direction générale des forêts;—Que dès lors le jugement attaqué a pu, sans contrevenir aux lois de la matière, décharger les prévenus des poursuites exercées contre eux;—Rejette, etc.

Du 9 juill. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Basire.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

MEURTRE.—CRIME CONCOMITANT.—CONCOURS.

Il est nécessaire que le concours du meurtre avec un autre crime ait été déclaré par le jury, pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 304 du Code pén.; il ne suffit pas que le jury ait reconnu que ces deux crimes ont été commis le même jour et dans le même lieu (2).

(Guillard—C. Villaseque.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu l'art. 410 du Code d'Inst. crim.;—Attendu que dans le cas de la première disposition de cet article la peine capitale est prononcée contre le crime de meurtre à raison du concours des circonstances que ledit article détermine, et qui donnent au meurtre un caractère plus grave;—Que l'application de la loi pénale doit être faite par les Cours d'assises sur les faits déclarés par le jury;—Que le concours avec le meurtre d'un autre crime ou d'un autre délit doit donc être déclaré par le jury, pour qu'il puisse y avoir lieu à l'application dudit art. 304, première disposition;—Que s'il résulte de la déclaration du jury, dans l'espèce, qu'une tentative du crime de vol a été commise par le demandeur le jour et dans le lieu où il s'est rendu coupable d'une tentative de vol, il ne s'ensuit pas nécessairement que ces deux crimes aient concouru l'un avec l'autre;—Que cette déclaration ne pouvait donc pas servir légalement de base à la condamnation à la peine de mort;—Que dans cet état cette condamnation a été une fausse application de la loi pénale;—Casse, etc.

Du 9 juill. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Guillard.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

FAILLITE.—COMPÉTENCE.

L'action intentée par les syndics d'une faillite, en revendication des sommes payées par le failli dans les dix jours qui ont précédé la faillite, doit être portée devant le juge du domicile du défendeur, et non devant le juge du domicile du failli. (Cod. proc., 58.) (3)

(1) F. Marlin, Répert., v° Usage (droit d'), sect. 2, § 5, art. 6.—Cette question était controversée avant le Code forestier. F. dans le sens de la décision ci-dessus, arrêt du Cons. d'Etat, 6 déc. 1830 (aff. Roucelat);—En sens contraire, Cass. 22 juin 1826.—Aujourd'hui, d'après l'art. 78 de ce Code, l'existence même d'un titre n'autoriserait pas à déroger à la prohibition, sauf à indemniser en faveur de l'usager par ailleurs du titre : la prohibition est d'ordre public.

(2) F. conf., Cons. 18 avril 1816 (aff. Vastins); 10 oct. même année (aff. Lebrat); Chauvrau et Hôlia, Théorie du Code pénal, t. 5, p. 356; Bourguignon, Jurispr. des Codes crim., t. 3, p. 276; Carnot, Comm. du Code pén., t. 2, p. 37.

(3) Cet arrêt consacre en principe la doctrine enseignée par plusieurs auteurs, que les §§ 5, 6 et 7

de l'art. 59, Cod. proc., ne reçoivent d'application qu'au cas où les personnes qu'ils désignent sont défendeurs et non demandeurs. L'intérêt du cohéritier est d'être assigné au lieu où la succession est ouverte, parce qu'il lui est plus facile de fournir au juge de ce lieu les instructions nécessaires; il en est de même de l'associé; et on en peut dire autant du failli. Mais lorsque c'est l'héritier, ou l'associé ou le failli qui forment la demande, la partie contre laquelle ils agissent a plus d'intérêt et d'avantage à plaider devant le juge de son domicile; et comme il est une règle de droit commun que nul ne peut être soustrait à ses juges naturels, il semble qu'il, quelque générale que soit la rédaction de l'art. 59 dans ses §§ 5, 6 et 7, leur disposition n'est pas assez explicite pour qu'on

(Syndic Wetter—C. Rousseau.)

Des relations commerciales existaient depuis plusieurs années entre la maison Wetter et compagnie de Mulhausen, et la maison Rousseau fils et compagnie de Paris. — En juill. 1814, la maison Wetter fit faillite. — Les syndics de la faillite prétendirent que, par suite des affaires qui avaient été faites entre les deux maisons, Rousseau et compagnie avaient reçu de la maison Wetter une somme assez considérable, dans les dix jours qui avaient précédé l'ouverture de la faillite. — En conséquence, ils assignèrent les sieurs Rousseau et compagnie devant le tribunal de commerce de Belfort, pour les faire condamner au rapport de toutes ces sommes. — Les sieurs Rousseau et compagnie se présentèrent sur cette assignation, et demandèrent le renvoi de la cause devant le tribunal de leur domicile à Paris, par le motif que la demande des syndics étant purement personnelle, elle devait être portée devant le tribunal du domicile du défendeur, suivant les dispositions du § 1^{er} de l'art. 59 du Code de proc.

Le juill. 1816, jugement du tribunal de Belfort qui rejette le déclicatoire. — « Attendu que l'art. 59 du Code de proc., septième alinéa, dit que toutes contestations en matière de faillite doivent être portées devant le juge du domicile du failli, parce que c'est là le point de réunion de l'intérêt commun des créanciers, et le seul où il peut être procédé à la liquidation des droits de chaque créancier; qu'autrement la liquidation d'une masse serait interminable. »

Appel de la part des sieurs Rousseau et compagnie. — 13 août 1816, arrêt infirmatif de la Cour royale de Colmar, ainsi conçu : « Vu les art. 59 du Code de proc. et 635 du Code de comm. ; — Considérant que ces articles ont circonscrit les cas où la faillite attribue juridiction ; que l'action exercée par les syndics de la faillite contre un débiteur de cette faillite, n'est pas du nombre de ces cas ; que, lorsque cette action est personnelle, ces syndics doivent, comme tout autre demandeur, assigner le défendeur devant le juge de son domicile ; que, dans l'espèce, l'action ne cessait pas d'être personnellement, parce que les demandeurs la fondaient sur la présomption légale de la fraude des opérations faites avec le failli, dans les dix jours qui avaient précédé l'ouverture de la faillite. »

POURVOI en cassation de la part des syndics, pour fausse application du premier alinéa de l'art. 59 du Code de proc., et violation du septième alinéa du même article. — Le septième alinéa de cet article dispose qu'en matière de faillite, le défendeur sera assigné devant le juge du domicile du failli. Cette exception à la règle générale, disaient les demandeurs, serait inutile, si elle ne devait s'entendre que des actions passives de la faillite ; car, pour ce genre d'actions, la loi s'est suffisamment expliquée par la disposition générale du premier alinéa. — Dans le système de

l'arrêt, il serait impossible de centraliser les intérêts de la masse des créanciers, d'opérer la liquidation de leurs créances, et d'intercaler simultanément des poursuites dans des lieux divers, et souvent à de grandes distances ; les agens et la juge-commissaire ne pourraient pas alors exécuter les devoirs qui leur sont imposés par les art. 458, 459 et autres du Code de comm. — Par ces mots en matière de faillite, la loi a évidemment entendu les actions qui naissent de la faillite, pendant la faillite, et qui n'existeraient pas sans la faillite, telles que les revendications fondées sur la fraude. — Les demandeurs étaient, à l'appui de leur système, un arrêt de la Cour de cassation, en date du 26 juin 1817.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR : — Attendu que l'arrêt dénoncé, en appréciant d'après les faits et les circonstances de la cause, la nature de l'action intentée par les syndics de la faillite Wetter et compagnie, contra Rousseau et compagnie, n'a considéré ce dernier que comme défendeur à une action purement personnelle, et sans que l'allégation d'une prétendue fraude de sa part ait pu par elle-même, et avant toute discussion ultérieure, dénaturer le caractère de cette action ; — Attendu qu'en faisant résulter de cette première décision la conséquence qu'elle devait, aux termes du premier alinéa de l'art. 59 du Code de proc. civ., être portée devant les juges du domicile des sieurs Rousseau et compagnie, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une juste application de cette disposition de la loi, et n'a aucunement violé le septième alinéa de ce même article ; — Rejette, etc.

Du 13 juill. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Boyer. — Concl. M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Delagrangé et Leroy-Neufville.

1^{er} TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TÉMOIN.

— LANGUE FRANÇAISE. — CASSATION.

2^o JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — ACQUIESCEMENT. — CHOSE JUGÉE.

1^o Un testament authentique est valable, bien qu'un ou plusieurs des témoins fussent étrangers à la langue française, s'il est constant en fait que ces témoins ont pu acquiescer la connaissance des dispositions du testament d'une manière aussi distincte que les autres témoins. (Cod. civ., 980.) (1) — La question de savoir si les témoins ont pu avoir l'intelligence des dispositions testamentaires, rentre dans le domaine des juges du fond, et leur décision à cet égard échappe à la censure de la Cour suprême.

2^o Un jugement purement interlocutoire n'acquiesce point l'autorité de la chose jugée par l'acquiescement des parties. Ainsi, sur l'appel du jugement définitif, les juges d'appel peuvent décider contrairement au jugement interlocutoire acquiescé, sans violer la chose

en nous résulter une exception à cette règle, au préjudice du débiteur de l'héritier, du débiteur de l'associé ou du failli, et qu'ainsi les paragraphes dont il s'agit doivent être restreints au seul cas où le failli, l'associé ou l'héritier sont demandeurs. Cette doctrine que consacra l'arrêt ci-dessus, avait été professée par Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 264 ; elle a été adoptée par Boncenne, qui dit, *tom. 2*, p. 250 : « Vous êtes le débiteur de la faillite : c'est chez vous que la faillite devra vous attaquer et vous poursuivre. N'est-ce pas là que le failli, avant sa chute, se serait vu vous chercher ? Par quelle vertu la réunion de ses créanciers, en prenant sa place, y trouverait-elle le privilège exorbitant de vous distraire

de vos juges naturels ? » C'est aussi ce qu'enseigne Favard de Langlade, *Repert.*, v^o *Ajournement*, n^o 81 ; Boitard, t. 1, p. 227 ; Chauveau ser Carré, *loc. cit.* ; Rodière, *Exposition raisonnée des lois de la comp. et de la proc.*, t. 1, p. 120. V. encore dans le même sens, Cass. 10 juill. 1837 ; Naery, 28 janv. 1844. — Cependant la Cour de cassation a jugé le contraire le 14 avril 1825 ; mais Chauveau, *loc. cit.*, signale cette solution, comme ayant pu être déterminée par l'influence des circonstances de l'espèce.

(1) F. sur cette question, les autorités d'un sens divers qui sont indiquées sous un arrêt conforme de la Cour de Bruxelles, du 13 fév. 1809.

jugée. (Cod. civ., 1350 et 1351; Cod. proc., 451 et 452.) (1)

(Kœrler—C. Bock et consorts.)

Par testament authentique, en date du 14 janv. 1812, le sieur Kœrler, demeurant à Mégrange, département de la Moselle, disposa de toute sa fortune en faveur du sieur Bock et d'autres légataires. — Les héritiers Kœrler ont attaqué ce testament; ils ont soutenu qu'il était nul, par la raison que deux des témoins qui y avaient assisté n'avaient pas assez de connaissance de la langue française pour comprendre les dispositions que le testateur avait dictées, et la lecture qui avait été donnée, par le notaire, au testateur, en leur présence.

24 janv. 1816. Jugement interlocutoire du tribunal de première instance de Nancy, qui admet les héritiers Kœrler à la preuve des faits par eux articulés.

Ce jugement est exécuté sans réserves par toutes les parties; l'enquête et la contre-enquête ont lieu. — 2 août, jugement définitif qui prononce la nullité du testament.

Les sieurs de Bock et consorts interjettent appel, tant du jugement définitif que du jugement interlocutoire.

Les héritiers ont soutenu que les légataires étaient non recevables dans l'appel du jugement interlocutoire, par la raison qu'il avait été exécuté par eux; d'où ils concluaient qu'il y avait chose jugée sur le point de droit, et que, par conséquent, la Cour ne pouvait qu'apprecier la suffisance de la preuve. — Subsidiairement, ils ont persisté à soutenir que le testament était nul, par le motif que deux témoins, et particulièrement le sieur Philippe, l'un d'eux, n'entendaient pas assez la langue française pour comprendre ce que le testateur avait dicté et ce que le notaire avait lu.

28 juill. 1817, arrêt de la Cour de Nancy qui met les parties hors de Cour sur l'appel de l'interlocutoire et déclare le testament valable : — « Considérant en fait, porte l'arrêt, que la demande originaire, reproduite par l'appel principal, présente à décider ce droit si un testament devrait être déclaré nul, dans le cas où il serait prouvé que l'un des témoins, appelé à assister à sa confection, n'avait pas assez d'usage ni d'intelligence de la langue dans laquelle le testament a été dicté, pour en saisir et comprendre les dispositions, sur la dictée du testateur, ou à la lecture donnée par le notaire; — Considérant, dans la forme, que cette question demeure entière et libre du lien de l'autorité de la chose jugée, nonobstant le jugement interlocutoire qui a admis la preuve du fait allégué, et dans la supposition même que l'appel n'en serait plus recevable à raison de l'exécution volontaire qu'il a reçue; — Que si l'interlocutoire, en effet, est dit préjuger le fond, c'est dans ce sens qu'il donne à connaître l'opinion que le premier juge a adoptée sur la question du fond, et conséquemment à prévoir quelle en sera l'influence probable sur la décision définitive; juste motif d'accorder à celles des parties qui se croient intéressées à faire prédominer un

principe contraire, la faculté de saisir immédiatement, par la voie de l'appel, le tribunal supérieur, de la question sur laquelle elle peut craindre de ne pas trouver le premier juge assez exempt de préoccupation; — Que cependant celui-ci n'est pas irrévocablement lié à cette première opinion; que c'est une chimère de supposer qu'un jugement puisse être déjà définitif sur le point de droit, lorsqu'il n'est qu'interlocutoire sur le point de fait; d'autant que le point de droit n'étant que la raison de décider, et non la matière immédiate du jugement, il n'est pas susceptible d'une décision séparée, mais qu'il n'acquiert la force et l'autorité de la chose jugée que par son application à la demande qui fait la matière du litige, et par la décision définitivement portée sur cette demande; qu'aussi longtemps, donc, que l'objet du litige est en suspens, et soumis à l'éventualité d'un arant dire droit, le droit lui-même demeure incertain, le juge ayant pu adopter mentalement, déceler même, une opinion ou un principe, mais non les réduire en jugement; — Qu'aussi, l'orateur chargé de présenter le vœu du tribunal sur le livre 3 du Code de proc., observait, sur l'art. 451, dont la disposition autorise l'appel du jugement interlocutoire avant le jugement définitif, que le jugement interlocutoire, « sans autre objet apparent que d'éclaircir la religion des juges, pourrait finir par les égarer, dans la fausse persuasion qu'ils se seraient liés eux-mêmes en la prononçant. » — Que ce n'est donc pas seulement une faculté laissée au juge, mais plutôt un devoir qui lui est imposé, de juger en définitif, suivant sa conscience et sa conviction; rejetant, si la conviction le lui demande, le principe que d'abord il avait adopté, pour revenir aux moyens, soit de fait ou de droit, que primitivement il avait rejetés; que la même indépendance d'opinion appartient, à plus forte raison, au tribunal d'appel, devant lequel la question se reproduit dans le même état où elle était devant le premier tribunal, avant le jugement définitif;

« Considérant, d'ailleurs, sur la lide non-recevoir opposée à l'appel de l'interlocutoire, que l'opposition établie par l'art. 451 du Code de proc., entre l'appel du jugement préparatoire et celui du jugement interlocutoire, consiste précisément en ce point, que le premier est interdit jusqu'après le jugement définitif; que le second, au contraire, est autorisé dès la signification de l'interlocutoire, mais que de la circonstance qu'il est dès lors autorisé, on ne peut induire qu'il soit dès lors indispensable, sous peine de ne pouvoir plus être reçu après le jugement définitif; qu'il dépend, au contraire, de la partie qui croirait y apercevoir quelque matière de grief, d'en subordonner la plainte à l'événement du fond, par lequel le grief peut être écarté ou réparé; — Qu'il serait, en effet, injuste de froisser un plaideur dans cette alternative pénible, ou de compromettre son droit au fond, en exécutant un préliminaire ordonné, ou de courir les chances incertaines de l'appel d'un interlocutoire; chances toujours et doublement hasardeuses, en ce que,

(1) C'est une application de la règle aujourd'hui bien constante en jurisprudence, que l'interlocutoire ne lie pas les juges. V. Cass. 12 brum. an 10; 21 niv. an 11; 17 janv. 1812 (quest. année); mais roy. Cass. 17 fév. 1815; 10 mai et 5 dec. 1826; 5 mars 1829; 26 mai 1836; 31 janv. 1837; V. encore Bruxelles, 17 janv. 1810. — Ici, ce sont les juges d'appel qui font ce que les juges de première instance auraient pu faire eux-mêmes, c'est-à-dire qui, sans avoir égard au résultat de l'enquête ordonnée par un premier jugement interlocutoire acquiescé et

exécuté et qui avait servi de base au jugement de première instance, reformat ce jugement et jugent le fond en un sens opposé à celui qui semblait indiquer l'admission de l'enquête. Or, cela revient toujours à dire, en d'autres termes, qu'après avoir ordonné une mesure interlocutoire à l'arbitrage exécutée, les juges (de première instance ou d'appel) ne sont pas tenus d'en faire la base de leur jugement sur le fond. — V. au surplus la note qui accompagne l'arrêt de Cass. du 17 fév. 1815,

d'une part, il est difficile d'établir un grief réel, quand rien n'est encore décidé, et que l'événement définitif reste soumis à la délibération du juge; et que, d'une autre part, il est également difficile d'établir que le juge n'ait pu avoir de justes motifs d'ordonner la vérification préalable d'un fait, sans entendre par là se lier à l'événement de la preuve, mais se réservant de faire, des éclaircissements à survenir, une juste et sage application au droit qui s'agit devant lui; — Que l'exécution de l'interlocutoire ne peut donc être opposée comme fin de non-recevoir à l'appel, après le jugement définitif, que plutôt il paraîtrait juste de dire que cet appel serait sans objet, l'interlocutoire étant rempli, et le foud demeurant entier: que l'appel, en ce cas, ne peut être considéré que comme étant de forme, et destiné seulement à repousser les exceptions d'acquiescement volontaire qu'on pourrait vouloir induire de son absence;

• Considérant, au fond, qu'on doit admettre, pour principe général, que les capacités requises dans les témoins sont relatives et coordonnées à la nature des fonctions qui leur sont confiées; qu'ils ne sont (suivant l'expression énergique du droit), témoins idoines et suffisants, qu'autant qu'ils sont aptes à bien saisir, percevoir les faits dont ils sont appelés à rendre témoignage; qu'ainsi la question de la nécessité de telle ou telle autre capacité, dans la personne des témoins, se réfère à cette question plus générale de savoir: quel est, dans la rédaction des testaments, l'objet de la vocation des témoins; ;

• Considérant que cette question se résoudrait mal par les dispositions des lois romaines, dont les principes, en ce qui touche la forme des testaments, ont peu d'analogie à notre droit actuel; que longtemps en effet, les Romains ne connaurent d'autre forme de testaments que celle des testaments nuncupatifs, dont les dispositions étaient confiées à la seule mémoire des témoins; et que lors même qu'ils eurent admis la forme dans laquelle concouraient la nuncupation et l'écriture, la foi principale fut encore accordée au témoignage verbal, qui souvent était invoqué pour expliquer, interpréter ou étendre la disposition écrite; que ces usages s'étaient conservés dans quelques-unes des provinces de France régies par le droit écrit, même depuis l'ordonn. de Moulins, et jusqu'à la promulgation de celle de 1735; que sous ce système de législation il était sans doute indispensable que les témoins eussent une perception claire et distincte de dispositions dont leur déclaration devait constater la teneur; et qu'on peut croire, avec Accurse, Richard, Furgole et autres jurisconsultes, que la disposition de la loi 30, au Dig., *Qui testamenta*, etc., qui n'exige pas des témoins l'intelligence de la langue (ou du discours) du testateur, ne doit s'entendre que de ceux appelés à la souscription des testaments secrets; — Mais que ces recherches et ces décisions sont sans application à notre droit; qu'il n'accorde d'effet à aucune disposition testamentaire purement verbale; que la preuve n'en serait pas reçue; que même en toutes matières de contrats et transactions civiles, des actes écrits doivent être rédigés de toutes choses excédant la valeur de 150 fr., sans qu'aucune preuve testimoniale puisse être admise de la convention verbale, contre et outre le contenu de l'acte écrit; — Que les actes écrits devenant ainsi la base sur laquelle reposent la force et la sécurité des transactions civiles, la législation a dû particulièrement s'occuper d'en assurer l'exactitude et la fidélité; qu'à cet effet, elle a institué des officiers publics, chargés de les recevoir et de les rédiger; que c'est à

l'intervention de leur ministère qu'elle attache cet effet d'imprimer à l'acte reçu par eux le caractère de la forme publique et de l'autorité de la justice, et cette prérogative légale de faire de leur contenu une foi tellement plénière, qu'elle ne peut être impugnée que par la voie de l'inscription de faux; que c'est donc sur l'intervention et sur le caractère de l'officier public que repose, en premier ordre, la foi de l'acte authentique, la présomption légale de sa véracité; — Que cependant, pour prévenir le danger des fraudes et suppositions en général, et en particulier celui des surprises et des captations auxquelles les testateurs sont plus spécialement exposés, la loi a introduit des solennités des formes extrinsèques, destinées à assurer et protéger l'intervention libre des contractans, l'indépendance et la spontanéité de leurs conventions et déclarations; qu'ainsi le testament doit être dicté par le testateur, écrit sous sa dictée par le notaire, par lui relu au testateur, approuvé et signé par ce dernier, le tout sous les yeux et sous la présence continuelle et nécessaire d'un nombre de témoins déterminés, qui, par leurs signatures réunies à celles du testateur et du notaire, attestent et garantissent l'exacte observation de ces solennités, juste et unique objet de leur intervention; — Qu'il serait bien peu exact de dire que leur ministère ainsi restrictif serait sans objet ou tellement illusoire, qu'autant aurait valu ne les pas appeler; qu'il est sensible au contraire, que leur intervention est parfaitement calculée pour produire l'effet que la loi en attend, celui de prévenir les dangers de la supposition et de la surprise; que si le testateur en effet a été vu et entendu, dictant librement ses dispositions, il est prouvé qu'il n'était pas dominé par l'empire actuel de la suggestion ou de la captation; que s'il a été entendu les prononcer, il jouissait d'une force de corps et d'esprit suffisante pour concevoir et expliquer sa volonté; que si le notaire a écrit sous sa dictée, l'écrit n'était pas préparé et rédigé à l'avance; que si la rédaction achevée a été relue au testateur, et s'il l'a approuvée, il l'a reconnue conforme à sa pensée; que si enfin il l'a signée en présence de témoins et avec eux, il l'a confirmée et ratifiée comme étant la juste expression de sa volonté; qu'ainsi l'exacte observation des formes et solennités garantit la liberté du testateur, la réalité et la spontanéité de ses dispositions; la présence des témoins garantit l'observation des formes, l'intervention de l'officier public garantit la fidélité de la rédaction qui est de son office; et de ces garanties partielles et réunies se composent l'authenticité, la foi légale imprimée à l'acte public; — Que, dans un système contraire, et si l'on voulait supposer que les témoins, dont rien ne garantit le caractère moral, investis cependant par une préférence bizarre, de la confiance que la loi refuse à l'officier public, fussent en effet établis par elle, les surveillans et les censeurs du ministère même du notaire, ils devraient être nécessairement investis des moyens et des capacités propres à leur mettre en état d'exercer cette surveillance; — Qu'ainsi, et d'abord, quant aux moyens, une méthode leur aurait été prescrite pour s'assurer que ce que le notaire relit après la rédaction est bien conforme, en sens et substance, à ce qui a été dicté, et encore pour s'assurer que ce que le notaire paraît lire est bien exactement ce qu'il a réellement écrit; car s'il peut être suspect de falsifier le texte dicté en écrivant, il peut l'être également de falsifier le texte écrit en relisant; que sans cette double confrontation du texte écrit avec le texte dicté et avec le texte relu, le témoin ne peut en connaissance de cause attester leur conformité; qu'ainsi

ou la loi exigerait de lui la garantie de ce qu'elle ne l'aurait pas mis à même de savoir, on elle attacherait à sa présence une garantie fictive qu'elle saurait bien que sa présence n'offre pas;

• Que, sous le rapport des capacités, les difficultés seraient encore plus grandes; que ce ne serait plus assez que le témoin eût l'intelligence de la langue dans laquelle le testament serait dicté, et encore celle de la langue dans laquelle il devrait être rédigé (si ces idiomes étaient divers, comme il arrive encore fréquemment dans celles de nos provinces dans lesquelles des idiomes ou des langages locaux prédominent dans le peuple); mais qu'il faudrait encore examiner si cette intelligence des deux langages s'étendrait au-delà des choses usuelles et appartenant à la vie commune; et ultérieurement, si les facultés intellectuelles du témoin seraient elles-mêmes susceptibles de s'élever jusqu'à la perception distincte d'idées trop étrangères à ses connaissances et à ses habitudes, et à juger une identité de rédaction qui peut différer essentiellement en sens lorsqu'elle paraît à peine différer en expression; — Que cette recherche et cette incertitude s'étendraient bientôt des testaments à toutes les matières de conventions et transactions, même les plus compliquées; étant singulièrement à remarquer que l'art. 980 de notre Code, qui traite spécialement des capacités requises dans les témoins testamentaires, ne diffère en rien de la disposition législative qui règle généralement les conditions exigées des témoins appelés à toutes sortes d'actes notariés; que la célèbre ordonnance de 1735, si profondément méditée pour faire cesser les abus reconnus en matière de testaments, s'exprime relativement à l'fidomité des témoins, précisément dans les mêmes termes, et n'exige d'ailleurs pour la solennité des testaments, que ce qui est exigé pour la validité de tous autres actes, l'intervention de deux notaires, ou l'assistance de deux témoins, si un seul notaire est admis; — Que le Code civ. a ajouté à cette disposition, ce qui prouve que la réflexion de ses rédacteurs s'est aussi fixée sur l'amélioration possible des formes testamentaires, et sur les avantages ou les inconvénients d'ajouter à leur rigueur; — Mais que balance faite des uns et des autres, la faveur de la liberté des dispositions testamentaires a prévalu; et que repoussant les entraves apportées par une législation moderne, qui, alarmée du danger des surprises ou captations en matière de testament, ne les admet que sous la garantie des formes judiciaires et de l'intervention du magistrat, notre législation a pensé qu'il suffisait des formes consacrées par la sagesse des lois antérieures, en ajoutant seulement au nombre des témoins exigés pour les autres actes, qu'il jusqu'à lors avait été adopté aussi pour les testaments; mais que du reste, aucune capacité nouvelle n'a été exigée des témoins, aucune fonction plus étendue ou plus spéciale ne leur a été départie; qu'il faut donc tenir pour constant que les témoins ne remplissent dans la confection des testaments aucune autre fonction que celle qu'ils remplissent dans tous autres actes publics, celle d'être les certificateurs et les garans des formes extrinsèques et matérielles qui gisent en faits et tombent sous leurs sens, sans que dans les uns, non plus que dans les autres, ils soient appelés à prendre connaissance de la substance des dispositions ou conventions, dont la perception distincte excède généralement les bornes de leurs connaissances et de leurs facultés; — Qu'aussi, dans la distribution des peines, la poursuite criminelle qui s'attache à la fois au notaire et aux témoins, dans le cas où un testament aurait été signé par eux sans qu'ils eussent vu le testateur, sans qu'ils l'eussent en-

tendu prononcer ses dispositions ou qu'ils l'eussent vu les présenter à la souscription, n'atteint plus que le notaire, dans le cas où la substance de l'acte aurait été altérée dans la rédaction, comme dans celui où d'autres dispositions auraient été écrites, que celles qui avaient été dictées; en quoi la loi se conforme à la démarcation des fonctions respectives, et attache l'imputabilité à l'infraction du devoir que chacun avait à remplir;

• Considérant que de ces principes ainsi établis, il résulte d'abord cette conséquence relative à la question générale de capacités requises dans les témoins testamentaires, que ces capacités doivent être telles, sous les rapports des facultés physiques et intellectuelles, qu'ils aient pu voir, entendre, percevoir les faits qui se sont passés sous leurs yeux, en saisir l'objet et l'application, être en état d'en témoigner et rendre compte; *testis debet testari de eo quod sensu aliquo percepit, et an sensu rationem sui dicti reddere*; — Que, passant de cette conséquence à son application à la question particulière de la nécessité dont il peut être que le témoin entende et comprenne la langue dans laquelle s'exprime le testateur, on aperçoit que le doute ne se présente que dans des suppositions extrêmes; qu'on peut en effet se former l'hypothèse d'un particulier introduit dans une réunion, sans aucune connaissance des personnes qui la composent, du langage dans lequel elles s'entretiennent de l'objet de leur réunion, en sorte qu'il n'ait rien compris de ce qui se passait sous ses yeux; que sans doute, un tel individu ne serait pas un témoin suffisant de l'acte que l'on prétendrait avoir été passé en sa présence; mais qu'il en serait autrement si, avec une connaissance imparfaite de la langue parlée par ces personnes, avec lesquelles il aurait été d'ailleurs dans l'habitude des communications journalières, il avait pu être instruit de l'objet de leur vocation, comprendre quel acte il s'agissait de rédiger, suivre le développement, la réalité et la bonne foi des formes extérieures et solennelles dont on l'aurait revêtu; — Que tel était dans l'état de la cause Philippe Talhier, dont le témoignage est principalement impugné; que sans l'habitude de la langue française, ne l'employant pas, ne l'entendant qu'imparfaitement, et trop imparfaitement sans doute, pour bien concevoir à la lecture ou à la prononciation, le sens et la valeur des dispositions énoncées par le testateur, il n'était pas cependant totalement étranger à l'usage de cette langue aussi familière, aussi vulgaire que la langue allemande dans la commune de laquelle il était né et avait constamment vécu depuis plus de soixante années; qu'il a donc su qu'il était appelé par le sieur Kœtler, bien connu de lui, et qu'il a dû reconnaître dans la personne aînée, près de laquelle il était introduit, qu'il a dû parfaitement comprendre qu'il était appelé à la confection d'un testament; que ce que dictait le sieur Kœtler étaient ses dispositions testamentaires; qu'il a pu juger de la liberté, de l'énonciation distincte avec lesquelles il les prononçait; qu'il a vu le notaire écrire, qu'il l'a entendu relire la rédaction; qu'il a vu le testateur l'approuver, la signer; qu'il a donc distinctement perçu, et avec une pleine latitude de moyens de les appliquer à leur objet, tous les faits, toutes les circonstances qu'il était important qu'il recueillît, et dont il était appelé à rendre témoignage; — Qu'il faut faire état encore de cette circonstance qui réduit la cause à des termes plus spéciaux, et aurait pu, peut-être, dispenser de l'enviager sous son point de vue plus général et plus abstrait; que le notaire, tous les témoins, et (à ce qu'il paraît) le testateur lui-même, avaient l'usage familier de la langue alle-

mande, portée par Philippe Tallien; qu'aucun moyen de communication réciproque ne leur a donc manqué, et que Tallien a pu facilement acquiescer, du fond même et de la substance des dispositions testamentaires, une perception aussi distincte que l'ont pu acquiescer tous les autres témoins; aussi distincte que l'auraient pu acquiescer tous les autres individus de la même classe, appelés à les remplacer; que le défaut d'habitude de la langue française, de la part du témoin, n'atténue donc ni la force de son témoignage, ni la solennité de l'acte, et que cette circonstance serait plutôt un prétexte qu'un juste motif d'en prononcer la nullité; — Considérant que la demande en nullité du testament étant rejetée, celle en délivrance des legs y portés ne peut souffrir de difficulté. »

Pourrait en cassation de la part des héritiers Kellierper violation, 1^o des art. 1350 et 1351 du Code civ., en ce que la Cour a validé un testament, qui déjà avait été préjugé nul par un jugement interlocutoire que toutes parties avaient exécuté, et qui dès lors avait acquis l'autorité de la chose jugée; — 2^o des art. 971 et 972 du même Code, en ce que deux des témoins de cet acte n'entendant pas la langue française, n'avaient pas pu comprendre ce que le testateur avait dicté et ce que le notaire avait lu et par conséquent ne pouvaient être témoins au testament.

ARRÊT.

LA COUR : — Sur le premier moyen : — Attendu qu'il s'agit d'un jugement purement interlocutoire, que l'arrêt attaque a mis hors de Cour sur l'appel de ce jugement; qu'il n'a rien jugé de contraire à la preuve admise, et que la Cour royale a pu statuer sur le fond par des moyens de fait ou de droit, sans qu'il en puisse résulter une violation de chose jugée par l'interlocutoire;

Sur le deuxième moyen : — Attendu, 1^o que le témoin dont il s'agit, avait les qualités requises par l'art. 980 du Code civ., et n'était dans aucun des cas d'exclusion portés par l'art. 975; — Attendu, 2^o qu'il n'est ni des faits et des circonstances relevées finalement par l'arrêt attaqué, que la Cour royale a reconnus que le témoin dont l'indignité était contestée, avait pu acquiescer, sur le fond et la substance même des dispositions testamentaires, une perception aussi distincte que l'ont pu acquiescer les autres témoins du testament; qu'en cela elle n'a fait qu'apprécier une faculté personnelle du témoin, ce qui ne peut donner ouverture à cassation, et dispense de s'occuper des autres motifs sur lesquels la Cour d'appel s'est appuyée pour valider le testament dont est question; — Rejette, etc.

Du 14 juill. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Darrieux.

1^o PÉREMPTION. — DEMANDE NOUVELLE. —

LOI DE L'ÉPOQUE. — EFFET RÉTROACTIF.

2^o EXPLOIT. — DATE. — PREUVE TESTIMONIALE.

3^o et 4^o ENQUÊTE. — APPEL. — NULLITÉ. — DÉLAI.

1^o La demande en péremption est de sa nature une demande principale et nouvelle. — Elle doit être instruite et jugée, d'après la loi existante au moment où elle est formée; peu importe que l'instance primitive dont un demande la péremption ait été formée sous l'empire de la législation antérieure. (Cod. proc., 367 et 1011.) (1)

2^o La preuve testimoniale est admissible pour établir que de deux actes de procédure signifiés le même jour sans indication de l'heure, l'un est antérieur à l'autre. — Ce n'est pas la admettre la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes. (Cod. civ., 1341.) (2)

3^o Les juges d'appel, en annulant une enquête faite en première instance, par le motif qu'elle a été ordonnée et faite comme en matière sommaire, tandis qu'elle devait avoir lieu suivant la forme ordinaire, peuvent en ordonner une nouvelle. — En ce cas, on ne peut dire que l'enquête soit annulée par la faute de l'avoué. (Cod. proc., 292 et 293.) (3)

4^o Lorsqu'un appel, une enquête faite en première instance est annulée avec renvoi devant les premiers juges pour procéder à une nouvelle enquête, la Cour d'appel n'est pas tenue de fixer le délai dans lequel l'enquête aura lieu, encore que le tribunal soit distant de plus de trois myriamètres du siège de la Cour. — L'art. 258 du Cod. proc. n'est applicable que lorsque c'est le tribunal devant lequel l'enquête devait être faite qui indique un autre lieu, à raison de l'éloignement des témoins. (Cod. proc., 253, 257 et 258.)

(Cadena — C. Marre.)

En 1793, le sieur Cadena et le sieur Marre, étaient en instance. — Le 20 avr. 1816, Marre demande par requête la péremption de l'instance, pour discontinuation de poursuites pendant plus de trois ans, depuis la promulgation du Code de proc. — Le même jour Cadena fait signifier à Marre les qualités d'un jugement. — Devant le tribunal, Cadena prétend qu'on ne peut accorder de priorité à aucune de ces deux significations puisqu'elles ne font pas mention de l'heure à laquelle elles ont été faites; que dès lors il est impossible de reconnaître si la demande en péremption a été formée avant la reprise des poursuites; qu'ainsi l'instance ne peut pas être déclarée périmée; qu'au surplus, les dispositions du Code sont inapplicables à une instance antérieure à sa publication, et que d'après les anciennes lois du Roussillon, qui régissent les parties, une instance ne se périmait que par un laps de quarante ans. — Marre soutient qu'une demande en péremption est une action

(1) C'est là un point qui est aujourd'hui hors de toute discussion; il est consacré par une jurisprudence constante et par l'opinion générale des auteurs. V. Cass. 12 juill. 1810; 19 août 1816; 8 déc. 1819; 25 nov. 1823; 6 juill. 1833; Colmar, 5 mars 1811; Turin, 5 avril 1811; Limoges, 2 avril 1827; Montpellier, 30 déc. 1824, et 19 juin 1825; Poitiers, 13 mai 1836. V. aussi dans le même sens, Carré, *Lois de la procédure civile*, quest. 1428; Demiau-Crouzilhac, p. 289; Merlin, *Quest.*, v^o Péremption, § 6. — Pigeau, *Comm.*, t. 1, p. 681, est le seul auteur qui enseigne une doctrine contraire en appliquant à la péremption l'art. 2281 du Code civ., d'après lequel les prescriptions commencent lors de la publication du Code, continuant d'être régies par les

lois anciennes. Mais, Merlin démontre dans une savante dissertation (*Id.*, t. 17, p. 243), que cet article est inapplicable, et, qu'à l'égard de la péremption commencée avant la promulgation du Code de procédure, il faut nécessairement suivre ce Code. — C'est aussi ce qu'établissent MM. Dalloz, v^o Péremption, p. 175, n^o 3; Reynaud, *de la Péremption*, p. 250; Chauveau sur Carré, loc. cit.

(2) V. sur ce point et en ce sens, les observations qui accompagnent un arrêt conforme de la Cour de Cass. du 6 août 1811, et les autorités qui y sont indiquées. Adda, Toulhier, t. 9, n^o 323, qui rapporte l'arrêt ci-dessus, et en approuve la doctrine.

(3) V. en ce sens, Carré, et Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, sur l'art. 292, en note.

nouvelle susceptible d'être réglée par les lois existantes au moment de son introduction, et il offre de prouver, par témoins, que sa requête a été signifiée plusieurs heures avant que Cadena fit signifier son jugement.

30 mai 1816, jugement du tribunal civil de Ceret, qui rejette les moyens de Cadena, et permet à Marre de prouver à l'audience, et comme en matière sommaire, que sa requête en péremption a été signifiée la première; les motifs de ce jugement sont ainsi conçus : — « Attendu que, d'après l'art. 397 du Code de proc., toute instance est éteinte par une discontinuation de poursuites pendant trois ans; que la péremption d'instance, étant de sa nature une demande principale, est soumise aux lois qui régissent la procédure au moment où elle est intentée; que c'est une procédure nouvelle entièrement distincte de celle à l'occasion de laquelle elle est introduite; que dès lors il importe peu que cette dernière procédure ait été instruite sous l'empire d'une législation qui n'admettait pas la péremption; qu'il suffit au contraire que la demande en péremption ait été formée d'après les règles établies par le Code de proc., pour que cette demande doive être accueillie; que, dans l'espèce, les deux significations ayant été faites le même jour sans qu'aucune mentionnât l'heure, la preuve de la priorité de ces actes doit être admise; que cette preuve peut être faite par témoins, parce qu'elle porte sur un fait indépendant de la teneur des notifications.... »

En exécution de ce jugement Marre fit procéder à son enquête dont le résultat démontra que sa signification avait été faite avant celle de Cadena.

11 juin 1816, jugement définitif qui, par suite, déclare l'instance périmée.

Appel de la part de Cadena tant de ce jugement que de celui du 30 mai précédent. — 7 mai 1817, arrêt de la Cour royale de Montpellier qui confirme le premier jugement, quant au chef qui déclare le Code de proc. applicable à l'espèce, et qui admet la preuve testimoniale sur la priorité des deux significations, mais infirme quant au chef qui ordonne que l'enquête sera faite comme en matière sommaire; en conséquence annule cette enquête, ainsi que le second jugement qui en est la suite, et renvoie les parties devant le tribunal, pour la recommencer dans les formes ordinaires. — Cet arrêt ne fixe pas le délai dans lequel la nouvelle enquête devait être recommencée.

POURVOI en cassation de la part de Cadena. 1^o pour contravention à l'art. 1041 du Code de proc., en ce que contre la disposition formelle de cet article l'arrêt dénonce à appliqué les dispositions de ce Code à une instance commencée antérieurement à l'époque de la promulgation; par suite, fautive application de l'art. 397 du Code de proc., et contravention aux anciennes lois du Roussillon, seules applicables à l'espèce; — 2^o Pour violation de l'art. 1341 du Code civ., en ce que la Cour avait permis à Marre de prouver contre et outre le contenu de deux actes, en lui permettant de prouver par témoins que sa requête en péremption était antérieure à un autre acte signifié le même jour; — 3^o Pour violation des art. 233 et 258 du Code de proc., en ce que, 1^{er} la Cour avait permis de recommencer une enquête déclarée nulle par la faute de l'avoué; — Et, 2^o en ce que l'enquête devant être faite dans un

lieu distant de plus de trois myriamètres, la Cour aurait dû fixer le délai dans lequel elle devrait être commencée.

ARRÊT.

LA COUR : — Sur le premier moyen, attendu que la demande en péremption est une action nouvelle susceptible d'être réglée par les lois existantes au moment de son introduction, et qu'il n'a en conséquence été commise aucune violation de l'art. 1041 du Code de proc. civ. en appliquant les dispositions de ce Code à une demande en péremption formée le 20 avr. 1816;

Sur le second moyen, attendu que l'art. 1041 du Code civ. ne prohibe point l'admission de la preuve testimoniale sur des faits étrangers à la teneur légale d'un acte de procédure, et qui était abandonné à la vérification des magistrats;

Attendu, sur le troisième et dernier moyen, qu'il n'est aucunement justifié que la nullité d'enquête prononcée par l'arrêt attaqué soit provenue du fait de l'avoué ou de l'huissier, et qu'en conséquence, l'art. 293 du Code de proc. civ. doit recevoir son application, et qu'en l'état, l'application de l'art. 258 du même Code sur le délai ne pouvait appartenir qu'au tribunal chargé de la confection de l'enquête. — Rejette, etc.

Du 15 juill. 1818. — Secr. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Borel de Breizel. — Concl., M. Lebeun, av. gen. — Pl., M. Dupont.

ARBITRAGE. — AMIABLES COMPOSITEURS. — NOMINATION D'OFFICE. — INCIDENT. — COMPÉTENCE. — APPEL.

Lorsqu'il a été convenu entre associés qu'en cas de contestations, elles seront soumises à des arbitres qui jugeront sous appel et comme amiables compositeurs, la convention sur la nature et l'étendue de l'autorité des arbitres a effet, encore que les arbitres soient ultérieurement nommés d'office par la justice, si non volontairement par les parties. (Cod. proc., 1019; Cod. comm., 52.) (1)

Si, sur compromis portant renonciation à l'appel, il s'élève entre les parties une contestation relative à la formation du tribunal arbitral, le jugement qui intervient sur cet incident est sujet à l'appel; ce n'est pas le cas d'appliquer la clause du compromis qui interdit la faculté d'appeler. (Cod. comm., 52; Cod. civ., 1134 et 1163.) (2)

(Bédout — Duronea et consorts.)

Une société existait entre le sieur Bédout, et le sieur Duronea. — Il était dit par l'art. 32 du contrat de société « qu'en cas de contestations elles seraient toutes réglées à l'amiable et dans tous les cas soumises à des arbitres, arbitrateurs et amiables compositeurs, qui, en cas de discord, pourraient s'adjoindre un troisième pour terminer toutes leurs discussions. Leur décision sera sans appel pour les parties, qui renonceraient non-seulement à tout appel, mais même à tout pourvoi en cassation. » — Duronea associa les sieurs Denhs et Bourdeux à l'intérêt qu'il avait dans cette société. — Une contestation s'éleva entre Duronea, Denhs et Bourdeux d'une part, et le sieur Bédout de l'autre, au sujet de la liquidation de cette société. — Denhs, Bourdeux et Duronea nommèrent chacun un arbitre; Bédout en nomma un aussi, et prétendit que Denhs, Bourdeux et Duronea ayant un même intérêt ne devaient nommer qu'un seul arbitre pour eux trois.

(1) F. au sens contr., Bordenave, 20 fév. 1827. — La jurisprudence est assez flottante sur le point de savoir quelle influence doit avoir sur la nature de l'arbitrage d'amiable composition ou matière de

société, la nomination des arbitres par les juges de commerce. F. l'arrêt de Cass. du 26 janv. 1841, et la note qui l'accompagne.

(2) F. dans le même sens, Cass. 22 fév. au 13.

1^{er} avril 1812, jugement du tribunal de commerce de Bayonne, qui ordonne que le tribunal arbitral sera composé de quatre arbitres nommés.

Appel de la part de Bédout. — 2 décembre 1812, arrêt infirmatif de la Cour royale de Pau, qui nomme d'office deux arbitres. — Ces arbitres n'ayant pas prononcé sur les demandes respectives des parties, la Cour en nomma successivement d'autres par divers arrêts des 10 mai 1813, 14 juillet, 5 novembre 1814 et 10 juin 1815.

6 septembre 1815, sentence arbitrale qui condamne Duronea, Denhs et Bourdeux à payer à Bédout une somme de 16,885 fr. — Appel de cette sentence de la part de Duronea et consorts. — Bédout oppose contre cet appel une fin de non-recevoir, résultant de la renonciation d'apporter contenance en l'art. 12 du contrat de société.

29 juin 1816, arrêt qui déclare l'appel recevable. — « Attendu qu'il ne faut pas étendre les conventions au delà de la volonté des parties, et qu'à moins d'une volonté clairement exprimée, elles rentrent dans la juridiction ordinaire; que, dans l'espèce, les arbitres ont été sur la demande des parties et sans aucune opposition, nommés par différents arrêts; qu'à la vérité, l'article 12 du traité social n'exprime pas d'une manière formelle que les arbitres seront nommés par les parties; qu'il répugne néanmoins de croire que la volonté des parties ait été de renoncer à l'appel d'un jugement arbitral qui serait rendu par des arbitres qu'elles n'auraient pas choisis, et qu'elles eussent eu cette volonté exorbitante; que l'art. 12 règle la qualité de ces arbitres, qui doivent être arbitres et amiables compositeurs; qu'il est établi, dans l'espèce, que les arbitres n'ont pas agi en cette qualité, mais bien en vertu de l'arrêt de la Cour, qui pouvait d'autant moins leur accorder cette qualité, qu'aucune des parties ne l'avait demandé; que, d'ailleurs, quelque extension qu'on pût donner au sens de l'art. 12, Bédout est censé avoir renoncé à tous les avantages de cet article par son silence et même par ses propres actes, et en particulier par l'acte d'appel du jugement du tribunal civil de Bayonne. »

Pourvoi en cassation pour violation de l'article 1134 du Code civ. et 52 du Code de comm.; en ce que l'appel a été déclaré recevable, malgré la renonciation formelle contenue dans l'acte de société, en ce que l'arrêt a déclaré que les arbitres nommés d'office n'avaient point agi en qualité d'amiables compositeurs, quoique cette qualité leur fût attribuée par la convention des parties.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 52 du Code de comm.; — Vu l'art. 1134 du Code civil; — Attendu que, d'après l'art. 52 du Code de comm., la stipulation de la renonciation à la faculté de l'appel est un obstacle à l'exercice de cette faculté; qu'en vertu de cette renonciation, les arbitres sont investis, tant par la loi que par la volonté des parties, du droit de prononcer en dernier ressort; que la disposition de la loi est générale et ne fait aucune distinction entre le cas où les arbitres sont nommés par les parties elles-mêmes et celui où ils le sont d'office par les juges; — Attendu que par l'art. 12 du traité de société, il a été formellement renoncé par les contractants à l'appel des décisions qui seraient rendues par les arbitres; que cette renonciation n'a pas été limitée au cas où les arbitres seraient nommés par les parties, qu'elle a été, au contraire, générale et illimitée; — Attendu que la renonciation à l'appel deviendrait illusoire, s'il dépendait de chacune des parties de la révoquer, malgré l'autre partie, en rendant la nomination d'office nécessaire; — Attendu d'ailleurs que, dans l'espèce, les arbitres qui ont été nom-

més par l'arrêt du 14 juin 1814 ont été formellement acceptés par toutes les parties; que, successivement, par deux arrêts, l'un du 5 nov. de la même année, l'autre du 10 juin 1815, ces arbitres ont été nommés de nouveau, sur la demande de toutes les parties; que, par conséquent, les arbitres qui ont prononcé ont été non-seulement approuvés, mais encore choisis et désignés par les parties;

Attendu que le jugement du tribunal de commerce de Bayonne, du 1^{er} avr. 1812, était uniquement relatif au nombre d'arbitres dont le tribunal arbitral devait être composé; que l'appel de ce jugement, rendu sur une question incidente totalement indépendante du fond, n'a ni lement altéré la disposition du traité social par laquelle les contractants avaient renoncé à l'appel des jugemens qui seraient rendus sur le fond par les arbitres; — Attendu enfin que la nomination faite par la Cour royale de Pau, sur la demande des parties elles-mêmes, n'a pas modifié la qualité d'amiables compositeurs dont les arbitres avaient été investis par la volonté expresse des parties; qu'en décidant le contraire la Cour royale de Pau a violé l'art. 52 du Code de comm. et l'art. 1134 du Code civ.; — Casse, etc.

Du 15 juill. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Guichard et Darrieux.

SELS.—DONANES.—IMPÔT.—EXIGIBILITÉ.

Les droits sur le sel sont dus au moment de l'inventaire, à quelque somme que s'élèvent ces droits. — Les art. 50 et 62 du décret du 11 juin 1806, portant que, lorsque les droits excéderont 3000 fr., ils ne seront payés que lors de la vente, accordent seulement un délai pour le paiement, mais ne changent point l'époque où le droit est acquis. (L. 24 avril 1806, art. 52 et 53; Décr du 11 juin 1806, art. 59 et 61.) (1)

(Maillard—C. douanes.)

16 novembre 1813, inventaire, par les préposés de l'administration des douanes, des sels appartenant au sieur Maillard, négociant à Gray. — Le droit à percevoir sur les quantités inventoriées, calculé d'après la loi du 24 avril 1806 et le décret du 11 novembre 1813, s'élevait à la somme de 9,766 fr. — En janvier 1814, la ville de Gray fut occupée par les troupes alliées, qui déclarèrent supprimés tous les droits établis sur le sel. — Cette mesure en fit diminuer considérablement le prix. C'est dans cet état de choses que le sieur Maillard vendit les sels inventoriés le 16 novembre précédent.

En août 1814, la régie des douanes déclara contre Maillard une contrainte en paiement de la somme de 9,766 fr., montant du droit des sels inventoriés dans ses magasins.

Maillard forma opposition à cette contrainte. Il soutint que les droits établis sur les sels par la loi du 24 avril 1806 et le décret du 11 novembre 1813, n'étaient dus qu'au moment de la vente, et non à l'époque de l'inventaire; qu'ainsi ces lois ayant été abrogeantérieurement à la vente, on ne pouvait réclamer le droit établi par leurs dispositions. — Il faisait remarquer en outre combien il serait injuste de réclamer un impôt sur des marchandises vendues forcément à un prix calculé dans la supposition que cet impôt était aboli.

21 novembre 1814, jugement du tribunal de Gray qui déboute Maillard de son opposition.

Pourvoi pour violation de l'art. 48 de la loi du 24 avril 1806, des art. 50 et 62 du décret du 11 juin suivant et de l'art. 4 du décret du 11 nov. 1813.

(1) F. anal. en ce sens, Cass. 2 juill. 1817. — 23

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR:—Attendu que l'art. 62 du décret du 11 juin 1806, porte que la perception sera faite immédiatement sur les quantités des sels inventoriés dans l'intérieur, pour lesquelles le droit à percevoir n'excèdera pas 3,000 francs; qu'il résulte de là que le droit est immédiatement dû, et que, si le même article porte que les négocians ne paieront les droits excédant 3,000 fr., que lorsque les sels seront vendus pour la consommation, cela ne prouve nullement que le droit ne fût pas dû, mais bien qu'à raison de sa quotité, la loi a voulu accorder un délai pour l'acquitter; qu'ainsi le jugement attaqué, qui est basé sur le principe, que l'exigibilité de la dette et son existence sont deux choses tout à fait distinctes, bien loin de les violer, s'est conformé à la lettre et à l'esprit des lois spéciales sur la matière;—Attendu enfin que les premiers juges ont concilié les principes d'équité avec la rigueur de la loi, en reconnaissant les circonstances particulières qui militent en faveur des demandeurs, et en les liquidant même comme des considérations à faire valoir auprès du gouvernement;—Rejette,

Du 15 juill. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Deseze, p. p.—Rapp., M. Legonidec.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., M. Champlon.

ACQUIESCEMENT.—DÉPENS.

Lorsqu'une partie condamnée aux dépens par un premier jugement qui en fait distraction au profit de l'avoué de l'adversaire, est déboutée par un second jugement de son opposition à l'exécutoire obtenu par cet avoué, en ce cas, le paiement des dépens, en exécution du second jugement contre lequel la partie condamnée se réserve de se pourvoir en appel, n'emporte point acquiescement au premier (1).

(Bobierre—C. Demersan.)

Le 25 mars 1813, le tribunal civil d'Orléans déclara nul un jugement par défaut du 7 janvier précédent, rendu entre la dame Demersan et le sieur Bobierre, et condamna celui-ci aux dépens avec distraction au profit de l'avoué de son adversaire.—La dame Demersan fit notifier l'exécutoire des dépens le 31 du même mois, et le sieur Bobierre se rendit aussitôt opposant à cet exécutoire.

Mais il fut débouté de son opposition par un nouveau jugement en date du 15 avril.

Après plusieurs commandemens de payer la somme de 141 fr. 23 cent. portés audit exécutoire, le sieur Bobierre, pour éviter une saisie dont il était menacé, paya sous la réserve expresse de tous ses droits et notamment d'appeler du jugement du 15 avril qui avait rejeté son opposition à l'exécutoire.

Postérieurement, il appela du premier jugement, en date du 25 mars, qui avait déclaré nul le jugement par défaut du 7 janv. 1813.

Mais, il fut déclaré non recevable par arrêt de la Cour d'Orléans du 30 juill. 1813: « Attendu que les réserves et protestations faites par Bobierre au procès-verbal de saisie-exécution du 22 avril dernier, même l'appel y énoncé, ne portent que sur l'exécutoire et le jugement du 15 avril comme étant l'un et l'autre, d'après les expressions mêmes de la protestation, préjudiciables à Bobierre;—Que les réserves et protestations ne portent nullement sur le jugement du 25 mars, en vertu duquel ledits exécutoire et jugement du 15 avril ont été rendus;—Que le jugement du 25 mars n'étant pas exécutoire par provision, n'était susceptible d'être arrêté dans son exécution que par la seule voie indiquée par la loi pour en opérer la suspension: d'où résulte la conséquence que le paiement des dépens fait par Bobierre, est de sa part un acquiescement audit jugement, nonobstant les réserves, etc. »

Pourvoi en cassation, pour violation de l'art. 443 et des principes sur l'acquiescement.

ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 443 du Code de proc.;—Attendu, 1^o que l'appel étant une voie de droit contre les jugemens qui en sont susceptibles, nul ne peut y être déclaré non recevable qu'en vertu de quelque disposition de loi, ou parce qu'avant d'interjeter son appel il aurait consenti l'exécution du jugement qui en est l'objet, soit d'une manière formelle et explicite, ou par quelque autre acte qui ne permette pas de douter qu'il ait entendu acquiescer aux condamnations contre lui prononcées: d'où résulte la conséquence que si l'exécution volontaire d'un jugement peut faire présumer que l'intention de la partie condamnée a été de renoncer à la voie de l'appel, il n'en doit pas être de même lorsqu'elle y a été contrainte par l'effet d'une poursuite judiciaire à laquelle elle ne pouvait se dispenser d'obéir;—Attendu, 2^o que dans l'espèce il était prouvé par le procès-verbal de l'huissier que si le demandeur avait payé le montant de l'exécutoire obtenu contre lui par l'avoué de la défenderesse, il n'avait entendu le faire que pour éviter la saisie de ses meubles, et sous la réserve d'interjeter appel du jugement du 15 avril 1813 qui l'avait débouté de son opposition à cet exécutoire;—Attendu, 3^o qu'à la vérité cette réserve n'avait point pour objet le jugement du 25 mars qui avait prononcé contre lui cette condamnation de dépens au profit de la défenderesse, avec distraction au profit de son avoué; mais qu'il ne s'ensuivait pas que l'exécution par lui donnée à ce jugement du 15 avril eût été volontaire de sa part, et que la défenderesse pût s'en prévaloir, puisque ce n'était point à son profit qu'il avait été rendu, et que par conséquent elle n'avait aucun intérêt à ce que son exécution fût volontaire ou forcée;—De tout quoi il résulte que l'arrêt attaqué, en déclarant le demandeur non recevable dans l'appel par lui interjeté du jugement du 25 mars précédent rendu

a tiré la conséquence que la protestation ne s'appliquait qu'au dernier jugement de débouté d'opposition, il s'ensuivait qu'il y avait acquiescement au premier jugement rendu sur le fond. C'était là une conséquence outrée, tirée du silence de la partie à l'égard de ce premier jugement. La doctrine consacrée par la Cour de cassation nous paraît bien plus rationnelle: le second jugement n'étant un effet que la conséquence, ou plutôt l'exécution même du premier, protester contre cette exécution, c'est évidemment protester contre l'acte en vertu duquel elle est faite.—V. en ce sens, Merlin, *Quest.* 1^{re} *Acquiescement*, § 13; Favard de Langlade, *Répert.*, cod. verb., n^o 4.

(1) Cette décision ne nous paraît être qu'une conséquence très logique de cette règle bien constante en jurisprudence, que l'on n'acquiesce pas à un jugement par cela seul que l'en paie les dépens dont il porte condamnation, si le paiement est fait avec protestation que l'on n'entend point acquiescer. V. Cass. 6 prairial an 2; 19 thermidor an 7; 23 floréal an 9; Turin, 15 juill. 1809; Montpellier, 6 fév. 1810.—Dans l'espèce ci-dessus, la protestation ne portait pas précisément sur le jugement qui prononçait la condamnation, mais sur un jugement ultérieur qui avait rejeté l'opposition formée par la partie condamnée à l'exécutoire de dépens, délivré contre elle. La Cour d'Orléans en

au profit de la défenderesse, a créé une fin de non-recevoir arbitraire, et, par suite de cet excès de pouvoir, contrevenu à l'art. 443 du Code de proc.; — Donno défaut contre la dame Demersau; — Et pour le profit; — Cassé, etc.

Du 15 juill. 1818. — Sect. civ. — *Prés.*, M. Desèze, p. p. — *Rapp.*, M. Pajon. — *Concl.*, M. Joubert, av. gén. — *Pl.*, M. Rochette.

1^o INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — PRIVILEGE. — FAILLITE.

2^o PRIVILEGE — FAILLITE. — COMMUNAUTÉ.

3^o VENTE. — RESOLUTION. — RATIFICATION TACITE.

1^o L'art. 2146 du Code civil, qui refuse tout effet aux inscriptions prises dans les dix jours de la faillite, s'applique au cas où l'inscription est prise pour la conservation d'un privilège et notamment de celui du vendeur, comme au cas où l'inscription est prise à l'effet d'acquiescer hypothèque. (C. civ., 2106 et 2146.) (1)

2^o Lorsqu'un immeuble a été acquis conjointement par deux époux communs en biens, si le mari fait faillite et que la femme renonce à la communauté, le privilège du vendeur inscrit dans les dix jours de la faillite, ne peut pas plus être exercé sur la part de la femme que sur celle du mari. (Cod. civ., 1492.)

3^o Le vendeur d'un immeuble qui, sur l'expropriation de ce même immeuble poursuivie par les créanciers de l'acquéreur, intervient dans l'instance sans demander la distraction, et se pourvoit dans l'ordre pour être colloqué sur le prix, est censé approuver la vente, et cette approbation tacite le rend non recevable à demander ultérieurement la résolution de la vente par lui faite. (Cod. civ., 1654.) (2)

(Rachais—C. créanciers Berthier.)
En sept. 1805, le sieur et dame Berthier achetèrent, par moitié, du sieur de Rachais, une maison, qu'ils s'obligèrent à payer solidairement. — Cette vente fut transcrite le 3^e jour complémentaire an 13, et il fut pris le même jour une inscription d'office au profit du vendeur. — Le 3 janv. 1810, cette inscription fut radiée du consentement du sieur de Rachais, quoiqu'il ne fût pas encore payé du prix de la vente; mais ayant en suite des craintes sur la solvabilité des acquéreurs, il prit une nouvelle inscription le 4 juill. suiv. — Peu de jours après, Berthier déposa son bilan, et l'ouverture de sa faillite fut fixée au 10 du même mois de juill. — Par suite de cette faillite, la dame Berthier renouça à la commu-

nauté, sans éprouver aucune opposition de la part du sieur de Rachais. — La maison provenant de Rachais fut mise en vente par expropriation. — Celui-ci intervint dans l'instance pour surveiller les poursuites, mais il ne demanda pas la résolution de la vente qu'il avait consentie aux mariés Berthier en sept. 1805, quoiqu'il n'en eût pas encore reçu le prix; seulement à l'ordre qui fut ouvert, il demanda à être colloqué par préférence, comme créancier privilégié en qualité de vendeur.

Les créanciers hypothécaires de la faillite prétendirent qu'il ne devait être considéré que comme créancier chirographaire, parce que son privilège n'aurait pu être conservé que par une inscription valable, et que celle qu'il avait prise dans les dix jours de l'ouverture de la faillite ne pouvait produire aucun effet aux termes de l'art. 2146 du Code civ.

Le sieur Rachais soutint que cet article n'était applicable que lorsque l'inscription avait été prise en vertu d'une créance ordinaire, mais qu'il ne pouvait être opposé lorsque l'inscription avait en pour objet la conservation d'un privilège; que, dans tous les cas, elle devrait être valable à l'égard de la dame Berthier, qui n'était pas en état de faillite, et qu'ainsi, ou moins, la moitié de la maison devait être affectée par le privilège au paiement de sa créance. — Subsidièrement il demandait la résolution de la vente à défaut de paiement du prix. — Les créanciers répondirent que l'art. 2146 ne faisait aucune distinction et qu'il était applicable à toute espèce d'inscription; que celle prise par Rachais ne pouvait produire aucun effet, même à l'égard de la moitié de l'immeuble appartenant à la femme Berthier, parce que, en renonçant à la communauté, elle avait perdu tous droits à la propriété des conquêtes de communauté; que la demande en résolution de la vente était non recevable, par la raison que Rachais, en intervenant dans l'instance en expropriation, et en produisant dans l'ordre, avait acquiescé à la vente, et par conséquent avait tacitement renoncé au droit de demander la résolution du contrat intervenu entre lui et les mariés Berthier.

Jugement qui rejette toutes les demandes du sieur de Rachais par les motifs suivants : — « Attendu que l'inscription prise par Rachais dans les dix jours de la faillite de Berthier est nulle et sans effet, quel qu'en soit le motif; qu'elle ne peut pas même valoir sur la portion de maison acquise par la dame Berthier, parce que cette maison ayant fait partie de la communauté, la dame Berthier

(1) Telle était la jurisprudence antérieure à la nouvelle loi des faillites (juin 1838), et cette jurisprudence était admise par quelques auteurs (Sie. Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. 4, n^o 1136; Troplong, *des Hypothèques*, t. 3, n^o 650; Duranton, t. 20, n^o 75), et vivement combattue par d'autres (Tribulle, *Répert.*, v^o *Inscription hypothécaire*, § 5, n^o 10; Persil, *Reg. hyp.*, art. 2146, n^o 3; Grenier, *des Hypothèques*, t. 1, n^o 125, et notre *Dictionn. de cont. comm.*, v^o *Faillite*, n^o 192). — Mais aujourd'hui la question est résolue dans ce dernier sens par l'art. 448 de la loi nouvelle. V. sur surplus la note sur l'arrêt de Cass. du 11 juin 1817.

(2) La question doit être envisagée différemment selon que le vendeur se trouve en face du son acquéreur immédiat, ou en présence d'un sous-acquéreur. — Dans le premier cas, quelques auteurs avaient pensé que la vente qui a poursuivi l'acquéreur au paiement du prix, est censé avoir renoncé à l'action en résolution (Sie. Pothier, *de la Vente*, n^o 463, et Grenier, *des Hypothèques*, n^o 379),

et la question est résolue, en ce sens, mais en matière de donation, par un arrêt de la Cour de Cass. du 21 avril 1841 (Volume 1841). Mais Merlin, *Quest.*, v^o *Option*, et M. Troplong, *des Hypoth.*, n^o 224 bis, et de la *Vente*, n^o 658, ont établi que l'acquéreur a deux actions distinctes qu'il peut exercer à son choix, sans que l'emploi de l'une implique renonciation à l'autre. — Dans le second cas, M. Merlin maintenant la solution qu'il donna pour le premier. Mais M. Troplong se range à celle qui consacre l'arrêt ci-dessus, et qui a été confirmée par un second arrêt du 2 juin 1824. V. aussi dans ce sens, Duvergier, *de la Vente*, t. 1, n^o 447. — La loi nouvelle sur la saisie-immobilière (2 juin 1841, art. 692 et 717, Cod. proc.) semble venir à l'appui de cette solution. V. note sur l'arrêt de Cass. du 21 août 1816. — Il faut reconnaître cependant que la Cour de cassation semble être revenue sur sa jurisprudence, et avoir consacré la solution de Merlin par un arrêt du 16 mars 1840. V. cet arrêt dans notre Vol. de 1840, et les observations dont il est accompagné.

n'y avait plus aucun droit depuis sa renonciation, et demeurerait seulement obligée sur ses biens personnels; enfin, que le sieur de Rachais est non recevable à demander la résolution de la vente du 10 sept. 1805, parce qu'il est réputé avoir renoncé à ce droit, en assistant à la vente par espropriation forcée, et en se présentant à l'ordre pour être colloqué sur le prix.

Pourvoi en cassation de la part de Rachais, 1° pour violation de l'art. 2103 et fausse application de l'art. 2146 du Code civ.; en ce que la Cour a décidé, 1° que le vendeur d'un immeuble ne conserve pas son privilège, s'il ne le fait inscrire que dans les dix jours de la faillite de son acquéreur; 2° qu'il ne le conserve même pas sur la portion acquise par la femme du failli, quoiqu'elle n'ait pas fait faillite elle-même; — 2° Pour violation de l'art. 1654 du Code civ.; en ce que l'arrêt décide que le vendeur d'un immeuble ne peut pas demander la résolution de son contrat de vente à défaut de paiement du prix.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que, par acte du 26 déc. 1805, le sieur Rachais avait donné mainlevée aux mariés Berthier de l'inscription d'office prise à son profit le troisième jour complémentaire an 13, laquelle avait été, en conséquence rayée le 3 janv. 1810, sans aucune réserve;—Attendu qu'en déclarant nulle et de nul effet la seconde inscription prise par ledit de Rachais, le 4 juill. 1810, dans les dix jours de la faillite dudit Berthier l'arrêt attaqué n'a fait qu'une juste application de l'art. 2146 du Code civ.;

Attendu que la femme Berthier, ayant renoncé à la communauté, sans que le sieur de Rachais se soit opposé à cette renonciation, était sans droit à la propriété d'un conquêt de communauté;

Attendu que le sieur de Rachais, au lieu d'intervertir l'actien en résiliation, étant intervenu dans l'instance de saisie immobilière, sans demander la distraction, s'étant pourvu dans l'ordre pour être colloqué sur le prix de l'adjudication, ayant ainsi approuvé la vente, s'est rendu non recevable dans sa demande en résolution de la vente par lui faite;—Rejette.

Du 16 juill. 1818.—Sect. req.—Prés. M. Henrion de Pansey.—Rapp. M. Lasaudade.—Concl. M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Champion.

VOL.—DOMESTIQUE.—JURY (DÉCLARATION DE). Lorsque la question de savoir si un individu est coupable d'un vol domestique, le jury répond que l'accusé est coupable du fait principal, mais sans les circonstances, cette déclaration exclut nécessairement la circonstance aggravante de domesticité.—En conséquence, le vol se trouve réduit à un vol simple, passible d'un simple emprisonnement et non de la réclusion. (Cod. pén., 386 et 401.) (1)

(Delacroix)

Du 16 juill. 1818.—Sect. crim.—Rapp. M. Busschop.—Concl. M. Giraud, av. gén.

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 19 mars 1812 (aff. Jaseron).

(2) V. dans le même sens, Cass. 27 janv. 1814, 14 avril et 19 oct. 1815.

(3) Sic, Cass. 9 fév. 1816.

(4) V. conf., Cass. 29 août 1811, et la note; 9 fév. 1816; 9 avril 1818; 13 avril 1837; 16 avril 1840; 24 déc. 1840.

(5) Carnot critique cette décision, par le motif que les jurés pourraient attacher la criminalité au fait matériel du vol, sans rechercher de plus l'intention qui doit accompagner ce fait. (Comm.

1° JURY.—DÉCLARATION.—LECTURE.

2° TÉMOINS EN MAT. CRIM.—INTERPELLATIONS.

3° JURY.—MAJORITÉ.—DÉCLARATION.

4° COUR D'ASSISES.—REMPLACEMENT DE JUGE.

5° et 6° TÉMOINS EN MAT. CRIM.—DÉNONCIATEUR.

7° FAUX.—INTENTION CRIMINELLE.

1° La mention que les jurés étant rentrés dans l'auditoire, leur chef a lu, en présence des jurés, la déclaration dans les formes prescrites par l'art. 348 du Cod. d'inst. crim., prouve suffisamment que la déclaration a été lue en entier.

2° Les dispositions de l'art. 317 du Cod. d'inst. crim. relatives aux interpellations que le président doit faire aux témoins sur leurs noms, âges et professions, ne sont pas prescrites à peine de nullité (2).

3° La disposition de l'art. 341 du Cod. d'inst. crim. d'après laquelle les jurés doivent mentionner en tête de leur délibération, si leur résolution s'est formée à la majorité simple, n'est pas absolue, et il ne résulte aucune nullité de ce que cette mention se trouve à la fin de la délibération au lieu de l'être au commencement, si d'ailleurs cette transposition ne fait naître aucun doute sur le sens de la déclaration.

4° Il ne peut résulter aucune nullité de ce qu'un juge qu'il est nécessaire d'appeler pour compléter la Cour d'assises, par suite d'empêchement du président, n'a pas été délégué par le président de la Cour royale.

5° Le dénonciateur qui n'est pas récompensé pécuniairement par la loi peut légalement être entendu en témoignage (3).

6° L'art. 323 du Cod. d'inst. crim. qui ordonne d'avertir le jury dans les cas où les témoins ont la qualité de dénonciateurs récompensés pécuniairement par la loi, n'est pas prescrit à peine de nullité (4).

7° La déclaration que l'accusé s'est rendu coupable du crime de faux en fabriquant une pièce fautive, suppose nécessairement une intention criminelle et peut dès lors servir de base à l'application de la peine. (Cod. pén., 147; Cod. d'inst. crim., 337.) (5)

(Dufour et Courrière).—ARRÊT.

LA COUR R.;—Attendu, sur le deuxième moyen, qu'il est dit au procès-verbal que les jurés rentrés dans l'auditoire, leur chef s'est levé, et a lu, en présence des jurés, la déclaration, dans les formes prescrites par l'art. 348, ce qui prouve suffisamment qu'elle a été lue en entier, et que ce n'est qu'après cette lecture que le chef du jury en a fait la remise au président;

Attendu, sur le troisième moyen, qu'il est constaté par le procès-verbal que le président a fait aux témoins les interpellations contenues dans l'art. 317; que, par conséquent, les témoins ont dû s'expliquer sur leurs noms, âge et profession, et que d'ailleurs cette partie de l'art. 317 n'est pas prescrite à peine de nullité...

Attendu, relativement à l'art. 311, que les ju-

du Code pénal, t. 2, p. 639.) Sans doute on peut répondre que le mot coupable renferme seul la déclaration de l'intention criminelle, indépendamment du fait même commis avec cette intention. Mais il faut toutefois prendre garde que la faux est un crime spécial, composé d'éléments particuliers; que l'un de ces éléments est l'intention du nuire qui doit nécessairement accompagner l'altération matérielle, et que dès lors, pour éviter une confusion funeste, il est préférable d'exprimer dans les questions les divers éléments de l'incrimination afin que le jury les vote avec connaissance de cause.

rés ont déclaré qu'ils avaient délibéré à la majorité simple; que, quoique cette mention de simple majorité soit faite à la fin de leur réponse, au lieu d'être faite en tête, comme l'indique l'edit article, il ne peut résulter aucune nullité de cette transposition, surtout lorsqu'il n'y a aucun doute que leur réponse se rapporte à tous les faits compris dans la question qui leur a été proposée; ..

Attendu, sur le cinquième moyen, qu'il résulte du procès-verbal que le président de la Cour d'assises se trouvait empêché, et qu'il a été remplacé par le conseiller le plus ancien d'âge; qu'il a été nécessaire d'appeler de suite un cinquième juge, et que dans un cas pareil la loi n'exige pas une délégation du président de la Cour royale;

Statuant, en second lieu, sur les moyens proposés par Courtois: ...—Attendu, sur le deuxième moyen, que Bernet n'était point un dénonciateur récompensé pécuniairement par la loi; qu'ainsi il a pu être entendu comme témoin; que d'ailleurs l'avertissement que doit donner dans ce cas le président de la qualité du témoin, n'est pas prescrit à peine de nullité;

Attendu, sur le troisième moyen, que Dufour a été déclaré convaincu du crime de faux, par la fabrication des deux quittances en question; que Courtois a été également convaincu d'être le complice dudit crime, avec déclaration des faits qui caractérisent la complicité; que la qualification de crime, donnée à la fabrication d'un acte faux, suppose nécessairement des intentions criminelles dans cette fabrication; qu'ainsi Courtois ayant été déclaré légalement complice du crime, cette déclaration a dû servir de base à la condamnation prononcée contre lui; — Rejette, etc.

Du 16 juill. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Lecoutour. — Concl., M. Giraud, av. gén.

USUFRUIT. — FRUITS PENDANS. — DÈCES. — VENTE. — EFFET RETROACTIF.

Antérieurement au Code, le décès de l'usufruitier annulait la vente par lui faite de fruits échus, pour la partie non encore recueillie au moment du décès, non-seulement à l'égard de ses héritiers, mais même à l'égard de l'acheteur; tous les fruits pendans à l'époque du décès, quoiqu'ils eussent été vendus antérieurement, appartenaient au nu propriétaire. (L. 6, ff. de ann. leg.; 27, eod. de usufr.; Cod. civ., 585, 590 et 595.) (1)

C'est la loi de l'époque à laquelle a été constitué l'usufruit, qui doit en régler les effets, et notamment c'est d'après cette loi qu'il faut décider à qui appartiennent les fruits pendans à la fin de l'usufruit. (Cod. civ., 2.)

(Jouglet et consorts.—C. Fraudeau-Hion.) Le 12 pluv. an 12, la comtesse de Gomegnies fit donation entre-vifs, sous réserve d'usufruit, au comte Fraudeau-Hion, des terres et château de Gomegnies.

En 1813, elle vendit aux sieurs Jouglet, Lévêque et Dupont une grande quantité d'arbres à prendre sur les biens donnés. — Les acquéreurs avaient déjà commencé l'exploitation, lorsque, le 8 fév. 1814, la comtesse Gomegnies décéda. — Le comte Fraudeau-Hion s'opposa alors à ce que Jouglet et consorts continuassent d'exploiter la coupe qu'ils avaient achetée, et leur fit défense d'enlever les arbres qui avaient été abattus depuis le décès de l'usufruitière.

(1) V. sur cette question, sous l'empire du Code civil, l'arrêt ci-après rendu le même jour par la Cour de cassation (aff. Ligneux Grandcourt), et les lois.

13 juin 1818, jugement du tribunal de Cambrai qui annule la vente des bois faite par la comtesse et condamne les acquéreurs à délaissier non-seulement les arbres qui étaient sur pied, mais encore ceux abattus depuis son décès.

Appel. — 9 avril 1816, arrêt de la Cour royale de Douai, qui confirme: — « Attendu qu'il est et qu'il a toujours été de principe que les fruits naturels, tels que les arbres tenant par racines au moment où finit l'usufruit, appartiennent au propriétaire des fonds sur lesquels ils se trouvent croissant, sans que les héritiers de l'usufruitier ni ses ayans cause puissent y rien prétendre; d'où il suit dans l'espèce, que les arbres vendus par la comtesse Gomegnies, et qui se trouvaient encore sur pied au moment de son décès, appartiennent à Fraudeau-Hion, donataire, sans que ceux qui les ont achetés de l'usufruitier puissent y rien réclamer, sauf à eux à en recouvrer le prix. L'ais Pont payé. »

POURVOI en cassation; de la part des acquéreurs pour violation de la loi 13, ff. de usufr., et des art. 578, 595 et 1583 du Code civ.; en ce que la Cour royale n'a pas maintenu la vente, faite par l'usufruitière, de fruits qui lui étaient achetés.

Selon l'ancienne et la nouvelle loi, disaient les sieurs Jouglet et consorts, c'est exercer le droit d'usufruit que de louer ou vendre les fruits qui composent la jouissance de l'usufruitier; qui locat utitur, qui vendit utitur, loi 14, ff. de usufr. — L'usufruitier peut jouir par lui-même, donner à ferme à un autre, ou même vendre ou céder son droit à titre gratuit. » (Code civ., art. 585.) — En vendant les coupes d'arbres dont il s'agit, la comtesse de Gomegnies n'a fait qu'exercer un droit qui lui appartenait pleinement, celui de disposer des fruits qui étaient échus. On ne peut pas refuser effet à cette vente, car autrement, c'est refuser à la comtesse la disposition des objets qui composaient sa jouissance. — Inutilement l'on argumente de la loi 37, ff. de usufr.: si pendentes fructus jam maturas reliquisset testator, fructuaris eos ferat, si, die legati cedente, adhuc pendentes deprehendisset; nam et stantes fructus ad fructuarium pertinent; — La loi 8, ff. de ann. leg.: Cum fructuaris, etiam si maturas fructibus, nondum tamen perceptis decesserit, heredi suo eos fructus non reliquit; — Et de l'art. 585 du Code civ., « les fruits naturels et industriels pendans par branches ou par racines au moment où finit l'usufruit, appartiennent au propriétaire, sans récompenses de part ni d'autre, des labours et des semences. » On ne doit pas conclure de là que dans tous les cas le propriétaire ait le droit de prendre des fruits non perçus au décès de l'usufruitier. Il y a une distinction à faire entre les cas où l'usufruitier décède sans avoir disposé des fruits, et le cas où il les a vendus à des tiers. Dans la première hypothèse, ils appartiennent au propriétaire qui les recueille comme faisant partie intégrante du fonds; mais, dans la seconde, le propriétaire ne peut pas dire qu'ils soient un accessoire du fonds, dès qu'ils ont été vendus à des tiers: ils ont cessé d'être immeubles, de faire partie du fonds, ils sont devenus meubles vis-à-vis des tiers; ce n'est que relativement au propriétaire du sol et à l'usufruitier que les fruits pendans par branches ou par racines sont réputés immeubles, relativement aux tiers acquéreurs, les fruits sont devenus mobiliers du moment qu'ils ont acquis la droit de les recueillir, dès lors le propriétaire n'est pas fondé à les réclamer. — Tel est le sens dans lequel on doit entendre l'art. 554 du Code, portant: « Les coupes ordinaires de bois taillis ou de futaies mises en coupes réglées, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus. » Donec, dans sa 8^e observation, s'ex-

plique ainsi : *An nemus venditum ad eundem dum mobile sit, an immobile? Scio plerosque deceptos immobile judicasse, quia soli inharret superficies, et pars soli est : sed nemoris non eadem est conditio, cum lex excidendi indicta, quæ mobilis sit necessitatem inducit. Unde sylvæ excidendæ etiam super fundo, pro mobili habitam fuisse refert judicatum.* Mornac, ad leg. quinc. de act. empti. (V. Pothier, *Traité de la communauté*, n° 70, et sur l'art. 75, tit. 1^{er} de la coutume d'Orléans; Merlin, *Rep.*, v° *Biens*, § 1, n° 11; Pigeau, t. 1^{er}, chap. 1^{er}, sect. 14, § 3, n° 2.) C'est ainsi que la Jngé la Cour de cassation, le 5 oct. 1813. — M. Laporte, dans ses *Pandectes françaises*, résout clairement la question : « Tout usufruitier, dit-il, a droit de faire de semblables ventes (ventes de bois), lorsque le temps de la coupe est arrivé; la vente opère alors le même effet que si la totalité des bois se trouvait coupée; le prix en conséquence appartient à la succession de l'usufruitier, et la propriétaire du fonds, en prait de qui se fait la consolidation, ne peut empêcher les adjudicataires d'exploiter la coupe. »

Il ne faut pas, dans l'espèce, répondre le comte de Franeau-Hion, invoquer les dispositions du Code civil pour juger la cause, c'est à la loi ancienne seule qu'il faut recourir, parce qu'il s'agit d'un usufruit constitué le 12 pluv. an 12, antérieurement à la publication du Code civil, et qu'il importe peu que la vente des arbres litigieux ait été faite en 1813; car pour savoir quels doivent être les effets de cette vente, il faut déterminer d'abord les effets et l'étendue de l'usufruit. Or, d'après l'ancienne loi, le propriétaire recueillait toujours les fruits pendans par branches ou par racines au décès de l'usufruitier : *Cum fructuarius, etiam si maturis fructibus nondum tamen perceptis decesserit, heredi suo eos fructus non relinquit*, loi 8, ff. de annuis leg. Cette règle ne souffrait pas d'exception; il n'en était pas comme sous l'empire du Code, où le législateur paraît avoir introduit une innovation dans l'art. 595; car d'après la disposition de cet article, l'usufruitier peut dire que si le propriétaire est obligé d'entretenir le bail qu'il aura fait, même après son décès, de même il doit respecter la vente qu'il aura faite, des fruits échus, encore qu'ils ne soient pas recueillis à son décès. Dans l'ancienne jurisprudence, tous les auteurs étaient d'accord d'attribuer indistinctement tous les fruits non perçus du vivant de l'usufruitier, au propriétaire du sol. Coquille, dans ses questions et réponses, s'exprime ainsi : « Parce que l'usufruitier ne fait les fruits siens, sinon quand ils sont séparés du fonds par lui, ou autre en son nom, je crois qu'en conséquence de ce, il faut dire que, s'il décide avec une partie de bois coupée, l'autre partie étant debout, l'héritier de l'usufruitier prendra seulement le bois coupé. » (Voy. quest. 155, tom. 2, pag. 227.) Salvat, qui a fait son *Traité de l'usufruit*, sous l'empire du Code, combat en ses termes l'opinion de Laporte : « La loi, dit-il, suppose que tous les fruits sont perçus, car ce n'est qu'après la perception qu'ils appartiennent à l'usufruitier, *cum fructuarius autem non fiat antequam ab eo percipiantur*, loi 25, § 1^{er}, ff. de cens. et fructib. Cependant l'auteur des *Pandectes françaises* prétend que le prix d'une

coupe de bois vendue, quoique non exploitée, reviendra aux héritiers de l'usufruitier, après son décès, non au propriétaire, parce que les bois vendus ne sont plus dans les biens du propriétaire forestier, mais à l'acquéreur. Sans manquer aux égards qui sont dus à ce savant jurisconsulte, qu'il me soit permis d'observer que le propriétaire s'enpare de tout ce qu'il trouve au moment de la consolidation. Les arrangemens pris entre le vendeur et l'acheteur lui étant étrangers, ne sauraient lui nuire. J'ai de la peine à croire que cette aliénation équivaille à une coupe réelle. »

ARRÊT (après délib. en chamb. du cons.).

LA COUR :—Attendu, que, suivant les principes et les lois qui étaient en vigueur avant la publication du titre du Code civil sur l'usufruit, les ventes que l'usufruitier avait consenties de fruits naturels et industriels, même écbus, cessaient d'avoir leur effet dès le moment du décès de l'usufruitier, et que le propriétaire avait le droit de réclamer en nature tous ceux des fruits vendus, qui se trouvaient encore pendans par branches ou par racines; que c'est sous l'empire de ces lois et de ces principes qu'a été fait l'acte du 12 pluviose en 12, par lequel la comtesse de Gomegnies s'est réservée l'usufruit des biens par elle donnés en nue-propriété au sieur Franeau; qu'en conséquence, c'est par ces lois et ces principes que doivent être réglés les effets que doit produire l'acte et les droits qui en sont résultés, soit en faveur de l'usufruitière, soit en faveur du nu-propriétaire, ou de leurs ayans cause, puisque ces droits ayant été définitivement acquis lors de l'acte, n'ont pu être changés ni altérés, soit dans leur nature, soit dans leurs effets au préjudice de l'une des parties, sans son consentement formel, par des actes de l'autre partie, quoique ces actes aient été faits sous l'empire d'une loi nouvelle, qui, sous certains rapports, a modifié les anciens principes sur l'usufruit, mais qui, ne pouvant avoir d'effet rétroactif, n'a pas le pouvoir de régler les usufruits constitués irrévocablement par des contrats antérieurs à sa publication; qu'ainsi, l'arrêt dénoncé, en décidant que les arbres non coupés lors du décès de la comtesse de Gomegnies appartiennent au fils de Franeau-Hion, n'a pu violer les dispositions du Code civil invoquées par le demandeur, lesquelles sont inapplicables à l'espèce, et s'est d'ailleurs exactement conformé aux lois et aux principes qui devaient recevoir leur application; — Rejette.

Du 21 juill. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Chabot (de l'Allier). — Concl., M. Cabrier, av. gén.—Pl., MM. Corbin et Loiseau.

USUFRUIT. — BOIS. — FRUITS PENDANS. — DÉCES. — VENTE.

Le décès de l'usufruitier annule-t-il la vente faite par lui, des bois taillis dont la coupe échue était autorisée, mais qui n'a pas été réalisée avant le décès? (Cod. civ., 585.) (1)

Si la vente est nulle à l'égard des héritiers de l'usufruitier, elle est du moins valable dans l'intérêt de l'acheteur, en ce sens qu'il a pu acheter, comme il aurait pu affermer, sauf au nu-propriétaire de réclamer le prix des ven-

(1) Voir pour la solution de cette question sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, l'arrêt qui précède, rendu le même jour par la Cour de cassation (affaire Jouglet et autres). — Sous l'empire du Code civil, la vente subsiste à l'égard de l'acquéreur, car l'usufruitier avait le droit de vendre; cela résulte de l'arrêt ci-dessus. F. cependant, en

sens contraire, Proudhon, de l'Usufruit, n° 995 et suiv. — Mais, à l'égard des héritiers de l'usufruitier, il en est autrement, en ce sens, du moins, que ce n'est pas à eux que la vente doit profiter. Telle est aussi la doctrine de l'arrêt; mais voy. à cet égard la note suivante.

les pour la portion de ce qui reste à couper
ou le tout, si la coupe est encore entière. (Cod.
civ., 585.) 1)

(Berruyer et Dubosc—C. Ligneau-Grandcour.)
Par acte du 10 mars 1813, le sieur Delavergne
vendit, sous réserve d'usufruit, aux mariés Li-
gneau-Grandcour, plusieurs pièces de terre qui
contenaient une quantité considérable de bois
taillis.

En sa qualité d'usufruitier, Delavergne vendit,
le 15 décembre 1813, une coupe aménagée de
bois taillis aux sieurs Dubosc et Berruyer.—L'ex-
ploitation de cette coupe de bois était déjà com-
mencée lorsque l'usufruitier Delavergne décéda
le 3 janvier 1814.—Aussitôt, Ligneau-Grandcour
s'opposa à ce que Berruyer et Dubosc continua-
sent l'exploitation de la coupe de bois ; il prétendit
que la partie des bois non abattus lui appar-
tenait, aux termes de l'art. 585 du Code civil,
qui attribue au propriétaire tous les fruits pen-
dants par branches ou par racines au moment du
décès de l'usufruitier, et que relativement à cette
partie de bois, la vente du 15 décembre 1813 de-
vait être résolue, comme portant sur des objets qui
n'appartenaient pas à l'usufruitier.

3 janvier 1815, jugement du tribunal civil d'Or-
léans, qui reçoit l'opposition de Ligneau-Grand-
cour, déclare la vente du 15 décembre 1813 réso-
lue, quant à la portion des bois non abattus, et
attribue cette portion au propriétaire du fonds :—
« Attendu qu'aux termes de l'art. 585 du Code
civil, tous les fruits pendans par les racines sont
acquis au nu-propriétaire dès l'instant de la mort
de l'usufruitier ;—Attendu qu'on ne peut pas
transmettre à un tiers plus de droits qu'on n'en a
soi-même ;—Attendu que les droits du sieur De-
lavergne sur la coupe du bois vendu, ont cessé dès
l'instant de son décès ;—Attendu que les acqué-
reurs, en achetant d'un usufruitier, se sont mis en
son lieu et place, et ont dû calculer que la per-
fection de leur contrat de vente était soumise et
dépendante de l'existence de leur vendeur jusqu'à
l'époque où tous les bois seraient abattus. »

Appel.—10 août 1815, arrêt confirmatif de la
Cour royale d'Orléans qui adopte les motifs des
premiers juges.

POURVOI en cassation de la part des sieurs
Dubosc et Berruyer, pour violation des art. 578,
593 et 1383 du Code civil, en ce que la Cour
royale a annulé la vente faite par l'usufruitier
d'une coupe aménagée de bois taillis, quant à la
portion de bois non abattue au décès de l'usu-
fruitier, et a déclaré que cette portion de bois ap-
partenait au propriétaire du fonds.

La loi, out dit les demandeurs, établit claire-
ment que le droit de l'usufruitier est plein et en-
tier comme celui du propriétaire. L'usufruitier
n'est plus, d'après le Code, un simple usufruitier
proprement dit, c'est un propriétaire usufruitier.
De même que le propriétaire foncier peut louer,
vendre ou donner à titre gratuit les fruits ; de
même le propriétaire usufruitier peut louer, ven-
dre ou donner à titre gratuit sa jouissance ; de

même que la vente faite par le propriétaire fon-
cier d'une coupe de bois, serait valable
pour le tout au profit de l'acheteur ; pareillement
elle est valable pour le tout, quand elle a été
faite sans fraude par le propriétaire usufruitier
dans l'ordre et la qualité des coupes, confor-
mément à l'aménagement ou à l'usage constant
du propriétaire foncier. (Code civ., art. 580.)—
Dans l'espèce, les droits de l'usufruitier étaient
pleins et entiers lorsqu'il les a exercés : pourquoi
les effets n'en seraient-ils pas également pleins et
entiers ?—C'est, dit la Cour royale d'Orléans,
parce que l'art. 585 du Code civil établit en prin-
cipe, que les fruits naturels et industriels, pendans
par racines au moment où finit l'usufruit, appar-
tiennent au propriétaire sans récompense de la-
bours et semence, et qu'on ne peut transmettre
plus de droits qu'on n'en a soi-même.—Mais
cette règle, pour être générale, n'est pas absolue.

—Si, d'un côté, les articles combinés 585 et 590
déclarent que les bois taillis ou non abattus lorsque
l'usufruit a cessé, appartiennent au propriétaire,
d'un autre côté, les art. 578, 593 et 599 déclarent
que l'usufruitier a pu louer et vendre comme le
propriétaire, avec défense au propriétaire de nuire
aux droits de l'usufruitier : certes on nait aussi
bien aux droits de l'usufruitier, par une action
injuste formée contre lui-même, que par l'action
qui tend à troubler ses héritiers ou ayans cause.
—Il est facile de concilier les dispositions diver-
ses respectivement invoquées, et de leur laisser à
chacune des effets conformes à la justice, à la
raison et aux sages vues du législateur.—Le pro-
priétaire prendra les arbres non abattus au mo-
ment où finit l'usufruit, si le propriétaire usufruitier
n'en a pas disposé par location, vente ou dona-
tion.—C'est cet état de choses entières que
régissent, en faveur du propriétaire, les art. 585 et
590.—Si le propriétaire usufruitier a disposé, no-
tamment par vente particulière, des fruits mûrs,
des bois taillis en coupe ordinaire et échue, le
propriétaire foncier respectera la vente, comme
si elle avait été passée par lui-même : car l'usu-
fruitier a usé de son droit acquis à la jouissance
de la chose vendue ; et il en a usé en sa qualité de
propriétaire usufruitier, comme en aurait usé,
avec effet pour le tout, le propriétaire foncier lui-
même.—Il arrive souvent que les coupes régulières
de bois taillis font partie des baux des autres
biens. Dans ce cas, les baux seront entièrement
obligatoires de la part des propriétaires fonciers.
Le bail contient la vente annuelle et périodique
des fruits. Il est du moins la cession d'un droit
successif de jouir.—La coupe des bois taillis est
un revenu successivement annuel : elle entre dans
les fruits de la jouissance annuelle : le droit de
vendre est comme celui de louer, un des droits du
propriétaire usufruitier.—L'exécution de la vente,
comme celle du bail, est donc du même rang des
obligations et des devoirs du propriétaire foncier.
Les art. 585 et 590 ne sauraient être pris indistincte-
ment, sans égard aux art. 578, 593 et 599.—Les
mêmes règles, au tit. 3 de l'usufruit, sont établies

(1) Dans l'ancienne jurisprudence, et en matière
de douaire, Pothier adoptait ce mode de réparti-
tion. « Lorsque la douairière, disait-il, dans son
Traité du douaire, n° 205, est morte pendant
la récolte, la ferme due pour cette récolte appar-
tient à sa succession, à proportion de ce qu'il y
avait alors de fruits recueillis. Par exemple, si la
récolte était alors faite aux deux tiers, la ferme due
pour cette récolte appartiendra, pour les deux tiers,
à la succession de la douairière, et pour le surplus,
au propriétaire de l'héritage. » V. encore dans la
même sens, le Nouveau Denarié, v° Fruits, tom. 9,

p. 113, n° 3.— Sous l'empire du Code civil, cette
doctrine est également suivie par MM. Toullier,
t. 3, n° 402 ; Favard, Répert., v° Usufruit, § 2,
n° 2 ; Duranton, tom. 4, n° 554.—Cependant M.
Proudhon, loc. cit. (dans la note précédente), en
partant de l'idée que la vente par l'usufruitier, dans
ce cas, doit être considérée comme vente de la chose
d'autrui, repousse par voie de conséquence toute
répartition du prix entre le propriétaire et les hé-
ritiers de l'usufruitier : le premier seul, d'après cet
auteur, aurait droit à percevoir la prix.

pour tous les usufruits, légaux, testamentaires ou conventionnels, à moins, pour ces derniers, d'une disposition ou d'un conventionn dérogatoire. (Art. 579 et 580.)—Or, paisque le propriétaire foncier argumente de l'état des choses, à la fin de l'usufruit, il faut voir quel serait cet état de choses, et ses effets, quant à la vente à l'ouverture de cet usufruit.—Certes, à l'ouverture de l'usufruit, la vente (comme le bail) devra être maintenue par l'usufruitier. Il ne pourra pas dire qu'elle est pour lui *res inter alios acta*; qu'elle renferme la vente de la chose d'autrui; telle était l'ancienne jurisprudence. (V. Renusson, *Traité du douaire*, n° 1, 8, 18.)

La loi a fixé pour l'ouverture, comme pour la fin de l'usufruit établi purement, des règles égales; donc, le propriétaire foncier quelconque est tenu aussi de l'exécution de la vente.—Indépendamment des droits de l'usufruitier, consacrés dans les art. 578 et 585 du Code civ., le propriétaire usufruitier a agi en vertu de ses droits acquis à la jouissance, et des principes généraux consacrés dans le même Code civ., art. 537 et 543, qui dispose que « les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, et qu'on peut avoir sur les biens, ou un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance. »—Aussi, le propriétaire usufruitier qui a vendu la coupe ordinaire des bois taillis dont il s'agit, à moins vendra les arbres non abattus qu'il n'a cédé le droit de les abattre; et ce droit d'abattre, qui ne peut pas être contesté au propriétaire usufruitier, ne saurait l'être davantage à ses héritiers.—Le propriétaire usufruitier, en vendant les bois taillis dont il s'agit, en coupe ordinaire et écheue, n'a fait qu'user de son droit acquis d'abattre les coupes; il n'a donc pas vendu la chose d'autrui; et de ce qu'il a usé pleinement de son droit acquis, il s'ensuit qu'il n'a pas transmis plus de droits qu'il n'en avait sur les bois non abattus lors de son décès.

Le sieur Ligneau-Grandconr a répondu, en s'appuyant principalement sur la disposition de l'art. 585 du Code civil, qui attribue au propriétaire du fond tous les fruits pendans par branches ou par racines à l'époque du décès de l'usufruitier; il a prétendu que cette règle, qui est encore édictée dans l'art. 590, est générale, et ne se trouve modifiée par aucune autre disposition du Code; qu'à la vérité on ne peut pas contester à l'usufruitier le droit de vendre une coupe ordinaire aménagée d'un bois taillis ou d'une futaie mise en coupe réglée; mais que les effets de cette vente doivent cesser après le décès de l'usufruitier; qu'alors les arbres venus, mais non abattus, appartiennent au propriétaire du fonds, comme faisant partie de ce même fonds; que si le tiers acquéreur pouvait les enlever en exécution de la vente, il arriverait que l'usufruitier aurait transmis plus de droits qu'il n'en avait lui-même; que si l'art. 596 parle du bail et de l'exécution du bail, il ne parle pas des effets de la vente; qu'il ne serait pas exact d'étendre la règle du cas prévu au cas non prévu, d'après la maxime *inclusio unius est exclusio alterius*; que les motifs du législateur, pour maintenir le bail, lesquels sont fondés sur l'intérêt de l'agriculture, n'existent pas pour la vente, qui, si elle était obligatoire pour le propriétaire, elle le priverait de sa chose et de ses bénéfices; que ces mots de l'art. 578, « l'usufruitier jouit comme le propriétaire lui-même, » déterminent le droit qu'a l'usufruitier de disposer de son vivant des fruits qui sont l'objet de sa jouissance, soit en les cueillant, en les louant, ou même en les vendant; mais que ces mots n'ajoutent rien aux effets des ventes que peut avoir faites l'usufruitier, et qu'ils ne portent aucune atteinte à la règle établie par

l'art. 585, qui veut que tous les fruits pendans par branches ou par racines au décès de l'usufruitier, appartiennent au propriétaire du fonds; qu'enfin les considérations tirées de ce que l'usufruitier ne trouverait pas d'acheteur, et que les marchands de bois se verraient troublés dans leur commerce, sont impuissantes, parce que ceux qui achètent doivent connaître les qualités et les droits de leurs vendeurs.—Dans tous les cas, le défendeur soutient que, si la vente est maintenue, les héritiers de l'usufruitier n'ont pas droit à réclamer le prix des arbres non abattus, mais qu'il doit lui être adjugé, comme représentant, la portion des fruits qui lui est attribuée par l'art. 585.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR :—Vus les art. 578, 585, 590, 595, 597 et 583 du Code civ.:—Attendu que, pour faire une juste application des diverses dispositions du Code civ., sur l'usufruit, il est nécessaire de les combiner entre elles, et de les interpréter les unes par les autres;—Que, d'une part, l'art. 585 détermine les droits respectifs de l'usufruitier et du propriétaire entre eux, et qu'il résulte bien de ses termes que, dans tous les cas, le non-propriétaire doit profiter seul, à l'exclusion des héritiers de l'usufruitier, des fruits naturels et industriels qui se trouvent pendans par branches ou par racines au moment où finit l'usufruit;—Mais que, d'autre part, l'art. 595 règle la manière dont l'usufruitier peut jouir ou administrer, la manière dont il peut, à l'égard des tiers, exercer son droit;—Qu'aux termes de cet article, l'usufruitier peut donner à ferme à un autre, ou même vendre et céder son droit à titre gratuit, et qu'ainsi la ferme, la vente, la cession qu'il consent, sont valables, et doivent être exécutées, puisque le droit de donner à ferme, de vendre, de céder, emporte nécessairement le droit de faire jouir; que, suivant les anciens principes, la ferme consentie par l'usufruitier finissait au moment de sa mort; mais que le Code civ. a dérogé à ces principes, puisqu'il a disposé dans l'art. 595 que l'usufruitier, si l'on donne à ferme, doit se conformer, pour les époques où les baux doivent être renouvelés, aux règles établies pour le mari à l'égard des biens de sa femme, au titre du *Contrat de mariage et des droits respectifs des époux*; et qu'il en résulte que la ferme consentie par l'usufruitier doit être exécutée, nonobstant la cessation de l'usufruit, et même pour un temps qui peut s'étendre jusqu'à neuf années;—Qu'à plus forte raison doit être pleinement exécutée la vente ou cession que l'usufruitier a consentie de fruits naturels et industriels qui étaient échus, et qui lui étaient déjà acquis, puisque, dans ce dernier cas, c'est de sa propre chose qu'il a disposé, et non pas, comme dans le cas de la ferme, de choses qui ne devaient échoir qu'après son décès, ou après la cessation de l'usufruit; que d'ailleurs la disposition de l'art. 595 a eu évidemment pour objet de rendre l'administration de l'usufruitier plus facile, de rendre sa jouissance plus utile, mais que la vente est un mode de jouissance non moins essentiel pour l'usufruitier que celui du bail à ferme; qu'ainsi l'art. 595 l'a mise, comme le bail à ferme, au nombre des actes de jouissance et d'administration que peut faire l'usufruitier; et qu'enfin, puisqu'il a été reconnu que l'usufruitier ne pourrait donner utilement à ferme si la ferme devait s'étendre à son décès, puisqu'il a été en conséquence disposé que la durée de la ferme pourrait s'étendre après la cessation de l'usufruit, et même jusqu'à la fin de la période de neuf ans qui se trouverait alors commencée, il s'ensuit nécessairement qu'alin que l'usufruitier ait également la faculté du mode de

jouissance par la vente des fruits échus, il faut que cette vente soit pleinement exécutée, même pour ce qui se trouverait encore pendant par branches ou par racines au moment de la cessation de l'usufruit, puisqu'autrement l'usufruitier ne trouverait pas d'acquéreurs, ou n'en trouverait qu'à vil prix : — Que cependant la disposition de l'art. 585 ne s'exécute pas moins, dans tous les cas, entre le nu-propiétaire et les héritiers de l'usufruitier, — Que, dans le cas d'une ferme dont la durée se prolonge après la cessation de l'usufruit, le nu-propiétaire a la droit, depuis cette époque, de percevoir, à l'exclusion des héritiers de l'usufruitier, le prix de la ferme ; et que de même, dans le cas d'une vente de fruits échus, le nu-propiétaire a le droit de percevoir, dans la prix de la vente, la portion représentative de ceux des fruits naturels et industriels vendus qui sont encore pendant par branches ou par racines au moment où finit l'usufruit ; — Qu'ainsi les dispositions des art. 585 et 586 se concilient parfaitement, soit dans l'intérêt des tiers, fermiers, acquéreurs ou cessionnaires, soit dans les intérêts respectifs de l'usufruitier et du nu-propiétaire ;

Que cette interprétation, combinée des deux articles, se trouve encore fortifiée par la disposition de l'art. 578, qui porte que l'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance, par la disposition de l'art. 580, qui n'impose à l'usufruitier des bois taillis d'autre charge que celle d'observer l'ordre et la qualité des coupes, conformément à l'aménagement et à l'usage constant des propriétaires ; par la disposition de l'art. 597, qui dit encore d'une manière générale et absolue, que l'usufruitier jouit de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et qu'il en jouit comme le propriétaire lui-même ; — Enfin, par la disposition de l'art. 583, qui porte que la vente est parfaite entre les parties, et que la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé ; — Que ces expressions, comme le propriétaire lui-même, qui se trouvent dans les art. 578 et 597, ont été employées précisément pour faire ressortir le droit de ferme et le droit de vente qui ont été accordés à l'usufruitier par l'art. 575 ; qu'ainsi, c'est comme le propriétaire lui-même, comme le représentant, en ce qui concerne les bois, comme administrant à sa place, que l'usufruitier donne à ferme ou vend, en se conformant d'ailleurs à la règle prescrite par l'art. 580 ; qu'ainsi, aux termes de l'art. 583, la vente est parfaite, et doit être exécutée comme si elle avait été consentie par le propriétaire lui-même ; — Et qu'enfin ces autres expressions de l'art. 578, mais à la charge d'en conserver la substance, se trouvent aussi maintenues, puisqu'au cas de vente, comme au cas de ferme, le propriétaire a le droit de prendre, à l'exclusion des héritiers de l'usufruitier, la valeur et le prix de tout ce qui lui est particulièrement attribué par l'art. 585 ;

Attendu que, dans l'affaire actuelle, il est reconnu que la coupe de bois qui forme l'objet de la contestation était échue avant le décès de l'usufruitier ; — Attendu qu'il n'apparaît pas que, soit devant le tribunal de première instance, soit devant la Cour d'Orléans, il ait été contesté que la coupe eût été réellement vendue par le sieur Delavergne, ou eu son nom, avant la cessation de l'usufruit ; qu'au contraire, par son acte d'opposition du 4 janv. 1814, le sieur Lizeau-Grand-cour a reconnu lui-même que les sieurs Dubosc et Bernier étaient acquéreurs de la coupe ; qu'au surplus l'arrêt dénoncé n'a pas prononcé sur la question ; et que si elle avait été proposée, il aurait dû y être statué avant de s'occuper du fond ; — De tout quoi il suit que l'arrêt dénoncé, en décidant que la vente de la coupe de bois ne devait avoir son effet que pour la portion de bois abattue, au moment de la mort de l'usufruitier, et en déclarant la vente résolue pour le surplus, a fait une fautive application de l'art. 585 du Code civ., et a violé les dispositions des art. 578, 580, 585, 597 et 1583 du même Code ; — *Casse, etc.*

Du 21 juill. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Chabot de l'Allier. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Leroy-Neuvillette et Delagrèze.

EFFET DE COMMERCE. — ÉCHÉANCE. — MOIS.

Les échéances par mois se comptent par quantième et non par révolution mensuelle ; ainsi un billet souscrit le 28 février, pour être payé dans six mois, est payable le 28 du sixième mois, bien qu'il faille aller au bout du mois pour qu'il y ait eu six révolutions mensuelles depuis la souscription du billet. (Cod. comm., 132.) (1)

(Jauge et Robin — C. Foulon-Allaire et Nabon.)

Un billet à ordre de 1898 fr. 58 c., daté du 28 fév. 1815, à six mois de date, avait été protesté à défaut de paiement, le 21 août suivant, et les sieurs Jauge et Robin avaient exercé leur recours contre les sieurs Nabon et Foulon-Allaire, tireurs et endosseurs : ceux-ci avaient demandé la nullité du protêt comme fait prématurément, ne devant l'être, suivant eux, que le 1^{er} sept., parce que le 28 fév. s'était, en 1815, trouvé être le dernier jour du mois.

La Cour royale de Paris, en reconnaissant que, d'après les dispositions du Code de comm., les lettres de change ou billets à ordre souscrits à un ou plusieurs mois de date, étaient payables de quantième en quantième, avait admis la distinction imaginée par le tireur et les endosseurs : en conséquence, elle avait déclaré nul le protêt du billet, dont il était question, par arrêt du 27 août 1816.

Pourvoi en cassation.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 129, 132 et 187 du Code de comm. ; — Attendu que sous l'empire de l'ord. de 1673, il était universellement reconnu qu'une lettre de change tirée à un ou plusieurs mois de date, était payable à la date qui, dans le mois fixé pour l'échéance, correspondait à celle du jour où elle avait été tirée, et qu'il en était de même pour les billets à ordre ; — Que c'est cet usage que le Code comm. a maintenu, lorsqu'après avoir énoncé, dans l'art. 129, qu'une lettre de change peut être tirée à un ou plusieurs mois de date, il a dit, dans l'art. 132, que les mois sont tels qu'ils sont fixés par le calendrier grégorien ; — Que la disposition de cet art. 132 est générale, et doit par conséquent s'appliquer toutes les fois que l'application n'en est pas impossible ; — Qu'il suit de là que la Cour royale de Paris, qui reconnaît la vérité de ce principe pour tous les jours du mois, autre que le dernier, a créé entre ce dernier jour et ceux qui le précèdent, une distinction que la loi n'a pas faite, comme

(1) V. sur ce point, nos observations sur l'arrêt conforme de la Cour de cass. du 16 fév. 1818, V. aussi dans le même sens, l'arrêt rendu par la Cour

d'Orléans, le 3 mars 1819, sur le renvoi prononcé par celui ci-dessus.

un excès de pouvoir, et contrevenu expressément aux art. 129, 132 et 187 du Code de comm.; —Casse, etc.

Du 21 juill. 1818. —Sect. civ. —Prés. M. Desèze, p. p. —Rapp., M. Poriquet. —Concl., M. Cahier, av. gén. —Pl., M. Delagrèze.

ENREGISTREMENT. — JUGEMENT D'ORDRE. Dans un jugement d'ordre, la disposition qui ordonne la radiation des inscriptions, même de celles des créanciers forcés, faite de produire, est une conséquence immédiate et nécessaire de la disposition qui ordonne la distribution. —Ainsi, aux termes de l'art. 11 de la loi du 22 frim. an 7, il ne peut être perçu un droit particulier, à raison de chacune d'elles (1).

(Enregistrement.—C. Montaudou.)

Les biens de la famille Montaudou sont vendus en justice devant le tribunal d'Orléans. 30 nov. 1816, procès-verbal dressé par le juge-commissaire, portant clôture de l'ordre et distribution d'une somme de 156,272 fr., entre divers créanciers inscrits. —D'ailleurs, il ordonne la radiation de vingt-cinq inscriptions hypothécaires. —De ces inscriptions, cinq avaient été prises d'office, six appartenant à des créanciers non utilement colloqués, et quatorze à des créanciers déchus, faute d'avoir produit en temps utile. Le receveur de l'enregistrement perçu sur ce procès-verbal, 1° un droit fixe de 3 fr.; 2° un droit proportionnel de 50 cent. pour 1/10, pour collocation sur la somme de 156,272 fr., s'élevant à 781 fr. 40 cent.; 3° un droit fixe de 5 fr., pour chaque radiation d'inscription ordonnée par le juge-commissaire, 125 fr.

Les héritiers Montaudou soutiennent que la régie a perçu en trop une somme de 140 fr. 80 c., savoir, celle de 3 fr. pour droit fixe, celle de 125 fr. pour droit fixe de 5 fr. par chaque radiation d'inscription, et celle de 12 fr. 80 cent. pour le décime par franc sur ces deux droits principaux. Pour démontrer que le droit de 5 fr. par chaque radiation d'inscription n'était pas dû, les héritiers Montaudou faisaient remarquer qu'aux termes de l'art. 11 de la loi du 22 frim. an 7, les diverses dispositions d'un acte quelconque, soit civil, soit judiciaire, ne peuvent donner lieu à la perception d'un droit particulier que lorsqu'elles sont indépendantes et ne dérivant pas les unes des autres; que dans l'espèce, l'ordonnance de radiation des inscriptions, n'étant que la conséquence nécessaire de la distribution faite entre les créanciers utilement colloqués, on ne pouvait percevoir sur la disposition qui ordonnait la radiation, un droit particulier concurrent avec celui perçu sur la disposition qui ordonnait la distribution.

La régie répondait qu'à la vérité le droit fixe de 3 fr. ne pouvait être perçu concurrentement avec la proportionnelle; mais que ce droit devait être retenu comme droit de greffe pour le dépôt de l'état des inscriptions, en vertu de l'art. 14° du décr. du 13 juill. 1808: elle offrait d'ailleurs de restituer la somme de 27 fr. 50 cent., pour droit fixe de 5 francs y compris le décime, qu'elle reconnaissait avoir été indûment perçue à raison de la radiation des cinq inscriptions prises d'office.

8 oct. 1817, jugement du tribunal de première instance d'Orléans, qui ordonne la restitution par la régie aux héritiers Montaudou, de la somme de 140 fr. 80 cent. pour le droit fixe de 3 francs;

(1) L'application de l'art. 11 aux dispositions des jugemens, est rarement faite comme elle doit l'être; cet arrêt est d'autant plus important qu'il fait voir

pour la droit fixe de 5 fr. par chaque radiation, plus le décime sur ces droits principaux: — Attendu que le droit fixe de 3 fr. qui, suivant la règle elle-même ne pouvait être perçu concurrentement avec la proportionnelle, était inapplicable au droit de greffe pour le dépôt de l'état des inscriptions; attendu que ce droit avait déjà été payé sur l'ordonnance du juge-commissaire, portant ouverture de l'ordre; et attendu, quant au droit perçu pour la radiation des vingt-cinq inscriptions, qu'aux termes de l'art. 11 de la loi du 22 frim. an 7, lorsque dans un acte il y a plusieurs dispositions indépendantes, ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, il est dû, pour chacune d'elles, un droit particulier, dans l'espèce, la disposition de l'ordre est la distribution du prix aux créanciers utilement colloqués, et l'affranchissement de l'immeuble de tous droits d'hypothèque; d'où il résulte, aux termes de l'art. 759 du Code de proc., la déchéance des créanciers non produisant, et la radiation des inscriptions des créanciers qui ne viennent pas en ordre utile; que la mainlevée prononcée et la radiation ordonnée des vingt-cinq inscriptions, dont il est question, sont l'effet nécessaire, l'effet même légal et la suite immédiate de la distribution du prix des immeubles vendus et faisant l'objet de l'ordre; que cette distribution est assujettie à un droit; qu'elle est la disposition première de laquelle dérivent toutes les autres; que les radiations d'inscriptions résultant de la déchéance des créanciers non produisant, et de l'épuisement des fonds par ceux utilement colloqués, est évidemment dépendante de cette distribution sans laquelle elle n'aurait point été ordonnée.

Pourvoi en cassation de la part de la régie pour contravention à l'art. 11 de la loi du 22 frim. an 7.

ARRÊT.

LA COUR: —Attendu qu'en ce qui concerne l'immeuble, dont le prix est soumis à une distribution par jugement d'ordre, la radiation de toutes inscriptions hypothécaires est une conséquence immédiate et nécessaire de ce jugement, soit qu'elles aient été prises d'office, soit qu'elles l'aient été par des créanciers utilement colloqués, ainsi que la direction générale le reconnaît, soit enfin qu'elles aient été prises par des créanciers qui n'ont pas produit à l'ordre; que ces deux dernières classes de créanciers sont également comprises dans la disposition de l'art. 759, qui ordonne la radiation des inscriptions de ceux non utilement colloqués, que l'énumération des dispositions qui doivent suivre la clôture d'ordre, énumération comprise audit article 759 n'établit aucune distinction entre les inscriptions susceptibles de radiation; qu'ainsi le jugement du tribunal civil d'Orléans, du 8 octobre 1817, n'est point contrevenu à l'article 11 de la loi du 22 frim. an 7, en refusant de reconnaître plusieurs dispositions indépendantes, ou ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, dans la chef du jugement d'ordre qui ordonne la radiation des inscriptions conformément à l'art. 759 du Code de proc.; —Rejette, etc.

Du 21 juill. 1818. —Sect. req. —Prés., M. Henrion de Pansey. —Rapp., M. Borel de Brézel. —Concl., M. Lebeau, av. gén. —Pl., M. Huart-Dupart.

CHOSE JUGÉE. — REMISE DE LA DETTE. — FAILLITE. — IDENTITÉ DE PARTIES. Si lors d'un jugement qui condamne le débi-

— dans quel sens cet article doit être entendu relativement aux actes judiciaires, et ce qu'on doit entendre par dispositions dépendantes dans un jugement.

leur au paiement intégral de la dette, il n'a point été question de la remise partielle consentie antérieurement par le créancier, le débiteur conserve le droit de réclamer l'effet de la remise : on ne peut lui opposer, comme opérant fin de non-recevoir à cet égard, le jugement qui ordonne le paiement intégral, encore qu'il ait acquiescé à ce jugement par le paiement des frais. (Cod. civ., 1351.) (1)

Lorsqu'un jugement est intervenu entre un failli et un créancier, si la même demande est reproduite par le failli, avec cette différence que les commissaires de la faillite figurent dans la nouvelle instance, on ne peut dire que la nouvelle demande soit formée entre les mêmes parties, dans le sens de l'art. 1351. (Cod. civ., 1351.) (2)

(Barbier—C. Duchemin.)

Par actes des 2 juin et 23 juill., les frères Barbier, créanciers d'une somme de 75,000 fr. du sieur Duchemin, failli, consentirent, conjointement avec les autres créanciers de la faillite, un concordat par lequel ils firent une remise de 50 pour cent.

Postérieurement, les frères Barbier poursuivirent Duchemin en paiement de la somme totale de 75,000 fr. sans faire mention du concordat.

22 juill. 1811. Jugement par défaut du tribunal de commerce de Paris, qui condamne Duchemin au paiement de cette somme.—Duchemin, acquitté des frais sans aucune réserve.—Peu de temps après opposition de sa part au jugement du 22 juill., fondée sur le motif que les frères Barbier lui avaient fait une remise de 50 pour cent pour les actes des 2 juin et 23 juill. 1810 et ne pouvaient plus par conséquent exiger de lui qu'une somme de 37,500 fr. au lieu de 75,000 fr.

Les frères Barbier soutiennent que Duchemin, en acquittant les frais, a acquiescé au jugement du 22 juill.; qu'en conséquence, ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée, et qu'il ne peut plus être attaqué.—23 août 1814. Jugement contradictoire qui rejette l'opposition.

Appel de la part de Duchemin : sur sa demande les commissaires de la faillite sont mis en cause.

16 fév. 1815. Arrêt de la Cour royale de Paris, qui confirme le jugement dont est appel, en ce qu'il rejette l'opposition, et ordonne néanmoins que le jugement du 22 juill. 1811, ne pourra être exécuté que jusqu'à concurrence des sommes dont il n'avait pas été fait remise par les deux concordats.

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Barbier, pour violation des art. 1350 et 1351 du Code civ., en ce que la Cour avait violé l'autorité de la chose jugée en modifiant les dispositions du jugement du 22 juill. 1811.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR :—Attendu que le tribunal de commerce de Paris n'avait pas eu à juger la question de savoir si les actes des 2 juin et 23 juill. 1810 devaient recevoir leur exécution dans l'intérêt du sieur Duchemin, qu'il ne l'avait pas jugée ; d'où

suit qu'en prononçant sur cette question, l'arrêt attaqué, qui a été rendu d'ailleurs avec des parties qui n'étaient pas en cause devant le tribunal de commerce, n'a pas violé l'autorité de la chose jugée ; — Rejette, etc.

Du 22 juill. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Carnot.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl., M. M. Nayles et Laisné.

DOUBLE ÉCRIT. — CONTRAT SYNALLAGMATIQUE.

Lorsque, dans un même acte relatif à l'obligation d'un débiteur, il y a convention entre le créancier et le garant, que le créancier accorde un délai au débiteur, et que, d'autre part, le tiers s'oblige personnellement à payer l'intérêt de la somme due jusqu'au remboursement, l'acte qui contient cette convention est un véritable contrat synallagmatique.—Il doit être fait double, à peine de nullité. (Cod. civ., 1102 et 1325.) (3)

(Leconte—C. Duez.)

24 nov. 1809. Il intervient une convention entre le sieur Leconte créancier du sieur Carondelet et le sieur Duez, par laquelle Leconte consent à accorder une prorogation de délai à son débiteur, moyennant que le sieur Duez s'oblige personnellement à payer les intérêts de la somme due jusqu'au remboursement.—Cette convention fut formée de la manière suivante : Leconte consentit, dans une lettre adressée à Duez, d'accorder le délai, à charge par lui, de s'obliger au paiement des intérêts.—Duez accepta la proposition et déclara s'obliger, au bas de la lettre de Leconte, à qui elle fut remise en cet état pour lui servir de titre.

Après la mort du sieur Duez, Leconte poursuivait contre sa veuve le paiement des intérêts échus depuis le 24 nov. 1809, époque de la convention.

La veuve Duez répond que le titre en vertu duquel agit le sieur Leconte, renferme une convention synallagmatique, puisque d'une part le sieur Leconte s'est obligé à accorder un délai au sieur Carondelet, son débiteur, et que de l'autre le sieur Duez s'est obligé au paiement des intérêts ; que dès lors l'acte est nul, faute d'avoir été fait double, aux termes de l'art. 1325 du Code civ., qu'ainsi le sieur Leconte ne peut en réclamer l'exécution.

Pour le sieur Leconte on répond que l'obligation, dont il poursuit l'exécution est unilatérale ; que la promesse qu'il a faite de donner du terme à son débiteur n'est que la condition de cette obligation ; qu'ainsi on doit entendre que le sieur Duez s'est obligé à payer les intérêts, si le sieur Leconte accordait un délai, que celui-ci était donc resté le maître d'accorder ou de ne pas accorder une prorogation de terme ; que par conséquent il n'y avait pas en obligation de sa part, et par suite point de nécessité d'un double écrit : qu'au surplus, en supposant que le sieur Leconte fût véritablement tenu à accorder un délai, cette obligation n'était jamais qu'accessoire et non prin-

cipale, nullum habet causam (L. 2, § circa, ff. de doli mali et metus except.).

(2) Cette décision, qui réunit bien des termes de l'arrêt, mais sur laquelle la Cour de cassation n'a donné aucun motif, nous semble juste en droit ; car bien que le failli ait figuré dans l'acte et l'autre instance, il n'est pas moins vrai que la masse des créanciers n'était pas représentée dans la première, et qu'intervenant dans la seconde par le ministère des commissaires de la faillite, il s'ensuivait que le débat ne s'agitait pas entre les mêmes parties.

(3) V. en ce sens, Cass. 14 mai 1817, et la note,

(1) La remise antérieure consentie par le créancier est en effet un droit acquis au débiteur, droit auquel il ne peut être présumé avoir renoncé, et qui, pour lui, est l'équivalent d'une quittance. Or, il est de principe que celui qui s'est laissé condamner au paiement d'une somme, ne perd pas pour cela le droit d'opposer plus tard la quittance qu'il a retrouvée. (P. Cass. 24 fév. an 10, et la note.) Dans ce cas, on ne peut lui opposer une prétendue renonciation à exciper de cette quittance. Une telle renonciation serait d'ailleurs sans cause, et par conséquent de nul effet ; *Renuntiatio nulla est*, quæ

riple, comme celle contractée envers lui par Duez, de payer les intérêts; que par conséquent il n'y avait pas, à proprement parler, double lien et contrat synallagmatique.

Jugement du tribunal de première instance qui déclare que l'acte ne renferme pas de conventions synallagmatiques, et en conséquence, en reconnaît la validité.

Appel. — 27 août 1817, arrêt infirmatif de la Cour royale de Douai, ainsi motivé : — « Attendu que la lettre du 29 novembre 1809 et l'apostille mise en bas, contenaient une convention synallagmatique, et qu'il n'avait pas été justifié que cette convention eût été exécutée de la part de Duez; qu'il dépendait de Leconte de se soustraire à l'exécution de sa promesse, tandis que Duez restait lié par son obligation, d'où il suivait que cet acte sous seing privé ne pouvait être valable qu'autant qu'il aurait été fait en double original. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Leconte pour fausse application de l'art. 1325 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé a jugé que l'acte dont il s'agit, était nul faute d'avoir été fait double, bien que cet acte ne contint point de conventions synallagmatiques, puisqu'il n'y avait, de la part de Leconte, qu'une simple concession de délai qui ne pouvait constituer un lien de droit de la nature de ceux qui concourent à la formation des contrats synallagmatiques, par la même raison que les billets, les simples promesses quoique portant fixation d'un délai ou d'un terme pour paiement, n'en sont pas moins des actes unilatéraux.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la convention entre les sieurs Leconte et Duez est bilatérale, puisque, d'un côté, le sieur Leconte ne consent à suspendre ses poursuites que sous la condition qu'on lui paiera désormais les intérêts d'un capital par lui prêté au sieur Carondelet, capital qui, jusqu'alors, ne portait pas d'intérêt; et, de l'autre côté, que le sieur Duez s'engageait, pour faire cesser les poursuites, à payer les intérêts demandés pour le sieur Carondelet; qu'ainsi, en prononçant, comme il l'a fait, l'arrêt n'a pu violer ni fausement appliquer la première partie de l'art. 1325; — Rejette, etc.

Du 23 juillet 1818. — Sect. req. — Prés., M. Heurion de Pansey. — Rapp., M. Vallée.

CRÉANCIER. — FRAUDE. — VENTE. — NULLITÉ.

Lorsqu'une vente a été faite en fraude des créanciers du vendeur, ce vice infecte toute surenchère et vente en justice qui auraient lieu par suite. — Les créanciers peuvent demander la nullité de la vente comme une conséquence de la nullité de la première vente. (Cod. civ., 4167 et 2186 (1).)

(Séguin — C. les créanciers Constant.)

27 germ. an 10, vente de trois maisons par le sieur Constant au sieur Séguin, moyennant 50.000 francs. Signification du contrat aux créanciers inscrits. Surenchère du dixième par le sieur Lebeugue. Adjudication des trois maisons à l'acquéreur primitif, le sieur Séguin, pour 68.300 fr. La distribution du prix est effectuée entre les divers créanciers. Douze ans s'écoulent; les créanciers du sieur Constant demandent alors contre le sieur Séguin la nullité de la vente du 27 germ. an 10, comme faite en fraude de leurs droits, et, par suite, la nullité de l'adjudication qui avait eu lieu sur la surenchère.

(1) V. anal. dans le même sens, Amiens, 26 mars 1820.

9 mai 1816, jugement du tribunal de la Seine qui rejette la demande en nullité de l'adjudication; attendu que, si la vente du 27 germ. an 10 était vicieuse dans son principe, l'adjudication en justice l'avait purgée et avait raffermi incommutablement, entre les mains du premier acquéreur, la propriété des objets vendus.

Appel de la part des créanciers du sieur Constant. — 6 juin 1817, arrêt de la Cour royale de Paris qui, infirmant le jugement dont est appel, déclare nulle la vente du 27 germ. an 10, et, par suite, l'adjudication en justice, sur le fondement que la nullité du contrat primitif, comme frauduleux, entraînait celle de la revente par suite de la surenchère.

POURVOI en cassation de la part du sieur Séguin, pour violation des art. 2, 185 et suivants du Code civ.; en ce que l'arrêt dénoncé a prononcé la nullité de la revente, par ce seul motif que la vente originale était entachée de fraude, bien qu'il résulte des différents articles qui régissent les formes de la revente, qu'un moyen de la surenchère, la vente originale est anéantie, et que l'adjudicataire sur la revente en justice a un titre entièrement indépendant et distinct de celui résultant de la première vente. La vente volontaire d'un immeuble affecté d'hypothèque, disait le demandeur, est purement conditionnelle; la surenchère est une condition tacite à laquelle se trouve subordonnée la vente qui ne devient parfaite et irrévocable vis-à-vis des tiers, qu'après l'expiration des délais accordés pour surenchérir. Lorsque la surenchère a lieu, le contrat original est résolu et anéanti; il est censé n'avoir jamais existé; l'acquéreur peut bien, à la vérité, se rendre adjudicataire sur la revente, mais alors il devient propriétaire à un autre titre; ce n'est plus par l'effet du contrat primitif qu'il détient l'immeuble, c'est en vertu de l'adjudication. Cette adjudication ne peut donc pas être attaquée de nullité, parce que la première vente aura été frauduleuse, puisque cette première vente ne subsiste plus, et qu'elle est entièrement effacée par la surenchère.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la Cour royale de Paris, usant du pouvoir délégué aux tribunaux et aux Cours royales, à l'égard des actes translatifs de propriété à titre onéreux par les faillites, a prononcé sur la demande des créanciers de Constant, que l'acte de vente du 27 germ. an 10 lui paraissait porter des caractères de fraude; qu'elle a pu, en conséquence, en prononcer l'annulation; que, par suite de cette annulation, la surenchère et l'adjudication sur icelle, suivent le sort de la première vente, comme annulée par le fait personnel du premier vendeur; — Rejette, etc.

Du 23 juill. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Lausade. — Rapp., M. Lefessier-Grandprey. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Nicod.

APPEL EN MATIÈRE DE SIMPLE POLICE.

— SOLIDARITÉ. — APPEL INCIDENT. — MINISTÈRE PUBLIC.

Lorsqu'un abus de condamnations prononcées contre un mari solidairement avec sa femme, par un jugement de simple police, le mari seul interjette appel de la disposition de ce jugement qui le concerne, les juges saisis de l'appel ne peuvent ni évoquer le fond à l'égard de la femme qui a acquiescé au jugement, ni recevoir sur cette évocation et comme partie intervenante le ministère public qui a laissé passer les délais sans appeler.

En matière de simple police, l'appel n'étant recevable que de la part de la partie, condamnée soit à un emprisonnement, soit à une

amende de plus de cinq francs! Cod. inst. crim., 172, il ne peut y avoir d'appel incident de la part du ministère public (1).

(Marseille.)

Du 24 juill. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumôn.

1° RENTE FÉODALE. — RENONCIATION.

2° FÉODALITÉ. — TITRES FÉODAUX.

1° *Le paiement d'une redevance féodale continu postérieurement aux lois abolitrices de la féodalité, n'emporte point renonciation de la part du débiteur à invoquer ultérieurement le bénéfice de ces lois. (Cod. civ., 1338.) (2)*

2° *De ce que des titres féodaux ont dû être brûlés conformément à la loi du 17 sept. 1793, il ne s'ensuit pas qu'il soit aujourd'hui défendu de les produire et d'en exiger. (L. 17 sept. 1793, art. 6; L. 8 pluv. an 2, art. 3.) (3)*
(Kronmacker—C. Schneider.)

Du 27 juill. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze. — Rapp., M. Boyer.

ARBITRAGE. — COMPÉTENCE.

Les arbitres peuvent connaître eux-mêmes de leur compétence, bien qu'ils n'y soient pas expressément autorisés par le compromis; ce n'est pas là juger hors des termes du compromis: le droit de juger leur propre compétence est la conséquence naturelle du caractère de juges dont ils sont investis par les parties. (Cod. proc., 1006 et 1028.) (4)

(Rossely — C. les frères Abbat.)

Des arbitres avaient été nommés par le sieur Rossely, d'une part, et par les frères Abbat, de l'autre, pour procéder au partage de la succession du sieur Bodier, et pour statuer sur les opérations et contestations y relatives. — Devant les arbitres, les frères Abbat formèrent diverses demandes relatives à ce partage, mais dont il n'avait pas fait mention dans le compromis. — Rossely prétendit que les arbitres ne pouvaient pas statuer sur ces demandes, parce que, dans le compromis, ils n'en avaient pas reçu le pouvoir exprès de toutes les parties, et que dès lors ils devaient se déclarer incompétents à cet égard.

15 déc. 1812, sentence arbitrale qui rejette le déclinatoire de Rossely, et statue tant sur les nouvelles demandes des frères Abbat, que sur les contestations qui leur avaient été soumises expressément par le compromis.

Opposé, de la part de Rossely, à l'ordonnance d'exécution, sur le motif que les arbitres ne pouvaient pas être juges de leur propre compétence.

28 janv. 1814, jugement du tribunal civil de Draguignan, qui rejette cette opposition, et ordonne l'exécution de la sentence.

(1) La décision s'appliquerait également à la partie civile: c'est qu'en effet les règles de l'appel incident en matière civile, ne sont nullement applicables en matière de simple police, et la raison en est que la faculté d'appel incident ne dérive que de la faculté d'appel principal (V. Merlin, *Quest. de droit*, v° *Appel incident*, § 12). Or, ni le ministère public, ni la partie civile ne peuvent interjeter appel principal en cas d'absolution du prévenu (Houillon de Pansey, *Compét. des juges de paix*, ch. 59, p. 506; Berriat Saint-Prix, *Instr. crim.*, p. 143; Legraverend, *Législ. crim.*, t. 2, p. 308; Carnet, *Instr. crim.*, tom. 1, p. 496; Favard de Langlade, *Rep.*, v° *Appel*, sect. 2, § 1^{er}, n° 3; Bollaud, *Lécons*, p. 275; Beaumignon, *sur l'art. 172, Cod. instr. crim.*, n° 1). De là, il suit nécessairement, ainsi que le juge l'arrêt ci-dessus, que la faculté de l'appel incident ne leur est ouverte ni à l'un ni à l'autre.

Appel. — 13 déc. 1814, arrêt confirmatif de la Cour royale d'Aix.

Pourvoi en cassation de la part de Rossely.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en thèse générale tout juge, même d'exception, peut statuer sur sa propre compétence; — Attendu que les arbitres sont juges, relativement aux parties qui les ont nommés, puisque la loi ordonne l'homologation des sentences arbitrales, et en garantit l'exécution; — Attendu qu'aucune loi ne prohibe aux arbitres de connaître eux-mêmes de leur propre compétence dans les matières, surtout qu'il n'exigent pas la communication au ministère public; — Attendu qu'il n'en peut résulter aucun inconvénient, l'art. 1028 du Code de proc. civ. autorisant les parties à former opposition et à demander l'annulation de toute sentence arbitrale contenant excès de pouvoirs; — Attendu enfin qu'il est vrai, d'une part, que les arbitres doivent se renfermer dans les termes du compromis, et d'autre part, que, dans le cas particulier, le compromis ne leur confère pas en termes exprès le pouvoir de statuer sur la compétence; mais que ce pouvoir s'y trouve nécessairement et d'une manière implicite, dès lors qu'il est la conséquence naturelle du caractère de juges dont les parties avaient investi les arbitres; — Rejette, etc.

Du 28 juill. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Botton-Castellamonte. — Pl., M. Darrien.

DÉMISSION DE BIENS. — DONATION ENTRE VIFS. — NORMANDIE.

Du 28 juill. 1818 (aff. Picot). — Cass. — Même décision que par l'arrêt du 21 avril même année (Bra Baotta).

EXPLOIT. — DEMEURE. — DOMICILE.

La mention de la demeure du demandeur dans un acte d'appel, équivaut à la mention du domicile, lorsque d'ailleurs il n'est pas contesté que le demandeur a son domicile dans le lieu où sa demeure est indiquée. (Cod. proc., 61.) (5)

(Saint-Amand — C. Guinrand.)

Du 28 juill. 1818. — Sect. req.

CONTRAT DE MARIAGE. — IRREVOCABILITÉ.

— PARTAGE. — NÉCESSITÉ.

Si les père ou mère, après avoir assuré à un enfant un avantage précipuaire, par contrat de mariage, font postérieurement un partage égal de tous leurs biens entre tous leurs enfants, ce partage est nul comme dérogeant au contrat de mariage, dans le sens de l'art. 1395; et la nullité n'est pas couverte par une

(2) V. dans le même sens, Cass. 31 août 1813; Nîmes, 6 août 1806.

(3) V. anal. dans le même sens, Cass. 16 flor. an 9, et 8 prair. an 13.

(4) V. en ce sens, Aix, 13 déc. 1814. — V. en sens contraire, Paris, 25 mars et 15 déc. 1808; Rennes, 15 fév. 1810; Turin, 25 janv. 1813. — Néanmoins, les auteurs se sont prononcés dans le sens de la décision ci-dessus. V. Carré, *Comp.*, t. 2, n° 282, et *Lois de la procéd.*, quest. 3281; Boulay-Paty sur Emerigon, tom. 2, p. 349; Favard de Langlade, *Repert.*, v° *Arbitrage*, sect. 1^{re}, § 1^{er}, n° 7.

(5) V. le texte de cet arrêt placé par erreur à l'année 1810 (28 juill.). — La jurisprudence est assez incertaine sur la question; V. la note sur l'arrêt de Gênes, du 5 août 1805. V. aussi Liège, 13 juill. 1814, et la note.

simple participation au partage. (Cod. civ., 1395, 1076 et 1078.) (1)

(Les héritiers Laurent — C. Bouche.)

27 fruct. an 13, contrat de mariage du sieur Bouche, avec la demoiselle Laurent, par lequel les père et mère de celle-ci, lui font donation du quart de tous leurs biens, meubles et immeubles présents et à venir, sous réserve d'usufruit. — Il fut dit que les biens de la demoiselle Laurent lui demeureraient réservés comme paraphernaux.

(1) Cette décision est une application du principe de l'irrévocabilité des conventions matrimoniales, que la Cour a soin de poser dans son arrêt de la manière la plus générale et la plus absolue. Ce principe, qui semble ressortir d'une manière si évidente de l'art. 1395 du Code civ., portant que les conventions matrimoniales « ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage », a cependant trouvé des contradicteurs. M. Toullier, notamment, a professé sur ce point une doctrine étrange que nous devons signaler ici comme un écueil qu'il importe de ne pas laisser couvrir de l'autorité du son nom. Mais pour apercevoir clairement l'erreur du système de M. Toullier, il suffit d'en mettre la base à découvert.

M. Toullier reconnaît que le principe de l'immuabilité ou irrévocabilité des conventions matrimoniales, est des plus anciens dans notre jurisprudence française; « il déclarait nuls en effet tous changements faits à ces conventions, soit après le mariage, soit même avant, si dans ce dernier cas, les parents successibles des conjoints n'y avaient donné leur consentement. La plupart de nos coutumes avaient des dispositions dans ce sens; elles allaient plus loin encore, et à la différence du droit romain (du moins en ce qui touche les donations à cause de mort), elles défendaient toutes espèces de donations entre époux, si ce n'est par don mutuel. (V. Henvo, sur le tit. 4, art. 7 de la coutume de Bourgoigne, à la fin du l. 1^{er} de ses *Arrêts notables*; Fortin, *Conférences de la cout. de Paris*, sur l'art. 282 de cette coutume, p. 335; Hêlé, *Jurisp. française*, tit. des *Donations*, t. 1, p. 491 et 499.) » La raison, dit Ferrière, sur l'art. 282, Coutume de Paris, gloss. l. n° 6, pour laquelle nos coutumes se sont écartées des lois romaines, en défendant aux conjoints par mariage, toute espèce d'avantage et donation, est fondée sur le soin et le désir de conserver les biens dans la famille, qui a servi de fondement à la plus grande partie des dispositions coutumières, comme celles qui regardent les propres, les retraits et autres;.... autrement les conjoints par mariage, qui n'auraient point d'enfants, se donneraient tous leurs biens l'un à l'autre, et feraient passer des successions opulentes dans les familles étrangères, à V. aussi sur ce point, et dans ce sens, Pethiar, *Traité des donations entre mari et femme*, n° 27. — Telle est l'origine de ce principe constamment rappelé par les anciens auteurs, que les contrats de mariage sont irrévocables: *quorum alterum si perpetua debet esse auctoritas*. Il est clair qu'au moyen de changements introduits dans les conventions matrimoniales, les époux auraient pu éluder la prohibition générale qui les empêchait de se faire des donations qui pussent transférer la fortune de l'un dans la famille de l'autre. La prohibition de tous dons entre époux pendant le mariage, et celle de tous changements à leurs conventions matrimoniales après sa célébration étaient donc corrélatives, et concouraient à l'établissement d'un même système.

Dans notre législation moderne, d'autres idées ont prévalu et un tout autre système a été établi: les donations entre époux pendant le mariage ont d'abord été permises par la loi du 17 niv. an 2, et, plus tard, le Code civil, dans son art. 1091, a con-

trariété du sieur Laurent père.

27 déc. 1810, acte authentique, par lequel la dame Bouche née Laurent, renonce d'abord aux avantages faits en sa faveur, par son contrat de mariage, et procède ensuite, conjointement avec ses autres frères et sœurs et la mère commune, au partage des biens de cette dernière, par portions égales. — Après le décès de la veuve Laurent, les mariés Bouche demandèrent la nullité de l'acte du 27 déc. 1810, sur le motif qu'il portait atteinte à

féré aux époux, même ayant des enfans, le droit de se faire des donations dans certaines limites.

De là M. Toullier tire cette conséquence, qu'en puisant la prohibition ancienne de se faire des donations entre époux d'origine plus, la prohibition de faire des changements aux conventions matrimoniales, pendant le mariage, a cessé également d'exister. « Il n'existe plus de motif, dit M. Toullier, tom. 12, n° 25, pour prononcer la nullité des changements faits aux contrats de mariage, sous le prétexte qu'ils contiennent un avantage au moins indirect en faveur de l'un des époux; car, dès qu'il leur est permis de s'avantager directement, ils peuvent le faire indirectement, n'importe sous quelle forme; la jurisprudence a consacré la validité des donations déguisées. Ainsi le législateur ne pouvait plus répéter la nullité absolue ni des conventions postérieures à la célébration, ni des changements faits depuis aux conventions matrimoniales antérieures, sans être dans une contradiction évidente avec lui-même, et avec la disposition qui permet aux époux de s'avantager pendant le mariage, et de se donner tout ce dont ils pourraient disposer en faveur d'un étranger. »

Ce raisonnement aurait en effet quelque chose de spécieux, si la pensée ne se reportait à l'instant sur la disposition des art. 1391 et 1395 du Code civil, qui portent, l'un que toutes les conventions matrimoniales seront rédigées avant le mariage, par acte devant notaire; l'autre que « elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage. » Mais le texte de ces articles n'arrête nullement M. Toullier; il les explique en ce sens, qu'ils résulteraient seulement que les actes qui changent ou détruisent les clauses du contrat de mariage, n'ont ni la force ni le caractère des conventions matrimoniales, mais non pas que ces actes soient absolument nuls et sans effet. Ajoutez, continue cet auteur, que les art. 1391 et 1395 gardent un profond silence sur cette nullité, silence qui suffit seul pour décider qu'ils n'ont pas voulu la prononcer. Car c'est une maxime consacrée par la jurisprudence, que les nullités ne peuvent être établies que par la loi. Le juge ne peut la prononcer sans excéder ses pouvoirs; ce droit n'est réservé qu'à elle seule. Aussi le législateur n'a point manqué de la prononcer expressément lorsqu'il a voulu attacher cette peine à la violation d'une disposition. C'est ce qu'il a fait notamment dans les dispositions relatives aux *droits respectifs des époux*, dont traite notre titre 5. V. art. 1453, 1521, 1538.... Comparons maintenant la rédaction de ces articles, avec le législateur a cru devoir prononcer la peine de nullité d'une manière si expresse, avec la rédaction des art. 1291 et 1395, où, loin de la prononcer, il se borne à dire que toutes conventions matrimoniales seront rédigées avant le mariage; qu'elles ne pourront recevoir aucun changement après le mariage, et où il garde un silence si profond sur une nullité très expressément prononcée en ce cas, par l'ancienne jurisprudence. Ne voit-on pas, en lisant cette rédaction, faite par des jurisconsultes consommés, nourris dans les principes de la coutume de Paris, que c'est à dessein qu'ils n'ont pas répété, sous l'empire du Code, une nullité qui se serait trouvée en contradiction

leurs conventions matrimoniales, contrairement aux dispositions de l'art. 1395 du Code civil.

5 juill. 1814, jugement du tribunal civil de Perpignan, qui rejette la demande des mariés Bouche.

Appel — 18 mai 1815, arrêt infirmatif de la Cour royale de Montpellier, ainsi conçu : — Attendu que, suivant l'art. 1395, il n'a pu être fait aucune dérogation ni modification aux stipulations et aux avantages entendus dans le contrat de mariage; d'où il suit que la renonciation faite par l'acte du 27 déc. 1810, à la donation du quart en préciput, stipulée dans son contrat de mariage du 27 fruct. an 13, est nulle; — Attendu que cette nullité n'a pu être convertie par aucun acte pendant la durée du mariage, et qu'il n'y a, d'ailleurs, dans les faits, aucun acte confirmatif de celui du 27 déc. 1810; — Attendu qu'il n'est point justifié que l'utilité ou le profit de l'acte du 27 déc. 1810 soit l'équivalent et la compensation des droits et avantages résultant de la donation par préciput faite au contrat de mariage; — La Cour déclare nul l'acte du 27 déc. 1810; ordonne l'exécution de la donation du 27 fruct. an 13. »

POURVOI en cassation de la part des autres héritiers Laurent, 1° pour fautive application de l'art. 1395 du Code civ.; en ce que la renonciation du 27 déc. 1810 n'était pas un changement de conventions matrimoniales, mais bien un traité sur leur exécution; — 2° Violation des art. 1076, 1079 et 1134 du même Code, en ce que le partage fait par la mère entre ses enfans, par acte entre-vifs anéanti dû être exécuté, puisqu'il était licite et qu'il n'y avait pas de lésion.

La règle tracée par l'art. 1395, relativement à l'immuabilité des conventions matrimoniales après la célébration du mariage, ont dit les demandeurs, n'avait reçu aucune atteinte par l'acte du 27 déc. 1810; en effet, à cette époque, le sieur Laurent était mort, et sa succession avait été répudiée; la dame Bouche se trouvait dédommée de la renonciation qu'elle faisait à ses avantages préciputaires maternels, dont elle ne pouvait jouir qu'après la mort de sa mère, en jouissant de suite de la portion qui lui était attribuée par le partage du 27 déc. 1810;

avec les nouveaux principes sur les donations entre époux ?... »

On ne saurait, en nous semble, plus gravement se méprendre sur le véritable sens des dispositions invoquées. Il est vrai que la prohibition faite aux époux de s'avantager pendant le mariage n'existant plus aujourd'hui, la disposition qui interdit tout changement aux conventions matrimoniales, après la célébration du mariage ne repose plus sur les mêmes motifs que ceux qui prévalaient dans l'ancienne jurisprudence. Mais est-ce à dire qu'il n'existe pas d'autres raisons pour la justifier? Non, sans doute. Autre chose est en effet, le droit de se faire des donations pendant le mariage, et celui d'engager les conventions matrimoniales soit des époux entre eux, soit à l'égard des tiers. Les époux qui se font des donations pendant le mariage en connaissent la mesure, tandis que la plupart du temps ils ne pourraient apprécier l'étendue et l'effet des changemens qu'ils apporteraient à leurs conventions matrimoniales. Et quant à l'induction tirée de ce que l'art. 1395 ne prononce pas la nullité, il est facile d'y répondre par un grand nombre d'articles dans lesquels la prohibition de la loi ne se trouve pas expressément sanctionnée par la peine de nullité et où cependant cette prohibition ne saurait être enfreinte sans qu'il s'ensuive une nullité radicale. Ainsi, pour prendre comme exemple les articles sur lesquels M. Toullier lui-même argumente, on peut dire que l'art. 1394 ne dit pas que les conventions matrimo-

niales sont rédigées par acte devant notaire, à peine de nullité; et répondant M. Toullier, lui-même, enseigne que l'acte sous signature privée serait radicalement nul. On en peut dire autant d'une foule d'autres articles pris du titre même du contrat de mariage. V. notamment les art. 1388, 1389, 1422, 1423, 1427, 1428, 1507, 1508, 1576, etc.... Impossible donc d'admettre la théorie de M. Toullier, qui de reste a été déjà victorieusement réfutée par M. Duranton, t. 14, n° 35 et suiv. Aussi cette doctrine ne trouve-t-elle aucun appui dans la jurisprudence : loin de là, nombre d'arrêts l'ont proscrite plus ou moins directement. P. Cass. 27 mai 1817; 31 janv. 1837; Liège, 25 plur. an 11; Dijon, 17 juill. 1816; Metz, 26 nov. 1823; Bordeaux, 8 déc. 1831; Agen, 17 août 1837; Pau, 9 juv. 1838.

L'arrêt que nous recueillons ici fait d'autant mieux ressortir l'indéfinissabilité du système de M. Toullier, que tous les raisonnemens d'un savant professeur, pour établir que la loi n'a pas entendu frapper de nullité les changemens ou modifications faits par les époux à leurs conventions matrimoniales, en ce qui concerne leurs intérêts respectifs, s'appliqueraient également aux changemens qui, comme dans l'espèce ci-dessus, toucheraient à l'intérêt des autres parties contractantes, et notamment des parents auteurs de constitutions dotales ou d'institutions contractuelles, etc. Or, il est évident qu'un tel système anéantirait toute stabilité aux conventions matrimoniales.

LA COUR; — Attendu que l'art. 1395 du Code n'a fait que confirmer les principes admis dans l'ancienne jurisprudence française, laquelle a constamment assuré aux conventions matrimoniales le caractère de l'irrévocabilité la plus absolue, de manière qu'il ne pouvait y être dérogé par aucune convention postérieure à la célébration du mariage; que ces principes ne sont pas seulement fondés sur l'intérêt privé des parties, qu'ils sont de droit public, comme étant favorables aux bonnes mœurs, à la paix des familles et des unions conjugales; — Attendu, en outre, que, dans l'espèce, la veuve Laurent, mère des parties, avait stipulé, conjointement avec son mari, au contrat de mariage de la dame Bouche, sa fille, et qu'elle lui avait fait donation, par préciput, du quart de tous ses biens présents et à venir; que dès lors elle ne pouvait plus, légalement, par l'acte postérieur du 27 déc. 1810, faire le partage de ses biens entre ses trois enfans, sur la base d'une égalité parfaite; qu'alors l'arrêt attaqué, en déclarant ce partage nul et de nul effet,

ni les serons rédigées par acte devant notaire, à peine de nullité; et répondant M. Toullier, lui-même, enseigne que l'acte sous signature privée serait radicalement nul. On en peut dire autant d'une foule d'autres articles pris du titre même du contrat de mariage. V. notamment les art. 1388, 1389, 1422, 1423, 1427, 1428, 1507, 1508, 1576, etc.... Impossible donc d'admettre la théorie de M. Toullier, qui de reste a été déjà victorieusement réfutée par M. Duranton, t. 14, n° 35 et suiv. Aussi cette doctrine ne trouve-t-elle aucun appui dans la jurisprudence : loin de là, nombre d'arrêts l'ont proscrite plus ou moins directement. P. Cass. 27 mai 1817; 31 janv. 1837; Liège, 25 plur. an 11; Dijon, 17 juill. 1816; Metz, 26 nov. 1823; Bordeaux, 8 déc. 1831; Agen, 17 août 1837; Pau, 9 juv. 1838.

L'arrêt que nous recueillons ici fait d'autant mieux ressortir l'indéfinissabilité du système de M. Toullier, que tous les raisonnemens d'un savant professeur, pour établir que la loi n'a pas entendu frapper de nullité les changemens ou modifications faits par les époux à leurs conventions matrimoniales, en ce qui concerne leurs intérêts respectifs, s'appliqueraient également aux changemens qui, comme dans l'espèce ci-dessus, toucheraient à l'intérêt des autres parties contractantes, et notamment des parents auteurs de constitutions dotales ou d'institutions contractuelles, etc. Or, il est évident qu'un tel système anéantirait toute stabilité aux conventions matrimoniales.

comme dérogeant au contrat de mariage, et ordonnant que, sans y avoir égard, ce contrat serait pleinement exécuté, n'a ni violé les art. 1076, 1079 et 1134, ni fausement appliqué l'art. 1395 du Code, mais qu'il s'est, au contraire, conformé aux vrais principes de la matière. — Rejette, etc.

Du 29 juill. 1818. — *Sec. civ. — Prés., M. De-sèze, p. p. — Rapp., M. Legoudec. — Pl., MM. Sirey et Coste.*

POIDS ET MESURES. — VÉRIFICATION.

Du 30 juill. 1818 (aff. *Marguez*). — Même décision que par l'arrêt du 1^{er} mal précédent (aff. *Firly*).

POSTE AUX LETTRES. — RÉGLEMENTS ANCIENS. — CONTRAVENTION.

Les anciens réglemens qui prohibent à tous autres qu'aux régisseurs des postes et à leurs préposés de porter des lettres, à peine d'amende, maintenus et renouvelés par des actes postérieurs de l'autorité exécutive, sont toujours en vigueur (1).

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu 1^{er} l'arrêt du conseil d'état du 10 juil. 1681, faisant très expresse inhibition à tous maîtres de coches, carrosses, hâliers, bacheliers, rouliers, volturiers, tant par terre que par eau, et à toutes autres personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, autres que ceux qui auront droit et pouvoir dudit Patin et de ses intéressés, de se charger ni souffrir que leurs valets ou postillons, et même les personnes qu'ils conduiront par leurs voitures, se chargent d'aucunes lettres, ni paquets de lettres, mais seulement des lettres de voiture des marchandises qu'ils voltureront, qui seront ouvertes et non cachetées, comme aussi à toutes personnes de se charger de la distribution desdites lettres et paquets de lettres, autres que ceux qui seront commis par lesdits Patin et intéressés, à peine de 300 liv. d'amende et d'en être informé; — Vu 2^e l'arrêt du conseil du 29 nov., même année, réitérant les mêmes inhibitions sous les mêmes peines; — Vu 3^e la déclaration du 3 fév. 1728, qui les renouvelle; — Vu 4^e l'ordonnance du 12 mai 1763, portant défense aux carriers ou va-de-pieds de se charger des lettres à peine d'un an de prison; — Vu 5^e également la loi des 26-29 août 1790, 1^{re} part., art. 4 et 5; l'art. 4, 3^e part., portant (n^o 1^{er}); « Les fermiers auront seuls le droit de départ à jours et heures fixes et de l'annonce desdits départs, ainsi que celui de l'établissement des relais à des points fixes et déterminés. — (n^{os} 2, 3, 4 et 5): Les fermiers ni tous autres entrepreneurs de voitures ou transports ne pourront se charger d'aucune lettre ou papier autres que ceux relatifs à leur service personnel et particulier et ceux des procédures en sae; » — Vu 6^e enfin la loi du 20 sept. 1792; les art. 7 de la loi du 9 avr. 1793; 6, tit. 2 de la loi des 23-24 juill. suivant; 2 de la loi du 25 vendém. an 3 (qui permet à tout particulier de conduire ou faire conduire librement les voyageurs, baillots, paquets et marchandises); 3, portant que « les entrepreneurs des voitures libres ne pourront se prévaloir des différentes lois relatives aux messageries nationales; » enfin, 4 de la loi du 27 niv. an 3, portant que « les articles du titre 2 de la loi du 23-24 juillet 1793, seront exécutés en ce qui n'y est point derogé par la présente; »

Attendu que, par les arrêts du conseil des 18 juil. et 29 novembre 1681, ayant force de loi dans le temps, et pour la matière sur laquelle ils

ont été rendus, et par la déclaration du 3 février 1728, il était prohibé à tous autres qu'aux régisseurs des postes ou à leurs préposés, de porter des lettres à peine de 300 liv. d'amende; — Que la limitation de l'exécution provisoire des réglemens sur les postes, jusqu'au 1^{er} janv. 1792, portée par la loi des 26-29 août 1790, art. 4, 1^{re} part., n'est relative qu'à l'organisation intérieure à ce service, et que la prohibition du transport des lettres est au contraire maintenue par l'art. 4, n^o 5, 3^e partie de cette loi; qu'elle l'est également par les art. 7 de la loi du 9 avr. 1793; 6, tit. 2 de la loi des 23-24 juill. suivant; 2 et 3 de la loi du 25 vendém. an 3, et 4 de la loi du 27 niv. suivant; — Que de la maintenue expresse de cette prohibition il résulte que la disposition pénale des arrêts du conseil des 18 juil. et 29 nov. 1681, punissant de 300 liv. d'amende l'infraction de cette prohibition, loin d'avoir été abrogée, a, au contraire, été implicitement et nécessairement conservée; — Qu'elle le serait d'ailleurs par la disposition générale de la loi du 21 sept. 1792;

Vu ensuite 1^{er} l'art. 3, arrêté du 2 niv. an 6, portant que « les contrevenans à la défense de porter des lettres, faite par le règlement du 18 juil. 1681, confirmée par la loi du 24 déc. 1790, seront poursuivis pour être condamnés à 300 fr. d'amende pour chaque contravention; » — Vu 2^e l'arrêt du 7 fructid. suivant, art. 5, renouvelant la même disposition; — Vu 3^e celui du 26 vent. an 7, art. 1^{er}, ordonnant l'exécution des arrêts de règlement des 18 juil. et 29 nov. 1681, dont il énonce le texte; — Vu 4^e l'arrêt des consuls du 27 prair. an 9, ordonnant (art. 1^{er}) l'exécution des lois des 26 août 1790, art. 4, 21 sept. 1792 et de l'arrêt du 26 vendém. an 7; et renouvelant (art. 5) les défenses relatives aux transports des lettres, sous peine d'amende de 150 fr. au moins et de 300 fr. au plus;

Attendu que ces arrêts ont eu pour objet d'assurer l'exécution des lois et réglemens en vigueur, pouvoir attribué au directoire par l'article 144, const. an 3, et aux consuls par l'art. 44, const. an 3, que de là il résulte que la prohibition à toutes personnes autres que celles chargées du service des postes de porter des lettres ou paquets cachetés, à peine de 150 liv. d'amende au moins, est établie par des réglemens, maintenue par des dispositions législatives, et renouvelée par des arrêtés de l'autorité exécutive ayant force de loi et actuellement en vigueur; — Et attendu que, dans l'espèce, d'après le procès-verbal du 26 mars dernier, comme d'après le jugement du tribunal de première instance de Louhans du 5 avril suivant, le sieur Bandot s'est immiscé dans le service des postes, en portant de Dijon à Louhans des lettres; en quoi il était en contravention aux dispositions de l'arrêt du 27 prair. an 9, et punissable de 150 fr. d'amende au moins d'après ce même arrêt; — Que néanmoins le tribunal de Châlons a décidé qu'il n'était punissable par aucune loi et en conséquence a réformé le jugement du tribunal de Louhans, condamnant Bandot à 150 fr. d'amende, et a mis le dit Bandot hors d'instance; en quoi il a méconnu et violé les dispositions de l'art. 4, 3^e part., de la loi du 29 août 1790; de la loi du 21 sept. 1792; de l'art. 7 de la loi du 9 avr. 1793; de l'art. 6, tit. 2 de la loi des 23-24 juillet suivant; des art. 2 et 3 de la loi du 25 vendém. an 3, et 4 de la loi du 27 niv. suivant, qui renouvelant les prohibitions portées par les arrêts de règlement de 1681, et par la déclaration du 3 fév. 1728, maintiennent implicitement et nécessairement les peines portées contre leur infraction; — Que, par suite, il a également violé la disposition des ar-

(1) *V. conf., Merlin, Répert., v^o Lettre, n^o 1; F. aussi Cass. 7 août 1818.*

rèts de règlement de 1681, et de la déclaration du 3 fév. 1728; — Casse, etc.

Du 30 juill. 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Olivier. — Concl., M. Giraud, av. g^{eu}.

GENDARMES.—PROCÈS-VERBAUX.—PREUVE.
Les procès-verbaux des officiers de gendarmerie, constatant des contraventions de police, ne font foi que jusqu'à preuve contraire. (Cod. inst. crim., 48, 49 et 154.) (1)
(Mercier.)

Du 31 juill. 1818. — Sect. criminelle.

VOL.—RECOLTES.—SEL.

Les vols de récoltes ne comprennent que la dépouille des biens de la terre et non les produits qui se forment par des moyens artificiels.

Le vol de sel commis dans un marais salant sur des tas exposés pour être vendus, ne constitue pas un vol de récoltes dans le sens de l'art. 388 du Code pénal (2).

(Séville.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 388 du Code pén.; — Attendu que, pour faire cesser le vague résultant des expressions de l'art. 27, sect. 2^e, tit. 2, part. 2^e du Code pén. de 1791, et de l'art. 11 de la loi du 25 frim. an 8, l'art. 388 du nouveau Code pén., a déterminé d'une manière précise quels sont les objets qui doivent être considérés comme exposés par la nécessité à la foi publique, et dont le vol doit être puni de la peine afflictive et infamante de la réclusion; — Que par le mot *récoltes*, qui s'y trouve exprimé, on ne peut entendre que la dépouille des biens de la terre; — Que le sel, qui ne se forme que par des moyens artificiels, ne peut donc être compris sous la dénomination de récolte; — Que cependant dans l'espèce, où il s'agit d'un vol de sel commis sur des bosses de marais salans, c'est-à-dire sur du sel mis en tas et déposé pour être vendu journellement et successivement pendant un temps plus ou moins long, la Cour royale de Poitiers, appliquant à ce fait, dégagé de toute circonstance aggravante, la disposition dudit art. 388 du Code pén., et le caractérisant crime, a jugé qu'il y avait lieu de mettre le prévenu en accusation, et l'a renvoyé en conséquence devant la Cour d'assises; en quoi ladite Cour a fait une fautive application de ladite disposition, et violé cette art. 231 du Code d'inst. crim., d'après lequel la mise en accusation et le renvoi devant une Cour d'assises ne peuvent être ordonnés que lorsque le fait est qualifié crime par la loi; — Casse, etc.

Du 31 juill. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Giraud, av. g^{eu}.

PROCÈS-VERBAL.—DELIT FORESTIER.—AFFIRMATION.

La mention dans un procès-verbal de garde fo-

(1) V. sur ce point et dans le même sens, Cass. 11 nov. 1808, la note et les arrêts qui y sont cités.

(2) Cette décision est toujours utile, soit pour la qualification du fait, soit pour l'application de la peine; car le maximum de la peine du vol simple n'est pas le même que le maximum du vol de récolte.

(3) P. conf., Cass. 30 janv. 1823. — Antérieurement, la Cour avait adopté une doctrine contraire. V. 9 fév. 1811, et la note.

(4) V. dans le même sens Cass. 24 avr. 1816.

(5) P. conf., Bourgoignon, *Jurisp. des Codes crim.*, t. 3, p. 312. — « Cette assistance, disent MM. Chauveau et Hélie, peut être donnée, soit par des

restier, indiquant le jour et l'heure de sa clôture, qu'il a été affirmé le lendemain, n'établit pas suffisamment la preuve que cette affirmation a eu lieu dans les vingt-quatre heures, conformément à l'art. 7 du titre 4 de la loi des 15-29 sept. 1790; en conséquence, un tel procès-verbal peut être déclaré nul (3).

(L'adm. des forêts.—C. Cassaville.)

Du 31 juill. 1818. — Sect. crim. — Rejet. — Rapp., M. Buschop.

1^o ATTENTAT A LA PUDEUR.—COMPLICITÉ.—2^o COMPLICITÉ.—CIRCONSTANCES CONSTITUTIVES.

1^o La déclaration du jury portant qu'un accusé est coupable d'avoir, de complicité avec ses coaccusés, consommé avec violence plusieurs attentats à la pudeur, suppose nécessairement la simultanéité d'action et l'assistance réciproque dans la perpétration du crime. (Cod. pén., 333.) (4)

2^o L'énonciation des circonstances constitutives de la complicité légale n'est pas nécessaire quand il s'agit de la coopération de plusieurs accusés comme coauteurs au même crime. (Cod. pén., 60.) (5)

(De Caux frères.)

Sur l'accusation portée contre Antoine de Caux, Modeste-Isidore de Caux et François-Désiré Perdu, d'avoir, à l'aide les uns des autres, consommé plusieurs attentats à la pudeur, le jury fit, à l'égard de chacun de ces accusés, la déclaration suivante: — « Oui N... est coupable d'avoir, de complicité avec les autres accusés, consommé avec violence plusieurs attentats à la pudeur, sur la personne de la fille Majesté, âgée de 18 ans. » — Sur cette déclaration, arrêt de la Cour d'assises de l'Oise, du 16 juin dernier, qui, par application des art. 331 et 333 du Code pén., condamne les trois accusés aux travaux forcés à perpétuité, et à la réclusion.

Le premier moyen présenté par les condamnés contre cet arrêt était fondé sur la fautive application de l'art. 333 au fait tel qu'il avait été déclaré pour les trois accusés, d'avoir chacun, et d'accord, consommé avec violence des attentats à la pudeur; ce qui rentre dans l'application de l'art. 331; tandis que, pour celle de l'art. 333, il aurait fallu, comme le portait l'acte d'accusation, qu'ils fussent déclarés coupables d'avoir consommé le crime à l'aide les uns des autres.

Le second moyen était tiré du défaut d'énonciation des circonstances élémentaires de la complicité.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, que de la déclaration du jury résultait explicitement et nécessairement, à l'égard de chacun des trois accusés, la simultanéité d'action et l'assistance réciproque dans la perpétration du crime; circonstances qui le faisaient rentrer dans l'appli-

complices qui n'ont d'autre but que de faciliter à l'auteur l'exécution du crime, soit par des coauteurs qui se prêtent une coopération mutuelle pour l'exécution successive du même crime. La même peine frappe également les complices et les auteurs; les premiers, en vertu de l'art. 59; les autres, en vertu de l'art. 333 du Code pénal. Toutefois, à l'égard des complices, il est nécessaire que les questions posées au jury renferment les circonstances constitutives de la complicité spécifiées par l'art. 60 du Code pén., tandis que cette déclaration devient sans objet, dès que les assistants ont eux-mêmes coopéré simultanément au crime. » (Théorie du Code pénal, tom. 6, p. 203.)

cation faite par l'arrêt attaqué, de l'art. 333 du Code pén.;

Attendu, sur le second moyen, que la déclaration d'avoir commis le crime de complicité se rapportait à la coopération comme coauteur; que ce n'est pas pour ce genre de complicité, mais seulement pour celle qui résulte des faits extrinsèques au crime, mais tendans à provoquer ou à faciliter ce crime, que l'énonciation des circonstances constitutives de criminalité spécifiées par l'art. 60, n° 3 du Code pén., est nécessaire;—Rejette, etc.

Du 31 juill. 1818.—Sect. crim.—Prés. M. Barris.—Rapp. M. Olivier.—Concl. M. Giraud, av. gén.—Pl., M. Guichard fils.

1^{er} DÉLIT RURAL.—DÉPANNANCE.

2^e TRIBUNAL DE POLICE.—DÉLIT RURAL.—COMPÉTENCE.

1^{er} L'art. 24 du titre 2 de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791, qui punit l'introduction de bestiaux sur le terrain d'autrui pour les y faire paître et divaguer, n'a point été abrogé par l'art. 475 du Code pénal, qui ne punit que le fait du passage des bestiaux sur le terrain d'autrui ensemencé ou chargé du récolta (1).

2^e Le tribunal de police n'est compétent pour connaître d'un délit rural possible d'une amende égale à la valeur du dédommagement, qu'autant que le dommage a été fixé à la somme de 15 francs ou au-dessous par la citation (2).

(Brousse—C. Thibéry-Castel).—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu, sur les moyens de cassation présentés par Jacques Bru et Louis-Antoine-Leandre Brousse contre l'arrêt de la Cour royale de Montpellier, chambre de police correctionnelle, du 15 mai dernier, 1^{er} que l'art. 24, tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791 sur la Police rurale, porte une première disposition générale et principale par laquelle il est défendu de mener sur le terrain d'autrui les bestiaux d'aucune espèce;—Que cette disposition doit être expliquée par la prime que cet article prononce, et que cette prime étant fixée à une amende égale à la valeur du dédommagement dû au propriétaire, il s'ensuit que la défense faite par cette disposition s'applique à tous les terrains dans lesquels les bestiaux qui y seraient menés pourraient causer du dommage;—Que le n° 10, art. 475 du Code pén., n'a prévu ni punit que le fait du passage des bestiaux sur le terrain d'autrui ensemencé ou chargé de récolte;—Que ce fait est différent de celui de l'introduction des bestiaux sur le terrain d'autrui pour les y faire paître et divaguer; que l'art. 24 du tit. 2 de la loi du 6 oct., qui a pour objet ce dernier fait, n'a donc point été abrogé par ledit art. 475 du Code pén.;

2^e Que la compétence des tribunaux de police simple est déterminée par l'art. 137 du Code d'inst. crim., aux faits qui peuvent donner lieu à une amende de 15 fr. et au-dessous;—Que la compétence se règle d'après les faits de la plainte ou de la citation;—Que le susdit art. 24, tit. 2 du Code rural, ayant ordonné que la contravention à ses dispositions serait punie d'une amende égale à la valeur du dédommagement qui serait dû au propriétaire, il en résulte que les tribunaux de sim-

ple police ne sont compétents pour en connaître que lorsque le propriétaire qui a éprouvé le dommage en a fixé la valeur dans la plainte ou dans sa citation à la somme de 15 fr. ou au-dessous; mais que lorsque la valeur du dédommagement n'a pas été déterminée, il n'y a pas de base à l'action de la juridiction de la simple police, et que la juridiction correctionnelle devient seule compétente, sauf à y être statué, s'il y a lieu, d'après le résultat de l'instruction, conformément à l'art. 193 du Code d'inst. crim.;—Et attendu que, dans l'espèce, la plainte et la citation de Thibéry-Castel portaient sur un fait de dépannage exercé sur son terrain par les chevaux du haras appartenant à Brousse, qui avaient été introduits par Jacques Bru, préposé à leur garde;—Que ce fait n'était pas celui d'un passage sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé de récolte; qu'il ne traitait donc pas dans le n° 10, art. 475 du Code pén., et que la première disposition de l'art. 24, tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791, sur la Police rurale, lui était applicable;—Que Thibéry-Castel avait, dans sa citation, évalué à 48 fr. le dommage qui lui avait été causé et le dédommagement qui lui était dû;—Que le tribunal correctionnel était dans son compétent pour connaître de sa plainte et de sa demande;—Que si le tribunal correctionnel de Beziers, qui en a été saisi, a jugé que l'instruction n'avait pas suffisamment prouvé tous les faits de la plainte de Thibéry-Castel, il a néanmoins reconnu qu'il était établi que les chevaux du haras de Brousse avaient été menés par Bru, son garde-haras, sur le terrain dudit Thibéry-Castel, et qu'en en mangeant l'herbe qu'il réservait pour ses bestiaux, ils lui avaient causé un dommage de 16 fr.;—Qu'en condamnant, d'après ce fait, Jacques Bru à 16 fr. de dédommagement envers Thibéry-Castel et à une amende de pareille somme, et Brousse à la responsabilité civile de ces condamnations, ce tribunal n'a nullement violé les règles de la compétence et n'a pas faussement appliqué la loi pénale;—Rejette, etc.

Du 1^{er} août 1818.—Sect. crim.—Prés. M. Barris.—Rapp. M. Anmont.—Concl. M. Giraud, av. gén.—Pl., M. Sirey.

1^{er} et 2^e DÉLIT MILITAIRE.—DÉTournement d'effets.

3^e CASSATION.—REQUISITOIRE D'OFFICE.—EFFETS.

1^{er} Le militaire qui, lors d'une absence qui ne l'a pas constitué en état de désertion, a emporté des effets appartenant à l'Etat ou au corps, ne peut être condamné à raison de ce détournement s'il n'est pas déclaré qu'il a frauduleusement distrait ces effets. (Cod. pén., 408.) (3)

2^e La distraction par un soldat, au préjudice de son corps ou de l'Etat, d'effets d'habillement ou d'équipement qui lui avaient été remis pour son service, est un détournement prévu et punit par l'art. 408 du Code pénal (4).

3^e La cassation prononcée en vertu de l'art. 441 du Code d'inst. crim., a lieu non-seulement dans l'intérêt de la loi, mais dans celui même des parties (5).

(3) La désertion emporte une présomption de fraude; mais, dès que la désertion n'existe pas, il faut que cette fraude soit éprouvée.

(4) Ce détournement se trouve aujourd'hui prévu et punit par la loi du 15 juill. 1829.

(5) V. conf., Cass. 24 oct. 1817; 5 et 26 fév. 1818, et les notes.

(1) L'art. 24 du tit. 2 de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791 se trouve aujourd'hui reproduit par la loi du 28 avril 1832, dans l'art. 179, n° 10 du Code pénal.

(2) V. sur ce point longtemps controversé, les arrêts de Cass. des 24 brum., 2 germ. et 28 mess. an 8, ainsi que les observations qui les accompagnent.—V. aussi, Merlin, *Repert.*, v° *Pâturage*, § 2, n° 2; Carot, *Comm. du Code pén.*, t. 2, p. 395.

(Julien Manrice.)

Du 1^{er} août 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Giraud, av. gén.

1^o CASSATION. — DOMICILE ÉLU. — SIGNIFICATION. — ÉTRANGER.

2^o LIBÉRATION. — PREUVE.

1^{re} La signification au domicile élu pour la notification des actes de l'instance ne fait pas courir les délais du pourvoi en cassation. — Dans le cas où c'est à un étranger que la signification doit être faite, elle ne peut l'être utilement qu'au domicile du procureur général à la Cour de cassation. (Cod. proc., 69; Cod. civ., 111.) (1)

2^{re} Lorsque le créancier d'une rente viagère en réclame les arrérages, si le débiteur oppose qu'il existe une convention portant qu'il aura le droit de rembourser le capital, et qu'en effet il l'a remboursé, le juge ne peut ordonner que le créancier prouve la contrainte en rapportant la convention invoquée par le débiteur. — Ce serait violer l'art. 1315 du Code civil, en ce que le débiteur se trouverait par là déchargé de la preuve d'un fait par lui allégué, pour établir sa libération. (Cod. civ., 1315.) (2)

(Ducoster—C. Haller.)

Le sieur Ducoster de Chéry était débiteur envers le sieur Romey d'une somme de 18,000 fr. — De son côté le sieur Romey était débiteur envers Ducoster de Chéry d'une rente viagère de 500 fr., au capital de 3,950 fr. — Le 28 oct. 1788, le sieur Romey cède sa créance sur Ducoster au sieur Haller. — Dans l'acte de transport il fut dit que la créance cédée à Haller était de 18,000 fr.; mais que, sur cette somme, il fallait déduire 3,950 fr.; en sorte que Haller ne pourrait réclamer contre Ducoster que 14,050 fr., au moyen de quoi, la rente de 500 fr., due par Romey à Ducoster, se trouverait éteinte. — Ce transport fut signifié à Ducoster.

Les choses restèrent en cet état jusqu'en 1815; mais alors Ducoster réclama, contre Romey les arrérages de la rente viagère de 500 fr. depuis 1789, époque à laquelle ils avaient cessé d'être payés. — Haller, cessionnaire de Romey et prenant son fait et cause, répondit que la rente était éteinte aux termes du transport de 1788. — Ducoster répliqua que cet acte, auquel il était étranger dans l'origine et qu'il n'avait jamais approuvé, ne pouvait lui être opposé; qu'ainsi il n'avait la faculté d'invoquer les règles du droit commun, qui ne permettent pas au débiteur d'une rente viagère de rembourser le capital contre la volonté du créancier. — Haller soutint alors qu'il existait entre Romey et Ducoster une convention antérieure à 1788, qui donnait le droit au premier de se libérer du paiement de la rente, en remboursant le capital; qu'ainsi il n'avait fait qu'user de son droit en opérant ce remboursement; au surplus, Haller concluait à ce que Ducoster fût condamné à rapporter le titre contenant la convention qu'il alléguait. — Ducoster se refusait à représenter ce titre. En règle générale, disait-il, Romey ne pouvait rembourser le capital de la rente; il prétend qu'il est placé dans un cas d'exception; c'est à lui à prouver le fait qu'il allégué: *Reus excipiendo fit actor.* — Actoris est probandum. Ces maximes se trouvent consacrées

par l'art. 1315 du Code civil portant: « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. — Réciproquement celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de l'obligation. »

23 déc. 1815, jugement du tribunal de première instance de Paris, ainsi conçu: « — La tribunaux, considérant que Haller déclare que, par une disposition expresse du titre, la rente était remboursable, moyennant la somme de 3,950 l.; que cette déclaration est conforme à celle précédemment faite par Romey à Haller dans l'acte de transport signifié à Ducoster de Chéry le 28 oct. 1788, et que ce dernier peut détruire ces déclarations en représentant le titre primordial, ordonne que, dans le délai d'un mois, Ducoster de Chéry représentera ce titre, etc. » — Appel. — 13 mai 1816, arrêt confirmatif de la Cour royale de Paris.

POURVOI en cassation de la part de Ducoster pour violation de l'art. 1315 du Code civil; en ce que l'arrêt dénoncé met à sa charge la preuve d'un fait allégué par l'adversaire pour établir sa libération.

Au surplus, il faut savoir que Ducoster était étranger, mais qu'il avait fait élection de domicile à Paris pendant l'instance. L'arrêt de la Cour fut signifié à ce domicile élu, et son pourvoi ne fut fait que plus de trois mois après cette signification. — De la réunion de ces circonstances le défendeur faisait résulter une fin de non-recevoir; il soutenait que la signification, au domicile élu par Ducoster avait fait courir les délais du pourvoi; que si, en thèse générale, l'on décidait que la signification de l'arrêt au domicile élu pour les actes de l'instance, ne fait pas courir le délai du pourvoi en cassation, il fallait admettre une exception pour le cas particulier.

ARRÊT.

LA COUR: — Considérant, sur la fin de non-recevoir, qu'il est reconnu par les parties que Ducoster est domicilié en Suisse; qu'il est constant qu'aux termes de l'art. 69 du Code de proc. civ., l'arrêt attaqué ne pouvait lui être valablement signifié qu'au domicile du procureur général; or, en fait, qu'il a été signifié au domicile que Ducoster avait élu, pendant le cours de l'instance, chez un avoué de Paris; que cette signification faite à un individu qui n'était pas spécialement autorisé à la recevoir est nulle; et n'a, par conséquent, pas fait courir les délais du pourvoi; rejette la fin de non-recevoir;

Au fond, vu l'art. 1315 du Code civ.: — Considérant qu'il est reconnu par les parties et par l'arrêt attaqué que Ducoster était, avant 1788, créancier d'une rente viagère de 500 fr., à lui due par Romey; que pour se refuser au paiement de cette rente, Romey et son cessionnaire Haller a excipé qu'il l'avait remboursée moyennant un capital de 3,950 fr., et qu'il avait été autorisé, par une convention passée entre les parties, à opérer ainsi sa libération; que ce fait ayant été allégué par Haller à l'appui de sa défense on de son exception, et dans la vue d'établir que son obligation était éteinte, il était tenu, aux termes de l'article ci-dessus, d'apporter lui-même la preuve de son allégué, et par conséquent qu'en le dispensant d'administrer cette preuve et en le mettant à la charge de la partie adverse, l'arrêt attaqué a manifestement violé l'art. 1315 ci-dessus cité; — Casse.

(1) V. du même sens, Cass. 2 flor. an 6; 11 vend. an 7; 3 fev. 1817; 4 juil. 1817, et la note; — Merlin, *Quest.*, v^o *Domicile élu*, § 4, n^o 1; Favard de Langlade, *Répert.*, v^o *Ajournerment*, § 8, n^o 7.

(2) V. en ce sens, Favard, *Répert.*, v^o *Preuve*, in *princip.*

Du 3 août 1818. — Sect. civ. — Prés. M. Desèze, p. p. — Rapp. M. Zangiacomi. — Concl. M. Cahier, av. gen. — Pl., MM. Pecharde et Dejean.

1^o MUTATION PAR DÉCÈS. — PARTAGE. — ENREGISTREMENT.

2^o ET 3^o CASSATION. — MOYENS NOUVEAUX. — DÉPENS. — RENVOI (TRIB. DE.).

4^o Lorsque un cohéritier se trouve posséder un immeuble de la succession, et que cependant la valeur de cet immeuble excède sa part héréditaire calculée d'après l'estimation qui a servi de base à la régie de l'enregistrement, pour percevoir les droits de succession, la régie peut réclamer le droit de mutation sur la portion de l'immeuble excédant la part héréditaire, et qui nécessairement ne se trouve entre les mains de l'héritier que par l'effet d'une cession de ses cohéritiers. — En vain l'héritier dirait que c'est à ce titre héréditaire que l'immeuble lui est échu en vertu d'un partage secret où les biens de la succession ont été estimés à une plus grande valeur que dans la déclaration faite à la régie. (L. 22 frim. an 7, art. 12 et 69, § 7.) (1)

5^o De nouveaux moyens de cassation sont proposés après l'expiration du délai sur le pourvoi, pourvu que le pourvoi ait été régulièrement fait dans les délais (2).

6^o Lorsque la Cour de cassation, en cassant un jugement ou un arrêt, a condamné le défendeur aux dépens faits en la Cour, le tribunal ou la Cour de renvoi peut juger de nouveau comme le jugement ou l'arrêt cassé; mais la condamnation aux dépens prononcée par la Cour de cassation doit rester intacte: il y a chose souverainement jugée. (Cod. proc. civ., 430; Cod. civ., 1351.)

(Gauthier — C. Enregistrement.)

Le 13 mars 1816, la Cour de cassation, annulant un jugement du tribunal de Gien, rendu entre la régie de l'enregistrement et la dame Gauthier, décida que lorsqu'un immeuble dont un cohéritier était possesseur se trouvait d'une valeur supérieure à la portion héréditaire, l'excédant était censé lui avoir été acquis à titre de cession, soulevé ou retour, et qu'en conséquence, il était dû pour cet excédant un droit de mutation. (V. cet arrêt à sa date.)

Par le même arrêt, la Cour de cassation renvoyait les parties devant le tribunal d'Orléans, et condamnait la veuve Gauthier aux dépens faits en la Cour.

Devant le tribunal d'Orléans, la veuve Gauthier rapporta, comme preuve que le domaine de Trousse-Yache, dont il s'agissait dans l'espèce, a pu échoir en entier à son mari dans la succession de sa mère, un acte de partage en date du 25 juill. 1816, où la succession n'est pas évaluée comme dans la déclaration faite à la régie, à la somme de 58,000 fr.; mais bien à celle de 350,000 fr. Or, dit-elle, d'après cette seconde évaluation il devient possible qu'un des héritiers ait eu dans sa part héréditaire le domaine de Trousse-Yache en entier.

La régie répond toujours que c'est la première déclaration qui lui a été faite, et d'après laquelle a été perçu le droit de succession, qui doit faire foi entre les parties, que le second partage qu'on lui oppose doit être rejeté avec d'autant plus de raison qu'il sert à démentir que les héritiers ont

cherché à frauder la régie dans la première évaluation qu'ils ont donnée aux biens de la succession.

17 février 1817, jugement du tribunal d'Orléans « qui décharge les enfans de Pierre Gauthier de la contrainte décernée contre eux, et condamne la régie à tous les dépens, tant de première instance à Gien, en la Cour de cassation, que de ceux faits au tribunal d'Orléans; attendu que l'acte du 25 juillet 1816 n'est point attaqué par la régie et que cet acte justifie la propriété du domaine entre les mains de Pierre Gauthier, sans l'intervention d'aucun traité propre à engendrer le droit de mutation. »

POURVOI en cassation de la part de la régie. — D'abord elle a fait valoir au fond les moyens qui ont déterminé la cassation du jugement de Gien. — En outre et postérieurement à l'expiration des trois mois durant lesquels le pourvoi était recevable, la régie produit un mémoire ampliatif dans lequel elle propose un nouveau moyen pris de ce que le tribunal avait commis un excès de pouvoir en prononçant contre elle la condamnation aux dépens faits devant la Cour de cassation, et que l'arrêt de cette Cour avait déclaré être supporté par les mineurs Gauthier. Pour qu'un tribunal puisse réformer la condamnation rendue par un autre tribunal, il faut qu'il soit son supérieur; sans cela la hiérarchie des pouvoirs judiciaires se trouverait entièrement bouleversée; ainsi, on ne peut admettre que, dans aucun cas, un tribunal ou une Cour de renvoi puisse réformer une condamnation aux dépens prononcée par la Cour de cassation; il est vrai que la Cour où le tribunal de renvoi peuvent prononcer contrairement à la Cour de cassation sur le fond du droit, et que sur un nouveau pourvoi le second jugement peut être maintenu; mais il faut faire attention que la décision de la Cour de cassation sur le fond du droit, n'est pas une condamnation rendue contre l'une ou l'autre des parties; la Cour se borne à décider que l'arrêt ou le jugement qui lui est déféré a violé la loi, et elle renvoie les parties devant de nouveaux juges pour faire de nouveau juger leur différend; preuve évidente qu'elle-même ne l'a pas jugé; au contraire, lorsqu'elle dit que le demandeur ou le défendeur doit supporter les dépens de l'instance introduite devant elle, alors elle prononce une véritable condamnation contre l'une ou l'autre des parties; condamnation qui ne pourrait être réformée que par un tribunal supérieur, s'il en existait un: ce sont là les principes élémentaires.

Pour les mineurs Gauthier, défendeurs, on a d'abord opposé une fin de non-recevoir, contre le moyen pris de ce que le tribunal avait commis un excès de pouvoir. Le moyen, a-t-on dit, n'a été proposé que dans un mémoire ampliatif produit postérieurement à l'expiration du délai du pourvoi; il était donc non recevable. Au surplus il est mal fondé, et le tribunal d'Orléans n'a point commis un excès de pouvoir en condamnant la régie à tous les dépens, même à ceux faits devant la Cour de cassation: n'est-il pas vrai en général que la partie qui succombe doit supporter les dépens? L'art. 130 du Code de procédure est formel. — Or, si, en définitive, la régie perd son procès, si la décision du tribunal de renvoi est confirmée, pourrait-on, sans injustice et sans contrevenir formellement à la loi, faire supporter une partie quelconque des dépens, aux mineurs Gauthier contre lesquels on a élevé une contesta-

(1) F. sur ce point, l'arrêt de la Cour de cassation du 13 mars 1816 rendu dans la même affaire, et la note.

(2) V. les arrêts des 14 niv. an 10, et 27 pluvi. an 11.

tion injuste, et qui, en dernier résultat, sortent victorieux de la lutte dans laquelle on les avait mis à propos engagés.

ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que la loi autorise à donner des mémoires ampliatifs, d'où il suit qu'elle permet de proposer de nouveaux moyens dans ces mémoires;—Rejette la fin de non recevoir;

Et au fond, vu les art. 4 et 12 de la loi du 22 frim. an 7;—Considérant que les défendeurs ne peuvent éviter d'être jugés d'après la déclaration du 7 vend. an 13, faite par leur père et par ses cohéritiers; que cette déclaration est la seule pièce au procès qui fasse foi entre les parties; qu'elle démontre que Pierre Gauthier n'a pu recevoir dans la succession de sa mère, pour sa part héréditaire, qui ne s'élevait pas à 10,000 fr., un domaine estimé 36,200 liv.; d'où il résulte, 1^o que ce domaine entier n'a pu passer dans sa propriété que par l'effet d'une cession quelconque en sa faveur, de la part de ses cohéritiers; 2^o que les représentants Gauthier (Pierre) n'ont pu être déchargés du droit de mutation pour cette cession que par violation des deux articles cités;

Considérant encore que la Cour de cassation prononce souverainement et définitivement, tant sur les moyens de cassation qui lui sont soumis, que sur les dépens des instances qu'entraîne la discussion de ces moyens; d'où il suit que le tribunal d'Orléans n'a pu, sans excès de pouvoir et sans oubli des principes constitutifs de l'ordre judiciaire, condamner la régie aux dépens de l'instance jugée par l'arrêt de cassation du 13 mars 1816, dépens auxquels cet arrêt avait condamné les défendeurs;—Casse, etc.

Du 4 août 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desize, p. p.—Rapp., M. Gandon.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl., MM. Huet-Duparc et Guichard.

RÈGLEMENT DE JUGES.—CONCLUSIONS.

Lorsqu'une partie en instance devant deux Cours royales, sur deux affaires connexes, prend devant ces deux Cours les mêmes conclusions au principal, il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation (1).

(Bourdon et Obry—C. Verdrie.)

Du 4 août 1818.—Sect. req.—Rapp., M. Botton-Castellamonte.—Concl., M. Jourde, av. gén.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.—CASSATION (POURVOI EN).—COMMIS.—POUVOIR SPÉCIAL.

Le premier commis d'un directeur des contributions indirectes, n'est recevable à se pourvoir en cassation au nom de l'administration des contributions indirectes, qu'autant qu'il joint à son recours un pouvoir spécial. (Cod. inst. crim., 417.) (2)

(Contributions indirectes.—C. Nault et autres.)

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que le pourvoi du 5 déc. 1817 dont il s'agit a été déclaré, au nom des administrateurs des contributions indirectes, par le sieur Fabre, se qualifiant de premier commis du directeur des contributions indirectes à Lyon, et se disant autorisé par le directeur indisposé;—Qu'en sa qualité de premier commis de ce directeur, il n'avait aucun caractère pour stipuler les intérêts de l'administration des contributions in-

directes, et qu'il n'a annexé audit pourvoi aucun pouvoir spécial de ladite administration, pour se pourvoir en cassation de l'arrêt contre elle rendu par la Cour de Lyon, le 3 dudit mois de déc., au profit des sieurs Nault, Mallet, Bouvard, Chazet, Varson, Gouin et veuve Armand, aubergistes au faubourg de la Guillotière, à Lyon; d'où il suit que ledit pourvoi n'est point émané de ladite administration ni d'un fondé de son pouvoir spécial, ainsi que cela est prescrit par l'art. 417 du Code d'inst. crim.;—Vu ledit art. 417, et le mémoire en intervention des sept aubergistes ci-dessus nommés;—Déclare ledit pourvoi non recevable, etc.

Du 6 août 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Bailly.—Concl., M. Giraud, av. gén.

1^o COUR D'ASSISES.—ACCUSATION.2^o CHAMBRE D'ACCUSATION.—ATTRIBUTIONS.3^o CASSATION.—POURVOI.—DÉCHÉANCE.

1^o Les Cours d'assises ne peuvent connaître que des affaires dont elles ont été saisies par un arrêt de mise en accusation. (Cod. inst. crim., 231 et 271.) (3)

2^o L'attribution conférée aux chambres d'accusation de prononcer la mise en accusation des prévenus, constitue en faveur de ceux-ci un premier degré de juridiction dont ils ne peuvent être privés.

En conséquence, lorsque la Cour prévôtale s'est déclarée incompétente pour juger un prévenu, ce prévenu ne peut être traduit devant la Cour d'assises sans un arrêt de renvoi rendu par la chambre d'accusation, bien que cette chambre ait précédemment confirmé l'arrêt de compétence rendu par la Cour prévôtale.

3^o Lorsqu'un prévenu a été illégalement traduit devant la Cour d'assises sans qu'un arrêt de mise en accusation l'y ait renvoyé, l'avertissement que lui donne le président dans son interrogatoire, en exécution de l'art. 229 du Cod. inst. crim., ne produit contre lui ni déchéance ni fin de non-recevoir.

(Castanié).—ARRÊT.

LA COUR:—Vu les art. 231, § 1^{er}, 233 et 271, du Code d'inst. crim.;—Attendu que desdits art. 231, § 1^{er}, et 271, il résulte que les Cours d'assises ne peuvent connaître que des affaires dont elles ont été saisies par un arrêt de mise en accusation et de renvoi devant elles, rendu par la chambre d'accusation de la Cour royale, et que, pour que cette mise en accusation et le renvoi puissent être ordonnés, il faut non-seulement que le fait de la prévention soit qualifié crime par la loi, mais encore que l'instruction ait fourni des indices suffisants de la culpabilité du prévenu; que cette attribution, conférée aux chambres d'accusation des Cours royales, constitue, en faveur des prévenus, un premier degré de juridiction dont ils ne peuvent être privés;

Attendu qu'Antoine Castanié avait été traduit devant la Cour prévôtale de l'Aveyron, comme prévenu d'être auteur ou complice d'une tentative d'assassinat préparé par un attentat armé; que, par jugement du 7 mai 1817, cette Cour s'était déclarée compétente et avait prononcé sa mise en accusation;—Que la chambre d'accusation de la Cour royale de Montpellier, saisie de ce jugement et y statuant conformément à l'art. 39 de la loi du 20 déc. 1815, l'avait confirmé par son

(1) V. conf., Berriat Saint-Prix, *Procéd.*, t. 1^{er}, p. 378, n^o 1, note 3.

(2) V. sur les divers préposés des contributions indirectes qui ont, par leur seul caractère, pouvoir

suffisant pour agir en justice au nom de la régie Cass. 26 niv. et 9 prair. an 7; 26 mess. an 8; 6 juin 1811, et les notes.

(3) V. Conf., Cass. 22 fruct. an 10, et la note.

arrêt du 17 du même mois ; mais que cet arrêt de confirmation n'avait porté que sur la compétence de la Cour prévôtale pour connaître du fait de la prévention ; que la loi du 20 déc. 1815 n'attribuait pas d'autre pouvoir à la Cour royale, et que cette Cour, se renfermant dans ses attributions, n'avait rien statué sur la mise en accusation, ni sur les charges d'après lesquelles elle avait été prononcée ; — Que, par arrêt du 24 juin 1817, la Cour prévôtale, après avoir procédé à l'examen du fond, avait reconnu qu'il n'existait de preuves que d'excess graves commis sur la personne du sieur Solignac, sur lesquels elle était incompétente pour statuer ; et, en conséquence, se conformant aux dispositions de l'art. 226 de ladite loi du 20 déc. 1815, elle avait renvoyé l'accusé et le procès devant qui de droit ; — Que, par l'effet de ce renvoi, Castanie était rentré dans les attributions de la juridiction ordinaire ; que tout ce qui avait été fait contre lui devant la Cour prévôtale, était réputé comme non venu, et qu'il ne pouvait être poursuivi et jugé que d'après les règles générales du Code d'inst. crim. ; — Qu'il devait donc être renvoyé devant la Cour royale, afin qu'il fût procédé à son égard ainsi qu'il est prescrit par les art. 228 et suivants dudit Code ; — Que néanmoins il a été directement traduit devant la Cour d'assises de Rodez ;

Que si, lors de son interrogatoire devant le président de cette Cour, il a reçu l'avertissement ordonné par l'art. 296 du Code d'inst. crim., et si ne s'est pas pourvu en cassation dans les cinq jours suivans, il ne peut en résulter contre lui aucune déchéance, ni aucune fin de non-recevoir, parce que, d'après l'art. 299, cet avertissement ne l'obligeait qu'à former sa demande en nullité contre l'arrêt de mise en accusation, et qu'il n'en avait pas été rendu contre lui ; — Que la Cour d'assises, en ouvrant les débats sur ce jugement de mise en accusation de la Cour prévôtale, et sur l'acte d'accusation dressé en conséquence par le procureur du roi près cette Cour, a violé manifestement les art. 231 et 271 du Code d'inst. crim. ci-dessus cités ; — Que l'arrêt de condamnation qu'elle a prononcé par suite de ces débats, est comme eux frappé de nullité ; — Casse, etc.

Du 7 août 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barrieux. — Rapp., M. Audier-Massillon. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.—DEBITANT. —CONTRAVENTION.—BAIL.—TACITE RECON- DUCTION.

Le débitant dans la maison duquel il a été saisi des boissons dont le congé n'est pas représenté, ne peut se soustraire aux poursuites de la régie, en excipant d'un bail authentique, mais expiré, fait à un tiers, du local dans lequel les boissons ont été trouvées. — Vainement prétendrait-il que ce bail a été continué par

tacite reconduction : les principes du droit civil relatifs à la tacite reconduction, sont étrangers à la matière spéciale des contributions indirectes. (L. 28 avril 1816, art. 61.)

(Contributions indirectes.—C. Thévenet.)

Du 7 août 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barrieux. — Rapp., M. Chaste. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

POSTES AUX LETTRES.—CONTRAVENTIONS.

La prohibition de porter des lettres est générale, et s'applique, non-seulement aux messagers et voituriers, mais à toutes autres personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, lors même qu'elles seraient conduites dans leurs voitures. (Arrêté du 27 prair. an 9.) (1)
La contravention consiste non-seulement dans l'exercice habituel du fait de porter des lettres, mais dans chaque fait particulier d'un transport prohibé (2).

(Nicolas Jacques.)—ARRÊT.

LA COUR ; — Statuant sur le pourvoi du procureur du roi près le tribunal correctionnel de Reims, envers le jugement de ce tribunal, du 17 juillet dernier ; — Vu l'arrêt des consuls du 27 prairial an 9, l'arrêt du directoire exécutif du 26 venôse an 7, auquel il se réfère, et qui ordonne l'exécution des arrêts du conseil d'Etat des 28 juin et 19 novembre 1681, dont il rapporte le dispositif ; — Vu aussi la déclaration du Roi, du 3 février 1728, ordonnant l'exécution des mêmes arrêts du Conseil ; l'art. 4, 1^{re} partie, et l'art. 4, 3^e partie, n^{os} 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 26 août 1790 ; la loi du 21 septembre 1792 ; l'art. 7 de celle du 9 avril 1793 ; l'art. 6 du titre 2 de celle des 23 et 24 juillet suivant, les articles 2 et 3 de celle du 25 vend. an 3, et l'art. 4 de celle du 27 niv. suivant, qui renouvellent les prohibitions sur le port des lettres, portées par les arrêts de 1681, et maintiennent implicitement et nécessairement les peines prononcées contre leur infraction ; — Attendu, 1^o que la prohibition de porter des lettres, prononcée par les arrêts du Conseil, a peine de 300 livres d'amende, contre toutes personnes autres que celles qu'ils y autorisent, est générale et absolue ; qu'elle est portée, non-seulement contre tous messagers et voituriers par terre et par eau ; mais encore contre toutes autres personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, et même contre les individus qui seraient conduits dans leurs voitures ;

Attendu, 2^o que ces mêmes arrêts portent la prohibition spéciale de se charger de porter des lettres ou paquets de lettres, ce qui établit la contravention, non pas seulement dans l'exercice habituel du fait de porter des lettres, mais dans chaque fait particulier d'un transport prohibé ; d'où il suit que c'est dans le même sens que doit être entendue la prohibition portée par l'arrêt du 27

(1) V. *supra* Cass. 30 juillet 1818.

(2) Telle est la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation, F. 17 avril 1828, et 25 juillet 1810 (Volume du 1810 ; mais elle n'est pas acceptée sans de vives réclamations, MM. Chauveau et Faustin Hélie ont publié sur ce point, dans le *Journal du droit criminel*, les observations suivantes : Quel est le but de l'arrêt du 27 prairial an 9 ? C'est de conférer à l'administration des postes le monopole du transport des lettres ; c'est par conséquent de prohiber toute entreprise particulière qui aurait pu s'établir en concurrence avec la poste. Une telle prohibition se conçoit ; elle était essentielle à l'existence du monopole. Mais il était évidemment inutile à son but de l'appliquer au transport d'une lettre isolée. Il n'y a là ni rivalité

ni concurrence, et on ne peut dire même qu'il y ait préjudice causé à l'administration. Mais la prétention de la poste est en même temps repoussée par le texte même qu'elle invoque. En effet, que défend l'article cité ? de *s'occuper* dans le transport des lettres, c'est-à-dire de s'entreprendre dans un tel transport, de se mêler d'une entreprise qui ait pour objet de l'opérer. Il n'y a pas immixtion lorsqu'il n'existe qu'un fait isolé de transport, car l'immixtion est un fait complexe ; elle se compose nécessairement d'un certain nombre d'actes ; et il faut bien remarquer que l'arrêt du gouvernement n'a pas prohibé tout transport de lettres, mais toute immixtion dans ce transport. » (*Journal du droit criminel*, t. 4, p. 70.) — Nous partageons pleinement cet avis.

REMPLACEMENT MILITAIRE.—DÉSERCTION.

—CONDITION RESOLUTOIRE.—PREUVE.

Le seul fait de désertion du remplaçant autorise le remplacé à demander la résolution du contrat de remplacement.—Peu importe que le remplacé n'ait point été inquiété, et que depuis, le remplaçant ait rejoint son corps et obtenu un congé absolu (1).

La désertion est suffisamment établie par une attestation officielle émanée du ministère de la guerre, constatant que le remplaçant est inscrit comme déserteur sur les registres matricules de ce ministère.—Il n'est pas nécessaire qu'il soit intervenu condamnation contre le déserteur. (Cod. civ., 1134 et 1184; Décret du 8 fruct. an 13, art. 58.) (2)

(Bance—C. Lefebvre.)

Par acte authentique du 9 fév. 1814, le sieur Bance s'obligea de remplacer le sieur Lefebvre, moyennant une somme de 6,000 fr.—Il fut dit dans ce contrat : « que Bance s'obligeait de remplacer et suppléer à l'armée Lefebvre fils ; de se rendre à tous appels ; de partir aussitôt que l'ordre en serait donné, pour tels lieux et tels endroits qui lui seront indiqués, de rester sous les drapeaux autant de temps qu'il aurait été tenu Lefebvre fils ; de tout de manière et si bien que ce dernier ne soit nullement inquiété ni recherché pour raison de service militaire. — En exécution de cet acte, Bance partit, et le 26 fév. 1814, il fut incorporé dans le 32^e régiment de ligne.—Le 7 mars suivant il passa dans le 148^e.—Le 10 avr. il disparut et fut porté comme déserteur sur les registres de son régiment.—Ce ne fut que le 2 mai suivant qu'il entra dans un dépôt de blessés à Rouen ; il y resta jusqu'au 6 juin, époque à laquelle il fut dirigé sur Versailles, où étoit le 2^e de ligne.—Le 27 août, il obtint un congé absolu du conseil d'administration de ce régiment.

Bance dirigea alors des poursuites contre le sieur Lefebvre, en vertu du contrat du 9 fév. 1814.—Celui-ci y forma opposition, sur le motif que, par le fait de sa désertion, Bance avait lui-même tacitement consenti à la résolution du contrat, et que dès lors il ne pouvait plus en réclamer l'exécution. — Bance soutint que, puisqu'aux termes mêmes du contrat, Lefebvre fils n'avait nullement été inquiété ni recherché pour raison d'ancien service militaire, il ne pouvait sous aucun prétexte

se soustraire au paiement de la somme qu'il avait promise à cet effet.

19 sept. 1816, jugement du tribunal civil de Rouen, qui permet à Bance de donner suite à ses actes de rigueur : « Sur le motif que, par acte du 9 fév. 1814, Bance s'est obligé de remplacer aux armées, Lefebvre fils moyennant 6,000 fr., dont 2,000 payables deux ans après que Bance aura justifié de son activité de service aux armées ; que Bance justifie d'un certificat délivré le 18 août 1814, et constatant qu'il a été incorporé dans le 32^e régiment, qu'il n'est rentré dans ses foyers qu'en vertu de l'ordonnance du roi, du 15 mai 1814 ; que d'ailleurs il justifie d'un congé absolu du régiment de la reine ; que ce congé, qui affranchit Bance de tout service militaire, libère aussi définitivement Lefebvre fils. »

Appel.—Arrêt infructueux de la Cour royale de Rouen, ainsi conçu : « Attendu qu'il est établi, par des actes officiels du ministère de la guerre, que Bance a déserté, le 10 avr. 1814, du 148^e de ligne, où il venait d'être incorporé, et qu'il est resté inscrit comme déserteur sur les registres dudit ministère ; attendu que Bance représente des pièces de l'administration militaire tendantes à justifier qu'il serait entré au dépôt de Rouen pour cause de blessures, le 2 mai 1814 ; qu'il aurait ensuite été renvoyé au régiment de la Reine (2^e de ligne), où il aurait obtenu du conseil d'administration de ce régiment, le 27 août 1814, un congé absolu ; mais que Bance, en ne rendant aucun compte de ce qu'il est devenu depuis le 10 avr. 1814, époque de sa désertion, jusqu'au 2 mai où il prétend être entré au dépôt de Rouen, la seule conséquence à tirer des pièces par lui produites est qu'ayant la facilité dans les circonstances des temps d'obtenir un congé, il a fait toutes les démarches nécessaires pour couvrir sa désertion du voile d'un congé légitime ; attendu que Bance ayant rompu lui-même le contrat du 9 fév. 1814, par le fait de sa désertion, il n'a pu le faire revivre par son retour au 2^e régiment de ligne. »

Pourvoi en cassation de la part de Bance : 1^o pour violation de l'art. 1134 du Code civ., en ce que la Cour a décidé qu'une convention légalement formée a pu être révoquée sans le consentement mutuel de toutes les parties contractantes, et hors des cas prévus par la loi ; 2^o la violation de l'art. 16 du décret du 19 vendém. an 12, et de

drapeaux, ne soit pas réellement libéré du service. Cette doctrine a été adoptée par plusieurs arrêts. V. Cass. 9 fév. 1825 ; Orléans, 21 déc. 1822.

Mais la doctrine contraire que consacre l'arrêt que nous rapportons ici, a fini par l'emporter. V. Cass. 25 nov. 1817 ; 22 août 1820 ; 6 avril 1831 (Volume 1831) ; 1^{er} mars 1836 (Volume 1836).—Cette doctrine paraît mieux en harmonie avec l'esprit de la loi. En effet, l'art. 58 du décret du 8 fruct. an 13 est général, et ne fait aucune distinction entre le cas où le remplacé qui a déserté, est resté sous les drapeaux, après avoir été repris, et celui où le remplaçant a été forcé, par suite de la désertion, d'entrer lui-même au service ou de fournir un autre remplaçant ; il suffit, aux termes de cet article, que le remplaçant déserte, pour que le contrat de remplacement soit considéré comme non avenu, et qu'il y ait lieu d'en prononcer la résolution. C'est là une peine que le législateur a entendu prononcer, pour empêcher autant que possible la désertion des remplaçants. Dès lors, la peine est encourue aussitôt que le fait de la désertion est constaté ; et elle doit être prononcée, ensemble, sans qu'on ait à s'occuper du point de savoir si le service a été ou non continué par le remplaçant déserteur, après qu'il a été repris.

(2) *Ibid.*, Cass. 25 nov. 1817.

(1) La jurisprudence a été longtemps flottante sur cette question. On avoit d'abord soutenu que l'art. 58 du dérr. du 8 fruct. an 13, ne prononçant pas d'une manière absolue la résolution du contrat de remplacement par le seul fait de la désertion du remplaçant, cet article devait être entendu en un sens concordant avec les règles du droit civil ; c'est-à-dire que la résolution ne pouvait être prononcée que tout autant que le contrat n'aurait pas eu, pour le remplacé, le résultat qu'il s'en proposoit, celui de le libérer du service, et que la désertion du remplaçant aurait obligé le remplacé à faire lui-même ce service, ou à se procurer un nouveau remplaçant. On invoquait à l'appui de cette doctrine, l'assimilation que fait l'art. 58 entre la désertion et la réforme du remplaçant. Cet article, disait-on, dispose que toutes les fois qu'un suppléant désertera ou sera réformé pour des causes non provenant du service, les engagements contractés avec lui par le remplacé seront déclarés comme non avenus. Or, une telle disposition qui met sur la même ligne, la désertion et la réforme, et assigne les mêmes effets à l'une et à l'autre, démontre que la désertion qui rend non avenus les engagements contractés entre le remplaçant et le remplacé, est celle qui a pour résultat de faire que celui-ci, n'étant plus représenté sous les

l'art. 1^{er} de celui du 14 oct. 1811, et fautive application de l'art. 58 du décret du 8 fruct. an 13, en ce que son absence momentanée du corps ne pouvait pas le faire considérer comme déserteur.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR: Attendu que la Cour de Rouen a déclaré qu'il résulte des pièces officielles émanées du ministère de la guerre que Bance était porté sur les registres matricules de ce ministère comme ayant déserté le 10 avril 1814, et que, par suite de cette déclaration, cette Cour a pu et dû déclarer que la convention du 10 févr. 1814 était nulle et résiliée par le fait même de Bance, et qu'en prononçant ainsi elle n'a fait qu'une juste et nécessaire application des lois de la matière; — Rejette, etc.

Du 10 août 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Mimer.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Loiseau et Nicod.

1^o MINISTÈRE PUBLIC.—ACTION.—INTERDIT.—TUTEUR.

2^o INTERDIT.—CURATEUR.—BAIL.

1^{re} La *ministère public* ne peut d'office requérir la convocation du conseil de famille à l'effet de donner son avis sur les baux des biens d'un interdit, et de délibérer, s'il y a lieu, à nommer un nouveau tuteur. — Par conséquent, il ne peut requérir que les baux soient vidés par publication, après opposition d'offices; c'est là un excès de pouvoir et une violation des art. 2, titre 8 de la loi du 24 août 1790, et 46 de la loi du 20 avril 1810, qui n'autorisent le ministère public à agir par voie d'action que dans les cas spécialement indiqués. (L. 24 août 1810; Cod. civ., 406 et 509.) (1)

2^{re} Le curateur d'un interdit a seul droit de passer les baux de ses biens par préférence à son épouse, quoique plus digne de la curatelle. — Les baux passés par le curateur à l'interdiction doivent recevoir leur exécution tant qu'il n'est pas établi qu'il y a eu concert frauduleux entre le curateur et le fermier. (Cod. civ., 450 et 509.) (2)

(Berdin—C. Thibaud.)

En l'an 11, le comte de Balby fut interdit, et le sieur Balby, son fils, fut nommé curateur à son interdiction. — Par une délibération du conseil de famille, homologuée le 11 therm. an 13, il fut alloué à la dame de Balby, femme de l'interdit, une pension annuelle de 15,000 fr., dont 8,500 fr. devaient être payés par un sieur Thibaud, fermier d'un domaine appelé le grand Pamphou, appartenant au comte de Balby. — Le bail à ferme en vertu duquel Thibaud jouissait de ce domaine ne devait expirer que le 11 nov. 1815; cependant, dès le 1^{er} oct. 1810, le sieur de Balby fils, en qualité de curateur à l'interdiction de son père, consentit aux mariés Berdin un autre bail authentique, d'après lequel ceux-ci devaient se mettre en possession du grand Pamphou immédiatement

après l'expiration du premier bail, c'est-à-dire au 11 nov. 1815. — Quelques jours avant l'expiration de ce délai, la dame de Balby consentit de son côté, un nouveau bail à l'ancien fermier, le sieur Thibaud. — Par suite de ces deux baux à ferme, il s'éleva entre les deux fermiers une contestation. — On agita la question de savoir lequel des deux devait avoir la préférence.

19 déc. 1815, jugement du tribunal civil de Melun, qui ordonne l'exécution du bail consenti aux mariés Berdin par Balby; attendu qu'aux termes des art. 450 et 509 du Code civ., le sieur de Balby avait, comme curateur à l'interdiction de son père, seul le droit d'administrer ses biens et de les affermer, et que la dame de Balby, qui n'avait d'autre qualité que celle de créancière sur les revenus du grand Pamphou, avait été sans pouvoir pour consentir le bail de ce domaine au sieur Thibaud.

Appel. — Toutes les parties prennent les mêmes conclusions qu'en première instance; cependant le procureur général conclut d'office à ce que la Cour ordonnât la convocation d'un nouveau conseil de famille, pour délibérer s'il ne convenait pas de nommer un nouveau tuteur, et pour désigner celui des deux baux qu'il croirait le plus favorable aux intérêts de l'interdit.

1^{er} juill. 1816, arrêt préparatoire de la Cour royale de Paris, qui, faisant droit aux conclusions du procureur général, ordonne la convocation du conseil de famille. — Le conseil de famille convoqué en vertu de cet arrêt, déclara qu'il croyait utile aux intérêts de l'interdit de nommer un nouveau tuteur, et de maintenir le bail consenti par Balby fils aux mariés Berdin. — 25 mars 1817, arrêt définitif, qui, malgré cette délibération, considérant la vétusté du prix de ferme du domaine du grand Pamphou, déclare nul et de nul effet le bail consenti par Balby fils aux mariés Berdin, et, faisant droit au réquisitoire du procureur général ordonne qu'à la diligence du curateur à l'interdiction de Balby père, il sera procédé à l'adjudication du domaine du grand Pamphou, aux enchères, au plus offrant et dernier enchérisseur.

POURVOI en cassation de la part des mariés Berdin, tant contre cet arrêt que contre celui du 1^{er} juill. 1816, 1^{er} pour violation des art. 405 et 509 du Code civil; en ce que la Cour avait annulé un bail consenti par le curateur d'un interdit, seul capable de le représenter dans tous les actes civils; 2^o pour excès de pouvoir et violation des art. 2, titre 8 de la loi du 24 août 1790, et 46 de la loi du 20 avril 1810, en ce que la Cour, sur les réquisitions du ministère public, et sans qu'aucune des parties y eût conclu, avait ordonné la convocation d'un conseil de famille, et par suite l'adjudication d'un nouveau bail aux enchères, quoique dans ce cas le ministère public ne pût agir par voie d'action, puisqu'il n'y était autorisé par aucune disposition légale.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 2 du titre 8 de la loi du 24 août 1790, ainsi conçu: « Au civil, les

(1) Il est constant en jurisprudence que le ministère public n'a pas la voie d'action dans l'interdit des mineurs, ni des interdits qui leur sont assimilés, et qu'à cet égard, il est lié par la disposition de l'art. 2, tit. 8 de la loi des 16-24 août 1790, qui lui interdit d'une manière générale toute voie en matière civile. F. Cass. 27 fév. an 13; 26 août 1807; 8 mars 1814; Orléans, 23 fév. 1837 (V. volume 1837). A l'appui de cette doctrine, on peut aussi invoquer l'unité des auteurs. F. Merlin, *Repert.*, v^o *Minist. publ.*, § 7, art. 2, et v^o *Mineur*, § 4; Carro, *Comp.*, n^{os} 117 et 118, et *Lois de la*

prot. civ., quest. 3011; Pigeau, *Comment.*, t. 2, p. 570; tautier, *Cours de proc.*, n^o 574; Bioche et Goujet, v^o *Conseil de famille*, n^o 21; Favard, *Rep.*, v^o *Ministère public*, n^o 8; Magnin, *des Minorités*, tom. 1, n^o 323; Delvincourt, t. 1, p. 437, note. Ce dernier auteur fait remarquer avec raison qu'il y a sur ce point lacune dans la loi, et que puisque le ministère public a la voie d'action dans l'interdit des absents, il serait à propos de la lui accorder également en faveur des mineurs qui méritent de la part du législateur une sollicitude plus vive.

(2) F. en ce sens, Rouen, 30 nov. 1840.

commissaires du roi exerceront leur ministère, non par voie d'action, mais seulement par celle de réquisition, dans les procès dont les juges auront été saisis; » — Vu aussi l'art. 46 de la loi du 20 avril 1810, portant : « En matière civile, le ministère public agit d'office dans les cas spécifiés par la loi. Il surveille l'exécution des lois, des arrêts et des jugemens; il poursuit d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public; » — Vu enfin l'art. 450 du Code civ. : — Attendu que la Cour royale de Paris avait à décider, sur l'appel dont elle était saisie, l'unique question de savoir si le bail fait à Berdin et sa femme par le sieur de Balby fils, curateur à l'interdiction de son père, devait obtenir la préférence sur celui que la dame de Balby, sa mère, avait passé de son côté à Thibaud et sa femme; que les parties, en se bornant à reprendre les mêmes conclusions qu'elles avaient prises en première instance, ne lui avaient conféré d'autre droit que celui de confirmer ou d'infirmar le jugement rendu le 19 déc. 1815 par le tribunal de Mehin; que cependant cette Cour, en faisant droit sur un réquisitoire d'office du ministère public, a totalement dénaturé l'affaire soumise à son examen, et échangé la situation des parties; et qu'en ordonnant sur ce réquisitoire la convocation d'un conseil de famille à l'effet de délibérer sur divers objets, et notamment sur la question de savoir s'il y avait lieu de prononcer la destitution du sieur Balby, destitution qu'aucun parent ne provoquait, et en l'appelant en outre à donner son avis sur l'utilité ou la non-utilité pour l'interdit de l'exécution du bail passé à Berdin et sa femme par ledit sieur de Balby, a commis un véritable excès de pouvoir; et, par suite, violé les articles des lois ci-dessus transcrits; — Attendu qu'en effet ces articles refusent au ministère public le droit d'agir par voie d'action, excepté dans quelques cas spéciaux indiqués : d'où il résulte qu'il est sans pouvoir dans les cas non spécifiés; que le ministère public n'est pas nommé par l'art. 406 du Code civ., parmi les personnes qui ont le droit de requérir la convocation d'un conseil de famille pour nommer un tuteur; que son droit se borne à pouvoir dénoncer, comme toute autre personne, au juge de paix du domicile du mineur ou de l'interdit, le fait qui doit donner lieu à la nomination d'un nouveau tuteur; que de là il faut conclure qu'en principe il n'est pas plus dans les attributions du ministère public de requérir d'office, en pareil cas, la convocation d'un conseil de famille, qu'il n'est dans celle des tribunaux de l'ordonner sur de semblables réquisitions; — Attendu que le ministère public est également impuissant, soit pour requérir d'office une nouvelle organisation de la tutelle, soit pour demander que les baux des biens du mineur soient adjugés sur publications précédées d'apposition d'affiches, aucune loi ne prescrivant l'observation de pareilles formalités;

Attendu que, par l'art. 450 du Code civ., précité, le tuteur est chargé de prendre soin de la personne du mineur, et de le représenter dans tous les actes civils et d'administration de ses biens; que, par l'art. 509 du même Code, l'interdit est assimilé au mineur, et que cet article porte précisément que les lois sur la tutelle des mineurs sont en tout point applicables à la tutelle des interdits; qu'ainsi le tuteur de l'interdit a seul droit de passer, dans son intérêt, des baux de ses biens; que ces baux doivent avoir leur exécution, de quelque manière qu'ils aient été faits, tant qu'il n'est pas établi par des faits concluants qu'il a existé un concert frauduleux entre le tuteur bailleur et les preneurs, au préjudice de l'interdit,

ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce; d'où il suit que la Cour royale de Paris a formellement contrevenu à cet article; — Casse, etc.

Du 11 août 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Minier. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Guichard, Loiseau et Darieux.

FRET OU NOLIS.—PRISE MARITIME.

L'art. 302 du Cod. comm. portant qu'il n'est dû aucun fret pour les marchandises prises par l'ennemi, doit s'entendre seulement du cas où l'affrètement est irrévocablement dépourvu de sa marchandise; si au contraire, la marchandise ou la prix est restitué par le capteur, l'affrètement n'a droit qu'à une diminution sur le fret proportionnée au dommage que lui a causé la prise momentanée. (Cod. comm., 302.) (1)

(Sautter—C. Ancessy.)

Le sieur Sautter, affrètement du navire la *Thémistocle*, appartenant aux sieurs Pierre Ancessy de Marseille, refuse de payer à ceux-ci le fret convenu, par le motif que le navire a été capturé par les Anglais, et qu'aux termes de l'art. 302 du Code de comm., il n'est dû aucun fret pour les marchandises prises par l'ennemi. — Les sieurs Ancessy assignent Sautter devant le tribunal de commerce, et ils soutiennent que le fret doit leur être payé, attendu que le navire et les marchandises ont à la vérité été capturés par les Anglais et vendus; mais que, par arrêt du 21 nov. 1816, la haute Cour de Londres a ordonné la restitution du prix du navire et des marchandises, sous la seule déduction des frais des capteurs, commission de leurs agens et autres dépenses; que dès lors il n'y a pas lieu à appliquer l'art. 302 du Code de comm.; que cet article, en disant que le fret n'est pas dû si les marchandises sont prises par l'ennemi, doit s'entendre en ce sens, qu'il dispense le chargeur du paiement du fret, lorsque ses marchandises sont prises, et qu'il en est irrévocablement dépourvu par l'ennemi, et non pas lorsqu'après la capture, les marchandises sont restituées soit en nature, soit en valeur; que telle est l'interprétation dictée par le simple bon sens et adoptée par tous les auteurs; qu'ainsi, dans l'espèce, le prix des marchandises ayant été rendu, l'affrètement ne peut se dispenser de payer le prix du fret, qu'il peut tout au plus réclamer une diminution à raison de la perte qu'il a éprouvée par l'effet de la prise, et de la réduction faite sur le prix des marchandises.

22 fév. 1817, jugement du tribunal de Marseille, qui rejette la demande des sieurs Ancessy, tendante à obtenir le paiement du fret.

Appel. — 17 juin 1817, arrêt infirmatif de la Cour royale d'Aix, qui, par conséquent, ordonne le paiement du fret, mais qui fait cependant sur le taux convenu une réduction; les motifs de cet arrêt sont ainsi conçus :

« Considérant que, dans les règles du droit et d'après le sens des expressions, la prise d'un navire n'existe, par rapport à la déchéance du fret, qu'autant que cette prise aura été déclarée valable, et que le chargeur aura perdu sans retour ses marchandises; qu'il ne faut pas confondre le cas de prise, par rapport au fret, avec celui relatif aux assurances, que le fait seul de la prise étant un sinistre par rapport aux effets assurés, donne lieu à l'abandon contre les assureurs, et subroge ceux-ci aux droits de l'assuré, quel que soit et puisse être le jugement qui interviendra sur la validité ou l'invalidité de la prise, au lieu que par rapport au

(1) V. en ce sens, notre Dictionn. du contentieux commercial, v° *Fret ou nolis*, n° 112 et suiv. V. aussi Boulay-Paty, *Conf. sur Emerigon*, t. 1^{er}, p. 235.

fret dû par la cargaison au navire, il n'y a pas en prise quand cette prise a été déclarée invalide, et que la restitution en a été ordonnée, d'après les règles du droit romain, *non videtur quisquam id capere, quod ei necesse est aliis restituere*; que l'art. 302 du Code de comm. n'a pas donné d'autre sens à la prise faite par les ennemis, puisque l'ensemble de cet article se rapporte à la perte des marchandises par naufrage ou échouement, pillées par les pirates ou prises par les ennemis; aucun fret n'étant alors dû au navire; mais que tous ces cas se rapportent à une perte réelle, définitive et non recouvrée, puisque l'article suivant du Code prononce que, si le navire et les marchandises sont rachetées, ou si les marchandises sont sauvées du naufrage, le capitaine est payé du fret jusqu'au lieu de la prise ou du naufrage; que cet art. 302 a été tiré de l'art. 18 du même titre de l'ordonnance de la marine; et, de même que Valin et Pothier avaient fait ressortir le motif de cette disposition, en disant que l'affrètement ayant eu le malheur de perdre la marchandise, il y aurait de la dureté à lui en faire payer le fret, de même M. Locré a reproduit sur cet art. 302 le même motif de l'ordonnance, en faisant la même observation; d'où il résulte évidemment que le chargeur n'est dispensé de payer le fret que quand il a perdu sa marchandise sans retour. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Sautier, pour violation de l'art. 302 du Code de comm., en ce que l'arrêt dénoncé a condamné l'affrètement à payer le fret, bien que les marchandises aient été prises par l'ennemi. — Le demandeur soutient que la distinction faite par l'arrêt n'est nullement fondée; qu'il suffit qu'il y ait capture pour que le fret cesse d'être dû, peu importe que postérieurement le capteur restitue ces marchandises ou le prix; que la loi ne fait point de différence entre les deux cas; que dès lors le Juge ne peut en établir aucune; que si au premier coup d'œil il paraît équitable de dire qu'il n'y a pas prise dans le sens de l'art. 302, lorsque les marchandises prises sont ensuite restituées; que par conséquent le propriétaire du navire conserve le droit de réclamer le fret, avec un peu de réflexion on s'aperçoit que, dans le cas particulier, l'équité exige au contraire que le chargeur soit dispensé du paiement du fret: en effet, la prise a dépossédé l'affrètement de sa marchandise, et les sieurs Ancessy de leur navire. Qu'a opéré la restitution du prix des marchandises, déduction faite des frais? Elle a, à la vérité, fait rentrer l'affrètement dans une grande partie de ses avances; mais il est privé de tout bénéfice: or, si outre la restitution du navire au propriétaire on lui allouait encore le fret, il se trouverait non-seulement réintégré dans sa propriété, mais encore enrichi d'un bénéfice au détriment de l'affrètement; dans un malheur qui doit être commun, le sort des parties ne serait pas égal, et par conséquent l'équité se trouverait blessée: ainsi on ne peut l'invoquer pour

établir une distinction qui n'est pas dans la loi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt attaqué n'a point violé la loi, mais au contraire l'a interprétée avec sagesse, puisque l'arrêt de la Cour d'amiens a anéanti la confiscation; que la restitution du prix équivalait à celle de la marchandise, et que les sieurs Ancessy supportent une juste part de la perte commune dans la diminution du prix du fret; — Rejette, etc.

Du 11 août 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Briliat-Savarin. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Nicod.

TIERCE OPPOSITION. — ARRÊT DE CONSEIL (ANCIEN). — DOMAINE DE L'ÉTAT.

La tierce opposition à des arrêts de l'ancien conseil du roi, sur une question de propriété domaniale, doit être portée devant les tribunaux ordinaires. (L. 13 vent. an 7, art. 27; Cod. proc., 475 et 476.) (1)

Lorsqu'un tribunal est sans juridiction pour connaître de la tierce opposition formée par une partie à une décision produite par l'adversaire comme titre constitutif de ses droits, il doit absolument s'abstenir de statuer sur le fond de la contestation, et renvoyer d'office les parties devant qui de droit. (Cod. proc., 170, 475 et 476.)

(Delatour — C. Belbœuf.)

Les héritiers de Belbœuf étaient en instance avec les héritiers Delatour-Duligny, au sujet de la propriété d'un immeuble. — Les sieurs de Belbœuf soutenaient que cette propriété leur était irrévocablement acquise en vertu d'anciens baux à fief et par une possession paisible et non interrompue de plus de quarante ans.

12 août 1812, jugement du tribunal civil de Dieppe, qui adjuge aux sieurs de Belbœuf la propriété de l'immeuble en litige. — Appel de la part des sieurs Delatour-Duligny.

Devant la Cour, les sieurs de Belbœuf produisirent, comme titres constitutifs de leurs droits, deux arrêts de l'ancien conseil du roi, en date des 3 nov. 1784 et 10 août 1784, desquels il résultait que cet immeuble, autrefois emphytéotique dans le domaine de la couronne, avait été concédé, à titre d'inféodation, à leurs auteurs.

Delatour forma tierce opposition à ces deux arrêts. — 16 décembre 1815, arrêt de la Cour royale de Rouen qui maintient les sieurs de Belbœuf dans la propriété de l'immeuble litigieux, et déclare les héritiers Delatour-Duligny purement et simplement non recevables dans les fins de leur action comme dans leurs autres demandes et conclusions. — Attendu que les arrêts de l'ancien conseil du roi, de 1784 et de 1785, produits par les sieurs de Belbœuf, forment en leur faveur un titre suffisant de propriété, et qu'ils y joignent en outre la possession, par la jouissance paisible et continue qu'ils en ont eue en confor-

(1) En effet, il est incontestable que si l'ancien conseil d'Etat eût été saisi, au moment de sa suppression, d'une tierce opposition à un arrêt par lequel une propriété eût été précédemment encaissée comme domaniale, le gouvernement n'aurait pas pu en retirer la connaissance, et elle aurait été dévolue de plein droit aux tribunaux, d'après la loi des 27 avril-6 juill. 1791. a Comment donc, ainsi que la dit Merlis, *Quest.*, v° *Opposition (tierce)*, § 11, pourrait-il en être autrement de la tierce opposition qui serait aujourd'hui formée à un pareil arrêt de l'ancien conseil d'Etat? Il faudrait pour cela que la législation actuelle eût dérogé au grand principe que les tribunaux sont seuls compétents pour con-

naître des questions de propriété, et qu'il n'y a, à cet égard, aucune distinction à faire, soit entre celles de ces questions qui intéressent l'Etat et celles qui n'intéressent que des particuliers, soit entre celles de ces questions qui portent sur des biens d'origine domaniale, et celles qui portent sur des biens privés. Or, loin que ce principe soit modifié par les lois nouvelles, il est, au contraire, confirmé de la manière la plus positive par l'art. 27 de la loi du 14 vent. an 7, et par la n° 1 de l'art. 69 du Code de proc. civile. Il est donc impossible que la tierce opposition dans le cas qu'il s'agit aujourd'hui portée ailleurs que devant les tribunaux.

mité de ce titre;—Attendu que la tierce opposition formée par les héritiers Delatour-Duligny, contre les arrêts du conseil de 1781 et 1784 est incompétemment portée devant la Cour, et doit être rejetée, sauf à eux à se pourvoir, s'ils s'y croient fondés, devant l'autorité compétente. »

Sur cet arrêt, les sieurs Delatour se sont pourvus, devant le conseil d'Etat en tierce opposition contre les deux arrêts du conseil de 1781 et 1784. —11 juin 1817, ordonnance du roi, par laquelle le conseil d'Etat est déclaré incompétent pour statuer sur la tierce opposition formée par les sieurs Delatour-Duligny.—Elle est conçue en ces termes :—« Vu les lois des années 1789, 1790 et 1791, et notamment celle du 6 juill. 1791, qui ont renvoyé devant les tribunaux ordinaires le jugement des contestations sur le domaine; vu la loi du 14 vent. an 7, relative aux domaines engagés, et notamment, l'art. 27, portant que, s'il s'élève des débats sur la propriété, il y sera prononcé par les tribunaux; considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une revendication de propriété dont la connaissance appartient aux tribunaux ordinaires, notre conseil d'Etat entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : « Les requêtes des héritiers Delatour-Duligny sont rejetées; sauf à se pourvoir devant les tribunaux compétents. »

POURVOI en cassation de la part des héritiers Delatour-Duligny, contre l'arrêt de la Cour royale de Rouen :—1^o Pour violation de la loi du 6 juill. 1791 et de l'art. 27 de la loi du 14 vent. an 7; en ce que la Cour s'était déclarée incompétente pour statuer sur une tierce opposition à des arrêts du conseil rendus en matière de propriété domaniale, quoique, aux termes des lois citées, toutes les questions de propriété de biens faisant partie du domaine soient placées dans la juridiction des tribunaux ordinaires;—2^o Pour violation de l'art. 170 du Code de proc.; en ce que la Cour, tout en se déclarant incompétente pour statuer sur la tierce opposition aux arrêts du conseil, titres de l'une des parties, et se reconnaissant incompétente *ratione materie*, avait cependant statué au fond, au lieu de renvoyer d'office les parties devant qui de droit.

ARRÊT.

LA COUR;—Vu l'art. 27 de la loi du 14 vent. an 7, relative aux domaines engagés, portant : « Si.... ou si, de toute autre manière, il s'élève des débats sur la propriété, il y sera prononcé par les tribunaux; »—Vu aussi l'art. 170 du Code de proc. civ., ainsi conçu : « Si.... le tribunal était incompétent à raison de la matière...., il sera tenu de renvoyer d'office devant qui de droit; »—Attendu qu'il résulte des dispositions combinées des lois des années 1789, 1790 et 1791, que la législation nouvelle a renvoyé devant les tribunaux ordinaires le jugement des contestations sur le domaine;—Attendu encore qu'il s'agissait dans l'espèce, ainsi que le déclare l'ordonnance du roi du 11 juin 1817 d'une action en revendication de propriété dont la connaissance ne pouvait appartenir qu'aux tribunaux ordinaires; que dès lors la Cour royale de Rouen ne pouvait pas se déclarer incompétente; mais qu'elle pouvait encore moins, en se supposant incompétente, comme elle l'a fait, pour apprécier la tierce opposition formée par les héritiers Duligny à des arrêts de l'ancien conseil d'Etat du roi, qui étaient le titre de leurs adversaires, déclarer ces héritiers purement et simplement non recevables dans leurs demandes, fins et conclusions, parce que ce mode de prononcer jugait définitivement le fond, qui était essentiellement subordonné au mérite de la tierce opposition sur laquelle elle reconnaissait qu'elle n'avait pas droit de prononcer; que,

sans l'un et l'autre point de vue, l'arrêt attaqué est donc en opposition avec la loi, soit parce qu'il viole l'art. 27 de la loi du 14 vent. an 7 (4 mars 1790) en méconnaissant la compétence que cet article attribuait formellement à la Cour de Rouen, sur la question de propriété tout entière, telle qu'elle lui était soumise, soit parce qu'en croyant reconnaître son incompétence à raison de la matière, cette Cour aurait violé l'art. 170 du Code de proc. civ., en ne renvoyant pas d'office à qui de droit, et en statuant au contraire définitivement sur le fond;—Casse, etc.

Du 12 août 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Legonidec.—Concl., M. Jonbert, av. gén.—Pl., MM. Jousseu et Darrieux.

INVALIDES.—AVOIRS.

L'administration de la caisse des invalides de la marine n'est pas dispensée, comme la régie de l'enregistrement, d'employer le ministère d'avoués, dans les instances relatives à la perception des droits qui lui sont dus sur les prises faites par les bâtiments armés en course. (L. 27 vent. an 9, art. 17.)

(L'administration de la caisse des Invalides.—C. Larrode et Delhabarats.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'aucune loi spéciale n'affranchit l'administration de la caisse des invalides de la marine des règles générales établies par le Code de proc. civ.;—Rejette, etc.

Du 12 août 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansy.—Rapp., M. Lepicard.—Concl., M. Jourde, av. gén.—Pl., M. Delagrèze.

SÉPARATION DE BIENS.—EXECUTION.—NULLITÉ.—DECHÉANCE.

Est nulle en sans effet la séparation de biens qui n'a pas été exécutée ou suivie de poursuites dans la quinzaine de la prononciation.—L'art. 872 du Cod. proc. civ. n'a point dérogé à l'art. 1444 du Code civil. (Cod. civ., 1444; Cod. proc. civ., 872.) (1)

La fin de non-recevoir prononcée par l'art. 873 du Cod. proc. contre les créanciers du mari qui ne forment opposition au jugement de séparation de biens que plus d'un an après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 872, laisse entière l'action en nullité de séparation pour défaut de poursuites dans la quinzaine du jugement. (Cod. civ., 1444; Cod. proc. civ., 873.)

(La dame Savole.—L. Daire.)

Le sieur Daire, créancier du sieur Savole, demande contre la dame Savole la nullité du jugement qui prononçait la séparation de biens entre elle et son mari.—Sa demande était fondée sur ce que la dame Savole n'avait pas commencé sa poursuite en exécution, dans la quinzaine de la prononciation du jugement, aux termes de l'art. 1444, du Code civ.

D'abord la dame Savole oppose une fin de non-recevoir; elle soutient que la demande du sieur Daire a été intentée plus d'un an après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 872 du Code de proc. civ.; que, par conséquent, sa demande est non recevable aux termes de l'art. 873, du Code de proc.—Au fond la dame Savole soutient que la demande du sieur Daire en nullité du jugement de séparation est mal fondée; qu'à la vérité, l'art. 1444 du Code civ. dispose formelle-

(1) V. conf., Cass. 11 juin 1818; Rouen. 27 avril 1816; Amiens, 19 fév. 1821.—V. cependant, en sens contraire, Limoges, 24 déc. 1811.

ment que la séparation de biens, quoique prononcée en justice, est nulle, si elle n'a pas été exécutée soit par le paiement réel de la femme, soit par des poursuites commencées dans la quinzaine qui a suivi le jugement; mais que cette disposition a été abrogée par l'art. 872 du Code de proc.;—Qu'il est évident aux termes de cet article que ce n'est plus après un délai fixe de quinzaine que la femme doit commencer les poursuites en exécution; mais seulement après que les formalités qu'il prescrit auront été remplies, de telle sorte que si l'accomplissement de ces formalités emporte un délai de plus de quinzaine, ainsi que cela aura lieu ordinairement, la femme ne pourra, et, par conséquent ne devra commencer ses poursuites qu'après quinzaine à compter du jugement;—Que, d'ailleurs, l'article, après avoir abrogé virtuellement l'art. 1444, en disposant d'une manière contraire, l'abroge expressément en s'attachant d'une manière particulière à rappeler les dispositions de l'art. 1445, ce qu'il n'aurait pas manqué de faire pour l'art. 1444, s'il n'avait été dans l'intention du législateur de retrancher ce dernier article.

Le sieur Daire répond que, bien que son action en nullité ait été intentée plus d'un an après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 872 du Code de proc., elle est néanmoins recevable; qu'en effet la déchéance prononcée par l'art. 873, contre les créanciers du mari qui voudraient se pourvoir contre le jugement de séparation, par voie de tierce opposition, ne modifie rien l'art. 1444 du Code civil; que la nullité que prononce cet article est entièrement indépendante de l'accomplissement des formalités prescrites par le Code de proc., et de la déchéance qu'il prononce contre les créanciers du mari, et par conséquent qu'elle peut être demandée et prononcée même après le délai d'un an dont parle l'art. 873.—Au fond, que l'art. 872 du Code de proc. civ. n'a point rangé l'art. 1444 du Code civil; que les dispositions de ces deux articles se concilient parfaitement; que seulement on doit entendre que, puisque d'une part, aux termes de l'art. 1444 du Code civil, la femme doit commencer les poursuites dans la quinzaine du jugement, et que de l'autre, l'art. 872 du Code de proc. veut que la femme ne puisse poursuivre l'exécution qu'après avoir accompli certaines formalités, il faut que la femme prenne ses mesures pour remplir les formalités du Code de proc. dans la quinzaine du jugement; ce qui est possible, même sans une diligence extraordinaire, ainsi qu'il est démontré par l'expérience; que c'est ainsi que l'a décidé la Cour de cassation le 11 juin 1818.

12 mars 1817, arrêt de la Cour royale d'Amiens, qui, sans arrêter à la fin de non-recevoir proposée par la dame Savole, et statuant au fond, déclare nulle la séparation de biens, faite par la dame Savole d'avoir commencé ses poursuites dans la quinzaine du jugement.

POURVOI en cassation, pour violation des art. 872 et 873 du Code de proc. civ., et fautive application de l'art. 1444 du Code civil, 1° en ce que l'arrêt dénuonce à néant une demande en nullité d'un jugement de séparation de biens formée par un créancier du mari, plus d'un an après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 872 du Code de proc., nonobstant la déchéance prononcée par l'art. 873; 2° en ce que l'arrêt a déclaré nulle une séparation de biens sur le motif que l'exé-

cution n'en a pas été poursuivie dans la quinzaine du jugement, conformément à l'art. 1444 du Code civil, bien que, d'après la disposition innovative de l'art. 872 du Code de proc. civ., la femme ne soit plus obligée de commencer ses poursuites dans le délai fatal de quinzaine; mais seulement après qu'elle aura accompli certaines formalités prescrites par le même art. 872 du Code de proc. civ.

ARRÊT.

LA COUR:—Sur le premier moyen, résultant d'une prétendue contravention aux art. 872 et 873 du Code de proc. civ., par l'admission d'une action d'un créancier du mari, en nullité du jugement de séparation de biens d'avec sa femme, plus d'un an après l'observation des formalités prescrites par lesdits articles:—Attendu que les dispositions invoquées du Code de proc. n'ont porté aucune atteinte à l'art. 1444 du Code civil, qui établit la nullité du jugement de séparation de biens, à défaut d'une exécution dans les termes qu'il prescrit; que l'art. 873, en établissant une fin de non-recevoir contre la tierce opposition des créanciers après l'expiration du délai déterminé par l'art. 872, exclut, comme conditions nécessaires, que les formalités prescrites au titre des Séparations de biens aient été observées, et laisse entière l'action résultant de l'art. 1444 du Code civil, pour faire prononcer la nullité, à défaut de l'exécution prescrite;

Sur le deuxième moyen, résultant d'une prétendue contravention aux art. 1444 du Code civil, 872 et 873 du Code de proc.:—Attendu que le délai de quinzaine prescrit par le premier de ces articles n'éprouve aucun obstacle dans son exécution, par les formalités introduites par ledit art. 872 du Code de proc. civ., qui énonce positivement, par ces expressions qui terminent son premier paragraphe: sans que (pour l'exécution du jugement de séparation) il soit nécessaire d'attendre l'expiration du susdit délai d'un an; que la combinaison des deux lois invoquées n'offre aucune contradiction, mais seulement une simultanéité de publicité et d'exécution à dessein de prévenir toute fraude et collusion; qu'en appliquant ces principes à la cause, l'arrêt attaqué n'a aucunement violé les articles susénoncés des deux Codes civil et de proc.:—Rejette, etc.

Du 13 août 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansy.—Rapp., M. Borel de Brétzel.—Concl., M. Jourde, av. gén.—Pl., M. Roger.

1^o JURY (QUESTIONS AC).—POSITION.2^o RECEL.—CULPABILITÉ.—CARACTÈRES.3^o JURY.—DELIBERATION.

1^o L'art. 337 du Cod. inst. crim. ne fait qu'indiquer les termes dans lesquels les questions doivent être ordinairement posées; mais ces termes peuvent être modifiés sans qu'il y ait nullité (1).

2^o Le recel n'étant qu'une suite et une modification du vol, peut, dans une accusation de vol, faire l'objet d'une question au jury, comme résultant des débats. (Cod. inst. crim., 338.)

Il ne suffit pas que l'accusé ait été déclaré par le jury coupable de recel; il est nécessaire, pour que cette déclaration puisse être la base d'une condamnation, qu'elle énoncé que l'accusé a recelé sciemment tout ou partie des effets volés. (Cod. pén., 62.) (2)

(1) F. dans la même sens, Cass. 16 janv. 1811, et la note; 18 mai et 14 dec. 1815; 31 janv. et 10 juill. 1817; 6 fév. 1818.

(2) Et, en effet, le mot coupable ne se réfère qu'à l'action d'avoir reçu la chose volée; tandis que c'est

uniquement la connaissance acquise que cette chose provient d'une soustraction frauduleuse, qui constitue le recel punissable. Toutefois, il faut ajouter que le mot sciemment n'est point un terme sacramentel, et qu'il peut être suppléé par des expres-

3° Les jurés peuvent être renvoyés dans la chambre de leurs délibérations par la Cour d'assises, lorsque leur première déclaration est jugée insuffisante : l'art. 343 du Cod. inst. crim. qui veut que les jurés ne puissent sortir qu'après avoir formé leur déclaration, ne doit s'entendre que d'une déclaration régulière.

(Pierre Vieil.)—ARRÊT.

LA COUR :—Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 337 du Code d'inst. crim., n'est pas prescrit à peine de nullité ; qu'il ne fait qu'indiquer les termes dans lesquels les questions doivent être ordinairement posées ;

Attendu, quant à l'art. 338 du même Code, sur la position des questions aggravantes résultant des débats et non mentionnées en l'acte d'accusation, que le fait principal était un vol ; que le récépissé n'est point un fait absolument différent de ce vol ; qu'il n'en est qu'une suite et une modification, et que, quoique non énoncé dans le résumé de l'acte d'accusation, il peut donner matière à des débats, et que, s'il en résulte, contre l'accusé du vol principal, qu'il y ait contre lui des charges comme coupable de récépissé, la question doit en être proposée au jury ;

Attendu, sur le deuxième moyen, que les Cours d'assises ne peuvent prononcer que sur une déclaration claire et précise, et concordante avec les questions proposées ; qu'ayant été demandé au jury si l'accusé avait récépissé sciemment tout ou partie des effets volés, et le jury ayant seulement répondu qu'il était coupable de récépissé, cette réponse incomplète ne pouvait servir de base à une condamnation ni à une absolution ; que, dans cet état, la Cour d'assises a pu et qu'elle était même dans l'obligation de renvoyer le jury à une nouvelle délibération, pour s'expliquer sur la circonstance si le récépissé avait été fait sciemment, et que le jury ayant répondu affirmativement sur cette question, il y avait lieu de prononcer la peine pour récépissé, conformément à la loi ;

Attendu, sur le troisième moyen tiré de l'art. 343 dudit Code, que, si cet article veut que les jurés ne puissent sortir de leur chambre qu'après avoir formé leur déclaration, il ne s'ensuit pas que, si leur première déclaration est jugée par la Cour d'assises, insuffisante, ils ne puissent être renvoyés dans leur chambre pour en donner une plus régulière et plus conforme aux questions proposées.—Rejeté, etc.

Du 13 août 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Leconteur.—Concl., M. Giraud, av. gén.

TABAC.—CULTURE.—AMENDE.

Du 13 août 1818 (aff. veuve Bauchon et aff. Durand).—Mêmes décisions que par l'arrêt du 24 avril même année (aff. Camper).

1° TRIBUNAL CORRECTIONNEL.—TÉMOIGNAGES.

2° COURTIER.—CLANDESTINITÉ.—DOMMAGES-INTÉRÊTS.—CARACTÈRES DU DÉLIT.

1° Un tribunal correctionnel peut prendre pour un des éléments de sa conviction, les dépositions de plusieurs témoins sujets à être reprochés, mais contre lesquels aucun reproche n'a été proposé. (Cod. inst. crim., 156.) (1)

2° La prévenue de courtage clandestin peut être condamnée à des dommages-intérêts envers

sions équivalentes, pourvu qu'elles aient bien la même valeur et la même signification (Théorie du Code pénal, t. 2, p. 134).—V. dans ce sens, Cass 8 janv. 1824. La Cour de cassation a consacré ce principe par un arrêt du 14 sept. 1832.

IX.—1^{re} PARTIE.

les courtiers commissionnés, s'ils ont éprouvé quelques préjudices. (Cod. civ., 1149 et 1382.)

La loi n'ayant pas déterminé d'une manière précise les faits du courtage clandestin, le tribunal correctionnel n'est pas tenu d'innocenter les faits élémentaires de l'immixtion illicite dans les fonctions de courtier. (L. 28 vent. an 9.) (2)

Les courtiers ont le droit exclusif et indéfini de faire le courtage des marchandises, non-seulement pendant l'ouverture de la bourse et dans son enceinte et ses dépendances, mais encore dans toute l'étendue de la place commerciale où ils sont établis.

Un négociant commissionnaire n'a pas le droit de s'entremettre dans les achats et ventes des négociants et marchands résidant dans la même ville ; aux courtiers seuls appartient ce droit. (Arrêt du 27 prair. an 10.)

(Froust et Cosson—C. syndic des courtiers.)

Les sieurs Froust, Cosson, Aubé, Junge et Noël, s'étaient inscrits, à Paris, sans avoir aucun caractère légal, dans les fonctions de courtier ; ils faisaient des opérations de courtage hors de la Bourse et dans l'étendue de la place.

—Les courtiers institués par la loi, à qui ce commerce clandestin portait un préjudice considérable, eurent devoir porter plainte en police correctionnelle, contre les sieurs Froust et consorts ; ils prétendirent qu'à eux seuls appartenait le droit d'exercer le courtage, soit dans la Bourse, soit hors la Bourse, et conclurent à des dommages-intérêts. — Froust et consorts soutinrent que les courtiers créés par la loi n'ont le privilège exclusif d'exercer le courtage que dans l'intérieur de la Bourse, afin d'y maintenir le bon ordre ; mais que hors de là, et pour toutes les opérations qui se font sur la place, les courtiers n'ont que la concurrence avec les négociants. — Froust, notamment, se prévalait de sa qualité de commissionnaire, pour soutenir qu'il avait le droit de servir d'agent intermédiaire entre les négociants, et remplir les fonctions de courtier, afin de faciliter les opérations commerciales.

15 avril 1818, jugement du tribunal correctionnel de la Seine, qui condamne Froust et consorts à l'amende et à des dommages-intérêts : « Attendu qu'il résulte de l'instruction des débats, des objets et papiers saisis et de toutes les circonstances de la cause, que Froust et autres se sont, depuis un temps plus ou moins long, immiscés dans les fonctions de courtiers de commerce, et ont fait des opérations de courtage plus ou moins étendues ;—Conformément à l'art. 8 de la loi du 28 vent. an 9 et 52 du Code pénal... »

Appel.—20 juin 1818, arrêt de la Cour royale de Paris, qui confirme le jugement de première instance, à l'égard de Froust et Cosson : « Attendu qu'aux termes de l'art. 78 du Code de commerce, les courtiers de marchandises constitués légalement, ont seuls le droit de faire le courtage de marchandises ;—En ce qui touche Froust ;—Attendu qu'il résulte de l'instruction des débats et des registres de commerce mis sous les yeux de la Cour, et particulièrement des dépositions de Bouvet, Welser et Monthier, que ledit Froust s'est immiscé dans les fonctions de courtier de commerce, en faisant des négociations également étrangères aux opérations des négociants et des commissionnaires, et en recevant les droits attri-

(1) V. en ce sens, Cass. 9 mars 1830.

(2) V. sur ce point, Cass. 13 vent. an 11 ; 19 vent. an 12 ;—Merlin, Rép., v^o Commissionnaire, § 1^{er}, et Quest. de droit, v^o Vente publique de meubles, § 1^{er}.

porter ainsi la gêne et l'entrave dans le commerce ?

Ce qui prouve que le législateur n'a pas entendu gêner le commerce, c'est que par l'art. 4 de l'arrêté du 27 prair. an 10, il a accordé à tous les négocians la faculté de faire entre eux toutes leurs négociations. Sans doute, si les négocians sont maîtres de faire eux-mêmes leurs opérations, ils le sont aussi, car c'est de droit naturel, de choisir pour les opérations qu'ils ne veulent ou ne peuvent faire par eux-mêmes, tels mandataires qu'ils jugent convenables.

Mais pour mieux se convaincre que le législateur en se servant de ces mots, soit dans l'intérieur, soit dans l'extérieur de la bourse n'a entendu parler que de l'intérieur et de l'extérieur du local, et non pas de toute l'étendue de la place, il suffit de lire l'ordonnance du 1^{er} therm. an 9, portée sous l'approbation du ministre de l'intérieur par le préfet de police, qui était spécialement chargé par la loi du 28 vent. an 9, de proposer les réglemens de la bourse; cette ordonnance est une espèce de Code de police de la bourse, et presque toutes les dispositions contenues soit dans la loi du 28 vent. an 9, soit dans l'arrêté du 27 prair. an 10, s'y trouvent relatées. On y lit, art. 3 : « Il y aura à chaque séance de la bourse un commissaire de police chargé de maintenir l'ordre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. »

L'art. 4 et l'art. 3 de l'arrêté du 27 prair. an 10, s'expliquent ainsi : l'art. 4 défend à tous individus quelconques de s'immiscer dans les fonctions de courtiers, à la bourse; l'art. 3 défend d'assembler hors de la bourse, pour proposer ou faire des négociations, et cela, afin de maintenir l'ordre public; mais ni l'un ni l'autre n'interdisent aux négocians de se servir d'intermédiaires pour les opérations qui sont étrangères à la bourse, et qui ne sont pas dans le cas de compromettre l'ordre public. A cet égard, nos lois modernes ont laissé les choses dans l'état où elles étaient sous l'empire des lois anciennes. Elles n'ont rétabli le privilège des courtiers, qui avait été d'abord anéanti, que pour malentendre la police de la bourse, et prévenir l'agiotage qui se ferait dans cet établissement. Là, les courtiers sont chargés, ainsi que les agens de change, de fonctions puidiques et obligatoires; mais, hors de là, ils n'ont aucun caractère dont ils puissent se prévaloir. — Le Code de commerce a-t-il apporté quelque changement à cet état de choses? — L'art. 78, invoqué par l'arrêt de la Cour royale, porte : « Les courtiers de marchandises, constitués de la manière prescrite par la loi, ont seuls le droit de faire le courtage des marchandises, d'en constater le cours; ils exercent concurremment avec les agens de change, le courtage des matières métalliques. »

L'art. 72 porte : « Le résultat des négociations et des transactions qui s'opèrent dans la bourse, détermine le cours du change, des marchandises... » On voit par là que les courtiers sont assimilés aux agens de change, dont les fonctions sont restreintes à la bourse; car ils ne sont institués que pour constater le cours des marchandises, et, d'après l'art. 72, ce cours ne se détermine qu'à la bourse; or, précisément, de ce qu'il n'y a que le résultat des négociations faites à la bourse qui serve à déterminer le cours des marchandises, il suit que les courtiers, ainsi que les agens de change, n'ont de caractère public et officiel qu'à la bourse; autrement, s'ils portaient partout le caractère d'officier public, ils imprimeraient à toutes leurs négociations le caractère d'authenticité, et celles faites hors de la bourse pourraient servir à déterminer le cours des marchandises tout aussi bien que celles faites à la bourse. Ainsi, sous l'empire du Code de commerce, de

même que sous celui des lois antérieures, les courtiers et les agens de change ne peuvent, hors de la bourse, se prévaloir d'aucun privilège, et n'ont que la concurrence avec tous les négocians.

Enfin, une considération décisive, c'est que la loi n'a pas formellement concentré l'exercice du courtage, qui est une branche de commerce, dans les mains de quelques individus désignés; que du moins il y a doute sur son intention, et que la liberté et l'indépendance du commerce en général réclament en faveur de la liberté et de l'indépendance du courtage.

Relativement à Froust, on a prétendu, comme devant les premiers juges, que sa qualité de commissionnaire lui donnait le droit de servir d'intermédiaire entre les négocians, et d'exécuter, à cet égard, le courtage.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Attendu, sur le troisième moyen présenté par le sieur Froust, que la Cour royale a pu prendre, pour un des éléments de sa conviction, les dépositions des sieurs Montbier et Weizer; qu'il n'a point été proposé de reproches contre ces témoins, et que, s'il en avait été proposé, il aurait appartenu à la Cour royale de les apprécier;

Attendu, sur le quatrième moyen, qui se confond avec le cinquième moyen proposé par le sieur Cosson, que la Cour ayant reconnu que des faits sur lesquels elle prononçait une condamnation d'amende, il était résulté un préjudice à l'égard des courtiers, a pu leur adjuger des dommages-intérêts, sans violer la loi du 28 vent. de l'an 9, les art. 1149 et 1182 du Code civ.;

Attendu, sur le cinquième moyen;

Sur le sixième moyen, attendu que les condamnations prononcées par l'arrêt sont motivées sur les faits qui ont été déclarés constants; que la loi n'ayant pas déterminé d'une manière précise les faits du courtage clandestin, la Cour royale n'a pas été tenue d'énoncer dans son arrêt les faits élémentaires d'après lesquels elle jugeait que les demandeurs s'étaient immiscés dans les fonctions de courtier;

Sur le septième moyen....;

Sur le premier et dernier moyen du sieur Froust, et le quatrième du sieur Cosson, qui s'identifient entre eux et rentrent tous dans le fond; — Attendu que la loi du 28 vent. an 9, art. 7 et 8, n'a point circonscrit les droits et les opérations des courtiers pendant l'ouverture de la bourse, et seulement dans son enclos et dans ses dépendances; que de la disposition prohibitive desdits articles, ainsi que des art. 4 et 6 de l'arrêté du 27 prair. an 10, il suit au contraire que leurs droits exclusifs s'étendent au delà de ces limites et à toutes les opérations de courtage qui se font sur la place; — Que des dispositions générales des art. 74 et 78 du Code de comm., il résulte aussi en faveur des courtiers le droit exclusif et indéfini de faire le courtage des marchandises dans les lieux où ils sont établis, sans que les négocians commissionnaires, et ceux non commissionnaires puissent entrer en concurrence avec eux pour ces sortes d'opérations; — Attendu, sur le moyen particulier au sieur Froust, qu'il a été jugé par la Cour royale qu'il n'avait point agi dans les faits reconnus contre lui en qualité de négociant commissionnaire, mais en celle de courtier; qu'en jugeant ainsi, cette Cour n'a point violé les art. 91 et suivans du Code de comm.; que de ces derniers articles, combinés avec ceux du Code de comm., précédemment cités, et des articles de la loi du 28 vent. an 9 et de l'arrêté du 27 prair. an 10, il résulte qu'aux courtiers seuls appartient le droit de s'entremettre dans les achats et ventes des négoc-

cians et marchands résidant dans la même ville : — Attendu, enfin, que sur les faits tels qu'ils ont été déclarés à l'égard de l'un et de l'autre des demandeurs, la condamnation prononcée contre eux a été une juste application de la loi : — Rejette.

Du 14 août 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barria. — Rapp., M. Lecoutour. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén. — Pl., MM. Nicod, Odilon-Barrot et Loiseau.

JURY.—LISTE.—NOTIFICATION.

Quand la liste des jurés n'a pas été notifiée à l'accusé, il y a nullité des débats et de l'arrêt. (Cod. inst. crim., 395.) (1)

(Faudon.)

Du 14 août 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Anmont. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

RETOUR LÉGAL.—ASCENDANT.

Le droit de retour établi par l'art. 747 du Code civil, en faveur de l'ascendant donateur, est restreint au cas où le donataire décède sans postérité. — Il ne peut être exercé par le donateur dans la succession des enfants du donataire décédés sans postérité. (Cod. civ., 747.) (2)

(Grellet-Desprades.—C. Chantreau.)

Par le contrat de mariage du sieur de Chantreau avec la demoiselle Grellet-Desprades, en date du 7 sept. 1813, les père et mère de celle-ci lui constituaient en avancement d'hoirie une rente annuelle et perpétuelle de 3,500 fr. — Le 26 sept. 1814, la dame de Chantreau décéda, laissant une fille, qui mourut elle-même peu de jours après sa mère. — Alors, les sieur et dame Grellet-Desprades prétendirent que d'après les dispositions de l'art. 747 du Code civil, en leur qualité d'ascendants, ils devaient succéder, à l'exclusion de tous autres héritiers, à la rente de 3,500 fr. par eux donnée à leur fille, et qui se trouvait dans la succession de leur petite-fille.

Le sieur de Chantreau soutint que, par la dis-

position de l'art. 747, le droit de retour légal, accordé à l'ascendant donateur, est restreint au cas où le donataire décède sans postérité, mais que ce droit ne peut jamais être exercé dans la succession des enfants de ce donataire, décédé sans postérité.

12 août 1816, jugement du tribunal civil de Niort, qui adopte le système du sieur de Chantreau, et rejette la demande des sieur et dame Grellet-Desprades : — « Considérant que la dame de Chantreau n'ayant laissé qu'un enfant qui lui a survécu, elle a pu disposer de la moitié de ses biens au profit de son père; que pour connaître aujourd'hui l'effet du retour légal, il ne faut point chercher ni dans les lois romaines, ni dans le texte des coutumes, mais dans les dispositions du Code civil; que de l'art. 747 de ce Code il suit clairement qu'il y a lieu au retour légal si le décédé sans postérité est donataire de l'ascendant; que la dame Chantreau, donataire de ses auteurs, n'est pas décédée sans postérité, puisqu'elle a laissé une fille qui lui a survécu; qu'il s'agit aujourd'hui de la succession de celle-ci; que si la rente constituée lui appartenait, c'était à titre successif de sa mère et non comme donataire de ses aïeux; que pour pouvoir exercer le retour dans ce cas, il aurait fallu le stipuler comme l'art. 951 en accordait la faculté. — Considérant qu'il n'est pas permis d'ajouter à la loi; que l'art. 747 parlant des enfans ou descendans donataires, on ne peut étendre ses dispositions aux enfans des donataires, parce que, si telle eût été l'intention du législateur, il se serait expliqué à l'art. 747 comme il l'a fait aux art. 352 et 951. »

Appel. — 25 avril 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale de Poitiers.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 747 du Code civil, en ce que la Cour a décidé que les ascendants ne succèdent pas, à l'exclusion de tous autres, aux choses par eux données à leurs enfans, lorsque ces objets se trouvent dans la succession des enfans du donataire, décédés sans postérité.

(1) Cela n'est plus susceptible de difficulté. V. cens., 27 vend. et 14 pluv. an 8; 26 frim. an 9, et les notes.

(2) Cette question était controversée dans l'ancienne jurisprudence, et il y a peu d'auteurs qui ne l'aient examinée. Dans le sens du droit de retour, c'est-à-dire en sens opposé à l'arrêt ci-dessus, on peut citer Maynard, liv. 6, ch. 16; Automas sur la loi 3, C. de bonis quilibet; Angeard, t. 2, § 90; Henrys, t. 1, liv. 6, ch. 5, quest. 13; Lebrun des Successions, liv. 1^{re}, ch. 5, sect. 2, n° 33; Domat, liv. 2, tit. 9, sect. 3; Ricard, des Donations, part. 3, ch. 7, sect. 4, n° 786; Brétonnier sur Henrys, liv. 6, ch. 5, quest. 12; Bourjon, Droit commun, 3^e part., ch. 3, sect. 3, n° 32; Pothier, sur l'art. 315, Cout. d'Orléans, et Traité des successions, ch. 2, art. 3, § 2. C'était là au surplus la doctrine qui semblait avoir prévalu, et tous ces auteurs citent ou rapportent des arrêts qui la consacrent. Cependant on peut voir, en sens contraire, Pénier, quest. 53; Lapeyrière, lettre A, n° 116, et lettre S, n° 220; Durand, quest. 1^{re}; Cambolas, liv. 1^{re}, ch. 5; Laroche Flavin, liv. 6, tit. 41, art. 15; Catelan, liv. 5, ch. 8, auteurs qui citent également des arrêts à l'appui de leur opinion.

Sous le Code civil, la question n'a pas fait moins de difficulté, à ou ne voit point, dit Toullier, qui se prononce dans le sens favorable au retour (t. 4, p. 248), que les rédacteurs du Code aient en l'intention de déroger à l'ancienne jurisprudence, et le sens grammatical de l'art. 747 n'y est pas positivement opposé : il porte que les ascendants succèdent à l'ex-

clusion de tous autres aux choses par eux données à leurs enfans ou descendans décédés sans postérité. N'est-ce pas le même sens que s'il y avait : Les ascendants succèdent aux choses données lorsque les enfans ou descendans sont décédés sans postérité ? — D'ailleurs, il n'est pas exact de dire que l'ascendant n'est pas donateur à l'égard de son petit-fils, lorsqu'il a donné au père. Lorsqu'un père donne à son fils, il est toujours présumé donner à ses petits-enfans : la loi le dit formellement, lorsqu'il s'agit de donations faites par contrat de mariage, art. 1082 et 1086. — Cette doctrine a été soutenue par Delvincourt, t. 1, p. 108; Maleville, t. 2, p. 217; Marec, du Droit de retour, quest. 5, p. 156; Vazeille, des Successions, art. 747, n° 19. — Cependant, malgré ces raisons et ces autorités, on a pensé que l'art. 747 n'appelait les ascendants donateurs à reprendre les objets compris dans la donation qu'en cas de mort du donataire sans postérité, leur droit était éteint du moment où il naissait un enfant au donataire, et ne pouvait revivre par le prédécès de cet enfant sans postérité. C'est dans ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. V. indépendamment de l'arrêt ci-dessus, Cass. 30 nov. 1819, et Nîmes, 14 mai 1819. V. aussi dans la même sens, avant le Code civil, Cass. 28 therm. an 11, et Agen, 20 fév. 1817. Cette dernière espèce avait été adoptée par Merlin, Rép., v° Succession, sect. 1^{re}, § 2; Grenier, des Donations, t. 1, p. 158, et t. 2, p. 352; Chabot (de l'Allier), sur l'art. 747, n° 12; Favard, Répert., v° Succession, sect. 3, § 2, n° 7; Malpel, des Successions, n° 138; Duranton, tom. 6, n° 216; Pontho, des Successions, sur l'art. 747, n° 22.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR :—Vu les art. 747 du Code civil, et 7 de la loi du 30 vent. an 12 sur la Révision des lois composant le Code ;—Attendu qu'à compter du jour où ces lois ont été rendues exécutoires, les lois romaines, les ordonnances et les coutumes générales et particulières ont cessé d'avoir force de loi dans les matières qui sont l'objet du Code civil ;—Attendu que la donation dont il s'agit dans la cause a été faite postérieurement à la promulgation de ce Code, et qu'ainsi c'est dans ses dispositions seules qu'il faut chercher la solution de la question à laquelle cet acte donne lieu ;—Attendu que le droit de retour légal, tel qu'il avait été établi par les lois romaines et étendu par la jurisprudence des diverses Cours du royaume dans les pays de droit écrit, n'existe plus, et que ce n'est qu'à titre de succession que le Code civil attribue aux ascendants donateurs des droits particuliers sur les choses par eux données ;—Attendu qu'après avoir posé dans l'art. 746 la règle générale d'après laquelle les ascendants doivent succéder, et déclaré que les successions qui leur sont dévolues se divisent par moitié entre la ligne paternelle et la ligne maternelle, l'art. 747 appelle les ascendants donateurs à la succession exclusive des objets compris dans leur donation, et établit par là, à l'égard de ces objets, une exception à la règle générale prescrite par l'article précédent ;—Attendu que les exceptions doivent être strictement restreintes dans les limites qui leur sont assignées ;—Attendu qu'il résulte formellement de l'art. 747, que c'est dans la succession du donataire lui-même que l'ascendant donateur doit exercer le privilège qui lui est accordé ; que cela est même littéralement exprimé dans la dernière disposition de cet article où, dans le cas de l'aliénation des objets donnés, le législateur veut que l'ascendant succède à l'action en reprise que pouvait avoir le donataire ;—Qu'ainsi c'est à l'instant du décès du donataire qu'il faut se reporter pour savoir s'il y a ou non ouverture au droit spécial attribué à l'ascendant donateur ; et que ce droit ne lui étant déferé que dans le cas du décès du donataire sans postérité, il est irrévocablement éteint si le donataire laisse des enfants ;—Que pour que ce droit se prolongeât malgré l'existence de ces enfants, et s'étendît au cas où ils mourraient eux-mêmes avant l'ascendant donateur, il faudrait une disposition particulière de la loi, parce qu'il est vrai de dire que ces enfants ne sont pas donataires, et qu'à leur égard les biens, objets de la donation, sont des biens héréditaires et non pas des biens donnés ;—Que les enfants laissés par le donataire et non existants encore à l'époque de la donation peuvent d'autant moins être considérés comme donataires eux-mêmes, et implicitement compris dans cette donation, que l'art. 1081 du Code prohibe de les y comprendre, même d'une manière expresse,

sous des cas auxquels l'art. 747 est totalement étranger ;—Que lorsque le législateur a voulu que le droit successif ou conventionnel de réversion appartint au donateur dans les deux cas, et du décès du donataire sans enfants, et du décès de sa postérité, il a eu soin de l'exprimer ; que c'est ainsi que, par l'art. 852, il a déclaré que si du vivant de l'adoptant et après le décès de l'adopté, les enfants ou descendants laissés par celui-ci mouraient eux-mêmes sans postérité, l'adoptant succéderait aux choses par lui données ; que c'est ainsi encore que dans l'art. 951 il a disposé que le donateur pourrait stipuler le droit de retour des objets donnés, soit pour le cas du décès du donataire, soit pour le cas du décès du donataire et de ses descendants ; qu'une disposition différente dans l'art. 747 annonce une différence dans la volonté du législateur, et que n'ayant mentionné dans la concession du droit particulier qu'il a conféré par cet article à l'ascendant donateur, que le cas du décès du donataire sans postérité, il a voulu, pour tous les autres cas, le soumettre à la loi générale des successions ;—Qu'ainsi, en jugeant que la dot constituée à la demoiselle Félicie Desprades par ses père et mère dans son contrat de mariage avec le sieur de Chantreau ne devra pas être prélevée par le sieur et la dame Desprades dans la succession de l'enfant né de ce mariage, et mort après sa mère, mais que la moitié de cette dot, dont la dame de Chantreau n'avait pas disposé, devait faire partie de cette succession et être partagée entre les successeurs de cet enfant dans l'ordre et la proportion que prescrivent les lois générales des successions, la Cour royale de Poitiers, loin d'avoir violé l'art. 747 du Code civil, s'est, au contraire, exactement conformée à ses dispositions ;—Rejette, etc.

Du 18 août 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Trinquetlague.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Flacon-Rochelle et Loiseau.

POLlicitation.—ACCEPTATION.

La pollicitation non acceptée est absolument sans force obligatoires.—Sous aucun prétexte et à raison d'aucune considération, le juge ne peut ordonner qu'elle produise effet. (Cod. civ., 1101, 1108 et 1121.) (1)

(De Banas — C. Magne de Saint-Victor.)

Le sieur de Banas était créancier du sieur Magne de Saint-Victor d'une somme de 110,000 francs.—Pour sûreté de sa créance, le sieur de Banas détenait à titre d'antichrèse un domaine du sieur Magne, appelé Mascouine ; en outre il avait hypothèque sur un autre domaine nommé Loupin.—18 sept. 1810, Magne de Saint-Victor vend son domaine de Loupin pour 70,000 fr.—Le sieur de Banas surenchérit du dixième, et porte le prix à 77,000 fr.—Le domaine lui est adjugé.—Mais antérieurement à l'adjudication, le sieur de Banas

volonté, et dans la même sens, Dorentan, t. 10, n° 52 ; Rolland de Villargues, v° Pollicitation, n° 2 et suiv.—La Cour de cassation a même appliqué cette règle dans un sens plus étendu, lorsqu'elle a décidé par arrêt du 4 juill. 1810, que lorsque des offres sont adressées à plusieurs individus, il n'y a pas acceptation véritable, de manière à empêcher la rétraction des offres, s'il n'y a pas acceptation de la part de tous ceux à qui les offres sont adressées. Toutefois, dans ce dernier cas, nous pensons, avec M. Toullier (loc. cit., ad not.), qu'il faudrait décider que le contrat est formé avec ceux qui ont accepté, toutes les fois qu'il n'apparaît pas que l'intention de celui qui aurait fait les offres, avait été qu'elles fussent acceptées par tous ceux à qui il les adressait.

(1) V. dans le même sens, Poitiers, 9 nivôse an 11 ; Paris, 10 mai 1826. — V. aussi Pothier, Obligations, n° 4. « Si la volonté du propriétaire, dit Toullier, t. 6, n° 24, suffit pour le dépouiller de son droit, elle ne suffit pas pour le transférer à une autre personne. Il peut donc toujours s'en ressaisir et changer de volonté, jusqu'à ce que la translation du droit soit opérée ; or, elle ne peut s'opérer que par la volonté de celui en faveur de la promesse est faite, à qui les offres sont adressées. La promesse ne devient donc irrévocable et vraiment obligatoire que par l'acceptation, qui achève et rend parfaite, par le concours des deux volontés, la convention commencée par les offres. L'autre partie peut le retirer avant qu'elles soient acceptées, sans qu'on puisse lui demander compte de son changement de

apprit que le domaine de Loupian avait été vendu en réalité 90,000 fr., et il offrit de prendre le domaine à ce prix. — Enfin, postérieurement à l'adjudication, il proposa au sieur Magne de Saint-Victor de le faire profiter du bénéfice que pourrait produire la revente du domaine de Loupian; mais cette offre était subordonnée à une condition: le sieur de Banas exigeait que Magne de Saint-Victor lui payât en argent comptant la somme de 110,000 fr. qu'il lui devait, ou du moins qu'il donnât des sûretés. — Aucun acte de la part de Magne de Saint-Victor n'annonça qu'il acceptait ces propositions.

En cet état de choses, le sieur de Banas revendit le domaine de Loupian plus de 90,000 fr. — Alors, Magne de Saint-Victor demanda qu'il lui fût tenu compte du prix total de la revente, soutenant, 1° que de Banas ne s'était porté adjudicataire que pour le compte de lui Magne de Saint-Victor; 2° que de Banas était lié par les offres qu'il avait faites. — De Banas a répondu qu'il s'était porté adjudicataire pour son propre compte, qu'il n'était point lié envers Magne de Saint-Victor par les propositions qu'il lui avait faites, puisque, d'une part, Magne ne les avait pas acceptées, et que, d'ailleurs, il n'avait point rempli les conditions auxquelles étaient subordonnées les offres.

1^{er} fév. 1817, jugement du tribunal de Montpellier qui rejette la demande de Magne de Saint-Victor.

Appel. — 30 août 1817, arrêt infirmatif de la Cour royale de Montpellier, qui condamne de Banas à tenir compte à Magne de Saint-Victor du prix intégral de la revente du domaine de Loupian par les motifs suivants: — « Attendu qu'il est constant qu'en faisant la surenchère sur le domaine de Loupian, et en s'en rendant adjudicataire, de Banas a aidé pour lui, et non pour Magne; — Attendu néanmoins qu'il résulte des actes et de la correspondance produite au procès que, postérieurement à l'adjudication, de Banas a offert d'imputer sur ses créances ce que pourrait produire la revente du domaine de Loupian, qu'il ne voulait pas garder, pourvu que Magne reprît Mescouine et payât comptant ce qu'il resterait devoir ou donnât des sûretés, de manière à ce que de Banas fût entièrement désintéressé et trouvât nette la somme par lui déboursée; offrant, ainsi qu'il l'a réitéré, les plaids tenans, de précompter l'adjudication du domaine de Loupian sur le pied de 90,000 fr.; — Attendu que, quoique cette offre n'ait pas été acceptée en forme spécifiée, puisque Magne n'a ni compté, ni donné des sûretés, il a paru à la Cour trop dur d'admettre de Banas à exercer ses droits, et à refuser à un débiteur malheureux l'effet des engagements qui pouvaient résulter de la correspondance respective des parties; quo ce serait suffisamment pourvoir à ses intérêts, en l'admettant à retenir sur le prix de la revente, tous les frais et loyaux coûts, par lui exposés pour et à la suite de l'adjudication et des reventes. »

Pourvoi en cassation de la part de de Banas, pour violation des art. 1101 et 1103 du Code civ.; en ce que l'arrêt attribue les effets d'un contrat réalisé à une simple proposition faite par l'une des parties, sans qu'il y ait eu acceptation de la part de l'autre, et, par conséquent, sans que la volonté des deux parties y ait concouru; — Et, en outre, en ce que l'arrêt a regardé cette proposition comme obligatoire, quoique les conditions qu'elle modifiaient n'avaient point été exécutées.

(1) V. en ce sens, Cass. 1^{er} juill. 1818.

(2) C'est là un point qui a été consacré plus d'une fois par la Cour de cassation, non seulement lorsque, comme dans l'espèce ci-dessus, le consente-

ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 1101 du Code civil; — Attendu que la Cour de Montpellier a formellement reconnu qu'en se rendant adjudicataire du domaine de Loupian, le 19 avr. 1811, par suite de la surenchère du 17 nov. 1810, le demandeur en cassation avait aidé pour son compte, et non dans l'intérêt du sieur Magne de Saint-Victor; qu'il a été reconnu en outre par cette Cour, d'après la correspondance des parties, que le demandeur en cassation n'avait proposé de tenir en compte le prix que produirait la revente du domaine de Loupian, qu'à la charge du sieur Magne de Saint-Victor de payer comptant les sommes dont il était débiteur, ou de donner des sûretés; que cette Cour a reconnu aussi que cette proposition n'avait pas été acceptée, et que le sieur Magne de Saint-Victor n'avait ni payé, ni donné des sûretés; que, dès lors, soit à défaut d'acceptation de cette proposition, soit à défaut d'exécution des conditions ou des charges qui la modifiaient, le demandeur en cassation dont l'engagement conditionnel était subordonné à cette acceptation, qui ne s'est pas réalisée, a conservé tous les droits attachés à sa propriété; que néanmoins la Cour royale de Montpellier a déclaré cette proposition obligatoire, sous prétexte qu'il serait trop dur pour le sieur Magne de Saint-Victor que le demandeur en cassation fût admis à exercer tous ses droits; que le demandeur en cassation a été condamné, sous ce prétexte, à rendre compte au sieur Magne de Saint-Victor de la totalité du prix de la revente de ce domaine; que cette Cour a, par conséquent, violé l'art. 1101 du Code civil, d'après lequel le contrat se forme que par le concours de la personne qui s'oblige et de la personne en faveur de laquelle l'obligation est consentie; que cette Cour a commis en outre un excès de pouvoir en transformant en obligation une proposition qui était demeurée comme non avenue, soit parce qu'elle n'avait pas été acceptée, soit parce que les modifications, dont elle avait été accompagnée, n'avaient été suivies d'aucune exécution; — Casse, etc.

Du 18 août 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Bignon. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Nicod.

1^{er} ARRÊT. — CONSEILLERS. — ROULEMENT ANNUEL.

2^e DEGRÉS DE JURIDICTION. — RENONCIATION.

1^{er} Lorsque, après une plaidoirie devant une chambre de Cour royale, cette chambre se trouve réduite par l'effet du roulement annuel à moins de sept conseillers ayant assisté à la plaidoirie, on peut appeler, pour concourir à la prononciation de l'arrêt, tous les conseillers qui, après avoir entendu la plaidoirie, ont passé dans une autre chambre, et non pas seulement ceux nécessaires pour compléter le nombre de sept. (L. 27 vent. an 8, art. 27; 6 juill. 1810, art. 9, 15 et 16) (1)

2^o Il peut être dérogé par la volonté des parties aux lois qui établissent les deux degrés de juridiction. — Ainsi, une Cour d'appel peut, du consentement des parties, statuer sur leur contestation, quoiqu'elle n'ait pas été portée devant le tribunal de première instance. (L. 1^{er} mai 1790; Cod. proc. civ. 170.) (2)

(Raymond — C. la V^e Collat et Guillot.)

La veuve Collat était en instance devant la Cour

ment était express, mais encore lorsqu'il ne résultait que du silence des parties. V. Cass. 4 fév. 1829; 24 déc. 1833; 22 nov. 1837.

royale de Lyon avec les sieurs Raymond. — Le sieur Guillot, qui avait un intérêt dans la contestation, mais qui n'avait pas été appelé en première instance, fut mis en cause sur l'appel; de son consentement, et sur sa renonciation au premier degré de juridiction, il fut rendu entre toutes parties un arrêt préparatoire qui ordonna la jonction de toutes leurs demandes respectives. — Lors de la plaidoirie de l'affaire, la première chambre de la Cour, à qui elle avait été distribuée, était composée de huit membres; mais l'arrêt ne fut pas rendu le même jour, et la prononciation fut renvoyée à une audience suivante. Pendant cet intervalle, le renouvellement annuel des trois chambres de la Cour s'opéra. Par l'effet de ce renouvellement, deux des conseillers de la première chambre qui avaient assisté à la plaidoirie passèrent à une autre. Lorsque les six conseillers restans de la première chambre voulurent prononcer l'arrêt, ils appelèrent pour y concourir les deux autres conseillers qui avaient assisté à la plaidoirie, et qui se trouvaient alors faire partie d'une autre chambre. — Ainsi composée, le 23 janv. 1817, cette chambre prononça définitivement, tant sur les contestations existantes entre la veuve Caillat et le sieur Raymond, que sur celles existantes entre ces derniers et le sieur Guillot.

POURVOI en cassation de la part de Raymond contre cet arrêt, 1^o pour contravention à l'art. 27 de la loi du 27 vent. an 8 et aux art. 9, 15 et 57 du décr. du 6 juill. 1810; en ce que la première chambre de la Cour, avait appelé, pour concourir à l'arrêt, deux conseillers d'une autre chambre, bien qu'il n'en manquât qu'un seul pour compléter le nombre de sept exigé par la loi pour la validité d'un arrêt; 2^o pour violation de l'art. 4, titre 4 de la loi du 24 août 1790 et de la loi du 1^{er} mai 1790, et de l'art. 170 du Code de proc.; en ce que la Cour avait statué à l'égard du sieur Guillot sur des demandes qui n'avaient pas été portées devant les premiers juges, et qui par conséquent, n'avaient pas subi le premier degré de juridiction.

ARRÊT.

LA COUR: — Sur le premier moyen: considérant que la loi du 27 vent. an 8 et le décret du 6 juill. 1810, ni aucune autre loi n'interdisent à des magistrats qui, par l'effet du roulement, ont changé de chambre, de venir à celle dont ils sont sortis pour concourir à la prononciation de l'arrêt dans une cause dont ils avaient entendu les différentes plaidoiries; — Considérant qu'il en est de même lorsque les plaidoiries ont eu lieu avec un nombre de magistrats qui excède celui rigoureusement nécessaire pour rendre un arrêt, et que plusieurs de ces magistrats ont passé dans une autre chambre; que, dans ce cas, on n'est pas obligé de réduire le nombre de juges, à sept; si aucun d'eux ne se trouve pas légalement empêché; que le système des demandeurs en cassation produirait dans son exécution des effets contraires à l'intérêt de l'une ou de l'autre des parties; car si, sur huit juges d'une même chambre qui ont entendu les plaidoiries des parties, deux changent de chambre par l'effet du roulement, et qu'on n'appelle que l'un d'eux pour concourir au jugement, afin de ne pas excéder le nombre de sept, il sera par là fait tort à l'une des parties, dans la supposition que les deux juges se trouveraient d'une opinion différente; qu'il est bien plus conforme à la raison de laisser tous les deux pour ne blesser l'intérêt d'aucune des parties; que

cette manière de procéder, qui est celle adoptée dans l'espèce, n'est prohibée par aucune loi, et ne porte aucune atteinte à la loi du 27 vent. an 8, ni au décret du 6 juill. 1810;

Sur le second moyen: considérant qu'il résulte de l'arrêt attaqué que les parties ont demandé à être jugées sur toutes leurs contestations par la Cour royale; que même le sieur Guillot, qui n'était pas en instance devant les premiers juges sur l'objet de la société, avait été sommé, par les demandeurs en cassation eux-mêmes, de déclarer s'il voulait consentir à plaider devant la Cour royale sur les demandes qu'ils se proposaient de former contre lui, et franchir par là le premier degré de juridiction; que le sieur Guillot avait répondu par écrit qu'il y consentait; que, dans cet état des choses, les appels et toutes les demandes avaient été joints. — Considérant que les demandeurs ne se sont pas pourvus contre l'arrêt de jonction qui, d'après les consentemens des parties, avait fixé, d'une manière irrévocable, l'état du procès et les points sur lesquels la Cour aurait ultérieurement à prononcer; que l'arrêt définitif du 23 janv. 1817 n'ayant été qu'une suite, qu'une exécution de l'arrêt de jonction, il en résulte que le moyen d'exces de pouvoirs et de violation des deux degrés de juridiction ne peut plus être opposé; — Rejette, etc.

Du 18 août 1818. — Sect. req. — *Pres.*, M. Henrion de Pansey. — *Rapp.*, M. Favard de Langlade. — *Concl.*, M. Jourde, av. gén. — *Pl.*, M. Delagrange.

DERNIER RESSORT. — RENTE. — RENTE.

Un tribunal de première instance qui, en dernier ressort sur la question de la retenue doit être exercée sur la somme à déduire chaque année par l'effet de la retenue, n'est pas compétent quel que soit d'ailleurs le capital de la rente. (L. 24 août 1790, tit. 4, art. 5; 27 vent. an 8, art. 7.) (1)

(Darracq — C. Parailge.)

ARRÊT (après délib. en ch. des cons.)

LA COUR: — Vu l'art. 3 du titre 4 de la loi du 24 août 1790; vu aussi l'art. 7 de celle du 27 vent. an 8: — Attendu que, d'après les dispositions de ces lois, les tribunaux d'arrondissement connaissent, en premier et dernier ressort, de toutes affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1,000 fr. de principal; et des affaires réelles dont l'objet principal est de 50 fr. de revenu déterminé, soit en rente, soit par prix de bail; — Attendu que la dette de la rente dont il s'agit n'était pas contestée par le demandeur; qu'il n'y avait de litige entre les parties que sur la question de savoir si cette rente était ou non passible de la retenue du cinquième; que ce cinquième n'étant que de 20 fr., il est vrai de dire que l'objet réel de la contestation ne portait que sur une valeur de 400 fr., capital de cette retenue; — Attendu que le défendeur n'avait pas demandé que, vu le refus du sieur Darracq de payer la rente sans retenue, le contrat de constitution fût résolu et le débiteur obligé de rembourser le capital; mais que, s'étant borné à faire déclarer l'extinction de la retenue, la valeur de ce capital était demeurée étrangère au différend; qu'ainsi le jugement du tribunal de Saint-Sever avait été rendu dans une matière soumise à sa compétence en dernier ressort, et que la Cour royale de Pau n'avait pu recevoir l'appel de ce jugement sans

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 23 juin 1817; — En sens contr., 1^{re} mess. an 2; 11 vend. an 7; 22 vend., 19 et 26 prair. an 10. V. aussi dans ce der-

nier sens, Merl n. Quest., v^o Rente foncière, Rente seigneuriale, § 5; Carré, Compét., t. 2, n^o 308.

contrevenir aux art. des lois des 24 août 1790 et 27 vent. an 8; — *Casse*, etc.

Du 19 août 1818. — *Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Trinquelague. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Moreau.*

TIERCE OPPOSITION. — ACQUÉREUR. — VENDEUR.

L'acquéreur n'est pas représenté par son vendeur dans un procès sur l'objet vendu, lorsque le procès a été intenté postérieurement à la vente; en conséquence, il peut former tierce opposition à la décision intervenue; peu importe d'ailleurs qu'il ait eu connaissance de la contestation (1).

Le procès est réputé postérieur à la vente, encore que la citation en conciliation ait eu lieu avant la vente et que la vente n'ait été transcrite qu'après l'introduction de l'instance. (Cod. proc., 474.)

(La dame Larade — C. Azais.)

Le sieur Rousset avait acquis certains immeubles du sieur Azais. A défaut de paiement du prix convenu, le sieur Azais cite devant le bureau de paix le sieur Rousset, le 8 oct. 1812, à l'effet de se concilier sur la demande qu'il entendait faire de la résolution de la vente. — Postérieurement, et par acte authentique du 10 déc. suivant, Rousset revendit ces immeubles à la dame Larade, qui fit transcrire son contrat le 26 du même mois. — Après la vente, mais avant la transcription du contrat, le sieur Azais poursuit devant les tribunaux sa demande en résolution, sans appeler dans l'instance la dame Larade. — Par jugement du 23 mai 1814, et ensuite par arrêt de la Cour royale de Montpellier, Rousset fut condamné au délaissement de l'immeuble, s'il n'en payait le montant dans le délai de trois mois.

La dame Larade forma tierce opposition contre cet arrêt, comme préjudicant à ses droits. — Le sieur Azais soutint que cette tierce opposition était non recevable, 1° parce qu'il était constant que la dame Larade avait eu connaissance de la demande intentée contre Rousset, son vendeur; et que, si elle avait eu quelque exception à faire valoir, elle aurait dû intervenir dans cette instance; 2° parce que, aux termes de l'art. 474 du Code de proc., une partie n'est recevable à former tierce opposition contre un jugement que lorsque ni elle ni ceux qu'elle représente, n'ont été appelés dans l'instance : or, dans l'espèce, la dame Larade n'a point été, il est vrai, appelée personnellement; mais le sieur Rousset, qu'elle représente, a été partie dans la contestation, puisque l'acte de vente de la dame Larade était postérieur à l'introduction de l'instance intentée contre Rousset.

3 juill. 1816, arrêt de la Cour de Montpellier, conçu en ces termes : « Attendu que la vente consentie par Rousset à la dame Larade, du domaine ayant appartenu au sieur Azais, est postérieure à l'essai de conciliation entre ledits Azais et Rousset, sur la demande en délaissement du domaine; — Attendu que la transcription dudit

contrat de vente n'a été opérée, de la part de ladite dame Larade, que postérieurement à l'introduction de l'instance en délaissement introduite par Azais contre Rousset; — Attendu que, dans l'acte de vente, elle a été assistée et autorisée par le sieur Larade, son mari, présent à l'acte; — Attendu que, des circonstances de la cause, il résulte que la dame Larade a dû avoir connaissance de l'instance qui a existé pendant plus de deux ans et onze mois, depuis l'acte de vente consenti par Rousset à la dame Larade entre ledits Rousset et Azais, du domaine vendu à ladite dame Larade par ledit Rousset, et dont ledit Azais demandait le délaissement, la Cour déclare ladite dame Larade non recevable dans sa tierce opposition... »

Pourvoi en cassation de la dame Larade, pour violation de l'art. 474 du Code de proc.; en ce que la Cour avait décidé qu'elle était non recevable à former tierce opposition envers un arrêt qui préjudiciait à ses droits, et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'avaient été appelés.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 474 du Code de proc. civ.; — Attendu que, des faits qui ont été constatés par l'arrêt dénoncé, la Cour royale de Montpellier n'a pas tiré la conséquence qu'il y ait eu, de la part de la demanderesse, dol et fraude au préjudice du défendeur, et que seulement elle en a conclu que la demanderesse était non recevable dans sa tierce opposition; mais que, suivant la disposition de l'art. 474 du Code de proc. civ., aucun de ces faits ne pouvait opérer de fin de non-recevoir, puisque, d'après les termes généraux de cette disposition, il suffit, pour qu'une partie puisse former tierce opposition à un jugement, que ce jugement préjudicie à ses droits, et que ni elle, ni ceux qu'elle représente n'y aient été appelés; que l'on ne peut pas dire qu'un vendeur représente l'acquéreur, relativement aux droits immobiliers qu'il a aliénés, puisque ces droits ne lui appartiennent plus, et que, s'en étant irrévocablement dessaisi, il ne peut plus ni en traiter, ni en disposer, ni les compromettre d'aucune manière, au préjudice de l'acquéreur, qui en est devenu seul maître et propriétaire, et contre qui doivent être, en conséquence, exercées toutes les actions en revendication et en délaissement; qu'aucune disposition de loi n'oblige l'acquéreur à intervenir sur les demandes en revendication qui peuvent être formées contre le vendeur, quoiqu'il en ait connaissance, et qu'au contraire l'art. 474 précité décide bien précisément que l'acquéreur n'y est pas obligé, puisque, sans aucune restriction quelconque, il admet la tierce opposition de la partie qui n'a été appelée ni représentée lors du jugement; que la citation en conciliation donnée à Rousset ne l'empêchait pas de vendre, et qu'enfin la demanderesse est devenue propriétaire de l'immeuble dont il s'agit, dès le moment de la vente authentique du 10 déc. 1812, et non pas seulement à l'époque de la transcription de l'acte de vente, la transcription n'étant plus nécessaire pour consolider la propriété dans les

(1) Il est de jurisprudence en effet, quo l'onque, comme dans l'espèce ci-dessus, le jugement rendu avec le vendeur est intervenu sur une action réelle, de telle sorte que l'exécution peut en être poursuivie sur l'immeuble, l'acquéreur quoiqu'il soit l'ayant-cause du vendeur, peut attaquer ce jugement par la voie de la tierce opposition, parce qu'il n'est pas possible d'admettre que le tiers détenteur d'un immeuble soit, pour tout ce qui touche cet immeuble, représenté par son vendeur depuis qu'il est devenu propriétaire. *F. Cass.* 6 mai et 27 juin 1810; 14 juin 1815; 21 fév. 1816; 11 mars 1834; 26 mars 1836;

Donsi, 5 juin 1820; Carré, *Proc. civ.*, sur l'art. 474; Berriat, p. 498, note 9. — *V.* encore dans le même sens, un arrêt de la Cour de cassation du 10 août 1807, qui déclare la command recevable à former tierce opposition au jugement obtenu contre l'acquéreur seul, et qui déclare la vente nulle, et ordonne le délaissement. — *V.* cependant, en sens contraire de la décision ci-dessus, Paris, 29 prair. an 10, et Grenoble, 30 juin 1818. *Addé*, décr. en Conseil d'état du 18 août 1807, et ordonn. du 18 avril 1816.

main de l'acquéreur ; de tout quoi il suit que l'arrêt dénonce, en déclarant la demanderesse non recevable dans sa tierce opposition, a violé l'art. 474 du Code de proc. civ., et a d'ailleurs commis un excès de pouvoir, en ajoutant aux dispositions de la loi des conditions qu'elle ne prescrit pas pour l'admission de la tierce opposition : — Casse, etc.

Du 19 août 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Chabot de l'Allier. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Dufour d'Astafort et Jacquemin.

CRÉANCIER CHIROGRAPHAIRE. — HYPOTHÈQUE. — SUCCESSION.

Du 19 août 1818 (aff. Gihoul). — V. cet arrêt à la date du 19 fév. 1818.

1^{re} LETTRE DE CHANGE. — VALEUR EN COMPTE.

2^e et 3^e LIVRES DE COMMERCE. — REPRÉSENTATION. — POUVOIR DU JUGE.

1^{re} L'expression valeur en compte, apposée dans une lettre de change, équivaut à l'expression valeur reçue en espèces, en ce qui touche l'obligation d'exprimer la valeur fournie. (Cod. comm., 410.) (1)

2^e Le tireur qui s'est obligé valeur en compte, n'a pas le droit de demander l'exhibition des livres de commerce du donneur de valeurs, lorsqu'il résulte des faits que la lettre de change a été causée pour remise et renouvellement de précédents effets de commerce. — Rés. par la Cour royale. (2)

3^e Dans les contestations entre négocians, il est laissé au pouvoir discrétionnaire du juge d'ordonner la représentation des livres de l'une des parties, même lorsque l'autre partie l'a demandée en offrant d'y ajouter foi. (Cod. comm., 15 et 17.) (3)

(Lamothe—C. Mellis.)

Le sieur Lamothe réclama le montant d'une lettre de change souscrite à son ordre par le sieur Mellis. — La lettre de change était causée valeur en compte. — Mellis se refusait au paiement ; il soutenait que l'énonciation de la valeur fournie en compte n'établissait pas que réellement le sieur Lamothe eût fourni les fonds de la traite, et qu'il devait en rapporter la preuve pour pouvoir réclamer le paiement ; qu'au surplus, si la lettre de change, telle qu'elle était conçue, établissait une présomption favorable au porteur, du moins cette présomption pouvait être détruite par la preuve contraire ; que cette preuve se trouvait consignée dans les livres du sieur Lamothe, portant formellement que c'était par complaisance que lui Mellis avait apposé sa signature au bas de la traite ; en conséquence, il demandait que le sieur Lamothe fût condamné à représenter ses livres, offrant d'y ajouter foi, et, en cas de refus de sa part, de prêter serment qu'il n'était point débiteur du montant de la lettre de change.

Lamothe répondit que l'art. 110 du Code de commerce admet l'expression valeur en compte, comme l'expression valeur en marchandises ou valeur comptant, sans aucune distinction ; que, par conséquent, la lettre de change valeur en compte, comme celles causées valeur en marchandises ou en espèces, établit contre le souscripteur la preuve qu'il en a reçu le montant ; qu'il ne suffit donc pas de sa simple dénégation pour détruire la preuve qui existe en faveur du créan-

cier, et pour obliger celui-ci à prouver de nouveau qu'il a réellement fourni les fonds. — En outre et surabondamment, Lamothe prouvait que la lettre de change dont il réclama le paiement était le renouvellement de deux autres traites, que par cette raison elle avait été causée valeur en compte.

7 mars 1817, arrêt de la Cour de Toulouse, qui condamne purement et simplement le sieur Mellis au paiement de la lettre de change par lui souscrite en faveur de Lamothe : — Attendu, porte l'arrêt, que la lettre de change, est causée valeur en compte, ce qui présente une expression de valeur autorisée par le texte de l'art. 110 du Code de commerce ; que dès lors le sieur Mellis s'est reconnu légalement débiteur du montant de ladite lettre de change ; qu'il ne suffit pas qu'il dise aujourd'hui qu'il n'en a pas reçu le valeur, puisque le texte de la lettre de change prouve le contraire ; que si une pareille dénégation suffisait, à elle seule, pour paralyser l'effet d'une lettre de change de cette nature, il en résulterait qu'elle ne serait plus qu'un titre illusoire, puisque dans ce système, le porteur ne pourrait utiliser cette traite qu'en prouvant d'ailleurs et par d'autres moyens, que, quoique la valeur soit exprimée en compte, il l'a réellement fournie ; que le seul avantage que le sieur Mellis pourra recueillir de cette expression de valeur autorisée par la loi, c'est que s'il parvient à établir qu'il y a eu erreur dans la valeur causée en compte, il faudra la rectifier, mais que c'est à lui de prouver que l'erreur existe, parce que Lamothe a un titre écrit faisant foi contre lui, qui est la lettre de change ; que, d'ailleurs, il résulte des faits que la lettre de change dont il s'agit est le produit des renouvellemens successifs des deux premières lettres de change tirées par Mellis, le 22 oct. 1808, au profit de Lamothe, ce qui explique pourquoi elle est causée valeur en compte ; que dans ces circonstances, l'offre du serment et la demande en remise des livres du commerce dudit sieur Lamothe ne doivent pas être écartées, parce qu'il existe au procès des preuves démonstratives de l'injustice de la réclamation dudit sieur Mellis.

POURVOI en cassation de la part du sieur Mellis, pour violation de l'art. 110 du Code de comm. en ce que l'arrêt a décidé que la lettre de change, quoique énonçant seulement que la valeur a été fournie en compte, suffit pour établir que les fonds en ont été réellement faits par celui à l'ordre de qui elle est souscrite, et le dispense de toute preuve ; et pour violation des art. 15 et 17 du Code de comm. en ce que la Cour a refusé d'ordonner que le porteur de la traite représentât ses livres, bien que le tireur offrit d'y ajouter foi.

ARRÊT.

LA COUR : — Sur le premier moyen : — Attendu en droit, que l'art. 110 du Code de comm., met la valeur des lettres de change, exprimée en compte, sur la même ligne que la valeur exprimée en espèces ou en marchandises ; que, d'après l'art. 157 du même Code, les juges ne peuvent accorder aucun délai pour le paiement d'une lettre de change ; — Attendu au surplus, en fait, que l'arrêt attaqué a reconnu constant que l'allégation du demandeur en cassation d'avoir signé la lettre de change dont il s'agit, par complaisance, était une allégation contraire à la vérité ; que dans ces circonstances, en condamnant le demandeur en cassation au paiement de ladite lettre,

(1) F. en ce sens, Cass. 14 flor. an 9 ; 10 pluv. an 11 ; 19 juin 1810.

(2) F. anal. en sens contraire, Cass. 20 juin 1810 ;

Rouen, 23 mai 1825 ; Bruxelles, 25 février 1830. (3) F. conf., Cass. 13 déc. 1827 ; 4 fév. 1838 ; 13 août 1838 ; Bruxelles, 23 mars 1824 ; Aix, 5 avr. 1832.

Farrêt attaqué a fait une juste application des lois de la matière ;

Sur le second moyen :—Attendu que les art. 45 et 17 du Code de comm. n'obligent point les juges à ordonner la représentation des livres, et à déférer le serment ; mais qu'ils s'en rapportent à leur conscience et à leurs lumières ; — Rejette, etc.

Du 20 août 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Lasguel.—Concl., M. Jourde av. gén.—Pl., M. Lavaux.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — CONTRAVENTION. — PREUVE.

En matière de contributions indirectes, la preuve des contraventions peut, en cas de nullité des procès-verbaux qui les constatent, être faite par tous les moyens indiqués par la loi et notamment par la représentation des registres portatifs des employés. (Décret du 1^{er} germ. an 13, art. 34 ; L. 28 avril 1816, art. 241 et 242.) (1)

(Contributions indirectes.—C. Desnoué-Bataille.)

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les art. 34 du décret du 1^{er} germ. an 13, et 241 et 242 de la loi du 28 avr. 1816 ; — Attendu qu'il résulte évidemment des dispositions de l'art. 34 ci-dessus rappelé, que la preuve d'une contravention aux lois sur la perception des contributions indirectes peut être faite par tous les moyens indiqués par la loi ; qu'ainsi il n'appartient pas aux tribunaux de refuser l'administration de cette preuve, principalement lorsque celle offerte est littérale ; — Que les registres portatifs, dont la tenue est obligatoire pour les employés de la régie, sont destinés à constater toutes leurs opérations dans les visites et exercices qu'ils doivent faire chez tous ceux qui font le commerce des boissons, soit en gros, soit en détail ; que les portatifs doivent présenter le tableau exact de la situation de chaque criller, cave ou magasin dans lesquels les visites et exercices ont lieu, les entrées et les sorties de boissons, la justification et mention des expéditions, les prises en charge et les décharges ; qu'ils doivent enfin contenir tous les éléments propres à faire connaître les manquans et les excédans de boissons, et fixer la comptabilité entre les marchands et débitans, d'une part, et la régie, d'autre part ; — Que le législateur, bien pénétré de l'utilité et même de la nécessité de la tenue exacte de ces registres portatifs, sans lesquels la perception des droits n'aurait plus aucune base, a prescrit les formes qui lui ont paru nécessaires pour leur donner un caractère d'authenticité, et leur a imprimé la même foi en justice qu'aux procès-verbaux de saisie ; — Attendu, dans l'espèce, que le procès-verbal de saisie pour cause d'excédant de boissons trouve dans les magasins de Denoué-Bataille, révisé par les commis le 31 janv. 1817, ayant été anéanti de nullité, la régie, en y défen-

dant, conclut subsidiairement à être admise à prouver par l'appart des registres portatifs la contravention imputée au défendeur ; — Qu'il était impossible à la régie d'offrir un genre de preuve plus propre à donner de la sécurité à la conscience des magistrats, et qu'en rejetant les conclusions subsidiaires de la régie, tendantes à admettre cette preuve, la Cour royale d'Orléans a ouvertement violé l'art. 34 du décret du 1^{er} germ. an 13, et les art. 241 et 242 de la loi du 28 avr. 1816 ; — Casse, etc.

Du 20 août 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barils.—Rapp., M. Chasle.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

1^o DÉFENSE. — CONSEIL. — TÉMOINS A DÉCHARGE.

2^o IDENTITÉ. — RECONNAISSANCE. — PROCÉDURE.

1^o Les art. 302 et 519 du Cod. inst. crim. n'étant pas prescrits à peine de nullité, l'accusé ne peut se faire un moyen de cassation de ce qu'il n'aurait pu communiquer avec son conseil avant l'audience et de ce qu'il aurait été privé par suite de faire citer des témoins à sa décharge (2).

L'accusé qui a choisi un conseil dont il a été assisté pendant tout le cours des débats, ne peut fonder un moyen de cassation sur ce que le président aurait dû lui en nommer un d'office. (Cod. inst. crim., 294.) (3)

2^o La loi n'exige point qu'un arrêt de la chambre d'accusation soit rendu et qu'un acte d'accusation soit dressé, lorsqu'il s'agit de la reconnaissance de l'identité d'individus déjà condamnés pour crimes (4).

(Coignard, comte de Sainte-Hélène.)

Le 20 juil. 1810, arrêt de la Cour d'assises de Paris, qui reconnaît et déclare l'identité d'un individu, se disant André-Pierre de Pontis, comte de Sainte-Hélène, avec le nommé Pierre Coignard, condamné, en l'an 9, à quatorze années de fers, et évadé, en l'an 13, du bagne de Toulon.

POURVOI en cassation de la part de Coignard, — 1^o Pour violation de l'art. 302 du Code d'inst. crim., en ce que, contre le vœu de cet article, l'accusé n'a point eu la liberté de communiquer avec son défenseur immédiatement après son interrogatoire devant le président de la Cour d'assises, et au contraire a été tenu au secret jusqu'au jour de l'ouverture des débats ; — 2^o Pour violation des art. 241, 242 et 271, en ce que, contre les dispositions formelles de ces articles, la Cour d'assises a jugé, sans avoir été saisie légalement, par suite d'un acte d'accusation dressé par le procureur général et notifié au prévenu.—On opposera, sans doute, que la procédure sur la reconnaissance d'identité est régie par des dispositions particulières, et qu'aux termes de l'art. 519 du Code d'inst. crim., elle ne doit pas être assujettie aux formes ordinaires de la proc. crim. Mais il faut voir jusqu'à quel point l'exception

(1) V. Cass. 4 brum. an 14, et la note ; 25 juillet et 28 août 1812 ; 11 déc. 1818 ; Mangin, *Traité des procès-verbaux*, p. 17.

(2) V. dans le même sens, Cass. 5 mars 1812, et 3 oct. 1822.—L'application de cette décision dans toute sa rigueur serait une violation évidente du droit de la défense. Dans l'espèce même, les circonstances particulières du fait ont tempérant la sévérité, puisqu'il était constaté que l'accusé avait pu communiquer pendant dix-sept jours avec son conseil avant le débat, et citer des témoins à décharge. Mais il nous semblerait impossible de son-tener, en droit, que la privation de l'une ou de l'autre

de ces facultés n'emportât aucune nullité ; car il n'est pas de formes plus substantielles du droit de la défense que la libre communication avec le défenseur et la citation des témoins à décharge.

(3) V. conf., Cass. 3 pluv. an 8 ; 3 av. 1818, et la note.

(4) Legraverend, *Législ. crim.* (éd. belge) tom. 2, ch. 11, propose de faire une exception à cette décision dans le cas où il s'agit de l'identité d'un condamné au bannissement qui a rompu son ban, et qui par suite de cette infraction peut encourir une peine plus grave. Les art. 518 et suiv., n'ont aucune exception, et nous ne voyons pas sur quels motifs se fonde cette opinion. *

doit s'étendre; d'abord, en ne consultant que la raison, on est naturellement conduit à penser que le législateur, en supprimant, pour cette procédure particulière, quelques-unes des formalités de la procédure ordinaire, n'a pu vouloir dispenser de l'observation de celles qui sont essentielles à toute instruction, tant civile que criminelle, et notamment donner le droit à un tribunal quelconque de statuer, sans être légalement saisi de la contestation. Ainsi, on ne saurait supposer qu'une procédure en reconnaissance d'identité puisse être poursuivie devant une Cour d'assises, sans que préalablement un acte d'accusation, dressé par le procureur général, ait saisi cette Cour de l'affaire, en lui faisant connaître les faits et les circonstances de la cause sur laquelle elle est appelée à prononcer; admettre le contraire, ce serait en outre rendre presque impossible, ou du moins bien difficile, la défense de l'accusé, car, jusqu'au moment de l'ouverture des débats, ignorant et les charges qui s'élèvent contre lui, et les moyens sur lesquels est fondée l'accusation; — Mais le texte même de la loi ne laisse aucun doute; l'art. 519 du Code d'inst. crim., placé au chapitre de la reconnaissance de l'identité, porte: « Tous ces jugemens seront rendus sans assistance de jurés, après que la Cour aura entendu les témoins appelés tant à la requête du procureur général qu'à celle de l'individu repris, si ce dernier en a fait citer. » — D'abord on voit que cet article n'exige pas l'intervention du jury: première exception à la règle générale; en outre, on induit de ses termes que toute l'instruction préparatoire ordinaire ne doit pas avoir lieu. Ainsi, le jugement de la chambre du tribunal de première instance, l'arrêt de mise en accusation ou sont plus des formalités nécessaires. Mais c'est là que doivent s'arrêter les exceptions; à la marche ordinaire de l'instruction rien ne fait presumer que la Cour d'assises soit saisie de plano, et sans un acte d'accusation; donc en cela il faut suivre la règle générale, et l'arrêt qui l'a violée ne peut être justifié sous prétexte d'une exception qui doit être restreinte dans les bornes prescrites par la raison et par la loi.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur le premier moyen de cassation: 1^o que le demandeur ne fournit pas la moindre preuve que les dispositions de l'art. 302 et de la première partie de l'art. 519 du Code d'inst. crim. n'aient point été observées à son égard; que ces dispositions n'étant pas d'ailleurs prescrites à peine de nullité, leur violation ou omission ne pourrait, aux termes de l'art. 408 du même Code, donner ouverture à cassation;

2^o Qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'il a été accordé successivement au demandeur deux remises d'audience formant un délai de dix-sept jours, pendant lesquels il a communiqué avec son conseil, et fait entendre des témoins à sa décharge,

(1) Il est de principe que les notaires peuvent, sans contravention à l'art. 42 de la loi de frimaire, mentionner ou retenir dans les inventaires, des actes sous seing privé non enregistrés: cela résulte d'un arrêté du gouvernement du 22 vent, an 7, et la règle a été consacrée par un arrêt de Cass. du 22 mars 1814 (V. cet arrêt à sa date; V. aussi Championnière et Rigaud, *Traité des droits d'enregistrement*, t. 4, n^o 3925, et Masson Delagrè, *Code annoté de l'enreg.*, n^o 1074.) — L'arrêté que nous recueillons ici étend l'application de ce principe aux liquidations et partages, par la raison que, comme les inventaires, ces actes ne sont que déclaratifs, et non constitutifs de droits pour les cohéritiers. — Du reste, MM. Championnière et Rigaud généralisant

dont les dépôts ont été appréciés par la Cour d'assises; qu'ainsi le demandeur prétend mal à propos avoir été privé des moyens de défense que la loi accorde en général à tout individu mis en jugement;

Considérant, sur le deuxième moyen, que les dispositions des art. 241, 212 et 271 du Code d'inst. crim. ne sont relatives qu'à la poursuite des crimes, et uniquement à la poursuite sur la reconnaissance de l'identité d'individus déjà condamnés pour crime; qu'à cet égard, les Cours d'assises sont légalement saisies par la poursuite du ministère public, telle qu'elle a eu lieu dans l'espèce actuelle; — Rejette, etc.

Du 21 août 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

ENREGISTREMENT. — ACTE EN CONSÉQUENCE.

L'acte de partage étant, comme l'inventaire, simplement déclaratif de propriété, les notaires peuvent mentionner, dans les actes de partage comme dans les inventaires, des titres de créance sous seing privé, non enregistrés, sans encourir les peines portées par l'art. 42 de la loi du 22 frim. an 7 (1).

(Enregistrement — C. Courmont.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.)

LA COUR; — Considérant qu'il est de principe, et la règle en convient, que les notaires sont autorisés à mentionner, dans les inventaires auxquels ils procèdent, les actes non enregistrés; que ce principe, fondé sur ce que l'inventaire n'est pas un titre constitutif, mais simplement énonciatif de créance, est applicable à l'acte de liquidation et de partage, puisque cet acte ne confère aux héritiers aucuns droits nouveaux, et ne fait que déclarer ceux qui leur sont acquis par le décès du défunt, et pour lesquels ils ont payé les droits de mutation dus à la règle de l'enregistrement; — Rejette, etc.

Du 24 août 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Zanacomi. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Huart-Duparc et Buchot.

1^{er} et 2^o LÉGITIME. — LOI DE L'ÉPOQUE. — EFFET RÉTROACTIF. — DONATION. — FIEF.3^o PRÉCIPUT. — RENONCIATION. — DROIT D'AINESE.4^o ACQUISITION. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — RESERVES. — CASSATION.

1^o C'est par la loi existante à l'époque du décès de l'instituant ou donateur, et non par la loi existante à l'époque du don, qu'il faut régler la quotité des légitimes que les enfans peuvent réclamer par voie de retranchement sur le don du droit d'ainesse conféré par contrat de mariage. (LL. 15 mars 1790; 8 août 1791;

le principe, établissent (loc. cit.), que les parties n'étant nullement obligées de mettre sous les yeux du notaire les conventions sous seing privé dont elles ne font que parler dans les actes nouveaux qu'elles passent devant lui, celui-ci peut, sans contrevenir aux art. 41 et 42 de la loi de frimaire, mentionner ces conventions bien qu'elles n'aient pas été enregistrées, pourvu cependant que l'acte nouveau n'ait pas à en attester le contenu, à en retenir la substance, et à la constater. V. Cass. 24 juill. 1815, et la note. — V. au surplus, sur l'interprétation des art. 41 et 42 précités, les modifications apportées par les art. 56 de la loi du 28 avril 1816, et 13 de la loi du 16 juin 1824.

4 JANV. 1793, et 19 AVRIL 1803; Cod. civ., 732 et 745.) (1)

2^e L'art. 17 de la coutume de Paris qui voulait que la légitime des puînés se prit sur le fief, n'était applicable que lorsqu'il s'agissait d'un fief consistant seulement en un manoir et un enclos d'un arpent et qu'il n'y avait pas d'autres biens, ou qu'ils étaient d'une valeur trop modique pour faire face aux droits du légitimaire.

3^e Sous l'empire de la législation féodale, le fils aîné noble, qui renonçait à la succession de ses père et mère, ne pouvait retenir, dans la donation entre-vifs qui lui avait été faite, le préciput et les portions avantageuses : le droit d'aînesse ne se prenait qu'à titre d'héritier. (Coutume de Paris, art. 15 et 16.) (2)

4^e L'héritier qui, après un arrêt qui lui accorde une part inférieure à celle qu'il réclame dans la succession, consent, mais sous toutes réserves de se pourvoir en cassation, l'exécution d'un arrêt ultérieur qui ordonne une estimation des biens à partager, n'est pas par là réputé avoir acquiescé au premier arrêt rendu contre lui, et ne s'est pas ainsi rendu non recevable à en demander la cassation (3).

(Les héritiers de Rohan-Rochefort.)

En 1780, le prince de Rohan-Rochefort contracta mariage. Son père l'insinua, par le contrat de mariage, son héritier, comme aîné noble, et par le même acte, il lui fit donation particulière de la terre de Rochefort. — Le contrat est ainsi conçu : « M. le prince de Rochefort déclare qu'il marie le prince futur époux, son fils aîné, comme son héritier principal et noble, pour recueillir en cette qualité, dans sa succession, le préciput et portions avantageuses qui lui seront accordées par les dispositions des coutumes qui régiront les biens de sa succession ; à l'effet de quoi il institue le prince futur époux son héritier pour tout ce qui pourra lui revenir et appartenir, suivant les lois et coutumes : — Et dès à présent a donné et donne, par donation entre-vifs et irrévocable, audit seigneur, prince futur époux, ex acceptant, la terre, seigneurie et comté de Rochefort, en Yvelines, coutume de Montfort... en nue propriété. »

Il importe de remarquer que la donation ne fut faite qu'à la charge par le donataire, s'il acceptait l'insinuation contractuelle, d'imputer la valeur de la donation sur ses droits successifs dans la succession de son père.

M. de Rohan père est décédé en 1811, laissant trois enfans, son fils donataire et deux filles. — Il ne possédait, à son décès, d'autres biens que sa terre de Rochefort, dont il avait fait donation à son fils. — Mesdemoiselles de Rohan se sont portées héritières de leur père sous bénéfice d'inventaire. — Leur frère a répudié le bénéfice de l'insinuation contractuelle, pour s'en tenir à la dona-

tion particulière de la terre de Rochefort. — En cet état, il s'est élevé contestation sur le règlement des droits respectifs de ces héritiers.

Mesdemoiselles de Rohan ont prétendu que leur frère n'avait droit de prélever, sur la valeur de la terre de Rochefort, que la portion disponible telle qu'elle était fixée par la coutume de Paris, en vigueur, au temps de la donation (article 208), prélèvement qui réduisait à un sixième la légitime de chacune d'elles : et qu'il ne pouvait prendre en sus, comme aîné noble, le préciput et les portions avantageuses, soit parce que la loi nouvelle (le Code civil) avait aboli ces privilèges, soit parce que l'ancienne législation, elle-même, les lui refusait, dès qu'il avait renoncé à l'hérédité de son père.

M. de Rohan a soutenu qu'il avait le droit de prélever, outre la quotité disponible, le préciput et les portions avantageuses attachées à sa qualité d'aîné noble, parce que les effets de la donation devaient être déterminés par la loi existante à l'époque de sa confection, c'est-à-dire par la coutume de Montfort, qui lui conférait cette double prérogative (art. 9 et 12) ; ce qui réduisait la légitime de chacune de ses sœurs au huitième de la valeur de l'immeuble.

18 février 1813, Jugement du tribunal civil de la Seine, qui déclare que le prince de Rohan ne peut prélever le préciput et les portions avantageuses, eu outre de la quotité disponible que lui attribue la donation; que la légitime des princesses de Rohan, à déduire de la donation par voie de retranchement, doit être réglée par la loi existante à l'époque du décès du donateur, c'est-à-dire sans égard aux privilèges du droit d'aînesse que le donataire tenait de l'ancienne législation ; et que conformément aux dispositions de la coutume de Paris, la légitime de chacune des demoiselles de Rohan doit être du sixième de la terre de Rochefort.

Appel. — Et le 29 janvier 1814, arrêt infirmatif de la Cour royale de Paris : — Considérant que la forme et les effets des donations entre-vifs doivent être déterminés et réglés par la loi en vigueur au temps de la donation ; que l'aîné de Rohan-Rochefort, donataire, en 1780, de la terre de Rochefort, a été saisi irrévocablement de la propriété de cette terre, sans seulement la portion frappée dès lors de la réserve légale au profit des puînés légitimaires ; — Considérant que la donation de la terre de Rochefort, portée au contrat de mariage du 9 juillet 1780, a été faite au fils aîné, par suite de son institution, comme héritier principal et noble, pour recueillir, dans la succession du père, tous préciputs et portions avantageuses ; et qu'ainsi investi à titre universel, il doit profiter de ses droits d'aînesse sur la terre de Rochefort, encore bien qu'il ait renoncé à l'insinuation contractuelle ou à la succession, à défaut d'autres

(1) C'est ainsi que la solution se trouve posée dans l'ancien Recueil de M. Sirey, t. 18, t. 346, et qu'elle a été reproduite par le *Journal du Palais*, 3^e édit. ; mais elle nous paraît trop générale : nous pensons que la Cour a seulement jugé que, dans l'espèce, les privilèges du droit d'aînesse étaient subordonnés à l'ouverture de la succession, et que comme cette succession ne s'était ouverte que sous le Code civil, qui les avait abolis, on n'en devait tenir aucun compte pour la fixation des légitimes ; c'est en ce sens seulement qu'il est vrai de dire que, dans l'espèce, la loi de l'ouverture de la succession a dû être prise en considération pour la fixation de ces légitimes. — F. du reste, sur la question générale et fort controversée de savoir par quelle loi se régleme la quotité disponible et la réserve, nos observations

sur l'arrêt de cassation du 30 août 1820 (aff. Trépolet de la Goutte).

(2) Cela rentre dans le système de l'arrêt Laroque de Mons, du 18 fév. 1818, qui décide que la réserve ou légitime étant due, non à la qualité d'enfant, mais à la qualité d'héritier, l'enfant qui renonce à la succession paternelle, ne peut cumuler la quotité disponible et la réserve. V. cet arrêt à sa date, et les observations dont il est accompagné.

(3) Il est de jurisprudence constante, que l'exécution avec réserves n'emporte pas acquiescement. P. Cass. 16 mars, an 2 ; 18 vend. et 4 frim. an 3 ; 19 therm. et 7 ; 22 flor. an 9 ; 4 brum. an 11 ; 25 frim. an 14 ; 24 mars 1807 ; 22 oct. 1811 ; 2 janv. 1816 ; 31 mars 1819 ; 18 nov. 1820 ; 17 janv. et 3 avril 1838.

biens existans; que l'action en retranchement de légitime dérivant de la donation elle-même, et de la réserve dont la loi, à cette époque, l'a grevée, elle ne peut être réglée tout à la fois par la loi de la donation et par la loi contraire de la succession; — Considérant enfin que l'art. 17 de la coutume de Paris n'est pas applicable au cas où il se trouve, outre le manoir, des biens suffisans pour fournir la légitime. »

POURVOI en cassation par les dames de Rohan : 1^o pour contravention aux lois des 15 mars 1790, 8 août 1791, 4 janv. 1793 et 19 avril 1803, et des art. 732 et 745 du Code civil, en ce que la Cour royale n'a pas reconnu que ces lois régissaient la succession du prince de Rohan père, ouverte sous leur empire, et qu'ainsi le prince de Rohan fils ne pouvait se prévaloir des prérogatives de masculinité et de primogéniture; — 2^o pour violation des art. 15 et 16 de la coutume de Paris et des art. 9 et 12 de celle de Montfort, en ce que la Cour a attribué au prince de Rohan, outre la quotité disponible, le préciput et les portions avantageuses attachées au privilège d'aînesse, bien que le prince eût renoncé à la succession de son père; — 3^o pour violation de l'art. 17 de la coutume de Paris, en ce que la Cour n'a pas déclaré que la légitime de mesdames de Rohan devait être prise sur la totalité du fief de Rochefort.

C'est une règle fondamentale en jurisprudence, disaient les demanderes, que tous les droits qui se rattachent à l'hérédité des personnes, ou qui en sont une émanation, se résignent, dans leurs effets, par la loi existante au moment où cette hérédité vient à s'ouvrir, abstraction faite des temps et des circonstances antérieures. Ainsi, par exemple, le droit de successibilité, celui de transmettre ses biens par testament, celui que certains successibles ont de recueillir une légitime, se déterminent essentiellement par la loi sous l'empire de laquelle s'ouvre la succession dont il s'agit. — La règle ne souffre qu'une seule exception : c'est dans le cas où, avant l'ouverture de la succession, et sous l'empire d'une loi précédente, des droits ont été irrévocablement acquis sur les biens héréditaires, et ne pourraient, sans rétroactivité, être détruits par la loi nouvelle. — Ainsi, bien que la légitime soit fixée ordinairement par la loi de la succession, si le défunt a disposé avant sa mort par un acte entre-vifs irrévocable, sa disposition n'est passible que de la légitime ancienne. Autrement, le donataire ou l'héritier institué, ayant accepté la libéralité, dans la confiance qu'elle ne subirait pas un retranchement plus considérable, se verrait trompé dans son attente; la jurisprudence a consacré cette exception par une foule de décisions souveraines. — Parmi les droits dérivant de l'hérédité, il faut ranger, d'après les principes de l'ancienne législation, les prérogatives qu'elle attachait à la noblesse et à la primogéniture. C'est, en effet, une maxime constante, que le privilège d'aînesse était essentiellement héréditaire : il ne pouvait être acquis qu'au moment de l'ouverture de la succession ; et, pour en jouir, l'aîné devait se porter héritier. C'est ce qui résulte des dispositions de la coutume de Paris, qui, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, formait le droit commun de la France, et de celles de la coutume de Montfort, dans le ressort de laquelle était située la terre de Rochefort, que M. de Rohan prétend affectée à son droit d'aînesse. — L'art. 15 de la coutume de Paris s'exprime en ces termes : « Quand père et mère ayant fiefs et héritages tenus noblement vont de vie à trépas, délaissant seulement deux enfans venant à leur succession, au fils aîné, pour son droit d'aînesse, appartient par préciput, en chacune desdites succes-

sions, etc. » — L'art. 16, parlant du cas où l'aîné concourt avec plusieurs enfans, ajoute : « S'il y a plusieurs enfans excédant le nombre de deux venant à leurs successions, au fils aîné, par préciput, pour son droit d'aînesse, appartient en chacune desdites successions, etc. » — Les art. 9 et 12 de la coutume de Montfort, assignent le même caractère au droit d'aînesse : « Le fils aîné, en chaque succession des père et mère, aïeul, aïeule, ou autres ascendans, prend pour son droit d'aînesse... » Enfin l'art. 95 de la coutume d'Orléans contient la même disposition. — Toutes ces coutumes supposent donc que le droit d'aînesse ne s'ouvre qu'à la mort des ascendans, puisqu'elles autorisent le fils aîné à le prendre dans leurs successions, et suivant les expressions de la coutume de Paris, lorsque les père et mère vont de vie à trépas; elles supposent donc aussi qu'il ne peut en jouir qu'en venant à leurs successions, c'est-à-dire, en se portant leur héritier. — Aussi les anciens auteurs ont-ils unanimement enseigné ces principes qui étaient devenus élémentaires. V. Dumoulin, sur l'art. 13 de la coutume de Paris, glos., 1, n° 28; Ferrière, *cod.*; Auzanet, *ibid.*; Brodeau, sur ce même art. 13 de la coutume de Paris; le même, sur Louet, lettre E, sommaire 7, n° 9; Guyot, *Traité des fiefs*, t. 5, p. 270; Loisel, en ses *Institutes coutumières*, liv. 4, tit. 3, des *Fiefs*, n° 69; — Auroux, sur l'art. 301 de la coutume du Bourbonnais, n° 18; Denizart, *v° Aînesse*, n° 77. — C'est donc la loi sous l'empire de laquelle la succession de M. de Rohan père s'est ouverte en 1811, c'est-à-dire le Code civ., qui doit déterminer si le préciput et les portions avantageuses résultant de l'ancien droit d'aînesse, sont encore dus, ou non, à M. de Rohan fils. — Or, le Code ne reconnaît plus ces sortes de privilèges; il les déclare abolis par l'art. 745, ne faisant au surplus que confirmer les lois précédentes, des 15 mars 1790, 8 avril 1791 et 4 janv. 1793, qui les avaient déjà formellement pros crits.

Mais en admettant même que les lois abolitives du privilège d'aînesse ne soient pas applicables à la cause, M. de Rohan fils n'en aurait pas moins perdu le droit de le faire valoir aujourd'hui sur la terre de Rochefort, dès qu'il a répudié l'institution contractuelle qui lui a été faite par son père. — La coutume de Montfort porte, art. 9 : « Audit comté de Montfort, le fils aîné, en chaque succession de père et mère, aïeul, aïeule, ou autres ascendans, pour son droit d'aînesse, prend un principal manoir, tel qu'il voudra choisir, et basse-cour destinée audit manoir, avec le jardin, selon sa étendue, tenu en fief; et s'il n'y a jardin, prend, pour le vol du chapon, un arpent de terre, aussi tenu en fief, de quelque qualité qu'il soit, au choix dudit aîné, joignant audit manoir ou fossés d'icelui non compris, et où il y aurait plusieurs manoirs audit comté, ledit fils aîné en aura seulement un en la succession du père, et un autre en la succession de la mère, tel qu'il voudra choisir en icelui comté. » — Art. 12. « Aussi audit fils aîné, pour son droit d'aînesse, et où il n'y aura que deux enfans, appartenant, par préciput et avantage, en chacune desdites successions des père et mère, les deux tiers de tous les fiefs et héritages tenus noblement, et l'autre tiers au puîné. — Et où ils seraient plusieurs enfans excédant ledit nombre de deux, au fils aîné appartient la moitié desdits héritages tenus en fief, et l'autre moitié aux autres enfans. » — On va que les art. 15 et 16 de la coutume de Paris renfermaient des dispositions conformes. — Telle était ainsi la disposition de la coutume d'Orléans (Art. 95.) — Aux termes de ces lois, et d'après l'opinion unanime des anciens auteurs que nous avons cités, le droit d'aînesse faisait donc

partie essentielle de l'hérédité, et pour en jouir, il fallait se porter héritier. — Or, de cette disposition des coutumes résultait la conséquence, que l'ainé, renonçant à l'hérédité, ne pouvait pas réclamer le droit d'ainesse. Il était censé, par sa renonciation, avoir répudié toutes les prérogatives que cette qualité lui attribuait.

Enfin, en supposant la succession ouverte sous l'empire de la loi féodale, en supposant aussi que M. de Rohan n'ait pas renoncé à la succession, il ne pourrait pas néanmoins prélever son droit d'ainesse au préjudice de la légitime de ses sœurs. — Le préciput d'ainesse, en effet, sur les biens féodaux, n'était autre chose que la réduction des autres enfans à leur légitime sur cette nature de biens. L'ainé prenait à lui seul la moitié de tous ces biens; l'autre moitié était partagée entre les autres enfans, qui se trouvaient ainsi, de fait et de droit, réduits à une simple légitime. — D'un autre côté, il était reconnu que deux réductions à légitime ne pouvaient concourir. Lors donc que les puînés se trouvaient réduits à la légitime sur tous les biens, au moyen de ce qu'il n'existait aucun en nature dans la succession, l'ainé, qui absorbait tout par une donation particulière, ne pouvait pas les réduire une seconde fois à leur légitime, en prélevant tout à la fois sur sa donation, et la moitié des biens féodaux pour son droit d'ainesse, et la moitié de la part héréditaire des autres enfans sur l'autre moitié de ces mêmes biens pour sa quotité disponible. — Tous les auteurs pensaient que, dans ce cas, la légitime devait être préférée au droit d'ainesse, et qu'en conséquence la totalité des biens féodaux devait entrer dans la masse soumise à la légitime, par cette raison que la légitime, fondée sur le droit de nature, était plus favorable que le droit d'ainesse, vraiment rigoureux et extraordinaire: ils appuyaient d'ailleurs leur opinion sur la disposition de l'art. 17 de la coutume de Paris, ainsi conçu: « Si d'édites successions de père et mère, aient ou aient, il y a un seul fief consistant seulement en un manoir, basse-cour et enclos d'un arpent, sans autre appartenance ni autres biens, audit fief aîné seul appartient ledit manoir, basse-cour et enclos comme dessus, sauf toutefois aux autres enfans leur droit de légitime, ou droit de douaire coutumier ou préciput à prendre sur ledit fief. — Et où il y aurait autres biens qui ne fussent suffisans pour fournir lesdits droits aux enfans, le supplément de ladite légitime ou dudit douaire se prendra sans le fief. — Et toutefois, audit cas, le fief aîné peut bailler aux puînés récompense et argent, au dire de prud'homme, de la portion qu'ils pourraient prétendre sur ledit fief. » — Dans l'espèce, il n'y avait qu'un seul fief pour remplir les trois enfans de leurs droits, la terre de Rochefort comprise dans la donation. La disposition de l'art. 17 de la coutume de Paris recevait donc son application, et la légitime des demoiselles de Rohan devait être prise sur la totalité du fief.

Il ne faut pas, a-t-on répondu pour le prince de Rohan, invoquer, dans l'espèce, la règle fondamentale, en matière de succession, qui veut que tous les droits qui se rattachent à l'hérédité des personnes, se régissent par la loi existante à l'époque où cette hérédité vient à s'ouvrir. Il ne s'agit pas ici d'une succession ordinaire dans laquelle il n'y aurait pas eu de disposition anticipée. M. de Rohan père, en mariant son fils en 1780, lui a fait donation entre-vifs et irrévocable, comme aîné noble, de la terre et seigneurie de Rochefort. Le prince de Rohan fils a recueilli cette donation en avancement d'hoirie, quasi in *anticipatum seu anticipationem futura successionis*; et, dès ce moment, il a été investi par la coutume de tous

les droits attachés à sa qualité d'aîné noble, c'est-à-dire du préciput et des portions avantageuses. Par M. la légitime du meslemoiselle de Rohan s'est trouvée d'ores et déjà fixée à ce qui resterait après le prélèvement de la quotité disponible et des portions avantageuses fait par le prince, leur frère. Certes, aujourd'hui elles ne peuvent réclamer que leur légitime, telle qu'elle a été déterminée à l'époque du contrat de mariage du prince de Rohan. Peu importe que la succession de leur père se soit ouverte en 1811, sous l'empire d'une loi qui a aboli les privilèges d'ainesse et de primogéniture. L'époque de l'ouverture de la succession ne change aucunement la nature des leurs droits déterminés en 1780 par la loi alors existante; ces droits doivent être réclamés tels qu'ils existaient alors, et ils étaient fixés au huitième de l'immeuble par la coutume de Montfort. (Art. 9 et 12.) On ne pouvait invoquer la loi de la succession, pour régler ces droits légitimaux, sans tomber dans le vice de la rétroactivité. — Il doit en être de même aujourd'hui que si M. de Rohan père était décédé en 1780; autrement, ce serait porter atteinte à des conventions matrimoniales arrêtées sous la loi de la loi ancienne. — Il ne peut y avoir de doute que les droits d'ainesse du prince de Rohan n'aient été irrévocablement acquis au moment de la donation. « Celui qui est déclaré fils aîné ou principal héritier, dit M. le président Lamoignon, est saisi, du jour de la déclaration, de son préciput et de sa portion avantageuse. » — Voici ce que dit à ce sujet M. Grenier: « Joins d'un principe évident par lui-même, qui est que la loi postérieure ne peut dépouiller d'un droit irrévocablement assuré par une convention sous l'empire de la loi abrogée ou modifiée. — Or, quel a été le droit irrévocablement assuré par une convention sous l'empire de la loi abrogée ou modifiée? Or, quel a été le droit irrévocablement assuré par une institution contractuelle? C'était celui de recueillir tous les biens que l'instituant laisserait à son décès, moins les dettes et les légitimes. Quoique le droit portât sur une succession, il n'était pas moins acquis du jour du contrat. L'institution contractuelle, disait Pothier, introduction au titre 17 de la coutume d'Orléans, n° 18, est plutôt donation entre-vifs, puisqu'elle fait partie des conventions d'un contrat de mariage, qui est un acte entre-vifs, et qu'elle est irrévocable. Quand il était question de légitimes, on entendait nécessairement celles qui existaient d'après la loi, lors du contrat; on voulait que le contrat fût régi de la même manière que si l'instituant fût mort à cette époque. — Telle a été la condition sous laquelle deux familles se sont rapprochées et deux époux se sont liés: le contrat est un et indivisible. Ce que je viens de dire d'une institution contractuelle, a également lieu pour une donation entre-vifs anciennement faite. Le donataire a été saisi de tous les biens, moins les légitimes, et toujours les légitimes, telles qu'elles avaient lieu suivant la loi qui régissait lors de la convention. La donation a produit l'effet de diviser les biens du donateur en deux parts: l'une a dû consister dans ce qui pourrait revenir aux enfans pour leur légitime; l'autre a été composée du restant des biens. La donation a été soumise à un retranchement, mais seulement pour la légitime d'alors. Une loi postérieure qui augmenterait ce retranchement, anéantirait ou diminuerait l'effet d'un contrat, d'une convention. — On ne peut donc confondre l'exercice d'un droit de réserve sur des biens donnés auparavant, sans tomber nécessairement dans la rétroactivité. Il n'y aura excès dans la donation qu'autant qu'il y en aurait conformément à la loi qui régissait lors

du contrat, et qui n'a pu être vidée, et non d'après la loi postérieure. Il faut venir à ce qui était disponible ou non à l'époque de la donation; tout ce qui était disponible alors ayant été donné, a été légitimement acquis. (*Traité des donations*, t. 2, p. 413.) — La loi du 18 pluv. an 5 porte, art. 1^{er} : « Les avantages, prélevemens, préciputs, donations entre-vifs, institutions contractuelles et autres dispositions irrévocables de leur nature, légitimement stipulées en ligne directe avant la publication de la loi du 7 mars 1793, auront leur plein et entier effet, conformément aux anciennes lois, tant sur les successions ouvertes jusqu'à ce jour, que sur celles qui s'ouvriraient à l'avenir. »

Mais, dit-on, le droit d'ainesse est inhérent à la qualité d'héritier; il ne peut se prendre que dans la succession : or, le prince de Rohan a renoncé à la succession de son père, et par conséquent il a perdu la prérogative du droit d'ainesse.

Il n'est pas exact de conclure, de ce que le prince de Rohan a renoncé à la succession de son père, qu'il est devenu totalement étranger à cette succession : le prince de Rohan a pris part à la succession de son père, par cela seul qu'il lui a été donné une portion des biens en dépendans; car il a reçu cette portion en avancement d'hoirie. « Quand père et mère, porte l'art. 151 de la coutume de Montfort, ont donné à leurs enfans ou à l'un d'eux aucun héritage, cet héritage est réputé donné en avancement d'hoirie, encore qu'il ne soit dit par le contrat : toutefois ne sera tenu ledit donataire soi porter héritier, si bon ne lui semble. » — L'art. 273 de la coutume d'Orléans porte la même disposition. — Si l'on interroge les commentateurs on trouve que Lebrun s'exprime ainsi : « L'ainé, légataire universel, fait part avec préciput, quand il s'agit de la légitime de ses puînés; mais l'on objectera peut-être qu'il ne peut pas y avoir de préciput, si ce n'est en qualité d'héritier *ab intestat*, et qu'il ne peut pas être héritier et légataire à quel je réponds; en un mot, qu'il n'est ici héritier que par fiction, et de la même sorte que tous les enfans donataires qui font part dans la légitime, nonobstant qu'ils aient renoncé à la succession. » V. *Traité des successions*, de la succession des frs, liv. 2, chap. 11, sect. 1^{re}, nomb. 28, et de la légitime, liv. 2, ch. 3, sect. 6, nomb. 23. — V. dans le même sens, Heurys, 11^{re} quest., n^o 6; Bouchent, *des success.*, tit. 5, n^o 59; Merlin, *Repert.*, v^o *Héritier*, sect. 1^{re}, n^o 5. — Enfin, disent mesdemoiselles de Rohan, aux termes de l'art. 17 de la coutume de Paris, la légitime est préférable au droit d'ainesse, et quand, dans la succession, il n'existe qu'un fief, comme dans l'espèce, où toute la succession se compose de la terre de Rochefort, le partage fictif doit se faire de même que si le bien était roturier, c'est-à-dire que la terre de Rochefort doit se diviser en trois parts, et la légitime de chacune de nous doit être d'un sixième, le donataire prélevant moitié pour se remplir de la quotité disponible. — Pour détruire ce moyen, il suffit de remarquer que l'art. 17 de la coutume de Paris, qui contient une dérogation au droit commun, en ce qu'il permet que la légitime des puînés se prenne sur le fief, au préjudice de l'ainé, lorsqu'il n'y en a qu'un dans la succession, n'est applicable qu'au cas où il n'existe dans la succession qu'un seul fief consistant seulement en un manoir, basse-cour et enclos d'un arpent, sans autre appartenance ni autre bien; et en effet, il est juste, en ce cas, que, pour que les légitimaires ne soient pas abandonnés sans alimens, il leur soit permis de prendre leur légitime sur ce fief; mais cet article n'est certainement pas applicable à l'espèce, où le fief de

Rochefort est d'une valeur considérable. V. Ricard, *Traité des donations*, n^o 1033; Bourjon, *Droit commun*, tit. des Successions, ch. 3, sect. 9, art. 72 (t. 1, p. 832); Lebrun; Ferrière; Pothier.

Une fin de non-recevoir que l'arrêt fera suffisamment connaître, était d'ailleurs opposée au pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur la fin de non-recevoir, que les demandeurs en cassation n'ont agi devant le tribunal civil de Paris, pour faire procéder à l'estimation de la terre de Rochefort, que sous la réserve expresse du recours en cassation par elles formé contre l'arrêt de la Cour royale de Paris; — Attendu, en outre, que ce tribunal, par jugement du 26 juillet 1817, a ordonné cette estimation, sans préjudicier au pourvoi en cassation existant, et que ce jugement n'a pas été attaqué par la voie de l'appel; — Rejette;

Attendu, sur le troisième moyen, que l'art. 17 de la cout. de Paris n'est applicable que lorsqu'il s'agit d'un fief consistant en un manoir et un enclos d'un arpent, et qu'il n'y a pas d'autres biens, ou qu'ils sont du moins d'une valeur trop modique pour faire face aux droits de légitime; que la valeur de la terre de Rochefort est, au contraire, trop importante, pour qu'il y ait lieu à faire usage de cet article relatif à des immeubles d'une valeur trop modique et insuffisante pour les droits de légitime; — Rejette ce moyen;

Vu l'art. 16 de la cout. de Paris, ainsi conçu : « S'il y a plusieurs enfans, excédant le nombre de deux, venant à la succession des père et mère, au fils aîné, par préciput, pour son droit d'ainesse, appartient en chacune desdites successions, tant de père que de mère, un hôtel tenu en fief, tel qu'il veut choisir pour principal manoir, avec l'enclos et basse-cour, et la moitié de tous les héritages tenus en fiefs, et à tous les autres enfans ensemble la moitié restante desdits fiefs et héritages tenus noblement; » — Vu l'art. 2 du tit. 1^{er} de la loi du 15 mars 1790, conçu en ces termes : « Toutes les successions, tant directes que collatérales, tant mobilières qu'immobilières qui échoiront à compter de la publication du présent décret, seront, sans égard à l'ancienne qualité des biens et des personnes, partagées entre les héritiers suivant les lois, statuts et coutumes qui régissent le partage entre tous les citoyens; » — Vu l'art. 745 du Code civil, portant : « Les enfans ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendans, sans distinction de sexe ni de primogéniture... Ils succèdent par égales portions; » — Attendu que, par la première disposition du contrat de mariage, le prince de Rohan-Rochefort a été institué héritier principal et noble pour recueillir, à ces titres, dans la succession paternelle, le préciput et les portions avantageuses d'après les coutumes qui régissent cette succession; que par la seconde disposition, totalement indépendante et essentiellement différente de la première, le prince de Rohan-Rochefort a été institué donataire à titre particulier et irrévocable de la terre de Rochefort; que cette donation lui a été faite par son père, à la charge, en cas d'acceptation de l'institution contractuelle, d'imputer sur les droits successifs la valeur de ladite terre, d'après l'estimation qui serait faite; — Attendu que, d'après l'art. 16 de la cout. de Paris, d'après l'opinion générale des commentateurs de cette coutume, et d'après une jurisprudence invariablement observée sous l'empire de la législation féodale, le fils aîné n'avait, dans les familles nobles, le droit de prendre le préciput et les portions avantageuses, qu'à titre d'héritier;

que le prince de Rohan-Rochefort, héritier institué dans son contrat de mariage par son père, a renoncé à la succession paternelle ouverte en 1811; que cette renonciation l'aurait privé, dans le temps même où les lois féodales étaient en vigueur, du droit de réclamer, en qualité d'ainé, le préciput et les portions avantageuses; qu'en faisant produire à la donation particulière de la terre de Rochefort, quant au préciput et aux portions avantageuses, des effets exclusivement réservés par la loi et par ledit contrat à l'institution, la Cour royale de Paris a dénaturé l'essence de ce contrat, et s'est mise en opposition, tant avec les dispositions de la coutume, qu'avec la volonté du père; qu'en effet, le privilège du droit d'ainesse a été tellement concentré dans l'institution par l'instituant lui-même, qu'il a imposé à son fils aîné les conditions expresses de ne pas cumuler les avantages de l'institution avec ceux de la donation, et d'imputer au contraire la donation sur sa part héréditaire; qu'il implique que l'instituant qui n'aurait pu cumuler les avantages de l'institution et de la donation, même en acceptant l'institution, puisse les cumuler en y renonçant;

Attendu, en second lieu, que le prince de Rohan est décédé en 1811; qu'à cette époque, soit en vertu des lois des 15 mars 1710 et 8 avril 1791, soit en vertu de l'art. 745 du Code civ., les droits d'ainesse et de masculinité dans les successions étaient abolis; que par conséquent le droit de prendre à titre successif, en vertu du privilège d'ainesse, le préciput et les portions avantageuses, n'existait plus lors du décès du prince de Rohan; que la loi du 18 pluvi. an 5 n'a conservé que les avantages irrévocablement acquis antérieurement aux lois qui en avaient prononcé l'abolition; qu'on ne peut considérer comme irrévocablement acquis, du vivant du père, un droit d'ainesse qui était essentiellement subordonné à l'ouverture de la succession, et dont plusieurs événements pouvaient détruire les effets; qu'ainsi le prince de Rohan père n'est-il référé lui-même, dans ledit contrat, quant à l'institution, aux lois et coutumes qui seraient en vigueur lors de l'ouverture de la succession; que, dans cet état de choses, l'action en retranchement de la donation pour cause de légitime, devait être jugée d'après les dispositions de l'art. 298 de la cout. de Paris, et qu'il n'y avait lieu à accorder le prélèvement ni des portions avantageuses, ni du préciput; qu'en décidant le contraire, la Cour royale a violé l'art. 16 de la cout. de Paris et les lois ci-dessus transcrites; — Casse, etc.

Du 26 août 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Vergès. — Concl. conf., M. Cahier, av. gen. — Pl., MM. Darrieux et Moreau.

RATIFICATION.—TESTAMENT.—EXÉCUTION.

L'art. 1340 du Code civil, portant que l'exécution d'une donation emporte renonciation à opposer tous les moyens de nullité, ne doit s'entendre que des nullités résultant des vices apparents (1). Ainsi, un héritier peut, après avoir exécuté un testament, l'attaquer comme extorqué par violence ou surpris par captation, si les faits de violence ou de captation n'étaient pas connus de lui lors de l'exécution (2).

(1) V. sur cette question et ses analogues, Toulouse, 2 juill. 1807, et nos observations. V. aussi dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 12 nov. 1816; 24 juill. 1839, et les notes.

(Fauchey—C. Fauchey.)

La dame Fauchey laissait à sou décès quatre enfans. — Par un premier testament, en date du 6 août 1816, elle avait donné le quart de ses biens, en préciput, au sieur Hubert Fauchey, son fils aîné; mais, par un second testament, en date du 7 août, elle avait révoqué le premier, et avait institué ses quatre enfans, chacun pour une part égale. — Le mobilier et l'argent comptant qui se trouvaient dans la succession de la dame Fauchey furent partagés également entre les quatre enfans. — Fauchey aîné ne fit aucune réclamation, ni aucune réserve; mais, dans le partage des immeubles, il réclama le quart en préciput qui lui était donné par le testament du 6 août; il soutint que celui du 7, qui l'avait révoqué, était nul, en ce qu'il était le fruit de la captation et de la violence exercées sur sa mère au moment de sa mort.

Les sœurs Fauchey répondent que leur frère est non recevable à opposer des moyens de nullité contre le testament du 7 août, parce qu'en procédant au partage du mobilier et de l'argent, par part égale, il a exécuté ce testament, et qu'aux termes de l'art. 1340 du Code civ., cette exécution emporte renonciation à opposer sous les vices de forme, soit toute autre exception.

1^{er} mars 1817, jugement qui ordonne le partage en quatre lots égaux. — Appel de la part du sieur Hubert Fauchey.

Il soutient que l'exécution d'un testament ou d'une donation n'emporte renonciation d'opposer les moyens de nullité, que tout autant que ces moyens résultent de vices apparents, tels qu'on peut les connaître à la seule inspection de l'acte; que, dans l'espèce, il attaque le testament comme vicié par la violence et la captation exercées sur le testateur; que la prétendue exécution du testament ne pouvait donc avoir couvert la nullité que tout autant qu'il serait prouvé qu'à l'époque où cette exécution avait eu lieu, lui, Fauchey, avait connaissance des faits de captation et de violence; mais qu'il offrirait de prouver qu'au contraire ces faits n'avaient été connus de lui, que longtemps après l'exécution du testament.

1^{er} août 1817, arrêt de la Cour royale de Bordeaux, qui rejette la fin de non-recevoir opposée à Fauchey.

Pourvoi en cassation de la part des sœurs Fauchey, pour violation de l'art. 1340 du Code civ.;

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que l'art. 1340 du Code civ., relatif à l'exécution volontaire d'une donation, n'est pas applicable au cas d'un testament dont la nullité est demandée pour d'autres motifs que des vices qui tiennent à la forme, et qui sont apparents; que, d'ailleurs, parmi les faits sujets à preuve, on distingue celui pris de ce que les faits de violence et de captation n'ont été connus qu'après les actes d'exécution qui sont opposés à Fauchey; — Rejette, etc.

Du 27 août 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henriot de Pansey. — Rapp., M. Dunoyer. — Concl., M. Jourde, av. gen. — Pl., M. Sirey.

1^{er} TÉMOINS EN MAT. CORRECT.—SERMENT.

2^o CALOMNIE.—CARACTÈRES.—REQ. D'AVOUC.

3^o PEINE.—CONdamnATION.

1^{er} Les témoins doivent, à peine de nullité, prêter serment, non-seulement de dire toute la vérité, mais encore de ne dire que la vérité. (Cod. Inst. crim., 135.) (3)

(2) F. sur l'action en nullité résultant de la captation, les observations qui accompagnent un arrêt de Cass. du 6 janv. 1814 (aff. Lary).

(3) Jurisprudence constante. V. Cass. 15 mars 1816, et la note.

2° Les imputations calomnieuses consignées dans une requête signifiée d'avoué à avoué, ne peuvent constituer le délit de calomnie, s'il n'est point déclaré que cette requête était un acte public ou qu'elle avait été affichée, vendue ou distribuée (Cod. pén., 367.) (1)

3° Dans les crimes et les délits dont la loi a fixé les faits constitutifs, tels que le délit de calomnie, la peine ne peut être légalement prononcée que sur la déclaration de l'existence de ces faits élémentaires (2).

(Dragon-Gouillecourt — C. Hospice de Corbie.)

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 155 et 189 du Code d'inst. crim.; — Et attendu qu'il résulte de l'arrêt que les témoins entendus à l'audience de la Cour n'ont prêté que le serment de dire toute la vérité, et qu'ils n'ont point ajouté cette autre partie du serment de ne rien dire que la vérité; que cette seconde partie du serment prescrit par ledit art. 155, n'est pas nécessairement comprise dans la première; que le serment de ces témoins a donc été incomplet, et que la nullité ordonnée par ledit article est acquise;

Vu également les art. 367 et 371 du Code pén., dont l'application a été faite aux faits déclarés constants; — Attendu que d'après ledit art. 367, les imputations dont cet article détermine le caractère ne peuvent constituer le délit de calomnie qui doit être puni conformément à l'art. 371, que lorsqu'elles ont été faites soit dans les lieux ou réunions publiques, soit dans un acte authentique et public, soit dans un écrit imprimé ou non qui aura été affiché, vendu ou distribué; — Que, dans les crimes et les délits dont la loi a fixé les faits constitutifs, la peine ne peut être légalement prononcée que sur la déclaration de l'existence de ces faits élémentaires; — Que la Cour de cassation, à qui la loi impose l'obligation de prononcer sur l'application qui a été faite de la loi pénale, ne peut, en effet, en faire l'appréciation que d'après cette déclaration; — Et attendu que, dans l'espèce, Gouillecourt a été déclaré convaincu par l'arrêt attaqué d'être l'auteur d'imputations calomnieuses consignées dans une requête signifiée d'avoué à avoué, qui exposerait au mépris et à la haine des citoyens les administrateurs de l'hospice de Corbie; — Mais qu'il n'a point été déclaré dans cet arrêt que cette requête constituait un acte authentique et public, ni qu'elle eût été affichée, vendue ou distribuée; — Que les faits déclarés ne renfermaient donc pas les circonstances du délit de calomnie telles qu'elles ont été déterminées par l'art. 367; que la peine prononcée par l'art. 371 a donc été mal appliquée; qu'il y a dès lors, fausse application desdits deux articles; — Casse, etc.

Du 27 août 1818. — Sect. crim.

1^{re} et 2^e MISE EN JUGEMENT DES FONCT.

— JUGE D'INSTRUCTION. — PRÉSIDENT DE COUR ROYALE. — CHAMBRE D'ACCUSATION. — COMPÉTENCE.

3^e JUGE D'INSTRUCTION. — DÉLÉGATION.

1° Les premiers présidents des Cours royales, lorsqu'ils exercent l'attribution qui leur est conférée par l'art. 484 du Cod. inst. crim., n'ont d'autres pouvoirs que ceux dont sont investis les juges d'instruction dans les procédures ordinaires, sauf qu'ils peuvent déléguer tels officiers de police judiciaires qu'il leur

plaît pour instruire en leur place. (Cod. inst. crim., 484.) (3)

2° En matière de crimes imputés aux magistrats ou fonctionnaires désignés dans l'art. 483 du Cod. inst. crim. (notamment à un commissaire de police), la chambre d'accusation est seule compétente pour prononcer l'annulation des actes des officiers de police judiciaire délégués par le premier président de la Cour royale.

3° Les juges d'instruction ont le droit de refaire les actes des officiers de police judiciaire par eux commis ou délégués ou ayant agi sans leur concours, dans les affaires dont l'instruction leur est dévolue; mais ils ne peuvent annuler ces actes: ce droit n'appartient qu'à la chambre du conseil et à la chambre d'accusation. (Cod. inst. crim., 60, § 2.)

(Réquisitoire d'office. — Aff. Constans.)

ARRÊT. (après délib. en ch. du cons.)

LA COUR; — Vu l'art. 441 du Code d'inst. crim.; — Vu aussi le réquisitoire présenté par le procureur général d'après cet article, et en exécution de l'ordre formel de M. le garde des sceaux ministre de la justice, ledit réquisitoire tendant à l'annulation d'une ordonnance rendue le 12 juill. dernier par le président de la chambre de la Cour royale de Toulouse, remplaçant le premier président; — Vu enfin la lettre de M. le garde des sceaux, ministre de la justice contenant le susdit ordre; — Attendu que l'art. 484 du Code d'inst. crim., en ordonnant que, pour l'instruction des procédures relatives aux crimes communs, dans l'exercice de leurs fonctions, par les fonctionnaires de la qualité exprimée en l'art. 483, les premiers présidents des Cours royales rempliront immédiatement les fonctions ordinairement dévolues aux juges d'instruction, n'a étendu en leur faveur les attributions desdits juges d'instruction que relativement au droit de délégation; — Que, dans l'exercice de ce droit, les juges d'instruction sont en effet renfermés dans le cercle restreint des dispositions des art. 83, 84 et 90, tandis que ledit art. 484 autorise les premiers présidents des Cours royales à se faire suppléer pour l'instruction qu'il leur attribue par tels autres officiers qu'ils auront spécialement désignés à cet effet, et leur laisse ainsi, par ces expressions générales, la choix absolu et indéfini des officiers de police judiciaire qu'il peut leur convenir de déléguer pour instruire en leur lieu et place; — Qu'il s'ensuit que, dans tout ce qui ne tient pas au droit de délégation, les premiers présidents des Cours royales, lorsqu'ils exercent l'attribution qui leur est conférée par ledit art. 484, n'ont d'autres pouvoirs que ceux dont jouissent les juges d'instruction dans les procédures ordinaires; et que leurs actes étant ainsi soumis aux mêmes règles de compétence, le sont aussi aux nullités qui dérivent de la violation de ces règles;

Et attendu que le Code d'inst. crim., en instituant les juges d'instruction, a déterminé d'une manière précise l'étendue et les limites de l'autorité qui leur est conférée; — Que les attributions sont de droit étroit et ne peuvent être étendues au delà de ce qui a été expressément réglé par la loi; — Que, par une conséquence nécessaire de l'objet de leurs fonctions et par suite d'ailleurs du § 2, art. 60, les juges d'instruction ont sans doute le droit de refaire par eux-mêmes ou par

(1) La même décision serait encore applicable sous l'empire de la loi du 17 mai 1819, cette loi considérant la publicité comme un élément nécessaire du délit de diffamation.

(2) La même règle a été appliquée en matière d'escroquerie. V. Cass. 3 déc. 1807; 26 avril 1811; 1^{er} oct. 1814, et les notes.

(3) V. Duvergier, Manuel des juges d'instruction, t. 1, p. 204, 231 et 237.

des délégations nouvelles, les actes des officiers de police judiciaire par eux commis ou délégués, comme ceux des officiers de police judiciaire qui ont agi sans leur concours dans les affaires dont l'instruction leur est ensuite dévolue, lorsque ces actes leur paraissent incomplets ou entachés de vices qui ne permettraient pas de les employer comme éléments d'une procédure régulière; mais qu'aucune disposition de loi ne les autorisant à annuler ces actes, ils ne pourraient point en prononcer l'annulation sans commettre un excès de pouvoir; — Que l'annulation d'un acte est en effet l'exercice du droit de rendre des jugemens, et que, hors les cas expressément exceptés par la loi, ce droit n'appartient qu'aux tribunaux; — Que s'il y a donc lieu à l'annulation d'un acte fait pour l'instruction, ou par suite de l'instruction, dans l'exercice du pouvoir de la police judiciaire, cette annulation ne peut être prononcée que par la chambre du conseil en premier ressort, et par les chambres d'accusation des Cours royales par voie d'appel, ou sur des renvois ordonnés devant elles, ou même directement dans les divers cas où les chambres peuvent être immédiatement saisies des procédures; que le droit des chambres d'accusation pour prononcer cette annulation, résulte expressément de l'art. 415 du Code d'inst. crim.;

Attendu, en fait, que pour l'exécution de l'arrêt de la Cour, du 26 fév. dernier, qui avait renvoyé devant le juge d'instruction du tribunal d'Alby tous individus non encore mis en jugement qui pourraient être prévenus comme auteurs ou complices de l'assassinat de Funès, pour être instruit et procédé contre eux conformément à la loi, ce juge d'instruction avait délégué, par ordonnance du 4 mai, le sieur Aubaret, conseiller auditeur de la Cour royale de Montpellier, résidant momentanément à Rhodéz, pour entendre des témoins et faire tous actes de procédure que les circonstances pourraient exiger pour l'entière manifestation de la vérité; — Que le sieur Aubaret, qui avait reçu, le 16 déc. précédent, une commission rogatoire du président de la Cour d'assises du département du Tarn, relativement audit assassinat, déclina, le 13 mai, contre le sieur Constans, ex-commissaire de police à Rhodéz, un mandat de dépôt dans lequel il ne mentionnait pour justifier ses pouvoirs que cette commission rogatoire du président de la Cour d'assises du Tarn; — Que cependant la chambre d'accusation de la Cour royale de Montpellier avait rendu, le 9 fév., un arrêt par lequel il avait été déclaré qu'il n'y avait lieu à mise en accusation contre ledit Constans à raison du susdit assassinat; — Que, le 4 juin suivant, le président de la Cour royale de Toulouse, faisant fonctions de premier président, agissant aussi par suite de l'arrêt de renvoi de la Cour, du 26 fév., rendit une ordonnance par laquelle considérant qu'il paraissait être survenu contre ledit Constans de nouvelles charges, mais qu'en sa qualité de commissaire de police, qu'il avait lors de l'assassinat de Funès, ledit Constans ne pouvait être poursuivi, à raison d'un crime qu'il était prévenu d'avoir commis dans l'exercice de ses fonctions, que dans les formes prescrites par l'art. 484 du Code d'inst. crim., il déléguait ledit sieur Aubaret pour informer contre lui, à son lieu et place; — Que, le 4^{er} juill., ledit

premier président rendit une nouvelle ordonnance, par laquelle, vu les nouvelles charges, et attendu que le mandat de dépôt décerné contre ledit Constans le 13 mai, n'était pas émané d'une autorité compétente, il en déclara un nouveau contre lui; — Qu'il lui fut alors présenté, au nom dudit Constans, une requête par laquelle les actes faits par le sieur Aubaret lui furent dénoncés comme attentatoires aux règles de compétence; et il lui fut demandé qu'il annulât le mandat de dépôt que ce magistrat avait décerné le 13 mai, et qu'il révoquât la délégation qu'il lui avait donnée; — Que, sur cette requête, ledit premier président rendit, le 12 juill., une ordonnance par laquelle, tenant le mandat de dépôt par lui décerné le 4^{er} du même mois, il déclara irréguliers et nuls tous les actes d'instruction, pour causes de charges nouvelles, faits par le sieur Aubaret contre ledit Constans, postérieurement à l'arrêt de n'y a lieu à accusation, rendu en sa faveur par la Cour royale de Montpellier le 9 fév. précédent, notamment le mandat de dépôt du 13 mai, et révoqua les pouvoirs qu'il avait délégués à ce magistrat par son ordonnance du 4 juin; — Mais que ledit premier président, qui pouvait régulariser les actes dans lesquels les règles de compétence avaient été méconvenues, en refusant lui-même ces actes ou en faisant refaire ceux qu'il était autorisé à déléguer, était sans caractère et sans qualité pour en prononcer la nullité; — Que la chambre d'accusation devant laquelle le rapport de l'instruction devait être fait, aurait eu seule le droit d'y statuer; — Casse, etc.

Du 27 août 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Ratnaud. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

CHASSE. — PRESCRIPTION. — BOIS COMMUNAUX.
La prescription d'un mois établie par l'art. 12 de la loi des 28-30 avril 1790, s'étend aux délits de chasse commis dans les bois des communes comme à ceux commis dans les bois des particuliers (1).

(Tourrière.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en jugeant que l'arrêt du 19 vent. an 10, en attribuant l'administration des bois communaux et la poursuite des délits commis dans lesdits bois aux agens forestiers, n'a point abrogé les dispositions de la loi du 30 avr. 1790, répressive des délits de chasse commis dans les bois des communes et dans ceux des particuliers, et que, des lors, la prescription d'un mois fixée par l'art. 12 de cette dernière loi étant applicable dans l'espèce, la Cour royale de Montpellier n'a point violé la loi de la matière; — Rejette, etc.

Du 28 août 1818. — Sect. criminelle.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — BALAYAGE.
Le règlement par lequel un maire fixe les heures du balayage des rues dans sa commune, est pris dans les limites de ses attributions, et, par conséquent, le tribunal de police ne peut, sans excès de pouvoir, renvoyer de la poursuite les individus qui ont procédé à ce balayage à d'autres heures, en se fondant sur des circonstances particulières qu'il ne lui appartient pas d'apprécier. (L. 10-24 août 1790, tit. 2, art. 13; 22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46.)

(1) La même difficulté s'est élevée au sujet des délits de chasse commis dans les bois de l'État: on avait pareillement prétendu que ces délits étaient des délits forestiers, et que comme tels ils n'étaient soumis qu'à la prescription de trois ou six mois, et la Cour de cassation l'avait même ainsi jugé le 17 juin

1817; mais elle a reconnu plus tard que cette solution ne pouvait s'appliquer qu'aux bois de la Couronne: Cass. 31 mai 1822. V. dans ce sens, Mangin, *Traité de l'action publique*, t. 2, n° 205, — V. aussi Cass. 30 août 1822 (aff. Touquey).

(Adoption et autres.)

Du 28 août 1818.—Sect. crim.—Rapp. M. Anmont.—Concl., M. Grand.

1^{re} RENTE.—REMBOURSEMENT.2^o APPEL.—GARANT.—AVANT CAUSE.3^o ACQUISSEMENT CONDITIONNEL.—GARANT.—CROUZET JUGÉ.

1^{re} Le droit qu'a le créancier d'exiger le remboursement d'une rente, à défaut de paiement des arrérages pendant deux années, ne peut être exercé lorsque c'est par le fait personnel du créancier que le débiteur a été empêché d'acquitter exactement les arrérages. (Cod. civ., 1912 et 1178.) (1)

2^o La garantie n'est pas tellement représentée par le débiteur principal, que l'acquiescement donné par celui-ci au jugement de condamnation, imprimé à ce jugement l'autorité de la chose jugée à l'égard du garant et rende celui-ci non recevable à en interjeter appel (2).

3^o L'acquiescement du débiteur principal à un jugement qui, en le condamnant, lui accorde en même temps son recours en garantie contre un tiers, est réputé n'être donné que sous la condition et dans l'expectative de la garantie, en sorte que si le garant fait ultérieurement annuler le titre de la créance principale et se trouve libéré de toute garantie, le motif de l'acquiescement cessant d'exister, l'acquiescement doit être considéré comme non avenu. (Cod. civ., 1350 et 1351.)

(Crouzet—C. Bousnac.)

Le sieur Luppé Montlaur était débiteur d'une rente de 300 fr. envers le sieur Cultines de Varilhès.—Postérieurement le sieur Luppé vendit au sieur Marabail un domaine. L'une des conditions de la vente fut que Marabail serait tenu de rembourser le capital de la rente due à Cultines de Varilhès, si mieux il n'aimait continuer à en payer les arrérages.—Cultines de Varilhès fut entièrement étranger à cette convention. Cependant, Luppé voulut prétendre, dans la suite, qu'il était entièrement déchargé envers le sieur Cultines, et que celui-ci n'avait plus d'autre débiteur que Marabail.—9 sept. 1761. arrêt du parlement de Toulouse qui déclare le sieur Luppé seul débiteur et obligé envers le sieur Cultines de Varilhès, et l'acquiesce Marabail garant seulement de toutes condamnations pour défaut de service de la rente.

24 mai 1814. Jugement du tribunal de Foix qui, en statuant dans le même sens contre les héritiers Luppé, les condamne, en outre, au remboursement du capital de la rente pour défaut de paiement des arrérages pendant trois ans.—La dame Bousnac représentant le sieur Marabail est condamnée, par défaut, comme garant.

Opposition de la part de la dame Bousnac.—Elle a prétendu que le retard dans le paiement des arrérages de la rente ne pouvait être imputé qu'au dol et à la fraude du sieur Crouzet, représentant le sieur Cultines de Varilhès qui, pour se ménager les moyens de poursuivre le remboursement de la rente aux termes de l'art. 1912 du Code civil, l'avait mise dans l'impossibilité de payer les arrérages en attendant toujours de lui apprendre le lieu de sa résidence où elle eût pu les lui faire par-

venir.—Elle a ajouté en outre, que dans sa correspondance avec les héritiers Luppé, le sieur Crouzet leur avait frauduleusement caché les retards qu'il éprouvait dans le service de la rente, et avait cherché par ce moyen à tromper leur vigilance qui aurait pu faire échouer ses projets.

Sans contester les faits à lui imputés, le sieur Crouzet a répondu que la dame Bousnac était complètement étrangère à ses poursuites, que les héritiers Luppé, seuls débiteurs de la rente dont il réclamait le remboursement, n'avaient pu ignorer le non-paiement des intérêts échus, et que d'ailleurs, ils ne se plaignaient nullement de dol ou de fraude pratiqués envers eux.—Les héritiers Luppé continuent avec le sieur Crouzet au rejet de l'opposition de la dame Bousnac.

24 juin 1815. Jugement qui, accueillant les moyens de défense du sieur Crouzet, déboute la dame Bousnac de son opposition.

Appel de ce jugement par la dame Bousnac. Elle prend fait et cause pour les héritiers Luppé et fait offrir en justice de cinq années d'arrérages échus.—Crouzet oppose qu'en supposant que le jugement dont est appel puisse être réformé à l'égard de la dame Bousnac, il ne saurait l'être à l'égard des héritiers Luppé, puisqu'il est rendu sur leurs conclusions, et qui équivalait à un acquiescement de leur part.

2 avr. 1816. arrêt de la Cour royale de Toulouse, ainsi conçu : « La Cour, attendu que, d'après l'art. 1912 du Code civil, et d'après la jurisprudence des arrêts, il est de principe rigoureux que le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat, s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années, mais qu'il est également de principe que le dol et la fraude font exception à toutes les règles; qu'il est constant en fait que c'est par le dol et la fraude du sieur Crouzet que la rente dont il s'agit ne lui a pas été payée pendant deux années, à l'époque à laquelle il a formé la demande en remboursement du capital, puisqu'il a été pleinement justifié par les propres écrits dudit Crouzet qu'avant et après cette époque, la dame Bousnac avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour continuer à lui servir la rente sans interruption pendant lesdites deux années, comme elle l'avait fait précédemment pendant une longue suite d'années; que ce refus bien constaté dudit Crouzet, de recevoir le paiement de ladite rente n'eut pour objet que de laisser écouler deux années, afin de pouvoir invoquer ensuite en sa faveur le bénéfice de l'art. 1912 du Code civil, et forcer les débiteurs originaires au rachat, tandis que jusqu'alors ledit Crouzet, en ne demandant à ceux-ci que le renouvellement du titre, sans réclamer les arrérages, laissait croire à ses débiteurs que la dame Bousnac, leur créancière, n'était point en demeure à cet égard;—Rejette la demande en remboursement de la rente formée par Crouzet, décharge tant les héritiers Luppé que la dame Bousnac des condamnations contre eux prononcées à ce sujet, moyennant le paiement des arrérages offerts par la dame Bousnac. »

POURVOI en cassation de la part de Crouzet, 1^o pour violation de l'autorité de la chose jugée par l'arrêt du parlement de 1761, et le jugement du tribunal de Foix, du 24 mai 1814; en ce que cet arrêt et ce jugement ont décidé que le sieur

(1) V. conf., Cass. 5 déc. 1823; Caen, 1^{er} juin 1822; 13 avril 1824, et 17 janvier 1825.

(2) La jurisprudence paraît prononcée en ce sens. V. Cass. 10 mars 1829; Metz, 25 juin 1825 et 19 juill. 1827 (Journal de cette Cour, t. 8, p. 294 et

710); Toulouse, 6 nov. 1825; Bordeaux, 22 janv. 1827. Mais cette doctrine est fortement combattue par M. Chauveau dans ses annotations sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1581, *quater*, n^o 1, tom. 4, p. 6. Nous y reviendrons en rapportant l'arrêt de Cass. du 10 mars 1829.

Luppé était seul débiteur de la rente envers Crouzet ou son auteur, et que l'arrêt dénoncé reconnaît, au contraire, la dame Boussac, successeur de Marabail, comme étant débitrice directe et personnelle de la rente; et, en même temps, pour violation des art. 1271 et suivans du Code civil, en ce que la convention par laquelle l'auteur de la dame Boussac (Marabail) a été chargé du service de la rente, n'a point substitué un nouveau débiteur à l'ancien, à l'égard du créancier; 2° pour violation de l'autorité de la chose jugée; en ce que l'arrêt décharge les héritiers Luppé, aussi bien que la dame Boussac, des condamnations contre eux prononcées par les jugemens des 24 mai 1814 et 24 janv. 1815, quoique à l'égard des héritiers Luppé, ces jugemens eussent acquis l'autorité de la chose jugée, par suite de l'acquiescement qu'ils y avaient donné; 3° pour violation de l'art. 1912 du Code civil; en ce que, contrairement à la disposition de cet art., qui porte, sans admettre aucune distinction, que le défaut de paiement des arrérages pendant deux ans, donne droit au créancier d'exiger le remboursement du capital, l'arrêt dénonce à refus l'exercice de ce droit, sous le vain prétexte que c'est par la fraude du créancier que le paiement n'avait pas eu lieu.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur les premier et deuxième moyens, que l'arrêt attaqué n'a point déclaré que la veuve Boussac fût débitrice directe et personnelle de la rente dont il s'agit, par l'effet d'une délégation parfaite, en vertu de laquelle le sieur Luppé, débiteur originaire, et ses représentans auraient été entièrement libérés; mais seulement qu'elle avait été en droit d'appeler des jugemens des 24 mai 1814 et 24 janv. 1815, lesquels l'avaient condamnée à libérer et garantir les héritiers Luppé des condamnations prononcées contre eux par lesdits jugemens, au paiement des arrérages échus et du capital de ladite rente; d'où il résulte, en premier lieu, que la Cour d'appel n'a point violé l'autorité de la chose jugée, d'abord par l'arrêt du 9 sept. 1761, puisque des condamnations qu'il renferme, on ne peut induire autre chose, sinon qu'il a décidé que le sieur Luppé était demeuré débiteur direct et personnel de la rente, sauf sa garantie contre le sieur Marabail, qui s'était obligé de l'acquitter à sa décharge; ensuite par le jugement du 24 mai 1814, au chef qui décide, comme l'avait fait l'arrêt de 1761, que Luppé n'ayant point été libéré du paiement de ladite rente, ses ayans cause en étaient les débiteurs directs et personnels; on deuxième lieu, qu'elle n'a ni violé, ni fausement appliqué les art. 1165, 1230, 1258, 1276 et 1277 du Code civil, contenant les principes sur l'effet des conventions à l'égard des tiers, sur les offres réelles et les consignations, et sur la délégation parfaite et la simple indication;

(1) Il est de jurisprudence constante aujourd'hui que, par exception aux règles ordinaires, l'interprétation des baux administratifs appartient aux tribunaux à l'exclusion de la juridiction administrative. V. Cass. 2 déc. 1806; 2 janv. 1817, et les notes; Junge, particulièrement en matière de bac, 6 août 1829; 18 nov. 1834; ord. en conseil d'Etat, 26 avril 1834; 9 août 1836; 27 août 1839; Cormanin, *Quest. le droit admin.*, v° Baux admin., t. 1, p. 401; Foucart, *Droit administratif*, t. 2, n° 561; Daviel, *Cours d'eau*, t. 1^{er}, n° 497 et 498; Mangin, *Traité de l'action publique*, t. 1, p. 296. — Dans l'espèce ci-dessus, il s'agissait de savoir s'il y avait lieu à l'application d'une disposition du cahier des charges, qui accordait le passage gratuit du bac de

Attendu encore, sur les mêmes moyens, que l'acquiescement donné par les héritiers Luppé à la disposition des jugemens des 24 mai 1814 et 24 janv. 1815, laquelle, en les condamnant à rembourser le capital de la rente, condamnait également la veuve Boussac à les libérer et garantir à cet égard, n'a pu être opposé à cette dernière, sur qui retombaient le poids et le préjudice du remboursement ordonné; qu'ainsi il était naturel et conforme aux principes de l'admettre à appeler de ces jugemens; qu'enfin ces mêmes jugemens, indivisibles dans l'ensemble de leur disposition relative au remboursement du capital, ayant été réformés en leur entier, on peut d'autant moins les regarder comme ayant conservé, vis-à-vis des héritiers Luppé, à cause de leur acquiescement, la force de la chose jugée, qu'il est évident que cet acquiescement avait eu pour principe et pour fondement uniques la garantie dont la veuve Boussac a été déchargée par l'arrêt qui a annulé lesdits jugemens;

Attendu, sur le troisième et dernier moyen, qu'il résulte des circonstances reconnues par la Cour royale, que c'est par le fait personnel du créancier que le débiteur a été mis dans l'impuissance d'acquitter les deux années arrérages dont il s'agit; que, dès lors, il ne pouvait se prévaloir du bénéfice de l'art. 1913 du Code civil; — Rejette, etc.

Du 31 août 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Rupérou. — Cons., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Leroy-Neufville et Dupont.

BAIL ADMINISTRATIF. — BAC. — INTERPRÉTATION. — COMPÉTENCE.

Le tribunal de police est compétent pour décider par interprétation du cahier des charges de l'adjudication d'un bac, si de certains baux sont ou non exempts du droit de passage (1).

(Anblot — C. Cellarier.)

Du 4 sept. 1818. — Sect. criminelle.

VOL. — CHEMIN PUBLIC. — PRIRE.

Du 10 sept. 1818 (aff. Lemoine). — Même décision que par l'arrêt du 23 juin même année (aff. Lizier Mirouze).

VOL. — NUIT. — COMPLICITÉ. — RECÉL

Le vol commis pendant la nuit, mais sans aucune autre circonstance aggravante, n'est passible que d'une peine correctionnelle. (Cod. pén., 401.) (2)

Un vol n'est pas réputé commis avec le concours de deux personnes, lorsque l'une de ces personnes ne s'est rendue complice que par recel. (Cod. pén., 386.) (3)

(Soubyron.)

Jean Soubyron avait été déclaré coupable de

Bassin aux bœufs venant du pâturage ou du labour. La contestation fut portée devant le tribunal de police, mais le préfet ayant élevé un conflit, une ordonnance royale intervint, à la date du 25 fév. 1818, qui annula l'arrêt du préfet (V. cette ordonnance à sa date, *inf.*, 2^e part.). C'est par suite de cette ordonnance que le tribunal de police avait statué.

(2) V. sur ce point, *Théorie du Code pén.*, t. 7, p. 70.

(3) « Il ne faut pas confondre, disent MM. Chauveau et Hélie, la coopération de plusieurs personnes et la complicité. Le Code n'a point employé ce dernier mot; il en résulte qu'il n'a eu en vue que les coopérateurs. La complicité, en effet, se consti-

complicité dans un vol commis pendant la nuit, en recelant sciemment les objets volés et en les appliquant à son profit. La peine de la réclusion avait été appliquée. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 40 du Code d'inst. crim.; — Attendu qu'à la question de savoir si l'accusé Balo était auteur de vol de blé au préjudice d'Etienne Lauménie, avec les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation, qui étaient la nuit, plusieurs personnes, la maison habitée ou servait à habitation et l'escalade, le jury s'est borné à répondre que l'accusé n'est pas coupable; — Que, de cette réponse simplement négative de la culpabilité de l'accusé, ne résultait rien d'affirmatif, soit sur la perpétration, soit sur les circonstances du vol; — Attendu que, par sa réponse sur la question concernant la complicité de Soubyron par recel, le jury n'a reconnu et déclaré que la seule circonstance de la nuit; — Que dès lors le vol rentrait dans la classe de ceux prévus par l'art. 401 du Code pén., et passibles de peines correctionnelles; — Que néanmoins la Cour d'assises du département de la Dordogne a fait à l'accusé l'application de l'art. 386, n° 1^{er}, du Code pén., et l'a condamné à cinq ans de réclusion; en quoi elle lui a fausement appliqué la disposition de cet article; — Cassé, etc.

Du 11 sept. 1818. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Olivier. — *Concl.*, M. Giraud.

1^o RESPONSABILITÉ CIVILE. — AMENDE. — DÉLIT RURAL.

2^o DOMMAGES-INTÉRÊTS. — COMPÉTENCE. — ACTION PUBLIQUE.

3^o APPEL. — JUGEMENT DE SIMPLE POLICE.

1^o *La responsabilité civile, dans les affaires criminelles, correctionnelles et de police, ne peut,*

tue, non-seulement par des actes d'assistance et de concours à l'action, mais par la provocation au délit, et par les facilités données, soit pour le préparer, soit pour le consommer. Dans ces dernières hypothèses, les complices participent sans doute au vol, mais ils ne le commettent pas; ils le préparent et le facilitent, mais ils ne l'exécutent pas. Ceux-là sont réputés le commettre, qui ont pris part aux actes d'exécution, qui ont aidé sa consommation, soit par leur concours actif, soit au moins par leur présence ou par leur surveillance. Or, c'est de cette coopération effective seule que le Code a voulu faire un élément d'aggravation de la peine. » (*Théorie du Code pénal*, t. 7, p. 147.)

(1) *V. conf.*, Cass. 18 vend. en 9; 12 plur. au 10; 14 frim. an 14, et les motifs; 9 juill. 1807; 6 juin 1811; 14 juill. 1814; Carnat, *de l'inst. crim.*, t. 1, p. 363; Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 1, p. 351.

(2) L'aggravation a combattu cette décision: « Si la citation, dit cet auteur, n'était dirigée que contre la personne réputée civilement responsable d'après la loi, sans que l'auteur de la contravention fut appelé, la citation n'en serait pas moins régulière quant à cette personne, et elle n'en devrait pas moins être condamnée par le tribunal de police, s'il y avait lien, aux dommages-intérêts résultant de la contravention. En effet, quoique le tribunal de police ne doive connaître que de faits qui sont considérés comme contravention, et que, dans le cas supposé, on ne pût reprocher aucune contravention personnelle à celui qui serait cité devant le tribunal, cependant, comme son appel en justice serait le résultat d'une contravention, et que la loi n'oblige pas à citer tout à la fois le contrevenant et celui qui en répond, qu'elle semble, au contraire, permettre de

à moins d'une disposition expresse et spéciale de la loi, être étendue aux peines prononcées contre les auteurs ou complices du fait (1).

En conséquence, le maître, bien que civilement responsable des faits de son domestique, ne peut être condamné à l'amende encourue par celui-ci pour avoir fait passer des bestiaux sur le terrain d'autrui. (L. 28 sept.-6 oct. 1791, l. 2, art. 7.)

2^o Le tribunal de police n'est compétent pour statuer sur l'action en dommages-intérêts, intentée contre la partie civilement responsable, que lorsqu'il est saisi en même temps de l'action publique pour l'application de la peine. (Cod. inst. crim., 145.) (2)

3^o L'incompétence du tribunal de police pour statuer sur l'action civile, lorsqu'il n'est pas saisi de l'action publique, peut être opposée en tout état de cause et même en instance d'appel (3).

Le jugement d'un tribunal de police peut être attaqué par la voie de l'appel quand, outre les dépens prononcés à titre de réparations civiles, il porte une amende excédant la somme de cinq francs. (Cod. inst. crim., 172.)

(Laroyenne — C. Vuillemain.)

Deux domestiques du sieur Vuillemain laissent passer les bestiaux de leur maître dans les bois du sieur Laroyenne. — Ce délit est constaté par procès-verbal. — Le sieur Laroyenne assigne le sieur Vuillemain, comme civilement responsable du fait de ses domestiques, devant le tribunal de police du canton de Lure. — Il conclut contre lui à 15 fr. de dommages-intérêts, sauf au ministère public à prendre telles conclusions qu'il jugerait convenables relativement à l'amende. — En effet, le ministère public requiert la condamnation à l'amende.

ne citer que ce dernier, et que dans beaucoup de cas, c'est le responsable seul qui peut être cité, il est évident que le tribunal de police est compétent pour statuer, quoique le responsable soit seul mis en cause. Il faut remarquer d'ailleurs que cette marche a rien d'extraordinaire; car, si les tribunaux de répression sont en général incompétents pour statuer sur des intérêts civils, isolés d'un fait qui puisse donner lieu à quelque peine, ce principe commun ne saurait trouver ici d'application. En effet, la responsabilité civile, résultant d'un délit ou d'une contravention de police, ne peut être isolée de ce fait; c'est parce qu'elle s'y rattache essentiellement, c'est parce que la responsabilité ne porte pas seulement sur le dommage dont la partie lésée demande la réparation, mais qu'elle s'étend aussi en divers cas aux amendes, qui sont une véritable peine, comme aux autres condamnations pécuniaires, que le ministère public peut et doit agir contre les responsables, pour les faire condamner à raison de la contravention ou du délit qui donne lieu à la responsabilité, et qui forme, quant à eux, un quasi-délit. » (*Légist. crim.* (éd. belge), t. 2, ch. 3.) — Cette doctrine n'est point exacte. L'art. 3 du Code d'inst. crim. crim. qui porte que l'action civile peut être poursuivie en même temps, et devant les mêmes juges que l'action publique, suppose nécessairement que l'action publique est intentée, et qu'on juge se trouve saisi. Au reste, la règle est consacrée par une jurisprudence constante. *V. indépendamment de l'arrêt ci-dessus*, Cass. 16 janv. 1806; 28 mars 1807; 31 août 1810; 27 juin 1811; 18 avril 1812; 9 mai 1812; 1^{er} avril 1813, et les notes; *V. aussi Mangin, Traité de l'action publ.*, t. 1, p. 64.

(3) L'incompétence peut même être proposée en cassation. *V. Cass.* 18 juin 1813.

30 mai 1818, jugement qui, conformément aux conclusions du ministère public, condamnait le sieur Vuillemain à 6 fr. d'amende pour tous dommages-intérêts, et aux dépens.

Appel de la part de Vuillemain. — **Premièrement**, a-t-il dit, le tribunal de police était incompétent pour connaître d'une demande en dommages-intérêts contre la personne civilement responsable de la contravention, tant qu'il n'était pas saisi de la connaissance de la contravention elle-même; en effet, la condamnation en des dommages-intérêts contre celui qui est soumis à la responsabilité civile, ne peut être que l'accessoire de la condamnation contre le délinquant. — En second lieu, la responsabilité civile, ne s'étend point, en règle générale, aux amendes encourues par les délinquants; il faut une disposition spéciale de la loi, pour autoriser cette extension exorbitante du droit commun : or, l'espèce particulière n'est placée dans le cas d'exception par aucune loi.

Jugement du tribunal correctionnel de Lure qui infirmait le jugement du tribunal de simple police par les motifs suivants : — Attendu que la responsabilité civile du sieur Vuillemain n'a pu s'étendre à l'amende encourue par ses domestiques, parce qu'il est de principe que toute amende étant une peine, la personne civilement responsable ne peut en être frappée qu'autant qu'une loi spéciale l'ordonne ainsi; que la responsabilité civile n'est que l'accessoire de la condamnation du délinquant, et que dès lors le sieur Vuillemain n'a pu être actionné en dommages-intérêts devant le tribunal de police, sans que ses domestiques aient aussi été mis en cause; qu'ainsi le tribunal de police était incompétent, et que son incompétence matérielle et absolue avait été valablement proposée en cause d'appel, l'ordre public étant intéressé à ce que la peine encourue par le délinquant ne puisse être infligée à la personne civilement responsable. »

— **POURVOI** en cassation de la part de Larojenne, pour violation de l'art. 1384 du Code civ.; en ce que le jugement dénoncé a décidé en thèse générale que la responsabilité civile ne s'étendait point aux amendes encourues par le délinquant, bien que rien dans l'art. 1384, qui déclare le maître responsable du fait de son domestique, n'autorise une distinction semblable : — 2° Pour violation de l'art. 145 du Code d'inst. crim., deuxième alinéa; en ce que le tribunal correctionnel a décidé que les tribunaux de simple police ne peuvent connaître d'une demande en dommages-intérêts dirigée contre la personne civilement responsable, tant que l'auteur de la contravention n'est pas lui-même cité, et tant que les tribunaux ne sont pas saisis de la connaissance de la contravention, quoiqu'il résulte clairement de la disposition de l'art. 144, deuxième alinéa, que le ministère public ou la partie civile ont la faculté d'assigner également la partie civilement responsable, sauf à celle-ci le droit d'appeler en cause le délinquant; — 3° Pour violation de l'art. 468 du Code de proc. civ., qui trace cette règle d'instruction applicable tant à la procédure criminelle qu'à la procédure civile, qu'en appel on ne peut former de nouvelle demande ou opposer de nouvelles exceptions; en ce que le jugement dénoncé a admis le moyen d'incompétence, qui n'avait pas été proposé en première instance; — 4° Enfin, pour violation de l'art. 172 du Code d'inst. crim.; en ce que le tribunal correctionnel a admis l'appel à l'égard de la partie civile, quoique le tribunal de simple police n'ait point prononcé sur sa demande une condam-

nation excédant 5 fr. — L'art. 172 du Code d'inst. crim. porte : « Les jugemens rendus en matière de police pourront être attaqués par la voie de l'appel... lorsque ces amendes, restitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de 5 fr., outre les dépens. »

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur le premier moyen, que la responsabilité civile, dans les affaires criminelles, correctionnelles et de police, ne peut, à moins d'une disposition expresse et spéciale de la loi, être étendue aux peines que la loi prononce contre les auteurs ou complices du fait; que ni l'art. 7 du tit. 2 du Code crim. de 1791, ni aucune autre loi, n'ayant soumis les personnes civilement responsables d'un délit rural aux peines encourues par ceux qui s'en sont personnellement rendus coupables, il s'ensuit, dans l'espèce, que le sieur Vuillemain n'était point passible de l'amende que ses domestiques pouvaient avoir encourue, d'après l'art. 475, n° 40 du Code pén., pour avoir fait ou laissé passer les bestiaux de leur maître sur le terrain du réclamant;

Considérant, sur le deuxième moyen, que, d'après les art. 1 et 3 du Code d'inst. crim., le juge compétent pour la répression d'un crime, délit ou contravention, n'est compétent pour connaître de l'action civile qui en résulte, que lorsqu'il est saisi en même temps de l'action publique, pour l'application de la peine, et que ce principe n'est nullement contredit par l'art. 145 du même Code, portant que la copie de la citation pour contravention de police sera jointe au prévenu ou à la partie civilement responsable; que, dans l'espèce, aucune poursuite n'a été faite devant le tribunal de police contre les auteurs de la contravention dont il s'agissait; que, n'ayant ainsi point eu à prononcer sur l'application de la peine, ledit tribunal était incompétent pour statuer sur l'action en dommages-intérêts, isolément intentée contre la partie civilement responsable;

Considérant, sur le troisième moyen, que dans cet état de séparation des actions publique et civile, l'incompétence du tribunal de police, pour statuer sur l'action du réclamant était matérielle et absolue; qu'elle a donc pu être opposée en tout état de cause, et conséquemment être accueillie comme moyen valable d'appel;

Considérant, sur le quatrième et dernier moyen, qu'entre les dépens tenant lieu des réparations civiles, le tribunal de police a prononcé une amende de 5 fr.; que son jugement pouvait donc être attaqué par la voie de l'appel, aux termes de l'art. 172 du Code d'inst. crim.; — Rejette.

Du 11 sept. 1818. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Ratard. — *Rapp.*, M. Busschop. — *Concl.*, M. Giraud, av. gén.

VOITURES PUBLIQUES. — LAISSEZ-PASSER.

Du 11 sept. 1818 (*aff. Esnard*). — Même décision que par l'arrêt du 7 août précédent (*aff. Desormes*).

DISCERNEMENT. — ACCUSÉ DE MOINS DE SEIZE ANS. — QUESTIONS AU JURY. — CASSATION.

Lorsque l'accusé est âgé de moins de seize ans, la question de savoir s'il a agi avec discernement, doit être posée au jury, à peine de nullité. (Cod. d'inst. crim., 340.) (1)

Lorsqu'un individu, condamné sans que la question de discernement ait été posée à son égard,

(1) V. conf., Cass. 8 brum. an 9, et la note. — Les circulaires du garde des sceaux des 10 fév. 1819, 6 janv. 1820, et 3 mars 1822, ordonnent aux offi-

ciers des parquets de joindre au dossier tous les renseignements nécessaires pour constater l'âge des prévenus; quand il y a doute sur cet âge,

premier qu'à l'époque de la perpétration du crime il était âgé de moins de seize ans, la Cour de cassation est compétente pour ordonner la vérification de cette allegation et statuer d'après le résultat de cette vérification (1).

(Bertrand Olive.)

Bertrand Olive avait été condamné comme étant âgé de plus de seize ans. Il a produit devant la Cour de cassation, à l'appel de son pourvoi, un acte de naissance d'où il résultait qu'il n'avait pas cet âge, au moment de la perpétration du crime. La Cour de cassation a rendu le 24 juill. 1818 un arrêt interlocutoire, par lequel elle a ordonné la communication au procureur général de Toulouse, pour constater l'identité de l'accusé avec l'individu dénoncé dans l'acte de naissance. Cette identité ayant été constatée, la condamnation a été annulée.

ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 340 du Code d'inst. crim., qui porte: « Si l'accusé a moins de seize ans, le président posera cette question: L'accusé a-t-il agi avec discernement? »—Vu aussi les art. 66, 67, 68 et 69 du Code pén., qui régissent ce qui doit être prononcé à l'égard des accusés âgés de moins de seize ans, lorsqu'ils ont été reconnus coupables, suivant qu'il a été décidé par le jury qu'ils ont agi sans discernement ou avec discernement:—Et attendu que des pièces produites en exécution de l'arrêt interlocutoire de la Cour du 14 juill. dernier, il demeure constant que Bertrand Olive, réclamant, était âgé de moins de seize ans lorsqu'il a commis le crime pour lequel il a été condamné à la peine de cinq ans de travaux forcés:—Que néanmoins la question, s'il avait agi avec discernement, n'a pas été soumise au jury:—Que par suite il n'a point été fait à son égard, sur la déclaration de culpabilité émise contre lui par le jury, application des dispositions des articles art. 66, 67, 68 et 69 du Code pén., et qu'en le condamnant à la peine des travaux forcés, d'après les art. 384 et 381, n° 4 du Code pén., la Cour d'assises a fait une fautive application de ces articles:—Casse, etc.

Du 17 sept. 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Schwendt.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

JURÉS.—NOTIFICATION DE LA LISTE.

Un accusé ne peut se faire un moyen de cassation de ce que la notification qui lui a été faite de la liste des jurés, contenait, au lieu des noms des jurés dispensés ou excusés, les noms de ceux appelés en remplacement pour compléter le nombre nécessaire pour la formation du tableau, puisque cette notification,

(1) La Cour de cassation a jugé depuis, par un arrêt du 19 avril 1821, qu'il y a présomption légale quand l'acte de naissance n'est pas produit aux débats, que le prévenu ou l'âge de plus de seize ans, et qu'il n'est pas dans ses attributions d'apprécier le mérite d'un tel acte quand il est produit devant elle, après la condamnation. Cette décision a été combattue par Carnot, Comm. du Code pén., tom. 1^{er}, p. 213, Magnin, *Traité des motifs*, t. 2, p. 501, Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pén.*, t. 2, p. 187 et 188. La Cour de cassation paraît être revenue depuis à sa première jurisprudence; voy. Cass. 20 avril 1827.

(2) F. conf., 18 oct. et 26 déc. 1811; 4 et 23 janv. 1812.

(3) L'art. 13 de la loi du 26 mai 1819 a en pour but spécial de résoudre les questions soulevées par ces procès. Aux termes de cet article, dans le cas où les formalités prescrites pour le dépôt ont été

en lui faisant connaître l'avance tous les jurés sur lesquels ses réquisitions pourront s'exercer lors de la formation du tableau définitif, loin de lui nuire, est au contraire dans son plus grand intérêt. (Cod. inst. crim., 393 et 394.) (2)

(Dubrenil.)

Du 17 sept. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barrie. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

CALOMNIE.—DIFFAMATION.—COMPÉTENCE.—DÉLIT SUCCESSIF.

En matière de calomnie, le lieu où l'affiche, la vente ou la distribution des écrits a été faite, est réputé le lieu où le délit a été commis, et dès lors le juge de ce lieu est compétent pour en connaître. (Cod. inst. crim., 33.) (3) Ainsi, lorsque, par la volonté et le fait de l'auteur de l'écrit, la vente ou la distribution en sont faites en plusieurs lieux, soit simultanément, soit successivement, le délit de calomnie se forme et se renouvelle dans ces différents lieux et peut y être également poursuivi (4).

Mais si l'écrit, après avoir été vendu et distribué dans un lieu par l'auteur, se vend ensuite ou se distribue dans d'autres lieux sans sa participation, ces ventes ou distributions successives, bien qu'elles soient la suite de la première, ne forment pas un délit nouveau et ne donnent pas compétence au juge du lieu où elles sont faites.

(Dunoyer — C. Béchu.)

Le Censeur Européen, dans son sixième volume, page 389, contenait le récit suivant: A Vitry, un autre (ancien rhuan) lâche deux coups de pistolet sur un jeune homme, nommé Ginnod; heureusement, le pistolet rate, et le jeune homme n'est pas atteint. Deverno (c'est le nom de l'individu), en est quitte pour vingt-quatre heures de prison. M. le procureur du roi, Béchu, ne juge pas à propos d'instruire contre lui, tandis qu'il poursuit avec un zèle infatigable la moindre pécadille commise par toutes personnes qui ne peuvent pas s'honorer du titre de chouan. — M. Béchu eut devoir intenter contre les auteurs du Censeur une action en calomnie, et pour cela, il choisit le tribunal correctionnel de la ville de Rennes, où l'ouvrage avait été rendu public. — Les sieurs Lœnte et Dunoyer, qui habitent Paris, dont l'imprimeur et le libraire habitaient la même ville, ont décliné la compétence du tribunal de Rennes, demandant leur renvoi au tribunal de Paris.

remplies, les poursuites à la requête du ministère public ne peuvent être faites que devant les juges du lieu de ce dépôt, ou de la résidence du prévenu. Dans le cas de contravention aux règles du dépôt, les poursuites peuvent être faites, soit devant le juge de la résidence du prévenu, soit dans les lieux où les écrits ont été saisis; mais, dans tous les cas, les poursuites à la requête de la partie plaignante peut être portée devant les juges de son domicile, quand la publication y a été effectuée. V. sur ces règles, Chauveau, *Traité des délits de la presse*, t. 2, p. 112; de Girardier, *Commentaire des lois sur la presse*, t. 1, p. 388.

(4) La loi, pour régler la compétence, ne prend plus en considération, ni l'intention ni la coopération du prévenu relativement au fait de publication. Il suffit que l'ouvrage ait été publié dans le lieu où la poursuite publique est exercée, pour que la compétence territoriale soit établie.

8 Juin 1818, Jugement du tribunal de Rennes, qui rejette le déclinatoire. — « En droit : — Attendu que le Code d'inst. crim., en mettant au premier rang, dans l'ordre de compétence qu'il établit, le juge du lieu du délit, n'a fait que poser une règle générale, laissant aux tribunaux, en cas de difficulté, le soin de déterminer le lieu du délit, d'après la nature particulière, et les circonstances de chaque affaire ; — Attendu que la calomnie, telle que l'a définie l'art. 367 du Code pénal, prend son existence, non-seulement dans la gravité des faits imputés, mais encore, et surtout dans la publicité de leurs imputations ; — Que si elles ont été faites verbalement, il n'est pas douteux que le délit qui en résulte se commet partout où les propos calomnieux ont été tenus publiquement ; que de même s'il s'agit d'écrits imprimés contenant des imputations injurieuses, le délit de calomnie existe et se commet partout où la vente et la distribution de l'écrit l'ont rendu public, parce que cette publicité, qui peut avoir lieu en même temps ou successivement en plusieurs endroits, porte partout atteinte à l'honneur des personnes inculpées, et tend même souvent à troubler plus ou moins la tranquillité qui doit régner parmi les citoyens ; — Qu'ainsi le délit de calomnie, par voie d'écrits imprimés, ne se commet pas seulement là où l'auteur les a livrés à l'impression, et a rempli la formalité du dépôt des exemplaires : qu'il se commet encore là où la calomnie s'est répandue, et est devenue publique par la vente et la distribution de l'écrit, que dans ce cas il n'y a pas deux ou plusieurs délits, mais un seul et même délit, dont l'existence se propage par sa publicité, d'où il suit que la partie lésée a le droit de porter sa plainte devant le juge du lieu où elle apprend que l'écrit calomnieux a été vendu ou distribué, encore bien qu'il ait pu être imprimé ailleurs, vendu ou distribué ailleurs, que la vente et la distribution dans le ressort du juge devant qui la plainte est portée, suffisent pour établir sa compétence comme juge du lieu du délit ; — Que si, à l'occasion du même écrit mis en circulation, il arrivait que plusieurs poursuites fussent entamées devant différents tribunaux, il y aurait alors des règles sûres et des voies légales pour faire cesser ce conflit de juridiction, qui peut également s'élever dans d'autres affaires ; — Qu'initialement l'auteur ou les auteurs de l'écrit dénoncé comme calomnieux prétendraient décliner la compétence du juge du lieu où il a été vendu et distribué, sous prétexte qu'ils n'auraient pris aucune part directe à cette vente et à cette distribution ; qu'en effet, il importe fort peu à la partie qui est l'objet d'une diffamation publique, de savoir quels arrangements particuliers a pu prendre l'auteur de l'écrit avec son imprimeur ou son libraire, relativement à la vente et la distribution de cet écrit ; que celui qui livre un ouvrage à l'impression a bien évidemment l'intention de lui donner la plus grande publicité ; que conséquemment la vente et la distribution, quelque part qu'elles aient lieu, doivent être réputées son propre fait ; — Attendu que ces principes d'incompétence, en matière d'écrits imprimés, contenant des imputations calomnieuses, étaient admis sous l'empire de l'ancienne jurisprudence et de l'ordonnance criminelle de 1670 ; que rien dans nos lois actuelles ne s'oppose à ce qu'ils reçoivent encore aujourd'hui leur application ; qu'ils sont fondés sur la nature même du délit de calomnie écrite ; — Qu'il n'y a aucune comparaison entre les délits ordinaires, tels que le vol, les actes de violence envers les personnes dont la perpétration est nécessairement circonscrite dans un seul lieu déterminé, et les délits résultant d'écrits imprimés qui

ont été vendus et distribués sur plusieurs points, avec une publicité qui leur donne partout une nouvelle existence ; — Attendu que le système suivant lequel la compétence se trouverait circonscrite dans la personne du juge du lieu où il convient à l'auteur de faire imprimer et déposer les exemplaires de son écrit, établirait cet auteur seul arbitre de la compétence, puisqu'il dépendrait toujours de sa volonté de éboiser le lieu du dépôt ; — Que, quant aux inconvénients qu'on prétend être la conséquence de l'opinion contraire, les uns reposent sur des hypothèses qui ne peuvent pas se réaliser, et les autres ont été fort exagérés ; Qu'au surplus, quelques inconvénients ne sont pas des motifs suffisants pour autoriser un juge à admettre une exception déclinatoire, lorsqu'en droit il reconnaît que sa compétence est rigoureusement fondée.

« En fait : — Attendu, dans l'espèce particulière de la cause, qu'il est constant qu'un assez grand nombre d'exemplaires du sixième volume du *Censeur Européen*, ouvrage publié sous les noms des sieurs Comte et Dunoyer, ont été vendus et distribués à Rennes ; — Que par le fait seul de cette vente et de cette distribution, M. Bechu a pu, conformément aux principes ci-dessus posés, porter plainte devant M. le juge d'instruction de l'arrondissement de Rennes, des imputations contenues dans le sixième volume, et qui le concernent ; — Qu'il n'est pas nécessaire d'examiner comment son parvenu à Rennes les exemplaires dont il s'agit ; qu'il suffit qu'ils y aient été vendus et distribués, comme cela résulte des déclarations des libraires entendus aux débats, pour que le délit de calomnie dont sont prévenus les sieurs Comte et Dunoyer, soit réputé avoir été commis à Rennes, pour que Rennes soit le lieu du délit, et par suite pour que le tribunal soit compétent ; — Qu'il ne lui appartient pas d'examiner si la poursuite n'aurait pas dû plutôt se faire devant le tribunal correctionnel de Paris, lieu du domicile des prévenus et de la publication du volume, objet de la plainte ; qu'il n'a point eu effet à rechercher si d'autres juges auraient pu être également compétents ; que trouvant sa compétence suffisamment établie dans l'espèce, son devoir est de la déclarer ; que d'ailleurs il n'est pas en son pouvoir de se déposséder de la connaissance d'une affaire dont il est désormais légalement saisi. »

Appel. — 13 juin 1818, arrêt confirmatif de la Cour royale de Rennes, conçu en ces termes : — « Attendu que suivant l'art. 367 du Code pén., le délit de calomnie se commet par l'affiche, l'impression ou distribution d'un écrit imprimé ou non, contenant imputation à un individu quelconque de faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés, à des poursuites criminelles ou correctionnelles, ou même l'exposeraient seulement au mépris ou à la haine des citoyens ; — Que, conséquemment, le lieu du délit en matière de calomnie est, ainsi que l'a reconnu le prévenu dans ses conclusions injurieuses, celui où a été faite l'action de vendre ou distribuer l'écrit imprimé qui le contient ; — Qu'il est certain en fait, et prouvé par les dépositions des témoins entendus devant les premiers juges, que le n° 6 du *Censeur Européen*, dans lequel M. Bechu prétend avoir été calomnié, a été vendu et distribué à Rennes, chez deux libraires différents, qui avaient reçu des souscriptions à cet effet ; l'ouvrage dont il s'agit était imprimé à Paris, au bureau du *Censeur Européen*, ainsi que l'annonce le frontispice ; chacun des libraires qui le vendent et distribuent dans les départements, ne peut s'en procurer des exemplaires qu'à ce bureau dirigé par l'auteur, et les tient conséquemment de

lui, au moins indirectement; d'où résulte que la vente et distribution, loin de lui être étrangère, comme il le prétend, est son propre fait;—Qu'on ne peut douter d'ailleurs que l'auteur d'un ouvrage de cette nature n'ait le vœu bien exprès de prendre tous les moyens de s'en procurer une vente abondante.

• Considérant que les inconvénients allégués de la prétendue imprescriptibilité du délit de calomnie et de la traduction simultanée du prévenu en plusieurs tribunaux pour cause de ce délit, outre qu'ils ne s'offrent point dans l'espèce actuelle, ne sont pas réels, vu que d'un côté la prescription s'accomplirait pour chaque délit, à compter du jour où il aurait été consommé dans un lieu quelconque; que de l'autre, si le même individu portait sa plainte en plusieurs tribunaux, à raison du même fait, il y aurait nécessairement lieu à renvoi devant le premier saisi, et que si c'était sur l'action de plusieurs plaignans, et pour des imputations différentes, il y aurait autant de délits que d'individus calomniés.—Adoptant d'ailleurs les motifs du jugement de première instance.... »

Pourvoi en cassation pour violation des art. 23, 63 et 69 du Code d'inst. crim.; en ce que la Cour royale a considéré le tribunal correctionnel de Rennes comme compétent pour connaître du délit de calomnie attribué aux sieurs Comte et Dunoyer, bien que ce tribunal, qui n'est pas celui de la résidence des prévenus, ni celui du lieu de leur capture, ne fût pas non plus celui du lieu du délit, la distribution de l'écrit dans lequel étaient contenues les imputations prétendues calomnieuses, laquelle, aux termes de l'art. 367 du Code pén., détermine le lieu du délit, n'ayant pas été faite à Rennes par les auteurs eux-mêmes, mais par des tiers étrangers, les libraires de cette ville.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR;—Vu les art. 23, 63, et 69 du Code d'inst. crim., d'après lesquels la compétence pour connaître d'un crime ou d'un délit appartient, concurrentement, au juge du lieu du crime, à celui de la résidence du prévenu, et à celui du lieu de sa capture;—Vu aussi l'art. 367 du Code pén.;—Attendu qu'il résulte de cet article du Code pén., que, relativement aux imputations calomnieuses consignées dans des écrits qui ne sont pas des actes authentiques et publics, c'est l'affiche, la vente ou la distribution de ces écrits qui donnent à ces imputations le caractère de criminalité et consomment le délit de calomnie; que c'est donc le lieu où cette affiche, cette vente ou cette distribution ont été faites, qui devient le lieu du délit, et que c'est conséquemment aux juges de celui qui est dévolue la compétence attribuée par la loi au juge du lieu où le délit a été commis;—Que si, par la volonté et le fait de l'auteur de l'écrit, la vente et la distribution en sont faites en plusieurs lieux, soit simultanément, soit successivement, le délit de calomnie se forme ou se renouvelle dans tous ces différens lieux, et peut y être également poursuivi;—Mais que si l'écrit, après avoir été vendu et distribué dans un lieu par celui qui en est l'auteur, se vend ensuite ou se distribue dans d'autres lieux sans sa participation, ces ventes ou ces distributions successives, quoiqu'elles aient été la suite de la première vente ou première distribution qui a constitué un délit, ne forment plus néanmoins un délit nouveau; elles ne renouvellent pas non plus le premier délit et ne peuvent pas par conséquent attribuer une nouvelle compétence;—Qu'un délit, en effet, ne peut naître que de faits positifs et personnels à celui qui en est prévenu; qu'un délit consommé ne

peut se renouveler que par des faits propres à son auteur;—Que si celui qui s'est rendu coupable du délit de calomnie par la vente ou la distribution qu'il a faite d'un écrit, ou il avait inséré les imputations calomnieuses, peut être responsable des ventes ou distributions nouvelles qui se sont opérées sans son fait, et par suite de celles qu'il a faites lui-même, cette responsabilité ni le préjudice d'où elle dérive, ne peuvent se confondre avec le délit; qu'ils n'en sont pas le fait constitutif, qu'il en sont seulement le résultat; que tout ce qu'ils doivent produire, c'est une action civile, qui peut être poursuivie devant les tribunaux civils, qui peut l'être aussi devant le tribunal correctionnel, compétent pour connaître du délit de calomnie qu'a formé et consommé la vente faite par l'auteur de l'écrit calomnieux, s'il n'a pas encore été statué par ce tribunal sur ce délit;—Et attendu, dans l'espèce, qu'il est reconnu que le sixième volume du *Censeur Européen* avait été imprimé, vendu et distribué à Paris;—Que si cet écrit renferme des imputations calomnieuses, le délit de calomnie avait donc été consommé à Paris, et que c'était aux tribunaux de cette ville qu'appartenait la compétence que la loi confère au juge du lieu du délit;—Que si ce même écrit a été postérieurement vendu et distribué à Rennes, cette vente et cette distribution n'ont pu y renouveler le délit de calomnie, et produire ainsi une nouvelle compétence en faveur des tribunaux de cette ville, qu'autant qu'il serait constant qu'elles y auraient été faites par l'ordre et par le fait personnel des prévenus;

Mais qu'à cet égard, il a été seulement dit, dans l'arrêt attaqué, que « l'ouvrage dont il s'agit était imprimé à Paris, au bureau du *Censeur Européen*, chacun des libraires qui le vendent ou le distribuent dans les départemens, ne peut s'en procurer des exemplaires qu'à ce bureau dirigé par l'auteur, et les tient conséquemment de lui, au moins indirectement, d'où résulte que la vente et distribution, loin de lui être étrangère, comme il le prétend, est son propre fait;—Que de ce dire, qu'il d'ailleurs est tout en présomption et nullement en preuve, il résulte seulement qu'il a paru à la Cour royale que les libraires qui avaient vendu l'ouvrage à Rennes, devaient s'en être procurés les exemplaires à Paris, au bureau du *Censeur Européen*, et que ce bureau était dirigé par les prévenus, ceux-ci devaient être réputés les avoir livrés, au moins indirectement;—Que par cette conséquence ainsi déduite, les prévenus sont seulement reconnus auteurs présumés d'une vente et d'une distribution faites à Paris, aux libraires de Rennes; mais que la Cour royale n'ayant pas déclaré qu'ils eussent fait cette vente avec ordre, ou du moins sans consentement exprès que les exemplaires par eux livrés fussent revendus à Rennes, il s'ensuit qu'il n'existe contre eux aucune déclaration de participation directe à cette vente;—Que d'ailleurs, la loi ayant déterminé les faits particuliers d'après lesquels la compétence doit être réglée, elle ne peut être prononcée que d'après la preuve de l'existence de ces faits;—Que les tribunaux de Rennes ne pourraient être compétens contre les prévenus, étrangers à leur juridiction par leur résidence, qu'autant que ceux-ci auraient participé à la vente faite à Rennes, de l'ouvrage sur lequel ont été fondées les poursuites en délit de calomnie, qu'il ne suffit donc pas que cette participation puisse être présumée, qu'il faut qu'elle soit prouvée;—Qu'en reconnaissant, dans l'état de la cause, la compétence du tribunal correctionnel de Rennes, et en confirmant le jugement qui l'avait déclarée, la Cour royale de cette ville a donc violé les règles de compétence éta-

bles par la loi;—D'après ces motifs, et vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim.;—Casse, etc.

Du 18 sept. 1818.—Sect. crim.—Prés. M. Barris.—Rapp., M. Rataud.—Concl. contr., M. Mourre, proc. gén.—Pl., M. Odilon-Barrot.

1^o GARAN. DES MAT. D'OR ET D'ARGENT.

—VISITES.

2^o ET 3^o PROCÈS-VERBAL.—CONTRIBUTIONS INDIRECTES.—NULLITÉ.—CONFISCATION.

4^o Les préposés des contributions indirectes, lorsqu'ils constatent des contraventions en matière de garantie d'or et d'argent, doivent, dans leurs visites et dans la rédaction de leurs procès-verbaux, être assistés d'un officier municipal ou d'un commissaire de police; l'assistance d'un agent de police n'est pas suffisante. (L. 19 brum. an 6, art. 101.) (1)

5^o Un procès-verbal, même régulier, dressé par les préposés des contributions indirectes, ne fait point une preuve absolue et irréfutable du délit de rébellion; la preuve peut être admise à prouver sa non culpabilité, nonobstant ce procès-verbal. (Décret du 1^{er} germ. an 13, art. 34.) (2)

6^o Lorsqu'un procès-verbal dressé en matière de garantie est nul pour vice de forme, la confiscation des objets trouvés en contravention ne doit pas moins être prononcée, si la contravention est prouvée (3).

(Casson.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR:—En premier lieu, et relativement aux dispositions qui concernent ledit Casson fils:—Considérant que d'après les art. 101, 103 et 105 de la loi du 19 brum. an 6, les préposés pour la constatation des contraventions en matière de garantie d'or et d'argent doivent, dans leurs visites et la rédaction de leurs procès-verbaux, être assistés d'un officier municipal;—Que si, d'après la loi du 28 pluv. an 8, les officiers municipaux peuvent, quant à ce, être remplacés par les commissaires de police, néanmoins aucune loi ou règlement n'autorise le remplacement de ceux-ci par les agents de police subalternes mentionnés dans l'art. 12 du tit. 1^{er} de la loi des 19 et 22 juill. 1791;—Que l'assistance des préposés par un simple agent de police à la rédaction de leur procès-verbal du 3 janv. 1818, dont il s'agit au procès, n'a donc pas suffi pour remplir les formalités prescrites à cet égard par la loi précitée du 19 brum. an 6; d'où il suit qu'en déclarant ledit procès-verbal nul, la Cour n'a ni violé la loi, ni commis un excès de pouvoir;

Considérant, d'autre part, que ledit procès-verbal, eût-il été parfaitement régulier, ne pouvait former une preuve absolue et irréfutable de la culpabilité de Casson fils du délit de rébellion qui lui était imputé, puisque tout accusé ou prévenu d'un crime ou délit prévu par le Code pén., est toujours, et nonobstant tous procès-verbaux dressés

pour constater le fait ou délit, admissible à prouver sa non-culpabilité; que la preuve à laquelle ledit Casson fils a été admis par l'arrêt dénoncé pour se justifier du délit de rébellion qui lui était imputé, n'est donc point contraire à la loi;—D'après ces motifs, Rejette le pourvoi du procureur général, en tant qu'il est relatif à Joseph Casson fils;

En second lieu, et relativement aux dispositions de l'arrêt dénoncé qui concernent Jean-Antoine Casson père;—Vu les art. 48, 77 et 107 de la loi du 19 brum. an 6;—Considérant que la disposition de ce dernier article, qui défend aux marchands et fabricants d'avoir chez eux des ouvrages d'or et d'argent achevés et non marqués, est générale et absolue, et qu'elle est une conséquence de l'art. 48, d'après lequel tous les ouvrages sujets à la marque de garantie doivent être portés au bureau avant d'être entièrement achevés; qu'il suit de ces dispositions et de celles de l'art. 77, que les marchands et fabricants d'ouvrages d'or et d'argent ne peuvent, à aucun instant quelconque, en avoir chez eux d'achevés et non marqués sans contrevenir à la loi;—Vu également l'art. 34 du décret du 1^{er} germ. an 13;—Considérant que cet article, d'après sa combinaison avec les art. 46 du même décret; 76, 77 et 80 de la loi du 5 vent. an 12, et le décret du 28 flor. an 13, doit recevoir son application en matière de garantie d'or et d'argent comme en matière d'autres impôts indirects; qu'il s'ensuit que lors même qu'un procès-verbal dressé en matière de garantie est nul pour vice de forme, la confiscation des objets trouvés en contravention n'en doit pas moins être prononcée si la contravention est d'ailleurs prouvée par l'instruction;—Considérant, dans l'espèce, que si le procès-verbal des employés, du 3 janv. 1818, ne pouvait, à raison de son irrégularité dans la forme, faire preuve par lui-même de la contravention qu'il avait pour objet de constater à l'égard de Casson père, néanmoins il a été reconnu par la Cour royale de Nîmes, d'après l'aveu dudit Casson père, qu'au moment de la visite des préposés, il avait dans son atelier des ouvrages d'orfèvrerie et de bijouterie achevés et non marqués; que ce fait, ainsi reconnu, formait une contravention formelle aux art. 48, 77 et 107 de la loi du 19 brum. an 6, et nécessitait conséquemment la confiscation voulue par ce dernier article et par l'art. 34 précité du décret du 1^{er} germ. an 13;—Qu'en refusant de prononcer la confiscation, ladite Cour royale est contrevenue aux lois et décrets précités;—Casse, etc.

Du 2 oct. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Buschop.—Concl., M. Olivier, l. f. d'av. gén.

RÉCIDIVE.—DÉLIT.—CRIME.

L'aggravation pénale de la récidive n'est pas applicable à celui qui, après une première condamnation à une peine correctionnelle, se rend coupable d'un crime. (Cod. pén., 56 et 57.) (4)

(3) F. conf., Cass. 10 niv. an 9; 22 mai 1807, et la note; 20 août 1813.

(4) Le Code pénal est muet sur ce cas de récidive: les art. 56 et 57 supposent l'un et l'autre le cas d'une première condamnation pour crime, et l'art. 58 le cas où la récidive est formée par deux délits correctionnels. Le silence de la loi ne permet donc pas l'aggravation de la peine dans cette hypothèse parce qu'elle ne constitue pas une récidive légale: les auteurs sont d'accord sur ce point (Carnet, Comm. du Code pén., sur l'art. 58, n^o 6; Favard, v^o Récidive, n^o 13; Legraverend, Législ. crim. (ed.

(1) Dans le cas où les préposés, gardes ou agents, ne peuvent procéder à des visites domiciliaires qu'avec l'assistance d'un officier municipal, cet officier peut être suppléé par un commissaire de police, mais non par un agent subalterne de la police, tel qu'un appariteur. Il ne peut pas l'être non plus par un membre du conseil municipal. Ces deux propositions résultent de la loi du 28 pluv. an 8, (Mongin, Traité des procès-verbaux, p. 55.)

(2) F. conf., Cass. 2 mai 1806, et la note; 12 juin 1807, et la note; 11 déc. 1807, 6 janv. 1813.

(Rigault.) — ARRÊT.

LA COUR:—Considérant qu'aucun des art. 56, 57 et 58 du chap. 4 du liv. 1^{er} du Code pén., sur les Peines de la récidive pour crimes et délits, ne prononce une aggravation de peine pour un crime commis par un individu qui déjà aurait été condamné à une peine correctionnelle;—Qu'en effet, les art. 56 et 57 supposent l'un et l'autre le cas d'une première condamnation pour crime; et l'art. 58, celui où un individu déjà condamné à une peine correctionnelle de plus d'une année d'emprisonnement aurait commis un nouveau délit; que le mot délit devant être pris dans l'exception qui lui est donnée par l'art. 1^{er} du Code pénal, il s'ensuit que l'art. 58 ne peut être appliqué à un individu qui, après une première condamnation quelconque, se serait rendu coupable d'un fait que ledit art. 1^{er} a qualifié crime, et qu'il a spécialement distingué du délit;—Que, dans l'espèce, l'accusé n'avait point été condamné pour crime, mais seulement pour un délit correctionnel; que le nouveau fait dont il a été déclaré coupable étant un tel sujet à la peine afflictive de la réclusion, la Cour d'assises a donc pu, sans violer ni fausement appliquer l'art. 58 du Code pénal, le condamner à ladite peine dans la latitude déterminée par l'art. 21 du même Code;—Rejette, etc.

Du 2 oct. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barria.—Rapp., M. Busschop.—Concl., M. Ollivier, f. f. d'av. gen.

RÉCIDIVE. — CARACTÈRES.

La disposition de l'art. 56 du Code pénal qui prononce une aggravation de peine en cas de récidive, s'applique à toute condamnation pour crime, dans quelque temps et par quelquel tribunal qu'elle ait été prononcée, ainsi qu'à celles dont la peine ne serait pas encore expiée ou à laquelle le condamné se serait soustrait (1).

(Marie Hisette.) — ARRÊT.

LA COUR:—Vu les pièces du procès et la requête jointe au pourvoi de la condamnée, dans laquelle elle propose pour unique moyen de cassation la prétendue fausse application de l'art. 56 du Code pénal de 1810.—Considérant que la disposition dudit article « quiconque aura été condamné pour crime, » est générale et absolue; qu'elle s'étend à toute condamnation pour crime, dans quelque temps et par quelquel tribunal qu'elle ait été prononcée, ainsi qu'à celles dont la peine ne serait pas encore expiée ou à laquelle le condamné se serait soustrait; que l'aggravation de peine que ledit article prononce ne porte point sur le premier crime, mais seulement sur le second, et qu'ainsi elle ne peut blesser le principe de la non-retroactivité;—Considérant, dans l'espèce, que Marie Hisette a été convaincue d'un crime commis sous l'inspire du Code pénal de 1810, emportant la peine des travaux forcés à

temps, qu'il a été en même temps reconnu qu'elle avait déjà été condamnée pour un premier crime par arrêt de la Cour de justice criminelle du département de la Moselle du 4 juin 1806; d'où il suit que la peine des travaux forcés à perpétuité qui a été prononcée contre elle par l'arrêt dénoncé, a été une juste application dudit art. 56;—Rejette, etc.

Du 2 oct. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Busschop.—Concl., M. Ollivier, f. f. d'av. gen.

VOL. — CHAMPS. — BESTIAUX. — SURVEILLANCE.

Le vol de bestiaux dans les champs est passible des peines portées en l'art. 388 du Code pénal, lors même qu'ils se trouvaient sous la surveillance d'un gardien au moment du vol. (Cod. pén., 388 et 401.) (2)

(Charbonnel.) — ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 410 du Code d'inst. crim.;—Attendu que l'art. 388 du Code pénal, ne fait aucune distinction entre les animaux qui sont sous la surveillance d'un gardien et ceux qui ne sont pas surveillés; que cette espèce de surveillance dans les champs n'a pas en effet pour objet et ne saurait avoir l'effet de garantir les animaux surveillés des entreprises des voleurs qui voudraient les soustraire à leurs propriétaires; que, malgré cette surveillance, ils ne sont pas moins confiés à la foi publique, et qu'il est essentiellement dans l'intérêt de l'agriculture qu'ils soient, dans l'un comme dans l'autre cas, sous la protection spéciale de la loi;—Et attendu que, dans l'espèce, le jury avait déclaré l'accusé coupable d'avoir volé deux bœufs dans les champs; que néanmoins la Cour d'assises du Cantal, au lieu d'appliquer à ce fait la peine portée par l'art. 388 du Code pénal, ne lui a fait l'application que de celle portée par l'art. 401, se fondant sur ce que le jury avait déclaré qu'il n'était pas constant que le berger fût absent de son troupeau, et que dès lors le troupeau n'était pas censé confié à la foi publique; en quoi la Cour d'assises a violé la disposition de l'art. 388 du Code pénal, et fait une fausse application de l'art. 401 du même Code;—Casse, etc.

Du 8 oct. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Ollivier.—Concl., M. Giraud, av. gen.

1^o JURÉS.—NOTIFICATION DE LISTE.—REMPLACEMENT.—PRÉSUMPTION.2^o FAUX.—SUPPOSITION DE PERSONNES.—ACTE NOTAIRE.

1^o Lorsque, parmi les trente jurés qui ont concouru à la formation du tableau, il s'en trouve dont les noms n'ont pas été portés sur la liste des trente-six, notifiée à l'accusé, la présomption légale est que ces nouveaux jurés ont été appelés en remplacement. (Cod. inst. crim., 393.) (3)

5

belge), t. 2, ch. 10). Mais est-ce là une lacune de la loi? Nullement. La peine attachée au crime, objet de la deuxième poursuite, est assez forte pour proportionner la punition à la récidive; l'aggravation est absorbée dans ce cas par la peine plus grave, encourue par suite du crime nouvellement commis. (Théorie du Code pénal, tom. 1, pag. 434.)^a

(1) V. dans le même sens, Cass. 16 therm., an 6, et la note; 10 oct. 1811; 17 janv., 21 mai, 20 juin, 25 juill., et 13 nov. 1812.

(2) La raison de douter était que l'art. 388 s'applique pour objet de protéger les objets abandonnés dans les champs à la foi publique, et qu'un troupeau n'est plus confié à la foi publique quand

il est placé sous la surveillance d'un gardien. Mais les termes de l'art. 388 sont généraux; ils embrassent tous les vols commis dans les champs, et si l'abandon des objets est le motif de cette disposition, elle n'en a point fait une condition de la peine. Cette question devrait donc encore être résolue dans le même sens. Cette question a d'ailleurs consacré tout son intérêt, malgré les modifications apportées au Code pénal par la loi du 28 avril 1832: cette loi a atténué les peines de l'art. 388, mais il s'agit toujours de savoir lequel de cet article ou de l'art. 401 est applicable.

(3) Les développemens donnés aux articles 382, 337, 388 et 393 du Code d'instruction criminelle

2° Le faux commis par supposition de personnes, dans un acte notarié, mais à l'insu et sans la participation du notaire, constitue un crime de faux principal et non un crime de complicité d'un faux commis en écritures publiques par un fonctionnaire public. (Cod. pén., 145 et 147.) (1)

(Canteloube et autres.) — ARRÊT.

LA COUR :—Sur le moyen de cassation pris de ce que, parmi les trente jurés qui ont concouru pour la formation du tableau, il y en avait quatre dont les noms ne se trouvaient pas sur la liste des trente-six, qui avait été notifiée aux accusés :—Attendu que la présomption légale est que ces quatre jurés ont été appelés en remplacement, en conformité de l'art. 393 du Code d'inst. crim., et qu'aucun fait contraire n'est allégué par les réclamans :—Rejette ce moyen :

Sur le moyen pris d'une fausse application de la loi pénale aux faits reconnus constants :—Vu l'art. 147 du Code pénal :—Attendu que cet article, qui a exclusivement pour objet le faux commis dans des actes publics et authentiques par toutes autres personnes que les notaires ou officiers rédacteurs de ces actes, distingue expressément, dans son troisième alinéa, les faux commis par fabrication de conventions, de ceux qui peuvent être commis dans les mêmes actes, après qu'ils ont été consommés, par l'insertion de conventions qui y serait faite après coup :—Que de cette distinction il résulte nécessairement que les faux par fabrication de conventions, obligations ou décharges, dont il s'agit dans la première partie de cet alinéa, doivent particulièrement être entendus des fausses conventions qui auraient été supposées dans la rédaction même des actes par les individus qui y ont comparu comme parties contractantes :—Que ces faux peuvent avoir été commis par les parties contractantes, lors de la rédaction des actes, au préjudice notamment de tiers fausement supposés présents à ces actes :—Qu'ils ont alors nécessairement pour but de créer des engagements au détriment de ces tierces personnes, par une déclaration de volonté faite, sous leur nom, frauduleusement et à leur insu :—Qu'ils caractérisent donc particulièrement le crime de faux par supposition de personnes :—Que le faux par supposition de personnes est donc déterminé et puni comme crime principal par le susdit art. 147, à l'égard de tous individus autres que les fonctionnaires rédacteurs des actes publics :—Qu'on ne peut donc considérer les individus qui se sont rendus complices du crime de faux, par supposition de personnes, dans les actes qu'ils n'ont pas rédigés en qualité

d'officiers publics, comme complices de l'officier rédacteur de ces actes, lequel n'a pas coopéré au faux sciemment, sans faire une fausse application de l'art. 59 du Code pénal :—Et qu'on ne peut les punir de la peine des travaux forcés à perpétuité, prononcée par l'art. 145, contre l'officier public qui a commis frauduleusement le faux, par supposition de personnes, dans un acte qu'il a retenu, sans aggraver la peine à leur préjudice :—Et attendu que, dans l'espèce, les nommés Canteloube, Lacombe et Delroc ont été reconnus coupables d'avoir participé à un faux, par supposition de personnes, commis dans un acte passé par un notaire qui n'avait point agi sciemment, qui, au contraire, avait retenu de bonne foi les déclarations frauduleuses des parties contractantes, qui n'étaient pas conséquemment passible lui-même des poursuites et des peines de l'art. 145 : que le faux dont il s'agit dans l'espèce n'était donc pas un crime de complicité accessoire à un crime principal, commis par un fonctionnaire ou officier public ; qu'il constituait un crime principal en lui-même, déterminé et caractérisé par l'art. 147, d'après lequel il devait être puni seulement des travaux forcés à temps :—Que néanmoins la Cour d'assises du département du Lot a condamné lesdits Canteloube, Lacombe et Delroc à la peine des travaux forcés à perpétuité, en leur faisant l'application des art. 59 et 145 du Code pénal :—En quoi elle a fausement appliqué ces articles et violé l'art. 147 :—D'après ces motifs :—Casse, etc.

Du 8 oct. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Schwendt, p. d'âge.—Rapp., M. Rataud.—Concl., M. Girard, av. gén.

1° JURY.—COMPOSITION.—DEFENSEUR.

2° COUR D'ASSISES.—ACTION CIVILE.

3° RECELE.—SOUSTRACON ENTRE ÉPOUX.

1° L'insertion sur la liste des jurés et le concours au tirage d'un avocat précédemment choisi par l'accusé en qualité de défenseur, peuvent donner lieu à l'exercice d'une récusation, mais n'entraînent pas la nullité des opérations du jury. (Cod. inst. crim., 392.) (2)

2° Dans une accusation de complicité d'un vol commis par la femme au préjudice du mari, la Cour d'assises peut ordonner la restitution d'un objet appartenant à la femme, bien que cet objet n'ait point été volé par le complice (3).

3° Le complice par recel, pour avoir appliqué à son profit partie des effets du vol commis par une femme envers son mari, la nuit, dans une maison habitée, est passible de la peine de la réclusion. (Cod. pén., 59 et 380.) (4)

par la loi du 2 mai 1827, rendent aujourd'hui inutile toute critique de cette décision. Mais sous l'ancienne législation, la voie qu'elle ouvrait à l'arbitraire, aurait pu, ce nous semble, la faire contester avec succès.*

(1) Dans le même sens, Cass. 23 avril 1813; 7 et 11 juill. 1814; 11 fév. 1815; 20 fév. 1817, et les notes.

(2) La Cour de cassation a jugé, au contraire, par un arrêt du 26 avril 1822, que l'avocat désigné par le président pour défenseur d'un accusé, et qui a accepté et rempli cette mission, est incapable de concourir à la formation du tableau du jury.*

(3) Le texte de l'arrêt exprime très incomplètement cette solution. Mais elle résulte formellement des faits que nous avons extraits du Bulletin officiel des arrêts de la Cour. Il est évident du reste que cette solution n'est pas fondée. La Cour d'assises, en statuant sur un fait étranger à l'accusation, en ordonnant la restitution d'un objet qui n'avait point été volé, et qui n'était point compris dans les objets

sur lesquels la poursuite était fondée, avait excédé les limites de son pouvoir, puisqu'elle ne peut connaître de l'action civile qu'accessoirement à l'action publique. Une pareille décision ne pourrait donc être utilement invoquée.

(4) La loi, disent MM. Chauveau et Fanstin Hélie, ne punit point les complices de la soustraction commise entre époux ; elle restreint son incrimination à ceux qui ont recelé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets soustraits : elle rejette même implicitement la qualification de complices, car ce n'est pas à titre de complices qu'elle punit les recelleurs, et ceux qui ont appliqué les objets soustraits à leur profit, c'est comme coupables de vol. (Théorie du Code pénal, tom. 6, pag. 607.) Il suit de là que les circonstances aggravantes de la soustraction, ne doivent point peser sur le recel, et c'est ce que la Cour de cassation a jugé par un arrêt du 15 avril 1825.—V. cependant en sens contraire, c'est-à-dire dans le sens de la solution ci-dessus, Cass. 24 mars 1838.

(Causse)

Par la déclaration du jury rendue sur l'accusation portée contre lui, Etienne Causse fut déclaré complice d'un vol commis par la femme Zimmerlé envers son mari Zimmerlé, la nuit et dans une maison habitée, pour avoir sciemment appliqué à son profit partie des objets volés.—D'après cette déclaration, la Cour d'assises du département du Gard condamna Causse à cinq ans de réclusion.

Causse proposait trois moyens contre cet arrêt. —Premier moyen : Le nom de M. Barugnon, que le demandeur avait déjà déclaré choisir pour son conseil avant le tirage des jurés, s'était trouvé compris sur la liste des trente jurés et l'avait complétée : le défenseur de l'accusé ne pouvait faire partie des jurés, la liste en avait ainsi été réduite à vingt-neuf.

Second moyen : La Cour d'assises avait commis un excès de pouvoir, soit en condamnant Causse à restituer à la dame Paulet une bague qu'elle lui avait remise, quoiqu'il n'eût point été allégué qu'elle eût été volée ou qu'elle se rattachât au vol dont il s'agissait, soit en déclarant, en point de droit, que le séducteur d'une femme n'a point d'action pour réparer d'elle les objets qu'il lui a donnés, ce qui est un empiètement sur les attributions des tribunaux civils.

Troisième moyen : Fausse application des art. 386 et 59, en condamnant Causse à la réclusion comme complice de la femme Zimmerlé, à raison d'un vol pour lequel cette femme n'était passible d'aucune peine, d'après l'art. 380 du même Code.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu, sur le premier moyen, que Barugnon, avocat, avait le caractère requis par la loi pour faire partie de la liste des jurés ; que si la qualité de défenseur choisi précédemment par l'accusé avait pu, dans le cas où son nom fut sorti par le résultat du tirage, donner lieu à l'exercice d'une récusation, ce cas n'est point arrivé ; et que, de l'insertion de son nom sur la liste des jurés et de son concours au tirage, ne saurait résulter d'ouverture à cassation ;

Attendu, sur le second moyen, que la Cour d'assises, compétente pour statuer sur la réquisition du ministère public pour un objet relatif à l'instruction, l'était également pour connaître de la demande sur laquelle sa décision était réclamée par l'accusé ; et que, de l'arrêt rendu par l'une et par l'autre, ne résulte ni excès de pouvoir, ni violation de la disposition de la loi ;

Attendu, sur le troisième moyen, que, suivant le principe établi par l'art. 59 du Code pén., le complice d'un crime est passible des peines qu'aurait encourues l'auteur, d'après la nature des circonstances aggravantes ; que, suivant l'art. 380 du même Code, le complice du vol commis par la femme n'est pas admissible à partager l'exemption de la peine accordée par cet article à la femme ; qu'ainsi, dans l'espèce, le demandeur déclaré complice par recelé pour avoir appliqué à son profit partie des effets du vol commis par la femme Zimmerlé sur son mari, la nuit, dans une maison habitée, a dû être puni de la peine de la réclusion, que, sous le privilège à elle exclusivement personnel, la femme aurait encourue ;—Rejette, etc.

(1) V. dans le même sens, Cass. 5 pluv. an 13.

(2) Il ne s'agissait pas précisément d'une soustraction dans l'espèce, puisque le fait incriminé consistait dans le vol d'un immeuble appartenant à la mère de l'accusé, sous le nom de celle-ci, et avec supposition de personne ; le question, dans cette hypothèse ne pouvait donc faire l'objet d'un doute. Mais on doit généraliser la décision et l'étendre à

Du 8 oct. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Ollivier.—Concl., M. Giraud.—Pl., M. Odilon-Barrot.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — BOULANGER.

Est pris dans la limite des attributions municipales et est dès lors obligatoire pour les tribunaux, l'arrêté du maire qui, en fixant les poids respectifs des différents pains qui peuvent être mis en vente, défend aux boulangers d'en fabriquer d'un poids différent. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 5.) (1)

(Jeanneau.)

Du 15 oct. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Busschop.—Concl., M. Ollivier, f. f. d'av. gén.

FAUX. — PARENTÉ.

L'art. 380 du Code pénal qui dispose que les soustractions commises par les enfants au préjudice de leurs parents ne donnent lieu qu'à des réparations civiles, ne s'applique pas au cas où la soustraction a été commise à l'aide d'un faux. (Cod. pén., 145 et 147.) (2)

(Villars.)

21 juill. 1817, le sieur Louis Villars se présente devant M. Villien, notaire à Clamecy, avec une femme qu'il dit être Marie Boisseau, sa mère.—Il souscrit conjointement avec elle une vente d'un hectare de bois appartenant à ladite dame Boisseau, en faveur du sieur Bazin, pour le prix de 300 fr. Dans le fait, la femme qui s'était présentée, et qui avait souscrit la vente, n'était point Marie Boisseau, mère du sieur Villars, mais la veuve Grasset qui, par un concert frauduleux avec Villars, s'était fait passer pour sa mère, et avait signé comme telle. En conséquence, et sur les poursuites du ministère public, Villars est traduit devant la Cour d'assises du département de la Nièvre, et le 31 août 1818, un arrêt le condamne, comme complice de faux en écriture publique, à la peine de 7 ans de travaux forcés.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 380 du Code pénal ; en ce que l'arrêt dénoncé prononce une peine, quoique cet art. 380 dispose que les soustractions commises par les descendants au préjudice des ascendants ne peuvent donner lieu qu'à des réparations civiles, et que, dans l'espèce, le faux, qui n'avait évidemment pour objet que la soustraction de l'objet vendu, avait été pratiqué par un fils envers sa mère.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que la disposition exceptionnelle de l'art. 380 du Code pénal n'est applicable qu'aux soustractions commises au préjudice de parents déterminés dans cet article ; que le demandeur a été poursuivi et condamné, non pour un fait de soustraction commise vis-à-vis de sa mère, mais pour un crime de faux qui a existé indépendamment de l'objet qu'il peut avoir eu ;—Rejette, etc.

Du 15 oct. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Schwendt.—Concl., M. Ollivier, f. f. d'av. gén.—Pl., M. Odilon-Barrot.

tous les cas où la soustraction est commise à l'aide d'un faux, car, la règle de la matière est que l'art. 380 ne s'applique qu'aux soustractions ; et comme sa disposition forme une exception au droit commun, il s'ensuit qu'elle est limitative, et qu'elle ne peut être appliquée à des faits d'une autre nature. V. dans ce sens, Cass. 17 déc. 1823, (Chauveau et Hélie (Théorie du Code pénal, t. 6, p. 602.)

USURE.—COMPÉTENCE.

Le prévenu du délit d'habitude d'usure, qui a commis dans plusieurs arrondissements des actes d'usure en nombre suffisant pour constituer dans chacun d'eux le délit, peut être traduit indifféremment devant le juge de chaque arrondissement. (Cod. inst. crim., 23 et 63.) (1)

(Debosque.)

Le juge d'instruction près le tribunal de Carcassonne décerne un mandat de comparution contre le sieur Pierre Debosque, comme prévenu du délit d'usure. — Les faits imputés à Debosque comme constitutifs de ce délit, avaient eu lieu, tant dans l'arrondissement de Carcassonne, que dans ceux de Narbonne et de Limoux; de plus, Debosque était domicilié dans l'arrondissement de Limoux.

Debosque demande son renvoi devant le juge d'instruction de Limoux, lieu de son domicile. Il soutient que le juge d'instruction de Carcassonne n'est pas compétent, bien que partie des faits à lui imputés ait eu lieu dans l'arrondissement de Carcassonne, par la raison que la loi ne punit pas chaque fait d'usure, mais l'habitude de l'usure (loi du 3 sept. 1807, art. 4); que dès lors le délit se compose de la réunion de tous les faits particuliers; que par conséquent, on ne peut considérer comme lieu du délit, celui où quelques faits d'usure ont eu lieu, ni déclarer compétent le juge de ce lieu.

7 juill. 1818, jugement de la chambre du conseil du tribunal de Carcassonne qui rejette la déclinatoire proposée par Debosque.

Appel. — 29 juill. 1818, arrêt confirmatif de la Cour royale de Montpellier, chambre d'accusation. Il est ainsi motivé : « attendu que le siège du fait moral qui constituait l'habitude d'usure reprochée à Pierre Debosque, pouvait tout aussi bien être pris dans l'arrondissement de Carcassonne, que dans celui de Limoux et même de Narbonne, puisque les faits imputés à Debosque dans chacun des trois arrondissements, suffiraient, s'ils étaient prouvés, pour établir l'habitude d'usure dans chacun des trois arrondissements pris isolément. »

POURVOI en cassation de la part de Debosque pour contravention à l'art. 4 de la loi du 3 sept. 1807 sur l'usure, et fausse application des art. 23 et 63 du Code d'inst. crim., qui attribuent la connaissance du délit, tant au juge de la résidence du prévenu, au juge du lieu où il est trouvé, qu'au juge du lieu où le délit a été commis; en ce que l'arrêt dénoncé a décidé qu'un prévenu d'usure pouvait être traduit devant le juge du lieu où une partie seulement des faits d'usure a eu lieu, tandis qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 3 sept. 1807, c'est l'habitude d'usure et non chaque fait isolé qui est punissable; en d'autres termes, que le délit d'usure n'est constitué que par la réunion de tous les faits particuliers d'usure; d'où résulte la conséquence que l'on ne peut considérer comme lieu du délit, celui où seulement quelques faits d'usure ont eu lieu.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le délit d'habitude d'usure se forme de plusieurs actes particu-

liers d'usure; que le juge du lieu de ce délit est donc celui dans le ressort duquel un individu est prévenu d'avoir successivement exercé des actes particuliers d'usure suffisants pour en constituer une habitude; que la chambre du conseil du tribunal de Carcassonne, par son ordonnance du 7 juill. 1818, confirmée par arrêt de la Cour royale de Montpellier, du 29 du même mois, a déclaré, en fait, d'après l'instruction, que les actes particuliers d'usure que Pierre Debosque est prévenu d'avoir exercés dans l'arrondissement dudit tribunal suffiraient, s'ils étaient prouvés, pour établir l'habitude d'usure; d'où il suit, d'après les dispositions des art. 23 et 63 du Code d'inst. crim., que le juge d'instruction près le tribunal de Carcassonne a été légalement saisi de l'instruction et de la poursuite dudit délit. — Rejette, etc.

Du 15 oct. 1818. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barres. — *Rapp.*, M. Buschop. — *Concl.*, M. Olivier. — *C. d'av. gén.* — *Pl.*, M. Odilon-Barrot.

TRIBUNAL DE POLICE. — MINISTÈRE PUBLIC.

Du 15 oct. 1818 (aff. Bellanger). — Même décision que par l'arrêt du 8 juill. 1813 (aff. Favre, 1^{re} quest.).

FAUX. — USAGE. — MARQUE.

Du 15 oct. 1818 (aff. Fillard). — Même décision que par l'arrêt du 43 oct. 1815 (aff. Beauché).

TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — RESTITUTION. — COMPÉTENCE.

Le tribunal correctionnel qui déclare que le fait ne constitue ni un délit ni une contravention, se trouve par cela même incompétent pour statuer sur les dommages-intérêts ou restitution réclamés par la partie civile; si ne peut statuer que sur les dommages-intérêts réclamés par le prévenu. (Cod. inst. crim., 232.) (2) Ainsi, un tribunal correctionnel qui déclare qu'un individu, prévenu d'escroquerie pour s'être fait remettre une quittance, n'est coupable d'aucun délit, ne peut ni condamner le prévenu à remettre cette quittance, ni la déclarer nulle à défaut de sa restitution dans un certain délai.

(Sicco). — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 408 et 413 du Code d'inst. crim.; — Attendu, sur le moyen de cassation proposé par le réclamant, que le jugement du tribunal correctionnel de Bastia l'avait renvoyé de la plainte en escroquerie portée contre lui par Roch Stretti; et que, sur l'appel de ce jugement, il a été déclaré par la Cour royale, chambre de police correctionnelle, qu'il ne se présentait dans la cause aucune circonstance qui pût faire réputer escroquerie le fait imputé à Antoine Sicco; — Qu'il est donc jugé de la manière la plus formelle, qu'en se faisant remettre par Stretti la quittance d'une somme de 5,000 fr. qui est l'objet du procès, Sicco n'avait pas commis le délit d'escroquerie; — Que, s'il est vrai que Stretti n'ait pas reçu les 5,000 fr., et que l'obtention de la quittance de cette somme ait été le résultat du dol et de la fraude, ce dol et cette

commis qu'un acte isolé d'usure, car cet acte ne constitue pas à lui seul le délit; dans ce cas, et si plusieurs actes avaient été commis dans des arrondissements différents, sans que dans un seul le délit soit complet, la compétence se réglerait d'après le domicile ou la résidence du prévenu. »

(2) Principe constant. V. Cass. 27 juin 1812, et la note; 30 avril 1813; 3 mars 1814; 9 juin 1815; 7 sept. 1820.

(1) Dès que les faits commis dans chacun des arrondissements étaient suffisants pour caractériser l'habitude, élément essentiel du délit, la question ne pouvait offrir aucun doute; chaque tribunal, sur le territoire duquel un délit a été commis, est compétent pour le juger, et ne peut être privé de sa juridiction par cela seul que le prévenu a commis le même délit dans un autre arrondissement. Mais la compétence cesserait si le prévenu n'avait

frande n'étant déclarés avoir le caractère ni de vol, ni de filouterie, ni d'escroquerie, ni d'abus de confiance, eu un mot d'aucune espèce de délit, l'action qui en naissait pour Stretti sortait des attributions de la juridiction correctionnelle et rentrait dans celles de la juridiction civile; — Que la Cour royale n'a pas pu justifier la disposition de son arrêt qui ordonne la restitution de la quittance et en prononce l'annulation en cas qu'elle n'ait pas été restituée dans la quinzaine en présentant cette disposition comme une condamnation de dommages-intérêts, entouree par l'art. 212 du Code d'inst. crim.; — Qu'une demande de dommages-intérêts est une demande civile de sa nature, dont les tribunaux correctionnels ne connaissent que par exception au principe général d'après lequel ils ne sont juges que des délits, et que leur pouvoir ne saurait être étendu au delà des bornes qui y ont été posées par la loi; — Que l'art. 212 du Code d'inst. crim., porte que, « si le jugement est réformé parce que le fait n'est réputé délit ni contravention de police par aucune loi, la Cour ou le tribunal renverra le prévenu, et statuera, s'il y a lieu, sur des dommages-intérêts : » — Qu'il est évident que, par cet article, lorsqu'il est jugé qu'il n'y a ni délit ni contravention, la Cour ou le tribunal n'est autorisé à statuer que sur les dommages-intérêts du prévenu contre la partie civile, et non pas sur ceux de la partie civile contre le prévenu; — Attendu que, dans l'espèce, où il a été jugé qu'il n'y avait ni délit ni contravention de police, la demande en restitution ou en annulation de la quittance était formée non pas par Sisco, prévenu acquitté, contre Stretti, plaignant, mais par Stretti, plaignant, contre Sisco, prévenu acquitté; qu'en assimilant cette demande à une demande de dommages-intérêts présentée accessoirement à une plainte, elle n'en était pas moins hors des attributions de la juridiction correctionnelle; et que la Cour royale de Bastia n'a pu y statuer, en chambre de police correctionnelle, qu'en méconnaissant les bornes de sa compétence, et en faisant une fausse application de l'art. 212 du Code d'inst. crim.; — Casse, etc.

Du 22 oct. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Giraud, av. gén.

BOISSONS. — DÉBITANT. — PRÉSUMPTIONS.
Le fait d'introduction de boissons, sans déclaration, dans un local faisant partie de la maison d'un débitant, constitue de la part de ce dernier une contravention punissable, bien qu'il soit allégué que le local est loué à un autre individu (sans toutefois en rapporter un bail authentique), et que cet individu lui-même représente un congé des boissons dont il s'agit. (L. 28 avril 1816, art. 61.) (1)
(Contributions indir. — C. Villemain et Michoud.)
Du 27 oct. 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Chasle. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Roger.

(1) V. conf., Cass. 30 janv. 1824.

(2) V. dans le même sens, Cass. 18 déc. 1817 (aff. Migot).

(3) V. conf., Carnot, sur l'art. 322 du Code d'instruction criminelle.

(4) V. dans le même sens, Cass. 23 vent. an 8; 2 vent. an 7; 21 fév. 1809; 21 mai 1811.

(5) Cependant, d'après Berriat (p. 166, note 11, n° 1), et Chauveau (Journal des Avoués, v° Signification, n° 63), le mot signification n'est pas substantif; il suffit d'exprimer que copie du jugement a été laissée, à qui et pour qui. V. en ce dernier sens, un arrêt du 19 niv. an 12, qui juge que l'exploit contenant commandement de se conformer à

1° COUR D'ASSISES. — PRÉSIDENT. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE. — TÉMOINS.

2° TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — RÉCLAMATIONNAIRE GRACIE.

1° Le président des assises peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ordonner l'audition, à titre de renseignements et sans prestation de serment, des personnes que le ministère public a fait citer pour être entendues à sa requête, mais que des circonstances particulières ne permettent pas d'admettre aux débats en qualité de témoins déposant sous la religion du serment. (Cod. inst. crim., 269.) (2)

2° Le réclamationnaire dont la peine a été commuée par des lettres de grâce en une année d'emprisonnement, ne peut néanmoins être entendu en qualité de témoin déposant sous la foi du serment, qu'autant qu'il serait établi que la commutation de peine a été accordée à été accompagnée de sa réintégration dans la jouissance de ses droits politiques et civils. (Cod. pén., 34; Cod. inst. crim., 322.) (3)

(Mansard et autres.)

Du 29 oct. 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

1° ARBITRES. — EXCÈS DE POUVOIR. — NULLITÉ.

2° APPEL. — SIGNIFICATION. — MENTION.

1° Des arbitres nommés en conformité de la loi du 10 juin 1793 ne peuvent nommer quelques-uns d'entre eux pour procéder, hors de la présence des parties, aux vérifications qui, aux termes des art. 13 et 14, sect. 4 de la loi, doivent être faites par des experts nommés par les arbitres en présence des parties; ce serait là un excès de pouvoir qui entraînerait la nullité de leur sentence. (L. 10 juin 1793; Cod. proc., 1028.) (4)

2° La signification d'un jugement ne fait pas courir le délai pour l'appel, si l'exploit ne contient pas la mention expresse que le jugement a été signifié et que copie du jugement a été laissée à la partie. (Cod. proc., 443.) (5)

(Montalivet — C. comm. de Saint-Maurice.)

Le sieur Barthélemy de Montalivet et la commune de Saint-Maurice du Gourdans consentent à être jugés par quatre arbitres, sur des difficultés élevées entre eux, relativement à un bois dit la Cambe de Bion. Ces arbitres sont nommés en conformité des lois des 28 août 1793 et 10 juin 1795, concernant la réintégration des communes dans les biens dont la puissance féodale les avait dépouillées.

23 pluv. an 2, jugement arbitral qui ordonne le transport de deux arbitres, sur le lieu contentieux, pour y recueillir des renseignements nécessaires.

14 vent. an 2, jugement qui, sur le rapport des deux arbitres, adjuge le bois dit la Cambe du Bion à la commune de Saint-Maurice de Gourdans.

24 vent. an 2, ce dernier jugement est signifié au sieur de Montalivet, mais l'original de la si-

gnification dont la copie est laissée à la partie, est une signification suffisante pour faire courir le délai du pourvoi en cassation. « Qu'est-ce que signifier un jugement? disait Merlin dans ses conclusions, qui ont préparé le dernier arrêt, c'est le faire connaître; c'est le notifier, c'est en donner copie par le ministère d'un officier public. On peut donc signifier un jugement sans dire littéralement qu'on le signifie; et on le signifie en effet, par le ministère d'un huissier, on en donne connaissance, on en délivre copie. Le mot signifier n'est pas alors dans l'exploit, mais la chose s'y trouve, et la chose vaut bien le mot. » V. Quest. de droit, v° Signification, § 3.

gnification ne fait point mention expresse que ce jugement a été signifié et qu'il en a été laissé copie.

POURVOI en cassation de la part du sieur de Montalivet, pour violation des art. 13 et 14, sect. 5 de la loi du 10 juin 1793; en ce que les arbitres ont désigné, pour procéder à la visite des lieux contentieux, deux d'entre eux, bien que cette visite ou transport ne pût, aux termes des articles cités, être effectuée que par des experts nommés à cet effet, et en présence des parties, ou elles dûment appelées.

Le pourvoi du sieur Montalivet ne fut formé que le 17 avril 1817, c'est-à-dire, plus de vingt ans après la signification du jugement. De cette circonstance, la commune de Gourdans faisait résulter une fin de non-recevoir, prétendant que ce n'était que bien longtemps après l'expiration des délais que le pourvoi avait été formé.

Pour le demandeur on a soutenu que la signification du 24 vent. an 2 ne contenait point la mention de la signification de la sentence arbitrale et de la remise de la copie; qu'elle était, par conséquent, irrégulière, et n'avait pu faire courir le délai du pourvoi.

Au fond, la commune de Saint-Maurice de Gourdans a prétendu que l'obligation imposée aux arbitres par les art. 13 et 14, de nommer des gens de l'art pour procéder à la visite des lieux, n'était pas imposable à peine de nullité; que, par conséquent, la validité de la sentence arbitrale n'était pas subordonnée à l'exécution de cette formalité.

Le demandeur a répondu que les arbitres appelés par la loi de 1793 à régler les différends relatifs aux biens des communes ne pouvaient étendre leurs attributions au delà des limites tracées par la loi, sans commettre un excès de pouvoir, et sans que les actes faits ainsi par eux hors des bornes de leur capacité ne fussent radicalement nuls; or, ajoutait-on, la loi, en voulant que les arbitres pussent juger les différends, n'a pas permis qu'ils procédassent eux-mêmes à la visite des lieux, surtout qu'ils y procédaient hors de la présence des parties: il est donc évident que, dans l'espèce, les arbitres ont agi sans capacité; et qu'en conséquence leur sentence est viciée d'excès de pouvoir, et contient une contravention manifeste de la loi.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR.—Attendu qu'il exploit du 24 vent. an 2 ne contient pas la mention expresse que la sentence arbitrale du 14 du même mois ait été signifiée au demandeur, ni qu'il lui ait été laissé copie de ladite sentence; d'où il suit que cet exploit ne peut être considéré comme une signification valable et ayant eu l'effet de faire courir contre lui le délai du pourvoi;—Rejette la fin de non-recevoir;

Et sur le fond vu les art. 13 et 14, sect. 5, de la loi du 10 juin 1793, concernant le mode de partage des biens communaux, lesquels articles sont ainsi conçus, savoir, l'art. 13: « Dans le cas où il serait nécessaire de faire quelques vérifications, lesdits arbitres nommeront des gens de l'art pour procéder; »—Et l'art. 14: « Les experts nommés pour les vérifications procéderont parties présentes ou dûment appelées, en dresseront procès-verbal qui sera signé par eux et les parties, si elles savent le faire, autrement il en sera fait mention; »—Et attendu que ces articles interdisent aux arbitres la faculté de se constituer en experts pour procéder par eux-mêmes aux vérifications du fait que la cause peut exiger, et leur ordonnent au contraire de nommer à cet effet des gens

de l'art, lesquels ne peuvent, au surplus, opérer que les parties présentes ou dûment appelées; que cependant, dans l'espèce, les arbitres ont, par jugement du 23 pluvi. an 2, commis deux d'entre eux pour se transporter sur les lieux et y vérifier par eux-mêmes l'assiette, les confins et la contenance du bois litigieux, mission qui était uniquement du ressort des gens de l'art; que, d'un autre côté, ce transport et cette vérification ont eu lieu hors la présence des parties et sans qu'aucune d'elles y eût été appelée, en quoi ces arbitres ont tout à la fois excédé leurs pouvoirs et directement contrevenu aux art. 13 et 14 précités;—Casse, etc.

Du 3 nov. 1818.—Sect. civ.—Pres., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Boyer.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Guichard et Darrieux.

RENTE FÉODALE.—CENS.—ABOLITION.

Est mélangée de féodalité et comme telle abolie, une rente établie à titre de premier cens emportant lods et ventes et comprenant un droit de feu, encore que cette rente fût constituée pour cession de fonds en faveur d'un particulier non seigneur, et que le fonds acensé ne fût pas noble. (L. 25 août 1792, art. 5; 17 juill., 20 oct. 1793 et 7 vent. an 2.) (1)
(Régat et consorts—C. de la Raffinée.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR.—Vu les art. 5 de la loi du 25 août 1792, et 1^{er} de la loi du 17 juill. 1793, décret d'ordre du jour du 2 oct. 1793, et décret du 7 vent. an 2;—Attendu, que le bail à cens, du 8 déc. 1420, est le titre constitutif de la redevance dont il s'agit, et qu'étant représenté dans nos forme probante, c'est à ses dispositions que l'on doit se reporter;—Attendu que les fonds acensés par cet acte se trouvaient situés, au moins en partie, sur le territoire de la Planque, et que le bailleur prit audit acte la qualification de *nobilis vir, dominus de Planca*; qu'il y fut stipulé à son profit un premier cens, *primum censum et acapitum*, des lods et ventes à chaque mutation, et un droit de feu, *pro quolibet foro et territorio facientis*;—Que ces redevances étaient seigneuriales et féodales de leur nature; qu'elles étaient, dans tous les cas, mélangées de féodalité, caractère inhérent à la qualité de premier cens stipulé au profit du seigneur du territoire, et au droit de feu que l'art. 5 de la loi du 25 août 1792 a déclaré féodal sans restriction, et, comme tel, abolí sans indemnité;—Que ce mélange de féodalité suffisait pour que toutes les redevances établies par l'acte du 8 déc. 1420 fussent déclarées supprimées; quo cela résulte, d'une manière claire et précise, des dispositions de la loi du 7 vent. an 2;—Que l'on ne peut équivoquer sur la qualité de seigneur qui fut prise par le bailleur dans l'acte dudit jour 8 déc. 1420; que le bailleur ne se borna pas, en effet, à se qualifier de *nobilis vir, de dominus*; qu'il se qualifia de *dominus de Planca*, ce qui ne pouvait avoir d'autre signification que celle de seigneur de la Planque;—Qu'il serait, au surplus, fort indifférent que le bailleur ne fût pas seigneur de la Planque lorsqu'il passa le bail du 8 déc. 1420; qu'il suffisait pour faire prononcer l'abolition des redevances stipulées audit acte, qu'elles fussent mélangées de féodalité, attendu que des redevances féodales n'en eussent pu être aussi valablement stipulées au profit d'un particulier non seigneur, que du seigneur lui-même; que les lois de 1792, 1793 et de l'an 2, en ont prononcé la suppression, sans réserve; qu'elles n'ont pris en considération ni la qualité du bailleur, ni la nature primitive des fonds

(1) V. en ce sens, Cass. 2 et 30 mai 1808; 5 et 12 juill. 1809; 17 juill. 1811, et 16 fév. 1813.—Anal.

en sens contraire, voy. Cass. 4 vent. an 9; 4 vend. et 29 therm. an 10; 19 niv. an 12; 19 lev. 1806.

accusés; que cela résulte nécessairement de la loi du 7 vent. an 2, qui parle en général du mélange ou autre signe de seigneurie ou féodalité, ce qui comprend toutes les redevances, qu'elles fussent seigneuriales ou simplement féodales; — Casse, etc.

Du 4 nov. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Carnot. — Concl. conf., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Sirey et Guichard.

ENREGISTREMENT. — VENTE PUBLIQUE. — LIBRAIRIE. — PARTAGE.

Le partage entre un nombre déterminé de libraires (mode de vente usité en librairie) n'est point une vente publique aux enchères, dans le sens de l'art. 1^{er} de la loi du 28 pluv. an 7; en conséquence, il peut être fait sans le ministère d'officiers publics, et n'est point sujet aux droits d'enregistrement. (L. 22 pluv. an 7, art. 4 et 7; 22 frim., art. 69, § 5, n° 4.) (1)

(Leclerc — C. Enregistrement.)

Au commencement de 1817, le sieur Leclerc, libraire à Paris, distribua à un certain nombre de ses confrères, un avis imprimé ainsi conçu : « Catalogue de bons livres de fonds et d'assortiment qui sont offerts à l'amiable, et de gré à gré, aux seuls libraires, à qui ce catalogue sera directement adressé, et qui seront personnellement présents au partage qui se fera dans le magasin d'Adrien Leclerc, rue Pavée Saint-André-des-Arcs, n° 2, le mercredi 5 février 1817, à 6 heures et demie très précises. » — Sur cette invitation, le 5 février 1817, quarante libraires environ se réunirent chez le sieur Leclerc. Il fut procédé au partage. — Le vérificateur de l'enregistrement et le syndic des commissaires-priseurs s'introduisirent dans la salle où se faisait l'opération, et ils en dressèrent procès-verbal.

La règle de l'enregistrement prétendit que cette opération, connue sous le nom de partage en librairie, était une véritable vente aux enchères; qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 22 pluv. an 7, elle ne pouvait être faite que par le ministère d'officiers publics ayant qualité pour y procéder; que d'ailleurs elle devait être soumise au droit d'enregistrement; qu'enfin la contravention du sieur Leclerc autorisait contre lui la condamnation à l'amende portée par l'art. 7 de la même loi du 22 pluv. an 7. Elle conclut, en conséquence, à ce que le sieur Leclerc fût condamné à payer 440 fr., pour droit d'enregistrement sur le prix de la vente, évalué à 20,000 fr., et à une amende de 1100 fr.

Le sieur Leclerc prétendit que le partage en librairie différait essentiellement d'une vente publique et d'une vente aux enchères; qu'ainsi il n'y avait pas lieu à prononcer contre lui l'amende et à percevoir les droits d'enregistrement. Dans le partage, disait-il, le libraire vendeur expose un lot de livre, et en annonce le prix; celui des assistants qui accepte cette offre, le déclare par ce seul mot pris ou retenu. Si l'offre n'a point de succès, on passe à un autre lot. Le prix d'abord énoncé ne varie point; aucune enchère n'a lieu. Le paiement se fait à termes convenue par effet de commerce. On n'admet à cette vente que les libraires spécialement invités. Donc, sous tous ces rapports, le partage n'est ni une vente publique, ni une vente aux enchères.

12 juil. 1817, jugement du tribunal de première

instance, ainsi conçu : « Attendu que les mesures prises par le sieur Leclerc, pour vendre un assez grand nombre d'ouvrages de librairie, sont en contravention à l'article 1^{er} de la loi du 22 pluv. an 7, contravention passible des peines prononcées par l'art. 7 de la même loi, condamne ledit Leclerc à l'amende de 200 fr., et, en outre, au paiement des droits proportionnels d'enregistrement de cette vente, sur le pied de 20,000 fr., sauf la preuve contraire. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Leclerc.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte, en fait, du procès-verbal de la régie elle-même, ainsi que des circonstances reconnues par toutes les parties, que la vente dont il s'agit n'a été faite qu'en présence d'un certain nombre de libraires spécialement convoqués pour cet effet; que nul autre individu ne devait y être admis et n'y a été admis en effet; enfin, que rien ne constate qu'elle ait été faite aux enchères, ni même qu'il y ait eu des mises au rabais; d'où il suit qu'une telle vente ne peut être considérée comme une vente publique aux enchères dans le sens de la loi, mais seulement comme une opération de commerce entre marchands, à laquelle on ne peut appliquer la disposition de l'art. 1^{er} de la loi du 22 pluv. an 7; — Casse, etc. »

Du 4 nov. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Guibout, Huart-Dumpe.

CHOSE JUGÉE. — COUR D'ASSISES. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — POURVOI.

L'arrêt de Cour d'assises qui écarte, par une fin de non-recevoir, une demande en dommages-intérêts formée contre le prévenu acquitté, ne fait pas obstacle à ce que cette demande soit reproduite au civil, bien qu'en se désistant d'un pourvoi en cassation formé contre l'arrêt de la Cour d'assises, la partie civile puisse être réputée y avoir acquiescé. (Cod. civ., 1351.) (2)

(Parens et Amyot — C. Douanes.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen résultant de la violation de la chose jugée par l'arrêt de la Cour d'assises de Douai du 18 juillet 1816, et de l'acquiescement à cet arrêt; que la fin de non-recevoir prononcée par ledit arrêt contre la demande de l'administration des douanes en dommages-intérêts envers les sieurs Parens, Amyot et Barbache, n'est fondée que sur l'insuccès de la Cour d'assises pour connaître d'une demande en dommages-intérêts de la partie civile formée après l'ordonnance d'acquiescement; qu'en effet la Cour d'assises, par ordonnance d'acquiescement ayant consommé son droit et sa compétence, et terminé le litige, ne pouvait plus, aux termes de l'art. 359 du Code d'inst. crim., recevoir une intervention ou demande incidente en dommages-intérêts; qu'en jugeant que cette demande n'était plus recevable en l'état par la Cour d'assises, l'arrêt du 18 juillet 1816, loin de déclarer l'administration purement et simplement non recevable au fond dans sa demande en paiement des droits et amendes, renvoie l'administration à se pourvoir par-devant qui de droit à cet égard; qu'ainsi, il n'y a, dans l'espèce, aucune violation de la chose jugée; — Sur le deuxième moyen

(1) F. Favard de Langlade, *v° Librairie*, n° 3, et le *Dictionnaire de l'enregistrement*, de MM. Championnière et Rigaud, *v° Vente publique de meubles*, n° 6.

IX. — 1^{re} PARTIE.

(2) V. dans le même sens Cass. 17 mars et 8 sept. 1813, et les notes. V. aussi sur la question générale de l'influence du criminel sur le civil, la note qui accompagne un arrêt de Paris, du 13 fruct. an 10,

résultant de l'accomplissement de l'administration à l'arrêt de la Cour d'assises;—Attendu que ce moyen rentre dans le premier et se refuse par les mêmes motifs;—Rejette, etc.

Du 4 nov. 1818.—Sect. req.—Rapp., M. Lasaulde.—Concl., M. Jourde, av. gen.—Pl., M. Loiseau.

CHOSE JUGE. — ACTION CIVILE. — ACTION CRIMINELLE.—DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Les mêmes faits qui, étant qualifiés crime, ont été appréciés par un jury, lequel a déclaré l'accusé non coupable, peuvent être de nouveau présentés à la justice, en les qualifiant simplement dommageables, pour couvrir à une indemnité. (Cod. civ., 1351; Cod. d'inst. crim., 360.) (1)

(Rolland—C. Gosse.)

Le sieur Berthaut, commissaire de police, accompagné de Mancel, garde champêtre, se transporte dans la nuit chez le sieur Rolland, boulangier, pour y arrêter un de ses garçons nommé Gosse, soupçonné de vol par son maître. Gosse oppose de la résistance, et est tué par le garde champêtre Mancel.

Par suite, les sieurs Berthaut et Mancel sont traduits devant la Cour d'assises du département du Calvados, comme prévenus : 1° d'homicide volontaire; 2° d'acte arbitraire et attentatoire à la liberté individuelle. Rolland, qui avait provoqué l'arrestation, était également traduit devant la Cour, mais seulement, comme complice de l'acte arbitraire et attentatoire à la liberté individuelle; cette circonstance doit être remarquée.

D'ailleurs, la veuve Gosse, partie civile, demandait des dommages-intérêts contre tous les accusés.

Arrêt de la Cour d'assises qui, sur la déclaration du jury, que les prévenus ne sont pas coupables des faits à eux imputés, les renvoie acquittés; et qui, statuant sur la demande en dommages-intérêts; considérant que la mort de Gosse est due à la conduite extrêmement imprudente des nommés Mancel, Berthaut et Rolland, les condamne tous les trois solidairement à 12,000 fr. de dommages-intérêts envers la veuve Gosse.

Rolland a fait reformer cet arrêt par la Cour de cassation, comme vicié d'excès de pouvoir; en ce qu'il l'avait condamné à des dommages-intérêts, à raison de la mort de Gosse, bien que, d'après l'acte d'accusation, en fait lui fut totalement étranger soit comme auteur, soit comme complice. (V. *supra*, à la date du 11 oct. 1817.)

Les parties ont été renvoyées par la Cour de cassation devant le tribunal de Bayeux; la veuve Gosse n'a pas, devant ce tribunal, fondé sa demande en dommages-intérêts contre Rolland sur ce qu'il avait coopéré à la mort de Gosse, mais uniquement sur ce qu'il avait participé à l'acte arbitraire exercé sur sa personne.

Pour Rolland, on a opposé l'exception de la chose jugée. L'arrêt de la Cour d'assises, disait-on, a pu que Rolland n'a été ni auteur ni complice de l'arrestation illégale. Après cette décision, réclamer encore des dommages-intérêts, en se fondant sur le fait d'arrestation illégale, c'est remettre en question le point déjà décidé, c'est violer la maxime *non bis in idem*, c'est méconnaître l'autorité de la chose jugée.

6 février 1818, jugement qui déclare la veuve Gosse non recevable.

Appel.—8 juin 1818, arrêt de la Cour de Caen,

qui infirme et alloue à la veuve Gosse 6,000 fr. de dommages-intérêts :—Attendu que, quoiqu'il ait été jugé par le jury que les faits de la cause ne constituent point le crime ou délit d'arrestation illégale, les tribunaux civils n'ont pas moins le droit d'apprécier ces mêmes faits sous le rapport des préjudices qu'ils ont causés à des tiers; qu'on ne peut douter que Mancel et Berthaut ne se soient livrés à un acte arbitraire, puisqu'ils n'avaient reçu aucun ordre du magistrat, et que, d'un autre côté, il ne s'agissait pas de flagrant délit; que Rolland a été l'instigateur de cet acte arbitraire, et a donné des instructions pour le commettre, tandis que, au contraire, il lui était très facile de l'empêcher, en refusant l'entrée de sa maison au commissaire de police qui n'avait pas le droit d'y pénétrer pendant la nuit; que ces faits constituent un quasi-délit, qui produit contre son auteur l'obligation de réparer le mal qui en résulte, aux termes des articles 1382 et 1383 du Code civil.

Pourvoi en cassation pour violation de l'article 1351 du Code civil; en ce que l'arrêt a condamné Rolland à des dommages-intérêts, comme ayant coopéré à l'acte arbitraire exercé sur Gosse, bien que l'arrêt de la Cour d'assises ait précédemment jugé que Rolland n'était ni auteur ni complice de cet acte; d'où résulte la violation de la chose jugée, et la fautive application des art. 1382 et 1383 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que, si la déclaration du jury, rendue conformément à la formule des art. 337 et 345 du Code d'inst. crim., exclut le crime de l'accusation, elle ne décide pas nécessairement en faveur de l'accusé les faits ou les circonstances qui peuvent le soumettre à des réparations civiles, qu'ainsi à l'occasion de l'action en réparation civile, les tribunaux civils peuvent examiner ces faits et ces circonstances, y trouver un quasi-délit, et fixer les dommages qui en ont pu résulter au préjudice de la partie civile;—Attendu que l'arrêt attaqué a reconnu, en principe, que tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, et qu'en suite le même arrêt, en appréciant les faits et les circonstances de la cause, a reconnu que le demandeur en cassation avait commis des fautes graves, constituant un quasi-délit, et que de ce quasi-délit il était résulté des dommages au préjudice de la famille Gosse; qu'en cela ledit arrêt, après avoir rendu hommage aux lois de la matière, n'a fait qu'apprécier les faits et les circonstances de la cause, appréciation que la loi confie aux lumières et à la conscience des juges;—Rejette, etc.

Du 5 nov. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Lasgus.—Pl., M. Guichard.

DONATION.—CHARGE.—TIERS.—ACCEPTATION.

La donation au profit d'un tiers, insérée comme charge dans une autre donation, n'est point assujettie à l'acceptation solennelle et expresse exigée pour les donations ordinaires; il suffit que le tiers ait manifesté l'intention de profiter du don, par exemple en le recevant. (Cod. civ., 932 et 1121; Ordonn. de 1731, art. 3.) (2)

Réparat. civiles, § 2. V. aussi comme anal. dans le même sens, Cass. 21 août 1839.

(2) V. dans le même sens, Cass. 27 janv. 1819;

(1) V. dans le même sens, Cass. 19 mars 1817 (aff. Regnier), la note et les décisions diverses auxquelles il y a renvoi; Meris, *Quest. de droit*, 70

(De Lacoste—C. de Grigny.)

Une donation faite par le sieur Sury à la dame de Romans sa fille, imposait à la donataire la charge de payer une somme de 15 250 fr. à la dame de Grigny, autre fille du sieur Sury.—La donation d'ailleurs revêtue de toutes les formes exigées, fut acceptée par la dame de Romans; mais la dame de Grigny reçut la somme à elle donnée, sans faire d'acceptation expresse et solennelle.

Après la mort du père donateur, la dame Lacoste, sa fille aînée, a demandé la nullité du don de 15 250 fr. fait à la dame de Grigny, en se fondant sur ce qu'il n'y avait pas eu acceptation formelle de la part de la donataire, conformément au vœu de l'art. 3 de l'ordonnance de 1731 et de l'art. 931 du Code civ.

La dame de Grigny a répondu qu'il n'était pas besoin d'une acceptation formelle, lorsque la donation est une condition, une charge d'une autre donation faite à un tiers: qu'il suffit alors que la donataire ait manifesté d'une manière quelconque l'intention de profiter du don, par exemple, en le recevant, comme dans l'espèce, pour que l'acte ne puisse plus être révoqué; que cela résultait de l'art. 1121 du Code civil, portant: « On peut stipuler au profit d'un tiers lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter. »

10 juin 1816, jugement du tribunal de première instance de Lyon, qui déclare nulle la donation faite à la dame de Grigny, pour défaut d'acceptation.

Appel.—10 juin 1817, arrêt de la Cour royale de Lyon, infirmatif du jugement de première instance.

Pourvoi en cassation de la part de la dame Lacoste, fondé sur une prétendue violation des art. 932 du Code civ. et 3 de l'ordonnance de 1731, et sur la fausse application de l'art. 1121 du Code civ.; en ce que l'arrêt dénoncé a validé une donation, quoique non acceptée du vivant du donateur avec les formalités requises.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'il s'agit d'une stipulation au profit d'un tiers, insérée dans une donation revêtue de toutes les formalités exigées par la loi; que ce tiers a accepté et a même reçu la somme stipulée à son profit; que ni les anciennes lois existantes lors de la donation, ni l'art. 1121 du nouveau Code, n'imposent, pour la validité de la charge dont il s'agit au profit du tiers, les formes et conditions dont s'occupent les art. 932 du

Code civ., et 3 de l'ordonn. de 1731; qu'ainsi la Cour royale a pu légalement et à dû valider, au profit de la dame de Grigny, la charge imposée à la donataire;—Rejette, etc.

Du 5 nov. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pensey.—Rapp., M. Rousseau.—Concl. conf., M. Jourde, av. gén.—Pl., M. Odilon-Barrot.

PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENCEMENT DE).—ACTE AUTHENTIQUE.—EXÉCUTION.—INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

Le principe que l'acte authentique fait pleine foi de son contenu, ne fait pas obstacle à ce qu'on puisse invoquer le commencement de preuve par écrit et la preuve testimoniale supplétive, pour prouver la modification que des faits postérieurs ont apportée à l'exécution de la convention. (Cod. civ., 1319 et 1317.) (1)

Le commencement de preuve par écrit n'est pas exclusivement restreint aux actes écrits par la partie à qui on l'oppose; il peut résulter des déclarations consignées dans un interrogatoire sur faits et articles subi par cette partie, et encore qu'elle ait refusé de le signer (2). (Girardon—C. Myèvre.)

Le 14 avril 1813, le sieur Myèvre père donna procuration au notaire Girardon à l'effet de lui négocier l'emprunt de sommes considérables que le sieur Myèvre destinait à acquitter les dettes de son fils. Une somme de 218,000 fr. fut ainsi procurée au sieur Myèvre père; toutefois les prêteurs voulurent traiter directement avec lui; et par suite, les actes d'emprunt furent reçus par Girardon en sa qualité de notaire.

Le sieur Myèvre père est mort au mois d'oct. 1815; et l'on a trouvé, dans ses papiers, l'expédition de la procuration donnée à Girardon, avec cette suscription écrite de sa main: *retirée attendu que son objet est rempli.*

Mais après le décès de Myèvre père, Girardon présenta au fils un compte d'après lequel lui Girardon aurait emprunté au nom du premier une somme de 177,847 francs qu'il balançait avec une somme égale par lui payée aux créanciers de Myèvre fils, sans faire aucune mention des 218,000 fr. empruntés par le père et destinés à l'acquiescement des mêmes dettes.—Myèvre fils accuse alors Girardon d'abus de confiance et soutient que si celui-ci a payé ses créanciers, ce n'est pas avec les emprunts qu'il prétend avoir faits, mais bien avec les 218,000 fr. que son père avait empruntés et qu'il avait laissés entre les

28 juin 1837 (Volume 1837); Toulouse, 19 avril 1842 (Volume 1842).—L'acte est aussi l'opinion unanime des auteurs. « Les donations indirectes, dit M. Toullier, t. 5, n° 215, qui sont la condition d'une convention faite avec un tiers, ne sont pas soumises à la formalité de l'acceptation expresse. C'est une conséquence du principe consacré par l'art. 1121, que l'on peut valablement stipuler au profit d'un tiers lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, ou d'une donation que l'on fait à un autre. » M. Grenier, t. 1, p. 74; M. Duranton, t. 8, n° 417; Delvincourt, tom. 1, p. 210; Merlin, *Quest. de droit*, v° *Stipulation pour autrui*, s'expriment dans des termes analogues.—Furgole, sur l'art. 3 de l'ordonnance de 1731, émet d'un avis contraire; mais, ainsi que le fait remarquer M. Toullier, *ubi sup.*, les raisons invoquées par ce jurisconsulte, sont devenues sans valeur depuis les dispositions de l'art. 1121 du Code civil.

(1) Cela est de toute évidence, dans l'espèce surtout, où il s'agit de l'exécution d'un mandat pour

emprunter, et de l'emploi des sommes empruntées; les faits d'exécution de l'acte authentique sont totalement indépendants de l'existence des conventions contenues dans cet acte; rien n'empêche donc la preuve de ces faits ou des conventions postérieures qui ont modifié l'acte primitif, lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit.

(2) V. conf., Chardon, *du Dol et de la fraude*, t. 1, n° 129, qui cite cet arrêt et en approuve la doctrine. V. aussi Toullier, t. 9, n° 116 et 117.—Mais en serait-il de même des interrogatoires subis dans une poursuite criminelle ou correctionnelle? L'affirmative nous paraît certaine, et n'en résulterait des motifs d'un arrêt récent de la Cour de cassation du 17 juill. 1841, qui tous en admettant cette solution juge que les notes d'audience tenues par le greffier dans un procès correctionnel, ne pourraient être ensuite opposées au prévenu comme commencement de preuve par écrit dans un procès civil. V. cet arrêt dans notre Vol. de 1841, et les observations qui l'accompagnent.

moins de lui Girardon, afin qu'il désintéressât les créanciers.

Les choses en cet état, Myèvre fils assigne Girardon pour voir dire qu'il sera tenu de rendre compte de l'emploi de toutes les sommes et valeurs dont il est dépositaire et provenant de lui et de son père, ainsi que de l'emploi qu'il a fait de la procuration du 14 avril 1813 et de toutes les opérations qui en ont été la suite. — Girardon, sur cette instance, ayant été interrogé sur faits et articles et n'ayant pas fourni des réponses satisfaisantes et catégoriques sur tous les points, il s'ensuivit une plainte en escroquerie et abus de confiance de la part du procureur du roi contre Girardon. — Myèvre fils abandonna alors son action civile, et intervint dans l'instance correctionnelle en y prenant la qualité de partie civile.

En cet état et après divers incidents, Girardon prétendit que les actes d'emprunt étant passés devant notaires, et constatant que les deniers avaient été reçus par Myèvre père, on ne pouvait pas, même avec un commencement de preuve par écrit, admettre la preuve testimoniale contre cette déclaration formelle de l'acte authentique; qu'il fallait s'inscrire en faux. — Eu outre, Girardon soutenait que le commencement de preuve n'étant pris, dans l'espèce, que dans les aveux, dénégations et contradictions émanés de lui et consignés dans les procès-verbaux des interrogatoires sur faits et articles qu'il avait subis au civil, on n'y pouvait voir le caractère du commencement de preuve par écrit défini par l'art. 1347 du Code civil, d'après lequel on appelle ainsi, tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée.

10 mars 1818, jugement qui rejette ce système de défense : — Attendu que la loi ne fait aucune distinction entre l'acte authentique et celui qui n'est que privé; qu'elle admet également la preuve orale, lorsqu'il existe un commencement de preuve écrite; que, d'ailleurs, Girardon n'a point figuré dans les actes d'emprunt comme partie contractante; qu'il ne s'agit point de les attaquer en ce qu'ils constatent l'emprunt, mais seulement de prouver le dépôt des sommes empruntées; qu'il y a, dans l'espèce, commencement de preuve par écrit émané de Girardon sur le dépôt et le versement en ses mains des 218,600 fr. dont il s'agit. »

Appel par Girardon. — 28 août 1818, arrêt de la Cour royale de Lyon qui confirme : — Attendu que le législateur, après avoir dit dans l'art. 1341 qu'il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ajoute (art. 1347), que cette règle reçoit exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit; qu'il en résulte évidemment qu'il met à cet égard sur la même ligne les actes passés devant notaire et ceux sous signature privée, quoique dans les uns il y ait des faits constatés d'après le rapport des seuls du notaire, et qu'il n'y en ait pas dans les autres; — Attendu que, d'après la définition donnée par la loi, on doit appeler commencement de preuve par écrit et considérer comme tel tout acte par écrit émané de celui contre lequel la demande est formée, et qui rend vraisemblable le fait allégué; que dès lors tout acte écrit qui, dans l'espèce, sera émané du prévenu, et qui rendra vraisemblable le fait allégué contre lui, aura le caractère legal d'un commencement de preuve par écrit; que la loi, disant tout acte par écrit qui sera émané du prévenu, n'entend certainement pas restreindre ces actes à ceux qui seraient écrits par le prévenu; car, si elle l'eût ainsi voulu, elle aurait dit tout acte écrit par celui, etc.; qu'il faut donc entendre par les expres-

sions de la loi non-seulement tout acte écrit par le prévenu, mais encore tout acte rédigé par écrit, dont les expressions seraient émanées de lui, soit qu'il fût constaté qu'il les eût lui-même dictées, soit qu'il fût certain qu'elles sont réellement sorties de sa bouche; que c'est en vain que Girardon voudrait exclure de cette catégorie les aveux, fausses dénégations ou contradictions judiciaires constatés soit par des procès-verbaux d'interrogatoires sur faits et articles, soit par des procès-verbaux d'audience, en soutenant que ces actes par écrit ne contiennent que des notes informes et de simples renseignements; qu'en effet, s'il se rencontre dans ces divers procès-verbaux, dont la véracité est attestée par la signature du magistrat et celle du greffier, des confessions, dénégations ou contradictions échappées à Girardon, quand bien même il aurait refusé de les signer, qui rendent vraisemblables les faits allégués contre lui, on aura alors des actes par écrit qui seront émanés de lui, et qui constitueront des commencemens de preuve par écrit conformes au vœu de la loi; — Attendu que les parties étant en instance civile sur le compte présenté par Girardon, Myèvre voulait, à l'aide d'un interrogatoire sur faits et articles, obtenir de Girardon l'aveu que les paiements qu'il avait faits de ses dettes l'avaient été sur des fonds provenant des engagements de son père, lesquels conséquemment avaient été versés chez lui, ce qui lui paraissait déjà démontré par les notes et carnet qu'il avait trouvés dans les papiers de son père; et qu'à cet effet il le fit particulièrement interroger sur le retraitement de sa procuration, que Girardon ignorait alors avoir été trouvée dans les papiers de Myèvre père; que, dans cet interrogatoire à la date du 7 fév. 1816, on trouve au folio 18^e qu'il fut demandé si l'expédition première de cette procuration ne fut pas retirée, par Myèvre père, des mains de Girardon, etc. (Ici l'arrêt énumère les erreurs et les contradictions sans nombre dans lesquelles est tombé le sieur Girardon; après quoi il ajoute :) — Attendu que la réunion de tous ces aveux, fausses dénégations et contradictions qui sortent de procès-verbaux authentiques, fournit une masse d'actes par écrit émanés de Girardon, qui rendent vraisemblables les faits allégués contre lui, notamment le fait que les fonds provenus des emprunts souscrits par Myèvre père, par l'entremise de Girardon, ont été versés chez lui Girardon; que conséquemment ce sont autant de commencemens de preuve par écrit qui remplissent le but de la loi. »

Pourvoi en cassation par Girardon, pour violation de l'art. 1319 du Code civ., et fausse application de l'art. 1347 du même Code.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Reçoit le sieur Myèvre partie intervenante; — Et statuant sur cette intervention et sur le pourvoi du sieur Girardon : — Attendu sur le premier moyen, que les actes par lesquels le sieur Myèvre père a emprunté diverses sommes de divers créanciers, et dans lesquels le sieur Girardon, qui était le notaire instrumentaire, a déclaré que les sommes prêtées avaient été reçues par le sieur Myèvre, sont des actes essentiellement différens par leur nature, leur objet et les parties contractantes, de l'acte antérieur du 14 avril 1813, par lequel le sieur Myèvre avait donné à Girardon pouvoir d'emprunter en son nom, pour les sommes empruntées être par lui employées à acquitter les effets souscrits ou endossés par le fils du sieur Myèvre; — Que ce dernier acte constituait un mandat du sieur Myèvre au sieur Girardon; — Que le sieur Myèvre fils, pour suivi par Girardon en vertu de l'action récom-

soire du mandat, a pu invoquer le commencement de preuve par écrit et la preuve testimoniale supplétive, pour prouver les modifications que des conventions ou des faits postérieurs pouvaient avoir apportés audit mandat: que cette preuve ne pouvait altérer les obligations contractées par le sieur Myèvre père vis-à-vis des prêteurs, dans les actes d'emprunt passés avec eux; que le sieur Girardon n'a donc pu opposer à cette défense du sieur Myèvre fils ni la pleine foi due à ces actes de prêt, ni la prohibition de prouver par témoins contre et outre leur contenu, parce qu'il ne s'agit point dans cette défense, de prêts faits au sieur Myèvre père, mais de l'exécution du mandat par lui donné au sieur Girardon;

Attendu, sur le second moyen...—Attendu, sur le troisième moyen, 1° qu'en jugeant que l'art. 1347 du Code civ., n'exigeait pas que l'acte dont on peut faire ressortir un commencement de preuve par écrit, fût écrit de la main de celui à qui on l'oppose, qu'il suffisait, d'après cet article, que cet acte pût être légalement considéré comme son fait, et qu'il fût ainsi émané de lui, la Cour royale de Lyon n'a point violé cet article:—2° Que la Cour royale a fait dériver le commencement de preuve par écrit, d'actes qui émanaient du prévenu, qui n'avaient pas été par lui méconnus, ou qui n'étaient pas susceptibles de son désaveu:—3° Qu'elle a jugé que ce qui résultait de ces actes rendait vraisemblable le fait principal du versement entre les mains de Girardon des sommes empruntées par le sieur Myèvre, et que cette déclaration sur l'interprétation d'actes est hors des attributions de la Cour:—Rejette, etc.

Du 6 nov. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Baris.—Rapp., M. Ollivier.—Pl., MM. Loisean et Nicod.

COMPTE COURANT.—INTÉRÊT.—ANATOCISME.

Les juges qui, réglant un compte de plusieurs années entre des négocians, n'admettent ni le système d'imputation par échelle à chaque paiement, ni le système d'imputation à chaque fin d'année, comme il est d'usage pour les comptes courants qui, par suite, ne permettent pas que les intérêts aient été accumulés capitalisés pour porter intérêt eux-mêmes, ne contreviennent à aucune loi expresse; s'il y a usage contraire, cet usage n'a pas force de loi. (Cod. comm., 9; Cod. civ., 2001.) (1)

(Fournier—C. Mallet.)

Des rapports d'affaires s'établissent, en 1799, entre le sieur Fournier, notaire, et le sieur Mallet, négociant.—Ces relations ont duré jusqu'en 1810, et il est constant en fait que, dans cet intervalle, le sieur Fournier avait prêté à Mallet une somme assez considérable, que même Fournier payait aux créanciers du sieur Mallet l'intérêt des sommes qui leur étaient dues.—De son côté Mallet faisait à Fournier des remises en effets de commerce, notamment en lettres de change sur Paris.

Lorsqu'il a été question de régler le compte,

il s'est élevé une contestation sur deux points principaux, savoir: sur la forme dans laquelle devait être rédigé le compte, et sur la question de savoir si Fournier avait droit de réclamer contre Mallet les intérêts des intérêts qu'il avait payés pour le compte de celui-ci.

Sur la première question, Fournier a soutenu que le compte devait être fait entre eux par voie de compensation, d'imputation par échelle ou rencontre, en telle sorte que dès l'instant que Mallet a commencé de retirer ses effets en en donnant sur Paris, ses effets doivent être portés en compensation par voie de déduction et d'imputation sur les valeurs dues à lui Fournier.

Mallet, de son côté, a prétendu que c'était au compte courant qui devait avoir lieu et non au compte par imputation; qu'en conséquence, les parties devaient se faire réciproquement raison de l'intérêt, à compter de chaque paiement ou de chaque avance.

16 mai 1816, arrêt de la Cour royale de Limoges, qui ordonne que le mode du compte à faire est celui d'un compte courant, et renvoie les parties devant un notaire pour procéder à la confection de ce compte.

La, de nouvelles difficultés se sont élevées sur la manière d'établir le compte.

Fournier soutenait de même en se conformant à l'arrêt intervenu, c'est-à-dire en adoptant la forme du compte courant, qu'il fallait établir une balance entre le débit et le crédit chaque année, c'est-à-dire déduire des avances faites à Mallet, les remises qu'il avait fournies, et porter le reliquat à compte nouveau, en calculant l'intérêt de ce reliquat du jour de la compensation.

Mais Mallet entendait au contraire par compte courant, un compte d'un seul jet avec une seule balance à la fin, et dans lequel on ne ferait point, par conséquent, d'imputations successives des sommes réciproquement payées, mais dans lequel on compterait les intérêts du jour des avances respectives.

Sur cet incident les parties sont revenues devant la Cour royale de Limoges.

8 mai 1817, arrêt ainsi conçu:—« Considérant que la disposition de l'arrêt du 16 mai ne statua point, il est vrai, sur la difficulté soulevée depuis cet arrêt, mais qu'en cherchant l'esprit de cet arrêt dans les motifs qui précèdent le dispositif, il est facile de reconnaître qu'il aurait été, dès lors, dans la pensée de la Cour que le mode de compte courant qu'elle ordonnait serait celui d'un compte courant fait d'un seul jet et arrêté par une seule balance à la fin dudit compte; que ce mode de compte est effectivement le seul qui puisse se concilier avec la prescription de tout système d'imputation qui résulte implicitement des considérations dudit arrêt, tandis que la balance annuelle du compte courant donnait nécessairement lieu à l'imputation annuelle des valeurs fournies par Mallet à compte des avances qu'il avait reçues, ce qui est contraire à l'esprit dans lequel les motifs de l'arrêt avaient été rédigés;—Considérant, au surplus, sur la même question, qu'en supposant qu'il n'ait rien été jugé à cet égard par le susdit arrêt, il suffit qu'il ait décidé

(1) Les questions relatives à la nature et aux effets des comptes courants ont toujours présenté de grandes difficultés, notamment en ce qui touche les intérêts, et la mode de les calculer. On peut voir sur ce point, dans notre Volume de 1839, une dissertation de M. Massé, et ci-après, en note, la consultation de M. Pardessus.—Aujourd'hui, il est généralement reconnu que les sommes dues par compte courant sont du plein droit, produc-

tives d'intérêts. V. Cass. 17 mars 1874; 12 nov. 1834; Paris, 24 juin 1812; Bordeaux, 4 juill. 1832; Grenoble, 16 fév. 1836. L'arrêt ci-dessus rapporté, sans juger précisément que les comptes courants ne produisent pas d'intérêts, décide que, dans tous les cas, ces intérêts eux-mêmes ne sont pas productifs d'intérêts. V. à la note ci-après, sur la question, une délibération de M. Pardessus.

en principe que le mode de compte, à rendre par Fournier, serait celui d'un compte courant, pour qu'il soit aujourd'hui nécessaire de décider que le compte serait fait d'un seul jet et avec une seule balance à la fin; qu'en effet, il paraît bien constant, dans les usages du commerce, que les négociants balancent et arrêtent, au moins tous les ans, le compte courant des affaires qu'ils ont faites ensemble pendant l'année écoulée, et que l'effet de cette balance annuelle est de porter à nouveau, pour l'année suivante, l'exercant dû à celui qui a le plus fourni, d'après la déduction des valeurs de celui qui a moins donné, ce qui rendrait absolument dans le système de l'imputation annuelle, et assure à celui qui est en avance l'avantage très légitime de se payer annuellement de l'intérêt de ses avances, sur les capitaux fournis par le moins donnant, en lui faisant raison de l'intérêt de ses capitaux depuis chaque remise; mais qu'il paraît aussi constant, dans les usages du commerce que, lorsque le négociant qui a le plus fourni, a négligé d'envoyer son compte courant annuel, il est soumis à un compte courant d'un seul jet, avec une seule balance, à l'époque où il le présente; qu'en vala Fournier oppose qu'il a été jugé qu'il n'est pas négociant, et qu'en l'assimilant fictivement à un négociant, pour le mode de compte courant auquel on l'avait assujéti, on devrait du moins, par suite de la même fiction, le laisser jouir de l'avantage qu'aurait le

négociant auquel on l'assimile, de balancer ce compte courant à l'expiration de chacune des années pour lesquelles il est rendu; que ces raisons, quelque plausibles qu'elles paraissent paraître au premier coup d'œil, doivent céder à la nécessité de se conformer dans le mode de compte courant ordonné par l'arrêt du 16 mai 1816, aux usages du commerce, d'après lesquels il doit être fait d'un seul jet, avec une seule balance à la fin, dès qu'il n'a point été balancé et arrêté réellement chaque année; — La Cour dit que le compte courant, ordonné par arrêt du 16 mai 1816, sera fait d'un seul jet avec une seule balance à la fin, dès qu'il n'a point été balancé et arrêté réellement chaque année.

POURVOI en cassation de la part du sieur Fournier, tant contre l'arrêt du 16 mai 1816, que contre celui du 8 mai 1817, pour violation de l'art. 2001 du Code civil, et des usages commerciaux, en ce que les arrêts dénoncés ont refusé d'ordonner que les avances faites par chaque partie seraient balancées chaque année pour être le reliquat porté à compte nouveau, et les intérêts de ce reliquat courir du jour où il est fixé; bien que ce soit de cette manière qu'en général sont établis tous les comptes courants, et que l'art. 2001 du Code civil dispose formellement que le mandataire a droit de réclamer l'intérêt de ses avances à compter du jour où elles sont constatées (1).

(1) Dans l'intervalle des deux arrêts de la Cour de Limoges, le sieur Fournier avait produit une consultation de M. Pardessus, dont voici la partie doctrinale :

« Il existe trois manières de dresser les comptes entre deux personnes qui ont été en relations respectives d'avances et remises de fonds.

« La première est d'établir d'un seul jet la série de tout ce qui est dû au créancier, d'établir de même la série de tout ce qu'a payé le débiteur, et de comparer ces deux totaux pour déterminer si le créancier a reçu plus ou moins qu'il ne lui était dû. Cette manière de compter ne peut être admise que dans les cas où les créances ne rapportent point d'intérêt. Si, au contraire, elles en rapportent, on par leur nature, ou par la convention des parties, ce mode serait inadmissible, et le second, que nous allons indiquer, serait le seul conforme aux principes du Code civil, sur l'imputation des à-compte.

« La seconde manière est celle qu'on appelle par imputation. Elle a nécessairement lieu lorsque les sommes dues au créancier produisent intérêt. La marche en est simple. Au premier à-compte que fournit le débiteur, on calcule l'intérêt depuis le jour que la dette a commencé jusqu'à celui où il paie cet à-compte; on l'applique d'abord au paiement de la partie d'intérêts qui résulte de ce calcul, et le reste au capital. On voit par là que si les intérêts excèdent le montant du à-compte payé, rien ne s'impute sur le capital, mais alors aussi, lorsque cet à-compte ne suffit pas pour solder la portion d'intérêts échus, ce qui n'en est pas acquitté se tire en compte la somme pour ne plus produire d'intérêts.

« Ces deux manières de calculer sont conformes aux principes du droit civil, et, dans le fait, ne s'appliquent qu'aux rapports entre les créanciers et les débiteurs, résultant d'obligations purement civiles.

« Dans le premier cas, le compte d'un seul jet ne suppose et n'admet aucun calcul d'intérêt, ce qui doit être en effet, conformément à l'art. 1153 du Code civil, qui exige pour la perception des intérêts une disposition spéciale des lois, ou bien une convention des parties.

« Dans le deuxième cas, le compte par imputation qui a lieu seulement lorsqu'il est dû des intérêts

offre une juste et précise application de l'art. 1154 du Code civil, en vertu duquel les à-compte donnés par le débiteur teignent avant tout les intérêts pour ne s'imputer qu'en second ordre sur le capital, et la restriction que nous avons indiquée pour le cas où le montant des intérêts excéderait l'à-compte est conforme à l'art. 1154, qui s'oppose à ce que l'intérêt des intérêts soit perçu sans une convention spéciale.

« Cependant il ne faut pas prendre le change sur cette exclusion de l'intérêt des intérêts. Cela ne s'entend que de l'intérêt des intérêts dus au créancier pour le capital par lui fourni, et non de l'intérêt des intérêts que ce créancier aurait acquittés à tiers, à la décharge du débiteur, comme son fondé de pouvoirs, son coobligé.

« On connaît un troisième mode de compte qui est particulier au commerce; c'est le compte courant.

« Un compte courant est un composé des remises que deux correspondants ont faites l'un à l'autre, des rentrées qui en ont été le résultat, des retours lorsqu'ils ont eu lieu, en un mot de tout ce qui a pour objet de modifier entre eux les rapports du débit et du crédit.

« De sa nature il est sujet à une variation perpétuelle, car le mouvement n'étant pas limité, les opérations successives amènent d'un jour à l'autre de nouveaux éléments du débit et de crédit.

« L'état de compte courant n'établit point les simples relations de créancier et de débiteur, comme les deux sortes de comptes que nous venons d'indiquer; il constitue les deux parties réciproquement commissionnaires l'une de l'autre. Chacune, en commençant ce rapport d'affaires, charge l'autre de faire comme son mandataire toutes les avances, dont il lui indiquera la nécessité, ou qu'exigerait la série des affaires; et ces avances portent par elles-mêmes et de plein droit, intérêt, conformément à l'art. 2001 du Code civil.

« Cette situation particulière ne permettrait ni d'appliquer le premier mode de compte qui suppose que les créances ne produisent point d'intérêts, ni même le second mode qui, tout en admettant la perception des intérêts, présente une comptabilité incompatible avec les comptes courants.

ARRÊT.

LA COUR:—En ce qui touche le pourvoi formé contre l'arrêt du 16 mai 1816;—Attendu, 1^o que, dans le procès-verbal du 7 juin 1813, les parties ont formellement stipulé l'intérêt de leurs créances respectives; que cette stipulation insérée dans le jugement du 11 août 1813, non attaqué par l'appel quant à ce chef, a acquis la force et l'autorité de la chose jugée; que, par suite de cette convention, la Cour de Limoges a pu et dû rejeter le système du paiement par imputation proposé par Fournier, lequel aurait eu pour effet d'empêcher les avances du sieur Mallet de produire des intérêts, et de détruire par là, la stipula-

tion dont il s'agit, à laquelle les réserves générales faites par Fournier dans ledit procès-verbal du 7 juin n'ont pu porter aucune atteinte;—Attendu, 2^o qu'après avoir considéré que le compte courant est le tableau des lettres de change ou effets respectivement tirés, et des remises et effets respectivement faits, et avoir reconnu, en point de fait, que les parties étaient placées, par leurs relations, dans cette hypothèse, la Cour de Limoges a pu ordonner un compte courant entre les parties, encore bien que le sieur Mallet ne présentât aucun livre de commerce;—Attendu, 3^o qu'en refusant, dans l'espèce, l'intérêt des intérêts payés par Fournier, la Cour de Limoges n'a fait qu'une

a Lorsque'il n'existe entre les parties que les simples rapports de créancier et de débiteur, tout est fixe; les calculs par imputation résultant de paiements certains n'ont aucun inconvénient.

« Dans le compte courant au contraire, rien n'est inscriptible de fixe, que lorsqu'il est fini. Cette variation perpétuelle qui est de son essence, ainsi que l'a reconnu la Cour de cassation, par arrêt du 6 frim. an 13 (V. cet arrêt à sa date), s'oppose donc à ce que celui qui est en avance, sache définitivement ce qui est dû en capital et intérêts pour s'en rembourser à point nommé. Souvent même la nature de ses relations ne le lui permet pas.

« Il serait cependant injuste que des obstacles qui tiennent à la nature de la négociation, et qui sont avantagés au débiteur, puisqu'il profite d'autant plus de ses fonds, qu'il se libère plus tard, causassent des dommages à celui qui est en avance. Du là est venue la convention tacite de capitaliser au bout de chaque année, et même dans certains pays à des époques plus rapprochées, les intérêts des avances respectives.

« Cette capitalisation est de la nature, et nous ne craignons pas de le dire, de l'essence des comptes courants. Jamais on n'en a connu dans lesquels elle ne soit pas observée. Les plus rigoureux ennemis de l'usure ne l'ont jamais combattue, parce que, comme l'observe très bien Benoît XIV dans sa lettre encyclique du 1^{er} oct. 1745, « Des usages de cette sorte ne sont pas de la nature du prêt; et que si tout y est balancé selon une exacte justice, ils peuvent fournir une multitude de moyens légitimes de favoriser le commerce et d'exercer pour le public d'utiles négociations. »

« Ces trois modes de régler les comptes entre des personnes qui ont été en relation d'affaires étant exposés, il n'est pas difficile de voir celui qu'on devait observer dans la contestation entre les sieurs Fournier et Mallet.

« Le premier doit être exclu, parce qu'il n'est applicable qu'aux dettes qui ne produisent pas d'intérêts, et des que les avances produisent intérêt, comme dans l'espèce, tant en vertu de l'art. 2001 du Code civil, qu'en vertu de la convention des parties, l'art. 1254 de ce même Code oblige nécessairement à adopter le second mode de compte, celui qui se fait par imputation.

« Mais en mode se convient qu'au cas où les qualités de créancier ou de débiteur sont fixes, et non à celui où les deux parties sont à la fois créancières et débitrices l'une de l'autre. Cet état, qui est celui du compte courant, a ses règles, ses principes, et s'il est reconnu que tel a été celui des parties, c'est par ces règles et ces principes qu'elles doivent être jugées.

« Or, c'est en qu'a décidé la Cour de Limoges. Elle a exclu les deux premiers modes; l'un, parce qu'il est injuste, si les intérêts ne sont pas alloués, puisque les parties en sont convenues, et que si on alloue un intérêt, il change de nature et devient un véritable compte par imputation; l'autre, parce qu'il

suppose une invariabilité de qualités que la Cour a reconnu n'avoir pas existé, et que la variabilité de qualités constitue l'état de compte courant soumis à des règles particulières.

« Eh bien, par un usage qui n'a jamais été contesté, que fortifient les art. 1153 et 1160 du Code civil, qu'a consacré un avis du conseil d'Etat, non inséré, il est vrai, au Bulletin des lois, mais rapporté par M. Loaré dans le t. 7, p. 8, de l'Esprit du Code de commerce, les intérêts des avances dans les comptes courants sont capitalisés chaque année.

« Les commerçants ont l'habitude de s'envoyer à la fin de chaque année leur état de situation. Il na paraît pas que le sieur Fournier ait suivi cette marche; mais il ne faudrait pas en conclure que cette inobservation d'un usage, qui tient à l'ordre et à l'exactitude des écritures plus qu'à l'essence des négociations, doit lui faire perdre ses droits.

« Les tableaux que s'envoient chaque année les correspondants, n'ont point pour objet d'arrêter et de balancer irrévocablement leurs comptes, mais de se mettre réciproquement à même de connaître leur situation, en dressant l'inventaire qu'exige l'art. 9 du Code de commerce. Aucune loi n'oblige à cet envoi, sous peine de déchéance; et en fait de prescription, une loi claire et précise serait l'espionnable.

« La qualité du sieur Fournier s'opposait même à ce qu'il pût envoyer ces tableaux; il n'est point commerçant, il ne tient point de livres; il a bien pu faire avec un commerçant une opération de compte courant qui l'assujettissait, pour cette affaire, à la compétence commerciale; mais il n'a pas été obligé, pour cela, de suivre tous les usages du commerce, et surtout les usages qui présupposent et nécessitent une tenue de livres; c'eût été par son adversaire, obligé d'avoir des livres, que cette forme aurait dû être remplie, et assurément cet adversaire ne peut tirer de sa fente, si c'en est une, aucun profit pour se libérer.

« Enfin, la Cour, lorsqu'elle a ordonné qu'il serait dressé un compte entre les parties, connaissait l'état de la cause, savoir que le sieur Fournier n'avait pas fourni chaque année les tableaux de situation que les commerçants sont dans l'usage de s'envoyer respectivement; cependant, elle a ordonné le compte courant, qui ne peut être dressé que d'après les documents existants lors de son arrêt, et non sur des documents qui n'ont pas existé.

« Tout se réduit à ce point. Comment règle-t-on le compte courant?

« Or, il n'est pas au commerçant, pas un tenancier de livres qui se réponde qu'en compte courant, on établit la situation respective des parties à la fin de chaque année; que la somme de crédit composée des capitaux avancés et de leurs intérêts se balance avec celle de débit formée de la même manière; que l'excédant du crédit d'une année, sur le débit, est porté au premier article du crédit de l'année suivante, et ainsi de suite, jusqu'au règlement définitif.

juste application du principe de droit, et n'est nullement contravenue à l'autorité de la chose jugée;—Attendu, 4^e que, dans l'allocation de la somme de 978 fr., réclamée par Maillet, comme omise, l'arrêt du 16 mai n'est contravenu à aucune loi;—En ce qui touche l'arrêt définitif du 8 mai 1817:—Attendu que la disposition de cet arrêt qu'il a ordonné que le compte courant d'entre les parties serait fait d'un seul jet et avec une seule balance à la fin, ne résulte la violation d'aucune loi;—Rejette, etc.

Du 10 nov. 1818.—Sect. req.—Rapp., M. Favard de Langlade.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Duprat.

RENTE. — LOI DE L'ÉPOQUE. — REMBOURSEMENT. — EFFET RÉTROACTIF.

A défaut de paiement des arrérages d'une rente pendant deux ans, le droit de réclamer le capital est acquis au créancier par la seule expiration du terme et sans qu'il soit besoin de mise en demeure du débiteur. — Ce droit ne peut être enlevé au créancier par des offres réelles des arrérages échus, faites postérieurement au poursuites en remboursement. (Cod. civ., 1912.) (1)

L'art. 1912 du Code civil s'applique aux rentes constituées antérieurement au Code, en ce qui touche le droit de réclamer le capital pour défaut de paiement des arrérages. (Cod. civ., 2 et 1912.) (2)

(Prochasson — C. Belletête.)

Au mois de juillet 1816, le sieur Prochasson avait cessé, depuis deux ans et plus, de payer les arrérages d'une rente qu'il devait au sieur Belletête. — D'ailleurs, il faut remarquer que le contrat constitutif de la rente était antérieur au Code civil.

En cet état de choses, Belletête fait commandement en saisie immobilière, à Prochasson, tant pour le capital de la rente que pour les arrérages échus, en se fondant sur la disposition de l'art. 1912 du Code civil.

Prochasson forme opposition au commandement et fait des offres réelles des arrérages échus: il soutient, 1^o que l'article 1912 n'est pas applicable par la raison qu'il s'agit, dans l'espèce, d'un contrat de rente antérieur au Code civil; 2^o que l'article 1912, fût-il applicable, il n'en résultait pas que la seule échéance de deux années, sans paiement des arrérages, donnât au créancier le droit de réclamer le remboursement du capital: qu'il fallait que préalablement le débiteur eût été constitué en demeure par une sommation ou autre acte équivalent; 3^o qu'enfin, en supposant le droit de réclamer le capital acquis au créancier dès le moment de l'échéance des deux années; du moins il faut reconnaître que ce droit ne peut plus être exercé lorsque le débiteur a fait des offres réelles des arrérages, avant que le créancier ait réclamé le remboursement du capital; qu'à la vérité dans l'espèce les offres réelles étaient postérieures au commandement du créancier: mais que ce commandement était nul, et devait être considéré comme non avenu, en ce que le créancier ne pouvait point poursuivre par voie d'exécution parce, le remboursement du capital de la rente.

31 décembre 1816, jugement du tribunal de

Montargis qui déclare valables les offres réelles des arrérages.

Appel. — 23 juill. 1817, arrêt de la Cour royale d'Orléans, qui infirme: « attendu que le sieur Belletête en poursuivant le sieur Prochasson pour le contraindre au remboursement du capital et des arrérages de la rente qu'il lui devait, et qu'il a cessé de servir pendant deux ans, n'a fait qu'user de la faculté qui lui était accordée par l'article 1912 du Code civil. »

Pourvoi en cassation de la part de Belletête, pour violation de l'art. 2, et fausse application de l'art. 1912 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu, sur le premier moyen, que la contestation s'est engagée relativement à des arrérages échus depuis la publication du Code civil, ce qui écarte toute idée d'effet rétroactif;

Attendu, sur le second moyen, qu'en agissant par voie d'exécution pour le recouvrement des capitaux des rentes constituées à lui dues par Prochasson, dont les arrérages n'avaient pas été payés depuis plus de deux ans, le sieur Belletête n'a fait qu'user du droit établi en sa faveur par l'art. 1912 du Code civil, et dont il n'a pu être privé par une soumission au paiement de ces mêmes arrérages, portée par des offres postérieures au commandement fait par le sieur Belletête au sieur Prochasson; — Rejette, etc.

Du 10 nov. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Heurlon de Pansey. — Rapp., M. Dunoyer. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

RENTE. — RENTE PORTABLE. — REMBOURSEMENT.

A défaut de paiement pendant deux ans des arrérages d'une rente portable, le droit de demander le remboursement du capital est acquis au créancier par la seule expiration du terme, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure du débiteur. — Ce droit ne peut plus être enlevé au créancier, même par des offres réelles faites par le débiteur postérieurement à l'échéance du terme. (Cod. civ., 1912.) (3)

(Pujos et Prunelle — C. Langlois et Hénin.)

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'il est établi et qu'il a été jugé en fait, d'une part, que la rente dont il s'agit était portable au lieu désigné par l'acte constitutif, et de l'autre que, soit les dames Langlois, débitrices de cette rente, soit les sieurs Prunelle et Pujos, qui s'étaient chargés de l'acquitter pour elles, en avaient cessé pendant deux années le paiement;—Attendu, en droit, que l'art. 1912 du Code civ. veut, dans ce cas, que le créancier de la rente constituée puisse contraindre le débiteur à la racheter; que, n'attachant pas d'autre condition à la concession de cette faculté, il s'ensuit que la seule échéance du terme de deux années sans paiement de la rente qui était portable, investit le créancier du droit d'exiger le remboursement du capital, et que ce droit, une fois acquis, ne saurait lui être enlevé par un fait étranger, et des offres qu'il ne voudrait pas accepter;—Attendu que l'art. 1139 du Code civ. ne fait que fixer le mode à suivre pour constituer un débiteur en demeure, sans déterminer les cas dans lesquels la mise en demeure doit avoir lieu; que l'art. 1656

(1) Sur la distinction à faire sur ce point, entre les rentes *quérables* et les rentes *portables*, voy. les observations qui accompagnent un arrêt de Bruxelles du 6 avril 1806. — Ici les faits de la cause n'approuvent pas s'il s'agissait d'une rente quérable ou d'une rente portable.—V. au surplus l'arrêt qui suit.

(2) Sur cette question controversée, voy. l'arrêt du 4 nov. 1812, et la note.

(3) V. conf., Cass. 8 avril 1818 (aff. *Mangin*), et les diverses décisions auxquelles cet arrêt renvoie. — V. aussi l'arrêt qui précède.

ne dispose que pour le cas de vente d'immeubles; que l'art. 1184 pose une règle générale pour les contrats synallagmatiques, étrangère aux constitutions de rente, lesquelles ne sont pas comprises dans la classe de ces contrats; qu'enfin l'art. 1912 forme une disposition spéciale pour les contrats de constitutions de rente en perpétuel; que c'est d'après cette disposition seule qu'il doit être réglé les droits et les obligations des créanciers et des débiteurs de ces rentes, quand il est question de leur rachat; et que, cet article n'imposant pas l'obligation d'une mise en demeure préalable, les tribunaux ne peuvent pas l'exiger; — Rejette, etc.

Du 10 nov. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Trinquelin. — Concl. conf., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Sirey, Lerol-Neufville et Dupont.

ABSENT MILITAIRE. — PRESCRIPTION.

Aux termes de la loi du 6 brum. an 11 (art. 2), aucune prescription n'a pu être acquise contre les défenseurs de la patrie depuis leur départ de leur domicile (s'il est postérieur à la déclaration de la guerre alors existante), ou depuis ladite déclaration (s'ils étaient déjà au service) jusqu'à l'expiration du délai fixé par la même loi à partir de la publication de la paix générale (1).

(François — C. N...) —

Du 10 nov. 1818. — Sect. civ. — Rapp., M. Cassaigne. — Concl., M. Joubert, av. gén.

DON MUTUEL. — EFFET RÉTROACTIF. — IRREVOCABILITÉ. — NORMANDIE. — MEUBLES. — CAUTION.

Le don mutuel de biens à venir fait entre époux sous la loi du 17 niv. an 2, ne peut être considéré comme une disposition à cause de mort, en ce sens que le don n'a ses effets réglés par la loi existante à l'époque du décès de l'un des époux; ce don étant irrévocable doit, à l'instar des donations entre-vifs, se régler par la loi en vigueur au moment où il a été fait. Ainsi, lorsqu'il a été fait sous l'empire du statut normand, on doit décider, conformément à ce statut, que les bestiaux et ustensiles aratoires sont compris dans le don des meubles, et que le donataire de l'usufruit n'est pas assujéti à donner caution, bien que le Code civil, en vigueur, lors de l'ouverture de la succession, dispose en sens contraire. (L. 17 niv. an 2, art. 14; Cod. civ., 2 et 893.) (2)

(Delangle — C. Delangle.)

Le sieur Delangle et la demoiselle Levivier étaient mariés sous l'empire de la coutume de Normandie. 7 prair. an 10, ils se font un don mutuel, de tous les meubles en pleine propriété, et de l'usufruit des immeubles qu'ils laisseront à l'époque de leur décès. On doit remarquer qu'à cette époque le don mutuel entre époux était autorisé par la loi du 17 niv. an 2. — Nov. 1808, décès du

sieur Delangle. La dame veuve Delangle a réclaté le bénéfice de la donation du 7 prairial. Mais il s'est élevé une contestation entre elle et les héritiers de son mari. Elle a soutenu que les effets de sa donation devaient être réglés par la loi qui était en vigueur à l'époque où elle avait été faite, c'est-à-dire par la coutume de Normandie, et qu'en conséquence, aux termes de cette coutume, 1° les bestiaux attachés à la culture et les ustensiles aratoires compris dans la succession devaient être considérés comme meubles, et lui appartenir en pleine propriété; 2° qu'elle n'était point tenue de donner caution, avant d'entrer en jouissance des immeubles. De leur côté, les héritiers prétendaient que c'était la loi existante à l'époque de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire, le Code civil, qui devait régler les effets du don mutuel fait entre les époux Delangle, et qu'ainsi, conformément aux art. 524 et 601, les bestiaux et ustensiles aratoires ne pouvaient être rangés parmi les meubles, et la dame Delangle devait donner caution à raison de l'usufruit des immeubles.

1^{re} mars 1814, jugement du tribunal de Saint-Lô, qui accueille la prétention des héritiers.

Appel. — 6 fév. 1815, arrêt confirmatif de la Cour royale de Caen. Les motifs de cet arrêt sont ainsi conçus : « Attendu que les deux époux n'ayant pu prévoir, lors de la donation, lequel des deux survivrait à l'autre, et quels objets mobiliers se trouveraient en nature à l'époque du décès, le don mutuel qu'ils s'étaient fait, ne devait avoir d'autre effet qu'une donation à cause de mort, et conséquemment se régler que d'après les lois en vigueur lors de la mort de l'époux donateur (1). »

POURVOI en cassation de la part de la dame Delangle pour violation de l'art. 2 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé a réglé suivant les dispositions du Code, des droits irrévocablement acquis antérieurement à sa promulgation, et par suite pour fautive application des art. 524 et 601 du même Code. On ne saurait contester, a dit le demandeur, que, s'il s'agissait dans l'espèce d'une donation entre-vifs ordinaire de biens présents, les droits du donataire étant irrévocablement acquis dès le moment de la donation, ne dusse se régler par la loi alors en vigueur; ainsi, par exemple, ce serait d'après cette loi qu'on devrait décider quels biens seraient compris dans la donation des meubles, et si le donataire de l'usufruit serait tenu de donner caution. Cela posé, ce qui serait vrai pour une donation entre-vifs ordinaire, ne l'est-il pas également pour le don mutuel dont il s'agit dans l'espèce. L'arrêt dénoncé pour avoir décidé que la donation que se sont mutuellement faite les époux Delangle, est une disposition à cause de mort, et que par conséquent le donataire n'a eu droit acquis aux objets qu'au moment de l'ouverture de la succession du donateur, a considéré qu'il y avait incertitude sur le point de savoir quel des deux époux survivrait à l'autre, et quels biens se trouveraient en nature, à l'époque du décès : mais il est évident que ces deux circonstances ne suffisent

(1) V. sur ce point et dans le même sens, Cass. 21 prair. an 11, et la note; Lyon, 12 déc. 1835; Paris, 16 août 1837; Troplong, de la Prescription, t. 2, n° 704 et suiv.; Duranton, t. 21, n° 288.

(2) C'est en effet aujourd'hui, et malgré quelques dissidences, un principe bien constant en jurisprudence, que les dons mutuels entre époux, faits sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, sont de véritables donations entre-vifs et comme tels irrévocables. V. Cass. 1^{re} juin 1814; 16 juin 1818; 29 janv. 1835; 16 déc. 1840. — Contr., 4 avril 1832. — Or il est de principe aussi que les donations entre-vifs, les dons de survie, les institutions contractuelles qui ont le

même caractère, se réglent par la loi en vigueur au temps de la donation. V. Cass. 7 vent. an 13; 5 nov. 1806; 16 oct. 1811; 20 nov. 1815; Turin, 15 mai 1806; Grenoble, 27 janv. 1809; Bourges, 24 mai 1813; — V. aussi, Cass. 5 vend. an 7; 18 mai 1812; 9 juill. 1812; 23 mars 1815; 18 mai 1820; Merlin, Repert., v° Contrat. matrimoniale, § 1^{er}. — Quant à la qualification des biens compris dans des stipulations matrimoniales, lorsque leur nature légale a été changée par une loi intermédiaire, voy. dans notre Volume de 1840, et 266, deux arrêts de la Cour de cassation du 27 janv. 1840, et les observations qui les accompagnent.

pas pour donner à la donation le caractère de donation à cause de mort; il en résulte seulement qu'à l'égard de chacun des époux, la donation est subordonnée à une condition : le prédeces de son conjoint, qu'elle est éventuelle; mais reste toujours que le donataire a reçu un titre irrévocable du donateur, qui n'a plus eu le pouvoir de disposer à titre gratuit, ni celui de transmettre à ses héritiers après sa mort les biens donnés; donc le donataire a eu un droit irrévocablement acquis dès le moment de la donation; c'est donc à la loi alors existante à en régler les effets; et non au Code civ., en vigueur à l'époque de l'ouverture de la succession.

ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 2, 521 et 601 du Code civ.;—Attendu que par le don mutuel du 7 prair. an 10, fait par les époux Delangle pendant leur mariage, lesdits époux se sont donné, 1^o la propriété de tous les meubles, au nombre desquels la ci-devant coutume de Normandie, alors en vigueur, comprenait les bestiaux et les Instrumens aratoires; 2^o la jouissance de leurs immeubles, sans imposer à l'usufruitier l'obligation de donner caution;—Attendu que ce don mutuel, autorisé par la loi du 17 niv. an 2, ne pouvait être anéanti ni modifié que du consentement des deux parties contractantes; que, jusque-là, il était irrévocable, et produisait les effets des donations entre-vifs, tant à l'égard de la jouissance en usufruit des immeubles que relativement à la propriété des meubles dont les époux n'auraient pas disposé à titre onéreux; qu'à la vérité on ne pouvait, ainsi que l'a observé la Cour royale, savoir, à l'époque de la donation, ni quel serait le survivant, ni quels seraient les meubles et effets mobiliers qui existaient en nature au décès du premier mourant; mais que cette double incertitude rendait la donation éventuelle, sans en changer les effets, sans détruire les effets de l'irrévocabilité, et sans qu'il en résultât pour les époux, au préjudice de cette irrévocabilité, la faculté de disposer à titre gratuit pendant leur vie, ou de transmettre à leurs héritiers, après leur mort, ce qui avait fait partie de la donation;—Qu'il suit de là, 1^o que, pour statuer sur les prétentions respectives des parties, il fallait consulter uniquement les termes de l'acte, en les renfermant dans le sens que leur donnaient les lois existant au jour de la donation; 2^o que la Cour royale de Caen ayant au contraire pris pour règle d'interprétation et pour motifs de sa décision les dispositions du Code civil, publiées longtemps après le 7 prair. an 10, soit en attribuant aux héritiers Delangle, d'après l'art. 521 de ce Code, la propriété des bestiaux et des instrumens aratoires, qu'il réputait immeubles par destination, au préjudice du droit que la veuve Delangle avait irrévocablement acquis à cette propriété, aux termes et à l'instant même de son contrat, lors duquel la loi considérait les bestiaux et les instrumens aratoires comme meubles; soit en assujettissant l'usufruitière, conformément à l'art. 601 du Code civ., à donner cau-

tion, quoiqu'elle n'y fût obligée ni par l'acte du 7 prair. an 10, ni par les lois existant à cette époque, ladite Cour royale de Caen a tout à la fois fausement appliqué lesdits art. 521 et 601 du Code civ., commis un excès de pouvoir et violé expressément les dispositions de l'art. 2 du même Code, qui porte que la loi ne dispose que pour l'avenir, et n'a pas d'effet rétroactif;—Casse, etc.

Du 11 nov. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp. M. Poriquet.—Concl. conf., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Guichard et Champion.

CHOSE JUGÉE.—QUALITÉ (CHANGEMENT DE).—HERITIERS.

L'arrêt qui refuse à une personne en qualité d'héritier bénéficiaire, l'administration d'une succession, ne peut lui être opposé lorsqu'elle réclame cette administration en qualité d'héritier pur et simple.—Le changement de qualité repousse ici l'exception de la chose jugée. (Cod. civ., 1351.) (2)

(Syndics de Chaume.—C. Levêque-Lapointe.) En 1811, il s'est élevé une contestation entre la dame Levêque-Lapointe et consorts héritiers bénéficiaires du duc de Chamille, et ses créanciers mis sur la question de savoir à qui devaient être confiées l'administration et la liquidation de la succession.—15 mai 1811, arrêt de la Cour de Paris qui maintient les syndics dans l'administration jusqu'à la liquidation générale, et décide que les héritiers bénéficiaires ne sont pas recevables à demander une reddition de compte aux syndics des créanciers, non plus qu'à procéder entre eux aux compte, liquidation et partage jusqu'après le paiement des dettes. Toutefois l'arrêt réserve à la dame Levêque-Lapointe la faculté de se porter héritière pure et simple.

En 1813, la dame Levêque-Lapointe prend cette qualité et demande l'administration de la succession de Chaume.—Les créanciers lui opposent la chose jugée résultant de l'arrêt du 15 mai 1811.—Elle répond que sa nouvelle demande n'est pas formée en la même qualité que la demande sur laquelle est intervenu l'arrêt de 1811; qu'ainsi on ne pouvait, aux termes de l'art. 1351, lui opposer l'autorité de la chose jugée résultant de cet arrêt.

29 avril 1817, arrêt de la Cour de Paris qui adopte ce système : « Considérant qu'il ne peut y avoir autorité de la chose jugée, aux termes de l'art. 1351, qu'autant que les parties procèdent, dans les deux instances, en la même qualité, condition qui ne se rencontre pas dans l'espèce, puisque la dame Levêque avait été portée dans l'arrêt du 15 mai 1811, en qualité d'héritière bénéficiaire, tandis que dans la nouvelle demande qu'elle avait formée, elle agissait comme héritière pure et simple. »

Pourvoi en cassation de la part des syndics, pour violation des art. 1350 et 1351 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que lors de l'arrêt du 15

(1) Depuis cet arrêt, la Cour de Caen est revenue à l'opinion contraire, seule conforme aux principes, par arrêt du 10 janv. 1816, rendu au audience solennelle.

(2) V. dans ce sens, Cass. 7 mess. an 7.—C'est encore d'après le même principe qu'il a été jugé par la Cour de cassation, le 17 déc. 1839 (Volume 1839), que le jugement qui rejette une demande en dommages-intérêts formée contre un donataire et contre son maître appelé en cause, comme civilement responsable, ne fait pas obstacle à ce que le maître soit ensuite actionné directement pour le même fait, et

condamné à des dommages-intérêts; que la seconde demande n'étant pas formée contre le maître ou la même qualité que le premier, il ne peut invoquer le bénéfice de la chose jugée par le premier jugement.—Cette décision, comme celle que nous rapportons ici, consacre en principe général que le changement de qualité empêche qu'on ne puisse opposer la chose jugée, bien que le changement de qualité ne soit pas de nature à changer le fond de la demande; mais si le demandeur ne change pas, le fond du droit a changé et dès lors la question à décider n'était plus le même, l'exception de la chose jugée ne peut être opposée.

mai 1811, Anne-Adélaïde-Charlotte Bonnier, épouse de Levêque-Lapointe, a figuré comme héritier bénéficiaire du duc de Chaulme, tandis que lors de l'arrêt attaqué elle a figuré comme héritière pure et simple du duc de Chaulme ; — Qu'ainsi l'on ne rencontre pas dans les deux instances la même personne dans les mêmes qualités, et par conséquent l'un des éléments constitutifs de la chose jugée manquant, on ne peut invoquer l'autorité de la chose jugée ; — Attendu, au surplus, que l'arrêt du 15 mai 1811 réserve expressément à l'épouse Levêque-Lapointe, la faculté de se porter héritière pure et simple du duc de Chaulme ; — Qu'ainsi tout ce qu'elle a fait ensuite pour acquiescer cette qualité, et pour en faire valoir les droits, loin d'offrir une violation de la chose jugée, en offre au contraire l'exécution ; — Rejeté, etc.

Du 11 nov. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Lalande. — Rapp., M. Lasagni. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Nicod.

DONAT. DE BIENS PRÉSENTS ET A VENIR.

— PRÉCIPUT. — DETTES. — ÉTAT ESTIMATIF.

Le donataire, même par préciput, d'une quotité des biens présents et à venir, qui n'a pas fait annexer à la donation un état estimatif des dettes alors existantes, doit supporter la totalité des dettes de la succession, jusqu'à l'épuisement du don et non pas seulement au prorata de son émolument, comme le légataire à titre universel (1).

Ainsi, il doit payer la totalité de la dot constituée dans le même acte par le père commun à un de ses cohéritiers qui renonce pour s'en tenir à son don. — Peu importe que la dot soit constituée dans une clause postérieure à la donation : les deux dispositions étant dans le même acte, il n'y a pas lieu d'appliquer l'art. 1083 qui prohibe au donateur de biens à venir toute aliénation à titre gratuit, postérieurement à la donation. (Cod. civ., 1083 et 1085.) (2)

(Rivière — C. Arzillier.)

Le 27 mai 1811, décès du sieur Rivière père, laissant trois enfants, savoir : Jean Rivière aîné, Marguerite Rivière, mariée au sieur Arzillier, et Martin Rivière.

Une contestation s'est élevée entre le sieur Jean Rivière aîné, et la dame Arzillier, au sujet du partage de la succession paternelle, et voici à quel sujet :

Le sieur Rivière et sa sœur avaient été mariés en 1806, le premier, à la demoiselle Arzillier, la seconde, au sieur Arzillier ; les conventions relatives à ce double mariage avaient été stipulées dans un seul acte : les clauses qui depuis ont donné lieu au litige portaient : 1° que les sieur et dame Rivière, père et mère, faisaient donation à leur fils Jean Rivière, par préciput et hors part, du quart de leurs biens meubles et immeubles présents et à venir, à la charge par le donataire, de supporter pareille quotité des dettes, et l'instituant pour héritier dans le surplus de leurs biens, conjointement avec leurs autres enfants ; 2° que les père et mère Rivière constituaient en dot à leur fille une somme de 20,000 en avancement d'hoirie.

Il ne fut point annexé à la donation de biens présents et à venir faite à Rivière aîné, d'état estimatif des dettes et charges du donateur, existantes

au jour de la donation, comme l'exigent les art. 1084 et 1085 du Code civil.

En cet état de choses, Rivière aîné s'est emparé de tous les biens de la succession et a proposé un mode de partage, par lequel il prélevait son quart préciputaire aux termes de la donation contenue en son contrat de mariage, et venait ensuite prendre sa part héréditaire dans les trois quarts restans, conjointement avec la dame Arzillier, sa sœur, et Martin Rivière, son frère.

Mais la dame Arzillier n'a point accepté cette proposition. Elle a vu que l'état de la succession était tel, que si elle consentait à venir prendre sa part héréditaire dans la succession, après le prélèvement du quart fait par son frère aîné, elle aurait moins de 20,000 fr. En conséquence, elle a renoncé à la succession pour s'en tenir à son don de 20,000 fr. Elle a soutenu que Jean Rivière, son frère aîné, donataire du quart des biens présents et à venir, était tenu de toutes les dettes et charges de la succession, aux termes de l'article 1085 du Code civil, qu'il n'y avait pas eu d'état estimatif annexé à la donation ; que sa constitution de dot était une dette ou une charge de la succession, que par conséquent elle devait lui être payée en totalité par son frère, d'autant plus que cette constitution de dot étant faite dans le même acte qui contenait la donation du quart des biens présents et à venir, elle devait, en quelque sorte, être considérée comme la condition ou la cause de la donation ; que du moins son frère, donataire, ne pouvait prétendre l'avoir ignorée.

Pour Rivière, on a répondu, que la dame Arzillier, sa sœur, ne pouvait renoncer à la succession pour s'en tenir à son don, par la raison qu'à la vérité l'article 845 du Code civil permet à l'héritier de retenir le don à lui fait en avancement d'hoirie, en renonçant à la succession ; mais qu'il est bien entendu que ce n'est que lorsque déjà la quotité disponible ne se trouve pas épuisée ; or, elle l'a été, dans l'espèce, par le don par préciput fait à Rivière aîné. — Au surplus, en supposant que la dame Arzillier pût renoncer, il reste à examiner si elle avait le droit d'exiger de son frère le paiement de sa dot en totalité. — Cette question doit être résolue négativement par un double motif : 1° Parce que si la donation de biens présents et à venir ne peut avoir son plein et entier effet, à raison de la circonstance du défaut d'annexer d'un état estimatif, elle doit pour le moins valoir comme institution contractuelle ; dès lors le père instituant n'a pu disposer à titre gratuit des biens compris dans l'institution, ce qui annule la donation faite à la dame Arzillier, postérieurement au don par préciput fait à son frère ; 2° Parce que si l'on considère la dot de la dame Arzillier comme une charge de la succession, le sieur Rivière aîné qui n'est donataire que d'une partie des biens, ne peut être tenu de contribuer au paiement de cette dot, comme à celui de toutes les autres dettes, que proportionnellement à son émolument, et non pour le tout, comme le prétend la dame Arzillier. — Ainsi, sous un rapport, la prétention de la dame Arzillier n'est justifiée, et le mode de partage proposé par le sieur Rivière aîné, est le seul raisonnable et conforme aux principes.

Dans l'intérêt de la dame Arzillier on a repliqué : qu'il était vrai en principe, que l'héritier donataire ne pouvait renoncer pour s'en tenir à

mis de plein droit au paiement des dettes. Voy. Cass. 2 mars 1840. — Il n'est pas douteux d'ailleurs que la dot ne soit une charge de la succession de celui qui la constitue.

(1 et 2) C'est la conséquence nécessaire des dispositions des art. 1084 et 1085. V. dans le même sens, Paris, 15 nov. 1811. — Sur la question du savoir si la donation de tous biens présents est sou-

son don, que lorsque déjà précédemment la quotité disponible n'était pas absorbée; mais que de ce principe on ne pouvait tirer aucune induction contre elle, parce que, dans l'espèce, il n'y avait point de disposition antérieure à la constitution de sa dot, qui absorbât la quotité disponible: qu'en effet, la donation de biens présents et à venir, faite à son frère, se trouvant, par le défaut d'annexe d'un état estimatif, n'être plus qu'une disposition à cause de mort, c'était seulement du jour de l'ouverture de la succession que cette disposition avait eu une existence parfaite; d'où il résultait que la donation entre-vifs qui lui attribuait une somme de 20,000 fr. était antérieure à tous autres dons faits par ses père et mère; qu'ainsi elle avait pu renoncer à la succession pour s'en tenir à son don.

Que ce point établi, l'application à l'espèce de l'art. 1084 du Code civil, ne pouvait laisser aucun doute sur son droit, puisque, d'une part, sa dot était évidemment une charge de la succession, et que, de l'autre, son frère était en sa qualité de donataire, tenu de toutes les charges et dettes.

21 juill. 1816. Jugement du tribunal d'Ussel qui rejette la prétention de la dame Arziller; ordonne que le sieur Ribière prélève le quart en préciput, pour les trois autres quarts être partagés par égales portions entre lui et les autres cohéritiers.

Appel.—28 juill. 1817, arrêt de la Cour royale de Limoges, ainsi conçu: « Considérant qu'aux termes de l'art. 1084 du Code civ., la donation de biens présents et à venir, en tout ou en partie, doit être assortie et accompagnée d'un état des dettes et charges du donateur, existantes au jour de la donation; qu'aux termes de l'art. 1085, a défaut d'annexe de cet état, le donataire acceptant est tenu du paiement de toutes les dettes et charges de la succession; que les dispositions de ces deux articles étaient évidemment applicables à l'espèce de la donation préciputaire, faite en faveur du sieur Jean Ribière, du quart de tous les biens présents et à venir du donateur, sans annexe de l'état des dettes et charges existantes au moment où elle eut lieu; que, d'un autre côté, la dot constituée, par le même contrat, à Marguerite Ribière, épouse Arziller, par le père commun, était évidemment une dette ou charge de la succession, au moment de son ouverture, quoiqu'elle eût été constituée par une clause postérieure à celle de la donation préciputaire, puisque cette constitution était toujours antérieure à l'ouverture de la succession; Qu'enfin Jean Ribière pouvait d'autant moins prétendre, cause d'ignorance à cet égard, que cette constitution était établie par le même contrat dans lequel la donation préciputaire lui avait été faite, et pouvait, jusqu'à un certain point, être considérée comme une condition, ou du moins une clause de cette donation; — Ordonne que le sieur Jean Ribière paiera à la dame Arziller la totalité de sa dot. »

POURVOI en cassation de la part de Jean Ribière, 1° pour violation de l'art. 843 du Cod. civ.; 2° pour fausse interprétation des art. 1083, 1084 et 1085 du même Code. — Dans l'intérêt du demandeur, on a soutenu, d'abord que l'arrêt dénoncé violait l'art. 845, en ce qu'il avait admis la renonciation de la dame Arziller à l'effet de conserver son don, bien que, dans l'espèce, la renonciation ne pût avoir un pareil effet, la totalité de la quotité disponible se trouvant absorbée par le don du quart en préciput; — Qu'en fait, la preuve de l'intention du père donateur avait été de donner à son fils, par préférence à sa fille, résultat évidemment, et de l'ordre dans lequel étaient placées les clauses du contrat de mariage, et des termes mêmes de ce contrat, où il était dit expressément que le don

était fait au fils par préciput, tandis que celui de la fille était seulement, en avancement d'hoirie, et que le fils, après avoir prélevé son quart, viendrait à partager avec les autres enfants; qu'en ce cas, mettre sur la même ligne le don fait au sieur Ribière aîné et celui fait à sa sœur, c'était évidemment aller contre l'intention du donateur, c'était ne faire aucune distinction entre un don par préciput et un don en avancement d'hoirie, et par suite de cette erreur, violait l'art. 843 du Code civ.; — Que d'ailleurs, puisqu'il était prouvé que la disposition faite à la dame Arziller était postérieure et subordonnée à celle faite à Ribière fils, il était facile de démontrer que la dame Arziller ne pouvait en réclamer le montant; car il fallait bien reconnaître que si la donation préciputaire faite à Ribière, ne pouvait valoir comme donation entre-vifs, du moins on ne pouvait s'empêcher de lui laisser les effets d'une institution contractuelle; que dès lors, aux termes de l'art. 1083, l'instituant n'avait pu disposer à titre gratuit des biens compris dans l'institution, et par conséquent donner une dot à sa fille après avoir institué son fils, ou du moins que la fille ne pouvait prendre cette dot dans la portion de biens, comprise dans l'institution contractuelle; — Qu'au surplus, en entrant même dans le système des adversaires, c'est-à-dire, en ne considérant plus la donation faite à Ribière que comme une institution contractuelle, en admettant que Ribière devait supporter les charges de la succession, et qu'enfin la dot de la dame Arziller était une de ces charges, il en résultait seulement que Ribière devait supporter cette dette; mais non pour le tout jusqu'à l'épuisement de son don, ainsi que l'a décidé l'arrêt dénoncé; mais seulement proportionnellement à son émolument; que l'art. 1085 du Code civil, en disant que le donataire des biens présents et à venir sera soumis au paiement de toutes les dettes et charges de la succession, a évidemment supposé que la donation embrassait la totalité des biens; que cette interprétation est la seule raisonnable; en effet, lorsque la donation embrasse la totalité des biens, le donataire est un véritable légataire universel, donc il doit supporter toutes les charges. Il n'y a rien là qui ne soit conforme aux principes; mais s'il n'y a eu donation que d'une quote des biens, alors il n'y a plus qu'un legs à titre universel, et le légataire ne saurait être tenu que du paiement d'une partie des dettes proportionnelles à son émolument, aux termes de l'art. 1012 du Code civil, et, suivant la clause même du contrat de mariage, où il est dit que Ribière est institué pour le quart en préciput, à la charge de supporter une pareille quotité dans les dettes; Donc l'arrêt, en condamnant l'héritier institué pour le quart des biens, à supporter la totalité des charges, a mal interprété et violé les art. 1085 et 1012 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que l'arrêt s'est fondé sur la lettre et l'esprit des art. 1084 et 1085, et en a fait une juste application à une disposition de biens présents et à venir, à laquelle il n'aurait point été annexé d'état de dettes; — Attendu qu'à la mort de son père, Ribière fils aîné s'étant mis en possession de tous les effets, titres et biens composant la succession de son père, sans avoir fait faire inventaire et sans y avoir appelé ses cohéritiers, il était impossible, par son fait, d'en connaître l'importance; qu'en cet état, l'arrêt a dû le condamner à acquiescer la dot de sa sœur, qui était une dette de ladite succession, sous la réserve des droits dudit sieur Ribière, dans le cas où l'insuffisance de la succession pour payer la dot entière serait établie; — Rejette, etc.

Du 12 nov. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Lefessier de Grandpré.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Nicod.

JURY.—LISTE.—NOTIFICATION.

La notification de la liste des jurés est nulle lorsqu'elle a été faite, non en parlant à la personne de l'accusé, mais seulement au concierge de la prison où il était détenu. (Cod. inst. crim., 394.) (1)

(Philippart).—ARRÊT.

LA COUR :—Vu l'art. 394 du Code d'inst. crim.;—Attendu qu'il résulte de cet article que chacun des accusés doit recevoir, par la copie qui doit lui en être laissée, la notification de la liste des jurés, la veille du jour déterminé pour la formation du tableau; qu'il est constaté, dans l'espèce, par l'exploit original de la notification de la liste des jurés, sous la date du 15 oct., et joint aux pièces, que cette notification n'a pas été faite aux demandeurs, en parlant à leurs personnes, mais seulement en parlant au concierge de la prison où ils étaient détenus; que ce n'est pas non plus à eux que la copie de cette notification a été remise, mais qu'elle a été laissée au concierge pour eux; que rien n'établit que chacun d'eux ait reçu cette copie des mains de ce concierge, la veille du jour déterminé pour la formation du tableau;—Que, d'après le susdit art. 384, la notification qui a été faite pour l'exécution de cet article est donc nulle, ainsi que tout ce qui a suivi.—Casse, etc.

Du 13 nov. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barria.—Rapp., M. Blondel d'Aubers.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.—Pl., M. Odilon-Barrot.

CHASSE.—DÉLIT.

Un seul coup de fusil tiré dans une avenue sur une corneille, suffit pour constituer le délit de chasse prévu par l'art. 1^{er} de la loi du 12 avril 1790, et autorise l'action du propriétaire sans la permission duquel le fait a eu lieu.

(Selves—C. Selge.)

Du 13 nov. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barria.—Rapp., M. Leconteur.—Concl., M. Henri Larivière, av. gén.

ACQUIESCEMENT.—SURSIS.—SAISIE IMMOBILIÈRE.

Lorsqu'un jugement a ordonné qu'il serait passé outre à l'adjudication définitive, nonobstant l'appel, si la partie saisie qui a d'abord interjeté appel, vient réclamer un sursis au moment de l'adjudication, cette demande en sursis équivaut à un acquiescement au jugement, et rend la partie non recevable à poursuivre sur son appel (2).

(Damien—C. Marc.)

28 juill. 1815, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui ordonne qu'il sera pro-

cedé à l'adjudication d'un immeuble de la dame Damien, nonobstant appel.

Le 16 août 1815, la dame Damien interjette appel, et le jour même de l'adjudication, elle demande, par le ministère de son avoué, qu'il soit sursis à l'adjudication.

Cette demande n'est accompagnée d'aucune explication ni d'aucune réserve. Le sursis est refusé; la dame Damien poursuit alors son appel du jugement du 28 juill.

9 févr. 1816, arrêt de la Cour royale de Paris, qui déclare l'appel non recevable : « attendu que l'appelante a acquiescé au jugement dont est appel, en réquerant un sursis le jour de l'adjudication définitive de l'immeuble dont il s'agit, sans faire aucune réserve. »

Pourvoi en cassation de la part de la dame Damien.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR :—Attendu, sur le deuxième moyen, qu'en demandant un sursis, sans en donner les motifs et sans faire aucune réserve ni protestation, au moment même où il allait être procédé à l'adjudication définitive, la veuve Damien a pu n'avoir d'autre intention que de demander terme et délai, ce qui eût été un véritable acquiescement de sa part au jugement qui avait ordonné qu'il serait passé outre à ladite adjudication, et qu'en considérant ainsi cette demande, et en déclarant en conséquence ladite veuve Damien non recevable dans son appel dudit jugement, la Cour royale n'a violé aucune loi.—Rejette, etc.

Du 16 nov. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Rapéron.—Concl. conf., M. Cahier, av. gén.—Pl., MM. Tesseyre, Lerol-Neufville et Guichard.

ENFANT NATUREL.—RECONNAISSANCE.—

ALIMENS.

Du 16 nov. 1818 (aff. Marchand-Périeron).—V. cet arrêt à la date du 16 nov. 1808.

1^o ALIMENS.—USUFRUIT.—INSAISSISSABILITÉ.

2^o FAILLI.—SECOURS.—POUVOIR DU JUGE.

1^o Le don d'usufruit, fait même par contrat de mariage, pour procurer au donataire les moyens d'exister avec le plus d'aisance possible, ne peut être considéré comme un don d'aliments, ni comme établissant en faveur du donataire un droit purement personnel, tellement qu'en cas de faillite du donataire, ses créanciers n'aient pas droit à cet usufruit. (Cod. civ., 1106; Cod. proc., 581.)

2^o Il est laissé à la prudence des juges de décider, d'après les circonstances énumérées en l'art. 530 du Cod. comm., s'il y a lieu d'accorder au failli un secours sur ses biens; le failli n'a pas un droit acquis au secours, par cela seul qu'il n'existe pas de prévention de banqueroute. (Cod. comm., 530.) (3)

(3) L'art. 474, Cod. comm., tranche la difficulté dans le même sens, en disposant que le failli pourra obtenir pour lui et sa famille, sur l'actif de sa faillite, des secours alimentaires qui seront fixés par la proposition des syndics, par le juge commissaire, sauf appel au tribunal en cas de contestation.—Mais il ne faut pas confondre ces secours avec les vêtements, bardes, meubles et effets nécessaires au failli et à sa famille, dont la délivrance est autorisée par le juge-commissaire sur l'état que lui ou soumettent les syndics : si ces objets étaient réclamés par le failli, ils ne pourraient lui être refusés sous aucun prétexte, alors qu'il en justifierait la nécessité.

(1) V. dans le même sens, Cass. 11 vent. an 8; 17 prair. an 9, et la note; 12 mars 1818; Carnot, Comm. du Code d'inst. crim., t. 3, p. 50; Bourguignon, Jurisp. des Codes crim., t. 2, p. 267; Merlin, Répert., v^o Juré, n^o 4.

(2) V. anal. dans le même sens Cass. 4 fév. 1811.—En général la demande d'un sursis pour exécuter une condamnation emporte acquiescement. Mais cette règle peut souffrir exception dans certains cas où le sursis demandé n'aurait pour objet que d'attendre l'effet d'une réclamation ou d'un recours formé par la partie condamnée. V. dans ce sens, Cass. 24 janv. 1827; Cass. 18 nov. 1828.

(Dumont.—C. Desaignes, Vallée et Vaquery.)

Par son contrat de mariage, la dame Dumont avait donné à son mari un droit d'usufruit, pour lui procurer les moyens d'exister avec le plus d'aide possible; tels étaient les termes du contrat.

Dumont fait faillite. — Les sieurs Desaignes, Vallée et Vaquery, syndics, demandent au nom de la masse, à être autorisés à toucher les produits de l'usufruit; ils soutiennent que le failli a dû être dessaisi de ce droit d'usufruit comme de ses autres biens, aux termes de l'art. 442 du Code de comm., et que ses créanciers ont droit à se faire payer sur les revenus qu'il produit, comme sur tous les autres biens appartenant à leur débiteur, conformément à l'art. 2093 du Code civ.

— Dumont répond que le droit d'usufruit qui lui a été donné par sa femme, est destiné à lui fournir des moyens d'existence, que c'est par conséquent un droit purement personnel, et qui ne peut être exercé par ses créanciers, suivant la disposition expresse de l'art. 1160 du Code civ.; — Que d'ailleurs toute prétention des créanciers est écartée par la disposition de l'art. 581 du Code de proc., qui déclare insaisissables les sommes et pensions données pour aliments, encore qu'il n'y ait aucune déclaration à cet égard dans la donation ou le testament.

7 mai 1816, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui accueille la demande des créanciers, attendu que tous les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et cessent d'être à sa disposition du moment de sa faillite; qu'il n'y a aucune exception pour un usufruit, à quelque titre qu'il ait été constitué en sa faveur.

Débouté de ses prétentions, le sieur Dumont a intenté une action nouvelle tendante au même but mais fondée sur des moyens différents; il a demandé, devant le tribunal de commerce, que le droit d'usufruit lui fût abandonné à titre de secours par ses créanciers. A l'appui de sa demande, il a cité la disposition de l'art. 530 du Code de comm., qui autorise le failli à réclamer une somme sur ses biens, s'il n'existe pas de présomption de banqueroute.

Les syndics ont répondu que le sieur Dumont n'avait pas le droit d'exiger des secours de ses créanciers, par cela seul qu'il n'existait point de présomption de banqueroute; qu'il y avait encore à examiner si la bonne foi du failli, et l'étendue de sa famille méritaient que les créanciers vinssent à son secours, en prenant aussi en considération la perte qu'il faisait éprouver à la masse; que telle était la disposition de l'art. 530 du Code comm., invoqué par Dumont. Il porte en effet: «S'il n'existe pas de présomption de banqueroute, le failli aura droit de demander à titre de secours une somme sur ses biens: les syndics en proposeront la quotité, et le tribunal, sur le rapport du commissaire, la fixera, en proportion des besoins et de l'étendue de la famille du failli, de sa bonne foi, et du plus ou du moins de perte qu'il fera supporter à ses créanciers.» Les syndics établissaient ensuite que, d'après les circonstances, il n'y avait pas lieu à accorder un secours au failli.

27 sept. 1816, jugement du tribunal de commerce qui accorde au sieur Dumont le droit d'usufruit, à titre de secours.

Appel de ce jugement par les syndics. — De son côté Dumont appelle du jugement du tribunal de première instance qui a décidé que le droit d'usufruit était, comme tous les autres biens du failli, le gage des créanciers.

9 mai 1817, arrêt de la Cour royale de Paris, qui, statuant sur l'appel du jugement rendu par le tribunal de première instance, adoptant les motifs des premiers juges, confirme, et sur l'appel

du jugement du tribunal de commerce, infirme: — «Attendu que d'après l'art. 530 du Code de comm., il ne peut être accordé un secours à un failli, qu'en proportion du besoin et de l'étendue de sa famille, de sa bonne foi et du plus ou du moins de perte qu'il fait supporter à ses créanciers; qu'aucun de ces trois motifs n'existent dans la cause en faveur de Dumont.»

POURVOI en cassation de la part de Dumont pour prétendue violation des art. 1160 du Code civ., et 581 du Code de proc.; en ce que l'arrêt autorise les créanciers à exercer un droit purement personnel à leur débiteur, et à s'emparer d'une somme à lui donnée à titre d'aliments, et par conséquent insaisissable; en outre pour violation de l'art. 530 du Code de commerce; en ce que l'arrêt refuse au failli un secours sur ses biens, sous le prétexte que les circonstances énumérées dans ledit art. 530, ne sont pas en sa faveur, bien que l'appréciation de ces circonstances doive seulement servir à faire déterminer la quotité du secours et n'autorise pas le juge à le refuser entièrement.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu, sur le premier moyen, que le contrat de mariage des époux Dumont, renfermant la donation contractuelle dont se prévalait Pouzeux-Dumont, ne disait pas que ce qui formait l'objet de cette donation était alimentaire, et que, les parties ne se trouvant dans aucun des cas prévus par les art. 921 et 1160 du Code civ., non plus que dans ceux dont parle l'art. 581 du Code de proc., les juges n'ont violé aucune disposition de loi en rejetant la demande de Dumont, fondée sur cette donation contractuelle;

Attendu, sur le second moyen, qu'il est vrai que l'art. 530 accorde au failli le droit de demander un secours sur ses biens s'il n'existe contre lui aucune présomption de banqueroute; mais qu'aux termes du même article, ce secours est subordonné aux besoins et à l'étendue de la famille du failli, de sa bonne foi, et du plus ou moins de pertes qu'il fait supporter à ses créanciers; d'où il résulte nécessairement que, lorsque le juge reconnaît qu'aucun de ces cas n'existe en faveur du failli, il a le droit de refuser ce secours, et que, dans l'espèce, c'est après avoir déclaré expressément qu'aucun des motifs n'existait en faveur de Dumont, que les juges ont écarté son action; qu'il suit de là que les juges n'ont violé en rien cet article, qu'ils n'ont fait qu'user du droit qui leur était délégué par la loi, celui d'examiner les motifs servant de base à la demande, et les circonstances qui avaient précédé, accompagné et suivi la faillite; — Rejette, etc.

Du 17 nov. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Panscy. — Rapp., M. de Méerville. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Champron.

10 RELIGIEUX. — JÉSUITES. — SÉCULARISATION. — TESTAMENT.

2° NATURALISATION. — PAYS ÉTRANGER. — FONCTIONS ECCLÉSIASTIQUES.

3° SUBSTITUTION FIDUCIAIRE. — LEGS CONJOINT.

1° Les jésuites sécularisés ont été réintégrés dans la jouissance des droits civils, par les édits de mai et juin 1777; en conséquence, ils ont pu tester valablement postérieurement à ces édits (1).

(1) Il est de jurisprudence que les membres des congrégations religieuses supprimées ont recouvré, soit par l'effet des lois suppressives, soit par l'effet du Code civil, la capacité de disposer et de rece-

2^e L'acceptation de fonctions purement ecclésiastiques en pays étranger, sans l'autorisation du roi, n'emporte pas la perte de la qualité de Français. (Cod. civ., 17.) (1)

3^e Un legs ainsi conçu : Je donne et lègue tel objet à N., mon neveu, pour en jouir lui et ses enfans mâles en toute propriété, doit s'entendre en ce sens que le neveu du testateur et ses enfans mâles sont institués conjointement, et non en ce sens que le neveu du testateur est seul institué avec charge de conserver et de rendre à ses enfans mâles : ainsi ce legs ne peut être considéré comme une substitution fidéicommissaire prohibée par l'art. 896 du Code civil.

(Tempié — C. Tempié de Prémont.)

En 1764 la société des jésuites fut dissoute ; l'un d'eux, le sieur Antoine Tempié, passa en Pologne, où il exerça diverses fonctions ecclésiastiques. Il y mourut en 1805, et laissa un testament olographe par lequel il légua à son neveu Tempié de Prémont et à ses enfans mâles, la propriété d'une maison qu'il possédait à Nîmes. La clause du testament était ainsi conçue : « Quant à l'immeuble qui me reside en France, ma patrie, j'en fais mon héritier, et je laisse à mon neveu Jean-Louis Tempié de Prémont, pour en jouir lui et ses enfans mâles, en toute propriété. » Les héritiers naturels du sieur Antoine Tempié, demandant la nullité du testament ; ils soutiennent qu'Antoine Tempié ne pouvait tester : 1^o à cause de sa qualité de jésuite ; 2^o parce qu'il avait perdu la qualité de Français, soit en s'éloignant de sa patrie sans esprit de retour, soit en acceptant et en exerçant des fonctions publiques sans l'autorisation du gouvernement français : ils soutiennent d'ailleurs qu'en supposant que le testament ne fût pas nul à cause de l'incapacité du testateur, il le serait à cause de la nature des dispositions ; que le legs fait au sieur Tempié de Prémont et à ses enfans mâles, signifiait évidemment que le sieur Tempié de Prémont était chargé de conserver et de rendre à ses enfans la maison léguée ; que cette disposition était donc une véritable substitution fidéicommissaire, prohibée par l'art. 896 du Code civil.

26 janvier 1813, jugement du tribunal civil de Nîmes, ainsi conçu : « Considérant qu'en sortant du royaume pour ne pas faire la soumission qui était exigée de lui, Antoine Tempié avait abdiqué sa patrie sans esprit de retour ; que l'intention de lui demeurer étranger résulte évidemment de ce qu'il accepta en Pologne des bénéfices à vie et des fonctions publiques ; qu'il n'a jamais manifesté d'intention contraire pendant plus de quarante ans qu'il a duré sa résidence en Pologne... ; déclare nul et de nul effet le testament d'Antoine Tempié, et ordonne la partage de la succession entre les héritiers ab intestat. »

Appel de la part du Tempié de Prémont. — 22 fév. 1816, arrêt de la Cour royale de Nîmes, ainsi motivé : « Considérant qu'il n'était pas éta-

blé qu'Antoine Tempié eût fait sa profession solennelle dans la société des jésuites ; que le parlement de Toulouse, dans le ressort duquel il se trouvait, ayant, par son arrêt du 5 juin 1762, défendu l'émission de vœux solennels avant l'âge de trente-trois ans, Antoine Tempié, né le 14 janv. 1731, n'avait pas atteint cet âge à l'époque de cette défense, et ne pouvait conséquemment être présumé lié par de semblables vœux ; que d'ailleurs, en admettant l'existence de ces vœux, il n'en résultait pas qu'en sortant de France, pour ne pas faire la soumission exigée alors, Antoine Tempié ait pu être regardé comme banni et privé de la jouissance de ses droits civils, en France, puisque, par les édits de mai et de juin 1777, les jésuites, même profès, ont été expressément déclarés capables, à l'avenir, de recevoir tous legs et donations, de tester, de contracter, et, en un mot, d'exercer tous les droits civils ; — Considérant qu'Antoine Tempié n'avait pas été naturalisé en pays étranger ; que les emplois qu'il avait occupés en Prusse n'avaient en rapport qu'il l'exercice de son ministère sacerdotal, et l'avaient soumis à l'autorité ecclésiastique plutôt qu'à l'autorité civile ; que, par conséquent, il n'avait pas eu besoin de l'autorisation du gouvernement français pour accepter de pareilles fonctions ; — Considérant qu'il n'était point établi qu'il eût été affilié à une corporation étrangère qui exigeât des distinctions de naissance, et qu'au surplus la disposition de l'art. 17 du Code civil, sur ce point, avait été retranchée par la loi du 3 sept. 1807 ; — Considérant qu'on ne pouvait supposer à Antoine Tempié la perte de l'esprit de retour, puisqu'il avait manifesté, dans sa correspondance, le désir de revoir ses foyers et sa famille, et que, jusqu'à dans son testament, il avait exprimé le regret de mourir sur une terre étrangère, et de ne pas mêler ses cendres à celles de ses pères ; — Considérant que le testament d'Antoine Tempié ne contenait pas une substitution fidéicommissaire, puisqu'on n'y trouvait pas la charge de conserver et de rendre, etc. »

POURVOI en cassation de la part des héritiers Tempié. — Le premier moyen est pris d'une prétendue violation de la déclaration du roi, du 16 juillet 1725 et de l'ordonnance de François 1^{er}, de 1532, etc., en ce que la Cour royale a décidé que le testament du sieur Tempié était valable, bien que le sieur Tempié fût jésuite, et qu'aux termes des ordonnances précitées et de plusieurs autres lois, les jésuites fussent incapables de tester. C'est en vain, ont dit les demandeurs, qu'on oppose que le sieur Tempié n'a pas émis de vœux solennels ; car il suffisait, d'après les statuts de la société, qu'un jésuite eût émis ses premiers vœux, pour être considéré comme membre de la société.

Deuxième moyen, violation de l'édit de novembre 1761, qui a sécularisé les jésuites ; en ce que la Cour a décidé que le testateur avait la jouissance de ses droits civils, bien que s'étant

voir. V. Turin, 26 avril 1806 ; Gênes, 8 juill. 1809 ; Treves, 13 août 1813.

(1) Il en serait autrement si les fonctions sacerdotales exercées en pays étranger étaient telles qu'elles dussent être considérées comme fonctions publiques ; car l'art. 17 ne distingue pas entre telles ou telles fonctions publiques. Ainsi on comprend que le prêtre qui, en pays étranger, exerce ses fonctions ecclésiastiques, ou qui reçoit des dignités ecclésiastiques purement honorifiques, et qui ne le soumettent sous aucun rapport à l'autorité temporelle, ne puisse pas être considéré comme exerçant des fonctions publiques. Mais si au contraire il ac-

cepte une fonction qui le soumette à l'autorité locale, s'il devient curé ou évêque ; s'il obtient dans la hiérarchie ecclésiastique une position qui tienne à l'ordre civil, alors on doit dire qu'il remplit des fonctions publiques, et que l'art. 17 du Code civil lui est applicable. Cette distinction indiquée par Merlin, *Repet.*, v^o Français, § 1^{er}, n^o 3, a été formellement consacrée par la Cour de cassation dans un arrêt du 15 nov. 1836. Cet arrêt juge que l'acceptation par une femme du titre de chanoinesse dans un chapitre étranger ne lui fait pas perdre la qualité de Française, ces fonctions se rattachant exclusivement au culte.

retiré de France, par suite du refus de prêter le serment de fidélité prescrit aux jésuites sécularisés, il eût encouru le bannissement aux termes de l'édit ci-dessus, et par conséquent la mort civile.

Troisième moyen, violation de l'art. 17 du Code civil; en ce que la Cour royale a décidé que le sieur Tempé n'avait pas perdu sa qualité de Français, bien qu'il eût accepté, sans l'autorisation du gouvernement français, des fonctions publiques à l'étranger, et que d'autre part, il résultait des faits reconnus constants par la Cour royale elle-même, qu'il n'avait pas conservé l'esprit de retour en France.

Quatrième moyen, contravention à l'art. 32 de la loi du 18 germ. an 10, en ce que la Cour a décidé que les fonctions ecclésiastiques confiées au sieur Tempé n'avaient pas nécessité l'autorisation du gouvernement français, bien que cet article porte : « Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans l'autorisation du gouvernement, » et que, par analogie, on doit dire qu'un prêtre français ne peut exercer les fonctions ecclésiastiques, en pays étranger, sans recevoir l'autorisation de son gouvernement.

Le cinquième moyen résultait d'une prétendue violation de l'art. 896 du Code; en ce que la Cour a déclaré valable le testament attaqué, bien qu'il renfermât une substitution fideicommissaire.

Pour le défendeur on a répondu : Le premier moyen de cassation qu'on oppose ne donne pas matière à contestation, peu importe de savoir si les jésuites pouvaient ou non disposer de leurs biens par testament; le sieur Antoine Tempé n'était pas jésuite; ce point de fait constaté par la Cour royale n'a pas besoin d'être plus amplement démontré; ainsi sous ce rapport il n'y a en violation d'aucune loi. Mais supposons qu'il eût été jésuite, admettons que comme tel il eût été incapable de tester avant l'émission de l'édit de 1764, cela ne prouve pas qu'il n'ait pas eu ce droit postérieurement. L'édit dont il s'agit, en sécularisant l'ordre auquel il appartenait, lui a nécessairement conféré l'exercice des droits civils. Mais, dira-t-on, et c'est ici le second moyen qu'on oppose, quand même le sieur Tempé eût recouvré ses droits civils, il les aurait perdus de nouveau, puisqu'il s'était retiré de France, par suite du refus de prêter serment d'obéissance au roi, et quo, par conséquent, il avait encouru, aux termes de l'édit ci-dessus, la peine du bannissement. D'abord il serait injuste d'induire de la part du sieur Tempé un refus d'obéir au roi, de ce qu'il avait quitté la France sans prêter le serment ordonné par l'édit; mais après tout, il est constant que les jésuites ne furent point bannis de France, dans l'acceptation rigoureuse du mot : leur société fut seulement dissoute et ses membres profès, par conséquent âgés de plus de trente-trois ans, refusaient le serment, tout simplement expulsés du royaume, mais par arrêt civil et par mesure politique; on ne peut donc pas les ranger dans la classe des bannis sur instruction criminelle. L'unique résultat de l'extinction de la société des Jésuites fut, à l'égard des individus profès, leur sécularisation; les jésuites profès qui passèrent en pays étranger s'expatrièrent volontairement et seulement pour le temps qu'il leur plut; ils n'en furent pas moins considérés par le roi et les parlements comme Français, puisque le gouvernement leur accorda des pensions alimentaires qu'ils furent autorisés à toucher hors du royaume; les vieillards et les infirmes eurent même la faculté de rester en France; en un mot les jésuites individuellement ne furent ni punis, ni pros crits, il

ne fut sévi par l'autorité civile que contre leur société et leur doctrine.

Les adversaires prétendent aussi que le sieur Tempé n'a pas eu le droit de tester, parce qu'il avait perdu sa qualité de Français, soit en acceptant en Pologne des fonctions et dignités ecclésiastiques, soit en y fixant son établissement sans esprit de retour. En ce qui touche l'acceptation de ces différentes dignités et fonctions, il est évident qu'elle n'a pu compromettre sa qualité de citoyen français, et en effet peut-on les considérer comme des fonctions publiques qui nécessitent une autorisation? Non sans doute : par fonctions publiques, dans le sens de l'art. 17, on entend des fonctions civiles, judiciaires ou administratives, qui peuvent être incompatibles avec la subordination et la fidélité qu'on doit à son pays, telles, par exemple, que celles de maire, de juge, d'administrateur ou d'agent diplomatique, qui donnent ou supposent le droit de cité; en effet il est impossible de servir à la fois deux puissances qui peuvent avoir des intérêts opposés. Mais les fonctions de chanoine, de protonotaire apostolique, de juge surrogé, qui n'ont de rapport qu'avec les principes religieux, et la puissance ecclésiastique dont elles émanent, n'attachant point celui qui les remplit à l'autorité civile, ces fonctions s'exercent sans avoir besoin d'être autorisées par le gouvernement du fonctionnaire auquel elles sont indifférentes et par conséquent étrangères. Les demandeurs disent encore que le sieur Tempé a rempli des fonctions civiles : la fausseté de ce fait est entièrement démontrée tout à la fois par la correspondance du sieur Tempé, par son testament, et par le jugement et l'arrêt déjà rendus; mais quand il serait vrai, il faudrait encore voir jusqu'à quel point ces fonctions lieraient un prêtre français, envers un prince protestant qui tolère dans ses Etats la religion catholique. Les insignes de l'Aigle-Blanc, dont on prétend qu'il était décoré, ne prouvent pas qu'il fût attaché à des fonctions exigeant des distinctions de naissance contraires au système politique du gouvernement français; il est constant au contraire que presque tous les membres des chapitres en Pologne, en Russie, en Allemagne, en Italie sont décorés; mais ces décorations ne sont que des honneurs ecclésiastiques. Enfin, c'est sans fondement que les adversaires entendent se faire un moyen de la soi-disant affiliation du testateur, à un ordre qui exigerait des distinctions de naissance. Ils devraient savoir que la disposition de l'article 17 du Code civil, qui faisait perdre la qualité de Français, par ce motif, a été retranchée du Code civil par la loi du 3 septembre 1807. Pour ce qui regarde l'établissement sans esprit de retour, il résulte d'une foule de faits reconnus incontestables que le testateur avait toujours conservé le désir et l'espoir de revoir sa patrie; au surplus, l'esprit de retour ne pouvait s'établir que par une série de faits, de vraisemblances et de présomptions, qui sont toutes du domaine exclusif des juges du fond; la Cour royale a décidé en dernier ressort sur ce point.

Il n'est pas besoin de réfuter le quatrième moyen que proposent les demandeurs : le texte de la loi qu'ils invoquent prouve évidemment qu'elle ne peut pas s'appliquer à l'espèce. Quant à celui pris de ce que le testament du sieur Tempé renferme une substitution prohibée, il est d'abord non recevable. En effet, que décide la Cour royale dont l'arrêt attaqué? Elle a déclaré n'avoir point vu, dans le testament d'Antoine Tempé, une substitution fideicommissaire prohibée; sa décision est donc une explication d'acte très simple, la déclai-

ration d'un fait vérifié qui ne peut pas être censurée par la Cour de cassation.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR:—Attendu que le sort des jésuites qui avaient même fait des vœux solennels a été irrévocablement fixé par l'art. 7 de l'édit donné à Versailles en mai 1777, enregistré au parlement de Paris le 13 du même mois, et par l'édit du 7 juin même année; que, par ces édits, et notamment par l'art. 7 du premier, les jésuites ont été expressément déclarés capables à l'avenir de recevoir tous legs et donations, de tester, de contracter et de jouir de tous les effets civils;

Attendu qu'il n'est pas justifié que les fonctions sacerdotales que feu Antoine Tempie a exercées en Pologne aient été du nombre de celles à l'égard desquelles l'autorisation du gouvernement français fût nécessaire;—Attendu que l'art. 32 de la loi du 18 germ. an 10, est inapplicable à la cause, puisqu'il se borne à défendre simplement aux étrangers de remplir en France des fonctions ecclésiastiques sans l'autorisation du gouvernement français, tandis qu'il s'agit, dans la cause, d'un ecclésiastique français qui a rempli des fonctions de son état en Pologne;—Attendu qu'il n'est pas justifié qu'Antoine Tempie ait été affilié à aucun ordre étranger qui exigeât des distinctions de naissance; que, d'ailleurs, la disposition de l'art. 17 du Code civ., invoquée sur ce point par les demandeurs, a été supprimée par la loi du 3 sept. 1807;—Attendu qu'il a été reconnu par la Cour royale de Nîmes qu'Antoine Tempie avait conservé l'esprit de retour en France;

Attendu enfin que le testament dont il s'agit ne contient pas une substitution fideicommissaire, mais seulement une institution faite conjointement au profit de Jean-Louis Tempie de Prémont et de ses enfants aînés; qu'en le décidant ainsi, et en renvoyant en conséquence, sous ce rapport, Jean-Louis Tempie de Prémont de la demande formée contre lui, la Cour royale de Nîmes a fait une juste application de la loi;—Rejette, etc.

Du 17 nov. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze.—Rapp., M. Vergès.—Concl. conf., M. Cahier, av. gen.—Pl., MM. Cochin et Joussetin.

ENREGISTREMENT.—MUTATION SÈCRÈTE.—RETROCESSION.

Lorsqu'un particulier, après s'être dessaisi de la propriété d'un immeuble, continue à être inscrit sur le rôle des contributions et à acquiescer sans réclamation le montant de ladite inscription, il y a présomption légale qu'il est devenu de nouveau propriétaire par l'effet d'une rétrocession inconnue et soustraite à l'enregistrement. La régie est, en conséquence, fondée à réclamer les droits de mutation. (L. 22 frim. an 7, art. 12.) (1)

(Enregistrement.—C. Canichon et autres.)

Du 18 nov. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Boyer.—Concl. M. Cahier, av. gen.

INDIVISION. — PACAGE. — SERVITUDE RÉCIPROQUE.

L'art. 815 du Code civil, portant que nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, s'applique à l'indivision de pacage comme à l'indivision de propriété.—La convention d'établir un pacage commun est moins l'établissement d'une servitude réciproque que l'établissement d'un état d'indivision dans le sens de la loi. (C. civ., 680 et 815.)

(1) V. dans le même sens, Cass. 3 avril 1811, et la note; id., 29 mars 1820, et 12 avril 1821.

IX.—1^{re} PARTIE.

(Biot-Vallée—C. Guyard.)

8 mai 1725, convention entre le propriétaire du domaine appelé le bois aux Chantres et le propriétaire du domaine de l'Ormeau, par laquelle ils conviennent qu'une bruyère de vingt arpens appartenant par indivis aux deux domaines, restera commune pour le pacage de leurs bestiaux.

En 1815, le sieur Guyard, propriétaire du domaine de l'Ormeau, assigne devant le tribunal de Tours le sieur Biot-Vallée, propriétaire du bois aux Chantres, pour se voir condamner à procéder au partage de la bruyère commune, de manière à ce que chaque propriétaire puisse jouir séparément de sa portion. Le sieur Guyard invoque, à l'appui de sa demande, l'art. 815 du Code civ., portant que nul ne peut être contraint à rester dans l'indivision.

Le sieur Biot-Vallée répond que la convention du 8 mai 1725 a établi une servitude de dépaissance réciproque, en faveur de chacun des deux domaines, sur la portion affectée à l'autre dans la bruyère commune; que chaque propriétaire ne peut être dépouillé de son droit contre sa volonté; que par conséquent il n'y a pas lieu à appliquer l'art. 815 du Code civ.

4 juill. 1816, jugement du tribunal de première instance, qui ordonne qu'il sera procédé par experts, à la division en deux parties égales de la bruyère indivise et en bornage des deux portions.

Appel.—15 janv. 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale d'Orléans.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Biot-Vallée, pour violation de l'article 686 du Code civ., et fausse application de l'art. 815; en ce que l'arrêt dénonce à refus d'accorder effet à une convention des parties, par laquelle elles avaient établi une servitude réciproque sur leurs parts respectives, dans la propriété commune, bien qu'aux termes de l'art. 686 il soit permis à toutes personnes d'établir sur ou pour leurs héritages, telles servitudes qu'elles jugeront convenables.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que la communauté de pâturages énoncée dans l'acte du 8 mai 1725, sur le terrain en bruyère dont il s'agit, était liée à l'indivision de ce terrain convenue entre les parties;—Attendu que d'après l'art. 815 du Code civ., nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, qu'elles qu'aient pu être les conventions faites à ce sujet; qu'ainsi la faculté de faire cesser l'indivision dudit terrain emporte avec elle celle d'y faire cesser la communauté de pâturages, et qu'en le jugeant ainsi, et en autorisant le défendeur à faire diviser et borner le susdit terrain et à faire clore la portion qui lui sera départie, la Cour royale d'Orléans n'a contrevenu à aucune loi;—Rejette, etc.

Du 18 nov. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Trinquetlaque.—Concl. conf., M. Cahier, av. gen.—Pl., M. Delagrèze.

RENTES. — REMBOURSEMENT. — EFFET RÉTROACTIF.

Du 18 nov. 1818 (aff. Prochasson).—V. cet arrêt supra à la date du 10.

1^{er} JUGEMENT.—ASSISTANCE DE JUGE.

2^{es} MOTIFS.—CHIEFS DISTINCTS.

1^{er} Le jugement d'un juge de paix n'est pas nul par cela seul que, dans la cause, un jugement préparatoire aurait été rendu par son suppléant; à ce cas ne s'applique pas l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810. (2)

(2) V. anal. dans le même sens, Cass. 25 janv. 1815, et la note; 1^{er} fév. 1820; 27 fév. 1821; 25

2^e L'absence de motifs sur quelques chefs d'un jugement, n'entraîne point la nullité de ce jugement, lorsque ces chefs ne sont que des corollaires des autres chefs motivés. (Cod. proc., 141; L. 20 avril 1810, art. 7.) (1)

(Valentin—C. Fourcaud-Pavant.)

Une instance était pendante devant le tribunal de paix du canton des Andelys, entre le sieur Valentin et le sieur Fourcaud-Pavant. — Un premier jugement préparatoire est rendu par le suppléant du juge de paix. — Enfin, le juge de paix lui-même rend un jugement définitif le 11 sept. 1813, par lequel il condamne le sieur Valentin.

Appel. — Le sieur Valentin, contre les moyens du fond, propose un moyen de forme; il soutient que le juge du paix n'ayant pas connu de l'affaire dès le principe, n'avait pu la juger en définitive; que le suppléant qui avait rendu le jugement préparatoire, pouvait seul prononcer sur le fond. Il se fonde sur l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, portant que les jugemens rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause sont nuls.

13 déc. 1813, Jugement du tribunal des Andelys, qui confirme purement et simplement la décision du juge de paix. Le tribunal se borne à déclarer qu'il adopte les motifs énoncés dans les jugemens dont est appel.

POURVOI en cassation de la part du sieur Valentin. — Le demandeur soutient, 1^o que le jugement a violé l'art. 141 du Code de proc., et l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce qu'il a confirmé la décision du fond, et rejeté les moyens de nullité, proposés seulement en appel, sans énoncer d'autres motifs que ceux adoptés par le juge de paix, motifs qui, évidemment, ne peuvent s'appliquer au chef par lequel les moyens de nullité sont rejetés; d'où il résulte que le dernier chef n'est pas motivé selon le vœu de l'art. 141 du Code de proc. et de la loi du 20 avril;

2^o Que sous un autre rapport, il y a violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement n'a pas prononcé la nullité de la sentence dont est appel, bien que le juge de paix n'ayant pas connu de l'affaire dès l'origine, n'ayant pas assisté à toutes les audiences, puisqu'un jugement préparatoire avait été rendu par son suppléant, fût sans qualité pour statuer en définitive sur la contestation, aux termes de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, où il est dit, deuxième allinéa: des arrêts qui ont été rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause... sont déclarés nuls. »

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le troisième moyen, que le suppléant du juge de paix après avoir rendu le jugement du 21 août 1813, par lequel il a ordonné le transport sur les lieux, avait consommé son ministère; que le juge de paix, en reprenant ensuite les errements de l'affaire et en rendant le jugement définitif, n'a fait qu'exercer un droit et remplir un devoir; que dès lors la prétendue violation des lois invoquées n'a aucune base;

Sur le quatrième moyen: — Attendu que la loi veut en effet que les jugemens soient motivés, à peine de nullité, mais qu'elle n'attache pas la même peine aux jugemens qui, motivés sur les chefs principaux, ne le seraient pas sur des chefs qui ne sont que les corollaires des premiers; — Rejette, etc.

Du 19 nov. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Valée. — Concl. conf., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Coste.

fév. 1827; 1^{er} nov. 1828; 17 avril 1830. V. aussi Merho. Répert., v^o Jugement, § 1^{er}, n^o 9.

(1) Jurisp. constante. V. Cass. 9 juill. 1839; 29 janv. et 17 mars 1840.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — DISTILLATION. — DECLARATION.

L'obligation imposée aux bouilleurs ou distillateurs de profession, de faire une déclaration à la régie, avant le commencement de leur distillation, ne s'applique pas aux simples bouilleurs de cru. (L. 28 avril 1816, art. 36, 37 et 138.)

(Contributions ind. — C. Dornasteller.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 37 de la loi du 28 avril 1816, ne parlant que des entrepositaires négocians ou distillateurs, ne peut, par cette désignation, se référer aux simples bouilleurs de cru non négocians, ni entrepositaires; qu'il ne le peut pas mieux par la nature de ses dispositions, puisqu'il soumet les entrepositaires négocians ou distillateurs à toutes les obligations des marchands en gros, d'une partie desquelles les bouilleurs de cru sont formellement affranchis par d'autres articles de la même loi; — Attendu que si par la disposition générale sur tous les bouilleurs ou distillateurs, l'art. 36 s'applique aux bouilleurs de cru comme à ceux de profession pour assujettir à l'acquiescement du droit d'entrée, l'esou-de-vie provenant du produit de leur distillation, il n'en résulte point qu'il les soumette à faire à cet égard, avant le commencement de leur distillation, aucune déclaration à la régie; que, d'ailleurs, l'obligation de faire cette déclaration est expressément restreinte, par l'art. 138, aux bouilleurs ou distillateurs de profession; — Attendu, dans l'espèce, que l'arrêt attaqué a déclaré que la régie elle-même ne qualifiait le prévenu, ni de négociant, ni de marchand en gros, ni de distillateur de profession, ni de faisant le commerce des boissons, mais qu'elle le reconnaît au contraire comme simple bouilleur de cru, et qu'à ce titre, celui-ci n'a en effet bouilli ou distillé que les mares de sa vendange, et qu'il ne refusait pas l'acquiescement du droit d'entrée; — Attendu qu'en cet état des faits, en décidant que le prévenu n'était soumis ni à la déclaration préalable, ni à la licence, et qu'il n'avait commis ni délit, ni contravention, et qu'en confirmant par suite le jugement qui l'avait renvoyé de l'action contre lui exercée par l'administration, l'arrêt attaqué n'a violé ni l'art. 36, ni l'art. 37 de la loi du 28 avril 1816; — Rejette, etc.

Du 20 nov. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Giraud, av. gén.

1^o REGLEMENT DE POLICE. — TRIBUNAUX DE POLICE. — COMPETENCE.

2^o CULT. — PROCESSION. — REGLEMENT MUNICIPAL.

1^o Les tribunaux de police ne doivent réprimer les contraventions aux réglemens de l'autorité municipale, que lorsque ces réglemens ont été rendus sur des objets de police que la loi a confiés à la vigilance de cette autorité, et qu'elle n'a pas réglés elle-même par des dispositions particulières. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 2 et 5.)

2^o L'arrêt d'un maire qui enjoint aux habitans d'une commune de tapisser le devant de leurs maisons pour la procession de la Fête-Dieu, leur impose une obligation que la loi n'a pas prescrite, et n'est pas obligatoire pour les tribunaux (2).

(2) La Cour de cassation avait d'abord adopté la doctrine contraire (V. *supra*, arrêt du 29 août 1817); mais elle est revenue sur sa jurisprudence, d'abord

(Roman.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim.;—Vu aussi les différents articles de la loi du 18 nov. 1811, relative à la célébration des dimanches et des fêtes;—Attendu que les tribunaux de la juridiction criminelle ne sont investis de pouvoirs que pour l'exécution des lois et réglemens qui ont été rendus en vertu de leurs dispositions ou conformément à ce qu'elles ont prescrit;—Que si, d'après les art. 2 et 3 du tit. 2 du décr. du 24 août 1790, les tribunaux de police doivent réprimer, par des dispositions de police, les contraventions aux réglemens de l'autorité municipale, cette attribution est restreinte à ceux de ces réglemens qui ont été rendus sur des objets de police que la loi a confiés à la vigilance de cette autorité, et qu'elle n'a pas réglés elle-même par des dispositions particulières;—Que la loi du 8 nov. 1811 a fixé les obligations auxquelles doivent être soumis tous les citoyens pour la célébration des dimanches et des fêtes;—Que, dans ces obligations, elle n'a pas compris celle de tapiser l'extérieur des maisons pour aucune fête ni pour aucune cérémonie religieuse;—Que l'arrêté du maire de la commune de Lourmarin, du 22 mai dernier, qui enjoignait aux habitans de cette commune de tapiser le devant de leurs maisons pour la procession de la Fête-Dieu, leur imposait donc, pour la célébration de cette fête, une obligation que ladite loi n'a pas prescrite; que, dès lors, les tribunaux étaient sans pouvoir pour connaître des infractions à cet arrêté;—Que le tribunal de police du canton de Cadenet qui a condamné le demandeur à des peines de police pour y avoir contrevenu, et le tribunal correctionnel d'Apt, qui a confirmé son jugement, ont donc violé les règles de compétence et fausement appliqué les lois pénales;—Casse, etc.

Du 20 nov. 1818.—Sect. crim.—Rapp., M. Bosschard.—Concl., M. Giraud, av. gén.—Pl., M. Barrot.

MOTIFS. — EXCEPTION. — CASSATION. — REQUÊTE CIVILE.

Eroppe en appel, est proposée une exception qui n'avait pas été présentée en première instance. L'arrêt qui confirme la décision des premiers juges, en adoptant purement et simplement leurs motifs, est cassable en ce que la nouvelle exception est virtuellement rejetée, sans énonciation de motifs (1).—Ce n'est pas le cas de se pourvoir par requête civile: il n'y a point omission de prononcer sur un chef de demande. (L. 20 avril 1810, art. 7; Cod. proc., 111 et 480.) (2)

(De Beauneau.—C. Lemonier.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810;—Attendu que, par le jugement de première instance, le prince et la princesse de Beauveau ont été condamnés à payer aux frères Lemonier deux septièmes du vingt-trois années d'arrérages des deux rentes dont s'agit au procès;

par l'arrêt ci-dessus, et plus tard par un arrêt solennel du 26 nov. 1813, rendu dans la même affaire.

—V. sur ce point, Merlin, *Quest.*, v° *Procession*.

(1) V. sur ce point, Cass. 9 juin 1818, et la note.

F. aussi 19 nov. 1818.

(2) V. on ce sens, Cass. 25 juil. 1817.

(3) Rien ne peut prouver, en effet, que les conds-vie en la possession du débiteur soient identiquement les mêmes que celles qu'il avait au moment de la cessation de commerce, puisque les exercices de la régie ont été interrompus par le fait de cette cessation.

que les motifs sur lesquels ce jugement a été rendu sont relatifs au droit qu'ont les frères Lemonier d'agir en paiement de ces arrérages; qu'il n'a été ni pu être question dans ce jugement de la prescription d'une partie de ces arrérages, puisque cette exception n'avait pas encore été opposée; que c'est pour la première fois sur l'appel que le prince et la princesse de Beauveau se sont prévalus de cette exception pour se mettre à l'abri du paiement d'une partie des arrérages réclamés; que la Cour royale de Paris, après avoir posé dans son arrêt, l'unique question de savoir si cette exception de prescription était fondée, a néanmoins confirmé le jugement de première instance, d'après les motifs qui y étaient exprimés, sans en ajouter aucun relativement à la prescription; que cette omission de motifs, quant à la seule question posée dans l'arrêt, est une véritable contravention à la loi citée, et non un simple moyen de requête civile; qu'en effet, il n'y a pas eu omission de prononcer sur la demande, puisque le jugement qui y a fait droit a été confirmé, mais bien omission totale de motifs quant à la nouvelle exception qui formait l'objet important du litige sur l'appel: que, par conséquent, l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, a été formellement violé;—Casse, etc.

Du 23 nov. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Vergès.—Concl. conf., M. Cahier, av. gén.—Pl., MM. Becquoy-Beaupré et Champion.

BOISSONS.—DÉBITANT.—CÉSSATION DE COMMERCE.

*Le débitant de boissons qui a payé, en cessant son commerce le droit de 15 p. 100 sur les li-
gures restées en sa possession, n'est pas pour
cela dispensé, si plus tard il reprend son débit,
de payer le droit de vente au détail sur les
eaux-de-vie qu'il se trouvenoit au moment de
cette reprise. (L. 28 avril 1816, art. 47 et 89.) (3)*

(Contrib. indir.—C. Testu Marteau.)

Du 23 nov. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Boyer.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl., MM. Roger et Guichard.

1° COMMUNAUX. — REVENDICATION. — POSSESSION.

2° DROITS LITIGIEUX.—RETRAIT.

3° BOIS.—CANTONNEMENT.—USAGER.

1° Une commune qui prétend avoir été dépouillée d'un bien par l'effet de la puissance féodale doit justifier d'une possession à titre de propriétaire: il ne lui suffit pas d'une possession à titre d'usager. (L. 28 août 1793, art. 8.) (4)
2° L'art. 1639 du Code civil qui autorise celui contre qui un droit litigieux a été cédé, à s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix de la cession, ne s'applique pas aux ventes de corps certains et déterminés, par exemple d'un immeuble. (C. civ., 1699.) (5)

(4) F. conf., Cass. 1^{re} oct. 1791; 4 janv. 1793; 1^{er} brom. an 6; 12 juin 1813; 28 mai 1816.

(5) Le contraire était admis dans l'ancienne jurisprudence, ainsi qu'il résulte des Arrêts de M. de Lamignon, t. 1, p. 14, n° 24; de Ferrière, sur la Coutume de Paris, art. 108, § 3, n° 5, et du supplément aux œuvres de Henryst, t. 4, p. 621, col. 2. On y voit que le retrait était autorisé pour la cession d'actes et de choses litigieuses, ou de droits sur terre ou seigneurie. M. Troplong, qui voit dans l'art. 1639 du Code civil la confirmation de cette ancienne jurisprudence, critique vivement notre arrêt, et il im-

3° Le cantonnement peut être demandé par l'usager d'un bois comme par le propriétaire. (L. 28 août 1792, art. 5.) (1)

(Commune de la Roche-Canillac—C. Speher.)

La commune de la Roche-Canillac réclamait contre le sieur Speher, la propriété d'un bois nommé Laveissière. Dans l'intérêt de la commune, on soutenait qu'elle avait anciennement eu la propriété et la possession de ce bois, qu'elle en avait été dépouillée par l'effet de la puissance féodale, que les anciens seigneurs ou leurs ayans cause, le sieur Speher, ne pouvaient représenter un acte qui justifiait qu'ils eussent légitimement acheté ledit bois, que, par conséquent, aux termes de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, elle devait être réintégrée dans sa propriété. Subsidiairement, on prétendait qu'à l'époque où le sieur Speher avait acheté le bois de Laveissière du sieur Rogery, précédent propriétaire, la commune était déjà en contestation avec le sieur Rogery relativement à ce même bois, que, par conséquent, la commune avait le droit, aux termes de l'article 1699 du Code civ., de réclamer le bois litigieux, en remboursant à Speher le prix qu'il avait payé. Enfin, on demandait, pour le cas où la propriété de la commune ne serait pas reconnue, qu'attendu son droit d'usage non contesté, il fût procédé au cantonnement du bois, aux termes de l'art. 5 de la loi des 28 août-14 sept. 1792, portant que le cantonnement peut être demandé par l'usager aussi bien que par le propriétaire.

Le sieur Speher répondait qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer l'art. 8 de la loi des 28 août-14 sept. 1792; d'une part, parce que la commune ne justifiait pas avoir possédé anciennement; et de l'autre, parce que la propriété du bois dans la main des anciens seigneurs, était constatée par un acte d'acensement du 13 mai 1301, qui ne réservait aux habitants qu'un droit d'usage, dont le même acte déterminait le mode d'exercice; que l'art. 1699 du Code civ. ne s'appliquait qu'aux cessions de droits incorporels, et non aux ventes d'immeubles, que cela était démontré soit par les expressions qui y étaient employées, soit par la rubrique sous laquelle il était placé; qu'enfin le cantonnement ne pouvait être demandé par l'usager.

23 avr. 1812, jugement du tribunal de première instance de Saint-Flour qui: « considérant que l'art. 8 de la loi du 28 août 1792 n'est pas applicable à l'espèce, parce qu'il ne parle que du cas où une commune a anciennement possédé le bien revendiqué, et que la commune de la Roche-Canillac ne rapporte aucune preuve d'une ancienne possession, si ce n'est du droit d'usage à elle concédé par l'acte d'acensement du 13 mai 1301; qu'au contraire la propriété et la possession des ci-devant seigneurs, sont établies par ce dernier acte et divers autres représentés par le sieur Speher; que la demande subsidiaire formée par la commune de la Roche-Canillac, et tendante à être autorisée à exercer le retrait du bois de Laveissière aux termes de l'art. 1699 du Code civ., ne saurait être admise, parce que cet article ne s'applique qu'aux droits incorporels et non aux immeubles et autres objets corporels; qu'enfin le droit de

demande le cantonnement n'appartient pas à l'usager, mais seulement au propriétaire;—Déboutte la commune de la Roche-Canillac de sa demande, tant principale que subsidiaire. »

Appel.—12 mai et 26 juill. 1813, arrêts confirmatifs de la Cour royale de Riom.

POURVOI en cassation de la part de la commune de la Roche-Canillac: 1° pour violation de l'art. 8 de la loi des 28 août-14 sept. 1792; en ce que l'arrêt dénoncé n'a point réintégré la commune dans la propriété du bois de Laveissière, bien que l'ayant droit des anciens seigneurs ne représentât point un titre d'acquisition, tel qu'il est exigé par ledit art. 8 de la loi du 28 août; 2° pour contravention à l'art. 1699 du Code civ.; en ce que l'arrêt dénoncé n'a point autorisé la commune à se faire subroger au sieur Speher, moyennant l'offre qu'elle faisait de lui restituer le prix de son acquisition, bien qu'il y eût déjà litige au moment de la vente; 3° pour violation expresse de l'art. 5 de la loi des 28 août-14 sept., 1792; en ce que l'arrêt a décidé contre le texte formel de cet article, que l'usager n'a pas droit de demander le cantonnement.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, 1° qu'une commune n'est recevable à revendiquer un bien prétendu communal et à exiger la représentation du titre prescrit par l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, qu'autant qu'elle justifie qu'elle a ou qu'elle a eu anciennement la propriété ou la possession de ce même bien; que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué décide, en fait, que les habitants de la Roche n'ont représenté aucun titre de propriété du bois dont il s'agit, et n'ont jamais en sur ce bois d'autre possession que celle d'un simple usage;

Attendu, 2° que la subrogation aux cessions de droits litigieux, autorisée par l'art. 1699 du Code civ., n'a pour objet que les créances et autres droits incorporels; qu'elle est par conséquent inapplicable aux immeubles qui, étant des corps certains et déterminés, ne sont point compris dans la disposition de cet article;

Mais, vu l'art. 5 de la loi du 28 août 1792, ainsi conçu: « Conformément à l'art. 8 du décret du 19 sept. 1790, les actions en cantonnement continueront d'avoir lieu dans les cas de droit, et le cantonnement pourra être demandé tant » par les usagers que par les propriétaires; »

Attendu qu'aux termes de cet article le cantonnement peut être demandé par les usagers, comme par les propriétaires; que l'arrêt attaqué maintient les habitants de la Roche dans l'usage du bois dont il s'agit, et que cependant il leur refuse le cantonnement de cet usage, par l'unique motif que le droit de le demander n'appartient qu'au propriétaire; qu'en cela l'arrêt viole expressément l'article précité;—Casse et annule l'arrêt du 12 mai 1813 dont est question, et par suite celui du 26 juill. suivant, en ce seulement qu'ils refusent aux habitants de la Roche le cantonnement de l'usage à eux appartenant et dans lequel ils les maintiennent sur le bois dont il s'agit;—Et pour être fait droit sur ce chef, ainsi qu'il appartiendra;—Renvoie les parties devant la cour royale de Lyon, etc.

porte peu, dit-il (Commentaire de la vente, t. 2, n° 1001), que l'objet acheté soit meuble, immeuble ou même incorporel; la raison en est que pareille vente est bien moins l'aliénation de la chose même que la cession d'un procès, *adibus litis eventus*. Or, un procès est un droit incorporel quel que soit l'objet qu'il a pour but de poursuivre, et le Code n'a pas menti lorsqu'il a placé les art. 1699 et suiv., sous les rubriques de la cession des créan-

ces ou autres droits incorporels. » Telle est aussi l'opinion de M. Duvergier, de la Vente, t. 2, n° 379, et nous la partageons entièrement. — V. toutefois en sens contraire, Delvincourt, t. 3, notes, p. 171, et M. Rolland de Villargues, Répert. du not., v° Droits litigieux, n° 6.

(1) Aujourd'hui, d'après l'art. 58 du Code forestier, le cantonnement ne peut être demandé que par le propriétaire.

Du 24 nov. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Cassagne. — Concl. conf., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Pagesau de Livry et Champion.

LEGS UNIVERSEL. — LEGS A TITRE UNIVERSEL.

On peut, suivant les circonstances et d'après l'ensemble du testament, regarder comme un legs universel, la disposition par laquelle le testateur, après avoir d'abord légué à un premier légataire tous ses meubles, donne à un autre tous ses immeubles aux charges héréditaires, surtout lorsque ce dernier légataire est qualifié dans le testament d'héritier universel. (Cod. civ., 1003 et 1010.) (1)

(Chomat et consorts. — C. Baillydier.)

Une contestation s'est élevée entre les sieurs Chomat et consorts, héritiers légitimes du sieur Trablaine, et les sieur et dame Baillydier, héritiers institués par testament olographe.

Il s'agissait de savoir si la dame Baillydier et le sieur Baillydier fils devaient être regardés comme légataires universels ou comme légataires à titre universel.

Voici comment était conçu le testament :

« Je donne et lègue à Marie-Anne Frotton, épouse du sieur Baillydier, tous mes meubles, dettes actives, or, argenterie, etc., et, dans le cas où ladite dame Frotton, épouse dudit sieur Baillydier, décéderait avant moi, j'institue, en son lieu et place, héritier de la totalité de mes meubles et effets, le sieur Benoit Baillydier, fils aîné dudit sieur et dame mariés Baillydier Frotton. — Je donne et lègue tous mes immeubles audit sieur Benoit Baillydier, aux charges héréditaires. J'affranchis de tous droits d'enregistrement et autres quelconques, les legs particuliers contenus en mon présent testament, mon intention étant qu'ils soient à la charge de mon héritier universel ci-dessus dénommé, sans répétition entre mes légataires particuliers et dans le cas où ledit sieur Baillydier fils aîné décéderait avant moi, j'institue, en son lieu et place, pour mon héritier de la totalité de mes immeubles, le sieur Jean-Pierre Baillydier son frère, second fils dudit sieur et dame mariés Baillydier, etc. »

Au moment de la mort du testateur, c'est-à-dire le 26 fév. 1813, les sieur et dame Baillydier se mettent en possession de la succession de leur propre autorité, et ce n'est qu'au mois d'oct. 1815 qu'ils présentent requête au président du tribunal de Saint-Etienne pour obtenir l'envoi en possession.

Les sieurs Chomat et consorts, héritiers légitimes, forment opposition à l'ordonnance d'envoi en possession et soutiennent que la dame Baillydier et son fils sont légataires à titre universel, en ce que la totalité des meubles est léguée à l'un et la totalité des immeubles à l'autre, disposition que l'art. 1010 qualifie précisément de legs à titre universel; que, par conséquent, la dame Baillydier et son fils sont assujettis à demander la délivrance aux héritiers du sang, conformément à l'art. 1011, et par conséquent obligés à restituer les fruits qu'ils ont perçus avant la demande en délivrance.

Les sieur et dame Baillydier répondent qu'ils sont légataires universels, et que, comme il n'y a point d'héritiers à réserve, ils n'ont point été obligés de demander la délivrance, aux termes de l'art. 1006.

18 juin 1816, jugement du tribunal de Saint-Etienne, ainsi conçu : — « Considérant que, suivant les termes de l'art. 1003 du Code civil, le legs universel est la disposition testamentaire par laquelle le testateur donne à une ou plusieurs personnes l'universalité des biens qu'il laissera à son décès; que l'art. 1006 s'exprime ainsi : « lorsqu'au décès du testateur il n'y aura pas d'héritiers auxquels une quotité de ses biens soit réservée par la loi, le légataire universel sera saisi de plein droit par la mort du testateur, sans être tenu de demander la délivrance »; qu'aux termes de l'art. 1010, le legs à titre universel est celui par lequel le testateur lègue une quote part des biens dont la loi lui permet de disposer, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous les immeubles, ou tout son mobilier, ou une quotité fixe de tous ses immeubles ou de tout son mobilier; — Que, d'après l'art. 1011, les légataires à titre universel sont tenus de demander la délivrance aux héritiers auxquels une quotité des biens est réservée par la loi, à leur défaut, aux légataires universels, et, à défaut de ceux-ci, aux héritiers appelés dans l'ordre établi au titre des successions; — Considérant que des définitions des legs données par la loi et des principes qu'elle pose, on doit en tirer les conséquences suivantes : 1° Que la disposition testamentaire contenant un legs universel peut être faite à une ou plusieurs personnes; 2° que lorsqu'il n'existe pas d'héritiers à réserve, le légataire ou les légataires universels sont saisis de plein droit par la mort du testateur; 3° que la loi ne regarde comme legs à titre universel que les dispositions testamentaires qui, par leur effet, n'embranchent pas la succession entière; elle s'est servie des expressions une quote part, pour faire mieux comprendre qu'il faut nécessairement qu'il reste quelque chose dans l'hoirie pour l'héritier légitime; 4° que ce n'est que dans le cas où il reste quelque chose à l'héritier qu'il peut, en vertu des art. 724 et 1011, se saisir de la succession, la loi ayant voulu que dans le concours des légataires et des héritiers du sang, ceux-ci eussent la saisine de tout jusqu'à ce qu'une demande en délivrance la fit cesser à l'égard des portions de biens dont le testateur a disposé; 5° que s'il n'existe aucun héritier à réserve, et que le testateur ait épuisé toute sa fortune en dispositions universelles, l'héritier de droit se trouvant dépourvu de tout par le testament n'a plus aucune saisine, ni fictive, ni réelle; c'est pourquoi l'art. 1006 décide formellement que le légataire universel est saisi de plein droit par la mort du testateur et dispensé de demander la délivrance; 6° qu'il n'est pas nécessaire que la disposition faite à plusieurs personnes soit contenue *in uno sermone*, ni que le testateur n'ait pas assigné la part du colégataire; ces conditions exigées par l'art. 1044 pour qu'il y ait lien à accroissement au profit des colégataires, ne sont pas commandées par l'art. 1003, qui n'exige autre chose pour qu'il y ait legs universel, si ce n'est que par une disposition testamentaire, ou en d'autres termes, par le même testament, le testateur donne à une ou plusieurs personnes l'universalité des biens qu'il laissera à son décès; — Considérant que Joseph-Catherine Trablaine n'a point laissé d'héritier à qui la loi ait fait une réserve, et qu'il a, par son testament olographe, donné la totalité de la succession à la femme et au fils Baillydier, dès lors il sont réellement légataires universels, et, comme tels, ils étaient dispensés de demander la délivrance; — Considérant, au surplus, que l'effet du testament de même que les termes dont s'est servi le testateur ne permettent pas de douter de son intention à cet égard; — Par ces motifs, le tribunal sans s'arrêter à

(1) F. sur la qualification des legs, l'arrêt de Cass. du 22 fév. 1841, et la note.

POURVOI en cassation de la part de Laboissière, contre l'arrêt du 10 fév. 1814, et par suite contre ceux des 21 juin et 12 août suivans :—1° Pour contravention à l'art. 431 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré recevable l'appel interjeté par le sieur Darribau et la dame Martignelly, bien que le jugement et l'ordonnance de référé étant des décisions préparatoires, l'appel ne fût recevable qu'après le jugement définitif, conjointement avec l'appel de ce jugement ;—2° Pour contravention à l'art. 969 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt dénoncé refusait à Laboissière l'autorisation d'assister à la levée des scellés, bien qu'aux termes de cet article, il suffise d'élever des prétentions à une succession, pour avoir le droit de requérir l'apposition de scellés, et par conséquent, le droit d'assister à leur levée ;—3° Enfin pour violation de l'article 473 du Code de proc. civ., en ce que la Cour, après avoir infirmé le jugement de première instance, a retenu le fond, et n'a pas statué sur-le-champ par le même arrêt ; mais seulement les 21 juin et 12 août suivans, bien qu'aux termes de l'article 473, les Cours royales et autres tribunaux d'appel ne puissent, après avoir infirmé la décision des premiers juges, retenu le fond, qu'à la charge de statuer sur-le-champ et par le même jugement.

M. l'avocat général a conclu à la cassation sur le dernier moyen.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR ;—Considérant, sur le premier moyen, que l'ordonnance de référé et le jugement dont il s'agit ont prononcé définitivement sur un incident du procès ; qu'il n'était pas au pouvoir des juges qui ont rendu ces décisions de les rapporter ; qu'on ne peut, par conséquent, les considérer comme des actes préparatoires ;

Considérant, sur le deuxième moyen, que la Cour royale ayant jugé, en fait, que Laboissière ne justifiait, par aucune preuve, par aucune présomption, par aucune apparence du droit, la qualité par lui prise de fils et d'héritier légitime de la demoiselle Chazotte, femme divorcée Darribau, la Cour a pu en tirer, en droit, la conséquence que Laboissière n'avait aucun titre pour assister à la levée des scellés apposés sur la succession de cette femme ;

Mais, sur le troisième moyen, vu l'art. 473 du Code de proc. ;—Considérant que la question d'état qui constituait le fond cette affaire n'a été ni instruite ni jugée en première instance ; que le tribunal n'a prononcé que sur l'incident relatif aux scellés ; que, suivant l'article ci-dessus cité, la Cour royale, saisie de l'appel de ce jugement, n'aurait pu retenu la connaissance du fond qu'autant : 1° que ce fond eût été disposé à recevoir une décision définitive, et 2° qu'il eût pu être expédié avec l'incident par un seul et même arrêt ; qu'il est certain, dans l'espèce, qu'au moment où

l'arrêt d'évocation a été rendu, le fond de l'affaire n'était pas en état de recevoir une décision définitive, puisque la Cour a ordonné une plus ample instruction ; d'où il résulte que, contrairement à l'art. 473 du Code de proc., l'incident et le fond ont été jugés par des arrêts différens et à des époques éloignées ; qu'il est inexact de dire que Laboissière a acquiescé à l'arrêt d'évocation, puisqu'au moment où il a été rendu, il a déclaré qu'il ne pouvait, dans l'état actuel de la cause, plaider ni conclure au fond, puisque depuis il s'est pourvu en cassation contre cet arrêt ; puisque enfin, lors des plaidoiries qui ont précédé l'arrêt définitif, il a fait réserve de tous ses moyens et exceptions, notamment à raison du son pourvoi contre l'arrêt (d'évocation) du 10 fév. 1814 ;—Casse, etc.

Du 25 nov. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Zanichelli.—Concl. conf., M. Cahier, av. gén.—Pl., MM. Odilon-Barrot et Loiseau.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.—PRESCRIPTION.

La prescription d'un an, établie par l'art. 640 du Cod. inst. crim. pour les contraventions de simple police, ne s'applique point aux contraventions aux lois sur les contributions indirectes (1).

(Contrib. indir.—C. Boudrier.)—**ARRÊT.**

LA COUR ;—Vu l'art. 640 du Cod. d'inst. crim. ;—Attendu que la prescription d'un an établie par cet article, ne concernait que les contraventions de police simple, telles qu'elles sont énoncées par le quatrième livre du Code pénal et dont les peines sont établies dans l'art. 437 du Cod. d'inst. crim., qu'on ne peut pas ranger parmi les contraventions de police simple les contraventions aux lois qui concernent la perception des contributions indirectes, puisque les amendes qui doivent être infligées aux contrevenans dans cette dernière partie excèdent toujours le maximum de l'amende portée à 15 francs par ledit art. 437, pour les contraventions de police ;—Attendu que l'action dirigée par la régie contre Jean Boudrier quinze mois environ après la date du procès-verbal rédigé contre lui, avait pour objet la répression des contraventions prétendues par lui commises aux art. 6, 10, 14, 16, 17 et 19 de la loi du 28 avril 1816, la confiscation des vins saisis et la condamnation à une amende de 600 fr ; que cette espèce de contravention est absolument étrangère, soit par sa nature, soit par le taux des amendes qu'elle entraîne, aux contraventions de simple police ; que dès lors la Cour royale d'Orléans a fait une fautive application à l'espèce, de la prescription d'un an établie par l'art. 640 du Cod. d'inst. crim., et qu'en s'autorisant des dispositions de cet article pour rejeter l'action de la régie, ladite Cour a commis un excès de pou-

(1) L'arrêt se borne à écarter la prescription des contraventions de simple police ; mais il ne dit pas quelle prescription devrait être appliquée aux contraventions en matière de contributions indirectes. C'est qu'alors on s'efforçait à vaincre une grave difficulté sur ce point. L'art. 28 du décret du 1^{er} germ. an 13, portait que : « l'assignation à fin de condamnation, serait donnée dans la huitaine au plus tard de la date du procès-verbal. » Or, les tribunaux et les Cours jugeaient avec généralement, que cet article importait déchéance ou prescription de l'action de la régie, lorsque l'assignation n'avait pas été donnée dans la huitaine, ou qu'on, tout au moins, il fallait appliquer la prescription d'un an, relative aux contraventions de police ; mais la Cour de cassation décidait au contraire, que les peines à appli-

quer, dépassent toujours les peines de simple police, c'était la prescription de trois ans, relative aux délits correctionnels, qui pouvait seule atteindre l'action de la régie. V. Cass. 11 juin 1829 et 4 mai 1833 (Volume 1833). — Ce dernier arrêt, rendu en chambres réunies sur un second pourvoi, fut l'occasion d'un référé législatif, par suite duquel est intervenue la loi du 15 juin 1835, qui fixe à trois mois la prescription des contraventions commises en matière de contributions indirectes, et à un mois lorsque la prévention est en prison. — V. sur l'application de cette règle nouvelle, l'arrêt de Cass. du 9 juin 1837, qui décide que la déchéance est encourue par la régie, même alors qu'à son insu, le procès-verbal de contravention a été rédigé par les employés des douanes.

voir et en même temps violé les lois de la matière;—Casse, etc.

Du 25 nov. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Chasle.—Concl., M. Girard, av. gén.

DÉLIT FORESTIER.—PROCES-VERBAL.—NOTIFICATION.

En matière forestière, il est nécessaire qu'il soit donné copie des procès-verbaux aux prévenus : l'art. 183 du Cod. inst. crim. qui veut que la citation énonce les faits et tienne lieu de plainte, ne dispense pas de cette notification. (L. 29 sept. 1791, tit. 9, art. 9.) (1)

(Forêts.—C. Bedos.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu, sur le moyen de cassation présenté par la direction générale des domaines et forêts, que la disposition de l'art. 183 du Code d'inst. crim., qui porte que la citation énoncera les faits et tiendra lieu de plainte, n'a pour objet que de faire connaître aux prévenus les faits sur lesquels ils sont poursuivis; que la disposition de l'art. 9, titre 9 de la loi du 29 sept. 1791, qui ordonne qu'il soit donné copie des procès-verbaux aux prévenus, a eu pour but de leur faire connaître le titre même de l'action intentée contre eux, et de leur donner ainsi tous les moyens de défense qui peuvent résulter, soit de l'inscription de faux contre les procès-verbaux, soit des nullités qui peuvent y avoir été commises; que les dispositions de ces deux articles sont donc essentiellement différentes pour l'intérêt des prévenus; que de celle de l'art. 183 du Code d'inst. crim., il ne saurait donc résulter ni abrogation, ni modification de celle dudit art. 9, tit. 9 de la loi du 29 sept. 1791.—Rejette, etc.

Du 27 nov. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Basire.—Concl., M. Hua, av. gén.

1^o CONTRIBUTIONS INDIRECTES.—REFUS D'EXERCICE.—MARI.

2^o PROCES-VERBAL.—CONTRIBUTIONS INDIRECTES.—FOI.—PREUVE TESTIMONIALE.

1^o *La femme d'un débiteur doit être considérée comme son préposé naturel et le mari est dès lors responsable de l'opposition par elle formée en son absence, à l'exercice des employés (2).*

2^o *La preuve testimoniale peut être admise contre les faits d'un procès-verbal dressé par les préposés des contributions indirectes, lorsque ces faits concernent personnellement les employés; mais elle est inadmissible contre les faits qui sont inhérents, inseparables et constitutifs d'une contravention quelconque (3).*

(Contributions indir.—C. Fouqueau.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 26 du décret du 1^{er} germ. an 13, 35 du même décret, et 52 de la loi du 28 avril 1816;—Attendu, en premier lieu, qu'il est de principe généralement reconnu et consacré par les lois, que les maris, à l'égard de leurs femmes, et les maîtres, à l'égard de leurs agents, facteurs, serviteurs et domestiques, sont civilement responsables des faits de ceux-ci dans les emplois qu'ils leur confient; que ce principe doit s'appliquer plus spécialement encore à un débiteur de boissons, à l'égard de sa femme, par la raison qu'elle est son commis, son facteur naturel, et que c'est elle qui ordinairement tient la maison, qui veille et qui fait le détail, et qu'elle est toujours censée exécuter les volontés et les ordres de son mari dans tout ce qui concerne le commerce de

détail; et que la responsabilité du mari, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens, soit évidemment des dispositions de l'art. 35 ci-dessus rappelé;—Qu'en professant une doctrine contraire, en séparant les faits qui concernent le mari Fouqueau de ceux qui étaient imputés à sa femme, et en considérant ceux-ci comme étrangers au mari, la Cour royale d'Orléans a méconnu les vrais principes, particulièrement en matière de contributions indirectes;

Attendu, en second lieu, que la loi accorde aux procès-verbaux des employés de la régie, foi en justice jusqu'à inscription de faux;—Attendu qu'il résultait du procès-verbal du 4 déc. 1817 que les voies de fait et les injures exercées et proférées par la femme Fouqueau envers l'un des employés qui s'étaient présentés chez elle pour faire leurs exercices, injures continuées par elle en présence de son mari, qui ne chercha pas à les réprimer, les fureurs auxquelles cette femme se livra, la provocation que les employés crurent apercevoir à ce qu'ils se livrassent eux-mêmes à des voies de fait, et la crainte des malheurs qu'aurait pu occasionner leur résistance, obligèrent les employés à se retirer du domicile de Fouqueau, sans avoir pu y faire leurs exercices;—Que les employés étant autorisés par la loi à exercer chez les débiteurs et marchands de boissons, doivent jouir d'une sécurité entière dans cet exercice; qu'ils ne doivent être exposés à aucunes injures, insultes, ni voies de fait; que, loin de repousser par les mêmes voies celles qui leur seraient faites, il est de leur devoir de se retirer et de constater les empêchements qui sont apportés à l'exercice de leurs fonctions;—Que s'il faut reconnaître, d'après la jurisprudence, que la preuve testimoniale peut être admise contre les faits d'un procès-verbal, lorsque les faits concernent personnellement les employés, qu'ils sont étrangers à leurs fonctions, ou, du moins, qu'ils n'en ont ni troublé ni empêché l'exercice, et qu'ils peuvent donner lieu à des dommages-intérêts en leur faveur, il faut reconnaître aussi, d'après la loi, que ladite preuve testimoniale est inadmissible contre des faits qui sont inhérents, inseparables et constitutifs d'une contravention quelconque;—Attendu que les faits établis au procès-verbal dont il s'agit caractérisaient évidemment une opposition, un empêchement, et conséquemment un refus de l'exercice que les employés étaient en droit de faire; qu'ils étaient tellement inseparables de l'empêchement ou du refus d'exercice, que c'étaient eux-mêmes qui le constituaient, puisque, sans eux, la contravention n'aurait pas existé;—Que, dès lors, les faits constitutifs de la contravention devaient faire foi en justice, aux termes de l'art. 26, ci-dessus rappelé; et que la Cour royale d'Orléans l'a formellement violé en admettant une preuve testimoniale contre lesdits faits, et en rejetant, d'après cette preuve, l'action de la régie;—Casse, etc.

Du 27 nov. 1818.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Chasle.—Concl., M. Hua, av. gén.—Pl., M. Roger

DÉLIT FORESTIER.—COUPE DE BOIS.—RESPONSABILITÉ.—COMMUNE.

La disposition de l'art. 51, tit. 15 de l'ord. de 1669 qui rend les adjudicataires de coupes de bois responsables des délits commis à l'occasion de la cognée dans l'étendue de leurs ventes, n'est applicable qu'aux marchands adjudicataires

(1) Cela ne saurait faire difficulté aujourd'hui, en présence de l'art. 172, Cod. forest. V. cependant, Cass. 16 vent. an 9, et la note.

(2) F. conf., Cass. 11 fév. 1808; 12 août 1813; Merlin, *Repert.*, v^o *Visite*, § 2, n^o 7.

(3) F. sur ce point, Cass. 2 oct. 1818 (aff. *Cusson*), et la note.

de coupes de bois dont ils ne sont pas propriétaires.—Elle ne peut être étendue à une commune qui fait exploiter pour son compte une coupe dans un bois communal (1).

(Forêts—C. commune de Doulaire.)—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que l'art. 54, tit. 15, de l'ordonn. de 1669, n'a disposé qu'à l'égard des marchands adjudicataires de la coupe de bois dont ils ne sont pas propriétaires ; — Que le tit. 25 de la même ordonnance règle le mode d'exploitation des bois communaux, et qu'aux termes de l'art. 16 de ce titre, les agens forestiers qui ont droit de visiter ces bois, pour connaître de leur bonne ou mauvaise exploitation, ne peuvent poursuivre la répression des délits, abus, négligences ou malversations qu'ils y trouvent, contre les partikuliers, officiers, gardes et syndics, que dans le cas où ces délits procèdent du fait de ces derniers, ce qui n'est pas établi dans l'espèce ; — Rejette, etc.

Du 27 nov. 1818.—Sect. crim.—Prés. M. Baris.—Rapp., M. Basire.—Concl. M. Hua, av. gén.

BOISSONS.—DEBITS.—VASES PROHIBÉS.

La disposition de l'art. 58 de la loi du 28 avril 1816 d'après lequel les vendeurs en détail ne peuvent avoir des boissons en vaisseaux de moindre contenance qu'un hectolitre, est rigoureuse et absolue (2).—Les juges ne peuvent en conséquence faire aucune distinction entre les vaisseaux propres à contenir et conserver les liquides et ceux propres à les contenir momentanément.

(Contributions indirectes—C. Comte.)

Du 27 nov. 1818.—Sect. crim.—Prés. M. Baris.—Rapp., M. Chasle.—Concl. M. Hua, av. gén.—Pl., M. Roger.

ACTION POSSESSOIRE.—COMPLAINTE.—COMPÉTENCE.

Lorsqu'un demandeur en complainte se prévaut tout à la fois de la possession annale et de titres de propriété, l'action ne cesse pas d'être possessoire, si le juge de paix n'est pas moins compétent, surtout si le juge de paix ne réintègre le complainant qu'à cause de la possession annale et s'il ne s'occupe de la propriété que pour qualifier la possession et la déclarer non précaire (3).

(Aubertie et consorts — C. Calgnard.)

Il s'agissait d'une fontaine que les deux parties litigantes regardaient comme leur propriété particulière, et sur laquelle le demandeur et le défendeur, chacun de son côté, alléguaient des faits de possession d'an et jour, qu'ils corroboraient de la production de certains titres de propriété, au moyen desquels ils prétendaient prouver qu'ils avaient possédé *animo domini*.—Le juge de paix trouva les titres du sieur Aubertie préférables, et le maintint en possession.—Appel par Calgnard.

16 juill. 1816. Jugement du tribunal de première instance de Ribérac, qui annule le jugement du juge de paix, pour cause d'incompétence : « Attendu que les demandeurs avaient prétendu devant le juge de paix qu'ils étaient propriétaires, qu'ils avaient joui *animo domini*, et avaient ainsi présenté sous la forme d'une demande en complainte, une véritable question de

propriété, qui n'était pas de la compétence du juge de paix. »

Pourvoi en cassation par Aubertie.

ARRÊT.

LA COUR :—Vu les art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, et 23 du Code de proc. civ. ; — Attendu que, s'agissant de trouble dans la jouissance d'un objet susceptible de s'acquiescer par la prescription, le juge de paix avait été régulièrement saisi de la demande en complainte orale formée par Léonard Aubertie et consorts ; — Que si ces particuliers ont prétendu que la possession dans laquelle ils demandaient à être maintenus provisoirement, avait tous les caractères requis par la loi, notamment, que leur jouissance n'était pas à titre précaire, et qu'ils possédaient *animo domini*, ils n'ont pas néanmoins pris de conclusions pour être déclarés propriétaires, et n'ont conclu qu'an possesseur ; — Que c'est enfin sur le possessoire seulement que le juge de paix, se renfermant dans les limites de sa compétence, déterminées par les conclusions des parties, a statué par son jugement définitif du 11 oct. 1815 ; — Qu'il suit de là qu'en annulant le jugement pour cause d'incompétence, le tribunal civil de Ribérac a commis un excès de pouvoir, et a expressément contrevenu, tant à l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, qu'à l'art. 23 du Code de proc. civ. ; — Casse, etc.

Du 30 nov. 1818.—Sect. civ.—Prés. M. Desèze, p. p.—Rapp. M. Poriquet.—Concl., — M. Jonbert, av. gén.—Pl., MM. Collin et Biliout.

LETTRE DE CHANGE.—TIREUR POUR COMPTE D'AUTRUI.—ACCEPTEUR.—PROVISION.

Le tireur pour compte d'autrui n'est pas obligé personnellement à l'égard du tiré, lorsqu'il résulte des circonstances mêmes de la correspondance entre le tiré et celui pour compte de qui la lettre de change a été tirée, que le tiré a reconnu n'avoir pour débiteur que ce dernier et a déchargé de toute garantie le tireur apparent. (Cod. comm., 115.) (4)

Il y a provision, dans le sens de l'art. 115 du Cod. comm., de la part de celui pour qui une traite est tirée, par cela seul qu'il a crédité le tiré du montant de la traite et que le tiré l'en a débité par contre. (Cod. comm., 115.)

(Condert et Scherb—C. Lebaron-Desvè.)

29 mars 1817, arrêt de la Cour royale de Lyon qui statue en ces termes sur les deux questions ci-dessus :—Attendu que Chambert et compagnie, en donnant avis à Condert et compagnie de Lyon, les ont informés que les lettres étaient tirées par Lebaron-Desvè pour leur compte, en les priant de faire à ces lettres un bon accueil, au débit de leur compte ; que Condert et compagnie, en répondant à Chambert et compagnie, leur annonçèrent qu'ils ménageaient bon accueil à ces traites, comptant sur leur ponctualité à les en convier en temps ; que dès lors Condert et compagnie ont dû considérer Lebaron-Desvè comme n'étant point garant du paiement, puisque Chambert et compagnie se déclarèrent seuls débiteurs des traites envers eux, en les invitant à en porter

(1) V. pour le droit actuel sur ce point, l'art. 45 du Code forestier.

(2) V. dans le même sens, Cass. 10 et 30 août 1810 ; 15 mars 1811 ; 5 juin 1812. V. aussi le décret du 8 mai 1813 (aff. Pelletier).

(3) La jurisprudence est constante sur ce point. V. Cass. 18 mai 1813 ; 28 fév. 1814 ; 10 juin 1816, et les notes ; V. aussi 30 janv. 1837, et 6 avril 1841.

(4) V. conf., Cass. 22 mai 1817. Depuis ces arrêts, la loi du 19 mars 1817 a réglé le point de droit, en décidant qu'en l'absence de toute stipulation contraire, le tireur pour compte n'est jamais obligé qu'envers les endosseurs et le tireur, et non envers le tiré. V. notes sur Cass. 25 juin 1812 et 25 mai 1815.

le montant à leur débit; que, dans le fait, Chambert et compagnie ont porté la somme de 36,000 f., montant de ces traites, au crédit de Coudert et compagnie, que Lebaron-Dessé a soutenu que, de leur côté, Coudert et compagnie ont porté cette somme au débit de Chambert et compagnie, en demandant la représentation de leurs livres, s'ils deniaient le fait; mais qu'il n'a pas été déposé, que, suivant l'art. 115 du Code de commerce, la provision doit être faite par le tireur ou par celui pour le compte duquel le lettre de change a été tirée, et que c'est pour se conformer à cet article, que Chambert et compagnie écrivaient à Coudert et compagnie de passer ces traites à leur débit; que, si cet art. 115 soumettait le tireur à rester personnellement obligé, cette obligation n'était relative qu'aux porteurs ou endosseurs, et non à l'égard de l'accepteur, qui connaissait le débiteur direct, celui pour le compte duquel les lettres étaient tirées, devait exiger de lui, provision avant l'acceptation; que c'est dans ce sens positif que la loi du 19 du présent mois a interprété l'art. 115 du Code de commerce, et dès lors il ne saurait plus rester de doute sur ce point; attendu que, si Lebaron-Dessé n'était tenu à aucune garantie envers Coudert et compagnie, il s'ensuit que, s'il a été forcé de rembourser au porteur une partie du montant de ces lettres de change, comme personnellement tenu envers lui, d'après la disposition de l'art. 115, il doit avoir action contre celui qui accepte, parce que, d'une part, l'acceptation suppose la provision, et qu'elle en établit la preuve à l'égard des endosseurs, suivant la disposition de l'art. 117; enfin que, suivant l'art. 121, celui qui accepte une lettre de change, contracte l'obligation d'en payer le montant;

Attendu, d'ailleurs, qu'on doit considérer comme provision faite à Coudert et compagnie, d'une part, le crédit qui leur était ouvert par Chambert et compagnie, en se débitant de 36,000 f., pour le montant de ces lettres de change; d'autre part, le crédit que Coudert et compagnie sont présumés s'être ouvert sur leurs livres pour peulles sommes et pour les mêmes causes, puisqu'ils n'ont pas déposé l'existence de cette opération ni contesté le fait.

POURVOI en cassation de la part de Chambert et compagnie pour contravention à l'art. 115 du Code de commerce, et fausse application de l'art. 1^{er} de la loi du 19 mars 1817.—Les demandeurs soutiennent qu'aux termes de l'art. 115 du Code de commerce, le tireur pour compte d'autrui reste obligé envers l'accepteur; qu'il est indifférent, dans l'espèce, d'examiner si la loi du 19 mars 1817 renferme une disposition contraire, par la raison que ce n'est pas une loi interprétative applicable aux faits antérieurs à sa publication, mais bien une loi innovative qui ne peut être appliquée sans effet rétroactif à des lettres de change souscrites sous l'empire du Code de commerce.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu qu'il résulte des faits constatés par l'arrêt attaqué, que Coudert et compagnie, ont reconnu Chambert et compagnie, de Paris, pour seuls débiteurs des traites litigieuses par eux acceptées, et Lebaron-Dessé, de Caen comme n'étant point garant de leur paiement; que, d'après ces faits, dont l'application appartient exclusivement aux juges ordinaires, et sans qu'il soit besoin de s'occuper de l'application à la cause de la loi du 19 mars 1817, l'arrêt attaqué ne présente aucune violation des art. 115, 117 et 121 du Code de commerce;—Rejet, etc.

Du 1^{er} déc. 1818.—Sect. reg.—Prés. M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Borel de Bretzel. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Nicod.

RÉMÈRE.—PRIVILÈGE.—SUBROGATION.

L'acquéreur à pacte de réméré qui s'est réservé le droit de faire vendre l'immeuble et de se rembourser sur le prix, dans le cas où le réméré ne serait pas exercé dans le délai fixé, doit être colloqué sur le prix par préférence à tous créanciers hypothécaires des vendeurs postérieurs à la vente.—Il en est de même du bailleur de fonds qui a payé l'acquéreur et qui a été subrogé par lui en son lieu et place. (Cod. civ., 1659, 1673 et 2103.) (1)

(Pillon et Varin—C. Mireboux et Dossier.)

Par acte du 14 vend. an 9, le sieur Lesueur vend deux maisons à la banque territoriale. — Lesueur se réserve la faculté de rachat pendant dix ans.—Il est convenu que si le rachat n'est pas exercé dans ce délai, la banque territoriale pourra faire vendre les maisons, et retenir sur le prix ce qu'elle aura payé, tant en principal qu'intérêts, sauf à rendre l'excédant au vendeur. — En 1809, les 18 avril et 16 juin, Lesueur paie à la banque ce qu'il lui était dû; mais il déclare que le remboursement est fait avec les deniers des sieurs Poullain-Dumesnil et Dossier; en conséquence, la banque territoriale subroge lesdits sieurs Poullain-Dumesnil et Dossier dans tout ce qui lui reste de droits résultant à son profit du contrat de vente; elle donne quittance à Lesueur, déclarant le décharger pour ce qui restait à concevoir, et reconnaissant que le réméré était pleinement et entièrement exercé, toujours pour ce qui la concernait seulement et sans effet de la subrogation et-dessus. — A l'expiration du délai fixé pour l'exercice du réméré, le sieur Dossier et le sieur Mireboux, cessionnaires de Poullain-Dumesnil, n'étant pas payés par Lesueur, font vendre les maisons, et demandent à retenir sur le prix ce qui leur est dû, aux termes du contrat de vente du 14 vend. an 9.

Mais leur demande est contestée par les sieurs Pillon et Varin, dont il faut faire connaître les droits. — Dans l'intervalle des dix années qui s'étaient écoulées depuis la vente de vend. an 9, Lesueur avait revendu les mêmes maisons aux époux Hébert, qui s'étaient engagés à payer le prix dans deux ans, Lesueur promettant de son côté d'exercer, au moyen de ce paiement, le rachat contre la banque territoriale. — Les époux Hébert ne payèrent pas; et cependant le 14 nivôse an 12, toujours pendant que la banque territoriale était propriétaire sous faculté de rachat, ils consentent hypothèque en faveur des sieurs Pillon et Varin, qui prennent inscription, le 15 mess. an 12, pour une somme de 8,000 fr.

C'est en vertu de cette inscription que Pillon et Varin demandent à être colloqués sur le prix des immeubles vendus, et contestent les prétentions des sieurs Mireboux et Dossier. — Ils soutiennent que l'acquéreur à pacte de réméré n'a d'autre droit que celui de retenir l'immeuble jusqu'à son remboursement (Code civ., art. 1673); mais que s'il laisse sortir l'immeuble de sa main, il n'a point de privilège pour se faire payer sur le prix; que, dans l'espèce, le réméré ayant été exercé envers la banque territoriale, la droite de retenir l'immeuble a été éteinte; que la subrogation consentie en faveur de Mireboux et Dossier, bailleurs de fonds, n'a pu leur transmettre un privilège sur le prix de l'immeuble, puisque l'acquéreur aux droits duquel ils sont, n'avait pas lui-même ce privilège; que d'ailleurs ils n'avaient point pris hypothèque; que,

(1) F. en ce sens, Colmar, 12 juil. 1816. — C'est qu'en effet un pareil contrat est plutôt un avertissement qu'une vente à réméré proprement dite.

par conséquent, ils ne devaient être colloqués que postérieurement à tous les créanciers inscrits.

Pour les sieurs Mireboux et Dossier, on répond d'abord, que postérieurement à la veine consentie en faveur de la banque territoriale, Lesueur n'a pu revendre aux époux Hébert, par la raison qu'il avait cessé d'être propriétaire; que, par conséquent, les époux Hébert n'avaient pu consentir hypothèque sur un domaine qui ne leur appartenait pas.—En second lieu, qu'en admettant que Pillou et Varin eussent un droit d'hypothèque légitimement acquis, ils ne devaient pas moins être primés par les sieurs Mireboux et Dossier; que ceux-ci, comme représentant la banque territoriale, avaient les mêmes droits qu'elle, c'est-à-dire, celui de retenir l'immeuble, et celui de le faire vendre et de se rembourser sur le prix; qu'il y avait erreur ou mauvaise foi à soutenir que le réméré ayant été exercé à l'égard de la banque territoriale, le droit de retenir l'immeuble était éteint; que, par conséquent, la banque n'avait pu transmettre à ses cessionnaires que le droit de réclamer le prix sans privilège ni hypothèque; que, dans la vérité, les sieurs Mireboux et Dossier étaient subrogés à tous les droits de la banque, tant celui de retenir l'immeuble que celui de le vendre et de se faire payer sur le prix; qu'à leur égard, le réméré n'était point censé avoir été exercé, que cela résultait clairement et de la nature des choses et des termes de la subrogation; que dès lors, comme la banque elle-même, ils avaient droit de vendre l'immeuble et de retenir le prix; que le droit que des créanciers avaient pu acquérir postérieurement sur l'immeuble, était toujours subordonné à l'exercice des droits de l'acquéreur; que ces créanciers n'avaient pas plus de droit sur le prix de l'immeuble vendu par l'acquéreur qu'ils n'avaient de droit sur l'immeuble lui-même; qu'ainsi cet acquéreur devait, par préférence à tous les créanciers, être remboursé des sommes qu'il avait payées, tant en principal qu'en intérêts.

28 août 1815, jugement qui ordonne que les sieurs Mireboux et Dossier seront colloqués par préférence sur le prix de l'immeuble.

Appel. — 30 janv. 1816, arrêt confirmatif de la Cour royale de Rouen, ainsi conçu :— Attendu qu'un contrat de vente à titre de rachat confère la propriété à l'acquéreur, sauf le droit d'exercer le réméré; que Lesueur, par le contrat qu'il a passé au profit de la banque territoriale, s'est réservé le droit de réméré, et que, par cette clause, il ne s'est conservé que *jus ad rem*; qu'en vendant au sieur Hébert l'immeuble ou partie de l'immeuble qu'il avait précédemment aliéné à la banque territoriale, Lesueur n'a pu préjudicier aux droits et privilèges de la banque territoriale; que si Mireboux et Dossier n'eussent pas procuré des fonds à Lesueur pour exercer son droit de réméré, l'immeuble serait resté dans les mains de la banque territoriale; que ces prêteurs de deniers ont donc un privilège sur l'immeuble, et doivent être colloqués par préférence à tous autres. »

POURVOI en cassation de la part des sieurs Pillou et Varin, pour fausse application et violation des art. 2095 et 2103 du Code civ., en ce que l'arrêt dénué d'ordonné que les sieurs Mireboux et Dossier, subrogés aux droits de la banque territoriale, seraient colloqués par privilège sur le prix de l'immeuble vendu à pacte de rachat, bien que ce privilège ne soit point établi expressément par la loi, et que même on ne puisse induire par analogie que le législateur ait voulu

l'établir en faveur de l'acquéreur à pacte de rachat, ni par conséquent en faveur des bailleurs de fonds subrogés aux droits de l'acquéreur.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que, suivant le contrat de vente du 14 vend. an 9, la banque territoriale avait le droit, dans le cas où Lesueur n'exercerait pas de réméré aux époques convenues, de faire vendre les immeubles qui lui avaient été cédés à pacte de rachat, et de retenir, sur le prix de l'adjudication, tout ce qui lui serait dû en principal, intérêts et frais; que, d'ailleurs, suivant l'art. 1673 du Code civ., qui ne fait à cet égard que confirmer les anciens principes, la banque territoriale avait le droit de retenir les immeubles jusqu'au remboursement du prix principal et des frais et loyaux coûts de la vente, puisqu'aux termes de cet article, le vendeur à pacte de rachat ne peut exercer le réméré et entrer en possession des biens qu'après le remboursement du prix principal et des frais et loyaux coûts de la vente;—Attendu que, par les actes des 18 avril et 16 juin 1809, la banque territoriale, en recevant des sieurs Dossier et Poullain-Dumesnil les sommes que devait lui rembourser Lesueur pour obtenir le rachat des immeubles qu'il avait vendus, a subrogé lesdits sieurs Dossier et Poullain-Dumesnil dans tous les droits résultant à son profit du contrat de vente du 14 vend. an 9, et que, par l'acte du 16 juin, la banque territoriale n'a déclaré le réméré exercé qu'en ce qui la concernait aculement, et sauf les subrogations qu'elle avait précédemment consenties aux sieurs Dossier et Poullain-Dumesnil; qu'ainsi les sieurs Dossier et Poullain-Dumesnil ont eu le droit, comme l'avait la banque territoriale, ou de retenir les immeubles compris dans le contrat du 14 vend. an 9, ou de les faire vendre, et, dans ce dernier cas, de retenir, sur le prix de l'adjudication, toutes les sommes qu'ils avaient payées à la banque territoriale pour le compte de Lesueur; de tout quoi il résulte qu'en décidant que le sieur Dossier et le sieur Mireboux, cessionnaires de Poullain-Dumesnil, avaient le droit d'être payés par préférence aux demandeurs, sur le prix de l'adjudication qui a été poursuivie et prononcée à la requête du sieur Mireboux, l'arrêt dénoncé a fait une juste application de l'art. 1673 du Code civ., et des clauses insérées dans les actes des 14 vend. an 9, 18 avril et 16 juin 1809, ce qui suffit pour justifier ledit arrêt;—Rejette, etc.

Du 2 déc. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze, p. p.—Rapp., M. Chabot.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Rochelle et Billout.

1° ABUS DE CONFIANCE.—PRÊT SUR GAGE.

2° DÉPÔT.—PREUVE.—COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT.

1° Le créancier qui détourne le gage qui lui est remis par son débiteur, se rend coupable du délit d'abus de confiance. (Cod. pén., 408.)

2° La preuve par témoins d'un dépôt volontaire excédant la somme de cent cinquante francs, est admissible lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit du dépôt. (Cod. civ., 1341, 1347, 1923 et 1924.) (1)

La loi n'exige pas que l'écrit dont on veut déduire le commencement de preuve par écrit soit signé et daté par celui contre lequel la demande est formée: il suffit que le commencement de preuve par écrit soit puisé dans un acte émané de lui et qui rend vraisemblable le fait allégué (2).

(1) V. dans ce sens, Cass. 31 juill. 1812, et la note; Merlin, *Repert.*, v° *Dépôt*, § 1^{er}, n° 6, add., et Mangin, *Traité de l'action publ.*, t. 1^{er}, p. 386.

(2) D'après le même principe, il a été jugé qu'un interrogatoire sur faits et articles, même non allégué de la partie à laquelle on l'oppose, peut être

(Lefèvre—C. syndics Salançon.)

Le sieur Salançon poursuivait le sieur Lefèvre, son créancier, en restitution d'effets qu'il prétendait lui avoir remis en gage. Le sieur Lefèvre soutenait de son côté n'avoir point reçu de gage.

Le sieur Salançon ne présentait à l'appui de son alléguation aucun acte en forme, mais seulement des notes et des bordereaux non signés.

Jugement du tribunal correctionnel de Paris, qui, considérant ces notes et ces bordereaux comme un commencement de preuve par écrit, admit le sieur Salançon, à la preuve par témoins, conformément à l'article 1347 du Code civil. Les témoins sont entendus.

Le tribunal, considérant qu'il résultait de leurs dépositions que le sieur Salançon avait reçu du sieur Lefèvre divers objets en gage, que son refus de les représenter prouvait qu'il les avait divertis, le condamne, par application de l'art. 408 du Code pén., à trois mois d'emprisonnement et 500 francs d'amende.

14 oct. 1818, arrêt confirmatif de la Cour royale de Paris.

POURVOI en cassation de la part du sieur Lefèvre, 1° Pour fausse application de l'art. 408 du Code pén.: en ce que l'arrêt attaqué a infligé la peine qu'il prononce au fait du divertissement du gage par le créancier, bien que cet article ne prévoit point ce cas, mais seulement celui de la violation du dépôt par le dépositaire;

2° Pour violation des art. 1923 et 1924 du Code civ., qui disposent formellement que le dépôt ne peut être prouvé que par écrit, et qu'à défaut de la preuve écrite, le dépositaire en est cru sur son affirmation; ce qui, par une exception particulière au dépôt, exclut l'admission de la preuve par témoins dans tous les cas, même lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit;

3° Pour violation de l'art. 1347 du Code civil, et fausse application de l'art. 1347 du même Code, en ce que l'arrêt a admis la preuve testimoniale sur une valeur de plus de 150 fr., en considérant comme commencement de preuve par écrit des actes qui ne peuvent être regardés comme tels, puisqu'ils n'étaient pas revêtus de la signature de celui à qui ils étaient opposés.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur le moyen pris de la fausse application de l'art. 408 du Code pén., au fait dont le demandeur a été déclaré coupable, que le prêt sur gage est un contrat mixte; que la chose mobilière donnée en nantissement au créancier prend dans ses mains, pour sa conservation, la nature du dépôt; qu'en effet, l'art. 2079 du Code civil déclare formellement qu'elle n'est ainsi dans la possession du créancier qu'un dépôt assurant son privilège; que la disposition de cet article suppose un fait essentiellement différent de celui qui fait l'objet de la disposition de l'art. 411 du Code pén., de laquelle il ne peut conséquemment résulter aucune modification dudit art. 408;

Considérant que, si l'art. 1347 du Code civil défend la preuve par témoins pour toutes conventions excédant la valeur de 150 fr., l'art. 134 a fait une exception à cette règle, toutes les fois

considère comme un commencement de preuve par écrit. V. *supra*, Cass. 6 nov. 1818.

(1) V. dans le même sens, sous l'empire de la loi du 24 avril 1806, Cass. 16 nov. 1810; 9 fév. 1811; 8 fév. et 14 août 1812. V. aussi la note qui accompagne ce dernier arrêt.

(2) V. conf., Cass. 30 juill. 1807, et la note sur l'arrêt de Cass. du 5 mars 1807 (aff. *Lemaître*),

qu'il existe un commencement de preuve par écrit; que cette exception, aussi générale que la règle à laquelle elle se réfère, reçoit donc son application au contrat de dépôt, comme à toutes autres conventions; qu'elle n'est nullement restreinte par les art. 1923 et 1924 dudit Code, qui n'ont fait que renouveller d'une manière particulière, pour le dépôt, les dispositions prescrites par l'art. 1344, d'une manière générale, pour toutes les conventions excédant 150 fr.; que, d'ailleurs, le contrat de dépôt se trouvant expressément compris dans la disposition de l'art. 1341, l'exception de l'art. 1347 lui est nécessairement applicable; que, dans l'espèce, la preuve testimoniale de la remise de gages par Salançon à Lefèvre, pour sûreté des sommes qu'il en avait reçues, n'a été admise que parce qu'il a été reconnu par la Cour royale, qu'il en existait un commencement de preuve par écrit; que l'art. 1347 n'exige point que l'écrit dont on veut déduire le commencement de preuve par écrit soit signé et daté par celui contre lequel la demande est formée; qu'il suffit, d'après cet article, que le commencement de preuve par écrit soit puisé dans un acte par écrit émané de lui, et qui rend vraisemblable le fait allégué, sans néanmoins en contenir la preuve entière; que, dans l'espèce, le commencement de preuve par écrit a été déduit de notes et bordereaux reconnus par Lefèvre pour être de son écriture; que ces notes et bordereaux formaient des actes écrits, quoiqu'ils n'eussent point le caractère d'actes parfaits et consommés par sa signature; que la Cour royale ayant déclaré que ces actes rendaient vraisemblable l'existence des dépôts faits par Salançon à Lefèvre, et dont il s'agissait au procès, à donc pu en admettre la preuve par témoins. — Rejette.

Du 3 déc. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barri. — Rapp., M. Benschop. — Concl., M. Freteau de Pény, av. gén. — Pl., MM. Loleau et Nicod.

BOISSONS. — DÉCLARATION.

Quelque petite que soit la quantité d'eau-de-vie trouvée dans le domicile d'un délinquant, elle suffit pour constater une contravention, s'il n'en a pas été fait déclaration et si la conté n'en est pas représentée. (L. 28 avril 1816, art. 50, 53 et 61.) (1)

(Contributions indirectes — C. V. Bayant.)

Du 3 déc. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barri. — Rapp., M. Chassies. — Concl., M. Freteau, av. gén.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — VISITE DOMICILIAIRE.

Les employés des contributions indirectes ne peuvent entrer dans le domicile d'un citoyen non soumis à leurs exercices, qu'autant qu'ils en ont reçu l'ordre d'un employé supérieur; à défaut de cette formalité le procès-verbal est nul, et le défaut d'opposition du citoyen ne peut couvrir cette nullité. (L. 28 avril 1816, art. 237.) (2)

(Arrêt — C. contrib. indir.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte évidemment des dispositions de l'art. 237 de la loi du

rendu en matière forestière. — F. aussi Cass. 13 fév. 1819, et 10 avril 1823. — La jurisprudence en matière de contributions indirectes, a distingué entre l'exhibition de l'ordre légal et l'assistance d'un fonctionnaire, et elle n'admet la nullité que dans le premier cas; l'infraction de la deuxième formalité ne donne au particulier que le droit de s'opposer à la visite. F. MM. Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 4, p. 215.

26 avril 1816, que le législateur, considérant combien il importe à la sûreté et à la sécurité des citoyens, que leur asile et domicile soit inviolable et respecté, a jugé que les formalités prescrites par les lois antérieures concernant les visites domiciliaires par les employés, étaient insuffisantes pour garantir cette inviolabilité, puis-que après avoir rappelé littéralement les anciennes dispositions dans ledit art. 237, il y a ajouté celle-ci : « Les visites ne pourront avoir lieu que d'après l'ordre d'un employé supérieur du grade de contrôleur au moins, qui rendra compte des motifs au directeur du département ; » — Que ces expressions de la loi ne pourront, sont en même temps prohibitives, impératives et absolues ; qu'elles ne permettent aux employés l'entrée dans le domicile d'un citoyen non soumis à leurs exercices qu'autant qu'ils en ont reçu l'ordre d'un employé supérieur ; qu'il s'ensuit que de simples employés auxquels le législateur n'a pas voulu s'en rapporter absolument pour les visites de cette espèce, sont sans qualité comme sans caractère, s'ils n'ont pas reçu l'ordre impérieusement commandé par la loi, et que dès lors la défaut d'opposition d'un citoyen non soumis à l'exercice, à leur entrée dans son domicile, ne peut couvrir le vice de leurs opérations, ni les légitimer ; — Attendu, dans l'espèce, que Jean-Pierre Arribert, volturier, n'était point assujéti aux visites et exercices des employés ; qu'ils ne se sont point présentés à son domicile pour y suivre des marchandises transportées en fraude, qui, au moment d'être saisies, auraient été introduites dans le domicile pour les soustraire à leurs recherches ; que dès lors les employés n'auraient pu s'y introduire qu'en vertu d'un ordre tel qu'il est impérieusement commandé par ledit art. 237 ; — Qu'aucun ordre de cette espèce n'a été énoncé au procès-verbal de saisie, qu'il n'en a été justifié ni même articulé aucun au cours de l'instance ; et qu'en supposant, ce qui n'est pas, que le prétendu consentement d'Arribert à ce que les employés visitassent son domicile aurait pu légitimer leur démarche arbitraire, on ne pourrait pas dire que le consentement ait été libre, puis qu'en entrant chez lui les employés ont développé toutes les apparences de la contrainte et de la force, en s'y présentant au nombre de quatre et accompagnés de gendarmerie ; — Attendu que dans ces circonstances la Cour royale de Riom s'est exactement conformée aux dispositions de l'art. 237 de la loi du 28 avril 1816, et qu'elle n'a violé aucune loi en rejetant les demandes de la direction générale aux fins de condamnation à l'amende ; — Rejette, etc.

Du 4 déc. 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Chasles. — Concl., M. Freteau de Pény, av. gén. — Pl., M. Roger.

FAUX INCIDENT. — CASSATION. — ARRÊT DÉNONCÉ.

Dans l'instance en cassation, on peut s'inscrire en faux incident contre l'arrêt dénoncé. (Ordonnance de 1737 ; Régl. de 1738 ; Cod. proc., 214.) (1)

(Braunhauban — C. Bonnafon.)

26 mars 1817, arrêt de la Cour royale de Pau,

(1) V. en ce sens, Cass. 29 fruct. an 4, et 29 juill. 1807.

(2) La Cour de cassation a constamment jugé dans ce sens ; elle n'a jamais admis la présomption de possession ancienne en faveur des communes, qu'à l'égard des terrains vains et vagues. V. Cass. 9. 27 vent. an 5 ; 22 niv., 2 vent. an 7 ; 14 vend. an 9 ; 10 fruct. an 13 ; 8 mars 1806 ; 24 mars

qui condamne le sieur Braunhauban à payer au sieur Bonnafon la somme de 144,503 fr.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Braunhauban, pour violation de l'art. 27 de la loi du 27 vent. an 8 ; de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ; en ce que l'arrêt a été rendu par moins de sept juges, et n'a pas été prononcé publiquement. L'arrêt attaqué portait cependant qu'il avait été rendu publiquement et par sept juges. — Requête de la part du sieur Braunhauban, pour être admis à s'inscrire en faux contre ces énonciations de l'arrêt.

Le sieur Bonnafon a soutenu que les arrêts et les jugemens étaient inaccessibles à l'inscription de faux. Il est, dit-il, de la plus haute importance que la foi des arrêts soit inébranlable. Si cette foi n'est pas conservée comme sacrée et inviolable, les fortunes, la tranquillité des familles n'ont plus de bases. Tout est remis en question ; il n'y a plus rien de positif. On conçoit, il est vrai, que la fraude est possible dans la rédaction d'un arrêt. Mais toutes les garanties désirables sont données contre cette possibilité : et, pour obvier à cet inconvénient si rare, doit-on ouvrir le champ à une foule d'autres qui auront les suites les plus funestes ? Ce serait détruire tout ce que la justice peut avoir de stable.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR : — Attendu que l'inscription de faux incident pour laquelle l'autorisation est demandée, frappant sur l'existence légale de l'arrêt, est, par là même, un moyen préliminaire sur lequel il doit être statué ; — Attendu que l'ordonnance de 1737 et le règlement de 1738 autorisent cette voie de la manière la plus précise, puisque la première de ces lois la permet contre quelque pièce que ce puisse être, et que l'une et l'autre régissent les formes de la procédure à suivre pour y parvenir ; — Faisant droit sur la requête du sieur Braunhauban, lui permet de s'inscrire en faux incident, en la forme voulue par la loi, contre les énonciations de l'arrêt de la Cour royale de Pau, du 26 mars 1817, etc.

Du 7 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Rupérou. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Delagrè.

COMMUNAUX. — RYVENICATION.

Les communes ne peuvent revendiquer contre les ci-devant seigneurs des terrains depuis longtemps plantés en bois ou mis de quelque autre manière en état de production, qu'en justifiant qu'elles ont eu anciennement la propriété ou la possession de ces terrains. (L. 28 août 1792, art. 8 ; 40 juin 1793, art. 1^{er}, sect. 4.) (2)

(Bourré — C. La commune de Troissereux.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR : — Vu l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, portant : « Les communes qui justifieront avoir anciennement possédé des biens ou droits d'usage quelconques dont elles auront été dépourvues en totalité ou en partie par des ci-devant seigneurs, pourront se faire réintégrer dans la propriété et possession desdits droits d'usage, nonobstant tous édits, arrêts du conseil, lettres patentes, jugemens, transactions, et possessions

1807 ; 27 avril 1806 ; 14 janv. 1811 ; 12 juill. 1814. V. aussi dans ce sens, Douai, 21 déc. 1831. — Au surplus, sur ce qu'il faut entendre par terrains vains et vagues, voy. la Jurisprudence du XI^e siècle à ces mots, § 1^{er}. V. aussi Merlin, Répert., v^o Terrains vains et vagues, et Communaux, § 3 ; Quest., cod. verb., § 3, n^o 1. — V. encore l'arrêt de rejet du 29 déc. 1832.

contraires, à moins que les ci-devant seigneurs ne représentent un acte authentique qui constate qu'ils ont légitimement acheté lesdits biens : Vu aussi l'art. 1^{er}, sect. 4 de la loi du 10 juin 1793, ainsi conçu : « Tous les biens communaux en général, connus sous les divers noms de terres vaines et vagues, pastes, garrigues, landes, pacages, pâis, ajoues, bruyères, bois communs, hermes, vains, palus, marécages, montagnes, et sous toute autre dénomination quelconque, sont et appartiennent de leur nature à la généralité des habitants ou membres des communes ou des sections de commune dans le territoire desquelles ces communes sont situés, et comme telles lesdites communes ou sections de commune sont fondées et autorisées à les revendiquer sous les restrictions et modifications portées par les articles suivants. — Attendu que si, d'une part, ces lois déclarent les terrains vains et vagues (très que les larris) communaux de leur nature, et si elles autorisent les communes à les revendiquer, à moins que le ci-devant seigneur ne justifie d'un titre légitime d'acquisition; d'un autre côté ces mêmes lois n'autorisent la revendication par les communes de terrains en état de culture, ou mis de toute autre manière en valeur productive, qu'autant que ces communes justifient qu'elles ont anciennement possédé ces mêmes terrains à titre de propriété; — Attendu que, dans l'espèce, les arbitres ont, par diverses dispositions de leur sentence du 21 frim. an 3, adjugé à la commune défenderesse, des terrains ou portions de terrains qu'eux-mêmes reconnaissent être depuis longtemps plantés en bois, ou mis de quelque autre manière en état de production, sans qu'il paraisse que cette commune ait légalement justifié de son ancienne possession de ces mêmes terrains : en qui ces arbitres ont fausement appliqué l'art. 1^{er}, sect. 4 de la loi du 10 juin 1793, et violé, par suite, l'art. 8 de la loi du 28 août 1792; — Casse, etc.

Du 8 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Des-
sèze, p. p. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M.
Cahier, av. gén. — Pl., MM. Dufour d'Astafort et
Guichard.

EAU.—CANAL.—PROPRIÉTAIRE RIVERAIN.—
USINES.

Eau qui coule dans un canal creusé par un propriétaire sur son fonds n'est point une eau courante, dans le sens de l'art. 644 du Cod. civ. Ce canal est une propriété privée, et ne peut être, contra le gré du propriétaire, assujéti à l'usage des riverains, encore que cet usage ne lui nuise point, et que ce soit dans l'intérêt de l'industrie. (Ced. civ., 644, 537, 543 et 545.) (1)

(Bodin — les héritiers Regnault.)
Un canal creusé dans le terrain du sieur Bodin
conduit une portion d'eau, de la rivière d'Iher-
basse aux usines du sieur Bodin. Le sieur Regnault
avait fait des constructions sur ce canal pour dé-
tourner une partie des eaux à son usage. Le sieur
Bodin prétendit que le canal était sa propriété;
que les travaux du sieur Regnault y portaient at-
teinte. — Il demanda la destruction de ces travaux.
Le sieur Regnault soutint que, le canal bordant
son domaine, il pouvait se servir des eaux dans la
proportion nécessaire pour l'irrigation de ses pro-
priétés ou pour tout autre usage, conformément
à l'art. 644 du Code civ.

Par jugement du 26 fév. 1813, le tribunal civil de Valence ordonna la destruction demandée par

le sieur Bodin. Les héritiers du sieur Regnaud furent subitamment a ses droits par son décès. — Apret, 7 juin 1816, arrêt infirmatif de la Cour royale de Grenoble, ainsi conçu : — Considérant qu'il résulte des titres produits par Charles Bodin, que le canal dont il s'agit, dérivé de la rivière d'Illérhasse, est une propriété privée et une dépendance des artifices dudit Bodin; considérait que la fabrique de soie des enfans Regnaud et les ouvrages en dépendans n'ont pu être établis au détriment des artifices de Bodin sans un titre formel; considérant que, dans toutes les hypothèses, l'existence de la fabrique à soie de Regnaud et les ouvrages en dépendans, abouissant au canal dérivé de la rivière d'Illérhasse, ne peut être un obstacle à la réclamation de Bodin tendante à avoir la libre disposition des eaux dudit canal pour le jet de ses artifices, dès que le canal est une dépendance de ces mêmes artifices, une propriété de Bodin; considérant néanmoins que les enfans de Regnaud ne doivent pas être tenus de détruire en entier tous les ouvrages qui ont été faits pour le jeu de leur fabrique à soie, mais seulement de faire les changemens, suppressions et travaux qui seront jugés nécessaires pour donner un libre cours aux eaux destinées au jeu des artifices de Bodin; — Par ces motifs, ordonne que les héritiers Regnaud soient à leurs frais, aux ouvrages existans sur le canal, tous les changemens et suppressions nécessaires pour qu'il arrive toujours aux usines de Bodin, librement et sans obstacle, le même volume d'eau que si la fabrique intermédiaire des héritiers Regnaud n'existait pas; veulant même que le tout soit réglé à l'amiable entre lesdits Bodin et Regnaud, par experts convenus ou nommés d'office.

POURVOI en cassation pour violation des art. 537, 544 et 545 du Code civ., en ce que, bien qu'aux termes de ces articles, il ne puisse être porté atteinte à aucune propriété privée, si ce n'est pour cause d'utilité publique; bien que l'arrêt ait reconnu que le canal était la propriété de Rodin, néanmoins il autorise des tiers à faire divers ouvrages sur ce canal. Le demandeur a soutenu que, dans l'art. 544 du Code civ., il faut entendre par eau courante les eaux qui sont encore laissées à leur cours naturel, telles que les rivières, et qui sont *res nullius*; mais que la portion de cette eau courante, dont un particulier se rend premier occupant, en la prenant pour son usage spécial, cesse d'être *res nullius* et devient propriété exclusive de ce particulier; qu'ainsi d'est violée la propriété que d'asservir contre son gré, au service d'un autre, un canal creusé dans son fonds et à ses frais.

Les défendeurs répondirent que l'art. 535 du Code civ. accorde aux riverains d'une eau courante la faculté d'en user à son passage; que ce principe émis généralement doit être appliqué dans toute sa latitude, sous la restriction seule de l'art. 538. En effet, la portée d'une rivière qu'on détourne ne prend pas pour cela la nature du sol dans lequel on la fait couler; tant qu'elle coule, elle n'est propriété privée de celui qui la détourne, que touchant l'usage auquel il la destine, c'est-à-dire que son droit de propriété consiste seulement à ce que nul autre ne trouble cet usage. Mais la propriété absolue, entière, n'est acquise sur cette eau, qu'autant qu'elle ne coule plus. Ces principes sont appuyés par le droit romain: *Si fossus manufactus sit per quonvis fluvium publicum flumen, nihilominus publica sit, et idcirco si quis ibi fiat, in flumine publico factum videtur.* (N. de flum., l. 1. §. 8.) Le sieur Bodin n'a donc point

(1) V. dans le même sens, Cass. 28 nov. 1815; 7 août 1839; 17 mars 1840; Colmar, 12 juill. 1812; Bordeaux, 2 juin 1840. — V. aussi, Garnier, *Rep.*

des eaux, n° 238; Proudhon, *Domaines publics*, t. 3, n° 1085; David, *Cours d'eau*, t. 2, n° 344.

sur les eaux de la rivière d'Herbasse qui coulent dans son canal, un droit de propriété tellement exclusif que les riverains de ce canal ne puissent s'en servir, quand ce service ne porte aucun préjudice ni trouble à l'usage que le sieur Rodin se propose : *Aquam demum permitti duci si sine injuria alterius id fiat* (L. 17, ff. de servit. prœd. rust.). L'arrêt qu'il attaque n'a donc point violé son droit de propriété. Il n'a fait que concilier les intérêts de l'industrie avec ceux de la propriété, en assurant aux usines du sieur Regnault les moyens de se soutenir; ce qui est conforme à l'art. 615 du Code civ.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR :—Vu les art. 537, 544, 545 et 690 du Code civ. ;—Considérant qu'il est constant au procès et reconnu par l'arrêt dénoncé que le canal dont il s'agit est la propriété privée de Rodin, sur laquelle les défendeurs n'ont acquis, ni par titre ni par la possession trentenaire, aucune servitude active, qu'il s'agit de la qu'en assujettissant cette propriété au service de l'usine des défendeurs, quelques modifications qu'elle ait apportées à cet assujettissement pour le rendre moins onéreux à Rodin, la Cour royale a substitué sa volonté à celle de la loi, et par cet excès de pouvoir, commis une contravention expresse aux art. 537, 544, 545 et 690 du Code civ. —Casse, etc.

Du 9 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Porquiel. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Darrieux et Loiseau.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — REGISTRES PORTATIFS. — INSCRIPTION DE FAUX. — INTERLIGNES.

Les registres portatifs des employés des contributions indirectes sont-ils, jusqu'à inscription de faux, des actes d'exercice qui y sont portés : un tribunal ne peut y refuser créance sous prétexte que des interlignes qui paraissent y avoir été ajoutés n'ont pas été approuvés ni signés au moment de la confection de l'acte. (L. 28 avril 1816, art. 212.) (Contributions indirectes — C. Duquoy.)

ARRÊT.

LA COUR :—Vu l'art. 212 de la loi du 28 avr. 1816, au titre des contributions indirectes, portant : « Les actes inscrits par les employés dans le cours de leurs exercices, sur leurs registres portatifs, auront foi en justice jusqu'à inscription de faux. » — Attendu que cette loi est spéciale à la matière; que sa disposition est expresse et précise, et que cet article faisait un devoir au tribunal d'Orléans de maintenir la foi due aux actes des employés, inscrits sur les portatifs, jusqu'à inscription de faux; qu'en s'arrêtant donc au moyen présenté par le rédevable, le jugement attaqué a méconnu et formellement violé l'article ci-dessus cité. —Casse.

Du 9 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legoulleux. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Roger.

TENTATIVE. — CARACTÈRES CONSTITUTIFS. — VOL. — JURY (DECLARATION DU).

Lorsque le jury, interrogé sur le point de savoir si un accusé est coupable d'une tentative de vol avec effraction, manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, ne répond que sur les deux premières circonstances et garde le silence sur le commencement d'exécution, sa déclaration est incomplète et nulle et entraîne la nullité des débats (1).

(Grandet.) — ARRÊT.

LA COUR :—Vu l'art. 2 du Code pén.;—Attendu que, dans l'espèce, le réclamant était accusé d'une tentative de vol avec effraction, manifestée par des actes extérieurs, suivie d'un commencement d'exécution, qui n'avait été suspendue et n'avait manqué son effet que par des circonstances fortuites et indépendantes de la volonté de son auteur, conséquemment d'une tentative revêtue des trois caractères exigés par la loi pour qu'elle soit considérée comme le crime même;—Que la question soumise au jury présentait également les trois caractères de la tentative déterminés par la loi;—Que la réponse du jury n'a prononcé que sur deux de ces caractères, et a gardé le silence sur le commencement d'exécution, lequel ne peut être considéré comme renfermé ni dans la manifestation de la tentative par des actes extérieurs, ni dans la suspension par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de l'auteur; que la réponse du jury a été conséquemment incomplète et insuffisante pour assaier une condamnation;—Et attendu que le jury ne s'étant point expliqué sur l'un des caractères de la tentative dont le réclamant était accusé, n'a point purgé l'acte d'accusation; qu'il y a donc lieu à de nouveaux débats;—Casse, etc.

Du 10 déc. 1818. — Sect. crim. — Rapp., M. Gailhard. — Concl., M. Huzar, av. gén.

FRÊTE. — RETOUR. — INTERDICTION DE COMMERCE.

L'art. 299 du Code de comm. qui refuse le fret de retour, lorsque le navire n'a pu entrer dans le port de sa destination, par suite d'interdiction de commerce, et a été obligé de revenir avec son chargement, n'est point applicable au cas où le capitaine, de concert avec le correspondant chargé de recevoir les marchandises, a conduit le navire dans un port voisin, y a vendu son chargement et est revenu avec une nouvelle cargaison. (Code de comm., 299.)

(Franly Swardorff — C. Tixier.)

Le brick les Victoires, appartenant au sieur Franly Swardorff, est affrété par le sieur Tixier, pour le voyage de la Guadeloupe, aller et retour; au retour du navire, le sieur Tixier refuse au sieur Franly, propriétaire et capitaine du brick, le fret du retour.

Voici sur quels motifs était fondé son refus : A l'arrivée du navire à la Guadeloupe, cette colonie était occupée par des Anglais, qui eu interdisant l'entrée; le capitaine Franly, de concert avec le sieur Napins, désigné par le sieur Tixier pour recevoir les marchandises, prit alors le parti de couler et de décharger le bâtiment à la Martinique; le il vendit sa cargaison, en prit une nouvelle, et revint au Havre. — Le sieur Tixier a prétendu que le capitaine du navire expédié pour la Guadeloupe, ne pouvant pas entrer dans le port, devait revenir en France, et que, dans ce cas, il n'avait droit qu'au fret d'aller, aux termes de l'article 299 du Code de commerce, ainsi conçu : « S'il arrive interdiction de commerce avec le pays pour lequel le navire est en route, et qu'il soit obligé de revenir avec son chargement, il n'est dû au capitaine que le fret de l'aller, quoique le vaisseau ait été affrété pour l'aller et le retour. » — Que, d'ailleurs, le capitaine Franly ne pouvait éluder l'application de la loi, en alléguant qu'il avait, malgré l'interdiction de commerce, effectué le débarquement dans un port voisin, puisqu'il avait eu cela même excédé les bornes

(1) P. dans le même sens, Cass. 4 brum. an 7, et la note; 19 mess. an 7; 25 nov. 1808; 26 juillet

et 24 août 1811; 9 janv. 1812; 23 mars 1816; 28 avril 1816; 23 sept. 1825.

de son pouvoir; qu'il ne pouvait se justifier en disant qu'il avait été autorisé par le sieur Napias; car celui-ci n'était désigné que pour recevoir les marchandises, et n'avait pas le droit de changer la direction du navire.

19 avril 1817, jugement du tribunal de commerce du Havre, qui condamne le sieur Tixier à payer le fret de l'aller et du retour: « Attendu que le débarquement à la Guadeloupe se trouvant impossible, la Martinique était un port de refuge que la prudence suggérait de choisir, au lieu d'opérer le retour sur le Havre; que le capitaine ne peut être blâmé pour ce changement de destination, et qu'ainsi le fret doit lui être payé complètement pour le double voyage du Havre à la Martinique, et de la Martinique au Havre. »

Appel de la part du sieur Tixier. — 15 août 1817, arrêt de la Cour royale de Rouen, qui, adoptant les motifs des premiers juges, et considérant en outre: « que, si le sieur Tixier a éprouvé quelque dommage du changement de destination donné à la cargaison; il n'en peut demander la réparation qu'au sieur Napias, son correspondant, et non au capitaine; — Confirme le jugement dont est appel. »

POURVOI en cassation. — Le sieur Tixier, demandeur, soutient, 1° que la direction du navire étant fixée par la charte partie, il n'était point au pouvoir du capitaine et du correspondant désigné uniquement pour recevoir la cargaison, d'en changer la destination; que dès lors l'arrêt, en justifiant la conduite du capitaine, par l'autorisation du correspondant a méconnu et violé la disposition de l'article 1998 du Code civil, aux termes duquel le mandant n'est point lié par les actes que le mandataire fait hors des bornes de son pouvoir; 2° que dès lors le changement de destination ne pouvant être justifié, le capitaine se trouvait nécessairement placé dans le cas prévu par l'art. 299 du Code de commerce, et n'était fondé par conséquent à réclamer que le fret de l'aller, aux termes de cet article; qu'ainsi, l'arrêt dénoncé avait violé la loi, en ordonnant que le fret du retour serait payé comme le fret de l'aller.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après la nature du fait, le cas non prévu dans la charte partie, et toutes les circonstances réunies et apprécées, l'arrêt a décidé, en fait, que le capitaine Swarhoff n'a point contrevenu à son mandat; qu'il s'y est conformé autant que la position extraordinaire où il se trouvait, et que ses obligations qui en résultaient pouvaient le prescrire; car il s'est adressé au correspondant même de son chargeur sur les lieux chargé de recevoir, qu'il lui avait indiqué, dans son intérêt même, pour le fait de ladite cargaison; que c'est de concert avec ce correspondant que les mesures les plus propres pour sauver la cargaison et le navire ont été prises et exécutées, d'où il suit que les juges, en le décidant ainsi, n'ont point violé les lois du mandat, et ne se sont pas mis en opposition avec les articles cités du Code de comm., 298 et 299; — Rejette, etc.

Du 10 déc. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Sieyès. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Dupont.

DOUANE. — TARAC. — FRAUDE.

Encore qu'une certaine étendue de territoire se trouve placée hors de la ligne des douanes, il

n'en est pas moins vrai que cette contrée, lorsqu'elle fait partie du territoire français, est soumise à toutes les lois du royaume, tant en matière de contributions indirectes qu'en toute autre matière. — En conséquence, l'introduction frauduleuse de tabacs dans un tel pays est passible des mêmes peines que sur tout autre point du royaume, et les juges ne peuvent excuser les contraventions sous prétexte que la régie n'a pas établi de dépôts ou bureaux de vente.

(Contributions indirectes. — C. Gauthier.)

Du 11 déc. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Chasie. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Roger.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — CONTRAVENTIONS. — PREUVE. — PORTATIF.

Du 11 déc. 1818 (aff. Ligneau-Grandcourt). — Cass. — Même décision que par l'arrêt du 20 août même année (aff. Desnoue-Bataille.)

COMPTE DE TUTELLE. — MINOR. — NCL.

L'art. 472 du Code civil qui déclare nul tout traité intervenu entre le mineur devenu majeur et le tuteur avant la reddition du compte, s'applique à la cession faite par un enfant dans un contrat de mariage, de tous ses biens maternels, à son père, qui en a l'administration en qualité de tuteur. (Cod. civ., 472.) (1) (Veyren-C. Roussel.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu l'article 472 du Code civil; — Attendu que, par son contrat de mariage du 21 brum. an 14, Marie Roussel a fait cession, à son père, de tous ses droits maternels en masse, de tous les biens qui pouvaient lui revenir du chef de sa mère, sans aucune réserve, sans aucune exception; qu'ainsi cette cession générale et illimitée comprenait tous les meubles, argent, revenus et autres effets mobiliers qui devaient entrer dans le compte de tutelle dû à Marie Roussel par son père; qu'ainsi elle était, de la part de Marie Roussel, une renonciation formelle à exiger le compte de tutelle; que néanmoins l'arrêt dénoncé a jugé que la cession ne comprenait pas les fruits que le père avait perçus pour sa fille, comme son tuteur, depuis la promulgation du Code civ. jusqu'à la majorité de la fille; et qu'au surplus, il n'a pas également jugé que les autres objets mobiliers, qui devaient être portés dans le compte de tutelle, n'étaient pas compris dans la cession; d'où il suit que ladite cession est réellement, au moins sous ce dernier rapport, un traité relatif au compte tutelaire; que dès lors ce traité étant intervenu entre un tuteur et le mineur devenu majeur, avant la reddition du compte de tutelle et la remise des pièces justificatives, devait être déclaré nul aux termes de l'article 472 du Code civ.; et, qu'en conséquence l'arrêt dénoncé a expressément violé la disposition de cet article, en déclarant valable la cession; — Casse, etc.

Du 14 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Chabot (de l'Ailier). — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Odilon-Barrot et Sirey.

ne devrait pas être étendu à un traité ou compromis étranger à l'administration du tuteur, et qui, au contraire, réserve expressément une reddition ultérieure du compte de tutelle. Cass. 16 mai 1831.

(1) V. en ce sens, Paris, 14 août 1812; Nîmes, 2 juin 1830; Merlin, *Quest.*, v° *Tuteur*, § 3; Favard, *Rép.*, v° *Tutelle*, § 10, n° 3; Duranton, t. 3, n° 637; Maguin, *des Tutelles*, t. 1, n° 715. — Mais l'art. 472

INSTITUTION CONTRACTUELLE. — PROMESSE D'ÉGALITÉ. — IRREVOCABILITÉ.

Quand un père, en mariant un de ses fils, institue son héritier pour une part égale, cette institution ne présente ni une institution irrévocable au profit de chacun des autres enfants, ni une institution universelle au profit de l'institué, au cas de prédécès des autres enfants; il n'y a là rien qui empêche l'instituant de disposer de la quotité disponible de ses biens, et, après le prédécès de ses autres enfants, il meurt lui-même en ne laissant d'autre enfant que l'institué. (Coul. civ., 913.) (1)

(Delannoy—C. Warin.)

18 nov. 1789, contrat de mariage d'Augustin-Antoine-Joseph Montois. — Par ce contrat, les époux Montois, ses père et mère, déclarent instituer ledit futur époux ou ses enfants, par représentation, leur héritier mobilier et immobilier, pour avoir une part égale en leur succession, après le décès du survivant desdits père et mère, à l'encontre de leurs autres enfants. — Ces autres enfants étaient au nombre de trois. — Postérieurement, décès de Montois père; — Décès de ses quatre enfants; — Mais l'institué laisse pour postérité une fille, Adèle Montois.

Adèle Montois a contracté deux mariages; du premier elle a eu Auguste Delannoy; du second avec le sieur Warin, elle a eu, une fille. — La veuve Montois, grand-mère d'Adèle Montois, et auteur de l'institution contractuelle, vivait encore. — En 1815, elle meurt, et laisse un testament olographe, par lequel elle institue ses héritiers, pour chacun moitié, 1° Adèle Montois, sa petite-fille; 2° Auguste Delannoy, son arrière-petit-fils, issu du premier mariage d'Adèle Montois. Enfin, décès d'Adèle Montois, alors épouse du sieur Warin; et bientôt après, décès de la fille issue de leur union. — Le sieur Warin, par le décès de sa femme et en vertu de son contrat de mariage, devenant usufruitier de la moitié des biens de sa femme, et par le décès de leur fille, il devenait héritier pour un quart. — En cette qualité, il querrelait de nullité le testament olographe fait en 1815, par la veuve Montois; il prétend que cette seconde institu-

tion est incompatible avec l'institution contractuelle qu'elle a consentie en 1789; que, par cette première institution, elle avait disposé irrévocablement de l'universalité de sa succession, qu'en conséquence, elle n'a pu valablement, en 1815, disposer en faveur d'Auguste Delannoy, au préjudice de la dame Warin, sa petite-fille, à qui toute sa succession devait être dévolue en qualité de fille du premier institué.

Il est répondu, au nom du mineur Auguste Delannoy, que cette institution contractuelle, qui disposait que l'institué aurait une part égale à celle de ses frères, avait pour but de lui donner l'assurance que ses frères ne seraient point avantagés, mais non de lui assurer l'universalité des biens des institués.

26 déc. 1816, jugement du tribunal civil de Douai, qui rejette la demande du sieur Warin.

Appel. — 25 mars 1817, arrêt de la Cour royale de Douai qui lui-même sur ces motifs : « En droit, la question a été de savoir si l'institution contractuelle dont il s'agit embrasse la généralité de la succession, ainsi que le prétend l'appelant, et si, en conséquence, la disposition testamentaire faite au profit du mineur Delannoy doit être annulée; considérant qu'il en est de l'institution d'héritiers faite par contrat de mariage, comme de celle qui serait faite par testament, et qu'il n'y a aucune différence entre elles que celle résultant de la nature de l'institution contractuelle, qui est d'être irrévocable; considérant que, lorsqu'un testateur appelle à sa succession plusieurs héritiers pour y prendre chacun une part égale, on n'examine pas le nombre des héritiers au jour de l'institution, mais de ceux existant à l'ouverture de la succession, et qu'il en est de même en matière d'institution contractuelle; considérant qu'Augustin-Joseph Montois ayant été institué, ou sa génération, en son contrat de mariage du 18 nov. 1789, pour avoir une part égale dans les successions de ses père et mère, avec trois autres enfants qui sont depuis décédés, ainsi que lui-même, avant les institués, ses droits ont appartenu à sa fille unique, femme Warin, qui est seule demeurée héritière de la succession de ses aïeux, par l'effet

(1) Il est cependant reçu en jurisprudence que la promesse d'égalité ou assurance de part héréditaire faite par contrat de mariage à un enfant par ses père et mère, est une véritable institution contractuelle qui prive les institués de la faculté de disposer à titre gratuit, si ce n'est pour sommes modiques, d'aucune portion de leurs biens. V. Cass. 11 mars 1834; Paris, 26 janv. 1833; Douai, 28 mars 1835. V. aussi dans ce sens, Merlin, *Repert.*, v° *Institution contractuelle*, § 8, n° 3; Duranton, *loc. cit.*, tom. 9, n° 698; Rolland de Vilargues, *Repert. du notariat*, v° *Institution contractuelle*, n° 33. — Mais l'arrêt que nous recueillons ici est-il en opposition avec cette jurisprudence? Merlin, *loc. cit.*, § 8, a soutenu l'affirmative, et par suite il a critiqué cet arrêt. Au contraire, Duranton, *loc. cit.*, n° 699, s'est attaché à établir que la clause du contrat de mariage, dans l'espèce ci-dessus, expliquait très bien la décision intervenue, et la rendait très conciliable avec les décisions subséquentes. Par cette clause, en effet, les père et mère « déclaraient instituer le futur époux, ou ses enfants par représentation, leur héritier mobilier et immobilier, pour avoir une part égale en leur succession, après le décès du survivant des père et mère, à l'encontre de leurs autres enfants. » Or, cette clause ne présentait pas une institution universelle en faveur de l'enfant marié, au cas des prédécès de ses frères et sœurs. Elle était seulement une assurance donnée à cet enfant que ses frères ou sœurs n'auraient pas, dans la quotité

disponible, une part à son préjudice; précaution fréquemment employée surtout dans les contrats de mariage des filles lorsqu'il y a des fils, la famille du futur craignant des avantages en faveur de ces fils, et voulant les prévenir, mais ne songeant nullement pour cela à stipuler une institution universelle au profit de la future, dans le cas où ses frères et sœurs mourraient avant les père et mère.

D'un autre côté, on ne pouvait non plus prétendre, dans l'espèce, que les autres enfants avaient été pareillement institués pour leur part, par l'effet de ces mots à l'encontre de leurs autres enfants, et qu'étaient décédés avant l'instituant, leur portion avait accrue à celle de l'enfant marié. D'abord ces expressions n'emportaient aucune institution à leur profit, et se rapportaient exclusivement à l'institution faite en faveur du futur et pour en régler l'étendue; ensuite l'institution qui eût été faite à leur profit aurait été nulle, puisqu'il est constant en doctrine et en jurisprudence que l'institution faite ou promise à tous les enfants dans le contrat de mariage de l'un d'eux, n'est valable qu'à l'égard de celui dans le contrat de mariage duquel elle est faite. D'après cela il n'y avait pas d'accroissement possible à l'égard des parts des frères et sœurs; et conséquemment, la disposition de la quotité disponible faite par les institués n'avait pas pu être critiquée. Telles sont, en substance, les considérations par lesquelles M. Duranton concilie l'arrêt ci-dessus avec ceux que nous avons cités.

de l'institution faite en sa faveur par le contrat de mariage dont il s'agit, considérant que cette institution contractuelle étant irrévocable, il n'a pu y être dérogé par le testament olographe de Marie-Barbe-Augustine Legrand, son aïeule, et qu'en conséquence, le testament ne peut nullement subsister; — Par ces motifs, la Cour a mis et met l'appellation et le jugement dont a été appelé au néant; émendant, déclare nul et de nul effet le testament dont il s'agit, en ce qui concerne les dispositions faites au profit du mineur Delannoy.

POURVOI en cassation de la part du tuteur d'Auguste Delannoy, 1° pour violation de l'art. 913 du Code civil, en ce que l'arrêt attaqué a annulé une disposition testamentaire permise par cet article; 2° pour violation des art. 893, 931, 1082, 1087 et 1089 du Code civil, dont les principes sont puisés dans les art. 3, 5 et 13 de l'ordonnance de 1731. — Cette manière de juger, dit le demandeur, est contraire à la clause de l'institution dont il s'agit. Dans cette institution, on ne trouve qu'un seul institué. Les père et mère ne sont liés qu'à son égard. Ils n'ont fait aucune promesse à leurs autres enfants. — Penser que les autres enfants ont été aussi institués, c'est contrarier les lois et les principes qui régissent la matière. Une pareille institution serait nulle. La donation irrévocable des biens que l'on possède au jour de son décès n'est autorisée qu'à raison de la faveur du mariage, et à l'égard seulement des époux ou de leurs enfants; c'est un principe reconnu de l'ancienne jurisprudence par l'art. 1082 du Code civil. (P. Bourjon, *Droit commun de la France*, t. 2, tit. 3, ch. 1^{re}, n° 5.) En supposant cette institution valable, elle ne pourrait avoir d'effet. L'institué doit survivre à l'instituant, pour profiter de l'institution. S'il meurt avant, l'institution est caduque. (Bourjon, *loc. citat.*, ch. 4, n° 1 et 2.)

Ainsi la dame Montois, en 1815, restait de toute main libre de disposer de ses biens en faveur des étrangers, pourvu qu'elle conservât entre ses enfants, l'égalité promise. C'est donc en violant l'art. 913 du Code civ. que l'arrêt attaque a annulé la disposition testamentaire faite au profit du mineur Delannoy.

Le défendeur à la cassation a répondu : Par l'institution contractuelle de 1789, les institués ont déclaré leur fils leur héritier mobilier et immobilier; cette institution est bien universelle; elle est irrévocable; ils disposaient donc irrévocablement de tout ce dont ils pouvaient disposer; ils épuisaient la faculté accordée par l'art. 913 du Code civ. — Nonobstant, en 1815, l'instituante institue un nouvel héritier, Auguste Delannoy; cette institution est nulle, et l'art. 913 n'est point violé. Mais l'institution de 1789, dit-on, n'était que pour une part égale à celle des autres enfants. — Cette clause n'est point destructive de la clause d'universalité; elle la modifie seulement; elle y apporte une condition qui consiste en ce que l'héritier universel sera tenu de délivrer à ses frères des parts égales à la sienne. De cette obligation, il suit rigoureusement que cet héritier devait être tenu de délivrer seulement autant de parts qu'il y aurait de frères existants à l'ouverture de la suc-

cession. Tous ses frères sont décédés avant cette ouverture, leurs parts ont donc accru celle de l'institué, *jure non decessendi*, laquelle par ce moyen s'est composée de la totalité.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.). LA COUR; — Vu l'art. 913 du Code civ.; — Attendu que l'arrêt dénoncé n'a pas jugé par voie d'interprétation d'acte, que l'institution dont il s'agit fut une institution universelle; qu'en effet, dans le contrat de mariage du 18 nov. 1789, l'enfant qui se mariait n'a pas été institué seul héritier de sa mère; qu'il n'a été institué que pour avoir une part égale à celle des autres enfants de l'instituante, et que d'ailleurs l'instituante n'a aucunement renoncé au droit de disposer, à titre gratuit, de la portion disponible déterminée par la loi; d'où il résulte qu'en décidant que, sous l'empire du Code civ., l'instituante, qui n'avait plus d'enfants, mais seulement une fille de son fils institué, n'avait pu disposer, par testament, de la moitié de ses biens, au profit de l'un des deux enfants de sa petite fille, l'arrêt dénoncé a expressément violé la disposition de l'art. 913 du Code; — Casse, etc.

Du 15 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés. M. Brisson. — Rapp., M. Chabot. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Guény et Loiseau.

CASSATION. — POURVOI. — FORMES. La partie qui emploie, comme moyen de cassation, les mêmes griefs que ceux qu'elle a proposés devant les juges d'appel, ne peut se borner à produire les écritures signifiées en appel et contenant ces griefs. — Elle doit, sous peine de voir sa demande rejetée, proposer ces moyens dans un mémoire en la forme voulue par le règlement de la Cour.

(Emerle — L. Pontanier.) — **ARRÊT.** LA COUR... — Sur les autres moyens, consistant dans les griefs d'appel employés comme ouvertures de cassation, sans autre production que celle des écritures qui les contiennent signifiées en cour d'appel; — Attendu qu'outre leur peu de consistance et leur contradiction avec les faits déclarés constants au procès, il suffit qu'ils soient proposés dans une forme contraire au vœu du règlement pour que la Cour n'ait pas à y statuer, et soit dispensée de s'en occuper; — Rejette, etc. Du 15 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Heurion de Pansy. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., Duprat.

AVOUÉ. — TAXE. — VACATIONS EXTRAORDINAIRES.

Si un avoué est chargé par son client, tout à la fois d'affaires à instruire devant les tribunaux et de mandats étrangers à sa profession et dont l'accomplissement ne donne lieu à aucune poursuite judiciaire, il peut réclamer, outre les droits alloués par le tarif, un salaire pour l'exécution des mandats étrangers à sa profession d'avoué. — Ce n'est pas le cas d'appliquer les lois qui défendent d'allouer aux avoués aucune somme, à titre de vacations extraordinaires ou de supplément de taxe. (Ordonn. de 1607, tit. 31, art. 12; Décret du 16 fév. 1807, art. 67 et 151; Cod. civ., 1909.) (1)

(1) Il est généralement reconnu que les avoués ont droit à une indemnité pour les affaires en dehors de leur ministère, dont ils sont chargés comme mandataires, *ad negotia*, et que même ils peuvent réclamer des honoraires extraordinaires à l'occasion des causes pour lesquelles ils sont constitués, lorsqu'il y a eu, de la part de ces officiers ministériels, des travaux, des soins et des démarches qui excèdent ce qu'ils sont habituellement tenus de faire

dans l'exercice de leurs fonctions. F. Cass. 13 janv. 1819; 10 août 1831; 13 juin 1837; Paris, 9 juin 1831, et 22 nov. 1835. F. encore en ce sens, Berriat, t. 1^{er}, p. 161, no 10; Rivoire, *Dict. raisonné du tarif*, v° Avoué, n° 6; Carro, *Taxe en matière civile*, chap. 23, pag. 189; Châteauneuf, *Comment. du tarif*, introd., n° 6 et 7, p. 67 et suiv.; Pigeau, *Comment. sur le Code de proc.*, t. 1, p. 172. — Toutefois il a été jugé que les tribunaux ne peuvent adjuger aux

(De Labriffe—C. Bazin.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que s'il est vrai en droit que les ayens ne peuvent, dans leurs mémoires de frais, demander que ce qui leur est accordé par le tarif, et qu'ils ne sont autorisés à rien réclamer au delà, à titre de vacations extraordinaires, d'indemnité ou de supplément de taxe, à moins qu'ils ne puissent justifier que leurs clients ont contracté envers eux l'obligation de leur en tenir compte, il n'est pas moins certain que, lorsqu'il ne s'agit pas d'affaires judiciaires qui aient donné lieu à quelques actes de leur ministère, dont le salaire est fixé par le décret du 16 fév. 1807, ils peuvent demander la récompense des travaux étrangers à leur profession, et de démarches faites à la sollicitation de leurs commettants, parce que dans ce cas ils agissent, non comme ayens, mais comme *mandataires ad negotia*, et que l'équité veut qu'ils puissent réclamer le dédommagement de leurs soins et de leurs peines; — Attendu que c'est sur ce fondement que la Cour royale de Paris, en reformant le jugement du tribunal civil de la Seine, a ordonné la pleine et entière exécution de l'avis de la chambre des ayens, appelée par ce même tribunal à apprécier la réclamation de M. Bazin, opération à laquelle elle a procédé sans aucune réclamation de la part du demandeur; — Attendu que la Cour royale saisie par l'appel dudit M. Bazin de l'unique question de savoir si le tribunal civil de la Seine avait à tort refusé à cet officier ministériel l'allocation de certains articles de son mémoire qu'il avait considérés comme ayant pour objet des vacations extraordinaires, ou un supplément de taxe, a été fondée, d'après les documents qu'elle avait sous les yeux, la vérification de la taxe, et l'avis de la chambre, à décider que ces articles rejetés de la taxe auraient dû être alloués, parce qu'ils ne tendaient pas à faire accorder à M. Bazin un surplus de taxe, mais la juste récompense de l'exercice de divers mandats particuliers donnés à cet officier par le demandeur, entièrement étrangers à la profession d'avoué, dont l'accomplissement n'avait donné lieu à aucune poursuite judiciaire, mais qui avaient exigé de lui beaucoup de travaux, de soins et de démarches, dont il était de toute justice qu'il fût indemnisé par son commettant; et qu'en prononçant par suite de cette appréciation de faits, que l'avis de la chambre des ayens serait exécuté selon sa forme et teneur, cette Cour n'a pu violer les dispositions des lois invoquées par le deman-

deur, parce qu'elles étaient inapplicables à l'espèce; — Rejette.

Du 16 déc. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Minier.—Concl., M. Joubert.

RENTE. — RENTE PORTABLE. — REMBOURSEMENT.

A défaut de paiement pendant deux ans des arrérages d'une rente perpétuelle portable, le capital devient exigible de plein droit par la seule expiration du terme et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure. Le droit acquis dès ce moment au créancier de demander le remboursement ne peut plus lui être enlevé, même par des offres réelles faites postérieurement par le débiteur. (Cod. civ., 1912.) (1)

(Rouxel—C. Delambert.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, en fait, qu'il est établi que la Cour royale de Rennes a reconnu que la rente dont il s'agit était portable, et que la débitrice de rente en avait cessé le paiement pendant trois ans; — Attendu, en droit, que l'art. 1912 veut que le débiteur d'une rente constituée en perpétuel puisse être contraint au rachat, s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années, et qu'il n'attache aucune condition à la concession de cette faculté; — Attendu que les art. 1184, 1156 et 1139 du Code civ. sont étrangers au contrat de constitution de rente pour lequel l'art. 1912 renferme une disposition particulière et spéciale; — Attendu que le droit conféré par cet article au créancier de la rente envers lequel le débiteur a cessé de remplir ses obligations pendant deux ans, lui étant une fois acquis, il ne peut pas lui être enlevé par des offres qu'il ne veut pas accepter; — Rejette, etc.

Du 16 déc. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Tringuelague.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., M. M. Lassis et Lavau.

TÉMOINS INSTRUMENTAIRES.—FAUX INCIDENT.—RETRACTATION.

Lorsqu'un acte authentique est argué de faux, en ce qu'il atteste la présence des témoins instrumentaires au moment de la passation de l'acte, la déclaration de ces mêmes témoins portant qu'ils n'ont signé l'acte qu'après coup ne suffit pas pour constater le faux.—Cette déclaration contradictoire avec ce qu'ils ont attesté par leur signature dans l'acte, ne peut étra d'aucun poids. (Cod. civ., 1317; Cod. proc., 232.) (2)

1829, que les dépositions de témoins signataires dans un acte authentique, sont, à elles seules, insuffisantes pour prouver la fausseté des énonciations contenues dans cet acte argué de faux, surtout quand ces dépositions ne sont pas unanimes. — Cependant, il a été jugé par la Cour de Cass. le 23 nov. 1812, que le notaire et les témoins d'un acte public peuvent être entendus sur les faits qui ont été la matière ou l'objet de l'acte par eux rédigé ou signé, et par la Cour de Rennes, le 18 avr. 1816, que les témoins qui ont vu écrire un acte sous seing privé dont la vérification se fait en justice, si qui l'ont signé avec la personne dont on méconnaît la signature, ne peuvent être reprochés comme ayant donné des certifiées sur les faits relatifs au procès. V. encore ce qu'a décidé à ce sujet la Cour d'Angers le 21 mars 1815. Mais ces décisions se concilient très bien avec celle que nous recueillons ici : les unes en effet ne font que reconnaître la capacité des témoins pour être admis à déposer, les autres prononcent sur l'autorité qui doit être attachée à leur témoignage. V. les observations en ce sens, qui accompagnent l'arrêt précité de la Cour de Cass. du 23 nov. 1812.

1829, que les dépositions de témoins signataires dans un acte authentique, sont, à elles seules, insuffisantes pour prouver la fausseté des énonciations contenues dans cet acte argué de faux, surtout quand ces dépositions ne sont pas unanimes. — Cependant, il a été jugé par la Cour de Cass. le 23 nov. 1812, que le notaire et les témoins d'un acte public peuvent être entendus sur les faits qui ont été la matière ou l'objet de l'acte par eux rédigé ou signé, et par la Cour de Rennes, le 18 avr. 1816, que les témoins qui ont vu écrire un acte sous seing privé dont la vérification se fait en justice, si qui l'ont signé avec la personne dont on méconnaît la signature, ne peuvent être reprochés comme ayant donné des certifiées sur les faits relatifs au procès. V. encore ce qu'a décidé à ce sujet la Cour d'Angers le 21 mars 1815. Mais ces décisions se concilient très bien avec celle que nous recueillons ici : les unes en effet ne font que reconnaître la capacité des témoins pour être admis à déposer, les autres prononcent sur l'autorité qui doit être attachée à leur témoignage. V. les observations en ce sens, qui accompagnent l'arrêt précité de la Cour de Cass. du 23 nov. 1812.

avoués un supplément de taxe à titre de gratification ou indemnité *in globo*. V. Cass. 25 janv. 1813. (1) Sur la nécessité de la mise en demeure à l'effet de rendre exigible, à défaut de paiement des arrérages, le capital d'une rente, la Cour de cassation a fait une distinction entre le cas où la rente est quérable, et celui où elle est portable. Dans le cas où la rente est quérable, c'est-à-dire payable chez le débiteur, la nécessité d'une mise en demeure préalable est reconnue. V. Cass. 12 mai 1819; 28 juin 1806; V. aussi dans ce sens, Aix, 10 déc. 1826, et Caen, 30 mars 1839. — Au contraire, lorsque, comme dans l'espèce ci-dessus, la rente est stipulée portable, c'est-à-dire payable au domicile du créancier, on décide généralement, comme l'a fait l'arrêt que nous recueillons ici, qu'à défaut de paiement des arrérages pendant deux ans, le droit de demander le remboursement est acquis par la seule expiration du terme, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. V. outre cet arrêt, Cass. 8 avril, et 10 nov. 1818; 25 nov. 1839, etc. — V. aussi Caen, 3 août 1827.

(2) Jugé dans la même sens par la Cour de Douai le 9 déc. 1829, et par celle de Colmar le 31 nov.

En général, des témoins qui, se retractant, démentent leur premier dire, ne sont pas dignes de confiance. (Cod. proc., 238.)
(Huissie.—C. Coudart.)

Un arrêt de la Cour royale de Paris en date du 6 juin 1817, avait déclaré, dans une contestation entre le sieur Huissie et le sieur Coudart, qu'il n'y avait pas lieu à déclarer nulle une donation entre-vifs, sur le motif que les témoins instrumentaires n'avaient pas été présents à l'acte, et n'avaient signé qu'après coup, lorsque cette irrégularité n'était prouvée que par la déclaration des témoins instrumentaires eux-mêmes. — Les motifs de l'arrêt étaient ainsi conçus : « Attendu que les deux seuls témoins entendus dans l'enquête sont les deux témoins instrumentaires de la donation, et que leur déposition contraire à ce qu'ils ont attesté par leur signature, ne suffit pas pour détruire la foi qui est due à un acte public, revêtu des formes authentiques. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Huissie. — Le demandeur fait résulter ses moyens de ce qu'aux termes de l'art. 165 de l'ordonn. de Blois, tous actes passés, devant notaire, doivent être signés par les témoins, en présence des parties ; et de ce que l'art. 2 de l'ordonn. de 1731 exige que les donations entre-vifs soient faites dans la forme ordinaire des actes passés devant notaire (dispositions reproduites dans l'art. 931 du Code civ.) ; d'où il résulte que la donation devait être déclarée nulle, puisqu'il était démontré que les témoins n'avaient pas assisté à l'acte, et n'avaient signé qu'après coup. — Il soutient que la déclaration des témoins instrumentaires suffit pour établir que réellement ils n'ont pas assisté à la rédaction de l'acte ; que la foi due à l'acte authentique cesse, dès l'instant où l'on s'inscrit en faux contre cet acte ; que dès lors les faits qu'il atteste peuvent être démontrés faux par tous les moyens possibles, et que la preuve la plus forte et la plus sûre qu'on puisse présenter, c'est la déclaration des témoins instrumentaires eux-mêmes, qui viennent attester à la justice, en pleine connaissance de cause, précisément tout le contraire de ce qu'ils on dit, on ont pu dire dans l'acte. — Voici comment s'exprime à cet égard Favre, Cod. tit. 13 : *ad legem Cornelianam de falsis, definit. 3 : Debet plus credi notario et publico instrumento, quam instrumentariis testibus adversus notarium et instrumentum fidem testantibus, quamvis instrumenti fides solemniter accusatione falsi non labefactatur. Sed post institutam et solemnem inscriptionem, cum vix nisi per testes falsitas probari possit, magis est ut testibus instrumentariis quam notario, vel instrumento credatur, si vel omnes vel majores ex parte ab instrumenti scriptura dissentiant.* — La Cour d'appel paraît avoir été frappée de ce que la déclaration des témoins dans l'acte, et celle qu'ils ont faite depuis, étant contradictoires, l'une d'elles est nécessairement fautive ; et que rien n'indiquant celle où les témoins ont trahi la vérité, dans l'incertitude, la justice devait considérer comme vraie celle qui était corroborée par la signature du notaire. Mais il faut remarquer que la déclaration faite par les témoins, devant la justice, avec serment et après que le fait sur lequel leur témoignage est invoqué, a été bien déterminé, doit inspirer beaucoup plus de confiance que celle faite dans l'acte, et qu'on peut supposer, d'après l'expérience journalière, avoir été dictée par la complaisance, ou donnée sans une connaissance parfaite des choses qu'il s'agissait de constater.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que Huissie, réclamant n'a fourni, pour établir la vérité du faux allégué, que la rétractation isolée des deux mêmes témoins

instrumentaires au premier acte dont il s'agit ; qu'il ne résulte du procès d'autres renseignements ni indices ; d'où il suit que le second arrêt définitif, ne trouvant qu'une contradiction manifeste dans les deux assertions de ces témoins uniques, dans des actes également publics et authentiques, n'a pas trouvé la preuve suffisante pour établir la preuve du délit reproché, et que le second arrêt, en le jugeant ainsi, n'a violé aucune disposition expresse des lois sus-citées, ce qui écarte les moyens pris de l'ordonnance de Blois et de l'art. 2 de celle de 1731 : — Rejette, etc.

Du 17 déc. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Sieyès. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Billout.

MARCHANDISES PROHIBÉES. — VOITURES PUBLIQUES.

La disposition de la loi du 22 août 1791 qui affranchit les voituriers publics de la responsabilité à laquelle sont soumis les autres voituriers à raison du transport de marchandises prohibées, lorsque les marchandises trouvées et saisies sur leurs voitures sont portées sur leur feuille de route, doit être entendue en ce sens que les voituriers publics ne sont dégagés de ladite responsabilité qu'autant que, par la feuille qu'ils sont tenus de représenter, l'administration des douanes est mise en état d'exercer contre les propriétaires ou expéditeurs des objets saisis, les poursuites nécessaires pour obtenir les condamnations prévues par la loi. — Ainsi, lorsque la feuille de chargement mentionne seulement comme destination la marchandise prohibée un individu qui méconnaît et refuse l'envoi fait sous son nom et ne contient aucune indication de l'expéditeur qui est resté inconnu, le voiturier ne peut invoquer l'exception ci-dessus indiquée. (L. 22 août 1791, tit. 2, art. 29 ; 28 avril 1816, art. 59 et 66.) (1)

(Douanes — C. Messageries royales.)

Du 18 déc. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Freteau de Pény, av. gén. — Pl., M. Dupont.

VOITURES PUBLIQUES. — IMPÔTS.

Il n'y a ni violation ni fautive application des lois si règlements relatifs aux impôts sur les voitures publiques dans l'arrêt qui décide qu'un voiturier qui n'a fait que deux voyages sur la même route, avec une voiture déclarée par lui d'occasion et à volonté, ne doit pas être considérée comme entrepreneur d'un service régulier de voiture publique. (L. 25 mars 1817, art. 112 et 115.) (2)

(Contributions indirectes — C. Germain.)

Du 18 déc. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Buschop. — Concl., M. Freteau, av. gén.

PREUVE TESTIMONIALE. — TRATÉMENT OLOGRAPHIQUE. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — CASSATION.

Du 18 déc. 1818 (aff. Bruère). — V. cet arrêt infra, à la date du 28.

SÉPARATION DE CORPS. — ADULTÈRE. — MAISON COMMUNE.

La femme peut demander la séparation de corps pour cause d'adultère du mari, s'il a tenu sa concubine dans sa maison, quand

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 22 mai 1818.

(2) V. sur ce point, les observations de d'Agar, qui cite et approuve la solution ci-dessus, *Traité du cont. des contrib. indir.*, t. 1, p. 171, n° 180.

même la femme aurait cessé de résider avec son mari. (Cod. civ., 230.) (1)

(Dupuis—C. Dupuis.)

En 1816, la demoiselle Navarre, épouse du sieur Dupuis, porta devant le tribunal civil de Paris, une demande en séparation de corps contre son mari pour cause d'adultère. Elle alléguait en fait que sa sœur, la demoiselle Amélie, et son mari entretenaient un commerce criminel, que d'ailleurs la demoiselle Amélie habitait le domicile conjugal. Il est à remarquer que, depuis quelque temps, la dame Dupuis avait cessé de résider avec son mari.

30 avril 1816, jugement du tribunal de première instance de la Seine, ainsi conçu : « Considérant que les faits articulés par la dame Dupuis, pour justifier sa demande, tendaient essentiellement à établir que son mari s'était rendu coupable d'adultère; qu'il avait tenu et tenait encore sa concubine dans la maison commune; ce qui suffisait, aux termes de l'art. 230 du Code civil, pour rendre les faits pertinens et admissibles, quoique la dame Dupuis eût, depuis un certain temps, cessé d'habiter la maison de son mari, parce que ce domicile est de droit celui des deux époux, celui où le mari peut forcer sa femme de se rendre ou la femme elle-même a le droit de rentrer à son gré, ce qu'elle ne peut faire si une concubine tient sa place; — Admet la dame Dupuis à la preuve des faits articulés. »

Appel. — Le sieur Dupuis soutient qu'il ne s'agit pas que le mari ait tenu sa concubine dans son domicile, pour justifier la demande en séparation de la femme; qu'il faut aussi que la femme n'ait pas quitté elle-même le domicile; qu'il faut qu'elle soit présente aux désordres de son mari, que c'est précisément par sa présence que ces désordres acquièrent un caractère de gravité, susceptible d'autoriser la demande de séparation de corps; que les termes de l'art. 230 annoncent clairement le sens dans lequel il doit être entendu : « La femme, y est-il dit, pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison commune. »

29 mars 1817, arrêt infirmatif de la Cour royale de Paris : « Considérant que les faits dont se plaint la dame Dupuis, s'étaient passés depuis qu'elle avait cessé d'habiter volontairement avec son mari; que l'adultère du mari n'est une cause de séparation comme injure grave pour la femme, que lorsque le mari tient sa concubine dans la maison ou habitation commune, et qu'il rend ainsi la femme témoin de ses désordres, etc. »

POURVOI en cassation de la part de la dame Dupuis pour violation de l'art. 230 du Code civil, en ce que la Cour a décidé que l'adultère commis par le mari dans la maison commune n'était pas une cause de séparation, lorsque la femme en était absente, bien que la loi ne fit à cet égard aucune distinction, et qu'il fût suffisant, aux termes de l'article précité, que le crime eût été commis dans le domicile conjugal. — La demanderesse soutient que le mot maison commune, de l'art. 230, s'entend évidemment du domicile des époux, qui est la résidence de droit, et non

de la résidence ou habitation de fait, qui peut être momentanément pour l'un ou l'autre des conjoints dans un endroit éloigné du domicile marital; que la maison commune est celle où sont élevés les enfans communs, et où la mère de famille est tenue de leur donner ses soins sous les yeux mêmes du père, et par conséquent le domicile du mari; que la femme n'en a point d'autre, aux termes de l'art. 108 du Code; que, si la loi a voulu que ce domicile fût respecté, si elle a infligé des peines au mari coupable qui s'y livrerait sans réserve à une conduite désordonnée, ce n'est pas seulement sans égard pour une épouse outragée dont la triste condition aurait été de faire vie commune avec une concubine, c'est encore par considération pour les enfans issus du mariage auxquels l'exemple de leur père pourrait être très dangereux, c'est en un mot par respect, tout à la fois, pour les mœurs et pour la foi conjugale; — Qu'en surplus, l'interprétation donnée à ces mots du Code, maison commune, ne résulte pas seulement de la morale et de la raison; elle est aussi tirée des termes mêmes de la loi : il est dit, art. 339 du Code pén., que le mari doit être puni comme coupable d'adultère, lorsqu'il a tenu la concubine dans la maison conjugale : or, que doit-on entendre par ces mots maison conjugale, si ce n'est le domicile du mari? Que cette disposition du Code pén. fixe d'une manière certaine le sens de l'art. 230 du Code civil, et détermine ce qu'on doit entendre par ces mots maison commune, en employant, comme équivalens, ceux-ci, maison conjugale.

Pour le défendeur on a répondu que, par ces mots maison commune de l'art. 230, il fallait entendre non pas le domicile des époux, mais la maison où habitent simultanément le mari et la femme. En effet, si le législateur avait voulu dire que l'adultère du mari commis dans la maison où il habite autoriserait la demande en séparation de corps, sans distinction entre le cas où la femme habite aussi dans cette maison, et celui où elle est absente, il aurait employé cette expression, domicile conjugal, domicile marital; ou telle autre qui aurait exprimé le domicile de droit des époux; mais au contraire il affecte de se servir du mot maison commune, c'est dire qu'il n'a entendu parler que de la maison habitée en même temps par le mari et par la femme.

Les lois romaines qui admettaient le divorce pour cause d'adultère du mari avec plus de facilité que la loi française, prennent surtout en considération la circonstance que le lien ou a été commis l'adultère est tel, que la femme a dû être témoin du crime, et par conséquent a reçu une injure plus grave. — La novelle 22, ch. 15, § 1^{er}, prévoit plusieurs cas où la femme peut demander le divorce contre son mari, notamment dans celui-ci : *Si mulier voluerit ostendere maritum... ita luxuriosus viventem, ut, insipiente uxore, cum aliis corruptatur.* — La novelle 117, chap. 9, de *justis divortii causis mulieri concessis*, porte : *Causas autem pro quibus rationabiliter potest viro a muliere mitti repudium... has esse solas disponimus.* — § 59 : *Si quis in eâ domo, in qua cum suis conjuge commanet, contemnera eam, cum aliâ*

(1) V. conf., Cass. 27 janv. 1819; 9 mai 1821; 17 août 1825; Poitiers, 2 prair. an 12; Douai, 24 juill. 1812; Orléans, 16 août 1820; Agen, 27 janv. 1821; Bruxelles, 14 oct. 1830. — Cette doctrine est également adoptée par les auteurs. V. Merlin, *Quest.*, v^o Adultère, § 7, n^o 2; Favard, *Repert.*, v^o Séparation entre époux, sect. 2, § 1^{er}, n^o 3, et v^o Adultère, § 1^{er}; Duranton, t. 2, n^o 545; Vazeille, *Traité du mariage*, t. 2, n^o 535. — V. encore la note qui accompagne l'arrêt précité de la Cour de Poitiers du 2

prair. an 12. — Il est même des cas où l'adultère du mari hors de la maison conjugale pourrait devenir une cause de séparation de corps; tel le cas où l'adultère serait accompagné de circonstances qui, par elles-mêmes, seraient le caractère d'injure grave pour la femme. V. Cass. 14 juin 1836; mais alors, à vrai dire, la séparation n'est plus prononcée pour l'adultère, mais bien pour l'injure faite à la femme.

inveniat in ea domo morans.—Une dernière considération qui, plus qu'aucun raisonnement, doit servir à fixer le sens de l'art. 230, est prise de la rédaction du projet de loi présenté en 1816, et adopté par la Chambre des pairs, sur la séparation de corps; l'art. 1^{er} est ainsi conçu : « Le mari pourra demander la séparation de corps pour cause d'adultère de sa femme : la femme pourra demander la séparation de corps pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison commune, sa femme résidant. »

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR. — Vu l'art. 230 du Code civ. ainsi conçu : « La femme pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison commune ; — Attendu que, suivant cet article, pour que la femme puisse demander la séparation de corps pour cause d'adultère de son mari, il suffit qu'il ait tenu sa concubine dans la maison commune ; que de la combinaison de cet article avec les art. 108 et 214, qui le précèdent, il résulte que, par ces expressions, *maison commune*, le Code a entendu la maison où est de droit la résidence des deux époux, celle où le mari réside, où il peut contraindre sa femme d'habiter, et où elle a droit de résider ; qu'il suit de là que la femme est recevable à demander la séparation, lors même que ces désordres se sont passés depuis qu'elle a cessé de fait de résider avec son mari ; qu'en jugeant le contraire, l'arrêt attaqué viole formellement l'art. 230, ci-dessus transcrit ; — Casse, etc.

Du 21 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Cassaigne. — Concl. conf., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Scribe.

AVANTAGE ENTRE ÉPOUX. — RENONCIATION. — CLASSE ILLICITE.

La renonciation faite par des époux, même dans leur contrat de mariage, au droit de s'avantager réciproquement, est inefficace, c'est-à-dire qu'elle est révocable ad nutum et que les tiers, en y comprenant même les héritiers légitimes, ne peuvent pas l'invoquer (1). (Greische — C. Scilvaux.)

Une clause du contrat de mariage du comte de Greische avec mademoiselle de Stack, passé devant M^r Tournay, notaire à Nancy, le 9 germ. an 9 (30 mars 1801), était ainsi conçue : — « Les futurs époux pourront réciproquement disposer, soit qu'il y ait enfants ou non, vivants, de ce mariage, en faveur l'un de l'autre, par actes entre-vifs, ou à cause de mort, de la propriété de leur part et moitié dans la communauté. — Outre les avantages stipulés que les futurs pourront se faire sur la communauté, ils sont et demeurent également autorisés à se donner réciproquement, par actes entre-vifs, ou à cause de mort, l'usufruit de tout ou partie des biens propres qu'ils délaisseront sans que les lois existantes puissent gêner la présente faculté basée entièrement sur la reconnaissance, sauf le cas de provenance d'enfants pour lequel les parties contractantes se restreindront dans leurs libéralités, conformément aux lois. »

Le 18 février 1808, le comte de Greische fit son testament olographe en ces termes : — « Je donne à madame Anne-Lucie-Thérèse-Victoire de Stack, mon épouse, si elle me survit, la propriété de ma part et portion dans notre communauté, tant en

meubles, effets ou argent, dettes actives, acquises d'immeubles, enfin tout généralement ce qui dépendra de notre communauté, pour en faire et disposer à son gré. — Je lui donne en outre, l'usufruit, pendant sa vie naturelle durant, de tous mes autres biens immeubles provenant de mes ancêtres, en quoi qu'ils puissent consister, et en quels lieux qu'ils soient situés, à charge de les entretenir, d'acquitter mes dettes et les rentes viagères et autres dont ils se trouvent grevés. — Je regrette bien sincèrement qu'on n'ait été le droit, par notre contrat de mariage, de disposer de plus. — Dans le cas où les stipulations qu'il contient ne feraient point obstacle à ma bonne volonté, n'ayant ni ascendants, ni descendants, je déclare, par ces présentes, l'instituer pour ma légataire universelle ; m'en rapportant entièrement à madite épouse pour remplir mes intentions, que je lui ai manifestées plusieurs fois. » — 28 Jauv. 1817, décès du comte de Greische.

Le 8 février suivant, madame la comtesse de Greische obtint, en vertu du testament olographe, l'envoi en possession des biens conformément à la loi. Quelques mois après, la dame de Scilvaux, nièce du testateur, demanda contre la dame de Greische la nullité de la clause du testament par lequel le sieur de Greische lui avait légué la totalité de ses biens, meubles et immeubles. — Elle se fondait sur ce que les époux Greische, en disant dans leur contrat de mariage qu'ils pourraient disposer réciproquement en faveur l'un de l'autre de l'usufruit de leurs propres, avaient entendu restreindre la faculté de disposer, et limiter la quotité disponible à l'usufruit de leurs biens ; elle soutenait que cette clause prohibitive devait avoir son effet, et qu'ainsi la disposition du testament qui y était contraire devait être annulée.

4 juin 1817, jugement du tribunal de Nancy, qui rejette ce système : « Attendu que l'art. 11 du contrat de mariage du 9 germ. an 9 ne contient point une clause prohibitive ; il ne dit pas que les époux ne pourront disposer l'un envers l'autre de telle espèce de biens ; il porte seulement qu'ils pourront se donner réciproquement l'usufruit de tout ou partie des biens propres qu'ils délaisseront, sans que les lois existantes puissent gêner la présente faculté. — On sait que la coutume générale de Lorraine ne permettait point aux femmes de faire, en faveur de leurs époux, par testament, des dispositions aussi étendues, à moins que cette faculté ne leur eût été réservée par leur contrat de mariage. — Il est à croire que les rédacteurs de l'art. 11 du contrat de mariage du 9 germ. an 9, ignoraient que la loi du 17 niv. an 2 avait aboli toute restriction à la faculté de disposer entre époux, lorsqu'il n'existait point d'enfants, ou qu'ils avaient voulu prévenir les changements que cette loi du 17 niv. pouvait subir à cet égard, dans un temps où le Code civil n'existait pas encore, et où la législation en matière de testament et de succession pouvait ne pas paraître définitivement fixée. — Quoi qu'il en soit, il est évident que ce contrat de mariage de l'an 9 ne contient pas une prohibition aux époux de se donner réciproquement la propriété de leurs biens auctens, et si cette prohibition existait, il faudrait encore examiner, conformément à un arrêt célèbre de la Cour de cassation du 21 juill. 1809 (V. cet arrêt à sa date), on ne doit point considérer comme non avenue toute renonciation réciproque faite par les époux dans leur contrat de mariage, au droit de disposer de leurs biens par testament en faveur l'un de l'autre, lorsqu'elle n'a été consentie en faveur d'aucune personne dénommée ou désignée dans le contrat de mariage qui serait en droit d'en réclamer l'exécution. »

(1) La jurisprudence est fixée dans ce sens. V. Cass. 21 juill. 1809 ; 15 juill. 1812, et nos observations sur le premier de ces arrêts. V. aussi l'arrêt de la Cour de Dijon du 3 avril 1819 rendu sur renvoi après cassation dans l'affaire ci-dessus.

Appel. — 19 janv. 1818, arrêt infirmatif de la Cour royale de Nancy : — « Considérant que le premier moyen dont s'appuie la demande en nullité de la disposition testamentaire de Henri-Deodonné de Greische présente deux questions à décider, l'une principale, de savoir si la clause onzième du traité de mariage du 9 germ. an 9 est purement énonciative de la faculté de disposer d'une certaine nature ou qualité de biens, ou, au contraire, limitative de la disposition possible à cette seule nature ou qualité, avec interdiction de disposer au delà ; l'autre subsidiaire, de savoir si, cette prohibition étant reconnue exister, elle ferait obstacle à l'effet de la disposition.

Sur la première question : — Considérant que, lorsqu'il s'agit de fixer le sens et la valeur d'une stipulation que le vague ou l'incertitude de son expression rend incertaine, la règle d'interprétation la plus constante, celle que consacre le droit ancien, et que proclame notre Code, est de rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes : *Contrahentium voluntatem potius quam verba spectari placuit* ; que, dans l'application de cette recherche à l'intelligence d'une clause destinée à fixer les limites des avantages que des futurs époux demeureront autorisés à se faire mutuellement constant leur union, et écrite dans un traité de mariage stipulé à une époque où le droit coutumier conservait encore son influence et son autorité sous beaucoup de rapports, on doit s'attendre à trouver l'esprit de cet acte incliné vers la conservation dans les familles respectives, du patrimoine qui leur avait été transmis à titre héréditaire, parce que tel était l'esprit de notre droit, le résultat de nos habitudes et de nos mœurs, et l'objet la plus ordinaire des conventions matrimoniales : — Qu'en examinant le contrat de mariage dont s'agit, dans l'ensemble de ses stipulations dont chacune doit concourir à fixer le sens et l'intention de l'autre, on demeure bientôt convaincu que ce vœu de conservation des patrimoines respectifs domine en effet dans l'acte entier et dans chacune de ses parties. — Qu'ainsi l'art. 7 réserve, propres les immeubles, même les dettes actives, appartenant aux époux, les successions mobilières et même immobilières qu'ils pourraient recueillir, et les legs ou donations qu'ils pourraient recevoir ; réserve non limitée à la communauté et aux époux, mais étendue aux leurs, à ceux de leur côté, estoc et ligne, en sorte que, ni dans la communauté ni dans la succession des enfants à naître du futur mariage, l'époux survivant ni les siens ne puissent recueillir aucune portion desdits biens, à l'exception ou en concurrence avec les héritiers du sang de celui duquel ces biens procéderaient : — Que, prévoyant ensuite le cas où un enfant né du futur mariage viendrait à mourir après avoir recueilli la succession d'un de ses parents prédécédés, la clause neuvième ne veut pas que l'époux survivant ni les siens puissent appréhender dans la succession de cet enfant, aucune partie des propres réels ou fictifs énoncés dans le contrat de mariage, mais détermine que ces biens retourneront pour le tout à la ligne d'où ils seront procédés, nonobstant toutes lois contraires : — Qu'il ne s'agit pas ici d'examiner quels auraient pu être, dans le cas de la réalisation des événements prévus par ces stipulations, leur valeur et leur effet, ou ce qu'elles avaient de contraire à l'ordre légal des successions établi par la loi du mois de niv. an 2 ; mais uniquement de pulser dans ces dispositions, même abstraction faite de leur légalité, l'intelligence de l'esprit et de l'intention qui ont dû dominer dans la rédaction de l'art. 11 : — Qu'à cet égard il est impossible de douter que le patrimoine de l'une des

familles puisse passer dans l'autre à titre d'hérédité : on a voulu prévenir aussi que cette transmission pût avoir lieu à titre de libéralité : — Que, lors donc qu'il a été stipulé dans cet art. 11 que les époux pourraient respectivement disposer en faveur l'un de l'autre de la propriété de leur moitié dans la communauté et de l'usufruit de leurs biens propres, l'intention de la stipulation a été de limiter aux objets exprimés la faculté de disposer, et d'empêcher qu'elle puisse s'étendre jusqu'à la propriété des biens précédemment exclus de la communauté : — Que toute autre interprétation donnée à la clause onzième la présenterait illusoire de sens et d'effet, puisque les époux stipulant sous l'empire d'une législation qui laissait aux libéralités entre époux la latitude la plus illimitée, il serait absurde de supposer qu'ils se fussent occupés à se réserver, à titre de convention, une partie seulement de cette faculté de disposer que la loi leur assurait sans limites et sans restriction : que c'est encore un principe consacré par notre Code, « qu'une clause susceptible de deux sens doit être plutôt entendue dans celui avec lequel elle peut avoir effet, que dans le sens sous lequel elle n'en produirait aucun ; que ce principe suffirait pour fixer l'opinion à prendre de l'intelligence dont il s'agit ; que quand on admettrait ce qu'allègue la dame de Greische, que la clause onzième aurait été rédigée en contemplation de la coutume générale de Lorraine, laquelle les rédacteurs auraient crue être encore la règle de leurs droits, à laquelle du moins ils croyaient pouvoir attribuer encore cette autorité par l'adoption qu'ils se proposaient d'en faire, on n'en serait pas plus avancé ; que cette hypothèse, en effet, expliquerait bien pourquoi la clause aurait été rédigée en termes facultatifs, au lieu de l'être en termes limitatifs, puisqu'alors il se serait agi d'étendre à l'époux cette faculté que la coutume accordait au mari, mais qu'elle refusait à la femme de pouvoir disposer de la propriété de sa part dans la communauté et de l'usufruit de ses propres, rapport sous lequel la clause serait, en effet, attributive de pouvoir, mais qu'il n'en demeurerait pas moins vrai, qu'après avoir stipulé cette faculté limitée à la disposition de la propriété des biens communs et de l'usufruit des propres, les contractants se seraient arrêtés là ; et qu'ayant à déterminer ultérieurement la disponibilité ou l'indisponibilité de la propriété des propres, non prévue ni exprimée audit art. 11, ils auraient déclaré par la clause finale, adopter la coutume générale de Lorraine, pour régler tous les cas non prévus ou non suffisamment exprimés dans les stipulations précédentes, adoption dont le résultat serait d'attribuer à la disposition coutumière, relativement aux contractants, la même force, le même caractère et le même effet que si elle avait été transcrite littéralement dans l'acte, à titre de convention ; en sorte que du rapprochement des art. 11 et 14 résulterait, dans le système de l'intimée, une double convention, par la première desquelles, par dérogation à la coutume, la femme aurait été autorisée à disposer, en faveur de son mari, de sa communauté en propriété et de ses propres en usufruit ; et par la deuxième desquelles, en conformité de la coutume et par conversion de sa disposition en une stipulation conventionnelle, chacun des époux aurait été constitué dans la prohibition de disposer, en faveur de l'autre, de la propriété de ses biens propres ou réserves propres ; qu'il y a donc tout à la fois expression de la faculté de disposer quant aux objets exprimés, et exclusion de la faculté de disposer au delà : — Qu'ainsi le sieur de Greische, qui, partie contractante dans la convention, en

connaissait bien l'esprit ; qui n'avait pas à la fixer par argumentation et conjectures, mais par son sentiment intime ; qui, dans la supposition que peu incliné dans le temps vers l'adoption de cette réserve, il ne l'aurait souscrite que par condescendance au vœu manifesté par les deux familles, n'en aurait conservé qu'une reminiscence plus claire et plus distincte de ce qui, alors, avait été voulu, résolu et écrit ; dont le témoignage est donc, sur le fait de cette intention, l'autorité la plus irrévocable, le sieur de Greische n'a pas hésité de reconnaître, même en exprimant quelques regrets, que son contrat de mariage lui imposait la lui de ne pas disposer au delà de sa communauté et de l'usufruit de ses propres, et si, arrêté d'abord par cet obstacle, il s'est enfin déterminé à le franchir et à porter sa disposition plus loin, ce n'a été qu'en vue de la supposition que cette prohibition pût être regardée comme un lien imposant dont il lui serait libre de se dégager : — Qu'il reste donc à examiner s'il est vrai que cette limitation d'avantages et de libéralités entre époux ne soit qu'une stipulation illégale et caduque qui ne puisse être rangée dans la classe des conventions obligatoires, dont l'exécution est forcée pour ceux qui les ont consenties ;

Sur la seconde question : — Considérant que les contrats de mariage sont, de toutes les transactions civiles, les plus dignes de faveur, et celles qui, dans tous les temps, ont été regardées comme le plus éminemment susceptibles de toute espèce de conventions ; qu'ils sont en effet la loi que les époux se font à eux-mêmes, la condition sous laquelle ils s'unissent, sans laquelle il ne se seraient pas unis, et par conséquent, à leur égard et à celui de leurs ayans cause et représentans, le lien le plus irréfragable et le plus sacré : — Que le Code civil ne se borne pas à autoriser les conventions spéciales par lesquelles les futurs époux jugent à propos de régler leurs associations, mais qu'il déclare en termes énergiques que « la loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de telles conventions ; » que la disposition de la loi n'est donc, en ce cas, que secondaire et supplétive à la disposition de l'homme ; que si la loi s'abstient de poser des limites à la disponibilité des biens de l'un des époux respectivement à l'autre, elle laisse à la convention libre des parties contractantes à créer à cet égard toute limitation qu'elles jugent être de leur intérêt ; et qu'au moment où cette convention intervient, elle l'adopte, la place au-dessus de sa propre disposition et la revêt de son autorité pour en assurer l'exécution ; qu'ainsi la limitation conventionnelle acquiert, par la volonté de la loi, la force et le caractère d'une limitation légale, puisque c'est par elle, ou seulement à son défaut, que la loi entend régir l'association conjugale quant aux biens, et conséquemment à la disposition que l'un des deux époux pourra faire en faveur et au bénéfice de l'autre ; — Que sans doute, cette latitude accordée aux conventions matrimoniales ne pourrait autoriser des stipulations contraires aux bonnes mœurs, dérogatoires aux dispositions prohibitives de la loi, ou à l'ordre légal des successions, lequel est d'ordre public ; qu'ainsi on devrait regarder comme non écrite la stipulation qui, sous le titre d'une réserve de propre étendue à ceux du côté, estoc et ligne de l'un des époux, tendrait à prévenir et empêcher, dans la succession ou dans celle de ses enfans, la division des biens en patrimoines paternels et maternels, et la dévolution respective de ces patrimoines à chacune des deux lignes ; mais que rien de semblable ne se rencontre dans une clause limitative des avantages que des époux pourront se faire mutuellement ; qu'on n'y peut rien apercevoir qui, directement ou indirectement,

contrarie, soit la lettre, soit l'esprit de la législation actuelle ou de celle de l'an 2, son seul résultat étant de conserver entre les mains des deux époux leurs patrimoines respectifs jusqu'à ouverture de succession, sans d'ailleurs influer sur la manière dont alors ils devront être divisés, et sans exclure l'époux survivant lui-même, ou les siens, des droits héréditaires qui pourraient leur compéter sur ces biens par la vocation de la loi, dans le cas qui y donnerait ouverture : — Qu'on ne rencontre donc, soit dans les lois de l'an 2 et de l'an 8, soit dans le Code civil, aucune disposition nouvelle, ou même aucun principe qui soit en opposition à la faculté qu'ont toujours eue les époux de circonscrire dans des limites conventionnelles la mesure des libéralités qu'ils pouvaient respectivement se faire, conséquemment aucun motif de s'écarter du respect religieux avec lequel la jurisprudence ancienne, et notamment celle du parlement de Lorraine, a maintenu l'exécution de ces conventions dignes de toute faveur, comme tendantes à resserrer le lien de famille, base première de l'ordre social et des mœurs : — Qu'il n'y a pas de subtilités dans les argumentations tirées de l'état prétendu d'interdiction dans lequel les époux se constitueraient eux-mêmes, en s'interdisant ou limitant la faculté de disposer en faveur l'un de l'autre, du défaut de motif et d'intérêt d'une telle stipulation, soit pour les contractans eux-mêmes, soit pour tous autres, puisque personne n'est appelé à en réclamer et recueillir l'effet ; qu'on ne peut, en effet, assimiler de bonne foi à un état d'interdiction la condition de celui qui, libre d'user ou d'abuser, de disposer, soit à titre onéreux, soit gratuit, entre-vifs ou à cause de mort, est seulement limité dans la mesure de ses libéralités envers une seule personne, avec laquelle il a été ainsi convenu, sous clause de réciprocité, et dans un intérêt commun, ce qui n'induit qu'une renonciation volontaire de la part de chacun des contractans, à l'effet de toute donation qu'il pourrait recevoir de la part de l'autre ; renonciation permise, puisqu'elle est un droit personnel au renonçant ; renonciation obligatoire, puisqu'elle est la condition du contrat d'association qui se forme entre les parties ; — Que l'effet d'une telle stipulation, relativement aux époux, résulte suffisamment, soit d'un sentiment d'affection aux biens qui composent leur patrimoine, soit d'un sentiment de bienveillance envers leurs familles, soit d'une sage précaution contre les résultats également funestes à la paix domestique, d'une résistance persévérante ou d'une concession arrachée par l'importunité ; — Que si une telle stipulation ne crée aucune vocation particulière, elle appuie et seconde la vocation de la loi, eu ce qu'elle réserve aux successibles de droit une chance plus probable de trouver le patrimoine de la famille intact, l'ouverture de succession ayant lieu, que ce parte repose donc aussi sur l'intérêt des deux familles, et présente un résultat également juste et favorable à l'une et à l'autre ; — Qu'on ne peut tirer argument de l'arrêt de règlement du parlement de Paris, du 17 mai 1762, en ce qu'il aurait, dit-on, mis en principe que les contrats de mariage n'étaient pas des traités communs aux deux familles, mais des conventions particulières aux époux ; — Que cet arrêt a décidé qu'une réserve de propres, faite par contrat de mariage et étendue aux héritiers de la ligne, ne pouvait pas avoir effet contre des héritiers collatéraux, renonçant à la succession de leur chef, et n'étant ni représentans ni ayans cause de l'époux prédécédé, par la raison que cet acte leur était étranger ; mais que cet arrêt a aussi jugé qu'il en serait tout autrement, si l'effet de la clause était à

fixer respectivement à l'époux avec qui la stipulation avait été faite, ou à ceux qui se présenteraient à ses droits; que cet arrêt repose donc sur deux principes, l'un, que l'héritier qui n'est ni représentant, ni ayant cause de l'un des époux stipulans au contrat de mariage n'est pas lié par ses dispositions; l'autre, que les époux personnellement, et ceux qui les représentent, sont passibles de tout l'effet des clauses que le traité de mariage contient; que le premier de ces principes est sans application et sans analogie au cas d'une convention prohibitive ou limitative d'avantages entre époux, puisque cette convention est, de sa nature, restreinte aux personnes des contractans, et ne peut réfléchir sur des tiers qui ne seraient pas à leurs droits; mais que, dans le cas d'une telle stipulation, le second des principes précités atteint, sous un double rapport, le conjoint gratifié par l'autre d'un legs universel, puisque, d'une part, il est personnellement partie dans la convention, et que, de l'autre, il est, sous le titre de légataire, le représentant de la partie cocontractante, et aussi doublement tenu de la condition que tous deux avaient consentie et souscrite: — Que, soit donc que l'on consulte les principes, l'état de la législation, l'équité, l'intérêt des familles, de la société et des mœurs, tout concourt à faire regarder les conventions matrimoniales comme des pactes irréfragables, et les époux comme irrévocablement liés à l'observation des conditions qu'ils se sont prescrites à eux-mêmes, sous la loi desquelles leur union s'est formée, sous l'empire desquelles elle a dû se continuer et se dissoudre: — Considérant que l'adoption de ce premier moyen de nullité rend inutile et sans objet l'examen du second moyen proposé, résultant du fidéicommis que l'appellante prétend être lié à la disposition testamentaire attaquée: — La Cour a mis l'appellation, et ce dont est appel au néant. Amendant, a donné acte à la partie de Bresson de la déclaration de consentir à l'exécution de la disposition du testament de Henri-Dieudonné de Greische, par laquelle il déclare donner à la dame son épouse la propriété de sa part et moitié en la communauté, et l'usufruit de ses immeubles provenant de ses ancêtres; faisant droit à la demande principale, déclare nulle et de nul effet la seconde disposition du même testament par laquelle ledit sieur de Greische déclare instituer son épouse sa légataire universelle... »

POURVOI en cassation par la comtesse de Greische, pour contravention aux art. 14 et 61 de la loi du 17 niv. an 2, en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré nulle une disposition entre époux, contrairement à l'art. 14, qui autorise les dispositions semblables, et à l'art. 61, qui a abrogé toutes lois antérieures, et par conséquent celles prohibitives des dispositions entre époux.

La demanderesse commençait par établir que son contrat de mariage ne contenait pas la prohibition ou restriction de disposer que supposait l'arrêt attaqué, puis abordant la question de droit au fond, elle soutenait que la prohibition existante, serait nulle; que la supposant valable elle serait révoquée *ad nutum* comme constituant une disposition de dernière volonté, et non une disposition entre-vifs; et enfin, que même en la supposant valable et irrévocable, elle ne lierait que les parties contractantes et ne pourrait être invoquée par la dame Scitvaux qui n'avait pas légué à l'acte et n'était véritablement qu'un tiers vis-à-vis des époux Greische. — A l'appui de ce système, la demanderesse invoquait l'autorité des jurisconsultes français et hollandais: Rodenburg, tit. 3, ch. 4, n° 10 et ceux qu'il cite; Abraham de Nessel, de *Pact. dot.*, t. 2, n° 113; Voët, tit. de *Pact. dot.*, n° 20; Fon-

taneille, *Tr. de Pact. nup.*, clause X, n° 42; Séricux, *Tr. des contrats de mariage*, 4^e édit., t. 1, p. 300; Ferrière, *Cout. de Paris*, art. 280, gloss.; 3, n° 33; Pothier, *Tr. de la comm.*, n° 337, et des *Donat. entre mari et femme*, n° 27; enfin, Merlin, *Rep.*, v° *Renonciation*, § 1. — La demanderesse invoquait en outre la jurisprudence de la Cour de cassation établie par les arrêts du 9 juill. 1806 et du 31 juill. 1809.

ARRÊT (après délib. en chamb. du cons.).

LA COUR. — Vu les art. 14 et 61 de la loi du 17 niv. an 2; 6 de la loi du 4 germ. an 8, et 916 et 1094 du Code civ.; — Considérant que de l'interprétation que la Cour royale a faite du contrat de mariage des époux de Greische, il résulte, 1° que les deux époux se sont interdits la faculté de disposer l'un en faveur de l'autre de la propriété de leurs biens propres; 2° qu'ils n'ont par aucune disposition valable transmis la propriété de ces biens à qui que ce soit; — Considérant que la clause ainsi entendue n'était pas obligatoire pour les époux de Greische, 1° parce qu'ils n'avaient évidemment aucun intérêt personnel à renoncer à des avantages que la loi leur permettait de se faire réciproquement; et qu'en droit, l'on ne peut valablement stipuler que pour soi et dans son propre intérêt; 2° parce que cette renonciation n'ayant été faite au profit d'aucun individu désigné, contractant ni acceptant, les époux de Greische n'étaient de fait liés envers personne, et par conséquent ne l'étaient pas en droit; — Que si avant la loi du 17 niv. an 2 les clauses de ce genre étaient approuvées par la jurisprudence de quelques tribunaux, cette dérogation aux lois générales n'était fondée que sur le système qui, alors, prohibait ou limitait les dons entre maris et femmes, qui tendait à fixer les biens dans la ligne où ils étaient entrés, et qui, par un excès de prévoyance, suspectait de suggestion les libéralités entre époux; — Que c'est uniquement par une conséquence de ce système qui frappait du plus au moins tous les gens mariés d'une incapacité légale, qu'il a paru possible d'admettre une autre sorte d'incapacité purement volontaire, résultant de la simple déclaration des époux, qu'ils ne pourraient s'avantager au delà de telles limites, et d'autoriser cette déclaration alors même qu'elle était dénuée des formes essentielles à la validité des actes entre-vifs ou à cause de mort; — Mais que ce système a été détruit dans son principe et toutes ses conséquences par la loi du 17 niv. an 2, qui, ne mettant aucune importance à ce que les biens restassent dans la ligne d'où ils provenaient, a supprimé l'ancienne règle *paterna paternis, materna maternis*; qui, se confiant à l'affection des personnes unies par le lien le plus intime, et les jugeant aussi capables de disposer entre elles qu'au profit d'étrangers, leurs permis de se transmettre la totalité de leurs biens, lorsqu'ils n'avaient pas d'enfants, disposition qui a été confirmée par la loi du 4 germ. an 8; — Que les époux de Greische s'étant mariés sous l'empire de ces lois, la clause prohibitive de leur contrat de mariage ne peut être justifiée par les anciens usages, par les anciens principes qui, autrefois, auraient pu la faire valoir, puisqu'au moment de leur union, ces usages et ces principes étaient formellement abrogés; — Que cette clause ne peut être justifiée par cette autre considération qu'elle est écrite dans un contrat de mariage; car si les stipulations de ces contrats doivent être religieusement exécutées, c'est lorsqu'elles constituent un engagement sérieux, une convention véritable, et non lorsqu'elles ne renferment qu'une promesse préjudiciable à la liberté, à l'intérêt des époux, et faite d'ailleurs sans le concours ni l'acceptation de ceux qui pourraient être réellement intéressés

à leur exécution;—Que, la clause dont il s'agit se réduisant à une promesse de ce genre, dépourvue du lien de droit qui seul aurait pu la rendre obligatoire, il en résulte que le sieur de Greische a pu la révoquer comme il l'a fait: que n'ayant ni ascendants ni descendants, il a pu, soit d'après les lois de niv. an 2 et germ. an 8, sous l'empire desquelles il s'est marié, soit d'après les art. 916 et 1004 du Code civ., sous l'empire duquel il est mort, disposer de la propriété de ses biens propres en faveur de sa femme;—Enfin, que son héritière, qui n'avait aucun droit acquis sur ces biens, ni par donation entre-vifs, ni par disposition testamentaire, ni par convention souscrite à son profit, était sans qualité et sans titre pour critiquer un testament valable en soi et régulier dans la forme; et par conséquent, 1° qu'en décidant que le sieur de Greische était irrévocablement lié par la clause prohibitive de son contrat de mariage, l'arrêt attaqué a appliqué à la cause des lois, des usages, des principes abrogés par l'art. 61 de la loi du 17 niv. an 2, et a contrevenu à cet article; 2° qu'il a contrevenu aux autres lois ci-dessus citées, en annulant un legs universel qui était valable aux termes de ces lois;—Casse, etc.

Du 21 déc. 1818.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Zangiacomi. — Concl., M. Cabier, av. gén.—Pl., MM. Loiseau et Roehelle.

AVANTAGES ENTRE ÉPOUX. — RENONCIATION. — CLAUSE ILLICITE.

Du 22 déc. 1818 (aff. de Greische).—V. cet arrêt *suprà*, à la date du 21.

1° GLANAGE. — ANCIENS RÉGLEMENTS.

2° DOMMAGES-INTÉRÊTS. — SOLIDARITÉ.

3° RESPONSABILITÉ CIVILE. — PÈRES. — MARI.

1° Les anciens réglemens qui défendent le râteau de la part des glaneurs avec des râteaux à dents de fer dans les terres emblavées du trèfle et de luzerne, n'ont point été abrogés par l'art. 471 du Code pénal (1).

2° Les tribunaux civils peuvent condamner solidairement à des dommages-intérêts des individus qui ont glané ensemble d'une manière contraire aux réglemens. (Cod. pén., 55.) (2)

3° Les pères et les maris sont civilement responsables des délits de leurs enfans et de leurs femmes, lorsqu'ils ne prouvent pas qu'ils n'ont pu empêcher de commettre ces délits. (Cod. civ., 1383 et 1384.) (3)

(Rignaud et Ménager—C. Chevalier.)—ARRÊT.

LA COUR;—Sur le premier moyen: Attendu que l'art. 471 du Code pén., uniquement relatif à

ceux qui glanent, râtèlent ou grappillent dans les champs non encore dépeuillés, avant le lever ou après le coucher du soleil, est étranger, et sans aucune application possible, au mode de râteau avec des râteaux à dents de fer dans des terres emblavées de trèfle et de luzerne, et que ce mode est nécessairement subordonné à l'empire des usages et réglemens auxquels renvoie l'art. 484 du même Code, et que le jugement attaqué déclare être toujours en vigueur;

Sur le second moyen: Attendu que le jugement attaqué, loin d'avoir violé aucune loi ni contrarié aucun principe, s'est au contraire exactement conformé à l'art. 65 du Code pén., en prononçant la solidarité contre tous les individus condamnés pour le même délit;

Sur le troisième moyen: Attendu que le jugement attaqué, en ce qu'il condamne les pères et mères comme civilement responsables des délits de leurs enfans, et les maris comme civilement responsables de ceux de leurs femmes, n'a fait dans les cas où ces délits ont produit un dommage, qu'une juste application des art. 1383 et 1384 du Code civ., les uns et les autres ne prouvant pas qu'ils n'avaient pu empêcher de les commettre par ceux qui étaient sous leur surveillance;—Rejette, etc.

Du 23 déc. 1818.—Sect. req.—Prés., M. Henriot de Pansey.—Rapp., M. Lepicard.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Mathias.

1° FAILLITE. — DÉCRETS.

2° DEGRÉS DE JURIDICTION. — JUGEMENT PROVISOIRE. — FAILLITE. — OUVERTURE.

1° Un négociant peut être déclaré en état de faillite après sa mort, si le paiement de ses billets a cessé le jour même de son décès, encore qu'aucune poursuite n'eût été précédemment exercée. (Cod. comm., 441.) (4)

2° Sur l'appel d'un jugement qui fixe provisoirement l'ouverture d'une faillite, la Cour royale peut fixer définitivement cette ouverture à une autre époque. — On ne peut dire que les premiers juges n'ayant statué que provisionnellement, la Cour qui statue définitivement décide un point qui n'a pas subi le premier degré de juridiction.

(Courroy—C. Marc et Lartigue.)—ARRÊT.

LA COUR;—Statuant sur le premier moyen de forme, pris d'un excès de pouvoir:—Attendu qu'il est hors de doute que les Cours royales sont compétentes pour statuer en appel, et lorsqu'elles en sont requises, sur tout ce qui a fait partie du litige devant les premiers juges;—Attendu que, par leurs conclusions introductives de l'instance,

(1) Merlin (Quest., v° Solidarité, § 10, note 2°), exprime l'opinion que le râteau avec des râteaux à dents de fer doit être considéré comme constituant le délit de dévastation prévu par l'art. 444 du Code pénal. C'est une erreur. Il ne s'agit ici d'aucune destruction faite avec l'intention de nuire, mais simplement d'un emploi d'un instrument abusif nuisible; il ne s'agit point non plus d'une dévastation de récoltes, mais d'un dommage causé sur des champs ensemencés. Ce n'est donc qu'une simple contravention. *
(2) V. Conf., Cass. 6 juin 1811; 8 sept. 1813, *atès* notes.
(3) L'art. 1384 du Code civ. n'a point fait aux maris l'application spéciale de la règle de la responsabilité: il n'a point établi contre eux la présomption de négligence qu'il a élevée contre les pères, les maîtres et les instituteurs. On doit en conclure qu'en général, ils ne sont point responsables des délits de leurs femmes. (V. dans ce sens, Cass. 6 juin et 16 août 1811, et 20 janv. 1835.) * Néanmoins, disent les auteurs de la Théorie du Code pénal, t. 2,

p. 296, s'il était constant que le mari a pu empêcher le délit, et qu'il ne l'a pas fait; ou bien encore que la femme a causé le dommage dans des fonctions auxquelles il l'avait employée, la responsabilité pourrait être invoquée contre lui: car, dans ce cas, la faute de la femme deviendrait la faute personnelle du mari; seulement la partie lésée devrait faire la preuve de cette participation. (V. Cass. 21 juill. 1807, et 27 fév. 1827.) * P. aussi Merlin, Quest., v° Mari, § 2.—P. encore, comme application de ce principe, Cass. 16 août 1841. *
(4) Avant la loi du 28 mai 1838 sur les faillites, la question était controversée. Plusieurs arrêts avaient jugé dans le sens de la décision ci-dessus; mais d'autres, et en aussi grand nombre, ont jugé en sens contraire. V. ceux qui sont indiqués sur l'arrêt de la Cour de Riom du 23 août 1809.—Aujourd'hui la question est tranchée par le nouvel art. 437, qui autorise la déclaration de la faillite après le décès, lorsque le négociant est mort en état de cessation de paiements.

les défendeurs avaient demandé que la faillite fût déclarée ouverte, sans déterminer le jour de son ouverture ; — Attendu que le tribunal de commerce, qui, lors du jugement qu'il a rendu, n'avait pas encore toutes les notions nécessaires pour arrêter définitivement la date de l'ouverture de cette faillite, a pu, sans rien préjuger aux renseignements ultérieurs, le fixer provisoirement au 29 mai ; que les parties ayant respectivement interjeté appel de ce jugement, savoir, la demanderesse au principal, et les défendeurs incidemment, la Cour royale a été investie du droit qui lui était dévolu de statuer sur la question relative à la fixation définitive du jour de l'ouverture de la faillite, restée incisée devant les premiers juges, qui ne l'avaient arrêtée que provisoirement au 29 mai ;

Sur le second moyen, que la demanderesse fait résulter de ce que son mari était décédé *intégré* status, il n'y avait pas lieu de faire déclarer sa succession en faillite : — Attendu que, d'après notre législation actuelle, cette question est restée dans les termes du droit commun ; attendu que, suivant le droit commun, le décès du failli, quoique antérieur aux poursuites dirigées pour le faire déclarer tel, n'était point un obstacle pour constater l'ouverture de cette faillite sur la demande et dans l'intérêt des créanciers, à fins civiles ; que dans ce cas, et par ce motif unique que le décès avait éteint l'action publique, les dispositions pénales étaient inapplicables ; — Rejette, etc.

Du 24 déc. 1818. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Liger-Verdigny. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Guichard.

POIDS ET MESURES. — MARCHANDS DE BOIS. Les marchands de bois qui, pour recevoir la délivrance du bois dont ils font commerce, emploient des mesures différentes de celles établies par la loi, commettent une contravention passible des peines portées par l'art. 479, n° 6, du Code pénal.

(Intérêt de la loi. — Aff. Delsunay et autres.)
Du 24 déc. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Hua, av. gén.

CONTUMAX. — MISE EN ÉTAT. — SUSPICION LÉGITIME. — RENVOI.

Un condamné par contumace est non recevable à demander un renvoi devant une autre Cour d'assises pour cause de suspicion légitime, lorsqu'il ne justifie pas de sa mise en état. (Cod. d'inst. crim., 421 et 512.) (1)

(Panels.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que Philippe Pinais, condamné par contumace à la peine de mort, par arrêt de la Cour d'assises du département du Loir-et-Cher, du 2 déc. 1817, ne justifie point de sa mise en état, le déclare non recevable dans la demande en renvoi pour cause de suspicion légitime.

(1) V. dans une espèce analogue, Cass. 27 oct. 1815, à la note.

(2) V. dans le même sens, Cass. 11 mars 1808, et la note ; 19 avril 1811.

(3) Ce point de jurisprudence est aujourd'hui constant. V. à cet égard les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de cassation du 22 déc. 1811. — C'est d'après le même principe que la Cour de cassation a constamment jugé que la date fautive ou erronée d'un testament olographe ne peut être rectifiée au moyen du renseignements pris en dehors du testament. V. Cass. 1^{er} mars 1837 ; 9 mai 1833 ; 3 janv. 1838 ; 9 janv. 1839... Scelus, lorsqu'il s'agit d'un fait indépendant de l'existence du testament, tel que le fait de sa révocation : Cass. 27

Du 24 déc. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Hua, av. gén.

BOISSONS. — CONGÉ. — REPRÉSENTATION. C'est à l'instant même de la déclaration et lors des visites et exercices des préposés, que les débiteurs doivent représenter les congés qui ont accompagné les boissons dont ils sont détenteurs. — Ainsi, la représentation d'un congé après la découverte de boissons réelles et après la sortie des commis du domicile du débiteur, ne fait pas disparaître la contravention (2).

(Contributions indirectes. — C. Vaudron.)
Du 26 déc. 1818. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Chalet. — Concl., M. Hua, av. gén.

1^{er} TESTAMENT OLOGRAPHE. — PREUVE TESTIMONIALE. — INTERPRÉTATION.

2^e JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — CASSATION.

3^e CASSATION. — CONSORTS. — PERMIS D'ASSIGNER.

1^o La preuve testimoniale est inadmissible, en matière de testaments ou de donations, non-seulement pour établir leur existence, mais encore pour en éclaircir les dispositions. — Le commencement de preuve par écrit, suffisant pour autoriser la preuve testimoniale en matière de dispositions conventionnelles, ne l'est pas de même en matière de dispositions testamentaires. (Cod. civ., 893 et 1347.) (3)

2^o Les jugements interlocutoires ayant effet définitif, sont passibles du recours en cassation avant la décision définitive du litige principal. — Il en est du recours en cassation comme de l'appel. (Cod. proc. civ., 451 ; L. 2 brum. an 4, art. 14.) (4)

3^o Le permis d'assigner porté dans un arrêt d'admission s'applique à toutes les parties qui étaient en cause dans l'arrêt dénoncé, même à celle qui n'est point en nom dans l'arrêt d'admission, encore qu'elle n'ait été désignée dans la requête en pourvoi que sous la dénomination collective de consorts. (Règl. de 1738, tit. 1^{er}, art. 7, 2^e partie.) (5)

(Brûrère — C. Bernier et consorts.)

Per testament en date du 5 avr. 1813, le sieur Brûrère, avoué, avait institué pour légataire universel le sieur Brûrère, notaire, son frère. Outre cette disposition, il avait fait quelques legs particuliers, notamment il avait légué sa bibliothèque au sieur Genty, son neveu, avec déclaration expresse que le legs était fait outre part. Après le décès du testateur, la dame Bernier, sa sœur, et ses neveux et nièces ont demandé le partage de la succession contre le sieur Brûrère, légataire universel. Ils soutenaient que le testament devait être considéré comme non avenu, en ce que ces différentes dispositions étaient contradictoires ; que, d'une part, le legs universel fait au sieur Brûrère

fév. 1837. — Mais la preuve testimoniale ou les présomptions sont admissibles pour prouver l'existence d'un testament supprimé ou retenu par le fait des adversaires. V. Cass. 24 juin 1825 ; 16 nov. 1836.

(4) V. à cet égard nos observations sur les arrêts de cassation des 24 flor. an 13 ; 5 nov. 1807 ; 12 avril 1810 ; 13 et 27 janv. 1816.

(5) La Cour de cassation a cependant jugé le 4 mess. an 8, d'une manière générale, que le demandeur en cassation ne peut, après l'admission du pourvoi, assigner devant la section civile que ceux qui le jugement d'admission lui a permis de citer. V. l'arrêt à sa date. — V. aussi, Tarbé, Loix et réglem. de la Cour de cassation, § 10, p. 129.

semblait lui attribuer la totalité de la succession, tandis que, d'un autre côté, le legs fait au sieur Genty, avec clause de préciput, supposait qu'il devait prendre sa part héréditaire dans la succession, et que, par conséquent, le legs universel ne devait pas avoir son effet. Au surplus, ils offraient de prouver par témoins que l'intention du testateur, en instituant son frère légataire universel, avait été seulement de le charger du soin de faire le partage de la succession entre tous les ayants droit. Ils soutenaient que la preuve testimoniale était admissible avec d'autant plus de raison, que la manière dont était rédigé le legs fait au sieur Genty formait un véritable commencement de preuve par écrit : que d'ailleurs les juges pouvaient admettre la preuve par témoins en matière de testament comme en matière de contrainte, que telle était l'ancienne jurisprudence, et que le Code civil ne contenait aucune prohibition à cet égard.

Louis Bruère, légataire universel, répondait que la disposition par laquelle il était institué, était sans ambiguïté; que, d'ailleurs, en supposant que les différentes clauses du testament présentassent quelques doutes, c'était au juge à les interpréter d'après ses propres lumières et sa conscience; que la preuve testimoniale ne pouvait être admise pour constater la volonté du testateur, même au cas où il existerait un commencement de preuve par écrit; que les art. 1341 et 1347 du Code civil, placés au titre des Contrats, ne pouvaient s'appliquer aux testaments; qu'en outre, le résultat de la combinaison des différents articles du Code relatifs à la forme des testaments, que la volonté du testateur ne pouvait être véritablement manifestée que par écrit et dans la forme désignée; que cette règle serait évidemment violée, si l'on permettait de prouver par témoins que le testateur avait fait telle ou telle disposition.

12 août 1817, jugement du tribunal de première instance d'Orléans, qui admit Bernier et consorts à faire preuve par témoins des faits par eux allégués : — « Considérant que par le droit naturel, comme par le droit civil, les parents du défunt sont appelés à lui succéder dans l'ordre et dans la proportion de leur degré de parenté; que la faculté de tester est une pure disposition du droit positif, et que cette disposition doit contenir d'une manière claire la volonté du testateur; que, d'après l'art. 1035 du Code, les testaments ne peuvent être révoqués, en tout ou en partie, que par un testament postérieur, ou par un acte devant notaire, portant déclaration du changement de volonté; mais qu'aucun acte, et à plus forte raison un testament, ne peut recevoir d'exécution qu'autant qu'il porte évidemment le caractère d'un acte sérieux; qu'un testament qui institue un légataire universel, et qui contient simultanément un legs particulier au profit d'un successeur, avec la clause d'outre part, implique une sorte de contradiction qui doit être regardée comme un commencement de preuve par écrit; que la lettre du testament révèle un sens qui lui est opposé, et que conséquemment le testament n'est pas sérieux; que, dans l'espèce, le testament de M. Bruère, avoué, en même temps qu'il contient un legs universel au profit de Bruère, notaire, contient un legs particulier en faveur de Genty, successeur. » — « Explication qu'il lui est fait outre part, et qu'à ce commencement de preuve par écrit viennent se joindre des présomptions tendant à établir également que le testament de Bruère s'avoue, n'est pas sérieux dans la disposition qui établit un légataire universel; mais que le respect dû à la dernière volonté de l'homme exige des preuves que l'acte qui la contient n'est pas sérieux, et qu'elle ne saurait être portée à un trop haut degré d'évidence;... Qu'en outre, toutes les

fois que, dans un acte, il existe un commencement de preuve par écrit tendant à en détruire la substance, la loi accorde aux ayants droit qui, comme dans l'espèce, ont été dans l'impossibilité de se procurer une preuve écrite, la faculté de compléter cette preuve, s'il y a lieu, par les témoignages qui sont en leur pouvoir, lorsqu'ils articulent des faits tellement forts que, s'ils étaient prouvés et joints au commencement de preuve par écrit, et aux présomptions existantes dans la cause, ils démontreraient évidemment que l'acte n'a jamais eu une existence sérieuse et conforme à la lettre, dans la pensée du testateur. »

Appel par Bruère et consorts.

23 janv. 1818, arrêt confirmatif de la Cour royale d'Orléans.

Les motifs de cet arrêt sont ainsi conçus : « Considérant, en droit, qu'un testament étant l'expression de la volonté du testateur sur la disposition de ses biens après sa mort, c'est principalement cette volonté qu'il faut rechercher pour la solution des difficultés que peut offrir son exécution; que lorsque les clauses d'un testament présentent des ambiguïtés ou quelque apparence de contradiction, le soin de les éclaircir est confié au magistrat qui, dans ce cas, est regardé par la loi comme un second testateur, et qu'il peut épuiser tous les genres de preuve non prohibés par la loi...; que le Code civil ne contenant aucune disposition relative à l'interprétation des legs et clauses testamentaires, à par cela seul, conservé tout leur empire aux principes de notre ancienne législation, et qu'ainsi, cette matière est restée assujettie aux règles qui l'ont gouvernée jusqu'à présent; qu'il est établi par ces règles que les dernières volontés sont susceptibles d'une interprétation large; que, dans le cas d'ambiguïté, c'est la volonté du testateur qu'il faut simplement rechercher, plutôt que de s'attacher aux mots par lesquels il l'a exprimée...; Considérant que l'art. 1341 du Code qui dispose qu'il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, n'a pas d'application au cas où il s'agit, non de prononcer outre et contre le contenu en un testament, mais d'interpréter l'ambiguïté, l'obscurité de diverses clauses testamentaires, puisqu'alors ce n'est pas contre et contre le contenu en cet acte, mais au contraire pour et en faveur de son contenu, que la preuve testimoniale est invoquée; que, d'ailleurs, la règle contenue en l'article 1341 souffre exception, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit qui rend vraisemblable le fait allégué suivant l'art. 1347 du Code...; Considérant, en fait, d'un côté, qu'une disposition du testament de Bruère, avoué, contient un legs particulier fait à Genty, franc de saisissement, et outre part; ce qui suppose un partage à venir, et que, de l'autre, il existe dans la dernière disposition de ce testament une institution de legs universel, ce qui établit, dans la manifestation de la volonté du testateur, une obscurité qu'il est de la religion, comme dans les attributions du magistrat, de faire cesser...; que, sans qu'il soit besoin d'examiner la question de savoir si, en fait d'interprétation de testament, il est nécessaire qu'il y ait un commencement de preuve par écrit pour admettre la preuve testimoniale, néanmoins il y a dans la pièce, dite inventaire, et dans les lettres adressées aux dames Blanchet et Bernier, du même jour 1815, émanées de la partie de Ferrière et signées par elle..., un commencement de preuve par écrit qui suffit pour légitimer l'interlocutoire prononcé par les premiers juges. »

POURVOI en cassation de la part du sieur

Brûre par contravention aux art. 893, 1001, 1035 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé a permis de prouver par témoins la volonté ou le changement de volonté du testateur, bien qu'aux termes de l'art. 1035, le changement de volonté ne puisse être légalement manifesté que par acte notarié ou par un second testament, et bien encore que l'article 1001 déclare nul tout testament qui n'est pas fait dans les formes prescrites dans le chapitre 5 du titre des donations et testaments, et que dans ce chapitre l'écriture soit requise comme condition fondamentale de la validité de tout testament.

Pour les défendeurs on a opposé plusieurs fins de non-recevoir, que l'arrêt ci-après fera suffisamment connaître.

Au fond, les défendeurs soutenaient que dans tout testament on doit rechercher quelle a été la volonté du testateur, et que l'on peut employer, pour la découvrir, tous les moyens qui ne sont pas interdits formellement par la loi; que la preuve testimoniale est, par conséquent, admissible lorsque surtout il existe au commencement de preuve par écrit; que cette preuve est fréquemment admise en matière de testaments, notamment dans le cas où il s'agit de prouver qu'un testament contient un fidéicommissaire secret en faveur d'un incapable; que s'il est permis en pareil cas de faire preuve par témoins de la volonté du testateur, cette preuve est également admissible lorsque les termes dans lesquels est conçu le testament présentent de l'ambiguïté, et laissent dans l'incertitude sur la véritable intention du testateur.

ARRÊT.

LA COUR; — Statuant sur les fins de non-recevoir; — Attendu, sur la première, que la demande en cassation étant dirigée contre un arrêt rendu avec plusieurs parties, et la Cour ayant admis cette demande, M. Brûre a pu assigner, en vertu de l'arrêt d'admission, toutes les parties qui étaient en cause, bien que l'une d'elles ne fût pas nominativement désignée dans cet arrêt, dès qu'elle se trouvait comprise sous le terme général et consois, dans la requête d'ampliation produite dans les délais du pourvoi;

Attendu, sur la seconde, que l'arrêt était définitif sur la question de savoir s'il y avait lieu ou non d'admettre la preuve vocale, et qu'il n'avait même prononcé qu'après contestation en cause sur cette admissibilité; que, dès lors, il y avait lieu au pourvoi sans attendre l'arrêt sur le fond;

Attendu, sur la troisième, que l'arrêt était exécutoire nonobstant le pourvoi; que, dès lors, l'exécution en était forcée, et ne pouvait élever de fin de non-recevoir, lors même qu'elle n'eût pas été accompagnée, comme dans l'espèce, de réserves et de protestations expresses; — Rejette les fins de non-recevoir;

Statuant au fond, vu les art. 893, 1001 et 1035 du Code civil; — Considérant que l'arrêt attaqué reconnaît formellement que le testament olographe de Brûre, avoué, est régulier dans la forme, et n'est pas attaqué sous ce rapport; qu'il n'a point été allégué qu'il ait été suggéré, ou surpris d'aucune manière, ou qu'il ait été révoqué, conformément à la loi; que, dès lors, ce testament doit être exécuté, s'il est reconnu susceptible d'exécution; que, s'il s'y rencontre des dispositions, soit obscures et ambiguës, soit contradictoires et inconciliables, il appartient aux tribunaux d'interpréter les premières, ou de déclarer les dernières nulles et non écrites; mais que, soit qu'il y ait lieu à interprétation, soit qu'il faille déclarer nulles des dispositions qui se détruisent respectivement, l'un et l'autre de ces deux cas est dans les attributions exclusives des Juges saisis de la contestation; que c'est dans l'acte lui-même, d'après leurs lumières

et leur conscience, qu'ils doivent puiser les raisons de décider, et non dans la déposition des témoins mêmes sous le prétexte d'un commencement de preuve par écrit; qu'en effet, depuis l'ordonnance de 1735, dont les principes ont passé dans le Code civil, la loi n'admet la preuve testimoniale, ni pour créer des dispositions qui ne sont pas écrites dans le testament, ni pour expliquer celles qui sont obscures, ni pour révoquer ou modifier celles qui sont rédigées dans les formes prescrites, ni, en un mot, pour rechercher la volonté du testateur; qu'il suit de là qu'en admettant, dans l'espèce, la preuve testimoniale, l'arrêt attaqué a fait une fautive application des lois qui autorisent l'admission de cette preuve, et violé les articles ci-dessus cités; — Casse, etc.

Du 28 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. — Concl., M. Cahier, av. gén. — PL, MM. Darrient et Loiseau.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — PREUVE. — CONGÉ.

Lorsque le remplaçant d'un conscrit a été réformé par un congé libératoire pour le conscrit, celui-ci n'est pas fondé à quereller les causes du congé, surtout il ne peut exiger que le remplaçant justifie lui-même que le congé n'a pas eu pour cause des infirmités antérieures au service. (Cod. civ., 1315; Décret du 8 fruct. an 13.)

(Lordereau et Boursin — C. Prudot.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 1315 du Code civil; — Attendu qu'il était justifié que Boursin avait été, comme remplaçant de Prudot fils, admis par le conseil de recrutement et incorporé dans le 139^e régiment de ligne; qu'il avait servi dans ledit régiment jusqu'au 1^{er} juil. 1814, et que, ce jour, il a obtenu, pour infirmités survenues depuis son entrée au service, un congé de réforme, lequel a été déclaré par le préfet et le commandant du département de l'Yonne avoir libéré du service militaire Prudot fils remplacé; qu'ainsi, aux termes du traité du 9 déc. 1813, Boursin avait droit au prix convenu pour le remplacement; — Attendu que, pour empêcher l'exécution du traité, les défendeurs soutenaient que le congé de réforme n'avait pas été accordé à Boursin pour causes provenant du service militaire, et qu'en conséquence il n'a pas libéré Prudot fils du service; que c'était là une exception réelle aux demandes de Boursin, une exception qui avait pour objet de faire libérer les défendeurs des obligations qu'ils avaient contractées par le traité; que par conséquent, aux termes de l'art. 1315 du Code civil, c'était aux défendeurs à établir l'exception qu'ils proposaient; que c'était à eux à fournir la preuve du fait qui aurait produit l'extinction de leurs obligations; que cependant l'arrêt dénoncé a jugé que la preuve du fait exceptionnel était à la charge de Boursin, puisqu'il a décidé qu'à défaut par ledit Boursin d'avoir justifié qu'il eût été réformé pour cause provenant du service, le traité devait être déclaré nul et résolu, et que les défendeurs devaient être déchargés des obligations par eux contractées; d'où il suit que l'arrêt a violé les dispositions dudit art. 1315; — Casse, etc.

Du 28 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Chabot. — Concl., M. Joubert, av. gén. — PL, MM. Sirey et Loiseau.

USAGE (DROIT D'). — CONVENTION. — TITRE. — POSSESSION. — TIERS.

Le propriétaire qui veut élever qu'un droit d'usage exercé sur son terrain est fondé sur une simple tolérance de sa part, ne peut invoquer, à l'appui de sa prétention, que les

actes passés entre lui et l'usager : il ne pourrait se fonder sur un acte passé entre un tiers et l'usager, dans lequel celui-ci aurait déclaré, en effet, que son droit d'usage n'est fondé que sur la tolérance du propriétaire. (C. c. 1165.) (1)

(La comm. de Trancault-le-Repos — C. Guérin.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR : — Vu l'art. 1165 du Code civ. : — Attendu qu'il a été reconnu, en fait, par le tribunal de première instance et par la Cour royale de Paris, que les seigneurs de Trancault avaient concédé, depuis un temps immémorial, aux habitants, pour le pécage de leurs bestiaux, la jouissance de cent neuf arpens de terrains marécageux, moyennant une redevance d'un bichet et demi d'avoine et de cinq deniers en argent, payables pour chaque feu et ménage, le 27 décembre de chaque année; que ces faits ont été aussi reconnus par le sieur de Saint-Venant, dont les défendeurs sont aujourd'hui les ayans cause, en vertu du jugement d'adjudication du 29 mai 1813; que même, lors de l'instance engagée par le sieur de Saint-Venant, bien loin de conclure à la cessation de ladite jouissance, il demanda, d'après les titres produits au procès, que les habitants fussent condamnés à passer titre nouveau de reconnaissance de ladite redevance, et à payer cinq années d'arrérages et les années à échoir; que les défendeurs à la cassation, tout en reconnaissant les mêmes faits, ont conclu, au contraire, à la cessation de ladite jouissance, sous prétexte qu'elle n'avait été que le résultat d'une simple tolérance insuffisante pour établir une véritable possession; que cette prétention a été accueillie par la Cour royale de Paris, en vertu de la déclaration faite le 14 mars 1840, par les habitants, lors de l'envoi des commissaires du roi, pour la recherche des droits d'amortissement; que, d'après l'art. 1165 du Code civil, les propriétaires de la terre du Trancault n'ont pu se prévaloir de cette déclaration, puisqu'ils n'ont pas été parties dans l'acte qui la contient, les conventions n'ayant d'effet qu'entre les parties contractantes; qu'en décidant le contraire, sur le fondement de cette déclaration, la Cour royale de Paris a violé ledit article; — Casse, etc.

Du 29 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Causas et Darrieut.

1^o ACQUIESCEMENT. — EXÉCUTION. — DIVISIBILITÉ.

2^o CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — LIÈS. — DÉCHET.

1^o Lorsque deux instances distinctes sont terminées par un même jugement, l'exécution sans réserves de la part d'une partie, du chef qui lui est favorable, n'emporte point acquiescement à l'autre chef qui la condamne. (Cod. civ., 1350.) (2)

(1) C'est la conséquence naturelle de ce principe, que : *res inter alios acta, aliis neque nocere neque prodesse possunt*. V. en ce sens, sur l'arrêt ci-dessus, Martin, Quest., 1^{re} Reconnaissance, § 1^{er}; Favard, Répert., 1^{re} Consentement, sect. 4, § 2, n^o 1.

(2) La jurisprudence et la doctrine s'accordent pour reconnaître, que l'exécution d'un jugement sur un chef, n'emporte pas acquiescement aux autres chefs à moins qu'il y ait indivisibilité. V. Cass., 22 flor. an 8; 4 prair. an 10; 17 frim., 26 prair. an 11; 22 brum., 19 therm. an 13; 3 juin 1818. V. aussi dans ce sens, Jousse, sur l'ordon. de 1607, lit. 27, art. 5; Merlin, Quest., 1^{re} Acquiescement, § 6; Carré, Lois de la procéd. civile, t. 2, n^o 1581; Bioche et Gouget, n^o 147 et suiv. V. cependant en sens contraire, Turin, 30 nov. 1811, arrêts d'après lequel des

2^o Outre la déduction allouée par l'art. 103 de la loi du 28 avril 1816 aux marchands de vins en gros, pour ouillage et coulage, on doit leur tenir compte du déficit résultant des lies; ainsi les lies provenant de vins en charge ne peuvent être considérées comme des quantités manquantes qui rendent les négociants passibles du droit de détail. (L. 28 avril 1816, art. 103.) (3)

(Contrib. indirectes — C. Lorion-Pavis.) — ARRÊT. LA COUR : — Attendu que le jugement attaqué a terminé deux instances distinctes; que l'administration a pu poursuivre l'exécution des condamnations prononcées en sa faveur, sans acquiescer au chef séparé par lequel elle avait été déclarée non recevable dans une seconde demande; — Rejette la fin de non-recevoir;

Au fond : — Attendu que le jugement attaqué déclare constant, en fait, que les lies représentées par le sieur Lorion-Pavis provenaient des vins pris en charge par les employés, et qu'il y avait identité dans les quantités réunies; — Attendu que l'art. 100 de la loi du 28 avril 1816 reconnaît le droit des marchands en gros de transvaser et soustraire leurs boissons hors la présence des employés; que l'art. 103, conforme en cela aux lois précédentes en mentionnant les déductions du droit, ne parle que d'ouillage, ennuage et affaiblissement de degrés, et n'ajoute pas, comme le porte le mémoire de la régie, pour tous déchet, quelque, dans l'art. 66, la même loi ait employé ces expressions; — Attendu enfin qu'en rapprochant ledit art. 103 des art. 37, 42 et de l'art. 101 de la même loi, on ne peut douter que les mois ouillage et coulage ne soient communs aux vins comme aux raux-de-vie, tandis que ce même art. 103 ne fait aucune mention des lies; d'où il suit qu'en décidant que les lies, quand elles sont prouvées provenir des vins pris en charge, ne sont point des quantités manquantes, et qui rendent un négociant passible du droit de détail, et qu'il doit au contraire lui en être tenu compte, le jugement attaqué ne peut avoir violé ledit art. 103 de la loi du 28 avril 1816, et qu'il en a au contraire fait une juste interprétation; — Rejette, etc.

Du 30 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Roger et Flacon-Rochelle.

RENTE FONCIÈRE. — ARRÉRAGES. — PRESCRIPTION.

Les arrérages d'une rente foncière qu'on a négligé de demander pendant cinq ans sont prescrits aux termes de la loi du 20 août 1792 (4).

(Enregistrement — C. Roiler.)

Du 30 déc. 1818. Sect. civ. — Rapp., M. Lefebvier. — Concl., M. Jourde, av. gén.

réserves seraient indispensables. — V. encore dans le sens de l'arrêt ci-dessus, mais à l'égard du pourvoi en cassation, Cass. 15 avril 1834.

(3) Les débiteurs devront par prudence faire constater par un employé les quantités de lie qu'ils obtiennent du soutirage afin qu'on ne puisse pas ensuite soutenir contre eux que des quantités doivent être considérées comme manquantes. V. en ce sens, d'Agar, des Contr. ind., t. 1, p. 253, et Cass., 27 mai 1839.

(4) Cette décision est ainsi rapportée par Testa-Lebeau, Dict. analyt. des ordres d'enreg., 1^{re} Prescription, n^o 73. — V. anal. dans le même sens, Cass. 9 vend. an 13, et la note. Mais voyez en sens contraire, principalement sur l'application de la loi du 20 août 1792 aux rentes constituées, Cass. 23 mars 1806, et 5 janv. 1807.

BORNAGE.—DÉLIMITATION.

On ne doit pas confondre la délimitation avec le bornage : la délimitation indique la ligne séparative de deux propriétés ; le bornage constate légalement cette ligne séparative. — Ainsi, l'action en bornage est utile et doit être accueillie, quand même les propriétés auraient d'autres limites suffisamment indiquées. (Cod. civ., 646.) (1)

(Lotte — C. Dupuis.)

Les sieurs Dupuis frères et leur Lotte avaient des propriétés contiguës. — Lotte demandait, en vertu de l'art. 646 du Code civ., qu'il fût procédé au bornage, à frais communs. — Les frères Dupuis s'y opposaient, et soutenaient que le sieur Lotte était non recevable dans sa demande, par le motif que, de temps immémorial, leurs propriétés avaient été divisées de celles du sieur Lotte, par des limites certaines, qui n'avaient jamais varié, et consistaient en épinées, en haies vives, et en un vieil orme de plus de cent ans.

Lotte répondait qu'aux termes de l'art. 646, tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës ; que les épinées, les haies vives et les arbres n'étaient pas des bornes proprement dites ; que la propriété des sieurs Dupuis n'avait, dans une partie, d'autre limite qu'une ligne droite tirée le long d'une de ses pièces à partir d'une haie ; qu'une pareille limitation ne pouvait équivaloir à un bornage proprement dit ; qu'ainsi son action était recevable.

Jugement du tribunal d'Abbeville, qui ordonne un rapport d'experts, pour déterminer à la vue des lieux et des titres des parties, les points où les bornes devaient être placées. — Les experts procèdent à leur opération.

30 avril 1816, jugement qui rejette la fin de non-recevoir, résultant d'un prétendu bornage de fait, proposée par les frères Dupuis, entérine le rapport des experts, et ordonne que les bornes seront placées aux points par eux déterminés.

Appel de la part des frères Dupuis. — 13 déc. 1816, arrêt de la Cour royale d'Amiens, qui déclare le sieur Lotte purement et simplement non recevable dans sa demande en bornage : « Attendu, est-il dit, qu'on doit avoir égard à la jouissance des frères Dupuis ; qu'un bornage ne peut pas toujours être demandé et ordonné judiciairement, par cela seul qu'on ne représente pas de procès-verbal d'arpentage et de bornage, et qu'il ne se trouve pas de bornes portant les signes ou caractères de bornes de foi ; qu'il suffit, au contraire, pour l'écartier, qu'il y ait jouissances respectives bien déterminées, constantes et certaines ; qu'il existe dans la cause des circonstances multipliées, qui ne permettent pas de ne pas voir dans la possession des parties des jouissances anciennes, déterminées, et qui imposent à la justice le devoir de les respecter. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Lotte pour violation de l'art. 646 du Code civ.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR : — Vu l'art. 646 du Code civ. ; — Attendu qu'on ne doit pas confondre la délimitation avec le bornage ; que la délimitation ne sert qu'à indiquer la ligne sur laquelle doivent être placées

les bornes, tandis que le bornage a pour objet de constater d'une manière immuable cette délimitation : — Attendu que la Cour royale, en faisant, dans l'espèce, la délimitation, n'a violé aucune loi ; mais, en ce qui concerne le bornage, attendu que l'art. 646 précité est conçu en termes généraux, et veut que, dans tous les cas, sans exception, les propriétaires puissent obliger leurs voisins au bornage, à frais communs, de leurs propriétés contiguës ; que cette disposition impérative de la loi est applicable toutes les fois qu'il n'existe pas de bornes ayant un caractère utile ; qu'il suit de là qu'en déclarant Lotte non recevable dans sa demande en bornage, par cela seul que les limites de l'héritage des frères Dupuis sont déterminées par des haies vives, des épinées de foi et un vieil orme, la Cour royale a violé ledit art. 646 du Code civ. : — Casse et annule l'arrêt de la Cour royale d'Amiens, du 13 déc. 1816, seulement en ce qu'après avoir déterminé les limites des propriétés respectives des parties, il a déclaré Lotte non recevable dans sa demande, tendante à ce que des bornes fussent placées, selon le vœu de la loi, pour établir et constater lesdites limites entre les propriétés contiguës dont il s'agit.

Du 30 déc. 1818. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Ruperou. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Dupont et Jarre.

1^o APPEL. — QUESTION PRÉJUDICIELLE. — TRIBUNAL DE POLICE.

2^o DÉLIT RURAL. — DÉPAISSANCE.

3^o TRIBUNAL DE POLICE. — COMPÉTENCE. — DÉLIT RURAL.

4^o DÉLIT RURAL. — COMPÉTENCE. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

1^o Le jugement du tribunal de police par lequel ce tribunal se déclare compétent à renvoyer les parties devant la juridiction civile pour y faire statuer sur une question préjudicielle de propriété, n'est pas sujet à l'appel et ne peut être attaqué par la voie de la cassation. (Cod. inst. crim., 172.) (2)

2^o L'introduction des animaux sur le terrain d'autrui pour les faire paître ou diagner, est un délit prévu par l'art. 24, titre 2 de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791 : cette disposition n'a point été abrogée par le Code pénal. (Cod. pén., 475, n° 10.) (3)

3^o Les dégâts faits sur les propriétés d'autrui par des bestiaux de toute espèce, laissés à l'abandon, constituent une contravention passible d'une peine de police, et sont dès lors de la compétence de la juridiction de simple police, quelle que soit la quotité des dommages-intérêts réclamés. (L. 28 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, art. 12.) (4)

4^o L'introduction de bestiaux sur le terrain d'autrui pour les faire paître et paenger, étant passible d'une amende égale à la valeur du dédommagement, constitue un délit dont la juridiction correctionnelle peut seule connaître. (L. 28 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, art. 24.) (5)

(Saulnier de la Pinelais — C. Ploteau). — **ARRÊT.**
LA COUR : — Statuant en premier lieu sur la

Cette incertitude n'engendrait-elle pas tous les ans quand les héritages contigus sont en culture, et surtout lorsque la culture en est confiée à cette classe de cultivateurs dont le charrue inclina toujours sur la propriété voisine ? »

(1) V. au ce sens, Pardessus, des Servitudes, n° 117 et 118 ; Favard de Langlade, *Repert.*, v° Servitude, sect. 2, n° 1 ; Duranton, t. 5, n° 259 ; Solon, *Traité des servitudes réelles*, n° 60. — Cependant la Cour de Colmar a jugé, le 21 août 1821, que l'existence depuis plus de trente ans d'un sentier entre deux héritages constituait une borne suffisante.

« Mais, dit Solon, loc. cit., n° 61, que signifie une pareille borne ? Est-il quelque chose de plus incertain que les lignes formant un sentier d'exploitation ? »

(2) V. au ce sens, Cass. 11 juin 1818.

(3) V. conf., Cass. 1^{re}, août 1818, et Merlin, *Repert.*, v° *Pâturage*, § 2.

(4) V. conf., Cass. 23 déc. 1814.

(5) Sic, Cass. 1^{re} août 1818.

fin de non-recevoir proposée contre le pourvoi en cassation;—Attendu que l'art. 172 du Code d'Inst. crim., ne déclare sujets à l'appel les jugemens rendus en matière de simple police, que lorsqu'ils prononcent ou un emprisonnement ou des amendes, restitutions ou autres réparations civiles excédant la somme de 5 fr., outre les dépens; que cette exception au principe consacré par le Code de Brum. an 4, et d'après lequel les jugemens de simple police ne peuvent être attaqués que par la voie de la cassation, ne saurait être étendue au delà des termes qui l'établissent; qu'ainsi tous jugemens autres que ceux qui prononcent les condamnations mentionnées audit art. 172 sont des jugemens en dernier ressort contre lesquels le pourvoi en cassation est le seul recours admissible;—Attendu que dans l'espèce, le jugement attaqué, loin d'être un jugement définitif de l'espèce de ceux dont parle l'art. 172, ne fait autre chose que déclarer le tribunal compétent pour juger l'action portée devant lui par le sieur Santur de la Pincelais et renvoyer les parties devant la juridiction civile, pour y faire statuer sur la question préjudicielle résultant de l'exception de propriété et de possession présentée par les prévenus et leurs garans;—Rejette la fin de non-recevoir;

Statuant en second lieu sur le pourvoi du demandeur:—Attendu que le Code pénal n'a de disposition relative à l'entrée des animaux sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé d'une récolte, que dans le sixième numéro de son art. 475, et qu'il ne s'agit, dans ce numéro que des animaux que leurs propriétaires ou conducteurs ont fait ou laissé passer sur ce terrain; que quant à l'introduction des animaux sur le terrain d'autrui pour les y faire paître ou divaguer, ou à l'entrée dans le même terrain d'animaux laissés à l'abandon, elles ne sont l'objet d'aucune disposition du Code pénal; qu'ainsi, et aux termes de l'article 484 du même Code, si ces deux cas sont prévus par une loi en vigueur à l'époque de sa promulgation, cette loi a, dans les dispositions qui les concernent et qui n'ont pas été abrogées depuis, conservé toute sa force et doit continuer à recevoir son exécution;

Attendu que la loi des 28 septembre - 6 oct. 1791, connue sous le nom de Code rural, était en activité lors de la promulgation du Code pénal; que, par l'article 24, titre 2 du Code rural, article qu'aucune loi postérieure n'a abrogé, il est défendu de mener sur le terrain d'autrui des bestiaux d'aucune espèce, sous peine d'une amende égale à la valeur du dédommagement dû au propriétaire; que l'article 12, même titre du même Code, prévoit le cas où les dégâts sont faits sur les propriétés d'autrui par des bestiaux de toute espèce laissés à l'abandon; que cet article ne prononce aucune peine contre les propriétaires des animaux qui ont causé le dommage, mais que le troisième article contient cette disposition: « Tout délit rural ci-après mentionné sera punissable d'une amende ou d'une détention soit municipale, soit correctionnelle, ou de détention et d'amende réunies selon les circonstances et la gravité du délit, sans préjudice, etc. » que le fait mentionné dans l'art. 12 est donc un délit rural,

lequel, n'étant pas déclaré punissable d'une peine correctionnelle, se trouve dans la classe de ceux que la loi punit d'une peine municipale, appelée aujourd'hui peine de police;

Attendu que, suivant l'exposé des faits insérés au jugement attaqué, le demandeur a cité les sieurs Ploteau et Foucault au tribunal de police, pour les faire condamner en 400 francs de dommages-intérêts, pour les dommages causés par leurs brebis dans le clos de la Carlière, dont elles ont mangé presque tous les blés noirs; qu'il n'est pas dit que les brebis des prévenus aient été menées dans ce clos; que leur introduction spontanée dans ce terrain n'est pas non plus déclarée en fait dans les considérans du jugement du 28 septembre, et qu'elle n'est le résultat certain d'aucune pièce du procès; que dans le jugement du 13 juill., qui accorde aux prévenus un délai pour appeler leurs garans, jugement dont l'appel a été suivi d'un désistement et dont la cassation n'est pas demandée, on lit: « que les brebis des sieurs Ploteau et Foucault, ayant été abandonnées, ont passé dans le champ de la Carlière, en ont presque entièrement mangé les blés noirs, qu'elles y ont été saisies, etc. ».—Qu'on ne peut pas douter que ce jugement du 13 juill., postérieur de trois jours seulement à la citation originaire, qui est du 10 du même mois, n'en énonce le véritable objet; qu'on le peut d'autant moins que le réclamant, qui a produit une expédition en forme authentique dudit jugement, n'y a pas joint cette citation qu'il aurait le plus grand intérêt de représenter, si la demande de 400 fr. d'indemnité qu'elle contient avait réellement pour fondement l'allégation de l'entrée des moutons dans le clos de la Carlière, par le fait et la volonté des prévenus; que la citation introductive de l'instance au tribunal de police ne saurait donc être réputée avoir eu d'autre objet que d'obtenir pour le plaignant l'indemnité des dégâts causés à sa propriété par des moutons laissés à l'abandon dans la lande de la Carlière, ce qui constitue, non le délit de l'article 24 du Code rural, mais celui de l'art. 12 du même Code, qui n'est punissable, d'après l'article 3, que d'une peine municipale, et dont conséquemment la connaissance et le jugement sont dans les attributions des tribunaux de simple police; que, quand la décision sur la question préjudicielle par la juridiction civile aura ramené l'affaire au tribunal de police, une instruction devra alors avoir lieu dans ce tribunal; que si cette instruction donne aux faits de la cause le caractère de délit, ces faits devenant de la compétence de la juridiction correctionnelle, les parties devront, aux termes de l'art. 160 du Code d'Inst. crim., être renvoyées devant le procureur du roi; mais que, dans l'état où l'affaire s'est présentée d'après la demande introductive de l'instance, elle n'était pas dans les attributions de la juridiction correctionnelle, et que le tribunal de police, devant lequel elle était portée, en a retenu la connaissance, sans sortir des limites de sa compétence;—Rejette.

Du 31 déc. 1818. — Sect. crim. — *Pres.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Ammont. — *Concl.*, M. Freteau de Pény, av. gén. — *Pl.*, MM. Sirey et Dupont.

1819.

NOTAIRE. — FRAIS. — VENTE.

Le notaire qui a rédigé une promesse de vente, sur la demande du vendeur, et sans mandat de l'acheteur, doit s'adresser au vendeur et non à l'acheteur, pour être payé de ses honoraires. (Cod. civ., 2002.) (1)

(Faure — C. Chasteau.)

Le sieur Faure, notaire à Marmande, réclame contre le sieur Chasteau ses honoraires pour la rédaction 1^{re} d'une promesse de vente d'un immeuble faite par le sieur Loubat au sieur Chasteau; 2^o d'une lettre de change souscrite par Chasteau, en forme de dédit.

Chasteau se refuse au paiement, par le motif qu'en règle générale c'est au créancier, dans l'espèce, au sieur Loubat, vendeur, à faire l'avance des actes souscrits en sa faveur; et qu'en outre, dans le cas particulier, c'est le sieur Loubat qui a chargé le sieur Faure de la rédaction des actes dont il s'agit.

Faure répond que les actes qu'il a rédigés sont également dans l'intérêt des deux parties, que par conséquent il doit être réputé mandataire de l'un et de l'autre, et qu'il est, comme tel, en droit de réclamer ses frais et honoraires indistinctement contre chacun de ses commettants, aux termes de l'art. 2002 du Cod. civ., qui dispose que lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes, pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

6 août 1817, jugement du tribunal de première instance de Marmande, qui : attendu qu'il est d'usage que le créancier fasse les avances des actes souscrits en sa faveur, rejette la demande du sieur Faure, en lui réservant le droit de se pourvoir contre le sieur Loubat.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 2002 du Cod. civ. Le sieur Faure soutient que le notaire rédacteur d'un acte contenant promesse de vente est le mandataire des deux parties; le vendeur et l'acquéreur ayant un intérêt égal dans l'acte; que par conséquent, bien que le vendeur ait seul donné le mandat exprès, l'acquéreur est, par la force même des choses, réputé mandant; et comme tel, obligé solidairement avec le vendeur, au paiement des frais de l'acte et des honoraires du notaire.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le chef concernant les frais de la rédaction de la lettre de change et acte en conséquence, que le jugement se défend par la dénégation formelle de Chasteau, et le motif énoncé au jugement; — Rejette, etc.

Du 5 janv. 1819. — Sect. req. — Pres., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Sieyès. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Cochin.

(1) « Tout ce qui résulte de cet arrêt, dit Favard de Langlade, *Repert.*, v^o *Honoraire*, § 2, n^o 6, après avoir rapporté la décision ci-dessus, c'est que lorsqu'il est établi que le notaire n'a été la mandataire que de l'une des parties, dans l'intérêt de laquelle seule il a instrumenté, en ce cas cesse l'application des principes relatifs au mandat, c'est-à-dire la solidarité des parties pour le paiement des honoraires. Du reste, l'on sent qu'il s'agit ici d'un point de fait dont la preuve ne doit être admise qu'avec une grande circonspection. » — L'arrêt ci-dessus qui n'a été rendu, comme le fait remarquer M. Favard de Langlade, que pour un cas particulier, n'est donc pas en opposition avec les décisions nom-

IX. — C^{te} PARTIE.

1^o EXCUSE. — CHAMBRE D'ACCUSATION.2^o LÉGITIME DÉFENSE. — APPRÉCIATION. — COMPÉTENCE.

1^o Les faits d'excuse ne peuvent être appréciés que par le jury : les chambres du conseil et les chambres d'accusation sont incompétentes pour en connaître. (Cod. inst. crim., 231.) (2)

2^o L'exception de légitime défense n'étant pas une simple excuse, mais étant exclusive de toute poursuite, les chambres du conseil et les chambres d'accusation sont compétentes pour l'admettre ou la rejeter. (Cod. inst. crim., 229, 231.) (3)

(Cazelles.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Considérant que si les faits d'excuse ne peuvent être appréciés par les chambres d'accusation, et conséquemment par les chambres du conseil, c'est que, par des dispositions formelles de la loi, le jugement en a été réservé à la décision du jury; que ces faits d'ailleurs ne détruisent pas la criminalité de l'action, qu'ils en modifient seulement le caractère et en atténuent la peine, et qu'ils ne sont pas par conséquent exclusifs de poursuites;

Qu'il n'en est pas ainsi de la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui; que d'après l'art. 328, Cod. pén., elle dépouille l'homicide, les blessures et les coups, de tout caractère de crime et de délit; qu'elle est donc exclusive de toute poursuite; que le fait en doit donc être examiné et jugé par les chambres du conseil et par les chambres d'accusation, que la loi a investies du droit de juger s'il y a ou non lieu à poursuivre, et à renvoyer à cet effet à qui de droit; — Considérant que la cour royale de Montpellier, saisie, par l'opposition du procureur du roi, de l'ordonnance de la chambre du conseil de cette ville, qui avait renvoyé le sieur Cazelles devant la police correctionnelle, n'est point entrée dans l'examen des faits énoncés dans cette ordonnance, ne les a point appréciés pour juger s'ils avaient placé le prévenu dans la nécessité actuelle d'une légitime défense de soi-même; qu'elle s'est bornée à prononcer sur le fait de l'homicide qui lui était imputé, sans en juger les circonstances accessoires qui pouvaient lui ôter le caractère de crime et de délit, et que sur ce fait d'homicide ainsi considéré par elle, abstraction faite des circonstances qui l'avaient précédé et accompagné, elle a déclaré qu'il y avait lieu à accusation contre le prévenu, et l'a renvoyé en conséquence devant la cour d'assises du département de l'Hérault; en quoi cette cour a méconnu les règles de ses attributions, et, par suite, a violé les art. 229 et 231 du Cod. d'instr. crim.; — Casse, etc.

breuses qui ont consacré le principe de la solidarité, entre toutes les parties, pour le paiement des honoraires auxquels les notaires ont droit d'après la loi ou d'après les usages. V. sur ce principe, Cass. 27 janv. 1812; 26 juin, 15 nov. 1820; 10 nov. 1828; 20 mai 1829. V. aussi Morlin, *Repert.*, v^o *Notaire*, § 8; Favard, *loc. cit.*; Duranton, t. 11, n^o 202; Rolland de Villargues, *Repert. du not.*, v^o *Honoraire*, n^o 76.

(2) Une jurisprudence invariable a confirmé cette règle. V. Cass. 25 fév. 1813, et nos observations. Merlin, *Quest.*, v^o *Accusation*, § 4.

(3) V. dans ce sens, Cass. 27 mars 1818, et nos observations.

Du 8 janv. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

VOITURES PUBLIQUES. — ESTAMPILLE. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Il ne suffit pas que le conducteur d'une voiture publique représente aux préposés de la régie une estampille tirée par lui de dessous les coussins de sa voiture, il faut que cette estampille soit fixe et fasse corps avec la voiture. (L. 25 mars 1817, art. 117.) (1)

(Contrib. indir. — C. Vanbemeu.)

Du 8 janv. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Hua, av. gén.

CONTRE-LETTRE. — NULLITÉ.

L'art. 1321 du Code civil, portant en termes généraux que les contre-lettres doivent avoir leur effet entre les contractants, s'applique même à celles qui ont pour but d'augmenter, au préjudice du fisc, le prix stipulé dans un acte public. — L'art. 40 de la loi du 22 frim. an 7, qui, dans ce cas, déclarait la contre-lettre nulle, a été virtuellement abrogé par l'art. 1321 du Code civil (2).

(Bietteau — C. Boulais.)

10 mars 1813, acte notarié par lequel les époux Bietteau et le sieur Boulais font entre eux l'échange de divers immeubles. Boulais paie aux époux Bietteau une soule de 45,000 fr., et prend inscription sur leurs biens pour pareille somme, afin d'assurer la restitution de ladite soule de 45,000 fr. au cas où il viendrait à être évincé des biens qu'il a reçus en échange. — Le même jour, 10 mars 1813, acte sous seing privé par lequel les époux Bietteau reconnaissent avoir reçu du sieur Boulais une somme de 11,300 fr. à titre de supplément de soule. Plus tard Boulais est évincé des biens qu'il a reçus en échange. Dans le même temps, les époux Bietteau vendent leurs biens immeubles. Un ordre s'ouvre pour l'attribution du prix. Boulais demande à être colloqué, 1^o pour la somme de 45,000 fr., formant la soule qu'il a payée, aux termes de l'acte notarié du 10 mars 1813; 2^o pour la somme de 11,300 fr., que l'acte sous seing privé du même jour déclare avoir été reçu par les époux Bietteau.

Cette demande est contestée par les époux Bietteau en ce qui touche les 11,300 fr. portés dans l'acte sous seing privé; d'une part, dit-on, cet acte est une contre-lettre qui a eu pour but de frauder les droits du fisc, et qui par conséquent, est, nulle, aux termes de l'art. 40 de la loi du 22 frim. an 7, ainsi conçu : « Toute contre-lettre faite sous signature privée, qui aurait pour objet une augmentation du prix stipulé dans un acte public, ou dans un acte sous signature privée, précédemment enregistré, est déclarée nulle et de nul effet. » Au surplus, ajoutait-on, l'acte sous seing privé du 10 mars n'a pu conférer hypothèque au sieur Boulais; ainsi, il peut, tout au plus, à raison de sa créance de 11,300 fr., venir par concurrence avec les créanciers chirographaires.

15 mars 1816, jugement du tribunal civil de Saumur qui admet la demande en collocation de Boulais pour la somme de 45,000 fr., mais ne statue en aucune manière sur le chef par lequel il demandait également à être colloqué pour la

somme de 11,300 fr. portée en la contre-lettre. Il est dit seulement dans les motifs du jugement, « que la reconnaissance de 11,300 fr., pour supplément du prix stipulé au contrat du 10 mars 1813, est une véritable contre-lettre qui se trouve annulée par l'art. 40 de la loi du 22 frim. an 7. »

Appel de la part de Boulais. — Il soutient qu'en ne statuant pas sur la demande en collocation de la somme de 11,300 fr., le tribunal de Saumur a virtuellement prononcé la nullité de l'acte sous seing privé du 10 mars, par application de l'art. 40 de la loi du 22 frim. an 7; que c'est à tort que le tribunal a prononcé en vertu de cette loi, qui a été abrogée par l'art. 1321 du Code civ., portant que les contre-lettres doivent produire tout leur effet entre les parties contractantes; et que, dans la généralité de ses expressions, s'applique évidemment, même aux contre-lettres faites dans l'intention de frauder le fisc.

2 août 1818, arrêt de la Cour royale d'Angers, ainsi conçu : — « En ce qui touche l'écrit du 10 mars 1813, relatif à la somme de 11,300 fr., payée pour put de vin ou denier à Dieu, d'un acte d'échange du même jour : — Attendu que la répétition formée par Boulais à raison dudit acte, est celle d'une somme principale dont il s'était réservé le droit d'être remboursé par le même acte; — Attendu que l'écrit sur lequel Boulais base cette demande ne conférant pas d'action hypothécaire, Boulais est sans qualité pour obtenir une collocation utile dans l'ordre dont il s'agit pour ladite somme de 11,300 fr.; mais qu'il est habile à se dire créancier chirographaire de ladite somme relativement à Bietteau, et que le jugement dont est appel ne contenant aucune disposition à cet égard fait grief à l'appelant; — Par ces motifs et considérations, la Cour dit qu'il a été nullement jugé au chef où il n'a pas été disposé par ledit jugement, relativement à la somme de 11,300 fr., portée en l'écrit du 10 mars 1813, bien appelé : — Emendant, déclare Boulais des condamnations contre lui prononcées, et faisant droit sur ce chef, dit que Boulais est bien fondé à se dire créancier chirographaire de Bietteau fils de la somme de 11,300 fr., et des intérêts et du coût de l'enregistrement d'icelle, suivant l'écrit du 10 mars 1813, sauf audit Boulais à se pourvoir par les voies de droit contre Bietteau, son débiteur, dépenses de celui-ci sauvées. »

Pourvoi en cassation de la part des sieur et dame Bietteau pour contravention à l'art. 40 de la loi du 22 frim. an 7.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la contre-lettre ou acte sous seing privé du 10 mars 1813, pour supplément de prix, étant postérieure à la publication du Code civ., la matière se trouve régie par l'art. 1321 de ce Code, et non par l'art. 40 de la loi de frim. an 7; — Rejette, etc.

Du 10 janv. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Sleyès. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Gubout.

BOISSONS. — LIQUEURS.

L'art. 58 de la loi du 28 avril 1816, qui défend aux débitants de boissons de recevoir chez eux des boissons en vaisseaux d'une contenance moindre qu'un hectolitre, ne doit point s'entendre des liqueurs proprement dites; ils

(1) Sie, Favard de Langlade, *Reperç.*, v^o Foitures publiques, sect. 3, § 1^{er}, n^o 11.

(2) La question est controversée. Mais la jurisprudence semble fixée aujourd'hui dans le sens de l'arrêt ci-dessus. V. la note qui accompagne un ar-

rêt de la Cour de cassation du 13 fruct. an 11. — V. néanmoins, en sens contraire, Bruxelles, 25 mars 1812, et M. Pismant, en son *Traité des contre-lettres*, § 13, p. 61, où il cite l'arrêt ci-dessus pour en combattre la doctrine.

peuvent recevoir des caisses ou paniers de vingt-cinq bouteilles (1).

(Contribut. indirectes. — C. Francoz et consorts.)
ARRÊT (après délib. en ch. du cons.)

LA COUR:—Considérant que les divers articles d'une loi s'expliquent naturellement l'un par l'autre;—Et attendu que, dans les art. 54, 57, 58 et 59 de la loi du 28 avril 1816, on trouve les mots futailles, pièces, vaisseaux et tonneaux, mis indistinctement l'un pour l'autre, et précisément dans le même sens; qu'il en résulte qu'en défendant, dans l'art. 58, aux vendans en détail de recevoir ou d'avoir chez eux des boissons en vaisseaux d'une contenance moindre que l'hectolitre, ni d'établir le débit des vins et eaux-de-vie sur des vaisseaux supérieurs à cinq hectolitres, ni enfin de mettre en vente ou avoir en perce à la fois plus de trois pièces, le loi n'a eu évidemment en vue que les boissons qui s'expédient et se conservent en pièces ou futailles; qu'on ne peut donc raisonnablement appliquer cet art. 58 aux liqueurs proprement dites, étant notoire, et la régie en convenant elle-même, que les liqueurs ne s'expédient et ne se conservent qu'en bouteilles; qu'il faudrait autrement supposer au législateur l'intention d'annuler cette branche de commerce, ou au moins de la livrer entièrement à la discrétion de la régie, ce qui serait sans exemple dans la législation, et ne saurait par là même être admis:—Attendu qu'il est constant que la régie a donné effet à l'art. 58 de la loi de 1816 jusqu'au 21 nov. 1817, et que, jusque-là, les fabricans de liqueurs, marchands en gros, ont joui de la faculté que cet article leur accorde, de faire des envois de liqueurs en paniers ou caisses de vingt-cinq bouteilles et au-dessus à tout commettant quelconque; qu'il a été même établi, en la Cour, que les employés de la régie continuent à décharger, même à la destination des débitans, les acquits-à-caution, quand ils sont délivrés pour des caisses et paniers de cent bouteilles, sans aucune mention d'autorisation spéciale, et qu'ils ne saisissent que les envois inférieurs à cette quantité: d'où il résulte que la régie elle-même ne reconnaît pas dans l'art. 58 l'exclusion absolue des expéditions en bouteilles; que si la loi présente quelque imperfection, ou surmonte quelque lacune, en ce que la régie n'aurait point de base certaine d'évaluation de la quantité d'eau-de-vie qui entre dans la fabrication des liqueurs, c'est par une disposition législative seule qu'il convient d'y suppléer; d'où il suit que le jugement attaqué n'a point violé l'art. 58, et par conséquent n'a point fausement appliqué l'art. 58 de la loi du 28 avril 1816:—Rejette, etc.

Du 11 janv. 1819.—Sect. civ.—Prés. M. Bresson.—Rapp. M. Legonidec.—Concl. M. Cahier, av. gén.—Pl., M. M. Roger et Champion.

AVOUÉ.—HONORAIRES.—TRIBUNAL DE COMMERCE.—REGISTRE.

La partie qui a été défendue devant le tribunal de commerce par un avoué, ne peut lui refuser le salaire promis, sous prétexte qu'il a agi comme simple fondé de pouvoir, et qu'il y a

lieu de lui appliquer l'art. 12 de la loi du 3 brum. an 2, qui, après avoir supprimé les avoués devant les tribunaux civils, interdisait toute réclamation de salaire aux simples fondés de pouvoir (2).

L'avoué peut, en ce cas, réclamer son salaire, sans être tenu de représenter le registre exigé par l'art. 151 du décret du 16 fév. 1807 (3).

(Delaie. — C. Teste.)

L'avoué Teste avait comparu plusieurs fois devant le tribunal de commerce de Lyon, comme fondé de pouvoir des frères Delaie. — Un salaire lui avait été expressément promis. — Lorsque'il voulut le réclamer, les sieurs Delaie se refusèrent à remplir leur engagement. Ils alléguèrent, pour s'y soustraire, que, devant le tribunal de commerce, Teste n'avait pu agir en qualité d'avoué; qu'il ne devait être considéré que comme un simple fondé de pouvoir; que, dès lors, il fallait lui appliquer les dispositions en vigueur à une époque où les fonctions d'avoué étant supprimées, même devant les tribunaux civils, les parties ne pouvaient se faire représenter que par de simples fondés de pouvoir; que la loi du 3 brum. an 2, alors régulatrice de la procédure, portait dans son art. 12: « Les fonctions d'avoué sont supprimées, sauf aux parties à se faire représenter par de simples fondés de pouvoir;.... ils (les fondés de pouvoir) ne pourront former aucune répétition pour leurs soins et salaires contre les citoyens dont ils auront accepté la confiance; — cette loi, ajoutaient les sieurs Delaie, n'a pas été entièrement abrogée par les lois postérieures, elle est restée applicable aux fondés de pouvoir devant les tribunaux de commerce, puisqu'il n'y a pas d'avoué dans ces juridictions. — Ils objectaient, enfin, que si pour écarter l'application de la loi précitée, le sieur Teste voulait exiger de celles qui ont rétabli les avoués, il fallait reconnaître alors qu'il était assujéti toutes les règles prescrites à ces officiers ministériels, notamment à l'art. 151 du décret du 16 fév. 1807, qui oblige tous les avoués à avoir un registre coté et paraphé, sur lequel ils doivent inscrire toutes les sommes qu'ils reçoivent de leurs parties, registre qu'ils doivent représenter toutes les fois qu'ils formeront des demandes en condamnation de frais.

Deux arrêts de la Cour royale de Lyon, en date des 19 juil. et 21 août 1817, ont, en rejetant ces moyens, condamné les sieurs Delaie à payer au sieur Teste la somme qu'il réclamait.

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Delaie, pour violation de l'art. 12 de la loi du 3 brum. an 2, et de l'art. 151 du décret du 16 fév. 1807.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que la loi du 3 brum. an 2 est sans application, et ne peut, par conséquent, avoir été violée dans le cas particulier où l'avoué Teste n'avait point postulé pour les demandeurs en cette qualité devant un tribunal civil, et où il avait agi comme un mandataire salarié, ainsi qu'il est constaté en fait par les jugemens et arrêts dénoncés, ce qui appelait l'application justement faite des art. 1886 et 1999 du Code civil;—Attendu que la nécessité de la re-

(1) V. conf., Cass. 23 janv. 1819.

(2) V. anal. dans le même sens, Cass. 16 déc. 1818. — Cet arrêt a reconnu, comme celui que nous recueillons ici, que les avoués pourraient réclamer un salaire pour l'exécution d'un mandat étranger à leur profession. — V. aussi Favard, *Repart.*, v° Honoraires, § 3, n° 4; Bioche et Goujet, *Diet. de proc.*, v° Avoué, n° 155. — Des honoraires sont dus à l'avoué en pareil cas, alors même qu'il n'existe pas à

cet égard de convention formelle, car cette convention se présume toujours lorsqu'on emploie une personne à des fonctions qui se rattachent à sa profession habituelle. V. Poitiers, *du Mandat*, n° 36 et 125. — V. encore sur ce point, la note qui accompagne l'arrêt de la Cour de Cass. du 26 janv. 1813.

(3) V. dans ce sens, Favard, *loc. sup. cit.*, n° 5; et Chauveau, *Comment. sur le tarif*, n° 32.

présentation d'un registre de recettes n'est imposée et applicable aux avoués que lorsqu'ils ont agi en cette dernière qualité devant un tribunal civil, et qu'il s'agit devant un tribunal de commerce, et non comme avoué, dont le ministère est interdit par l'art. 414 du Code de proc. civ., que Teste avait défendu les demandeurs; — Rejeté, etc.

Du 13 janv. 1819.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Lepicard.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Darrieux.

1^{er} RÈGLEMENT DE JUGES.—SIGNIFICATION. DÉLAI.—DOMICILE.

2^e SIGNIFICATION.—DOMICILE RECONNU.

1^{er} En matière de règlements de juges, le délai dans lequel doit être signifié un arrêt de soit communiqué, se calcule uniquement d'après le domicile réel de celui à qui doit être faite la notification, quel que soit le lieu où est faite la notification, parant à sa personne. (Ordonn. de 1737, tit. 2, art. 9; Cod. proc. civ., 363.)

2^e Celui qui a fait une signification à sa partie adverse, en lui reconnaissant un domicile dans le lieu où elle fait remettre l'acte, n'est pas obligé de signifier les actes ultérieurs de la procédure, au même lieu, s'il a de bonnes raisons pour croire à un changement de domicile. — Dans le sens de la loi, le domicile de celui à qui l'on doit signifier (domicile d'après lequel se règlent les délais), est invariable, certain et reconnu. (Cod. proc., 363.)

(Yvonnet — C. Thèse.)

Deux instances séparées étaient pendantes entre le sieur Thèse et le sieur Yvonnet, l'une devant la Cour royale de Rouen, par renvoi de la Cour de cassation; l'autre devant la Cour royale de Paris.

Le sieur Yvonnet s'est pourvu en règlement de juges, et a demandé à la Cour de cassation que la cause portée devant la Cour royale de Paris, fût renvoyée à la Cour royale de Rouen, attendu la connexité des deux affaires. — 16 janv. 1817, arrêt de la Cour de cassation qui, avant faire droit, ordonne que la demande en règlement de juges, soit communiquée au sieur Thèse. — 6 mars 1817, la notification est faite au sieur Thèse; elle est ainsi libellée: « Le présent a été signifié au sieur Thèse, demeurant à Fontaine-Madame, commune de Chevennes, arrondissement d'Auxerre. » — Il est important de remarquer la date et les expressions de cette signification.

Le sieur Thèse fait défaut. — 20 août 1817, arrêt, qui, statuant sur la demande en règlement de juges, renvoie la contestation pendante devant la Cour royale de Paris à la Cour royale de Rouen.

2 mars 1818, cet arrêt est signifié au sieur Thèse; mais cette fois la signification est faite au sieur Thèse, propriétaire, demeurant à Anville, arrondissement de Moissac, trouvé en personne, en son domicile de Bellepêche. — Le sieur Thèse s'est fait admettre à la restitution, en sorte que la demande en règlement de juges a été débattue contradictoirement. — On a proposé des moyens en la forme et au fond: nous ne parlerons pas des moyens du fond; ce sont les mêmes qui ont été présentés lors de l'arrêt par défaut du 20 août 1817, précédemment indiqué; et l'arrêt ci-après qui est intervenu sur l'instance contradictoire, n'a fait, pour ce qui touche le fond, que répéter les dispositions de l'arrêt par défaut dont il conserve même les expressions.

En la forme, on a soutenu pour Thèse, qu'Yvonnet était déchu du bénéfice de l'arrêt de soit communiqué, par la raison que la notification n'en

avait été faite à Thèse, qu'après l'expiration du délai fixé par l'ordonnance de 1737; que par suite de cette déchéance, il était non recevable à se pourvoir en règlement de juges. — Aux termes de l'art. 9, titre 2 de l'ordonnance de 1737, les notifications d'arrêts de soit communiqué doivent être faites dans le ressort du parlement de Paris, dans le délai d'un mois. Appliquons cette règle à l'espèce: la notification a été faite en un lieu reconnu son domicile, dans la commune de Chevennes, arrondissement d'Auxerre, c'est-à-dire dans le ressort de l'ancien parlement de Paris; cette notification devait donc avoir lieu dans le délai d'un mois à peine de déchéance. Or, l'arrêt de soit communiqué est en date du 16 janvier 1817, et la notification n'a été faite que le 6 mars suivant, cinquante jours après l'arrêt; elle est donc tardive, et le sieur Yvonnet est déchu du bénéfice de l'arrêt qu'il avait obtenu. — Or comme il ne peut de nouveau se pourvoir, il doit être déclaré déinitivement non recevable.

Pour Yvonnet on a répondu: — La fin de non-recevoir repose sur une équivoque. — En parlant des demandes en règlement de juges et du délai dans lequel les arrêts de soit communiqué doivent être signifiés, l'article du titre 2 de l'ord. de 1737, porte: « lesdites lettres ou lesdits arrêts seront signifiés dans les délais ci-après, savoir: de deux mois, à l'égard des parties domiciliées, dans le ressort de nos parlements et autres Cours de Languedoc, Pau, Guienne, Aix, Grenoble, Besançon, Metz et Bretagne, etc.; et d'un mois pour les parties domiciliées dans le ressort des parlements de Paris, etc. » — Le sieur Thèse supprime dans le texte de la loi, ces expressions à l'égard des parties domiciliées. Les débris du texte, rapprochés ensuite, se trouvent dire que: les arrêts de soit communiqué doivent être signifiés dans un mois, dans le ressort du parlement de Paris.

Mais en rétablissant le texte dans son intégrité, on trouve que le délai pour signifier est de deux mois, ou d'un mois, ou même de quinze jours suivant le domicile des parties à qui l'arrêt est signifié. — Donc, pour fonder son exception, le sieur Thèse doit commencer par établir qu'il est domicilié dans le ressort du parlement de Paris. — Mais le sieur Thèse non-seulement n'a ni prouvé ni même posé en fait qu'il fut domicilié dans le ressort du parlement de Paris, mais encore dans la réalité on doit considérer le sieur Thèse comme n'ayant point de domicile fixe et certain. — Il faut remarquer que la signification querellée, en date du 6 mars 1817, a été donnée en parant à sa personne, et ce n'est pas sans efforts que le sieur Yvonnet a découvert où le sieur Thèse résidait alors. — Plus tard, et quand il a fallu notifier au sieur Thèse l'arrêt par défaut du 20 août 1817, et l'assigner devant la Cour de Rouen, le sieur Yvonnet a été obligé d'établir de nouveau des perquisiteurs sur les traces du sieur Thèse. Cette fois il a été déconvenu à l'autre extrémité de la France, dans le département du Gers, et c'est là qu'il a été assigné, également parant à sa personne. — Le sieur Yvonnet signifié au sieur Thèse parant à sa personne, là où il peut le saisir eu état de demeure instantanée. Cette signification à personne n'est point du tout une preuve de domicile réel ni de domicile reconnu. — Reste donc toujours à établir en fait, où est le domicile réel et légal du sieur Thèse.

Dans l'incertitude où était le sieur Yvonnet, il a cependant dû croire que le véritable domicile du sieur Thèse, était dans le ressort du parlement de Bordeaux, et que par conséquent l'ordonnance lui accordait un délai de deux mois pour faire la notification; en effet l'arrêt de la

Cour de cassation qui a renvoyé les sieurs Thèse et Yvonnet devant la Cour royale de Rouen, énoncé dans les qualités que le domicile du sieur Thèse est à Bordeaux; cet arrêt, en date du 21 août 1816, n'est antérieur que de quatre mois à la demande en règlement de juges; à défaut d'autres renseignements, le sieur Yvonnet a dû supposer qu'en effet Bordeaux était le lieu du domicile de son adversaire, et calculer en conséquence sur un délai de deux mois.

D'ailleurs, jusqu'ici le sieur Yvonnet a supposé que l'art. 9 du titre 2 de l'ordonnance de 1737, était prescrit à peine de nullité. Or, l'ordonnance n'a établi de nullité que pour la violation de l'art. 11. Et comment serait-il possible d'établir que ces délais sont prescrits à peine de nullité? Comment, par exemple, soutenir que relativement aux parties domiciliées, à une distance de dix lieues de Paris, il y a obligation, à peine de nullité, de signifier dans le délai de quinze jours le jour et date de l'arrêt? Quinze jours suffisent rarement aux avocats de la Cour pour obtenir expédition de leurs arrêts.—Enfin l'ancien conseil accordait des reliefs; donc aucun délai n'était de rigueur absolue.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR:—Statuant sur la fin de non-recevoir proposée par Thèse:—Attendu que la disposition rigoureuse des art. 9, 10 et 13, titre 2 de l'ordonn. de mois d'août 1737 suppose nécessairement un domicile invariable, certain et connu;—Attendu qu'il est constaté par les différens actes de procédure produits, que le domicile de Thèse a varié à différentes époques dans le cours de la contestation qui divise les parties;—Attendu que, suivant les qualités énoncées dans l'arrêt contradictoire rendu par la Cour de cassation, le 21 août 1816, c'est-à-dire quatre mois seulement avant la date de la demande en règlement de juges, le domicile de Thèse a été fixé à Bordeaux;—Attendu que Thèse, n'ayant point réclamé contre ces qualités, n'ayant point contesté le domicile, Yvonnet était fondé à croire qu'il avait deux mois pour lui notifier utilement l'arrêt de soit communiqué;—Attendu enfin que cette notification ayant été faite à Thèse en personne, cinquante jours seulement après la date de l'arrêt de soit communiqué, est régulière, et donnée au temps utile; que le lieu où cette signification a été faite ne doit être d'aucune considération, par ce double motif: en droit, parce que l'art. 9 du règlement impartit le délai de deux mois pour la notification de l'arrêt de soit communiqué faite aux parties domiciliées dans le ressort du parlement de Bordeaux; en fait, parce le domicile de Thèse avait été fixé dans l'arrêt du 21 août 1816, dans la ville de Bordeaux;—Déclare qu'il n'y a lieu de prononcer la déchéance;—Et, statuant au fond, maintenant, etc.... (1)

Du 11 janv. 1819.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Liger de Verdigny.—Concl., M. Jonbert, av. gén.—Pl., MM. Lassus et Sirey.

1^{re} RESPONSABILITÉ CIVILE. — PÈRE. — AMENDE.

2^{de} TRIBUNAL DE POLICE. — JUGEMENT. — LOI PÉNALE.

1^{re} La responsabilité civile du père, à raison d'un délit d'injures verbales commis par son fils mineur, ne s'étend qu'aux dommages-in-

térêts et ne comprend pas l'amende. (Cod. civ., 1384; Cod. pén., 74, 464.) (2)

2^{de} Le jugement du tribunal de police doit contenir les termes mêmes de la loi dont il fait l'application; il ne suffit pas qu'il énonce que les prévenus sont condamnés conformément à cette loi. (Cod. inst. crim., 463.) (3)

(Intérêt de la loi.—Aff. Gilles.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, sur le premier moyen de cassation présenté dans le réquisitoire, que des pères de famille ont été cités au tribunal de police du canton de Froissy comme garans et responsables des faits civils de leurs fils mineurs, prévenus d'injures verbales proférées contre le nommé Gilles;—Qu'aux termes de l'art. cité du Code civil, ils étaient responsables, mais uniquement de la réparation civile qui aurait pu être accordée au plaignant contre les prévenus, et que, d'après l'art. 74, aussi cité, du Code pénal, leur condamnation solidaire avec leurs fils, au paiement des dommages-intérêts qui auraient été adjugés, eût été légale; mais que le tribunal de police n'a point adjugé de dommages-intérêts, et qu'il a condamné les pères, solidairement avec leurs fils, à payer une amende de 3 fr.;—Que l'amende, qui a essentiellement un caractère pénal, ne peut être comprise dans la responsabilité civile que dans les cas pour lesquels une loi spéciale l'a expressément ordonné, et que cette dérogation au droit commun n'a été prescrite par aucune loi pour le fait qui était, dans l'espèce, l'objet des poursuites;—Que les pères n'ayant pas allégué pour moyen de défense à l'action formée contre eux l'impuissance où ils avaient été d'empêcher le fait dont on les prétendait responsables, le tribunal n'a point eu à s'occuper d'une exception qui n'était pas proposée, et que son silence à cet égard ne saurait être une contravention au § 5, art. 1284 du Code civil, mais qu'en étendant la responsabilité des pères à la condamnation d'amende prononcée contre leurs fils, et en jugeant ainsi, on que l'amende n'était pas une peine, ou que, dans les matières de police prévues par le Code de 1810, les pères étaient responsables des condamnations pénales contre leurs enfans mineurs, il a manifestement violé ledit art. 1384, § 2, du Code civil, et les art. 464 et 74 du Code pénal;

Attendu, sur le second moyen de cassation, que d'après l'expédition produite du jugement dénoncé, les termes de l'art. 471, n^o 11 du Code pénal, que ce jugement a appliqués, n'y sont pas insérés, et qu'il y est dit seulement que le tribunal a condamné les défendeurs conformément à cet article;—Que le défaut d'insertion dans les jugemens définitifs de condamnation des tribunaux de simple police, des termes de la loi appliquée par ces jugemens, est une violation formelle de l'art. 463 du Code d'inst. crim., dont les dispositions sont prescrites à peine de nullité;—Casse et annule dans l'intérêt de la loi, etc.

Du 14 janv. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Aumont.—Concl., M. Fréteux, av. gén.

OCTROI.—RÈGLEMENT MUNICIPAL.

Du 15 janv. 1819 (aff. Collet-Gardien).—V. cet arrêt à la date du 15 janv. 1820.

SYNDICS.—CONTRAINTE PAR CORPS.

Bien que les syndics d'une faillite ne gèrent et ne plaident que pour la masse, il ne s'en suit

(1) V. pour cette partie de l'arrêt, l'arrêt par défaut rendu par la Cour de cassation le 20 août 1817.

(2) V. conf. Cass. 11 sept. 1818, et la note.

(3) V. sur ce point, le résumé de jurisprudence qui accompagne le jugement du tribunal de Cass. du 13 brum. an 8, rendu dans le même sens.

pas qu'ils ne puissent être condamnés en cette qualité par voie de contrainte par corps (1).

(Marmod et autres — C. Mathelin.)

Par concordat passé entre le sieur Aubry failli et ses créanciers, il fut convenu que le sieur Aubry conserverait l'administration de ses biens, et que les obligations contractées par lui, du consentement des sieurs Marmod, Widil et Mennier, syndics, seraient obligatoires pour la masse. — Pendant son administration, Aubry souscrivit plusieurs effets, du consentement des syndics. — Le sieur Mathelin, porteur de l'un de ces effets, en poursuivit le paiement contre les syndics comme représentant la masse des créanciers.

9 juill. 1817, jugement de condamnation.

Appel. Le sieur Mathelin demande que les syndics soient condamnés par corps au paiement de la lettre de change.

Les syndics répondent qu'ils n'ont contracté aucune obligation personnelle; que dès lors ils ne peuvent être poursuivis sur leurs biens propres, et à plus forte raison contraints par corps. — Qu'à la vérité la lettre de change est obligatoire envers eux, en leur qualité de syndics, mais qu'il en résulte seulement que les condamnations prononcées contre eux en cette qualité doivent être exécutées sur les biens appartenant à la masse qu'ils représentent; — Que la contrainte par corps ne pouvait être ordonnée hors les cas déterminés par la loi, et qu'aucune de ses dispositions n'y assujettissait les syndics d'une faillite, pour les obligations communes à la masse.

2 déc. 1817, arrêt de la Cour royale de Metz, confirmatif du jugement attaqué, et qui de plus prononce la contrainte par corps.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 2063 du Cod. civ., en ce que l'arrêt dénoncé avait ordonné la contrainte par corps hors les cas déterminés par la loi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, en droit, que, pour les intérêts et obligations communes, les syndics représentent la masse des créanciers; qu'ainsi l'on peut, pour ces intérêts et pour ces obligations, prononcer contre eux les mêmes condamnations que l'on pourrait prononcer contre

les créanciers formant la masse, condamnations qu'on doit ensuite mettre à exécution contre lesdits créanciers, de la manière et dans les formes voulues par la loi; que, d'après cela, en déclarant la contrainte par corps contre les demandeurs en cassation, non pas en leur propre et privé nom ni en leur personne, mais bien comme représentant la masse des créanciers et pour une dette de la même masse, le jugement attaqué ne s'est mis en opposition avec aucune loi; — Rejette, etc.

Du 19 janv. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lasagni. — Concl., M. Lobeau av. gén. — Pl., M. Lassis.

1° ÉTRANGER. — CONTRAINTE PAR CORPS. —

CHOSE JUGÉE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

2° NATURALISATION. — DENISATION. — ÉTRANGER.

1° L'arrestation provisoire d'un étranger pour suivi pour dettes, ne peut, avant le jugement de condamnation, être ordonnée sur la requête d'un créancier français. (L. du 10 sept. 1807, art. 2.) — Rés. seulement par la Cour royale (2).

Le jugement en dernier ressort, qui maintient l'arrestation provisoire d'un étranger, n'a point l'effet de la chose jugée quant au droit que le créancier avait d'exercer la contrainte par corps, c'est-à-dire que l'étranger peut, en plaçant au fond, soutenir que son créancier n'est pas français, et que par conséquent les tribunaux de France sont incompétents. (Cod. civ., 1351.) — Rés. seulement par la Cour royale.

Il n'y a pas lieu d'accorder de dommages-intérêts, à raison d'une arrestation illégale, lorsqu'il résulte des circonstances que l'étranger poursuivi est réellement débiteur de l'autre, et lui refuse depuis longtemps son paiement. — Rés. seulement par la Cour royale.

2° En Angleterre la naturalisation ne s'acquiert que par un acte du parlement. — Les lettres du roi, dites de denisation, peuvent bien concéder certains droits interdits aux étrangers, mais ne confèrent pas la qualité d'Anglais; conséquemment elles ne font pas perdre la qualité de Français. (Cod. civ., 17.) (3)

(1) « Rien, dit Merlin, *Quest.*, v° *Syndic de faillite*, § 1^{er}, ne pourrait justifier une pareille condamnation, si elle était exécutoire contre les syndics personnellement. Mais comment le serait-elle? Il en est des syndics d'une faillite comme des tuteurs, des curateurs, et en général de tous les fondés de pouvoir : condamnés en leur qualité, ils ne le sont pas pour cela en leur nom; et c'est ce qu'a jugé positivement, en 1795, un arrêt du Parlement de Paris, que je rapporte à l'art. *Direction de créanciers*, § 2. — Ainsi, nul obstacle à ce qu'une condamnation par corps soit prononcée contre les syndics, sauf au créancier qui l'obtient à la faire valoir contre chacun des créanciers unis. » — C'est aussi ce qui résulte des termes de l'arrêt que nous rapportons ici; et, sous ce rapport seulement, il est approuvé par Merlin, *loc. cit.*

(2) Le principe a été souvent consacré. V. Douai, 27 fév. et 7 mai 1823; Pau, 27 mai 1830; Paris, 29 nov. 1831, et 27 mars 1835; Caen, 12 janv. 1832. — V. encore sur ce point, Merlin, *Quest.*, v° *Etranger*, § 4, n° 3 et 4; Coin-Delisle, *Comment. sur la contr. par corps*, p. 100.

(3) On appelle, en Angleterre, *Denizen* ou *Denison*, un étranger qui, ayant formé le dessein de demeurer pendant un assez grand nombre d'années dans ce royaume, y obtient du souverain, des lettres de Denisation. Ces lettres portent que l'impétrant

est désormais réputé en toutes choses pour naturel anglais, et pour féal et homme lige, comme s'il était natif du pays, qu'il peut recueillir tous héritages, en acheter, les posséder et en jouir comme il lui plaira. Mais quelque générale que soient ces lettres, elles n'opèrent que le premier degré de naturalisation; le second degré qui la rend parfaite, ne peut émaner que d'un bill du parlement sans lequel aucun étranger ne peut être complètement assimilé à un régulier. (F. Merlin, *Repert.*, v° *Denisation*; *Tableau de la constitution de la Grande-Bretagne* de Wanostrucht (trad. Paris 1823), p. 89; Blackstone, *Analyse des lois anglaises* (trad. de Jougnot, 1803), ch. 12, p. 40; *Common law*, by Giles Jacob, p. 127 et 270.) Delà est née la question résolue par l'arrêt ci-dessus, de savoir si les lettres de Denisation obtiennent par un Français en Angleterre, sont censées lui faire perdre l'esprit de retour, et lui enlèvent par suite la qualité de Français. Cette question n'est pas neuve, et, déjà sous l'empire de l'ancienne législation, un arrêt rendu par le parlement de Rouen, le 8 août 1647, l'avait résolu dans le sens de l'arrêt ci-dessus, en adjugeant à un Français qui avait obtenu des lettres de Denisation, la succession de son père qui s'était ouverte en 1637 en France, et qu'il avait laissée passer à ses sœurs sans aucune réclamation. « On trouva, dit Basnage, sur l'art. 235 de la coutume de Normandie, que ces lettres

(Brunet—C. Crewe.)

Le 4 mars 1817, le sieur Brunet, émigré en 1795, et rentré en France depuis le retour du roi, obtient du président du tribunal civil de Rouen une ordonnance qui lui permet, aux termes de l'art. 2 de la loi du 10 sept. 1807, de faire arrêter le lieutenant général Crewe, fils d'un pair anglais; il avait sollicité cette ordonnance en qualité de créancier du lieutenant général Crewe, pour une somme de 700 liv. sterl., montant de trois mandats souscrits par ce dernier en Angleterre, et échus depuis 1811.

En vertu de cette ordonnance, le général Crewe est arrêté. Il se pourvoit devant les tribunaux, et excipe de l'émigration de Brunet, soutenant que cette circonstance lui ôte le droit d'invoquer la disposition de l'art. 2 de la loi du 10 sept. 1807, établie seulement en faveur des créanciers français. Cette prétention est rejetée en première instance et en appel.

Ce provisoire jugé, le sieur Brunet demande au tribunal que le général Crewe soit condamné à lui payer le montant de sa créance, et que l'arrestation provisoire soit déclarée définitive.

Le général Crewe décline la compétence du tribunal. Il se fonde sur ce que le sieur Brunet avait obtenu, en 1806, en Angleterre, des lettres de Denisation qui le plaçaient hors de la classe des étrangers dans ce pays; que par ces lettres, le sieur Brunet étant naturalisé Anglais, il s'ensuivait que la contestation existant entre eux n'était point du ressort des tribunaux français.—En outre, le général Crewe concluait, à raison de son arrestation, qu'il soutenait illégale, injurieuse et vexatoire, a 100,000 fr. de dommages-intérêts.

16 juill. 1817, jugement du tribunal de première instance qui rejette la demande du général Crewe, en se fondant sur ce que Brunet ayant été jugé Français, par divers arrêts et jugemens rendus antérieurement, on ne pouvait, sans enfreindre les principes sur l'autorité de la chose jugée, le déclarer Anglais, et, en statuant d'ailleurs que la naturalisation n'est pas suffisamment établie.

Appel de la part du général Crewe. Il soutenait qu'on ne pouvait opposer les jugemens et arrêts qui, dans la contestation incidente sur l'arrestation provisoire, avaient reconnu Brunet pour Français, lorsqu'il s'agissait de statuer au fond; que la question de savoir si les tribunaux français étaient compétens restait encore entière, et qu'elle devait être décidée négativement, au moyen de la preuve qu'il rapportait de la natu-

ralisation du sieur Brunet en Angleterre.—Il persistait dans ses conclusions relativement aux dommages-intérêts.

27 août 1817, arrêt de la Cour royale de Rouen, qui infirme la décision des premiers juges : — « Attendu que le fait de la naturalisation de Brunet en Angleterre n'avait point été articulé par le général Crewe, lors des jugemens précédemment rendus, et présente sa réclamation sous un nouveau point de vue; — Que lesdits jugemens n'ont statué que sur l'arrestation provisoire, et ne peuvent avoir acquis force de chose jugée qu'en ce point; — Qu'aujourd'hui il n'est plus question du provisoire, mais du principal, sur lequel chacune des parties rend nécessairement dans le droit de proposer de nouveaux moyens, ou de donner à ceux déjà produits tous les développemens dont ils sont susceptibles; — Que les jugemens opposés par Brunet ont d'ailleurs été rendus dans la présupposition d'une action compétente et légitime, dont la discussion devait rester entière; d'où il suit qu'il ne peut s'en prévaloir pour écarter les exceptions qui appartiennent à la défense du général Crewe contre ladite action; — Attendu, au fond, qu'il est établi par pièces authentiques et de due forme, qu'en l'année 1806, Brunet s'est fait naturaliser en Angleterre; qu'il est également constant qu'il a formé à Londres un établissement considérable, et y a fixé son domicile; que, d'une autre part, il ne justifie pas qu'il se soit fait réhabiliter dans la qualité de citoyen français, et la jouissance des droits attachés à cette qualité; en sorte qu'il est et ne peut être considéré que comme étranger, d'après les dispositions du Code civil, portant, art. 17 : « La qualité de Français se perdra, » par la naturalisation acquise en pays étranger; — Que les titres dont Brunet est porteur consistent en des mandats ou traites tirées de Londres, en 1811, sur un pair des Royaumes-Unis, qui paraît ne posséder aucune propriété en France; — Que Brunet, réputé sujet du roi d'Angleterre, ne peut invoquer le bénéfice de l'art. 14 du Code civ., et les autres lois françaises sur la compétence et les attributs des actions des Français contre les étrangers; — Et que le tireur, l'accepteur et le porteur des traites en question étant tous Anglais, l'action en paiement desdites traites est exclusivement de la compétence des tribunaux de la Grande-Bretagne; — Attendu que la demande de l'appelant en dommages-intérêts est principalement basée sur le fait de son arrestation provisoire, dont la légalité a été reconnue par des jugemens qui ont à cet égard force de

de Denisation n'étaient pas de véritables lettres de naturalité, parce qu'elles n'avaient pas été passées au parlement d'Angleterre, formalité sans laquelle on ne peut devenir naturel anglais. — C'est encore d'après ce principe que la question a été résolue par l'arrêt ci-dessus.

Toutefois, cette décision a été critiquée dans une dissertation insérée dans la *Thémis*, et reproduite par M. Siray, dans son *Récueil*, t. 22. 2. 253. L'auteur s'élevait contre la doctrine consacrée par la Cour de cassation, posant en principe que les lettres de Denisation présentent les caractères constitutifs de la naturalisation, et il soutient que tout au moins ces lettres doivent être regardées comme une présomption légale d'un établissement fait à l'étranger sans esprit de retour, circonstance qui, aux termes du premier § de l'art. 17 du Code civ., entraîne la perte de la qualité de Français. L'auteur de la dissertation se fonde sur ce que, dans l'état actuel de la législation de la Grande-Bretagne, ou plutôt de ses usages, la Denisation ne servait pas nécessaire-

ment pour y exercer certains arts mécaniques, pour y établir des usines et des fabriques; d'où l'on doit conclure que celui qui la réclame a certainement la pensée d'un établissement à l'étranger sans esprit de retour.—Mais cette opinion n'a pas prévalu. « La loi, comme le dit M. Coin-Delisle, *Comment. analyt.*, liv. 1. tit. 1er, n° 11, ne défendant pas à l'artisan français d'exploiter son industrie en pays étranger, pourvu que ce ne soit pas avec l'intention de nuire à l'industrie française (Code pén., art. 417 et 418), son silence suffit pour qu'on ne puisse présumer un abandon des droits originaires des Français dans un acte utile à l'exercice non illicite de son industrie. » — Ainsi la Cour de cassation, appelée à se prononcer du nouveau sur la même question, par suite du pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour royale de Paris rendu le 17 juill. 1820, sur le renvoi ordonné par la décision que nous rapportons ici, a jugé, dans le même sens, par arrêt du 29 août 1822. V. l'arrêt à sa date.

chose jugée; qu'au fond, Brunet est porteur de titres qui constituent le général Crewe son débiteur, et prouvent que depuis plusieurs années il lui refuse le paiement de la dette, circonstances dans lesquelles il ne peut être accordé à l'appelant de dommages-intérêts.

Pourvu en cassation de la part de Brunet, pour contravention à l'art. 17 du Code civil, en ce que la Cour a déclaré qu'il avait cessé d'être Français par suite de sa naturalisation en Angleterre, quoiqu'en réalité il n'ait pas été naturalisé Anglais, puisqu'il a seulement reçu des lettres de Denisation du roi d'Angleterre, qui n'ont pu lui attribuer la qualité d'Anglais.

De son côté, le général Crewe s'est aussi pourvu en cassation contre le chef de l'arrêt qui a rejeté sa demande en dommages-intérêts, pour violation de l'art. 1382 du Code civ., en ce que l'arrêt a reconnu que l'arrestation du général Crewe était arbitraire et illégale, et n'a point condamné Brunet à réparer le dommage qu'il avait causé.

ARRÊT (après délib. en chamb. du cons.).

LA COUR:—Vu les art. 8 et 17 du Code civ.;—Attendu que, d'après les publicités anglaises, la naturalisation n'est acquise en Angleterre que par acte du Parlement; que la Denisation, qui s'y accorde par de simples lettres royales, n'y est considérée que comme une concession de certains droits et libertés interdits aux étrangers, qui commence la naturalisation, mais qui ne l'accomplit point; d'où il suit qu'elle n'est pas suffisante pour opérer la perte de la qualité de Français et des droits y inhérents, que les articles précités s'attachent qu'à la naturalisation acquise en pays étranger, et qu'en jugeant le contraire, l'arrêt viole formellement ces articles:—Attendu enfin que le pourvoi du général Crewe est connexe à celui de Brunet, et que l'annulation de l'arrêt, dans l'intérêt de l'un, doit nécessairement l'entraîner dans celui de l'autre, afin de mettre les parties en état de faire valoir leurs droits et moyens respectifs ainsi et de la même manière qu'elles le pouvaient avant ledit arrêt:—La Cour, joignant les deux pourvois; casse et annule l'arrêt de la Cour royale de Rouen, du 27 août 1817, dans l'intérêt de toutes les parties.

Du 19 janv. 1819.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Cassaigne.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Raoul et Duprat.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — PROCÈS-VERBAUX. — PREUVE.

Les procès-verbaux des employés des contributions indirectes font foi, jusqu'à inscription de faux, des faits d'injures, menaces et voies de fait qui troublent ou empêchent le libre exercice de leurs fonctions et constituent un refus d'exercice. (Décr., 1 germ., an 13, art. 26; L. 28 avril 1816, art. 56.) (1)

Ce n'est que dans le cas où les injures, menaces et voies de fait sont étrangères à l'exercice des fonctions et ne les entravent pas, que les procès-verbaux des employés, qui constatent ces voies de fait, peuvent être combattus par la preuve contraire (2).

(1) V. dans ce sens, Cass. 5 déc. 1817.

(2) Cette distinction, quoique exprimée avec clarté dans le texte de l'arrêt, est fort délicate. En thèse générale, la foi attachée aux procès-verbaux ne s'étend pas aux actes de rébellion, de voies de fait et d'injures, que les employés ont constatés accessoirement à une contravention, et la raison en est que tout prévenu d'un délit commun est toujours admissible à prouver sa non culpabilité par

(Contributions indirectes.—C. Guichard.)

ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 26 du décret du 1^{er} germ. an 13, et les art. 52 et 56 de la loi du 28 av. 1816;—Attendu qu'en autorisant les employés des contributions indirectes à faire des visites et exercices chez les débitans de boissons, afin de constater leur débit sur lequel la perception des droits doit être assise, la loi a nécessairement voulu que cet exercice n'éprouve aucune espèce d'entraves, qu'il soit libre, paisible et tranquille, et que les employés jouissent de toute la sécurité qui est due à des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions;—Que, pour appliquer la loi et les peines qu'elle prononce aux faits d'injures, menaces et voies de fait proferés ou exercés contre les employés, établis dans leurs procès-verbaux, ou aux contraventions qui dérivent de ces faits, les tribunaux doivent distinguer avec soin, ceux desdits faits qui ont lieu au cours des fonctions des employés, qui en troublent ou en empêchent le libre exercice, et qui constituent par eux-mêmes une contravention à l'exécution de la loi, d'avec les injures, menaces et voies de fait qui sont indépendantes et étrangères à cette exécution;—Qu'au premier cas, c'est-à-dire, lorsque les injures, menaces ou voies de fait sont inhérentes à l'exercice et qu'elles constituent un empêchement ou un trouble à sa liberté, les procès-verbaux qui les constatent doivent être crus en justice jusqu'à inscription de faux, par la raison que les faits sont par eux-mêmes caractéristiques et constituent d'une contravention;—Mais qu'il n'en est pas de même dans le cas où la répression des injures n'intéresse que les personnes des employés, qu'elles sont étrangères à leurs fonctions, et qu'elles n'en ont ni troublé ni empêché l'exercice: alors les employés n'ont qu'une action personnelle à exercer, et comme personne ne peut se former des preuves à soi-même par ses propres déclarations, la preuve contraire doit nécessairement être admise lorsqu'elle est proposée;—Attendu, dans l'espèce, qu'il a été constaté par le procès-verbal du 7 oct. dernier, régulier dans sa forme et non argué de faux, qu'au moment où les employés étaient occupés, dans la cave du défendeur, à faire la reconnaissance de la situation de ses charges et de son débit, il leur tint des propos injurieux; qu'au lieu d'accéder à leurs représentations et à leurs prières de les laisser opérer tranquillement, il n'en devint que plus grossier encore, en leur disant qu'ils n'étaient pas faits pour lui imposer silence chez lui, qu'il les connaissait pour des brigands et des gueux qui ne savaient que chercher des chicanes, que cette persévérance du défendeur à proferer des injures détermina les employés à lui déclarer qu'ils les prenaient pour un refus d'exercice et qu'ils se retirèrent; qu'alors le défendeur devint furieux; qu'en conduisant les employés par sa boutique et jusqu'à la porte, lui et sa femme les traitèrent de voleurs, de brigands, de mauvais sujets et de mauvais gueux; prenant à témoins un homme et une femme qui étaient présents qu'ils ne refusaient pas l'exercice puisque leur cave était ouverte; ajoutant que des scélérats de leur espèce étaient

tous les moyens que la loi lui assure. Il ne peut y avoir d'exception à cette règle que dans le cas où les voies de fait constituent une contravention spéciale à la loi fiscale, par exemple, un refus d'exercice; alors elles ne sont plus incriminées comme faits de rébellion ou d'injures, mais comme refus d'exercice. V. Mangin, Traité des procès-verbaux, p. 306, — V. encore dans ce sens de la solution ci-dessus, Cass. 2 oct. et 27 nov. 1818. *

trop satisfaits de trouver du mal à faire, qu'ils cherchaient à les ruiner, qu'il se f... de leur procès-verbal comme d'eux; et qu'enfin il se serait précipité sur eux s'il n'avait pas été retenu par sa femme et par sa fille: qu'alors les employés ne pouvant espérer de voir le calme se rétablir et de pouvoir continuer leurs exercices, ils se retirèrent;

Attendu que, quoiqu'il fût évident que les faits reprochés au défendeur constituaient un trouble et un empêchement au libre exercice des employés, qu'ils étaient inhérents et inséparables de la contravention dont ils étaient l'unique cause, et qu'ils dussent faire foi jusqu'à inscription de faux, néanmoins le tribunal de police correctionnelle de Corbeil, et, après lui, le tribunal de l'arrondissement de Versailles, jugeant sur appel et adoptant les motifs des premiers juges, se sont permis d'isoler absolument le fait d'exercice des employés des faits d'injures proférées contre eux, comme s'il n'y avait eu aucune liaison, aucune corrélation entre les faits; et que, partant de ce système erroné et destructif de la répression des contraventions, ils ont dit d'abord que le procès-verbal ne constatait aucun refus d'exercice, puisqu'il en résultait que le défendeur avait fait l'ouverture de sa cave et qu'il y avait introduit les employés, et en second lieu que, dans l'espèce, les injures ne pouvaient être considérées comme une opposition à l'exercice, puisque rien ne le prouvait, et qu'il résulte des principes de la jurisprudence des arrêts que les procès-verbaux des employés ne font pas foi en cette partie; — Attendu qu'il était impossible de méconnaître d'une manière plus formelle les faits du procès-verbal, leur liaison, leur corrélation inséparable, dont il résultait un trouble et un empêchement qui formaient un véritable refus d'exercice; de violer plus ouvertement la lettre et l'esprit des lois de la matière, lesquelles, en commandant l'exercice des commis, veulent nécessairement qu'il soit libre et à l'abri de tous troubles; et d'interpréter plus fausement la jurisprudence des arrêts sur la foi due aux procès-verbaux des employés; — Qu'on ne peut laisser subsister une pareille décision sans paralyser absolument la perception des contributions indirectes, à moins de vouloir obliger les employés à repousser les injures, menaces et voies de fait, par les mêmes moyens, et les exposer, ainsi que les contribuables, à tous les excès et les dangers qui en seraient évidemment la suite; — Casse, etc.

Du 22 janv. 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Chasle. — Concl., M. Hua, av. gén.

JURY. — DÉCLARATION. — CIRCONSTANCE AGGRAVANTE.

La déclaration du jury ne doit porter que sur les faits compris dans les questions posées. — Ainsi aucune condamnation ne peut résulter d'une déclaration dans laquelle le jury a ajouté une circonstance aggravante sur laquelle aucune question ne lui avait été posée. (Cod. inst. crim. 411.) (1)

(Magloire.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que Jean Magloire avait été mis en accusation et renvoyé devant la Cour d'assises du département de la Lozère, 1° à raison d'un vol de brebis, commis, la nuit, dans une maison habitée; 2° à raison d'un vol d'argent envers le nommé Maurin, commis, la nuit, dans

une maison habitée, à l'aide d'escalade et d'effractions; — Que sur ce second vol, l'accusé a été déclaré par le jury, non coupable; — Que sur le premier, la question a été ainsi posée: « Jean Magloire, accusé, est-il coupable d'avoir commis le vol, la nuit, et dans une maison habitée? » — Que la réponse du jury à cette question a été ainsi conçue: « Oui, à l'unanimité, il est coupable de vol, non dans une maison habitée, mais bien dans les champs; » — Qu'ainsi les jurés n'ont pas répondu sur la circonstance de la nuit, qui était portée dans la question, et qu'ils ont déclaré un fait qui n'avait pas été soumis à leur délibération, celui que le vol avait été commis dans les champs; — Que leur réponse devait néanmoins être concordante avec la question; qu'elle devait en décider toutes les circonstances, et qu'il ne rendait nullement dans leurs attributions d'énoncer leur conviction sur des faits qui n'avaient pas été compris dans la question; — Qu'il n'appartient en effet qu'aux Cours d'assises, de juger si des circonstances non énoncées dans l'acte d'accusation sont sorties des débats, et si elles doivent ainsi être présentées à la délibération du jury; — Que la loi pénale ne peut être appliquée que sur les faits et les circonstances portés dans les questions, et affirmativement décidés par le jury; — Que la Cour d'assises du département de la Lozère ne pouvait donc, dans l'espèce, prononcer de condamnation que sur le fait de la question qui avait été reconnu constant par le jury; — Que ce fait, se réduisant à un vol commis par une personne, sans la circonstance aggravante de la maison habitée, que le jury avait exclue, il était devenu indifférent si ce vol avait été commis de jour ou de nuit; que l'omission du jury de prononcer sur cette circonstance ne pouvait ni modifier ni retarder le jugement, et que la peine ne pouvait être prononcée que d'après l'art. 401 du Code pén.; — Que cependant la Cour d'assises, s'arrêtant à la déclaration que le jury avait spontanément et illégalement faite, que ce vol avait été commis dans les champs, et faisant de cette déclaration la base de la condamnation, a condamné le demandeur à la réclusion, d'après l'art. 388, du Code pén.; — En quoi cette Cour a fausement appliqué cet article, et violé les règles de compétence établies par la loi; — Casse, etc.

Du 22 janv. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Robert de Saint-Vincent. — Concl., M. Hua, av. gén.

1° JURY. — COMPOSITION. — TIRAGE.

2° CHAMBRE D'ACCUSATION. — ARRÊT. — POURVOI. — INCOMPÉTENCE.

3° ARRÊT D'ACCUSATION. — CHOSE JUGÉE. — CODE D'ASSISES.

1° Une simple inexactitude d'écriture dans le procès-verbal de tirage au sort du jury, ne peut fonder une nullité, lorsqu'il est constant que le juré qui en est l'objet n'a pas fait partie du tableau, parce qu'il a été recus par le ministère public.

2° L'arrêt de renvoi peut être attaqué par les accusés, soit dans les cinq jours de l'avertissement donné par le président des assises à raison des trois causes énumérées par l'art. 299 du Code d'inst. crim., soit dans les trois jours de sa notification pour cause d'incompétence. (Cod. inst. crim., 296, 299, 373, 408 et 416.) (2)

(1) Principe constamment suivi, avant comme depuis le Code d'instruction crim. V. Cass. 2 août 1793; 22 therm. an 7; 5 mess. an 10; 26 oct. 1820; 11 août 1826; 7 oct. 1831.

(2) V. conf., Cass. 4 déc. 1823.

3^e L'arrêt de renvoi qui n'a été attaqué par aucun recours, acquiert l'autorité de la chose souverainement jugée, et la Cour d'assises est irrévocablement saisie des faits qui lui ont été renvoyés (1).

(Vergé.)

Pierre Vergé, condamné aux travaux forcés pour faux, proposait deux moyens de cassation : 1^o On lisait dans le procès-verbal de tirage au sort des jurés : « lorsque son nom a été tiré, le sieur Repussaud n'ayant été récusé par le ministère public, son nom a été retranché ». Evidemment le greffier avait écrit n'ayant pour ayant; mais le demandeur concluait de cette expression, que ce juré avait été à tort retranché de la liste. — Le 2^e moyen était fondé sur ce que la Cour d'assises avait rejeté l'exception d'incompétence rationnellement présentée par l'accusé, à l'ouverture des débats.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, sur le premier moyen de cassation, qu'il ne porte que sur une inexactitude d'écriture, de laquelle il ne peut résulter aucun doute raisonnable : que le procès-verbal du tirage au sort pour la formation du tableau du jury prouve évidemment que, si le sieur Repussaud n'a pas fait partie de ce tableau, c'est qu'il a été récusé par le ministère public;

Attendu, sur le deuxième moyen, qu'indépendamment du recours en cassation accordé aux accusés par l'art. 299 du Code d'inst. crim., sur les trois ouvertures qui sont déterminées dans cet article, et qui doit être exercé dans les cinq jours de l'avertissement prescrit par l'art. 296, les accusés ont encore en leur faveur, contre lesdits arrêts de mise en accusation, le recours général pour cause d'incompétence qui leur est ouvert par les dispositions des art. 408 et 416, et qui doit être déclaré par eux, dans les trois jours de la notification des arrêts de renvoi, conformément à l'art. 373 dudit Code; que, lorsque les arrêts de renvoi n'ont point été attaqués par aucun de ces recours, ils acquièrent l'autorité de la chose souverainement jugée, et que les Cours d'assises qu'ils ont saisies doivent procéder aux débats et au jugement des faits qui leur ont été ainsi renvoyés : — Attendu que, dans l'espèce, le demandeur en cassation ne s'est point pourvu ni pour cause d'incompétence, ni pour les causes énoncées en l'art. 299 contre l'arrêt de la Cour royale d'Angers, qui l'avait renvoyé devant la Cour d'assises de la même ville pour y être jugé sur les faits de mise en accusation qui y sont portés; — Que ladite Cour d'assises a donc été légalement saisie de la connaissance de ces faits, et que la procédure instruite devant elle et l'arrêt par elle rendu ont été l'exercice légitime de la compétence qui lui avait été légalement dévolue; — Rejette, etc.

Du 22 janv. 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Gaillard. — Concl., M. Hua. — Pl., M. Rochelle.

INONDATION. — ÉTANG. — DEVERSOIR.

L'art. 457 du Code pénal qui punit les dommages causés par l'élevation du déversoir des eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente, n'a point abrogé l'art. 15 du tit. 2 de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791, qui défend à toute personne d'inonder l'héritage de son voisin ou de lui transmettre ses eaux d'une manière nuisible (2).

Le propriétaire d'un étang qui retient les eaux

d'une hauteur telle qu'elles débordent sur les champs voisins et y causent du dommage, est passible des peines portées par l'art. 15 du tit. 2 de la loi du 28 sept.-6 oct. 1791; il n'est pas nécessaire, pour l'application de cet article, que la hauteur du déversoir ait été fixée par l'autorité administrative.

(Guéron.) — ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 15 et 16, tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791; — Vu aussi l'art. 457 du Code pén.; — Considérant que ledit art. 15 contient deux dispositions prohibitives : que, par la première, il est défendu d'inonder l'héritage de son voisin; que cette défense générale s'applique à toutes espèces d'inondations sur lesquelles il n'est point disposé spécialement, et quels qu'en aient été les moyens; — Que, par la seconde, qui est différente de la première, puisqu'elle en est séparée par une particule disjunctive, il est défendu de transmettre ses eaux à l'héritage de son voisin d'une manière nuisible; que cette prohibition particulière qui ne suppose pas une inondation, n'est relative qu'aux dommages que peuvent causer les eaux dans le cours qu'on leur a donné, ou dans un cours naturel auquel on aurait fait produire des effets nuisibles par des moyens quelconques; — Que la contravention à ces deux prohibitions est punie par ledit article, d'une amende qui peut être portée jusqu'à la somme du dédommagement; qu'elle constitue, conséquemment, un délit de la compétence de la juridiction correctionnelle; — Que l'art. 16 est spécial pour les propriétaires ou fermiers des moulins et usines; qu'il ne comprend pas les propriétaires ou fermiers d'étangs; que sa disposition ne peut donc être appliquée aux dommages par eux causés aux propriétés voisines, par la trop grande élévation du déversoir de leurs étangs, ou autrement; — Que ces dommages restent donc dans la première disposition dudit art. 15, et doivent être punis conformément à cet article;

Que si l'art. 457 du Code pén. a étendu ses dispositions aux personnes jouissant d'étangs comme à celles de moulins et d'usines, ces dispositions ne sont relatives qu'aux dommages produits par l'élevation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par l'autorité compétente; — Considérant que, dans l'espèce, le fait de prévention imputé à Blaise Guéron était d'avoir retenu les eaux de son étang à une hauteur telle, qu'elles avaient par leur débordement inondé les champs environnants, et y avaient causé du dommage; — Qu'il a été reconnu par le jugement dénoncé que la hauteur du déversoir de cet étang n'avait été fixée par aucune autorité compétente; — Que si ce fait ne rentrait pas ainsi dans l'application dudit art. 457 du Code pén., il rentrait dans les dispositions prohibitives et pénales dudit art. 15, tit. 2 de la loi rurale du 6 oct. 1791; — Que cependant le tribunal correctionnel de Troyes, jugeant en cause d'appel, a renvoyé ledit Guéron de la plainte formée contre lui, sur le motif que le fait de la prévention n'était prévu par aucune loi pénale, et ne pouvait donner lieu qu'à une action civile; — Casse, etc.

Du 23 janv. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Buschop. — Concl., M. Hua, av. gén.

(1) Conf., Cass. 25 mars 1816.

(2) Rien que cette solution ne résulte qu'implicitement de l'arrêt, elle n'en est pas moins certaine.

V. dans le même sens, Cass. 4 nov. 1824; Bourguignon, *Jurisp. des Codes crim.*, t. 3, p. 504; Carnot, *Comment. du Code pén.*, t. 2, pag. 511.

1^o BOISSONS. — DÉBITANS. — LIQUEURS.2^o CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — SAISIE. — INDÉMNITÉ.

1^o L'art. 58 de la loi du 28 avril 1816, qui défend aux débiteurs de boissons de recevoir chez eux des boissons en vaisseaux d'une contenance moindre qu'un hectolitre, ne doit pas s'entendre des liqueurs proprement dites; ils peuvent recevoir des caisses ou paniers de 25 bouteilles (1).

2^o Les tribunaux ne sont autorisés, en déclarant une saisie mal fondée, à condamner la régie à une indemnité, que dans le cas où le saisi a été privé de la disposition des choses qui en font l'objet; si ces choses ont été laissées à sa disposition et qu'on lui ait même laissé la faculté de les représenter ou leur valeur, aucune indemnité ne peut être accordée. (Decr. du 1^{er} germ. an 13, art. 29.) (2)

Dans tous les cas, l'indemnité ne pourra pas excéder le taux de 4 pour 100 par mois de la valeur de l'objet (3).

(Contrib. Indir. — C. Faucher.)

Du 23 janv. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Bailly. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Odilon-Barrot.

ÉMIGRÉ. — REMISE DE BIENS. — DROITS SUCCESSIFS. — VENTE.

La remise des biens inventués des émigrés ordonnée par la loi du 5 décembre 1814, doit profiter à l'héritier ou au légataire de l'émigré, par préférence à l'acquéreur des droits successifs, s'il est constant, en fait, que les parties n'ont pas eu l'intention de traiter sur les biens remis, qui, lors de la vente, étaient sous le séquestre. (L. du 5 déc. 1814, art. 2; Cod. civ., 1156, 1163, 1696.) (4)

(Grenier — C. Despinasse.)

Le sieur Despinasse père, unique héritier de son fils, décédé en émigration, se fait réintégrer dans les biens composant sa succession, en vertu du Sénatus-consulte du 6 flor. an 11. — Puis, il cède tous ses droits successifs au sieur Grenier, le 18 vend. an 14. — La cession est conçue en termes généraux; elle est déclarée comprendre tous les droits et tous les biens composant la succession du sieur Despinasse fils; d'ailleurs, il n'est point fait de désignation particulière de chaque objet, notamment il n'y est nullement question d'une partie du domaine de St.-Martin, qui était échu à Despinasse fils, durant son émigration, qui, par conséquent, resta entre les mains du gouvernement, à l'époque de la restitution qui fut faite au sieur Despinasse père. En 1814, cette partie du domaine de St.-Martin était encore comprise dans la dotation du sénat.

La loi du 5 déc. 1814 ordonna la remise aux émigrés, ou à leurs héritiers, de leurs biens non vendus. — La partie du domaine de Saint-Martin, à laquelle avait droit Despinasse fils, devait donc être remise à son héritier. — Despinasse père forma sa demande en délivrance; mais le sieur Grenier, cessionnaire des droits successifs, se présenta de son côté, et soutint que cette partie du domaine de Saint-Martin était comprise dans la cession qui lui avait été faite de tous les biens, de tous les droits généralement quelconques compris dans la succession du Despinasse fils; que le véritable sens de la loi du 5 déc. 1814 était, non pas que les biens vendus étaient restés

tués à titre de libéralité aux héritiers existants, mais bien que le séquestre mis sur ses biens était annulé, et devait être considéré comme non avenu, de telle sorte que les biens étaient censés n'être jamais sortis de la main de l'émigré, et avoir fait partie de sa succession, que, par conséquent, ces biens avaient été compris dans la cession; que d'ailleurs une vente de droits successifs est un contrat aléatoire qui met à la charge de l'acquéreur les pertes comme les profits imprévus.

Despinasse répliquait qu'à l'époque de la cession, il n'avait pu avoir l'intention d'aliéner la partie du domaine de Saint-Martin, qui paraissait alors à jamais fixée dans les mains du gouvernement, et sur laquelle les lois alors en vigueur interdisaient tout traité, toute transaction; que d'ailleurs l'intention du législateur dans la loi du 5 déc. 1814, avait été de gratifier uniquement les héritiers des émigrés et les héritiers existants au moment de sa promulgation; que, par conséquent, on ne pouvait considérer cette loi comme ayant eu un effet rétroactif, au moyen duquel les biens rendus seraient censés n'avoir jamais cessé d'appartenir à l'émigré, avoir été compris dans sa succession dès le moment de l'ouverture, et se trouver par suite virtuellement aliénés par la cession.

13 juin 1816, jugement du tribunal de première instance d'Issoire, qui déclare que la remise de la partie du domaine de Saint-Martin doit profiter au sieur Despinasse père. — Ce jugement est ainsi motivé : « Considérant sur la question principale, que l'irrévocabilité des lois relatives aux biens nationaux est garantie par la constitution; que les biens dont il s'agit étaient irrévocablement réunis à la dotation du sénat, plus de deux ans avant la cession faite par le sieur Despinasse au sieur Grenier; que, dans la supposition où ces biens eussent été nominativement compris dans la cession, la clause eût été, par les lois existantes, déclarée comme non écrite; qu'il serait ridicule de déclarer, comme faisait partie d'une cession des biens sur lesquels la loi interdisait tout traité, toute transaction entre le cédant et le cessionnaire; que le sieur Grenier a déclaré avoir une connaissance certaine des objets qu'il achetait, ce qui exclut toute idée que les biens en question fissent partie de son acquisition, par la certitude qu'il tenait de la loi même, qu'ils ne pouvaient y être compris; qu'en effet l'on ne peut pas être présumé avoir traité au mépris de la loi, et que la présomption contraire est de droit; que, par la cession même, le sieur Grenier s'oblige de garantir le sieur Despinasse des réclamations du gouvernement, et que les biens dont il s'agit lui étaient déjà acquis. »

Appel. — 3 mars 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale de Riom.

POURVOI en cassation de la part du sieur Grenier, pour fausse interprétation de la loi du 5 déc. 1814, en ce que l'arrêt dénoncé a décidé virtuellement que l'effet de cette loi était de rendre aux héritiers existant au moment de sa promulgation, les biens non vendus de leurs parents émigrés, tandis qu'au contraire on doit considérer cette loi comme ayant opéré cet effet que les biens confisqués sur les émigrés sont censés n'avoir jamais cessé de leur appartenir; que, par conséquent, ils ont toujours fait partie de leur succession, et par une suite nécessaire se sont trouvés compris dans la cession des droits successifs, faite en termes généraux et sans aucune restriction.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Attendu qu'il a été reconnu et déclaré par la Cour royale de Riom qu'à rendu

(1) V. conf., Cass. 11 janv. 1819 (aff. Francos); (2) et (3) V. conf., Cass. 20 nov. 1812. — V. aussi dans le même sens, Cass. 27 fév. 1813.
(4) V. conf., Cass. 18 fév. 1819.

l'arrêt dénoncé, que Deslaspas n'avait pas entendu vendre, ni Grenier acquérir le huitième de la terre de Saint-Martin, dont la loi du 5 déc. 1814 a ordonné la remise; et qu'en le jugeant ainsi, la Cour royale de Riom n'a pu violer aucune loi; — Rejette, etc.

Du 25 janv. 1819. — Ser. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

ÉMIGRÉ. — REMISE DE BIENS. — LÉGATAIRE UNIVERSEL.

La remise aux parents d'émigrés des biens confisqués ne profite pas au légataire universel du parent qui, s'il vivait, serait l'héritier le plus proche. — Le légataire universel ne doit recueillir que les biens existant dans la succession par jus in re, ou par jus ad rem; il n'a pour lui ni l'intention du testateur, ni l'intention de la loi; il est moins favorable que l'héritier le plus proche à l'époque de la remise légale. (L. du 5 déc. 1814; Cod. civ., 2 et 1003.) (1)

(D'Espigny Saint-Luc — C. Duclaux.)

Par testament du 30 janv. 1809, madame de Béthune de Sully institua pour légataire universel M. l'abbé Duclaux, directeur du séminaire de Saint-Sulpice. — Cette disposition fut exécutée. — En 1814, survint la loi qui faisait remise aux émigrés de leurs biens invenus; de ce nombre étaient des bois qui avaient appartenu au comte d'Espigny Lignery, père de madame de Béthune. — Le comte Timoléon Joseph d'Espigny Saint-Luc, plus proche parent du comte d'Espigny Lignery, et le sieur Duclaux, légataire universel de la dame de Béthune, réclamaient chacun de leur côté les bois dont la remise était faite. — Ils s'adressèrent d'abord à la commission créée par la loi du 5 déc. 1814, qui reconnut que la restitution devait être décidée par les tribunaux; mais provisoirement elle accorda la remise à l'héritier du sang, sauf au légataire universel à faire valoir ses droits devant qui de droit. — M. Duclaux s'adresse alors à l'autorité judiciaire et réclame la remise définitive des biens restitués.

3 avril 1816, jugement du tribunal de première instance de Paris qui accueille cette demande: — « Attendu que, par la loi du 5 déc. 1814, les biens immeubles séquestrés ou confisqués pour cause d'émigration, et qui se trouvent dans le domaine

de l'Etat, sont rendus à ceux qui en étaient propriétaires, à leurs héritiers ou ayans cause; — Attendu que cette remise, quant aux biens existant encore en nature dans le domaine public, opère une véritable restitution en entier en faveur des anciens propriétaires, et efface à cet égard, et dans les termes de la remise, toute trace d'émigration, de séquestration ou de confiscation; que dès lors lesdits biens sont censés n'être plus sortis des mains desdits anciens propriétaires qui les ont transmis à leurs héritiers ou ayans cause; — Attendu que le marquis d'Espigny Lignery, propriétaire original des bois dont il s'agit, étant décédé en l'année 1799, a laissé pour héritière madame la duchesse de Sully, qui, après avoir accepté sa succession sous bénéfice d'inventaire, a institué le sieur abbé Duclaux son légataire universel; — Attendu que ce dernier, en cette qualité, est le représentant à titre universel et l'ayant cause non-seulement de madame la duchesse de Sully, mais encore du marquis de Lignery, dont la succession bénéficiaire est tout entière confondue dans son legs; — Attendu que pour admettre la prétention du comte d'Espigny Saint-Luc, il faudrait supposer qu'à deux époques diverses, éloignées l'une de l'autre, il se serait ouvert au profit de deux personnes différentes deux successions du même individu, l'une au moment de son décès, l'autre au jour de la promulgation et par la force de la loi du 5 déc. 1814, ce qui contrairait diamétralement tous les principes reçus en matière de transmission d'hérédité et renfermés dans cette maxime vulgaire du droit français, le mort saisit le vif; — En conséquence, le tribunal envoie Antoine Duclaux, légataire universel de la dame veuve de Béthune de Sully, en pleine propriété, possession et jouissance des bois situés dans le département de la Seine-Inférieure, et de celui dit la Croquet, situé dans le département de l'Oise; condamne d'Espigny Saint-Luc à lui délaisser, dans la butinée de la signification du présent jugement, la possession et jouissance desdits bois, à lui rendre compte des fruits et revenus qu'il aurait pu percevoir en vertu de l'arrêt de la commission du contentieux, qui lui en a attribué l'administration provisoire, etc. »

Appel. — 29 juillet 1816, arrêt de la Cour royale de Paris, qui adopte les motifs des premiers juges. POURVOI en cassation de la part du comte

(1) La question ci-dessus est restée quelque temps indécise. Mais la solution qu'elle a reçue ici a fini par prévaloir en jurisprudence. V. Cass. 9 mai 1821; 10 fév. 1823; 18 fév. et 19 mai 1824; 4 juill. 1825. Conf., Rouen, 22 juill. 1819 (sur renvoi prononcé par l'arrêt que nous rapportons); Paris, 28 mai 1821. — Cette jurisprudence avait pour fondement en principe, que la remise de biens ordonnée par la loi du 5 déc. 1814, était une libération, n'ayant effet que du jour de sa date, et non une restitution qui doit faire considérer les biens comme n'étant jamais sortis des mains de l'émigré confisqué. — C'est dans le même sens que la Cour de cassation a interprété la loi du 22 fructidor an 3, qui ordonnait la restitution des biens appartenant aux prêtres déportés ou réclus. Un arrêt du 24 messidor an 10 décide, en effet, que cette restitution n'a été ordonnée qu'en faveur des héritiers légitimes ou naturels des prêtres déportés, et qu'en conséquence, elle ne profite point aux bénéficiaires testamentaires. V. l'arrêt à sa date et nos observations. — Disons toutefois que, par une exception remarquable à sa jurisprudence, la Cour de cassation a jugé le 22 juill. 1833 (Volume 1833) que ceux qui, héritiers d'un émigré à l'époque de son décès, n'ont

recueilli qu'une partie des biens restitués à sa succession en vertu du sénatus-consulte du 6 flor. an 10, l'autre partie ayant été affectée à un service public, doivent recueillir cette dernière partie des biens remise en vertu de la loi du 5 déc. 1814, et ce, à l'exclusion de ceux qui, devenus héritiers plus tard, se sont trouvés habiles à succéder avec eux lors de la promulgation de cette loi. Mais la Cour de cassation s'est attachée dans les motifs mêmes de son arrêt à établir que les circonstances particulières à cette espèce devaient faire écarter l'application de la jurisprudence selon laquelle c'était l'héritier le plus proche à l'époque de la remise qui en devait profiter. V. cet arrêt, loc. cit., et les annotations dont il est accompagné. V. enfin sur la question, et dans le sens de la jurisprudence, Merlin, Quest. v. Confiscation, § 2; Duvergier, de la Vente, t. 2 (romin. de Toullier, t. 17), n° 310. — Ajoutons ici que la loi du 27 avril 1825 sur l'indemnité accordée aux émigrés, a consacré un principe contraire à celui de la loi du 5 déc. 1814. L'art. 7 de la loi de 1825 admet, en effet, à réclamer l'indemnité l'ancien propriétaire, et, à son défaut, les Français qui étaient appelés par la loi ou par sa volonté à le représenter à l'époque de son décès.

d'Espinay Saint-Luc, pour violation de l'art. 2 du Code civil, en ce que la Cour, en décidant que les biens dont la remise a été faite par la loi de 1814 étaient compris dans la succession de la dame de Béthune ouverte en 1809, a donné à cette loi un effet rétroactif. — Pour violation des art. 1003 et 1021 du Code civil, en ce que attribuer au légataire universel des biens qui n'appartenaient pas au testateur à l'époque de son décès, sur lesquels il n'avait même aucun droit, c'est décider que le legs universel peut comprendre des biens qui n'appartiennent pas au testateur; c'est décider que le legs de la chose d'autrui est valable. — Et enfin, pour fautive application de l'art. 2 de la loi du 5 déc. 1814.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu les art. 2, 1003 et 1021 du Code civil; — Vu aussi l'art. 2 de la loi du 5 déc. 1814, portant : « Tous les biens immeubles séquestrés ou confisqués pour cause d'émigration, ainsi que ceux advenus à l'Etat par suite de partages de successions ou présuccessions, qui n'ont pas été vendus, et sont actuellement partie du domaine de l'Etat, seront rendus en nature à ceux qui en étaient propriétaires ou à leurs héritiers ou ayants cause; — Attendu que, lors de la promulgation de la loi du 5 déc. 1814, le domaine de l'Etat se trouvait propriétaire légal des biens qui avaient été confisqués sur les émigrés, et qui n'avaient été ni vendus ni aliénés par suite des lois sur l'émigration; que la loi du 5 déc. a bien fait cesser, du moment où elle a été publiée, tous les effets de la confiscation sur lesdits biens, mais qu'elle ne les a pas abolis pour le passé, de manière à faire considérer ces biens comme n'étant jamais sortis des mains des anciens propriétaires; que ce fut même pour écarter les doutes qui auraient pu s'élever à cet égard, que le mot restitué, qui se lisait dans le projet de la loi du 5 déc., en fut retranché pour y substituer le mot rendu; qu'il ne peut donc être question de restitution dans l'application de la loi du 5 déc. 1814, et encore moins de restitution en entier : d'où suit que les biens confisqués sur les émigrés et réunis au domaine de l'Etat, qui ont été rendus par ladite loi, ne l'ont été réellement qu'à titre de libéralité; — Attendu que, pour être habile à recueillir une libéralité, il faut avoir capacité pour la recevoir; et que, dans l'espèce, l'ancien propriétaire et la duchesse de Sully, son héritière, étaient décédés longtemps avant qu'ils pussent profiter du bienfait de la loi; que les biens remis à ce titre ne parent dès lors faire partie de leurs successions, et, par suite, que l'on ne peut dire qu'il y aura deux successions du même individu, parce que ces biens passeront en d'autres mains qu'en celles du légataire universel de la duchesse de Sully; que la qualité de légataire universel de la duchesse de Sully ne donne droit à l'abbé Duclaux qu'aux biens délaissés par la testatrice à son décès, suivant l'art. 1003 du Code civil; et que non-seulement la duchesse de Sully ne possédait pas les biens dont il s'agit à son décès, mais qu'elle n'avait même aucun droit de les réclamer; qu'on ne peut admettre la fiction que les biens rendus par la loi du 5 déc. l'ont été réellement à la succession de la duchesse de Sully, puisque cette fiction aurait pour résultat de donner à cette loi un effet rétroactif, ce qui serait une violation ouverte de l'art. 2 du même Code; — Attendu d'ailleurs que la duchesse de Sully n'a légué ni pu léguer à l'abbé Duclaux la propriété des biens qui n'ont été rendus qu'après son décès; que ces biens ne se trouvaient pas, en effet, nominativement compris dans sa disposition, et que lors même qu'ils y auraient été nominativement compris, ils l'y au-

raient été inutilement, puisqu'ils se trouvaient être alors irrévocablement remis au domaine de l'Etat, et que l'art. 1021 du Code civil, prononce la nullité du legs de la chose d'autrui; que c'est avec aussi peu de raison que l'abbé Duclaux prétend recueillir de son chef les biens rendus par la loi du 5 déc., attendu qu'il ne le pourrait qu'en sa qualité de légataire universel de la duchesse de Sully, et qu'un représentant ne peut avoir plus de droit que la personne qu'il représente; que si le légataire universel, lorsqu'il n'y a pas d'héritier à réserve, se trouve placé sur la même ligne que l'héritier naturel, c'est par une fiction de droit qui ne peut être invoquée dans les matières que régit une législation spéciale; qu'aussi, toutes les fois qu'il avait été question de savoir qui devait profiter des remises de confiscation, ou de l'héritier institué, ou de l'héritier du sang, il a été, dans tous les temps, reconnu et déclaré que la remise était faite non par la voie civile des successions, mais bien par la voie naturelle de justice et d'équité, au profit de la famille des anciens propriétaires; que la loi du 5 déc. 1814 est une loi politique et spéciale, qui doit trouver son interprétation dans les motifs qui l'ont fait rendre, et qu'il n'y aurait eu ni justice ni motif de convenance et d'équité à rendre les biens confisqués sur les émigrés pour en gratifier des étrangers à leurs familles; — Casse, etc.

Du 25 janv. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze p. p. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Guichard et Flacon Rocheille.

1^o BILLET À ORDRE. — EXTORSION DE SIGNATURE. — TIERS PORTEUR.

2^o DOMMAGES-INTÉRÊTS. — EFFET DE COMMERCE. — MAUVAISE FOI.

1^o Le tiers porteur d'un billet d'ordre n'est pas recevable à en réclamer le paiement, lorsque la signature du souscripteur a été extorquée par violence, et lorsque cette circonstance était connue de lui.

2^o Celui qui, de mauvaise foi, exige le paiement d'un billet qu'il a reçu, sachant qu'il avait été extorqué par violence, peut être condamné à des dommages-intérêts, à titre de peine de sa mauvaise foi. (Cod. civ., 1382.)

(Petit — C. Belloncle.)

Le sieur Petit, tiers porteur d'un billet à ordre de cinquante mille fr., souscrit par le sieur Belloncle, en réclame le paiement. — Refus de la part du sieur Belloncle, fondé sur ce que sa signature lui a été extorquée par violence par les mariés Tolmes, au profit de qui le billet était souscrit, et que d'ailleurs le billet a été falsifié par la substitution du mot cinquante au mot cinq. Il établit le fait de la violence et de la falsification, en produisant l'arrêt de la Cour d'assises, qui condamne les mariés Tolmes. — Petit répond, qu'à la vérité le signataire du billet peut opposer à toute personne, même au tiers porteur de bonne foi, les falsifications commises dans le billet, parce que l'on conçoit qu'au moyen d'une inspection attentive, ces falsifications peuvent être aperçues; mais qu'un vice occulte comme celui résultant de la violence exercée sur le souscripteur, n'est point opposable au tiers porteur de bonne foi, qu'admettre le système contraire, ce serait mettre obstacle à la circulation des billets à ordre par voie d'endossement; car les tiers de bonne foi qui auraient reçu un billet revêtu de toutes les formes extérieures exigées pour la validité, qui par conséquent n'auraient ni négligence ni imprudence à se reprocher, craindraient toujours d'être repoussés, lorsqu'ils demanderaient leur paiement, par l'allé-

gation de quelque vice occulte qu'il leur aurait été impossible d'apercevoir; qu'ainsi l'intérêt du commerce et la saine application des principes, devaient faire décider que le tiers porteur de bonne foi peut réclamer le montant d'un billet, dont la signature avait été extorquée par violence, si d'ailleurs toutes les formes extérieures étaient observées. (V. *Traité du change*, par M. Pardessus, n° 535; Fournel, sur l'art. 637 du Cod. de comm.)

7 sept. 1816, jugement du tribunal de commerce d'Yvetot, qui, sans examiner si Petit était ou n'était pas de bonne foi, décide en droit qu'il ne peut réclamer le paiement du billet: « attendu qu'il ne peut résulter, en faveur de qui que ce soit, aucun droit d'un acte dolosif. »

Appel de la part de Petit. — Il soutient, en fait, qu'à l'époque où le billet lui a été transmis par voie d'endossement, il ignorait la violence exercée sur le signataire; et, en droit, que le vice résultant de la violence ne pouvait lui être opposé à cause de sa bonne foi. Belloncle s'attache à prouver la mauvaise foi de Petit, et conclut contre lui à des dommages-intérêts.

21 déc. 1816, arrêt de la Cour roy. de Rouen, qui confirme le jugement de première instance, et accorde à Belloncle les dommages-intérêts par les motifs suivants: « Attendu que Petit est devenu porteur du billet, après avoir acquis une parfaite connaissance de la violence pratiquée envers le sieur Belloncle; attendu d'ailleurs que l'intérêt du commerce, la sûreté des transactions et l'ordre public, commandent de frapper dans leur bourse ces hommes qui, sans avoir participé au crime de faux, tendent cependant une main criminelle aux coupables, soit pour les aider dans les moyens de recueillir les fruits de leur crime, soit pour se les approprier eux-mêmes. »

POURVOI en cassation de la part de Petit. — Il soutient d'abord qu'il était de bonne foi; qu'à ce titre, le vice du billet ne lui était pas opposable; et que l'arrêt dénoncé, en rejetant la demande qu'il formait contre le propriétaire d'un billet, en vertu d'un endossement régulier, a violé les art. 136 et 187 du Cod. de comm., de la combinaison desquels il résulte que la propriété d'un billet à ordre se transmet par la voie d'endossement. — En outre, il prétend que la Cour, en le condamnant à des dommages-intérêts, a fait une fautive application de l'art. 1382 du Cod. civ.; car, aux termes de cet art., les dommages-intérêts ne peuvent être prononcés que contre celui qui a causé le dommage, et dans l'espèce même en supposant qu'il fût de mauvaise foi, on ne peut lui imputer d'avoir causé aucun dommage à son adversaire; que, dès lors, cette condamnation leur inflige une peine qui n'est prononcée par aucune loi, et renferme un excès de pouvoir de la part de la Cour royale.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt attaqué a reconnu, en point de fait, qu'il était démontré et porté au dernier degré d'évidence, qu'il a existé entre Petit, demandeur en cassation, et son beau-frère, un concert dolosif dans la négociation dont il s'agissait au procès, ce qui le constituait suffisamment tiers porteur de mauvaise foi; — Rejette, etc.

Du 26 janv. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lefebvre-Grandprey. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Delagrèze.

1^o ARBITRE (TIERS). — NULLITÉ. — CHOSE JUGÉE.

2^o COMMUNE. — PROPRIÉTÉ. — PATURAGE. — PRÉSUMPTION.

3^o CASSATION. — APPRÉCIATION DE TITRES.

1^o Un jugement arbitral rendu par un tiers arbitre et un arbitre, sans le concours des autres arbitres est nul; mais en ce sens qu'il est annulable; il n'est pas nul en ce sens qu'il n'y ait pas acte judiciaire. — Si donc il n'est pas attaqué dans les délais, il acquiert l'autorité de la chose jugée. (L. des 24 août 1790, 10 juin et 2 oct. 1793.) — Rés. par la Cour royale.

2^o Lorsque entre plusieurs communes, il y a contestation pour la propriété d'un terrain sur lequel elles exercent concurremment un droit de paturage, la commune sur le territoire de laquelle est situé le fonds litigieux, a en sa faveur une présomption de propriété qui ne peut être détruite par les autres, que par titres ou preuves d'une possession en qualité de propriétaires. (L. du 10 juin 1793, sect. 4, art. 1.) — Rés. par la Cour royale.

3^o L'arrêt qui, en appréciant les titres respectifs produits par des communes, attribue à l'une la propriété d'un terrain dont elles se prétendent les unes et les autres propriétaires, n'est contraire à aucune loi, et ne peut dès lors être attaqué en cassation.

(Comm. de Barr — C. Comm. de Zellwiller.)

En 1793, il s'éleva une contestation entre les communes de Barr, Mittelbergheim, Heiligenstein, Goxwiller, Gertwiller, Bourgheim et Stotzheim d'une part, et la commune de Zellwiller de l'autre, au sujet de la propriété d'un terrain appelé le Bruch, situé dans la banlieue de Zellwiller. — Cette commune soutenait qu'elle était seule propriétaire du Bruch, et que les autres communes n'y avaient qu'un simple droit de paturage. — Conformément à la loi du 10 juin 1793, la contestation fut portée devant quatre arbitres.

Le 6 flor. an 3, jugement qui alloue à la commune de Zellwiller ses conclusions, et la déclare seule propriétaire du Bruch, à l'exclusion des autres communes.

La commune de Barr se pourvoit seule en cassation contre ce jugement. — Il est cassé par le motif qu'il avait été rendu par le tiers arbitre, sans le concours des arbitres. — La commune de Zellwiller reprend l'affaire au fond contre la commune de Barr, devant le tribunal civil du Bas-Rhin, et obtient le 4 pluv. an 7, un jugement par défaut. — Opposition de la part de la commune de Barr. Le 7 vent. suivant, les communes de Heiligenstein et Mittelbergheim forment tierce opposition au même jugement.

La commune de Zellwiller soutient que la tierce opposition des communes de Mittelbergheim et Heiligenstein contre le jugement du 4 pluviôse an 7, est non recevable, 1^o parce que ces communes n'ont pas été parties dans ce jugement; 2^o parce que la sentence arbitrale du 6 flor. subsistant à leur égard dans toute sa force, puisqu'elle n'avait été annulée que dans l'intérêt de la commune de Barr, elle produit contre elle une exception de chose jugée, qui ne leur permet plus de réclamer en qualité de copropriétaires du Bruch.

Le 17 prairial an 7, le tribunal civil du Bas-Rhin, sans s'arrêter aux fins de non-recevoir opposées par la commune de Zellwiller, reçoit celles de Heiligenstein et Mittelbergheim intervenantes; et statuant au fond, les déclare propriétaires du Bruch, concurremment avec la commune de Zellwiller et toutes celles qui avaient été originellement en cause devant les arbitres.

Sur l'appel interjeté par la commune de Zellwiller, il est intervenu divers jugemens préparatoires, un entre autres du 27 prair. an 8, qui a ordonné la mise en cause de toutes les autres communes.

Durant le cours de l'instance, les communes de Barr, Heiligenstein et Mittelbergheim ont interjeté appel incident, en ce que le jugement n'avait pas fait droit sur les conclusions à fin de partage du terrain en question.

Dans cet état de choses, la commune de Zellwiller a soutenu que la commune de Barr était la seule avec qui le foud dût être agité; que toutes les autres communes étaient non recevables, par la raison que le jugement arbitral du 6 floréal an 3 subsistait à leur égard dans toute sa force. — Outre cette fin de non-recevoir générale, la commune de Zellwiller en opposait de particulières aux différentes communes. Elle soutenait, comme en première instance, que les communes de Heiligenstein et Mittelbergheim étaient non recevables à se pourvoir par tierce opposition contre le jugement du 4 pluv. an 7, dans lequel elles n'avaient pas été parties; que les autres communes mises en cause sur l'appel ne pouvaient être reçues parties intervenantes, et prendre en appel des conclusions qu'elles n'avaient point prises en première instance, puisqu'elles ne figuraient pas alors dans la cause; car il en résulterait que leur action ne serait pas soumise aux deux degrés de juridiction. — Enfin, elle a examiné la question de propriété contre la commune de Barr. — Elle a soutenu que le Bruch étant situé dans son territoire, il y avait en sa faveur une présomption qui ne pouvait être détruite par la commune de Barr qu'un moyen de titres postifs, ou par une possession portant avec elle tous les caractères de la copropriété; que, bien loin de là, il résultait de tous les documents produits que les droits de la commune de Barr se bornaient à une servitude de pâturage: qu'ainsi elle ne devait pas être déclarée copropriétaire.

La commune de Barr a cherché à établir ses droits à la propriété du Bruch, en rapportant une foule d'actes et de faits propres à établir qu'elle et les autres communes, parties dans l'instance, avaient constamment joui, non pas en la qualité d'usagers, mais bien comme copropriétaires.

Les autres communes ont cherché à repousser les fins de non-recevoir qui leur étaient opposées. — D'abord, elles ont soutenu que le prétendu jugement arbitral n'ayant été rendu que par le surarbitre seul, il était radicalement nul; qu'il n'avait jamais eu les caractères essentiellement constitutifs d'un jugement; que, par conséquent, il n'avait jamais pu acquiescer l'autorité de la chose jugée; qu'ainsi, quoiqu'il n'eût été cassé que sur le pourvoi de la commune de Barr, cependant il était nul dans l'intérêt de toutes les autres communes; qu'en outre, l'objet du litige étant indivisible, puisqu'il portait uniquement sur la question de savoir si la commune de Zellwiller était propriétaire du Bruch, à l'exclusion de tous autres, l'arrêt de cassation qui avait annulé le jugement arbitral devait encore, sans ce rapport, profiter à toutes les parties. — Sur les autres fins de non-recevoir, les communes de Mittelbergheim et Heiligenstein ont invoqué le principe qui autorise toute personne intéressée dans une contestation pendante, à former tierce opposition, en tout état de cause, à un jugement rendu hors de sa présence.

Les autres communes intervenues en cause d'appel ont soutenu que si elles n'étaient pas en cause, elles auraient la faculté de former tierce opposition à l'arrêt qui interviendrait sans leur participation; que dès lors, aux termes de l'art.

468 du Code de proc., elles avaient aussi droit à intervenir.

Enfin, elles ont prétendu que le jugement arbitral ne pouvait leur être opposé, puisqu'il ne leur avait point été signifié, et qu'ainsi elles étaient encore dans le délai pour se pourvoir en cassation.

23 Janv 1817, arrêt de la Cour royale de Colmar, conçu en ces termes: « Considérant, quant à la fin de non-recevoir invoquée par la commune de Zellwiller, appelante principale, et résultant de ce que tout est souverainement jugé par la décision arbitrale des 7 pluviose et 6 floréal an 3, à l'égard des six communes de Stotzheim, Gerwiller, Bourgheim, Goxwiller, Heiligenstein et Mittelbergheim; que, quels que soient les vices de forme de cette sentence arbitrale, et bien que le tiers-arbitre ait émis son opinion hors la présence de trois des quatre autres arbitres qui avaient précédemment signé leur avis séparément, et avaient été, aussi bien que les parties respectives comparantes devant ledit tiers arbitre, convoqués au jour indiqué par ce dernier, cette sentence n'en a pas moins, aux yeux de la loi, le caractère et la force d'un jugement souverain, dûment obligatoire pour les parties qui y ont figuré, jusqu'à ce qu'elles l'aient fait annuler par la seule autorité judiciaire compétente à cet effet, c'est-à-dire par la Cour de cassation; que les arbitres nommés en vertu de la loi du 10 juin 1793, ayant l'attribution définitive du premier et dernier ressort, la décision émanée de ces arbitres ne pouvait, sous aucun rapport, être considérée comme nulle de plein droit, et que la Cour de cassation seule pouvait, sur la demande de l'un ou de l'autre des intéressés, en ordonner la cassation pour cause de nullité en la forme ou pour contravention à la loi; que les droits de copropriété réclamés par chacune des communes litigantes contre celle de Zellwiller, étant essentiellement distincts et divisibles, le pourvoi en cassation formé par l'une de ces communes, ainsi que la cassation ordonnée par suite du pourvoi, ne pouvaient profiter qu'à la seule commune qui s'en était pourvue et avait obtenu l'arrêt de cassation; qu'à l'égard des autres communes, la décision des arbitres n'en subsistait pas moins dans toute sa force;

« Que les premiers juges ont gravement erré, lorsqu'en reconnaissant la force du principe en lui-même, ils ont prétendu que les communes étant mineures n'avaient pas pu laisser prescrire le temps du pourvoi, puisque, d'une part, le délai fixé par la loi pour se pourvoir en cassation, court ainsi bien contre les mineurs que contre les majeurs, et que, d'autre part, il ne s'agissait pas alors, et qu'il ne s'agit pas aujourd'hui d'examiner devant la Cour si les communes étaient ou non encore tenues de se pourvoir en cassation contre cette décision arbitrale, mais uniquement de vérifier si la Cour de cassation, seule autorité compétente, a cassé cette décision à l'égard de telle ou telle commune, et par là atténué ou détruit la force de la chose jugée qui y est inhérente; — Qu'en cassant cette décision à l'égard de la commune de Barr, qui seule s'était pourvue, la Cour de cassation a elle-même reconnu que non-seulement cette décision n'était pas nulle de plein droit, mais qu'en outre aucune autre autorité judiciaire ne pouvait en examiner le mérite, et qu'à cette Cour seule appartenait le droit de l'annuler: d'où il suit que le pourvoi en cassation n'étant pas un degré de juridiction, et ne portant jusqu'à l'arrêt de cassation aucune atteinte à la force de la chose jugée, ni à son exécution, la fin de non-recevoir, opposée par la commune Zellwiller aux six communes susmentionnées, est évidente et insur-

montable, et avec d'autant plus de raison que ces principes ont été formellement proclamés dans la cause, par les motifs du jugement préparatoire du 27 prair. an 8, qui n'a ordonné la mise en cause des communes intéressées, que parce que ne pouvant plus prétendre à la propriété, faute par elles de s'être pourvues en cassation, et n'ayant qu'un simple droit de pâturage, elles avaient à ce titre droit et intérêt à résister à la demande en partage formée par la commune de Barr;

« Considérant, quant à la fin de non-recevoir opposée par la commune de Zellwiller contre la tierce-opposition des communes de Heiligenstein et Mittelberghheim, que cette fin de non-recevoir, particulière à ces deux communes, n'est pas fondée, puisque, d'après la loi, toute personne intéressée dans une contestation pendante peut, en tout état de cause, former tierce-opposition à un jugement intervenu hors sa présence, et que ces deux communes ne peuvent être écartées que par la fin de non-recevoir résultant de ce qu'à défaut de pourvoi en cassation de leur part, la décision arbitrale a conservé à leur égard la force de la chose jugée; — Qu'il en est de même, et par les mêmes motifs, de la fin de non-recevoir invoquée, tant contre les trois communes de Gertwiller, Bourghheim et Goxwiller, mises en cause, en vertu du jugement du 27 prairial an 8, que contre l'intervention de la commune de Stotzheim, puisque, d'une part, ces quatre communes avaient, aussi bien que les deux premières qui ont formé tierce opposition, droit et qualité pour intervenir dans une contestation dans laquelle on demandait le partage d'un bien sur la totalité duquel elles avaient un droit de pâturage, et que, d'autre part, la seule fin de non-recevoir à opposer à ces six communes ne pouvait résulter que de ce qu'au lieu de se renfermer dans leurs véritables droits, au lieu de résister à la demande en partage formée par la commune de Barr, elles ont adhéré à toutes ses conclusions, et ont demandé d'être déclarées copropriétaires du terrain sur lequel elles n'avaient plus qu'un droit de pâturage; ce qui tendait évidemment à remettre en question ce qui était souverainement jugé à leur égard par la sentence arbitrale; qu'au moyen de cette fin de non-recevoir, la discussion sur la copropriété est restreinte et concentrée entre la commune de Barr et celle de Zellwiller;

« Considérant, quant au fond, qu'aucune des parties ne produisant de titres de propriété, on de cession primitive, on ne peut apprécier le mérite de la demande que formé la commune de Barr, d'être reconnue et déclarée copropriétaire du terrain litigieux, que par l'examen des actes et des titres respectivement produits; — Que d'abord il est reconnu en fait que le pâturage litigieux, appelé *Bruch*, est situé dans la banlieue de la commune de Zellwiller; ce qui, d'après les anciens principes reproduits dans l'art. 1^{er} de la section 4 de la loi du 10 juin 1793, emporte jusqu'à preuve contraire, titre ou possession positive, présomption de propriété en faveur de cette commune; que l'exception que présente l'art. 2 de la même section ne pourrait s'appliquer, au cas particulier, qu'autant que les titres produits par les communes réclamantes établiraient une possession concurrente, une copropriété, et non un simple droit de pâturage, et qu'autant surtout que les présomptions ou inductions qui pourraient résulter de ces titres ne seraient pas détruites par des faits ou par une possession contraire; — Qu'en appréciant sous ce rapport les titres produits par la commune de Barr, il est facile de se convaincre qu'ils sont loin de prou-

ver un droit de copropriété, et qu'ils n'établissent qu'un simple droit de pâturage en concurrence avec diverses autres communes; — Que d'abord la copropriété que ces titres établissent, quant au *Schiffbach*, on ruisseau qui longe le pâturage litigieux, et qui traverse le finage d'un certain nombre de communes, dont plusieurs sont étrangères à la contestation, ne prouve rien quant à la copropriété de ce même pâturage, auquel ce ruisseau sert de limite; que chacune de ces communes, intéressée à favoriser par tous les moyens l'écoulement des eaux, et à se garantir des inconvénients que leur crue pouvait occasionner, a pu et dû se réunir à ses cointéressés et agir de concert pour le curage et même pour la pêche, ainsi que pour l'entretien et la confection des ponts, qui d'ailleurs étaient indispensables comme moyens d'accès pour l'usage du pâturage, sans que la copropriété de ce ruisseau, commandée par l'intérêt commun, puisse, de la manière même la plus indirecte, établir la moindre induction d'un droit de copropriété du pâturage litigieux; qu'ainsi il faut nécessairement mettre de côté tous ceux des titres produits par la commune de Barr qui ne concernent que la police et le curage de ce ruisseau;

« Qu'il faut pareillement écarter toutes les inductions que la commune de Barr a voulu faire résulter de la qualification de *Bruch* comme commune que quelques-uns des titres produits présentent, parce que, d'une part, le mot *Bruch*, sur l'acceptation et la signification duquel les parties sont divisées, signifie aussi bien un marais pouvant, dans la saison, servir à un pâturage, qu'un marais fangeux et totalement improdurable, et que, sous ce rapport, la qualification de pâturage commun ne présente aucune induction de copropriété du sol; que, d'autre part, plusieurs des titres non moins authentiques, produits par Zellwiller, présentent une qualification contraire, et désignent ce *Bruch* sous le nom de *Bruch Zellwiller*; qu'enfin, les arrêts de 1710 et 1713 ont, malgré les prétentions contraires des communes réclamantes, et sur le vu de trois enquêtes, produites alors sous dates des 16 juin et 22 nov. 1668, et 15 janv. 1709, ainsi que sur l'ensemble de tous les titres respectifs produits alors comme aujourd'hui, reconnu et jugé souverainement que ce *Bruch* devait être appelé *Bruch de Zellwiller*; — Que le titre le plus fort à l'appui de la prétention de la commune de Barr, est celui de 1669, portant règlement entre toutes les communes intéressées, soit pour la police et le curage du ruisseau dit *Schiffbach*, soit pour la garde du pâturage et la juridiction, quant aux délits, attribuée à Barr, qui avait la garde du *Bruch* pendant une année sur quatre, tandis que les six autres communes, parmi lesquelles Zellwiller était nommément comprise, ne l'avaient concurremment entre elles que pour trois années; — Que ce titre, pris dans toute sa latitude, ne présente qu'un mode de règlement arrêté dans l'intérêt commun, pour l'exercice et la police d'un droit de pâturage commun que la commune de Zellwiller n'a jamais contesté, mais qui est loin d'établir un droit de propriété de ce même pâturage; — Qu'ensuite la ratification donnée à ce titre, à la prière des communes, par le seigneur de Zellwiller, sous la réserve expresse de tous ses droits pour lui et ses successeurs, est loin de présenter la moindre induction pour la prétention de la commune de Barr, surtout lorsqu'on voit que les arrêts du conseil, des 15 janv. 1710 et 4 sept. 1713, ont décidé souverainement que le droit de juridiction sur le *Bruch*, que la ville de Barr avait usurpé jusqu'alors, appartenait exclusivement au seigneur de Zellwiller; ce

qui détruit le principal caractère de suprématie que la ville de Barr s'était attribuée inndément dans ce titre de 1663, qui d'ailleurs, on le répète, n'a trait qu'au pâturage et non à la copropriété du sol : — Que le titre de 1466, qui lui attribue un droit de passage sur le fange de Zellwiller, est pareillement insignifiant et sans conséquence aucune quant à la copropriété, puisque le droit de pâturage emporte essentiellement le droit d'accès pour en user ; qu'ainsi l'ensemble des titres produits par la ville de Barr ne prouve autre chose que l'existence à son profit d'un droit de pâturage sur le Bruch, droit essentiellement précaire à raison de sa distance de près de deux lieues, et dont par ce motif elle n'a jamais pu jouir utilement, et qu'elle s'est bornée à conserver par des actes conservatoires périodiques ;

• Considérant, quant aux titres produits par la commune de Zellwiller, qu'ils sont d'une nature bien différente de ceux produits par la commune de Barr, et que plusieurs d'entre eux tiennent essentiellement à l'exercice d'un droit de propriété qui, venant par accroissement à la présomption résultante de l'enceinte du terrain litigieux dans sa banlieue, ne peuvent que faire pencher en sa faveur la balance de la justice : — 1° Que Zellwiller produit un extrait authentique du renouvellement de son terrier en l'an 1666 et 1667, dans lequel il est dit expressément que le Bruch de Zellwiller est situé dans le ban de Zellwiller ; ce qui offre une preuve positive, soit quant à la qualification de Bruch de Zellwiller, soit quant à sa situation dans le ban de Zellwiller, ce qu'on avait longtemps et très indûment contesté ; — 2° Qu'un second titre, de 1758, annonce un projet d'arrangement entre le seigneur de Zellwiller et la commune de Mittelbergheim, relativement à la concession, à cette dernière, du droit de pâturage sur le Bruch, moyennant une rétribution que le seigneur de Zellwiller voulait exiger annuellement, ce que Mittelbergheim ne voulait acheter que moyennant une somme une fois payée ; que l'idée d'une pareille concession demandée exclusivement au seigneur de Zellwiller, et non à aucun autre, suppose nécessairement que la propriété résidait soit dans sa main, soit dans celle de la commune dont il était seigneur ; — 3° Que le titre du 11 janv. 1723, portant concession par Zellwiller, d'un terrain sur le Fernbrückel, qui n'est séparé du Bruch que par le Schiffbach, à l'effet d'y construire un moulin, et ce, moyennant une redevance annuelle de sept réaux que Zellwiller a constamment perçue, présente, soit en lui-même, soit et bien plus spécialement encore par le mode d'exécution qu'il a reçu, une forte induction de propriété exclusive du Bruch, puisqu'il est constant, en fait, qu'un moulin de ce moulin est construit sur ce Bruch même, et de plus qu'il a été creusé sur le même Bruch, et comme déversoir, un canal de dérivation, sans qu'à aucune époque les communes, et notamment celle de Barr, si jalouse et si soigneuse de ses droits, ait élevé la moindre difficulté ou prétention à cet égard ; — 4° Qu'il est prouvé, en fait, que la commune de Zellwiller a loué à des juifs de Zellwiller, et moyennant une prestation, à son seul profit, d'abord de 12 et ensuite de 15 florins, une étendue de huit arpens de terrain dépendant du Bruch ; ce qui offre encore un acte contre lequel aucune des autres communes n'ont jamais réclamé, et qui ne peut appartenir qu'au seul propriétaire du fonds ; — 5° Que les deux arrêts susdits du conseil d'Alsace, en restituant au seigneur de Zellwiller le droit de juridiction sur le Bruch, n'ont, à la vérité, en eux-mêmes, qu'un trait plus ou

moins indirect à la propriété ; mais qu'ils n'en ont pas un moins grand degré de force, si on les considère comme prenant leur source dans le droit d'enceinte, et comme maintenant la présomption de propriété qui en résulte au profit de Zellwiller ; que ce qui ajoute encore un grand degré de force à ces arrêts, c'est le mode d'exécution qu'ils ont reçu, c'est-à-dire le fait constant dans la cause, et prouvé par un grand nombre de comptes produits par la commune de Zellwiller, et desquels il résulte que cette commune a perçu, à elle seule, à l'exclusion de toutes les autres, et sans aucune réclamation, les amendes et gages prononcées pour raison des délits ruraux commis sur le Bruch ; — 6° Qu'un autre acte de propriété, non moins positif, résulte encore du fait constant et prouvé par la commune de Zellwiller, qu'elle a constamment coupé, à son seul profit, les chênes et élagué périodiquement les nombreux saules existants sur le Bruch, et dont la coupe produisait toutes les cinq années 4,000 fagots, sur lesquels les autres communes n'ont jamais élevé la moindre prétention, et qui ont constamment été partagés entre les habitants de Zellwiller, qui ont ainsi joui exclusivement de tous les produits du Bruch, à l'exception du seul pâturage qui leur était commun avec les autres ; — Qu'à ces titres principaux, divers autres viennent se réunir, tels que le fait constant que le berger de Zellwiller a constamment joui d'un terrain dépendant du Bruch, ce que les autres communes n'ont jamais contesté ni réclamé au faveur de leur berger ; tel que le fait non moins constant que, dans les années d'abondance de foin, Zellwiller non-seulement a fauché pour son compte sur le Bruch, mais encore s'est opposée à ce que les autres communes fauchassent de même, et a fait saisir et enlever à son profit les foins que l'une d'elles avait voulu récolter ; tels qu'enfin la réclamation et le partage exclusif, au profit des habitants de Zellwiller, d'un terrain que le seigneur s'était fait attribuer dans le Bruch, par une espèce de prétention de triage ;

• Considérant qu'en comparant tous ces titres produits par la commune de Zellwiller aux titres produits par la commune de Barr, il est difficile de ne pas reconnaître que les titres les plus apparens, les plus plausibles sont ceux produits par la commune de Zellwiller, qui tous supposent un droit de propriété, et présentent un exercice continu, tandis que ceux de Barr n'annoncent qu'un droit de pâturage qu'on ne leur conteste pas, et une usurpation temporaire de droit de juridiction que la justice a proscrire et restituée aux véritables ayans droit ; — Que si ensuite on veut se reporter à la présomption de propriété résultante en faveur de Zellwiller, du fait constant de l'enceinte de Bruch dans sa banlieue, il sera difficile de conserver un doute sérieux sur le droit de propriété du Bruch afférent à la commune de Zellwiller ; — Considérant que le point d'équité est éminemment d'accord avec le point de droit, puisqu'en reconnaissant que Zellwiller a la propriété du fonds, les autres continueront, comme par le passé, de jouir du pâturage commun, et de la même manière qu'elles en ont joui de tout temps, et d'après leurs titres : que la concession primitive qui leur en a été faite, quelle qu'en soit l'époque, n'a en lieu que en égard à la situation, à la distance de chacune, et au plus ou moins de facilité d'user de ce même droit, incessable par sa nature ; tandis que si la prétention des communes réclamautes avait été accueillie, il en serait résulté que, notamment la commune de Barr, qui n'a qu'un droit précaire et illusoire en raison de sa distance, qui ne peut pas justifier

avoir eu à aucune époque une jouissance réelle, continue et utile, obtiendrait la propriété de moitié de ce terrain, considérable par son étendue autant que par sa valeur; tandis que Zellwiler qui, à raison de sa situation, de son enclave, ainsi que de la destination directe et première de ce pâturage, en a, de fait, comme de droit, et de tous temps joui en presque totalité, serait, par l'effet du partage par feux, orlonné par les lois entre les différentes communes qui seraient copropriétaires indivis du fonds, réduit à un quartisme en propriété, ce qui serait aussi contraire à la saine justice qu'aux droits réels des parties; — Considérant, quant à la fin de non-recevoir opposée par l'appelante sur l'appel incident de la commune de Barr, que bien que la demande en partage n'ait pas été formée originellement contre tous les cointeresses au partage, il n'en est pas moins vrai que toutes les parties étant présentes sur l'appel, la demande en partage se trouvait, en la forme, régulièrement engagée, au moyen de l'appel incident qui, d'après la loi, peut s'intervenir en tout état de cause; qu'au surplus, en accueillant l'appel principal, l'appel incident devient sans objet; — Considérant, quant aux débats d'entre la commune de Stotzheim et Mittelbergheim, que la Cour, en écartant la prétention de copropriété des communes litigantes, il n'y a pas lieu de statuer sur ces débats qui, d'ailleurs, ne peuvent désormais concerner que le droit de pâturage, qu'il en est de même de l'appel incident concernant la demande en partage, laquelle, par le même motif, devient sans objet; — Par ces motifs, etc. »

Pourvoi en cassation de la part de la commune de Barr.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt attaqué n'est fondé que sur une appréciation de titres et d'actes de propriété, et que la supériorité accordée à ceux de la commune de Zellwiler n'est contraire à aucune loi; — Rejette, etc.

Du 26 janv. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Brillet-Savarin. — Concl., M. Jourde, av. gen. — Pl., M. Guichard.

1^{er} JUGEMENT. — PUBLICITÉ. — MENTION.

2^e SÉPARATION DE CORPS. — HABITATION. — FIN DE NON-RECEVOIR. — ADULTÈRE.

1^o Un jugement énoncé suffisamment qu'il a été rendu publiquement, s'il est dit : qu'il a été rendu à l'audience. (L. du 20 avril 1810, art. 7.) (1)

2^o Les art. 268 et 269 du Code civil qui, en matière de divorce, autorisent la femme à se retirer dans la maison qui lui sera indiquée par le juge, et qui déclarent non recevable la femme demanderesse, si elle ne justifie pas de sa résidence dans la maison indiquée, ne sont pas applicables à la séparation de corps. (Cod. civ., 268, 269, 307; Cod. proc., 875 et suiv.) (2)

La femme peut demander la séparation de corps pour cause d'adultère du mari, s'il a

tenu sa concubine dans sa maison, quand même la femme aurait cessé de résider avec son mari (3).

(Peignard — C. Peignard.)

La dame Bantou, épouse Peignard, demande la séparation de corps pour cause d'adultère de son mari avec une concubine qu'il a tenue dans la maison commune. Elle se fait autoriser par justice à se retirer, durant l'instance, dans une maison indiquée. Le sieur Peignard répond qu'à l'époque à laquelle sa femme l'accuse d'avoir commis un adultère, elle avait cessé d'habiter avec lui, que dès lors on ne pouvait dire qu'il avait tenu sa concubine dans la maison commune. D'ailleurs il faisait résulter une fin de non-recevoir de ce que la dame Peignard n'avait pas justifié de sa résidence dans la maison où elle avait été autorisée à se retirer.

Le 11 juil. 1817, arrêt de la Cour royale de Grenoble, qui rejette la fin de non-recevoir, par le motif que les art. 268 et 269 du Code civ., relatifs au divorce, ne s'appliquent point à la séparation de corps; que d'ailleurs la présence de la dame Peignard est suffisamment justifiée; et qu'il, statuant au fond, prononce la séparation de corps. Il faut remarquer que l'arrêt portait seulement qu'il avait été rendu à l'audience.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Peignard : 1^o pour la violation de l'art. 14, tit. 2 de la loi du 24 août 1790, et de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, en ce que l'arrêt dénoncé ne contient pas mention expresse qu'il a été rendu publiquement; 2^o pour contravention à l'art. 269 du Code civ., en ce que l'arrêt dénoncé a admis la demande en séparation, bien que l'absence de la dame Peignard du domicile a été indiquée la rendit non recevable aux termes de cet article; 3^o pour contravention à l'art. 230 du Code civ., en ce que la Cour royale a prononcé la séparation de corps pour adultère du mari, quoiqu'il n'eût point tenu sa concubine dans la maison commune, dans le sens de l'art. 230.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le moyen de forme, qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'il a été rendu à l'audience; que l'audience est publique;

Attendu, sur le premier moyen au fond, que les art. 268 et 269 du Code civ. ne disposent que dans le cas d'une demande en divorce; que les dispositions de ces articles ne sont reproduites ni dans le chapitre du même Code qui traite de la séparation de corps, ni dans le tit. 9 du Code de proc. civ., qui a le même objet; qu'ainsi la Cour royale de Grenoble n'a pu les violer en ne les appliquant pas au cas d'une demande en séparation de corps; que d'ailleurs cette Cour a jugé en fait que l'absence momentanée de la dame Peignard de la maison qui lui avait été provisoirement indiquée, avait eu de justes causes;

Attendu, sur le deuxième moyen, que, lorsque dans l'art. 230 du Code civ., le législateur autorise la femme à demander le divorce pour cause d'adultère du mari, quand il a tenu sa concubine dans la maison commune, cette expression, mai-

indiquée, aide dans le sens de la solution ci-dessus. Favard, Répert., v^o Sép. entre époux, sect. 2, § 2, art. 1^{er}, n^o 5, et Massol, de la Sép. de corps, p. 57, n^o 14.

(3) Les auteurs et la jurisprudence se sont prononcés en ce sens. V. Cass. 21 dec. 1818; Poitiers, 2 prair. an 12, et les autorités nombreuses citées sous ces arrêts. Jange, Zachariae, Droit civ. fr., t. 3, § 491, note 3, et Massol, Sép. de corps, p. 34, n^o 8.

(1) V. conf. Cass. 26 juin 1817; 23 août 1826; 18 août 1829, et les autres décisions indiquées en note sur le premier de ces arrêts. — Il en est autrement en matière criminelle. V. Cass. 1^{re} dec. 1827; 30 mars 1832.

(2) La jurisprudence est prononcée dans ces sens. V. Bordeaux, 21 flor. an 13; 6 janv. 1835; Trèves, 8 janv. 1808; Turin, 12 fév. 1811; Bruxelles, 26 déc. 1811; Agen, 10 déc. 1812; Cass. 13 brum. an 14, et les notes. — V. aussi nos observations sur un arrêt de Cass. du 23 nov. 1811. Aux auteurs qui y sont

son commune, c'est employé là que pour désigner la maison conjugale, celle où réside le mari, et qui, d'après les art. 108 et 214 du Code civ., est le domicile legal de la femme; que c'est cette dénomination qui lui est donnée par l'art. 339 du Code pén., qui punit d'une amende l'adultère du mari dans cette circonstance; que cette maison ne cesse pas d'être la maison commune par le fait de l'absence de la femme, parce que le mari a le droit de la contraindre à venir l'habiter, et qu'à son tour elle a celui de s'y faire recevoir; qu'ainsi cette absence n'ôte pas à l'adultère du mari, lorsqu'il a tenu sa concubine dans cette maison, le caractère de gravité qui l'a autorisé la femme à demander dans ce cas la séparation de corps; qu'il n'en est pas moins vrai que la concubine a tenu la place de la femme légitime, et soulevé de sa présence le domicile de la famille; qu'il suit de là qu'en jugeant, dans les circonstances de la cause, que l'absence de la dame Peignard de la maison de son mari n'avait pas fait obstacle à la demande en séparation de corps qu'elle avait formée, la Cour royale de Grenoble n'a fait qu'une juste application des art. 230 et 306 du Code civ.; — Rejette, etc.

Du 27 janv. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Trinquaire. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Teyssere et Odilon-Barrot.

REMPLACEMENT MILITAIRE.—REFORME.

Le conscrit dont le remplaçant est réformé au corps ne peut se refuser au paiement du prix, lorsque la réforme du remplaçant n'est prononcée que plus de trois mois après son admission au corps (délai fixé par l'art. 54 du décr. du 8 fruct. an 13). — Peu importe que la cause de la réforme soit antérieure au remplacement: telle une ancienne blessure que les fatigues de la guerre ont fait rouvrir. (Décr. du 8 fruct. an 13, art. 58 et 54; Cod. civ., 1134.) (1) (Manssaud et Thiévenet. — C. Fayolle. — ARRÊT.) LA COUR:—Vo les art. 1104 et 1134 du Code civil, vu aussi les art. 54 et 58 du décr. du 8 fruct. an 13; — Attendu que Charles Manssaud a été agréé par le conseil de recrutement du département du Rhône, et trouvé propre, après visite de sa personne, à remplacer aux armées le sieur Fayolle fils, appelé comme conscrit de l'an 12; — Attendu que le dit Manssaud a été dirigé, en sa qualité de remplaçant admis, vers l'armée active, et qu'il y a été incorporé dans le 65^e régiment, où il a constamment fait son service jusqu'en 18 août 1814, époque à laquelle il lui a été délivré un congé de réforme comme ayant alors été jugé hors d'état de supporter plus longtemps les fatigues de la guerre; — Attendu que cette réforme n'a été prononcée que six mois et dix-huit jours après son incorporation au régiment, dans lequel il avait été admis à suppléer le sieur Fayolle fils; qu'il avait alors servi plus de trois mois, et que, d'après l'art. 54 du décr. du 8 fruct. an 13, son congé de réforme ne pouvait pas donner lieu au rappel de celui qu'il avait été jugé apte à suppléer; — Attendu que, dans le fait, le sieur Fayolle fils n'a été en aucune manière inquiété

ni recherché, et qu'il ne pouvait jamais l'être aux termes dudit article précité, lequel était évidemment seul applicable à l'espèce, d'après les termes dans lesquels il est conçu; — Attendu que, dans une pareille position, Fayolle père ne pouvait pas se prétendre déchargé de l'obligation de verser entre les mains du cessionnaire de Manssaud la somme de 5,000 fr., devenue exigible aux termes du traité du 18 décembre 1813; qu'il semblait tellement avoir reconnu lui-même que rien ne pouvait le délier de son engagement, qu'il avait constamment payé à Thiévenet, cessionnaire, les intérêts de ce capital jusqu'au 18 déc. 1815, et que ce n'a été qu'au moment où il s'est vu pressé d'en faire le remboursement, qu'il a prétendu que Manssaud, par sa réforme, avait motivé le refus qu'il faisait d'exécuter le traité; — Attendu qu'il était constant, en fait, que Manssaud avait fidèlement, et autant et aussi longtemps que cela a été en son pouvoir, exécuté le traité susdaté, dont lui ou son cessionnaire étaient dès lors fondés à demander l'exécution; — Attendu que la disposition finale de l'art. 58 du décret du 8 fruct. an 13 ne pouvait pas leur être opposée avec avantage, parce que cet article doit se combiner avec l'art. 54, qui l'oblige le remplacé à venir prendre la place de son suppléant, qu'autant que celui-ci aurait été déclaré incapable de servir, dans les trois mois de son admission au corps, pour raison d'infirmités ou autres causes qu'il serait parvenu à dissimuler pour se faire admettre, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce. De tout quoi il résulte que Manssaud, n'ayant rien fait qui pût donner lieu à la résiliation du traité fait entre lui et le sieur Fayolle père, devait en voir prononcer l'exécution au profit de son cessionnaire, et qu'en se refusant à l'ordonner, la Cour royale de Lyon a fait une fautive application de l'art. 58 du décret du 8 fruct. an 13, et par suite violé l'art. 54 du même décret et les art. 1104 et 1134 du Code civ.; — Casse, etc.

Du 27 janv. 1819. — Sect. civ. — Prés. M. Brisson. — Rapp., M. Minier. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl. M. Lerol-Neufville.

1^o DONATION.—MINEUR ÉMANCIPÉ.—ACCEPTATION.

2^o ÉMANCIPATION.—PREUVE.—PRÉSUMPTIONS.

3^o et 4^o DONATION.—CHARGE.—ACCEPTATION.—BIENS PRÉSENTS ET À VENIR.

1^o Antérieurement au Code, le mineur émancipé pouvait accepter une donation avec l'assistance de son curateur, même lorsqu'il avait pour curateur son père qui lui faisait la donation. (Ordonn. de 1731, art. 7; Cod. civ., 935.) (2)

2^o Des présomptions graves, précises et concordantes, sont admissibles pour prouver le fait de l'émancipation, lorsque les registres de la justice de paix qui en contenaient l'acte sont perdus. (Cod. civ., 477 et 46.)

3^o La libéralité en faveur d'un tiers, stipulée comme charge dans une donation entre-vifs, n'est point assujettie à la formalité de l'acceptation. — L'acceptation du donataire direct est seule nécessaire. (Cod. civ., 932.) (3)

P. Cass. 11 juin 1816, et les autorités nombreuses indiquées à la cote.

(3) L'opinion contraire était assignée par Pargole, sur l'art. 3 de l'ordonn. de 1731, mais par des considérations qui n'ont plus aucune force aujourd'hui, en présence de l'art. 1121 du Code civ., d'après lequel l'on peut valablement stipuler au profit d'un tiers lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation

4° Dans une donation de biens présents, avec réserve d'usufruit, la clause par laquelle le donateur déclare que les fruits qui existeront à son décès seront compris dans la donation, ne peut être considérée comme une donation de biens à venir. — Il n'y a là qu'une modification de l'usufruit réservé par le donateur. (Ordonn. de 1731, art 15; Cod. civ., 923.) (1)

(Ogier — C. Villard.)

24 fév. 1791, donation entre-vifs faite par Villard père, à Jean-Baptiste Villard son fils, de l'universalité de ses biens. Il importe de rappeler les diverses dispositions de cet acte et les circonstances qui l'accompagnaient. — 1° Villard père, en donnant tous ses biens à son fils Jean-Baptiste, lui imposait la charge de délivrer à Jean-Marie et à Jean-Antoine, ses deux autres fils, deux domaines compris dans les biens objet de la donation; il réduisit d'ailleurs Marianne Villard, sa fille, à sa légitime, et enfin il se réserva l'usufruit des biens donnés; mais il stipula que tous les fruits qui se trouveraient en nature dans sa succession lors de son décès, seraient compris dans la donation qu'il avait faite à son fils Jean-Baptiste Villard. — 2° La donation fut acceptée seulement par Jean-Baptiste Villard, donataire direct, et non par ses frères, en faveur desquels était imposée la charge de délivrer les deux domaines. Cette acceptation fut faite par Jean-Baptiste Villard, alors mineur mais émancipé, avec l'autorisation de son père lui-même, nommé curateur.

Décès du sieur Villard père. — Ses trois fils invoquent le bénéfice de la donation faite à leur profit.

La demoiselle Marianne Villard, sa fille, femme Ogier, soutient que la donation est nulle, premièrement tant à l'égard du donataire direct que de ses frères. En effet, dit-elle, la preuve de l'émancipation du sieur Jean-Baptiste Villard, qui ne pouvait être faite qu'en représentant l'acte passé devant le juge de paix, n'est point fournie; dès lors la question de savoir si l'acceptation faite par le mineur est valable, doit être examinée, dans l'hypothèse où il n'était point émancipé: or, il est évident que, dans cette supposition, l'acceptation ne pouvait être faite que par le tuteur, et non par le mineur assisté de son père; ainsi, sous ce premier rapport, toute acceptation est nulle et entraîne la nullité de la donation; en outre, en admettant le fait de l'émancipation, l'acceptation ne serait encore valable, aux termes de l'art. 7 de l'ordonnance de 1731, que tout autant qu'elle aurait été faite par le curateur: or, dans l'espèce, c'est le mineur lui-même, assisté de son père, qui a accepté; d'ailleurs, dans tous les cas, le père curateur de son fils étant aussi le donateur, n'avait pu l'autoriser à accepter la donation. Il aurait fallu pour cet acte particulier nommer un curateur spécial, qui, dégagé de tout intérêt, aurait pu accorder l'autorisation, s'il lui paraissait avantageux pour le mineur qu'il acceptât la donation: donc, soit qu'on suppose le mineur émancipé, soit qu'on le suppose non émancipé, l'acceptation est également nulle. Mais ce n'est pas là le seul vice de la donation; elle est encore nulle, en ce que la disposition par laquelle le donateur a disposé en faveur de son fils de tous les fruits qui existaient en nature à l'époque de son décès, est une véritable donation des biens à venir, et qu'aux

termes de l'art. 18 de l'ordonnance de 1731, toute donation dans laquelle se trouvent compris des biens à venir est nulle, même pour les biens présents qui auraient été donnés conjointement avec les biens à venir. — Du moins et subsidiairement, si l'acceptation du sieur Jean-Baptiste Villard est valable, elle ne peut profiter qu'à lui seul, et ne doit produire d'effet que pour les biens qui lui sont personnellement donnés; quant aux deux domaines donnés aux sieurs Jean-Marie et Jean-Antoine Villard, ils forment une donation particulière qui n'a point été acceptée par les donataires du vivant du donateur et qui par conséquent est nulle.

Jugement du tribunal de première instance de Lyon, qui déclare l'acceptation irrégulière, et en conséquence déclare nulle la donation.

Appel de la part des frères Villard. — 6 août 1817, arrêt de la Cour royale de Lyon qui infirme le jugement du tribunal de première instance et déclare la donation valable: « attendu que l'acceptation a pu être faite par Jean-Baptiste Villard alors émancipé avec l'autorisation de son père; que, bien que l'acte d'émancipation ne soit pas produit, l'émancipation est suffisamment prouvée tant par la mention qu'on en trouve sur les registres du receveur de l'enregistrement, que par l'énonciation qui en est faite dans la donation; que ses présomptions sont admissibles et suffisantes, les registres de la justice de paix de Saint-Symphorien où l'émancipation a dû être faite, ne se trouvant pas. »

POURVOI en cassation de la part de la dame Ogier. — Elle soutient que l'arrêt, en déclarant valable l'acceptation faite par le mineur assisté de son père, a violé l'art. 7 de l'ordonnance de 1731, où il est dit que si le donataire est mineur, l'acceptation pourra être faite par son tuteur ou curateur. Qu'on ne peut dire que cette disposition donne seulement la faculté au tuteur et au curateur d'accepter la donation faite au mineur, sans interdire à celui-ci le droit d'accepter lui-même; que dans la pensée du législateur, le mineur étant incapable de toute espèce d'actes, et comme il était d'ailleurs nécessaire d'indiquer quelles seraient les personnes capables d'agir dans ce cas, au nom et dans l'intérêt du mineur, le législateur a employé cette expression: « l'acceptation pourra être faite par le tuteur ou curateur, » pour signifier que la faculté qui ne peut être exercée par le mineur, pourra l'être par le tuteur ou le curateur. Telle est l'interprétation adoptée par tous les auteurs, notamment Ricard, traité des donations, pag. 193 et 194, Furgole sur l'art. 7, etc.

Qu'en outre, et en supposant que le mineur pût lui-même accepter, cela ne devait s'entendre que du mineur émancipé; que dans l'espèce le fait de l'émancipation n'était pas constant; et que l'arrêt dénoncé, en admettant comme preuve de l'émancipation, les diverses présomptions qu'ils avaient énumérées, avait violé cette règle consacrée par l'art. 1353 du Cod. civ., que les présomptions ne peuvent être admises que dans le cas où la preuve testimoniale est permise, puisque la preuve de l'émancipation ne saurait dans aucun cas, être faite par témoins, et ne peut résulter que de la représentation de l'acte passé devant le juge de paix.

La demanderesse présentait pour troisième

question l'art. 18 de l'ordonnance de 1731, et la jurisprudence se prononce dans le sens de la décision ci-dessus. V. Cass. 5 nov. 1818; 28 juin 1837; Toulouse, 19 avr. 1832. — F. aussi Grenier, t. 1, p. 74; Delvincourt, t. 1, p. 240; Merlin,

Quest., v° Stipulation pour autrui; Toullier, t. 5, n° 215; Duranton, t. 5, n° 417; Coin-Delisle, Comment. du Code civ., sur l'art. 948, n° 4.

(1) V. conf., Cass. 25 pluv. an 3; 14 Bor. an 11, et nos observations sous ce dernier arrêt.

meine une violation de l'art. 15 de l'ordonnance de 1731, ainsi conçu : « Aucune donation entre-vifs ne pourra comprendre que les biens qui appartiendront au donateur dans le temps de la donation. — Défendons de faire dorénavant aucune donation des biens présents et avenir, à peine de nullités desdites donations, même pour les biens présents. » Elle soutenait que la clause qui attribuait au donataire les fruits qui existaient en nature à l'époque du décès du donateur, était une donation de biens à venir, que par conséquent la Cour royale aurait dû prononcer la nullité de la donation même pour les biens présents; et qu'en la déclarant valable, elle avait violé l'article précité de l'ordonnance.

En dernier lieu, elle prétendait que la donation faite à Jean-Marie et à Jean-Antoine, n'ayant pas été acceptée par eux, était nulle aux termes de l'art. 5 de l'ordonnance qui exige que toutes les donations soient acceptées dans la forme prescrite, qu'ainsi l'arrêt dénoncé contenait encore une violation de cet article 5.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu que l'arrêt attaqué constate que l'existence d'un acte d'émancipation de Jean-Baptiste Villard résulte de l'énunciation des registres d'enregistrement, et que la perte des registres du greffe de la justice de paix du canton de St.-Symphorien, pour l'année 1791, est aussi constatée en fait; que cette circonstance autorisant de recourir à la preuve testimoniale, et par suite à l'influence des présomptions graves, précises et concordantes, l'arrêt attaqué n'a commis aucune contravention aux art. 1336 et 1353 du Code civil;

Attendu que l'art. 7 de l'ordonnance de 1731, en disposant que l'acceptation d'une donation pouvait être faite par le tuteur ou curateur, n'a point prohibé l'acceptation personnelle du mineur émancipé, assisté de son père, et que les opinions différentes de jurisconsultes ne pourraient baser une ouverture de cassation;

Attendu que, dans l'espèce, la donation universelle et principale faite à Jean-Baptiste Villard ayant été acceptée, on ne peut exciper du défaut d'acceptation des dons particuliers faits à ses frères, qui ne sont que des retranchemens faits sur la donation universelle;

Attendu, enfin, que la disposition sur les fruits de l'année du décès est moins une donation de biens à venir qu'une modification de l'usufruit que le donateur avait réservé à son profit, et qu'ainsi, sous les deux derniers rapports, l'arrêt attaqué est encore à l'abri des reproches de contravention à l'ordonnance de 1731; — Rejette, etc.

Du 27 janv. 1819. — Sect. req. — Prés. M. Henrion de Pansey. — Rapp. M. Borel de Bretizel. — Concl. M. Jourde, av. gén. — Pl. M. Mathias.

ACTION CIVILE - ACTION CRIM. - OPTION. — COMPÉTENCE.

Lorsque la justice civile, saisie d'une demande en réparation du préjudice causé par une imputation de vol, surseoit à prononcer jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la plainte en

vol formée par le défendeur, et que cette plainte est suivie d'une ordonnance de non-lieu, le demandeur a la faculté, nonobstant sa première action civile, d'intenter une action correctionnelle, pour dénonciation calomnieuse à raison de la plainte en vol: ces deux actions étant essentiellement différentes, il ne peut résulter de la première aucune fin de non-recevoir contre la seconde (1).

(Menil-Drey—C. Lebrun.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu les art. 179, 408 et 416 du Code d'inst. crim., et 373 du Code pén., qui punit d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 200 à 300 fr., celui qui a fait par écrit une dénonciation calomnieuse contre un ou plusieurs individus aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire: — Attendu que, par exploit du 28 août 1817, Menil-Drey, ancien domestique de François Lebrun, avait fait citer Louis Lebrun, fils dudit François, devant le tribunal de la justice de paix du canton de Cerilly, pour y être condamné par voies civiles en des dommages et intérêts pour réparation du préjudice qu'il pouvait lui avoir causé en répandant faussement dans le public que pendant qu'il était au service de son père, il lui avait fait un vol de blé; — Que Lebrun fils ayant comparu sur cette citation, demanda qu'il fût sursis à l'instruction et au jugement jusqu'à ce qu'il eût été statué au criminel sur la plainte, qu'il déclara avoir été portée par lui et par son père contre ledit Menil-Drey, à raison du vol dont il avait dit qu'il s'était rendu coupable; — Que le 3 nov. suivant, il fut rendu par le tribunal de paix un jugement de sursis conforme à ses conclusions; — Que le 17 décembre, Lebrun père et fils comparurent devant le procureur du roi près le tribunal de Contances et firent devant lui, contre ledit Menil-Drey, la dénonciation formelle du vol dont il s'agit, — Que le 15 janv. 1818, sur l'instruction qui avait été faite sur cette dénonciation, il fut rendu par la chambre du conseil du tribunal de Contances une ordonnance qui déclara qu'il n'y avait lieu à poursuites contre Menil-Drey, et le renvoya délie de l'action du ministère public; — Que Lebrun père et fils ayant formé opposition à cette ordonnance devant la chambre d'accusation de la Cour royale de Caen, ils y furent déclarés non recevables par un arrêt du 12 mai; — Qu'une plainte en dénonciation calomnieuse fut alors poursuivie par Menil-Drey contre Lebrun père et fils, d'après les dispositions de l'art. 373 du Code pénal; mais que par jugement du 27 juin, le tribunal correct. de Contances se déclara incompétent pour en connaître, sauf à Menil-Drey à se pourvoir par les voies civiles; — Que, sur l'appel, ce jugement fut confirmé, le 10 octobre, par la Cour royale de Caen, chambre de police correctionnelle; — Mais que, par cet arrêt de confirmation, les règles de compétence fixées par les lois ont été violées, qu'il a été aussi contrevenu aux art. 179 du Code d'inst. crim., et 373 du Code pén.; — Qu'en effet, la plainte en dénonciation calomnieuse portée devant le tribunal de police cor-

(1) En thèse générale, la partie qui a choisi la voie civile pour demander la réparation du dommage dont elle se plaint, n'est pas recevable à abandonner cette voie pour s'adresser ensuite à la juridiction criminelle. Elle est liée par l'option qu'elle a faite. (V. Jousse, *Traité de just. crim.*, t. 3, p. 11; Merlin, *Rép.*, v° *Délit*, § 1^{er}; Carnot, *Inst. crim.*, sur l'art. 128; Berriat, *Cours de droit crim.*, p. 26; l'homme, *Proc. crim.*, t. 1^{er}, n° 12; Mangi, *Traité de l'act. publ.*, t. 1, p. 68.) — Mais cette

règle reçoit exception lorsque les tribunaux civils ont été saisis d'une demande dont les éléments paraissent absolument civils, et lorsque, après l'introduction de cette demande, l'affaire, par des faits nouvellement découverts, prend un caractère criminel. En effet, pour que la voie civile puisse exclure la voie criminelle, il faut qu'elle ait été prise avec choix et en connaissance de cause. L'arrêt que nous rapportons consacre implicitement cette règle.

rectionnelle de Coutances par Menil-Drey contre Lebrun père et fils, était essentiellement différente de l'action civile précédemment intentée par lui contre le fils Lebrun seulement, devant le tribunal de paix du canton de Cerilly; qu'il n'y avait identité ni dans les faits, ni dans les personnes, ni dans les dispositions des lois d'après lesquelles il devait y être prononcé; — Que le tribunal correctionnel de Coutances avait été régulièrement saisi de cette plainte, d'après les art. 179, 182 du Code d'inst. crim., et 373 du Code pén.; — Que ce tribunal avait à juger si la dénonciation faite contre Menil-Drey par Lebrun père et fils devant un officier de justice, et qui avait été reconnue mal fondée par l'ordonnance de la chambre du conseil du 15 janvier, avait été faite calomnieusement sans motifs légitimes, et si elle était ainsi calomnieuse et avait le caractère du délit prévu par l'art. 373 du Code pén.; — Que des art. 358 et suivants du Code d'inst. crim., il ne pouvait résulter aucune fin de non-recevoir contre la plainte de Menil-Drey; que ces articles ne sont en effet relatifs qu'aux cours d'assises; que même à l'égard des dénonciations qui en sont l'objet, ils ne sont point exclusifs de l'action correctionnelle qui naît de l'art. 373 du Code pén., lorsque ces dénonciations peuvent être réputées avoir le caractère de calomnie; Casse, etc.

Du 28 janv. 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Giraud. — Concl., M. Freteau de Pény. — Pl., M. Goubout et Naylies.

ENREGISTREMENT. — INSTITUTION CONTRACTUELLE. — CLAUSE DE DONNER ET RETENIR.

Le droit de mutation sur une donation de biens présents et à venir, faite par contrat de mariage avec réserve d'usufruit, n'est dû qu'au moment du décès du donateur. (L. 22 frim. an 7, art. 27; — Cod. civ., 1082.) (1)

(Enregistrement — C. Maniglier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que dans le mémoire présenté devant le tribunal de Versailles les demandeurs ont avoué que la dame Maniglier succédait à sa tante en vertu de la donation de 1808; — Considérant que cette donation, faite par contrat de mariage, était du genre de celles énoncées par l'art. 1082 du Code civ., puisque, d'une part, la tante de la demanderesse lui donnait, sous réserve de l'usufruit et de la faculté de dis-

poser jusqu'à concurrence de 60,000 fr., non seulement la généralité de ses biens présents, meubles et immeubles, mais encore les biens à venir; et que d'autre part, la donation n'y est faite qu'en faveur de l'épouse et de ses enfants, et, à leur défaut, au mari; d'où il suit 1^{er} que la demanderesse n'a pu être réellement et irrévocablement saisie qu'au décès de la donatrice, et qu'à cette époque seulement l'on a pu connaître la véritable consistence des objets compris dans une donation qui s'étendait aux biens à venir; 2^o que ce n'est qu'à la même époque que l'administration de l'enregistrement a pu et dû former sa demande en déclaration; 3^o et qu'à compter de la même époque elle avait, dans l'espèce, formé sa demande dans le délai légal; — Attendu enfin que le jugement dénoncé n'a encore rien statué sur les effets qui peuvent résulter des paiements faits par la demanderesse en 1808; — Rejette, etc.

Du 28 janv. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Botton-Castellamonte. — Concl., M. Jourde, av.-gén. — Pl., M. Loisean.

POIDS ET MESURES. — MESURES USUELLES. — MESURES MÉTRIQUES.

L'arrêté du ministre de l'intérieur du 21 fév. 1816, qui a retiré aux marchands en détail la faculté de faire usage des fractions décimales des poids et mesures usuels établis par le décret du 12 février 1812, concurremment avec ces mêmes poids et mesures, usage qu'avait autorisé l'arrêté ministériel du 28 mars 1812, est obligatoire. — Les poids et mesures usuels établis par le décret précité, doivent en conséquence être considérés comme les seuls légaux dans le commerce de détail. (2).

(Gallet et autres.)

Du 29 janv. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barria. — Rapp., M. Buschop. — Concl., M. Freteau, av.-gén.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — SIGNIFICATION. — HÉRÈRE. — NULLITÉ.

Du 29 janv. 1: 49 (off. Faler). — V. cet arrêt à la date du 29 juin même année.

DOT. — DOT MOBILIÈRE. — INALIÉNABILITÉ. — Sous le Code civil, comme dans le droit romain

pas la vente; quia, dit-il, *substantialis contractus conditionis corruptus est* — Cette règle d'interprétation doit être recueillie parce qu'elle est évidemment juste, et que celles qui sont enseignées dans le droit nouveau sont rares et insuffisantes. — V. aussi Favard de Langlade, *Repert.*, v^o Enregistrement, sect. 10, 3^e dée. **

(2) Aujourd'hui, et en conséquence de la loi du 4 juillet 1837, obligatoire depuis le 1^{er} janvier 1840 les poids et mesures métriques sont les seuls dont il puisse être fait usage. Mais on conceit facilement, du reste, que sous l'empire du décret du 12 fév. 1812, qui, par tolérance et dans la vue d'habituer insensiblement le commerce à l'application du système métrique, avait autorisé l'usage de poids et mesures, conformes à ce système quant à leur valeur spécifique et réelle, mais assésés quant à leur dénomination et à leurs divisions, aux anciennes mesures, l'usage de fractions décimales de ces mêmes mesures autorisé ultérieurement par l'arrêté ministériel du 28 mars 1812, pût, par la confusion qui en résultait, devenir une source de fraudes; et c'est dans la vue de les arrêter qu'avant été rendu l'arrêté du 21 fév. 1816, que la solution ci-dessus déclare obligatoire.

(1) Cet arrêt consiste dans l'interprétation de l'acte et des clauses caractéristiques de sa nature. V. sur ce point, l'arrêt du 17 mai 1815, et nos observations. — Dans l'espèce, la difficulté résultait de ce que le rédacteur de l'acte avait fait donner avec réserve d'usufruit, et déclaration d'entrée immédiate en jouissance: deux assertions complètement contradictoires. La Cour de cassation donne la préférence à la première, sans dire précisément quelle est la raison de sa décision. On doit, selon nous, la rattacher à la règle générale d'interprétation suivant laquelle de deux clauses, dont l'une donne et l'autre retient, c'est cette dernière qui doit prévaloir. L'existence simultanée de ces deux clauses est très fréquente dans les actes notariés où les expressions sont si mal à propos accumulées; ses effets sur l'entente des actes ont été examinés au *Traité des droits d'enregistrement*, de M. Champagnier et Rigaud, t. 4, n^o 3126, où la règle est ainsi resumée: « Lorsque, dans un acte naturellement translatif de propriété, les parties stipulent une clause qui répugne à la transmission et en repousse l'existence, cette clause prédomine, parce que dans l'incertitude qui résulte de deux dispositions contradictoires, les choses restent ce qu'elles sont.... C'est pourquoi, suivant d'Argentré, toute vente temporaire n'est

le caractère de dotalité attribué aux simples meubles, emporte prohibition de les aliéner, en ce sens que la femme ne peut, pendant le mariage, aliéner sa dot mobilière, même indirectement, par aucune espèce d'engagement personnel. (Cod. civ., 1541 et 1554; L. Julia au Cod. de rei uxoria actione.) (1).

(Devoyon — C. Mallinvaud-Soudanas.)

Le 4 vend. an 14, la dame Soudanas contracta mariage avec le sieur Mallinvaud. Les conventions matrimoniales furent réglées de la manière suivante : La dame Soudanas se constitua en dot une somme de 5,000 fr.; les époux déclarèrent expressément qu'ils renoncèrent au régime de la communauté, et qu'ils se soumettaient au régime dotal. Le sieur Mallinvaud était commerçant : en 1812, il emprunta du sieur Devoyon Dubuisson, une somme de 4,815 fr., mais le créancier exigea des lettres de change revêtues de la signature de la dame Soudanas. Celle-ci signa, comme caution, trois de ces lettres de change, montant à 3,240 francs. Des spéculations malheureuses forcèrent le sieur Mallinvaud à suspendre ses paiements, et à déposer son bilan.

La dame Soudanas poursuivit sa séparation de biens, qui lui fut accordée par jugement du 12 nov. 1812. Citée devant le tribunal de commerce par Devoyon-Dubuisson, la dame Soudanas y fut condamnée par jugement du 5 nov. 1813, solidairement avec les syndics de la faillite de son mari, à payer la somme de 3,240 fr., montant des traites qu'elle avait cautionnées. Ce jugement fut signifié aux sieur et dame Mallinvaud, par exploit du 17 dec. 1813, avec commandement d'avoir à y satisfaire. La dame Soudanas forma opposition à ce commandement, par exploit du 24 dudit mois de décembre, et assigna le sieur Devoyon devant le tribunal civil, pour voir déclarer que sa dot demeurera dégaugée et affranchie de toutes poursuites qui, pourraient être entreprises, en vertu du jugement du 25 nov. 1813.

Sur cette assignation intervint, le 29 août 1815, un jugement contradictoire qui faisant droit aux conclusions de la dame Soudanas : « déclare que le titre dont est porteur le sieur Devoyon ne peut être ramené à exécution sur la dot de Léonorde Soudanas, épouse Mallinvaud, fait défense audit sieur Devoyon de l'inquiéter dans la jouissance et perception d'elle, sauf à lui de poursuivre le paiement de la créance sur les autres biens qu'elle peut avoir; condamne le sieur Devoyon aux dépens, etc. »

Appel. — 3 juillet 1816, arrêt confirmatif de la Cour royale de Limoges : — Considérant que le Code civil établit une distinction formelle entre les biens dotaux et les biens paraphernaux, que l'art. 1576 autorise la femme à aliéner ses biens paraphernaux avec l'autorité de son mari; mais qu'on ne trouve dans le Code aucune disposition pareille pour les biens dotaux; — Considérant que si l'art. 1554 ne parle que de la prohibition d'aliéner les immeubles dotaux, c'est que si la dot consiste en objets mobiliers mis à prix, le mari en est propriétaire suivant l'art. 1551; — Considérant que le mari étant maître de la dot pécuniaire ou mobilière pendant le mariage, il en a seul la libre disposition, de manière que la femme devient seule créancière sur ce point; que si la femme n'en a point la disposition pendant

le mariage, il y a contre elle prohibition naturelle de l'aliéner suivant Serres, en ses *Institutes*, liv. 2, tit. 8; — Considérant que dans le doute, il faut se décider pour les mesures qui peuvent conserver la dot, suivant et selon adage, *interest reipublice dotes mulierum salvas esse*.

POURVOI en cassation de la part du sieur Devoyon, pour fausse interprétation de l'art. 1554 du Code civil. Violation des art. 217, 1460, 1503, 1591, 1598 et 2092 du même Code, en ce que l'arrêt dénoncé a méconnu ce principe général, que les biens de chacun sont affectés au paiement de ses obligations, et en outre celui qui donne à la femme d'important autorisé le droit de s'obliger surtout ce qu'elle possède, à l'exception des immeubles dotaux seuls déclarés inaliénables par la loi. Pour établir ces contraventions, le demandeur a soutenu : 1^{er} que sous le régime dotal, la dot purement mobilière est aliénable; 2^o que sous ce régime, la femme peut valablement contracter et s'obliger; 3^o qu'elle doit remplir ses engagements avec sa dot mobilière, qui lui est restituée par son mari, après un jugement de séparation de biens; 4^o que les créanciers de la femme peuvent être colloqués en sous ordre sur les sommes dotales dont elle demande à son mari le remboursement.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu que, dans le pays de droit écrit, c'était un principe constant, consacré par la jurisprudence que la femme ne pouvait, quoiqu'avec l'autorisation de son mari, aliéner sa dot mobilière, même indirectement, en contractant des obligations exécutoires sur ses meubles ou deniers dotaux; que ce principe et cette jurisprudence étaient fondés sur ce que l'inaliénabilité de la dot est de l'essence même du régime dotal, puisque le régime dotal n'a d'autre objet que d'assurer la dot, en prohibant à la femme le droit de l'aliéner d'aucune manière quelconque pendant le mariage, et en garantissant ainsi la femme de sa propre faiblesse, pour l'empêcher de se ruiner, et de réduire aussi ses enfants à la misère, ne solum mulieris fragilitas in perniciem eorum substantia vertatur; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal de la discussion du Code civil, que les auteurs de ce Code ont voulu maintenir le régime dotal tel qu'il existait dans les pays de droit écrit, sauf les modifications qu'ils ont formellement exprimées; et qu'ils n'ont aucunement dérogé à la prohibition qui était faite à la femme mariée sous le régime dotal, d'aliéner, par les obligations ou autrement, sa dot mobilière; — Que, si l'art. 1554 du Code civil n'a expressément prohibé l'aliénation qu'à l'égard des immeubles dotaux, de même que la loi Julia et ensuite la loi du Code de rei uxoria actione, n'avaient également prohibé l'aliénation qu'à l'égard du fonds dotal; c'est que, d'après les dispositions du Code civil, comme d'après les dispositions du droit romain, le mari étant seul maître de la dot mobilière, dont il a la propriété ou la libre possession, lui seul peut en avoir la disposition; et qu'ainsi, sous ce rapport, la femme se trouvant dans l'heureuse impuissance d'aliéner elle-même directement ses meubles ou deniers dotaux, il était inutile de lui en interdire l'aliénation; — Mais qu'on ne peut pas plus conclure de l'art. 1554 du Code civil, qu'on ne concluait de la disposition sembla-

(1) Ce point de jurisprudence, auquel ne se prête que difficilement le texte de la loi, et sur lequel il y a eu longue résistance de la part des Cours royales, semble être fixé aujourd'hui d'une manière invariable. F. Cass. 2 juv. 1837; 23 dec. 1839, et le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accom-

pagne le premier de ces arrêts. — V. cependant encore en sens contraire un arrêt plus récent de la Cour de Lyon du 16 juil. 1840. — V. aussi Jurisp. du XIX^e siècle (Table déc. 1831-1840), v^o Dot, n. 178 et suiv.

ble de la loi Julia et de la loi *de rei uxoria actio* que la femme ait le droit, pendant le mariage, d'aliéner, au profit de tierces personnes, par des obligations qui pourraient être attachées à sa faiblesse, la créance qu'elle a contre son mari pour la restitution de sa dot mobilière, puis-que, dans ce cas, sa dot ne serait plus réellement garantie, et perdrait ainsi le caractère qui lui a été imprimé par le régime dotal; — Que, d'ailleurs, l'art. 1541 du Code, qui se trouve au chapitre du régime dotal, dispose d'une manière générale, et sans aucune distinction entre les meubles et les immeubles, que tout ce que la femme se constitue ou qui lui est constitué en contrat de mariage est dotal, s'il n'y a stipulation contraire, et que cette disposition se trouverait réellement sans objet quant au mobilier, si le mobilier déclaré dotal était cependant aliénable de la part de la femme; — Qu'il en résulterait encore que, pour le très grand nombre de femmes qui n'ont pour dot que du mobilier, il n'y aurait pas réellement de régime dotal; qu'elles n'auraient à choisir, en se mariant, qu'entre le régime de communauté et le régime exclusif de communauté; et que cependant il est dit généralement, dans l'art. 1394 du Code, que les époux peuvent se marier ou sous le régime de la communauté, ou sous le régime dotal; et qu'au second cas, sous le régime dotal, les droits des époux et de leurs enfants seront réglés par les dispositions du chapitre 3 du titre du contrat de mariage; — Qu'enfin si le législateur avait entendu que la femme pourrait librement aliéner son mobilier dotal avec l'autorisation de son mari, il n'aurait pas dit, dans les art. 1555 et 1556, à l'égard de tous les biens dotaux généralement, que la femme pourrait les donner pour l'établissement de ses enfants, avec l'autorisation de son mari ou de la justice; qu'il eût suffi de dire qu'elle pourrait, avec l'une ou l'autre autorisation, donner ses immeubles dotaux, puisque, si elle avait le droit, avec l'autorisation de son mari, d'aliéner sa dot mobilière, elle avait, par une suite nécessaire, le droit de la donner avec la même autorisation. De tout quoi il résulte que l'arrêt dénoncé a fait une saine et juste interprétation des divers art. du C. civ. relatifs au régime dotal, et dès lors, n'a pu violer les articles opposés par le demandeur qui sont inapplicables à l'espèce; — Rejette, etc.

Du 1^{er} fev. 1819. — Sect. civ. — *Pres.*, M. Brisson. — *Rapp.*, M. Chabot de l'Ailler. — *Concl.*, M. Joubert, av. gén. — *Pl.*, MM. Guichard et Lassus.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — *Cumul.* — *Époux.* La quotité disponible fixée par l'art. 913, et celle fixée par l'art. 1098 du Code civil, ne peuvent être cumulées. Ainsi, lorsque l'époux a épuisé en faveur des enfants du premier mariage la quotité disponible de l'art. 913, il ne peut plus rien léguer ultérieurement à l'époux avec lequel il a convolé. (Cod. civ., 913 et 1098.) (1)

(Jacomet. — C. Lajusi.)

Le sieur Jacomet père avait d'abord donné à son fils aîné, par contrat de mariage, en date du

29 germ. an 13, le quart de ses biens par préciput; puis par son testament il avait légué l'usufruit de certains immeubles à la dame Lajusi, qu'il avait épousée en secondes noces. — À son décès il laissa trois enfants, en sorte qu'aux termes de l'art. 913, le quart donné par préciput au fils aîné absorbait la quotité disponible.

Cependant la dame Lajusi réclame le legs d'usufruit à elle fait, soutenant que la quotité disponible fixée par l'art. 913, et celle fixée par l'art. 1098, peuvent être cumulées; et que le père, après avoir épuisé en faveur d'un de ses enfants, la quotité dont l'art. 913 lui permet de disposer, peut en outre donner à la femme qu'il épouse en secondes noces, la quotité déterminée par l'art. 1098. — Les enfants Jacomet soutiennent, au contraire, que la disposition de l'art. 913 doit être observée, si l'intention d'y déroger n'est pas manifestée d'une manière expresse; que dans l'art. 1098 rien ne dit que la quotité dont les époux ont le droit de disposer en faveur l'un de l'autre, puisse être prise sur les biens déclarés indisponibles par l'art. 913; que par conséquent, lorsque l'époux a épuisé la quotité fixée par ce dernier article, il ne peut plus rien donner au conjoint avec lequel il convole.

12 août 1812, jugement du tribunal de première instance de Tarbes, qui déclare nul le legs d'usufruit fait par le sieur Jacomet père à la dame Lajusi, sa seconde femme. — Appel. — 17 août 1816, arrêt infirmatif de la Cour royale de Pau, ainsi conçu: — « Considérant qu'il s'agit de décider si le legs d'usufruit fait en faveur de la dame Lajusi, veuve Jacomet, par son mari, dans son testament du 14 août 1806, est valable; que l'examen de cette question repose dans l'interprétation des articles 913, 1094 et 1098 du Cod. civ.; que l'art. 913, le premier du chapitre qui traite de la portion de biens disponible, régle, à la vérité, que, lorsqu'il y aura trois enfants, comme dans l'espèce actuelle, les libéralités ne pourront excéder le quart des biens de la succession; que les enfants Jacomet en veulent induire que, leur père ayant, par contrat de mariage, épuisé, en faveur de son fils, cette quotité disponible, la libéralité faite en faveur de sa veuve doit être caduque; mais considérant que l'article 1094 fait partie du chapitre 9, où le législateur traite d'une manière spéciale des avantages entre époux; que l'article lui-même porte une dérogation à la règle générale, et en particulier à l'article 913, puisqu'il régle que l'époux qui n'a pas d'enfants pourra laisser à l'autre époux tout ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger, et, en outre l'usufruit de la totalité de ses biens; qu'il ne faut pas séparer le second membre de cet article du premier; que, par conséquent, lorsqu'il y a des enfants, l'époux peut donner ainsi en outre, le quart en propriété, et un autre quart en usufruit; que ce qui prouve encore que cet article déroge aux dispositions de l'art. 913, c'est que, par ce dernier, le législateur dispose des avantages différents dans leurs quotités, suivant le nombre des enfants, tandis que l'art. 1094 n'y a pas égard, et qu'il dispose, en général, que, si l'époux donateur

que la plus large soit toujours à la disposition du père de famille. Cette question grave, qui peut se présenter dans des hypothèses variées, a reçu de la jurisprudence des solutions différentes suivant ces diverses hypothèses. V. à cet égard, le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour de cass. du 21 mars 1837 (Volume 1837). V. aussi Coin-Delisle, *Comment.*, sur l'art. 1094 du Code civ., n° 14, et sur l'art. 1098, n° 19. — Nous reviendrons sur cette question

(1) La jurisprudence est fixée en ce sens. V. Cass. 21 juill. 1813; Agen, 12 juill. 1810; Lyon, 14 mai 1813. V. aussi nos observations sous un arrêt de la Cour d'appel de Besançon du 19 frim. an 14. — Mais il y a plus de difficulté, lorsqu'il s'agit de la quotité disponible spécialement fixée par l'art. 1094, et de la question de savoir si cette quotité, plus étendue quelquefois que celle de l'art. 913, peut, sinon être cumulée dans toute son étendue, du moins concourir avec elle, de telle façon

des enfans, il pourra donner à l'autre époux ou un quart en propriété et un quart en usufruit, ou la moitié de tous ses biens en usufruit; que l'art. 1098 n'est qu'une modification apportée à l'art. 1094, mais qui ne porte que sur la quotité disponible, à raison du peu de faveur qui a toujours été accordé aux seconds mariages; qu'on peut même induire de cet article que l'avantage du quart accordé par la loi à l'époux donataire est indépendant de celui fait à un de ses enfans, puisqu'il ne peut y avoir d'enfant moins prenant, qu'en supposant qu'un des enfans a été avantage; que les enfans Jacomet n'ont prouvé ni même allégué que le legs fait à leur belle-mère surpassât le quart des biens laissés par Jacomet; que, d'ailleurs, si, lors de l'exécution du partage, le legs se trouvait surpasser le quart de la succession, les enfans de Jacomet seraient autorisés à le faire réduire, que, par conséquent, le jugement de première instance doit être réformé dans la disposition qui a annulé le legs dont il s'agit. — La Cour déclare avoir été mal jugé par cette disposition, la réformant, sans s'arrêter à la nullité proposée par les enfans Jacomet, les condamne à délaisser à la veuve Jacomet les objets à elle légués, pour par elle en jouir pendant sa vie conformément à l'art. 1098 du Cod. civ., avec restitution des jouissances.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 913 du Cod. civ. et fautive interprétation des art. 1094 et 1098, en ce que l'arrêt dénoncé décide que la quotité de biens dont il est permis à l'époux qui convole, de disposer en faveur de son conjoint, suivant l'art. 1098 du Cod. civ., peut être cumulée avec la quotité disponible fixée par l'art. 913.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 913, 1094 et 1098 du Cod. civ.; — Attendu que le Code civil a fixé d'une manière absolue, par l'art. 913, la quotité de la portion de biens dont il n'est pas permis de disposer au préjudice des enfans légitimes; qu'il n'a pas dérogé à cette fixation pour le cas prévu par l'art. 1098, qu'il n'a pas dit, dans cet article, que la quotité de biens dont il permet la disposition en faveur d'un époux d'un second ou subseqent mariage, pourrait être prise même sur la quotité de biens déclarée indisponible par l'art. 913, et que seulement il a permis, sans aucune dérogation aux articles précédens, de disposer en faveur de l'époux d'un second ou d'un subseqent mariage d'une part d'enfant légitime le moins prenant, laquelle néanmoins ne pourrait, dans aucun cas, excéder la quotité de biens; qu'il résulte donc des termes combinés de ces deux articles, que ce n'est que sur la quotité disponible, suivant l'art. 913, qu'il peut être disposé dans les cas prévus par l'art. 1098; et qu'ainsi, lorsque la portion disponible, fixée par l'art. 913, a été entièrement épuisée en faveur d'un des enfans d'un premier lit, l'époux qui a fait la disposition ne peut plus disposer de rien, à titre gratuit, en faveur de son époux d'un second ou subseqent mariage; — Attendu que la proposition contraire ne peut résulter de ces mots de l'article 1098 qu'une part d'enfant légitime le moins prenant; qu'ils prouvent seulement qu'il y a des cas où l'époux qui a déjà fait un don à l'un ou à plusieurs de ses enfans d'un autre lit, peut encore donner à son nouvel époux; mais que

pour concilier à cet égard la disposition de l'art. 1098 avec celle de l'art. 913, il faut nécessairement l'entendre dans ce sens restrictif que, si les dons déjà faits à des enfans n'épuisent pas entièrement la quotité disponible fixée par l'art. 913, l'excédant de cette quotité peut être donné au nouvel époux, jusqu'à concurrence d'enfant légitime le moins prenant, et sans pouvoir jamais excéder le quart des biens du disposant; — Attendu que les inductions qu'on a tirées des dispositions de l'art. 1094 sont contraires au texte et à l'objet de la loi, puisque, d'une part, le second paragraphe de l'art. 1094, statuant pour le cas où il existe des enfans ou descendants, ne dit point que dans ce cas, l'époux pourra donner à l'autre époux tout ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger, et, en outre, un quart en propriété et un quart en usufruit, ou la moitié de tous ses biens en usufruit; et que, d'autre part, le paragraphe précité ne statue que pour le cas d'existence d'enfans ou descendants issus du mariage entre le disposant et l'époux en faveur de qui est faite la disposition, et que l'art. 1098 a été fait, au contraire et spécialement, pour le cas d'existence d'enfans qui ne sont pas issus de l'époux en faveur de qui la disposition est faite. De tout quoi il suit que l'arrêt dénoncé a fausement interprété les art. 1094 et 1098 du Cod. civ.; et a formellement violé l'art. 913; — Casse.

Du 2 fév. 1819. — Sect. civ. — Prés. M. Brisson. — Rapp. M. Chabot de l'Allier. — Concl. M. Cahier, av. gén. — Pl. M. Nicod.

ENDOSSEMENT. — PROPRIÉTÉ. — SERMENT.

Lorsque l'accepteur d'une lettre de change soumettent que le porteur, quoique saisi par un endossement régulier, n'est cependant que le prête-nom du tireur, et qu'il lui défère le serment sur ce fait, le juge peut refuser d'ordonner le serment ou l'interrogatoire du porteur, s'il est convaincu de sa bonne foi et de la sincérité de l'endossement. (Cod. civ., 1358 1361.) (1)

(Pillard — C. Jobert Ternaux.)

Des traites tirées par le sieur Busquet, sur le sieur Pillard, et acceptées par celui-ci, se trouvaient à l'échéance entre les mains d'un sieur Jobert Ternaux, en vertu d'un endossement régulier fait par le sieur Busquet, tireur. — Le sieur Jobert Ternaux réclame son paiement — Pillard répond que, quoique Ternaux paraît propriétaire réel des lettres de change, en vertu d'un endossement régulier, il n'est cependant que le mandataire et le prête-nom du sieur Busquet; qu'ainsi, il peut opposer à Ternaux toutes les exceptions qu'il a contre Busquet; qu'au surplus, sur ce point de fait, que Ternaux est simple mandataire de Busquet, il offre de s'en rapporter au serment de Ternaux lui-même; que le tribunal ne peut refuser d'ordonner cet interrogatoire et la prestation du serment, aux termes des art. 1358, 1360 et 1361 du Code civil, les deux premiers portant que le serment peut être déféré en tout état de cause, sur quelque espèce de contestation que ce soit, et encore qu'il n'existe aucun commencement de preuve de la demande ou de l'exception; et le troisième, portant que celui auquel le serment est déféré, et qui le refuse, doit succomber dans sa demande ou son exception.

Ternaux refuse le serment, et soutient que,

en rapportant, à sa date, un arrêt de la Cour de cassation du 7 janv. 1824 (aff. Ratard), et nous en citerons dans nos observations sur cet arrêt, d'apprécier les élémens sur lesquels repose la jurisprudence qui paraît jusqu'ici prévaloir.

(1) V. cependant anal. en sens contraire, Turin, 30 frim. an 14, et nos observations. V. aussi Turin, 10 éov. an 14; Bruxelles, 9 nov. 1809.

dans l'espèce, le tribunal ne doit point l'ordonner. En effet, dit-il, dans les cas des articles cités, on suppose toujours que le fait sur lequel le serment est déféré, est encore incertain aux yeux du juge, mais il est bien évidemment inutile d'ordonner le serment, lorsque la preuve du fait sur lequel il est déféré, existe au procès : or, dans l'espèce, toutes les circonstances réunies à l'endossement régulier forment preuve complète qu'en effet, Busquet a transmis à moi Ternaux, la propriété des lettres de change; donc il n'y a pas lieu à ordonner le serment.

14 fév. 1817, jugement du tribunal de commerce de Sedan, qui condamne purement et simplement Pilard au paiement des traites.

Appel. — 15 juill. 1817, arrêt de la Cour royale de Metz, qui : « Considérant qu'il n'est point nécessaire au cas particulier d'ordonner que l'intimé serait tenu d'affirmer qu'il prête son nom au tireur de lettres, parce que, porteur en vertu d'un ordre régulier d'un effet négociable, il n'a autre chose à faire que de le présenter à l'accepteur pour pouvoir de suite en exiger le paiement; — Confirme le jugement dont est appel. »

Pourvoi en cassation, pour violation des art. 1358, 1360 et 1361 du Code civ., en ce que la Cour a refusé d'ordonner la prestation du serment déféré par l'une des parties à son adversaire, tandis qu'aux termes des articles cités, dans aucun cas, et sous aucun prétexte, le juge ne peut refuser d'ordonner le serment puisque la partie ne peut refuser de le prêter.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la Cour royale n'a violé aucune loi, puisque la compétence du tribunal de commerce était suffisamment établie par l'objet du procès, qu'il n'était autre que le paiement des lettres de change souscrites par Pilard, et que la Cour a bien pu rejeter l'interrogatoire, objet des conclusions subsidiaires, si elle n'a eu aucun doute sur la bonne foi du porteur desdites lettres; — Rejette, etc.

Du 2 fév. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Brillet Savarin. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

LETTRE DE CHANGE. — PRESCRIPTION QUINQUENNALE. — RECONNAISSANCE.

La prescription de cinq ans, établie par l'art. 189 du Code de comm., n'a pas lieu si la dette est reconnue par un acte séparé, cet acte fait-il même antérieur à l'effet de commerce sujet à prescription. (Cod. comm., 189.) (1)

(Bruyère — C. Lefebvre.)

Le sieur Bruyère était débiteur du sieur Lefebvre, et le titre constatant la dette était un acte sous seing privé, en date du 5 fév. 1807. Postérieurement et en paiement, le sieur Bruyère souscrit deux lettres de change au profit du sieur Lefebvre. — A l'échéance, protêt faute de paiement. — Interruption de poursuites pendant cinq ans. En 1807 seulement, Lefebvre réclame le paiement des lettres de change. — Bruyère oppose la prescription quinquennale. — Lefebvre repousse cette exception, par ce motif que la dette est reconnue par un acte séparé de celui du 5 fév. 1807, et qu'aux termes de l'art. 189 du Code de comm., la prescription quinquennale ne peut avoir lieu si la dette a été reconnue par un acte séparé. Bruyère réplique que l'acte de reconnaissance de la dette, pour qu'il soit susceptible d'empêcher

la prescription, doit nécessairement être postérieur aux lettres de change; que tel est le sens de l'art. 189.

6 août 1817, jugement du tribunal de commerce de Paris, qui : « attendu que la dette du sieur Bruyère, cause des lettres de change pour lesquelles il invoque la prescription, a été reconnue par lui et repose sur un acte séparé du 5 fév. 1807; que ce cas même est prévu par l'art. 189 du Code de comm. — Rejette la prescription, et condamne Bruyère à payer le montant des lettres de change. »

Appel de la part de Bruyère. — Toute difficulté, dit-il, consiste à savoir ce qu'il faut entendre dans l'art. 189 par acte séparé; qu'il s'agit seulement de l'acte postérieur aux lettres de change, ou bien de tout acte antérieur ou postérieur sans distinction. — Toute prescription, notamment celle de l'art. 189 du Code de comm., est fondée sur une présomption de paiement, et est établie comme une peine de la négligence du créancier qui laisse écouler un délai déterminé sans réclamer la dette; dès lors il était raisonnable d'établir que la prescription était interrompue par une reconnaissance postérieure et séparée, car cette reconnaissance renverse la présomption de paiement et annonce que le créancier a fait des démarches qui le justifient du reproche de négligence; mais cela a lieu précisément parce que la reconnaissance est postérieure; si elle était antérieure à la dette, il ne serait plus possible de lui attribuer les mêmes effets, et par conséquent d'en faire résulter le même avantage, celui d'empêcher la prescription. — D'ailleurs, n'est-il pas évident que, si l'on décidait que l'acte de reconnaissance de la dette, quoique antérieur aux lettres de change, en empêche la prescription, ce serait donner un moyen indirect de renoncer à la prescription avant qu'elle ait commencé à courir, contre le principe général consacré par l'art. 2220 du Code civ., portant : On ne peut renoncer d'avance à la prescription. — Enfin, une autre considération vient ajouter une grande force aux arguments déjà développés : l'acte constitutif de la créance a été éteint et annulé par la novation qui s'est opérée entre le créancier et le débiteur, au moyen des lettres de change qui ont été données en paiement. La dette originaire n'existe plus; le titre qui l'établissait ne peut plus produire aucun effet; le créancier n'a que le droit de réclamer la nouvelle dette, dont les lettres de change sont la preuve et le titre, et de même qu'il peut invoquer tous les avantages attachés par la loi à une créance de cette nature, il doit aussi se soumettre aux inconvénients et aux exceptions qui en résultent contre lui.

9 oct. 1817, arrêt de la Cour royale de Paris, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme leur jugement.

Pourvoi en cassation de la part de Bruyère pour violation de l'art. 189 du Code de comm.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, dans le cas particulier, pour dénier l'exception de la prescription de cinq ans, l'arrêt attaque et le jugement qu'il a confirmé, en adoptant purement et simplement les motifs, ont été déterminés par l'appréciation qu'ils ont faite de la reconnaissance de la dette portée en l'acte séparé du 5 fév. 1807, et qu'en cela, loin de violer et fausserment appliquer l'art.

(1) Il a été jugé par la Cour de cassation le 14 fév. 1826, que l'appréciation des faits ou actes qui constituent une reconnaissance de la dette, est entièrement dans le domaine des juges du fond, et ne

peut donner ouverture à cassation. — L'arrêt ci-dessus, qui consacrerait aussi explicitement le pouvoir des juges du fond, est toutefois rendu dans des termes qui le confirment d'une manière absolue,

189 du Code de comm., ils n'ont fait que s'y conformer; — Rejette, etc.

Du 2 fév. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Le Picard. — Concl., M. Lebeu, av. gén. — Pl., M. Leroy-Neuvillette.

1^o RAPPORT A SUCCESSION.—IMPUTATION.—HERITIÈRE.—LÉGATAIRE.

2^o INTÉRÊT.—RAPPORT.

1^o *Le rapport dû par un héritier, qui est en même temps légataire par préciput de la quotité disponible, ne peut se faire par voie d'imputation sur le legs des sommes sujettes à rapport (Cod. civ., 829 et 851.)*

2^o *Lorsque sur une contestation entre héritiers, il intervient un jugement qui condamne l'un d'eux au rapport de certaines sommes, l'intérêt de ces sommes est dû, à compter du jour de l'ouverture de la succession, et non pas seulement à compter du jour du jugement. (Cod. civ., 856.) (1)*

(Chevalier — C. Chevalier.)

La société Chevalier fils aîné et Haurut était débitrice envers le sieur Chevalier père, d'une somme de 95,000 fr. 1^o pour prix de la cession faite aux sieurs Chevalier fils et Haurut, par Chevalier père, de son fonds de commerce; 2^o pour sommes prêtées à cette société.

Décès des père et mère Chevalier; ils laissent huit enfans, et par leur testament, ils déclarent l'un et l'autre donner quittance à leur fils aîné de sa moitié dans la dette de la société Chevalier et Haurut, et l'affranchir de toute solidarité; en outre, ils lui lèguent le quart, par préciput, de tous leurs biens. — Ces testaments ont donné lieu à une contestation entre Chevalier fils aîné, d'une part, et les autres enfans Chevalier.

En première instance, le procès a roulé sur la question de savoir si Chevalier fils aîné avait droit de demander l'exécution des deux testaments. Il est inutile de dire sur quels motifs les enfans Chevalier se fondaient, pour soutenir que leur frère aîné ne pouvait réclamer les avantages à lui faits par ses père et mère. Il suffit de savoir que le tribunal de première instance de Bordeaux, ordonna purement et simplement que le sieur Chevalier aîné recueillît le quart en préciput. — En appel, les enfans Chevalier ont soutenu qu'en supposant que les testaments dusent avoir leur effet, et que leur frère aîné eût droit au quart précipuaire, le tribunal aurait dû le condamner à rapporter à la masse des successions, les sommes par lui dues solidairement avec Haurut, aux termes des art. 829 et 851 du Code civ.; que la clause du testament qui le déchargeait de sa part dans la dette et de la solidarité, ne pouvait concourir avec le legs du quart en préciput, qui seul épuisait la quotité disponible.

20 juill. 1816, arrêt de la Cour royale de Bordeaux qui : « considérant qu'une hérédité se compose de toutes les dettes actives et passives du défunt, Chevalier fils aîné, ne peut se dispenser d'imputer la somme par lui due solidairement avec Haurut, en totalité sur son quart précipuaire, sauf son recours contre Haurut et qu'autrement il arriverait qu'entre le quart par préciput, que ses père et mère lui avaient donné, ainsi qu'ils en avaient le droit, ils lui auraient donné de plus une somme considérable, ou une action utile pour en être payé, ce qu'ils ne pouvaient pas faire; — Confirme le jugement du tribunal de première instance, quant au chef qui

(1) V. en ce sens, Vazeille, des Successions, etc., sur l'art. 851, n^o 11.

ordonne l'exécution du legs du quart par préciput; infirme, en ce que les premiers juges n'ont pas ordonné le rapport des sommes dues aux successions des père et mère, par Chevalier fils aîné solidairement avec Haurut; en conséquence, condamne ce dernier à imputer sur le quart précipuaire qui lui est alloué dans la succession de ses père et mère, la somme de 95,000 fr., avec les intérêts de cette somme à compter seulement du jour de la signification du présent arrêt. »

Pourvoi en cassation de la part des enfans Chevalier, 1^o pour violation des art. 829 et 851 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé n'a pas ordonné, conformément à ces articles, le rapport à la masse par Chevalier fils aîné, des sommes par lui dues à son père, et de celles à lui données pour son établissement; mais seulement l'a condamné à imputer sur son legs du quart par préciput, les sommes qu'il lui devait, en telle sorte qu'il ne se trouverait rapporter en effet que la partie de ces sommes égale au legs à lui fait, et serait, par conséquent, dispensé du rapport de l'excédant contre le vœu formel de la loi; 2^o pour violation de l'art. 856, en ce que la Cour n'a ordonné le paiement des intérêts des sommes sujettes à rapport qu'à compter du jour de la signification de son arrêt, bien qu'aux termes de l'art. 856, les intérêts soient dus à compter du jour du décès.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 829, 851 et 856 du Code civ.; — Attendu 1^o que, suivant l'art. 829 du Code civ., chaque cohéritier doit faire rapport à la masse de la succession, suivant les règles établies, non-seulement des dons qui lui ont été faits par le défunt, mais encore des sommes dont il est débiteur; que, suivant l'art. 851, le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers ou pour le paiement de ses dettes, et que l'arrêt dénoncé a évidemment violé ces articles, en ce que, au lieu de condamner le défendeur, héritier de ses père et mère, à rapporter aux masses de leurs successions les sommes dont il était leur débiteur et qu'ils lui avaient fournies, soit pour son établissement, soit pour l'acquit de ses dettes, il a seulement ordonné que le défendeur imputerait ces sommes sur le quart des biens que ses père et mère lui avaient légué par préciput; d'où il résulterait que, si ces sommes excédaient la valeur du quart légué, le défendeur ne serait pas tenu de l'excédant, et aurait ainsi plus que la portion disponible, outre sa part héréditaire; — 2^o que, par suite, l'arrêt dénoncé a encore violé l'art. 856 du même Code, en ordonnant qu'à compter seulement du jour de sa signification, et non à compter des époques de l'ouverture des successions des père et mère, le défendeur payerait les intérêts des sommes dont il devait le rapport; Par ces motifs, casse et annule l'arrêt rendu par la Cour royale de Bordeaux, le 20 juill. 1816, au chef seulement par lequel il ordonne que le défendeur imputera, sur le quart précipuaire qui lui est alloué sur les successions des père et mère communs, la somme de 95,194 francs, avec les intérêts de cette somme, à compter seulement du jour de la signification dudit arrêt, etc.

Du 2 fév. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Chabot (de l'Allier). — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Nicod.

MUTATION PAR DÉCÈS.—FOLLE-ENCHÈRE. Le droit de mutation par décès n'est pas dû pour un immeuble qui se trouvait dans la succession au moment du décès, par suite de l'adjudication faite au défunt, mais qui, de-

puis, a été revendu sur folle-enchère : la revente sur folle-enchère résout la première adjudication, en telle sorte que l'adjudicataire est censé n'avoir jamais eu la propriété (1).

(Enregistrement. — C. hér. Gratien.)

La régie de l'enregistrement réclameait contre les sieurs Legras, héritiers du général Gratien, le droit de mutation sur une maison dont le général s'était rendu adjudicataire ; mais qui, après sa mort, avait été revendue à la folle enchère faute de paiement du prix d'adjudication ; la régie soutenait que cette maison se trouvant dans la succession au moment du décès du général, ses héritiers avaient été saisis de la propriété, que par conséquent ils devaient payer le droit de mutation, sans que la circonstance de la revente sur folle-enchère pût les soustraire à cette obligation.

Les héritiers répondaient que par l'effet de la revente sur folle-enchère, la première adjudication avait été résolue, et était censée n'avoir jamais eu lieu, que par conséquent le général Gratien devait être réputé n'avoir jamais eu la propriété de la maison, par suite n'avoir pu la transmettre à ses héritiers, qui ne devaient pas dès lors être assujettis au droit de mutation.

1^{re} mal 1818, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui rejette la demande de la régie par les motifs suivants : « Attendu qu'aux termes des lois qui régissent la matière, la première adjudication et la revente sur folle-enchère ne sont qu'une seule et même mutation ; que le fol enchérisseur est censé n'avoir jamais été propriétaire de l'immeuble dont il est évincé ; qu'ainsi la succession du général Gratien ne peut être tenue d'acquitter aucun droit à l'occasion d'un immeuble dont le général n'a jamais été propriétaire. »

Pourvoi en cassation. — La régie demanderesse soutient que le jugement, en refusant de condamner les héritiers du général Gratien au paiement du droit de mutation, a violé les art. 27 et 32 de la loi du 22 frim. qui déclarent que les héritiers sont tenus de payer le droit de mutation pour tous les biens compris dans la succession ; qu'en outre il a violé les principes consacrés par le Code civil, dans les art. 1183 et 1184 qui déterminent les effets de la condition résolutoire.

(1) Les effets de la revente sur folle-enchère sont diversement caractérisés par la jurisprudence, et sous l'ancien droit, ils avaient été l'objet d'une vive controverse. V. Boquet, *Dict. des domaines*, v^o *Adjud. et revente sur folle-enchère*, t. 1, p. 56 ; Championnière et Rigaud, *Traité des droits d'enreg.*, n^o 2140. — L'art. 69, § 5 et 7 de la loi du 22 frim. an 7, porte : « Les adjudications à la folle-enchère sont assujetties au même droit (4 pour 100), mais seulement sur ce qui excède le prix de la précédente adjudication si le droit en a été acquitté. » L'art. 68, § 1^{er}, n^o 8, assujettit au droit fixe de 1 fr. « les adjudications à la folle-enchère, lorsque le prix n'est pas supérieur à celui de la précédente adjudication, si elle a été enregistrée. » Suivant M. Merlin, *Questions de droit*, v^o *Résolution*, § 2, les considérations qui ont déterminé les dispositions qui précèdent, « sont précisément les mêmes qui, sous le régime féodal, faisaient exempter des droits de lods, l'adjudicataire à la folle-enchère, autant qu'elle n'excédait pas le prix de la précédente. Il faut, disaient alors, distinguer les ventes volontaires qui se font entre deux particuliers, des ventes nécessaires qui se font par le décret forcé d'un juge. Pour les premières, le paiement actuel du prix n'est pas de l'essence du contrat ; il suffit que l'adjudicataire ait été de

Sans doute, a-t-on dit, la première adjudication et la revente sur la folle-enchère n'opèrent qu'une seule et même mutation ; mais il n'en est pas moins vrai que dans l'intervalle entre la première adjudication et la revente, la propriété réside sur la tête de l'adjudicataire ; il est propriétaire sous une condition résolutoire, celle de payer le prix. A défaut d'accomplissement de cette condition, le contrat est résolu, la propriété est enlevée à l'adjudicataire ; mais il est impossible d'empêcher qu'elle ne lui ait appartenu pendant un certain intervalle ; si l'adjudicataire est mort dans cet intervalle, il est évident que la propriété de l'immeuble s'est trouvée dans la succession, a été transmise à ses héritiers ; que par conséquent ceux-ci doivent le droit de mutation.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la régie elle-même reconnaît que l'adjudication sur folle-enchère résout la première vente *ab initio* ; qu'ainsi les deux ventes n'en font qu'une, et ne donnent conséquemment lieu qu'à un seul droit d'enregistrement ; d'où il suit dans l'espèce que la première adjudication ne peut donner ouverture à un droit de mutation par le décès de celui qui n'a été que fol enchérisseur ; — Rejette, etc.

Du 2 fév. 1819. — Sect. req. — Prés. M. Henrion de Pansey. — Rapp. M. Joubert. — Concl. M. Lebeau, av. gén. — Pl. M. Huart-Duparc.

1^o INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — REX-NOUVELLEMENT. — NULLITÉ.

2^o CASSATION. — AMENÉ (CONSIGNATION D'). — INTERET COLLECTIF.

1^o Une inscription hypothécaire ne doit être déclarée nulle, qu'autant que l'omission des formalités, qu'on lui reproche, est telle que les tiers n'ont pu y trouver tout ce qu'ils étaient intéressés à savoir.

Ainsi on ne peut déclarer nulle une inscription, sous prétexte qu'elle n'énoncé pas la date du titre constitutif, lorsqu'elle énonce un titre positif.

2^o Une inscription modificative du titre originaire et qui en rapporte la date et la disposition (2).

Ainsi encore, une inscription prise en renouement ne peut être annulée, par le motif qu'elle ne contient pas en elle-même la désignation de l'inscription originaire, lorsque

préfixe. Au contraire, pour les autres, il faut que le prix soit actuellement payé, et, jusqu'à ce paiement, l'adjudicataire ne peut pas être censé vis-à-vis maître et propriétaire des biens adjugés... Il suit de là, que comme il n'est pas propriétaire, et que par l'événement, le défaut de consignation entraîne l'annulation de son titre, il ne peut pas être dû de droit de mutation pour son titre même. En partant des mêmes motifs, on jugerait, ainsi que nous le voyons dans le *Dictionnaire des domaines*, au mot *Adjudication* que le droit de centième denier n'était dû que pour l'adjudication à la folle-enchère, et qu'il n'était rien dû pour la première. Cette jurisprudence, ajoute Merlin, a été maintenue par la loi du 22 frim. an 7. »

Un arrêt du 6 juin 1811, et celui que nous rapportons ici, ont été rendus dans ce système ; mais la Cour s'en est écartée dans deux arrêts des 27 mai 1823 et 6 fév. 1833. V. nos observations sur le premier de ces deux arrêts. V. aussi un arrêt des 14 fév. 1825. »

(2) V. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation, du 22 avril 1807, et les autorités en sens divers qui y sont indiquées. V. aussi conf., Angers, 19 mess. an 9, et la note.

cette désignation est faite sur les registres, dans une note marginale du conservateur. (L. 11 brum. an 7, art. 17, 18, 23; Cod. civ., 2148 et 2154.) (1)

2° Une seule consignation d'amende suffit pour un pourvoi en cassation formé par plusieurs créanciers, contre un arrêt qui leur fait grief, en les colloquant dans un ordre, après un autre créancier auquel ils prétendaient devoir être préférés. (L. du 2 brum. an 4, art. 17.) (2)

(Lestimonnier et Lepelletier.—C. Chapet.)

Un ordre est ouvert pour la distribution du prix d'immeubles du sieur Leprovost, vendus à la requête de ses créanciers. — Le sieur Chapet est colloqué en premier rang, après lui venaient les sieurs Lestimonnier et Lepelletier. — Ces deux derniers contestent cette collocation devant le tribunal de première instance. Ils soutiennent que l'inscription en vertu de laquelle le sieur Chapet a été colloqué, est nulle faute d'énonciation du titre constitutif de la créance et de sa date, et par conséquent ils demandent qu'il soit colloqué après tous les autres créanciers valablement inscrits.

Pour faire entendre en quoi consistait la nullité proposée contre l'inscription du sieur Chapet, il faut dire comment et en vertu de quel titre il avait été inscrit. — Par acte du 12 sept. 1793, le sieur Leprovost avait constitué au profit du sieur Chapet une rente annuelle de 265 fr., au capital de 5,000 fr. — Le 29 floréal an 7, nouveau contrat qui, attendu que la rente a été créée durant le cours du papier-monnaie, la réduit à 200 fr., au capital de 4,000 fr., d'après l'échelle de dépréciation. Dans ce nouvel acte, celui du 12 sept. 1793 est mentionné, et l'on y trouve cette stipulation remarquable : que la rente de 200 fr. sera payée à l'hypothèque et privilège du susdit contrat de constitution du 12 septembre 1793, et sans y déroger, eu égard à l'hypothèque et privilège d'icelui. — Le 26 prairial an 7, Chapet s'inscrit sur les biens de Leprovost. — Son inscription est prise, est-il dit sur les registres du conservateur, en vertu du contrat passé devant le citoyen L'chevalier, notaire à Trépiéd et autres antérieurs. Enfin, le 8 fév. 1809, Chapet renouvelle son inscription. — Il est important de remarquer, que dans ce renouvellement il n'est mention que du contrat du 29 flor. an 7. — Seulement, en marge de l'inscription prise en renouvellement, le conservateur eut soin de désigner le volume et le numéro de l'inscription renouvelée, par ces notes : *Renouvellemens d'hypothèques*, vol. 4, n° 502, et également en marge de l'inscription renouvelée, il indiqua le volume et le numéro du renouvellement, en écrivant, *renouvelée le 8 fév. 1809, vol. 27, n° 174.*

14 août 1815, jugement du tribunal d'Avranches qui déclare régulières et valables les deux inscriptions prises par Chapet, et en conséquence maintient l'état de collocation.

Appel. — 13 mars 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale de Caen par les motifs suivans : « Attendu en droit que l'objet principal des lois concernant le régime hypothécaire, est la pu-

blicité des hypothèques qui grèvent les biens de chaque propriétaire, de manière qu'en traitant avec lui, la foi publique ne puisse être trompée : — Que pour atteindre cet important résultat d'utilité publique, chaque créancier est obligé de faire inscrire ses hypothèques d'après les formes instituées par la loi sur les registres de la conservation des hypothèques ouverts à tous les citoyens indistinctement, que chaque inscription doit être renouvelée suivant la même forme dans la dixième année qui suit l'inscription antérieure, à peine du déchéance de l'hypothèque : — Que du nombre des formes requises pour la validité de l'inscription, les unes doivent être considérées comme substantielles et constitutives de l'inscription, tandis que les autres ne sont qu'indicatives d'un mode d'inscription commun, autant que cela est possible, afin de régulariser par là les registres de la conservation des hypothèques, et d'en faciliter le compulsoire; que l'observation des formalités substantielles et constitutives de l'inscription en entraîne la nullité :

« Que l'on ne peut considérer comme substantielles et véritablement constitutives de l'inscription, que les formalités qui ont pour objet de faire connaître aux tiers intéressés, qui compulseront les registres de la conservation des hypothèques, le véritable état des charges qui grèvent chaque propriété, les noms, prénoms et domicile du créancier et du débiteur; de telle sorte qu'il ne puisse être causé aucun préjudice ni dommage aux tiers intéressés toutes les fois que l'inscription les met à portée de connaître la nature et l'étendue des charges qui frappent sur les biens de l'individu grevé par l'inscription; qu'il suit de là que si le titre en vertu duquel l'inscription est faite, relate ou indique des titres antérieurs, il suffit que le tiers intéressé soit mis à portée, par cette indication, de rechercher et de vérifier la nature et l'étendue de la créance, qui fait l'objet de l'inscription, pour qu'il ne puisse être trompé, ni abusé sur la solvabilité du l'individu grevé et pour que le vœu de la loi soit rempli;

« Attendu, en fait, que les contrats des 12 sept. 1793 et 29 flor. an 7, sont co-relatifs et constitutifs de la même créance, modifiée par le dernier; mais dont l'hypothèque primitive est maintenue à la date du premier de ces contrats; qu'en requérant inscription en vertu du contrat du 29 flor. an 7 et autres antérieurs, Chapet a suffisamment averti les tiers intéressés que le contrat indiqué dans son inscription n'était pas le seul titre de sa créance, et qu'il était aisé, en compulsant ces contrats, de connaître la date et les dispositions de celui du 12 sept. 1793 : — que les tiers avertis que la deuxième inscription n'était que le renouvellement de la première, devaient les vérifier toutes les deux pour connaître la nature et l'origine de l'hypothèque conservée par l'une et l'autre inscription; — qu'ils devaient d'autant plus pousser leurs recherches jusqu'à la première inscription, qu'ils étaient avertis par l'inscription en renouvellement de Chapet que sa créance résultait d'autres titres qu'il s'était cru dispensé de rappeler, parce qu'il les avait mentionnés

prescrites par l'art. 2148 du Code civ., seraient nécessaires pour le renouvellement. L'arrêt ci-dessus est rendu dans le sens de cette distinction. V. encore dans ce sens, Cass. 22 fév. 1825, et Zacharie, *Cours de droit franç.*, t. 2, § 280.

(2) Le principe qui sert de base à cette décision a été appliqué dans nombre d'hypothèques. V. à cet égard, les notes qui accompagnent les arrêts de la Cour de cass. des 12 germ. an 10, et 2 vent. an 12,

(1) D'après MM. Grenier, t. 1, n° 117, et Merlin, *Repert.*, v° *Inscription hypothécaire*, § 8 bis, n° 12, le renouvellement d'inscription est soumis en général à toutes les formalités et indications nécessaires pour la validité de l'inscription même. — V. aussi Cass. 14 janv. 1818. — Mais d'après M. Troplong, t. 3, n° 715, il faut distinguer si l'inscription renouvelée se réfère à la première ou non. C'est dans ce dernier cas seulement que les formalités

dans la première inscription; — que s'ils avaient pris cette précaution, ils auraient connu infailliblement le véritable état des charges qui grèvent les biens de Leprovost, que par conséquent ils ne peuvent avec raison se plaindre d'avoir été trompés par l'inscription de Chapet, que s'ils n'ont pu être trompés ni abusés, il s'ensuit que le vœu de la loi sur la publicité des hypothèques a été suffisamment rempli dans l'inscription qu'ils attaquent, et que la nullité ne peut être prononcée; qu'au contraire, il y a lieu de confirmer le jugement dont est appel qui la valide. »

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Lestimonnier et Lepelletier pour violation de l'art. 17 de la loi du 11 brum. an 7, en ce que l'arrêt dénonce et déclare valable l'inscription de Chapet en date du 26 prair. an 7, bien qu'elle n'énonçât pas la date du titre constitutif de la créance; et pour violation des articles 23 de la même loi de brum. an 7 et 2154 Cod. civ., en ce que l'arrêt a déclaré valable l'inscription du 8 fév. 1809, prise en renouvellement de celle du 26 prair. an 7, bien qu'elle ne contiât pas les énonciations exigées pour la validité de toutes inscriptions en général, et dont les inscriptions prises en renouvellement ne doivent pas plus être dispensées que les autres; et en outre, bien qu'on n'y trouvât point la mention qu'elle était faite en renouvellement de celle du 26 prair. an 7.

Il est à remarquer que les sieurs Lepelletier et Lestimonnier, en formant conjointement leur pourvoi, n'avaient consigné qu'une seule amende. — Le défendeur a soutenu qu'ils avaient l'un et l'autre un intérêt distinct, que dès lors il y avait eu obligation pour chacun de consigner une amende particulière; que, faute de l'avoir fait, leur pourvoi devait être déclaré non recevable, aux termes de l'art. 8 du règlement de 1738 et de l'art. 17 de la loi du 2 brum. an 4.

ARRÊT.

LA COUR, — Attendu, sur la fin de non-recevoir opposée par le défendeur, que les demandeurs ont un intérêt commun, et qu'aux termes même de l'art. 160 du Code de procédure civile, ils ont dû s'accorder pendant le cours des contestations sur le choix d'un commun défendeur: qu'ainsi ils ne sont tenus qu'à la consignation d'une seule amende; — Rejette la fin de non-recevoir....

Attendu, au fond, que la mention du titre constitutif de la créance et de sa date est sans doute une formalité substantielle de l'inscription, puisqu'elle en constitue la base; mais qu'ici l'acte du 29 flor. an 7 relatant celui du 12 sept. 1793, ainsi que sa date et ses dispositions, et formant avec lui un seul et même titre, l'énonciation de cet acte du 29 flor. an 7 a suffi pour remplir l'objet de la loi; que cet objet est principalement que le tiers puisse trouver dans une inscription hypothécaire tout ce qu'il est intéressé de savoir pour régler sa détermination; et

que, telles qu'elle ont été faites, les inscriptions dont il s'agit, soit par leur contexte, soit par les notes marginales du conservateur, ne pouvaient donner lieu à aucune erreur; — Rejette, etc.

Du 3 fév. 1819. — Sect. civ. — Prés. M. Brisson. — Rapp. M. Trinquet. — Concl. M. Cahier, av. gén. — Pl. MM. Guichard et Leroy.

1^{re} COMPENSATION. — MÉDECIN. — VENTE. — DETTE LIQUIDE.2^o PRESCRIPTION. — COMPENSATION.

1^{re} La créance d'un médecin pour ses visites est liquide dans le sens de l'art. 1291, lorsqu'étant reconnue au fond, la quotité peut être déterminée, sans autre retard que celui du règlement du mémoire par le jury médical (1).

La créance pour prix d'une vente, n'est ni liquide ni exigible, dans le sens de l'art. 1291, lorsque la vente est contestée, que la durée des contestations est indéterminée, et le résultat incertain. (Cod. civ., 1291.) (2)

2^o La prescription contre une créance, cesse de courir du moment où il y a compensation. — Ainsi, on ne peut invoquer la prescription, si elle n'était pas acquise au moment où la compensation a eu lieu; peu importe que la compensation ne soit opposée qu'après l'expiration du temps nécessaire pour prescrire. (Cod. civ., 1291.) (3)

(Journalin — C. Cheneuzac.)

Sur la demande dirigée le 28 mai 1814, par les sieurs Paris et consorts, héritiers Jourdain, contre le sieur Cheneuzac, médecin, en paiement d'un billet de 1,000 fr. souscrit par ce dernier. Cheneuzac oppose en compensation, 1^{re} une somme de 639 fr., pour visites et soins donnés au sieur Jourdain; 2^e une somme de 307 fr., pour prix d'un cheval par lui vendu à Jourdain.

Les héritiers Jourdain soutiennent qu'il ne peut y avoir lieu à compensation, aux termes de l'art. 1291 du Code civ. — En effet, la première dette n'est pas liquide, puisque le compte n'est ni vérifié ni arrêté, et n'a point été soumis au jury médical pour décider s'il y avait lieu de le réduire; au surplus, sa créance est éteinte par la prescription, attendu qu'elle n'a été réclamée qu'en 1814, que le sieur Jourdain est mort en 1812, et qu'aux termes de l'art. 2272 du Code civ., l'action des médecins pour leurs visites se prescrit par un an: la deuxième dette non-seulement n'est pas liquide; mais encore elle n'est pas certaine, aucun acte ne le constate, et la preuve testimoniale n'est pas admissible pour l'établir.

15 nov. 1814, jugement du tribunal de 1^{re} instance d'Angoulême, ainsi conçu: « Considérant, en ce qui touche la créance résultant des visites faites par le sieur Cheneuzac au feu sieur Jourdain, qu'au fond cette créance n'est pas contestée, et que, malgré qu'il y ait lieu à régler le mémoire du médecin, cela n'empêche pas qu'un ne puisse la regarder comme liquide; que, d'ailleurs, cette

(1) « Il ne suffit pas de soutenir, dit Toullier, t. 7 n° 371, qu'une dette n'est pas liquide pour empêcher l'effet de la compensation; et quand Pothier dit qu'une dette contestée n'est pas liquide, cela ne doit s'entendre que d'une contestation fondée sur des motifs raisonnables, qui rendent la dette vraiment douteuse; autrement la chicane ne manquerait jamais d'enlever la compensation par des contestations sans fondement. C'est à la sagesse du magistrat de discerner si la dette offerte en compensation est liquide ou non, et si la compensation doit être admise ou rejetée. » Ces principes qui, dans l'ancienne jurisprudence, étaient enseignés par Do-

mat, liv. 4, tit. 2, sect. 2, § 2, et par Pothier, des Obligations, n° 628, ont également été adoptés d'une manière générale aujourd'hui. V. Merlin, Répert., v° Compensation; Favard, eod. verb., n° 3. — En les appliquant à l'espèce ci-dessus, il est évident que la créance du médecin devait être déclarée liquide, puisque, pour fixer sa quotité, il suffisait de la décision du jury médical, ce qui n'entraînait ni délai ni difficulté.

(2) V. conf. Cass. 29 fruct. an 6. — P., cependant, Cass. 17 juill. 1832.

(3) Sic, Toullier, t. 7, n° 399.

créance s'étant compensée dès son origine avec le montant du billet dont les héritiers Jourdain demandent le paiement, la prescription n'a pas pu courir; et à l'égard du prix du cheval vendu au sieur Jourdain, considérant qu'il résulte de divers écrits imputés à la veuve Jourdain, qu'elle a eu connaissance de la vente de ce cheval faite à son mari, ordonne, avant faire droit, 1° que l'axe des visites du médecin sera faite par le jury médical; 2° que la veuve Jourdain sera mise en cause, à l'effet de faire sa déclaration sur les faits relatifs à la vente et au prix du cheval réclamé par le sieur Cheneuzac.

Pourvoi en cassation de la part des héritiers Jourdain, pour violation des art. 1291 et 2272 du Code civ., en ce que d'une part le jugement a admis en compensation des créances qui n'étaient ni liquides ni certaines, et de l'autre, en ce qu'il a décidé que l'action en paiement des honoraires d'un médecin n'était pas prescrite par un an. Les demandeurs en cassation soutenaient qu'une créance n'est liquide, dans le sens de l'art. 1291, que lorsque le quantum de la créance est déterminé d'une manière certaine, ou par le consentement des parties, ou par l'autorité de la justice.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 1291 du Code civ. ; — Attendu que le jugement dénoncé déclare constant, en fait, que la créance du sieur Cheneuzac, pour le paiement de ses visites et des soins par lui donnés en sa qualité de médecin au feu sieur Jourdain, n'est pas contestée au fond; que, d'ailleurs, cette créance était liquide et exigible sans aucun procès et sans autre retard que celui du règlement du mémoire par le jury médical; qu'ainsi il y a lieu à compensation, jusqu'à due concurrence, entre cette créance et le billet souscrit par le sieur Cheneuzac au profit du feu sieur Jourdain;

Attendu que cette compensation s'est opérée de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs; qu'elle a eu l'effet d'éteindre, jusqu'à due concurrence, la dette du sieur Cheneuzac, sans qu'il ait été obligé de former sa demande en paiement contre les héritiers Jourdain, ce qui écarte l'application de l'art. 2272 du Code civ., relatif au délai dans lequel les médecins doivent intenter l'action en paiement de leurs visites et médicaments; — Rejette ces deux premiers moyens.

Mais, attendu que la créance réclamée par le sieur de Cheneuzac pour le prix d'un cheval qu'il prétend avoir vendu au sieur Jourdain, au prix de 307 fr., est contestée; qu'elle n'est ni liquide ni exigible; qu'elle ne peut le devenir (ainsi que le prouve l'interlocutoire ordonné par le tribunal) qu'après le jugement des contestations, dont la durée est indéterminée et le résultat encore incertain; que, jusque-là, on ne peut pas admettre qu'elle ait été éteinte, par voie de compensation jusqu'à concurrence de 307 fr., la créance liquide et exigible des héritiers Jourdain; que de là il suit qu'en refusant, sous le prétexte de cette demande en compensation, la condamnation demandée contre le sieur de Cheneuzac par les héritiers Jourdain, le tribunal d'Angoulême a commis un excès de pouvoir et contrevenu expressément à l'art. 1291 du Code civ.; — Casse, etc.

(1) Il est à peu près constant en doctrine et en jurisprudence, que la règle suivant laquelle les actes sous seing privé ne peuvent être opposés aux tiers qu'autant qu'ils ont date certaine, ne reçoit pas une application rigoureuse en matière commerciale. F. Pardessus, n° 246; Toullier, t. 8, n° 244,

Du 3 fév. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Poriquet. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Guichard et Mathias.

DATE CERTAINE. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — FAILLITE.

En matière commerciale, les actes sous seing privé peuvent, suivant les circonstances, avoir effet contre les tiers, du jour de leur date, bien que cette date ne soit pas certaine dans le sens de l'art. 4328, Code civil. — Ainsi, le créancier d'un failli peut être admis au passif de la faillite, bien que son titre sous seing privé n'ait acquis date certaine, que postérieurement à l'ouverture de la faillite. (Cod. comm., 302.) (5)

(Carel. — C. Aycard et Nicolas.)

Longtemps après l'ouverture de la faillite du sieur Giraud père, même après l'expiration des délais fixes pour la vérification des créances, les sieurs Aycard et Nicolas se sont présentés comme créanciers. — Leur titre était un acte par lequel le sieur Giraud s'était engagé en leur faveur comme caution de son fils. — Il faut dire que cet acte sous seing privé était daté d'une époque antérieure à la faillite; mais qu'il n'avait été enregistré que postérieurement, et peu de jours avant d'être présenté.

En cet état des choses, leur demande tendant à être compris dans la mise des créanciers, a été contestée par le sieur Carel, agent de la faillite.

— Il a soutenu d'abord que de toutes les circonstances de la cause, il résultait la preuve que cette créance n'était pas sincère; que d'ailleurs les sieurs Aycard et Nicolas ne s'étaient présentés qu'après l'expiration des délais déterminés par l'art. 502 du Code de comm., pour la vérification des créances, ils avaient encouru la déchéance; qu'enfin leur titre n'ayant acquis date certaine qu'après la faillite, ne pouvait être opposé aux tiers créanciers conformément à la disposition expresse de l'art. 4328 du Code civ., portant : Les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, etc.

4 mai 1816, jugement du tribunal de commerce de Marseille qui déclare les sieurs Aycard et Nicolas non recevables et mal fondés dans leurs prétentions.

Appel de la part des sieurs Aycard et Nicolas. — Ils s'attachent d'abord à détruire les doutes élevés sur la sincérité de leur créance; ensuite ils soutiennent qu'il n'ont pas encouru de déchéance pour s'être présentés après l'expiration des délais fixes; que cela résulte de l'art. 513 qui autorise les créanciers à se présenter jusqu'à la dernière distribution; que le principe consacré par l'art. 4328 du Code civ. n'est pas applicable aux matières commerciales, surtout aux matières de faillite; qu'un créancier peut être admis au passif de la faillite, bien que son titre n'ait pas une date certaine dans l'acceptation rigoureuse du mot, lorsque d'ailleurs il est démontré par les circonstances que dans le fait la créance remonte à une époque antérieure à l'ouverture de la faillite; qu'il en est ainsi tous les jours dans la pratique, on l'on admet des créanciers porteurs de simples billets sans date certaine, mais dont la sincérité est d'ailleurs prouvée.

14 juin 1817, arrêt de la Cour royale d'Aix qui,

et notre Dict. du cont. comm., v° Actes sous seing privé, n° 12. — V. aussi Paris, 12 avril 1811; Bordeaux, 2 mai 1826; Colmar, 18 juill. 1826; Toulouse, 4 juin 1827; Cass. 28 juin 1834; 17 juill. 1837.]

adoptant les moyens des sieurs Aycard et Nicolas, infirme le jugement de première instance.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Carel pour violation de l'art. 1328, en ce que, bien qu'aux termes de cet article, le titre des sieurs Aycard n'ait pas eu date certaine, et que par conséquent il n'ait existé légalement à l'égard des tiers que du jour de l'enregistrement, c'est-à-dire, longtemps après la faillite, cependant l'arrêt dénoncé en a placé la date antérieurement à l'ouverture de la faillite, et, comme tel, l'a admis au passif.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que statuant en matière commerciale, l'arrêt attaqué a pu induire des faits et des circonstances qui ont été développées, que le cautionnement de Giraud père pour son fils remontait à une époque antérieure à sa faillite, quoiqu'il n'eût été revêtu de la formalité de l'enregistrement que depuis l'ouverture de cette même faillite; — Rejette, etc.

Du 4 fév. 1819. — Sect. req. — Prés. M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Dunoyer. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Guichard.

CONTRAİNTE PAR CORPS. — HUISSIER. —

RESTITUTION. — FRAUDE.

La contrainte par corps peut être prononcée contre un huissier pour la restitution des deniers par lui perçus pour ses clients, par suite de ses fonctions, et pour le paiement des dommages-intérêts auxquels il a donné lieu par sa fraude, encore qu'il s'agisse de moins de 300 fr. (Cod. civ., 2060, n° 7, 2065; Cod. proc. civ., 126.) (1)

(Renaud — C. Noël et Lainé.)

Le sieur Noël était créancier d'un sieur Lainé d'une somme de 153 fr.; son titre était un jugement important contrainte par corps. — Il paraît qu'après avoir été payé par Lainé, le sieur Noël fit une cession simulée de son ancienne créance au sieur Lingier; que celui-ci remit les titres et une procuration à l'huissier Renaud, dans tout autre but que de faire des poursuites.

Quoi qu'il en soit, l'huissier Renaud remet les pièces et la procuration à un autre huissier, au sieur Picquot, qu'il charge de poursuivre le sieur Lainé. Picquot s'acquiesce de son mandat, et emprisonne le sieur Lainé. — Lainé paie pour obtenir sa liberté; mais il se plaint à Noël, de qui il réclame le remboursement de la somme qu'il a payée. — Noël, et même Lingier, sur cessionnaire, reconnaissent la justice des réclamations de Lainé, qu'ils déclarent s'être précédemment libéré; ils imputent toute la faute à l'huissier

Renaud, qui n'avait été chargé de diriger aucune poursuite, et qui a évidemment exercé la contrainte par corps, contre le sieur Lainé, dans un dessein frauduleux.

28 août 1817, jugement du tribunal civil de Besançon: « qui reconnaît la fraude du sieur Renaud, en ce qu'il a exercé la contrainte par corps contre le sieur Lainé, pour une somme qu'il avait déjà payée; en conséquence, condamne le sieur Noël à payer au sieur Lainé la somme de 259 fr. 59 c., tant pour la restitution de la somme complétée par ce dernier entre les mains de l'huissier exécuteur, que pour dommages-intérêts; et attendu, en outre, qu'il s'agit d'une somme que Renaud a reçue en qualité d'huissier, le condamne par corps, conformément à l'art. 2060, n° 7, du Code civil, à rembourser au sieur Noël la somme que celui-ci doit payer au sieur Lainé, et aux dépens de toutes les parties. »

Pourvoi en cassation de la part de l'huissier Renaud, pour violation de l'art. 2065 du Code civil, en ce que le jugement a prononcé la contrainte par corps, bien qu'il s'agisse d'une somme moindre que 300 francs, par suite pour fausse application du § 7 de l'art. 2060.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt reconnaît, et qu'il résulte de tous les faits de la cause, que l'huissier Picquot n'a agi que comme mandataire de l'huissier Renaud, auteur de toutes les manœuvres qui, dans cette affaire, constituent le dol et la fraude, et qu'il résulte du tout que le tribunal civil de Besançon a fait une juste application de l'art. 2060, n° 7, du Code civil, en prononçant la contrainte par corps contre l'huissier Renaud, pour la restitution de la somme par lui perçue; — Rejette, etc.

Du 4 fév. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. de Menesville. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Laisseau.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — VÉRIFICATION.

— APPEL.

Si le demandeur condamné en première instance ne présente point de griefs en cause d'appel et fait défaut, les conclusions de l'intime vérifiées par le jugement de première instance, peuvent lui être adjugées en appel, sans nouvelle vérification. (Cod. proc. civ., 149 et 150.) (2)

(V...nt — C. Humbert.)

Le sieur V...nt, assigné devant le juge de paix par le sieur Humbert, avait été condamné conformément aux conclusions de son adversaire, à lui payer une somme de 90 francs. — Appel de ce

damns s'accroissant des dépens même, ce qui faisait monter à plus de 300 fr. la condamnation totale; et comme il ne paraît pas que l'huissier ait invoqué devant la Cour suprême le moyen résultant de ce que la contrainte par corps avait été prononcée pour les dépens, la somme de toutes les condamnations réunies suffisait pour entraîner le rejet du pourvoi. — Mais on remarquera que le texte de l'arrêt ne se prête pas à cette interprétation, car il décide que la décision attaquée n'avait pas violé la loi en prononçant la contrainte pour la restitution de la somme perçue par l'huissier, c'est-à-dire la somme de 259 fr.

(2) V. conf., Cass. 7 fév. 1811, et les autorités indiquées à la note. — *Adde.* Chauveau sur Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 617, *ad notam.* — F. cependant, en sens contraire, Metz, 27 déc. 1811, mais dans un cas où il s'agissait d'incompétence. F. au surplus, la note sur cet arrêt.

(1) Cette décision est approuvée par M. Chauveau, dans ses annotations sur Carré, *Lois de la procédure civile*, sur l'art. 126, *ad notam*, et quest. 791 bis; mais elle est presque généralement critiquée par les auteurs, qui posent en principe que la règle d'après laquelle la contrainte par corps ne peut être prononcée au dessous de 300 francs, est tellement absolue, qu'il n'y a pas d'exception pour les cas de fraude et de dol. V. Favard, *Repart.*, v° *Contrainte par corps*, § 1^{er}, n° 5; Dalloz, *cod. verb.*, sect. 1^{re}, p. 731, note 1. — Coin-Delisle, *Contr. par corps*, p. 38, n° 11, est même si éloigné d'admettre la décision qu'il se refuse à reconnaître qu'elle ait consacré en principe que, dans la cas du dol, la contrainte par corps a pu être prononcée pour une somme au-dessous de 300 fr. — On peut douter, dit-il, quand on remarque que l'huissier était, par le jugement du fond, condamné par corps à rembourser 259 fr. 59 c., et aux dépens de toutes les parties, de sorte que le montant des con-

Jugement devant le tribunal de Besançon de la part du sieur Y....nt, qui, au surplus, ne présente aucun grief à l'appel de son appel et fait défaut.

31 déc. 1817, jugement du tribunal civil de Besançon ainsi conçu : « Considérant que l'appelant ne propose aucun grief, donne défaut contre lui et pour le profit, met l'appellation au néant. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Y....nt.

Le demandeur a fait résulter ses moyens de cassation de ce que le jugement dénué avait adjugé les conclusions de l'intimé sans examen ni vérification, par cela seul que l'appelant avait fait défaut et n'avait pas fait présenter de griefs, ce qui emportait contravention à l'art. 150 du Code de proc. civ., portant que les conclusions de la partie qui requiert défaut ne seront adjugées que si elles se trouvent justes et bien vérifiées; 2^e à l'article 141 du Code de proc. et à l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 qui exigent que les jugements et arrêts soient motivés. — La disposition des art. 149, 150 du Code de proc. civ., disait-on, doit être entendue en ce sens que si c'est le demandeur qui fait défaut, le défendeur doit être renvoyé de la demande, sans qu'il soit besoin d'examen ou de vérification; que si, au contraire, c'est le défendeur qui fait défaut, les conclusions du demandeur ne doivent pas, par cela seul, lui être adjugées; il faut encore que les juges examinent si elles sont justes et bien vérifiées; la raison de cette différence est sensible: lorsque le demandeur fait défaut, il est censé se désister de sa demande et dès lors les juges n'ont qu'à prononcer qu'il n'existe plus de litige; mais lorsque le défendeur fait défaut, il n'est pas censé pour cela acquiescer à la demande et en reconnaître la justice; il peut être supposé n'avoir pu répondre et comparaître dans les délais; ou encore, s'en rapporter à la prudence de ses juges: il y a donc alors obligation fondée. — C'est au surplus la disposition expresse de l'art. 434 du Code de proc. qui, placé au titre de la procédure devant les tribunaux de commerce, ne fait qu'appliquer et énoncer d'une manière plus étendue les principes des art. 149 et 150. — En rapprochant ces principes de l'espèce, il semblerait au premier coup d'œil qu'ils sont contraires à l'intérêt du sieur Y....nt; car on pourrait le considérer comme ayant été demandeur en cause d'appel; mais pour bien appliquer la disposition de la loi, il faut examiner quel est le véritable rôle de l'appelant dans toute la contestation. C'est contre lui que la demande originaire a été dirigée, donc

si en première instance il eût fait défaut, les juges n'en auraient pas moins été tenus de vérifier la demande; en interjetant appel du jugement rendu contre lui, il n'a fait qu'employer un moyen nouveau de défense contre la demande, il n'a donc pas cessé d'être véritablement défendeur; donc la demande dirigée contre lui devait être appréciée et examinée, aussi bien en appel qu'en première instance, nonobstant son défaut de comparution; d'ailleurs on sait que ce qui autorisait les juges à rejeter la demande sans examen, lorsque le demandeur faisait défaut, c'était la présomption qu'il renonçait à sa demande: or, cette présomption ne peut être admise dans l'espèce, où la défense faite en première instance, et l'appel interjeté annoncent que le défendeur originaire persiste à repousser l'action de son adversaire, où, d'ailleurs, par cela seul qu'il a été originairement défendeur, on ne peut regarder son défaut comme un acquiescement à la demande; mais tout au plus comme une preuve qu'il s'en remettait à la prudence de ces juges, circonstance qui semblait leur imposer plus fortement le devoir d'examiner scrupuleusement le droit des parties, et de ne statuer qu'en pleine connaissance de cause.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que le défaut prononcé par le jugement attaqué, est justifié par l'application faite au cas particulier de l'art. 149 du Code de proc. civ., et que ce n'est pas à raison de l'absence du demandeur seulement, que c'est encore à raison de ce qu'il ne présentait point de griefs qu'il a été condamné et que cette absence de tous griefs suffisait pour que les conclusions du défendeur, déjà vérifiées par le premier jugement, le fussent encore aux yeux des juges d'appel; — Rejette, etc.

Du 4 fév. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lepicard.

1^o COUR D'ASSISES. — EXPERTS. — SERMENT. 2^o ABUS DE BLANC SEING. — FAUX. — COMPLICE.

1^o Les experts écritains, appelés devant la Cour d'assises en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, pour donner leur avis sur une pièce arguée de faux, ne sont pas tenus, à peine de nullité, de prêter le serment prescrit par l'art. 317 du Code d'inst. crim. (1).

2^o Il y a crime de faux, et non pas seulement délit d'abus de blanc seing, lorsque la fausse convention a été fabriquée au-dessus du blanc seing par un tiers et non par celui auquel il avait été confié, lors même que celui-ci s'est rendu complice de cette fabrication et a aidé son auteur. (Cod. pén., 407.) (2)

(1) V. conf., Cass. 10 avril 1808, et 29 mai 1810.

(2) Cette décision a été critiquée par MM. Chauveau et Faustin Hélie. « La position du porteur du blanc seing, disent ces auteurs, n'a point changé; en lui confiant sa signature, le mandant l'a en quelque sorte provoqué au crime. Son excuse est dans cette circonstance; qu'importe qu'il ait écrit lui-même la convention supposée ou qu'il l'ait fait écrire. Le concours d'un tiers n'altère en aucune façon la moralité de son action, et ce qui n'était qu'un abus de mandat, s'il l'a écrit lui-même, ne peut devenir crime de faux, parce qu'il l'a fait écrire par autrui. » (Théorie du Code pénal, t. 3, p. 416.) — Cet avis nous semble conforme au texte de l'art. 407; dès que cet article a formulé une peine spéciale en faveur du mandataire, cette peine doit rester la même, qu'il ait ou non des complices, car cette complicité ne change point le caractère de son action. À la vérité, les complices seront punis comme faussaires. Mais il ne résulte de ces peines différentes aucune con-

tradition. L'abus de blanc seing est, considéré en lui-même, un véritable faux. Celui qui abuse de ce blanc seing, soit qu'il ait été ou non remis entre ses mains, commet un crime de faux. Si la peine s'atténue en faveur de celui à qui la signature a été confiée, c'est par l'effet d'une excuse qui lui est toute personnelle, et qu'il puise dans la facilité qui lui a été donnée, de commettre l'abus. Il en est de même, à l'égard de tous les complices d'un crime ou d'un délit, quand l'un d'eux, à raison de son âge ou de toute autre excuse personnelle, a droit à une atténuation de la peine appliquée aux autres. Les auteurs de l'abus de blanc seing sont également, quels qu'ils soient, coupables de faux; mais celui à qui il a été confié n'est passible que d'une peine correctionnelle, à raison de cette remise même. V. au surplus, Legraverend, *Législ. crim.*, tom. 1, ch. 17, p. 594; Carnot, *Comment. du Code pénal*, t. 2, p. 383. »

(Piart et Mongloux).—ARRÊT.

LA COUR R : — Attendu, sur le premier moyen proposé par le demandeur, que les experts dont il s'agit n'ont pas été entendus comme témoins; qu'il n'y avait donc pas lieu, à leur égard, à l'application de l'art. 317 du Code d'inst. crim.; qu'ils ont été entendus d'ailleurs en vertu du pouvoir discrétionnaire du président; que l'art. 297 du Code de proc. civ. ne pourrait servir de base à un moyen de cassation contre une procédure criminelle;

Attendu, sur le second moyen, que, si la première disposition de l'art. 407 du Code pénal ne prononce qu'une peine correctionnelle contre celui qui abuse d'un blanc seing qui lui a été confié, pour y écrire frauduleusement un acte qui pourrait compromettre la personne ou la fortune du signataire, la seconde disposition du même article caractérise le même fait du crime de faux, lorsqu'il a été commis par un individu à qui le blanc seing n'avait pas été confié; — Que cette disposition ne fait aucune distinction relativement aux différentes circonstances qui peuvent avoir rendu l'auteur du faux, possesseur du blanc seing; qu'elle est générale et absolue, qu'elle ne peut donc être modifiée dans son application; — Et attendu que, dans l'espèce, il a été reconnu par le jury que le blanc seing avait été frauduleusement rempli par Piart, à qui le signataire ne l'avait pas confié; que la fabrication de fausses conventions faites par lui au-dessus de ce blanc seing, constituant un crime de faux; — Qu'il a été également reconnu par le jury que Mongloux, à qui le blanc seing avait été confié par le signataire, l'avait frauduleusement livré à Piart, et qu'il l'avait lui-même aidé dans la fabrication des fausses conventions dont celui-ci l'avait rempli; — Que ce fait reconnu contre Mongloux ne rentrait pas dans la première disposition du susdit art. 407 du Code pénal; que, d'après l'art. 60 du même Code, il établissait contre lui un fait de complicité du faux commis par Piart; que, d'après l'art. 459, la peine encourue par celui-ci était donc applicable; — Rejette, etc.

Du 4 fév. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Gaillard. — Concl., M. Hua, av. gén.

1° CASSATION. — JURES. — ABSENCE.

2° JURES. — REMPLACEMENT. — NOTIFICATION.

3°, 4° et 5° INTERPRÈTE. — SERMENT. — FORMULE. — PRÉSENCE. — CONSTATATION.

6° et 7° TÉMOINS. — AUDITION. — SERMENT.

8° JURY (QUESTION AU). — DIVISION. — HOMICIDE.

1° *L'accusé ne peut en aucun cas se faire un moyen de cassation des nullités de forme qui pourraient se trouver dans les arrêts de la Cour d'assises qui prononcent sur l'absence des jurés et ordonnent leur remplacement, quand qu'il ait été d'ailleurs la cause de cette absence.*

2° *Il n'y a point obligation de notifier à l'accusé le nom des citoyens appelés en remplacement des jurés absents au jour indiqué pour l'ouverture des débats (1).*

3° *Il n'est pas nécessaire que l'interprète qui a*

prêté serment avant le tirage du jury, renouvelle son serment dans la séance qui est rendue publique, immédiatement après (2).

4° *La formule du serment à prêter par l'interprète, contenue dans l'art. 332, Cod. inst. crim., n'est pas prescrite à peine de nullité; il suffit que l'interprète jure de remplir toutes les obligations qu'impose cette formule (3).*

5° *Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal constate la présence de l'interprète à chaque séance du débat; le silence de l'accusé et de son défenseur sur l'absence prétendue de l'interprète prouve suffisamment qu'il a été présent (4).*

6° *Les témoins cités à la requête de l'accusé peuvent n'être pas entendus sans qu'il en résulte une nullité, s'il n'y a eu, à cet égard, de la part de l'accusé, aucune réclamation sur laquelle la Cour d'assises ait eu à statuer (5).*

7° *L'audition avec serment de témoins qui n'auraient dû être appelés qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, ne produit une nullité qu'autant que l'accusé n'est opposé à ce que les témoins soient ainsi entendus (6).*

8° *Le président peut, dans une accusation de tentative d'assassinat, diviser la question à poser au jury et présenter le fait comme une tentative d'homicide, pour demander ensuite au jury si l'accusé a agi volontairement et s'il a agi avec préméditation (7).*

(Mittelsbrone et autres).—ARRÊT.

LA COUR R : — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 395 du Code d'inst. crim., ordonnant le remplacement des jurés absents au jour indiqué, quello que soit la cause de leur absence, il s'ensuit que les accusés ne peuvent, dans aucun cas, fonder un moyen de cassation sur les arrêts que les Cours d'assises pourraient avoir rendus en faveur de jurés ou contre eux, et que ceux-ci seraient seuls admissibles à éléver devant la Cour de la forme de ces arrêts;

Qu'au surplus la loi n'exige, dans aucun de ses articles, que les noms des jurés appelés en remplacement soient notifiés aux accusés;...

Attendu, sur le cinquième moyen, que le procès-verbal du tirage au sort constatant la présence de l'interprète pendant le tirage, ainsi que la prestation de son serment avant ladite opération, et établissant qu'immédiatement après le tirage la séance a été rendue publique, il devenait superflu de faire prêter un nouveau serment à l'interprète;

Attendu, sur le sixième moyen, que la formule du serment à prêter par l'interprète, contenue en l'art. 332, n'est pas prescrite à peine de nullité; qu'il suffit que, par le serment tel qu'il l'a prêté, l'interprète ait juré de remplir toutes les obligations qu'impose la formule dudit art. 332; que le serment prêté dans l'espèce embrassait toutes ces obligations;

Attendu, sur le septième moyen, qu'il n'était pas indispensable que le procès-verbal constatât la présence de l'interprète à chacune des séances du débat; que le silence des accusés et de leurs défenseurs sur la prétendue absence de cet inter-

(1) V. en ce sens, Cass. 21 sept. 1815; 6 fév. 1818.

(2) Jugé dans le même sens que l'interprète qui a prêté serment avant l'ouverture des débats n'est pas tenu de le renouveler aux séances suivantes, où la même affaire est continuée, F. Cass. 15 juil. 1813, et la note.

(3) La question avait été résolue dans le même sens par la Cour de cassation le 16 avril 1813.

(4) Cette doctrine est suivie relativement à l'absence du conseil de l'accusé. F. Cass. 12 juil. 1810; 25 fév. 1813, et la note; 9 fév. 1816.

(5) F. conf., Cass. 18 mars 1826.

(6) V. en ce sens, Cass. 5 avr. 1832; 4 nov. 1836; 6 févr. 1840.

(7) F. en ce sens, Cass. 27 déc. 1811; 18 mai 1815; 6 fév. 1818.

prête preuve suffisamment qu'il a constamment été présent;

Attendu, sur le huitième moyen...

Attendu, sur le neuvième moyen, que les témoins dont il s'agit avaient été cités à la requête des accusés; et que si ces témoins n'ont pas été entendus, ce qui n'est point établi, il n'y a eu à cet égard, de la part des accusés, aucune réclamation sur laquelle il ait dû être statué par la Cour d'assises;

Attendu, sur le dixième moyen...

Attendu, sur le onzième moyen, que le procès-verbal ne faisant aucune mention du refus de prêter serment par les époux Hervey, on doit en conclure que la religion qu'ils professent ne leur défend point de prêter serment; qu'en admettant que la qualité d'étrangers non naturalisés ait été un motif pour que les époux Hervey ne fussent entendus que comme les témoins appelés en vertu du pouvoir discrétionnaire conféré au président, et sans prestation de serment, il résulte des dispositions de l'art. 322 du Code d'inst. crim., par une conséquence nécessaire, que leur audition avec serment n'aurait pu produire une nullité qu'autant que les accusés se seraient opposés à ce qu'ils fussent ainsi entendus, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce;

Attendu, sur le douzième moyen, que les réponses du jury sont parfaitement concordantes avec les questions qui leur avaient été proposées, et que celles-ci résultent de l'acte d'accusation; que si cet acte ne présente pas la circonstance de préméditation dans le fait servant de base au second chef d'accusation, c'est qu'il le qualifie d'assassinat; que c'est dans l'intérêt des réclamans que le président, dans la seconde question par lui soumise au jury, n'a présenté le fait que comme une tentative d'homicide, pour demander ensuite au jury si les accusés avaient agi volontairement, s'ils avaient agi avec préméditation; — Rejette, etc.

Du 4 fév. 1819. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Gailard. — *Concl.*, M. Hua, av. gén.

CHASSE.—DELIT.—PORT D'ARMES.—INJURES.—PROCÈS-VERBAL.

Le particulier trouve chassant avec un fusil dans un bois, et qui, sommé par un garde forestier de produire son permis de port d'armes, au lieu de présenter cette pièce, répond au garde en termes grossiers et injurieux, doit être condamné comme coupable du délit de chasse sans permis de port d'armes, alors surtout qu'il ne peut justifier d'aucune manière devant les juges, de ce permis. — Ainsi, le tribunal correctionnel saisi de la poursuite par le ministère public sur le procès-verbal du garde, ne peut ni se déclarer incompétent, ni renvoyer le prévenu de la plainte, sous prétexte que les faits constatés ne constituent pas un délit (1).

(Disson.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 1^{er} et 3 du décret du 4 mai 1812; — Considérant que, par un procès-verbal régulier du 27 sept. 1818, le garde forestier de Givry a constaté que le même jour il a trouvé Disson fils chassant avec un fusil double dans un bois appartenant à un particulier, et qu'interpellé de dire de qui il avait eu la permission de chasser sans un permis de port d'armes, ledit Disson a

répondu au garde en des termes grossiers et injurieux; — Que ledit procès-verbal ayant été transmis au procureur du roi, ce magistrat a fait citer Disson fils devant le tribunal correctionnel de Châlons-sur-Saône, pour voir statuer sur le délit de chasse qui lui était imputé; — Que cette citation, ayant un rapport direct avec ledit procès-verbal, avait donc pour objet un fait de chasse exercé sans permis de port d'armes, qualifié délit par l'art. 1^{er} du décret du 4 mai 1812; que tout doute à cet égard devait d'ailleurs disparaître à la vue des conclusions prises par le ministère public, portant expressément sur un fait de chasse sans permis de port d'armes, et tendant à la condamnation du prévenu aux peines portées par les art. 1^{er} et 3 dudit décret; — Que les faits du procès-verbal du garde n'ayant point été détruits par une preuve contraire, et le prévenu n'ayant justifié d'aucune manière d'un permis de port d'armes, sa culpabilité était légalement établie, et qu'ainsi le tribunal correctionnel ne pouvait ni déclarer son incompétence pour connaître du fait, ni renvoyer le prévenu des poursuites; — Que cet état de faits n'ayant point changé devant la Cour royale de Dijon, saisie de l'appel du ministère public, cette Cour devait appliquer à Disson fils les peines portées par ledit décret du 4 mai 1812; d'où il suit qu'en renvoyant ledit prévenu des poursuites, elle a manifestement violé ce décret; — Casse, etc.

Du 4 fév. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Baris. — *Rapp.*, M. Busschop. — *Concl.*, M. Hua, av. gén.

POIDS ET MESURES.—MESURES ANCIENNES.

— EXCUSE.

L'emploi par un détaillant d'anciennes mesures contraires à celles prescrites par la loi, ne peut être excusé sous le prétexte de la répugnance des acheteurs pour les nouvelles mesures. (Cod. pén., 479, n° 4.)

(Arnaud — C. Laborde.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 479 du Code pén.; — Considérant qu'il a été constaté par procès-verbal et reconnu par le tribunal de police qu'Arnaud Laborde, marchand de vin à Bax, a fait emploi, dans la vente de son vin, de mesures anciennes et différentes de celles établies par la loi; que ce fait constituait une contravention de police prévue par l'art. 479 du Code pén., qui nécessitait la condamnation du prévenu aux peines portées par cet article; que le renvoi du prévenu des poursuites, prononcé par le jugement dénoncé, est donc une violation de la loi pénale; — Casse, etc.

Du 4 fév. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Baris. — *Rapp.*, M. Busschop. — *Concl.*, M. Hua, av. gén.

CHASSE.—PROCÈS-VERBAL.—EXCUSE.

Du 5 fév. 1819 (aff. Durut Morel). — Même décision que par l'arrêt du 4 du même mois (aff. Disson).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — REVUS D'EXERCICE. — MARI. — RESPONSABILITÉ.

Le mari et la femme doivent être regardés comme une seule personne morale, relativement aux visites et exercices des employés de la régie. — En conséquence le mari est respon-

(1) Jugé encore dans le même sens, par arrêt du 5 du même mois (aff. Durut Morel). — V. aussi, comme analogue, un arrêt de la Cour de cassation du 26 mars 1825, qui a jugé que le chasseur avec port d'armes, qui n'a pas été sommé par l'officier

de police de justifier de permis, est néanmoins passible d'action correctionnelle, et doit faire cette justification au tribunal devant lequel il est cité, à peine de condamnation.

sable du refus d'exercice fait par sa femme (1). Il y a refus d'exercice de la part de la femme qui, sommée par les commis de les introduire dans les caves, celliers et magasins de son mari, refuse d'obtempérer à cette demande, en se bornant à répondre qu'elle n'a pas de boissons dans la maison, que son mari a emporté la clé de la cave et qu'elle n'est pas d'accord de l'enfoncer.

(Contrib. Indir.—C. Reynal.)

Du 5 fév. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Bailly.—Concl., M. Hus, av. gén.

1° GENDARMERIE.—QUARTIER-MAÎTRE.—DÉTournement DE DENIERS.—COMPÉTENCE.

2° FAUX.—SIGNATURE DE PIÈCES.

3° CONTUMACE.—ARRÊSTATION.—ARRÊT D'ACCUSATION.

4° ARRÊT D'ACCUSATION.—QUALIFICATION.

5° et 6° COUR D'ASSISES.—CHAMBRE D'ACCUSATION.—QUALIFICATION.—PRÉSIDENT.—INTERROGATOIRE.—INCOMPÉTIBILITÉ.

7° CASSATION.—ARRÊT D'ACCUSATION.—SÉNAT.

8°, 9°, 10°, 11° TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE.—INTERROGATOIRE.—ADDITION MÉPRIÉE.—PARTIE CIVILE.—SÉMENT.—DÉSIGNATEUR.

12° FAUX.—POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.—EXPERTISE.

13° COUR D'ASSISES.—REMISE DE PIÈCES AUX JURÉS.

14° et 15° FAUX.—PIÈCES DE COMPARAISON.—INTERPELLATION.—SIGNATURE.

1° Le quartier-maître ou trésorier d'une compagnie de gendarmerie accusé d'abus, d'infidélité et de faux dans l'emploi des deniers de sa caisse, est justiciable de la Cour d'assises; c'est là un délit commun de la compétence des tribunaux ordinaires et non un délit militaire, justiciable des tribunaux militaires, d'après l'art. 99 du tit. 8 de la loi du 28 germ. an 6 relative à l'organisation de la gendarmerie (2).

En conséquence, l'arrêt de condamnation rendu par la Cour d'assises ne peut être attaqué, alors surtout que l'arrêt de la chambre d'accusation qui avait saisi cette Cour avait acquis l'autorité de la chose jugée (3).

(1) V. conf., Cass. 11 fév. 1808; 12 août 1813; 14 mai et 27 nov. 1818.

(2) La Cour de cassation n'a pas persisté dans cette jurisprudence. Par arrêt du 23 déc. 1819, elle a jugé au contraire que le maréchal des logis de gendarmerie, prévenu d'avoir détourné des deniers déposés entre ses mains, pour la solde des gendarmes, pour gratifications accordées à sa brigade, et pour achat de fourrages, devait être traduit devant les tribunaux militaires. V. l'arrêt à sa date. — Merlin, qui rapporte cet arrêt et celui ci-dessus, rejette la doctrine qui consacre ce dernier. « Cet arrêt, dit cet auteur, Quest. 1^{re} Gendarmerie, § 1^{er}, n° 4, est certainement inconciliable avec celui qui la Cour de cassation a rendu depuis, et, dès le 23 déc. de la même année, il n'est pas étonnant qu'elle en ait sitôt reconnu l'erreur. L'une des premières règles auxquelles la discipline militaire assujettit un quartier-maître ou trésorier de gendarmerie, est de n'employer les deniers de sa caisse qu'aux besoins du service, et d'après les ordres qui lui sont donnés légalement par ses supérieurs. C'est donc de crimes relatifs à la discipline militaire, qu'il se rend coupable, lorsqu'il dilapide les fonds de sa caisse par des infidélités, par des abus, par des faux et par des vols. Il ne peut donc être jugé, à raison de ces crimes, que par un conseil de guerre. — V.

2° Il ne résulte pas une nullité de ce que le juge d'instruction n'a fait signer et parapher les pièces arguées de faux ni par l'accusé ni par les témoins : les art. 450 et 451, Code inst. crim., ne sont pas prescrits à peine de nullité (4).

3° La représentation ou l'arrestation de l'accusé contumace n'annule pas l'arrêt de mise en accusation; elle ne fait tomber que les actes postérieurs à cet arrêt (5).

4° La qualification inexacte d'un fait n'entraîne pas la nullité de l'arrêt de renvoi, si ce fait constitue d'ailleurs un crime (6).

5° La Cour d'assises n'est pas liée par la qualification donnée aux faits par la chambre d'accusation; elle reste libre de fixer cette qualification d'après la déclaration du jury (7).

6° Le conseiller qui a concouru à l'arrêt de mise en accusation, n'en est pas moins compétent pour procéder, comme président de la Cour d'assises, à l'interrogatoire de l'accusé lors de son arrivée dans la maison de justice, et lui donner l'instruction prescrite par l'art. 296 du Code d'inst. crim.; l'art. 257 du même Code n'établit pas d'incompatibilité entre ces deux fonctions.

7° Le pourvoi formé contre l'arrêt de la chambre d'accusation portant renvoi devant la Cour d'assises, ne donne lieu au sursis ordonné par l'art. 301 pour l'ouverture des débats, que dans le cas où la déclaration en est faite dans le délai fixé par l'art. 296 et lorsque le pourvoi est fondé sur l'un des trois moyens de nullité prévus par l'art. 293 (8).

8° Il ne résulte pas de nullité de ce que les témoins n'ont pas été interpellés, après leur déposition, de déclarer si c'était de l'accusé qu'ils avaient entendu parler : la disposition de l'art. 319, Code inst. crim., n'est pas prescrite à peine de nullité (9).

9° L'observation de l'art. 317, Code inst. crim., d'après lequel les témoins doivent être entendus séparément l'un de l'autre, n'entraîne pas nullité (10).

10° Des témoins qui sont ensuite régulièrement reçus comme parties civiles, doivent être entendus par forme de déclaration et sans prestation de serment.

encore sur ce point, Duvérger, *Manuel des juges d'inst.*, t. 1, n° 101.

(3) Merlin, *Quest. de droit*, 1^{re} Incompétence, § 1^{er}, art. 2, n° 6, soutient que le défaut de recours contre l'arrêt de mise en accusation ne couvre pas l'incompétence de la Cour d'assises par rapport à un militaire.

(4) On jouait le contraire sous le Code du 3 brum. an 4 (P. Cass. 24 juin 1808, et la note); mais le Code d'inst. crim. (art. 450) paraît avoir voulu remplacer la peine de nullité par l'amende contre le greffier. V. dans ce sens, Carnot, qui cite un arrêt de rejet de la Cour de Cass. du 15 nov. 1812. V. aussi dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 6 août 1810; Sic. Morin, *Dict. de droit criminel*, 1^{re} Faux (instruction), p. 326.

(5) La jurisprudence est fixée en ce sens. V. Cass. 16 janv. 1812, et la note.

(6) V. conf., Cass. 26 mars 1812.

(7) V. dans ce sens, Cass. 10 déc. 1812, 15 oct. 1813, et les notes.

(8) V. en ce sens, Cass. 24 déc. 1812, et les autorités indiquées à la note.

(9) Conf., Cass. 9 avril 1818 (4^e quest.).

(10) C'est ce qui a été jugé encore par la Cour de cassation le 16 avril 1813.

11^e L'art. 323, Code inst. crim., d'après lequel les jurés doivent être avertis par le président lorsqu'un dénonciateur est entendu comme témoins n'est pas prescrit à peine de nullité (1).

12^e Le président peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, faire vérifier par des experts des écritures arguées de faux et les autoriser à faire oralement leur rapport.

13^e La remise aux jurés de pièces qui n'ont pas été lues à l'audience, n'opère pas un moyen de cassation. (Cod. inst. crim., 341.) (2)

14^e La disposition d'après laquelle le président doit demander à l'accusé de faux, en lui présentant les pièces incriminées ou les pièces de comparaison, s'il les reconnaît, n'est pas prescrite à peine de nullité. (Cod. inst. crim., 453.)

15^e Parellement, il ne résulte pas une nullité de ce que les pièces de comparaison n'ont pas été signées par celui qui les a produites (3).

(Arnaud—C. ministère public.)

De grands désordres ayant eu lieu pendant plusieurs années dans l'administration de la compagnie de la gendarmerie de l'Ain, ils furent dénoncés à l'autorité supérieure, qui nomma une commission chargée d'en constater l'existence et d'en découvrir les auteurs. A la suite des opérations de cette commission, le maréchal de Conigliano, premier inspecteur général de la gendarmerie, ordonna les arrêts contre le colonel, le chef d'escadron et le capitaine, pour leur défaut de surveillance, et l'arrestation de Jean-François-Benoît Arnaud, quartier-maître.

Le maréchal demanda ensuite au ministre de la guerre qu'une commission extraordinaire fût créée pour procéder à une vérification plus complète de la comptabilité; mais les membres de cette commission n'ayant pas été d'accord entre eux, le ministre en demanda une seconde qui, après une nouvelle vérification, fut d'avis que tous les membres qui avaient composé le précédent conseil d'administration avaient eu des torts, mais que les deux principaux coupables étaient le capitaine Brisson et le quartier-maître Arnaud.

Les avis ayant été transmis au ministre de la guerre le 7 janv. 1811, le ministre, le 13 août suivant, dénonça au grand juge ministre de la justice, les abus, infidélités, vols et faux qui avaient été commis dans la gestion de la comptabilité de la compagnie de gendarmerie de l'Ain; et ce dernier chargé aussitôt le procureur général près la Cour spéciale de Paris, d'en poursuivre les auteurs, cette Cour étant seule compétente pour connaître des faux qui intéressaient le trésor public.

En vertu de commission rogatoire, les juges d'instruction de Bourg, de Nantua, de Lyon et de Belley entendirent un grand nombre de témoins, et le greffier du tribunal de Bourg rédigea un état distinctif de six pièces arguées de faux, lequel, avec les informations, fut transmis à la Cour spéciale de Paris qui, bientôt après, se trouvant dépourvue de la connaissance de cette affaire, d'après les art. 39 et 62 de la Charte, la renvoya devant le tribunal de l'Ain, qui lança un décret de prise de corps contre Brisson et Arnaud, qui étaient fugitifs, et contre lesquels intervint le 28 janv. 1815, un arrêt de la chambre d'accusation de la Cour royale de Lyon, qui les envoya tous deux devant la Cour d'assises de Bourg. — Ils y

furent condamnés par contumace aux travaux forcés, le 7 juill. 1815.

Le 13 août 1818, Arnaud seul ayant été arrêté et conduit dans les prisons de la Cour d'assises, il y fut mis en jugement, d'après l'arrêt de la chambre d'accusation de la Cour royale de Lyon du 28 janv. 1815 et l'acte d'accusation du 16 fév. de la même année.

A la suite des débats et en conséquence de la déclaration du jury, Arnaud fut condamné à vingt ans de travaux forcés, par arrêt du 14 nov. 1818.

Il a présenté contre cet arrêt un grand nombre de moyens : — Le premier consistait à soutenir que la Cour d'assises était incompétente pour prononcer à son égard, parce qu'il était militaire, qu'il s'agissait d'un délit purement militaire. — Il faisait résulter le deuxième moyen de ce que le juge instructeur n'avait pas requis chaque témoin de parapher les pièces qui lui étaient représentées, comme le veut l'art. 457 du Code d'inst. crim.; — Le troisième moyen, de ce qu'on ne lui avait pas fait signer à lui-même, les pièces arguées de faux, comme l'exige l'art. 460; — Le quatrième moyen, de ce que l'arrêt de mise en accusation étant postérieur à l'ordonnance de prise de corps lancée contre lui par la chambre du conseil du tribunal de première instance, cet arrêt était nul et anéanti d'après l'art. 476 du Code d'inst. crim.; — Le cinquième moyen, de ce que le faux pour lequel il avait été envoyé devant la Cour d'assises était tout au plus un faux en écriture privée et non en écriture publique; — Le sixième moyen, d'une contravention aux art. 241, 243, 337 et 476 du Code d'inst. crim., en ce que l'arrêt de mise en accusation étant comme non avenu, il n'avait pu servir de base à l'acte d'accusation; — Le septième moyen, de ce que, lors de son entrée dans les prisons, après son arrestation, il avait été interrogé par le sieur Acher, président des précédentes assises, et non par le sieur Luquet, qui avait présidé celles où il avait été condamné; — Le huitième moyen, de ce que le sieur Acher, qui l'a interrogé, avait concouru à rendre l'arrêt de mise en accusation; — Le neuvième moyen, de ce qu'il n'avait pas reçu l'avertissement qu'exigent les art. 296 et 297 du Code de proc., puisque le sieur Acher ne pouvant pas lui faire subir interrogatoire, il s'ensuivait qu'il n'en avait subi aucun; — Le dixième moyen, de ce qu'on n'avait eu aucun égard à la déclaration qu'il avait faite la veille du jour des débats, qu'il entendait se pourvoir contre l'arrêt qui l'avait mis en accusation; — Le onzième moyen, de ce que le procureur du roi n'avait pas été entendu sur la demande de lui Arnaud, tendante à l'annulation des procédures; — Le douzième moyen, de ce que le procès-verbal ne faisait pas mention des conclusions par lui prises; — Le treizième moyen, de ce que les témoins, après leurs déclarations, n'avaient pas été interpellés de déclarer si c'était de l'accusé qu'ils avaient entendu parler; — Le quatorzième moyen, de ce qu'on avait fait déposer les témoins en présence les uns des autres; — Le quinzième moyen, de ce que quatre individus qui s'étaient déclarés parties civiles, avaient déposé comme témoins, sans avoir préalablement prêté le serment exigé par l'art. 317 du Code d'inst. crim.; — Le seizième moyen, de ce qu'on avait entendu comme témoins des individus qui étaient ses dénonciateurs; — Le dix-septième

(1) F. conf., Cass. 29 sept. 1811, et la note; t6 juill. 1812; 9 fév. 1816, et les arrêts cités à la note.

(2) F. conf., Cass. 3 déc. 1836. F. encore anal. dans le même sens Cass. 16 janv. 1838.

(3) Il a été jugé au contraire, mais par application du Code du 3 brum. an 4, que l'usage de plusieurs pièces de comparaison, sans qu'elles aient été paraphées et signées, entraînait la nullité de la procédure. F. Cass. 29 vent. an 10, et la note.

moyen, de ce que le président, de son autorité privée, avait appelé deux experts pour vérifier la sincérité de certaines écritures et en faire oralement leur rapport; — Le dix-huitième moyen, de ce qu'on avait remis aux jurés des pièces qui n'avaient point été lues à l'audience; — Le dix-neuvième moyen, de ce qu'en lui représentant quelques pièces à l'audience, on ne lui avait pas demandé s'il les reconnaissait; — Le vingtième moyen, de ce que les rans de solde et livrets qui avaient été représentés par le nouveau quartier-maître n'avaient pas été signés par lui....

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, sur les différens moyens de cassation présentés par le demandeur: — Sur le premier moyen, que, d'après l'art. 99, tit. 8 de la loi du 28 germ. an 6, relative à l'organisation de la gendarmerie, les individus faisant partie de ce corps ne sont soumis à la juridiction militaire que pour les délits relatifs au service et à la discipline militaire; que, dans l'espèce, la prévention, l'accusation et la condamnation ont porté sur des faits de faux et autres crimes étrangers à ce service et à cette discipline; que, d'ailleurs, l'arrêt de la chambre d'accusation qui a renvoyé le demandeur devant la Cour d'assises, avait acquis l'autorité de la chose souverainement jugée; que, dès lors, cette Cour avait été légalement saisie, et qu'il a été dans ses attributions de procéder aux jugemens sur les faits qui lui avaient été renvoyés;

Sur les deuxième et troisième moyens, que ces deux moyens portent sur des articles du Code d'inst. crim. qui ne sont pas prescrits à peine de nullité, ce qui suffit pour les écarter;

Sur les quatrième et sixième moyens, que l'accusé continuant ne fait tomber par son arrestation ou sa comparution, que les actes postérieurs à l'arrêt de mise en accusation, mais que cet arrêt conserve tout son effet;

Sur le cinquième moyen, qu'il serait sans objet d'examiner si les faits sur lesquels le renvoi devant la Cour d'assises a été ordonné par l'arrêt de mise en accusation, y avaient été légalement qualifiés de faux en écriture publique; qu'il suffisait que ces faits constituaient un crime pour que l'arrêt fût, sous ce rapport, hors de toute atteinte;

Que la Cour d'assises, qui n'était pas liée par la qualification que cet arrêt pouvait avoir donnée aux faits de l'accusation, a dû les caractériser d'après la déclaration du jury, ainsi que le prescrivait la loi, et que le caractère que cette Cour leur a donné est conforme à ses dispositions;

Sur les septième, huitième et neuvième moyens, que l'art. 293 du Code d'inst. crim. ayant ordonné que l'accusé serait interrogé par le président de la Cour d'assises, vingt-quatre heures au plus tard après son arrivée dans la maison de justice, le sieur Acher, président des assises du troisième trimestre, qui n'était pas expiré lorsque le demandeur est arrivé dans la maison de justice, a eu caractère pour procéder à son interrogatoire, conformément à cet article, en l'absence du président des assises du quatrième trimestre, qui ne s'était pas encore rendu; qu'en procédant à cet interrogatoire, le sieur Acher n'a point exercé des fonctions que l'art. 257 déclare incompatibles avec la participation à l'arrêt de mise en accusation; qu'ainsi, quoiqu'il eût concouru précédemment à l'arrêt qui avait renvoyé le demandeur devant la Cour d'assises, il n'y a pas eu de sa part violation du dit art. 257; qu'ayant été compétent pour procéder, dans l'espèce, à l'interrogatoire prescrit par l'art. 293, le sieur

Acher l'a été de même pour donner au demandeur l'avertissement ordonné par l'art. 293, et faire courir utilement contre lui le délai fixé par cet article pour la déclaration de son pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation;

Sur le dixième moyen, qu'il n'y a lieu au sursis ordonné par l'art. 301 pour l'ouverture des débats, que dans le cas où la déclaration de pourvoi contre l'arrêt de mise en accusation a été faite par l'accusé ou par la ministère public, dans le délai fixé par l'art. 296, et conformément à l'art. 299; que les Cours d'assises, en procédant aux débats, nonobstant un pourvoi tardivement déclaré ou qui ne leur paraît pas porter sur des ouvertures de cassation déterminées par la loi, n'ont pas à l'autorité de la Cour, puisqu'elle conserve le droit et les moyens de statuer sur ce pourvoi, qui doit, dans tous les cas, lui être transmis, et de juger si lesdites Cours d'assises ont été régulièrement saisies; que l'intérêt de l'accusé et celui de la vindicte publique sont ainsi également maintenus;

Sur les onzième et douzième moyens, qu'ils sont fondés sur des faits démentis par le procès-verbal de la séance;

Sur les treizième et quatorzième moyens, que les articles du Code d'inst. crim. auxquels ils se rattachent n'étant pas prescrits à peine de nullité, il ne pourrait résulter des faits de ces moyens ouverture à cassation, d'après le § 1^{er}, art. 408 du dit Code;

Sur le quinzième moyen, que les quatre témoins dont il s'agit dans ce moyen, ont été reçus régulièrement comme parties civiles; qu'en les entendant ensuite en cette qualité, par forme de déclaration et sans prestation de serment, la Cour d'assises a légalement procédé;

Sur le seizième moyen, qu'il n'est point justifié que des dénonciateurs péculiairement récompensés par la loi aient été entendus aux débats comme témoins; qu'il n'y a donc pas eu violation de l'art. 322 du Code d'inst. crim.; que, relativement à l'art. 323, il n'est pas prescrit à peine de nullité; qu'il serait donc sans objet d'examiner s'il y avait lieu, dans l'espèce, à l'observation des dispositions de cet article;

Sur le dix-septième moyen, que le pouvoir discrétionnaire accordé au président par les art. 268 et 269, lui confèreraient le droit d'ordonner tout ce qui lui paraissait utile pour la manifestation de la vérité; qu'il lui attribuait, conséquemment, celui de faire vérifier des écritures par des experts;

Sur les dix-huitième, dix-neuvième et vingtième moyens, que les articles du Code d'inst. crim. auxquels ils se réfèrent, ne sont pas prescrits à peine de nullité; qu'il n'y a donc lieu d'en examiner les faits;

Sur le vingt-unième moyen.....;

Sur le vingt-deuxième moyen.....; — Rejette.

Du 5 fév. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.
—Rapp., M. Girard.—Concl., M. Hua, av. gén.

ACTION DOMANIALE. — PRÉFET. — AUTORISATION.

Lorsque sur la déclaration faite par la régie des domaines qu'elle entend prendre possession des biens à l'égard desquels la décheance a été encourue, l'engagiste a formé opposition, s'il arrive ensuite que le préfet intente une action en délaissement, il doit être réputé demandeur et ne peut prétendre qu'il est simplement défendeur à la demande en maintenance de propriété formée par l'engagiste opposant; en conséquence, l'action du préfet est

nulle s'il n'a obtenu une autorisation préalable du conseil de préfecture (1).

(Préfet de la Haute-Saône — C. Demandre.)

En 1811, la régie des domaines déclara aux sieurs Demandre, qu'elle prenait possession des bois concédés à leurs auteurs, par le duc de Lorraine, attendu qu'ils avaient encouru la déchéance. Sur l'opposition des sieurs Demandre, la régie voulut les actionner en délaissement, et demanda l'autorisation au conseil de préfecture; mais, cette autorisation fut refusée par arrêté du 4 mai 1812.

Plus tard, le préfet de la Haute-Saône ayant actionné les sieurs Demandre en délaissement sans avoir obtenu la réformation de l'arrêté, il intervint le 16 août 1817 un arrêté de la Cour royale de Besançon qui les déclara non recevables : « Attendu qu'aux termes des art. 13, 14, 15, tit. 3 de la loi du 23 oct. 1790; 13 et 14 de la loi du 15 mars 1791; 25 de la loi du 14 vent. an 7. et 1 et 2 de la loi du 28 pluv. an 8, le préfet ne pouvait intenter, sous peine de nullité, aucune action devant les tribunaux sans y être autorisé par le conseil de préfecture. »

Pourvoi en cassation du préfet qui prétendait qu'il était défendeur à la demande en maintenance de propriété du sieur Demandre; que par conséquent, il n'avait pas besoin d'autorisation.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le préfet de la Haute-Saône a intenté l'action dont il s'agit, et que son action était nulle à défaut d'autorisation, aux termes de la loi du 23 oct. 1790 et des lois postérieures dont la Cour royale a fait une juste application; — Rejette, etc.

Du 8 fév. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Porciquet. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Huart.

TIERS-COUTUMIER. — ACTE ADMINISTRATIF.

— MORT CIVILE. — ENFANS

L'abandon de biens fait par l'Etat à un enfant pour le remplir de son tiers coutumier normand, n'a aucunement l'effet d'une décision sur le droit exclusif de cet enfant aux biens abandonnés; il n'empêche donc pas d'autres enfans de réclamer devant les tribunaux leur part de ces biens comme devant concourir au partage du tiers coutumier.

Les enfans nés après la mort civile du père d'un mariage contracté lorsqu'il avait été relevé de cette mort civile, ont droit, avec les

enfans nés d'un autre mariage antérieur à la mort civile, au partage du tiers-coutumier dont le père avait la jouissance et qui avait été attribué aux enfans du premier lit par l'effet de la mort civile du père (2).

L'enfant mis en possession du tiers-coutumier, ne peut refuser de partager avec tous ses frères et sœurs, même avec ceux qui sont issus d'un second mariage, postérieur à la loi du 17 niv. an 2, abolitive du tiers-coutumier (Coutume de Normandie, art. 399 et 400; L. du 17 niv. an 2, art. 61.)

(De Bernière — C. Doessel de la Morie.)

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen : attendu que l'administration n'a pas décidé que la dame de Bernière eût un droit exclusif aux biens dont elle lui a fait l'abandon pour son tiers-coutumier; et que cette question, née de la prétention élevée par la fille du deuxième lit, ne pouvait être résolue que par les tribunaux; — Sur le deuxième moyen : attendu que le tiers-coutumier accordé à la demoiselle de la Morie est le même que celui dont la dame de Bernière a été envoyée en possession par l'administration, qui n'en a pas méconnu l'existence, et que son droit se reporte, de même que celui de la dame Bernière, au premier mariage de leur père commun;

Sur le troisième moyen : attendu que la dame de Bernière n'a pu acquérir, par l'effet de la mort civile de son père, que les droits qui appartiennent au sieur de la Morie au jour de son émigration; qu'aux termes des art. 399 et 400 de la loi de la coutume de Normandie, le sieur de la Morie, à défaut de son premier mariage, avait été réduit à la jouissance de biens réservés à ses enfans pour leur tiers-coutumier; que la dame de Bernière n'a par conséquent acquis, par la mort civile de son père, de droits qu'à cette jouissance, dont l'arrêté dénoncé ne l'a pas privée puisqu'il ne l'a condamnée à la restitution des fruits, que du jour du décès de son père; — Attendu, de plus, que les mêmes art. 399 et 400 de la coutume disposent qu'à compter du premier mariage du père, ses enfans a naître, tant de ce premier mariage que de ses mariages subséquens, ont tous ensemble un droit acquis au tiers de ses biens; qu'aucun autre article de la même coutume ne dit, par exception à ce principe général, que le droit indivis et collectif des enfans, de quelque mariage qu'ils soient nés, cessera d'avoir lieu au profit de

ment postérieur qui n'aurait eu pour cause ni leur volonté immédiate, ni un fait qui leur fût personnel; par suite, leurs frères, nés depuis, n'auraient pu être admis à y prendre part. — Mais, au contraire, si le tiers coutumier des enfans n'était pas ouvert par la mort civile du père, si la mort civile ne procurait aux enfans que la jouissance des biens destinés à former le tiers coutumier, en attendant que la mort naturelle du père en opérât l'ouverture, il est sensible que les enfans survenus depuis la mort civile devaient concourir avec les autres au partage de ces biens. — L'arrêté que nous recueillons, en admettant cette dernière conséquence, suppose donc nécessairement que la mort civile du père n'aurait pas le tiers coutumier des enfans. — Au surplus, c'était l'opinion soutenue par tous les auteurs normands. V. Basnage sur l'art. 399 de la coutume; Berauld, t. 2, p. 94; Pesselle, p. 475; Flaust, tom. 1, p. 629. — V. aussi Merlin, Quest., v. Tiers coutumier, § 3, 3^e, où il rapporte l'arrêt ci-dessus en l'approuvant. V. enfin, quant à la nature du tiers coutumier, et aux effets de son abolition par la loi du 17 niv. an 2, nos observations sur l'arrêt de la Cour de cassation du 29 mess. an 12.

(1) Cette décision consacre en principe la nécessité pour un préfet d'obtenir une autorisation du conseil de préfecture, lorsqu'il veut intenter une action domaniale. Mais cette doctrine, qui était contraire à la jurisprudence suivie par le conseil d'Etat, a été plus tard abandonnée par la Cour de cassation elle-même, qui a jugé le 9 avril 1824 (Vol. 1824 I. 428), que les préfets étaient seuls chargés de l'administration depuis la loi du 28 pluv. an 8, n'ont pas besoin, pour intenter une action en justice dans l'intérêt du domaine, de l'autorisation du conseil de préfecture. V. encore dans le même sens, un arrêt de la Cour royale de Bordeaux du 26 nov. 1825; un avis du conseil d'Etat du 26 août 1823, et Foucart, Droit administ., t. 2, n^o 21.

(2) Cette solution suppose résolue pour la négative la question de savoir si, sous la coutume de Normandie, la mort civile que le père avait encourue, donnait ouverture au tiers coutumier des enfans. En effet, si le tiers coutumier était ouvert par la mort civile du père, il est évident que les enfans alors existans auraient dû en être saisis à l'instant même, comme d'une propriété incommutable, et qu'ils n'auraient pu en être dépouillés par aucun événe-

ceux qui seraient nés d'un mariage légitime, mais postérieur à la mort civile que leur père aurait momentanément encourue avant leur naissance; qu'aucun article ne porte que ce droit que la loi donnait à tous n'appartient néanmoins qu'à ceux qui seraient vivants à l'instant où le père venant à perdre l'usufruit des biens réservés pour le tiers-coutumier, cet usufruit sera réuni à la propriété, à l'instant où cette propriété, à laquelle la loi donne à tous les enfans un droit indivis, sera devenue pleine et entière; en un mot, où il y aura ouverture du tiers coutumier; — Attendu enfin que, loin de trouver une semblable exception au principe général dans la coutume, on voit, dans les mêmes articles, suivant lesquels les enfans ont tous ensemble un droit acquis à la propriété, qu'il leur est défendu, sans distinguer le cas où la jouissance en est séparée, de celui où l'usufruit y est réuni, de vendre, hypothéquer ou autrement disposer du tiers coutumier avant la mort de leur père, ce qui ne peut s'entendre que de la mort naturelle, puisque ce n'est qu'à cette époque qu'on peut connaître tous les enfans auxquels, par ces mêmes articles, le droit à la propriété est formellement accordé: que de là il suit que l'arrêt dénoncé n'a violé ni les lois qui défendent de porter atteinte aux décisions administratives, ni les lois abolitives du tiers-coutumier, ni les lois des 28 mars 1793 et 6 flor. an 10, inapplicables aux droits personnels des enfans, ou à ceux qu'ils ont respectivement les uns à l'égard des autres, et qu'il a fait, en ordonnant le partage du tiers des biens que le sieur de la Morle possédait au jour de son premier mariage, entre les enfans des premiers et deuxième lits, une juste application du statut local: — Rejette, etc.

Du 9 fév. 1819.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Porriquet.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Nicod et Mathias.

ENREGISTREMENT.—MÉMOIRES.—SIGNIFICATION.

Dans les instances relatives à la perception des droits d'enregistrement, les mémoires respectifs doivent être signifiés, à peine de nullité des jugemens à intervenir (1).

(Enregistrement.—C. Saquin.)

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR:—Vu l'art. 65 de la loi du 22 frim. an 7:—Attendu que, ni le jugement prononcé, ni aucune autre pièce produite devant la Cour, ne justifie que le second mémoire fût par Saquin devant le tribunal de Neufchâteau, et les pièces

(1) V. conf., Cass. 20 oct. 1813; 31 janv. 1814; 18 janv. 1818; 28 mai 1823. V. aussi le Dictionnaire des droits d'enregistrement, de MM. Championnière et Rigaud, v^o Poursuites, n^o 90.

(2) Point constant de jurisprudence. V. Cass. 10 pluv. an 13, et la note; 8 mai 1810; 21 déc. 1813; 1^{er} juin 1814; 8 nov. 1836, et 1^{er} août 1837.

(3) V. conf., Cass. 21 et 26 pluv. an 2; 15 mars 1814; 14 mars 1821; 30 avril 1822; 30 mars 1825, et 30 janv. 1836. V. aussi le Dictionnaire des droits d'enreg. de MM. Championnière et Rigaud, v^o Poursuites, n^o 139.

(4) La jurisprudence est constante sur ce point, sauf pour certains cas exceptionnels à l'égard desquels elle a consacré la solution contraire: par exemple, lorsque la demande en garantie n'a pu être portée devant les premiers juges.—V. au surplus, sur ce point, Cass. 29 germ. an 12. et les autorités qui y sont indiquées. V. aussi la note qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour de cassation du 4 vent. an 11.

(5) Cette décision, d'après laquelle la Cour d'appel

qu'il produit à l'appui de ce mémoire, aient été signifiés à la régie de l'enregistrement, ainsi que le prescrivent les articles précités; qu'il suit de là que le jugement dénoncé, rendu sur des documens que la régie est censée n'avoir pas été mise à portée de combattre, présente à cet égard une violation formelle de la loi; — Casse, etc.

Du 10 fév. 1819.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Boyer.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Huart-Duparc et Gérardin.

ENREGISTREMENT.—RAPPORT DE JUGE.

Les jugemens rendus en matière d'enregistrement doivent, à peine de nullité, constater qu'ils ont été rendus sur le rapport d'un juge (2).

(Veuve Flamant.—C. Enregistrement.)

Du 10 fév. 1819.—Sect. civ.—Rapp., M. Boyer.—Concl., M. Joubert, av. gén.

ENREGISTREMENT.—MINISTÈRE PUBLIC.

En matière d'enregistrement, l'audition du ministère public doit être constatée: il ne suffit pas de constater sa présence; et si cette audition n'est pas constatée par le jugement, elle est présumée n'avoir pas eu lieu: le jugement est nul (3).

(Enregistrement.—C. Monchet.)

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR:—Vu l'art. 65 de la loi du 22 frim. an 7:—Attendu que, dans l'espèce, le jugement dénoncé ne constate que la présence du procureur du roi à l'audience dans laquelle ce jugement a été rendu, mais sans faire aucune mention que ce magistrat ait été entendu dans les conclusions, ainsi que l'exige formellement l'article précité; qu'il n'y a aucune preuve de l'observation de la loi à cet égard; — Casse, etc.

Du 10 fév. 1819.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Boyer.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Huart-Duparc et Duclos.

GARANTIE.—DEGRÉS DE JURIDICTION.

La demande en garantie, considérée dans ses rapports entre le garant et le garanti, est une action principale qui doit subir deux degrés de juridiction (4).—Ainsi, une Cour royale, quoique encore saisie de la contestation principale, peut déclarer d'office non recevable une demande en garantie formée pour la première fois en cause d'appel. (Cod. proc., 178 et 181.) (5)

peut rejeter d'office la demande en garantie portée de plano devant elle, est fort contestable. Chacoun sur Cerré, *Lois de la proc.*, quest. 773 bis, notamment, s'est élevé contre elle. « Il est possible, dit cet auteur, que le demandeur principal, le garanti et le garant aient intérêt à avoir des débats et un jugement contradictoires; il est possible que le garanti ne se soit pas pressé d'appeler garant d'après le consentement du demandeur; eh bien! les tribunaux pourraient-ils juger de l'intérêt des parties autrement qu'elles-mêmes?..... Quant à l'objection prise de ce que l'ordre des juridictions serait interverti, d'où suivrait que le consentement des parties ne peut forcer la Cour d'appel à juger la question de garantie, nous reconnaissons la vérité du principe, mais il ne peut pas être appliqué à la question: il s'agit, en effet, d'une affaire qui a déjà subi le premier degré de juridiction, c'est la même affaire qui vient en appel.... La présence du garanti dans la cause ne fera qu'apporter des moyens nouveaux. Sans doute, s'il était appelé sans son aveu, il pourrait opposer qu'il est privé d'un degré de juridic-

(Sellier—C. Heydet et Crave.)

Les héritiers du sieur Heydet avaient appelé devant la Cour royale de Colmar d'un jugement du tribunal civil de Belfort rendu entre eux et le sieur Sellier. — En appel seulement, le sieur Sellier a assigné en garantie le sieur Crave, qui, par conséquent, n'avait pas été partie devant les premiers juges. — Néanmoins Crave défendit au fond, sans se prévaloir de ce que la demande dirigée contre lui, n'avait pas subi les deux degrés de juridiction.

1^{er} juin 1816, arrêt de la Cour royale de Colmar, qui déclare d'office la demande en garantie non recevable, attendu que c'était une action principale qui aurait dû être portée d'abord devant le tribunal de 1^{re} instance.

POURVOI en cassation pour violation de l'art. 181 du Code de proc., en ce que l'arrêt dénoncé avait décidé qu'une action en garantie ne pouvait pas être formée de plano en cause d'appel, bien que ledit art. 181 veuille expressément que ceux qui sont assignés en garantie soient tenus de procéder devant le tribunal où la demande originaire est pendante. — La disposition de cet article, a dit le demandeur, est claire et précise; elle contient une dérogation spéciale à la règle des deux degrés de juridiction. Le législateur a considéré la demande en garantie comme un accessoire de la demande principale, tant que celle-ci n'est pas définitivement jugée, et il n'a pas voulu permettre que ces deux demandes, dont la connexité est frappante, fussent portées devant des tribunaux différents. — Une demande en garantie peut bien être considérée dans ses rapports entre le garant et le garanti comme une action principale, lorsqu'elle n'est formée qu'après le jugement de cette action, parce que l'on ne peut concevoir de demande incidente là où il n'y a pas de demande principale; mais, hors ce cas, l'action en garantie n'est qu'un incident ordinaire, dont l'objet serait de mettre hors de cause le garanti, et de substituer le garant à son lieu et place; il est impossible de ne pas voir là une contestation accessoire, essentiellement connexe à la demande originaire, qui intéresse les mêmes parties, et qui doit être portée devant le même tribunal. — D'ailleurs, en supposant que la demande en garantie dût subir les deux degrés de juridiction, du moins il faut convenir que la fin de non-recevoir a pu être converti par le consentement des parties à être jugée en premier et dernier ressort par la Cour royale. — Ce consentement résulte de l'espèce du silence gardé par le sieur Crave: la Cour ne pouvait donc d'office rejeter la demande en garantie, sous prétexte qu'elle n'avait pas été portée devant le tribunal de 1^{re} instance.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte évidemment du rapprochement et de la combinaison des deux dernières dispositions de l'arrêt, que la Cour roy. de Colmar, en rejetant par fin de non-recevoir la demande en garantie dirigée contre Crave, n'a rien préjugé sur le fond: que cette fin de non-recevoir, telle qu'elle est motivée, est fondée sur

tion; mais c'est là un avantage qui lui est personnel. L'ordre public n'y est pas intéressé, puisque, à l'égard de l'affaire, le principe des deux degrés a été respecté. Cette doctrine, au surplus, a été consacrée par la Cour de cassation elle-même, le 16 juin 1824, et par celle de Liège, le 19 mai 1821. Elle a été également adoptée par la Cour de Toulouse, qui, par arrêts des 12 mai 1815 (aff. Cambus), et 4 juin 1817 (aff. N...), s'est fondée en outre sur cette considération péremptoire que l'appel en garantie

lo veru formel de l'art. 178 du Code du proc. civ. — Rejette, etc.

Du 11 fév. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Lasaudade. — Rapp., M. Liger-Verdigny. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Champein.

APPEL EN MAT. DE SIMPLE POLICE. —

FAUSSE APPLICATION DE LA LOI. — CASSATION. *L'appel d'un jugement de simple police est toujours recevable, lorsque le prévenu a été frappé de la peine d'emprisonnement, ou d'une condamnation pécuniaire au-dessus de cinq francs; — En conséquence, alors même que le tribunal aurait fait une fausse application de la loi pénale, ce n'est pas un motif pour attaquer de plano son jugement par la voie de cassation (1).*

(Collin.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 172 du Code d'inst. crim., les jugemens rendus en matière de police peuvent être attaqués par la voie de l'appel, lorsqu'ils prononcent un emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excèdent la somme de 5 fr., outre les dépens; — Que cette disposition est générale et absolue; quo, ni le Code dont elle fait partie, ni aucune loi postérieure, ne l'a restreinte ou modifiée; que la nécessité de son exécution n'est point subordonnée au caractère du moyen par lequel le jugement peut être attaqué; qu'elle dépend uniquement de la nature et de la qualité de la condamnation qu'il prononce; et que l'appel est recevable par cela seul que le prévenu est soumis à la peine de l'emprisonnement, ou à payer plus de 5 fr. d'amende et de réparations civiles; — Attendu que, par jugement du tribunal de police de Clamecy du 10 sept. dernier, la femme Collin a été condamnée à 3 fr. d'amende et à 3 jours d'emprisonnement; qu'elle a relevé appel de ce jugement dans le délai de la loi; et que le tribunal correctionnel de Clamecy, saisi de cet appel, l'a déclarée non recevable, par le motif que le jugement du tribunal de police correctionnel faisait une fausse application de la loi pénale; et qu'à raison de cette fausse application, il n'y avait que la voie de recours en cassation; — Que cette décision, qui range dans la classe des jugemens inattaquables par toute autre voie que celle de la cassation, conséquemment des jugemens en dernier ressort, un jugement déclaré, sous les termes les plus formels, susceptible d'appel par l'art. 172 du Code d'inst. crim., est une fausse interprétation et une violation manifeste de cet article; — Casse, etc.

Du 11 fév. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

FAUX. — SUPPOSITION DE PERSONNES. — ACTE NOTAIRE.

Du 11 fév. 1819 (aff. Lapons). — Même décision que par l'arrêt du 8 oct. 1818 (aff. Cantefoube, 2^e quest.)

dont les intérêts s'agitent indirectement dans la cause, aurait évidemment le droit, soit d'intervenir dans l'instance sans qu'on pût s'y opposer, soit de former tierce opposition à l'arrêt à intervenir. — C'est aussi dans ce sens que s'est prononcé Carré, de la Compétence, cd. in-8^o, t. 1, p. 96, art. 265. V. néanmoins en sens contraire, Benenne, *Théorie de la proc.*, t. 2, p. 416.

(1) V. dans un sens anal., Cass. 29 août 1817.

1^o et 5^o DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. —

FAITS NOUVEAUX. — JUGEMENT.

2^o, 3^o et 4^o TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — CITATION. — APPEL. — JUGEMENT. — DÉLAI.6^o MAGISTRATS. — DÉLITS. — INSTRUCTION CRIMINELLE.

1^o Le tribunal correctionnel qui a été saisi d'une plainte en dénonciation calomnieuse, peut légalement, sur les conclusions du ministère public et de la partie civile, faire entrer dans les éléments de sa décision des imputations également calomnieuses, qui bien que contenues dans un écrit postérieur à la plainte, se lient à la première dénonciation et viennent l'aggraver. (Cod. pén., 373).

2^o Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la citation donnée au prévenu à la requête de la partie civile, énonce les faits de la plainte. (Cod. inst. crim., 183.)

3^o Le délai d'un mois fixé par l'art. 209, Code inst. crim., pour le jugement des appels de police correctionnelle, n'est que comminatoire.

4^o L'énonciation des faits dans le jugement de condamnation en matière correctionnelle, n'est pas prescrite à peine de nullité. (Cod. inst. crim., 195.) (1)

5^o L'arrêt de la chambre d'accusation qui déclare qu'il n'y a ni preuve ni indice des faits contenus dans une dénonciation, forme une base légale qui permet de juger que la dénonciation a été calomnieuse (2).

6^o La Charte constitutionnelle n'a pas modifié les attributions réglées par le chap. 3, titre 4 du Code d'inst. crim., relativement à la poursuite des crimes et délits par les magistrats. (Sombret—C. Richomme.) — ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, sur le premier moyen, que le tribunal correctionnel avait été légalement saisi, par l'intervention et les conclusions de Richomme, des imputations qui pouvaient être contenues dans le troisième mémoire de Sombret;—Que ce troisième mémoire se liait, par sa nature, aux deux premiers qui avaient été l'objet de la plainte: qu'il en aggravait les imputations, et qu'il devenait, comme les deux premiers, soumis au tribunal correctionnel par les réquisitions du ministère public et les conclusions de Richomme;

Sur le second moyen, que l'art. 183 du Code d'inst. crim. n'est pas prescrit à peine de nullité; que, d'ailleurs, les citations énoncent suffisamment les faits de calomnie qui étaient l'objet de la poursuite;

Sur le troisième moyen, que l'instruction a eu toute la publicité qu'exige, à peine de nullité, le premier paragraphe de l'art. 190; que, d'ailleurs, les autres dispositions de cet article ont été observées;

Sur le quatrième moyen, que le délai fixé par l'art. 209 du Code d'inst. crim., n'est que comminatoire;

Sur le cinquième moyen, que l'art. 195 du

même Code n'est pas prescrit à peine de nullité; qu'en outre, les faits sur lesquels a été prononcée l'application de la loi pénale sont suffisamment énoncés dans tous les jugements;

Sur le sixième moyen, que le demandeur n'a été privé d'aucune manière des moyens de fournir la preuve légale admise par l'art. 370 du Code pénal;

Sur le septième moyen, que la Cour royale, en rejetant la demande en suris formée par Sombret, a eu un motif légitime et n'a violé aucune loi;

Sur le huitième moyen, que l'arrêt de la chambre d'accusation qui avait déclaré qu'il n'y avait ni preuve ni indice des prévarications dénoncées par Sombret contre Richomme, a été, pour la Cour royale, une base légale pour juger que la dénonciation n'avait pas eu de fondement valable; que cette Cour a pu ensuite juger, d'après les circonstances, que cette dénonciation avait été calomnieuse;

Sur le neuvième moyen, que les attributions déterminées par le chap. 3, tit. 4, liv. 2 du Code d'inst. crim., n'ont reçu aucune modification des dispositions de la Charte;—Rejette, etc.

Du 12 fév. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Ollivier.—Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.—Pl., MM. Jacquemin et Dupont.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — VISITE DOMICILIAIRE.

Les employés des contributions indirectes n'ont pas caractère pour faire des visites chez des particuliers non sujets à l'exercice, à moins qu'ils ne justifient de l'ordre prescrit par l'art. 237 de la loi du 28 avril 1816, et dès lors le procès-verbal qu'ils ont dressé dans une telle visite est nul, lors même que les particuliers n'auraient fait aucune réclamation (3).

(Contrib. indir.—C. Canbel.) — ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 237 de la loi du 28 avr. 1816, sur les contributions indirectes, qui, après avoir reproduit l'obligation imposée par l'art. 83 de la loi du 5 vent. an 12, de se faire assister d'un officier de police, pour les visites que le législateur les a autorisés à faire chez les simples particuliers soupçonnés de fraude, y a ajouté une disposition irritante, en ces termes: « Ces visites ne pourront avoir lieu que d'après l'ordre d'un employé supérieur du grade de contrôleur au moins, qui rendra compte des motifs au directeur du département. » — Considérant qu'il suit de ces mots, ne pourront, que les employés sont sans caractère pour faire des visites chez des particuliers non sujets à l'exercice, à moins qu'ils ne leur justifient de l'ordre prescrit par ledit art. 237, lors même que ces particuliers souffriraient leur visite sans réclamation; — Et attendu que lors de la visite faite, le 3 oct. 1817, par un brigadier et six commis de surveillance des tabacs, dans les maisons et édifices du sieur Caubet père,

l'ordre spécial d'un employé supérieur, et l'assistance d'un officier public. Toutefois ces deux conditions n'ont pas paru également importantes à la Cour de cassation: la défaut d'exhibition d'un ordre légal est regardé comme constituant un vice radical qui emporte la nullité de toute l'opération; l'assistance de l'officier public n'est considérée, au contraire, que comme une mesure de police dont l'omission ne vicie pas nécessairement l'acte du fonctionnaire. V. dans le sens de cette distinction, Cass. 16 avril et 4 déc. 1813; 10 avril 1823, et *Théorie du Code pénal*, tom. 4, p. 213. *

(1) V. conf., Cass. 14 mars 1828; 8 mai 1829.

(2) V. dans le même sens, Cass. 28 janv. 1819, et la note. V. aussi Cass. 1^{re} fév. 1828; Paris, 24 fév. 1807.

(3) Le droit de visite dont sont investis les préposés des contributions indirectes, est défini par les art. 235, 236 et 237 de la loi du 28 avril 1816. D'après les deux premiers articles, les visites ne peuvent avoir lieu que chez les redevables sujets aux exercices; l'art. 237 a étendu ce droit aux simples particuliers, mais en ajoutant deux conditions:

dil Milord, simple propriétaire non averti à l'exercice, ces employés n'ont point justifié d'un ordre préalable d'un employé supérieur, du grade de contrôleur en moins : d'où résulte leur défaut absolu de caractère pour dresser leur procès-verbal dudit jour 3 déc. 1817; et qu'en prononçant en conséquence l'annulation de ces procès-verbal, et en relaxant par suite ledit Caubet de la demande de la régie des contributions indirectes, par son arrêt du 16 mai dernier, la Cour royale d'Agen a fait une juste application de l'art. 237 de ladite loi du 28 avril 1816. — Rejette, etc.

Du 13 fév. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barri. — Rapp., M. Bailly. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

VOL DOMESTIQUE. — MAISON DU MAÎTRE.
Le vol commis par un domestique, dans la maison du maître, d'effets appartenant à un autre domestique qui a cessé d'habiter dans la même maison, a le caractère d'un vol domestique. (Cod. pén., 386, n° 3.) (1)

(Metzelaire.) — ARRÊT (après délibéré).
LA COUR : — Vu la requête du procureur général près la Cour royale de Nancy, tendante à ce qu'il plaise à la Cour, statuant par voie de règlement de juges, renvoyer Françoise Metzelaire devant telle Cour royale qu'il lui plaira indiquer, pour prononcer sa mise en accusation; — Attendu que, par arrêt du 11 novembre dernier, la Cour royale de Nancy, chambre de mise en accusation, a renvoyé devant le tribunal correctionnel de Toul, Françoise Metzelaire, prévenue d'avoir volé, dans la maison de Thierry, marchand de fer, où elle était en service, des effets d'habillement appartenant à Marianne André, ancienne domestique du sieur Thierry, chez lequel elle avait cessé de demeurer depuis quelques mois; que le tribunal correctionnel de Toul a, par jugement du 1^{er} déc., déclaré Françoise Metzelaire coupable du vol qui lui était imputé, et l'a condamnée à un an d'emprisonnement, par application de l'art. 401 du Code pénal; mais que la Cour royale de Nancy, chambre de police correctionnelle, saisie de l'appel relevé de ce jugement par le procureur général, au lieu de voir dans les faits dénoncés un vol simple, y a vu un vol domestique, et a en conséquence déclaré, par arrêt du 26 déc., la juridiction correctionnelle incompétente pour en connaître; que, par l'effet de ces deux arrêts rendus en sens contraire par la chambre d'accusation et par la chambre correctionnelle

de la Cour royale de Nancy, le cours de la justice se trouve interrompu, et qu'il est nécessaire de le rétablir; — Attendu que la première disposition du n° 3 de l'art. 386 du Code pénal est générale; qu'elle s'applique conséquemment au vol commis par un domestique de tous effets qui pouvaient se trouver dans la maison de son maître, et n'y étaient pas sous la surveillance du propriétaire particulier de ces effets; que la seconde disposition du même article est une extension de la première; qu'elle attribue le même caractère de vols qualifiés aux vols commis par un domestique, dans la maison de son maître, envers des personnes qui s'y trouvaient et pouvaient veiller elles-mêmes à la conservation de leurs effets, ainsi qu'aux vols que le domestique qui accompagne son maître dans une maison, y aurait commis envers des personnes qui se trouvaient dans cette maison; que de là il s'ensuit que le vol dont est prévenue Françoise Metzelaire, a le caractère d'un vol domestique, et qu'ainsi il n'appartient pas à la juridiction correctionnelle d'en connaître; — D'après ces motifs, statuant par voie de règlement de juges, renvoie Françoise Metzelaire à la Cour royale de Metz, chambre d'accusation, etc.

Du 13 fév. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barri. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

GARDE CHAMPÊTRE OU FORESTIER. —

FÊTES ET DIMANCHES.

Les gardes champêtres et forestiers sont sans qualité pour constater par des procès-verbaux des faits étrangers à la police rurale et forestière, par exemple des contraventions à la loi du 18 nov. 1814, sur la célébration des fêtes et dimanches. (Cod. inst. crim., 16 et 154.) (2)

(Langrals.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'art. 4 de la loi du 18 nov. 1814 est ainsi conçu : « Les contraventions aux dispositions ci-dessus seront constatées par procès-verbaux des maires ou des commissaires de police; » — Que l'art. 5 de la même loi porte : « Elles (les contraventions) seront jugées par les tribunaux de police, et punies d'une amende, qui, pour la première fois, ne pourra pas excéder cinq francs; » — Que l'art. 16 du Code d'inst. crim. charge les gardes champêtres et les gardes forestiers de rechercher, chacun dans le territoire pour lequel il est assermenté, les dé-

(1) Cette question a été examinée par MM. Chauveau et Faustin Hélie. « La raison de doute, disent ces auteurs, est que l'art. 386, en parlant du vol commis par le domestique envers les personnes qu'il ne sert pas, semble supposer que ces personnes se trouvent dans la maison de son maître au moment du vol. Tel ne peut être le sens de la loi. Il faut distinguer, dans la 1^{re} partie du n° 3 de l'art. 386, deux dispositions, l'une générale et absolue, qui punit sans distinction tout vol commis par un domestique en un homme de services à gages dans la maison; l'autre, qui ne prévoit qu'un cas particulier, celui où le vol est commis sur les personnes étrangères qui sont dans cette maison, ou dans la maison où il accompagnait son maître. Or, cette deuxième disposition qui n'a eu d'autre objet que d'étendre la première à une espèce spéciale, ne peut avoir pour effet d'en restreindre la généralité. » (Théorie du Code pénal, t. 7, p. 23 et 24.) V. conf., Cass. 10 janv. 1823.

(2) La première condition de la validité des procès-verbaux est qu'ils aient été dressés par l'officier

public compétent. Hors du cercle de leurs attributions respectives, les fonctionnaires auxquels la loi a délégué le droit de constater les crimes, les délits et les contraventions, ne font que des actes nuls. La compétence des gardes champêtres et des gardes forestiers est limitée par l'art. 16 du Code d'inst. crim., à la constatation des délits et contraventions qui portent atteinte aux propriétés rurales et forestières. A la vérité le § 4 du même article leur donne le droit d'arrêter tout individu surpris en flagrant délit ou dénoncé par la clameur publique, lorsque le délit est de nature à entraîner la peine d'emprisonnement ou une peine plus forte, et par cette expression *délit*, la loi comprend toute espèce de délits, même ceux qui n'ont pas porté atteinte aux propriétés rurales; mais ils doivent se borner à conduire le délinquant devant le juge de paix ou devant le maire; ils ne sont pas appelés à constater le fait par un procès-verbal, si ce fait est étranger à leurs attributions. V. dans le même sens, Cass. 30 oct. 1823; Bourguignon, *Jurisp. des Codes crim.*, t. 1, p. 91; Mangin, *Traité des procès-verbaux*, n° 92.

lits et les contraventions de police qui ont porté atteinte aux propriétés rurales et forestières, et d'en dresser des procès-verbaux; — Que l'art. 11 du même Code impose aux commissaires de police et aux maires et adjoints, à leur défaut, l'obligation de s'occuper de la recherche de toute espèce de contraventions de police, de celles même qui sont sous la surveillance spéciale des gardes champêtres et des gardes forestiers, à l'égard desquels il leur donne la concurrence, et même la prévention, mais que ni le Code d'inst. crim., ni aucune autre loi, ne donne la prévention, ni même la concurrence à ces gardes, pour la recherche des contraventions de police, étrangères aux propriétés rurales et forestières; — Que si, aux termes du quatrième § de l'art. 16 du Code cité, les gardes champêtres et les gardes forestiers doivent arrêter et conduire devant le juge de paix tout individu surpris en flagrant délit, ou dénoncé par la clameur publique, c'est uniquement, d'après la disposition littérale de ce paragraphe, lorsque ce délit emporte la peine d'emprisonnement, ou une peine plus grave; — Attendu que l'action intentée à Louis Langrais devant le tribunal de police du canton de Bourgurbus, par l'adjoint du maire de ce canton, avait pour objet une contravention à la loi du 18 nov. 1814, relative à la célébration des dimanches et des fêtes; que la base de cette action était un procès-verbal du garde champêtre des communes de Fontenay et de Roumouourt, qui attestait avoir trouvé, le dimanche 6 déc., pendant la grand-messe, plusieurs particuliers buvant dans le cabaret dudit Langrais; — Qu'il résulte des art. 4 et 5 ci-dessus cités de la loi du 18 nov. 1814, et des §§ 1^{er} et 4 de l'art. 16 du Code d'inst. crim., que le susdit garde champêtre était sans qualité pour constater par un procès-verbal des faits, qui, à les supposer vrais, étaient absolument étrangers à la police rurale, et constituaient une contravention à la loi du 18 nov. 1814, sur la célébration des dimanches et des fêtes; que ce procès-verbal, vicié par une nullité radicale que ne pouvait couvrir le silence des parties, ne devait pas fixer l'attention de la justice; que le ministère public n'a pas, pour suppléer à l'absence d'un procès-verbal légal, demandé à prouver par témoins les faits par lui allégués, et que cette preuve n'a pas été ordonnée d'office; que la condamnation prononcée par le tribunal contre Langrais, et uniquement déterminée par le procès-verbal du garde champêtre, n'a donc pas de fondement légitime; qu'elle est une violation des règles de compétence et une fautive application de la loi pénale; — Casse, etc.

Du 13 fév. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1^{er} DERNIER RESSORT. — BAIL.

2^e HALLES. — PLAÇAGE (DROIT DE).

1^{er} Un tribunal de première instance peut statuer en dernier ressort sur une demande qui a pour objet de faire annuler ou réduire un bail, dont le prix, pour toute sa durée, ne s'élève pas à mille francs, encore que le prix annuel excède 50 fr. (L. du 24 août 1790, tit. 4, art. 5; Cod. proc., 453.) (1)

2^e La prohibition faite à l'adjudicataire des halles d'une ville d'exiger, pour prix des places, une rétribution au-dessus de celle fixée par

l'acte d'adjudication, ne fait point obstacle à ce que cette rétribution soit augmentée d'un commun accord entre l'adjudicataire et les sous-locataires, à raison de dépenses faites par l'adjudicataire dans l'intérêt des sous-locataires, et auxquelles il n'était pas assujéti par l'acte d'adjudication. (Cod. civ., 3 et 1134.) (2)

(Lecardé—C. Leboucher.)

En 1814, la location des halles aux toiles et aux colons de la ville de Rouen fut adjugée au sieur Lecardé. — Le cahier des charges fixait les droits à percevoir dans la halle aux toiles à 24 fr. par mètre et à 12 fr. dans la halle aux cotons. — D'ailleurs, il était fait défenses expresses à l'adjudicataire de percevoir une plus forte rétribution. — Cependant le 15 décembre 1814, six cents bailleurs d'une part et le sieur Lecardé d'autre part, signèrent une convention par laquelle les premiers s'engagèrent à payer, en sus des prix des places fixés par le cahier des charges, une indemnité à Lecardé qui de son côté contracta l'obligation de placer des réverbères et d'entretenir une garde de nuit. — Par suite de cet arrangement les halliers signataires de la convention jouèrent des emplacements dans les halles, à un prix plus élevé que 12 et 24 fr. le mètre.

Un sieur Leboucher, entre autres, prit à bail pour six ans un emplacement d'un mètre et demi dans la halle aux toiles, il s'engagea à payer 60 fr. par an. — En 1817, il demanda contre Lecardé la résiliation de son bail, ou du moins la réduction du prix à 3 fr. par an, c'est-à-dire, à raison de 24 francs le mètre; il soutenait que Lecardé ne pouvait réclamer l'indemnité qui lui était attribuée par la convention du 15 décembre 1814; — Attendu que cette convention était subversive de la loi à lui imposée par son adjudication de n'exiger aucune rétribution au-dessus de 12 et 24 fr. par mètre, qu'ainsi le bail avait une cause illicite, et par conséquent était nul, ou du moins que le prix devait être réduit de tout ce qui excédait 24 fr. par mètre.

Pour Lecardé on répondait qu'à la vérité d'après son adjudication, il ne pouvait réclamer plus de 12 et 24 fr. pour chaque mètre d'emplacement; mais que ce n'était pas enfreindre cette loi que de faire payer aux marchands les dépenses extraordinaires faites pour leur commodité et la sûreté de leurs marchandises, dépenses auxquelles Lecardé n'était point assujéti par son adjudication.

11 décembre 1817, jugement du tribunal civil de Rouen, ainsi conçu : « Vu les articles 6 et 133 du Code civil; — Attendu que l'article 17 du cahier d'adjudication faisait défenses au sieur Lecardé de percevoir autres droits, pour les sous-locations des halles, que 24 fr. par mètre; que ce cahier était pour lui une loi dont il ne pouvait s'écarter sous aucun prétexte; le tribunal déclare nul le bail fait à Leboucher, réduit le prix de ce bail à 36 fr., et condamne Lecardé à restituer à Leboucher, 72 fr., pour ce qu'il a perçu de trop avec dépens. »

Lecardé interjeta appel; mais on lui oppose une fin de non-recevoir prise de ce que l'objet de la contestation ne s'élevait pas à mille francs, puisque six années du bail, en portant même le prix à 60 fr. ne formaient que 360 fr.; que par conséquent, le tribunal de première instance avait jugé en dernier ressort.

22 avril 1818, arrêt de la Cour royale de Rouen,

(1) Pour cette question, nos observations sur un jugement en sens contraire du tribunal de cassation du 9 niv. an 2, et les arrêts qui y sont indiqués. *Adde.* dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Limoges, 22 juill. 1819; Caen, 25 mai 1819. — En sens contraire, Pau, 23 juill. 1834.

(2) Favard de Langlade, *Répert.*, v^o Convention, sect. 4, § 1^{er}, n^o 5, rapporte cet arrêt dont il approuve la décision.

qui déclare Lecardé non recevable dans son appel : « Attendu que l'objet de la contestation se renferme dans l'unique objet de faire réduire à 36 fr. par an, le prix porté à 60 fr. dans le bail d'un bane de la halle de Rouen, fait par le preneur principal à un sous-locataire, sinon à faire résilier ledit bail ; — Que de là il suit qu'en partant du prix même porté au bail, dont la durée est fixée à six années, la demande principale ne s'élèverait, pour les six années, qu'à la somme de 360 fr. ; — Attendu que les derniers termes de l'article 5, titre 4 de la loi du 24 août 1790 ne présentent que le mode d'appréciation de la valeur des choses réelles qui peuvent être le sujet d'un litige ; qu'ainsi, s'il s'agit de la propriété du bane affermé pour le prix de 60 fr., l'affaire serait nécessairement réelle et supérieure au taux fixé pour le dernier ressort ; mais n'étant question que de la location de ce bane, telle qu'elle est intentée, c'est une action purement personnelle, dont le principal était au-dessous de 1000 fr., et se trouve incontestablement du premier et dernier ressort déterminé par le susdit article. »

POURVOI en cassation contre le jugement du tribunal de 1^{re} instance, pour violation de l'art. 1131 du Code civ., en ce que le tribunal a refusé de donner effet à la convention du 15 décembre 1814, et par suite au bail passé entre les parties, sous prétexte que la convention et le bail violaient la loi imposée à Lecardé, par le cahier des charges de ne rien exiger au delà de 24 et 12 francs par mètre.

En outre, Lecardé se pourvoit subsidiairement contre l'arrêt de la Cour royale pour violation de l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790, portant : « Les juges de district connaîtront en premier et dernier ressort de toutes affaires personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1000 fr. de principal, et des affaires réelles dont l'objet principal sera de 30 fr. de revenu déterminé, soit en reute, soit par prix de bail ; » en ce que la Cour royale a décidé que le tribunal de première instance avait pu juger en dernier ressort, bien que la valeur du litige fût indéterminée, ou que du moins, il s'agit d'une affaire réelle, et que le prix du bail s'élevait à plus de 30 fr. par an.

ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui touche le pourvoi dirigé par le sieur Lecardé contre le jugement du tribunal de première instance de Rouen, du 11 décembre 1817 : — Considérant que la demande du sieur Leboucher tendait à faire prononcer la nullité ou la réduction de son bail, dont la valeur était fixée à raison de 60 fr. pour six ans à 360 fr. seulement, que cette valeur était déterminée ; qu'elle était bien inférieure à 1000 fr. ; d'où il suit que le jugement attaqué rentrait dans la compétence du premier et dernier ressort ; et que le pourvoi est recevable ;

Vu les art. 1108 et 1134 du Code civil : — Considérant que de la combinaison des articles du Code civil ci-dessus transcrits, il résulte que lorsqu'il y a consentement réciproque entre des individus habiles à contracter, objet certain et propre à former un engagement, cause licite qui est toujours présumée, lorsque le contrat qui intervient n'est ni prohibé par la loi, ni contraire à l'ordre public, ni réprouvé par les bonnes mœurs, un pareil contrat doit recevoir son exécution, parce qu'il tient lieu de loi à ceux qui l'ont souscrit ; — Considérant que toutes ces circonstances se réunissent dans l'espèce ; que Leboucher,

signataire de la convention du 15 déc. 1814, sollicitée et souscrite par plus de six cents bailleurs et, par suite, d'un bail sous seing privé dûment enregistré, était capable de souscrire l'obligation de payer à Lecardé une indemnité réglée entre eux, en considération de celle à laquelle il se soumettait lui-même, d'entretenir à la halle une garde armée permanente, et d'y tenir aussi journellement un bon nombre de réservistes armés toutes les nuits, pour garantir la sûreté de la halle et la conservation des marchandises qui y seraient déposées d'un marché à l'autre ; — Considérant qu'une pareille convention était licite ; qu'elle ne portait aucune atteinte aux engagements par lui contractés avec l'administration municipale de Rouen, et n'avait rien de commun avec eux ; qu'elle formait la matière d'un nouveau contrat motivé par l'intérêt des bailleurs, sollicité par eux, et qui, soumettant Lecardé à des dépenses auxquelles il n'avait pas été assujéti par l'administration municipale, légitimait la stipulation d'une indemnité qui, au surplus, avait été fixée de gré à gré entre les parties contractantes, et volontairement acquiescée par les bailleurs, et en particulier par Leboucher pendant dix-huit mois ; — Considérant que ce nouvel engagement pouvait être formé avec Lecardé comme il l'aurait été avec tout autre ; qu'il ne blessait ni les lois, ni l'ordre public, ni les bonnes mœurs, et que de là il suit que le tribunal de première instance de Rouen, en supposant le contraire, est tombé dans une erreur évidente ; et qu'il a fait une fausse application palpable des art. 6 et 1133 du Code civil, et que par suite il a violé les art. 1108 et 1134 du même Code ; — *Casse, etc.*

Du 15 fév. 1819. — Sect. civ. — *Prés.*, M. Brisson. — *Rapp.*, Minier. — *Concl.*, M. Cahier, av. gén. — *Pl.*, MM. Loiseau et Sirey.

DOMICILE. — CONSTATATION.

Le domicile d'un individu est suffisamment établi par la notoriété publique, par les énonciations non contredites des qualités de plusieurs jugemens, enfin par la déclaration conforme émanée de cet individu lui-même, et consignée dans des actes authentiques. Par suite les significations faites à ce domicile sont valables. (Cod. civ., 105.) (1)

(Latourrette — G. Lamajorie.) — *Annér.*

LA COUR ; — Attendu que des faits constants au procès, et reconnus par l'arrêt attaqué, il résulte que le demandeur en cassation, pendant l'intervalle de quatre années antérieurement et postérieurement aux poursuites dont il s'agit, avait un domicile au château de Larville, commune de Vanose, qu'il avait consacré la notoriété publique, qu'on lui avait attribué dans divers jugemens aux qualités desquels il n'avait jamais formé d'opposition, et qu'enfin le demandeur s'était donné lui-même dans plusieurs actes authentiques et judiciaires ; — Que, dans ces circonstances, en décidant en droit que les actes judiciaires en question ont pu être valablement faits à ce domicile, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi ; — *Rejette, etc.*

Du 16 fév. 1819. — Sect. req. — *Rapp.*, M. Lascaris. — *Concl. conf.*, M. Lebeau, av. gén. — *Pl.*, M. Loiseau.

INTÉRÊTS. — DEMANDE NOUVELLE. — ACTION PRINCIPALE.

La demande d'intérêts échus postérieurement au deaux, 10 août 1811 ; Limoges, 1^{er} sept. 1813, et les notes,

(1) V. sur la constatation du domicile dans des circonstances diverses, Cass, 22 flor. an 10 ; 12 vend. an 11 ; 19 mars 1812 ; 23 janv. 1817 ; Bor-

Jugement de condamnation, peut être intenté devant le tribunal de première instance, bien que le jugement soit attaqué par la voie de l'appel. L'art. 461 du Code de procédure, en ce qui touche la demande d'intérêts en appel, est purement facultatif (1).

(Junca — C. Esprene.)

Les sieurs Junca et Esprene étaient en instance devant la Cour royale de Toulouse, sur l'appel d'un jugement qui condamnait Junca au paiement d'une somme qu'il soutenait ne pas devoir. Le sieur Esprene demande le paiement d'une année d'intérêts échus depuis la condamnation, et il forme cette demande, par action nouvelle, devant le tribunal de première instance qui avait rendu le jugement attaqué. — Junca soutient ce tribunal incompétent pour connaître de la demande; il prétend que c'est un accessoire de la demande principale, pendante devant la Cour; que c'est par conséquent devant cette Cour qu'elle doit être portée, aux termes de l'art. 464 du Code de procédure.

7 août 1816, jugement du tribunal civil de Toulouse, qui se déclare incompétent. — Appel.

6 déc. 1817, arrêt de la Cour royale de Toulouse, qui décide que la demande d'intérêts avait pu être valablement formée devant le tribunal de première instance: « Attendu que l'art. 464 du Code de proc., sur les demandes dont les juges d'appel peuvent être saisis, est conçu en termes facultatifs, et n'enlève point aux parties le droit de parcourir les deux degrés de juridiction. »

Pourvoi en cassation pour fausse interprétation de l'art. 464 du Code de proc., en ce que l'arrêt dénoncé avait décidé qu'une demande d'intérêts échus depuis le jugement de condamnation, obtenu par appel, pouvait être intentée devant les premiers juges, bien que l'art. 464, saine ment entendu, fût une loi absolue de porter la demande en paiement d'intérêts devant les juges d'appel saisis de la demande principale.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que l'art. 464 du Code de procédure est conçu en termes facultatifs; — Rejette, etc.

Du 18 fév. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Joubert. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Odilon-Barrot.

ÉMIGRÉ. — REMISE DE BIENS. — DROITS SUCCESSIFS. — VENTE.

La remise des biens vendus des émigrés, ordonnée par la loi du 5 déc. 1814, doit profiter à l'héritier ou au légataire de l'émigré, par préférence à l'acquéreur des droits successifs, s'il est constant, en fait, que les parties n'ont pas eu l'intention de traiter sur les biens remis qui, lors de la vente, étaient sous le séquestre. (L. du 5 déc. 1814, art. 2; Cod. civ., 1096, 1136, 1163.) (2)

(1). « Les auteurs qui rapportent cet arrêt, dit Merlin, Quest., v^o Appel, § 14, art. 1^{er}, n^o 17, ne disent pas si le jugement de condamnation était exécutoire par provision et nonobstant l'appel; mais on doit supposer qu'il l'était: car, dans l'hypothèse contraire, l'appel du débiteur étant suspendu, la créancier surût été évidemment non recevable à se pourvoir devant le premier juge, pour faire condamner le débiteur au paiement de l'année d'intérêts échus depuis l'appel même. En effet, il n'aurait pu demander cette année que sur le fondement que le capital lui était dû. Or, de savoir si le capital lui était dû, c'était une question qu'il ne pouvait pas soumettre au tribunal de première in-

(Maynaud de Pancemont — C. Laferté-Sennetière.)

La dame de Pons Saint-Maurice, émigrée à l'époque de la révolution, et rentrée en France en vertu de la loi d'amnistie, avait été réintégrée dans tous ses biens, à l'exception d'une rente sur le duc d'Orléans et du domaine d'Ormy, affecté à la sénatorerie de Montpellier.

Elle mourut en 1810, laissant pour unique héritier le sieur Maynaud de Collange.

Celui-ci décéda en 1811. — Son testament contenait un legs à titre universel, en faveur de la dame de Laferté-Sennetière: dans ce legs était comprise l'universalité des biens et des droits qu'il avait lui-même recueillis dans la succession de la dame de Pons Saint-Maurice.

Le 5 oct. 1811, la dame de Laferté vend aux sieur et dame Maynaud de Pancemont, « sans autre garantie que celle de ses faits et promesses, l'universalité des biens et droits mobiliers et immobiliers, composant le legs à titre universel à elle fait par le sieur Maynaud de Collange, en quoi que ces biens puissent consister, et en quelques lieux qu'ils soient situés. — La vente est moyennant 300,000 fr. de prix principal, et, en outre, à la charge par les acquéreurs d'acquiescer, à la décharge de la dame de Laferté, toutes les charges et de supporter tous les droits dont le legs à titre universel pouvait se trouver grevé.

En exécution de cet acte, tous les titres de propriété relatifs aux biens de la succession, et notamment ceux concernant le domaine d'Ormy et la rente sur le duc d'Orléans, furent remis aux sieur et dame de Pancemont. — Alors parut la loi du 5 déc. 1814, qui ordonna la restitution en faveur des anciens émigrés, leurs héritiers et ayant cause, de tous leurs biens séquestrés ou confisqués pour cause d'émigration, et qui n'auraient pas été vendus. — De ce nombre étaient le domaine d'Ormy et la rente sur le duc d'Orléans, confisqués sur la dame de Saint-Maurice, lors de son émigration.

Une contestation s'est élevée entre les époux Maynaud de Pancemont et la dame de Laferté-Sennetière, sur la question de savoir à qui d'entre eux appartenait le droit de recueillir les biens restitués.

Les sieur et dame de Pancemont, en leur qualité de cessionnaires de tous les droits de la dame de Laferté, ont sollicité et obtenu de la commission de restitution des biens des émigrés un arrêté qui les a envoyés en possession.

De son côté, la dame de Laferté a prétendu qu'elle seule avait droit et qualité pour recueillir les biens rendus, et a réclamé devant le tribunal de la Seine contre l'arrêté d'envoi en possession.

29 mars 1817, jugement de ce tribunal qui rejette cette réclamation.

Appel par la dame de Laferté-Sennetière.

30 déc. 1817, arrêt de la Cour royale de Paris, qui infirme: — « Considérant que le contrat de vente de droits successifs est principalement com-

stance, qui, l'ayant déjà jugée en sa faveur, s'en trouvait dessaisi, et sur laquelle il n'appartenait plus qu'à la Cour royale de statuer. Du reste, en supposant le jugement exécutoire nonobstant l'appel, l'arrêt de la Cour royale de Toulouse, et celui de la Cour de cassation qui l'a maintenu, sont parfaitement d'accord avec la lettre de l'art. 464 du Code de proc.; mais ils sont bien rigoureux, et l'on peut dire que, par leur rigueur même, ils signalent dans cet article un vice de rédaction qu'il serait sage de faire disparaître. »

(2) V. conf., Cass. 25 janv. 1819, P. aussi Duvargier, de la Vente, L. 2 (contin. de Toullier, t. 17), n^o 340.

matif, régi par le chap. 8, tit. 6, sect. 2, art. 1696 et suivans du Code civil, et non compris dans la série des contrats aléatoires. art. 1964, au tit. 11 du même Code; — Considérant que l'héritier ou légataire, en vendant l'émolument de la succession ou du legs, conserve le titre d'héritier ou de légataire, qui est personnel et ne peut être aliéné; qu'il reste le représentant ou l'ayant cause du défunt à titre universel, l'acquéreur ne le devenant qu'à titre singulier à raison des choses comprises dans la cession; — Considérant que la vente de droits successifs, comme tous autres marchés, ne peut comprendre que les choses que les parties ont eu en vue, et dont il est vraisemblable qu'elles ont eu l'intention de traiter; — Considérant que le contrat du 5 oct. 1811 contient l'énumération des objets mobiliers et immobiliers dont la cession est faite; qu'il n'y est énoncé aucun domaine, aucune créance, aucun droit provenus à Maynaud de Collange, testateur, du chef de la dame de Pons Saint-Maurice, sa sœur; que la cession de tous les autres domaines provenus au testateur de diverses autres successions, et spécialement désignés, ayant été générale, les termes généraux dans lesquels elle a été faite n'ont point une application nécessaire à des corps de domaines et créances non désignés; — Considérant que les parties, en traitant sur des états actifs et passifs de la succession, en réglant le plus juste prix de vente, à raison des forces et des charges connues de l'objet cédé, ont manifesté que l'une n'a point entendu vendre, et l'autre n'a point entendu acheter la ferme d'Ormy, et la créance dont il s'agit, dont la vendresse n'avait point alors la disposition, et qui était à recouvrer éventuellement, cessant la force majeure et la confiscation, du chef de la veuve de Pons Saint-Maurice. »

Pourvoi en cassation de la part des époux Pancomont, pour contravention à l'art. 2 de la loi du 5 déc. 1811, en ce que l'arrêt a décidé que la remise devait profiter au légataire universel, par la raison que les biens rendus n'avaient pas été compris dans la cession, bien que dans le véritable esprit de la loi, les biens fussent censés n'avoir jamais cessé d'appartenir à l'émigré, avoir par

conséquent, toujours fait partie de sa succession, et par une suite nécessaire avoir été compris dans la cession de cette succession, cession faite en termes généraux ne comportant aucune réserve, aucune restriction.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt déclare, en fait, d'après le vu et l'examen des actes, que les objets réclamés par le demandeur n'ont jamais fait partie de la cession dont il s'agit; que, dès lors, cet arrêt n'a pu violer aucune des lois invoquées; — Rejetie, etc.

Du 18 fév. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Vallée. — Pl., M. Loiseau.

COLONIES. — RÉGLEMENS ANGLAIS.

Du 18 fév. 1819 (aff. Thétusson). — Mémorandum que par l'arrêt du 15 avril suivant (aff. Régis-Leblanc).

1^{re} ACTION PUBLIQUE. — DOUBLE POURSUITE. — CONTUMACE.2^o BIGAMIE. — MORT CIVILE. — CONTUMACE. — ÉTRANGÈRE (FEMME). — INSCRIPTION DE FAUX.

1^{er} Un individu, condamné par contumace à la peine de mort, pour un crime militaire, peut être poursuivi devant la juridiction ordinaire, à raison d'un nouveau crime passible d'une peine moins grave, quoiqu'il n'ait pas encore été jugé contradictoirement sur la première accusation. (Cod. inst. crim., 476.) (1)

2^o Le condamné par contumace à une peine emportant mort civile, qui contracte un second mariage avant la dissolution du premier et lorsqu'il ne s'est pas encore écoulé cinq ans depuis la condamnation, se rend coupable de bigamie. (Cod. pén., 340.) (2)

L'étrangère qui épouse un Français, avant la dissolution du premier mariage de celui-ci, a la qualité de française, malgré la nullité de ce mariage, et est dès lors recevable à porter plainte en France contre le crime de bigamie commis à son préjudice. (Cod. inst. crim., 7.) (3)

rait semblé qu'une seule peine pouvant être appliquée, c'était sur celui des deux crimes qui emportait la peine de mort qu'il devait être d'abord jugé. » (Comment. du Code pén. t. 2, p. 133.) — A ces observations de l'un de nos collaborateurs dont l'opinion est pour nous d'un grand poids, et que l'on pourrait étayer encore de celle de Mangin (Traité de l'action publ., t. 2, n° 458, p. 486), ajoutons pourtant qu'il nous paraît fort douteux que l'on puisse poser en principe que l'impossibilité où pourrions se trouver les tribunaux d'élever une peine moindre à la peine plus grave déjà appliquée, doive être regardée comme une cause préemptoire d'extinction de l'action publique. Nous en avons développé les raisons en rapportant dans notre Volume 1811, l'arrêt de la Cour de cassation du 18 juin 1841 dans la célèbre affaire Lafarge; nous y renvoyons le lecteur.

(2) V. sur ce point, Carnot, Comment. du Code pén., t. 2, p. 135.

(3) M. Legraverend a critiqué cette décision. (Législ. crim., t. 1, ch. 1^{re}, p. 97.) Dans son opinion, la disposition du Code civil portant qu'une étrangère qui aura épousé un Français, suivra la condition de son mari, lui donne en France les droits civils d'une Française, mais ne lui enlève pas la qualité d'étrangère qu'elle avait au moment où le mariage a été contracté. S'il n'existait pas un moment où le crime que peut former le mariage

(1) Cette décision est-elle conforme aux saines règles de l'instruction criminelle? Si l'accusé avait été condamné définitivement à la peine de mort par la juridiction militaire, quel eût été le but de la poursuite en bigamie? Pourquoi provoquer un jugement qui fût resté sans exécution? En principe général, lorsqu'un accusé est sous le coup de plusieurs accusations, il doit commencer par purger les accusations les plus graves, et ce n'est qu'au cas où les autres accusations peuvent provoquer une peine encore applicable, qu'il est nécessaire d'y donner suite. Ce principe résulte des art. 365 et 379 du Code d'inst. crim., qui prescrivent la réunion des poursuites quand elle est possible, et en tous cas la prononciation d'une seule peine, la plus forte, contre l'accusé de plusieurs crimes. La justice sociale est satisfaite par l'application de la peine dont le crime le plus grave était passible; dès que les autres peines ne seraient pas appliquées, il est inutile de les prononcer. Telle est aussi le sentiment du Carnot. « Comme rien de frustratoire, dit cet auteur, ne doit se faire en justice, et que rien ne le serait davantage qu'une condamnation aux travaux forcés ou à la réclusion de l'accusé, lorsque par le jugement à intervenir sur son premier crime, il pourrait être condamné à la peine de mort, n'aurait-il pas fallu surseoir au jugement à rendre sur le nouveau crime jusqu'à ce qu'il eût été statué contradictoirement sur la conjonction? Il an-

L'inscription de faux formée par un accusé de bigamie contre les actes qui tendent à établir son premier mariage, ne peut fonder un moyen de cassation contre l'arrêt de mise en accusation, si elle est postérieure à cet arrêt.
(Cod. inst. crim., 299.) (1)

(Le général Sarrazin.)

En 1799, le général Sarrazin avait épousé à Li-vourne Cécile-Charlotte Schwartz. Le 15 nov. 1810, il fut condamné à mort par contumace pour crime de désertion à l'ennemi. En 1813, et trois années seulement après cette condamnation, il épousa, à Loudres, Georgiana Hutchinson. Enfin, en 1817, il contracta en France un troisième mariage avec Marie Delort : les deux premiers subsistaient encore.

Le 27 août 1818, plainte de Georgiana Hutchinson. Le 15 déc. suivant, arrêt de la Cour de Paris qui ordonne la mise en accusation de Sarrazin.

POURVOI fondé sur quatre moyens. — 1^o Violation de l'art. 476 du Code d'inst. crim. : l'accusé ne pouvait être poursuivi pour bigamie jusqu'à ce qu'il eût purgé sa contumace pour désertion ; ce dernier crime, entraînant la peine la plus grave, devait être jugé le premier ;

2^o Violation de l'art. 299 du Code d'inst. crim., en ce que le fait incriminé ne constituait ni crime ni délit, attendu que le premier mariage se trouvait dissous de plein droit par la mort civile, et que le second mariage, contracté après la condamnation et quand le demandeur était frappé d'incapacité, se trouvait nécessairement nul ;

3^o Violation de l'art. 7 du Code d'inst. crim., en ce que la demoiselle Hutchinson, n'étant pas Française, puisque son mariage avec un Français était nul, n'avait pas eu qualité pour porter plainte contre un crime commis en pays étranger ;

4^o Enfin, en ce que le demandeur avait formé depuis l'arrêt de mise en accusation, une inscription de faux contre l'un des actes de mariage produits à l'appui de l'accusation.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, sur le premier moyen de cassation proposé par l'accusé, qu'en admettant le fait par lui avancé, qu'il est encore sous la graine de la juridiction militaire pour le crime de désertion, sur lequel une condamnation à mort fut prononcée contre lui, par contumace le 15 nov. 1810, il ne s'en suivrait nullement que des poursuites pour crime de bigamie ne pussent être régulièrement faites contre lui devant la juridiction criminelle ordinaire, quoiqu'il n'ait pas encore été jugé contradictoirement sur ledit crime de désertion ; que l'art. 476 du Code d'inst. crim., sur lequel l'accusé fonde son moyen, ne contient aucune disposition d'après laquelle ces poursuites

contracté avec elle puisse être réputé commis envers une étrangère, il faudrait soutenir qu'un Français n'épouse jamais une étrangère, et que l'art. 12 du Code civil est un non sens. Il serait impossible de concilier ce système avec la disposition du Code pénal, qui veut que l'on considère et qu'on punisse la tentative du crime comme le crime même ; car si l'on nie, malgré le Code civil, qu'un Français puisse épouser une étrangère, on ne niera pas qu'il ne puisse le tenter. — Bourguignon a refusé cette argumentation. « Il est bien certain qu'une étrangère ne serait pas fondée à se plaindre d'une pareille tentative, par la raison qu'avant, lors et depuis la tentative, elle n'aurait pas cessé d'être étrangère. Mais peut-on raisonner d'un cas à l'autre ? Et de ce qu'elle n'est pas admissible dans un cas où elle n'est point devenue Française, faut-il conclure qu'elle soit sans action dans un autre cas où elle doit être

doivent être suspendues jusqu'après le jugement contradictoire de la juridiction militaire ;

Attendu, sur le second moyen, que, lors du second mariage que le demandeur est accusé d'avoir contracté avant la dissolution de son premier mariage, il ne s'était pas écoulé cinq ans depuis sa condamnation à mort par contumace ; qu'aux termes des art. 27 du Code civ., et 476 du Code d'inst. crim., la mort civile n'était donc pas encore acquise contre lui ; que son premier mariage n'était donc pas dissous lors du second ;

Attendu, sur le troisième moyen, que, d'après l'art. 3, § 3 du Code civ., les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français, même résidant en pays étranger ; que, d'après l'art. 12 du même Code, l'étrangère qui épouse un Français suit la condition de son mari ; que, lors donc que Georgiana Hutchinson est devenue l'épouse du demandeur, elle est aussi devenue Française ; que l'instant où ces deux qualités se sont simultanément fixées sur elle est indivisible ; qu'il n'a donc pas existé un moment où le crime qu'a pu former le mariage contracté avec elle ait pu être réputé commis envers une étrangère ; que si ce mariage est nul comme ayant été contracté avant la dissolution du premier mariage du demandeur, cette nullité n'est pas de plein droit ; qu'aux termes de l'art. 188 du Code civ., elle doit être poursuivie et prononcée en justice ; que, d'ailleurs, et ainsi qu'il résulte de l'art. 202 de ce Code, la bonne foi de Georgiana Hutchinson, qui est présumée de droit jusqu'à preuve contraire, lui conserverait, malgré la nullité de son mariage, tous les effets civils que la loi attribue aux mariages valables ; que la qualité de Française n'a donc pas cessé de lui appartenir ; que le crime que le demandeur est accusé d'avoir commis à Louviers par son mariage avec elle, avant que son premier mariage fût dissous, rentre donc dans l'application de l'art. 7 du Code d'inst. crim. ; que d'après cet article, le demandeur peut être poursuivi et jugé en France à raison de ce crime, si ladite Hutchinson y a rendu plainte contre lui ; — Et attendu que par les pièces transmises au greffe de la Cour, en exécution de son arrêt interlocutoire du 12 de ce mois, il est prouvé que ladite Hutchinson a porté le 27 août dernier, contre le demandeur, une plainte qu'elle a renouvelée devant le juge d'instruction du tribunal de la Seine le 1^{er} oct. suivant, à raison du crime que ledit demandeur aurait commis par le mariage contracté avec elle avant que son premier mariage fût dissous ; qu'elle a aussi fait porter cette plainte sur un troisième mariage contracté par lui en 1817, avant la dissolution des deux premiers ; que les poursuites ont donc été valablement faites, et que le fait de la mise en accusa-

considérée comme recevable ? Si l'épouse était étrangère avant le mariage, elle est devenue ou réputée Française dès l'instant du mariage ; sa bonne foi et la cérémonie ont suffi pour lui conférer la jouissance de ce titre, qu'est l'un des effets civils du mariage ; et lorsque c'est dans ce moment qu'elle a reçu l'outrage, objet de sa plainte, comment la repousserait-on par cela seul qu'avant l'outrage elle était encore étrangère ? Elle doit être admise à se plaindre comme Française, puisqu'elle a été outragée par un acte qui lui conférait la jouissance du titre de Française. » *Jurisp. du Code crim.*, t. 1, p. 73.) 1^o encore sur ce point, Mangin, *Traité de l'action pén.*, n° 70).

(1) Ce moyen pourrait être proposé contre l'arrêt de condamnation, mais non contre l'arrêt de mise en accusation. V. Carnot, *Comment. du Code pén.*, t. 2, p. 133.

tion et du renvoi devant la Cour d'assises est punissable en France; qu'il y est d'ailleurs qualifié crime par les art. 1^{er} et 340 du Code pén.;

Attendu, sur le quatrième moyen, qu'il ne conste d'aucune inscription en faux qui aurait été formée par le demandeur, avant l'arrêt de mise en accusation, contre les actes produits aux fins de prouver un premier mariage qui aurait été contracté par lui à Livourne, et que cet arrêt ne peut être apprécié que sur l'état de la procédure lorsqu'il a été rendu;—Attendu enfin que le ministère public a été entendu lors de cet arrêt, et que les juges qui l'ont rendu étaient au nombre fixé par la loi; que le pourvoi du demandeur n'est ainsi justifié ni par aucune violation des règles de compétence, ni par aucun des trois moyens admis contre les arrêts de mise en accusation par l'art. 299 du Code d'inst. crim.; — Rejette, etc.

Du 18 fév. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Busschop.—Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.—Pl., M. Sirey.

DIFFAMATION.—DÉFENSE.—MÉMOIRE INJURIEUX.—COMPÉTENCE.—TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

L'injure et la diffamation résultant d'un mémoire produit pour la défense des parties dans un procès civil, peuvent être poursuivies devant la juridiction correctionnelle, lorsqu'il n'a pas été statué par le tribunal devant lequel ce mémoire a été produit. (Cod. pén., 377.) (1)

L'injure et la diffamation résultant d'une défense orale peuvent également être l'objet d'une action principale devant la juridiction correctionnelle, pourvu qu'il en ait été rédigé procès-verbal ou qu'il en ait été acquis une preuve légale qui ait fixé le fait et les circonstances (2).

La juridiction correctionnelle est exclusivement compétente pour connaître de la diffamation contenue dans un écrit public avant qu'aucune instance ait été engagée sur la contestation dont il y est traité: cet écrit ne peut être réputé relatif à la défense d'une partie dans un procès (3).

(Fortin—C. Mottet.)

Les sieurs Fortin et Mottet se trouvaient en contestation sur des matières de la compétence des tribunaux civils.—Avant d'engager l'instance, le sieur Fortin publia un écrit injurieux contre son adversaire.

Devant les tribunaux civils saisis de l'affaire, Mottet ne se plaignit point de l'écrit publié contre lui; mais il porta plainte directement devant le tribunal de police correctionnelle de Paris.

Fortin répondit que la plainte était non recevable, attendu que l'écrit prétendu injurieux ayant été publié pour sa défense devant un tribunal saisi d'une contestation entre lui et Mottet, c'était devant ce tribunal seul que Mottet devait se plaindre, aux termes de l'art. 377 du Code pénal, sauf au tribunal à en renvoyer devant qui de

droit, s'il n'était pas compétent pour prononcer la peine.

Jugement du tribunal de police correctionnelle, qui rejette le declinatoire proposé par Fortin.—Appel.—25 nov. 1818, arrêt de la Cour royale de Paris, qui confirme.

Pourvoi en cassation de la part de Fortin, pour violation de l'art. 377 du Code pénal, en ce que l'arrêt dénoncé reconnaît qu'un tribunal correctionnel est compétent pour connaître du délit d'injures commises par une partie, dans un écrit publié pour sa défense devant un tribunal civil, bien qu'aux termes dudit art. 377, ce soit au tribunal saisi de la contestation, que doit être adressée la plainte.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu, 1^o sur le moyen présenté par le demandeur à l'appui de son pourvoi, et fondé sur l'art. 377 du Code pénal, que cet article ne confère pas une juridiction exclusive de répression aux tribunaux devant lesquels sont produits des écrits injurieux ou prononcés des plaidoyers répréhensibles pour la défense des parties; qu'il leur accorde seulement, à l'égard de ces écrits ou de ces plaidoyers, et de ceux qui en sont les auteurs ou les provocateurs, une juridiction facultative et restreinte dans les limites qu'il détermine; que l'injure et la calomnie de ces écrits peuvent être poursuivies devant les tribunaux compétents dans les règles ordinaires de juridiction, lorsqu'il n'y a pas été statué par le tribunal devant lequel ils ont été produits; qu'à l'égard de la diffamation et des injures d'une défense orale, il peut de même en être rendu plainte devant les tribunaux compétents, s'il n'y a pas été prononcé par le tribunal devant lequel a eu lieu cette défense orale, pourvu toutefois qu'il en ait été accordé et rédigé un procès-verbal, ou qu'il en ait été acquis une toute autre preuve légale qui en ait fixé le fait et les circonstances; que le tribunal correctionnel du département de la Seine a donc été régulièrement saisi, dans l'espèce, de la plainte portée par l'intervenant à raison de l'écrit injurieux publié par le demandeur;

Attendu, 2^o qu'il a été déclaré par l'arrêt attaqué, que cet écrit avait été publié par le demandeur, avant qu'il y eût aucune instance engagée sur la contestation dont il y est traité, et qu'ainsi il ne pouvait être réputé relatif à la défense d'une partie de son procès; que, sous tous les rapports conséquemment, il y avait lieu à la compétence de la juridiction correctionnelle; — Rejette, etc.

Du 18 fév. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Giraud Duplessis.—Concl., M. Hua, av. gén.—Pl., MM. Naylies et Loiseau.

CONTUMACE.—REPRÉSENTATION.—RÈGLEMENT DE JUGES.—MISE EN ACCUSATION.

Lorsqu'un contumax repris est renvoyé par une Cour d'assises devant la chambre d'accusation, pour être procédé à une nouvelle mise en accusation, et que la chambre d'accusation déclare qu'il n'y a lieu de rendre un nouvel arrêt, c'est à la Cour de cassation à décider,

Cependant, si la plainte était formée au moment de la publication et avant que l'instance civile eût été intentée et la production faite, la juridiction correctionnelle serait compétente. Il en serait de même si la publication, bien que se rattachant à un procès civil, n'avait lieu qu'après le jugement de ce procès. La circonstance que les écrits ont été produits devant les tribunaux est une condition essentielle de l'application de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819.—V. du reste sur ce point, de Gratier, Comm. des lois de la presse, t. 1^{er}, p. 238 et 278.

(1 et 2) Ces deux décisions se trouvant modifiées par l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819.

(3) Cette solution est devenue trop absolue depuis la loi du 17 mai 1819. Il importe peu que les écrits aient été publiés avant le procès, s'ils ont été ensuite produits devant les tribunaux; c'est cette production qui, en les rattachant à la défense, leur imprime un caractère particulier, et met obstacle à toute poursuite, à moins que l'action n'ait été réservée par les tribunaux. L'art. 23 de la loi du 17 mai 1819 ne fait, à cet égard, aucune distinction.

IX.—1^{re} PARTIE.

par voie de règlement de juges, si le renvoi prononcé par la Cour d'assises doit ou non être maintenu.

La représentation ou l'arrestation de l'accusé contumax n'empêchent ni l'arrêt de mise en accusation, ni l'acte d'accusation. (Cod. inst. crim., 406.) (1)

(Règlement de juges. — Aff. Vasseur.)

Du 19 fév. 1819. — Sect. criminelle.

ARRÊT. — CONSEILLERS. — EMPÊCHEMENT.

L'arrêt auquel ont concouru des conseillers étrangers à la chambre qui a statué, énoncé suffisamment que les conseillers remplacés étaient dans le cas d'un empêchement légitime, par cela seul qu'il porte que les conseillers étrangers à la chambre ont été appelés pour le compléter. Il n'est pas nécessaire d'exprimer quel est l'empêchement qui a légitimé le remplacement. (Decr. 30 mars 1808, art. 4, et 6 juill. 1810, art. 9.) (2)

(Jouy — C. Lesage et Lefebvre.)

Une instance pendante devant la Cour royale de Dijon, entre les sieurs Lefebvre et Lesage, avait été terminée par arrêt de la chambre civile de cette Cour, rendu le 5 août 1817. — A cette audience, deux membres de la chambre civile avaient été remplacés par deux conseillers d'une autre chambre appelés, disait l'arrêt, pour compléter la Cour.

Pourvoi en cassation sur le motif que la Cour n'avait pas constaté dans son arrêt, la cause légitime de l'empêchement. — On alléguait d'ailleurs que l'un des deux membres absents de la chambre civile avait siégé le même jour à la chambre correctionnelle et concouru à une décision.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la Cour royale de Dijon a énoncé dans l'arrêt attaqué, rendu par la chambre civile, que les deux magistrats qui ne faisaient point partie de cette chambre, et qui ont participé à cet arrêt, y sont appelés pour compléter ladite chambre; que dès lors elle n'est, sous ce rapport, contravenue à aucune loi; — Rejette, etc.

Du 19 fév. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Favard. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Darrieux.

ATTENTAT À LA PUDEUR. — CIRCONSTANCE AGGRAVANTE. — PÈRE.

Pour qu'un attentat à la pudeur soit passible de la peine des travaux forcés à perpétuité, il suffit qu'il ait été commis avec l'une des cir-

constances aggravantes déterminées par l'art. 333, Code pén., indépendamment de celle indiquée par l'art. 332, relatif à l'âge de la victime (3). — Ainsi, le père qui commet un attentat à la pudeur sur la personne de sa fille, doit être condamné aux travaux forcés à perpétuité, encore que celle-ci soit âgée de plus de 15 ans.

(Sol.)

Du 19 fév. 1819. — Sect. criminelle.

1° SAISIE IMMOBILIÈRE. — ENREGISTREMENT. — NOTIFICATION. — NULLITÉ. — CRÉANCIER INSCRIT. — INTERVENTION.

2° JUGEMENT PAR DÉFAUT. — HUISSIER COMMIS.

3° SAISIE IMMOBILIÈRE. — FIN DE NON-RECEVOIR. — MOYENS NOUVEAUX.

4° ADJUDICATION DÉFINITIVE. — DÉLAIS. — POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

1° L'enregistrement d'une saisie immobilière prescrite par l'art. 696, Code proc., n'est pas essentiel à la validité de la notification de la saisie. — La nullité portée en l'art. 717 s'applique à l'acte de notification avec toutes ses formes constitutives: elle ne s'étend pas à l'enregistrement, qui n'est pas un élément constitutif et substantiel de la notification. (Cod. proc., 696.) (4)

L'enregistrement de la notification d'une saisie immobilière, ordonné par l'art. 696, Code proc. civ., et par l'avis du conseil d'Etat du 30 mai 1809, a pour but, à l'égard des créanciers, d'empêcher que la saisie ne puisse être rayée sans leur consentement, ou sans jugement rendu contre eux. — Ils sont donc sans intérêt, et dès lors non recevables à se plaindre du défaut d'enregistrement, lorsque, de fait, il n'y a pas eu éviction de la saisie. (Cod. proc. civ., 696, 1030.) (5)

En matière de saisie immobilière, il doit y avoir unité de poursuites. — Tout créancier inscrit à qui a été faite la notification prescrite par l'art. 695, Code de proc. civ., est réputé partie aux actes de la procédure ultérieure, comme représenté par le saisissant ou créancier poursuivant. — Ainsi, il ne peut ni intervenir en appel, ni se rendre l'ers opposant aux jugements rendus avec le poursuivant, ni présenter d'aucune manière, de son chef, des moyens de nullité. — Il n'y a que la faculté de se faire subroger, au cas de fraude et de négligence. L. du 11 brum. an 7, art. 23; Cod. proc., 695, 719, 720 et 733.) (6)

faite, dans les huit jours de la date du devoir exploi de notification, en marge de la transcription de la saisie au bureau des hypothèques. Mais aujourd'hui, comme sous la loi ancienne, les décisions ci-dessus devraient être suivies. Il résulte de l'art. 728 que la nullité d'un acte ou son omission, ne vicie pas la procédure antérieure. Or, la mention de l'art. 693 est nécessairement postérieure à la notification, l'omission de la première ne peut donc entraîner la nullité de la seconde. C'est donc seulement la procédure postérieure qui pourra être annulée. Mais lorsque l'adjudication a eu lieu, il est clair que la nullité résultant du défaut de mention ne pourra pas être prononcée sur la demande des créanciers, qui désormais sont sans intérêt, la mention n'ayant pour objet que de garantir que la radiation n'aura pas lieu sans le consentement de ces créanciers. V. dans ce sens, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 2334.

(6) Cet arrêt, dit Chauveau sur Carré, L. 5, quest. 2336, en décidant que la procédure est une via à vis du saisi, du saisissant et des créanciers, refuse,

(1) La jurisprudence est fixée dans ce sens. — F. Cass. 16 janv. 1812, et nos observations.

(2) Lorsqu'une chambre appelle pour se compléter un magistrat d'une autre chambre, il y a toujours présomption légale que le remplacement a eu lieu conformément à la loi. F. Cass. 15 janv. et 6 juill. 1829; 19 mai 1830; 4 fév. 1834; 15 mai 1839. — Il en est autrement dans le cas où des magistrats sont appelés pour aider un partage: il faut alors que l'empêchement des magistrats les plus anciens soit constaté. F. Cass. 2 avril 1835. — La Cour de cassation se montre également rigoureuse pour la constatation des empêchemens lorsque ce sont des accoucheurs ou des orones qui sont appelés à compléter le tribunal. F. Cass. 12 pluv. an 9, et la note.

(3) V. sur ce point, la note qui accompagne l'arrêt de la Cour de Cass. du 19 déc. 1811. V. aussi Cass. 24 avril et 31 juill. 1818.

(4) et (5) L'enregistrement de la notification prescrite par l'art. 696 du l'ancienne loi est remplacé aujourd'hui, d'après l'art. 693 de la loi nouvelle du 2 juin 1841, par une mention de la notification qui doit être

2^e La signification aux créanciers inscrits, des jugemens rendus avec le poursuivant, n'est pas soumise à la règle d'huissier ennomis : de tels jugemens, s'ils sont contradictoires avec le poursuivant, ne sont point par défaut avec les créanciers inscrits que le poursuivant représente. (Cod. proc. civ., 456, 493.)

3^e La fin de non-recevoir établie par l'art 736, Code proc. civile, contre tout moyen de nullité proposé en appel, s'il ne l'a été avant l'adjudication définitive, n'est pas toujours subordonnée pour le délai, à l'exécution de l'art. 735; de manière que la partie saisie ait connu le moyen de nullité quarante jours avant l'adjudication. — Notamment lorsqu'il s'agit d'une adjudication définitive indiquée par jugement postérieur à l'adjudication préparatoire. (Cod. proc. civ., 736, 735 et 332; Décr. du 2 fév. 1811.)

4^e Le délai de deux mois qui doit avoir lieu entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive, à peine de nullité, n'est pas également nécessaire pour le cas où l'adjudication définitive n'a pas eu lieu au jour fixé, doit être faite ultérieurement à un délai fixé par le tribunal. (Cod. proc., 706 et 735; Décr. du 2 fév. 1811, art. 1 et 2.) (1)

(François et Debosque. — C. — Bessière et Sabatier.)

Salin, créancier de Bessière, poursuit l'expropriation forcée des biens appartenant à son débiteur. Le 14 juil. 1814, il obtint un jugement qui prononça l'adjudication préparatoire, ordonna de nouvelles affiches et annonces, et indiqua le 19 sept. suivant pour l'adjudication définitive. — Les formalités prescrites ayant été remplies, l'adjudication définitive ne put avoir lieu le jour indiqué, à cause d'un incident qui ne fut terminé que postérieurement. — Un second jugement, du 3 nov. suivant, fixa de nouveau l'adjudication au 24; mais elle n'eut pas encore lieu, parce que Bessière désintéressa Salin, ainsi que le sieur Mareil, autre créancier qui s'était fait subroger à la poursuite. Un troisième jugement du 21 déc. 1815, ayant accordé la subrogation au sieur Debosque, autre créancier, celui-ci obtint, le 7 mars 1816, un quatrième jugement qui indiqua le 4 avril suivant pour l'adjudication définitive. Le 12 du même mois de mars, ce jugement fut signifié à Bessière. Les 19, 20 et 21, les placards furent apposés. Le 26, cette apposition fut notifiée à Bessière. Enfin, le 4 avril, l'adjudication définitive eut lieu à la chaleur des enchères, moyennant le prix de 186,000 fr., au profit d'un avoué qui fit sa déclaration de command en faveur du sieur Jean-François.

Le 7 mai, François fit signifier le jugement d'adjudication à Bessière, et le 10 à Sabatier,

ainsi qu'aux autres créanciers. Il se mit ensuite en possession des biens sans opposition, en revendit une partie à divers particuliers, et en échangea une autre avec la femme de Bessière, qui assista son épouse, et l'autorisa dans le contrat. Malgré ces actes, par exploit du 28 juil. suivant, Bessière appela du jugement du 4 avril; et le 17 juillet, il assigna Debosque en déclaration de jugement commun. Le 20 déc. de la même année, Bessière étendit son appel au jugement du 7 mars dont il demanda la nullité, ainsi que de tout ce qui avait suivi. François défendit à ces demandes par fin de non-recevoir et autrement, exerça subsidiairement sa garantie contre Debosque. Debosque adhéra à la défense de François.

En cet état, Sabatier fit signifier une requête par laquelle il demanda à être reçu partie intervenante dans l'instance, à adhérer à l'appel de Bessière, et à être reçu lui-même appelant des jugemens des 7 mars et 4 avril. Bessière s'empres- sà d'adhérer à ces conclusions. François et Debosque les soutinrent, au contraire, non recevables et mal fondées. De là, premier incident pour savoir si l'intervention de Sabatier devait être reçue. Elle fut admise par un premier arrêt du 30 dec. 1816, attendu que Sabatier, étant créancier inscrit et exposé à perdre sa créance, si l'adjudication était maintenue, avait intérêt à intervenir dans l'instance où il n'était représenté ni par le saisissant, ni par le saisi.

À la même audience, second incident pour savoir si l'appel de Sabatier était recevable et régulièrement interjeté, quoiqu'il l'eût été par une simple requête et après l'expiration des trois mois depuis la signification du jugement d'adjudication définitive à lui faite par un huissier non commis à cet effet. Un second arrêt du même jour reçut cet appel, et rejeta les fins de non-recevoir : « attendu que, par une conséquence de son intervention, Sabatier, adhérant à l'appel de Bessière et se rendant personnellement appelant, son adhésion et son appel incident pouvaient avoir lieu par requête, sans être soumis aux formalités prescrites par l'art 456 du Code de procédure; attendu d'ailleurs qu'aucun des jugemens antérieurs à l'adjudication définitive n'avait été signifié à Sabatier, que la signification à lui faite du jugement définitif par un huissier non commis n'avait pu faire courir contre lui le délai de l'appel, et qu'enfin Sabatier prétendait n'avoir pas été valablement appelé dans l'instance de saisie. »

Ces incidents terminés, la cause fut plaidée au fond. Bessière et Sabatier soutinrent que l'expropriation était nulle à partir de la notification d'affiche, faite à Sabatier, le 19 av. 1814, attendu, 1^o que cette notification n'avait pas été enregistrée en marge de la saisie au bureau des hypothèques, conformément à l'art. 695 du Code et à

pour cette raison, à ceux-ci, tout droit d'intervention, de tierce opposition; mais tous ces motifs sont donnés pour prouver qu'il n'appartiendrait pas à un créancier de se prévaloir des nullités de la procédure. Ils tombent par conséquent devant le dernier paragraphe du nouvel art. 715, d'après lequel « les nullités prononcées par le présent article peuvent être proposées par tous ceux qui y ont intérêt. »

— Dans cette observation, nous croyons que M. Chauveau va trop loin. c'est-à-dire qu'il pose un principe trop absolu en disant que chacun des créanciers inscrits a le droit de proposer des moyens de nullité contre la saisie : en droit, selon nous, ne peut appartenir qu'aux créanciers, qui seraient parties, ou auraient été admis à intervenir dans l'instance (lo vendeur non payé, par exemple), et qui usieraient avoir un intérêt à faire prononcer la

nullité; hors de là, les créanciers simplement inscrits nous paraissent, dans le système de la loi nouvelle aussi bien que dans le système de la loi ancienne, être en dehors de l'instance, et n'avoir aucunes conclusions à y prendre tant qu'ils n'ont pas été formellement admis à intervenir ou qu'ils n'ont pas été subrogés à la poursuite. Tel nous paraît être le sens du dernier paragraphe de l'art. 716. — Du reste, cette difficulté se rattache à la question plus générale, de savoir si les créanciers inscrits sont tous parties dans la poursuite de saisie immobilière, question sur laquelle nous nous sommes déjà expliqués au rapportant un arrêt de la Cour, de Metz, du 22 mars 1817, rendu en matière d'ordre.

(1) F. conf., Lyon, 29 août 1829; Bordenex, 27 mars 1833.

L'avis du conseil d'État du 30 mai 1809; 2° qu'on n'avait pas laissé deux mois d'intervalle entre le jugement du 7 mars et celui du 4 avril, selon le vœu des art. 706 du Code, et 1^{er} du décret du 2 fév. 1811, et un intervalle de quarante jours au moins depuis l'apposition des derniers placards jusqu'à l'adjudication définitive, conformément aux art. 755 du même Code et 2 du même décret.

François et Debosque répondirent que les appels étaient non recevables, parce que Bessière avait acquiescé à l'adjudication, en laissant prendre possession des biens saisis sans opposition, en autorisant sa femme à en prendre une partie, en échange, des malus de l'adjudicataire; que, dans tous les cas, les nullités alléguées, n'ayant pas été proposées avant l'adjudication, ne pouvaient l'être en appel; qu'enfin, eu tout événement, ces nullités n'étaient pas fondées, la notification d'affiche ayant été dûment enregistrée, ainsi qu'il résultait de la notification qui y était faite de l'enregistrement, et les délais invoqués n'étant prescrits par aucune loi pour les procédures nécessitées par des incidens.

La-dessus, un troisième arrêt du 2 janvier 1817, sans s'arrêter aux fins de non-recevoir, annula la notification d'affiche faite à Sabatier le 19 avril 1814, et tout ce qui avait suivi, et réintégra Bessière dans la possession des biens, avec restitution des fruits et dépens. Les motifs furent, entre autres, que Bessière n'avait pas acquiescé à l'adjudication, que Debosque et François ne justifiaient pas que la notification de l'affiche faite à Sabatier eût été enregistrée selon le vœu de l'art. 696 du Code; que devant y avoir entre les deux adjudications un délai de deux mois pour donner aux créanciers le temps d'encherir et de procurer des enchérisseurs, suivant les art. 706 du Code et 1^{er} du décret du 2 fév. 1811, il y avait nécessité de l'observer entre le jugement qui indique un nouveau jour pour l'adjudication définitive, et celui qui prononce cette adjudication; que de même étant indispensable, dans le cours ordinaire de la saisie, qu'il y ait quarante jours, au moins, depuis les derniers actes de la procédure jusqu'à l'adjudication définitive, pour que les nullités puissent être proposées et jugées avant l'adjudication selon le vœu des art. 735 du Code et 2 du décret précité, il est nécessaire qu'il y ait un délai semblable depuis les dernières procédures faites en vertu d'un jugement qui indique un nouveau jour pour l'adjudication définitive jusqu'à cette adjudication, sans quoi les parties pourraient être privées de la faculté de proposer et de faire juger leurs moyens de nullité contre les procédures, avant l'adjudication; qu'enfin ces nullités ne pourraient être écartées, faute d'avoir été proposées en première instance, puisque la notification faite à Sabatier était nulle, et qu'en abrégant les délais prescrits entre le jugement du 7 mars et celui du 4 avril, le poursuivant avait privé le saisi et les créanciers de la faculté de proposer leur moyens devant les premiers juges.

Pourvoi en cassation de la part de Debosque et de François, tant contre l'arrêt du 30 déc. 1816, qui avait déclaré l'appel recevable et régulier que contre celui du 2 janv. 1817, qui avait admis les moyens de nullité proposés contre la poursuite.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu les art. 156, 443, 466, 474, 695, 719, 720, 721, 722, 733, 735, 736 et 1030 du Code de proc.; — En ce qui touche l'arrêt du 30 déc. 1816, — Attendu 1° que de la combinaison des art. 719, 720, 721, 722, 733, 735 et 736, il résulte que le créancier inscrit qui a reçu la notification prescrite par l'art. 695 ne peut se pourvoir directement par voie de nullité des actes

de la saisie immobilière, mais seulement demander la subrogation à la poursuite, sauf à faire régulariser ensuite la procédure en cas d'omission ou de nullité; qu'en effet les art. 719 et 720 veulent qu'il n'y ait qu'une poursuite; les art. 733, 735 et 736 s'accordent nommément qu'au saisi le droit de proposer directement les nullités, à la différence de l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7, qui l'accordait expressément aux créanciers en même temps qu'au saisi, et les art. 721 et 722 ne donnent aux créanciers que la faculté de demander la subrogation en cas de collusion, fraude ou négligence du poursuivant à remplir une formalité ou à faire un acte de proc. dans les délais; qu'il suit de là que les créanciers n'ont pas le droit d'agir directement en nullité des actes, mais seulement la faculté de demander la subrogation, sauf à faire régulariser ensuite la procédure, s'il y a lieu, sans quoi la loi manquerait souvent un de ses buts intéressans, qui est de simplifier la procédure et d'éviter les frais et les longueurs; que le créancier inscrit, dûment appelé, n'ayant pas le droit de se pourvoir directement en nullité des actes de la saisie, est, par cela même, non recevable à les attaquer directement par voie d'intervention et d'appel; qu'il résulte d'ailleurs des art. 466 et 474 qu'aucune intervention ne peut être reçue de la part de ceux qui ont été dûment appelés lors du jugement, et des art. 733, 735 et 736, qu'il ne peut être proposé, par voie d'appel, d'autres moyens de nullité que ceux qui ont été présentés avant l'adjudication; qu'il suit encore de là que le créancier, dûment appelé par la notification prescrite par l'art. 695, est, même en lui supposant qualité pour agir directement en nullité des actes de la saisie, non recevable à intervenir et à appeler pour cause de nullités qui n'ont pas été présentées avant l'adjudication; que, dans le fait, Sabatier a été dûment appelé à la saisie par la notification à lui faite du placard, le 19 avril 1814, conformément à l'art. 695; qu'on n'a pu déclarer cette notification nulle, sous prétexte d'omission de l'enregistrement prescrit par l'art. 696, même en la supposant constante, puisque l'enregistrement n'est pas constitutif de la notification, et qu'au contraire les deux actes sont requis séparément par deux articles distincts et sanctionnés de même par l'art. 717; qu'il suffit conséquemment qu'elle soit revêtue des formalités ordinaires, requises pour les exploits, pour qu'elle soit valable et qu'elle doive produire son effet; que, dans le fait aussi, Sabatier, quoique dûment appelé, n'a ni demandé la subrogation, ni proposé des nullités avant l'adjudication, et n'a fondé son appel et son intervention que sur des moyens de nullité qui n'avaient pas été présentés avant l'adjudication; qu'il était, par conséquent, non recevable dans son intervention et dans son appel;

Attendu 2° que, d'après l'art. 443, l'appel ne peut être reçu, s'il n'a été interjeté dans les trois mois de la signification du jugement; que Sabatier n'a appelé du jugement d'adjudication que plus de trois mois après la signification à lui faite de ce jugement; qu'on n'a pu décider que cette signification n'a pas en l'effet de faire courir le délai de l'appel, sous prétexte qu'elle ne lui a pas été faite par un huissier commis par le tribunal, conformément à l'art. 156, puisque, la saisie étant commune à tous les créanciers, ils ne sont pas proprement défendants dans le sens de cet article; qu'il n'est pas d'ailleurs contesté que l'huissier qui fit cette signification à Sabatier avait été commis sur la demande de l'adjudicataire pour en faire une semblable au saisi, qui était défaillant; qu'ainsi, lors même que Sabatier aurait eu

droit de se rendre appelant, son appel ne pouvait être reçu, faute d'avoir été interjeté dans le temps prescrit ;

En ce qui concerne l'arrêt du 2 janv. 1817 : — Attendu, d'une part, que l'enregistrement ordonné par l'art. 696 a uniquement pour objet, à l'égard des créanciers, d'empêcher que la saisie ne puisse être rayée que de leur consentement, ou en vertu de jugemens rendus contre eux ; que, par une suite, ils sont sans intérêt pour se plaindre de l'omission de cette formalité, lorsque, comme dans l'espèce, la saisie n'a pas été rayée, et a au contraire été suivie d'adjudication ; que, d'ailleurs, dans le fait, la notification faite à Sabatier avait été enregistrée selon le vœu de l'art. 696, et de l'avis du conseil d'Etat du 30 mai 1809, ainsi qu'il résulte de la relation de l'enregistrement faite sur la notification et du contexte de l'arrêt même, et qu'il a été de nouveau établi par des extraits également authentiques produits devant la Cour, que, foi étant due à cette relation jusqu'à preuve contraire, l'arrêt a commis, en droit, une erreur manifeste, en jugeant que cette formalité n'était pas établie ; que, d'autre part, si les art. 706 et 735 du Code de proc., 1^{er} et 2 du décret du 2 fév. 1811, exigent qu'il y ait un délai de deux mois au moins entre les deux adjudications, et de quarante jours au moins depuis l'apposition des derniers placards jusqu'à l'adjudication définitive, ce n'est que dans la procédure ordinaire ; qu'à cet égard, ces délais ont été observés dans l'espèce, où l'adjudication préparatoire est du 14 juill. 1814, et l'adjudication définitive du 4 avril 1816 ; qu'aucune loi n'exige que ces délais soient réitérés en totalité dans les nouvelles procédures que des incidens nécessitent pour passer à l'adjudication définitive ; qu'au contraire l'art. 732, qui prescrit en ce cas de nouvelles annonces et affiches, ordonne seulement qu'elles seront faites dans les formes des précédentes, sans fixer de nouveaux délais : d'où il suit qu'il laisse à la prudence des juges chargés d'indiquer un nouveau jour pour l'adjudication le soin de fixer, selon les circonstances, d'après leurs lumières et leur conscience, les délais convenables pour parvenir à l'adjudication ; et, d'après l'art. 1030, aucun acte de procédure ne peut être déclaré nul, si la nullité n'en est formellement prononcée par la loi ;

Attendu d'ailleurs qu'aux termes des art. 733, 735 et 736, il ne peut être proposé, en appel, d'autres moyens de nullité que ceux qui ont été présentés avant l'adjudication ; que ceux dont il s'agit n'ont été proposés qu'en appel ; qu'ils auraient pu et dû l'être avant l'adjudication, les parties ayant été suffisamment averties tant par les notifications déjà reçues que par l'apposition des dernières affiches, antérieures de plusieurs jours à l'adjudication définitive ;

Attendu enfin que de tout ce qui précède il résulte qu'en admettant Sabatier à demander directement la nullité des actes de la procédure, à intervenir en appel, quoique dûment appelé par la notification prescrite, à appeler du jugement d'adjudication uniquement pour cause de nullités qui n'avaient pas été présentées avant ce jugement, en recevant cet appel, quoiqu'il n'ait été interjeté qu'après les trois mois de la signification du jugement, et en déclarant recevables et fondées les nullités proposées en appel seulement, tant par lui que par Bessière, les arrêts attaqués violent les articles ci dessus : — Casse, etc.

Du 22 fév. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Bris-

son. — Rapp., M. Cassaigne. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Darrien, Nicod, Barrot et Sirey.

ÉMIGRÉ. — SUCCESSION. — REMISE. — BUREAU DU DOMAINE. — ACTION DOMANIALE. — QUALITÉ.

Si le gouvernement appelé à recueillir partie d'une succession, comme représentant un émigré, a fait remise de la totalité aux autres héritiers, l'émigré rentré ne peut attaquer l'acte et réclamer sa part, même sous prétexte que le gouvernement n'a point entendu renoncer à sa part, et qu'il n'a fait remise totale que parce qu'il ignorait le droit qu'il avait du chef de l'émigré. (L. du 5 déc. 1814.)

Le bureau du domaine de Paris, créé par la loi du 10 fruct. an 2, remplaça les administrations de district et de département, pour tout ce qui avait rapport aux domaines nationaux. — En conséquence, il avait qualité pour défendre dans un procès qui intéressait un émigré, relativement à une succession ouverte à Paris. — Rés. par la Cour royale. (1)

(Les enfans Pont..... — C. les enfans de L.....)

Après le décès du sieur de L..... condamné à mort par les tribunaux révolutionnaires, son frère, le sieur Pont....., était son seul héritier ; mais celui-ci étant émigré se trouvait représenté par l'Etat. — Deux enfans naturels du sieur de L..... se présentent, et se font reconnaître pour tels par jugement du 8 vend. an 4 ; ensuite ils réclament du gouvernement la totalité de la succession de leur père, dont en effet ils obtiennent la remise, en présentant un acte de notoriété, constatant qu'ils sont seuls héritiers.

En 1814, les enfans du sieur Pont..... mort en émigration, viennent réclamer une partie de la succession. D'abord ils cherchent à écarter l'autorité de la chose jugée, acquise au jugement du 8 vend. an 4, en soutenant que leur père, émigré à cette époque, n'a pas été valablement représenté par le bureau du domaine de Paris, contre qui avait été rendu le jugement, et qu'il n'aurait pu l'être que par le procureur syndic du département. — Qu'au fond le fait de la paternité du sieur de L..... n'aurait pas été suffisamment établi ; qu'enfin, la qualité d'enfans naturels ne donnait droit aux enfans de L..... qu'à la moitié de la succession de leur père ; qu'en effet, aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 13 floréal an 11, « l'état et les droits des enfans nés hors mariage, dont les père et mère sont morts depuis la promulgation de la loi du 12 brum. an 2 jusqu'à la promulgation des titres du Code civil, sur la paternité et la filiation et sur les successions, seront réglés de la manière prescrite par ces titres : » qu'aux termes de l'art. 757 du Code civil, l'enfant naturel, en concours avec des collatéraux, a droit à la moitié de ce qu'il aurait eu s'il eût été légitime ; qu'ainsi, dans l'espèce, les enfans de L. n'avaient droit qu'à la moitié de la succession, qu'ils auraient recueillie en entier, s'ils avaient été légitimes.

Les enfans de L..... répondaient, que d'abord le bureau du domaine de Paris avait valablement représenté le sieur Pont....., dans l'instance sur laquelle était intervenu le jugement du 8 vend. an 4 ; qu'ainsi ce jugement avait acquis l'autorité de la chose jugée, à l'égard des héritiers Pont.....

— Que quant à la question de savoir s'ils avaient droit à la totalité ou seulement à la moitié de la succession, il n'était pas permis de l'examiner, puisqu'à l'époque du partage, le gouvernement, qui seul avait droit avec eux à cette succession,

que celle-ci avait été appelée à soutenir, à raison des biens d'émigrés qui lui avaient été dévolus. V. Cass. 19 prair. an 11 ; 9 janv. 1809 ; 9 mars 1825,

(1) V. conf., Cass. 29 déc. 1808. — Mais il a été jugé que l'agent du district n'avait pas qualité pour représenter la nation, notamment dans les causes

avait consenti à la leur abandonner en entier; et qu'une telle renonciation devait produire son effet, d'autant plus que l'article 1^{er} de la loi du 5 décembre 1814, « maintient soit envers l'Etat, soit envers les tiers, tous jugemens et décisions rendus, tous actes passés, tous droits acquis avant la publication de la Charte constitutionnelle, et qui seraient fondés sur des lois ou des actes du gouvernement. »

Le 11 fév. 1817, le tribunal de première instance de Paris a statué sur le mérite de la tierce opposition, et a déclaré les enfans Pont... non recevables par les motifs suivans : — « Attendu que la succession du sieur de L..., décédé célibataire, était dévolue de droit au sieur Pont..., son frère; — Que ledit Pont... était donc le seul contradicteur des enfans naturels de L..., qui, à ce titre, réclamaient sa succession; — Que le sieur Pont... étant compris dans les listes des émigrés, était, aux termes des lois d'alors, représenté par l'administration du département, à laquelle le bureau du domaine était substitué; — Que ce bureau, autorisé à représenter les émigrés dans les successions qui leur étaient dévolues, avait qualité et intérêt pour engager et pour soutenir toutes les contestations relatives à ces successions; — Que la réclamation des enfans de L..., étaient de ce nombre, la question d'état étant nécessairement inhérente à la réclamation de la succession; — Que le jugement du 8 vend. an 4, qui a réglé l'état et les droits des enfans de L..., a donc été rendu avec le véritable représentant du sieur Pont..., seule partie intéressée; — Que ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée, tant parce qu'il n'a pas été attaqué dans les délais utiles, que parce qu'il a été pleinement exécuté par l'administration du département, détentrice des biens de l'hérédité, et partie audit jugement du tribunal civil du troisième arrondissement de Paris, en date du 8 vend. an 4 (30 sept. 1795), par l'intervention du bureau du domaine; — Que cette fin de non-recevoir serait fortifiée, s'il était nécessaire, et de droit invincible par les dispositions de l'art. 3 de la loi du 14 flor. an 11, celles du sénatus-consulte du 6 flor. an 10, l'art. 68 de la Charte royale, et l'ordonnance du roi du 21 août 1814. »

Les enfans Pont... ont interjeté appel de ce jugement, ainsi que de celui du 8 vend. an 4; relativement à ce dernier, les enfans de L... ont soutenu que les enfans Pont... étaient non recevables : premièrement, parce que les délais étaient écoulés depuis longtemps; en second lieu, parce que le jugement du 8 vend. avait été volontairement exécuté par l'administration. — Ils rapportaient, comme preuve de cette exécution, l'arrêté par lequel le bureau du domaine leur avait fait remise définitive de biens de la succession de leur père naturel.

10 janv. 1818, arrêt de la Cour royale de Paris qui confirme : « en ce qui touche la tierce opposition et l'appel de la sentence du 8 vend. an 4; — Considérant, à l'égard de la tierce opposition, qu'à l'époque où les demandes ont été formées et le jugement rendu, la succession de L... était ouverte; — Que son seul héritier était P..., représenté par le fise; — Considérant que le bureau du domaine national a reçu par la loi de sa création tous les pouvoirs de l'administration du département, relativement aux biens nationaux provenant de la confiscation, et en conséquence le pouvoir de représenter les émigrés aux inventaires, et de défendre en justice à toutes actions relatives à ces biens; — Et à l'égard de l'appel, considérant que la sentence du 8 vendémiaire an 4 a été exécutée par le bureau du domaine nation-

nal; — En ce qui touche l'appel de la sentence du 14 fév. 1817, adoptent les motifs des premiers juges. »

Pourvoi en cassation de la part des enfans Pont... — Entre autres moyens, ils ont prétendu que l'arrêt dénoncé avait violé les art. 1 de la loi du 14 flor. an 11 et 757 du Code civil, en fixant la part des enfans naturels dans la succession de leur père d'une manière contraire aux dispositions de ces articles; et que cette violation ne pouvait être couverte par la loi du 5 déc. 1814, dont les dispositions n'étaient pas applicables à l'espèce; — Qu'en effet, le but de cette loi était d'empêcher que les droits attribués par les actes du gouvernement, pussent être enlevés à ceux à qui ils étaient acquis. — Mais que cela ne devait s'entendre que de droits conférés expressément et en pleine connaissance de cause par le gouvernement; — Que, dans l'espèce, il n'était pas question de droits de ce genre; qu'il était évident que c'était par erreur, ou de droit ou de fait, que la totalité de la succession avait été attribuée aux enfans de L...; qu'ils avaient été regardés à tort comme seuls héritiers de leur père naturel, mais qu'il n'y avait pas eu intention réelle, de la part du gouvernement, de renoncer à ses droits à la succession; que l'acte par lequel il avait accordé la remise, ne pouvait donc pas être considéré comme ayant conféré des droits irrévocablement acquis, aux termes de la loi du 5 déc. 1814.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la loi du 14 floréal an 11, maintient par son art. 3, tous les jugemens rendus en faveur des enfans naturels, depuis la loi du 12 brum. an 2; et que celle du 5 déc. 1814 confirme tous les actes, et imprime le sceau de l'irrévocabilité à tous les droits acquis antérieurement à la Charte constitutionnelle; que ces deux lois d'un ordre politique sont, sous ce rapport, supérieures à toutes les lois civiles, et qu'en les rapprochant de l'espèce de la cause, on voit qu'elles maintiennent les enfans naturels dans tous les biens et droits dont ils avaient été mis en possession avant ces lois; — Rejette, etc.

Du 25 fév. 1819. — Sect. rev. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Jaubert. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Delagrèze.

TRIBUNAL DE POLICE. — GREFFIER.

Le greffier fait partie intégrante du tribunal de police, et par conséquent, ce tribunal ne peut procéder à un jugement sans son assistance. (Cod. inst. crim., 141.) (1)

Est nul le jugement de police qui prononce une confiscation sans insérer les termes de la loi pénale appliquée. (Cod. inst. crim., 163.) (2) (Intérêt de la loi — C. Gossiaux de Pouilly.)

ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 488 et 413 du Code d'instr. crim.; — Considérant qu'un tribunal n'est compétent et ne peut conséquemment exercer les pouvoirs qui lui sont délégués par la loi, que lorsqu'il est légalement constitué; — Qu'il résulte des art. 141, 142, 143 et 168 dudit Code, que le greffier fait partie intégrante du tribunal de police, et que les art. 153 et 155 déterminent les fonctions qu'il doit y remplir; — Qu'il s'ensuit donc que le tribunal de police ne peut, sans violer les règles de sa compétence, procéder à un jugement sans l'assistance du greffier;

Vu, en deuxième lieu, l'art. 163 du Code d'in-

(1) La même principe s'applique à toutes les juridictions. V. Legevaerand, l. 2, ch. 3.

(2) V. conf., Cass. 4 brum. an 7.

struction crim., et les art. 11 et 464 du Code pénal;—Et attendu, 1^o que le tribunal de police du canton de Pouilly a rendu, le 9 juillet 1818, un jugement, sans l'assistance du greffier; 2^o que, par ce jugement, il a prononcé la peine de confiscation de trois cent cinquante livres de sel, au profit de l'hospice civil et au préjudice de trois particuliers, sans insérer dans ce jugement les termes de la loi pénale appliquée;—D'après ces motifs, — Casse, dans l'intérêt de la loi seulement, etc.

Du 25 fév. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Busschop.—Concl., M. Fréreau de Pény, av. gén.

RECÈLÈ.—PRINR.

Ce n'est que dans le cas où la peine encourue par l'auteur d'un vol, est la mort, les travaux forcés à perpétuité ou la déportation, que le recéleur ne doit en subir l'application qu'autant qu'il a eu connaissance des circonstances aggravantes qui ont accompagné ce vol; dans toutes les autres cas, il doit nécessairement subir la peine applicable à l'auteur principal. (Cod. pén., 62 et 63.) (1)

(Fille Depitre.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'aux termes de l'art. 63 du Code pénal, les complices par recèlement ne peuvent être condamnés aux peines, soit de la mort, soit des travaux forcés à perpétuité, soit de la déportation, s'ils ne sont convaincus d'avoir eu, au temps du recèlement, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache la peine de ces trois genres;—Que, pour qu'il y ait lieu à l'application de cet article, il faut donc que le crime qui est l'objet de l'accusation soit punissable de l'une de ces peines;—Attendu que les vols dont la réclamante est déclarée complice ont été commis dans des églises, la nuit, à l'aide d'escalade et d'effraction, et que les vols accompagnés de ces circonstances ne sont punis par les art. 381 et 384, du Code pénal, que de la peine des travaux forcés à temps; qu'ainsi il n'a pas dû être demandé au jury, dans l'espèce, si l'accusée avait eu connaissance, au temps du recèlement, des circonstances à l'aide desquelles les vols avaient été exécutés; qu'elle a été déclarée coupable d'avoir recélé sciemment partie des objets volés; que, d'après l'art. 62 du susdit Code, ce recèlement la soumettait à la peine qu'avait encourue l'auteur des vols, c'est-à-dire aux travaux forcés à temps; que si elle a été condamnée à celle des travaux forcés à perpétuité, ce n'est pas raison de la complicité dont elle est déclarée coupable, mais parce que, ainsi que l'a reconnu et déclaré la Cour d'assises, elle avait été précédemment condamnée, par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, du 6 août 1811, à cinq années de travaux forcés à temps, pour crime de faux; que, soumise par son second crime à la peine des travaux forcés à

temps, elle avait donc, par sa récidive et d'après le texte formel du § 1. de l'art. 56 du Code pénal, encouru la peine des travaux forcés à perpétuité; que sa condamnation à cette peine n'est donc pas une violation de l'art. 63 du même Code, et qu'elle est une juste application de ses art. 59, 62, 381 et 384;—Rejette, etc.

Du 25 fév. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Aumont.—Concl., M. Fréreau de Pény, av. gén.

CITATION. — MATIÈRE CORRECTIONNELLE.—DÉLAI.—PRESCRIPTION.

En matière correctionnelle, la citation n'est pas nulle par cela qu'il n'y a pas eu un délai de trois jours entre la citation et le jugement; la condamnation par défaut, intervenue avant l'expiration de ce délai, est seule frappée de nullité. (Cod. inst. crim., 140 et 181.) (2)

La citation en police correctionnelle donnée pour comparaitre à un délai moindre que trois jours, est un acte de poursuite qui a pour effet d'interrompre la prescription. (Cod. inst. crim., 637 et 638.) (3)

(Gauthier.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu l'art. 184 du Code d'inst. crim.;—Attendu que les tribunaux ne peuvent prononcer d'autres nullités que celles établies par la loi;—Que si l'art. 140 du Code d'inst. crim. veut qu'en matière de simple police la citation ne puisse être donnée à un délai moindre que vingt-quatre heures, outre un jour par trois myriamètres, à peine de nullité tant de la citation que du jugement qui serait rendu par défaut, l'art. 184 ne détermine pas, en matière correctionnelle, de délai pour la validité de la citation; que ce n'est qu'entre la citation et le jugement qu'il prescrit un intervalle de trois jours, à peine de nullité seulement de la condamnation qui interviendrait par défaut; que cette nullité n'a pas été étendue, comme en matière de simple police, à la citation; d'où suit que l'effet qu'elle a eu de saisir le tribunal est maintenu; et que, par une autre conséquence, elle reste un acte de poursuite qui a celui d'interrompre la prescription;—Que cependant le tribunal correctionnel de Châlons-sur-Saône a, dans l'espèce, déclaré la nullité, non-seulement de la condamnation prononcée par défaut en première instance, mais encore de la citation même, comme donnée à un délai moindre que celui fixé par la loi; et jugeant qu'en cet état il s'était écoulé, depuis le dernier des autres actes de poursuite, plus de trois ans, il a déclaré la prescription acquise, et ordonné la mise en liberté du prévenu par application des art. 637 et 638 du Code d'inst. crim.; en quoi ledit tribunal a méconnu et violé le vœu de l'art. 184 du Code d'inst. crim., et fait une fausse application des art. 637 et 638 du même Code;—Casse, etc.

(1) V. sur ce point, Cass. 13 brum. an 11, et la note. V. aussi dans le sens de la solution ci-dessus, Cass. 25 juin 1812; 29 mai, 10 juill. et 22 août 1817; 22 juin 1827, etc.—Telle est en effet la jurisprudence depuis longtemps établie, jurisprudence fondée sur des dispositions législatives contre lesquelles réclament la plupart des criminalistes et que cependant la Cour de cassation a toujours appliquées avec une sévérité que l'on a pu, en certains cas, qualifier d'excessive. V. Rossi, *Traité de droit pénal*, t. 3, ch. 11, p. 64; Carnot, *Comment. sur l'art. 63 Cod. pén.*; Chauveau, *Code pénal progressif*, p. 186; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 2, p. 88 et suiv.; Ad. Morin, *Dict. du Droit crim.*, v^o Complicité, p. 176.—La non-

velle rédaction de l'art. 63 du Code pénal, qui a en pour objet principal de substituer la peine des travaux forcés à la peine de mort, qu'aurait pu subir le recéleur en certains cas, ne paraît devoir apporter aucune modification à cette jurisprudence, en ce sens qu'aujourd'hui comme avant, et hors les cas formellement exceptés, le recéleur peut encore être puni des mêmes peines que l'auteur du vol, sans qu'il soit déclaré qu'il en a connu les circonstances aggravantes.

(2 et 3) V. dans ce sens, Mangio, *Traité de l'action publique*, t. 2, p. 214; Carnot, *de l'inst. crim.*, t. 1, p. 30 et 38, sur les art. 182 et 184, n^o 2; Leger, *graverend*, *Lég. crim.*, t. 1, ch. 1^{re}.

Du 25 fév. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barik. — *Rapp.*, Rataud. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

ACTION POSSESSOIRE. — PROPRIÉTÉ. — COMPÉTENCE.

Un juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en complainte, bien que le demandeur dise qu'il est non-seulement possesseur, mais encore propriétaire. Cette allégation du demandeur ne soumet pas la question de propriété au juge. (L. du 24 août 1790, tit. 3, art. 9 et 10; Cod. proc. civ., 3.) (1)

(Le comte de Béarn — C. Tarlé.)

Le juge de paix du canton de Salns avait été saisi d'une action possessoire intentée par le comte de Béarn contre le sieur Tarlé; le comte de Béarn se plaignait que Tarlé était venu prendre une charretée de sable dans une sablière appartenant à lui comte de Béarn; il demandait à être maintenu dans la possession et à ce que Tarlé fût condamné à lui payer 50 fr. de dommages-intérêts.

Mais Tarlé se défendait en disant que la sablière dans laquelle il avait pris du sable appartenait, non au comte de Béarn, mais à la commune de Boves qui en avait la possession; que c'était en qualité d'habitant de cette commune qu'il avait pris la charretée de sable; qu'ainsi le comte de Béarn était mal fondé dans sa plainte.

Sur cette prétention, et le comte de Béarn affirmant de son côté qu'il était seul propriétaire et possesseur de la sablière, est intervenu un jugement qui ordonnait la mise en cause de la commune, à la diligence du sieur Tarlé. Après diverses prorogations de délai, le sieur Tarlé n'a point effectué la mise en cause de la commune.

Enfin le comte de Béarn a conclu à ce que « attendu que Tarlé, en prenant une voiture de sable dans la pièce de terre dont le demandeur est possesseur et propriétaire, a dégradé cette terre; qu'il avait annoncé que la commune de Boves avait la propriété et la possession de la sablière; qu'un délai suffisant lui a été donné pour la mettre en cause et qu'il ne l'a pas fait, ce qui prouve que la commune n'a aucun droit, Tarlé soit condamné à payer 50 fr. pour réparation des dommages. »

28 août 1816, jugement qui, adoptant les conclusions du comte de Béarn, condamne Tarlé à payer trois francs à titre de dommages-intérêts. — Appel de la part de Tarlé.

13 février 1817, jugement du tribunal de 1^{re} instance d'Amiens, ainsi conçu : « Attendu que, bien que le comte de Béarn ait introduit sa demande au possessoire, il en a changé la nature, lorsque le 28 août il a conclu, devant le juge de paix, au paiement de 50 fr. de dommages-intérêts, pour raison de préjudice causé par Tarlé dans la sablière et en fondant ses nouvelles conclusions sur son droit à la propriété: attendu qu'en ordonnant la mise en cause de la commune, le juge de paix a reconnu implicitement que les parties procédaient au pétitoire, ce qui le rendait incompétent. Par ces motifs, sans s'arrêter ni avoir égard au jugement dont est appel, non plus qu'à la fin de non-recevoir proposée contre celui, évoquant la cause, le tribunal ordonne aux parties d'en venir au mois pour procéder au fond. »

Pourvoi en cassation de la part du comte de Béarn, pour violation des art. 9 et 10, tit. 3 de la

loi du 24 août 1790, en ce que le jugement dénoncé a déclaré le juge de paix incompétent pour statuer sur une action possessoire, sous prétexte que le demandeur avait dénaturé sa demande, en s'étayant à la fois de sa possession et de sa propriété, bien que, dans le fait, la demande n'ait pas cessé d'être purement possessoire; car ni l'allégation du demandeur qu'il était propriétaire, ni la mise en cause de la commune tendant à établir à qui appartenait la possession, n'avaient soumis au juge une question de propriété.

M. Cahier, av. gén., a conclu à la cassation.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 9 et 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, donne défaut contre Tarlé, et pour le profit, attendu que l'action formée par le demandeur était positivement qualifiée au possessoire et bornée à 50 fr. de dommages-intérêts; que cette action n'a pas cessé d'être possessoire, parce que le demandeur a dit que la propriété lui appartenait; que le juge de paix n'a pu ordonner la mise en cause de la commune de Boves, que pour mettre celle-ci en état de contester la possession du demandeur; que Tarlé, ne contestant point de son chef la possession du demandeur, et n'ayant pas mis en cause, devant le juge de paix, la commune à laquelle il supposait appartenir et la propriété et la possession, il est impossible de concevoir que le juge de paix ait pu, même implicitement, s'occuper de la propriété; en sorte que la contravention aux art. 9 et 10 de la loi du 24 août 1790, tit. 3 est évidente; — Casse, etc.

Du 1^{er} mars 1819. — Sect. civ. — *Prés.*, M. Brisson. — *Rapp.*, M. Gandon. — *Concl.*, M. Cahier, av. gén. — *Pl.*, M. Nicod.

SYNDICS. — FAILLI. — EXPROPRIATION.

Les poursuites en expropriation des biens d'un failli, doivent être dirigées et suivies contre les syndics provisoires et définitifs de la faillite, et non contre le failli; en conséquence, aux syndics seuls appartient le droit de demander la nullité de la procédure. (Cod. comm., 442 et 494.) (2)

(Laurence-Olivier — C. Richard Severin.)

Les sieurs Laurence-Olivier frères étaient créanciers hypothécaires du sieur Richard Severin lorsqu'il fut déclaré en faillite. — Ils poursuivirent aussitôt l'expropriation forcée de ses immeubles.

— Le commandement, la saisie, les placards et les procès-verbaux d'affiche, furent signifiés aux syndics provisoires de la faillite, et en outre au sieur Richard Severin lui-même.

5 juillet 1814, contrat d'union entre les créanciers Richard Severin; les syndics provisoires sont nommés syndics définitifs.

Le sieur Richard Severin seul et sans l'assistance ni l'autorisation des syndics, demande alors la nullité de la saisie immobilière, par le motif que le commandement préalable à la saisie ne lui avait pas été régulièrement signifié. — Une fin de non-recevoir est opposée contre cette demande. Les sieurs Laurence-Olivier soutiennent que le sieur Richard est non recevable à demander de son chef la nullité de la saisie de ses immeubles, parce que, dès le jour de sa faillite, il a été dessaisi de l'administration de ses biens; qu'il ne peut plus en disposer; que les syndics seuls peuvent

valoir. — Il a du reste encore été jugé dans le même sens, que le commandement à fin d'expropriation devait être fait aux syndics. *V. Papiers*, 18 janv. 1826; Rouen, 2 juin 1826. — *V. aussi* Bruxelles, 12 mai 1810. — Il en était de même avant le Code de commerce. *V. Bruxelles*, 3 niv. an 10.

(1) La jurisprudence est constante sur ce point. *V. Cass.* 20 nov. 1818, et les arrêts indiqués à la note. — *F. aussi* Carasson, *Comp. des juges de paix*, t. 2, p. 404.

(2) *F. conf.*, Colmar, 29 août 1816, et nos obser-

en poursuivre la vente, et par conséquent y défendre; que toutes les significations faites aux syndics sont régulières, qu'elles suffisent; que celles faites au sieur Severin ne sont que surabondantes et ne doivent pas nuire à la validité des autres actes; que dès lors le sieur Severin est non recevable à demander la nullité de la procédure.

Les syndics sont mis en cause; il déclarent s'en remettre à la justice.

15 décembre 1814, jugement du tribunal civil de Chinon, ainsi conçu : « Considérant que le sieur Richard Severin est en faillite, et qu'il y a un contrat d'union formé entre ses créanciers; — Considérant qu'un failli est dessaisi de plein droit de l'administration de tous ses biens à compter du jour de sa faillite; — Considérant que ses biens mobiliers et immobiliers appartiennent à ses créanciers, et que les syndics de la faillite ont le droit d'en poursuivre la vente, sous la surveillance seulement du juge-commissaire à ladite faillite, et sans qu'il soit besoin de l'y appeler; — Considérant qu'aux syndics définitifs seuls représentant la masse des créanciers appartient, tant que dure la faillite, le droit de former toute action mobilière et immobilière concernant les biens du failli, sous la surveillance seulement du juge-commissaire, et sans qu'il soit besoin d'appeler le failli; qu'ainsi le sieur Richard Severin est sans droit pour former une pareille action; — Considérant enfin que les créanciers audit Richard souffrent de ces contestations; qu'il est instant de procéder promptement à la vente des biens de la faillite et à la liquidation des dettes, ce que les difficultés qu'il élève tendent à retarder; — Déclare ledit Richard purement et simplement non recevable dans ses demandes et exceptions. »

Appel. — L'art. 442 du Code de commerce, disait le sieur Richard, dispose que le failli est dessaisi de plein droit, du jour de sa faillite, de l'administration de ses biens : ce dessaisissement ne s'applique donc qu'à l'administration et non à la propriété des biens immobiliers du failli; ce dessaisissement ne frappe point le failli d'une incapacité telle qu'il ne puisse pas ester en justice, soit pour se défendre contre les actions qui le touchent personnellement, soit pour défendre la propriété de ses immeubles, qui ne lui est pas enlevée, tant qu'il n'y a point de contrat d'union formé. Le failli est partie nécessaire dans toutes les instances qui ont trait à la propriété de ses immeubles, parce que la loi ne donne aux syndics provisoires aucune qualité pour cela; elle n'en donne même aux syndics définitifs, que lorsque ce sont eux-mêmes qui poursuivent la vente des immeubles du failli. C'est ce qui résulte de l'économie du Code de commerce sur cette matière. Il détermine les pouvoirs des syndics provisoires, et nulle part il ne leur donne l'attribution de défendre aux actions immobilières intentées contre le failli; au contraire, il borne expressément tous leurs pouvoirs à ce qui concerne les choses mobilières du failli. — L'art. 494 met bien les syndics à la place du failli, mais seulement pour ce qui regarde les actions contre la présence et les biens mobiliers. Telle est l'opinion de M. Locré, dans l'Esprit du Code de commerce, sur cet art. 494. — L'art. 528 permet aux syndics définitifs de poursuivre en vertu du contrat d'union la vente des immeubles du failli, sans qu'il soit besoin d'appeler celui-ci. C'est pour la première fois que le Code autorise à ne point appeler le failli : la conséquence naturelle est que jusqu'au contrat d'union le failli doit être partie dans toutes les actions qui l'intéressent. — On ne peut s'autoriser du dessaisissement du failli pour le soulever in-

capable d'ester en justice, parce que la faculté d'ester en justice est une faculté inhérente à la personne, qu'on ne peut perdre que par une disposition expresse de la loi. S'il en était autrement, le dessaisissement opérerait l'interdiction du failli, et attribuerait aux créanciers une enclavée; ce qui est exclu par le texte comme par l'esprit de la loi. (Voy. M. Pardessus, Cours de droit commercial, n° 1265; et M. Locré, t. 5, pag. 125.) — Dans tous les cas, le dessaisissement du failli n'est établi que dans l'intérêt de la masse, et on ne peut l'invoquer lorsque cet intérêt est contraire; or, le failli, en demandant la nullité des poursuites en expropriation, agit pour l'avantage de la masse, et cherche à lui épargner des frais frustratoires qui diminueraient le gage affecté au paiement des créanciers; il ne dispose pas de ses biens à leur préjudice. Dès lors repousser comme non recevable la demande en nullité du failli, sous prétexte de son dessaisissement, ce serait délester pour la mesure introduite pour l'avantage des créanciers peut tourner à leur détriment; c'est ce qu'il est impossible d'admettre.

Les sieurs Laurence-Olivier répondaient : Les art. 442, 443 et 444 du Code de commerce disposent que le failli, à compter du jour de sa faillite, est dessaisi, de plein droit, de l'administration de tous ses biens; qu'il ne peut en disposer, et que tous les actes d'aliénation par lui faits dans les dix jours avant l'ouverture de sa faillite, sont frappés de nullité. — Du moment qu'il y a un contrat d'union des créanciers, le failli se trouve par cela même dépossédé de la propriété de ses biens, qui appartiennent à la masse de ses créanciers; les syndics définitifs sont seuls aptes et autorisés à poursuivre la vente desdits immeubles lorsqu'ils n'ont pas été antérieurement saisis; le failli ne peut exercer aucun acte valable en son nom personnel; il ne peut tenter de son chef une action en justice sans l'assistance et sans l'autorisation des syndics définitifs, puisque le résultat de cette action doit tourner nécessairement au bénéfice ou au détriment de ces mêmes créanciers. — Dès que l'art. 528 autorise les syndics à poursuivre seuls la vente des immeubles du failli, il les autorise aussi nécessairement à défendre aux poursuites en expropriation forcée dirigées contre ces mêmes immeubles; et, lorsque les syndics sont en cause, le failli n'a nul besoin d'y être; — Que si les créanciers, poursuivant l'expropriation, l'y appellent, c'est surabondamment et sans nécessité : les actes faits à son égard sont indifférents; ils ne peuvent être ni utiles ni nuisibles; et pourvu que les actes faits à l'égard des syndics des créanciers soient réguliers, la procédure sera à l'abri de toute critique.

29 fév. 1816, arrêt de la Cour royale d'Orléans, ainsi conçu : — Considérant que si l'art. 442 du Code de commerce dispose que le failli, à compter du jour de la faillite, est dessaisi de l'administration de ses biens, cet article ne le prive pas de la faculté d'ester en jugement, et qu'en appliquant ces principes à l'espèce, François-Richard Severin, quoique failli et saisi, a pu et a dû jouir de la faculté de critiquer, comme saisi, la validité d'une procédure en saisie immobilière qui tendait à le déposséder d'un droit de propriété, qu'il ne pouvait perdre que par la vente légale et régulière des biens saisis sur lui; — Considérant que la faculté de ne pas appeler le failli, accordée par l'art. 528 du Code de commerce, est de droit strict, et ne peut s'appliquer qu'au cas où les syndics poursuivent par eux-mêmes la vente des biens du failli, et que, dans l'espèce, la poursuite immobilière n'a pu être faite par les syndics, mais bien par les frères Laurence, antérieurement au

contrat d'union, comme simples créanciers; — La Cour, sans s'arrêter ni avoir égard à la fin de non-recevoir prononcée contre le sieur Richard Severin par le jugement dont est appel, déclare nulle et de nul effet la procédure en saisie immobilière tenue contre lui. »

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Laurence, pour violation des art. 442, 492, 494, 528 et 532 du Code de commerce, en ce que l'arrêt dénoncé avait autorisé le sieur Richard Severin, failli, à proposer de prétendues nullités contre une procédure en saisie immobilière poursuivie contre les syndics de la faillite, bien que, dès le jour de la faillite, le failli se trouvant dépouillé de l'administration de tous ses biens, l'expropriation ne pût être dirigée et suivie que contre les syndics, et que dès lors les syndics eussent seuls le droit de les critiquer.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR: — Vu les art. 442, 492, 494, 528 et 532 du Code de comm.: — Considérant que, s'il faut reconnaître que le failli n'est pas dépouillé de la propriété de ses biens, on ne peut contester qu'il est entièrement dessaisi de leur administration (art. 442); que les agens, les syndics provisoires et ensuite les syndics définitifs en sont exclusivement investis, et qu'eux seuls ont successivement le droit de les vendre, même sans aucun concours du failli; — Que les art. 463 et 464 autorisent les agens à faire le recouvrement de toutes les dettes actives, et de vendre les marchandises sujettes à déperissement; — Que l'art. 492 autorise les syndics provisoires à procéder à la vente de tous les effets et marchandises, soit par la voie des enchères publiques, soit par l'entremise des courtiers de la bourse, soit à l'amiable, à leur choix; que si la vente des immeubles par les syndics est suspendue, tandis que l'espoir d'un concordat reste au failli, cette vente est ordonnée aussitôt qu'il y a eu contrat d'union entre les créanciers; les syndics définitifs doivent la poursuivre, suivant les art. 528 et 532, dans la huitaine, et sans qu'il soit besoin d'appeler le failli; — Considérant que de ces dispositions de la loi il résulte que si un créancier hypothécaire entreprend la discussion d'un immeuble de la faillite, ce qui lui est permis par l'art. 582 jusqu'à la nomination des syndics définitifs, cette discussion doit être dirigée et suivie contre les agens ou syndics; que c'est à eux, qui ont en main toutes les facultés du failli, que doit être fait le commandement de payer; — Qu'il serait au moins illusoire d'adresser le commandement au failli que la loi constitue dans l'impuissance d'y satisfaire; que toutes les autres formalités de la saisie, prescrites à peine de nullité, doivent être accomplies envers les mêmes agens de la faillite, qui seuls ont et l'administration de tous les biens et le droit de les vendre; —

Que les sieurs Laurence ont fait le commandement de payer aux agens, qu'ils ont notifié la saisie, les placards et les procès-verbaux d'affiches aux syndics provisoires, et qu'ils ont suivi l'adjudication contradictoirement avec les syndics définitifs; que, si le commandement, la saisie, les placards et les procès-verbaux d'affiches ont été notifiés au sieur R..., failli, l'objet n'a pu être que d'instruire ledit R... et de le mettre en état d'intervenir s'il le jugeait à propos, comme il avait essentiellement le droit de le faire, pour surveiller la procédure suivie contre les agens de la faillite; mais que cette notification n'étant point obligée, le failli ne peut, lors même qu'elle ne serait pas régulière, se prévaloir de son irrégularité pour attaquer la saisie en nullité; que la saisie est valable et régulière, si les poursuites faites contre les agens ou syndics sont conformes à la loi; que, dans l'espèce, tout ce que prescrit la loi a été accompli par les notifications aux agens et syndics, et qu'aucune critique n'a été élevée contre ces notifications; — Considérant encore qu'on ne peut redouter aucun préjudice pour le failli de ce que l'expropriation ne s'est pas suivie contre lui, les intérêts des syndics contre le créancier saisissant étant nécessairement les mêmes que ceux du failli, et qu'enfin on ne peut admettre qu'une expropriation, procédure hérissée de nullités, doive être suivie contre plusieurs, contre le failli et contre les agens de la faillite, ce qui en multiplierait les frais, les difficultés et les dangers; de tout quoi il résulte que l'arrêt attaqué a violé les articles du Code de comm. ci-dessus transcrits; — Par tous ces motifs, — Casse, etc.

Du 2 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Gandon. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Sirey, Guichard et Becquey.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — MATRICE DU RÔLE.

— PROCÈS-VERBAL. — DÉNONCIATION.

— CAHIER DES CHARGES. — PUBLICATION.

Lorsqu'il n'existe pas de matrice de rôle d'un immeuble saisi, pour l'année courante, le vœu de l'art. 675, Cod. proc., est suffisamment rempli par l'énonciation au procès-verbal de saisie, de l'extrait du rôle de la contribution (1).

La dénonciation au saisi du procès-verbal de saisie, est valable si elle est faite au domicile qu'il a indiqué comme le sien, dans des actes judiciaires de l'instance sur laquelle est intervenu le jugement qui sert de titre à la saisie, bien que ce ne soit pas, en effet, le domicile réel du saisi (2).

Il n'est pas nécessaire que le procès-verbal de saisie contienne la date de la première publication du cahier des charges; il suffit que cette date se trouve dans l'acte de dénonciation

(1) V. conf., Cass. 21 mars 1819; 26 janv. 1831 (Volume 1831); P. encore au eo sens, Turin, 6 déc. 1809; Persil, *Quest. hyp.*, t. 2, p. 225; Merlin, *Répert.*, v° *Saisie immobilière*, § 6, art. 1^{er}, n° 3, à la note. — La loi nouvelle sur la vente judiciaire des immeubles a introduit une innovation à la loi ancienne, en exigeant, par son art. 675, la copie littérale de la matrice du rôle de la contribution foncière pour les articles saisis, au lieu d'un simple extrait qu'exigeait la loi ancienne; et par là a cessé la controverse qui existait sur le point de savoir si le procès-verbal qui renfermait l'énonciation et non l'extrait de la matrice du rôle pour tous les articles saisis était nul, V. sur cette controverse les notes qui accompagnent les arrêts de Besançon, du 18 mars 1808, et de Rouen du 9 mai 1808. — Mais au-

jourd'hui, comme sous l'ancienne loi, la décision ci-dessus doit être suivie. « A l'impossible nul n'est tenu, dit Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 2237; s'il n'existe pas de matrice, ou si la matrice est tellement défectueuse que de nombreuses omissions puissent y être signalées, l'huissier, dans le premier cas, énoncera dans son procès-verbal la litane existante, et, dans le second, insérera la copie littérale qui lui aura été remise, en mentionnant le montant de la contribution foncière. »

(2) V. en ce sens, Delvincourt, tom. 1, p. 338; Carré, n° 2270; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 5, quest. 2251; Persil, *Comment. de la loi du 2 juin 1841*, p. 106, n° 123. — V. cependant en sens contraire, Thomie Desmazures, t. 2, p. 214.

tion de la saisie au débiteur. (Cod. proc. civ., 681.) (1).

(Vandenforesten — C. Vandenforesten.)

Une saisie est pratiquée sur les immeubles du sieur Vandenforesten, par la dame son épouse. — La validité de la saisie a été contestée par le saisi. — Il a reproché au procès-verbal de saisie, d'une part, qu'il ne contenait point l'extrait de la matrice du rôle; que d'ailleurs il n'avait pas été notifié à son domicile; qu'enfin le procès-verbal de saisie ne contenait pas l'indication d'un jour de la première publication du cahier des charges; irrégularités qui toutes entraînaient, suivant lui, la nullité de la saisie, aux termes des art. 675 et 681, Code proc. civ.

30 août, jugement du tribunal de première instance de Doukergue, ainsi conçu : « Attendu sur le premier moyen, qu'au moment où la saisie a été faite, il n'existait pas de matrice de rôle pour l'année; que dès lors un extrait du rôle de la contribution que renferme le procès-verbal de saisie, a été signifié au sieur Vandenforesten à un domicile, qu'il avait indiqué lui-même comme le sien dans l'appel interjeté par lui du jugement, en vertu duquel la saisie a été pratiquée; enfin, sur le troisième moyen, que d'après le véritable sens de l'art. 681 du Code de proc. civ., c'est le procès-verbal de dénonciation de la saisie, et non l'exploit de saisie lui-même, qui doit indiquer le jour de la première publication du cahier des charges, et que la dame Vandenforesten s'est conformée sur ce point au vœu de la loi; le tribunal rejette les moyens de nullité proposés par le sieur Vandenforesten, déclare la saisie valable. »

Appel. — 30 déc. 1817, arrêt par la Cour roy. de Douai, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Vandenforesten.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu sur le premier moyen résultant de la violation prétendue de l'art. 675 du Code de proc. civ., par le défaut d'énonciation de l'extrait de la matrice du rôle de la contribution foncière dans le procès-verbal de saisie, qu'il a été justifié que, lors de la saisie immobilière sur laquelle l'arrêt a statué, il n'existait ni chez le percepteur des contributions directes, ni à la mairie du lieu de la situation des biens saisis, aucune matrice de rôle de contribution foncière de ladite commune pour l'exercice de 1814, et que dans l'impossibilité de satisfaire à l'insertion de l'extrait de ladite matrice, le vœu de l'art. 675 a été suffisamment rempli par l'énonciation de l'extrait du rôle de la contribution.

Sur le second moyen : attendu que le domicile auquel la saisie immobilière a été notifiée, est celui que le demandeur a lui-même indiqué dans les actes judiciaires faits à sa requête, et qu'ainsi il n'a été satisfait à la disposition de l'art. 681 du Code de proc. civ. sous ce rapport;

Sur le troisième moyen : attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 675, 677, 680 et 681 du Code de proc. civ. sur les formalités des saisies immobilières, et aussi par analogie de l'art. 611 du même Code sur les saisies des rentes constituées, que c'est dans l'énonciation du procès-verbal de saisie, et non dans ce procès-verbal lui-même, qu'il est possible et qu'il est prescrit d'insérer la date de la première publication; que cette intelligence de la loi est déjà consacrée par

un grand nombre d'arrêts, et particulièrement par ceux de la Cour de cass., des 17 juin 1812, et 10 sept. même année, et que le vœu de l'art. 681 a été suffisamment rempli dans l'espèce; — Rejette, etc.

Du 2 mars 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Borel de Brételle. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loisean.

PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT. — CRÉANCE ÉCHUE.

La suspension des remboursements en assignats, prononcée par la loi du 25 messid. an 3, ne s'applique qu'aux créances non échues; ainsi elle ne peut être invoquée par le créancier d'une dette exigible, encore qu'il eût accordé un terme indéfini, en réservant le droit de poursuivre quand bon lui semblerait.

(Saint-Hubert — C. les héritiers Lenfant.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'obligation contractée par le sieur Lenfant envers le sieur Saint-Hubert, par l'acte du 5 fév. 1787, était payable le 5 fév. 1789, et que rien ne constate que depuis, un nouveau terme ait été accordé audit sieur Lenfant, de manière à interdire toute poursuite de la part du créancier pour obtenir le remboursement de ladite obligation; que, conséquemment, l'arrêt attaqué n'a pu violer l'art. 1^{er} de la loi du 25 mess. an 3, qui n'a suspendu les remboursements que des obligations à terme; — Rejette, etc.

Du 3 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Champion et Mathias.

RELIGIONNAIRES FUGITIFS. — PRESCRIPTION.

La prescription de cinq ans établie par l'art. 17 de la loi du 15 déc. 1790, contre l'action en revendication des biens des religionnaires fugitifs, a commencé à courir, même à l'égard des ayants droit des religionnaires établis en pays étranger, du jour de la publication de la loi, et non pas seulement du jour où les formalités prescrites par les art. 19 et 20 (l'affiche du tableau des biens à restituer, et l'envoi de la loi aux agents diplomatiques, près les puissances étrangères), ont été accomplies (2).

(Leplastrier — C. Dugard et consorts.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le prétendu défaut, soit de confection du tableau des biens en question, soit de communication de la loi aux agents diplomatiques français auprès des puissances étrangères, se rattache à des faits dont l'appréciation est exclusivement réservée aux dernières et à la conscience des juges; — Attendu, au surplus, que l'art. 17 de la loi du 15 déc. 1790 ayant prescrit, en termes formels, que le délai de cinq ans commencerait à courir du jour de sa publication, la confection du tableau et la communication aux agents diplomatiques ne pouvaient être regardées que comme mesures surrogatoires, qui ne tenaient pas essentiellement à l'époque de laquelle commence à courir le délai de cinq ans; — Rejette, etc.

Du 4 mars 1819. — Sect. des req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lasagni. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Champion.

(1) Jurisprudence aujourd'hui constante. F. Cass. 17 juin 1812, et les autorités nombreuses indiquées à la note.

(2) F. anal. Cass. 2 germ. an 10.

PROCÈS-VERBAL.—CONTRAVENTIONS DE POLICE.—ENREGISTREMENT (Défaut n°).

Les procès-verbaux des commissaires de police constatant des contraventions de police, ne sont pas nuls à défaut d'enregistrement. (Cod. inst. crim., 154.) (1)

La prohibition faite aux juges de rendre aucun jugement sur des actes non enregistrés, est restreinte aux jugements qui peuvent être rendus en faveur de particuliers. (L. du 22 frim. an 7, art. 37.)

Le tribunal de police peut, lorsque le ministère public le requiert, surseoir au jugement jusqu'à ce que le procès-verbal ait été enregistré; mais il ne peut renvoyer définitivement le prévenu de la poursuite à défaut de cet enregistrement.

(Jollivet, Taillandier et autres.) — ARRÊT.

LA COUR : — Vu la troisième allinéa de l'art. 153 du Code d'inst. crim., ainsi conçu : « Les procès-verbaux, s'il y en a, seront lus par le greffier; » l'art. 154, même Code; — Vu aussi le § 3, art. 70 de la loi du 22 frim. an 7, qui classe parmi les actes à enregistrer en débet les procès-verbaux des commissaires de police; l'art. 47, même loi, qui porte « qu'il est défendu aux juges de rendre aucun jugement en faveur des particuliers, sur des actes non enregistrés, à peine d'être personnellement responsables des droits. » — Attendu que les sieurs Jollivet, Taillandier et Laderis avaient été traduits devant le tribunal de police de Rennes, sur les poursuites du commissaire de police, aux fins de son réquisitoire du 20 janv., tendant à ce qu'ils fussent condamnés à des peines de police comme auteurs ou complices des bruits, cris, tapages et huées qui avaient troublé le spectacle du 14 du même mois, ainsi qu'il était constaté par le procès-verbal qui en avait été dressé par le commissaire de police; — Que si ce procès-verbal n'avait pas encore été présenté à l'enregistrement en débet, lors de l'audience du tribunal de police, ce défaut d'enregistrement ne le frappait point de nullité, et ne lui était pas la force de preuve que lui accordait l'art. 154 du Code d'inst. crim., ci-dessus cité; — Que l'art. 37 de la loi du 22 frim. an 7, en défendant aux juges de rendre aucun jugement sur des actes non enregistrés, restreint sa prohibition aux jugements qui pourraient être rendus en faveur de particuliers; — Que, d'ailleurs, de cet article il ne résulterait pas que les prévenus pussent être renvoyés d'une manière absolue et définitive des poursuites de la partie publique, sur le motif que ces poursuites seraient fondées sur un procès-verbal d'officier de police judiciaire qui n'aurait pas encore été soumis à l'enregistrement; — Que le renvoi ne pourrait être légitimement prononcé dans ce cas que provisoirement, et jusqu'après que la formalité de l'enregistrement aurait été remplie; — Que néanmoins, dans l'espèce, le tribunal de police de Rennes a refusé au ministère public le sursis qu'il réclamait pour faire enregistrer en

débet le procès-verbal qui servait de base à ses poursuites; que, sans faire lecture de ce procès-verbal, ni entendu des témoins; que, sur leurs dépositions, qu'il n'a point déclaré justifier les prévenus des faits qui leur étaient imputés, et qu'il a dit seulement ne point prouver qu'ils en fussent coupables, il les a définitivement renvoyés des poursuites; en quoi le tribunal a violé les art. 153 et 154 du Code d'inst. crim., fausement appliqué l'art. 37 de la loi du 22 frim. an 7, et commis un excès de pouvoir qui constitue une violation des règles de compétence; — Casse, etc.

Du 5 mars 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Giraud. — Concl., M. Hœ, av. gén.

FAUX.—NOM.—SUBSTANCES VÉNÉNEUSES (ACHAT DE).

Celui qui, pour obtenir de l'arsenic chez un pharmacien, signe le registre de ce pharmacien d'un nom supposé, commet le crime de faux en écriture privée (Cod. pén., 147.) (2)

(Nicolas Monneret.) — ARRÊT.

LA COUR : — Statuant sur le pourvoi du procureur général à la Cour royale de Besançon; — Vu les art. 147, 150 et 154 du Code pén.; — Attendu que, d'après les art. 147 et 150, la contrefaçon d'écriture ou de signature est un des genres de perpétration du faux; que la signature d'un nom supposé constitue une fabrication ou contrefaçon de signature, et par conséquent un faux dans le sens déterminé par ces articles; que si l'art. 154 ne punit ce genre de faux que de peines correctionnelles, lorsqu'il a été commis sur un passeport, ce n'est qu'à raison de la nature particulière de l'acte sur lequel il a été fait, et qu'on ne saurait étendre des dispositions exceptionnelles hors des cas spéciaux pour lesquels on les a établies; que dès lors la signature sous un nom supposé doit rester dans la classe générale des faux déterminés par les art. 147 et 150 du Code pénal, lorsque, d'une part, elle a dû être faite dans un objet criminel, que, d'autre, elle ne rentre pas dans l'exception modificative de la peine portée par ledit article 154, ni dans aucune des autres exceptions déterminées dans le paragraphe dont cet article fait partie; — Et attendu que l'arrêt attaqué déclare le demandeur prévenu d'avoir, pour empoisonner sa femme, acheté à deux reprises de l'arsenic chez un pharmacien; d'avoir, à raison de cet achat, signé deux fois sur le registre de ce pharmacien un nom étranger au sien propre; que ces fausses signatures se liaient nécessairement à cet achat d'arsenic, pour lequel la signature du nom de l'acheteur sur le registre du vendeur était une formalité prescrite par la loi du 21 germ. an 11; qu'elles avaient donc pour objet un moyen du crime qui était médité; qu'elles réunissaient ainsi le double caractère de la matérialité du faux et de sa moralité dans l'intention criminelle; qu'elles ne rentraient dans aucune des espèces

se trouvant sous le double inculpation de tentative d'empoisonnement et de faux; l'achat de l'arsenic n'étant qu'un acte préparatoire de l'empoisonnement. Or, dans ce cas, la fraude commise pour se procurer l'instrument du crime participe nécessairement de ce crime... il y a intention de nuire dans le sens légal. Mais si nous isolons le faux de tout crime connexe, si nous supposons que l'arsenic était destiné à un usage utile, cette altération constituerait-elle encore un crime? Nullement; car l'altération de la vérité ne peut être incriminée qu'autant qu'elle est accompagnée de l'intention de nuire, et de la possibilité d'une lésion. »

(1) F. conf., Cass. 3 sept. 1809, et la note; F. aussi dans le même sens, Cass. 23 vent. an 13: 1^{er} sept. 1809; 1^{er} fev. 1816; 16 janv. 1824; 23 fév. 1827; Mangin, Traité des procès-verbaux, p. 60.

(2) Sic, Cass. 26 juill. 1832 (Volume 1832). — MM. Chauveau et Hélie présentent au sujet de ces deux arrêts, dans leur *Théorie du Code pénal*, t. 3, p. 411, des observations très judicieuses qu'il est bon de recueillir ici : « Dans les deux espèces où la Cour de cassation a été appelée à juger cette question, disent ces auteurs, le crime de faux se trouvait intimement lié au crime d'empoisonnement; l'agent

de fausses signatures de passeports, feuilles de routes ou certificats, précises par les art. 154 et suivans, mais qu'elles restaient dans la classe générale des faux tels qu'ils sont déterminés par l'art. 147 du Code pénal; et, dans l'espèce particulière, du faux en écriture privée, déclaré passible de la réclusion par l'art. 150; que des lors elles portaient sur un crime passible de peines afflictives et infamantes, et dont la connaissance devait, d'après l'art. 231 du Code d'inst. crim., être renvoyée aux cours d'assises; que néanmoins la Cour royale de Besançon, chambre d'accusation, statuant sur la prévention de signatures d'un nom supposé sur le registre d'un pharmacien, par elle ci-dessus spécifiée, au lieu de renvoyer, à raison de ce, le prévenu devant la Cour d'assises, a prononcé qu'il n'y avait lieu à suivre contre lui, en quoi elle a violé les art. 147 et 150 du Code pén., et fait une fausse application de l'art. 231 du Code d'inst. crim.; — Casse, etc.

Du 8 mars 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Hua, av. gén.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT. — PRESCRIPTION.

Les commissionnaires de transport peuvent invoquer la prescription établie par l'art. 108, Code comm., sans être tenus de constater la perte des marchandises; il suffit qu'il n'y ait ni fraude, ni infidélité de leur part. (Cod. comm., 108.) (1)

(Galliard-Bobe et Bonnet — C. Hémon.)

La maison Galliard-Bobe et Bonnet, de Paris, envoie au mois de sept. 1812, au sieur Hémon, commissionnaire à Nîort, un ballot pour le faire parvenir à Saintes. — Le ballot n'arrive point à sa destination, il est réclamé contre les sieurs Galliard-Bobe et Bonnet; ceux-ci appellent en garantie le sieur Hémon. Il faut remarquer que l'action principale et l'action en garantie ne furent intentées qu'en juin 1816, c'est-à-dire plus de trois ans après l'époque à laquelle devait être effectué le transport.

En conséquence, le commissionnaire Hémon soutient que toute action est prescrite contre lui à raison du ballot qui lui fut adressé en 1812, aux termes de l'art. 108 du Code de comm.; — Que d'ailleurs le ballot qu'on réclame n'est pas resté entre ses mains, et qu'il l'a remis à l'employé du sieur Tannet, commissionnaire à Baye.

Pour les expéditeurs, on répondait que d'après le texte même de l'art. 108, la prescription ne peut être opposée que lorsqu'il y a *perte ou avaries* des marchandises. « Prenons garde », dit M. Lozé, que la prescription établie par cet article ne fait pas cesser la responsabilité pour perte et pour avaries. « Que, dans l'espèce, le commissionnaire n'a point établi la perte ou les avaries; que, par conséquent, il ne peut invoquer la disposition de l'art. 108.

6 août 1815, jugement du tribunal de police de Saintes, qui, sans s'arrêter à la prescription opposée par Hémon, le condamne à rendre compte du ballot : « Attendu que les dispositions de l'art. 108 du Code de commerce ne peuvent recevoir aucune application dans l'espèce, puisqu'il n'y a rien de justifié qu'il y ait eu perte ou avaries des marchandises dont le paiement est réclamé, et qu'il parait au contraire, selon le sieur

Hémon, que le sieur Tannet est demeuré nanti. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Hémon, pour violation de l'art. 108 du Code de commerce.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 108 du Code de commerce; — Attendu que cet article a eu évidemment pour objet d'abréger la durée de la responsabilité des commissionnaires et volutiers, et de les soustraire à la prescription trentenaire qui aurait les plus funestes résultats pour un genre de commerce où les envois journaliers sont aussi multipliés; — Attendu que cet article n'exige pas que la perte soit constatée, puisqu'il fait au contraire courir la prescription du jour où le transport des marchandises aurait dû être effectué; que toute autre interprétation de cet article rendrait illusoire la faveur que le législateur a voulu accorder à une branche de commerce aussi importante; — Et attendu que, dans l'espèce, l'envoi avait eu lieu en sept. 1813, et que cependant l'action n'a été introduite en justice que le 5 juin 1816, c'est-à-dire plus de trois années après que le transport aurait dû être effectué, ce qui est une contravention formelle à l'art. ci-dessus cité; — Casse, etc.

Du 8 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legouidec. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Lassis, Darrieux et Isnambert.

1^{re} PRÊT SUR GAGES. — DÉLIT. — CARACTÈRES CONSTITUTIFS.

2^e CORRUPTION OU FONCTIONNAIRES. — TENTATIVE. — FONCTION.

1^{er} Il ne suffit pas, pour l'application de l'art. 411, Code pén., que le prévenu soit déclaré coupable d'avoir tenu une maison de prêt sans autorisation; il faut qu'il soit constaté que cette maison de prêt était sur gages ou nantissements (3).

2^o Il ne suffit pas, pour l'application de l'art. 177, Code pén., que le prévenu soit déclaré coupable d'avoir tenté de corrompre les agents d'une administration publique; il faut qu'il soit constaté que cette tentative avait eu pour objet d'obtenir un acte de leur ministère (3).

(Chapsal) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 410 du Code d'inst. crim., — Vu l'art. 195 du même Code, d'après lequel le dispositif de tout jugement de condamnation en matière correctionnelle doit énoncer les faits dont les personnes citées seront jugées coupables ou responsables; — Vu les art. 177, 178 et 179 du Code pén.; — Attendu que ce n'est que sur les faits énoncés dans le dispositif du jugement de condamnation, et lorsque ces faits rentrent dans l'application de la loi pénale, que la peine doit être prononcée; — Attendu que l'arrêt attaqué, appliquant à la recourante l'art. 411 du Code pén., sur la tenue des maisons de prêt sur gages ou nantissements sans autorisation; 2^o l'art. 177 du même Code, sur la tentative de corruption restée sans effet, des agents d'une administration publique, pour obtenir un acte de leur ministère l'a condamnée à la peine prononcée par ces articles; — Mais attendu que, sur le premier chef de prévention, il n'a simplement déclaré convaincu d'avoir tenu une maison de prêt sans autorisation, et qu'il n'a pas déclaré constant le fait substantiel et caractéristique de la criminalité,

(1) Jugé même que la prescription de l'article 108 s'étend au cas de défaut de remise ou de fausse destination. Colmar, 10 juillet 1832; et à celui où les marchandises ne seraient qu'égarées par

suite d'une fausse route, Cass 18 juillet 1838. (2 et 3) V. dans la même espèce, Chauveau et Hélie, Théorie du Code pénal, t. 4, p. 191 et 192, et t. 7, p. 422.

que cette maison de prêt était sur gages ou nantissements;

Attendu que, sur le second chef, le même arrêt a simplement déclaré la recourante convaincue d'avoir tenté de corrompre les agens d'une administration publique, mais qu'il n'a pas déclaré constant le fait substantiel et caractéristique de la criminalité, que cette tentative avait eu pour objet d'obtenir un acte de leur ministère; — Qu'ainsi, des deux chefs de prévention d'après les faits qui ont été reconnus constants d'après l'arrêt attaqué, le premier ne rentrait pas dans l'application de l'art. 411, ni le second dans celle de l'art. 479 du Code pén.; d'où il résulte qu'on condamnant la recourante à la peine portée par ces articles, cet arrêt a fait une fautive application de la loi pénale; — Casse, etc.

Du 9 mars 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Loloan.

ENQUÊTE. — MATIÈRE COMMERCIALE. — DÉLAI. — PROROGATION.

Dans les enquêtes en matière sommaire, notamment dans celles ordonnées par les tribunaux de commerce, la fixation du délai pour commencer et parachever l'enquête est entièrement abandonnée à la volonté et à l'arbitrage du juge. Les dispositions du Code de procédure, sur le délai des enquêtes en matière ordinaire, ne sont pas applicables dans ce cas. (Cod. proc., 413, 256 et suiv.) (1)

Le juge qui a fixé le délai pour faire l'enquête, sans prononcer de déchéance, peut accorder une prorogation, même après l'expiration du délai. (Cod. proc., 270.) (2)

(Bellat et Vallat — C. Bouquier et Feuillade.)

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 256, 257, 278, 279, 280, 407, 409, 413 et 432 du Code de proc. civ.; — Attendu que les enquêtes ordonnées par le jugement du tribunal de commerce de Lodève, le 29 juill. 1816, devaient, aux termes de l'art. 432 du Code de proc., être faites dans les formes prescrites pour les enquêtes en matière sommaire; — Attendu que les art. 407 et 409 du même Code ne fixent point de délai pour commencer et parachever ce genre d'enquête; — Que l'art. 413, qui spécifie celle des formalités ordonnées pour les enquêtes ordinaires qui sont applicables aux enquêtes sommaires, ne rappelle aucune des dispositions du liv. 1^{er}, tit. 2, intitulé: *des Enquêtes*, en ce qui touche les délais pour faire enquête; qu'il suit de là que les art. 256, 257, 278, 279, 286, relatifs à des délais, et sur l'observation desquels le pourvoi en cassation est fondé, ne sont point applicables aux matières sommaires, et qu'en cette matière les témoins étant entendus à l'audience, la fixation du délai pour commencer et parachever les enquêtes est entièrement abandonnée à l'arbitrage et à la volonté du juge; — Attendu d'ailleurs que, dans l'espèce, il s'agissait d'enquêtes ordonnées avec commission rogatoire; que, dans ce cas, c'est au juge commis et non à celui qui a ordonné ces enquêtes qu'il appartient de fixer le jour de l'audition des témoins, et de déterminer ainsi le jour de l'enquête; que Feuillade père et fils, et Bouquier, se sont adressés, dans le délai prescrit par le tribunal de commerce de Lodève, aux juges rogatoirement commis, c'est-à-dire au tribunal de commerce de Montargis et au juge de pais de Marvejols, pour

procéder aux enquêtes; que par là ils ont rempli l'obligation qui leur était imposée; — Attendu que le tribunal de commerce de Lodève, qui, en fixant, par son jugement du 29 juill. 1816, un délai de deux mois pour rapporter les enquêtes, n'avait pas exprimé de déchéance, a pu, dès lors, même après l'expiration de ce délai, sans violer aucune loi, rejeter la demande en déchéance de Bellat et Vallat, et proroger ledit délai qu'il a jugé suffisant; que, sous ce rapport, l'arrêt attaqué, confirmatif du jugement de ce tribunal, est à l'abri de la cassation, puisqu'il est conforme à la loi; — Rejette, etc.

Du 9 mars 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Favard de Langlade. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Coste.

1^o EFFET RÉTROACTIF. — CONVENTION TA-CITE.

2^o COPROPRIÉTÉ. — MAISON. — TOIT. — RÉPARATIONS.

1^o Les droits formés sous la loi ancienne ne sont pas atteints par la loi nouvelle, si la loi ancienne a eu effet, moins comme disposition législative que comme convention tacite. (Cod. civ., 2.)

2^o Spécialement : Lorsque divers étages d'une maison ont été dévolus à différents copropriétaires, sous l'empire d'une loi qui mettait les réparations du toit à la charge du propriétaire du dernier étage; si l'acte de partage est muet à cet égard, ce silence des parties équivaut à une convention tacite de suivre le mode de réparations fixé par la loi; et, sous l'empire du Code civil, le propriétaire du dernier étage ne peut demander que tous les copropriétaires contribuent à la réparation du toit, conformément à l'art. 644.

(Sauzay — C. Fiable.)

Les divers étages d'une maison, située à Lyon, appartenant à différents propriétaires : les titres qui réglaient la propriété de chacun étaient deux actes de partage de 1639 et 1693 : ces titres ne contenant aucune disposition sur la question de savoir sur qui des copropriétaires portait l'obligation de réparer le toit : mais les usages locaux imposaient cette obligation au propriétaire de l'étage le plus élevé; en sorte que, dans l'espèce, le silence du titre plaçant les parties sous le régime de la coutume locale, la réparation du toit était évidemment à la charge du propriétaire de l'étage le plus élevé; en effet, telle fut pendant plus de cent ans la règle que recommencent et suivirent tous les copropriétaires.

Mais, en 1815, le sieur Sauzay, propriétaire de l'étage le plus élevé, se refusa à faire seul les réparations nécessaires au toit, il demanda que tous les propriétaires fussent condamnés à contribuer à ces réparations, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartenait, conformément à l'art. 644 du Code civil.

Pour les siens Fiable et consorts, propriétaires des étages inférieurs, on soutenait que le sieur Sauzay était non recevable et mal fondé; non recevable, en ce que la prescription séculaire était acquise aux propriétaires des étages inférieurs; mal fondé, en ce que les titres de propriété ne contenant aucune stipulation relative à l'entretien du toit, les parties étaient dès lors présumées s'en être rapportées à l'usage local, qui mettait cet entretien à la charge du propriétaire de l'étage le plus élevé; ce qui était confirmé par le

(1) V. en ce sens, Bruxelles, 6 mars 1813; Riom, 6 avril 1827. — V. cependant en sens contraire, Lyon, 30 août 1825.

(2) La question est controversée. V. Paris, 10 juin 1812, et les autorités en sens divers qui sont indiquées à la note.

mode suivi depuis un temps immémorial par le sieur Suzay et par ses auteurs.

Jugement du tribunal de première instance de Lyon, ainsi conçu : « Considérant que l'art. 664 du Code civil oblige tous les co-propriétaires d'une maison à contribuer à la réparation du toit, chacun dans la proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient, lorsqu'il n'y a pas de titre contraire; que, dans l'espèce, les actes de partage de 1639 et 1693 gardent le silence sur le mode de répartition du toit de la maison dont il s'agit, et qu'on ne peut en induire que les parties aient entendu assujettir à l'obligation de réparer le toit, le propriétaire de l'étage supérieur exclusivement, par cela que ce propriétaire a reçu une soule de 500 livres, puisque le propriétaire du deuxième étage en a obtenu aussi une de 300 livres, ce qui prouve que la première n'a point eu pour objet d'indemniser le propriétaire de l'étage le plus élevé de l'obligation de supporter seul les frais d'entretien du toit, mais uniquement de rendre son lot égal à celui des co-partageans, ordonne qu'une expertise sera faite pour constater la valeur de la copropriété des sieurs Fiable et consorts dans la maison en question, et déterminer ultérieurement la portion pour laquelle il sera tenu de contribuer à la réparation du toit de cette maison. — Appel.

19 déc. 1817, arrêt de la Cour royale de Lyon, qui infirme; il est motivé sur ce que : « suivant la loi on l'usage qui en tenait lieu dans le Lyonnais, et qui y a formé le droit commun jusqu'à la promulgation du Code civil, la charge de réparer le toit était inhérente à la propriété de l'étage le plus élevé; que le silence du partage de 1693, auquel les premiers juges se sont attachés, les a évidemment égarés, parce que les parties n'avaient pas besoin de stipulation quand la loi stipulait pour elles; que le silence de ces parties était au contraire une déclaration qu'elles entendaient à cet égard, être réglées par le droit commun sous l'empire duquel elles contractaient, et que l'obligation du propriétaire de l'étage le plus élevé a été indubitablement prise en considération dans le partage; que, lors même que l'usage et la loi auraient été muets, les parties auraient encore suffisamment expliqué leurs intentions et leurs droits par la longue et constante exécution du partage dans ce sens, et par une prescription plus que séculaire. »

(1) L'arrêt semble aller plus loin dans ses motifs; il semble admettre en principe que la loi du 11 vent. an 2, aurait établi en faveur des militaires absents dont on n'a point de nouvelles, une présomption de vie qui les rendrait aptes à recueillir (ou pour eux, leur curateur) les successions auxquelles ils auraient été appelés depuis leur absence. Or, ce principe serait en opposition avec la jurisprudence la plus générale et l'opinion des auteurs, qui enseignent que la loi de l'an 2 n'a pas entendu intervenir, en faveur des militaires absents, l'ordre ordinaire des successions, et, par conséquent, porter atteinte à la règle que pour recueillir une succession au nom d'un absent, il faut prouver qu'il était vivant au moment où la succession s'est ouverte (Ced. civ., 135 et 136). V. à cet égard, Rouen, 29 janv. 1817; Nancy, 1^{re} mars 1827 et arrêt du rejet du 20 juin 1831 dans la même affaire; Bordeaux, 22 mai 1827; Nancy, 31 janv. 1833 V. aussi, Plasmans, Code des Absens, t. 2, p. 236, 251 et suiv. — « La Cour de Cassation, dit cet auteur, en rapportant l'arrêt ci-dessus, de la Cour de cassation (p. 410 ad notam) me paraît s'être trop loin dans ses motifs. Sans doute la loi du 11 vent. an 2, en faveur des militaires, une présomption de vie; mais elle ne les réputa pas vivans à l'effet de recueillir définitivement les

Pourvoi en cassation de la part du sieur Suzay. — Il soutient que l'arrêt dénonce viole l'art. 664 du Code civil, en prescrivant un autre mode de réparations que celui réglé par cet article, bien que le cas pour lequel il dispose, c'est-à-dire, le cas où les titres de propriété sont muets, se rencontre précisément dans l'espèce.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'art. 664 du Code civil; — Attendu que l'acte de partage de 1693, qui a réglé les droits des divers propriétaires de la maison dont il s'agit au procès, a gardé le silence sur le mode de réparation du toit de cette maison; — Attendu qu'il a été reconnu, par la cour royale de Lyon, que, dans ce cas, l'obligation de faire ces réparations et d'en supporter les frais pesait exclusivement, d'après la loi ou l'usage reçu dans le Lyonnais et suivi jusqu'à la publication du Code civil, sur le propriétaire de l'étage le plus élevé; que cette obligation onéreuse pour ce propriétaire a été prise en considération lors du partage de 1693, et compensée par d'autres conditions; que dès lors ce serait porter atteinte à un contrat parfait, et faire rétrograder le Code civil, que d'en appliquer à l'espèce l'art. 664; — Attendu, enfin, que la Cour royale a jugé, en fait, que les demandeurs ou leurs auteurs ont constamment fait à leurs frais les réparations dont il s'agit; qu'il y a toujours eu de leur part exécution volontaire de l'acte de partage, et que leur prétention de faire contribuer les copropriétaires de la même maison à cette nature de dépense, est repoussée par une prescription séculaire; — Rejette, etc.

Du 9 mars 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansy. — Rapp., M. Favard de Langlade. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Dupont.

1^o ABSENT MILITAIRE. — SUCCESSION. — PRÉSUMPTION DE VIE.

2^o LOI SPÉCIALE. — ARROGATION.

La loi du 11 vent. an 2, relative aux successions échues aux militaires absents de leur domicile, s'applique non-seulement aux militaires présents au corps, lors de l'ouverture de la succession, mais encore à ceux qui, avant cette époque, ont été séparés de leur corps et par suite rayés du contrôle, sans qu'on ait eu depuis de leurs nouvelles (1).

successions qui viennent à leur échoir. La loi veut seulement qu'ils soient présumés vivans pour que, au cas de leur retour, ils retrouvent intacte la succession. Le curateur est un gendre préposé à la conservation de toutes les valeurs mobilières et immobilières qui composent la succession, ou jusqu'au retour du militaire, ou jusqu'à la preuve de son décès, ou jusqu'au jugement de déclaration d'absence, prononcé en vertu de la loi du 13 janv. 1817, si l'absent était militaire avant 1815, ou jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de cent ans, s'il n'a été militaire que depuis; car la loi de 1817 n'a pas abrogé la loi de vent. an 2; cette loi de 1817 n'a trait qu'aux militaires qu'elle a désignés spécialement. Donc la loi de vent. an 2 continue à régir la possession et les biens des militaires qui le sont depuis la paix générale; donc la Cour de Cassation, en se servant du mot recueillir, ne paraît avoir employé une expression à laquelle on pourrait donner une trop grande extension. La loi conserve les biens au militaire, et ces biens lui sont remis ou à ses héritiers, si l'un acquiert la preuve qu'il a vécu après l'ouverture de la succession; mais la loi, pour cela, ne lui délivre pas la succession. — Du reste, M. Merlin, frappe lui-même de ce que les motifs de l'arrêt ci-dessus présentent d'excessif, et

Est-ce seulement au cas de succession ab intestat que la loi du 11 vent. est applicable? Ne l'est-elle pas également au cas de succession testamentaire? (Cod. civ., 136.) (1) — Rés. dans ce dernier sens par le tribunal de 1^{re} instance.

La loi du 11 vent. an 2, spéciale pour les successions dévolues aux militaires absents, a-t-elle été abrogée par les dispositions générales du Code civil en matière d'absence? (2) (Cod. civ., 1 et 136.) — Rés. nég. par le tribunal de 1^{re} instance.

(Ador.—C. les hospices de Metz.)

Le sieur Pierre-Elysée-Martin, dit *Armand*, conscript de 1812, fut incorporé en cette qualité dans le 1^{er} régiment des voltigeurs de la garde. Le 3 déc. 1812, dans la retraite de Moscou, il resta en arrière de son corps, et depuis il n'a jamais donné de ses nouvelles; ces faits sont constatés par un certificat du ministre de la guerre, qui atteste en outre que Pierre-Elysée Martin, dit *Armand*, avait été rayé du contrôle de sa compagnie, à compter du jour où il était resté en arrière.

En 1813, meurt Pierre-Elysée Martin, ancien chef de bataillon, laissant un testament olographe par lequel il institue pour son héritier unique le sieur Pierre-Elysée Martin, dit *Armand*, avec cette clause, qu'en cas de prédécès de l'héritier institué, la succession sera dévolue aux hospices civils de la ville de Metz, au bureau de bienfaisance et au consistoire de l'église réformée de la même ville. — Alors une contestation s'est élevée entre la dame Ador, mère de Pierre-Elysée Martin, dit *Armand*, héritier institué, et les hospices appelés à recueillir la succession à son défaut. La dame Ador se fonde sur la loi du 11 vent. an 2, relative aux successions échues aux militaires absents, a fait nommer par le conseil de famille un curateur (le sieur Ador son mari) à Pierre-Elysée Martin. — Le sieur Ador, en sa qualité de curateur, demande l'envoi en possession des biens composant la succession; mais les hospices, le bureau de bienfaisance, le consistoire de l'église réformée de Metz s'opposant à cette demande, ont soutenu qu'aux termes de l'art. 136 du Code civil, lorsque l'existence de celui qui est appelé à recueillir une succession n'est pas reconnue, la succession est dévolue à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut; que, par conséquent, l'existence de Pierre-Elysée Martin, dit *Armand*, n'étant pas prouvée au moment de l'ouverture de la succession, cette succession ne pouvait être réclamée en son nom. Ils concluent que la loi du 11 vent. an 2, établissait en faveur des militaires absents une exception à la règle générale; mais ils prétendent que cette loi est

sans application à l'espèce, par un double motif, 1^o parce qu'elle ne dispose que pour le cas où il s'agit de successions défrées *ab intestat*, et 2^o parce que Pierre-Elysée Martin ayant été rayé du contrôle de sa compagnie, avant l'ouverture de la succession, ne pouvait être considéré comme militaire et invoquer le bénéfice de la loi.

17 juin 1816, jugement du tribunal de première instance de Metz qui « envoie le sieur Ador, curateur de Pierre-Elysée Martin, dit *Armand*, en possession des biens formant la succession dont il s'agit : attendu que la loi du 11 vent. an 2, relative aux intérêts des défenseurs de la patrie, était encore en pleine vigueur, et n'avait été ni rapportée ni modifiée sous aucun disposition; que cette loi, toute de faveur quant à l'esprit qui l'avait dictée, ne devait pas être restreinte au cas ordinaire et le plus fréquent, c'est-à-dire aux successions *ab intestat*; qu'elle s'exprimait en termes énonciatifs et non limitatifs; que dans le sens de cette loi, il devait suffire qu'un militaire absent de son domicile, sans avoir laissé de procuration, fût appelé à une succession quelconque, testamentaire ou *ab intestat*, pour qu'il y eût nécessité de lui nommer un curateur; enfin, que l'effet de cette même loi ne devait pas non plus être limité au cas où le militaire absent faisait réellement partie d'un corps, quand il n'était point prouvé que l'absent eût cessé d'être soldat, la qualité de militaire ne pouvant se perdre que par la mort, l'obtention d'un congé absolu, ou par un jugement de condamnation pour crime de désertion. »

Appel. — 14 fév. 1816, arrêt de la Cour royale de Metz qui infirme le jugement de première instance par ce seul motif : « qu'Armand ayant été rayé du contrôle de son régiment, comme resté en arrière: le 3 déc. 1812, en revenant de Moscou, il avait cessé d'être militaire et devait être privé du bénéfice de la loi du 11 vent. an 2. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Ador pour violation de la loi du 11 vent. an 2, en ce que l'arrêt déboutait à un point appliqué les dispositions de cette loi, sous le prétexte qu'Armand n'était pas présent au corps, et à ainsi fait une distinction qui n'est ni dans la lettre, ni dans l'esprit de la loi.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu les art. 2 et 3 de la loi du 11 vent. an 2, ainsi conçus : « Art. 2. Le délai d'un mois expiré, si l'héritier ne donne pas de ses nouvelles et n'envoie pas de procuration, l'agent national de la commune dans laquelle les père et mère seront décédés, convoquera sans frais, devant le juge de paix, la famille, et à son défaut, des voisins, à l'effet de nommer un cura-

voquant concilier la décision avec les principes: fait remarquer (*Repart.*, *vo Absent*, sur l'art. 136, n^o 5, *add.*) que, dans cette affaire, toutes les parties étaient d'accord sur ce point, que la loi du 11 vent. an 2, faisait exception au droit commun, et que, par une dérogation spéciale le militaire absent dont on n'avait point de nouvelles, devait être admis à recueillir les successions ouvertes à son profit depuis sa disparition, alors même que son existence était contestée, soit par ses cohéritiers, soit par les héritiers du degré subséquent. » Cet arrêt, ajoute Merlin, en établissant que par la loi du 11 vent. an 2, les défenseurs de la patrie sont réputés toujours vivants à l'effet de recueillir les successions ouvertes à leur profit, ne fait donc qu'annuler un principe sur lequel les parties et l'arrêt attaqué lui-même étaient d'accord... Mais il y a lieu de croire qu'il n'aurait pas adopté aussi légèrement ce prétendu principe s'il avait eu à statuer sur un

arrêt qui, tel que celui de la Cour de Rouen du 29 juv. 1817 (*V. à cette date*), l'eût contredit formellement. » — Cela posé, on comprend la décision ci-dessus : il est certain que le principe étant admis, l'application en devait être faite aussi bien au militaire présent au corps, à l'ouverture de la succession, qu'à celui, qui avant cette époque, s'en était trouvé séparé. Mais le principe en lui-même est évidemment erroné.

(1) *V. en ce sens*, Bourges, 20 nov. 1826; Darrenton, t. 1, n^o 530.

(2) Elle ne l'a pas été non plus par la loi du 13 janv. 1817, ni par l'effet de la paix générale. *V. Poitiers*, 5 juil. 1826; Bourges, 29 nov. 1826; Nîmes, 1^{er} mars 1827; Orléans, 12 août 1829; Cass., 23 août 1837. *V. aussi* Merlin, *Repart.*, *vo Absent*, sur l'art. 136, n^o 5; Flandin, p. 336. — *V. cependant* en sens contraire, Nîmes, 28 janv. 1823; Darrenton, t. 1, n^o 430.

leur à l'absent; — Art. 3. Ce curateur provoquera la levée des scellés, assistera à leur reconnaissance, pourra faire procéder à l'inventaire et vente des meubles, en recevoir le prix, à la charge d'en rendre compte, soit au militaire absent, soit à son fondé de pouvoir; — Considérant que la loi du 11 vent. an 2, rendue en faveur des défenseurs de la patrie, les réputa toujours vivants à l'effet de recueillir les successions ouvertes à leur profit; que les malheurs des campagnes de 1812 et 1813 ayant fait reconnaître la nécessité de fixer un terme à la durée de cette présomption légale, la loi du 18 janv. 1817, a autorisé les familles ou autres y ayant intérêt, de ceux qui, comme Armand, étaient restés en arrière de leur corps, sans que depuis on ait eu de leurs nouvelles, à faire déclarer leur absence, pour les soumettre aux effets ordinaires de l'absence, tels qu'ils sont déterminés par le Code civil; mais que, de cette loi même, il résulte que jusqu'alors ces militaires, quelque absents, étaient toujours considérés comme militaires, et que la loi du 11 vent. an 2 leur était applicable; qu'ainsi, en déboutant le sieur Ador, des noms, de sa demande en envoi en possession de la succession ouverte en 1813, en faveur de Martin, dit Armand, inscrit de la classe de 1812, par la seule raison qu'un certificat du ministre de la guerre constatait que ce militaire avait été séparé de son corps le 3 déc. 1812, a créé une distinction arbitraire entre les militaires présents et les militaires absents, et par suite a commis une convention expresse à la loi du 11 vent. an 2; — Casse, etc.

Du 9 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Poriquet. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Buchot.

ENREGISTREMENT. — PENSION DOTALE. — BAIL À VIE.

Lorsque dans un contrat de mariage, l'un des époux laisse à son père le droit d'administrer ses immeubles personnels, et d'en percevoir les revenus jusqu'au décès d'un tiers, moyennant une pension annuelle, cette clause ne présente pas seulement une constitution de pension dotale, passible du droit de 62 cent. et demi pour 100, comme donation mobilière: c'est un véritable bail à vie, sujet au droit de 4 pourcent. (L. du 22 frim. an 7, art. 15, n° 3; 69, § 4, n° 1, et § 7, n° 2.) (1)

(Enregistrement.—C. de Forest.)

En 1813 et 1814, deux filles du sieur de Forest contractèrent mariage. — Dans le contrat de l'une et de l'autre se trouvait la clause suivante: « les biens dont la demoiselle future épouse a droit de jouir dès à présent étant régis et administrés par son père, qui en a touché les revenus, il continuera jusqu'à la mort de la dame Ingrid, mère-grande de la future épouse, d'administrer et d'affermir lesdits biens, d'en toucher les revenus jusqu'à cette époque. Le père s'engage à lui fournir et payer, en équivalent desdits revenus, une pension annuelle, franche de toutes contributions et charges de la succession de M. Julien Bidé, grand-père maternel de la future, de la somme de trois mille cinq cents fr., laquelle pension commencera le jour de la célébration du mariage et continuera jusqu'au décès de ladite mère-grande de

la future épouse, à laquelle époque son père cessera de régir sa part dans lesdits biens fonds et de profiter des revenus. Il cessera en même temps de payer ladite pension. En cas de difficulté sur les droits de la future épouse envers son père, ce dernier déclare que la pension qu'il lui fait et les sommes qu'il aura payées entreront en compensation. »

Il s'agissait de savoir s'il y avait, dans cette clause, simple mandat pour administrer, ou s'il y avait bail à vie?

Le receveur n'y vit d'abord que de simples constitutions de pensions dotales: il établit la perception sur le capital de dix fois la pension annuelle, et réclama le droit de 62 centimes et demi pour cent, comme sur une donation mobilière, conformément à l'art. 69, § 4, n° 1 de la loi du 22 frim. an 7.

Postérieurement, la régie prétendit que cette clause des deux contrats de mariage renfermait une véritable cession à titre onéreux, par les enfans au profit de leur père, de l'usufruit des biens qui leur étaient échus, et dont ils avaient la libre disposition; que par conséquent il y avait lieu à percevoir le droit de 4 fr. par cent, conformément à l'art. 69, parag. 7, n° 1 de la loi précitée du 22 frim. an 7. — En conséquence, la régie a décerné une contrainte contre le sieur de Forest pour une somme de 3,598 fr. 75 c. — Celui-ci a formé opposition, soutenant que la clause ne présentait qu'une donation mobilière de la pension, ainsi que l'avait d'abord pensé le receveur.

21 février 1817, jugement du tribunal de première instance de Lille, ainsi conçu: — Considérant que l'usufruit étant le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance, c'est un droit réel qui suit le fonds grevé. Or, on ne peut pas dire que la clause en question confère au sieur de Forest un pareil droit, elle ne lui en donne qu'un personnel, qui se borne à une continuation temporaire d'administration des parts compétentes à deux de ses filles dans des biens indivis, administration qu'il n'avait alors qu'en qualité de mandataires des susdites filles majeures, et qui est prorogée au même titre; que si le sieur de Forest n'a point acquis de droit réel par ladite clause, il ne pourrait céder à un autre celui qu'on lui donne de continuer à gérer; il ne pourrait s'opposer à la jouissance qu'un acquéreur des parts des biens de ses filles mariées, aurait de régir lui-même et de recevoir les revenus personnellement, nonobstant cette clause, tandis que, s'il était cessionnaire d'un usufruit, il pourrait transférer son droit, l'aliéner, et aucun tiers acquéreur de la propriété ne pourrait le troubler dans sa jouissance usufructuelle; que si le sieur de Forest n'a point acquis de droit réel, de droit susceptible d'hypothèque, comme il paraît évident, ses créanciers, s'il en avait, ne pourraient faire vendre sur lui, par expropriation forcée, l'autorisation d'administrer dont il s'agit, comme un droit immobilier d'usufruit; la clause ne présente donc point l'idée et aucun des effets d'une vente ou cession d'usufruit au profit du sieur de Forest; on n'y voit qu'une prorogation de gestion qui doit toujours se faire au profit des filles mariées, jusqu'à l'événement du partage avec leurs sœurs, et leur père ne prend

ment essai; chaque jour de nouvelles espèces se présentent, auxquelles les règles ne sauraient s'appliquer. V. Cass. 8 juill. 1818, les renvois de la note, et le Dictionnaire des droits d'enregistrement de MM. Championnière et Rigaud, v° Dot (constitution de).

(1) Cette clause rentre dans les questions de constitutions de dot, et présente comme celles-ci à décider quel est le caractère propre de la convention qu'elle constitue; ces questions sont tellement variées qu'il est difficile de tracer des règles communes à leur interprétation; la régie l'a vainement essayé;

cette charge pour les filles mariées, et ne s'engage à leur payer les revenus annuels ou l'équivalent de ces revenus, que pour éviter les inconvénients et les difficultés d'une administration commune entre les maris de ses filles et lui, comme tuteur de ses autres enfants encore mineurs;

• La preuve que les demoiselles de Forest ne donnaient à leur père qu'un pouvoir de gérer pour elles, nu mandat ou procuration révocable de leur part, se tire encore du paragraphe final de la clause, par lequel on stipule qu'en cas de difficulté sur l'exécution du pouvoir conféré à leur père, la pension que celui-ci fait en équivalent des revenus, et les sommes qu'il aura payées, entreront en compensation du résultat du compte de sa gestion et recette. Vu l'art. 69, § 4, n° 1^{er}, et le § 7, n° 1^{er} de la loi du 22 frim. an 7; vu les art. 378, 595, 2118 et 2304 du Code civ., le tribunal déclare l'administration non fondée dans sa prétention, et la condamne aux dépens.

Pourvoi en cassation de la part de la direction générale de l'enregistrement.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 15, n° 3, et l'art. 69, § 7, n° 2 de la loi du 22 frim. an 7; — Attendu qu'en vertu des clauses dont il s'agit, ce n'est pas pour le compte de ses filles que le défendeur administre leurs biens; qu'il administre pour lui-même, puisqu'il fait les fruits siens de tous les revenus; puisqu'il n'en doit aucun compte à ses filles, au moyen de ce qu'elles ont accepté des pensions annuelles en équivalent de ces revenus; que d'ailleurs les clauses dont il s'agit contenant des contrats commutatifs, ne sont pas révocables à la volonté de l'une des parties, et qu'ainsi elles ne sont pas de simples mandats; qu'elles sont réellement des baux à vie, puisqu'elles confèrent au défendeur le droit de percevoir, pour son propre compte et pour un prix déterminé, des revenus des immeubles appartenant à ses filles, et de les percevoir jusqu'au décès de la dame Ingilard, leur aïeule: d'où il suit que le jugement dénonce, en déclarant la direction générale de l'enregistrement mal fondée dans sa demande en supplément de droits, a violé l'art. 15, n° 3, et l'art. 69, § 7, n° 2 de la loi du 22 frim. an 7; — Cause, etc.

Du 10 mars 1819.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Chabot de l'Allier.—Concl., M. Lebein, av. gén.—Pl., M. Huart-Duparc.

SAISIE IMMOBILIÈRE — PLACARDS. — NOTIFICATION. — NULLITÉ. — DÉCHÉANCE.

Il n'est pas nécessaire que les deuxième et troisième placards en matière de saisie immobilière soient notifiés à la partie saisie, comme cela est exigé pour le premier; il suffit qu'il soit justifié de leur apposition. (Cod. proc., 687 et 705.) (1)

Le saisi qui n'a point présenté ses moyens de nullité dans le délai des art. 735 et 736, Code proc., ne peut être relevé de la déchéance prononcée par ces articles, sous prétexte qu'il n'a pu connaître à temps ces nullités résultant du défaut de notification de certains actes, lorsque d'ailleurs les dénunciations et notifications prescrites par les art. 681 et 687 lui ont été faites, et l'ont mis à portée de surveiller toutes les opérations de la poursuite. (Cod. proc., 735 et 736.) (2)

(1) La jurisprudence s'étant fixée en ce sens avant la publication de la loi du 2 juin 1841, sur la vente judiciaire des biens immeubles, F. Cass. 12 juin 1839. Mais depuis la promulgation de la loi nouvelle, la question ne peut plus se présenter, cette

(Machard—C. Machard.)

Le contraire avait été jugé le 19 fév. 1817, par la Cour royale de Lyon: attendu qu'il ne peut s'élever de doutes raisonnables sur le sens de ces mots de l'art. 705: *seront justifiés dans la même forme que les premiers*; qu'on ne peut en conclure qu'ils désignent seulement la manière de constater l'apposition des placards, parce que l'art. 685, quand il ne s'agit que de rendre certaine l'apposition, dit qu'elle sera constatée par un procès-verbal, et que l'art. 687, ajoutant que l'original sera encore visé par le maire et notifié à la partie saisie, on ne peut scinder la disposition de ces deux articles, qui se réunissent pour déterminer la forme dans laquelle les appositions doivent être faites et justifiées; que l'art. 705 soumettant les appositions des second et troisième placards aux mêmes formalités, et prescrivant d'en justifier de la même manière, il faut indispensablement le cas du maire et la notification à la partie saisie...; attendu que l'on doit conclure de là que toutes les fois qu'il y a lieu d'apposer de nouvelles affiches, elles doivent être notifiées à la partie saisie; que c'est dans ce sens formel que l'art. 705 a voulu que les appositions des second et troisième placards fussent justifiées dans la même forme que les premières qui devaient être notifiées à la partie saisie, suivant la disposition de l'art. 687; attendu que le procès-verbal d'apposition du troisième placard, du 8 juil. 1816, n'a point été notifié à Paul-Antoine Machard, et qu'ainsi cette apposition est nulle; attendu que si, par l'art. 735 du Code de proc. civ. et par le décret du 2 fév. 1811, la partie saisie est tenue de proposer, vingt jours avant l'adjudication définitive, ses moyens de nullité, si aucuns elle en a, contre les procédures postérieures à l'adjudication préparatoire, cette disposition ne peut s'appliquer qu'au cas où elle a connu et pu légalement connaître les procédures vicieuses, mais qu'il en est des procédures qui ne lui ont pas été notifiées, comme si elles n'avaient pas eu lieu; qu'aucun délai n'a pu courir contre elle, parce qu'elle ne pouvait arguer de nullité des procédures qu'elle ne connaissait pas, et qu'ainsi aucune fin de non-recevoir n'a pu courir contre Paul-Antoine Machard.

POURVOI en cassation de la part de Joseph-Marie Machard:

1^{re} Pour violation de l'art. 705 du Code de proc., et fautive application de l'art. 787, en ce que l'arrêt dénonce à juge que le procès-verbal constatant l'insertion aux journaux des deuxième et troisième annonces, et les seconde et troisième appositions de placards, devant être notifié au saisi comme le procès-verbal constatant l'insertion de la première annonce et la première apposition de placards, bien que l'art. 705 ne parle ni explicitement ni implicitement de cette notification;

2^{de} Pour violation des art. 735 et 736, en ce que, même dans le cas où la nullité eût été fondée, le saisi était non recevable à la proposer sur l'appel, ne l'ayant pas déjà présentée en première instance.

M. Joubert, avocat général, a conclu à la cassation.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu les art. 705, 735 et 736 du Code de proc. civ.; — Attendu que, par les dé-

loi n'ayant exigé qu'une seule apposition de placards et une seule insertion dans les journaux. F. les art. 686 et 689.

(2) F. Cass. 22 fév. 1819.—V. cependant Nîmes, 4 avril 1810.

noncé et notification qui lui ont été faites, en exécution des art. 681 et 687 du Code de proc. civ., le défendeur avait été mis à portée de surveiller toutes les opérations de la poursuite; que dès lors il avait pu, et par conséquent il aurait dû, avant l'adjudication définitive, proposer le moyen de nullité qu'il prétendait faire résulter de ce qu'on ne lui avait pas notifié le procès-verbal d'apposition des deuxième et troisième placards;

Attendu d'ailleurs que cette notification, absolument distincte et séparée du procès-verbal destiné à justifier de l'insertion des annonces dans les journaux et de l'apposition des placards, n'est pas ordonnée par cet art. 705, relativement au procès-verbal des secondes annonces et apposition des deuxième et troisième placards, comme elle l'a été dans l'art. 687 à l'égard des premières annonces et de l'apposition du premier placard; qu'ainsi la Cour royale de Lyon, en statuant sur ce prétendu moyen de nullité, quoiqu'il n'eût pas été présenté en première instance, et en annulant des actes qui étaient revêtus des formes prescrites par l'art. 705 du Code de proc., a commis un excès de pouvoir, et violé expressément les art. 705, 735 et 736 du Code de proc. civ.;—Casse, etc.

Du 10 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Poriquet. — Concl., M. Joubert, av. gen. — Pl., MM. Nicod et Odilon-Barbot.

1^o COLONIES. — CASSATION. — DOMINATION ÉTRANGÈRE. — CONNEXITÉ. — MOTIFS DE JUGEMENT.

2^o COMPROMIS. — DOUBLE ÉCRIT.

3^o et 4^o COLONIES. — IMMEUBLES PAR DESTINATION. — NÈGRES. — DÉGUERPISSMENT. — ARBITRES. — EXPERTS.

5^o REQUÊTE CIVILE. — ACQUIESCEMENT.

6^o COLONIES. — DEMANDE NOUVELLE. — APPEL.

1^o Lorsque dans une affaire soumise aux tribunaux d'une colonie française plusieurs décisions ont été rendues les unes au nom d'un gouvernement étranger, momentanément maître de la colonie, les autres au nom du gouvernement français, ces décisions peuvent être simultanément déferées à la Cour de cassation, s'il existe une connexité réelle entre elles (1).

La Cour d'appel séant à la Martinique, est dispensée de motiver ses arrêts, bien que,

(1) V. conf., Cass. 18 fév. et 15 avril 1819. — V. encore Cass. 25 janv. 1820; 27 fév. 1822; 10 août 1825; 6 avril 1826. F. enfin sur cette question et ses analogues, nos observations sous une ordonnance du 20 nov. 1815 aff. Guaz., qui juge que les décisions rendues par les autorités judiciaires de l'ennemi sur le territoire français, n'ont pas l'autorité de la chose jugée.

(2) V. conf., Cass. 12 août 1819. — Toutefois, il n'en est ainsi que pour les affaires antérieures à l'enregistrement, à la Martinique, de l'ordonnance du 23 nov. 1819. Car il a été décidé que, bien que cette ordonnance ait prescrite aux juges, à peine de nullité, de motiver leurs décisions, néanmoins un arrêt rendu depuis cette époque, est nul s'il ne contient pas de motifs. F. Cass. 22 fév. 1825. — Du reste, une ordonnance du 19 oct. 1828 a disposé que le Code de procédure civile serait exécuté à la Martinique, sous certaines modifications contenues dans cette ordonnance.

(3) V. en ce sens, Toullier, t. 8, n^o 332; Vatinmesnil, dans l'Encyclopédie de Sébire et Corcier, v^o Arbitrage, n^o 33; Merson, de l'Arbitrage forcé,

par là, elle élude l'autorité de la Cour de cassation. (L. du 24 août 1790; Cod. proc. civ., 141 et 470; L. du 20 avril 1810, art. 7; Cod. civ., 1331.) (2)

2^o Le compromis souscrit entre deux parties doit, à peine de nullité, être fait en double (3).

3^o Des négres qui, d'après la législation coloniale, sont considérés comme des immeubles par destination, sont compris dans les dépendances de l'habitation à laquelle ils sont attachés (4).

4^o Les arbitres qui, aux termes de la déclaration de 1726, doivent être nommés par les parties pour régler les dommages-intérêts, en cas de déguerpissement d'une habitation, sont de simples experts dont l'avis peut être modifié, et même anéanti par les tribunaux (5).

5^o En matière de requête civile, une partie ne peut plus être admise à attaquer le jugement rendu sur le rescindant, par cela seul qu'elle plaide sur le rescisoire.

6^o On peut, d'après la législation suivie devant les tribunaux de la Martinique, former une demande incidente en cause d'appel.

(Riquandon et Lacoudré.—C. Astorg.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Attendu qu'encore bien que des cinq arrêts attaqués les deux premiers aient été rendus sous l'autorité du roi d'Angleterre, cependant il existe entre ces deux premiers arrêts et les trois derniers une connexité telle, que le bien de la justice exige que l'on prononce simultanément sur tous et par les moyens du fond; en conséquence, et sans s'occuper de la fin de non-recevoir qui s'élève contre les deux premiers arrêts, la Cour va statuer sur les moyens de cassation opposés à chacun d'eux:

Sur le moyen commun aux cinq arrêts, et tiré de ce que ces arrêts n'étant pas motivés, il y a contravention à la loi du 24 août 1790, et aux art. 141 et 470 du Code de proc., et 7 de la loi du 20 avril 1810: — Attendu, 1^o que par leur requête du 29 juin 1818, les demandeurs se sont déistes de ce moyen; 2^o que les lois invoquées n'ayant jamais été publiées dans la colonie, et l'ordonnance de 1667 y ayant toujours été le règle de la procédure, le moyen se trouve en même temps non recevable et mal fondé;

En ce qui touche le pourvoi dirigé contre l'arrêt du 2 janv. 1813, arrêté attaqué par le motif qu'en déclarant nul un compromis signé par les parties, il a violé les lois relatives à l'arbitrage:

n^o 23 et 26, et notre Dictionnaire du cons. comm., v^o Compromis, n^o 55. — Mais la comparution volontaire des parties couvrirait la nullité: F. Cass. 13 fév. 1812; Turin, 12 mess. an 13; Durenton, t. 13, n^o 181.

(4) Mais ils perdent le caractère d'immeubles par destination et recouvrent la qualité de meubles, dès l'instant qu'ils sont détachés de l'immeuble où ils étaient placés. F. Cass. 5 août 1829, et 17 juill. 1838.

(5) D'après la déclaration du 24 août 1726, une habitation déguerpie fautive de paiement par l'acquéreur, devait être ramise au vendeur dans l'état où elle se trouvait, sans à faire déterminer par des arbitres nommés par les parties, les indemnités ou dommages-intérêts pouvant résulter des améliorations ou détériorations survenues. D'après cela, il est certain que ces arbitres d'étaient que de véritables experts, et dès lors la décision ci-dessus est incontestable, l'expertise étant un moyen d'éclaircir, non de former la conviction du tribunal. V. Cass. 22 mars 1813; 7 mars 1832; 9 avril 1833; 23 juin 1835.

— Attendu qu'indépendamment du fait que ce compromis n'était pas fait double, le conseil supérieur s'est encore déterminé par la triple circonstance que les arbitres n'y étaient pas désignés, que l'étendue de leurs pouvoirs n'y était pas déterminée, et que le délai pour prononcer n'était pas fixé; enfin, par cette double considération que l'acte était conçu en termes si vagues que l'on n'y pouvait voir autre chose qu'une mesure préparatoire qui supposait dans les parties la double intention de ne pas se lier définitivement par cet acte, et de procéder ultérieurement à la confection d'un compromis régulier:— Attendu que quand ces motifs ne seraient pas aussi raisonnables et aussi légaux qu'ils le sont en effet, il ne pourrait en résulter qu'un mal jugé qui ne constituerait pas un moyen de cassation;

En ce qui touche le pourvoi contre l'arrêt du 8 janv. 1813, arrêt attaqué par le motif qu'en ordonnant la remise au sieur Astorg de neuf nègres, dont les demandeurs en cassation avaient disposé, l'arrêt aurait violé les lois relatives à la complainte possessoire:— Attendu qu'une sentence confirmée par arrêt, après avoir résilié la vente de l'habitation le *Figuier*, avait réintégré le sieur Astorg dans la possession, jouissance et propriété de cette habitation, ses circonstances et dépendances; que ce mot *dépendance* comprenait les nègres comme le surplus de l'habitation, puisque d'après la législation des colonies, les nègres sont immeubles par destination; qu'ainsi en disposant de ces nègres postérieurement et au mépris de ce jugement, les demandeurs avaient commis une voie de fait et troublé la possession du sieur Astorg; que par conséquent en ordonnant que ces nègres ou leur valeur seraient remis à ce dernier, l'arrêt, loin de violer les lois sur la complainte possessoire, s'est conformé à leur disposition;

En ce qui concerne le pourvoi dirigé contre l'arrêt du 3 juillet 1815, arrêt attaqué, 1^o parce qu'il contreviendrait à la déclaration de 1726; 2^o parce qu'il violerait l'autorité de la chose jugée; 3^o parce qu'en tout cas il contreviendrait à l'art. 323 du Code de proc. civ.:— Attendu que la déclaration de 1726, après avoir ordonné qu'en cas de déguerpissement, les dommages-intérêts seront réglés par des arbitres choisis par les parties ou nommés d'office, porte ces expressions remarquables: « Voulons en ce cas que les arbitres aient égard tant aux dépérissements qu'aux améliorations qui auront pu être faits sur lesdits biens, et que sur les uns et sur les autres, ainsi que sur leurs jouissances, ces juges prononcent suivant l'existence du cas; » que les arbitres nommés suivant cette déclaration ne sont donc effectivement que des experts dont l'avis peut être modifié, corrigé, même anéanti par les tribunaux, et non des arbitres forcés dont l'avis serait un jugement souverain; qu'ainsi l'arrêt attaqué, en prononçant comme il l'a fait, n'a pu se mettre en opposition ni avec la déclaration de 1726, ni avec la chose souverainement jugée, ni singulièrement avec l'art. 323 du Code de proc., lequel dispose: « Les juges ne sont pas astreints à suivre l'avis des experts si leur conviction s'y oppose; »

En ce qui concerne les deux arrêts des 4 janv.

et 5 sept. 1816, intervenus sur la requête civile du sieur Astorg, et dont le premier, statuant sur le rescindant, aurait déclaré que celui du 3 juillet 1815 n'avait pas statué sur une demande incidente formée par le sieur Astorg, en Cour d'appel, tandis que suivant les demandeurs il serait prouvé par la contexture de ce même arrêt du 3 juillet, qu'il avait bien réellement statué sur cette demande; d'où il résulterait que l'arrêt du 4 janv. 1816 aurait violé l'autorité de la chose jugée par le précédent:— Attendu que ce premier arrêt qui a prononcé sur le rescindant était par défaut; qu'au lieu d'y former opposition, comme ils en avaient le droit, les demandeurs ont acquiescé en défendant sur le rescisoire, et que cet acquiescement les rend non recevables à l'attaquer aujourd'hui;— Attendu, au fond, et en ce qui concerne plus particulièrement l'arrêt du 5 sept., que l'arrêt du 3 juillet 1815, bien qu'il ait visé la requête du 1^{er} déc. 1814, ne prononce cependant rien sur la demande incidente formée par le sieur Astorg, en appel, par cette requête; que tout doute à cet égard doit disparaître devant l'arrêt du 4 janv. 1816, puisque le conseil supérieur de la Martinique, interprète naturel de ses décisions, déclare formellement par cet arrêt qu'il n'a pas prononcé sur la demande incidente formée devant lui; qu'ainsi ces deux arrêts des 4 janv. et 5 sept. 1816 n'ont pas violé l'autorité de la chose jugée par l'arrêt du 5 juillet 1815;

Enfin, quant à cet autre moyen également dirigé contre l'arrêt du 3 sept., et qui consiste à dire qu'en statuant sur une demande formée pour la première fois en Cour d'appel, il a violé les lois qui établissent deux degrés de juridiction:— Attendu que la loi du 21 août 1790 et les subséquentes, qui défendent de former de nouvelles demandes en cause d'appel, n'ont pas été enregistrées dans les tribunaux de la Martinique, et que dans ces tribunaux on continue de suivre les règles de l'ancienne procédure qui autorisaient les demandes incidentes en Cour d'appel;— Statuant sur les deux pourvois dirigés contre les cinq arrêts:— Rejette, etc.

Du 11 mars 1819. — Sect. req. — *Rapp.*, M. Vallée. — *Concl.*, M. Jourde, av. gén. — *Pl.*, M. Sirey.

PREScription. — Délit. — Interruption. — Chasse.

En matière criminelle, les poursuites dirigées par un magistrat incompétent, n'interrompent pas la prescription du délit, notamment d'un délit de chasse. — Ici est inapplicable l'art. 2246 du Code civil. (L. du 30 avril 1790, art. 12.) (1)

(Bardot et Boyer.)— ARRÊT.

LA COUR.— Considérant que, d'après les dispositions des art. 22 et 23 du Code d'inst. crim., le procureur du roi compétent pour la recherche et la poursuite d'un crime ou d'un délit, est celui soit du lieu où ce crime ou ce délit a été commis, soit du lieu de la résidence ou de l'arrestation du prévenu; que, dans l'espèce, le procureur du roi près le tribunal d'Auxerre n'était point celui qui, d'après lesdits articles, avait qualité pour poursuivre les prévenus; que la citation qu'il leur a donnée en première instance ne peut donc être

ou magistrat sans compétence pour agir; et qu'il n'en est pas de même des poursuites qui, bien que portées devant un juge incompétent, sont dirigées par un magistrat ayant caractère pour les faire. V. sur ce dernier point, Cass. 18 janv. 1822; 13 janv. 1837; 10 mai 1838.

(1) Cette solution est approuvée par la généralité des auteurs. V. Mangin, de l'Action publique, t. 2; Legraverend, Législation crim., tom. 1, chap. 1^{er}; Duverger, Manuel des juges d'instruction, t. 1, n^o 60; Bourguignon, Code d'inst. crim., tom. 2, p. 514 et 551. — Mais il importe d'observer que la règle ne s'applique qu'aux poursuites dirigées par

considérée comme un acte de poursuite légale, propre à interrompre la prescription; — Considérant que le délit de chasse dont il s'agit a été commis le 2 oct. 1818, et que le premier acte régulier de poursuite contre les prévenus de ce délit est la citation qui leur a été donnée, le 26 nov. suivant, par le procureur du roi près le tribunal de Joigny; mais qu'y ayant entre ces deux époques un intervalle de temps de plus d'un mois, il s'ensuit que le délit était prescrit, aux termes de l'art. 12 de la loi du 30 avril 1790, et qu'en renvoyant les prévenus des poursuites, le tribunal dont le jugement est attaqué s'est conformé à la loi; — Rejette, etc.

Du 11 mars 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén. — Pl., M. Scribe.

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. — FAITS DÉNONCÉS. — ORDONNANCE DE NON-LEU. — SCIES.

Le tribunal correctionnel n'est pas tenu de surseoir au jugement d'une dénonciation calomnieuse, lorsqu'une ordonnance de la chambre du conseil a déclaré n'y avoir lieu d'instruire sur les faits dénoncés, sur la simple allégation du prévenu que des charges nouvelles sont survenues depuis cette ordonnance. (Cod. pén., 372 et 373. (1))

(Gautier et Bonlaire.)

Gautier et Bonlaire avaient, dans une plainte, imputé à Mercier une tentative de meurtre. La chambre du conseil déclara qu'il n'y avait lieu d'instruire. Mercier porta plainte en dénonciation calomnieuse. Les prévenus alléguèrent qu'ils avaient de nouveaux témoins à produire à l'appui des faits dénoncés.

Jugement qui surseoit à statuer. — Appel. — Le jugement est infirmé et les peines de la dénonciation calomnieuse sont appliquées. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le jugement attaqué s'est borné à décider que l'ordonnance de n'y avoir lieu d'instruire, conservant toute sa force, le surseil ne devait pas être prononcé; en quoi, il n'a nullement violé l'art. 372 du Code pénal; — Rejette, etc.

Du 11 mars 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Olivier. — Concl., M. Fréteau de Pény.

BOISSONS. — DÉBITANS. — CONGÉS.

Les débitans de boissons ne peuvent introduire dans leur domicile ni avoir chez eux aucune espèce de boisson sujette aux droits, en quelque petite quantité que ce soit, qu'en vertu de congés ou passavans, sans qu'il soit permis de faire aucune distinction entre les boissons qui font l'objet de leur commerce et celles qu'ils auraient achetées chez un autre débitant (2).

Ainsi, un cabaretier chez lequel il a été saisi une

bouteille d'eau-de-vie dont il n'a pu représenter le congé, ne peut être acquitté sur les motifs : qu'il a fait déclaration de ne vouloir vendre que du vin en détail; qu'il est constant qu'il ne faisait chez lui, en gros ou en détail, vente ni commerce d'eau-de-vie; et qu'il était prouvé qu'il avait acheté la bouteille en question chez un autre débitant, pour son usage et les besoins de sa famille.

(Contribut. Indir. — C. Gillard.)

Du 12 mars 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Bailly. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1° DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. — PRÉFET.

2° DISCIPLINE. — NON BIS IN IDEM.

1° Une dénonciation calomnieuse adressée à un préfet contre un maire, est réputée faite à un fonctionnaire tout à la fois administrateur et officier de police judiciaire; elle est en conséquence passible des peines portées par l'art. 373, Code pénal (3).

2° Un fonctionnaire public qui a été puni d'une peine disciplinaire par le corps auquel il appartient, pour avoir fait une dénonciation calomnieuse, peut être encore, à raison du même fait, jugé et puni correctionnellement, sans qu'il puisse opposer la maxime non bis in idem (4).

(Mouré et autres — C. maire de Bonliargues.) Du 12 mars 1819. — Sect. criminelle.

MOTIFS DE JUGEMENT. — FINS DE NON-RECEVOIR. — CASSATION.

Dire que les fins de non-recevoir proposées sont sans fondement, c'est suffisamment motiver le chef du jugement qui les rejette. Du moins, l'irrégularité n'emporte pas nécessairement ouverture à cassation. (L. du 20 avril 1810, art. 7; Cod. proc., 141.) (5)

(Monnier — C. Moulin, Comte et consorts.)

Une contestation élevée entre les sieurs et dame Monnier, d'une part, et les sieurs Moulin, Comte et consorts, syndics de la faillite Prince, d'autre part, était pendante devant la Cour royale de Dijon. Outre les moyens du fond, les mariés Monnier opposaient plusieurs fins de non-recevoir aux sieurs Moulin, Comte et consorts.

17 juill. 1816, arrêt de la Cour de Dijon qui, en ce qui touche les fins de non-recevoir était ainsi conçu : — « Doit-on s'arrêter aux fins de non-recevoir proposées? — Considérant, sur la première question, que les fins de non-recevoir proposées par les mariés Monnier sont sans fondement... — Sans s'arrêter aux fins de non-recevoir; — Confirme, etc. »

Pourvoi en cassation de la part des époux Monnier. — Ils ont fait résulter un moyen de cassation de ce que l'arrêt n'était pas motivé au chef par lequel il rejetait les fins de non-recevoir; car on

pas suffisamment motivé par cela seul qu'il déclare la rejeter, attendu qu'elle n'est pas fondée, ou qu'elle est non recevable, sans expliquer en quoi elle manque de fondement, ou d'où dérive la fin de non-recevoir qui la repousse. M. Merlin, *Répert.*, v° *Motifs du jugement*, n° 5, qui rapporte cet arrêt, en approuve la décision; par suite il critique, en numéro suivant, l'arrêt que nous recueillons ici. « Cet arrêt, dit-il, est évidemment en opposition avec celui de la section civile du 28 juin de la même année. Il est donc permis de croire qu'il aurait prononcé tout autrement, s'il eût été rendu trois mois et demi plus tard. » V. anal., dans le sens de cette opinion, Cass. 14 juill. 1832; 14 juill. 1836.

(1) V. conf., Mengin, de l'Action publique, t. 1, p. 356.

(2) V. comme anal. dans le même sens, Cass. 16 nov. 1810, 9 fév. 1811; 8 fév. et 14 août 1812.

(3) V. conf., Cass. 31 août 1815, et la note.

(4) V. dans le même sens, Cass. 19 mai et 22 déc. 1827; 30 mai 1832 (Volume 1832). — C'est à un point de jurisprudence constant à l'égard de toute personne soumise, par sa qualité, aux règles disciplinaires (magistrats, officiers ministériels, avocats, etc.). V. *Jurisp. du XIX^e siècle* (Table déc. 1831-1840), v° *Discipline*, n° 4 et suiv.

(5) La Cour de cassation a jugé au contraire le 28 juin 1819, qu'on arrêt qu'il rejette une demande n'est

ne pouvait considérer comme une annulation de motifs, ces expressions de l'arrêt : « considérant que les fins de non-recevoir sont sans fondement ; » d'où ils concluaient que l'arrêt avait violé l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, et l'art. 141 du Code de proc. civ.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'en rejetant les fins de non-recevoir opposées aux syndics l'arrêt attaqué déclare dans un de ses motifs, que ces fins de non-recevoir sont sans fondement; qu'ainsi sa décision sur ce point n'est pas, comme on le prétend, dénuée de motifs; — Rejette, etc.

Du 15 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Zangiacomi. — Concl., M. Jonbert, av. gén. — Pl., MM. Delagrangé et Sirey.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — AMENDE.

— AMNISTIE.

La remise des amendes pour contraventions en matière de contributions indirectes, accordée par l'art. 2 de l'ordonnance du 13 janv. 1815, doit s'entendre seulement des amendes encourues pour contraventions antérieures, et non de celles qui seraient encourues à l'avenir, et postérieurement à l'ordonnance. (Ord. du 13 janv. 1815, art. 1 et 2.)

(Contrib. indir. — C. Thillard.)

Du 16 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Roger.

ENQUÊTE. — DÉLÉGATION. — JUGE DE PAIX. — NOUVELLE ENQUÊTE.

Lorsqu'un juge de paix est délégué pour faire une enquête, son suppléant ne peut le remplacer pour procéder à cette opération (1). — Rés. seulement par la Cour royale.

L'art. 292 du Code de proc. civ., portant que l'enquête déclarée nulle par la partie du juge commissaire sera recommencée à ses frais... subordonne la concession de la nouvelle enquête à la sagesse des juges. Si des lumières surabondantes les rendent suffisamment instruits, ils peuvent juger en l'état, comme ils auraient pu juger d'abord sans l'enquête, si leur conscience en eût été édifiée (2).

(Brédart — C. Brédart.)

Le sieur Jean-Baptiste Brédart assigne le sieur Dominique Brédart devant le tribunal de première instance de Mirreourt, en délaissement d'un certain étendue de terrain qu'il prétend avoir été usurpée sur lui. — Dominique Brédart allègue que le terrain du demandeur s'est trouvé diminué par la direction que lui-même a donnée à un chemin qui bornait son héritage.

Le 17 nov. 1813, le tribunal rend un jugement par lequel, après plusieurs visites de lieux, faites

par des experts, il condamne Dominique Brédart à délaisser la portion de terrain réclamée par Jean-Baptiste Brédart. — Dominique Brédart interjette appel.

6 fév. 1817, arrêt de la Cour royale de Nancy, qui, avant faire droit, admet Dominique Brédart à prouver par témoins le changement de direction du chemin bornant l'héritage de l'intimé, et qui nomme pour procéder à cette enquête le juge de paix du canton de Montbureau.

L'enquête a lieu. — Jean-Baptiste Brédart en demande la nullité, par le motif que ce n'est pas le juge de paix lui-même, mais son suppléant qui a entendu les témoins.

18 juill. 1817, arrêt définitif de la Cour royale de Nancy, ainsi conçu : « Attendu que si les juges de paix doivent être nécessairement remplacés par leurs suppléants dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées par la loi, il ne doit pas en être de même de celles pour lesquelles les tribunaux les ont spécialement délégués; qu'il est de principe que le juge délégué ne peut en déléguer un autre, et qu'ainsi les enquêtes sont nulles; que les juridictions étant d'ordre public, la nullité est absolue et ne peut être couverte par aucun acquiescement; que le fait de Jean-Baptiste Brédart, qui a aussi fait procéder à sa contre-enquête par le ministère du premier suppléant, n'est point un obstacle à ce qu'il propose ce moyen de nullité, moyen que la Cour pourrait adopter même d'office; que la nullité ne provenant pas du fait des parties qui avaient valablement présenté leur requête au juge de paix, mais du fait du suppléant qui, par erreur, a cru pouvoir remplacer le juge de paix, il y aurait lieu d'appliquer à la cause la disposition de l'art. 292 du Code de proc. civ., et d'ordonner que cette enquête serait recommencée, si d'ailleurs l'état de la cause n'était pas, telle qu'elle est, susceptible d'une décision définitive; — Attendu, au fond, que les nouveaux renseignements donnés par Dominique Brédart, joints à ceux qui existaient déjà avant que l'enquête fût ordonnée, ne laissent aucun doute que la diminution de contenance de l'héritage de Jean-Baptiste Brédart provient tout entière du changement de direction fait par lui à un chemin bornant cet héritage, la Cour le déclare mal fondé dans son action en restitution. »

Pourvoi en cassation de la part de Jean-Baptiste Brédart, pour violation des art. 1150 et 1151 du C. de civ., et de l'art. 29 du Code de proc. — Le demandeur fait résulter son premier moyen de ce que la Cour, en décidant définitivement sur le fond, après avoir déclaré l'enquête nulle, et par conséquent sans avoir égard aux dépositions des témoins, a jugé contrairement aux dispositions de son arrêt interlocutoire, qui avait ordonné l'enquête, et qui subordonnait la décision du fond aux dépositions des témoins, d'où

à défaut de celui-ci. Mais il n'en doit plus être de même dans le cas d'une désignation nominative, qui semble indiquer une confiance personnellement accordée au magistrat désigné. — V. Toulouse, 5 mars 1819.

(1) V. conf., Nîmes, 28 avril 1823; Bioche et Goujet, *Dictionn. de proc.*, v° *Enquête*, n° 67. — Contr., Poitiers, 10 juin 1831 (Volume 1831). — Il paraît certain que quand un juge de paix est délégué pour faire une enquête, il doit procéder lui-même à cette opération à moins d'empêchement légitime. — Si un semblable empêchement existe, nous pensons qu'il faut distinguer entre le cas où le jugement qui ordonne l'enquête a simplement délégué le juge de paix de tel canton, et celui où il a nominativement délégué tel juge de paix. Dans le premier cas l'on ne voit pas pourquoi le juge de paix ne pourrait être remplacé par son suppléant, conformément à l'art. 3 de la loi du 29 vent. an 9, puisque ce magistrat est légalement présumé être apte à remplir les mêmes fonctions que le juge de paix titulaire,

(2) Il résulte de la combinaison des art. 292 et 293 du Code de proc. civ., qu'une enquête déclarée nulle ne peut être recommencée que quand la nullité est imputable au juge commissaire; mais, comme le décide l'arrêt ci-dessus, on ne doit pas de là tirer la conséquence que l'enquête doit, en pareil cas, être nécessairement recommencée. — V. Favard, *Repert.*, v° *Enquête*, sect. 1^{re}, § 6, n° 1; Bioche et Goujet, *Dictionn. de proc.*, v° *Enquête*, n° 320.

la conséquence que l'arrêt définitif a violé l'autorité de la chose jugée.

Sur le second moyen, le demandeur a soutenu que l'art. 293 du Code de proc. civile, portant que l'enquête... déclarée nulle par la faute du juge-commissaire, sera recommencée à ses frais, etc., impose aux juges l'obligation absolue d'ordonner une nouvelle enquête toutes les fois, et par cela seul que la première aura été déclarée nulle par la faute du juge-commissaire; que cependant la Cour paraît, au contraire, n'avoir vu, dans cet article, qu'une faculté dont elle pouvait user ou non, à son gré et suivant les circonstances; qu'ainsi elle a mal interprété et violé la disposition de l'article cité.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt du 8 février 1817 n'était que préparatoire; qu'aucune de ses dispositions n'était définitive, et n'a pu acquiescer l'autorité de la chose jugée; d'où il suit que l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation des art. 1850 et 1851 du Code civil; — Attendu que l'art. 292 du Code de proc. est purement facultatif, en ce sens qu'après avoir prononcé la nullité d'une enquête, c'est à la Cour qui l'avait ordonnée à examiner s'il est nécessaire qu'elle soit recommencée, et que, dans l'espèce, la Cour royale a déclaré que les premières observations qui l'avaient déjà frappée, lorsqu'elle avait admis la preuve, deviennent décisives en les rapprochant de celles qui résultent des pièces nouvelles produites par les parties; qu'en trouvant le fond du procès en état d'être jugé d'après les nouvelles lumières qui, jointes aux premières observations qui l'avaient frappée, complétaient sa conviction, elle a dû prononcer selon la conscience et ses lumières; qu'en écartant, sans la faire recommencer, une enquête nulle et qui n'a pas été lue, elle a sagement entendu l'article du Code de procédure invoqué; — Rejette, etc.

Du 17 mars 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lefebvre-Grandprey. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Lavoix.

ACTION POSSESSOIRE. — PETITOIRE. —

CUMUL.

Si le juge saisi d'une action possessoire se trouve dans l'impossibilité de reconnaître lequel des deux contendans est le véritable possesseur,

(1) La question est fort controversée; elle se divise naturellement, et comprend deux hypothèses: ou bien le juge trouve un obstacle dans ce fait que ni le demandeur ni le défendeur ne prouve sa possession; ou bien l'obstacle provient de ce que les enquêtes établissent la possession en faveur du demandeur et en faveur du défendeur. Dans le premier cas, Duparc Poullain distinguait encore s'il y avait ou non demande reconventionnelle de la part du défendeur, à l'effet d'être maintenu dans la possession, et soutenait que le juge ne devait renvoyer au pétitoire que s'il y avait demande reconventionnelle. V. *Principes du droit*, t. 10, p. 693, n° 10. Jousse soutenait la même doctrine sans même distinguer s'il y avait ou non demande reconventionnelle. V. *Comm.* sur l'art. 3, tit. 18 de l'ord. de 1667. C'était ainsi l'avis de Pothier, *de la Possess.*, ch. 6, art. 2, n° 105; et il a été suivi, sous les lois nouvelles, par Henrion de Pansey, *Rép. de Merlin*, v° *Complainte*, t. 2, p. 661; Carre, *Lois de la proc.*, quest. 111; Demiau Crouilhac, p. 31; Favard, t. 1, p. 605, n° 12; Pigeau, *Comment.*, t. 1, p. 72; Thomine Desmasures, t. 1, p. 89. — Dans le second cas, celui où les preuves de la possession existent aussi bien en faveur du demandeur qu'en faveur du dé-

fendeur, quelques-uns de ces auteurs pensent également que le juge de paix peut renvoyer au pétitoire; et le juge saisi en vertu de ce renvoi peut statuer sur la question de propriété; ce n'est pas là cumuler le pétitoire et le possessoire. (Cod. proc. civ., 25.) (1)

(Jacob — C. Devillers-Bodson.)

Le tribunal civil de Sedan s'est trouvé saisi par appel, d'une demande en complainte possessoire intentée contre le sieur Devillers-Bodson par le sieur Jacob.

30 nov. 1813, jugement qui : « attendu l'impossibilité de reconnaître la possession, joint le possessoire au pétitoire, et ordonne au sieur Jacob de recourir à cette dernière voie. »

Nouveau jugement qui, statuant sur le pétitoire, condamne le sieur Jacob.

Appel. 11 juill. 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale de Metz.

POURVOI en cassation de la part de Jacob, pour violation de l'art. 25 du Code de proc. civile, portant que le pétitoire et le possessoire ne seront jamais cumulés, en ce que le jugement du 30 nov. 1813, en renvoyant les parties à se pourvoir au pétitoire, sans avoir préalablement statué au possessoire a ordonné que le pétitoire et le possessoire seraient cumulés, en ce que dans le fait, ils ont été cumulés tant par le tribunal de première instance, que par l'arrêt de la Cour royale qui ont statué par suite du renvoi. — Le demandeur soutient que jamais les tribunaux ne peuvent rendre de décision sur le pétitoire, sans avoir préalablement statué sur l'action possessoire intentée par les parties; qu'en effet, la question de propriété est tout à fait indépendante et étrangère à la question de possession; que lorsque celle-ci est soumise à un tribunal, il doit y faire droit, sauf ensuite, et si les parties soulevent la question de propriété, à rendre une nouvelle décision; que lorsqu'une des parties demande d'être maintenue dans sa possession, ou qu'on fasse cesser le trouble qui y est apporté, décider au pétitoire, c'est refuser de faire droit à sa demande en complainte, et c'est en même temps déterminer lequel des deux contendans est propriétaire; c'est décider à la fois sur la propriété et sur la possession, c'est-à-dire, cumuler le pétitoire et le possessoire; que l'on ne peut d'ailleurs établir une exception pour le cas où il est impossible de statuer sur la possession, parce que cette impossibilité ne peut jamais avoir lieu aux yeux du

juger, quelques-uns de ces auteurs pensent également que le juge de paix peut renvoyer au pétitoire. — Mais l'un et l'autre de ces opinions sont vivement combattues par Chauveau sur Carré, *loc. cit.*; Garnier, *des Actions possessoires*, p. 73 et 74, et Carou, *cod.*, n° 629 et suiv. Ces auteurs pensent que si le demandeur ne prouve pas sa possession, s'il ne justifie pas sa demande, il en doit être débouté, sans même égard à la demande reconventionnelle du défendeur qui n'est en définitive qu'une défense à l'action principale, défense qu'il est peu important de justifier si la demande n'est pas elle-même justifiée. Ce premier point est cependant reconnu par la jurisprudence. V. outre l'arrêt ci-dessus, un arrêt conf. du 21 juill. 1835 (Volme 1835). — V. aussi Corssion, *tom. 2*, p. 391, 2° éd. — Puis, ces mêmes auteurs ajoutent que si le demandeur et le défendeur prouvent également qu'ils ont possédé, il en faut conclure que la possession a été commune entre eux; et alors le juge de paix en lieu de renvoyer au pétitoire, doit maintenir la possession à l'un et à l'autre. C'est en effet ce que la Cour de cassation a jugé par arrêts des 26 avril 1813; 8 déc. 1824; 27 juil. 1827; 19 nov. 1828. — Mais voy. en sens contr., *Cass.* 14 nov. 1832.

Juge, qui étant autorisé par la loi à employer tous les moyens propres à éclairer sa conscience, n'est jamais admis à refuser de prononcer sous le prétexte d'un doute sur le point de fait, pas plus qu'il ne peut refuser de prononcer, sous prétexte du silence, de l'obscurité, ou de l'insuffisance de la loi, aux termes de l'art. 4 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que chaque fois que les juges se trouvent hors d'état de prononcer sur le mérite de la possession, et qu'ils renvoient les parties à se pourvoir au pétitoire, il n'y a pas cumulo des deux actions; que, dans la cause, les juges n'ont été investis, en conséquence du jugement de renvoi, que du pétitoire sur lequel on a procédé par action nouvelle, et qu'il n'a été statué que sur cet objet; — Rejette, etc.

Du 17 mars 1819. — Sect. req. — Prés., M. Heurion de Pansey. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

1^o OBLIGATION PERSONNELLE.—ENFANT. — PAIEMENT.2^o ALIMENS.—DROIT PERSONNEL.—CRÉANCIER.

1^{er} Le fils n'est pas personnellement tenu au paiement d'une obligation souscrite par son père seul, bien qu'il soit constant que la somme portée dans l'obligation a été employée pour les besoins communs du père et du fils. (Cod. civ., 1108 et 1135.)

2^o Une somme prêtée pour procurer des alimens, ne peut être réclamée après le décès de l'emprunteur, contre ceux de ses proches qui auraient dû lui en fournir. Le droit de réclamer des alimens est exclusivement attaché à la personne, et ne peut être exercé par les créanciers. (Cod. civ., 208 et 1166.) (1)

(Vourey. — C. Sayre.)

9 juill. 1791, billet souscrit par le comte de Vourey, par lequel il reconnaît que le marquis de Sayre lui a prêté une somme de 5,640 liv. — A l'époque de ce prêt, le comte de Vourey était élargi avec son fils unique, et se trouvait dans une grande détresse. Le billet porte que la somme a été prêtée à de Vourey, dans ses plus pressants besoins. — Décès de de Vourey. — De Vourey fils accepte, sous bénéfice d'inventaire, la succession de son père; d'ailleurs il était héritier pur et simple de sa mère, et de M. Raynaud, son aïeul maternel.

En cet état de choses, le marquis de Sayre intente une demande en paiement du billet, contre M. de Vourey fils, pris en une double qualité; la première en son nom propre, comme personnellement obligé à la dette, non pas qu'il se fût obligé au paiement, mais parce que la somme prêtée avait tourné à son profit, en subvenant à sa nourriture et autres besoins de première nécessité; la deuxième comme héritier de sa mère et de son aïeul maternel, par suite et en conséquence de l'obligation ou se trouvaient ceux-ci, en leurs qualités d'épouse et de beau-père de de Vourey, de lui fournir des alimens, et par conséquent de rembourser les sommes qui lui avaient été prêtées pour sa nourriture.

14 juin 1817, jugement du tribunal de première instance de Grenoble, qui accueille la demande de M. de Sayre. — Appel.

27 août 1817, arrêt de la Cour royale de Grenoble, confirmatif du jugement attaqué.

POURVOI en cassation de la part du sieur de Vourey fils. — Premier moyen. Violation de l'art.

1315 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé ordonnait le paiement d'une obligation, sans que la preuve de cette obligation fût fournie, en condamnant M. de Vourey fils à payer le montant d'un billet qui ne lui était pas personnel. — Deuxième moyen. Violation de l'art. 208 du Code civil, en ce que l'arrêt a préjugé que le sieur Vourey avait droit à réclamer des alimens contre son épouse et son beau-père, sans examiner si les parties se trouvaient dans une position telle que les alimens dusse être accordés; et, en supposant le droit aux alimens certains, violation de l'art. 1166, en ce que l'arrêt a autorisé un créancier à exercer le droit qu'avait son débiteur à demander ces alimens, bien que ce soit à un droit purement personnel, et que l'art. 1166 refuse formellement aux créanciers l'exercice des droits de cette espèce, appartenant à leur débiteur.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu les art. 208 et 1315 du Code civil; — Attendu que Vourey père aurait pu, en 1791, date du billet par lui souscrit, former une demande à l'effet d'obtenir une pension alimentaire, s'il s'y était cru fondé, puisque ce n'est que par des lois postérieures que les émigrés ont été privés de la jouissance des droits civils; — Attendu que Vourey père, ainsi que sa femme et son beau-père, étaient tous décédés lorsque de Sayre a intenté son action contre de Vourey fils, comme exerçant les droits de son débiteur; — Attendu que, dans une pareille situation des choses, les tribunaux n'ont pu connaître ni les motifs qui avaient déterminé Vourey père à ne pas demander de pension alimentaire à sa femme et à son beau-père, ni les moyens de fait ou de droit que ceux-ci auraient pu avoir à lui opposer, ni la somme à laquelle ladite pension, si elle avait dû être accordée, aurait été arbitrée (comme l'art. 208 du Code civil l'exige) dans la proportion du besoin de Vourey père et de la fortune de sa femme et de son beau-père; — Attendu d'ailleurs que, si les créanciers peuvent, en général, exercer les droits et actions de leur débiteur, l'art. 1166 du Code civil en excepte néanmoins ceux qui sont exclusivement attachés à sa personne, ce qui s'applique naturellement au droit qu'a ce débiteur de demander ou de ne pas demander de pension alimentaire pour ses besoins actuels et personnels;

Attendu, enfin, que Vourey fils, qui ne pouvait pas être tenu du paiement du billet dont il s'agit au procès, comme héritier de son aïeul ou de sa mère, ne s'était obligé personnellement, par aucun acte, à en payer le montant; que de là il suit que le marquis de Sayre réclame contre lui l'exécution d'une obligation dont l'existence n'était pas approuvée, et qu'en condamnant Vourey fils à acquitter, la Cour royale de Grenoble a expressément violé les art. 208 et 1315 du Code civil, lesquels articles n'ont fait que confirmer les anciens principes. — Casse, etc.

Du 17 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Minier. — Concl., M. Cabrier, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Loiseau.

ACTION POSSESSOIRE. — COMPLAINTE. — CHOSE JUGÉE.

Une action en complaintes est-elle non recevable, par cela seul que, par jugement passé en force de chose jugée, le demandeur a déjà succombé sur une demande en complainte? (Cod. proc., 23.) — Rés. aff. (2)

(1) V. conf., Cass. 12 mai 1812, les autorités indiquées à la note, ainsi que l'observation dont nous avons fait suivre cet arrêt, observation qui s'applique également à l'espèce ci-dessus.

(2) Le principe avait été déjà consacré par la Cour de cassation, le 12 juin 1809. V. encore dans ce sens, Cassé, Lois de la proc. civ., et son annota-

(Jouannet C. — Pardoux-Vellaud).

En l'an 6, le sieur Provôt prétendait être en possession d'un droit de prise d'eau sur l'héritage du sieur Magistry. Troublé dans sa possession, le sieur Provôt dirige une action en complainte contre le sieur Magistry. — 5 niv. an 7, jugement qui rejette la demande de Provôt.

Ulérieurement, la propriété du sieur Magistry a passé entre les mains du sieur Pardoux-Vellaud, et, par contrat de vente, en date de 1806, le sieur Jouannet a acquis l'immeuble du sieur Provôt.

En cet état de choses, et depuis l'année 1806, Jouannet a joui paisiblement du droit de prise d'eau sur le fonds de Pardoux-Vellaud, jusqu'en 1816.

A cette époque, il est troublé dans sa possession par le sieur Pardoux-Vellaud. Il forme une action en complainte, et demande à être maintenu dans sa possession.

Pardoux-Vellaud répond : La possession du sieur Jouannet ne peut servir de fondement à une action possessoire, parce que sa possession n'a pu être que précaire, et qu'une telle possession ne peut fonder de prescription (Cod. civ., art. 2231), ni servir de base à une action possessoire (Cod. proc., art. 23). Pour établir que la possession n'est que précaire, il suffit de rappeler qu'un jugement passé en force de chose jugée, rendu contre l'auteur du sieur Jouannet, a décidé que la possession ne lui appartenait pas : d'où il résulte que la possession ultérieure n'a pu être que de pure tolérance.

18 oct. 1816, jugement du juge de paix, qui rejette la fin de non-recevoir proposée par le sieur Pardoux-Vellaud, et ordonne de plaider au fond.

Appel. — 11 fév. 1817, jugement du tribunal civil de Chambon, qui infirme par les motifs suivans : « Attendu qu'il est de principe que celui qui, après avoir succédé dans sa possession, a joui depuis un an et un jour, ne peut plus demander à être maintenu dans cette même possession qui n'est que précaire, par suite de la maxime *complainte sur complainte non valet* : que tels sont les principes consacrés par l'arrêt de la Cour de cass., du 12 juin 1809. »

POURVOI en cassation de la part de Jouannet.

— Il soutient que le fait de sa possession annale étant constant, il a le droit d'y être provisoirement maintenu, et de demander la cessation du trouble dans l'année où il a eu lieu, aux termes de l'art. 23 du Cod. proc. civ.; que, pour établir contre lui que sa possession n'était que précaire, on lui a opposé le jugement intervenu contre son auteur ; qu'à la vérité un jugement passé en force de chose jugée, contre le vendeur peut être opposé à l'acquéreur, mais avec cette distinction que le jugement est opposable à l'acquéreur, seulement lorsqu'il est intervenu au pétitoire, et non lorsqu'il a statué sur la possession ; qu'en effet, de ce que le vendeur a succédé dans une action possessoire, on ne peut conclure que l'acquéreur qui a possédé ensuite pendant une année, ne puisse exercer l'action en complainte, s'il est troublé dans sa possession personnelle ; que, dans l'espèce, le jugement intervenu contre son auteur ne pourrait lui être opposé que tout autant qu'il invoquerait la possession de son au-

teur, et non la sienne propre ; — Qu'ainsi le jugement dénoncé a attribué à tort l'autorité de la chose jugée au jugement rendu contre le vendeur ; et, par suite, a violé l'art. 23 du Code de proc.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que, d'après le jugement qui avait été rendu contre Provôt, lequel est aujourd'hui représenté par le demandeur, celui-ci ne peut avoir qu'une possession précaire ; — Rejette, etc.

Du 17 mars 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Jaubert. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. — EXPERTISE.

Les juges saisis d'une demande en dommages-intérêts peuvent en fixer eux-mêmes la quotité, s'ils se croient suffisamment éclairés : il n'y a point obligation d'ordonner dans tous les cas un rapport d'experts. (Cod. proc., 303.) (1)

(Montsevy — C. Mure.)

La dame de la Mure vend ses droits dotaux au sieur de Montsevy. — Celui-ci, prévoyant le danger de l'éviction, exige la garantie du sieur de la Mure, mari de la vendeuse. — En conséquence, le sieur de la Mure s'oblige à garantir la vente faite par sa femme, et, en cas d'éviction, à rembourser au sieur de Montsevy les sommes par lui payées, et en outre des dommages-intérêts. — 27 mars 1817, jugement du tribunal de première instance de l'Argentière, qui, sur la demande de la dame de la Mure, déclare nulle la vente par elle faite, et qui, statuant sur la demande en garantie formée par le sieur de Montsevy contre le sieur de la Mure, condamne ce dernier à payer une somme déterminée, à titre de dommages-intérêts.

Appel de la part du sieur de Montsevy. Il prétend que les juges ne pouvaient fixer eux-mêmes la quotité des dommages-intérêts, et qu'ils devaient nommer des experts, sur le rapport desquels ils auraient ensuite statué.

15 déc. 1817, arrêt de la Cour roy. de Nîmes, qui confirme.

Pourvoi en cassation de la part du sieur de Montsevy.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que les juges n'ont méconnu ni les conventions ni la transaction des parties, puisqu'ils ont accordé des dommages-intérêts : — Attendu que les tribunaux ne sont obligés d'ordonner un rapport d'experts qu'autant qu'ils n'ont pas les documents nécessaires pour les liquider ; que même, aux termes des lois anciennes et nouvelles, ils ne sont pas astreints à suivre l'avis des experts, lorsque leur conviction s'y oppose, et qu'ayant fixé, dans l'espèce actuelle, les dommages-intérêts d'après les circonstances et les faits qu'ils ont remarqués et qui ont servi de guide à leur conscience, ils ne se sont mis en contravention à aucune loi ; — Rejette, etc.

Du 17 mars 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Guichard.

teur Chauveau, quest. 101 ; Favard, *Répert.*, v° *Complainte*, sect. 1^{re}, § 2, n° 3 ; Garnier, *des Actions possessoires*, p. 112.

(1) Cette décision reparaît dans la jurisprudence de la Cour de cassation suivant laquelle les juges

peuvent, après avoir annulé ou rapport d'experts comme irrégulier ou erroné, prononcer au fond, sans ordonner une nouvelle expertise, s'ils reconnaissent que les procès fournis des documents suffisants qui rendent l'expertise inutile. V. Cass. 7 mars 1832 ; 9 avril 1833, et les notes.

LETTRE DE CHANGE.—SUPPOSITION DE LIEU.

—TIERS PORTEUR.

Le tireur d'une lettre de change ne peut opposer au tiers porteur la supposition de lieu, si celui-ci n'en a pas eu connaissance. (Cod. comm., 211. (1))

(Héraud—C. Hoc.)

Le sieur Hur, tiers porteur d'une lettre de change tirée de Lunel sur Nîmes par le sieur Héraud, médecin, assigne celui-ci en paiement devant le tribunal de commerce de Montpellier, lieu désigné pour le paiement.

Héraud répond que la traite contient supposition de lieu, en ce que, dans le fait, elle n'a pas été tirée de Lunel; mais qu'elle a été réellement souscrite à Nîmes, quo dès lors il n'y a pas remise de place en place, et qu'ainsi elle ne vaut que comme simple promesse, aux termes de l'art. 112 du Code de comm.; d'où résulte la conséquence, qu'ayant été souscrite par un individu non commerçant, le tribunal de commerce doit renvoyer la contestation au tribunal civ., suivant l'art. 636 du Code de Comm.

Hoc, tiers porteur, réplique que dans le fait il n'y a pas supposition de lieu : — Qu'au surplus, cette supposition existât-elle réellement, elle ne ferait perdre à la lettre de change son caractère, qu'à l'égard de ceux qui en avaient eu connaissance; mais qu'à l'égard du tiers porteur de bonne foi, cette supposition était une chose indifférente; qu'il serait contraire à toute justice, d'enlever au porteur les droits qu'il croyait avoir acquis, en prenant la lettre de change, revêtue de toutes les formalités extérieures, et cela au profit du tireur auteur de la fraude.

24 fév. 1817, jugement du tribunal de commerce de Montpellier, qui rejette le déclinatoire, déclare que la lettre de change doit être réputée parfaite à l'égard du tiers porteur; en conséquence condamne par corps Héraud au paiement.

Appel. — 17 déc. 1817, arrêt de la Cour roy. de Nîmes qui confirme : « Attendu que le sieur Jean Hoc était un tiers porteur; qu'il n'était ni prouvé, ni même allégué qu'il eût participé en rien à la supposition de lieu qu'on prétendait être intervenue dans la lettre de change dont il s'agit; que d'ailleurs la traite en question était revêtue de toutes les formalités exigées par la loi; qu'ainsi le tribunal de commerce était compétent sous tous les rapports, et avait régulièrement procédé. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Héraud, pour violation des art. 112 et 639 du Code de comm., en ce que, nonobstant la supposition de lieu, qui viciait la lettre de change, l'arrêt dénoncé l'avait déclarée valable, et avait reconnu la compétence du tribunal de commerce.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est établi en fait, que la lettre dont il s'agit est régulière en sa forme; qu'il n'est nullement prouvé qu'il n'y a pas eu de remise de place en place, et qu'elle se trouve entre les mains d'un tiers porteur qui aurait même été étranger à cette supposition; qu'ainsi la loi n'a pas été violée; — Rejette, etc.

Du 18 mars 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pancy. — Rapp., M. Brillet Savarin. — Concl., M. Lebeau, av. gen. — Pl., M. Jusselin.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — PROPRIÉTÉ.

— POSSESSION.

L'exception de propriété d'un terrain ne peut constituer une question préjudicielle en faveur de celui qui a commis des délits sur ce terrain, lorsqu'il n'en a pas la possession; le tribunal, saisi de la connaissance du délit, ne peut donc surseoir au jugement, à raison de ce droit de propriété. (Cod. inst. crim., 3.) (2)

(Commune de Sémécac — C. Jacomet.)

Le sieur Jacomet et la commune de Sémécac étaient en contestation relativement à la propriété d'un terrain dont le sieur Jacomet se trouvait en possession depuis plusieurs années. Pendant le litige, et le 28 juin 1818, des habitants de la commune de Sémécac conduisent leurs troupeaux sur le terrain litigieux, et détruisent une grande partie de la récolte; ils sont traduits, à raison de ce fait, devant le tribunal de police correctionnelle de Tarties, par le sieur Jacomet. — Les habitants, sur l'action intentée contre eux, demandent la mise en cause de la commune de Sémécac. Le maire intervient et demande qu'il soit sursis à prononcer sur la plainte jusqu'à ce qu'il eût été statué sur la question de propriété actuellement pendante devant les tribunaux civils. — 28 août 1818, jugement qui déclare le maire de Sémécac non recevable dans son intervention et dans sa demande en sursis, et qui, considérant que le fait des habitants de la commune constitue le délit de délits sur le terrain d'autrui par des bestiaux gardés à vue, prévu par l'art. 26 du tit. 2 de la loi du 28 sept. 1791, les condamne à une amende égale aux dommages causés.

Appel de la part des habitants et du maire de la commune de Sémécac. — Ils soutiennent que l'existence du délit est subordonnée à la question de savoir si la commune est ou n'est pas propriétaire; que si les tribunaux déclarent qu'en effet le terrain litigieux appartient à la commune, alors il faudra reconnaître que les habitants n'ont fait qu'user de leur droit; qu'ainsi il devait être sursis par le tribunal correctionnel à statuer sur la plainte jusqu'à ce que la question de propriété eût été jugée par les tribunaux civils.

18 décembre 1818, arrêt de la Cour royale de Pau qui confirme par les motifs suivants : — « Considérant qu'il n'est pas plus permis d'attenter à la possession d'autrui qu'à sa propriété; que la demande en délaissement formée par le maire de Sémécac, loin d'autoriser les habitants ou quelques habitants de cette commune d'attenter, par des voies de fait, à la possession du sieur Jacomet, leur faisait un devoir d'attendre respectueusement que le tribunal, saisi de la contestation, y eût prononcé; que, conséquemment, l'excuse proposée en leur faveur par le maire ne peut être accueillie, et qu'ils ne peuvent avec fruit s'en étayer personnellement; d'où la conséquence que, soit l'intervention du maire, soit sa demande en sursis, jusqu'à ce qu'il eût été statué définitivement par le tribunal de première instance sur la propriété du fonds dont il s'agit, non plus que celle formée par les prévenus, ne peuvent être accueillies. »

Pourvoi en cassation de la part des habitants de la commune. — Les moyens des demandeurs étaient fondés sur une prétendue violation de l'art. 408 du Code d'inst. crim. en ce que l'arrêt dénoncé avait refusé d'accorder le sursis demandé, et en outre sur la fausse application de l'art. 26, tit. 2 de la loi

fois en sens contraire, Bruxelles, 7 octobre 1811.

(2) V. sur ce point, Cass. 8 janv. 1813; Mangia, Traité de l'action publique, t. 1, p. 508, et Lagravereud, Législ. crim., t. 1, ch. 1^{re}.

(1) La jurisprudence s'est prononcée en ce sens. V. Cass. 26 déc. 1808; 25 janv. 1815; Bruxelles, 20 août 1812, les nombreuses autorités indiquées à la note sous cet arrêt, et 30 déc. 1814. — P. toute-

du 28 sept. 1791, en ce que la peine portée par cet article avait été appliquée, bien que le délit ne fût pas certain, la question de propriété étant encore incisée, et la criminalité du fait dépendant entièrement de cette question.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que le fait de possession du terrain dont il s'agit au procès est indépendant du droit de propriété du même terrain qui fait l'objet d'une contestation entre les parties devant les tribunaux civils; que la question relative à ce fait de possession n'est donc pas préjudiciable, et conséquemment la chambre correctionnelle de la Cour royale de Pau a été compétente pour y statuer; qu'elle a donc légalement refusé le sursis qui était demandé:—Considérant qu'il a été reconnu par ladite chambre de la Cour royale que le sieur Jacomet a la possession dudit terrain, et que même les fruits qui y étaient sur pied provenaient de son industrie et de ses travaux; qu'il s'ensuit que les dégâts et dévastations qui y ont été commis par l'introduction de bestiaux gardés à vue, constituent le délit prévu par l'art. 26, tit. 2 de la loi rurale du 28 sept. 1791; que la Cour royale de Pau, en ordonnant, par son arrêt du 18 déc. dernier, que le procès-verbal des experts nommés par le jugement du tribunal de Tarbes, du 8 août, aux fins d'évaluer le dédit commis sur les fonds dont il s'agit, serait rapporté au greffe, pour, à la vue de ladite expertise, être statué ainsi qu'il appartiendrait, n'a pu, dans cet état des faits, commettre violation à aucune loi;—Rejette, etc.

Du 19 mars 1815.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Busschop.—Concl., M. Hus, av. gén.—Pl., MM. Scribe et Nicod.

CONSEIL DE FAMILLE.—MINEUR.—DOMICILE.

Le conseil de famille appelé à nommer un nouveau tuteur, doit être convoqué dans le lieu du domicile naturel du mineur. c'est-à-dire de celui qu'il avait lors de l'ouverture de la tutelle, et non dans le lieu du domicile du dernier tuteur. (Cod. civ., 406 et 408.) (1)

(Magneux—C. Petit.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu l'art. 406 du Code civil;—Considérant qu'aux termes de cet article, le tuteur doit être nommé par un conseil de famille convoqué devant le juge de paix du domicile du mineur; que, par ce domicile, l'article désigne formellement le domicile naturel du mineur, puisque, de sa disposition combinée avec celle de l'art. 406, il résulte que le domicile dont il parle est celui acquis au mineur avant toute nomination utile du tuteur; que le conseil de famille qu'il indique est également un conseil pris dans ce domicile, puisque, suivant les art. 408 et 409, il doit être composé, outre le même juge, de parents et alliés pris dans la commune où la tutelle est ouverte, et dans la distance de 2 myriamètres, ou, à défaut de ceux-ci, de citoyens de la même commune connus pour avoir eu des relations d'amitié avec le père ou la mère du mineur; que cette attribution étant générale et absolue, comprend les nominations successives de tuteur comme la première;—Qu'on ne peut in-

duire rien de contraire de la disposition de l'art. 108, suivant lequel le mineur a son domicile chez son tuteur, puisque cette disposition n'a pour objet de régler le domicile du mineur que pour la gestion du mineur; d'où il suit que ce domicile, cessant par la mort du tuteur, le domicile naturel du mineur reprend sa force, et doit régir la nomination du nouveau tuteur; qu'enfin, si le conseil de famille devait suivre les juges de paix des divers domiciles que pourraient prendre successivement les tuteurs, il pourrait s'ensuivre l'inconvénient grave de soustraire les tuteurs à la surveillance naturelle du véritable conseil de famille, et de livrer le mineur à l'arbitraire des conseils étrangers à sa personne et indifférents à ses intérêts, tandis que, en général, cet inconvénient cesse par l'attribution de toutes ces nominations à un conseil de famille composé de la manière prescrite par les art. 408 et 409, et convoqué devant le juge de paix du domicile naturel du mineur, conformément à l'art. 406;—Que, dans l'espèce, le mineur Martin avait son domicile naturel dans la commune de Dismont, où ses père et mère étaient décédés; qu'en conséquence, il avait été pourvu à sa tutelle par un conseil de famille pris dans cette commune et convoqué devant le juge de paix de l'arrondissement; qu'il a dû être procédé de même, après le décès du tuteur, à la nomination du nouveau; que, néanmoins, l'arrêt dénoncé a jugé le contraire; qu'en cela il a violé formellement l'art. 406, en même temps qu'il fait une fausse application de l'art. 108 du Code;—Casse, etc.

Du 23 mars 1815.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Cassaigne.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Cochin et Loiseau.

1^{er} JUGEMENT PAR DÉFAUT.—JUGEMENT CONTRADICTOIRE.—CONCLUSIONS.—OPPOSITION.2^e INTERÊT.—AVANCES.—AVOIR.

1^{er} On doit considérer comme contradictoire, et par conséquent comme non susceptible d'opposition, le jugement rendu faute de plaider, mais après que des conclusions ont été prises contradictoirement à l'audience (2)

2^e La créance d'un avoué, pour ses frais et vacations, ne porte intérêt qu'à compter du jour de la demande, à la différence de la créance qu'il pourrait avoir à raison d'avances faites en qualité de mandataire ordinaire, et qui dans ce cas porteraient intérêt à partir du jour des avances constatées. (Cod. civ., 2001 et 1153.) (3)

(Wulley—C. Ballard.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant 1^{er} qu'à l'audience du 18 juin, Ballard et Wulley ont respectivement pris des conclusions sur le fond de l'affaire et l'incident qui en dépendait; que ce fait est attesté par une expédition de l'arrêt rendu ce jour 18 juin, expédition produite par Ballard, dont les qualités auxquelles il avait été formé opposition sont déclarées régulières et maintenues par le magistrat qui avait présidé à l'audience; qu'ainsi il est constant que l'affaire contradictoirement instruite à l'audience du 18 juin l'était nécessairement à celle postérieure du 29 juill., et par

(1) V. conf., Cass. 29 nov. 1809.—F. Rousset en ce sens. Toullier, t. 2, n° 1114; Duranton, tom. 3, n° 453; Maguin, des Tutelles, etc., tom. 1, n° 78; Favard de Langlade, Répert., v° Tutelle, § 4, n° 4.—F. enfin sur ce point et dans le même sens, les conclusions de M. Daniel qui ont précédé l'arrêt ci-dessus cité du 29 nov. 1809, et que nous avons reproduites en note sous cet arrêt.—F. toutefois, Cass. 4 janv. 1842.

(2) F. en sens contraire, Toulouse, 12 déc. 1810. Mais voy. nos observations sur cet arrêt et le renvoi qui y est fait à la jurisprudence. Adde, Aix, 31 mai 1803; Carré, Lois de la proc., quest. 1278, et son annotateur Chauveau, eod. loc.

(3) M. Favard de Langlade, v° Avoué, n° 9, approuve la doctrine de cet arrêt.

conséquent que l'arrêt rendu à cette dernière était contradictoire et non susceptible d'opposition :

Considérant 2° qu'il résulte des renseignements donnés par les parties, que les sommes adjugées à Baland se composent 1° de dépens proprement dits, c'est-à-dire d'avances de frais de procédure, salaires et vacations dus à Baland, en sa qualité de *procurator ad lites*, pour l'insinuation dont il était chargé; 2° d'avances qu'il a faites comme *negotiorum gestor*, dans l'intérêt de son client, tels que le paiement de dommages-intérêts auxquels ce dernier avait été condamné envers ses parties adverses, etc.; que, si relativement à ces dernières sommes adjugées à Baland, on a dû et pu appliquer la disposition de l'art. 2001 du Code civil, portant : « L'intérêt des avances faites par le mandataire est dû par le mandant, à dater du jour des avances constatées, » il n'en est pas de même relativement aux autres sommes allouées à titre de dépens; que l'obligation ou est le client d'acquiescer cette dette à son avoué rentre dans la classe des obligations énoncées dans l'art. 1153 du Code civil, qui porte : « Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi...; ils ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit; » — Considérant qu'il n'existe aucune loi qui fasse courir de plein droit les intérêts des sommes dues à un avoué, en sa qualité d'avoué, pour avances, frais de procédure, salaires et vacations relatifs à l'instruction des affaires dont il était chargé; par conséquent que les intérêts de ces sommes ne courent que du jour de la demande, et par conséquent que l'arrêt attaqué, qui les a adjugés à l'avoué Baland à dater d'une époque antérieure à sa demande, a contrevenu à l'art. 1153 du Code civil; — Casse, etc.

Du 23 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Zanglaeoml. — Concl. conf., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Loiseau et Cochin.

1° SÉPARATION DE BIENS. — EXÉCUTION. — INTERRUPTION.

2° DOT. — RÉTENTION. — INSISTANCE. — FEMME SÉPARÉE.

1° Les poursuites dirigées par une femme contre son mari, en exécution du jugement de séparation de biens obtenu par elle, ne sont point censées interrompues dans le sens de l'art. 1444, par cela seul que la femme ayant à combattre un créancier du son mari, a cessé d'agir directement contre le mari, pour plaider contre créancier, en présence du mari. (Cod. civ., 1444.)

2° Le droit de rétention établi par l'art. 54 de la coutume de Bordeaux, appartient à la femme séparée de biens, aussi bien qu'à la femme survivante.

La femme mariée sous l'empire de la coutume de Bordeaux, peut aujourd'hui, comme avant la loi du 11 brum. an 7, se faire départir, à titre de rétention, une partie des biens du mari égale au montant de sa dot. — Elle n'est point soumise à l'obligation de se présenter, comme créancière, dans l'ordre et la distribution du prix, sans autre préférence que celle qui résulte de son hypothèque. (Cout. de Bordeaux, art. 54; Cod. civ. 3.) (1)

(1) V. conf., Cass. 19 prair. an 7, et la note, V. encore sur le droit de rétention ou d'insistance, Trésier, de la Dot, t. 2, p. 350.

(Magneur—C. la dame Victoria.)

La dame Victoria, mariée sous l'empire de la coutume de Bordeaux, fait prononcer la séparation de biens, et poursuit judiciairement contre son mari le paiement de ses droits.

Dans le même temps, un sieur Magneur, créancier du sieur Victoria, poursuivait la saisie d'une maison appartenant à celui-ci. La dame Victoria demanda la distraction de cette maison contre le sieur Magneur; elle soutient que le droit de rétention qu'elle a, aux termes de l'art. 54 de la coutume de Bordeaux, lui laisse la faculté de retenir les biens de son mari, à la charge par elle de payer les créanciers antérieurs, si mieux n'aiment les créanciers postérieurs lui rembourser le montant de ses droits.

Magneur répond que le droit de rétention dont il est question dans l'art. 54 de la coutume de Bordeaux, appartient seulement à la femme survivante, et non à la femme séparée; que d'ailleurs l'art. 54 de la coutume de Bordeaux a été abrogé par les art. 21 et 36 de la loi du 11 brum. an 7, desquels il résulte que les époux ne peuvent avoir d'autres droits sur les biens l'un de l'autre qu'un droit d'hypothèque, et que toutes les lois antérieures qui attribuaient des droits différens, sont abrogées. — Enfin Magneur soutient, qu'en supposant que l'art. 54 de la coutume n'ait point été abrogé, le droit de rétention qu'il établit, appartient non-seulement à la femme survivante, mais aussi à la femme séparée; la dame Victoria ne pourrait cependant pas l'exercer, parce que sa séparation de biens était nulle aux termes de l'art. 1444 du Code civ., en ce qu'il y a eu interruption des poursuites de la femme contre le mari, par le seul fait de l'instance dirigée contre un tiers.

Le litige porté devant la Cour de Bordeaux, cette Cour, par arrêt du 19 avril 1817, a décidé qu'il n'y avait point eu d'interruption des poursuites dans le sens de l'art. 1444 du Code civil; que par conséquent la séparation n'était point nulle; que le droit de rétention acquis à la femme ne lui avait point été enlevé par les lois postérieures; qu'enfin ce droit de rétention appartenait aussi bien à la femme séparée qu'à la femme survivante : « Considérant, porte l'arrêt, que la dame Victoria a obtenu un jugement qui la déclare séparée de biens avec son mari; que, conformément aux lois qui régissent l'exercice de ses actions, elle a assigné son mari dans la quinzaine qui a suivi ledit jugement pour en provoquer l'exécution; qu'elle s'était préalablement conformée aux dispositions de l'art. 872 du Code de proc.; que si elle n'a pu obtenir jugement contre son mari, c'est parce qu'elle a dû se pourvoir contre le créancier qui avait fait saisir les immeubles de son mari sur lesquels ses droits étaient hypothéqués, et que n'ayant pas cessé de poursuivre ce créancier en présence de son mari, on ne peut pas dire qu'elle a interrompu les poursuites commencées pour l'exécution du jugement de séparation; d'où il suit qu'on ne peut pas lui opposer la nullité prononcée par l'art. 1444 du Code civ.; — Considérant, au fond, que la dame Victoria a contracté mariage sous l'empire de l'ancienne législation et dans l'ancienne coutume de Bordeaux; que les droits qui avaient été stipulés en sa faveur, et qui lui étaient acquis dès l'époque de son mariage, n'ont pu recevoir aucune atteinte par l'effet des nouvelles lois qui ne peuvent avoir aucun effet rétroactif à son préjudice; que sa demande doit être jugée suivant les dispositions de la coutume et la jurisprudence du parlement de Bordeaux; — Qu'il est constant que, dans cette jurisprudence, la femme séparée de

biens pouvait exercer sur ceux de son mari les mêmes droits que la veuve qui aurait survécu; que la femme qui avait le droit de rétention ne pouvait demander et conserver la possession des biens du mari, à la charge de payer les créanciers antérieurs de son mariage, si les postérieurs n'alimentent mieux le remboursement, ou offrir de faire valoir les biens à sommes suffisantes pour assurer son remboursement; que cette jurisprudence, entièrement développée par Lapeyrère, lettre D, n° 124, n'a point varié depuis, et que c'est suivant ces principes que la dame Victoria doit être jugée aujourd'hui.

POURVOI en cassation de la part du sieur Magnieur.

Premier moyen. Violation de l'art. 1444 du Code civ., en ce que l'arrêt a maintenu la séparation, bien que les poursuites de la femme contre son mari à fin de paiement de ses droits, eussent été interrompues.

Deuxième moyen. Violation de l'art. 54 de la coutume de Bordeaux, en ce que l'arrêt a décidé que le droit de rétention appartenait à la femme séparée, bien qu'il ne soit attribué par cet article qu'à la femme survivante.

Troisième moyen. Violation des art. 21 et 56 de la loi du 11 brum. an 7, en ce que la Cour a permis l'exercice du droit de rétention, conformément à l'art. 54 de la coutume de Bordeaux, bien que cet article se trouvât implicitement abrogé par les art. 21 et 56 de la loi du 11 brum. an 7.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant, sur le premier moyen, que la Cour de Bordeaux a reconnu, avec grande raison, que Rachel Victoria n'a point interrompu les poursuites par elle commencées dans la quinzaine, pour exécution de la sentence de séparation de biens contre son mari, ainsi qu'elle l'exige l'art. 1444 du Code civ.; qu'il est évident qu'elle ne pouvait parvenir à opérer l'exécution complète par le paiement réel de ses droits dont parle ledit article, qu'au moyen de la demande en distraction qu'elle a formée contradictoirement avec Magnieur et avec son mari, et qu'elle a suivie sans aucune interruption; d'où il résulte que c'est sans aucun motif que l'on a demandé la nullité de la sentence en question;

Considérant, sur le second et troisième moyen, que le droit de rétention accordé par l'art. 54 de la coutume de Bordeaux, et stipulé par le contrat de mariage entre les époux Victoria, était un droit réel acquis à la femme du jour du mariage, droit fort utile pour elle, en ce qu'il lui épargnait le grand préjudice de consommer en frais d'expropriation une partie de son hypothèque, et nullement préjudiciable aux créanciers qui pouvaient en empêcher l'exercice en garantissant le paiement des droits de la femme, s'ils y trouvaient de l'avantage; qu'un droit semblable n'a point été et n'a pu être enlevé par la loi du 11 brum. an 7; qu'il est reconnu aujourd'hui, par le demandeur, que la jurisprudence du Parlement de Bordeaux accordait aux femmes séparées de biens le droit de rétention pour leurs dots et pour leurs bagues et joyaux, et que l'arrêt attaqué atteste que la jurisprudence du Parlement de Bordeaux accordait également à la femme séparée de biens le droit de rétention pour les droits dont il s'agit au procès, et de la même manière qu'à la femme qui survit, et qu'en jugeant conformément à cette jurisprudence, la Cour royale de Bor-

deaux n'est contrevenue ni à l'art. 54 de la coutume, ni à l'art. 1434 du Code civil, ni aux art. 21 et 56 de la loi du 11 brum. an 7; — Rejette, etc.

Du 23 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Chabot (de l'Allier). — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Huart-Duparc et Nicod.

1^{re} SAISIE IMMOBILIÈRE. — MATRICE DU RÔLE.

2^o ARRÊT ADMINISTRATIF. — INTERPRÉTATION. — COMPÉTENCE.

1^o Lorsqu'il n'existe pas de matrice du rôle des contributions d'un immeuble saisi, l'art. 675, Code proc., en tant qu'il exige que le procès-verbal contienne l'extrait de la matrice du rôle, casse d'être obligatoire; et même, le saisissant n'est tenu à aucune formalité supplétive (1).

2^o Lorsqu'un préfet a pris un arrêté sur la pétition d'un particulier, si le sens de cet arrêté devient litigieux entre le pétitionnaire et d'autres intéressés, les tribunaux ne peuvent se permettre de déterminer le sens de l'arrêté: cette interprétation appartient à l'autorité administrative. (L. du 16 fruct. an 3.)

(Garrigou — C. Poursuillé.)

ARRÊT (après délib.).

LA COUR ; — Vu l'art. 675 du Code de proc.; Vu aussi la loi du 16 fruct. an 3, ainsi conçue: « Défenses itératives sont faites aux tribunaux de connaître des actes d'administration, de quelque espèce qu'ils soient, aux peines de droit... » — Attendu que, lorsque l'art. 675 du Code de proc. civ. exige que le procès-verbal de saisie immobilière contienne l'extrait de la matrice du rôle de la contribution foncière des biens saisis, cet article suppose nécessairement l'existence d'une matrice de rôle dans la commune où sont situés ces biens; mais que, dans le cas où une pareille matrice n'existe pas, la loi n'a imposé au saisissant, à peine de nullité, aucune formalité supplétive de celle dont il s'agit; — Attendu qu'il a été reconnu, dans l'espèce, par les parties et par l'arrêt attaqué lui-même, qu'il n'existait dans la commune de Molières, où sont situés les biens saisis sur le défendeur, aucune matrice de rôle applicable à ces biens; que la formation d'une telle matrice était exclusivement du ressort de l'autorité administrative, et qu'aucune loi n'imposait au demandeur la nécessité de provoquer auprès de cette autorité, soit la formation d'une matrice de rôle régulière et légale, soit quelque autre mesure provisoire et supplétive de cette matrice: d'où il suit qu'en annulant, sous le prétexte que le demandeur n'aurait pas légalement suppléé à la non-existence de la matrice du rôle, le procès-verbal de saisie fait à sa requête, l'arrêt attaqué a créé une nullité arbitraire et fait une fautive application de l'art. 675 du Code de proc. civ.;

Attendu d'ailleurs que le demandeur avait fait, dans l'espèce, plus que la loi n'exigeait de lui, en sollicitant auprès du préfet du département, l'ordre d'une expertise destinée à remplacer provisoirement la matrice du rôle, et qu'en interprétant l'arrêté pris à ce sujet par le préfet, le 7 sept. 1815, en déclarant qu'il avait un sens autre que celui de la pétition sur laquelle il statuait, la Cour royale de Toulouse a exercé une fonction qui n'appartenait qu'à l'autorité administrative, excédée ses pouvoirs et violé la loi du 16 fruct. an 3; — Casse, etc.

(1) V. sur ce point, tant d'après la loi ancienne que d'après celle du 2 juin 1841 sur la vente judiciaire des biens immeubles, l'arrêt dans le même

sens de la Cour de cassation du 2 mars 1819, at la note.

Du 24 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Odilon Barrot et Duprat.

FEMME NORMANDE. — CONQUÊTES. — ARO-LITION.

Le droit à la moitié des conquêtes faits pendant le mariage, que l'art. 329 de la coutume de Normandie accordait à la femme, après la décès du mari, n'était pas un droit purement successif ou avantage statutaire, c'était un véritable droit de copropriété conjugale. — Un tel droit n'a pas été aboli par l'art. 61 de la loi du 17 niv. an 2. (1)

(Thibierge — C. Soyer et autres.)

Du 25 mars 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Brillat-Savarin. — Concl., M. Jourde, av. gén.

VOL. — DÉPÔT PUBLIC. — BIBLIOTHÈQUE.

Le vol de livres commis dans une bibliothèque publique confiée à la surveillance d'un bibliothécaire nommé par l'autorité, doit être réputé vol d'effets contenus dans un dépôt public. (Cod. pén., 254 et 255.) (2)

(Dardennes fils.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 231 du Code d'inst. crim., d'après lequel les chambres de mise en accusation doivent renvoyer devant les Cours d'assises les individus prévenus de crimes passibles de peines afflictives ou infamantes; — Vu les différents articles du § 5, sect. 4^e, chap. 3, titre 1^{er}, liv. 3 du Code pén.; — Attendu que l'art. 253 de ce paragraphe est relatif au cas particulier du vol avec bris de scellés; qu'il l'assimile au vol avec effraction, et le déclare, en conséquence, passible de la même peine, celle des travaux forcés à temps; — Que l'art. 254, au contraire, se rapporte en général aux soustractions, destructions ou enlèvements commis sans la circonstance de bris de scellés, des pièces, procédures criminelles, ou autres papiers, registres, actes et effets contenus dans les archives, greffes ou dépôt publics, ou remis à un dépositaire public, en cette qualité; — Que l'art. 255 punit ces sortes de vols, ainsi dérogés de la circonstance aggravante de bris de scellés, de la peine de la réclusion; — Que, par cette expression générale effets, l'art. 254 a désigné tous les objets quelconques renfermés dans un dépôt public, autres que ceux dont le même article fait une désignation particulière; — Que, dès lors, les livres renfermés dans une bibliothèque publique sont nécessairement compris dans l'expression générale effets; que la bibliothèque publique est, par la nature de son établissement, un lieu public, et le bibliothécaire, par la nature de ses fonctions, un dépositaire public; — Qu'ainsi, sous ce triple rapport, le vol de livres dans une bibliothèque publique rentre dans l'application de l'art. 254, devient passible de la peine de la réclusion prononcée par l'art. 255, et doit, par conséquent, être renvoyé devant les Cours d'assises, et non aux tribunaux correctionnels; — Et

attendu que, dans l'espèce, Dardennes était prévenu d'avoir commis des vols de livres dans les bibliothèques publiques de Toulouse, dont la surveillance était confiée à un bibliothécaire nommé par l'autorité administrative; que ce vol constituait celui d'effets renfermés dans un lieu public, et tel qu'il est déterminé par l'art. 254, et que l'art. 255 déclare punissable de la peine de la réclusion; que cette prévention portant sur un fait déclaré crime, et passible de peines afflictives et infamantes, devait, d'après l'art. 231 du Code d'inst. crim., être renvoyée devant la Cour d'assises; que néanmoins, par l'arrêt attaqué, la Cour royale de Toulouse, chambre d'accusation, a renvoyé le prévenu devant le tribunal de police correctionnelle de Toulouse, en quoi elle a violé les art. 254 et 255 du Code pén., l'art. 231 du Code d'inst. crim., et méconnu les règles de compétence; — Casse, etc.

Du 25 mars 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Olivier. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén. — Pl., M. Naylies.

CASSATION. — POURVOI. — OCTROI. — MAIRIE. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

En matière d'octroi, l'irrégularité d'un pourvoi en cassation formé par un maire, en sa qualité d'administrateur de l'octroi (irrégularité résultant du défaut de consignation d'amende), est couverte par la régularité du pourvoi formé dans la même affaire par l'administration des contributions indirectes. (Cod. inst. crim., 419 et 420.)

(Malteux et autres — C. maire de Rouen et contributions indirectes.)

Du 26 mars 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Bailly. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE. — AFFICHE DE JUGEMENT. — COMPÉTENCE.

Un tribunal de police ne peut se déclarer incompétent pour punir les infractions à une ordonnance royale, sous prétexte qu'indépendamment des peines ordinaires de police qu'elle prononce contre les contrevenants, elle autorise en outre les juges, au cas de condamnation, à ordonner l'impression et l'affiche de leur jugement. — Ce n'est pas là une peine proprement dite, ce n'est qu'un accessoire des réparations civiles dues au plaignant, ou une mesure de police tendant à rendre la répression plus utile par la publicité (3).

En d'autres termes, les tribunaux de police peuvent ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements (4).

(Montharion et autres.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'ordonnance du roi du 21 mai 1817 sur l'exercice de la profession de boulanger dans la ville d'Autun, portant : Art. 1^{er}. « A l'avenir, dans la ville d'Autun, département de Saône-et-Loire, nul ne pourra exercer la profession de boulanger, sans une permission spéciale du maire; ceux qui exercent actuellement la profession de boulanger dans ladite ville, sont

(1) V. en ce sens, Cass. 27 germ. an 12; 4 août 1806; 16 juv. 1810; 30 av. 1811, et les renvois faits sous ces divers arrêts aux auteurs et à la jurisprudence.

(2) V. conf. Cass. 9 avril 1813, et la note; et 10 sept. 1840 (Vol. 1841, . 1561. — Par suite de la cassation prononcée par l'arrêt ci-dessus, l'affaire ayant été renvoyée devant la Cour d'assises de Lot-et-Garonne, cette Cour, au lieu d'appliquer la peine de la réclusion, aux termes de l'art. 255 du

Code pénal, ne condamna l'accusé qu'à des peines correctionnelles, aux termes de l'art. 254. Mais, sur un nouveau pourvoi de ministère public, l'arrêt de la Cour d'assises fut encore cassé le 5 août 1819. (P. à cette date).

(3 et 4) V. dans ce sens, Cass. 23 mars 1811; 22 oct. 1812, et 25 mars 1813. V. aussi la note qui accompagne un jugement en sens contraire du tribunal de Cass. du 12 niv. an 8, et les autorités auxquelles elle renvoie.

maintenus dans l'exercice de leur profession ; mais ils devront se munir, sous peine de déchéance, de la permission du maire, dans un mois pour tout délai, à compter de la publication de la présente ordonnance. — Art. 16. Les contraventions à la présente ordonnance et aux réglemens locaux dont il est fait mention en l'article précédent, seront poursuivies et réprimées par le tribunal de police municipale, qui pourra prononcer l'impression et l'affiche du jugement, aux frais des contrevenans ; — Attendu que les nommés Mont charmont, Chagniot et Châtillon avaient été traduits devant le tribunal de police, savoir, les deux premiers, pour avoir confectionné et vendu du pain, sans s'être munis, dans le délai prescrit par l'ordonnance du roi, de la permission du maire ; et le dernier, pour avoir aussi confectionné et vendu du pain, au mépris de la défense qui lui en avait été faite par l'autorité municipale ; que ces faits constituaient une contravention à la disposition de l'art. 1^{er} de ladite ordonnance, et entraient par conséquent dans la compétence du tribunal de police, aux termes de l'art. 16 ; — Que cependant le tribunal de police s'est déclaré incompétent pour en connaître, sur le motif que les tribunaux de police ne peuvent, dans le cas de contravention, connaître que de celles qui donnent lieu à une amende de 15 fr. ou au-dessous, ou à un emprisonnement de cinq jours et au dessous ; et que l'ordonnance du roi autorisant à ordonner, outre ces peines, l'impression et l'affiche des jugemens de condamnation aux frais des condamnés, elle établissait une nouvelle peine qui faisait sortir la contravention dont il s'agit du cercle des attributions de la simple police ; — Mais que, ni par le Code pén., qui a formellement déterminé quelles étaient les peines tant en matière criminelle qu'en matière correctionnelle et de police, ni par aucune autre loi, le caractère de peine n'a été attaché à l'impression et à l'affiche qui pourraient être ordonnées des jugemens de condamnation aux frais des condamnés ; — Que l'impression avec affiche aux frais du condamné n'est, à l'égard de la partie civile, qu'une réparation civile ou un complément de cette réparation ; et que, quand elle est ordonnée dans l'intérêt public, elle ne peut aussi être considérée que comme une mesure de police dont l'objet est de donner à la condamnation une plus grande publicité, par forme de réparation civile, et, par ce moyen, de rendre l'exemple plus utile ; qu'ainsi le tribunal de police de la ville d'Autun a donc, dans l'espèce, méconnu et violé les règles de compétence ; — Casse, etc.

Du 26 mars 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Ralaud. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

* RÉGLEMENT MUNICIPAL. — VAINES PATURES.

2^e CHOSE JUGÉE. — CONTRAVENTIONS.

1^{re} Le règlement du conseil municipal qui fixe le nombre des bêtes à laine que les fermiers de la commune peuvent envoyer sur les terrains sujets au parcours, est du nombre des réglemens dont l'infraction donne lieu à l'application des peines de simple police portées par l'art 471, n° 15, Code pénal. — En consé-

(1) Cette décision est rapportée et approuvée par Merlin, *Quest. de droit* (add.), § 3, n° 1, et par Favard de Langlade, *Repert.*, v° *Glandée*, n° 6.

(2) C'est ce qu'enseignent les auteurs, tant anciens que modernes, V. Pothier, *de la Lettre de change*, p° 50 ; Bornier, sur l'art. 33 de l'ordonnance du

quene, le tribunal de simple police qui est saisi d'une contravention à un règlement de cette nature, ne peut se refuser d'en connaître sous prétexte d'incompétence (1).

2^e Le jugement par lequel un tribunal de simple police s'est déclaré incompétent pour connaître d'une contravention à un règlement municipal à lui déféré, n'a pas l'effet de la chose jugée relativement à une nouvelle poursuite dirigée contre la même partie pour une contravention postérieure.

(Chénél.)

Du 26 mars 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

AVAL. — FORMES. — PROTÉT. — CASSATION. — CAUTION.

L'aval n'est soumis à aucune forme particulière ; il n'est pas nécessaire qu'il soit au bas ou en dehors de l'effet ; il peut être au dos, avoir même la forme d'un endossement. A cet égard, la décision des juges du fond ne peut offrir un moyen de cassation. (Cod. comm., 142.) (2)

Les donneurs d'aval, cautions du tireur, ne peuvent, comme pourrui le faire l'endosseur, exciper du défaut de protêt. (Cod. comm., 168.) (3)

Lorsqu'un effet est cautionné par un aval conjoint, si l'un des donneurs d'aval rembourse, le codonneurs d'aval n'est pas libéré ; il est passible de recours. (Cod. comm., 137 et 141.)

(Moulin — C. Payeux.)

En 1811, deux billets à ordre, l'un de 6,000 fr. et l'autre de 3,000 fr., furent souscrits par le sieur Perret au profit du sieur Laroche. — Au dos de ces billets, les sieurs Payeux et Moulin écrivirent : « Payez à l'ordre de M. Laroche. Lyon, le 23 févr. 1811. » — Signés PAYEUX et MOULIN. — A l'échéance, ces billets ne furent pas acquittés. — Le sieur Laroche négligea de les faire protester ; néanmoins, peu de temps après, le sieur Payeux lui en paya le montant. — Le sieur Payeux a réclamé depuis contre Moulin, son co-obligé, le paiement de la moitié des sommes portées aux deux billets, c'est-à-dire 4,500 fr.

Moulin a répondu que, faute par le sieur Laroche d'avoir fait protester en temps utile, il avait perdu tout recours contre les endosseurs, ou, tout au moins, contre les donneurs d'aval ; qu'ainsi le sieur Payeux aurait pu se dispenser de faire le paiement, d'où il conclut que lui Moulin n'était pas tenu de l'indemniser de la moitié de la somme qu'il avait payée.

Le sieur Payeux a répliqué au sieur Moulin, que l'engagement qu'ils avaient souscrit ensemble sur les billets à ordre, ne pouvait pas être considéré comme un endossement, parce que, n'étant pas propriétaires des billets à ordre, ils n'avaient pas pu les endosser, mais qu'il devait être considéré comme aval ; que dès lors il importait peu qu'il n'y eût pas eu de protêt à l'échéance, parce que le donneur d'aval n'est pas assujéti à l'endosseur, qui peut, dans tous les cas, opposer le défaut de protêt (Code de commerce, art. 168), mais tout à tour au tireur, accepteur ou endosseur, suivant qu'il a cautionné les uns ou les autres, et qu'il ne

1673 ; Merlin, *Repert.*, v° *Aval* ; Locré, *Esprit du Code de commerce*, sur l'art. 142 ; Pardessus, *Dr. comm.*, n° 336 ; E. Vincens, *Législ. comm.*, t. 2, p. 421, etc. — V. aussi Colmar, 22 nov. 1811, et la note.

(3) F. conf., Cass. 26 janv. 1818, et les nombreuses autorités indiquées à la note.

peut opposer que les exceptions dont peut se prévaloir celui dont il est garant.

28 juill. 1816, jugement du tribunal civil de Lyon, ainsi conçu : « Considérant que les engagements du sieur Moulin et du sieur Payeux, à la suite des deux promesses montant ensemble à 9,000 fr., souscrites par Charles Perret au profit du sieur Laroche, n'offrent point le caractère d'un endossement, mais celui d'un aval qui a rendu les sieurs Moulin et Payeux, coobligés solidaires avec Charles Perret; — Considérant conséquemment que le sieur Moulin ne peut exciper, dans l'espèce, de la fin de non-recevoir établie par la loi à l'égard des endossements; qu'étant établi, d'après les jugemens rendus au tribunal de commerce de Lyon, les 11 mars et 26 août 1814, que le sieur Payeux a payé seul les deux promesses par lui souscrites pour le sieur Laroche; qu'ainsi, ayant payé seul la dette commune entre lui et le sieur Moulin, il a le droit d'en répéter la moitié contre ce dernier; — Le tribunal dit et prononce que sans s'arrêter à la fin de non-recevoir et aux exceptions proposées par le sieur Moulin, dont il est débouté, il est condamné et sera contraint par toutes les voies de droit à payer et rembourser au sieur Payeux la somme de 4,500 fr., formant la moitié des deux promesses dont il s'agit, avec intérêts depuis le 10 juin 1813, jour de la demande, et aux dépens. »

Appel. — 1^{er} juill. 1817, arrêt de la Cour royale de Lyon qui adopte les motifs des premiers juges.

Pourvoi en cassation de la part de Moulin.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le 1^{er} moyen, ... Attendu, sur le 2^e moyen, pris de la contravention aux art. 137 et 141 du Code de commerce, relatifs à la forme, tant de l'endossement que de l'aval en matière de commerce, que les engagements qualifiés d'aval par l'arrêt attaqué ne sont pas produits; que la loi ne les soumettait à aucune formalité spéciale, et qu'il est constaté que Pailleur et Moulin ont apposé l'un et l'autre, conjointement et simultanément, leurs signatures au dos des effets souscrits par Perret; d'où l'arrêt attaqué a pu induire l'existence de l'aval sans contrevioler aux articles cités du Code de commerce ni à aucune autre loi;

Attendu, sur le 3^e moyen, pris de la contravention à l'art. 142 et autres du Code de commerce, relatifs à l'obligation de protester les effets de commerce à défaut de paiement à leur échéance; que le défaut de proteste et de signification de proteste dans le délai fixé par la loi, ne libère point le souscripteur d'un billet à ordre; d'où il suit que l'omission de ces précautions ne saurait libérer les donneurs d'aval qui ont cautionné le souscripteur, avec lequel ils sont engagés solidairement, et que la libération n'est prononcée, en ce cas, par l'art. 168 du Code de commerce, qu'en faveur des endosseurs;

Attendu, enfin, que les donneurs d'aval ne sont pas, dans tous les cas, assimilés aux endosseurs, mais tout à tour aux tireurs, aux endosseurs et aux accepteurs, selon qu'ils ont cautionné les uns ou les autres, ainsi que la Cour l'a déjà jugé; d'où il suit que la Cour royale de Lyon, en décidant, sous l'empire du Code de commerce qui déclare, art. 187, que toutes les dispositions relatives aux lettres de change, et concernant les droits et devoirs du porteur, sont applicables aux billets à ordre; que Moulin était tenu solidairement, avec

Pailleur, au paiement des effets souscrits par Perret, et que Pailleur, ayant payé la totalité de la dette, avait un recours en garantie contre Moulin jusqu'à concurrence de la moitié des sommes par lui payées pour cet objet, n'a fait qu'une juste application des art. 142 et 170 du Code de commerce; — Rejette, etc.

Du 30 mars 1819. — Sect. req. — Prés, M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Dunoyer. — Cons., M. Lebesu, av. gén. — Pl., M. Darrieux.

1^{re} SAISIE-ARRÊT. — TRÉSOR PUBLIC.

2^e ENREGISTREMENT. — INTÉRÊTS.

3^e ACQUISITION. — Paiement. — Cassation.

1^{er} Un créancier du fisc ne peut saisir-arrêter les deniers publics entre les mains des receveurs, dépositaires ou détenteurs de ces deniers. Les tribunaux qui valideraient une pareille saisie commettraient un excès de pouvoir: ce serait, de leur part, s'immiscer dans les opérations de l'administration, et disposer des deniers publics. (Cod. proc., 561; L. du 24 août 1790, tit. 2, art. 13; Arrêté du gouv. du 18 fruct. an 8, art. 5.) (1)

2^e Ne sont point productives d'intérêts moratoires les sommes que l'administration de l'enregistrement a perçues en trop, et qu'elle est condamnée à restituer. (Cod. civ., 1156.) (2)

3^e La partie qui, en payant le montant des condamnations prononcées contre elle par un jugement en dernier ressort, exige de son adversaire la remise des pièces du procès, n'est pas, pour cela, réputée avoir acquiescé au jugement. Elle est recevable à se pourvoir en cassation. (Cod. civ., 1351.) (3)

(Enregistrement — C. Jousselin.)

Le sieur Jousselin, créancier de la direction générale de l'enregistrement pour une somme de 455 fr. montant de droits indûment perçus, réclame son remboursement avec les intérêts à compter du jour de l'indue perception; en outre, il pratique une saisie-arrêt entre les mains du receveur de Blois, sur les deniers de la direction générale.

Selon lui, il avait le droit de saisir-arrêter entre les mains du receveur, aux termes des art. 561 et 569 du Code proc. civ. qui règlent la procédure particulière à suivre dans ce cas.

16 août 1817, jugement du tribunal de Vendôme qui : « Attendu que le sieur Jousselin est fondé en titre; que les art. 561 et 569 du Code de proc. civ. autorisent les saisies-arrêts dans les mains des receveurs de deniers publics, et en règle la forme; — Déclare la saisie-arrêt bonne et valable, ordonne que le receveur, tiers saisi, versera entre les mains du sieur Jousselin, la somme par lui réclamée avec les intérêts à compter du jour où elle avait été payée. »

Il faut dire que le receveur, contraint de satisfaire à ce jugement définitif, paya le sieur Jousselin; qu'en payant, il réclama de lui la remise de toutes les pièces du procès, et que cette remise eut lieu.

Pourvoi en cassation de la part de la direction générale de l'enregistrement.

Le sieur Jousselin, défendeur, a opposé une fin de non-recevoir prise de ce que le receveur, en payant conformément au jugement, avait retiré les pièces du procès, et avait par là acquiescé implicitement.

(1) Sic, Cass., 16 therm. an 10, et la note.

(2) Point constant. V. Cass. 2 flor. an 13, et 11 fév. 1806; 2 janv. 1816; 28 janv. 1818, et les notes.

(3) F. dans la même sens, Cass. 25 frim. an 14; 24 mars 1807; 22 oct. 1811; 26 août 1818; 18 nov. 1829; 17 janv. et 3 avril 1838.

M. Cahier, avocat général, a conclu à la cassation.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur la fin de non-recevoir, attendu qu'il n'a tenu qu'aux défendeurs de reprendre des mains du receveur de la régie les pièces dont celui-ci avait exigé la remise, rejette la fin de non-recevoir;

Et statuant au fond : Vu les divers articles de la loi du 24 août 1790, et notamment l'art. 43 du tit. 2, ainsi conçu : « Les fonctions judiciaires sont distinctes, et demeureront toujours séparées des fonctions administratives. Les juges ne pourront, sous peine de forfaiture, troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs, ni élter devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions; » — Vu aussi l'art. 5 de l'arrêté du gouvernement, du 18 fruct. an 8, portant : « Au moyen de ces dispositions, il est de nouveau expressément défendu à toute autorité civile ou militaire, à peine d'en répondre personnellement, de disposer d'aucune somme dans les caisses publiques. Les payeurs et receveurs seront également responsables de tout ce qu'ils auraient payé, sans une ordonnance régulière...; » — Et attendu, 1^o qu'aucune loi n'autorise les percepteurs, en aucun cas, à exiger des intérêts moratoires; que, réciproquement, la loi qui autorise le pouvoir en restitution des droits indûment perçus, n'alloue, dans aucun cas, les intérêts des sommes à restituer; qu'ainsi, en adjuvant des intérêts de cette espèce, le tribunal de Vendôme a excédé ses pouvoirs et usurpé le pouvoir législatif;

Attendu 2^o que les lois citées interdisent expressément, à toute autorité civile et militaire, de disposer, sous quelque prétexte que ce soit, des deniers déposés dans les caisses publiques; que, si les art. 561 et 568 du Code de proc. civ. parlent de saisies-arrêts à exercer dans les mains des receveurs des deniers publics, cela ne doit s'entendre que des saisies faites sur des particuliers envers lesquels le fisc est redevable, et à l'égard seulement des deniers appartenant à ces particuliers; mais que les deniers appartenant au fisc ne peuvent jamais être saisis dans les caisses publiques à la requête de ces créanciers, sauf à ceux-ci à se pourvoir administrativement pour obtenir le paiement de leurs créances; d'où il suit qu'en autorisant, dans l'espèce, les défendeurs à saisir et arrêter, dans les mains du receveur de la régie à Blois, les deniers de sa caisse, sous le prétexte des condamnations prononcées à leur profit par le jugement et exécutoire dont il s'agit, le tribunal de Vendôme a encore excédé ses pouvoirs, faussement appliqué les art. 561 et 568 du Code de proc. civ., et violé la loi précitée du 24 août 1790, et l'arrêté du gouvernement du 18 fruct. an 8; — Casse, etc.

Du 31 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Huart-Duparc et Guichard.

SURENCHÈRE. — INSOLVABILITÉ. — CAUTION

La surenchère du quart dont il est parlé en l'art. 710, Code proc. civ., n'est pas admissible de la part d'une personne insolvable, quand même elle offrirait une caution, surtout si l'offre de caution n'est pas faite dans l'acte

(1) F. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Cass. du 6 fév. 1816, et les arrêts en sens divers qui y sont indiqués.

de réquisition de mise aux enchères. (Cod. proc. civ., 832.) (1)

(Gignoux — C. Gignoux, Corvel et Calas.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le jugement du tribunal de première instance, confirmé par l'arrêt attaqué qui en a adopté tous les motifs, a décidé, en fait, que les enchérisseurs étaient, au moment de leur surenchère, dans un état d'insolvabilité notoire, malgré qu'ils soutinssent le contraire; — Attendu qu'admis, par une faveur toute particulière, à justifier dans le délai de huitaine que ce soupçon d'insolvabilité qu'on faisait planer sur eux était sans fondement, ils sont arrivés à l'audience du 12 fév. 1817, réduits à l'impuissance de faire disparaître ce soupçon; d'où il suit que leur insolvabilité est restée constante et plus évidente que jamais; — Attendu que c'est en désespoir de cause et tardivement qu'ils ont imaginé, pour faire valider leur surenchère, d'offrir une caution sans la désigner, sans donner aucun renseignement sur sa personne et sur ses facultés; — Attendu que le Code ne parle point de la présentation d'une caution en matière de surenchère, à la suite d'une adjudication faite après une saisie immobilière; que, s'il l'exige à la suite d'une adjudication volontaire, il indique aussi comment et dans quel instant l'offre de la caution doit être faite, à peine de nullité de la surenchère; qu'elle veut impérativement que cette offre soit faite dans l'acte même de réquisition de mise aux enchères, avec assignation à trois jours devant le même tribunal pour la réception de ladite caution; d'où il suit qu'en admettant que, dans l'espèce, les surenchérisseurs eussent pu présenter une caution pour garantie de leur insolvabilité (re que le Code ne prescrit pas et ne semble pas même autoriser), il aurait au moins fallu offrir cette caution, à peine de nullité, par l'acte de réquisition de mise aux enchères, en se conformant à ce qui est prescrit à cet égard par l'art. 832 dudit Code de proc., ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui vient d'être établi, qu'en rejetant une caution que la loi n'autorisait pas dans l'espèce, qu'en tout cas, les surenchérisseurs n'offraient pas régulièrement, et en maintenant la déclaration en fait de leur insolvabilité, c'est avec raison que le tribunal de Vigan a prononcé la nullité de la surenchère; qu'en adoptant cette prononciation et les motifs sur lesquels elle était fondée, la Cour royale de Nîmes n'a point violé l'art. 710 du Code de proc. civ., et qu'elle a fait une juste application de l'art. 713 du même Code; — Rejette, etc.

Du 31 mars 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Minier. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Odilon Barrot et Guichard.

DONATION DÉGUISÉE. — ÉPOUX.

L'art. 1099 du Code civil, qui prohibe les donations déguisées entre époux, n'est pas applicable aux libéralités indirectes faites par un testateur qui n'a pas d'héritiers à réserve; spécialement, à l'avantage indirect fait par un époux à son conjoint, au moyen d'une reconnaissance fictive d'apports, insérée dans un testament, lorsque cet époux ne laisse pas d'héritiers réservataires (2).

(Merclier—C. Marty.)

Le 29 oct. 1806, testament par lequel le sieur

(2) F. sur la validité des donations déguisées, en général, les deux dissertations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de Colmar du 10 déc. 1813, et l'arrêt de la Cour de cassation du 13 août 1817.

Sariat reconnaît avoir reçu de son épouse, pour pour sa dot et pour divers apports, une somme de 16,300 fr. — Les époux Sariat décèdent sans enfants. — Les époux Merceir, héritiers naturels du mari, prétendent alors que la reconnaissance de 16,300 fr. insérée dans le testament de 1809, au profit de la dame Sariat, n'est qu'une donation déguisée, les apports réels de cette dame, disent-ils, ne s'élevant qu'à la somme de 8,300 fr. — Ils provoquent en conséquence la nullité de cet acte, en s'appuyant sur l'art. 1099 du Code civil.

Jugement de première instance qui déclare que l'art. 1099 n'est pas applicable dans la cause, le sieur Sariat n'ayant pas laissé d'héritiers à réserve, et qui maintient le testament.

Appel, et, le 20 janv. 1818, arrêt confirmatif de la Cour de Bordeaux. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la cour de Bordeaux a snivi les vrais principes du droit, en décidant que l'art. 1099 du Code précité, était étranger à un testateur qui ne laissait pas d'héritiers ayant droit à une réserve; — Rejette, etc.

Du 1^{er} avril 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Botton-Castellamonte. — Concl. conf., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Duprat.

BAIL A FERME. — LIVRAISON. — CHARRONS.
Un fermier qui s'est obligé par son bail à faire un certain nombre de charrois pour le propriétaire, peut être contraint à conduire en un lieu désigné, par ce dernier, des denrées formant le prix du bail, bien qu'il ne se soit obligé de les livrer qu'à la ferme (1).

(Siegle — C. Selves.)

Une clause d'un bail à ferme, passé entre le sieur Selves, propriétaire, et le sieur Siegle, portait que le fermier s'obligeait à faire chaque année six voyages de la ferme à Paris, avec une voiture attelée de trois chevaux, pour transporter les choses que désignerait le bailleur. D'ailleurs, il faut dire que le fermier devait fournir annuellement mille bottes de paille en nature. Il était stipulé expressément qu'elles étaient livrables à la ferme.

Le sieur Selves, usant du droit qui résultait pour lui de la combinaison de ces deux clauses, requiert le sieur Siegle de voiture à Paris les mille bottes de paille dues.

Refus de la part du sieur Siegle, fondé sur ce qu'il paille était livrable à la ferme; que jusqu'à cette livraison elle était sa propriété, et que le sieur Selves ne pouvait en ordonner le transport; que cette distinction était importante, puisque si le fermier se chargeait du transport, avant d'avoir fait la livraison, les risques du voyage étaient à sa charge, suivant la maxime *res perit domino*; tandis qu'au contraire, s'il ne voitureait la marchandise qu'après en avoir fait la livraison, il n'était plus tenu de la perte ou de la détérioration des objets, qu'autant qu'elle résulterait de sa faute ou de sa négligence.

Le sieur Selves assigne le sieur Siegle en dommages-intérêts, à raison de son refus. Il soutient que la stipulation que la paille était livrable à la ferme, signifiait seulement que les frais de transport de cette paille ne seraient pas à la charge du fermier; qu'ainsi le propriétaire, consentant à imputer ce transport de la paille sur ceux que lui devait ce fermier par une clause séparée, le fermier ne pouvait se refuser à l'effectuer.

30 juill. 1817, jugement du tribunal civil de la

Seine qui condamne Siegle à des dommages-intérêts. Le tribunal considère qu'il était indifférent que la paille fût livrée à la ferme, du moment que le fermier s'était obligé à voiture à Paris telles choses que le bailleur jugerait à propos, et que le nombre de voitures fixé par le bail n'était pas fait, lorsque l'ordre de conduire la paille a été donné au fermier.

Appel de la part du sieur Siegle. — 14 fév. 1818, arrêt de la Cour royale de Paris qui confirme.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Siegle. — Il soutient que le bail qui doit tenir lieu de loi aux parties (Code civ., art. 1134), portait que la livraison de la paille devait être faite à la ferme; que d'ailleurs, aux termes de l'art. 1247 du Code civ., lorsqu'il y a une convention sur le lieu dans lequel doit être fait le paiement, le débiteur ne peut être contraint d'effectuer le paiement dans un autre lieu; qu'ainsi l'arrêt dénoncé, en ordonnant que la paille serait livrée à Paris, a méconnu la loi du contrat de vente, et violé les art. 1134 et 1247.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt ne renferme qu'une juste et régulière interprétation du contrat; — Rejette, etc.

Du 1^{er} av. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Joubert. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Jacquemin.

JEU DE HASARD. — BANQUIER.

Les banquiers d'une maison de jeu de hasard, ouverte au public, sont passibles des peines portées par l'art. 410, du Code pén., bien qu'ils n'aient pas tenu cette maison d'une manière permanente et qu'ils n'aient été que des banquiers transitoires. (Cod. pén., 410.) (2)

(Garda et Trabu. — ARRÊT.)

LA COUR; — Vu l'art. 410 du Code pénal, qui punit de peines correctionnelles ceux qui auront tenu une maison de jeu de hasard, et les banquiers de cette maison; — Attendu que la disposition de cet article est générale contre ceux qui ont tenu une maison de jeu de hasard ouverte au public, et contre les banquiers de cette maison; qu'elle ne fixe, pour son application aux uns et aux autres, aucune durée de temps, aucun renouvellement de faits; que cette application doit leur être également faite, pour le seul fait, aux uns, d'avoir tenu ladite maison, aux autres, d'en avoir été les banquiers; qu'ainsi que les premiers ne pourraient être soustraits à cette application, parce qu'ils n'auraient pas tenu ladite maison d'une manière permanente, de même les seconds ne pourraient pas non plus y être soustraits, parce qu'ils n'en auraient été les banquiers que transitoirement ou pendant le temps qu'ils duré son ouverture au public; — Et attendu que, d'après l'arrêt attaqué, il est déclaré en fait que, le 1^{er} sept. dernier, jour de folie à Arleson, il fut donné à jouer par les nommes Boussier et Bacon, au jeu de hasard de la vendôme, et que le public fut admis dans leur maison pour ce jeu; que pendant le temps que le jeu fut donné dans cette maison, Garda et Trabu. en furent banquiers; que, dès lors, la disposition pénale portée par l'art. 410 était applicable à ces derniers, comme à ceux qui auraient tenu la maison de jeu; — Que néanmoins la Cour royale d'Aix, réformant le jugement du tribunal correctionnel de Digne, a refusé de leur appliquer la peine portée par l'art. 410, sous prétexte qu'ils étaient des banquiers

(1) V. dans ce sens, Duvorgier, du Louage, t. 4 (cont. de Toulhier, t. 19), n^{os} 128 et suiv.

(2) V. dans le même sens, Chauveau et Hélie, Théorie du Code pén., t. 7, p. 405.

Don permanens et seulement transitoires; en quoi elle a violé ledit art. 410; — Casse, etc.

Du 2 avril 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Hua, av. gén.

1^{er} RÉGLEMENT DE JUGES. — CONSEIL DE GUERRE. — CHAMBRE D'ACCUSATION.

2^e GARDE NATIONALE. — CRIME. — COMPÉTENCE.

1^{er} Il y a lieu à règlement de juges par la Cour de cassation, lorsqu'une chambre des mises en accusation et un conseil de guerre se sont respectivement déclarés incompétens pour connaître d'une affaire. (Cod. inst. crim. 325.)

2^e La garde nationale n'est réputée militaire et justiciable des conseils de guerre qu'autant qu'elle est légalement constituée en état d'activité de service militaire. En conséquence, lorsque des militaires de la ligne des gardes nationales, employés simultanément à l'exécution d'une mesure publique, se sont rendus coupables d'un crime pendant la durée de leur service, la connaissance en est exclusivement dévolue aux juges ordinaires. (Décr. du 12 nov. 1800; Arr. en cons. d'Etat du 25 mars 1807; L. du 22 mess. an 4, art. 2.) (1)

(Règ. de juges — Aff. Susbielle, Tabaret et autres.) ARRÊT (après délib. en chamb. du cons.)

LA COUR : — Vu le réquisitoire du procureur général, et les pièces y jointes à lui transmises par M. le garde des sceaux ministre de la justice, à fin du règlement de juges sur un conflit négatif de juridiction, résultant d'un arrêt rendu par la Cour royale de Grenoble, le 10 août 1818, et d'un jugement rendu par le premier conseil de guerre permanent de la septième division militaire, le 17 février dernier, relativement à une prévention d'homicide et de vol sur la personne de Claude Tabaret, établie à charge des sieurs Susbielle, colonel de la légion de Vaucluse, Dumoulin, officier de la garde nationale à cheval de l'arrondissement de Saint-Marcellin, et Bonnet, garde national de la compagnie des pompiers de cette ville; — Vu l'arrêt de ladite Cour royale, par lequel, considérant que la déclaration du colonel Susbielle énonçait qu'il était chargé d'arrêter ledit Tabaret, et qu'il résultait de la procédure, qu'il adjoignit à son détachement un officier de la garde nationale à cheval et huit gardes nationaux à pied désignés sous la dénomination de pompiers; que ce corps, composé de troupes de ligne et de gardes nationales, ne formait qu'un seul corps militaire indivisible, réuni sous le même commandement, assujéti à la même discipline et soumis à la même juridiction, cette Cour a été déclarée incompétente; — Vu le jugement par lequel ledit conseil de guerre a été aussi déclaré incompétent, sur le motif que, d'après l'avis du conseil d'Etat, du 25 mars 1807, et l'art. 18 du décret du 12 nov. 1800, relatif à l'organisation des gardes nationales, il n'y a que celles qui font un service d'activité militaire qui soient soumises aux lois militaires; que les prévenus Dumoulin et Bonnet ne pouvaient donc pas être justiciables d'un conseil de guerre, et que le colonel Susbielle lui-même ayant deux coprévenus non militaires, n'était pas justiciable de ces mêmes conseils; — Attendu qu'en l'état, le cours de la

justice se trouve interrompu, et qu'il importe de le rétablir;

Attendu que, d'après les dispositions combinées de l'ordonn. du roi, du 16 juill. 1814, art. 1^{er}, et de l'acte du gouvernement, du 12 nov. 1800, art. 18, les gardes nationales ne peuvent être mises en activité de service militaire, et par conséquent soumises aux lois et à la juridiction militaire qu'en vertu d'un ordre légal; que lorsque la garde nationale n'a pas été constituée ainsi en état de service militaire, et lors même qu'elle aurait été régulièrement employée pour concourir avec des militaires, sous le commandement d'un chef militaire, à l'exécution d'une mesure publique, elle ne perd pas le caractère qui lui est propre, ni la qualité à raison de laquelle elle ne peut être justiciable des conseils de guerre; que, dans l'espèce, non-seulement rien n'établit que la garde nationale de Saint-Marcellin eût été mise en activité de service militaire, mais qu'il résulte même de l'instruction que c'est sur cette invitation du commandant militaire que quelques individus, faisant partie de cette garde, se sont volontairement joints au détachement de troupes de ligne chargé d'arrêter le sieur Tabaret; que le sieur Dumoulin, particulièrement, pourrait d'autant moins être considéré comme ayant fait partie du détachement militaire, en sa qualité d'officier de la garde nationale à cheval, qu'il est aussi établi, par les pièces de la procédure, qu'il l'avait suivie sans être en uniforme, et sans avoir sous son commandement aucun membre de sa compagnie; qu'il ne pourrait donc personnellement être regardé comme ayant agi en qualité de simple particulier, et que, d'après les dispositions de la loi du 22 mess. an 4, cette circonstance suffirait seule pour soumettre tous les prévenus à la juridiction ordinaire; — Par ces motifs, renvoie l'affaire et les nommés Susbielle, Dumoulin et Bonnet, ainsi que tous les autres qui pourraient être prévenus d'avoir participé aux faits d'homicide et de vol dont il s'agit, devant la Cour royale de Besançon, chambre d'accusation, etc.

Du 2 avril 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Rataud — Concl., M. Mourre, proc. gén. — Pl., M. Nicod.

CITATION. — MATIÈRE CORRECTIONNELLE. — DÉLAI. — FORMES.

La citation en matière correctionnelle n'est pas nulle parce qu'elle aurait été donnée à trop bref délai; la nullité n'est applicable qu'à la condamnation qui interviendrait par défaut contre la personne citée. (Cod. inst. crim., 184.) (2)

Les dispositions du Code de proc. civ. qui déterminent les formalités des exploits en matière civile ne sont point applicables aux citations en matière correctionnelle. (Cod. inst. crim., 182.) (3)

(Etienne (Grellot.) ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 182, 183, 184, 408, 413 et 416 du Code d'instruction crim.; — Considérant que ces articles ont déterminé toutes les formes dans lesquelles les prévenus de délits doivent être cités devant le tribunal de police correctionnelle; qu'aucun ne prononce la nullité de la citation, pas même lorsqu'elle au-

(1) F. Legravarand, *Légist. crim.*, tom. 2, chap. 13. — La même décision serait encore aujourd'hui applicable: l'art. 131 de la loi du 22 mars 1831 ne soumet à la discipline militaire que les corps détachés de la garde nationale organisée comme auxiliaires de l'armée.

(2) F. conf., Cass. 25 fév. 1819; Bourguignon, sur l'art. 184, Cod. inst. crim.; V. aussi Cass. 11 fév. 1808, et 15 nov. 1813.

(3) F. conf., Cass. 5 mai 1809; 18 nov. 1813; 30 déc. 1825; 25 janv. 1828; 15 janv. 1830; 19 déc. 1834.

rait été donnée à trop bref délai; que seulement, dans ce dernier cas, l'art. 184 prononce la nullité de la condamnation qui interviendrait par défaut contre la personne citée; qu'il suffit donc que par l'acte de la citation le prévenu ait été averti qu'il était appelé devant le tribunal correctionnel pour répondre sur le fait qui lui est imputé; d'où il suit que les dispositions du Code de procédure civile relatives aux formalités des exploits en matière civile ne sont point applicables en matière correctionnelle; — Que néanmoins le tribunal correctionnel d'Auxerre, en confirmant, sur l'appel, le jugement du tribunal correctionnel de Joigny, a annulé la citation donnée au prévenu, sur le motif que la copie qui lui en avait été délivrée ne contenait pas toutes les formalités prescrites par l'art. 61, du Code de proc. civ.; que ledit tribunal a donc violé les règles de ses attributions en prononçant, par une fautive application dudit art. 61, une nullité qui n'existait pas d'après le Code d'instruction criminelle; — Casse, etc.

Du 3 avr. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Buschop. — Concl., M. Hua, av. gén.

COLONIES. — RÉGLEMENTS ANGLAIS.

Du 5 avril 1819 (aff. Régis-Loiblanc). — V. cet arrêt, *infra*, à la date du 15.

JUGE SUPPLÉANT. — JUGE DE PAIX. — EMPÊCHEMENT. — PRÉSUMPTION LÉGALE. — CITATION.

Les actes faits par un suppléant de juge de paix, bien qu'ils n'indiquent pas la cause légale de l'empêchement, ne sont pas nuls, pour présomption légale de remplacement sans nécessité. — La présomption de droit est pour l'empêchement, sauf la preuve contraire. (L. du 29 vent. an 9, art. 2.) (1)

Lorsqu'il existe une cause d'empêchement légal, la citation peut-elle être donnée de plano devant le suppléant; ou bien doit-elle toujours être donnée devant le juge, sauf à lui à se faire remplacer? — Arg. aff. dans le premier cas. (Lefèvre — C. Moutier-Duparc.)

La dame Lefèvre et le sieur Moutier-Duparc étaient en contestation. — Citation en conciliation donnée par la dame Lefèvre. Il faut remarquer que cette citation fut donnée, non pas devant le juge de paix, mais bien devant M. Bérôt, suppléant du juge de paix, en son hôtel. — Les parties comparurent en effet devant ce suppléant. — Procès verbal de non-conciliation. — Assignation de la part de la dame Lefèvre devant le tribunal de première instance.

Le sieur Moutier-Duparc soutient que la citation à lui donnée devant le bureau de paix, et que le procès-verbal de non-conciliation intervenu sur cette citation, sont nuls; en ce que la citation a été donnée, et la non-conciliation a eu lieu devant le suppléant du juge de paix, sans qu'il fût constaté que le juge était légalement empêché, ce qui cependant pouvait seul autoriser le

suppléant à exercer les fonctions du juge: que dès lors il était censé que l'assignation devant le tribunal de première instance n'avait pas été précédée du préliminaire de conciliation; et que par cette raison elle était nulle aux termes de l'art. 48, du Code de proc. civ.

La dame Lefèvre répondait qu'il était vrai de dire que le suppléant ne pouvait remplacer le juge qu'en cas d'empêchement légal; mais que l'empêchement était présumé de droit, sauf la preuve contraire, par cela seul que le juge n'avait pas rempli ses fonctions, et les avait laissés remplir par son suppléant.

Jugement du tribunal de première instance de Caen, qui rejette le moyen de nullité.

Appel. — 18 janv. 1818, arrêt de la Cour roy. de Caen, qui confirme.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 48 du Code de proc. civ., et de l'art. 2 de la loi du 29 vent. an 9, qui déterminent les cas d'empêchement légal, dans lesquels les suppléants doivent remplacer le juge.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que la loi du 29 vent. an 9, en déterminant, par son art. 2, les cas où les fonctions de juge de paix seront remplies par un suppléant, n'a prescrit aucune forme préalable pour cette subrogation, qui doit être toujours présumée légale, toutes les fois que, comme dans l'espèce, le contraire n'a été ni prouvé, ni même allégué dans l'instance, et qu'ainsi le vœu de la dite loi a été rempli; — Rejette, etc.

Du 6 avril 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Borel de Bretizel. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Jarre.

ANGLAIS. — SUCCESSION. — RÉCIPROCITÉ. — FEMMES.

Sous l'empire du Code civil, les Anglais étaient incapables de succéder en France, même les femmes nées Françaises mais devenues Anglaises par mariage avec des Anglais. — Les lettres patentes du 18 janv. 1787 étaient non un traité établissant le droit de successibilité réciproque, mais seulement une loi qui admettait les Anglais à succéder en France. Comme telles, elles ont été abrogées par la loi du 30 vent. an 12. (Cod. civ., 11 et 736.) (2)

(Flavigny — C. Adair.)

Par arrêt du 16 août 1817, la Cour royale de Metz avait décidé que la dame Adair, Française de naissance, et devenue Anglaise par son mariage avec un Anglais, avait pu réclamer en 1814, sa part de la succession de M. le vicomte de Charogne, ouverte en France en 1807. — Voici les motifs de cet arrêt:

« Attendu que la comtesse d'Hagnicourt, née Française et mariée au sieur Robert Adair, Anglais, ne doit pas être traitée en France, quant à l'exercice du droit de successibilité qui fait partie des droits civils, autrement et plus défavorablement que ne le serait son époux ou tout autre Anglais; — Attendu que quoique le droit de succéder ait son origine dans les lois naturelles, qui ne

dessus, à savoir qu'à défaut de mention des motifs du remplacement, la présomption légale est pour l'empêchement, a été souvent appliquée sinon aux justices de paix, du moins aux juridictions supérieures. F. Cass. 19 fév. 1819; 15 janv. et 6 juill. 1829; 19 mai 1830; 14 août 1837; 9 avril 1838; 15 mai 1839.

(2) F. en ce sens, Favard de Langlade, v° Anglaise, sect. 2, n° 3. — Mais voy. aujourd'hui l'art. 1^{er} de la loi du 14 janv. 1819.

(1) Mais il a été jugé que les actes seraient nuls s'il s'agissait non pas de fonctions qui sont normalement attribuées aux juges de paix par la loi elle-même, mais bien de fonctions qui leur seraient déléguées par les Cours et tribunaux, par exemple, pour procéder à une enquête. F. Cass. 17 mars 1819, et la note; Nîmes, 28 avril 1828; Encycl. des juges de paix, v° Délégué de jurid. — V. cependant, en sens contraire, Poitiers, 10 juin 1831 (Volume 1831); Carou, Jurispr. des juges de paix, n° 7. — Disons au surplus, que le principe consacré par l'arrêt ci-

«*ont autres que les rapports nécessaires entre les hommes, soit dans l'état de famille, soit dans celui de société (deux fins essentielles de la création), néanmoins c'est par le droit civil, positif et absolu des sociétés respectives, que sont fixées les règles invariables sur les successions; — Attendu que si aux lois civiles appartient de déterminer les capacités et de créer les incapacités relatives aux successions, une fois qu'elles sont introduites dans la législation, elles ne peuvent et ne doivent pas plus varier que les autres dispositions législatives, ces commandemens perpétuels de la volonté publique des sociétés humaines; d'où suit le principe que la loi est réputée immuable par essence, puisque son abrogation et ses dérogations doivent toujours être annoncées avec les formes solennelles et permanentes dans lesquelles elle a reçu l'être elle-même; — Attendu que des lettres patentes du 18 janv. 1787, solennellement enregistrées au Parlement, ont expressément aboli le droit d'aubaine en France en faveur des Anglais, et les y ont habilités à recueillir par testament ou *ab intestat*, les successions de leurs parens anglais non français, ouvertes en France, ainsi qu'à les transmettre de la même manière (F. art. 1^{er}, 2, 3, 7 et 8 desdites lettres); — Attendu que cette loi qui introduisait un droit nouveau, fut immédiatement l'effet et la suite nécessaire des stipulations ouvertes ou tacites, convenues dans le traité du 26 sept., et la convention additionnelle du 15 janv. précédent, entre LL. MM. les rois de France et de la Grande-Bretagne; — Attendu que, basées sur la réciprocité entre les deux Etats, ces lettres patentes, nécessaires pour fixer les droits entre les particuliers, mirent les réges tracées à cet égard hors de l'atteinte de l'arbitraire, en leur imprimant le caractère d'immutabilité qui appartient aux lois publiques des peuples, tant qu'il n'y a pas été solennellement dérogé; — Attendu qu'aucune loi postérieure n'est intervenue portant abrogation des dispositions des lettres patentes du 18 janv. 1787; — Attendu que les art. 11 et 726 du Code civil se contentent de subordonner en général l'exercice des droits civils pour les étrangers, à la réciprocité accordée ou à accorder aux Français par les traités de la nation à laquelle appartiendraient ces étrangers; — Attendu qu'il résulte ainsi de la combinaison bien entendue de ces deux articles du Code, qu'au moyen de la réciprocité déjà établie ou à établir entre la France et les étrangers, ceux-ci avaient ou auraient l'exercice des droits civils en France; — Attendu que cette réciprocité entre les Français et les Anglais ne peut faire la matière d'un doute raisonnable pour quiconque réfléchit sur les termes des lettres patentes du 18 janv. 1787, qui furent les conditions du traité de commerce et d'amitié du 26 sept., de même que pour ceux qui connaissent quelqu'un des errements de la législation ou de la jurisprudence actuelle de l'Angleterre, relativement aux successions, et dont quelques fragmens se trouvent dans les recueils de nos légistes modernes; (V. le nouveau Denisart, aux mots *Anglais*, *Aubains*, etc.)*

«*Attendu qu'il n'est plus sursoit d'incertitude, quant à cette réciprocité, d'après l'acte authentique officiel du gouvernement anglais, provoqué par le gouvernement de France. (Cette note est transmise par le ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères d'Angleterre à l'ambassadeur de France à Londres, en réponse aux questions de celui-ci, et produite au procès, sur l'envoi qui en fut fait au procureur du roi du tribunal de première instance, par M. le chancelier de France.) Le ministre anglais y atteste que, d'après les lois du pays, une Anglaise qui épouse un Fran-*

çais, non-seulement n'est pas réputée étrangère, mais encore, quittant son pays natal « ne perd aucun droit d'hérédité ou de succession dans sa famille » (deuxième réponse); « que la loi, dans les cas spécifiés est la même pour tous les étrangers » (troisième réponse); — Attendu que dès qu'il est constant que les Français sont admis en Angleterre par la législation générale (que ne peuvent changer, mais ont pu modifier les traités) à recueillir comme à transmettre les successions, conformément aux lois générales sur la transmissibilité des biens, il serait plus que surrogatoire de s'enquérir de la nature des biens qui peuvent être compris dans les hérités déferées aux étrangers, parce que, dans chaque société, c'est dans la loi commune et générale que se trouvent exclusivement renfermées les conditions diverses sur la nature des biens et leur spéciale transmission, sans que néanmoins, de la différence relative au mode de successibilité, à cause d'un certain ordre, soit des biens, soit des personnes, on puisse induire des doutes sur une véritable et absolue réciprocité;

«*Attendu que cette réciprocité existe virtuellement et de fait en Angleterre, par cela seul que là, comme en France, Anglais et Français (vice versa), sont admis dans chaque pays, non-obstant leur condition d'étrangers, à succéder aux biens de leurs parens transmissibles à leurs héritiers naturels ou testamentaires, suivant les règles communes écrites dans les lois générales; — Attendu que le droit d'aubaine, de même que l'incapacité des étrangers à succéder, n'eurent ni leur principe, ni leur excuse dans l'état de guerre entre les Etats, mais ont en leur fondement dans le seul fait de l'extranéité des individus, exclus ainsi des avantages qu'on jugeait ne devoir appartenir qu'aux membres de la cité, aux citoyens de l'Etat, qui pensait ne devoir ni garantir ni protéger aux étrangers pour leurs biens : d'où il suit que ce serait sans motifs ni prétextes qu'on placerait dans la guerre, le retour au droit d'aubaine, et la reprise de l'incapacité des étrangers pour succéder en France;*

«*Attendu que la guerre, état violent et passager entre les gouvernemens, ne peut porter atteinte aux lois générales, faites pour tous les temps et pour tous les hommes, s'il n'y a dans la législation intérieure des dispositions qui l'aient prescrit d'une manière explicite, ou si des lois aussi solennelles que celle qui a créé le droit qu'il s'agit d'abolir ou de modifier, n'interviennent pour prononcer cette abolition ou ces modifications qu'aurait commandées l'intérêt public; — Attendu que ni les lettres patentes du 18 janvier 1787, ni le Code civil, n'ont statué que l'exercice des droits de successibilité accordé aux étrangers, cesserait et resterait abrogé par la guerre; — Attendu que, pendant les hostilités qui ont suivi la révolution, avant le traité d'Amiens, comme dans celles qui lui sont postérieures, et qui toutes durèrent trop longtemps pour le bonheur des deux peuples voisins, l'Angleterre et la France, comme pour le repos du monde, non-seulement il n'y eut aucune loi publiée pour révoquer le droit de successibilité conféré aux Anglais par les lettres patentes du 18 janv. 1787; mais il n'y eut même aucune déclaration formelle et officielle de guerre, d'après laquelle les sujets respectifs des puissances aient pu induire quelques changemens ou modifications aux rapports particuliers qui les liaient comme individus, comme parens, avant de les séparer comme sujets des puissances ennemies; — Attendu que si la force des choses, si les événemens de la guerre suspendent de fait, pendant sa durée, l'exercice*

des droits privés, elle ne doit ni les étendre ni les détruire, d'autant que, reposant sur des lois publiques, naturelles, expresses et civiles, indépendantes des causes de mésintelligence, et des querelles envenimées des gouvernements, il est de leur nature d'être reproduits, repris et exercés activement, au retour de la paix, comme si celle-ci n'eût pas cessé, ainsi que le prouve l'histoire de l'issue de toutes les guerres chez les nations pollicées.

POURVOI en cassation de la part des sieurs Flaviigny, héritiers régnicoles de M. Chartogne. — Ils ont soutenu que l'arrêt dénoncé avait violé les art. 11 et 726 du Code civil; en ce qu'il avait admis une Anglaise à succéder en France, bien qu'aucun traité entre la France et l'Angleterre n'eût établi le droit de successibilité réciproque. — On voit que toute la contestation dépendait de l'existence du traité. — Les demandeurs soutenaient que les lettres patentes du 18 janv. 1787 qui admettaient les Anglais à succéder en France, étaient une loi et non un traité; que dès lors elles avaient été abrogées par la loi du 30 vent. an 12, portant que toutes les lois antérieures sur des matières réglées par le Code civil étaient abrogées; qu'en supposant même que les lettres patentes du 18 janv. 1787 ne fussent pas abrogées, il fallait du moins convenir qu'elles étaient modifiées par l'art. 726 du Code civil. Les lettres patentes admettaient les Anglais à succéder en France aux biens mobiliers et immobiliers; d'un autre côté, il est constant et avoué par toutes les parties, qu'en Angleterre, les étrangers en général, et par conséquent les Français, ne sont point admis à succéder aux immeubles. Dès lors il n'y a point de réciprocité, en ce qui touche les successions immobilières; or, ce n'est que sous la condition de cette réciprocité qu'un étranger peut être admis à succéder en France, aux termes de l'art. 726, ainsi conçu: « Un étranger n'est admis à succéder aux biens que son parent étranger ou Français possède dans le territoire du royaume, que dans le cas et de la manière dont un Français succède à son parent possédant des biens dans le pays de l'étranger, conformément à l'art. 11, etc. » — Donc, dans l'espèce, la dame Adair était incapable de recueillir en France une succession immobilière, puisqu'en Angleterre un Français ne peut posséder d'immeubles.

Pour la dame Adair, défenderesse, on répondait que les lettres patentes du 18 janv. 1787 étaient un véritable traité, un acte politique; qu'aucun traité postérieur ne l'avait expressément abrogé, que l'un ne pouvait faire résulter cette abrogation, ni de l'état de guerre, ni des mesures violentes prises durant les hostilités, parce que ce ne sont là que des faits suspensifs des traités, qui, au rétablissement de la paix, reprennent toutes leurs forces; qu'enfin, en supposant les lettres patentes modifiées par le principe de la réciprocité établie dans l'article 726 du Code civil, cette modification ne pouvait être utilement invoquée par les demandeurs; attendu que la réciprocité existait dans le sens de la loi, qui n'exige pas une réciprocité parfaite et absolue, mais qui veut seulement que la capacité réciproque de succéder soit accordée aux sujets des deux puissances; sans examiner si la loi des deux pays règle la succession de la même manière.

M. Cahier, avocat général, a conclu à la cassation.

ARRÊT (après délib. en ch. du cont.).

LA COUR. — Vu les art. 11, 19 et 726 du Code civil; — Attendu que, d'après l'art. 19, la femme française qui épouse un étranger suit la condi-

tion de son mari; que par conséquent la dame Adair, comtesse d'Hagnelourt, qui a épousé en Angleterre le sieur Adair, Anglais, postérieurement à la promulgation du Code civil, est devenue elle-même étrangère à la France; que la jouissance des droits civils accordée à l'étranger par l'art. 11 est subordonnée à la réciprocité établie en faveur des Français, par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartient; que l'art. 726 a consacré le même principe quant à la capacité des étrangers pour succéder en France, soit à des étrangers, soit à des Français; que dès lors un étranger n'est admis à succéder en France que d'après les bases de réciprocité convenues dans des traités passés avec la nation à laquelle cet étranger appartient; que les lettres patentes du 18 janv. 1787, enregistrées au parlement de Paris, avaient été le premier acte de la législation française, qui eût déclaré les Anglais habiles à succéder en France à leurs parents français; que, par un décret du 28 avril 1791, tous les étrangers avaient été déclarés capables de recueillir en France les successions de leurs parents, même français, que tant que ces lettres patentes et ce décret ont été en vigueur, il n'y a eu aucun doute sur la capacité des Anglais pour succéder en France, même à leurs parents français; qu'il n'en a plus été de même sous l'empire du Code civil; que les dispositions de ce Code ont en effet abrogé tant lesdites lettres patentes que le décret du 28 avril 1791, en faisant dépendre la successibilité des étrangers de la réciprocité établie en faveur des Français, non par des lois, mais par des traités conclus entre les Etats respectifs; qu'il n'existe aucun traité qui ait autorisé, d'une part, les Anglais à succéder en France à leurs parents Français; et, d'autre part, les Français à succéder en Angleterre à leurs parents Anglais; que les droits conservés par la législation anglaise à la femme anglaise qui épouse un étranger, sont indifférents dans la cause où il s'agit de droit de réciprocité dans les successions entre les sujets des deux Etats; que par conséquent la Cour royale de Metz, en déclarant la dame Adair habile à succéder à un parent français conjointement avec les autres parents régnicoles, a violé les art. 11, 19 et 726 du Code civil; — **Casse, etc.**

Du 6 avril 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl. M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Delagrangé et Leroy-Neufville.

JUGEMENT. — SIGNIFICATION. — COMMUNE — CASSATION.

La signification d'un jugement, faite à la requête des habitants d'une commune, pour suites et diligence du maire, officiers municipaux et agents nationaux, est valable et fait courir les délais du pourvoi en cassation. — L'assistance des officiers municipaux, en la supposant surabondante, ne peut vicier la signification.

(Andréas de Merrey — C. la commune de Cuney-lez-Varzy.)

24 mars 1818, pourvoi en cassation formé par le sieur Andréas de Merrey, contre une sentence arbitrale rendue, en faveur de la commune de Cuney-lez-Varzy, le 4 vend. an 3, et signifiée le 17 pluvi., même année. — Il importe de remarquer, 1^{er} que la signification fut faite à la requête des habitants des hameaux de la commune de Cuney-lez-Varzy, pour suites et diligence du maire, officiers municipaux et agents nationaux; 2^o qu'il s'était écoulé vingt-cinq ans environ entre la signification et le pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR. — Vu la loi du 12 prair. an 4; —

Attendu que le demandeur ne s'est pourvu contre le jugement arbitral du 4 vend. an 3, signifié à sa personne par exploit du 17 pluv. an 3, que le 24 mars 1818, plus de vingt-cinq ans après ladite signification; — Attendu que cette signification a été faite régulièrement à la requête des habitants des hameaux de la commune de Cuncy-lez-Vaux, pourvues et diligence du maire, officiers municipaux et agents nationaux dans les qualités dans lesquelles ils avaient procédé; qu'en supposant que le maire seul eût qualité pour faire faire cette signification, l'assistance des officiers municipaux et agents nationaux, ne serait qu'une surabondance qui ne vicierait pas la signification; — Déclare le pourvoi non recevable, etc.

Du 6 avril 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lasaudade. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Guichard fils.

SURENCHÈRE. — JOUR FÉRIÉ. — HUISSIER COMMIS. — COMPÉTENCE.

La notification d'une surenchère faite un jour férié est valable, bien que l'exploit ait été signifié par un huissier commis par le président d'un tribunal autre que celui du ressort dans lequel la notification a eu lieu, la loi n'attachant pas une compétence exclusive à tel ou tel président, et ne prononçant d'ailleurs pas la peine de nullité. (Cod. proc., 63, 832.) (1)

(Ferrand — C. Lacroisade.)

Le sieur Ferrand, acquéreur d'un immeuble appartenant au sieur Durand, et voulant purger les hypothèques dont il était grevé, notamment celle du sieur Lacroisade, fait transcrire son contrat et le notifie au sieur Lacroisade, le 10 mars 1812. — A partir de cette notification, trente-neuf jours s'écoulent sans que le sieur Lacroisade fasse de surenchère, droit qu'il devrait exercer dans le délai de quarante jours, aux termes de l'art. 2183, du Cod. civ.; le quarantième jour qui était près d'expirer était un dimanche, jour dans lequel il n'est permis de donner aucun exploit, sans une permission du président du tribunal, aux termes de l'art. 63 du Cod. de proc. civ. — En conséquence, le sieur Lacroisade s'adresse au président du tribunal d'Angoulême, et demande qu'il soit commis deux huissiers, aux termes de l'art. 832 du Cod. de proc., l'un pour notifier la surenchère au sieur Durand, ancien propriétaire, domicilié dans l'arrondissement d'Angoulême; l'autre pour faire la même notification à Ferrand, nouveau propriétaire. Mais il faut remarquer que celui-ci était domicilié hors du ressort du tribunal d'Angoulême, dans l'arrondissement de Cognac.

18 avril 1812, ordonnance du président d'Angoulême qui commet les deux huissiers, l'un de l'arrondissement d'Angoulême, l'autre de l'arrondissement de Cognac, et les autorise à notifier la surenchère, le lendemain jour de dimanche. En effet, les notifications ont lieu le lendemain.

Le sieur Ferrand a demandé la nullité de la surenchère, par le motif que la notification qui lui avait été faite était nulle, attendu qu'aux termes de l'art. 63 du Cod. de proc. civ., aucun exploit ne peut être donné un jour férié qu'en vertu d'une autorisation spéciale du président du tribunal; que l'article a voulu parler du président du tribunal dans le ressort duquel l'exploit doit être donné; que si cela est dou-

teux en thèse générale, il y a certitude pour le cas particulier, puisque l'art. 832 du Code de procédure exige expressément que l'huissier commis pour la notification soit nommé par le président du tribunal de première instance de l'arrondissement où la notification doit avoir lieu; qu'à la vérité cet article ne prononce pas la nullité d'une manière expresse; mais qu'il est de pilucipo que, lorsqu'un acte est fait par un magistrat hors du cercle de ses attributions, et en excédant l'étendue de ses pouvoirs, la nullité doit être prononcée. Cette règle est consacrée par de nombreux arrêts de la Cour suprême; or, dans l'espèce, le président du tribunal d'Angoulême était sans attribution et sans pouvoir pour commettre un huissier chargé d'instrumenter dans le ressort d'un autre tribunal; l'huissier n'a donc pas été légalement commis ni légalement autorisé à instrumenter un jour férié; ainsi, la notification qu'il a faite est nulle; par conséquent, la surenchère étant censée n'avoir pas été notifiée dans les quarante jours, elle n'est plus possible, suivant l'art. 2186 du Cod. civ.

Pour le sieur Lacroisade, créancier surenchérisseur, on répondait que les juges ne peuvent prononcer la nullité d'un acte lorsque cette nullité est formellement établie par la loi (Cod. de proc., art. 1030); qu'on peut supposer, quoique le contraire pût être soutenu, que c'est au président du tribunal dans le ressort duquel un exploit doit être notifié un jour férié légal, à accorder la permission nécessaire à cet effet; que d'ailleurs il est certain, d'après le texte de l'art. 832 du Cod. de proc., que les notifications prescrites par l'art. 2185 du Cod. civ., doivent être faites par un huissier commis par le président du tribunal dans le ressort duquel ces notifications doivent avoir lieu; qu'ainsi il n'y pas à discuter sur la règle; mais que le législateur n'ayant pas déterminé la peine de l'infraction, le juge ne peut en créer une, en prononçant la nullité des actes.

24 avril 1812, jugement du tribunal de première instance d'Angoulême qui rejette la demande en nullité de la notification.

Appel de la part du sieur Ferrand. — 13 mars 1817, arrêt de la Cour roy. de Bordeaux qui confirme le jugement du tribunal de première instance, par les motifs suivants: « Attendu que le président du tribunal d'Angoulême n'était pas compétent pour commettre un huissier, à l'effet de signifier des réquisitions qui devaient être faites dans l'arrondissement de Cognac, étranger à sa juridiction; qu'il n'était pas plus autorisé à permettre à cet huissier de les faire un jour de dimanche, dans un territoire qui n'était pas le sien; attendu qu'il y a eu contravention aux art. 832 et 63 du Cod. de proc.; mais que, sur cette contravention, la peine de nullité n'est pas formellement prononcée par la loi; que l'art. 1030 du même Cod. ne permet pas de l'établir par induction et de déclarer nuls les actes que la loi n'a pas déclarés tels. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Ferrand, pour contravention aux art. 2183 et 2186 du Cod. civ., 63 et 832 du Cod. de proc. civ., et fausse application de l'art. 1030 du même Code.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR: — Attendu qu'il n'est pas contesté dans la cause que toutes les formalités prescrites par l'art. 2185 du Code civil ont été remplies, et que le demandeur a eu connaissance, dans les délais de la loi, de la notification et réquisition de

(1) F. conf., Toulouse, 6 juill. 1816, et la note; Cass. 9 août 1820. — Aux autorités indiquées dans

la note sur le premier de ces arrêts, *add.* Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 329.

la surenchère; que l'unique point du litige a été de savoir si les notifications données un jour férié dans l'arrondissement de Cognac, en vertu de commission et d'autorisation du président du tribunal d'Angoulême, devaient être déclarées nulles; — Considérant que l'art. 63 du Code de proc. s'exprime en termes généraux, lorsqu'il dit, si ce n'est en vertu de permission du président du tribunal; qu'ainsi il n'attribue pas une compétence exclusive et spéciale à tel ou tel président, mais qu'il exige seulement l'intervention du magistrat pour ne point laisser les officiers ministériels juges de la convenance et de l'urgence de ces actes; — Attendu, en outre, que ce même article ne porte point la peine de nullité exprimée dans ceux qui le précèdent et le suivent, ce qui indique dès lors une intention différente de la part du législateur; qu'il est vrai que le paragraphe premier de l'art. 832 du Code de proc. exigeait dans l'espèce, que la commission donnée à l'huissier Richard provint du président du tribunal de Cognac, dans l'arrondissement duquel les notifications devaient avoir lieu; mais qu'il n'en résultait pas que l'irrégularité, en ce chef, de la commission donnée par le président du tribunal d'Angoulême dût entraîner la nullité des actes qui en avaient été la suite; que l'art. 832 se compose de deux paragraphes distincts; qu'il est évident que le législateur n'a pas voulu attacher à la première partie de cet article la peine de nullité qu'il a formellement exprimée dans le second paragraphe pour l'offre de la caution; qu'il était dès lors conforme à l'esprit et à la lettre de la loi d'appliquer à l'espèce la distinction établie dans l'art. 1030 du même Code, entre les simples irrégularités ou contraventions, et les nullités formelles; que telle est aussi la marche suivie par l'arrêt attaqué; qu'il reconnaît, il est vrai, l'irrégularité en ce chef des actes par lesquels le défendeur a rempli les formes prescrites par l'art. 2185; qu'il n'a pas cru néanmoins pouvoir en prononcer la nullité, par le double motif que le paragraphe premier de l'art. 831 ne porte point la peine de nullité mentionnée seulement pour la seconde partie, et que l'art. 1030 du même Code veut expressément que les tribunaux puissent déclarer nul aucun exploit ou acte de procédure, si la nullité n'est pas formellement prononcée par la loi, et que, dans le cas où la nullité n'est pas prononcée, l'officier ministériel puisse seulement, soit pour omission, soit pour contravention, être condamné à une amende, d'où il résulte qu'en n'annulant pas ces actes, l'arrêt attaqué n'a violé ni l'art. 63, ni l'art. 832 du Code de proc., et qu'il a fait au contraire, à la cause, une juste application de l'art. 1030 du même Code; — Rejette, etc.

Du 7 avril 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Guichard et Jacquemin.

FAILLITE. — OUVERTURE. — APPEL. — VÉRIFICATION DES CRÉANCES.

Le jugement intervenu sur l'opposition du créancier d'une faillite au premier jugement qui fixait l'ouverture de la faillite, est attaquant par la voie de l'appel, encore que le créancier ait fait vérifier sa créance depuis le second jugement. La vérification des créances ne rend les créanciers non recevables que dans l'opposition au premier jugement. (Cod. comm., 457; Cod. proc., 406.) (1)

Le créancier d'une faillite, appelant du jugement qui fixe l'époque de l'ouverture, n'est

point présumé s'être désisté de l'appel, par cela seul qu'il s'est rendu adjudicataire d'un immeuble du failli, et qu'il a figuré dans l'ordre ouvert entre les créanciers. (Cod. civ., 1350.)

(Kneffmann — C. Germain, Collin et Barthélemy.)

31 oct. 1815, jugement du tribunal de commerce de Sarrebourg, qui fixe l'époque de l'ouverture de la faillite du sieur Mûler au 28 du même mois d'oct. Un des créanciers de la faillite, le sieur Germain, avait intérêt à faire fixer cette ouverture à une époque bien plus reculée, au 28 av. 1813, pour écarter plusieurs autres créanciers, notamment la dame Kauffmann dont les titres n'avaient pris naissance que depuis cette époque. En conséquence, il forme opposition au jugement du 31 oct.

27 fév. 1816, nouveau jugement du tribunal de commerce, confirmatif du premier.

Appel de la part du sieur Germain. — Avant tout, il est utile de faire connaître deux circonstances importantes, dont l'une a précédé et dont l'autre a suivi l'appel. — Ainsi, d'abord. Il faut dire qu'avant de se rendre appelant, le sieur Germain avait présenté sa créance à la vérification, et que, postérieurement à l'appel, il avait figuré dans une instance d'ordre ouvert entre les créanciers de la faillite; il s'était même rendu adjudicataire d'un immeuble du failli.

La dame Kauffmann, créancière, dont le titre était postérieur au 18 av. 1813, et qui, par conséquent, avait intérêt à faire maintenir le jugement du tribunal de commerce qui fixait l'ouverture au 28 oct. 1815, a prétendu que le sieur Germain était non recevable dans son appel par le motif qu'il était censé avoir acquiescé au jugement; 1^o avant l'appel, en faisant vérifier sa créance; 2^o après l'appel, en figurant dans l'ordre et en se rendant adjudicataire d'un immeuble du failli, ce qui entraînait désistement de l'appel, et, par suite, acquiescement au jugement attaqué. — D'abord, disait-elle, l'art. 457 du Code de comm. dispose que le jugement, par lequel est fixée l'ouverture de la faillite n'est susceptible d'opposition de la part des créanciers que jusqu'au jour de la vérification des créances; or, cette disposition est évidemment fondée sur ce que le législateur considère comme un acquiescement au jugement, le fait du créancier qui présente ses créances pour les faire vérifier. Mais, comme tout acquiescement à un jugement rend non recevable à l'attaquer par appel, de même que par opposition, il faut tenir pour constant que dans le sens de l'art. 457, l'appel n'est pas admissible de la part du créancier qui a fait vérifier sa créance. — En second lieu, en supposant que l'appel fût recevable, le créancier qui l'a interjeté ne peut plus le poursuivre, s'il résulte de ses actes qu'il a voulu s'en désister; or, quelle manière plus claire de montrer l'intention de se désister d'un acte d'appel, que de prendre part volontairement aux actes faits en exécution du jugement contre lequel on s'était d'abord pourvu? Ainsi, par exemple, dans l'espèce, le sieur Germain n'a-t-il pas formellement annoncé qu'il consentait à ne plus critiquer le jugement qui fixait l'ouverture de la faillite, lorsqu'il s'est présenté à l'ordre, lorsqu'il s'est rendu adjudicataire, sur l'expropriation forcée des immeubles du failli, toutes opérations, qui sont une conséquence immédiate du premier jugement? Non-seulement il est impossible de ne pas voir dans ces actes une grande présomption que le sieur Germain a renoncé à l'appel; mais même ces actes sont pleinement contradictoires avec la supposition qu'il a persisté dans son appel;

(1) V. anal. en ce sens, Rouen, 22 mars 1815, et la note.

ils caractérisent donc un déistement parfait.

En outre, il faut dire que, sur cet appel, deux autres créanciers, les sieurs Collin et Barthélemy sont intervenus, et ont demandé, conjointement avec le sieur Germain, que l'époque de la faillite fût fixée au 28 av. 1813. — La dame Kauffmann leur a opposé une des fins de non-recevoir qu'elle faisait valoir contre Germain; celle prise de ce que, avant d'avoir attaqué le jugement du tribunal de commerce, ils y avaient déjà acquiescé en faisant vérifier leurs créances.

19 déc. 1817, arrêt de la Cour royale de Nancy qui rejette les fins de non-recevoir proposées par la dame Kauffmann, contre l'appel du sieur Germain et l'intervention des sieurs Collin et Barthélemy, et statuant au fond, infirme le jugement du tribunal de commerce, et fixe l'ouverture de la faillite du 28 av. 1813.

Pourvoi en cassation de la part de la dame Kauffmann.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur la première partie du premier moyen: — Attendu que Germain a formé opposition au jugement du 31 oct. 1815, qui fixait l'ouverture de la faillite Muller au 28 du même mois, avant qu'il eût fait vérifier sa créance, puisque cette vérification n'a eu lieu que le 1^{er} mars 1816, tandis que l'opposition a été formée le 17 février précédent; qu'à la vérité, par jugement du 29 du même mois de février, Germain a été débouté de son opposition; mais qu'en ayant interjeté appel dans le délai voulu par la loi, il a pu, sur cet appel, faire valoir tous les droits de son opposition; qu'ainsi le vœu de l'art. 457 du Code de comm. a été rempli;

Sur la seconde partie du même moyen: — Attendu que, soit la computation à l'ordre de la part de Germain, soit l'adjudication d'une partie de biens du failli faite en sa faveur, étant des actes dérivant de sa qualité de créancier, lesquels n'ayant rien de contraire, et étant même parfaitement d'accord avec l'appel par lui interjeté du dit jugement du 29 fév. 1816, ne pouvaient présenter aucun déistement dudit appel, déistement qu'il n'est permis de tirer que des actes qui, ne pouvant être autrement expliqués, l'emportent nécessairement par leur nature, et que, l'ayant ainsi jugé, l'arrêt attaqué a fait une juste application de la loi;

Sur le second moyen: — Attendu que l'arrêt a intervenu sur l'appel interjeté par Germain, en rétractant le jugement du 31 oct. 1815, qui fixait l'ouverture de la faillite au 28 du même mois, pouvait changer entièrement l'état de la même faillite, et porter, par conséquent, atteinte à la condition de tous les créanciers; qu'ainsi ces mêmes créanciers avaient qualité et intérêt dans un arrêt contre lequel ils auraient incontestablement eu qualité et droit de former tierce opposition, et que, l'ayant ainsi jugé, l'arrêt attaqué a fait une juste application de l'art. 466 du Code de proc. civ.: — Rejette, etc.

Du 7 avril 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lasagni. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Becquey-Beaupré.

(1) V. décision idant, Cass. 5 fév. 1817.

(2) Cet arrêt est le premier qui ait établi cette interprétation que la loi pensait, étant neta sur la duel, ne pouvait être appliquée à l'homicide et aux blessures qui en sont le résultat. Dix autres arrêts, émanés de la même Cour, et dont l'un a été rendu en audience solennelle, ont consacré successivement cette règle qui est demeurée invariable pendant vingt-sept ans. V. Cass. 21 mai 1819; 14 juin, 22 sept. 1821; 19 sept. 1822; 4 déc. 1824; 11 mai, 29

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. —

JUGEMENT. — NULLITÉ.

Un jugement ou arrêt rendu contre une femme mariée est nul, s'il ne constate pas que la femme ait été autorisée par son mari ou par justice (1).

(Brébat—C. Pérament.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 215 et 218 du Code civil; — Considérant qu'il est constant, en point de fait, que la dame Brébat a procédé, sans l'autorisation maritale ou judiciaire, devant la Cour royale de Pan, sur l'appel interjeté par le sieur Pérament, de l'ordonn. rendue en référé par le président du tribunal civil de Bayonne, le 11 avril 1817, et qu'aux termes des articles du Code civil précités, l'arrêt attaqué est nul; — Donne défaut contre le sieur Pérament, non comparant; — Casse, etc.

Du 7 avril 1819 — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Henri Larivière. — Concl. conf., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Duprat.

DUEL. — HOMICIDE OU BLESSURES.

L'homicide commis ou les blessures faites, sans déloyauté, dans les chances d'un duel dont les parties étaient convenues, ne constituent ni crime ni délit. (Cod. pén., 295 et suiv.) (2)

(Brutus Caselle.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 295, 296, 297, 319 et 321 du Code pénal; — Vu enfin le décret du 29 mess. an 2; — Attendu que par l'arrêt de la chambre d'accusation de la Cour royale de Toulouse, dont la cassation est demandée, le sieur Caselle a été renvoyé devant la Cour d'assises du département de la Haute-Garonne, pour y être jugé sur l'accusation d'un homicide volontaire, prévu et puni par l'art. 304 du Code pénal; — Que, d'après les faits déclarés dans cet arrêt, cette accusation a été prononcée contre lui sur ce qu'il avait tué le sieur Ferret dans un duel, dans lequel celui-ci, qui avait porté les premiers coups, fut atteint à la poitrine d'un coup qui le priva à l'instant de la vie; — Mais les art. 295 et 304 du Code pénal, ni aucun autre article de ce Code, sur l'homicide, le meurtre et l'assassinat, ne peuvent être appliqués à celui qui, dans les chances réciproques d'un duel, a donné la mort à son adversaire sans déloyauté ni perfidie; — Que ce fait ne saurait rentrer dans l'art. 319, qui a prévu le cas d'un homicide commis involontairement par négligence ou par maladresse; qu'il ne rentre pas non plus dans les art. 321 et 326, qui supposent un meurtre commis sans liberté d'esprit et dans le premier ressentiment d'une provocation par des coups ou par des violences graves; — Qu'il ne pourrait pas être poursuivi d'après l'art. 295 et le § 2, art. 304, parce que le meurtre, qui est l'objet de ces articles, est celui qui a été commis sans avoir été provoqué, comme dans l'espèce précédente, par des coups ou par des violences, mais sans dessein antérieurement formé, et l'emportement subit d'une passion violente, ou l'inspiration d'un sentiment pervers, qui a fait exécuter un crime que la réflexion n'aurait pas médité, et dont l'idée n'aurait pas été com-

juin 1827; 8 août 1828. Cette jurisprudence, qui paraissait irrévocable, a été renversée par les arrêts des 22 juin et 15 déc. 1837, auxquels la Cour de cassation s'est conformée depuis. Ces derniers arrêts ont été l'objet d'un sérieux examen de la part de Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, tom. 5, p. 277 et suiv. Ces auteurs ont résumé, de la manière la plus complète, tous les éléments de cette immense question, et ont développé tous les moyens qui doivent influer sur sa décision.

que : — Qu'il ne pourrait être enfin assimilé au meurtre commis avec préméditation, que le Code qualifie assassinat et qu'il punit de mort ; — Que l'assassinat, en effet, suppose une agression préméditée, non concertée auparavant avec celui sur qui elle a été exercée, accompagnée du dessein de donner la mort, et dans laquelle, s'il y a eu résistance, la défense n'est née que de l'attaque ; — Que, dans le duel, au contraire, il y a toujours convention antérieure, intention commune, réciprocité et simultanéité d'attaque et de défense ; — Que le même rapprochement des dispositions du Code pénal sur les blessures conduirait à la même décision à l'égard des blessures faites dans un duel ; — Que, du reste, si, lorsqu'il n'y a pas de doute dans une loi, on devait recourir à des autorités prises hors de son texte, on rappellerait le décret du 23 mess. an 2, de la 3^e partie duquel il résulte que l'Assemblée qui exerçoit à cette époque le pouvoir législatif, reconnut que le duel, et conséquemment les faits qui en sont le résultat ordinaire, n'avaient pas été prévus et punis par le Code de 1791, alors en vigueur, ce qui s'appliquait nécessairement au Code pénal actuel, qui n'a fait que renouveler sur l'homicide, le meurtre, l'assassinat et les blessures, les dispositions de ce Code de 1791, ou du moins ne les a pas étendus ; — Que c'est au pouvoir législatif à juger s'il convient de compléter notre législation par une loi répressive, que la religion, la morale, l'intérêt de la société et celui des familles paraissent réclamer, et à régler par quelles mesures doivent être prévenues ou punis des faits qui ont un caractère spécial par leur nature, leur principe et leur fin ; — Que lorsqu'un homme a été tué ou lorsqu'il a reçu des blessures, la loi veut qu'il soit fait des recherches et des poursuites ; — Mais que, lorsque, par la défense du prévenu et par les notions de l'instruction, il est établi que la mort

a été donnée, ou que les blessures ont été faites, sans déloyauté, dans les chances d'un duel dont les parties étaient convenues, quelque odieuse qu'elle ait été son exécution, l'arrêt de la justice doit s'arrêter, parce qu'elle n'a droit de poursuivre que les crimes et les délits, et que les seuls faits qui soient crimes ou délits sont ceux que la loi a qualifiés tels ; — Et attendu que la Cour royale de Toulouse n'a point reconnu que l'instruction fournit quelque preuve ni même quelque indice que ledit Caselle eût donné la mort au sieur Ferret par un fait autre que celui résultant des chances de leur duel ; — Que, dans ces circonstances, la mise en accusation et le renvoi à la Cour d'assises du sieur Caselle ont été une fautive application des art. 295 et 304, Cod. pén., et par suite une violation des art. 229 et 299 du Code d'inst. crim. : — Casse, etc.

Du 8 avril 1819. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Ollivier. — *Concl. conf.*, M. Mourre. — *Pl.*, M. Loiseau.

1^{er} RÈGLEMENT MUNICIPAL. — LIEUX PUBLICS. — CAFÉS ET CABARETS.

2^e TRIBUNAL DE POLICE. — RÈGLEMENT DE POLICE. — PEINES.

1^{er} L'autorité municipale a le droit de fixer, par des règlements de police, les heures d'ouverture et de clôture des lieux publics, tels que cafés et cabarets. (L. des 10-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46.)

2^e La connaissance des contraventions aux arrêtés de police rendus sur des objets confiés à la vigilance des corps municipaux, appartient aux tribunaux de police, lors même que les peines portées par ces arrêtés sont supérieures aux peines de police ; mais ils ne doivent prononcer que ces dernières peines. (Cod. inst. crim., 137.) (1)

(1) Nous nous sommes déjà expliqués sur cette question en rapportant un arrêt de Cass. du 20 juin. V. aussi 1^{er} décembre 1809, et 19 janvier 1837, (Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Tribunal de police*, § 4, n^o 5, add.), explication au sujet de la décision ci-dessus, que les dispositions prohibitives des anciens règlements sont toujours en vigueur, mais que leurs dispositions pénales sont nécessairement abrogées ; qu'en effet, les contraventions de police ne peuvent être punies que par les peines déterminées par la loi ; que les peines sont celles portées par les art. 600 et 606 du Code du 3 brum. an 4 ; qu'à la vérité, l'art. 46, tit. 1^{er} de la loi des 10-22 juill. 1791, charge les corps municipaux de publier et de couvrir les lois et règlements de police, et de rappeler les citoyens à leur exécution ; mais qu'il ne suit pas de là qu'ils puissent rendre à leurs dispositions pénales une autorité dont la loi des 16-24 août 1790 les a dépouillés. Cette doctrine n'a pas cessé de régir la matière. L'art. 471, n^o 15 du Code pénal n'a fait que substituer une pénalité nouvelle aux peines portées par les art. 600 et 606 du Code du 3 brum. an 4, il faudrait donc décider encore que si l'autorité municipale peut faire revivre d'anciens règlements, émanés d'une autorité compétente, et rentraient dans ses attributions, elle ne peut imposer d'autre sanction à leurs infractions que les peines de police, et que, si elle en prononce d'autres, les tribunaux de police doivent les réduire à celles-ci. Au surplus, ces principes se trouvent consacrés dans une délibération officielle, du 7 mai 1810, rapportée dans le Recueil de M. Sirey, tom. 17.2.15. Nous croyons devoir le transcrire ici, parce qu'elle résume et développe assez complètement la théorie de la matière :

« Le 4 mai 1810, nous avons discuté conjointement avec M. le proc. gén. Merlin et MM. les av.

gés. Lecoutour, Pons et Thuriot, et nous avons décidé unanimement : — 1^o à l'égard des règlements de police municipale, que toute contravention à ces règlements doit être poursuivie devant les tribunaux de police, conformément à l'art. 2, tit. 11, loi du 24 août 1790, et puni d'après l'art. 5, même titre, même loi, rapprochés de la loi postérieure sur la détermination des peines que les tribunaux de police sont autorisés à prononcer ; — Que pour juger si un règlement administratif constituait un règlement de police municipale, il fallait recourir à l'art. 3, tit. 11, susdit loi, et examiner si les dispositions de ce règlement rentraient dans les objets de police confiés aux corps municipaux, et qui sont énoncés et déterminés audit article :

« 2^o Qu'à l'égard des règlements administratifs étrangers à la police municipale, et qui rentrent conséquemment dans la haute police ou la haute administration, il n'y avait pas de loi qui portât une disposition générale de pénalité pour les contraventions à ces sortes de règlements ; — Qu'il fallait, par conséquent, sur ces contraventions, s'en référer à la distinction suivante : — Ou bien le règlement administratif a pour objet d'ordonner des mesures ou modes d'exécution d'une loi générale qui a prescrit une peine pour l'infraction à ses dispositions. — Dans ce cas, les tribunaux saisis de la contravention ou règlement administratif doivent voir quelle est la peine prononcée par la loi à laquelle se réfère ce règlement, cette peine seule doit fixer la juridiction et la condamnation. — Si le règlement administratif porte une peine différente de celle de la loi, les tribunaux ne doivent y avoir aucun égard ; applicateurs de la loi seulement, ils ne peuvent pas s'en écarter ; un administrateur n'a pas le droit d'intervenir l'or-

(Intérêt de la loi. — Aff. Gabelin et autres.)

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 442 du Code d'Inst. crim.; — Vu aussi les art. 408 et 413 du même Code, et la loi du 24 août 1790, art. 1^{er}, 2 et 5, tit. 2, concernant la compétence des juges de police; — Attendu que la loi du 24 août 1790, tit. 2, art. 3, range parmi les objets qu'elle confie à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux, le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics; — Que la loi du 22 juill. 1791, art. 46, n° 1^{er}, autorise les corps municipaux à faire des arrêtés lorsqu'il s'agit d'ordonner les précautions locales sur les objets confiés à leur vigilance et à leur autorité par les art. 3 et 4, du décret 16 août 1790; — Que la fixation des heures d'ouverture et de clôture des lieux publics, tels que cafés, cabarets, etc., tient essentiellement au maintien du bon ordre dans ces lieux; qu'elle est conséquemment l'un des objets confiés, en 1790, aux corps municipaux, et aujourd'hui aux préfets et aux maires, chargés des fonctions de la police administrative;

Que les art. 1^{er} et 2, tit. 2, de la Loi 24 août 1790, ont attribué à la juridiction de la police municipale, dont les tribunaux de police ont été depuis investis, la connaissance des contraventions aux arrêtés de police ainsi rendus sur des objets spécifiés dans les art. 3 et 4 de ce titre; — Que l'art. 5 a fixé les peines qui étaient encourues par ces contraventions, et que ces peines doivent être appliquées par les tribunaux de police avec les modifications qui résultent des art. 606 et 607 du Code 3 brum. an 4; — Que les peines ne peuvent en aucun cas être prononcées que d'après la loi; — Que lors donc qu'un tribunal de police est saisi d'une contravention à un arrêté de police, rendu sur un des objets spécifiés dans les art. 3 et 4, tit. 2, de la Loi du 24 août 1790, sa compétence pour en connaître est fondée sur les art. 1^{er} et 2, même titre; qu'elle est déterminée par l'objet sur lequel a porté l'arrêté, et que la peine est fixée par l'art. 5; que c'est la peine de cet article, combinée avec les art. 606 et 607 du Code, 3 brum. an 4, que le tribunal doit prononcer, si la contravention est prouvée, sans qu'il puisse avoir égard à celle qui peut avoir été ordonnée par l'arrêté, dont la disposition s'annule de plein droit devant celle de la loi, lorsqu'elle ne lui est pas conforme; — Que les arrêtés des préfets des Basses-Alpes de 1816 et 1818, portant sur un objet de police qui rentrait dans le n° 3, art. 3, tit. 2, de la Loi 24 août 1790, le tribunal de

police de Manosque devait connaître des contraventions à ces arrêtés; — Que la peine pour des contraventions de cette nature ayant été fixée par l'art. 5, même titre, combiné avec les art. 606 et 607, du Code du 3 brum. an 4, il en est résulté l'abrogation de toutes les dispositions des lois ou règlements antérieurs sur ces contraventions; que les arrêtés des préfets, en rappelant les dispositions pénales abrogées, n'avaient pas pu les faire revivre; que la compétence des tribunaux ne peut en effet être réglée que par des lois, et que ce n'est que d'après leurs dispositions qu'ils peuvent avoir le droit de prononcer des peines; que néanmoins le tribunal de police de Manosque, sans égard pour la loi qui le chargeait de connaître de la contravention que lui dénonçait le ministère public, et qui avait fixé la peine par laquelle il devait punir cette contravention, si elle était prouvée, s'est déclaré incompétent, sous prétexte que la peine portée dans les arrêtés dépassait la mesure des peines qu'il était autorisé à prononcer; en quoi ce tribunal a violé les art. 1^{er}, 2 et 5, tit. 2, de la loi, 24 août 1790, et méconnu la compétence que lui attribuaient ces articles; — Casse, etc.

Du 10 avril 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau du Pény, av. gén.

CHASSE. — PORT D'ARMES. — PRESCRIPTION.

L'action pour la poursuite des délits de chasse sans permis de ports d'armes, est soumise à la prescription d'un mois. (L. du 30 avril 1790, art. 12.) (1)

(Nenfing et autres.)

Le 27 fév. 1819, arrêt de la Cour royale de Metz qui statue en ces termes : « Attendu que l'appel du procureur-général a pour objet de faire décider que le délit de port d'armes n'est point soumis, quant à sa poursuite, au même délai que celui déterminé par la loi du 30 avr. 1790, concernant la chasse; — Attendu que la cour, par son arrêt du 9 fév. 1818, a jugé cette question en prononçant que le délit de port d'armes, sans permis, était prescrit, quand, joint au délit de chasse, celui-ci n'avait point été poursuivi dans le mois où il avait été constaté; — Attendu, d'ailleurs, que le décr. du 4 mai 1812, dont on invoque l'application contre Bernard Nenfing et Paul Yung, renvoie, par son art. 4, aux dispositions de la loi du 30 av. 1790; que cette expression générale ne permet pas de restreindre cet article au cas où il s'agit de prononcer des amendes, mais qu'il y a lieu de juger conformément à ladite loi, en matière de délit de port d'armes, pour tout ce qui ne contrarie pas le sens et les termes du décret

« Les tribunaux, sans doute, ne doivent pas connaître des actes administratifs, ni mettre des entraves à leur exécution, mais ils ne peuvent aider cette exécution que par les moyens qui rentrent dans le cercle de leur autorité. Or, leur autorité se borne à appliquer la loi. Là où la loi se fait, les tribunaux criminels sont sans pouvoir et sans caractère.

« Si les administrateurs ont le droit de faire des règlements d'administration sur des objets à l'égard desquels il n'existe pas de dispositions législatives, c'est à eux à chercher dans leur autorité les moyens de les faire exécuter; mais ils ne peuvent et ils ne doivent recourir aux tribunaux que pour réclamer d'eux l'exécution des droits que la loi leur attribue, et les tribunaux, de leur côté, ne peuvent seconder l'action administrative que dans l'exercice de ces droits. »

(1) F. conf., Cass. 1^{er} oct. 1812, et la note.

de ces juridictions, ni de modifier les peines déterminées par les lois. Les tribunaux ne peuvent puiser de condamnation que dans la loi; — Ou bien le règlement administratif ordonne des mesures d'administration ou de police qui ne sont d'aucune loi, et ne se rattachent conséquemment à aucune peine prononcée par une loi; — Dans ce cas, ou ce règlement ne porte aucune disposition pénale, et alors évidemment les tribunaux n'ont aucune peine à prononcer contre son infraction; ou bien ce règlement ordonne des peines ou renvoie les contraventions à une juridiction criminelle pour y être punies des condamnations qui sont dans les attributions de cette juridiction; — Dans cette hypothèse, les tribunaux ne peuvent non plus prononcer aucune condamnation : ils ne peuvent même pas régulièrement faire une instruction; ils ne peuvent en faire que sur un délit, et il n'y a pas de délit dans un fait que la loi ne punit pas;

précité; — Attendu que l'art. 12, de la loi du 30 avr. 1790, déclare prescrites toutes actions pour délit de chasse dans le mois où il aura été constaté; — Par ces motifs, ordonne que le susdit jugement sortira son plein et entier effet. » — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les délits de chasse et de port d'armes imputés à Neufing et Yung ont été constatés par procès-verbal du 18 oct. 1818, et que les premières poursuites n'ont été exercées contre eux que le 26 janv. 1819; — Qu'en déclarant, dans ces circonstances, que toute action pour lesdits délits était éteinte par la prescription, la Cour royale de Metz a fait une juste application de l'art. 12 de la loi du 30 avr. 1790; — Rejette, etc.

Du 10 avr. 1819. — Sect. crim. — *Concl.*, M. Fréreau de Pény, av. gén.

JURY. — NOTIFICATION. — ACCUSÉ.

Les jurés dont les noms n'ont pas été portés sur la liste notifiés à l'accusé, ne peuvent, à peine de nullité, exercer les fonctions du jury, lors même que l'accusé, en ne les récusant pas, les aurait acceptés pour juges. (Cod. inst. crim., 305.) (1)

(Jourdan.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 394 du Code d'inst. crim.; — Attendu que la notification de la liste des jurés est ordonnée par cet article à peine de nullité; — Que cette notification doit être faite avant qu'il y ait lieu à l'exécution de ce qui est prescrit par l'art. 395; qu'elle se réfère donc à la liste des trente-six jurés qui doit être formée d'après l'art. 387; — Que de la nullité portée dans l'art. 394 il s'ensuit que les jurés de cette liste de trente-six dont les noms n'ont pas été notifiés conformément à ce que ledit article prescrit, ne peuvent avoir le caractère ni exercer les fonctions de jurés; — Et attendu que, dans l'espèce, le nom du sieur Rigaud de Lisle n'avait pas été porté sur la liste notifiée au demandeur; qu'il n'avait pas été appelé en remplacement d'après l'art. 395; qu'il faisait partie de la liste des trente-six; que néanmoins son nom a été mis dans l'urne pour le tirage au sort des douze jurés, et qu'il a siégé comme juré; — Que, si le demandeur ne l'a pas récusé, une nullité expressément prononcée par la loi ne peut être couverte par un consentement plus ou moins formel des accusés; que le jury a donc été illégalement formé, et qu'il a été incomplet; — Casse, etc.

Du 10 avr. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Giraud. — *Concl.*, M. Fréreau de Pény, av. gén. — *Pl.*, M. Odilon-Barrot.

1^o JURY. — QUESTIONS.

2^o et 3^o COUR D'ASSISES. — PRÉSIDENT. — TÉMOINS. — PIÈCES DE CONVICTION.

1^o Il ne résulte aucune nullité de ce que les questions soumises au jury ne sont pas conformes à l'acte d'accusation. Les questions doivent être posées d'après les circonstances qui résultent des débats (2).

2^o L'art. 327, Code inst. crim., aux termes duquel le président, lorsqu'il a fait sortir momentanément l'accusé pendant la déposition

d'un témoin, doit lui faire connaître ce qui s'est passé en son absence, n'est pas prescrit à peine de nullité.

3^o La disposition de l'art. 329 du Code d'inst. crim., d'après laquelle les pièces de conviction seront représentées aux témoins et à l'accusé, n'est pas prescrite à peine de nullité (3).

(Morel et autres.) — ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen particulier à François Morel, pris de ce que les questions soumises au jury n'ont pas été conformes au résumé de l'acte d'accusation; — Attendu qu'en supposant que cette allégation fût vraie, le président de la Cour d'assises peut et doit soumettre au jury les questions sur les circonstances qui sont résultées des débats;

Sur le second moyen....

Sur le troisième moyen, pris de ce que le président n'a pas instruit l'un ou l'autre des accusés, qu'il a successivement fait retirer pendant la déposition des témoins, de ce qui s'était passé pendant leur absence; — Attendu que rien ne constate au procès-verbal qu'on ait fait sortir momentanément de l'audience l'un ou l'autre des accusés, et que d'ailleurs l'art. 327 du Code d'inst. crim., n'est pas prescrit à peine de nullité; — Rejette, etc.

Sur le quatrième moyen; — Attendu qu'il est constaté au procès-verbal que toutes les pièces pouvant servir à conviction ont été représentées aux accusés ainsi qu'aux témoins, et que d'ailleurs l'art. 329 du Code d'inst. crim., n'est pas prescrit à peine de nullité; — Rejette, etc.

Du 10 avr. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Giraud. — *Concl.*, M. Fréreau de Pény, av. gén.

DÉPÔT. — VIOLATION. — PREUVE.

Le délit de violation de dépôt ne peut être prouvé, s'il n'y a reconnaissance du dépôt, ou preuve préalable de son existence. (Cod. pén., 408; Cod. civ., 1341 et 1923.) (4)

(V. Sauséus — C. Antoine Brazier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt attaqué, en réformant le jugement de première instance qui avait déclaré incompétente la juridiction correctionnelle, a renvoyé les parties devant un tribunal correctionnel, en se fondant sur ce que le fait dont est question en la plainte de Brazier constituait une violation de dépôt, rentrant dans l'application de l'art. 408 du Code pén.; — Qu'il ne peut exister de prévention de violation de dépôt qu'autant que le fait du dépôt est préalablement convenu ou légalement prouvé; — Que, dans l'espèce, il n'y avait ni reconnaissance du dépôt, ni preuve rapportée de son existence; — Que par conséquent il ne pouvait y avoir lieu à poursuivre sur une prévention ou violation de dépôt, ni à déclarer, à raison de ce, la compétence de la juridiction correctionnelle; — Que, dans cet état de faits, la Cour royale de Lyon, en déclarant que le fait dont est question en la plainte de Brazier constituait une violation de dépôt, et renvoyant, à raison de ce, les parties devant un tribunal correctionnel, a fait une fautive application de l'art. 408 du Code pén., et a violé les règles de compétence; — Casse, etc.

Du 10 avr. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Ollivier. — *Concl.*, M. Fréreau de Pény, av. gén. — *Pl.*, M. Naylies.

(1) *F. conf.*, Cass. 22 fév. 1821; 6 juill. 1821; 25 août 1826; 24 janv. 1848.

(2) *V. dans le même sens*, Cass. 18 mai et 4 déc. 1815; 31 janv. et 10 juill. 1817; 6 fév. 1818.

(3) *V. dans ce sens*, Cass. 23 et 31 oct. 1817; 10 fév. 1835; 13 juill. 1837; 16 av. 1840.

(4) *F. conf.*, Cass. 3 fév. an 10; 16 janv. 1808; 2 dec. 1813, et les notes.

ACTION POSSESSOIRE. — COMPLAINTE. —

TROUBLE.

L'action intentée par le possesseur d'un fonds, tendante à faire cesser le trouble que lui causent les travaux exécutés par un voisin, est une action possessoire, de la compétence du juge de paix, bien que les travaux ne soient pas exécutés sur le fonds du plaignant, mais sur le fonds du voisin. (Cod. proc., 3.) (1)

(Guérin — C. la dame Carbonnel.)

La dame Carbonnel cite le sieur Guérin, son voisin, devant le juge de paix; elle se plaint de ce que celui-ci a ouvert dans son jardin, bordant un étang dont elle était propriétaire, une tranchée qui est assez rapprochée de l'étang pour que les eaux filtrent au travers de la terre, et que par là le sieur Guérin la trouble dans la possession de son étang. Elle conclut à des dommages-intérêts, et au rétablissement des lieux dans leur état primitif.

Guérin répond que la demande de la dame Carbonnel n'est point une action en complainte possessoire, que par conséquent le juge de paix ne peut en connaître; il soutient qu'il n'y a ni trouble autorisant la complainte dans le sens de l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, et dans le sens de l'art. 3 du Code de proc., que lorsque le fait ou les travaux dont se plaint le possesseur d'un fonds ont été commis ou exécutés sur ce fonds même; que si, au contraire, le dommage causé résulte, comme dans l'espèce, de travaux exécutés par un propriétaire sur son propre terrain; alors celui qui souffre de ces travaux peut demander la réparation du tort qui lui est causé, en soutenant que son adversaire a usé du droit de propriété d'une manière trop étendue; il n'a qu'une action ordinaire qu'il doit porter devant les tribunaux civils, seuls compétents pour apprécier dans quelles limites doit être restreint l'exercice du droit de propriété. En effet, lorsque le trouble est exercé sur le fonds du plaignant, il est clair que l'auteur du trouble porte atteinte à la possession par une voie de fait qu'il ne peut justifier en faisant valoir ses droits à la propriété, parce que, jusqu'à ce que ses droits soient reconnus, il doit respecter celui résultant de la possession. Dans ce cas, le possesseur troublé a le droit de se plaindre et de se faire préalablement maintenir ou rétablir dans sa possession; mais il n'en peut être de même lorsque le propriétaire d'un fonds exécute sur son propre terrain des travaux quelconques : s'il en résulte du dommage pour son voisin, celui-ci peut, à la vérité, se plaindre, mais il ne peut reprocher de voie de fait à son adversaire; il peut seulement soutenir qu'il a exercé son droit de propriété d'une manière trop étendue, c'est-à-dire que la contestation doit s'engager dès le premier moment, sur la question de savoir jusqu'à quel point le propriétaire a en le droit d'user de son terrain : or, une telle difficulté doit être évidemment soumise aux juges du pétitoire.

Pour bien sentir la différence qu'il y a entre les

deux cas, il faut remarquer que dans le premier, en supposant que l'auteur du trouble soit condamné au possessoire, et qu'il gagne ensuite son procès au pétitoire, la première condamnation ne paraîtra point contraire à l'équité, parce qu'il y aura toujours eu faute de la part de l'auteur du trouble, en ce qu'il a porté atteinte à la possession d'autrui, par une voie de fait, avant d'avoir fait reconnaître le droit qu'il avait lui-même. Dans la seconde hypothèse, au contraire, si le propriétaire d'un fonds exerçant son droit de propriété sur son propre fonds, est condamné au possessoire, sur la plainte d'un tiers, et qu'ensuite il démontre qu'il n'a fait qu'user de son droit de propriété dans de justes bornes, et que par conséquent il soit maintenu au pétitoire, il sera évident que la première condamnation aura blessé la justice, en condamnant celui qui n'a fait qu'user de son droit, et à qui l'on ne peut pas même reprocher d'avoir sciemment porté atteinte à la possession d'autrui, car il croyait exercer son droit de propriété sur son propre fonds, dont il avait aussi la possession.

Supposons toutefois que le plaignant eût en effet le droit d'empêcher son voisin d'exécuter des travaux sur son fonds, il aurait eu une servitude sur le fonds voisin, mais une servitude non apparente, c'est-à-dire qui ne peut s'acquiescer par la prescription : or il est de règle que la possession ne confère le rôle d'interdire complainte que dans le cas où, prolongée pendant le temps réglé pour la prescription, elle peut attribuer la propriété; donc, dans l'espèce, en admettant le fait de la possession de la servitude, le possesseur n'en serait pas moins non recevable à former l'action en complainte.

7 mai 1817, jugement du tribunal de paix qui rejette le moyen d'incompétence proposé par Guérin, et le condamne à rétablir les lieux dans leur premier état.

Appel. — 3 janv. 1818, jugement du tribunal civil d'Avranches qui confirme.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Guérin, pour contravention à l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, et à l'art. 3 du Code de proc., en ce que le jugement dénoncé a déclaré le juge de paix compétent pour connaître d'une action qui ne pouvait être qualifiée d'action possessoire.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 3 du Code de proc.; — Attendu que, d'après cet article, le juge de paix est compétent pour statuer sur toute action au possessoire; — Attendu que l'action intentée par la dame Carbonnel pour faire cesser le trouble apporté à la jouissance des eaux de son étang par le sieur Guérin, au moyen d'une tranchée que celui-ci a pratiquée sur son propre fonds, a tous les caractères d'une action possessoire, et qu'elle a été exercée dans l'année du trouble; — Attendu, dès lors, que le juge de paix était compétent pour en connaître, et qu'en reconnaissant cette compétence, le tribunal civil d'Avranches n'a fait, dans le jugement attaqué, que se

est intentée dans l'année), bien que les travaux étant achetés, l'action en dénonciation de nouvel œuvre ne puisse plus être admise. V. 27 mai et 17 juin 1834; 28 mars et 25 juill. 1836; V. encore dans le sens de ces décisions, Merlin, *Quest.* v° *Dénonciation du nouvel œuvre*; Garnier, p. 12; Favard, v° *Complainte*, sect. 3, n° 2; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 109 bis; Carras-son, *Compét. des juges de paix*, t. 2, n° 19 et suiv. p. 25, 2^e adit. — V. cependant en sens contraire, Henrion de Pansey, *Comp.*, ch. 38; Cass. 15 mars 1826; 14 mars 1827, et 26 fév. 1839,

(1) Il est en effet généralement admis par les auteurs, que si un propriétaire a laissé parachever, sans sur son fonds, soit sur le fonds d'autrui, des ouvrages de nature à le troubler dans sa possession, il n'est pas rigoureusement nécessaire qu'il recoure au pétitoire pour les faire détruire, at qu'il peut agir par voie de complainte. V. en ce sens, Carré, *Compét.*, t. 1, p. 501, note; Troplong, *Prescript.*, t. 1, n° 325. — C'est aussi, dans ce sens, qu'il a été souvent jugé que l'action en complainte a raison d'un trouble causé par des travaux exécutés par un voisin sur son propre fonds, est recevable (si elle

conformer aux dispositions de la loi; — Rejette, etc.

Du 13 av. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Favard de Langlade. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Ducloux.

PARTAGE.—LÉSION.—DROITS SUCCESSIONS.

Dans le ressort du parlement de Toulouse, tout premier acte entre héritiers fait dans la vue de régler leurs droits, quelle que fût sa dénomination, était sujet à l'action en rescision pour cause de lésion, même dans le cas où cet acte aurait été une transaction ou une vente à forfait. (Cod. civ. 888 et 889.) (1)

(Romiguières.—C. Romiguières.)

Le 2 prairial an 9, Jean-Baptiste, Marie-Anne et Marguerite Romiguières, mettent fin à l'indivision des biens composant l'hérédité de leurs père et mère, par un traité qu'ils qualifient de transaction et de vente à forfait. Par ce traité, Marie-Anne et Marguerite Romiguières cèdent au sieur Jean-Baptiste Romiguières, leur frère, tous leurs droits aux successions de leurs auteurs communs, sous les trois conditions suivantes. La première, qu'elles garderont tout ce qu'elles ont reçu à titre de libéralité. La seconde que le sieur Romiguières leur paiera, savoir : à Marie-Anne, la somme de 6,500 fr.; et à Marguerite, celle de 5,700 fr. La troisième enfin, qu'il acquittera toutes les dettes des deux successions.

Postérieurement, Marie-Anne Romiguières demande la nullité de cette convention. Elle se fonde sur ce qu'elle a été lésée de plus du quart, et que cet acte n'était autre chose qu'un partage, elle est en droit d'en demander la rescision pour cause de lésion.

Le sieur Romiguières prétend au contraire que l'acte du 2 prairial an 9 n'est nullement un partage; qu'on ne peut le qualifier que de vente de droits successifs, de transaction, ou de contrat aléatoire, et que ni l'un ni l'autre de ces actes ne peut être rescindé pour cause de lésion.

16 fév. 1813, jugement qui rejette la demande

(1) Telle était, en effet, la jurisprudence la plus généralement suivie, surtout dans les parlements des pays de droit écrit. V. Lapeyre, *Décisions sommaires*, v° *Partage*; Despeisses, t. 1^{er}, p. 148 et suiv.; Catelan, liv. 5, ch. 72; Cambolas, liv. 6, ch. 49; Lebrun, *des Successions*, liv. 4, ch. 1, n° 56; Bretonnier, sur Henrys, liv. 4, quest. 173; Pothier, *des Successions*, ch. 4, art. 6. C'est aussi ce qui décide expressément un arrêt de la Cour de Besançon, du 5 décembre 1808, dans ses aff. *Lanchamps*, arrêt qui pose également en principe que « dans l'ancienne jurisprudence, tout acte par lequel des héritiers faisaient cesser l'indivision était un partage, quelque nom d'ailleurs que les parties lui aient donné » et qui, en partant de ce principe, admet l'action en rescision contre un acte qualifié d'échange; et par lequel l'un des héritiers cédait à l'autre tous les droits qu'il avait dans la succession des père, mère et tante, communs, et recevait en retour la propriété de moitié d'un domaine, et l'usufruit de l'autre moitié. La Cour, appréciant les faits, considéra que, quoiqua qualifié d'échange, cet acte était en réalité le premier qui faisait cesser l'indivision entre les cohéritiers, et que, par application du principe ancien et admis, l'acte était sujet à l'action en rescision, dès qu'il était constant que l'un des cohéritiers avait souffert une lésion. — Ces principes, au surplus, sont aujourd'hui consacrés par l'art. 883 du Code civ., dont la première disposition n'a fait que

de Marie-Anne Romiguières. — Appel. — 17 fév. 1810, arrêt de la Cour royale d'Agen, qui infirme le jugement dont est appel : « Attendu que, d'après la jurisprudence de l'ancien parlement de Toulouse, sous l'empire de laquelle a été fait le traité du 2 prair. an 9, tout premier acte entre cohéritiers fait dans la vue de régler leurs droits était sujet à rescision pour cause de lésion de plus du quart, quelle que fût sa qualification. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Romiguières, pour violation des lois romaines, en ce que ces lois en vigueur, dans le ressort du parlement de Toulouse, n'admettaient pas la rescision pour cause de lésion contre une vente à forfait, faite par l'un des cohéritiers, des droits de l'hérédité à laquelle il était appelé. La jurisprudence du parlement de Toulouse, eût dit le demandeur, n'était nullement contraire à ces principes; l'on peut citer plusieurs arrêts rendus en ce sens, entre autres celui rapporté au *Journal du Palais de Toulouse*, tome 6, page 102. Il est vrai qu'elle avait décidé par un autre arrêt qu'un partage qualifié de vente pouvait être rescindé pour cause de lésion; mais ce dernier arrêt ne doit être d'aucune considération dans la cause; en effet, il décide qu'un partage qualifié de vente pouvait être rescindé; car il s'agissait toujours d'un véritable partage, et il est clair alors que telle qualification qu'on put lui donner, il devait toujours être soumis aux règles générales du partage. Mais ici il ne s'agit point de partage; l'acte du 2 prairial an 9 est une véritable transaction ou une vente à forfait; les parties n'ont point entendu faire autre chose; il n'est nul point dû être nécessairement maintenu. — Le sieur Romiguières invoquait à l'appui de son pourvoi l'autorité de divers auteurs : Laet, lettre H, sommaire 7; Maynard, liv. 3, chap. 63; Lebrun, *Tratés des successions*, p. 616, n° 37; Ferrière, *Dictionnaire de droit*, v° *Partage*; le chancelier d'Aguesseau, onzième plaidoyer, tom. 2, p. 279, et enfin Cochin, tom. 2, p. 296.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que, s'agissant d'apprécier un acte de vente passé avant la publication

sanctionner les règles anciennes. La difficulté consistait seulement à bien apprécier l'objet de l'acte que l'on signale comme ratifiant le partage; car s'il a été dans la volonté du législateur qu'on ne pût échapper à l'action en rescision en donnant à l'acte la couleur et la forme d'une transaction, il n'a pas entendu que, dans le cas où une transaction aurait été préalablement nécessaire pour arriver à un partage, l'acte qui la contiendrait fut nécessairement considéré lui-même comme un partage, et susceptible de la rescision. V. dans ce sens, Cass. 7 fév. 1809, et la note; 14 mars 1832; 3 déc. 1833; Chabot, *des Succ.*, sur l'art. 883, n° 4; Tauliier, t. 4, n° 580; Duranton, t. 7, n° 580. — Mais ces auteurs semblent aller plus loin, et décider qu'il suffit que la transaction soit intervenue sur des difficultés sérieuses et réelles pour que le partage auquel elle se rattache, soit à l'abri de l'action en rescision. C'est là, selon nous, sans erreur : à notre avis, la transaction ne peut être respectée qu'autant qu'elle ne contiendrait pas un partage, ou qu'elle ne serait pas liée d'une manière indivisible au partage; hors de là, elle ne fait qu'un seul et même acte avec le partage; elle est comme lui sujette à rescision. C'est ce que la Cour de cassation a décidé par un arrêt du 12 août 1829, et, plus récemment, par un nouvel arrêt du 16 fév. 1842. V. à cet égard, Vazeille, *des Successions*, sur l'art. 883, n° 5, et les observations dont nous avons accompagné le dernier arrêt de la Cour de Cass. de 1842.

du Code civil et dans l'ancien ressort du parlement de Toulouse, la question était soumise aux dispositions des lois romaines et à la jurisprudence de ce parlement; — Attendu que, suivant cette jurisprudence, telle qu'elle nous a été transmise par les juriconsultes du ressort de ce parlement, et telle qu'elle est certifiée par l'arrêt attaqué, tout premier acte entre cohéritier, quello que fût sa dénomination pouvait être attaqué pour cause de lésion; — Attendu que l'arrêt attaqué est conforme à ces principes; — Rejette, etc.

Du 14 avril 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Liger de Verdigny. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Guichard.

COLONIES. — RÈGLEMENTS ANGLAIS.

Les réglemens anglais, pendant l'occupation des colonies, et notamment à la Martinique, ont eu l'effet d'obliger les colons à se pourvoir, devant le roi d'Angleterre, contre les arrêts des Cours locales qui leur faisaient grief. — Les Français qui, ne voulant reconnaître, en justice et en droit, que les lois françaises, se sont bornés à un recours devant la Cour régulatrice de France, ont encouru la déchéance (1).

(Régis Leblanc.)

Plusieurs arrêts avaient été rendus à la Guadeloupe contre le sieur Régis Leblanc. Ces arrêts étaient intervenus pendant l'occupation du roi Georges III, roi de la Grande-Bretagne; et ils s'appliquaient à des débats élevés entre le ministère public et le sieur Régis Leblanc, à l'occasion du compte dû par ce dernier comme curateur aux successions vacantes; mais, le sieur Régis Leblanc quo ces arrêts avaient condamné, refusa de se pourvoir en cassation dans la forme qui avait été nouvellement établie par le roi Georges III, c'est-à-dire dans les quatorze jours après la sentence et sous valable caution; il fit au contraire des protestations qui furent signifiées. Plus tard, lorsque la Guadeloupe fut restituée à la France, le sieur Régis Leblanc forma son pourvoi. La fin de non-recevoir résultant de l'observation de forme prescrite pendant l'occupation étrangère, lui a été opposée d'office.

Mais le sieur Régis Leblanc, a combattu cette fin de non-recevoir non en principe général, mais par des moyens spéciaux. — Entre autres moyens, il faisait observer que son adversaire était le gouvernement français, lui-même, et il soutenait que le gouvernement français était sans intérêt, sans droit et sans convenance, pour le punir d'un acte de fidélité au gouvernement français lui-même. — Le demandeur rappelait qu'il avait été curateur aux successions vacantes, quo comme tel il était comptable du gouvernement; que la valeur déposée dans les caisses du curateur aux successions vacantes, pouvait bien être un jour réclamée par les héritiers absents, mais que, elles devaient profiter au gouvernement, s'il y avait déchéance; qu'au total c'était le gouvernement seul qui était le premier dépositaire, et responsable à l'égard des particuliers; que le curateur était l'homme du gouvernement, son mandataire, son comptable. — Il était, dit-il, comptable public; c'est à ce titre, dans l'intérêt du gouvernement, par le procureur général, qu'il a été poursuivi. — Il s'agit donc de savoir, si le gouvernement est recevable à opposer une sen-

tiabie déchéance, et s'il peut y avoir intérêt. — En droit, le demandeur soutient que le gouvernement est non recevable. — Les citoyens doivent fidélité au gouvernement; mais le gouvernement leur doit protection. — Un des premiers objets de cette protection, c'est de garantir les citoyens, leurs propriétés et le lieu qu'ils habitent, du plus grand des fléaux : l'envahissement et l'occupation de l'ennemi. — Il arrive malheureusement quelquefois, qu'avec la meilleure intention de remplir ce devoir, le gouvernement n'en a pas les moyens. — Alors les citoyens subissent le joug du plus fort. — Mais, serait-il juste d'ajouter à ce malheur? serait-il possible d'admettre que le gouvernement peut, en pareil cas, se faire une arme de son impuissance, de son tort? qu'il peut y trouver le germe d'une déchéance à son profit?

ARRÊT.

LA COUR; — Vu le traité conclu à Paris, le 30 mai 1814, entre le Roi et les puissances alliées; traité général pour le continent, et spécial pour les colonies de la Guadeloupe et de la Martinique, qui, après avoir réplacé différents Etats sous leur ancienne domination, maintient les actes faits et passés pendant leur occupation; — Attendu, en ce qui touche particulièrement la colonie de la Guadeloupe, que le roi de la Grande-Bretagne, après avoir ordonné que la Justice y serait rendue en son nom et sous son autorité, après avoir réglé quelques points de procédure, avait, par un statut spécial, enregistré dans les tribunaux de la colonie, limité le délai pour se pourvoir à son conseil, contre les arrêts et jugemens en dernier ressort, à quatorze jours, à compter de celui de la prononciation du jugement; — Attendu qu'avant la restitution de la Guadeloupe, les quatre arrêts dénoncés avaient acquis l'autorité irrévocable, par l'expiration des quatorze jours, sans que le recours eût été intenté; — Attendu que les deux fins de non-recevoir, proposées par le demandeur, pour se soustraire à cette déchéance qu'il a encourue, n'ont aucune consistance fondée; — Qu'en effet, la première, que le demandeur prétend faire résulter de la force majeure, est de sa part, une assertion inexacte et démentie par les actes qu'il a lui-même produits; que les seules formalités prescrites pendant l'occupation, pour déclarer utilement son recours, consistaient à en demander acte, en l'étude d'un notaire, dans les quatorze jours de la prononciation de l'arrêt; que le demandeur reconnaît lui-même qu'il a été en son pouvoir de remplir librement cette formalité, puisqu'il n'a éprouvé aucun obstacle pour faire les protestations par lui déposées en l'étude des notaires de la Guadeloupe, le 28 mars 1814; — Quant à la seconde fin de non-recevoir, basée sur l'intérêt direct du gouvernement, aux poursuites dirigées contre lui; attendu que l'édit de 1781, concernant les successions vacantes, auquel il n'a point été dérogé, attribue spécialement aux conseils supérieurs des colonies, l'audition des comptes à rendre par les curateurs à ces successions; que les poursuites sont dirigées par le ministère public, dans l'intérêt privé, c'est-à-dire, dans l'intérêt des héritiers absents et de ceux ayant droit; — Rejette, etc.

Du 15 av. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Liger de Verdigny. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. de Lagrange.

(1) F. conf., Cass. 18 fév., 11 mars 1819; 25 janv. 1820, 27 fév. 1822; 10 août 1825; 6 avril 1826. — V. aussi la note qui accompagne une ordon-

nance en conseil d'Etat du 20 nov. 1815 (aff. Guaz). — V. enfin, pour plus amples détails sur ces diverses affaires, le Recueil de M. Sirry, t. 19, p. 1209.

CESSION DE BIENS.—STELLIONAT.—CONTRAINTE PAR CORPS.

Lorsqu'un débiteur a été admis au bénéfice de cession, quoique stellionataire, sans opposition de ses créanciers, ceux-ci ne sont plus recevables à demander contre lui, la contrainte par corps, à raison du stellionat. (Cod. civ., 1268 et 2059; Cod. proc., 905.) (1)

(Robert de Saint-Victor—G. Donnet.)

28 fév. 1811, le sieur Donnet se rend coupable de stellionat envers le sieur Robert Saint-Victor, en ce qu'il lui donne hypothèque sur une maison située à Pont-Audemer qu'il déclare n'être grevée que de deux inscriptions montant à 6,000 fr. bien que, dans le fait, cette maison se trouvât, en outre, frappée de l'hypothèque légale de la dame Donnet, pour une somme de 5,596 fr. — Ulérieurement le sieur Donnet fait faillite; il demande à être admis à la cession des biens; toutes les formalités prescrites par le Cod. de proc., art. 898 et suivans, sont observées, tous les créanciers sont appelés. Le sieur Robert de Saint-Victor ne s'oppose point à la demande de son débiteur, bien que le bilan du sieur Donnet, mentionnant les droits de sa femme, dût avertir le sieur Robert de Saint-Victor, du stellionat.

3 fév. 1814, jugement qui admet le sieur Donnet au bénéfice de cession. — Mais le sieur Robert de Saint-Victor ne se trouvant pas colloqué en ordre utile, lors de la vente de la maison à lui hypothéquée, il poursuit le sieur Donnet en paiement de sa créance, et demande qu'il soit condamné par corps, comme stellionataire.

Donnet soutient que la cession de biens ayant pour effet de décharger le débiteur de la contrainte par corps, il ne peut plus être poursuivi par cette voie; qu'à la vérité, aux termes de l'art. 905 du Cod. de proc., le stellionataire ne peut être admis au bénéfice de cession, c'est-à-dire, que lorsque le stellionataire réclame ce bénéfice, le créancier a droit de s'opposer à sa demande; mais que le créancier peut renoncer à ce droit, en consentant à ce que son débiteur stellionataire soit admis à faire cession; et qu'une fois cette renonciation faite, le créancier est non recevable à demander que son débiteur soit assujéti à la contrainte par corps dont il l'a déchargé. Que dans l'espèce le sieur Robert de Saint-Victor ayant gardé le silence lorsqu'il a été appelé sur la demande formée par son débiteur, il doit être présumé avoir consenti à l'admission de celui-ci au bénéfice de cession, et avoir par conséquent renoncé à le poursuivre par corps comme stellionataire.

Jugement du tribunal de première instance de Pont-Audemer qui déclare le sieur Robert de Saint-Victor non recevable dans sa demande tendante à ce que Donnet, son débiteur, soit condamné par corps au paiement de sa créance, par les motifs suivans : — « Attendu que le sieur Donnet a été admis au bénéfice de cession contradictoirement avec ses créanciers par un jugement passé en force de chose jugée; que le sieur de Saint-Victor a été appelé comme créancier; que l'art. 1268 du Cod. civ., en autorisant la cession judiciaire en faveur d'un débiteur malheureux et de bonne foi, a pour but la décharge de la contrainte par corps; que le législateur s'en est ainsi expliqué dans son art. 1270; que l'art.

905 du Cod. de proc. civ., porte que : *Né pourront être admis au bénéfice de cession les étrangers, les stellionataires, et qu'il s'ensuit que le sieur Donnet, ayant été admis au bénéfice de cession, a été jugé débiteur malheureux et de bonne foi, et déchargé de la contrainte par corps; que les poursuites du sieur de Saint-Victor, tendantes à faire déclarer le sieur Donnet stellionataire, et à mettre sur lui la contrainte par corps à exécution, ont pour but de paralyser l'effet des jugemens qui ont admis la cession, ce qui ne peut être : d'où il suit que le sieur de Saint-Victor est irrecevable dans ses mêmes poursuites, parce qu'elles sont en opposition avec les jugemens et articles de loi précités. »*

Appel de la part du sieur Robert Saint-Victor. — 9 fév. 1818, arrêt de la Cour roy. de Rouen, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme leur décision.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Robert Saint-Victor.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que, suivant l'art. 1270 du Cod. civ., la cession de biens judiciaire opère la décharge de la contrainte par corps, seule peine que la loi inflige, en faveur du créancier au délit civil que l'on appelle stellionat. — Attendu que le créancier peut renoncer à exercer l'action que la loi lui accorde à ce sujet; — Attendu, que dans l'espèce, la cession de biens de Donnet a été faite; de la manière la plus régulière; que le demandeur a été partie dans l'instance avec les autres créanciers; que le débiteur, en conformité de l'art. 898, du Cod. de proc., y a produit son bilan, dans lequel le demandeur aurait pu et dû voir les droits de la femme de son débiteur et la preuve du stellionat; qu'il aurait pu, en conséquence, invoquer la disposition de l'art. 905 du même Code, qui refuse au stellionataire le bénéfice de la cession de biens; mais qu'au contraire il ne s'est point opposé à ce que ce bénéfice fût accordé au débiteur par un jugement confirmé sur l'appel d'un autre créancier; — Attendu que, dans un pareil état de choses, la Cour de Rouen n'a violé aucune loi en déclarant que le demandeur n'était plus recevable à exercer l'action en stellionat; — Rejette, etc.

Du 15 av. 1819. — Sect. req. — Pres., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Botton de Castellamonte. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Mathias.

DISCERNEMENT. — AGE. — LOI PÉNALE. — DOUANES.

Le bénéfice des art. 66 et 67 du Code pén., qui modèrent les peines encourues, lorsque le prévenu est âgé de moins de seize ans, n'est pas applicable dans les matières régies par des lois spéciales, notamment en matière de douanes (2).

(Douanes—G. Jean Fromel.)—ARRÊT.

LA COUR :—Vu l'art. 41, loi du 28 avril 1816; Attendu qu'aux termes de l'art. 484 du Code pén., dans toutes les matières qui n'y sont pas régies par des lois particulières, les cours et les tribunaux doivent continuer de les observer; — Que la matière des douanes n'ayant été l'objet d'aucune disposition du Code pénal, et étant régie par des lois spéciales, ce Code n'a donc apporté au-

(1) V. conf., Cass. 23 janv. 1822. — V. aussi dans la même sens, Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 2056.

(2) Conf., Cass. 2 juill. 1813. — Cette jurisprudence a été combattue par Carnot (*Commentaire du Code pénal*, t. 1, p. 267), et par Chauveau et Faus-

sin Hélie (*Théorie du Code pénal*, t. 2, p. 187); la Cour de cassation, revenant à l'opinion soutenue par ses auteurs, a décidé par un arrêt rendu après partage, le 20 mars 1841, que l'art. 66 doit s'appliquer dans toutes les matières spéciales, et notamment en matière de douanes.

cune modification à ces lois, dont il maintient et ordonne même formellement la pleine exécution; — Que ces lois particulières veulent, d'une manière générale et absolue, et sans aucune exception, que les tribunaux ne puissent se dispenser de prononcer les peines qui y sont établies, lorsque le fait de la contravention est resté constant: — Que si, dans quelques cas, la raison et l'équité demandent qu'en considération, soit de l'âge, de l'ignorance ou de la bonne foi des prévenus il soit usé d'indulgence à leur égard, c'est à l'administration seule qu'il appartient d'exercer le droit qui lui a été donné de remettre ou modérer les condamnations pécuniaires, et que les autres peines ne peuvent être remises ou modérées que par un effet de la clémence royale: — Que cependant, dans l'espèce, où il s'agissait d'objets prohibés saisis au moment de leur introduction sur un individu âgé de quatorze ans, le tribunal correctionnel de Strasbourg s'est permis de réduire l'amende de 500 fr. encourue par la contravention, à une somme de 150 fr., par application des dispositions du Code pén. relatives aux crimes ou délits dont auraient été déclarés coupables des accusés âgés de moins de seize ans; et que, sur l'appel de l'administration des douanes, la cour royale de Colmar a confirmé le jugement: en quoi cette cour a méconnu le vœu formel de l'art. 484 du Code pén., et violé la disposition de l'art. 41, loi du 28 avril 1816: — Casse, etc.

Du 15 avril 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp. M. Rataud. — Concl., Fréteau de Pény, av. gén. — Pt., M. Dupont.

CONFISCATION. — FAUSSE MONNAIE. — ABROGATION.

La disposition de l'art. 132 du Code pén. qui prononce la peine de la confiscation des biens contre les coupables d'émission ou de fabrication de fausse monnaie, a été abrogée par l'art. 66 de la Charte de 1814 (1).

(Giboulot.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la procédure est régulière, et que la peine de mort a été légalement appliquée aux faits déclarés constants: — Rejette, à cet égard, le pourvoi dudit Giboulot; — Mais, vu l'art. 66, charte constitutionnelle 1814, portant que « la peine de la confiscation des biens est abolie, et qu'elle ne pourra être rétablie; — Et attendu que cette disposition de la charte a nécessairement abrogé celle de l'art. 132 du Code pén., qui prononçait la confiscation des biens des condamnés en matière de fabrication ou émission de fausses monnaies d'or ou d'argent; — Attendu qu'en prononçant la confiscation des biens du demandeur, en conséquence dudit art. 132, quoique abrogé, ladite cour d'assises a violé l'art. 66, charte constitutionnelle; — Casse, etc.

Du 15 avril 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Chasle. — Concl., M. Huu, av. gén.

1° CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — APPEL. — DÉLAI.

2° NON BIS IN IDEM. — APPEL. — OPTION.

1° L'appel interjeté par la régie des contributions indirectes ne peut être frappé de déchéances, parce qu'il ne contient pas assignation à trois jours; l'art. 32 du décret du 1^{er} germ. an 13 ne concerne que l'appel qui n'est pas notifié dans la huitaine de la signification du jugement de première instance (2).

La régie des contributions indirectes qui a interjeté un premier appel suivant les formes prescrites par le Code d'inst. crim. peut, après l'annulation de cet appel, en former un second suivant les formes prescrites par le décret du 1^{er} germ. an 13, et ce dernier appel ne peut être repoussé sous le prétexte que la régie a exercé et consommé son droit d'option en formant le premier acte: les seuls règles qu'elle doit suivre sont celles que le décret a fixées (3).

En matière de contributions indirectes, le délai fixé pour interjeter et notifier l'appel ne court qu'à dater de la notification du jugement, lors même que la partie lésée, par ce jugement, aurait été présente à l'audience ou il a été prononcé (4).

2° Un tribunal ne statue pas deux fois sur le même objet, lorsqu'après avoir annulé un appel pour vice de forme, il statue sur un deuxième appel régulièrement formé par la même partie (Cod. inst. crim., 360.)

(Contributions indirectes — C. Grenet.)

Les préposés de la régie avaient saisi 18 kilog. de tabac en poudre et en bouteilles, au domicile du sieur Grenet. — Le 6 déc. 1816, le tribunal de police correctionnelle de Clermont-Ferrand, renvoie Grenet de l'action de la régie et ordonne la restitution des tabacs saisis.

Par acte fait au greffe du tribunal de Clermont-Ferrand, le 8 janv. 1817, le directeur de la régie se rendit appeant dudit jugement en exécution, y est-il dit, de l'art. 32 du décret du 1^{er} germ. an 13. — La Cour royale de Riom, saisie de cet appel, en prononça la nullité par arrêt du 23 av. sur les motifs qu'en supposant que ledit appel eût été recevable aux termes dudit art. 32, parce que le jugement de première instance n'avait pas été signifié à la régie, ce même appel n'avait pas été notifié à la partie, ni accompagné d'assignation à trois jours, comme l'exige ledit article.

Le 28 du même mois, la régie interjeta un nouvel appel du jugement de première instance, avec assignation à trois jours pour le faire réformer. — Et par arrêt du 9 juill. suivant, la Cour royale de Riom a déclaré qu'il n'y avait lieu de statuer sur ce second appel.

Cette décision a été fondée sur les motifs qui suivent: 1° que la régie ayant, par son premier appel, exercé et consommé son option pour la forme de procéder prescrite par l'art. 303 du Code d'inst. crim., elle n'avait pu revenir ensuite à la forme de procéder déterminée par l'art. 31 du décret du 1^{er} germ. an 13; 2° que la Cour ayant rejeté le premier appel sous une loi, il ne pouvait en recevoir une seconde sous une loi différente, parce qu'il n'appartient pas aux tribunaux de prononcer deux fois sur le même objet; 3° que le premier appel de la régie ayant été interjeté d'après la connaissance nécessaire et suffisante qu'elle avait eue du jugement de première instance, ainsi que des griefs dont elle poursuivait le redressement, elle était de son aveu, et par le fait même de son appel, dans les termes de la signification dudit jugement prescrits par l'art. 32 précité; qu'elle n'avait, de ce jour même, que huitaine pour appeler, et que n'ayant ni fait ni redressé son appel dans ce délai de huitaine, elle en était déchuë.

La régie s'est pourvue en cassation de cet arrêt: le sieur Grenet est intervenu pour en soule-

(1) V. Cass. 17 flor. an 7, et la note — La loi du 28 avril 1832 en modifiant le Code pénal, a supprimé cette disposition de l'art. 132 et a levé tout doute à cet égard.

IX — 1^{re} PARTIE.

(2) V. conf., Cass. 4 déc. 1812, et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence.

(3 et 4) V. dans le même sens. Cass. 13 août 1813; 21 déc. 1819; 27 avr. 1821; 3 août 1822; 13 fév. 1810.

nir la régularité; et il a été statué en ces termes :

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 32 du décret du 1^{er} germ. an 13 : — Attendu que ce décret est le seul règlement qui fixe la forme de procéder en matière de droits réunis, et qu'il n'y a été dérogé par aucune loi; — Que la déchéance prononcée par ledit art. 32 ne concerne que l'appel qui ne serait pas notifié dans la huitaine de la signification du jugement de première instance; mais que ladite déchéance ne peut pas être appliquée à un appel interjeté dans ce délai, et qui ne contiendrait pas assignation à trois jours; et qu'ainsi la Cour royale de Riom avait faussement interprété ledit art. 32, par son arrêt du 23 avril 1817, en donnant pour l'un des motifs de la déchéance qu'elle a prononcée, que l'appel n'avait pas été accompagné d'une assignation à trois jours. — Mais que par son dernier arrêt du 9 juill. suivant, qui fait l'objet du pourvoi, ladite Cour a ouvertement violé la première disposition dudit art. 32, en déclarant qu'il n'y avait lieu de statuer sur le second appel interjeté et notifié par la régie dans le délai fixé par le règlement ci-dessus rappelé;

Que les différents motifs sur lesquels ladite Cour a fondé cette espèce de fin de non-recevoir, renferment autant d'erreurs en droit, en ce que, d'une part, la loi n'a point donné à la régie la faculté de choisir et d'opter entre tel ou tel autre mode de procéder pour la poursuite des affaires qui sont confiées à sa direction; qu'elle n'a pas d'autres règles à suivre que celles qui lui sont prescrites par le décret de germ. an 13; d'où il suit que la Cour de Riom a erré en droit, en disant que la régie avait exercé et consommé son droit d'option en formant son premier appel;

Que, s'il est incontestable, en droit, qu'un tribunal ne peut statuer deux fois sur un même objet entre les mêmes parties, il est également constant que la Cour de Riom a fait une fausse application de ce principe à la cause, puisqu'en dernier lieu, il ne s'agissait plus de prononcer sur le sort de l'appel du 8 janv. 1817, qui avait fait l'objet de l'arrêt du 23 avril suivant, mais bien sur le nouvel appel du 28 avril, ainsi que sur le fond, dont jusqu'à la ladite Cour n'avait pas été légalement saisie; conséquemment, que ce n'était plus sur le même objet qu'elle avait à prononcer;

En troisième lieu, que la disposition du décret précité, qui porte que l'appel devra être notifié dans la huitaine de la signification du jugement de première instance, il résulte que tant que cette signification n'a point été faite à la partie qui se croit lésée par le jugement, le délai fixé pour interjeter et notifier l'appel ne court point contre elle, quelle que soit d'ailleurs la connaissance qu'elle ait eue dudit jugement, eût-il même été prononcé en sa présence;

Et attendu que, lors de l'appel relevé par la régie, le 28 avril, le jugement de première instance ne lui avait point encore été signifié; qu'aucune prescription n'était acquise contre son

action; que la juridiction de la Cour royale de Riom, sur le fond de cet appel, était entière; qu'il devait donc être statué par cette Cour, qui avait été régulièrement saisie; — Casse, etc.

Du 15 (16 avril 1819). — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Chénic. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Mathieu.

1^o ÉVASION. — CONNIVENCE. — NÉGLIGENCE. — EXCUSE (QUESTION D').

2^o EXCUSE. — QUESTION.

3^o COUR D'ASSISES. — ARRÊTS INCIDENTS. — MOTIFS.

1^o Dans une accusation de connivence de l'évasion d'un détenu la négligence de l'accusé, qui modifie le caractère du fait, ne constitue point une excuse légale qu'il soit nécessaire de poser au jury. (Cod. inst. crim., 339.) (1)

2^o La Cour d'assises n'est pas tenue de poser des questions sur toutes les circonstances du fait principal, propres à en modifier le caractère et la gravité, quand ces circonstances ne sont pas mentionnées dans le résumé de l'acte d'accusation, et qu'elles résultent seulement des débats. (Cod. inst. inst., 339.) (2)

3^o Il n'est pas nécessaire que les décisions rendues par la Cour d'assises sur les demandes formées incidemment aux débats soient motivées; il suffit qu'elles soient insérées au procès-verbal et que le procès-verbal soit signé du président et du greffier. (Cod. inst. crim., 276 et 277.) (3)

(Denai.)

Le sieur Denat, geôlier de la prison de Castelnau, est traduit devant la Cour d'assises du département de l'Aude, comme prévenu d'avoir laissé évader des prisonniers confiés à sa garde.

Devant la Cour d'assises, Denat, en convenant du fait de l'évasion, soutient qu'il y a eu seulement négligence de sa part, et non connivence; et il requiert formellement qu'une question soit posée au jury sur cette circonstance atténuante.

La Cour refuse de poser cette question, et Denat est condamné, sur la déclaration du jury, qu'il a favorisé l'évasion des prisonniers confiés à sa garde, à la peine de cinq années de travaux forcés, aux termes de l'art. 240 du Code pénal.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Denat.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, en premier lieu, que la négligence, relativement à l'évasion des détenus, n'est point un fait qualifié excuse par la loi; qu'elle n'est qu'une circonstance qui modifie le caractère du fait principal de l'évasion; qu'elle ne rentre donc point dans les dispositions de l'art. 339 du Code d'inst. crim., d'ailleurs non prescrites à peine de nullité, et dont la violation ne pourrait conséquemment fournir un moyen de cassation; que si, dans certain cas, la promptitude de l'action de la justice et l'intérêt de l'accusé demandent que celui-ci ne soit point soumis à plusieurs poursuites pour le même fait, d'après les différents caractères que ce fait peut pré-

(1) La négligence du gardien ne constitue point proprement une excuse légale du crime de connivence; mais elle atténue la gravité, elle en modifie le caractère, et, sous ce rapport, le prévenu de connivence est fondé à demander que la question de négligence soit posée. V. dans ce sens, Chauveau et P. astio Hec, *Théorie du Code pénal*, t. 4, p. 454. M³is le refus de poser cette question emporterait-il nullité des débats? Oui, si la Cour d'assises a reconnu que le fait d'atténuation est résulté des débats; car, si l'art. 333 du Code d'inst. crim. n'oblige à poser que les circonstances aggra-

vantes nées des débats, la jurisprudence a étendu cette règle aux circonstances atténuantes qui ont une corrélation nécessaire avec le fait principal. V. Cass. 20 août 1825; 30 juin 1826, et Carnot, *Commentaire du Code pén.*, t. 2, p. 73.

(2) V. conf., Cass. 17 mai 1821, et 29 mars 1827; et contr., Cass. 20 août 1825, et 30 juin 1826. Toutefois, ces différents arrêts peuvent se concilier, si l'on distingue dans les diverses espèces les cas où il était constaté ou non, que la question d'excuse fût résultée des débats.

(3) V. conf., Cass. 29 mai 1817.

senter, et, qu'à cet effet, les président et juges de la Cour d'assises aient le droit de poser des questions sur toutes les circonstances du fait principal propres à en modifier le caractère et la gravité, alors même que ces circonstances ne sont point mentionnées dans le résumé de l'acte d'accusation, et ne sont résultées que des débats, néanmoins aucune disposition du Code d'inst. crim. ne prescrit, à peine de nullité, l'obligation de poser ces questions; qu'il ne peut donc, dans l'espèce, résulter un moyen de cassation de ce que la Cour d'assises a rejeté la demande de l'accusé tendante à la position d'une question sur la circonstance de négligence;

Considérant, en deuxième lieu, que les art. 7 et 47 de la loi du 20 avril 1810, relatifs aux formalités des arrêts des Cours royales et d'assises ne s'appliquent point aux décisions rendues par les Cours d'assises sur les demandes formées incidemment aux débats; qu'il suffit, d'après les art. 276 et 277 du Code d'inst. crim., que ces décisions soient signées par le président et par le greffier; que, dans l'espèce, la décision de la Cour d'assises, qui a rejeté la demande de l'accusé tendante à la position d'une question sur la circonstance de négligence, a été insérée au procès-verbal de la séance; et que ce procès-verbal a été signé par le président et par le greffier; qu'ainsi il a été satisfait à toutes les formalités exigées par la loi; — Rejette, etc.

Du 16 avril 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — PORTEFAIX. — HALLES.

La règlement municipal qui prescrit que les travaux relatifs aux marchands et commerce de grains et farines se feront par les portefaix attachés à ce service, ne met aucun obstacle à ce que les marchands portent eux-mêmes leurs sacs ou les fassent porter par leurs domestiques.

(Broyard — C. portefaix de Pont-Sainte-Maxence.)

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 410 du Code d'inst. crim., et 1^{er} de l'arrêté du maire de Pont-Sainte-Maxence, du 5 janv. 1810, sur la police du marché au blé, portant : « Tous les travaux relatifs aux marchands et commerce de grains et farine, en cette ville de Pont-Sainte-Maxence, et ports en dépendans, continueront à se faire, comme par le passé, par les portefaix attachés à ce service; » — Considérant que cet article ne contient aucune disposition explicite qui défende aux marchands de grains et farines de porter eux-mêmes leurs sacs, et qui les oblige d'employer pour ce travail, les portefaix attachés au service

du marché; — Qu'en se reportant aux réglemens antérieurs auxquels ledit art. 1^{er} se réfère implicitement, celui contenu dans l'arrêté du Parlement de Paris du 3 juill. 1778 (entre lequel et ledit arrêté du 5 janv. 1810, il n'a point été prouvé qu'il en ait été rendu d'autres sur le même objet) permet formellement aux marchands de grains et farines de porter eux-mêmes leurs sacs, ou de les faire porter par les gens de leur famille et leurs domestiques; — Que si ledit arrêté du Parlement de Paris contient en même temps des dispositions relatives à la perception d'anciens droits féodaux qui ont été supprimés par les lois nouvelles, cette suppression n'entraîne point celle des réglemens relatifs au maintien du bon ordre dans les marchés, qui est un des objets de police que la loi du 21 août 1790 a confiés à la vigilance et à l'autorité des administrations municipales; — Que, dans l'espèce, il a été reconnu que Pierre-François Broyard, marchand de grains à Pont-Sainte-Maxence, a déchargé et porté lui-même les sacs de grains amenés sur des voitures devant sa maison, et pour son compte personnel; que ce fait n'était donc point une contravention audit arrêté du 5 janv. 1810; — Que néanmoins le tribunal correctionnel de Senlis, en confirmant le jugement du tribunal de police de Pont-Sainte-Maxence, du 28 mai 1818, a condamné ledit Broyard à une peine de police; que cette condamnation est donc une fausse application des lois pénales; — Casse, etc.

Du 16 avril 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Hua.

ÉTRANGER. — JUGEMENS. — EXÉCUTION EN FRANCE. — RÉVISION.

Un jugement rendu en pays étranger ne peut être déclaré exécutoire en France, par les tribunaux français, qu'après examen et révision, même lorsque c'est un Français qui réclame l'exécution du jugement contre un étranger. (Ordonn. de 1629, art. 121; Cod. civ., 2123 et 1128; Cod. proc., 516.) (1)

(Holker — C. Parker.)

Les sieurs Parker et Holker, tous deux citoyens des États-Unis d'Amérique, avaient formé dans ce pays une société commerciale. Cette société n'ayant pas réussi, Parker se retira en France. Holker y vint aussi quelques années après pour exercer des répétitions contre son coassocié. Cité pour cette cause devant le tribunal de commerce de Paris, Parker demanda son renvoi devant les tribunaux des États-Unis. — Jugement du tribunal de commerce, qui rejette ce déclinatoire et ordonne la nomination d'arbitres. — Appel de Parker.

25 mai 1803, arrêt de la Cour de Paris, qui, in-

(1) Cette question a fait difficulté. Elle avait reçu une solution contraire de la Cour de cassation elle-même, qui, par un arrêt du 7 janv. 1806, rendu sur les conclusions conformes de M. Merlin (V. Rep., v^o Jugement, § 8), avait décidé que les jugemens obtenus au pays étranger contre un étranger, peuvent être déclarés exécutoires en France, et produire hypothèque, sans être révisés par les tribunaux français. Telle était aussi l'opinion qui avait été embrassée par Carré, voy. *Troisième et quatrième de procéd.*, n^o 2993, et par le plus grand nombre des auteurs, ainsi qu'on le voit par les citations faites dans la discussion de l'affaire ci-dessus. Mais l'arrêt que rendit la Cour, modifié, par les puissantes considérations sur lesquelles il repose, l'opinion de la plupart des auteurs. M. Merlin, *Quest.*, v^o Jugement, § 14, n^o 2, déclare que la question approfondie à laquelle avait été soumise,

lors de l'arrêt ci-dessus, la question qu'il n'avait que légèrement effleurée, avait amené une conviction différente de celle qui lui prévalait dans l'arrêt de 1806. — Il en est de même de Carré qui, dans ses *Lois de la proc. civ.*, quest. 1899, rétracte l'opinion qu'il avait d'abord émise; et aujourd'hui, la doctrine consacrée par l'arrêt ci-dessus est suivie d'une manière à peu près générale. V. à cet égard, nos observations sur un arrêt de la Cour de Cass. du 16 pluvi. an 12, et les autorités qui y sont indiquées. — Ajoute, dans le sens de l'arrêt que nous rapportons ici, Persil, *Rég. Hypoth.*, art. 2123, n^o 20, et un arrêt de Colmar, du 13 janv. 1815. — Disons toutefois que la doctrine n'est pas suivie relativement à l'exécution d'une sentence arbitrale. V. Paris, 16 déc. 1809; 7 janv. 1833. — V. aussi dans la même sens, la note et les autorités citées, sous un arrêt de la Cour de Cass. du 16 juin 1840.

firmant le jugement, renvoie Holker à se pourvoir devant les tribunaux américains pour raison des comptes sociaux et de toutes ses prétentions contre Parker.

Après de longs débats, il intervient au mois de mai 1814, un arrêt définitif de la cour de Circuit siégeant à Boston, qui condamne Parker à payer pour solde de compte, en principal et en intérêts, la somme de 547,225 dollars 60 cts, (3,048,046 fr. 60 c. en monnaie de France).

Le 18 mars 1815, Holker assigne Parker devant le tribunal civil de la Seine, pour voir déclarer exécutoire en France l'arrêt de Boston. — Parker conclut à ce que le sieur Holker soit déclaré non recevable dans sa demande, et à ce qu'il soit fait mainlevée des oppositions, se fondant sur ce que l'arrêt de Boston ne peut avoir aucune autorité en France.

19 août 1815, jugement du tribunal de première instance de Paris, ainsi conçu : — « Attendu, en droit, que les jugemens rendus régulièrement en pays étrangers, par les autorités établies à cet effet, régissent les droits des parties entre lesquelles ces jugemens ont été rendus, et qui se trouvaient soumises à leur juridiction; que si ces jugemens ne peuvent être exécutés de plein droit en France, c'est par la raison que les juges qui les ont rendus n'avaient pas de caractère pour en ordonner l'exécution aux officiers ministériels français; — que l'art. 121 de l'ordonnance de 1629, portant que les jugemens étrangers n'auront point d'exécution en France, et que les Français, nonobstant ces jugemens, pourront débattre leurs droits comme entiers devant les tribunaux français, n'a rien de contraire à ces principes, et introduit seulement en faveur des régnicoles une exception qui ne peut être étendue aux étrangers; — Attendu, en fait, que Parker est un étranger, et qu'il peut d'autant moins invoquer le bénéfice de l'art. 121 de l'ordonnance de 1629, qu'en cette qualité d'étranger il a, dans la même cause, décliné la juridiction des tribunaux français, et demande son renvoi devant les juges qui ont rendu le jugement qu'il s'agit de déclarer exécutoire; — Attendu que ce jugement est régulier et définitif; — Mais attendu que Parker articule qu'il a attaqué ce jugement par une voie légale, ce dont il ne justifie pas, prenant d'ailleurs en considération l'éloignement considérable des lieux; — Le tribunal déclare le jugement rendu, en mai 1814, par la Cour de Circuit, district des Massachusetts, aux Etats-Unis d'Amérique, exécutoire, à l'effet seulement par Holker d'exercer tous les actes purement conservatoires, et notamment de prendre des inscriptions hypothécaires; — Mais suspend l'exécution de tous actes d'exécution, même de fournir des saisies-arrests pendant le délai de quatre mois, pendant lequel temps Parker justifiera, 1° des actes par lesquels il a, ou aurait allégué attaqué ledit jugement; 2° et d'actes de notoriété constatant l'effet que ces actes produisent relativement à l'exécution des jugemens, d'après les lois et la jurisprudence du pays, et eu égard à l'état particulier du procès; — Condamne Parker aux dépens. »

Parker s'est rendu appelant de ce jugement. — Pour justifier son appel, il a fait remarquer que sous l'empire de l'ord. de 1629, les jugemens rendus en pays étrangers ne pouvaient recevoir d'exécution en France, aux termes de l'art. 121 de cette ordonnance, ainsi conçu : « Les jugemens rendus, contrats ou obligations reçus es royaumes et souverainetés étrangères n'auront aucune hypothèque ni exécution en notre royaume; ainsi, tiendront les contrats liés de simples promesses, et nonobstant les jugemens, nos sujets contre les-

quels ils auront été rendus, pourront de nouveau débattre leurs droits, comme entiers, par devant nos officiers. » — A la vérité, ajoutait l'appelant, la rigueur de cette règle a été modifiée par le Code civil, art. 2123, et le Code de proc., art. 546, qui autorisent l'exécution en France, des jugemens rendus par les tribunaux étrangers, après qu'ils ont été déclarés exécutoires par les tribunaux français; mais la disposition de ces articles doit être entendue en ce sens, qu'il ne suffit pas d'une simple ordonnance d'exécution, rendue par le tribunal, sans examen du fond de la cause, de même que lorsqu'il s'agit d'ordonner l'exécution d'une sentence arbitrale rendue en France. Loin de là, il faut reconnaître que les tribunaux français doivent examiner de nouveau l'affaire, et n'ordonner l'exécution du jugement, que s'ils en reconnaissent le bien jugé. Cette interprétation est fondée sur ce principe du droit des gens, qui consacrerait l'indépendance de chaque nation. Pour nous Français, les juges étrangers n'ont aucune autorité, et leurs jugemens doivent être par conséquent sans effet, de même que les jugemens des tribunaux de France sont sans effet en pays étrangers. Telle est la règle établie, notamment aux Etats-Unis et en Angleterre. D'ailleurs, comme l'art. 2123 du Code civil ne fait aucune distinction entre les jugemens rendus par un tribunal étranger, en faveur ou contre des Français, si l'on déclarait qu'il suffit d'une simple ordonnance d'exécution, il arriverait que lors même qu'un Français aurait été condamné par un tribunal étranger, les juges français devraient ordonner l'exécution, sans que le Français condamné pût faire examiner de nouveau l'affaire dans sa patrie; cette conséquence est nécessairement déduite du principe avancé par l'adversaire. Il faut absolument l'admettre ou reconnaître que, dans tous les cas, les juges français, non-seulement peuvent, mais doivent examiner le jugement rendu dans l'étranger, avant d'ordonner l'exécution. — Et l'on ne saurait, au surplus, comparer ces jugemens aux sentences arbitrales; celles-ci émanent de véritables juges du choix des parties, et dont l'autorité est reconnue par la loi. Le législateur lui-même fait suffisamment sentir, par les expressions qu'il emploie dans l'art. 2123, la différence qu'il met entre les sentences arbitrales et les jugemens rendus par des tribunaux étrangers; et il indique clairement que les mêmes formalités et conditions ne sont pas exigées pour obtenir l'exécution des uns et des autres. En parlant des sentences arbitrales, il est dit : « Les décisions arbitrales n'emportent hypothèque, qu'autant qu'elles sont revêtues de l'ordonnance judiciaire d'exécution. » On voit qu'il ne s'agit que d'une simple formalité, qui consiste à revêtir la sentence de l'ordonnance d'exécution, ordonnance que le président du tribunal délivre seul. Mais ce ne sont plus les mêmes expressions, lorsqu'il s'agit de l'exécution des jugemens rendus en pays étrangers; voici ce que porte la loi : « L'hypothèque ne peut pareillement résulter des jugemens rendus en pays étrangers, qu'autant qu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français. » Ici, ce n'est plus seulement l'ordonnance judiciaire d'exécution, rendue par le président, qui est nécessaire, c'est un tribunal entier qui doit ordonner l'exécution; or, ne serait-il pas absurde de soutenir qu'un tribunal entier doit être appelé pour accorder, sans examen, sans possibilité de refuser l'ordonnance d'exécution ? Peut-on concevoir qu'un tribunal soit réduit à un état purement passif, et obligé de prononcer sans avoir délibéré ? Les termes mêmes de la loi : « L'hypothèque ne peut résulter des jugemens étrangers, qu'autant

qu'ils sont déclarés exécutoires, » supposent la possibilité d'un refus d'ordonner l'exécution, et par conséquent reconnaissent aux tribunaux français le droit d'examiner avant de prononcer.

Pour le sieur Holker, on répond : « Il est vrai que les jugemens rendus dans un pays ne sont pas exécutoires de plano dans un autre pays ; mais cela tient-il à ce que les jugemens rendus en pays étrangers, sont considérés comme non avenus dans les autres pays ? Non sans doute, et le jugement est, au contraire, et doit être considéré comme obligatoire et comme valable : par exemple, ne serait-il pas injuste de prétendre qu'un jugement rendu entre parties qui ont reconnu la juridiction du tribunal, ne doit pas produire son effet entre ces parties, en tout temps et en tous lieux ? De quel droit les tribunaux français viendraient-ils examiner un jugement rendu entre étrangers ; par les tribunaux de leur nation, et refuser d'en ordonner l'exécution.

Seulement comme l'exécution n'a lieu qu'en vertu du mandement du souverain, et que le souverain ne peut commander hors du pays sur lequel s'étend sa domination, alors il est évident qu'il faut demander au souverain du pays où l'on veut exécuter, ou aux tribunaux de ce pays, dépositaires de l'autorité du souverain, le droit de ramener le jugement à exécution. Mais il ne s'agit plus d'examiner le fond de la contestation, qui est déjà jugé. Tel est le principe général ; cependant, on conçoit que, lorsqu'un jugement rendu en pays étranger statue contre un Français, alors celui-ci qui peut avoir à se plaindre de la partialité des tribunaux étrangers, doit trouver protection devant les tribunaux français, et demander la révision du jugement rendu contre lui. Aussi, telle était la disposition de l'ordonnance de 1629, art. 121, qui, après avoir déclaré que les jugemens rendus en pays étrangers ne pouvaient être exécutés en France, qu'après avoir été revêtus de l'ordonnance d'exequatur, par les tribunaux français, prévoit le cas où le jugement est rendu contre un Français, et veut qu'alors il ne puisse être déclaré exécutoire qu'après examen du fond de la cause. Tel est le sens que tous les auteurs ont unanimement prêté à l'ordonnance. (F. Julien, sur les Statuts de Provence, tom. 2, pag. 442 ; — Boullenois, tom. 3, liv. 1, tit. 1, ch. 4 ; — Boullenois, *Traité des Statuts réels et personnels*, tom. 1, pag. 606 ; — *Repertoire de Jurisprudence*, v^o Jugement, § 8. — Et un arrêt de la Cour de cassation, du 7 janv. 1806.) — La nouvelle législation est sur ce point conforme à l'ancienne. L'art. 2123 du Code civ. est interprété par tous les auteurs en ce sens, que les jugemens rendus en pays étrangers sont exécutoires en France, au moyen d'une simple ordonnance d'exequatur, pourvu qu'ils ne soient pas rendus contre un Français, et que, dans ce cas seulement, l'exécution ne peut être ordonnée qu'après examen. (F. M. Maleville, sur les art. 2123 et 14 du Code civ. ; — M. Pigeau, tom. 2, pag. 36 ; — M. Berriat-Saint-Prix, liv. 3, sect. 2, de l'*Exécution forcée des jugemens*.) — Appliquons cette règle à l'espèce actuelle : comme c'est un régnicole français qui poursuit contre un étranger l'exécution d'un jugement rendu par les tribunaux du pays de cet étranger, l'exécution doit être ordonnée sans examen, il suffit d'un simple *pareatis*.

27 août 1816, arrêt de la Cour royale de Paris qui, rejetant le système du défendeur, infirme le jugement rendu par le tribunal de 4^e instance : « Attendu que les jugemens rendus par les tribunaux étrangers n'ont point d'effet ni d'autorité en France ; que cette règle, sans doute, est applicable plus particulièrement en faveur des ré-

gnicoles auxquels le roi et ses officiers doivent une protection spéciale, mais le principe est absolu, et peut être invoqué par toute personne sans distinction, étant fondé sur l'indépendance des Etats ; que l'ordonnance de 1629, dans le début de son art. 121 pose le principe dans sa généralité, lorsqu'elle dit que les jugemens rendus en royaumes et souverainetés étrangères, pour quelque cause que ce soit, n'auront aucune exécution dans le royaume de France ; que le Code civ., art. 2123, donne au principe la même latitude, lorsqu'il déclare que l'hypothèque ne peut résulter des jugemens rendus en pays étrangers qu'autant qu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français, ce qui n'est pas une affaire de pure forme, comme autrefois la concession des *pareatis*, d'un ressort à l'autre, pour les jugemens rendus dans l'intérieur du royaume ; mais ce qui suppose de la part du tribunal français une connaissance de cause et un examen sérieux de la justice du jugement représenté, comme la raison le demande, et qu'il s'est toujours pratiqué en France selon le témoignage de nos anciens auteurs ; qu'il peut résulter de là, un inconvénient lorsque le débiteur (comme on prétend qu'il est arrivé dans l'espèce) transporte sa fortune et sa personne en France, en conservant son domicile dans son pays naturel ; que c'est un créancier à veiller, mais qu'aucune considération ne peut faire fléchir un principe sur lequel repose la souveraineté des gouvernemens, et qui, quel que soit le cas, doit conserver toute sa force. »

Pourvoi en cassation pour contravention à l'art. 121 de l'ordonnance de 1629, et aux art. 546 du Code de proc. civ., et 2123 du Code civ. — Le demandeur soutient que le droit de demander la révision d'un jugement étranger devant les tribunaux français, n'est accordée par l'ordonnance qu'au Français condamné ; que, dans l'espèce, c'est au contraire le Français qui poursuit l'exécution contre l'étranger ; d'où il résulte que les dispositions de l'ordonnance n'étaient pas applicables. Il ajoute que l'on devait d'autant plus décider ainsi, qu'aujourd'hui l'art. 2123 du Code civ. confirme l'art. 121 de l'ordonnance, et même semble disposer d'une manière plus générale, et vouloir que dans tous les cas il suffise pour l'exécution des jugemens étrangers d'un simple *pareatis*.

ARRÊT.

LA COUR : — Sur la contravention à l'art. 121 de l'ordonnance de 1629 : — Attendu que l'ordonnance de 1629 disposait, en termes absolus et sans exception, que les jugemens étrangers n'auraient pas d'exécution en France, et que ce n'est que par le Code civil et le Code de procédure que les tribunaux français ont été autorisés à les déclarer exécutoires ; qu'ainsi l'ordonnance de 1629 est ici sans application ; — Sur la contravention aux art. 2123 et 2128 du Code civ., et 548 du Code de procédure : — Attendu que ces articles n'autorisent pas les tribunaux à déclarer les jugemens rendus en pays étrangers exécutoires en France sans examen ; qu'une semblable autorisation serait aussi contraire à l'institution des tribunaux, que l'aurait été celle d'en accorder ou d'en refuser l'exécution arbitrairement et à volonté ; que cette autorisation qui, d'ailleurs, porterait atteinte au droit de souveraineté du gouvernement français, a été si peu dans l'intention du législateur, que, lorsqu'il a dû permettre l'exécution sur simple *pareatis* des jugemens rendus par des arbitres revêtus du caractère de juges, il a eu le soin de ne confier la faculté de délivrer l'ordonnance d'exequatur qu'au président et non pas au tribunal, parce qu'un tribunal ne peut prononcer qu'après délibération,

et ne doit accorder, même par défaut, les demandes formées devant lui, que si elles se trouvent justes et bien vérifiées (art. 116 et 150 du Code de procédure); — Attendu, enfin, que le Code civil et le Code de procédure ne font aucune distinction entre les divers jugemens rendus en pays étrangers, et permettent aux juges de les déclarer tous exécutoires; qu'ainsi ces jugemens, lorsqu'ils sont rendus contre des Français, étant incontestablement sujets à examen sous l'empire du Code civil, comme ils l'ont toujours été, on ne pourrait pas décider que tous les autres doivent être rendus exécutoires autrement qu'en connaissance de cause, sans ajouter à la loi et sans y introduire une distinction arbitraire aussi peu fondée en raison qu'en principe; qu'il suit de là qu'en rejetant l'exception de chose jugée qu'on prétendrait faire résulter d'un jugement rendu en pays étranger, et ordonnant que le demandeur déduira les raisons sur lesquelles son action est fondée pour être débattue par Parker, et être statué sur le tout en connaissance de cause, la Cour royale a fait une juste application des articles 2121, 2128 du Code civil, et 546 du Code de procédure; — Rejette, etc.

Du 19 avril 1819.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Poriquet.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl., MM. Loiseau et Darrieux.

CONTRAÎNE ADMINISTRATIVE. — OPPOSITION. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux civils sont incompétens pour connaître de l'opposition formée à une contrainte délivrée pour debt contre un comptable public, lorsque cette opposition est fondée sur ce que l'autorité supérieure aurait à tort constitué le comptable en debt 1°.

(Postes — C. Pisani.) — ARRÊT (après délib.). LA COUR; — Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 24 août 1790, et les autres lois qui défendent aux tribunaux d'entreprendre sur les actes de l'autorité administrative; — Attendu qu'il n'a pas été prétendu, en première instance, que le défendeur n'avait pas le droit de former opposition à la contrainte décernée contre lui par le directeur général des postes, et de saisir les tribunaux du jugement de cette opposition; mais que le tribunal s'est uniquement décidé à prononcer son incompétence pour connaître du mérite de l'opposition, parce qu'elle était fondée sur ce que le directeur général ne devait pas déclarer Pisani en debt, et que le défendeur soutenait que la contrainte décernée contre lui était nulle, comme étant basée sur une décision injuste et contraire à l'ordonnance du roi du 29 juillet 1815; — Qu'en se déclarant incompétent par ce motif, le tribunal de première instance avait fait une juste application des lois de la matière, et qu'en jugeant le contraire par l'arrêt infirmatif du jugement, la Cour royale a violé l'article cité de la loi du 24 août 1790; — Donne défaut contre Pisani: — Et, pour le profit; — Casse et annule l'arrêt de la Cour royale de Bastia du 27 août 1816, etc.

Du 21 avril 1819.—Sect. civ.—Prés., M. Desjardins, p. p.—Rapp., M. Carnot.—Concl. contr., M. Joubert, av. gén.—Pl., M. Mathias.

TRÉSOR PUBLIC. — PRIVILÈGE. — SAISIE-ARRÊT.

La loi du 12 nov. 1808, qui ordonne à tous dépositaires ou détenteurs de deniers affectés

au privilège du trésor public, de vider leurs mains en celles du percepteur, s'étend même au cas où le détenteur est déjà atteint par une saisie-arrêt, de la part d'un tiers créancier. — Le détenteur, s'il est contraint par le percepteur, doit obéir, sans attendre que la justice prononce contre le percepteur si le saisissant. (Cod. civ., 1242; L. du 12 nov. 1808, art. 2.) (2)

(Intérêt de la loi. — Aff. Duret et Déraud.)

Deux jugemens rendus par le tribunal civil de Rochefort, les 21 mai et 17 juin, dans des espèces absolument identiques, ont été dénoncés à la Cour de cassation, par M. le procureur général. Voici comment ce magistrat rend compte dans son réquisitoire des faits de chaque espèce, et des motifs qui doivent faire casser les deux jugemens:

« 1^{re} Espèce. — Le sieur Duret devait au sieur Lagarde une somme de 518 francs. Un créancier du sieur Lagarde ayant fait saisie-arrêt entre les mains du sieur Duret et formé sa demande en validité et en déclaration affirmative.

« Le sieur Lagarde était, d'un autre côté, débiteur de 344 francs pour contributions; le percepteur, instruit de sa créance sur Duret, avait fait à celui-ci une sommation de lui payer, et l'acquiescement de Lagarde, les 344 francs que ce dernier devait pour contributions. Duret n'a pas déferé à la sommation, et il a fait au greffe la déclaration qu'il devait à Lagarde 518 francs. Mais postérieurement, le percepteur a décerné contrainte contre Duret pour les 344 francs de contributions dues par Lagarde, et lui a envoyé des garnisaires. Après les avoir gardé plusieurs jours, Duret s'est vu obligé de payer, comme contraint, les 344 fr.

« Sur l'instance en validité de saisie et déclaration affirmative, Duret a produit la quittance du percepteur, et a justifié des poursuites faites par celui-ci: il a demandé que sa déclaration fût restreinte aux 174 francs dont il restait débiteur.

« L'affaire portée à l'audience du 21 mai 1818, il est intervenu jugement, qui, sans s'arrêter aux conclusions de Duret, a ordonné qu'il paierait la somme de 518 francs par lui due primitivement, sans à lui à se pourvoir contre qui et ainsi qu'il aviserait, pour faire rentrer la somme dont il s'était inconsidérément dessaisi.

« Les motifs exprimés en ce jugement sont que: les tiers saisis sont des séquestres judiciaires, des dépositaires de fonds qu'ils ne peuvent remettre que suivant que par justice est ordonné; que Duret n'a pas pu verser entre les mains du percepteur une partie des fonds dont il avait fait déclaration, sans que le droit du percepteur fût jugé; que ce n'est pas par force majeure, mais volontairement, qu'il a fait ce versement, et que, s'il paie deux fois, il doit en imputer la faute à lui-même.

« 2^e espèce. — Un sieur Déraud était créancier d'une somme de 239 fr. 70 c., d'un sieur Hervouet, entre les mains duquel il y avait, de la part d'un tiers, saisie-arrêt, et demande judiciaire en validité et en déclaration affirmative. Mais le sieur Déraud était débiteur d'une somme de 239 fr. 70 c. pour contributions.

« Pour en obtenir le paiement, le percepteur a fait à Hervouet sommation de lui payer, en l'acquiescement de Déraud, les 239 fr. 70 c. que ce dernier devait pour contributions. Hervouet a payé: puis il a fait au greffe sa déclaration qu'il ne devait à Déraud que 54 fr. Cette déclaration a été contes-

(1) F. dans le même sens, ordonn. du 24 janv. 1827 (aff. Senteille).

(2) F. en ce sens, Favard, Répert., v^o Saisie pour contribution directe, n^o 3 bis; Durieu, Pour-

suite en matière de contrib. directes, Commentaire sur l'art. 14 du règlement du 26 août 1824, tom. 1^{er}, p. 299; Roger, de la Saisie-arrêt, n^o 48. F. encore comme anal. dans le même sens, Paris, 4 mars 1839.

tée par le saisissant, qui a soutenu qu'au moment de la saisie, le sieur Hervouet avait mis en main 230 fr. 70 c. et qu'il n'avait pu, dès lors, se dessaisir d'aucuns deniers, pour payer les contributions.

• La cause portée à l'audience du 17 juin 1818, il est intervenu jugement qui a condamné Hervouet à payer au saisissant, tant les 54 fr. 70 c. dont il s'était dessaisi envers le percepteur, et sauf son recours ainsi qu'il aviserait.

• Les motifs exprimés dans ce jugement sont que « les tiers saisis ne peuvent verser les deniers saisis entre leurs mains au préjudice des saisissans, sans faire juger les droits de toutes autres parties; que la loi du 12 nov. 1808, en ordonnant que tous dépositaires ou détenteurs de deniers affectés au privilège du trésor public, seront obligés de vider leurs mains en celles du percepteur, ne doit s'entendre que des deniers qui se trouvent libres, et non de ceux déjà arrêtés par des saisies précédentes, et que, dans tous les cas, ces dépositaires ne peuvent se dessaisir qu'après jugemens rendus sur les contestations ou privilèges. »

• La Cour voit que la question jugée dans les deux espèces est la même: il ne s'agit que d'apprécier l'opinion du tribunal de Rochefort, et de voir si les jugemens qu'il a rendus, outre qu'ils mettent une entrave considérable dans la perception de l'impôt, ne violent pas en même temps les règles de la compétence, la législation spéciale sur la matière, et même les règles du droit commun.

• L'examen des deux affaires donne pour résultat ces deux questions:

1^{re} Quelle est la compétence de l'autorité administrative en matière de contribution? La circonstance qu'il y a des tiers intéressés, peut-elle avoir pour conséquence de donner attribution à l'autorité judiciaire?

2^{de} En supposant l'affirmative, le tribunal de Rochefort pouvait-il condamner le tiers saisi à payer deux fois, par cela seul que, lors du premier paiement, les droits respectifs n'avaient pas encore été réglés en jugement? — Cette circonstance d'un paiement prématuré pouvait-elle dispenser le tribunal de Rochefort d'ouvrir la contribution? Et, en d'autres termes, le paiement était-il nul dans un sens absolu, ou ne l'était-il qu'éventuellement?

• Sur la première question, l'exposant pense qu'il ne faut pas juger de la compétence administrative par la qualité des personnes, mais par la nature des questions. Ainsi, quand il ne s'agit que de savoir si la somme réclamée par le percepteur est due, et si elle est due par privilège, ces deux points ne pourront être décidés que par l'autorité administrative. Peu importe qu'il y ait des opposans ou des tiers intéressés à la solution, l'autorité administrative est privativement compétente à l'égard de tous. Otez ce principe, vous paralysez l'impôt; et le paralyser c'est le détruire. On a vu des instances en contribution qui ont duré des années entières, et où il y avait un nombre infini de créanciers. Dans la contribution Savatelle, deux cent cinquante créanciers furent assignés par exploit du 6 prair. de l'an 9, et l'instance ne fut terminée que le 18 avril 1816. Comment veut-on que le percepteur des contributions figure dans de pareilles instances? Il faut donc que le principe général soit respecté, et que la compétence administrative soit reconnue toutes les fois qu'il ne s'agit que de savoir si les années pour lesquelles le percepteur réclame, ont privilège, et si elles n'ont pas été soldées. La présence des tiers ne change rien à la nature de la difficulté, et c'est essentiellement dans la nature de la difficulté, qu'est placée la compétence en ma-

tière de contribution. Dira-t-on que l'autorité administrative sera juge et partie? Elle ne le sera pas davantage à l'égard des tiers qu'elle ne l'est à l'égard de la partie saisie elle-même. La loi ne s'arrête point à cette méfiance injurieuse. Partout où elle établit un tribunal quelconque, elle répute qu'il y a justice et impartialité.

• Mais si les questions sont autres que celles que nous venons de déterminer, c'est à l'autorité judiciaire qu'elles doivent être déferées.

• Ainsi le tiers-saisi soutiendra qu'il ne doit rien, ou la partie saisie elle-même dira qu'elle n'a point qualité: qu'elle est poursuivie comme héritière, mais qu'elle a renoncé à l'hérédité, en sorte qu'il faudra juger le mérite de la renonciation; ou bien un tiers soutiendra que la saisie a été faite *super non domino*, et exercera une demande en revendication; ou bien enfin, on arguera une saisie de nullité, par les motifs que les formalités n'ont pas été observées; dans ces cas et dans tous les autres sensibiles, l'autorité judiciaire est seule compétente. L'art. 2 de la loi du 19 nov. 1808, fixe le droit du trésor public. Il porte: « Tous fermiers, locataires, receveurs, économes, notaires, commissaires-priseurs et autres dépositaires et débiteurs de deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilège du trésor, seront tenus sur la demande qui leur sera faite, de payer en l'acquit des redevables et sur le montant des fonds qu'ils doivent ou qui sont en leurs mains, jusqu'à concurrence de tout ou partie des contributions dues par ces derniers. Les quittances des percepteurs pour les sommes légitimement dues leur seront allouées en compte. »

• Mais l'art. 4 de cette même loi, nous donne la mesure de la compétence administrative. Nous y lisons: « Lorsque, dans le cas de saisie de meubles et autres effets mobiliers pour le paiement des contributions, il s'élèvera une demande en revendication, de tout ou partie desdits meubles et effets, elle ne pourra être portée devant les tribunaux ordinaires, qu'après avoir été soumise, par l'une des parties intéressées, à l'autorité administrative, aux termes de la loi du 5 nov. 1790. »

• Pourquoi cet article veut-il que, lorsqu'il y a une revendication exercée par un tiers, la contestation soit portée devant l'autorité judiciaire? C'est assurément parce qu'il s'agit de décider une question de propriété, ou, en d'autres termes, c'est parce qu'il ne s'agit pas uniquement de décider s'il est dû au trésor, et si l'impôt est dû par privilège. Ainsi l'article doit-il être considéré comme purement démonstratif.

• Il doit être considéré comme purement démonstratif, parce qu'il y a évidemment d'autres espèces qui appartiennent essentiellement aux tribunaux.

• Il doit aussi, et par identité de raisons, être regardé comme démonstratif en ce qui concerne la formalité préalable de la comparution devant l'autorité administrative.

• Il est essentiel, et infiniment essentiel, que la Cour décide que, lors même que l'affaire est de la compétence de l'autorité judiciaire, elle doit pourtant préalablement être soumise à l'autorité administrative. Ici, l'intention de la loi est manifeste: elle a voulu que l'administration publique ne pût être engagée dans une contestation judiciaire avant de s'être assurée qu'elle est fondée à la soutenir; et, comme un percepteur ne peut paraître en jugement pour soutenir les intérêts du trésor que lorsqu'il y est autorisé, la loi a sagement prescrit que les parties fussent tenues de se présenter devant l'administration, parce que ce n'est que par une discussion contradictoire qu'elle peut bien juger ses droits.

« Supposons pourtant que la compétence doive se régler, non par la nature de la contestation, mais par la circonstance qu'il y a, ou qu'il n'y a pas de tiers intéressés, le tribunal de Rochefort pouvait-il se dispenser d'examiner si le trésor n'avait pas réellement un droit de préférence sur les créanciers opposants ? — L'exposant pense que les jugements du tribunal de Rochefort renferment tout à la fois une iniquité révoltante et une contravention formelle : 1° à l'art. 1242 du Code civil ; 2° au titre tout entier du Code de proc. sur la contribution. — Comment concevoir que, par cela seul que j'ai payé (volontairement, si l'on veut) à un des créanciers opposants, je devienne tout à coup passible de paiement envers les autres créanciers, lors même que le créancier payé avait un droit de préférence, lors même que j'ai versé entre ses mains tous les deniers dont j'étais débiteur ? Quelle est ma condition, lorsque j'ai pris sur moi de juger ce droit de préférence ? C'est de courir tous les dangers d'un faux apprçu et d'une mauvaise appréciation ; mais toujours faut-il juger si je me suis trompé. Il est absurde de prétendre que, dans un fait qui s'est passé derrière les opposants, qui ne leur est connu que parce que je le leur ai dénoncé, ils trouvent un droit qu'ils n'auraient pas eu sans cela. Mon paiement peut être nul, mais il ne peut l'être qu'éventuellement. Dans les instances d'ordre comme dans les instances de contributions, on ne peut obliger celui qui tient entre ses mains les deniers sur lesquels s'opère l'ordre ou la contribution, qu'à les représenter ; mais il faut que l'ordre des contributions se fasse : tel est le cri de la raison ; tel est le principe rappelé dans un arrêt de la Cour de cassation, du 11 mars 1806. — Ce principe est établi par l'art. 1242 du Code civil, ainsi conçu : « Le paiement fait par le débiteur à son créancier, en préjudice d'une saisie ou d'une opposition, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou opposants : ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau ; sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier. » La Cour remarquera ces expressions, selon leur droit ; elles consacrent un principe que l'équité seule ferait accueillir dans les tribunaux.

« La Cour remarquera aussi que l'art. 1242 est placé sous la même rubrique que l'art. 1251, où il est dit que : « la subrogation a lieu de plein droit au profit de l'acquéreur d'un immeuble qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet héritage était hypothéqué. » — Or si l'acquéreur d'un immeuble peut, à ses risques et périls, payer les créanciers, et s'il lui suffit de faire valoir une subrogation à l'ordre, pourquoi n'en serait-il pas de même pour les instances en contributions ? N'est-il pas évident que si, à l'art. 1251, le législateur n'a pas dit, pour les débiteurs de deniers mobiliers, ce qu'il disait pour le débiteur de deniers immobiliers ; n'est-il pas évident, disons nous, ce n'est parce qu'il avait déjà statué dans l'art. 1242 sur le sort des paiements mobiliers ?

« Ainsi le tribunal de Rochefort (en supposant qu'il fût compétent) a violé cet art. 1242, et par suite toutes les dispositions du Code de proc., au titre de la distribution par contribution.

« Ce considéré, il plaise à la Cour, vu les art. 2 et 4 de la loi du 12 nov. 1808, l'art. 1242 du Code civil, et l'art. 656 du Code de proc. civ., casser et

annuler, dans l'intérêt de la loi, les deux jugements ci-dessus énoncés, et ordonner qu'à la diligence de l'exposant, l'arrêt à intervenir sera imprimé et transcrit sur les registres du tribunal de Rochefort.

• Fallu au parquet, ce 30 mars 1819.

Signé, MOURRE.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 2 de la loi du 12 nov. 1808, dont la teneur est énoncée au réquisitoire ci-dessus ; — Attendu qu'en jugeant, dans les deux espèces sus-énoncées, que le tiers saisi n'avait pu, en déférant à la contrainte décernée contre lui par le percepteur des contributions directes, verser dans les mains de ce percepteur la somme dont il était débiteur envers un contribuable en retard, jusqu'à concurrence du montant de cette contrainte, avant d'avoir fait statuer, par voie judiciaire, sur le mérite des oppositions faites dans ses mains par des tiers créanciers et sur la préférence due au trésor public, et en condamnant par suite ce tiers saisi à représenter une seconde fois la somme par lui déjà payée au percepteur, sauf son recours contre qui de droit, le tribunal civil de Rochefort a évidemment méconnu et le privilège du trésor public pour le recouvrement des contributions directes, et l'obligation où sont tous les dépositaires et débiteurs de deniers appartenant aux redevables, d'en verser le montant aux mains des percepteurs, sur la demande qui leur en est faite par ces derniers, aux termes de l'art. 2 de ladite loi du 12 nov. 1808, et que ce tribunal a ainsi directement violé ledit article ; — Casse et annule, dans l'intérêt de la loi, etc.

Du 21 avr. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Boyer — Concl., M. Joubert, av. gén.

CHOSE JUGÉE. — TITRE FAUX. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.

Après qu'un jugement portant condamnation au paiement d'une créance résultant de titre, tel qu'une lettre de change, a acquis l'autorité de la chose jugée, le débiteur (ou ses créanciers) ne peut plus contester l'existence de la créance, en prétendant que le titre qui sert de base au jugement est faux. — Refuser donc effet à l'inscription prise en vertu de ce jugement, c'est violer la chose jugée... alors surtout qu'un arrêt de la chambre d'accusation a rejeté l'accusation de faux dirigée contre le créancier. (Cod. civ., 1350 et 1351.) (1)

(Glassier—C. Bonniol.)

Le 1^{er} décembre 1806, Jean-Paul Roux souscrivit à l'ordre du sieur Jean Glassier une lettre de change de 1500 fr. payable à six mois de date. — Faute de paiement à l'échéance, Roux est assigné devant le tribunal de commerce de Montpellier ; il se présente et reconnaît la dette. Jugement du 8 juin 1807, qui le condamne au paiement. — En vertu de ce jugement Glassier prend inscription sur les biens de son débiteur ; celui-ci meurt. Ses biens sont vendus, un ordre s'ouvre pour la distribution du prix. — Glassier se présente ; il est colloqué au quatrième rang par jugement du tribunal civil de Montpellier, en date du 10 fev. 1815.

Alors un sieur Bonniol, aussi créancier hypothécaire de Roux, ne se trouvant pas colloqué

(1) La même doctrine a été consacrée par plusieurs arrêts dans des espèces analogues. V. Cass. 4 dec. 1837 ; 27 mai 1840 ; Toulouse, 14 juill. 1829 ; Nîmes, 14 d'embre 1838. — V. aussi, en ce qui touche particulièrement l'effet sur le civil des dé-

visions au criminel, Cass. 4 mars 1817, et la note. — V. encore les notes qui accompagnent les arrêts de cassation du 21 mess. an 9 et 19 mars 1817 ; Merlin Quest., v^o Faux, § 6 ; Favard de Langlade. Répert., v^o Chose jugée, § 1^{er}, n^o 2.

en rang utile, interjeté appel du chef du jugement d'ordre qui colloque Glassier au quatrième rang. Il soutient que la lettre de change qui a servi de base au jugement du 8 juin 1807 a été payée; que par conséquent la dette et l'hypothèque sont anéanties; que la lettre de change que représente Glassier est une lettre de change qui, originairement, portait la date du 1^{er} janvier 1807, et qui était payable à sept mois: qu'un moyen de procédés chimiques on était parvenu à faire disparaître cette date et l'indication de l'échéance, et qu'on y avait substitué la date du 4^{er} juin 1806, afin de pouvoir profiter du bénéfice du jugement du 8 juin 1807, et de l'hypothèque qui en résultait pour cette seconde lettre de change.

En cet état d'échec, la Cour d'appel de Lyon surseoit au jugement de la cause, et renvoie Glassier devant les tribunaux criminels comme prévenu de faux en écriture privée. — Mais la chambre de mise en accusation: « considérant que le fait à lui imputé ne se trouvait nullement justifié par les pièces de la procédure, annule l'ordonnance de prise de corps décernée contre lui, et déclare n'y avoir lieu de prononcer sa mise en accusation. » — En conséquence, l'instance au civil reprend son cours.

Glassier soutient que le jugement qui le déclare créancier de Roux était passé en force de chose jugée, il n'est plus permis d'examiner le titre sur lequel est fondée sa créance, surtout lorsque l'accusation de faux intentée contre lui a été écartée par l'arrêt de la chambre de mise en accusation.

5 fév. 1817. arrêt définitif de la Cour roy. de Lyon, ainsi conçu: — « Attendu que les experts ont déclaré qu'à l'aide de procédés chimiques il a été commis, sur la lettre de change litigieuse, des altérations qui en ont changé la date et l'époque de l'exigibilité; que ces changements n'ont pas été approuvés; que si Glassier a été déchargé de toute prévention, à raison de toutes ces altérations, par l'arrêt de la chambre des mises en accusation, il n'en est pas moins vrai qu'elles sont l'ouvrage de tout autre; que dès lors cette lettre de change, manquant des caractères essentiels à sa nature, devait être rejetée, et avec elle, l'inscription hypothécaire sur laquelle la collocation de Glassier était fondée; — La Cour, réformant le jugement du tribunal de première instance, rejette la lettre de change produite, ainsi que tout ce qui s'en est suivi; ordonne que la collocation de ce titre sera comme non avenue, et que Bonniol sera colloqué en quatrième rang, au lieu et place de Glassier pour la somme pour laquelle celui-ci avait été colloqué. »

POURVOI en cassation de la part de Glassier, pour violation des art. 1350 et 1351 du Code civ. en ce que l'arrêt a méconnu l'autorité de la chose jugée, résultant du jugement du 8 juin 1807, et par suite pour contravention à l'art. 2134, en ce que Glassier n'a pas été colloqué au rang que lui assignait son inscription. — Dans l'intérêt du demandeur, on a fait remarquer que le jugement du 8 juin 1807 et l'arrêt dénoncé, étaient en opposition manifeste, puisque l'un déclarait que Glassier était créancier de Roux pour la lettre de change, et que l'autre décidait que Glassier n'était point créancier à raison de la même lettre de change; que dès lors le jugement du 8 juin 1807 étant passé en force de chose jugée, l'arrêt dénoncé avait méconnu l'autorité qui lui était attribuée par les art. 1350 et 1351; qu'à la vérité on avait prétendu que la lettre de change représentée n'était pas celle qui avait servi de base au jugement du 8 juin; d'où l'on concluait que celle-

ci avait été payée; mais que ce n'était qu'en prouvant le fait de cette substitution, au moyen du faux imputé à Glassier, qu'on pouvait écarter l'autorité de la chose jugée; or, l'imputation de faux et la substitution d'une lettre de change à l'autre, loin d'être prouvées sont au contraire expressément repoussées par l'arrêt de la chambre des mises en accusation: donc l'autorité de la chose jugée reste pleine et entière, et la violation des art. 1350, 1351, et par suite celle de l'art. 2134, est évidente.

Pour le défendeur, on a répondu: Le jugement du 8 juin 1807 a décidé que Glassier était créancier de Roux pour une somme de 1500 fr., et que le fondement de cette créance était une lettre de change, en date du 1^{er} juin 1806, payable à six mois de date. Ainsi, pour qu'on pût opposer l'autorité de la chose jugée résultant de ce jugement, il faudrait que la question présentée à la Cour royale, et sur laquelle a statué l'arrêt dénoncé, eût également été de savoir si Glassier était créancier en vertu de la lettre de change du 1^{er} juin 1806: mais ce n'est point là, en effet, l'objet du litige soumis à la Cour royale; devant elle, on a soutenu que la lettre de change du 1^{er} juin 1806 avait été payée; que celle qui présentait Glassier était une autre lettre de change dont, au moyen d'altérations et de falsifications, on avait changé la date et l'époque d'exigibilité: dès lors, la Cour royale a fort bien pu statuer sur ce point, sans toucher en aucune manière au jugement du 8 juin 1807; elle a fort bien pu décider que le titre présenté par Glassier n'était pas celui qui servait de base au jugement, et que par conséquent Glassier ne pouvait agir en vertu de ce jugement pour obtenir le paiement de la dette fondée sur son nouveau titre. A la vérité, on oppose que le fait de la substitution et de l'altération de la lettre de change n'est point établi, puisque la chambre de mise en accusation a renvoyé Glassier de l'accusation dirigée contre lui; mais la décision de la chambre d'accusation n'est point la chambre civile, et cette dernière a pu, si le fait lui paraissait constant, en faire la base de sa décision, sans s'occuper de l'arrêt rendu sur les poursuites criminelles.

M. Joubert, av. gén., a conclu à la cassation.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 1350, 1351 et 2134 du Code civil; — Attendu qu'il est constant que, par jugement du tribunal de commerce de Montpellier, du 8 juin 1807, qui a acquis l'autorité de la chose jugée, le sieur Glassier fut déclaré créancier du sieur Roux pour une somme de 1500 fr., et qu'en vertu de ce jugement, Glassier prit sur les biens de Roux une inscription hypothécaire qui n'a pas été attaquée dans sa forme; — Attendu qu'il n'est point établi, et que l'arrêt dénoncé ne dit même pas que cette créance ait été payée; — Attendu que l'autorité de la chose jugée ne permet pas de soumettre à une nouvelle discussion les titres qui ont servi de base aux jugemens qui ont acquis cette autorité; qu'en d'ailleurs l'accusation de faux dirigée contre Glassier, à raison de la lettre de change qu'il présente comme le titre de sa créance, a été rejetée par arrêt de la Cour royale de Montpellier, chambre des mises en accusation, du 7 janvier 1817; que dès lors il n'existait aucun motif légitime pour annuler l'inscription hypothécaire du sieur Glassier, et qu'en prononçant cette annulation, l'arrêt dénoncé a violé l'autorité de la chose jugée et les dispositions du Code civil sur le rang que les créanciers hypothécaires doivent avoir entre eux; — Casse, etc.

Du 21 avril 1819. — Sect. civ. — Pres., M. Desèze, p. p. — Rapp. M. Trinquelaque, — Concl., M. Joubert. — Pl., MM. Odilon-Barrot et Leroy.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — BOISSONS. — EXPÉDITION. — CONDUCTEUR. — DÉCLARATION.
Les boissons transportées doivent être considérées comme dénuées d'expéditions légales, lorsque le destinataire indiqué dans l'expédition qui accompagne le transport, n'est pas le vrai destinataire. (L. du 28 avril 1816, art. 4, 6 et 10.) (1)

En matière de contributions indirectes, les conducteurs sont considérés comme les mandataires et les représentants nécessaires des destinataires, et leurs déclarations font preuve contre ces derniers.

Mais les déclarations des tierces personnes étrangères au transport, bien que consignées dans un procès-verbal, ne forment aucune preuve de la contrevention.

(Contributions indirectes. — C. Danhac et autres.)

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 4, 6 et 10 de la loi du 28 avril 1816, sur les contributions indirectes; — Considérant qu'il s'agit de ces articles que toutes les fois que le destinataire indiqué dans l'expédition qui accompagne le transport de l'une des boissons mentionnées dans l'art. 1^{er}, ci-dessus transcrite, n'est point le vrai destinataire, l'expédition est inapplicable à la boisson transportée, et que par une conséquence inévitable, cette boisson doit être regardée et jugée dénuée d'expédition légale, et voyager en contrevention auxdits articles de la loi du 28 avril 1816; contrevention que l'art. 19 de cette loi punit de confiscation de la boisson, et de 100 à 600 fr. d'amende;

Considérant que Jeanne Arnaud, sur qui les cent litres de vin rouge dont il s'agit, ont été saisis par le procès-verbal des employés de la régie des contributions indirectes, du 13 fév. 1818, était la conductrice de cette boisson, préposée à cet effet par le sieur Danhac, destinataire indiqué dans le congé par elle représenté; — Qu'elle a déclaré aux saisisseurs qu'elle était la servante du sieur Danhac; que le vin énoncé du congé était pour la veuve Nanzière; que si elle se prêtait au transport frauduleux de ce vin, c'était d'après l'instigation de cette veuve; qu'en outre, elle n'avait qu'exécuté les ordres de son maître Danhac, qui seul tenait la main à la fraude; — Considérant que cette déclaration prouvait la fausseté de la prétendue destination au sieur Danhac comme si elle était sortie de la bouche même de ce particulier, parce que les conducteurs de boissons, sont, quant à la matière des contributions indirectes, des mandataires et des représentants nécessaires des destinataires réels ou frauduleusement dénommés dans les congés ou autres expéditions que ces conducteurs sont tenus d'exhiber aux employés;

Et attendu que, néanmoins, sous le prétexte que la déclaration faite par la fille Arnaud ne pouvait pas constituer, à elle seule, preuve que le sieur Danhac n'était pas le vrai destinataire

du vin qu'elle conduisait, le tribunal de police correctionnelle de Saint-Fleur, chef-lieu judiciaire du département du Cantal, en confondant les conducteurs de boissons avec des tierces personnes, étrangères et sans mission, dont les déclarations, quoique consignées dans un procès-verbal, ne formeraient point preuve de la prétendue contrevention, a, par son jugement en dernier ressort du 23 juin 1818, méconnu la fausseté de destination qui a motivé la saisie desdits cent litres de vin; en conséquence, a refusé de prononcer la confiscation et l'amende qui étaient l'objet de la demande; a fait, par suite, mainlevée de la saisie au sieur Danhac, et condamné la régie aux dépens, tant envers lui qu'envers la fille Arnaud; en quoi ledit tribunal a violé lesdits art. 4, 6, 10 et 19 de ladite loi du 28 avril 1816; — Casse, etc.

Du 23 avr. 1819. — Sect. crim. — Prés. M. Barris. — Rapp., M. Bailly. — Concl., M. Fréjeau de Péoy, av. gén.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — INCENDIE. —

COUVERTURES DES MAISONS.

L'arrêté par lequel l'autorité municipale fait défense aux propriétaires des maisons d'une ville de construire ou réparer les couvertures des bâtiments avec de la paille et des roseaux, est pris dans le cercle des attributions municipales, et est dès lors obligatoire pour les tribunaux de police. (L. des 16-24 août 1790, tit. 11, art. 3.) (2)

(Intérêt de la loi. — Aff. Lerasle.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 1^{er}, 2 et 3, §§ 3 et 6, tit. 11 de la loi du 24 août 1790; 46, tit. 1^{er} de la loi du 22 juill. 1791, et 12 et 13 de la loi du 28 pluv. an 8; la loi du 16 fruct. an 3; — Attendu que la loi du 22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46, § 1^{er}, autorise les corps municipaux à faire des arrêtés, sauf la réformation, s'il y a lieu, par l'administration du département, lorsque l'arrêt s'agit d'ordonner les précautions locales sur les objets confiés à leur vigilance et à leur autorité par les art. 3 et 4, tit. 11 de la loi du 24 août 1790 sur l'Organisation judiciaire; que cette loi, tit. 11, art. 3, § 5, place au rang des objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux le soin de prévenir par les précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux tels que les incendies, les épidémies...; que, par les articles cités de la loi du 28 pluv. an 8, les maires sont substitués aux corps municipaux créés par la loi de déc. 1789 et en remplissent les fonctions; qu'ils ont donc le pouvoir de faire des arrêtés sur les objets énoncés dans l'art. 3, tit. 11 de la loi du 24 août 1790; que la contrevention aux arrêtés faits par les maires sur ces objets est punissable de peines de police, d'après les dispositions combinées des art. 5, même titre de la même loi, et 606 et 607 du Code du 3 Brum. an 4; que la condamnation à ces peines est pour-

leurs matériaux dans la construction des maisons, n'est pas une simple précaution de police; elle empiète sur le droit du propriétaire; elle le restreint et lui pèse des limites. Sous ce rapport, il pourrait paraître douteux que l'arrêté qui cantonne une telle prescription soit obligatoire pour les tribunaux. Cependant la jurisprudence de la Cour de cassation paraît se prononcer pour la légalité de tels arrêtés. V. notamment arrêt du 11 déc. 1840. Mais cette Cour a pourtant jugé illégal un arrêté qui ordonnait la destruction des couvertures de maisons en paille ou roseaux, à leur remplacement en tuiles ou ardoises. V. arrêt du 3 déc. 1840.

(1) V. conf., Cass. 24 août 1811.

(2) La loi du 16-24 août 1790 attribue, en effet, à l'autorité municipale le soin de prévenir par des précautions convenables les incendies; mais antérieurement à la loi cette autorité n'avait pas le droit de le faire, et de se servir de ce mot, ordonner les mesures les plus arbitraires, et que, par cela seul qu'un arrêté prendra pour prétexte les incendies, il deviendra légal et obligatoire? M. Legeravend ne l'a pas pensé. *Législation crim.*, t. 2, chap. 3; il croit que l'autorité municipale doit se borner à des mesures de police, et arrêter là où elle rencontre et blesse le droit de propriété. Or, la prescription faite aux propriétaires du choix de

sulvée par le ministère public devant les tribunaux de police et prononcée par ces tribunaux; que ces diverses dispositions des lois, relativement aux attributions respectives de l'autorité municipale et des tribunaux de police, n'ont été abrogées par aucune loi postérieure. — Attendu que, par un arrêté du 21 août 1818, le maire de Bourges, voulant, ainsi qu'il le déclare dans le préambule de cet acte, prévenir les incendies très fréquents dans cette ville, a statué qu'à partir dudit jour, nul propriétaire de maisons, situées dans la ville et les faubourgs en dépendans, ne pourrait contraindre ou réparer ses couvertures de bâtimens avec de la paille ou des roseaux; qu'instruit, par une pétition de plusieurs habitans de la ville, qu'Antoine Lerasle et sa femme venaient de faire construire un bâtiment dont la couverture devait être en roseaux, le maire de Bourges a pris, le 3 mars dernier, un arrêté par lequel il a fait défense audit Lerasle de continuer ce genre de couverture, et leur a enjoint de le supprimer, si elle était construite; qu'il est constant et reconnu que, nonobstant la sommation faite aux Lerasle, en exécution de l'arrêté du 3 mars, la couverture en roseaux a été achevée depuis cette époque; que, cités au tribunal de police pour être condamnés aux peines de droit, à raison de leur contravention, les Lerasle ont, par application de l'art. 159 du Code d'inst. crim., été renvoyés de l'action qui leur était intentée; que l'arrêté du 21 août 1818, ordonnant des précautions locales pour prévenir les incendies, rentre évidemment dans le § 5, art. 3, tit. 11 de la loi du 21 août 1790; qu'étant ainsi fait dans l'ordre légal des fonctions municipales, il est obligatoire pour les habitans du ressort; qu'en supposant que la disposition qu'il renferme mette des entraves à l'usage légitime du droit de propriété, sans motifs suffisans d'utilité publique, le recours à l'autorité administrative supérieure est ouvert pour le faire réformer ou modifier; mais que, tant qu'il subsiste, le tribunal de police ne peut, sans s'écarter des principes les plus constants sur la démarcation des pouvoirs judiciaire et administratif, affranchir les citoyens de l'obligation de s'y conformer, et se dispenser de condamner quiconque se permet d'y contrevenir; qu'en jugeant que la désobéissance au susdit arrêté ne constituait pas une contravention punissable, le tribunal de police de Bourges a méconnu l'autorité d'un acte légal du pouvoir municipal, dont son devoir est d'assurer l'exécution; qu'il a violé toutes les lois de la matière; qu'en renvoyant les prévenus de l'action du ministère public, il a fait une fautive application de l'art. 159 du Code d'inst. crim.; — Casse, etc.

Du 23 avr. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1^o NATURALISATION. — ÉTRANGER. — SERMENT CIVIQUE.

2^o SUBSTITUTION FIDÉICOMMISSAIRE. — INTERPRÉTATION. — CASSATION.

1^{er} Étranger qui, lors de la promulgation de la

(1) V. conf., Riou, 7 avril 1835; Douai, 15 mai 1835; Cass. 28 avril 1836; Merlin, *Repert.*, v^o *Naturalisation*, n^o 5. — *Contr.*, Nîmes, 22 déc. 1825.

(2) Sur ce point, la jurisprudence offre des solutions très variées, qui dépendent des circonstances particulières de chaque espèce. V. dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 5 janv. 1803, arrêt qui décide que, lorsque les juges n'ont pas vu une substitution dans la prière de conserver et de rendre cette décision ne peut offrir une ouverture à cassation. — Néanmoins, il a été jugé aussi par la Cour

loi du 2 mai 1790, résidait en France depuis cinq ans, et avait épousé une Française, a été revêtu de la qualité de Français. — Il n'était pas nécessaire qu'il prêtât le serment civique; cette condition n'était exigée que pour acquérir le titre de citoyen et les droits politiques. (L. du 2 mai 1790.) (1)

2^o Il y a substitution prohibée contenant charge de conserver et de rendre, dans la disposition testamentaire par laquelle une personne est appelée à recueillir l'hérédité du testateur au cas où l'héritier institué mourrait sans enfans, alors que, de fait, cet héritier institué serait décédé avant le testateur. Du moins, l'arrêt qui le juge ainsi, par appréciation des clauses du testament, ne viole aucune loi. (Cod. civ., 806.) (2)

(Le comte d'Alsace. — C. de Caraman.)

Après la mort du prince d'Hénin, arrivée en 1794, sa succession fut recueillie par le prince de Chimay, son frère, et transmise par celui-ci à MM. de Caraman.

En 1814, M. le comte d'Alsace s'est présenté comme légataire universel du prince d'Hénin, institué par testament olographe fait en 1784.

— La clause du testament était ainsi conçue : « J'institue pour mon unique héritier et pour mon légataire universel, le comte Théodore d'Alsace; dans le cas où il viendrait à décéder sans enfans mâles, j'appelle et je substitue à ces mêmes biens celui de ses frères qui, le suivant de plus près dans l'ordre de la nature, ne se trouverait engagé par aucun vœu. Si ce frère ne trouvait mort au moment où le comte Théodore, décéderait sans enfans, j'appelle aux mêmes biens l'aîné des enfans mâles que ce frère pourrait avoir laissés. »

En vertu de ce testament, disait le comte d'Alsace, mon frère aîné, le comte Théodore étant mort sans enfans, même avant le décès du prince d'Hénin, testateur, je me trouve appelé à recueillir la succession, par l'effet d'une substitution vulgaire.

Mais on opposait, pour MM. de Caraman, que le prince d'Hénin, testateur, était mort postérieurement aux lois des 25 oct. et 14 nov. 1792, abolitives des substitutions, la clause de son testament qui instituait le comte d'Alsace était nulle, en ce qu'elle renfermait une véritable substitution fidéicommissaire.

Le comte d'Alsace répliquait : — Que les lois des 25 oct. et 14 nov. 1792, n'étaient pas applicables à l'espèce, par la raison que le prince d'Hénin n'était pas Français; qu'en effet il était né en 1744, à Bruxelles, de M. le prince de Chimay, gouverneur des Pays-Bas autrichiens et sujet de l'empereur d'Allemagne; qu'à la vérité, M. le prince d'Hénin était venu en France, avait épousé une Française, avait même pris du service militaire et s'était attaché à la personne du comte d'Artois, comme capitaine de ses gardes, et avait prêté serment en cette qualité; mais qu'aucune de ces circonstances ne lui attribuait la qualité de Français, d'après les lois antérieures à la ré-

de cassation, le 22 juin 1812, que les stipulations faites par le donateur, qu'en cas du décès du donataire sans enfans, les biens donnés appartiendront à un donataire universel précédemment institué, présentent non un simple droit de retour, mais une véritable substitution prohibée, et que qualifier ce droit, de droit de retour et non de substitution, c'est plus qu'un mal jugé, mais une contravention formelle à la loi. Mais voy. la note qui accompagne cet arrêt, F. ainsi Rolland de Villargues, *des Substitutions*, n^o 253.

volunté ; puisque les anciennes ordonnances de 1449, 1535 et 1563, exigeaient des lettres de naturalisation, et qu'aux termes de l'édit du 30 nov. 1715, le service militaire ne conférait la qualité de Français, que lorsqu'il avait duré dix ans et qu'il était accompagné de la déclaration faite par l'étranger, au greffe du présidial dans le ressort duquel il était domicilié, qu'il entendait s'établir vivre et mourir dans le royaume, formalités qui n'avaient point eu lieu dans l'espèce. — Quant à la loi du 2 mai 1790, qui a déterminé les cas où les étrangers acquièrent la qualité de Français, on soutient qu'il n'avait pu conférer ce titre à M. le prince d'Hénin, par la raison qu'elle exigeait le serment civique que ne prêtait jamais le prince, et une résidence de cinq ans en France, résidence qui ne pouvait évidemment être calculée qu'à partir de la promulgation de ladite loi, et qui, par conséquent, n'était pas accomplie en 1794, époque de la mort du prince; qu'il fallait donc reconnaître que le prince d'Hénin n'était pas Français; qu'il avait pu cependant valablement tester en France, aux termes de l'art. 2 des lettres-patentes du 3 août 1766, qui permettaient aux sujets de la maison d'Autriche de disposer en France par testaments ou donations entre-vifs, ou à cause de mort, etc.; d'où résulte la conséquence que les lois des 25 oct. et 14 nov. 1792, n'étaient pas applicables.

25 avril 1818, arrêt de la Cour royale de Paris, qui déclare nulle la clause par laquelle le prince d'Hénin avait institué le comte Théodoric d'Alsace et ses frères, par les motifs suivants : — « Considérant que Charles-Alexandre-Marc-Marcellin d'Alsace, prince d'Hénin, est mort Français, que ce fait résulte de tous les actes de sa vie, tant publique que privée; considérant que la disposition de son testament, par laquelle il institue Théodoric, comte d'Alsace, renfermant la charge de conserver et de rendre les biens à un tiers, dans un cas prévu, est une véritable substitution fidéicommissaire, laquelle ne s'étant pas trouvée ouverte à l'époque de la loi du 14 nov. 1792, a été frappée de l'abolition qu'elle prononçait dans son art. 2. »

Pourvoi en cassation de la part du comte d'Alsace, 1° pour violation des lois anciennes sur la naturalisation, et pour fausse application de la loi du 2 mai 1790; 2° pour fausse application des lois des 25 oct. et 14 nov. 1792, abolitives des substitutions; en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré nulle la clause du testament, bien que par le fait, et au moment de l'ouverture de la succession, elle ne présentât qu'une substitution vulgaire, par suite du prétexte du comte Théodoric.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu la loi du 2 mai 1790, concernant les conditions requises pour être réputé Français et être admis à l'exercice des droits de citoyen actif; — Vu la loi des 25 oct. et 14 nov. 1792, portant abolition des substitutions;

Attendu, sur le premier moyen, que la loi du 2 mai 1790 distingue entre les étrangers qui doivent être réputés Français et ceux qui veulent être admis à l'exercice des droits de citoyens actifs; qu'elle impose aux premiers deux conditions, 1° d'avoir dans le royaume un domicile continu de cinq années; 2° d'avoir ou acquis des immeubles en France, ou épousé une Française, ou formé un établissement de commerce, ou reçu dans quelque ville des lettres de bourgeoisie, qui, pour les seconds, elle exige les mêmes conditions; et, en outre, la prestation du serment civique, que cette distinction, qui résulte de la construction grammaticale de la loi, est justifiée par la différence des droits civils attachés à la qualité

de Français, et des droits politiques inhérents au titre de citoyen actif; qu'il s'agit de la que, d'après la loi du 2 mai 1790, le serment civique exigé de l'étranger qui voulait exercer en France les droits politiques de citoyen actif, ne l'était pas de celui qui voulait seulement être réputé Français; — Attendu qu'il résulte des faits déclarés constants par l'arrêt attaqué, que le prince d'Hénin, né à Bruxelles en 1744, a été, peu de temps après sa naissance, amené en France, par sa mère, Française d'origine; qu'il y a résidé jusqu'à sa mort, arrivée en 1784; qu'en 1788 il obtint du roi de France des lettres de bénéfice d'âge qui furent entérinées au Châtelet de Paris; qu'en 1766 il a épousé en France une Française, et que, dans leur contrat de mariage, les époux déclarèrent qu'ils se soumettaient aux dispositions de la coutume de Paris; qu'en 1774 il fut nommé capitaine des gardes de monseigneur le comte d'Artois, et qu'en cette qualité il presta serment de fidélité au roi; — Attendu que, des diverses circonstances ci-dessus énoncées, il suffit que le prince d'Hénin ait résidé plus de cinq années en France, et qu'il y ait épousé une Française, pour être réputé Français, aux termes de la loi de 1790; que dès lors il importe peu qu'il ait rempli ou non les formalités voulues par les lois antérieures et postérieures à celles de 1790, sous l'empire de laquelle la qualité de Français lui a été irrévocablement acquise; — Attendu que, ces faits une fois reconnus, la Cour royale de Paris n'a fait qu'une juste application des principes de la matière en déclarant que le prince d'Hénin est mort Français;

Attendu, sur le second moyen, qu'une fois reconnu que le prince d'Hénin était mort citoyen français, c'était une conséquence nécessaire que son testament fait en France, le 24 mars 1784, fût régi par les lois françaises; — Attendu que la Cour royale de Paris, interprétant ce testament, a reconnu qu'il renfermait une substitution fidéicommissaire non ouverte lors de la promulgation de la loi du 14 nov. 1792; que dès lors cette Cour a fait, dans l'arrêt dénoncé, une juste application de ladite loi, en déclarant nul l'edit testament, et en rejetant la demande formée par M. le comte d'Alsace contre MM. de Caraman; — Rejeté, etc.

Du 27 avril 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Favard de Langlade. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Guichard.

PATURAGE. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

Du 27 avril 1819 (aff. Heudebourg). — V. cet arrêt à la date du 27 août même année.

LETTRE DE CHANGE. — SIMPLE PROMESSE.

— COMPÉTENCE. — APPROBATION D'ÉCRITURE.

L'art. 637 du Code de comm., qui déclare le tribunal de commerce compétent pour connaître des contestations relatives à une lettre de change réputée simple promesse, lorsqu'elle se trouve en même temps revêtue de signatures d'individus négociants et d'individus non négociants, est applicable même au cas où l'on attaque la lettre de change comme engagement ordinaire, et qu'on lui refuse même la qualité de simple promesse. (Cod. comm., 637. (1)) En supposant que l'acceptation d'une lettre de change, faite par une femme non marchande, ne vaille pas à son égard, même comme simple promesse, lorsqu'elle ne porte pas un bon ou approuvé en la forme prescrite par l'art.

(1) Sic, Pardessus, Droit comm., n° 1349.

1326, Code civil, l'exception résultant du défaut d'approbation peut être couverte par la reconnaissance postérieure de ces dettes.

(Prier — C. Prevost.)

Déc. 1813, une lettre de change est tirée par le sieur Prevost, négociant, sur les époux Prier. Le sieur Prier était aussi négociant. — Les mariés Prier acceptent les lettres de change en ces termes : *Accepté pour moi et pour mon épouse, que j'autorise à l'effet du présent. Signe Prier. Et plus bas : Accepté. Signe Catherine, femme Prier.* — A l'échéance, protêt faute de paiement ; mais il est à remarquer que, lors du protêt, la dame Prier dûment autorisée par son mari, reconut la dette, et s'obligea à la payer. — En cet état de choses, Magnier, porteur de la lettre de change, assigne le sieur Prevost, tireur, en paiement. — Prevost exerce son recours contre les mariés Prier.

Pour la dame Prier, on a soutenu que son acceptation était nulle, en ce que, aux termes de l'art. 113 du Code de comm., l'acceptation de la lettre de change ne pouvait valoir, à son égard, que comme simple promesse ; que, dès lors, la validité de son engagement devait être appréciée suivant les règles du droit commun ; que l'art. 1326 du Code civ. exige que tout billet ou promesse, sous seing privé, soit écrit en entier de la main de celui qui s'oblige, ou du moins revêtu d'un bon ou approuvé également écrit de sa main, et portant en toutes lettres, la somme due ; que la jurisprudence est d'ailleurs invariablement fixée en ce sens ; que le bon ou approuvé est nécessaire de la part de la femme qui s'oblige solidairement avec son mari ; que dans l'espèce, la dame Prier n'avait point écrit le corps de la lettre de change ; qu'elle n'a point écrit de bon ou approuvé portant en toutes lettres la somme due ; que, dès lors, son obligation était radicalement nulle.

Le sieur Prevost répondait que les dispositions du Code civ. ne pouvaient être invoquées dans l'espèce ; que toutes les conditions requises pour la validité des billets de change étaient spécialement déterminées par le Code de comm. ; qu'ainsi c'était seulement d'après ce code qu'il fallait régler les effets de l'acceptation faite par la dame Prier ; qu'à la vérité, aux termes de l'art. 113 du Code de comm., la lettre de change souscrite par une femme ne vaut, à son égard, que comme simple promesse ; mais que du moins elle vaut comme simple promesse, sans qu'il soit besoin du concours d'aucune autre condition que celles exigées pour les lettres de change : or, il est établi, en jurisprudence, que la disposition de l'art. 1326 n'est pas applicable aux effets de commerce en général, et par conséquent aux lettres de change ; ainsi, on ne peut faire résulter la nullité de l'obligation contractée par la dame Prier du défaut de bon ou approuvé ; — Qu'enfin un arrêt de la Cour royale de Bruxelles, en date du 11 janvier 1808, a décidé que l'acceptation mise au bas d'une lettre de change, avec le seul mot *accepté* et la signature, est valable et oblige l'acceptant, alors même que la lettre de change ne vaut pas comme lettre de change, étant réputée simple billet. — Qu'en outre, le bon ou approuvé fût-il nécessaire, la dame Prier était non recevable à exciper du défaut de cette formalité, parce qu'elle avait, lors du protêt, formellement reconnu la dette et consenti à la payer.

14 mai 1817, Jugement du tribunal de comm. de Paris, qui condamne la dame Prier au paiement de la lettre de change.

Appel. — 21 nov. 1817, arrêt de la Cour royale de Paris, qui confirme la décision des premiers juges : — « Attendu qu'il s'agit ici d'une lettre de

change sur laquelle la femme Prier a mis son acceptation dans la forme prescrite par le Code de comm. ; que, quoique l'effet d'une semblable acceptation ne puisse, dans certains cas, obliger la femme que comme une simple promesse, il ne s'ensuit point qu'on puisse regarder cette acceptation comme nulle, parce qu'elle ne serait pas conforme à ce qui est exigé par le Code civ. pour les engagements sous seing privé ; qu'il n'y a pas, relativement aux acceptations de lettres de change, d'autres dispositions que celles du Code de commerce ; considérant d'ailleurs que, dans la réponse à l'acte de protêt, la femme Prier a elle-même reconnu le debt dont il s'agit, etc. »

POURVOI en cassation de la dame Prier. — Elle proposait, pour premier moyen, la violation de l'art. 170 du Code de proc., résultant de ce que le tribunal de commerce ne s'était point déclaré incompétent d'office comme il devait le faire, puisque la lettre de change ne valait que comme simple promesse, il ne s'agissait plus d'une matière commerciale. — Le second moyen était pris de la fausse application de l'art. 113 du Code de commerce, et de la violation de l'art. 1326 du Code civil, résultant de ce que l'arrêt dénoncé avait déclaré valable un engagement non commercial, bien qu'il ne fût point revêtu du bon ou approuvé exigé par l'art. 1326 du Code civil ;

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR : — En ce qui touche le moyen résultant d'une prétendue incompétence du tribunal de commerce de la Seine, attendu qu'aux termes de l'art. 637 du Code de comm., lorsque les lettres de change ou billets à ordre porteront en même temps des signatures d'individus négociants et d'autres non négociants, le tribunal de commerce en connaîtra ; et que, dans l'espèce, la lettre de change dont il s'agissait était revêtue de la signature de la demoiselle ;

En ce qui touche le moyen du fond, attendu que l'arrêt ayant déclaré, en fait que, lors du protêt des lettres de change dont il s'agissait, la demoiselle avait reconnu la dette, il ne pouvait y avoir lieu à l'application de l'art. 1326 du Code civil ; — Rejette, etc.

Du 28 avril 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, pp., M. Rapp., M. Pajon. — Concl. M. Cahier, av. géo. — PL. MM. Odilon Barrot et Roger.

1^{re} CASSATION. — POURVOI. — INTÉRÊT DE LA LOI. — ACQUITTEMENT.

2^{de} EXPENSE. — QUESTIONS AU JURY. — COMPLICITÉ. — REVELATION.

3^{de} JURY. — REMPLACEMENT. — NOTIFICATION.

4^{de} TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — LISTE. — NOTIFICATION.

1^{re} L'art. 409 du Code d'inst. crim., qui restreint au seul intérêt de la loi la faculté accordée au procureur général de se pourvoir en cassation, ne peut être étendue au cas où la Cour d'assises a déclaré l'accusé exempt des peines légales, bien qu'il eût été reconnu coupable par le jury.

2^{de} Toutes les circonstances qui se lient au fait de l'accusation et qui peuvent, d'après les dispositions de la loi, augmenter ou diminuer la peine, ou en faire prononcer la remise, doivent être soumises à la délibération du jury. — Ainsi, dans une accusation de complot, la question de savoir si les accusés ont procuré l'arrestation des auteurs ou complices du crime, doit être soumise au jury, et la peine ne peut être modifiée, s'il y a lieu, que d'après sa décision. (Cod. inst. crim., 337 et 338.)

3^e La loi n'exige pas que les noms des jurés appelés en remplacement, soient notifiés à l'accusé. (Cod. inst. crim., 395.) (1)

4^e L'observation des dispositions de l'art. 315 du Code d'inst. crim., sur la notification des noms des témoins, ne confère à l'accusé que le droit de s'opposer à l'audition des témoins qui ne lui ont pas été notifiés, mais il ne résulte de cette omission aucune nullité s'il n'a pas réclamé aux débats (2).

(Leguével et Legall.)—ARRÊT.

LA COUR;—Statuant en premier lieu sur le pourvoi du procureur général;—Reçoit Leguével et Legall dans leur intervention;—Et faisant droit aux fins de non-recevoir par eux proposées;—... Attendu sur celle déduite d'un premier acquiescement, etc.;—Attendu sur celle fondée sur l'art. 409 du Code d'inst. crim., d'après lequel les intervenans prétendraient réduire ledit pourvoi au seul intérêt de la loi; que le droit de recourir en cassation a été accordé au ministère public d'une manière générale, et que la disposition restrictive dudit art. 409 n'a été prescrite que pour un cas particulier, qui n'est pas celui du pourvoi du procureur général;—Rejette les fins de non-recevoir;

Et, sur le fond dudit pourvoi:—Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim.;—Vu aussi les art. 337 et 338 du même Code, sur les attributions du jury, et l'art. 364 sur celles des Cours d'assises;—Attendu que toutes les circonstances qui se lient au fait de l'accusation, et qui peuvent, d'après les dispositions de la loi, augmenter ou diminuer la peine, eu en faire prononcer la remise, doivent être soumises à la délibération du jury et par lui décidées; que, lors donc que, dans les accusations de complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, les débats ou les défenses des accusés paraissent pouvoir amener l'application de l'art. 408 du Code pénal, qui, dans ces accusations, exempte de la peine ceux des coupables qui, même depuis le commencement des poursuites, auraient procuré l'arrestation des auteurs ou complices de ces crimes, il doit être posé une question particulière sur la circonstance ainsi déterminée dans cet article; et que ce n'est que d'après la réponse du jury à cette question que les Cours d'assises peuvent délibérer et prononcer sur l'exemption de la peine qui pourrait être encourue par la réponse affirmative de ce jury, sur le fait principal: que dans l'espèce, le jury n'a point été interrogé sur cette circonstance; que, néanmoins, la Cour d'assises a prononcé en faveur des accusés l'exemption de la peine portée par la loi sur les faits déclarés contre eux par le jury, d'après l'application qu'elle a jugé devoir leur faire dudit art. 408; que son arrêt viole ainsi tout à la fois les règles de compétence et l'art. 76 du Code pén.;—D'après ces motifs,—Casse et annule l'arrêt de la Cour d'assises du Morbihan du 20 mars dernier qui, appliquant à Benjamin-Fortuné Leguével et Jacques-Marie Legall de Pennanquer les dispositions de l'art. 408 du Code pén., les déclare exemptés de la peine portée par les art. 76 et 90 du même Code, et ordonne qu'ils resteront pour la vie sous la surveillance spéciale de la haute police;

Statuant, en second lieu, sur le pourvoi subsidiairement formé par lesdits Benjamin-Fortuné

Leguével et Jacques-Marie Legall envers le même arrêt de la Cour d'assises du Morbihan du 20 mars dernier;—Attendu, sur les deux moyens par eux présentés à l'appel de ce pourvoi, 1^o que la loi n'exige pas que les noms des jurés appelés en remplacement, et conformément à l'art. 395 du Code d'inst. crim., soient notifiés aux accusés;

2^o Que, de l'observation des dispositions de l'art. 315 sur les notifications des témoins, il ne peut résulter, en faveur des accusés, que le droit de s'opposer à l'audition des témoins qui ne leur auraient pas été notifiés dans les formes ou les délais prescrits par cet article; que, dans l'espèce, aucune réclamation n'a été élevée aux débats par les accusés contre l'audition des témoins, sur le fondement de l'omission desdites formes ou dudit délai;—Rejette, etc.

Du 29 avril 1819.—Sect. crim.—Prés. M. Barria.—Rapp., M. Olivier.—Concl., M. Hua, av. gén.—Pl., M. Duprat.

EXÉCUTION.—SÉPARATION DE BIENS.—COMMUNAUTÉ.

Du 29 avril 1819 (aff. Jarry).—V. cet arrêt à sa date du 29 janv. 1818.

JURY.—TABLEAU (FORMATION DU).

Lorsqu'on y a indiqué pour la formation du tableau, il y a moins de trente jurés présents, il ne doit, à peine de nullité, en être appelé d'autres que pour compléter le nombre de trente. (Cod. inst. crim., 395.) (3)

(Leroy.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu l'art. 395 du Code d'inst. crim.;—Considérant que nul citoyen ne peut concourir pour former le jury, s'il n'en a reçu la mission de la loi;—Qu'un jury, formé sur un nombre de citoyens parmi lesquels il s'en trouve un ou plusieurs à qui la loi n'en a pas donné la mission, est donc illégal, et conséquemment sans caractère pour prononcer sur le sort d'un accusé;—Que, d'après l'art. 395 du Code d'inst. crim., lorsqu'il se présente, au jour indiqué pour la formation du jury, moins de trente jurés de ceux portés sur la liste qui a été notifiée aux accusés, il ne peut être joint aux jurés présents que le nombre nécessaire pour compléter celui de trente;—Que les citoyens résidant dans la commune où se tiennent les assises, et qui sont portés sur le tableau qui doit être dressé par le préfet, conformément audit art. 395, n'ont donc de caractère pour remplir les fonctions de jurés qu'autant qu'ils sont nécessaires pour compléter la liste primitive jusqu'à trente: d'où suit que ceux d'entre eux qui sont appelés au delà de ce nombre sont sans qualité, et que leur participation à la composition et à la déclaration du jury viole ces actes et les frappe de nullité;—Considérant que, dans l'espèce, il est constaté par le procès-verbal de la formation du jury qu'il s'est présenté vingt-cinq jurés de ceux portés sur une liste de trente; que, si avant été notifiée la veille à l'accusé; que, pour compléter les jurés jusqu'au nombre de trente, il ne devait donc en être pris que cinq sur le tableau des citoyens de la commune, désignés pour remplacer les jurés absents;—Que néanmoins six de ces citoyens ont été tirés au sort et joints aux vingt-cinq jurés présents; ce qui en a porté le nombre à trente-un; que c'est

(1) V. conf. Cass. 10 déc. 1812; 7 janv. 1813; 21 sept. 1815; 6 fév. 1818; 17 fév. 1826; 20 avril et 16 nov. 1827; 18 juill. 1839; 18 fév. 1841. V. toutefois les observations qui accompagnent l'arrêt précité du 10 déc. 1812.

(2) V. dans ce sens, Cass. 11 fév. 1813; 3 nov.

1814; 13 juill. 1820; 22 mars, 17 mai 1821; 1^{er} avril 1830; 13 avril 1837.

(3) V. dans le même sens, Cass. 9 janv. 1824; Carot, Comment. du Code d'inst. crim., tom. 3, p. 37.—En sens contraire, Cass. 18 mars 1813; mais voy. la note qui accompagne cet arrêt.

sur cette liste de trente-un qu'a été formé le tableau des douze jurés, et qu', parmi ces douze, s'est trouvé le sieur Vallée, le dernier des six pris en remplacement; que le jury ainsi formé a donc été illégal, et sa déclaration nulle; —Casse, etc.

Du 29 avril 1819. —Sect. crim. —Prés., M. Barris. —Rapp., M. Giraud. —Concl., M. Hua, av. gén.

JURY.—DECLARATION.—CIRCONSTANCES ACCESSOIRES.—MEURTRE.—LEGITIME DEFENSE.
Les jurés n'ont pas le droit de décider des faits qui n'ont pas été soumis à leur délibération, lorsque ces faits ne se rattachent pas nécessairement à la question; mais ils peuvent déclarer les circonstances qui, se liant à cette question, deviennent nécessaires pour expliquer le vrai sens de leur réponse.

Ainsi, dans une accusation de meurtre, le jury peut, après avoir reconnu l'accusé coupable, déclarer, sans que la question lui ait été posée, que l'accusé n'avait agi que pour sa légitime défense. (Cod. inst. crim., 348.)(1)

La déclaration du jury que l'accusé est coupable de meurtre, mais qu'il n'a commis ce crime que dans l'intérêt de sa légitime défense, n'est nullement contradictoire.

(Maurice).—ARRÊT

LA COUR:—Vu les art. 350 du Code d'inst. crim., et 398 du Code pén.; —Attendu que la disposition de l'art. 350 du Code d'inst. crim. doit être régulièrement exécutée toutes les fois que le jury a été composé conformément à la loi, et que sa déclaration ne présente point des contradictions ou des ambiguïtés qui puissent mettre la Cour d'assises dans l'impossibilité d'en reconnaître le sens, et de délibérer ainsi sur des faits précis pour l'application de la loi pénale; —Que les jurés n'ont pas sans doute le droit de décider des faits qui n'ont pas été soumis à leur délibération, lorsque ces faits ne se rattachent pas nécessairement à la question sur laquelle ils ont eu à répondre; mais qu'ils ont eu celui de déclarer les circonstances qui, se liant à cette question, deviennent nécessaires pour expliquer le vrai sens de leur réponse; —Que, dans l'espèce, le jury avait déclaré Jacques Maurice coupable d'une tentative d'homicide volontaire sur la personne de Jean Coudray; qu'il avait ainsi répondu au fait de la question; mais que, voulant faire connaître quel sens il avait donné au mot *coupable*, employé dans la question, il avait ajouté que ledit Maurice n'avait commis cette tentative que pour sa légitime défense; que, par cette déclaration accessoire, il reconnaissait n'avoir entendu le mot *coupable* que dans le sens dans lequel il a été employé par le Code d'inst. crim. dans son art. 364, et il plaçait l'accusé dans la disposition de cet article d'après son rapprochement de l'art. 328 du Code pénal; —Que cette réponse du jury ne présentait aucune contravention, et ne contenait aucun excès de pouvoir; qu'elle était irrévocablement acquise à Jacques Maurice, et que, néanmoins, sous le prétexte qu'elle impliquait contradiction, la Cour d'assises a renvoyé les jurés dans leur chambre pour en délibérer de nouveau; en quoi cette Cour a

fait violation des deux articles ci-dessus cités; —Casse, etc.

Du 29 avril 1819. —Sect. crim. —Prés., M. Barris. —Rapp., M. Giraud. —Concl., M. Hua, av. gén. —Pl., M. Rochelle.

JURY.—TABLEAU (FORMATION DU).

Du 30 avril 1819 (aff. Lemoine). —Même décision que par l'arrêt du 29 (aff. Leroy).

TÉMOINS EN MAT. CRIM.—DÉPOSITION ÉCRITE.—LECTURE.—LISTE.—NOTIFICATION.—POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.

La déposition écrite d'un témoin absent peut être lue à l'audience malgré l'opposition de l'accusé, lorsque d'ailleurs la Cour d'assises a statué sur cette opposition (2).

Le procureur général peut s'opposer à l'audition des témoins à décharge dont la liste na lui a été notifiée que le troisième jour de l'ouverture des débats (3).

Le président peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, recevoir, à titre de renseignement, la déclaration des personnes que la Cour d'assises a écartées comme témoins, sur l'opposition du procureur général (4).

(Benoit et autres).—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu....; —Sur le second moyen, —Que le procès-verbal des débats constate qu'il a été statué par la cour d'assises sur l'opposition des accusés à ce que lecture fût donnée aux jurés de la déclaration d'un témoin absent; qu'en permettant cette lecture, la Cour d'assises n'a violé aucun article de la loi prescrit à peine de nullité;

Sur le troisième moyen, —Que le procès-verbal des débats prouve suffisamment que les témoins entendus aux séances des 14 et 15 ont, avant de déposer, prêté le serment voulu par l'art. 317, ainsi que l'avaient fait les témoins ouïs dans la séance du 13; que le procureur général a été fondé à s'opposer à l'audition des témoins à décharge dont la liste ne lui avait été notifiée que le treizième jour de l'ouverture des débats, et que le président a fait un usage légitime du pouvoir discrétionnaire en faisant entendre ces mêmes témoins par forme de déclaration et sans prestation de serment; —Rejette, etc.

Du 30 avril 1819. —Sect. crim. —Prés., M. Barris. —Rapp., M. Giraud. —Concl., M. Hua, av. gén. —Pl., M. Jousset.

ARRÊT.—MUTILATION.

Du 1^{er} mai 1819 (aff. Jacques Maurice). —V. cet arrêt, qui est de la Cour roy. de Metz, et non de la Cour de cassation, à la 2^e partie, même date.

TRIAGE.—COMMUNE.—PRÉSCRIPTION.

La prescription de cinq ans établie par l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792, contre l'action en revendication des triages des communes, na peut être opposée à une commune qui, dans les cinq ans, a été mise en possession des triages, même en vertu d'un jugement irrégulier. —On ne peut dire que la procédure et le jugement étant censés non avenus, il y a pres-

(1) V. en ce sens, Cass. 30 avril 1812; 4 juv. 1817, 29 août 1819, 24 oct. 1823, 9 oct. 1823, 6 avril 1827.

(2) V. sur la légalité de la lecture, à l'audience, des dépositions écrites des témoins absents, les notes qui accompagnent le jugement du tribunal du Cass. du 4 mai 1793, et l'arrêt du 11 vend. an 14. V. aussi

Jurisp. du XIX^e siècle (Table déc. 1831-1840), v^o Témoins en mat. crim., n^o 80 et suiv.

(3) V. dans le même sens, Cass. 5 nov. 1812, 12 avril 1827, et la note sur le premier de ces arrêts.

(4) V. dans le même sens, Cass. 8 oct. 1812, et la note; 16 mars 1815; 10 oct. et 18 déc. 1817; 27 mars 1828; 4 nov. 1830; 23 avril 1835; 12 déc. 1840.

cription, faite de poursuites dans les cinq ans : la possession de la commune a suffi pour empêcher la prescription. (Cod. civ., 2229, 2243; L. du 28 août 1792, art. 1^{er}.) (1)

(De Bauffremont—C. la comm. de Traves.)

En janv. 1791, la commune de Traves réclama contre le duc de Bauffremont un triage, concédé à ses auteurs en 1745, conformément à l'ordonnance de 1669.—Postérieurement, survint la loi du 28 août 1792, portant art. 1^{er}. « L'art. 4 du tit. 2^e de l'ordonnance des eaux et forêts de 1669, ainsi que tous les édits, déclarations, arrêts du conseil et lettres patentes, qui, depuis cette époque, ont autorisé le triage, distribution partielle, ou concession de bois et forêts domaniaux et seigneuriaux, au préjudice des communautés usagères, soit dans les cas, soit hors des cas prévus par ladite ordonnance, et tous les jugemens rendus et actes faits en conséquence, sont révoqués, et demeurent à cet égard, comme non avenus; et pour restreindre en possession des portions de leur bien communaux, dont elles ont été privées par l'effet de ladite ordonnance, et desdits édits et déclarations, arrêts, lettres patentes, etc., les communes seront tenues de se pourvoir, dans l'espace de cinq ans, devant les tribunaux, sans pouvoir prétendre aucune restitution des fruits perçus, et sans qu'il puisse y avoir lieu contre elles à aucune action en indemnité pour cause d'impenses ».

17 déc. 1792, jugement par défaut du tribunal de Vesoul, qui déclare la commune de Traves propriétaire du triage concédé en 1745, en se fondant sur l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792. — Ce jugement n'ayant pas été signifié au duc de Bauffremont, les délais de l'appel n'étaient point encore expirés en 1817. Le duc de Bauffremont s'est rendu appelant devant la Cour de Besançon, et a demandé à être réintégré dans son triage. — Il a soutenu que le jugement rendu contre lui était nul, notamment par la raison que la demande sur laquelle était intervenu le jugement, avait été formée antérieurement à la loi du 28 août 1792, qui seule avait conféré aux communes le droit de revendiquer; qu'ainsi cette demande et le jugement intervenu devaient être annulés; en outre que cette annulation devait être prononcée, parce que la commune n'avait point été dûment autorisée à plaider. Après avoir ainsi établi la nullité des poursuites de la commune et du jugement obtenu par elle, M. le duc de Bauffremont a prétendu que ces poursuites et ce jugement devaient être considérés comme absolument non avenus, de telle sorte que la commune était réputée n'avoir point intenté son action en revendication depuis la loi du 28 août 1792 : d'où il résultait que cette action, soumise par l'art. 1^{er}

de cette loi à une prescription de cinq ans, ne pouvait être exercée.

Pour la commune de Traves, on a répondu, qu'en supposant que les poursuites et le jugement dusent être annulés, la prescription de cinq ans ne pouvait pas cependant lui être opposée, par la raison péremptoire que la possession publique constante et de bonne foi qu'elle avait eue du triage litigieux depuis 1792, avait nécessairement interrompu la prescription quinquennale.

16 fév. 1818, arrêt de la Cour royale de Besançon, qui déclare irrégulier et nul le jugement du tribunal de Vesoul, et évoquant la cause, rejette la prescription opposée par le duc de Bauffremont contre l'action en revendication de la commune de Traves : attendu que les poursuites même irrégulières, qui ont été exercées par les communes lorsqu'elles ont été suivies d'une prise de possession sans trouble ni contradiction, ont confirmé les droits des communes, de telle sorte que la prescription ne peut leur être opposée; et statuant au fond, reconnaît à la commune le droit de réclamer le triage dont il s'agit, conformément à l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792.

Pourvoi en cassation de la part du duc de Bauffremont, pour violation de l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792, en ce que l'arrêt dénoncé n'a pas accueilli la prescription, bien que la revendication n'ait été intentée qu'après cinq ans; et statuant sur la fin de non recevoir, attendu que les poursuites faites dans le délai utile ayant été déclarées nulles, et ne pouvant par conséquent avoir l'effet d'interrompre la prescription.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792, les communes ont été déclarées propriétaires de leurs triages, à charge de se pourvoir dans le délai de cinq ans, devant les tribunaux, pour s'en faire mettre en possession; — Que dans l'espèce, la commune de Traves a rempli, dans ledit délai, la formalité prescrite par la loi, puisqu'elle a obtenu le 17 déc. 1792, un jugement du tribunal de Vesoul qui a prononcé sa réintégration; — Que si ce jugement renfermait des irrégularités qui, depuis en ont fait déclarer la nullité tout ce qu'il peut en conclure, c'est que le demandeur pouvait porter de nouveau en justice l'objet sur lequel ce jugement avait prononcé; mais qu'il n'en est pas moins constant en fait que la commune a, en la suite de ce jugement, une possession paisible et de bonne foi, dont l'effet nécessaire a été de conserver ses droits, et par conséquent d'écarter la prescription quinquennale qu'on lui oppose, et par conséquent aussi de lui rendre applicable la disposition de l'article ci-dessus cité de la loi du 28 août 1792, que l'on ne peut prescrire, en effet, contre celui qui possède, lorsque surtout on n'a en sa faveur ni titre ni conséquemment de pos-

(1) Cet arrêt de rejet a été suivi, le même jour, d'un arrêt de cassation prononcé par la chambre civile contre un arrêt de la Cour royale de Douai, qui avait décidé la question en sens contraire. (V. l'article suivant.) — F. encore dans le même sens, Cass. 9 mars 1809; 20 août 1822; 21 déc. 1825; Rion, 21 juin 1825. « Ces divers arrêts, dit Merlin, *Quest.*, v^o *Triage*, § 3, fondés, en termes expressés, sur le principe qu'une action ne se prescrit pas tant que la partie à qui elle appartient, en possède la matière, le sont implicitement sur la célèbre maxime dont ce principe ne fut que déterminer la véritable sens et la juste application, c'est-à-dire, sur la maxime *que temporalia sunt ad gradum, perpetua sunt ad exceptionem*; et il est clair qu'ils auraient mal jugé si cette maxime devait, comme le prétendent quelques auteurs, être restreinte au cas

où le défendeur n'a pas dû ou n'a pas pu intenter l'action régulière de celle qu'en exerce contre lui; mais j'ai démontré, dans le *Répert. de jurisprudence* au mot *Prescription*, sect. 2, § 25, qu'elle s'applique à tous les cas où celui qui n'a pas intenté son action dans le délai à la durée duquel l'exercice en était limité, peut justifier qu'il était, avant l'expiration de ce délai, en possession de la chose que cette action avait pour objet; et le sens de cette maxime ainsi rétabli, la bien jugé des arrêts ci-dessus devient évident. — V. encore dans le même sens, *Troplong, des Prescriptions*, t. 1, n^o 210. — V. cependant en sens contraire, Douai, 14 juin 1822, arrêt rapporté par Merlin, *loc. cit.* et dont les principes ont été, de sa part, l'objet d'une refutation étendue.

session, même civile : et que le demandeur est dans ce cas, la transaction de 1715, son titre unique, ayant été révoquée par l'article premier de ladite loi ; — Rejette, etc.

Dn 4 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl. MM. Jarre et Nieod.

TRIAGE. — COMMUNE. — PRESCRIPTION.

La prescription de cinq ans établie par l'art. 1^{er} du 28 août 1792, contra l'action en revendication des triages des communes, ne peut être opposée à une commune qui, dans les cinq ans, a été mise en possession des triages mêmes en vertu d'un jugement irrégulier. On ne peut dire que la procédure et le jugement étant censés non avenus, il y a prescription, faute de poursuites dans les cinq ans : la possession de la commune a suffi pour empêcher la prescription (1).

(Comm. d'Auby — C. de Razières et autres.)

Deux transactions, l'une du 9 mars 1727, l'autre du 29 janv. 1778, avaient attribué aux auteurs de la dame Reylier et des demoiselles de Razières ses sœurs, la propriété de quelques parties de marais à titre de triages. — En 1793, la commune d'Auby, sur le territoire de laquelle étaient placés ces triages, les revendiqua en se fondant sur la disposition de l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792 ; mais elle ne dirigea point son action contre les véritables possesseurs ; elle assigna seulement le mari de la dame Reylier.

17 déc. 1793, jugement arbitral rendu entre la commune et le sieur Reylier, qui condamne celui-ci à démolir les marais revendiqués par la commune. — En vertu de ce jugement, la commune d'Auby se mit en possession, sans éprouver aucun obstacle, ni de la part du sieur Reylier et des demoiselles de Razières, qui n'exercèrent pins aucun acte possessoire.

En 1814, la dame Reylier et les demoiselles de Razières formèrent tierce opposition au jugement arbitral : elles firent remarquer que le sieur Reylier n'avait pas le droit de les représenter ; qu'ainsi, les poursuites dirigées contre lui par la commune d'Auby, et le jugement arbitral intervenu sur ces poursuites étant nuls, ils devaient être réputés non avenus ; que dès lors il n'y avait eu réellement aucune action en revendication exercée par la commune, dans le terme fatal du cinq années ; que par conséquent la prescription était acquise, et que la revendication ne pouvait plus avoir lieu ; — Qu'au surplus, la possession de la commune ne pouvait être d'aucune autorité pour elle, attendu que cette possession était vicieuse, comme le jugement qui lui servait de base ; qu'elle avait été prise par la commune d'autorité privée, tandis que la loi avait ordonné le concours de l'autorité judiciaire.

Pour la commune d'Auby, on répondait que la possession avait été paisible, publique et exercée de bonne foi, depuis la sentence arbitrale jusqu'en 1814, époque de la tierce opposition ; que cette possession suffisait, aux termes de l'art. 2265 du Cod. civ., pour lui attribuer la propriété ; qu'au surplus, cette possession avait du moins suffi pour empêcher de courir la prescription de cinq ans, puisque les dames de Razières n'y avaient apporté aucun trouble.

5 août 1817, arrêt de la Cour roy. de Donai, qui reçoit la tierce opposition de la dame Reylier et des demoiselles Razières, et ordonne qu'elles seront réintégrées dans les triages dont

la commune s'était emparée, par les motifs suivants : — « Attendu que la prescription de vingt ans aurait rendu la commune d'Auby propriétaire desdits biens ; mais qu'il fallait déduire le temps pendant lequel la dame Reylier et les demoiselles de Razières avaient été en état d'arrestation ; et que, d'après cette déduction, il n'y avait pas lieu à accueillir cette exception ; — Attendu, quant à la prescription de cinq ans invoquée par la dame Reylier et les demoiselles de Razières, que le jugement arbitral et la procédure qui l'avaient précédé ne pouvaient être opposés à la dame Reylier et aux demoiselles de Razières, qui y avaient été totalement étrangères ; — Qu'ainsi la possession prise par la commune, l'avait été arbitrairement et d'autorité privée ; que dès lors cette possession n'avait pas interrompu la prescription de cinq ans, quoique la dame Reylier et les demoiselles de Razières eussent cessé de posséder. »

Pourvoi en cassation de la part de la commune d'Auby, pour fausse application de l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792, et contravention aux art. 2229 et 2243 du Cod. civ., en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré que la prescription de cinq ans était acquise au profit des dames de Razières, bien que celles-ci n'aient point eu la possession du triage, et que d'après les art. 2229 et 2243, celui-ci seul puisse prescrire, qui possède, et que l'interruption de possession, seulement pour un an, interrompe la prescription.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792, ainsi conçu : « L'art. 4, tit. 25 de l'ord. de 1669, ainsi que tous édits, déclarations, arrêts du conseil et lettres patentes, qui, depuis cette époque, ont autorisé les triages, partage, distribution partielle ou concession de bois et forêts domaniaux et seigneuriales au préjudice des communautés usagères, soit dans le cas, soit hors des cas prévus par ladite ordonnance, et tous les jugemens rendus et actes faits en conséquence, sont révoqués, et demeurent à cet égard comme non avenus. Et pour rentrer en possession des portions de leurs biens communaux dont elles ont été privées par l'effet de ladite ordonnance et desdits édits, déclarations, arrêts, lettres patentes, jugemens et actes, les communautés seront tenues de se pourvoir, dans l'espace de cinq ans, par-devant les tribunaux, sans pouvoir prétendre aucune restitution des fruits perçus, et sans qu'il puisse y avoir lieu contre elles à aucune action en indemnité pour cause d'impenses ; » — Vu, en outre, les art. 2229, 2242 et 2243 du Code civ. ;

— Attendu que, par le jugement arbitral du 17 déc. 1793, la commune d'Auby fut réintégrée, en vertu de l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792, dans la possession des biens qui avaient été acquis par les auteurs de la dame et des demoiselles de Razières, à titre de triage, et en vertu des transactions dont il s'agit au procès ; que la dame et les demoiselles de Razières ne furent pas à la vérité parties dans ce jugement ; que les procédures qui le précédèrent ne furent pas même dirigées contre elles, mais bien contre le sieur Reylier, mari de la dame de Razières ; que la tierce opposition formée, en 1814, par la dame et les demoiselles de Razières à ce jugement, aurait pu être fondée, si elle eût eu pour objet d'établir que leurs droits ne dérivent pas de triages, mais bien de titres non révoqués par les lois ; que, dans ce cas, la dame et les demoiselles de Razières auraient été recevables à se plaindre des irrégularités dont la sentence arbitrale et les procédures auraient pu se trouver infectées ; que ce n'est pas pour atteindre ce but que la tierce opposition a été formée,

(1) V. l'article qui précède, et la note.

puisque la dame et les demoiselles de Razières ont reconnu, qu'il s'agissait, dans la cause, de trépassés et d'actes révoqués par la loi; que la dame et les demoiselles de Razières se sont réduites à soutenir que l'action de la commune avait été prescrite dans le délai de cinq ans, à défaut de poursuites régulières, malgré la possession de la commune; — Attendu que l'art. 1^{er} de ladite loi a révoqué et déclaré comme non avenus les trépassés; que, par cet article, il a été ordonné aux communes de se pourvoir devant les tribunaux dans le délai de cinq ans pour opposer leur rentrée en possession; que cette loi présuppose évidemment qu'à l'époque du 28 août 1792 les communes n'étaient pas en possession, puisqu'elle leur trace la voie à suivre pour y entrer; que la dame et les demoiselles de Razières étaient en possession à cette époque; que la commune d'Anby a commencé de posséder les biens dont il s'agit, immédiatement après le jugement arbitral du 17 déc. 1793; qu'elle a continué de les posséder sans interruption, paisiblement, publiquement, et à titre de propriétaire, jusqu'à l'époque où la tierce opposition a été formée; que la dame et les demoiselles de Razières, qui n'ont pu ignorer cette longue possession de la commune, sont censées l'avoir approuvée, puisque, bien loin de s'y opposer, elles ont au contraire abandonné leur ancienne possession; que la Cour royale de Douai a reconnu elle-même que la prescription de vingt ans aurait rendu la commune propriétaire, si le cours de cette prescription n'avait pas été suspendu pendant l'incorporation de la dame et des demoiselles de Razières; qu'il impliquerait cependant qu'une possession qui aurait été de nature à produire, après vingt ans, cette prescription, n'eût pas produit auparavant l'effet d'interrompre la prescription de cinq ans établie par l'art. 1^{er} de ladite loi; qu'il est en effet de principe que la prescription ne court ni contre celui qui possède, ni au profit de celui qui ne possède pas; qu'ainsi est-elle subordonnée à une possession paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire; qu'ainsi l'interruption naturelle est-elle opérée lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers; que par conséquent, en décidant que la prescription de cinq ans avait couru contre la commune, malgré l'abandon fait par la dame et les demoiselles de Razières de leur possession, et malgré la possession paisible et publique de la commune depuis le jugement arbitral jusqu'à l'époque de la tierce opposition, la Cour royale de Douai a fausement appliqué l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792, et violé en conséquence les art. 2220, 2242 et 2243 du Code civ.; — Casse, etc.

Du 4 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Loiseau et Guichard.

TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. —

SERMENT. — POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

Lorsqu'un individu, inscrit sur la liste des témoins à décharge, a d'abord été appelé, en vertu du pouvoir discrétionnaire du président, pour donner des explications sur la déposition d'un autre témoin, et a déposé ensuite comme témoin à décharge, en prêtant serment, il n'y a pas lieu de considérer ces deux déclarations comme formant une seule déposition dont la première partie aurait été

faite sans prestation de serment. (Cod. inst. crim., 269 et 317.) (1)

(Pionie). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est constaté par le procès-verbal des débats, qu'à la séance du 20 mars, et après que plusieurs témoins à charge avaient été entendus, le président de la Cour d'assises, désirant avoir des explications qu'il jugeait utiles à la manifestation de la vérité, et croyant pouvoir les obtenir du sieur de Buguet, maire de Cursillon, témoin cité à la requête de l'accusé, a appelé ledit de Buguet, en vertu de son pouvoir préséable de serment, une déclaration que les jurés ont été avertis de ne considérer que comme renseignement; — Qu'en donnant, le 20 mars, à la demande du président, sans prestation de serment, et à titre de simple renseignement, une déclaration qui devait servir à éclairer la conscience des jurés et des juges, ledit Buguet n'a pas perdu sa qualité de témoin appelé à la requête de l'accusé; qu'en conséquence il a, le lendemain 21, été entendu dans l'ordre établi par le procureur général pour l'audition des témoins à décharge, et que sa déposition a été précédée du serment prescrit par l'art. 317 du Code d'inst. crim.; — Qu'autorise par l'art. 269 de ce Code à appeler et entendre toutes les personnes qui lui paraîtraient, d'après les développements donnés par les témoins, pouvoir répandre des lumières sur la cause, le président de la Cour d'assises n'a point fait une fausse application de cet article et abusé de son pouvoir discrétionnaire, en obtenant du témoin de Buguet des explications, que les dépositions des témoins déjà entendus rendaient nécessaires ou utiles; qu'en n'exigeant pas que ces explications, qui n'avaient que le caractère de simples renseignements, fussent données sous la religion du serment, il n'a pas violé l'art. 317 du Code d'inst. crim., et s'est conformé à la disposition du second paragraphe dudit art. 269, même Code; — Rejette, etc.

Du 6 mai 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Frétean de Pény, av. gén.

USAGE (DROIT N°). — BIENS DOMANIAUX. — DÉFENSABILITÉ.

Le délit résultant de l'introduction, par un usager, de bestiaux dans une forêt domaniale soumise à son droit d'usage, avant que cette forêt ait été déclarée défensible, ne peut être excusé sur le motif que cette forêt est plantée en sapins et s'exploite en jardinant (2).

(Forêts — C. Lamy.)

Du 7 mai 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Baris. — Concl., M. Frétean de Pény, av. gén.

APPEL CORRECTIONNEL. — PARTIE CIVILE.

Du 7 mai 1819 (aff. Archard). — Même décision que par l'arrêt du 17 mars 1814.

ENREGISTREMENT. — INDIVISION. — LIQUIDATION.

Lorsque les biens d'une succession sont restés indivis entre les mains d'un des cohéritiers, la sentence arbitrale qui détermine en dernier ressort le montant des jouissances et la part qui revient à chaque cohéritier, doit être considérée, sinon comme une condamnation proprement dite, du moins comme une véritable liquidation, et par conséquent être soumise au

(1) P. conf., Carnot, sur l'art. 269 du Code d'inst. crim., t. 2, p. 356, n° 1.

(2) V. dans le même sens, Cass. 20 fév. 1819, et la note.

droit proportionnel de 50 cent. pour 100, conformément à l'art. 69, § 2, n° 9, de la loi du 22 frim. an 7 (1).

(Enregistrement — C. héritiers Murat.)

Après la mort des sieur et dame Murat, les immeubles composant leur succession sont restés entre les mains de leur fils Jean-Charles de Murat, jusqu'en 1813; à cette époque, tous les cohéritiers voulant venir à partage, ils ont nommé deux experts arbitres, à l'effet de faire entre eux le partage des immeubles dépendant des successions de son père et mère communs, et de faire l'estimation des jouissances perçues sur ses immeubles par Jean-Charles de Murat seul, depuis l'ouverture des successions; d'ailleurs, les cohéritiers déclarent s'en rapporter à la décision des arbitres, et renoncer à l'appel et au pourvoi en cassation.

En cet état des choses, les arbitres ont procédé à l'opération dont ils étaient chargés : d'abord, ils ont déterminé la valeur de tous les biens de la succession, ensuite ils ont fixé le lot revenant à chaque héritier; enfin ils ont réglé le montant des jouissances perçues par Charles de Murat, et la somme qu'il devait rendre, par suite de ces jouissances, à chacun de ses cohéritiers.

Lorsque la décision des arbitres a été présentée à l'enregistrement, le receveur a perçu le droit fixe d'un franc auquel sont assujettis les simples rapports d'experts, suivant le n° 1, § 1, de l'art. 68 de la loi du 22 frim. an 7; mais postérieurement la régie a pensé que la décision arbitrale au chef par lequel elle liquidait les jouissances, devait être assujettie à un droit proportionnel de 50 cent. pour 100, sinon comme contenant une condamnation, du moins comme étant une véritable liquidation; conformément à l'art. 69, § 2, n° 9 de la loi du 22 frim. an 7, qui assujettit au droit proportionnel de 50 cent. « Les expéditions des jugemens contradictoires ou par défaut des tribunaux civils de commerce et d'arbitrage, etc., portant condamnation, collocation ou liquidation de sommes et valeurs mobilières, intérêts et dépens entre particuliers. »

Pour les héritiers Murat, on a soutenu que le jugement arbitral n'était point susceptible du droit proportionnel, parce qu'il ne contenait aucune condamnation positive, mais seulement une estimation des jouissances qui devaient servir de base au partage.

Le 12 déc. 1816, jugement du tribunal civil de Manriac, qui : « attendu que le jugement arbitral du 27 juin 1814, quoique définitif pour l'appréciation des jouissances dues par Jean-Charles de Murat, ne portait pas contre ce dernier condamnation de la somme due à chacun des cohéritiers; que cette condamnation ne pouvait résulter que d'une opération définitive de partage contenant le compte des rapports et prélèvements à faire sur cette somme; et que c'était seulement sur le résultat d'une telle appréciation que pouvait être appliqué le droit proportionnel établi par l'art. 69, § 2, n° 9 de la loi du 22 frim. an 7, déboute la direction de l'enregistrement de sa demande en paiement du droit proportionnel sur le règlement des jouissances à partager entre les cohéritiers. »

Pourvoi en cassation de la part de la direction de l'enregistrement, pour violation de l'art. 69 de la loi du 22 frim. an 7, en ce que le juge-

ment a déclaré qu'une sentence arbitrale contenant une liquidation n'était pas assujettie au droit proportionnel de cinquante centimes.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que, d'après la soumission faite par les parties dans leur compromis, de s'en rapporter exactement à la décision des experts arbitres sur le règlement des jouissances dues par Jean-Charles de Murat à chacun de ses cohéritiers, et d'exécuter ce règlement sans appel ni recours en cassation; il est évident que la décision arbitrale du 27 juin 1814, doit être considérée, sinon comme une condamnation proprement dite, au moins comme une véritable liquidation dans le sens de l'article précité de la loi du 22 frim. an 7, qui assujettit au droit proportionnel de cinquante centimes par cent francs, tous jugemens portant condamnation, collocation ou liquidation de sommes et valeurs mobilières, et qu'en refusant d'appliquer ce droit à la décision arbitrale dont il s'agit, le jugement attaqué a formellement violé ledit article; — Casse, etc.

Du 10 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Huart-Duparc et Isambert.

NOTAIRE. — RÉPERTOIRE. — DÉPÔT. —

AMENDE.

Le notaire qui, pour le dépôt du double de son répertoire au greffe, est en retard d'un jour seulement, est passible de l'amende de cent francs prononcée par la loi, pour chaque mois de retard (2).

(Didior et Clémenceau.) — ARRÊT.

LA COUR: — Vu les art. 16, tit. 3, de la loi du 29 sept. 1794, et 1^{er} de la loi du 16 flor. an 4; — Attendu qu'aux termes de ces lois, la contravention résultant du défaut de dépôt du double des répertoires des notaires dans les deux premiers mois de chaque année existe dès le 1^{er} mars de chaque année; et que dès lors l'amende est encourue par les contrevenans, sauf à être augmentée de 100 fr. par chaque mois de retard ultérieur, qu'en jugeant, au contraire, que cette amende n'est encourue qu'après l'expiration du mois de mars de chaque année, et en prolongeant ainsi le délai fixé par la loi pour le dépôt desdits répertoires, le tribunal civil du Châlons-sur-Saône a évidemment excédé ses pouvoirs et violé lesdites lois; — Casse, etc.

Du 10 mai 1819. — Sect. civ. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén.

USUFRUIT LÉGAL. — EFFET RÉTROACTIF. — CRÉANCIERS. — DROIT ATTACHÉ À LA PERSONNE.

L'usufruit légal du père sur les biens des enfans mineurs est réglé par le Code civil, à compter du jour de sa promulgation, quelle que fût la législation à l'époque de l'ouverture de la tutelle: on ne peut dire que ce soit là donner au Code un effet rétroactif. (Cod. civ., 2 et 384.) (3)

Les créanciers des père et mère d'enfans mineurs peuvent réclamer l'usufruit des biens des enfans, du chef de leur débiteur qui y a renoncé. Cet usufruit n'est pas un droit exclusivement attaché à la personne des père et

(1) Cependant un arrêt du 11 avril 1832, a jugé qu'il n'y a ni liquidation, ni collocation dans le jugement qui, par provision, autorise un héritier à recevoir une certaine somme sur sa part dans le prix des biens de la succession.

(2) V. conf., Cass. 6 juin 1809, 4 juill. 1820, 13 mai 1822.

(3) C'est là un point constant en doctrine et en jurisprudence. V. Cass. 13 mars 1816, et les autorités nombreuses indiquées à la note.

mère, dans le sens de l'art. 1166. (Cod. civ., 632.) (1)

(Bouttebouch de Chavaunnes.)

Le sieur Bouttebouch de Chavaunnes avait géré les biens de ses enfans mineurs, en qualité de tuteur, depuis 1795 jusqu'en nov. 1810, époque de l'émancipation des enfans. — La tutelle avait été régie jusqu'à la publication du Code civil, par la coutume d'Artois, dans le ressort de laquelle étaient situés les biens. Cette coutume n'accordait point au père, comme le Code civil, l'usufruit des biens de ses enfans, mais seulement un droit de garde, dont la quotité était déterminée. D'ailleurs, si le père, à l'ouverture de la tutelle, ne déclarait pas expressément vouloir prendre ce droit de garde, il était censé y avoir renoncé; c'est ce qui avait eu lieu dans l'espèce.

En 1810, c'est-à-dire postérieurement au Code civil, les biens du sieur Bouttebouch de Chavaunnes père ont été vendus : ses enfans se sont présentés à l'ordre comme créanciers pour reliquat du compte de tutelle. — Mais ce compte est devenu le sujet d'une contestation entre les enfans Chavaunnes et les autres créanciers.

Les enfans soutenaient que leur père devait leur tenir compte : premièrement des fruits perçus depuis l'ouverture de la tutelle jusqu'à la promulgation du Code civil, conformément à la coutume d'Artois qui les régissait, sans même retenir le droit de garde, auquel il avait tacitement renoncé; secondement, des fruits perçus depuis le Code civil jusqu'à l'émancipation, nonobstant la disposition de l'art. 384, qui attribue au père et mère l'usufruit des biens de leurs enfans, parce que cet article ne pouvait être appliqué à des enfans dont les biens n'avaient pas été jusqu'alors soumis à l'usufruit légal; que ce serait, en effet, leur enlever un droit acquis, celui de percevoir tous les fruits de leurs biens, et donner ainsi un effet rétroactif à la loi nouvelle. — Au surplus, ajoutaient-ils, en admettant même que, par application de l'art. 384 du Code civil, le père eût droit à l'usufruit des biens de ses enfans; ce serait un droit personnel que les créanciers ne pourraient venir exercer de son chef, suivant la disposition de l'art. 1166 du Code civil, portant : « Les créanciers pourront exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exclusion de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne. »

Les créanciers soutenaient, au contraire, que les fruits échus depuis le Code civil étaient acquis

au père, en vertu de l'art. 384; que l'on ne donnait pas à cet article un effet rétroactif, en l'appliquant seulement aux faits échus depuis sa promulgation; que le seigneur attribué aux enfans par la loi ancienne, étoit de percevoir les fruits tant que celle loi serait en vigueur, sans que le même droit leur fût acquis pour l'avenir, et nonobstant les dispositions contraires d'une loi nouvelle. — Que, d'un autre côté, ils pouvaient réclamer, au nom de leur débiteur, l'usufruit des biens des enfans; que cet usufruit n'est pas un droit personnel dans le sens de l'art. 1166, ainsi que cela résulte de l'art. 322 du Code civil, lequel dispose en général que « les créanciers d'un usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qu'il aurait faite à leur préjudice. »

Jugement du tribunal d'Amiens, qui déclare les créanciers du sieur Bouttebouch de Chavaunnes, ont le droit de réclamer, du chef de leur débiteur, l'usufruit qui lui est attribué par l'art. 384 du Code civil, sur les biens de ses enfans.

Appel de la part des enfans de Chavaunnes. — 20 août 1817, arrêt de la Cour d'Amiens qui adopte les motifs des premiers juges.

Pourvoi en cassation.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 584 et 622 du Code civ. et l'art. 2 du même Code; — Attendu, sur le premier moyen, que l'arrêt attaqué, en n'adjudicant au sieur Bouttebouch, père, la jouissance des biens de ses enfans, que du jour de la publication du titre, l'art. 2 du Code civil, n'a fait qu'une juste application de l'art. 2 dudit Code civil, qui veut que les lois aient leur exécution du jour de leur promulgation;

Sur le second moyen, attendu qu'aux termes de l'art. 622 dudit Code, le sieur Bouttebouch père n'a pu directement ni indirectement renoncer à un usufruit à lui acquis, au préjudice de ses créanciers; — Rejette, etc.

Du 11 mai 1819. — Seel. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lesauvade. — Concl. M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Gerardin.

LIBÉRATION. — ÉCRITURE BIFFÉE.

L'écriture mise au dos d'un billet ou reconnaissance, faisant mention du paiement, mais biffée, ne fait pas preuve de ce paiement. Ce n'est pas le cas d'appliquer l'art. 1332 du Code civil (2).

(1) Sur cette question, une controverse s'est élevée entre Merlin, *Quest.*, v° *Usufr. paternel*, § 1^{er}, et Toullier, t. 6, n° 368, à l'occasion d'un arrêt d'admission rendu par la chambre des requêtes le 23 brum. an 9, auquel il n'a été donné aucune suite, mais qui est en sens contraire de celui que nous rapportons ici, en ce qu'il admettait le pourvoi forme contre un arrêt qui avait considéré une émancipation comme une renonciation indirecte de la part du père à l'usufruit des biens de ses enfans, et avait révoqué cette émancipation sur la demande des créanciers. M. Toullier, loc. cit., approuve l'arrêt d'admission. « Nous pensons, dit cet auteur, que le jugement n'a été cassé si l'affaire avait été portée à la section civile. Il paraît difficile de considérer l'émancipation d'un mineur comme un acte fait en fraude des créanciers, et de le soumettre à l'acclamation révoctoire, uniquement pour conserver au père un usufruit vraiment irrégulier, dont l'établissement a eu principalement pour but de prévenir les procès scandaleux que faisaient naître les comptes des revenus entre les pères et leurs enfans, et non pas d'enrichir les père et mère et de donner un nouveau gage à leurs créanciers, qui n'ont pas

dû compter sur cet usufruit.... » *V.* dans le sens de cette opinion, Duranton, t. 3, n° 394; Proudhon, *Usufruit*, t. 4, n° 2395. Mais, M. Merlin qui s'était opposé, en l'an 9, à l'admission du pourvoi dans des conclusions qu'il se reproduit en entier dans ses *Quest. de droit*, loc. sup. cit., a persisté dans son opinion, et a combattu celle de M. Toullier, en invoquant à l'appui de sa doctrine l'arrêt que nous rapportons ici. « Ce n'est pas, dit Merlin, sans doute dans la vue directe de donner un nouveau gage aux créanciers du père, que la loi lui accorde l'usufruit des biens de ses enfans. Mais il n'en est pas moins vrai qu'une fois qu'il est saisi de ce droit, la loi elle-même autorise ses créanciers à s'en prévaloir, et qu'il ne peut y renoncer ni directement ni indirectement à leur préjudice : ce sont les termes d'un arrêt de la Cour de cassation du 11 mai 1819 (celui ci-dessus). » *Add.*, dans ce sens, Magnin, des *Minorités*, t. 1^{er}, n° 282; Hennoquin, *Législ. civ.*, t. 2, p. 196 et 521.

(2) « Quand même, dit Pothier (*Obligations*, n° 760), les écritures non signées qui sont au bas ou au dos d'un acte qui est en la possession du créancier, et qui tendent à la libération de ce qui est porté par

(Soubertieille — C. les héritiers Lavalette.)

Les maris Soubertieille souscrivirent au profit des sieur et dame Lavalette plusieurs billets ou reconnaissances, dont l'une de 8,500 fr. — Au décès du sieur Lavalette, ces billets se sont trouvés revêtus d'une écriture biffée, dans laquelle on distinguait le mot *reçu* et la signature *Lavalette*. — La dame Soubertieille décède, laissant des enfants mineurs. — Les héritiers Lavalette poursuivent contre eux, en la personne de leur tuteur, et du sieur Soubertieille père, la condamnation du montant de ces billets.

Le tuteur des mineurs résiste à la demande en souteuant que l'écriture qui était au dos du titre, quoique biffée, faisait preuve du paiement. — Soubertieille père ne fait aucun usage de ce moyen.

14 août 1816, jugement du tribunal d'Autun par lequel : « attendu que les billets acquittés ne paraissent être sortis de la main de Soubertieille et rentrés dans les mains du sieur Lavalette qu'après le décès de sa femme, qu'autrement ils auraient été remis ou renouvelés dans les termes ordinaires, soit à raison du reçu bâtonné, soit à raison du nombre d'années écoulées depuis leur échéance; — Et que l'intelligence qui paraissait exister entre Soubertieille père et les héritiers Lavalette, ne pouvait nuire aux mineurs, renvoie les mineurs de la demande. »

Appel par les héritiers Lavalette. — 24 janvier 1818, arrêt qui infirme le jugement du 14 août par ces motifs : Considérant que les billets dont il s'agit sont de la nature de ceux que l'on ne manque jamais de retirer lorsqu'ils ont été payés; — Que non-seulement ils sont restés à la possession du créancier, mais que le reçu, qui sans doute avait été mis d'avance au dos dans l'espoir du paiement, se trouve ratifié; — Qu'après l'échéance de ces billets, il en a été souscrit d'autres, qui sont encore dus, et qui représentent évidemment les intérêts des premiers non acquittés; — Que d'ailleurs, le débiteur principalement intéressé dans cette obligation, a reconnu dans l'inventaire et dans l'instance l'existence de la dette; — Que la réunion de ces circonstances fait cesser toutes présomptions de paiement, et s'oppose à ce qu'on applique la disposition de l'art. 1332.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il a été jugé en fait par l'arrêt attaqué, que l'écriture au dos du titre n'y existait que biffée, et que dans cet état elle n'était pas libératoire; — D'où il suit qu'aucune loi n'a été violée; — Rejette, etc.

Du 11 mai 1819. — Sect. req. — Prés. M. Henrion de Pansey. — Rapp. M. Jaubert. — Concl. M. Lebeau. av. gen. — Pl. M. Isambert.

RENTE QUÉRABLE. — REMBOURSEMENT. — MISE EN DEMEURE.

Si, dans le cas où la rente constituée est quérable, la cessation de son paiement pendant deux ans, n'autorise pas de plein droit, le créancier à en exiger le rachat, et si le dé-

bitéur doit, pour cela, être constitué en demeure, il est certain aussi que s'il ne satisfait pas à l'acte qui le met en demeure, il peut être contraint au rachat; quand même il aurait fait des offres réelles avant l'exercice de l'action en remboursement (1).

(Petit et Hennequant — C. le sieur Delbaye.)

Le sieur Jacques Delbaye était débiteur des sieurs Hennequant et Petit, d'une rente constituée de 135 fr. — Il est reconnu que la rente était quérable.

Au 22 juin 1814, il s'était écoulé deux années sans paiement des arrérages. — Le 9 sept. suivant, Hennequant et Petit font sommation à Jacques Delbaye de payer les arrérages échus, déclarant qu'après huit jours, ils poursuivront l'exécution de leurs titres. — Delbaye ne répond point à cette sommation. — 23 sept., Hennequant et Petit font signifier à Delbaye un commandement en saisie immobilière, dans lequel ils demandent, avec le montant des arrérages échus, le capital de la rente. — L'exploit constate que Delbaye a refusé de payer. — Les choses étaient encore dans cet état, lorsque le 24 oct. Delbaye fait offres réelles aux sieurs Hennequant et Petit des deux années d'arrérages seulement. Les créanciers refusent ces offres comme insuffisantes, en ce qu'elles ne comprennent pas le capital; ils soutiennent que le droit de réclamer le remboursement du capital leur est acquis par le défaut de paiement des arrérages durant deux années, et par la mise en demeure du débiteur, constatée tant par la sommation du 9 septembre, que par le commandement du 23 du même mois; que ce droit n'a pu leur être enlevé par les offres postérieures à la mise en demeure.

30 janv. 1816, jugement du tribunal de première instance de Cambrai, qui déclare nulles les offres réelles faites par Delbaye, en ce qu'elles ne comprennent pas le capital de la rente.

Appel. — 4 janv. 1817, arrêt de la Cour royale de Douai qui infirme. Ses motifs sont ainsi conçus : — « Vu les art. 1139, 1184, 1230, 1656 et 1912 du Code civ.; — Considérant que, de l'ensemble de ces articles, il résulte que le débiteur d'une rente qui laisse écouler deux ans sans en payer le cours, peut être contraint à rembourser le capital; que cette obligation de rembourser, prononcée par la loi comme peine de la négligence, n'est pas encourue de plein droit par la seule expiration du délai, mais ne peut être demandée par le créancier ou prononcée par le juge que dans le cas où le débiteur a été mis en demeure, c'est-à-dire sommé de payer le cours; que cette sommation ou commandement est toujours nécessaire, à moins que le créancier n'en soit dispensé par la convention; qu'après la constitution en demeure, et jusqu'à ce qu'elle ait été mise à fait par un acte de contrainte, c'est-à-dire, par une saisie mobilière ou immobilière, ou par une assignation, cette mise en demeure peut être couverte par le paiement du cours ou par les offres; — Considérant, en fait, que le contrat de constitution dont il s'agit, ne dispense pas le créancier de la som-

me, seraient barrées, elles ne laisseraient pas que de faire foi; car il ne doit pas être au pouvoir du créancier, en la possession duquel est l'acte, ni moins encore à celui de ses héritiers, de détruire, en barrant cette écriture, la preuve du paiement qu'elle renferme. » — Mais cette doctrine que repousse l'arrêt ci-dessus, n'a pas été admise par le Code. « Le créancier, dit Toullier, t. 8, n° 356, qui, après avoir d'abord écrit ou reçu à la suite d'un titre resté en sa possession, rayé ensuite le reçu, est censé avoir eu de bonnes raisons de le faire; il est pos-

sible qu'il ne l'ait écrit que par distraction, ou dans la vue d'un paiement qui ne s'est pas effectué; d'ailleurs le débiteur doit s'imputer de n'avoir pas exigé une quittance. Il faudrait donc des circonstances infiniment fortes pour faire admettre la décision de Pothier. » V. encore Meilin, *Repert.*, 1^{re} Preuve; Duranton, t. 13, n° 216 et suiv.

(1) F. Cass. 14 juin 1814; Turin, 27 avril 1812; Aix, 25 avril 1813, et nos observations sur ces divers arrêts.

mation; qu'aux poursuites, le débiteur a fait des offres réelles, et que ces offres suffisent pour soustraire à la peine prononcée par la loi.

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Hennequand et Petit, pour violation de l'art. 1912, résultant de ce que l'arrêt dénoncé décidait que le droit de demander le rembourquement de la rente n'était pas acquis au créancier par l'expiration de deux années sans paiement des arrérages, et par la mise en demeure du débiteur.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 1912 et 1139 du Code civ. ; — Attendu que, dans l'acte constitutif de la rente dont il s'agit, les parties ne sont pas convenues que le débiteur en retard de payer la rente serait admis à purger la demeure tant que les immeubles hypothéqués à sa sûreté ne seraient pas saisis et vendus, et qu'ainsi, nulle stipulation particulière ne s'oppose à l'application de l'art. 1912 du Code civ. ; — Attendu que si, dans le cas où la rente constituée est quérable, la cessation de son paiement pendant deux ans n'autorise pas de plein droit le créancier d'en exiger le rachat, et si le débiteur doit, pour cela, être constitué en demeure, il est certain aussi que, s'il ne satisfait pas à l'acte qui le met en demeure, il peut être contraint à ce rachat ; — Attendu que le défendeur avait été mis en demeure par l'acte du 9 sept. 1814; qu'il le fut de nouveau par celui du 23 du même mois, et que, loin d'acquiescer ce qu'il devait, ce dernier acte du 23 sept. 1814 constate de sa part un refus pur et simple; que le droit d'exiger le rachat de la rente était donc irrévocablement acquis aux demandeurs, lorsque, le 24 oct. suivant, l'offre réelle des deux annuités échues leur fut faite; d'où il suit que la Cour royale de Douai n'a pu autoriser cette offre sans violer les art. 1912 et 1139 du Code civ. ; — Casse, etc.

Du 12 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Trinquelague. — Concl., M. Cabrier, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Loiseau.

SUBSTITUTION FIDEICOMMISSAIRE. — INTERPRÉTATION. — CASSATION.

Y a-t-il substitution prohibée dans la disposition par laquelle un testateur dit : « J'institue N..., mon héritier universel, pour par lui jouir et disposer de mon hérité en bon père de famille, et à la charge de le rendre à ses enfants légitimes. » (Cod. civ., 896.) — Rés. nég. par la Cour royale (1).

En tous cas, c'est là une question de volonté, plus de fait que de droit, et l'arrêt qui la décide n'est pas soumis à la censure de la Cour de cassation (2).

(Auberge — C. Auberge.)

Le sieur Auberge, prêtre, a fait le 2 fév. 1815, un testament olographe, portant cette clause : — « Je nomme et institue pour mon héritier universel, le sieur François Auberge, docteur en médecine, mon neveu, pour par lui jouir et disposer de mon hérité en bon père de famille, et à la charge de le rendre à ses enfants légitimes. » — Décès du testateur. — Ses héritiers demandent la nullité du testament, comme renfermant une substitution prohibée par le Code

civil, attendu que la charge de rendre, qui s'y trouve textuellement exprimée, suppose nécessairement la charge de conserver, et qu'ainsi tous les caractères des substitutions prohibées se trouvent réunis.

11 mars 1817, jugement du tribunal de Perpignan qui : « considérant que la charge de rendre emporte nécessairement celle de conserver; qu'ainsi le testament du prêtre Auberge présente une substitution prohibée, déclare nulle la disposition. »

Appel de la part de François Auberge, héritier institué. — 27 janv. 1818, arrêt de la Cour royale de Montpellier, qui infirme, par les motifs suivants : — « Attendu qu'aux termes de l'art. 896 du Code civ., il n'y a de prohibé que toute disposition par laquelle l'héritier institué serait tenu de conserver et de rendre; que bien loin que l'on trouve, dans la disposition, par laquelle François Auberge a été institué héritier, l'obligation de conserver l'hérité, on y trouve une disposition contraire, puisque ledit Auberge y est institué, pour par lui jouir et disposer de l'hérité en bon père de famille, ce qui est incompatible avec l'obligation de conserver; — Que de la contexture des termes et de l'ensemble de ladite clause, il résulte que le légataire est investi d'un droit positif, et n'est point grevé des charges mentionnées dans l'art. 896 du Code civil, et prohibées par cet article; — Que, dès lors, la clause portant institution en faveur dudit François Auberge, est valable, ainsi que le testament dans lequel elle est insérée. »

Pourvoi en cassation de la part des héritiers, pour violation de l'art. 896 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'arrêt dénoncé a rendu hommage aux dispositions de l'art. 896 du Code civil; et que les motifs qui ont décidé la Cour royale de Montpellier ne sont pués que dans l'interprétation du testament dont il s'agit, interprétation qui n'est pas dans les attributions de la Cour de cassation d'apprecier; — Rejette, etc.

Du 12 mai 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Botton de Castelmonte. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Jousselin.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — CONSCRIT. — INDENNITÉ. — LIBÉRATION.

L'art 1^{er} de l'ordonnance du 12 déc. 1814, portant que l'appel fait sur la classe de 1815, ayant été regardé comme non venu, aucune indemnité ne pourra être exigée des conscrits réformés de cette classe, n'est relative qu'aux indemnités que le gouvernement aurait pu exiger des conscrits réformés; il ne peut être invoqué par les conscrits, pour se soustraire aux obligations par eux contractées envers leurs remplaçans. (Cod. civ., 1134.) (3) — (Gravier — C. Corenson.) — ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'art. 1^{er} de l'ordonnance, du roi, du 12 déc. 1814; — Vu également l'art. 1134 du Code civil; — Attendu que l'ordonnance du roi du 12 déc. 1814, n'est relative qu'aux indemnités que le gouvernement aurait pu exiger de la part des conscrits réformés en vertu des lois antérieures, et qu'il n'a pu ni dû porter atteinte

notam. 3^e édit., paraît en approuver la décision.

(2) F. sur ce point, la note qui accompagne l'arrêt ci-dessus de la Cour de cassation du 27 avril 1819.

(3) F. anal. dans ce sens, Montpellier, 3 janv. 1815, et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence. Ad's, Paris, 28 fév. 1815.

(1) En donnant, dans la clause ci-dessus, au mot *disposer*, le sens d'*aliéner*, on arrive en effet à une disposition du genre de celles que les docteurs appellent *si quid supererit*, et qu'ils regardent comme ne renfermant pas de substitution. F. la note sur l'arrêt de Grenoble, du 2 avril 1818, du reste, M. Rolland de Villargue a rapporté l'arrêt ci-dessus, dans son *Traité des Substitutions*, n° 266, p. 310, ad

aux conventions faites entre les conscripts et leurs remplaçans : — Attendu que le contrat du 14 mars 1814, passé en'tra Antoine Freyssinet et Joseph Corenson, n'avait rien d'illégal et était également obligatoire pour les deux parties, et qu'il est demeuré constant au procès que Freyssinet a fidèlement rempli les engagements qu'il avait pris pour libérer Corenson ; — Attendu, enfin, que les magistrats de la Cour royale ne pouvaient pas faire, sous forme d'arbitrage, ce qui ne leur aurait été permis de faire comme juges ; qu'il suit de là qu'en déclarant nul le contrat synallagmatique du 14 mars 1814, et en condamnant néanmoins Corenson au paiement d'une partie de la somme portée dans ledit contrat, la Cour royale de Nîmes a tout à la fois fait une fautive application de l'ordonnance du roi, du 12 déc. 1814, commis un excès de pouvoir et une contravention expresse à l'art. 1134 du Code civil, ci dessus transcrit ; — Casse, etc.

Du 18 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Porquet. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Odilon-Barrot.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — PRIVILEGE DU TREASOR. — INALIENABILITE.

De ce que la régie a un privilège sur les meubles des redevables, il ne s'ensuit pas que ces meubles soient frappés d'indisponibilité dans les mains du propriétaire. — Il n'y a indisponibilité qu'après saisie : une simple contrainte n'opère pas le même effet.

(Contributions indirectes.—C. Aimé et Thuillier.) Le sieur Thuillier, débiteur de boissons, se trouvait redevable envers la régie des contributions indirectes d'une somme de 495 fr. — Le 19 sept. 1815, une contrainte en paiement de cette somme est décernée contre lui. — Le 8 nov. suivant, le sieur Thuillier vend son fonds de boutique à un sieur Aymé. — L'acte qui constate cette vente est soumis le lendemain à la formalité de l'enregistrement et reçoit ainsi une date certaine. — Le 29 du même mois un huissier chargé par la régie de mettre la contrainte à exécution, par la saisie des meubles appartenant au sieur Thuillier, trouve le sieur Aymé en possession de ces meubles, et s'opposant à cette exécution. — La régie assigne aussitôt le sieur Aymé en nullité de la vente du 8 nov. 1815, comme faite en fraude de ses droits. — 8 fév. 1816, jugement du tribunal civil de Bordeaux, qui prononce la nullité de la vente. — Appel : — Et le 22 août suivant, arrêt de la Cour royale de Bordeaux, qui infirme le jugement de première instance, et fait mainlevée de la saisie pratiquée par l'administration des contributions indirectes sur les effets mobiliers trouvés chez le sieur Aymé.

POURVOI en cassation de la part de la régie pour violation de l'art. 47 de la loi du 1^{er} germ. an 13. — Cet article porte : « La régie aura privilège et préférence à tous les créanciers, sur les meubles et effets mobiliers des comptables pour leurs débits, et sur ceux des redevables pour les droits, à l'exception des frais de justice, etc. — On disait, pour la régie, que la vente du 8 nov. 1815, étant postérieure à la contrainte décernée le 19 sept. précédent contre le sieur Thuillier, n'avait pu préjudicier au privilège que l'art. 47 de la loi précitée accorde à la régie sur les meubles et effets mobiliers de ce redevable. Décider, en admettant même sa sincérité, que la vente dont il s'agit est valable, par cela seul qu'elle a précédé la saisie des meubles du débiteur, c'est évidemment rendre illusoire le privilège accordé par la loi pour assurer la perception des droits de la régie ; c'est mettre les redevables dans la

cas de se soustraire à volonté au paiement de ces mêmes droits et à toutes les poursuites qui pourraient être dirigées contre eux, pourvu qu'ils veuillent consentir immédiatement après une contrainte décernée, la vente réelle ou simulée de leur mobilier. Telle ne peut avoir été l'intention du législateur dans la loi du 1^{er} germ. an 13 ; l'arrêt dénoncé qui en a fait une semblable application a donc visiblement méconnu le sens de l'art. 47 de cette même loi, et viole donc ouvertement l'une de ses principales dispositions.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le privilège établi en faveur de la régie des contributions indirectes, par l'art. 47 de la loi du 1^{er} germ. an 13, n'a pour objet que de lui assurer la préférence sur les autres créanciers du redevable en retard, mais non d'attenter à la propriété légalement acquise des meubles ou effets mobiliers ayant appartenu à ce dernier ; que ni cet article, ni aucune autre loi de la matière n'interdisent au redevable de disposer de son mobilier, même après une contrainte décernée contre lui, tant que ce mobilier n'a pas encore été mis sous la main de la justice par une saisie exercée à son préjudice ; — Attendu que, dans l'espèce, la vente du 8 nov. 1815, quoique postérieure à la contrainte décernée contre Thuillier, a néanmoins acquis une date certaine par son enregistrement en date du 10 du même mois, antérieurement à la saisie pratiquée contre ledit Thuillier seulement le 29 dudit mois de nov. 1815 ; — Attendu que la Cour royale de Bordeaux, à qui il appartient d'apprécier les faits et les actes de la cause, n'a pas cru devoir déclarer la vente dont il s'agit, frauduleuse ou même simulée ; d'où il suit que cette Cour a pu, sans violer l'art. 47 de la loi du 1^{er} germinal an 13, maintenir l'effet de cette vente nonobstant la réclamation de la régie ; — Rejette.

Du 18 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Cochlin.

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — SEPARATION DE BIENS. — OBLIGATIONS.

Les obligations souscrites, sans autorisation, par la femme séparée de biens, sont valables en ce sens, que le créancier peut en poursuivre son paiement sur le mobilier et sur les revenus de la femme. (Cod. civ., 1449.) (1)

(Bréard — C. Goulay de Labrière.)

Après avoir obtenu sa séparation de biens, la dame Goulay de Labrière consentit au sieur Bréard, le 18 janv. 1816, un billet à ordre de la somme de 5,500 fr., pour prêt de pareille somme. — Assignée en paiement, la dame de Labrière prétendit que le billet était entaché de nullité, parce qu'il avait été souscrit par une femme mariée, non marchande publique, sans l'autorisation de son mari.

Le sieur Bréard répondit que, par suite de la séparation de biens prononcée entre le sieur et la dame de Labrière, celle-ci avait repris l'entière administration de ses biens ; qu'elle avait pu disposer de son mobilier et l'aliéner ; qu'il consentait à ne poursuivre le paiement du billet que sur les revenus et les effets mobiliers de sa débitrice, et que dès lors il ne pouvait y avoir de difficulté à prononcer la condamnation au remboursement de la somme prêtée.

18 mars 1817, jugement du tribunal de commerce de Rouen qui annule le billet par les mo-

(1) F. conf., Cass. 16 mars 1813 ; 29 déc. 1817 ; Colmar, 8 août 1820, et les notes. F. en sens contraire, Paris, 7 août 1820.

tifs suivans : — Considérant que, d'après les dispositions de l'art. 113 du Code de commerce, la dame de Labrière n'étant ni négociante ni marchande publique, l'effet par elle souscrit ne vaudrait, à son égard, que comme simple promesse, quand même elle n'en demanderait pas la nullité ; — Considérant qu'il est établi au procès qu'à l'époque où ladite femme de Goulay de Labrière a souscrit le billet, elle était séparée de biens d'avec son mari ; qu'en outre bien que cette séparation lui donnât la liberté de disposer de son mobilier, d'après le § 2 de l'art. 1449 du Code civil, on ne peut pas en induire que ladite femme séparée eût la faculté d'aliéner une portion excédant ce que la loi regarde comme pouvant s'appliquer à un acte de simple administration, dont la femme civilement séparée peut, comme le mineur émancipé, auquel elle doit être assimilée, librement disposer ; — Considérant que des renseignements produits pendant le cours de l'instance, il demeure constant que la femme de Labrière n'a aucun revenu mobilier de son chef ; qu'elle a non-seulement outrepassé les dispositions que la loi l'autorise à faire, mais encore qu'elle a compromis ses moyens d'existence, ceux de sa fille, et les soins d'éducation et de mariage de cette dernière, auxquels, suivant l'art. 1448 du Code civil, elle est obligée, son mari étant reconnu au pouvoir y contribuer ; — Considérant que le billet n'est revêtu d'aucune autorisation, et n'exprime aucune cause qui se rapporte à la gestion de ses biens et affaires ; — Le tribunal déclare nul l'effet souscrit par la dame Goulay de Labrière. »

Appel de la part du sieur Bréard.

12 juill. 1817, arrêt de la Cour de Rouen qui adopte les motifs des premiers juges, et confirme leur décision.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 1449 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'art. 1449 du Code civil, ainsi conçu : « La femme séparée soit de corps et de biens, soit de biens seulement, en reprend la libre administration ; elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner ; elle ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari, ou sans être autorisée en justice, à son refus. »

Attendu qu'aux termes dudit article, la femme séparée de biens de son mari reprend la libre administration de ceux qui lui appartiennent ; qu'elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner sans l'autorisation de son mari ; — Attendu que l'arrêt dénoncé reconnaît, en point de fait, que la défenderesse était séparée de son mari lorsqu'elle souscrivit le billet dont il s'agit ; qu'elle en avait reçu la valeur, et qu'il n'avait été usé ni de dol ni de fraude pour le lui faire souscrire ; — Attendu que dans cet état de choses, aucune considération ne pouvait être assez puissante pour faire déclarer nul ledit billet ; que tout ce qui pouvait être exigé du demandeur, c'est qu'il ne pût poursuivre l'exécution de la condamnation qu'il sollicitait, que sur le mobilier et sur les revenus des immeubles de sa débiteur, et qu'il s'y était surabondamment soumis ; que la Cour royale

n'a pu restreindre, comme elle l'a fait, l'application de l'art. 1449 ci-dessus, sans ajouter à ses dispositions, sans commettre conséquemment un excès de pouvoir, et sans que, par suite, elle en soit une violation ouverte : — Casse, etc.

Du 18 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Joubert, av. gen. — Pl., MM. Dupont et Duprat.

BAIL A RENTE.—CLAUSE RESOLUTOIRE.

La clause résolutoire insérée dans un bail à rente est purement comminatoire. Les juges peuvent accorder un délai au débiteur, pour se libérer, après l'expiration du délai fixé, et même après sa mise en demeure. Il n'y a pas lieu d'appliquer les art. 1656 et 1612, Code civ., relatifs à la résolution de la rente constituée, et de la vente (1).

(Jobert—C. Badant.)

Les sieur et dame Badant étaient débiteurs envers le sieur Jobert d'une rente foncière établie en 1754. L'acte constitutif portait : « Dans le cas, où les preneurs laisseraient écouler trois ans, sans servir la rente, le bailleur pourra rentrer dans les fonds arrentés, sans aucune formalité de justice. » — Trois années s'écoulaient sans paiement des arrérages de la part des sieur et dame Badant. — Elles expirèrent le 13 janv. 1812. — Commandement de la part du sieur Jobert aux époux Badant, de payer les arrérages échus. — Après cet acte de mise en demeure, il s'écoula un long espace de temps ; enfin, le 20 déc. 1814, assignation aux sieur et dame Badant, devant le tribunal civil de Lons, pour voir prononcer la résolution du contrat de rente.

Sur cette assignation les époux Badant font des offres réelles du montant des arrérages échus. — Ils soutiennent que leurs offres sont valables, quoique faites après l'expiration du terme fixé par le contrat, et même après la demande en résolution ; attendu que, d'après les principes généraux, la clause résolutoire insérée dans les contrats est purement comminatoire, et que les juges peuvent, suivant les circonstances, accorder un délai au débiteur pour satisfaire à ses engagements, même après qu'il a été constitué en demeure. (Cod. civ., art. 1184.)

Jobert répond : Ce ne sont pas les principes généraux qu'il faut appliquer dans l'espèce ; le contrat de bail à rente est régi par des règles spéciales ; en effet, le contrat de bail à rente participe à la fois du contrat de rente constituée et du contrat de vente ; par conséquent il doit être régi par les dispositions relatives à ces deux contrats : or, d'une part, l'art. 1912 du Cod. civ. porte que, faute de servir les arrérages pendant deux années, la rente constituée est résolue de plein droit, par le seul effet de l'expiration du terme, et il est maintenant certain en jurisprudence qu'il n'est même pas nécessaire de mettre le débiteur en demeure ; dès lors, et par analogie, il faut dire que, dans l'espèce, le contrat de bail à rente a été résolu de droit après l'expiration des trois années sans paiement des arrérages : si du moins on croit ne pouvoir pas appliquer les principes relatifs à la rente constituée, il

prononcer la résolution sur la demande du vendeur. M. Troplong, de la Vente, t. 2, n° 669, approuve cette décision contre l'avis de M. Duranton, qui la combat au contraire, t. 15, n° 377 — V. au surplus, anal. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Bruxelles, 7 août 1811 ; mais voy. la note qui accompagne cet arrêt, et nos observations sur un arrêt en sens contraire de la Cour de cassation du 16 juin 1818.

(1) La Cour de cassation a jugé, en sens contraire, le 19 août 1811, que lorsqu'une vente d'immeubles contient une clause résolutoire expresse pour le cas où les arrérages d'une rente formant le prix de la vente ne seraient pas payés, la résolution a lieu de plein droit, par la sommation faite à l'acquéreur, tellement que les offres de l'acquéreur, postérieures à la sommation, ne peuvent plus être admises, et que les juges sont obligés de

faudra reconnaître qu'on doit s'en rapporter à ceux établis pour le contrat de vente : or, l'art. 1656 du Cod. civ. dispose : « S'il a été stipulé dans le contrat que, faute de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, l'acquéreur peut néanmoins payer, après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation ; mais, après cette sommation, le juge ne peut pas lui accorder de délai. »

Dans l'espèce, non-seulement le délai fixé pour le paiement est expiré, mais encore le débiteur a été constitué en demeure par une sommation ; il s'est écoulé plus d'une année depuis cette sommation : donc la résolution doit être prononcée purement et simplement. — Ainsi les offres faites par les mariés Badant sont tardives, même en considérant les choses sous le point de vue qui leur est le plus favorable.

28 janv. 1815, jugement du tribunal civil de Louhans, qui déclare tardives les offres faites par les époux Badant ; prononce la résolution du contrat de bail à rente, et condamne les preneurs à déguerpir.

Appel de la part des époux Badant. — 27 juill. 1816, arrêt de la Cour roy. de Dijon ainsi conçu : « Attendu que, quoique le contrat de rente foncière participe à la fois de la nature de la rente constituée et de celle du contrat de vente, néanmoins les dispositions spéciales des art. 1912 et 1656, ne peuvent lui convenir ; que la rente foncière est d'une nature plus favorable ; qu'il faut revenir aux principes généraux, et décider que, même après la mise en demeure du preneur, le juge peut accorder un délai pour se libérer et se soustraire au déguerpissement ; en conséquence, la Cour déclare bonnes et valables les offres des mariés Badant. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Jobert, pour violation des art. 1912 et 1656 du Cod. civ., en ce que, contre la disposition formelle de ces articles, l'arrêt dénoncé a refusé d'ordonner la résolution du contrat ; bien que non-seulement le terme fixé pour le paiement fût expiré, mais encore que le débiteur eût été constitué en demeure.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR ; — Attendu que les art. 1656 et 1912 du Cod. civ., renferment des dispositions spéciales aux ventes et aux rentes constituées, et que, dans l'espèce de la cause, il est question d'un bail à rente foncière, qui ne constitue ni une vente proprement dite, ni une rente constituée ; que si les lois nouvelles ont autorisé le rachat des rentes foncières, le bail à rente n'en a pas pris pour cela le caractère d'une véritable vente, et moins encore celui d'une rente constituée, quoiqu'il participe de l'un et l'autre de ces contrats ; — Attendu que les lois spéciales doivent être renfermées dans leurs termes, sans qu'il soit permis d'y donner la moindre extension : d'où il suit qu'en jugeant que le bail à rente foncière dont il s'agit ne rentrait pas dans les dispositions exceptionnelles du Cod. civ. ; et qu'en déclarant par suite, simplement comminatoire la stipulation du bail à rente, du 4 oct. 1754, la Cour roy. de Dijon n'a pu violer aucune loi ; — Rejette, etc.

Du 19 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Gerardin et Dupont.

ENREGISTREMENT. — VENTE. — CHARGE. — IMPÔTS.

La charge imposée à l'acquéreur de payer une partie de la contribution foncière échue antérieurement à son contrat, constitue une augmentation réelle du prix de la vente, et donne lieu à une augmentation proportionnelle du droit d'enregistrement. (L. du 22 frim. an 7. art. 15, 16 et 56.) (1)

(Wengler — C. l'enregistrement.)

Le 28 juil. 1817, vente par Richsoblier à Jacques Mossier de deux pièces de terre, moyennant 800 fr.

Dans l'acte notarial qui contient cette vente, les parties stipulent, que l'acquéreur entrera immédiatement en jouissance, mais à charge par lui d'acquitter la contribution foncière, à partir du 1^{er} janv. 1817.

Le notaire Wengler a présenté cet acte à l'enregistrement. — Le receveur a prétendu que la charge imposée à l'acquéreur de payer une partie de la contribution foncière échue antérieurement à son contrat, était une augmentation réelle du prix de vente, et donnait lieu à une augmentation proportionnelle du droit d'enregistrement. — Refus du notaire Wengler de payer cette augmentation. — Refus du receveur d'enregistrer l'acte de vente. — 20 avr. 1817, contrainte décernée contre le notaire en paiement de la somme de 110 fr. — Opposition.

9 déc., jugement du tribunal civil de Strasbourg, lequel : « Considérant que l'acquéreur ne paie les charges et impositions que du jour de son acquisition, et que si, par une convention particulière, il a contracté l'obligation d'acquitter celles antérieurement échues, c'est à la charge du vendeur, et elles forment par conséquent partie du prix de vente qui se trouve augmenté par autant ; qu'il en résulte donc que le receveur était fondé à insister sur cette évaluation... Déboute le notaire Wengler de son opposition. »

Pourvoi en cassation pour fausse application des art. 15 et 16 de la loi du 22 frim. an 7, en ce que le jugement dénoncé a autorisé une extension arbitraire du droit d'enregistrement ; et violation de l'art. 56 de la même loi, en ce que le jugement autorise le refus du receveur d'enregistrer un acte dont le paiement des droits était offert.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que toute charge non déterminée imposée à l'acquéreur doit être ajoutée au principal du contrat de vente, et doit être évaluée pour la réception du droit d'enregistrement ; — Attendu que celle portée au contrat dont il s'agit est évidemment de cette nature, et qu'à défaut d'estimation, l'art. 16 de la loi de frim. an 7, oblige les parties d'y suppléer par une déclaration avant l'enregistrement ; que, par conséquent, le jugement attaqué, en ordonnant l'évaluation de la partie de l'impôt dont l'acquéreur était chargé, s'est conformé au texte de la loi ; — Rejette, etc.

Du 19 mai 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Rochelle.

RAPPORT A SUCCESSION. — QUOTITÉ DISPONIBLE.

Tout ce que le père ou la mère ont donné en

(1) Remarquons qu'il s'agit ici d'impôts échus et exigibles au jour de la vente, c'est-à-dire d'une dette devenue personnelle au vendeur. Mais il en serait autrement de l'impôt à échoir : c'est une charge inhérente au fonds, et qui ne doit pas être ajoutée au prix,

ainsi que l'a jugé un arrêt du 4 vent. an 10 ; V. cet arrêt et la note. V. aussi le *Traité des droits d'enregistrement*, de MM. Championnière et Rigaud, t. 4, n° 3224.

dot ou en avancement d'hoirie à l'enfant prédécédé sans postérité, doit être rapporté réellement ou fictivement, à la masse de leur succession, et s'imputer d'abord sur la quotité disponible, dont ils auraient pu disposer en faveur de l'un des enfants survivants. (Cod. civ., 920.) (1)

(De Vesvrotte—C. de Siffredy.)

Madame de Ruffey, veuve de M. Richard de Ruffey, avait eu six enfants, deux desquels la dame de Monnier et le sieur Richard fils aîné, avaient été avantagés par leur mère : la première, d'une dot de 20,000 fr.; le second, d'un avancement d'hoirie de 50,000 fr., ces deux dots formant un total de 70,000 fr., sortis de l'avoir de madame de Ruffey.—La dame de Monnier et le sieur Richard fils aîné, sont décédés sans postérité. Les dots qu'ils avaient reçues se sont trouvées dissipées, et ne sont point rentrées dans le patrimoine de la famille.

En 1803, madame de Ruffey n'avait plus que deux enfants, M. Richard de Vesvrotte et madame de Siffredy, seuls appelés à recueillir la succession de leur mère, lors de son décès qui a eu lieu dans la même année. — Madame de Ruffey laissait une fortune d'environ 200,000 fr., et avait fait un testament par lequel elle légua au sieur Richard de Vesvrotte, par préciput et hors part, le quart de sa succession. — La dame de Siffredy était aussi décédée, et avait laissé des héritiers venant à partage avec le sieur Richard de Vesvrotte.

Lorsqu'il s'est agi de procéder à ce partage, les héritiers de madame de Siffredy ont prétendu que pour déterminer la quotité disponible, dont la dame de Ruffey avait pu avantager le sieur Richard de Vesvrotte, il était nécessaire de réunir fictivement à la masse des biens composant la succession, les 70,000 fr. constitués en dot à la dame de Monnier et au sieur Richard fils aîné, afin de fixer sur le total le montant de la quotité indisponible, ou de la réserve légale, qui devait être l'objet du partage égal entre les enfants survivants.

Il est nécessaire toutefois de rappeler ici que la succession de la dame de Ruffey s'était ouverte sous l'empire de la loi du 4 germ. an 8; que d'après cette loi, le maximum de la quotité disponible était du quart de la succession, lorsque le père de famille laissait deux ou trois enfants; du cinquième, s'il en laissait quatre; du sixième, s'il en laissait cinq; et ainsi de suite, en comptant toujours, pour déterminer la portion disponible, le nombre des enfants, plus un.

Dans l'espèce, il était constant que la dame Ruffey ne laissant que deux enfants à son décès, aurait pu disposer d'un quart de sa succession en faveur de l'un d'eux; mais par l'effet du rapport fictif demandé par les héritiers Siffredy, il arrivait que la succession de madame de Ruffey se composait en totalité d'un capital de 270,000 fr.; que la quotité disponible du quart (67,500 fr.), se trouvait de plus qu'absorbée par les donations ou avancements d'hoirie de 70,000 fr. précédemment faits au profit des deux enfants prédécédés,

et que, par suite, le préciput dont la dame de Ruffey avait entendu avantager son second fils par son testament, se trouvait réduit au néant.

Le sieur Richard de Vesvrotte a combattu la prétention des héritiers Siffredy, en soutenant que la volonté de sa mère ne pouvait rester sans effet; qu'il était constant que madame de Monnier, sa sœur, et le sieur Richard, son frère aîné, n'avaient pas reçu chacun au delà de leur légitime, au delà de ce qu'ils auraient pu prétendre dans la succession de leur mère s'ils avaient survécu; que la dame de Ruffey, en dotant ses enfants, ne leur avait pas fait une libéralité, un don sujet à rapport; qu'elle n'avait fait, qu'acquiescer par anticipation une dette naturelle que lui imposait la nature et la loi; qu'ainsi on ne pouvait exiger le rapport à la masse de la succession des 70,000 fr. qui en étaient sortis, pour les précompter sur la quotité disponible dont la dame de Ruffey pouvait avantager son fils, puisque c'était rendre vaine, par ce moyen, l'expression des dernières volontés de la mère commune.

Le 9 juin 1817, jugement du tribunal civil de Dijon qui accueille cette défense du sieur Richard par les motifs suivants : « Considérant qu'il est hors de doute que la dette de la légitime existe contre les père et mère de leur vivant, puisqu'ils ne peuvent y porter atteinte par aucun acte gratuit; qu'après leur mort, elle n'est pas seulement due, mais qu'elle fait partie du patrimoine des enfants, ainsi que l'explique Dumoulin, *consuet. 36, n° 12, en ces termes : Etiam vivo patre, legitima est quasi debita, cum donationibus vel confessionibus inter vivos non possit fraudari; mortuo vero parente, non quasi debita, sed vere et necessario debita, imo plus quam debita, quia est realiter et ipso jure in bonis filii*; — Considérant que tout ce que les pères et mères donnent à leurs enfants par actes entre-vifs est réputé l'acquiescement de cette dette, ainsi que cela résulte de la loi unique au Code de *imponendis liberatica descriptionis*, qui s'en explique en ces termes : *In tam enim necessariis sibi conjunctis que personis sub liberalitatis appellatione debitis naturale persolvitur*; — Considérant que les pères et mères, en dotant leurs enfants, sont considérés comme des débiteurs qui se libèrent de la légitime avant le terme, puisque la dot et la légitime ont le même objet, l'établissement des enfants et les moyens qu'on leur donne de subsister; — Considérant qu'une telle libéralité est légale, et que si les dots sont modérées et ne dépassent pas la légitime des enfants dotés, elles doivent leur rester, aux termes mêmes de l'ordonnance de 1731, parce qu'elles ne sont point alors réputées avoir été faites en fraude des légitimes des autres enfants, et qu'elles ne peuvent être assimilées à des dons, etc. »

Appel par les héritiers Siffredy. — 14 mai 1818, arrêt de la Cour royale de Dijon qui infirme le jugement de première instance. — En conséquence, ordonne que les 70,000 fr., distraits du patrimoine de madame de Ruffey, seront apportés fictivement à la masse des biens dont se compose sa succession, et que sur le tout se réglerait la lé-

(1) V. sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 8 juill. 1826, dans l'affaire *Saint-Arroman*. — Disons toutefois ici que, dans le cas où le donateur ou avancement d'hoirie ne serait pas décédé, mais se bornerait à renoncer à la succession pour s'en tenir à son don, le système d'imputation consacré par l'arrêt ci-dessus ne devrait plus être suivi. La Cour de cassation a décidé ce effet, par plusieurs arrêts, que l'imputation doit se faire sur la part de réserve

afférente à l'héritier renonçant, du manière à laisser libre la quotité disponible, et cela afin que l'autorité du père de famille ne se trouve pas désarmée, et que les dispositions ultérieures qu'il aura pu faire par préciput ou autrement, puissent recueillir leur exécution. V. Cass. 11 août 1829 (aff. *Jeannot*), et 24 mars 1834 (aff. *Castille*). — V. enfin sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt rendu par la Cour de cassation, le 18 fév. 1818, dans l'affaire *Larocque de Mons*.

filisme revenant aux deux enfans survivans.

Cet arrêt est ainsi motivé : « Considérant que la question à résoudre gît au point de savoir si les sommes constituées par la dame de Ruffey mère, en 1771 et 1776, sont sorties de ses mains à titre gratuit ou à titre onéreux ; car, si elles en sont sorties à titre gratuit, il faut nécessairement les rapporter à la masse active pour déterminer la légitime, et réformer, en ce cas, la sentence du tribunal qui en a décidé autrement, tandis que si ces sommes sont sorties des mains de cette dame à titre onéreux, il faut les porter au passif et confirmer le jugement dont est appel ; — Que, pour soutenir que les sommes susdites sont sorties à titre onéreux des mains de la dame de Ruffey, on a prétendu que les dons qu'un père de famille fait à son enfant, de son vivant, n'étaient point de pures libéralités, lorsque ces dons sont inférieurs à la portion légitimaire qu'aurait recueillie l'enfant s'il eût survécu, et ce, par la raison que la légitime est une dette du père de famille, dont il peut faire un paiement anticipé ; — Qu'un tel système répugne à tous les principes de droit, que la légitime n'est point une dette du père de famille, mais une dette de sa succession ; que l'origine de la légitime est dans la querelle d'indivisibilité, action qu'avait le fils de famille pour faire cesser le testament qu'il avait prêté ; — Que les auteurs qui avaient à parler de légitime l'ont tous définie *portio successionalis ab intestatis personis à lege taxata et debita in causis testati* ; — Qu'il suit de là que la légitime ne survient que qu'après la mort du père, ainsi que s'en explique Péréze, sur le titre du Code de *Inofficioso testamento* : *Debitor autem legitima post mortem patris, non est enim successio in bonis viventis* ; — Quo la même doctrine est professée par Dumoulin, consultations 35 et 36 ; que la conséquence à tirer de ces principes est que, pour que la légitime soit due, il faut, d'une part, que le père de famille soit mort, et que, d'autre part, l'enfant soit vivant pour la réclamer ; car pas ne succède qui ne survit, sauf le cas de la représentation déterminé par la loi ; — Que la véritable nature de ce qui sort des mains du père de famille, vis-à-vis d'un de ses enfans, est déterminée par Dargentré (art. 405, glos. 3 p. 1412) ; — Que de ce principe, que tout ce que donne de son vivant le père de famille à ses enfans est don en avancement d'hoirie, il n'ensuit nécessairement cette conséquence : c'est que la nature de cet acte entre-vifs ne peut être irrévocablement déterminée quo par l'événement du prédécès du père ou par celui du fils ; que si, suivant le cours naturel des choses, le père prédécède, alors ce qu'il a donné de son vivant à son fils devient définitivement hoirie à l'égard de ce dernier : c'est une succession anticipée qu'il a recueillie ; et si ce qu'il a reçu équivaut à la légitime, il le retient à titre de dette dans la succession du père ; que si, au contraire, c'est le fils qui prédécède, alors, comme nul n'est héritier qui ne survit, ce que le fils a reçu est don en avancement d'hoirie, puisqu'il est mort avant l'ouverture de la succession ; et comme, d'un autre côté, le père ne lui devait rien de son vivant quo des alimens, le don en avancement d'hoirie devient alors, par l'événement de la survivance du père, pure libéralité ; — Qu'il résulte de ces principes appliqués à la cause que, si le président Richard et la dame de Monnier eussent

survécu à la dame de Ruffey, ils auraient retenu, à titre de dette dans la succession de cette dernière, leur mère, et jusqu'à concurrence de leur légitime, les dons en avancement d'hoirie qu'elle leur a fait en 1771 et 1776 ; mais que, ces deux enfans étant prédécédés sans laisser de postérité, les dons en avancement d'hoirie son devenus vis-à-vis d'eux de pures libéralités, de véritables donations entre-vifs, qui doivent être rapportées à la masse active, pour déterminer la légitime des enfans survivans. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Richard de Vestrotte, pour violation de l'art. 34 de l'ordonnance de 1731 ; des art. 1075, 1076 et 1079 du Code civil ; de la loi unique au Code de *imponenda lucrativa descriptio*, liv. 10, tit. 35, et des principes généraux sur les maîtres des rapports.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'en principe général, tout ce que donnent les pères et mères à leurs enfans, soit à titre de dot, soit à titre de donation, n'est qu'une libéralité de leur part ; qu'un principe non moins général est que tout ce qu'ont donné les pères et mères à leurs enfans, doit être fictivement rapporté à leur succession, pour en composer les légitimes ; qu'ainsi l'arrêt, en ordonnant le rapport, à la succession de la dame de Ruffey, des sommes par elle données en dot à Henri-Frédéric-Rieheri et à la dame de Monnier, ses enfans, pour le fixation de la légitime de la dame de Siffredy, sa fille, n'a pu violer aucun des lois invoqués à l'appui du pourvoi ; — Rejette, etc.

Du 19 mai 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansoy. — Rapp., M. Vallée. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Guichard.

1° COMMUNAUX. — ARBITRES FORCÉS. — NOMINATION.

2° ÉMIGRÉ. — ACQUISSEMENT.

1° Dans un procès relatif à des biens nationaux entre une commune et l'Etat, les arbitres du gouvernement devaient, à peine de nullité, être nommés par le procureur général, syndic du département, seul autorisé à poursuivre et à défendre sur les demandes relatives aux biens nationaux : le procureur syndic du district était sans qualité à cet effet (1).

Ces arbitres ne pouvaient être nommés d'office par le juge de paix, qu'après assignation donnée au procureur général, et refus de sa part de nommer. L. du 27 mars 1791, art. 14.)

2° L'acquiescement donné par l'Etat à un jugement rendu contre lui, comme représentant un émigré, ne peut être opposé à l'émigré, si cet acquiescement est postérieur à sa radiation. Cod. civ., 1351. (2)

(De Beaufremont — C. commune de Vanehonx.)

ARRÊT (après délibéré.)

LA COUR ; — Considérant, sur les fins de non-recevoir opposées au pourvoi, que le sieur de Beaufremont avait été définitivement rayé de la liste des émigrés, en vertu d'un arrêt du comité de législation, du 21 niv. an 3 ; qu'ainsi, à compter de cette époque, aucun des actes émanés de l'administration ne peuvent lui être opposés, et sont, à son égard, res inter alios acta ; — Rejette les fins de non-recevoir.

Et vu l'art. 14 du décret du 27 mars 1791, con-

(1) V. conf., Cass. 9 déc. 1806 ; 7 août 1811 : 27 juill. 1819 ; F. aussi Merlin, *Répert.*, v° *Dominie public*, § 5. — F. enfin analogue, dans le même sens, Cass. 19 prair. an 11 ; 8 pluv. an 13 ; 9 janv. 1809.

(2) V. conf., Cass. 16 mai 1815 ; 27 juill. 1819.

— Mais il en serait autrement à l'égard de l'acquiescement qui aurait été donné par l'Etat, antérieurement à la radiation de l'émigré. V. sur ce point, et les nuances qu'il comporte, Cass. 22 vent. an 13, ainsi que les arrêts nombreux indiqués à la note.

cernant les corps administratifs; — Attendu que les habitants de la commune de Vauchoux ont intenté leur action contre l'agent national du district de Vesoul, au lieu de l'intenter contre le procureur général syndic du département; que la nomination des arbitres ayant été illégalement faite par cet agent national, les arbitres ont été sans caractère pour porter une décision; — Casse, etc.

Du 19 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Porquet. — Concl., M. Joubert av. gén. — Pl., MM. Jarre et Joffroy.

DUEL. — PEINES.

Les articles 295 et 304 du Code pénal, ni aucun autre article du même Code, ne peuvent être appliqués à celui qui dans les chances réciproques d'un duel a donné la mort à son adversaire sans déloyauté ni perfidie (1).

(Harty de Pierrebourg.)

Du 21 mai 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Olivier. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

RÉVISION. — CONTRARIÉTÉ D'ARRÊTS. — CONTUMACE.

Lorsque de deux arrêts rendus par deux Cours d'assises différentes au sujet du même vol, il résulte que la déclaration de culpabilité ne peut s'appliquer qu'à une seule personne, et que cependant deux personnes différentes ont été condamnées, il y a lieu à révision, pour contrariété d'arrêts, encore que l'un de ces deux arrêts ait été rendu par contumace. (Cod. inst. crim., 443.) (2)

(Cornu.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu le réquisitoire du procureur général en la Cour, en date du 17 mai 1819, présenté d'après l'ordre du garde des sceaux, ministre de la justice, contenu dans sa lettre du 23 avril précédent, jointe audit réquisitoire, tendant à ce que, conformément à l'art. 443 du Code d'inst. crim., la Cour casse et annule deux arrêts de la Cour d'assises de la Seine-Inférieure; le premier arrêt rendu contradictoirement le 22 août 1818, qui a condamné Rose-Pauline Cornu à la peine de mort, comme convaincue d'avoir pris part à un vol commis, du 10 au 11 juin 1817, chez le sieur Grenier, de la commune de Mesnil-Saint-Germain, près Dieppe, avec les cinq circonstances aggravantes mentionnées en l'art. 381 du Code pén.; le second arrêt, rendu par contumace le 13 mars 1819, qui a condamné Flore-Anastasie Cornu, sœur de ladite Rose-Pauline Cornu, également à la peine de mort, comme coupable d'avoir participé au même vol; — Vu l'edit art. 443 du Code d'inst. crim.; — Et attendu que le premier arrêt du 22 août 1818 a été rendu sur la déclaration du jury, portant que Rose-Pauline Cornu est coupable du vol susmentionné, et que par le second arrêt du 13 mars 1819, il a été déclaré que, lorsque l'edit vol a été commis, il n'y avait, parmi les individus qui y ont pris part, qu'une seule femme, et que cette femme était Flore-Anastasie Cornu; — Considérant que les faits, ainsi respectivement déclarés constants dans les deux affaires, sont inconciliables, et qu'en tenant pour vrais les faits déclarés par le dernier arrêt du 13 mars 1819, ils fournaient la preuve de l'innocence de Rose-Pauline Cornu, condamnée par le premier arrêt du 22 août 1818; — Dans ces circonstances, faisant droit au réquisitoire du procureur général,

et appliquant les dispositions de l'art. 443 précité du Code d'inst. crim.; — Casse et annule les deux arrêts qui font l'objet du réquisitoire; — Renvoie, etc.

Du 22 mai 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop.

JURY. — EXPERT.

Le juré qui, dans le cours des débats, remplit les fonctions d'expert, se dépouille de sa qualité de juré, et sa participation ultérieure à la délibération du jury en produit la nullité. (Cod. inst. crim., 392.) (3)

(Heitz.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si l'art. 383 exclut, à peine de nullité, des fonctions de juré, celui qui, dans la même affaire, a rempli celle d'expert, il en résulte que le juré qui, dans un débat, accepte une commission pour faire une visite ou vérification, et se sépare de ses collègues pour exercer ainsi des fonctions d'expert, se dépouille de sa qualité de juré; qu'il la perd irrévocablement, et que sa participation à la délibération du jury en produit la nullité; — Et attendu que, dans le débat qui a été tenu contre Daniel Heitz, demandeur, le sieur Tourdes, l'un des jurés, professeur en médecine, a été nommé par le président pour faire la visite des blessures de la partie civile; qu'il s'est rendu avec elle dans une chambre voisine; qu'après l'avoir visitée, il est rentré à l'audience et a fait sa déclaration; — Que le consentement de l'accusé n'avait pu légitimer une cumulation de fonctions prohibées par la loi à peine de nullité; — Qu'à l'instant où ledit Tourdes a procédé à la visite dont il avait été chargé, le jury est devenu incomplet et s'est trouvé constitué en nombre inférieur à celui exigé par l'art. 393 du Code d'inst. crim.; — Que, sous ce rapport, et sous celui de la participation à la délibération par le sieur Tourdes, qui n'avait pu la qualité de juré, cette délibération est essentiellement nulle; — Casse, etc.

Du 22 mai 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Gaillard. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1^{re} AUTORISATION DE COMMUNE. — CHOSE JUGÉE.

2^o COMMUNES. — DETTES.

1^{re} L'autorisation accordée par le conseil de préfecture ou par le conseil d'Etat, d'actionner une commune n'est qu'un acte d'administration qui ne préjuge rien sur le fond du droit réclamé contre la commune.

2^o Lorsque l'Etat s'est emparé de fait, d'un établissement public communal, nonobstant la disposition de l'art. 91 de la loi du 24 août 1793, qui exceptait les établissements publics de la réunion des biens des communes au domaine, les dettes de la commune affectées sur l'établissement dont l'Etat s'est rendu maître, doivent être considérées par les tribunaux comme nationales; du moins au cas où elles ont été reconnues telles par des actes administratifs postérieurs à la prise de possession du domaine.

(Albert de la Joubertie — C. la ville de Bordeaux.)

En 1793, le sieur Albert de la Joubertie était encore directeur du grand théâtre de Bordeaux, en vertu du privilège qui lui avait été concédé

(1) V. sur ce point, la note qui accompagne l'arrêt précédent de la Cour de Cass. du 8 avril 1819.

(2) Il en serait autrement s'il résultait de l'un des deux arrêts que le vol a été commis par plu-

sieurs personnes, encore bien que l'autre ne constate point le fait de complicité. — V. Cass. 23 oct. 1813, et les autorités citées en note.

(3) V. conf., Cass., 18 juill. et 7 nov. 1822.

par la ville en 1784. Les conditions de ce privilège étaient : que le sieur Albert de la Jaubertie devait déposer dans les mains du trésorier de la ville, une somme de 200,000 fr. remboursable à l'extinction du privilège, et dont les intérêts lui seraient payés à cinq pour cent, et qu'il devait payer en outre un loyer de 56,000 fr. — Telles étaient les relations de la ville de Bordeaux et du sieur Albert de la Jaubertie, lorsque fut rendu le décret du 24 août 1793, dont l'art. 82 portait : « Toutes les dettes des communes, des départements ou des districts contractées en vertu d'une délibération légalement autorisée.... sont déclarées dettes nationales. » — L'art. 91 du même décret était ainsi conçu : « Tout l'actif des communes pour le compte desquelles la république se charge d'acquitter les dettes, excepté les biens communaux, dont le partage est décrété et les objets destinés pour les établissemens publics, appartiennent, dès ce jour, à la nation, jusqu'à concurrence du montant desdites dettes. » — Il semblait qu'aux termes de ce dernier article, la ville de Bordeaux ne devait point être dépossédée de son grand théâtre destiné à un établissement public ; cependant elle le fut en effet. D'ailleurs, dans l'état de ses dettes qu'elle remit à l'administration des domaines, elle fit figurer, 1° 200,000 fr. déposés par le sieur Albert de la Jaubertie ; 2° 86,916 fr. pour intérêts de cette somme, échus au 29 sept. 1793.

Il est utile de présenter maintenant, avec quelque détail, les divers actes qui ont eu lieu depuis cette époque. — D'abord il faut dire que, dès ce moment, le sieur Albert de la Jaubertie, d'abord dépossédé de ses droits par les représentans du peuple en mission, puis réintégré par une nouvelle décision, traita toujours avec le domaine et non avec la ville de Bordeaux, tant pour le paiement du loyer de la salle de spectacle, que pour la réception des intérêts de la somme de 200,000 fr. déposée, notamment en l'an 4, sa situation fut liquidée par un arrêté de l'administration départementale, sur l'avis du receveur des domaines. — Enfin, le 1^{er} vendémiaire, an 9, un arrêté du préfet du département de la Gironde prononça la révocation du bail du sieur Albert de la Jaubertie. — Dès lors, le sieur Albert de la Jaubertie chercha, d'une part, à faire liquider ses comptes, de l'autre à se faire réintégrer dans son bail ; sous ce dernier rapport, ses efforts furent infructueux. — Quant à la liquidation des comptes, le directeur des domaines en fit une dans laquelle, compensant les loyers dus par Albert de la Jaubertie, avec la somme de 200,000 fr., et les intérêts échus, il le déclarait créancier de 62,673 fr. ; mais cette liquidation fut annulée par le conseil d'Etat, attendu qu'elle devait être faite par le liquidateur général de la dette publique ; et, le 15 germinal an 11, le ministre des finances rendit deux décisions ; par l'une, il renvoya la liquidation au liquidateur général de la dette publique ; par l'autre, il ordonna mainlevée des saisies-arrêts faites au préjudice du sieur Albert de la Jaubertie, par ce motif, dont les expressions sont remarquables, qu'il demeurait encore créancier de la république. — Il paraît certain d'après ces expressions, que le domaine, le gouvernement et le sieur de la Jaubertie lui-même regardaient comme dette devenue nationale, la dette de la ville de Bordeaux.

Cependant un décret du 2 fév. 1806, ayant ordonné que la salle de spectacle serait possédée à titre de bail emphytéotique par la ville de Bordeaux, pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, à la charge d'une redevance annuelle de 28,000 fr. au profit des hospices, le sieur de la Jaubertie a

cru pouvoir exercer des poursuites contre la ville de Bordeaux. A cet effet, il demanda au conseil de préfecture de la Gironde, d'autoriser la commune à défendre à l'action qu'il se proposait d'intenter contre elle.

15 avril 1808, arrêté du conseil de préfecture, qui refuse l'autorisation par le motif que la loi du 24 août 1793, avait nationalisée la dette du sieur Albert de la Jaubertie. — 26 nov. 1808, décret qui, sur le pourvoi du sieur Albert de la Jaubertie, annule l'arrêté du conseil de préfecture par ce motif que le conseil n'avait point à examiner le point litigieux, mais seulement s'il valait mieux obliger la commune à payer ou l'autoriser à se défendre devant les tribunaux, et, en conséquence, renvoie le sieur de la Jaubertie à se pourvoir, à ses périls et risques, devant les tribunaux.

En vertu de cette autorisation, le sieur Albert de la Jaubertie a fait assigner la commune de Bordeaux. — Il a conclu au paiement de la somme de 200,000 fr. et des intérêts échus. — Pour repousser la fin de non-recevoir qu'il prévoyait devoir lui être opposée par la ville de Bordeaux et résultant de ce que la dette était devenue dette nationale, il a prétendu d'abord, que par cela seul que le conseil d'Etat l'avait autorisé à poursuivre la commune de Bordeaux, il avait implicitement jugé que la dette concernait la ville de Bordeaux ; que, dès lors, les tribunaux ne pouvaient prononcer en sens contraire, sans empiéter sur les droits de l'autorité administrative et sans violer les lois, notamment celle du 16 fruct. an 3, qui ont tracé les limites respectives de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire. — Ensuite, examinant la question au fond, il a soutenu qu'aux termes du décret du 24 août 1793, sa dette contre la ville de Bordeaux n'avait point été nationalisée ; qu'en effet, le grand théâtre étant un objet destiné à un établissement public, aurait dû être compris dans l'exception de l'art. 91 de ce décret, et par conséquent être laissé à la commune ; qu'en conséquence, la dette relative à cet objet devait aussi rester à la charge de la ville ; que l'on ne pouvait lui opposer que par le fait, la commune avait été dépossédée, attendu que cette déposition arbitraire et contraire à la disposition expresse de la loi du 24 août 1793, n'avait pu nuire à ses droits, et qu'enfin le décret du 2 fév. 1806, qui avait rendu la salle de spectacle à la ville de Bordeaux, ne lui permettait plus d'argumenter de sa déposition.

30 juill. 1813, jugement du tribunal de première instance de Bordeaux, qui déclare que la dette du sieur Albert de la Jaubertie a été nationalisée, aux termes de la loi du 24 août 1793 ; et, en conséquence, rejette la demande dirigée contre la ville de Bordeaux.

Appel. — 26 août 1817, arrêt de la Cour royale de Bordeaux qui confirme la décision des premiers juges, par le motif que toutes les dettes des communes, sans exception pour celles relatives aux objets que les communes conservaient, avaient été nationalisées, et que, d'ailleurs, n'en fut-il pas ainsi, depuis le dépeuplement de fait de la ville de Bordeaux, les divers actes du gouvernement et du sieur Albert de la Jaubertie auraient suffi pour opérer novation dans la dette.

POURVOI en cassation de la part du sieur Albert de la Jaubertie. — D'abord il fait résulter son premier moyen d'un prétendu excès de pouvoir commis par la Cour royale, en ce qu'elle avait décidé contrairement au décret portant autorisation de poursuivre la commune de Bordeaux, et par conséquent violé la loi du 24 août 1790, art. 13, tit. 2, et la loi du 16 fruct. an 3, qui com-

mandent aux tribunaux de respecter les actes et les décisions de l'autorité administrative. — En second lieu, il prétendait que l'arrêt avait violé l'art. 91 de la même loi, en déclarant que la dette de la commune de Bordeaux avait été nationalisée, bien qu'elle fût relative à un établissement qui, à raison de sa destination, ne devait pas être anéanti à la commune. — Troisièmement enfin, il prétendait que l'arrêt dénonçait avoir violé tous les principes en matière de novation, notamment les art. 1273, 1274 et 1275 du Code civil, en ce qu'il décidait que les différents actes qui avaient eu lieu postérieurement à la loi du 24 août 1793, avaient opéré novation et substitué à la commune de Bordeaux, débiteur originaire, le gouvernement.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR : — Attendu, sur le premier moyen, que, par le décret du 26 nov. 1808, le sieur Albert de la Joubertie a été nommé et simplement revoyé à se pourvoir devant les tribunaux à ses risques et périls, pour faire statuer sur ses prétentions dans le cas où il persisterait à s'y croire fondé; que ce décret, nécessaire pour autoriser la ville de Bordeaux à plaider, a laissé dans toute leur latitude et dans toute leur intégrité les moyens d'attaque et les moyens de défense des parties.

Sur les deuxième et troisième moyens : attendu que la loi du 24 août 1793 fut publiée à Bordeaux au mois de brum. an 3; que le sieur Albert de la Joubertie fut déposé, le 16 frim. suivant, de la salle du grand théâtre par des députés en mission; que, le 24 prair. de la même année, la ville de Bordeaux adressa, en exécution de ladite loi, l'état de son actif et de son passif; qu'elle comprit dans le passif la somme de 200,000 fr. provenant du dépôt, et, d'autre part, celle de 26,916 fr. pour les intérêts échus; que, le 30 plov. an 3, un autre député en mission à Bordeaux rétablit le sieur Albert de la Joubertie dans la jouissance de ladite salle; qu'après cette réintégration, le sieur Albert n'eut plus aucun rapport avec la ville, qui était dépossédée, et ne régla plus pour les loyers de la salle et pour les intérêts de ladite somme de 200,000 fr. qu'avait le domaine; que ce fait est établi par les arrêtés de l'administration du département de la Gironde, rendus les 24 vent. et 15 germ. an 4, sur la demande du sieur Albert lui-même, et d'après les observations de la régie des domaines; que la liquidation des sommes dont le sieur Albert se reconnaissait débiteur, et de celles dont il se prétendait créancier relativement à son entreprise et à son dépôt, fut arrêtée le 1^{er} vend. an 9, par le directeur de la régie des domaines; que, d'après cette liquidation, déduction faite du prix des loyers arriérés de ladite salle, ledit sieur Albert fut reconnu créancier de l'Etat de la somme de 62,673 fr. 40 cent.; qu'un avis du conseil d'Etat, du 2 brum. an 9, improvisa cette liquidation, par la raison que le liquidateur général de la dette publique était

exclusivement établi par la loi pour procéder à ces sortes de liquidations; que, par arrêt du 3 brum. an 9, le gouvernement ordonna qu'il fût procédé au règlement des sommes dues par ledit sieur Albert et de celles auxquelles il pouvait avoir droit; qu'il fut procédé à ce règlement par les administrateurs généraux des domaines; que le ministre des finances ordonna successivement par un arrêté du 15 germ. an 11, que ce règlement serait soumis au liquidateur général de la dette publique, à l'effet de quel le sieur Albert fut renvoyé à s'y pourvoir; que, par un autre arrêté du même jour, le même ministre donna mainlevée au sieur Albert des saisies-arrests auxquelles le domaine avait fait procéder sur la compagnie Tanais, débitrice dudit sieur Albert; que ce ministre se fonda, pour accorder cette mainlevée, sur ce qu'il étoit constant que le sieur Albert, après la liquidation définitive de ses dettes et créances, demeurerait encore créancier de la république; — Attendu que l'Etat a disposé de la propriété de ladite salle au profit des hospices, et n'a successivement concédé la jouissance à ladite ville qu'en vertu d'un bail emphytéotique et sans autre charge que celle de payer annuellement aux hospices la somme de 28,000 fr.; que cette série d'actes administratifs et d'arrêtés du gouvernement a démontré, 1^o que la ville de Bordeaux a été dépossédée de ladite salle, en vertu de la loi du 24 août 1793; 2^o que l'Etat en a disposé; 3^o enfin, que la créance du sieur Albert a été reconnue nationale; que par conséquent la Cour royale de Bordeaux, en le déclarant ainsi, loin d'avoir violé aucune loi, s'est au contraire conformée aux actes et aux arrêtés précités, dont elle n'a pu méconnaître les dispositions; — Rejette, etc.

Du 25 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Scribe et Darrieux.

ARRÊT. — NULLITÉ. — NONBRE DE JUGES. — PREUVE

Lorsque l'expédition d'un arrêt énonce un fait il duquel résulte la nullité de l'arrêt, par exemple, s'il est dit que l'arrêt a été rendu par six juges, la preuve contraire ne peut être faite par un certificat du greffier, portant que c'est par erreur que la présence du septième juge n'a pas été mentionnée. (L. du 27 vent. an 8, art. 27; Cod. proc., 141.) (1)

(Montalon—C. Pocheon.)

9 fév. 1816, arrêt de la Cour royale de Grenoble, 2^e ch., qui statue sur une contestation entre les mariés Montalon et les mariés Pocheon.

Il est à remarquer que, d'après l'expédition du l'arrêt, six conseillers seulement paraissent y avoir concouru.

Pourvoi en cassation de la part des sieur et dame Montalon. — Ils font résulter leur moyen, de ce que l'arrêt n'a été rendu que par six juges, tandis que l'art. 27 de la loi du 27 vent. an 8,

(1) En effet, le certificat du greffier ne suffit pas pour détruire la foi due à une expédition authentique. C'est la jurisprudence constante de la Cour de cassation, V. 3 déc. 1827; 14 mai 1828; 17 fév. 1835 (Volume 1835). — V. encore dans ce sens, Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 593 à la note, et son annotateur Chauveau. Toutefois, Carré, *loc. cit.*, signale comme contraire à l'arrêt ci-dessus, un arrêt de la Cour de Paris du 5 avril 1808, qui a décidé qu'un jugement n'est point nul, par cela que l'expédition énonce la présence d'un juge qui n'y a pas concouru, et dont le nom n'est pas porté sur la feuille d'audience : « Considérant, dit cet arrêt,

que si l'expédition du jugement fait mention qu'il a été rendu par cinq juges, quoiqu'il n'ait été réellement rendu que par quatre, ainsi que le prouve la feuille d'audience; ce n'a été qu'une erreur de l'expéditionnaire, et qu'une pareille erreur ne peut annuler le jugement. » Mais cet arrêt, ainsi que le font remarquer les auteurs, n'a rien de contraire à celui que nous rapportons ici; il consacre une opinion généralement admise, à savoir que la *feuille d'audience*, pièce authentique, peut prouver la vicié de l'expédition, V. en ce sens, Cass. 6 avril 1821, Chauveau, sur Carré, *loc. cit.*; Thomine Desmazures, t. 1, p. 266.

porte que les arrêts d'appel ne pourront être rendus que par sept juges; d'où ils concluent qu'il y a violation dudit art. 27 de la loi de vent. an 8.

Dans l'intérêt des mariés Poehou, ou convient que les arrêts d'appel doivent être rendus par sept juges; mais on soutient, nonobstant l'énonciation de l'expédition de l'arrêt, que, dans l'espèce, sept juges ont concouru à l'arrêt dénoncé. — Pour établir ce fait, on rapporte un certificat délivré par le greffier de la Cour royale, constatant qu'il résulte du registre de présence de la seconde chambre de la Cour de Grenoble, qu'à l'audience du 9 fév. 1816, huit conseillers avaient été présents; que l'un d'eux avait rempli les fonctions du ministère; qu'un autre s'était, à la vérité, abstenu, sans être excusé, mais seulement dans une affaire autre que celle dont il s'agit ici; et qu'ainsi c'était par erreur qu'on avait mentionné au pluriel le concours de ce dernier conseiller à la confection de l'arrêt dénoncé. »

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 27 de la loi du 27 vent. an 8, ainsi conçu : « Les jugemens des tribunaux d'appel ne pourront être rendus par moins de sept juges. L'ordre du service dans chaque tribunal sera établi par un règlement du tribunal soumis à l'approbation du gouvernement. » — Attendu qu'il résulte de l'expédition de l'arrêt attaqué, produite devant la Cour, que six juges seulement ont concouru à cet arrêt; que le contraire n'est pas justifié, et ne peut pas l'être par le certificat extrajudiciaire du greffier de la Cour royale de Grenoble, du 4 janv. 1819; — Attendu qu'il suit de là que l'arrêt a été rendu en contravention formelle à l'article précité de la loi du 27 vent. an 8; — Casse, etc.

Du 26 mai 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Tesseyre et Darrieux.

HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE. —

MANDAT SANS SEING PRIVÉ.

L'hypothèque consentie par acte authentique, en vertu d'un mandat sous signature privée, est régulière et valable. — Le mandat à l'effet de consentir une hypothèque et l'acte constitutif de l'hypothèque sont deux choses tout à fait distinctes. (Cod. civ., 2127.) (1)

(Lemarais—C. Lebel.)

Acte notarié, en date du 28 janv. 1807, portant constitution d'hypothèque en faveur du sieur Lebel, sur les biens du sieur Daigremont. Celui-ci était représenté dans l'acte par un sieur Dauphin, son mandataire, porteur d'une procuration sous signature privée.

Dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix des biens du sieur Daigremont, le sieur Lemarais, l'un des créanciers inscrits, soutient que l'hypothèque consentue au sieur Lebel est nulle, attendu que la procuration, en vertu de laquelle elle a été consentie, était sous seing privé; et que tout acte constitutif d'hypothèque doit être authentique, conformément à l'art. 2127, portant : « L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte passé en forme authentique, devant deux notaires ou devant un notaire et deux témoins. »

Le sieur Lebel répondait : — Pour établir la prétendue nullité de l'hypothèque dont il s'agit, le sieur Lemarais a confondu deux choses très distinctes, la constitution d'hypothèque et le

mandat. Il a prétendu que le mandat devait, pour la validité de l'hypothèque, être assejoli aux mêmes formalités que celles prescrites pour l'acte constitutif lui-même. L'erreur d'un pareil système est évidente. — Que la loi exige pour la régularité de l'hypothèque conventionnelle, la solennité d'un acte authentique, cela se conçoit; une convention dont les résultats intéressent ou peuvent intéresser des parties autres que les contractans, devait avoir une date certaine, et être revêtue de solennités particulières. Mais pourquoi la loi aurait-elle prescrit une forme particulière à la procuration donnée pour recevoir ou consentir une hypothèque? Les mêmes motifs ne subsistent plus, car le mandat de l'une ou de l'autre des parties ne constitue pas l'hypothèque; il est destiné à manifester la volonté du mandant, à suppléer à son consentement, et voilà tout. Le législateur ne pouvait donc raisonnablement exiger pour l'établissement de l'hypothèque un mode de procuration autre que celui désigné pour tous les contrats; la preuve qu'il ne l'a pas voulu résulte clairement du § 2 de l'art. 1788; il porte que, s'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, le mandat doit être exprès, et il n'exige point la condition de l'authenticité. Toute discussion sur un texte aussi précis serait inutile.

24 juin 1817, jugement du tribunal civil de Valognes, qui rejette la demande en nullité, et ordonne la collocation du sieur Lebel au premier rang.

Appel de la part du sieur Lemarais. — 8 mai 1818, arrêt de la Cour royale de Caen, confirmatif du jugement attaqué. Les motifs de cet arrêt sont ainsi conçus : — « Considérant que le contrat du 28 janvier 1817 a été passé devant notaire, en vertu d'un mandat sous seing privé qui a été annexé à la minute de cet acte, laissé en dépôt chez le notaire; — Considérant que le mandataire représente le mandant, comme s'il était présent lui-même, dans tout ce qui n'exécute pas les termes du mandat, suivant la maxime : *qui mandat, ipso fecisse videtur*; — Considérant qu'aux termes de l'art. 1985 du Code civil, le mandat peut être donné soit par acte public, soit par écrit sous seing privé, soit même par lettre; que ce principe est général, et ne souffre d'exceptions que dans le cas prévu par l'art. 933, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de l'acceptation d'une donation entre-vifs, auquel cas le mandat doit être passé devant notaire; — Considérant que dans tous les autres cas, un mandat sous seing privé annexé à la minute d'un acte notarié s'identifie avec cet acte, qu'ils n'en font plus qu'un auquel la fonction du notaire donne la force de l'authenticité et de l'exécution, pour toutes les obligations qu'il renferme, de même que pour les hypothèques qui leur sont attribuées, comme une dépendance et un accessoire de ces obligations; — Considérant que, dans le système de Lemarais, il faudrait rechercher l'obligation et l'hypothèque qui y est attachée dans le mandat, qui n'a cependant d'autre but que celui de suppléer le consentement du mandant, et non dans l'acte, qui seul constitue l'un et l'autre; système évidemment contraire aux principes de la matière. »

Pourvoi en cassation, pour violation de l'art. 2127 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé avait déclaré valable l'hypothèque consentie en vertu d'un mandat sous signature privée, bien que ledit article 2127 dispose formellement que

telon l'opinion contraire est enseignée par Merlin, *Rép.*, v° *Hypothèque*, sect. 2, § 2, art. 10, et semble partagée par Granier, t. 3, n° 63.

(1) Conf., Cass. 6 juill. 1827; Cass. 22 juin 1824; Persil, sur l'art. 2127, n° 6; Baitur, t. 1, n° 167; Dalvincourt, t. 3, p. 162; Favard, v° *Hypothèques*, sect. 3, § 3, n° 9; Troplong, t. 2, n° 510. — Fou-

toute hypothèque conventionnelle ne peut être constituée que par acte authentique.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le mandat à l'effet de consentir une hypothèque et l'acte constitutif de cette hypothèque sont deux choses tout à fait distinctes; — En ce qui concerne le mandat; — Attendu que le Code établit, comme règle générale, que tout mandat, quel qu'en soit l'objet, peut être donné par acte sous signature privée, et que s'occupant dans une disposition ultérieure du mandat, à l'effet de consentir hypothèque, il ne déroge point à la règle qu'il vient d'établir; il dit, et rien de plus, que ce mandat doit être exprès; et que, dans l'espèce, le mandat donné par le sieur Prosper-Philippe de Daigremont au sieur Alexis Dauphin est exprès; — En ce qui concerne l'acte constitutif de l'hypothèque, — Attendu que cet acte est authentique et consenti par un mandataire spécialement autorisé à grever d'hypothèque les biens de son mandant; — Rejette, etc.

Du 27 mai 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lefessier-Grandprey. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Mathias.

1^{er} DÉCRETS. — FORCE LÉGISLATIVE.2^e FRAIS. — PARTIE CIVILE.

1^o Les actes du gouvernement impérial promulgués et exécutés comme lois, sans opposition de la puissance législative, et dont les dispositions ne sont pas contraires au texte de la Charte, doivent conserver, jusqu'à ce qu'ils aient été révoqués, la plénitude de leur exécution (1).

2^o La partie civile doit être condamnée aux frais envers l'Etat, quoiqu'elle n'ait pas succombé et sauf son recours contre le condamné. (Décr. du 18 juin 1811, art. 157.) (2)

(V. Lecabec et autres.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu l'art. 157 du décret du 18 juin 1811; — Attendu que les actes de l'ancien gouvernement promulgués et exécutés comme lois sans opposition de la puissance législative, et dont les dispositions ne sont pas contraires au texte de la charte constitutionnelle, doivent conserver, jusqu'à ce qu'ils aient été révoqués, la plénitude de leur exécution; — Qu'ainsi le décret du 18 juin 1811, jusqu'à ce jour constamment exécuté et non révoqué, est réputé avoir le caractère de loi et doit en avoir l'autorité;

Que, par conséquent, le ministère public près la Cour d'assises du département des Côtes-du-Nord a pu et dû requérir, dans le cas qui lui était applicable, l'exécution de l'art. 157 de ce décret; — Que, c'est ce qu'il a fait en concluant, dans l'espèce, à ce qu'en exécution de cet article, les parties civiles fussent condamnées aux frais envers l'Etat, sauf leur recours envers Louis Omnes, condamné; — Que, néanmoins, la Cour d'assises a refusé de prononcer cette condamnation, en quoi elle a violé l'art. 157 du décret du 18 juin 1811; — Casse, etc.

Du 27 mai 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Hua.

(1) F. conf., Cass., 3 fév. 1820; 14 juin 1822; 26 avril 1828; 8 avril 1831. La question prend une haute gravité quand il s'agit des décrets qui ont établi des peines. Bien que le décret du 18 juin 1811 ait dérogé en quelques points au Cod. d'inst. crim., ses dispositions, en général, affectent la forme réglementaire et ne paraissent pas sortir du domaine administratif.

JURÉS. — LISTE. — NOTIFICATION.

Un accusé ne peut se faire un moyen de cassation de ce que la notification qui lui a été faite de la liste des jurés contenait, avec les noms des jurés non dispensés ou excusés, les noms de ceux appelés en remplacement pour compléter le nombre nécessaire pour la formation du tableau, cette notification lui étant plus avantageuse, puisqu'elle le met pleinement en état de préparer ses récusations. (Cod. inst. crim., 383 et 395.) (3)

(Champion.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que s'il suffit pour l'exécution littérale de l'art. 394 du Code d'inst. crim. de notifier à l'accusé la liste des 36 jurés, formée d'après l'art. 387, le vœu de la loi est également rempli par la notification de la liste qui comprend les noms des jurés non excusés ni dispensés, ainsi que les noms des jurés pris en remplacement pour compléter le nombre des 30 qui, aux termes de l'art. 395, doivent concourir pour la formation du tableau du jury; que la notification de cette liste de 36 jurés est, en effet, la plus avantageuse à l'accusé, puisqu'elle le met pleinement en état de préparer les récusations qu'il a le droit d'exercer; qu'il n'est donc pas recevable à s'en plaindre, ni à s'en faire un moyen de cassation; — Rejette, etc.

Du 27 mai 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Hua, av. gén.

PRESCRIPTION. — DÉLIT. — DÉLAI.

Dans le délai de trois mois par lequel se prescrit un délit spécialement en matière forestière on ne doit compter ni le jour où le délit a été constaté, ni le jour de la citation donnée au prévenu: Ainsi, un délit forestier constaté le 1^{er} février est prescrit le 1^{er} mai; la citation donnée à cette date est tardive (4)

(Forêt. — C. Dussant.)

Le 1^{er} fév. 1816, procès-verbal qui constate un délit forestier commis par le nommé Dussant. La citation à comparaitre n'est donnée au prévenu que le 1^{er} mai suivant.

Jugement qui renvoie le prévenu des fins de la plainte, sur le motif que la citation a été tardivement donnée. — Appel par le ministère public.

Le tribunal des appels correctionnels saisi de l'affaire confirme par les motifs suivants: — « Considérant que, d'après l'art. 8, tit. 9 de la loi du 29 sept. 1791, les actions en réparation de délits doivent être intentées au plus tard dans les trois mois où ils auront été reconnus, lorsque les délinquants sont désignés dans le procès-verbal; — Que, d'après la règle *dies termini non computantur in termina, nisi favorabilibus*, s'agissant d'une action pénale, quoique les trois mois doivent être pris et comptés, d'après les arrêts de la Cour de cassation, d'un quantième à l'autre, sans avoir égard à ce que les mois compris de l'un à l'autre quantième peuvent être formés de plus ou moins de jours, il n'est pas moins vrai que les deux quantités ne doivent pas être compris dans les trois mois, puisqu'en les comprenant on prendrait nécessairement un jour de plus; — Que, d'après la même règle, l'assignation,

(2) F. conf., Cass., 13 mai 1813, et la note.

(3) F. dans le même sens, Cass., 18 oct. et 28 déc. 1811; 4 et 23 janv. 1812; 18 sept. 1818.

(4) Arrêt rapporté par Mangin, *Traité de l'action publique*, tom. 2, n^o 319. V. *cod. loco*, les observations dont cet auteur l'accompagne. F. aussi comme analogue, Cass. 27 déc. 1811, et nos observations.

pour être régulière, aurait dû être donnée le 29 avril au plus tard, parce qu'en comprenant dans le terme le 1^{er} fév., qui ne peut en être exclus comme étant de la date du procès-verbal le 1^{er} mai ne peut y être compris. — Pourvoi.

ARRÊT

LA COUR : — Attendu qu'en jugeant dans l'espèce, que la citation avait été donnée hors des trois mois où le délit avait été reconnu, et que dès lors la prescription était acquise au prévenu, le tribunal a fait une juste application de l'art. 8, tit. 9 de la loi du 29 sept. 1791; — Rejette, etc.

Du 28 mai 1819. — Sect. — Rapp., M. Bazire.

JURY. — QUESTIONS. — DECLARATION INCOMPLÈTE.

Le jury doit être interrogé et doit répondre sur le fait principal et sur toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation. S'il omet de s'expliquer sur une de ces circonstances, sa déclaration est incomplète et nulle (1).

Ainsi, lorsque le jury, interrogé sur un fait principal et sur une circonstance aggravante qui s'y rattache, se borne à répondre oui l'accusé est coupable, il doit être renvoyé à délibérer sur la circonstance aggravante, et donner à cet égard une réponse qui mette la Cour d'assises à portée de juger du degré de culpabilité de l'accusé, et de déterminer la peine (2).

Tant que la Cour d'assises n'est pas dessaisie par la prononciation de l'arrêt de condamnation, non-seulement elle a le droit, mais il est de son devoir d'exiger du jury une seconde délibération qui fasse connaître son opinion sur la circonstance omise dans la première.

[Roger.]

Du 4 juin 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barria. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pen, av. gén.

DÉLAISSEMENT PAR HYPOTHÈQUE. —

PURGE. — OBLIGATION PERSONNELLE.

L'acquéreur d'un immeuble, obligé par une clause de son contrat à purger cet immeuble des hypothèques dont il est grevé, n'est pas toujours tellement tenu envers les créanciers hypothécaires de son vendeur, qu'il ne puisse se dispenser de les payer, en délaissant l'immeuble hypothéqué. — C'est aux juges du fond qu'il appartient de décider jusqu'à quel point il y a obligation personnelle de l'acquéreur envers les créanciers du vendeur, dans le sens de l'art. 2172 du Code civil (3).

(Trubert et consorts — C. Branger.)

Le 8 mars 1793, vente par Girard de Beaurepaire à Louis Branger, de la terre de Beaurepaire, moyennant 274,800 fr. — 4,800 francs sont payés comptant; le surplus est stipulé payable à des époques déterminées; mais, toutfois, après que l'acquéreur aura purgé les hypothèques existantes sur l'immeuble, ce à quoi il s'oblige par une clause expresse du contrat, ainsi conçue : « L'acquéreur obtiendra ses lettres de purification d'hypothèque, ce qu'il sera tenu de faire dans le plus bref délai. » — Les troubles de la Vendée, qui éclatèrent peu de jours après la passation de ce contrat, ne permirent point à l'acquéreur de se mettre en possession de son acquisition; — Le sieur Beaurepaire, vendeur, fut tué

pendant la guerre, et sa fille, la demoiselle Beaurepaire, resta en possession et jouissance de la terre de Beaurepaire.

Le sieur Branger, acquéreur, décédé en l'an 3; il n'avait purgé aucune hypothèque, et n'avait fait aucun paiement nouveau. — En l'an 13, le sieur Branger, son fils et son héritier, est poursuivi par des créanciers hypothécaires de la terre de Beaurepaire : les sieurs de Bauxis frères lui demandent le paiement d'une rente de 4,100 fr. au capital d'une rente de 22,000 fr., assis sur l'immeuble dont son père s'était rendu acquéreur.

Pour se soustraire à ces poursuites, le sieur Branger fut, au greffe du tribunal civil de Montaigu, le délaissement, par hypothèque, de la terre de Beaurepaire. — 10 messidor an 13, jugement du tribunal de Montaigu, qui admit ce délaissement; et, le même jour, sur la demande des créanciers de Bauxis, autre jugement du même tribunal qui nomme un curateur à l'immeuble délaissé. — La demoiselle de Beaurepaire est décédée en 1813; à cette époque, les sieurs Trubert et consorts, ses héritiers, ont formé, contre le sieur Branger fils, une demande en résolution du contrat de vente du 8 mars 1793, avec dommages-intérêts, pour défaut de paiement du prix. — Le sieur Branger a opposé le jugement du 10 messidor an 13, qui avait admis le délaissement de la terre de Beaurepaire, et a formé, de son côté, demande reconventionnelle d'une somme de 10,000 fr. pour frais et loyaux-coûts du contrat, y compris les 4,800 fr. payés par son père à l'époque de la vente. — Opposition de la part des héritiers Beaurepaire au jugement du 10 messidor an 13, qui avait été rendu sur simple requête, et lors duquel ils n'avaient point été appelés.

28 juillet 1813, jugement du tribunal civil de Montaigu qui déclare nul le délaissement opéré par le sieur Branger, et admit contre lui la demande en résolution de la vente; à l'égard des dommages-intérêts, déclare qu'il n'en est pas dû aux héritiers Beaurepaire, attendu leur jouissance de l'immeuble vendu, et, en conséquence, les condamne à restituer la somme de 4,800 fr., payée lors de la passation du contrat.

Appel principal du sieur Branger, d'une part; en même temps, appel incident de la part des sieurs Trubert et consorts, du chef qui les condamne à la restitution de la somme reçue par son auteur.

18 juill. 1817, arrêt de la Cour royale de Poitiers, qui infirme le jugement de première instance : — Attendu que Branger n'avait contracté aucune obligation personnelle à l'égard de la créance de 22,000 fr. (principal de la rente réclamée), hypothéquée sur la terre de Beaurepaire, et que le paiement lui en étant demandé, il a été autorisé à faire le délaissement; — Attendu qu'un jugement qui a acquis la force de la chose jugée, a donné acte de ce délaissement; — Attendu que l'art. 2173 du Code civil conserve, il est vrai, à celui qui a délaissé, la faculté de reprendre l'objet, mais qu'il a été tellement dessaisi, que d'après l'art. 2174, c'est sur le curateur créé à l'immeuble délaissé que la vente en doit être poursuivie; — Attendu que, suivant l'art. 2178, le tiers détenteur qui a délaissé l'immeuble hypothéqué a le recours en garantie contre le débiteur principal, tel que de droit; que par conséquent l'appelant (le sieur Branger fils) doit être admis à répéter vis-à-vis des intimés les sommes que son auteur a payées, soit pour le prix de la vente, soit pour les loyaux-coûts d'icelle et frais de délaissement; — En conséquence, déclare non recevable la demande en résolution de la vente, et

(1) et 2) F. conf., Cass. 6 mai 1813, et la note.

(3) F. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt dans ce sens de la Cour de Bruxelles, du 9 flor. an 13, et les autorités qui y sont indiquées.

condamne les sieurs Trubert et Tortal à payer au sieur Branger ce que celui-ci justifiera avoir payé sur le prix du contrat, soit pour les frais de la vente, soit pour ceux du délaissement.

POURVOI en cassation par Trubert et consort, pour violation de la loi du contrat (art. 1134 du Code civ.) et de l'art. 2172 du même Code, en ce que l'arrêt attaqué déclare valable le délaissement fait par le sieur Branger, non-obstant le non-paiement du prix de son acquisition. Le principal, et presque le seul motif de la décision de l'arrêt, a-t-on dit pour les demandeurs, c'est que le sieur Branger n'avait contracté aucune obligation personnelle relativement à la créance de 22,000 fr. réclamée par MM. de Buxis frères; — Or, il n'est pas vrai de dire, que le sieur Branger acquéreur, n'avait contracté aucune obligation personnelle à l'égard de cette créance: il s'était obligé formellement, par son contrat d'acquisition, d'obtenir dans le plus court délai possible, des lettres de purgation d'hypothèque: par une pareille clause, il avait pris l'engagement formel de désintéresser les créanciers hypothécaires jusqu'à concurrence du prix de la vente qu'il gardait entre ses mains; il renouait par cela même à toute garantie contre le vendeur pour trouble provenant d'une action hypothécaire; il renouait pareillement à la faculté de délaisser l'immeuble, tant qu'il n'aurait pas vidé ses mains; car délaisser dans ce cas, ce n'était plus remplir les conditions de son contrat, c'était en rendre, au contraire, l'exécution impossible, en empêchant que les hypothèques existantes pussent jamais être purgées, conformément à la convention des parties. Il est donc bien certain que le sieur Branger, dans son contrat d'acquisition, avait contracté l'obligation personnelle de payer la créance de 22,000 fr. réclamée par les sieurs de Buxis; comme il avait contracté l'obligation personnelle de payer toutes les autres dettes hypothécaires, assises sur l'immeuble vendu, sans pouvoir en faire le délaissement. — A la vérité l'art. 2172 du Code civ. porte que, quant au délaissement par hypothèque, il peut être fait par tous les tiers détenteurs qui ne sont pas personnellement obligés à la dette et qui ont la capacité d'aliéner. Mais il est évident que cet article ne doit s'entendre que du cas où l'acquéreur ayant déjà payé le prix de la vente, se trouverait en pose à payer une seconde fois, s'il n'avait la faculté de délaisser, et du cas encore où une même acquéreur ne serait pas obligé personnellement à désintéresser les créanciers hypothécaires. — Or, dans l'espèce, c'est tout le contraire qui avait lieu: en invoquant la disposition de l'art. 2172, les juges d'appel ont donc violé tout à la fois la lettre et l'esprit de cet article; la lettre, parce que l'art. 2172 n'ayant en vue que de préserver l'acquéreur de payer la dette d'autrui de ses propres deniers, le sieur Branger ne pouvait être exposé à ce danger, alors qu'il était détenteur d'une somme de 220,000 fr. sur laquelle on lui demandait le paiement d'une créance de 22,000 fr. — Sous l'un comme sous l'autre rapport, l'arrêt dénoncé a donc violé la loi, soit en méconnaissant la force d'une convention formée entre les parties, soit en faisant une fautive application de l'art. 2172 du Code civ.

Le sieur Branger, défendeur à la cassation, s'est attaché à démontrer que la stipulation invoquée par les demandeurs, n'avait pas le sens qu'ils prétendaient lui donner; qu'elle ne con-

tenait qu'un règlement, entre les parties, pour déterminer les époques du paiement du prix de la vente et non une obligation de purger les hypothèques en désintéressant les créanciers opposants; qu'il était évident enfin, que les parties avaient eu l'intention d'autoriser l'acquéreur à ne point se dessaisir du prix de la vente, avant que d'avoir acquis la certitude légale de l'inscriteurabilité sur sa tête, et de l'affranchissement hypothécaire des biens vendus; — Que d'ailleurs les juges d'appel, en disant que tel était le sens de la clause relative à l'obligation de purger imposée à l'acquéreur, n'avaient fait autre chose qu'interpréter le sens de l'acte de vente du 8 mars 1793, et en cela n'avaient pu conséquemment pu commettre aucune violation de la loi.

ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que le Code civ., dont l'art. 2172 porte que le délaissement par hypothèque peut être fait par tous les tiers détenteurs qui ne sont pas personnellement obligés à la dette, n'a pas introduit un droit nouveau, et que ce principe était d'autant plus applicable à l'espèce, qu'il est constant au procès que l'acquéreur n'avait jamais été mis en possession des biens dont il s'agit; — Considérant qu'il résulte du contrat de vente, et que la Cour roy. a reconnu, que l'acquéreur ne s'était point personnellement obligé à la dette pour laquelle furent faites les poursuites des frères de Buxis; que, d'une autre part, un commandement avait été fait à l'héritier du vendeur à la requête de ces créanciers, sans que cette héritière eût acquitté leur créance, ni chargé les héritiers de l'acquéreur de l'acquiescer, et que dans cet état de choses, la Cour roy. de Poitiers, en jugeant que les héritiers avaient pu délaisser les immeubles vendus pour se soustraire aux poursuites desdits créanciers, n'a violé aucune loi; — Rejette, etc.

Du 8 juin 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Triquetloup. — Concl., M. Hua, av. gen. — Pl., MM. Pageant et Sirey.

ACQUIESCEMENT. — SERMENT.

Si une partie, présente au jugement qui défère le serment à son adversaire, laisse prêter le serment sans protestations ni réserves, elle est censée acquiescer au jugement. (Cod. civ., 1350.) (1)

(Bertrand — C. Moreau.)

Le sieur Bertrand, poursuivi par le sieur Moreau, en paiement de la somme de 68 fr. 35 c., pour diverses fournitures, oppose la prescription fondée sur l'art. 2271, du Code civ.

26 février 1818, jugement du juge de paix, qui sans s'arrêter à la prescription proposée, condamne Bertrand à payer la somme de 68 fr. 35 c., à la charge par Moreau d'affirmer par serment, qu'il n'a réellement pas été payé de cette somme. — Moreau prête serment sur-le-champ, en présence de Bertrand, qui ne fait ni protestations ni réserves.

Appel de la part de Bertrand. — Il soutient que le juge ne pouvait déférer le serment à son adversaire, dont la demande était écartée par l'exception péremptoire résultant de la prescription (Cod. civ., art. 1367); et que c'était seulement à lui, qui proposait l'exception, que le serment pouvait être déféré aux termes de l'art. 2275 du Code civ. — Moreau répond que Bertrand doit être déclaré non recevable dans son appel, par la

(1) Sur ce point, qui a donné lieu de nombreuses décisions, et pour la solution duquel diverses distinctions sont à faire, Voy. Cass. 21 therm. an 8; Montpellier 14 nov. 1832 (Volume 1832), nos

observations sur ces arrêts, et les autorités qui y sont indiquées. — *Add.* Cheveau sur Carré, Louis de la proc., quest. 521, et notre *Jurisp. du XIX^e siècle* (Table des. 1831-1840), v. *Acquiescement*, n. 6 et s.

raison qu'il assistait en personne au jugement qui a déferé le serment, qu'il a également assisté à la prestation sans s'y opposer, sans faire ni protestations, ni réserves; qu'ainsi il est censé avoir acquiescé au jugement qui a ordonné l'affirmation.

13 avril 1818, jugement du tribunal de première instance de Cosne, qui déclare Bertrand non recevable : « Attendu que, lorsque le juge de paix a déferé à Moreau le serment pour affirmer la sincérité de sa créance, Bertrand n'a fait aucunes réserves, ni protestations, et qu'il n'a pas non plus fait défaut. »

Pourvoi en cassation de la part de Bertrand, pour violation des art. 1367 et 2271. du Cod. civ.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le serment a été déferé à Moreau pour assurer la réalité de la dette de Bertrand, et que l'arrêt déclare que celui-ci, présent à la prestation du serment, n'a fait ni réserves, ni protestations; — Rejette, etc.

Du 8 juin 1819. — Sect. req. — Prés. M. Henrion de Pansey. — Rapp. M. Pinson de Menerville. — Concl. M. Lebeau, av. gén. — Pl. M. Bécquey-Beaupré.

SAISIE-ARRÊT. — ÉTRANGER. — PAYS RÉUNIS.
Le débiteur, dans les mains de qui a été formée par un étranger (durant la réunion du pays de cet étranger à la France) une saisie-arrêt, dont la validité est pendante devant un tribunal étranger, ne peut être obligé de payer, ou de laisser toucher son créancier, que lorsque celui-ci a obtenu mainlevée de la part du tribunal étranger. (Cod. civ., 1242; Ordonn. de 1629, art. 121.)

(Bruyères — C. Malaizé.)

Au commencement de 1814, le sieur Lepelletier était créancier du sieur Malaizé. Ils habitaient l'un et l'autre Mayence. — D'un autre côté, les administrateurs de l'octroi de cette ville se prétendaient créanciers du sieur Lepelletier; en cette qualité, ils firent saisie-arrêt entre les mains du sieur Malaizé, et assignèrent le sieur Lepelletier devant le tribunal de Mayence pour en voir prononcer la validité.

Entre temps, la ville de Mayence avait été démembrée de la France, et les sieurs Lepelletier et Malaizé étaient revenus à Paris. 12 oct. 1815, le sieur Malaizé fit au sieur Lepelletier, ou plutôt au sieur Bruyères, son cessionnaire, offres réelles des sommes par lui dues, à la charge par le sieur Bruyères de rapporter mainlevée de l'opposition formée par les administrateurs de l'octroi de Mayence, et dont l'instance en validité était encore pendante devant les tribunaux de cette ville. — Sur le refus du sieur Bruyères de satisfaire aux conditions imposées dans l'acte d'offres, le sieur Malaizé assigna devant le tribunal de première instance de la Seine, pour voir dire que lui, Malaizé, sera libéré en déposant le montant des offres dans la caisse des consignations, et que le sieur Bruyères ne sera autorisé à le retirer, qu'en rapportant la mainlevée de la saisie-arrêt faite à son préjudice. — Le sieur Bruyères a assigné les administrateurs de l'octroi de Mayence, et il a conclu à ce que le tribunal ordonnât la mainlevée de la saisie-arrêt faite à son préjudice, et, dans tous les cas, l'autorisât à retirer le montant des offres, sans être tenu de rapporter une mainlevée consentie par les administrateurs ou ordonnée par le tribunal de Mayence. Il a soutenu que, même dans le cas où ce tribunal aurait déclaré valable la saisie-arrêt, ce jugement rendu en pays étranger ne pourrait

lui être opposé en France et empêcher les tribunaux français d'ordonner à son débiteur de se libérer envers lui. — Les administrateurs ont fait défaut.

30 avr. 1816, jugement du tribunal de première instance de la Seine, ainsi conçu : « Le tribunal, attendu que l'opposition formée le 20 juin 1814, sur Malaizé, par les administrateurs de l'octroi de Mayence, en qualité de créanciers de Lepelletier, pour fait de fraude aux droits d'octroi, était régulière; que, sur les demandes en validité d'opposition et de déclaration affirmative, des 28 juin et 13 juillet suivans, le tribunal de Mayence a été légalement saisi de la contestation, parce que toutes les parties étaient soumises à sa juridiction; attendu qu'en principe le débiteur consignataire de deniers a droit de ne consentir à leur délivrance qu'à la charge d'une libération pleine et entière; que cette libération ne résulterait pas de la mainlevée qu'accorderait le tribunal de la Seine, par un jugement sur le défaut des administrateurs de l'octroi, parce que d'une part, le territoire de Mayence ne faisant plus partie de la France, les administrateurs n'en sont plus justiciables, et que, d'autre part, le tribunal de Mayence statuant sur la contestation dont il est saisi, pourrait faire exécuter les condamnations qu'il prononcerait contre Malaizé, sur les biens qu'il peut avoir ou pourrait acquérir dans l'étendue de sa juridiction; — Par ces motifs, avant faire droit, ordonne que Bruyères, cessionnaire de Lepelletier, sera tenu de rapporter mainlevée consentie ou régulièrement jugée par le tribunal compétent, de l'opposition des administrateurs de l'octroi dont il s'agit, toutes choses demeurant en l'état, sauf à statuer, après le rapport de ladite mainlevée, sur les surplus des demandes, fins et conclusions des parties. » Appel de la part du sieur Bruyères.

1^{er} mars 1817, arrêt de la Cour royale de Paris, qui, « adoptant les motifs des premiers juges, confirme leur décision. »

Pourvoi en cassation de la part de Bruyères, pour violation de l'art. 121 de l'ordonn. de 1629, portant que les jugemens rendus en pays étranger ne peuvent avoir leur exécution en France, en ce que l'arrêt dénoncé a décidé que le débiteur entre les mains duquel était formée la saisie-arrêt, ne serait tenu de payer que lorsque le créancier rapporterait la mainlevée de la saisie prononcée par le tribunal de Mayence; et qu'ainsi il a supposé que ce jugement devrait avoir effet en France.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 121 de l'ordonn. de 1629 n'est que la conséquence du droit exclusif qui appartient à chaque souverain, de rendre dans ses Etats justice à ses sujets et de protéger leurs propriétés qui y sont situées, ainsi que leurs personnes; que cet article ne forme ni ne peut former obstacle au droit des puissances étrangères, de condamner les Français qui ont pu contracter des obligations chez elles, et de faire exécuter leurs condamnations sur les biens que ces Français ou leurs débiteurs possèdent dans les Etats de ces mêmes puissances; que la Cour de Paris n'a point décidé que le jugement à intervenir à Mayence sera exécutoire en France, ni que Bruyères ne pourra pas de nouveau débattre ses droits en France contre l'administration de l'octroi de Mayence, s'il trouve intérêt à le faire; mais seulement que ledit Bruyères ne peut, dans l'état actuel, être autorisé à prendre à la caisse des dépôts en France la somme consignée par Malaizé, son débiteur, tandis qu'il ne lui fournirait pas une parfaite libération de cette

somme, en lui procurant une mainlevée exécutoire à Mayenne, de la saisie opposition faite dans ses mains par l'administration de l'octroi de cette ville, bien antérieurement à la cession faite par Lepelletier à Bruyères; qu'il résulte uniquement de l'arrêt attaqué, que l'embaras de la position vient du fait de Lepelletier, aux obligations duquel Bruyères est subrogé, ainsi qu'à ses droits, respectivement à Malaizé, et que c'est à Bruyères à faire cesser cet embaras, ce qui est d'une justice exacte et d'une équité évidente: qu'en effet, Bruyères n'est pas un tiers porteur d'effets souscrits par Malaizé, auquel les droits des précédents endosseurs soient étrangers; qu'il est, comme on vient de le dire, le cessionnaire de Lepelletier, et passible de toutes les exceptions qu'on pourrait opposer à Lepelletier; — Rejette, etc.

Du 9 juin 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Gandon. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Lassis et Nicod.

SUSPICION LEGITIME.—PLAIGNANT.

Le plaignant qui n'est pas porté partie civile, n'est pas recevable à demander le renvoi de l'affaire à un autre tribunal, pour cause de suspicion légitime. Il ne peut être considéré comme partie intéressée dans le sens de l'art. 542, § 2, Code d'inst. crim.

(Jury frères et autres.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu le § 2, art. 542 du Code d'inst. crim.; — Attendu que les demandeurs ne sont que plaignans ou dénonciateurs; qu'ils ne se sont pas constitués parties civiles; qu'ils n'ont donc pas la qualité de parties intéressées dans le sens attribué par ledit § 2, art. 542, ainsi qu'il résulte de son rapprochement de l'art. 546; — Que le droit accordé aux parties intéressées par le susdit paragraphe ne peut donc pas être par eux exercé; — D'après ces motifs, déclare, dans l'état, les frères Joly et autres sibi-nommés non recevables dans leur demande en renvoi pour cause de suspicion légitime, etc.

Du 10 juin 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Hua, av. gén.

ENDOSSEMENT.—VALEUR FOURNIE.

Du 13 juin 1819 (aff. Carra Saint-Cyr). — V. cet arrêt *infra* à la date du 13 juillet.

EMPRISONNEMENT.—RECOMMANDATION.

— NULLITÉ.—FRAUDE.

Lorsqu'un créancier a, par des intrigues et des artifices, obtenu qu'un fonctionnaire public fit arrêter son débiteur pour se procurer le moyen de le recommander, le débiteur mis en liberté par l'autorité ne peut être retenu en vertu de la recommandation; dans ce cas, l'emprisonnement et la recommandation ayant eu lieu dans l'intérêt de la même personne, la nullité du premier acte entraîne la nullité de l'autre. (Cod. proc. civ. 796.) (1)

(Bourville. — C. Boileau.)

Le sieur Bourville était créancier du sieur Boileau, en vertu d'un jugement portant condamnation par corps. — En nov. 1817, Boileau était au Havre sur le point de s'embarquer, Bourville craignant de ne pouvoir faire arrêter son débiteur avant son départ, agit auprès du commissaire général de police du département, de telle sorte que ce fonctionnaire fait arrêter Boileau, et dès le lendemain Boileau le fait recommander.

Boileau prouve facilement au commissaire général de police que son arrestation était la suite

des manœuvres de son créancier; il sollicite, en conséquence, et obtint l'ordre de son élargissement; mais il se trouvait retenu en vertu de la recommandation faite par le sieur Bourville; il en a demandé la nullité. — Il se fondait sur ce que l'arrestation et la recommandation ayant eu lieu dans l'intérêt de la même personne, la nullité de l'emprisonnement entraînait aussi la recommandation; que si on déclarait cette recommandation valable, ce serait faire recueillir à son adversaire le fruit de ses manœuvres et de ses artifices.

12 déc. 1817, jugement du tribunal du Havre, qui rejette la demande en élargissement, par ce motif qu'aux termes de l'art. 796 du Code de proc., la nullité de l'emprisonnement, pour quelque cause qu'elle soit prononcée, n'emporte point la nullité des recommandations.

Appel. — 2 Mars 1818, arrêt de la Cour royale de Rouen, qui infirme: « Attendu que l'arrestation du sieur Boileau n'a été faite que dans l'intérêt de Bourville par suite des manœuvres et artifices par lui pratiqués; ce qui se trouve évidemment démontré par le rapport du commissaire de police du Havre au commissaire général de police du département, et par la mise en liberté ordonnée le lendemain par ce fonctionnaire, sans avoir interrogé ledit Boileau; que la recommandation de la personne de Boileau, qui a eu lieu le lendemain 17, a été faite à la requête de Bourville; que l'emprisonnement étant nul, et la recommandation étant faite au nom et dans l'intérêt de la même personne qui avait surpris l'ordre d'arrestation, cette supercherie ne doit pas lui profiter. »

Pourvoi en cassation de la part de Bourville, pour violation de l'art. 796 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt dénoncé a annulé la recommandation par suite de la nullité de l'arrestation, bien qu'aux termes de cet art. 796, la nullité de l'emprisonnement ne doit avoir aucune influence sur la validité de sa recommandation, quels que soient les motifs de cette nullité.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il a été reconnu par l'arrêt attaqué que l'arrestation du sieur Boileau avait été le résultat de manœuvres et artifices pratiqués par son créancier vis-à-vis du commissaire de police qui l'avait fait incarcarer; considérant que la Cour royale de Rouen a pu apprécier ces faits pour prononcer la nullité de la recommandation faite par le sieur Boileau, le lendemain de son arrestation, et qu'en agissant ainsi, cette Cour n'est contrvenue à aucune loi; — Rejette, etc.

Du 15 juin 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Favard de Langlade. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Hardy.

BAIL.—RÉPARATIONS LOCATIVES.—COMPÉTENCE.

Lorsqu'à l'expiration du bail, un locataire est condamné à des réparations locatives, et qu'au lieu de les exécuter, il interjette appel, les dégradations nouvelles causées par ce défaut d'exécution ne sont pas des dégradations locatives. — Ainsi, l'action nouvelle, intentée par le bailleur en réparation de ces dégradations, n'est pas de la compétence du juge de paix. (L. du 24 août 1790, art. 10, § 4; Cod. proc., 3, n° 4.) (2)

(1) V. conf., Rouen 27 juill. 1813; V. aussi dans le même sens, Colmar, 31 août 1810.

(2) Cette solution est intervenue dans une espèce où les dégradations dont le bailleur demandait la ré-

(Vincent et Gravens — C. l'hospice de Belley.)

A l'expiration d'un bail consenti aux sieurs Vincent et Gravens, d'une maison appartenant à l'hospice de la ville de Belley, cette maison avait éprouvé des dégradations considérables. — Le 4 juill. 1814, l'administration de l'hospice assigne Vincent et Gravens devant le juge de paix de Belley pour se voir condamner à faire les réparations nécessaires, suivant le rapport des experts précédemment nommés, et à payer les dommages-intérêts résultant du défaut de réparation et de la non-jouissance des objets loués. — 14 juill. 1814, jugement qui homologue le rapport des experts, et condamne Vincent et Gravens solidairement à faire faire les réparations dans le mois, sinon permet à l'administration d'en donner le prix fait au rabais; les condamne, en outre, aux dommages-intérêts du retard, qu'il fixe à 225 fr., jusqu'au jour du jugement, qui est déclaré exécutoire par provision sur l'appel interjeté par Vincent et Gravens. — 23 mai 1815, jugement du tribunal civil de Belley qui confirme.

Un an s'écoule, et le jugement acquiesce l'autorité de la chose jugée. — Cependant l'administration de l'hospice dirige de nouveau des poursuites contre Vincent et Gravens. — Elle soutient que, foute par eux d'avoir effectué sur-le-champ les réparations auxquelles ils avaient été condamnés par le juge de paix, le 14 juill. 1814, les dégradations se sont beaucoup accrues pendant la contestation d'appel, et à ce point même que la maison n'a plus été habitable, et qu'il a été impossible de la louer. — En conséquence, l'administration assigne de nouveau Vincent et Gravens devant le juge de paix de Belley, et conclut à ce qu'ils soient condamnés à effectuer les réparations

nécessaires, et à payer les dommages-intérêts résultant du défaut de location de la maison.

9 et 30 juillet, jugemens qui adjugent ces conclusions.

Appel de la part de Vincens et Gravens. — Ils soutiennent que le juge de paix était incompétent *ratione materie*, pour connaître de la nouvelle demande dirigée contre eux par l'administration de l'hospice; — Qu'en effet, l'art. 10, § 4 de la loi du 21 août 1790, et l'art. 3, § 4 du Code de proc. civ., attribuent seulement au juge de paix la connaissance des demandes en réparations locatives; que la nouvelle demande de l'hospice a pour but d'obtenir la réparation de dégradations postérieures à l'expiration du bail, ou plutôt que cette demande est une action en dommages-intérêts résultant de l'inexécution du jugement rendu en 1814, sur la première demande intentée immédiatement après l'expiration du bail; qu'ainsi cette dernière demande n'est point relative à des réparations locatives; d'où il résulte que le juge de paix était incompétent *ratione materie*, et qu'il devait, par conséquent, renvoyer d'office devant qui de droit, aux termes de l'art. 170 du Code de proc.

12 fév. 1817, jugement du tribunal civil de Belley, ainsi conçu : « Attendu qu'il ne s'est agi devant le juge de paix que de l'augmentation des dégradations survenues, pendant l'instance d'appel, aux bâtimens loués jusqu'au moment où en a été formée la demande, et des dommages-intérêts y relatifs; que cette demande, qui aurait pu être formée inellectim par-devant les premiers juges saisis, puisqu'elle était accessoire et tenait à la même cause, ne peut être considérée que comme une continuë de la même action; —

paration, dans la seconde instance, n'étaient survenues que longtemps après l'expiration du bail; et l'on peut voir dans le texte de l'arrêt, que cette circonstance a été l'une des raisons déterminantes de la décision. Cependant, par la généralité de ses termes, l'arrêt paraît étendre cette décision au cas où les dégradations, objet de la seconde demande, auraient eu lieu pendant la durée du bail. Or, sous l'un et sous l'autre rapport, surtout sous le second, l'arrêt nous semble susceptible de critique. La loi attribue juridiction aux juges de paix pour connaître des réparations locatives et des dégradations alléguées par le propriétaire (Cod. de proc., art. 3, n° 3 et 4, V. aussi la nouvelle loi sur les justices de paix du 25 mai 1838, art. 4 et 5). D'après cela, toutes les actions pour réparations qui sont à la charge du preneur, doivent être portées devant le juge de paix. Or, dans l'espèce ci-dessus, il s'agissait de réparations de cette nature, et dès lors la compétence du juge de paix semblait indiquée. Mais dit la Cour de cassation, à l'époque où les dégradations ont eu lieu, le bail avait cessé d'exister, la qualité de preneur avait disparu, et l'action n'était point fondée sur l'inexécution des obligations imposées au preneur par la loi, mais sur l'inexécution des condamnations prononcées contre lui par un jugement antérieur... A ces objections on peut-on pas répondre avec M. Duvergier, du *Louage*, t. 1, n° 452, que cette argumentation est plus subtile que forte?... La compétence du juge de paix, dans ce cas, dit-on, est fondée sur ce que les premières dégradations étaient locatives et que les secondes n'ont été que la conséquence des premières; et même, en faisant abstraction du caractère particulier des dégradations, sur ce que c'était par la faute du preneur que le dommage avait été causé à la chose louée. Il est vrai que, dans l'espèce sur laquelle la Cour de cassation a prononcé, au moment où le mal s'est manifesté dans toute sa gravité, le bail était fini; mais

la cause du mal remontait à une époque où la bail durait encore. Il est vrai aussi que la qualité de preneur n'existait plus dans la personne du défendeur, le jour où l'action a été formée; mais la germe de cette action était antérieur à l'époque où le preneur avait été dépouillé de sa qualité. Enfin, il est incontestable que c'est l'inexécution des premières condamnations qui a produit le dommage, objet de la seconde demande; mais les jugemens, en général, ne font que déclarer les droits antérieurs et les obligations préexistantes; et dans la cas particulier, la première décision avait seulement ordonné au preneur de faire la réparation auxquelles sa qualité l'obligeait. Celui-ci, en résistant à l'exécution, ou en la différant, avait donc manqué à l'obligation dont il était tenu comme preneur, obligation que le jugement constatait, déclarait, à laquelle il imprimait le caractère de certitude, et la force de coercition nécessaire, mais qu'il ne créait pas. Ainsi, et en définitive, la seconde demande avait pour objet des dégradations dont l'origine était contemporaine du bail, que le défendeur avait causées, ou manqué aux obligations qui dérivait de sa qualité de preneur. — Ces considérations nous paraissent militer avec force en faveur de la compétence du juge de paix, dans le cas particulier sur lequel a statué l'arrêt ci-dessus, celui où le bail était expiré depuis longtemps au moment où les réparations étaient demandées par le bailleur. A plus forte raison, faudrait-il décider dans le même sens, contrairement aux indications que se tirent des termes généraux de l'arrêt, si c'était pendant la durée du bail qu'en été formée la seconde instance, tendante à faire réparer les dégradations causées par l'inexécution des réparations locatives ordonnées par un premier jugement. Dans ce cas, en effet, il n'y aurait plus de prétexte pour décliner la juridiction du juge de paix, et c'est ce que fait encore remarquer M. Duvergier, loc. cit.

Attendu que, dès que l'on a reconnu la compétence du juge de paix sur la première action, ayant pour objet des dégradations et des réparations aux bâtimens loués, si bien que la première sentence du 14 juill. 1814, n'a jamais été attaquée sous ce rapport, et a passé en force de chose jugée; il y a parité de raison pour reconnaître la compétence de ce même juge, pour prononcer sur la demande causée par l'augmentation de ces dégradations survenues pendant les plaidoiries, dégradations qui sont, d'ailleurs, de la compétence du juge de paix, à quelque somme qu'elles puissent s'élever; — Par ces motifs, le tribunal, sans s'arrêter à l'incompétence proposée, ordonne que les parties contesteront au fond. — 27 mai 1817, jugement qui, statuant sur fond, condamne Vincent et Gravens à faire les réparations et à payer des dommages-intérêts, évalués ensemble 6,000 fr. environ.

Pourvoi en cassation de la part de Vincent et Gravens, pour violation de l'art. 170 du Code de proc., et fautive application de l'art. 10, n° 4 de la loi du 24 août 1790, et de l'art. 3, n° 4 du Code de proc. civ.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu l'art. 170 du Code de proc. civ.; — Attendu que les dégradations arrivées pendant le cours du bail et que l'art. 1732 du Code civ. met formellement à la charge des locataires, avaient été définitivement fixées par procès-verbal d'experts dressé contradictoirement avec les parties, et homologué par les jugemens des 14 juill. 1814 et 23 mai 1815, lesquels n'ont jamais été attaqués et ont acquis l'autorité de la chose jugée; qu'ainsi se trouvait rempli le vœu de l'art. 10, n° 4 de la loi du 16-24 août 1790, et de l'art. 3, n° 4, du Code de proc. civ.; que, lorsque l'administration de l'hospice, une année après la fin de co-litige, trois ans après l'expiration du bail, a cru pouvoir réclamer contre les anciens locataires la réparation des dégradations survenues depuis l'expiration dudit bail, elle a introduit une action nouvelle, principale, qui différait de la première par sa cause et par son objet; par sa cause, puisque l'administration n'a pu la fonder que sur l'exécution des obligations imposées aux demandeurs par les jugemens susdits; par son objet, puisqu'elle ne concernait que les dégradations postérieures à leur jouissance; qu'ainsi il a été reconnu dans l'instance, par les défendeurs eux-mêmes, que c'est à titre de dommages et intérêts résultant de l'inexécution des condamnations prononcées contre eux, qu'on a poursuivi les anciens locataires en paiement de ces dégradations; mais que nulle part la loi n'attribue au juge de paix la connaissance d'une action principale en dommages et intérêts d'une valeur indéterminée, et qui, dans l'espèce, a eu pour résultat une condamnation de plus de 5,000 fr.; qu'une pareille action, qui ne se rattache à aucun litige existant, appartenait donc aux tribunaux ordinaires, juges naturels d'une pareille contestation, laquelle reposait principalement sur l'application des art. 1142 et 1382 du Code civ.: d'où il suit que le juge de paix était incompétent pour connaître de la seconde action, et qu'en y statuant il a fait une fautive application de la loi du 16-24 août 1790, et de l'art. 3 du Code de proc. civ., et viole l'art. 170 du Code de proc., ci-dessus cité; et que le jugement du tribunal d'appel du 12 fév. 1817, qui a

refusé de faire droit à l'exception d'incompétence proposée devant lui, s'est rendu propres les mêmes contraventions à la loi; — Casse, etc.

Du 15 juin 1819. — Sect. civ. — Prés. M. Brisson. — Rapp. M. Leguindier. — Concl. M. Cahier, av. gén. — Pl. MM. Sirey et Loiseau.

DEGRÉS DE JURIDICTION. — CHOSE JUGÉE. Le défaut d'attribution des juges d'appel pour connaître du fond d'une contestation qui n'a pas subi le premier degré de juridiction, est converti, lorsqu'il y a un arrêt passé en force de chose jugée qui croque la cause. (Cod. proc., 473; Cod. civ., 1334.) (1)

(Mazure — C. Manessier.)

Dans une contestation relative à un règlement de compte entre le sieur Mazure, négociant, et la demoiselle Manessier, celle-ci a demandé la communication des livres et registres de commerce de son adversaire. — 18 avr. 1815, jugement du tribunal d'Abbeville qui sur le refus du sieur Mazure, déclare que cette communication ne peut être exigée.

Appel de la part de la demoiselle Manessier. — 2 déc. 1815, arrêt de la Cour royale d'Amiens ainsi conçu : « La Cour, considérant que l'appelante a articulé avoir fait diverses remises au sieur Mazure, dont elle n'a pris ni reçu, ni quittance, attendu que celui-ci, en sa qualité de négociant, en faisait écritures, soit sur son livre-journal, soit sur son registre de caisse; considérant, d'ailleurs, qu'un créancier a toujours mauvaise grâce de refuser l'exhibition de ses livres à un débiteur qui, en les invoquant, semble s'en remettre à la foi de son créancier, infirme le jugement du tribunal civil d'Abbeville; ordonne à Mazure et à ses syndics de communiquer les registres qui ont été présentés aux créanciers de Mazure, lors de sa faillite, pour, après ladite communication, être requis et ordonné ce qu'il appartiendra... »

Deux ans s'écoulent depuis cet arrêt, non-seulement sans qu'il soit attaqué, mais au contraire le sieur Mazure fait la communication ordonnée. Ainsi, l'arrêt avait acquis l'autorité de la chose jugée, soit à raison du temps écoulé, soit à raison de l'acquiescement des parties, lorsque, en 1817, le sieur Mazure demande à être renvoyé devant les premiers juges pour être statué sur le règlement de compte; il soutient que la Cour royale n'a pu évoquer le fond qu'à la charge de statuer, par le même arrêt, sur le fond et sur l'appel du jugement préparatoire; que lors de son premier arrêt, la cause ne se trouvant pas en état sur le fond, elle devait renvoyer les parties devant les premiers juges, aux termes de l'art. 473 du Code de proc. civ.

La demoiselle Manessier répondait que la compétence de la Cour royale avait été irrévocablement fixée par l'arrêt du 2 décembre 1815, passé en force de chose jugée et désormais inattaquable.

5 juin 1817, arrêt de la Cour royale d'Amiens qui confirme son premier arrêt portant que les parties plaideraient devant elle sur le fond par les motifs suivans : « Attendu que les parties ont été traduites devant la Cour sur un appel interjeté par la demoiselle Manessier, d'un jugement du tribunal d'Abbeville, qui a été infirmé par arrêt du 2 déc. 1815, lequel arrêt ordonne entre les parties, communication de pièces que ce jugement avait refusée; et ordonne qu'après cette

(1) V. en ce sens, Merlin, *Quest.*, v° *Appel*, § 14, n° 22, l°. — On juge, dans le même sens, qu'il peut être dérogé par la volonté des parties aux lois qui établissent les deux degrés de juridiction; qu'ainsi une Cour d'appel peut, du consentement des par-

ties, statuer sur leur contestation, quoiqu'elle n'ait pas été portée devant le tribunal de première instance. — *F. Cass.*, 16 août 1818; V. aussi *Jurisp.* du XIX^e siècle (Table déc. 1831-1840), v° *Degrés de juridiction*, n° 2 et suiv.

communication, il serait requis et statué ce qu'il appartiendrait; d'où il suit que la Cour est seule compétente pour entendre et statuer sur ce qui est requis d'après la communication ordonnée.

POURVOI en cassation de la part du sieur Mazure, pour contravention à la loi du 4^{er} mai 1790, et à l'article 473 du Code de proc., en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré que la Cour royale pouvait statuer sur le fond de la contestation, par un arrêt autre que celui qui infirmait le jugement interlocutoire, bien que le fond de la contestation n'eût pas encore subi le premier degré de juridiction, et qu'aux termes de l'art. 473, il ne soit permis aux juges d'appel d'évoquer le fond de la contestation, que lorsque la matière est disposée à recevoir une décision définitive, et à la charge de statuer sur le tout par un seul et même arrêt.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Attendu que la Cour royale d'Amiens, en ordonnant par son arrêt infirmatif, du 2 déc. 1815, la communication refusée par le tribunal de 1^{re} instance, a réservé de statuer sur ce qui serait requis après la communication; que cet arrêt n'a point été attaqué; que l'arrêt du 5 juin 1817, qui a ordonné de plaider devant la même Cour sur la demande formée en conséquence de ladite communication, n'est que la conséquence du premier arrêt passé en force de chose jugée; d'où il résulte que le pourvoi contre l'arrêt du 5 juin 1817 ne peut être accueilli; — Rejette, etc.

Du 16 juin 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Gandon. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Champion.

1^o APPEL CORRECTIONNEL. — MINISTÈRE PUBLIC. — ACQUIESCEMENT.

2^o TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — JUGEMENT. — EXÉCUTION. — SURSIS.

3^o NON BIS IN IDEM. — CHAMBRE D'ACCUSATION.

1^{er} L'acquiescement donné par le procureur du roi à un jugement correctionnel, et même l'exécution qu'il peut en avoir ordonnée ou consenti, n'est point un obstacle à ce que le ministère public près le tribunal d'appel exerce dans toute sa plénitude le droit d'appeler qu'il tient personnellement de la loi, et qui ne peut être ni anéanti ni altéré par le fait du procureur du roi. (Cod. inst. crim., 202 et 205.) (1)

2nd Il doit être sursis à l'exécution des jugements de police correctionnelle jusqu'à ce qu'ils soient devenus irrévocables, et par conséquent jusqu'à l'expiration du délai accordé au ministère public par le tribunal d'appel ou la Cour d'appel pour former appel. (Cod. inst. crim., 206.) (2)

3rd Lorsque le tribunal d'appel, en annulant le jugement de condamnation rendu par un tribunal correctionnel, renvoie le prévenu devant le juge d'instruction, la chambre d'accusation ne peut relaxer ce prévenu de la poursuite, par le motif que l'appel était nul et que le jugement de première instance ayant acquis force de chose jugée, la maxime non bis in idem faisait obstacle à une nouvelle poursuite; cette décision constitue une violation de la chose jugée. (Cod. inst. crim., 229.) (Philippe Berthe.)

Le tribunal correctionnel de Vouziers, par jugement du 30 août 1818, avait condamné Philippe Berthe à cinq jours d'emprisonnement et 15 fr.

d'amende, pour vol de gerbes d'avoine. Ces deux peines sont exécutées. Le procureur du roi du tribunal de Charleville forme appel. Le 10 mars 1819, le tribunal d'appel : Considérant que le vol imputé à Berthe a été commis dans les champs et qu'il constitue le crime prévu par l'art. 383 du Code pén., infirme le jugement du tribunal de Vouziers comme incompétentement rendu, et renvoie le prévenu devant le juge d'instruction, pour être procédé ainsi que de droit. — Une information est commencée, et Berthe est décrété de prise de corps. Mais, il intervient un arrêt de la chambre d'accusation de Metz, du 30 avril 1819, ainsi conçu : « Considérant que, sur le vol d'environ une douzaine de gerbes d'avoine imputé à Nicolas Lefebvre, celui-ci a été, à la requête du procureur du roi près le tribunal de Vouziers, poursuivi et condamné, par le jugement de ce même tribunal siégeant en police correctionnelle, en date du 20 août 1818, en dix jours d'emprisonnement, en 25 fr. d'amende et en tous les frais; — Considérant que, malgré les réticences affectées qui se rencontrent encore dans le nouveau certificat délivré par le greffier de ce tribunal, le 19 du présent mois, et malgré le défaut, notamment, de la représentation de l'acte d'écrou de Nicolas Lefebvre, dont la Cour avait expressément ordonné la production par son arrêt du 22 mars dernier, on peut néanmoins regarder comme constant et légalement prouvé que le jugement du 20 août 1818, auquel Nicolas Lefebvre a satisfait en entrant volontairement en prison et en payant l'amende et les frais, a été d'ailleurs acquiescé et même exécuté par le ministère public, puisque, 1^o lui seul avait le droit d'en poursuivre l'exécution, surtout n'y ayant dans cette affaire aucune partie civile (art. 197 du Code d'inst. crim.); 2^o que le concierge de la maison de détention n'a pu recevoir la partie condamnée sans un mandat ou ordre par écrit du procureur du roi, transcrit sur le registre de la geôle (art. 609 de la loi précitée et 129 du Code pén.); — Considérant que dans un tel état de choses, on ne peut concevoir l'idée que le même ministère public, qui, par sa nature, est nécessairement indivisible, ait pu ensuite, par l'organe du procureur du roi près le tribunal de Charleville, chef lieu judiciaire du département des Ardennes, se rendre appelant d'un jugement qu'il avait provoqué dans la principe, rendu sur sa poursuite, et, après sa prononciation, acquiescé et exécuté par lui-même de la manière la plus formelle; — Considérant qu'à la vérité, suivant l'art. 205 du Code d'inst. crim., le ministère public près le tribunal ou la Cour qui doit connaître de l'appel des jugements correctionnels, peut notifier son recours contre une décision de ce genre, dans les deux mois à compter de sa prononciation, lorsque, comme dans l'espèce, ce jugement n'a pas été révisé; mais que l'exercice de cette faculté ne doit naturellement s'entendre et ne peut avoir lieu que dans le cas où les choses sont encore entières, et non dans celui où le ministère public a donné son acquiescement au jugement et en a lui-même poursuivi l'exécution; puisque, dans l'hypothèse contraire, la partie condamnée, qui n'a fait alors qu'obéir à la justice, se trouverait exposée en définitive à un préjudice irréparable; et à subir une double peine à raison du même délit, contrairement à la maxime inviolable non bis in idem, tracée dans toutes les lois, et commandée par la suprême équité; — Considérant que, dans la supposition même de l'incompétence

(1 et 2) V. conf., Cass. 18 vent. an 12; 18 avr. 1806; 29 janv. 1807; 15 dec. 1814, et les notes; Mangin, *Traité de l'action publique*, n^o 105; Mer-

lin, *Repert.*, *Add.*, v^o Appel, sect. 2, § 8 bis, n^o 2; Legraverend, *Legisl. crim.*, t. 2, ch. 4.

radicale et absolue du tribunal qui aurait jugé correctionnellement, si le procureur du roi près le tribunal supérieur n'avait point notifié son recours dans le délai prescrit par l'art. 205 du Code d'inst. crim., le jugement rendu n'en serait pas moins à l'abri de toute attaque; de même, et à bien plus forte raison, ce jugement doit-il être maintenu par l'effet inviolable de l'acquiescement et de l'exécution volontaire que lui a données le ministère public, ce jugement a acquis l'autorité de la chose souverainement et irrévocablement jugée. — Considérant qu'en combinant les dispositions de l'art. 201, n° 4 et 5, avec l'art. 205 du Code d'inst. crim., on voit évidemment que le droit d'appeler, introduit par ces articles, ne forme qu'un droit unique déferé au ministère public, mais dont l'usage peut seulement être exercé en deux temps différents; savoir: par le ministère public, auprès du tribunal de première instance, dans les dix jours de la prononciation du jugement; délai ainsi restreint à cause de la connaissance personnelle qu'il a de la décision intervenue; et par le ministère public auprès du tribunal supérieur, dans le délai de deux mois, lorsque celui de première instance n'a pas usé de son droit dans l'intervalle déterminé par la loi à son égard; d'où il suit que cette faculté étant essentiellement unique, quoique divisée quant au temps où elle peut être mise en œuvre, par le même principe et par une conséquence nécessaire, si le ministère public a fait exécuter le jugement, ce même ministère, dont, comme on l'a déjà dit, l'essence et le pouvoir sont indivisibles, ne peut plus ensuite se pourvoir contre ce jugement, sans donner lieu à une contradiction qu'il est impossible de supposer dans les termes, dans l'intention et dans la sagesse et la prévoyance de la loi.

« Considérant, d'après toutes ces observations, qu'il serait aussi contraire au vœu de la loi elle-même, qu'aux règles de l'équité, de poursuivre aujourd'hui par la voie criminelle le fait imputé au prévenu, lequel, d'ailleurs, les juges, partageant l'opinion du ministère public, et faisant droit à ses propres réquisitions, ont pu avoir eux-mêmes de justes motifs de regarder comme un simple délit, et non comme un véritable vol de récolte, selon le sens et l'esprit de l'art. 388 du Code pénal, motifs qu'en tout cas il ne s'agit pas maintenant d'apprécier; — Sans s'arrêter au réquisitoire du procureur général, déclare qu'il n'y a lieu à accusation contre Nicolas Lefebvre, pour raison du fait à lui imputé; — Annule, en conséquence, l'ordonnance de prise de corps décernée contre lui par le tribunal de Charleville, le 10 mars dernier, et ordonne qu'il sera sur-le-champ mis en liberté. »

Pourvoi en cassation de la part du procureur général près la Cour royale de Metz.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 408 du Code d'inst. crim.; les art. 202 et 205 dudit Code, qui donnent au ministère public près le tribunal ou la Cour qui doit connaître de l'appel, deux mois à compter du jour de la prononciation du jugement, pour en déclarer appel, s'il ne lui a pas été notifié; et un mois, si la notification lui en a été faite; — Attendu que le n° 5 de l'art. 202 accorde au ministère public près le tribunal ou la Cour d'appel un droit personnel d'appel qui est indépendant de celui que le n° 4 du même article confère au procureur du roi près le tribunal qui a rendu le jugement de première instance; . . . (la suite jusqu'au dernier paragraphe, comme à l'arrêt du 15 déc. 1814, aff. Gilles). — Attendu que, dans l'espèce, Philippe Berthe a été condamné aux peines d'emprisonnement et d'amende

pour vol, par le tribunal de l'arrondissement de Vouziers, jugé correctionnellement en première instance; — Que le procureur du roi du tribunal de Charleville, chef-lieu judiciaire du département des Ardennes, voyant, dans le vol commis par Berthe, un vol de récoltes dans les champs, conséquemment le crime de l'art. 388 du Code pénal, a relevé appel du jugement du tribunal de Vouziers, dans le délai fixé par l'art. 205 du Code d'inst. crim.; — Que, faisant droit sur cet appel, le tribunal de Charleville a annulé pour incompétence le jugement appelé, et a renvoyé le prévenu Berthe devant le juge d'instruction; — Que le renvoi ordonné a reçu son exécution, et que, par ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de Charleville, les pièces du procès ont été transmises au procureur général près la Cour royale de Metz; — Que ce magistrat ayant fait son réquisitoire pour la mise en accusation du prévenu, la Cour royale avait à examiner si le fait dénoncé avait le caractère de crime, et si l'arrêt contre Berthe des indices suffisants de culpabilité; mais qu'au lieu de s'occuper de ces questions, elle s'est livrée à l'examen des jugements des tribunaux de Vouziers et de Charleville; que, considérant que le premier de ces jugements avait été exécuté, et que c'était le procureur du roi du tribunal de Vouziers qui en avait lui-même poursuivi l'exécution, elle a jugé que de cette exécution sortait une fin de non-recevoir insurmontable contre l'appel du procureur du roi de Charleville, puisque cet appel ne pouvait être reçu, sans que le prévenu se trouvât exposé à subir une seconde condamnation, et à être ainsi puni d'une double peine à raison du même fait, contre la maxime inviolable *non bis in idem*; — Mais que cette décision est, ainsi qu'il résulte des principes précédemment établis d'après les art. 202 et 205 du Code d'inst. crim., une violation manifeste de ces articles;

Attendu que le jugement de condamnation de Berthe est émané du tribunal correctionnel de Vouziers, jugeant en premier ressort; que l'appel de ce jugement a été porté, comme il devait l'être, au tribunal correctionnel de Charleville, chef-lieu judiciaire du département; que ce dernier tribunal était la seule autorité compétente pour prononcer, soit sur les moyens servant de fondement à l'appel, soit sur les fins de non-recevoir qui pouvaient être alléguées pour en empêcher le succès; — Que, statuant sur l'appel relevé par son procureur du roi, ainsi qu'il y était autorisé par l'art. 202 du Code d'inst. crim., le tribunal de Charleville a annulé, pour incompétence, le jugement du tribunal de Vouziers, et a renvoyé le prévenu devant le juge d'instruction; — Que, quand il serait vrai, ce qui n'est pas, que l'appel porté devant le tribunal de Charleville fût non recevable, le jugement qui a reçu cet appel ne pouvait être attaqué que par la voie du recours en cassation; que l'examen de la réformation de ce jugement était hors des attributions de la Cour royale; — Que cependant, si cette Cour n'a pas statué sur ledit jugement, par le dispositif de son arrêt, elle ne l'a implicitement annulé, puisque le renvoi hors d'accusation prononcé en faveur de Berthe, n'est pas fondé sur la non-existence du crime, ou sur le défaut d'indices suffisants de culpabilité, mais uniquement sur l'inexécution du jugement de condamnation du tribunal de Vouziers, et le prétendu défaut de pouvoir du tribunal de Charleville, pour recevoir l'appel d'un jugement que l'on supposait passé en force de chose jugée; — Mais que la Cour roy. de Metz, chambre d'accusation, n'a pu, sans excéder les bornes de sa compétence, poser des questions que

le tribunal de Charleville avait seul le droit d'examiner et de résoudre : qu'elle n'a pu, sans usurpation manifeste de pouvoir, réformer et annuler, même d'une manière indirecte, un jugement qui, rendu sur appel, conséquemment en dernier ressort, ne pouvait être légalement attaqué que devant la Cour de cassation, et qui, n'ayant été l'objet d'aucun appel déclaré dans le délai de la loi, était devenu une décision irréfutable; — Casse, etc.

Du 17 juin 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — BONNE FOI. — EXCUSE.

En matière de contributions indirectes, les tribunaux ne peuvent assseoir leurs décisions que sur les faits de fraude ou de contravention légalement constatés par des procès-verbaux réguliers et sur les lois applicables à ces faits, sans pouvoir prendre aucunement en considération la bonne foi des prévenus. — A l'administration seule il appartient de modifier les peines, selon que les circonstances lui paraissent atténuer les contraventions (1).

(Contributions indirectes.—C. Alric.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 40 et 17 de la loi du 28 avril 1816; — Attendu que, d'après la loi ci-dessus rappelée, tout mouvement ou transport de boissons doit être accompagné des expéditions qu'elle a prescrites, lesquelles doivent être représentées à la première réquisition des employés, sous peine de confiscation et d'amende; — Que, dans l'espèce, il ne fut représenté aux préposés, ni le 2 juillet 1818, jour de leur première visite, ni le 10 du même mois, jour de la seconde, aucune expédition concernant les deux barils d'eau-de-vie qui ont fait l'objet du procès; que, le premier jour, le conducteur déclara aux préposés qu'il avait perdu son portefeuille ou était renfermé l'acquit à caution, et qu'ils consentirent à lui accorder le temps d'en faire la recherche; et, qu'en dernier lieu, Pierre Alric représenta, au lieu de l'acquit à caution qui n'avait pas été trouvé, un certificat du receveur de Rodez, attestant que l'acquit à caution avait été délivré à son bureau le 30 juin, sous le n° 154, pour deux barils d'eau-de-vie à dix-neuf degrés, tandis que, par le poids, l'eau-de-vie fut reconnue n'être qu'à dix-sept degrés; qu'en lien, par le tribunal de Rodez, d'eu prononcer la confiscation, ainsi que l'amende, à défaut de représentation des expéditions, ce tribunal, s'attachant uniquement à un second certificat de ce même receveur, visé par le directeur, lequel attestait que l'eau-de-vie avait été déclarée à dix-sept degrés et demi par l'expéditeur, et que c'était par erreur qu'elle avait été établie à dix-huit degrés sur la souche du registre, rejeta les demandes de la régie avec dépens; — Attendu qu'en matière de contributions indirectes, les tribunaux ne peuvent assseoir leurs décisions que sur les faits de fraude ou de contravention légalement constatés par des procès-verbaux réguliers, et sur les lois qui sont applicables à ces faits; qu'ils ne doivent prendre en considération ni la présomption de bonne foi des prévenus, ni des pièces illégales, telles que des certificats qui peuvent être produits devant

eux, sauf à l'administration, à laquelle la loi en a confié le pouvoir, à modifier les peines, selon que les circonstances lui paraissent atténuer les contraventions; — Attendu qu'en ne prononçant pas la confiscation des deux barils d'eau-de-vie, et l'amende qui était encourue, le tribunal de Rodez a violé la loi ci-dessus rappelée; — Par ces motifs; — Casse, etc.

Du 18 juin 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Chasle. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

VOL. — CHAMPS. — FOI PUBLIQUE.

L'accusé reconnu coupable d'avoir frauduleusement soustrait une charrue dans un champ, est passible des peines portées en l'art. 388, Code prin., quoique le jury ait déclaré que cette charrue n'était pas exposée à la foi publique (2).

(Galonp.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 410 du Code d'inst. crim. et 388 du Code pén.; — Considérant que ledit art. 388 punit de la peine de la réclusion tout vol d'instruments d'agriculture commis dans les champs; — Que, dans l'espèce, le jury a reconnu Pierre Galonp coupable d'avoir soustrait frauduleusement dans un champ une charrue appartenant à autrui; qu'en ajoutant que la charrue volée n'était point exposée sur la voie publique, le jury n'a rien ôté au caractère du crime prévu par ledit art. 388; — Que, néanmoins, la Cour d'assises de l'Aude, au lieu d'appliquer la peine de la réclusion portée par ledit article, a prononcé celle de l'emprisonnement et de l'amende; portée contre les vols simples par l'art. 401 du Code pén.; que ladite Cour a donc prononcé une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du fait dont l'accusé a été déclaré coupable, et qu'ainsi son arrêt doit être annulé, aux termes de l'art. 410 du Code d'inst. crim.; — Casse, etc.

Du 18 juin 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

BOISSONS. — CONGÉ. — DESTINATAIRE FAUX.

Il y a contravention à la loi dans l'indication, sur un congé, d'un faux destinataire (L. du 28 avril 1816, art. 6.) (3).

(Contrib. indirect. — C. Ravreau.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la Cour a violé la loi du 28 avril 1816 aux articles précités, soit en appliquant au vin saisi des expéditions dont l'indication du destinataire était évidemment fautive, soit en décidant en principe qu'en supposant que les deux barriques de vin fussent pour le compte de Ravreau, quoique sous le nom de la fille Nongaré, il n'y avait pas matière à contravention; — Qu'il serait impossible d'admettre une telle doctrine sans contrevenir à la loi, qui commande positivement, l'énunciation des noms, prénoms et demeures des expéditeurs et destinataires dans les acquits, congés, etc., et sans détruire la base du système de la perception des droits sur les boissons, en ce que, s'il était permis, toléré ou considéré comme indifférent, dans telles ou telles autres circonstances arbitrairement appréciées par les juges, d'opérer le mouvement des boissons sous des noms supposés, on enlèverait aux préposés de la régie le principal moyen qui dirige leur surveillance, et qui les met en état de

a rangé les vols commis dans les champs, dans la classe des vols simples; des lors il n'y a plus le même intérêt à constater les éléments de ces vols qui rentrent dans la catégorie générale des vols simples.

(3) V. conf., Cass. 23 avril 1819, et la note.

(1) Principe consacré par une foule d'arrêts. F. Cass. 30 juill. 1807; 8 fév. 1810, et les notes; 31 mai 1822; 11 fév. et 10 déc. 1825, etc.

(2) La loi suppose l'exposition à la foi publique; mais elle ne fait point de cette circonstance une condition du délit. Au reste, la loi du 28 avril 1832

suivre la circulation des boissons et de découvrir les fraudes et les contraventions; — Casse, etc.

Du 18 juin 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barria. — Rapp., M. Chasie. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

SOCIÉTÉ. — INTÉRÊTS. — AVANCES.

Les intérêts dus à un associé gérant, pour les avances faites à la société pendant sa durée, cessent de courir si, depuis sa dissolution, il néglige de rendre les comptes de gestion qui lui avaient été demandés; peu importe que l'acte de société ait stipulé des intérêts pour avances. — Mais ces mêmes intérêts recommencent à courir, au profit de l'associé gérant, du moment que c'est lui qui a mis ses coassociés en demeure de recevoir son compte et de l'acquitter. (Cod. civ., 1839 et 2041.)

(Gilles — C. Dardelin.)

Il existait une association pour un commerce de vins entre les sieurs Gilles et Dardelin. — L'acte de société chargeait expressément le sieur Gilles de la recette et des dépenses, et portait, art. 7, que dans le cas où la dépense excéderait la recette, le sieur Gilles toucherait à raison de 6 p. 100 l'intérêt de ses avances. — En sept. 1796 arriva la dissolution de la société qui aurait dû subsister jusqu'en 1790. Les sieurs Gilles et Dardelin se partagèrent les vins qui restaient, et le sieur Gilles resta chargé d'acquitter les dettes de la société et d'en provoquer la liquidation.

En 1810, le sieur Gilles assigne Dardelin devant le tribunal de commerce de Dijon, à l'effet de faire nommer des arbitres qui devaient recevoir les comptes de sa gestion et fixer le montant de ses avances. — Les arbitres nommés ont procédé en effet à l'examen des comptes fournis par Gilles, et ont reconnu ce dernier créancier d'une somme considérable, qu'ils ont condamné Dardelin à lui payer avec les intérêts échus.

Appel de cette sentence arbitrale par Dardelin. — 13 mai 1813, arrêt de la Cour royale de Dijon, qui, en infirmant plusieurs chefs de la sentence, réduit à une somme de 10,713 fr. le montant des avances faites par Gilles, et condamne Dardelin au paiement des intérêts de cette somme échus seulement jusqu'à la fin de l'année 1790, c'est-à-dire pendant tout le temps de l'existence de la société, plus celui où le sieur Gilles en avait été le liquidateur. — Quant aux intérêts qui auraient pu courir depuis 1792 jour de l'arrêt, la Cour royale de Dijon a considéré que le sieur Gilles ayant négligé de présenter le compte de sa gestion, qu'il eût été instantanément pressé de le rendre, il avait été impossible à Dardelin, qui n'avait aucuns papiers de la société entre les mains, de savoir s'il était ou non débiteur; qu'il ne pouvait, par conséquent, s'acquitter du montant de sa dette et des intérêts qu'elle produisait.

POURVOI en cassation de la part de Gilles contre cet arrêt, pour violation de l'art. 1133 du Code civil de la loi 67, § 2, ff. pro socio, et de la loi du 13 sept. 1807, relative au taux de l'intérêt. — Les conventions légalement formées, disait-on pour le sieur Gilles, tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites (art. 1134 du Code civil); or, l'acte de société, art. 7, réservait expressément au sieur Gilles le droit de répéter contre son associé les intérêts de toutes les sommes qu'il pourrait avoir avancées pour le compte de la société, la Cour royale de Dijon, en refusant effet à cette clause de l'acte, a donc violé la loi du contrat, et par suite, l'art. 1134 du Code civil. — Mais en supposant même que telle n'eût pas été la convention expresse des parties, que l'acte de société eût gardé le silence relativement aux intérêts dont il

s'agit, l'action du sieur Gilles contre son associé pour répétition de ces mêmes intérêts, n'en eût pas moins été intentée à bon droit; il en eût trouvé le fondement dans la loi 67, § 2, ff. pro socio, laquelle porte : Si quid minus ex socio necessario de suo impendit in communi negotio, iudicio societatis servabit; et usuras, si forte mutatus sub usuris, dedit; sed et si suam pecuniam dedit, non sine causa dicitur, quod usuras quoque percipere debeat, quia possit habere, si alii mutuum dedisset.

Or, ni la loi, ni la convention des parties n'ont établi de distinction sur le temps pendant lequel les intérêts devraient courir; il a été dans l'esprit du législateur comme dans l'intention des parties, que ces intérêts seraient dus depuis le moment des avances jusqu'à l'époque du remboursement; donc, sous aucun prétexte, la Cour d'appel ne pouvait refuser d'allouer des intérêts au sieur Gilles pendant l'intervalle qui s'est écoulé depuis 1790 jusqu'au 13 mai 1813, jour de la prononciation de l'arrêt. — Que si les juges ont pu trouver un motif de leur décision dans la négligence du sieur Gilles à rendre ses comptes, il reste du moins, qu'à partir de 1810, époque à laquelle le sieur Gilles a lui-même actionné son associé le sieur Dardelin en liquidation de la société, ce motif de négligence ne peut plus lui être opposé; les intérêts des sommes dont il se trouvait toujours en avance, ont dû courir de nouveau, et devaient donc lui être alloués jusqu'au 13 mai 1813, ne fût-ce qu'à titre d'intérêts moratoires. — Sous ce nouveau rapport, l'arrêt attaqué viole donc nécessairement les lois précitées, et en même temps celle du 3 sept. 1807, qui a formellement autorisé la stipulation des intérêts à six pour cent, dans les transactions commerciales.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu l'art. 1134 du Cod. civ.; — Considérant qu'il résulte des divers motifs de l'arrêt attaqué, qu'en constatant Dardelin débiteur envers Gilles d'une somme de 10,713 francs la Cour royale a considéré que cette somme provenait des avances faites par Gilles pour le compte de la société qui a existé entre lui et Dardelin, et que ce point de fait ne peut être mis en discussion devant la Cour; — Considérant que, par le traité de société passé entre les parties, il avait été stipulé que Gilles toucherait l'intérêt de ses avances à raison de six pour cent; que cette convention était licite et obligatoire; qu'ainsi Dardelin ne pouvait se refuser au paiement de ces intérêts, à moins qu'il ne prouvât que le retard qu'il avait mis à s'acquitter de la somme principale dont il était débiteur provenait d'une cause qui lui était étrangère, et ne pouvait être imputé qu'à son créancier; — Considérant que l'arrêt attaqué ayant reconnu, en fait, que, dans l'intervalle écoulé depuis la fin de 1790 à 1810, Dardelin n'avait pu s'acquitter envers Gilles, faute par celui-ci, seul nanti des papiers de la société, de rendre le compte de sa gestion, la Cour roy. a pu tirer de ce fait la conséquence que Dardelin était affranchi du paiement des intérêts depuis la fin de 1790 jusqu'en 1810; mais, considérant qu'à dater de cette dernière époque, Gilles a, par une citation en justice et par la reddition de son compte, mis Dardelin en demeure de s'acquitter; que, dès ce moment, Dardelin n'a eu ni motif ni prétexte de refuser le paiement de la somme dont il était débiteur et des intérêts de cette somme, et par conséquent, que l'arrêt, en refusant d'allouer les intérêts à partir de cette dernière époque, a contrevenu à la loi ci-dessus citée; — Casse et annule

Parré rendu par la Cour roy. de Dijon le 13 mai 1813, mais uniquement dans la disposition qui refuse à Gilles le paiement des intérêts à dater du jour de la demande qu'il en a judiciairement formée en 1810, etc.

Du 21 juin 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Zangiacomi. — Concl., M. Joubert, av. gen. — Pl., MM. Loiseau et Dorrieux.

SURENCHÈRE. — VENTE VOLONTAIRE.

L'art. 710, Code proc., qui permet la surenchère du quart après l'adjudication en matière d'expropriation forcée, n'est pas applicable à l'adjudication faite à la suite d'une surenchère sur aliénation volontaire. (Cod. civ., 2187.) (1)

(Albrand — C. Galland.) — ARRÊT (après délib.).

LA COUR; — Vu l'art. 2187 du Cod. civ.; — Attendu que la loi reconnaît deux espèces de surenchère, l'une du dixième sur contrat de vente volontaire, et l'autre du quart après adjudication définitive sur saisie immobilière; que ces deux espèces sont absolument distinctes, et fondées chacune sur des motifs particuliers; que nulle part la loi ne les confond et ne les cumule l'une avec l'autre; que la surenchère du quart, après adjudication définitive sur saisie immobilière, est un droit extraordinaire et dont on ne peut, par cela même, admettre l'exercice que dans les cas où il est textuellement autorisé par la loi; que si la procédure qui a lieu sur la réquisition de mise aux enchères d'un immeuble vendu par contrat volontaire, peut être assimilée à celle qui a lieu sur saisie immobilière, ce n'est que pour les formes ordinaires et générales de publicité que la loi prescrit pour arriver à l'adjudication définitive; que cela résulte des termes mêmes de l'art. 2187, lequel se borne à dire, suivant les formes établies pour les expropriations forcées; qu'un texte précis et spécial pourrait donc seul autoriser à y ajouter l'application de la disposition extraordinaire de l'art. 710, dont l'effet est postérieur à l'adjudication définitive; qu'ainsi l'arrêt attaqué a fait une fautive application de l'art. 710, et une fautive interprétation de l'art. 2187 du Cod. civ., et commis un véritable excès de pouvoir, quand il a autorisé l'usage de la surenchère du quart dans un cas où il n'est pas expressément indiqué par la loi; — Casse, etc.

Du 22 juin 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. — Concl., M. Joubert, av. gen. — Pl., MM. Leroy-Neufville et Loiseau.

MARIAGE. — NULLITÉ. — COLLATÉRAUX. —

INTÉRÊT.

Un parent collatéral est recevable à attaquer un mariage, bien qu'il n'y ait pas un intérêt pécuniaire : l'intérêt qu'il a d'empêcher les enfants issus du mariage de prendre le nom de la famille, suffit pour lui donner le droit de demander la nullité. (Cod. civ., 187.)

Le principe que les collatéraux sont non recevables à attaquer un mariage, lorsqu'ils n'ont pas un intérêt et actuel, s'applique au cas où la demande tend à faire prononcer la nullité d'un mariage dont l'existence est reconnue, et non au cas où, dans l'absence de l'acte de célébration, on soutient que le mariage n'a pas eu lieu. (Cod. civ., 187.) (2)

(Ruffi — C. d'Époux de Pontvès.)

Le sieur Ruffi de Pontvès, seigneur de Gévaudan connu en 1744 la demoiselle Anne-Marguerite Estelle, fille du sieur Estelle, notaire à Simiane-lez-Apt. — Les suites d'une liaison que la confiance du père avait rendue plus intime, ayant amené la grossesse de la demoiselle Estelle, M. Ruffi de Pontvès songea aussitôt à un mariage que le préjugé de la naissance le forçait alors de rendre secret. — Le 25 mars 1755, des dispenses de publications de bans furent accordées par l'évêque d'Apt. — Le 31 du même mois, les futurs époux obtinrent du curé de leur domicile la permission d'aller recevoir la bénédiction nuptiale dans le diocèse de Marseille. Ils s'y rendirent ensemble, s'y marièrent et revinrent à Aix, où M. de Pontvès fut forcé de s'arrêter pour quelque temps.

Là, madame de Pontvès accoucha d'un enfant mâle qui fut baptisé le 16 juin 1755, sous les noms et désignation de Félix-Tristan Ruffi, fils de Jean-Joseph-Gaspard de Pontvès, seigneur de Gévaudan, et de dame Marguerite Estelle. — Il est remarquable toutefois que la plupart des noms ci-dessus ne furent insérés dans l'acte de baptême que par des abréviations ou des lettres initiales. — M. de Pontvès revint à Simiane avec son épouse; il y vécut dix ans avec elle, prenant soin de son fils, et dans une intimité parfaite avec le sieur Estelle, dont le consentement au mariage de sa fille ne pouvait plus être révoqué en doute.

Arriva le décès de madame de Pontvès; M. de Pontvès prit le deuil, le fit porter à son fils, et ne tarda pas à venir s'établir à Aix, où il occupa l'éducation du jeune Tristan, qui finit ses études lorsqu'il allait atteindre sa vingtième année. — Quelques difficultés survenues dans la suite sur le choix d'un état, le refus d'embrasser la carrière

cependant pourroient attaquer le mariage par un pur intérêt d'affection et d'honneur, il o voulu, par l'art. 187, que les enfants issus d'un mariage et les parents collatéraux n'y fussent admis que lorsqu'ils y auroient un intérêt et actuel. Mais le motif qui soit restreindre, à l'égard des collatéraux, l'exercice de l'action en nullité, n'est pas également applicable au cas où il n'existe pas de preuve légale que le mariage a été célébré. « Attaquer un mariage prouvé légalement, dit Merlin, en approuvant la doctrine de l'arrêt ci-dessus (Repert. v.^o *Légitimité*, sect. 1, § 2, quest. 14), c'est porter le trouble dans la société. Nier qu'un mariage, dont on se représente pas l'acte, ait été célébré, c'est user d'un droit qui appartient naturellement à toute partie contre laquelle est allégué un fait dont la preuve n'est pas produite. On ne peut donc pas étendre, au cas dont s'occupe l'art. 187, l'exercice qu'apporte l'art. 187 au droit qui appartient à tout membre d'une famille, de repousser lui et avec de son sein quiconque prétend en faire partie. »

(1) Sur cette question qui a fait difficulté avant la loi du 2 juin 1811, mais qui se trouve résolue par le nouvel art. 838 du Code de proc., portant que « l'adjudication, par suite de surenchère sur aliénation volontaire, ne pourra être frappée d'aucune autre surenchère », voy. l'arrêt de Grenoble du 21 fév. 1818, rendu dans l'espèce actuelle. 1. aussi le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de Rouen du 4 mars 1836; *adde*, Paris, 19 juill. 1817, et la note.

(2) « Quelque rien ne soit plus important, dit d'Aguesseau, tom. 2, pag. 446, que l'ordre et la dignité du mariage, quoique rien ne soit plus utile à l'Etat que l'observation des lois qui en ont prescrit toutes les solennités, on ne doit pas néanmoins permettre à toutes sortes de personnes d'en demander l'exécution, et d'attaquer ceux qu'on accuse de les avoir violés. » C'est cette doctrine qui a été consacrée par le Code civil, lorsqu'après avoir établi par l'art. 184 que, du vivant des époux, les as-

militaire qu'avaient suivie avec honneur M. de Pontvès et ses ancêtres, amenèrent une rupture entre le père et le fils. — Tristan Ruffi resta abandonné à ses propres ressources; pressé bientôt par des créanciers dont il s'était vu forcé d'implorer le secours, il forma le projet d'obliger juridiquement son père à subvenir à ses plus pressants besoins. — Cette démarche imprudente ne fit qu'augmenter la colère de M. de Pontvès; il se contenta de répondre qu'il ne connaissait pas celui qui se disait son fils.

Tristan Ruffi n'en crut pas moins devoir continuer ses poursuites; mais, dépourvu de titres, connaissant à peine les particularités du mariage de ses père et mère, il prévint toute la difficulté qu'il y aurait pour le moment à prouver sa légitimité; il se contenta de demander à établir sa filiation.

24 mars 1775, arrêt interlocutoire du Parlement de Provence, qui autorise Tristan Ruffi à faire preuve de sa filiation. — 25 juin 1775, nouvel arrêt du Parlement, qui donne acte de l'offre faite par M. de Pontvès de fournir une pension alimentaire à son fils, et du consentement donné par ce dernier de s'en contenter; en conséquence, déclare non avenu l'arrêt interlocutoire du 24 mars, et remet les parties respectivement au même état où elles étaient auparavant.

M. de Pontvès avait voulu éviter un fâcheux éclat; il préféra consentir à un sacrifice d'amour-propre et d'intérêt, mais il éloigna son fils, qui passa en Italie pour y chercher les moyens d'une existence plus heureuse. — L'absence apaisa bientôt la colère du père. Tristan Ruffi revint en France, se rapprocha de M. de Pontvès, et recouvra toute sa tendresse; tout paraissait oublié depuis longtemps, lorsque de nouvelles circonstances amenèrent une nouvelle séparation. — Un mariage d'inclination, contracté en 1781 par Tristan Ruffi, sans l'approbation de son père, avait déjà fortement indisposé ce dernier contre son fils: des opinions toutes contraires, embrasées avec chaleur dès les commencemens de la révolution, achevèrent la rupture, et ne permirent plus aucun rapprochement à l'avenir.

M. de Pontvès décéda en l'anée 1791. Par son testament il institua pour son légataire universel un sieur d'Eyroux de Pontvès Gévaudan, parent collatéral très éloigné. — Le sieur Tristan Ruffi émigra de son côté en 1793; il obtint depuis sa radiation, et entra en France pour se livrer entièrement au commerce qui lui présentait des spéculations avantageuses. — Deux enfans étaient issus de son mariage: il voulait leur conserver le nom honorifique de Pontvès, qu'il s'était lui-même abstenu de porter pendant les troubles de la révolution, et qu'il n'avait pas depuis jugé convenable de faire figurer dans des opérations commerciales. Ses deux fils devenus l'un lieutenant de vaisseau, l'autre avocal, étaient entrés dans le monde, et y étaient connus sous le nom qu'avait porté leur aïeul. Cependant le sieur Ruffi ne crut pas devoir négliger de faire usage, dans l'intérêt de ses enfans, de preuves matérielles du mariage de ses père et mère, qu'un hasard heureux lui avait fait découvrir.

Muni de la dispense de publication de bans accordée par l'évêque d'Apt en 1755, de son acte de naissance, de deux actes de notoriété délivrés à Simiane et attestant le mariage de M. Pontvès avec la demoiselle Estelle, enfin d'une infinité de lettres et d'autres titres de famille, il forma une demande en déclaration du mariage de ses père et mère au tribunal civil de Forcalquier.

4 sept. 1813, jugement qui, vérification faite des pièces ci-dessus, déclare constant le mariage

de M. de Pontvès et de la demoiselle Estelle; ordonne en outre que ledit jugement tiendra lieu de l'acte de célébration de mariage, à la date du mois de mars 1755, et qu'il sera transcrit sur les registres de l'état civil de la commune de Simiane.

Le sieur d'Eyroux, légataire universel du M. de Pontvès, a formé tierce opposition à ce jugement.

Le sieur Tristan Ruffi, dans la vue de le désintéresser, a déclaré formellement, par acte passé en greffe, renoncer à la succession de M. de Pontvès, son père, et s'en tenir à ce qu'il avait reçu de lui durant sa vie; mais le sieur d'Eyroux n'en a pas moins persisté dans sa tierce opposition, et a soutenu que le sieur Ruffi et ses enfans n'avaient aucun droit au nom de Pontvès qu'ils prétendaient porter.

28 juin 1814, jugement qui déclare le sieur d'Eyroux non recevable en l'état, dans son opposition au jugement du 4 sept. 1813, attendu qu'aux termes de l'article 187 du Code civil, il n'avait pas un intérêt pécuniaire né et actuel pour attaquer le mariage de père et mère du sieur Tristan Ruffi.

Appel par le sieur d'Eyroux qui a soutenu que l'art. 187 du Code civil n'exigeait pas un intérêt purement pécuniaire de la part des collatéraux pour attaquer le mariage de leur parent après son décès, mais seulement un intérêt quelconque d'honneur ou d'affection, pourvu qu'il fût né et actuel, intérêt qui porte tout individu à s'opposer à ce qu'un étranger puisse s'introduire dans sa famille; que d'ailleurs l'art. 187 ne pouvait être invoqué que dans le cas où il s'agirait d'un mariage contracté en contravention de quelques-unes des dispositions prohibitives de la loi, mais nullement dans l'espèce, où il s'agissait d'un mariage dont l'existence même était révoquée en doute; — Au fond, le sieur d'Eyroux a prétendu que l'acte de naissance représenté par le sieur Tristan Ruffi, dans lequel la plupart des noms du père étaient restés indéterminés, ne lui attribuait pas la qualité d'enfant légitime de M. Pontvès et de la demoiselle Estelle; que les registres et papiers domestiques, trouvés à la mort de M. Pontvès, et la demande alimentaire qu'avait formée le sieur Tristan Ruffi lui-même en 1775, tendaient à prouver tout au contraire qu'il n'avait jamais eu d'autre titre à réclamer auprès de M. Pontvès, que celui d'enfant naturel.

Le 18 avr. 1817, arrêt de la Cour royale d'Aix, par lequel elle a considéré « que la renonciation faite par le sieur Tristan Ruffi, à toute prétention pécuniaire sur la succession de son père, n'était pas suffisante pour désintéresser le sieur d'Eyroux; que la nécessité de l'intérêt actuel n'était exigée, de la part des collatéraux, que pour le cas d'une demande en nullité d'un mariage, dont l'existence était reconnue, et non pas au cas où, comme dans la cause, l'existence même du mariage était le sujet de la contestation... Enfin, que le jugement du 4 sept. 1813 n'a pu déclarer constant le mariage entre le sieur Pontvès-Gévaudan et Marguerite Estelle, que sur la preuve que ce mariage avait existé, et qu'elle eût été fournie au tribunal; mais que bien loin que cette preuve eût été apportée, il existe au contraire les présomptions les plus fortes et les plus décisives. Que si l'on considère les actes de l'état civil qui devraient se rapporter au mariage, on remarque qu'il n'en existe pas de trace dans les registres de l'acte civil de Simiane-lès-Apt, quoiqu'il soit reconnu que ces registres ont été régulièrement tenus, et qu'ils ne renferment aucune lacune, etc. » En conséquence, la Cour infirme le jugement rendu par le tribunal civil de Forcalquier; déclare le sieur

d'Eyroux recevable à contester l'existence du mariage de M. de Pontvès avec la demoiselle Estelle, et au fond, décide qu'il résulte des faits et circonstances du procès, et particulièrement de ce que le sieur Tristan Ruffi ne rapportait pas l'acte de célébration du mariage de ses père et mère, que ce mariage n'avait jamais existé, et que le sieur Tristan Ruffi ne pouvait se prétendre enfant légitime; mais tout en le reconnaissant enfant naturel de M. de Pontvès et de la demoiselle Estelle, lui fait défense d'ajouter le nom de Pontvès à celui de Ruffi, qui lui avait été donné dans son acte de naissance.

POURVOI en cassation de la part du sieur Tristan Ruffi. — L'éloignement dans lequel il avait presque toujours vécu de M. de Pontvès son père, ne lui avait pas permis de retrouver à temps les traces du mariage de la dame Estelle sa mère; ce ne fut qu'après l'arrêt de la Cour royale d'Aix, que le sieur Ruffi parvint à se procurer un certificat délivré par M. les vicaires généraux du diocèse d'Aix, attestant que les registres de l'état civil de l'évêché de Marseille, pour l'année du mariage de ses père et mère, existaient encore; mais que quatre pages contenant les actes de mariage du 5 au 10 avr. 1755, c'est-à-dire de l'époque où vraisemblablement avait dû être célébré le mariage de M. de Pontvès avec la demoiselle Estelle, avaient été entièrement enlevées. — Cette déconvenue tardive, qui aurait pu avoir de l'influence sur la décision des juges d'appel n'a pu servir au sieur Tristan Ruffi dans son pourvoi devant la Cour suprême; il s'est contenté de proposer contre l'arrêt du 18 avr. 1817, les trois moyens de cassation ci-après.

1^o Violation de l'art. 187 du Code civ., en ce que l'arrêt dénoncé admet un collatéral, sans intérêt pécuniaire né et actuel, à contester le mariage du sieur de Pontvès avec la demoiselle Estelle. — L'opposition du sieur d'Eyroux, disait-on, pour le demandeur, était recevable au moment où il l'a formée; mais elle a cessé de l'être aussitôt que le sieur Tristan Ruffi a fait connaître qu'il renonçait entièrement à toute prétention sur la succession de son père. Dès cet instant le sieur d'Eyroux s'est trouvé sans intérêt né et actuel, c'est-à-dire sans intérêt pécuniaire à contester le mariage du sieur de Pontvès avec la demoiselle Estelle. C'est à tort que la Cour royale d'Aix a considéré que cette renonciation n'était passible pour désintéresser le sieur d'Eyroux.

— Il est certain d'après tous les auteurs et la jurisprudence que l'intérêt né et actuel dont parle l'art. 187 du Code civ., qui n'est lui-même que la consécration d'un ancien principe, ne peut s'entendre que d'un intérêt pécuniaire, qu'un intérêt purement d'honneur ou d'affection ne peut être invoqué par des collatéraux qui recueillent tous les biens de la succession: c'est ce qu'attestent M. d'Aguesseau dans ses plaidoyers, liv. 19, tom. 2; pag. 448 et 55, tom. 5, pag. 68; Pothier, *Traité du contrat de mariage*, n° 448; Merlin, dans son *Répertoire de Jurisprudence*, au mot *mariage*; M. Loëre, dans l'*Esprit du Code civil* sur l'art. 187; Proudhon, dans son *Cours du droit français*, tom. 1^{er}, pag. 24; enfin, une foule d'arrêts qui consacrent la nécessité de l'intérêt né et actuel des collatéraux dans tous les cas, et n'admettent d'autre intérêt pécuniaire. — C'est encore à tort enfin que la Cour royale d'Aix a rejeté l'application de l'art. 187 à l'espèce, sur le fondement d'une distinction subtile que la loi n'autorise en aucune manière: soit que les collatéraux attaquent un mariage pour un vice de forme quelconque, soit qu'ils l'attaquent dans son existence même, il est évident que le résultat de

leur action tend toujours au même but, et que la loi a dû exiger les mêmes conditions pour l'admettre, c'est-à-dire dans l'un et l'autre cas, un intérêt né et actuel.

2^o Violation de la nouvelle 117 et de l'art. 197 du Code civil, en ce que la Cour royale d'Aix, sans avoir égard à la possession d'état de Tristan Ruffi, lui avait refusé le titre d'enfant légitime. — Tristan Ruffi, qui avait pour lui la possession d'état d'enfant légitime, ne pouvait être tenu après la mort de ses père et mère, de rapporter l'acte de célébration de leur mariage, l'art. 197 du Code civil l'en dispensait formellement. — Or, pen importe que cet acte ne donne pas expressément la qualité d'enfant légitime, pourvu qu'il ne la contredise pas: c'est ce que dit l'art. 197 et plus expressément encore la nouvelle 117, chap. 2, en ces termes: « *Ad hoc autem et illud san- tire perspicimus: ut si quis filium aut filiam habens de libera muliere, cum qua nuptias constiter possunt, dicat in instrumento, sive publico, sive propria manu conscripto, et habente subscriptionem trium testium fide dignorum, sive in gestis monumentorum, hunc aut hanc filium suum esse, aut filiam, et non adiecerit NATURALEM: hujus modi filios esse legitimos et nullam aliam probationem ab eis queri...* » d'où il suit que la légitimité est toujours légalement présumée, à défaut d'énormités qui l'exigent, et que la Cour royale d'Aix ne pouvait, dans l'espèce, obliger Tristan Ruffi à représenter l'acte de célébration de mariage de ses père et mère, sans méconnaître la présomption légale, résultant en sa faveur de sa possession d'état, et sans violer par conséquent l'art. 197 du Code civil, ainsi que la loi romaine qui lui sert de base.

3^o Le demandeur en cassation tirait un troisième moyen de la violation des principes généraux qui déterminent les effets de la paternité naturelle reconnue, en ce que l'arrêt de la Cour d'Aix, tout en reconnaissant Tristan Ruffi pour enfant naturel de M. de Pontvès, lui avait fait néanmoins défense de porter le nom de son père. — Le nom du père, disait-on pour le demandeur, est pour l'enfant une propriété sacrée, inviolable, à laquelle personne ne peut porter atteinte. Aucun texte de loi n'a à la vérité déclaré ce droit de propriété; mais personne ne serait reçu à le contester à l'enfant légitime: il en est de même de l'enfant naturel reconnu; la loi garde le silence à son égard tout aussi bien qu'à l'égard de l'enfant légitime, par cela même que le droit de l'un et de l'autre résulte forcément de la nature des choses: il était inutile que le législateur en fit une disposition expresse; le premier effet de la paternité reconnue, soit légitime, soit naturelle ou illégitime, est de transmettre le nom du père à son enfant. Ce principe, pour n'être pas écrit, n'en existe pas moins, et devait par conséquent être respecté par la Cour d'appel. Un arrêt du parlement de Paris, du 18 juin 1707, a jugé qu'un bâtard adultérin pouvait prendre le nom de son père: donc, à bien plus forte raison, l'enfant naturel reconnu, qui avait même la possession d'état d'enfant légitime. Enfin, à l'égard des enfants naturels, nombre d'arrêts de l'ancienne jurisprudence ont consacré la même doctrine: V. Louet et Brodeau, lettre K, somn. 4, n° 4; lettre D, tom. 1^{er}, n° 1 et 2; les arrêts notables d'Angéard, tom. 1^{er}, pag. 64, n° 85; Bardet, tom. 2, liv. 8, etc.

M. l'avocat général a conclu au rejet du pourvoi, toutefois en regretant que la Cour royale d'Aix eût ignoré la circonstance décisive, à son avis, de l'enlèvement des feuilles du registre de l'état civil de la ville de Marseille, à la date pré-

sumée du mariage de M. de Pontvès; il a démontré que la Cour royale ayant jugé en fait, son arrêt était par cela même à l'abri de toute censure; mais que, comme homme, il était personnellement convaincu de l'existence du mariage de M. de Pontvès avec la demoiselle Estelle, ce qui résultait, selon lui : 1° de la dispense de publication de bans obtenue de l'évêque d'Apt en 1755; 2° de la permission du curé du domicile de célébrer le mariage dans une autre paroisse; 3° de l'acte de naissance du sieur Tristan Ruifi, dans laquelle le nom de *dame* est donné à la mère, et dont les lettres initiales sont expliquées par la nécessité où se trouvait M. de Pontvès de tenir le mariage secret; 4° de la longue possession d'état du sieur Ruifi et de celle de ses père et mère; 5° enfin, de la laceration du registre des mariages, dans la partie qui se rapporte à l'époque même où le mariage de M. de Pontvès a dû vraisemblablement avoir lieu.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'aux termes de l'art. 474 du Code de proc. civ., une partie peut former une tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés; que, de plus, l'art. 54 du Code civ. dispose que, dans tous les cas où un tribunal de première instance connaîtra les actes relatifs à l'état civil, les parties intéressées pourront se pourvoir contre le jugement; — Considérant qu'à l'époque du jugement du 6 sept. 1813, le sieur d'Eyroux de Pontvès-Gévaudan avait un intérêt non-seulement éventuel, mais même présent, de s'opposer à la reconnaissance de Felix-Tristan Ruifi, comme fils légitime de Jean-Gaspard-Eugène de Pontvès-Gévaudan et d'Anne-Marguerite-Estelle; puisque cette reconnaissance, en constituant ledit Felix-Tristan Ruifi, fils légitime dudit Pontvès-Gévaudan, lui aurait conféré des droits de famille et de successibilité préjudiciables, soit comme parent, soit comme héritier universel du sieur Pontvès-Gévaudan, au sursis d'Eyroux de Pontvès-Gévaudan; — Considérant qu'il ne s'agit point, dans l'espèce, de nullité de mariage contracté en contravention aux dispositions du Code civ., puisqu'il n'existe point d'acte de célébration; que, de plus, les dispositions des art. 184 et 187 du Code civ., ne peuvent avoir d'application à un prétendu mariage qui aurait été célébré en 1755, et que même le demandeur ne pourrait se prévaloir de la disposition de l'art. 197 du même Code, puisque sa prétendue possession d'état d'enfant légitime se trouverait contredite par son acte de naissance; — Considérant qu'en l'absence d'acte de célébration et de constatation de mariage entre le sieur de Pontvès-Gévaudan et la demoiselle Estelle, la Cour royale d'Aix appréciant les faits et les actes invoqués respectivement par les parties, ce qui était de son domaine, a jugé que, loin de prouver l'état d'enfant légitime réclamé par Felix-Tristan Ruifi, ces faits et actes établissaient, au contraire, son état d'enfant naturel, et qu'en cela l'arrêt attaque n'a pu violer aucune loi; — Considérant que les autres dispositions de l'arrêt ne sont que la suite et la conséquence nécessaire de la disposition générale; — Considérant que l'acte de naissance du demandeur ne lui donne que le nom de Ruifi; que la Cour royale d'Aix, en lui défendant d'y ajouter le nom de Pontvès, non-seulement n'a violé aucune loi, mais, au contraire, s'est conformée à ce qui avait été décidé par l'arrêt rendu par le par-

lement de Provence, le 25 juin 1775, lors duquel le demandeur n'a procédé que sous ledit nom de Ruifi; — Rejette, etc.

Du 22 juin 1819. — Sect. req. — Prés. d'âge. M. Lasaudade. — Rapp. M. de Menerville. — Concl. M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Darrienz.

ARBITRAGE. — AMIABLES COMPOSITEURS. — NULLITÉ (ACTION EN). — CASSATION.

Un jugement arbitral est attaqué par voie de nullité, dans les cas prévus par l'art. 1028, Code proc., et notamment s'il a jugé hors des termes du compromis, bien que, par ce compromis, les parties aient qualifié les arbitres, amiables compositeurs, dispensés de toutes formes, qu'elles aient renoncé à l'appel et au recours en cassation, et déclaré que la sentence serait regardée comme transaction souscrite par elles (1).

La décision qui annule un jugement arbitral, comme rendu hors des termes du compromis, étant fondée sur l'appréciation des faits, ne peut donner ouverture à cassation.

(Pianet — C. Girardet et Camet.)

16 mars 1816, compromis par lequel les sieurs Girardet, Camet et Pianet, associés, remettent à trois arbitres le soin de juger les contestations survenues entre eux. — Il est dit dans le compromis : « Nous nous sommes dévoués à soumettre nos discussions à des arbitres, arbitrateurs et amiables compositeurs, dispensés de toutes formes et délais, renonçant à l'appel et au recours en cassation... Promettant de nous en rapporter à leur décision, qui sera, au besoin, regardée comme transaction prescrite par nous. »

31 déc. 1816, jugement arbitral. Il est revêtu de l'ordonnance d'exequatur. — Opposition à cette ordonnance de la part des sieurs Girardet et Camet.

Ils demandent la nullité de la sentence arbitrale, par le motif qu'elle a été rendue hors des termes du compromis, et que c'est là une cause de nullité, d'après la disposition de l'art. 1028 du Cod. de proc. civ., n° 1.

25 mars 1817, jugement du tribunal de première instance de Lons-le-Sauvignier, qui déclare Camet et Girardet non recevables dans leur opposition à l'ordonnance d'exequatur, et dans leur demande en nullité de la sentence arbitrale.

Appel. — 4 juill. 1818, arrêt de la Cour roy. de Besançon : « qui infirme le jugement dont appel; sans égard aux fins de non-recevoir proposées par Pianet, déclare nul et comme non avenu l'acte qualifié jugement arbitral, du 31 déc. 1816, ainsi que l'ordonnance d'exequatur rendue en conséquence, et renvoyant les parties au même état qu'elles étaient auparavant, les renvoie à agir comme elles trouveront convenir.

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Pianet : 1° pour violation de l'art. 2052 du Code civ., et fautive application de l'art. 1028 du Code de proc., en ce que la sentence devant, aux termes du compromis, avoir l'effet d'une transaction, l'art. 1028 et les nullités qu'il établit n'étaient pas opposables; 2° pour violation de l'art. 1028 du Code de proc. Il a soutenu qu'en supposant que cet article fût applicable en général, il ne l'était point dans l'espèce, parce que le jugement arbitral n'avait pas été, dans le fait, rendu hors des termes du compromis, et qu'il n'était d'ailleurs vicié d'aucune autre nullité.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen

(1) C'est un point constant en jurisprudence. V. les notes qui accompagnent les arrêts de Cass.

des 12 prair. an 10 et 21 niv. an 11, ainsi que ceux qui y sont indiqués.

consistant en ce que le compromis avait nommé des arbitres arbitrateurs et amiables compositeurs qui seraient dispensés de toutes formes et délais, lesquels arbitres décideraient en dernier ressort, sans appel ni recours en cassation, promettant les parties de s'en rapporter à leur décision, qui sera, au besoin, regardée comme transaction soucrite par les parties : d'où le demandeur induit que l'arrêt dénoncé, en admettant la voie de nullité contre la décision arbitrale, a violé l'art. 2052 du Code civ. sur les transactions, et fait une fautive application de l'art. 1028 du Code de proc. civ., relatif au cas où la nullité des jugemens arbitraux peut être demandée; que l'art. 1028 du Code de proc. civ. établit des règles générales, sans distinguer les jugemens rendus par des arbitres ordinaires, et les jugemens rendus par des arbitres arbitrateurs et amiables compositeurs; que, même l'art. 1028 n'étant placé qu'après les articles qui autorisent les parties à dispenser les arbitres des formes et des délais établis pour les tribunaux, à procéder comme amiables compositeurs, et à renoncer à l'appel, c'est une nouvelle preuve que l'art. 1028 comprend les jugemens rendus par des arbitres arbitrateurs et amiables compositeurs, comme les jugemens rendus par des arbitres ordinaires; que la promesse faite par les parties de s'en rapporter à la décision des arbitres, qui sera au besoin regardée comme transaction soucrite par elles, n'ajoute rien au pouvoir que les arbitres avaient reçu de procéder comme amiables compositeurs, et conséquemment ne saurait avoir l'effet d'interdire la voie de nullité à l'égard d'une décision qui serait marquée d'un des vices signalés par l'art. 1028, d'autant qu'il faut toujours pouvoir examiner si les arbitres, de quelque pouvoir qu'ils aient été revêtus, ont réellement rempli la mission qui leur avait été confiée, et si l'acte qui est présenté comme jugement arbitral en a le caractère;

Sur le second moyen, consistant à dire que l'arrêt dénoncé a violé l'art. 1028 du Code de proc. civ., en décidant que le jugement arbitral a été rendu hors des termes du compromis; — Attendu que la Cour roy. ne l'a ainsi décidé que par suite de l'examen des faits dont l'appréciation lui appartient; — Rejette, etc.

Du 23 juin 1819. — Sect. req. — Prés., M. Lasnède, prés. d'âge. — Rapp., M. Joubert. — Conf., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

1^{re} MISE EN JUEGEMENT DES FONCTIONN. — INFORMATION.

2^{de} ACTION PUBLIQUE. — INJUNCTIONS. — CALOMNIE.

1^{re} L'art. 75 de la constitution du 22 frim. an 8 ne fait point obstacle à ce que les magistrats informant et recueillent tous renseignements sur les délits commis par les agents du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions; mais il ne peut être décerné contre eux aucun

mandat, ni subi par eux aucun interrogatoire juridique. (Décr. du 9 août 1806, art. 3.) (1)
Le refus du préfet d'autoriser la mise en jugement d'un percepteur, ne met pas obstacle à l'information provisoire jusqu'à ce que cette décision ait été confirmée par le conseil d'Etat, s'il y a recours à ce conseil.

2^{de} Le tribunal correctionnel qui, saisi d'une plainte en calomnie et statuant sur un incident relatif à cette plainte, enjoint au ministère public et au juge d'instruction d'informer sur le fait imputé, ne commet aucun excès de pouvoir. (Cod. inst. crim., 198 et 214.) (2)

(Cochenet — G. Legendre.)

Le sieur Legendre dénonce au préfet du département de la Meuse le sieur Cochenet, percepteur des contributions à Romagne, auquel il impute plusieurs faits de concussion.

Cochenet porte plainte en calomnie contre Legendre devant le tribunal correctionnel de Montmédy.

Legendre, pour détourner l'effet de la plainte en calomnie, veut poursuivre Cochenet, à raison de la concussion dont il l'accuse; en conséquence, il réclame du préfet l'autorisation de poursuivre Cochenet, qui, en sa qualité d'agent du gouvernement, ne pouvait, aux termes de l'art. 75 de l'acte constitutionnel de l'an 8, être traduit devant les tribunaux sans une autorisation préalable.

11 juillet 1818, arrêté du préfet, qui refuse l'autorisation réclamée.
En cet état, Legendre déclare devant le tribunal de Montmédy, qu'il a l'intention de se pourvoir au conseil d'Etat contre la décision du préfet, que déjà il a transmis sa demande au procureur général; qu'en conséquence, s'il ne poursuit pas Cochenet à raison des faits allégués contre lui, et qui ont été l'occasion de la plainte en calomnie, c'est par des motifs étrangers à sa volonté; qu'il est donc fondé à réclamer le sursis qui, aux termes de l'art. 372 du Code pénal, doit être accordé à celui qui, poursuivi en calomnie à raison de quelques imputations, non-seulement soutient la vérité des faits imputés, mais encore les dénonce aux tribunaux, et poursuit la condamnation de la personne qu'il accuse de les avoir commis.

Jugement du tribunal de Montmédy, qui rejette la demande en sursis. — Appel de la part de Legendre.

29 avr. 1819, jugement du tribunal correctionnel de Saint-Mihiel, chef-lieu judiciaire qui, considérant que l'autorité judiciaire pouvait saisir le conseil d'Etat, et provoquer elle-même l'autorisation de poursuivre, ordonne au procureur du roi et au juge d'instruction d'informer sur la dénonciation du sieur Legendre contre le sieur Cochenet, de transmettre cette information aux gardes-sceaux pour provoquer l'autorisation de poursuivre; du surplus décide qu'il sera sursis à la

(1) V. dans le même sens, Mangin, *Traité de l'action publique*, tom. 2, p. 55; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, tom. 3, p. 136 : « L'art. 121 du Code pénal, disent ces derniers auteurs, ne tend qu'à punir la recherche de la personne, avant que l'autorisation soit accordée; on ne doit pas l'étendre à la recherche des preuves qui constatent le corps du délit. Aussi M. Berlier déclare dans la discussion du conseil d'Etat : « Quo l'intention des rédacteurs du projet du Code n'avait certainement pas été d'empêcher ou d'arrêter les premières informations, mais seulement d'opposer à ce qu'aucune ordonnance ou mandat n'eût lieu contre les fonctionnaires de la qualité désignée, avant les autorisations constitutionnelles. »

(2) La Cour de cassation n'a donné aucuns motifs à l'appui de sa décision sur ce point. Cette décision ne doit pas faire autorité, puisque les tribunaux correctionnels ne sont nullement investis du droit soit de provoquer, soit de diriger l'action publique; que les Cours royales, aux termes de l'art. 235 du Cod. d'inst. crim., peuvent seules ordonner des poursuites; que les diverses mesures prévues par les art. 193, 214 et 361, ne s'appliquent qu'au cas où le tribunal est déjà saisi du fait qui en est l'objet, et que, dans aucun cas, il n'a l'initiative de l'action publique. »

même dans le cas où, d'après les débats, il se trouve n'être plus de la compétence de ladite Cour; — Attendu que Joseph Girard était accusé de complicité du crime de banqueroute frauduleuse; — Qu'interrogé sur cette complicité, seul fait qui fût imputé à Girard dans l'acte d'accusation, le jury a répondu: « Non, l'accusé n'est pas complice; » — Que, par cette réponse du jury, l'accusé se trouvait dans le cas prévu par l'art. 358 du Code d'inst. crim., et que le président de la Cour d'assises, devant, aux termes de cet article, prononcer qu'il était acquitté de l'accusation, puisqu'il était déclaré non complice du seul crime dont il fût accusé; que, cependant, son acquittement n'a pas été prononcé, et qu'ainsi la disposition du § 1^{er}, art. 358 du Code d'inst. crim., n'a pas été exécutée;

Qu'à la vérité, une question a été posée par le président comme résultant des débats, et que, sur la réponse affirmative du jury à cette question, Girard a été condamné à deux années d'emprisonnement et à 100 fr. d'amende; mais que la déclaration de culpabilité dudit Girard sur le fait posé dans cette question ne justifie pas la contravention à l'art. 358, et que la position de ladite question a même été une violation de l'art. 361; — Que, suivant cet article, lorsque l'accusé est inculpé dans le cours des débats sur un autre fait, le président doit, après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusation, ordonner qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait;

Que, dans l'espèce, le fait appris aux débats était que Girard avait tenu, sans autorisation légale, une maison de prêt sur gage ou nantissement, et que c'est comme coupable de ce fait qu'il a été condamné par application de l'art. 411 du Code pén.; mais que le fait de prêter sur gage ou nantissement sans avoir d'établissement légalement autorisé à cet effet, n'avait ni rapport ni connexité avec le fait de banqueroute frauduleuse, ni conséquemment avec la complicité de ce crime; qu'il n'en était ni une circonstance ni une modification; qu'il constituait évidemment l'autre fait, le fait nouveau dont parle l'art. 361; qu'il ne pouvait donc pas être la matière d'une question soumise au jury; que peu importerait que l'accusé eût donné son consentement à la position de cette question; que la disposition de l'art. 361, relativement à la poursuite à faire à raison du nouveau fait, étant réglementaire de l'ordre des juridictions, le devoir du président était de prononcer l'acquiescement de Girard de l'accusation du crime de banqueroute frauduleuse, et, au lieu de soumettre au jury la question de savoir si l'accusé avait tenu une maison de prêt sur gage sans autorisation légale, d'ordonner qu'il serait poursuivi à raison de ce nouveau fait;

Que s'il est des cas où les Cours d'assises ont le droit de ne prononcer contre les accusés traduits devant elles, que des peines qui ne sont ni afflic-

tives ni infamantes, c'est uniquement lorsque le fait même de l'accusation change de nature aux débats, et que, pendant par le changement des circonstances le caractère de crime, il n'est plus qu'un délit ou une contravention; — *Casse, etc.*

Du 24 juin 1849. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Armand. — Concl., M. Hus, av. gén.

1^{re} CASSATION. — NULLITÉ. — MANDAT DE DÉPÔT.

2^o ACCUSÉ. — COPIE DE PIÈCES.

3^o DÉFENSE JUSTIFICATIVE. — PROCÈS-VERBAUX (PRODUCTION DE).

1^o Le condamné par une Cour d'assises ne peut faire valoir contre l'arrêt de condamnation, l'irrégularité résultant de ce que le mandat de dépôt qui avait été lancé contre lui, ne contenait ni l'énonciation du crime imputé, ni celle de la loi en vertu de laquelle l'arrestation était ordonnée (1).

2^o L'art. 305, Code inst. crim., d'après lequel il doit être délivré gratuitement à l'accusé, copie des procès-verbaux constatant le délit, ne s'applique pas aux procès-verbaux qui ont seulement pour objet de constater la culpabilité de l'accusé (2).

3^o L'accusé ne peut se faire un moyen de nullité de ce que des procès-verbaux, tendant à établir sa culpabilité, ont été produits pour la première fois aux débats, s'il a été mis à même de combattre toutes les inductions que le ministère public tirait en tirant.

(Christophe Poyl.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu, sur le premier moyen, qu'il se réfère à des actes antérieurs à l'arrêt de mise en accusation, qui, par ce motif, ne peuvent ni donner ouverture à cassation, ni être soumis à l'examen de la Cour;

Attendu, sur le deuxième moyen, que les procès-verbaux produits aux débats avaient pour objet de constater, non le délit imputé, mais seulement la culpabilité de l'accusé; que, dès lors, ils ne rentraient pas dans la disposition de l'art. 305, ordonnant de donner à l'accusé copie des procès-verbaux constatant le délit; que, d'ailleurs, ces procès-verbaux n'étant pas joints à la procédure, lors de la translation de l'accusé dans la maison de justice et de sa traduction devant la Cour d'assises, il n'y avait pas nécessité de lui en donner la copie exigée par l'art. 305;

Attendu que ces procès-verbaux ont pu régulièrement être produits à la séance de la Cour d'assises, et présentés aux jurés, aux témoins et à l'accusé; que le ministère public a pu régulièrement en tirer des inductions sur la culpabilité de l'accusé; que, de son côté, celui-ci a eu la faculté de proposer contre ces inductions tous les moyens justificatifs qu'il a jugés convenables; qu'ainsi le droit de sa défense légitime n'a reçu aucune atteinte; — Rejette, etc.

1840), qui décide que le condamné ne peut exciper des irrégularités antérieures à l'arrêt de renvoi si ces irrégularités consistent dans l'omission d'une formalité non prescrite à peine de nullité. Le principe de cet arrêt reçoit une application directe dans l'espèce ci-dessus, l'art. 96 du Code d'inst. crim., qui exige la citation de la loi dans le mandat d'arrêt, ne prescrivant pas cette formalité à peine de nullité. — Il en était autrement sous le Code du 8 brum. an 4, V. Cass. 8 frim. an 8.

(1) V. sur ce point, les notes qui accompagnent les jugemens de Cass. des 22 vend. an 8, et 24 therm. an 10.

(2) La Cour de cassation a jugé dans le même sens, que les nullités contenues dans l'arrêt de renvoi d'un accusé devant la Cour d'assises, ne peuvent être proposées à la Cour de cassation qu'autant qu'il y a eu pourvoi particulièrement dirigé contre cet arrêt, et qu'il ne pourrait pas pour être admissible à le faire valoir, qu'il y eût pourvoi contre l'arrêt de condamnation. V. Cass. 19 janv. 1833 (Volume 1833). Cet arrêt, et celui que nous rapportons ici, sont fondés sur ce que toutes les irrégularités antérieures à l'arrêt de mise en accusation se retrouvent converties par l'effet de l'amortissement de la chose jugée qui s'est attachée à cet arrêt. — V. encore un arrêt de la Cour de cassation du 6 août 1840 (Volume IX. — 1^{re} PARTIE.

Du 25 juin 1819. — Sect. crim. — Prés. M. Barris. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Hua, av. gén.

FAUX. — HUISSIER. — COMMANDEMENT.
L'altération des faits commise dans un acte public, un commandement par exemple, et qui est opérée dans cet acte depuis sa signification et sa remise au domicile de la partie, constitue le crime de faux, tout à la fois, de la part de l'huissier qui a fait le changement sur l'original, et de la part de celui qui l'a fait sur la copie. (Cod. pén., 115 et 147. (1) (Intérêt de la loi. — Aff. Choulier et autres.))

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu les art. 146 et 147 du Code pénal; — Attendu que Fourquier et Micheliavalent été poursuivis devant la Cour royale d'Orléans comme prévenus, le premier, d'avoir opéré sur l'original d'un commandement en expropriation, après sa signification et son enregistrement, un changement qui établissait que le nouveau domicile du sieur Desportes était connu de la partie poursuivante; le second d'avoir fait opérer ce changement par l'huissier sur l'original, et de l'avoir fait lui-même sur la copie; — Que ces préventions constituaient une addition et altération de faits que l'acte de commandement en expropriation avait pour objet de constater, et un changement et une suppression de la vérité de cet acte, puisque la vérité d'un acte est dans sa forme et son contenu au moment où il a été signé et signifié; — Que cette altération et addition de faits dans un acte public, après sa signification et sa pose, avait essentiellement le caractère de faux, prévu et puni par les susdits art. 146 et 147 du Code pénal; — Que néanmoins la chambre d'accusation de la Cour royale d'Orléans, saisie de la poursuite, a déclaré qu'il n'existait au procès ni crime ni délit, et qu'il ne pouvait y avoir lieu conséquemment à accusation: en quoi elle a violé les art. 146 et 147 du Code pénal, précités; — Cassé et annulé, dans l'intérêt de la loi, etc.

Du 25 juin 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Hua, av. gén.

MOTIFS. — SAISIE. — REVENDICATION.
L'arrêt qui rejette une demande en revendication d'objets saisis, en se fondant seulement sur ce que la demande n'a pas été formée, ni dans la forme légale, ni contre toutes les parties intéressées, doit être cassé pour défaut

d'énonciation de motifs: l'arrêt devait indiquer en quoi la forme légale n'avait pas été observée, et contre quelles personnes on devait diriger la demande. (Cod. proc. civ., 141; L. du 20 avril 1810, art. 7.) (2)

(Veuve Canet — C. Charot et consorts.) — ARRÊT.
LA COUR; — Vu l'art. 731 du Cod. de proc.; — Considérant, 1° que l'arrêt attaqué n'a point jugé que la demanderesse ne justifiait pas être propriétaire des deux pièces de terre revendiquées par elle, et dont le tribunal de première instance avait condamné les adjudicataires à lui faire le délaissement; 2° qu'il n'a point jugé que la demanderesse fût non recevable dans sa demande, soit pour l'avoir formée après l'adjudication définitive, soit pour n'avoir pas forme l'offre opposition à cette adjudication, soit pour s'être présentée à l'ordre et distribution du prix, et avoir obtenu sur ce prix une collocation qu'elle avait reçue; 3° que l'arrêt se borne à rejeter les poursuites de la demanderesse, en énonçant que sa demande n'a pas été formée dans la forme légale, ni contre toutes les parties intéressées, sans ajouter, sans même indiquer d'aucune manière quelles formes auraient été omises, ni quelles parties, autres que les détenteurs, auraient dû être assignées sur la demande en revendication: d'où il résulte, 1° que l'arrêt est, dans la réalité, dépourvu de tous motifs; 2° qu'il prive la demanderesse de sa propriété, quoique l'art. 731 du Cod. de proc. civ. décide, en termes exprès, que l'adjudication ne transfère à l'adjudicataire d'autres droits à la propriété que ceux qu'avait le saisi: en sorte qu'il est évident que l'adjudication d'un héritage n'appartenant pas au saisi, laisse l'adjudicataire dans la position commune à tout détenteur du bien d'autrui; — Casse, etc.

Du 28 juin 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Gandon. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Sirey.

VENTE. VICE REDISTRIBUTION. — SERVITUDE ADMINISTRATIVE. — INDIVISION.

Les réparations auxquelles l'acquéreur d'un immeuble se trouve condamné par l'autorité administrative, alors qu'elles sont jugées n'être qu'une charge naturelle et inhérente de la propriété, ne peuvent servir de prétexte à une demande en indemnité contre le vendeur, pour défaut de déclaration des charges ou servitudes grevant la propriété vendue; — Ce n'est pas la le cas d'appliquer l'art. 1638 du Code civil (3).

Favard, v° Jugement, Thomine Desmazures, t. 1, p. 209; Boitard, t. 1, p. 427; Chauveau sur Carré, loc. cit. — V. aussi Cass. 30 avril, 4 mars, et 21 août 1833.

(3) L'acquéreur éprouve bien réellement une éviction partielle, lorsqu'il est tenu de souffrir de la part d'un tiers, l'exercice du droit en vertu duquel il est condamné à faire des réparations; car, bien que la chose reste matériellement entière, il n'en est pas moins vrai que le droit de propriété est modifié. — Mais on sait qu'il est du principe que l'éviction ne donne lieu à l'action en garantie qu'autant que l'acheteur a ignoré l'existence des charges. V. Troplong, de la Vente, nos 418, 481, 483; Duvergier, ibid., nos 317 et suiv. — Et l'acheteur est réputé les avoir connues dès l'instant qu'il doit s'imputer de les avoir ignorées. Or, l'arrêt ci-dessus n'est qu'une application de cette doctrine; car les charges qui sont de droit, et qu'imposent les lois générales, les statuts et usages locaux, sont aussi bien que les servitudes apparentes, que d'après l'art. 1638 ne donnent pas lieu à garantie, susceptibles

(1) L'agravement, t. 1, cite cet arrêt dont il approuve la décision.

(2) Le principe de cette solution est constant, en doctrine comme en jurisprudence. « Lorsque un jugement ou arrêt, dit Carré, Loirde la proc. civ., quest. 595, annule un acte ou une procédure, attendu que l'un ou l'autre n'aura pas été en forme légale, la décision est nulle par défaut de motifs, en ce qu'elle n'énonce pas en quoi la forme légale n'a pas été observée. » Et, à l'appui de cette règle, M. Carré cite l'arrêt qui nous rapportons ici. — C'est dans la même sens que s'explique M. Boncompagni, tom. 2, p. 416. « L'expression rejeter, dit cet auteur, implique par elle-même l'idée que la prétention qu'on rejette est dénuée de fondement; dire qu'elle est rejetée parce qu'elle n'est pas fondée ce n'est rien dire, sinon qu'on la rejette parce qu'on la rejette. C'est comme si, mettant à l'écart toute espèce de motifs, le tribunal se contentait, dans le dispositif de son jugement, de déclarer l'exception non recevable ou mal fondée. » V. encore dans le même sens, Merlin, Répert., v° Motifs de jugement, n° 5;

(Delard Buscon — C. Boussoit de Campels.)

Le 10 nov. 1808, le sieur Delard Buscon a acquis du sieur Boussoit de Campels et moyennant la somme de cent mille fr., le domaine de la Pourjade et le moulin de Saint-Vit, francs et quittes de toutes charges, obligations, dettes et hypothèques.

Le sieur Delard a prétendu depuis, que les immeubles à lui vendus se trouvaient grevés d'hypothèques qui ne lui avaient pas été déclarées au moment du contrat; il a poursuivi en conséquence comme stellionnaire, le sieur de Campels son vendeur, devant le tribunal de première instance de Villeneuve.

Le 2 fév. 1813, un jugement de ce tribunal a déclaré les poursuites intentées par le sieur Delard mal fondées. — Le sieur Delard a interjeté appel.

Dans l'inter valle, l'administration a fait sommation au sieur Delard, comme propriétaire du moulin de Saint-Vit, de faire diverses réparations à la digue de ce moulin.

Le sieur Delard, en conséquence de cette sommation et devant la Cour d'Agén, saisi de l'appel du jugement du 2 février 1813, a réclamé du sieur de Campels une indemnité de dix mille fr., pour charge résultant de l'obligation d'entretenir la digue du moulin de Saint-Vit, se fondant sur l'art. 4638 du Cod. civ., qui donne l'action en restitution ou en indemnité, à l'acquéreur d'un immeuble qui se trouve grevé de servitudes telles, qu'elles font présumer qu'il n'aurait pas acheté, s'il en eût eu connaissance, lors de la passation du contrat. — Le sieur Delard a conclu en outre à ce que le sieur de Campels fût condamné par corps, à lui payer ladite indemnité, attendu, disait-il, que le défaut de déclaration des charges qui grevaient le moulin de Saint-Vit, constituait un stellionat de la part du vendeur, qui le rendait contraignable par corps dans le sens de l'art. 2059 du Cod. civ.

3 janv. 1817, arrêt de la Cour roy. d'Agén qui rejette la demande en indemnité formée par le sieur Delard, sur le motif que les réparations ordonnées sur la digue du moulin de Saint-Vit, ne constituaient pas une servitude susceptible d'être déclarée par le vendeur, mais bien seulement une charge inhérente à la propriété, et dont l'acquéreur est toujours réputé avoir eu connaissance.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Delard Buscon: il propose plusieurs moyens, et entre autres la violation des art. 1638 et 2059 du Cod. civ., en ce que l'arrêt dénué de motifs a refusé de reconnaître une servitude non apparente dans la charge imposée au propriétaire, de réparer la digue d'un moulin et que, d'une autre part, le défaut de déclaration de cette charge au moment de la passation du contrat, constituait un stellionat que le même arrêt n'avait pu se dispenser de punir sans violer la loi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que c'est avec raison que l'arrêt attaqué en déclarant en fait, que les

d'être connues de l'acquéreur sans qu'elles lui soient déclarées. V. en ce sens, Poitrier, de la Vente, n° 200 et 201; Duvergier, loc. cit., n° 378. — V. aussi, Besauçon, 7 fév. 1832.

(1) La question est controversée. Quelques auteurs ont pensé, conformément à l'arrêt ci-dessus, que la disposition de l'art. 153 du Code de proc. est applicable aux tribunaux de commerce. V. notamment, Carré Loix de la proc. et son commentateur Chouveau, quest. 621 sex.; Merlin, R. p., v° Consuls; Deniau Creuxlhac, p. 312; Pardessus, t. 5, p. 79; et c'est dans ce sens qu'a été rendu un arrêt de la Cour de Paris du 15 fév. 1810. — Mais cette doctrine est com-

réparations auxquelles le demandeur a été condamné par l'autorité administrative, comme propriétaire du moulin de Saint-Vit, étaient une charge naturelle et inhérente à cette propriété, a décidé par une juste conséquence, que cette charge n'avait pas eu besoin d'être déclarée par le vendeur de cet immeuble, et qu'il n'y avait pas lieu, dans l'espèce, à l'application de l'art. 1638 du Cod. civ.; — Rejette.

Du 29 juin 1819. — Sect. civ. — Prés., — M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Guichard fils, et Dufour d'Aslafort.

1^{re} et 2^{es} JUGEMENT PAR DÉFAUT. — TRIBUNAL DE COMMERCE — PROFIT-JOINT. — SIGNIFICATION. — ÉLECTION DE DOMICILE.

3^o SIGNIFICATION. — HEURE. — NULLITÉ.

1^{er} Art. 153, Cod. proc., qui, dans le cas où de plusieurs parties assignées l'une fait défaut, autorise le tribunal à joindre le profit du défaut au fond, est applicable au tribunal de commerce. — Il suffit que la disposition de cet article n'ait rien d'inconciliable avec l'organisation et la compétence des tribunaux de commerce (1).

2^o La signification des jugemens par défaut rendus par les tribunaux de commerce, ne doit contenir élection de domicile, que lorsqu'il s'agit de jugemens prononçant une condamnation quelconque contre le défendeur. L'élection de domicile n'est pas nécessaire dans la signification d'un jugement qui a seulement ordonné la jonction du défaut au fond. (Cod. proc., 153 et 155.)

3^o La prohibition portée par l'art. 1037, Code proc., de faire aucune signification avant, ou après certaines heures déterminées, n'emporte pas nullité des significations faites hors de ces limites. (Cod. proc., 1037.) (2)

(Valel — C. Rouzé.)

Le sieur Valel était premier endosseur d'un billet à ordre de 910 fr., souscrit par le sieur Gauthier. — Faute de paiement de la part du souscripteur, à l'échéance, Valel est assigné en remboursement, conjointement avec les sieurs Langlois et Doré, endosseurs subséquens, par le sieur Rouzé, porteur.

Valel fait défaut. — 4 fév. 1817, jugement du tribunal de commerce de Romorantin qui : « donne défaut contre Valel, joint le profit du défaut au fond, pour être statué sur le tout à l'audience du 18 du même mois. » — Ce jugement est signifié au sieur Valel, par le sieur Rouzé.

Opposition de la part de Valel. — Il soutient que la signification à lui faite est nulle; que, par conséquent, le jugement doit être réputé non venu à son égard, aux termes de l'art. 153 du Code de proc. ainsi conçu : « Si de deux ou de plusieurs parties assignées, l'une fait défaut et l'autre comparait, le profit du défaut sera joint, et le jugement de jonction sera signifié à la partie dé-

battue par M. Thomine Desmazures, t. 1, p. 287, qui soutient que l'arrêt ci-dessus ne jugerait autre chose, sinon que le tribunal de commerce n'avait pas commis un excès de pouvoir, et que la disposition de l'art. 153 du Code de proc. était facultative pour lui. — C'est aussi dans cet esprit qu'ont été rendus d'autres arrêts. V. Cass. 26 mai 1823; Aix, 11 déc. 1821; Angers, 3 août 1825; Lyon, 25 fév. 1823.

(2) V. en f. Bordeaux, 27 janv. 1837. — C'est aussi ce que pense M. Thomine Desmazures, t. 2, p. 703. — Mais Carré, Loix de la proc., quest. 3126, adopte l'opinion contraire, et critique l'arrêt ci-dessus.

faillante par un huissier commis : la signification contiendra assignation au jour auquel la cause sera appelée; il sera statué par un seul jugement qui ne sera pas susceptible d'opposition. — Pour démontrer la nullité de la signification, il faut remarquer qu'elle ne contient point élection de domicile de la part du sieur Rouzé dans le lieu où elle a été faite, et qu'aux termes de l'art. 435 du Code de proc., la signification des jugemens par défaut, rendus par les tribunaux de commerce, doit contenir élection de domicile dans la commune où elle se fait. — En outre, il prétend que le tribunal ne pouvait joindre le profit du défaut au fond, parce que cette faculté, attribuée aux tribunaux civils, ne peut être étendue aux tribunaux de commerce qu'en vertu d'une disposition expresse, et que l'on n'en trouve aucune dans le titre 25 du Code de proc. qui traite spécialement de la procédure devant les tribunaux de commerce; que d'ailleurs l'art. 153, qui autorise les tribunaux ordinaires à joindre le profit du défaut au fond, n'est point déclaré applicable aux jugemens commerciaux, comme le sont les art. 156, 158, 159, par les art. 642 et 643 du Code de comm. — Au fond, Valet prétend que le protêt est nul, en ce qu'il a été fait dans les six mois d'hiver, après six heures du soir, contre la prohibition expresse de l'art. 1037 du Code de proc. : Il demande à être admis à la preuve du fait.

18 fév. 1817, jugement du tribunal de commerce de Romorantin, qui déclare valables le jugement et la signification, et statuant au fond, rejette la demande en nullité du protêt.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Valet.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen, attendu que les art. 642 et 643 du Code de comm., en renvoyant, pour la forme de procéder, devant les tribunaux de commerce, à certains articles du Code de proc. civ., n'excluent aucunement l'application des autres articles de ce Code, qui n'ont rien d'incompatible avec l'organisation ou la compétence de ces tribunaux, et qu'ainsi les jugemens attaqués ont pu, sans excès de pouvoir, appliquer dans la cause l'art. 153 du Code de proc. civ., et conformément à cet article, prononcer contre une partie assignée avec d'autres et défaillante, une jonction du défaut au fond;

Attendu, sur le second moyen, que l'art. 435 du Code de proc. civ., qui veut que la signification d'un jugement par défaut contienne élection de domicile dans le lieu où cette signification est faite, n'a eu en vue que les jugemens par défaut dont parle l'art. 434 qui le précède, qui contiennent une condamnation quelconque contre la partie défaillante, et auxquels il importe à cette partie d'être mise à portée de former opposition dans le délai de la loi; qu'ainsi le tribunal de commerce de Romorantin a pu, sans violer cet art. 435, refuser d'en faire l'application à un jugement portant une simple jonction de défaut au fond, jugement qui ne prononce aucune condamnation contre la partie défaillante, et lui réserve tous ses droits;

Attendu, enfin, sur le troisième moyen, que

l'art. 1037 du Code de proc. civ., en disposant qu'aucune signification ne peut être faite à certains heures, n'attache pas cependant la peine de nullité à l'inobservation de cette disposition; que, suivant l'art. 1030 du même Code, aucun acte de procédure ne peut être annulé que dans les cas pour lesquels la nullité en est formellement prononcée par la loi; qu'il s'agit de la que le tribunal de commerce de Romorantin a pu, dans l'espèce, refuser d'admettre le demandeur à la preuve testimoniale du fait que le protêt signifié à la requête du sieur Pérault, le 2 janv. 1817, l'avait été après six heures du soir, fait qui, en en le supposant prouvé, n'aurait pas entraîné la nullité du protêt, objet de sa réclamation; que, si l'inobservation de l'art. 1037 peut donner lieu à l'application de quelque peine contre l'officier ministériel qui contrevient à sa disposition, le tribunal de commerce de Romorantin n'a eu, sous aucun rapport, à en faire l'application; — Rejette, etc.

Du 29 juin 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Raoul et Champion.

PROTÊT. — ENDOSSEUR. — RECOURS. — DÉLAI. — NULLITÉ. — FIN DE NON-RECEVOIR.

L'endosseur d'un effet de commerce qui l'a remboursé et qui exerce son recours, non contre son cédant immédiat, mais contre un endosseur précédent, n'a néanmoins qu'un seul délai de quinze jours : il ne peut prétendre à un délai se composant d'autant de fois quinze jours, qu'il y a d'endosseurs intermédiaires entre lui et celui qu'il poursuit. (Cod. comm., 165 et 167.) (1)

La déchéance prononcée par l'art. 169, Code comm., contre l'endosseur qui exerce tardivement son action en recours, peut lui être opposée après avoir défendu au fond; ce n'est pas là une nullité de forme, opposable seulement in limine litis; mais une nullité fondée sur une prescription, et proposée en tout état de cause, aux termes de l'art. 2242, Code civ. (Cod. proc. civ., 173.) (2)

(Valet—C. Doré.)

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu les art. 165 et 167 du Code de comm.; — Attendu que la disposition de ce dernier article, qui veut que l'endosseur exerçant son recours contre plusieurs endosseurs précédents, jouisse, à l'égard de chacun d'eux, du délai prescrit par l'art. 165, ne doit pas être entendue en ce sens que cet endosseur, s'adressant non à son endosseur immédiat, mais à un précédent endosseur, doit jouir d'autant de délais qu'il y a entre ce dernier et lui d'endosseurs intermédiaires, mais seulement que, quel que soit celui contre lequel il exerce son recours, il jouit, à son égard, du délai fixé par ledit art. 165; qu'en s'écartant de la disposition littérale de l'art. 167, et en étendant le délai riglé par la loi, le tribunal de commerce, dont le jugement est attaqué, a commis un excès de pouvoir, et viole les articles précités du Code de comm.;

(1) Cela est aujourd'hui bien constant en doctrine et en jurisprudence. F. Cass. 7 sept. 1815. Bruxelles, 7 janv. 1808; Bourges, 28 fév. 1812; Colmar, 11 janv. 1816, et les notes; Agon, 19 janv. 1833 (Volome 1833). — F. aussi Pardessus, n° 430; Persil, de la Lettre de change, sur l'art. 165, n° 6; Nonguier, cod., t. 1, p. 411, n° 3; Merlin, Quest. de droit, v° Endossement, § 3, n° 3; Favard, Repert., v° Lettre de change, sect. 2, § 2, n° 10. — F. aussi notre Dict. vov. du contentieux comm., v° Lettre de change,

n° 314 et 319. — On la décidait de même sous l'ancien droit. F. Rogus, Jurisprudence consulaire, ch. 66, n° 6.

(2) Cette décision est étendue et approuvée par Chabreau sur Carré, Lois de la procéd., quest. 738 bis, § 4, n° 6. F. toutefois, un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 14 mars 1829, qui a décidé que l'exception dont il s'agit ne peut plus être opposée en appel, lorsqu'en première instance l'endosseur accusé s'est borné à demander délai pour le paiement.

Allégué, au surplus, que la nullité d'un recours exercé hors du délai légal étant fondée sur une prescription acquise au garant par l'échéance de ce délai, a pu être opposée en tout état de cause, aux termes de l'art. 2224 du Code civ., et qu'en l'écartant, sous prétexte qu'elle n'avait pu être proposée qu'avant toute défense au fond, le jugement attaqué a faussement appliqué à une exception de ce genre la disposition de l'art 173 du Code de proc. civ. : — Casse, etc.

Du 29 juin 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Raoul et Champlon.

CONSEIL JUDICIAIRE. — PUBLICATION. — NULLITÉ. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Lorsque la dation d'un conseil judiciaire a été publiée dans l'arrondissement où siège le tribunal qui l'a prononcée, conformément à l'art. 501, du Code civ., l'interdiction est légalement notoire; elle opère nullité de tout engagement postérieur en quelque lieu que contracte l'interdit: c'est à ceux qui contractent avec lui de s'enquérir de son état (1).

Des propositions d'arrangement faites par le père aux créanciers de son fils pourvu d'un conseil judiciaire, alors surtout qu'elles n'ont pas été acceptées, ne doivent pas avoir fin de non-recevoir contre l'action en nullité des engagements du fils.

(Isabelle — C. Davranche et comp.)

4 août 1813, jugement du tribunal de 1^{re} instance du Havre, qui nomme au sieur Isabelle fils un conseil judiciaire, composé de son père et d'un ami. — Aux termes de l'art. 501 du Code civ., ce jugement est affiché dans l'auditoire du tribunal, et dans les études des notaires de l'arrondissement du Havre. — En sept. 1817, le sieur Isabelle, sans l'assistance du conseil judiciaire qui lui avait été nommé, accepte une lettre de change de la somme de 160 fr., tirée sur lui, d'Elbeuf, par un sieur Guédras. — Dans cette acceptation, le sieur Isabelle indique son domicile à Canteleu, arrondissement de Rouen, chez le sieur Desmarais. — Ulérieurement, le jugement du 4 août 1813, portant nomination d'un conseil judiciaire au sieur Isabelle, est publié à Rouen. — Bientôt après, la lettre de change acceptée par ce dernier, et passée depuis, par la voie de l'endossement, entre les mains des sieurs Davranche et compagnie, est protestée faute de paiement.

Le sieur Isabelle est assigné devant le tribunal de commerce de Rouen. — Devant ce tribunal, et par l'organe de son conseil judiciaire, le sieur Isabelle oppose la nullité de son acceptation: il se fonde sur le jugement du 4 août 1813, qui lui avait nommé un conseil judiciaire, sans l'assistance duquel il n'a pu contracter aucun engagement valable.

19 janv. 1818, jugement du tribunal de commerce de Rouen, qui, statuant en dernier ressort, condamne le sieur Isabelle, et par corps, à payer le montant de la lettre de change dont il s'agit, sur le motif que la publication de l'interdiction du sieur Isabelle n'avait été faite à Rouen qu'à la

fin de déc. 1817, tandis que la lettre de change protestée avait été acceptée dès le mois de sept. précédent.

POURVOI en cassation de la part du sieur Isabelle, pour violation des art. 501, 502 et 513 du Code civ.

Le premier de ces articles, disait le demandeur, exige uniquement l'affiche ou la publication du jugement qui nomme un conseil judiciaire, dans l'arrondissement du tribunal qui a prononcé ce jugement, et nulle part ailleurs. Les art. 502 et 513 disposent simultanément, qu'à compter du jour de ce jugement, tous engagements contractés par la personne pourvue d'un conseil judiciaire, sans l'assistance de ce conseil, sont nuls de droit. Or, le tribunal de commerce de Rouen a décidé que la nomination d'un conseil judiciaire devait, pour produire tout son effet, non-seulement être rendue publique dans l'arrondissement du tribunal qui avait rendu le jugement de nomination, mais encore dans tous les lieux où la personne pourvue d'un conseil aurait pu contracter; et, d'une autre part, il déclare valable un engagement pris par une telle personne, sans l'assistance de son conseil, et nonobstant la nullité prononcée par les art. 502 et 513 du Code civ. : donc, et sous ces deux rapports, le jugement du tribunal de commerce de Rouen, viole les dispositions de la loi et présente ouverture à cassation.

Pour les sieurs Davranche et consorts, on a cherché à démontrer d'abord, que le sieur Isabelle n'était pas recevable à proposer la nullité de son acceptation. Cette prétendue fin de non-recevoir résultait, selon les défendeurs, de deux lettres des 14 et 23 mars 1818, par lesquelles le sieur Isabelle père avait reconnu la légitimité de la dette contractée par son fils, en proposant au sieur Guédras, tireur, sous la condition d'une remise d'intérêts que celui-ci avait refusée, de nouveaux billets en remplacement de sa lettre de change protestée. Au fond, les sieurs Davranche et consorts ont soutenu que le jugement du 4 août 1813, portant nomination d'un conseil judiciaire au sieur Isabelle, ne pouvait leur être opposé, qu'autant qu'il serait constant qu'ils avaient été mis à même d'en prendre connaissance; qu'il s'agissait d'ailleurs d'une lettre de change acceptée payable à Rouen, dans le lieu où le sieur Isabelle avait lui-même indiqué son domicile; que par conséquent, pour que le jugement du 4 août 1813 pût être opposé, il eût fallu que ce jugement eût été rendu public dans l'arrondissement du tribunal de Rouen, par affiche et publication, aux lieux indiqués par la loi; que cette formalité avait même été remplie postérieurement à l'acceptation de la lettre de change protestée, et que bien que la publication tardive qui avait eu lieu à Rouen n'eût pu produire aucun effet relativement à un engagement qui l'avait précédée, elle était cependant un aven à l'acte de la nécessité de remplir la formalité dans tous les lieux où le sieur Isabelle aurait pu contracter. Les défendeurs terminent en invoquant, en faveur de leur système, un arrêt de la Cour de cassation du 16 juill. 1810, rendu contre les conclusions de M. Merlin, qui

par M. Merlin, *Répert.*, v^o *Interdiction*, et par M. Duranton, *tom. 3, n^o 771*. A plus forte raison ces auteurs admettent-ils la décision ci-dessus, intervenant dans un cas où la publication prescrite par l'art. 501 avait eu lieu, mais n'avait pas été faite dans l'arrondissement où l'interdit avait contracté depuis son interdiction. V. Merlin, *Quest.*, v^o *Tableau des interdits*, § 2. V. aussi dans ce sens, Favard de Langlade, *Répert.*, v^o *Conseil judiciaires*, n^o 5.

(1) Mais, si la publication du jugement portant dation du conseil judiciaire n'a pas eu lieu, s'ensuit-il que le jugement ne doive pas à l'égard de l'interdit produire son effet, de telle façon qu'il ne puisse pas opposer son incapacité pour faire annuler toute obligation souscrite par lui, sans l'assistance de son conseil? La Cour de cassation a décidé, le 16 juill. 1810, que, dans ce cas, l'interdit ne pouvait exciper de son incapacité. V. aussi dans ce sens, Turin, 20 janv. 1810. — Mais cette doctrine a été combattue

a décidé que l'incapacité résultant du jugement portant nomination d'un conseil judiciaire, ne peut être opposée à celui qui a contracté avec la personne pourvue de conseil, si le jugement n'a été levé, signifié et inscrit dans les dix jours de sa prononciation, aux termes de l'art. 501 du Code civ.

ARRÊT.

LA COUR : — Statuant préalablement sur la fin de non-recevoir proposée par les défendeurs, et qu'ils ont prétendu faire résulter des propositions faites au sieur Guedras, tireur de la lettre de change acceptée par le sieur Isabelle fils, et consignées dans les lettres des 14 et 23 mars 1818, adressées par son père audit Guedras : — Attendu, 1^o que rien n'annonce que cette fin de non-recevoir ait été opposée devant le tribunal de commerce de Rouen, ce qui ne permet pas de l'opposer en la Cour; 2^o que, dans tous les cas, ces propositions, personnelles au sieur Isabelle père, en sa qualité de père et non comme co-éil de son fils, et qui n'ont point d'ailleurs été acceptées par Guedras, ne pouvaient être considérées comme emportant reconnaissance de la légitimité de la dette, et comme formant obstacle à la consécration de la demande en cassation formée par le sieur Isabelle fils; — Rejette ladite fin de non-recevoir;

Et, passant au jugement du fond : — Vu les art. 501, 502 et 513, Cod. civ.; — Considérant que, dans l'espèce, la nomination d'un conseil a été provoquée par le sieur Isabelle père dans l'intérêt de son fils; qu'un conseil de famille a été convoqué en exécution d'un jugement rendu par le tribunal du Havre; que ce conseil a été d'avis unanime qu'il était urgent de donner un conseil audit sieur Isabelle fils, dans son intérêt personnel et dans celui de ses enfants; que cette nécessité a été reconnue par lui-même, ainsi que cela résulte de l'interrogatoire par lui subi devant le tribunal du Havre, et qui a précédé le jugement rendu par ce même tribunal, le 4 août 1813, par lequel il lui a été donné un conseil; — Considérant qu'après ce jugement, toutes les formalités prescrites par l'art. 501 ont été rigoureusement observées; qu'il a notamment été inscrit sur le tableau affiché dans la salle de l'auditoire du Havre et dans les études de tous les notaires de l'arrondissement; — Considérant que c'est à l'observation de ces seules formalités que la loi attache l'effet que doit produire la nomination d'un conseil, effet qui consiste à annuler de droit tous les actes passés sans l'assistance du conseil par celui à qui il en a été donné un, à partir du jour du jugement qui l'a nommé; — Considérant que les articles cités n'exigent pas que les formalités précédemment rappelées soient renouvelées dans tous les arrondissements, où il plairait à l'interdit de contracter sans l'assistance de son conseil; d'où il suit qu'en supposant, contre le texte précis de l'art. 501, que la publication aurait dû être faite à Rouen antérieurement à l'acceptation de la lettre de change qui faisait l'objet du procès, le tribunal de commerce de Rouen a commis un excès de pouvoir, et, par suite, violé les articles 501, 502 et 513 du Code civ.; — Casse, etc.

Du 29 juin 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Minier. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Pageaut et Jousselin.

(1) Il en est autrement du cas où il s'agit de contravention commise par un entrepreneur de voitures publiques, et résultant du défaut de paiement des droits établis en faveur des maîtres de poste, par la loi du 15 vent. an 13. Dans ce cas, la reconnaissance de la contravention appartient au tribunal correctionnel aux termes de l'art. 2 de cette loi.

MAÎTRE DE POSTE. — INDEMNITÉ. — COMPÉTENCE.

C'est au juge de paix, ou au tribunal civil, selon le quantum de la demande, et non au tribunal correctionnel, qu'il appartient de prononcer sur l'indemnité réclamée par un maître de poste pour contravention à la loi du 19 frim. an 7, qui lui attribue, exclusivement à tous autres loueurs de chevaux, le droit de relayer et de conduire les voyageurs. (L. du 19 frim. an 7, art. 2 et 3; L. du 15 vent. an 13.) (1)

Jeanne et autres.—C. Chesse.—ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 2 et 3 de la loi du 19 frim. an 7; — Attendu que, dans l'espèce, Chesse était traduit devant le juge de paix du canton de Morlaix pour avoir, contre la prohibition écrite dans les deux articles précités, conduit à grandes journées le général Denain et sa famille; de Morlaix à Rennes, dans une voiture qu'il prétendait lui appartenir, sans prendre de relais à la poste;

Attendu que, par une semblable conduite, ledit Chesse s'est arrogé un droit qui lui était refusé par la loi, et a évidemment contrevenu aux art. 2 et 3 de la loi susdite; — Attendu que cette contravention n'est punie par ladite loi que par une indemnité pécuniaire égale au prix des courses dont les maîtres de poste et postillons ont été privés; qu'elle ne prononce aucune amende, et qu'elle n'attribue pas la connaissance d'une semblable contravention aux tribunaux de police correctionnelle; — Attendu que de la loi soit que les demandeurs ont valablement traduit Chesse devant le juge de paix de Morlaix, bien compétent pour faire droit sur l'indemnité qu'ils réclamaient; que c'est à tort qu'après avoir volontairement défendu devant lui la faction dirigée contre lui, il a excipé de l'incompétence de ce juge pour la première fois en cause d'appel, et réclamé l'application de la loi du 15 vent. an 13, qui n'était, en manière quelconque, applicable à l'espèce; — Attendu qu'en s'appuyant sur les dispositions de cette loi, pour déclarer le juge de paix incompétent, le tribunal civil de Morlaix a commis un excès de pouvoir en déclarant une incompétence qui n'était pas prononcée par la loi du 19 frim. an 7, sur laquelle loi les demandeurs avaient appuyé leur réclamation, et par suite, violé les art. 2 et 3 de ladite loi; — Casse, etc.

Du 29 juin 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Minier. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Guibout et Dupont.

COUR D'ASSISES. — JURY. — MAJORITÉ. — EXCUSE. — PROVOCATION.

La déclaration par laquelle le jury décide à la majorité simple, une question de provocation posée accessoirement à une question de coups et blessures, ne donne pas lieu à délibération de la Cour d'assises. Il n'y a lieu à délibération de la Cour que lorsque les déclarations, du jury, rendues à la simple majorité, portent sur un fait principal, et la provocation n'est qu'une circonstance atténuante du fait incriminé, et non un fait principal. (Cod. inst. crim. 351.) (2)

(François G...)

Du 1^{er} juill. 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Anmont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

(2) L'art. 351 du Code d'inst. crim. dont l'arrêt fait application, est aujourd'hui abrogé. F. toutefois dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 15 oct. 1813, et la note.

1^o MEURTRE. — COUPS ET BLESSURES. — INTENTION. — PEINE.

2^o HOMICIDE INVOLONTAIRE. — INTENTION. — PEINE.

1^{er} *Celui qui a volontairement fait des blessures ou porté des coups qui ont occasionné la mort, est passible des peines du meurtre, encore bien qu'il n'ait pas eu le dessein de tuer.* (Cod. pén., 304 et 305.) (1)

2^{er} *Celui qui, sans intention de donner la mort, l'a cependant occasionnée par des coups portés volontairement, ne peut être puni pour homicide involontaire.* (Cod. pén., 319.) (2) (Chevet.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 295, 304, 319 et 326 du Code pén.; — Attendu que de la combinaison des art. 295 et 319 il résulte que l'homicide commis par l'effet de coups ou blessures volontaires, et qui ont causé la mort, a le caractère de meurtre; qu'en effet, d'après le premier de ces articles, le meurtre est tout homicide commis volontairement; que, d'après le second, il n'y a d'homicide involontaire que celui qui a été commis par maladresse, imprudence, inattention, négligence, inobservation des réglemens, et conséquemment (s'il est le résultat de coups ou blessures) que lorsque ces coups ou ces blessures ont été involontaires; qu'ainsi, par cela seul que les coups ou les blessures dont la mort est résultée, ont été volontaires, ils constituent un meurtre passible de la peine des travaux forcés à perpétuité, portée par l'art. 304, sans que, pour cela, il soit nécessaire qu'ils aient été accompagnés de l'intention de donner la mort; — Que si les coups ou les blessures volontaires qui ont donné la mort, ont été provoqués par des coups ou violences graves, ils rentrent dans la disposition atténuante du second alinéa de l'art. 326, et deviennent passibles de la peine d'emprisonnement d'un an à cinq ans; — Et attendu que des réponses du jury, combinées avec les questions, il résultait que Chevet était reconnu coupable d'avoir porté volontairement au nommé Charmont un violent coup de bouteille à la tête qui lui avait ôté la vie; que, par cette réponse du jury, Chevet était déclaré coupable de meurtre;

Que, sur la question relative à la provocation, les jurés ayant déclaré que le coup qui avait donné la mort à Charmont avait été provoqué par des coups et violences graves sur la personne de l'accusé, la peine de l'art. 304 devait être modifiée d'après le second alinéa de l'art. 326, et réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans; — Que, néanmoins, la Cour d'assises, considérant qu'il résultait de la déclaration du jury que Che-

vet n'était plus coupable que d'un homicide involontaire commis par imprudence, ce qui le faisait tomber dans le cas de l'art. 319 du Code pénal, n'a appliqué au fait principal que cet article, et a la circonstance atténuante de la provocation que le troisième alinéa de l'art. 326, prononçant la peine d'emprisonnement de six mois à deux ans; en quoi elle a violé les dispositions des art. 295 et 304, et du second alinéa de l'art. 326, et fait une fausse application de l'art. 319 et du troisième alinéa de l'art. 326 du Code pénal; — Casse, etc.

Du 2 juill. 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Fréreau de Péry, av. gén.

SUPPRESSION D'ÉTAT. — ACTION PUBLIQUE.

Le crime de suppression d'état peut être poursuivi par le ministère public, sous qu'il soit été statué au civil sur la question d'état, lorsque l'individu dont l'état aurait été supprimé, est mort. (Cod. civ., 327.) (3)

(Fressange Dubal.)

Du 2 juill. 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Aumont.

1^o DROITS LITIGIEUX. — RETRAIT.

2^o CESSION. — CRÉANCE HYPOTHÉCAIRE. — ORDRE.

1^{er} *Un droit n'est litigieux, dans le sens de l'art. 1700, Code civil, que lorsqu'il y a réellement litige sur le fond du droit. — Les tribunaux ne peuvent se déterminer d'après une prétendue nature litigieuse, ou d'après des conjectures sur la probabilité d'un litige.* (Cod. civ., 1700.) (4)

2^{er} *La cession d'une créance hypothécaire sur un immeuble, peut être faite à l'acquéreur de l'immeuble, même après l'ouverture de l'ordre pour la distribution du prix.* (Cod. civ., 1689.) (Besserve — C. Langlumé.)

Le 21 nov. 1813, le sieur Besserve acquiert du sieur Langlumé une maison et quelques pièces de vigne dépendant d'un domaine de Maydes. — Le 4 déc. suivant, le sieur Besserve fait transcrire son contrat, et le notifie aux créanciers inscrits. — Le 28 sept. 1815, un ordre est ouvert devant le tribunal de Pithiviers. — Les sieurs Fould et Thierry étaient premiers créanciers inscrits pour une somme de 10,277 fr. — Le 23 août 1816, les sieurs Fould et Thierry font cession de leur créance au sieur Besserve, et le sieur Besserve est colloqué au premier rang, dans l'ordre ouvert, pour la somme de 10,277 fr.

Le sieur Langlumé a prétendu alors que cette créance, cédée contre lui au sieur Besserve, était

on des travaux forcés à temps, selon qu'il y a eu maladie de plus de vingt jours, ou que la mort s'en est suivie. Mais, dans l'espèce ci-dessus, il y avait un fait d'excuse, la provocation, et c'est le 2^e § de l'art. 326 que la Cour de cassation a déclaré applicable.

(3) Arrêt cité et approuvé par Mangin, de l'Action publique, tom. 1, n^o 190. — V. sur la suspension de l'action criminelle au cas de suppression d'état, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de Cass. du 10 mess. an 12. V. aussi Cass. 21 août 1812, et la note.

(4) Sur ce qu'on doit entendre par droits litigieux. V. Cass. 14 niv. an 5; Turin, 9 mars 1811; Metz, 6 mai 1817, et les décisions nombreuses citées sous ces arrêts. Sur la question spécialement résolue par l'arrêt ci-dessus, voy. les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Poitiers, du 18 août 1810, et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence.

(1) Telle était la jurisprudence de la Cour de cassation avant la réforme de l'art. 309 du Code pén., par la loi du 28 avril 1832. V. Cass. 14 fév. 1812, et la note. — V. aussi Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 3, p. 402; Morin, *Dict. du droit crim.*, 1^{er} Meurtre, et 1^{er} Coups et blessures.

(2) L'homicide involontaire est le résultat d'une faute, mais non d'un crime; or, les coups portés volontairement et capables de causer la mort, constituent un crime; à la vérité, la mort a été involontaire en ce sens que le coupable ne voulait pas la donner; mais il a voulu le fait qui l'a causée; il a pu prévoir les conséquences de ce fait, il doit donc en être à un certain degré responsable; ce n'est point un meurtre, puisqu'il n'y a pas eu intention de donner la mort; mais c'est plus qu'un homicide involontaire, puisque la volonté a accompagné et dirigé l'action qui a causé cet homicide. C'est le crime de coups ou blessures volontaires, que le nouvel art. 309 du Code pénal, punit de la réclusion

litigieuse; et, en conséquence, aux termes de l'art. 1699 du Code civ., il a demandé qu'il lui en fût fait remise ou abandon, par le sieur Besserve, moyennant l'offre qu'il faisait à ce dernier de lui rembourser le prix réel pour lequel il en était devenu cessionnaire.

Le sieur Besserve a opposé à cette demande que la créance dont il était devenu cessionnaire résultait de jugemens passés en force de chose jugée à la date du 25 brumaire an 13; qu'elle n'était donc pas litigieuse dans le sens de l'article 1700 du Code civ., portant qu'une chose n'est litigieuse qu'alors qu'il y a procès et contestation sur le fond du droit, ce qui ne se rencontrait pas dans l'espèce; qu'en conséquence, le sieur Langlumé n'était pas recevable à exercer le retrait autorisé par l'art. 1699 du Code civil.

Jugement du tribunal de première instance, qui, adoptant ces moyens de défense, déclare le sieur Langlumé non recevable et mal foudé dans sa demande.

Appel. — 14 mars 1818, arrêt de la Cour royale d'Orléans, qui réforme: « attendu que le jugement qui consacre la créance cédée au sieur Besserve a été rendu par défaut contre le sieur Langlumé, et ne lui a pas été valablement signifié: d'où il résulte que ce jugement est écarté non avenu, et que la créance des sieurs Fould et Thierry, qu'il a pour objet, a conservé son caractère litigieux; attendu que ce caractère litigieux se justifie encore par le transport lui-même, en date du 23 août 1816, qui est fait à forfait et sans aucune garantie; genre de stipulation qui ne peut convenir qu'à des droits incertains ou déjà contestés; — Considérant que, d'après l'art. 1699 du Code civ., celui contre lequel on a cédé un droit litigieux peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire en lui remboursant le prix réel de la cession à lui faite; — Considérant, d'ailleurs, qu'à l'époque de l'acte de transport dont il s'agit, Besserve avait fait transcrire son contrat, et l'avait fait notifier à tous les créanciers inscriptionnaires, et que l'ordre était ouvert; — Considérant que, dans un tel état de choses, il n'a pu payer tout ou partie desdits créanciers qu'à la décharge de son vendeur, ni se faire subroger à leurs droits si ce n'est seulement en raison des sommes par lui réellement payées. »

POURVOI en cassation, de la part du sieur Besserve, pour violation de l'art. 1700 du Code civ. et fausse application de l'art. 1699 du même Code. — Cet article, disait le demandeur, n'est que la confirmation des lois romaines, qui ont déterminé ce qu'il fallait entendre par chose litigieuse: *Litigiosa res est de cuius dominio causa movetur*. Et la loi 2, au Code de litigiosis, ajoute: *Lite pendente, actiones quæ in iudicium deductæ sunt, minimè transferri licet*. — Ainsi, il n'est pas laissé aux tribunaux de déterminer à leur gré qu'une chose est litigieuse ou ne l'est pas; ils sont toujours tenus de se renfermer dans la définition de la loi, qui est limitative et ne reconnaît de chose litigieuse que celle sur laquelle il y a réellement procès pendant, et contestation sur le fond du droit, comme le dit en termes exprès l'art. 1700 du Code civ. — Dans l'espèce, la Cour d'appel d'Orléans ne s'est occupée que des circonstances d'un procès que le sieur Besserve soutenait terminé depuis longtemps, et qui n'avait, d'ailleurs, jamais eu pour objet le fond du droit, sur lequel repose la créance que l'arrêt dénoncé a jugée litigieuse; cet arrêt ne constatait donc en aucune manière que ce droit au fond ait jamais été, entre les parties, le sujet d'un procès ou d'une contestation, viole l'art. 1700 du Code civ., et fait en même temps une fausse application de l'article

1699 du même Code. — Du reste, le second motif de l'arrêt dénoncé, pris de ce que le sieur Besserve n'est devenu cessionnaire de la créance des sieurs Fould et Thierry que postérieurement à l'ouverture de l'ordre ouvert pour la distribution du prix de l'immeuble hypothéqué à cette créance, n'est pas mieux fondé que le précédent. Il est évident que l'acquéreur d'un immeuble, comme toute autre personne, peut devenir cessionnaire des créances hypothéquées sur l'immeuble qu'il a acheté; et l'on ne voit pas, d'ailleurs, par quel motif la circonstance que l'ordre aurait été ouvert pour la distribution du prix serait un obstacle à l'exercice d'un droit que l'acquéreur aurait eu auparavant.

Pour le sieur Langlumé, défendeur à la cassation, on soutenait les motifs de l'arrêt attaqué en s'appuyant de l'autorité de Pothier et de la définition qu'il donne de la chose litigieuse dans son Traité du contrat de vente, n° 383, en ces termes: « On appelle créances litigieuses celles qui sont contestées ou peuvent l'être, en tout ou pour partie, par celui qu'on en prétend débiteur, soit que le procès soit déjà commencé, soit qu'il ne le soit pas encore, mais qu'il y ait lieu de l'appréhender. — Et, ajoute le même auteur, lorsqu'une créance de cette nature est vendue à quelqu'un pour un certain prix, pour, par l'acheteur, la faire valoir à ses risques et à ses frais, et sans qu'on la lui garantisse, c'est ce qu'on appelle une vente de droit litigieux ou créance litigieuse. — Or, disait-on pour le défendeur, la créance dont il s'agit au procès a été vendue à forfait et sans garantie; elle était d'ailleurs susceptible de contestation entre le sieur Langlumé et ses créanciers, puisqu'elle résultait d'un jugement que la Cour a déclaré n'avoir pas encore acquis l'autorité de la chose jugée; cette créance était donc litigieuse, elle donnait donc ouverture au droit de retrait, autorisé par l'art. 1699 du Code civ.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR: — Vu l'art. 1700 du Code civil, qui porte: « La chose est censée litigieuse, dès qu'il y a procès et contestation sur le fond du droit: — Attendu qu'en transportant dans notre Code, art. 1699, la disposition des lois romaines, qui admettaient celui contre lequel on avait cédé un droit litigieux, à s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession, avec les frais et loyaux coûts et les intérêts, le législateur a voulu qu'il ne pût rester aucune incertitude sur ce que la loi entend par droit litigieux, et que tel a été l'objet direct de l'art. 1700 du Code civil: — Attendu que cette disposition tend évidemment à faire cesser la diversité d'interprétations qu'offrait notre ancienne jurisprudence sur les circonstances qui constituaient proprement un droit litigieux; que, dès lors, il faut regarder cette disposition de l'article 1700 comme caractéristique du litige, et, par suite, limitative; que c'est dans ce sens que l'article a toujours été entendu et constamment interprété depuis la promulgation du Code: — Et attendu que, dans l'espèce, la Cour royale d'Orléans s'est bornée à rechercher les circonstances qui semblaient l'autoriser à regarder comme encore subsistant un litige que l'on soutenait être depuis longtemps terminé, et qu'elle a négligé d'examiner si ce litige avait jamais eu pour objet le fond du droit; qu'elle a néanmoins appliqué l'art. 1699, sans avoir préalablement décidé cette question;

Attendu, enfin, qu'aucune loi n'interdit à l'acquéreur d'un héritage grevé de créances hypothécaires d'accepter, même après l'ouverture de l'ordre, une cession ou transport de la part des créanciers; de tout quoi il résulte que l'arrêt at-

taqué a fait à l'espèce une fautive application de l'art. 1809, et formellement violé l'art. 1700 du Code civil; — Cassé, etc.

Du 5 juill. 1819. Sect. civ. — *Prés.*, M. Brisson. — *Rapp.*, M. Legonidec. — *Concl.*, M. Joubert, av. gén. — *Pl.*, MM. Loiseau et Cochin.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — ACQUIS-CRÉMENT. — CASSATION.

Un arrêt interlocutoire, qui préjuge le fond, est définitif de sa nature. — Ainsi, il y a nécessité de l'attaquer dans les délais prescrits, ou de ne l'exécuter qu'avec réserves; autrement, et dans l'un ou l'autre cas, il aurait l'effet de la chose jugée. — Et alors, il ne servirait à rien de le comprendre dans un même pourvoi avec l'arrêt qui, en définitive, a jugé le fond du procès. (Cod. proc., 451 et 452; L. du 2 brum. an 4.) (1)

(Hirtz. — C. Kuentzmann.)

Dans une contestation relative à une obligation souscrite par les mariés Kuentzmann, en faveur du juif Hirtz, les premiers alléguaient des faits de fraude et d'usure qui auraient vicié l'obligation, et demandaient à faire la preuve de ces faits par témoins.

22 mai 1813. arrêt interlocutoire de la Cour de Colmar, qui admet la preuve testimoniale. Il faut remarquer que cet arrêt fut signifié par Hirtz, sans aucune protestation ni réserve, et qu'il fit procéder à l'enquête dans les délais de l'art. 257, du Code de proc.

18 mai 1815. Jugement définitif qui déclare l'obligation nulle.

Pourvoi en cassation de la part de Hirtz, tant contre l'arrêt définitif que contre l'arrêt interlocutoire.

Les mariés Kuentzmann proposent une fin de non-recevoir, résultant de ce que le sieur Hirtz ayant exécuté sans réserves l'arrêt interlocutoire, il est non recevable à l'attaquer par voie de cassation. L'art. 451 du Cod. de proc., disent-ils, semble ne pas imposer l'obligation d'interjeter appel du jugement interlocutoire avant le jugement définitif, et seulement en accordant la faculté; mais à l'égard du pourvoi en cassation, il faut se reporter à la loi du 2 brum. an 4, qui (art. 14) divise les jugemens seulement en préparatoires et en définitifs, et dispose que « le recours en cassation contre les jugemens préparatoires et d'instruction, ne sera ouvert qu'après le jugement définitif ». Or, dans l'espèce, il s'agit d'un arrêt interlocutoire, qui a statué définitivement sur la question d'admissibilité de la preuve testimoniale; cet arrêt n'est donc pas purement préparatoire et d'instruction dans le sens de la loi du 2 brum. an 4, et ainsi il ne peut être attaqué par voie de cassation, après avoir été exécuté sans réserves.

M. Cahier, av. gén., a conclu au rejet du pourvoi fondé sur la fin de non-recevoir proposée.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en faisant signifier sans réserves l'arrêt interlocutoire du 22 mai 1813, le demandeur s'est rendu non recevable à

se pourvoir en cassation contre ledit arrêt, aux termes de l'art. 257 du Cod. de proc. civ.; — Rejette le pourvoi dirigé contre ledit arrêt; — Et attend que cet arrêt demeurant dans toute sa force, celui du 18 mars 1815 n'a fait qu'une juste application de l'art. 5 du décret du 17 mars 1808; — Rejette également le pourvoi du demandeur contre ce dernier arrêt, etc.

Du 6 juill. 1819. — Sect. civ. — *Prés.*, M. Brisson. — *Rapp.*, M. Carnot. — *Concl.*, M. Cahier, av. gén. — *Pl.*, MM. Lassis et Mathias.

1^{re} ACTION POSSESSOIRE. — FERMIER. — INTERVENTION.

2^o TÉMOINS. — REPROCHES.

3^o ENQUÊTE. — DEPENS. — JUGER.

1^{re} Une action possessoire intentée par un possesseur précaire, tel qu'un fermier, peut être régularisée par l'intervention du propriétaire, qui prend fait et cause pour le fermier. (Cod. proc., 23.) (2)

2^o Lorsqu'un témoin est reproché, comme ayant un intérêt pareil à celui de la partie qui le produit, les juges peuvent ordonner qu'il sera entendu, sans avoir tel égard que de raison à sa déposition. — Le juge peut examiner l'influence que l'intérêt personnel du témoin a eu sur sa déposition, bien qu'il n'existe pas, contre ce témoin, de motifs de reproche prévus par la loi. (Cod. proc., 283.) (3)

3^o Lorsqu'une enquête a été déclarée nulle par la faute du juge, et que les frais de la nouvelle enquête n'ont pas été mis à sa charge, c'est à la partie intéressée à prendre sur ce point des conclusions expresses : la condamnation aux dépens ne doit pas être prononcée d'office. (Cod. proc., 292.) (4)

(Ferrand — C. Mengin-Lépine.)

Une action en complainte avait été intentée par le sieur Jusko, fermier des sieurs Mengin-Lépine, contre le sieur Ferrand, à raison du trouble causé par celui-ci à la possession d'un cours d'eau.

Le sieur Ferrand a prétendu que l'action en complainte ne pouvait être intentée par un possesseur à titre précaire, tel qu'un fermier. — Les sieurs Mengin-Lépine, propriétaires, sont alors intervenus; mais le sieur Ferrand a soutenu que la nullité de l'action principale entraînait la nullité de l'intervention.

Par un premier jugement, le juge de paix déclare l'intervention des sieurs Mengin-Lépine valable, et les admet à prouver par témoins leur possession. — L'enquête a lieu, et, par un second jugement, en date du 9 sept. 1817, l'action en complainte est admise. Lors de l'enquête dont il vient d'être parlé, le juge de paix ne lit pas dresser procès-verbal de l'audition des témoins.

Le sieur Ferrand a interjeté appel des deux jugemens. Il a soutenu 1^o que l'action en complainte était nulle comme intentée par un possesseur à titre précaire; 2^o que l'intervention des propriétaires était également nulle, par suite de la nullité de l'action principale; 3^o enfin que l'en-

ciétés à la note, *Sic.*, Curasson, t. 2, p. 151 (2^e édit.).

(1) V. conf. Cass. 11 janv. 1808; 27 nov. 1817; 18 fév. 1839. — *V.* cependant, Cass. 1^{er} frim. an 12, et la note.

(2) En principe, le fermier n'a pas qualité pour intenter une action, même au possessoire; mais ce défaut de qualité ne peut plus être un obstacle à l'action dès que le propriétaire intervient, et prend le fait et cause du fermier; alors, à vrai dire, ce n'est plus celui-ci qui se trouve en justice. *V.* sur ces deux points, Cass. 7 sept. 1808, et les autorités

citées à la note, *Sic.*, Curasson, t. 2, p. 151 (2^e édit.).
(3) La Cour de cassation a, par arrêt du 3 juill. 1820, donné encore une plus grande extension, au principe qui sert de base à cette décision, en déclarant qu'on peut admettre comme motifs de reproche contre un témoin, ou qu'il a un intérêt indirect à la vérification des faits en litige ou qu'il a un procès civil avec l'une des parties; et ordonner même que la déposition de ce témoin ne sera pas entendue.

(4) *V.* en ce sens, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc. civ.*, t. 3, p. 47.

qu'elle qui avait servi de base au jugement définitif était nulle en ce que le juge de paix n'avait pas fait dresser procès-verbal de l'audition des témoins par le greffier, ainsi que l'exige l'art. 39 du Code de proc. civ.

14 janv. 1818, jugement du tribunal de Joigny, qui reconnaît que la demande du sieur Josku a été régularisée par l'intervention des sieurs Mangin-Lépine, qui ont pris fait et cause pour leur fermier, mais déclare nul le jugement dont est appel, par le motif qu'il y a eu violation de l'art. 39 du Code de proc.; en ce que le juge de paix n'a pas fait dresser procès-verbal de l'audition des témoins, et ordonne avant faire droit qu'il sera procédé à une nouvelle enquête.

Au jour fixé, les parties ont présenté respectivement leurs témoins. Parmi eux (présentés par le sieur Ferrand, les sieurs Mangin-Lépine en ont reproché cinq, par le motif que la situation de leurs propriétés leur donnait intérêt à soutenir les prétentions du sieur Ferrand, sur le cours d'eau.

Ferrand a fait observer que l'allégation des sieurs Mangin-Lépine n'était pas au nombre des causes de reproche, énumérées par les art. 283 du Code de proc.; qu'abusivement les témoins devaient être entendus, et leurs dépositions avoir tout leur effet.

8 juill. 1818, jugement définitif par lequel le tribunal : « considérant que le reproche adressé aux témoins n'était pas suffisant pour écarter entièrement les dépositions de ces témoins; mais que, néanmoins, on devait avoir égard à l'influence de l'intérêt personnel de ces témoins sur leurs dépositions, donne acte de reproche, et néanmoins ordonne qu'il sera passé outre, sauf à avoir tel égard que de raison à ces dépositions; et, après avoir entendu les témoins statuent au fond, maintient les sieurs Mangin-Lépine dans la possession du cours d'eau. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Ferrand. — Il propose pour premier moyen la violation de l'art. 23 du Code de proc., résultant de ce que le jugement a admis la demande en complainte intentée par un fermier, possesseur précaire, sous prétexte que cette demande avait été régularisée par l'intervention du propriétaire; il soutient que cette intervention était elle-même inadmissible, puisqu'elle n'était qu'un incident, et que l'action principale était évidemment nulle; que l'action en complainte pouvait à la vérité être intentée par les propriétaires, mais qu'elle devait l'être dans la forme prescrite pour l'introduction de toute action principale, et non par simple intervention.

Le second moyen était pris d'une prétendue violation de l'art. 283 du Code de proc. civ., en ce que le tribunal de première instance, après avoir reconnu que le reproche proposé par les sieurs Mangin-Lépine n'était pas fondé en loi, a néanmoins déclaré qu'il aurait tel égard que de raison aux dépositions des témoins reprochés; il est certain, disait-il, qu'il ne dépend pas des juges de créer des causes de reproche; elles sont toutes déterminées par la loi, et la déposition du témoin non reprochable doit être accueillie sans modifi-

cation : or, il est évident que le tribunal de première instance s'est écarté de cette règle, puisqu'il a annoncé lui-même que quoique le reproche ne fût pas fondé, cependant il n'aurait pas égard à la déposition des témoins reprochés comme aux dépositions des autres témoins.

On faisait résulter le troisième moyen de la violation de l'art. 292 du Code de proc. civ., en ce que le tribunal de première instance avait, par son jugement interlocutoire, déclaré que l'enquête faite devant le juge de paix était nulle, attendu qu'il n'avait pas fait dresser procès-verbal de l'audition des témoins; qu'ainsi il avait reconnu que la nullité de l'enquête provenait de la faute du juge, que dès lors il devait condamner ce juge à supporter les frais de la nouvelle enquête suivant la disposition expresse dudit article 292 ainsi conçu : « L'enquête ou la déposition déclarée nulle par la faute du juge-commissaire sera recommencée à ses frais. »

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le sieur Mangin-Lépine et ses enfants sont intervenus, et qu'ils ont pris fait et cause de leur fermier avant contestation en cause; qu'il leur a été donné acte de cette prise de fait et cause, à l'audience du 22 août, à laquelle le demandeur avait été interpellé de se trouver par un jugement contradictoire rendu précédemment le 19 du même mois. ...

Attendu qu'à l'égard des témoins reprochés, il a été déclaré par le tribunal, qu'il aurait égard, en jugeant, à l'influence que l'intérêt personnel de ces témoins pourrait avoir sur leurs déclarations;

Attendu, enfin, que le dernier moyen pris de la violation de l'art. 292 du Code de proc. civ. n'a point été proposé devant les premiers juges; — Rejette, etc.

Du 8 juill. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Lascoules, président d'âge. — Rapp., M. Ligier de Verdigny. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Becquey-Beaupré.

MISE EN JUEG. DES FONCT. PUBLICS. — POIDS ET MESURES (VERIF. DES).

Les vérificateurs des poids et mesures ne sont pas des agents du gouvernement, ils peuvent en conséquence être mis en jugement sans autorisation du conseil d'Etat pour faits relatifs à leurs fonctions. (Const. 22 frim. an 8, art. 75; Av. des cons. d'Etat du 15 janv. 1813.) (1) (Leclerc.)

Du 8 juill. 1819. — Sect. criminelle.

DOUANES. — VOITURIERS — MARCHANDISES PROHIBÉES. — RESPONSABILITÉ.

Les administrateurs des messageries, dont les voitures ont servi à transporter des marchandises prohibées, ne peuvent être affranchis de la responsabilité à laquelle sont soumis les autres voituriers, lorsqu'ils ne peuvent faire connaître les véritables propriétaires ou expéditeurs des marchandises dont ils effectuent le transport. (L. du 22 août 1791; tit. 2, art. 29.) (2)

(1) La Cour de cassation avait jugé le contraire par arrêt du 9 fév. 1810, et elle n'est revenue sur sa jurisprudence que d'après l'avis ci-dessus indiqué du conseil d'Etat, qui avait déclaré que les vérificateurs des poids et mesures n'étaient point des agents du gouvernement. Mangin de l'Action publique, n° 251, se fondant sur le même motif, cite et paraît approuver l'arrêt que nous rapportons ici. Cependant, il est à considérer aujourd'hui que les employés dont il s'agit sont nommés par le ministre au lieu de l'être par les préfets seulement; de plus,

que l'art. 7 de la loi du 8 juill. 1837, les a soumis à la formalité du serment, et a décidé que leurs procès-verbaux feraient foi jusqu'à preuve contraire. Tout semble donc tendre maintenant à les faire considérer comme agents du gouvernement, et à n'admettre avec l'arrêt du 9 fév. 1810 leur mise en jugement, qu'avec l'autorisation du gouvernement; c'est au surplus ce que le conseil d'Etat lui-même a reconnu par une ordonnance récente du 23 juill. 1841. V. cet arrêt, et la note qui l'accompagne.

(2) P. dans le même sens, Cass. 19 août 1819.

Les voituriers effectuant le transport de marchandises prohibées, sont réputés auteurs ou complices de la fraude, sans qu'aucune autre preuve de culpabilité soit nécessaire à leur égard.

(Douanes.—C. les messageries royales).—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, dans l'espèce, où il s'agissait de marchandises prohibées, trouvées et saisies, à leur arrivée à Troyes, sur une des voitures de l'administration des messageries, la feuille de chargement mentionnait, comme destinataire, la veuve Ricoteau, marchande de bas à Troyes, qui a méconnu l'envoi fait sous son nom, et, comme expéditeur, un sieur Daniel ou Duniel de Villefranche, sans autre désignation, lequel est resté inconnu et contre lequel, par conséquent, aucune poursuite n'a pu être dirigée; — Que le tribunal correctionnel de Troyes, jugeant qu'en cet état, les administrateurs des messageries devenaient personnellement responsables, les a condamnés, outre la confiscation des marchandises, à l'amende ordonnée par la loi; — Mais que, sur l'appel de ce jugement, la Cour roy. de Paris l'a réformé, quant à la peine de l'amende prononcée contre lesdits administrateurs, sur le motif que la loi du 20 avril 1816, en ordonnant la saisie et confiscation des tissus étrangers, même dans l'intérieur du royaume, avait introduit un droit nouveau; que les dispositions de la loi du 22 août 1791 n'étant relatives qu'aux marchandises prohibées à l'entrée ou à la sortie, ne pouvaient être invoquées dans le cas dont il s'agit; que la loi de 1816 ne spécifiant pas les obligations des messagers et voituriers publics, traitait nécessairement, pour son application, dans les termes du Code pénal et du droit commun, et que, dans l'espèce, il n'existait, contre les administrateurs des messageries, aucune preuve de fraude ou de complicité; — Attendu, 1^{er} que d'après la disposition de l'art. 20, tit. 2, L. 22 août 1791, combinée avec les autres dispositions de cette loi, les voituriers publics ne peuvent être affranchis de la responsabilité à laquelle sont soumis tous les autres voituriers, que lorsqu'ils ont indiqué et fait connaître les véritables propriétaires ou expéditeurs des marchandises dont ils effectuent le transport, et justifié ainsi qu'ils n'ont été que des instruments passifs de la fraude; — Attendu, 2^o que la loi du 28 avril 1816 n'a point introduit un droit nouveau, et n'a fait qu'établir un moyen de plus pour assurer l'exécution de celles qui défendent l'importation et la consommation des marchandises prohibées; — Que la matière des douanes est régie par des lois particulières et spéciales; que toutes ces lois sont corrélatives, et que, d'après l'art. 484 du Cod. pén. lui-même, toutes leurs dispositions non abrogées ou modifiées doivent continuer d'être observées; — Que la loi du 28 avr. 1816 et celle du 21 avr. 1818 n'ont abrogé ni modifié la responsabilité des voituriers, lorsqu'ils effectuent le transport de marchandises prohibées; que ces lois, comme toutes celles des douanes, réputent auteurs ou complices de la fraude ceux chez qui ou sur qui les objets en contravention ont été trouvés et saisis, et qu'elles n'exigent à leur égard aucune autre preuve de culpabilité; — Qu'ainsi, la Cour roy. de Paris, en jugeant que, dans l'espèce, c'était le cas de recourir au Cod. pénal et au droit commun, a méconnu et violé les dispositions de toutes les lois ci-dessus citées;—Casse, etc.

Du 9 juill. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Baris.—Rapp., M. Rataud.—Concl., M. Hua, av. gén.

BOISSONS.—OCTROI.—EXEMPTION DE DROITS.

— LIMITES.—RÈGLEMENT MUNICIPAL.

L'exemption de droit d'entrée établie par l'art. 21 de la loi du 28 avril 1816, en faveur des habitations éparses et des dépendances rurales entièrement détachées du lieu principal, ne s'applique qu'aux droits perçus au profit de l'Etat, et non aux droits d'octroi perçus au profit des communes (1).

Les règlements par lesquels les conseils municipaux fixent les limites de la perception de leurs octrois, sont obligatoires pour les tribunaux (2).

(Habitans de la Pocquinerie).—ARRÊT.

LA COUR; — Vu le règlement, pour l'octroi de la ville de Poitiers, du 1^{er} janv. 1812, art. 2, 6 et 29; autre règlement du 24 juin 1813, pour le service intérieur dudit octroi, art. 2, 5 et 6; — Vu aussi les art. 21, 147 et 152, L. 28 avr. 1816; — Attendu qu'il résulte des deux réglemens ci-dessus rappelés, que la ville de Poitiers, ses faubourgs, ainsi que tous les hameaux et écarts qui dépendent de cette commune, dont fait partie le hameau de la Pocquinerie, sont compris dans le rayon de l'octroi municipal; que les limites de ce rayon ont été déterminées, et qu'elles ont dû être indiquées par des poteaux plantés aux endroits désignés par le premier de ces réglemens; qu'il a seulement été accordé quelques exemptions partielles et particulières aux habitans de la partie rurale, mais sans les affranchir de l'octroi en général, ni des visites, exercices et recensements des préposés; et que la Cour de Poitiers a elle-même reconnu que, par le règlement de 1813, les hameaux et écarts étaient assujettis aux droits de l'octroi; — Que, malgré cette reconnaissance, ladite Cour n'en a pas moins décidé, soit d'après l'art. 21, L. 28 avr. 1816, soit en se fondant sur une prétendue inexécution de l'art. 152, même loi, que le hameau de la Pocquinerie était, lors de l'événement, et encore aujourd'hui, exempt des droits d'octroi ainsi que de l'exercice des préposés; — Attendu, au premier lieu, que ladite Cour a fait une fautive application dudit art. 21, L. 1816, en ce que cet article, qui est placé sous la rubrique, *droits d'entrée sur les boissons*, ne concerne que les droits d'entrée qui se perçoivent au profit de l'Etat, et qu'il est absolument étranger aux droits d'octroi qui sont perçus au profit des communes.

En second lieu, que l'arrêt attaqué a formellement violé les art. 147 et 152, même loi, d'après lesquels les conseils municipaux des communes sont autorisés à fixer les limites de la perception de leurs octrois, et même, à l'égard des grandes villes, à étendre cette perception sur les banlieues qui les entourent.

En troisième lieu, que ladite Cour n'a pas pu se fonder sur une prétendue inexécution dudit art. 152, puisque, ayant sous les yeux le règlement administratif du 24 juin 1813, elle devait avoir la conviction que la disposition de l'art. 152 avait été exécutée dès auparavant, en vertu de l'art. 9, décr. 17 mai 1809, qui porte que les banlieues et dépendances des villes, bourgs et villages, pourront être assujetties à la perception des droits d'octroi;

Et, en quatrième lieu, qu'en décidant, contre la teneur du règlement de 1813, que le hameau de la Pocquinerie n'est point assujéti aux droits de l'octroi de Poitiers, et que les conseils sont sans qualité pour y exercer, ladite Cour a encore

(1) V. comme anal., Cass. 26 août 1813.

(2) Sic, Cass. 8 niv. an 10.

viola les dispositions de l'art. 13, L. 24 août 1790, et autres lois et réglemens postérieurs, qui défendent expressément aux juges de troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs; — Casse, etc.

Du 9 juill. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Baris.—Rapp., M. Chasle.—Concl., M. Hua, av. gén.

DÉPENS.—APPRÉCIATION.—CHOSE JUGÉE.—TAXE.—COMPÉTENCE.

Lorsque des créanciers, qui ont formé à un concordat une opposition dont ils ont été déboutés, ont été condamnés par suite aux dépens de l'instance en homologation, un jugement postérieur qui déclare que cette condamnation n'a pour objet que les dépens occasionnés par la résistance de ces créanciers à l'homologation; il n'y a pas là violation de la chose jugée.

Lorsqu'un arrêt confirme un jugement aussi bien que lorsqu'il l'infirme, la taxe des dépens faite en première instance appartient au juge d'appel.—Rés. seulement par la Cour royale (1). (Bourcard C. Wendel.)

Le sieur Bourcard avait fait un concordat avec le plus grand nombre de ses créanciers. L'homologation était poursuivie, lorsque le sieur Wendel et quatre autres créanciers formèrent une opposition qui fut rejetée par jugement du 28 avril 1814, lequel condamna les opposans aux dépens de l'instance en homologation. Ce jugement fut confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 23 fév. 1815, qui condamna, en conséquence, les appelans aux dépens de première instance et d'appel.

L'avoué du sieur Bourcard et de l'agent de ses créanciers, qui avait obtenu la distraction des frais, fit taxer et comprendre dans la taxe et dans l'exécutoire, tous les frais faits sur l'instance en homologation. Opposition à l'exécutoire de la part de Wendel et consorts, qui soutinrent que ce n'était pas eux qui avaient provoqué l'instance en homologation, et que, par suite, le tribunal de première instance et la Cour n'avaient pu les condamner qu'aux dépens occasionnés par leur résistance à l'homologation du concordat.

31 août 1815, jugement qui déboute Wendel et consorts de leur opposition, attendu qu'ils avaient été condamnés aux dépens de l'instance en homologation.

Appel par Wendel et consorts; en la forme, ils soutinrent que c'était devant la Cour royale où l'instance avait été terminée, que l'avoué de Bourcard aurait dû faire taxer ses dépens; au fond, ils ont reproduit le moyen de première instance.

18 juin 1816, arrêt qui annule ces deux moyens, annule l'exécutoire obtenu par l'avoué de Bourcard, et le renvoi devant un conseiller de la Cour pour le taxer de ses frais : « En la forme, porte l'arrêt, attendu qu'il est d'usage universellement observé, fondé sur de graves raisons et autorités, et sur une foule de réglemens, qu'en cas de confirmation comme d'infirmité, la taxe des dépens de première instance et d'appel, soit faite simultanément par le juge supérieur; que cet usage n'a rien de contraire à la règle posée par le Code de proc. : « Qu'en cas de confirmation, l'exécution appartient au juge dont le jugement a été confirmé, » ce mot d'exécution n'indiquant

que les saisies-arêts, saisies mobilières et immobilières, et autres contraintes employées pour parvenir à l'exécution du jugement, et non la taxe des dépens, qui n'est elle-même qu'un complément de jugement, complément qui, évidemment, ne peut être l'ouvrage que du juge supérieur saisi, par l'appel, de toutes les contestations, et qui a en ses mains toutes les pièces; au fond, attendu que les premiers juges, en condamnant Wendel et consorts aux frais de l'instance en homologation, et la Cour, en confirmant leur jugement, n'ont pu ni dû entendre que les frais de procédure nécessités par leur résistance à l'homologation, et non ceux de tous les actes qu'il a plu aux syndics de signifier aux nombreux créanciers de la famille de Bourcard, etc. »

Pourvoi en cassation.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu qu'en première instance Wendel et consorts avaient demandé la réformation de la taxe des dépens, contenant qu'elle devait être restreinte aux frais causés par leur opposition à l'homologation des concordats; — Attendu que le tribunal les avait déboutés de cette demande; mais que, sur l'appel, l'arrêt dénoncé l'a accueillie, en décidant, au fond, que soit le jugement de 1814, portant condamnation de Wendel et consorts aux dépens de l'homologation, soit l'arrêt confirmatif qui les avait aussi condamnés aux frais, chacun en ce qui le regarde, n'avait entendu parler que des frais de procédure nécessités par leur résistance à l'homologation, et non de ceux de tous les actes qu'il avait plu aux syndics de signifier aux nombreux créanciers de la faillite Bourcard; — Attendu que cette décision ne contient que l'interprétation d'une disposition d'arrêt, conçue en des termes qui pouvaient donner lieu à des doutes raisonnables, et non pas la violation de la chose jugée; — Attendu que si la partie de l'arrêt dénoncé, qui a imputé les bases de la taxe des dépens faits en première instance, n'est pas susceptible d'être attaquée par la voie de la cassation, il s'ensuit que la Cour de Paris, en ordonnant la formation d'une nouvelle taxe devant l'un de ses membres, s'est conformée à l'art. 472 du Code de proc., portant que si le jugement est infirmé, l'exécution appartiendra à la Cour royale qui aura prononcé; — Attendu que, dans un pareil état de choses, et dans l'espèce particulière, la Cour est dispensée d'examiner s'il est vrai, en thèse générale, comme l'a pensé l'arrêt dénoncé, que lorsqu'un arrêt confirme un jugement, la taxation des dépens faits en première instance appartient au juge d'appel qui a confirmé; — Rejette, etc.

Du 10 juillet 1819.—Sect. req.

1^o MOTIFS DE JUGEMENT.—EXCEPTION.—CASSATION.

2^o ENQUÊTE.—TÉMOIN.—DÉLAI.

1^o *Lorsqu'une exception proposée dans l'instance est de nature à influer sur la décision du fond, les juges ne peuvent se dispenser de motiver le rejet de l'exception. L'absence de motifs sur ce point suffit pour entraîner la cassation de l'arrêt, bien qu'il y ait d'ailleurs des motifs sur le fond.* (Cod. proc., 141; L. du 20 avril 1810, art. 7.) (2)

2^o *En matière d'enquête, la notification, à la partie, des noms, professions et demeures des*

(1) *V.* en sens contraire, Hautefeuille, p. 266.—Chauveau, Comment. du tarif, l. 2, p. 59, *in fine*, critique aussi la décision ci-dessus, et cite comme contraire deux arrêts, l'un de la Cour de Rennes du 18 dec. 1820, l'autre de la Cour sup. de Bruxelles du 4 mars 1829.

2, *V.* en ce sens, Cass. 9 juin et 23 nov. 1818, et les notes.—*V.* cependant, Cass. 12 juin 1820.—*V.* aussi Carré, Lois de la proc. civ., quest. 595, et son annotateur Chauveau, eod.

témoins, doit être faite trois jours avant leur audition, à peine de nullité. (Cod. proc. civ., 261.) (1)

(La comtesse de Baschy-Ducayla. — C. son mari.)
Le tribunal civil de la Seine, par jugement du 6 mai 1818, avait prononcé la séparation de corps entre la dame Baschy-Ducayla, née Talon, et le sieur Ducayla son mari, pour cause d'injures graves de la part de ce dernier envers sa femme.

Le sieur Ducayla s'est rendu appelant de ce jugement. — La Cour royale de Paris, par arrêt interlocutoire du 18 août 1818, avant faire droit, a admis la dame Ducayla à faire preuve, tant par titres que par témoins, des faits par elle exposés à l'appui de sa demande en séparation. — Sur la demande de la dame Ducayla, une ordonnance du conseiller commis à l'enquête, avait fixé le 12 sept. suivant pour être le jour de l'audition des témoins que devait faire entendre l'intimée demanderesse en séparation.

Le 18 du même mois avait aussi été fixé pour le jour où commencerait la contre-enquête du sieur Ducayla.

Ce ne fut que le 14 seulement que le sieur Ducayla assigna la dame son épouse pour être présente à l'audition des témoins qu'il devait faire entendre le 18, et l'exploit d'assignation ne contenait l'indication que d'un seul de ces témoins.

Deux jours après, c'est-à-dire le 16, le sieur Ducayla fit notifier à son épouse les noms, profession et domicile des sept autres témoins qu'il devait produire.

Au jour indiqué pour la contre-enquête faite par son mari, la dame Ducayla s'opposa à ce que les sept témoins désignés dans l'exploit du 16 sept. fussent entendus, sur le motif que les noms, profession et domicile des témoins, ne lui avaient pas été notifiés trois jours d'avance, conformément à l'art. 261 du Cod. de proc. civ. — Le juge n'en crut pas moins devoir passer outre, mais à l'audience de la Cour roy., la dame Ducayla renouvela ses protestations et conclut expressément à ce que la Cour déclarât la contre-enquête nulle, et, dans tous les cas, qu'elle ordonnât que les dépositions des témoins de la contre-enquête ne seraient pas lues.

En cet état, le 15 déc. 1818, arrêt de la Cour royale de Paris, qui : « Attendu que des pièces produites et des enquêtes, il ne résulte pas des preuves suffisantes des services et injures graves qui puissent motiver une séparation, la Cour a mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, émendant; déboute Pierre-Antoine de Baschy-Ducayla des condamnations contre lui prononcées, au principal déboute Victoire Talon, femme Ducayla, de la demande en séparation de corps par elle formée, ordonne, en conséquence, qu'elle sera tenue de réintégrer le domicile de son mari dans le délai d'une année, à compter du jour de la signification du présent arrêt, ordonne qu'elle sera tenue de consignation, sous peine de déchéance, entre les parties, attendu le lien qui les unit; sur le surplus des demandes, fins et conclusions des parties, les met hors de Cour. »

POURVOI en cassation de la part de la dame Ducayla, pour violation 1^{re} de l'art. 141 du Code de procédure civile et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, qui déclarent nuls les arrêts qui ne contiennent pas de motifs; — 2^e de l'art. 261 du Code de procédure civile qui veut que la notification à la partie adverse des noms, profession et domicile des témoins qui doivent être entendus dans l'enquête, soit faite au moins trois jours

avant l'audition desdits témoins, à peine de nullité. Le développement de ces moyens, ainsi que ceux que l'on aurait dû faire valoir au soutien de l'arrêt pour le sieur Ducayla qui a fait défaut, sont retracés dans le plaidoyer suivant de M. Mourre, procureur général, qui a porté la parole en ces termes :

« Messieurs, la dame Baschy-Ducayla présente à la Cour, deux moyens de cassation; le premier, tiré de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810; le second, tiré de la violation de l'art. 261 du Code de procédure civile. — Nous allons examiner successivement ces deux moyens; quelle que soit leur importance, ils n'exigent pas une longue discussion.

« L'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 veut, à peine de nullité, que les motifs qui auront déterminé chaque jugement, y soient toujours exprimés. Cette loi regarde l'énonciation des motifs comme une partie intégrante et essentielle de tous jugements et arrêts, en telle sorte que, si cette formalité a été omise, il n'y a pas, à proprement parler, de jugement ni d'arrêts. — Quand, dans un jugement, il y a plusieurs chefs, on peut dire qu'il y a autant de jugements qu'il y a de chefs. C'est d'autant plus ici le cas de rappeler l'ancienne maxime *tot capita, tot sententiae*, que le Code de procédure permet de se pourvoir par simple requête civile, contre un des chefs du jugement, et permet de l'annuler que pour le chef attaqué. Ainsi, il y a dans la plupart des causes, des objets distincts ayant chacun un caractère propre et une substance qui lui est particulière. Il faut alors motiver pour chaque objet.

— La Cour ne sera jamais bien difficile, lorsqu'il ne s'agira que de quelques points secondaires et accessoires; mais, quand il y aura omission de motifs pour un chef important, et, plus encore, quand la partie aura proposé une nullité préjudicielle, et que les juges, sans donner la moindre explication, auront pris précisément pour base de leur jugement l'acte argué de nullité, il sera impossible de ne pas trouver là une contravention formelle à la loi, et de ne pas dire que le jugement pèche dans son essence. Nous voyons, dans la cause, la dame Baschy-Ducayla protestant contre l'audition de plusieurs témoins, parce que les noms et demeures de ces témoins ne lui avaient pas été notifiés trois jours au moins avant leur audition, ainsi que l'exige, à peine de nullité, l'art. 261 du Code de procédure civile. Ces premières contestations sont consignées dans le procès-verbal des enquêtes. — Les parties reviennent à l'audience. La dame Ducayla renouvelle sa demande en nullité; elle prend des conclusions formelles à cet égard. L'arrêt attaqué constate qu'elle a conclu à ce que la Cour déclarât la contre-enquête nulle, et dans tous les cas, qu'elle ordonnât que les dépositions des témoins de la contre-enquête ne seraient pas lues. — Il fallait donc d'abord prononcer sur cette nullité; elle était préjudicielle. Si les conclusions étaient fondées, la contre-enquête disparaissait; tombant la contre-enquête, il n'y a plus d'arrêt, puisque cette contre-enquête a été un de ses éléments constitutifs. En effet, l'arrêt attaqué porte : « Attendu que des pièces produites et des enquêtes, il ne résulte pas de preuves suffisantes. — Les juges ont donc eu recours à la contre-enquête pour apprécier le mérite et la suffisance des preuves. Ils l'ont prise en considération : ils l'ont placée dans la balance de la justice; et cependant ils avaient à répondre au reproche auquel elle était en butte ;

(1) Cette décision qui semble prévaloir en doctrine et en jurisprudence, V. la note sur un arrêt

en sens contraire de la Cour de cassation du 16 fév. 1815.

ils garantissent le silence le plus absolu à cet égard : point de motifs ; la demande même n'est écartée que par un *hors de Cour* ;

• N'est-il pas vrai de dire, dans une circonstance aussi grave, qu'il y a acte arbitraire de la part de la Cour royale, décision sans motifs, arrêt sans base ? Et voyez, Messieurs, quel est l'embarras dans lequel nous jette le silence de la Cour royale ! Nous ne savons pas si elle a rejeté la demande en nullité, parce qu'elle a trouvée, en point de fait, que les noms, professions et demeures des témoins avaient été notifiés trois jours avant l'audition ; ou bien si elle a rejeté cette demande, parce qu'elle a jugé, en point de droit, que le délai de trois jours n'était pas nécessaire ; il faut donc que nous nous enjardions nous-mêmes des pièces du procès, et que nous devinions, pour ainsi dire, la pensée de la Cour royale.

• Quoi qu'il en soit, et subsidiairement, s'il lo faut, nous examinerons le second moyen.

• Le second moyen est tiré de la violation de l'art. 261 du Code de proc. civ. Cet article est ainsi conçu : « La partie sera assignée pour être présente à l'enquête, au domicile ; le tout, trois jours au moins avant l'audition ; les noms, professions et demeures des témoins à produire contre elle, lui seront notifiés ; le tout à peine de nullité. » — Quelle a pu être l'intention du législateur en ordonnant que les noms, professions et demeures des témoins seraient notifiés à la partie assignée ? N'est-ce pas évidemment de lui donner la faculté de prendre sur ces témoins toutes les informations qui la mettent à même de connaître s'ils sont reprochables ? Le législateur a-t-il pu avoir un autre but en accordant, dans l'art. 261, ce délai de trois jours, et pourrait-on dire que ce délai est seulement indispensable pour l'assignation, mais que, pour les notifications, il n'est rien moins que nécessaire ? — Mais si ce délai n'est rien moins que nécessaire pour la notification ; si l'art. 261, en parlant de la notification, n'a point fixé le délai dans lequel elle devait être faite, il sera donc permis à la partie qui assigne de le fixer elle-même ; et alors pourquoi n'aurait-elle pas de ce droit dans toute son étendue ? pourquoi ne ferait-elle pas la notification quelques heures, quelques instants même avant l'audition ? Et alors que deviendrait, pour la partie assignée, le droit précieux de s'informer de la moralité des témoins à entendre, de reprocher des témoins indignes ? Quelle moyen aurait-elle pour prévenir la mauvaise foi, la calomnie ? Et sur quelles bases reposeraient désormais les enquêtes ? — Il est impossible d'entretenir ainsi l'art. 261. Cet article pourrait être mieux rédigé, nous en convenons ; mais nous ne craignons point de le dire, ce serait faire injure au législateur que de l'entendre dans le sens de l'arrêt dénoncé ; ce serait méconnaître son esprit, que de penser que le délai pour la notification ne doit pas être le même que pour l'assignation ; et nous le demandons, n'est-ce pas surtout pour la notification que le délai de trois jours est nécessaire ? Pour la simple comparution, un jour suffisait, en y ajoutant le délai des distances. — L'idée naturelle qui se présente, en lisant l'art. 261, est que le législateur a supposé que la liste des témoins serait notifiée dans l'exploit même d'assignation : ce n'est pas qu'elle ne puisse être notifiée séparément, car l'importance ne consiste pas en ce qu'il y ait deux exploits, ou qu'il n'y en ait qu'un seul ; l'importance consiste en ce que le délai soit le même. — Cette manière d'entendre la loi est consacrée par deux arrêts de la Cour de Turin et par un arrêt de la Cour de Rouen ; elle a été adoptée

par tous les commentateurs, parmi lesquels nous nous contenterons de citer M. Pigeau.

• M. Pigeau suppose (comme il est sensible que la loi l'a supposé elle-même), il suppose, disons-nous, que la notification sera contenue dans l'exploit d'assignation. Partant de cette idée, il fait sentir combien les trois jours sont importants. « L'assignation, dit-il, sera donnée au domicile de l'adversaire, s'il n'a pas d'avoué ; au domicile de l'avoué, s'il en a un : elle doit contenir les noms, professions et demeures des témoins à produire contre l'adversaire, afin qu'il puisse s'informer de leur moralité, et s'assurer s'ils sont reprochables ; elle doit être donnée au moins trois jours avant l'audition, afin qu'il ait le temps d'être prévenu par son avoué et de prendre les renseignements nécessaires sur les témoins pour voir s'il y a contre eux des moyens de reproches. » — S'il était possible d'entendre l'article dans un sens différent, nous nous trouverions entraînés à faire subir à d'autres articles du même Code, rédigés de même, c'est-à-dire partagés en deux dispositions, une interprétation qui, en blessant l'intention du législateur, porterait un préjudice notable à l'intérêt de la justice. — Et, par exemple, qu'on lise l'art. 260 ; il est ainsi conçu : « Les témoins seront assignés à personne ou domicile : ceux domiciliés dans l'étendue de trois myriamètres du lieu ou se fait l'enquête, le seront au moins un jour avant l'audition ; il sera ajouté un jour par trois myriamètres pour ceux domiciliés à une plus grande distance. Il sera donné copie à chaque témoin du dispositif du jugement ; seulement en ce qui concerne les faits admis, et de l'ordonnance du juge-commissaire ; le tout à peine de nullité des dépositions des témoins envers lesquels les formalités ci-dessus n'auraient pas été observées. » On voit que l'obligation de donner copie, à chaque témoin, du dispositif du jugement et de l'ordonnance du juge-commissaire, est imposée par une disposition finale, distincte et séparée des dispositions qui précèdent.

• Pourrait-on dire qu'il est libre à la partie qui assigne les témoins de leur donner cette copie quand bon lui semblera ? N'est-il pas évident qu'il faut que les témoins se préparent sur les faits qui sont l'objet de l'enquête, qu'ils puissent recueillir leurs souvenirs, qu'ils aient le délai, depuis la copie donnée, doit être le même que depuis l'assignation ? N'est-il pas évident que le législateur a encore supposé ici que la copie serait donnée dans l'exploit même d'assignation ? — Cependant l'article ne le dit pas, mais la raison le dit ; et les inconvénients d'une interprétation contraire sont si graves, qu'il faut bien en revenir à ce que veut l'intérêt de la justice, lequel intérêt explique énergiquement la volonté du législateur.

• Nous estimons qu'il y a lieu de casser et annuler, etc.

ARRÊT (après délib. en ch. du cont.).

LA COUR ; — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810 ; — Vu aussi l'art. 261 du Code de proc. civ. ; — Attendu, sur le premier moyen, que, lorsqu'il a été procédé à la contre-enquête, la demanderesse a protesté contre l'audition des sept témoins indiqués dans la notification tardive du 16 sept. 1818 ; que lors de l'arrêt attaqué, la demanderesse a conclu à la nullité de la contre-enquête, en s'appuyant de l'art. 261 du Code de proc. ; que cette demande en nullité était de nature à influer essentiellement sur la décision du fond ; que néanmoins, la Cour royale de Paris n'a posé, dans l'arrêt attaqué, aucune question relative à cette demande en nullité, et n'a donné aucun motif pour la rejeter ; que cette Cour s'est bornée à ap-

préciser, sur le fond, les enquêtes respectivement faites par les parties, et à rejeter la demande en séparation, tandis qu'il était préalablement nécessaire d'examiner et de décider si la demande en nullité de la contre-enquête était ou non fondée; qu'à la vérité, par une disposition finale de l'arrêt, les parties ont été mises hors de Cour sur le surplus de leurs demandes, fins et conclusions; que cette disposition et la décision sur le fond établissent bien que la demande en nullité de la contre-enquête a été rejetée, mais qu'il en résulte aussi qu'il n'a été donné aucun motif à l'appui de ce rejet; que, par conséquent, l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810 a été formellement violé;

Attendu, sur le second moyen, qu'en rapprochant les dispositions du tit. 12 du liv. 2 du Code de proc. civ.; et en se pénétrant bien de l'intention du législateur, ainsi que des principes de justice et d'équité qui l'ont dirigé, on ne peut se méprendre sur le sens véritable de l'art. 261 de ce Code; que le législateur a voulu, en effet par cet article, que la partie fût assignée pour être présente à l'enquête, trois jours au moins avant l'audition des témoins, et qu'on lui notifiât les noms, professions et demeures des témoins, le tout à peine de nullité; que, si le délai de trois jours n'a pas été répété, ce n'a été que parce que les deux dispositions, aussi importantes l'une que l'autre étaient renfermées dans la même période; que ce n'a été, en outre, que parce que, d'après l'usage assez généralement observé, le même exploit contient et l'assignation à la partie, et l'indication des témoins; que le délai de trois jours a été tellement reconnu nécessaire par le législateur, qu'il a voulu, par l'art. 270, que les reproches contre les témoins fussent proposés avant leur déposition; qu'on a entendu, par conséquent, donner à la partie, un délai suffisant pour s'informer de la moralité des témoins; qu'il résulterait du système contraire, que la partie serait privée d'un délai quelconque pour prendre les renseignements desquels peuvent dépendre son honneur et sa fortune; que cet article est en effet le seul du Code dans lequel le législateur se soit occupé du délai de l'assignation à la partie, pour être présente à l'enquête, et de la notification des noms et demeures des témoins; qu'on doit nécessairement supposer que le législateur a mis en harmonie toutes les dispositions du Code, et qu'il n'a pas entendu, en accordant un droit aussi essentiel, en paralysant en même temps l'exercice, et se mettre ainsi en opposition avec lui-même; que, si le législateur avait voulu abréger le délai pour la notification des noms et demeures des témoins, il n'aurait certainement pas manqué d'exprimer sa volonté dans l'art. 260; que le moment était alors bien favorable, puisque le législateur permettait, par cet article, d'assigner les témoins un jour avant leur audition; que, cependant, ce délai ainsi limité n'est relatif qu'à l'assignation des témoins, tandis que l'art. 261, qui prescrit le délai de trois jours, concerne l'assignation à la partie et la notification des noms et demeures des témoins; que cette interprétation de l'art. 261 est encore fortifiée par un exemple frappant qu'offre l'art. 260; que ce dernier article veut, en effet, d'abord, que les témoins soient assignés au moins un jour avant leur audition; qu'il veut ensuite qu'il soit donné copie à chaque témoin du dispositif du jugement en ce qui concerne

les faits admis; qu'il est évident que, quoique cette dernière disposition de l'article ne répète pas le délai, cette répétition est sous-entendue par la force du raisonnement et par la force des choses, eu égard à la nécessité qu'a reconnue le législateur de faire notifier aux témoins avant leur audition, les faits sur lesquels ils doivent être entendus; que, par conséquent, en ne prononçant pas la nullité des dépositions des sept témoins qui ont été entendus le 18 sept., quoique la notification de leurs noms, professions et demeures n'eût été faite que le 16 du même mois, la Cour royale de Paris est contrevenue audit art. 261, combiné avec les autres dispositions ci-dessus indiquées; — Casse, etc.

Du 12 juill. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Mourre, proc. gen. — Pl., M. Darrien.

MEURTRE. — COUPS ET BLESSURES. — HOMICIDE INVOLONTAIRE.

Du 13 juill. 1819 (aff. Cheval). — V. cet arrêt supra, à la date du 5.

1° CONNAISSANCEMENT — ENDORSEMENT. — NULLITÉ. — VALEUR FOURNIE.

1° La négociation des connaissements, par la voie de l'endorsement, était permise sous l'empire des ordonnances de 1673 et 1681; l'art. 281 du Code de comm. n'est pas en cela introductif d'un droit nouveau.

2° Il n'y a pas lieu à cassation de l'arrêt qui décide que la mention de la valeur fournie dans un endossement n'était pas exigée, à peine de nullité, avant 1781. A cette époque, la jurisprudence n'eût pas uniformément fixé sur la nécessité d'exprimer cette valeur dans les endossements (1).

(Carra-Saül Cyr et Bruo — C. Bonil.)

Du 13 juill. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Lasaudade. — Rapp., M. Dunoyer. — Concl., M. Lebeau, av. gen. — Pl., M. Guichard.

CASSATION. — CONSEIL OU REVISION. — EXCÈS DE POUVOIRS. — QUESTION PRÉJUDICIELLE. — CHOSE JUGÉE.

Du 13 juill. 1819 (aff. Fabry). — V. cet arrêt infra, à la date du 15.

1° AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — CASSATION.

2° SAISIE IMMOBILIÈRE. — VENTE. — NULLITÉ. — ACQUISSEMENT.

1° La femme mariée ne peut, sans l'autorisation de son mari, défendre à un pouvoir en cassation dirigé contre un arrêt rendu à son profit, bien que, dans la même affaire, elle ait été autorisée à procéder en première instance et en appel. (Cod. civ., 215 et 225.) (2)

La femme ne peut être valablement assignée sur une demande en cassation, sans appeler le mari dans les trois mois de l'arrêt d'admission, à l'effet de l'autoriser (3).

2° La vente des biens saisis immobilièrement est nulle quoique la saisissant y ait acquiescé, et qu'elle ait été faite avant que les placards aient été signifiés à tous les créanciers inscrits; et alors même qu'après la vente amiable tous les créanciers aient été appelés à un ordre

(1) Il en est autrement, comme on sait, sous l'empire du Code de commerce; l'endorsement doit contenir mention de la nature de la valeur fournie, et la Cour de cassation a même décidé que l'omission de cette formalité ne pourrait être réparée par

la représentation des livres de commerce. V. arrêt du 23 juill. 1817.

(2 et 3) V. sur les deux points ci-dessus, Cass. 7 oct. 1811; 5 août 1812, et les observations qui accompagnent ces arrêts.

ouvert pour la distribution du prix. Une telle vente n'est donc pas un obstacle à la continuation des poursuites de la saisie par d'autres créanciers. — Rés. seulement par la Cour royale (1).

(Mignot. — C. Marion.)

La dame Marion, femme séparée de biens, mais autorisée par son mari à plaider tant en première instance qu'en appel, obtint le 27 juin 1817 de la Cour royale de Grenoble, contre le sieur Mignot, un arrêt en ces termes : — « Considérant qu'aux termes de l'art. 692 du Code de proc. (titre de la Saisie immobilière), la partie saisie ne peut, à compter de la dénonciation à elle faite de la saisie, aliéner les immeubles, à peine de nullité, et sans qu'il soit besoin de la faire prononcer; — Que, dans le sens de cet article, il en est de même que s'il n'existait point de vente, à moins que l'acquéreur ne profite de la faculté à lui accordée par l'art. 693, de consigner, avant l'adjudication sur la saisie, une somme suffisante pour acquitter en principal, intérêts et frais, les créances inscrites; — Qu'il a tellement été dans l'intention du législateur d'interdire au débiteur saisi, toute aliénation, toute jouissance ou administration de l'immeuble saisi, que l'art. 690 lui défend de faire aucune coupe de bois, à peine de tous dépens, dommages-intérêts, de contrainte par corps, et que les art. 684 et 689 disposent que les fruits échus depuis la dénonciation au saisi seront immobilisés pour être distribués avec le prix de l'immeuble; que même les créanciers pourront faire faire la coupe et la vente desdits fruits; — Considérant, dans l'espèce, que le domaine vendu à Mignot par Marion, le 21 nov. 1811, avait été saisi à la requête du sieur de Valois, par procès-verbaux des 24, 25 et 26 juill. 1811; que la saisie du sieur de Valois avait été dénoncée au sieur Marion le 7 nov. suivant; que déjà, en 1810, ce domaine avait été saisi à la requête des sieurs Blanc et Gaillard, et que même le sieur de Valois avait été subrogé à cette première saisie par jugement du 24 août 1811: d'où il suit que la vente passée à Mignot par Marion fut frappée, *ipso facto*, de la nullité prononcée par l'art. 692, et que, par conséquent, la femme Marion, en sa qualité de créancière inscrite à l'époque de ladite vente, du chef de Charles François Devaux, est incontestablement en droit de proposer et faire valoir cette nullité, dès que la consignation permise par l'art. 693 n'a point été faite; — Considérant qu'il est indifférent que, lors de la vente passée à Mignot par Marion, le sieur de Valois, créancier saisissant, ait renoncé au bénéfice de la saisie, et de celle des sieurs Blanc et Gaillard, à laquelle il avait été subrogé, dès que la nullité prononcée par l'art. 692 l'a été en vue et dans l'intérêt de tous les créanciers inscrits du vendeur, et que, par conséquent la renonciation dont il s'agit ne pouvait nullement préjudicier aux droits des créanciers Marion, inscrits sur le domaine vendu; — Considérant que, quand il serait vrai que la notification des placards prescrits par l'art. 685 n'aurait pas été faite à tous les créanciers de Marion, le fait serait indifférent, dès que cette notification n'est point une condition attachée à la nullité prononcée par l'art. 692, mais une simple formalité imposée au créancier saisissant, pour

parvenir à la vente ou adjudication de l'immeuble saisi, cet art. 692 renfermant en effet une disposition générale et absolue, indépendante de toutes les formalités prescrites au même titre, dont l'effet ne peut être arrêté que par la consignation qui est l'objet de l'art. 693; — Considérant qu'il est encore indifférent qu'un ordre soit intervenu à la suite de la vente passée au sieur Mignot; que Devaux, représenté par la femme Marion, ait été appelé par cet ordre, et que le juge-commissaire ait ordonné la radiation de l'inscription de Devaux sur le motif qu'il n'était pas utilement colloqué, qu'en effet, l'art. 692 ayant frappé d'une nullité radicale et absolue la vente passée à Mignot par Marion, il est évident que tout ce qui a suivi cette vente est frappé de la même nullité; que nulle fin de non-recevoir ne peut se lever contre la femme Marion, agissant du chef de Devaux, et que les dispositions du Code de proc., relatives aux ordres et distributions des prix de vente, sont d'autant plus inapplicables à l'espèce, que ces dispositions sont suppositives d'un titre légal de propriété dont l'exécution est demandée par tous les intéressés; — Considérant, d'ailleurs, que Mignot, qui connaissait parfaitement la nullité de sa vente, affecta, lorsqu'il fit signifier son contrat d'acquisition aux créanciers inscrits, notamment à Devaux, de supprimer la partie qui rappelait la saisie du sieur de Valois et celle des sieurs Blanc et Gaillard, en sorte que les créanciers ne furent pas même mis en situation de proposer la nullité qui rendait tout ordre nul et inefficace, et enfin que s'agissant d'une vente nulle, *ipso facto*, d'une vente frappée d'une nullité que la loi dispense même de faire prononcer, il serait dans tous les cas impossible de s'arrêter à une prétendue approbation tacite de cette vente, d'admettre qu'une nullité de cette espèce a pu être couverte par le silence des créanciers, lors surtout que la loi ne fixe aucun délai pour l'exercice du droit résultant de cette nullité; — L'considérant que la conséquence de ce qui précède, est que la femme Marion est recevable dans sa demande en subrogation à la saisie et aux poursuites du sieur de Valois, qui avait été lui-même subrogé à celles des sieurs Blanc et Gaillard par un jugement contre lequel il n'a été formé nul recours, nulle tierce opposition; — Considérant que lors même qu'il n'existerait qu'une seule saisie, la subrogation réclamée ne devait pas moins être admise, dès que l'art. 722 autorise, de la manière la plus formelle, tout créancier inscrit à demander cette subrogation dans les cas prévus par le même article; — Considérant que l'art. 721, qui a été porté dans la disposition de l'existence des deux saisies, n'a pour objet que ce cas particulier; qu'il ne régit point les dispositions de l'art. 722, et qu'il n'a aucun rapport avec cet article qui renferme un principe général, savoir que dans le cas d'une seule saisie, il y a lieu à subrogation s'il y a collusion, fraude ou négligence de la part du saisissant; — Considérant que les décisions qui seront portées entre la femme Marion et Mignot seront communes à de Valois, subrogé la femme Marion aux poursuites en expropriation de Valois contre Marion, et lui permet de les continuer en la forme de la loi, etc. »

(1) Il a été jugé au contraire par la Cour royale de Grenoble elle-même, le 3 avril 1821, que la vente faite après la saisie, mais avant la notification des placards aux créanciers inscrits, du consentement même des saisissants, était valable, alors surtout que les créanciers qui en demandent la nullité ont produit à l'ordre ouvert pour la distribution du prix stipulé

dans cette vente. — V. aussi anal. en ce sens, Cass. 5 déc. 1827. — Mais voy. en sens contraire, Angers, 2 déc. 1818. — V. encore sur ce point, les notes de Duvergier sur l'art. 687 du Code de proc. modifié par la loi du 2 juin 1841, *Collect. des lois*, année 1841, p. 217.

POURVOI en cassation par le sieur Mignot, — 15 août 1818, arrêt de la section des requêtes qui admet le pourvoi du sieur Mignot. — 19 octobre suivant, signification de l'arrêt d'admission à la dame Marion, et assignation à comparaître devant la section civile. — Le sieur Marion n'avait point été assigné pour venir autoriser sa femme, et les trois mois accordés par le rég. de 1738, pour la signification de l'arrêt d'admission, s'étaient écoulés sans que cette autorisation lui eût été demandée. — Ce ne fut que le 19 janv. 1819, c'est-à-dire cinq mois après l'arrêt d'admission, que le sieur Mignot assigna la dame Marion devant la Cour de cassation, à l'effet d'autoriser sa femme à défendre son pourvoi, ou pour, sur son pourvoi, la voir autoriser par justice. — La dame Marion a tiré de cette circonstance une fin de non-recevoir contre la demande en cassation du sieur Mignot; elle a soutenu que la signification de l'arrêt d'admission, aussi bien que l'assignation qui l'avait accompagnée, était irrégulière et nulle, attendu que le sieur Marion, son mari, n'avait pas été assigné en même temps, ni même dans le délai de trois mois, afin d'autoriser sa femme, aux termes de l'art. 215 du Code civil; qu'en conséquence, le sieur Mignot devait être déclaré déchu du bénéfice de l'arrêt d'admission qu'il avait obtenu.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Attendu que, suivant l'art. 30, tit. 4, 1^{re} partie, du règlement de 1738, l'arrêt d'admission doit être signifié dans les trois mois de sa date, sous peine de déchéance de la demande, et que, d'après l'art. 215 du Code civil, la femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari ou de la justice, à peine de nullité de la procédure, conformément à l'art. 225; qu'il suit de la combinaison de ces articles qu'à moins d'une autorisation déjà existante à cet effet, la femme ne peut être assignée sur une demande en cassation, sans appeler le mari dans les trois mois de l'arrêt d'admission, à l'effet de l'autoriser, ou pour, sur son refus, la faire autoriser par la justice à défendre à la demande; que, faute de ce, l'assignation est nulle et la déchéance encourue; que, dans le fait, Mignot a fait signifier l'arrêt d'admission dans les trois mois de sa date à la femme Marion, avec assignation à comparaître dans les délais du règlement pour procéder sur sa demande; mais que rien ne prouve que, de fait, elle fût alors autorisée à défendre à cette demande; qu'il résulte bien du jugement de première instance et de l'arrêt attaqué, qui sont les seules pièces légales produites à cet égard devant la Cour, qu'elle l'avait été pour plaider en première instance et en appel, mais qu'il n'en résulte point qu'elle le fût pour défendre à la demande en cassation; que rien ne prouve non plus que son mari ait été appelé dans les trois mois de l'arrêt d'admission, pour l'autoriser, ou à l'effet de la faire autoriser, sur son refus, par la justice, à défendre à la demande; que, par une suite, l'assignation est nulle et la déchéance encourue; qu'on n'a pu se dispenser d'appeler le mari pour accorder à la femme cette autorisation, sous prétexte qu'il l'avait autorisée à plaider en première instance et en appel, puisque l'art. 215 défend d'une manière absolue à la femme d'ester en jugement sans autorisation, et que le recours en cassation est une instance indépendante dans laquelle l'intérêt des époux pourrait être compromis si l'autorisation prescrite par cet article n'était observée; qu'on n'a pu encore moins s'en dispenser sous prétexte que les communes qui ont

gagné leurs procès peuvent défendre en appel et en cassation, sans être de nouveau autorisées, et qu'il y a même raison pour les femmes, parce que l'autorisation maritale prescrite pour les femmes repose sur d'autres motifs que celle requise pour les communes, et que celles-ci tiennent à cet égard de la loi, une dispense qui n'existe point pour les femmes; qu'enfin, si Mignot a assigné le mari aux fins de l'autorisation, il ne l'a fait que depuis les trois mois de l'arrêt d'admission; que le délai accordé par la loi pour la signification de l'arrêt, étant alors expiré, il n'a pas dépendu de lui de valider une assignation nulle, et de priver la femme Marion d'une déchéance qui lui était acquise; — Donnant défaut contre Marion, et pour le profit, autorisant la défenderesse à procéder sur la demande. — Déclare l'assignation donnée à la femme Marion, en vertu de l'arrêt d'admission dont il s'agit, nulle et de nul effet; et par suite, Mignot déchu de sa demande en cassation, etc.

Du 14 juillet 1819. — Sect. civ. — *Prés.*, M. Brisson. — *Rapp.*, M. Cassaigne. — *Concl.*, M. Joubert, av. gén. — *Pl.*, M. Darieux.

COMMUNE. — SENTENCE ARBITRALE. — APPEL. — DÉLAI.

Sous la loi du 28 brum. an 7, qui a suspendu l'autorité du dernier ressort, attribuée aux jugemens arbitraux rendus au profit des communes contre l'Etat, et a autorisé l'appel de ces jugemens, sans fixer un délai particulier, le délai était, selon la règle générale, de trois mois, aux termes de l'art. 14, tit. 5 de la loi du 16-24 août 1790 (1).

(Brunet Neully — C. la commune de Sanville.)

22 mai et 14 sept. 1793, sentences arbitrales rendues entre la commune de Sauvillat et l'Etat, représentant le sieur Brunet Neully, émigré, par lesquelles des propriétés appartenant au sieur Brunet Neully sont adjugées à la commune.

Ces sentences étaient rendues en dernier ressort: cependant la loi du 28 brum. an 7 vint autoriser le gouvernement à interjeter appel des divers jugemens arbitraux rendus entre lui et les communes. — L'art. 2 de cette loi était ainsi conçu: « Les administrations près les administrations centrales se pourvoient de suite, par appel, dans les formes ordinaires, contre ceux de ces jugemens que les administrations centrales jugeraient susceptibles d'être réformés. » — En conséquence, si intervint, le 19 pluv. an 7, un arrêté de l'administration centrale du département des Vosges, portant qu'il y avait lieu de demander la réformation des deux jugemens arbitraux obtenus par la commune de Sauvillat, les 22 mai et 14 sept. 1793.

1^{er} pluv. an 8, appel de la part du commissaire du gouvernement. — La commune de Sanville oppose une fin de non-recevoir résultant de ce que l'art. 13, titre 5, loi du 24 août 1790, fixe la durée des délais d'appel du tout jugement contradictoire à trois mois; que, par conséquent, l'appel, ayant été interjeté dans l'espace de plus de trois mois après le 19 pluv. an 7, date de l'arrêt de l'administration, qui avait autorisé la demande en réformation, l'appel était non recevable.

15 vent. an 8, jugement qui déclare, en effet, l'appel non recevable.

POURVOI en cassation de la part du sieur Brunet Neully. — Il soutient que la loi du 28 brum. an 7, en autorisant l'appel des sentences arbitrales par

(1) L'arrêt ci-dessus est le seul qui se soit prononcé en ce sens. — V. en sens contraire, Cass. 4. 13 IX. — 1^{re} PARTIE.

at 24 mess., 14 fruct. an 9, et la note, sous le premier de ces arrêts.

une disposition particulière, formait une exception au droit commun et aux principes généraux sur le délai d'appel; que l'on ne pouvait, d'ailleurs, supposer que le législateur eût entendu subordonner à une déchéance rigoureuse le droit d'appel qu'il accordait dans l'intention de faire rétracter une foule de jugemens arbitraux qui avaient adjugé injustement aux communes des biens qui ne leur appartenaient pas; qu'enfin, l'intention de ne pas assujettir dans ce cas l'appel au délai ordinaire résultait de cette expression, *de suite*, employée dans la loi; car ces mots, qui, à la vérité, étaient un avertissement aux commissaires du gouvernement de ne pas mettre de négligence à agir, leur laissaient cependant une latitude incompatible avec la rigueur des règles ordinaires; qu'il fallait donc conclure que le jugement dénoncé, en déclarant l'appel non recevable pour n'avoir pas été fait dans les trois mois, avait fait une fautive application de l'art. 14, titre 5, de la loi du 24 août 1790, et violé l'art. 2 de la loi du 28 brum. an 7.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que la loi du 28 brum. an 7 contenait une exception au droit commun, et que toute exception doit être rigoureusement renfermée dans ses termes; que, par l'effet de cette exception, l'autorité du dernier ressort attribué, dans les cas prévus par la loi, à des jugemens arbitraux, a été temporairement suspendue, et la faculté d'appel a été introduite en faveur des commissaires du gouvernement, sans que cette dérogation aux règles ordinaires contienne aucune expression qui puisse s'appliquer au délai pendant lequel cette faculté d'appel pouvait être exercée; que l'expression *de suite*, qui tend plutôt à une abréviation qu'à une extension de délai, ne permet point d'attribuer au législateur l'intention d'une durée indéfinie de la faculté d'appel; qu'il résulte de ce silence sur le délai de l'appel permis aux commissaires du gouvernement, que la règle générale contenue dans l'art. 14, titre 5, de la loi du 24 août 1790 n'a point été abrogée, et que ce délai a couru du jour où la délibération des administrateurs centraux a reconnu qu'il y avait lieu à l'application de l'art. de la loi du 28 brum. an 7.—Attendu que le jugement attaqué a fait une juste application de ladite loi ainsi que de celle du 24 août 1790 sur les délais pour interjeter appel; — Rejette, etc.

Du 15 juill. 1819.—Sect. req.—Prés., M. La-saudade, président d'âge.—Rapp., M. Borel de Bretzel.—Concl., M. Lebeau, av. gen.—Pl., M. Flacon-Rocbelles.

(1) V. sur cette question grave et délicate, Cass. 19 prair. an 10; 24 mess. an 11; 30 mai 1806; 12 fév. et 21 mai 1813; 19 juin 1813; 12 oct. 1815; 8 août 1816; 26 fév. 1818; 3^e juill. 1820; 6 juin 1823; 5 fév. 1824; 21 avril et 11 août 1827; 11 juin 1830; 2 avril 1831; 7 avril 1832; 30 déc. 1832; 9 mai 1835; 25 mars 1836; 22 mars 1839; 17 avril 1839, et nos observations sur plusieurs de ces arrêts. V. aussi Carnot, de l'Instr. crim., t. 3, p. 224; Le-graverend, *Législ. crim.*, tom. 2, chap. 6; Favard, *Répert. de légis.*, t. 1, p. 412; Bourguignon, *Jurisp. des Codes crim.*, t. 2, p. 346; Merlin, *Rép.*, v^o *Rébellion*, § 3, n^o 19, et *Quest.*, v^o *Minist. public*, § 10; Mangin, *Traité de l'act. pub.*, t. 2, n^o 378, et Tarbé, *Lois et réglemens de la Cour de cass.*, p. 75.

1^o CASSATION. — POUVOIR DU PROCUREUR GENERAL. — EFFETS. — INTERVENTION.
2^o CONSEIL DE REVISION. — CONSEIL DE GUERRE. — RENVOI. — CASSATION.

3^o COMPTABLE. — SOUSTRACTION DE DENIERS PUBLICS. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

4^o CHOSE JUGÉE. — CONTRARIÉTÉ DE JUGEMENS.

5^o CASSATION. — RENVOI. — SOUSTRACTION DE DENIERS PUBLICS.

1^o Lorsque la demande en cassation, formée par le procureur général, sur les ordres du garde des sceaux, n'est pas restreinte au seul intérêt de la loi, l'annulation peut être prononcée dans l'intérêt personnel du condamné. (Cod. inst. crim. 441.) (1)

En conséquence, le condamné a qualité pour intervenir, devant la Cour de cassation, sur la demande du procureur général, bien qu'il n'ait pas eu qualité pour former lui-même un pourvoi (2).

Mais la Cour ne peut entrer dans l'examen d'une demande en cassation formée par l'intervenant contre un jugement qui ne lui a pas été dénoncé par le requiritoire du procureur général.

2^o Un conseil de revision ne peut, sans violation de la loi, renvoyer devant le conseil de guerre qui a rendu le jugement annulé. (L. du 18 vend. an 6, art. 16, 18 et 19.)

Lorsque le condamné n'a formé qu'un recours en cassation contre le jugement du conseil de guerre, le conseil de revision ne peut se saisir de la connaissance de ce jugement, en supposant que le mot cassation aurait été employé pour le mot revision.

3^o Le comptable, prévenu de dilapidation de deniers publics, ne peut être déclaré coupable qu'autant qu'il a été préalablement déclaré par l'autorité compétente, qu'il est relictuaire dans les comptes de sa gestion (3).

4^o La contrariété existant entre un jugement émané de la juridiction militaire et une décision administrative, ne peut former une contrariété judiciaire et donner ouverture à cassation pour violation de la chose jugée. (Cod. civ., 1351.)

5^o La Cour de cassation qui annule le jugement qui a condamné un comptable pour dilapidation de deniers publics, doit nécessairement prononcer le renvoi devant d'autres juges, lors même que par une décision administrative le prévenu a été reconnu créancier de l'Etat.

(Fabry.)

Le sieur Fabry, quartier-maître du dépôt de conscrits à Strasbourg, ayant refusé de participer aux vols que commettaient ses chefs, administrateurs militaires, fut dénoncé et condamné, par jugement militaire du 2 juin 1816, à cinq années de fers, et à la restitution de 10,843 fr. 69 cent.,

(2) V. sur ce point, Cass. 6 avril 1837.

(3) La prévention doit nécessairement reposer sur la qualité de relictuaire; or, cette qualité donne lieu à une question préjudicielle qui est de la compétence de l'autorité administrative dont le comptable dépend. L'autorité judiciaire ne pourrait s'immiscer dans le jugement de cette question, sans empiéter sur les attributions de l'administration. Toutefois, si le prévenu s'est refusé à un débat contradictoire de son compte, la question préjudicielle est tranchée par la décision administrative quelle qu'elle soit. V. Cass. 24 mars 1816, et Mangin, *Traité de l'action publique*, t. 1, n^o 237.—V. aussi dans la même affaire, l'ordonn. en conseil d'Etat du 31 janv. 1817.

comme débiteur et dilapidateur, nonobstant son allégation vraie, que, loin d'être débiteur, il était créancier de 3,968 fr. — Ce jugement militaire, jugeant une question de comptabilité administrative militaire, était évidemment vicié d'exercice de pouvoir, mais il fut confirmé par le conseil de révision.

Le sieur Fabry se pourvut en cassation; mais la Cour déclara le pourvoi non recevable, attendu que le sieur Fabry étant militaire, ou assimilé aux militaires, la loi ne l'autorisait pas à se pourvoir en cassation contre un jugement militaire, le recours n'étant ouvert qu'au gouvernement. (V. cass., 6 juill. 1815.)

Cependant le ministre des finances avait déclaré, contre le sieur Fabry, une contrainte pour une somme de 10,843 fr. 69 c., dont il était réputé débiteur.

Le sieur Fabry forma opposition à cette contrainte, il saisit la justice du roi en conseil d'Etat; et, par ordonnance du 31 janvier 1817, la contrainte fut annulée comme viciée d'erreur et d'injustice. (V. cette ordonn. à sa date.)

Une haute commission administrative fut nommée par le ministre de la guerre, ensuite de l'ordonnance du roi, et décida qu'en effet le sieur Fabry, au lieu d'être débiteur de 10,843 fr. 69 c., était créancier de 3,968 fr. — La commission dévoila d'ailleurs les prévarications qui avaient amené la condamnation du sieur Fabry. — Le ministre de la guerre a confirmé cette décision.

Alors le sieur Fabry a demandé au roi, en conseil d'Etat, l'annulation par S. M. du jugement militaire qui l'a condamné aux fers. — Pour excès de pouvoir, en ce que des Juges militaires se sont permis de juger une question administrative de comptabilité. — Et pour contrariété, entre le jugement qui le déclare débiteur coupable, d'une part; et d'autre part, l'ordonnance du roi, ainsi que les décisions ultérieures de la commission et du ministre, qui le reconnaissent créancier innocent.

Une ordonnance du roi, en conseil d'Etat, en date du 12 mai 1819, décida 1° sur le *déni de justice* relatif à l'exercice de pouvoir, qu'il fallait revenir devant le ministre « car c'est audit ministre qu'il appartient, aux termes des lois, de faire lesdites poursuites, s'il le juge convenable. » (Il est vrai que le ministre de la Justice, président du conseil, annonça dès lors l'intention de demander la cassation); 2° sur le motif tiré de la *contrariété*, que bien que notre ordonnance du 31 janv. 1817, ainsi que la décision de notre ministre de la guerre, du 21 août 1818, en déclarant le sieur Fabry créancier de la somme de 3,968 fr., ait établi un fait contraire à celui qui sert de base aux jugemens militaires des 2 et 5 juin 1815, néanmoins l'annulation desdits jugemens ne peut être demandée que devant l'autorité judiciaire. »

Immédiatement après cette décision du roi, en conseil d'Etat, le ministre de la Justice chargea M. le procureur général de la Cour de cassation de réquerir l'annulation du jugement militaire pour excès de pouvoir.

Le pourvoi fut motivé sur des vices de formes.

Le sieur Fabry, à qui il importait de faire proclamer son innocence, autant que possible, est intervenu. — Il a présenté comme moyen nouveau un excès de pouvoir pris de ce que le conseil de guerre s'était permis de le déclarer dilapidateur, avant que l'autorité administrative l'eût déclaré débiteur. — Il reproduisit le moyen de contrariété que la décision du conseil d'Etat semblait avoir renvoyé à la Cour de cassation. — Il demandait aussi la cassation d'un troisième juge-

ment militaire, rendu par le conseil de révision, dont il est inutile de parler avec plus de détails.

— Pour établir qu'il était autorisé à cette latitude dans sa défense, le sieur Fabry supplia la Cour d'observer que sa juridiction s'étend, de droit commun, sur toutes les décisions de justice contraires à la loi; que, de droit commun, sa juridiction est protectrice de tous les citoyens français, même des militaires; que s'il en est autrement à l'égard des jugemens militaires et des personnes militaires, c'est par l'effet d'une exception restrictive formant obstacle à l'exercice de la plénitude de juridiction de la Cour suprême; que l'obstacle était levé, et la restriction ou exception neutralisée, la Cour doit laisser au militaire toute faculté de défendre son droit méconnu, et de développer sa défense naturelle jusqu'à l'aire entravée.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR. — Vu l'art. 441 du Code d'inst. crim.; — Vu aussi l'ordre formel donné par le garde des sceaux, ministre de la justice, au procureur général de la Cour pour qu'il dénonce à la section criminelle, comme contraire à la loi, 1° le jugement du conseil de révision de la 5^e division militaire, du 10 mai 1815, qui a annulé le jugement du premier conseil de guerre permanent de la même division, du 3 du même mois, qui s'était déclaré incompétent pour connaître de la plainte en dilapidation et de l'omission, formée contre Fabry, ancien quartier-maître provisoire du dépôt des conscrits réfractaires, et a renvoyé devant le même conseil de guerre, pour qu'il fût par lui poursuivi et statué sur cette plainte; 2° le jugement de ce conseil de guerre permanent, du 2 juin, qui, après avoir instruit en conséquence de ce renvoi, a condamné ledit Fabry, comme coupable de dilapidation de deniers publics, à cinq ans de travaux forcés; 3° le jugement du même conseil de révision, du 3 du même mois, qui, sans avoir été saisi d'aucun recours envers ce jugement, en a néanmoins prononcé la confirmation.

Vu encore le réquisitoire du procureur général présenté conformément audit ordre du ministre de la justice, et tendant à la cassation desdits jugemens; — Vu enfin la requête en intervention, présentée sur ce réquisitoire par ledit Fabry; — Statuant, en premier lieu, sur l'admissibilité de ladite intervention; — Attendu que, par les ordres du garde des sceaux et par le réquisitoire du procureur général, la demande en cassation n'est pas restreinte au seul intérêt de la loi; que dès lors, l'annulation peut être prononcée par la Cour, dans l'intérêt personnel dudit Fabry; que celui-ci a donc intérêt à appuyer la demande du procureur général, et que, dans cette circonstance, il a qualité pour intervenir; — Reçoit son intervention.

Statuant, en deuxième lieu, tant sur le réquisitoire que sur l'intervention; — En ce qui concerne, 1° l'annulation demandée par le réquisitoire et les chefs de la requête d'intervention qui s'y réfèrent; relativement au jugement du conseil de révision, du 10 mai 1815, attendu que, d'après la combinaison du § 3 de l'art. 16 de la loi du 18 vendém. an 6, et des art. 18 et 19 de la même loi, les conseils de révision, en annulant un jugement de conseil de guerre permanent, doivent renvoyer devant un conseil de guerre, autre que celui dont le jugement a été annulé; — Que néanmoins, dans l'espèce, le jugement du 10 mai 1815, après avoir annulé le jugement rendu le 3 du même mois, par le premier conseil de guerre permanent, a renvoyé devant le même conseil de guerre; en quoi il a violé les susdits articles de la

loi du 18 vendém. an 6; — Relativement encore à ce même jugement du conseil de révision, du 10 mai 1815, ainsi que relativement au jugement du premier conseil de guerre permanent du 2 juin suivant, et au jugement du susdit conseil de révision, du 5 du même mois; — Attendu que Fabry était poursuivi pour fait de dilapidation de deniers publics; mais qu'il n'en pouvait être déclaré coupable qu'autant qu'il aurait été préalablement décidé, par l'autorité compétente, qu'il était reliquataire dans les comptes de sa gestion; qu'il avait requis cet examen préjudiciel de sa comptabilité; et que, néanmoins, sans qu'il eût été définitivement prononcé, le conseil de révision a déclaré la compétence de la juridiction militaire, par son jugement du 10 mai 1815; qu'en conséquence, le premier conseil de guerre permanent a statué sur la plainte, et a condamné Fabry par son jugement du 2 juin, qui a été confirmé le 5 du même mois, par le conseil de révision; ce qui a été, de la part de ces deux tribunaux, une violation des règles de compétence;

Attendu enfin, relativement à ce dernier jugement du conseil de révision, que ce conseil ne pouvait être saisi de la connaissance du jugement du premier conseil de guerre du 2 juin, que par un recours devant lui, déclaré par la partie publique ou par le condamné; qu'aucun recours n'avait été formé; que si Fabry avait attaqué ce jugement par un pourvoi devant la Cour de cassation, ce pourvoi, étranger à la juridiction militaire, n'avait pu investir le conseil de révision du droit de connaître du jugement contre lequel il était dirigé; que cependant, en vertu de ce pourvoi, le conseil de révision, par son jugement du 5 juin, a prononcé la confirmation dudit jugement du premier conseil de guerre; qu'il est ainsi sorti du cercle de ses attributions, a violé les art. 11, 12 et 14 de la loi du 18 vendém. an 6; — Qu'il y a donc lieu, sous ces différents rapports, à l'annulation dudit jugement du conseil de révision et de celui du premier conseil de guerre permanent.

En ce qui concerne, 2^e les chefs particuliers de la requête d'intervention qui ne rentrent pas dans les conclusions du réquisitoire du procureur général:

Attendu 1^{er} sur le moyen de cassation non relevé dans le réquisitoire et employé seulement par l'intervenant contre lesdits jugemens du conseil de révision et du conseil de guerre, et qu'il fonde sur l'inconciliabilité de ces jugemens, qui l'ont déclaré débiteur du trésor public, avec les décisions administratives, qui l'en ont déclaré créancier:

Que ces jugemens ont été rendus antérieurement à ces décisions; que d'ailleurs les actes administratifs et les jugemens des tribunaux sont d'une nature essentiellement différente; que les autorités dont ils émanent, procèdent d'une manière indépendante, dans des cercles particuliers d'attributions distinctes; qu'entre les décisions administratives et les jugemens des tribunaux, il ne peut donc jamais exister de contrariété judiciaire; et que, de leur inconciliabilité, ne peut, en aucun cas, résulter l'ouverture à cassation prise de la violation de la chose jugée;

Attendu 2^o sur la demande en cassation formée par l'intervenant contre le jugement du premier conseil de guerre permanent du 3 mai 1815, par lequel ce conseil de guerre s'était déclaré incompétent pour connaître des poursuites faites contre lui:

Que l'attribution conférée à la Cour de cassation par l'art. 441 du Code d'inst. crim., est une attribution extraordinaire; qu'elle ne peut donc être exercée que dans le sens et sous les conditions

de cet article; que l'annulation qu'il autorise ne peut donc être étendue au delà des réquisitions du procureur général et des ordres qui lui ont été transmis par le garde des sceaux, ministre de la justice; que la Cour ne peut donc entrer dans l'examen de la demande en cassation formée par l'intervenant contre un jugement du conseil de guerre, qui ne lui a pas été dénoncé par le réquisitoire du procureur général;

Attendu 3^o que sur le chef des conclusions particulières de l'intervenant, tendant à ce que la cassation du susdit jugement du conseil de révision et du conseil de guerre permanent soit prononcée sans renvoi; — Que les décisions administratives qui ont prononcé sur les comptes de Fabry et l'ont déclaré créancier de l'Etat, ne sont point et n'ont pas pu être un jugement sur la plainte en dilapidation formée contre lui, qu'elles ne sont qu'un élément, une base nécessaire pour le jugement de cette plainte par les tribunaux; que les jugemens qui ont prématurément statué, étant annulés, et cette annulation n'étant pas prononcée dans le seul intérêt de la loi, mais devant aussi profiter à Fabry, d'après ce qui résulte des conclusions du réquisitoire que la Cour reconnaît devoir être accueillies, il doit être nécessairement prononcé par l'autorité compétente sur la susdite plainte; qu'un renvoi doit donc être ordonné; — Qu'il doit l'être surtout dans l'espèce particulière de la cause, où le jugement qui en doit être l'effet, peut ne pas être sans influence sur le résultat des poursuites que Fabry a été autorisé à exercer par l'ordonnance du 6 mai 1819, contre les individus qui sont dénommés dans cette ordonnance;

Attendu 4^o sur la demande de Fabry en renvoi devant la Cour royale de Paris, de Schiellé et consorts, pour y être jugés sur les prévarications et actes arbitraires qu'il leur impute, conjointement avec ceux qu'il dit avoir dénoncés comme coupables de faux, au procureur du roi du tribunal de première instance de Paris; — Qu'en supposant l'existence de cette dénonciation, le renvoi demandé ne pourrait être accordé avant le jugement à rendre sur la plainte en dilapidation, sans qu'il en résultât, soit sur cette plainte, soit sur les faits prétendus dénoncés par l'intervenant un préjugé quelconque; ce qui suffit pour que la demande en renvoi doive être jugée prématurée; — D'après ces motifs, — Casse et annule le jugement du conseil de révision de la 3^e division militaire, du 10 mai 1815; celui du premier conseil de guerre permanent de la même division, du 2 juin suivant; celui dudit conseil de révision, du 5 du même mois;

Et, pour être de nouveau statué sur la plainte sur laquelle ont été rendus ces divers jugemens, et ce, d'après les décisions administratives qui ont prononcé sur les comptes de Fabry, et l'ont déclaré créancier du trésor public, à raison de ces comptes, le renvoie avec les pièces de la procédure, devant le premier conseil de guerre permanent de la division militaire de Paris, qui a été pour ce déterminé par la délibération prise à la chambre du conseil, conformément à l'art. 430 du Code d'inst. crim.

Déclare n'y avoir lieu de statuer, quant à présent, sur la demande en renvoi formée par ledit Fabry; rejette toutes ses autres demandes additionnelles aux conclusions du réquisitoire du procureur général; — Ordonne, etc.

Du 15 juin, 1819. — Sect. crim. — Prés. M. Barris. — Rapport. M. Ollivier. — Concl. M. Hus, av. gén. — Pl. M. Sirey.

FAUX.—NOTAIRE.—RESSORT.—DATE.—TÉMOINS INSTRUMENTAIRES.

Les fausses énonciations qui, dans les actes publics, tendent soit à attribuer à celui qui reçoit ces actes un caractère et une autorité qu'il n'a pas, soit à constater l'observation des formalités essentielles à la validité des actes, constituent le crime de faux.

Ainsi, le notaire qui instrumente hors de son ressort, et date l'acte d'un lieu compris dans ce ressort, ou qui atteste la présence de deux témoins, bien qu'il n'ait été assisté que d'un seul, ou qui date l'acte d'un jour autre que celui où il a été passé, se rend coupable du crime de faux. (Cod. pén., 146.) (1)

(Benassy.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR :—Vu l'art. 146 :—Vu aussi les art. 6, 9, 12 et 68 de la loi du 25 vent. an 11 :—Vu enfin l'art. 231 du Code d'inst. crim. :—Attendu, en droit, 1^o que la force et l'authenticité des actes publics dérivent du caractère et de l'autorité que la loi a conférés à l'officier qui les a reçus ; que les fausses énonciations qui, dans les actes de cette nature, tendent à attribuer à celui qui les reçoit un caractère et une autorité que la loi ne lui a pas accordés, constituent donc un faux qui blesse tout à la fois l'ordre public et l'intérêt des parties :—Que les formalités prescrites par la loi pour la validité des actes publics tiennent à leur substance, et que ces actes n'existent que par leur accomplissement ; que les énonciations qui déclarent fausement l'observation de ces formalités constituent donc aussi un faux, puisqu'elles ont pour objet de donner à un acte un caractère d'authenticité que la loi ne lui conférerait que sous la condition que ces formalités auraient été observées :—Attendu 2^o que, d'après l'art. 6 de la loi du 25 vent. an 11, les notaires n'ont pas le droit d'instrumenter hors de leur ressort ; que, par l'art. 68 de cette loi, les actes qu'ils reçoivent hors du territoire pour lequel ils ont été établis, sont déclarés nuis comme actes publics :—Que, si l'edit art. 6 ne porte que des peines de discipline contre le notaire qui a instrumenté hors de son arrondissement, cet article suppose qu'il n'y a pas eu dans l'acte de fausse déclaration sur le lieu où il a été reçu ; mais que, lorsque dans l'acte par lui passé hors de son ressort, le notaire a mensongèrement certifié qu'il l'avait reçu dans un autre lieu dépendant de son arrondissement, alors cesse l'application de la disposition pénale dudit art. 6 ; que, par cette fausse déclaration, le notaire s'est attribué, pour la confection de cet acte, un caractère public que la loi lui refusait ; qu'il a constaté comme vrai un fait faux dont la vérité était nécessaire pour le caractère de l'acte ; qu'il a donc commis le faux prévu par l'art. 146 du Code pénal :—Attendu 3^o que, d'après les art. 9 et 68 de la loi du 25 vent. an 11, un acte de notaire est nul comme acte public si ce notaire, lorsqu'il a reçu cet acte, n'a pas été assisté de deux témoins :—Qu'une fausse déclaration sur cette assistance de deux témoins a donc pour objet de donner à cet acte une validité que la loi ne lui accorde pas ; qu'elle certifie comme vrai un fait faux dont la vérité était substantielle à l'acte ; qu'elle forme donc aussi le faux dudit art. 146 du Code pénal :—Attendu 4^o que, par les art. 12 et 68 de la loi du 25 vent. an 11, l'énonciation de la date, de l'année et du jour où les actes des notaires sont passés, est exigée, à peine de nullité de ces actes comme actes

publics :—Que si l'omission de cette date ne peut donner lieu qu'à des dommages-intérêts contre le notaire ; il n'en est pas de même de la fausse date qu'il donne sciemment à la confection de cet acte ; que, par une fausse date, l'intérêt des tiers peut être lésé, ou l'ordre public bleslé ; qu'il peut donc résulter du crime de faux, et qu'en effet l'edit art. 12 de la loi du 25 vent. an 11 en réserve expressément la poursuite d'après les circonstances ; Attendu, en fait, que la chambre d'accusation de la Cour royale de Limoges a déclaré, dans l'arrêt dont la cassation est demandée par le procureur général, qu'il résultait de l'instruction que, sur la provocation et avec l'assistance de Estrade, le notaire Benassy avait, au profit de celui-ci, reçu un acte de vente qu'il dit être passé à Villedieu, bourg dépendant de son ressort, et que cependant la vérité est que cet acte a été reçu à Felletin, chef-lieu d'un canton dans lequel ce notaire n'avait pas droit d'instrumenter :—Que, lorsqu'il a reçu cet acte, il n'a été assisté que d'un témoin, et que cependant il a certifié l'assistance de deux témoins :—Que cet acte est daté du 4 janvier, et que c'est néanmoins le 5 qu'il a été passé ; qu'il n'est pas moins déclaré, dans l'arrêt de la Cour royale, que cette fausse date ait été l'effet d'une erreur, ni qu'elle n'ait pu nuire aux intérêts privés ou blesser l'ordre public ; que cet arrêt cependant renferme les motifs qui ont déterminé cette Cour à écarter toute présomption de fraude, de l'insertion qu'elle reconnaît avoir été faite dans cet acte au profit de l'acheteur, de fausses conventions et de l'omission qu'elle reconnaît aussi y avoir été faite de conventions vraies au préjudice des vendeurs, qui d'ailleurs n'ont point été présents à cet acte, quoique leur présence y soit certifiée, et qui ne l'ont pas signé, ayant déclaré, y est-il dit, « ne savoir signer, de ce enquis et interpellés » :—Que, dans le résultat de l'instruction, la chambre d'accusation de la Cour royale de Limoges n'a reconnu contre Benassy, notaire, que de simples écarts passibles seulement de peines de discipline ; qu'elle a en conséquence jugé qu'il n'y avait pas lieu contre lui à mise en accusation pour crime de faux, ni par suite contre Estrade, qui n'était prévenu que de complicité ; qu'elle s'est bornée à renvoyer l'edit Benassy devant la chambre de discipline des notaires pour lui être fait l'application des art. 9 et suiv. de l'arrêté réglementaire du 2 niv. an 12 ; en quoi elle a violé les art. 146 du Code pénal, et 131 du Code d'inst. crim. :—Casse, etc.

Du 15 juill. 1819.—Sect. crim.—Prés. M. Barrie.—Rapp., M. Ollivier.—Concl., M. Hua, av. gén.

MANDAT.—ACCEPTION.—COMMISSIONNAIRE.—COMPÉTENCE.

Du 19 juill. 1819 (aff. Leobet).—V. cet arrêt ci-après à la date du 21.

1^o MANDAT.—ACCEPTION.

2^o COMMISSIONNAIRE.—COMPÉTENCE.

1^o Lorsqu'il y a lieu de déterminer l'effet d'un mandat accepté, et pour cela de préciser le lieu de l'acceptation du mandat, il ne faut pas examiner en quel lieu le mandat a été donné, ou en quel lieu est parvenue l'acceptation du mandat ; il faut examiner en quel lieu il y a eu acceptation de ce même mandat. (Cod. civ., 1984.)

2^o Lorsque, par suite d'une commission donnée et acceptée par correspondance, le commis-

(1) V. Cass. 29 déc. 1808 ; 11 août 1809 ; 18 fév. 1813, et les notes ; *id.*, Metz, 27 nov. 1818.—Y.

encore, pour la suite de l'affaire ci-dessus, Cass. 19 nov. 1819.

sionnaire a expédié des marchandises au comestant, le tribunal du domicile du commissionnaire est compétent pour connaître de la demande en paiement des avances. En ce cas, le contrat a été formé et la délivrance a été faite au domicile du commissionnaire. (Cod. proc., 420.) (1)

(Léobet—C. Valin.)

Il résulte de la correspondance, entre la maison Léobet de Perpignan et la maison Valin et compagnie de Tours, que le 17 août 1815, le sieur Léobet chargea les sieurs Valin de lui expédier une certaine quantité de veaux corroyés, du poids de 8 kilogrammes la douzaine, dans le prix de 2 fr. 30 c. la livre, avec ordre d'adresser ces marchandises à Toulouse; que sur l'observation faite par les sieurs Valin, qu'il était impossible de trouver des marchandises du poids et du prix déterminés, le sieur Léobet, par deux lettres successives, autorisa l'achat d'une plus grande quantité, à un prix plus élevé; mais insista sur le poids et sur l'expédition par Toulouse.

En vertu de ce mandat, les sieurs Valin et compagnie expédièrent une certaine quantité de marchandises. — Léobet refusa de les recevoir par le motif qu'elles ne sont pas telles qu'il les avait demandées, quant au poids, et parce que, d'ailleurs, elles lui ont été expédiées directement à Perpignan et non à Toulouse, ainsi qu'il l'avait prescrit; en conséquence, il refusa le paiement des avances faites par les sieurs Valin.

Valin et compagnie assignent Léobet devant le tribunal de Tours pour se voir condamner au paiement des marchandises achetées pour son compte et lui expédiées.

Léobet soutient que le tribunal de Tours est incompétent pour connaître de la contestation, puisque, suivant la règle générale tracée par l'art. 59 du Cod. de proc. civ., en matière commerciale, le défendeur doit être assigné devant le tribunal de son domicile; qu'ainsi, dans l'espèce, c'était au tribunal de Perpignan à connaître de la contestation.

Pour les sieurs Valin, on répond que l'art. 59 du Code de proc. est modifié par l'art. 420 du même Code; qu'aux termes de ce dernier article, le demandeur est libre d'assigner le défendeur devant le tribunal dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée; — Que, dans l'espèce, le mandat n'a été parfait qu'au moyen de l'acceptation des sieurs Valin; que cette acceptation a été donnée à Tours; qu'ainsi, c'est à Tours que l'engagement a été contracté; — Que, d'un autre côté, c'est aussi à Tours que la marchandise a été livrée; Qu'ainsi, la compétence du tribunal de Tours est pleinement justifiée.

12 juin 1816, jugement du tribunal de commerce de Tours, qui rejette le declinatoire proposé par Léobet; et, statuant au fond, le condamne à rembourser aux sieurs Valin le montant de leurs avances.

Appel de la part du sieur Léobet. — 28 février 1817, arrêt de la Cour royale d'Orléans, qui confirme la décision des premiers juges par les motifs suivants : « Considérant que c'est à Tours que le mandat donné aux sieurs Valin et compagnie a été accepté, et que c'est aussi dans cette ville que les marchandises ont été expédiées au sieur Léobet, qui en a été propriétaire dès ce moment, et au risque duquel elles ont voyagé, puisque les sieurs Valin et compagnie n'ont agi que comme

mandataires; qu'ainsi la ville de Tours est à la fois le lieu où la promesse a été faite et où la marchandise a été livrée, reconnaît la compétence du tribunal de commerce de Tours, et, statuant au fond, juge que le mandat primitif de Léobet a été modifié et étendu par la suite; que les sieurs Valin et compagnie ne l'ont pas outrepassé, et, en conséquence, confirme le jugement dont est appel. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Léobet. — Il fait résulter des moyens de ce que l'arrêt dénoncé a déclaré le tribunal de Tours compétent, et cela par application du second alinéa de l'art. 420 du Code de proc. civ.; bien que la promesse n'eût point été faite à Tours, ni la marchandise livrée dans cette ville; d'où il concluait que l'art. 420 avait été fausement appliqué, et, par suite, qu'il y avait violation manifeste de la règle générale de compétence, tracée par l'art. 59 du Code de proc.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que c'est par l'acceptation du mandat que ce contrat se forme, et que les obligations respectives des parties prennent naissance; — Attendu que c'est à Tours, domicile des sieurs Valin et compagnie, et sur la lettre qu'ils y écrivirent au sieur Léobet, domicilié à Perpignan, que fut accepté le mandat que leur donnait celui-ci, d'où il suit que c'est à Tours que la promesse fut faite;

Attendu que c'est de Tours que furent expédiées les marchandises adressées à Léobet à Perpignan; que cette expédition ayant été faite à titre de commission et non de vente, il devient inutile d'examiner si l'art. 1585 du Code civ. est applicable au cas où l'acheteur qui s'achète au poids, au compte ou à la mesure, a chargé le vendeur de lui expédier les marchandises vendues; qu'ici l'expédition ayant été faite par un mandataire, on ne peut appliquer que l'art. 100 du Code de commerce, qui dispose que la marchandise sortie du magasin de l'expéditeur voyage aux risques et périls de celui à qui elle appartient; qu'il faut conclure de cette règle que, des sieurs Valin et compagnie au sieur Léobet, la délivrance des marchandises dont il s'agit fut censée faite du moment de leur expédition; qu'ainsi il est vrai de dire que Tours fut à la fois le lieu où la promesse avait été faite et la marchandise avait été livrée, et qu'aux termes de l'art. 420 du Code de proc. civ., c'était devant le tribunal de commerce de cette ville que la contestation devait être portée; — Attendu que la Cour royale d'Orléans a reconnu, en fait, que les détenteurs n'avaient point outrepassé le mandat définitif qui leur avait été donné; — Rejette, etc.

Du 21 juill. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Dèze, p. p. — Rapp., M. Trinquelaue. — Concl., M. Cahier, av. gen. — Pl., MM. Mabilas et Dejean.

FEMME NORMANDE. — DOT. — STATUT. — CONVENTION.

La coutume de Normandie (si elle protège la dot de la femme qui a ses propres en Normandie, bien qu'elle soit mariée à Paris), n'étend pas son effet protecteur jusqu'au point de régler la distribution du prix d'un immeuble situé à Paris.

Encore qu'une femme soit née, et qu'elle ait ses biens dotaux en Normandie, les reprises dotales de cette femme, en cas d'aliénation de dot, sont régies par la coutume de Paris, si, en se mariant, elle a déclaré se soumettre à la coutume de Paris, pour le emploi de ses propres, en quelque lieu qu'ils soient situés.

(1) V. sur ce point, la note qui accompagne l'arrêt de la Cour de cassation, du 22 janv. 1818, et les arrêts en sens divers qui y sont indiqués.

(Coutume de Normandie, art. 538, 539, 540; et 121 des placités; Cod. civ., 1551. v. 1)

(Montchenu—G. Julot et autres.)

La dame de Montchenu, née de Meaupou, contracta mariage à Paris, le 22 mars 1789. — Elle se constitua tous les biens recueillis dans les successions de son aïeul et de son père; partie de ces biens était en Normandie et partie à Paris. — Il est à observer que madame de Montchenu habitait Paris; que le futur domicile matrimonial des époux devait être Paris; et surtout, que la future épouse déclara se soumettre à la coutume de Paris pour le remploi de ses propres en quelque lieu qu'ils fussent situés.

M. et madame de Montchenu ont fait de très mauvaises affaires. — Les biens de Normandie ont été vendus, et beaucoup de dettes ont été contractées par eux. — Dans tous les actes, les acquéreurs et créanciers ont en soin de lier la dame de Montchenu par des subrogations à tous ses droits réels, par des renonciations à l'hypothèque légale, par des cessions de priorité à l'ordre.

En 1814, la dame de Montchenu a fait prononcer sa séparation de biens; ses reprises matrimoniales ont été liquidées à 500,000 francs. Il lui restait à faire valoir ses reprises sur les biens de son mari.

Il paraît que, dès le 30 déc. 1813, sur les poursuites des créanciers de M. et madame Montchenu, la justice avait vendu et adjugé une maison à eux appartenant, sise à Paris, rue du Foulbourg-Saint-Honoré, n° 35, pour prix de 70,400 francs, en sus des charges. — C'est à l'ordre ouvert pour la distribution du prix de cette maison que la dame de Montchenu a fait valoir ses droits ou reprises.

L'immeuble était dit sa co-proprioité. — Cependant elle n'a pas fait valoir ses droits de co-proprioitaire; elle n'a fait valoir que ses reprises matrimoniales : en qualité de créancière de son mari, elle a prétendu primer tous les autres créanciers. — La dame de Montchenu s'est attachée à établir ce système; que ses biens dotaux étant sis en Normandie, ils étaient protégés par la coutume locale : d'où elle concluait, d'abord, que la coutume de Normandie lui donnait sur tous les biens de son mari, en quelque lieu qu'ils fussent situés, une hypothèque légale, à la date de son contrat de mariage, ou à la date de la vente de ses biens. — Ensuite, et pour donner effet à son hypothèque légale, la dame de Montchenu soutenait que, ne pouvant aliéner sa dot, aux termes de la coutume de Normandie, elle n'avait pu légalement faire aucun acte aliénatoire de sa dot; qu'ainsi il y avait nécessité de réputer nulles toutes renonciations à l'hypothèque légale, toutes subrogations à ses droits, toutes cessions de priorité par elle faite au profit de ses créanciers.

Les créanciers de la dame de Montchenu ont soutenu : 1° Qu'étant mariée à Paris, elle était femme parisienne, et non femme normande; — Que la coutume de Normandie n'était donc pas sa loi protectrice ou matrimoniale; — Que si la coutume de Normandie pouvait avoir ici quelque effet, ce ne serait au plus que sur des immeubles sis dans son territoire; — 2° Qu'en surplus, la convention matrimoniale de la dame de Montchenu était sa loi; que, puisque son contrat de mariage la soumettait à la coutume de Paris, pour le remploi de ses propres, en quelques lieux qu'ils fussent situés, elle ne pouvait absolument récusar

l'autorité de la coutume; — Et attendu que la coutume de Paris permet à la femme d'aliéner sa dot quand elle y est autorisée par son mari, la dame de Montchenu devait être, disaient ses créanciers, non recevable à querir ses actes de renonciation, cession et subrogation au profit de ses créanciers.

15 juin 1816, jugement du tribunal de première instance, qui accorde la priorité aux créanciers de la dame de Montchenu, par les motifs suivants : « En ce qui touche la demande de la dame de Montchenu, tendante à être colloquée à la date du 22 mars 1789, jour de son contrat de mariage, et antérieurement à tout créancier, pour la somme de 87,000 fr., provenant de la vente de ses propres dotaux, situés en Normandie, employées à acquitter ses créanciers inscrits sur l'hôtel dont le prix est à distribuer; — Attendu que, par son contrat de mariage, la dame de Montchenu s'est soumise à la coutume de Paris pour le remploi de ses propres, en quelques lieux qu'ils fussent situés; que, dès lors, les dispositions de la coutume de Normandie sont inapplicables; que la dame de Montchenu n'a, d'après la coutume de Paris, qu'une simple créance à réclamer sur son mari à raison de la vente de ses propres, et qu'elle ne peut l'exercer au préjudice des créanciers qui l'ont pour obligée; — Attendu qu'un débiteur solidaire ne peut invoquer contre les créanciers la subrogation dans les droits de ceux qu'il a payés; le tribunal rejette, etc. »

Appel de la part de la dame de Montchenu. — 4 février 1817, arrêt de la Cour royale de Paris, qui confirme en adoptant les motifs des premiers juges.

POURVOI en cassation pour violation des art. 538, 539, 540 et 541 de la coutume de Normandie, et des art. 1251 et 2135 du Code civil. — La demanderesse en cassation, après avoir reproduit tous ses moyens d'instance, prenait argument de l'arrêt Crotat, en date du 27 fév. 1817, lequel a décidé solennellement que la coutume de Normandie protège, contre toute aliénation, la dot de la femme qui est née et qui a ses biens en Normandie, encore qu'elle soit mariée sur la coutume de Paris.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, s'agissant de la distribution du prix d'un immeuble situé à Paris, les articles invoqués de la coutume de Normandie ne sont pas applicables; — Attendu encore que la dame de Montchenu ayant, d'après son contrat de mariage, la faculté de s'obliger, et s'étant réellement obligée vis-à-vis des créanciers avec qui la contestation s'est engagée, l'arrêt attaqué a pu, sans violer la loi, la déclarer non recevable; — Rejette, etc.

Du 22 juillet 1819. — Sect. req. — Prés. d'Age, M. Lasaudade. — Rapp., M. Brillet Savarin. — Concl. conf., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Champion.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — DÉLIT FORESTIER. — DROIT COMMUNAL.

Lorsque le prévenu d'un délit commis dans un bois, excepté d'un droit de propriété appartenant à la commune qu'il habite, cette exception n'autorise point à surseoir au jugement du délit, si la commune n'est point en cause. (Cod. inst. crim., 3.) (2)

(1) Il n'en serait autrement s'il s'agissait d'immeubles situés en Normandie, et que la femme ne fut pas liée par sa convention. V. Cass. 27 fév. 1817, et la note.

(2) V. conf., Cass. 12 juill. 1816, et la note; Mangin, Traité de l'action publique, t. 1, n° 214, p. 513.

(Bertrand Andrieux—C. Lemary. — ARRÊT.)
 LA COUR :—Vu l'art. 3 du Cod. d'inst. crim.
 « Attendu qu'il résulte de cette disposition, que les tribunaux correctionnels doivent prononcer sur les dommages-intérêts requis par les parties civiles, lorsque les prévenus sont condamnés comme coupables de délit commis au préjudice de ces parties;—Attendu que, dans l'espèce, Lemary et consorts avaient commis un délit dans un bois dont ils n'étaient pas propriétaires;—Qu'ils avaient été traduits en police correctionnelle par Andrieux, en qualité de propriétaire dudit bois; et qu'ils y ont été condamnés à la peine punitrice, comme convaincus de ce délit;—Que cependant il a été survenu à prononcer sur les dommages-intérêts requis par Andrieux, sur le motif que les prévenus ayant prétendu que la commune de Meullis, dont ils sont habitants, était propriétaire dudit bois, il devait être préalablement statué par les tribunaux compétents sur la question de propriété;—Que cette prétendue question de propriété ne pouvait être considérée comme préjudicielle dans l'espèce, parce que les prévenus n'exigeaient pas d'une propriété qui leur fût personnelle; parce que la commune de Meullis, qu'ils ont prétendu être propriétaire du bois en question, n'a point été mise en cause, qu'elle n'est point intervenue au procès, et que les prévenus sont sans caractère pour exercer ses actions; d'où il suit qu'il n'y avait lieu, dans l'espèce, de surseoir à prononcer sur les dommages requis par Andrieux, et qu'en ordonnant ce sursis, il a été contrevenu aux règles de compétence établies par la loi, et notamment à l'art. 3 du Cod. d'inst. crim.;—Casse, etc.

Du 22 juill. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris.—Rapp., Basire.—Concl., M. Fréteau de Pény, av. gen.—Pl., M. Duprat.

RÈGLEMENT MUNICIPAL.—INCENDIE.—PATROUILLES.—PRÉFETS.

L'arrêté municipal qui, pour prévenir les tentatives des incendiaires, établit des rondes de nuit formées par des citoyens, est pris dans le cercle des attributions municipales, et le tribunal de police ne peut se dispenser de réprimer les infractions faites à cet arrêté.
 (L. du 16-24 août 1790, tit. 2, art. 3, § 3.) (1)
Les attributions que la loi des 16-24 août 1790 délègue à l'autorité municipale, c'est-à-dire aux maires, peuvent être exercées directement par les préfets, leurs supérieurs dans la hiérarchie administrative (2).

(Gréné.)² ARRÊT.

LA COUR :—Vu l'art. 13, titre 2 de la loi du 24 août 1790; la loi du 16 fruct. an 13; l'art. 3, titre 2, de la loi du 24 août 1790, l'art. 5, même titre, même loi, aux termes desquels les contraventions aux règlements de police sont punies de peines de police, l'art. 46, § 2 de la loi du 22 juill.

(1) V. Cass. 23 avril 1819, et la note. Il est douteux que le droit de l'autorité municipale, qui consiste uniquement à prendre des précautions convenables pour prévenir les incendies, puisse aller jusqu'à imposer aux citoyens des rondes et des patrouilles. V. Lagraverend, *Législ. crim.*, t. 2, ch. 3.

(2) Ce point est aujourd'hui hors de doute, en présence de l'art. 15 de la loi du 18 juill. 1837, qui porte que, « dans le cas où le maire refuserait ou négligerait de faire un des actes qui lui sont prescrits par la loi, le préfet, après l'en avoir requis, pourra y procéder lui-même ou par un délégué spécial. »—Mais avant cette disposition légale, la question a fait difficulté si le pouvoir donné aux préfets d'ap-

1791, qui autorise expressément les corps municipaux à faire des arrêtés pour la publication des lois et des règlements de police :

Attendu qu'un arrêté du préfet du département de la Somme, du 27 janv. 1816, revêtu de l'approbation du ministre de l'intérieur, a établi des rondes de nuit formées par des citoyens imposés aux rôles des contributions directes; et que cette mesure, ainsi que le porte ledit arrêté, a eu pour but de prévenir les tentatives des incendiaires, et de mettre à même d'appeler du secours au moment où le feu prend à une habitation; et en outre... etc.

Que cet arrêté, qui se rapporte évidemment à l'un des cas prévus par le § 5, art. 3, titre 2 de la loi du 24 août 1790, a donc été fait dans l'ordre légal des fonctions municipales.

Que ces fonctions sont, d'après la loi du 28 pluvi. an 8, exercées aujourd'hui par les maires, sous l'autorité des préfets, leurs supérieurs dans l'ordre de la hiérarchie administrative, et qu'elles peuvent l'être directement par ces derniers :

Que l'arrêté du préfet de la Somme, du 27 janv. 1816, et celui du maire d'Ossement, du 1^{er} déc. 1817, qui le rappelle, et ordonne aux habitants de cette commune de s'y conformer, faits l'un et l'autre dans l'ordre légal des fonctions municipales, sont obligatoires pour les tribunaux, qui sont tenus d'en maintenir l'exécution ;

Attendu qu'il est reconnu, dans la cause, que, la nuit du 10 au 11 mai, Augustin-Théodore Gréné n'a pas fait le service des rondes pour lequel il était commandé; que, eût-il été au tribunal de police pour contravention aux arrêtés susmentionnés, il n'a pas dit qu'il n'était point imposé aux rôles des contributions directes; que dès lors il était compris dans la disposition générale de ces arrêtés; que s'il croyait que, comme greffier de la justice de paix, et à raison de son infirmité corporelle, il devait être exempt du service dont il s'agissait, il devrait faire valoir ses motifs d'exemption devant l'autorité administrative; mais que l'autorité judiciaire étant sans caractère pour modifier les actes administratifs, le tribunal de police d'Ossement ne pouvait pas, sans sortir des bornes de ses attributions, déclarer Gréné affranchi des obligations imposées, par l'arrêté du préfet, à tous les citoyens payant l'impôt direct;

Qu'en jugeant que le prévenu n'était coupable d'aucune contravention, et en le renvoyant en conséquence de l'action qui lui était intentée par le ministère public, le tribunal a violé toutes les lois sur la démarcation des pouvoirs judiciaire et administratif, ainsi que celles qui punissent de peine de police les contraventions aux règlements de police, et qu'il a fait une fausse application de l'art. 159 du Cod. d'inst. crim.;—Casse, etc.

Du 22 juill. 1819. — Sect. crim. — Prés., M.

prouver les arrêtés municipaux impliquant par cela même le pouvoir de réformer ces actes, il ne s'en suivait pas nécessairement que les préfets eussent le droit de les faire de leur propre autorité; et l'on pouvait objecter que ces fonctionnaires, chargés seulement de surveiller l'exercice de l'action municipale, et de la maintenir dans ses limites, commettaient un excès de pouvoir en se mettant ainsi à la place des maires, et en s'attribuant leurs fonctions. V. Henricy de Pansey, *du Pouvoir municipal*, liv. 1^{re}, ch. 26.—Cependant la doctrine était généralement suivie, V. Merlin, *Quest.*, v^o Trib. de police, § 4; Carré, *Compét. ric.*, t. 1^{er}, n^o 24; Daviel, *Cours d'inst. t. 1^{er}, n^o 254; Cass.* 6 fév. 1824, et 23 avril 1825.

Barris.—Rapp., M. Aumont.—Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1^o CASSATION.—PROCÉDURE CRIMINELLE.

2^o et 3^o BANQUEROUTE FRAUDEUSE. — FAILLITE. — ACTION PUBLIQUE.

4^o COUR D'ASSISES. — COMPOSITION.

1^o Les procédures antérieures à la mise en accusation ne peuvent être soumises à l'examen de la Cour de cassation.

2^o Le prévenu de banqueroute frauduleuse ne peut se faire un moyen de cassation de ce que les dispositions du Code de commerce relatives aux faillites, auraient été violées à son égard. Ces dispositions sont totalement étrangères aux poursuites criminelles provoquées par la prévention, ainsi qu'à la procédure suivie devant la Cour d'assises et à l'arrêt de cette Cour.

3^o Le crime de banqueroute frauduleuse peut et doit être poursuivi d'office par le ministère public.

4^o Les magistrats qui ont concouru à un jugement rendu entre l'individu qui, d'abord en simple état de faillite, a été plus tard prévenu de banqueroute frauduleuse, et ses créanciers, ne sont pas pour cela incapables de faire partie de la Cour d'assises, ici ne peut s'appliquer l'art. 257, Code inst. crim.

(Fontanille).—ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, sur les moyens de cassation proposés par le condamné, qui aux termes de l'art. 418 du Code d'inst. crim., les procédures antérieures à la mise en accusation ne sont pas soumises à l'examen de la Cour de cassation, et que les seules omissions ou violations qui donnent lieu à l'annulation des arrêts de condamnation rendus par les Cours d'assises, sont les omissions ou violations des formalités prescrites, sous peine de nullité, par le susdit Code d'inst. crim. ;

Que, d'ailleurs, les dispositions des articles du Code de comm. relatives au réclameant, sont dans l'interêt des créanciers des débiteurs en faillite, et totalement étrangères aux poursuites criminelles que provoque contre eux derrière la prévention de banqueroute frauduleuse ; qu'en supposant qu'elles aient été violées au préjudice de Fontanille, il n'en pourrait, sous aucun rapport, résulter de moyen de cassation, ni contre la procédure devant la Cour d'assises, ni contre l'arrêt de cette Cour ;

Attendu que la banqueroute frauduleuse étant mise, par le Code de comm. et par le Code pén., au rang des crimes, le ministère public a non-seulement le pouvoir, mais qu'il est de son devoir de requérir d'office des poursuites contre les débiteurs faillis prévenus de s'en être rendus coupables, et qu'agissant, à l'égard de ce crime comme de tous les autres, dans l'intérêt social, son action est tout à fait indépendante de la volonté des créanciers ;

Attendu que ceux des magistrats des Cours royales qui ont concouru à la mise en accusation d'un prévenu, et le juge qui a fait l'instruction, sont seuls exclus de la faculté de présider la Cour d'assises qui doit le juger, et d'en assister le pré-

sident ; que les exclusions sont de droit étroit, et ne sauraient être étendues au delà des cas que la loi a expressément déterminés ; que lors même qu'il serait constant que le président et l'un des juges de la Cour d'assises qui a rendu l'arrêt attaqué, auraient concouru à un arrêt intervenu à la Cour royale de Montpellier entre Fontanille et quelques-uns des créanciers, en juill. 1818, plus de six mois avant le commencement des poursuites criminelles relatives à la banqueroute frauduleuse, il n'y aurait donc pas lieu à l'application de l'art. 257 du Code d'inst. crim. ; — Rejette, etc.

Du 22 juill. 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1^o COMPTE DE TUTELLE. — TRAITE. — ACTION EN NULLITÉ. — PRESCRIPTION.

2^o MINEUR. — PRESCRIPTION. — EFFET RETROACTIF.

1^o La nullité du traité intervenu sur un compte de tutelle, résultant de ce que le traité n'a pas été précédé de la remise des pièces justificatives, ne peut plus être demandée par le mineur, dix ans après sa majorité. — Ce n'est pas là une action en nullité ordinaire, prescriptible seulement par dix ans à partir du traité. (Cod. civ., 472, 475 et 1304.) (1)

2^o La prescription des actions du mineur contre le tuteur, relativement aux faits de la tutelle, doit se régler d'après le Code civil, lorsque la majorité s'est accomplie depuis la publication de ce Code. — Peu importe que la gestion de la tutelle ait eu lieu sous la législation antérieure. (Cod. civ., 475 et 2281.) (2)

(Duval — C. Warlus.)

La tutelle des mineurs d'Anserville ouverte en 1793, a été successivement gérée par leur tuteur, le sieur Lalandelle et le sieur de Warlus, leur subrogé tuteur. — Les mineurs d'Anserville ont successivement atteint leur majorité. Il importe de faire remarquer que la majorité de la demoiselle d'Anserville, épouse Duval, a été accomplie, le 4 oct. 1804. — En 1811, tous les enfans d'Anserville étaient majeurs.

Par traité passé le 10 janv. de la même année, entre eux et les héritiers du sieur de Warlus, leur subrogé tuteur, ils ont reconnu que celui-ci leur avait rendu compte de toutes les sommes qu'il avait touchées durant sa gestion, et qu'ils n'avaient aucune réclamation à former à raison de cette gestion. — Ce traité ne fut point accompagné de la remise des pièces justificatives, ainsi que l'exige l'art. 472 du Code civ. ; du moins rien ne le constate. — En 1816, la dame Duval demande contre les héritiers Warlus la nullité du traité du 10 janv. 1811. — Elle se fonde sur ce qu'il n'était pas accompagné de la remise des pièces justificatives selon le vœu de l'art. 472 du Code civ.

Les héritiers Warlus opposent à sa demande la prescription de dix ans, établie par l'art. 475, contre toute action du mineur, relativement aux faits de la tutelle. — Ils soutiennent que cette prescription est accomplie depuis longtemps, puisqu'elle court, aux termes dudit art. 475, du jour de la majorité, et que la dame Duval a atteint sa majorité depuis le mois d'oct. 1804.

desse françaises, sur l'art. 475 ; Magnin, des *Minorités*, t. 1, n° 737, et Vazeille, des *Prescriptions*, t. 2, n° 581. Elle a été aussi consacrée par la Cour royale de Limoges le 21 mai 1810.

(2) V. anal. l'arrêt cité dans la note précédente de la Cour royale de Limoges du 21 mai 1840, et Troplong, de la *Prescription*, n° 1087.

(1) La question est très controversée. La doctrine de l'arrêt ci dessus est adoptée par Merlin, *Répert.*, 1^o Tutelle, sect. 5, § 2, n° 3, qui n'y voit aucune difficulté, et ne la discute pas ; par Malville, *Anal.*, sur l'art. 175 ; Zachariae, *Droit civil français*, t. 1, § 122, p. 351, et Marchand, *Code de la minorité*, p. 364. — Mais la doctrine contraire est enseignée par Toullier, tom. 2, n° 1273 ; Delaporte, *Fan-*

La dame Duval réplique que la prescription établie par l'art. 475 ne s'applique qu'aux actions du mineur, relatives aux faits de la tutelle, et non à l'action en nullité du traité intervenu sur le compte de la tutelle; que sur cette action on ne peut opposer d'autre prescription que celle établie par l'art. 1304 du Code civ., contre les actions en nullité en général; que si cette dernière prescription acquiescissait par dix ans, du moins elle n'a point dû courir, comme la prescription établie par l'art. 475 du jour de la majorité, mais seulement du jour où a eu lieu le traité contre lequel est dirigée l'action, c'est-à-dire depuis 1811; qu'ainsi en 1816, elle n'était pas encore accomplie; — Qu'au surplus, en supposant que la prescription applicable dans l'espèce soit celle établie contre l'action du mineur relative aux faits de la tutelle, il ne faut pas néanmoins appliquer les dispositions de l'art. 475 du Code civ., car la gestion du sieur Warlus ayant eu lieu en 1794 et 1795, c'est aux lois existantes à cette époque qu'on doit se reporter pour juger les contestations relatives à cette gestion; or, dans l'ancienne jurisprudence, l'action qui se prescrit aujourd'hui par dix ans, durait trente ans, comme toutes les actions personnelles; l'action a donc été intentée encore en temps utile, puisqu'il ne s'est écoulé que douze ans de 1814 à 1816.

10 juill. 1816, jugement du tribunal de première instance de Beauvais, qui décide que l'action en nullité dirigée contre le traité intervenu sur le compte de tutelle a été prescrite après dix ans, à compter du jour de la majorité, conformément à l'art. 475 du Code civ.

Appel. — Arrêt de la Cour royale d'Amiens qui confirme la sentence des premiers juges par les motifs suivants: « Considérant que Duval et sa femme entendaient faire prononcer la nullité du traité du 10 janv. 1811, d'après l'art. 472 du Code civ., et demander par suite un nouveau compte de la gestion de Michel de Warlus, ils ne pouvaient se pourvoir que contre les héritiers de celui-ci, et devaient le faire dans un délai utile; que ce délai n'ayant commencé à courir, contre la dame Duval, que le 4 oct. 1804, jour où elle a atteint sa majorité, et par conséquent depuis la promulgation du tit. 20, liv. 3 du Code civ., c'est d'après la disposition du Code, et non d'après la jurisprudence antérieure au Code, que doit être jugée l'exception de prescription; considérant que la disposition de l'art. 475 du Code civ. embrasse dans sa généralité toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle; qu'elle s'applique par conséquent tant à la demande en nullité d'une décharge de compte qu'à la demande en reddition du compte de la tutelle, et que l'une et l'autre actions ne sont recevables qu'autant qu'elles sont intentées dans les dix années, à partir de la majorité; considérant que la dame Duval a atteint sa majorité le 4 oct. 1804; qu'elle n'a formé son action contre les héritiers de Warlus, tant en nullité dudit traité qu'en reddition des comptes tutélaires du sieur Warlus, que le 9 mars 1816; que la demande qu'elle avait formée aux mêmes fins, le 21 sept. 1814, contre Michel de Lalauddre, n'a point empêché la prescription qui courait au profit des héritiers de Warlus de s'accomplir; qu'en effet, d'une part, aux termes de l'art. 2244 du Code, l'interruption civile ne peut résulter que de la citation en justice signifiée à celui qu'on veut empêcher de prescrire, et que, d'autre part, Michel de Lalauddre et Michel de Warlus n'étaient pas débiteurs solidaires du compte de la gestion qu'a eue celui-ci. »

POURVOI en cassation de la part de la dame

Duval: 1^o pour violation de l'art. 1304 et fausse application de l'art. 475 du Code civ., en ce que comme il s'agissait dans l'espèce non d'une action relative aux faits de la tutelle, mais d'une action en nullité du traité intervenu sur le compte de tutelle, il fallait décider que cette action était soumise à la prescription établie par l'art. 1304, et non à celle dont parle l'art. 475; 2^o pour contravention à l'art. 2 du Code civ. en ce que l'arrêt dénoncé a appliqué les dispositions du Code civil à une contestation sur une gestion de tutelle, antérieure à ce Code. — Toute la difficulté, a dit la demanderesse, se réduit à ce point. — L'action en nullité du traité intervenu sur le compte de tutelle, fondée sur ce que ce compte de tutelle n'a pas été accompagné de pièces justificatives, est-elle une action relative aux *faits de la tutelle*, dans le sens de l'art. 475? — Il suffit de poser la question pour qu'elle soit résolue. En effet, on ne peut qualifier *fait de la tutelle*, le traité intervenu, après que le tuteur a cessé de l'être, lorsque la tutelle était nécessairement finie. Or, il est impossible d'invoquer et d'appliquer l'art. 475 du C. civ., dans l'espèce, sans adopter cette interprétation que la loi et le bon sens repoussent également. — Il faut donc reconnaître que l'action en nullité accordée au mineur par l'art. 472 n'est prescritable, suivant la règle générale de l'art. 1304, que par dix ans, à compter du jour où le traité a été soucrit. — Qu'on examine d'ailleurs quelles seraient les conséquences d'un système contraire, si la prescription de dix ans contre l'action en nullité accordée au mineur par l'art. 472, commençait à courir du jour de la majorité; comme le traité ne peut avoir lieu qu'après la majorité, il en résulterait nécessairement que cette action en nullité se prescrirait par moins de dix ans, tandis que les autres actions en nullité durent dix années entières suivant la règle tracée par l'art. 1304 du Code; or, comment concilier cette disposition avec le système général du Code qui entoure d'une faveur et d'une protection spéciale le mineur devenu majeur, lorsqu'il agit contre son tuteur. Cette contradiction seule suffit pour démontrer que l'esprit de la loi n'a pas été saisi par la Cour royale. — Au reste, cette opinion est étayée de l'autorité de M. Toullier, t. 2, n^o 1278. « Quant à l'action en nullité de traités faits entre le tuteur et le mineur, devenu majeur, sans avoir observé les formalités prescrites par l'art. 472, c'est-à-dire sans avoir été précédés d'un compte détaillé et de la remise des pièces dans les dix jours précédents, elle se prescrit par dix ans, en vertu de l'art. 1304, et le délai se compte du jour où le traité a été passé, et non pas du jour de la majorité du mineur. La demande en nullité d'un pareil traité n'est point une action relative aux *faits de la tutelle*, mais à un *fait postérieur*; c'est une action qui naît de la surprise faite au mineur, devenu majeur. On ne peut donc appliquer ici la disposition de l'art. 475, autrement il en résulterait que les dix ans accordés pour faire annuler un pareil traité, auraient couru avant même qu'il existât, ce qui retombe dans l'absurdité. » — Une autre raison rendit l'art. 475 C. civ., inapplicable à la cause: la gestion, sur le compte de laquelle eut lieu le traité, est antérieure au Code civil. D'un autre côté, il est évident que pour déterminer les obligations auxquelles a été soumis le tuteur, et les droits qui lui ont été attribués, il faut consulter la loi existante lors de la gestion: donc les dispositions du Code civil ne sauraient être applicables; et l'arrêt dénoncé leur a donné un effet rétroactif en les prenant pour base.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR : — Considérant que, d'après l'art. 472 C. civ., tout acte passé entre le tuteur et le mineur devenu majeur, est nul, s'il n'a été précédé de la remise des pièces justificatives du compte; que, d'après l'art. 475, toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans, à compter de la majorité; — Considérant que la nullité prononcée par l'art. 472, laisse le mineur, devenu majeur, et le tuteur, au même état où ils étaient avant ce traité; que, par conséquent, le mineur est autorisé à exercer son action en reddition de compte pendant les dix ans que lui accorde l'art. 475, à compter de la majorité, sans qu'on puisse lui opposer le traité; qu'après ce délai ainsi calculé, la prescription lui est applicable, à moins qu'il ne fonde la nullité du traité sur des faits spéciaux de dol ou de violence; qu'en effet le mineur qui a transigé en majorité, et qui n'attaque la transaction ni pour cause de dol ni pour cause de violence, mais uniquement pour une omission qui n'existe pas la bonne foi, ne peut être traité plus avantageusement que s'il n'eût pas transigé; que, dans ce dernier cas, l'action aurait été prescrite dans le délai de dix ans, à partir de la majorité; qu'il doit en être de même dans le premier, puisque l'action en nullité n'ayant d'autre objet de la part du mineur, devenu majeur, que d'obtenir de nouveaux comptes, est nécessairement subordonnée à la même prescription que la demande ordinaire en reddition de compte; — Que l'art. 1304, C. civ., est sans application à la cause qui est régie par un article spécial; qu'en effet, le législateur a simplement fixé par cet article le point de départ, pour la prescription des actions en nullité des contrats, au jour de ces contrats, par la raison que cette prescription ne pouvait évidemment courir avant l'existence de ces mêmes contrats; que le législateur, en posant ce principe, a fait abstraction des matières

particulières qui devoient être régies par d'autres principes; que, dans la matière spéciale des actions quelconques relatives aux faits de la tutelle la majorité du mineur a été fixée par l'art. 475 du Code, pour le point de départ de la prescription; que par conséquent, lorsqu'il n'y a eu ni dol ni violence, c'est à l'époque de la majorité, et non à celle du traité ou de la transaction sur les comptes tutélaires, qu'il faut remonter; que, d'après le système contraire, le tuteur qui aurait été déchargé par un traité passé avec le mineur, devenu majeur, serait soumis à une responsabilité plus longue que le tuteur qui n'aurait pas traité, ce que la loi sagement entendue ne permet pas d'admettre;

Attendu, sur le second moyen, que la dame Duval n'est devenue majeure qu'après la publication du Code civil; que c'est par conséquent sous l'empire de ce Code que la prescription a commencé; que, dès lors, bien loin de recourir aux lois anciennes pour régler la durée de la prescription, on a dû prendre pour base les dispositions du Code civil; — Rejette, etc.

Du 26 juillet 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl. conf., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Flacon Rochelle et Gérardin.

ENREGISTREMENT.—SOLTE.—TRANSCRIPTION.

La loi du 28 avril 1816, qui assujettit (art. 52 et 54) à un droit de 5 et demi pour 100, tous actes de vente sujets à transcription, ne s'applique pas aux soultes ou retours de partage simplement déclaratifs de propriété, et qui, bien qu'assimilés à des ventes, par l'art. 68 de la loi du 22 frim. an 7, sont néanmoins restés soumis au droit de 4 pour 100, réglé par l'art. 68, § 7, n° 5, de cette même loi (1).

(Enregistrement.—C. Goulin.)

La dame Goulin, appelée au partage de la suc-

cessat, et toutes les mutations étant soumises au même droit, elle leur fit l'application de l'impôt.

Tel était l'état des choses, lorsque la loi du 28 frimaire an 7 fut rédigée; cette loi prévoyait la législation civile au point où le plus grand nombre des coutumes l'avait placée, c'est-à-dire les licitations et les retours de partage, parmi les actes translatifs, soumis en conséquence au droit proportionnel; mais se conformant à la doctrine des juriconsultes, elle ne les comprit pas parmi les actes translatifs à titre onéreux, dont la nomenclature équivaut à la dénomination générale de vente.

C'est pourquoi, lorsque la loi du 28 avril 1816 augmenta d'un et demi pour 100 le droit des ventes d'immeubles, les licitations et retours de partage, ne se trouvèrent pas compris dans cette augmentation.

Il restait à savoir si l'on ne devait pas leur faire application de l'art. 54 de la même loi, qui assujettit à l'augmentation susdite tous les actes qui sont de nature à être transcrits. Or, la réponse à cette question ne devait plus être demandée à la loi d'enregistrement, mais au Code civil, qui seul détermine quels actes sont de nature à être transcrits.

La transcription est un acte de la procédure nécessaire à la purge des hypothèques; il en résulte que celui qui ne peut pas purger, ne doit pas transcrire; en d'autres termes, que l'acte sur lequel on ne peut opérer la purge, n'est pas de nature à être transcrit.

L'héritier qui partage peut-il purger les hypothèques? La réponse n'est pas douteuse, en ce qui concerne celles qui subsistent du chef de ses co-héritiers; elles disparaissent de plein droit; en coo-

(1) Sous l'empire du droit romain, transporté dans l'ancien droit français, les partages étaient considérés comme des actes translatifs de propriété, tenant de la nature de l'échange s'ils étaient purs et simples, et de la nature de la vente s'ils contenaient soulte. Ce système fut longtemps suivi dans l'application des droits seigneuriaux, et il est enseigné par tous les auteurs antérieurs au XV^e siècle. Des considérations tenant à la nature du régime des fiefs, firent d'abord franchir des droits de mutation les partages purs et simples; bientôt les juriconsultes conclurent de cet affranchissement et de la similitude des partages purs et simples et des partages avec soulte, que ces derniers ne devaient pas jouir de la même faveur; cette prétention prévalut peu à peu et introduisit dans notre droit le principe que les partages ne sont pas des actes translatifs, mais simplement déclaratifs, et de là l'origine de la fiction établie par l'art. 883, Cod. civil. (V. à cet égard, nos observations sur un arrêt de Cassation du 19 janv. 1841, Volume 1841.) Toutefois, ce principe ne fut admis que successivement, et le plupart des coutumes rédigées à une époque où il ne dominait pas encore, soumettent au droit de mutation les partages avec soulte et les licitations. Il est à remarquer que le caractère purement déclaratif n'était attribué par aucun auteur aux partages avec soulte; ils fondaient l'affranchissement sur ce que l'aliénation opérée par le partage n'était pas une vente, et que dès lors l'acte ne devait pas subir le droit de vente. Ils écartaient le droit de relief en disant que l'aliénation était nécessaire.

Ce système était, en général, assez incohérent; la jurisprudence du centième dernier ne l'admit pas; elle considéra les partages avec soulte comme trans-

cession de sa mère, reçut dans son lot, deux immeubles que lui abandonnèrent ses cohéritiers, à la charge de payer certaines dettes de la succession, dont le montant excédait de 248,383 fr., sa part contributive.

La régie de l'enregistrement, considérant cette soule ou retour de partage, comme le prix d'une vente d'immeubles consentie à la dame Goulin, a perçu, sur cette somme de 248,383 fr., un droit de cinq et demi pour cent, en vertu de l'art. 52 de la loi du 28 avr. 1816, qui détermine une nouvelle quotité de droit proportionnel, relativement aux ventes d'immeubles.

La dame Goulin et son mari ont réclamé contre cette perception; ils ont prétendu qu'ils ne devaient que le droit de 4 p. 100 réglé par l'art. 69, § 7, n° 5 de la loi du 22 frim. au 7, pour les retours de partage de biens immeubles.

La régie a répondu : 1° que la loi du 22 frim. an 7, art. 68, § 3, n° 2, assimilait à une vente tout retour de partage entre cohéritiers; qu'elle porte, en effet, après avoir fixé un droit de 3 francs pour tous actes de partage entre copropriétaires, à quelcun titre que ce soit, « s'il y a retour, le droit sur ce qui en sera l'objet, sera perçu au taux réglé pour les ventes. » Qu'il est donc constant que la soule ou retour de partage, dû par la dame Goulin à ses héritiers, ne pouvait être considéré que comme le prix d'une vente, donnant ouverture au droit d'enregistrement réglé par la loi existante pour cette sorte de contrat; que, dès lors, l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816, qui assujettit toutes espèces de ventes au droit de 5 p. 100, devenait sans application, et non pas l'art. 69 de la loi du 22 frim. an 7, qui se trouvait abrogé en ce point par la loi nouvelle.

2° La régie s'appuyait encore de l'art. 54 de la loi du 28 avril 1816 qui, en assujettissant au droit d'un et demi pour cent tout acte de nature à être transcrit, soumettait, par cela même, au droit de 5 et demi pour 100, tout retour de partage déjà passible du droit de 4 pour 100, d'après la loi du 22 frim. an 7: car l'héritier, disait la régie, ne tient pas du défunt, mais il acquiert de ses cohéritiers tout ce qui excède le montant de ses droits héréditaires dans la valeur de l'immeuble qui lui est échu à titre de partage ou de licitation; un pareil acte, lorsqu'il contient soule ou retour est donc évidemment translatif de propriété; il est donc de nature à être transcrit, et, par suite, il est passible du droit de 5 et demi pour 100, établi pour tous les actes soumis à la transcription.

Sur cette contestation, et le 5 juill. 1818, jugement du tribunal civil de la Seine, qui accueille les moyens des sieur et dame Goulin, et ordonne la restitution par eux demandée.

Pourvoi en cassation de la part de la régie de l'enregistrement, pour violation des art. 52 et 54 de la loi du 28 avril 1816.

séquence il ne doit ni purger ni transcrire. C'est à cette considération que la Cour s'est attachée dans l'arrêt que nous rapportons ici, et dans beaucoup d'autres fondés sur le même principe, pour écarter l'application du droit de transcription.

Mais l'héritier ne peut-il pas purger les hypothèques du chef de l'auteur commun, en ce qui excède sa part virile? N'est-il pas à l'égard de cet excédant, un tiers acquéreur? Un arrêt de la chambre des requêtes, du 19 juill. 1837 (Volume 1837), rendu en matière civile, et parfaitement motivé, nous semble aussi avoir parfaitement démontré, que la possibilité de la purge étant une faveur, ne peut s'étendre aux cas autres que ceux qui sont prévus par la loi, c'est-à-dire qu'elle ne regarde

ARRÊT (après délib. en chamb. du cons.).

LA COUR:—Attendu, sur le moyen tiré de la violation de l'art. 52 de la loi du 28 avr. 1816, qu'il est de principe général qu'en matière d'impôt on ne peut pas, par voie d'induction ou d'analogie, étendre d'un cas à un autre la disposition de la loi;

Attendu que les retours de partage d'immeubles ne sont pas compris dans la disposition littérale de l'art. 52 de la loi du 28 avr. 1816, qui ne parle que des ventes d'immeubles, et ne fait aucune mention des retours de partage, non plus que des parts et portions d'immeubles indivises acquises par licitation, à la différence de l'art. 69 de la loi du 22 frim. an 7, qui, après avoir assujéti (n° 1^{er}, § 7 dudit article) à un droit de 4 fr. p. 100 les ventes d'immeubles, a ensuite, et par des dispositions expresses (celles des n° 4 et 5 du même paragraphe), assujéti au même droit les parts et portions indivises de biens immeubles acquises par licitation, ainsi que les retours de partage de ces mêmes biens; d'où il faut conclure que la loi de 1816 n'a pas considéré ces derniers actes sous le même point de vue que les ventes proprement dites, quoique celle du 22 frim. an 7, tout en les distinguant de même dans sa disposition, les eût assujéti au même droit;

Attendu, sur le moyen tiré de la violation de l'art. 54 de la loi du 28 avr. 1816, que les actes de partage et de licitation n'étant par eux-mêmes, et dans les principes du droit civil, que déclaratifs de propriété, et le cohéritier qui acquiert, par voie de partage ou de licitation, une part quelconque dans l'immeuble indivis, étant, aux termes formels de l'art. 883 du Code civil, censé avoir succédé immédiatement à cette part, les actes de ce genre ne sont pas du nombre de ceux sujets par leur nature à la transcription; d'où il suit que la disposition dudit article ne leur est pas nécessairement applicable; qu'il résulte de là que le jugement attaqué en appliquant, dans l'espèce, à l'acte du 25 déc. 1816, le seul droit de 4 p. 100 réglé par l'art. 69, § 7, n° 5 de la loi du 22 frim. an 7, a fait une juste application de cette loi, et n'a aucunement violé les art. 52 et 54 de celle du 28 avril 1816;—Rejette, etc.

Du 27 juill. 1819.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Boyer.—Concl., M. Joubert, av. gén.—Pl., MM. Huart-Doparc et Mathias.

MUTATION PAR DÉCÈS. — ÉTRANGER. — CREANCE.

Les étrangers admis à succéder en France, de la même manière que les Français, sont soumis aux droits d'enregistrement comme les Français eux-mêmes.

Ainsi toutes les créances qu'un étranger possédait en France sur des Français, sont soumises aux droits de mutation, alors même que

qu'acquiescent à titre onéreux ou gratuit, et non l'héritier, qui pour aucune portion n'est acquiescent.

La non-exigibilité du droit de transcription, sur les actes entre héritiers, semblait être la conséquence nécessaire de ce dernier arrêt. Mais la jurisprudence de la Cour de cassation en matière d'enregistrement, a jeté une grande obscurité sur cette matière, par la perception qu'elle a ordonnée sur la présentation d'actes de cette espèce à la transcription; V. Cass. 26 déc. 1834; 14 janv. 1834; 21 janv. et 12 août 1839; 10 mai 1841; 15 nov. 1841 et 16 fév. 1842, et le *Traité des droits d'enregistrement*, de MM. Championnière et Rigaud, t. 3, n° 2673; V. aussi l'arrêt du 27 nov. 1821.

la succession, de laquelle elles dépendent, a été ouverte en pays étranger. — Les héritiers, même étrangers, ne peuvent alléguer dans ce cas l'impossibilité ou ils auraient été de faire leur déclaration conformément à l'art. 27 de la loi du 22 frim. an 7, au bureau du domicile du décédé. L. du 22 frim. an 7, art. 27. (1) (Hérit. Pourtales — C. Enregist.)

20 mars 1814, décès du sieur Jacques-Louis de Pourtales, à Neuchâtel en Suisse, sa patrie. — Diverses créances, qu'il laissait en France sur des particuliers demeurant à Paris, ont été recueillies dans sa succession par les sieurs Louis-James-Alexandre et Jules-Henri-Charles-Frédéric de Pourtales, ses héritiers.

Le 16 janv. 1818, la direction générale de l'enregistrement a décerné contre les héritiers de Pourtales une contrainte en paiement de la somme de 12,000 francs, tant pour droits de mutation dont ils étaient redevables à raison des créances qui leur étaient échues dans la succession de M. de Pourtales, que pour amendes encourues pour leur défaut de déclaration de cette même succession.

Les héritiers de Pourtales ont formé opposition à cette contrainte, en disant qu'ils avaient dû se croire dispensés de tout droit de mutation à raison de créances mobilières qui n'avaient, par elles-mêmes, aucune assiette déterminée, et qui se trouvaient à recueillir dans la succession d'un étranger, ouverte en Suisse, hors du territoire de la France.

26 juin 1818, jugement du tribunal civil de la Seine, qui : « Attendu que les lois qui ont accordé aux étrangers la faculté d'hériter en France, leur ont, par là même, imposé l'obligation d'y payer les droits de succession : sans s'arrêter ni avoir égard à l'opposition formée par les sieurs de Pourtales à l'exécution de la contrainte du 16 janvier dernier, ordonne qu'elle sera exécutée selon sa forme et teneur, sans à augmenter ou diminuer quant à la somme, lors de la déclaration qui sera faite par les sieurs Pourtales au bureau de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel se trouvent les créances de la succession, relativement à la valeur de ces créances, et condamne les sieurs de Pourtales aux dépens. »

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 27 de la loi du 22 frim. an 7.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que toute la faveur que les étrangers peuvent tirer de l'abolition entière du droit d'aubaine établie à leur égard à quel que titre que ce soit, est celle de succéder en France de la même manière qu'y succèdent les Français ; — Et attendu que les Français sont obligés de payer les droits de mutation pour tous les biens composant la succession qu'ils recueillent en France ; que, d'après cela, en décidant que les héritiers suisses devaient payer les droits de mutation pour des créances que leur auteur, suisse, possédait en France sur des Français, le

jugement attaqué a fait une irès juste application des lois de la matière ; — Rejette, etc.

Du 27 juillet 1819. — S.-cl. req. — Prés. d'âge, M. Botton Castellamonte. — Rapp., M. Lasagni. — Concl., M. Lebrun, av. gén. — Pl., M. Nicod.

1^o COMMUNAUX. — ARBITRES FORCÉS. — NOMINATION.

2^o ÉMIGRÉ. — ACQUISSEMENT.

3^o EXPLOIT. — HUISSIER. — IMMATRICULE.

1^o Dans un procès relatif à des biens nationaux, entre une commune et l'Etat, les arbitres du gouvernement devaient, à peine de nullité, être nommés par le procureur général, syndic du département, seul autorisé à poursuivre et à défendre sur ces demandes relatives aux biens nationaux ; le procureur syndic du district était sans qualité à cet effet (2).

Ces arbitres ne pouvaient être nommés d'office par le juge de paix qu'après assignation donnée au procureur général, et refus de sa part de nommer.

2^o L'acquiescement donné par l'Etat à un jugement rendu contre lui comme représentant un émigré, ne peut être opposé à l'émigré si cet acquiescement est postérieur à sa radiation (3).

3^o Un exploit fait sous l'ordonnance de 1667 est nul si l'huissier n'y a pas énoncé la juridiction à laquelle il était attaché.

(De Bauffremont — C. commune de Chargey-lès-Port.)

Du 27 juill. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Porquet. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Jarre et Jodroy.

PRIVILÈGE. — COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT.

Le privilège du voiturier sur la chose transportée est indivisible de sa nature, et s'étend conséquemment à toutes les sommes qui peuvent lui être dues pour transports précédents (4).

(Bonrgoin — C. Feuillet frères.)

L'asiour Jourdan vendit au sieur Bourgoïn quarante décastères et demi de bois arrivés sur le port de Clamecy ; mais ces bois furent saisis par les frères Feuillet, entrepreneurs de flottages, pour la conservation d'une somme de 20,672 fr. pour frais de flottage faits pour le compte du sieur Jourdan pendant les années 1812, 1813 et 1814.

Le sieur Bourgoïn prétendit que les frères Feuillet ne pouvaient exercer de privilège sur les bois saisis, que pour les frais de flottage relatifs à ces mêmes bois ; en conséquence, il demanda que le privilège réclamé fût restreint, et s'étendait sur le montant du flottage de ce bois.

13 janv. 1817, jugement du tribunal de Clamecy qui décide que le privilège des frais de voiture, devait uniquement s'étendre des frais de la voiture qui avait transporté la chose, déclare, en conséquence, bonnes et valables les of-

jet, la Cour suprême ne paraît avoir arrangé les faits de manière à faire dire à la Cour de Bourges, le contraire de ce qu'elle avait décidé. Elle a donc laissé le point de droit intact. Quoi qu'il en soit, il faut dire que les frais de voiture sont uniquement ceux de la voiture qui a amené la chose. Étendre à cette chose la créance due pour voyages précédents, serait transporter le privilège d'un objet sur un autre, et méconnaître la spécialité du privilège du voiturier. — V. dans le même sens, Persil, p. 236, — V. toutefois, Favard, Répert., v^o Voiturier, § 2, n^o 2, qui cite la décision ci-dessus, et paraît l'approuver.

(1) V. dans le sens contraire, l'arrêt du 21 déc. 1813, et, dans le même sens, les arrêts des 16 juin et 10 nov. 1823.

(2) et 3) V. sur les deux points, un arrêt identique de la Cour de cassation du 19 mai 1819, et les autorités indiquées dans les notes qui l'accompagnent.

(4) La décision ci-dessus a été explicitement consacrée par la Cour royale ; quant à l'arrêt de la Cour de cassation, on voit que ses termes laissent le point de droit tout à fait incertain. « Mais, dit Troplong, des Princ. et Hypoth., t. 1, n^o 207 bis, cette décision ne peut servir de guide ; car, pour arriver à un re-

fres du sieur Bourgoïn, et ordonne que le privilège des frères Feuillet sera restreint au montant de ces offres.

Appel motivé sur l'indivisibilité du privilège.

33 juin 1817, arrêt huiusmodi de la Cour royale de Bourges, ainsi conçu : « Attendu que le privilège accordé par l'art. 2102, n° 6 du Code civ., au vendeur, pour les frais de voiture et les dépenses accessoires, est indivisible; et qu'ainsi les quarante de castères revendiqués par le sieur Bourgoïn doivent supporter la totalité des frais de flottage dus aux sieurs Feuillet; déclare insuffisantes les offres faites par le sieur Bourgoïn, etc. »

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 2102 du Code civ.

ARRÊT (après délib. en ch. du cont.).

LA COUR; — Attendu que l'appel du jugement du tribunal de 1^{re} instance ne présentait à juger, par la Cour royale, d'autre question que celle de savoir si les offres faites par le demandeur aux frères Feuillet étaient suffisantes, ou si, au contraire, la partie de bois par lui revendiquée n'était pas passible de la totalité des frais de voiture autres que ceux sur lesquels il ne formait aucune prétention; que telle a été aussi l'unique question que cette Cour ait posée par son arrêt, et qu'on ne voit point, par les conclusions des parties qui y sont mentionnées, qu'il se soit élevé entre elles aucun débat sur celle de savoir à quel flot appartenait la partie de bois qui formait l'objet de la contestation; qu'en cet état, il ne s'agit donc plus que d'examiner si, en décidant, comme l'a fait cette Cour, que cette partie de bois était affectée à la totalité du privilège établi par l'art. 2102 du Code civ., elle en a fait une juste application, conséquence qui ne peut être contestée d'après les principes du droit, qui ont toujours considéré les privilèges comme étant indivisibles de leur nature, en ce sens que la chose qui leur est affectée répond de la totalité de la créance à laquelle ils sont attachés; — Rejette, etc.

Du 28 juill. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Pajon. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Naylies et Nicod.

ORDRE. — ACQUÉREUR. — CONVENTION ILLICITE.

Dans un contrat de vente d'immeuble, on peut stipuler que l'acquéreur ne provoquera point l'ouverture d'un ordre pour la distribution du prix. — La convention est licite et obligatoire, sous toute responsabilité. (Cod. proc., 775.)

(Pinaguet — C. Dupont.)

Le sieur Dupont, en vendant un immeuble au sieur Pinaguet, stipule que celui-ci distribuera le prix aux créanciers inscrits sur l'immeuble, sans faire ouvrir un ordre en justice. Pinaguet se soumet à cette obligation, et cependant il provoque l'ouverture de l'ordre.

Pour justifier cette contravention à la loi du contrat, Pinaguet allègue que la convention portant qu'il ne serait point ouvert d'ordre pour la distribution du prix était licite, et, par conséquent, non obligatoire, puisque l'art. 775 du Code de proc. civ., dispose formellement que, dans le cas d'aliénation volontaire, s'il y a plus de trois créanciers inscrits, l'ordre sera provoqué par le créancier le plus diligent ou l'acquéreur. — Il soutient que la forme impérative dans laquelle est conçu cet article, avertit suffisamment qu'il n'est pas permis d'y déroger par des conventions privées; qu'au surplus, l'ouverture de l'ordre étant une mesure de précaution dans l'intérêt des tiers créanciers, on ne peut admettre que l'acquéreur, d'accord avec le vendeur, puisse se soustraire à l'observation de cette formalité, qui ne

l'intéresse pas seul. — Qu'à ne considérer même que l'intérêt de l'acquéreur, la convention dont il s'agit ne saurait être obligatoire, car les dettes qui créent l'immeuble vendu sont le fait du vendeur qui les a contractées et la convention de ne point ouvrir d'ordre exposant l'acquéreur à payer des dettes au delà du prix, il en résulterait que cette convention aurait pour objet de soustraire le vendeur à la garantie de son fait personnel; convention illicite et prohibée par l'art. 1628 du Code civ., ainsi conçu : « Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel : toute convention contraire est nulle. »

Dupont répond que le texte de l'art. 775 n'indique nullement que sa disposition ne puisse être modifiée par des conventions particulières; que, d'ailleurs, ni l'ordre public ni les bonnes mœurs ne sont intéressés à l'observation rigoureuse des formalités qu'il prescrit; que l'intérêt de l'acquéreur à provoquer l'ouverture de l'ordre est parfaitement distinct de celui des tiers créanciers, s'ils croient que ce soit une mesure avantageuse pour eux, ont droit de provoquer eux-mêmes l'ouverture; qu'ainsi l'acquéreur peut très-bien s'obliger à ne point faire ouvrir l'ordre, qu'une telle convention est obligatoire pour lui, et que, faute de l'exécuter, il est passible des dommages-intérêts qui peuvent résulter de l'inexécution qui, dans l'espèce, a occasionné des procès et des frais considérables au vendeur.

17 juin 1817, jugement du tribunal de première instance, qui déclare nul et de nul effet l'ordre ouvert sur la provocation du sieur Pinaguet, et le condamne à payer 2,000 fr. de dommages-intérêts au sieur Dupont.

Appel; — Et le 10 janv. 1818, arrêt de la Cour royale d'Amiens qui confirme la décision des premiers juges.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 775 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt dénoncé a donné effet à une convention par laquelle l'acquéreur s'est obligé à ne point provoquer l'ouverture de l'ordre, bien que l'obligation de provoquer cette ouverture soit imposée à l'acquéreur en termes impératifs et prohibitifs de convention contraire, par ledit art. 775 du Code de proc.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt attaqué, en rapprochant les unes des autres les clauses du contrat de vente, a vu dans cet acte l'obligation imposée au demandeur de ne pas ouvrir de procès-verbal d'ordre pour la distribution du prix de vente, obligation qui ne blesse aucune loi; qu'en déclarant, en conséquence, nul et de nul effet le procès-verbal d'ordre ouvert par le demandeur, en ordonnant l'exécution du contrat de vente, et en condamnant le demandeur aux dommages-intérêts qui résultent de l'inexécution de l'obligation imposée, l'arrêt ne peut avoir violé les lois invoquées; — Rejette, etc.

Du 28 juill. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Lasaudade. — Rapp., M. Valée. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Champion.

TIERS DÉTENTEUR. — AMÉLIORATIONS. — DÉLAISSEMENT. — CASSATION.

Le tiers acquéreur qui, sur la poursuite des créanciers hypothécaires du vendeur, délaisse l'immeuble, et répète la plus-value résultant de ses améliorations, n'a pas le droit d'exiger que cette plus-value soit déterminée par une expertise. Les juges peuvent ordonner que la différence entre le prix de la première vente et le prix de la vente servira à déterminer

la plus-value; du moins cette décision ne peut fournir un moyen de cassation. (Cod. civ., 2175.) (1)

(Aguerre—C. Caze-Major et consorts.)

Les mariés Aguerre, détenteurs d'un immeuble qu'ils avaient acquis d'un sieur Salha, sont poursuivis hypothécairement par la dame Caze-Major et consorts, créanciers du sieur Salha, inscrits sur l'immeuble vendu.

Les époux Aguerre avaient fait des améliorations considérables et des constructions nouvelles qui donnaient à l'immeuble une plus-value considérable.

Sur la demande contre eux dirigée, ils consentirent au délaissement et demandèrent qu'il fût nommé des experts pour procéder à l'estimation de la plus-value de l'immeuble, résultant de leurs améliorations, et dont le montant serait par eux prélevé sur le prix de la vente, conformément à l'art. 2175 du Cod. civ.

Les créanciers hypothécaires répondaient, qu'en effet, aux termes de l'art. 2175, les tiers détenteurs ont droit à la plus-value résultant de leurs améliorations; mais que cette plus-value ne doit pas être déterminée au moyen d'une expertise, mais seulement par la comparaison du prix auquel les tiers détenteurs ont acheté, avec le prix auquel l'immeuble sera revendu, et que c'est à la différence existant entre ces deux prix que doit être fixée l'indemnité, à raison de la plus-value.

16 juill. 1816, jugement du tribunal de première instance, qui rejette la demande des époux Aguerre, tendant à ce qu'il soit procédé, par experts, à l'estimation de la plus-value, par les motifs suivants : — « Considérant que, d'après l'art. 2175 du Code civ., le tiers détenteur peut répéter ses impenses et ses améliorations jusqu'à concurrence de la plus-value résultant de l'amélioration; que, quoiqu'il ne soit pas dit explicitement dans le Code, comment cette plus-value doit être déterminée, si c'est par une expertise ou par le résultat de la vente du bien; il est néanmoins évident que ce doit être par ce dernier moyen; qu'en effet, le but de l'action hypothécaire est d'assurer au créancier le montant de sa créance autant que le bien hypothéqué pouvait le comporter au moment de la vente, par préférence au tiers détenteur, qui ne vient qu'en sous ordre; qu'il faut donc ou que celui-ci le paie ou que le bien soit vendu; que, dans ce dernier cas, le créancier hypothécaire doit être rempli le premier, de ses prétentions sur le prix de la vente, et que le tiers détenteur n'a d'autre droit que celui de percevoir le surplus ou la plus-value pour le remboursement des impenses et améliorations; que, du moment que cette plus-value, quelle qu'elle soit, lui appartient tout entière, comme représentant la valeur des impenses, et qu'il n'a pas droit à autre chose, toute expertise est sans objet; qu'il en est de même dans la supposition que la vente ne produise pas de plus-value; — Considérant que les motifs qui viennent d'être déduits repoussent la demande en prélevement préalable du montant des impenses sur le produit de la vente formée par le sieur Aguerre; que, d'ailleurs, la prétention manifestée à cet égard par ledit sieur Aguerre, est contraire à l'essence de l'action hypothécaire; attendu que, quoiqu'il soit juste que la valeur des impenses soit payée,

terêts que ce tribunal pouvait et devait statuer; — Que cependant le tribunal correctionnel de Draguignan, après avoir réformé le jugement rendu en première instance par le tribunal de sa création, suivant la valeur du bien déterminée par le contrat de vente; que si, dans la concurrence des intérêts respectifs, quelqu'un doit faire des pertes, ce doit être plutôt le tiers détenteur que le créancier hypothécaire, puisque le premier doit s'imputer la faute de s'être exposé, par le fait de sa négligence, à se procurer les renseignements que la prévoyance de la loi lui facilitait sur l'état de la fortune du vendeur. »

Appel. — 24 fév. 1817, arrêt de la Cour roy. de Pau, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

Pourvoi en cassation de la part des époux Aguerre, pour violation de l'art. 2175; en ce que le moyen d'évaluation indiqué par la Cour est tel, qu'il en doit nécessairement résulter que le tiers détenteur ne recevra pas en effet la plus-value réelle, et que par conséquent le vœu de l'art. 2175 ne sera pas rempli.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu que l'arrêt attaqué n'a point méconnu le droit du demandeur à être remboursé de la plus-value, causée aux immeubles dont il s'agit par les réparations par lui faites; qu'il n'a fait qu'indiquer un mode pour les vérifier; qu'ainsi la loi n'a point été violée, puisqu'elle n'indique pas un mode plutôt qu'un autre; — Rejette, etc.

Du 29 juill. 1819. — Sect. req. — Prés., M. La-saudade. — Rapp., M. Brulat Savarin. — Concl., M. Lebeau, av. géu. — Pl., M. Darrieux.

APPEL CORRECTIONNEL.—PARTIE CIVILE. —DOMMAGES-INTERÊTS.

L'appel formé par la partie civile seulement, et alors que le ministère public a laissé passer les délais sans appeler de son côté, n'autorise pas les juges à prononcer une peine qui ne l'aurait pas été en première instance; il ne peut avoir d'effet que relativement aux dommages-intérêts réclamés contre le prévenu. (Cod. Inst. crim., 203 et 205.) (2)

(Leydier).—ARRÊT.

LA COUR. — Vu l'art. 1^{er} du Code d'Inst. crim., et les art. 203 et 205 du même Code, qui fixent les délais dans lesquels le ministère public sera tenu, à peine de déchéance de déclarer ou notifier son appel des jugemens rendus en première instance par les tribunaux correctionnels; — Et attendu, dans l'espèce, que, sur la plainte rendue par Gantier, contre Leydier, Ventrin et Guislophie, à raison des violences et voies de fait qu'il leur imputait d'avoir exercées sur sa personne, le tribunal correctionnel de Grasse, saisi de la connaissance des faits de cette plainte, avait, par jugement du 6 mars 1819, renvoyé les prévenus de l'action formée contre eux; — Que ce jugement avait été acquiescé tant par le ministère public près le tribunal qui l'a rendu, que par le ministère public près le tribunal ayant droit de connaître de l'appel, puisque ni l'un ni l'autre ne s'en étaient rendus appelants; que l'action publique se trouvait donc éteinte, et ne pouvait revivre par l'effet de l'appel de ce jugement interjeté par la seule partie plaignante; que, par cet appel, la partie plaignante n'avait saisi et pu saisir le

(1) P. sur ce point et en ce sens, nos observations sur un arrêt de la Cour de cassation du 28 nov. 1838, et sur le droit qu'a le tiers évicé de se faire rembourser des améliorations qu'il a faites; voy. nos observations sur un arrêt de la Cour de Turin du 30 mai 1810.

(2) Ce point est consacré par de nombreuses décisions. P. Cass. 17 mars 1814, et le résumé de jurisprudence qui accompagne cet arrêt.

tribunal d'appel que sous le rapport de ses intérêts civils, et que ce n'était donc que sur ces intérêts civils que souverainement juste que l'ancien créancier trouve son remboursement sur le gage Grasse, pour mal jugé au fond, et après avoir reconnu et déclaré la culpabilité de Leydier, l'un des prévenus, ne s'est pas borné à statuer sur les dommages et intérêts réclamés par la partie plaignante, mais, en outre, a condamné ledit Leydier à une peine d'amende qui ne pouvait être prononcée sur l'action publique régulièrement exercée : en quoi ledit tribunal a commis un excès de pouvoir, violé les règles de sa compétence et les dispositions des art. 1^{er}, 203 et 205 du Code d'inst. crim., — Cassé, etc.

Du 29 juill. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Hus, av. gén.

GARANTIE DES MAT. D'OR ET D'ARG. ORFÈVRE. — REGISTRE.

L'orfevre dans la boutique duquel se trouvent des ouvrages d'or ou d'argent achetés par lui et non encore inscrits sur son registre, doit nécessairement être condamné à l'amende portée par l'art. 80 de la loi du 19 brum. an 6 (1).

(Lardière.) — ARRÊT

LA COUR; — Vu les art. 74 et 80 de la loi du 19 brum. an 6; — Vu également l'art. 15, décl. du 26 janv. 1749, dont la publication a été renouvelée par l'arrêt du 16 prair. an 7; — Considérant qu'il est constaté par le procès-verbal des employés du 25 nov. 1818, régulier dans sa forme et non argué de faux, que, parmi les différents ouvrages d'or saisis chez François Lardière, orfèvre, à Nantua, il s'est trouvé deux crucifix, marqués, l'un des lettres, F. L., et l'autre, des lettres E. D., achetés par ledit Lardière, et non inscrits sur son registre; que cette négligence de sa part le constituait en contravention formelle à l'art. 15, décl. 26 janv. 1749, et à l'art. 74 de la loi du 19 brum. an 6, qui, aux termes de l'art. 80, même loi, devrait être punie d'une amende de 200 fr.; — Que ledit procès-verbal ayant été déposé au tribunal de Bourg, celui-ci ne pouvait, quelles que fussent, d'ailleurs, les réquisitions ou les conclusions des parties, se dispenser de prononcer les peines de la loi, à raison des contraventions qui y étaient légalement constatées; — Que, néanmoins, le tribunal de Bourg, par jugement du 11 juin 1819, a renvoyé ledit François Lardière de toutes poursuites, et qu'ainsi il a violé les articles de loi précités; — Cassé, etc.

(1) L' dans le même sens. Cass. 20 fév. et 17 déc. 1812, et les notes; 18 mai 1815 Merlin, Répét. (add.), v^o Marque et cont. de, § 3.

(2) Les deux actions publique et civile sont indépendantes l'une de l'autre; elles peuvent donc n'être pas intentées simultanément; le ministère public peut donc exercer l'action publique, sans que la partie lésée par le délit, soit obligée d'agir en même temps pour obtenir la réparation du dommage qu'elle a souffert. Réciproquement, la partie lésée peut former devant la juridiction civile la demande en dommages-intérêts, quoique le ministère public n'ait dirigé aucune poursuite au criminel. V. Mangin, Traité de l'action publique, n^o 27. *

(3) La jurisprudence consacrer en principe que l'omission ou l'incertitude de la date, est, pour l'exploit entaché de cette irrégularité, une cause de nullité radicale. V. Cass. 4 brum. 21 flor. an 10, les notes et les arrêts qui y sont indiqués. Mais, à côté de ce principe, il y a dans la jurisprudence une tendance à déclarer valables les exploits sans date

Du 30 juill. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Hus, av. gén.

ACTION CIVILE. — MISE EN CAUSE.

La partie lésée par un délit ne peut être contrainte à agir, et par conséquent le prévenu n'est pas recevable à demander quelle soit mise en cause pour qu'il soit statué en même temps sur l'action civile et sur l'action publique. (Cod. inst. crim., 3.) (2)

(Selves.)

Du 30 juill. 1819. — Sect. req. — Rapp., M. Chasle.

1^o EXPLOIT. — DATE. — OMISSION.

2^o ORDRE. — APPEL. — DÉLAI.

3^o CHOSE JUGÉE. — VENTE. — NULLITÉ. — MOTEN NOUVEAU.

4^o CRÉANCIER. — DROIT ATTACHÉ À LA PERSONNE.

5^o SOCIÉTÉ. — VENTE. — DIVISIBILITÉ.

6^o CONCLUSION SUBSIDIAIRE. — VENTE. — NULLITÉ. — DIVISIBILITÉ.

7^o MANDAT. — REVOCATION. — CASSATION.

8^o HYPOTHEQUE JUDICIAIRE. — BIENS À VENIR. — INSCRIPTION. — RENOUVELLEMENT.

1^o L'omission de la désignation du mois, en tête de l'acte d'appel n'est pas une cause de nullité lorsqu'il résulte des énonciations contenues dans le corps de l'acte, que l'intime n'a pu se méprendre sur la véritable date de la signification (3).

2^o Le délai de dix jours fixé par l'art. 703, Cod. de proc., pour l'appel du jugement d'ordre, est susceptible de l'augmentation en raison de la distance entre le lieu où siège le tribunal devant lequel l'ordre est poursuivi, et le domicile réel de l'appellant (4).

3^o Celui qui a succombé dans une demande en nullité d'un contrat de vente pour cause de simulation, peut ultérieurement former une autre demande en nullité du même contrat, pour défaut de mandat, si le vendeur est un mandataire. (Cod. civ., 1351.)

4^o Les créanciers d'une personne au nom de qui une vente d'immeuble a été faite par son mandataire, ont qualité pour exciper de l'insuffisance du mandat; ce n'est pas la un droit attaché à la personne, dans le sens de l'art. 1166 du Code civil.

5^o L'associé qui vend un immeuble de la société, tant en son nom personnel que comme mandataire de son associé, vend valablement sa

on avec une date incertaine lorsque les parties ont pu reconnaître la date véritable, par des énonciations renfermées dans l'exploit même ou au moyen des actes signifiés avec la copie. L'arrêt ci-dessus est l'une des décisions très nombreuses qui consacrent ce système. V. dans le même sens. Cass. 7 niv. an 11, et les autorités indiquées à la note. Adde, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 284.

(4) La décision ci-dessus a fait que consacrer le principe que le délai de l'appel du jugement d'ordre est susceptible de l'augmentation en raison des distances; mais il n'a été nullement question de savoir si c'est la distance existant entre le lieu où siège le tribunal et le domicile de l'appellant, qui doit seule être prise en considération, ou bien celle qui se trouve entre le domicile de l'appellant, et celui de l'intimé. Cette question, au surplus, est controversée. V. dans le premier sens, Grenoble, 16 juin 1821. — Mais, dans le second, voy. Poitiers, 19 avril 1831.

moitié, quand même la vente se trouverait nulle, en ce qui touche la moitié de l'associé. (Cod. civ., 1599.) (1)

6^e La partie qui conclut à la validité d'un contrat de vente n'a pas besoin de conclure subsidiairement à la validité de la vente pour moitié. — Si le juge décide qu'il y a nullité pour moitié, il doit par contre maintenir la vente pour l'autre moitié valable. (Cod. proc. civ., 61.) (2)

7^e Le mandat pour liquider une société n'est pas de sa nature récoctoire d'un mandant précédent à l'effet de rendre les immeubles de la société : la décision contraire est non-seulement un mal jugé, mais encore un moyen de cassation. (Cod. civ., 2003.) (3)

8^e L'inscription prise sur un débiteur en vertu d'une hypothèque judiciaire, frappe de plein droit les biens à venir, comme les biens présents, sans qu'il soit nécessaire de renouveler l'inscription, après la survenance ou l'acquisition des nouveaux biens ; il suffit que le créancier inscrit ait déclaré s'inscrire sur les biens à venir, comme sur les biens présents. (Cod. civ., 2148.) (4)

(Delarue Fromont et autres — C. Hervé et consorts.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.)

LA COUR : — Joint les pouvoirs des demandeurs, pour y être statué par un seul et même arrêt ; — En ce qui touche les pouvoirs dirigés par les sieurs Delarue, Fromont, Cayette, Clairambault et Gerbier, contre l'arrêt rendu par la Cour royale de Rennes, le 29 janv. 1817, par lequel ont été rejetés les fins de non-recevoir par eux proposées contre l'appel interjeté par Hervé et compagnie du jugement rendu par le tribunal de première instance de Rennes, le 27 août 1814 : — Attendu, sur le premier moyen personnel à Delarue, que le défaut de date dans la copie qui lui a été laissée de l'acte d'appel du jugement susdaté ne présentait qu'une inadvertance de l'huissier, suffisamment réparée, puisque dans le corps de la signification même de cet acte d'appel on lit ces expressions : « Le jugement du 27 août 1814, signé, enregistré et signifié à avoué le 14 du présent mois, » et que de là il suit que Delarue n'a pu ignorer la véritable date de la signification qui lui était faite ; que le vœu de la loi a été rempli, et conséquemment que Delarue n'était pas recevable à en demander la nullité pour contravention à l'art. 61 du Code de proc. ;

Attendu, sur le second moyen, pris d'une prétendue contravention à l'art. 763 du même Code, que l'appel interjeté par Hervé et compagnie a été notifié dans un temps utile, parce que, en joignant le délai supplémentaire d'un jour par 3 myriamètres de distance du domicile de chacune des parties, à celui qui est accordé par l'article précédemment rappelé, l'appel se trouve avoir été régulièrement et valablement interjeté dans le temps fixé par la loi ; — Par ces motifs, — Rejette le pourvoi des demandeurs contre l'arrêt du 29 janv. 1817, qui, sans avoir égard aux fins de non-recevoir par eux proposées, leur a ordonné de plaider au fond ;

Et passant de suite à l'examen des moyens de cassation invoqués contre l'arrêt définitif de la Cour de Rennes du 19 mars 1817, tant par voie

d'exception qu'autrement : — En ce qui touche le moyen tiré de la prétendue violation de la chose jugée, — Attendu que, dans l'espèce, cette exception n'était pas admissible d'après l'art. 1351 du Code civil, qui veut, pour qu'elle puisse être utilement opposée, que la chose demandée soit la même, qu'elle soit fondée sur la même cause, qu'elle intéresse les mêmes parties, et qu'elle soit formée entre elles et par elles en la même qualité, ce qui ne se rencontrait pas dans l'espèce, puisque la première demande, formée en 1814 par Hervé et Delarue, avait bien, comme celle sur laquelle a été rendu l'arrêt attaqué, pour but de faire annuler la vente faite à Fromont par Delarue, mais pour des causes toutes différentes ; — Qu'en effet, la première demande en nullité avait été fondée sur la simulation dans les actes et sur l'état supposé de faillite de la société, tandis que la seconde a été basée sur le défaut de pouvoir en la personne de Delarue, vendeur en sa qualité de liquidateur ; — Que, lors de la première demande, Hervé et compagnie attaquaient la vente faite à Fromont, et l'obligation de 50,000 francs souscrite au profit du sieur Cayette, de leur chef et aux termes de l'art. 1467 du Code civil, comme ayant été ledites vente et obligation souscrites en fraude de leurs droits, tandis que, lors de la seconde, ils ont appuyé leur nouvelle attaque sur l'art. 1466 du même Code, comme exerçant les droits du sieur Solier, leur débiteur, droits qui, ne lui étant pas exclusivement personnels, pouvaient être revendiqués par ses créanciers, en supposant qu'il ne se fût pas rendu lui-même incapable de les exercer encore ; que de là il suit que, la demande de Hervé et compagnie étant une demande toute nouvelle, fondée sur une nouvelle cause, et formée dans une qualité différente de celle dans laquelle ils agissaient lors de la première demande, l'exception prise de la chose jugée n'était proposable par aucune des parties ; — Que Cayette ne pouvait s'en prévaloir, en supposant que le jugement du 16 déc. 1813, en ordonnant la délivrance des bordereaux de collocation, avait reconnu la validité de son titre, et tout jugé sans retour à l'égard de l'ordre, puisque ce jugement s'était résisté sans exécution, et que les créanciers ne s'étaient pas mis en devoir de retirer lesdits bordereaux et de donner la caution à laquelle il les avait assujettis : ce qui annonçait suffisamment que les juges qui avaient réglé l'ordre dans lequel les créanciers devaient être colloqués, si les vente et obligation étaient maintenues, prévoyaient aussi que ces titres seraient possiblement annulés, puisqu'ils obligeaient les créanciers à rapporter ce qu'ils auraient reçu, et à donner caution pour sûreté de ce rapport ; — Que Fromont et Delarue ne le pouvaient pas davantage, par les raisons préalléguées, et que le règlement de l'ordre, en l'état où étaient les choses, ne pouvaient pas être considéré comme liant irrévocablement les droits des créanciers ;

En ce qui touche le moyen que Fromont et Delarue prétendent tirer du défaut de qualité en la personne de Hervé : — Attendu que ce moyen se trouve réfuté d'avance par la discussion précédente, et qu'il est d'ailleurs évident que les droits qu'il voulait faire valoir, n'étant pas exclusive-

(1) et 2) V. décisions analogues dans le même sens, Cass. 10 mars 1818 ; Turin, 18 mars 1808, et les notes.

(3) V. à cet égard, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 15 janv. 1812.

(4) V. en ce sens, Merlin, *Répert.*, v^o *Inscription hypoth.*, § 5, n^o 12 ; Favard, *Répert.*, v^o *Hypoth.*, IX, — 1^{re} PARTIE.

sect. 2, § 2, n^o 6 ; Persil, *Quest. hypoth.*, t. 1, p. 295 ; Grenier, t. 1, n^o 193 ; Troplong, t. 2, n^o 436.

— V. aussi sur le point de savoir si l'hypothèque consentie par le débiteur, sur un bien dont il n'est pas encore propriétaire, peut devenir valable par l'acquisition qu'il fait ultérieurement de ce bien, la note qui accompagne un arrêt de Cass. du 12 juin 1807. V. aussi Bruxelles, 11 juin 1817.

ment attachés à la personne de Solier, pouvaient être par lui réclamés, si Solier était fondé lui-même à s'en prévaloir encore, seule question qui restait à examiner au fond sur ce point; ainsi se trouve justifié le rejet qui a été prononcé par l'arrêt attaqué de toutes les fins de non-recevoir invoquées par les demandeurs, et il ne reste plus qu'à statuer sur le fond;

À cet égard, sur le pourvoi de Delarue et Fromont: — Et vu l'art. 1134 du Cod. civ., ainsi conçu: « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites; elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise; elles doivent être exécutées de bonne foi. » — Considérant 1° que le domaine de la Pilette et l'hôtel Robien appartenant en indivis et par moitié à Delarue et à Solier; que, quand Delarue n'aurait pas été autorisé par Solier, son co-débitant associé et son beau-père, à vendre la moitié appartenant à ce dernier dans les immeubles dont il s'agit, la vente par lui faite aurait toujours dû produire son effet pour la moitié qui lui appartenait personnellement, puisqu'on ne pourrait pas raisonnablement dire qu'en vendant sa moitié, il aurait vendu la chose d'autrui; qu'en effet, le propriétaire par indivis a pour sa part la propriété aussi entière que la sur la totalité de son domaine; celui qui le possède seul, et qu'il peut conséquemment transmettre cette moitié comme il la possède, à la charge du partage ou de la licitation; — Que c'est à tort que l'arrêt a allégué que Fromont n'avait pas conclu à ce que la vente fût au moins validée pour la moitié; que, cette vente ayant été validée pour le tout par le jugement dont Delarue et Fromont demandaient également la confirmation, il est hors de doute que, concluant à la validité de la vente pour le tout, ils la demandaient nécessairement pour la moitié; qu'il est au surplus noté dans l'arrêt même que Fromont soutenait dans ses plaidoiries que la vente devait en tout événement être validée pour la moitié appartenant à Delarue; de tout quoi il résulte que la Cour de Rennes n'aurait pas dû, contre le vœu formellement énoncé par Fromont, annuler pour le tout, le contrat de vente du 31 janv. 1809 et qu'en le faisant elle a violé l'art. 1134 du Code civil;

Considérant 2° que Solier avait donné à Delarue, le 11 vent. an 12, une procuration spéciale, confirmative d'une précédente, à l'effet de vendre tous les biens qui lui appartenaient ou pourraient lui appartenir, soit privativement, soit en commun; — Qu'il est facile de reconnaître que l'objet de cette procuration était de faciliter les moyens d'acquitter les dettes de la société, dont la dissolution avait été arrêtée pour le 11 fév. 1800, avec pouvoir d'en faire la liquidation, dont Delarue fut spécialement chargé; que l'arrêt attaqué a jugé en droit que le mandat pour liquider avait révoqué la procuration à l'effet de vendre, ce qui est une erreur évidente, car, la société une fois dissoute, Delarue n'aurait pu seul en suivre la liquidation, s'il n'en eût pas été chargé par un mandat particulier; mais, une fois porteur de ce mandat, qui n'avait rien d'inconciliable avec celui qu'il avait reçu précédemment, qui n'avait jamais été révoqué par Solier, et qui comme cela avait été précédemment observé, lui avait été conféré pour rendre plus facile la liquidation de la société, qu'il était dans l'intention des associés de dissoudre, il n'est guère que la Cour de Rennes ne pouvait pas sans violer les lois du mandat et sans commettre un excès de pouvoir, déclarer révoqué le pouvoir exprès et spécial de

vendre, contenu dans la procuration du 11 vent. an 12;

Considérant, en ce qui touche le pourvoi de Cayotte, que, si Delarue n'avait, ni par sa qualité de liquidateur, ni par aucun mandat particulier, pouvoir d'obliger Solier dans les emprunts qu'il ferait, ledit Delarue n'était pas moins obligé en son nom personnel au paiement de la somme qu'il avait reconnue, par l'acte du 27 déc. 1806, lui avoir été prêtée par ledit Cayotte, reconnaissance contre laquelle il n'a jamais réclamé; qu'ainsi la Cour de Rennes eût dû se borner à déclarer que l'obligation contractée par Delarue était sans effet, respectivement à Solier, et à juger que l'inscription de Cayotte serait radulée en ce qu'elle portait sur la moitié des domaines, appartenant en commun à Solier et à Delarue; mais qu'en annulant l'obligation en elle-même, et en ordonnant la radiation de l'inscription prise par ledit Cayotte, même sur la moitié desdits immeubles appartenant à Delarue, la Cour royale de Rennes a évidemment contrevenu à l'art. 1134 du Code civil, déjà cité;

Sur le pourvoi de Chairambault et de Gerbier contre la disposition par laquelle ces deux créanciers, subrogés aux droits de Giroust et au bénéfice des inscriptions judiciaires prises, ont vu prononcer la radiation de ces inscriptions comme non avenues: — Vu les art. 2114, 2122, 2123, 2129, 2134 et 2148; — Considérant que la législation établit une distinction essentielle entre les hypothèques conventionnelles et les hypothèques soit légales, soit judiciaires; que les premières sont seules soumises à la spécialité; que toutes moins celles que la loi en excepte nommément, sont soumises à la publicité; mais que, lorsque cette publicité a été donnée aux hypothèques légales et judiciaires par les moyens indiqués par la loi, elles doivent avoir tout l'effet que cette même loi leur garantit; que, suivant les art. 2122 et 2123, les créanciers qui ont de semblables hypothèques peuvent exercer leurs droits sur les biens actuels de leur débiteur et sur ceux qu'il pourra acquérir ultérieurement;

Que, suivant l'art. 2148, aucune indication n'est nécessaire; qu'une seule inscription frappe tous les immeubles compris dans l'arrondissement d'un même bureau; que le Cod. civil a assimilé l'hypothèque judiciaire à l'hypothèque légale; qu'il n'a pas imposé la nécessité de prendre des inscriptions successives à fur et mesure des acquisitions nouvelles que pourrait faire le débiteur; qu'il s'est borné à soumettre les inscriptions judiciaires, comme toutes les autres, à la publicité; qu'une fois cette formalité remplie dans chaque bureau où le débiteur possède des immeubles ou en acquerra par la suite, et l'inscription étant prise pour être exercée sur les biens présents et venir de ce même débiteur, tous les intérêts sont conservés; que la répétition de l'inscription à chaque acquisition que pourrait faire le débiteur ne fournirait aucune nouvelle connaissance au public, et n'offrirait que la répétition littérale de la première, et que son inutilité absolue eût été démontrée que la loi ne l'a pas voulu, si son silence seul ne suffisait pas; de tout quoi il faut conclure qu'en refusant de donner effet aux inscriptions des créances de Chairambault et Gerbier, prises avec déclaration par Giroust qu'il entend les faire porter sur les biens que possèdent actuellement Solier et Delarue dans l'arrondissement du bureau de Rennes, et sur ceux qu'ils pourraient acquérir dans la suite dans ce même arrondissement, sous le vain prétexte que ces inscriptions auraient dû être répétées à chaque nouvelle acquisition, c'est de la part de la Cour de Rennes

avoir introduit dans le Code une disposition qui n'y est point écrite et que ses dispositions rapprochées et bien méditées reprouvent, avoir par conséquent commis un excès de pouvoir, et violé par suite les dispositions précitées de ce même Code : — Par ces motifs, — Casse et annule l'arrêt définitif rendu par la Cour royale de Rennes, le 19 mars 1817 : 1^{er} en ce qu'il a annulé la vente faite par Delarue à Fromont, le 31 janv. 1809, du domaine de la Piletlière et de l'hôtel Robien, situés à Rennes, rue Corbin; 2^o en ce qu'il a annulé, respectivement à Delarue, l'obligation par lui consentie au profit de Cauyette, le 27 déc. 1806, et en ce qu'il a, par suite, au préjudice du dit Cauyette, ordonné la radiation de l'inscription par lui prise, le 16 janv. 1807, sur les immeubles situés dans l'arrondissement du bureau des hypothèques de Rennes, appartenant à la société préexistante entre Sollier et Delarue, en tant que cette inscription frappait sur la moitié desdits domaines appartenant à ce dernier; 3^o en ce que, au préjudice du sieur Clairambault et Gerbier, subrogés aux droits de Giroust, sur les immeubles appartenant par indivis à Sollier et à Delarue, il a ordonné la radiation des inscriptions prises par ledit Giroust, en tant qu'elles frappaient sur le domaine de la Piletlière, sous prétexte qu'il ne p'avait été grevé d'hypothèque que par une inscription postérieure à son acquisition, etc.

Du 3 août 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze p. p. — Rapp., M. Minier. — Concl., M. Cahier av. gén. — Pl., MM. Raoul, Guichard, Sirey Barrieux et Nicod.

1^{re} ACTION POSSESSOIRE. — PETITOIRE. — RECRANCE.

2^o CASSATION. — DEMANDE PROVISOIRE.

1^{re} Lorsque dans une instance sur le pétitoire, l'une des parties demande à être maintenue provisoirement, pendant l'instance, dans la possession de l'immeuble litigieux, c'est là une véritable action possessoire sur laquelle les juges du pétitoire ne peuvent statuer, et qu'ils doivent renvoyer au juge de paix (1).

2^o L'arrêt qui fait définitivement droit sur une demande provisoire est susceptible du recours en cassation.

(Gilles — C. la dame de Lubières.)

Une contestation s'était élevée entre les mineurs Benault de Lubières et la commune d'Eygüères, sur la propriété des montagnes dites de Sainte-Cécile et de Vandéque. — Par jugement du 5 mai 1814, le tribunal civil de Tarascon a maintenu les mineurs de Lubières dans la propriété des terrains litigieux. — Nonobstant ce jugement, le sieur Gilles, habitant de la commune d'Eygüères, continuait à mener paître ses troupeaux sur les montagnes de Sainte-Cécile et de Vandéque. — La dame veuve de Lubières, en qualité de tutrice de ses enfants mineurs, a cité le sieur Gilles en complainte possessoire devant le juge de paix; et, sur cette citation, le sieur Gilles, ayant excipé de certains titres de propriété qu'il a prétendu lui être personnels, a demandé son renvoi devant le tribunal de première instance.

Jugement par lequel le juge de paix se déclare incompétent. — Le 12 nov. 1816, nouvelle assigna-

tion de la dame de Lubières au sieur Gilles devant le tribunal de première instance d'Arles.

Devant ce tribunal, la dame de Lubières conclut à ce qu'elle soit déclarée propriétaire des montagnes de Sainte-Cécile et de Vandéque; et provisoirement elle demande à être maintenue en possession et en jouissance desdites montagnes, et que, pendant la procès et avant tout jugement sur le fond, inhibitions et défenses soient faites au sieur Gilles d'y mener paître ses troupeaux.

Le sieur Gilles fait valoir, au contraire, la possession paisible et publique qu'il prétend avoir eue en vertu de son titre, depuis un et jour, et soutient qu'au surplus le tribunal n'est pas compétent pour statuer sur les conclusions provisoires prises par la dame de Lubières, qui, dans le fond, ne sont réellement qu'une demande au possessoire, dont le juge de paix pourrait seul connaître, et que le tribunal ne peut cumuler avec la demande au pétitoire dont il est déjà saisi.

La dame de Lubières a répliqué, en disant que la possession alléguée par le sieur Gilles n'avait pas eu lieu *animo domini*, qu'elle n'était que la suite d'un droit communal, auquel le sieur Gilles avait participé et qu'il avait continué d'exercer, au préjudice des mineurs de Lubières, depuis qu'ils avaient été déclarés propriétaires des terrains en litige; que, d'ailleurs, elle n'avait pu ni voulu exercer une action possessoire en demandant son maintien provisoire en possession, puis-que le trouble dont elle avait à se plaindre existait depuis plus d'un an, et que, sous ce rapport, elle serait non recevable, mais qu'elle entendait uniquement provoquer, par provision, une mesure conservatoire, que l'équité semblait devoir accorder au titre le plus apparent, et que le tribunal pouvait, par conséquent, prononcer sans emuler le pétitoire avec le possessoire.

24 nov. 1816, jugement du tribunal civil d'Arles, qui rejette la demande en possession provisoire de la dame de Lubières, renvoie les parties, sur cette demande, devant le juge compétent, et ordonne qu'il sera donné suite à l'action au pétitoire dont il reste saisi.

Appel de la part de la dame de Lubières. — 14 juin 1817, arrêt dont voici les motifs : — « Attendu que la jouissance provisoire est due à celui qui a le dernier état en sa faveur; que la teneur et le résultat des titres ne sont à considérer que lorsque les parties en viennent au pétitoire, et que jusque-là la possession paisible pendant l'an et jour est le seul point à considérer; qu'à la vérité, la dame Benault de Lubières a reconnu ne pouvoir exercer une action possessoire, mais que, d'un autre côté, on peut dire que le sieur Gilles ne se présente pas comme ayant eu d'une manière incontestable une paisible possession pendant un an et jour; — Attendu que le titre invoqué par le sieur Gilles sera examiné et apprécié lors du jugement sur le pétitoire; mais qu'en l'état et d'après ce qu'on lit dans les pièces du procès, il n'est pas suffisamment justifié que ce soit d'après le titre, et non comme ayant usé d'un droit communal que ledit Gilles ait possédé; que, dès lors, il ne pourrait se fonder sur sa possession pour repousser les fins provisoires de la dame de Lubières; ce qu'il ne

(1) V. en ce sens, Cass. 7 août 1817, et les arrêts cités à la note. V. aussi Merlin, *Quest.* v^o *Dénonciation de nouvel ouvrage*, § 3; Favard, *Répert.*, v^o *Complainte*, sect. 1^{re}, § 5, n^o 43. — On a mis en doute si, dans l'état actuel de la législation, le recourant en séquestre peut encore être ordonné

par le juge du possessoire; mais la question nous paraît devoir être résolue pour l'affirmative. V. Curasson, *Compét. des juges de paix*, t. 2, p. 390 (2^e édit); F. aussi *supra*, Cass., 17 mars 1819 et la note.

saurait obtenir qu'à la faveur d'une possession non-soulement annale, mais paisible, mais exercée, avec l'esprit et l'intention d'user d'une faculté qui lui fût propre, et indépendante d'un droit communal, auquel il eût participé avec tous les habitants d'Esquignes; — Attendu, enfin, que, dans le doute, et lorsque l'on n'a pas suffisamment établi que la possession a été paisible, et qu'elle a eu son principe dans un titre jusques-là non contesté, il est de règle que l'état provisoire est accordé à celle des parties qui a le titre de propriétaire le plus apparent, sans rien préjuger au fond; en conséquence, la Cour infirme le jugement du tribunal civil d'Arles; accorde à la dame de Lubières la possession provisoire des montagnes de Sainte-Cécile et de Vandellèque, et fait défenses au sieur Gilles de les fréquenter avec ses bestiaux. »

POURVOI en cassation, de la part du sieur Gilles: 1° pour violation de l'art. 10, tit. 3 de la loi des 16-24 août 1790 et des art. 2 et 3 du Code de proc. civ., qui dispose également que la connaissance de toute action possessoire appartient en premier lieu au juge de paix, en ce que l'arrêt dénoncé examine et décide une question de possession, que la Cour qui l'a rendu n'était nullement compétente pour décider, mais qu'elle devait renvoyer, comme l'avait déjà ordonné le jugement de 1^{re} instance, devant le juge compétent. — En ce que d'ailleurs, si la maintenance en possession provisoire pouvait être dans les attributions de la Cour royale, elle n'aurait dû l'accorder qu'à une partie ayant pour elle la possession annale, et que, dans l'espèce, il était reconnu au contraire que la dame de Lubières n'avait pas cette possession en sa faveur.

2° Pour violation de l'art. 25 du Code de proc. civ., qui défend le cumul du pétitoire et du possessoire; en ce que la Cour d'appel d'Aix, déjà saisie de l'action pétitoire de la dame de Lubières, ne pouvait plus entrer dans l'examen d'une demande au possessoire survenue incidemment dans l'instance. — Au pourvoi du sieur Gilles, la dame de Lubières opposait d'abord une fin de non-recevoir; elle prétendait que l'arrêt dénoncé n'était ni définitif ni interlocutoire, qu'il n'était que préparatoire ou provisoire, que dès lors il n'y avait pas lieu de l'attaquer en cassation avant le jugement du fond.

Sur les différents moyens proposés par le demandeur, la dame de Lubières répondait: 1° Que ce n'était point une action en complainte possessoire qu'elle avait exercée contre le sieur Gilles, mais bien seulement une demande en possession provisoire, qui devait être accordée au porteur du titre de propriété le plus apparent; qu'autrement, chaque fois qu'il y aurait contestation, tout à la fois sur la propriété et sur la possession d'un immeuble, il faudrait se livrer à des voies de fait en attendant la décision du procès au fond, puisque l'action possessoire et l'action pétitoire ne pouvant être cumulées, ne pourraient être jugées simultanément; que, dans l'espèce, la dame de Lubières ne se plaignait pas d'avoir été troublée dans l'année; qu'elle ne demandait pas à être maintenue ou réintégrée dans sa possession annale; mais bien seulement que, pendant la durée du procès, il fût fait défense au sieur Gilles de fréquenter avec ses bestiaux les montagnes de Sainte-Cécile et de Vandellèque, jusqu'à ce que les juges eussent pu reconnaître le droit de propriété de la demanderesse; que de sa part, il n'avait donc nullement été question d'intenter une action possessoire au sieur Gilles; qu'ainsi les art. 10, tit. 3 de la loi des 16-24 août 1790 et 2 du Code de proc. civ., n'étaient point applicables à la

cause et n'avaient pu être violés; et 2° que, dans l'hypothèse même que la demande provisoire de la dame de Lubières pût être considérée comme une action possessoire, il était de principe, en droit, que le tribunal saisi de la demande principale l'était aussi de toute exception ou demande accessoire proposée dans la même instance: *causa principalis trahit ad se minorem*.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR R. — Sur la fin de non-recevoir, attendu que tout arrêt ou jugement en dernier ressort qui fait définitivement droit, soit sur le fond, soit sur un incident, soit sur une demande provisoire, est susceptible de recours en cassation; — Et attendu que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué a définitivement prononcé sur une demande provisoire; — Rejette la fin de non-recevoir.

Statuant au fond, vu l'art. 25 du Code de proc. qui porte que le possessoire et le pétitoire ne seront jamais cumulés; — Attendu que l'action provisoire dont il s'agit, constituait une action possessoire dont la connaissance était exclusivement dévolue au juge de paix, et qu'en prononçant sur les fins provisoires de la dame de Lubières, la Cour royale d'Aix a cumulé le pétitoire et le possessoire, et par conséquent viole l'art. 25 du Code précité; — Casse, etc.

Du 4 août 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, — Rapp., M. Henri Larivière, — Cons., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Sirey et Loussea.

MINES. — VENTE. — CONCESSION FUTURE.

Sous l'empire de la loi des 12-28 juillet 1791, le propriétaire d'un terrain peut mettre à prix et vendre valablement les propriétés, droits et facultés qu'il a sur une mine existante au-dessous du sol. — Peu importe que la mine ne puisse être exploitée qu'en vertu d'une concession administrative: la loi réserve au propriétaire, par préférence aux étrangers, des droits et facultés pour l'exploitation, qui, ayant un prix, placent les mines dans le commerce, et font que la vente est valable. (L. des 12-28 juill. 1791, art. 1, 5 et 10; L. du 21 avril 1810; Cod. civ., 1128.) (1)

(Poussourel et consorts c. C. Reversat.)

Par contrat du 20 nivôse an 12, le sieur Reversat a vendu au sieur Salek et autres associés, moyennant 168,000 fr., ses propriétés, droits et facultés sur des mines d'alun qui se trouvaient dans les terrains de la *Buegne* et *Fontaynes*, et lui appartenant. — Aux termes de la loi du 28 juill. 1791, les sieurs Salek et consorts sollicitèrent du gouvernement l'autorisation nécessaire pour faire exploiter les mines qu'ils avaient acquises; ils s'associèrent dans cette affaire le sieur Flaugergues, qui paraissait devoir les aider à écarter d'autres demandes semblables déjà formées auprès de l'autorité. — Les sieurs Salek, Flaugergues et autres n'obtinrent pas tout ce qu'ils avaient demandé; le gouvernement leur accorda la permission d'exploiter les mines qui pouvaient se trouver dans le terrain de Fontaynes, mais il leur refusa cette permission pour les mines de Buegne, beaucoup plus considérables, et dont l'exploitation fut accordée à la compagnie Lassalle.

Ultérieurement, le sieur Reversat a réclamé le paiement des 168,000 fr. portés pour prix de vente au contrat du 20 nivôse an 12.

Les sieurs Salek et consorts ont alors prétendu que cette vente du 20 nivôse an 12 était nulle comme portant sur une chose qui était hors du

(1) V. en ce sens, Favard de Langlade, *Répert.*, v^o Mines, sect. 3, n^o 8.

commerce, et qui ne pouvait être la matière d'un contrat entre particuliers; savoir, le droit d'exploiter une mine, droit qui de sa nature était subordonné à l'autorisation préalable du gouvernement, et que le gouvernement pouvait accorder à toute autre personne qu'au propriétaire de la superficie.

En cet état, jugement du tribunal civil de Rodez, lequel : « considérant que la vente du 20 nivôse an 12 était censée subordonnée à l'autorisation d'exploiter, que c'était la une condition résolutoire du contrat... Annule ladite vente en tant que concernant le terrain de la Buegne, et la maintient en ce qui concerne le terrain de Fontaynes que les sieurs Salek et autres avaient été autorisés à exploiter; ordonne, en outre, que ventilation sera faite, afin de déterminer pour quelle somme le terrain de Fontaynes est entré dans le prix total de la vente. »

Appel. — 15 juin 1818, arrêt de la Cour royale de Montpellier qui confirme le jugement de première instance, et en adopte les motifs.

POURVOI en cassation de la part du sieur Poussounel, curateur à la succession vacante du sieur Salek, décédé, et de la part de ses autres associés. — 1^o Pour violation de l'art. 1128 du Code civ., qui ne reconnaît de conventions valables que celles faites sur des choses qui sont dans le commerce, et encore la violation de la loi des 12-28 juill. 1791, sur les mines, portant : Art. 1^{er}, « Les mines et minières, tant métalliques que non métalliques, sont à la disposition de la nation, en ce sens seulement que ces substances ne pourront être exploitées que de son consentement et sous sa surveillance, à la charge d'indemniser. »

2^o Pour violation des principes généraux des contrats, et particulièrement les art. 1136 et 1159 du Code civil, et la loi 34 ff. de reg. juris, ainsi conçu : *Semper in stipulationibus et in ceteris contractibus, id sequitur quod actum est : aut si non appareat quid actum est, erit consequens, ut id sequatur quod in regione in qua actum est, frequentatur.*

Or, il est constant que dans le lieu où s'est passé le contrat de vente du 20 niv., l'usage s'était introduit de vendre et d'acheter sous la dénomination de faculté d'exploiter, le droit actuel et réel d'exploiter les mines, droit qui n'est considéré d'ailleurs que comme une dépendance de la propriété : dans l'espèce, c'est ce droit d'exploiter lui-même que le sieur Reversat a prétendu vendre, et que les sieurs Salek et autres ont entendu acheter; mais, comme on l'a démontré, le sieur Reversat n'avait pas ce droit, qui dépendait entièrement d'une autorisation à obtenir du gouvernement, le contrat de vente était essentiellement nul, en ce qu'il ne pouvait être exécuté dans le sens qu'y avaient attaché les parties, c'est-à-dire dans le sens de la vente d'un droit d'exploitation, la Cour royale. « n déclarant néanmoins ce contrat obligatoire, du moins en partie, à donc violé la loi 34 précitée.

3^o Enfin pour violation de l'art. 1602 du Code civ., et la loi 172, ff. de reg. juris, d'après lesquels toute phrase ambiguë s'interprète contre le vendeur, en ce que cet arrêt, au moyen d'une interprétation favorable au sieur Reversat, a maintenu le contrat de vente du 20 niv. an 12, qui devait être annulé comme portant sur un objet hors de commerce, et qui ne pouvait faire la matière d'une convention réelle entre les parties.

(1) P. conf., Cass. 9 avril 1813, et dans l'affaire ci-dessus, 25 mars 1819, et les notes qui se trouvent sous ces arrêts. La Cour de cassation a appliqué la même décision à la soustraction de tableaux peints

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu qu'à l'époque de l'acte du 20 niv. an 12, qui contient les conventions des parties, la loi du 28 juill. 1791, qui régit la matière des mines, tout en faisant dépendre la concession de l'autorisation du gouvernement pour leur exploitation, accordait néanmoins, pour cette même exploitation, des droits et facultés aux propriétaires des superficies, par préférence à toutes autres personnes étrangères audités superficies; que, dans cet état, la Cour de Montpellier, en jugeant valables les cession et subrogation en ces propriétés, droits et facultés, sur les mines en question, faites par Reversat, n'a pas appliqué fausement les lois invoquées;

Sur les deux autres moyens, tirés l'un et l'autre de la violation des lois romaines, attendu que ces moyens, rentrant particulièrement dans le premier, se résolvent et s'écartent par les mêmes motifs que ceux donnés sur ce premier moyen; — Rejette.

Du 5 août 1819 — Sect. req. — Prés., d'âge M. Lasaudade. — Rapp., M. Vallée. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Odilon Barrot.

VOL.—DEPÔT PUBLIC.—BIBLIOTHÈQUE.

Le vol de livres dans une bibliothèque publique constitue un vol d'effets dans un dépôt public, et dès lors est passible des peines de l'art. 254, Code pén. (Cass. pén., 25 et 401.) (1)

(Bardenne fils.)

Un premier pourvoi avait été formé dans cette affaire contre l'arrêt de la chambre d'accusation. Il fut rejeté par arrêt du 25 mars 1819 (V. à cette date). La Cour d'assises de Lot-et-Garonne, saisie par le renvoi de la Cour de cassation, procéda par contumace et n'appliqua à l'accusé que les peines de l'art. 401 du Code pén. — Pourvoi du ministère public.

ARRÊT.

LA COUR :—Vu l'art. 473 du Code d'inst. crim., qui donne au procureur général la faculté de se pourvoir en cassation des arrêts des Cours d'assises rendus par contumace; — Vu également les art. 254 et 255 du Code pén.; — Considérant que la Cour d'assises du département de Lot-et-Garonne a déclaré Bardenne fils, accusé, coupable d'avoir commis différents vols de livres déposés dans les bibliothèques publiques de la ville de Toulouse dites du Clergé et du Lycée; — Que ces faits constituent le crime prévu par les art. 254 et 255 du Code pén., punissable, d'après ce dernier article, de la peine de la réclusion; — Que néanmoins ladite Cour d'assises appliquant l'art. 401 du Code pén., n'a condamné Bardenne fils qu'à une peine correctionnelle; qu'elle a donc fausement appliqué cet article et violé les art. 254 et 255 du Code pén., précités; — Casse, etc.

Du 5 août 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barrie. — Rapp., M. Buschop. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

DATE CERTAINE.—FEMME.—COMMUNAUTÉ.—CRÉANCIER.

Les créanciers d'une femme commune en biens dont les titres n'ont pas une date fixe et certaine avant le mariage, ne peuvent saisir et arrêter, au préjudice de la communauté, les revenus des biens que la femme a apportés en mariage, bien que par une clause de son contrat de mariage elle se soit réservée le

dans un motif public; Cass. 10 sept. 1810. Cette question est examinée par M. l'abbé et l'abbé, Théorie du Code pénal, t. 1, p. 517.

droit de toucher chaque année sur ses propres quittances, sans l'autorisation de son mari, et sur tels de ses revenus qu'il lui plaira, une somme d'ici minée pour subvenir à son entretien personnel.

(De Polard.) — ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR R.; — Vu les art. 1410 et 1416 du Code civ.; — Considérant que, par leur contrat de mariage du 9 nov. 1809, les demandeurs ont stipulé qu'ils seraient communs en biens; qu'ils ne seraient point tenus des dettes l'un de l'autre, antérieures à leur mariage, lesquelles, s'il y en avait, seraient acquittées par celui des deux qui les aurait faites, et sur ses biens, sans que ceux de l'autre ni de la communauté en fussent chargés; — Considérant que l'art. 6 de ce contrat porte que « la future épouse aura droit de recevoir, sur ses simples quittances, sans l'autorisation de son mari, sur tels de ses revenus qu'elle voudra choisir, une somme annuelle de 6,000 fr. pour subvenir à son entretien personnel; » — Considérant, que si cette somme était détournée de l'objet de sa destination, l'entretien de la femme, qui, d'après la loi, est une charge de la communauté, retomberait nécessairement à la charge de cette communauté; — Considérant que les billets souscrits par la dame Dumas de Polard au profit du défendeur, sous seing privé, n'ont point été enregistrés avant le mariage de la dame veuve Polard, et que, par conséquent, ils n'ont point de date certaine avant la même époque; — Considérant que si l'art. 1416 du Code civ., autorise les créanciers à exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne, et que, s'il n'est pas au pouvoir d'une femme de se créer un semblable droit au préjudice de ses créanciers antérieurs à son mariage, en se réservant par son contrat de mariage la faculté de toucher annuellement, sans l'autorisation de son mari, une somme quelconque pour son entretien personnel sur les revenus des biens qu'elle met en communauté, toujours est-il que les créanciers de la femme, dont les titres n'ont pas une date fixe et certaine avant le mariage, ne peuvent exercer contre elle aucune action dont l'effet retomberait sur la communauté et augmenterait les charges du mari; d'où il suit qu'en déclarant bonne et valable la saisie-arrest formée par le défendeur sur la réserve annuelle de 6,000 fr., dont il s'agit, la Cour royale de Paris a faussement appliqué l'art. 1416 du Code civ., et violé l'art. 1419, même Code; — Casse, etc.

Du 9 août 1819. — Sect. civ. — Concl. conf., M. Cahier, av. gen.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — AGENT DIPLOMATIQUE E. — MARIAGE. — ÉTRANGER.

Sous l'empire de la loi du 28 sept. 1792, les agents diplomatiques français n'ont pas eu qualité pour remplir les fonctions d'officiers

(1 et 2) Le contraire avait été jugé par la Cour royale de Rouen, par un arrêt rendu dans la même affaire, le 24 fév. 1815. V. l'arrêt à sa date. Celui que nous recueillons ici a prononcé la cassation, et cette dernière doctrine est approuvée par tous les auteurs. Toutefois, Merlin critique les motifs de l'arrêt ci-dessus, en tant qu'ils tendent à accorder à nos agents diplomatiques aucun pouvoir à l'étranger, que sur les nationaux. Il soutient que si nos agents diplomatiques n'ont aucun pouvoir *coactif*, il n'en est pas ainsi du pouvoir *permissif*, et que nos lois n'empêchent pas l'étranger qui contracte dans son pays avec un Français de passer, devant un officier civil de France, l'acte qui doit constater leur engagement réciproque. « Mais pourquoi, continue

de l'état civil en pays étranger; par conséquent pour y célébrer un mariage entre un Français et une étrangère (1). »

L'article 48 du Code civil, qui autorise les agents diplomatiques et les consuls à recevoir les actes de l'état civil des Français en pays étranger, conformément aux lois françaises, ne s'applique qu'à ceux de ces actes qui concernent des Français uniquement, et non des Français et des étrangers; nos lois et nos agents n'ont de pouvoir à l'étranger que sur les nationaux. (Cod. civ., 47, 48, 170.) (2)

(Gaudin — C. la dame Sommaripa.)

Nous avons rendu compte d'un arrêt de la Cour royale de Rouen, rendu le 24 fév. 1818, lequel a déclaré la validité du mariage contracté en 1793 à Constantinople, par le sieur Gaudin, Français d'origine, et la demoiselle Sommaripa, sujette de l'empire ottoman. Ce mariage était atteint après vingt ans d'une possession d'état publique et non interrompue, par la demoiselle Sommaripa elle-même. — Deux moyens de nullité étaient proposés par elle : 1° Défaut de consentement de son père, qui était absent à l'époque du mariage; 2° défaut de capacité de l'agent diplomatique français devant lequel avait été fait le mariage, et qui en avait seul dressé l'acte de célébration.

POURVOI en cassation de la part de la dame Sommaripa contre l'arrêt qui la déclarait non recevable dans sa demande en nullité du mariage. Entre autres moyens à l'appui de son pourvoi, elle présente la violation des art. 47, 48, 170 et 191 du Code civil, en tant qu'ils contiennent la confirmation des principes de la législation antérieure sur l'incapacité des agents diplomatiques ou consuls français, pour recevoir des actes de mariage en pays étranger, particulièrement entre des Français et des étrangers. — Dans une consultation délibérée par les premiers avocats du barreau, la dame Sommaripa faisait ainsi valoir le moyen de cassation dont nous ne présentons ici que l'analyse.

Il s'agit, disait-on, pour la demanderesse, d'un mariage contracté en 1793; par conséquent, sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792. — Or, d'après les dispositions du titre 1^{er} de cette loi, les officiers municipaux étaient seuls chargés de recevoir les actes de l'état civil. L'art. 5 du titre 6 de la même loi ajoute encore : « Aussitôt que les registres concrets auront été clos, arrêtés et portés à la maison commune, les municipalités seules recevront les actes de naissance, mariage et décès, et enregistreront les registres. Défenses sont faites à toutes personnes de s'immiscer dans la tenue de ces registres et dans la réception de ces actes. » Aucune autre loi n'avait d'ailleurs investi, à cette époque, les consuls ou agents diplomatiques français du droit de remplir les fonctions d'officier de l'état civil dans l'étranger. — Donc, et sous cette législation, un mariage contracté devant un consul ou agent diplomatique

Merlin, *Répert.*, v^o *État civil*, § 2, tout mal motivé qu'il est en partie, l'arrêt est-il aussi exact au fond? C'est par une raison à laquelle il eût dû se borner en le développant : c'est parce qu'il résulte clairement de l'essence des choses, qu'il n'en est pas du mariage comme d'un contrat ordinaire, et que l'on ne peut pas, du pouvoir dont les agents diplomatiques ou consuls de France en pays étranger peuvent être investis d'y recevoir un contrat ordinaire entre un Français et un étranger, conclure qu'ils aient également le pouvoir d'y célébrer un mariage entre un étranger et un Français. — V. encore dans ce sens. Duranton, t. 2, n^o 235 et suiv.; Favard de Langlade, *Rép.*, v^o *Mariage*, sect. 3, § 2, n^o 11; Coin-Delisle, *Comment. anal.*, sur l'art. 48, n^o 4.

quelconque en qualité d'officier de l'état civil était tout aussi radicalement nul, que tout autre mariage qui aurait été fait ou reçu en France par un individu quelconque, autre qu'un officier municipal.

On allégué l'usage qui s'était introduit dans le silence de la loi, relativement aux mariages contractés à l'étranger, on prétend que cet usage était de célébrer ces mariages devant l'agent diplomatique français, que plusieurs mariages ont ainsi été reçus; on prétend enfin que le sieur Gaudin, à cinq ems lieues de la France, a fait tout ce que les circonstances du temps et du lieu lui permettaient pour donner un caractère légal à son union avec la demoiselle Sommaripa. — Mais d'abord l'usage ne résulte pas de quelques actes isolés, inconnus, qui n'ont jamais été soumis à la censure des tribunaux, et contre lesquels, par conséquent, la loi n'a cessé de réclamer; en second lieu, la nécessité même de suppléer au silence de la loi, ne peut être alléguée en faveur du mariage dont il s'agit : à la vérité, la législation alors existante ne fournissait peut-être aucun moyen au sieur Gaudin de contracter un mariage à Constantinople selon les lois françaises, mais si cela était ainsi, ce ne serait pas encore un motif pour déclarer valable un engagement qui n'a été revêtu d'aucune forme légale. — Le mariage n'est jamais un acte nécessaire de la part des personnes qui le contractent; l'absence des formalités légales ne peut donc jamais être couverte par l'impossibilité où l'on aurait été de les remplir.

Mais il y a plus, le sieur Gaudin pouvait contracter à Constantinople un mariage tout aussi légitime que celui qu'il aurait contracté en France; il lui suffisait de se conformer aux lois de l'empire ottoman. En Turquie, à Constantinople, comme dans tous les pays de l'Europe, l'intervention de l'autorité publique est de l'essence des mariages; le ministre chargé de les célébrer est le cadi pour les musulmans, et le curé du domicile pour les catholiques, c'est ce qu'atteste un certificat délivré par le chargé d'affaires de la Sublime-Porte près la cour de France. — Or, d'après les anciens principes, il était reçu qu'un mariage contracté en pays étranger, entre Français, ou entre Français et étranger, conformément aux lois du pays où il avait été fait, était reconnu valable en France. Cette doctrine, qui résulte de plusieurs lois romaines, est attestée par Dumoulin, Cons. 53, n. 9; Boullenois, *Traité des démissions de biens*, p. 140, quest. 6; le président Bouhier, dans ses *Observations sur la coutume de Bourgogne*, chap. 23, n. 81; l'auteur du *Code matrimonial*, p. 169, qui cite une consultation délibérée en 1740, par plusieurs avocats, au nombre desquels se trouvait le célèbre Cochin, qui, sur le fondement de cette règle, se prononcèrent pour la validité des mariages contractés en Angleterre entre des catholiques français en présence des curés hérétiques.

Il n'est donc pas vrai de dire avec l'arrêt dénoncé, que le sieur Gaudin a fait tout ce qui dépendait de lui pour donner un caractère légal à son mariage, il a précisément négligé la seule voie par laquelle il pouvait en assurer la validité, qui était de se conformer aux lois du pays où il se trouvait. — Il devait requérir la célébration devant le curé de son domicile ou du domicile de son épouse, à Constantinople, et ce n'est que d'un prêtre étranger (l'ambassadeur de Venise) qu'il prétend avoir reçu la bénédiction nuptiale; sous ce rapport, le sieur Gaudin ne peut donc invoquer l'intervention d'un ministre incompétent du culte catholique, dont la présence n'a pu valider son mariage.

L'art. 47 du Code civil est venu plus tard consacrer en principe cette ancienne doctrine de la validité des actes passés en pays étranger selon les formes en usage dans ce pays; il est dit dans cet article : « Tout acte de l'état civil des Français et des étrangers, fait en pays étranger, sera foi s'il a été rédigé dans les formes usitées dans le dit pays. » L'art. 170 ajoute : « Le mariage contracté en pays étranger entre Français, et entre Français et étranger, sera valable, s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays. » Evidemment la Cour royale de Rouen a méconnu les principes consacrés par ces deux articles, et a, par conséquent, violé les anciennes lois dont ils ne sont que la répétition, en déclarant la validité d'un mariage qui n'a été contracté, ni conformément à la loi française, alors existante, ni selon les formes usitées dans le pays étranger où se trouvaient les deux époux.

En supposant même que l'on prétendit trouver dans l'art. 48 du Code civil, le seul qui parle des agents diplomatiques comme susceptibles de remplir les fonctions d'officier de l'état civil à l'étranger, la preuve ou la confirmation de l'usage antérieur allégué par la Cour royale de Rouen, à l'égard des mariages contractés sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, sous ce rapport encore, l'arrêt de cette Cour n'offrirait qu'une violation manifeste de l'art. 47 lui-même, qui porte : « Tout acte de l'état civil des Français en pays étranger sera valable, s'il a été reçu conformément aux lois françaises par les agents diplomatiques ou par les consuls. » — Car la loi ne dispose ici évidemment que relativement à l'état civil des Français, c'est-à-dire des Français entre eux, et ne confère nullement aux agents diplomatiques et aux consuls, la capacité de recevoir les actes de mariage entre Français et étranger. — Il est donc incontestable qu'un consul français, en mariant à Constantinople un Français avec une femme turque, commet une usurpation de pouvoirs, une entreprise sur l'autorité d'une puissance étrangère, et que l'acte de célébration qui en émane, ne se trouve revêtu d'aucun caractère légal.

L'arrêt dénoncé allègue en vain la longue possession d'état de la dame Sommaripa, l'existence de l'un des enfants nés de son union avec le sieur Gaudin, et d'autres circonstances qui tendraient, dit-on, à la rendre personnellement non recevable à attaquer son mariage... Mais ici l'arrêt commet encore une violation évidente de l'art. 191 du Code civil; il y est dit : « Tout mariage qui n'a point été contracté publiquement, et qui n'a point été célébré devant l'officier public compétent, peut être attaqué par les époux eux-mêmes... par tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel, ainsi que par le ministère public. » Il s'agit donc ici, non pas d'une nullité relative qui ne se rapporte qu'à la personne, mais d'une nullité absolue d'ordre public, qui peut être invoquée par le ministère public, par toute personne ayant intérêt, et surtout par les époux eux-mêmes. Ainsi, peu importe la possession d'état et toutes les autres circonstances d'où l'on voudrait faire résulter une sorte d'acquiescement, de renonciation à demander la nullité du mariage; toutes ces circonstances n'ont pu rien changer au vice radical pour lequel il a été attaqué (le défaut de célébration devant l'officier public compétent). Ce vice entraînait nécessairement la nullité, et cette nullité d'ordre public pouvait être invoquée par la dame Sommaripa elle-même, plus encore que par toute autre personne.

Pour le sieur Gaudin, on a fait valoir des considérations qui avaient entraîné la décision des juges d'appel; on a soutenu surtout que des

Français en pays étranger n'avaient pu être contraints par la loi française à renoncer au mariage ou à se conformer à des lois et à des usages entièrement opposés à leurs mœurs ou à leur croyance; que les consuls et autres agens diplomatiques avaient constamment reçu les actes de l'état civil, non-seulement des Français et des Français entre eux, mais encore des Français et des étrangers; que tel devait être le sens raisonnable de l'art. 48 du Code civil.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR: — Vu les art. 47, 170 et 491 du Code civ.; — Attendu qu'il est reconnu, par l'arrêt attaqué, qu'aucune loi n'avait conféré, en 1793, aux consuls de France à l'étranger, le pouvoir de recevoir les actes de l'état civil entre des Français et des étrangers; que, d'après la législation invariablement observée en France, et qui, dans aucun temps n'a été méconneue, les actes de toute nature passés en pays étranger entre des Français et des étrangers, doivent être faits suivant les lois du pays où ces actes ont lieu; que ce principe loin d'être modifié, a reçu une nouvelle force des art. 47 et 170 du Code civ., qui le rappellent de la manière la plus expresse; que, si les agens diplomatiques et les consuls ont été autorisés par l'art. 48 (le seul où il soit question d'eux), à recevoir les actes de l'état civil des Français en pays étranger, conformément aux lois françaises, il résulte clairement, et de l'essence des choses, et du texte de la loi qu'il ne s'agit ici que des Français uniquement, nos lois, nos agens n'ayant de pouvoir que sur les nationaux; que cet article, d'ailleurs, est en harmonie avec les ordonnances constitutives des consuls, notamment avec celle du 23 mai 1728, art. 31, avec les traités de 1804 et de 1740 conclus avec la Turquie, art. 24 et 43 du premier, 45 et 26 du second, et avec la convention consulaire du 14 nov. 1788, conclue avec les Etats-Unis d'Amérique, art. 4 et 6; — Et attendu que, dans l'espèce, la demoiselle Sommaripa, sujette de l'empire ottoman, dont elle n'avait jamais quitté le territoire, n'était soumise qu'aux lois de son pays, et qu'il n'a jamais été même opposé, par le sieur Gaudin, que son mariage fût conforme aux lois qui régissent l'union des orthodoxes en Turquie; qu'il suit au contraire des pièces produites, que ce mariage y a toujours été regardé comme absolument nul; qu'ainsi en validant le mariage célébré à Constantinople, le 6 nov. 1793, entre le sieur Gaudin, Français, et la demoiselle Sommaripa, sujette de l'empire ottoman, quoiqu'il n'ait pas été contracté suivant les formes du pays où il a eu lieu, et que l'acte en ait été simplement reçu par le vice-consul provisoire français, conformément à la seule loi française, l'arrêt attaqué a en même temps commis un excès de pouvoirs, méconnu les principes consacrés par les art. 6 et 170 du Code civ. et-dessus cités, et formellement violé l'art. 194 du même Code; qu'un pareil vice produit une nullité absolue d'ordre public, qui ne peut être convertie par la possession d'état, et qui est propable par les époux eux-mêmes; — Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de s'occuper du premier moyen de cassation proposé contre le même arrêt: — Casse, etc.

Du 10 août 1819. — Sect. civ. — Prés., M.

(1) La doctrine consacrée par cet arrêt est en opposition avec un autre arrêt de la Cour de cassation du 12 fruct. an 10, d'après lequel le juge de paix pourrait avoir égard au titre, entre deux acquéreurs d'un même bien, pour adjuger la possession à celui qui rapporte un acte de transmission valable, et la dénier à celui dont l'acte est vicieux. V.

Desèze. — Rapp., M. Legonier. — Concl., M. Joubert, av. gen. — Pl., MM. Nicod et Jacquemin.

ACTION POSSESSOIRE. — ACQUEREURS. — PATITOIRE. — CUMUL.

Lorsqu'un juge de paix, saisi d'une action possessoire entre deux acquéreurs d'un même fonds, qui n'ont ni l'un ni l'autre la possession annale de leur chef, se trouve dans la nécessité de remonter à la possession de leur auteur, et qu'il aperçoit que cet auteur est le même pour tous les deux, il ne peut plus dès lors, sans cumuler la possessoire et le pétitoire, entrer dans l'examen des titres respectifs de propriété, et accorder la préférence à l'un en déclarant l'autre nul. (Cod. proc. civ., 25.) (1)

(Hardy et Bourgeon — C. Bazin.)

Les sieur et dame Royer sont décédés en 1814, alors qu'une saisie immobilière existait sur leurs biens. — Le 25 oct. 1814, dénonciation de cette saisie est faite à leurs héritiers. 12 fév. 1815, vente à un sieur Bazin, par deux des héritiers Royer, d'une pièce de terre dépendante de la succession, sise, est-il dit, au finage de Bagnaux.

11 mai suivant, adjudication définitive au profit des sieurs Hardy et Bourgeon de tous les biens saisis sur le sieur et dame Royer, parmi lesquels se trouve une pièce de terre ainsi désignée comme étant sise au finage de Bagnaux. — Les sieurs Hardy et Bourgeon reconnurent que cette pièce de terre n'avait pas la contenance indiquée dans le cahier des charges; — Ils pensèrent que la pièce de terre vendue par les héritiers Royer, le 12 fév. précédent, au sieur Bazin, pourrait être un démembrement de celle qui leur avait été adjugée; en conséquence, ils s'adressèrent au sieur Bazin déjà en possession de la pièce de terre à lui vendue et qui l'avait eue et ensemencée, et qui répondit à la demande des adjudicataires, par l'exhibition de son contrat d'acquisition.

Les sieurs Hardy et Bourgeon prétendirent que la vente qui lui avait été consentie était nulle, comme ayant eu lieu postérieurement à la dénonciation de la saisie du bien vendu; et le 9 mars 1816, ils citèrent le sieur Bazin devant le juge de paix du canton de Villeneuve-l'Archevêque, pour voir déclarer qu'ils étaient propriétaires et en possession paisible depuis an et jour, tant par eux que par les précédents propriétaires, de la pièce de terre dite être située au finage de Bagnaux, et sur partie de laquelle le sieur Bazin avait, sans aucun droit, entrepris des actes de possession.

Le sieur Bazin comparut sur cette citation, en soutenant que le juge de paix n'était pas compétent pour connaître de la contestation; qu'il ne s'agissait nullement, dans l'espèce, d'une action possessoire, mais bien d'une question de propriété, c'est-à-dire, de déterminer, à la vue de deux titres contraires, auquel de ces deux titres la propriété devait être accordée; en conséquence il a demandé son renvoi devant le tribunal de première instance.

Sans avoir égard à ce déclinatoire, le juge de paix de Villeneuve-l'Archevêque a ordonné qu'il se transporterait sur les lieux, pour vérifier si la pièce de terre acquise par le sieur Bazin

encore dans ce dernier sens, Cass. 16 janvier 1821, ainsi que Carré et son annotateur Chauveau. *Lois de la procédure civile*, quest. 106. F. aussi Carré, *Actions possessoires*, n° 691 (2^e édit); *Chauveau, Compét. des juges de paix*, t. 2, p. 118, (2^e édit.).

était on non une dépendance de celle adjugée aux sieurs Hardy et Bourgeon.

Le 13 mai 1816, jugement, qui, après vérification faite sur les lieux, condamne le sieur Bazin à délaisser aux sieurs Hardy et Bourgeon la pièce de terre litigieuse : « considérant qu'il résulte de l'examen des lieux, que la pièce vendue au sieur Bazin faisait partie de celle adjugée aux sieurs Hardy et Bourgeon; qu'aucun d'eux n'ayant une possession annale de son chef, il faut remonter à celle de leur auteur commun; que, pour cela, l'examen de leurs titres respectifs de propriété devient nécessaire: que celui du sieur Bazin est évidemment nul, d'après l'article 682 du Cod. de proc. civ., aux termes duquel la partie saisie ne peut, à compter du jour de la dénonciation à elle faite de la saisie, aliéner les immeubles saisis, à peine de nullité; qu'ainsi les sieurs Hardy et Bourgeon sont les seuls qui aient acquis le droit de se prévaloir de la possession des héritiers Royer, etc. »

Appel. — 23 mai 1816, jugement du tribunal civil de Sens, qui infirme : « attendu que pour juger le fait de possession, le juge de paix de Villeneuve-l'Archevêque était entré dans la discussion du mérite des titres de propriété, nonobstant le déclinaire proposé par le sieur Bazin.

POURVOI en cassation par les sieurs Hardy et Bourgeon, pour violation de l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790. — Le juge de paix connaît, est-il dit dans cet art., « des déplacements de bornes, des usurpations de terre..... commises dans l'année... et de toutes les autres actions possessoires. »

Or, disait-on pour les demandeurs, il s'agissait uniquement dans l'espèce d'une usurpation de terre commise par le sieur Bazin; le juge de paix de Villeneuve-l'Archevêque, n'avait point à statuer sur le mérite des titres de propriété représentés par les parties; il n'avait à examiner ces titres que relativement à la possession, et c'est ce qu'il a fait sans sortir des limites de sa compétence. Peu importe que dans ses motifs il ait parlé de la nullité de la vente consentie au sieur Bazin, si en effet il n'a statué, dans le dispositif de son jugement, que sur la possession et sur la préférence due au titre produit par les sieurs Hardy et Bourgeon; telle est déjà la jurisprudence de la Cour de cass., consacrée, entre autres, par un arrêt du 12 fruct. an 10, dans lequel cette Cour a déjà jugé que, sans toucher au pétitoire, un juge de paix avait pu, entre deux arquerqueurs d'un même immeuble, accorder la préférence à celui dont le titre avait acquis le premier une date certaine. Le jugement attaqué du tribunal civil de Sens, en reformant sur l'appel la sentence du juge de paix de Villeneuve-l'Archevêque, qui avait jugé conformément à ces principes, a donc évidemment violé la loi et doit encourir la cassation.

Le sieur Bazin a persisté à soutenir que le juge de paix de Villeneuve-l'Archevêque avait commis un excès de pouvoir, par cela seul, qu'il avait statué sur le mérite de deux titres de propriété, en déclarant l'un de ces deux titres nul, et en accordant la préférence à l'autre pour en lui attribuer la possession; que c'était là cumuler le pétitoire et le possessoire; que d'ailleurs l'arrêt

de cassation cité par les demandeurs, n'était nullement applicable à la cause, puisque dans l'espèce de cet arrêt, il n'avait d'abord pas été proposé de déclinaire devant le juge de paix, et qu'ensuite, le même juge de paix n'avait pas prononcé sur le mérite intrinsèque de deux titres de propriété: qu'il n'avait fait qu'accorder la préférence au plus ancien, sans déclarer formellement, comme l'avait fait le juge de paix de Villeneuve-l'Archevêque, que l'autre titre fût nul, ce qui constituait un excès de pouvoir évident que les juges du tribunal civil de Sens avaient réprimé avec raison.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR: — Attendu que le juge de paix ne s'est pas borné à examiner quel pouvait être, d'après les titres produits, le droit le plus apparent des parties; qu'il est entré dans l'examen du mérite des titres au fond; qu'il a jugé nul celui du sieur Bazin, et a fait dériver de cette nullité la possession des demandeurs: — Attendu qu'en procédant ainsi, il a cumulé le pétitoire avec le possessoire; qu'il a excédé sa compétence sans égard à l'exception déclinaire qui avait été opposée, et que le tribunal civil de Sens, en annulant son jugement dans ces circonstances, n'a fait que se conformer aux lois de la matière; — Rejette.

Du 11 août 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze. — Rapp., M. Trinquague. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Valé et Loiseau.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — CESSIONNAIRE. — RENOUVELLEMENT. — SIGNIFICATION. — DOMICILE ELU.

Le cessionnaire, par acte sous seing privé, qui renouvelle en son nom l'inscription hypothécaire prise par son cédant, n'est pas tenu d'énoncer dans son inscription l'acte par lequel il est devenu cessionnaire: la représentation et l'énonciation du titre authentique qui donne naissance à l'hypothèque suffit. (Cod. civ., 2148.) (1)

La règle portant que le cessionnaire n'est saisi qu'après signification du transport, ne doit pas être entendue en ce sens que cette signification du transport soit nécessaire, pour que le cessionnaire (même par acte sous seing privé) puisse valablement prendre ou renouveler une inscription hypothécaire en son nom. (Cod. civ., 1165, 1328.) (2)

L'art. 2152 du Code civil, qui ne permet qu'au cessionnaire par acte authentique, de changer dans une inscription le domicile élu par le cédant, n'est applicable qu'an cas où il s'agit d'un simple changement de domicile, non à celui où une inscription nouvelle est prise par le cessionnaire.

(Acleque — C. Leriget.)

Par acte authentique, du 6 mess. an 43, le sieur Moysen a constitué, au profit du sieur d'Argence, une rente perpétuelle au capital de 5,925 fr. — Le 6 juill. 1805, le sieur d'Argence a pris inscription pour sûreté de cette rente, sur le domaine de la Favière, appartenant au sieur Moysen son débiteur. — 19 oct. 1813, cession par le sieur d'Argence

(1) *V. conf.*, Cass. 4 avril 1810, et les autorités en sens divers indiquées à la note.

(2) C'est en ce sens que la jurisprudence s'est prononcée. *V. Cass.* 25 mars 1816; Paris, 13 vent. an 13; Bourges, 12 fév. 1811. — Et c'est aussi la doctrine des auteurs. *V. Delvincourt*, t. 3, p. 564; *Duvergier, de la Vente*, t. 2, n° 204; *Troplong*,

cod., n° 894, et *Hypothèques*, n° 565. — *V. néanmoins*, Paris, 10 vent. an 12; — *V. encore* Toulouse, 2 janv. 1811, et les notes. — Du reste, il a été jugé que, même après la notification du transport, le cessionnaire peut renouveler l'inscription au nom du cédant. *Cass.* 16 nov. 1846.

au sieur Leriget de la rente dont il s'agit, par acte sous signature privée.

Le sieur Leriget n'a point fait notifier ce transport au débiteur de la rente, le sieur Moysen.

Le 3 juin 1815, le sieur Leriget renouvelle, en son nom personnel, et comme cessionnaire du sieur d'Argence, l'inscription prise, le 6 juillet 1805, sur le domaine de la Favrière. En outre, il fait une nouvelle élection de domicile, mais dans l'arrondissement où elle avait eu lieu précédemment.

En 1816, au mois d'octobre, le sieur Moysen vend à la dame Aublenc d'Insay, le domaine de la Favrière, pour payer divers créanciers. — Un ordre est ouvert pour la distribution du prix devant le tribunal de Bressuire. — A cet ordre se présente concurrentement avec le sieur Leriget, un sieur Aclouque, créancier hypothécaire du sieur Moysen, pour une somme de 15,253 fr. Inscrit sur la terre de la Favrière, à la date du 26 juillet 1815.

Le sieur Aclouque a contesté la demande en collocation du sieur Leriget : il a soutenu que le renouvellement d'inscription fait par ce dernier était nul, et il s'est opposé à ce que la créance qu'il avait donné lieu fût colloquée avant la sienne. — 1° Le sieur Leriget, a-t-il dit, n'est cessionnaire du sieur d'Argence qu'en vertu d'un acte sous seing privé non enregistré ; or, cet acte n'a aucune force vis-à-vis des tiers ; donc il n'a pu servir au sieur Leriget pour renouveler valablement, le 3 juin 1815 et en son nom personnel, l'inscription qu'avait prise son cédant, le sieur d'Argence, le 6 juillet 1805. Cette inscription n'ayant pas été renouvelée valablement est donc périmée ; le sieur Leriget ne peut donc prétendre à être colloqué, qu'après le sieur Aclouque, à la date de son contrat ; 2° En supposant que le sieur Leriget eût eu qualité pour renouveler l'inscription dont il s'agit, ce renouvellement serait encore nul sous ses rapports : parce qu'il ne coulent pas, aux termes de l'art. 2148 du Code civ., l'annulation d'un titre de cession en vertu duquel il a été fait ; parce qu'il présente un changement d'élection de domicile, que l'art. 2152 n'autorise que de la part du cessionnaire, porteur d'un titre authentique.

Le sieur Leriget a soutenu la validité du renouvellement de son inscription, sur le fondement du titre authentique qu'il tenait de son cédant, et a persisté à demander la collocation de sa créance avant celle du sieur Aclouque.

29 janv. 1818, jugement du tribunal de Bressuire, qui, entre autres motifs : « attendu que du système soutenu par Leriget, il résulterait les inconvénients les plus graves, en ce qu'un particulier, calculant à l'avance sur l'imprévoyance d'un créancier, pourrait sans droit ni mission renouveler en son nom, une inscription dans la vue d'acquiescer, à vil prix, une créance lorsque cette inscription serait périmée, ce qui repugne à la lettre comme l'esprit de la loi ; — Déclare nulle l'inscription prise par le sieur Leriget le 3 juin 1815, et rejette sa demande en collocation sur le fondement de la prescription prise par le sieur d'Argence son cédant. »

Appel. — 21 mai 1818, arrêt de la Cour royale de Poitiers qui réforme, par les motifs ci-après : « Considérant, qu'il n'y a de tiers, respectivement au cessionnaire, que les créanciers du cédant ; que les créanciers du débiteur ne peuvent lui opposer ni le défaut d'enregistrement de la cession (lequel d'ailleurs ne rend pas cette cession authentique), ni le défaut de signification au débiteur, que dans le cas déterminé par la loi ; que, hors ce cas, les créanciers de ce débiteur n'ont pas plus de

droit que lui ; considérant que l'art. 2152 du Code qui exige un acte authentique pour faire opérer le seul changement du domicile échu par une inscription est inapplicable au cas où une nouvelle inscription est prise avec élection de domicile ; que d'ailleurs cet article est dans l'intérêt du cédant et du conservateur des hypothèques, et nullement dans l'intérêt des créanciers du débiteur ; considérant au surplus que l'inscription de l'appelant est conforme à ce qui est prescrit par l'art. 2148 du Code, qu'elle est ainsi valide et régulière ; que le sieur Aclouque est le seul des créanciers du sieur de Moysen, qui conteste et ait contesté la validité de cette inscription, etc. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Aclouque ; il propose quatre moyens : — 1° Violation de l'art. 2127 du Code civil, portant que l'hypothèque conventionnelle ne peut résulter que d'un acte authentique, en ce que l'arrêt dénonce valide une inscription hypothécaire, prise par le sieur Leriget en vertu d'un acte sous seing privé ; — 2° Violation de l'art. 2148 du même Code, qui exige l'annulation d'un titre en vertu duquel l'inscription est prise en ce que l'arrêt dénonce déclare valable l'inscription du sieur Leriget, dans laquelle il n'est fait nulle mention de l'acte, en vertu duquel ledit sieur Leriget a acquis le droit de renouveler personnellement l'inscription prise par le sieur d'Argence, son cédant ; — 3° Violation de l'art. 2152 du Code civil, portant : « Il est loisible à celui qui a requis une inscription, ainsi qu'à ses représentants, ou cessionnaires par acte authentique, de changer sur le registre des hypothèques, le domicile par lui élu, à la charge d'en choisir et d'indiquer un autre, dans le même arrondissement, » en ce que l'arrêt de la Cour de Poitiers admet comme valable le changement d'élection de domicile fait par le sieur Leriget, en vertu seulement d'un acte sous signature privée ; — 4° Violation des art. 1165 et 1328 du Code civil, relatifs à l'effet des conventions et actes sous signature privée à l'égard des tiers, en ce que le même arrêt dénonce, en déclarant la validité de l'inscription prise par le sieur Leriget, fait valoir contre des tiers une convention qui leur est étrangère, *res inter alios acta* ; de plus, un acte sous signature privée, qui, n'ayant point reçu la formalité de l'enregistrement, n'avait point acquis à leur égard de date certaine, et ne pouvait en aucune manière leur être opposé.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, sur le premier moyen, fondé sur la violation de l'art. 2127 du Code civil, portant que l'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par un acte authentique ; que l'hypothèque dont il s'agit a été consentie par acte passé devant notaires, à Poitiers, le 6 mess. an 13, et qu'il n'est pas contesté que cet acte contient le montant de la dette, et mentionne de la manière la plus détaillée les biens affectés à l'hypothèque qui lui sert de garantie ; que, par conséquent, l'art. 2127 a reçu l'exécution la plus littérale ;

Attendu, sur le second moyen, pris de la contravention à l'art. 2148 du même Code, que cet art n'exige pour opérer l'inscription que la représentation par le créancier, soit par lui, soit par un tiers, au conservateur, de l'original ou expédition authentique de l'acte qui donne naissance à l'hypothèque, et que le vœu de la loi a été rempli par l'exhibition de l'acte du 6 mess. an 13, lors de l'inscription renouvelée par Leriget le 3 juin 1815, et que la mention de la qualité de cessionnaire ou de toute autre en vertu de laquelle la créance est passée sur la tête de l'inscrivant n'étant pas prescrite par la loi, Leri-

get a pu prendre l'inscription comme étant aux droits du créancier originaire, de même qu'il aurait pu la prendre au nom même de ce créancier :

Attendu, sur le troisième moyen, résultant de la contravention à l'art. 2152 du même Code, en ce que l'élection de domicile faite par la première inscription a été changée ; que, si cet article ne permet qu'au cessionnaire, par acte authentique, de changer le domicile élu par le cédant, cette disposition n'est applicable qu'à un simple changement de domicile, et non à une inscription nouvelle ou renouvellement d'inscription lors duquel Leriget a pu changer le domicile élu par la précédente, ainsi et de même que son cédant aurait pu le faire lui-même, ce qui n'est pas contesté ;

Attendu, sur le quatrième moyen, fondé sur les dispositions des art. 4165 et 4328 du même Code, dont le premier ne donne effet aux conventions qu'entre les parties contractantes, et l'autre ne donne de date aux actes sous seing privé que du jour où ils ont été enregistrés ; que ces articles sont étrangers à l'affaire actuelle, leurs dispositions n'étant qu'en faveur des créanciers du cédant, et ne s'appliquant point aux créanciers du cessionnaire, dont la condition n'est point changée par le transport fait par le créancier originaire en faveur d'une autre personne ; — Attendu, enfin, qu'Arleque a été averti, par les inscriptions préexistantes, que l'immeuble dont il s'agit était déjà affecté au paiement de créances qui en absorbaient la valeur ; — Rejette, etc.

Du 11 août 1819. — Sect. req. — Prés., M. Lasaudade. — Rapp., M. Danoyer. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Cessac.

COLONIES. — MARTINIQUE. — MOTIFS. — PUBLICITÉ. — JUGES.

La Cour d'appel étant à la Martinique, est dispensée de motiver ses arrêts, bien que par là elle élude l'autorité de la Cour de cassation (1). — Elle est également dispensée des formes établies pour les jugemens rendus en France, notamment en ce qui touche l'enonciation des noms des juges et celle de la publicité. (Arrêt consulaire du 29 prair. an 10 ; L. du 24 août 1790 ; L. du 18 juin 1791 ; L. du 20 avril 1810, art. 7 ; Cod. proc. civ., 141.)

(Basden — C. la dame Flaviigny.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'un arrêt consulaire du 29 prair. an 10 décide que les formalités prescrites pour la publicité et les motifs des jugemens par les lois rendues depuis la révolution, ne seront pas suivies dans les colonies de l'Amérique, et qu'on y suivra seulement celles prescrites par les lois qui étaient en vigueur avant 1789 ; qu'il suit de là que les tribunaux de la Martinique ont été légalement autorisés à procéder selon les formes ordinaires et admises par les lois et réglemens antérieurs à 1789 ; que l'on ne peut, en conséquence, invoquer avec fondement soit la loi du 1790, soit celle de 1791, etc. — Rejette, etc.

Du 12 août 1819. — Sect. req. — Prés., M. Lasaudade. — Rapp., M. Pinson de Menerville. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Delagrangé.

(1) F. conf., Cass. 11 mars 1819 ; mais voy. la note qui accompagne cet arrêt. F. aussi Cass. 13 nov. 1827 ; Favard, *Répert.*, v° *Législation coloniale*, sect. 3, n° 7.

(2) F. Favard de Langlade, *Répert.*, v° *Matières d'or et d'argent*, § 4, n° 20.

GARANTIE DES MAT. D'OR ET D'ARGENT.

FOURRE. — MARQUAGE. — BUNNE FOI.

Le marchand dans les matras duquel sont saisis des ouvrages d'or ou d'argent fourrés de matières étrangères à ces métaux, mais qui néanmoins étaient marqués du poinçon de garantie lorsqu'il les a achetés pour son commerce, n'est pas passible des peines portées contre les fabricans qui se rendent coupables du délit de fourré. — Seulement, ces ouvrages ne peuvent lui être rendus sans que préalablement le contrôleur de garantie n'ait enlevé et brisé en sa présence (comme l'essayeur aurait dû le faire dans le principe), les parties dans lesquelles se trouvent fourrées les matières étrangères à l'or ou à l'argent. (L. 19 brum. an 8, art. 65.) (3)

(Sanhier et autres.)

Du 12 août 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Buschop. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Buchot.

GARANT. — DÉPENS. — CONCLUSIONS SUBSIDIAIRES.

L'appelé en garantie, qui a conclu principalement à être mis hors de cause sur la demande en garantie, et qui, subsidiairement, a conclu au fond comme le garant, peut, si celui-ci succombe au fond, être condamné aux dépens pour sa part ; mais que lui, appelé en garantie, ait été renvoyé de la demande en garantie. (Cod. proc. civ., 131.) (3)

(Les héritiers Lecoindre — C. Levassour.)

Le sieur Fumetz et le sieur Levassour étaient propriétaires de deux portions de terrain contiguës, situées sur le ruisseau de Sèvres, et séparées par un mur mitoyen.

En 1815, le sieur Fumetz pratiqua deux ouvertures dans le mur mitoyen. Le sieur Levassour l'assigna devant le tribunal de première instance, pour se voir condamner à fermer les deux ouvertures pratiquées. Fumetz soutint qu'aux termes de son contrat de vente, il a droit de pratiquer des ouvertures dans le mur de séparation ; au surplus, il appelle en garantie le sieur Lecoindre, son vendeur, ou quoique soit ses héritiers.

Ceux-ci répondent qu'ils ne sont point sujets à la garantie à l'égard du sieur Fumetz ; subsidiairement, et dans le cas où ils seraient déclarés garans, ils concluent à ce que le sieur Levassour soit déclaré non recevable et non fondé.

18 août 1817, jugement du tribunal de première instance de Versailles, qui met les héritiers Lecoindre hors de cause, et rejette la demande de Levassour. — En appel, l'affaire se présente de la même manière. Comme en première instance, les héritiers Lecoindre demandent à être déchargés de la garantie à l'égard de Fumetz, et subsidiairement ils concluent à la confirmation du jugement du tribunal de Versailles.

2 juillet 1818, arrêt de la Cour royale de Paris, qui, statuant au fond, infirme le jugement de première instance ; sur la demande en garantie formée par Fumetz contre les héritiers Lecoindre, met ceux-ci hors de Cour, et enfin condamne Fumetz et les héritiers Lecoindre, chacun à leur égard, aux dépens des causes principale, d'appel et demandes envers Levassour.

POURVOI en cassation de la part des héritiers

(3) F. en ce sens, Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 783. Telle est aussi l'opinion de Chauveau qui cite l'arrêt ci-dessus en l'approuvant dans ses notes sur Carré, voy. loc. cit., et dans son Comment. du tarif, liv. 2, tit. 9, § 4, n° 57, p. 213.

Leconte, contre le chef de l'arrêt qui les condamne aux dépens. — Ils soutiennent qu'il y a violation des art. 130 et 131 du Code de proc. civ.; — Qu'aux termes de ces articles, une condamnation aux dépens ne peut intervenir que contre la partie qui a succombé en tout ou partie; — Que, dans l'espèce, ils n'ont succombé ni en première instance, ni en appel; qu'ils ont au contraire obtenu tout ce qu'ils pouvaient le plus désirer, d'être mis hors de Cour sur la demande en garantie. — Qu'à la vérité ils avaient conclu subsidiairement à ce que la demande de Levassieur fût rejetée; et que cette demande de Levassieur a été accueillie; mais que l'on ne peut dire néanmoins qu'ils aient succombé dans leurs conclusions; car, comme ces conclusions ne devaient être prises en considération que tout autant qu'ils seraient déclarés garans, il suffit qu'au contraire ils aient été déchargés de la garantie, pour que leurs conclusions soient considérées comme non avenues, pour qu'il ait été même impossible aux juges d'y faire droit; qu'ainsi on ne peut dire qu'ils aient succombé dans aucune de leurs demandes, d'où résulte la conséquence nécessaire qu'ils n'ont pas dû être condamnés aux dépens.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que les demandeurs ont conclu, en première instance comme en appel, pour soutenir la demande du sieur Fumetz, dirigée contre le sieur Levassieur; — Attendu que le sieur Levassieur a obtenu toutes ses demandes par l'arrêt qui est dénoncé, et qu'en conséquence la Cour royale de Paris, en condamnant Fumetz et les héritiers Leconte, chacun à leur égard, aux dépens des causes principale, d'appel et demandes envers Levassieur, n'a point violé l'art. 131 du Code civil; — Rejette, etc.

Du 13 août 1819. — Sect. req. — Prés., Lasaudade. — Rapp., M. Meunerville. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

BOISSONS. — BIÈRE. — DÉCLARATION. — LICENCE.

L'obligation imposée à tous les débiteurs de boissons de faire une déclaration préalable à la régie, et de se pourvoir d'une licence, s'applique aux débiteurs de bière. (L. 28 avril 1816, art. 52 et 171.) (1)

(Contrib. Indirectes.—C. Delalande.)—ARRÊT.

LA COUR: — Vu les art. 52 et 171 de la loi du 28 avr. 1816; — Vu aussi le tarif annexé à ladite loi sous le n° 4, au titre des droits de licence, lequel établit, comme assujettis aux droits, en termes génériques, les débiteurs de boissons; — Attendu, en premier lieu, que les expressions de l'art. 52, toute personne qui vend en détail des boissons, de quelque espèce que ce soit, sont générales et absolues; qu'elles ne font ni ne permettent de faire aucune distinction ni exception en faveur des débiteurs de bière, et qu'ainsi les débiteurs de cette espèce de boisson, quoiqu'ils ne soient point assujettis au droit de détail, n'en sont pas moins assujettis aux visites et aux exercices des employés, et que cet assujettissement exige nécessairement la déclaration préalable prescrite par l'art. 50; — Attendu, en second lieu, qu'il ré-

sulte évidemment de la combinaison des art. 50, 52 et 171, rapprochés du tarif annexé à la loi, auquel ce dernier article se rattache, que les débiteurs de boissons, sans aucune exception ni distinction d'espèce, sont obligés à se munir d'une licence; — Attendu que le procès-verbal du 23 mai 1818 a constaté que le défendeur faisait le débit de bière en détail, et qu'il avait sa maison enseigne qui annonçait au public cette espèce de débit, sans s'être pourvu d'une licence; d'où il suivait qu'il avait encouru la peine portée par l'art. 171; — Qu'au lieu de lui avoir appliqué cette peine, la Cour a décidé qu'il n'était point tenu de se pourvoir d'une licence, et qu'elle a fondé cette décision sur l'art. 144 de la même loi du 28 avr. 1816, qui n'impose, a-t-elle dit, cette obligation qu'aux personnes qui sont tenues de faire la déclaration des boissons dont elles veulent faire le commerce; d'où elle a conclu que les débiteurs de bière n'étant assujettis à aucune déclaration, sont, par cela même, affranchis du droit de licence; — Attendu que le raisonnement de la Cour royale porte évidemment à faux, puisque, d'après la disposition générale de l'art. 52, qui comprend nécessairement les débiteurs de bière, et d'après la combinaison des art. 50, 52 et 171, rapprochés du tarif dont les expressions sont génériques, il ne peut pas paraître douteux que les débiteurs de bière sont soumis aux visites et exercices des employés, et conséquemment tenus de faire la déclaration préalable, et de se pourvoir en même temps d'une licence; d'où il suit que ladite Cour a violé les articles ci-dessus rappelés, et faussement interprété l'art. 144; — Casse, etc.

Du 13 août 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Chasle. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Cochin.

4° TÉMOINS EN MATIÈRE CORRECT. — REPROCHES. — CASSATION.

2° RÈGLEMENT DE POLICE. — LOGEUR. — RESPONSABILITÉ.

3° CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — TABACS. — PROCÈS-VERBAL.

1° En matière correctionnelle, la partie qui n'a proposé ni devant les premiers juges, ni en cause d'appel, aucun reproche contre un témoin, n'est pas recevable à sa faire un moyen de cassation du reproche qu'elle aurait pu présenter (2).

2° Le règlement municipal portant que les logeurs qui feront connaître les auteurs des délits commis chez eux, n'en seront pas responsables, excède les attributions du pouvoir municipal, et n'est pas dès lors obligatoire pour les tribunaux. (L. des 16-24 août 1790, tit. 11, art. 3 et 4.) (3).

3° Lorsqu'il résulte d'un procès-verbal que des tabacs ont été trouvés dans le domicile d'un individu, le prévenu ne peut être renvoyé de la poursuite sous prétexte que ces tabacs appartenaient à un tiers auxquels il avait prêté la chambre où ils étaient déposés. (Décr. du 1^{er} germ. an 13, art. 26.) (4)

n'aurait pas proposées devant la Cour d'appel, en exceptant seulement la nullité pour cause d'incompétence. » V. Cass. 16 vent. an 13.

(3) L'autorité municipale ne peut déroger, par ses arrêtés, à aucune loi existante; elle ne peut qu'assurer l'exécution des lois, et prendre les précautions essentielles à une bonne police.

(4) F. conf., Cass. 5 déc. 1817.

(1) La question ne peut être douteuse, puisque l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816, soumet aux visites et exercices des employés, et par conséquent à la déclaration préalable, toute personne qui vend en détail des boissons de quelque espèce que ce soit.

(2) L'art. 2 de la loi du 29 avril 1806 porte: « Le prévenu en police correctionnelle ne sera pas recevable à présenter, comme moyen de cassation, les nullités commises en première instance, et qu'il

(Contrib. indirectes — C. Grèze.)

Le 24 févr. 1818, les préposés de la régie, faisant une perquisition dans la maison du sieur Grèze, sommèrent sa femme de leur ouvrir une chambre située au fond de la cour; elle leur répondit qu'elle n'en avait pas la clef, et que son mari avait loué cette chambre à quelqu'un qu'elle ne connaissait pas. — Sur cette réponse, on fit ouvrir la chambre par un serrurier, et l'on y trouva une quantité assez considérable de tabac exotique indigène, en poudre, mêlé et non mêlé, en feuilles hachées et non hachées, en cigares, etc., et plusieurs ustensiles propres à la fabrication et à la pulvérisation du tabac. — On trouva encore dans la chambre à coucher dudit Grèze, sous la couverture d'un lit, une bouteille contenant à peu près deux kilogrammes de tabac en poudre, qui parut aux employés être du même grain que celui de la première chambre. — Sur les observations faites à la femme Grèze, elle répondit que, si son mari l'avait écoutée, on n'aurait pas trouvé de fraude chez elle.

Tous les tabacs, formant ensemble plus de trente-six kilogrammes, et les ustensiles furent saisis, et Grèze fut traduit au tribunal correctionnel de Bordeaux, pour voir prononcer contre lui, les peines portées par la loi. — Il fit intervenir devant le tribunal une femme Pollicard, qui déclara que les tabacs et ustensiles lui appartenaient, ainsi qu'à la fille Grèze, à qui Grèze avait prêté la chambre pour placer du bois et du charbon.

Sur cette déclaration de la femme Pollicard, et en se fondant sur un règlement de police de la ville de Bordeaux, art. 14, auquel il résulte que les logeurs qui font connaître les auteurs des délits commis chez eux, n'en sont pas responsables, le tribunal de Bordeaux se borna à prononcer la confiscation des tabacs et ustensiles, et déchargea Grèze de l'amende.

La Cour royale de Bordeaux, saisie de l'appel interjeté par l'administration, entendit de nouveau la femme Pollicard, et, d'après sa déclaration, ladite Cour confirma le jugement de première instance, par les mêmes motifs. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Statuant sur les moyens proposés contre l'arrêt interlocutoire du 4 nov. 1818, qui avait ordonné l'intervention de la femme Pollicard : — Attendu, en premier lieu, que la régie n'a proposé, ni devant les premiers juges, ni en cause d'appel, aucun reproche contre ladite femme Pollicard, qui a été entendue comme témoin; d'où il suit que la régie est non recevable à se faire un moyen de cassation de ce que cette femme aurait, avant sa déposition devant les premiers juges, remis à Grèze un certificat par elle souscrit, sur les faits du procès, et même de ce qu'elle serait la belle-sœur dudit Grèze; — Attendu, en second lieu, que la Cour royale de Bordeaux n'a point violé l'art. 26 du décret du 1^{er} germ. an 13, en admettant Grèze à prouver, par témoins, le fait de location par lui allégué, puisque cette preuve ne tendait point à combattre ni à atténuer le procès-verbal, et qu'elle n'avait pour objet que de justifier la déclaration que la femme Grèze avait faite aux préposés, qui l'avaient consignée dans leur procès-verbal; — Rejette lesdits moyens;

Statuant ensuite sur ceux proposés contre l'ar-

rêt définitif du 19 décembre dernier : — Attendu, sur le premier moyen, que, d'après l'art. 46 de la loi du 22 juillet 1791, les autorités municipales n'ont le droit de faire des règlements, ou de prendre des arrêtés, que sur les objets de police spécialement confiés à leur surveillance par les art. 3 et 4, lit. 11 de la loi du 24 août 1790; que leurs réglemens ou arrêtés ne peuvent donc avoir de caractère devant les tribunaux, et servir de motifs à leurs décisions, que lorsqu'ils ont été rendus dans l'exercice de cette attribution, et relativement seulement aux objets de police qu'embrasse cette attribution; que la Cour royale de Bordeaux, en faisant à la matière des contributions indirectes l'application d'une ordonnance de police rendue par le corps municipal de la ville de Bordeaux, a donc commis violation des lois constitutives du pouvoir municipal;

Sur le second moyen, vu l'art. 221 de la loi du 28 avril 1816; — Attendu qu'il a été constaté, par le procès-verbal des employés, qu'ils ont trouvé et saisi dans la maison d'habitation dudit Grèze, des ustensiles propres à la fabrication et à la pulvérisation des tabacs, et, en outre, des tabacs exotiques et indigènes, mêlés et non mêlés, en feuilles hachées et non hachées, en cigares, etc., et environ trente kilogrammes de tabac en poudre et exotique, ce qui constituait ledit Grèze en contravention formelle aux dispositions dudit art. 221, et le rendait passible des peines qu'il prononce; — Qu'en se bornant à prononcer la confiscation desdits tabacs et ustensiles, et en déchargeant ledit Grèze de la peine de l'amende qu'il avait encourue, quoiqu'il ne fût point réellement prouvé, au procès-verbal, que les tabacs saisis fussent hors de sa possession, la Cour royale de Bordeaux a ouvertement violé le dit art. 221; — Casse, etc.

Du 13 août 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Chasle. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Cochon.

ENREGISTREMENT. — MUTATION SECRÈTE. — PRESCRIPTION.

Un tribunal qui refuse d'admettre la prescription trentenaire contre une demande de droits dus sur une mutation cédée à la régie de l'enregistrement, ne contrevient point aux art. 2227 et 2262, Code civ., lorsqu'il est établi devant lui, par des pièces produites, et qu'il déclare en fait, que le nouveau possesseur ne jouit même pas depuis vingt ans. (L. du 22 frim. an 7, art. 61, n° 1^{er}.) (1)

(Enregistrement — C. Guiller Dementé.)

Du 16 août 1819. — Sect. civ. — Rapp., M. Gaudon. — Concl., M. Cahier, av. gén.

PRESCRIPTION. — USUFRUIT. — REPRISES MATRIMONIALES.

L'usufruit n'est pas une cause de suspension ou d'interruption de la prescription. — Ainsi, l'usufruit accordé à la femme en vertu de ses conventions matrimoniales sur la totalité des biens de son mari, ne suspend ni l'action en reprise de la femme sur ces mêmes biens, ni la prescription de cette action. — Cette décision a également lieu selon les principes du Code civil, et selon la Coutume de Paris. (Cod. civ., 2251; Coul. de Paris, art. 118.) (2).

(1) V. Teste Lebeau, *Dict. analyt. des arrêts d'enregist.*, n° Prescription, n° 86. V. du reste, sur la prescription trentenaire en matière d'enregistrement, Cass. 18 mars et 13 oct. 1808, et les notes.

(2) La solution ci-dessus est citée et approuvée par Troplong, *Prescript.*, t. 2, n° 722 (add.), et le principe qui lui sert de base a été consacré par la Cour d'Aix, le 21 avr. 1836, ainsi que par celle de Pau le 31 déc. 1836. — Cependant le contraire a été jugé

(Dubosc — C. Ravenet et Lainé.)

Par contrat de mariage passé à Paris le 25 avr. 1775, entre les sieurs Saintard de Corville et la demoiselle Cordier, les futurs époux se sont fait donation mutuelle de tous leurs biens en usufruit, au profit du survivant; et ont déclaré, d'ailleurs, soumettre leurs conventions matrimoniales à la coutume de Paris.

26 mai 1779, décès du sieur Saintard de Corville, laissant un fils unique pour héritier. — La dame Saintard de Corville, sa veuve, entre de suite en jouissance de l'usufruit des biens composant la succession de son mari; toutefois sans former aucune demande en reprise de ses droits matrimoniaux.

Le 12 fév. 1782, décès du sieur Saintard de Corville fils, laissant sa mère pour héritière de ses meubles et acquis, et pour héritière des biens provenant de la succession de son père, les auteurs des sieurs Ravenet et Lainé.

En 1815, arrive le décès de la dame veuve Saintard elle-même. — Un sieur Dubosc est nommé son légataire universel. — Ce dernier fait commandement aux sieurs Ravenet et Lainé d'avoir à lui payer les reprises matrimoniales de la dame Saintard. — Opposition à ce commandement de la part des sieurs Ravenet et Lainé. Ils allèguent que plus de trente ans se sont écoulés depuis la mort du sieur Saintard de Corville; qu'ainsi, et aux termes de l'art. 118 de la coutume de Paris, sous l'empire de laquelle s'étaient mariés les époux, l'action en reprise de la dame veuve Saintard se trouve prescrite.

29 mai 1817, jugement du tribunal d'Evreux, qui rejette l'exception de prescription, par le motif que la dame Saintard ayant été usufruitière des biens de son mari, elle n'avait pu intenter son action contre elle-même, pendant toute la durée de cet usufruit, et que, par conséquent, pendant le même temps, la prescription n'avait pu courir contre elle.

Appel de la part des sieurs Ravenet et Lainé. — 14 avril 1818, arrêt de la Cour royale de Rouen, qui infirme le jugement de première instance, et déclare prescrite l'action en reprise, intentée par le sieur Dubosc au nom de la dame Saintard.

POURVOI en cassation par le sieur Dubosc pour fausse application de l'art. 118 de la coutume de Paris, et violation de la règle : *contra non valentem agere non currit prescriptio*. — La dame Saintard, disait-on pour le demandeur, ne pouvait agir pour le paiement de ses reprises dotales, pendant tout le temps qu'elle a été usufruitière des biens de son mari, sur lesquels elle devait exercer ces mêmes reprises; elle ne pouvait évidemment se demander, comme veuve du sieur Saintard, ce qu'elle retenait entre ses mains comme donataire en usufruit de tous ses biens; elle ne pouvait s'actionner elle-même; ne pouvant intenter son action, la prescription ne pouvait donc courir contre elle. L'art. 118 de la coutume de Paris était donc inapplicable. — On a objecté et la Cour royale de Rouen a adopté ce motif, que la dame Saintard devant agir du moins contre les héritiers de son fils, nonobstant l'usufruit qu'elle avait des biens du père; mais il est de principe, suivant l'art. 612 du Code civ., que l'usufruitier à titre universel, doit contribuer aux dettes et charges de la succession. D'après ce même article, il peut contribuer au paiement de ces dettes, en faisant l'avance des sommes dues, sauf à en être rem-

boursé ensuite, sans intérêts, à la fin de l'usufruit, or, c'est précisément ce qu'a fait la dame Saintard : elle a payé l'une des dettes de la succession, dès son entrée en jouissance de l'usufruit; en ne réclamant pas les droits qu'elle avait sur cette succession : son héritier est donc fondé à en demander le remboursement, alors qu'il n'exige aucuns intérêts, pour le temps qui a couru pendant la durée de l'usufruit. — Cette action ne pouvait encore une fois être exercée du vivant de la dame Saintard, puisque tant qu'elle a vécu, elle n'aurait pu réclamer contre les héritiers de son fils, la totalité de ses droits dotaux, ceux-ci ne pouvant vraisemblablement oublier de lui opposer qu'elle devait contribuer, pour une portion, aux charges de l'hérédité; ainsi, ce n'a donc été que depuis le décès de la dame Saintard, ou depuis la cessation de son usufruit, que son action en reprise de ses droits a pu être exercée par son légataire universel; ce n'est donc qu'à compter de cette époque seulement, que la prescription aurait pu commencer à courir contre cette même action, puisque pendant tout le temps qui a précédé, la dame Saintard elle-même était dans l'impossibilité d'agir.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'unique question agitée devant la Cour de Rouen était celle de savoir si l'usufruit avait pu suspendre ou interrompre le cours de la prescription; qu'il est vrai que les anciennes doctrines étaient divergentes sur ce point, mais que le Code civil n'énumère point l'usufruit parmi les causes de la suspension ou de l'interruption de la prescription; d'où il suit que l'on ne peut pas faire un reproche à la Cour de Rouen, d'avoir donné la préférence au système que le nouveau Code paraît avoir consacré; — Rejette, etc.

Du 17 août 1819. — Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lasaudade. — Rapp., M. Botton de Castellamonte. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

COMPROMIS. — PROROGATION. — MANDAT. — NULLITÉ. — DIVISIBILITÉ.

Le pouvoir de transiger ne renferme pas le pouvoir de proroger un compromis. (Cod. civ., 1809.) (1)

Lorsque la prorogation d'un compromis, intervenu entre un individu et des associés, n'a été signée que par une partie de ces associés, elle est nulle à l'égard des autres, bien que les signataires se soient portés fort pour eux, s'ils n'avaient pour cela aucun mandat.

Dans ce cas, la nullité, résultant du défaut de lien, peut être invoquée même par le tiers en ce qui touche les non-signataires; mais la prorogation du compromis est valable et lie ce tiers ainsi que ceux des associés qui l'ont signée, si d'ailleurs il ne s'agit pas d'une chose indivisible. (Cod. civ., 1217; Cod. proc., 405.)

(Roger-Préban et consorts — C. Perrier frères.)

Le 11 déc. 1812, les sieurs Perrier frères affrètent leur navire le *Gustave*, aux sieurs Roger-Préban, Anrel et Garreau, associés de commerce. — En juin 1815, ce navire est capturé par les Anglais. Les sieurs Roger-Préban et consorts forment contre les frères Perrier une demande en indemnité pour la perte de leurs marchandises.

et suiv. — Mais voyez aussi la note qui accompagne l'arrêt précité de la Cour de Pau du 31 déc. 1836.

(1) F. anal. en ce sens, Cass. 15 janv. 1812; Aix, 14 avril 1812.

par la Cour de Grenoble, le 30 mars 1818 (F. cet arrêt à sa date, et la note qui l'accompagne), et par la Cour de Toulouse, le 27 mars 1815. F. aussi dans ce dernier sens, Proudhon, de l'usufruit, n° 759

Conformément à l'une des clauses de la chartre-partie du 11 déc. 1812, cette demande est soumise à des arbitres. Ces arbitres sont nommés le 20 avril 1815, par un compromis qui devait expirer le 20 juillet suivant. Ce délai ne suffit pas aux arbitres pour rendre leur sentence. Le 18 du même mois de juillet, deux jours avant son expiration, le compromis du 20 avril est prorogé jusqu'au 15 août. — Cet acte de prorogation est signé, d'une part, par les sieurs Perrier frères, de l'autre, par le sieur Roger-Préban, tant en son nom, que comme se portant fort pour le sieur Ancel, son associé. — Deux circonstances sont à remarquer : — 1^{re} Roger-Préban ne déclare pas traiter pour son second associé, le sieur Garreau ; 2^o La femme Garreau signe elle-même, pour son mari, en vertu d'une procuration à l'effet de transiger.

Peu après arrive le décès du sieur Garreau, et le 12 août 1815, intervient une sentence définitive des arbitres, par laquelle les sieurs Perrier frères sont condamnés à payer aux sieurs Roger-Préban, Ancel et à la veuve et héritiers Garreau, la somme de 74,525 fr.

Le 26 du même mois, opposition de la part des sieurs Perrier frères à l'ordonnance d'exécution mise au bas de la sentence arbitrale. — Les sieurs Perrier allèguent 1^o la nullité du compromis sur lequel avait été rendue la sentence arbitrale qui les condamnait, en ce que ce compromis n'énonçait pas les objets en litige, selon le vœu de l'art. 1006 du Code de proc. civ. ; 2^o la nullité de l'acte de prorogation du compromis, en ce que cet acte n'avait pas été signé par le sieur Garreau lui-même, mais seulement par sa femme qui n'avait reçu d'autre pouvoir de son mari que celui de transiger, et nullement celui de compromettre ou de proroger un compromis.

23 fév. 1816, jugement du tribunal civil de la Seine, qui reçoit les frères Perrier opposant à l'exécution de la sentence arbitrale, et déclare cette sentence nulle et de nul effet, par le motif que le compromis n'énonçait pas les objets en litige.

Appel de la part de Roger-Préban. — Il paraît que dans l'instance d'appel fut éclaircie la difficulté relative à la validité du compromis. — Les appelans soutinrent principalement : — 1^o Que la prorogation du compromis était valable relativement à Garreau, sa femme ayant pu l'obliger, en ce que le pouvoir de transiger renferme le pouvoir de proroger un compromis ; 2^o Que si la dame Garreau n'avait pas eu mandat pour proroger le compromis, s'il y avait nullité de ce chef, la nullité ne profitait qu'à Garreau ou à ses héritiers ; qu'elle n'était pas proposable de la part des frères Perrier ; — Qu'en tous cas, la nullité du contrat entre Perrier et Garreau n'empêchait pas que le contrat n'eût été valable, et ne dût avoir son effet entre les autres parties ; savoir, Préban avec Ancel, d'une part, et les frères Perrier, de l'autre.

14 janv. 1817, arrêt de la Cour de Paris qui, confirmant, maintient la nullité à l'égard de toutes parties : — Attendu que le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre ; que la dame Garreau, par sa procuration, n'avait que le pouvoir de transiger, et qu'en droit, c'est la même chose de compromettre ou de proroger un compromis.

POURVOI en cassation de la part des sieurs Roger-Préban, Ancel et de la dame et héritiers Garreau. — Plusieurs moyens de cassation sont proposés par les demandeurs : — 1^o Fausse application de l'art. 1089 du Code civil, portant que « le pouvoir de transiger ne renferme pas celui

de compromettre, » en ce que l'arrêt dénoncé avait confondu l'action de proroger un compromis, avec le compromis lui-même ; l'intention de la partie, dans le premier cas, étant déjà manifestée de soumettre la contestation à des arbitres, il est évident que le mandataire revêtu d'un pouvoir général de transiger, est aussi investi par cela même du pouvoir de renouveler un compromis dont le délai est expiré, puisqu'il ne fait, en agissant ainsi, que donner suite ou effet à la volonté exprimée de son mandant, et que, d'ailleurs, la loi qui dit formellement que le pouvoir de compromettre n'est pas renfermé dans celui de transiger, ne s'explique pas sur la prorogation, du compromis qui est un acte tout différent, et qu'on ne peut à cet égard suppléer une nullité qu'elle n'a pas introduite ;

2^o Violation de la règle qui défend, en général, d'exciper à son profit du droit qui appartient exclusivement à une autre personne, en ce que la nullité de l'acte de prorogation de compromis, si elle existait réellement par défaut de la signature du sieur Garreau, ne pourrait être invoquée que par le sieur Garreau lui-même dans l'intérêt duquel elle était exclusivement introduite, et nullement par les sieurs Perrier frères, qui avaient bien et dûment accédé à l'acte qu'ils prétendaient attaquer ;

3^o Enfin, violation de l'art. 1217 du Code civ., portant que l'obligation est divisible ou indivisible, selon qu'elle a pour objet dans son exécution, une chose qui est ou n'est pas susceptible de division, en ce que l'arrêt dénoncé a annulé l'acte de prorogation de compromis, non-seulement à l'égard des sieurs Perrier et Garreau, mais encore à l'égard des sieurs Perrier et de toutes autres compromettants ; — Or, il s'agissait dans l'espèce d'exécuter un jugement portant condamnation au paiement d'une somme d'argent pour indemnité ; rien n'est plus susceptible de division que le paiement d'une somme d'argent, l'obligation résultant du jugement de condamnation était donc essentiellement divisible de sa nature ; la nullité de ce jugement ou de l'obligation qui en résultait à l'égard de quelques-unes des parties, ne pouvait donc recevoir d'extension à celles par qui cette nullité ne pouvait être invoquée ; la condamnation était donc susceptible de division, et devait être exécutée, du moins à l'égard des sieurs Roger-Préban et Ancel, qui n'avaient pas cessé d'être liés par le compromis, s'il était vrai que le sieur Garreau ne le fût pas aussi bien qu'eux.

Pour les défendeurs on répondait :

Sur le premier moyen, que l'action de compromettre ou de proroger un compromis était une seule et même chose ; que, dans le second cas, c'était uniquement compromettre de nouveau ; que, par conséquent, le mandataire qui n'avait que le pouvoir de transiger, et non celui de compromettre, ne pouvait représenter son mandant, lorsqu'il s'agissait de renouveler un acte qu'il n'aurait pu faire d'après les termes de la loi et de son mandat.

Sur le second moyen, les sieurs Perrier répondaient que la nullité pour défaut de signature de l'une des parties contractantes dans un acte, était une nullité absolue et non pas seulement une nullité relative à la partie qui n'avait pas signé ; que dans un contrat synallagmatique, il y avait reciprocité de lien, ou absence de lien ; — Que la nullité pouvait être invoquée par toutes les parties contractantes, et que la Cour royale de Paris l'avait admise avec raison dans l'intérêt des sieurs Perrier frères, comme elle eût dû l'être de la part de tout autre qui était intéressé au contrat.

Sur le troisième moyen, les défendeurs répondaient que la contestation avait eu pour objet un navire, chose indivisible de sa nature; que d'un autre côté le pouvoir donné aux arbitres et la sentence qu'ils avaient rendue n'étaient pas non plus susceptibles de division; que la sentence, nulle pour quelques-unes des parties, devait donc l'être aussi pour toutes les autres.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR:—Considérant que, pour annuler la sentence arbitrale, l'arrêt attaque se fonde uniquement sur la nullité de l'acte de prorogation du compromis; que l'arrêt ne s'expliquant pas, dans ses motifs, sur la validité ou l'invalidité du compromis, toute discussion sur cet acte devient sans objet;

Considérant, sur les moyens de cassation, qu'il est constant, en fait, que le sieur Garreau n'a pas signé l'acte de prorogation du compromis; que la dame Garreau, qui l'a signé au nom de son mari, n'avait aucun pouvoir spécial à cet effet; que le sieur Roger-Preban, co-associé du sieur Garreau, n'a signé qu'en son nom personnel et se portant fort pour un autre de ses associés, le sieur Ancel, ce qui prouve qu'il n'a pas entendu stipuler, et n'a pas en effet stipulé dans l'intérêt du sieur Garreau; enfin qu'il n'est pas suffisamment constaté que le sieur Garreau ait ratifié l'acte dont il s'agit, avant que la décision arbitrale fût rendue, qu'il suit de ces faits que la prorogation du compromis est un acte nul à l'égard du sieur Garreau qui n'y a pas participé, et nul à l'égard des sieurs Perrier qui ne pouvaient être soumis à un arbitrage auquel le sieur Garreau n'était pas lui-même soumis;

Mais qu'à l'égard des autres compromettants, les sieurs Perrier, d'une part, les sieurs Roger-Preban et Ancel, d'autre part, l'acte étant régulier, devait sortir son effet, et, par suite, qu'en ce qui les concernait, la sentence arbitrale ne pouvait être annulée; que l'on ne peut écarter cette conséquence sous le prétexte qu'il y avait indivisibilité, soit dans l'obligation contractée par les parties, soit dans la demande portée devant les arbitres, soit dans la chose jugée par leur sentence; qu'aux termes de l'art. 1217 du Code civ., « l'obligation est divisible ou indivisible, selon qu'elle a pour objet une chose qui, dans sa livraison, ou un fait qui, dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division; soit matérielle, soit intellectuelle; » que, dans l'espèce, la demande avait pour objet une somme d'argent, au paiement de laquelle on soutenait que les sieurs Perrier étaient obligés, et que la sentence arbitrale ne condamne les sieurs Perrier qu'au paiement de cette somme; qu'ainsi l'obligation qui a donné lieu au procès, la demande soumise aux arbitres et la sentence qu'ils ont rendue portent sur une valeur qui, de sa nature et aux termes de l'art. 1217 du Code civ., était divisible, et par conséquent qu'en jouant le contraire, l'arrêt attaqué a violé le susdit article;—Rejette le pourvoi des veuve et héritiers Garreau;—Faisant droit sur le pourvoi des sieurs Ancel et Roger-Preban;—Casse et annule l'arrêt de la Cour

royale de Paris, du 14 janv. 1817, dans la disposition qui annule la sentence arbitrale dans l'intérêt respectif des sieurs Perrier, Ancel et Roger-Preban, etc.

Du 18 août 1819. —Sect. civ.—Prés. M. Desèze.—Rapp. M. Zangiacomi.—Concl. M. Cahier, av. gén.—MM. Petit de Gatines et Delagrèze.

ARRÊT. — ROULEMENT ANNUEL. — DEGRÉS DE JURIDICTION.

Du 18 août 1819 (aff. Raymond). — V. cet arrêt à la date du 18 août 1818.

DOT. — FEMME SÉPARÉE. — INALIÉNABILITÉ. L'art. 1554, Code civ., qui déclare la dot inaliénable, s'applique à la femme séparée, comme à la femme non séparée.—L'art. 1449 ne contient aucunement dérogation au principe général de l'inaliénabilité de la dot (1).

(Delamarre et consorts — C. Turmolle.)

En 1808, la demoiselle Penflier contracta mariage avec le sieur Turmolle, sous le régime dotal.—Bientôt après, elle obtint sa séparation de biens.—Depuis, avec le consentement de ce dernier, elle a vendu aux sieurs Delamarre et autres une partie de ses biens dotaux.

En 1817, elle a demandé la nullité des ventes de ces biens, en se fondant sur l'inaliénabilité du fonds dotal.

20 août 1817, jugement du tribunal de 1^{re} instance de Rouen, qui déclare nul et de nul effet, les contrats de vente des biens dotaux consentis par la dame Turmolle: — « Attendu que Louise-Victoire Penflier a contracté mariage avec Jean-Baptiste-Robert Turmolle, le 28 avr. 1808, sous l'empire du Code civ. et sous le régime dotal; que par l'art. 1 de ce contrat de mariage, elle s'est constituée en dot les biens, meubles et immeubles qui lui appartenaient, et ceux qui pendant le mariage lui adviendraient; que le 5 juin 1810, elle a obtenu sa séparation de biens, et le 17 juill. suivant, jugement qui liquide ses droits; — Attendu que les contrats qu'elle a souscrits les 10 nov. 1810, 9 janv., 23 fév., 2 mai, 23 juill. 1811, 13 et 25 janv. 1812, sont évidemment le fruit du dol et de la fraude pratiqués par les sieurs Leconte, Chausson et Delamarre pour lui ravir ses biens; que la séparation de biens ne dissout pas le mariage; qu'elle donne seulement à la femme mariée le droit de gérer et administrer ses biens au lieu et place de son mari, sans lui conférer le pouvoir de les aliéner ou hypothéquer pendant la durée du mariage; — Attendu qu'à l'art. 1563 du Code civ. invoqué par Delamarre ne renvoie aux art. 1443 et suivants que pour la forme, les délais et la publicité à observer pour les séparations de biens, et non pas pour ce qui concerne l'aliénation de la dot de la femme séparée de biens; que l'art. 1554 porte que les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement, sauf les exceptions portées audit article; — Attendu que la dame Turmolle ne se trouve dans aucune

(1) La solution de cette question qui a fait difficulté dans l'ancien droit et sous le Code civil, est aujourd'hui fixée en doctrine et en jurisprudence dans la sens de l'arrêt ci-dessus. V. Cass. 9 nov. 1826; 18 mai et 7 juill. 1830; Aix, 18 fév. 1813; Montpellier, 29 nov. 1831 (Volume 1832). — V. aussi Grenier, des Hypothèques, t. 1, n° 31; Dalloz, Rec. alph., v° Mariage, p. 346, n° 49; Duranton, t. 15, n° 519 et suiv.; Yessier, de la Dot, t. 1, p. 301; Benoît, *ibid.*, t. 1, n° 319.—Mais

voy. en sens contraire, Delvincourt, t. 3, p. 114 et Toullier, n° 252. — Et cette dernière opinion a été consacrée par la Cour de Nîmes le 23 avril 1812. — V. l'arrêt à sa date et la note. — Ce dernier arrêt a été l'objet d'une controverse entre deux magistrats, l'un de la Cour de Nîmes, l'autre de la Cour de Grenoble, et donna lieu à deux dissertations qui ont été insérées dans le Recueil du M. Sirey, tom. 13, 2^e part., p. 209 et 270.

des exceptions déterminées par la loi ; que dès lors elle n'a pu vendre ses biens dotaux : — Attendu que la femme mariée ne se fait séparer de biens que pour conserver sa dot qui est en péril, et non pour la dissiper ; que d'ailleurs la séparation civile ne rompt pas les liens du mariage, et que la femme séparée de biens ne cessant pas d'être mariée, ses biens dotaux ne cessent pas d'être inaliénables ; que l'art. 1449 du Code civ., qui autorise la femme séparée de biens à vendre ses immeubles avec le consentement de son mari, n'est nullement applicable ; qu'il ne concerne que les immeubles non dotaux de la femme, et qu'en effet il ne se trouve point au chapitre qui traite du régime dotal ; — Attendu enfin que la loi ne permet même d'échanger les biens dotaux qu'après avoir justifié de l'utilité de l'échange et en avoir obtenu la permission de justice. »

Appel. — 25 juin 1818, arrêt de la Cour de Rouen, qui confirme par les motifs suivants : « Considérant que la dame Turmolle a contracté mariage sous l'empire du Code civ., son contrat ayant été passé devant notaire le 28 avr. 1808 ; que par ce contrat elle a déclaré se marier sous le régime dotal, et qu'elle s'est constituée en dot tous les biens meubles et immeubles qu'elle possédait alors, et tous ceux qui pourraient lui échoir par la suite ; que son mari étant tombé dans le dérangement de ses affaires, elle a fait prononcer la séparation de biens le 5 juin 1810, et liquider ses droits le 17 juill. suivant :

« Considérant que la séparation de biens ne dissout pas le mariage ; que ce lien n'est pas même relâché, puisque la femme séparée de biens est tenue de vivre avec son mari et de contribuer, proportionnellement à ses facultés, tant aux frais du ménage qu'à ceux de l'éducation des enfans, et même de les supporter entièrement s'il ne reste rien au mari ; que c'est professer une grande erreur, et contraire à tous les principes résultant, tant des lois romaines que des anciennes lois coutumières et du Code civ., que de dire que le mariage cesse d'exister, quant aux biens, du moment qu'il y a séparation de biens ; que l'art. 1441 du Code civ. prononce bien la dissolution de la communauté par le fait de la séparation de biens, mais qu'aucun article de ce Code ne prononce en pareil cas la dissolution du mariage ; que si le mariage n'est dissout, il continue d'exister après la séparation de biens prononcée, et qu'il ne cesse pas d'exister ; il faut donc se conformer aux dispositions du Code, relatives au régime dotal, pour savoir si une femme mariée sous l'empire du Code civ. et ayant stipulé qu'elle entendoit se marier sous le régime dotal, a pu, du consentement de son mari, aliéner ses biens dotaux ; que l'art. 217 du Code civ. est soumis aux exceptions portées dans les articles suivans du même Code ; que, dans l'espèce, l'art. 1554 est formel et précis ; que la disposition de cet article est conforme à la loi 29 du Code, de laquelle il résulte que, lors de la séparation de biens, le mari ayoit perdu l'administration de la dot, la femme seule peut l'avoir, mais sous la condition qu'elle ne peut vendre, aliéner, hypothéquer les biens dotaux, tant que dure le mariage, si ce n'est pour les causes exprimées par les lois, causes qui sont énumérées dans les art. 1555, 1557 et 1558 du Code civ., et qu'elle doit employer les revenus à la nourriture, l'entretien d'elle, de son mari et de ses enfans ; que le principe consacré par l'art. 1554 a été encore reconnu et professé par l'art. 7 du Code de comm. en exception de l'art. 220 du Code civ., que, lors de la discussion dudit art. 7, on proposoit d'autoriser la femme, marchande publique, à aliéner même les biens dotaux, mais que cette proposi-

tion fut rejetée : 1^o parce qu'elle n'était pas conforme au Code civ., qui a fixé les exceptions par lesquelles il a entendu modifier le principe de l'inaliénabilité des biens dotaux ; 2^o parce qu'il n'était ni nécessaire ni possible de l'admettre par forme d'exception ; que ce serait détruire jusque dans ses bases le régime dotal, sous lequel la dot ne peut être aliénée que dans certains cas de nécessité, spécifiés avec une extrême précision ;

« Considérant que ce serait aussi ruiner le contrat des parties et changer leur état, puisque le Code civil, dans le titre relatif aux conventions matrimoniales garantit les intentions des contractans en indiquant les règles de conventions qu'il leur est libre de stipuler, et que des parens, sur la foi de cette garantie, qui auraient marié une fille sous la condition qu'on ne pourrait toucher sa dot, verraient leur espoir déçu, si on permettait à la femme, au mari, de déroger au pacte de famille, qu'il est donc constant que toutes les ventes de biens dotaux, hors les cas d'exception prévus par les articles du Code civil ci-devant indiqués, sont nulles, comme étant faites contre le texte précis de l'art. 1554, qui refuse à la femme, pendant le mariage, le droit d'aliéner ou d'hypothéquer ses immeubles constitués en dot ; qu'on ne peut rien induire de l'art. 1563 qui autorise la femme à poursuivre la séparation de biens ; que cet article, dans les termes qu'il est conçu, ne laisse aucune ambiguïté, puisqu'il ne renvoie aux art. 1443 et suivans, que pour poursuivre la séparation de biens, c'est-à-dire pour observer dans cette poursuite les formalités prescrites par les articles indiqués, et qu'on ne peut tirer la conséquence de ce renvoi, que le législateur a voulu déroger au principe qu'il avait consacré dans l'art. 1554, en accordant à la femme mariée sous le régime dotal la même faculté qu'à celle mariée sous le régime de la communauté ; que l'art. 1449 ne contient aucunes dispositions pour la poursuite de séparation de biens, et qu'il n'a rapport qu'aux effets qui peuvent en résulter, soit en faveur de la femme commune en biens soit en faveur de celle mariée sous le régime dotal, dont partie des biens n'ont pas été constitués en dot ;

« Considérant que, dans le fait particulier, la dame Turmolle, mariée sous le régime dotal, a déclaré se constituer en dot tous les biens qu'elle possédait et ceux qui pourraient lui échoir ; que conséquemment, pendant son mariage et après la séparation de biens prononcée, elle n'a pu les aliéner, même avec l'autorisation et du consentement de son mari, et vu les articles 1554, 1563 et 1449 du Code civ.

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Delamarre, pour violation des art. 217, 1449 et fausse application de l'art. 1554 du Code civ.

ARRÊT.

LA COUR, — Attendu que la dame Turmolle s'est mariée sous le régime dotal ; qu'aux termes de l'art. 1554, les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ni hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement, sauf les exceptions précisées aux articles suivans, qui ne se rencontrent pas dans la cause ; que la séparation de biens n'influe en rien sur l'existence du mariage, et ne peut par conséquent modifier ou ôter la prohibition que fait la loi d'aliéner le fonds dotal, dès lors que le mariage continue de subsister, qu'il résulte bien de l'art. 1449 du Code civ., au titre de la Communauté, que la femme séparée a la libre administration de ses biens, et même qu'elle peut aliéner ses immeubles avec le consentement de son mari ; mais que la faculté d'aliéner ne s'étend pas, et n'est nullement applicable aux immeubles

dotant, qui, par la nature que leur ont imprimée la convention et la loi, restent frappés de la même inaliénabilité qu'avant la séparation. — Rejette, etc.

Du 19 août 1819. — Sect. req. — Pres., M. Lassudade. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

1° COMPLIÇITÉ. — AUTEUR PRINCIPAL.

2° COUR D'ASSISES. — ACCUSÉ. — ABSENCE MOMENTANÉE

3° TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — PRÉSENCE AUX DÉBATS.

1° Lorsque l'existence du fait principal est reconnue, il n'est pas besoin que son auteur soit présent pour qu'il puisse être prononcé sur les faits de complicité. (Cod. pén., 59.) (1.)

2° L'art. 327, Code d'inst. crim., qui permet de faire retirer un accusé de l'audience pendant l'audition d'un témoin, s'applique au cas où il n'y a qu'un seul accusé comme à celui où il y en a plusieurs. (Cod. inst. crim., 327.) (2.)

3° Il ne résulte aucune nullité de ce qu'un témoin a été admis à prêter serment et à déposer comme témoin, encore bien qu'il ait assisté à la deposition d'un témoin précédent. (Cod. inst. crim., 316.) (3.)

(François Hubert.)

François Hubert avait été traduit devant la Cour d'assises du Loiret, où, conformément au résumé de l'acte d'accusation, les trois questions suivantes avaient été soumises au jury :

François Hubert est-il coupable 1° d'avoir homicide volontairement et avec préméditation, dans la nuit du 9 au 10 nov. 1818, Marguerite Lacon, femme de Pierre Clairét, et Angélique Clairét, fille dudit Clairét ?

2° D'avoir tenté d'homicider volontairement et avec préméditation, Elou Clairét, tentative manifestée par des actes extérieurs, suivie d'un commencement d'exécution, qui n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites et indépendantes de la volonté dudit Hubert ; lesquels homicide et tentative ont été précédés et accompagnés d'un vol de 500 fr., à l'aide d'effraction extérieure, la nuit, dans une maison habitée ?

3° Ou, en tous cas, d'être complice des crimes sus-énoncés, en ayant, avec connaissance de cause, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs dans les faits qui les ont préparés, ou consommés ?

Sur les deux premières questions, les réponses du jury avaient été négatives ; mais sur la troisième, le jury avait répondu : « Oui, François Hubert est complice des crimes énoncés dans les deux premières questions proposées au jury, avec toutes les circonstances qui y sont renfermées, en ayant, avec connaissance, aidé ou assisté les auteurs de ces actions criminelles, ainsi qualifiées, dans les faits qui les ont préparés et facilités, et dans ceux qui les ont consommés. »

D'après cette déclaration du jury, François Hubert a été condamné à la peine capitale.

POURVOI en cassation. — Il a présenté trois moyens, dont le premier consistait à dire que la déclaration du jury était vague, et que, quand

l'auteur principal du crime n'est pas connu, on ignore comment la complicité a pu avoir lieu ; et qu'au surplus, la Cour d'assises avait si bien senti le vague de cette déclaration, qu'elle avait ordonné au jury de rentrer dans sa chambre, pour en donner une plus claire.

Il a soutenu, pour second moyen, qu'on l'avait, en contravention de l'art. 327, fait retirer de l'audience pendant la deposition d'un témoin ; ce qui, selon lui, ne peut avoir lieu que dans le cas où il y a plusieurs accusés. — Enfin, pour troisième moyen, il soutenait qu'on n'avait pas pu faire prêter serment, et entendre comme témoin un individu qui, avant de déposer, avait assisté à l'audition d'un précédent témoin.

ARRÊT.

LA COUR. — Sur le premier moyen : Attendu, 1° que, dans toute procédure criminelle, l'existence du fait principal est, sans doute, le premier objet de l'instruction et des débats ; mais une fois que cette existence est constatée et reconnue, alors il n'est pas besoin que l'auteur du crime soit présent pour prononcer sur les faits de complicité et sur la culpabilité des deux individus prévenus de cette complicité ; d'où il suit que, dans l'espèce, le but principal ayant été déclaré constant, la déclaration affirmative du jury sur la complicité du demandeur en cassation a été une base suffisante et légale de sa condamnation ; 2° que rien d'ailleurs n'établit au procès-verbal, comme le prétend le demandeur, que le président ait invité les jurés à se retirer dans leur chambre pour s'expliquer plus positivement sur le caractère de complicité ;

Sur le second moyen : attendu que les dispositions de l'art. 327 du Code d'inst. crim. s'appliquent au cas où il n'y a qu'un seul accusé, comme à celui où il y en a plusieurs ; que le président a donc pu, aux termes de cet article, faire retirer le demandeur pendant l'audition de la femme Girard, et l'interroger ensuite, sauf à lui donner connaissance de ce qui s'était passé en son absence, avant de reprendre la suite des débats, et c'est ce qui a été fait, ainsi que le constate le procès-verbal ;

Sur le troisième moyen : attendu que l'art. 316 du Code d'inst. crim. n'est pas prescrit à peine de nullité ; que conséquemment il ne peut pas résulter un moyen de cassation, de ce que le nommé Marion ait été admis à prêter serment et à déposer comme témoin, encore bien qu'il eût assisté à la deposition d'un témoin précédent ; qu'au surplus la Cour d'assises a délibéré et prononcé sur l'opposition du demandeur, à ce que Marion fût entendu comme témoin, et que, par cette délibération et cette décision, il a été satisfait au vœu de la loi ; attendu, d'ailleurs, que la procédure a été régulièrement instruite, et qu'aux faits déclarés constants par le jury la peine a été appliquée conformément à la loi ; — Rejette, etc.

Du 19 août 1819. — Sect. crim. — Pres., M. Barris. — Rapp., M. Girard Duplessis. — Concl., M. Fréteau de Penz, av. gen.

(1) V. conf., Cass. 21 avril 1812 ; 23 avril 1813 ; 21 avril 1815 ; 6 mai 1815 ; 24 sept. 1834 (Volume 1831) ; Bourguignon, Jurisp. des Codes crim., t. 3, p. 51 ; Legerend, Législ. crim., t. 1^{er}, p. 155 ; Chauveau et Hélie, Théorie du Code pén., t. 2, p. 118 ; Rastier, Droit crim., t. 1^{er}, p. 213 ; Duvergier, Manuel du juge d'inst., t. 1^{er}, n. 26. V. aussi notre Jurisp. du XIX^e siècle (Table déc. 1831-1840), 1^{re} Complicité, n. 5 et suiv.

(2) La difficulté vient de ce que l'art. 327 porte que le président pourra faire retirer un ou plusieurs

accusés ; ce qui suppose, suivant le texte littéralement compris, la présence de plusieurs accusés ; mais cette interprétation restrictive ne se fonderait sur aucun motif raisonnable.

(3) V. conf., Cass. 23 fév. 1832, et 23 avril 1835. — La règle est tellement certaine qu'il y aurait nullité si l'on n'entendait le témoin qu'à titre de renseignement et sans prestation de serment, Cass. 1^{er} nov. 1830. — à moins de consentement formel du ministère public et de l'accusé à ce qu'il audition ait lieu en cette forme : Cass. 11. nov. 1830.

COUR D'ASSISES.—DISPOSITION ÉCRITE.—LECTURE.

L'accusé a le droit de requérir qu'il soit donné lecture de la disposition écrite d'un témoin pour l'opposer à sa disposition orale, et si le ministère public s'oppose à cette lecture, il en résulte un incident contentieux sur lequel la Cour d'assises a seule caractère pour statuer. (Cod. inst. crim. 318.) (1)

(Martin.) — ARRÊT.

LA COUR:—Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim.;—Vu aussi l'art. 318, même Code:—Attendu que cet article, en donnant aux accusés le droit de requérir qu'il soit tenu note des changements et variations qui pourront exister entre la disposition d'un témoin et ses précédentes déclarations, leur donne nécessairement aussi le droit de relever ces changements et variations, et de requérir qu'a cet effet il leur soit permis de faire lecture des dispositions écrites qui peuvent les établir:—Que la disposition de l'art. 318 est une disposition générale, qui n'est relative qu'aux circonstances ordinaires des débats, et ne peut recevoir d'application au cas particulier prévu par l'art. 318:—Que si les requêtes des accusés pour l'exercice du droit qui leur est accordé par cet article, paraissent au ministère public devoir être rejetées comme inconsiderées, ou sans objet pour la manifestation de la vérité, son opposition à cet égard forme un débat contentieux qui sort des limites des attributions conférées au président, et que la Cour d'assises a seule caractère pour y statuer:—Et attendu que, dans l'espèce, le défenseur de Martin, voulant combattre la disposition du témoin de la Boudinière, et prouver qu'elle n'était point concordante avec ses déclarations écrites, a demandé qu'il lui fût permis de faire lecture de ces déclarations: que le président le lui a interdit, sur le fondement de la disposition générale du susdit art. 318; en quoi il a exercé un pouvoir qui n'appartient qu'à la Cour d'assises, et a conséquemment violé les règles de la compétence:—Qu'il a ainsi fait une fautive application du susdit art. 341:—Casse, etc.

Du 19 août 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Gaillard. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

DOUANES.—L'ENTRÉE.—MESSAGERIES.—RESPONSABILITÉ.

Les messageries ne sont affranchies de la responsabilité à laquelle sont soumis tous les voituriers, à raison des marchandises prohibées dont elles effectuent le transport, qu'autant qu'elles indiquent et font connaître les véritables propriétaires ou expéditeurs de ces marchandises. (L. 22 août 1791, tit. 3, art. 1, et tit. 2, art. 29; L. du 28 avril 1816, tit. 6, art. 59.) (2)

(Douanes.—C. Messageries.) ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que, dans l'espèce, où il s'agissait de marchandises prohibées, trouvées et saisies à leur arrivée à Paris sur une des voitures de l'administration des messageries venant de Langres, la feuille de chargement mentionne comme destinataire le sieur Corret et compagnie, Hubourg Saint-Denis, n° 67, lequel a déclaré n'avoir aucune connaissance de cet envoi, auquel il était absolument étranger n'ayant aucun con-

respondant à Langres, et pour expéditeur le sieur Verdet, sans aucune autre indication ou désignation de sa personne:—Que le tribunal correctionnel de Paris, jugeant qu'en cet état les administrateurs des messageries devenaient personnellement responsables, les a, par jugement du 26 mars dernier, condamnés, outre la confiscation des marchandises, à l'amende ordonnée par la loi:—Mais que, sur l'appel de ce jugement, la Cour royale de Paris, par son arrêt du 11 juin suivant, l'a réformé, quant à la peine de l'amende prononcée contre lesdits administrateurs, sur les motifs que la loi du 28 avril 1816, en ordonnant la saisie et confiscation des tissus étrangers, même dans l'intérieur du royaume, avait introduit un droit nouveau: que les dispositions de la loi du 22 août 1791, n'étant relatives qu'aux marchandises prohibées à l'entrée ou à la sortie, ne pouvaient être invoquées dans le cas dont il s'agit; que la loi de 1816 et celle de 1818 ne spécifiaient pas les obligations des messageries; que le terme de détenteur dont elles se servent ne doit pas s'entendre dans un sens matériel et absolu; qu'elles supposent, dans ceux auxquels cette expression serait applicable, ou une complicité de la fraude, ou du moins la possibilité d'en acquiescer la connaissance, ce qui n'est pas au pouvoir des voituriers publics, puisqu'ils n'ont pas le droit d'ouvrir les paquets et ballots qui leur sont confiés, et que, n'existant contre les administrateurs des messageries aucune preuve de fraude ou de complicité, il y avait lieu, à leur égard, de juger d'après les dispositions du Code pén., et les principes du droit commun:—Attendu 1° que, d'après les dispositions de l'art. 29 du tit. 2 de la loi du 22 août 1791, combinées avec les autres dispositions de cette loi, les voituriers publics ne peuvent être affranchis de la responsabilité à laquelle sont soumis tous les autres voituriers, que lorsqu'ils ont indiqué et fait connaître les véritables propriétaires ou expéditeurs des marchandises dont ils effectuent le transport, et justifié ainsi qu'ils n'ont été que des instruments passifs de la fraude:—Attendu 2° que la loi du 28 avril 1816 n'a point introduit un droit nouveau, et n'a fait qu'établir un moyen de plus pour assurer l'exécution de celles qui défendent l'importation et la consommation des marchandises prohibées:—Que la matière des douanes est régie par des lois particulières et spéciales; que toutes ces lois sont corrélatives, et que, d'après l'art. 434 du Code pén. lui-même, toutes leurs dispositions non abrogées ou modifiées doivent continuer d'être observées:—Que la loi du 28 avril 1816 et celle du 21 avril 1818 n'ont abrogé ni modifié la responsabilité des voituriers, lorsqu'ils effectuent le transport des marchandises prohibées; que ces lois, comme toutes celles des douanes, réputent auteurs ou complices de la fraude ceux chez qui ou sur qui les objets en contravention ont été trouvés et saisis, et qu'elles n'exigent à leur égard aucune autre preuve de culpabilité:—Que, si les voituriers publics n'ont pas le droit d'ouvrir les paquets ou ballots qui leur sont confiés, ils peuvent et doivent faire connaître ceux contre lesquels les poursuites peuvent être dirigées, en cas de contravention; et qu'ils ne peuvent se prévaloir de la nature de leur service et de l'exception établie en leur faveur par la loi de 1791, que lorsqu'ils prouvent ainsi, et d'une manière suffi-

(1) L'art. 341, Cod. inst. crim., qui s'oppose à ce que les déclarations écrites des témoins soient remises aux jurés, a un tout autre objet: il veut que la conviction du jury se fonde sur un débat oral. Mais il est précisément de l'essence de ce débat de prou-

quer les contradictions qui peuvent s'élever entre les diverses déclarations d'un même témoin.

(2) V. dans la même sens, Cass. 22 mai et 18 déc. 1818; 9 juill. 1819; 1^{re} déc. 1826; 30 mai et 21 juill. 1827; 26 avril 1828.

sante, que ce n'est pas pour leur propre compte ou celui de leurs agens que le délit s'est opéré; — Qu'ainsi la Cour royale de Paris, en jugeant que, dans l'espèce, c'était le cas de recourir au Code pén. et au droit commun, a méconnu et violé les dispositions de toutes les lois ci-dessus citées; — Casse, etc.

Du 19 août 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Bateau. — Concl., M. Fréteau de Péry, av. gén.

RÈGLEMENT MUNICIPAL.—CHIENS.

Le règlement de police qui enjoint aux habitants d'une commune de tenir leurs chiens enfermés et à l'attache, pour empêcher qu'ils ne soient mordus par un chien enragé, est pris dans le cercle des attributions municipales, et le tribunal de police ne peut se dispenser d'appliquer les peines légales aux contrevenants. (L. des 16-24 août 1790, tit. 11, art. 3; L. 22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46.) (1)

(Habitants de Montreuil). — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 46 du tit. 1^{er} de la loi du 24 juill. 1791; 3 du tit. 2, §§ 1^{er} et 2 de la loi du 24 août 1790; et 1^{er} du même titre et de la même loi, d'après lesquels les corps municipaux, remplacés en cette partie par les tribunaux de police, connaissent du contentieux auquel donne lieu l'exécution des lois et des règlements de police; 5 du même titre et de la même loi, et les art. 605 et 606 du Code du 3 brum. an 4, qui déterminent les condamnations qui doivent être prononcées sur les contraventions aux arrêtés de l'autorité municipale, pris sur les objets de police spécialement confiés par la loi à la vigilance de cette autorité; — Attendu que, par arrêté du 30 juin dernier, le maire de Montreuil-sur-Mer a enjoint à tous les habitants qui avaient des chiens de les tenir enfermés et à l'attache; que le motif de cette injonction était d'empêcher que ces animaux, en errant dans les rues, ne fussent rencontrés et mordus par un chien enragé qui rodait dans les communes voisines et pouvait s'introduire dans la ville; — Qu'un arrêté déterminé par un semblable motif se rattachait évidemment aux dispositions de la loi du 24 août 1790 du tit. 2 de l'art. 3, §§ 1^{er} et 5; — Que ni ces dispositions de ladite loi, ni celle de l'article cité de la loi du 22 juill. 1791, n'ont été abrogées par aucune loi postérieure; que l'arrêté du maire de Montreuil était fait dans l'ordre légal des fonctions municipales; qu'il était donc obligatoire pour les habitants du ressort, et que le tribunal de police devait en maintenir l'exécution, en punissant ceux qui se permettraient d'y contrevenir; — Que cependant un procès-verbal d'agens de police, auquel il n'a pas été opposé de preuves contraires, a constaté que le matin du 1^{er} juill., 14 chiens étaient errans dans les rues de Montreuil; que les maîtres de ces animaux ayant été traduits au tribunal de police, à la requête du ministère public, pour être condamnés aux peines de droit,

ils ont été renvoyés de l'action, sous prétexte que les faits dénoncés n'étaient rangés par aucune loi dans la classe des contraventions punissables; qu'en refusant ainsi de condamner les prévenus, dans l'espèce, le tribunal a également méconnu l'étendue de son pouvoir et les règles de son devoir; qu'il a violé les lois qui punissent de peines de police les contraventions aux règlements de police rendus dans l'exercice légal de l'autorité municipale, et a fait une fausse application de l'art. 159 du Code d'inst. crim.; — Casse, etc.

Du 19 août 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Péry, av. gén.

FAUX TÉMOIGNAGE. — SUBORNATION. — SCÈNES.—ARRÊSTATION PREVENTIVE.

La subornation de témoins ne constitue un crime, qu'autant qu'elle se rattache à un faux témoignage commis ou tenté. (Cod. pén. 361.) (2)

Ainsi, si n'y a pas lieu de surseoir aux débats parce que l'accusé a formé une plainte en subornation de témoins, si les témoins prétendus subornés n'ont pas encore été entendus. (Cod. inst. crim., 406.)

Le président des assises peut ordonner la mise en arrestation d'un témoin prévenu de faux témoignage et le faire déposer entre deux gendarmes. (Cod. inst. crim., 330.) (3)

(Jourdan.)

François Jourdan accusé de complicité dans l'assassinat de sa femme, porta plainte, dans le cours des débats, pour tentative de subornation contre un témoin et demanda qu'il fût sursis à la continuation des débats, jusqu'à ce qu'il eût été statué sur sa plainte. Un autre témoin, soupçonné de faux témoignage, fut mis en état de surveillance et deux gendarmes restèrent à ses côtés pendant qu'il déposait. La demande en sursis fut rejetée et Jourdan condamné à la peine de mort.

Pourvoi fondé 1^o sur ce que la Cour n'avait pas sursis au jugement, bien qu'il y eût plainte en subornation de témoins, 2^o sur ce que le témoin, mis en arrestation, n'avait pas joui de la plénitude de la liberté pendant sa déposition.

ARRÊT (après délib. en ch. de cons.)

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, que la subornation de témoins ne constitue un crime qu'autant qu'elle se rattache à un faux témoignage commis ou tenté; que, dans l'espèce la preuve soit de la consommation, soit de la tentative de faux témoignage, ne pouvait être acquise que par la déposition aux débats des témoins prétendus subornés, que conséquemment il n'y avait lieu à ordonner, sur la plainte en subornation, le sursis à la continuation des débats et le renvoi à la session suivante, avant que les témoins prétendus subornés fussent entendus; qu'en le décidant ainsi, la Cour d'assises, loin d'avoir fait une fausse application de

(1) Cet arrêté peut être, en effet, considéré comme une mesure de précaution locale prise pour prévenir des accidens calamiteux; il rentre donc dans les termes des §§ 1^{er} et 5 de l'art. 3 du titre 11 de la loi des 16-24 août 1790.

(2) *J. conf.*, Cass. 23 vend. an 8, et la note; 9 mars 1809; 4 déc. 1812, et la note; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 6, p. 463; Merlin, *répert.*, v^o Subornation.

(3) On pourrait peut-être opposer à cette décision, que le crime de faux témoignage n'a d'existence légale qu'après que la déposition est complète, et que le té-

moin ne peut plus la modifier. Il suit de là que l'arrestation ne peut être requise, pour cause de faux témoignage, avant que cette déposition ait été achevée, puisqu'il ne peut exister de prévention avant la perpétration du crime. Les mesures de surveillance peuvent donc suivre la déposition, mais ne peuvent la précéder ou l'accompagner. Elles porteraient, dans ce dernier cas, une sorte d'imminution qui gênerait la pleine liberté du témoin. L'art. 330 du Code d'inst. crim. n'autorise, au surplus, l'arrestation du témoin, que dans le cas où, d'après les débats, sa déposition paraît fautive; cet article suppose donc la déposition entièrement terminée.

l'art. 365 du Code pén., et violé l'art. 306 du Code d'inst. crim., s'y est au contraire exactement conformé :

Attendu, sur le second moyen, que la mesure de surveillance prise par le président de la Cour d'assises envers le témoin mis ensuite en état d'arrestation comme prévenu de faux témoignage ne présente aucune violation de la loi, donnant ouverture à cassation ; — Rejette, etc.

Du 20 août 1819. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Ollivier. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén. — *Pl.*, M. Odilon Barrot.

1 FAUX TÉMOIGNAGE. — FIN DE NON-RECEVOIR.

La plainte en faux témoignage ne peut être considérée comme tardive, par cela seul qu'elle n'est intervenue qu'après l'arrêt de condamnation rendu dans l'affaire où le prévenu a déposé, et qu'aucune réclamation n'a été formée dans la cour des débats. (Cod. inst. crim., 445.)

L'arrêt de la chambre d'accusation qui rejette une plainte en faux témoignage, parce qu'elle n'a été formée qu'après les débats, doit expliquer, à peine de nullité, si les faits servant de base à la plainte étaient connus lors des débats, et s'ils ont été appréciés, ou s'ils n'ont été découverts que postérieurement à l'arrêt de condamnation. (Cod. inst. crim., 445.) (1)

(Min. pub. et Jourdan — C. Mirabel et autres.)
Traduit devant la Cour d'assises de Grenoble, sur une accusation de complicité dans l'assassinat de sa femme, François Jourdan dévoua, le 14 juillet dernier, au procureur général près cette Cour, le sieur Mirabel, 1^{er} comme auteur de lettres anonymes, au moyen desquelles il avait été contraint ou tenté de contraindre le juge d'instruction et le procureur du roi de Montélimar à provoquer sa condamnation ; 2^o comme auteur d'une subornation ou tentative de subornation de témoins administrés à charge contre lui. Il requit une information, se constitua partie civile, et indiqua des témoins.

Les débats étant à la veille de s'ouvrir, le procureur général requit le président de la Cour d'assises de faire expliquer les témoins sur les faits relatifs à la plainte, et de faire tenir note de leurs explications.

Devant la Cour d'assises, Jourdan réitéra la demande qu'il avait faite au président de renvoyer, d'après la plainte en subornation, l'affaire à la session suivante : le président et la Cour d'assises la rejetèrent, fondés sur ce qu'il ne pouvait y avoir de subornation avant qu'il y eût faux témoignage commis ou tenté, ni de faux témoignage avant les dépositions aux débats.

Pendant leur durée, aucune explication ne fut énoncée dans le procès-verbal, sur les faits constitutifs de la plainte. — Arrêt du 18 juillet, condamnant Jourdan à la peine de mort.

Le 21, dénonciation de Jourdan au procureur général contre Antoine Mirabel fils, comme ayant porté un faux témoignage contre lui ; ajoutant que la plainte en subornation avait pour objet de le prouver. Il requiert qu'il soit informé.

Le 20 et le 22 du même mois, réquisitoire du procureur général à la chambre d'accusation, tendant à ce qu'en vertu de l'art. 225 du Code d'inst. crim., elle évoquât les causes énoncées dans la dénonciation de Jourdan, et fit procéder conformément aux art. 235 et 237 du même Code.

Le 26, arrêt de la chambre d'accusation, qui déclare n'y avoir lieu à donner suite aux réquisitions du procureur général, et que les plaintes et évocations ne peuvent être admises, fondé, quant à la plainte en subornation, sur ce que la Cour d'assises y avait statué et l'avait rejetée, et, quant à celle en faux témoignage, sur ce qu'il n'avait point été fait de réclamations à cet égard durant les débats, d'après l'art. 330 ; que la plainte était postérieure à l'arrêt de la condamnation, et que ce n'est qu'aux plaintes antérieures à cet arrêt, que les mesures prescrites par l'art. 445 du Code d'inst. crim. peuvent se rapporter.

Mais la chambre d'accusation n'avait point expliqué, dans son arrêt, si les faits servant de base à la plainte étaient connus lors des débats, et s'ils avaient pu être relevés ou appréciés, ou bien s'ils n'avaient été découverts postérieurement à l'arrêt de condamnation. — Pourvoi.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR. — Statuant sur le pourvoi du procureur général de la Cour royale de Grenoble et de François Jourdan envers l'arrêt de cette Cour, chambre d'accusation du 26 juillet dernier, qui déclare n'y avoir lieu de donner suite aux deux réquisitoires du procureur général des 20 et 22 du même mois, et statue en conséquence que les plaintes et évocations dont il s'agit ne devaient pas être admises ; — Vu l'art. 445 du Code d'inst. crim., qui prévoit le cas où, après la condamnation d'un accusé, l'un ou plusieurs des témoins qui avaient déposé à charge contre lui seront poursuivis pour avoir porté un faux témoignage dans le procès ; — Attendu que la disposition de cet article, en parlant de la poursuite en faux témoignage d'un ou de plusieurs des témoins à charge après la condamnation, se réfère à deux cas : 1^o celui où pendant les débats les témoins ont, sur le réquisitoire du ministère public, de la partie civile, de l'accusé, ou même d'office, été constitués en prévention de faux témoignage, en exécution de l'art. 330 ; 2^o celui où les preuves ou les indices d'un faux témoignage n'ayant été connus qu'après l'arrêt de condamnation, et n'ayant pas pu conséquemment être relevés et appréciés devant la Cour d'assises, ce n'est qu'après l'arrêt de condamnation que la plainte en faux témoignage a pu être portée ; — Et attendu que, dans l'espèce, la Cour royale de Grenoble, en déclarant n'y avoir lieu à suivre sur les réquisitions du procureur général, faites ensuite de la plainte en faux témoignage portée par François Jourdan après l'arrêt de condamnation, s'est uniquement fondée sur ce qu'à raison de ce faux témoignage, aucune réclamation n'avait été formée, en vertu de l'art. 330 du Code d'inst. crim., pendant le cours des débats ; — Qu'elle n'a point expliqué dans son arrêt si les faits servant de base à la plainte étaient connus lors des débats, et s'ils avaient pu être relevés ou appréciés, ou s'ils n'avaient été découverts que postérieurement à l'arrêt de condamnation ; — Que, d'après ce silence, l'arrêt ne fondant la déclaration de n'y avoir lieu à suivre que sur la seule circonstance du défaut de réclamation formée durant le débat ensuite de l'art. 330, a violé la disposition de l'art. 445 ; — Casse, etc.

Du 20 août 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Ollivier. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén. — *Pl.*, M. Odilon Barrot.

(1) Si les faits avaient été connus et appréciés dans le Cours des débats, il y aurait chose jugée en

faveur du prévenu de faux témoignage, et la poursuite devrait alors être rejetée.

FORÊTS.—ADJUDICATAIRE.—RESPONSABILITÉ.

L'adjudicataire d'une coupe de bois est responsable des baliveaux marqués qui manquent dans sa coupe, lors même que l'administration aurait introduit des ouvriers dans la coupe pour y faire un semis et des repiquemens, si ce fait n'a eu lieu qu'après l'expiration du délai légal du récolement. (Ord. de 1669, tit. 15, art. 51 et tit. 16, art. 10.)

(Forêts.—C. Stanisier.) — ARRÊT.

LA COUR;—Vules art. 51, titre 15; 1^{er} et 10, tit. 16, de l'ord. de 1669:—Attendu que, d'après ces articles combinés, l'adjudicataire de la coupe des bois demeure responsable de la conservation des baliveaux confiés à sa garde, jusqu'au congé de cour qui doit lui être délivré, d'après le procès-verbal de récolement, et, au cas où l'administration forestière n'a pas fait procéder à ce récolement dans le délai légal, jusqu'à ce qu'elle ait été constituée en demeure par une sommation qu'il a le droit de lui faire;—Que, dans l'espèce, il est constaté, par le procès-verbal de récolement que du nombre des baliveaux marqués, et que l'adjudicataire était chargé de représenter, il en manquait dix-neuf; que, dès lors, l'adjudicataire était responsable de ce déficit, et passible de la condamnation au paiement des baliveaux et de l'amende;—Que si, avant le récolement, l'administration forestière avait introduit dans les bois coupés des ouvriers pour y ensemer des clairières et faire des repiquemens, ce fait n'avait eu lieu qu'après l'expiration du délai légal du récolement, que dans un temps conséquemment où l'adjudicataire aurait pu se débarrasser de sa responsabilité, par une sommation d'y faire procéder; que cette sommation n'ayant pas été par lui faite, il est demeuré soumis à la responsabilité de la loi;—Que néanmoins, sous le prétexte d'un semis et d'un repiquement faits de l'ordre de l'administration forestière, sans que l'adjudicataire s'y fût opposé, sans qu'il eût non plus mis l'administration en demeure de procéder au récolement, l'arrêt attaqué a déchargé l'adjudicataire de cette responsabilité; en quoi il a violé les art. 51, tit. 15, 1^{er} et 10, tit. 16, de l'ord. de 1669;—Casse, etc.

Du 20 août 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Olivier. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gen.

ADULTÈRE. — ACTION PUBLIQUE. — DÉSESTIMENT DE MARL. — SÉPARATION DE CORPS.

Du 22 août 1819 (aff. dame C...). V. cet arrêt à la date du 22 août 1816.

RECELÉ. — VOL. — CIRCONSTANCES AGGRAVANTES — COMPLICITÉ.

Du 22 août 1819 (aff. Crosel et Faure). V. cet arrêt à la date du 22 août 1817.

RIVIÈRE NAVIGABLE. — TROUBLE. — COMPÉTENCE.

Les rivières navigables n'appartiennent au domaine public et ne sont comme telles soumises au régime administratif qu'à partir du point où commence la navigabilité jusqu'à leur embouchure.

Ainsi, c'est aux tribunaux ordinaires à réprimer des faits d'anticipation sur une rivière

navigable en un point supérieur à celui où commence la navigabilité. — C'est notamment devant le juge de paix que doit être portée l'action en complainte d'un particulier qui se prétend troublé dans sa possession, par une plantation d'arbres faite par un riverain, sur le bord d'une rivière, dans un point où elle n'est pas navigable (1).

(Brousse — C. Iché de Thou.)

Le sieur Brousse et le sieur Iché de Thou étaient l'un et l'autre propriétaires, sur les rives opposées de la rivière d'Orb. — Une plantation d'arbres sur la propriété du sieur Brousse alarma le sieur Iché de Thou. — Il crut voir que cette plantation changerait la direction des eaux et les jetterait sur sa propriété, contre l'autre rive. — De là une action devant le juge de paix, par voie de complainte.

26 mai 1817, jugement du juge de paix qui condamnait Brousse à arracher les arbres nouvellement plantés.

Appel de la part du sieur Brousse, qui s'attache à établir l'incompétence de l'autorité judiciaire, sur le motif que la rivière d'Orb étant navigable, une contestation sur le cours de ses eaux, ne pouvait être soumise qu'à l'autorité administrative. Brousse indiqua nombre de faits établissant la navigabilité de la rivière d'Orb, même au point séparatif des deux propriétés.

Iché de Thou soutint que la rivière ne peut être réputée navigable quant au cours, suivant l'art. 41, tit. 27 de l'ordonn. de 1669, elle porte bateau de son fond, sans artifice, ni ouvrage de mains. — Il soutint surtout, et principalement que le litige ne portant que sur des intérêts privés, la contestation était essentiellement judiciaire, quand même la rivière serait réputée navigable au point séparatif des deux propriétés.

Le tribunal d'appel adopta la défense de l'intimé, par jugement du 18 août 1817. — Voici le texte: — « Attendu que le sieur Brousse ne rapporte aucun acte réglementaire émané de l'autorité administrative, qui déclare que la rivière d'Orb est navigable, mais que cette rivière l'est réellement navigable, il s'agit, dans l'espèce, d'une action possessoire intentée par M. Iché de Thou qui se plaint, dans son intérêt privé, que les ouvrages et plantations d'arbres faits par le sieur Brousse, font nuire sur son héritage, les eaux de la rivière: — Attendu que la loi du 29 floréal an 10, qui attribue en certains cas, compétence aux conseils de préfecture, en ce qui concerne les rivières navigables, ne leur attribue aucune compétence, quant aux actions possessoires intentées par un intérêt privé, de particulier à particulier; qu'il est cependant de principe que les conseils de préfecture sont des tribunaux d'exception qui ne peuvent connaître que des matières qui leur sont attribuées par une loi expresse; qu'en suivant ce principe, il suffit que la loi n'attribue nullement aux conseils de préfecture la connaissance des actions possessoires qui peuvent avoir à exercer les uns contre les autres, ceux qui ont des propriétés sur les bords opposés d'une rivière navigable, et que la loi du 24 août 1790 attribue aux juges de paix, d'une manière générale, la connaissance des actions possessoires, sans qu'aucune loi ait fait une exception expresse à cette attribution générale quant aux actions possessoires de la nature de

(1) C'est là un principe consacré par la jurisprudence, et par l'opinion générale des auteurs. V. Cass. 19 frimaire an 8, et la note; 4 juin 1831. — V. aussi un décret en conseil d'Etat du 7 oct. 1807 (aff. Carle). — V. enfin dans le même sens,

Cormenin, v^o Cours d'eau, § 39, n^o 3, et note 2, 4^e ed.; Merlin, Quest., v^o Dénomination de nouvelles rivières, § 2; Garnier, Régime des eaux, n^o 758 et suiv.; Daviel, Cours d'eau, n^o 530 et suiv., 961 et 962; Proudhon, du Domaine public, n^o 1417.

celles qui font l'objet du procès, pour que le tribunal doive décider que l'action du sieur Iché a été complètement portée en justice de paix; que ce qui achève de confirmer le tribunal sur la compétence de la justice de paix, c'est que, quoique le contentieux des domaines nationaux soit attribué par une loi expresse aux conseils de préfecture, il est cependant reconnu que les actions possessoires auxquelles les domaines nationaux peuvent donner lieu, sont de la compétence des juges de paix; que le motif qui, dans ce dernier cas, détermine la compétence des juges de paix est pris de ce que les actions possessoires, en ce qui concerne les domaines nationaux, ne sont pas attribuées expressément aux conseils de préfecture, et que le même motif s'applique à l'espèce avec beaucoup plus de raison, puisque la loi du 29 floréal an 10, ne va pas même jusqu'à attribuer aux conseils de préfecture tout le contentieux des rivières navigables. — Attendu que, d'après tout ce qui vient d'être dit, la compétence du premier juge est incontestable: d'où il suit que l'exception d'incompétence proposée par le sieur Brousse est dénuée de fondement, et que c'est le cas d'ordonner que les parties contestent au fond: — Déboute le sieur Brousse du déclaratoire par lui proposé. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Brousse pour contravention à l'art. 4 de la loi du 29 floréal an 10, qui attribue aux conseils de préfecture, par exclusion des tribunaux, la connaissance des anticipations et détériorations prétendues commises sur les canaux, fleuves et rivières navigables. Le jugement dénoncé, a dit le demandeur, a supposé que l'attribution n'était relative qu'aux litiges intéressant le domaine; qu'elle ne regardait pas les particuliers entre eux; mais cette distinction n'est pas dans la loi. — Il est sensible que la matière des cours d'eau des rivières navigables étant exclusivement confiée à la police administrative des eaux, toute opération sur les bords, touche à l'intérêt général de la direction des eaux; tellement qu'il est impossible que les tribunaux statuent sur tout procédé qui doit influer sur le cours des eaux. — Le jugement dénonce à voulu éluder la difficulté, en disant que la rivière d'Orb n'était pas navigable, dans le sens de l'art. 41, tit. 27 de l'ordonn. de 1669, qui ne reconnaît comme navigables que les fleuves et rivières qui portent bateau de leur fonds, sans artifice ni ouvrage de mains. Or, c'est encore là une fautive application de l'ordonnance, et une contravention à toutes les lois plus récentes, qui attribuent au domaine la propriété, et à l'autorité administrative la police de toutes les rivières navigables et même flottables, sans distinction si la navigabilité provient d'ouvrages de mains. (Loi du 22 déc. 1789; loi du 20 août 1790, chap. 6; art. 16, tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791; arrêté directorial du 19 vent. an 6.) La loi du 29 flor. an 10 elle-même dément cette doctrine: car elle attribue aux conseils de préfecture la connaissance des litiges relatifs même aux canaux, qui assurément sont bien de mains d'hommes; il y a plus, nos lois nouvelles confient exclusivement à l'administration, la police de toutes les eaux, pour ce qui concerne leur direction.

Le sieur Iché de Thou a répondu: — 1° Qu'en

supposant la rivière navigable, il suffirait que l'intérêt litigieux fût un intérêt privé, pour que la contestation ne soit pas administrative. — Il rappelle comment les publicistes de l'époque s'élevaient contre l'extension excessive de la justice d'administration.

2° Qu'au surplus, la rivière n'était pas navigable..., du moins au point qui sépare les deux propriétés. — Du fait de non-navigabilité, il a conclu à l'incompétence de l'administration. — Quant à la compétence du juge de paix, pour cause de l'irrecevabilité de l'action en complainte, le défendeur a fait observer que le moyen n'avait pas été proposé devant les juges du fond.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR: — Considérant que le tribunal qui a rendu le jugement dénoncé n'eût à juger sur l'appel du demandeur, que l'unique question de savoir si la justice de paix avait été incompétemment saisie, comme le prétendait le sieur Brousse, en supposant que la rivière d'Orb était une rivière navigable, dont la police appartenait exclusivement aux corps administratifs; et qu'il résultait des pièces produites, que ladite rivière est navigable à Sérignan jusqu'à son embouchure, elle ne l'est point depuis Sérignan en remontant vers sa source; et qu'elle ne l'est pas notamment sur le terrain de Beziers, lieu de la situation des propriétés des parties: d'où il suit, qu'en déclarant que la justice de paix avait pu être compétemment saisie, le tribunal n'a pu violer aucune loi: — Rejette, etc.

Du 23 août 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Sirey et Jacquemin.

PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT.

— **PRÉSCRIPTION.**

Le créancier qui, depuis la loi du 25 mess. an 3, a été remboursé en assignats, avant l'échéance du terme, est fondé à demander la réduction du paiement d'après l'échelle de dépréciation du papier-monnaie, lorsqu'il n'a pas exprimé dans la quittance, qu'il avait connaissance de la disposition de la loi qui l'autorisait à refuser un paiement anticipé en assignats. — Vainement le débiteur opposerait que son créancier a profité du remboursement pour sa valeur nominale (1).

Dans tous les cas, l'action en supplément accordée au créancier, ne peut être assimilée à une action en nullité prescriptible par dix ans; elle est soumise seulement à la prescription de trente ans. (L. du 26 mess. an 3, art. 5; Cod. civ., 1304 et 2292.)

(Berquin et cons. — C. V. Guindré et Jacquemin.) (Noël — C. Lesmanal et Deniset.)

Du 23 août 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Zangiacomi. — Concl. conf., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Gérardin.

ÉVOCATION. — DEGRÉS DE JURIDICTION.

— **COMPÉTENCE.**

Les juges d'appel peuvent retenir la fond et le juger, si la matière est disposée à recevoir une décision définitive, encore que la cause n'ait subi le premier degré de jugement jugé incompétent, et par jugement annulé pour vice d'incompétence. (Cod. proc. civ., 473.) (2)

(1) V. conf., Cass. 7 avril 1818, et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence.

(2) Sur cette question, à l'égard de laquelle la jurisprudence n'est pas encore bien fixée, voy. les observations qui accompagnent un jugement du tribunal de cassation du 26 vend. an 2. V. aussi dans

le sens de la décision ci-dessus, Cass. 22 janv. 1811; 14 déc. 1825; 7 fév. 1826; 26 avr. 1832; 6 janv. 1835. — Mais voy. en sens contraire, 29 août 1836, et nos observations sur cet arrêt: 3 janv. 1837. — Une autre question qui présente une grande analogie avec celle qui a été résolue par l'arrêt ci-dessus, celle de

(Lefèvre de Villebrune. — C. Tallon.)

Par exploit du 24 janv. 1818, le sieur Lefèvre de Villebrune fait faire commandement au sieur Tallon, son fermier, d'avoir à lui payer la somme de 800 fr. pour prix du fourrage nécessaire à la nourriture d'un cheval pendant un an, ainsi qu'il avait été convenu par le bail à ferme.

Le 26 du même mois, le sieur Tallon forme opposition à ce commandement, et assigne le sieur Lefèvre de Villebrune en référé, devant le président du tribunal civil de Rouen.

Le 30, ordonnance du président de ce tribunal, qui dit à bonne cause le référé du sieur Tallon, et à tort le commandement fait par le sieur Lefèvre de Villebrune.

Appel par le sieur Lefèvre de Villebrune devant la Cour royale. — Il soutient que l'ordonnance qu'il attaque a été incompétemment rendue par un seul juge, qu'il appartenait au tribunal de première instance de statuer; au fond, il conclut au mal jugé.

23 juin 1818, arrêt de la Cour royale de Rouen, qui annule l'ordonnance de référé pour cause d'incompétence, et qui, attendu que le sieur Lefèvre de Villebrune a plaidé au fond, que la cause a reçu de sa part toute l'instruction dont elle était susceptible, évoquant le principal, juge conformément à l'ordonnance annulée.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Lefèvre de Villebrune, pour violation de la règle des deux degrés de juridiction et fausse application de l'art. 473 du Code de proc. civ. en ce que cet article ne permet pas aux juges d'appel d'évoquer et de juger le fond d'un procès qui n'a pas encore subi un premier degré de juridiction; que l'arrêt dénoncé, en déclarant nul, comme incompétemment rendu, l'ordonnance de référé du président du tribunal civil de Rouen, avait par cela même aussi déclaré que les parties n'avaient pas légalement plaidé devant ce juge; qu'ainsi elles n'avaient pas joui d'un premier degré de juridiction; que le cas où le premier juge s'était trouvé incompétent, était précisément le seul où le tribunal d'appel ne pouvait se permettre d'évoquer le fond, en usant de la faculté introduite par l'art. 473 du Code de proc. civ., puisque, avoir plaidé devant un juge incompétent, c'est la même chose que de n'avoir pas plaidé du tout, ou, en d'autres termes, c'est n'avoir pas joui, aux yeux de la loi, d'un premier degré de juridiction: c'est ainsi que l'enseigne Merlin dans ses *Questions de droit*, au mot *Appel*, § 14, n° 4, et que l'ont déjà jugé divers arrêts de la Cour de cassation.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen, résultant d'une prétendue fausse application de l'art. 473 du Code de proc., et de violation de la loi du 1^{er} mai 1790, et autres relatives à l'observation des deux degrés de juridiction: attendu que, dans tous les cas, lorsque la matière est disposée à recevoir une décision définitive, les juges d'appel peuvent statuer définitivement; — Attendu que l'arrêt attaqué constate que le demandeur en cassation a plaidé au principal, et que la cause a reçu de sa part toute l'instruction dont elle était susceptible; qu'ainsi l'incompétence même des premiers juges n'a pu empêcher la Cour d'appel de statuer elle-même, lorsqu'elle n'excédait pas les limites de sa compétence déterminée par l'action introductive d'instance, d'où il résulte qu'il

savoir si les juges peuvent évoquer lorsque la décision a été rendue par un tribunal irrégulièrement composé, a reçu une solution conforme à cet arrêt, par des décisions nombreuses, bien qu'il en existe plusieurs au sens contraire. V. à cet égard, Cass. 30 vent. an 11.

a été fait une juste application de l'art. 473 du Code de proc. civ., lequel contient une exception aux autres lois invoquées; — Rejet.

Du 24 août 1819. — Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lasnadaie. — Rapp., M. Borel de Brézillet. — Concl., M. Jours av. gén. — Pl., M. Buchot.

REQUÊTE CIVILE. — TRIBUNAUX DE COMMERCE.

La voie de requête civile est ouverte contre les jugemens de dernier ressort rendus par les tribunaux de commerce (1); elle doit être jugée par le tribunal de commerce qui a rendu le jugement attaqué. (Cod. proc. civ., 480 et 490.) (2)

(Dehay — C. Faille-Debray.)

Le sieur Dehay attaque, par voie de requête civile, un jugement du tribunal de commerce de Cambrai qui le condamnait au paiement d'un billet de 250 fr. en faveur du sieur Faille-Debray. — Le moyen de requête civile résultait de ce que le billet avait été déclaré faux. — Dehay porte sa demande devant le tribunal de commerce aux termes de l'art. 490 du Code de proc., ainsi conçu: « La requête civile sera portée au même tribunal, où le jugement attaqué a été rendu... »

On soutient dans l'intérêt de Faille-Debray, qu'en supposant que la voie de requête civile puisse être employée contre les jugemens d'un tribunal de commerce, du moins le tribunal de commerce ne peut connaître de la requête civile, car, aux termes de l'art. 493 et 498 du Code de proc., le ministère des avoués est nécessaire, et la requête civile doit être communiquée au ministère public. Or, il n'y a ni avoués, ni ministère public près des tribunaux de commerce; donc l'instruction sur requête civile est impraticable devant eux.

Dehay répond que de ce qu'il n'existe pas d'avoués et de magistrats attachés au ministère public près les tribunaux de commerce, on ne peut induire qu'il y a pour ces tribunaux exception au principe général consacré par l'art. 480 du Code de proc., qui veut que tous les jugemens des tribunaux de 1^{re} instance soient attaquables par voie de requête civile, dans les cas déterminés; que l'on doit en conclure seulement que les agréés près les tribunaux de commerce seront employés à la place des avoués, et qu'il n'y aura point de communication au ministère public.

11 nov. 1817, jugement du tribunal de commerce qui déclare que l'instruction sur la requête civile aura lieu devant lui.

Appel de la part de Faille-Debray. — Il soutient d'abord comme en 1^{re} instance, que le tribunal de commerce ne pouvait connaître de la requête civile, fût-elle admissible. — En second lieu, que les jugemens des tribunaux de commerce ne sont point attaquables par voie de requête civile.

15 déc. 1817, arrêt de la Cour royale de Douai ainsi conçu: « Statuant sur le second chef de demande, considérant qu'il n'avait point été présenté devant les premiers juges, déclare ne pouvoir s'en occuper. Sur le premier chef, attendu que la requête civile doit, aux termes de l'art. 490 du Code de proc., être portée au même tribunal où le jugement attaqué a été rendu; que, d'après l'art. 498 du même Code, il ne peut, comme sous la législation ancienne, être fait

(1) et (2) Ces deux points sont controversés. V. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Bruxelles, 23 janv. 1812, et les autorités en sens divers, indiquées à la note.

droit sur la requête civile, que sur les conclusions du ministère public; attendu qu'en prescrivant qu'il ne pouvait être statué sur la requête civile que sur les conclusions obligées du ministère public, la loi a décidé, sinon expressément, du moins implicitement, que la connaissance des demandes en requête civile était exclusivement attribuée aux tribunaux, dont le ministère public constituait un des éléments; attendu que les tribunaux de commerce, qui ne peuvent connaître que des causes qui leur sont attribuées par la loi, n'ont pas de ministère public, et qu'ils sont même les seuls tribunaux d'attribution qui n'en aient pas; qu'il n'est conséquemment pas possible d'admettre que la connaissance des demandes en requête civile puisse leur être attribuée; attendu que, dès que les requêtes civiles ne sont pas, et ne peuvent être dans l'attribution des tribunaux de commerce, il s'ensuit que celui de Cambrai n'a pu, sans excès de pouvoir, retenir, contre la réclamation du sieur Faillie-Delabre, la connaissance de la requête civile qui lui a été soumise par Debay; — Infirme le jugement du tribunal de commerce. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Debay. — Le demandeur soutient que l'arrêt dénoncé, en décidant que les tribunaux de commerce ne pouvaient connaître de la requête civile, a implicitement jugé que la requête civile n'était pas admissible contre les jugemens des tribunaux de commerce, car aucun autre tribunal que celui qui a rendu un jugement n'est compétent pour connaître de la requête civile dirigée contre ce jugement. Il prétend que c'est là une double erreur, une double contravention à la loi: 1^{re} contravention à l'art. 480 du Code de proc.; 2^e contravention aux art. 490 et 491 du même Code.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR: — Vu les art. 480 et 490 du Code proc.: — Attendu qu'aux termes de ces articles, la requête civile a lieu contre les jugemens rendus en dernier ressort par les tribunaux de 1^{re} instance, et doit être portée au même tribunal qui a rendu le jugement attaqué; que les tribunaux de commerce sont des tribunaux de 1^{re} instance; que, conséquemment, la requête civile a lieu contre les jugemens par eux rendus en dernier ressort, et doit être jugée par le tribunal qui a rendu le jugement qui en est l'objet; qu'il suit de là qu'en déclarant le tribunal de commerce de Cambrai incompétent pour connaître de la requête civile dirigée contre le jugement par lui rendu le 3 août 1814 dont il s'agit, l'arrêt viole lesdits articles; — Casse, etc.

Du 24 août 1819. — Sect. civ. — Prés. d'Age, M. Gandon. — Rapp., M. Cassaigne. — Concl., M. Joubert, av. gen. — Pl., MM. Delagrangé et Leroy-Neufville.

BIGAMIE. — QUESTION PRÉJUDICIELLE. — NULLITÉ RELATIVE.

Du 26 août 1819 (aff. Pierre-Sarrasin). — Voy. la note sur l'arrêt du 8 août 1811.

PÂTURAGE. — CLOTURE. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

Le pâturage des bestiaux dans les champs d'autrui est un délit punissable, s'il n'y a consentement exprès du propriétaire de ces champs. — Vainement le prévenu démontrerait à prouver par forme d'exception préjudicielle, que le propriétaire du terrain est en tort de n'avoir pas fermé sa propriété.

(Heudebourg). — ARRÊT.

LA COUR: — Vu les art. 408 et 416 du Cod. d'inst. crim., d'après lesquels la Cour de cass.

doit annuler les arrêts et jugemens en dernier ressort qui contiennent violation des règles de compétence; — Vu aussi les art. 3 et 12 de la loi rurale 6 oct. 1791: — Considérant que, d'après ledit art. 3, tout délit rural mentionné dans les articles subséquens doit être puni d'une peine correctionnelle ou de police, suivant les circonstances et la gravité du délit;

Que ledit art. 12 déclare délit les dégâts que les bestiaux de toute espèce, laissés à l'abandon, feront sur les propriétés d'autrui, soit dans l'enceinte des habitations, soit dans un enclos rural, soit dans les champs ouverts;

Que cet article n'ayant point déterminé de peine spéciale pour cette espèce de délit, il résulte de sa combinaison avec ledit art. 3, qu'il doit être puni de peines de simple police, et que, conséquemment, les tribunaux de police sont compétens pour en connaître et le punir en cas de conviction;

Que dans l'espèce, il a été constaté, par un procès-verbal du garde champêtre, et de l'aveu du prévenu, que deux vaches appartenant à celui-ci, et laissées à l'abandon, ont été trouvées pâturant dans une propriété rurale appartenant au sieur Helot, et occupée à titre de bail par le sieur Pinchon;

Que, poursuivi pour ce fait par le ministère public devant le tribunal de police de Louviers, le prévenu a opposé pour toute défense, une prétendue convention faite entre lui et ledit Helot, d'après laquelle celui-ci se serait engagé de clore son héritage, de manière que des bestiaux ne pussent s'y introduire; mais que le prévenu n'a produit aucun acte de cette convention; et que, en est-il produit la preuve légale, elle ne pouvait point ôter au fait de la prévention le caractère de délit, puisque ledit art. 12 qualifie délit, le fait de pâturage dans les propriétés d'autrui, lors même que ces propriétés sont ouvertes; et que, de l'exécution de la prétendue convention, si elle a existé, il n'aurait pu, dans aucun cas, résulter qu'une action civile en dommages et intérêts;

Que la défense du prévenu, fondée uniquement sur ladite convention, ne pouvant ainsi donner lieu à une question préjudicielle, le tribunal de Louviers devait procéder de suite au jugement sur l'action du ministère public; d'où il suit qu'en ordonnant un sursis jusqu'à ce qu'il fût statué par le juge compétent sur l'exécution de ladite convention, ledit tribunal a violé les règles de sa compétence, ainsi que les art. 3 et 12, tit. 2 de la loi rurale du 6 oct. 1791; — Casse, etc.

Du 27 août 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Buschep — Concl., M. Huz, av. gen.

JURY (Déclar. du). — FAITS POSTÉRIEURS — NULLITÉ.

Une déclaration du jury, régulière dans sa forme, lors de sa lecture à l'audience, comme lors de la prononciation de l'arrêt, ne peut être entachée d'irrégularité par des faits survenus postérieurement à l'arrêt. — Ainsi, un condamné ne peut se faire un moyen de cassation de ce que postérieurement à l'arrêt qui l'a condamné, la signature du chef du jury, apposée au bas de la déclaration ou sur le procès-verbal, a été faite, lorsqu'il est constaté qu'elle étoit intacte lors de la lecture de cette déclaration et de l'arrêt qui l'a suivie.

(Jaillages). — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu qu'il est constaté par le procès-verbal de la séance de la Cour d'assises et par l'arrêt attaqué, que, lors de la lecture, à l'audience de cette Cour, de la déclaration des

jurés, cette déclaration éloit signée par le chef du jury, comme par le président et par le greffier;—Attendu que la partie de cette déclaration servant de base à la condamnation est sans interligne, apostille ni rature;—Que cette déclaration, régulière dans sa forme, lars de sa lecture à l'audience, comme lors de la prononciation de l'arrêt, n'a pu être entachée d'irrégularité par des faits survenus postérieurement à cet arrêt;—Rejette, etc.

Du 27 août 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Olivier.—Concl., M. Hua, av. gén.

CONTUMACE.—CHOSE JUGÉE.—ACQUIESCEMENT.

Tout arrêt de condamnation rendu par contumace est anéanti de plein droit par la représentation du condamné, soit que cet arrêt prononce des peines afflictives et infamantes, soit qu'il ne prononce que des peines correctionnelles. (Cod. Inst. crim., 476.) (1)

Ainsi, l'acquiescement de la partie condamnée par contumace, à l'arrêt qui l'a condamnée à une peine correctionnelle, ne peut donner à cet arrêt une existence définitive. Il doit nécessairement être mis de nouveau en jugement, à moins que la peine ne soit atteinte par la prescription (2).

(Guelfucci et autres.)—ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 476 du Code d'Inst. crim.:—Considérant que les dispositions de cet article sont générales et absolues; qu'elles doivent donc s'appliquer indistinctement à tout arrêt de condamnation rendu par contumace sur une accusation légalement admise, soit que l'arrêt prononce des peines afflictives et infamantes, soit qu'à raison de faits d'excuses reconnus constants, il n'ait prononcé que des peines correctionnelles;—Que ledit article ayant d'ailleurs pour objet l'intérêt de la société comme celui de l'accusé, les parties ne peuvent même par leur acquiescement, donner à l'arrêt de contumace une existence que la loi ne lui accorde que dans le seul cas où la peine serait éteinte par la prescription, et hors lequel par conséquent l'accusé doit être de nouveau mis en jugement de la même manière que s'il n'en eût pas été rendu par contumace;—Que, dans l'espèce, les nommés Guelfucci, Emery et Ordiani, mis en accusation pour crime de rébellion armée contre la force armée, et condamnés par contumace, par arrêt de la Cour de justice criminelle du département de la Corse, du 20 janv. 1819, à la peine de cinq années d'emprisonnement, s'étant représentés volontairement, et leur condamnation se trouvant ainsi anéantie de plein droit, il y a donc lieu de procéder à leur égard conformément à ce qui est prescrit par la disposition ci-dessus citée de l'art. 476 du Code d'Inst. crim.;—Que cependant, sur l'opposition par eux formée à l'arrêt de leur condamnation par contumace, la chambre correctionnelle de ladite Cour royale s'est déclarée compétente pour statuer sur cette opposition, et a même procédé à divers jugemens sur quelques incidens qui ont eu lieu;—En quoi cette chambre a excédé ses pouvoirs, et violé les règles de compétence établies par la loi;—Casse, etc.

Du 27 août 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Rataud.—Concl., M. Hua, av. gén.

CONTRAINTÉ PAR CORPS.—ÉTRANGER.—

ARRESTATION PROVISOIRE.—ÉLARGISSEMENT. *Les étrangers arrêtés provisoirement pour dettes, ne peuvent invoquer le bénéfice de l'art. 18 du tit. 3 de la loi du 15 germ. an 6, et obtenir leur liberté, après cinq ans de détention, — C'est la loi du 10 sept. 1807 qui règle seule, la contrainte par corps relativement aux étrangers (3).*

(Swan—C. Lubbert, Audebert et Slingerland.)

En 1808, le sieur Swan, étranger, ayant été incarcéré à la requête de ses créanciers, les sieurs Lubbert, Audebert et Slingerland, aux termes de l'art. 2 de la loi du 10 sept. 1807 qui autorise l'arrestation provisoire des étrangers, à la requête de leurs créanciers français.

Après cinq ans de détention, Swan a réclamé son élargissement. Il invoquait l'art. 18 de la loi du 15 germ. an 6, portant: « Toute personne incarcérée obtiendra son élargissement de plein droit par le laps de cinq années consécutives de détention. » Il soutenait que cette disposition lui était applicable suivant l'art. 5 de la loi du 4 flor. an 6, portant que les jugemens qui prononcent la contrainte par corps contre les étrangers ne pourraient être exécutés qu'en conformité du tit. 3 de la loi générale sur la contrainte par corps (celle du 15 germ. de la même année).

Les sieurs Lubbert et consorts répondaient que la loi du 10 sept. 1807 a réglé l'exercice de la contrainte par corps à l'égard des étrangers d'une manière spéciale; qu'ainsi les dispositions générales de la loi du 16 germ. leur sont inapplicables.

21 août 1813, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui:—Considérant que l'exception établie par la loi du 15 germ. an 6 n'est pas applicable aux mesures provisoires et conservatoires autorisées contre les étrangers par la loi du 10 sept. 1807, rejette la demande en élargissement formée par le sieur Swan.

Appel:—4^{re} déc. 1813, arrêt de la Cour royale de Paris qui confirme.

Pourvoi en cassation de la part de Swan, pour violation des art. 5 de la loi du 4 flor. an 6; 18 du tit. 3 de la loi du 15 germ. an 6, et pour fausse interprétation de la loi du 10 sept. 1807.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR:—Attendu que le demandeur a été emprisonné en vertu de l'art. 2 de la loi de police du 10 sept. 1807, et que l'art. 3 de ladite loi ne fait cesser l'arrestation provisoire du débiteur étranger ainsi arrêté que lorsqu'il a consigné le montant de la dette, ou qu'il offre de donner caution, et que le sieur Swan n'a ni consigné ni offert de donner caution, ce qui dispense d'examiner les prétendues violations des lois de germ. et de flor. an 6;—Rejette, etc.

Du 31 août 1819.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Carnot.—Concl., M. Cabier, av. gén.—Pl., MM. Delagrangé et Nicod.

FAUX.—CHAMBRE D'ACCUSATION.—QUALIFICATION DU FAIT.

La chambre d'accusation qui se borne à qualifier le fait qui est l'objet de l'accusation, d'usage fait sciemment d'une pièce fautive en écriture privée, n'enonce pas suffisamment les faits matériels constitutifs du faux; il est nécessaire d'énoncer la nature de la pièce

(1 et 2) F. conf., Cass. 29 juill. 1813, et la note.

(3) F. contr., Paris, 4 juill. 1816, et la note.— Aujourd'hui, la durée de la détention provisoire est

de deux à dix ans, selon l'importance de la dette (L. 17 avril 1832, art. 17).

incriminée. (Cod. inst. crim., 290; Cod. pén., 149.) (1)

(Rabouin.)—ARRÊT.

LA COUR;—Statuant sur le pourvoi du procureur général à la Cour royale d'Amiens, envers l'arrêt de cette Cour, chambre d'accusation, du 11 août dernier.—Vu le considérant de cet arrêt d'après lequel Honoré Rabouin est renvoyé en état de mise en accusation par le seul motif qu'il était prévenu d'avoir fait usage d'une pièce fautive en écriture privée, sachant qu'elle était fautive, sans expliquer ni ce qu'était la pièce qualifiée fautive, ni en quoi consistait l'usage fait sciemment;—Vu l'art. 299 du Code d'inst. crim., dans lequel le premier des trois motifs autorisant la demande en nullité des arrêts de chambres d'accusation, est si le fait imputé n'est pas qualifié crime par la loi;—Attendu que la qualification de la criminalité ne peut être appréciée que par son rapprochement du fait matériel auquel on l'a donnée;—Que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué, en donnant la qualification de pièce fautive en écriture privée et d'usage fait sciemment de cette pièce fautive, n'énonce pas quels sont les faits matériels auxquels cette qualification a été donnée; que dès lors, et en cet état, cet arrêt manque, dans son contexte, de l'un des éléments indispensables pour sa régularité;—Casse, etc.

Du 9 sept. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Bailly.—Rapp., M. Ollivier.—Concl., M. Hua, av. gén.

POIDS ET MESURES.—RÈGLEMENT DE POLICE.

L'autorité administrative a le droit de faire des règlements pour soumettre les poids et mesures à une vérification et à un poinçonnement annuel, et pour défendre la conservation des poids et mesures prohibés. (L. des 16-21 août 1790, tit. 11, art. 1, 2 et 3.) (2)

Les infractions à ces règlements sont passibles des peines portées par les art. 600 et 606 du Code du 3 brum. an 4 (3).

(Hériot et autres).

Du 10 sept. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Bailly.—Rapp., M. Busschopp.—Concl., M. Hua, av. gén.—Pl., M. Noyles.

COUR D'ASSISES.—FAIT NOUVEAU.—SOUS-TRACTION DE PIÈCES.—CONCUSSION.

Il ne peut être posé au jury d'autres questions que celles qui portent sur des faits ou circonstances qui se rattachent essentiellement au fait de l'accusation, et ne font qu'en modifier le caractère. (Cod. inst. crim. 361.)

En conséquence, lorsqu'un accusé n'a été renvoyé devant la Cour d'assises que pour le crime de soustraction de pièces, qui lui ont été confiées en sa qualité d'officier ministériel, la Cour d'assises ne peut soumettre au jury, comme résultant des débats, des faits de concussion. (Cod. inst. crim., 368.) (4)

(Peyredieu.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 231, 241, 271, 337 et 338 du Code d'inst. crim.;—Attendu que la disposition de ces articles il suit que la compétence des Cours d'assises est restreinte aux seuls faits à raison desquels les accusés ont été renvoyés devant elles par l'arrêt de mise en accusation;—

Que ce n'est donc que sur ces faits que les jurés peuvent être interrogés, et qu'il ne peut leur être soumis d'autres questions, à moins qu'elles ne portent sur des faits ou circonstances qui se rattachent essentiellement au fait de l'accusation, et qui ne fassent qu'en modifier le caractère; que, dans l'espèce, Peyredieu n'avait été accusé que d'un fait de soustraction ou détournement de pièces, actes et titres qui lui avaient été communiqués à raison de ses fonctions d'avoué;—Que cependant le président de la Cour d'assises du département de la Corrèze, devant laquelle ledit Peyredieu avait été renvoyé pour être jugé sur ce fait, a cru pouvoir et devait poser une seconde question tendant à faire déclarer par le jury, s'il s'était rendu coupable du crime de concussion, en s'appropriant pour ses honoraires et frais contre François Detrieux, une somme qui en excédait le montant, et quoiqu'il en eût été payé plusieurs années avant par le même Detrieux; que, sur l'opposition de l'accusé à la position de cette seconde question, la Cour d'assises en a ordonné le maintien, sur le motif qu'elle résultait de l'acte d'accusation et des débats;—Que, sur la première question, relative au fait de soustraction de pièces, seule base et seul objet de l'accusation, Peyredieu a été déclaré non coupable par le jury; mais que, sur la seconde question, relative au crime de concussion, il a été déclaré coupable, et, comme tel, condamné à cinq années de réclusion;—Attendu que, même dans le cas où, soit de l'exposition des faits dans le corps de l'acte d'accusation, soit des débats, il serait résulté des charges contre Peyredieu, relativement au prétendu crime de concussion, ce fait, à raison duquel il n'avait point été poursuivi et mis en accusation, était, par sa nature, distinct de celui de soustraction ou détournement de pièces; qu'il n'en était ni une dépendance nécessaire ni une simple modification, et qu'il ne pouvait, par conséquent, devenir la matière d'une question à soumettre aux jurés;—Qu'ainsi, en posant une question spéciale sur un fait dont ledit Peyredieu n'avait pas été accusé, et qui n'était pas inhérent à celui de l'accusation, et en le condamnant, à raison de ce même fait, aux peines qui ont été prononcées contre lui, la Cour d'assises a excédé les bornes de sa compétence et violé les dispositions des articles ci-dessus cités du Code d'inst. crim.;—Casse et annule la question soumise aux jurés sur le fait de concussion, la déclaration du jury sur cette même question, et, par suite, l'arrêt de condamnation rendu par la Cour d'assises du département de la Corrèze, le 13 août dernier;—Et pour, sur la déclaration subsistante du même jury, relativement au fait de soustraction de pièces, et sur laquelle il n'a rien été prononcé par la Cour d'assises, être procédé conformément à la loi;—Renvoie, etc.

Du 16 sept. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Bailly.—Rapp., M. Bataud.—Concl., M. Hua, av. gén.—Pl., M. Odilon Barrot.

TRIBUNAUX MILITAIRES.—COMPÉTENCE.—COUS SPÉCIALES.—ABROGATION.

Les crimes et délits militaires dont la connaissance avait été attribuée par des lois exceptionnelles aux Cours spéciales et précothales sont, depuis la suppression de ces Cours, ren-

(1) Il ne suffit pas, en effet, de demander au jury s'il a été fait usage d'une pièce fautive, il faut spécifier la nature de la pièce fautive; autrement, le fait matériel ne serait pas apprécié. *

(2 et 3) V. conf., Cass. 5 mars 1813, et la note.

V. aussi l'art. 3, 4 et 5 de la loi du 4 juill. 1837, sur les poids et mesures.

(4) V. conf., Carnot de l'Inst. crim., sur l'art. 361; Legraverend, Leg. crim., tom. 1, ch. 11; Bourguignon, Jurispr. des Codes crim., sur l'art. 361. V. aussi Cass. 12 fév. 1813 et 21 juin 1819.

trés dans la compétence des tribunaux militaires. (Décr., 2^e compl., an 3, art. 1^{er}.) (1)
(Règlement de Juges.—Aff. Chernel et Mangin).

ARRÊT

LA COUR; — Vu les art. 1^{er} et 4 de la loi du 13 et 16 mai 1792; 3, tit. 1^{er}, et 18, tit. 13 de la loi du 3 pluv. an 2, et 1^{er} de la loi du 2 complémentaire an 3, qui attribuent aux tribunaux militaires la connaissance de tout crime et délit, de quelque nature qu'il soit, commis par des individus militaires ou assimilés à des militaires, se trouvant à l'armée, dans les camps, cantonnemens ou garnisons; — Considérant que si, par des lois postérieures, il a été dérogé à la généralité de cette règle de compétence, en rendant relativement à certains crimes et délits, les militaires justiciables des Cours spéciales et prévôtales créées par lesdites lois postérieures, ces exceptions n'existent plus depuis la cessation de l'effet de la loi du 20 déc. 1815, qui, d'après son art. 55, s'est opérée après la session de la chambre des députés de 1817, pendant laquelle cette loi n'a point été renouvelée; que, dès lors, la juridiction militaire a repris toute l'étendue de sa compétence primitive; — Considérant que Nicolas Mangin et Félix Chernel, canonniers de 3^e classe du 6^e bataillon d'artillerie de la marine, ont été inculpés de fabrication et d'émission de fausse monnaie, dans le temps qu'ils faisaient partie de la garnison de Rochefort; qu'ils étaient donc justiciables, à raison de ces faits, d'un tribunal militaire; que, néanmoins le 2^e conseil de guerre permanent du 4^e arrondissement maritime, siégeant à Rochefort, qui était le juge compétent desdits prévenus, a, par jugement du 19 juill. 1819, déclaré son incompétence, et que ce jugement a été confirmé par celui du conseil permanent de révision du même arrondissement du 24 du même mois; que, par suite de ces jugemens, les prévenus ont été renvoyés devant le procureur du roi près le tribunal de première instance de Rochefort, et que ce tribunal a également déclaré le juge d'instruction incompétent pour instruire sur les faits imputés aux mêmes prévenus; qu'il importe donc de faire cesser les obstacles qui, en cet état de conflit négatif, arrêtent la marche d'une procédure criminelle, et de désigner à cet effet les juges qui en doivent connaître; — D'après ces motifs, faisant droit au réquisitoire du procureur général, et statuant, par voie de règlement de Juges, d'après les dispositions du Code d'instruction criminelle, sans avoir égard aux jugemens susmentionnés des 19 et 24 juill. 1819, rendus par les 2^e conseils de guerre et de révisions permanents du 4^e arrondissement maritime siégeant à Rochefort, lesquels jugemens sont déclarés nuls et comme non avenue; — Renvoie les susnommés Chernel et Mangin devant le 2^e conseil de guerre permanent du 4^e arrondissement maritime siégeant à Rochefort, pour y être jugés sur les faits de fabrication et émission de fausse monnaie dont ils sont inculpés, etc.

Du 17 sept. 1819. Sect. crim. — Prés. d'âge, M. Bailly. — Rapp., M. Busschop.

(1) F. Merlin, *Quest.*, v^o Militaire, § 5; et Legraverend, *Législ. crim.*, t. 2, ch. 13, p. 661. — Suivant Merlin, l'institution des Cours spéciales n'avait point été abolie par la Charte de 1814, qui n'avait fait que prohiber l'établissement nouveau, et pour l'avenir, des tribunaux extraordinaires; mais la loi du 20 déc. 1815 ayant transféré les attributions de ces Cours spéciales aux Cours prévôtales, et ces dernières Cours ayant cessé d'exister, toutes les juridic-

GARDE CHAMPÊTRE. — DÉLIT. — DÉPENS. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux de police sont incompétents pour prononcer des condamnations contre des gardes champêtres, à raison des fautes ou des délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Ces gardes sont placés, comme officiers de police judiciaire, sous la surveillance des procureurs du roi, qui seuls ont le droit de les poursuivre. (Cod. inst. crim., 483.) (2)

En conséquence, un garde champêtre ne peut être condamné d'office, par un tribunal de police aux dépens d'une information commencée sur son procès-verbal, par le motif qu'il aurait à tort désigné dans ce procès-verbal un particulier, comme l'un des auteurs de la contravention.

(Intérêt de la loi — Aff. Hariso.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les gardes champêtres sont officiers de police judiciaire, et, comme tels, soumis à la surveillance des procureurs du roi; que c'est par conséquent à ces magistrats qu'appartient exclusivement le droit de les poursuivre, à raison des crimes, des délits ou des contraventions qu'ils peuvent commettre dans l'exercice de leurs fonctions; — Attendu que les contraventions de police simple dont la connaissance est attribuée aux Juges de paix, sont les faits qui donnent lieu, soit à 15 fr. d'amende ou au-dessous, soit à cinq jours d'emprisonnement ou au-dessous, et que, dans aucune des trois classes de faits mentionnés au Code pénal de 1810, il n'est question de ceux des gardes champêtres considérés dans l'exercice de leurs fonctions: que de là il suit que, si, dans l'espèce, la conduite du garde champêtre était susceptible d'une censure légale, il devait être dénoncé au procureur du roi du ressort, et que le tribunal de police, en condamnant ledit garde champêtre, qui n'était pas partie au procès, et à l'égard duquel ledit tribunal n'était pas même saisi, à une partie des dépens, sur le motif qu'il avait à tort désigné, dans son procès-verbal, un particulier comme l'un des auteurs de la contravention dont il s'agissait, a manifestement excédé les bornes de sa compétence; — Par ces motifs, casse et annule, dans l'intérêt de la loi, la disposition du jugement du tribunal de police du canton de Mirecourt, rendu le 6 juill. dernier, qui condamne le garde champêtre Jean Fairise aux frais des enquêtes et contre-enquêtes qui ont eu lieu, etc.

Du 17 sept. 1819. — Sect. crim. — Prés. d'âge, M. Bailly. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Hua, av. gén.

1^o JURY. — DÉCLARATION. — FORMULE. — NULLITÉ.

2^o BANQUEROUTE FRAUDEUSE. — DÉTOURNEMENT D'EFFETS.

3^o TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — BANQUEROUTE FRAUDEUSE. — SYNDICS.

4^o JURÉS. — LISTE. — NOTIFICATION. — NOMS ET DEMEURE.

1^o L'omission, dans la lecture de la déclaration du jury, par le chef du jury, de la formule sur son bonneur et sa conscience, n'emporte pas nullité (3).

sions exceptionnelles se sont trouvées abolies. F. l'art. 54 de la Charte de 1830.

(2) F. conf., Cass. 4 oct. 1811; Legraverend, *Législ. crim.*, t. 2, p. 269; Carnot de l'inst. crim., t. 1^{er}, p. 175; Merlin, *Quest. de droit*, v^o Garde champêtre, § 1^{er}.

(3) F. sur ce point, la note qui accompagne l'arrêt de la Cour de Cass. du 26 juin 1817.

2° Le détournement par le failli, après le jugement déclaratif de la faillite, d'objets dépendant de l'actif, constitue le failli en état de banqueroute frauduleuse.

3° Les syndics d'une faillite, qui ne sont point dénonciateurs, peuvent être entendus comme témoins sur la poursuite en banqueroute frauduleuse exercée par le ministère public.

4° L'accusé ne peut se faire un moyen de nullité de ce qu'il existe quelques dissimulations sur les prénoms ou le domicile de quelques-uns des jurés, entra la copie et l'original de la notification de la liste, lorsque ces erreurs ne l'ont point empêché de reconnaître les individus désignés, et qu'il n'a fait à ce sujet aucune réclamation lors du tirage, ou aux débats (1).

(D'Ambroise). — ARRÊT.

LA COUR : — ...Attendu, sur le quatrième moyen, que la formule sur son honneur et sa conscience, non prescrite d'ailleurs à peine de nullité, se trouve imprimée en tête de la colonne où est écrite la déclaration du jury ;...

Attendu, sur le sixième moyen, que le jury a déclaré que l'accusé avait, à la fin d'août 1818, enlevé de l'argent, des denrées, des effets mobiliers et des marchandises appartenant à ses créanciers, que, fût-il possible d'examiner aujourd'hui si, à cette époque, les objets prétendus enlevés appartenaient aux créanciers de l'accusé, ce point de droit se trouverait établi, d'un côté, par le jugement du tribunal de commerce des 31 juill. et 14 août 1818, déclarant la faillite de l'accusé ouverte ; de l'autre, par l'art. 457 du Code comm., qui rend ces jugemens exécutoires provisoirement ; que, par cette exécution provisoire, les biens du failli restant en la possession des créanciers, l'enlèvement des objets qui en dépendaient rentrait dans l'application du n° 2, art. 633 du Code de comm. ;

Attendu, sur le septième moyen, que les poursuites contre le prévenu ont été faites d'office, sans que les syndics de la faillite se soient constitués dénonciateurs ; que, des lors rien ne pouvait former obstacle à ce que les syndics fussent entendus comme témoins aux débats, audition à laquelle, d'ailleurs, l'accusé ne s'est point opposé ;

Attendu, sur le huitième moyen, que les dissimulations existant entre la copie et l'original de la notification de la liste des jurés, sur les prénoms ou le domicile de quelques-uns d'entre eux, n'ont point empêché l'accusé de s'édifier sur l'identité des individus désignés ; que, lors du tirage et aux débats, il n'a articulé aucun défaut d'identité ; que, des lors, ces dissimulations sont indifférentes ; — Rejeté, etc.

Du 24 sept. 1819. — Sect. crim. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Hua, av. gén.

MITOYENNETÉ. — RENONCIATION.

Du 29 sept. 1819 (aff. Desjardins). — V. cet arrêt à la date du 19 déc., même année.

1° JURY. — COMPÉTENCE.

2° CRIS SÉDITIEUX. — MORALITÉ.

1° Il appartient au jury seul de prononcer, non-seulement sur le fait matériel de l'accusation, mais aussi sur la moralité de ce fait, et sur

toutes les circonstances qui peuvent lui donner un caractère criminel ou modifier ce caractère. (Cod. inst. crim., 336 et 337.) (2)

2° Dans une prévention de cris séditieux, il appartient au jury, non-seulement de déclarer le fait matériel des cris proférés dans un lieu public, mais encore d'apprécier le caractère soit séditieux, soit d'attaque formelle, qui constitue leur moralité. (L. du 17 mai 1819, art. 1, 2, 3, 4 et 5.) (3)

(Maurand). — ARRÊT.

LA COUR : — Vu 1° les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim. ; — Vu 2° les art. 1°, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 17 mai 1819 ; — Vu 3° l'art. 13 de la loi du 25 mai 1819, qui attribue aux Cours d'assises la connaissance des crimes et délits commis par la voie de la presse ou tout autre moyen de publication, à l'exception des délits spécifiés dans l'art. 14, même loi ; — Vu enfin, les art. 336, 337 et suiv. du Code d'inst. crim., qui déterminent les attributions des Cours d'assises et celles des jurés ; — Considérant que, d'après ces articles, et hors le cas prévu par l'art. 351, même Code, il appartient au jury seul de prononcer non-seulement sur le fait matériel de l'accusation, mais encore sur la moralité de ce fait, et sur toutes les circonstances qui peuvent lui donner un caractère criminel ou modifier ce caractère ;

Considérant dans l'espèce, que, par l'arrêt de la chambre d'accusation de la Cour roy. de Toulouse du 19 juill. 1819, Joseph Maurand, portefaix à Alby, a été renvoyé devant la Cour d'assises du département du Tarn, comme prévenu d'avoir, par des cris proférés dans un lieu public, provoqué à un crime contre l'inviolabilité du roi et l'ordre de succession au trône ; que, le fait de prévention ayant été ainsi déterminé et caractérisé, le président de la Cour d'assises devait soumettre à la décision du jury, non-seulement le fait matériel des cris que le portefaix Maurand était prévenu d'avoir proférés dans un lieu public, mais aussi toutes les circonstances de moralité qui pouvaient faire rentrer ledit fait dans l'application, soit de l'art. 4, soit de l'art. 5 de la loi du 17 mai 1819 ; que, conséquemment, le président devait, outre la question sur ledit fait matériel, soumettre au jury celle de savoir si les cris proférés avaient, soit le simple caractère de séditieux, soit le caractère plus grave d'attaque formelle, respectivement spécifiés par lesdits articles ; que, néanmoins, le président s'est borné à soumettre à la décision du jury, le seul fait matériel des cris, et qu'après la déclaration affirmative du jury sur ce fait, la Cour d'assises s'est permis de prononcer elle-même sur les circonstances de moralité qui en pouvaient caractériser la criminalité ; qu'en cela elle a usurpé les attributions du jury et violé les règles de compétence établies par la loi ; — D'après ces motifs ; — Casse et annule, comme incomplète, la question qui a été soumise au jury ; — Casse par suite, sa déclaration et l'arrêt de condamnation rendu par la Cour d'assises du département du Tarn, le 28 août 1819, contre Joseph Maurand, etc.

Du 2 oct. 1819. — Sect. crim. — Prés. d'âge, M. Bailly. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Hua, av. gén.

(1) V. dans le même sens, Cass. 18 mars 1826.

(2) Ce principe que consacrent les art. 337 et 338 du Code d'inst. crim., est en lui-même incontestable, et n'étant pas contesté dans l'espèce ; son application aux délits de la parole et de la presse faisait seule l'objet de la difficulté.

(3) Cet arrêt est le premier qui ait statué sur une difficulté née de l'application des lois des 17 et 26 mai 1819. Au reste, cette difficulté n'était pas sérieuse : on ne concevait pas sur quels motifs la Cour d'assises s'était fondée pour scinder les éléments du délit, et se réserver l'appréciation de sa moralité, V. au surplus, Cass. 22 déc. 1814, et la note. *

ATTENTAT A LA PUDEUR.—VIOLENCE.—

QUESTIONS AU JURY.

Dans une accusation d'attentat à la pudeur, la violence doit nécessairement être déclarée par le jury; cette circonstance n'est pas de l'essence de l'attentat. (Cod. pén., 334.) (1)

Il n'y a ni contradiction ni obscurité dans la réponse du jury qui, interrogé sur la question de savoir si l'accusé est coupable d'attentat à la pudeur avec violence, répond que l'accusé est coupable d'attentat à la pudeur sans violence? (2).

Des lors, cette déclaration est acquise à l'accusé et ne peut être modifiée par une nouvelle déclaration du jury, provoquée par la Cour d'assises. (Cod. inst. crim., 350.)

(Boupar.) — ARRÊT.

LA COUR :— Vu les art. 350 et 364 du Code d'inst. crim.; — Vu aussi l'art. 334 du Code pén.; — Attendu que si le fait de viol est, par sa nature, toujours et nécessairement accompagné de violence, il n'en est pas de même des autres attentats à la pudeur, qui, d'après la disposition de l'art. 334 du Code pén., ne sont punissables de la peine qui y est portée que lorsqu'il a été formellement reconnu et déclaré qu'ils ont été consommés ou tentés avec l'emploi de la force;

Que, dans l'espèce, sur la question posée par le président des assises, conformément à l'accusation portée contre Jacques Boupar, le jury a bien déclaré l'accusé coupable d'attentat à la pudeur contre la femme Pecalvet; mais que, sur la circonstance que cet attentat avait eu lieu avec violence, ledit Boupar a été déclaré non coupable;

Qu'en l'état de cette déclaration, les jurés ayant écarté la circonstance de la violence, exigée par la loi pour que l'attentat à la pudeur puisse avoir le caractère de crime, la Cour d'assises devait immédiatement prononcer conformément à ce qui est prescrit par l'art. 364 du Code d'inst. crim.;

Que cependant, sur la réquisition du ministère public, cette Cour jugeant que ladite déclaration n'était point claire et précise, qu'elle était même contradictoire, en a prononcé l'annulation et a ordonné que les jurés se retireraient dans leur chambre pour délibérer de nouveau;

Qu'en exécution de cet arrêt, les jurés, après avoir bâtonné leur première déclaration, en ont donné une nouvelle par laquelle l'accusé a été déclaré coupable d'avoir tenté avec violence, l'attentat dont il s'agissait; et d'après cette seconde déclaration, qui n'était pas une simple régularisation de la première et qui la changeait totalement au fond, la Cour d'assises, faisant l'application de la disposition dudit art. 334 du Code pén., a condamné Boupar à la peine de six ans de réclusion; — Attendu que la première déclaration du jury était régulière et en parfaite concordance avec la question; qu'elle ne présentait ni doute raisonnable ni contradiction; que le béné-

fice en avait été acquis à l'accusé, et que, d'après les dispositions de l'art. 350 du Code d'inst. crim., l'effet en était irrévocable;

Qu'en en prononçant l'annulation la Cour d'assises a donc violé la disposition dudit article; Qu'elle a pareillement violé la disposition de l'art. 364, même Code, puisque le fait dont l'accusé avait été déclaré coupable, se trouvait, par cette première déclaration, dégage de la circonstance qui, seule, pouvait le rendre légalement criminel; et qu'enfin elle a, par suite, fait une fautive application de l'art. 334 du Code pén., en prononçant contre l'accusé, la peine de six années de réclusion sur une seconde déclaration qui n'avait pu, dans l'espèce, devenir une base légale de condamnation; — Par ces motifs, — Casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'assises du département du Tarn, le 24 août dernier, portant renvoi des jurés dans leur chambre pour délibérer de nouveau; — Casse et annule par suite, tant la seconde déclaration du jury que l'arrêt définitif rendu le même jour par ladite Cour d'assises sur cette nouvelle déclaration; — Et, pour être procédé à un nouvel arrêt conformément à la loi, sur la première déclaration du jury, toujours subsistante par l'effet du présent arrêt; — Renvoie, etc.

Du 2 oct. 1819 — Sect. crim. — Prés., d'âge, M. Bailly. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Huzar, av. gén.

PROCÈS-VERBAL.—AFFIRMATION.—DELIT FORESTIER.

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la signification au prévenu du procès-verbal dressé contre lui, par un garde forestier, contienne copie de l'acte d'affirmation de ce procès-verbal. (L. des 15-29 sept. 1791, art. 9, tit. 9.) (3)

(Forêts—C. Colomb-Plant.) — ARRÊT.

LA COUR :— Vu l'art. 9, tit. 9 de la loi du 29 sept. 1791; — Attendu que si cette loi ordonne qu'il sera donné copie du procès-verbal, elle ne statue rien de sensible pour l'acte d'affirmation; que ces deux actes sont distincts et indépendants l'un de l'autre, et que les motifs pour en donner connaissance au prévenu ne sont pas les mêmes; qu'en effet, si la défense du prévenu doit trouver sa base dans les faits que le procès-verbal constate, il n'en est pas ainsi de l'affirmation; que cette affirmation n'a d'autre objet qu'établir aux yeux de la justice, la foi due au procès-verbal, ce qui peut avoir lieu en tout état de cause et dans le cours de l'instance, par la représentation de l'affirmation qui peut être requise par le prévenu; de tout quoi il suit que la Cour royale de Grenoble, en renvoyant les prévenues de la demande formée contre elles, par le motif qu'il n'eût pas été donné copie de l'acte d'affirmation du procès-verbal, a créé une nullité qui n'existe pas dans la loi, et fait une fautive application de l'art.

(1) La violence n'est pas seulement une circonstance aggravante, elle est constitutive du crime; elle le forme même sans tout autre. Mais cette circonstance n'est pas renfermée dans le mot attentat: l'attentat suppose une infraction aux lois de la pudeur, mais non une infraction exécutée avec violence; il est donc nécessaire d'ajouter que l'attentat a été commis avec violence, puisque, autrement, on risquerait de punir un fait qui n'est pas punissable. V. Cass. 2 fév. 1813, 20 janv. 1820, et Théorie du Code pénal t. 6, p. 166 et 167.

(2) V. conf., Cass. 25 janv. 1830, et 29 août 1839.

(3) L'affirmation d'un procès-verbal n'est autre

chose que le serment prêté par le rédacteur, que les énonciations contenues au procès-verbal sont sincères. Il est donc exact de dire que le procès-verbal et l'affirmation, sont deux actes distincts et indépendants l'un de l'autre. Mais suit-il de là que le prévenu n'ait pas intérêt à connaître l'affirmation aussi bien que le procès-verbal? Ne lui importait-il pas de savoir si ce procès-verbal est régulier, et si sa sincérité a été solennellement affirmée? Il semblerait qu'on ne doit pas séparer l'acte des formes qui lui donnent l'existence légale, et que la défense du prévenu a besoin de s'assurer de sa régularité aussi bien que de son contenu.

9, tit. 9 précité, de la loi du 29 sept. 1791; — Casse, etc.

Du 8 oct. 1819. — Sect. crim. — Prés. d'âge, M. Bailly. — Rapp., M. Basire. — Concl., M. Olivier, f. f. d'av. gén.

1° RÉCUSATION. — TRIBUNAUX CRIMINELS.

2° ABSTENTION DE JUGE. — MOTIFS.

1° Il doit être statué sur les récusations formées contre les membres des tribunaux criminels, correctionnels et de police, d'après les règles établies par le Code de procédure pour les récusations en matière civile (1).

2° L'appréciation des causes pour lesquelles un juge demande à s'abstenir, et leur admission ou leur rejet sont confiées par la loi à la conscience et à la sagesse de la chambre à laquelle appartient ce juge. — Ainsi, on ne peut se faire un moyen de cassation de la dispense donnée par une chambre d'accusation et par une chambre de police correctionnelle, à l'un de leurs membres, de connaître d'une affaire. (Vitebl.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 378 du Code de proc., applicable en matière criminelle, correctionnelle et de police, comme en matière civile, énonce les causes de récusation qui peuvent être proposées par les parties contre les juges; mais que ni cet article, ni aucun autre, ne déterminent les causes pour lesquelles les juges non récusés par les parties peuvent être, sur leur propre demande, autorisés à s'abstenir; qu'il résulte de la disposition de l'art. 380 du même Code, que l'appréciation de ces causes et leur admission ou leur rejet sont confiés par la loi, à la conscience et à la sagesse de la chambre à laquelle appartient le juge qui demande à s'abstenir; que de là il s'ensuit qu'en dispensant deux de leurs membres de connaître de l'affaire du prévenu Paul Vitebl, les chambres d'accusation et de police correctionnelle de la Cour royale d'Ajaccio n'ont, en les supposant légalement formées, contrevenu à aucune loi, et n'ont fait qu'user d'un pouvoir discrétionnaire que la loi leur confère; — Rejette.

Du 8 oct. 1819. — Sect. crim. — Prés. d'âge, M. Bailly. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Olivier, f. f. d'av. gén.

1° VOITURES PUBLIQUES. — CONTRAVENTION.

2° JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — CARACTÈRES.

3° CASSATION. — POURVOI. — DÉCHÉANCE.

1° Lorsqu'une voiture publique ne doit avoir que six places à l'intérieur, et qu'un procès-verbal a constaté que neuf personnes s'y trouvaient placées, l'entrepreneur ne peut être excusé de cette contravention par le motif que trois places étaient occupées par lui, son domestique et par un enfant qui ne payait aucune place. (L. du 25 mars 1817, art. 121 et 122.)

2° Le jugement qui admet un entrepreneur de voitures publiques, à prouver que les personnes qui occupaient des places dans une de ses voitures, en sus du nombre déclaré, étaient lui-même, son domestique et un enfant admis gratuitement, est un jugement interlocutoire qui préjuge le fond et peut dès lors être attaqué par la voie de la cassation, avant le jugement définitif (Cod. inst. crim. 416.)

3° Le pourvoi en cassation n'est pas frappé de déchéance, parce que l'acte de recours n'a pas

été notifié dans le délai de trois jours. (Cod. inst. crim., 418.) (2)

(Contr. ind. — C. Lacoche.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur la première fin de non-recevoir proposée par l'intervenant, que l'arrêt attaqué n'est point purement préparatoire et d'instruction; qu'il préjuge une question de droit de laquelle dépend la décision définitive du procès, et qu'ainsi les dispositions de l'art. 416 du Code d'inst. crim., ne peuvent lui être appliquées;

Considérant, sur la deuxième fin de non-recevoir, prise de ce que l'acte de recours en cassation n'aurait point été notifié à l'intervenant dans le délai de trois jours, fixé par l'art. 418 dudit Code, que cet article n'est point prescrit à peine de nullité, et qu'il n'attache d'ailleurs aucune peine de déchéance à l'observation dudit délai; — Rejette lesdites fins de non-recevoir;

Et au fond: — Vu l'art. 6, du décret du 28 août 1808, relatif aux voitures publiques à service régulier; — Vu aussi les articles 121 et 122, de la Loi du 3 mars 1817; — Considérant qu'il a été reconnu comme constant au procès que le sieur Lacoche est entrepreneur d'une voiture publique ou diligence faisant un service régulier de Douai à Lille, et que, d'après le laissez-passer qui lui a été délivré conformément à sa déclaration, ladite voiture ne devait avoir en tout que six places à l'intérieur; — Qu'il a été également reconnu au procès, et que, d'ailleurs, il a été constaté par un procès-verbal régulier et non argué de faux, que, le 29 mai 1819, au moment où, de retour de Lille, ladite voiture entrait dans la ville de Douai, il y a été trouvé sept personnes à l'intérieur et deux personnes placées à l'extérieur de la même voiture; — Que de ces faits ainsi reconnus et légalement constatés il résultait, de la part dudit sieur Lacoche, une contravention formelle à l'art. 6 du décret du 28 août 1808, qui donnait lieu à sa condamnation aux peines établies par l'art. 122 de la loi du 25 mars 1817.

— Que peu importe que le sieur Lacoche ait prétendu que la septième place à l'intérieur de sa voiture était occupée par son enfant qui, selon lui, ne payait rien pour son voyage, et que les deux places à l'extérieur de la même voiture étaient occupées, l'une par le sieur Lacoche lui-même, et l'autre par son domestique; — Que ces faits étaient totalement indifférents pour la cause, et ne pouvaient écarter l'application dudit art. 6 du décret du 28 août 1808, dont les dispositions générales et absolues n'admettent aucune exception; — Qu'en soumettant l'application dudit art. 6 au résultat de la preuve desdits faits d'excuse allégués par le sieur Lacoche, la Cour royale a violé le même article, ainsi que les art. 121 et 122 de la Loi du 25 mars 1817; — Casse, etc.

Du 15 oct. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Buschop. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

JURY. — RÉCUSATION. — JURÉS SUPPLÉMENTAIRES.

L'adjonction de jurés supplémentaires aux douze jurés de jugement, pour les remplacer en cas d'empêchement, ne peut être légitime que lors qu'elle a été autorisée par le consentement formel du ministère public et de l'accusé, et lorsque les jurés ont été agréés par eux (Cod. inst. crim., 399 et suiv.) (3).

(1) V. dans la même sens, Cass. 28 therm. an 8, 8 therm. an 9, 15 fév. 1811, et les notes. V. aussi Cass. 21 oct. 1817, 14 oct. 1824; 15 oct. 1829; 30 oct. 1835.

(2) V. conf., Cass. 18 oct. 1811, et la note.

(3) V. conf., Cass. 30 août 1816, et la note. V. aussi Cass. 11 niv. an 7; 23 déc. 1819; 27 juill. et 15 sept. 1820.

(Gay.)

Du 22 oct. 1819. — Sect. crim. — *Prés. d'âge*, M. Bailly. — *Rapp.*, M. Aumont. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. — CALOMNIE. — INJURE.

Le tribunal correctionnel ne peut s'abstenir de statuer sur la demande en dommages-intérêts formée par la partie civile, sur le motif que cette demande a été formée pour fait de calomnie, et que ce fait ne constitue qu'une simple injure. (Cod. inst. crim., 102.) (1)

(Devilleirs — C. Routbier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 2, 3, 161, 408 et 413 du Code d'inst. crim.; — Attendu que sur l'action du ministère public contre Louis-Benoît Routbier, à raison du fait de calomnie dont il était prévenu, le sieur Devilliers, contre lequel les propos qui avaient été l'objet de la plainte avaient été tenus, a déclaré, lors de l'instruction qui a eu lieu en première instance devant le tribunal correctionnel de Bethol, se rendre partie civile, et a, en conséquence, pris des conclusions tendantes à ce que le prévenu fût condamné envers lui à des dommages-intérêts; — Que le tribunal, après avoir déclaré Routbier coupable de calomnie, l'a condamné à 500 fr. d'amende, à un mois d'emprisonnement et 150 fr. de dommages-intérêts envers Devilliers; — Que, sur l'appel de ce jugement par Routbier, le sieur Devilliers a, devant le tribunal correctionnel de Charleville, saisi par ledit appel, formellement conclu à ce que le jugement fût confirmé; — Que, par ses conclusions, sa demande en dommages-intérêts se trouvait reproduite d'une manière claire et positive; — Que cependant le tribunal correctionnel de Charleville, après avoir jugé conformément aux réquisitions du ministère public, que les imputations dont il s'agissait n'ayant point été faites dans un lieu public, n'avaient point un des caractères nécessaires pour opérer le délit de calomnie, et ne pouvaient être considérées que comme de simples injures, passibles seulement de peines de police, a annulé le jugement de première instance, condamne Routbier à 1 fr. d'amende; et relativement aux dommages-intérêts de la partie civile, a déclaré qu'il n'y avait pas lieu de lui en adjuger, sur le seul motif que la demande avait été faite pour fait de calomnie, et qu'il aurait dû être pris des conclusions particulières et spéciales à raison du fait de simples injures; — Attendu que lorsque la partie civile qui se prétend lésée, soit dans sa fortune, soit dans sa personne ou dans son honneur, par un fait quelconque, a formé une demande en dommages-intérêts, elle exerce un droit que la loi lui donne; — Que ce n'est pas la qualification donnée originellement au fait de la prévention qui devient la base de la demande en réparation; que cette demande a et conserve son fondement dans le fait lui-même et dans le préjudice qui a pu en résulter; — Que si, par suite de l'instruction, ce fait éprouve une modification dans son caractère, son plus ou moins de gravité est bien pour les juges un motif de régler les dommages-intérêts, dans une proportion plus ou moins forte, et même de déclarer qu'il n'y a point lieu d'en accorder; mais que, lorsqu'une demande en dom-

mages-intérêts leur a été régulièrement soumise, ils ne peuvent se dispenser d'en apprécier le mérite au fond; — Qu'en déclarant qu'il n'y avait pas lieu d'adjoindre des dommages-intérêts à la partie civile, sur le seul motif qu'elle n'en avait pas demandé d'une manière spéciale, pour le fait de simples injures reconnu, et à raison duquel le prévenu a été condamné, c'est avoir refusé, dans l'espèce, de statuer sur une demande qui avait été faite, et avoir violé les articles ci-dessus cités du Code d'inst. crim.; — Casse, etc.

Du 22 oct. 1819. — Sect. crim. — *Prés. d'âge*, M. Bailly. — *Rapp.*, M. Batteau. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

BOISSONS. — DÉBITANT.

Le débitant qui déclare cesser son débit, reste soumis aux exercices des employés et aux obligations prescrites pour les débiteurs, pendant les trois mois qui suivent sa déclaration; il est donc tenu de représenter les congés ou expéditions de toutes les boissons trouvées dans son domicile. (L. du 28 avril 1816, art. 53 et 67.) (2)

(Cont. indir. — C. Saulnier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 53 et 67 de la loi du 28 août 1816; — Attendu que Joseph Saulnier est débitant de boissons et demeure à Orléans, lieu sujet aux droits d'entrées; qu'à supposer, comme il l'avait allégué, qu'il eût déclaré cesser son débit au 1^{er} janv. 1819, il était au 9 mars, jour du procès-verbal, soumis, d'après les art. 53 et 67 de la loi du 28 avril 1816, aux exercices des employés de la régie, et par suite aux obligations imposées par ledit art. 53 de ladite loi; — Attendu qu'il est reconnu constaté par le procès-verbal que la cruche de vin saisie par les employés, avait été trouvée dans le domicile de Saulnier; que, dès lors, celui-ci était tenu de produire, pour cette cruche de vin, les quittances exigées par ledit art. 53 précité; qu'il ne pouvait s'en dispenser sous le prétexte que ce vin appartenait, non à lui, mais à son ouvrier; — Que néanmoins il n'a point produit ces congés, quittances ou acquit-caution; que, dès lors, le vin ainsi introduit et trouvé dans son domicile était en contravention à l'art. 53, ce qui donnait lieu à l'application de l'art. 96; — Et attendu que, sur cet état des faits, la Cour royale d'Orléans, au lieu de reconnaître la contravention évidente à l'art. 53 et d'appliquer les peines de l'art. 96, a confirmé le jugement du tribunal correctionnel d'Orléans, qui prononçait le relaxe de Saulnier; en quoi elle a violé ledit art. 53; — Casse, etc.

Du 23 oct. 1819. — Sect. crim. — *Prés. d'âge*, M. Bailly. — *Rapp.*, M. Olivier. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

GARANTIE DES MAT. D'OR ET D'ARG. — REGISTRE. — EXCUSE.

La contravention à la loi du 19 brum. an 6 qui veut que tous marchands de matières d'or et d'argent, soient munis d'un registre pour l'inscription des achats et des ventes, ne peut pas être excusée par l'allégation du marchand qu'il a perdu son registre ou même qu'il n'a fait encore ni achat ni vente. (L. du 19 brum. an 6, art. 74.) (3)

Comment. des lois de la Presse, t. 1, p. 404.

(2) C'est l'application textuelle de l'art. 67 de la loi du 28 avril 1816.

(3) V. anal. dans le même sens, Cass. 18 mai 1815, et la note. — En matière de contravention, la

(1) Pourvu d'ailleurs que la fait conserve le caractère d'un délit ou d'une contravention punissable; car le tribunal correctionnel serait incompétent pour statuer, si le fait perdait dans l'instruction tout caractère criminel. — F. d'ailleurs, de Granier,

(Vaucher) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 74, 76 et 80, de la loi du 19 brum. an 6; — Considérant qu'il a été constaté par le procès-verbal des préposés du bureau de garantie du 14 janv. 1818, régulier dans sa forme et non argué de faux, et que d'ailleurs il a été reconnu au procès que Claude Henri Vaucher, marchand de montres en or et en argent, au moment où il en a été requis par lesdits préposés, n'a point représenté et a déclaré ne point avoir le registre prescrit par l'art. 74 de la loi du 19 br. an 6; que ce défaut de sa part était une contravention formelle tant à cet art. 74, qu'à l'art. 76 de la même loi, punissable, d'après l'art. 80, d'une amende de 200 fr.; — Que cette contravention ne pouvait être excusée, ni par l'allégation du sieur Vaucher qu'il avait perdu son registre, ni par la circonstance qu'il n'aurait point jusqu'alors comme il le prétendait, vendu ni acheté des montres, 1^{re} parce que les dispositions desdits art. 74 et 76, étant générales et absolues, n'admettent aucune excuse ni exception; et que, par l'admission d'une semblable excuse, lesdits articles pourraient contre l'intention évidente de la loi, être constamment éludés; 2^o parce que ledit art. 74, ayant obligé les marchands et fabricans d'avoir un registre coté et paraphé par l'administration municipale, et cette formalité ne pouvant s'exécuter à l'instant même d'une vente ou d'un achat éventuel, a nécessairement voulu que le registre existât, même avant toutes ventes et achats; — Que c'est néanmoins sur de pareilles excuses que la Cour royale d'Aix a renvoyé le sieur Vaucher des poursuites intentées à sa charge, pour contravention aux art. 74 et 76 précités; que ce renvoi est donc une violation manifeste de la loi; — Casse, etc.

Du 4 nov. 1819. — Sect. crim. — Prés. d'âge, M. Boilly. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Fréreau de Penry, av. gén. — Pl., M. Strey.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — ORDONNANCE DE LA CHAMBRE DU CONSEIL. — COMPÉTENCE.

Un tribunal correctionnel n'est pas lié par le renvoi à lui fait d'une affaire, par ordonnance de la chambre du conseil. — Il peut et doit se déclarer incompétent si le fait, objet du renvoi, présente les caractères d'un crime. (Cod. Inst. crim., 130.) (1)

Mais il n'a dans ce cas ni pouvoir ni mission

bonne foi n'est point une excuse: la contravention réside tout entière dans le fait matériel. Ce principe a été consacré par une foule d'arrêts en matière de police, de contributions indirectes, etc. V. Legraverend, *Législ. crim.*, t. I, ch. 5, p. 230; V. aussi Cass. 23 sept. 1826.

(1) V. dans le même sens, Cass. 12 mars et 5 août 1813, et les notes; id., 26 août 1817.

(2) Cette doctrine, quoique controversée, est néanmoins admise par la jurisprudence et par la généralité des auteurs. V. Cass. 17 fruct. an 13; 8 nov. 1813; Angers, 26 août 1812; Bourges, 26 août 1814; Paris, 12 déc. 1816; Orléans, 14 nov. 1817. — V. aussi Grecoir, *Hypothèques*, tom. 1, n° 248; Toullier, t. 12, n° 305; Duranton, t. 19, n° 330; Basset, tom. 3, n° 521; Troplong, *Hypothèques*, n° 433 bis. — Ces auteurs se fondent principalement sur ce que tous les biens du mari sont soumis à l'hypothèque légale de la femme, et qu'au nombre de ces biens sont les conquêts qui sont, en totalité, la propriété exclusive du mari, lorsque la femme renonce à la communauté. C'était au surplus la

pour renvoyer le prévenu devant la chambre d'accusation de la Cour royale.

(Règlement de juges. — aff. Villé.)

Du 5 nov. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Bailly. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Fréreau de Penry, av. gén.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — CONQUÊTS. — FEMME.

Les conquêts de communauté vendus par le mari, durant la communauté, sont soumis à l'hypothèque légale de la femme, au cas de renonciation par elle, à la communauté. (Cod. civ., 2121 et 2122.) (2)

(Adam — C. Roger et Valentin.)

La dame Adam, après avoir fait prononcer sa séparation de biens, entre elle et son mari, renonce à la communauté et prend inscription, à raison de ses reprises, sur une maison vendue par son mari aux sieurs Roger et Valentin, avant la dissolution de la communauté.

Roger et Valentin demandent la radiation de l'inscription; ils soutiennent que la maison est un acquêt de communauté, qu'elle leur a été vendue par le sieur Adam avant la renonciation de sa femme, et qu'ainsi, elle ne peut être affectée à l'hypothèque légale de la dame Adam.

27 juill. 1816. Jugement du tribunal de première instance de Brie, qui ordonne la radiation de l'inscription, attendu qu'elle porte sur un conquêt de communauté.

Appel; — 9 mai 1817, arrêt de la Cour royale de Metz, qui confirme par les motifs suivants: « Considérant, en fait, que la maison vendue était un conquêt de communauté, et que le mari l'avait vendue pendant la communauté et avant la renonciation de la femme, par conséquent pour le compte commun des époux; considérant, en droit, que si, d'après les art. 2121 et 2122, la femme a un hypothèque légale sur les biens présents et à venir du mari, il ne s'ensuit pas qu'elle puisse l'exercer sur les conquêts de la communauté tant que celle-ci subsiste, et sur ceux qui ont cessé de lui appartenir avant la dissolution; qu'il en serait autrement si, après que la communauté a pris fin, les acquêts passaient au mari par la renonciation de la femme, mais qu'il ne peut en être de même s'ils ont été aliénés avant la dissolution de la communauté et l'ouverture des reprises de la femme. »

Pourvoi en cassation de la part de la dame

doctrines qui était suivie dans l'ancien droit. V. Beaussou, *de la Communauté*, 2^e part., chap. 3, n° 47 et suiv. — Toutefois, la doctrine contraire a été consacrée par la Cour de Paris, la 8 prair. an 12, et elle est admise par Delvincourt, t. 3, p. 165, et par Persil, *Quest. hypoth.*, t. 1, p. 235. V. aussi dans ce dernier sens, nos observations sur l'arrêt de l'août 1812.

Mais quelque parti qu'on prenne sur la question dans le cas où la femme renonce à la communauté, il semble qu'il ne peut y avoir de difficulté si elle l'accepte. Dans ce cas, les conquêts vendus pendant la communauté ne doivent pas être soumis à l'hypothèque légale. Le mari, ainsi que l'enseignent Troplong, loc. cit., 433 ter, étant le maître de la communauté, et comme tel ayant le droit de vendre et d'aliéner, sans le consentement de sa femme, il s'ensuit qu'un traité de son chef, il est censé traiter aussi pour sa femme, et dès lors celle-ci étant censée co-vendutrice, est repoussée par la maxime, *quæ de evictione tenet actio, eundem agnitionem repellit exceptio*. Et c'est ce qui a été jugé par la Cour de cassation le 16 fev. 1841.

Adam, pour violation des art. 2121 et 2122 du Code civil.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR. — Vu les art. 2121 et 2122 du Code civ.; — Attendu qu'aux termes de ces articles, tous les biens présents et à venir du mari sont soumis à l'hypothèque légale de la femme; que du nombre de ces biens sont les conquêts de la communauté, puis que la moitié en appartient actuellement au mari, et que l'autre moitié peut lui lui appartenir éventuellement si la femme n'accepte point la communauté; que, par une suite, ils sont légalement affectés aux reprises de la femme en cas de renonciation; qu'aucune loi n'excepte de cette affectation les conquêts allégués par le mari pendant la communauté; qu'on ne peut, par conséquent, les en excepter sans violer ces mêmes articles; que, si le mari a le droit de vendre cette espèce de biens, pendant la communauté, sans le consentement de la femme, il ne s'ensuit point que, si elle renonce, elle ne puisse exercer son hypothèque sur ceux qu'il a aliénés avant sa dissolution, à moins que les acquereurs ne l'aient purgée par les voies légales; qu'en effet, le droit du mari à cet égard est essentiellement subordonné à celui que l'art. 1453 donne à la femme de renoncer à la communauté, si mieux elle n'aime l'accepter; qu'il suit nécessairement de cet article qu'en cas de renonciation, les actes faits par le mari pendant la communauté lui demeurent exclusivement personnels, et ne peuvent conséquemment faire obstacle à l'hypothèque de la femme ni à son exercice; que le système contraire exposerait la femme à perdre ses reprises, tandis que l'hypothèque des conquêts aliénés par le mari, tant que la communauté subsiste, lui en assure la conservation sans nuire à personne, puisque le mari peut la faire réduire si elle excède; que ceux qui contractent avec lui sont libres de ne point le faire, connaissant on ne devant point ignorer la condition de celui avec qui ils traitent, et que, si les acquereurs veulent en purger les immeubles par eux acquis, ils le peuvent en usant des voies légales établies à cette effet; — Et attendu que, dans l'espèce, la femme Adam a renoncé à la communauté de biens entre elle et son mari; que, dès lors, la maison dont il s'agit demeure soumise à son hypothèque, quoiqu'elle ait été aliénée par le mari pendant la communauté, et que, par une suite, l'arrêt dénué, en jugeant le contraire, viole les art. 2121 et 2122 du Code civ.; — Casse, etc.

Du 9 nov. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Cassaigne. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. M. Gérardin et Lassus.

MUTATION PAR DÉCÈS. — ABSENT. — DÉLAI. Le délai de six mois, dans lequel les envoies en possession des biens d'un absent, doivent payer les droits de mutation, à peine d'une amende du demi-droit, se compte à partir du jour du jugement qui ordonne l'envoi en possession, et non pas seulement du jour où est fournie la caution exigée par l'art. 120, Cod. civil (1).

(Enregistrement.—C. Mouroux.)

Après la déclaration d'absence du sieur Sylvain Mouroux, le sieur Etienne Mouroux, son héritier présomptif, est envoyé en possession de ses biens. — Le jugement d'envoi en possession est en date du 12 mai 1817. — Ce ne fut que le 1^{er} août même année, qu'Etienne Mouroux présenta

la caution exigée par l'art. 120 du Code civil, de la part des héritiers envoyés en possession. — Six mois s'écoulaient, à partir du 12 mai, date du jugement d'envoi en possession, sans qu'Etienne Mouroux paie le droit de mutation. — Alors la direction de l'enregistrement a réclamé le droit de mutation et le demi-droit en sus, pour l'amende prononcée par les art. 24 et 39 de la loi du 22 frim. an 7, et l'art. 40 de la loi du 28 avril 1816, en général, contre les héritiers qui laissent écouler six mois, à compter du décès, sans déclarer les biens à eux échus et payer les droits de mutation, et spécialement contre les envoyés en possession des biens d'un absent qui n'acquiescent pas ces droits dans le même délai de six mois, à partir du jour de l'envoi en possession provisoire. — En conséquence, le directeur de l'enregistrement décerne contre Etienne Mouroux une contrainte pour la somme de 537 fr. 57 c.

19 janv. 1818, jugement du tribunal de première instance de Châteauroux, qui annule la contrainte comme prématurée: « Attendu que l'obligation de fournir une caution solvable et de la faire accepter, étant une condition essentielle et une qua non de l'envoi en possession, on ne peut dire que l'envoi en possession soit réel et effectif avant l'accomplissement de cette formalité; que, dès lors, ce n'est pas de la date du jugement d'envoi en possession qu'est censée commencer la mise en possession de l'héritier, mais du jour seulement que sa caution a été fournie et acceptée; qu'ainsi c'est de ce dernier jour que doit courir le délai de six mois que la loi accorde à cet héritier pour le paiement du droit de mutation. »

Pourvoi en cassation de la part de la direction générale de l'enregistrement, pour violation des art. 24 et 39 de la loi du 22 frim. an 7 et de l'art. 40 de la loi du 28 avril 1816; en ce que le jugement dénoncé a décidé que le délai de six mois court seulement du jour où la caution était fournie, tandis que les lois citées disposent formellement que le délai court du jour où l'envoi en possession, qui doit évidemment s'entendre du jour où est prononcé le jugement, et non de celui où les diverses obligations imposées à l'héritier déjà envoyé en possession, sont accomplies.

M. Jourde, avocat général, a conclu à la cassation.

ARRÊT.

LA COUR. — Vu les art. 24 et 39 de la loi du 22 frim. an 7, et 40 de celle du 28 avr. 1816; — Attendu qu'aux termes de ces lois, l'héritier présomptif de l'absent, envoyé en possession des biens de cet absent, doit payer le droit de mutation, dans les six mois du jour de cet envoi; — Attendu que l'envoi en possession s'opère par l'accomplissement des formalités prescrites à cet effet, par l'art. 860 du Code de proc. civ., aux termes duquel l'héritier doit seulement requérir et obtenir du tribunal compétent un jugement qui prononce cet envoi; — Que si, d'après l'art. 120 du Code civ., l'héritier envoyé en possession doit fournir une caution solvable, cette obligation ne lui est pas imposée comme une condition préalable à son envoi en possession, mais seulement comme une charge attachée à cet envoi, et qu'il doit remplir dans un délai déterminé; — Qu'en considérant même cette charge, comme une condition résolutoire, en ce que son inobservation peut faire encourir à l'héritier la déchéance de son envoi en possession, cette condition résolutoire ne fait pas qu'il ne soit réellement censé

(1) F. dans la même sens, l'arrêt du 2 avril 1823, et nos observations. F. aussi pour la jurisprudence

antérieure à la loi du 28 avril 1816, l'arrêt du 27 avril 1807.

posséder les biens de l'absent, et qu'il n'en jouisse en effet civilement, du jour du jugement qui a prononcé l'envoi en possession; — Que c'est donc véritablement de ce jour que s'est opérée la mutation à son profit, et par conséquent de ce même jour que doit courir le délai fixé pour le paiement des droits; qu'ainsi le jugement attaqué, en ne faisant courir ce délai que du jour de la réception de la caution, a évidemment violé les articles précités; — Donne défaut contre Etienne Mouroux, nous comparant; — Et, pour le profit; — Casse, etc.

Du 9 nov. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl. conf., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Huert-Duparc.

COUPS.—SOUFFLETS.

Du 9 nov. 1819 (aff. Aubry). — V. cet arrêt infra, à la date du 9 déc.

RÉINTÉGRANDE. — BORNES (DÉPLACEMENT DE). — POSSESSION ANNALE. — FERMIER. — DERNIER RESSORT.

L'action en réintégration à la suite d'un déplacement de bornes, et d'une usurpation de terrain, peut être intentée, comme la complainte, par voie d'action possessoire, devant le juge de paix.

Et cependant, il n'est pas nécessaire que le demandeur s'appuie sur la possession annale; il lui suffit de se plaindre de la voie du fait. — Rés. seulement par le trib. (1).

Une telle action peut être intentée non-seulement par le propriétaire, mais encore par son fermier. — Décidé aussi par le trib. seulement (2).

Le juge de paix y statue par jugement en dernier ressort, si la valeur du litige n'excède pas 50 fr. (Cod. proc. civ., 3 et 23.) (3)
(Désa — C. Dauphinot.)

Le sieur Dauphinot était fermier d'une pièce de terre appartenant à l'hôpital de la ville de Vouziers. — Le 24 sept. 1816, le sieur Dauphinot intenta contre la dame Désa une action en réintégration devant le juge de paix du canton d'Atigny; il conclut à ce que la dame Désa, pour s'être emparée, par un déplacement de bornes ou de clôture, d'environ trois mètres de terrain sur la pièce de terre dite de l'hôpital, fût condamnée à lui payer une somme de vingt francs, à titre de dommages-intérêts.

La dame Désa opposa à cette demande deux

lignes de non-recevoir : — 1^{re} le défaut de qualité du sieur Dauphinot pour intenter une action possessoire en ce qu'il n'était que le fermier, et conséquemment possesseur à titre précaire du terrain litigieux; — 2^o le défaut de possession annale, sans laquelle aucune espèce d'action possessoire ne peut être admise en justice de paix. (Code proc. civ., art. 27.)

26 sept. 1816, jugement par lequel le juge de paix : « considérant que le sieur Dauphinot se plaint d'une entreprise faite sur une pièce de terre qu'il exploite; que si la dame Désa l'a commise, c'est une voie de fait; — Considérant qu'aux termes de l'art. 2 du titre 18 de l'ordonnance de 1667, qui n'est abrogé par aucune loi, celui qui aura été dépossédé par violence ou voies de fait, pourra demander la réintégration par action civile et ordinaire; — Considérant que la demande dont il s'agit est une véritable réintégration, et non une demande en complainte possessoire; que toute demande en réintégration peut être formée par un fermier ou toute autre personne qui cultive; que cette action est fondée sur le principe que, dans la société, on ne peut pas se rendre justice à soi-même, et que celui qui se rend coupable d'une voie de fait illicite doit, avant tout, rétablir les lieux dans leur ancien état; — Considérant qu'il n'est pas nécessaire, comme dans l'action possessoire, d'avoir la possession annale; qu'il suffit de prouver que l'on possédait au moment de la spoliation; que ces principes ont toujours, et de temps immémorial, été reconnus dans l'ordre judiciaire; qu'ils sont adoptés par des auteurs célèbres et par la Cour de cassation; — Considérant que nous ne pouvons dès à présent prononcer sur la demande dont il s'agit, sans avoir auparavant vérifié les faits d'expertise, et qu'ils ne soient constatés légalement. » — En conséquence, rejette les fins de non-recevoir opposées par la dame Désa, et ordonne qu'une descente sur les lieux et une expertise auront lieu en présence des parties. »

Par jugement définitif, et après descente sur les lieux, et expertise, le juge de paix a condamné la dame Désa à réintégrer le sieur Dauphinot dans la possession du terrain par elle usurpé, et a adjugé en outre au sieur Dauphinot, pour tous dépens et dommages-intérêts, le remboursement des dépens du procès liquidés à vingt-six francs.

Appel de la part de la dame Désa devant le tribunal civil de Vouziers.

16 avr. 1817, jugement qui déclare cet appel

est exclusivement fondée sur ce que l'action en réintégration supposant nécessairement une possession réelle et actuelle, il n'en soit qu'elle n'est pas recevable en matière de servitude discontinues et non apparentes. Et sorte que la qualité de fermier était sans influence dans l'espèce jugée, le motif de décider pouvant aussi bien s'appliquer au propriétaire lui-même. — Au surplus, voy. dans le sens de la solution ci-dessus, un arrêt de la Cour de cassation du 16 mai 1820, qui décide que l'action en réintégration est recevable de la part du possesseur à titre d'usufruit, et qu'on ne peut lui opposer qu'il n'a pos-sède pas *animo domini*.

(3) Antérieurement, la Cour de cassation avait déjà décidé, qu'en matière d'action possessoire, il fallait, pour fixer le dernier ressort, n'avoir égard qu'aux dommages-intérêts réclamés, et non à la valeur des objets litigieux; mais plus tard, elle a consacré la doctrine contraire, et la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix l'a, par son art. 6 érigée en règle législative. V. sur ces points la note qui accompagne un arrêt de Cass. du 24 mars, an 11.

(1) Ce point, aujourd'hui consacré par nombre d'arrêts de la Cour de cassation (V. Cass., 28 déc. 1836; 11 juin 1828; 13 fév., 4 juin et 17 nov. 1835; 9 fév. 1837; 19 août 1839; 5 avril 1841, est cependant resté un sujet de controverse entre les auteurs, même depuis la loi nouvelle du 25 mai 1838 qui range expressément la réintégration au nombre des actions possessoires. V. à cet égard les observations qui accompagnent l'arrêt précité de la Cour de cassation du 19 août 1839, dans lesquelles nous avons réfuté la dernière opinion émise sur la question par M. M. Foucher et Curasson. Ce dernier nous ayant répondu dans la deuxième édition de son *Traité de la compétence des Juges de paix*, t. 2, p. 44 et suiv., nous reviendrons sur cette controverse au rapport de l'arrêt de la Cour de cass. du 28 déc. 1826.

(2) La cour de Cassation a jugé, le 5 mars 1828, que l'action en réintégration n'est pas ouverte au fermier, à raison du trouble apporté par violence ou voie de fait à l'exercice par lui d'une servitude discontinue et non apparente. Mais cette décision

non recevable : « attendu que le sieur Dauphinot n'avait conclu qu'à vingt francs de dommages-intérêts, et qu'ainsi le juge du paix avait été compétent pour statuer en dernier ressort. »

POURVOI en cassation par la dame Déa, pour violation des art. 3 et 23 du Code de proc. civ. — Si le tribunal civil de Vouziers, disait-on pour la demanderesse, n'avait eu à considérer que la valeur de la chose qui a fait l'objet du procès, il est évident qu'il aurait avec raison déclaré que la sentence du juge du paix était de dernier ressort, et qu'elle n'était pas susceptible d'appel, ne portant en définitive qu'une condamnation inférieure à cinquante francs; mais il ne s'agissait pas seulement de la valeur de la chose litigieuse, il s'agissait aussi d'examiner si le juge de paix avait pu connaître de l'action intentée par le sieur Dauphinot. La dame Déa avait prétendu, dès l'origine, que cette action n'était pas de la compétence du juge de paix; elle soutient encore cette incompétence, et dès lors elle doit obtenir la cassation du jugement d'appel comme de la sentence du juge de paix elle-même, si elle démontre que cette incompétence avait réellement lieu dans l'espèce; il est évident, en effet, que si le juge de paix n'était pas compétent, les juges d'appel ne pouvaient se dispenser d'annuler son jugement, et qu'ils ont, par conséquent, commis un véritable excès de pouvoir en déclarant ce jugement en dernier ressort.

Aux termes de l'art. 3 du Code de proc. civ., le juge du paix doit connaître : des déplacements de bornes, des usurpations de terres, arbres, bates, etc., commis dans l'année... L'art. 23 ajoute : « les actions possessoires ne seront recevables qu'autant qu'elles auront été formées dans l'année du trouble par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible par eux ou par les leurs, à titre non précaire. » — Telles sont les seules dispositions de la loi qui, selon les juges de première instance et d'appel, auraient pu déterminer la compétence du juge de paix dans l'espèce. A la vérité, il s'agissait d'une usurpation de terrain, d'un déplacement de clôture; mais il s'agissait aussi de savoir si, dans l'espèce, ces faits pouvaient donner naissance à une action possessoire du la nature définie par la loi. Or, deux conditions essentielles sont indispensablement nécessaires, d'après les articles ci-dessus, pour pouvoir saisir le juge de paix d'une action possessoire, il faut que celui qui l'intente ait la possession annale, et de plus, qu'il soit le véritable propriétaire. — L'action du sieur Dauphinot ne présentait ni l'une ni l'autre de ces deux conditions : d'abord, il n'avait pas la possession annale, il ne l'a pas aliéniée du moins : en second lieu, il n'était pas propriétaire, ou il ne possédait pas *animo domini*, puisqu'il ne jouissait qu'à titre de fermier. — Donc, l'action par lui intentée, bien que présentée comme une action en réintégration, n'était pas, dans le système actuel de la loi, une véritable action possessoire de la nature de celles que le législateur a placées dans le domaine de la justice de paix.

Peu importe pour la compétence de ce juge, qu'il s'agisse d'une action en réintégration, ayant pour objet de recouvrer la possession perdue par suite de vole de fait, ou d'une action en complainte, ayant pour objet de se faire maintenir dans la possession lorsqu'on y est seulement troublé; dans l'un comme dans l'autre cas, c'est la possession annale, fondée sur un titre non précaire, qui rend le juge de paix compétent pour en connaître, et hors de ces deux conditions, il n'existe point de véritable action possessoire dont ce juge puisse être saisi. En décidant le contraire,

la sentence du juge de paix et le jugement d'appel ont donc évidemment violé la règle de leur compétence, et principalement les art. 3 et 23 du Code de proc. civ.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu en droit, 1^{er} que l'action en réintégration à la suite d'une entropie en voie de fait, appartenant à la classe des actions possessoires, est incontestablement de la compétence des juges de paix; — Attendu 2^o que cette action, comme toutes celles qui ont pour objet la répression d'un délit ou d'un quasi-délit, est particulièrement introduite en faveur de l'ordre et de la tranquillité publique, et que sans influence sur les droits respectifs, les parties demeurent libres de les exercer comme auparavant, soit au possessoire, soit au pétitoire; d'où il résulte que, pour décider si le jugement qui a statué sur une action de cette espèce, est sujet ou non à l'appel, il faut uniquement considérer la somme demandée pour les dommages-intérêts; — Et attendu, en fait, qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une action en réintégration intentée à la suite d'une entreprise ou voie de fait; que Dauphinot a demandé pour dommages-intérêts la somme de vingt francs, et que le jugement ne lui a accordé pour tous dommages-intérêts que le remboursement des dépens liquidés à vingt-six fr.; que, dans ces circonstances, en décidant que l'appel interjeté du jugement du juge de paix n'était point recevable, le jugement attaque a fait une juste application des lois de la matière; — Rejette, etc.

Du 10 nov. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henlton de Pansey. — Rapp., M. Lesagni. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Billot.

1^{re} PATERNITÉ. — PRÉSUMPTION. — ENFANT ADULTÉRIN.

2^o ENFANT ADULTÉRIN. — RECONNAISSANCE.

1^{re} La présomption légale de naissance *nécessaire*, établie par les art. 312 et 314, Code civ., ne peut être invoquée par l'enfant né hors mariage. — Spécialement : Un enfant naturel né cent quatre-vingts et quelques jours après la dissolution du mariage dans lequel son père était engagé, ne peut, par cela seul, prétendre qu'il doit être présumé n'avoir été conçu que depuis que son père a été libre, et n'être pas des lors le fruit de l'adultère. — Rés. seulement par la Cour royale.

2^o La reconnaissance d'un enfant adultérin sous le Code civil, est absolument nulle, et ne peut avoir d'effet ni pour ni contre l'enfant (1).
(de Villars — C. Joséphine-Désirée.)

4 juin 1808, décès de la dame Bécard. — 29 déc. 1808, la dame Marguerite-Claudine G... do V... met au monde une fille nommée Joséphine-Désirée. — Le sieur Bécard, mari de la dame Bécard décédée, reconnaît Joséphine-Désirée pour sa fille naturelle, dans son acte de naissance. — En rapprochant la date du décès de la dame Bécard et celle de la naissance de Joséphine-Désirée et la reconnaissance du sieur Bécard, on voit que le sieur Bécard a reconnu l'enfant de la dame Marie-Marguerite-Claudine G... do V..., ne seulement six mois et vingt-trois jours après le décès de la dame Bécard, ce qui suppose que l'enfant était déjà conçu lorsque le sieur Bécard était encore engagé dans les liens du mariage. — 28

(1) V. sur ce point, qui est consacré par une longue suite d'arrêts uniformes de la Cour de cassation, le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne les arrêts de cassation des 28 juin 1815 et 1^{er} avril 1818.

janv. 1816, décès de la dame Marie-Marguerite-Claudine G... de V...

Le sieur Bécard, en sa qualité de père de Joséphine-Désirée, rassemble un conseil de famille pour lui faire nommer un tuteur. — La tutelle est dévolue à Bécard. — Alors, il réclame la moitié des biens composant la succession de la dame Marie-Marguerite-Claudine G... de V... — Le sieur G... de V..., frère et héritier de celle-ci, répond que la naissance de Joséphine-Désirée n'est distante du décès de la dame Bécard que de six mois; que, par conséquent, Joséphine-Désirée était conçue avant le décès de cette dame, et lorsque le sieur Bécard était encore engagé dans les liens du mariage; qu'ainsi le sieur Bécard, en reconnaissant Joséphine-Désirée pour sa fille naturelle, lui avait attribué la qualité d'enfant adultérin; qu'en cette qualité, Joséphine-Désirée ne pouvait réclamer que de simples aliments contre la succession de sa mère, aux termes de l'art. 762 du Code civ.

21 mai 1818, jugement du tribunal de 1^{re} instance de Semur, qui déclare Joséphine-Désirée, fille adultérine de Nicolas Bécard et de dame Marie-Marguerite-Claudine G... de V..., et condamne le sieur de V... à payer, par forme d'aliments à Joséphine-Désirée, une pension annuelle 4,500 fr.

Appel de la part de Bécard. — Appel incident de la part de G... de V... en ce qui touche la quotité des aliments. — On soutient, dans l'intérêt de Joséphine-Désirée Bécard, 1^o qu'étant née plus de six mois après la dissolution du mariage de son père naturel, il y a présomption légale en sa faveur, que sa conception est postérieure à la dissolution du mariage de son père; que, par conséquent, elle ne peut être considérée comme enfant adultérin; 2^o que fût-il constant que la conception de Joséphine-Désirée remonte à une époque où le sieur Bécard était encore engagé dans les liens du mariage, elle ne pourrait être considérée comme enfant adultérin, qu'en tenant pour certaine la paternité du sieur Bécard; mais que, d'une part, la recherche de la paternité étant interdite, il est impossible de prouver qu'en effet Bécard est père de Joséphine-Désirée; qu'on ne peut pas même regarder comme preuve admissible de ce fait, la reconnaissance de Bécard: car, aux termes de l'art. 333 du Code civ., la reconnaissance de paternité ne peut avoir lieu lorsqu'il s'agit d'enfants adultérins ou incestueux.

29 août 1818, arrêt de la Cour royale de Dijon, en ces termes: — Sur la première question: considérant qu'il résulte des dispositions des art. 312, 314 et 315 du Code civil, au titre de la paternité et de la filiation, que l'enfant né pendant le mariage a pour père le mari, si celui-ci a cohabité avec sa femme six mois et deux jours seulement avant la naissance de l'enfant, ou même 278 jours avant la naissance de cet enfant; que l'esprit de cette législation a été de déterminer, dans l'intérêt du mariage qui est le fondement de la société, comme étant la source de la famille, le fait de la paternité qui, par les lois de la nature est incertaine et mystérieuse; que c'est dans cet esprit que la loi a attribué au mari tous les enfants qu'il était physiquement possible de lui donner, d'après le terme de la plus longue comme de la plus courte gestation possible; que vouloir appliquer ces règles tracées pour le mariage aux enfants nés hors le mariage, c'est méconnaître absolument son esprit, puisque loin de régir la paternité hors le mariage, la loi en civile prohibe formellement la recherche; que le père en est le seul arbitre, et que nul n'est enfant naturel aux yeux de la loi que celui que son père a bien voulu

reconnaître; que d'ailleurs les règles tracées par le Code sont faites pour le mari, et que l'enfant naturel n'est point l'enfant d'un mari; qu'il suit de là qu'un enfant naturel ne peut invoquer une présomption légale de naissance accéléérée, qui s'oppose à l'examen des faits relatifs à sa naissance;

Sur la seconde question: considérant qu'il est constant, en fait, que Joséphine-Désirée, née le 29 déc. 1808, a été conçue antérieurement au 3 juin, époque du décès de la femme légitime Bécard; que la preuve du commerce adultérin de Bécard avec Marie-Marguerite-Claudine G... de V..., est appuyée sur plusieurs lettres de ladite G... de V..., adressées à Bécard, et dont la date est antérieure au 3 juin, lettres qui respirent une folle passion et dont l'une même retrace de honnêtes souvenirs; qu'il n'est pas moins établi dans la cause que Marie-Marguerite-Claudine G... de V... était enceinte de Joséphine-Désirée avant l'époque de la mort de la femme Bécard; que ce point de fait résulte de la propre déclaration de Marguerite-Claudine dans une lettre adressée par elle à Bécard, déclaration consignée encore dans une autre lettre adressée par elle à sa sœur et dans laquelle elle lui explique qu'elle éprouvait tous les symptômes de la grossesse, déclaration dont la vérité s'est trouvée au surplus confirmée par le fait matériel de l'accouchement qui a eu lieu six mois et vingt-sept jours seulement après le décès de la femme Bécard; qu'il suit de là qu'en tenant pour certain le fait de la paternité d'après la déclaration de Bécard, Joséphine-Désirée est un enfant adultérin;

Sur la troisième question: considérant qu'il est de fait que Joséphine-Désirée est née d'une personne qui était libre au moment où elle lui a donné le jour, et qu'on ne peut donner à cet enfant la qualité d'adultérin, qu'en s'attachant à la déclaration libre et volontaire qu'a faite Bécard de sa paternité, le 29 déc. 1808; — Considérant qu'une semblable déclaration ne peut produire aucun effet; qu'on ne peut s'en prévaloir, ni pour ni contre l'enfant, parce que la loi repousse toute déclaration volontaire, soit d'une paternité, soit d'une filiation adultérine; — Considérant, en effet, que la loi distingue deux sortes de paternité, celle qui résulte du mariage et que la loi prend soin elle-même de déclarer et d'assurer par les règles tracées au titre de la paternité et de la filiation, et celle qui résulte d'une conjonction illégitime, dont la loi subordonne l'existence légale à la déclaration volontaire du père; — Considérant qu'après avoir exprimé que la paternité et la filiation naturelles s'établissent par voie de reconnaissance (art. 331 du Code civ.), la loi prohibe, dans le sens le plus absolu, cette reconnaissance, à l'égard des enfants adultérins (art. 335); d'où il suit évidemment qu'une paternité ou une filiation adultérine ne saurait être établie par la déclaration spontanée du père: qu'il est al vrai que la loi repousse toute autre filiation adultérine que celle qui résulte de la force du fait, comme dans le cas où elle autorise le désaveu du mari, que l'on voit qu'après avoir permis la recherche de la maternité, et même celle de la paternité dans le cas de l'enlèvement, elle prohibe formellement cette même recherche dans le cas où, suivant l'art. 335, la reconnaissance n'est pas admise, c'est-à-dire, dans le cas où cette recherche rendrait à constater une filiation adultérine; qu'il suit de là, que Joséphine-Désirée ne peut être déclarée enfant adultérin, d'après une reconnaissance qui était prohibée par la loi, et qu'elle reste enfant naturel de Marie-Marguerite-Claudine G... de V...; qu'on ne pouvait dès lors la réduire à une pension alimentaire sur les biens de

sa mère, comme si sa filiation adultérine eût été également constatée : — Par ces motifs, sans s'arrêter à l'appellation interjetée par G... de V..., du jugement rendu en la cause par le tribunal de 1^{re} instance de Semur, le 21 mai dernier, met icelle à néant : — Ayant autrement égard à l'appellation principale tranchée par Bécard du même jugement ; met icelle et ce dont est appel à néant, en ce que par ledit jugement, Joséphine-Désirée aurait été déclarée fille adultérine de Marie-Marguerite-Claudine G... de V... et de Nicolas Bécard, et en ce que ledit Bécard aurait été condamné aux dépens ; réformant, et par nouveau jugement, déclare Joséphine-Désirée, fille naturelle de Marie-Marguerite Claudine G... de V... ; en conséquence, condamne G... de V... à reconnaître et abandonner à Joséphine-Désirée la moitié lui appartenant dans tous les biens meubles et immeubles composant la succession de Marie-Marguerite-Claudine G... de V... sa mère, avec intérêts, fruits et loyers, à compter du jour du décès de cette dernière. »

POURVOI en cassation de la part du sieur G. de V. — *Premier moyen.* — Violation de l'art. 330 et fautive application de l'art. 335 du Code civil. — Si Joséphine Désirée, a dit le demandeur, est bâtarde adultérine (et la Cour de Dijon a déclaré le fait constant), elle n'avait donc droit qu'à des aliments sur la succession de sa mère, et la Cour de Dijon ne pouvait et ne devait pas la traiter comme un enfant naturel, en lui donnant part dans cette succession ; elle ne devait pas surtout repousser l'action que l'art. 330 du Code civ. accorde à l'héritier légitime pour s'opposer aux effets de la reconnaissance d'un enfant adultérin, reconnaissance que l'art. 335 du même Code défend expressément. — Vainement cherche-t-on, en invoquant la jurisprudence de la Cour de cassation, à faire disparaître d'un côté les preuves de la filiation adultérine de Joséphine Désirée, tandis que d'un autre côté on cherche à se servir de ces mêmes preuves pour établir le droit de Joséphine Désirée dans la succession de sa mère. — L'arrêt du 28 juin 1815, que le sieur Bécard a invoqué en appel, et sur lequel la Cour de Dijon semble avoir voulu appuyer sa décision, est loin de consacrer un système aussi déraisonnable. — L'arrêt de la Cour suprême décide en effet que des héritiers ne sont pas recevables à critiquer la donation faite par un père à un enfant naturel, en excipant contre ce dernier d'une reconnaissance de paternité préexistante, mais qui aurait pour objet de placer l'enfant dans la classe des adultérins. — Dans l'espèce jugée par la Cour de cassation, les enfants Lanchère demandaient aux héritiers légitimes de leur père, l'exécution d'une donation qui leur avait été faite ; ils ne prétendaient point se faire admettre en vertu de leur reconnaissance à prendre la part que la loi leur eût dévolue dans sa succession, s'ils eussent été bâtards simples ; ils n'exigeaient point enfin de leur reconnaissance ; ils agissaient en qualité de donataires, et non pas en qualité d'enfants naturels reconnus. — Les héritiers légitimes, au contraire, pour faire annuler la donation, excipaient de cette même reconnaissance, et soutenaient que des enfants adultérins ne pouvaient point être donataires. — Les enfants naturels ne faisaient, eux, de recherches, ni de paternité, ni de maternité ; ils s'efforçaient de cacher leur origine d'un voile épais, pour s'en tenir à la seule qualité de donataires. — Tout ce qui résulte de cet arrêt de rejet, c'est que, si des enfants naturels sont donataires de leur père, on ne doit pas, pour les priver de la donation, prouver qu'ils sont adultérins ; mais, par une suite nécessaire, il résulte

aussi du même arrêt, que si des enfants naturels ne sont point donataires de leur père, et qu'ils réclament la part légale qu'ils prétendent leur appartenir dans sa succession, on peut, aux termes de l'art. 339 du Code civil, contester leur reconnaissance, et par conséquent opposer à leur demande, qu'ils sont les fruits de l'adultère ou de l'inceste. — Ainsi, bien loin que l'arrêt du 28 mai 1815 soit favorable au système consacré par la Cour de Dijon, il ne sert au contraire qu'à démontrer d'une manière plus sensible, que ce système est absolument erroné en droit, et qu'il viole évidemment les art. 335 et 339 du Code civ.

Deuxième moyen. — Violation des art. 342, 762 et 763 du Code civil. — L'art. 342 est conçu en ces termes : « Un enfant ne sera jamais admis à la recherche, soit de la paternité, soit de la maternité, dans le cas où, suivant l'art. 335, la reconnaissance n'est pas admise. » Ces deux art. 335 et 342 sont donc corrélatifs. — Suivant l'art. 335, la reconnaissance ne peut avoir lieu au profit des enfants qui seraient nés d'un commerce incestueux ou adultérin, parce qu'il serait contraire aux bonnes mœurs d'être admis à consigner dans un acte public et authentique, la déclaration de l'inceste et de l'adultère. — « Pour la même raison (et ce sont les expressions de M. le professeur Proudhon, dans son *Cours de Droit français*, tome 2, page 104), si, dans la recherche de la paternité ou de la maternité, les enfants naturels viennent à découvrir qu'ils sont nés d'un commerce incestueux ou adultérin, toute poursuite ultérieure leur est interdite (aux termes de l'art. 342), vu surtout qu'il ne peut leur être permis de révéler à la justice, le crime de leurs père et mère. »

Dans l'espèce, J. Désirée ne pouvait réclamer des droits qu'en vertu de la loi, puisqu'elle n'était pas donataire, et elle ne pouvait faire valoir ces droits qu'en établissant la maternité. — Or, qu'est-il arrivé ? — J. Désirée a esquivé elle-même devant les juges du fond des lettres de sa mère pour établir sa qualité d'enfant naturel reconnu de la dame G. de V. ; mais ces lettres ont prouvé aussi que le sieur Bécard, engagé dans les liens d'un mariage, était son père. — J. Désirée produit son acte de naissance constatant que la dame G. de V. est sa mère ; mais cet acte constate aussi que le sieur Bécard est son père, et qu'elle ne peut être le fruit de l'adultère.

Il y avait donc lieu d'appliquer ici la prohibition si expressément prononcée par l'art. 342, à raison précisément des preuves que J. Désirée apportait à l'appui de sa demande, preuves qui tendaient à démontrer indirectement son origine adultérine, et que l'héritier légitime pouvait retorque contre elle avec tant d'avantage en faisant voir que cette preuve même, par laquelle elle prétendait établir son droit à la succession de sa mère, tendait au contraire à l'en écarter, puisqu'elle découvrait son origine adultérine. — L'arrêt attaqué qui a permis cette preuve de la recherche de la maternité de J. Désirée, viole donc ouvertement l'art. 342, puisque cette preuve tend à établir en même temps que cette maternité provient d'un commerce adultérin qui devait pour toujours rester caché aux yeux de la justice.

Le même arrêt viole encore les art. 762 et 763 du Code civil, en accordant à J. Désirée, sur la succession de sa mère, les droits d'un enfant naturel reconnu. — En effet, ces articles refusent expressément aux enfants adultérins ou incestueux les droits que le législateur a accordé plus haut par les art. 757 et 758 aux seuls enfants naturels reconnus ; ces droits pour les enfants adultérins ou incestueux se réduisent à des aliments qui doi-

voit leur être accordés en égard aux facultés de leurs père et mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes : — Mais comment, se demande l'auteur du *Répertoire de jurisprudence universel*, t. 5, p. 252, 4^e édit., comment concilier les dispositions des art. 335 et 342 avec les art. 762 et 763 ? — « Rien de plus simple, ajoute le même auteur : d'un côté, en disant qu'un enfant adultérin ou incestueux ne peut être reconnu par acte authentique, l'art. 335 n'a qu'un seul objet, c'est d'empêcher que, par la reconnaissance d'un enfant adultérin ou incestueux, on ne lui confère les droits successifs que les art. 757 et 758 assurent aux enfans naturels légalement reconnus ; il n'entend point par là dispenser de nourrir un bâtard adultérin ou incestueux, la personne qui, soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé, s'en est reconnue le père ou la mère. — « Quoique les enfans adultérins ou incestueux (disait M. de Siméon à la séance du corps législatif du 29 germ. an 11) ne puissent être légalement reconnus, leur existence est un fait qui peut quelquefois être évident. Un enfant aura été valablement désavoué par son mari, il aura été jugé le fruit de l'adultère de l'épouse, le crime de sa mère ne saurait la dispenser de lui donner des alimens. Un homme aura signé comme père un acte de naissance, sans faire connaître qu'il est marié à une autre femme que la mère du nouveau-né, ou que la mère est sa sœur ; il aura voulu faire fraude à la loi ; l'enfant ignorant le vice de sa naissance, se présentera dans la succession, pour y exercer les droits d'un enfant naturel, on le repoussera par la preuve qu'il est né d'un père qui ne pouvait pas légalement l'avouer ; mais l'aveu de fait, écrit dans son acte de naissance, lui restera et lui procurera des alimens. Cette disposition est conforme à l'ancien droit ; il était nécessaire de la conserver : car enfin les enfans adultérins ou incestueux n'en sont pas moins des hommes, et tout homme a droit de recevoir des alimens de ceux qui lui ont donné la vie. — Il résulte donc de ce passage qui semble fait pour la cause, que la reconnaissance d'un enfant adultérin n'est prohibée qu'en ce sens qu'elle serait attributive de droit de succession. — Or, l'arrêt dénoncé décide précisément le contraire : il attribue à un enfant qu'il reconnaît adultérin les droits successifs que les art. 757 et 758 n'accordent qu'à l'enfant naturel légalement reconnu ; il viole donc encore la loi sous ce nouveau rapport.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'art. 335 du Code civil prohibe formellement toute reconnaissance d'enfant provenu d'un commerce adultérin ; qu'ainsi, en supposant que la naissance de J. Béairée arrivât six mois vingt-trois jours après le décès de la femme Bécard, fasse remonter la conception à une époque antérieure au décès de cette femme, la reconnaissance que son mari a faite de cet enfant, comme étant né de lui et de la dame G. de V., alors libre de tout engagement, reste néanmoins sans effet, et ne peut par conséquent nuire ni préjudicier à cet enfant, puisqu'elle est absolument interdite par la loi ; qu'il

suit de la disposition générale des art. 340 et 342 du Code civil, que la recherche de paternité ne peut pas plus avoir lieu contre les enfans qu'à leur profit ; que l'effet de la reconnaissance de Bécard écarté, il ne reste à l'enfant dont il s'agit que sa qualité d'enfant naturel de la dame G. de V. ; que, dans cet état, la Cour royale de Dijon, en considérant comme nulle et sans effet la reconnaissance de Bécard, et en admettant J. Béairée comme fille naturelle à recueillir la portion légale qui lui revient dans la succession de ladite femme G. de V., sa mère, loin de violer la loi, n'a fait que s'y conformer ; — Rejette, etc.

Du 11 nov. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Dumesnil de Merville.

1^o VOL. — ESCROQUERIE. — POURSUITE CRIMINELLE.2^o USURE. — AMENDE.

1^o Le fait d'un créancier qui, en menaçant son débiteur d'une poursuite criminelle, a raison d'un délit dont celui-ci s'est rendu coupable à son égard, lui fait souscrire une obligation pour une somme supérieure à celle qu'il lui doit, ne constitue ni vol ni escroquerie. (Cod. pén., 379 et 405.) (1)

2^o Le maximum de l'amende, en cas de délit d'habitude d'usure, étant fixé à la moitié des sommes prêtées à usure, le jugement de condamnation doit, à peine de nullité, énoncer le montant de ces sommes. (L. du 3 sept. 1807, art. 4.) (2)

(V^e Lafresnée.)

La dame Lafresnée était créancière de la dame Leguay d'une somme de 1000 fr. — Au jour du paiement, elle se présenta avec son titre ; la dame Leguay s'en saisit et refusa ensuite de payer. — Mais la dame Lafresnée la menaça de poursuites criminelles, et profitant de la frayeur que lui causait cette menace, elle la contraignit à souscrire une obligation de 1500 fr.

Traduite au tribunal de police correctionnelle de Valenciennes, comme prévenue de délits de vol simple, d'usure habituelle, d'abus de blanc seings, la veuve Lafresnée a été déclarée coupable des deux premiers de ces délits, et condamnée en conséquence à deux ans d'emprisonnement, cinquante fr. d'amende et douze cents fr. de dommages-intérêts au profit de la partie civile.

Ce jugement avait été dénoncé par le ministère public et par la veuve Lafresnée, au tribunal de première instance de Couteaux, jugeant sur appel en police correctionnelle ; ce tribunal l'avait confirmé dans la déclaration de culpabilité qu'il contenait, et le reformant dans ses dispositions pénales, l'avait condamné l'appelante à trois ans d'emprisonnement, cinq cents francs d'amende et six cents francs de dommages-intérêts. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les art. 279 et 401 du Code pén. ; — Vu aussi l'art. 4 de la loi du 3 sept. 1807 ; — Attendu que, d'après les faits reconnus con-

(1) Cette décision est parfaitement fondée. Il n'y a point de vol dans cette action, car il n'y a point de soustraction ; et il n'y a point d'escroquerie, car l'escroquerie suppose, soit l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit l'emploi de manœuvres frauduleuses destinées à persuader l'existence d'un fait faux. Or, dans l'espèce, le délit d'extorsion de titres était certain ; la poursuite n'était donc point un événement chimérique ; la menace de cette poursuite n'était donc point non plus une manœuvre

frauduleuse. Le créancier avait abusé frauduleusement de la position où le débiteur s'était placé par sa faute ; mais si cette fraude violait l'acte, elle ne constituait aucun délit punissable.

(2) V. conf., Cass. 7 mai 1824. Mais il n'est pas nécessaire, au cas où les prêts ont été faits à diverses personnes, que le jugement prononce la somme prêtée à chacune d'elles ; l'indication du total de toutes les sommes prêtées suffit. V. Cass. 2 dec. 1824.

dans par le tribunal de police correctionnelle de Coutances, il n'y a point eu, dans l'espèce, de soustraction frauduleuse d'une somme de 1,000 francs, par la veuve Lafresnée, au préjudice de la veuve Leguay; qu'en déclarant ladite veuve Lafresnée coupable du délit de vol, et en la condamnant, en conséquence, aux peines de trois ans d'emprisonnement et de 500 fr. d'amende, ce tribunal a violé l'art. 379 du Code pén., et fait une fautive application de l'art. 401 du même Code; — Qu'on ne saurait justifier le jugement attaqué en disant qu'il y a dans la cause délit d'escroquerie, s'il n'y a pas délit de vol, et que les peines prononcées n'excèdent pas celles dont la loi punit ce premier délit; que la prévenue est déclarée coupable, non d'escroquerie, mais de soustraction frauduleuse, c'est-à-dire de vol, et que sa condamnation ne peut avoir pour base légale un délit dont elle n'est pas déclarée coupable; que si le tribunal de Coutances l'avait jugée coupable du délit d'escroquerie, il eût violé et fausement appliqué l'art. 405 du Code pén.; qu'en effet il n'a été ni constaté, ni même allégué, que la veuve Lafresnée eût employé un faux nom ou de fausses qualités pour se faire remettre par la veuve Leguay une obligation d'une somme supérieure à celle qui lui était due; que s'il y a eu de sa part des manœuvres frauduleuses, ces manœuvres n'ont point été déclarées avoir eu pour objet de persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique; que les faits du procès ne présentant pas les caractères déclarés par ledit art. 405 constitutifs du délit d'escroquerie, n'auraient pas été des motifs légitimes d'une condamnation à raison de ce délit;

Attendu qu'aux termes de l'article cité de la loi du 3 sept. 1807, la peine de l'usure habituelle, quand il n'y a pas eu escroquerie de la part du prêteur, consiste dans une amende qui ne peut pas excéder la moitié des capitaux prêtés à usure; — Qu'il s'ensuit de cette disposition que, dans les jugemens de condamnation pour délit d'usure, doivent être énoncées toutes les sommes dont le prêt est déclaré usuraire, puisque, sans cette énonciation, lorsque ces jugemens sont l'objet d'un pourvoi en cassation, il est impossible de juger si l'amende prononcée n'excède pas le taux au-dessus duquel il n'est pas permis aux tribunaux de la porter, et s'il n'y a pas ainsi fautive application de la loi pénale; que, cependant, ni le jugement d'appel, ni celui de première instance, ne font connaître les sommes que la veuve Lafresnée est jugée avoir prêtées à usure; que leur déclaration sur le délit d'usure habituelle est donc incomplète et insuffisante, et ne saurait être la base légale d'une condamnation; — Casse, etc.

Du 12 (11) nov. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Bailly. — Rapp., M. Aumout. — Concl., M. Hua, av. gén.

TRIBUNAL MARITIME. — COMPÉTENCE. — INJURES.

Les injures proferées dans un arsenal de marine, par un ouvrier contre un employé de l'arsenal, sont de la compétence du tribunal maritime et non de la juridiction ordinaire. (Déc. du 12 nov. 1806, tit. 2, art. 10.) (1)

(Intérêt de la loi — aff. Pourquier.)

Joseph-César Pourquier, calfat employé dans l'arsenal du port de Toulon, avait manqué à son travail, et n'avait point paru à l'atelier.

Charles-André Laure, contre-maitre calfat audit arsenal, dont il avait alors l'inspection, lui fit retrancher une demi-journée de salaire.

Pourquier, dans l'intérieur du port, et devant les autres ouvriers, injuria le contre-maitre; celui-ci se pourvut en réparation devant le tribunal de simple police, à Toulon.

Sur la proposition d'incompétence faite par Pourquier, et sa demande en renvoi devant le tribunal maritime, pour y être statué conformément au décret du 12 nov. 1806, et encore sur les conclusions contraires du sieur Laure, le tribunal de simple police de Toulon, se fondant sur l'art. 13 dudit décret, lequel attribue aux tribunaux ordinaires la connaissance de tous les délits commis dans les ports et arsenaux, autant que les délits ne sont point relatifs à la police et à la sûreté desdits ports et arsenaux, ni au service maritime, et considérant qu'il ne s'agissait point de délits de cette espèce, mais seulement d'injures personnelles envers le sieur Laure, rejeta le déclinaire proposé par Pourquier, et, statuant sur le fond, condamna Pourquier en une amende de cinq fr. et aux frais. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu le réquisitoire du procureur général près la Cour, exposant qu'il est chargé par M. le garde des sceaux de dénoncer à la Cour un jugement rendu le 17 août dernier par le tribunal de simple police de Toulon, comme incompétentement rendu; — Vu aussi l'art. 442 du Code d'inst. crim.; — Vu encore l'art. 2, tit. 2 de la loi du 12 oct. 1791 sur l'organisation d'une cour maritime maritime; l'art. 10, tit. 2, décr. 12 nov. 1806; — Vu enfin le jugement rendu, le 17 août dernier, par le tribunal de police, séant à Toulon, entre Charles-André Laure, contre-maitre calfat, employé dans l'arsenal du roi, au port de Toulon, demandeur, d'une part, et Joseph-César Pourquier, calfat employé audit arsenal, défendeur, d'autre part, par lequel, quoique le prévenu lui-même reconnût que le délit qui lui était imputé était de la compétence du tribunal maritime et qu'il y eût demandé le renvoi, conformément au décret précité, et encore quoique le tribunal de police ait reconnu que le défendeur s'était permis des propos injurieux contre le demandeur, pour lui avoir fait ôter le paiement d'une demi-journée de travail pendant laquelle il avait manqué de paraître à l'atelier, ledit tribunal s'est néanmoins déclaré compétent et a ensuite statué sur le fond;

Attendu que les faits de la cause constituaient évidemment un délit commis dans l'arsenal de Toulon, par un calfat envers le contre-maitre calfat, ayant alors l'inspection dudit arsenal; qu'il caractérisait une trahison à la police, à l'ordre et au service maritime qui doivent être observés dans un arsenal, et une insubordination manifeste de la part de l'inférieur envers son supérieur; que, dès lors, la connaissance de ce délit appartenait exclusivement au tribunal maritime de Toulon, conformément à l'art. 10, ci-dessus rappelé; d'où il suit qu'en rejetant le déclinaire qui lui avait été proposé par le défendeur, et en statuant sur le fond, le tribunal de simple police a violé les règles de compétence établies par la loi et commis un excès de pouvoir; — Casse, dans l'intérêt de la loi, etc.

Du 12 nov. 1819. — Sect. crim. — Prés., d'âge, M. Bailly. — Rapp., M. Chassles. — Concl., M. Hua, av. gén.

SURENCHÈRE. — VENTE VOLONTAIRE.

L'art. 710, Code proc. civ., qui permet la surenchère du quart après l'adjudication en ma-

(1) V. conf., Merlin, *Quest.*, v° *Tribunal maritime*, § 2; Lograverend, *Législ. crim.*, t. 2, ch. 14.

tière d'expropriation forcée, n'est pas applicable à l'adjudication faite sur aliénation volontaire des biens dépendant d'une succession. (Cod. proc. civ., 710 et 965.) (1)

(Larchevêque.—C. Lebarrois et consorts.)

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR ;—Vu les art. 710, 965, 972 et 988 du Code de proc. civ., ainsi conçus : « Art. 710. « Toute personne pourra, dans la huitaine du jour où l'adjudication aura été prononcée, faire au greffe du tribunal, par elle-même ou par un fondé de procuration spéciale, une surenchère, pourvu qu'elle soit du quart au moins du prix principal de la vente. — Art. 965. Seront observées, au surplus, relativement à la réception des enchères, à la forme de l'adjudication et à ses suites, les dispositions contenues dans les art. 707 et suiv. du titre de la saisie immobilière ; néanmoins, si les enchères sont reçues par un notaire elles pourront être faites par toutes personnes, sans ministère d'avoué. — Art. 972. Le poursuivant demandera l'entérinement du rapport par requête de simples conclusions d'avoué à avoué. On se conformera, pour la vente, aux formalités prescrites dans le titre de la vente des biens immeubles, en ajoutant, dans le cahier des charges, les noms, demeure et profession du poursuivant, les noms et demeure de son avoué, les noms, demeures et professions des collicitans. Copie du cahier des charges sera signifiée aux avoués des collicitans par un simple acte, dans la huitaine du dépôt au greffe ou chez un notaire. — Art. 988. Si le rapport est régulier, il sera entériné sur requête par le même tribunal ; et, sur les conclusions du ministère public, le jugement ordonnera la vente. Il sera procédé à ladite vente suivant les formalités prescrites au titre des partages et licitations. L'héritier bénéficiaire sera réputé héritier pur et simple, s'il a vendu des immeubles, sans se conformer aux règles prescrites dans le présent titre ; »

Attendu que l'art. 710 du Code de proc. civ., au titre de la saisie immobilière, n'introduit la surenchère du quart que pour le cas de la vente par expropriation forcée ;

Attendu qu'il résulte de la nature de cette surenchère et des formes qui lui sont spéciales, qu'elle est un droit extraordinaire dont l'exercice ne peut être étendu par induction au delà de la limite que la loi lui assigne ; Attendu que l'art. 965, placé au titre de la vente des biens immeubles, relatif aux ventes judiciaires volontaires, ne rend point commune à ces ventes la surenchère du quart, parce qu'en ordonnant d'observer relativement à la réception des enchères, à la forme de l'adjudication et à ses suites, les dispositions des art. 707 et suivans du titre de la saisie immobilière, il n'a en pour objet que la forme de l'adjudication et ses suites nécessaires mentionnées aux art. 714, 715, 716 sans lesquelles elle demeure sans effet ;

Attendu que la surenchère du quart permise par le Code de proc., pour le cas de l'adjudication par expropriation forcée, n'est pas plus une

forme ni une suite nécessaire de cette adjudication, que la surenchère du dixième permise par le Code civ., pour le cas de la vente volontaire ordinaire, passée devant notaire ou sous seing privé, n'est une forme ni une suite nécessaire de cette vente : d'où il résulte qu'en jugeant le contrat, l'arrêt attaqué a fausement appliqué l'art. 710 et violé les art. 965, 972 et 988 précités du Cod. de proc. civ. ;—Casse, etc.

Du 16 nov. 1819.—Sect. civ.—Prés. M. Brisson.—Rapp., M. Rupérou.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl., MM. Guichard et Vildé.

TIERS ACQUÉREUR.—CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE.—DISCUSSION.

Sous l'empire du droit romain et dans le ci-devant Béarn, le créancier hypothécaire pouvait exercer son action contre tous les tiers acquéreurs, sans avoir égard à la date des aliénations. — L'acquéreur le plus ancien ne pouvait obliger le créancier à discuter à ses frais, que les biens restans encore dans les mains du débiteur principal ; il ne pouvait l'obliger à discuter les biens qui étaient entre les mains de tiers acquéreurs plus récents.

(Picot.—C. Domec.)

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR ;—Vu l'art. 1356 du Code civil ;—Considérant que la nouvelle 4 n'impose point au créancier qui poursuit le tiers détenteur de son hypothèque, l'obligation de discuter préalablement ceux qui ont acquis de son débiteur postérieurement à celui auquel le créancier s'est adressé ; que si Picot a implicitement offert de discuter les acquéreurs postérieurs à Domec, il a ajouté la condition que Domec ferait l'avance des frais de cette discussion ; que la Cour de Pau n'a pu soumettre Picot à exécuter son offre et rejeter la condition à laquelle il l'avait subordonnée, sans violer les principes constants rappelés dans l'art. 1356 du Code civil ; en sorte que l'arrêt attaqué renferme, sous ce rapport, une extension de la nouvelle 4, une contravention aux principes anciens et à l'art. 1356 du Code civil, et un excès de pouvoir ;—Casse, etc.

Du 17 nov. 1819.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Gandon.—Concl., M. Journe, av. gén.—Pl., MM. Guichard et Odilon Barrot.

CESSION.—DROITS LÉGITIMAIRES.—SIGNIFICATION.

La cession de droits légitimaires ne peut être considérée, surtout en pays de droit écrit, comme une vente d'immeubles formant la part du légitimaire dans la succession ; c'est une cession de créance, dans le sens des art. 1690 et 1691, Cod. civ. — En conséquence, le cessionnaire n'est suus, à l'égard de l'héritier institué, débiteur de la légitime, que par la notification du transport ; et si l'héritier institué poie la légitime échant, avant d'avoir reçu la signification du transport, il est valablement libéré (2).

(1) La question a été fort controversée. V. le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour royale de Reu en 4 mars 1836, dans notre volume de 1839, 2 465.—Mais cette question ne saurait plus faire de doute aujourd'hui en présence du nouvel article 973 du Code de proc. civ. (loi du 2 juin 1811), qui, érigant en loi la doctrine contraire à celle que consacrait l'arrêt ci-dessus, autorise formellement la surenchère d'un sixième (laquelle, dans la loi nouvelle, remplace celle du quart) pour les partages et licitations.

(2) Il a été jugé, dans le même sens, qu'une cession de droits immobiliers, telle que celle d'une action en revendication d'immeubles, ne produit d'effet à l'égard des tiers, et notamment à l'égard du détenteur de l'immeuble, que lorsqu'elle lui a été notifiée ou qu'elle a été acceptée par lui ; et qu'on ne peut prétendre que cette cession équivaille à la vente de l'immeuble lui-même, et soit parfaite vis-à-vis de toute personne, sans besoin d'une notification ou acceptation postérieure. F. Cass. 17 mars 1840 (Volume 1840).—V. aussi dans le même sens, Trop-

(Estran—C. Bruno-Barral.)

1703, décès du sieur Jacques Estran en pays de droit écrit, laissant un testament par lequel il institue pour légataire universel, Jean-Pierre Estran, son fils aîné, et déclare réduire ses autres enfans à leur légitime. — 3 juin 1812, le sieur Magnét, agissant comme fonde de pouvoirs du sieur Louis Estran, l'un des enfans de Jacques Estran réduits à la légitime, vend et cède tous ses droits successifs dudit Louis Estran au sieur Bruno-Barral, moyennant la somme de 700 fr. — Ulérieurement, et le 19 nov. 1815, Louis Estran vend de nouveau ses droits successifs à Jean-Pierre Estran, son frère, institué héritier universel. — Aucune signification de la première vente, consentie à Bruno-Barral, n'avait été faite à Jean-Pierre Estran, antérieurement à la vente consentie en sa faveur.

1816, Bruno-Barral veut exercer les droits résultant de la cession à lui faite en 1812; et il demande à Jean-Pierre Estran, la délivrance des objets formant les droits du sieur Louis-Estran dans la succession de son père. — Jean-Pierre Estran répond qu'il a payé à son frère le montant de ses droits légitimes, avant d'avoir reçu la notification du transport fait à Bruno-Barral; que, dès lors, il est valablement libéré, aux termes de l'art. 1691 du Code civil, portant: « Si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé le cédant, il sera valablement libéré ».

7 juin 1817, jugement du tribunal civil de Die, qui déclare le sieur Bruno-Barral non recevable dans sa demande.

Appel de la part du sieur Bruno-Barral. — Il soutient que, dans l'espèce, il n'y avait pas lieu d'appliquer l'art 1691; qu'en effet, cet article ne dispose que pour les cas où il s'agit d'une cession de droits incorporels; qu'ici, au contraire, il s'agit d'une cession des droits qu'avait un héritier dans la succession de l'auteur commun; que ces droits ne forment pas une seule créance, que l'héritier est propriétaire d'une partie des immeubles de la succession, et a un droit réel sur les objets qui la composent; que, par conséquent, il faut appliquer à la cession des droits successifs, les principes relatifs à la vente d'immeubles, c'est-à-dire décider, en cas de concurrence entre deux acquéreurs successifs, que celui-là doit être préféré qui est porteur du titre le plus ancien, sans que le second acquéreur puisse exciper, soit du défaut de transcription du premier contrat, soit du défaut de notification.

Pour le sieur Pierre Estran, on répond que, surtout en pays de droit écrit, l'héritier légitime n'est point saisi de la portion des biens formant sa légitime; qu'il a seulement le droit de réclamer une quote-part de la succession; que, sous ce rapport, la cession des droits légitimes doit être considérée comme une cession de droits incorporels, et qu'en conséquence elle doit être régie par les dispositions des art. 1690 et 1. 91 du Code civil.

28 mai 1818, arrêt de la Cour royale de Grenoble, qui confirme le jugement du tribunal de première instance, par les motifs suivans: — « Attendu que la cession ou vente faite à Bruno Barral de la légitime paternelle de Louis Estran, ne pouvait saisir ledit Barral à l'égard de Jean-Pierre Estran, débiteur de cette légitime, qu'autant que

ladite cession avait été signifiée à celui-ci (art. 1690 du Code civil); attendu que Jean-Pierre Estran ayant payé la légitime de son frère avant aucune notification de la cession à Bruno-Barral, la libération dudit Estran, qui résulte d'un acte public, est valable (art. 1691); et qu'ainsi Barral ne peut pas, sur le fondement de sa cession, réclamer contre Jean-Pierre Estran un second paiement de la légitime de Louis Estran, son cédant ».

Pourvoi en cassation pour fausse application des art. 1690 et 1691 du Code civil, et violation des lois romaines qui déterminent la nature de la légitime.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que lorsque le transport d'une créance sur un tiers, d'un droit ou d'une action a été fait à deux personnes différentes, il faut, conformément aux art. 1689, 1690 et 1691 du Code civil, qui ont confirmé l'ancienne législation en cette matière, distinguer l'effet qu'un transport opère entre le cédant et le cessionnaire, et celui qu'il peut produire à l'égard des tiers; que la délivrance s'opère, entre le cédant et le cessionnaire, par la remise du titre; mais que le cessionnaire n'est saisi, à l'égard des tiers, que par la signification du transport, en sorte que si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé le cédant, le débiteur sera valablement libéré; que, dans l'espèce de l'arrêt dénoncé, on il s'agit de deux cessions des droits légitimes de Louis Estran, savoir: la première, qui avait été faite par le procureur fondé dudit Louis Estran à Bruno-Barral; la deuxième, qui avait été consentie par Louis Estran en personne, en faveur de Jean-Pierre Estran, héritier général du père commun, il est constaté par l'arrêt que Bruno-Barral n'avait signifié son titre à Jean-Pierre Estran que plus de trois ans après que ledit Jean-Pierre Estran avait acquis de son frère Louis les mêmes droits légitimes, et lui en avait payé le prix: d'où il résulte, d'après les art. 1689, 1690 et 1691, ci-dessus cités, que Bruno-Barral ne peut pas se prévaloir de son titre contre Jean-Pierre Estran; qu'en vain on oppose que les droits légitimes ne peuvent pas être assimilés aux droits incorporels pour ce qui concerne le transport; que les enfans sont propriétaires de ce qui leur revient en nature pour la légitime, soit dans les meubles, soit dans les immeubles; qu'ainsi l'acquéreur de droits légitimes est saisi à l'instant où le transport lui est fait, qu'il est saisi même à l'égard des tiers, sans avoir besoin de lui faire une signification; qu'il faut se reporter à la législation qui régit la succession Estran, laquelle s'était ouverte en pays de droit écrit avant les lois nouvelles; que, d'après cette législation, l'héritier général était saisi de l'universalité des biens; qu'il devait, à la vérité, satisfaire les légitimes qui avaient droit à une quote des biens, mais que la fixation du montant de cette quote et des objets que les légitimes pouvaient exiger en nature, étant subordonnée à la liquidation, ils n'étaient, en attendant, saisis de la possession d'aucun objet dépendant de la succession, et que, conséquemment, le transport des droits légitimes ayant porté, non sur un immeuble ou autre objet déterminé, mais sur une universalité de droits non encore liquides, il n'était autre qu'un transport de

long, de la Vente, t. 2, n° 903; Duvergier, *ibid.*, t. 2, n° 178. — V. cependant, arrêtés de Lamignon, tit. des Transports, art. 1^{er}. — Il en serait autrement de la vente ou cession d'une part déterminée, mais indivise, dans un immeuble dont on serait copro-

prétaire, et dont un tiers revendiquerait une portion: dans ce cas, la cession n'aurait pas besoin pour produire son effet à l'égard de ce tiers, de lui être notifiée. F. Cass. 22 avril 1810.

créances, droits ou actions, et est régi par les mêmes règles; — Rejette, etc.

Du 18 nov. 1819. — Sect. req. — Prés., M. La Soudade. — Rapp., M. Jaubert. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Dupont.

1° TÉMOINS. — CONDAMNÉ. — INCAPACITÉ.

2° TENTATIVE. — CIRCONSTANCES CONSTITUTIVES. — DÉCLARATION DU JURY.

1° *L'audition comme témoin, d'un individu précédemment condamné à une peine afflictive et infamante, ne produit la nullité des débats qu'autant que l'accusé ou le ministère public se sont opposés à cette audition.* (Cod. pén., 28; Cod. inst. crim., 322.) (1)

2° *Lorsque, dans une accusation de tentative de crime, le jury déclare que l'accusé est coupable avec toutes les circonstances aggravantes, cette déclaration se réfère aux circonstances constitutives de la tentative, et constate suffisamment la tentative légale.* (Cod. pén., 2.) (2)

(Kerlen.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen de cassation présenté par le réclamant, que les condamnés aux peines afflictives ou infamantes ne sont pas dénommés dans la disposition prohibitive de l'art. 322 du Code d'inst. crim.; qu'il s'ensuit que leur audition, avec prestation préalable de serment, n'est pas un vice irritant dont puisse résulter la nullité de la procédure dans laquelle ils auraient été ainsi entendus; — Que si l'accusé s'opposait à l'audition de ces individus à raison de leur condamnation légalement constatée, alors seulement il y aurait lieu à annulation, parce qu'ils auraient été entendus comme témoins, contre le texte formel de l'art. 28 du Code pén., dont la Cour d'assises n'aurait pu ignorer que la disposition leur était applicable; — Que, dans l'espèce, il n'est ni constaté par le procès-verbal des débats, ni même allégué par le réclamant qu'il y ait eu, de sa part, opposition à l'audition comme témoin de Charles-Joseph Lefèvre, à raison de sa condamnation à une peine afflictive et infamante, ou que le fait de cette condamnation ait du moins été allégué et justifié;

Attendu, sur le second moyen, que des circonstances qui, par leur réunion, donnent un caractère criminel à un fait qui, sans elles, n'est ni un crime, ni même un délit, sont nécessairement des circonstances aggravantes; — Que dans les questions soumises au jury sur les divers chefs d'accusation qui faisaient l'objet du procès, les trois circonstances dont la réunion forme, aux termes de l'art. 2, du Code pén., la tentative criminelle, sont énoncées dans les termes mêmes de cet article; que la réponse à chacune de ces questions ayant été : *Oui l'accusé est coupable avec toutes les circonstances aggravantes*, il en résulte que l'accusé est déclaré coupable de trois tentatives de crime, que le Code pénal considère comme le crime consommé; qu'ainsi sa condamnation est une juste application de la loi pénale; — Rejette.

Du 18 nov. 1819. — Sect. crim. — Prés., M.

Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

JURY. — DÉCLARATION. — DÉLIBÉRATION NOUVELLE.

Les Cours d'assises n'ont caractère pour ordonner aux jurés de délibérer de nouveau et de former une nouvelle déclaration, qu'autant que la première déclaration n'a pas un sens certain, ou qu'elle ne répond pas à toutes les circonstances de l'accusation. (Cod. inst. crim., 350.) (3)

En conséquence, lorsqu'il résulte du procès-verbal des débats, que l'arrêt de condamnation a été rendu sur une seconde déclaration du jury, délibérée en vertu des ordres de la Cour d'assises, il est nécessaire, à peine de nullité, que la première déclaration soit produite pour que la Cour de cassation puisse apprécier si elle était incertaine ou insuffisante.

(Bernard Alquier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les pièces produites en exécution de l'arrêt interlocutoire rendu par la Cour, le 15 oct. dernier; — Vu aussi l'art. 350 du Code d'inst. crim., ainsi conçu : « La déclaration du jury ne pourra jamais être soumise à aucun recours; » — Attendu que de cet article il résulte, que les déclarations du jury sont irrévocables, que les Cours d'assises sont sans caractère pour ordonner aux jurés de délibérer de nouveau et de former une nouvelle déclaration; que ce principe ne peut recevoir d'exception que dans les seuls cas où la première déclaration aurait été rédigée dans des termes qui ne présenteraient point un sens incertain, et ne pourrait ainsi servir de base à la délibération de la Cour d'assises pour l'application de la loi, ou dans celui où cette déclaration n'aurait pas répondu à toutes les circonstances des questions, et n'aurait pas ainsi décidé tous les faits de l'accusation et des poursuites; que, dans l'espèce, l'arrêt de condamnation prononcé contre Alquier a été rendu sur une seconde déclaration du jury, délibérée en vertu des ordres de la Cour d'assises; que la première déclaration n'est pas produite; que, ni par les pièces de la procédure ni par celles qui ont été transmises en vertu de l'arrêt interlocutoire de la Cour du 15 oct. dernier, il n'est nullement prouvé que cette première déclaration fût incertaine ou ambiguë, ni qu'elle fût incomplète ou insuffisante; que, si le procès-verbal des débats énonçait que la seconde déclaration a été ordonnée, parce que la première était équivoque, il ne rapporte point les termes dans lesquels cette première déclaration était conçue, et ne renferme conséquemment rien qui justifie le reproche; que la présomption de droit est qu'elle était régulière; que l'arrêt de la Cour d'assises, qui n'a pas été rendu sur cette déclaration, a donc violé l'art. 350 du Code d'inst. crim.; — Casse, etc.

Du 18 nov. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Gaillard. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén. — Pl., M. Odilon Barrot.

ment d'exécution et à l'interruption involontaire de l'action, sont constitutives et non aggravantes du crime, car si l'on fait abstraction de l'acte d'elles, il n'existe plus aucun acte punissable. Sous ce rapport, l'arrêt consacre une règle inexacte, bien que d'ailleurs, en fait, il puisse être fondé. V. en ce sens, la *Théorie du Code pénal*, t. 2, p. 43.

(3) V. conf., Cass. 20 mars 1812, et la note; 14 fév. et 25 juill. 1817.

(1) V. conf., Cass. 22 janv. 1825; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 1, p. 170 et 171.

(2) Cette décision nous paraît susceptible de critique. Les circonstances constitutives d'un crime sont celles qui donnent à un fait qui, sans elles, n'est ni un crime ni un délit, son caractère criminel. Les circonstances aggravantes sont celles qui aggravent la criminalité d'un fait qui déjà sans elles constitue un crime ou un délit. Ainsi, dans une accusation de tentative, les circonstances relatives au commence-

FAUX. — NOTAIRE. — DATE. — RESSORT.
Les fausses énonciations de la date et du lieu où un acte a été reçu, insérées par un notaire dans un acte, ne constituent point le crime de faux, si elles n'ont point été faites pour frauder la loi qui défend aux notaires d'instrumenter hors de leur ressort, ou dans le dessein de nuire à l'une des parties. (Cod. pén., 146.) (1)

(Benassy.)

Une accusation de faux est dirigée contre le sieur Benassy, notaire, pour avoir inséré, dans un acte par lui retenu, certaines clauses fausses, en avoir omis de vraies, mais surtout avoir énoncé faussement que l'acte avait été reçu par lui, le 5 janv. 1819, à Villedieu (bourg dans lequel il avait le droit d'instrumenter), en présence de deux témoins; tandis que, dans le fait, l'acte avait été passé le 4 janvier, à Felletin (lieu dans lequel le notaire n'avait pas le droit d'instrumenter), et en présence d'un seul témoin.

18 juin 1819, arrêt de la Cour royale de Limoges, chambre des mises en accusation, qui déclare en fait qu'il y a eu fausse énonciation de la date et du lieu; mais qui, d'après les faits de la cause, écarte toute présomption de fraude, et en conséquence déclare qu'il n'y a pas faux.

Cet arrêt a été cassé, le 15 juill. 1819, par les motifs, en droit, que les formalités prescrites par la loi pour la validité des actes publics tiennent à leur substance, et que ces actes n'existent que par leur accomplissement; que les énonciations qui déclarent faussement l'observation de ces formalités, constituent donc aussi un faux, puisqu'elles ont pour objet de donner à un acte un caractère d'authenticité, que la loi ne lui conférerait que sous la condition que ces formalités auraient été observées. — Et, en fait, qu'il n'est point déclaré par l'arrêt de la Cour royale, que la fausse date ait été l'effet d'une erreur, ni qu'elle n'ait pas pu nuire à des intérêts privés ou blesser l'ordre public.

L'affaire a été renvoyée devant la Cour royale de Poitiers, chambre des mises en accusation.

26 août 1819, arrêt qui déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre contre le sieur Benassy : — « Attendu que si l'art. 146 du Code pénal déclare coupable du crime de faux l'officier public qui, en rédigeant des actes de son ministère, constate comme vrais des faits faux, ce n'est qu'autant qu'il l'a fait frauduleusement; — Attendu qu'il est constant au procès que, dès le 1^{er} ou 2 janv. 1818, Jean Lestrade entra en proposition, non-seulement avec les époux Marboutin, mais encore avec Jeanne Continaud, veuve Neoloux, sur le point de savoir s'ils consentiraient à lui céder leur domaine en paiement de ses créances, sous la réserve d'une faculté de rachat pendant un nombre d'années déterminée; que le 3, les parties demeurèrent d'accord sur le fait de la vente et la durée du rachat, qu'il fut convenu que le contrat serait passé le lendemain par le notaire Benassy; que le 4 Marboutin et sa femme, informés de l'arrivée du notaire, des témoins et de Lestrade, se rendirent dans la maison où ils étaient; que la femme Marboutin pria elle-même le notaire de faire en règle le compte des créances de

Lestrade; que le résultat en fut fixé à 2,600 fr.; que le supplément du prix et les autres conditions de la vente furent déterminés; que Benassy prit note sur son carnet des conventions; qu'il en donna lecture aux parties, que Marboutin alla chercher sa belle-mère, qui, les 2 et 3 du même mois, avait eu connaissance des conventions projetées, et qui, na pouvant ignorer le motif pour lequel son gendre était venu la chercher, n'éleva aucune réclamation; — Attendu que Marboutin, sa femme et la veuve Neoloux n'ignorèrent point que l'acte de vente n'avait pas été rédigé définitivement et signé par le notaire, Lestrade et les témoins; qu'ils n'ignorèrent point que Benassy, en jugeant la rédaction difficile, voulait consulter Michelon, juge du pax à Felletin; qu'ils ne s'opposèrent point à cette remise, et qu'ils sont réputés avoir persévéré dans leur volonté de vendre, puisqu'ils n'apportèrent aucun obstacle à la consommation de l'acte; — Attendu que toutes ces circonstances établissent que le notaire Benassy n'a pu avoir l'intention de nuire aux intérêts des vendeurs, et qu'il a pu considérer l'énonciation de la date, du jour et du lieu de l'acte comme assez indifférente pour eux; — Qu'il n'y a pas d'indices suffisants que le notaire ait fait une fausse déclaration de la date et du lieu de la passation de l'acte dont il s'agit, pour frauder la loi qui défend aux notaires d'instrumenter hors de leur ressort et dans le dessein de porter atteinte à l'ordre public; que les conventions en ayant été arrêtées, et le consentement des parties par lui pris le 4 janv. et dans la commune de Villedieu, située dans le canton où il exerce ses fonctions, il a pu se persuader que tout avait été consommé le même jour et dans le même lieu; que cette opinion de sa part est d'autant plus plausible et excusable que la question, envisagée dans les principes du Code civil, pourrait être susceptible de controverse; — Attendu enfin que le notaire Benassy avait eu le droit et toutes les facilités possibles de terminer son acte dans l'étendue de son ressort, on ne peut supposer que ce soit par fraude qu'il ait énoncé comme passé dans un lieu situé hors de ce même ressort, et que cette énonciation n'a pu provenir que de quelque erreur ou inadvertance; — Qu'en dernière analyse, l'instruction ne fournit contre Benassy de présomptions suffisantes d'aucun fait qualifié crime. »

Nouveau pourvoi en cassation par le ministère public.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu que par son arrêt du 26 août dernier la Cour royale de Poitiers, chambre des mises en accusation, a déclaré qu'il ne résultait pas de l'instruction d'indices suffisants que le notaire Benassy eût fait une fausse déclaration de la date du jour et du lieu où a été passé l'acte dont il s'agit au procès pour frauder la loi qui défend aux notaires d'instrumenter hors de leur ressort et dans le dessein de porter atteinte à l'ordre public; qu'il n'en résultait pas non plus qu'il eût l'intention de nuire à l'une des parties; que les fausses énonciations contenues dans ledit acte n'avaient pu provenir que d'erreurs ou d'inadvertances et n'avaient pas été faites frau-

(1) V. le premier arrêt rendu dans la même affaire le 15 juill. 1819. V. aussi Cass. 11 août 1809, et la note; 4 mars 1825 et 16 nov. 1834 (Volume 1842). — La question a été examinée par les auteurs de la *Théorie du Code pénal*, tom. 3, p. 302. L'arrêt que nous rapportons est à peu près conçu dans les mêmes termes que celui du 4 mars 1825; et ces deux arrêts semblent déroger à la jurispru-

dence fondée par les autres arrêts; car il en résulte que la fausse énonciation portant que l'acte reçu hors du ressort a été passé dans l'étude du notaire, n'est pas nécessairement constitutive du crime de faux, et qu'elle ne prend ce caractère que lorsque l'altération matérielle de la vérité est accompagnée de fraude et d'intention de nuire. »

dileusement;—Qu'en jugeant, d'après ces déclarations, que les faits imputés au notaire Benassy et dénoncés par le ministère public, ne constituaient pas le crime de faux que prévoit et punit l'art. 146 du Code pén., la Cour royale de Poitiers ne saurait avoir violé cet article, et qu'en renvoyant de l'action du ministère public, les sieurs Benassy et Lestrade, prévenus l'un d'être l'auteur et l'autre complice du crime, cette Cour n'a pas contrevenu à l'art. 231 du Code d'inst. crim.;—Rejette, etc.

Du 19 nov. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Pl.*, M. Odilon Barrot.

BOISSONS. — AUBERGISTE. — LICENCE.

Le seul fait de tenir auberge et d'accueillir et loger habituellement des voituriers, avec leurs chevaux et voitures, impose l'obligation de faire une déclaration à l'administration des contributions indirectes, et de prendre une licence, lors même que l'aubergiste alléguerait qu'il ne donne ni à boire ni à manger. (L. 28 avril 1816, art. 51.)

(Contrib. ind. — C. Rousaffat.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 50 de la loi du 28 avril 1816:—Attendu que, d'après l'esprit et le texte de cet article, les cabaretiers, aubergistes et tous ceux dont les professions s'y trouvent dénommées ont, par le seul fait de l'exercice légal de ces professions, le droit de vendre des boissons en détail, et sont réputés en vendre en effet; que, dès lors, ils sont nécessairement soumis à faire la déclaration prescrite par l'art. 50 précité, et à prendre la licence exigée par l'art. 144; qu'ils ne peuvent s'exonérer de l'une ni de l'autre de ces obligations, sous prétexte qu'ils n'auraient ni fait de débit de boissons, ni donné à manger et à boire; et qu'admettre une telle excuse ce serait méconnaître ce qui constitue principalement et essentiellement l'exercice de la profession d'aubergiste, et ouvrir une large porte à la fraude; — Et attendu que, dans l'espèce, il était constaté, par le procès-verbal des employés de la régie, que les demandeurs avaient la qualité d'aubergistes; que chacun d'eux tenait auberge, recevait et logeait des voituriers avec leurs chevaux et voitures; que, dès lors, ils étaient soumis à faire la déclaration prescrite par l'art. 50, et à prendre la licence exigée par l'art. 144 précité; que, faite par eux d'avoir satisfait à ces deux obligations, et encore par leur refus de s'y soumettre, ils ont commis une double contravention, en raison de laquelle la régie a en droit de les poursuivre; que, néanmoins, d'après leur assertion de se borner à loger les voituriers, sans leur donner à manger ni à boire, et de se borner à nourrir leurs chevaux, le jugement du tribunal correctionnel de Lyon, confirmé par l'arrêt attaqué, les a mis hors de cour sur l'action de la régie; en quoi cet arrêt a violé les art. 50 et 144 de la loi du 28 avril 1816;—Casse, etc.

Du 19 nov. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Olivier. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén. — *Pl.*, M. Cochin.

SEL. — CIRCULATION. — CONGÉ.

Tous les sels voyageant dans le rayon de trois lieues des marais salins, fabriques ou salines, doivent, à peine d'amende et de confiscation,

(1) La jurisprudence et les auteurs s'accordent généralement à décider que la clause de remploi est obligatoire pour l'acquéreur comme pour le mari, et qu'à défaut l'acquéreur peut être contraint à payer une seconde fois son prix à la femme. *V.* à cet

égard accompagnés d'un congé ou acquit à caution, sans exception pour le cas où les sels ne font que traverser le rayon d'une saline, autre que celle d'où ils proviennent.

(Noblot Mequillet.)

Du 19 nov. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Chasle. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

DOT. — REMploi. — ACQUÉREUR. — CASSATION.
La clause de remploi insérée dans un contrat de mariage peut être invoquée par les époux, contre l'acquéreur des biens dont l'aliénation n'était permise que sous cette condition de remploi (1).

Du moins, l'arrêt qui le décide ainsi ne contient qu'une interprétation d'actes et échappe par suite à la censure de la Cour de cassation.

(Rivière — C. Lanoë.)

Contrat de mariage entre la demoiselle Duboulay et le sieur Rivière-Lanoë. Par l'art. 6 de ce contrat, il est convenu que : « Les immeubles qui écherront aux futurs époux, leur demeureront respectivement propres, sans néanmoins que cette stipulation puisse faire considérer ceux de la future comme dotaux, parce qu'ils pourront être aliénés pendant le mariage à la charge d'un bon et valable remplacement. »

En 1814, il intervint entre le sieur Larive et la mineure Rivière, assistée de la veuve Rivière, sa tutrice, un acte par lequel Lanoë prit divers engagements; la dame Lanoë comparut à cet acte, en garantissant l'exécution de la part de son mari, et consentit une hypothèque sur les biens provenant de la succession de son père. En 1818, les engagements pris par Lanoë n'ayant pas été remplis, la veuve Rivière, au nom de sa pupille, obtint divers jugemens, tant contre Lanoë que contre sa femme, et fit procéder à la saisie immobilière des biens affectés par celle-ci à la sûreté de son cautionnement.

Les époux Lanoë demandent la nullité de la saisie, attendu que la clause de ne pouvoir aliéner sans remploi, insérée dans le contrat de mariage, était exclusive de la faculté d'hypothéquer.

14 nov. 1818, jugement du tribunal civil de Mortagne, qui rejette cette exception: « Considérant, en droit, porte le jugement, que dès qu'il a été convenu par le contrat de mariage que les biens de la femme ne pourraient point être considérés comme dotaux inaliénables, et que, loin de se soumettre au régime dotal, les parties ont adopté celui de la communauté, la dame Rivière-Lanoë n'est point recevable à prétendre que ces biens n'ont pu être hypothéqués et engagés par elle, et qu'ils ne peuvent être saisis et vendus sur elle, que la clause de stipulation de propre ne peut opérer cet effet; que la clause de bon et valable remplacement ne peut aussi empêcher et arrêter l'aliénation; que, si elle donne ouverture en faveur de la femme à une action contre son mari et sur ses biens pour le forcer à ce remplacement, elle ne peut arrêter ni suspendre l'action des créanciers envers lesquels elle s'est obligée, et a engagé ses biens qui sont aliénables de leur nature et déclarés tels par son contrat de mariage. »

Appel par les époux Lanoë. — 27 août 1819, arrêt de la Cour royale de Caen qui infirme: « Considérant, en fait, qu'encre bien que la demoiselle Duboulay ait contracté mariage avec

égard les nombreuses autorités citées en note de trois arrêts de Riom du 26 juin 1839; de Rouen du 19 mai 1840, et du 5 déc. 1840. *V. aussi Jurisp. du 19^e siècle* (Table déc. 1831-1840), 1^{er} *Dot.* § 8, n. 302 et suiv.

stipulation de communauté, cette stipulation a été restreinte par le contrat aux seuls meubles des époux et aux acquêts qu'ils pourraient faire pendant le mariage; — Considérant qu'il fut, à la vérité, stipulé que les biens alors possédés par ladite demoiselle Duboulay, ou qui lui écherraient dans la suite, ne seraient point réunis par le régime dotal et pourraient être aliénés par le mari; mais que cette stipulation ne fut faite que sous la condition expresse de remplacement au profit de la demoiselle Duboulay; que cette stipulation n'a pu être ignorée par ladite veuve Rivière, puisque la date du contrat de mariage de ladite demoiselle Duboulay fut énoncée dans la transaction du 20 mai 1814, et que le nom du notaire dépositaire de la minute est indiqué dans ladite transaction; — Considérant, en droit, que les clauses employées au contrat de mariage doivent être exécutées rigoureusement; que priver la demoiselle Duboulay du remplacement de ses biens, sauf son recours sur son mari, ce serait la traiter comme si elle se fût mariée absolument sous le régime de la communauté, et écarter la clause de rigueur énoncée dans son contrat de mariage; — Considérant que c'est argumenter à tort de ce que les biens de la demoiselle Duboulay n'ont point été placés sous le régime dotal, de dire qu'ils peuvent être aliénés au mépris de la clause et sans la condition y stipulée; que tout ce qui peut résulter de ce que les biens de ladite demoiselle Duboulay ont été affranchis du régime dotal, c'est qu'ils peuvent être aliénés dans les cas déterminés par l'art. 1558 du Code civil, et sans avoir recours aux formalités prescrites par cet article; mais que cela ne peut autoriser l'aliénation sans remploi; qu'ainsi le cautionnement consenti par la demoiselle Duboulay, valable en lui-même, ne peut avoir l'effet d'autoriser la dame Rivière à l'expropriation de ses biens personnels; d'où suit que le tribunal du jugement duquel est appelé devait accueillir la revendication faite par ladite Duboulay. »

Pourvoi en cassation.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la solution de la question qui divisait les parties dépendait uniquement du sens et de l'entente à donner à l'art. 6 du contrat de mariage de Louise Duboulay, femme Rivière; que la Cour royale de Caen, en décidant que la permission d'aliéner ne pouvait être séparée de la vente, a fait une saine interprétation de la clause portée au contrat de mariage; — Attendu d'ailleurs qu'en supposant que cette interprétation fût erronée, elle échappe à la censure de la Cour; — Rejette, etc.

Du 22 nov. 1819. — Sect. req.

DÉPOT. — RESTITUTION. — HÉRITIER. — DON MANUEL.

Lorsqu'un dépôt a été fait avec destination, le déposant en conserva la propriété jusqu'à ce que la destination ait été accomplie, et s'il vient à mourir avant l'accomplissement de cette destination, le dépôt doit être rendu aux héritiers, et non à la personne indiquée

(1) F. sur ce point les autorités nombreuses citées dans l'article ci-dessus, et notamment les motifs de la loi exposés lors de la discussion des art. 1937 et 1939. — *Adde*, Paris, 15 prair. an 13. — Les demandeurs, dans l'espèce, prétendaient que la remise qui donnait lieu au débat n'étant pas un dépôt, mais bien un don manuel; et en partant de là, ils invoquaient la jurisprudence de la Cour de cassation consacrée par l'arrêt du 12 déc. 1815, d'après lequel la tradition réelle suffit pour la validité d'un don manuel d'effets mobiliers, et ajoutaient que la remise

pour le recevoir. — Ainsi, le dépôt fait entre les mains d'un tiers d'une certaine somme, pour être distribuée aux pauvres d'une paroisse, ne donne pas à ces pauvres un droit de propriété sur la somme déposée, de telle sorte qu'après la mort du déposant, ils aient une action pour la revendiquer au préjudice, et contre la volonté des héritiers. (Cod. civ., 1924, 1937, 1939.) (1)

(De Latour — C. Pouzol.)

En 1815, madame veuve de Latour, au nom et comme tutrice de sa fille, assigne le sieur Pouzol, curé de Vigan, à fin de restitution de diverses sommes et effets dont il avait été constitué dépositaire par feu M. de Latour, père de la pupille.

M. Pouzol déclare que M. de Latour en faisant le dépôt, lui avait exprimé la volonté que les valeurs déposées fussent distribuées aux pauvres jusqu'à concurrence de 10,000 fr.; que les pauvres ayant déjà touché 7,380 fr., il leur revenait encore 2,620 fr.; qu'il était prêt à restituer tout ce qui excédait cette somme, mais qu'il se croyait autorisé à retenir les 2,620 fr., pour en faire emploi suivant la destination fixée par le déposant. — Le bureau de bienfaisance fut mis en cause; il demanda que la somme de 2,620 fr. lui fût délivrée.

23 janv. 1817, jugement du tribunal civ. du Vigan, qui accueille la demande du bureau de bienfaisance : « attendu qu'aux termes de l'art. 1924 du Code civ., lorsque le dépôt est verbal, et qu'il excède 150 fr., le dépositaire en est cru sur sa déclaration, soit pour le fait même du dépôt, soit pour la chose qui en faisait l'objet, soit pour le fait de sa restitution; et que le curé Pouzol ayant déclaré qu'il avait été chargé par le sieur de Latour, de distribuer aux pauvres, la somme déposée, cette déclaration devait suffire pour en faire ordonner la remise aux personnes indiquées pour la recevoir; que la déclaration du curé étant la seule preuve de l'existence et de la quantité du dépôt, ne pouvait être divisée, et que si sous ce rapport elle servait de base à la demande de la veuve de Latour, elle devait également servir à la faire rejeter lorsqu'elle devenait contraire...; que l'art. 1937 du Code civ. faisait un devoir au dépositaire de ne se dessaisir du dépôt que conformément à la destination qui lui avait été donnée; que l'art. 1939 décidait à la vérité qu'en cas de décès du déposant, la chose déposée ne devait être remise qu'à son héritier, mais que cet article ne devait s'appliquer qu'aux dépôts sans destination. »

Appel par madame veuve de Latour. — 17 mai 1817, arrêt de la Cour royale de Nîmes, qui infirme par les motifs suivants : « Attendu qu'il est constant en fait que le sieur Pouzol a en main une somme de 2,620 fr., résidu d'une somme plus forte, dont feu de Latour l'avait constitué dépositaire; — Attendu que le déposant demeure toujours maître du dépôt, tant que le dépositaire n'a point rempli la destination pour laquelle il a été fait; que, dans ce cas, le déposant est libre de reprendre le dépôt et tenu de le lui remettre à sa

disposition. — Cette dernière décision nous semble en effet contraire à l'arrêt que nous rapportons ici. Mais voy. sur ce point les observations qui accompagnent l'arrêt de 1815, et les autorités qui y sont indiquées, ainsi que celles rappelées dans notre *Jurisp. du XIX^e siècle* (Table déc. 1831-1840), v^o Don manuel, n^o 3. — Voy. aussi dans le sens de notre opinion, touchant l'inefficacité de la remise du don après le décès du donateur, Coin-Delisle, *Comment.*, sur l'art. 932, Cod. civ., n^o 21.

première réquisition; que le même droit est acquis aux héritiers du déposant, suivant l'art. 1339 du Code civ; que pour les exclure de ce droit, il faudrait ou que la destination du dépôt eût déjà été accomplie, ou qu'elle eût été irrévocablement fixée par une disposition testamentaire régulière; qu'étant convenu que ni l'une ni l'autre de ces circonstances ne se rencontrent dans l'espèce, il n'y avait aucun motif plausible pour affranchir le sieur Pouzol de l'obligation de restituer le dépôt à la veuve de Latour, lorsqu'elle le lui demandait. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Pouzol et du bureau de bienfaisance, pour fausse application de l'art. 1339 du Code civ., et violation des art. 1924 et 1937. — Le dépôt, ont-ils dit, est une convention régie par le droit naturel; la bonne foi en est la base, puisque son exécution dépend presque toujours de la fidélité du dépositaire. L'art. 2, tit. 20 de l'ordonnance de 1667, voulait que le dépôt volontaire qui excède la somme de 100 fr. fût constaté par écrit; au dessus de cette somme, lorsqu'il n'y avait pas d'écrit, la déclaration du dépositaire pouvait seule faire titre contre lui. La raison ne permet pas, en effet, d'admettre que le déposant qui s'est livré volontairement à la foi du dépositaire, puisse ensuite se jouer de la confiance illimitée qu'il a accordée lui-même, pour critiquer son aveu qui doit être présumé vrai; cette doctrine est consacrée par un grand nombre d'arrêts, et par l'opinion de tous les auteurs qui ont écrit sur cette matière.

Dans l'espèce, le sieur Pouzol avait déclaré que la somme de 2,620 fr., reçue en dépôt du sieur de Latour, devait être distribuée aux pauvres de la paroisse; que telle était la destination de cette somme et qu'il devait la remplir. Cette déclaration ne pouvait pas être scindée: si elle formait la preuve du dépôt, elle formait aussi le titre des pauvres, et toute critique était interdite, soit sur la quotité du dépôt, soit sur le fait de la restitution. Lorsque celui qui fait le dépôt s'en rapporte à la bonne foi du dépositaire, il le met à l'abri de toute recherche: ces conséquences, qui découlent de l'art. 1924, sont encore fortifiées par l'art. 1937. — Or, les pauvres avaient été indiqués pour recevoir le dépôt; c'est donc à eux qu'il fallait de toute nécessité le remettre.

La Cour de Nîmes a fait une fausse application de l'art. 1939; cet article suppose en effet la preuve par écrit du dépôt et le défaut de destination. Les art. 1924 et 1937 sont faits au contraire pour la cause, puisque le déposant s'est confié au dépositaire, sans preuve écrite, et s'en est rapporté à sa bonne foi et à sa loyauté pour l'emploi qu'il lui a prescrit. Si le législateur eût entendu faire cesser cette confiance lors de la mort de celui qui aurait fait le dépôt, et attribuer alors aux héritiers le droit de le revendiquer, il n'aurait pas manqué de s'expliquer sur un point aussi important.

Pour admettre le système adopté par la Cour royale, il faudrait que les dispositions de l'art. 1939 fussent incompatibles avec celles des art. 1924 et 1937; pour cela il faudrait que ces trois articles prononçaient pour la même espèce: or, c'est ce qui n'est pas; les art. 1924 et 1937 s'appliquent au dépôt fait sans preuve écrite, et avec une destination confiée au dépositaire. L'art. 1939 s'applique, au contraire, au dépôt écrit et sans destination. Cette Cour a, par conséquent, fait une fausse application de l'art. 1939, et formellement violé les art. 1924 et 1937.

Les demandeurs ont ajouté que le dépôt était un moyen de transmission autorisé par la loi,

dont les héritiers ne pouvaient empêcher, ni contrarier l'exécution. Le sieur de Latour avait pu éboiser ce mode légal de disposition plutôt qu'un testament public; il n'avait pas besoin de tester pour faire profiter les pauvres des sommes qu'il leur destinait: il lui suffisait de les confier, comme il le fit à titre de dépôt, au sieur Pouzol, et d'indiquer l'usage qui en devait être fait. Le déposant n'ayant révoqué de son vivant ni le dépôt, ni la destination, tout a été consommé, les pauvres ont été définitivement saisis par la déclaration faite à leur profit.

Pour la défenderesse, on a répondu: — Les demandeurs prétendent que, d'après l'art. 1924, le dépositaire doit être cru sur le fait de la destination: c'est là une erreur palpable. Autre chose est le fait de la restitution dont parle ledit article; autre chose est la destination. Dans le premier cas, il s'agit d'une restitution opérée; dans le second, d'une restitution à faire à telle ou telle personne qui serait indiquée par le dépositaire; il est tout naturel que le dépositaire soit cru pour le fait de la restitution déjà opérée; l'art. 1924 n'est que la répétition de cette règle d'équité, qui défend de diviser l'aven lorsqu'un individu, reconnaissant la dette, déclare en même temps qu'il s'en est libéré. — Lors donc que le dépositaire déclare qu'il a reçu un dépôt, et qu'il l'a remis conformément à l'intention du déposant, il est libéré; mais lorsque le dépositaire, reconnaissant le dépôt, se réduit à prétendre qu'il est chargé de le remettre à un tiers qu'il désigne, cette désignation n'a pas pour elle, la présomption de la vérité; ou plutôt, comme elle ne confère aucun droit à la personne indiquée, elle est tout à fait indifférente: la loi n'a pas dû s'occuper de la foi que peut mériter, à cet égard, la déclaration du dépositaire. — L'art. 1925 ne parle que du fait de la restitution; on ne peut l'étendre à un fait différent.

L'arrêt attaqué n'a pas, au surplus, divisé l'aven du curé Pouzol; il a regardé la destination comme constante, mais il a examiné si, le déposant étant mort avant que la destination fût accomplie, le dépositaire pouvait se dispenser de rendre le dépôt à l'héritier qui le réclamait; vainement les demandeurs prétendent-ils, qu'aux termes de l'art. 1937, le dépositaire n'est pastenu de rendre le dépôt à l'héritier du déposant, et qu'il est tenu au contraire, de le rendre à celui à qui il est destiné. Cet article impose, il est vrai, une obligation alternative au dépositaire, mais cette alternative cesse, si le déposant réclame la chose déposée. L'art. 1944 veut en effet, que le dépôt soit remis au déposant dès qu'il le réclame; il ne pourrait être remis à la personne indiquée qu'autant que le déposant ne manifesterait pas une volonté contraire. — Si la destination est accomplie pendant la vie du déposant, conformément à ses intentions, le dépositaire sera libéré; tel est le sens de l'art. 1937; mais si lors du décès du déposant la destination n'est pas encore réalisée, devra-t-elle l'être au profit de la personne indiquée? C'est ce que ne décide point l'art. 1937, puisqu'il ne s'occupe des obligations du dépositaire que pour le cas où le déposant est encore en vie. Il faut recourir dans ce cas à l'art. 1939 qui, prévoyant le décès du déposant, veut que la chose déposée ne puisse être remise qu'à son héritier.

Vainement oppose-t-on encore que l'art. 1939 ne s'applique qu'aux dépôts purs et simples faits sans destination. Dans le cas d'un dépôt pur et simple, le dépositaire ne peut avoir aucun prétexte pour refuser de remettre la chose à l'héritier. La disposition de l'art. 1939, ainsi entendue, au-

rait été sans objet. En supposant que le législateur eût pu penser que dans le cas du dépôt pur et simple, les droits de l'héritier n'étaient pas suffisamment assurés par les règles générales, il se serait borné à ordonner que le dépôt serait rendu à l'héritier; mais les termes exclusifs de l'art. 1339 indiquent d'une manière évidente la relation de cet article à l'art. 1937. — Les motifs de la loi excluent au surplus toute incertitude sur le sens de l'art. 1937.

Dans la séance du corps législatif du 18 vent. an 12, l'orateur du tribunal s'est exprimé en ces termes : « Si le déposant décide avant qu'un dépôt ait été rendu, à qui la remise doit-elle être faite? — Sera-ce à celui qui était indiqué pour recevoir le dépôt? — Sera-ce à l'héritier du déposant? »

Il semble d'abord que la chose déposée devrait être remise à la personne indiquée pour la recevoir, parce qu'elle est censée y avoir une espèce de droit acquis; mais en y réfléchissant, on voit que le déposant a conservé jusqu'à sa mort la propriété du dépôt; qu'il a pu le retirer à volonté, et que la destination projetée n'ayant pas eu son exécution, il en résulte que l'héritier du déposant lui succède dans la plénitude de ses droits; qu'ainsi le dépositaire ne peut pas, à l'insu de l'héritier, disposer du dépôt en faveur de la personne qui lui avait été désignée, parce que le dépôt serait un fidéicommis, qui aurait souvent pour but de cacher des dispositions prohibées. Le législateur a dû écarter soigneusement tout ce qui pouvait favoriser la violation de la loi sur la disponibilité des biens, surtout après lui avoir donné la latitude qu'elle devait avoir dans nos mœurs. On ne peut donc qu'approuver la disposition du projet qui porte : « Qu'en cas de mort de celui qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier. »

Vainement enfin les demandeurs prétendent-ils que le dépôt est un mode légal de transmission. Cette prétention est prosaïque par l'art. 1^{er} de l'ordonnance de 1733, et par l'art. 893 du Code civ.; le dépôt fait sans écrit avec indication d'une personne pour le recevoir, n'est autre chose qu'une disposition verbale. Un pareil dépôt constituerait même un fidéicommis, aboli par l'art. 896. On ne peut donc soutenir que le dépôt soit un mode légal de transmission. — On le peut d'autant moins, qu'il résulte de l'exposé des motifs qu'on vient de lire, que l'art. 1939 a été précisément inséré dans la loi pour empêcher la disponibilité des biens par voie de dépôt.

A l'appui de son système, la dame veuve de Latour invoquait l'ancienne jurisprudence; elle citait un extrait de *Denysart, v. dépôt*, ainsi conçu : « Quoique le dépôt soit fait à la charge de le rendre au déposant seulement, on après sa mort à un tiers; ce tiers ne peut pas prétendre par la que la chose lui a été donnée. *Leg. 31. ff. §. pen. de Donat.* Il peut bien prendre le dépôt, mais l'ayant pris, il est obligé de le rendre aux héritiers du déposant. *Cujas, lib. 12. Resp. Pap. in dict. Leg. 34 et 1 §. pen.* — La dame de Latour s'était appuyée encore de l'autorité de *Serres* en ses *Institutes*, où il est dit : « On doit remarquer que, lorsque la volonté du testateur, au sujet de ses dispositions secrètes n'est pas justifiée, même par écrit, et qu'il ne s'agit que d'un dépôt d'une somme, fait entre les mains d'une personne qui n'allègue qu'une confiance verbale à lui faite par le testateur, pour la distribution de ce prétendu dépôt

en œuvres pîes et secrètes, on ne s'arrête pas à la déclaration de ce dépositaire; quelque bonne de bien et de réputation qu'il puisse être, il est obligé de délaisser la somme aux héritiers ou successeurs du testateur. — Ainsi, l'arrêt qui a ordonné la remise du dépôt à l'héritière du déposant, n'a pas violé les art. 1924 et 1937, ni fait une fautive application de l'art. 1939 du Code civ.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après l'art. 1924 du C. civ., lorsque le dépôt d'une somme au-dessus de 150 fr. n'est pas prouvé par écrit, le dépositaire en est cru sur sa déclaration, soit pour le fait du dépôt soit pour le fait de sa restitution; — Que ces dernières expressions démontrent que le législateur a supposé une restitution déjà consommée de la totalité du dépôt; — Que d'après l'art. 1937, le dépositaire ne doit restituer le dépôt qu'à celui qui le lui a confié, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir; qu'il résulte par conséquent de cet article, que celui qui a confié le dépôt, conserve toujours principalement le droit de le réclamer, tant que la destination n'est pas accomplie; — Attendu enfin que l'art. 1937 veut qu'en cas de mort naturelle ou civile du déposant, la chose déposée ne puisse être rendue qu'à son héritier; — Que par conséquent la dame Leblanc, veuve Latour, tutrice de sa fille, héritière du sieur Latour, qui avait fait le dépôt dont il s'agit au procès, a eu le droit de réclamer la somme qui restait encore de ce dépôt entre les mains du sieur Ponzol, dépositaire; — Qu'en le décidant ainsi, la Cour royale de Nîmes a fait une juste application de l'art. 1939 du Code civ., et n'a violé ni l'art. 1924 ni l'art. 1937 du même Code; — Rejette, etc.

Du 22 nov. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Dufour d'Astafort et Huard Duparc.

FAUX. — INTENTION CRIMINELLE. — DOUANES. La falsification d'un passavant délivré par un bureau de douanes, ne peut être puni des peines du faux, encore qu'elle soit déclarée constante par le jury, si la déclaration ajoute que le faux n'a pas été commis dans l'intention de soustraire des marchandises aux droits de douanes. (Cod. pén. 147.) (1)

(Rey.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 410 du Code d'inst. crim.; Attendu que le faux prévu et déclaré punissable par l'art. 147 du Code pén., suppose un faux commis dans un dessein et dans un objet criminels; — Que, dans l'espèce, où Paul Rey avait été poursuivi comme auteur d'un faux, commis sur des passavants délivrés dans un bureau de douanes, la criminalité de ce fait avait été attachée par l'arrêt même de mise en accusation, et par l'acte d'accusation dressé en conséquence, à l'intention de soustraire, par ce moyen, à des droits de douanes, une plus grande quantité de marchandises que celle énoncée dans lesdits passavants; que si le jury a déclaré ledit Rey coupable d'avoir falsifié lesdits passavants, c'est-à-dire, d'être l'auteur du fait matériel de la falsification, il a formellement reconnu et déclaré que le faux n'avait point été commis dans l'objet de soustraire aux droits de douanes les marchandises dont il s'agissait; — Qu'ayant ainsi écarté la circonstance qui pouvait donner au fait de l'accusation un caractère criminel, la peine portée par l'art. 147 du Code pén., contre le crime de

(1) V. sur l'absence d'intention criminelle qui fait disparaître la criminalité d'une falsification, la note qui accompagne l'arrêt de Cass. du 16 mai

1806. F. aussi Cass. 15 flor. an 13, 13 therm. an 13; 20 fév. 1806; 14 août 1817.

saux, ne pouvait être prononcée; que cependant la Cour d'assises du département du Var, a, par l'arrêt attaqué, condamné ledit Rey à cinq années de travaux forcés et à la réclusion; en quoi il a été fait une fautive application de la loi pénale; — Casse; etc.

Du 25 nov. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Mathias.

EFFET RÉTROACTIF. — LOI DE PROCÉDURE CRIMINELLE. — DÉLIT DE LA PRESSE.

Les délits commis par la voie de la presse et non encore jugés avant la promulgation de la loi du 26 mai 1819, qui en a attribué la connaissance au jury, doivent être jugés suivant les formes prescrites par cette loi, bien que l'instruction fût déjà complète au moment de la promulgation. (L. du 26 mai 1819, art. 30.) (1)
(Legendre.) ARRÊT.

LA COUR; — Vu le moyen d'incompétence proposé par le demandeur; — Vu les art. 9, 10, 11 et 12 formant le chap. 3, l. du 17 mai 1819; — Vu les art. 13 et 14, L. 26 du même mois; — Vu enfin l'art. 30 de cette dernière loi; — Attendu que les articles cités de la loi du 17 mai ont distingué le délit d'offense commis par l'un des moyens de publication énoncés en son art. 1^{er} du délit de diffamation ou d'injure commis par l'un de ces mêmes moyens; que l'art. 13, L. 26 même mois, a renvoyé devant les chambres d'accusation, et s'il y avait lieu, devant les Cours d'assises, tous crimes et délits commis par tout moyen de publication; qu'il n'a établi d'exceptions à cette règle générale que pour les délits énoncés en l'art. 14; que, dans cet article, cette exception est restreinte à certains délits de diffamation ou d'injure; que les délits d'offenses sont donc restés dans la règle générale de l'art. 13; — Et attendu que le délit dont était prévenu Legendre, et sur lequel il a été statué par le jugement définitif du tribunal correctionnel de Bourges, constituait une offense envers la personne du roi, telle qu'elle a été qualifiée et prévue par l'art. 9, L. 17 mai; que si l'instruction était complète avant la publication de la loi du 26 mai, cette circonstance ne pouvait nullement modifier les règles de la compétence établie par les art. 13 et 14 de cette loi; qu'aux termes de son art. 30, la juridiction correctionnelle ne pouvait demeurer compétente

que dans le seul cas où, lors de la publication de cette loi, il aurait été rendu un jugement définitif sur le fond des poursuites; — Et attendu que ce jugement définitif n'a été rendu par le tribunal correctionnel de Bourges, que le 2 juin; que la Cour royale de Bourges, saisie de l'appel que le prévenu avait relevé de ce jugement, n'a point déclaré, en prononçant sur la moyen d'incompétence par lui proposé contre la juridiction correctionnelle, que la loi du 26 mai ne fût pas devenue obligatoire, par sa publication, pour le tribunal correctionnel, lorsque ce jugement avait été rendu par lui; que, dans cet état, cette Cour, en rejetant cette exception d'incompétence, et déclarant la juridiction correctionnelle compétente, a violé les art. 13, 14 et 30, dite loi du 26 mai dernier; — Par ces motifs, — Casse et annule, etc.

Du 25 nov. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Gallard. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

CULTE. — RÈGLEMENT MUNICIPAL. — PROCÈS-VERBAL. — TANTURES DES MAISONS.

Le règlement par lequel un maire ordonne aux habitants de tapiser la façade de leurs maisons pour les cérémonies d'un culte, n'est relatif à aucun des objets confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux, et dès lors n'est pas obligatoire. (L. des 16-21 août 1790, tit. 11, art. 3 et 4; L. du 22 juill. 1791, tit. 2, art. 46.) (2)

(Roman.)

Le sieur Roman, protestant, avait été condamné par le tribunal correctionnel d'Apt à une amende, pour contravention à un arrêté du maire de Lourmarin qui ordonnait de tapiser les maisons, le jour de la procession du St-Sacrement.

Sur le pourvoi du sieur Roman, ce jugement a été cassé par la Cour de cassation le 30 nov. 1818 (Voyez à cette date), et l'affaire a été renvoyée devant le tribunal de police correctionnelle d'Aix.

5 fév. 1819, jugement qui de nouveau condamne le sieur Roman, par les motifs suivants: — Attendu que l'article 16, titre 1^{er} de la loi du 22 juill. 1791, donne à l'autorité municipale, exercée aujourd'hui par le maire, le droit de faire des arrêtés sur les objets confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux par les art. 3 et 4 du titre 11 de la loi du 24 août 1790, et notamment d'après le n° 3 dudit art. 3, pour le maintien du

(1) Cette question se trouvait résolue par les termes formels de l'art. 30 de la loi du 26 mai 1819, qui déférait au jury tous les délits de presse qui ne seraient point encore jugés au moment de sa promulgation. Mais, en général, la question de savoir si les lois de compétence et de procédure ont un effet rétroactif, et saisissent les délits commis, avant leur publication, est une très grave question qui donne lieu à de sérieuses difficultés. V. sur ce point, Cass. 9 fév. 1793, et la note; V. aussi nos observations sur un arrêt de la Cour de cassation du 6 oct. 1837 et celles de MM. Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 1, p. 47; de Guaitier, *Comment. des lois de la Presse*, t. 1, p. 415 et 450.

(2) V. dans le même affaire, le premier arrêt de la Cour de cassation du 20 nov. 1818: V. aussi dans un sens contraire, Cass. 29 août 1817, et la note. « Cet arrêt, dit Merlin, écartait trop ouvertement le véritable sens de la loi sur laquelle il était fondé, pour faire jurisprudence. Aussi la Cour de cassation, trop grande pour recourir de reconnaissance qu'elle s'était trompée, a-t-elle saisi la première occasion qui s'est présentée pour proclamer une doctrine

bon ordre dans les cérémonies publiques; — Attendu que la procession du Saint-Sacrement et les autres cérémonies de la religion de l'Etat, auxquelles la loi elle-même appelle les fonctionnaires publics, et qu'elle place sous la protection de la force armée, sont évidemment au nombre des cérémonies publiques à l'occasion desquelles l'autorité municipale peut ordonner toutes les mesures d'ordre et de police qu'elle juge nécessaires; — Que les particuliers ne peuvent ni examiner les motifs pour lesquels ces mesures sont prescrites, ni se soustraire, sous un prétexte quelconque, à leur exécution, sans encourir les peines prononcées contre toutes les contraventions de police par l'art. 5, tit. 13, de la loi du 24 août 1790; — Qu'il suffit que les règlements faits à ce sujet par l'autorité municipale se rattachent à l'un des objets généraux qui sont confiés à sa vigilance, pour que tant que ces règlements n'ont pas été révoqués par l'autorité administrative supérieure, et ne sont pas même attaqués devant elle, les tribunaux doivent en assurer l'exécution, sans qu'il leur soit permis de juger si les mesures prescrites sont de nature à atteindre le but indiqué par la loi, ce qui serait, de la part des tribunaux, une atteinte portée aux principes qui fixent la démarcation des pouvoirs judiciaire et administratif, et une contravention à l'art. 13 du titre 2 de la loi du 24 août 1790; — Qu'au surplus, dans l'espèce particulière de la cause, l'autorité compétente reconnaît peut-être que le maire de la commune de Lourmarin a eu de justes motifs pour considérer l'obligation de tapisser le devant des maisons, lors du passage de la procession du Saint-Sacrement, le 31 mai 1818, comme devant non-seulement ajouter à l'éclat de la cérémonie, mais encore concourir au maintien du bon ordre dans la commune, etc.

POURVOI en cassation de la part du sieur Roman, pour violation de l'art. 45 de la loi du 22 juill. 1791, et des art. 3 et 4 du tit. 11 de la loi du 24 août 1790.

M. Odilon Barrot, défenseur du sieur Roman, a soutenu, 1^o que les tribunaux ne devaient appliquer que les lois ou règlements légaux; 2^o que, dans l'espèce, l'arrêté du maire de Lourmarin n'était relatif à aucun des objets sur lesquels l'autorité municipale a le droit de faire des règlements, aux termes des art. 3 et 4, titre 11, de la loi du 24 août 1790; qu'ainsi cet arrêté n'était pas obligatoire pour les tribunaux.

Après avoir développé la première proposition, M. Odilon Barrot s'est attaché à démontrer que l'arrêté du maire était illégal.

C'est, a-t-il dit, dans la combinaison des deux lois du 22 juill. 1791 et du 24 août 1790, et surtout dans la disposition relative au maintien du bon ordre dans les cérémonies publiques, que le tribunal d'Aix a cru trouver un appui légal pour la mesure du maire de Lourmarin.

Une procession du culte catholique est une cérémonie publique, a dit ce tribunal; l'obligation imposée aux citoyens de tendre leurs maisons de tapisseries a pour but d'assurer le bon ordre dans cette cérémonie, et constitue par conséquent une mesure d'ordre et de police; ce n'est pas aux tribunaux à examiner si cette mesure atteint ou non le but proposé.

D'abord, la question de savoir si la procession du Saint-Sacrement est une cérémonie publique oiseuse, quant au point de savoir jusqu'où s'étend le pouvoir municipal pour le maintien du bon ordre; car cette attribution est la même dans tous les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes; il devient par conséquent

inutile d'examiner si une procession est un rassemblement civil ou religieux, ou bien civil et religieux tout à la fois. Il suffit qu'il y ait rassemblement, pour que la police puisse intervenir pour le maintien du bon ordre.

Mais si le pouvoir de maintenir l'ordre dans les rassemblements emportait celui de forcer les citoyens, tout à fait étrangers à ces rassemblements, à faire tel ou tel acte qu'il plairait au pouvoir municipal de prescrire, ce pouvoir deviendrait entièrement discrétionnaire. Vainement la loi lui aurait assigné des limites; toute mesure, quelque oppressive qu'elle fût, pourrait toujours se rattacher indirectement au maintien de l'ordre.

Il faut entre la mesure de police et son objet légal, c'est-à-dire le maintien du bon ordre, une corrélation de fait et non d'intention; un rapport direct et positif et non supposé; sans quoi tout règlement de police pourrait toujours être rattaché d'intention au maintien du bon ordre. On dirait aujourd'hui que l'obligation de tapisser est imposée dans l'intention de maintenir l'ordre dans les processions. L'on soutiendrait demain que l'obligation d'aller à l'église peut avoir pour objet d'y prévenir des désordres, et que ce n'est pas à l'autorité judiciaire à examiner si la mesure atteint ou non le but proposé.

Maintenir l'ordre, c'est réprimer ceux qui le troublent ou peuvent le troubler. — Mais ne pas tapisser sa maison sur le passage du Saint-Sacrement, est-ce troubler l'ordre? non; car on ne peut troubler l'ordre que par une action. Celui qui ne tapisse pas se borne à ne pas agir.

Dira-t-on que le refus de tapisser peut devenir une cause de trouble, une occasion de scandale? — Tant pis pour ceux qui, parce qu'un citoyen ne se mêle pas aux cérémonies de leur culte, sont capables de se porter à des excès. Dans ce cas, ce n'est pas le citoyen qui est resté passif; c'est celui qui le trouve mauvais, qui trouble l'ordre. Ce n'est pas sur le premier que la police municipale peut avoir action, c'est sur le dernier. Et c'est alors seulement que le droit de maintenir l'ordre trouve une application légale. — Quoi! parce que l'apparition d'un citoyen dans un lieu public, d'un juif, par exemple, comme dans quelques villes d'Allemagne, pourrait exciter quelque effervescence populaire, la police serait en droit de forcer ce citoyen à se séquestrer dans son domicile, ou à s'expatrier, ou à faire amende honorable; et l'on prétendrait justifier une pareille mesure, en disant que les corps municipaux sont investis du droit de faire exécuter tout ce qui se rattache au maintien de l'ordre!

Ce serait faire un étrange abus de la loi que de lui donner une extension pareille; ce serait par le plus indigne sophisme faire servir à l'oppression des citoyens un pouvoir donné pour les protéger; ce serait employer à donner satisfaction aux perturbateurs une force destinée à les réprimer.

Non, ce ne serait pas maintenir l'ordre que de forcer un citoyen à tel ou tel acte, sous prétexte que des fanatiques pourraient l'exiger; ce serait au contraire régulariser le désordre; car toute violence illégale est un désordre, soit que la police, soit que la populace l'exerce; l'ordre ne peut être que dans l'exécution de la loi et dans le respect des droits de chacun; or, celui qui s'abstient de tapisser ne viole les droits de personne, ce n'est pas sur lui que peut s'étendre l'action de la police.

Le droit de maintenir l'ordre dans les grandes réunions d'hommes, quel que soit l'objet de ces réunions, qu'il soit civil, religieux ou commercial, ne peut donc s'exercer que contre ceux qui

troublent ou peuvent troubler cet ordre, par des actions directes et personnelles, et non contre ceux qui sont étrangers à ces réunions, et auxquels on ne fait d'autre reproche que de vouloir y rester étrangers. — Il est ainsi démontré aux yeux de la raison et de la bonne foi, que l'obligation de tapisser une maison sur le passage du St-Sacrement, ne peut qu'être tout à fait étrangère à l'attribution de maintenir la sûreté, la commodité des rues, comme à celle de reprimer les délits contre la tranquillité publique, comme à celle de maintenir le bon ordre dans les grands rassemblements, comme à celle de prévenir les sévices, les calamités, etc.; qu'ainsi l'autorité n'avait reçu d'aucune loi le pouvoir de l'imposer aux citoyens; et que, conséquemment, les tribunaux ne peuvent y reconnaître ce caractère légal, qui seul peut emporter force d'exécution. — Mais pourquoi nous arrêter à discuter les bornes du pouvoir de la police? Lorsque la loi a fixé ces bornes, elle n'a en vue que la liberté civile des citoyens. Les libertés religieuses sont sous la sauvegarde de dispositions d'un ordre plus élevé. Ici le défendeur du sieur Roman s'est attaché à prouver qu'obliger les protestants à tapisser le devant de leurs maisons, ou à faire tout autre acte extérieur contraire à leur croyance, ce serait porter atteinte à la liberté des cultes, consacrée par l'art. 5 de la Charte; que, sous ce point de vue, encore l'arrêté de l'autorité municipale non-seulement n'était fondé sur aucune loi, mais encore contenait une contravention formelle à la loi fondamentale de l'Etat.

M. le procureur général Mourre, en concluant à la cassation, a paru admettre que le règlement ne serait pas obligatoire pour les protestants, mais il a soutenu que son inobservation pourrait donner lieu contre les catholiques à des poursuites correctionnelles, comme attaque ou insulte à la religion de l'Etat. (V. ce réquisitoire rapporté textuellement dans le Recueil de M. Sirey, t. 20. 1.22.)

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 46 de la loi du 22 juill. 1791, qui porte : « aucun corps municipal ne pourra faire des réglemens... Il pourra néanmoins... faire des arrêtés... » 1° lorsqu'il s'agira d'ordonner les précautions locales sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité par les art. 3 et 4, tit. 2 du décret sur l'Organisation judiciaire; 2° etc.; — Vu aussi les art. 3 et 4, tit. 2 de ce dernier décret; — Attendu que l'ordre de tapisser l'extérieur des maisons pour les cérémonies d'un culte ne serait relatif à aucun des objets de police spécifiés dans ces art. 3 et 4; qu'il ne pourrait particulièrement être considéré comme une mesure de police propre à prévenir le trouble dans les lieux où il pourrait se faire de grands rassemblements d'hommes; — Que les tribunaux de police ne pourraient donc connaître des désobéissances à cet ordre, ni leur infliger des peines, parce qu'ils n'ont reçu d'attributions de loi pour prononcer sur les contraventions aux arrêtés des corps municipaux, que relativement à ceux de ces arrêtés qui auraient été rendus sur des objets de police confiés à la vigilance de l'autorité municipale par les art. 3 et 4 de ladite loi du 24 août 1790; — Attendu que le sieur Roman avait été cité devant le tribunal de police du canton de Cadenet, et condamné à l'amende par ce tribunal, pour avoir refusé d'obéir à un arrêté du maire de Lourmarin, qui ordonnait à tous les habitants de cette commune de tapisser le devant de leurs maisons, pour le passage des processions de la Fête-Dieu; — Que le tribunal de police correctionnelle d'Aix, saisi de l'appel du juge-

ment de ce tribunal de police de Cadenet, en a prononcé la confirmation, en quoi il a violé les règles de compétence qui dérivent des art. 1^{er}, 2, 3 et 4, tit. 2 de la loi du 24 août 1790, et de l'art. 46 de celle du 22 juill. 1791; — Casse et annule, etc.

Du 26 nov. 1819. — Sect. req. — Prés., M. de Serre, garde des-sceaux. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Mourre, proc. gén. — Pl., M. Odilon Barrot.

REGLEMENT MUNICIPAL. — PROCESSION. — TEXTILES.

Du 27 nov. 1819 (aff. Roman). — V. cet arrêt suprâ à la date du 26.

SAISIE IMMOBILIERE. — NULLITE. — TITRE. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Les fins de non-recevoir introduites par les art. 733, 735 et 736 du Code de proc. civ. sur l'expropriation forcée, sont applicables aux nullités qui touchent le titre fondamental de l'action, comme aux nullités relatives seulement à la forme de la procédure (1).

La fin de non-recevoir établie contre le saisi qui laisse procéder à l'adjudication sans proposer ses moyens de nullité contre le titre en vertu duquel il y a eu saisie, ne fait pas mettre la procédure en expropriation à l'abri de l'attaque; elle n'enlève point au saisi la faculté de se pourvoir séparément, par voie d'action principale, en nullité du titre fondamental, contre le créancier, en le poursuivant s'il y a lieu, sans néanmoins que cette action puisse, en aucun cas, porter atteinte à l'expropriation.

(Rouède et Consorts — C. Esperon.)

Le 28 sept. 1815, sur la poursuite de Rouède, une saisie réelle est pratiquée sur des immeubles appartenant à Esperon. — Le titre en vertu duquel la saisie réelle est faite est d'abord un jugement qui prononce, contre Esperon et sa femme, conjointement, mais non solidairement, une condamnation aux dépens, puis un exécutoire de dépens qui les taxe à 1,825 fr. — Il est à remarquer 1° que le jugement ne dit pas pour quelle part de dépens le mari Esperon est condamné et peut être poursuivi sur ses biens; 2° que l'exécutoire des dépens n'est par revêtu de la formule exécutoire.

En tous cas, Esperon laisse procéder à l'adjudication préparatoire sans proposer aucune nullité. — Ce fut au moment de l'adjudication définitive qu'Esperon proposa deux nullités : l'une prise de ce que la saisie avait été faite pour une somme non liquide, contre le vœu de l'art. 2215 du Code civil; l'autre prise de ce que l'exécutoire des dépens n'était pas revêtu de la formule exécutoire, ou mandement, voulue par l'art. 545 du Code de proc.

Ces moyens de nullité, présentés à l'audience au moment de l'adjudication définitive, ne furent point consignés dans une requête ou dans les conclusions écrites : ils furent proposés verbalement.

L'adjudicataire et le saisissant opposèrent aux deux moyens de nullité, 1° que portant sur des irrégularités antérieures à l'adjudication préparatoire, ils étaient tardifs (Code de procédure civile); 2° qu'au surplus, et quand ils ne seraient pas tardifs, ils seraient encore inadmissibles comme étant proposés en une forme irrégulière,

(1) Ce point est aujourd'hui décidé par la loi nouvelle du 2 juin 1841. V. Cass. 2 juill. 1816, et la note.

verbalement et non par requête (art. 735 du Cod. de proc. civile).

11 janvier 1817, jugement du tribunal civil d'Auch, qui repousse les deux moyens de nullité, comme tardifs et irrégulièrement proposés.

Appel de la part d'Esperon, partie saisie. — L'appelant ne s'attache pas à justifier les conclusions verbales par lui prises en première instance. — Il se borne à reproduire, en appel, par des conclusions écrites, le deuxième moyen qu'il avait proposé verbalement devant les premiers juges. — Dès lors, les intimés, l'adjudicataire et le saisissant, soutiennent que des nullités non proposées en première instance ne sont plus recevables en cause d'appel.

Esperon reconnaît le principe général; mais il se place dans une exception, en ce que les deux nullités par lui proposées sont dirigées contre le titre fondamental de l'action ou de la saisie immobilière.

21 juin 1817, arrêt de la Cour d'Agen, qui infirme en décidant, par exception, que les nullités dirigées contre le titre fondamental de l'expropriation sont proposées en tout état de cause.

Rouède et les adjudicataires se sont pourvus contre cet arrêt.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 733, 735 et 736 du Code de proc. civile; — Attendu qu'aux termes de ces articles, les moyens de nullité contre la procédure d'expropriation forcée doivent être proposés en première instance avant l'adjudication, et que, faute de ce, ils sont non recevables en appel; que cette disposition est absolue et embrasse tous les moyens de nullité contre la procédure, sans distinction d'origine et sans exception; qu'elle comprend, par conséquent, ceux qui proviennent du titre fondamental comme ceux qui ont leur source dans la procédure elle-même; que, par une suite, les uns comme les autres doivent être proposés en première instance avant l'adjudication, et ne peuvent autrement être reçus en appel; que, si ces articles dérogent en ce point à la règle générale, suivant laquelle les moyens du fond peuvent être proposés en tout état de cause, il a dû en être ainsi dans l'intérêt des adjudicataires qui contractent avec la justice, et dont la foi serait trahie si leurs adjudications pouvaient être annulées après coup par des moyens qui n'auraient pas été proposés avant ces mêmes adjudications; que, d'ailleurs, ces articles, en établissant cette limite non-recevoir, ne font que mettre la procédure d'expropriation à l'abri d'attaque; qu'ils n'entendent point au salsi la faculté de se pourvoir séparément par voie d'action principale en nullité du titre fondamental contre le créancier ou le poursuivant, s'il y a lieu, sans néanmoins que cette action puisse, en aucun cas, porter atteinte à l'expropriation; qu'enfin, si, par événement, cette action ne peut procurer au saisissant la réparation du préjudice qu'il a pu souffrir par l'expropriation, il ne peut l'imputer qu'à sa négligence, et non aux adjudicataires, qui ont contracté de bonne foi avec la justice; et attendu qu'Esperon n'a proposé qu'en appel les moyens de nullité dont il s'agit; que, par une suite, en recevant ces moyens, l'arrêt dénoncé viole formellement lesdits articles; — Casse, etc.

Du 29 nov. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Cassagne. — Concl., M. Cahier, av. gen. — Pl., M.M. Lassus et Guény.

SOLIDARITÉ. — REMISE. — EFFETS DE COMMENCE.

La remise que le créancier fait à l'un des débi-

teurs solidaires, en se réservant tous ses droits contre les autres, opère division; l'obligation est éteinte, pour la portion dont étoit tenu le débiteur à qui la remise est faite; le surplus reste exigible contre les autres débiteurs solidaires. (Cod. civ., 1285; Cod. comm., 140.) (1).

(Daigremont — C. Peplin Dufeufray.)

La dame Peplin Dufeufray, porteur de trois lettres de change, tirées par le sieur Jouanne sur le sieur Daigremont et acceptées par celui-ci, en poursuit le paiement à l'échéance. — Elle obtient un jugement, qui condamne solidairement le tireur et l'accepteur, à lui payer la somme de 5,000 fr., montant des lettres de change.

Ultérieurement, le sieur Daigremont fait faillite, et, par un concordat passé avec ses créanciers, parmi lesquels se trouvait la dame Dufeufray, il obtient la remise de tout ce qu'il devait, moyennant la cession de ses biens.

Les créanciers, et notamment la dame Dufeufray, se réservèrent, par une clause expresse, tous leurs droits et actions contre les codébiteurs et les cautions du sieur Daigremont. — Par suite de cette clause, la dame Dufeufray a réclamé le paiement des traites contre le sieur Jouanne, tireur, ou quelque soit, contre la dame Daigremont, sa sœur et son héritière.

La dame Daigremont a répondu qu'elle ne pouvait, en sa qualité d'héritière du tireur des lettres de change, être considérée comme codébitrice solidaire avec l'accepteur; que les lettres de change émanant de l'accepteur avaient provision; que cette déclaration avait été confirmée par son acceptation; qu'ainsi l'accepteur devait être réputé seul débiteur principal et le tireur simplement caution; qu'après avoir ainsi fixé la qualité de chaque partie, leurs obligations étaient faciles à déterminer; qu'aux termes de l'art. 1287 du Code civ., la remise volontaire faite au débiteur principal a pour effet de libérer les cautions; qu'ainsi, dans l'espèce, la dame Dufeufray, ayant accordé la remise à l'accepteur, débiteur principal, ne pouvait plus exercer son recours contre le tireur qui n'étoit que caution. — Qu'en supposant même que le tireur dût être considéré comme débiteur solidaire, il ne pourrait être contraint au paiement total des lettres de change; qu'en effet, le cas où le créancier fait remise à l'un des débiteurs solidaires, en se réservant ses droits contre les autres débiteurs, a été prévu par l'art. 1285 du Code civ., et que cet article dispose, qu'alors le créancier ne peut plus agir contre les autres débiteurs, que déduction faite de la part de celui à qui il a fait la remise; que, dans l'espèce, et toujours dans la supposition que le tireur et l'accepteur fussent débiteurs solidaires, chacun étoit tenu de la moitié de la dette, qu'ainsi la remise faite à l'un par le créancier ne lui laissoit le droit que de réclamer la moitié contre l'autre.

29 août 1816, jugement du tribunal de Cherbouurg, qui condamne la dame Daigremont, héritière du sieur Jouanne, tireur des lettres de change, à en acquiescer le montant.

Appel. — 14 août 1817, arrêt de la Cour royale de Caen, qui confirme par les motifs suivants: — « Considérant, 1° que les parties ne représentent aucun acte constatant les conventions arrêtées entre Daigremont et ses créanciers, mais qu'elles reconnaissent que, d'une part, lesdits créanciers entendaient se contenter du prix qui proviendrait de la vente des biens de Daigremont, et lui faire remise du surplus de leur créance, si ce prix n'é-

(1) V. anal. en ce sens, Cass 11 fév. 1817, et la note.

taut pas suffisant pour les remplir; mais que, d'autre part, lesdits créanciers furent conservés dans leurs droits et actions contre tous codébiteurs et cautions dudit Daigremont, auxquels droits et actions ils déclarèrent n'entendre aucunement déroger; 2° que les parties devant jouir dans leurs conventions de toute la latitude qui peut se concilier avec l'ordre public et les mœurs, ces deux clauses doivent avoir simultanément tous les effets dont elles sont susceptibles, et qui ne se détruisent pas respectivement; 3° que, les conventions doivent être interprétées dans un sens qui leur donne un effet, il s'ensuit que, si l'une de ces clauses prise dans un sens trop étendu, détruisait tous les effets de l'autre, elle devrait être prise dans un sens plus étroit, et tel qu'elle les conservassent toutes les deux en effet, parce qu'on ne peut supposer que les parties aient voulu employer une clause nulle; 4° qu'il suit de là, qu'on ne doit pas prendre la remise faite à Daigremont dans un sens absolu et tel qu'il ne puisse être inquiété d'une manière quelconque, même de la part de la caution qui serait forcée de payer pour lui, parce que ce serait anéantir pleinement l'effet de la réserve faite contre les cautions; 5° qu'au contraire, en donnant à cette réserve l'effet qu'elle doit avoir, la clause de la remise n'est pas sans effet, parce que, si la caution réagit contre le débiteur, celui-ci y trouve au moins l'avantage de changer de créancier, avantage qui peut n'être pas indifférent, mais qu'il y en trouve un plus réel, dans le cas où la dette n'est pas toute cautionnée, ou dans celui où la caution ne peut pas payer ou ne paie qu'en partie, parce que, dans tous ces cas, il ne peut plus être poursuivi pour ce qui reste dû, ni par le créancier qui a fait la remise, ni par la caution qui n'a pas payé, et que, dans le fait, il paraît constant que Daigremont a retiré ces avantages, pour une partie de sa dette, de la remise qu'il a obtenue; 6° qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la cause, les dispositions de l'art. 1285 ni de l'art. 1287 du Code civil, parce que les parties ne sont placées ni dans l'un ni dans l'autre des cas qui y sont prévus; qu'elles ne sont évidemment pas dans le cas du dernier de ces articles, parce qu'il suppose nécessairement le cas d'une remise absolue sans réserve contre les cautions; qu'elles ne sont pas davantage dans le cas du premier, parce qu'il ne s'agit point ici de codébiteurs solidaires; qu'à la vérité, Jouanne, comme tireur des lettres de change, était garant solidaire envers le porteur, mais qu'il est démontré, par le titre même de la créance, qu'il n'était pas personnellement débiteur; qu'en effet, outre qu'en général l'acceptation suppose la provision, le tireur, dans le cas particulier, avait énoncé cette provision dans les lettres de change, et que Daigremont, en les acceptant, a reconnu la vérité de cette énonciation: d'où il suit que le porteur a connu, par l'énonciation même des lettres de change, que Jouanne n'était personnellement débiteur d'aucune partie de la dette: qu'il n'y en avait par conséquent aucune quotité déterminée qui pût être l'objet spécial de la réserve, comme le suppose l'art. 1285; 7° qu'inutilement on argumenterait à fortiori de ce que Jouanne ne devait rien personnellement, pour en conclure que la réserve faite par les créanciers ne doit pas avoir à son égard plus d'effet qu'à l'égard de celui qui, devant personnellement une partie de la dette, n'est cependant tenu qu'à payer cette partie, suivant l'art. 1285; que cette objection s'évanouit, quand on se pénètre du véritable esprit de cet article; qu'en effet, on ne doit pas concevoir que son but soit de borner la liberté des conventions, ni de forcer, dans aucun cas, un créancier

à faire une remise qu'il n'a pas voulu faire; que le véritable objet de cet article, c'est de déclarer l'intention présumée du créancier dans le cas qu'il suppose, et qu'ainsi entendue, sa disposition est très sage, parce qu'il est naturel de penser que celui qui fait remise à un codébiteur solidaire, et se réserve son action sur l'autre, n'entend faire payer à ce dernier que la part qui lui est personnelle, et que, dans ce cas, le réserve à tout l'effet qu'elle doit avoir; mais que la même présomption n'a plus lieu à l'égard d'une caution qui ne doit personnellement aucune partie de la dette, parce qu'il n'est plus possible de faire de distinction entre telle ou telle partie de la dette, pour supposer l'une remise et l'autre réservée; parce que, la caution devant répondre de toute la dette comme caution, et ne devant rien, comme débitrice personnelle, la réserve doit porter sur le tout, ou être sans effet; 8° enfin, qu'inutilement encore on objecterait que le créancier ne peut plus, en pareil cas, subroger la caution qui le paierait à des droits auxquels il a renoncé en faveur du débiteur principal, pour en induire qu'aux termes de l'art. 2037 du Code civil, il ne peut plus poursuivre la caution; qu'en effet, on ne doit pas présumer que le créancier ait entendu renoncer à ce qui peut être nécessaire pour donner effet à sa réserve, et qu'en surplús, cette objection n'a son principe que dans la fausse idée qu'on se fait de la remise dont il s'agit, et la considérant comme une remise absolue, tandis qu'au moyen de la réserve qui doit avoir son effet, et en appréciant la convention d'après les règles tracées dans les art. 1156 et suivans du Code civil, sur l'interprétation des conventions, on ne doit voir, de la part du créancier, qu'une renonciation à agir par voie directe contre le débiteur principal, renonciation qui ne peut porter atteinte à la subrogation, qui appartient de droit à toute caution qui paie le créancier.

Pourvoi en cassation de la part de la dame Daigremont, héritière Jouanne, pour violation des art. 1285 et 1287 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 1210 et 1285 du Code civil, ainsi conçus: Art. 1210. « Le créancier qui consent à la division de la dette, à l'égard de l'un des codébiteurs, conserve son action solidaire contre les autres, mais sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité. » Art. 1285. « La remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers. Dans ce dernier cas, il ne peut plus répéter la dette que déduction faite de la part de celui auquel il a fait la remise; »

Attendu que Jouanne, tireur, et Daigremont, accepteur des lettres de change dont il s'agit, ont été condamnés solidairement à en payer le montant, et que les en e constitués les codébiteurs solidaires; que l'arrêt dénoncé constate que les parties demeurèrent d'accord devant la Cour; que la défenderesse, créancière du montant desdites lettres, avait fait la remise à Daigremont de ce qu'il pouvait lui devoir personnellement, s'étant uniquement réservé l'exercice de ses actions contre les codébiteurs et cautions dudit Daigremont; que le cas de remise faite à l'un des codébiteurs solidaires et de réserve de se pourvoir contre ses codébiteurs a été prévu dans l'art. 1285 du Code civil, qui décide que, dans cet état de choses, le créancier ne peut plus répéter contre ses codébiteurs le montant de sa créance, que déduction faite de la part de celui à qui la remise a été faite; que la disposition de l'art. 1285 s'ex-

plique naturellement par celle de l'art. 1210, portant que le créancier qui consent à la division de la dette à l'égard d'un des codébiteurs, ne conserve son action contre les autres, que sous la déduction de la part du débiteur qu'il a débrogé de la solidarité; d'où il suit que l'obligation contractée solidairement envers le créancier se divise de plein droit entre les débiteurs qui n'en sont tenus, dans leur rapport entre eux, que chacun pour sa part et portion, aux termes de l'art. 1213; que cependant la Cour royale de Caen a condamné la demanderesse, codébitrice solidaire de Dalgremont, au paiement intégral du montant des lettres de change en question, lorsqu'elle devait faire déduction sur sa créance de ce qui était à la charge personnelle de Dalgremont, à qui le défendeur s'en était fait la remise; — Et attendu qu'en le jugeant ainsi, la Cour royale de Caen a violé ouvertement les art. 1210 et 1285 du Code civil; — Cassé, etc.

Du 30 nov. 1819. — Sect. civ. — Prés. M. Brisson — Rapp., M. Carnot. — Concl. M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Guény et Guichard.

RETOUR LÉGAL. — ASCENDANT. — PETIT-FILS.
Le droit de retour légal, établi par l'art. 747, Code civil, est restreint à la succession de l'enfant donataire, qui décède sans postérité; l'ascendant donateur, même par contrat de mariage, ne recueille pas, à titre de retour, ce qu'il a donné et qui se retrouve dans la succession de son petit-fils, enfant du donataire. (Cod. civ., 932) (1)

(Gonneau — C. Ringvald.)

Au décès de la dame Ringvald, née Gonneau, sa succession fut recueillie par un enfant unique, qui peu de temps après décéda lui-même. — A cette époque, divers immeubles constitués en dot à la dame Ringvald, par les sieur et dame Gonneau, ses père et mère, se trouvaient encore en nature dans la succession.

Les ascendants donateurs réclamaient l'effet du retour légal établi par l'art. 747 du Code civil, et prétendaient qu'ils devaient succéder seuls aux immeubles par eux donnés à leur fille, et qui se retrouvaient encore en nature dans la succession de leur petit-fils.

De son côté, le sieur Ringvald soutenait qu'il n'y avait lieu au retour légal, au profit de l'ascendant donateur, que tout autant que l'objet donné se trouvait dans la succession du donataire direct, décédé sans postérité, mais que ce droit de retour ne pouvait pas être exercé, dans la succession des descendants du donataire qui avait recueilli les biens.

29 janv. 1816. Jugement du tribunal de première instance de l'île-Bourbon qui décide, que « les ascendants donateurs ont le droit d'exercer le retour légal dans la succession de l'enfant du leur fille, donataire directe, attendu que l'art. 747 autorise l'exercice du droit de retour dans la succession des enfants et descendants, et qu'il y a les mêmes motifs de décider, dans le cas où le petit-fils a recueilli les biens donnés dans la succession de ses père et mère, que lorsqu'il est donataire direct. »

(1) V. conf., Cass. 18 août 1818, et le résumé de doctrine et la jurisprudence qui accompagnent cet arrêt.

(2) Cet arrêt décide implicitement que lorsqu'un acte de vente notarié, consenti au profit de plusieurs individus qui ont stipulé solidairement, est resté imparfait par le défaut de signature de la part de l'un des acquéreurs, l'acte est nul et sans effet à l'égard de tous, même de ceux qui ont signé, les-

Appel. — 16 mai 1816, arrêt du conseil supérieur de l'île-de-France, qui infirme le jugement. « Attendu que le droit accordé aux ascendants par l'art. 747 du Code civil, de succéder, à l'exclusion de tous autres, aux choses par eux données, ne reçoit d'application qu'à l'égard du donataire décédé sans postérité, et ne peut être étendu à la succession des enfants ou descendants de ce donataire qui, ayant recueilli les biens dans la succession de leurs père et mère, en ont été invariablement saisis et les ont transmis à leurs propres héritiers. »

Pourvoi en cassation de la part des époux Gonneau, pour fautive interprétation de l'art. 747 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé a décidé que le retour légal ne pouvait être exercé dans la succession des enfants du donataire direct, décédés sans postérité, bien que le contraire soit établi d'abord par l'expression *descendants*, employée dans l'article et ensuite par une conséquence nécessaire du principe que dans les donations faites par contrat de mariage, les enfants à naître sont véritablement donataires directs. »

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte de la disposition de l'art. 747 du Code civil, que ce n'est que dans la succession directe du donataire que l'ascendant donateur peut exercer le droit de retour; — Attendu que cette entente de loi est conforme aux termes mêmes dans lesquels elle est rédigée; qu'en effet l'art. 747 dispose que les ascendants succèdent aux choses par eux données à leurs enfants ou descendants décédés sans postérité; que cet article en parlant que des enfants ou descendants donataires, on ne peut étendre ses dispositions aux enfants du donataire; que s'il existait encore des doutes sur le véritable sens de cet article, ils seraient levés par les dispositions de l'art. 932, qui défère expressément au donateur la faculté de stipuler le droit de retour, soit pour le cas du prédécès du donataire seul, soit pour le cas du prédécès du donataire et de ses descendants; — Attendu enfin qu'il résulte du rapprochement des art. 747 et 932 du Code civil et de leur combinaison, que le droit de retour ne peut s'exercer dans la succession de l'enfant qui a survécu au donataire, qu'autant qu'il a été stipulé dans l'acte de donation; — Rejette, etc.

Du 30 nov. 1819. — Sect. req. Prés. M. Henrion de Pansey. — Rapp. M. Liger-Verdigny. — Concl. M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

VENTE. — SOLIDARITÉ.

Lorsque le mari et la femme ont acquis conjointement et solidairement un immeuble, par un acte qui n'a été signé ni par la femme ni par le notaire, le mari qui a signé et a depuis exécuté le contrat, en acceptant la délivrance et en se mettant en possession, ne peut être considéré comme obligé envers le vendeur, en vertu d'une vente verbale que sa jouissance peut faire supposer, alors qu'il déclare n'avoir entendu acheter que concurremment avec sa femme (2).

quels ne peuvent être aucunement tenus d'exécuter l'acte. C'est même dans ce sens que la question a été posée et résolue par la Cour royale de Paris, le 24 juill. 1820, sur le renvoi qui a été prononcé par l'arrêt que nous recueillons ici. V. l'arrêt à sa date. Le principe est au surplus admis en jurisprudence. V. Cass. 26 juill. 1832; Metz, 26 fév. 1831. V. aussi anal. dans le même sens, Cass. 27 mars 1812. — V. toutefois, Metz, 25 mai 1816.

(Dubos — C. Carpentier-Defay.)

Le 1^{er} mars 1815, Carpentier-Defay et Dubos comparurent devant un notaire pour y faire rédiger un acte par lequel le premier vendait à Dubos et à sa femme un moulin et ses dépendances, moyennant 6,000 fr. L'acte fut signé par Carpentier-Defay et Dubos, mais non par la femme ni par le notaire. — Cependant Carpentier fit la déclaration de l'immeuble; Dubos en a pris possession et se fit inscrire au rôle de la contribution foncière.

Le 14 janv. 1816, décès de la dame Dubos qui n'avait pas encore adhéré au contrat. En cet état Dubos déclare que la vente projetée ne peut plus avoir lieu; qu'il n'a entendu acquiescer que conjointement avec sa femme; en conséquence, il offre de faire l'abandon de l'immeuble.

Carpentier refuse de reprendre son immeuble, et soutient que Dubos doit être condamné à lui payer la totalité du prix de vente.

5 août 1816, jugement qui reconnaît que l'acte du 1^{er} mars 1815 est resté imparfait et n'est pas valable, mais qui : attendu que la convention y énoncée n'étant pas désavouée, et ayant été suivie de prise de possession de la part de Dubos, cet acte n'est nul qu'à l'égard de la femme de Dubos et établit entre ce dernier et Carpentier l'existence d'une convention verbale de vente, condamne le sieur Dubos au paiement de la somme de 6,000 fr. pour prix de son acquisition.

Appel de Dubos. — 17 janv. 1818, arrêt de la Cour d'Amiens qui confirme, mais sans approuver les motifs du jugement, et en se fondant uniquement « sur ce que la convention verbalement arrêtée entre les parties a été réalisée par l'exécution que les parties lui ont donnée réciproquement. »

Pourvoi en cassation pour violation des art. 1341 et 1356 du Code civil.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu les art. 1341 et 1356 du Code civil; — Attendu, 1^o que la jouissance que Dubos a eue du moulin dont il s'agit, ne fait connaître ni les conditions auxquelles il aurait consenti à en devenir propriétaire, ni le prix de l'acquisition, et ne prouve par conséquent pas qu'il y ait eu entre Carpentier et lui, une convention de vente réunissant les trois conditions essentielles à sa validité, res, pretium et consensus; — Attendu, 2^o que Dubos, en reconnaissant qu'il y avait eu projet de vente entre Carpentier et lui, a ajouté que, suivant ce projet, il ne devait acquiescer la totalité du moulin et de ses dépendances ni pour lui seul, ni pour la communauté d'entre sa femme et lui, et que sa déclaration était indivisible, aux termes de l'art. 1356 du Code civil; — Attendu, 3^o qu'au défaut de l'aveu des parties, les tribunaux ne peuvent considérer comme valable la vente d'une chose excédant la valeur de 150 fr. que lorsqu'il en a été passé acte par écrit, conformément à l'art. 1341 du même Code; que de là il suit qu'en condamnant Dubos à passer acte authentique, à ses frais, de la prétendue vente verbale, lorsqu'elles n'étaient pas d'accord sur les conditions

auxquelles Carpentier apposait que Dubos aurait consenti à cette prétendue vente verbale, lorsqu'enfin il était constant qu'il n'en avait pas été passé acte, la Cour royale a commis un excès de pouvoir en formellement violant les art. 1341 et 1356 du Code civil; — Casse, etc.

Du 1^{er} déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson — Rapp., M. Porquet. — Pl., MM. Chabpion et Loeuau.

FAILLITE. — SYNDICS. — MONT-DE-PIÉTÉ (DIRECTEUR DE).

Aucune loi n'empêche que le syndic provisoire d'une faillite soit nommé syndic définitif, avant d'avoir rendu son compte de gestion (1). Le créancier qui est nommé par l'autorité aux fonctions de directeur d'un mont-de-piété, qu'exploitait précédemment son débiteur failli, ne peut être considéré, par le fait de la possession de cet établissement, comme un créancier nanti d'un gage dans le sens de l'art. 520 du Code de commerce (2). — Il ne peut en conséquence être exclu par ce motif des délibérations relatives au concordat.

(D'Yvrande — C. Bourdon.)

Du 1^{er} déc. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. de Méneville. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Duprat.

1^o TIERCE OPPOSITION. — MANDATAIRE.

2^o DÉPENS. — SOLIDARITÉ.

1^o Le mandataire n'est pas admissible à former tierce opposition contre des jugemens et arrêts dans lesquels son mandant était ou a été qualifié des parties, si toutefois le mandataire ne réclame qu'un droit du chef du mandant. (Cod. proc., 474.)

2^o La condamnation aux dépens ne doit être prononcée solidairement contre plusieurs parties, qu'autant qu'il y a solidarité stipulée ou résultant d'une loi expresse. (C. civ., 1202.) (3)

(Lafond fils — C. Thévenin.)

Par acte du 3 sept. 1806, le sieur Cléméron s'oblige à payer, entre les mains du sieur Thévenin, avoué, les frais d'une instance dans laquelle il a succombé. — Le sieur Lafond père se porte caution solidaire de Cléméron. — Cléméron ne paie pas; le sieur Lafond père est poursuivi; Lafond fils paie de ses deniers, et à la charge de son père, une somme de 1160 fr. — M^{re} Thévenin lui donne une quittance détaillée, avec énonciation de pièces justificatives de chaque article. — Ultérieurement, Cléméron donne à Lafond père un immeuble en paiement, et dans le même acte il lui abandonne tout ce que M^{re} Thévenin pourrait être tenu de restituer comme trop injustement perçu sur les dépens. — Il font dire qu'après cette vente, M^{re} Thévenin remit à Cléméron toutes les pièces du procès qui avait donné lieu aux dépens.

En cet état, Lafond père demande que M^{re} Thévenin soit condamné à restituer les sommes qu'il a reçues de Lafond fils, et à déposer au greffe toutes les pièces du procès pour que, sur le vu de

(1) La décision serait la même aujourd'hui, sous l'empire du nouvel art. 529, Code com. qui, ainsi que le faisait l'ancien art. 527, impose aux syndics provisoires l'obligation de rendre compte aux syndics définitifs. A la vérité on objectait qu'il pouvait y avoir des inconvénients à prolonger la gestion des uns dans la gestion des autres, et que c'était éluder la loi qui voulait en compte préalable; mais on répondait que le vœu de la loi était en général que les syndics provisoires devinssent syndics définitifs, et que dans ce cas il fallait entendre que la loi n'exigeait qu'un compte général de deux syndics par la même personne.

(2) La concession de l'autorité est en effet toute personnelle à celui à qui elle est accordée, et on ne peut la considérer sous aucun rapport comme provenant du fait du failli. C'est aussi ce que la Cour a considéré dans l'espèce et ce qui a été la motif de sa décision.

(3) Cela est constant en jurisprudence. F. Cass. 21 mess. an 4; 15 mai 1811, et les notes. F. aussi la note qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour de Rouen du 17 mars 1804.

ces pièces, il soit procédé à la liquidation des dépens qui lui étaient légitimement dus, et que le trop perçu soit restitué.

Thévenin répond qu'il a remis ces pièces à Cléméron; qu'il est donc dans l'impossibilité de les produire; qu'au surplus, la quittance qu'il a donnée à Lafond fils est suffisamment détaillée pour qu'on puisse apprécier s'il a trop perçu.

Divers jugemens et arrêts rejettent la demande de Lafond père, et déclarent Thévenin valablement déchargé des dépens par la remise qu'il en a faite à Cléméron. Cependant ils étaient encore en instance devant la Cour de Grenoble, lorsque le sieur Lafond fils réclama contre son père la somme de 1160 fr. qu'il avait payée à sa décharge.

Lafond père répond à son fils qu'il ne justifie pas suffisamment du paiement, puisqu'il ne présente pas les pièces du procès sur lesquelles peut être faite la liquidation des dépens. — Alors Lafond fils s'adresse à Thévenin pour réclamer ces mêmes pièces dont son père exige la production.

Thévenin oppose à Lafond fils, les jugemens et arrêts qui ont rejeté la demande de Lafond père, et qui ont déclaré valable la remise des pièces faite à Cléméron.

Lafond fils intervient dans la cause, et forme tierce opposition aux jugemens et arrêts opposés par Thévenin.

Celui-ci répond que la tierce opposition est non recevable, d'une part, en ce que les jugemens et arrêts ayant été rendus contre Lafond père, Lafond fils, qui n'agit que comme son mandataire, comme son représentant, est repoussé dans sa demande par le texte même de l'art. 474 du Cod. de proc. civ.; et, d'autre part, en ce que Lafond fils n'a aucun intérêt personnel à attaquer ces jugemens, qui ne préjudicient nullement à ses droits; car, puisqu'il a été jugé contre Lafond père que la remise des pièces faite à Cléméron par Thévenin, est valable, la demande de Lafond fils en remboursement de ses avances ne pourra être écartée par Lafond père sous prétexte que les pièces du procès ne sont pas représentées.

4 août 1817, arrêt de la Cour royale de Grenoble, qui déclare la tierce opposition non recevable, attendu que, n'ayant agi que comme mandataire de son père, le sieur Lafond fils n'avait ni droit ni qualité pour être appelé dans les contestations que son père avait suscitées à M^r Thévenin; en outre, rejette la demande de Lafond père, et condamne solidairement Lafond père et fils aux dépens, sauf à ce dernier d'agir comme il avisera pour le remboursement de ce qu'il pouvait avoir payé à la décharge de son père.

Pourvoi en cassation de la part de Lafond fils pour fausse application de l'art. 474 du Code de proc., et violation de l'art. 1202 du Cod. civ.; en ce que l'arrêt avait rejeté la tierce opposition et prononcé une condamnation solidaire, bien qu'il n'y eût ni solidarité conventionnelle ni solidarité légale entre les parties.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen: attendu

(1) V. ce resc. Cass. 1^{er} juill. 1813, 12 avril 1817, et la note sur le premier de ces deux arrêts.

(2) La difficulté vient de ce que la loi du 17 mai 1819 ne puni que la diffamation publique, et que si par son art. 20, elle maintenait les dispositions du Code pénal relatives à l'injure non publique, elle garde le silence sur la diffamation qui n'a pas ce caractère de publicité. Cependant, la diffamation et l'injure ont le même caractère de gravité, quand elles ne sont pas publiques; le législateur, en général, assimile ces deux délits, et cette identité de

que la Cour d'appel, en déclarant que Lafond fils, n'ayant été que le mandataire de son père, n'était point admissible à former tierce opposition contre des jugemens et arrêts dans lesquels son mandant était aux qualités des parties, loin d'avoir commis un excès de pouvoir et violé l'article 474 du Code de proc. civ., s'est conformé à la disposition de cet article;

Sur le deuxième moyen, vu l'art. 1202 du Code civ., portant: « La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée. Cette règle ne cesse que dans le cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi. » — Et attendu que, dans l'espèce, il n'existait ni solidarité conventionnelle ni solidarité légale; que, par conséquent, l'arrêt attaqué, en condamnant solidairement aux dépens les sieurs Lafond père et fils, a commis un excès de pouvoir et violé l'art. 1202 précité du Code civ.; — Par ces motifs, casse et annule seulement la disposition dudit arrêt relative à la condamnation solidaire aux dépens.

Du 1^{er} déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Ruperon. — Concl., M. Cahier. av. gén. — Pl., MM. Leroy-Neufville et Odilon Barrot.

PROCÈS-VERBAL. — GARDE FORESTIER.

Le procès-verbal qu'un garde forestier n'a pas écrit de sa main, n'est valable qu'autant qu'il est rédigé par le greffier de la justice de paix (1). — Est nul le procès-verbal que le garde a fait écrire par son brigadier.

(Forêts—G. Winter.)

Du 2 déc. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barrot. — Rapp., M. Boire. — Concl., M. Fréreau de Pény, av. gén.

DIFFAMATION. — PUBLICITÉ.

La diffamation verbale rentre dans la classe des injures verbales, et n'est passible que des peines de police quand elle n'a pas le caractère de publicité déterminé par la loi du 17 mai 1819. (L. du 17 mai 1819, art. 13 et 14.) (2)

(Gourlaincourt.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 13 de la loi du 17 mai 1819, et l'art. 14 de la même loi, qui déclare punissables, d'après les dispositions établies dans les articles suivans, la diffamation et l'injure commises par l'un des moyens énoncés dans l'art. 1^{er} de la loi; ledit art. 1^{er}, qui met au rang des moyens de provocation aux crimes et délits, les discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publiques; les art. 18, 20 et 26 de ladite loi, et 14 de la loi du 26 mai 1819; — Vu aussi l'art. 367 du Code pénal; — Attendu que cet article du Code pénal déclare coupable du délit de calomnie celui qui, soit dans des lieux ou réunions publiques, soit dans un acte authentique, aura imputé à un individu des faits qui l'exposeraient à des peines criminelles ou correctionnelles, ou seulement au mépris ou à la haine des citoyens; — Que cet article du Code pénal est abrogé par l'art. 26 de la

caractère et de gravité a conduit à les confondre dans les mêmes dispositions, et à appliquer à la diffamation non publique les peines de l'injure non publique. Cette interprétation s'est appuyée sur les art. 14 de la loi du 26 mai 1819, qui ne renvoie la diffamation et l'injure devant les tribunaux correctionnels, que lorsqu'elles sont publiques, et qui, par là, semble réserver la compétence des tribunaux de police. V. dans ce sens, Parant, *Lois de la presse*, p. 89; de Grattier, *Comm. des lois de la presse*, t. 1, p. 201. *

loi du 17 mai déraler, dont l'art. 13, combiné avec l'art. 1^{er}, déclare qu'il y a diffamation lorsqu'il y a eu, par des discours proferés dans des lieux ou réunions publics, imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé;—Qu'aux termes de l'art. 14 de la loi du 26 mai 1819, le délit de diffamation verbale est de la compétence des tribunaux correctionnels comme l'était la calomnie d'après le Code pénal;—Qu'il s'ensuit de ces dispositions des lois citées que, soit que l'action intentée à Gouraincourt, et qui portait sur une diffamation verbale, ait dû être jugée d'après le Code pénal, soit qu'elle ait dû l'être d'après la loi du 17 mai, comme elle le devait, si cette loi était devenue obligatoire dans le département de Seine-et-Marne à l'époque du jugement de Meaux, dans l'un comme dans l'autre cas ledit Gouraincourt n'a pu être condamné comme coupable du délit de calomnie et de diffamation, si les propos à raison desquels il est traduit en justice ne réunissent pas les caractères de gravité et de publicité déterminés par le Code pénal ou par la loi du 17 mai;—Attendu que, parmi les propos que le jugement du tribunal correctionnel de Meaux déclare avoir été tenus par Gouraincourt, il en est un qui contenait l'imputation d'un fait capable de porter atteinte à l'honneur et à la considération de la personne à laquelle ils sont adressés; qu'ils ont donc le caractère de gravité, l'un des éléments constitutifs du délit de calomnie ou de diffamation; mais qu'il n'a point été déclaré par le tribunal que ces propos eussent été tenus dans un lieu public ou dans une réunion publique;—Que, des que les propos dont il s'agit ne sont pas déclarés avoir été tenus dans un lieu public ou dans une réunion publique, ils n'ont pas le double caractère de publicité et de gravité sans lequel ils ne sont pas mis par les lois dans la classe des calomnies ou des diffamations, et rentrent dans la classe des calomnies ou des diffamations, et rentrent dans celles des injures verbales, punissables seulement des peines de police;—Qu'en condamnant Gouraincourt aux peines d'un mois d'emprisonnement et de 70 fr. d'amende, sans avoir reconnu et déclaré la circonstance de la publicité, le tribunal correctionnel a donc violé les règles de la compétence et fait une fautive application de la loi pénale;—Que le tribunal correctionnel de Meaux, qui a prononcé la confirmation du jugement du tribunal correctionnel de Meaux, s'en est approprié les vices, et que son jugement doit être annulé.—Casse, etc.

Du 2 déc. 1819.—Sect. crim.—*Pres.*, M. Barris.—*Rapp.*, M. Aumont.—*Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.—*Pl.*, M. Loiseau.

CONTRIBUT. INDIRECTES. — BRASSEUR. — DISTILLATEUR. — DECLARATION. — PROCÈS-VERBAL. — FOI.

Un brasseur qui exerce en même temps la profession de distillateur, ne peut tirer prétexte de cette circonstance pour ne pas déclarer à la régie, les heures de mise de feu sous une chaudière d'alambic, dépourvue de son chapiteau, dont il fait usage (1).

Les tribunaux ne peuvent, contrairement aux énonciations du procès-verbal des préposés, qui constatent que la chaudière était dans la brasserie, renvoyer le prévenu de la plainte, sur le motif que cette chaudière est un ustensile de distillerie, et que c'était dans sa distillerie que le prévenu avait mis en ébullition.

(Contrib. indir. — C. Pignat.)

Du 3 déc. 1819. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Chasle. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. — FORMES. — SPONTANÉITÉ.

La dénonciation ne peut être punie comme calomnieuse que lorsqu'elle a été faite par écrit, ou lorsqu'elle a été rédigée en présence du dénonciateur avec les formes prescrites pour suppléer à son écriture et à sa signature.

Cod. pén., 373. (2)

La dénonciation faite à un maire par un individu qui s'est présenté devant lui sur son invitation, n'a pas le caractère de spontanéité qui est un des éléments essentiels et nécessaires du délit de dénonciation calomnieuse. (Cod. pén. 373.) (3)

(Fille Martin.) ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 373 du Code pén., et 31 du Code d'inst. crim.; — Considérant qu'après ses expressions, ledit art. 373 du Code pén., ne peut recevoir d'application qu'aux dénonciations qui ont été faites par écrit; — Qu'il faut donc, pour qu'une condamnation puisse être prononcée d'après cet article, qu'elle ait pour base, une dénonciation écrite par le dénonciateur, ou du moins rédigée en sa présence avec les formes prescrites pour suppléer à son écriture et à sa signature; — Considérant dans l'espèce, que les filles Martin et Vivien ont été condamnées, par la Cour royale de Paris, à un an d'emprisonnement, 300 fr. d'amende et 1,500 fr. de dommages-intérêts, comme coupables d'une dénonciation calomnieuse, que ladite Cour royale a qualifiée de dénonciation par écrit, et qu'elle a déclarée rentrer dans l'application dudit art. 373, du Code pén.; — Que c'est dans le procès-verbal rédigé par le maire de la commune d'Heuville, le 20 août 1818, que cette dénonciation, par écrit, a été par elle reconnue; — Que cependant ce procès-verbal n'a pas été signé par la fille

(1) V. sur l'obligation de la déclaration préalable de mise de feu à faire par les brasseurs, Cass. 23 janv. 1813, et la note.

(2) Aucune forme n'a été prescrite par la loi pour qu'une dénonciation écrite soit réputée faite par écrit, Cass. 10 oct. 1816. Il n'est donc pas nécessaire qu'elle soit revêtue de toutes les formes exigées par l'art. 31 du Code d'inst. crim.; il suffit qu'elle soit remise écrite aux officiers de police administrative ou judiciaire. Mais si le dénonciateur ne sait ou ne veut pas écrire, et s'il requiert l'officier de conserver sa dénonciation par écrit, celui-ci doit observer les formes prescrites par cet article, car ces formes sont destinées à constater les termes mêmes de la déclaration. Telle est la distinction que formule cet arrêt. V. *Théorie du Code pénal*, t. 6, p. 459. ²

(3) Le caractère essentiel de toute dénonciation, disent MM. Chauveau et Hélie, est la spontanéité; lorsqu'une personne en révélant un fait, répond à un interrogatoire, transmet des renseignements qu'elle est requise de donner, ses déclarations ne constituent point une dénonciation; car autre chose est de déclarer les faits qui sont à sa connaissance, à l'autorité qui demande cette déclaration, autre chose, de provoquer par un avis secret l'action de l'administration ou de la justice qui les ignore. Or, c'est cette provocation de la poursuite, est avis d'un fait inconnu, cette investigation secrète qui forment le caractère distinctif de la dénonciation. (Théorie du Code pénal, t. 6, p. 481.) — V. toutefois anal. en sens contraire, Cass. 29 juin 1838. ²

Martin; qu'il n'y est pas dit qu'elle ait été requise de le signer; qu'il ne lui en a pas été fait lecture; qu'il a même été rédigé hors de sa présence, et seulement le soir du jour où elle avait comparu devant le maire; — Que ledit procès-verbal ne renferme donc aucune des formes nécessaires pour qu'il puisse être réputé contenir une dénonciation faite par écrit par la fille Martin; — Que ce procès-verbal ne pouvait pas même être considéré comme un procès-verbal de déposition de témoins, puisque aucune des formalités ordonnées à cet égard par l'art. 76, du Code d'inst. crim., n'a été observée; — Qu'il est d'ailleurs déclaré dans ledit procès-verbal que la fille Martin ne s'est présentée devant le maire que sur le désir que celui-ci en avait témoigné, ce qui exclut la spontanéité qui est un des caractères essentiels et nécessaires de la dénonciation; — Que si le maire a énoncé, dans son procès-verbal, qu'il avait été informé la veille, par la femme Kozz, que la fille Martin désirait lui rendre plainte, cette énonciation, qui n'est fondée que sur le dire d'une tierce personne, que rien ne constate avoir été avouée ou approuvée par la fille Martin, ne saurait même prouver contre elle qu'elle eût eu entièrement la volonté de se rendre dénonciatrice; — Que, dans ces circonstances, la condamnation prononcée par la Cour royale de Paris contre les filles Martin et Vivien a été, à l'égard de la seconde, une fautive application des art. 59 et 60 du même Code; — Casse, etc.

Du 3 déc. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén. — Pl., M. Buchol.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — REFUS D'EXERCICE. — VISITE DOMICILIAIRE.

Il y a refus d'exercice dans le fait du débitant qui refuse d'ouvrir à la première réquisition des commis, une armoire dépendant de la maison par lui habitée, alors même qu'il affirmerait que l'armoire ne lui appartient pas et qu'il n'en a pas la clef. (L. du 16 avril 1816, art. 56.) (1.)

Les préposés de la régie ne sont point astreints à se faire accompagner d'un officier de police, pour faire une visite chez un débitant; cette obligation ne leur est imposée qu'à l'égard des particuliers non débiteurs. (L. du 28 avril 1816, art. 52.)

(Contributions indirectes—C. Lamoignon.)

Du 3 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Chasle. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

DÉLIT FORESTIER. — BOIS COMMUNAUX. — PÂTURAGE.

L'introduction de bestiaux dans un bois communal qui n'a pas été déclaré défensible, est un délit punissable, lors même que les habitants de la commune feraient paître habituellement leurs bestiaux dans ce bois, et que la défense de les y faire paître n'aurait jamais été publiée. (Ordonn. de 1669, tit. 19, art. 123; L. du 29 sept. 1791, tit. 12, art. 16; décr. du 17 niv. an 13.) (2.)

(Forêts—C. Pincé et autres.) — ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que d'après les dispositions combinées des art. 1^{er} et 3, tit. 19 de l'or-

donnance de 1669, et 16, titre 12 de la loi du 29 sept. 1791, d'un décret du 17 niv. an 13, et d'un avis du conseil d'Etat, approuvé le 17 brum. an 14, les bestiaux ne peuvent, sans délit, être introduits dans les bois communaux, que dans les cantons de ces bois reconnus et déclarés défensables par le conservateur local; — Attendu qu'il était constaté, dans l'espèce, qu'une jument, deux ânes, une bourrique et deux vaches étaient gardés par le fils de Jean Pincé et la servante de Toussaint Fauroux, dans un bois communal de Montesquieu-Avantes, et qu'il n'a pas été justifié, par un acte émané d'un conservateur, que ce bois eût été déclaré défensible; que, des lors, il y avait lieu d'appliquer la peine déterminée par la loi du 29 sept. 1791 aux prévenus; — Que, cependant, le jugement attaqué a déchargé ces prévenus des poursuites exercées contre eux, par les motifs qu'il résultait d'un certificat de l'adjoint local, que, dans tous les temps, les habitants de Montesquieu ont fait paître leurs bestiaux dans le quartier dont il s'agit, et que la défense de les y faire paître n'a point été publiée; — Attendu que les diverses lois ci-dessus indiquées, loin d'autoriser l'introduction des bestiaux dans les bois, lorsqu'il n'a pas été fait défense de les introduire, défendent expressément cette introduction jusqu'à ce que ces bois aient été déclarés défensables par le conservateur local; — Que, dès lors, les motifs du jugement attaqué sont en opposition directe avec ces diverses lois, et que la décharge des prévenus, qui en a été la suite, est une violation formelle de l'art. 28, tit. 2 du Code rural précité; — Casse, etc.

Du 3 déc. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Bazire. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

DÉLIT FORESTIER. — BESTIAUX. — PÂTURAGE. — EXCUSE.

Le prévenu d'un délit de pâturage dans un bois communal ne peut détruire la foi due au procès-verbal qui établit qu'on l'a trouvé guidant ses bestiaux dans la forêt, en produisant un certificat du maire attestant que lorsqu'il a été rencontré par la garde, il conduisait ses bestiaux à une fontaine où les habitants de la commune avaient coutume de mener boire leurs bestiaux, dans les grandes chaleurs.

(Forêts—C. Sylvaïn et autres.)

Du 3 déc. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Bazire. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

REMPLI. — MARI. — DENIERS DE LA FEMME.

Lorsqu'un immeuble acquis par le mari, pour servir de remploi aux deniers de la femme, a été accepté par elle, à cet effet, le mari ne peut en changer la destination si le faire entrer dans les biens de la communauté, en alléguant qu'il n'a pas effectivement payé l'immeuble, avec les deniers de la femme, qu'il avait entre les mains. (Cod. civ., 1435.) (3.)

(Voitier—C. Hannot.)

Les sieur et dame Voitier s'étaient mariés sous l'empire de la coutume de Paris. — Le contrat de mariage stipulait la communauté. — Le sieur Hannot père de la dame Voitier lui constituait en dot une rente remboursable à sa volonté, avec convention expresse qu'en cas de remboursement, il serait fait remploi au profit de la dame

(1) F. l'arrêt des sections réunies rendu dans la même affaire le 20 nov. 1821. — V. aussi dans la même sens, Cass. 22 juin 1810, et la note.

(2) V. les dispositions conformes du Code for-

tier, art. 67. — V. aussi dans le même sens, Liège, 25 juin 1812, Cass. 6 juin 1817.

(3) M. Merlin, *Quest.*, v^o Remploi, § 11, rappelle l'arrêt ci-dessus, et en approuve la doctrine.

Voitier.— En exécution de ces conventions, le sieur Hunout ayant remboursé à son gendre une somme de 14,000 fr., le remploi de cette somme fut fait de la manière suivante : le 14 vent. an 8, le sieur Voitier acheta, conjointement avec le sieur Hunout, son beau-père, et le sieur Pothier, une maison nationale, et il déclara que la part indivise de cette maison qu'il achetait était destinée à servir de remploi à la somme de 14,000 f., appartenant à son épouse.— Celle-ci, dûment autorisée par son mari accepta le remploi. — Le prix de la maison ne fut point payé sur-le-champ. — Depuis, le sieur Voitier n'a point acquitté sa portion; enfin le 17 avril 1808, le sieur Hunout a été contraint de payer seul en totalité : le 7 janv. 1815, il a réclamé contre son gendre et sa fille, la somme dont ils étaient tenus pour leur part de la maison qu'ils avaient acquise.

En cet état de choses, le sieur Voitier a demandé la licitation de la maison acquise en commun par lui et les sieurs Hunout et Pothier.

Le sieur Hunout répond que le sieur Voitier est non recevable dans la demande en licitation qu'il a formée sans le concours de sa femme, par la raison qu'au moyen de la stipulation de remploi, c'est la dame Voitier et non son mari qui est propriétaire de la maison; et qu'elle seule a par conséquent le droit de provoquer la licitation.

Pour le sieur Voitier on réplique que toutes les conditions requises pour la validité du remploi n'ont pas été remplies; qu'ainsi sa femme n'est point propriétaire de la part indivise de la maison dont s'agit. — En effet, aux termes de l'art. 1435 du Code civ., il ne suffit pas pour la validité du remploi, de la déclaration du mari que l'immeuble acquis est destiné à tenir lieu de remploi à la femme, et de l'acceptation de la femme; il faut surtout qu'effectivement l'immeuble acquis soit payé avec les deniers de la femme. — Dans l'espèce, le sieur Hunout peut, moins que tout autre, prétendre que la part de la maison acquise par le sieur Voitier, a été payée des deniers de sa femme, puisque c'est lui-même, sieur Hunout, qui a été obligé de payer la totalité du prix, et qu'il réclame contre son gendre et sa fille la portion dont ils étaient tenus.

7 mars 1817, jugement du tribunal de première instance qui condamne le sieur et dame Voitier à payer au sieur Hunout leur portion du prix de la maison acquise en commun, et qui rejette la demande en licitation formée par le sieur Voitier, attendu que cette demande en licitation ne pouvait être valablement formée que par la dame Voitier, puisque le sieur Voitier avait déclaré acquérir l'immeuble pour tenir lieu de remploi à sa femme; que cette dernière, intervenue au contrat, avait accepté le remploi; et qu'ainsi l'immeuble était la propriété exclusive de la femme.

Appel.—15 janv. 1818, arrêt de la Cour roy. de Paris, qui, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

Pourvoi en cassation de la part de Voitier

(1) La question de savoir si l'acte dans lequel les parties, sans faire aucune qualification, se bornant l'une à déclarer qu'elle cède et transporte la jouissance d'une chose, et l'autre à recevoir cette déclaration, constitue une vente ou un louage, a préoccupé les anciens auteurs. Pothier, du *Louage*, n° 4, cite l'opinion de Caroccius qui, faisant dépendre la solution de la question, de la manière dont le paiement est stipulé, considère le contrat comme une vente, si le prix consiste en une somme une fois payée, et comme un louage, si le prix se

pour violation de l'art. 1435 du Code civ., en ce que l'arrêt dénoncé a prononcé que le remploi était valable, et que, par conséquent, la part indivise de la maison appartenait exclusivement à la dame Voitier, bien qu'il fût constaté en fait que cette portion attribuée à la dame Voitier n'avait pas été payée effectivement de ses deniers.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le contrat de mariage des sieur et dame Voitier et le contrat d'acquisition de la maison commune qui forment la base du litige, sont antérieurs à la publication du Code civil; que la coutume de Paris, sous l'empire de laquelle ces actes ont eu lieu, ne contenant aucune disposition précise sur les conditions exigées pour la validité du remploi; que la doctrine des auteurs et la jurisprudence avaient seules suppléé à ce silence; qu'il en résulte qu'il ne peut y avoir, dans l'espèce, violation expresse d'un texte de loi, ni, par suite, matière à cassation; que quand on voudrait appliquer à la cause les dispositions du Code civil, l'arrêt attaqué n'en devrait pas moins être maintenu : en effet, l'acquisition de la maison litigieuse n'a pas été faite pour le compte de la communauté, puisque le mari a lui-même expressément déclaré au contrat qu'il la faisait pour servir de remploi aux deniers dotaux de la dame Hunout, sa femme, et qu'il est établi au procès, qu'il existait entre ses mains des deniers, de cette nature; et que reconnaissant, au reste, implicitement, sa propre déclaration; enfin, la dame Voitier est intervenue à ce contrat, sous l'autorisation de son mari, et a accepté ledit remploi; qu'ainsi s'est trouvée remplie la disposition de l'art. 1435 du Code civil; qu'il n'a pu dès lors dépendre du mari seul de porter atteinte à la validité d'un engagement synallagmatique, en se refusant à acquitter le prix avec les deniers existants dans ses mains; qu'une fois la validité du remploi reconnue, la conséquence nécessaire a été que la dame Voitier était la vraie copropriétaire de l'immeuble acquis en commun, et, par suite, que le sieur Voitier, seul, sans son concours, et même contre son gré, n'a pu en provoquer le partage ou la licitation. qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué, bien loin de violer aucune loi, s'est conformé aux principes reconnus tant par l'ancienne jurisprudence, que par la nouvelle législation; — Rejette, etc.

Du 6 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Leconte. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Leroy-de-Neuville et Teyssyre.

1° BAIL. — VENTE. — CARACTÈRE.

2° LÉSION. — EXPERTISE. — MINER. — PREUVE.

1° La cession pour douze années, et moyennant une somme une fois payée, de l'excès des arbres-fiege, à recueillir sur une certaine étendue de terrain, constitue un bail et non une vente; — Du moins l'arrêt qui le décide ainsi ne peut être censuré par la Cour de cassation. (Cod. civ., § 1709.) (1)

divise en sommes payables d'année en année. Mais d'après Pothier lui-même, c'est plutôt dans la durée du contrat que doit être cherchée la raison de décider; ainsi, il pense que si cette durée n'excède pas neuf ans, le contrat est un bail, alors même que le prix consiste en une somme unique; et que si elle excède neuf ans, le caractère du louage disparaît pour faire place à la vente, ou au bail à rente soivant qu'un somme unique forme le prix, ou qu'il y a plusieurs paiements annuels.

Pothier était, sous l'empire de cette idée gé-

2° Les juges peuvent, sans enquête préalable, et alors même qu'il s'agit de l'intérêt d'un mineur, prononcer le rejet d'une action en rescision pour cause de lésion, lorsque la nature et les circonstances de l'acte leur paraissent devoir écarter toute présomption de dol ou de fraude. (Cod. civ., 1305.) (1)

(Bosch - C. Pujarniele.)

Par acte authentique du 6 août 1809, Marguerite Olivier, veuve Brousse, en qualité de tutrice de sa fille mineure, céda à la veuve Pujarniele, épouse en secondes noces du sieur Coste, l'écorce de tous les arbres-lièges que ladite mineure possédait aux terroirs de Vives, et ce, pour l'espace de douze années consécutives, et moyennant la somme de 100 fr. pour les douze années.

Cet acte, que les parties avaient qualifié de vente, a cependant été produit plus tard par la dame Coste, représentant les enfants Pujarniele nés de son premier mariage, comme un simple bail à ferme, qui, selon cette dernière, n'était que le renouvellement, aux mêmes conditions et pour le même espace de temps, d'un autre bail consenti, le 4 niv. an 6, par l'aïeul de la mineure Anne Brousse en faveur du sieur Pujarniele lui-même.

Toutefois, la mineure Anne Brousse ayant contracté mariage avec le sieur Thomas Bosch, celui-ci a fait enlever à son profit l'écorce de plusieurs arbres-liège compris dans le bail du 6 août 1809.

De là, action en justice de la part de la dame Coste, assistée de son mari, en exécution du bail et en paiement de la valeur de l'écorce enlevée.

Les mariés Bosch, comparant sur l'action intentée contre eux, ont répondu : 1° Que le contrat du 6 août 1809 était nul parce qu'il était qualifié vente, et que, bien qu'il y eût été traité d'objets appartenant à une mineure, cette vente n'avait pas été précédée des formalités prescrites pour la vente des biens des mineurs; 2° qu'en supposant même que l'acte pût être considéré comme un bail à ferme, il était encore nul pour avoir été fait au delà du terme prescrit par la loi, et que subsidiairement, enfin, sa durée devait être restreinte; 3° que le prix fixé par la vente était inférieur à la valeur de l'écorce aliénée, et qu'en conséquence, le contrat du 6 août 1809 devait encore être annulé pour cause de lésion.

16 janv. 1815, jugement du tribunal de première instance de Ceret qui déclare nul l'acte du 6 août 1809, sur le motif que cet acte présente une vente de meubles appartenant à une mineure, laquelle vente n'avait pas été précédée des for-

malités prescrites par les art. 945 et 946 du Code de proc. — En second lieu, que la tutrice, s'il s'agissait d'un bail, avait fait ce bail trop long et au delà du terme de neuf ans prescrit par la loi; — Qu'enfin ce bail ou cette vente avait eu lieu par anticipation, à l'époque où la mineure allait atteindre sa majorité, et pour un prix beaucoup trop modique.

Appel de ce jugement de la part de la dame Coste et de son mari — 30 Avril 1816, arrêt de la Cour royale de Montpellier ainsi conçu : — « Attendu que l'acte du 6 août 1809, ne peut être considéré autrement que comme un bail à ferme, puisqu'il ne conférait autre chose à la veuve Pujarniele, que le droit d'enlever l'écorce des arbres-liège sur les terrains spécifiés dans l'acte; que, dès lors, cet acte ne pouvait être assujéti à aucune des formalités prescrites par les art. 452 du Code civ. et 946 du Code de proc., qui, d'ailleurs, ne peuvent s'appliquer qu'aux meubles ou effets faisant partie d'une succession échue au mineur, et nullement aux revenus annuels, pour l'aliénation desquels le tuteur ne peut être assujéti à aucune formalité de justice; que l'acte du 6 août 1809 ne présente aucun caractère de dol ni de fraude, qu'il est même impossible de penser qu'il y ait eu vilèté dans le prix, puisque cet acte n'est nul par le fait, que le renouvellement d'un autre acte du 4 niv. an 6, fait par l'aïeul d'Anne Brousse en faveur du premier mari de la veuve Pujarniele, dans lequel on retrouve les mêmes conventions relatives à la ferme des mêmes arbres-liège pour un terme semblable de douze années, et la stipulation du même prix convenu dans l'acte de 1809, ce qui doit faire disparaître tous les soupçons qu'on a voulu élever contre ce dernier acte; met l'appellation et ce dont est appelé au néant; émendant, ordonne que l'acte du 6 août 1809 sera exécuté; autorise, en conséquence, les époux Coste à percevoir l'écorce des arbres-liège dont il s'agit pendant les douze années convenues dans ledit acte, condamne les époux Bosch au paiement de l'écorce par eux indûment enlevée, d'après estimation, etc. »

POURVOI en cassation de la part des époux Bosch; — Ils font valoir trois moyens : — 1° Violation des art. 317 et 459 du Code civ., d'après lesquels les fruits non recueillis sont immeubles, et les immeubles appartenant à un mineur doivent être vendus en justice; d'où la conséquence que l'acte du 6 août 1809, contenant vente de fruits non recueillis appartenant à une mineure

oralement adoptée et exprimée par Loyseau, du *Déguerpissement*, liv. 1, ch. 5, n° 8, en ces termes : « En France nous tenons l'opinion des vieux interprètes que tout bail ou loyer qui se fait à plus de neuf ans, transfère la seigneurie utile. » Mais aujourd'hui on ne saurait admettre cette idée; car les baux au-dessus de neuf ans ne diffèrent que par la durée, des baux ordinaires; tous les effets sont d'ailleurs les mêmes. En sorte qu'on ne peut pas non plus chercher la solution de notre question dans la durée pour laquelle l'aliénation est faite. « Aussi, dit M. Duvergier, du *Louage*, n° 32, je suis disposé à croire que si, d'une part, le contrat emploie les mots *céder*, *transporter* ou autres équivalents, et qu'en outre, le prix consiste en une somme unique, il y a vente de jouissance et non louage. Les mots *céder* et *transporter* conviennent mieux à la vente qu'au louage;... lors donc qu'aucune expression, aucune clause n'indique la pensée du bail, les termes que je viens de rappeler et le mode de paiement étout en harmonie avec l'idée de la vente, c'est ce dernier contrat qu'il faut supposer avoir été

dans l'intention des parties. » — Ainsi donc, en principe, M. Duvergier est contraire à la décision qui a fait prévaloir l'idée de bail, bien qu'il n'y ait qu'un paiement unique, et que l'acte portât déclaration de céder. Mais cette décision s'explique par les circonstances, et M. Duvergier lui-même le fait remarquer. « L'acte, dit-il, était évidemment le renouvellement d'un acte qualifié bail, et consenti pour le même objet, pour le même temps et pour la même somme. La Cour de cassation n'a vu dans la décision (celle des juges de fond qui avaient considéré l'acte comme un bail) qu'une interprétation des clauses de l'acte qui échappait à son examen. »

(1) V. en ce sens, Cass. 2 déc. 1833; Montpellier, 10 fév. 1811. Il a été également décidé que les juges peuvent, sans expertise, prononcer la rescision du partage si la lésion leur paraissait résulter suffisamment des pièces et documents du procès. V. Cass. 27 mars 1837. — MM. Troplong, de la *Vente*, t. 2, n° 831; Duvergier, *ibid.*, t. 2, n° 107; et Tribreau, sur Carré, *Lois de la proc.*, tom. 3, sur l'art. 302, Cod. proc., p. 78, enseignent aussi cette doctrine.

et sans formalité de justice, était infecté d'une nullité radicale: 2° Violation des art. 1718 et 1429 du Code civ., d'après lesquels les baux des biens des mineurs ne peuvent être obligatoires pour eux, pour un terme excédant neuf années, en ce que l'arrêt dénoncé ordonne l'exécution d'un bail de biens de mineur pendant douze années convenues dans ce bail; 3° Enfin, violation de l'art. 1905 du Code civ., qui veut que la simple lésion donne lieu à rescision en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions, en ce qu'an mépris de cette disposition de la loi, la Cour de Montpellier a rejeté l'action en rescision pour cause de lésion avant d'en avoir ordonné la preuve.

A ces trois moyens de cassation, les défendeurs opposaient, 1° que la Cour de Montpellier, en déclarant que l'acte du 6 août 1809, était un bail et non une vente, n'avait fait qu'interpréter les clauses d'un contrat, et que, sous ce rapport, sa décision, plus de fait que de droit, était à l'abri de la censure de la Cour de cassation: 2° que le deuxième moyen des demandeurs, pris de la trop longue durée du bail, n'avait été proposé qu'en première instance, et nullement en appel, ce qui faisait présumer que les parties y avaient renoncé, d'où il résultait que la Cour de Montpellier n'avait pas eu à s'en occuper, et qu'il ne pouvait, par suite, fournir une ouverture à cassation; 3° enfin, que le troisième moyen pris d'une prétendue lésion au préjudice de la mineure, avait encore été l'objet d'une décision en fait de la Cour royale, qui avait déclaré expressément dans son arrêt que l'acte du 6 août 1809 ne présentait aucun caractère de dol ou de fraude, ni de lésion: d'où la conclusion que l'arrêt dénoncé, sous ce rapport, ne pouvait encore être critiqué devant la Cour de cassation.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que la Cour royale n'a fait, dans son arrêt, qu'une simple interprétation des clauses de l'acte du 6 août 1809, en n'y voyant qu'un simple bail; — Attendu que la demanderesse n'avait pris de conclusions ni en première instance, ni en appel, à ce que l'acte du 6 août 1809, considéré comme bail, fût réduit à la durée de neuf années; — Attendu enfin que, d'après les circonstances et dans l'état des choses, la Cour royale de Montpellier avait pu déclarer qu'il n'y avait pas de lésion dans l'acte dudit jour 6 août 1809, sans ordonner un rapport d'experts préalable; — Rejette, etc.

Du 7 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Dèze. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Coste et Sirey.

AUTORISATION DE COMMUNE. — APPEL.

L'appel interjeté par un maire, au nom de sa commune, sans autorisation préalable, n'est qu'un acte conservatoire, et en conséquence valable, lorsque l'autorisation est ultérieurement accordée (3).

(Chévasus—C. comm. de Moyrans).—ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que l'interjection du appel dont il s'agit n'était qu'un acte conservatoire et d'urgence, que le maire a pu faire avant l'autorisation; que l'autorité administrative, en permettant à la commune de donner suite à l'appel, a, par une conséquence nécessaire, autorisé l'interjection de cet appel; — Rejette, etc.

(2) Point constant de jurisprudence: V. Cass. 26 brum. an 14; 19 juill. 1808; 20 mars 1827; 10 mars 1829; 14 nov. 1832. La décision est à fortiori

Du 7 déc. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Boston Castellamonte. — Concl., M. Jourde av. gén. — Pl., M. Loiseau.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — RÉSOLUTION. — COMPÉTENCE. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.

Un tribunal saisi de la demande en résolution d'un contrat de remplacement, fondée sur ce que le remplaçant a été renvoyé de l'armée et qu'il le remplacé a été rappelé, ne peut, sur ce motif, prononcer la résolution, lorsque déjà l'autorité administrative a décidé que le renvoi du remplaçant et le rappel du remplacé ont été irréguliers. — Ce serait décider contrairement à l'autorité administrative, seule compétente en cette matière. (L. du 16 fruct. an 3; Déc. du 8 fruct. an 13, art. 64; Inst. sur la conscription du 1^{er} nov. 1811, art. 330.)

(Bauduin — C. Balland.)

14 déc. 1813, contrat par lequel le sieur Pourcherot s'engage à remplacer le sieur Balland, conscrit de 1809, moyennant une somme de 4,500 francs. — Pourcherot est incorporé dans le 64^e régiment de ligne le 1^{er} janvier 1814. — En 1815, le major de ce régiment renvoie Pourcherot et rappelle Balland; ce rappel et ce renvoi étaient motivés sur ce que Pourcherot s'était mutilé volontairement un doigt de la main gauche, qu'il n'était plus propre au service militaire; qu'en conséquence, le sieur Balland, qu'il remplaçait, devait marcher en personne ou fournir un nouveau remplaçant. — Balland se rend sous les drapeaux, et se fait incorporer le 5 mai 1815; mais le 22 janv. 1816, il obtient son congé devant le conseil d'examen du département du Doubs.

Dans l'intervalle, Pourcherot, on quoique soit le sieur Bauduin, son cessionnaire, avait poursuivi Balland par voie de saisie de ses meubles pour obtenir le paiement de ce qu'il devait encore sur le prix du remplacement.

Balland forme opposition à la saisie; il soutient que le contrat de remplacement est résolu, puisque Pourcherot n'a pas tenu ses engagements; qu'en se mutilant volontairement, il s'est rendu impropre au service militaire et motivé le rappel de lui Balland, rappel qui a été suivi de son départ effectif.

25 mai 1815, Jugement du tribunal civil de Besançon, qui déclare la saisie nulle et le contrat résolu: attendu que c'est par sa faute que Pourcherot a été renvoyé du 64^e régiment ensuite d'ordre supérieur; que son renvoi a occasionné le rappel du sieur Balland, et qu'il est justifié que ce dernier est inscrit sur les contrôles du régiment.

Appel de la part du sieur Bauduin. — Il soutient que le renvoi de Pourcherot et le rappel de Balland sont le résultat des intrigues de celui-ci pour se soustraire à ses engagements, intrigues secondées par le major du 64^e régiment; qu'il était faux que Pourcherot se fût mutilé; qu'au surplus, la question de savoir si Balland pouvait refuser de payer son remplaçant était subordonnée à celle de savoir si le remplaçant avait manqué à ses engagements, et s'il avait, par son fait, occasionné le rappel de Balland; que cette question n'était point de la compétence des tribunaux; que l'autorité administrative militaire pouvait seule en connaître, aux termes

applicables sous l'empire de la loi nouvelle du 18 juill. 1837. V. Reverchon, Des autorisations du plénier nécessaires aux communes, D. 64.

de l'art. 54 du décret du 8 fruct. an 13, et de l'art. 330 de l'instruction sur la conscription, en date du 1^{er} nov. 1811, desquels il résulte que c'est au ministre de la guerre à prononcer sur le renvoi du remplaçant, et aux préfets à donner l'ordre au remplaçant de marcher ou de fournir un nouveau remplaçant; — Que, dans l'espèce, le renvoi et le rappel n'avaient été prononcés que par le major du régiment; que les autorités compétentes; c'est-à-dire le préfet et le ministre de la guerre, avaient décidé que Pourcherot avait rempli ses engagements; que, par conséquent, il n'avait pas dû être renvoyé ni Balland rappelé. — A l'appui de cette assertion, le sieur Bauduin produisait un arrêté du préfet du Doubs ainsi conçu : « Vu l'art. 330 de l'instruction sur la conscription, portant : « si dans les six mois de son arrivée sous les drapeaux, le suppléant est réformé au corps pour infirmité ou tout autre motif existant à l'époque de son incorporation, le conscrit pour lequel il a marché est tenu de fournir un autre suppléant ou de rejoindre lui-même le corps auquel le suppléant a appartenu; l'ordre doit lui en être donné par le préfet. — Le préfet du Doubs ne peut que déclarer que, d'après les pièces déposées à la préfecture, le sieur Balland n'a jamais été rappelé par suite de la réforme de son remplaçant Pourcherot. »

En outre, le ministre de la guerre n'exprimait ainsi dans une lettre adressée au préfet du Doubs : — « Monsieur le préfet, j'ai examiné les pièces que vous m'avez transmises le 23 septembre dernier, et les renseignements qui m'ont été adressés par le conseil d'administration du 64^e régiment de ligne concernant le nommé Pourcherot; je vois que la conduite de ce militaire avait d'abord été trouvée satisfaisante à son corps, où il avait été successivement fait caporal et fourrier. Au mois de mai dernier, le major de son régiment le renvoya dans ses foyers, et donna ordre au nommé Balland, qu'il suppléait, de fournir un nouveau suppléant. Ce renvoi et cet ordre, ayant été donnés irrégulièrement, doivent être considérés comme non avenus. Pourcherot n'ayant conséquemment pas cessé d'appartenir à l'armée, il doit, conformément à l'ordonnance du roi du 3 août, et à l'instruction du 10 du même mois, se présenter devant le conseil d'examen, qui statuera sur son sort, etc. »

Il est donc constant, disait le sieur Bauduin, que Pourcherot n'a pas manqué à ses engagements; que son renvoi, prononcé seulement par le major du régiment, n'obligeait point Balland à partir; qu'ainsi, ce dernier n'a pas le droit de demander la résolution du contrat de remplacement.

30 août 1816, arrêt de la Cour royale de Besançon, ainsi conçu : « Considérant que le traité passé entre Balland et Pourcherot est un contrat synallagmatique, dont une partie ne peut demander l'exécution qu'autant qu'elle aurait elle-même rempli ses obligations; qu'en fait, Pourcherot n'a exempté Balland du service que depuis le 1^{er} janvier 1814 jusqu'au 5 mai 1815, qu'il paraît, par les écrits du major du régiment où Pourcherot était incorporé, que les désertions répétées et la mauvaise conduite de Pourcherot sont un des motifs de sa radiation du contrôle et du rappel de Balland; que c'est donc par le fait de Pourcherot qu'il n'a servi pour Balland, que pendant seize mois, tandis que, suivant la jurisprudence de la Cour, Balland pouvait calculer sur cinq ans de service de son remplaçant; qu'en tirant dans cette proportion, la somme promise de 4,500 fr., il ne revient à Pourcherot que 1,200 fr. — Par ces motifs, la Cour, prononçant sur l'appellation interjetée du jugement rendu

le 25 mai 1815, par le tribunal de première instance de Besançon, a mis et met ladite appellation et le jugement dont est appel au néant; condamne Balland à payer à Pourcherot la somme de 1,200 fr. »

Pourvoi en cassation de la part des héritiers de Bauduin, pour violation de la loi du 16 fruct. an 3, et pour excès de pouvoir, en ce que la Cour de Besançon a décidé, contrairement à la décision de l'autorité administrative, seule compétente, que le renvoi de Pourcherot et le rappel de Balland étaient réguliers et valables.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 24 août 1790; la loi du 16 fruct. an 3; l'art. 330 de l'instruction sur la conscription, en date du 1^{er} nov. 1811, et l'art. 54 du décret du 8 fructidor an 13; — Considérant que le préfet du Doubs et le ministre de la guerre, autorités compétentes, avaient décidé antérieurement à l'arrêt de la Cour de Besançon du 30 août 1816, que le renvoi de Pourcherot, suppléant de Balland au 64^e régiment de ligne, l'appel de Balland et son incorporation dans ce régiment pour y servir personnellement étaient irréguliers, et devaient être regardés comme non avenus, et que Pourcherot n'avait pas cessé de faire partie de l'armée comme suppléant de Balland; — Que la Cour royale de Besançon a néanmoins décidé le contraire, et juge que c'était par son fait que Pourcherot avait été renvoyé du 64^e régiment, qu'il avait cessé de servir au lieu et place de Balland, et que celui-ci avait été appelé, incorporé et obligé de servir personnellement; d'où il suit que la Cour royale de Besançon a commis un excès de pouvoir, transgressé les règles de la compétence, empiété sur l'autorité administrative, annulé autant qu'il était en elle les décisions du préfet du Doubs et du ministre de la guerre, et contrevenu à l'article 13, tit. 2 de la loi du 24 août 1790, et à la loi du 16 fruct. an 3; — Casse, etc.

Du 7 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Henri Larivière. — Conseil., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Sirey et Loiseau.

1^{er} MOTIFS DE JUGEMENT.—INSUFFISANCE.2^e et 3^e PÉREMPTION.—INTERRUPTION. — POSSESSION.—FÉODALITÉ.

1^{re} L'insuffisance de motifs dans un arrêt n'est pas, comme l'absence de motif, une cause de nullité, et ne peut donner ouverture à cassation (1).

2^{de} Le cours de la péremption d'une instance d'appel n'est pas interrompu par la possession naturelle et civile d'immeubles litigieux, possession conservée malgré le bénéfice de la sentence objet de l'appel.

3^{de} Les lois abolitives de la féodalité qui défendaient de donner suite aux demandes en retrait féodal, n'ont pas empêché le cours de la péremption d'une instance relative aux droits abolis.

(Louvigny — C. Courtilloles.)

Par contrat du 18 avr. 1792, le sieur de Courtilloles acheta de la dame de la Bourgonnière, la terre et seigneurie de Chalignac, et le fief d'Escouré qui y avait été réuni ci relevait de la seigneurie de Coesmes, appartenant au sieur Bouvet de Louvigny. — Quelques fiefs furent exceptés de cette vente; mais par un autre acte du même jour, la vendresse céda à titre d'échange, et moyennant une rente foncière de 100 fr., au

(1) V. dans le même sens, Cass. 26 août 1823; 29 avril 1824.

sieur de Courtillolles, les fiefs particuliers qu'elle s'était réservés par le contrat de vente de la terre de Chaignac.

Le 3 juin 1770, le sieur Bouvet de Louvigny forma, en sa qualité de seigneur de Coesmes, une demande en retrait féodal de deux fiefs de Chaignac et d'Ecoüvé, compris dans le contrat de vente susénoncé.

L'acquéreur déclara acquiescer à cette demande, mais seulement pour ce qui était situé dans la mouvance de la seigneurie de Coesmes; et il présenta comme n'étant pas dans la mouvance de la terre de Coesmes, quatre pièces de terre qu'il désigna par leur dénomination particulière. — Le fait de non-mouvance ayant été contesté par le sieur Bouvet de Louvigny, il fut convenu entre les parties qu'on s'en rapporterait à des arbitres, qui se bornèrent à prononcer un avant faire droit qui n'eut pas de suite.

Les choses en cet état, l'affaire fut portée devant le bailli de Mangers. — Là, le sieur Bouvet de Louvigny prétendit que c'était au sieur de Courtillolles à prouver, par titres suffisants, que les quatre pièces de terre revendiquées étaient mouvantes de la seigneurie de Croustol.

Le sieur de Courtillolles répondit que, par des aveux de 1421, 1493 et 1652, qu'il produisit, il était démontré que le domaine de Courdon, dans lequel étaient situées les quatre pièces de terre dont il demandait la distraction du retrait, était dans la mouvance de la seigneurie de Croustol; et que, d'après cette démonstration, elles devaient lui être restituées; il ajouta que, quand cela ne serait pas prouvé, le sieur de Louvigny ne pourrait pas encore s'emparer de ces quatre pièces de terre par retrait féodal, attendu qu'elles lui avaient été cédées par voie d'échange, et que, d'après le texte formel des art. 358 et 359, de la cout. du Maine, des fiefs acquis par échange n'étaient pas sujets au retrait féodal.

Sur ces débats respectifs, le bailli de Mangers rendit, le 5 avr. 1788, un jugement par lequel il maintint le sieur de Courtillolles dans la propriété du domaine de Courdon et des quatre pièces de terre en dépendant; fit défendre au sieur Bouvet de Louvigny de l'y troubler à l'avenir, et le condamna à la restitution des fruits depuis 1771.

Le 2 mai 1786, le sieur Bouvet se rendit appelant de ce jugement; et, le 9 août suivant, il releva son appel devant la sénéchaussée de la Flèche. — Cet appel est resté sans suite pendant près de vingt ans. Pendant ce laps de temps, le sieur Bouvet posséda constamment les quatre pièces de terre dont s'agit; il ne fut fait de la part du sieur de Courtillolles ou de ses héritiers aucun acte contraire à sa jouissance.

Le 7 nov. 1813, le sieur de Courtillolles fils forma contre le sieur Bouvet de Louvigny fils, devant la cour royale d'Angers, une demande tendant à ce que l'appel interjeté le 2 mai 1786 fût déclaré désert et périmé; — Et sur cette demande, il intervint, le 19 juil. 1816, un arrêt par défaut qui déclara l'instance périmée, et, au surplus, mit l'appellation au néant: — Attendu que, depuis l'appel interjeté le 2 mai et relevé le 9 août 1786, de la sentence du 5 avr. précédent jusqu'à la demande en péremption portée devant la Cour par le sieur de Courtillolles, suivant exploit du 7 nov. 1815, il n'y a aucunes poursuites pour y faire statuer, ni aucune cause propre à suspendre la péremption, et qu'elle s'est acquise, tant sous l'empire de l'ord. de 1563 que depuis le nouveau Code de proc. — Une opposition ayant été formée à cet arrêt, il fut maintenu par arrêt définitif du 23 août 1818 fondé sur le même motif.

POURVOI en cassation. — Le demandeur a pro-

posé trois moyens. Le premier résultait, suivant lui, de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, qui prescrit aux Cours royales de motiver leurs arrêts à peine de nullité. Le demandeur ne reprochait pas néanmoins aux arrêts attaqués une absence absolue de motifs, mais l'insuffisance des motifs, en ce que, sur la demande en péremption, la Cour avait seulement déclaré: « que depuis l'appel... il n'y a eu aucunes poursuites pour faire statuer, ni aucune cause pour suspendre la péremption. » Sans dire comment et pourquoi les causes par lui alléguées n'avaient pas opéré la suspension de la péremption.

Le deuxième moyen était pris d'une contravention à l'art. 399 du Code de proc.; en ce que la Cour n'avait pu admettre la péremption en présence de la possession naturelle et civile des immeubles litigieux qui avait été volontairement et librement abandonnée au sieur de Louvigny par la famille de Courtillolles malgré le bénéfice de la sentence du 5 avr. 1786, et pendant 29 années cette jouissance a été paisible et non interrompue. — Cet abandon, disait-on, cette exécution volontaire du retrait ne pouvait être considéré que comme un véritable acquiescement au retrait, ou, ce qui est la même chose, comme une renonciation au bénéfice de la sentence.

Troisième moyen: Violation des lois abolitives de la féodalité. Il consistait à dire que la péremption ne peut anéantir qu'une instance existante, sur laquelle chacune des parties a été libre de procéder pendant le cours de la péremption; que les lois abolitives de la féodalité avaient éteint toutes les instances relatives à des droits féodaux; que le procès actuel est un procès féodal; donc, disait-on, il a été éteint par les lois de la révolution: donc aucune péremption n'a pu courir depuis la promulgation de ces lois.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la Cour royale d'Angers, en déclarant en fait, par l'arrêt attaqué, que depuis l'appel interjeté par le sieur de Louvigny père, le 2 mai 1786, et relevé le 9 août suivant contre la sentence rendue par le bailli de Mangers, le 5 avr. précédent, jusqu'à la demande en péremption formée devant elle par le sieur de Courtillolles fils, le 7 nov. 1815, il n'y avait eu aucunes poursuites tendant à faire prononcer sur l'appel, ni aucune cause propre à écarter la péremption qui était acquise tant sous l'empire de l'ordon. de 1563 que depuis la promulgation du Code de proc., n'a violé ni pu violer l'ordonnance susdite ni le Code de proc., et qu'elle a fait au contraire une juste application de ces lois à l'espèce; — Rejette, etc.

Du 8 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson, — Rapp., M. Minier. — Pl., MM. Duprat et Guichard.

MINISTÈRE PUBLIC. — ACTION. — CASSATION. — AMENDE.

Le ministère public n'agit par voie d'action que dans les cas spécifiés par la loi, et qui intéressent l'ordre public. (L. du 21 août 1790, tit. 8, art. 1, 2 et 3; L. du 20 avril 1810, art. 46; Cod. proc. civ., 213.)

Ainsi, le procureur général d'une Cour royale n'est pas recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt qui décharge de l'amende de 150 fr. envers le domaine, l'individu contre lequel la condamnation à cette amende était requise pour fausse dénegation de sa signature (1).

(1) Dans l'espèce, le procureur général près la Cour de cassation, s'étant pourvu immédiatement

(Pourvoi du ministère public.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 1, 2 et 3 du titre. 8 de la loi du 21 août 1790; — Vu aussi l'art. 46 de la loi du 20 avril 1810; — Attendu qu'il résulte desdits articles que les officiers du ministère public ne peuvent exercer leur ministère par voie d'action, mais seulement par voie de réquisition dans les procès dont les juges auront été saisis; qu'en matière civile, le ministère public n'agit d'office que dans les cas spécifiés par la loi, et qui intéressent l'ordre public; — Attendu que le procureur général près la Cour royale de Toulouse s'est pourvu, par action directe, contre un arrêt de cette Cour, du 7 août 1810, dans un cas qui n'intéresse ni l'ordre général ni l'ordre public, et qui n'est pas spécifié par la loi; — Rejette, etc.

Du 9 déc. 1810. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lasaudade. — Concl., M. Lebeau, av. gén.

1^o COUPS. — SOUFFLET.

2^o PRINES (REDUCTION DE). — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

1^o Un soufflet est un coup passible des peines portées par l'art. 311 du Code pénal (1).

2^o Lorsqu'un délit correctionnel, punissable d'emprisonnement et d'amende, a causé un préjudice que le tribunal déclare excéder 25 fr., il n'y a pas lieu de l'arrêter aux circonstances atténuantes, pour n'appliquer que l'une des deux peines prononcées par la loi: il est nécessaire d'appliquer à la fois l'emprisonnement et l'amende. (Cod. pén. 463.) (2)

(Pierre Aubry) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 311 et 463 du Code pén.; — Attendu que Pierre Aubry a été déclaré coupable d'avoir outragé le sieur Trotignon, en lui donnant un soufflet et par conséquent en lui portant un coup; — Que ce fait rentre dans la disposition de l'art. 311 du Code pénal, et était passible des peines d'amende et d'emprisonnement qui y sont portées; — Que si cet art. 463 du même Code autorise les tribunaux, dans tous les cas où la peine d'emprisonnement doit être prononcée, à réduire cette peine, ainsi que celle de l'amende, et même à ne prononcer que l'une ou l'autre, ce pouvoir ne leur a été donné que lorsqu'ils jugent que le fait présente des circonstances atténuantes, et que le préjudice causé n'excède pas 25 fr.; — Que ces deux conditions sont exigées cumulativement, et que leur réunion est par conséquent nécessaire pour que les tribunaux puissent user de la faculté qui leur est donnée par ledit art. 463; — Que si, dans l'espèce, le tribunal correctionnel de Blois, dont le jugement a été confirmé purement et simplement par la Cour royale d'Orléans, qui en a adopté les motifs, paraît avoir reconnu qu'il y avait, dans l'affaire dont il s'agit, des circonstances atténuantes, il a réglé à une somme de 200 fr. les dommages-intérêts auxquels il a condamné le prévenu envers la partie plaignante; — Que les dommages-intérêts étant une réparation du préjudice causé par le délit, il a donc été reconnu que ce préjudice excédait 25 fr.; — Qu'en cet état, il ne pouvait y avoir lieu à l'application de la disposition de l'art. 463 du Code pénal; — Que, cependant, c'est en se fondant sur cet article qu'une peine d'amende seulement a été prononcée contre le

prévenu, et qu'il n'a pas été condamné à celle d'emprisonnement ordonnée aussi par la loi, en quoi, il y a eu fautive application de l'art. 463 du Code pénal, et violation de l'art. 311 du même Code; — Casse, etc.

Du 9 déc. 1810. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Huz, av. gén.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — EXERCICE. — DÉBITANS. — COMPÉTENCE.

Lorsque sur un procès devant le tribunal correctionnel, relatif à une contravention pour refus d'exercices par un débitant, il s'élève un débat sur le point de savoir si les préposés avaient le droit de faire cet exercice, il n'y a pas lieu à renvoyer ce débat devant la juridiction civile. Il n'en est pas dans ce cas comme de la contestation sur la fond d'un droit dont le paiement est demandé.

Les débitans sont astreints à faire la déclaration de toutes les boissons, de quelque espèce qu'elles soient, qu'ils ont en leur possession, et à souffrir l'exercice, sans aucune distinction entre l'espèce particulière de liquides qu'ils débitent spécialement, et celles qui ne font pas l'objet de leur commerce habituel. — Ainsi, un cafetier ne peut se refuser à l'exercice des employés de la régie pour les vins qui se trouvent chez lui.

Un débitant ne peut se soustraire à l'exercice sur le motif qu'il a payé à la régie les droits dus pour les boissons sur lesquelles porte cet exercice.

Un tribunal correctionnel saisi d'un procès relatif à une contravention aux lois sur les contributions indirectes, ne peut, sous prétexte que la question à juger doit être soumise à la juridiction civile, se déclarer incompétent et se dessaisir absolument de l'affaire; il ne peut que surseoir à prononcer jusqu'à la décision des juges civils et doit réserver à statuer sur les dépens.

(Contributions indirectes — C. Brodet.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 50, 52, 53 et 58 de la loi du 28 avr. 1816; — Attendu que la disposition de l'art. 88 de la loi du 5 vent. an 12, qui porte que les contestations qui pourront s'élever, en matière de contributions indirectes, sur le fond des droits établis ou maintenus par ladite loi, devront être portées devant le tribunal de première instance, ne peut concerner que les contestations qui ont pour objet des droits à payer ou à restituer, dont la demande est formée, soit par action directe, soit par opposition à une contrainte que la régie aurait décernée; mais que cette exception ne peut être appliquée aux droits de visites et exercices dont la loi a confié le soin à l'administration, pour fixer la perception des contributions sur les boissons, ni aux autres cas que la loi a mis dans les attributions spéciales des tribunaux correctionnels;

Que cette intention du législateur est manifestée par le même art. 88, qui veut que la forme de procéder sur les contestations qui auront pour objet le fond du droit, soit la même que celle prescrite pour les contestations qui s'élèvent en matière des droits perçus par la régie de l'entre-gistement;

après le rejet du pourvoi, formé par le procureur général près la Cour de Toulouse, il est intervenu le 5 janv. 1820, un arrêt, prononçant la cassation, de celui de Toulouse (P. à cette date).

(1) *Foy. Cass.* 27 nivôse an 10; 19 octobre

1809; 16 août 1810, et la note; Chauveau et Helie, *Théorie du Code pénal*, t. 5, p. 384.

(2) La nouvelle rédaction des art. 311 et 463 autorise à prononcer une simple amende sans emprisonnement.

Que, par les expressions *le fond du droit*, et les autres en matière de droits perçus, le législateur a évidemment entendu que les contestations auraient pour objet le paiement actuel des droits réclamés par l'administration et refusés par le défendeur, comme prétendant ne les pas devoir; que, s'il en était autrement, on verrait tous les jours l'action de la juridiction correctionnelle paralysée par des refus et des prétentions de toute espèce;

Attendu que, dans le procès actuel, il ne s'agissait ni d'un paiement demandé, ni d'un refus de payer, mais simplement d'un exercice que les employés avaient prétendu avoir le droit de faire sur les vins trouvés en bouteille chez le défendeur, et du refus formel fait par celui-ci de se soumettre à cet exercice, soit le prétexte qu'il ne débitait point de vin;

Qu'à cet égard il ne pouvait y avoir aucun doute sur la compétence de la juridiction correctionnelle, puisqu'il s'agissait uniquement de décider si un cafetier, débitant de boissons par état, était ou non soumis aux visites et exercices des employés, pour toutes celles qu'il avait en sa possession;

Que cette soumission à l'exercice, textuellement prononcée par la loi à l'égard des cafetiers, pouvait d'autant moins être considérée comme faisant l'objet d'une contestation sur le fond du droit, que l'exercice même ne pouvait porter aucun préjudice au défendeur, qui aurait toujours la faculté de s'opposer à la contrainte que la régie aurait pu décréter ensuite contre lui, de la traduire devant les tribunaux civils, et de plaider alors sur le fond du droit;

Attendu que le tribunal correctionnel de Bourg, ayant été saisi, dans l'ordre de sa compétence, de la connaissance d'un procès-verbal qui avait constaté un refus d'exercice, et étant naturellement juge des exceptions proposées devant lui, aurait dû examiner si les lois sur lesquelles la régie avait fondé son action étaient claires, précises et positives en faveur de cette action, ou si, au contraire, elles favorisaient le système du défendeur, et, dans l'un ou l'autre cas, statuer définitivement ainsi que de droit;

Que c'était ainsi que le tribunal en avait agi par son jugement du 23 janv. dernier, par lequel il avait reconnu positivement, qu'il résultait clairement de la combinaison des art. 50 et 53 de la loi du 28 avr. 1816, que les débits sont astreints à faire la déclaration de toutes les boissons, de quelque espèce qu'elles soient, qu'ils ont en leur possession: qu'ils doivent souffrir l'exercice des employés pour toutes les boissons; que la transvasation en bouteilles ne leur est permise que sous la condition du cachetage, et qu'il ne pouvait y avoir aucun doute sur la contravention du défendeur, rien ne pouvant paralyser l'action de la régie, dont le droit était clair et positif;

Qu'au lieu d'avoir persisté dans ces principes, ledit tribunal de Bourg s'est entièrement rétracté par son jugement du 19 mars, en disant que les lois citées ne sont applicables qu'à celui qui débite une certaine espèce de liquide, et non à celui que l'on veut assujettir à l'exercice pour une autre espèce qu'il ne débite pas; que d'ailleurs la régie avait elle-même reconnu que le défendeur ne débitait pas de vin, puisqu'elle lui avait fait payer des droits qu'il n'aurait pas dus s'il eût été débitant; que, dès lors, il y avait contestation sur le fond du droit; et, prenant pour règle l'art. 88 de

la loi du 5 vent. an 12, le tribunal s'est déclaré incompétent, à raison de la matière, a renvoyé la régie à se pourvoir ainsi qu'elle avisera, et l'a condamné en tous les dépens de l'instance;

Attendu que cette décision présente plusieurs violations des lois de la matière: d'abord elle est contraire aux articles de la loi précitée, d'après laquelle les cabaretiers, traiteurs, limonadiers, cafetiers, sont soumis, soit aux déclarations, soit aux visites et exercices pour toutes les boissons, sans distinction d'espèce, qu'ils ont en leur possession, soit à souffrir le cachetage et la prise en charge de leurs vins en bouteilles; en second lieu, le jugement a fait une fautive application de l'art. 88 de la loi du 5 vent. an 12, qui ne concerne que les contestations sur les droits à payer, et non les visites et exercices des employés; en troisième lieu, il a violé les règles de compétence, notamment l'art. 50, de la dite loi de vent., qui attribue spécialement la connaissance des affaires de cette espèce aux tribunaux correctionnels, en se déclarant incompétent, en se dessaisissant absolument de l'action portée devant lui, et en condamnant l'administration aux dépens, tandis que, dans la supposition où les lois invoquées par la régie auraient présenté quelques doutes à l'esprit des juges, sur le sujet de la contestation et sur leur compétence, ils auraient au moins dû surseoir à prononcer sur l'action de l'administration, jusqu'après la décision des tribunaux civils, et réserver à statuer sur les dépens;

Attendu que le paiement des droits que la régie aurait exigés précédemment du défendeur ne pouvait lui faire un titre d'exemption, ni empêcher qu'en sa qualité de cafetier, débitant de boissons, il fût soumis aux visites et exercices des commis sur toutes ses boissons; qu'il aurait pu seulement, ou refuser le paiement demandé par la régie, ou en réclamer la restitution; — Casse, etc., etc.

Du 9 déc. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Chasle. — Concl., M. Hua, av. gén.

1^o JUGEMENT. — ASSISTANCE DES JUGES.

2^o et 3^o CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — PROCÈS-VERBAL. — NULLITÉ. — CONFISCATION. — ASSISTANCE.

1^o Il n'est pas nécessaire que les juges qui concourent à un jugement définitif aient assisté à toutes les audiences dans lesquelles il a été rendu des jugements préparatoires, ou statuant sur de simples incidents.

2^o La nullité d'un procès-verbal en matière de contributions indirectes, ne met pas obstacle à la confiscation des objets saisis et à la condamnation du prévenu aux dépens, lorsque ce débiteur a chargé deux hommes de confiance d'assister pour lui aux visites et perquisitions des employés de la régie (2).

3^o Un procès-verbal de saisie peut être annulé sous le prétexte que le débiteur contre lequel il est dressé, n'a pas pu être nommé d'assister à la constatation des objets saisis, lorsque ce débiteur a chargé deux hommes de confiance d'assister pour lui aux visites et perquisitions des employés de la régie (2).

(Gallois Dumesnil — C. Contrib. indir.). — ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche le pourvoi du sieur Gallois, portant seulement contre la confiscation des cinq cent dix litres d'eau-de-vie saisis chez lui, et sa condamnation aux dépens: — Attendu,

(1) C'est ce qui résulte de l'art. 34 du décret du 1^{er} germ. an 13. V. dans le même sens, Cass. 17 vent. an 13, et la note.

IX. — 1^{re} PARTIE.

(2) V. dans le même sens, Cass. 6 sept. 1813, la note et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence.

sur son moyen de cassation pris d'une violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, qu'il ne pourrait y avoir lieu à casser le jugement du 13 fév. 1819, comme ayant violé cet article, qu'autant que l'un ou l'autre des sieurs Gentil et Chiron, juges qui ont coopéré à ce jugement, et sur lesquels porte ce fait, n'aurait point assisté à l'audience du 30 janv. 1819, où, après avoir entendu les plaidoiries de toutes les parties et les conclusions du ministère public, sur tous les chefs jugés le 13 fév., la prononciation du jugement a été remise à un autre jour; mais que les sieurs Gentil et Chiron ont assisté à l'audience ainsi qu'aux plaidoiries dudit jour 30 janv., de même qu'ils ont été présents, tant à l'audience du 13 fév. suivant, qu'à la prononciation qu'il y a eu en dudit jugement de ce jour, 13 fév.; et que, à l'égard des jugements antérieurs, qui sont des 7, 22, 28 août et 14 nov. 1818, ils n'ont ordonné que des préparatoires, ou statué que sur des incidents;

Sur le second et dernier moyen, que le sieur Gallois fait consister dans une violation des art. 106 de la loi du 28 avr. 1816, et 122 de la loi du 25 mars 1817, en ce que le procès-verbal de saisie des cinq cent dix litres d'eau-de-vie étant annulé, il n'y avait plus ni base légale, ni motif légitime, soit pour ordonner la confiscation de cette liqueur, soit pour condamner le prétendu contrevenant au dépens? — Vu l'art. 34 du décret 1^{er} germ. an 13; — Attendu que, parmi les motifs du jugement du tribunal correctionnel de Rocroi du 29 mai 1818, adoptés, sur l'appel, par le jugement dénoncé, on trouve celui par lequel il a été considéré que Gallois était placé dans la catégorie déterminée par l'art. 97 de la loi du 28 avr. 1816, puisqu'il délivrait à Rocroi et expédiait des boissons pour les troupes alliées, dans une partie de l'arrondissement; et que, non-seulement il n'avait pas fait la déclaration prescrite par l'art. 97, relativement à une pièce d'eau-de-vie de la contenance de cinq cent dix litres, trouvée cachée chez lui avec le plus grand soin, mais qu'il n'avait pu représenter aucune expédition, aucun acquit-à-caution, qui autorisât chez lui l'existence de cette pièce ou pièce d'eau-de-vie; d'où il suivait que c'était le cas de lui faire l'application des art. 106 de la loi du 28 avr. 1816, et 122 de la loi du 25 mars 1817; — Attendu qu'à ce motif le tribunal de Charleville a ajouté que Gallois n'opposait rien de fondé pour attaquer la validité de la saisie en elle-même; et qu'ainsi cette saisie, malgré la nullité du procès-verbal, n'en était pas moins valable, et que l'objet saisi en fraude existait, ce qui était justifié par les déclarations de Gallois, consignées dans son interrogatoire subi à l'audience du 22 août; — Attendu qu'en cet état de l'instruction, le tribunal correctionnel de Charleville s'est conformé audit art. 34 du décret du 1^{er} germ. an 13, en jugeant que, faute de la déclaration prescrite par les art. 97 et 98 de la loi du 28 avr., et faute de représentation d'expédition, le sieur Gallois était en contravention, et en conséquence, en conséquence, ladite pièce d'eau-de-vie au profit de l'administration des contributions indirectes; — Attendu enfin que, d'après cette contravention reconnue, la condamnation de Gallois aux dépens a été une juste application des principes de l'ordre judiciaire et des lois; — Rejette le pourvoi du sieur Gallois, et le condamne en l'amende de 150 fr. au profit du trésor royal.

En ce qui touche le pourvoi en cassation du même jugement du 13 fév. 1819, formé par l'administration des contributions indirectes, quant aux seules dispositions qui ont annulé le procès-

verbal de saisie et refusé la condamnation du prévenu à l'amende encourue par sa contravention: — Vu les art. 21 et 35 du décret du 1^{er} germ. an 13; — Vu aussi les art. 97, 98, 100 et 106 de la loi du 28 avr. 1816; — Considérant que l'annulation du procès-verbal de saisie du 26 mars 1818, prononcée par le jugement du 13 fév. 1819, n'y a été fondée que sur ce que, à leur arrivée dans le bureau de Gallois, postérieurement à la découverte de la pièce d'eau-de-vie, les employés ne l'ont pas sommé d'assister à la constatation des espèces et mesure de la boisson; mais qu'on lit dans le procès-verbal, qu'antérieurement à toute recherche dans les diverses parties de l'habitation de Gallois, celui-ci, sommé immédiatement par les employés de les accompagner dans leurs recherches, avait refusé, eu disant qu'ils pouvaient tout visiter en présence du sieur Fremaux, son employé, et d'un de ses ouvriers, aux opérations desquels il s'en rapportait; qu'on y lit ensuite que la pièce d'eau-de-vie ayant été découverte en présence de Fremaux et de l'ouvrier, les employés ayant fait, en la même présence, une ouverture au tonneau, avaient reconnu par la dégustation et fait reconnaître de même à Fremaux et à l'ouvrier, qu'il contenait de l'eau-de-vie bonne et marchande; qu'ils avaient aussitôt, toujours en la présence desdits sieurs, pesé cette eau-de-vie, qui avait été reconnue par eux et par les employés, peser dix-huit degrés faibles; qu'ils avaient ensuite, toujours accompagnés comme dit est, jugé ledit tonneau, qu'ils avaient reconnu contenir cinq hectolitres, deux litres d'eau-de-vie; que ce n'a été qu'après ces opérations, qui avaient incontestablement constaté les espèces et mesure de la boisson renfermée dans le tonneau, que les employés sont revenus trouver Gallois dans son bureau, où, parlant à lui-même, ils lui ont fait part de la découverte qu'ils venaient de faire, lui ont demandé s'il avait une expédition à leur représenter, et que, sur sa réponse négative, ils lui ont déclaré procès-verbal de contravention et la saisie des cinq hectolitres dix litres d'eau-de-vie; — Considérant qu'il n'était donc plus besoin de sommer Gallois d'assister à une constatation d'espèce et de mesure de la boisson du tonneau, pour compléter les formalités voulues par ledit art. 21 du décret du 1^{er} germ. an 13, pour la validité des procès-verbaux; — Qu'aussi, pour arriver à la nécessité de cette sommation, et, par suite, à l'annulation du procès-verbal, le tribunal de Charleville a-t-il prétendu que le mandat donné au sieur Fremaux et à un ouvrier non dénommé ne pouvait avoir d'effet que pour la perquisition; qu'il n'avait pu s'étendre à la découverte du tonneau, faite à la fin de la perquisition; qu'il n'était point présumable que Gallois eût chargé ces deux individus de reconnaître pour lui l'objet trouvé en fraude, avant même que la recherche eût été commencée; que les employés avaient même tellement reconnu l'insuffisance, à cet égard, de la présence des deux mandataires, qu'immédiatement après la découverte de la fraude et la description des espèces et mesure, ils étaient venus trouver Gallois pour lui en faire part; mais que ce faire part, accompagné surtout de la demande de représenter une expédition, ne pouvait rien produire en faveur de la prétendue insuffisance de la présence de Fremaux et de l'ouvrier, si le mandat à eux donné s'étendait à tout ce qu'ils ont fait et reconnu; or, quand on voudrait admettre la restriction alléguée d'un mandat donné avec déclaration de s'en rapporter indéfiniment aux opérations des mandataires, dont l'un était l'employé et l'autre un ouvrier de Gallois, il suffirait qu'ils eussent été préposés et commis par

lui à l'effet d'assister en ses lieu et place, à toute les visites que les employés voudraient faire, pour que, dès ce moment, et par la nature des découvertes éventuelles d'objets de fraude et des opérations à faire en conséquence dans le cours de ces visites, ils fussent constitués indéfiniment ses agents, ses représentants, et que les employés pussent légalement faire et constater avec eux, pendant ces mêmes visites, tout ce qu'ils auraient eu le droit de faire et constater avec lui-même, de manière à n'avoir point à recommencer ensuite, en sa présence personnelle, les opérations précédemment faites, opérations desquelles, au surplus, l'art. 35 du décret du 1^{er} germinal an 13, l'avait de plein droit rendu responsable; — Considérant qu'il résulte de ce que dessus, que le tribunal correctionnel de Charleville, en annulant le procès-verbal dont il s'agit, a fait une fautive application de l'art. 21, et commis une violation de l'art. 35 du décret du 1^{er} germ. an 13; — Considérant ensuite que la validité du procès-verbal de saisie étant ainsi établie, il était incontestable qu'il se trouvait régulièrement constaté, indépendamment de l'instruction, que Gallois avait commis une contravention aux art. 97, 98 et 100 de la loi du 28 avril 1816; d'où la conséquence qu'il y avait pour les juges obligation de prononcer contre lui, outre la confiscation, l'amende encourue pour cette contravention; et qu'en se dispensant de condamner le contrevenant à cette amende, le tribunal correctionnel de Charleville a, sous ce rapport spécial, violé lesdits art. 97, 98 et 100, et en même temps l'art. 106 de la loi du 28 avril 1816; — Casse, en ce qui concerne l'annulation du procès-verbal du 26 mars 1818 et le défaut de condamnation à ladite amende, le jugement dudit jour 13 fr. 1819, etc.

Du 9 déc. 1819. — Sect. crim. — Prés. M. Barris. — Rapp., M. Bullig. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

BOISSONS. — TRANSPORT. — EXPÉDITIONS.

Lorsque des circonstances quelconques nécessitent, soit une suspension de transport, soit un changement de voiture ou de voiturier, le conducteur chargé du transport doit en faire la déclaration au plus prochain bureau de la régie. — Il ne lui est pas permis de faire décharger et introduire chez un tiers les boissons transportées, qu'après cette déclaration et un permis de séjour ou de dépôt.

Un débitant commet une contravention en faisant décharger et en recevant chez lui des boissons sur des expéditions qui ne l'indiquent pas comme destinataire. (L. du 28 avril 1816, art. 61.)

(Contrib. indir. — C. Grave et autres.)

Du 10 déc. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Chasle. — Concl., M. Hua, av. gén.

FRET. — RETOUR.

Du 10 déc. 1819 (aff. Franly-Swardoff). — V. cet arrêt à la date du 10 déc. 1818.

(1) Il est de jurisprudence, en effet, qu'une société n'est pas commerciale par cela seul qu'elle se trouve constituée sous l'une des formes déterminées par la Code de commerce. Il est admis unanimement que ce qui détermine le caractère civil ou commercial d'une société, ce n'est pas sa forme, mais bien son objet. V. en ce sens, Cass. 28 brum. an 13, et la note; Paris, 8 et 11 décembre 1830. — 1. aussi dans ce sens, Duvergier, *Contrat de société*, ch. 5 et dernier. — Toutefois, la Cour de

SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — CONTRIBUTIONS DE GUERRE. — IMMEUBLES. — COMPÉTENCE.

Une société formée entre des particuliers pour entreprendre de paiement des contributions de guerre imposées à un Etat, au moyen d'abandon et vente de certains immeubles à réméré, n'est point du tout une société commerciale, encore que ses opérations nécessitent habituellement des actes de commerce. Les contestations relatives à une pareille association, ne sont donc pas de la compétence des juges du commerce. (Cod. comm., 631, 632 et 634.) (1)

(Otto de Treskow et consorts — C. Haller.)

Le 26 sept. 1811, S. M. le roi de Prusse pour acquitter une contribution de guerre, qu'elle s'était obligée de payer à la France, fit un traité avec les sieurs Otto de Treskow, Delarivière, Haller et autres particuliers associés à cet effet. — Elle leur vendit, avec pacte de réméré et moyennant 7,442,787 rixdallers (environ 26 millions de France) divers domaines de la couronne, à la charge par les acquéreurs, de payer ladite somme de 26 millions, à Paris, et en cédula de 500,000 fr. chacune, faites à l'ordre du trésor public de France. — Le gouvernement prussien s'obligea en outre, pour le cas où il exercerait le réméré, à payer à la société des acquéreurs, une prime de 3 p. 100 sur le capital dont ils auraient fait l'avance.

Cinquante-deux cédulae, de 500,000 fr. chacune, furent souscrites à Berlin, en exécution de ce traité, par le sieur Otto de Treskow, fondeur des pouvoirs spéciaux de la société. — Le sieur Haller, qui demeura à Paris, fut chargé des négociations et recouvrements nécessaires pour réaliser les paiements à faire par la société.

En 1812, le gouvernement prussien fit connaître l'intention qu'il était d'exercer la faculté de réméré qu'il s'était réservée par le traité du 26 sept. 1811; en conséquence, il fit offre aux associés Otto de Treskow, Delarivière et autres de leur payer la prime de 3 pour 100 qui leur avait été promise par le même acte. — Dans cette circonstance, le sieur Haller de Paris fut encore chargé par ses coassociés de faire ce qui serait nécessaire pour le recouvrement de la prime accordée, sauf à rendre plus tard compte de ses opérations dans l'intérêt de la société. — Par suite de ce nouveau mandat, et par exploit des 5 et 16 mai 1817, le sieur Haller a été assigné devant le tribunal de commerce de la Seine, à fin de radiation de compte de sa gestion envers ses coassociés.

Le sieur Haller a décliné la juridiction du tribunal de commerce; il a soutenu que l'association dont il avait fait partie n'avait rien de commercial; que son seul objet avait été d'acheter des immeubles avec pacte de réméré, pour la garantie de l'obligation contractée par lui et ses associés, d'acquitter la contribution de guerre due par la Prusse à la France, et que cette opération n'avait en rien en soi qui pût la faire considérer comme un acte de commerce; en conséquence, il a demandé son renvoi devant les juges civils.

21 juill. 1817, jugement qui : attendu que

Bruxelles a jugé, le 3 mars 1810, qu'une société qui réunit les caractères de la société anonyme est, quel que soit son objet, une société de commerce, et, qu'en conséquence, les demandes formées contre une société de cette espèce, sont de la compétence du tribunal de commerce, encore qu'il s'agisse d'une société ayant pour objet l'exploitation d'une mine. Mais voy. les observations qui accompagnent cet arrêt, et les autorités qui y sont indiquées.

toute opération ayant rapport à une société en participation est du ressort du tribunal de commerce; attendu que l'opération qui a eu lieu entre les parties, n'avait d'autre objet qu'une association pour partager en définitive un bénéfice résultant d'une opération de finance...; rejette le déclinatoire proposé par Haller.

Appel de la part de ce dernier devant la Cour royale de Paris. — 7 mars 1818, arrêt qui lui fait : « attendu que soit par la nature de la convention primitive, soit par la qualité des parties, la cause n'était point de la compétence de la juridiction commerciale. »

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Otto de Treskow, Delarivallière et autres, pour violation des art. 631, 632 et 634 du Code de comm.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la compétence du tribunal de commerce ne pouvait résulter, aux termes de l'art. 631 du Code de comm., que de la qualité des parties contractantes, ou de la nature des actes; que, quant à la qualité des parties, elle ne pouvait être attributive de la juridiction commerciale dans l'espèce, où les demandeurs en cassation, qui sont aussi les demandeurs originaux, ne sont pas et ne se qualifient pas négociants, marchands ou banquiers; que, quant à la nature des actes, celui du 26 sept. 1811 présente une aliénation d'immeubles à faculté de rachat; que cette aliénation est une véritable vente, puisqu'elle se résout par la simple expiration des délais en une véritable vente; que les ventes d'immeubles ne sont point placées par l'art. 632 au nombre des actes de commerce; que les associations, pour une opération purement civile, ne changent pas la nature de cette opération; qu'ainsi la Cour de Paris, en refusant de reconnaître, dans la demande introductive d'instance, les caractères qui déterminent la juridiction des tribunaux de commerce, n'a point violé les articles 631 et 632 du Code de comm.; — Rejette, etc.

Du 14 déc. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henric de Panscy. — Rapp., M. Borel de Bretizel. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Delagrèze.

ENREGISTREMENT. — COMPÉTENCE. — SAISIE-ARRÊT.

Les règles spéciales de compétence en matière d'enregistrement, n'ont pas été abrogées par les dispositions générales du Code de proc. Singulièrement : — Le privilège accordé à la régie de l'enregistrement de ne plaider que devant le juge local, sur le mérite des contraintes par elle décernées, s'étend jusqu'aux saisies-arrêts et aux actions sur la validité de ces saisies-arrêts; c'est-à-dire que, nonobstant le droit commun établi par le Code de proc., la

régie, lorsqu'elle veut faire déclarer valable une saisie-arrêt par elle formée à la suite d'une contrainte, est dispensée d'assigner devant les juges de la partie saisie (1).

(Enregistrement — C. Meyer.) — ARRÊT.

LA COUR R.; — Vu l'art. 64 de la loi du 22 frim. an 7; — Attendu que, d'après cet article, les difficultés auxquelles peut donner lieu l'exécution des contraintes décernées par l'enregistrement, doivent être portées devant le tribunal du lieu où est établi le bureau de son préposé; qu'à cet égard la loi déroge évidemment à la règle générale, *actor sequitur forum rei*, consacré par l'art. 567 du Code de proc.; — Que, dans l'espèce, bien qu'il n'eût été formé par le redevable aucune opposition à la contrainte décernée contre lui, et qu'il n'y eût par conséquent aucune instance engagée sur une telle opposition, la saisie-arrêt pratiquée entre les mains d'un débiteur de ce redevable n'était pas moins une suite de cette contrainte, et un moyen légal employé pour obtenir l'exécution; — Qu'il suit de là que l'instance en validité de cette saisie-arrêt a dû être portée devant le tribunal civil de Pithiviers, et qu'en se déclarant incompétent pour en connaître, ce tribunal a fausement appliqué l'art. 567 du Code de proc., et violé l'art. 64 de la loi du 22 frim. an 7; — Donne défaut contre le sieur Meyer, non comparant; — Et, pour le profit d'icelui, — Casse, etc.

Du 14 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Huart Duparc.

1° EXPROPRIATION FORCÉE. — INDIVISION. — COHÉRITIERS.

2° SAISIE IMMOBILIÈRE. — TRANSCRIPTION.

1° L'art. 2205 du Code civil, d'après lequel la part indivise d'un cohéritier ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels, avant le partage ou la licitation, ne fait point obstacle à ce que les créanciers saisissent cette part, sans provoquer le partage avant l'adjudication définitive. (Cod. civ., 2205.) (2)

2° L'art. 680 du Code de proc. portant que la saisie doit être transcrite au greffe du tribunal, dans la quinzaine de la transcription au bureau des hypothèques, n'est pas applicable au cas où il s'agit d'une seconde saisie plus ample, et qui, conformément à l'art. 720, a été dénoncée au premier saisissant pour poursuivre sur les deux. — Il suffit que le premier saisissant ait fait transcrire la seconde saisie dans la quinzaine de la dénonciation à lui faite.

(Les héritiers Besson — C. Poullain et Dumont.)

La dame veuve Poullain était créancière du sieur Pierre Besson, en vertu d'un titre exécutif

(1) Dans l'espèce, la saisie-arrêt a été considérée par la Cour comme une suite de la contrainte, et ce motif a déterminé la forme du pourvoi. V. l'arrêt du 29 avril 1818, et le Dictionnaire des droits d'enregistrement, de MM. Championnière et Rigaud, v° Pourvois, n° 82 à 86.

(2) V. en ce sens, Gênes, 28 juill. 1812, et la note. — Mais la Cour de cassation a abandonné plus tard cette jurisprudence, et par arrêt du 3 juill. 1826, elle a décidé que la prohibition faite par l'art. 2205 du Code civil, doit s'entendre non-seulement de l'adjudication, mais encore de toutes les poursuites d'expropriation, autres que le commandement dont la saisie doit être précédée. V. conf., Pau, 10

déc. 1832; Lyon, 9 janv. 1833. Cette doctrine est aussi celle de la plupart des auteurs. V. Carré, Proc. civ., quest. 2206; Tarrillo, Rep., t. 12, p. 219, § 3, n° 2; Pigeau, Comment., t. 2, p. 270, n° 5; Dalloz, tom. 11, p. 668, n° 7; Berriat Saint-Prix, p. 573, note 25, n. 1; Persil père, Quest., tom. 2, p. 195; Persil fils, Comment. sur la loi du 2 juin 1841, p. 17, n° 13; et Chauveau sur Carré, t. 5, p. 409, n. 17. C'est encore en ce sens que l'art. 2205 du Code civil a été interprété par la commission du gouvernement, lors de la discussion de la loi du 2 juin 1841. V. Chauveau, loc. cit. p. 110 à la note. — Mais voy. en sens contraire, Poitiers, 20 août 1845; Laëliaise, t. 1, p. 112; Favard de Langlade, v° Expropriation forcée, § 2, n° 4, et Paignon, t. 1, p. 50, § 6.

toire, portant constitution d'une rente viagère; pour sûreté de sa créance elle avait hypothéqué sur onze maisons, appartenant à son débiteur, et situées à Rouen.

En 1817, et après le décès du sieur Besson, la dame Poullain fait procéder à la saisie immobilière des onze maisons à elle hypothéquées, contre la veuve et les enfans Besson, héritiers du sieur Pierre Besson. — Tandis qu'elle poursuivait sa saisie, un sieur Dumont, qui n'était point créancier de tous les héritiers Besson, mais seulement de l'un d'eux, la dame veuve Besson, saisit les onze maisons déjà comprises dans la saisie de la dame Poullain, et en outre une douzième maison également située à Rouen, et appartenant à la succession Besson.

Le 12 mai 1817, pour satisfaire au vœu de l'art. 720 du Code de proc., portant que si une seconde saisie est plus ample que la première, le second saisissant sera tenu de dénoncer la saisie au premier saisissant qui poursuivra sur les deux, etc., le sieur Dumont dénonce sa saisie à la dame Poullain, qui surseoit aux poursuites par elle commencées, à l'effet de conduire la saisie du sieur Dumont au même état que la sienne.

Jugement qui ordonne la surseance et la jonction des deux saisies. — La dame Poullain continue les poursuites à l'effet de procéder à l'adjudication préparatoire.

En cet état, tous les héritiers Besson demandent la nullité de la saisie immobilière, faite par la dame Poullain, par le motif que les affiches apposées ne contenaient pas toutes les formalités prescrites par la loi.

D'ailleurs la veuve Besson attaque la saisie dirigée contre elle personnellement par le sieur Dumont, en se foudant : 1° Sur ce que le sieur Dumont n'avait pu saisir les maisons appartenant par indivis à elle et aux autres héritiers Besson, et qu'il aurait dû préalablement provoquer le partage, conformément à l'art. 2205 du Code civil; 2° sur ce que la saisie du sieur Dumont n'avait pas été transcrite au greffe du tribunal de première instance, dans la quinzaine de la transcription au bureau des hypothèques, selon le vœu de l'art. 680 du Code de proc. civ.; la première transcription ayant eu lieu le 5 mai 1817, et la seconde seulement le 24 du même mois.

Pour la dame Poullain et le sieur Dumont, on répondait : que les nullités reprochées aux affiches avaient été couvertes par de nouvelles affiches régulières, apposées avant l'adjudication préparatoire (au surplus, il ne paraît pas que ce moyen ait été sérieusement débattu entre les parties); — Que l'art. 2205 du Code civil, défend seulement de faire vendre les biens appartenant par indivis à un des cohéritiers; mais qu'il n'empêche pas la saisie et les poursuites pour arriver à la vente, sauf à provoquer le partage, avant l'adjudication; que, dans l'espèce, la demande en partage était sans objet, puisque la dame Poullain qui poursuivait sur les deux saisies n'était pas seulement créancière d'un des cohéritiers, mais bien de la succession; — Qu'enfin, le défaut de transcription de la seconde saisie au greffe du tribunal dans la quinzaine de la transcription au bureau des hypothèques, ne pouvait être proposé comme moyen de nullité, par la raison que l'art. 720, après avoir ordonné la dénonciation de la saisie plus ample au premier saisissant, n'indique point le délai dans lequel celui-ci doit faire transcrire la saisie à lui dénoncée, au greffe du tribunal; qu'en tous cas, la saisie du sieur Dumont avait été dénoncée à la dame Poullain, le 12 mai 1817, et que la dame Poullain l'avait fait transcrire le 24; qu'ainsi

elle avait rempli autant qu'il était en elle, le but de l'art. 680.

28 août 1817, jugement du trib. civil de Rouen, ainsi conçu : « Attendu que la saisie de la dame veuve Poullain est régulière, et que toutes les formalités ordonnées par les arts. 680, 681, 682, 683, 684 du Code de proc. ont été observées. A l'égard de la saisie de Dumont : attendu que cette saisie a été faite par augmentation, laquelle a été dénoncée à la veuve Poullain, conformément à l'art. 720 du Code de proc.; que cette saisie a été transcrite au bureau des hypothèques, requête du sieur Dumont, et ensuite transcrite au greffe de ce tribunal, par la veuve Poullain; — Attendu qu'aux termes de l'art. 720 du Code de proc., la dame veuve Poullain a été forcée de poursuivre sur la saisie du sieur Dumont, et de surseoir à la sienne, jusqu'à ce que celle du sieur Dumont fût au même degré que la première, et que, dans cette circonstance, la loi n'indique aucun délai dans lequel la transcription doit être faite au greffe du tribunal pour la seconde saisie; — Attendu que la veuve Poullain est créancière sur la succession du sieur Besson, et que dès lors la demande en partage est sans objet; — Le tribunal, sans s'arrêter aux moyens de nullité proposés par les héritiers Besson, dont ils sont déboutés, ordonne qu'il sera passé outre à l'adjudication préparatoire. »

Appel. — 1^{er} avril 1818, arrêt de la Cour royale de Rouen, ainsi conçu : « Adoptant les motifs des premiers juges, et considérant en outre, en ce qui touche la saisie réelle faite, requête du Dumont, que cette saisie a été transcrite au bureau des hypothèques, le 5 mai, et que la dénonciation de ladite saisie a été signifiée le 12 du même mois à la veuve Poullain, qui en a fait faire la transcription le 24 au greffe du tribunal de première instance; qu'ainsi et dans le silence de l'art. 720 du Code de procédure civile, la veuve Poullain ayant fait transcrire au greffe la saisie de Dumont dans la quinzaine de la notification qu'elle en avait reçue, elle a satisfait, autant qu'il était en elle, au vœu de l'art. 680 du même Code; — Considérant, d'une autre part, que l'art. 2205 du Code civil, qui interdit la vente des biens indivis, n'empêche point la saisie; qu'alors et en supposant que la veuve Besson ait un droit de copropriété dans la maison saisie, requête de Dumont, les diligences faites jusqu'à ce jour n'en sont pas moins valables, sauf à surseoir à la vente par adjudication, jusqu'après partage, s'il y a lieu; La Cour met les appellations au néant, ordonne que le jugement sortira son plein et entier effet. »

Pourvoi en cassation, 1^o pour violation de l'art. 2205, du Code civil, et fautive application de l'art. 720 du Code de proc. civ.; 2^o pour violation de l'art. 680 du Code de proc. civ.;

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, que la veuve Poullain qui, dans le principe, n'avait compris dans sa saisie immobilière que les onze maisons affectées par feu Besson au service de la rente viagère créée tant à son profit qu'au profit de feu son mari et du survivant d'eux, a été obligée, d'après les poursuites de Dumont qui, avec les mêmes onze maisons, en embrassait une douzième appartenant au même Besson, et laquelle n'était pas affectée à l'hypothèque de la rente viagère, de poursuivre elle-même la vente de cette douzième maison l'obligation lui en ayant été imposée par le jugement du 17 juill., qui a réuni les deux saisies immobilières du sieur Dumont et de la dame veuve Poullain, et en a consacré la suite à cette dernière; — Qu'indépendam-

ment de ce jugement qui n'a pas été attaqué, la dame veuve Poullain a pu poursuivre l'expropriation des douze maisons, parce que, comme subrogée au sieur Dumont, celui-ci avait pu saisir réellement les douze maisons, puisque l'art. 2205 du Code civ., ne prohibe que la vente de la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession avant le partage ou la licitation, et n'empêche pas de la mettre sous la main de la justice par une saisie réelle, et que le sieur Dumont n'était pas allé plus loin par sa poursuite; et que de son chef la dame veuve Poullain était créancière de la succession du feu sieur Besson, cet article lui devenait étranger, et ne s'opposait à son égard, ni à la saisie immobilière, ni à l'adjudication définitive; — Qu'à la vérité, la dame veuve Poullain n'avait pas d'hypothèque sur la dernière maison, mais qu'elle avait un titre exécutoire, en vertu duquel et de l'action personnelle qu'il lui donnait contre le feu sieur Besson, elle avait le droit, d'après l'article 551 du Code de proc., de poursuivre la vente de tous ses biens sans la discussion de ses droits sur le prix de la vente dans l'ordre qui doit avoir lieu entre les créanciers après l'adjudication définitive;

Attendu, sur les moyens de forme: — 1^{er} Qu'il n'est pas contesté que la saisie immobilière, interposée à la requête de la dame veuve Poullain, a été enregistrée dans la quinzaine, au greffe du tribunal civ.; qu'ainsi il a été satisfait de son chef à la disposition de l'art. 680 du Code de proc. civ.; — 2^o Qu'à l'égard de celle du sieur Dumont, la dame veuve Poullain l'a également fait transcrire au greffe, dans la quinzaine de la notification qui lui en a été faite; que, par conséquent elle s'est également conformée à ce même article sous ce rapport, autant qu'il était en elle; et que a il en était autrement, il pourrait arriver que la partie poursuivante fût réduite à l'impossible. — 3^o Que l'art. 720 du même Code de procédure civile, relatif au concours de deux saisies immobilières, dont la seconde est plus ample que la première, n'a aucune disposition particulière sur le délai pour la transcription au greffe de la seconde saisie, lorsque la première l'a été dans un délai compétent; qu'ainsi l'arrêt attaqué n'a pas pu contrevenir à cet article; — Qu'ainsi, les reproches nombreux faits à l'arrêt, sont tous dénués de fondement; — Rejette, etc.

Du 14 déc. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Dumoyet — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Leroi Neufville.

1^{er} LEGS UNIVERSEL. — LEGS INCERTAIN. — NULLITÉ.

2^o GARANTIE. — CASSATION.

1^o Lorsqu'un testament renferme un legs universel, valable en soi, peu importe qu'il y ait ensuite une charge imposée au légataire, de remplir les intentions secrètes du testateur pour une quotité indéfinie (1). — Si cette charge est une disposition nulle, comme legs incertain, la nullité profite au légataire universel, non aux successibles. (Cod. civ., 1003 et 1057.) (2)

2^o Devant la section civile de la Cour de cassation, le défendeur peut appeler en garantie,

(1) Il en serait autrement si le legs universel était fait lui-même à une personne incertaine, et laisse à la volonté d'un tiers. Dans ce cas, le légataire véritable resterait inconnu, et cela suffirait évidemment pour vicier la disposition testamentaire. V. Cass. 12 août 1811 (aff. Laugier). V. sur cette distinction la note qui accompagne cet arrêt et les autorités auxquels il est renvoyé.

pour le cas éventuel de la cassation, celui qu'il avait appelé en garantie devant les juges du fond, lorsque celui-ci n'a été renvoyé de la demande en garantie que parce qu'il n'avait obtenu ses conclusions principales (3).

(Broë de la Navarre et Jeonbeau — C. Thieset.)

Par plusieurs testaments successifs, la dame veuve Joly avait institué le sieur Thieset son légataire universel, à la charge par lui, disait la testatrice, d'exécuter mes autres dispositions pleines de bienfaisance et d'ans particuliers, que je lui ai fait connaître sous le secret, dont il ne devra rendre compte à personne, m'en rapportant entièrement à lui pour le mode d'exécution.

Cette clause a paru à plusieurs héritiers, tant de la ligne paternelle que de la ligne maternelle, vicier le legs universel fait au sieur Thieset, mais les contestations nées à ce sujet ont été terminées par diverses transactions.

En 1816, le sieur de Broë de la Navarre, héritier de la ligne maternelle, et qui jusque-là avait gardé le silence, attaque les testaments; il soutient qu'il sont nuls par suite de la nullité des dispositions secrètes qu'ils contiennent.

Le sieur Thieset défend à la demande en nullité, et appelle en garantie les sieurs Jeonbeau et consorts, avec lesquels il avait précédemment transigé comme étant seuls héritiers de la ligne maternelle.

30 juin 1817, jugement du tribunal de Bar-sur-Seine, qui déclare nuls les testaments et rejette la demande en garantie. Il était motivé sur ce que les legs secrètes ne manifestaient pas suffisamment la volonté de la dame Joly; que, d'ailleurs, le droit accordé aux légataires de réclamer la délivrance des legs, et aux héritiers de demander l'exécution des conditions, ne pouvait être exercé; que, s'il était permis de faire de pareilles dispositions, on pourrait établir des substitutions prohibées par la loi, appeler les incapables, et que le légataire universel pourrait éluder la volonté du testateur, puisque le moyen de le contraindre à l'exécuter manquerait; que, d'ailleurs, la charge imposée au légataire d'acquiescer des dons particuliers, constitue une obligation absolue, inséparable du legs universel, et non une condition prévue par l'art. 900 du Code civil; qu'ensuite, les dispositions secrètes n'étaient pas rédigées dans les formes prescrites par la loi; qu'elles étaient, sous tous les rapports, frappées de nullité, et qu'elles viciaient les testaments auxquels elles se rattachaient.

Appel de la part du sieur Thieset, tant du chef qui déclare les testaments nuls que du chef qui rejette sa demande en garantie.

30 mars 1818, arrêt de la Cour royale de Paris, qui infirme, à la charge par Thieset d'affirmer en personne, à l'audience, que les clauses secrètes à lui imposées ne concernent aucune personne incapable ou prohibée, et qu'il est dans l'intention d'exécuter lesdites charges: « attendu que Thieset a été institué légataire universel, et que les clauses secrètes imposées à sa foi sont des charges qui n'ont pas vicié les dispositions principales des testaments; et sur la demande en garantie, met les parties hors de Cour. »

(2) Sic. Rolland de Villargues, des Substitutions, n^o 345; Coin-Delisle, Comment. sur les art. 1046 et 1047, n^o 10. On décide en ce sens, en effet, que les legs devenus caducs accroissent à l'héritier institué et non à l'héritier leg-time. V. Cass. 2 brum. an 8, et la note; 20 juill. 1809.

(3) Cela a encore été jugé par la Cour de cassation, le 2 déc. 1833.

POURVOI en cassation de la part du sieur Broé de la Navarre. Il invoquait plusieurs moyens :—

1^o Contravention à l'art. 895 du Code civil; cet article est ainsi conçu : « Le testament est un acte par lequel le testateur dispose, pour le temps où il ne sera plus, de tout ou partie de ses biens. »

— La dame Joly, par les actes dont il s'agit, dispose-t-elle de ses biens ? Non ; car elle déclare qu'il y a d'autres dispositions secrètes et non-déclarées par le testament, qui doivent être exécutées sur ces mêmes biens : en sorte que le legs universel fait à la charge d'exécuter ces autres dispositions n'est qu'un véritable mandat pour faire passer à d'autres. Et quant au sieur Thiesset, que lui restera-t-il ? lui restera-t-il même quelque chose d'après ces autres dispositions qui sont le véritable testament ? on n'en sait rien. Ce sont ces dispositions secrètes qui seules apprendront à qui la dame Joly laisse tout ou partie de ses biens, et quelle partie à chacun. — Les prétendus testaments dont il s'agit ne sont donc que l'annonce, le préambule, la préface d'un autre testament auquel ils renvoient ; et le véritable testament est tout entier dans ces mystérieuses dispositions qui seules peuvent faire connaître de quelle manière la dame Joly dispose de ses biens.

2^o Contravention à l'art. 967 du Code civil; cet article s'exprime ainsi : « Toute personne pourra disposer par testament, soit sous le titre d'institution d'héritiers, soit sous le titre de legs, soit sous toute autre dénomination propre à manifester sa volonté. » — Il faut donc que le testament soit l'expression de la volonté du testateur, et il n'y a pas de testament là où il n'y a que l'indication d'une volonté secrète, qui se trouve soumise elle-même à la volonté et à la loi d'un tiers qui peut y substituer la sienne propre. — La loi romaine disait également : *Testamentum est voluntatis nostra iuxta sententia, de eo quod quis post mortem suam fieri velit.* — Il y a plus ; il faut que la volonté soit manifestée ; et il n'y a pas de testament là où il n'existe qu'une volonté secrète qui reste inconnue à ceux mêmes qui peuvent être appelés à en profiter, et qui ne met pas les tribunaux à portée d'en surveiller la légitimité. — Ces principes, évidens sous toutes les législations, le sont bien plus encore sous notre législation moderne, qui, différente en ce point de l'ancien droit ne permet même plus de confier à un tiers la faculté d'être un légataire entre plusieurs personnes désignées par le testament même.

3^o Contravention à l'art. 969 du Code civil. — D'après cet article, un testament ne peut être qu'olographe, ou fait par acte public, ou dans la forme mystique. — Un testament semblable à celui de la dame Joly formerait une quatrième manière de tester ; ce serait un testament par confidence. — Ce serait un testament par témoignage. Or, de semblables testaments ont été depuis longtemps proscrits. La loi a même exigé de nombreuses formalités, à défaut desquelles la volonté du testateur cesse à ses yeux d'être suffisamment prouvée. Et des dispositions secrètes qui ne seraient attestées que par un témoin, par un seul témoin, seraient valables... Ce serait nous remettre bien au delà de ce qui se tolérât quelquefois avant l'ordon. de 1735.

4^o Contravention à l'art. 1014 du Code civil. — Cet article confère à tout individu appelé à un legs pur et simple, à partir du jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers ou ayans cause. — Comment ce droit pourra-t-il être exercé si le legs est secret, et confié à un témoin, et s'il plait à ce témoin de ne le pas révéler.

5^o Contravention à l'art. 896 du Code civil. — Cet article défend les substitutions, et frappe de nullité même l'institution principale, quand il y a substitution. — N'est-il pas évident qu'admettre la validité d'un testament semblable à celui de la dame Joly, c'est autoriser les substitutions que le Code prohibe si expressément ? — Vainement opposerait-on que la preuve de la substitution ne résulte pas de l'acte même. On sent, d'abord, que c'est plutôt éluder la difficulté qu'y répondre ; car c'est précisément parce que la loi prohibe les substitutions, que ceux qui voudraient faire une semblable disposition auraient soin de la déguiser. Et quelle est la prohibition de la loi qui aurait son effet, si les magistrats permettaient qu'elle fût éludée par de semblables détours ?

Mais, laissons parler le législateur lui-même. — On demandait, par interprétation de la loi du 17 nivôse an 2, qu'il fût prononcé sur le sort des dispositions entre conjoints, par lesquelles l'un d'eux, en donnant à l'autre, aurait déclaré qu'il s'en rapporte à celui-ci pour l'exécution de ce qui lui a été recommandé sous le secret.

Le législateur répond dans la loi des 22 et 23 ventôse an 2 : « Qu'une telle disposition n'est qu'un fideicommiss, ou, si l'on veut, un acte visiblement dirigé au profit d'un tiers, qui n'est point, comme le conjoint, capable de recueillir, et que sous ce rapport, une semblable disposition ne peut subsister. » — Le testament de la dame Joly s'écroule donc en entier, comme contenant une substitution fideicommissaire tacite, suffisamment prouvée par ses termes mêmes.

6^o Contravention aux art. 6, 908, 909, 910, 912 et 1046 du Code civ. — Le premier de ces articles pose ce principe général, que l'on ne peut, par des conventions particulières, déroger aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. — Les autres portent des prohibitions, qui toutes intéressent l'ordre public. — La loi veut que les dispositions testamentaires soient publiques et ostensibles, afin que toutes les parties qui peuvent y être intéressées, et les magistrats chargés du maintien des bonnes mœurs, puissent exercer leur surveillance sur les actes de dernière volonté ? Ainsi, il n'appartient pas à un individu de déroger à cette règle sainte, parce que dès lors toutes les prohibitions de la loi deviendraient inutiles, et pourraient être impunément éludées.

7^o Fausse application de l'art. 1365 du Code civ. — Cet article accorde au juge le droit de déferer d'office le serment à l'une des parties, pour en faire dépendre la décision de la cause. — Mais, sur quoi le juge peut-il déferer le serment ? Est-ce sur une question de droit ? Non, certes ; car alors, d'une part, il se dépouille de ses fonctions pour les transporter à une des parties qu'il constitue dès lors juge dans sa propre cause ; d'autre part, il se rend coupable d'un véritable déni de justice. — C'est donc uniquement sur une question de fait que le juge peut déferer le serment. Ainsi le veulent les premiers principes du droit, et même le texte formel de l'art. 1359 du Code, qui est applicable aux deux espèces de serment. C'est aussi ce que disait, devant la Cour de cassation, le magistrat qui remplissait les fonctions du ministère public dans l'affaire des héritiers Mérimol contre le sieur Augier. Il s'exprimait ainsi : — Mais, en droit, que peut faire ici le serment ? Toute disposition testamentaire doit se justifier par ses propres termes, elle doit porter avec elle-même la preuve de sa légitimité ; et dès que, pour juger de sa légitimité, on est obligé de sortir du testament, le testament n'est plus *voluntatis iuxta sententia* ; il n'a de testament que le nom. — Quels dangers n'y aurait-il pas, d'ailleurs, à sub-

ordonner ainsi le hile ostionepareills otrp s'id au serment a prêter par un tiers sur la capacité des personnes qu'elles concernent? Ce tiers pourrait avoir, sur la capacité de recevoir par testament, des idées entièrement opposées aux règles établies par la loi. Il pourrait, dans sa conscience, regarder comme permis ce que la loi prohibe, il pourrait même ignorer ce que la loi prohibe en effet. Mais alors que deviendraient les prohibitions écrites dans la loi? Et ne vaudrait-il pas mieux les abolir, que de les laisser éluder avec une aussi scandaleuse facilité? — La loi ne destine le serment qu'à éclaircir les doutes de la justice sur les questions de fait; et ici, le serment du tiers ne déciderait pas seulement des questions de fait, il trancherait encore des questions de droit. Ce serait le renversement de tous les principes. — Qu'a fait, continue le demandeur, la Cour royale de Paris dans son arrêt du 30 mars? Regardant avec raison la validité du legs universel comme dépendante de celle de dispositions secrètes dont il était le mode d'exécution, elle a déferé au sieur Thiesset le serment sur la capacité des personnes appliquée à ces dispositions. Mais c'était là une question de droit qu'il n'appartenait qu'à la Cour elle-même de juger, et non pas au sieur Thiesset. Ainsi, et en définitive, c'est au sieur Thiesset que la Cour a fait juger le procès, et elle a refusé de le juger elle-même.

Pour le sieur Thiesset, on répondait : — Les divers moyens de nullité, proposés contre le testament, et résultant de la violation des art. 967, 982 et 1044 du Code civ., ne pourraient vicier que les dispositions secrètes dont il est question; car ce sont ces dispositions seules qui ne sont pas énoncées en termes exprès, et revêtues des formes exigées pour les testaments, dont enfin les légataires ne pourraient réclamer l'exécution; or, qu'importe à la validité de l'institution d'héritier, la nullité des dispositions secrètes; les conditions nulles opposées à un legs universel ne le vicient point, elles sont réputées non écrites, les objets compris dans des legs particuliers, qui sont déclarés nuls, accroissent au legs universel. — On reproche, en outre, au testament qu'il pourrait servir à cacher des substitutions prohibées, ou à déguiser des avantages faits à des personnes incapables; mais la seule possibilité de la convention aux prohibitions de la loi, ne peut vicier le testament; celui qui en demande la nullité doit prouver le fait de la substitution ou de la disposition en faveur d'incapables : or, non-seulement cette preuve n'existe pas, mais il y a une présomption puissante du contraire; en effet, il est probable que si, par les dispositions secrètes, le testateur avait voulu éluder les prohibitions de la loi, il n'aurait pas même parlé de ces dispositions, de peur que les avantages illicites qu'elles renfermaient ne fussent découverts et annulés. — Enfin, on a cité la disposition de la loi du 22 vent. an 2, portant que la disposition secrète, insérée dans une donation entre époux, était de droit présumée un fidéicommiss, et par conséquent ne pouvait subsister; mais sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, la prohibition générale de disposer ne recevait d'exception qu'à l'égard des époux; il était donc certain que par cela seul que la disposition secrète était faite en faveur d'un tiers autre quo l'époux, elle était faite au profit d'un incapable, et par conséquent nulle; dans l'espèce, au contraire, la testatrice avait liberté entière de disposer; ainsi ce n'était plus le cas de tenir pour certain que ses dispositions secrètes avaient eu lieu au profit d'incapables. — En dernier lieu, le sieur Thiesset pouvait seul se plaindre de l'arrêt, en tant qu'il lui a déferé le ser-

ment sur ce fait, que les dispositions secrètes ne concernaient aucune personne incapable; car la nullité du testament ne doit être prononcée qu'autant qu'elle résulte des termes mêmes de l'acte; enfin la déclaration exigée ne pouvait, dans tous les cas, entraîner que la nullité des dispositions secrètes, nullité indifférente pour la validité de la disposition principale, l'institution d'héritier. — La jurisprudence de la Cour de cassation, invoquée par le demandeur, n'est pas en sa faveur comme il le prétend. L'arrêt Méridol qu'il a cité n'a point décidé qu'un testament, contenant des dispositions secrètes, était nul; mais seulement que le legs secret et laissé à la volonté d'un tiers, était nul. — Au surplus, s'il était utile de soutenir que les dispositions secrètes sont valables, on pourrait le faire avec avantage; les lois romaines établissent une distinction entre le legs remis à la volonté d'autrui, et les dispositions secrètes dont l'exécution est confiée à l'héritier; dans le premier cas, le legs est nul, parce que c'est la volonté du testateur qui doit seule donner au testament son existence; mais, dans le second cas, le legs est valable parce qu'il résulte de la volonté du testateur, et que seulement l'exécution est confiée à la bonne foi de l'héritier. Telle était la jurisprudence des parlements sur cette question.

Subsidièrement le sieur Thiesset a appelé devant la section civile les sieurs Jeanneau et consorts, pour le garantir, dans le cas où l'arrêt serait cassé.

Jeanneau et consorts ont soutenu qu'ils ne pouvaient être mis en cause devant la Cour de cassation, attendu que le chef de l'arrêt qui les renvoyait de la demande en garantie, n'avait été attaqué ni par le demandeur, ni par le défendeur, et qu'ils ne se trouvaient point compris dans l'arrêt d'admission rendu par la section des requêtes, au profit du sieur de Broé.

M. Cahier, av. gén., a conclu au rejet.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le sieur Thiesset a été régulièrement institué légataire universel dans les testaments de la dame Robin; que les dispositions secrètes dont le légataire universel a été directement chargé, sont nulles, puisque la volonté de la testatrice n'a été manifestée dans les testaments, ni quant au montant des libéralités particulières, ni quant aux personnes auxquelles ces libéralités pouvaient être destinées; que néanmoins le vice de ces dispositions secrètes n'a pas atteint le legs universel qui en est indépendant, et contre lequel il ne s'élève aucune incertitude ni aucune irrégularité; qu'il est de principe que, dans le cas de nullité ou de caducité des dispositions particulières, la disposition universelle, lorsqu'elle est régulière, profite de la nullité ou de la caducité; que, par conséquent, l'héritier ab intestat qui se trouve exclu par le légataire universel, est sans qualité pour se plaindre d'une nullité ou d'un vice qui profite uniquement au légataire universel;

Attendu qu'il n'est nullement établi que les testaments dont il s'agit contiennent aucune substitution; qu'ainsi le demandeur se borne-t-il lui-même à alléguer qu'il est à craindre qu'on n'abuse des dispositions secrètes pour faire oralement des substitutions; que la crainte de cet abus ne peut servir de motif aux tribunaux pour prescrire des substitutions et pour en trouver dans des testaments qui n'en contiennent pas; que la réponse à la onzième question de la loi du 22 vent. an 2 tient à un ordre de choses que le Code civ. a totalement aboli, en rendant aux testateurs la libre faculté de disposer de leurs

biens, et en établissant, en matière de succession, une législation totalement différente ;

Attendu, enfin, que les sieurs Jeanneau-du-Jardelay et consorts, qui avaient été parties, soit en première instance, soit sur l'appel, ont été régulièrement cités par le sieur Thieset ; que le pourvoi du sieur de Broé de la Navarre a rendu cette citation nécessaire de la part du sieur Thieset intéressé, dans le cas éventuel de la cassation, à exercer de nouveau un recours en garantie contre les sieurs Jeanneau-du-Jardelay et consorts ; — Rejette, etc.

Du 14 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Nicod, Mathias et Scribe.

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — SIGNATURE. — MENTION. — LECTURE. — CASSATION.

Dans un testament fait sous l'empire de l'ordonnance de 1735, et antérieurement à la loi du 25 vent. an 11, le défaut de mention de la signature du testateur n'entraîne pas nullité, lorsque d'ailleurs cette signature a eu lieu. (Ordonn. de 1735, art. 23; Cod. civ., 973.) (1)
La question de savoir si un testament contient mention suffisante de la lecture faite au testateur, n'est pas une simple question d'interprétation d'acte : la décision des juges du fond sur cette question peut donc donner ouverture à cassation. (Cod. civ., 972.) (2)

(Lebugeur—C. Delahaye.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR ; — Vu l'art. 23 de l'ordonnance de 1735, sur les testaments ; — Attendu que cette loi ayant eu pour objet spécial de régler la forme et les solennités des testaments et autres actes de dernière volonté, ainsi que son préambule l'énonce expressément, et son article dernier abrogeant au surplus toutes ordonnances, lois et usages différents ou contraires, c'est d'après les dispositions de cette ordonnance que doit être appréciée la forme des testaments faits sous son empire, et qu'ainsi le testament du sieur de la Haye, ayant pour date certaine le 21 prairial an 8, c'est aux seules dispositions de ladite ordonnance qu'il faut s'attacher pour décider si cet acte présente, ou non, l'observation rigoureuse des formalités légales ;

Cela posé, attendu, en ce qui touche le prétendu défaut de mention expresse de la lecture faite au testateur, que dans l'article précité de l'ordonnance, le législateur, loin de prescrire pour cette mention des termes exclusifs et sacramentels, a, au contraire, formellement déclaré qu'il n'en exigeait aucun : qu'il suit de là que, pour remplir le vœu de la loi, il suffit que la mention de la lecture faite au testateur résulte clairement des expressions employées dans l'acte, ce qui se rencontre évidemment dans l'espèce, d'après le rapprochement et la liaison des mots, lec-

ture faite, avec ceux énonciatifs de la déclaration du testateur de persister dans sa volonté précédemment émise ; qu'en vain les défenseurs ont objecté qu'il ne s'agissait ici que d'une simple interprétation d'acte, opération dans laquelle la Cour royale de Caen a pu errer sans que son erreur donne matière à la cassation de son arrêt ; qu'il s'agit, au contraire, de savoir si une formalité prescrite par la loi, à peine de nullité, a été remplie ainsi et comme le veut la loi, ou, ce qui est la même chose, si le testament attaqué est valable ou nul dans sa forme, ce qui constitue une véritable question de droit dont la décision, étant reconnue erronée, tombe dans le domaine de la cassation ;

Attendu, sur le défaut prétendu de mention expresse de la signature du testateur, que l'ordonnance de 1735 n'exige pas cette mention dans le cas où cette signature a eu lieu, mais exige seulement, dans le cas où cette signature n'existe pas, que la cause de ce défaut de signature soit expressément mentionnée, et qu'il est reconnu dans l'espèce, que le testament est revêtu de la signature du testateur ; — Attendu qu'il suit de ce que dessus, qu'en annulant sur les deux motifs susénoncés, du défaut de mention expresse de la lecture faite au testateur, et de mention expresse de sa signature, le testament du sieur Delahaye, du 21 prairial an 8, l'arrêt dénoncé a, sous ce double rapport, donné à l'ordonnance de 1735, une extension arbitraire, et vicié, par suite, les lois qui assurent d'une manière si impérative l'exécution des actes de dernière volonté ; — Casse, etc.

Du 15 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl. MM. Camus et Loiseau.

TIERS DÉTENTEUR. — CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE. — DISCUSSION.

Du 17 déc. 1819 (aff. Picot). — V. cet arrêt supra au 17 nov. 1819.

COUPS ET BLESSURES. — CORRECTION PATERNELLE. — MARQUES. — INCAPACITÉ DE TRAVAIL.

Le droit de correction que la nature et les lois civiles donnent aux pères et mères sur leurs enfants, ne leur confèrent pas le droit d'exercer sur eux des violences ou mauvais traitements qui mettent leur vie ou leur santé en péril : ces voies de fait rentrent dans les termes des art. 309 et suiv. du Code pén. (3).
Il ne suffit pas que les marques des coups ou blessures durent plus de vingt jours pour imprimer au fait le caractère du crime prévu par l'art. 309 du Code pén. ; il faut que ce soit la maladie ou incapacité de travail occasionnée par ces coups et blessures qui ait duré plus de 20 jours. (Cod. pén., 311.) (4)

1. S. p. 412.) Ainsi, les violences légères sont présumées l'exercice du droit de correction ; les violences graves excèdent ce droit, et prennent dès lors le caractère du délit prévu par l'art. 309. *

(1) V. conf., Cass. 14 déc. 1830. — C'est sur l'incapacité absolue d'un travail corporel quelconque que se fonde l'aggravation de la peine ; nulle autre condition ne peut remplacer celle-là. Les marques et les cicatrices, la maladie même, quand elle ne frappe pas le malade de l'impuissance de vaquer à aucune espèce de travail, ne changent point le caractère du délit. *

(1) V. en ce sens, Bruxelles, 27 prair. an 12, et la note.

(2) P. conf., Cass. 16 fév. 1814.

(3) Les parents, les maîtres, les tuteurs, disent MM. Hélie et Chauveau, ne peuvent être poursuivis à raison des châtimens qu'ils infligent aux enfans, pourvu que ces châtimens n'excèdent point les bornes de la modération, et ne deviennent point de mauvais traitemens. Ce n'est point la même chose exception aux règles du Code, car les coups portés modérément, en vue de la correction, ne feraient point supposer la volonté criminelle, qui est l'un des élémens du délit. (Théorie du Code pénal,

(Femme Lomet.)

Marguerite Baron, femme Lomet, ayant été déclarée coupable, par le jury, d'avoir, avec préméditation, exercé sur son enfant, âgé de cinq à six ans, des sévices et mauvais traitements dont les marques ne pouvaient disparaître que par des soins assidus pendant plus de vingt jours, fut condamnée par la Cour d'assises à la peine de cinq années de travaux forcés, par application des art. 309 et 310 du Code pénal.

La condamnée proposa trois moyens de cassation.

Elle fit résulter le premier moyen d'un vice de forme qui n'avait pour fondement qu'un fait inexact.

Le deuxième moyen était pris de la fausse application des art. 309 et 310 du Code pénal.

Le troisième moyen, enfin, était pris de ce que suivant la condamnée, les pères et mères ne pouvaient jamais être poursuivis pour les corrections qu'ils jugeraient à propos de donner à leurs enfants.

ARRÊT.

LA COUR : — Sur le premier moyen de cassation...

Sur le troisième moyen de cassation, pris de ce que les pères et mères, ayant le droit de corriger leurs enfants, ne peuvent, à raison de semblables corrections, être poursuivis en justice, et qu'ainsi la condamnation qui a été prononcée contre la demanderesse serait une violation de l'art. 304 du Code d'inst. crim., qui veut que l'accusé soit absous, lorsque le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale ; Considérant que si la nature et les lois civiles donnent aux pères, sur leurs enfants, une autorité de correction, elles ne leur confèrent pas le droit d'exercer sur eux des violences ou mauvais traitements qui mettent leur vie ou leur santé en péril ; que ce droit ne saurait être admis, surtout contre les enfants qui, dans la faiblesse du premier âge, ne peuvent jamais être coupables de fautes graves ; que la qualité de mère de la condamnée ne peut donc, dans l'état des faits déclarés contre elle, l'affranchir des dispositions du Cod. pén. : — Rejette lesdits premier et troisième moyens ;

Et sur le second moyen de cass., pris de la fausse application des art. 309 et 310 du Cod. pén. : — Yo lesdits art., ainsi que l'art. 311 du même Code ; — Considérant qu'il résulte évidemment du texte de ces articles que les peines afflictives et infamantes de la réclusion et des travaux forcés à temps, respectivement prononcées par les art. 309 et 310, ne sont applicables que lorsque la maladie ou l'incapacité de travail produites par les coups ou blessures ont eu une durée de plus de vingt jours ; mais que lorsque cette dernière circonstance n'est pas constatée, il n'y a lieu qu'à l'application des peines correctionnelles plus ou moins fortes, prononcées par ledit art. 311 ; — Que, dans l'espèce, le jury n'a point déclaré que les sévices et mauvais traitements que l'accusée a exercés sur sa fille âgée de cinq à six ans, eussent produit une maladie ou incapacité

de travail personnel pendant plus de vingt jours, mais seulement qu'il fallait plus de vingt jours pour faire disparaître les marques desdits sévices et mauvais traitements ; — Que ces marques pouvant subsister pendant un temps beaucoup plus long que la maladie et l'incapacité de travail, il s'ensuit que la durée pendant laquelle ont subsisté ces marques, ne peut point servir de mesure pour la durée de la maladie et de l'incapacité de travail ; — Que la condamnation à cinq années de travaux forcés que l'arrêt a dénoncé a prononcée contre Marguerite Baron, femme Lomet, comme déclarée coupable par le jury d'avoir exercé volontairement et avec préméditation des sévices et mauvais traitements sur sa fille âgée de cinq à six ans, dont les marques seulement, et non la maladie produite, ont duré plus de vingt jours, a donc été une fausse application des art. 309 et 310 du Code pénal ; — Que les faits dont l'accusée a été déclarée coupable rentrent dans l'application de l'art. 311 dudit Code, et, d'après l'état de récidive où était l'accusée, dans celle de l'art. 58 du même Code ; — Casse, etc.

Du 17 déc. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Buschop.—Concl., M. Fréreau de Pény, av. gén.—Pl., M. Jacquemin.

MITOYENNETÉ (DROIT DE).—RENONCIATION.

Du 19 déc. 1819 (aff. Desjardins). — V. cet arrêt, *infra*, à la date du 29 décembre.

FRUITS.—COMPTES.—DOMMAGES-INTÉRÊTS.—LIQUIDATION.—CUMUL.

Les juges, en ordonnant une restitution de fruits, ne peuvent fixer le montant de cette restitution cumulativement avec d'autres condamnations d'intérêts et de dommages-intérêts ; il faut, quant aux fruits, que leur liquidation soit précédée d'un compte rendu en justice, dans les formes prescrites par le Code de procédure. (Cod. proc., 526.) (1)

(Milscent—C. Letondal.)

23 juillet 1816, jugement du tribunal civil d'Angers, qui, entre autres dispositions, condamne le sieur Milscent, en qualité de tuteur, à payer à sa pupille, la dame Letondal, différentes sommes omises dans un compte de Intelle précédemment rendu, avec intérêts ; le condamne en outre à remettre à la dame Letondal la portion qui lui appartient dans différentes successions collatérales à elle échues, avec restitution de fruits ; le condamne enfin à tous les dépens, lesquels, est-il dit, avec les rapports des fruits et le paiement des intérêts formeront la totalité des dommages-intérêts.

Appel de ce jugement de la part de toutes les parties.

18 mars 1818, arrêt de la Cour royale d'Angers, qui confirme le jugement de première instance, sauf la disposition relative aux dommages-intérêts ; infirme sur ce chef, et ne faisant qu'une seule masse des dommages-intérêts, des intérêts et des fruits, condamne le sieur Milscent à payer à la dame Letondal une somme de 30,000 fr. pour ces trois objets réunis.

moyen d'une évaluation arbitraire ; mais qu'elle doit être nécessairement précédée d'un compte. C'est là au surplus un point qui est maintenant constant en jurisprudence. V. Cass. 25 juil. 1832 ; 26 fev. 1838. Ce dernier arrêt décide même que les juges qui ordonnent une restitution de fruits ne peuvent renvoyer devant experts pour en faire régler le montant, mais qu'ils doivent ordonner qu'il en soit rendu compte dans la forme prescrite par le Code de proc., art. 526, pour les redditions de comptes.

(1) Jugé également qu'en cas de contestation entre un débiteur et son créancier sur le produit de la gestion d'un immeuble donné à antichrèse au créancier, il y a obligation pour les tribunaux d'examiner les comptes présentant les recettes et dépenses effectives, de calculer la recette et la dépense, et de fixer le reliquat d'après cet examen et les débats des parties. V. Cass. 6 août 1822. Comme l'arrêt ci-dessus, cette décision consacre ce principe qu'à l'égard des fruits, la liquidation ne peut être faite au

Pourvoi en cassation par le sieur Miiscent pour violation de l'art. 526 du Code de proc. civ.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR : — Vu l'art. 526 du Code de proc. civ.; — Considérant que le demandeur a été condamné, par l'arrêt attaqué, à des restitutions de fruits, et qu'au lieu d'ordonner que le demandeur en rendrait compte dans la forme déterminée par l'article ci-dessus, la Cour royale d'Angers a cumulé ces fruits avec les intérêts de plusieurs sommes adjugées, et les dommages-intérêts demandés par les défendeurs, ce en quoi elle a violé ledit article; — Casse, etc.

Du 20 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Henri Larivière. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Lassus et Loiseau.

DÉSISTEMENT. — APPEL. — OPPOSITION.

Lorsqu'un jugement par défaut, est attaqué d'abord par la voie de l'appel, et qu'en suite l'appel est converti en opposition avec désistement de l'appel, ce désistement a tout son effet, bien qu'il ne soit pas accepté : ainsi la Cour d'appel n'est plus saisie de l'appel, et le tribunal de première instance peut statuer sur le mérite de l'opposition. (C. civ., 402.) (1)

(Desmont-Vuillemet et Petit-Chatel — C. Boubée.)

24 déc. 1816, jugement par défaut, du tribunal civil de Rethel, qui condamne la compagnie Boubée, au profit de Desmont-Vuillemet, au paiement d'une provision de 40,000 fr.

2 janv. 1817, appel de la part de la compagnie Boubée — 7 janv. 1817, désistement de cet appel préntarié, ou plutôt l'appel est converti en opposition.

Desmont-Vuillemet soutient que l'opposition est nulle et non recevable; — Que la Cour royale ayant été saisie par l'appel, et n'étant pas dessaisie par un désistement, qui n'est pas accepté, le tribunal n'a plus à statuer.

30 janvier, jugement définitif qui reçoit l'opposition, et, rétractant le jugement par défaut, refuse la provision de 40,000 fr.

Appel de la part de Desmont-Vuillemet. — Il soutient du nouveau que la Cour d'appel ayant été saisie par l'appel du jugement par défaut, et n'ayant pas été dessaisie par un désistement non accepté, le tribunal n'a pu accueillir l'opposition.

2 juil. 1817, arrêt de la Cour royale de Metz, qui maintient l'opposition en donnant effet au désistement.

Pourvoi en cassation. — Desmont soutient que, suivant l'art. 402 du Code de proc. civ., un désistement n'a aucun effet s'il n'est accepté; que, dans l'espèce, le désistement de l'appel de la compagnie Boubée n'ayant pas été accepté, l'appel avait continué d'exister, et d'attribuer la cause à la Cour d'appel; que, dès lors, le tribunal de première instance n'avait pu accueillir l'opposition de Boubée.

Les défendeurs ont soutenu que l'art. 402 se rapportait au désistement d'une demande et non à un désistement d'appel, surtout lorsque ce désistement n'est que la conversion de l'appel en une opposition.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'art. 402 du Code de proc. civ. ne dispose que pour le cas de dé-

sistement d'action, et qu'il s'agissait dans la cause d'un désistement d'appel; — Rejette, etc.

Du 21 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Loiseau et Nicod.

SELS. — DÉCRET. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES. *Le droit additionnel de deux décimes par kilogramme, établi sur les sels par le décret du 11 nov. 1813, ne frappe pas sur le vingtième de ces sels, qui est présumé déchet.* (L. du 24 avril 1806; Décret du 11 juin 1806, art. 12; Décret du 11 nov. 1813.)

(Contrib. indir. — C. Fonlaine.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'art. 12 du décret du 11 juin 1806, rendu en exécution de la loi du 24 avril précédent, accorde au commerce une déduction de 5 p. 100 (ou du vingtième) pour déchet sur les expéditions de sels, de manière que le droit n'est dû qu'à la dix-neufième partie des sels; que cette disposition n'a pas été révoquée par la législation subséquente, puisque le décret du 11 nov. 1813 ordonne que le droit additionnel qu'il impose sera perçu conformément à la loi et au décret précité; — Et attendu que, dans l'espèce, il est justifié, en fait, d'après les pièces et certificats produits, que les sels pour lesquels on réclame le droit contre le défendeur proviennent de la déduction légale du vingtième qui est accordée par la loi, et connue dans le commerce sous le nom de boni; qu'à ce titre ce vingtième, qui n'est que l'indemnité et la représentation du déchet inévitable que les sels éprouvent, ne saurait être imposé sans que le but de la loi ne fût manqué, et le commerce frustré du la faveur qu'elle a voulu lui accorder; qu'il est également constaté au procès, que les 17,059 kil. de sel n'ont pas été expédiés à Nantes sans congés, uniquement comme vingtième du chargement de 203,135 kil. de sel fait sur les bateaux de Julien Héran, mais bien comme vingtième revenant au sieur Lory sur ses entrepôts, dont faisaient partie 316,250 kil. expédiés en même temps que les 203,135 kil. également pour l'entrepôt de Paris sur les bateaux de René Lavente; qu'ainsi, en déclarant cette quantité non susceptible du droit établi par le décret du 11 nov. 1813, à titre du vingtième accordé pour contraires déchet, le jugement attaqué n'a violé aucune loi, et qu'il a fait, au contraire, une juste application des principes de la matière; — Rejette, etc.

Du 21 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Cochon et Nicod.

ÉTAT CIVIL. — PREUVE TESTIMONIALE. — MARIAGE. — REGISTRE.

L'art. 46 du Code civil, qui autorise la preuve testimoniale pour suppléer à un acte de mariage, lorsqu'il n'y aura pas existé de registres ou lorsque ces registres auront perdus, n'est pas limitatif. — Sous le Code, comme sous l'ancienne législation, les juges peuvent admettre la preuve testimoniale du mariage, au cas de présomptions graves et imposables telles que celle de possession d'état, commencement de preuve par écrit, etc. (Cod. civ., 46; Ord. de 1667, art. 7 et 14, tit. 20; L. du 29 sept. 1792.) (2)

ce dernier sens, Chauveau sur Carré, *Lois de la procéd. civ.*, quest. 1159 ter.

(2) La jurisprudence est fixée en ce sens, l'ontro. les arrêts eues dans l'article ci-dessus, Accr., 9 germ. an 13; Toulouse, 21 mars 1810, et les autorités indiquées, notamment sous le premier du

(1) La question est fort controversée. V. le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt dans le sens de celui ci-dessus, de la Cour de Cass. du 18 mars 1811. — V. aussi la note sous un arrêt contraire de la Cour de Colmar du 3 août 1837, et les autorités indiquées. — *Adde*, dans

(Rivayran—C. Montsarrat.)

En 1814, Elisabeth Rivayran, femme Montsarrat, est attaquée par les enfans de Jean-Pierre Rivayran son aïeul, dans sa qualité d'héritière légitime de ce dernier, comme ne représentant pas l'acte de célébration du mariage de ses père et mère devant l'officier de l'état civil.

Elisabeth Rivayran, assistée de son mari, se défend en excipant, 1^o de sa possession d'état de fille légitime de ses père et mère et de son acte de naissance du 22 mars 1791, conforme à cet état; 2^o du contrat de mariage de Jean-Antoine Rivayran son père avec Jeanne-Marie Carivem, sa mère, passé à Castres le 23 janv. 1793, et dans lequel Jean-Pierre Rivayran, son aïeul, fait donation de plusieurs immeubles à Jean-Antoine son fils, de la publication des bans de ce même mariage et de sa célébration dans l'église paroissiale de Castres, les 7 et 16 avril 1793, de deux jugemens du tribunal civil du Tarn, desquels il résultait : que Jeanne-Marie Carivem sa mère, veuve en l'an 7 de Jean-Antoine Rivayran son mari, avait été admise, sur requête, à prouver devant le même tribunal, tant par titre quo par témoins, la célébration de son mariage devant l'officier de l'état civil de Castres le 16 avril 1793, l'enquête qui s'en était suivie, faisant foi que le défant de représentation de l'acte de célébration de ce mariage provenait de ce que l'officier de l'état civil, après l'avoir célébré publiquement et en présence de tous les parens des futurs époux dans la maison commune, et après avoir pris l'engagement d'en rédiger l'acte et de le faire signer le lendemain par les parties, avait cependant négligé d'inscrire cet acte sur ses registres; qu'en conséquence de ces faits, le tribunal du Tarn, par son second jugement du 25 flor. an 8, avait tenu pour reconnue la célébration du mariage de Jean-Antoine Rivayran et de Jeanne-Marie Carivem à la date du 16 avril 1793, et en avait ordonné la transcription en marge du registre de l'état civil ainsi que de l'enquête qui y serait annexée comme en faisant foi. — Elisabeth Rivayran excipait enfin contre les enfans de son aïeul ses oncles et tantes, de leur propre aveu et reconnaissance dans différens actes authentiques, de la qualité d'époux légitimes de ses père et mère.

En cet état, et le 8 mars 1816, le tribunal civil de Castres, saisi de la contestation, rend un jugement qui déclare que le mariage de Jean-Antoine Rivayran et de Jeanne-Marie Carivem a été légalement célébré le 16 avr. 1793, devant l'officier de l'état civil de Castres; qu'Elisabeth Rivayran, femme Montsarrat, est légitimement issue de cette union, et ordonne, en conséquence, qu'elle jouira des droits que cette qualité lui donne dans la succession de son grand-père.

Sur l'appel, tant de ce jugement que de l'ordonnance du tribunal civil du Tarn, qui avait admis l'enquête servant de base au jugement du 25 floréal an 8, on a soutenu pour les enfans Rivayran, que la possession d'état dont voulait se prévaloir Elisabeth Rivayran, ne pouvait en aucune manière suppléer à l'acte de célébration du mariage de ses père et mère qu'elle ne représentait pas; qu'on ne pouvait pas valablement leur opposer l'ordonnance du tribunal civil du Tarn en vertu de laquelle Jeanne-Marie Carivem avait fait procéder à une enquête pour établir l'existence de son mariage, non plus que le jugement du 25 flor. an 8, parce qu'ils n'avaient pas été parties à ces différens actes qui, d'ailleurs, étaient

contraires aux dispositions de la loi; qu'en effet, l'art. 46 du Code civil déterminait les cas dans lesquels les mariages, naissances et décès pourraient être prouvés par témoins; que cette preuve n'était admissible que lorsqu'il n'avait pas existé de registres, ou lorsqu'ils étaient perdus; que l'art. 194 portait en termes formels, que nul ne pouvait réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage, s'il ne représentait un acte de célébration inscrit sur les registres de l'état civil; qu'Elisabeth Rivayran convenait implicitement que les registres de l'état civil existaient, mais que l'officier public n'y avait point inscrit le mariage de Jean-Antoine Rivayran avec Jeanne-Marie Carivem ses père et mère; que la seule conclusion à tirer de ce fait, était que ce mariage n'avait jamais été célébré, etc... En conséquence, ils ont conclu à la réformation du jugement du 25 flor. an 8, qui avait reconnu l'existence du mariage, ainsi que de l'ordonnance qui l'avait précédé, ensemble, à l'annulation du jugement du 8 mars 1816.

Le 20 mai 1817, est intervenu arrêt de la Cour royale de Toulouse, qui, ayant égard à ces conclusions, a admis les appels comme tiers opposans au jugement du 25 flor. an 8, ainsi qu'à l'ordonnance qui l'avait précédé, et réformant quant à ce, le jugement du tribunal civil de Castres, avant dire droit, a admis la dame Montsarrat et son mari à prouver, tant par titres que par témoins, que le mariage de Jean-Antoine Rivayran avec Jeanne-Marie Carivem, avait été célébré conformément à la loi du 20 sept. 1792 devant l'officier de l'état civil de la commune de Castres, le 16 avr. 1793; sauf la preuve contraire réservée aux enfans Rivayran.

Voici les motifs de cet arrêt : « Considérant que tout citoyen qui est trouble dans son état d'enfant légitime, doit prouver qu'il est issu d'un mariage revêtu des formalités voulues par la loi; qu'Elisabeth Rivayran, à qui ce titre est contesté, en justifiant par son acte de naissance qu'elle est fille de Jean-Antoine Rivayran et de Jeanne-Marie Carivem, n'a pas établi que ses père et mère fussent unis en mariage; qu'elle n'en a pas rapporté l'acte de célébration; qu'il est même convenu que cet acte ne fut jamais transcrit sur le registre de l'état civil; et que l'on a conclu de sa non-existence que la célébration elle-même n'eut jamais lieu; — Considérant qu'Elisabeth Rivayran, pour prouver qu'elle est le fruit d'une union légitime, oppose une enquête faite en l'an 8, après la mort de Jean-Antoine Rivayran, d'autorité du tribunal du Tarn, et contradictoirement avec le ministère public, de laquelle il résulterait que le mariage de Jean-Antoine Rivayran et de Jeanne-Marie Carivem avait été véritablement célébré devant l'officier de l'état civil de Castres, le 16 avr. 1793; mais que l'enquête et l'ordonnance précédemment obtenues par la dame Carivem, quoique revêtues des formes légales, ne peuvent rien prouver aujourd'hui contre les deux sœurs Rivayran à qui ces deux actes firent constamment étrangers; qu'il en est de même du jugement postérieur du 25 flor. an 8, qui, en déclarant que le mariage avait été célébré le 16 avr. 1793, ordonna qu'il serait transcrit en marge du registre de l'état civil, et que l'enquête y serait annexée; que le jugement, également poursuivi sans l'intervention des deux sœurs Rivayran, par qui la légitimité est contestée, ne peut être étroitement opposé, et ne saurait en aucune manière nuire à leurs intérêts, non plus que tout ce qui avait été fait précédemment; — Considérant qu'il s'agit ici d'un mariage antérieur à la promulgation du Code civil; que sous l'ancienne législa-

ces arrêts. V. aussi comme analogue dans le même sens, Rennes, 6 août 1816.

tion et dans les questions d'état, les Cours souveraines se décidaient à permettre ou à refuser la preuve testimoniale, suivant que des circonstances plus ou moins graves lui proposaient un accueil favorable ou en faisaient connaître le danger; qu'il est en effet plusieurs arrêts qui ont accueilli ce genre de preuve hors des cas prévus par l'art. 4, tit. 20 de l'ordonnance de 1667; qu'on voit par là que les termes de cette ordonnance, relativement à l'admission de la preuve testimoniale, n'étaient pas considérés comme limitatifs;

« Considérant que malgré la non-inscription d'un acte de mariage, Jean-Antoine Rivaroy et Jeanne-Marie Carivem furent toujours regardés comme époux légitimes; qu'Elisabeth Rivaroy n'éprouva aucune opposition au sujet de sa possession d'état; qu'elle en a jouti publiquement et sans interruption; qu'elle a été constamment reconnue par la famille Rivaroy pour fille légitime de Jean-Antoine Rivaroy et de Jeanne-Marie Carivem; que cette reconnaissance a été établie sur des actes multipliés; qu'elle résulte surtout des actes les plus importants de sa vie, tels que son acte de naissance et son contrat de mariage avec Barthélemy Monsarrat; qu'en un mot, les circonstances de la cause ne sont ni moins graves, ni moins susceptibles d'intérêt que celles qui, antérieurement au Code civil, avaient porté les Cours souveraines à permettre la preuve testimoniale dans d'autres cas que ceux de la non-existence ou de la perte des registres publics; — Considérant que s'il y a lieu de réformer le jugement dont est appel, ce n'est que pour mettre Elisabeth Rivaroy dans le cas de rapporter une preuve plus régulière, d'établir son état contradictoirement avec les parties intéressées, et de dissiper ainsi les doutes existants aux yeux de la loi, sur la légitimité de sa filiation; — Considérant que les droits de toutes les parties du procès devant demeurer en suspens jusqu'après le rapport de l'enquête, les dépens respectivement exposés doivent être réservés jusqu'après. »

POURVOI en cassation contre cet arrêt par les enfans Rivaroy, pour violation de l'art. 14, tit. 20 de l'ordonnance de 1667, et de l'art. 48 du Code civil; en ce que la Cour de Toulouse avait admis la preuve testimoniale d'un acte de l'état civil, hors des deux cas spécifiés par ces articles, c'est-à-dire lorsqu'il n'y avait ni défaut de tenue de registres, ni perte de ces mêmes registres. — Aux moyens développés devant la Cour royale de Toulouse, et qu'ils ont reproduits devant la Cour régulatrice, les demandeurs ajoutaient quelques objections nouvelles. — S'il n'existe pas, ont-ils dit, d'acte de célébration du mariage de Jean-Antoine Rivaroy avec Jeanne-Marie Carivem, c'est l'effet, non d'un accident imprévu, mais de la volonté réfléchie de ces derniers, qui n'ont pas entendu s'engager dans les liens du mariage. En effet, si le lendemain de la célébration, l'un des époux se fût refusé à se rendre à la maison commune pour procéder à la rédaction ou à la signature de l'acte, l'autre conjoint aurait-il pu l'y contraindre? aurait-il pu être admis à prouver par témoins que le mariage avait été déclaré la veille à l'officier de l'état civil? Non, sans doute. — Pourquoi donc cette preuve serait-elle admissible aujourd'hui? — La possession d'état ne peut faire changer la solution de la difficulté: car, d'après l'art. 197 du Code civil, la possession d'état ne peut suffire à la dame Monsarrat pour établir sa légitimité dès la que sa mère est encore vivante; cette possession d'état ne peut donc la dispenser de représenter l'acte de célébration de mariage de ses père et mère.

Au soutien de l'arrêt dénoncé, dont ils ont re-

produit les motifs, les sieur et dame Monsarrat-défendeurs à la cassation, invoquaient l'autorité de plusieurs avocats généraux célèbres, et de nombre d'arrêts, tant de l'ancienne que de la nouvelle jurisprudence: ils étaient particulièrement M. Gilbert-Desvoisins, dans le cause de la demoiselle de Choiseul contre la dame de Lavallière (V. Denizart, t. 8, p. 37); d'Aguesseau, dans l'affaire de Heuriette d'Avril, t. 2 de ses œuvres, pag. 45 et suiv.; l'arrêt du Parlement de Paris du 20 juil. 1718, dans l'affaire des enfans Bourgelat (V. le nouveau Denizart, article *Question d'état*, et le *Repertoire de jurisprudence*, v° *Légitimité*, sect. 1^{re}, § 2); un autre arrêt du 26 août 1756 (V. le nouveau Denizart, *ibid.*); un troisième arrêt du 26 août 1756, rapporté par Seneff, t. 2, art. 4, chap. 92; — Enfin, dans la jurisprudence moderne, deux arrêts de la Cour de cassation, le premier du 12 mars 1807, et le second du 2 fév. 1809.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que ni l'art. 44 de l'ordonn. de 1667, sous l'empire de laquelle a eu lieu le mariage dont il s'agit, ni l'art. 46 du Code civil, qui a reproduit la disposition de cette ordonnance, en spécifiant deux cas dans lesquels la preuve testimoniale des actes de l'état civil peut être ordonnée, savoir celui où il n'a pas existé de registres de ces actes, et celui où ces registres auraient été perdus, ne sont ni limitatifs ni exclusifs d'autres cas où cette même preuve pourrait être admise; qu'en effet, il existe dans les monumens de l'ancienne comme de la nouvelle jurisprudence, plusieurs exemples d'arrêts par lesquels les juges, d'après des présomptions graves et imposantes, telles que la possession d'état d'enfant légitime, ou un commencement de preuve par écrit, ont ordonné la preuve par témoins d'un mariage dont l'acte ne pouvait être représenté, bien qu'il n'y eût ni défaut de tenue ni perte des registres de l'état civil, et que cette jurisprudence a été approuvée et adoptée par les magistrats les plus distingués dans le ministère public; — Attendu que, dans l'espèce de la cause, la Cour royale de Toulouse a pu être frappée de la réunion et de la gravité des présomptions qui s'élevaient en faveur de l'existence du mariage allégué par les défendeurs, voir un commencement de preuve par écrit de ce mariage dans le contrat authentique qui en avait passé le 23 janv. 1793, dans la publication des bans, en date du 7 avr. suivant, dans l'acte de décès de Jean-Antoine Rivaroy, du 14 janv. 1794, dans l'acte de naissance de la dame Monsarrat, défenderesse, du 22 mars de la même année, et dans les reconnaissances géminées des divers membres de la famille Rivaroy, contenues dans les actes de famille, des 16 messid. an 8, 12 germ. et 7 flor. an 12; que cette Cour a pu et dû prendre aussi en considération la possession d'état invoquée par la demanderesse, tant de sa qualité de fille légitime de Jean-Antoine Rivaroy et de Marie Carivem, que de la qualité de cette dernière d'épouse légitime dudit Rivaroy, possession d'état reconnue ancienne, publique, et jamais interrompue, et légalement établie d'elle-même par les mêmes actes susénoncés et par plusieurs autres actes de la cause; — Attendu, d'ailleurs, que cette possession d'état de la défenderesse était, dans l'espèce, parfaitement conforme à son acte de naissance, ce qui la plaçait, quant à son état personnel, dans la disposition formelle de l'art. 322 du Code civil, qui défend de contester l'état de celui qui a une possession conforme à son acte de naissance; — Que, dans ce concours de faits et d'actes si propres à édi-

lier sa religion, la Cour royale de Toulouse a pu, sans violer les articles invoqués tant de l'ordonn. de 1667 que de la loi du 20 sept. 1792 que du Code civ., ordonner la preuve par témoins du mariage contesté; — *Royette*, etc.

Du 22 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — *Rapp.*, M. Boyer. — *Concl.*, M. Jourde, av. gen. — *Pl.*, MM. Odilon Barrot et Guichard.

ENREGISTREMENT. — MUTATION SECRÈTE
Les présomptions de mutation résultant de la mise en possession d'un nouveau propriétaire et de son inscription au rôle des contributions, ne peuvent être détruites par la circonstance que postérieurement à l'acte de mise en possession et à l'inscription au rôle, le précédent propriétaire aurait vendu, en son nom, partie des biens, alors surtout qu'il est constant que le prix de cette vente a été remis au nouveau possesseur. (L. 22 frim. an 7, art. 12.)

(Enregistrement — C. Sardet.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 12 de la loi du 22 frim. an 7, et 4 de la loi du 27 vent. an 9; — Attendu qu'aux termes desdits articles la mutation de propriété du domaine du Cercle au profit des maris Sardet, opérée par voie d'échange entre eux et les neurs Angelier père et fils, des le 17 août 1814, et est suffisamment établie, quant à la perception du droit d'enregistrement, par la mise en possession des maris Sardet dans ce domaine, et par l'inscription du nom de Sardet au rôle de la contribution foncière; que cette preuve légale avait acquis son complément par la reconnaissance qu'en avaient faite toutes les parties dans l'acte authentique du 26 mars 1816, et qu'elle ne pouvait être détruite par la circonstance d'une prétendue vente faite par les Angelier à des tiers, de quelque partie du terrain dépendant du domaine du Cercle, vente qui n'avait rien en soi d'incompatible avec la possession antérieure des vendeurs, et dont, au surplus, ils avaient remis le prix aux véritables propriétaires de terrain, les maris Sardet; — Attendu que, la preuve légale de l'échange opérée en 1814 étant ainsi acquise, il importait peu que cet échange se fût opéré sans convention écrite, puisque cette circonstance ne mettait aucun obstacle à l'exigibilité du droit de mutation, ainsi que le déclare l'art. 4 de la loi du 27 vent. an 9; qu'il suit de là qu'en débattant la régie de l'enregistrement de sa demande du double droit encouru par les maris Sardet pour n'avoir pas déclaré la mutation et satisfait au paiement du droit simple dans le délai voulu par la loi, le jugement attaqué a formellement violé les articles ci-dessus cités de la loi du 22 frim. an 7, et de celle du 27 vent. an 9; — Donne défaut contre les maris Sardet, non comparus; — Et pour le profit, — Casse et annule le jugement rendu entre les parties, par le tribunal civil de Barbezies, le 29 juin 1816, etc.

Du 22 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Bris-

son. — *Rapp.*, M. Boyer. — *Concl. conf.*, M. Jourde, av. gen. — *Pl.*, M. Huart-Doparc.

1^{er} APPEL. — FEMME MARIÉE. — DOMICILE. — HABITATION.

2^e ACTORISATION DE FEMME MARIÉE. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Dans un acte d'appel, le domicile de la femme est suffisamment indiqué par celui de son mari (1).

Dans un exploit d'appel, les mots habitant à N... remplissent suffisamment le vœu de la loi qui prescrit, à peine de nullité, l'énonciation du domicile de l'appelant. — Le mot habitant exprime l'idée d'un domicile fixe, et d'une demeure habituelle. (Cod. proc. civ., 61 et 456.) (2)

2^e La nullité résultant du défaut d'autorisation maritale, ne peut être alléguée par celui avec lequel la femme est en contestation (3). (Bernard — C. la dame Girard.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 168 du Code civ., la femme mariée n'a d'autre domicile que celui de son mari; — Attendu que, l'exploit d'appel énonçant qu'il a été signifié à la requête de Marie Girard, épouse d'Antoine Dufresne, propriétaire, habitant à Grenoble, avec élection spéciale de domicile en l'étude de Bernard, avoue à la Cour royale de Grenoble, le vœu de la loi a été suffisamment rempli, sous le rapport tant du domicile de la femme Girard que de celui de son mari; que c'est sans motif plausible que le demandeur objecte que le mot habitant est insuffisant pour la désignation du domicile, puisque, d'après la signification grammaticale, il est constant que ce mot habitant exprime l'idée d'un domicile fixe et d'une demeure habituelle;

Sur le second moyen, pris de l'irrégularité de l'autorisation donnée à la femme Dufresne d'ester en justice; — Attendu que les deux motifs qui ont déterminé la Cour de Grenoble à écarter ce moyen sont décisifs et péremptoires... : d'une part, le demandeur était non recevable à la proposer, cette autorisation ayant été prononcée sans opposition par un arrêt précédemment rendu le 9 fév. 1818, arrêt qui, n'ayant point été attaqué, avait acquis l'autorité de la chose irrévocablement jugée... ; d'autre part, l'art. 225 du Code civil dispose textuellement que la nullité fondée sur le défaut d'autorisation ne peut être opposée que par la femme, par le mari ou par leurs héritiers, expressions qui excluent formellement toutes autres; — Rejette, etc.

Du 23 déc. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion. — *Rapp.*, M. Liger Verdugy. — *Concl.*, M. Jourde. — *Pl.*, M. Guichard.

GENDARMERIE. — DÉLIT MILITAIRE.

— **COMPÉTENCE.**

Le maréchal des logis de gendarmerie, prévenu de desertion et de détournement de deniers déposés entre ses mains pour la solde des

(1) F. en ce sens, Chateaubert sur Carré, *Lois de la proc.*, etc., quest. 298 ter. — En effet, aux termes de l'art. 106 du Code civil, la femme n'a d'autre domicile que celui de son mari; elle n'en peut donc indiquer d'autre que celui-là. — Mais il en serait autrement si la femme plaçait contre son mari en séparation de corps, en divorce ou en nullité du mariage; il suffirait alors qu'elle fit connaître sa résidence de fait. F. Cass. 9 frim. an 11; 31 août 1825; l'aris, 6 germ. an 10.

(2) F. en ce sens, Cass. 18 fév. et 28 mill. 1818; Pau, 30 nov. 1809. — F. cependant, en sens cou-

traire, Gênes, 5 août 1808, et la note. Il résulte de la jurisprudence qu'il n'est pas besoin que le domicile soit littéralement indiqué dans l'exploit d'ajournement, et qu'il suffit qu'il y soit désigné de manière à ce que le défendeur n'ait pas pu s'y méprendre.

(3) La même décision résulte d'un arrêt de la Cour de Paris rendu le 28 germ. an 13, contre une personne qui avait contracté avec une femme non autorisée, cette décision et celle ci-dessus ne sont au surplus qu'une application textuelle de l'art. 225 du Code civil.

gendarmes placés sous ses ordres, pour gratifications accordées à sa brigades et pour achats de fourrages, est justiciable d'un conseil de guerre et non de la juridiction ordinaire. (L. du 28 germ. an 6, art. 97 et 98.) (1)

(Chaudon.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 97 et 98 de la loi du 28 germ. an 6, portant que « les officiers, sous-officiers et gendarmes seront justiciables des tribunaux criminels pour les délits relatifs au service de police générale et judiciaire dont ils sont chargés, et des conseils de guerre pour les délits relatifs au service et à la discipline militaire, et que si l'officier ou gendarme est accusé tout à la fois d'un délit militaire et d'un délit relatif au service de la police générale et judiciaire, la connaissance en appartiendra au tribunal criminel; »—Vu également l'art. 23, tit. 8 de la loi du 27 vend. an 5, statuant que tout délit militaire non prévu par le présent Code sera puni conformément aux lois précédemment rendues;—Vu enfin l'art. 12, sect. 3 de la loi du 12 mai 1793, ainsi conçu : « Tout militaire convaincu d'avoir volé l'argent de l'ordinaire de ses camarades ou tout autre effet à eux appartenant sera puni de six années de fer; »—Attendu que de ces différentes lois il résulte, 1° qu'un gendarme prévenu d'un délit militaire est justiciable du conseil de guerre, à moins qu'il ne soit prévenu en même temps d'un délit relatif à la police générale et judiciaire, c'est-à-dire d'un délit commun; 2° que le fait de la part d'un militaire d'avoir volé l'argent de l'ordinaire de ses camarades est classé parmi les délits qui sont militaires de leur nature;—Et attendu que, dans l'espèce, les faits dont était prévenu Jacques-François Chaudon étaient d'avoir, en sa qualité de maréchal des logis de gendarmerie, résidant à Vienne, retiré, ensuite des pièces légales, du receveur particulier de l'arrondissement de Vienne, une somme de 3,802 fr. 19 c. pour solde du mois de juillet de diverses brigades de gendarmerie; d'en avoir passé quittance; d'avoir quitté Vienne le 15 du même mois, et de n'avoir pas reparu dans cette ville; de n'avoir pas distribué ou payé aux brigades ce qui leur revenait, à l'exception de celle de Vienne; d'avoir emporté une somme de 260 fr. 40 c., qu'il détenait en la même qualité de maréchal des logis, qu'il devait employer à des achats de fourrages, et encore celle de 50 à 60 fr., qui procédait des gratifications ou indemnités accordées aux gendarmes de la même brigade;—Attendu que tous ces faits, dont était prévenu Jacques-François Chaudon, caractérisaient, soit le délit de désertion qui incontestablement est un délit militaire, soit les délits que la loi du 12 mai 1793 classe parmi les délits militaires; d'où il suit qu'en déboutant le procureur du roi près le tribunal de première instance de Vienne de son opposition à l'ordonnance de la chambre du conseil de ce tribunal, qui avait déclaré ne pouvoir en connaître, et renvoyé les pièces au procureur du roi pour qu'il eût à en saisir l'autorité compétente, et en ordonnant l'exécution de cette ordonnance, la chambre d'accusation de la Cour royale de Grenoble, dans l'arrêt par elle rendu le 11 nov. dernier, n'a fait qu'une juste application des lois ci-dessus;—Rejette, etc.

Du 23 déc. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Bar-

ris.—Rapp., M. Girard.—Concl., M. Hus, av. gén.

JURY.—ADJONCTION.—JURÉS SUPPLÉANS.

Du 23 déc. 1819 (aff. *Truphemy*).—Cass.—Même décision que par les arrêts des 30 août 1816 (aff. *Contand*, 2^e quest.) et 23 oct. 1819 (aff. *Gay*).

CORPS FRANÇ.—COMMANDANS.—DELITS.—COMPÉTENCE.

Les commandans des corps francs, commissionnés par le ministre de la guerre, sont essentiellement militaires. En conséquence, les délits qu'ils peuvent commettre dans leur commandement ne peuvent être poursuivis par la juridiction criminelle ordinaire (2).

(Brice.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim.;—Vu aussi les art. 5, tit. 1^{er}, et 18, tit. 13. L. 3 plu. an 2;—Considérant qu'en vertu d'une commission du lieutenant général commandant en chef l'armée de la Moselle, et commandant supérieur des 3^e et 4^e divisions militaires, en date du 12 mai 1815, par lui délivrée en vertu des pouvoirs qu'il avait reçus du ministre de la guerre, le sieur Nicolas Brice a été autorisé à lever un corps de partisans sous la dénomination de 2 corps franc du département de la Meurthe; qu'il a commandé ce corps jusqu'à la capitulation qui a eu lieu, le 19 juill. de la même année, entre ledit Brice et le colonel Orloff, commandant un détachement du 7^e corps d'armée russe;—Que les faits de meurtre, de viol et de violence exercés sur les personnes de Jean-Baptiste Gérard et Ernest-Timothée Kampuan, et à raison desquels ledit Brice a été mis en accusation et renvoyé à la Cour d'assises du département de la Meurthe, par les arrêts de la Cour royale de Nancy, des 2 janvier et 13 mars 1816, se rapportent respectivement aux dates des 12 et 15 juillet 1815, conséquemment à des époques où le sieur Brice commandait encore le corps franc qu'il avait été autorisé à lever; que ces faits n'auraient eu lieu à l'armée, sous les drapeaux, et dans l'exercice de ses fonctions de chef d'un corps de partisans; que ces fonctions attachant le sieur Brice à l'armée, le plaçant sous les ordres de ceux qui la commandaient, elles l'assimilaient aux militaires; qu'il les rendait donc justiciables des tribunaux militaires;—Que le renvoi du sieur Brice devant la Cour d'assises a donc été une violation des règles de compétence établies par la loi;—Considérant que les arrêts dénoncés n'ont point été notifiés au demandeur, et qu'ainsi son pourvoi, d'ailleurs régulier dans sa forme, est recevable;—Casse, etc.

Du 23 déc. 1819.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Buschop.—Concl., M. Fréteu de Pény, av. gén.—Pl., M. Odilon Barrot.

CHASSE.—PERMIS DE PORT D'ARMES.—EXCUSE.

Le délit de chasse sans permis de port d'armes, ne peut être excusé par le motif que le prévenu n'avait antérieurement consigné les droits dus pour obtenir ce permis. (Décr. du 4 mai 1812, art. 1 et 2.) (3)

(2) V. conf., Cass. 30 juin 1820.

(3) Mais il n'est pas nécessaire de représenter le permis au moment de la chasse, si le chasseur le possède à cette époque; cette possession est une cause de justification. V. dans ce sens, Cass. 19 juin 1813.—V. aussi dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Cass. 31 déc. 1819, et 11 fév. 1820, *

(1) F. contr., Cass. 5 fév. 1819. Toute la difficulté consistait à savoir si les prévarications du sous-officier de gendarmerie constituaient un délit militaire, car les délits militaires commis par les gendarmes doivent seuls être portés devant la juridiction militaire; les autres appartiennent aux tribunaux ordinaires. F. Merlin, *Quest.*, v° *Gendarmerie*, § 1^{er}.

(Thiéron).—ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 1 et 3 du décret du 4 mai 1812; — Considérant qu'il a été reconnu au procès que, le 31 août 1819, le sieur Thiéron a été trouvé chassant avec un fusil à deux coups, sur le territoire de la commune de Bely, sans être porteur d'un permis de port d'armes de chasse; — Que d'après ce fait ledit Thiéron avait encouru les peines d'amende et de confiscation prononcées par lesdits articles, que le tribunal correctionnel de l'arrondissement de Reims a donc formellement violé ces articles, en renvoyant ledit prévenu de toutes poursuites; — Que ce renvoi ne peut être justifié par le motif énoncé dans le jugement attaqué que le prévenu avait consigné les droits dus pour obtenir ledit permis, puisque le décret précité exige absolument que le permis de port d'armes soit réellement délivré, et que d'ailleurs ce permis peut être refusé malgré le paiement provisoire des droits qui y sont attachés; — Casse, etc.

Du 24 déc. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Hua, av. gén.

MOTIFS DE JUGEMENT. — ARRÊT.

La transcription du jugement de première instance, avec ses motifs, dans la partie de l'arrêt de la Cour d'appel où les points de fait sont fixés, ne saurait tenir lieu de l'expression des motifs de l'arrêt lui-même, quand cet arrêt n'exprime pas d'ailleurs que ces motifs ont été adoptés. (Cod. proc., 141; L. du 20 avril 1810, art. 7.) (1)

(D'Aumont. C. — Les héritiers Noël.)

11 Juin 1818, jugement du tribunal civil de la Seine, qui condamne, et par corps, M. le duc d'Aumont, à payer aux héritiers Noël, la somme de 14,000 fr., montant d'une lettre de change échue le 1^{er} avr. 1793.

Les motifs de ce jugement sont, que la lettre de change n'a pas été contestée; que, de sa nature, elle emportait contrainte par corps, et que les porteurs n'avaient pas renoncé à l'exercice de cette contrainte, en formant leur demande en paiement devant des juges civils.

Appel de ce jugement de la part du duc d'Aumont.

18 janv. 1819, arrêt de la Cour royale de Paris, dans lequel se trouve transcrit en son entier le jugement de première instance, avec ses motifs, et pour le surplus, « faisant droit sur l'appel interjeté par le duc d'Aumont, du jugement rendu au tribunal civil de Paris, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée par le duc d'Aumont, dont il est débouté, a mis et met l'appellation au néant; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet. — Du reste, aucun motif de la décision n'est exprimé par les juges d'appel, qui ne déclarent pas même adopter ceux des premiers juges.

Pourvoi en cassation de la part du duc d'Aumont, contre l'arrêt de la Cour royale de Paris, pour défaut de motifs, et par conséquent pour

violation de l'art. 141 du Code de proc., et 7 de la loi du 20 avr. 1810.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 141 du Code de proc. civ., ainsi conçu : « La rédaction des jugemens contiendra..... les motifs et le dispositif des jugemens » — Vu aussi l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, portant : « Les arrêts qui ne contiennent pas les motifs sont déclarés nuls. » — Attendu que, d'après les dispositions de ces lois, les arrêts et jugemens doivent être motivés, à peine de nullité; — Attendu que la transcription du jugement de première instance, avec ses motifs, faite dans la partie de l'arrêt de la Cour royale où les points de fait sont fixés, ne saurait tenir lieu de l'expression de motifs de l'arrêt lui-même, quand cet arrêt n'exprime pas que ces motifs ont été adoptés; — Attendu que la confirmation du jugement attaqué n'est point l'approbation des motifs que les premiers juges lui ont donnés, puisque la Cour royale pouvait avoir été déterminée à rendre la même décision par des motifs différents; — Casse.

Du 27 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Trinquelaque. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Mathias.

COMPENSATION. — EFFET DE COMMERCE. —

PROCLARATION.

Celui qui a reçu, par l'intermédiaire d'un tiers, un billet pour en opérer le recouvrement dans l'intérêt du propriétaire, ne peut compenser la somme recouvrée avec ce qui lui doit le tiers qui lui a transmis l'effet, surtout lorsque le billet a été passé directement à son ordre par le propriétaire. Il a été réellement le mandataire du propriétaire, et non celui du tiers intermédiaire. (Cod. civ., 1280.) (2)

(Rechacq. — C. Zehelli et Philipp.)

Le sieur Rechacq., de Sauveterre, porteur de deux billets souscrits à son ordre par le sieur Devantaux, de Paris, l'un de 4,429 fr., l'autre de 4,119 fr., les remet au sieur Albin, de Bayonne, en le priant de les faire présenter au sieur Devantaux afin d'en obtenir le paiement.

En effet, le sieur Albin les transmet à ses correspondants de Paris, les sieurs Zehelli, Philipp et compagnie. Dans sa lettre d'envoi du 18 octobre 1814, il leur disait : « Persuadé de votre obligeance, je prends la liberté de vous remettre ci-joints deux bons de M. Devantaux. Ils sont en faveur de M. Rechacq., et il les a passés à votre ordre; je vous prie de présenter ces deux objets au recouvrement sans dire qu'ils viennent de moi; je ne veux pas paraître m'occuper de cette affaire, ne m'en étant chargé que pour obliger le brave homme à qui M. Devantaux doit. S'il vous offrait de payer moyennant une petite remise, vous auriez la bonté de m'en prévenir, afin que je puisse en faire part à M. Rechacq., et vous transmettre ses intentions. »

Les sieurs Zehelli et Philipp ne reçurent que 4,429 fr., montant d'un des billets; ils s'approprièrent cette somme en la compensant avec une autre à peu près égale qui leur était due par le sieur Albin.

par l'intermédiaire d'un mandataire (courtier maron), a reçu des traites passées à l'ordre de ce mandataire pour les négocier, ne peut compenser la valeur de ces traites avec ce qui pourrait lui devoir la mandataire; que vainement il dirait qu'il n'a entendu traiter qu'avec le mandataire en nom personnel, et en le considérant comme propriétaire des valeurs qu'il a négociées. F. Cass. 10 janv. 1825. — V. aussi anal. en ce sens, Cass. 10 nov. 1829. — V. enfin Favard, *Repert.*, v^o *Billet à ordre*, n^o 19.

(1) Cette décision est généralement adoptée. V. Carré, *Lois de la proc. civ.*, sur l'art. 141, quest. 595; Merlin, *Repert.*, v^o *Motifs de jugement*, n^o 8; Favard de Langlade, *Repert.*, v^o *Jugement*, sect. 1^{re}, § 4, n^o 3; Dalloz, *Rec. alph.*, t. 9, p. 629; Chauveau sur Carré, *loc. cit.*, t. 1, p. 723. — Toutefois la règle a été appliquée avec moins de rigueur en matière correctionnelle. F. Cass. 28 avril 1807.

(2) Il a été jugé dans le même sens que celui qui

Mais le sieur Rechacq a assigné les sieurs Zehelin et Philippy en paiement des 4,429 fr.; il a prétendu qu'aux termes de l'art. 1289, Cod. civ., ils ne pouvaient établir de compensation entre cette somme et celle que leur devait le sieur Albin, puisque ce n'était pas au sieur Albin qu'ils devaient compte du billet dont ils avaient touché le montant, mais bien à lui, Rechacq, qu'ils savaient en être propriétaire, et qu'il leur avait directement donné procuration pour en recevoir le montant, en passant le billet à leur ordre sans en avoir reçu la valeur. (Cod. comm., art. 138.)

6 décembre 1817, jugement du tribunal de commerce de Paris, qui condamne les sieurs Zehelin et Philippy à payer au sieur Rechacq la somme de 4,429 fr.: « attendu qu'ils ne pouvaient ignorer que l'effet appartenait à Rechacq, d'après la lettre du 18 octobre 1814, et qu'ils n'ont pu ni dû s'en appliquer le paiement, et se remplir de ce que leur devait Albin. »

Appel de la part des sieurs Zehelin et Philippy. — 28 janvier 1818, arrêt de la Cour royale de Paris, qui infirme: « attendu que Zehelin et Philippy n'ayant reçu aucun mandat de Rechacq, ne sont point comptables envers lui, et qu'ils ont soldé et rendu leur compte au sieur Albin, de qui seuls ils avaient reçu leur mandat. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Rechacq pour violation de l'art. 1289, Cod. civ., et des art. 136, 137 et 138, Cod. comm. — Dans l'intérêt du demandeur, on a soutenu que l'endossement souscrit par le sieur Rechacq au profit des sieurs Zehelin et Philippy n'avait pu leur transmettre la propriété du billet puisqu'ils n'avaient pas fourni la valeur; qu'ainsi, cet endossement n'avait que l'effet d'une procuration, conformément aux art. 136, 137 et 138, Cod. comm.; que, dès lors, c'était au sieur Rechacq lui-même, et non au sieur Albin, que Zehelin et Philippy devaient rendre compte; que, d'ailleurs, la lettre qui leur avait apporté le billet à recouvrer ne pouvait leur laisser de doute sur la propriété du sieur Rechacq; qu'ainsi, sous aucun rapport, la compensation ne pouvait être proposée par eux avec une somme que leur devait personnellement le sieur Albin; que l'arrêt qui avait admis cette compensation avait donc violé l'art. 1289 du Cod. civ., qui ne permet la compensation qu'entre les sommes dues, par celui à qui ou l'oppose, et celles qui sont dues à celui-ci.

Les défendeurs ont répondu que la Cour royale avait décidé qu'ils ne tenaient leur mandat que du sieur Albin; que cette décision purement de fait, était inattaquable et suffisait pour justifier les dispositions de l'arrêt attaqué.

ARRÊT.

LA COUR, — Vu les art. 136, 137, 138, du Code de comm.; — Considérant 1^o que l'effet dont il s'agit a été passé à l'ordre de Zehelin et Philippy par Rechacq lui-même, et que cet endossement, qui n'était pas translatif de la propriété, constituait, aux termes de l'art. 138 du Code de comm., Zehelin et Philippy, mandataires de Re-

chacq; 2^o qu'il est constaté au procès, et non contredit par l'arrêt attaqué, que Zehelin et Philippy savaient que l'effet en question était la propriété de Rechacq, et que le sieur Albin n'y avait aucun droit, et, par conséquent, qu'ils ne pouvaient, d'après l'art. 1289 du Code civ., s'approprier le montant de cet effet, pour le compenser avec une somme qui ne leur était due que par Albin, et que Rechacq n'était nullement tenu d'acquiescer; — Casse, etc.

Du 27 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés. M. Brisson. — Rapp. M. Zangiacomi. — Concl. M. Cahier, av.-gén. — Pl., MM. Leroy-Neufvillotte et Guichard.

AUDIENCE SOLENNELLE. — COMPOSITION. — CHAMBRE UNIQUE.

Dans les Cours qui n'ont qu'une chambre civile, l'audience solennelle peut être régulièrement tenue par la chambre civile seule, et sans adjonction de la chambre correctionnelle. — L'adjonction de la chambre correctionnelle est purement facultative. (Dec. du 6 juil. 1810, art. 7.) (1)

(Seillvaux — C. Greische.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 7, troisième alinéa du décret du 6 juil. 1810, portant: « que, dans les Cours qui n'auront qu'une chambre civile, la chambre qui devra connaître des appels de matière correctionnelle, pourra être requise par le premier président, de faire le service aux audiences solennelles. » — Considérant que la Cour de Dijon n'est composée que d'une chambre civ., qu'en ce n'existait pas pour la tenue d'une audience solennelle, la chambre des appels en matière correctionnelle, le premier président n'a pas contrevenu à l'article ci-dessus, dont la disposition est purement facultative; — Rejette, etc.

Du 27 décembre 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Zangiacomi. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Fiacou-Rochello et Loiseau.

MITOYENNETÉ (DROIT DE). — RENONCIATION.

La faculté accordée au propriétaire par l'art. 656, Code civil, de renoncer à la mitoyenneté, pour se dispenser de contribuer à la réédification d'un mur mitoyen, peut être exercée dans les villes et faubourgs comme dans les campagnes. — L'art. 663 du même Code, portant que chacun, dans les villes et faubourgs, peut contraindre son voisin à contribuer aux constructions et réparations de la clôture commune, n'a pas introduit une exception à la règle posée par l'art. 656 (2).

(Desjardins — C. la dame Marette.)

Un mur mitoyen séparant les propriétés du sieur Riquier Desjardins et de la dame Marette, dans l'un des faubourgs de la ville de Lisieux, s'est écroulé en 1816. — Le sieur Desjardins a voulu rétablir cette clôture, il a offert à la dame Marette de contribuer pour sa part à la reconstruction du mur mitoyen.

verd. Répart., v^o Servitudes, sect. 2, § 4, n^o 1; Tardif sur Fournel, v^o Abandon, p. 2; Perrin, Code des constructeurs, n^o 547; Carou, Action possessoire, n^o 102; Zachariae, t. 2, § 210, note 7. — Mais voy. en sens contraire, Paris, 23 juil. 1823; Bordeaux, 7 déc. 1827; Amiens, 15 août 1838 (Volume 1838); et parmi les auteurs, Desgodets, Lois des bâtiments, sur l'art. 211, n^o 3, p. 412-413; Bourjon, liv. 11, tit. 1, ch. 3, n^o 6 et 10; Duranton, t. 5, n^o 319; Solon, des Servitudes, n^o 178, 222 et suiv.; Rolland de Villargues, Répart. du not., v^o Abandon de mitoyenneté.

(1) V. conf., Cass. 26 fév. 1816, et la note.

(2) V. en sens divers sur cette question controversée, les autorités citées dans la discussion qui a précédé l'arrêt que nous rapportons ici. — Adde, dans la sens de la décision ci-dessus, Cass. 5 mars 1828 (arrêt qui décide en outre qu'il n'y a pas lieu de distinguer, quant à l'exercice de la faculté de renoncer à la mitoyenneté, entre une construction nouvelle et la réédification d'une construction déjà existante); Toulouse, 7 janv. 1834; Douai, 5 fév. 1840. — V. dans le même sens, et indépendamment des auteurs cités dans l'article ci-dessus, Fa-

La dame Marette s'y est refusée; toutefois en offrant, aux termes de l'art. 656 du Code civil, l'abandon de son droit de mitoyenneté, tant du mur que du terrain sur lequel il était construit.

Le sieur Desjardins a invoqué de son côté l'article 683 du Code civil, portant que chacun peut contraindre son voisin, dans les villes et faubourgs, à contribuer aux reconstructions et réparations de la clôture de leurs héritages respectifs, en conséquence, il a assigné la dame Marette devant le tribunal civil de Lisieux, pour se voir condamner à contribuer, pour sa part, à la reconstruction du mur mitoyen.

Jugement de ce tribunal, qui rejette la demande du sieur Desjardins. — Appel. — Ette 12 déc. 1817, arrêt de la Cour royale de Caen, qui confirme : « attendu que l'art. 656 du Code civil établit en règle générale, que tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut s'affranchir de l'obligation de contribuer aux frais de reconstruction et d'entretien de ce mur, en abandonnant son droit de mitoyenneté; que ce principe n'admet qu'une seule exception, celle énoncée dans la même article, pour la cas où le mur mitoyen soutient un bâtiment appartenant au copropriétaire, qui, dans ce cas, n'est pas recevable à faire l'abandon de la mitoyenneté; que si le législateur avait entendu créer, par l'art. 663, une nouvelle exception à l'art. 656, il n'eût pas manqué de s'en expliquer d'une manière positive, et que ne l'ayant pas fait, il est nécessaire de combiner ces deux articles, et de modifier l'obligation que renferme l'art. 663, par l'exercice du droit que confère l'art. 656. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Desjardins, pour violation de l'art. 683 et fausse application de l'art. 656. — La Cour royale de Caen, a dit le demandeur, a prétendu sauver une contradiction apparente entre les art. 656 et 663 du Code civil; et, dans le fait, se méprenant sur l'esprit de ces dispositions de la loi, elle a présenté comme une exception la règle posée par l'art. 656, et elle a regardé comme règle générale l'exception réellement introduite par l'art. 663. — La première partie de l'art. 656 renferme en effet une règle générale, c'est que « tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions en abandonnant le droit de mitoyenneté; la seconde partie du même article établit une première exception à cette règle; « Pourvu, ajoute-t-il, que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne (au copropriétaire). Vient ensuite l'art. 683, qui établit une seconde exception non moins importante : « Chacun peut contraindre son voisin, dans les villes et faubourgs, à contribuer aux constructions et réparations de la clôture faisant séparation de leurs maisons, cours et jardins, etc. » On sait assez quelle est la raison de cette exception; qu'elle est commandée par un motif de sûreté publique; qu'il est nécessaire que les clôtures soient plus exactement faites et entretenues dans les villes et les faubourgs que dans les campagnes; que c'est la enfin une disposition renouvelée des anciennes coutumes, particulièrement des art. 209 et 210 de la coutume de Paris, desquels ont été extraits, presque littéralement, les art. 683 et 656 du Code civil; ces deux articles doivent donc trouver leur interprétation à la source même où ils ont été puisés; or, d'après la coutume de Paris, il n'est pas douteux que le droit de contraindre son voisin à la reconstruction du mur mitoyen, existait sans exception dans les villes et faubourgs, ainsi que s'en explique l'art. 209; et, d'un autre côté, que la faculté de renoncer à la mitoyenneté du

mur et du terrain, pour se dispenser de contribuer à une nouvelle clôture, n'était admise que hors lesdites villes et faubourgs, comme le dit l'art. 210 et tous les commentateurs de la coutume de Paris.

Il semblerait souverainement injuste, en effet, qu'un propriétaire qui va se clore quand la loi l'y contraint, par mesure de sûreté publique, fût tenu de supporter la totalité d'une dépense, qui profiterait autant à son voisin qu'à lui, et que la loi met à la charge de tous les deux; telle ne peut avoir été la pensée du législateur; il est évident au contraire, qu'il n'a voulu autoriser la faculté de renoncer à la mitoyenneté, pour se soustraire à l'obligation de contribuer à la reconstruction, que lorsqu'il s'agit d'une clôture aux champs; que dans les villes et faubourgs, où un motif d'intérêt public exige que chacun reste enclos dans sa propriété, la faculté de refuser de contribuer à la reconstruction d'une clôture commune, ne peut être accordée à celui qui pourrait y être contraint lui-même par l'autorité, s'il arrivait que son voisin ne voulût pas faire seul la dépense nécessaire. Il est donc constant que l'art. 683 du Code civil, n'est bien réellement qu'une dérogation au principe consacré par l'art. 656, et, à cet égard, tel est en effet la doctrine de M. Pardessus dans son *Traité des servitudes*, pag. 224, et celle de M. Delvincourt dans son *Cours du Code civil*, tom. 1^{er}, p. 509, note 2 : d'où il faut tirer la conséquence que la Cour royale de Caen, en prétendant concilier les deux art. 656 et 663 du Code civil, n'a réellement fait qu'en violer l'esprit et la lettre.

Pour la dame Marette, défenderesse à la cassation, on répondait : l'art. 663 dispose, en général, que chacun peut, dans les villes et faubourgs, contraindre son voisin à contribuer aux constructions et réparations de la clôture commune; mais cet article ne peut être entendu que dans un sens compatible avec l'art. 656 qui le précède et qui dispose aussi, dans les termes les plus généraux, que le propriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux frais de clôture, en abandonnant son droit de mitoyenneté, et la moitié du terrain sur lequel le mur doit être assis; on ne peut supposer raisonnablement que le législateur ait entendu restreindre, ou, pour ainsi dire, détruire, par l'art. 663, une faculté qu'il venait d'autoriser de la manière la plus générale par l'art. 656; il a voulu établir une seule et unique exception à cet art. 656, pour le cas où le mur mitoyen soutiendrait le bâtiment du propriétaire qui se refuse à le reconstruire ou à le réparer, et cette exception, il l'a placée dans l'art. 656 lui-même; il n'eût pas manqué d'ajouter, que le principe souffrait encore exception pour les murs de clôture sis dans les villes et faubourgs, si telle eût été son intention. — Mais cette intention se montre dans un sens absolument opposé par le résultat de la discussion qui a eu lieu au Conseil d'Etat sur le titre des servitudes, art. 45 du projet. Cet art. 45, conforme en ce point à l'ancienne jurisprudence, que nos législateurs modernes n'ont pas voulu admettre, contenait en effet l'exception réclamée par le demandeur, à l'égard des murs de clôture sis dans les villes et faubourgs. Cet article a été rejeté, et comme le fait très bien observer M. Toullier, dans son *Cours de droit civil*, tome 3, page 183, « si l'on n'a pas énoncé, ainsi que le proposait M. Berlier, que même dans les villes, le copropriétaire d'un mur mitoyen pût se dispenser de contribuer aux frais de clôture, en abandonnant le droit de mitoyenneté et la moitié du sol sur lequel le mur doit être assis; ce fut parce que M.

Tronchet observa que cette modification était suffisamment exprimée dans l'art. 656 dont la disposition est générale. — Au reste, ajoute le même auteur, le Code n'a point fait d'exception pour les villes où la clôture est forcée, et cette clôture n'est forcée qu'en ce sens, qu'il faut ou se clore, ou abandonner la moitié du terrain à la mitoyenneté. — M. de Maleville, dans son Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au conseil d'Etat, s'en explique de la même manière sur l'art. 653 : « Il fut convenu, dit-il, que dans le cas de cet article, comme dans celui de l'art. 656, le voisin pouvait se dispenser de contribuer à la clôture en renonçant à la mitoyenneté, et en cédant la moitié de la place sur laquelle le mur de séparation devait être assis. » — Appuyé sur de telles autorités, l'arrêt de la Cour royale de Caen n'a donc pu méconnaître le véritable esprit de la loi, ni violer aucune de ses dispositions.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le principe établi par l'art. 656 du Code civil, est énoncé en termes généraux et absolus, et que, par sa relation avec les articles précédents 653 et 655, cet article embrasse évidemment tant les villes et faubourgs, que les campagnes; que c'est dans ce sens que la loi a été formée et présentée, et rien n'indique, dans la rédaction de l'art. 653, que le législateur ait voulu opposer une dérogation à ce qu'il venait de consacrer par l'art. 656, du Code; qu'ainsi l'arrêt attaqué n'a point fausement appliqué ce dernier article à l'espèce, et, par suite, qu'il n'a point violé l'art. 653; qu'il a, au contraire, sagement entendu et appliqué les deux articles dans le sens que le législateur avait lui-même attaché ; — Rejette.

Du 29 déc. 1819. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Jarre et Scribe.

1^o DONATION. — ENFANT NATUREL. — INDEMNITÉ. — ACTE NOTAIRE.

2^o 1^o 3^o DONATION ENTRE-VIFS. — CONDITION. — PERSONNE INTERPOSÉE.

1^o La constitution d'une rente viagère en faveur d'une fille, par celui dont elle a eu un enfant, constitue une réparation et non un acte de pure libéralité soumis, en conséquence, à la forme des donations entre-vifs. (Cod. civ., 1969.)

2^o La condition d'une donation d'après laquelle une fille donataire ne doit pas quitter le donateur qui l'a entraînée chez lui par une promesse de mariage, peut n'être pas considérée comme illicite et contraire aux bonnes mœurs.

3^o La donation faite à une fille dont le donateur a eu un enfant, doit être considérée comme le paiement d'une dette naturelle; elle ne peut dès lors être annulée comme faite à l'enfant par interposition de personne. (Cod. civ., 908 et 911.)

(Lecann — C. Natal.)

Le sieur Person, officier de marine, vivait dans des relations intimes avec la demoiselle Natal. Il était établi en fait, qu'il avait séduit cette demoiselle par la promesse de l'épouser; promesse qui ne fut pas accomplie par suite des événements de la guerre; toutefois la qualification d'épouse avait été donnée à la demoiselle Natal dans plusieurs lettres écrites par le sieur Person.

Un enfant mâle naquit de cette liaison, et fut reconnu par son père, avant la naissance, le 10 avril 1809, dans un acte notarié, et à l'époque

même de la naissance, devant l'officier de l'état civil. — Le 10 avril encore, le sieur Person souscrivit au profit de la demoiselle Natal, un acte sous seing privé ainsi conçu : « Je soussigné Jean-François Person..., en conséquence de l'acte que j'ai aujourd'hui jussé devant M^r Dutertre, notaire à Boulogne, par lequel j'ai reconnu que demoiselle Julie-Geneviève Natal était enceinte de mes œuvres, déclare, par ces présentes, faire et constituer au profit de ladite demoiselle, une rente viagère de 600 fr., que je promets lui payer annuellement, et de mois en mois, à raison de 50 francs par chaque mois, et aussi longtemps que ladite demoiselle existera..., me soumettant à ratifier le présent acte devant notaire, à la réquisition de ladite demoiselle. Si ladite demoiselle Julie Natal venait à me quitter d'elle-même, ou que sa conduite devint irrégulière, tout ce qui est mentionné ci-dessus, concernant la rente, devient nul et d'aucun rapport à son égard. — Boulogne, le 10 avr. 1809. Signé, J. Person. »

En 1810, décès en Espagne, du sieur Person qui laissait la dame Lecann, sa sœur, pour héritière. En 1811, la demoiselle Natal réclamait le paiement des arrérages de la rente. La dame Lecann refusa ce paiement, et soutint que l'acte du 10 avr. 1809 était nul, par un double motif, 1^o En ce qu'il n'avait pas été passé devant notaire ni accepté par la demoiselle Natal. 2^o En ce qu'il renfermait un avantage prohibé en faveur de l'enfant naturel de la demoiselle Natal, et en ce qu'il avait une cause illicite.

2^o 1^o 3^o 4^o 5^o 6^o 7^o 8^o 9^o 10^o 11^o 12^o 13^o 14^o 15^o 16^o 17^o 18^o 19^o 20^o 21^o 22^o 23^o 24^o 25^o 26^o 27^o 28^o 29^o 30^o 31^o 32^o 33^o 34^o 35^o 36^o 37^o 38^o 39^o 40^o 41^o 42^o 43^o 44^o 45^o 46^o 47^o 48^o 49^o 50^o 51^o 52^o 53^o 54^o 55^o 56^o 57^o 58^o 59^o 60^o 61^o 62^o 63^o 64^o 65^o 66^o 67^o 68^o 69^o 70^o 71^o 72^o 73^o 74^o 75^o 76^o 77^o 78^o 79^o 80^o 81^o 82^o 83^o 84^o 85^o 86^o 87^o 88^o 89^o 90^o 91^o 92^o 93^o 94^o 95^o 96^o 97^o 98^o 99^o 100^o

suivant sa forme et teneur, et que la dame Lecau sera tenue de servir la rente viagère. »

Pourvoi en cassation de la dame Lecau, 1^o pour violation des art. 1009, 931 et 932 du Code civ.; 2^o pour violation des art. 1131, 1133 et 1172 du Code civ.; 3^o pour violation des art. 908 et 911 même Code.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, que l'acte sous seing privé du 10 avr. 1809, constitutif de la rente viagère en faveur de Julie Natal, loin de présenter une pure libéralité n'a pour cause que la juste réparation du tort et des dommages que ladite Natal avait soufferts par le fait de Person; qu'ainsi les art. 1069, 931 et 932 du Code civ., concernant les pures libéralités, ne sont point applicables à l'espèce;

Attendu, sur le second moyen, qu'en décidant que les conditions insérées dans l'acte du 10 avr. 1809 n'étaient point illicites, mais qu'elles ne se référaient qu'au projet de mariage, l'arrêt attaque n'a fait qu'apprécier les clauses de ce même acte, appréciation que la loi abandonne aux lumières et à la conscience des juges;

Attendu, sur le troisième moyen, que s'agissant dans l'acte du 10 avr. 1809, non pas de l'exercice d'une libéralité, mais bien du paiement d'une dette, toute présomption de fraude que la loi tire de la qualité des personnes sous le nom desquelles une libéralité est faite, était écartée par la nature même dudit acte; qu'ainsi les art. 908 et 911 du Code civ. étaient inapplicables à l'espèce;

— Rejette, etc.
Du 30 déc. 1819. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lasagni. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Guichard.

(1) Sic, Teste Lebeau, *Dict. analyt. des errata d'enregistrement*, v^o Prescription, n. 36.

(2) V. conf., Cass. 5 sept. 1812, et la note. — Les criminalistes appellent crimes ou délits *successifs*, ceux qui se perpétuent et se renouvellent à chaque instant. Ces crimes se prescrivent, non à partir du jour où ils ont commencé, mais à partir du jour où ils ont entièrement cessé. On classait autrefois la bigamie parmi ces crimes; mais on a reconnu que ce crime ne consiste pas dans l'abandon de l'époux légitime, dans la cohabitation illégale, mais dans l'acte dont le coupable a voulu couvrir et abandon, dans le fait de la célébration du second mariage; la bigamie est consommée à l'instant même de l'engagement frauduleux contracté devant l'officier de l'état civil.

Il y a divers crimes ou délits sur lesquels s'élève la doute de *continuité* qui leur donnerait le caractère de crimes ou délits *successifs*. Ainsi l'usage du faux a été rangé par plusieurs auteurs dans cette catégorie (Bourguignon, *Jurisp. des Codes crim.*, t. 2, p. 526; Legraverend, *Législ. crim.*, tom. 1, ch. 3); mais nous avons indiqué les motifs qui militent contre cette opinion consacrée par un arrêt de la Cour de cassation du 24 juin 1812. (V. la note sur cet arrêt.) — Le rapt, l'évasion, la désertion, ont également été placés parmi les délits *successifs*, bien que ces crimes soient entièrement accomplis par le fait de l'enlèvement, l'abandon du corps, le bris de la prison; sans doute la personne enlevée reste sous la puissance du ravisseur, sans doute le déserteur et le détenu évadé demeurent en état de recoulement contre la loi; mais cette position est la conséquence du délit et non le délit lui-même; la conséquence peut se perpétuer, mais elle n'ajoute rien au délit; le délit est consommé du moment que le rapt, la désertion, l'évasion, sont accomplis. De là

ENREGISTREMENT. — MUTATION SECRÈTE.

— PRESCRIPTION.

Si des actes soumis à l'enregistrement ne mettent pas le receveur sur la voie d'une mutation qui s'est opérée secrètement, il est certain du moins qu'elle lui a été connue, lorsqu'il a décerné une contrainte ayant pour objet de recouvrer les droits. — S'il se désiste ensuite de cette contrainte, et n'en délivre une autre que plus de deux ans après, l'action de la régie se trouvant prescrite ne doit avoir aucun résultat. (L. du 22 frim. an 7, art. 61, n^o 1^{er}.) (5)

(Enregistrement — C. Amat.)

Du 30 déc. 1819. — Sect. req. — Rapp., M. Botton. — Concl., M. Lebeau, av. gén.

BIGAMIE. — PRESCRIPTION. — CRIME SUCCESSIF.

La bigamie n'est point un crime *successif*; et par conséquent la prescription de ce crime commence à courir du jour du second mariage. (Cod. inst. crim., 637; Cod. pén., 340.) (2)

(Segretain.)

François Segretain, poursuivi en 1819. pour crime de bigamie, soutint que la prescription lui était acquise, attendu que son premier mariage avait été contracté le 22 mai 1791, et le second le 20 frim. an 8. — La Cour d'assises rejeta cette exception, attendu que le crime était *successif* et que la prescription ne pouvait courir que du jour de la dissolution de l'un des deux mariages; — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 637 et 640 du Code d'inst. crim.; — Considérant qu'aux termes de ce dernier article le crime de bigamie est consommé et que la peine en est encourue au moment même

il suit, à votre avis, que les seuls crimes ou délits qui puissent être considérés comme *successifs*, sont ceux qui consistent dans une suite d'actes criminels, dont chacun renouvelle en quelque sorte le crime ou délit. Dans cette catégorie on peut classer la séquestration de personnes; ce crime subsiste tant que la personne, objet de la violence, est privée de sa liberté; telle est encore l'association des malfaiteurs ou la bande armée dans un but hostile à l'État; ces délits présentent une série de faits punissables qui se propagent, et se perpétuent jusqu'au moment où, soit le rassemblement, soit l'association, sont détruits, ou jusqu'au moment où le prévenu a cessé d'en faire partie.

Il est encore une autre classe de délits que l'on appelle *complexes* ou *collectifs*, parce qu'ils se composent d'un certain nombre de faits répétés du même genre. Tel est le délit d'habitudes d'assurance. Pour celui-là encore, la prescription ne court qu'à dater du dernier fait qui concourt à la constitution du délit, c'est-à-dire à dater du dernier prêt usuraire qui fait disparaître la prescription commencée pour les prêts antérieurs. La jurisprudence a même été jusqu'à considérer en cette matière la simple perception d'intérêts usuraires comme une continuation du délit. V. Cass. 29 janv. 1812.

Mais lorsqu'il s'agit, comme dans le cas de bigamie, d'un fait qui à lui seul constitue le crime complet, et dont la continuité ou permanence est une conséquence nécessaire de la perpétration du crime, et n'ajoute rien à son caractère; alors on ne peut dire qu'il y ait crime ou délit *successif*, et il faut reconnaître que la prescription, dans ce cas, prend cours du jour même de la consommation du crime. — V. encore dans ce sens, sauf quelques distinctions, Mangin, de l'Asson publ., tom. 2, 161; Duvergier, *Manuel des juges d'inst.*, t. 1, n^o 61, p. 184, et les notes. »

où le second mariage a été contracté avant la dissolution du premier; que, conséquemment, et aux termes de l'art. 637 du Code d'inst. crim., le délai pour la prescription dudit crime commence à courir à compter du jour du second mariage; que cette prescription est acquise par un laps de dix années révolues depuis ce second mariage, lorsque, dans cet intervalle, il n'a été fait aucun acte d'instruction ou de poursuite; — Que, dans l'espèce, et après que le jury eut déclaré l'accusé coupable d'avoir contracté un second mariage avant la dissolution d'un mariage précédent; celui-ci, interpellé d'après l'art. 363 du Code d'instruction criminelle, de faire ses observations sur l'application de la peine, a opposé la prescription établie par ledit art. 637, et a demandé, en conséquence, à être renvoyé de l'accusation; — Que la Cour d'assises, au lieu d'examiner le fait de savoir si, depuis le second mariage qui avait consommé le crime de bigamie imputé à l'accusé, il s'était réellement écoulé dix années révolues sans qu'il eût été fait aucun acte d'instruction ou de poursuite relatif à ce crime, a rejeté l'exception de prescription, sur le motif que la bigamie était un crime successif dont la prescription ne pouvait commencer à compter de la dissolution de l'un des deux mariages dont le concours constituait le crime; — Qu'en cela, la Cour d'assises a violé les dispositions dudit art. 637, et, dans l'état, fausement appliqué l'art. 340 du Code pén.; — Casse; — Renvoie l'accusé en état d'ordonnance de prise de corps, et les pièces du procès, devant la Cour d'assises du département de la Mayenne, désignée par délibération spéciale de la Cour, prise à la chambre du conseil, pour prononcer sur le fait si, depuis le second mariage qui a constitué l'accusé en crime de bigamie, il s'est écoulé dix années révolues sans aucun acte d'instruction ou de poursuite, et ensuite statuer à son égard sur l'application de l'art. 637 du Code d'inst. crim., ou sur la déclaration subsistante du jury, ainsi qu'il appartiendra, etc.

Du 30 déc. 1819. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Bussehop. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

JURY. — TABLEAU.

Lorsqu'au jour indiqué pour la formation du tableau du jury, il comparait moins de trente jurés et qu'il en est appelé d'autres en remplacement des absents, on ne doit, à peine de nullité, appeler que le nombre nécessaire pour compléter celui de trente. (Cod. inst. crim., 398.) (1)

(Delphine, Carnet et autres.)

Du 31 déc. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Gaillard. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

CHASSE. — PERMIS DE PORT D'ARMES.

Celui qui a été trouvé chassant sans être muni

d'un permis de port d'armes, ne peut être exempté des peines légales par la motif qu'il était en réclamation du permis de port d'armes, antérieurement au procès-verbal et qu'il avait obtenu un avis favorable du maire et du sous-préfet. (Déc. du 1 mai 1812, art. 1.) (2)

(Forêt. — C. Terby et Frézard.) — *ARRÊT.*

LA COUR; — Vu les art. 1^{er} et 3 du décret du 4 mai 1812; — Considérant qu'il a été reconnu au procès que, le 5 sept. 1818, les sieurs Terby et Frézard ont été trouvés chassant l'un et l'autre avec un fusil à deux coups, dans un bois appartenant à la commune de Tavey, sans être porteurs d'un permis de port d'armes de chasse; que, dès lors, ils avaient encouru les peines d'amende et de confiscation prononcées par les articles ci-dessus cités; — Que le tribunal correctionnel de l'arrondissement de Vesoul a donc violé ces articles, en ne prononçant pas, dans l'espèce, les amendes et confiscations qu'ils ont déterminées, et en ne condamnant les prévenus qu'à des dépens; — Que cette condamnation, ainsi restreinte aux simples dépens, ne peut être justifiée par les motifs énoncés aux jugemens attaqués, que les prévenus, antérieurement au procès-verbal, étaient en réclamation du permis de port d'armes; qu'ils avaient obtenu les avis favorables de leur maire, ainsi que du sous-préfet local, et que, postérieurement au procès-verbal, ils avaient obtenu ce permis et payé les droits y attachés, puisque le décret précité exige absolument que le permis soit délivré antérieurement à tout fait de chasse, et que, d'ailleurs, ce permis peut être refusé, malgré les avis favorables des maires et des sous-préfets; — Casse, etc.

Du 31 déc. 1819. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Basire. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — APPEL. — DELAI.

En matière de contributions indirectes, l'appel est recevable tant que le jugement n'a pas été signifié (3).

Il est également recevable pendant la huitaine à compter de la signification du jugement; à cet égard, les art. 202 et 203 du Code d'inst. crim. n'ont pas abrogé la disposition de l'art. 32 du décret du 1^{er} germ. an 13.

(Contrib. ind. — C. Locqueux.)

Du 31 déc. 1819. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Bailly. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

DÉLIT FORESTIER. — PROCÈS-VERBAL. — FOI. — EMPRISONNEMENT.

Le procès-verbal dressé par un seul garde forestier ne fait pas foi jusqu'à inscription de faux, lorsque le délit constaté est passible de la peine d'emprisonnement. (L. du 29 sept. 1791, tit. 9, art. 13.) (4)

Quand le délit ou la contravention entraîne une condamnation plus forte, le procès-verbal ne fait foi jusqu'à inscription de faux qu'autant qu'il est dressé et signé par deux gardes forestiers. Or, bien que le Code ne fasse mention que des peines pécuniaires, il est évident que la peine d'emprisonnement, occupant, aux termes de l'art. 9 du Code pén., le premier degré dans l'échelle des peines correctionnelles, cette peine doit, dans tous les cas, être considérée comme plus forte que l'amende. Le procès-verbal ne fait donc pas foi jusqu'à inscription de faux quand le délit est passible de l'emprisonnement. V. dans ce sens, Mangin, *Traité des procès-verbaux*, p. 296. V. aussi Cass. 30 mars, an 12 et 6 fév. 1806 et les notes. *

(1) V. conf., Cass. 29 avril 1819, 27 mars 1823. En sens contraire, voy. Cass. 18 mars 1813; mais voy. la note qui accompagne cet arrêt.

(2) V. Cass. 24 déc. 1819, et la note.

(3) Ce point est consacré par la jurisprudence. V. Cass. 13 août 1813; 27 avril 1821; 8 août 1822; 13 fév. 1840; Adde, Cass. 15 avril 1819; 7 juin 1821.

(4) V. conf., Cass. 28 oct. 1821. Ces décisions conservent toute leur autorité sous l'empire du Code forestier. Il résulte des art. 176 et 177 de ce Code, que toutes les fois que le délit ou la contravention n'entraîne pas une condamnation de plus de 100 francs, tant pour amende que pour dommages-intérêts, le procès-verbal dressé et signé par un seul garde, fait foi jusqu'à inscription de faux; mais que,

(Hodts—C. Affre.)

Un procès-verbal dressé par un seul garde forestier, le 29 octobre 1818, constate que le sieur Barthélemy Affre a établi un fourneau à charbon dans le bois de la commune de Cessenon, et qu'il y a coupé, pour alimenter ce fourneau, environ dix charges de mulet de chênes vert. — La direction générale de l'enregistrement demande que, conformément à l'art. 32, tit. 27, et aux art. 3 et 8, titre 32, de l'ordonnance de 1669, le délinquant soit condamné à un emprisonnement et au paiement de 40 fr. pour amende, en raison de 4 fr. par chaque charge de bois coupé, et de pareille somme pour dommages-intérêts. — 14 janv. 1819, jugement du tribunal correctionnel de Saint-Pons, qui renvoie la prévention de la plainte, sur le motif qu'il n'y a pas preuve suffisante du délit. — Appel par la direction générale. — 29 juin suivant, arrêt confirmatif de la Cour royale de Montpellier : « Attendu que si, aux termes de l'art. 13 de la loi du 29 sept. 1794, les procès-verbaux des gardes forestiers font preuve suffisante dans tous les cas où l'indemnité et l'amende n'excèdent pas la somme de 100 fr., il en est autrement d'après les dispositions de l'art. 14 de la même loi, lorsqu'il s'agit d'un délit de nature à entraîner une condamnation plus forte, puisque alors, pour faire preuve suffisante, ils doivent être soutenus au moins d'un autre témoignage; attendu qu'on ne saurait méconnaître que l'emprisonnement, dans l'esprit de la loi, est une peine plus forte que les amendes et les indemnités, à quelque somme qu'elles soient élevées; attendu que le délit d'allumer un feu ou charbonnière dans une forêt, emporte la peine de l'emprisonnement aux termes de l'art. 32, tit. 27, de l'ordonnance de 1669...; attendu que l'administration, n'offrant pas de soutenir au moins, par un autre témoignage, le procès-verbal du 29 oct. 1818, reconnu insuffisant, il y a lieu de confirmer la décision des premiers juges. »

POURVOI en cassation, par la direction générale de l'enregistrement et des domaines, pour fausse interprétation des art. 13 et 14, titre 9,

de la loi du 29 sept. 1794. — L'art. 13 de cette loi porte : « Les procès-verbaux feront preuve suffisante dans tous les cas où l'indemnité et l'amende n'excéderont pas la somme de 100 fr., s'il n'y a pas inscription de faux ou s'il n'est pas proposé de causes valables de récusation. » — L'art. 14 ajoute : « Si le délit est de nature à emporter une plus forte condamnation, le procès-verbal devra être soutenu d'un témoignage. » — Dans l'espèce, disait-on pour la direction, la Cour royale de Montpellier a écarté le procès-verbal du 29 oct. 1818, sous le prétexte qu'il n'avait été dressé que par un seul garde forestier et qu'il n'était pas appuyé d'un autre témoignage; cependant ce procès-verbal ne constatait que l'existence d'un délit pour lequel l'amende ne s'élevait pas à 100 fr. Or, le second témoignage exigé par l'art. 14 de la loi citée pour valider les procès-verbaux, n'est nécessaire qu'autant que la condamnation pécuniaire doit excéder 100 fr. — Donc, quand la condamnation pécuniaire ne peut pas s'élever à cette somme, le procès-verbal d'un seul garde forestier suffit, quelle que soit la punition corporelle qu'il encourre l'auteur du délit, la loi n'admettant d'ailleurs aucune distinction pour le cas où le délit entraîne la peine d'emprisonnement, cette exception ne saurait être supplée par les juges, sans excès de pouvoir.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il était déclaré, dans le procès-verbal qui a servi de base aux poursuites contre Barthélemy Affre, que le délit imputé à ce dernier avait été commis par feu, et qu'il demeure constant par l'arrêt attaqué, que la direction poursuivante, n'a point offert de suppléer par un témoignage à l'insuffisance du susdit procès-verbal; que dans cet état de choses, il a été fait, par ledit arrêt, une juste application de l'art. 14 du titre 9 de la loi du 29 sept. 1794; — Rejette etc.

Du 31 déc. 1819. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Basire. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

(3 JANV. 1820.)

1820.

(3 JANV. 1820.)

DROITS LITIGIEUX. — OFFRES. — CESSIION. — NOTIFICATION.

Une créance ne cesse pas d'être litigieuse par cela seul qu'il a été fait des offres par le débiteur, si ces offres n'ont pas été acceptées avant la cession.

L'acquéreur de droits litigieux qui n'a fait signifier le transport à lui fait qu'après le jugement qui a statué sur le litige, ne peut se faire un moyen de cette signification tardive, pour priver le débiteur du bénéfice de subrogation que lui accorde l'art. 1699 du Code civil (1).

(Pons—C. Fort).—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1700 du Code civ., la chose est censée litigieuse lorsqu'il y a procès et contestation sur le fond du droit; que, lors de la cession dont il s'agit, il y avait entre le créancier et le débiteur une instance dans laquelle celui-ci soutenait qu'il n'était point tenu du droit qui était l'objet de la cession, prétendant que, d'après le titre fonda-

mental de la demande même, il n'avait agi qu'en nom et pour le compte d'un tiers; que conséquemment il y avait procès et contestation sur le fond du droit cédé, et que le débiteur pouvait, suivant l'art. 1699, s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix de la cession et les accessoires légitimes.

Et attendu que ce litige n'a pris fin que par l'arrêt du 6 juin 1816, et qu'il ne peut dépendre d'un cessionnaire de droits litigieux de priver le débiteur du bénéfice de la subrogation, en affectant de ne lui faire signifier la cession qu'après que le litige est terminé par jugement définitif, sans quoi la loi qui accorde ce bénéfice pourrait être éludée et demeurer sans effet; — Rejette, etc., etc.

Du 3 janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson — Rapp., M. Cassaigne.

ENREGISTREMENT. — JUGEMENT. — RAPPORT. — Un jugement, en matière de droit d'enregistrement, est nul, lorsqu'il n'enonce pas qu'il a été rendu sur rapport, conformément au vœu de l'art. 65 de la loi du 22 frim. an. 7. — Cett

(1) Sic, Rouen, 16 mars 1812.

nullité ne peut être couverte par un certificat du tribunal, attestant que le rapport a été fait (1).

(Enregistrement.—C. Robin).

Du 3 janv. 1820.—Sect. civ.—Pres. M. Brisson.—Rapp. M. Boyer.—Concl. M. Jourde av. gén.

ENREGISTREMENT. — CONCORDAT. —

CONTRAT D'UNION.

Le traité intervenu entre le failli et ses créanciers, par lequel ces créanciers, après avoir fait union, accordent la libération de leur débiteur, moyennant l'abandon qui leur est fait de l'actif de la faillite, ne constitue pas un simple contrat d'union entre les créanciers; c'est un concordat, passible comme tel du droit proportionnel d'enregistrement d'un pour cent, réglé pour tous transports ou cessions de créances à terme. (L. du 22 frim. an 7, art. 68, § 3, n° 6; art. 69, § 3, n° 3.) (2)

(Enregistrement.—C. Syndics Magnin).

ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 68, § 3, n° 6, de la loi du 22 frim. an 7;—Vu aussi l'art. 69, § 3, n° 3, de la même loi;—Attendu que Magnin, dessaisi, par l'effet de sa faillite, de l'administration, mais non de la propriété de ses biens, a pu traiter de cette propriété avec ses créanciers; que c'est ce qu'il a fait par l'acte du 22 août 1817, contenant de sa part cession entière et définitive, au profit de ces derniers, de la totalité de ses créances actives, pour par eux en faire le recouvrement et en disposer entre eux, sans aucune participation du cédant; qu'en retour de cette cession, les créanciers ont consenti à la libération pleine et entière de leur débiteur, et ont renoncé à toute répétition ultérieure contre lui; qu'un tel acte renferme évidemment un traité à forfait, un véritable concordat entre les créanciers et le failli, et non un simple contrat d'union, lequel, aux termes de l'art. 527 du Code de commerce, n'a lieu qu'à défaut de traité passé entre lesdits créanciers et ledit failli;

Qu'en vain le défendeur excipe des termes de l'acte, par lesquels les créanciers déclarent s'unir; que cette dénomination, relative seulement à l'association que formaient entre eux les créanciers, pour poursuivre en commun le recouvrement des créances à eux cédées par ce même acte, n'a pu changer la nature et le caractère de l'acte, ni le soustraire à l'application du droit proportionnel auquel son pareil traité a dû donner lieu: d'où il suit qu'en réduisant au simple droit fixe, dont l'art. 68, § 3, n° 6, de la loi du 22 frim. an 7, frappe les simples contrats d'union, le droit d'enregistrement réclamé par la règle sur l'acte du 22 août 1817, le jugement attaqué a fait une fautive application manifeste dudit article, et violé par suite l'art. 63, § 3, n° 3 de la même loi;—Cassé, etc.

Du 8 janv. 1820.—Sect. civ.—Pres. M. Brisson.—Rapp. M. Jourde, av. gén.—Pl., MM. Haart-Duparc et Mathias.

ACTION PERSONNELLE. — COMPÉTENCE. —

CONNEXITÉ.

La demande en paiement d'une somme stipulée payable dans le cas où le droit de retour ré-

servé par un donateur d'immeubles serait exercé, est une action personnelle ou au moins mixte, qui peut être portée devant le tribunal du domicile du défendeur: dès lors, si celui-ci appelle en garantie, une personne, qui forme contre le demandeur originaire, devant un autre tribunal, une demande connexe, le tribunal premier saisi demeure juge de la contestation.

(Foucault.—C. Louvel Janville.)

Par contrat de mariage du 14 févr. 1789 entre les époux Louvel de Janville, la future épouse fit à son mari don mobile du tiers de ses immeubles en toute propriété; mais, elle s'en réserva le retour en cas de prédécès de son mari, « parce que après son décès, porte le contrat, ses héritiers paieront à cent du futur époux une somme de 80,000 fr. — En 1803, Camille Louvel de Janville, le frère puîné du sieur Louvel de Janville, se maria. Les époux de Janville intervinrent au contrat; le mari donna à son frère la terre d'Etterville pour ce qui lui en appartenait de son chef, et la dame de Janville déclara avoir cette donation pour agréable, et se réunir à son mari comme donatrice de la propriété qu'elle pouvait avoir de quelques-uns des effets. — En 1808, la femme de Camille de Janville étant décédée, celui-ci contracta un second mariage: ses frères et belle-sœur intervinrent encore au contrat et y renouvelèrent la donation de la terre d'Etterville.

Le sieur Louvel de Janville mourut en 1808; alors eut lieu le retour du don mobile, porté par le contrat de 1789, et en même temps, au profit des héritiers, l'ouverture du droit aux 80,000 fr. portés par le même contrat. La dame de Janville est décédée elle-même en 1810, laissant le sieur de Moyria pour son légataire universel.

Le 12 mars 1810, un acte, qualifié transaction, fut passé entre le sieur de Moyria et les sieurs Foucault et Terrier, neveux de la dame de Janville. Par cet acte, le sieur de Moyria abandonna aux sieurs Foucault et Terrier une partie de la succession de la dame de Janville; et, en retour, il fut convenu que si les héritiers du sieur Janville élevaient la prétention aux 80,000 fr., les sieurs Foucault et Terrier seraient tenus d'y défendre et d'en garantir le sieur de Moyria.

En cet état, les héritiers Janville, après avoir gardé le silence pendant près de 10 ans, ont demandé, en 1818, contre le sieur de Moyria en qualité de légataire universel, devant le tribunal de la Seine, le paiement des 80,000 fr. Le sieur de Moyria dénonça cette demande aux sieurs Foucault et Terrier, avec assignation, devant le tribunal de la Seine, pour voir dire que l'acte du 12 mars 1810 serait exécuté selon sa forme et teneur; qu'ils seraient tenus d'intervenir dans la contestation pour y défendre conjointement avec lui, de Moyria, sinon se voir condamner à le garantir de toutes condamnations qui seraient prononcées contre lui.

De leur côté, les sieurs Foucault et Terrier ont traduit Camille de Janville, l'un des demandeurs originaires, devant le tribunal de Caen, tant pour entendre prononcer la nullité de tous titres, en vertu desquels il pourrait se prétendre propriétaire de la terre d'Etterville, que pour se voir débouter de la demande en condamnation relative aux 80,000 fr. — Le sieur de Janville a constitué

(1) Jurisprudence constante: V. Cass. 25 avril 1808; 21 dec. 1813; 1^{er} juin 1814, 25 janv. 1815; 22 janv. 1817, et les notes. V. aussi le Dict. des droits d'enregistrement, de MM. Championnière et Rigaud, v^o Pour suites, n^o 135.

(2) La Cour a statué dans le même sens, par arrêt du 30 janv. 1809. V. aussi celui du 18 janv. 1830, et le Traité des droits d'enregist., de MM. Championnière et Rigaud, t. 2, n^o 1003.

zoué près le tribunal de Caen; mais il n'a pas défendu au fond.

En cet état, les sieurs Foucault et Terrier se sont pourvus en règlement de juges, et ont demandé le renvoi au tribunal de Caen.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu les art. 59, 171 et 363 du Code de proc.; — Considérant que la compétence des tribunaux se règle d'après la nature des actions qui leur sont soumises; que celle que le sieur Louvel de Janville et la demoiselle sa sœur ont formée contre le sieur de Moyria, par l'exploit du 31 déc. dernier, à fin de paiement des 80,000 fr. portés par le contrat de mariage du 14 févr. 1789, si elle n'est pas purement personnelle, est au moins une action mixte, qui, aux termes de l'art. 59 du Code de proc. civ., pouvait être portée devant le tribunal civil du département de la Seine, dans le ressort duquel il n'est pas contesté que le sieur de Moyria a son domicile; — Que le sieur de Moyria a reconnu lui-même la compétence de ce tribunal, lequel ayant été légalement saisi de la demande originale formée contre lui par le sieur Louvel de Janville et la demoiselle sa sœur, l'a été également aussi de celle en assistance de cause et garantie, formée par le sieur de Moyria contre les frères de Foucault et la demoiselle leur sœur, par les exploits des 28 et 29 janv.; — Que celles formées par les frères de Foucault et la demoiselle leur sœur, devant le tribunal de Caen, quoiqu'elles ne soient pas dirigées contre toutes les parties appelées devant le tribunal étant à Paris, sont si évidemment connexes, qu'elles demandent devant ce tribunal, que le sieur Louvel de Janville et la demoiselle sa sœur soient déboutés de leur demande relative aux 80,000 fr., pour raison de laquelle le sieur de Moyria les a appelées en assistance de cause et garantie devant le tribunal du département de la Seine; qu'elles tendent en outre à la nullité des actes en vertu desquels le sieur Louvel de Janville possède la terre d'Étreville, ce qui comprend les donations portées par le contrat de mariage de 1789, et par ceux du sieur Louvel de Janville père, en sorte que les deux tribunaux auraient à prononcer sur les mêmes questions, le paiement des 80,000 fr. pouvant dépendre de la validité ou de l'effet de ces mêmes actes; — Que le sieur Louvel de Janville n'a pas défendu au fond devant le tribunal de Caen, qu'il a seulement constitué avoué pour éviter une condamnation par défaut, et qu'il a d'autant moins dû être considéré comme ayant reconnu la compétence de ce tribunal, que sa sœur et lui avaient saisi le tribunal du département de la Seine, pour la demande antérieurement formée par eux contre le sieur de Moyria; — Qu'il ne l'aurait même pas pu, au préjudice, soit de sa sœur, soit du sieur de Moyria, à l'égard desquels la compétence de ce dernier tribunal était invariablement fixée; — Statuant par voie de règlement de juges, ordonne que les parties procéderont devant le tribunal du département de la Seine, sur les demandes respectivement formées par elles, tant devant ce tribunal que devant celui de Caen, circonstances et dépendances, etc.

Du 4 janv. 1820. — Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lascaud. — Rapp., M. Dunoyer. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Joussetin, Le-roy-Neufville et Coste.

TRANSCRIPTION DE VENTE. — HYPOTHÈQUE. — EFFET RÉTROACTIF.

Les créanciers hypothécaires et les acquéreurs qui avaient acquis leurs droits sous l'empire de l'édit de 1771, les ont respectivement conservés, s'il n'y a eu ni inscription ni transcription, sous la loi du 11 brum. an 7: les créanciers hypothécaires ont pu, sous le Code civil, s'inscrire valablement jusqu'à la transcription. — En supposant que l'art. 1583, Code civil, décide que la vente seule arrête le cours des inscriptions, on n'a pu l'appliquer aux ventes et aux hypothèques antérieures à sa promulgation. (Cod. civ., 1583; L. du 11 brum. an 7, art. 44 et 47.) (1)

(Henrion de Magnencourt — C. Vuilleret.)

16 mess. an 5, c'est-à-dire antérieurement au Code civil, vente d'un immeuble, par les demoiselles Contréglise, au sieur Vuilleret, lequel paie son prix. — 23 nov. 1813, revente par Vuilleret au sieur Guy. — Le sieur Guy provoque un ordre pour la distribution de son prix. — Ce prix est disputé, entre le sieur Vuilleret, dernier vendeur, et un sieur Henrion de Magnencourt, créancier hypothécaire des vendeuses primitives.

Il faut dire que, dès le 23 août de la même année 1813, le sieur Henrion de Magnencourt, créancier des demoiselles Contréglise, avait pris inscription sur l'immeuble par elles vendu. D'ailleurs il est à remarquer que les titres, en vertu desquels il prit cette inscription, étaient deux contrats de rente, en date des 8 janv. 1756, et 20 déc. 1762, portant hypothèque, et qu'il n'avait point pris d'inscription sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7. — D'un autre côté, le sieur Vuilleret n'avait point fait transcrire son contrat de vente.

En cet état, Henrion de Magnencourt, à titre de créancier premier inscrit, demande à être colloqué au premier rang, pour sa créance absorbant la totalité du prix.

Pour Vuilleret, vendeur, on a contesté cette demande en collocation. On a soutenu que sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, Henrion de Magnencourt pouvait valablement prendre inscription, après la vente de l'immeuble faite par ses débitrices, tant que l'acheteur n'avait pas fait transcrire son contrat; parce qu'alors la transcription était nécessaire pour consolider la propriété dans les mains de l'acheteur; mais que depuis le Code civil qui dispose, art. 1583: « que la vente est parfaite entre les parties, et la propriété acquise de droit à l'acheteur, à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée, ni le prix payé, » l'inscription ne peut plus être prise que jusqu'au moment du contrat; qu'ainsi, dès le moment où le Code a été promulgué, les créanciers hypothécaires non inscrits n'ont pu prendre inscription, au préjudice de l'acquéreur; en d'autres termes, que la promulgation du Code civil a valu transcription pour l'acquéreur; qu'à la vérité, depuis, le Code de proc. a établi une règle différente par l'art. 834, mais que c'est une disposition innovatrice qu'on ne peut appliquer aux actes antérieurs.

17 juin 1814, jugement du tribunal de première instance de Vesoul, qui décide que le sieur Henrion de Magnencourt n'a pu valablement s'inscrire sur l'immeuble vendu, après la promulgation du Code civil, et ordonne que la totalité du

(1) La question n'a pas toujours été résolue dans le même sens par la Cour de cassation. La doctrine contraire avait été consacrée par ses premiers

arrêts; mais la décision ci-dessus a fini par prévaloir. V. 19 nov. 1817; 9 fév. 1818, et les notes.

prix sera versée par le sieur Gny, acquéreur, entre les mains de Vuilleret, vendeur.

Appel; — Et le 27 juin 1817, arrêt de la Cour de Besançon, qui confirme.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Henrion de Magnoncourt, pour violation des art. 44 et 47 de la loi du 11 brum. an 7, et fausse application de l'art. 1583 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR:— Vu les art. 39, 44 et 47 de la loi du 11 brum. de l'an 7, et l'art. 1583 du Code civil:— Attendu que l'hypothèque du sieur de Magnoncourt est antérieure à la loi du 11 brum. de l'an 7, et que les immeubles affectés à cette hypothèque ont été vendus antérieurement à la publication du Code civil; que, dès lors, les obligations et les droits du créancier et de l'acquéreur ont dû être réglés d'après les dispositions de la loi du 11 brum. an 7; — Attendu que, d'après ces dispositions, l'acquéreur d'immeubles grevés d'hypothèques ne pouvait les purger que par la transcription du titre qui lui en avait transmis la propriété; que jusqu'alors le créancier était admis à faire inscrire son hypothèque, et que la transcription ne purgeait que les hypothèques non encore inscrites; Attendu que le Code civil n'a rien changé à cette législation à l'égard des hypothèques existantes et des acquisitions faites avant sa promulgation, et que l'art. 1583 de ce Code ne dispose que pour l'avenir; qu'ainsi, en annulant l'inscription hypothécaire du sieur de Magnoncourt sur les biens dont il s'agit, la Cour royale de Besançon a violé les art. 44 et 47 de la loi du 11 brum. de l'an 7, et faussement appliqué l'art. 1583 du Code civil; — Casse, etc.

Du 4 janv. 1820.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Trinquetage.—Concl., M. Jourde, av. gén.—Pl., MM. Lassis et Loiseau.

1^o MOTIFS DE JUGEMENT.—ARRÊT INTERLOCUTOIRE.

2^o et 3^o EVOCATION. — EXPERTISE. — DISPOSITIONS DISTINCTES.

4^o EXPERTISE. — RENSEIGNEMENTS. — SERMENT.

1^o Un arrêt interlocutoire qui ordonne une expertise avant faire droit, dit, par cela même, qu'il cherche des lumières pour plus ample instruction; il ne peut être annulé pour défaut de motifs. (Cod. proc. civ., 141; L. du 20 avril 1810, art. 7.) (1)

2^o Les juges d'appel peuvent, sans infirmer préalablement le jugement de première instance, ordonner une expertise ou une preuve testimoniale, que ce jugement, en statuant sur le fond, a déclarée non recevable. (Cod. proc. civ., 472.) (2)

3^o La disposition qui oblige les juges d'appel qui infirment un interlocutoire, de statuer sur le fond par un seul et même jugement, si la matière est disposée, ne s'étend pas au cas où un jugement définitif est attaqué en appel, sur l'une de ses dispositions interlocutoires rejetant une expertise ou une enquête. (Cod. proc., 473.)

(1) V. en ce sens, Bourges, 25 flor. an 9, et la note; Paris, 2 déc. 1812.—V. aussi Thomas Desmazes, tom. 4, p. 268; Carré, Loix de la proc. civ., quest. 595, et son annotateur l'auveau. Toutefois, ces deux derniers auteurs font remarquer que la décision n'est vraie que lorsque l'expertise a été ordonnée sans contestation et d'office, comme dans l'espèce ci-dessus; mais qu'il en serait autrement si les parties avaient débattu l'admissibilité de la mesure: les juges, dans ce cas, devraient

4^o Les juges, en ordonnant une expertise, peuvent adjoindre aux experts nommés, telles personnes qu'ils croient capables de fournir des renseignements utiles sur les lieux, sans qu'il soit permis aux parties d'alléguer que ces personnes, n'étant tenues par aucun serment devant la justice, n'offrent pas une garantie suffisante de l'importance de leurs renseignements. (Cod. proc. civ., 305.) (3)

(Benezecq—C. Peytavi.)

En 1813, le sieur Peytavi est poursuivi par les sieurs Benezecq, frères, en délaissement d'un terrain qu'il prétend avoir défriché lui-même, pour se l'approprier, comme faisant partie des garigues de la commune de Cessenon. — Les sieurs Benezecq prétendent, au contraire, que le terrain dont il s'agit se trouve enclavé dans une garigue dépendante du château de Foncaud, qui leur appartient.

18 mai 1815, jugement du tribunal civil de Saint-Pons, qui ordonne une expertise. — Le rapport des experts ne se trouvant pas favorable à la prétention du sieur Peytavi, ce dernier a demandé que de nouveaux experts fussent nommés, et qu'il lui fût permis de prouver, par témoins, que ce terrain litigieux avait fait précédemment partie des garigues de la commune de Cessenon.

1^{er} avril 1816, jugement du tribunal civil de Saint-Pons, qui, sans arrêter à ces nouvelles conclusions, entérine le rapport des experts, et condamne le sieur Peytavi au délaissement du terrain litigieux avec restitution des fruits.

Appel de la part du sieur Peytavi. — Devant la Cour royale de Montpellier, le sieur Peytavi a renouvelé sa demande à fin d'expertise nouvelle, et a articulé des faits dont il a demandé à faire preuve par témoins.

7 mars 1817, arrêt interlocutoire qui, avant faire droit, et sous la réserve expresse des moyens des parties, ordonne que, par trois experts nommés d'office ou convenus à l'amiable, il serait procédé, en présence des premiers experts et des maires des communes de Cessenon et Cazouls, à la vérification du terrain défriché par le sieur Peytavi, appelant; que, d'un autre côté, le sieur Peytavi prouvera, tant par titres que par témoins, sauf la preuve contraire, devant le président du tribunal de Saint-Pons, commis à cet effet, que le terrain par lui défriché est entouré de tous côtés de garigues dont les habitants de Cessenon jouissent comme d'une propriété communale.

29 du même mois de mars, second arrêt de la Cour de Montpellier, qui ordonne que le commissaire délégué par son précédent arrêt, se transporterait sur les lieux, pour procéder aux enquêtes respectives et assister aux opérations des experts.

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Benezecq contre ces deux arrêts:

1^o Pour violation de l'art. 141 du Code de proc. civ. et de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, en ce que l'arrêt interlocutoire du 7 mars 1817 n'était pas motivé, bien que cet arrêt, en ordonnant

rendre compte des motifs d'après lesquels ils se seraient déterminés. — V. enfin, dans le sens de l'arrêt que nous rapportons, un autre arrêt rendu en matière criminelle par la Cour de cassation, le 5 fév. 1813.

(2) V. anal. dans la même sens, Cass. 22 déc. 1824; 15 déc. 1825.

(3) V. en ce sens, Chauveau sur Carré, Loix de la proc. civ., t. 1, p. 88, à la note.

une nouvelle expertise et une enquête, eût pré-jugé le fond du procès et rendu une décision définitive dont les juges n'auraient pas dû se dispenser de donner les motifs :

2^o Pour violation de l'art. 472 du Code de proc. civ., lequel n'admet que deux manières de prononcer en appel, par infirmation ou confirmation du jugement de première instance ; en ce que la Cour royale de Montpellier, sans infirmer préalablement le jugement de première instance, a ordonné une expertise et une preuve testimoniale que les premiers juges avaient déclarées inadmissibles :

3^o Pour violation de l'art. 473 du même Code, portant que, sur l'infirmation d'un jugement interlocutoire ou définitif, la Cour d'appel doit prononcer sur le fond par un seul et même arrêt ; en ce que la Cour de Montpellier par cela même qu'elle infirmait par défaut, et tacitement, le jugement du tribunal de Saint-Pons, dans l'une de ses principales dispositions (le rejet d'une nouvelle expertise et de la preuve offerte par témoins), ne pouvait se dispenser en statuant définitivement sur ce point, de statuer aussi sur le fond par un seul et même arrêt :

4^o Pour excès de pouvoir et violation des règles de l'ordre judiciaire ; en ce que la Cour royale de Montpellier, en ordonnant que les experts opèreraient devant les maires des communes de Cessenon et Cazouls, et devant les premiers experts dont la mission était expirée, avait ainsi appelé à la confection de la nouvelle expertise, des hommes en qui la loi ne reconnaissait aucune garantie d'impartialité, puisqu'ils ne devaient se trouver liés par la prestation d'aucun serment devant la justice.

La réponse à ces différents moyens, de la part du sieur Peytavi, défendeur à la cassation, se trouve retracée en substance dans l'arrêt qui suit :

ARRÊT.

LA COUR :—Statuant sur le premier moyen : attendu que les tribunaux n'ordonnent une enquête, une expertise, ou toute autre mesure interlocutoire, que parce qu'ils ne sont pas encore en état de juger le fond avec suffisante connaissance de cause ; qu'ils expriment assez ce motif, en déclarant qu'ils ne prononcent qu'avant faire droit ; que l'arrêt interlocutoire du 7 mars porte expressément qu'il est rendu avant faire droit, et sauf les moyens et exceptions des parties au fond ; qu'ainsi cet arrêt se trouve suffisamment motivé : d'où il suit que la Cour royale de Montpellier n'a pas violé les lois qui veulent que les jugements et les arrêts soient motivés à peine de nullité ;

Sur le deuxième moyen : attendu, 1^o que le défendeur a expressément demandé, sur l'appel par des conclusions subsidiaires, qu'il plût à la Cour de Montpellier, avant faire droit, ordonner une nouvelle expertise et la preuve testimoniale des faits par lui articulés ; 2^o que cette Cour n'a prononcé qu'avant faire droit au fond ; qu'elle a pu s'abstenir de toute infirmation du jugement de première instance même quant à la disposition relative à la preuve testimoniale et à l'expertise, et différer jusqu'à l'arrêt définitif à statuer sur

cette disposition ; que l'appel étant suspensif de l'exécution du jugement de première instance, il ne peut y avoir une opposition réelle entre la disposition de ce jugement par laquelle les demandes de l'expertise et de la preuve testimoniale ont été rejetées, et l'arrêt interlocutoire qui a ordonné la preuve et l'expertise ; qu'ainsi la Cour de Montpellier n'a, sous aucun rapport, violé la loi, et surtout l'art. 472 du Code de proc. qui n'a point de trait à la cause :

Sur le troisième moyen : attendu, 1^o qu'aux termes de l'art. 473 du Code de proc., ce n'est que sur l'appel d'un jugement interlocutoire, ou dans le cas d'infirmation d'un jugement définitif pour vice de forme ou pour toute autre cause, et quand la matière est disposée à recevoir jugement définitif, que les tribunaux et la Cour d'appel peuvent statuer en même temps sur le fond, définitivement par un seul et même jugement :—Attendu, 2^o que la Cour de Montpellier n'a pas été saisie de l'appel d'un jugement interlocutoire ; qu'elle n'a pas infirmé un jugement définitif pour vice de forme ou toute autre cause de nullité ; que d'ailleurs l'exercice du pouvoir conféré aux tribunaux et aux Cours d'appel est purement facultatif, et qu'ainsi la Cour de Montpellier n'a pas contrevenu à l'article précité en se bornant à rendre, avant faire droit au fond, un arrêt interlocutoire pour éclairer sa religion ;

Sur le quatrième et dernier moyen : attendu qu'il est évident que les maires des communes de Cessenon et de Cazouls n'ont été appelés que comme indicateurs pouvant donner des renseignements utiles pour la découverte de la vérité, et que la Cour de Montpellier, en ordonnant cette mesure, n'a commis aucun excès de pouvoir :—Rejette, etc.

Du 4 janv. 1820.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Henri Larivière.—Concl., M. Jourde, av.-gén.—Pl., MM. Coste et Odilon Barrot.

VÉRIFICATION D'ÉCRITURE.—SIGNATURE DÉNIEE.—AMENDE.

Les juges ne peuvent se dispenser de prononcer l'amende de 150 fr. contre celui qui n'a donné sa signature que dans la vue de se procurer un délai, et qui l'a reconnue ensuite, avant qu'aucune vérification n'ait été faite. (Cod. proc. civ., 213.) (1)

(Rèquisitoire du procureur général.)

Un arrêt rendu le 7 août 1818, par la Cour royale de Toulouse, a été dénoncé à la Cour de cassation par M. le procureur général, qui a rendu compte des faits et des motifs qui ont dû faire casser cet arrêt, en ces termes :

« Le sieur Berusse, propriétaire, avait souscrit en faveur du sieur Pages, négociant, quatre lettres de change, se portant à 28,000 fr. ; faute de paiement à leur échéance, elles furent protestées. Postérieurement, le sieur Bergasse fut traduit devant le tribunal de Foix, senut comme tribunal de commerce, pour y faire l'aveu de l'écriture et signature desdites lettres de change, et se voir condamner à en payer le montant.

gatoire est l'œuvre de celui qui l'a déniée. Il importe peu que la preuve ait été faite par une vérification d'experts, par la déposition des témoins ou par l'aveu de la partie. » V. dans la même sens, Favard de Langlade, *Rep.* v^o *Vérification d'écriture*, sur l'art. 213, n. 2 ; Berrin Saint-Prix, p. 372, n. 32 ; Thomine Desmazures, t. 1, p. 380 ; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 857 ter.—V. aussi anal. dans la même sens, Paris, 21 nov. 1812, et la note.

(1) La Cour d'Amiens, par un arrêt du 16 nov. 1821, adopte la doctrine qui avait été suivie dans l'espèce, par la Cour de Toulouse, dont l'arrêt a été cassé par celui que nous rapportons ici. Mais ce dernier arrêt nous semble plus conforme aux principes et la décision en est généralement adoptée par les auteurs. V. *amende*, du Boncenne, *Théorie de la proc.*, t. 3, p. 534, est en courue au moment même où se fait la dérogation ; il suffit, pour qu'elle doive être prononcée, qu'il soit ultérieurement prouvé que la si-

« Le sieur Bergasse s'étant présenté par le ministère d'un procureur fondé, prétendit que les lettres de change dont on lui demandait le paiement ne le concernaient pas; il dénia formellement les avoir souscrits.

« Dès lors, et en exécution de l'art. 427 du Code de proc. civ., le tribunal donna acte du désaveu fait par le sieur Bergasse, ordonna qu'il serait sursis au jugement de la demande principale, et renvoya la cause et les parties devant le tribunal civil, pour y être procédé conformément à la loi.

« En notifiant ce jugement au sieur Bergasse, le sieur Pagès le cita devant le tribunal civil, pour voir ordonner qu'il serait procédé à la vérification des signatures apposées aux lettres de change.

« Postérieurement, et au moment où cette vérification allait être ordonnée, le sieur Bergasse, qui en pressentit le résultat, déclara, par acte extrajudiciaire, qu'il n'avait dénié ses signatures que pour gagner un délai qui lui était indispensable, et fit offrir, en même temps, à deniers convertis, la somme capitale de 28,000 fr., les intérêts qui avaient cours, et les frais qui avaient été exposés.

« Le sieur Pagès répondit qu'il acceptait les sommes offertes, mais qu'il n'entendait pas, pour cela, renoncer à la poursuite de l'instance engagée en vérification d'écritures, attendu qu'il voulait se faire allouer les dommages-intérêts auxquels il avait droit de prétendre.

« Cette instance fut, en effet, évoquée par jugement du tribunal de Foix: et, en vertu des dispositions de l'art. 213 du Code précité, le sieur Bergasse fut condamné à 150 fr. d'amende envers le domaine, à 150 fr. à titre de dommages-intérêts et aux dépens envers le sieur Pagès.

« Sur l'appel interjeté devant la Cour royale de Toulouse par le sieur Bergasse, le procureur général près cette Cour a requis le dénis de cet appel.

« Cependant la Cour, par son arrêt du 7 août dernier, faisant droit sur l'appel, a modéré à la somme de 25 francs les dommages-intérêts dus au sieur Pagès, et a déchargé le sieur Bergasse de l'amende de 150 francs à laquelle il avait été condamné envers le domaine.

« C'est dans cette dernière disposition que l'exposant a cru voir une violation formelle de l'art. 213 du Code de proc. civ.

« Cet article porte, en effet, que s'il est prouvé que la pièce est écrite ou signée par celui qui l'a déniée, il sera condamné à 150 fr. d'amende envers le domaine.

« Le sieur Bergasse avait formellement dénié la signature par lui apposée au bas de quatre lettres de change; un jugement du tribunal de commerce de Foix avait donné acte de ce désaveu, et renvoyé les parties devant le tribunal civil; une instance en vérification d'écritures était déjà introduite, lorsque le sieur Bergasse a confessé que les signatures étaient son ouvrage. Il a donc été prouvé, de la manière la plus positive, que les lettres de change dont était porteur le sieur Pagès étaient l'ouvrage de celui qui les avait déniées. Les premiers juges se trouvaient donc dans la nécessité de prononcer contre le sieur Bergasse l'amende impérativement prononcée par l'article précité.

« Pour réformer cette sage décision, la Cour a considéré qu'il résultait des circonstances de la cause que, dans l'intention de Bergasse, jamais une vérification ne devait avoir lieu, parce qu'il demeurerait prouvé que le désaveu n'avait été qu'un moyen de chicane employé par lui pour retarder le paiement de sommes qu'il n'avait pas au mo-

ment où elles lui avaient été demandées en justice.

« C'est précisément de ce considérant qu'il faut tirer une conséquence entièrement opposée à celle qu'en a tirée la Cour royale de Toulouse.

« Le législateur, en soumettant celui qui dénie sa signature au paiement d'une somme de 150 fr. à titre d'amende, a voulu punir la chicane et le mensonge que se permet un débiteur peu jaloux de remplir ses engagements; et, en prononçant cette peine, le législateur a eu encore en vue le préjudice que pouvait souffrir un créancier par l'inexécution, au moment précis, surtout en matière de lettres de change, des engagements contractés envers lui. L'amende est donc encourue au moment même où la signature est déniée; il suffit, pour qu'elle soit prononcée, qu'il soit prouvé postérieurement que la signature est l'ouvrage de celui qui l'a déniée.

« Peu importe que la preuve se fasse au moyen d'une vérification d'écritures, ou à l'aide d'une preuve testimoniale, ou par l'aveu de celui qui a dénié. Cette dernière manière de convaincre est, sans doute, la moins équivoque; mais rien n'annonce, dans l'art. 213 du Code de proc. civ., qu'il doit être appliqué seulement après une vérification d'écritures.

« Ce considérant, il plaise à la Cour casser et annuler, dans l'intérêt de la loi, l'arrêt de la Cour royale de Toulouse, du 7 août dernier, dont expédition ci-jointe, seulement en ce que cette Cour a déchargé le sieur Bergasse de l'amende de 150 fr. à laquelle il avait été condamné envers le domaine, en vertu de l'art. 213 du Code de proc. civ.; ordonner qu'à la diligence, etc.

« Fait au parquet, ce 13 déc. 1819.

« Signe MOURRE. »

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 213 du Code de proc. civ., portant: « S'il est prouvé que la pièce est écrite ou signée par celui qui l'a déniée, il sera condamné à 150 fr. d'amende envers le domaine, etc. »; — Et l'art. 88 de la loi du 27 vent. an 8, lit. 6, ainsi conçu: « Si le commissaire du gouvernement apprend qu'il ait été rendu en dernier ressort, un jugement contraire aux lois ou aux formes de procéder, et contre lequel cependant aucune des parties n'ait réclamé dans le délai fixé après ce délai expiré, il en donnera connaissance au tribunal de cassation, et, si les formes ou les lois ont été violées, le jugement sera cassé, sans que les parties puissent se prévaloir de la cassation, etc. »; — D'après les motifs énoncés au réquisitoire ci-dessus; — Casse et annule dans l'intérêt de la loi seulement, etc.

Du 5 janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Jourde, av. gén.

USAGE FORESTIER. — BÊTES A LAINE. — PÂTURAGE.

La prohibition d'introduire des bêtes à laine dans les bois est absolue, et il ne peut y être dérogé en aucune manière par les administrations municipales. — Ainsi, un usager prévenu d'avoir introduit des moutons ou chèvres dans un bois, ne peut être renvoyé de la plainte sur la représentation d'un certificat du maire duquel il résulterait que l'endroit désigné au rapport du garde n'a pas été mis en réserve et qu'il est destiné au paturage des bestiaux de la commune (1).

(Forêts—C. Saurencin.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 38, tit. 2, de la loi du

(1) V. conf., Cass. 6 juin 1817, et la note.

28 sept. 1791 ainsi conçu : — « Les dégâts faits dans les bois taillis des particuliers ou des communautés, par des bestiaux ou troupeaux, seront punis de la manière suivante : — Il sera payé d'amende pour une bête à laine, une livre :.... » — Attendu que, par l'art. 13 tit. 19 de l'ordonnance de 1669, et par l'avis du conseil d'Etat, approuvé le 16 frim. an 14, l'introduction des bêtes à laine est défendue en tout temps, dans les bois et forêts, et qu'il n'est au pouvoir d'aucune autorité locale de déroger à cette prohibition générale ; d'écarter par des motifs d'intérêt et d'ordre publics ; que dès lors, en se fondant sur le certificat et l'autorisation du maire de Seillonaz, pour décharger, dans l'espèce, les prévenus de poursuites exercées contre eux, il n'a été contrevenu par le jugement attaqué aux lois ci-dessus indiquées, et par suite à l'art. 38, tit. 2, du Code rural précité ; — **Casse.**

Du 7 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Basire. — Concl., M. Hua, av. gén.

USAGE FORESTIER. — DÉFENSABILITÉ. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

L'introduction de bestiaux dans un bois communal non déclaré non défensible, est interdite d'une manière absolue, même à l'égard des usagers du bois. — Le prévenu d'un délit de cette nature ne peut en conséquence obtenir son renvoi devant le tribunal civil, en alléguant un prétendu droit de parcours (1).

(Forêts—C. Vogel.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 38, tit. 2 du Cod. rur. ; — Attendu que d'après les dispositions combinées des art. 1^{er} et 3, tit. 19 de l'ordonn. de 1669 ; 16, tit. 12 de la loi du 29 sept. 1791 ; 10, du décret du 17 niv. an 13, et d'un avis du conseil d'Etat, approuvé le 16 frim. an 14, les bestiaux des usagers mêmes ne peuvent, sans délit, être introduits dans les bois communaux, avant que ces bois aient été déclarés défensables par le conservateur local ; — Attendu qu'il était constant et reconnu, dans l'espèce, que trois vaches appartenant à Vogel avaient pâturé dans un canton de la forêt communale de Ribeauville, et qu'il n'était pas justifié par un acte émané du conservateur que ce canton de forêt eût été déclaré défensible ; que dès lors il y avait lieu d'appliquer à Vogel la peine déterminée par la loi du 29 sept. 1791 ; — Que cependant l'arrêt attaqué ne lui a point appliqué cette peine, et a renvoyé le procès et les parties au civil, pour y être statué sur le droit de parcours prétendu par le prévenu ; — Attendu que les diverses lois ci-dessus indiquées loin d'autoriser ceux qui ont droit de parcours dans les bois à y introduire leurs bestiaux avant que ces bois aient été déclarés défensables, le défendent expressément, même aux usagers, jusqu'à cette déclaration ; d'où il suit que, dans l'espèce, le refus d'appliquer dès à présent à Vogel la peine requise contre lui, est en opposition avec ces diverses lois, et constitue une violation formelle de l'art. 38, tit. 2 du Cod. rur., précité ; — **Casse, etc.**

Du 7 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Basire. — Concl., M. Hua, av. gén.

DÉLIT FORESTIER. — PATURAGE. — CHEMIN. — Le seul fait du passage de bestiaux dans une

forêt, par un chemin non désigné par l'administration forestière, constitue un délit, sans qu'il y ait lieu d'examiner s'il en est ou non résulté un dommage (2).

(Forêts—C. Piet.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 38, tit. 2 du Code rur. — Attendu que des dispositions combinées de l'art. 13, tit. 19 de l'ordonn. de 1669, et de l'avis du conseil d'Etat, approuvé le 16 frim. an 14, il suit que l'introduction des bêtes à laine est défendue en tout temps dans les bois et forêts ; et que, dans ce cas, le délit est consommé par la seule introduction ; — Que de cette prohibition résulte la présomption légale de dégâts commis dans les bois par les bêtes qui sont introduites contre les dispositions de la loi ; — Attendu que de l'art. 6 du même titre, ordonn. 1669, il résulte que les bestiaux ne peuvent traverser les bois que sur les chemins désignés par les agents forestiers ; — Attendu que, dans l'espèce, l'introduction du troupeau de bêtes à laine de Piet dans la forêt de Tornac a été reconnue ; qu'il n'est point dit, dans l'arrêt attaqué, que le viot sur lequel a passé ce troupeau fût un chemin, et que ce chemin eût été désigné pour les bestiaux ; que dès lors il y avait lieu d'appliquer à Piet et à son berger la peine déterminée en pareil cas ; et que le refus de leur appliquer cette peine constitue une violation formelle des diverses lois ci-dessus indiquées, et notamment de l'art. 38, tit. 2 du Cod. rur. ; — **Casse, etc.**

Du 7 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Basire. — Concl., M. Hua, av. gén.

FEMME NORMANDE. — DOT. — REVENUS.

— ALIÉNATION.

En Normandie, le principe d'inaliénabilité de la dot n'empêchait pas que la femme ne pût, quand elle était séparée, aliéner ses revenus amovibles (art. 127 des Placités). — Toutefois, le nécessaire du ménage, pour les besoins de la femme, du mari et des enfants, doivent être prélevés par préférence. (Cont. de Norm., art. 539 et 540; Cod. civ., 1558.)

(Girault—C. l'agent du trésor.)

La demoiselle de Guénet, contracta mariage à Paris, avec le sieur Girault, le 27 vendémiaire an 10. — Par son contrat de mariage, la future se constitue en dot la terre de Saint-Didier, située dans le département de l'Eure, ancien ressort de la coutume de Normandie ; il est, en outre, expressément stipulé dans le même acte, qu'il n'y aura pas de communauté entre les époux ; qu'ils vivront séparés de biens ; que chacun paiera ses dettes, et que la dame Girault aura la libre administration de ses revenus.

Le 9 avril 1811, le sieur Girault contracta une obligation de 60,000 fr. envers le gouvernement, et offrit pour garantie de cette obligation, le cautionnement solidaire de la dame Girault, qui hypothéqua sa terre de Saint-Didier au remboursement du capital et des intérêts de la somme due par son mari.

En 1817, l'agent judiciaire du trésor intenta des poursuites contre les sieurs et dame Girault pour le paiement des intérêts de cette somme de 60,000 fr. — Une saisie-brandon des bois de la terre de Saint-Didier eut lieu le 30 octobre de la même année.

(2) P., dans le même sens, Cass. 30 oct. et 28 janv. 1806 ; 15 fév. et 1^{er} août 1811 ; 10 avril 1812 ; 21 mars 1817 ; 17 oct. 1837.

(1) Jurisprudence constante. F. Cass. 25 vent. an 13, et la note ; 12 juill. 1816 ; 6 juin 1817 ; 12 avril 1822 ; 22 avril 1824 ; 6 août 1829 ; 8 mai 1830 ; 3 juin 1835, etc.

30 décembre suivant, jugement qui déclare cette saisie valable.

Appel par les époux Girault; ils ajoutent aux conclusions prises en première instance, en demandant, outre la nullité de la saisie, la nullité de l'hypothèque consentie par la dame Girault au profit du trésor, comme portant sur un immeuble dotal; ils concluent, en définitive, tant à la mainlevée des poursuites dirigées par l'agent du trésor, qu'à la radiation de l'inscription qui a été prise sur la terre de Saint-Didier.

28 janvier 1818, arrêt de la Cour royale de Rouen, qui statue en ces termes : « L'obligation prise au contrat du 9 avril 1811 est-elle, quoique la dame Girault soit mariée sous le régime dotal, exécutoire sur les revenus de ses biens dotaux ? Attendu que, quoique, par le contrat de mariage des époux Girault, ils soient mariés sous le régime dotal, le contrat de prêt, du 9 avril 1811, fait postérieurement à la loi du 30 ventôse an 12, qui comprend dans son art. 7, l'abrogation du vellein, n'en est pas moins valable sous le rapport du droit de la femme de s'obliger avec l'autorisation de son mari; que le contrat est exécutoire du moins sur ses meubles et les revenus de ses immeubles; que la dame Girault n'est pas poursuivie par le trésor en expropriation de ses immeubles dotaux, qu'elle l'est seulement par voie de saisie-brandan, qui est une exécution purement mobilière...; la Cour confirme le jugement dont est appel; sur le surplus des demandes, fins et conclusions des parties, les met hors de Cour. »

Cet arrêt ne statuait pas, ou du moins il ne statuait que par la mise hors de cour, sur la demande en nullité de l'hypothèque que la dame Girault avait consentie sur ses immeubles dotaux; du reste, il déclarait valable la saisie des fruits et revenus de ces immeubles, pratiquée en vertu de l'obligation solidaire que la dame Girault avait contractée personnellement et conjointement avec son mari.

Les époux Girault se sont pourvus en cassation de cet arrêt : 1° pour violation des art. 539 et 540 de la coutume de Normandie et des lois romaines, qui défendaient l'aliénation du bien dotal; 2° pour fautive application de l'art. 127 des Placités ainsi conçu : « Mais la femme ne peut vendre ni hypothéquer les immeubles qui lui appartiennent lors de sa séparation, qui lui sont depuis échus par succession, sans permission de justice et avis des parents; et néanmoins les contrats qu'elle en aura faits sans ladite permission, pourront être exécutés sur ses meubles et sur le revenu de ses immeubles après qu'il sera échu et mobilisé; » en ce que la seconde partie de cet article, en permettant à la femme séparée d'aliéner ses meubles et le revenu de ses immeubles, n'avait entendu parler que des meubles ou revenus d'immeubles extradotaux, et non des revenus de l'éd elle-même qui devaient rester inaliénables comme l'immeuble dont ils faisaient partie.

Nonobstant ce pourvoi, l'agent du trésor n'en continua pas moins ses poursuites.

Le 28 septembre 1818, il fait procéder à une nouvelle saisie-brandan des bois de Saint-Didier pour l'année 1819.

Sur l'opposition renouvelée des époux Girault, un second jugement annule l'hypothèque consentie par la dame Girault, et fait mainlevée de la saisie-brandan.

L'agent du trésor interjette appel à son tour.

3 mars 1819, second arrêt de la Cour royale de Rouen, qui infirme le jugement de première instance, en déclarant la saisie-brandan valable; et sur la demande en nullité de l'inscription hypothécaire, admet l'exception de chose jugée que

l'agent judiciaire du trésor tire de l'arrêt du 28 janvier 1818.

Pourvoi en cassation de la part des sieur et dame Girault.

Ce nouveau pourvoi est joint au premier contre l'arrêt du 28 janvier 1818, et soutenu des mêmes moyens pris, d'abord, de la nullité de l'engagement contracté par la femme sur ses biens dotaux, et de la nullité de l'hypothèque par elle consentie; en second lieu, de la nullité de la saisie-brandan pratiquée sur les fruits ou revenus d'un immeuble dotal.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR : — Vu les art. 539, 540 et 542 de la coutume de Normandie; vu également l'art. 127 des Placités : — Considérant que la dame Girault s'est mariée, avec clause de séparation contractuelle, en l'an 10, avant la promulgation du Code civil, et s'est constituée en dot une terre sise à Saint-Didier, dans le ressort de la coutume de Normandie; qu'ainsi, c'est par les dispositions de cette coutume et des arrêts de règlement qui complétaient le statut municipal normand sur le régime dotal, qu'on doit déterminer les effets, relativement à la terre de Saint-Didier, de l'obligation souscrite par la dame Girault, solidairement avec son mari et avec sa seule autorisation, au profit du gouvernement, le 9 avril 1811; — Considérant qu'aux termes de ce statut réel, il faut faire une distinction entre la femme dont le mari a le droit d'administrer les biens dotaux, et la femme séparée qui s'en est réservé, ou à qui la loi en a rendu l'administration; qu'à l'égard des premières, l'hypothèque par elle consentie sur les biens dotaux, avec l'autorisation de leur mari, ne peut avoir aucun effet s'il n'est pas prouvé que l'argent prêté a tourné à leur profit; qu'il n'en est pas de même des femmes séparées qui, suivant l'art. 127 des Placités ci-dessus transcrit, ne peuvent engager ni hypothéquer leurs biens dotaux sans avis de parents et sans permission de justice, mais dont les contrats, quoique non revêtus de ces formalités, peuvent être exécutés sur leurs meubles et le revenu de leurs immeubles, après qu'il est échu et amobilisé; — Considérant que si, dans les temps voisins de la publication du règlement dit des Placités, qui a eu pour objet de remplir la lacune laissée dans la coutume sur les effets de la séparation, quelques jurisconsultes estimés avaient paru disposés à croire qu'il ne fallait pas appliquer le dernier paragraphe de l'art. 127 de ce règlement aux revenus des immeubles dotaux, cette opinion avait été repoussée par les commentateurs comme tendant à introduire une exception que ne comportait pas la lettre de cet article, et qui était même contraire à son esprit, puisque l'art. 126 ayant concédé à la femme séparée la faculté de disposer de ses immeubles non dotaux, librement et sans aucunes formalités, il ne restait plus d'autorisation à lui accorder que pour les revenus des biens dotaux, que ce même article lui défendait d'aliéner ou d'hypothéquer sans avis de parents, et sans permission de justice; qu'ainsi, c'est spécialement aux revenus des biens dotaux que l'art. 127 semble applicable; — Considérant que c'est sur cette distinction entre les effets des obligations contractées par les femmes sous puissance de mari, et les effets de ses mêmes obligations consenties par des femmes séparées, que la Cour s'est déterminée à maintenir, par son arrêt du 25 juin 1816, l'arrêt de la Cour royale de Caen du 17 mars 1814, qui, en jugeant que les obligations de la dame Beveton, non séparée, n'étaient exécutoires ni sur sa dot, ni sur les revenus de sa dot, n'avait pas pu violer l'art. 127 des Placités,

puisqu'il n'est relatif qu'aux femmes séparées, et avait fait une juste application des art. 539, 540 et 542 de la coutume. — Considérant, à l'égard des autres arrêts dont les demandeurs ont également excipé, que, lors du premier de ces arrêts, en date du 8 mai 1813, la Cour royale de Rouen n'avait pas eu à statuer sur l'interprétation de l'art. 127 des Placités, dont il ne paraît pas que les créanciers de la dame de Grotat eussent réclamé l'exécution; et que, quant aux deux autres, en date des 13 juin et 5 nov. 1818, la Cour de cassation n'a pas été mise à portée d'en connaître et d'en apprécier les dispositions; — Considérant, enfin, que l'art. 127, portant que les obligations pourront être exécutées sur les revenus des immeubles, n'interdit pas aux juges, la faculté de restreindre cette exécution à la portion desdits revenus qui n'est pas absolument nécessaire pour subvenir aux charges du mariage; qu'ainsi, les arrêts attaqués ne forment aucun obstacle à ce que la dame Girault puisse demander et obtenir, si il y a lieu, sur les revenus cebus et amobiliaires de sa terre sise à Saint-Didier, même par préférence, une provision alimentaire dont la quotité serait déterminée par les tribunaux, d'après l'état justifié de ses besoins, de ceux de son mari et de ses enfants: que de tout ce qui précède il résulte que le pourvoi des sieur et dame Girault, en tant qu'il a été dirigé contre la disposition qui déclare valable la saisie-brandon des revenus cebus et amobiliaires de la terre sise à St-Didier, n'est pas fondé, mais qu'en ce qui concerne les dispositions des mêmes arrêts qui maintiennent l'hypothèque consentie par la dame Girault, sans avis de parens et sans permission de justice, et qui lui ont refusé la mainlevée et radiation des inscriptions hypothécaires prises à la requête de l'agent du trésor public, le pourvoi est fondé sur le texte précis de l'art. 127 des Placités et-dessus transcrit, auquel lesdits arrêts ont expressément contrevenu; — Par ces motifs, faisant droit sur le tout, joint les deux pourvois: donne défaut contre les défendants; au principal, — Casse et annule les deux arrêts de la Cour de Rouen des 28 janv. 1818 et 3 mars 1819, seulement en ce que, par le premier, ladite Cour a implicitement, et par le deuxième, a expressément maintenu l'hypothèque donnée par la dame Girault sur sa terre dotale de Saint-Didier, sans avis de parens et sans permission de justice, et a déclaré ladite dame Girault non recevable ou mal fondée dans sa demande en radiation et mainlevée des inscriptions hypothécaires prises sur ladite terre, au nom du gouvernement, etc.

Du 10 janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Poriquet. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Loiseau et Nicod.

DONATION. — MEUCIN. — MARIAGE.

L'incapacité du médecin de recevoir des libéralités de ses malades, n'est pas couverte par le mariage du médecin avec sa malade, si le mariage a été contracté dans l'intention d'échapper à la prohibition de la loi. (Cod. civ., 909.) (1)

(Bounet—C. les héritiers de Courbon.)

20 janv. 1818, arrêt de la Cour royale de Paris qui résout la question en ce sens par les motifs suivans: « Considérant qu'il résulte clairement de la correspondance des parties et de toutes les pièces de la cause, en premier lieu, que la dona-

tion contenue au contrat de mariage du 14 oct. 1812, et le legs universel porté au testament du 18 du même mois d'octobre, ont été faits dans le cours de la maladie dont la veuve de Courbon est décédée; en second lieu, que Bonnet a été, dans cette maladie, d'abord le médecin unique de ladite veuve de Courbon, ensuite, et lorsque d'autres gens de l'art ont été appelés, son médecin habituel et domestique, celui en qui elle avait mis sa confiance: que dès lors il était dans les termes de la prohibition émise en l'art. 909 du Code civ., et dont il n'a pu être relevé par un mariage contracté uniquement pour échapper à la prohibition de la loi; — Faisant droit de l'appel, déclare nulle et de nul effet la donation stipulée au contrat de mariage du 14 oct. 1812, ensemble le legs universel porté au testament olographe du 18 du même mois d'octobre; en conséquence, etc. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Bonnet, pour violation des art. 1091 et 1094 du Code civ. et fausse application de l'art. 909.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR: — Considérant que si, d'après les art. 1091 et 1094 du Code civ., le médecin qui a traité une personne pendant la maladie dont elle est morte, et qui l'a épousée pendant le cours de cette maladie, peut profiter des donations qu'elle lui a faites dans cet intervalle, ces donations sont maintenues, parce qu'elles sont présumées avoir été librement déterminées par l'affection conjugale; qu'il en est autrement, lorsqu'au lieu de dériver de cette affection et d'être le libre effet du consentement, elles n'ont d'autre cause que l'empire que le médecin avait sur sa malade, et l'abus qu'il en a fait pour obtenir d'elle ces donations dans les derniers momens de sa vie; que c'est d'après ces circonstances particulières, reconnues par la Cour royale de Paris, que les donations dont il s'agit ont été annulées; qu'à par suite, cette Cour, loin de violer la loi, n'a fait qu'une juste application de l'art. 909 et des principes à l'espèce; — Rejette, etc.

Du 11 janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Cassagne. — Concl., M. Cabier, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Loiseau.

1° SOLIDARITÉ. — ASSIGNATION. — PÈRE ET MÈRE. — FRAIS D'ÉDUCATION.

2° PRESCRIPTION. — LEÇONS.

1° Jusqu'à quel point est-il nécessaire qu'un débiteur solidaire soit assigné avec son conjoint, pour qu'il soit permis de le condamner? Satisfait-il qu'il ait été appelé pour répondre à des questions relatives au litige? (Cod. civ., 1202.) — Arg. aff.

Des époux peuvent être condamnés solidairement à l'exécution d'une obligation qui leur est commune, notamment aux frais d'éducation de leurs enfans.

2° La prescription de six mois contre l'action des maîtres et instituteurs pour prix des leçons par eux données, ne peut être opposée à la demande en paiement des leçons qui ont été données, non au mois mais à l'année. (Cod. civ., 2271.) (2)

(Sartin—C. Déchand.)

En 1814, le sieur Sartin convieut verbalement avec le sieur Déchand du prix des leçons de chirurgie que ce dernier donnerait à son fils pendant un certain temps.

(1) F. sur cette question, Cass. 30 août 1808; Turin, 16 avril 1806; Paris, 24 fév. 1817, et surtout les observations qui accompagnent ce dernier arrêt.

(2) F. en ce sens, Tropiong, de la Prescription, t. 2, n. 945; Vazeille, ibid., n. 756.

Le 12 juill. 1817, le sieur Déchaud cita en conciliation le sieur Sartin sur une demande en paiement d'une somme de 400 fr. pour prix des leçons de chirurgie données au sieur Sartin fils.

Faute de pouvoir se concilier, et le sieur Sartin prétendant avoir payé la somme convenue, la cause fut portée devant le tribunal civil de Montluçon. Le sieur Déchaud y assigna Sartin père seulement, et comme seul obligé à son égard.

Celui-ci se défendit alors de la demande formée contre lui, en opposant la prescription établie par l'art. 2271 du Code civil.

19 juil. 1818, jugement préparatoire qui ordonne que les parties comparaitront en personne dans la quinzaine.

Dans cet intervalle, le sieur Déchaud fait citer la dame Sartin pour répondre aux questions qui devaient lui être adressées par le tribunal, à l'occasion des conventions faites avec son mari. — Aucune conclusions directes ne furent prises, du reste, contre la dame Sartin.

3 juill. 1818, jugement définitif du tribunal de Montluçon, lequel condamne les sieur et dame Sartin conjointement et solidairement à payer au sieur Déchaud la somme de 400 fr. pour leçons de chirurgie données au fils Sartin; à la charge néanmoins par ledit sieur Déchaud de jurer et affirmer que ladite somme lui est légitimement due.

POURVOI en cassation de la part des sieurs et dame Sartin. — Ils alléguèrent : 1^o la violation de l'art. 1202 du Code civ., portant que la solidarité ne se présume point, qu'elle doit être expressément stipulée, et encore que le tribunal de Montluçon avait jugé *ultra petita*, en condamnant la dame Sartin, solidairement avec son mari, au paiement de la somme réclamée par le sieur Déchaud.

2^o Les demandeurs essayaient de démontrer que le jugement dénoncé violait aussi l'art. 2271 du Code civ. — Cet article porte : « L'action des maîtres, et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois....., se prescrit par six mois. »

Or, disait-on, le sieur Déchaud était instituteur; le prix qu'il réclame est celui des leçons qu'il a données; il est reconnu, en fait, que plus de six mois se sont écoulés depuis la cessation de ces leçons; il est reconnu aussi que ces leçons, il les donnait au mois, puisque le marché était fait pour un certain nombre de mois, et à raison d'une somme convenue pour chaque; l'art. 2271 était donc bien applicable à l'espèce; la prescription était donc acquise, et le sieur Déchaud devait être déclaré non recevable en sa demande; sous ce rapport, le jugement dénoncé, en déclarant cette demande fondée, a donc encore violé la loi.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu, sur le premier moyen, que la loi n'a point été violée en condamnant les sieur et dame Sartin, conjointement et solidairement, au paiement d'une somme qu'ils avaient promise ensemble, et par suite d'une obligation qui leur était commune, s'agissant de l'éducation de leurs enfants;

Attendu, sur le second moyen, que la prescription de six mois n'était pas applicable, s'agissant d'un marché fait à l'année; — Rejette, etc.

(1) V. anal. en ce sens, Besançon, 18 mars 1808; Paris, 20 août 1814.

(2) Cela était constant en jurisprudence. V. Cass. 17 juil. 1812, et les arrêts cités à la note. Mais la difficulté ne peut plus se présenter en présence des nouv. art. 677 et 691 (loi du 2 juil. 1811.)

Du 12 janv. 1820. — Sect. rcq. — Prés., d'âge, M. Lasaudade. — Rapp., M. Brillet Savarin.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — POUVOIR SPÉCIAL.

PUBLICATION (DATE DE LA). — PLACARDS.

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le pouvoir spécial dont l'huissier doit être porteur pour procéder à la saisie immobilière, soit signifié à la partie saisie. (Cod. proc., 556.) (1)

Il n'est pas nécessaire non plus, que le procès-verbal de saisie immobilière contienne la date de la première publication; il suffit que cette date se trouve dans l'acte de dénonciation de la saisie au débiteur. (Cod. proc. civ., 681.) (2)

L'art. 684, Code proc. civ., qui ordonne l'apposition des affiches au principal marché, n'entend point qu'il soit nécessaire de les apposer pendant la tenue du marché, ni même au jour du marché; il ne dispose que sur l'endroit où les affiches doivent être apposées (3). Lorsque de nouveaux placards sont apposés par suite d'un incident qui a retardé la première publication de l'enchère (art. 732, Cod. proc. civ.), ils doivent l'être dans la forme prescrite par les art. 682, 683, 684, 685 et 686, sans qu'il soit nécessaire d'observer de nouveaux délais des art. 700 et 701, avant la publication de l'enchère (4).

(Tardy de Fovilleux — C. Giraud Ducand.)

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR. — Attendu, sur le premier moyen, que ni l'art. 556 du Code de proc. civ., qui porte que, pour la saisie immobilière, il sera besoin d'un pouvoir spécial pour l'huissier, ni aucune autre disposition de la loi n'exige que copie de ce pouvoir soit signifiée à la partie saisie; Sur le deuxième moyen : attendu qu'il résulte de l'art. 681, sagement entendu et interprété par la jurisprudence des Cours, que l'énonciation de la date de la première publication à faire doit se trouver, non dans le procès-verbal de saisie dont les formes sont réglées dans l'art. 675, mais dans l'acte de dénonciation dudit procès-verbal, dont les formes sont réglées par ledit art. 681;

Sur le troisième moyen : attendu que l'art. 684 ordonne que les placards seront affichés au principal marché, et ne prescrit point qu'ils le soient le jour où les marchés se tiennent...;

Sur le quatrième moyen : attendu que si l'art. 732 porte que, lorsqu'une publication de l'enchère aura été retardée par un incident, il ne pourra y être procédé qu'après une nouvelle apposition de placards et insertion de nouvelles annonces, en la forme ci-dessus prescrite, ces mots : en la forme ci-dessus prescrite se rapportent à la forme réglée par les art. 682, 683, 684, 685, 686, et que l'art. 732 ne prescrit pas, au cas où, comme dans l'espèce, la première publication a été retardée par un incident, d'observer de nouveau, pour cette première publication, les délais qui sont fixés par l'art. 701, et qui avaient été observés avant que l'incident eût été élevé; — Rejette, etc.

Du 12 janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brison. — Rapp., M. Joubert. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M.M. Sirey et Jousselin.

(3) Sic, Cass. 19 nov. 1812; Paris, 3 fév. 1812; Toulouse, 17 fév. 1812; — En sens contraire, Caen, 2 juill. 1811.

(4) V. à cet égard, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Cass. du 29 vent. an 13, et les arrêts qui y sont indiqués.

CHAMBRE D'ACCUSATION. — EXCUSE. — PROVOCATION. — COMPÉTENCE.

La chambre des mises en accusation est incompétente pour apprécier et juger elle-même les faits qui peuvent rendre un meurtre excusable (1). — Mais elle n'excède pas les limites de ses attributions, en faisant mention dans son arrêt de renvoi, des circonstances de provocation qui d'après les pièces de l'instruction lui paraissent avoir précédé le meurtre (2).

(Piquet.) — **ARRÊT.**

LA COUR ; — Considérant que si les chambres d'accusation des Cours royales n'ont point d'attributions pour apprécier et juger elles-mêmes les faits qui peuvent rendre un crime excusable, et qu'ainsi elles ne puissent renvoyer les prévenus de pareils crimes devant les tribunaux de police correctionnelle pour l'application directe des peines portées par l'art. 236 du Code pén., contre les peines excusables; néanmoins aucune loi n'a défendu aux dites chambres de faire mention, dans leurs arrêts de mise en accusation, de toutes les circonstances qui leur ont paru résulter de l'instruction et être de nature à aggraver ou atténuer le crime; — Que la cour royale d'Aix, ayant renvoyé le nommé Piquet, absent, devant la Cour d'assises du département des Bouches-du-Rhône, comme prévenu du crime de meurtre, n'a donc point violé les règles de compétence en faisant mention dans son arrêt de la circonstance atténuante de provocation, qui, d'après les pièces de l'instruction, lui a paru avoir précédé ledit crime; que le renvoi du prévenu à la Cour d'assises a laissé intacte la compétence du jury pour prononcer sur ledit fait d'excuse; — Considérant que l'arrêt dénoncé ne renferme d'ailleurs aucun des vices déterminés par l'art. 299 du Code d'inst. crim., comme pouvant former un moyen de nullité; — Rejette, etc.

Du 13 janv. 1820. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Busschop. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — PARENTÉ OU ALLIANCE — ONCLE.

La prohibition portée par l'art. 322 du Code d'inst. crim. ne peut être étendue au delà des degrés de parenté ou d'alliance qui y sont déterminés; elle ne peut donc être appliquée à l'oncle de l'accusé (3).

(Claude Rey.) — **ARRÊT.**

LA COUR ; — Vu les art. 317 et 322 du Code d'inst. crim.; — Attendu que l'injonction portée dans l'art. 317, embrasse dans sa généralité, les témoins à charge comme les témoins à décharge; que la prohibition de l'art. 322 ne peut être étendue au delà des degrés de parenté ou d'alliance qui y sont déterminés; qu'elle ne peut donc être appliquée aux témoins oncles de l'accusé ou de l'un des coaccusés; — Que cependant il conste du procès-verbal des débats qui ont eu lieu contre Claude Rey, demandeur en cassation, que Claude Côte, l'un des témoins à décharge, ayant déclaré être oncle de l'accusé, a été entendu sans prestation de serment, et en vertu du pouvoir discrétionnaire du président; — En quoi il a été fait fausse application dudit art. 322, et commis contravention à la disposition de l'article 317, prescrit à peine de nullité; — Casse, etc.

(1) et 2) V. sur ces deux points, la note qui accompagne un arrêt analogue de la Cour de cassation du 25 fév. 1813.

(3) V. sur l'application du même principe, Cass. 11 juil. 1807; 10 sept. 1812, et les notes; Merlin, *Repert.*, 1^{er} *Témoin judiciaire*, § 1^{er}, art. 3.

Du 13 janv. 1820. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. d'Aubers. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

JURY. — JURÉS SUPPLÉANS.

Lorsqu'au jour indiqué pour la formation du tableau, il y a moins de trente jurés présents, il ne peut en être appelé d'autres en remplacement que pour compléter le nombre de trente, à peine de nullité de la déclaration à laquelle auraient concouru les jurés appelés au delà de ce nombre. (Cod. inst. crim., 393.)

(Bardaux.)

Du 13 janv. 1820. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Aumont. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

COMPLICITÉ. — FAIT PRINCIPAL. — BANQUEROUTE FRAUDULEUSE.

Il ne peut y avoir de déclaration légale de complicité que d'après une déclaration explicite ou implicite d'un fait principal criminel. (Cod. pén., 59.) (4)

Ainsi, l'accusé déclaré coupable de s'être entendu avec un commerçant pour soustraire à ses créanciers légitimes ses marchandises et ses biens immeubles, ne peut être puni comme complice de banqueroute frauduleuse, cette déclaration ne constatant pas le fait principal de la banqueroute. (Cod. pén., 403; Cod. comm., 487.)

(Marc Berthelot.)

Jean-Pierre Vieux, contumax, a été poursuivi comme banqueroutier frauduleux.

Marc Berthelot a été accusé d'être le complice de cette banqueroute frauduleuse, et traduit devant la Cour d'assises de l'Isère.

La question soumise au jury était ainsi conçue : « Marc Berthelot, accusé, est-il coupable de s'être entendu avec le nommé Jean-Pierre Vieux, commerçant failli, pour soustraire aux créanciers légitimes dudit Vieux les marchandises et les biens meubles et immeubles de celui-ci; d'avoir recélé une partie des dites marchandises, sachant qu'elles provenaient dudit Vieux, et d'avoir acquis sur ce dernier une créance fautive, de la somme de 2,500 fr., à la vérification et affirmation de laquelle il a persévéré à la fausse valeur comme sincère et véritable? »

Le jury répondit à cette question : « A l'unanimité, oui. Marc Berthelot est coupable de s'être entendu avec le nommé Vieux, commerçant, pour soustraire aux créanciers légitimes du dit Vieux les biens de celui-ci, mais il n'a recélé aucun de ces biens, ayant acquis sur les biens du dit Vieux une créance fautive de 2,500 fr. : il ne l'a pas affirmée sincère et véritable. »

La Cour d'assises a condamné Berthelot à cinq ans de travaux forcés, en appliquant la disposition des art. 597 du Code de commerce et 403 du Code pénal.

Un des moyens proposés par le condamné à l'appui de son pourvoi en cassation, a été tiré de la fausse application des articles précités.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 410 du Code d'instruction criminelle; — Attendu qu'il ne peut y avoir de déclaration légale de complicité que

(4) V. dans le même sens, Cass. 7 vend. an 7; 3 vend. an 8; 13 prair. an 12; 2 fév. 1815, et les notes. — Le principe ne peut d'ailleurs donner lieu à aucune incertitude, V. Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, tom. 2, p. 117 et 141; Lagravand, *Législ. crim.*, tom. 1, ch. 3.

d'après une déclaration explicite ou implicite d'un fait principal criminel ; — Que la réponse du jury, sur laquelle le demandeur a été condamné comme complice de banqueroute frauduleuse, n'établit ni explicitement ni implicitement le fait principal de cette banqueroute frauduleuse ; — Qu'elle le déclare, en effet, seulement coupable de s'être entendu avec le nommé Jean-Pierre Vieux, commerçant, pour soustraire aux créanciers légitimes dudit Vieux les biens de celui-ci, et de n'avoir pas affirmé légalement sincère et véritable une créance fautive de 2,500 fr. qu'il avait acquise sur les biens dudit Vieux ; — Mais qu'aux termes de l'art. 597 du Code de commerce, sont réputés complices de banqueroute frauduleuse, par le fait d'un concert pour receler ou soustraire au préjudice des créanciers, ceux-là seulement qui ont formé ce concert avec un banqueroutier ; — Que ce concert avec un commerçant n'établit donc pas le fait de la banqueroute de ce commerçant ; — Que ce fait de banqueroute de l'auteur principal ne résulte donc pas de la réponse du jury ; — Qu'il ne résultait même pas de la question sur laquelle cette réponse a été rendue ; — Que cette réponse n'a donc pas été une base suffisante pour l'application de la loi pénale ; d'après ces motifs, — Casse, etc.

Du 14 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Robert de Saint-Vincent — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén. — Pl., M. Buchot.

BOISSONS. — PROPRIÉTAIRE. — DÉCLARATION. — ACTE DE COMMERCE.

Le propriétaire qui vend des vins de son crû et qui en achète d'autres pour sa consommation, ne fait point un acte de commerce, et par conséquent ne peut être rangé dans la classe des marchands en gros qui la loi oblige de faire une déclaration préalable et de se munir d'une licence. (L. du 28 avril 1816, art. 97 et 98.)

(Contrib. Indir. — C. Rouilly.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la raison, la loi et notamment l'art. 1^{er} du Code de comm., s'accordent pour donner à l'expression de commerçant, l'interprétation d'homme faisant sa profession habituelle d'exercer des actes de commerce, que l'article 632 dudit C. répute actes de comm. tout achat de denrées et marchandises pour les revendre soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre, que c'est d'après ces principes que la loi du 28 avril 1816 et celles antérieures, en matière de contributions indirectes, ont soigneusement et nominativement exprimé toutes les différentes professions que le législateur a entendu comprendre dans les classes, soit de débiteurs de boissons, soit de commerçants et de marchands en gros dans la même partie ; que, loin de trouver dans cette nomenclature le propriétaire entrepositaire des boissons de ses récoltes, on voit au contraire que cet entrepôt lui est accordé pour en favoriser la vente sans lui imposer la qualité de marchand, et que seule part il ne lui est interdit d'acheter des boissons pour sa consommation personnelle ; qu'il suit de ces principes établis que, pour constituer le marchand, il faut de sa part achat de denrées et marchandises pour les vendre, et que ces deux faits d'achat et de vente sont inséparables pour for-

mer des actes de commerce ; qu'ainsi on ne peut pas plus donner le titre de marchand à celui qui vend des denrées de son crû, qu'à celui qui n'achète que les denrées de sa consommation ; que, quoique ces deux faits puissent se rencontrer simultanément dans la conduite du même individu, ils ne constituent néanmoins pas un fait de commerce, tant qu'il leur manque la corrélation entre l'achat et la vente qui seule forme le négoce ; qu'ainsi, un propriétaire qui vend les denrées de son crû et qui en achète d'autres pour sa consommation ne fait point un acte de commerce, tant qu'il n'est pas prouvé qu'il ait revendu les mêmes marchandises qu'il avait achetées ; — Attendu que tel était l'esprit de la loi du 8 déc. 1814, qui définissait le marchand en gros l'homme qui recevait et expédiait des boissons ; que si l'art. 98, de la loi du 22 avril 1816, a substitué la particule ou à la conjonctive et, il est impossible d'en conclure qu'il ait entendu imprimer la qualité de marchand à celui qui ne ferait qu'acheter, ou à celui qui ne ferait que vendre ; qu'une pareille interprétation est inadmissible, tant parce que la raison la repousse, que parce que l'application en serait impossible ; que cette interprétation est plus inadmissible encore, si on se reporte au moment de la promulgation de la loi de 1816, temps où le législateur cherchait bien plus à restreindre qu'à étendre la sévérité des lois fiscales ; enfin, qu'elle est repoussée par les autres dispositions de cette loi ; — Attendu que l'arrêt attaqué n'a, par suite de ces principes, violé aucune loi en déclarant que Poirier-Rouilly n'était pas rangé dans la classe des marchands de boissons en gros pour avoir vendu, comme entrepositaire du vin de ses récoltes, un quart de vin de son crû et en avoir acheté, comme consommateur, une pièce d'un crû étranger ; d'autant plus qu'il résulte de la comparaison des dates et des énonciations même du procès-verbal que la pièce vendue n'était pas et ne pouvait pas être la pièce achetée ; — Rejette, etc.

Du 14 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Chasle. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén. — Pl., MM. Cochlin et Guény.

OCTROI. — RÈGLEMENT MUNICIPAL.

Un règlement municipal qui établit un droit d'octroi n'a d'effet obligatoire qu'autant qu'il a été approuvé par le gouvernement, ou autorisé provisoirement par le ministre de l'intérieur. — Ainsi, l'infraction à un règlement, non revêtu de cette autorisation ou approbation, ne peut être punie des peines de police par les tribunaux.

(Collet Gardit et autres.)

Du 15 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Dumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

BOISSONS. — MARI. — REFUS D'EXERCICE. — RESPONSABILITÉ.

La femme d'un débitant de boisson est réputée, pendant son absence, sa préposée et son agent, et par conséquent ce débitant peut être poursuivi directement et puni personnellement pour les contraventions résultant d'un fait de cette femme, ou constatées en sa présence. (Décr. du 1^{er} germ. an 13, art. 33.) (1)

(1) V. conf., Cass. 5 fév. 1819. — Il ne s'agit point ici d'une responsabilité civile : la responsabilité civile du mari, en ce qui concerne les délits commis par la femme, ne s'étend pas jusqu'au paiement des amendes. La responsabilité qui fait l'objet de l'art.

L'opposition faite par le marchand en gros à ce que les employés de la régie prennent, d'après le procédé indiqué par la régie, inventaire des huiles qu'il a nouvellement fabriquées, constitue un refus d'exercice prévu et punit par l'art. 101 de la loi du 25 mars 1817.

(Contrib. Ind. — C. Sitzer) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 35, décret du 1^{er} germ. an 13; — Considérant que ce décret est un acte législatif qui fait, en matière de contravention, la règle spéciale de la procédure à suivre, et de la responsabilité acquise à la régie des contributions indirectes; et qu'il suit de l'esprit et du texte de son art. 35, qui vient d'être cité, que si le mari est absent, sa femme, qu'il a laissée dans son domicile où les employés de la régie peuvent se présenter à toute heure du jour pour l'exercice légal de leurs fonctions, y est nécessairement sa préposée, son agent, et, comme telle, le représente pour tout ce qui s'y fait ou est requis par eux en vertu de la loi; qu'en ce cas, le mari est donc de plein droit réputé agir lui-même par le ministère de sa femme, et par conséquent peut et doit être poursuivi directement et puni personnellement pour les contraventions résultant d'un fait de cette femme ou constatées en sa présence;

Considérant que c'est en l'absence du sieur Sitzer que sa femme, sommée, le 9 fév. 1819, par les employés de leur ouvrir l'endroit où se trouvaient les huiles nouvellement fabriquées, à l'effet d'en prendre inventaire, a bien fait l'ouverture requise, mais quand ils se sont mis en devoir d'apprécier ces huiles d'après le procédé indiqué par la régie, s'y est fortement opposée, et malgré leurs observations et la liberté qu'ils lui ont donnée de les déposer elle-même ou de les faire déposer en leur présence pour être plus sûre de l'opération, a persisté dans son opposition; — Considérant que cette insistance, constatée par un procès-verbal régulier, formant obstacle à toute reconnaissance exacte des quantités entreposées, a constitué un refus d'exercice, par conséquent une contravention formelle à l'art. 101 de la loi du 25 mars 1817 sur les Finances, combiné avec l'art. 101 de la loi du 28 avril 1816: contravention réputée commise par le sieur Sitzer, et pour raison de laquelle ledit art. 35 du décret du 1^{er} germ. an 13, autorisait la régie à le poursuivre directement, comme elle l'a fait, en condamnation personnelle à l'amende de 100 fr. établie par l'art. 109 de la loi du 25 mars; — Qu'il était donc du devoir des juges de prononcer cette condamnation contre le sieur Sitzer; — Considérant que néanmoins le tribunal de police correctionnelle de Perpignan, tout en reconnaissant en principe qu'un entrepositaire d'huiles qui s'oppose à l'exercice des employés de la régie, est passible de ladite amende, a, par son jugement en dernier ressort du 19 oct. 1819, déclaré la régie non recevable et mal fondée dans son action contre le sieur Sitzer; — Que, pour juger de la sorte, il a dit que c'était la femme seule qui s'était opposée à l'exercice des employés; qu'elle était conséquemment seule auteur de la contravention; que son mari avait été assigné comme civilement responsable d'un fait qui n'était pas le sien, et que la responsabilité civile ne lui était point applicable; mais que les conclusions de la régie contre le sieur Sitzer ne tendaient pas à ce qu'il fût condamné comme civilement responsable des faits de sa femme; qu'elles avaient pour objet d'obtenir contre lui condamnation en son nom personnel, comme auteur légalement réputé du fait de sa femme, qui l'avait représenté, et

que cette demande, ainsi dirigée, avait pour base une loi spéciale non abrogée, ni implicitement ni explicitement, par aucune loi spéciale postérieure; de tout quoi il résulte que le tribunal correctionnel de Perpignan, en déclarant l'action de la régie non recevable et mal fondée contre le sieur Sitzer, a violé ledit art. 35 du décret du 1^{er} germ. an 13; — Casse, etc.

Du 15 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Bailly. — Concl., M. Fréreau de Pezay, av. gén.

PROTÊT. — BILLET À ORDRE. — ENDOSEUR. — FAILLITE.

A défaut de protêt dans les délais fixés, le porteur d'un billet à ordre est déchu de son action en garantie contre tous les endosseurs, même contre celui au profit de qui a été souscrit le billet: le premier endosseur d'un billet à ordre ne peut être comparé, quant à ce, au tireur d'une lettre de change. — Peu importe que le souscripteur fut en faillite à l'époque de l'échéance. (C. comm., 168, 170 et 187.) (1)

(Royer-Willot — C. Personneau.)

Un billet à ordre de 326 fr., souscrit par le sieur Vaisier, au profit des sieurs Royer-Willot et comp., et payable le 30 sept. 1816, s'est trouvé à l'échéance entre les mains du sieur Personneau, par suite de plusieurs endossements successifs. — Dès le 11 sept., le sieur Vaisier était en état de faillite, par conséquent le billet de 326 fr. ne fut point payé à l'échéance. — Personneau, porteur, ne fit point le protêt dans les délais fixés par la loi, mais seulement le 28 oct. suivant; néanmoins il a exercé son recours contre les sieurs Royer-Willot et comp., premiers endosseurs.

Ceux-ci ont répondu, qu'aux termes de l'art. 168 du Code comm., le porteur d'un effet de commerce qui n'a pas fait le protêt, faute de paiement, dans les délais fixés par la loi, est déchu de tous ses droits contre les endosseurs.

Le sieur Personneau répond que telle est la règle générale; mais que, dans l'espèce, il faut admettre une exception. — En effet, dit-il, si, aux termes de l'art. 168, les endosseurs d'une lettre de change sont déchargés de toute garantie à l'égard du porteur, faute de protêt en temps utile, l'art. 170 dit expressément que le tireur de la lettre de change reste obligé à la garantie, nonobstant le défaut de protêt, à moins qu'il ne prouve qu'il y avait provision à l'échéance entre les mains du tiré. — Or, celui en faveur de qui un billet à ordre est souscrit, en d'autres termes, le premier endosseur, est absolument dans la même position que le tireur d'une lettre de change en effet, le premier endosseur du billet à ordre, est créancier du souscripteur, comme le tireur de la lettre de change est créancier du tiré. — Il est donc juste d'appliquer au premier endosseur, les mêmes règles qu'au tireur de la lettre de change; il faut donc décider qu'il n'est point déchargé de la garantie à l'égard du porteur, nonobstant le défaut du protêt en temps utile, à moins qu'il ne prouve que le signataire du billet avait provision à l'échéance. — Dans l'espèce, l'état de faillite du souscripteur du billet établit la non-existence de la provision; donc le premier endosseur reste soumis à l'action en garantie du porteur.

12 mai 1817, jugement du tribunal de commerce de Dole, ainsi conçu :

(1) V. en ce sens, Cass. 11 pluv. an 10; 6 oct. 1806; 3 déc. 1806, ainsi que les observations qui accompagnent les deux premiers arrêts, et les autorités y indiquées.

• Attendu que la position de Royer-Willot et comp. n'a pas change par le défaut de protêt en temps utile, puisque, lors même que le billet aurait été protesté à l'échéance, il n'aurait pu être payé, à cause de la faillite; que, dans cette circonstance, le billet à ordre doit être assimilé à la lettre de change, dont le tireur doit donner la preuve de la provision, pour faire prononcer la déchéance, faute de protêt en temps utile; qu'alors, le porteur d'un effet protesté tardivement n'a de recours que contre le tireur, et dans cette circonstance, contre celui qui, au faveur de qui il a failli à souscrire son billet à ordre; qu'il serait contraire à l'équité de faire supporter à un endosseur de ce billet le retard, ou la perte que le créancier en supportée, lors même que le protêt eût été fait en temps convenable; par ces motifs, le tribunal condamnait les sieurs Royer-Willot et comp., premiers endosseurs, à garantir au sieur Personneau le montant du billet dont il est porteur. »

POURVOI en cassation de la part des sieurs Royer-Willot, pour violation des art. 168 et 187 du Code de comm., et fautive application de l'art. 170 du même Code. Les termes de la loi sont formels, disait le demandeur, et leur violation est évidente. La disposition de l'art. 168, qui est déclarée applicable aux billets à ordre par l'art. 187, ne fait aucune distinction, elle porte que les endosseurs sont libérés, faute de protêt en temps utile; dans l'espèce, le défaut de protêt est certain; donc, le porteur ne peut exercer son action en garantie contre les endosseurs.

A la vérité on a invoqué la disposition de l'art. 170 relative au tireur de lettre de change, et on a soutenu qu'elle s'appliquait au premier endosseur d'un billet à ordre. — Mais, d'abord, les dispositions relatives aux lettres de change ne sont applicables aux billets à ordre, qu'autant que le législateur s'est formellement expliqué à cet égard, et l'on doit remarquer que, dans l'art. 187, il n'est nullement question de provision. — Il y a plus, et l'on va démontrer qu'il résulte de la nature même du billet à ordre, que la disposition de l'art. 170 ne lui est pas applicable. En effet, cet article dit que le tireur de la lettre de change n'est pas soumis à la garantie, lorsqu'il prouve que la provision existait à l'échéance; supposons que dans un billet à ordre le souscripteur représente le tiré d'une lettre de change, et le premier endosseur, le tireur; mais l'existence du billet fournit seule la preuve de la provision entre les mains du souscripteur; dès lors il n'est plus possible de poursuivre le premier endosseur, précieusement d'après l'art. 170.

Quoi qu'il en soit, relativement au fait de la provision, il n'est pas vrai de dire que celui au profit de qui est souscrit un billet à ordre représente le tireur d'une lettre de change. Si l'on veut établir une comparaison entre les parties contractantes dans les lettres de change et dans les billets à ordre, on s'aperçoit que les qualités de tireur et d'accepteur de la lettre de change sont réunies dans le souscripteur du billet à ordre; en effet, dans la lettre de change, le tireur indique pour son débiteur le tiers sur lequel il tire, et il vend cette créance au preneur; lorsque le tireur a accepté, il devient débiteur principal, et le tireur n'est plus obligé que comme garant du débiteur qu'il a délégué. Dans le billet à ordre, le souscripteur se désigne lui-même comme débiteur; il réunit donc seul sur sa tête les obligations de celui qui fait la délégation, et de celui qui est délégué. Le premier endosseur ne peut évidemment représenter ni l'un ni l'autre, il n'est point désigné comme débiteur, tout au contrai-

re; et, enfin, ce n'est pas lui qui indique, qui délègue le débiteur principal. Ainsi, celui au profit de qui le billet à ordre est souscrit, ne peut être assimilé qu'au preneur de la lettre de change. — Voici au surplus comment s'exprime à cet égard M. Pardessus, *Traité du contrat et des lettres de change*, n° 463. — Dans le billet à ordre, le souscripteur réunit les deux caractères du tireur et de l'accepteur d'une lettre de change; s'il est vrai de dire qu'en qualité de tireur il ait quelque fin de non-recevoir à opposer, celle d'accepteur ne lui permet pas de le faire.... A ce sujet, il est bon d'observer qu'il ne peut, à l'occasion des billets à ordre, exister aucune circonstance dans laquelle le porteur puisse être relevé de sa déchéance à l'égard des endosseurs, parce que le souscripteur tenant nécessairement la place de tireur et d'accepteur, la provision est toujours censée exister. »

Ainsi, d'aucune manière, l'on ne peut justifier l'application à l'espèce de l'art. 170 du Code de commerce, la violation des art. 168 et 187 reste donc évidente.

Pour le défendeur on répondait : — Toute la question se réduit à savoir, si celui en faveur de qui est souscrit un billet à ordre, doit être assimilé au tireur d'une lettre de change. — Pour établir le contraire, on s'est attaché à faire remarquer les différences légères qu'il peut y avoir entre l'un et l'autre, à raison de la forme particulière des lettres de change; mais il est facile d'établir qu'au fond ils ont les mêmes droits, sont soumis aux mêmes obligations, et qu'enfin la raison qui a déterminé la disposition de l'art. 170 du Code de comm., à l'égard du tireur de la lettre de change, existe dans toute sa force, à l'égard de celui au profit de qui est souscrit un billet à ordre. — En effet, le tireur de la lettre de change est un créancier qui prend un moyen pour se faire payer de son débiteur, le tiré; de même, dans le billet à ordre, celui au profit de qui il est souscrit, est également créancier du souscripteur, dont il obtient ainsi son paiement; cette identité de position doit nécessairement produire des obligations et des droits semblables. — Maintenant, pourquoi l'art. 170 veut-il que le tireur reste obligé envers le porteur, nonobstant le défaut de protêt, à moins qu'il ne prouve l'existence de la provision? c'est parce que le législateur n'a pas voulu permettre que le tireur, qui aurait touché le montant de la lettre de change sans en avoir fourni la valeur, pût s'enrichir au dépens du tiers porteur, par suite d'un défaut de formalité. — Or, supposons que celui en faveur de qui est souscrit le billet à ordre, n'en ait pas réellement fourni la valeur, pourquoi pourrait-il, plutôt que le tireur de la lettre de change, s'enrichir, aux dépens d'un tiers, de la somme portée au billet.

Mais, dit-on, dans la lettre de change, l'on conçoit très bien que le tireur peut indiquer pour son débiteur celui qui ne lui doit rien, et à qui il n'a fourni d'aucune manière les fonds de la lettre de change; en un mot, on peut concevoir qu'il n'y ait pas provision; dans le billet à ordre, au contraire, celui qui le signe reconnaît l'existence d'une dette au profit de celui en faveur de qui le billet est souscrit, et cette dette forme toujours la provision. — Ce raisonnement est juste en général, mais, dans l'espèce particulière, la faillite du signataire du billet avant l'échéance, a anéanti la provision qui existait précédemment; car il est évident que la dette qui servait à former la provision a dû périr pour le compte du créancier originaire, c'est-à-dire de celui en faveur de qui le billet avait été souscrit. Un arrêt de la

Cour de Paris, du 18 novembre 1813, a statué dans ce sens : Il a décidé que la faillite du tiré avant l'époque de l'échéance, détruit la provision qui existait antérieurement. — Ainsi l'application à l'espèce de l'art. 170 du Code de comm., se trouve pleinement justifiée; puisque, d'une part, celui au profit de qui est souscrit le billet à ordre doit être assimilé au tireur de la lettre de change, et qu'il est démontré qu'il n'y avait pas provision à l'échéance.

M. Jourde, av. gén., a conclu à la cassation.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu les art. 168 et 187 du Code de comm.; — Considérant que la faillite ne dispense point du protêt, et que, faute de protêt dans les délais fixés, les endosseurs sont déchargés de la garantie; que Royer-Willot et comp. n'étaient qu'endosseurs, et que le billet dont ils agissent n'a pas été protesté à l'échéance; que, par cette suite, ils n'ont pu être condamnés à reprendre cet effet sans contrevenir auxdits articles; — Casse, etc.

Du 17 janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Cassagne. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Lassis, Joffroy et Buchot.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — PÉREMPTION. — TRIBUNAL DE COMMERCE.

La péremption de six mois établie par l'art. 156, Code de proc., ne s'applique pas à un jugement par défaut rendu par un tribunal de commerce, contre une partie qui a d'abord comparu par un fondé de pouvoir. — Ce n'est pas là un jugement par défaut, faute de comparoir. (Cod. proc., 156; Cod. comm., 643.) (1) Il en est ainsi, alors même que le fondé de pouvoir n'a comparu que pour demander une remise de la cause.

(Violot — C. Marillat.)

Le 14 mai 1816, sur l'assignation donnée aux héritiers Marillat par le sieur Violot, devant le tribunal de commerce de Loubans, en paiement d'un billet de 8,000 fr., comparait un sieur Guard, fondé de pouvoir des héritiers Marillat. Il se borne d'abord à réclamer un délai. — Refus de la part du tribunal qui lui ordonne de plaider au fond. — Le sieur Guard se retire sans conclure ni plaider; — Enfin, jugement qui donne défaut contre Guard et le condamne au nom qu'il agit, au paiement du billet.

Plus de six mois après ce jugement, et le 2 déc. 1817, Violot fait saisir les immeubles des héritiers Marillat.

Opposition à la saisie, fondée sur ce que le jugement, en vertu duquel on procède, doit être réputé non avenu, puisque c'est un jugement par défaut, et qu'il est resté plus de six mois sans exécution. (Cod. proc. civ., 156.)

Violot répond que le jugement en vertu duquel il procède est un jugement par défaut, faute de plaider, et que la péremption établie par l'art. 156 du Code de proc. n'est applicable qu'aux jugemens par défaut faute de comparoir, qu'ainsi elle ne peut être opposée dans l'espèce. — Il ajoute que le motif sur lequel le législateur s'est fondé pour obtenir la péremption, a été d'empêcher qu'une partie ne pût être condamnée irrévocablement, en vertu d'un jugement dont elle ignorait l'existence, que ce danger n'existe plus, dès que la partie a comparu, soit en personne, soit par un avoué, soit par un fondé de pouvoir spécial,

que, par conséquent, il n'y a plus alors de raison pour que la péremption ait lieu.

2 mai 1818, jugement du tribunal de Loubans, qui accueille les moyens présentés par le sieur Violot, déboute les héritiers Marillat de leur opposition, et ordonne que les poursuites seront continuées.

Appel; — Et le 4 juill. 1818, arrêt de la Cour royale de Dijon qui lui-même, par les motifs suivants : « Considérant que la sentence rendue le 14 mai 1816 par le tribunal de Loubans est bien réellement un jugement par défaut, puisque le défendeur n'a paru, par le ministère d'un fondé de pouvoir, que pour former une demande en remise qui a été rejetée, et que, quand on s'est occupé du jugement du fond, ce fondé de pouvoir s'est retiré; — Considérant, dès lors, que cette sentence n'ayant point été exécutée dans les six mois de son obtention, doit être réputée non avenue, aux termes de l'art. 156 du Code de proc. civ.; — Considérant, en effet, qu'on ne pourrait se soustraire à l'application de cet article, qu'en assimilant l'établissement d'un fondé de pouvoir à la constitution d'avoué dont il est question dans l'art. 157 du même Code; — Considérant qu'il n'existe point de véritable analogie entre ces deux cas, puisqu'il y a une très grande différence entre l'avoué, officier ministériel dont la constitution est exigée par la loi, et le mandataire qui n'a aucun caractère légal, et dont les fonctions expirent au moment où il se retire de l'audience; qu'en conséquence, on ne peut, à moins d'une disposition expresse, appliquer au second ce qui concerne le premier; — Considérant que, loin que l'on trouve à cet égard une disposition formelle dans la loi, le Code de commerce qui a été promulgué après le Code de procédure civile, en réglant la forme de procéder devant les tribunaux de commerce, décide textuellement et sans distinction (art. 643), que les art. 156, 158 et 159 du Code de proc. civ. seront applicables aux jugemens par défaut rendus par les tribunaux de commerce; qu'il résulte de son silence sur l'art. 157, qu'il n'a point entendu établir, pour le cas où il existe un fondé de pouvoir, une disposition analogue à celle consacrée en cas de constitution d'avoué; — Considérant, en conséquence, que la sentence du 14 mai 1816 étant déclarée non avenue, n'a pu servir de base à l'expropriation forcée, dirigée contre les appelants, etc. »

Pourvoi en cassation de la part de Violot, pour fausse application de l'art. 156 du Code de proc.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 156 et suivans du Code de proc. civ., et l'art. 643 du Code de comm.; — Considérant, en droit, qu'aux termes de ces articles, il n'y a que les jugemens par défaut, faute de comparoir, rendus par les tribunaux civils et de commerce, qui soient réputés non avenus faute d'exécution dans les six mois de leur date; — Considérant, en fait, qu'il est constaté par le jugement du tribunal de commerce de Loubans, du 14 mai 1816, que les défendeurs ont comparu à cette audience par le ministère d'un fondé de leur procuration spéciale; d'où il suit que la Cour royale de Dijon a fausement appliqué l'art. 156 du Code de proc., et qu'elle a, en outre, contrevenu à l'art. 1030 du même Code, en prononçant une nullité qui n'est établie par aucune loi; — Casse, etc.

Du 18 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Henri Larivière. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Loiseau et Guichard.

(1) F. conf., Cass. 26 déc. 1821; 11 déc. 1828, et la note. V. aussi Merlin, Répert., v° Péremption, sect. 2, § 2, n° 2; Reysaud, de la Péremption, n°

140; Chauveau sur Carré, Lois de la proc., cit., quest. 642, et la note.

PÉTITION D'HERÉDITÉ. — TESTAMENT. — COMPÉTENCE.

L'action en délaissement de fonds, ou en pétition d'hérédité, intentée par un collatéral contre le légataire universel, en tant qu'elle se trouve subordonnée à l'action en nullité ou révocation du testament du défunt, ne peut plus être considérée comme une action réelle ou mixte susceptible d'être portée de plano devant le juge de la situation des biens; c'est une action purement personnelle, dont le tribunal du domicile du défendeur peut seul être valablement saisi. (Cod. proc., 59.)

(La dame Sudour — C. Nognès.)

La demoiselle Soliers avait épousé, en l'an 7, le sieur Jean-François-Xavier Nognès, alors adjudant-général, commandant à Marseille, et depuis lieutenant-général. — Le 18 vend. an 9, par un testament authentique, le sieur Nognès a institué la demoiselle Soliers, son épouse, sa légataire universelle. — Le 8 janv. 1808, le sieur Nognès est décédé à Paris.

Il laissait pour héritiers naturels les sieurs Antoine et Gabriel Nognès, ses deux frères. — Gabriel Nognès, qui se trouvait alors seul présent au lieu de l'ouverture de la succession, réclama, tant en son nom qu'en celui d'Antoine Nognès son frère, des droits qu'ils avaient à prétendre dans la succession de leurs père et mère, laquelle succession était restée confondue avec les biens délaissés par Jean-François-Xavier Nognès lors de son décès.

Le 24 avril 1808, la dame veuve Nognès, en sa qualité de légataire universelle, fit un traité ou arrangement avec Gabriel Nognès, par lequel elle céda à ce dernier, moyennant un retour de 10,000 fr., différents immeubles dépendant de la succession de son mari, et au moyen desquels Gabriel et son frère devaient se trouver entièrement remplis de leurs droits héréditaires dans les successions de leurs père et mère.

Plus tard, la dame veuve Nognès a épousé en secondes noccs le sieur Sudour.

Antoine Nognès, qui était absent depuis dix ans, par suite d'un service militaire, est rentré en France à l'époque de la paix; son frère Gabriel était décédé; il y apprit que la succession de Jean-François-Xavier Nognès était entièrement passée entre les mains de la dame Sudour; on dut même l'informer, qu'au moment de sa mort, Jean-François-Xavier Nognès conservait un portefeuille sous le chevet de son lit; que ce portefeuille avait disparu; qu'ainsi il était possible et même probable que le général Nognès avait fait un testament olographe, et que ce testament avait été supprimé.

Sur ces renseignements, Antoine Nognès agissant tant en son nom qu'en sa qualité d'héritier de Gabriel Nognès son frère, assigna la dame Sudour, sa belle-sœur, en délaissement de l'entière succession de Jean-François-Xavier Nognès, son premier mari, comme s'en étant emparée sans aucun droit ni qualité; le demandeur désigne spécialement dans son assignation, deux immeubles situés dans l'arrondissement de Tarbes, comme faisant partie de la succession qu'il réclame, et par des conclusions subsidiaires, pour le cas où la dame Sudour viendrait à se prévaloir de quelques dispositions testamentaires faites en sa faveur par son premier mari, il demande à être admis à la preuve de différents faits établissant que le feu général Nognès avait laissé un testament olographe en faveur de ses frères, et que ce testament avait été enlevé au moment de son décès.

Cette assignation d'Antoine Nognès à la dame

Sudour avait été donnée, non devant le juge du domicile de cette dernière, mais devant le tribunal civil de Tarbes, lieu de la situation des biens dépendant de la succession du général Nognès.

La dame Sudour, qui avait son domicile à Paris, a décliné la juridiction du tribunal de Tarbes; elle a demandé son renvoi devant le tribunal civil de la Seine, prétendant que l'action intentée contre elle était une action en nullité de testament, une action purement personnelle, qui ne pouvait être portée à un autre tribunal qu'à celui de son domicile, d'après la règle *actor sequitur forum rei*.

Le sieur Antoine Nognès a soutenu, au contraire, que la demande par lui formée n'était autre chose qu'une action en pétition d'hérédité ou en délaissement d'immeubles, qui, de sa nature, était réelle, et qui, par conséquent, avait dû être portée devant le tribunal civil de Tarbes, lieu de la situation des immeubles litigieux.

Sur cette contestation, et le 29 mars 1819, jugement du tribunal de Tarbes, qui se déclare compétemment saisi de l'action d'Antoine Nognès, sur le motif que cette action est réelle :

« Attendu que dans l'exploit introductif d'instance, le sieur Nognès déclare à la dame Sudour, qu'il est appelé par la loi, à recueillir la succession du lieutenant général Nognès, son frère; qu'il l'assigne en conséquence pour se voir condamner à lui délaisser la propriété et jouissance des domaines dont il s'agit, ainsi qu'à représenter les meubles et effets, or et argent dépendant de ladite succession; qu'en se fixant sur la nature de cette action, on doit nécessairement décider qu'elle a pour objet une pétition d'hérédité, puisque d'une part, le demandeur fonde sa qualité pour agir sur la disposition de la loi qui l'appelle à recueillir la succession de son frère; et que, de l'autre, le résultat de l'action n'est autre que d'obtenir le délaissement des biens qui composent cette succession; qu'on ne pourrait s'élever contre une décision semblable sans blesser ouvertement les principes consacrés par les lois et les auteurs; qu'en effet, la loi 18, § 2, au Digeste, liv. 5, tit. 3, s'exprime en ces termes: *Nunc videndum, qui veniant in hereditatis petitione. Et placuit, universas res hereditarias in hoc iudicium tenere sive jura, sive corpora sint.* Ferrières, dans son *Dictionnaire de pratique*, s'explique en ces termes: « La pétition d'hérédité est une action qui est accordée à celui qui est l'héritier légal ou testamentaire d'un défunt. Cette action est universelle, comme étant donnée pour revendiquer une succession en tout ou en partie; elle est accordée, ajoute-t-il, contre celui qui possède l'hérédité en qualité d'héritier ou de simple possesseur. » Telle est encore la décision de la loi 9 du même titre du Digeste: *Regulariter definiendum est, cum demum tenet petitione hereditatis, qui vel jure pro herede, vel pro possessore possidet, vel rem hereditariam*; que, s'il est donc incontestable que cette action est réelle, il l'est aussi qu'elle est personnelle, et de là vient que les lois l'ont classée parmi les actions mixtes, puisqu'elle a pour objet, non-seulement le délaissement des biens de l'hérédité, mais encore le paiement des restitutions des fruits et des dégradations qui peuvent avoir été commises sur des biens de la succession; que rien n'est plus exprès à cet égard que ce que dit la loi 25, § 18 du même titre du Digeste: *Petitio hereditatis, est in rem actio sit, habet tamen praestationes quasdam personales, ut puta eorum quae a debitoribus sunt exacta, item pretiorum*; que l'application de ces règles à la cause est aisée à sentir, lorsqu'on voit le sieur Nognès ré-

d'amer, en qualité d'héritier légal et testamentaire de son frère, des biens composant sa succession, et diriger cette réclamation contre la dame Sudour qui prétend être en possession de tous les biens, et devoir les posséder en qualité d'héritier du défunt; que, par suite, le demandeur a pu, sur le fonnement de l'art. 59 du Code de procéd. civ., porter son action devant le juge de la situation des biens; que cette décision ne peut être atténuée, soit au moyen d'un testament que le feu général Nogués aurait fait en faveur de la dame son épouse, soit par des traités particuliers passés entre cette dernière et le demandeur, parce que, d'une part, l'art. 750 du Code civ. investissant ce dernier du droit d'héritier de son frère, le testament serait produit par exception, ce qui ne peut diviser la nature de l'action; que, d'autre part, la contestation n'étant que dans ce moment que sur le déclinatoire, il faut uniquement se fixer sur les moyens qui s'y rattachent, c'est-à-dire sur l'objet de la demande, qui n'est autre qu'une pétition d'hérédité.

— Pourrait en réclamer de jure de la part de la dame Sudour devant la Cour de cassation.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, s'il est vrai que la demande en revendication des biens meubles et immeubles dépendant de la succession de Jean-François-Xavier Nogués, formée contre la femme Sudour, sa veuve devant le tribunal de Tarbes, était une action, soit réelle, au moins mixte, il ne l'est pas moins qu'Autoine Nogués, qui l'a formée, ne se fonde que sur la prétendue révocation du testament de Jean-François-Xavier Nogués, son frère, en faveur de sa veuve, en date du 18 vend. an 9, soit par un testament postérieur qui aurait été supprimé, soit de toute autre manière; et que la femme Sudour, loin de convenir de la suppression de ce testament, conteste jusqu'à son existence, et paraît disposée à soutenir la validité de celui du 18 vend. an 9, qui a reçu son exécution pendant dix ans, et qui, tant qu'il ne sera pas annulé, s'opposera à toutes les actions de Nogués, soit en délaissement de fonds, soit en pétition d'hérédité, avec d'autant plus de raison qu'aucune portion, dans la succession du défunt ne lui était réservée par la loi, en cas de disposition valable; d'où il suit que l'action en révocation ou nullité du testament du 18 vend. an 9, est nécessairement préjudiciable à toute action; — Et attendu qu'une pareille demande est purement personnelle, et doit être en conséquence portée devant le juge du domicile du défendeur, d'après l'art. 59 du Code de procéd. civ.; — Attendu, enfin, qu'il n'est pas contesté que Sudour et sa femme ont leur domicile à Paris, et que la question une fois réduite au seul point de la révocation du premier testament de Jean-François-Xavier Nogués, la recherche du lieu de l'ouverture de sa succession devient absolument sans objet; — Statuant sur la demande en règlement de juges formée par Sudour et sa femme; sans s'arrêter au jugement rendu par le tribunal de Tarbes, le 23 mars dernier, lequel sera regardé comme nul et non avenue; — Ordonne que, sur l'action du sieur Nogués contre ladite femme Sudour et son mari, portée par l'exploit du 7 janv. assés dernier, circonstances et dépendances, les parties procéderont devant le tribunal de première instance du département de la Seine, siégeant à Paris.

Du 18 janv. 1820. — Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lasaudade. — Rapp., M. Dunoyer. — Concl.,

M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Champlon et Loiseau.

INSTITUTION CONTRACTUELLE. — INSTITUTION SUBORDONNÉE. — IRREVOCABILITÉ.

L'institution faite par contrat de mariage au profit du fils aîné, sauf aux père et mère le droit d'élire un autre enfant, est une disposition irrévocable dans le sens de la loi du 18 pluviôse an 5, qui maintient les dispositions irrévocables faites avant la loi du 7 mars 1793. Peu importe que le droit d'élection n'ait pas été exercé avant cette dernière loi (1).

(De Brassac — C. de Brassac.) — ARRÊT.

LA COUR; — Atteodu, 1^o que, par le contrat de mariage, passé le 7 mai 1791, entre le sieur de Brassac et la dame de Marsillac, le fils aîné à naître de cette union a été institué héritier de la moitié des successions paternelle et maternelle, sauf cependant au père et à la mère la faculté d'élire un autre de leurs enfants mâles pour recueillir la moitié et-dessus énoncée; 2^o qu'il s'agit là d'une véritable institution contractuelle et irrévocable, qui a transmis, au moment même de la stipulation, au fils aîné, la qualité d'héritier, si les instituteurs ne faisaient pas d'élection en faveur d'un autre de leurs enfants mâles; — Considérant qu'il est bien constaté, en point de fait, que le père et la mère sont décédés sans avoir usé de la faculté d'élire qu'ils s'étaient réservée, soit que la loi du 7 mars 1793 leur eût enlevé cette faculté, par cela seul qu'elle abolissait celle de disposer en ligne directe, et que, dès lors, la condition apposée à l'institution de l'aîné ait été purifiée en sa faveur; soit que, même après le changement de législation, ils n'aient pas voulu exercer le droit facultatif dont il s'agit; — Attendu qu'on ne peut argumenter des dispositions de la loi de niv. an 2, expliquées par l'art. 16 de la loi du 22 vent. suivant, dès lors que celles du 5 flor. an 3 et du 3 vend. an 4, ont révoqué tout ce que celle de l'an 2 pouvait contenir de rétroactif; qu'ainsi l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluvi. an 5 a déclaré que les institutions contractuelles et autres dispositions irrévocables de leur nature, stipulées en ligne directe, avant la publication de la loi du 7 mars 1793, sortiraient leur plein et entier effet conformément aux anciennes lois; — Attendu enfin que les arrêts de cette Cour, du 5 déc. 1815, et du 25 nov. 1816 invoqués par les demandresses, ont été rendus au sujet d'actes qui, dans la réalité, présentaient tous les caractères de dispositions à cause de mort, au lieu que dans l'espèce il est question d'une véritable institution contractuelle, irrévocable de sa nature; — Rejette, etc.

Du 18 janv. 1820. — Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lasaudade. — Rapp., M. Hueton de Castellamonte. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Nicod.

CONCORDAT. — FAILLITE. — FEMME. — TRANSPORT. — NOTIFICATION. — SAISIE-ARRÊT.

Lorsqu'un commerçant failli passe un concordat avec ses créanciers, et que sa femme, intervenant au concordat comme obligée ou caution, fait, aux créanciers de la faillite, cession de tous ses droits, le concordat homologué n'a pas d'effet à l'égard des créanciers de la femme, étrangers au concordat. — Ainsi, ils peuvent faire, à son égard, et sur toutes les valeurs pour lesquelles il n'y a pas eu de

tribunal de cassation du 23 fruct. an 8, et les arrêts en sens divers qui y sont indiqués.

(1) V. conf., Cass. 22 déc. 1812 (aff. Claverie). — V. aussi sur cette question, et celles qui s'y rattachent, la note qui précède un jugement du

transport notifié, toutes saisies-arrêts que comporte le droit commun. (Cod. proc. civ., 557; Cod. civ., 185 et 1690; Cod. com., 523 et 524.)

(Coëffier — C. Larrand.)

Le 19 août 1815, le sieur Binard, en état de faillite, passa un concordat avec ses créanciers, dans lequel intervint la dame Binard son épouse, comme coobligée solidaire. Il est dit dans cet acte que la dame Binard avait signé des billets avec son mari : qu'elle pourrait peut-être avoir des moyens de s'affranchir de leur paiement ; mais qu'il convient à toutes les parties de traiter ; qu'en conséquence, les créanciers se contentent de 15 p. 100 de leurs créances, en moyen, entre autres, de la délégation que la dame Binard fait à leur profit, du prix de deux maisons par elle vendues 28,000 fr. — Ce concordat fut homologué, le 9 sept. suivant, sur le rapport du juge-commissaire de la faillite Binard, et le même jugement d'homologation déclara le concordat obligatoire pour tous les créanciers signataires ou non signataires.

En cet état, et le 19 mars 1816, se présente la dame veuve Coëffier, comme créancière d'une rente viagère à elle due conjointement et solidairement par le sieur et dame Binard ; elle n'avait point figuré au concordat du 19 août précédent, mais elle a fait procéder à des saisies-arrêts entre les mains des acquéreurs des deux maisons vendues par la dame Binard, et introduit une instance en validité. — Dans cette instance, intervient le sieur Larrand, en qualité de syndic des créanciers des sieur et dame Binard. Il soutient que les saisies-arrêts de la dame Coëffier sont nulles, en ce qu'elles n'ont été faites que postérieurement au jugement d'homologation du concordat, par lequel la dame Binard avait déjà délégué, aux créanciers de la faillite de son mari, les sommes à elles dues par les acquéreurs de ses deux maisons ; que d'ailleurs la dame Coëffier n'ayant pas formé opposition au concordat, ni au jugement qui l'avait homologué, ce même concordat était devenu obligatoire pour elle comme pour tous les autres créanciers des sieur et dame Binard.

La dame Coëffier répond : que les cession et délégation, faites par le concordat, n'ont point été notifiées aux acquéreurs des maisons dont il s'agit, avant qu'elle eût elle-même procédé à des saisies-arrêts dans leurs mains ; qu'ainsi ces mêmes saisies-arrêts devaient être déclarées valables. Qu'au surplus, le concordat n'avait pas pu libérer la dame Binard de ses obligations envers ses créanciers personnels, qui n'avaient pas adhéré au traité par elle fait dans le concordat de son mari.

22 janv. 1817, jugement du tribunal civil de Brest, qui déclare nulles et de nul effet les saisies-arrêts formées par la dame Coëffier entre les mains des débiteurs de la dame Binard, par le motif que la dame Coëffier était liée par le concordat du 19 août 1815, homologué par jugement passé en force de chose jugée.

Appel, par la dame Coëffier, devant la Cour royale de Rennes ; — 24 fév. 1818, arrêt par lequel la Cour, considérant, comme les premiers juges : « que le jugement d'homologation a déclaré le concordat obligatoire pour tous les créanciers signataires et non signataires : qu'il n'a point été attaqué par la veuve Coëffier dans les formes prescrites, et qu'il a, par conséquent, conservé contre elle l'autorité que la loi attribue à une chose jugée ; que, dans cet état, la veuve Coëffier, se trouvant liée par le concordat du 19 août 1816, quoiqu'elle ne l'ait pas signé, n'aurait pu faire juger valables les saisies-arrêts établies par elle aux mains des débiteurs de Binard et de sa

femme, qu'après avoir obtenu la réformation du jugement d'homologation et fait prononcer la nullité du concordat par la Cour royale, ordonne que le jugement dont est appel sortira son effet. »

POURVOI en cassation par la dame Coëffier : — 1^o Pour violation de l'art. 557 du Code de proc. civ., en vertu duquel tout créancier porteur de titre peut saisir et arrêter entre les mains d'un tiers, les sommes et effets appartenant à son débiteur. — 2^o Pour violation de l'art. 1690 du Code civ., d'après lequel, le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur. Dans l'espèce, disait la dame Coëffier, il n'y a point eu de signification de transport faite aux débiteurs de la dame Binard ; donc, à l'égard des tiers et par conséquent de ses créanciers personnels, le transport ou la délégation par elle faite dans le concordat du 19 août 1815, était censée non avenue ; donc ce transport ne pouvait être un obstacle à la validité des saisies-arrêts pratiqués entre les mains des débiteurs de la dame Binard ; donc ces mêmes saisies-arrêts n'ont pu être déclarés nulles que par une violation manifeste de la loi. — 3^o Pour fautive application des art. 523 et 524 du Code de commerce, en ce que, si un concordat homologué est obligatoire, même pour les créanciers non signataires, cela ne peut s'entendre que des créanciers du failli. Or, disait la veuve Coëffier, le sieur Binard seul était failli, sa femme n'était intervenue au concordat que pour cautionner les quinze pour cent dont se contentaient les créanciers de son mari ; quant aux créanciers personnels de la dame Binard qui n'adhéraient pas au traité, ils ne pouvaient être liés par ce même traité ; le jugement d'homologation leur était également étranger, et des lors, ces créanciers personnels n'étaient obligés de former opposition, ni au concordat, ni au jugement d'homologation.

Pour le sieur Larrand, défendeur à la cassation, on répondait : que la dame Binard avait figuré dans le concordat ; que les créanciers entre lesquels il était intervenu, étaient non-seulement ceux du mari, mais aussi ceux de la femme ; que toutes les clauses en étaient communes tant à la femme qu'au mari ; que tous les créanciers indistinctement formaient une seule et même masse ; que le concordat ayant été homologué sans opposition, était devenu obligatoire pour les absents, créanciers de la femme, ainsi que pour les absents créanciers du mari ; que la veuve Coëffier était comme les autres créanciers signataires du concordat, créanciers du mari et de la femme ; qu'ainsi elle était liée par le concordat, tant comme créancière de la femme, que comme créancière du mari ; qu'elle n'a attaqué ni le concordat ni le jugement d'homologation, et que conséquemment elle est repoussée par l'autorité de la chose jugée. — Le sieur Larrand voulait écarter l'application de l'art. 1690 du Code civ., sur le fondement qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'une cession faite à une masse de créanciers dans un concordat homologué sans opposition : d'où il concluait que la cession était parfaite du créancier au cessionnaire, par le seul fait de la convention. — Enfin le sieur Larrand soutenait que l'art. 557 du Code de proc. civ. ne pouvait être invoqué, attendu que les sommes qui ont été l'objet des saisies-arrêts n'appartenaient plus à la dame Binard. — M. Jourde, avocat général, a conclu à la cassation.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR : — Vu les art. 1351, 1690 du Code civ., 557 du Code de proc. civ., 523 et 524 du Code de comm. — Attendu que, Binard seul ayant été déclaré en état de faillite, les formalités prescrites à l'égard des faillies n'ayant été remplies

qu'envers Binard, le jugement d'homologation du concordat n'ayant été rendu que sur la tête de Binard, ledit jugement restait étranger aux créanciers de la femme Binard qui n'avaient pas adhéré au traité par elle fait dans ledit concordat; — D'où il suit qu'en annulant les saisies-arrests formées par la veuve Coëffier au préjudice de la femme Binard, en vertu d'un acte authentique, et ce, sur le fondement du jugement d'homologation du concordat de Binard, l'arrêt attaque a violé l'art. 557 du Code de proc. civ., ainsi que l'art. 1690 du Code civ., et fausement appliqué les art. 1351 du Code civ., 523 et 524 du Code de comm.; — Casse, etc.

Du 19 janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze. — Rapp., M. Joubert. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Jousset et Guichard.

VOL. — AUVERGNE.

Le vol commis dans une auberge n'a le caractère d'un crime, qu'autant que son auteur était reçu dans cette auberge. En conséquence, ce vol ne peut être puni de la réclusion, si la déclaration du jury ne constate pas, conformément à l'arrêt d'accusation, que l'accusé logeait dans l'auberge. (Cod. pén., 386.) (1)
(Sophie Hamont.)

Du 20 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Pajot.

PROVISION. — VENTE. — HÉRITIÉR BÉNÉFICIAIRE.

La loi laisse entièrement à la discrétion des juges, de décider s'il y a ou non lieu d'exiger une caution pour sûreté des sommes adjugées à titre de provision. — En conséquence, un arrêt n'est pas susceptible de cassation, par cela seul qu'en condamnant un acquéreur à payer, à titre de provision, à l'héritier du vendeur, une portion de son prix, il dispense cet héritier de fournir caution, encore que l'acquéreur soit menacé dans sa possession, que des saisies-arrests aient été formées entre ses mains, et que l'héritier n'ait que la qualité d'héritier bénéficiaire.

(Jeudy — C. Rochefort-Santat.)

Du 20 janv. 1820. — Sect. req. — Rapp., M. Jaubert.

1^{re} et 2^e CHAMBRE D'ACCUSATION. — INSTRUCTION. — ARRÊT.

3^e PARTIE CIVILE. — CASSATION. — CHAMBRE D'ACCUSATION.

1^{re} Les chambres d'accusation sont investies du droit de décider si l'instruction d'une affaire a besoin ou non d'être complétée; et en conséquence d'en ordonner ou d'en refuser une nouvelle (2).

2^e Elles sont également compétentes pour décider qu'il ne résulte de la procédure aucun indice des crimes imputés aux prévenus, et pour déclarer qu'il n'y a lieu à suivre contre eux (3).

3^e En matière criminelle, la partie civile est non recevable à se pourvoir en cassation, contre un arrêt de la chambre des mises en accusation qui déclare n'y avoir lieu à suivre, lorsque le ministère public n'a pas lui-même formé de pourvoi. (Cod. inst. crim., 299, 408 et 412.) (4)

(1) Le principe sur lequel repose cet arrêt, est incontestable; mais le fait qui y a donné lieu a cessé d'avoir le caractère d'un crime: les lois des 25 juin 1824 et 28 avril 1832 ne lui ont reconnu que celui d'un simple délit. Cette question ne peut donc se reproduire dans la même espèce.

(Jourdan.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, 2^o relativement à l'arrêt rendu par la même Cour royale le 10 décemb. dernier, par lequel ledit Jourdan a été déclaré mal fondé dans sa demande tendante à ce que l'information fût continuée, qu'il a été déclaré que les témoins indiqués par Jourdan lui-même avaient tous été cités et entendus, et qu'il n'y avait pas lieu d'attendre un résultat plus positif d'une nouvelle information; que, d'après les art. 217 et 228 du Code d'inst. crim., la Cour royale était investie du droit de juger si une plus ample instruction pouvait être utile, et qu'il lui appartenait conséquemment de l'ordonner ou de la refuser; que, sous ce second rapport, le moyen ne pourrait donc encore présenter d'ouverture à cassation;

Attendu, 3^o qu'en jugeant que de la procédure il ne résultait aucun indice des crimes imputés aux prévenus, et en déclarant, en conséquence, qu'il n'y avait lieu de suivre contre eux, la Cour royale a usé du droit que la loi lui donne, et qu'à elle seule appartenait l'appréciation des charges; que, sous ce troisième rapport, le pourvoi est donc encore mal fondé;

Attendu d'ailleurs que, d'après les dispositions des art. 1^{er} et 3 du Code d'inst. crim., la partie civile ne peut exercer d'action en matière criminelle, qu'accessoirement à l'action de la partie publique, que, dans l'espèce, il a été jugé qu'il n'y avait pas lieu à suivre, par action publique, et que le ministère public ne s'étant point pourvu contre cette disposition de l'arrêt du 10 déc. dernier, le demandeur en cassation serait sans qualité pour l'attaquer; — Déclare François Jourdan tout à la fois mal fondé et non recevable dans son pourvoi, etc.

Du 20 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Odilon Barrot.

JURY. — DÉCLARATION. — NULLITÉ.

Lorsque la déclaration du jury ne présente pas avec clarté, l'opinion des jurés sur la non-culpabilité ou sur les degrés de culpabilité de l'accusé, la Cour d'assises peut exiger une nouvelle déclaration qui dissipe les doutes de la première (5).

Spécialement: Lorsqu'il a été posé aux jurés trois questions, l'une de tentative de viol, la seconde de tentative d'attentat à la pudeur avec violence, la troisième de savoir si ces tentatives ont été manifestées, et qu'à la seconde question il a été répondu: « Oui, l'accusé est coupable avec la dernière circonstance; » ce mot dernière ne pouvant se rattacher à la troisième question, si la réponse à cette question embrasse toutes les circonstances de la tentative qui y sont énoncées, est évidemment superflu et insignifiant, et la réponse porte sur la seule circonstance de la violence; néanmoins la Cour peut dans ce cas, demander aux jurés l'explication positive de leur déclaration.

(Carpenlier.)

Du 20 janv. 1820. — Sect. criminelle.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — CONTRAVENTION. — AMENDES. — CONFISCATION.

En matière de contributions indirectes, dès que

(2 et 3) V. dans le même sens, Cass. 13 fév. 1818.

(4) V. sur ce point, les observations qui accompagnent un arrêt conforme du 17 oct. 1811.

(5) V. dans le même sens, Cass. 9 mai 1811, et nos observations, F. aussi Cass. 6 mai 1813; 15 juin 1820; 4 juin 1822.

les faits de la contravention sont constants, les tribunaux ne peuvent, par aucune considération, se dispenser de prononcer la confiscation et l'amende, dans les cas prévus par la loi. (Décr. du 1^{er} germ. an 13, art. 39.) (1)

(Contributions indirectes — C. Viellé.)

Du 22 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Ropp, M. Chasle. — Concl., M. Huu, av. gén.

BOISSONS.—REFUS D'EXERCICE.—PROCÈS-VERBAL.

Un marchand de vins en gros ne peut être déclaré passible des peines applicables au refus d'exercice, comme ayant rendu impossible la vérification trimestrielle des préposés de la régie, en ne leur ouvrant pas ses celliers et magasins, s'il n'est pas constaté par le procès-verbal que les préposés l'aient sommé ou requis de leur ouvrir lesdits celliers et magasins, ni qu'il se soit refusé à faire cette ouverture. (L. du 28 avril 1816, art. 401.)

(Contributions indirectes — C. Blanchard.)
ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il n'est pas possible de révoquer en doute que les vérifications que les employés sont autorisés, par l'art. 101 de la loi du 28 avr. 1816, à faire, soit dans le cours, soit à la fin de chaque trimestre, chez les marchands de boissons en gros, pour constater les quantités de boissons restant en magasin, et le degré des esprits et eaux-de-vie, ou pour reconnaître si les boissons reçues et expédiées ont été soumises aux droits de circulation et autres dont elles sont passibles, doivent avoir lieu dans les celliers et magasins desdits marchands en gros, lesquels ne peuvent pas se dispenser d'ouvrir lesdits celliers et magasins, à toute réquisition des employés, et de leur en laisser l'entrée libre pour y faire les exercices nécessaires ; — Mais que, dans l'espèce, il n'a été constaté ni par le procès-verbal du 12 févr. 1818, ni par celui du lendemain 13, que les employés, qui se présentèrent chez le défendeur, l'aient sommé, ni même requis de leur faire l'ouverture de ses magasins et celliers, pour leur en procurer l'entrée, ni que celui-ci se soit refusé à faire cette ouverture ; qu'il offrit même aux employés toutes les preuves nécessaires pour constater que les quantités de boissons par lui reçues ou expédiées, depuis le dernier arrêté du trimestre, avaient été prises en charge, et avaient acquitté les droits de circulation et autres auxquels elles étaient assujetties, et que les employés ne l'interpellèrent même pas de leur expliquer comment et par quels moyens il entendait leur administrer les preuves qu'il offrait ; desquels faits, que le tribunal de Saint-Bricuc a déclarés et reconnus constants, il résulte que ce tribunal n'a violé ni l'art. 101 de la loi du 28 avr. 1816, ni aucune autre loi, en décidant qu'il n'y avait ni refus d'exercice, ni contravention constatée, et en confirmant le jugement de première instance de Guingamp, qui avait débouté la régie de ses demandes et l'avait condamnée aux dépens ; — Rejette, etc.

Du 22 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris.

VOITURES PUBLIQUES.—MAÎTRE DE POSTE.

— DÉCLARATION.—ESTAMPILLE.

Les maîtres de poste qui veulent exploiter une chaise ou un cabriolet allant en poste, sont soumis, pour cet objet, à toutes les obligations imposées aux entrepreneurs de voitures publiques. — Ainsi, ils doivent faire une déclaration préalable à la régie ; faire apposer une estampille sur leur chaise ou cabriolet, et ne pas la faire circuler sans que le conducteur soit muni d'un laissez-passer. (L. du 25 mars 1817, art. 115 et suiv.)

(Contrib. indir. — C. V^e Landet.)

Du 22 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris.

1^{re} RENTE FÉODALE. — MÉLANGE. —

2^{de} EVICTION. — GARANTIE. — VENDEUR.

1^{re} Une rente est féodale, ou mélange de féodalité dans le sens de la loi du 17 juillet 1793, bien qu'elle soit créée et qualifiée foncière, si, dans le même acte, et pour la même concession, des redevances féodales sont constituées, bien que les deux espèces de redevances soient établies par des dispositions distinctes (2).

2^{de} Lorsqu'un vendeur fait vente d'un objet sans garantie, cela s'entend sans garantie à exercer contre lui vendeur ; la clause de non garantie n'empêche pas l'acquéreur d'exercer tous recours en garantie contre des tiers, du chef de son vendeur.

Ainsi, celui qui a acheté des rentes féodales, devenues la propriété de son vendeur, au moyen d'un partage, avec garantie entre copartageants, est fondé lorsqu'il a succombé contre le débiteur de la rente, à intenter l'action en garantie contre le copartageant de son vendeur, bien que son vendeur lui ait vendu sans garantie. (C. civ., 884 et 885.) (3)

(Levassieur — C. Pouillet et Mathan.)

Par contrat du 29 sept. 1769, les sieurs de Mathan frères, ont consenti au profit du sieur Pouillet, le bail à fief d'une certaine étendue de terres vaines et vagues, moyennant un cens de 7 livres 10 sous, la soumission à la banalité, au paiement des droits seigneuriaux, et notamment, moyennant une rente foncière de trois cent cinquante boisseaux d'avoine.

La loi du 17 juill. 1793, abolitive de toutes reutes foncières féodales, même de celles simplement mélangées de féodalité, est survenue sans que le sieur Pouillet ait usé du bénéfice de cette loi, et sans qu'il ait cessé de servir au sieur de Mathan la rente de trois cent cinquante boisseaux d'avoine, dont le marquis de Mathan se trouvait alors seul propriétaire.

Le marquis de Mathan est décédé le 4 frim. an 6, laissant pour héritiers le marquis Georges de Mathan et la dame Ducluzel, son fils et sa fille.

Le 21 août 1801, un acte de partage entre le marquis Georges de Mathan et la dame Ducluzel, sa sœur, a placé dans le lot de la dame Ducluzel, avec la terre de Beaunay, la rente de trois cent cinquante boisseaux d'avoine payés par le sieur Pouillet. — Il est toutefois stipulé dans cet acte de partage « que s'il se rencontrait quelques-unes des reutes portées au présent partage, prescrites ou contestées, les parties en supporteraient la perte en commun. »

(1) Principe constant. F. Cass. 31 mai 1832; 11 fév. et 10 déc. 1825.

(2) F. dans le même sens, Cass. 12 et 20 germ. an 12; 23 vend., 5 germ., et 8 fruct. an 13; 31 août 1813; 27 juill. 1818, et les notes.

(3) En effet, le cessionnaire des droits d'un copartageant représente son vendeur ; et, à ce titre, il est admis à réclamer la garantie qu'aurait pu demander le vendeur s'il eût conservé ses droits. Sic, Vazeille, des Successions, sur l'art. 884, n^o 11.

En cet état, et par contrat du 16 mai 1808, la dame Ducluzel a vendu la terre de Beunay avec ses dépendances au sieur Levassieur.

Il est dit dans l'acte, 1^o que cette vente comprend les rentes en grains qui ont été abandonnées à la dame Ducluzel par l'acte de partage de 1801; 2^o que la dame Ducluzel n'entend céder ces rentes que telles qu'elles lui appartiennent, sans aucune garantie quant à leur nature ou à la solvabilité du débiteur; mais qu'elle subroge, toujours sans garantie, le sieur Levassieur en tous ses droits, privilèges et hypothèques résultant, soit des titres constitutifs des rentes, soit du partage du 21 août 1801, pour les exercer et faire valoir contre qui il appartiendrait à ses risques, perils et fortune.

Le sieur Pouillet, qui, jusque-là, avait payé aux héritiers de Mathan la rente de trois cent cinquante boisseaux d'avoine, sans exciper de la loi du 17 juill. 1793, refusa alors de continuer le service de cette rente, en faveur du sieur Levassieur qui en était devenu propriétaire.

Au mois de janv. 1811, le sieur Levassieur assigna le sieur Pouillet en paiement de la rente de trois cent cinquante boisseaux d'avoine, devant le tribunal de Dieppe; — Il assigna aussi, en garantie, le sieur Georges de Mathan.

Le 8 mai 1816, un jugement contradictoire a, par application de la loi du 17 juill. 1793, déclaré la rente dont il s'agit, abolie sans indemnité, et le sieur Levassieur mal fondé dans sa demande contre Pouillet; et, faisant droit sur la demande en garantie, a condamné le sieur Georges de Mathan, à garantir le sieur Levassieur, pour moitié, de la perte des trois cent cinquante boisseaux d'avoine, aux termes de l'acte de partage du 21 août 1801.

Le sieur de Mathan et le sieur Levassieur ont interjeté appel de ce jugement.

15 août 1817, arrêt de la Cour royale de Rouen, lequel, en ce qui touche l'appel du sieur Levassieur, maintient la disposition du jugement qui déclare supprimée la rente de trois cent cinquante boisseaux d'avoine, comme mélangée de féodalité; — Mais en ce qui touche le sieur de Mathan, réforme, en déchargeant en dernier de la garantie exercée contre lui; « attendu que le sieur Levassieur, acquéreur en 1808, n'avait pas pu entendre acheter de la dame Ducluzel, comme faisant partie de son acquisition, la rente de trois cent cinquante boisseaux d'avoine, puisqu'elle avait été supprimée sans indemnité, comme créée par un acte mélangé de féodalité; — que d'une part la dame Ducluzel, en subrogeant le sieur Levassieur en ses droits, privilèges et hypothèques résultant, soit des titres constitutifs de la rente, soit du partage de 1801, annexé au contrat, avait stipulé que la subrogation était sans garantie de sa part; — que si le sieur Levassieur ne pouvait en conséquence avoir aucun recours contre la dame Ducluzel, à fortiori, ne pouvait-il pas s'adresser au sieur de Mathan, avec lequel il n'avait pas traité, et lequel n'avait pris aucun engagement avec lui. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Levassieur. — Il présente deux moyens contre l'arrêt dénoncé; 1^o fausse application de la loi du 17 juill. 1793, en ce que la Cour royale de Rouen avait déclaré supprimée une rente féodale, créée seulement pour prix d'une concession de fonds, et qui n'avait en elle-même rien de féodal;

2^o Violation des art. 884 et 885 du Code civ.,

relatifs à la garantie due entre les copropriétaires, et violation encore de l'art. 1134 du même Code, qui dispose que les conventions légalement formées, tiennent lieu de loi aux parties qui les ont faites.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu les art. 884, 885 et 1134 du Code civ.; — Considérant que la Cour royale de Rouen a fait une juste application de la loi du 17 juill. 1793, et autres lois relatives à la suppression de la féodalité, rappelées dans les motifs de son arrêt, en jugeant que la rente foncière de 350 boisseaux, dont il s'agit, était comprise dans la suppression prononcée par ces lois, parce qu'elle avait été créée par un contrat mélangé de féodalité, dans lequel Pouillet s'était obligé à payer outre ladite rente un cens de 7 livres 10 sous et autres droits seigneuriaux; qu'ainsi il y a lieu de maintenir cette première disposition de l'arrêt;

Mais qu'il n'en est pas de même de la disposition par laquelle, en infirmant en ce chef le jugement du tribunal civil de Dieppe, la Cour royale a renvoyé le sieur de Mathan, de la demande en garantie formée contre lui; qu'à cet égard, l'arrêt contrevient expressément, et sans qu'aucun de ses motifs puisse justifier cette contravention, tant aux art. 884 et 885 du Code civ., relatifs à la garantie due entre copropriétaires, qu'à la convention stipulée relativement à cette même garantie entre le sieur de Mathan, et la dame Ducluzel, aux droits de laquelle Levassieur a été subrogé généralement par son contrat d'acquisition du 16 mai 1808, convention qui, aux termes de l'art. 1134 du Code civ., tenait lieu de loi aux parties contractantes et à leurs ayants cause; par ces motifs, — Casse et annule l'arrêt de la Cour royale de Rouen, du 16 août 1817, dans la disposition seulement par laquelle cette Cour a déchargé le sieur de Mathan de la garantie exercée contre lui par Levassieur; — Renvoie, etc.

Du 25 janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Poriquet. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Mathias, Jousseaume et Jarre.

COLONIES. — OCCUPATION ÉTRANGÈRE. —

JCOUENS.

Du 25 janv. 1820 (aff. Beaudenon Delançaise). — Cour roy. de Bordeaux. — V. cet arrêt, cité par erreur comme étant de la Cour de cassation, à la même date dans la 2^e part. de ce volume.

ENREGISTREMENT. — PRESCRIPTION.

Un droit de mutation à percevoir sur un acte qui a été déposé entre les mains d'un receveur, est prescrit, lorsqu'après avoir signifié une contrainte pour le recouvrer, il laisse expirer deux années sans y donner suite, parce qu'ayant été mis à portée d'effectuer sa perception, il doit s'imputer de ne pas l'avoir faite. (L. du 22 frim. an 7, art. 61, n. 1.) (1)

(Enregistrement — C. Klin.)

Du 25 janv. 1820. — Sect. req. — Rapp., M. Botton. — Concl., M. Lebeau, av. gén.

ENQUÊTE. — DÉLAI. — APPEL.

Le délai fixé par l'art. 257, Code proc. civ., pour commencer l'enquête, n'est point suspendu pendant la durée des délais de l'appel. — Il n'en est pas comme du délai de l'opposition. (Cod. proc. civ., 457.) (2)

(1) Sic, Teste Lebeau, *Dictionn. analyt. des arr. d'enr.*, v. *Prescription*, n. 3. V. dans le même sens, Cass. 30 déc. 1819.

(2) V. conf., Paris, 23 mars 1810; Rennes, 1^{re} fév. 1821; Cass. 9 mars 1836 (Volume 1836). — V. aussi dans le même sens, l'arrêt rendu par la

(Brunet—C. Dupeyron.)

25 août 1813, jugement interlocutoire du tribunal de première instance de Toulouse, qui, dans une contestation entre les sieurs Brunet et Dupeyron, ordonne une vérification par experts, et autorise en outre les parties à prouver tant par titres que par témoins, les faits par elles articulés.

8 sept., signification de ce jugement à l'avoué de Dupeyron. — 20 du même mois, appel de la part de Dupeyron. — 29 juill. 1814, arrêt de la Cour royale de Toulouse, qui confirme.

En cet état de choses, Dupeyron veut procéder à l'enquête, et il en fait ouvrir le procès-verbal.

Brunet prétend que l'enquête n'a pu être commencée après l'expiration du délai de rigueur fixé par l'art. 257 du Code de proc.; ce délai, dit-il, est de huitaine, à partir du jour de la signification du jugement; dans l'espèce, le jugement a été signifié le 8 sept. 1813; par conséquent, le délai a expiré le 16 du même mois; la seule exception à cette règle rigoureuse est celle introduite par l'art. 257 lui-même, portant, dans sa disposition finale, que si le jugement est susceptible d'opposition, le délai de huitaine ne court que du jour de l'expiration des délais de l'opposition; ainsi, on ne peut admettre une autre exception, et prétendre que le délai de l'enquête n'a point couru pendant les délais de l'appel.

15 janv. 1815, jugement du tribunal de première instance qui déclare l'enquête nulle, comme n'ayant pas été commencée dans le délai prescrit par l'art. 257 du Code de proc.

Appel de la part de Dupeyron. — 21 juill. 1817, arrêt de la Cour royale de Toulouse, qui infirme la décision des premiers juges par les motifs suivants : « Attendu que d'après l'art. 451 du Code de proc. civ., il est permis d'appeler des jugements interlocutoires, et que, suivant l'art. 443 du même Code, le délai de l'appel est de trois mois, à compter de la signification à personne ou à domicile; que Dupeyron étant dans l'intention d'appeler du jugement du 23 août 1813, loin que la loi lui fit un devoir d'acquiescer à ce jugement, en commençant son enquête, il devait se garder de donner un pareil acquiescement pour ne pas rendre son appel non recevable; que l'appel qu'il avait interjeté de ce jugement avait eu un effet essentiellement suspensif; que l'art. 257 du Code de proc. civ. est seulement applicable au cas où le jugement est respectivement acquiescé par les parties; qu'on ne peut admettre un système contraire sans prêter au législateur la plus grave conséquence; puisque, d'un côté, il autoriserait l'appel, tandis que de l'autre, il contraindrait l'appelant à un acte d'exécution contraire à ce même appel. »

POURVOI en cassation de la part de Brunet,

Cont. royale d'Agas, le 20 juill. 1824, sur le renvoi prononcé par celui que nous rapportons ici. V. encore Riom, 15 mars 1830. — Au surplus, la question résolue par ces divers arrêts est entièrement distincte de celle de savoir si l'appel lui-même est suspensif du délai accordé pour commencer l'enquête, question généralement résolue par l'affirmative, aussi bien par les auteurs que par les arrêts. (V. Poitiers, 22 janv. 1828; Orléans, 29 nov. 1828; Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 991, et son annotateur Chauveau.) Quant aux arrêts ci-dessus, ils ont eu pour objet de résoudre la question toute différente de savoir si le délai de l'enquête était suspendu par les délais de l'appel. C'est donc à tort que M. Thomine Desmazures, t. 1, p. 445, a vu, dans l'arrêt que nous rapportons ici, qui décide la négative, une doctrine contraire aux premiers arrêts cités qui, sur l'autre question, se sont prononcés pour

pour violation de l'art. 257, et fausse application des art. 451 et 457 du Code de proc. civ.

Dans l'intérêt du demandeur on a dit : — La disposition de l'art. 257 est claire et formelle; il ne peut y avoir d'équivoque sur la durée du délai qu'il fixe pour commencer l'enquête; les termes dans lesquels il est conçu repoussent toutes exceptions autres que celle expressément établies dans sa disposition finale; si d'ailleurs on recherche les motifs qui ont animé le législateur, on voit combien il est important de ne pas étendre sous différents prétextes la durée du délai dans lequel l'enquête doit être commencée. En effet, le législateur a voulu en admettant la preuve testimoniale éviter autant que possible des dangers qu'elle présente; par conséquent il a cherché à écarter tout ce qui pouvait faire craindre que les témoins fussent exposés à l'influence des suggestions étrangères, et rien n'était plus propre à atteindre ce but que la brièveté des délais pour commencer et terminer l'enquête. — Le législateur s'est écarté de la sévérité du principe dans un cas, et a suspendu le cours du délai de l'enquête, pendant la durée du délai de l'opposition, mais il est évident qu'il s'est voulu accorder la même faveur pour les délais de l'appel; il aurait formellement exprimé son intention à cet égard.

— L'arrêt dénoncé a cherché à combattre ce système, en montrant qu'il aurait des conséquences qui étaient en contradiction avec les art. 443, 451, 457 du Code de proc. civ. D'une part, il a dit qu'il était absurde de forcer la partie qui avait intention d'appeler du jugement qui ordonnait l'enquête, à commencer l'enquête et à acquiescer au jugement par cet acte d'exécution; que d'un autre côté, prétendre que la partie devait interjeter appel dans le délai fixé pour commencer l'enquête, c'était réduire arbitrairement les délais de l'appel à une durée moindre que celle fixée par l'art. 443; que, dans tous les cas, c'était méconnaître le principe consacré par l'art. 457, portant, que l'appel des jugements définitifs et interlocutoires est suspensif, si le jugement ne prononce pas l'exécution provisoire. — Mais l'exécution que donnerait la partie au jugement, en commençant l'enquête, ne pourrait être regardée comme acquiescement, puisque ce serait une exécution forcée; au surplus, il y a un moyen de prévenir toute difficulté à cet égard, en faisant dans le premier acte, des réserves expresses.

En second lieu, la partie conserve le droit d'interjeter appel du jugement qui ordonne l'enquête pendant trois mois; seulement, si l'appel n'est émis qu'après l'expiration du délai fixé pour commencer l'enquête, il n'a point l'effet d'empêcher que l'enquête soit continuée; le jugement doit être considéré, dans ce cas, comme ayant or-

l'affirmative. Tous les auteurs ont tenu compte de la différence qui existe entre les deux questions, et ils ont approuvé la jurisprudence qui s'est formée sur l'une et sur l'autre. V. Carré, *loc. cit.*, quest. 1005, et son annotateur Chauveau; Berriat Saint-Prix, p. 289, note 27; Favard de Langlade, *v° Enquête*, sect. 1^{re}, § 2, n° 3; Boncœur, tom. 4, p. 253. — Cependant sur la question spéciale résolue par la décision ci-dessus, Chauveau, *loc. cit.*, mentionne deux arrêts de la Cour de Paris, des 15 janv. 1830 et 17 mars 1832, par lesquels cette Cour revenant sur la jurisprudence qu'elle avait consacrée dans son arrêt déjà cité du 23 mars 1810, a annulé le jugement qui avait déclaré la partie, qui avait laissé expirer le délai pour procéder à la contre-enquête, de la déclaration qu'elle avait encourue, lorsqu'il avait été interjeté avant la clôture de l'enquête de son adversaire.

donné l'exécution provisoire; en un mot, si la partie veut suspendre l'enquête, il faut qu'elle interjette appel dans le délai accordé pour la commencer, et de cette manière, les art. 257, 445 et 457 se concilient sans aucune difficulté.

Pour le défendeur on répondait :

En premier lieu, notwithstanding les réserves que fait une partie, en exécutant un jugement, souvent son exécution est regardée comme un acquiescement; ainsi la partie qui a l'intention d'interjeter appel d'un jugement qui ordonne une enquête, ne peut commencer cette enquête, sans s'exposer à créer contre elle une fin de non-recevoir insurmontable. Examinons si en effet la partie est placée dans cette alternative par l'art. 257. Le but du législateur a été de fixer par sa disposition, les délais dans lesquels on doit commencer l'enquête; il a voulu qu'après le délai expiré, l'exécution du jugement ne fût plus possible; mais cette règle doit nécessairement être modifiée toutes les fois qu'il y a une cause qui suspend l'exécution du jugement : or, l'art. 457 du Code de proc., déclare expressément que l'appel des jugemens soit définitifs, soit interlocutoires, est suspensif; il faut donc reconnaître qu'à moins d'une exception formelle, qu'on ne trouve nulle part, l'appel d'un jugement qui ordonne une enquête a pour effet de suspendre le cours du délai dans lequel elle doit être commencée. — Cependant on soutient que l'enquête ne sera suspendue, que tout autant que l'appel aura été interjeté dans le délai de huitaine; c'est dire que dans le cas où l'appel est interjeté dans le délai, il suspend l'exécution; que lorsque l'appel n'est interjeté qu'après l'expiration du délai, l'exécution n'est point suspendue; c'est regarder le jugement tantôt comme exécutoire, tantôt comme non exécutoire par provision : or, sur quel se fonde-t-on pour établir cette distinction? Si le principe que l'appel des jugemens est suspensif reçoit une exception aux termes de l'art. 257, il faut que cette exception soit entière, c'est-à-dire que l'appel ne soit pas suspensif à quelque époque qu'il ait été interjeté; ainsi tombe la distinction établie par le demandeur; cependant elle pouvait seule donner quelque apparence de raison à son système. — D'ailleurs, si en effet la partie ne pouvait suspendre l'exécution du jugement qu'en interjettant appel dans le délai accordé pour commencer l'enquête, comme aux termes de l'art. 449, aucun appel n'est recevable dans la huitaine qui suit la prononciation du jugement, on voit que la partie devrait user de la plus grande célérité, et que souvent elle n'aurait qu'un jour ou deux pour interjeter appel.

Enfin, on s'est fondé, pour interpréter l'art. 257 d'une manière aussi rigoureuse, sur l'intention manifestée par le législateur de ne pas laisser, entre le jugement qui ordonne l'enquête et son exécution, un intervalle dans lequel on puisse séduire les témoins; mais, de l'aveu même du demandeur, si l'appel est interjeté dans la huitaine, l'enquête sera suspendue jusqu'à l'arrêt confirmatif; ainsi, les motifs qui ont déterminé le législateur à fixer un bref délai pour commencer et finir l'enquête, ne peuvent pas, dans ce cas plus que dans l'autre, faire fléchir le principe qui attribue à l'appel un effet suspensif. — On insiste principalement sur ce que l'art. 257 établit une exception pour les délais de l'opposition, d'où l'on conclut que si le législateur avait eu l'intention d'en admettre une pour les délais de l'appel, il n'eût pas manqué de le dire expressément. —

D'une part, on doit regarder la disposition finale de l'art. 257, comme une énonciation superflue et surabondante d'une règle qu'on aurait nécessairement déduite de la combinaison de l'art. 257 avec l'art. 135, portant que les jugemens par défaut ne peuvent être exécutés avant l'échéance de la huitaine de la signification. — Cependant il y a un motif qui a pu déterminer le législateur à s'expliquer formellement à l'égard des délais de l'opposition, et à garder le silence sur les délais de l'appel; il a peut-être pensé que l'art. 257 étant placé après l'art. 135, on pourrait regarder le premier comme établissant une dérogation au second; tandis que le rang qu'occupe l'art. 257 n'a pu laisser concevoir la même crainte. — En résumé, le principe qui déclare que l'appel est suspensif ne reçoit point d'exception formelle dans l'art. 257; l'arrêt dénoncé qui a refusé de l'établir est donc à l'abri de toute critique.

M. Cahier, avocat général, a conclu à la cassation.

ARRÊT.

LA COUR. — Vu l'art. 257 du Code de proc. civ.; attendu que la disposition de cet article est précise et générale; qu'elle n'établit pas de distinction entre les jugemens acquiescés par les parties et ceux que l'une ou l'autre d'elles peut avoir l'intention d'attaquer par l'appel, et que le juge ne peut distinguer où la loi ne distingue pas; que la généralité de la disposition contenue dans cet article est encore confirmée par l'exception unique, formellement prononcée dans le second paragraphe pour les jugemens susceptibles d'opposition; que si le législateur eût entendu suspendre l'enquête pendant le délai de l'appel, comme il le faisait pendant le délai de l'opposition, la simple addition des mots *ou d'appel*, suffirait pour étendre l'exception à ce cas; que, puisqu'il ne l'a pas fait, on doit conclure de son silence, qu'il n'a pas voulu accorder aux délais prolongés de l'appel, la faveur qu'il accordait aux délais abrégés de l'opposition; que d'ailleurs les délais de l'appel n'ont rien de commun avec ceux de l'enquête, dont la brièveté n'a pas été admise sans des motifs graves; — Et attendu que, dans l'espèce, il est reconnu que le jugement qui ordonnait l'enquête est du 25 août 1813; qu'il avait été signifié à l'avoué du sieur Dupeyron le 8 septembre, et que ce n'est cependant que le 20 du même mois, c'est-à-dire douze jours après la signification, quatre jours après l'expiration de la huitaine, que l'appel a été interjeté; qu'alors la faculté du délai pour l'enquête était acquise, et que la loi prononçait la nullité de celle qui n'était faite postérieurement; d'où il suit que l'arrêt qui a jugé cette enquête valable a contrevenu audit art. 257, et fait une fautive application des art. 443 et 451; — Casse, etc.

Du 25 janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Guichard et Naylies.

ACTE AUTHENTIQUE. — FOI. — INSCRIPTION DE FAUX.

La foi due aux actes authentiques peut être détruite, sans inscription de faux, par de simples présomptions, lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, et lorsque des aveux et des actes postérieurs impliquent contradiction avec les actes qu'on prétend maintenir. (Cod. civ., 1319 et 1322.) (1)

(Delocre — C. Rémy et consorts.)

Le sieur Delocre avait été chargé par le sieur

(1) La règle est certaine lorsque, sans contester l'existence de la convention, on soutient qu'elle a

été extorquée par dol, fraude, violence ou erreur. V. Solon, *Théorie des nullités*, t. 1, n° 563.

Pouillande, le sieur et dame Remy, et la dame veuve Remy, de vendre divers biens leur appartenant, et de liquider les dettes qui grevaient ces biens. — Ulérieurement, il obtint de ses mandans, sans arrêté de compte et sans remise de pièces, une décharge de sa gestion : — Un jugement du tribunal d'Arras, du 3 août 1814, l'obligea néanmoins à rendre un compte détaillé, et ce compte ayant été présenté et débattu, un nouveau jugement par défaut, du 7 juin 1815, déclara le sieur Delocre reliquataire de 14,130 fr. envers le sieur et dame Remy et consorts. — Sur l'appel, les débats du compte ont été renouvelés devant la Cour de Donal. — Entre autres contestations, les sieur et dame Remy et consorts ont prétendu, 1^o Que la recette devait être augmentée du prix de deux ventes sous seing privé, par eux faites au sieur Delocre lui-même, et du prix d'une vente notariée passée devant Delocre. — 2^o Que la dépense devait être diminuée du montant de deux sommes préteudues payées au sieur Lemaire, fondé de leur procuration, mais qui n'était que le prête-nom du sieur Delocre.

Le sieur Delocre a répondu, quant aux ventes, que la numération d'espèces, faite aux vendeurs eux-mêmes, était constatée par les actes; que foi était due à ces actes, et qu'il ne pouvait être comptable des sommes dont ils constataient la libération. — Et qu'à l'égard des sommes payées à Lemaire, fondé de pouvoirs des sieur et dame Remy et consorts, elles étaient constatées par des quittances régulières; que l'une de ces quittances était même revêtue de l'approbation et de la signature du sieur Pouillande.

Par arrêt du 1^{er} juin 1816, la Cour de Donal a condamné le sieur Delocre à payer aux sieur et dame Remy et consorts 11,737 fr. dont elle le déclare reliquataire, et 1200 fr. de dommages et intérêts. Voici les motifs de cet arrêt : — « Considérant qu'il résulte des débats et des pièces produites, que le notaire Delocre a été chargé de vendre les biens et de payer les dettes de M. Pouillande; qu'entre les ventes dont il a porté le prix dans la recette de son compte, il a, les 17 et 31 mars 1813, acheté lui-même deux portions de ces biens, pour le prix total de 3,475 francs; — Que le 5 janv. 1814, d'autres biens appartenant à Remy, caution de la Pouillande, ont été vendus à Languier pour 5,800 fr.; — Qu'à la vérité les contrats énoncent, que le prix de chaque vente a été payé aux vendeurs; — Mais que, d'abord, les biens vendus étant grevés de plusieurs inscriptions hypothécaires, et la vente n'ayant pour objet que de liquider les dettes des propriétaires déjà poursuivis, le prix de ces biens devait être payé non aux vendeurs, mais aux créanciers; — Que, dans le fait, le notaire Delocre a allégué divers paiements faits par lui, dans un temps voisin des ventes, à plusieurs créanciers; — Que lui-même, sur le produit de la vente faite à Languier, a retenu 1190 fr. dont il a dûnté quittance; — Que, par ces allégations et par les pièces produites à l'appui, Delocre a non-seulement affaibli, mais détruit la foi due aux actes en question, au moins quant aux paiements supposés faits aux vendeurs; que Delocre qui a payé les dettes de ces vendeurs, ne l'a fait qu'avec le produit des ventes; qu'il n'a pu en même temps compter le prix à ses vendeurs et à leurs créanciers; d'où il suit qu'il doit porter en recette le prix des mêmes ventes, sauf à lui allouer en dépense, comme il sera dit ci-après, tous les paiements reconnus ou justifiés;

« Considérant que, pour établir le paiement supposé d'une somme de 4,800 fr., le notaire Delocre produit une quittance signée Lemaire, mais

qu'à l'audience Delocre a avoué en propres termes que ce Lemaire n'est qu'un homme du paille, mis en avant par lui; que, par conséquent, la signature Lemaire ne peut prouver le paiement énoncé dans la quittance; quo d'un autre côté, le même notaire Delocre a allégué, à la même audience, qu'avant la vente dont il s'agit, il avait compté à Pouillande 3,500 fr. et depuis la vente, 1200 francs, à la femme dudit Pouillande; que, par ces allégations, Delocre détruit lui-même, le peu de confiance qu'aurait pu inspirer la quittance de Lemaire et la reconnaissance de Pouillande, en marge de cette quittance; que n'ayant plus de titre à cet égard, Delocre doit s'en rapporter à la déclaration des intimés qui, au lieu de 4,800 fr., n'allouent que 2,300 fr. — Quant à la somme de 1680 fr. produit de la vente d'Avoties, faite le 4 juill. 1813, et que Delocre, art. 86 de son chapitre de dépenses, prétend avoir été payée par lui à Lemaire, et par Lemaire à Pouillande; — Considérant qu'il est prouvé dans la cause que le 2 juill., c'est-à-dire deux jours avant ladite vente 2,000 fr. avaient été délégués à Sauvage sur le prix à en provenir; que, par conséquent, le produit devait être compté à Sauvage et non à Lemaire; que le notaire Delocre, qui avait rédigé l'acte, ne pouvait l'ignorer; que la quittance de Lemaire, reconnue l'homme de paille de Delocre, ne prouve rien contre les aveux dudit Delocre et contre les pièces qu'on lui oppose; qu'en conséquence, ledit article doit être réduit à 200 fr., etc. »

Pourvoi en cassation par M. Delocre, fondé sur la violation des art. 1319 et 1322 du Code civ.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le moyen pris de la prétendue violation des articles 1319 et 1322 du Code civil, que la Cour royale de Douai chargée de l'examen et de l'appréciation du compte rendu par Delocre, et par lequel il se prétendait libéré envers les défendeurs, au moyen des pièces et quittances qu'il produisait à l'appui du compte, a constamment eu le droit en partant du commencement de preuve par écrit qu'elle a reconnu exister au procès, des aveux de Delocre dans le cours des débats du compte, de la production d'actes postérieurs à ceux dont il prétendait faire résulter la démonstration de sa libération, de décider que la lecture de ces derniers actes ne permettait plus de croire à la sincérité du contenu dans les premiers, et que, de toutes ces déclarations de fait qui sont bien certainement dans ses attributions, il résultait que le sieur Delocre devait porter en recette la somme dont il avait espéré se faire décharger en représentant des quittances qui ne pouvaient plus faire foi de leur contenu : d'où il suit qu'en prononçant ainsi, cette Cour a point violé les articles du Code invoqués par le demandeur; — Rejette, etc.

Du 26 janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Minier. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Mathias et Petit de Gatines.

PREScription. — Loi spéciale. — Évasion DU RAGNE.

Les règles générales établies par le Code d'instruction criminelle pour la prescription des crimes, n'ont pas dérogé aux règles spéciales établies pour la prescription des actions résultant de certains crimes et délits. (Cod. inst. crim., 643.) (1)

(1) Y. Mangin, *Traité de l'act. publ.*, t. 2, p. 154. V. aussi Cass. 7 fév. 1840, et la note placée sous cet arrêt.

La prescription des crimes qui sont de la compétence des tribunaux maritimes, notamment celle de trois ans relative au délit d'évasion du bagne, réglee par l'art. 57 du tit. 1^{er} de la loi des 20 sept.-12 oct. 1791, n'a été abrogée par aucune loi postérieure.
(Jammes.)

Le nommé Pierre Jammes s'est évadé du bagne de Gènes, le 13 juin 1812. — Arrêté à Perpignan, au mois de sept. 1813, il a été conduit au bagne de Rochefort, et transféré à celui de Lorient le 3 juin 1818, pour y finir sa peine.

Mais au mois d'août 1819, il a été traduit, en vertu des ordres de S. E. le ministre de la marine, devant le tribunal maritime spécial de Lorient, pour y être jugé sur son évasion du bagne de Gènes, qui remontait au 13 juin 1812.

Devant ce tribunal, Pierre Jammes a opposé la prescription de trois ans, établie par l'art. 57, tit. 1^{er} de la loi des 20 septembre-12 oct. 1791, constitutive des Cours maritimes, portant : « Il ne pourra être intenté aucune action criminelle pour raison d'un crime, après trois années révolues, lorsque, dans cet intervalle, il n'aura été fait aucune poursuite. » — Mais le tribunal maritime, appliquant à la cause la disposition de l'art. 637 du Code d'inst. crim., qui n'établit de prescription en matière criminelle, qu'après dix ans révolus, à compter du jour où le crime a été commis, a condamné Jammes à trois ans de travaux forcés, conformément l'art. 1^{er} de l'ordonn. royale du 2 janv. 1817, et à l'art. 16, tit. 3 de la loi des 20 sept. et 12 oct. 1791.

Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu le réquisitoire du procureur général en la Cour, présenté en exécution de l'ordre formel du garde des sceaux, ministre de la justice, dans sa lettre du 29 décembre dernier, conformément aux dispositions de l'art. 441 du Code d'inst. crim., ledit réquisitoire tendant à l'annulation d'un jugement rendu le 19 août 1819, par le tribunal maritime spécial du port de Lorient, contre Pierre Jammes, accusé d'évasion des bagues; statuant sur ce réquisitoire : — Vu les art. 484 du Code pén., et 643 du Code d'inst. crim.; — Vu aussi l'art. 57, tit. 1^{er} de la loi du 12 oct. 1791, sur l'organisation des Cours maritimes, qui a fixé le délai de la prescription pour les crimes qui sont de la compétence des tribunaux maritimes; — Attendu que les lois sur la juridiction militaire de terre et de mer sont des lois spéciales qui ont réglé des matières particulières que le Code pénal n'a pas comprises dans ses dispositions; qu'aux termes de l'art. 484 du Code, elles doivent donc continuer d'être observées; que, d'après l'art. 643 du Code d'inst. crim., les règles générales que ce Code a établies pour la prescription des crimes, n'ont point dérogé à celles que des lois spéciales avaient ordonnées pour la prescription des actions résultant de certains crimes ou délits; que la prescription pour la poursuite des crimes qui doivent être jugés par les tribunaux maritimes, a été régie par l'art. 57, tit. 1^{er} de la loi du 12 oct. 1791, qui n'a été abrogée par aucune loi postérieure sur cette matière; que les règles générales du Code d'inst. crim., sur la prescription, ne sont donc pas applicables à ces crimes; — Et attendu néanmoins que le tribunal maritime spécial du port de Lo-

rient, saisi de la poursuite du crime d'évasion des bagnes, dont était accusé Pierre Jammes, n'a pas prononcé sur l'exception de prescription par lui réclamée d'après les dispositions dudit art. 57, tit. 1^{er} de la loi du 12 oct. 1791, qui était la loi spéciale de la matière; qu'il a jugé cette exception et l'a rejetée, d'après les règles portées dans l'art. 637 du Code d'inst. crim.; en quoi ce tribunal a fait une fautive application de cet article, et violé ledit art. 57, tit. 1^{er} de la loi du 12 oct. 1791; — Casse, etc.

Du 27 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Berris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Hua, av. gén.

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — FÊTE PUBLIQUE. — DRAPEAU.

La maire qui prescrit aux habitants d'une commune, par un règlement de police, d'arborer aux croisées de leurs maisons, un drapeau pour la célébration d'une fête, excède les limites de ses attributions, et le tribunal de police ne doit appliquer aucune peine aux contrevenants. (L. des 16-24 août 1790, tit. 2, art. 3; L. des 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 46.) (1)

(Baux et autres.)

6 sept. 1819, jugement du tribunal de police du canton de Mazamet, qui condamne les sieurs Baux, Alquier, Griffoulet, Chabbert et Sabbatier, chacun en l'emende de 6 fr. pour contravention à un arrêté du maire de la commune de Mazamet, en date du 21 août précédent, lequel arrêté enjoignait à tous les habitants d'arborer un drapeau blanc à leurs maisons le jour de la Saint-Louis.

Ce tribunal avait considéré que l'arrêté du maire de Mazamet, en date du 21 août 1819, avait été pris dans le cercle des attributions de l'autorité municipale, et que la contravention à cet arrêté, bien qu'elle ne fût prévue par aucun texte de loi spécial, rentrait cependant dans l'application de l'art. 475, n^o 1 du Code pén., lequel prononce une amende de 6 à 10 fr. pour toute contravention aux bans de vendanges et autres bans autorisés par les règlements.

Les sieurs Baux, Alquier, Griffoulet et emports, se sont rendus appelants de cette condamnation devant le tribunal de police correctionnelle de Castres.

24 nov. 1819, jugement confirmatif en ces termes : « Attendu qu'aux termes du § 3 de l'art. 3 tit. 11 de la loi des 16-24 août 1790, le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, etc., est au nombre des objets confiés à la vigilance et à l'autorité des officiers municipaux, et que, d'après l'art. 46 de la loi du 19 22 juill. 1791, l'autorité municipale a le droit de prendre des arrêtés pour ordonner les précautions locales sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité par le susdit art. 3; qu'ainsi, le maire de la commune de Mazamet, en prenant un arrêté pour régler la célébration de la Saint-Louis, a agi dans le cercle de ses attributions, d'où dérivait, pour ses administrés, l'obligation de se conformer aux dispositions dudit arrêté, et, pour les tribunaux, celle d'en assurer l'exécution par les moyens qui sont en leur pouvoir;

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 26 nov. 1819, et la note. — Ce dernier arrêt décide que les maires ne peuvent obliger les habitants à tendre leurs maisons pour le passage des processions. Le principe et la raison de décider sont les mêmes. Ce

n'est point là une mesure d'ordre et de police; ce n'est point une disposition qui ait pour effet de maintenir la tranquillité dans les réunions publiques ou la sûreté dans les rues; elle constitue donc un excès de pouvoir de l'autorité municipale. *

« Attendu que, pour qu'il y ait lieu de prononcer une peine contre les infractionneurs d'un arrêté de police, il suffit qu'il soit constant, en principe, que celui de qui il émane avait, d'après les lois, le droit de le prendre; qu'il n'appartient pas aux corps judiciaires d'examiner le mérite et l'utilité de ses dispositions, dont ledit art. 46 réserve expressément la réformation à l'autorité supérieure dans l'ordre administratif;

« Attendu que, lors même qu'il serait permis d'agiter une pareille question devant les tribunaux, il serait suffisamment démontré que la disposition dont il s'agit est sage et touche au maintien du bon ordre, puisqu'elle avait pour objet de prévenir l'impression fâcheuse que devait naturellement produire sur une population ardente l'affectation de quelques dissidents à ne pas arborer un signe qui, dans ce jour particulièrement, devait être considéré comme l'expression de l'amour et du dévouement qui est dû à l'auguste monarque dont on célébrait la fête, d'où pouvaient naître des propos injurieux, et par suite, des rixes et des désordres; que, dans cette hypothèse, il y aurait également droit et obligation de punir la contravention au susdit arrêté;

« Attendu que, si on a pu élever des doutes sur la légalité des arrêtés pris pour ordonner de tendre les rues à l'occasion de certaines cérémonies du culte catholique, c'est que cette disposition a paru pouvoir être interprétée contre la liberté de conscience et des cultes, qui est un des principes consacrés par la Charte, mais que la même objection ne pourrait être faite contre l'ordre de placer un drapeau blanc à l'extérieur de la maison pendant la célébration de la fête de Saint-Louis, puisque nul ne peut alléguer que son opinion et sa conscience répugnent à l'exécution d'un pareil ordre, sans se déclarer, par cela même, en état d'hostilité contre la loi et le principe de la légitimité;

« Attendu que le fait dont ont été reconnus coupables les sieurs Baux, Sabbattier, Griffoulet et Chabbert, constitue une contravention de police, et que, dans l'absence d'une disposition pénale spécialement prononcée contre cette contravention, il y avait nécessairement lieu à l'application de la disposition générale du § 1^{er} de l'art. 475 du Code pén., et, par suite, de l'art. 162 du Code d'instruction criminelle et de l'art. 467 du Code pénal. »

Pourvoi en cassation de la part de Baux, Alquier, Griffoulet et consorts, pour excès de pouvoir et fautive application des art. 1, 2, 3, et 4, tit. 11 de la loi des 16-24 août 1790; de l'art. 46 de la loi des 19-22 juill. 1791 et de l'art. 475 du Code pénal.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 406 et 416 du Code d'inst. crim., — Vu aussi l'art. 46 de la loi du 28 juill. 1791, et les art. 1, 2, 3, 4 et 5 du tit. 11 de la loi du 24 août 1790; — Attendu que, des articles cités de ces lois il résulte que les tribunaux de police ne sont compétents pour connaître des contraventions aux arrêtés de l'autorité municipale, que relativement à ceux de ces arrêtés qui ont été rendus sur des objets de police con-

fiés à sa vigilance par les art. 3 et 4, tit. 11, de ladite loi du 24 août 1790, ou par des lois particulières; que l'ordre qui serait donné aux habitants d'une commune par l'autorité municipale, d'arborer aux croisées de leurs maisons un drapeau pour la célébration d'une fête quelconque, ne serait relatif à aucun des objets de police spécifiés dans lesdits art. 3 et 4, tit. 11, de ladite loi du 24 août 1790; qu'il ne pourrait particulièrement être considéré comme une mesure de police propre à prévenir le trouble dans les lieux où il pourrait se faire de grands rassemblements d'hommes; que cet ordre ne rentrerait non plus dans les dispositions d'aucune loi postérieure qui l'eût autorisé, et qui eût investi les tribunaux de police du droit de prononcer des peines sur les contraventions qui pourraient y être commises; qu'on ne pourrait spécialement appliquer à ces contraventions les dispositions du § 1^{er} de l'art. 475 du Code pénal, qui punit d'une peine de police ceux qui auront contrevenu aux bans de vendanges ou autres bans autorisés par les règlements, puisque cet article ne réfère qu'aux bans que les règlements permettent de faire dans certains lieux pour fixer le temps des vendanges et autres récoltes; que les tribunaux de police seraient donc sans caractère pour connaître des poursuites qui seraient faites devant eux contre ceux qui auraient désobéi à un arrêté municipal portant un ordre semblable, et qui seraient fondées sur cette désobéissance; — Attendu, néanmoins, que les sieurs Baux, Alquier, Griffoulet, Sabbattier et Chabbert, avaient été cités devant le tribunal de police du canton de Mazamet, et condamnés à l'amende par ce tribunal pour avoir refusé d'obéir à un arrêté du maire de Mazamet, qui ordonnait à tous les habitants de cette commune d'arborer un drapeau blanc à leurs maisons le jour de la fête de Saint-Louis; que le tribunal de police correctionnelle de Castres, saisi de l'appel du jugement du tribunal de police de Mazamet, en a prononcé la confirmation; en quoi il a violé les règles de compétence qui dérivent des art. 1, 2, 3 et 4, tit. 11, de la loi du 24 août 1790, et de l'art. 46 de celle du 22 juill. 1791; — Cesse, etc.

Du 27 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Rataud. — Concl., M. Fréteau de Pény, év. gén. — Pl., M. Odilon Barrot.

EXPOSITION D'ENFANT. — DÉLAISEMENT.

Il y a délaisement, dans le sens de l'art. 352 du Code pén., toutes les fois que l'enfant a été laissé seul, si que, par ce fait d'abandon, il y a eu cessation, quoique momentanée, ou interruption des soins et de la surveillance qui lui sont dus.

Ainsi, celui qui expose un enfant nouveau-né à la porte d'une maison habitée et se retire après avoir frappé à la porte, est coupable de délaisement si l'enfant n'avait pas été recueilli au moment de sa retraite. (Cod. pén., 352.) (1)

(Béraud et Ricard.)

Le sieur Beraud et la femme Ricard étaient poursuivis, comme coupables d'avoir exposé un

(1) « Cette décision, appliquée aux faits de l'espèce, disait M. Chauveau à Hôles, ne saurait être l'objet d'aucune critique. Mais, à un point de vue général, la Cour de cassation n'a-t-elle pas posé des limites trop étroites au fait de délaisement, en le faisant consister uniquement dans une interruption des soins qui sont dus à l'enfant? Le seul fait d'abandonner cet enfant, après l'avoir exposé, n'est-il pas en fait de délaisement? Qu'importe que

l'exposant ne s'éloigne qu'après avoir vu des personnes étrangères s'approcher du lieu de l'exposition? Qui l'assure que les personnes le recueilleront et lui donneront les soins qui lui sont nécessaires? Qui lui garantit que non moins cruelles que lui, elles ne l'abandonneront pas? Nous n'hésitons pas à croire qu'il y a délaisement toutes les fois que l'exposant abandonne l'enfant, sans s'être assuré qu'il a été recueilli. » (Théorie du Code pén.,

enfant nouveau-né, durant la nuit, devant la porte d'un cabaret du village de Meysgargues. — Il a été constaté en fait, que le sieur Boreud et la femme Ricard avaient abandonné l'enfant avaient frappé à la porte et ne s'étaient retirés que lorsqu'ils avaient entendu qu'on venait ouvrir; mais avant d'avoir vu les personnes de la maison recueillir l'enfant.

Ordonnance de la Chambre du conseil du tribunal d'Aix qui déclare n'y avoir lieu à pour-suivre. 13 dec. 1819, arrêt de la Chambre d'accusation de la Cour royale d'Aix qui confirme. L'arvoi en cassation de la part du ministère public, pour violation de l'art. 352 du Code pén., en ce que, malgré les précautions prises par les prévenus, par cela seul qu'ils avaient abandonné l'enfant, avant de l'avoir vu entre les mains d'autres personnes, il y avait délaissement et abandon en un lieu non solitaire, punissable aux termes dudit article 352.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 352 du Code pén.; — Attendu que si, pour qu'il y ait lieu à l'application de la disposition de cet article, il faut que l'enfant exposé ait été délaissé, il y a délaissement toutes les fois que l'enfant exposé a été laissé seul, et que, par ce fait d'abandon, il y a eu cessation, quoique momentanée, ou interruption des soins et de la surveillance qui lui sont dus; que, dans l'espèce où il s'agissait d'un enfant nouveau-né exposé à la porte d'une maison, il a été seulement reconnu que les inculpés ayant remarqué, par la lumière qu'on y voyait, que les habitants n'étaient pas encore couchés, avaient frappé à cette porte et s'étaient retirés aussitôt qu'ils avaient entendu qu'on l'ouvrait; qu'il n'est point reconnu que l'enfant a été recueilli, au moment même de l'ouverture de la porte, et que ce ne soit qu'après avoir vu que l'enfant avait passé entre les mains de quelques autres personnes qui s'étaient chargées de veiller à sa sûreté, que ceux qui l'avaient exposé se sont retirés; qu'en cet état de faits, il n'y a donc pas eu, en faveur de l'enfant exposé, la continuité de soins et de surveillance sans laquelle s'opère nécessairement le délaissement prévu par ledit art. 352 du Code pén.; que cependant la Cour royale d'Aix, chambre d'accusation, a confirmé l'ordonnance par laquelle la chambre du conseil du tribunal de première instance de la même ville avait déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre, sur le motif que, dans l'espèce, il n'y avait point eu délaissement de l'enfant, et, par conséquent, point de délit et de contravention: en quoi ladite Cour a refusé de donner au fait de l'exposition, tel qu'il a été reconnu, son véritable caractère, méconnu le vœu de l'art. 352 du Code pénal et violé les règles de compétence établies par la loi; — Casse, etc.

Du 27 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Retaud.

t. 6, p. 355.) — C'est d'après les mêmes principes qu'il a été jugé par deux arrêts de la Cour de cassation des 7 juin 1834 et 30 avril 1835 (Volume 1835), qu'il n'y a délit d'exposition d'enfant qu'autant que l'exposition a été suivie de délaissement, et qu'ainsi les peines de l'art. 352, Code pén., ne sont pas applicables à celui qui, après avoir déposé un enfant dans le tour d'un hospice, ne s'est retiré qu'après s'être assuré que l'enfant avait été recueilli par les préposés de cet hospice.

(1) V. conf., Cass. 5 sept. 1835, où se trouve rapporté le texte de l'arrêt ci-dessus.

(2) C'est ce qu'enseignent les auteurs. « Si l'on ne peut, dit Duranton, tom. 12, n° 210, faire des

GLANAGE. — PROPRIÉTAIRE.

Le glanage dans les champs ouverts, avant l'enlèvement de la récolte, n'est interdit qu'aux étrangers. — Le propriétaire peut lui-même, tant que l'enlèvement de sa récolte n'a pas eu lieu, ramasser ou faire ramasser pour son compte les épis restés épars sur son champ (1).

(Deloaz.)

Du 28 janv. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréreau de Penry, av. gen.

CONCUBINAGE. — LEGS. — PERSONNE

INTERPOSÉE.

Du 28 janv. 1820 (aff. Legroing). — V. cet arrêt à la date du 28 juin même année.

OFFRES RÉELLES. — CONDITIONS.

Des offres réelles sont valables quoique conditionnelles, lorsque la condition qui y est opposée n'est que l'exercice d'un droit légitime appartenant au débiteur.

Ainsi, la partie saisie peut, en faisant des offres réelles du montant de la dette, apposer à ces offres, la condition de la vérification des objets saisis, à l'effet de constater leur état et de rendre le gardien ou le saisissant responsable de leur détérioration. (Cod. civ., 1257, 1258 et 1602.) (2)

(Luzet—G. Hardy.)

Le 14 déc. 1816, le sieur Hardy fit saisir sur le sieur Luzet, son débiteur, une certaine quantité de cercles. L'huissier mit les objets saisis sous la main d'un gardien, sans toutefois qu'il eût été dressé procès-verbal de l'état dans lequel ils se trouvaient.

Le 28 juin 1817, jour annoncé pour la vente des objets saisis, Luzet se présenta après le procès-verbal de récolement fait par l'huissier et avant qu'il fût émis, et fit au sieur Hardy, son créancier, des offres réelles d'une somme de 340 francs, montant du principal, intérêts et frais, requérant cependant « que dès à présent il fût procédé au constat des cercles, à l'effet de savoir s'ils avaient été soignés pendant le saisissement comme ils devaient l'être, et rendre responsable le saisissant, et qui de droit, dans le cas où ils seraient gâtés ou endommagés en tout ou en partie. »

Le sieur Hardy a refusé d'accepter ces offres, sur le fondement qu'elles n'étaient pas pures et simples, qu'elles étaient conditionnelles, et que le sieur Luzet ne lui donnait pas dès à présent la décharge des objets saisis, dont l'état d'ailleurs n'avait pas été constaté par un procès-verbal au moment de la saisie.

29 juillet 1819, jugement qui déclare les offres faites par Luzet irrégulières et nulles: — Attendu, portent les motifs de ce jugement, que des offres réelles doivent être pures et simples, sans conditions ni réserves, sauf à la partie qui paie à se

offrir pour une dette suspendue par une condition, rien qu'elle empêche du moins de mettre aux offres que l'on fait, certaines conditions, pourvu qu'elles soient raisonnables, c'est-à-dire pourvu que le débiteur soit en droit d'exiger l'exécution de la charge ou condition qu'il met; par exemple, on peut offrir à la charge de remettre des titres, de donner des décharges, d'apporter des mainlevées d'opposition, de justifier des qualités, de consentir la radiation d'une inscription hypothécaire, de consigner, en certains cas, le somme offerte de fourir, aussi en certains cas, une caution, etc., etc. » V. aussi dans ce sens, Favard de Langlade, *Répert.*, v° Offres réelles et consignation, n° 3. — Telle était aussi l'opinion de Deniaut; V. v° offres.

pouvoir ensuite, ainsi que de droit, s'il y a lieu, et qu'elles ne doivent rentrer aucun germe de contestation, ni de difficulté, quelle qu'elle soit; que, dans l'espèce, les offres faites par Luzet étaient sous condition et réserve d'un récolement avec constat de l'état des objets saisis, inutile d'ailleurs, puisqu'il n'y avait point point eu de description détaillée des objets mis sous la main de la justice lors de la saisie.

Appel. — Et le 26 déc. 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale d'Orléans, par le motif que les offres de Luzet n'ont pas été pures et simples, et qu'en requérant qu'il fût procédé à l'instant au constat des cercles saisis, il imposait implicitement une condition qui tendait à soumettre Hardy, s'il l'eût acceptée, à une discussion judiciaire sur cet objet.

Pourvoi en cassation de la part de Luzet, pour violation des art. 1257 et 1258 du Code civil, relatifs à la validité des offres réelles et à la libération qu'elles opèrent de droit en faveur du débiteur; et aussi pour violation de l'art. 1962 du même Code, lequel détermine les obligations réciproques du saisissant et du gardien.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 1962 du Code civil; — Attendu qu'aucune loi ne défend, à peine de nullité, d'apposer aux offres réelles des conditions justes et bien fondées; que d'après l'art. 1962 du Code civil, le saisissant et le gardien sont responsables des détériorations des effets saisis, survenues par leur faute; que, par suite, Luzet, en offrant à Hardy le montant de son dû, a pu valablement, et sans violer ses offres, y apposer la condition de la vérification des effets saisis à l'effet de constater les détériorations, et d'en rendre, le cas y échéant, responsable qui de droit; qu'en jugeant le contraire, et en mettant par ce motif au néant l'appel du jugement du 29 juillet 1817, l'arrêt attaqué viole formellement ledit article; — Casse, etc.

Du 31 Janv. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Cassaigne. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Petit Deglaines et Delagrèze.

1^{er} DÉSAYEU D'OFFICIER MINISTÉRIEL. — MANDAT SPÉCIAL.2^e ÉVOCATION. — DEGRÉS DE JURIDICTION. — MATIÈRE DISPOSÉE.3^e CONTRAINTÉ PAR CORPS. — MANDATAIRE.

1^{er} Il ne suffit pas d'avoir un mandat général pour être autorisé à former un désaveu contre un avoué; l'acte de désaveu doit nécessairement être signé ou par la partie elle-même, ou par un mandataire spécial. (Cod. proc. civ., 352 et 343.) (1)

2^e Lorsqu'en première instance, il n'a été question que de désavoir si un désaveu était régulier, les juges d'appel ne peuvent évoquer ou retenir la cause pour statuer sur les effets du désaveu; en un tel cas, la matière n'est pas disposée dans le sens de l'art. 473 du Code de proc. civ. (2).

3^e La contrainte par corps n'est pas une sanction de droit à l'égard des obligations d'un man-

dataire ad negotia envers son mandant; si l'en est pas comme des traités entre un avoué et sa partie. (Cod. civ., 2063 et 191; Cod. proc. civ., anal.)

(Thomas — C. Dubois-Beauplan.)

Le sieur Thomas, avoué près la seneschaussée de l'île Marie-Galante, était chargé de terminer à l'amiable, un compte à faire entre la dame Arsonneau et le sieur Briet. — La dame Arsonneau avait nommé pour son mandataire général dans cette affaire, le sieur Dubois-Beauplan, qui est devenu depuis son héritier; c'est ce sieur Dubois-Beauplan qui avait lui-même chargé l'avoué Thomas de travailler à une transaction entre le sieur Briet et la dame Arsonneau. — Cette transaction eut lieu en effet au mois de nov. 1815, et le sieur Dubois-Beauplan parut d'abord l'approuver. — Cependant, le 8 déc. de la même année, il signa au sieur Thomas copie d'une déclaration faite la veille au greffe du tribunal, et par laquelle il désavouait la transaction faite par le sieur Thomas, comme excédant les pouvoirs qui lui avaient été donnés.

Le sieur Thomas répondit : 1^o qu'il n'avait point agi dans l'affaire comme avoué de la dame Arsonneau, mais seulement comme son fondé de pouvoir, *procurator ad negotia, non ad lites*; qu'en conséquence, il ne pouvait être passible d'une demande en désaveu; 2^o que d'ailleurs la demande en désaveu formée par le sieur Dubois-Beauplan n'était pas régulière, attendu qu'elle n'était signée ni par la dame Arsonneau, ni par aucun fondé de sa procuratelle spéciale à cet égard. (Code de proc. civ., art. 352 et 353.)

17 déc. 1815, jugement qui accueille ce dernier moyen de défense, et renvoie la veuve Arsonneau à se mettre en règle sur ce qui concerne sa demande en désaveu.

Appel. — 8 Janv. 1816, arrêt confirmatif du conseil supérieur de la Guadeloupe. — Cet arrêt qui ne fut point attaqué, a acquis l'autorité de la chose jugée; néanmoins, la dame Arsonneau, bien que la demande en désaveu formée par son mandataire eût été ainsi déclarée irrégulière en la forme, et au lieu de réparer cette irrégularité en formant elle-même une nouvelle demande devant les juges de première instance, n'en crut pas moins devoir prendre, devant le conseil supérieur de la Guadeloupe, des conclusions nouvelles au fond, tendant à faire déclarer valable la demande en désaveu qu'elle soutenait personnellement contre le sieur Thomas.

Le sieur Thomas a combattu ces conclusions, en faisant observer qu'elles introduisaient devant les juges d'appel une demande nouvelle, qui n'avait pas subi le premier degré de juridiction; que cette demande était d'ailleurs non recevable en ce que, par l'arrêt du 8 Janv. précédent, passe en force de chose jugée, le désaveu avait été déclaré nul, comme irrégulièrement formé, et qu'avant tout, la dame Arsonneau avait dû, en exécution de cet arrêt, faire une nouvelle déclaration de désaveu conforme à la loi; il a conclu en conséquence au renvoi de la cause devant les juges de première instance.

Notobstant ces moyens de défense, et le 4

Pigeau, Comment., t. 1, p. 621; Delloz, t. 5, p. 115, n. 2; Chauveau, loc. cit. — V. aussi en ce sens, Favard de Langlade, Répertoire, v^o Désaveu, § 2, n. 1, qui rapporte l'arrêt ci-dessus et l'approuve.

(2) V. en ce sens, Carré et son annotateur Chauveau, Lois de la procédure, sur l'art. 357 à la note. V. encore Favard de Langlade, Répertoire, v^o Désaveu, § 2, n. 1.

(1) V. en ce sens, Chauveau sur Carré, Lois de la procédure, quest. 1306 bis. — Mais on pourrait considérer comme mandataire spécial celui qui contiendrait pouvoir d'inventer ou de repousser une action, parce qu'alors la procédure étant dirigée au nom du mandataire, c'est en quelque sorte lui-même qui agit par le procès, et représente du moins le véritable intéressé pour tous les actes et tous les incidents auxquels l'instance peut donner lieu. — Sic, IX. — 1^{re} PARTIE.

mars 1816, arrêt du conseil supérieur de la Guedeloupe, qui statue en ces termes : — « Considérant que l'art. 353 du Code de proc. ne peut s'entendre qu'en ce sens, que le désaveu n'est pas un acte qui appartienne à l'avoué d'une partie, mais à la partie elle-même; que le sieur Thomas n'est plus recevable à s'opposer à l'arrêt en désaveu, après en avoir critiqué la forme et avoir acquiescé au jugement qui renvoie la veuve Arsonneau à se mettre en règle à cet égard; qu'il résulte, tant des termes des instructions et pouvoirs donnés à Thomas que des pièces par lui produites, et notamment des billets du sieur Briel, la preuve suffisante qu'il a outre-passé ses pouvoirs; qu'ainsi l'affaire est en état d'être jugée définitivement, d'après la disposition de l'art. 473 du Code de proc.; met l'appellation, et le dont est appel au néant; émendant et statuant sur le tout par un seul et même arrêt, déclare valable et bien fondé le désaveu fait par la veuve Arsonneau; déclare en outre, que les obligations rapportées par Thomas demeurent nulles et comme non avenues; que les titres auxquels il a entendu substituer lesdites obligations restent dans toute leur force; condamne Thomas, même par corps, à remettre à la veuve Arsonneau tous les titres et papiers qui lui ont été confiés, avec le mandat et les instructions qui lui ont été donnés en forme de pouvoirs, sans préjudice de tous les dommages-intérêts qui pourraient en résulter, et notamment la valeur de toutes les sommes qu'il s'agissait de recouvrer en principal et accessoires, aussi par corps, et en tous les dépens. »

POURVOI en cassation par le sieur Thomas : — 1^o Pour violation de la chose jugée, en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré valable au fond une demande en désaveu déjà déclarée irrégulière et nulle en la forme, par un précédent arrêt passé en force de chose jugée. — 2^o Pour violation de la règle des deux degrés de juridiction, et fautive application de l'art. 473 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt dénoncé du conseil supérieur de la Guedeloupe, statue sur une demande nouvelle formée en cause d'appel, et bien que cette demande, non encore instruite en première instance, ne pût être disposée à recevoir une décision définitive. — 3^o Pour violation de l'art. 2093 du Code civ., portant que la contrainte par corps ne peut être prononcée que dans les cas expressément déterminés par la loi, en ce que le même arrêt a condamné le sieur Thomas, par corps, à remettre à la dame Arsonneau les titres et la valeur des sommes sur lesquelles il avait transigé, bien qu'il n'eût agi qu'en qualité de mandataire *ad negotia*, et non en sa qualité d'officier ministériel.

Le sieur Beauplan, défendeur à la cassation comme représentant la dame Arsonneau décodée, a fait défaut.

M. l'avocat général Jourde a conclu à la cassation.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Attendu, 1^o que la veuve Arsonneau ayant formé sa demande en désaveu contre le sieur Thomas dans la forme désignée par l'art. 353 du Code de proc. civ., ce dernier avait droit, aux termes du même article, d'exiger que l'acte qui contenait ce désaveu fût signé par elle-même ou par un fondé de son pouvoir spécial, et que le

jugement de première instance qui avait accueilli cette exception, n'avait fait, eu le décidant ainsi, que se conformer au vœu dudit article;

Attendu, 2^o que la veuve Arsonneau en ayant interjeté appel, il avait été coulé par un arrêt qui, n'ayant jamais été attaqué, avait acquis l'autorité de la chose jugée, et devait par conséquent recevoir son exécution avant de procéder au jugement sur la validité du désaveu; — Attendu, 3^o que cependant, loin d'obéir à cet arrêt, la veuve Arsonneau s'en était parvenue à poursuivre sa demande en validité devant la Cour d'appel, nonobstant l'opposition du sieur Thomas qui en demandait le renvoi devant le tribunal de première instance pour y être statué d'après l'instruction qui aurait lieu; — Attendu, 4^o que néanmoins cette Cour, sans avoir égard à cette réclamation, ainsi qu'au défaut d'exécution de son premier arrêt, s'est crue autorisée à y statuer elle-même, d'après la disposition de l'art. 473 du Code de proc. civ., en quoi elle l'a fausement appliqué, puisqu'il ne permet aux Cours d'appel d'évoquer le fond des procès que dans les cas où la matière est disposée à recevoir une décision définitive; ce qui ne pouvait évidemment avoir lieu dans l'espèce où il ne s'était encore agi en première instance que de savoir si ce désaveu avait été formé régulièrement; — Attendu, 5^o que, par suite de cette fautive application, l'arrêt attaqué est de plus contraire à l'art. 464 du même Code, qui défend de former en cause d'appel aucune demande nouvelle, à moins qu'elle ne soit une défense à l'action principale, ce qui n'avait point lieu dans l'espèce; — Attendu, 6^o que même, dans la supposition que le sieur Thomas eût excédé ses pouvoirs par le traité fait avec le sieur Briel, l'arrêt attaqué n'en aurait pas moins formellement contrevenu à l'art. 2093 du Code civ., en ordonnant que les condamnations y énoncées seraient exécutées par corps, puisqu'il n'était point justifié que le sieur Thomas eût traité avec le sieur Briel, en qualité d'avoué, et qu'aucun texte de loi n'autorise un mode pareil d'exécution contre un simple mandataire *ad negotia*; — Cassé, etc.

Du 1^{er} févr. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Pajon. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Vilde.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — DONATION MUTUELLE. — LOI DE L'EPOQUE.

La quotité disponible, quand il s'agit de déterminer l'effet d'une donation mutuelle entre époux, se règle par la loi du mariage, et non par la loi du décès, bien que, de ce mariage, il soit provenu des enfants, dont il doit être tenu compte dans la fixation de la quotité disponible. (Cod. civ., 2 et 1094.) (1)

(Brisac — C. la demoiselle Paul.)

En l'an 8, sous l'empire de la loi du 17 niv. en 2, contrat de mariage entre Jean Paul, et la demoiselle Rolland, par lequel les futurs époux se font donation mutuelle au survivant d'eux, de tout leur mobilier ou de l'usufruit de leurs immeubles.

Le 2 germ. an 12, sous l'empire du Code civil, décès de la dame Paul, laissant une fille unique née de son mariage, et une succession presque entièrement immobilière.

Grenoble, 27 nov. 1809; Bourges, 24 mai 1813, et les notes. — F. au surplus, sur la question générale de savoir par quelle loi doit être fixée la quotité disponible, et sur les distinctions que comporte la solution de cette question, Cass. 24 août 1825 (aff. Folle), et nos observations.

(1) Telle est la jurisprudence dominante, soit à l'égard des institutions contractuelles, soit à l'égard des dons de survie faits entre époux par contrat de mariage. F. Cass. 5 vent. an 7; 7 vent. an 13; 5 nov. 1806; 16 oct. 1811; 18 mai et 9 juill. 1812; 23 mars 1815; 18 mai 1820; Turin, 15 mars 1806;

Question de savoir entre la demoiselle Paul et le sieur Brisaac, créancier du son père et exerçant les droits du son débiteur, d'après quelle loi la donation mutuelle, faite en l'an 8, devait être réduite à la quotité disponible, à cause de la survenance d'un enfant; ou, en d'autres termes, quelle devait être la réserve légale de cet enfant né du mariage des époux?

Pour la demoiselle Paul, on soutenait que la quotité disponible devait être réglée par la loi du 17 niv. an 2, sous l'empire de laquelle avait eu lieu la donation mutuelle; qu'ainsi cette quotité, d'après l'art. 13 de cette même loi, devait être réduite, de plein droit, à l'usufruit des biens compris dans la donation.

Pour le sieur Brisaac, au contraire, on soutenait que le décès de la dame Paul, arrivé sous l'empire du Code civil, avait soumis au règlement de cette même loi, la quotité disponible à laquelle devait être réduite la donation faite par elle à son mari, dans son contrat de mariage; qu'en conséquence, et aux termes de l'art. 1094, cette quotité disponible était de l'usufruit du quart et de la propriété d'un autre quart des biens donnés à recueillir lors de son décès.

3 août 1815, jugement du tribunal civil de Marseille, qui ordonne que la réduction sera faite suivant la loi du 17 niv. an 2, sous l'empire de laquelle la donation a eu lieu, attendu qu'il s'agit d'une donation irrévocable de sa nature, bien qu'éventuelle.

Appel. — 11 fév. 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale d'Aix.

Pourvoi en cassation par le sieur Brisaac, entre autres moyens, pour fausse application de l'art. 13 de la loi du 17 niv. an 2, et violation de l'art. 1094 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR, — Considérant, sur le troisième moyen, que la donation faite à Jean Paul, par son contrat de mariage, était régie par la loi du 17 niv. an 2, sous l'empire de laquelle elle a eu lieu, et par conséquent, que la réduction a dû être opérée conformément aux dispositions de cette loi; — Rejette, etc.

Du 1^{er} fév. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Zangiacomi. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Odilon Barrot et Péchart.

1^o JUGEMENT. — RAPPORT. — ASSISTANCE DE JUGES. — PUBLICITÉ.

2^o SIGNATURE DENIÉE. — PREUVE.

1^o Un jugement intervenu sur rapport n'est pas nul par cela seul que le jugement qui a ordonné le délibéré n'a pas fixé le jour du rapport, lorsqu'ensuite ce jour a été fixé par un autre jugement contradictoire, et que, d'ailleurs, les parties ont assisté au rapport par leurs avoués. (Cod. proc., 91.) (1)

Un jugement définitif n'est pas nul par cela seul qu'un ou plusieurs juges qui y ont con-

couru, n'ont pas assisté à l'audience dans laquelle l'affaire a été mise en délibéré, lorsque, à cette audience, les avoués des parties n'ont fait que prendre leurs conclusions, et qu'ensuite ces conclusions ont été réitérées à une autre audience, où tous les juges étaient présents. (L. du 20 avril 1810, art. 7.) (2)

Il y a mention suffisante de la publicité dans un jugement ou il est dit : Donné au palais de Justice, audience solenne. (L. du 20 avril 1810; (Cod. proc., 111.) (3)

2^o Celui qui produit une pièce dont la signature est déniée ou méconnue, doit prouver la vérité de la signature, et, à défaut de cette preuve, la pièce doit être rejetée : les juges ne sont pas obligés, pour prononcer le rejet, de déclarer que la signature est contrefaite. (Cod. civ., 1323, 1324; Cod. proc., 196.)

(Carité — C. Riquier-Larivière.)

Les héritiers Riquier-Larivière, poursuivis par le sieur Carité, devant le tribunal de commerce de Paris, en paiement d'une lettre de change acceptée par leur aïeul, déclarent ne pas reconnaître sa signature. — 21 mars 1816, jugement du tribunal civil de Pont-l'Évêque, qui ordonne qu'il sera procédé à la vérification de la signature tant par titres que par experts et par témoins.

8 juill. 1817, autre jugement qui, nonobstant le rapport des experts, et, se fondant sur les dépositions des témoins, déclare véritables l'acceptation et la signature du sieur Riquier-Larivière, mises au bas de la lettre de change.

Appel. — Il importe de faire remarquer qu'à l'audience du 22 juil. 1818, les avoués se bornèrent à prendre leurs conclusions, et déclarèrent que la cause se trouvait déjà instruite par mémoires imprimés, mais qu'elle ne pouvait être jugée que sur rapport. — En conséquence, par arrêt du même jour, la Cour royale de Caen ordonna que les pièces seraient mises sur le bureau pour être statué sur le rapport de M. Roger de la Choquais, conseiller-auditeur. L'arrêt ne fixait point le jour auquel serait fait le rapport, contre la disposition de l'art. 93 du Code de proc.

Deux autres arrêts fixèrent successivement le jour du rapport au 13 juill. et au 1^{er} août 1818; mais ces deux arrêts furent rendus par neuf conseillers, tandis que sept conseillers seulement avaient concouru à l'arrêt du 22 juil. qui avait ordonné le délibéré.

Enfin, le 1^{er} août, dernier jour fixé pour le rapport, arrêt de la Cour royale de Caen, qui infirme le jugement de première instance. — Cet arrêt, rendu par neuf conseillers, et après que les parties eurent réitéré leurs conclusions, est ainsi conçu : « Considérant que, lorsque, d'après l'art. 1323 du Code civil, les héritiers, auxquels on oppose un acte sous seing privé, déclarent ne pas connaître l'écriture et la signature de leur auteur, ils ne sont pas obligés d'en prouver la fausseté, et que c'est au demandeur en vérification à en démontrer la vérité pour qu'elles soient

(1) Cela est admis en doctrine et en jurisprudence. F. Cass. 16 mai 1826; 1 juill. 1838. F. aussi Pigou, Comment., tom. 1, p. 253 et 262; Dalloz, t. 9, p. 524, n^{os} 1 et 8; Thomae Desmazures, t. 1, p. 208; Boecmann, t. 3, p. 310; Chauveau sur Carré, Lois de la proc. civ., quest. 437 ter.

(2) V. au ce sens, Cass. 25 janv. 1815; 19 nov. 1818; 9 juill. 1839; 29 janv. et 17 mars 1840, et les autorités qui y sont indiquées. Adde, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 479.

(3) Il est constant en jurisprudence, du moins pour les matières civiles, que toutes les expressions

d'où l'on peut conclure que le jugement a été prononcé en public, par exemple, celles-ci à l'audience, ou en la salle d'audience, ou le bureau ouvert, ou en séance, satisfont au vœu de la loi. L'affluence de ces équipollents et autres semblables, est consacrée par un grand nombre d'arrêts. F. Cass. 26 juin 1817; 27 janv. 1819; 23 août 1826; 23 déc. 1828; 18 août 1829; 9 nov. 1831; 21 nov. 1836; 2 janv. et 7 mai 1839. Mais la chambre criminelle a adopté une jurisprudence contraire. F. Cass. 1^{re} déc. 1827 et 30 mars 1832. F. encore sur ce point, et dans le même sens, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 41 bis et 487 bis.

déclarées reconnues; considérant que, dans la vérification dont il s'agit, Carité a failli dans la preuve par experts, puisqu'il résulte de leur procès-verbal qu'ils ont estimé à l'unanimité que l'acceptation et la signature ne sont pas de la main de Riquier;—Considérant que, si l'enquête de Carité contient des dispositions qui tendaient à établir le contraire, on ne peut pas ajouter à ces déclarations qui ne présentent pas toutes les garanties qu'on désirerait, une telle confiance qu'elle puisse prévaloir et faire rejeter le procès-verbal des experts, surtout lorsqu'il s'élève contre la prétention de Carité des présomptions qui combattent fortement celles qu'il fait valoir en sa faveur; considérant que, dès lors, s'il n'en résulte pas à suffire, pour déclarer fausses l'acceptation et la signature dont il s'agit, il n'en résulte pas non plus à suffire pour les déclarer vraies; considérant que Carité doit s'imputer de n'avoir pas fait suffisamment la preuve qui lui incombait; considérant que la Cour n'est saisie que de la vérification, etc....—Par ces motifs, sans avoir égard à la demande d'un nouveau procès-verbal, tardivement formée par Carité, d'après le rapport et les conclusions du ministère public, réforme le jugement dont est appel, et, faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, déclare la preuve entreprise par Carité moins que dûment faite; en conséquence, dit que l'acceptation et la signature, mises au pied de la lettre de change du 15 oct. 1814, ne sont point prouvées être de la main de feu Riquier.... — *Donné au Palais de justice, audience solennelle, etc....*

POURVOI en cassation de la part du sieur Carité contre les quatre arrêts rendus par la Cour de Caen.

Premier moyen. — Violation de l'art. 93 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt du 22 juin 1818, en mettant la cause en délibéré, n'avait pas fixé le jour du rapport.

Deuxième moyen. — Violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, ainsi conçu : « Les arrêts qui ne sont point rendus par le nombre de juges prescrit, ou par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause... sont déclarés nuls; » en ce que les arrêts qui ont successivement fixé le jour du rapport, ainsi que l'arrêt définitif, ont été rendus par neuf conseillers, tandis que sept seulement avaient assisté à l'audience du 22 juin, dans laquelle la cause avait été mise en délibéré, et qu'ainsi deux conseillers qui n'avaient pas assisté à toutes les audiences de la cause avaient concouru à l'arrêt définitif. — A la vérité, on peut dire que la loi, en disposant qu'un arrêt ne pourrait être rendu que par des magistrats qui auraient assisté à toutes les audiences, a voulu qu'aucune des circonstances, aucun des moyens des parties ne pût échapper aux juges; que, dans l'espèce, ce but a été rempli, puisqu'à l'audience du 22 juin, la seule à laquelle eussent manqué les deux conseillers, les parties n'avaient fait que prendre leurs conclusions, et que ces conclusions avaient été réitérées à l'audience du 1^{er} août; qu'ainsi tous les conseillers avaient été également mis à même de connaître tous les moyens des parties. — A cette objection, il faut répondre que la loi n'établissant aucune distinction, le juge ne peut en admettre aucune; que la présence de tous les juges à toutes les audiences est trop rigoureusement prescrite pour qu'il soit permis de regarder comme sans conséquence, l'absence des juges, en se fondant sur ce que, d'après les circonstances, les moyens des parties ont été connus des juges absents comme des juges présents; que cette latitude serait trop dangereuse, puisque sou-

vent les choses en apparence les plus indifférentes peuvent contribuer à déterminer la conviction; qu'ainsi il pourrait arriver qu'on admit à concourir aux jugemens, des magistrats qui, s'ils eussent assisté à toutes les audiences, auraient prononcé d'une manière différente.

Troisième moyen. — Violation de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, en ce que, par ces motifs : *donné au Palais de justice, audience solennelle*, il n'est pas suffisamment constaté que l'arrêt a été rendu publiquement.

Quatrième moyen. — Fausse interprétation des art. 1323 et 1324 du Code civ., portant : que des héritiers peuvent se contenter de déclarer qu'ils ne connaissent pas la signature de leur auteur, et que, dans ce cas, la vérification doit être faite en justice. — L'arrêt dénoncé a cru pouvoir, d'après ces articles, rejeter la pièce, sous prétexte que la preuve de la vérité de la signature n'était pas suffisamment faite; mais il est évident qu'en cela il s'est écarté de la véritable intention de la loi.

— Dans le système de l'arrêt dénoncé, les juges devant qui serait faite une vérification d'écriture n'auraient pas précisément à décider si la signature ou l'écriture est ou n'est pas vraie, mais seulement ils devraient examiner si le demandeur fournit une preuve parfaite de la vérité de la signature, et, à défaut de cette preuve, rejeter la pièce. — Mais d'abord, en reconnaissant le principe que la preuve est à la charge du demandeur, il faut bien remarquer qu'il est très difficile de fournir une preuve parfaite; que le demandeur ne peut présenter que des présomptions, des témoignages, des opinions d'experts, et que le juge doit former son opinion d'après tous ces éléments; que si ceux qu'on lui a fournis ne lui paraissent pas suffisants, il peut ordonner de nouvelles preuves; mais qu'en définitive, il doit juger si la signature est vraie ou contrefaite, et d'après cela, accueillir ou rejeter les prétentions du demandeur. — Dans l'espèce, par exemple, le tribunal de première instance a tenu la signature pour reconnue; il est évident que la Cour ne pouvait confirmer son jugement qu'en décidant comme lui que la signature était reconnue, et qu'il ne pouvait l'annuler qu'en décidant précisément le contraire, c'est-à-dire que la signature était fausse; donc l'arrêt dénoncé qui a décidé seulement que la vérité de la signature n'était pas suffisamment prouvée, et qui, sur ce fondement, a infirmé, n'a pas statué sur la question qui lui était soumise. — De là, d'ailleurs, il résulte que les parties sont dans le même état qu'elles étaient avant l'instance en vérification, que le demandeur pourra de nouveau se présenter devant le tribunal de commerce pour réclamer le paiement de la lettre de change, qu'on ne pourra repousser sa demande par l'arrêt intervenu sur l'instance en vérification, puisque cet arrêt ne décide pas que la signature soit fausse, et que le tribunal de commerce devra nécessairement ordonner une nouvelle vérification. — Il est donc évident que l'arrêt dénoncé, s'attachant trop rigoureusement à la lettre des art. 1323 et 1324 du Code civ., en a méconnu l'esprit, et a fait une fausse application de ces articles.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur les moyens de forme, que l'art. 93 du Code de proc., qui prescrit l'indication du jour auquel le rapport sera fait, n'exige pas que cette indication soit faite par l'arrêt même qui a délibéré, à peine de nullité de l'arrêt qui interviendra sur le délibéré; que le jour auquel le rapport aura dû être fait a été indiqué par arrêt contradictoire du 13 juill. au 30 dudit mois, et prorogé successivement au

31, et enfin au 1^{er} août; que les parties ont comparu par leurs avoués auxdites audiences et rapport; qu'ainsi, le vœu et le but de la loi ont été remplis;

Attendu qu'à l'audience du 22 juin qui a ordonné la mise des pièces sur le bureau, à laquelle n'ont point assisté deux des juges qui ont concouru à l'arrêt définitif, l'arrêt attaqué constate que la cause ayant été instruite par mémoires imprimés, respectivement publiés et signifiés, les avoués des parties n'ont fait que lire les conclusions qu'ils avaient prises par écrit et déposées; que, sur la lecture de ces conclusions et sur les observations des avoués que la cause n'était pas susceptible d'être jugée sur plaidoiries, la Cour a reconnu que le procès ne pouvait être jugé d'audience, et qu'en conséquence elle a ordonné qu'il serait jugé sur rapport; qu'ainsi, à cette audience du 22 juin, il n'a été présenté, de la part d'aucune des parties, ni moyens de fait ni de droit; qu'à l'audience du 1^{er} août, jour fixé définitivement pour le rapport, les avoués des parties ont réitéré les conclusions par eux ci-devant prises à l'audience du 22 juin auxquelles ils ont déclaré persister; qu'après le rapport et les conclusions de l'avocat général, ces avoués ont conclu de nouveau d'où il suit que tous les juges qui ont concouru à l'arrêt définitif ont assisté à toute l'instruction;

Attendu que l'arrêt attaqué porte: donné au Palais de justice, audience solenne, ce qui suffit pour constater qu'il a été rendu publiquement;

Attendu, au fond, que l'arrêt attaqué, après avoir déclaré que Carité avait failli dans la preuve par experts, et qu'il ne résulte pas de son enquête à suffire, pour déclarer vraies l'acceptation et la signature dont il s'agit, il avait à s'imputer de n'avoir pas fait suffisamment la preuve qui lui incombait;

Attendu, en droit, que l'art. 1323 du Code civ. porte que « les héritiers ou ayans cause peuvent se contenter de déclarer qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur »; que l'art. 199, Cod. de proc. porte que « si le demandeur en vérification ne comparait pas, la pièce sera rejetée; » que l'art. 213 du même Code porte: « s'il est prouvé que la pièce est écrite ou signée par celui qui l'a déniée... » que l'art. 1315 du Code civil porte: « celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver: » qu'il résulte des dispositions ci-dessus que la preuve de l'obligation et de la vérification d'écriture incombe au demandeur au principal, demandeur en vérification; qu'en jugeant ainsi, l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé ou fausement appliqué les arts. 1323 et 1324 du Code civil, n'a fait qu'une juste application des articles ci-dessus cités; — Rejette, etc.

Du 1^{er} fév. 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lasaudade. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Champion.

SAISIE-ARRÊT. — DROITS A VENIR.

Une saisie-arrêt peut frapper non-seulement les sommes actuellement dues au saisi, mais aussi les droits qui pourront lui échoir dans la suite, à titre d'héritier ou autrement.

Spécialement: Une saisie-arrêt formée sur les sommes dues au saisi, soit de son chef, soit comme étant aux droits de sa mère, empêche, en cas de décès postérieur de la mère, le transport des droits successifs du saisi au préjudice du saisissant. (Cod. proc., 557.) (1)

(Courby—C. Androdias.)

Courby père avait aliéné quelques immeubles de sa femme, et, de plus, il avait reçu d'elle quelques sommes dotales. — A cet égard, le domaine du Bicon, appartenant à Courby père, était grevé d'une hypothèque légale, et la dame Courby, née Jonbert, son épouse, avait fait prononcer sa séparation de biens. — Il existait quatre fils Courby, Philippe, Joseph, Guillaume et Annet. — Joseph était créancier de son père pour argent prêté, et cet argent provenait de la dame Cognard, femme de Joseph. — En cet état, Courby père céda à son fils Joseph, et celui-ci à son épouse, la dame Cognard, la propriété du domaine de Bicon.

Joseph était d'ailleurs créancier de son frère Philippe, par suite d'un cautionnement souscrit par le père Courby, qui avait autorisé Joseph à faire valoir ses droits récursoires. — Quant à Philippe, la dame Courby sa mère lui avait donné, en le mariant, à titre de préciput, non cinquième de tous ses biens. — La dame Courby, qui avait déjà fait un avantage à Philippe, et qui croyait que son fils Joseph était bien traité par le père, a voulu assurer quelques avantages à ses deux plus jeunes enfans Guillaume et Annet. En conséquence, et le 27 octobre 1810, la dame Courby née Jonbert, séparée de biens d'avec son mari, céda à ses quatre enfans, Philippe, Joseph, Guillaume et Annet, « tous les droits mobiliers à elle appartenant, tels qu'ils sont portés au jugement de séparation intervenu entre son mari et elle, pour, par eux, exercer tous ses droits, en faire la recherche, et en recevoir paiement comme de choses à eux désormais appartenant, et sur leurs propres quittances, indite cession à la charge d'une pension annuelle de 800 fr., et encore que le montant desdits droits cédés sera partagé par égalité entre eux, nonobstant la disposition d'un cinquième par préciput fait au profit de Philippe Courby, dans son contrat de mariage; elle se réserve ses biens immeubles, promettant seulement de ne pas les aliéner, et sous la stipulation de quelques avantages particuliers, en faveur de Guillaume et Annet, lesquels avantages sont consentis par les frères aînés. »

Le 10 nov. 1810, Joseph Courby, premier fils aussi séparé de biens d'avec sa femme, forme opposition entre les mains de cette dernière, sur tout ce qu'elle pourrait avoir à payer à Philippe Courby son frère, par suite de la cession faite le 27 oct. précédent, par la dame Courby, mère, à ses quatre enfans. — L'exploit de saisie-arrêt porte « sur tout ce qu'elle (la dame Courby Joseph) doit ou peut devoir, avoir eu dépôt, commande ou autrement, directement ou indirectement, à présent et pour l'avenir, comme des biens de Courby (Philippe), soit de son chef, soit comme représentant, et étant aux droits de Jeanne Joubert sa mère. » — Cette saisie-arrêt fut dénoncée à Philippe Courby, avec assignation en validité dans les délais de la loi.

Le 25 décembre suivant, décès de la dame Courby mère, née Joubert. — 10 janvier 1811, acte par lequel Philippe Courby cède aux sieurs Androdias de Murot, et autres, la portion qui lui revient dans les droits mobiliers de la succession de sa mère décédée. — Cette cession est signifiée au sieur Courby père, le 25 du même mois, comme débiteur des droits et reprises de sa femme. — Cependant, Joseph Courby n'en croit pas moins devoir poursuivre l'effet de sa saisie-arrêt du 10 nov. 1810, entre les mains de sa femme: il demande la validité de cette saisie contre son frère Philippe, et le 17 mai 1816, intervient jugement par défaut faute de plaider,

(1) P. en ce sens, Roger, de la Saisie-arrêt, nos 162, 166, 170. — P. aussi anal., Paris, 29 juill. 1811; Lyon, 28 juin 1837, et la note.

qui condamne Philippe Courby à garantir et indemniser son frère des poursuites exercées par les créanciers acquéreurs des biens de la dame Boitot sa femme; déclare valables les saisies faites sur lui le 10 nov. 1810, és-moins de divers, et notamment de la dame Anne Cognard; ordonne que les tiers saisis videront leurs mains entre celles du demandeur, jusqu'à concurrence de la somme que la dame Cognard se trouverait obligée de payer, par l'effet des poursuites hypothécaires, etc.

Ce jugement est signifié à avoué et à domicile; il n'est point attaqué et passe en force de chose jugée. — Joseph Courby ayant fait déclarer valable la saisie-arrest pratiquée, au préjudice de son frère Philippe, a soutenu, par suite, que les cessionnaires de son frère n'avaient reçu le bénéfice de la cession, qu'à charge par eux de lui faire raison de ce que lui devait son frère Philippe. — La question s'est présentée à l'occasion d'un ordre ouvert, pour la distribution du prix du domaine de Bicon. — Les cessionnaires ont soutenu que la saisie pratiquée par Joseph, devait être sans effet; attendu que les droits de Philippe n'avaient pas été saisissables avant le décès de sa mère. — 28 février 1817.

Jugement du trib. civ. de Riom, et le 15 déc. 1817, arrêt de la Cour royale de Riom, qui jugent, au profit des cessionnaires de Philippe, en déclarant que la saisie-arrest, pratiquée par Joseph, n'a pas été valable, ne portant que sur des droits non ouverts puisque la mère de Philippe vivait encore à l'époque de la saisie.

POURVOI en cassation par Joseph Courby et sa femme. — Le moyen proposé par les demandeurs se divisait en deux branches principales : — 1^{re} Violation des art. 1242, 1298 du Code civ., et 557 et suiv. du Code de proc., tous relatifs à la matière des saisies-arrests. — Ces articles, disait-on pour les demandeurs, donnaient au créancier le droit de faire saisir entre les mains d'un tiers tout ce qui peut être dû à son débiteur. — Dans quel but un pareil droit est-il accordé? C'est, d'une part, pour empêcher ce tiers de se libérer, et, de l'autre, pour paralyser la faculté que le débiteur lui-même a naturellement de disposer de ce qui lui appartient; sans ce double effet, le droit de saisir-arrester devient illusoire. Il est donc certain que tout acte par lequel un débiteur dispose d'une chose antérieurement saisie sur lui, est un acte nul, comme fait en fraude de son créancier. — On objecte que, dans l'espèce, la saisie-arrest pratiquée par Joseph Courby entre les mains de sa femme, portait sur des sommes qui n'étaient pas encore dues à Philippe Courby; qu'elles ne devaient devenir exigibles que par le décès de la dame Courby mère, encore existante au moment de la saisie. — Mais il est de principe que la saisie-arrest peut porter non-seulement sur ce qui est actuellement dû, mais encore sur ce qui pourra être dû au débiteur. Ce principe est d'autant plus certain, que la formule même généralement usitée en France sous l'ancienne, comme sous la nouvelle législation, le porte en termes exprès. La saisie-arrest est un de ces actes conservatoires, qui doit d'autant mieux porter même sur ce qui est éventuel et non encore échu, qu'il a précisément pour objet de prévenir les cessions qui enlèveraient au créancier le gage que la loi lui assure sur les biens de son débiteur. (Art. 2093, Code civ.) Il y a plus, dans l'espèce, le décès de la dame Courby mère est arrivé peu de temps après la saisie, et antérieurement au transport fait aux sieurs Androdins de Muroi; alors les droits du sieur Philippe Courby étaient incontestablement ouverts; la saisie-arrest existait tou-

jours; rien n'empêchait donc que cette saisie ne les frappât, et ne mit obstacle à la disposition qu'il en a faite plus tard : — 2^o Violation des art. 1350 et 1351 du Code civ., relatifs à l'autorité de la chose jugée, en ce que, dans l'espèce, la saisie-arrest faite par Joseph Courby entre les mains de sa femme, avait été déclarée valable par un jugement du 17 mai 1816, non attaqué, et contre lequel il n'existait désormais aucun moyen de se pourvoir.

Les sieurs Androdins de Muroi, défendeurs, ont répondu qu'il n'est pas vrai, en droit, que le créancier puisse valablement saisir entre les mains d'un tiers, tout ce que ce tiers pourrait devoir au saisi postérieurement à la saisie. — La saisie, disait-on, ne peut jamais porter sur ce que le tiers saisi ne doit pas au débiteur, en vertu d'un titre ou d'une cause quelconque, au moment où la saisie est formée. — Il ne faut pas confondre la dette avec son exigibilité; on peut, sans doute, valablement saisir dans les mains d'un tiers, non-seulement les arrérages de rentes, les loyers, les fermages déjà échus, mais encore les arrérages, les loyers, les fermages à échoir. La raison en est simple, il n'y a rien d'éventuel, d'incertain par rapport à ce qui est à échoir; le tiers saisi est déjà obligé, il ne peut pas s'affranchir de son obligation; il est indubitablement tenu de payer à une époque plus ou moins éloignée; quoique sa dette ne soit pas exigible, elle n'existe pas moins. — Mais il ne peut en être de même d'une dette éventuelle, incertaine, et qui n'aura peut-être pas plus de réalité dans la suite, qu'elle n'en a au moment de la saisie-arrest. La loi n'a jamais admis, comme un motif suffisant pour autoriser la saisie-arrest, la possibilité que le tiers doive un jour quelque chose au débiteur du saisissant. Le texte de l'art. 557 du Code de proc. civ., résiste absolument à l'idée d'une saisie-arrest qui aurait pour objet des sommes ou des effets qui n'appartiennent pas actuellement au débiteur, et qui pourraient même ne lui appartenir jamais; car il faut bien remarquer que cet article ne parle pas à l'avenir; il mentionne, au contraire, une propriété actuelle par ces mots, *sommes ou effets appartenant au débiteur*. Le sens de cet article devient encore plus évident, si l'on observe que la loi prescrit des formalités qui seraient impraticables dans la supposition d'une dette future. Ainsi, la saisie-arrest doit être suivie, dans un court délai, d'une demande en validité de la part du saisissant et d'une déclaration affirmative de la part du tiers saisi. Il faut même que le jugement qui interviendra ordonne de déclarer précisément ce que l'on doit, et de verser les deniers ou de remettre les effets. Or, dans le cas d'une dette éventuelle, la déclaration du tiers saisi serait nécessairement négative; la saisie-arrest est donc nulle de plein droit.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).
LA COUR; — Vu les art. 1350 et 1351 du Code civ.; — Attendu que la saisie-arrest du 10 novembre 1810, suivie dans le délai légal, d'une dénonciation au saisi, avec assignation, pour en voir prononcer la validité, tendait par ses termes mêmes à conserver, en les mettant sous la main de la justice, non-seulement les sommes appartenant alors à la partie saisie, mais même celles auxquelles elle a en droit avant la cession consentie aux sieurs de Muroi frères; que, dès lors, le saisi n'a pu disposer, au préjudice des droits acquis au saisissant, des sommes ainsi arrêtées, ou n'a pu les transmettre à un tiers qu'avec les charges qui les grevaient dans ses propres mains; — que cette saisie-arrest, telle qu'elle était conçue, a été déclarée valable, vis-

à-vis du saisi, dans une instance introduite antérieurement au transport, par un jugement qu'il a laissé passer en force de chose jugée, et qui a pu être opposé à ses ayens droit; — que de là il suit qu'en supposant que cette saisie-arrest n'ait pas atteint les deniers dus à la partie saisie, comme héritier de sa mère, et en refusant sous ce prétexte, l'exécution du jugement du 17 mai, conformément de la saisie, et que l'on reconnaît désormais inattaquable, la Cour royale de Riom a tout à la fois méconnu les principes des saisies-arrests et l'autorité de la chose jugée, et par là formellement violé les articles ci-dessus cités; — Casse, etc.

Du 2 fév. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Guichard et Naylies.

1^{re} ACTION POSSESSOIRE. — PASSAGE. — NON-USAGE.

2^e DROIT COMMUNAL. — ACTION. — QUALITÉ.

1^{er} Le non usage d'un droit de passage par celui à qui le passage serait dû, peut-il être présenté par le propriétaire du fonds asservi, comme un fait de possession sans servitude, de telle manière que le trouble à cette possession, sans servitude, puisse autoriser une action en complainte? (Cod. civ., 706; Cod. proc. civ., 23.) (1)

Celui qui met en question le fond d'un droit de passage, ne peut le faire juger par le juge de paix en la forme d'action possessoire : une pareille prétention est essentiellement la matière d'une action pétitoire. (Cod. proc. civ., 23.) (2)

2^e Celui qui réclame l'exercice d'un droit communal dont il prétend que les habitants de sa commune jouissent en singulier, peut-il intenter individuellement toute action relative à ce droit ou y défendre, sans être tenu de mettre en cause les habitants de la commune. (Cod. proc. civ., 69.) (3)

(Tarnier—C. Mairet.)

Aubin Mairet ayant passé ou prétendu passer dans la cour de la dame Tarnier, celle-ci l'assigna devant le juge de paix de Genlis. — L'assignation ne fut point libellée comme pour trouble à la possession annale de la demanderesse, selon qu'il est d'usage dans les complaintes possessoires. — La dame Tarnier prétendit que sa propriété n'était pas sujette à la servitude de passage; et

elle demanda qu'il fût fait défenses au sieur Mairet de passer par sa cour. — Aubin Mairet se borne à soutenir que le passage par la cour de la dame Tarnier, est un droit appartenant à tous les membres de la commune, et usité de tout temps, en ce que le passage est nécessaire pour l'exercice d'un droit de puisage à une fontaine sise tout auprès de la cour.

La dame Tarnier réplique que pour l'exercice du droit de puisage, il suffit à Aubin Mairet et à tous autres, de passer par un chemin public qu'elle dit existant au voisinage.

En cet état, le juge de paix ordonne qu'Aubin Mairet sera tenu de mettre en cause le maire de la commune, lequel seul a qualité pour la défense du droit communal. — Ce jugement est du 1^{er} mai 1817.

Le 8 du même mois, jugement définitif qui, faute par le sieur Mairet d'avoir mis en cause le maire de la commune de Fournay, maintient la dame Tarnier dans la libre possession de sa cour, et fait défenses expresses au sieur Mairet d'y passer à l'avenir, sauf à ce dernier à se pourvoir au pétitoire s'il s'y croit fondé.

Appel de la part du sieur Aubin Mairet des deux jugemens du 1^{er} et du 8 mai; il présente deux griefs, le premier fondé sur ce que la demande de la dame Tarnier mettant en question le fond du droit de servitude, elle aurait dû se pourvoir par le voie pétitoire, et de là exception d'incompétence; le second, sur ce que le droit de passage litigieux, bien qu'appartenant à tous les membres de la commune, était cependant exercable par chacun; d'où la conséquence qu'Aubin Mairet avait qualité pour défendre sans le concours du maire.

La dame Tarnier répond : — Qu'elle n'a entendu exercer qu'une action possessoire, fondée sur ce que le fait de passage exercé par Aubin Mairet, l'a troublée dans sa possession annale de sa cour, exempte de toute servitude de passage; qu'ainsi le juge de paix était compétent; — Que c'est l'exception d'Aubin Mairet qui seule met en question le droit de servitude; qu'ainsi elle ne peut être appréciée sur l'appel d'un jugement émané de la justice de paix; que la seule est une matière de pétitoire.

5 mai 1818, jugement du tribunal civil de Dijon, lequel annule les deux sentences du juge de paix comme incompétemment rendues, et le déclare lui-même incompétent par les motifs sui-

(1) Cette question est résolue affirmativement par M. Merlin, *Quest.*, v^o *Servitude*, § 5, n. 3. Cet auteur se fonde sur le principe général que l'action possessoire est ouverte contre toute espèce de trouble dans l'exercice d'un droit qui peut s'acquérir par le seul effet de la possession et sans titre. Or, il n'est pas douteux que le propriétaire du fonds assujéti à une servitude discontinue comme celle de passage, qui ne peut s'acquérir que par titre, ne puisse, lui, prescrire par trente ans la libération de cette charge, il doit des lors pouvoir, lorsqu'il est troublé dans sa possession annale de franchise, prendre la voie de la complainte pour s'y maintenir. — Toutefois, Merlin signale comme paraissant dire le contraire, l'arrêt que nous rapportons ici; mais, après en avoir reproduit l'espèce, il s'attache à établir que cet arrêt est étranger à la question. « La dame Tarnier, dit-il, n'était pas, et ne prétendait même pas avoir été, au moment où elle avait pris la voie de la complainte, en possession annale de ne pas souffrir la servitude du passage dont il s'agissait; des là, la teneur même de sa demande prouvait que, sous le nom d'action en complainte, c'était une véritable action en pétitoire qu'elle inten-

tail, et par conséquent le juge de paix était incompétent pour en connaître. Mais assurément son recours en cassation n'eût pas pu être rejeté, si elle eût en sa faveur une possession annale de franchise. Il est vrai que l'arrêt est rédigé d'une manière un peu vague, et qu'il semblerait faire entendre que jamais une servitude discontinue ne peut donner lieu à une action en complainte, soit qu'il s'agisse d'en faire maintenir l'exercice, soit qu'il s'agisse de le faire cesser; mais il ne peut être entendu que *secundum subjectum materiam*. Restreint en ce sens lequel il raisonne, il raisonne parfaitement juste; étendu au-delà, il serait en opposition avec le principe général que tout ce qui est prescriptible, peut être la matière d'une action possessoire. » V. aussi en ce sens, Carou, *des Actions possessoires*, n^{os} 309 et suiv., et, après nos observations sur l'arrêt du 2 mars 1820.

(2) V. conf., Cass. 21 oct. 1807; 23 nov. 1808, et les autorités nombreuses indiquées dans les notes.

(3) V. anal. en ce sens, Cass. 15 nov. 1808; 1 nov. 1812, et les notes.

vans : — Considérant qu'il est constant, en fait, que, depuis un temps immémorial, le passage dont la dame Tarnier demande la suppression, existe; qu'elle n'a pu, sous ce rapport, agir par voie de complainte possessoire; que la contestation sur le droit de servitude discontinue tient essentiellement au pétitoire, et ne peut être décidée qu'à la vue des titres ou d'une possession suffisante pour prescrire; — Considérant que le sieur Aubin Mairat seul avait intérêt et qualité pour défendre, ut singulus, à la demande de la dame Tarnier, et que c'est à tort que le juge de paix aurait subordonné son droit à la volonté de la masse des habitants en corps; que c'est, dès lors, le cas d'annuler les jugemens dont appel, comme rendus par un juge incompétent, en réservant aux parties leurs droits respectifs au pétitoire. »

La dame Tarnier s'est pourvue en cassation. — 1° En ce que l'action par elle intentée étant possessoire de sa nature, le juge de paix avait été compétent pour la juger; d'où contravention prétendue à l'art. 23 du Code de proc. civ.; 2° en ce que le juge de paix avait jugé incompétent et injustement la question de savoir si Aubin Mairat avait pu exercer ut singulus, un droit prétendu commun à tous les membres de la commune.

Il y a, disait la demanderesse, une distinction essentielle à faire entre l'établissement et l'extinction d'une servitude discontinue, telle qu'un droit de passage. — L'établissement ne peut sans doute avoir lieu par suite d'une possession ou prescription; il faut un titre; mais l'extinction d'une telle servitude s'opère par la voie de la prescription, c'est à-dire par le non-usage pendant trente ans (art. 206 du Code civ.). — Donc, en cette matière, la possession est utilis; donc la possession annale suffit pour fonder provisoirement le droit de non-usage pour autoriser l'action en complainte. — Ainsi la circonstance de non-usage de la servitude pendant un an, de la part d'Aubin Mairat, était présentée par la dame Tarnier comme étant, de sa part, un fait de possession de sa cour exempté de servitude; et c'était, selon elle, cette espèce de possession annale à laquelle il aurait été fait trouble, de manière à autoriser la complainte. Venaient ensuite les développemens sur l'incompétence et le mal jugé relativement à la défense d'un droit communal par un membre de la commune.

M. l'avocat général Joubert a pensé 1° que le système de la demanderesse, sur le point de droit, ne sortait pas du fait porté dans ses conclusions originaires; — qu'elle avait bien présenté à juger une question pétitoire et non une question possessoire; 2° que, relativement à la défense du droit communal, les juges auraient peut-être dû s'abstenir de se prononcer dans le considérant; mais que n'ayant pas rendu de décision à cet

égard, il ne pouvait y avoir lieu à cassation. — C'est pourquoi il a concédé au rejet.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen : attendu, en droit, que les servitudes discontinues, à la classe desquels appartient le droit de passage, ne pouvant s'établir que par titre et nullement par la possession, quoique immémoriale, elles ne peuvent donner lieu à complainte possessoire, et demeurent hors la compétence de la justice de paix; — Et attendu, en fait, que d'après les conclusions de la demanderesse elle-même, il ne s'agissait, dans l'espèce, que de la question de savoir si la servitude du passage dont les Mairat se servent toujours, leur appartenait ou non, soit à titre particulier, soit comme habitants de la commune de Fauverney; qu'en déclarant qu'une pareille question, ne relevant que sur un droit de servitude discontinue, ne pouvait être l'objet d'une complainte possessoire, et être soumise à la juridiction de la justice de paix, le jugement alloué a fait une juste application de la loi de la matière;

Sur la première partie du second moyen : — Attendu que, quelles que fussent la personne et la qualité du demandeur, la nature de la demande demeurait toujours la même; — Attendu, au surplus, que le droit du passage en question étant présenté comme appartenant aux habitants de la commune de Fauverney ut singuli, et non pas ut universi, il ne pouvait être individuellement dénié par chacun d'eux; — Sur la seconde partie du même moyen; — Attendu que le jugement attaqué n'ayant fait que prononcer la nullité des jugemens du juge de paix à cause d'incompétence, sans rien statuer, soit au possessoire, soit au pétitoire, le prétendu cumul de ces deux procès n'existe point; — Rejette, etc.

Du 2 fév. 1820. — Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lasaudade. — Rapp. M. Lasagni.

1° PROCÈS-VERBAUX. — NULLITÉ. — TÊMOINS.

2° CHASSE. — GENDARMERIE. — PROCÈS-VERBAL. — PREUVE.

3° TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — TÊMOINS. — APPEL.

1° En cas de nullité ou d'insuffisance d'un procès-verbal, ses rédacteurs peuvent être entendus comme témoins sur les faits qui y sont relatés. (Cod. inst. crim., 154.) (1)

2° Le procès-verbal dressé par de simples gendarmes, pour constater un délit de chasse sans permis de port d'armes, ne fait pas foi jusqu'à preuve contraire (2).

3° En matière correctionnelle, l'audition de témoins, quoique non requis ou offerte en première instance, peut être admise en cause d'appel, si elle paraît utile à l'instruction de la cause. (Cod. inst. crim., 211.) (3)

(2) F. conf., Cass. 24 fév. 1820. — Ces arrêts sont antérieurs à l'ordonn. du 29 oct. 1820, et c'est cette ordonnance qui a, pour la première fois, conféré aux gendarmes le droit de constater les délits de chasse. Depuis sa promulgation, la Cour de cassation a décidé que leurs procès-verbaux, en cette matière, font foi jusqu'à preuve contraire. F. Cass. 11 mars et 30 juil. 1825. 30 nov. 1827. — Il en est de même toutes les fois que ces procès-verbaux sont relatifs à des faits que les gendarmes ont mission de constater. F. Cass. 4 sept. 1813; 8 avril 1825; 26 août 1825.

(3) F. Cass. 6 niv. an 11, et 30 déc. 1811.

(1) Le procès-verbal n'est pas le fondement nécessaire de l'action; elle n'est pas subordonnée à son existence et à sa validité. L'art. 154 porte que les contraventions sont prouvées par témoins, à défaut du procès-verbal. Il suit de là que la preuve testimoniale doit être admise, soit lorsqu'il n'existe pas de procès-verbal, soit lorsque ce procès-verbal est nul ou insuffisant. Quant aux gardes, préposés ou fonctionnaires qui l'ont dressé, ils peuvent être entendus à l'appui de leurs procès-verbaux, et ils peuvent l'être quand ces procès-verbaux sont irréguliers; ils sont les témoins du fait qu'ils ont constaté. V. dans ce sens, Cass. 31 oct. 1817; 24 fév. 1820; Mangin, Traité des procès-verbaux, n° 3; Legraverend, Legal. crim., t. 1, ch. 5. Carnot, de l'Instr. crim., t. 1, p. 219. *

(Antoine Blanc).—ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim.; — Vu aussi les art. 154 et 189 du même Code; — Considérant que, sur l'appel par lui interjeté du jugement de première instance du tribunal de Saint-Marcellin, qui avait renvoyé Antoine Blanc des poursuites intentées à sa charge, comme prévenu du délit de chasse sans permis de port d'armes, le procureur général en la Cour royale de Grenoble avait fait citer devant cette Cour, comme témoins propres à prouver le délit, les trois gendarmes qui avaient rédigé le rapport d'après lequel ces poursuites avaient été faites, et avait demandé qu'ils fussent entendus; — Que ladite Cour a rejeté sa demande, et, par suite, l'appel par lui émis; — Que le refus de l'audition demandée par le procureur général a été fondé sur deux motifs : le premier, que les témoins cités étaient les rédacteurs du procès-verbal, d'après lequel les poursuites avaient été intentées, et qu'ils ne pouvaient pas être reçus à déposer dans leur propre fait; le second, qu'il n'y avait en aucune instruction testimoniale demandée devant le tribunal de première instance; mais que ces deux motifs sont également en opposition avec la loi;

Que, relativement au premier, les art. 154 et 189 du Code d'inst. crim., disposent que les délits seront prouvés par témoins, à défaut ou en cas d'insuffisance des procès-verbaux ou rapports; — Qu'aucune loi n'a exclu les rédacteurs d'un procès-verbal ou d'un rapport nul ou insuffisant, d'être entendus comme témoins sur les faits de ce procès-verbal ou de ce rapport, sauf aux tribunaux à avoir, en jugeant le faux, tel égard que de raison à leurs dispositions; — Que la Cour royale de Grenoble a donc créé une exclusion arbitraire; qu'elle a ajouté à la loi, et a violé ainsi les règles de sa compétence; — Que, d'ailleurs, les simples gendarmes ne sont point officiers de police judiciaire; qu'aucune loi n'attribuait au rapport fait par eux dont le procureur général demandait l'audition sur un délit de chasse sans permis de port d'armes, la force de faire loi jusqu'à inscription de faux ou jusqu'à preuve contraire; que ce rapport ne rentrait dans aucun des cas exprimés au § 15 et suivans de l'art. 125 de la loi du 28 germ. an 6; qu'il n'était donc qu'une dénonciation officielle, telle qu'elle était ordonnée par

l'art. 29 du Code d'inst. crim., et que les gendarmes qui l'avaient rédigé n'étaient que de simples témoins, dont le témoignage, reçu en justice conformément à l'art. 155 dudit Code, pouvait établir le délit, ainsi qu'il est réglé par l'art. 11 de la loi des 22-30 avril 1790 sur la chasse;

Que, relativement au second motif, les moyens de preuve peuvent être suppléés en tout état de cause; qu'ils n'altèrent pas la demande primitive; qu'ils n'ont pour objet que de l'établir; que l'audition de témoins, quoique non requise ou offerte en première instance, peut donc être demandée en cause d'appel, et qu'elle y doit être admise, si elle y paraît utile à l'instruction de la cause; — Que l'art. 154 du Code d'inst. crim. qui prescrit que les délits seront prouvés par témoins, à défaut de procès-verbaux ou rapports, ou à leur appel, est conçu d'une manière générale; que sa disposition s'applique à l'instruction en cause d'appel, comme à celle qui peut être faite en première instance; — Que l'art. 175 du même Code, qui donne aux tribunaux d'appel le droit d'accorder ou de refuser l'audition de témoins non produits en première instance, est relatif au cas où, en première instance, il y a eu des témoins entendus; qu'il ne modifie donc pas la disposition de l'art. 154 pour le cas où la preuve testimoniale n'a pas été employée devant les premiers juges; — Que le second motif de la Cour royale de Grenoble est donc contraire à la loi, et que le refus qui en a été la conséquence renferme excès de pouvoir et violation des règles de la compétence des tribunaux, qui, dans les cas prévus par les lois, est renfermé dans le cercle qu'elles ont tracé; — Casse, etc.

Du 3 fév. 1820. — Sect. crim. — Prés. M. Baris. — Rapp. M. Busschop. — Concl. M. Fréteau de Pény, av. gén.

1^{er} DÉCRETS IMPÉRIAUX. — FORCE LÉGISLATIVE.

2^o POUDRES DE GUERRE. — DÉTENTION. — PEINE.

1^{er} Les actes des gouvernemens antérieurs à la restauration, qui ont été exécutés comme des lois, sans opposition des pouvoirs qui pouvaient juger s'ils étaient inconstitutionnels, doivent conserver le même caractère et la même force d'exécution, jusqu'à ce qu'ils aient été légalement reconnus ou modifiés (1).

(1) V. conf., Cass. 27 mai 1819, et les arrêts qui y sont indiqués; 1^{er} sept. 1831; 7 juin 1833. Cette question est grave, et bien qu'elle soit aujourd'hui décidée par la jurisprudence, il peut être utile de rappeler les principes qui dominent cette matière. Chauveau et Helie les ont résumés en ces termes, dans un article du *Journal du droit criminel*, tom. 3, p. 124 : « Le principe que nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi, est hors de doute. La constitution de 1791 le proclamait : les lois qui l'ont suivie ne l'ont pas fait fléchir. Or, à aucune époque de la révolution, les lois n'ont pu être faites sans le concours des représentans de la nation. L'art. 44 de la constitution de l'an 8, qui doit régir l'empire, portant : « Le gouvernement propose la loi et fait les réglemens nécessaires pour assurer leur exécution. » Le sénatus-consulte organique du 28 flor. an 12 ne recula point cette limite. Ainsi, point d'incertitude : le gouvernement impérial n'était investi que du droit de faire des réglemens et non des lois. On a dit cependant que l'acte inconstitutionnel qui n'aurait point été signalé par les pouvoirs de l'Etat, acquerrait force de loi. Cette conséquence qui a été déduite de l'art. 28 de la loi du 22 frim. an 8, n'est point exacte. Cet article attribuait au tribunal le pouvoir de déférer au sénat, pour inconstitutionna-

lité, les actes du corps législatif et du gouvernement. Mais ce n'est que par une induction, au moins contestable, que l'on a pensé que le silence du tribunal revêtait l'acte usurpateur de la force constitutionnelle qui manquait à son origine. Ensuite, le tribunal fut supprimé par le sénatus-consulte du 19 août 1807, et dès lors le contrôle écrit dans la constitution cessa d'avoir un moyen légal d'exercice. S'ensuit-il que tous les décrets postérieurs à cette suppression soient frappés d'impuissance, parce que les réclamations étaient impossibles? S'ensuit-il, au contraire, qu'ils soient tous également légitimes, parce qu'aucune réclamation ne s'est élevée? On a soutenu l'un et l'autre; mais que ces décrets soient valides ou non, il est certain qu'aucun doute ne peut s'élever à cet égard en ce qui concerne les matières pénales. Tel est le principe que rappelait M. Mechin, quand il faisait entendre ces paroles : « Sa majesté sait mieux que personne que des lois pénales ne se font point par de simples décrets. » (*Rep.*, v^o *Armes*) Tel est aussi le principe que consacrait le sénat quand il proclamait la déchéance de l'empereur, parce qu'il avait établi des impôts et créé des peines par simples décrets. (Sénatus-consulte du 3 avril 1814). »

2^o Spécialement : le décret du 23 plu., an 13, sur la détention des poudres de guerre, n'ayant point été abrogé, doit continuer d'être appliqué, comme ayant force de loi. (L. du 28 avril 1816, art. 231.) (1)

(Contrib. ind. — C. Potelle. — ARRÊT.)

LA COUR; — Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim.; — Vu aussi les différents articles du décret du 23 plu., an 13 sur la vente des poudres de guerre, et l'art. 231 de la loi du 28 avril 1816 sur les contributions indirectes; — Considérant que les actes des gouvernemens qui ont précédé la restauration du trône et qui ont été exécutés comme des lois, sans opposition des pouvoirs qui avaient le droit de juger s'ils renfermaient une usurpation de l'autorité législative, doivent conserver le même caractère et la même force d'exécution jusqu'à ce qu'ils aient été légalement révoqués ou modifiés, à moins qu'ils ne se trouvent anéantis par un texte précis de la charte constitutionnelle; — Que les tribunaux, qui ne participent point aux pouvoirs politiques, et ne peuvent exercer les attributions; — Que le décret du 23 plu., an 13 a été exécuté comme loi; qu'il n'y a eu aucune opposition constitutionnelle à son exécution, et que son abrogation ne dérive point de la charte; — Qu'il a même été implicitement, mais évidemment maintenu dans toutes ses dispositions par l'art. 231 de la loi du 28 avril 1816; — Que néanmoins la Cour royale de Douai, par son arrêt du 30 oct. 1819, a refusé d'en faire l'application, et qu'ainsi elle a violé ledit art. 231 de ladite loi d'avril, et a d'ailleurs violé les règles de compétence, en exerçant une attribution du pouvoir législatif; — Casse, etc.

Du 3 fév. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Bassac. — Concl., M. Fréreau de Pény, av. gén.

BOISSONS. — DÉBITANT. — TRANSVASEMENT.
L'interdiction, faite par l'art. 58 de la loi du 28 avril 1816, aux débitants, de transvaser les boissons hors de la présence des commis ou préposés de la régie, est absolue et ne permet aucune distinction entre les transvasations entières et les transvasations partielles. — En conséquence, un débitant chez lequel il a été trouvé des bouteilles de vin transvasées d'une pièce, hors de la présence des commis et non revêtues du cachet de la régie, ne peut être renvoyé de la poursuite, encore qu'il allègue que cette transvasation partielle était nécessaire par la provision d'un débit extraordinaire.

(Contrib. indir. — C. Tissot.)

Du 4 fév. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Chasie. — Concl., M. Fréreau de Pény, av. gén.

TESTAMENT MYSTIQUE. — CÉCITÉ. — PREUVE. — SCEAU. — SUSCRIPTION.
Lorsqu'un testament mystique est querrellé de

nullité, en ce que le testateur aurait été privé de la vue, au jour de la signature du testament (Cod. civ., 978), l'offre de prouver la cécité peut être rejetée par les juges, si, dans les élémens de la cause, ils ont d'ailleurs des motifs suffisans de conviction. (Cod. proc. civ., 253.) (2)

Le sceau à apposer sur un testament mystique peut n'être pas celui du testateur. Si le testateur s'est contenté d'apposer le sceau du notaire, ce n'est pas une nullité. (Cod. civ., 976.) (3)

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'acte de suscription d'un testament mystique contienne la mention expresse qu'il a été fait sans diverter à d'autres actes. (C. civ., 976.)

(Clermont-Lodève et consorts — C. Perrin de Jonquierre.)

Le sieur Guilhem de Clermont-Lodève et les demoiselles ses sœurs, ont demandé la nullité d'un testament mystique fait le 21 nov. 1817, par le sieur Pierre-Antoine d'Antonnelle, leur cousin, en faveur du sieur Perrin de Jonquierre. — Ils soutenaient devant le tribunal civil d'Aries, que ce testament était nul : — 1^o Parce qu'il n'était pas revêtu du sceau du testateur, mais seulement de celui du notaire : — 2^o Parce que la suscription du même testament ne renfermait pas la mention expresse que toutes les formalités eussent été remplies de suite et sans diverter à d'autres actes; — 3^o Parce que le testateur était privé de la vue au jour de la signature du testament qui était aussi l'avant-veille de sa mort, et qu'enfin ce testament n'était pas l'expression véritable de sa volonté, mais le fruit de la captation et de la suggestion pratiquées à son égard : — A l'appui de ce dernier moyen, les demandeurs ont articulés les faits suivans dont ils ont demandé à faire preuve tant par titres que par témoins, savoir : que le 21 nov. 1817, le sieur d'Antonnelle, leur cousin, était privé de la vue, au point de ne pouvoir plus lire; que quand on lui avait présenté l'acte de suscription, il avait fait signe qu'il n'y voyait pas; qu'ensuite on avait passé devant lui un livre in-4^o sur lequel avait été placé l'acte, et qu'on avait dirigé sa main sur l'endroit de cet acte où il fallait signer.

22 juin 1818, jugement interlocutoire qui rejette la preuve des faits, offerte par le sieur Guilhem de Clermont et consorts, et le 31 août suivant, jugement définitif qui déclare le testament valable.

Appel devant la Cour royale d'Aix.

25 mars 1819, arrêt confirmatif, dont les motifs sont : « Que si, en droit, la preuve de cécité ou d'impuissance absolue de lire de la part du testateur est admissible, celle proposée est inutile et frustratoire, puisque tout tend à démontrer que le sieur d'Antonnelle n'a jamais cessé d'y voir au point de ne pouvoir lire, et qu'il a vu bien suffisamment, le 21 novembre, au moment même de la disposition testamentaire et de l'acte de suscription; — Que l'art. 976 du Code civil, qui

a été jugé, sous l'empire de l'ordonnance de 1733, dont l'art. 11 a été littéralement reproduit par l'art. 978 du Code civil, que la preuve de l'impuissance de lire, de la part de l'auteur d'un testament mystique, est une question de fait qui ne peut donner ouverture à cassation. V. Cass. 6 mess. an 12. Les motifs de l'arrêt ci-dessus consacrent également cette doctrine.

(3) Sic, Duranton, t. 9, n^o 121. — V. à l'égard de la nécessité du sceau ou de l'impression sur un testament mystique, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 7 août 1810.

(1) Conf., Cass. 1^{er} sept. 1831, et 7 juin 1833; Fœnart, Droit adm., t. 1^{er}, n^o 71. V. aussi Merlin, Répert., v^o Poudres, et la loi du 24 mai 1834.

(2) Le principe que les juges peuvent se dispenser d'ordonner la preuve s'ils trouvent d'ailleurs dans l'instruction du procès, des élémens suffisans pour fixer leur opinion, est unanimement reçu en doctrine et en jurisprudence; il n'a de contradictoire que M. Pigeau, Comment., tom. 1, p. 495. — V. en effet sur ce principe, Cass. 9 nov. 1811, et les nombreuses autorités indiquées à la note. L'arrêt ci-dessus n'en est qu'une application. — Ausurplus, il

prescrit que les diverses opérations qui y sont rappelées seront faites de suite et sans diverter à d'autres actes, n'ordonne pas qu'il en soit fait mention ; que la loi ne prescrivait pas cette mention, elle n'est pas nécessaire ; que la continuité voulue par le législateur doit toujours se présumer, alors qu'il ne résulte pas de l'acte même qu'il y ait eu interruption ou interruption : qu'en fait de formalités, il ne faut jamais ajouter à la loi : qu'à l'égard du testament par acte public, le Code a, il est vrai, voulu qu'il renfermât la mention expresse de certaines formalités, mais qu'il n'a pas ordonné cette mention pour celles relatives au testament mystique ; qu'en outre, il résulte suffisamment du contexte même de l'acte de suscription, qu'il n'y a pas eu d'interruption dans les différentes opérations qui y sont énoncées ; que le tout a été consommé de suite et dans le plus bref délai, etc.

POURVOI en cassation de la part du sieur Guilhem-de-Clermont et consorts, fondé sur trois moyens :

1^{er} Violation de l'art. 978 du Code civ. portant que « ceux qui ne savent ou ne peuvent lire ne pourront faire de disposition en la forme de testament mystique ; » En ce que l'arrêt dénoncé a refusé d'admettre la preuve offerte que le testateur Antoine d'Anionella était incapable de rien lire, et même avait donné des signes d'une cécité complète le jour de la signature du testament du 24 nov. 1817.

2^e Les demandeurs, bien qu'ils paraissent n'avoir pas soutenu sur l'appel le moyen de nullité pris de ce que le testament mystique du sieur d'Anionella n'avait pas été scellé du sceau du testateur, mais de celui du notaire, ont cependant reproduit ce moyen de cassation ; — Ils ont prétendu que, sous ce rapport, l'arrêt dénoncé violait implicitement l'art. 978 du Code civil, qui veut que le testament mystique soit présenté au notaire, clos et scellé.

3^e Les demandeurs présentaient enfin un dernier moyen de cassation pris d'une prétendue contravention à la disposition du même art. 978 du Code civ., prescrivant, à peine de nullité, l'observation de toutes les formalités relatives à l'acte de suscription du testament, de suite et sans diverter à d'autres actes. — Or, disaient les demandeurs, pour qu'il reste constant que l'observation de ces formalités a eu lieu sans interruption, comme l'exige la loi, en un mot, pour que la volonté du législateur ne reste pas sans effet, il faut que l'acte de suscription offre lui-même la preuve que les formalités qui doivent l'accompagner ont été remplies selon le vœu de la loi ; il faut donc qu'il contienne la mention expresse de l'observation de ces formalités ; il faut donc qu'il y soit énoncé qu'elles ont été observées, et que cette observation a eu lieu de suite et sans diverter à d'autres actes. — A défaut de cette énonciation, la nullité du testament devait donc être prononcée par les juges d'appel : valablement on argumenterait de ce que le législateur n'a pas de nouveau prescrit la mention expresse de l'observation des formalités du testament mystique, comme il l'avait fait précédemment pour le testament authentique par l'art. 972 : la où il existe les mêmes motifs de précaution, il est évident que les mêmes précautions ont dû être prises : si la mention expresse de l'observation des formalités du testament mystique n'était pas exigée comme pour le testament authentique, il s'ensuivrait que les juges seraient obligés de déclarer valable un testament de cette espèce, dont l'acte de suscription n'indiquerait ni la présentation au notaire et aux témoins d'un

papier cacheté et scellé, ni la déclaration du testateur que ce papier contient son testament, ni la signature des témoins, etc.... ; il faudrait, en un mot, déclarer valable un acte de suscription dénué de toutes les formes qui caractérisent essentiellement le testament mystique, ce qui rendait illusoire toutes les formes dont le législateur a cru nécessaire de l'entourer.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, sur le premier moyen, que la Cour d'appel n'a pas déclaré inadmissible en droit la preuve de cécité et d'innocence absolue de lire ; qu'elle s'est bornée à rejeter l'offre faite de cette preuve, parce qu'il lui a été démontré, par le concours et l'ensemble des faits qu'elle relève, et dont l'appréhension lui appartenait, ainsi que celle des faits qui pouvaient rendre la preuve offerte frustratoire, que le testateur n'avait cessé d'y voir et de pouvoir lire au moment du testament et de l'acte de suscription, et même le lendemain ; qu'en cela, la Cour royale n'a pu violer aucune loi ;

Sur le second moyen : — Attendu qu'en droit, la loi n'impose pas au testateur l'obligation de se servir de son propre cachet, et qu'au surplus, ce moyen n'a pas été reproduit devant la Cour d'appel qui ne s'en est pas occupée ;

Sur le troisième et dernier moyen : — Attendu que, lorsque la loi exige la mention particulière de l'accomplissement de certaines formalités, elle a soin de s'en expliquer formellement, ainsi qu'elle l'a fait pour celles prescrites par les art. 972 et 973 du Code civ. ; que l'art. 976, qui fait le siège de la matière, après avoir spécifié les divers formalités qui doivent accompagner le testament mystique, et, après avoir particulièrement prescrit qu'elles seraient remplies de suite et sans diverter à d'autres actes, n'ajoute pas qu'il en sera fait une mention expresse ; que, dans le même article, le législateur s'occupe du cas où un empêchement survient depuis la signature du testament, mettrait obstacle à la suscription de cet acte, et que c'est dans cette circonstance et pour ce cas seulement que la disposition dudit article exige qu'il soit fait mention de la déclaration du testateur qu'il ne peut signer, sans que la loi ait exigé de mention pour les autres formalités dont elle vient de s'occuper ; que, dans deux articles postérieurs, 977, 979, le législateur s'occupe encore de formes à observer, si le testateur ne sait pas signer, ou n'a pu le faire, lorsqu'il a fait écrire ses dispositions de dernière volonté, et dans ces cas où il peut écrire, quoiqu'il ne puisse parler ; que la loi exige, au premier cas, la mention de la cause pour laquelle le septième témoin sera appelé ; et, au second cas, la mention est encore spécialement exigée que le testateur a écrit de sa main, en présence de témoins, que le papier qu'il présente est son testament ; qu'il suit de ces rapprochements que la loi a toujours spécifié les formalités pour l'observation desquelles elle prescrivait une mention expresse ; qu'il n'est pas donné aux juges d'ajouter aux dispositions des lois, et surtout qu'il appartient à la loi seule d'établir des nullités ; qu'il faut donc conclure qu'à l'égard des formalités, dont la mention n'est pas exigée, il suffit que leur observation résulte clairement de la rédaction et du contexte de l'acte : — Attendu que, dans l'espèce, l'arrêt constate qu'il résulte bien évidemment de l'acte de suscription, de sa brièveté, de l'indivisibilité de son contexte et de l'ensemble de sa rédaction qui forme un seul tout, que l'acte de suscription porte avec lui, la preuve d'unité de temps et d'action dans sa confection ; qu'ainsi toutes les formalités voulues par la loi ont été remplies : — Rejette, etc.

Du 8 fév. 1820.—Sect. req.—Prés., M. Henrion de Pansey.—Rapp., M. Rousseau.—Concl., M. Lebeau, av. gén.—Pl., M. Guichard.

ENREGISTREMENT. — MARCHÉ.—LOUAGE D'OUVRAGE.

Le traité passé entre un maire et un entrepreneur, pour le nettoyage et l'arrosement des rues et places publiques de la ville, rentre dans la classe des marchés pour entretiens passés avec une administration municipale, et que les lois des 22 frim. an 7 et 28 avril 1816 assujettissent au droit proportionnel d'enregistrement de 1 fr. par 100 fr. — Un tel traité ne peut être considéré comme bail ou louage d'ouvrage, assujetti au droit de 75 ou 20 cent. pour 100, fixé par l'art. 8 de la loi du 27 vent. an 9 (1).

(Enregistrement — C. Dubost.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR : —Vu l'art. 8 de la loi du 27 vent. an 9, l'art. 69, § 2, n° 3 de la loi du 22 frim. 7, et l'art. 51 de celle du 28 avr. 1816 : —Attendu que le traité passé, le 30 juill. 1816, entre le maire de la ville de Lyon et le sieur Dubost, pour le nettoyage et l'arrosement des rues et places publiques de cette ville, ne peut être assimilé à aucune des espèces de baux dont parlent les lois des 22 frim. an 7, et 27 vent. an 9, et auxquelles s'appliquent les perceptions établies par ces lois pour ce genre de contrat ; —Attendu que ce traité du 30 juill. 1816 rentre au contraire tout naturellement dans la classe des marchés pour construction, réparation ou entretiens, passés par les administrations municipales, dont parlent les art. 69, § 2, n° 3, de la loi du 22 frim. an 7, et 51 de celle du 28 avr. 1816, puisqu'en effet c'est un marché par lequel le sieur Dubost s'oblige à entretenir dans un bon état de nettoyage et d'arrosement les rues et places de la ville ; — Qu'il suit de là qu'en refusant d'appliquer à ce traité la perception établie par ces articles, et en jugeant qu'il n'était possible que de celle régiee pour les baux par l'art. 8 de la loi du 27 vent. an 9, le jugement dénoncé a fausement appliqué ce dernier article, et violé ceux précités des lois des 22 frim. an 7 et 28 avr. 1816 ; —Casse et annule le jugement du tribunal civil de Lyon, etc.

Du 8 fév. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Haur Duparc et Reboul.

(1) « L'adjudication du droit d'enlever les boues, disent MM. Champenière et Rigaud (*Traité des droits d'enregistrement*, t. 2, n. 1472), est susceptible d'une distinction : si la ville doit payer pour l'enlèvement des boues, c'est un marché pour entretiens ; l'arrêt qui précède, et les motifs qu'il contient, sont évidemment applicables. Mais si le prix est payable à la ville par l'adjudicataire, il y a bail, non de travail, mais de chose ; les boues deviennent pour l'adjudicataire une jouissance, ou des fruits qui lui sont abandonnés moyennant un prix. »

(2) Cet arrêt est conforme au dernier état de la jurisprudence. — V. sur ce reste sur cette question et ses analogues, les observations qui accompagnent un arrêt en sens contraire de la Cour de cassation du 13 sept. 1809.

(3) C'est là un point controversé, par suite du texte de l'art. 296, C. proc., qui semble exiger qu'un seul juge soit commis pour l'opération. A Muis, dit Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, add., à la quest. 1141, comme cette disposition ne paraît avoir pour but que d'économiser les frais, et que d'ail-

ACTION POSSESSOIRE. — PÉTITOIRE. — POSSESSOIRE.

Du 9 fév. 1820 (aff. Maichen). — Même décision que par l'arrêt du 23 fév. 1814 (aff. Parrut).

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — LECTURE. — MENTION.

Il y a mention suffisante de la lecture du testament en présence des témoins, lorsque ce fait résulte de l'ensemble du contexte du testament : cette mention suffisante peut équivocal à une mention expresse. (Cod. civ., 972 et 1001.) (2)
Il y a mention suffisante dans une disposition ainsi conçue : « Lecture faite du contenu en ces présentes, le testateur a dit et déclaré l'avoir bien oui, compris et entendu... de tout quoi a été rédigé le présent... en présence de... témoins, lecture de nouveau faite. »

(D'Ilonon — C. Thevenet.)

Du 9 fév. 1820. — Sect. req. — Prés., M. La-sandade. — Rapp., M. Brillet-Savarin. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Sirey.

DESCENTE SUR LES LIEUX. — TRIBUNAL.

Les juges peuvent ordonner qu'avant faire droit le tribunal entier se transporter sur les lieux contentieux (3) et qu'il s'y transporter le jour même et à l'issue de l'audience. (Cod. proc., 295, 296, 297.) (4)

(Fourès — C. Vallat.)

Sur une action possessoire portée devant le juge de paix de Lodère, par le sieur Fourès contre le sieur Vallat, le tribunal remit le premier en possession d'une pièce de terre. Le sieur Vallat appela de cette sentence, et le 22 juill. 1817, il intervint un premier jugement par lequel il fut ordonné que le tribunal entier se transporterait sur les lieux, à l'issue de l'audience, les parties demeurant invitées à s'y trouver. — Ce jugement fut exécuté en l'absence de Fourès, et le 26 juill. il intervint un jugement qui infirma la sentence que celui-ci avait obtenue du juge de paix.

Pourvoi en cassation par Fourès contre les deux jugemens, pour violation des art. 295, 296 et 297 du Code de proc.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que les articles invoqués ne contiennent ni prohibition absolue, ni peine de nullité ; — Rejette, etc.

Du 9 fév. 1820. — Sect. req. — Prés. d'âge,

leors le transport du tribunal entier peut avoir les meilleurs résultats, nous croyons que, lorsque le tribunal consent par un zèle louable à procéder en corps à la descente et sans frais, parce que les lieux à vérifier sont peu éloignés, cette conduite de sa part doit être approuvée. » A l'appui de cette doctrine, M. Chauveau cite l'arrêt ci-dessus. V. encore dans ce sens, Berrist Saint-Prix, p. 310, n. 9 ; Favard de Langlade, t. 2, p. 76, n. 1.

(4) La difficulté provient de ce que, d'après l'art. 297 du Code de proc., le juge-commissaire doit rendre l'ordonnance qui fixe le lieu, le jour et l'heure de la descente, sur la requête de la partie la plus diligente, et de ce que la signification de cette ordonnance doit être faite d'avoué à avoué, pour valoir sommation, toutes formalités impossibles à remplir lorsque la descente a été fixée par le tribunal au jour même et à l'issue de l'audience. Mais l'avertissement donné aux parties présentes, de se trouver au lieu indiqué par le jugement qui ordonne la descente, supplée l'inaccomplissement des formalités de l'art. 297, qui d'ailleurs ne sont pas prescrites à peine de nullité.

M. Lassudade. — *Rapp.*, M. Brilat Savarin. — *Concl.*, M. Lebeau, av. gén. — *Pl.*, M. Coste.

RÉCIDIVE. — PRESCRIPTION.

La prescription de la peine encourue pour un premier crime ne met aucun obstacle à l'application des peines de la récidive, en cas de nouveau crime. (Cod. pén. 56.) (1)

(André et Mathias.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les dispositions de l'art. 58 du Code pén., sur la récidive de crime, sont générales et absolues; qu'elles s'étendent donc à tous les cas où il existe une première condamnation pour crime, à quelque époque et par quel que tribunal que cette condamnation ait été prononcée; que si la prescription de la peine encourue pour un premier crime, forme un obstacle à son exécution, elle n'efface pas néanmoins l'existence de la première condamnation, qui est la seule condition que l'art. 58 exige pour son application; — Rejette, etc.

Du 10 fév. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — *Rapp.*, M. Busschop. — *Concl.*, M. Fréteau de Pény, av. gén.

CHASSE. — PERMIS DE PORT D'ARMES.

Du 11 fév. 1820 (aff. Berton). — Cass. — Même décision que par l'arrêt de Cass. du 24 déc. 1819 (aff. Thierion).

RÉCUSATION. — MOYEN. — APPRÉCIATION. — PREUVE.

Lorsqu'un tribunal a déclaré qu'une récusation fondée sur des faits énoncés d'une manière générale, était admissible par le motif qu'il résultait de ces faits que le juge récusé aurait donné conseil ou sollicité le tribunal d'appel saisi par le juge récusé, à pu maintenir la récusation par le motif qu'il résultait des faits qu'il y avait de la part du juge récusé opinion défavorable manifestée et même inimitié. — On ne peut dire que la récusation est fondée sur des moyens nouveaux, lorsque la cause énoncée par les juges d'appel et celle qu'avait déclarée les premiers juges peuvent être considérées également comme les conséquences des faits allégués par le récusant.

Les juges peuvent, sans ordonner aucune preuve, faire droit à une demande de récusation dont la cause ressort des faits allégués par le récusant (2).

(Girons — C. Chaline.) — ARRÊT.

LA COUR; — Sur les divers moyens de cassation présentés et pris d'une prétendue contravention aux art. 384, 385, 386 et 389 du Code de proc., en ce que, suivant le demandeur, la récusation a été jugée fondée sur des faits non proposés par le récusant, non préalablement jugés admissibles et non prouvés par écrit ou par témoins; — Attendu, 1^o que la récusation a été proposée dans la forme prescrite par l'art. 384 du Code de proc.; — Attendu, 2^o que si la récusation fondée sur des faits énoncés d'une manière générale et sans détermination bien précise de leur caractère, a été déclarée admissible, sur le motif qu'il pouvait en résulter que le juge récusé aurait donné conseil ou sollicité le tribunal qui,

par suite de l'appel de ce jugement par le juge récusé, a eu à prononcer sur le fond de la récusation, n'était pas lié par cette appréciation des faits, et qu'il avait le droit de juger quelles étaient les véritables causes de récusation qui en résultaient; qu'il suffit que toutes les conséquences tirées des faits allégués s'y rattachent d'une manière quelconque, pour qu'elles ne puissent pas être considérées comme des faits nouveaux non proposés par le récusant, et non compris dans l'admissibilité déclarée de la récusation;

Attendu, 3^o que, dans le cas où le récusant n'aurait pas apporté preuve par écrit ou commencement de preuve des causes de la récusation, l'art. 389 dudit Code laisse à la prudence du tribunal de rejeter la récusation sur la simple déclaration du juge, ou d'ordonner la preuve testimoniale; que la loi elle-même lui donne donc à cet égard un pouvoir discrétionnaire, en vertu duquel il peut ne point ordonner une preuve qu'il juge inutile, lorsque, comme dans l'espèce, il a été reconnu et déclaré que des réponses mêmes du juge, il résultait suffisamment preuves de cause valable de récusation dans les faits allégués; — Attendu enfin que les faits d'après lesquels il a été ordonné que le président du tribunal de première instance de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou s'abstiendrait de la connaissance du fait d'escroquerie dont est prévenu le nommé Chaline, sont du nombre de ceux que l'art. 378 du Code de proc. déclare causes de récusation; et que le jugement attaqué est d'ailleurs régulier en la forme; — Rejette, etc.

Du 11 fév. 1820. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Rataud. — *Concl.*, M. Hus, av. gén.

REVENDEICATION. — EFFETS PERDUS. — PRESCRIPTION. — GARANT.

La prescription de trois ans n'est pas opposable de la part du détenteur d'objets perdus, si, dans l'intervalle, le propriétaire a fait des poursuites contre un garant, bien qu'il n'en ait pas fait contre le détenteur lui-même. C'est dans ce sens qu'il faut entendre l'art. 2279, Code civ., sur la revendication, et l'art. 2244, sur la prescription (3).

(Bastiat et Monclar — C. Zellweguer.)

En 1808, le sieur Arrias, commissionnaire, fut chargé de faire transporter de Lisbonne à Bayonne, savoir: 1^o cinquante-deux balles de coton pour compte des sieurs Zellweguer et compagnie; 2^o deux cent quatre vingt-onze balles de coton pour compte des sieurs Bastiat et Monclar. — Le 1^{er} juill. 1808, les sieurs Bastiat et Monclar reçurent seulement quarante balles. — Au mois de juin 1809, les sieurs Zellweguer n'avaient encore rien reçu.

En conséquence, les sieurs Zellweguer assignent Arrias devant le tribunal de commerce de Bayonne, pour se voir condamner à leur remettre les cinquante-deux balles de coton, dont le transport lui avait été confié. — Arrias appelle en garantie les sieurs Bastiat et Monclar. Il soutient que les quarante balles qui leur ont été remises appartiennent aux sieurs Zellweguer; il demande en conséquence, qu'ils lui en fassent la remise, pour les délivrer lui-même aux véritables propriétaires ou, en tout état de cause, qu'ils le garantissent de la demande formée contre lui.

(1) V. conf., Cass. 20 juin 1812; 4 oct. 1821; 4 juill. 1828; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 1, p. 413; Legraverend, *Législ. crim.*, t. 2, ch. 10; Carnot, *Comment. du Code pén.*, t. 1, p.

(2) V. en ce sens, Legraverend, *Législ. crim.* t. 2, ch. 1^{re}.

(3) V. dans ce sens, Cass. 27 mars 1832; Tropolong, *de la Prescription*, t. 2; n. 642; Vazeille, *cod.* t. 1, p. 286.

6 juill. 1809, jugement qui joint les deux instances — Plusieurs années s'écoulaient sans autres procédures. — Enfin, en 1812 et le 13 avril, les sieurs Zellweguer s'adressent directement aux sieurs Bastiat et Monclar, et revendiquent les quarante balles de coton à eux délivrées par Arrias. — Il importe de faire remarquer que cette demande en revendication fut formée plus de trois ans après le premier juill. 1808, époque à laquelle les quarante balles de coton étaient entrées dans les magasins des sieurs Bastiat et Monclar.

15 dec. 1814, jugement qui rejette; 1^o la demande en revendication intentée par Zellweguer contre Bastiat et Monclar; 2^o la demande en garantie formée par Arrias, et qui condamne celui-ci à rendre compte aux sieurs Zellweguer des cinquante-deux balles de coton.

Appel de la part des sieurs Zellweguer du chef qui rejette leur demande en revendication, contre Bastiat et Monclar. — Devant la Cour royale, Bastiat et Monclar ont répondu que la revendication était non recevable, parce qu'elle était intentée plus de trois ans après qu'ils avaient reçu les marchandises dans leur magasin; et qu'aux termes de l'art. 2279 du Code civil, celui qui a perdu une chose ne peut la revendiquer que pendant trois ans à compter du jour de la perte.

Les sieurs Zellweguer ont répliqué que la prescription avait été interrompue dans leur intérêt, par la demande en garantie intentée par Arrias contre Bastiat et Monclar, en 1809, c'est-à-dire avant l'expiration des trois années.

16 août 1815, arrêt de la Cour royale de Pau, qui rejette la prescription opposée par Bastiat et Monclar: « Considérant que les sieurs Zellweguer ayant actionné le sieur Arrias, le 13 juin 1809, pour avoir délivrance des cotons qu'ils lui avaient confiés, ou paiement de leur valeur, Arrias réfléchit cette demande aux sieurs Bastiat et Monclar, et après avoir observé dans le corps de l'assignation qu'il demandait délivrance des cotons, pour les délivrer lui-même au sieur Zellweguer, il conclut à ce que les cotons lui fussent restitués, ou, en tout état de cause, à ce qu'il lui fût accordé l'entière garantie de l'action engagée contre lui par les sieurs Zellweguer; que cette demande d'Arrias faite dans son intérêt personnel et dans celui des sieurs Zellweguer dont il était, quant à ce, le mandataire, constituait une interruption civile qui profitait à ces derniers, et ainsi et de la même manière que s'ils avaient eux-mêmes engagé l'action: que de là il résulte que les sieurs Bastiat et Monclar n'ont pas possédé pendant trois ans sans interruption les cotons dont il s'agit; que conséquemment la prescription qu'ils ont opposée sur le fondement de l'art. 2279 du Code civil, ne peut être accueillie. »

POURVOI en cassation de la part des sieurs Bastiat et Monclar, pour violation de l'art. 2279 du Code civil, et fautive application de l'art. 2241, en ce que l'arrêt dénoncé a jugé que la prescription a été interrompue, au profit des sieurs Zellweguer, par la demande intentée par Arrias. — L'action en revendication de celui qui a perdu une chose contre celui qui la détient, disent les demandeurs, est distincte et séparée de l'action contre le commissionnaire chargé du transport des marchandises. Les sieurs Zellweguer pouvaient intenter l'une et l'autre; ils se sont bornés à agir contre le commissionnaire, ils ont laissé passer trois années sans revendiquer leurs marchandises contre les tiers détenteurs; leur action en revendication est donc prescrite. — On soutient à la vérité que la prescription a été interrompue par la demande en garantie formée par le commissionnaire,

en ce que ce commissionnaire a agi comme mandataire du propriétaire; et c'est là le motif déterminant de l'arrêt. Mais on répond, d'abord, qu'en règle générale, l'interruption civile de la prescription n'a lieu qu'au profit de ceux de qui émanent les actes qui l'opèrent: *interruptio civilis, ut judicialia omnia et tantum qui eam intendit prodest... ei tantum prodesse potest qui eam exercet*. D'Argentré, sur l'art. 226 de la Coutume de Bretagne, ch. 4, n^o 2. — Dunod, *Traité de la Prescription*, part. 1^{re}, ch. 9, pag. 61, fait remarquer que l'interruption civile, différente en cela de l'interruption naturelle, ne profite qu'à celui qui l'a provoquée: « Dans le cas de l'interruption naturelle, dit-il, le défaut vient de la personne même qui prescrit et qui ne possède plus, au lieu que l'interruption civile ne se faisant que par une espèce de fiction, elle n'empêche pas la continuation de la possession, sur laquelle la prescription est fondée: ce n'est qu'un acte civil; or, les actes de cette espèce ne servent qu'à ceux qui les font. » Voyez aussi le *Répertoire de jurisprudence*, au mot Interruption. — Au surplus, l'arrêt n'est fondé sur aucune disposition légale, lorsqu'il décide que le sieur Arrias, qui précisément plaideait contre les sieurs Zellweguer, était leur mandataire, et que ses poursuites personnelles ont interrompu la prescription au profit de ses prétendus mandans. — D'ailleurs, pour démontrer qu'Arrias n'a pas agi en qualité de mandataire de Zellweguer, il n'est pas moins à l'effet d'interrompre la prescription à leur égard, il suffit de faire remarquer que c'est évidemment dans son intérêt particulier qu'il a entendu agir: que son but n'a point été de procurer aux sieurs Zellweguer la restitution de leurs marchandises, mais bien de se décharger de toute responsabilité sur ce point. — En un mot, pour qu'un pût dire que la demande, par lui formée contre Bastiat et Monclar, a interrompu la prescription de l'action en revendication des sieurs Zellweguer, il faudrait que cette demande fût réellement l'exercice de l'action en revendication elle-même: or, Arrias n'a point agi comme propriétaire, ni au nom du propriétaire d'un objet perdu, qui le réclame entre les mains du détenteur; mais bien comme repétant une chose qu'il avait indûment remise à celui qui n'en était pas le véritable propriétaire; cette différence sensible entre l'action intentée par Arrias, et l'action qui appartenait aux sieurs Zellweguer, démontre évidemment que l'exercice de l'une n'a pu interrompre la prescription de l'autre: d'où il suit que l'arrêt dénoncé, en déclarant la prescription interrompue, a fait une fautive application de l'art. 2244, et a admis l'action en revendication, sans avoir égard à l'art. 2279 du Code civil, qui la déclarait prescrite.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la demande en restitution des cinquante-deux balles de coton a été formée par les sieurs Zellweguer, le 13 juin 1809, contre le sieur Arrias, commissionnaire; — Attendu que cette demande a été dénoncée aux demandeurs, le 19 juin suivant, à la requête d'Arrias, avec assignation au tribunal de commerce de Bayonne, à l'effet qu'ils fussent condamnés, même par corps, à restituer les cinquante-deux balles qu'Arrias articulait avoir été conduites par erreur dans les magasins des demandeurs, et qu'en tout événement, ils fussent condamnés à le garantir et à le rendre quitte et indemne de toutes les suites de l'action dirigée contre lui par les sieurs Zellweguer; que ces deux demandes ont été jointes par jugement rendu entre les parties, le 6 juill. 1809; — Attendu que, soit la demande prin-

cipele, soit celle en garantie, ont été formées dans le délai utile, c'est-à-dire avant la prescription triennale invoquée par les demandeurs; — Attendu qu'il est de principe consacré par les art. 2244, 2245 et 2246 que la citation en justice, même devant un juge incompétent, interrompt la prescription; — Rejette, etc.

Du 16 fév. 1820. — Sect. req. — M. Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Ligier - Verdigny. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Nicod.

1^o VENTE (PRIX DE). — INTÉRÊTS. — CRÉANCIER HYPOTHECAIRE.

2^o PRIVILEGE. — LICITATION. — INSCRIPTION. — MINEUR.

1^o Les créanciers inscrits du vendeur d'un immeuble produisant des fruits ne peuvent attaquer la clause du contrat de vente par laquelle ce vendeur a dispensé l'acquéreur de payer les intérêts de son prix jusqu'à l'exigibilité du capital. (Cod. civ., 1652.) (1)

2^o Le délai de soixante jours fixé par l'art. 2109, Code civ., pour l'inscription du privilège accordé aux copartageans sur les immeubles adjugés à l'un d'eux par licitation, court seulement, si quelques-uns des copartageans sont mineurs, du jour du jugement d'homologation de la liquidation, et non pas du jour de l'adjudication (2).

(Castelman—C. Landez et consorts.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, en droit: que des expressions même de l'art. 1652 du Code civil, sagement entendues et combinées avec l'art. 1583 du même Code, il ne résulte pas que le vendeur et l'acquéreur ne puissent convenir entre eux, par le contrat de vente, de la chose et du prix; que cet article ne dispose, relativement aux intérêts dus ex natura rei, qu'à défaut d'une stipulation des parties à cet égard; — Attendu, en fait, que le jugement et l'arrêt ont reconnu que cette stipulation est expressée dans le contrat du 26 août 1811, que le prix serait payé dans les dix jours de la transcription, sans inscriptions, ou dans les dix jours de leurs mainlevées, stipulation par laquelle les parties ont dérogé à l'art. 1652, et que cette stipulation n'a rien d'illicite;

Attendu, sur le moyen tiré de la violation de l'art. 2109, en droit, que de cet article combiné avec l'art. 2113 résulte la conservation du privilège du mineur, par l'inscription dans les soixante jours de l'acte de partage ou de l'adjudication par licitation; — Attendu qu'en considérant, d'après les actes du procès, le partage immobilière du 18 juillet 1813 et la liquidation du 31 janvier 1817, comme n'étant, à l'égard du mineur Navarre, qu'une seule et même opération complétée seulement à l'égard du mineur par le jugement d'homologation de la liquidation, en date du 27 mars 1817, le jugement et l'arrêt ont dû, comme ils l'ont fait, valider l'inscription fournie pour le mineur, le 2 mai 1817, dans les soixante jours du jugement d'homologation de la liquidation, et prise en conséquence en temps utile; — Attendu, quant à la collocation immédiate du sieur Petit-Bouton, qu'elle a rendu inutile un circuit d'ac-

tion dispendieux qui aurait été nécessaire; — Attendu, enfin, qu'il est constaté, en fait, que le réclamant était sans intérêt, étant primé dans l'ordre par deux créanciers sur lesquels les fonds ont manqué pour des sommes qui excèdent celles réclamées par le mineur Navarre; — Rejette, etc.

Du 17 fév. 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Leclercq de Grandprey. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Flacon Rochelle.

1^o ATTENTAT A LA PUDEUR. — VIOL. — TENTATIVE.

2^o VIOL. — TENTATIVE.

1^o Si le viol constitue toujours un attentat à la pudeur, les attentats à la pudeur ne constituent pas toujours un viol ni une tentative de viol. Ainsi, dans une accusation de tentative d'attentat à la pudeur, la question de tentative de viol ne peut être soumise au jury, à moins qu'il ne soit constaté qu'elle résulte des débats. (Cod. pén., 332.)

La tentative avec violence d'un attentat à la pudeur qui n'a pas le viol pour objet, renferme par elle-même et nécessairement les circonstances constitutives de la tentative légale, sans qu'il soit nécessaire qu'elles soient énoncées. (Cod. pén., 2.) (3)

2^o La tentative de viol n'est punissable qu'autant que le jury a déclaré que la tentative a manqué son effet par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. (Cod. pén., 2 et 332.) (4)

(Laurent Ruillon — C. min. pub.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 271 et 410 du C. d'inst. crim., et 2 du Code pén.; — Attendu, 1^o que, par l'arrêt de la Cour royale de Rion, du 2 nov. 1819, Laurent Ruillon avait été mis en accusation et renvoyé devant la Cour d'assises du département de l'Ailier, comme suffisamment prévenu, sur le chef de cet arrêt, relatif à Marie Dufaix, âgée d'environ douze ans, d'avoir consommé ou tenté avec violence, un attentat à sa pudeur dans trois époques rapprochées, et pendant le temps qu'elle était sous son autorité, comme sa domestique à gage; — Que l'acte d'accusation, dénaturant le fait de ce chef du renvoi, a déclaré, dans son résumé, que ledit Ruillon était accusé d'avoir, par plusieurs fois, au mois d'avr. 1819, tenté de violer Marie Dufaix, fille âgée de douze à treize ans, qui était alors sous son autorité en qualité de domestique, « mais que si le viol constituait toujours un attentat à la pudeur, les attentats à la pudeur ne constituent pas toujours un viol ni une tentative de viol; — Que l'acte d'accusation a donc soumis aux débats un fait d'accusation différent de celui sur lequel avait porté l'arrêt de renvoi;

Qu'il a donc violé l'art. 271 du Code d'inst. crim.;

Attendu 2^o que si la tentative avec violence d'un attentat à la pudeur, qui n'avait pas le viol pour objet, renferme par elle-même, et nécessairement, les trois circonstances exigées par l'art. 2 du Code pén. pour que la tentative soit assimilée

(1) V. en ce sens, Bordeaux, 26 juill. 1831. — F. toutefois, un autre arrêt de la même Cour du 19 juin 1835, et l'arrêt de rejet prononcé par la Cour de cassation le 29 avril 1839, sur le pourvoi qui avait été formé dans cette affaire. Mais voy. loc. cit., les observations qui accompagnent ce dernier arrêt.

(2) La question est controversée. V. en sens contraire de l'arrêt ci-dessus, Paris, 3 déc. 1836, et les

renvois qui y sont faits à la jurisprudence. V. aussi dans ce dernier sens, Lyon, 29 déc. 1835, et la dissertation de M. Troplong, qui accompagne cet arrêt — F. néanmoins, Cass. 11 août 1830.

(3) V. conf., Cass. 10 mars 1820; 20 sept. 1822; 10 juin 1830; et *Théorie du Code pén.*, t. 6, p. 167.

(4) F. conf., Cass. 18 mai 1815, et la note; 15 sept. 1831; 15 sept. 1837, et *Théorie du Code pén.*, t. 6, p. 186.

au crime consommé, il n'en est pas ainsi de la tentative de vol; que dans cette tentative en effet, la consommation du crime peut avoir été arrêtée par la volonté et le repentir de son auteur; — Que cependant l'acte d'accusation n'a point déclaré que les tentatives de vol dont il accusait Rullion, eussent manqué leur effet par des circonstances indépendantes de sa volonté; — Que, relativement à ces tentatives, il y a donc eu accusation sur des faits dépourvus de la circonstance nécessaire à leur criminalité, et violation conséquemment de l'art. 2 du Code pén. et de l'art. 231 du Code d'inst. crim.; — Que la question soumise au jury sur ces tentatives a été semblable à l'énocération de l'acte d'accusation; qu'elle a donc participé à ses vices et à sa nullité; — Que sur la réponse du jury, qui a résolu affirmativement cette question, la Cour d'assises a prononcé contre Rullion les peines des art. 331, 332 et 333 du Code pén.; — Que cette condamnation a donc été une fautive application des lois pénales; — —Casse, etc.

Du 17 fevr. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Robert de Saint-Vincent. — Concl., M. Hua, av. gén. .

POSTE AUX LETTRES. — TRANSPORT ILLICITE. — LETTRES NON CACHETÉES.

Le commissionnaire, étranger à l'administration des postes, qui s'est immiscé dans le transport des lettres, ne peut être renvoyé de la poursuite par le motif que les lettres dont il a été trouvé porteur, n'étaient pas cachetées. (Arrêté du 27 prair. an 9.) (1)

(Guingamp.)

Jacques Guingamp, commissionnaire à Donarmon, étranger à l'administration des postes aux lettres, fut cité devant le tribunal correctionnel de Quimper, comme prévenu d'avoir transporté des lettres dont le port était exclusivement confié à cette administration.

Sous le prétexte que les lettres dont Guingamp fut trouvé porteur n'étaient pas cachetées, le jugement du tribunal correctionnel de Quimper, confirmé par celui de Vannes, le renvoya de la citation.

Pourvoi du ministère public, qui soutient que les arrêts du conseil des 18 juin et 29 novembre 1681, les lois des 26 août 1790 et 21 sept. 1792, les arrêtés du directoire des 2 niv., 7 fruct. an 6 et 26 vent. an 7, l'arrêté des consuls du 27 prair. an 9, sous faire de distinction entre les lettres non cachetées et celles qui le sont, appliquent au transport des unes comme des autres les mêmes peines.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu les arrêts du conseil des 18 juin et 29 nov. 1681, rapportés dans l'arrêté du directoire exécutif du 26 vent. an 7; la loi du 26 août 1790, sur la direction et administration générale des postes, 2^e partie, art. 4, n° 5; la loi du 21 sept. 1792; les arrêtés du directoire exécutif des 2 niv. et 7 fruct. an 6; l'arrêté des consuls du 27 prair. an 9; — Attendu que, par les arrêts de règlement précités, et d'après les lois et arrêtés

qui en ordonnent l'exécution, il est défendu à tous les entrepreneurs de voitures libres, à toute personne étrangère au service des postes, de s'immiscer dans le transport des lettres,.... paquets et papiers du poids de deux livres et au-dessous, dont le port est exclusivement confié à l'administration des postes aux lettres, à peine d'une amende de 150 à 300 fr.; — Attendu que, dans l'espèce, il est reconnu constant, par le jugement qu'a confirmé le jugement attaqué, que le prévenu, commissionnaire étranger à l'administration des postes, a transporté des lettres dont le port était exclusivement confié à cette administration; — Que, dès lors, il était en contravention aux arrêtés de règlement, lois et arrêtés, défendant aux entrepreneurs de voitures libres et à toutes personnes étrangères au service des postes de s'immiscer dans le transport des lettres confié à cette administration; — Qu'il devenait conséquemment passible de la condamnation à l'amende de 150 à 300 fr.; — Que néanmoins le jugement du tribunal correctionnel de Quimper, confirmé par le tribunal correctionnel de Vannes, l'a renvoyé de la citation à lui donnée par le ministère public, dans l'intérêt de la direction des postes, sous le prétexte que les lettres dont il fut porteur n'étaient pas cachetées; — Mais que, dans les prohibitions qu'ils prononcent, les arrêtés de règlements, avis et arrêtés précités, ne font point de distinction entre les lettres non cachetées et celles qui le sont, et qu'au transport des unes comme des autres, ils appliquent les mêmes peines; — Que, dès lors, le jugement attaqué a violé les dispositions des arrêts des 18 juin et 29 nov. 1681, des lois des 26 août 1790 et 21 sept. 1792, des arrêtés du directoire exécutif des 2 niv. et 7 fruct. an 6, et 26 vent. an 7, et de l'arrêté des consuls du 27 prair. an 9; — Casse, etc.

Du 18 fev. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Hua, av. gén.

1^{re} QUESTION PRÉJUDICIELLE. — CARACTÈRE.

2^o DÉLIT FORESTIER. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

1^{re} *En matière correctionnelle et de police, il n'y a de question préjudicielle que celle qui naît d'une exception dont la preuve fait disparaître le délit ou la contravention (2).*

2^o *Lorsque les habitants d'une commune sont prévenus d'avoir fait paître dans une forêt royale, leurs bestiaux à garde séparée, le tribunal correctionnel ne peut surseoir au jugement, jusqu'à la décision d'une instance engagée devant le tribunal civil, relativement au droit d'usage, dont l'existence ne ferait pas disparaître le délit. (Ordonn. de 1669, tit. 19, art. 8.) (3)*

(Héritiers de Bouillon — C. Héritiers d'Aulnay.)

ARRÊT.

LA COUR: — Vu les art. 408 et 413 du Code d'inst. crim.; — Vu aussi l'art. 8, tit. 10 de l'ordonnance des eaux et forêts de 1669, qui défend aux usagers de mener leurs bestiaux dans les forêts royales à garde séparée, et de les y envoyer

suite de renvois à deux autres arrêts des 13 mai et 8 dec. 1820; mais la même question ne s'est pas reproduite dans ces dernières décisions.

(2) V. dans ce sens, Mangia, *Traité de l'action publique*, n. 208.

(3) L'exception du prévenu fondée sur ce qu'il est usager, n'est point préjudicielle lorsque le délit consiste dans l'abus qu'il a fait de son droit, par exemple, s'il le bétail, comme dans l'espèce, n'était pas gardé conformément à la loi.

(1) Sic. Cass. 22 avril 1830. — La question a fait plus de difficulté relativement aux simples particuliers voyageurs. V. Merlin, *Repert.* v° *Poste aux lettres*. Mais aujourd'hui la jurisprudence est prononcée dans ce sens, qu'il leur est également interdit de transporter des lettres, même non cachetées; seulement ils ne sont pas sujets à perquisition. V. Cass. 17 mai 1832; 21 mai 1836; 26 mai 1836; 25 janv. 1840. L'affaire dans laquelle est intervenu l'arrêt que nous rapportons ici, a donné lieu par

par leurs femmes, leurs enfans ou domestiques ; — Attendu qu'en matière correctionnelle et de police, il n'y a de question préjudicielle que celle qui naît d'une exception dont la preuve fait disparaître le délit ou la contravention ; — Attendu que l'exercice du droit de pâturage dans les forêts royales est soumis à des règles établies par les divers articles du tit. 19 de l'ordonnance de 1669 ; — Que l'art. 2, tit. 26 de cette ordonnance, en prescrit l'observation dans les bois des particuliers, et que ceux-ci sont autorisés, par l'art. 6 du même titre, à faire punir les délinquans dans leurs bois, des mêmes peines et réparations ordonnées pour les forêts royales ; — Que, dans l'espèce, le droit de pâturage des habitans de la commune d'Aulnay dans la forêt d'Évreux appartenant aux héritiers du duc de Bouillon, n'est pas contesté ; mais qu'en supposant que le jugement rendu en faveur desdits habitans par le juge de paix, et dont les héritiers du duc de Bouillon sont appellans, soit confirmé, il ne saurait en résulter que les prévenus ne doivent pas être punis, s'ils ont exercé le droit de pâturage qui leur appartient, d'une manière prohibée, sous des peines portées par l'ordonnance de 1669 ; — Attendu qu'un procès-verbal dressé par deux gardes de la forêt d'Évreux, dûment affirmé, et contre lequel il n'a point été formé d'inscription de faux, constate que, le 30 juillet 1819, des bestiaux appartenant à quinze habitans de la commune d'Aulnay ont été trouvés en pâturage dans la forêt d'Évreux, et gardés séparément, les uns par les enfans, les autres par les domestiques de ces habitans ; — Que l'envoi des bestiaux dans les bois à garde séparée, et par les femmes, enfans ou domestiques des propriétaires de ces bestiaux, est défendu sous peine d'amende pour la première fois, de confiscation pour la seconde, et, pour la troisième, de privation de tous usages, par l'article 8, tit. 19 de l'ordonn. de 1669 ; que, par le procès-verbal sus-mentionné, il est donc prouvé que les prévenus ont commis contravention à cet article, et qu'il est impossible que la décision a intervenir sur l'appel du jugement du juge de paix d'Évreux, fasse disparaître cette contravention ; que, dès lors, le tribunal correctionnel saisi de l'action des héritiers de Bouillon, avait le droit et qu'il était même de son devoir de statuer sur cette action, sans attendre le jugement de l'appel desdits héritiers ; qu'en prononçant un sursis au lieu de juger dans l'état, et en refusant de condamner des prévenus coupables de faits qui ne pouvaient pas être et qui n'étaient pas contestés, et qui constituaient le délit forestier que prévoit et punit l'art. 8 du tit. 19 de l'ordonn. de 1669, le tribunal correctionnel d'Évreux a violé cet article et les règles de compétence établies par la loi ; — Attendu que la Cour royale de Rouen, chambre de police correctionnelle, qui a confirmé le jugement du tribunal correctionnel d'Évreux, s'en est approprié les vices et a ainsi donné ouverture à la cassation de son arrêt. — *Casse, etc.*

Du 18 fév. 1820. — Sect. crim. — *Pres.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Auvant. — *Concl.*, M. Hua, av. gén. — *Pl.*, M. Odilon-Barrot.

PROCÈS-VERBAUX. — GARDE CHAMPÊTRE. — FORMES. — ENREGISTREMENT.

Le procès-verbal d'un garde champêtre ne peut être annulé par une infraction à des règles prescrites par l'autorité administrative.

Il n'est pas nécessaire que les gardes champêtres mentionnent dans leurs procès-verbaux, la date de leur réception, la circonstance qu'ils étaient revêtus du signe distinctif de leurs
IX. — 1^{re} PARTIE.

fonctions, l'abornement du lieu où le délit a été commis (1).

La nullité des procès-verbaux à défaut d'enregistrement dans le délai légal, n'est applicable qu'aux procès-verbaux qui font foi en justice jusqu'à inscription de faux, et non à ceux qui tendent uniquement à constater une contravention de police. (L. du 22 frim. an 7, art. 34.) (2)

(Intérêt de la loi. — *Aff. Souffland.*)

REGISTREUR. — • Le 8 sept. 1819, Marie et Rose Souffland sont trouvées par le garde champêtre de la commune de Bernes, dans un bois situé dans la même commune, et appartenant à M. Treilhard, dunt jouit le sieur Leroyer, son fermier. Ces deux femmes étaient occupées à ployer et à rompre des coudres. Le garde champêtre dresse son procès-verbal et le fait enregistrer le 13 du même mois.

Les deux filles Souffland, et leur père comme civilement responsable, ont été cités, à la requête du ministère public, à comparoir le 24 du même mois au tribunal de police, pour se voir condamner aux peines qu'ils avaient encourues pour le fait dont il s'agit. A la même audience, le sieur Leroyer, fermier de M. Treilhard, ayant la jouissance du bois où les filles Souffland avaient été trouvées, s'est rendu partie civile ; le tribunal de police a renvoyé les parties de la plainte.

Les motifs qui ont fait la base du jugement sont, a dit le procureur général, que le garde champêtre ne s'est point conformé aux instructions administratives qu'il avait reçues ; mais comment le juge de paix a-t-il pu croire que des instructions administratives, plus ou moins utiles dans la pratique, puissent jamais acquiescer une telle force, qu'il faille les considérer comme une loi, et prononcer la nullité des actes dont le législateur seul a pu régler les formalités ? Le juge de paix devait se borner à examiner si le procès-verbal était revêtu des formalités prescrites par la loi. Il se serait assuré, 1^o qu'elle n'exigeait point que les gardes champêtres fissent mention de la date de leur réception ; 2^o que, bien loin qu'il y ait des termes sacramentels pour exprimer que le garde était revêtu du signe distinctif de ses fonctions, la loi n'exige pas même de mention à cet égard ; 3^o qu'elle veut que le garde champêtre constate la nature, les circonstances, le temps et le lieu des délits et des contraventions ; qu'elle ne va pas au delà ; que l'abornement dont parle le juge de paix, outre qu'il présente une idée exorbitante, et souvent difficile dans l'exécution, n'a pas même un motif raisonnable ; et que le garde a certainement fait une désignation suffisante, lorsqu'il a dit qu'il avait trouvé les délinquantes dans le bois nommé Blanchard, situé dans la commune de Bernes, appartenant à M. Treilhard, et dont jouit le sieur Leroyer en qualité de fermier.

Le quatrième motif, s'il n'est pas plus solide, est au moins spécieux ; il consiste en ce que le procès-verbal n'a été enregistré que le cinquième jour au lieu de l'être le troisième.

Mais d'abord l'art. 20 de la loi du 22 frim. an 7, fixe à quatre jours, et non à trois, le délai de l'enregistrement des exploits ou procès-verbaux, et l'art. 25 porte : « que le jour de la rédaction de ces actes n'est point compté, non plus que le dernier jour, s'il tombe un jour de fête ou de dimanche. » Or, le procès-verbal du garde Vitard a été rédigé le 8 septembre dernier, qui tombait

(1) V. conf., Mangin, *Traité des procès-verbaux*, n. 110.

(2) V. conf., Cass. 3 sept. 1808, et la note.

un mercredi; par conséquent, le quatrième jour étant un dimanche, le délai a dû être prolongé jusqu'au lundi; et c'est effectivement ce jour-là que la formalité de l'enregistrement a été remplie.

En second lieu, il a été décidé par la Cour de cassation, notamment dans un arrêt du 10 mai 1810, que la disposition de l'art. 20 de la loi du 22 frim. an 7, relative au délai de l'enregistrement, et celle de l'art. 34, qui établit une peine contre les huissiers ou autres, pour exploit ou procès-verbal non présenté à l'enregistrement dans le délai prescrit, et qui autorise à prononcer, en pareil cas, la nullité de ces actes, n'étaient applicables qu'aux procès-verbaux qui font foi en justice jusqu'à inscription de faux, et non à ceux qui tendent uniquement à constater un délit de nature à être porté devant le tribunal de police. Un autre arrêt du 3 sept. 1808, toujours d'après le même principe, décide la question d'une manière aussi positive: cet arrêt porte qu'un acte ou procès-verbal relatif à un fait de police ou à un délit rural, qui n'aura pas été enregistré en débit, suivant le § 1^{er}, art. 70 de la loi du 22 frim. an 7, ne sera nul pour cela; les juges, en ce cas, devront ordonner, avant faire droit, que l'acte ou procès-verbal sera soumis à l'enregistrement, en conformité de l'art. 70, § 1^{er} de la susdite loi.

Il résulte de ces considérations qu'en refusant de prononcer sur le délit qui avait été constaté, et en annulant le procès-verbal du garde champêtre, le tribunal de police de Trévières a commis un déni de justice et fait une fausse application de la loi du 22 frim. an 7.

Ce considéré, il plaise à la Cour, vu la lettre de M. le garde des sceaux, la loi du 22 frim. an 7, casser et annuler, dans l'intérêt de la loi, le jugement du tribunal de simple police de Trévières, dont expédition en forme est ci-jointe, et ordonner qu'à la diligence de l'exposant, l'arrêt à intervenir sera transcrit sur les registres de ce tribunal.

Fait au parquet, ce 11 fév. 1820.

Signé MOURRE.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu le réquisitoire ci-dessus et les pièces jointes; faisant droit sur ledit réquisitoire, en vertu de l'art. 442 du Code d'inst. crim., et par les motifs qui y sont énoncés, annule, dans l'intérêt de la loi, le jugement rendu le 1^{er} octobre dernier par le tribunal de police du canton de Trévières, etc.

Du 18 fév. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Baris; — Rapp., M. Bataud. — Concl., M. Hua.

INJURES. — SURSIS. — RÉPRESSION. — COMPÉTENCE.

Le tribunal saisi d'une plainte en calomnie, peut ordonner qu'il sera procédé au jugement du fond, nonobstant une demande en prise à partie et une demande en renvoi pour suspicion légitime simplement dénoncée, et dont aucune Cour compétente n'aurait été saisie. C'est aux tribunaux, devant lesquels ont été produits des écrits relatifs à la défense des parties ou prononcés des plaidoyers, qu'il appartient de statuer sur les injures et les imputations contenues dans ces écrits ou plaidoyers, à moins que, ces imputations leur paraissent mériter une peine que leurs attributions ordinaires ne leur confèrent pas le droit de prononcer, ils renvoient le prévenu, pour le jugement du délit, devant les tribu-

nauts compétents, ou fassent, en faveur de la partie lésée, réserve d'une action à cet effet. — Sauf le cas de renvoi ou de réserve, les tribunaux correctionnels ne peuvent pas être légalement saisis (1).

(Ricard — C. Ozoux.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Relativement, 1^o au pourvoi formé par ledit Ricard contre l'arrêt du 20 juill. 1816: — Attendu qu'en ordonnant qu'il serait procédé au jugement du fond, nonobstant une demande en prise à partie et une demande en renvoi pour cause de suspicion légitime simplement dénoncée et dont aucune Cour compétente pour en connaître n'avait été saisie, le conseil supérieur de l'île Bourbon n'a violé aucune loi;

Relativement, 2^o au pourvoi formé par ledit Ricard contre l'arrêt du 21 du même mois, par lequel le conseil supérieur de l'île Bourbon l'a déclaré coupable de calomnie envers le sieur Ozoux, et l'a condamné à l'emprisonnement, à l'amende, à des dommages-intérêts et à l'interdiction, pendant cinq ans, des droits mentionnés en l'art. 42 du Code pén.: — Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim., d'après lesquels la Cour de cassation doit annuler les jugements en dernier ressort qui ont violé les règles de compétence établies par la loi; — Vu aussi l'art. 377 du Code pén.; — Attendu qu'il résulte de cet article que les discours prononcés et les écrits produits devant les tribunaux, sont essentiellement soumis à leur appréciation et à leur juridiction; que c'est à eux qu'il appartient de juger si leur auteur, dans les faits qu'il y a relevés ou dans les expressions qu'il y a employées, est sorti des bornes de la défense légitime qu'il se devait à lui-même ou qu'il devait à ses ennemis; que la loi les a investis des moyens de répression suffisants sur les discours et les écrits répréhensibles, en les autorisant à prononcer la suppression des injures et des écrits injurieux, à faire les injonctions aux auteurs des délits, à statuer sur les dommages-intérêts, et même, à l'égard des avocats et des avoués, à les suspendre de leurs fonctions; — Que lorsque les injures ou écrits injurieux leur paraissent porter un caractère de gravité qui mérite une peine plus forte, et que leurs attributions ordinaires ne leur confèrent pas le droit de la prononcer, ils peuvent, dans ce cas, renvoyer le prévenu, pour le jugement de ce délit, devant les tribunaux compétents, ou faire en faveur de la partie lésée réserve d'une action à cet effet; — Mais que, sans ce renvoi ou sans cette réserve, les tribunaux correctionnels ne peuvent jamais être légalement saisis d'une plainte pour des imputations et des injures qui seraient contenues dans des écrits relatifs à la défense des parties qui ont été produits devant d'autres juges, ou dans des plaidoyers qui n'ont pas été prononcés devant eux, sauf l'action des tiers, ainsi que de droit; Et attendu qu'au mépris de ces principes consacrés par ledit art. 377 du Code pén., le sieur Ozoux avait saisi le tribunal correctionnel d'une plainte en calomnie contre Ricard, fondée sur un écrit produit par lui devant le tribunal civil, en sa qualité de mandataire de la demoiselle Bellecombe dans une instance en reddition de compte engagée entre ladite Bellecombe et Ozoux; — Que sur cette plainte le tribunal avait jugé qu'il n'y avait pas lieu à statuer en police correctionnelle, et avait renvoyé les parties en procès civil ordinaire devant les juges saisis des contestations relatives au

(1) Remarquons que cette décision est intervenue par application du § 3 de l'art. 377 du Code pén. alors encore en vigueur à l'île Bourbon. F. sur

ce point, de Gratier, Comment., sur l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, t. 1, n° 35, p. 263.

compte, pour être fait telles réclamations et produit telles exceptions de droit sur ledit écrit, et être par lesdits Juges prononcé ce qu'il appartiendrait. — Que, sur l'appel interjeté de ce jugement par Ozoux et ensuite par le ministère public, le conseil supérieur de l'île Bourbon l'a reformé, et, statuant sur le fond de sa plainte, a condamné Ricard d'après les dispositions de l'art. 367 du Code pén.; en quoi cette Cour a fait fautive application de cet article, et violé l'art. 377 du même Code, ainsi que les règles de sa compétence; — Casse, etc.

Du 18 fév. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Giraud. — Concl., M. Hua, av. gén. — Pl., M. Scribe.

RENTE VIAGÈRE. — DÉCÈS. — CONSTITUTION SUR PLUSIEURS TÊTES.

Lorsqu'une rente viagère est constituée sur la tête de plusieurs individus qui doivent la recevoir successivement dans son entier, jusqu'au décès du dernier mourant, la mort de l'un d'eux dans les vingt jours de l'acte de constitution, n'opère pas la résolution du contrat de rente. (Cod. civ., 1775) (1)

(Les mineurs Dallemagne — C. Carron.)

Par acte authentique du 5 avril 1809, l'abbé Cheynel a vendu le domaine de Machuras au général Dallemagne. — Le prix stipulé de cette vente a été, 1° une somme de 36,000 fr. payable au moment du contrat; 2° une rente annuelle et viagère de 10,000 fr. tournant sur la tête du vendeur, et réversible après son décès sur la tête des sieur et dame Mareste, qui devaient en jouir sans réduction jusqu'au décès du dernier survivant. — La dame Mareste, qui parut à ce contrat tant pour elle que pour son mari, dont elle avait les pouvoirs, donna quittance à l'abbé Cheynel, par suite de ce même acte, d'une somme de mille louis qu'elle lui avait prêtée antérieurement pour l'acquisition du domaine de Machuras.

Le 15 avril 1819, c'est-à-dire dix jours après la vente dont il vient d'être parlé, l'abbé Cheynel mourut de la maladie dont il était déjà atteint à l'époque du contrat. — Il avait institué pour ses héritiers les époux Mareste, qui furent représentés plus tard par le sieur Carron.

En 1812, le sieur Carron fit assigner le général Dallemagne ou ses enfants mineurs, représentés par la dame de Villeneuve, leur mère et tutrice, devant le tribunal civil de Belley, sur une demande en nullité de la vente du domaine de Machuras. — Cette demande était fondée sur le dispositif de l'art. 1775 du Code civil, portant que tout contrat de rente viagère reste sans effet lorsque la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat.

Les mineurs Dallemagne ont soutenu, que la disposition de l'art. 1775 était inapplicable à l'espèce, en ce que la rente viagère créée par le contrat de vente du 5 avril 1809 ne portait pas seulement sur la tête de l'abbé Cheynel, qui à la vérité était mort dans les dix jours de l'acte; mais aussi, et collectivement, sur la tête des sieur et dame de Mareste, qui avaient vécu plusieurs années après, et qui avaient reçu successivement le bénéfice de la rente. — Ils ajoutaient que les maries de Mareste avaient, d'ailleurs, été parties à titre onéreux au contrat de constitution de rente, du 5 avril 1809, puisque la dame de Mareste, par le même contrat, avait fait quittance à l'abbé Cheynel d'une somme de mille louis dont il lui

était redevable; qu'ainsi, et après la mort de ce dernier, la chance aléatoire avait continué d'exister sur la tête des sieur et dame de Mareste, qui étaient réellement créanciers de la rente, en vertu de leur propre stipulation.

23 juin 1817, jugement qui accueille cette défense.

Appel par le sieur Carron: — Et le 11 août 1818, arrêt de la Cour royale de Lyon, qui infirme en annulant le contrat de constitution de rente, et par suite la vente du domaine de Machuras: — « Attendu que, le 5 avril 1809, l'abbé Cheynel a vendu au général Dallemagne le domaine de Machuras, moyennant une somme de 36,000 fr., et une rente viagère de 10,000 fr., que le contrat énoncé être représentative de 80,000 fr., prix de la vente; que cette vente fut créée tant au profit de l'abbé Cheynel, vendeur, qu'en faveur des maries Hyacinthe de Mareste et de Magdeleine Vihert, et que, par le contrat il fut dit qu'elle serait payée, après le décès dudit abbé Cheynel, aux maries de Mareste et Vihert en totalité, au dernier survivant de l'un des trois; attendu que, de ce contrat, il résulte que les chances de hasard et d'incertitude, qui sont la base de la constitution d'une rente viagère, ont été calculées sur trois têtes, parmi lesquelles celle de l'abbé Cheynel était en première ligne, puisque, d'un côté la propriété transmise provenait de lui, et que, de l'autre, c'était à lui que la rente devait être payée; et que ce n'était qu'après lui, qu'elle devait être payée aux sieur et dame de Mareste; attendu que, d'après l'art. 1774 du Code civil, tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat ne produit aucun effet; que, d'après l'art. 1775, si en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte d'une maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat; attendu qu'il est constant que l'abbé Cheynel est mort le 15 avril 1809, dix jours après le contrat de constitution de la rente viagère de 10,000 livres dont il s'agit, et qu'il est également constant qu'il était atteint de la maladie dont il est mort, au moment où le contrat a été passé; que, dès lors, ce contrat ne peut produire aucun effet, etc. »

Pourvoi en cassation de la part des mineurs Dallemagne, pour fautive application de l'art. 1775 du Code civil, et violation des art. 1134 et 1772 du même Code.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu les art. 1134, 1772 et 1775 du Code civil; — Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites; que l'art. 1772 permet de constituer une rente sur plusieurs têtes, et ne contient aucune exception ni aucune modification; que l'art. 1775, qui forme une exception au droit commun, s'applique uniquement au cas où la rente n'a été créée que sur la tête d'une seule personne déjà atteinte, lors du contrat, de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date de ce contrat; que cette exception qui a été déterminée par le défaut de chance aléatoire, doit être maintenue dans les limites que le législateur a lui-même prescrites; que, dans l'espèce, au contraire, ce n'est pas seulement sur la tête de l'abbé Cheynel que la rente viagère a été créée, qu'elle l'a été aussi en même temps, et par le même contrat, sur les têtes des maries de Mareste, qui y ont été parties; qu'il a été formellement convenu que ladite rente serait payée en

(1) V. conf., Grenoble, 21 juin 1822. — V. aussi la note 3 qui accompagne un arrêt de la Cour royale

de Paris, du 9 fév. 1807, et les autorités qui y sont indiquées.

totalité, et sans réduction, au dernier survivant des trois; que par conséquent la chance aléatoire qui est la base des contrats de rente viagère, a continué d'exister en vertu de l'art. 1972 du Code civil, lorsqu'à la mort de l'abbé Cheynel, les mariés de Maroste ont commencé de jouir de ladite rente en vertu dudit contrat; qu'en déclarant le contraire, la Cour royale de Lyon a fait une fautive application de l'art. 1975 du Code civ. et violé les art. 1134 et 1972 du même Code; — Casse, etc.

Du 22 fév. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Loiseau et Nicod.

CONSEILLER-AUDITEUR. — SUPPLÉANT.

Les conseillers-auditeurs peuvent suppléer les conseillers, dès qu'ils ont atteint l'âge de vingt-sept ans. — L'art. 4 du décret du 16 mars 1808, qui fixait à trente ans l'âge auquel les conseillers auditeurs pourraient suppléer les conseillers, a été abrogé par l'art. 12 de la loi du 20 avril 1810, qui accorde voix délibérative aux conseillers-auditeurs qui ont atteint vingt-sept ans. (Cod. proc., 141.)

Phalempin — C. Dathis-Hervyn.)

28 juill. 1818, arrêt de la Cour royale de Donai, sur une contestation entre les sieurs Dathis-Hervyn et Frémoux-Phalempin.

Cet arrêt ne fut rendu que par six conseillers et un conseiller-auditeur âgé de plus de 27 ans, mais de moins de trente.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Phalempin pour violation de l'art. 27 de la loi du 27 vent. an 8, portant : « les jugemens des tribunaux d'appel ne pourront être rendus par moins de sept juges, » et de l'art. 4 du décret du 16 mars 1808, qui n'autorise les conseillers-auditeurs à suppléer les conseillers, que lorsqu'ils ont atteint l'âge de trente ans.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le dernier état de la législation donne aux conseillers-auditeurs, indépendamment du droit de séance avec les autres juges, qui leur est attribué par l'art. 4 du décret du 16 mars 1808, la voix délibérative dans toutes les affaires, lorsqu'ils auront atteint l'âge de 27 ans. (Art. 12 de la loi du 20 avr. 1810); — Attendu que cette double disposition, et spécialement celle qui accorde une voix délibérative, obligeant les Cours à compter au nombre des suffrages celui des conseillers-auditeurs dans toutes les affaires, il en résulte qu'ils concourent comme juges, lorsqu'ils ont atteint l'âge de 27 ans, et qu'ils doivent compter dans ce cas, dans le nombre nécessaire pour prononcer arrêt, aux termes de la loi du 20 avr. 1810, dont il a été fait une juste application par l'arrêt, ainsi que de l'art. 27 de la loi du 27 vent. an 8; — Rejette, etc.

Du 22 fév. 1820. — Sect. req. — Prés., M. Lasaudade. — Rapp., M. Borel de Bretzel. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Coëbin.

(1) Jurisprudence constante. V. le résumé du dactyme et de la jurisprudence qui accompagnent le jugement de cassation du 28 brum. an 6; F. aussi Cass. 6 civ. an 12 et la note. *Junge*, dans le même sens, *Riverchon*, des autorisations de plaider nécessaires aux communes, n° 99, p. 245.

(2) La surenchère n'anéantit pas la vente primitive par l'effet d'une condition résolutoire, mais par celui d'une annulation; autrement le droit de la

AUTORISATION DE COMMUNE. — NELLITÉ.

— CASSATION.

La nullité résultant du défaut d'autorisation d'une commune défenderesse ait été autorisée à plaider sur la demande en revendication qu'elle a formée, et sur laquelle est intervenu le jugement dévoué; — Doune défaut contre la commune de Carvin-Epinoy; et, pour le profit, — Casse et annule le jugement arbitral rendu à son profit le 29 brum. an 3, etc.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 54 et 56 de la loi du 14 déc. 1789; — Attendu que rien ne justifie que la commune défenderesse ait été autorisée à plaider sur la demande en revendication qu'elle a formée, et sur laquelle est intervenu le jugement dévoué; — Doune défaut contre la commune de Carvin-Epinoy; et, pour le profit, — Casse et annule le jugement arbitral rendu à son profit le 29 brum. an 3, etc.

Du 22 fév. 1820. — Sect. civ. — Rapp., M. Carnot. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Delagrèze.

ENREGISTREMENT. — SURENCHÈRE. — DÉLAI.

Lorsqu'il y a surenchère sur une adjudication judiciaire, dans les vingt jours de l'adjudication, l'adjudicataire a par cela même cessé de l'être, avant l'expiration du délai pour le paiement des droits de mutation. — Des lors, il n'est possible ni du droit simple ni du double droit de mutation, encore que la seconde adjudication n'ait été présentée qu'après les vingt jours, à dater de la première. (L. du 22 frim. an 7, art. 60; Cod. proc., 710.) (2)

(Bels — C. Enregistrement)

29 mai 1817, adjudication au profit de Bels de plusieurs immeubles saisis immobilièrement. — Dans la huitaine, surenchère du quart, de la part du sieur Durand.

12 juin 1817, l'adjudication est prononcée à son profit.

19 du même mois, plus de vingt jours après l'adjudication primitive, présentation du nouveau jugement à l'enregistrement. — Le receveur perçoit d'abord le droit de mutation sur le prix total de la seconde adjudication. — Ensuite il exige un double droit sur le prix de la première adjudication, attendu qu'elle n'avait pas été présentée dans les vingt jours de sa date. — Refus de la part de Durand d'acquiescer ce second droit. — Contrainte décernée contre le sieur Bels, premier adjudicataire. — Opposition de sa part, fondée sur ce que n'ayant été que momentanément propriétaire sous une condition résolutoire, et cette condition résolutoire s'étant accomplie avant que le double droit fût exigible, il est censé n'avoir jamais été propriétaire, en ce qui touche les droits de mutation. (Cod. civ., 1183.)

8 juin 1818, jugement du tribunal civil de Linnoux qui déboute Bels de son opposition : « Attendu qu'au 29 mai 1817, l'adjudication dont il s'agit était devenue possible du droit proportionnel sur la minute; qu'à cette même époque, le trésor public était devenu irrévocablement le créancier du sieur Bels, adjudicataire; que le délai de vingt jours n'est qu'un moyen accordé pour faciliter le paiement des droits; que ces

première ne cesseraient pas d'être exigibles, car l'événement d'une condition résolutoire n'empêche pas le contrat d'avoir existé, ni les droits d'en avoir été dus. Un arrêt du 27 mai 1823, a jugé dans le sens contraire, en matière de vente sur folle enchère; les principes sont les mêmes; V. cet arrêt et nos observations. V. aussi le *Traité des droits d'enregistrement*, de MM. Champyionnière et Rigaud, t. 3, n. 2144, et l'arrêt de Langlade, v° *Enregistrement*, sect. 2, § 3. »

droits ne peuvent être augmentés ni diminués, puisque la quotité en est fixée par l'application de la loi sur les effets que l'acte produit à l'instant même de l'adjudication, et que ne s'étant présenté que le 19 juin suivant, les vingt jours étant expirés, il a encouru le double droit à titre d'amende.

Pourvoi en cassation de la part de Bels, pour fausse application de l'art. 20 de la loi du 22 frim. an 7, et pour violation des art. 1183 du Cod. civ., et 710, 711 du Code de proc. civ.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu les art. 1183 du Code civ., 710 et 711 du Code de proc. civ.; — Considérant, en fait, que l'adjudication judiciaire avait été prononcée le 29 mai 1817; que la surenchère a été faite dans la huitaine de l'adjudication; que ladite surenchère a été dénoncée dans les vingt-quatre heures, avec assignation à la première audience, qui devait avoir lieu le 12 juin, et qu'à cette audience du 12 juin, il y a eu adjudication au profit du surenchérisseur; — Et considérant, en droit, que les art. 710 et 711 du Code de proc. soumettent les adjudications judiciaires à une condition résolutoire, lorsqu'ils admettent toute personne à surenchérir, en offrant un quart en sus du prix de la vente, à la charge de la faire dans le délai et dans les formes qu'ils prescrivent; que cette condition résolutoire est inhérente à l'adjudication judiciaire, coëxiste avec elle, et que, quand elle s'accomplit, les choses sont remises au même état que si l'adjudication surenchère n'avait pas existé, conformément à la disposition générale de l'art. 1183 du Cod. civ.: d'où il résulte que Bels a cessé d'être adjudicataire dès le 12 juin, c'est-à-dire avant l'expiration de vingt jours depuis l'adjudication du 29 mai; que dès lors il a cessé d'être débiteur du droit principal d'enregistrement pour cause de mutation de propriété, et que, n'étant pas débiteur du droit principal, il n'a pu encourir la peine du double droit, peine que la loi impose qu'un débiteur d'un droit principal qui a négligé de l'acquitter, dans le délai qu'elle lui accordait; — Casse.

Du 23 fév. 1830.—Sect. civ.—Prés. M. Brisson.—Rapp., M. Gandon.—Pl., MM. Odilon Barrot et Huart Duparc.

RÈGLEMENT MUNICIPAL.—GRAINS.—MESURAGE.—HALLES.—HABITANS.

Les règlements de police faits pour la perception d'un droit de mesurage sur les grains, au profit de la commune, ne rentrent point dans les matières de police sur lesquelles les maires ont le droit de prendre des arrêtés obligatoires pour les tribunaux. Les contraventions à ce règlement ne peuvent donc donner lieu à des peines de police.

Le règlement municipal qui défend l'exposition et la vente des grains dans un autre lieu que dans la halle, à pour objet d'assurer la fidélité de la vente de ces grains et est dès lors obligatoire pour les tribunaux de police. (L. du 16-24 août 1790, tit. 2, art. 3 et 4; L. du 19-22 juill. 1791, tit. 2, art. 46.) (1)

Les règlements municipaux obligent tous ceux qui se trouvent sur le territoire de la commune, lors même qu'ils n'y sont pas domiciliés.

(Delpret et Caussade.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le droit de mesurage public, tel qu'il est établi à Aurillac ne présente aucun caractère qui puisse le faire consi-

dérer comme un droit d'octroi; que c'est une taxe perçue dans le marché, au profit de cette ville, en vertu de la loi du 29 flor. an 10, qui en a créé le principe et le droit; que les règlements municipaux faits pour sa perception n'ont pas eu pour objet d'ordonner les précautions convenables pour faire jouir les habitants d'une bonne police, et ne peuvent, dès lors, rentrer dans aucune des matières de police sur lesquelles, d'après l'art. 46 de la loi du 22 juill. 1791, et les art. 3 et 4 du titre 2 de celle du 24 août 1790, les autorités municipales sont investies du droit de prendre des arrêtés dont les tribunaux de police doivent réprimer les contraventions en vertu de l'attribution qui leur en est conférée par les art. 1, 2 et 5 de cette dernière loi, et qu'aucune loi postérieure n'a étendu cette attribution en faveur des tribunaux de police à des règlements municipaux faits pour l'administration et la perception des recettes communales;

Que de là il s'ensuit que le tribunal de police d'Aurillac était sans caractère pour prononcer des peines sur celle des contraventions imputées aux prévenus qui avait pour objet, le paiement du droit de mesurage pour les grains qu'ils avaient introduits dans cette ville;

Mais vu l'art. 13 du titre 2 de la loi du 24 août 1790, — la loi du 16 fruct. an 3, dans son second paragraphe, fait itératives défenses aux tribunaux de connaître des actes d'administration, de quelque espèce qu'ils soient; — Les art. 408 et 413 du Code d'inst. crim.; — Attendu que la loi du 24 août 1790, titre 2, art. 3, § 4, place au rang des objets confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux « l'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids, à l'aune ou à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente publique; » — Que l'obligation imposée aux marchands qui lutruisent dans Aurillac des grains pour y être vendus, de les déposer dans la halle, met ces grains sous les yeux de la police, qui peut dès lors veiller à la fidélité de leur vente, et à ce que ceux qui pourraient être gâtés et insalubres ne soient pas livrés à la consommation; que sa surveillance s'exercerait avec bien plus de difficulté, et pourrait même être regardée comme impossible si les marchands venus du dehors étaient libres de déposer et de vendre leurs grains dans tels lieux de la ville qu'ils jugeraient à propos de choisir; — Que les arrêtés municipaux qui veulent que les grains entrant dans Aurillac pour y être vendus, soient déposés à la halle, se rattachent donc à la disposition du § 4, art. 3, titre 2, de la loi du 24 août 1790; qu'ils ne sortent donc point des attributions confiées par cette loi, aux corps municipaux, remplacés aujourd'hui par les maires; que la répression des contraventions qui peuvent y être commises est conséquemment dans les attributions du tribunal de police d'Aurillac; que si un arrêté du préfet du Cantal, du 31 mars 1813, dit, dans son art. 5, que les grains entrant dans Aurillac pourront être déposés et emmagasinés partout où les propriétaires le jugeront convenable, cet article ne saurait s'appliquer aux grains entrant dans cette ville pour y être vendus, et au fait de leur mise en vente; qu'il le peut d'autant moins, que l'arrêté du conseil municipal, du 10 mai 1809, qui oblige les marchands introduisant des grains dans Aurillac pour y être vendus, de les déposer à la halle pour la vente, a reçu la sanction du ministre de l'intérieur; — Qu'en faisant, sur la liberté dont doit jouir le commerce des grains, des observations qui paraissent avoir eu une grande influence sur sa décision, le tribunal de police est évidemment sorti

(1) V. conf., Cass. 3 mai 1811, et 11 juin 1813.

des bornes de ses attributions; que son devoir est d'assurer l'exécution des réglemens faits dans l'ordre légal des fonctions de la police administrative, et non pas d'en examiner et d'en apprécier les dispositions, que l'autorité administrative a seule le droit d'examiner et de juger;—Que le tribunal n'a pas pu affaiblir les prévenus de l'obligation qui leur était imposée par les réglemens relativement au lieu où doivent être déposés les grains introduits par eux dans Aurillac pour y être vendus, sous prétexte qu'ils n'étaient domiciliés ni dans cette ville ni même dans le département du Cantal; qu'il a été soutenu par le ministère public, et qu'il n'a pas été contesté qu'à plusieurs époques antérieures à celles où ont eu lieu les ventes de grains qui sont l'objet du procès, d'autres ventes semblables ont été faites par les prévenus à Aurillac, et qu'ils ne peuvent être raisonnablement supposés avoir ignoré, au mois de déc. 1819, les réglemens de police d'Aurillac relatifs à un commerce qu'ils avaient fait dans cette même ville, aux mois d'août, sept. et oct. précédens; que, d'ailleurs, cette ignorance, fut-elle réelle, les prévenus devaient se l'imputer; que l'ignorance de droit n'exuse pas; qu'elle eût pu être seulement, dans l'espèce, un motif pour diminuer la peine dans le cercle tracé par la loi;—Qu'en jugeant que la vente, dans Aurillac, de grains qui n'avaient point été déposés à la halle de cette ville ne constituait pas une contravention de police, tandis que l'obligation de ne vendre les grains qu'à la halle est imposée par des réglemens faits dans l'ordre légal des fonctions municipales, et en renvoyant, en conséquence, les prévenus de l'action qui leur était intentée par le ministère public, le tribunal de police d'Aurillac a violé les principes et les lois concernant la démarcation de pouvoirs judiciaires et administratifs, et méconnu les règles de sa compétence;—Casse, etc.

Du 24 fév. 1820.—Sect. crim.—Prés., M. Baris.—Rapp., M. Aumont.—Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

POUDRES ET SALPÊTRES. — POURSUITES. — ACTION PUBLIQUE. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — CHOSE JUGÉE.

Le droit de poursuivre la repression des contraventions aux lois et réglemens sur les poudres et salpêtres, n'appartient qu'à la régie des contributions indirectes. (L. du 5 vent. an 12, art. 90.) (1)

En conséquence, la poursuite exercée à la requête du ministère public, sans la participation et à l'insu de la régie, ne peut porter préjudice à l'action de celle-ci, et l'ordonnance de la chambre du conseil, déclarant n'y avoir lieu à suivre, ne peut acquiescer à son égard l'autorité de la chose jugée.

(Contrib. ind. — C. Soudaix)

Par procès-verbal du 31 août 1818, les préposés de l'administration des contributions indirectes constatent que le sieur Soudaix avait dans sa maison, une fabrique illicite de poudre et que le nommé Prin, son ouvrier, était occupé à y travailler au moment même de la visite desdits employés.

Une instruction d'office fut faite contre ledit Soudaix et Prin, à la suite de laquelle la chambre des vacations du tribunal de première instance de Paris, faisant fonctions de chambre du conseil, et procédant d'après les art. 127 et suivans du Code d'inst. crim., rendit, le 30 oct. 1818, une ordonnance portant qu'il n'y avait pas lieu à poursuite.

La régie, qui jusqu'alors n'avait fait aucune poursuite sur ledit procès-verbal du 31 août 1818, cita les contrevenans devant le tribunal de police correctionnelle de Paris, à fin de condamnation, d'après les règles de procédure prescrites en matière de contributions indirectes, par le décret du 1^{er} germ. an 13.

Mais ce tribunal déclara la régie non recevable, sur le motif seulement qu'il avait déjà été statué sur les faits dudit procès-verbal, par l'ordonnance de la chambre des vacations du 30 oct. 1818, et, sur l'appel de la régie, ce jugement fut confirmé, d'après le même motif, par arrêt de la cour royale de Paris. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim.; — Vu l'art. 90 de la loi du 5 vent. an 12, qui charge la régie des droits réunis (aujourd'hui impôts indirects) de poursuivre devant les tribunaux correctionnels, les contraventions auxdits droits qui entraînent la confiscation ou l'amende; — L'art. 23 du décret du 5 germ. de la même année, qui donne à la régie le pouvoir de transiger sur toutes les contraventions qu'elle est chargée de poursuivre; — Les articles formant les chapitres 7 et 8 du décret du 1^{er} germ. an 13, sur la manière de procéder sur les contraventions auxdits droits, dont l'art. 26, conforme à l'art. 84 de ladite loi du 5 vent. an 12, donne aux procès-verbaux de contravention, régulièrement dressés, la force de preuve jusqu'à inscription de faux; — Vu aussi l'art. 4 de l'ordonnance du roi du 25 mars 1818, qui charge la direction générale des contributions indirectes de l'exécution du décret du 16 mars 1813, relatif à la recherche et saisie des poudres, soit étrangères, soit fabriquées hors des poudrières du gouvernement, qui pourraient circuler ou être vendues en fraude; — Vu les art. 3, 4, 5 et 6 dudit décret du 16 mars 1813; — Considérant qu'il résulte des dispositions de ce décret, combinées avec celles des lois, décrets et ordonnances précités, qu'à la régie seule appartient le droit de poursuivre, quant aux amendes et confiscations, les fraudes et contraventions aux lois et réglemens sur les poudres et salpêtres; — Que l'action de la régie relative à cette matière, ainsi qu'à toutes celles qui sont placées dans ses attributions, ne peut donc en aucune manière être arrêtée, suspendue ou modifiée par une procédure instruite d'après les règles générales établies dans le Code d'inst. crim.; — Considérant, dans l'espèce, que par un procès-verbal dressé par les préposés de l'administration des contributions indirectes, le 31 août 1818, non argué d'irrégularité, ni attaqué par la voie de l'inscription de faux, il a été constaté que le sieur Soudaix avait chez lui une fabrication de poudre, et que Prin, son ouvrier, travaillait actuellement à cette fabrication; — Qu'à la vérité une instruction à

(1) P. conf., Cass. 25 août 1827, et 18 janv. 1828. — De l'ensemble des dispositions des diverses lois et décrets sur les contributions indirectes, dit Mangin, il résulte formellement que, non-seulement l'administration des contributions indirectes a le droit de transiger avec le prévenu de contravention, et d'étendre par là les poursuites, mais encore que les poursuites elles-mêmes ne peuvent être inter-

tées que par l'administration, qu'elle seule a le droit de faire prononcer par les tribunaux correctionnels les condamnations et les amendes encourues par les prévenus. L'exercice de l'action publique, en cette matière, appartient donc à la régie; elle lui appartient exclusivement aux officiers du ministère public. » (Traité de l'action publique, t. 1, n^o 41.)

été faite contre lesdits Soudait et Prin dans les formes généralement prescrites par le Code d'inst. crim., à la suite de laquelle a été rendue, par la chambre des vacations du tribunal de première instance de Paris, une ordonnance en date du 30 oct. 1818, portant qu'il n'y avait pas lieu à poursuite; — Mais que ladite instruction ayant été faite sans la participation, et même à l'insu de la régie, ne pouvait, d'après les dispositions des lois et décrets ci-dessus cités, porter aucun préjudice à l'action de ladite régie: d'où il suit que ladite ordonnance n'a pu, à l'égard de la régie, acquiescer l'autorité de la chose jugée; — Que néanmoins, sur l'action intentée par la régie contre lesdits Soudait et Prin, devant le tribunal de première instance de police correctionnelle de Paris, à raison des faits rapportés au procès-verbal du 31 août 1818, ledit tribunal a, par jugement du 22 janv. 1819, déclaré la régie non recevable, par le seul motif qu'il avait déjà été statué sur lesdits faits par ladite ordonnance de la chambre des vacations; — Que ce jugement a été, d'après le même motif, confirmé, sur l'appel de la régie, par arrêt de la Cour royale de Paris, du 28 déc. 1819; que cette Cour a ainsi fait une fautive application de la règle non bis in idem, et par suite violé les règles de compétence des tribunaux de police correctionnelle; — Casse, etc.

Du 24 fév. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Hua, av. gén.

PROCÈS-VERBAL. — PREUVE TESTIMONIALE.
En cas d'irrégularité d'un procès-verbal constatant un délit de chasse et de port d'armes, le tribunal correctionnel ne peut refuser d'admettre la preuve testimoniale offerte par le ministère public à l'appui de la prévention. (Code d'inst. crim., 154; (1))

Les rédacteurs d'un procès-verbal nul ou insuffisant, peuvent être entendus comme témoins, sur les faits qui ont été l'objet de ce procès-verbal. (2)

(Trillon.)

Du 24 fév. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — AMENDE. — DÉLIT RURAL.

La personne civilement responsable d'un délit ou d'une contravention ne peut être condamnée à l'amende encourue par le délinquant, à moins d'une disposition spéciale de la loi. (Cod. civ., 1384; Cod. pén., 75.) — Ainsi la responsabilité civile, à raison d'un délit de pâturage dans un bois communal ne s'étend point à l'amende. (L. du 6 oct. 1791, tit. 2, art. 7.) (3)

En serait-il de même à raison d'un délit commis dans les bois de l'Etat? (Ordonn. de 1669, tit. 19, art. 13, et tit. 32, art. 10.) (4)
(Enregistr., — C. VIENX.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu qu'il ne s'agissait pas d'un délit de pâture commis dans un bois de l'Etat, dont la peine dût être prononcée d'après les dispositions de l'ordonnance de 1669; que les

poursuites avaient pour objet un délit de pâturage commis dans un bois communal, et qui était prévu par l'art. 38, tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791; que les condamnations devaient donc être prononcées d'après cette loi: — Et attendu, d'une part, que l'art. 38, tit. 2 du Code rural prononce contre les délits y mentionnés, l'amende et la réparation du dommage causé au propriétaire; — Attendu, d'autre part, que l'article 7, titre 2 du même Code ne prononce contre les diverses personnes qu'il désigne, que la responsabilité civile des délits commis par leurs subordonnés; que dès lors cette responsabilité ne peut être étendue à l'amende qui est une peine, et doit être restreinte à la réparation des dommages; — Rejette, etc.

Du 25 fév. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Bazire. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1° CONTREFAÇON. — PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

— PLAGIAT.

2° PHARMACIE. — RECUEIL OFFICIEL. — CONTREFAÇON.

1° Les emprunts faits dans un ouvrage scientifique de quelques passages ou formules d'un autre ouvrage du même genre, ne constituent point le délit de contrefaçon, lorsque l'ouvrage nouveau diffère essentiellement du premier par son titre, son format, sa composition et son objet. (L. du 19 juillet 1793; Code pén., 425 et 427.) (5)

2° La rédaction par des gens de l'art, nommés par le gouvernement, et la publication d'un formulaire de pharmacie, n'est pas un obstacle à la publication d'un traité de pharmacie; il suffit que les deux ouvrages diffèrent entre eux, et que toute confusion soit impossible.

(Hacquet — C. Virey.)

Le sieur Hacquet a acheté, en 1816, et moyennant la somme de 40,000 francs, le manuscrit du *Codex medicamentarius*, qui venait d'être rédigé par une commission spéciale de gens de l'art, nommée à cet effet par le gouvernement, en exécution de l'art. 38 de la loi du 21 germ. an 11.

Le sieur Hacquet, usant de son privilège, a aussitôt fait imprimer l'ouvrage et l'a mis en vente.

A peu près à la même époque, le docteur Virey a fait paraître une seconde édition de son *Traité de pharmacie*; dans cette nouvelle édition, un certain nombre de formules dont elle était augmentée, paraissent avoir été empruntées au *Codex medicamentarius*, publié par le sieur Hacquet.

De là, plainte en contrefaçon de la part du sieur Hacquet, tant contre le docteur Virey que contre les libraires Renard et Ferra, éditeurs du *Traité de pharmacie*.

7 oct. 1819, jugement du tribunal correctionnel, qui déclare la plainte mal fondée, et renvoie le docteur Virey et consorts de la demande formée contre eux.

Appel: — Et le 17 janv. 1820, arrêt confirmatif de la Cour royale de Paris, par les motifs ci-après :

(1) V. dans le même sens, Cass. 10 mars 1815, 26 janv. 1816, et les notes.

(2) V. conf., Cass. 3 fév. 1820.

(3) V. sur cette question, *inf.*, Cass. 21 sept. 1820, et la note.

(4) V. l'arrêt du 14 frim. an 14, et nos observations.

(5) V. Cass. 28 floréal an 12; 3 juillet 1812,

et les notes; Merlin, *Questions de droit*, v° Contrefaçon, et *Repet.*, v° Plagiat; Renouard, *Traité des droits d'auteur*, tom. 2, p. 25; et Blunt, de la Contrefaçon, p. 402; Gassanville, des Contrefaçons, n° 42; Pic, *Code des libraires*, t. 1, p. 188, n. 213; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pén.*, t. 7, ch. de la Contrefaçon; Favard de Langlade, *Repet.*, v° Propriété littéraire, § 3, n. 6.

— Attendu que, des pièces de l'instruction et des débats, il résulte la preuve que si Virey a publié, en 1818, une seconde édition d'un ouvrage intitulé, *Traité de pharmacie*, postérieurement à la publication du *Codex medicamentarius*, dont la propriété a été cédée au sieur Hacquart par le gouvernement, cette édition est semblable, par son plan et ses divisions, à la première édition publiée en 1811, antérieurement à celle du *Codex medicamentarius*; — Attendu que le livre de Virey, intitulé *Traité de pharmacie*, ne porte pas le même titre que le *Codex medicamentarius*; que l'ouvrage de Virey est un traité *ex professo*, et le *Codex medicamentarius* un recueil officiel de cinq cent cinquante-huit formules, tandis que le *Traité de pharmacie* en contient plus de deux mille; — Attendu que, s'il se trouve dans la deuxième édition du *Traité de pharmacie*, des formules indiquées comme faisant partie du *Codex medicamentarius*, ces citations sont isolées et perdues dans l'ouvrage, et ne forment point un corps de formules semblables à celles du *Codex*; qu'ainsi toute méprise est impossible entre ces deux ouvrages; que, d'ailleurs, l'ouvrage de Virey ne peut s'appeler un *Codex medicamentarius*, qui, par la réputation de ses auteurs, l'ordre simple dans lequel il a été rédigé, les soins donnés à l'impression, conserve le caractère officiel que la loi a voulu lui imprimer, et dont elle a, en outre, assuré la sanction en imposant aux pharmaciens l'obligation d'en acheter un exemplaire, sous peine d'une amende de 500 fr.; attendu que la publication du *Codex medicamentarius* ne peut avoir l'effet de priver les personnes qui se livrent à la même étude, de puiser dans les mêmes sources et de publier les mêmes formules, et qu'elles ont pu, dans l'intérêt des sciences, se conformer aux expériences et aux savans travaux de la Faculté de médecine, surtout lorsqu'il n'existe aucune ressemblance avec l'ouvrage prétendu contrefait, sous le rapport du plan, du style, de la distribution des matières et de l'objet de l'ouvrage. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Hacquart.

Pour premier moyen, il présente la violation des arrêts du conseil des 30 août 1777 et 13 juill. 1778, de la loi du 19 juillet 1793, et des art. 425 et 427 du Code pénal.

Les lois et réglemens anciens, disait le demandeur, avaient défini le délit de contrefaçon toute réimpression, en tout ou partie, d'un livre déjà publié en vertu d'un privilège.

Depuis que le privilège en librairie a été remplacé par le droit exclusif de propriété, que la loi du 19 juillet 1793 maintient au profit de tout auteur ou de tout cessionnaire de l'auteur, en lui accordant le droit exclusif d'imprimer et de vendre son ouvrage, le délit de contrefaçon n'en est pas moins resté comme il était auparavant, un fait de réimpression et vente de tout ou partie d'un livre déjà imprimé, et appartenant à un autre.

L'art. 425 du Code pén., qui porte que : « Toute édition d'écrits, de composition musicale, etc., imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et réglemens relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon, » rappelle les mêmes principes, et indique que ces principes, relativement aux faits constitutifs et au caractère du délit de contrefaçon, sont encore les mêmes sous la nouvelle législation, qu'ils étaient sous l'ancienne.

Dans l'espèce, la Cour royale de Paris a refusé de reconnaître le délit de contrefaçon dans l'impression et la publication d'un ouvrage contenant une partie notable d'un autre ouvrage déjà imprimé et mis en vente par un libraire qui avait

acquis ce droit exclusivement à tous autres : elle a permis enlin au docteur Virey d'imprimer et de vendre, dans son traité de pharmacie, une partie des formules que renferme le *Codex medicamentarius* du sieur Hacquart, et dont ce dernier était seul et unique propriétaire : en jugeant ainsi, la Cour royale de Paris a donc évidemment méconnu les lois et réglemens qui consacrent l'inviolabilité des propriétés littéraires, et elle a, par conséquent, violé ces lois et réglemens, notamment l'art. 427 du Code pén., en n'appliquant pas la peine prononcée par cet article, au délit de contrefaçon qui existait dans l'espèce.

A la vérité, l'arrêt dénoncé est motivé sur ce que toute méprise est impossible entre l'ouvrage publié par le docteur Virey et celui dont le sieur Hacquart est propriétaire, soit à cause de la différence de format des deux ouvrages, soit à cause du nombre différent des volumes dont il est composé, soit encore parce que le *Codex medicamentarius* ne renferme que des formules, tandis que le traité de pharmacie présente, en outre, des principes et une théorie sur l'art de préparer les médicaments : mais toutes ces différences ne devaient être d'aucune considération dans l'espèce : car qui constitue essentiellement le délit de contrefaçon que la loi a eu en vue de punir, c'est la réimpression en tout ou partie d'un ouvrage déjà imprimé et appartenant à un autre ; peu importe, dès lors, toutes différences qui peuvent se rencontrer entre les deux ouvrages : peu importe qu'il soit impossible de les confondre. Par cela seul que l'ouvrage nouvellement imprimé contient une partie notable de celui qui existait auparavant, il y a délit de contrefaçon, et délit punissable aux termes de l'art. 427 du Code pén.

Le second moyen de cassation présenté par le demandeur était pris d'une prétendue violation de l'art. 38 de la loi du 21 germ. an 11, et de l'ord. du roi du 8 août 1816.

Selon le demandeur, il résultait de ces dispositions législatives, ordonnant la rédaction officielle du *Codex medicamentarius*, qu'un simple particulier ne pouvait publier, de son propre mouvement, des formules pharmaceutiques dont le gouvernement avait eu soin, par mesure de police sanitaire, de se réserver la confection par des gens de l'art, sous sa surveillance, et la publication exclusive dans un ouvrage officiel.

Ainsi, disait le demandeur, un décret du 1^{er} germ. an 13, pour éviter un schisme, a défendu d'imprimer des livres d'église sans la permission de l'évêque diocésain ; ainsi encore le décret du 6 juill. 1808 a défendu à tout libraire d'imprimer les lois avant la publication qui doit en être faite par le bulletin officiel. — Dans des circonstances semblables, où l'intérêt public exige la surveillance préalable et immédiate du gouvernement, où l'erreur la plus légère peut causer un mal irréparable, il ne peut être permis à de simples particuliers, en publiant de leur propre mouvement un ouvrage qui intéresse éminemment la vie et la santé des hommes, de se soustraire à cette même surveillance que le législateur a jugé nécessaire.

Par cet seul que l'arrêt dénoncé de la Cour royale de Paris a autorisé la publication d'un recueil de formules de pharmacie, dans un ouvrage autre que l'ouvrage officiel rédigé sous la surveillance du gouvernement, cet arrêt, abstraction faite de toute violation des lois relatives à l'inviolabilité des propriétés littéraires, devrait donc encore encourir la cassation pour contrefaçon aux lois et ordonnances de police relatives à la publication d'un *Codex* ou *Formulaire* officiel.

Les défendeurs à la cassation ont reproduit les motifs de l'arrêt attaqué en les développant, et ils ont persisté à soutenir que la simple réimpression de quelques fragmens ou morceaux détachés, empruntés à un ouvrage déjà imprimé et fondu dans le corps d'un ouvrage entièrement neuf, ne constituait pas une atteinte portée à la propriété littéraire d'autrui : en un mot, que le simple plagiat ne pouvait être assimilé au délit de contrefaçon puni par les art. 425 et 427 du Code pén.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR :— Attendu, sur le premier moyen, qu'il a été reconnu par l'arrêt attaqué que l'ouvrage de Virey était différent par son titre, son format, sa composition et son objet, du *Codex medicamentarius*; que l'édition de cet ouvrage arguée de contrefaçon, quoique postérieure à la publication dudit *Codex*, est demeurée semblable, par ses plans et ses divisions, à la première qui avait été publiée antérieurement : qu'il a été déclaré, dans cet arrêt, que « si on trouve dans cette seconde édition, les formules indiquées comme faisant partie du *Codex medicamentarius*, ces citations sont isolées et perdues dans l'ouvrage; qu'elles ne forment pas un corps de formules semblables à celle du *Codex*, et qu'ainsi toute méprise est impossible entre les deux ouvrages; que la Cour royale de Paris, en refusant, dans l'état de ces faits ainsi reconnus, et dont il n'appartient pas à la Cour, de juger l'exactitude, de faire à l'ouvrage de Virey l'application des lois relatives au délit de contrefaçon, n'a pas violé ces lois;

Attendu, sur le second moyen, que le second paragraphe de l'art. 3 de l'ordonnance du 8 août 1816, ne répute contrefaits que les exemplaires du nouveau *Codex*, qui ne seraient pas estampillés conformément à ce qui est prescrit par le premier paragraphe de cet article; que la disposition du second paragraphe est donc inapplicable au *Traité de pharmacie de Virey*, qui n'est point un exemplaire du *Codex medicamentarius*, mais qui, d'après ce qui a été reconnu par l'arrêt attaqué, constitue un ouvrage essentiellement différent par son titre, ses divisions et l'objet de sa composition; que, relativement aux dispositions

de l'art. 38 de la loi du 21 germ. an 11, elles se bornent à ordonner la rédaction par des gens de l'art nommés par le gouvernement, d'un *Codex ou Formulaire* contenant des préparations médicales et pharmaceutiques, qui devront être tenues par les pharmaciens, lequel formulaire ne sera publié qu'avec la sanction du gouvernement et d'après ses ordres; que ces dispositions qui ont reçu leur exécution dans la publication du *Codex medicamentarius*, n'ont aucun rapport avec la rédaction et la publication d'un traité de pharmacie qui a été jugé former un ouvrage différent de ce *Codex*, et ne pouvait être confondu avec lui; qu'il ne peut surtout en résulter une ouverture à cassation envers l'arrêt qui a ainsi apprécié cet ouvrage;— Attendu, d'ailleurs, que l'instruction est régulière;— Rejette, etc.

Du 25 fév. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Olivier. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén. — Pl., MM. Loiseau et Nicod.

DONATION UNIVERSELLE.—ACCEPTATION.—RENONCIATION.

Le donataire universel à cause de mort, qui a fait acte de donataire ou qui a pris cette qualité dans un acte authentique ou privé, ne peut être assimilé à l'héritier qui a perdu par son acceptation pure et simple, la faculté du bénéfice d'inventaire;—Il n'est pas comme ce dernier, loco heredis;—Son acceptation expresse ou tacite ne lui ôte pas la faculté de renoncer ultérieurement afin de faire valoir les créances personnelles qu'il peut avoir à exercer contre la succession;—On ne peut enfin lui opposer la maxime, semel haeres, semper haeres. (Cod. civ. 774, 778, 792 et suiv.) (1)

(Bilford — C. de l'Étang.)

Le 19 août 1816, décède le sieur de l'Étang vendeur, laissant sa femme donataire universelle de tous ses biens, aux termes de son contrat de mariage. — La dame veuve de l'Étang en cette qualité de donataire universelle, s'empare de la succession de son mari; elle fait procéder, de son chef et hors la présence d'un curateur nommé à cette succession, à la vente d'une partie du mobilier; elle fait nombre d'actes enfin, desquels on

art. 23, 26 et 42, d'après lequel le donataire contractuel de tous biens présents et à venir et le légataire universel, étaient de véritables héritiers et ne pouvaient par suite répudier la libéralité après avoir recueilli les biens.

Sous l'empire du Code civil, cette dernière opinion, prescrite par l'arrêt ci-dessus, est néanmoins celle qui a été le plus généralement adoptée par les auteurs. On admet seulement que la doctrine du Ricard et de Furgole doit prévaloir lorsqu'il s'agit d'un donataire de biens présents qui ne vient pas à la succession. Mais, quant aux successions universelles, et à titre universel, dont les droits s'ouvrent au décès de l'instituant, et tel est le donataire contractuel, les auteurs enseignent que le législateur, au Titre des successions, les place ionjours sur la même ligne que l'héritier du sang; et ils en concluent que ces héritiers institués ont tous les droits et sont soumis à toutes les obligations des héritiers ab intestat, que des lors ils doivent opter entre l'acceptation simple, et l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, et qu'ayant une fois accepté simplement, ils ne peuvent plus ni répudier ni recourir au bénéfice d'inventaire. F. Grenier, t. 2, n° 432; Chabot, des Successions, sur l'art. 774, n° 14; Dalloz, Rec. alph., v° Disp. entre-vifs et test., ch. 4, sect. 3, art. 5, n° 14; Vazeille, des Donat. et test., sur l'art. 1083, n° 3.

(1) Favard de Langlade en rapportant cet arrêt dans son *Répert.*, v° Renonciation, § 1^{er}, n° 6, semble en approuver la décision. Toutefois, la question nous paraît gravement susceptible de difficulté.—Sous l'empire des anciens principes la solution ci-dessus était admise par Ricard, des Donations, n° 1518, qui partant de cette idée qu'un légataire, même universel, n'est pas un successeur comme l'héritier, posait en principe que le légataire devait être considéré comme un possesseur particulier. « L'action des créanciers, dit cet auteur, contre un légataire universel, doit être poursuivie de la même façon, que si elle était intentée contre un possesseur particulier qui se serait emparé des biens du débiteur sans compte ni mesure, qu'en ne condamnerait pas pour cela indéfiniment, et en son propre et privé nom, mais qu'en obligerait à rapporter les effets qu'il serait convaincu d'avoir divertis, suivant l'estimation des biens faite par la commune renommée. » C'était aussi l'opinion de Furgole. F. sur l'ordonn. de 1731, quest. 8.— Mais cette décision était contestée par Anroux-Despermières, *Cout. de Bourtoisais*, sur l'art. 209, qui assimilait le donataire universel à l'héritier légitime, et concluait que ce donataire est tenu de toutes les dettes de la succession, s'il a pris les biens donnés sans compte ni mesure. C'est encore ce qu'enseignait Chabrol, *Cout. d'Auvergne*, ch. 14,

a pu induire son acceptation expresse et tacite de la donation universelle faite à son profit.

Le 26 nov. 1816, la dame de l'Etang déclare cependant, par un acte de renonciation formelle, qu'elle fait abandon de tous ses droits à la donation universelle contenue dans son contrat de mariage. — Toutefois, elle n'en continue pas moins de faire des actes de donataire et de s'approprier divers objets de la succession de son mari.

En cet état, et le 24 mars 1817, la dame de l'Etang assigne, devant le tribunal civil de Dreux, le sieur Billoré qui, par contrat du 3 nov. 1813, avait acquis du sieur de l'Etang, un domaine dit de la Ribordière, pour voir dire, que ladite vente, consentie par le sieur de l'Etang, sera déclarée nulle, attendu que cette prétendue vente porte avec elle tous les caractères de la simulation et de la fraude, et qu'elle n'a été imaginée que pour mettre les immeubles du sieur de l'Etang à l'abri de l'hypothèque légale de son épouse. — En conséquence, elle conclut à ce que le sieur Billoré, comme tiers détenteur du domaine de la Ribordière affecté à l'hypothèque de ses reprises matrimoniales, soit condamné à lui payer, d'une part, la somme de 20,000 fr. par elle apportée en dot, avec intérêts... et d'autre part, la somme de 3,000 fr. qui lui était encore due à titre de préciput sur les biens de son mari, en vertu de son contrat de mariage.

A cette demande, le sieur Billoré répond que la dame de l'Etang, en acceptant la donation universelle de la succession de son mari, ou en faisant des actes de donataire universelle dans cette succession, avait, par cela même, pris la place d'un héritier *ab intestat* qui aurait accepté purement et simplement et sans bénéfice d'inventaire; qu'il y avait eu dès lors confusion de son patrimoine avec celui de son mari; par conséquent, extinction dans ses propres mains, des droits et reprises qu'elle pouvait avoir à réclamer dans la succession ou sur les biens du sieur de l'Etang; que ne pouvant plus, depuis son acceptation, exercer d'autres actions que celles que le sieur de l'Etang aurait pu exercer lui-même, elle était conséquemment non recevable à attaquer la vente du domaine de la Ribordière, que le sieur de l'Etang avait librement consentie, dont il avait reçu le prix, et qu'il n'aurait pu attaquer de son vivant, sous aucun prétexte. — Le sieur Billoré soutient en outre, que la renonciation apparente et tardive dont la dame de l'Etang paraissait seulement avoir voulu se précautionner, pour en tirer avantage selon le besoin de sa cause, ne pouvait être opposée dans l'espèce, où des actes de propriété, antérieurs et postérieurs à cette renonciation, avaient dû la rendre absolument inutile et sans effet.

23 fév. 1818, jugement du tribunal civil de Dreux, qui statue sur cette contestation, en ces termes : — « Attendu que la veuve de l'Etang était donataire universelle et créancière tout ensemble ; — Qu'en prenant ces deux qualités par l'inventaire qu'on a fait faire après le décès du sieur de l'Etang, elle s'est réservée d'opter entre l'une et l'autre, et qu'ainsi elle a reconnu qu'elles étaient incompatibles ; que si, comme on le prétend, elle a opté pour la donation, il est incontestable que sa créance ne subsiste plus, et que, comme donataire universelle, et à ce titre tenue de toutes les dettes de succession, elle est devenue sa propre débiteure, et que dès lors sa créance s'est trouvée éteinte par la confusion ; que cela posé, l'unique difficulté consiste à savoir si elle a opté pour la donation, si elle a fait ou n'a pas fait acte de donataire ; de même que s'il s'agissait d'un héritier,

on aurait à examiner s'il a fait acte d'héritier ; — Qu'à cet égard, il faut se rappeler que lorsque la cause a été plaidée pour la première fois, on ne connaissait dans cette affaire, pour toutes pièces, que l'inventaire fait après le décès de M. de l'Etang, la renonciation de sa veuve à la donation, et la nomination provoquée par elle d'un curateur à la succession vacante du défunt ; que c'est sous ce dehors que la veuve de l'Etang se présentait ; — Que cependant le défendeur lui reprochait déjà différents actes d'acceptation, savoir : le retraitement du Mont-de-Piété de l'argenterie et des bijoux qui y étaient déposés, la vente volontaire qu'elle avait faite de cette argenterie et de ces bijoux, et les comptes arrêtés entre elle et deux débiteurs de la succession, qui avaient versé en ses mains les reliquats de leurs comptes ; que ces faits étaient reconnus, confessés par elle, mais qu'elle se défendait de l'influence qu'ils pouvaient avoir sur la décision, en remarquant qu'ils étaient postérieurs à sa renonciation, et soutenant qu'ils n'étaient pas de nature à lui en faire perdre le bénéfice, sauf le rapport qu'elle ne contestait pas devoir faire des sommes qu'elle avait reçues ; — Que, dans cet état, il reste à savoir ce qu'étaient devenus les autres meubles et effets inventoriés ; que la dame de l'Etang ne l'ignorait pas ; que par l'inventaire elle en avait été constituée la gardienne ; que si depuis le curateur à la succession vacante les avait fait vendre, c'est elle qui avait dû les représenter ; que si la vente n'en était pas faite, ils se trouveraient encore en sa possession ; — Que, cependant, et quoiqu'elle pressée de s'expliquer à cet égard, elle s'obstinait à ne pas répondre, ou que du moins elle ne faisait qu'une réponse évasive, en renvoyant au curateur à la succession vacante, pour avoir les renseignements qu'on lui demandait, tandis que l'avoué de ce curateur, interpellé aussi bien qu'elle, avouait de bonne foi qu'on l'avait laissé dans l'ignorance la plus complète de tout ce qui s'était passé ; — Mais qu'enfin le défendeur est parvenu à connaître ce qu'il cherchait à découvrir ; qu'il est prouvé aujourd'hui que la veuve de l'Etang, qui s'était réservée d'opter entre la qualité de donataire et celle de créancière, n'a pas hésité longtemps sur le parti qu'elle avait à prendre ; que l'inventaire n'a été clos que le... sept. 1816 ; que dès le 18 oct. suivant, elle a fait faire en son nom comme donataire, non plus en même temps comme créancière, au bureau de l'enregistrement du canton, la déclaration qu'elle entendait faire procéder à la vente des meubles ; que cette vente a eu lieu les 20 et 21 du même mois, à sa seule requête, et, ce qui est fort remarquable, sans le concours de quelque contradictoire que ce soit, encore que l'inventaire eût été fait en présence de l'héritier présumé du défunt, qu'elle n'a pas jugé à propos d'appeler, et qu'elle ne devait pas en effet appeler lorsqu'elle exerçait les droits résultant de sa donation ; — Que ces faits nouveaux ne sont pas comme les derniers, postérieurs à sa renonciation ; qu'en conséquence on ne peut considérer la conduite qu'a tenue la dite veuve de l'Etang, que comme celle d'un véritable propriétaire, libre de disposer de sa chose comme bon lui semble, et qui en dispose en effet à sa volonté ; — Que si, après s'être emparée, sans autre titre que celui de donataire d'une partie des biens de la succession, elle peut, comme créancière, poursuivre sur le surplus de ces mêmes biens le paiement de ce qui lui est dû, il faut admettre qu'il peut y avoir concours de deux qualités, ce qui est contraire au principe universellement reconnu et professé particulièrement de

la part de la veuve de l'Etang : — Que ce qui répond d'avance à une objection que ladite veuve de l'Etang y représente, c'est qu'on lit dans le procès-verbal de vente, qu'elle agissait en son nom personnel, tant comme créancière que comme donataire; mais qu'elle avait beau vouloir cumuler, elle ne le pouvait pas dans le moment de faire un acte, d'où il s'induisait qu'elle prenait une qualité incompatible avec une autre; protester contre cette induction, et cependant ne pas s'abstenir de l'acte, ou pour mieux dire le consommer, c'était vouloir que la loi fût sans force contre elle, comme si la loi ne devait pas toujours l'emporter sur la volonté déraisonnable qui lui résiste; que l'an reste il y avait un moyen de concilier ce double intérêt résultant de la donation et de la créance : que la veuve de l'Etang n'a pas jugé à propos d'y avoir recours, et qu'il était trop tard pour y revenir lorsqu'elle a songé à le faire; — Attendu enfin que de tout ce qui précède, il résulte que la veuve de l'Etang a disposé des biens de la succession avant sa renonciation à la donation, et qu'elle en a disposé encore depuis qu'elle a renoncé, et non moins librement qu' auparavant; que c'est en vain qu'en ce qui touche ces derniers actes de disposition, elle a retracté à la dernière audience les aveux qu'elle avait précédemment faits; que la vérité est que l'on ne voit pas la trace la plus légère de l'intervention du curateur à la succession vacante, ni dans le retraitement des effets déposés au Mont-de-Piété, ni dans la vente qui en a été faite, ni dans les comptes qui ont eu lieu avec les deux débiteurs dont on a parlé; — Que la vérité est que la veuve de l'Etang s'est approprié tout, de sa seule autorité; que dans de telles circonstances on croit ne pas se tromper en jugeant qu'elle a fait acte de donataire; qu'en conséquence, sa qualité de créancière n'existe plus; que l'action qu'elle a formée à ce titre est inadmissible; — La tribunal déclare la veuve de l'Etang purement et simplement non recevable dans ses demandes, et la condamne aux dépens. »

Appel de la part de la dame de l'Etang.

25 fév. 1819, arrêt de la Cour royale de Paris, qui infirme le jugement de première instance : « Attendu, entre autres motifs, que la qualité de donataire universel, n'est pas indélébile comme celle d'héritier; que le donataire universel, même après avoir accepté et recueilli la donation, peut en tout temps s'en dessaisir, en restituant les biens donnés et tout ce qu'il a perçu; qu'il n'est sujet aux dettes qu'à raison de sa défection, et aussi longtemps qu'elle dure; qu'il ne confond point comme héritier, ou que si la confusion a lieu dans sa personne, elle ne subsiste que durant sa vie, laquelle finie, ses créances repaissent dans toute leur force; que si, après avoir abdiqué sa donation, il lui arrive de mettre la main sur quelque-uns des objets donnés, il ne redevient pas pour cela donataire, sa renonciation ayant un effet éternel; qu'il est simplement obligé de rendre ce qu'il a pris, comme tout autre qui s'en serait emparé sans droit, etc. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Bitoré. — Il propose, comme principal moyen, la contravention aux art. 774, 778, 792, 793, 796, 801, 805 et 806 du Code civil; 915 et 989 du Code de proc., en ce que l'arrêt de la Cour royale de Paris, en infirmant le jugement de première instance, admet la renonciation tardive de la dame de l'Etang, à la qualité de donataire universelle de la succession de son mari, nonobstant l'ac-

ception expresse et les actes d'acceptation tacite de ladite dame de l'Etang en cette qualité, tant avant que depuis ladite renonciation.

ARRÊT.

LA COUR : — Sur le premier moyen, résultant de la prétendue contravention aux art. 778, 792, 793, 796, 801, 805 et 806 du Code civil; 915 et 989 du Code de proc. civ. : — Attendu que tous ces articles sont exclusivement relatifs aux acceptations, soit pures et simples, soit par bénéfice d'inventaire, répudiation, partages et vente de mobiliers dans les successions; qu'ils ne peuvent recevoir d'extension à des donations dont les formes et les effets sont réglés par d'autres dispositions; — Attendu que l'ancienne jurisprudence, non abrogée par le Code civil, distinguait entre les héritiers et les donataires; que ces derniers n'ont jamais été considérés en droit comme *unus et eadem persona* avec le défunt; qu'en conséquence il ne pouvait y avoir confusion d'immeubles, ni de patrimoine, alors même qu'il n'avait point été obtenu de lettres de bénéfice d'inventaire, sauf toute action utile des créanciers du donateur *ob rem*, et jusqu'à concurrence des biens dudit donateur; que cette jurisprudence est consacrée spécialement par un arrêt du Parlement de Paris, du 28 mai 1620, rendu sur les conclusions de M. l'avocat général Talon, et lors de la prononciation duquel le président avertit les avocats de ne plus donner avis aux légataires et donataires d'obtenir lettres; — Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué a statué uniquement sur les effets d'une donation contractuelle, et qu'en conséquence les articles invoqués ne pouvaient recevoir d'application à l'espèce; — Rejette, etc.

Du 25 fév. 1820. — Sect. req. — *Rapp.* M. Borel de Bretizel. — *Concl.* M. Jombert, av. géu. — *Pl.* M. Dumesnil de Merville.

1^e CAUTION. — CERTIFICATEUR DE CAUTION.

2^e SURENCHÈRE. — ALIÉNATION VOLONTAIRE.

1^{er} Il y a une différence essentielle entre le certificateur de caution et la caution supplémentaire : la caution supplémentaire cautionne le débiteur principal, au lieu que le certificateur cautionne simplement la caution, et ne cautionne pas le débiteur principal.

2^e Le surenchérisseur qui a fourni une caution insuffisante ne peut y suppléer en présentant un simple certificateur de caution. (Cod. civ., 2185, n° 5, et 2021.) (1)

Mais si, au lieu d'un certificateur de caution, le surenchérisseur présentait une caution supplémentaire, serait-il recevable, dans son action, bien qu'elle fût formée après l'expiration du délai de trois jours fixé par l'art. 832, Cod. proc. civ. ? Cod. civil, 2185, n° 5. — Rés. aff. par la Cour royale.

(Fanelne — C. Delamothe-Ango Delfers et cons.)

2 mai 1817, vente au sieur Francine, par le sieur Papin, son neveu, moyennant la somme de 302,000 fr. de la totalité des biens que ce dernier possédait dans le département des Landes. — Le même jour, enregistrement et transcription du contrat de vente : le 16, notification du même contrat aux créanciers inscrits, dont quelques-uns demandèrent la ventilation d'une portion des biens vendus, situés dans l'arrondissement de Mont-de-Marsau.

La portion située à Mont-de-Marsau fut évaluée, en conséquence de cette ventilation, à la somme de 230,000 fr.

(1) P. sur ce point et ses analogues, les observations qui accompagnent un arrêt en ses contraires

de la Cour de cassation du 1^{er} juill. 1810. — P. aussi les autorités indiquées dans l'article ci-dessus.

Le 18 juil. 1817, les sieurs Delamothe-Ango Delfers et Lescale forment une réquisition de mise aux enchères des biens situés à Mont-de-Marsan : ils offrent de faire porter à 200,000 fr. (un dixième en sus du prix donné par l'acquéreur), le portion de biens situés dans cet arrondissement, et ils présentent comme caution de leur surenchère les sieurs Delas et Camiade. — Une constatation s'étant engagée sur la suffisance ou l'insuffisance des cautions offertes, après une longue discussion et des pleidoirs déjà commencés sur cette difficulté, les surenchérisseurs présentèrent, le 15 décembre, le baron d'Oise, dont la solvabilité était plus que suffisante, comme certificateur des sieurs Delas et Camiade.

On soutint alors, de la part du sieur Francine, acquereur, que la caution légale, dont l'offre était ordonnée par l'art. 2185, n° 5 du Code civ., n'était pas susceptible d'être renforcée en cas d'insuffisance par un certificateur de caution, après surtout que les trois jours dans lesquels le surenchérisseur devait donner assignation en réception de la caution offerte étaient expirés (Code de proc. civ., art. 832); qu'ainsi, dans l'espèce, la caution offerte, en la supposant complétée par l'intervention du sieur d'Oise, l'aurait été tardivement et n'était plus recevable.

Le 23 déc. 1817, jugement du tribunal civil de Mont-de-Marsan, lequel : « considérant, 1° que la caution offerte par les sieurs Delamothe-Ango Delfers et Lescale, ne présente pas une solvabilité suffisante; 2° que la loi qui admet le certificateur de caution, à l'égard de la caution judiciaire (art. 2043 du Code civ.), ne renferme aucune disposition semblable, relativement à la caution légale, et que, dans le cas même où l'on pourrait considérer le certificateur de caution, comme une caution pure et simple des surenchérisseurs, la surenchère n'en devait pas moins être annulée, attendu que cette caution aurait été tardivement présentée, c'est-à-dire après l'expiration des trois jours dans lesquels le surenchérisseur doit, aux termes de l'art. 832 du Code de proc. civ., assigner devant le tribunal pour procéder à la réception de la caution...; déclare nulle la surenchère des sieurs Delamothe-Ango Delfers et Lescale. »

Appel. — Et le 19 juil. 1818, arrêt de la Cour royale de Pau, qui infirme et déclare la surenchère valable : — Attendu que l'art. 832 exige seulement que dans l'acte de réquisition de surenchère, la caution soit offerte et désignée, et ne défend pas, si cette caution est contestée, de faire garantir ensuite sa solvabilité par un certificateur; que cette prohibition, qui ne résulte pas du texte de la loi, serait surtout contraire à son esprit; qu'en effet, en admettant que l'acquéreur ait qualité pour rejeter une caution, sans le prétexte qu'elle n'offre pas une solvabilité suffisante pour payer les créanciers qui l'acceptent, il est du moins certain que, lorsque la soumission d'un certificateur a été faite, les choses étant encore entières, cet acquereur ne peut pas prétendre qu'elle est tardive, puisque ce retard ne lui cause aucun préjudice; que, d'ailleurs, l'on doit, autant que possible, favoriser les surenchérisseurs qui tendent à faire payer à leur juste valeur les biens hypothéqués, et empêcher que, par des arrangements frauduleux, on n'enlève à des créanciers une partie du gage de leurs créances; d'où il suit, que le cautionnement, d'abord offert par les surenchérisseurs, a pu être garanti par un certificateur; que comme il est certain, d'après les titres authentiques produits au procès, que ce cautionnement, ainsi garanti, est plus que suffisant pour assurer le paiement du prix et des charges

de l'acquisition dont il s'agit, l'on doit en conclure qu'il y a lieu à déclarer valable la surenchère faite par les sieurs Delfers et Lescale. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Francine : — 1° pour violation des art. 2018, 2019 et 2040 du Code civ.; — 2° pour violation de l'art. 2185, n° 5 du même Code, et de l'art. 832 du Code de proc. civ.

1° l'art. 2040 du Code civ., a dit le demandeur, porte : « Toutes les fois qu'une personne est obligée, par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 2018 et 2019. » — Ces conditions sont principalement : que la caution offerte ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation (article 2018); que ce bien consiste en propriétés foncières, non litigieuses et non sujettes à une discussion difficile (art. 2019). — Ainsi, il résulte de ces articles, que toute caution soit légale, soit judiciaire, doit présenter en elle-même la solvabilité pour laquelle elle est requise, et qu'elle ne peut conséquemment emprunter cette solvabilité d'une autre caution, qui se rendrait elle-même le certificateur de la première. A la vérité, l'article 2014 semble faire exception à ce principe, lorsqu'il dit, que « on peut se rendre caution, non-seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné; » mais ici, parce que la loi dit qu'il peut exister une caution de la caution, ou plusieurs degrés de cautionnement, il n'en reste pas moins certain, que toutes les fois que la loi, comme dans l'art. 2185, n° 5 du Code civ., impose à quelqu'un l'obligation de fournir une caution, il faut que cette caution, pour être recevable, aux termes de l'art. 2040 du même Code, remplisse toutes les conditions voulues par les articles 2018 et 2019, et qu'elle remplisse les conditions, par elle-même, de manière à satisfaire à l'objet du cautionnement sans le secours d'une autre caution subsidiaire, ou d'un certificateur de caution, qui pourrait, comme dans l'espèce, n'avoir contracté aucune obligation vis-à-vis du débiteur principal. — L'art. 2043 du Code civ. ne serait pas plus concluant, bien qu'il dise que « celui qui a simplement cautionné la caution judiciaire, ne peut demander la discussion du débiteur principal et de la caution; » car, si l'on en voulait tirer la conséquence générale, que dans tous les cas, le créancier, et dans l'espèce, l'acquéreur, pourraient poursuivre directement la caution subsidiaire ou le certificateur de caution, sans être tenu à la discussion préalable de la caution intermédiaire, et même du débiteur principal, il serait facile de répondre, que cette disposition particulière ne s'applique à la caution judiciaire seulement, ne s'applique nullement à la caution légale. — Or, dans l'espèce, c'est d'une caution légale qu'il s'agit et non d'une caution judiciaire; donc en jugeant comme l'a fait l'arrêt de la Cour royale de Pau, il en résulte que le créancier ou l'acquéreur (dans le cas prévu par l'art. 2185 du C. civ.) auquel le législateur a entendu donner une garantie facile à exercer sur les biens d'une caution légale, serait obligé de discuter les principaux obligés ou les surenchérisseurs et leur caution, avant d'arriver au certificateur de cette caution, puis ensuite de discuter ce certificateur lui-même, si, poussant plus loin le système de l'arrêt dénoncé, on admettait, par cela que la loi ne le défend pas, qu'un certificateur de caution peut être cautionné à son tour, et que l'on peut ainsi, à volonté, éloigner le but du cautionnement, à ce point, qu'il fût, dans certains cas, impossible au créancier ou à l'acquéreur d'atteindre la seule caution solvable. — Sans doute, un tel système

ne peut être dans le vœu de la loi, et sous ce premier rapport, il est évident que l'arrêt dénoncé en viole directement les dispositions relatives à la condition imposée en général à toute espèce de caution pour être recevable, de remplir par elle-même et dans l'état où elle est offerte l'objet du cautionnement. — L'arrêt de la Cour de Pau viole l'art. 2185, n° 3 du Code civ., et l'art. 832 du Code de proc., indépendamment de la violation des articles précédents, en ce que, non seulement il admet dans l'espèce une caution de caution ou un certificateur de caution que la loi repousse formellement; mais encore, en ce qu'il admet ce certificateur de caution, bien qu'il n'ait été proposé que tardivement, c'est-à-dire, plus de cinq mois après la surenchère. — L'art. 2185 veut en effet, et à peine de nullité de la surenchère, que le surenchérisseur fasse l'offre d'une caution; mais cet article ne détermine pas dans quel délai cette caution doit être offerte; l'art. 832 du Code de proc. civ. a pourvu à ce silence: il porte: « L'acte de réquisition de mise aux enchères contiendra à peine de nullité de la surenchère, l'offre de la caution, avec assignation à trois jours devant le même tribunal pour la réception de ladite caution; à laquelle il sera procédé sommairement. »

Ainsi, c'est dans le délai de trois jours que la caution doit être offerte, acceptée ou rejetée, selon qu'elle remplit ou non toutes les conditions voulues par la loi, selon qu'elle est suffisante ou insuffisante. Dans l'espèce, une caution a été offerte par les surenchérisseurs, dans le délai fixé par l'art. 832 du Code de proc.; mais cette caution était insuffisante, par conséquent, non recevable; elle était tellement insuffisante, qu'après une longue contestation déjà commencée sur cet objet, les surenchérisseurs eux-mêmes ont jugé indispensable de l'augmenter en faisant offre d'un certificateur de caution; mais alors il n'était plus temps, les délais étaient écoulés; non-seulement un simple certificateur de caution n'était pas admissible, mais même aucune caution nouvelle ou supplémentaire ne pouvait plus être offerte; la surenchère enfin restait dans l'état où elle avait été faite dès l'origine, c'est-à-dire accompagnée de l'offre d'une caution insuffisante, qui ne pouvait plus être augmentée, et qui devait entraîner la nullité de cette surenchère. — La Cour royale de Pau en se refusant à prononcer cette nullité, et en déclarant admissible l'offre d'une caution supplémentaire ou d'un certificateur de caution, faite plus de cinq mois après la surenchère, a donc évidemment violé l'art. 2185 du Code civ., l'art. 832 du Code de proc., et a encouru la cassation.

Pour les défenseurs, qui produisaient à l'appui de leur défense, une consultation délibérée par MM. Berriat Saint-Prix, Grappe, de la Croix Frainville, Darrieux et autres juriconsultes, on répondait: — Nul doute que d'après l'art. 2014 du Code civ., la caution de la caution ne soit admissible dans tous les cas où le cautionnement est nécessaire; or, l'art. 2040 dit seulement, en termes généraux, que la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les art. 2018 et 2019. — Que faut-il donc entendre par ces termes, la caution offerte? N'est-ce pas tout ce qui forme le cautionnement, avec cette seule condition que ce cautionnement soit suffisant. Peu importe dès lors qu'il soit composé d'une ou de plusieurs personnes, qu'il renferme une caution principale et une caution de caution ou un certificateur; toutes ces différentes parties ne forment dans leur ensemble qu'une caution, qu'un cautionnement, et le législateur n'a pas voulu appliquer les art. 2018

et 2019 plutôt à la caution principale qu'à la caution secondaire, mais à toutes deux réunies, puisque leur réunion constitue le cautionnement. — Sous ce premier point de vue, l'arrêt attaqué est donc à l'abri de toute critique, puisqu'il admet, conformément à l'art. 2014, une caution de caution ou un certificateur de caution dont la réunion avec la caution originale constitue un seul cautionnement plus que suffisant, et remplissant toutes les conditions voulues par les art. 2018 et 2019. — Il y a plus, l'art. 2043 du Code civ. autorise implicitement l'adjonction d'un certificateur de caution à la caution judiciaire, et, dans l'espèce, c'était d'une caution judiciaire qu'il s'agissait, non d'une caution légale comme le prétendent les demandeurs.

En effet, il y a, comme nous l'enseigne Denizard, deux espèces de cautions judiciaires, non-seulement celle qui est ordonnée en justice, mais aussi celle qui étant ordonnée par la loi, est reçue par le juge. (V. Merliu, *Rép. de jurispr.*, v° Caution.) — Dans l'espèce, il s'agissait d'une caution ordonnée par la loi, et qui devait être reçue par le juge; donc, il s'agissait d'une caution judiciaire, pour laquelle la loi admet expressément un certificateur de caution, en ayant soin de dire (art. 2043) que ce certificateur de caution pourra être poursuivi directement, sans qu'il puisse demander la discussion préalable de la caution ou du débiteur originaire. — Ainsi tombe absolument l'objection des demandeurs, prise de ce que, dans le système de l'arrêt, le créancier pourrait être obligé à un circuit d'actions contre les cautions intermédiaires, avant d'arriver à la caution solvable ou au certificateur, puisque d'après l'art. 2043, ce certificateur peut lui-même être pour suivi d'abord, sans qu'il puisse demander la discussion préalable de ses coobligés. — Passant à la seconde partie du moyen de cassation proposé par les demandeurs, on répondait pour les défendeurs: — Les trois jours fixés par l'art. 832 du Code de proc., dans lesquels doit être donnée l'assignation en réception de caution, n'indiquent nullement le délai dans lequel cette même caution doit nécessairement être reçue; l'art. 832 ne fixe rien à cet égard; il dit seulement que la caution doit être offerte, et que l'assignation pour la recevoir doit être donnée dans les trois jours qui suivent la surenchère. Tant que la caution offerte n'a pas été rejetée par un jugement, tant qu'il subsiste des difficultés sur sa suffisance, les choses sont encore entières, le surenchérisseur est donc encore à temps de faire de nouvelles offres, de fournir un nouveau cautionnement, enfin de faire tout ce qui dépend de lui pour lever des difficultés que le plus souvent il lui aurait été impossible de prévoir.

Il ne faut donc pas dire, qu'après le délai de trois jours expiré, lorsque toutes les parties sont encore à même de s'entendre, et lors surtout que le juge n'a encore rien prononcé, il ne soit pas permis aux surenchérisseurs de renforcer, si besoin est, la caution par eux offerte en temps utile, de produire un certificateur de cette caution, ou de présenter même une caution nouvelle ou supplémentaire plus au gré de l'archevêque, en la substituant ou l'ajoutant à la première.

S'il en était autrement, vainement le Code civil aurait accordé (art. 2044) dans tout cautionnement, la faculté de présenter un certificateur de caution, ou une caution de caution; cette faculté serait interdite précisément dans le cas où elle aurait été le plus nécessaire; elle ne pourrait être exercée par le surenchérisseur qui n'aurait que ce moyen à employer pour empêcher la nullité de sa surenchère, et qui, avec les moyens et

l'intention de fournir toute garantie, alors que les choses seraient encore entières, se verrait privé de la faculté que lui donne l'art. 2185 du Code civil, de faire vendre à sa juste valeur l'immeuble affecté à sa créance, par l'effet seul de la plus légère difficulté qu'il n'aurait pu prévoir.

M. l'avocat général Jourde a pensé que la question de savoir si le surenchérisseur pourrait offrir une caution supplétive tant que les choses étaient entières, offrait des difficultés pour et contre. — Il serait, à votre avis, disait-il, difficile de le repousser, en certains cas, par exemple, lorsque l'insuffisance de la première caution serait survenue depuis sa présentation. — En tout cas, M. l'avocat général a pensé que la Cour pouvait se dispenser de juger la question controversée. — Il est entendu, a-t-il ajouté, de toutes les parties, que le surenchérisseur a présenté simplement un certificateur de caution, ou une caution de caution; mais un certificateur de caution est autre chose qu'une caution supplétive ou supplémentaire. — Le certificateur de caution ne garantit point la solvabilité du débiteur principal, il ne fait que garantir la caution: lui-même n'a donc pas le caractère d'une caution, il ne peut donc être réputé caution supplémentaire. — Donc il ne suffit pas pour réparer l'insuffisance de la caution; c'est pourquoi qu'il y a lieu de casser l'arrêt qui a jugé le contraire.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR: — Vu les art. 2183, 2019, 2040 et 2185, n° 5, du Code civil; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2185, il faut, pour la validité de la réquisition de mise aux enchères, que le créancier surenchérisseur fournisse une caution dont les biens soient suffisants, pour désintéresser l'acquéreur qu'il veut évincer, jusqu'à concurrence du prix et des charges; que, sans avoir besoin d'examiner si cette caution peut, en cas d'insuffisance et lorsque les choses sont encore entières, être renforcée par la présentation d'un nouvel individu dont les biens réunis à ceux des autres satisfont au vœu de la loi, il est certain qu'il ne peut pas être suppléée à ce renfort de caution par un simple certificateur dont la soumis-

sion bornée à la caution seule ne s'étend pas à la garantie du débiteur principal lui-même; — Que la loi qui a subordonné les surenchères à des conditions expresses exigées à peine de nullité, doit être interprétée dans ses termes, et peut d'autant moins être étendue, comme il est arrivé dans l'espèce: que, par cette extension, l'acquéreur aurait eu à courir les chances d'une troisième discussion qui ne lui était pas imposée par la loi; qu'il n'aurait pas pu, en effet, s'adresser au certificateur de la caution elle-même, conformément aux dispositions générales de l'art. 2021; — Que cette conséquence résulte encore de ce que l'art. 2042 n'interdit qu'à la seule caution judiciaire, le droit de demander la discussion du principal débiteur, et que le cautionnement ne se présuntant pas, ne peut s'étendre au delà des limites dans lesquelles l'engagement a été contracté par le certificateur de la caution: d'où il suit, dans l'espèce, qu'en déclarant valable le cautionnement des sieurs Deians et Camille, comme étant garanti par la soumission du sieur Baron d'Oles, en qualité de certificateur desdites cautions, et sans que son engagement s'étendit aux débiteurs principaux, l'arrêt attaqué contient un excès de pouvoir et une contravention expresse aux articles ci-dessus cités: — Casse, etc.

Du 29 fév. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. — Concl. M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Loiseau et Jacquemin.

1° TESTAMENT. — RETENTION. — LÉGATAIRE. 2° AVEU. — DIVISIBILITÉ.

1° Le légataire universel institué par un premier testament, et qui, de son propre aveu, se trouve rétentionnaire d'un second testament qu'il ne représente pas, peut, sur la demande des héritiers légitimes, être déclaré déchu des avantages que lui conférait le premier testament. (Cod. civ., 1007 et 1035; 1)

2° L'aveu extrajudiciaire est-il, comme l'aveu judiciaire, non susceptible de division contre celui qui l'a fait? (Cod. civ., 1356.) — Rés. nég. par la Cour royale. (2).

(1) Cette doctrine était généralement admise sous l'ancienne jurisprudence. « Lorsqu'il y a un premier testament, dit Furgole, des Testaments, ch. 6, sect. 3, n. 180, qui parait, et qu'il y en a encore un second que l'héritier retient et supprime, les héritiers ab intestat sont fondés à demander l'exhibition du second testament, faute de quoi, nonobstant le premier, la succession est déclarée ab intestat. C'est ainsi que le parlement de Paris le jugea par un arrêt du 13 avril 1601, duquel M. Bretonnier fait mention (nouv. observ. sur Henrys, liv. 4, ch. 101, et cela est fondé sur l'esprit de la loi 3, §§ 11, 12, 13, ff. de tab. exhib., où il est dit que celui qui refuse d'exhiber le testament doit être condamné aux dommages et intérêts, lesquels doivent être estimés, par rapport à l'héritier institué, eu égard à la valeur de l'hérédité; et par rapport aux légataires, eu égard à la valeur du legs: *Condemnatio autem hujusmodi, quanti interfecti estimari debet: quare si heres scriptus, hoc interdictio expulsi, ad hereditatem referenda est estimatio. — Esti legatum sit, tantum venit in estimationem, quantum sit in legato.* » V. encore dans ce sens, Dumol., *Lois civiles, des legs*, tom. 2, sect. 2, n. 4; Lebrun, *des Successions*, liv. 3, ch. 9, n. 11; Ricard, *des Donations*, 3^e part., ch. 2, sect. 2, n. 208. — Ces principes nous paraissent implicitement consacrés par les lois nouvelles. En effet, les art. 1007 du Code civ., et 916 du Code de proc., ayant tracé diverses formalités pour assurer

la représentation des testaments olographes, il en faut bien conclure qu'il n'a pu entrer dans la pensée du législateur que les actes de cette nature pourrassent être retenus par un dépositaire quelconque, et que les tribunaux seraient désarmés devant un tel fait, et impuissants pour obliger le détenteur à représenter les actes. Il est par trop évident qu'ils doivent pouvoir prononcer contre lui une peine pécuniaire, des dommages-intérêts, au profit des parties intéressées à la représentation de l'acte, et cela indépendamment des peines qui, suivant les circonstances, pourraient être appliquées dans l'intérêt de la vindicte publique. Or, lorsque le détenteur d'un second testament se trouve être celui qu'un premier testament institue héritier, il semble qu'à défaut d'exhibition de ce second testament de la part de l'héritier, la déchéance des avantages que lui conférait le premier, déchéance que prononce l'arrêt ci-dessus, conformément à l'opinion générale des anciens auteurs, est la sanction la plus juste comme aussi la plus efficace pour contraindre l'héritier à la représentation de l'acte.

(2) Il s'agissait, dans l'espèce, d'un aveu qui avait été fait dans une lettre missive, et la Cour royale d'Orléans a jugé que cet aveu était divisible, parce qu'il n'y a que l'aveu judiciaire qui, par l'art. 1356 du Code civ., soit déclaré indivisible. Cette solution a été entérinée par M. Merlin, *Quest.*, v° *Confession*, § 4. « Pourquoy, dit cet auteur, l'art. 1356 ne parle-t-il, relativement à l'indivisibilité, que de l'aveu

(Barbet—C. les héritiers Delanoue.)

17 septembre 1810, décès de la dame Barbet, née Delanoue.—Le sieur Barbot son mari, déjà donataire de sa femme par contrat de mariage, produisit un testament olographe du 23 déc. 1807, qui l'instituait son légataire universel. Cependant le 28 septembre 1810, le sieur Barbot, dans une lettre qu'il écrivit à l'une des parentes de la dame Delanoue, reconnaît que cette dernière a fait, le

judiciaire? C'est que, dans la section 4, sous laquelle est placé cet article, et qui a pour rubrique de l'aveu de la partie, le législateur ne s'occupe que de l'aveu verbal, de l'aveu fait de vive voix, soit extrajudiciairement devant les témoins qui en rendent compte, soit devant des magistrats qui en tiennent acte; c'est qu'il n'y est pas du tout question de l'aveu par écrit; c'est que l'aveu par écrit rentre dans la classe des preuves littéraires qui font l'objet des sect. 1 et 2. Or, en disant, par les art. 1319 et 1322, que les actes authentiques sont pleins foi entre les parties qui les ont signés, et que les actes sous seing privé reconnus tels ou tenus pour reconnus par jugement, font la même foi que s'ils étaient authentiques, le Code civil établit clairement que les uns comme les autres doivent être pris tels qu'ils sont, et dans leur parfaite intégrité; car, ils ne seraient pas pleins foi, ils ne feraient foi qu'à demi, si l'on pouvait les diviser, si l'on pouvait s'en approprier qu'une partie et rejeter l'autre. »—C'est par ces considérations que M. Merlin combat la doctrine émise dans l'arrêt de la Cour d'Orléans qui était ici dénoncé à la Cour de cassation. Mais ce n'est là qu'un des côtés de la question générale de savoir si l'indivisibilité est de l'essence de l'aveu extrajudiciaire comme de l'aveu judiciaire, question qui s'étend aussi bien au cas où, comme dans l'affaire ci-dessus, l'aveu extrajudiciaire est écrit qu'à celui où il est verbal. Or, dans ce dernier cas, la doctrine de M. Merlin n'est pas moins explicite que dans le premier. Cet auteur soutient (loc. cit., § 3) qu'encore ici, l'aveu extrajudiciaire doit être déclaré indivisible. « Le Code civil, dit-il, après avoir distingué deux sortes d'aveux, l'un extrajudiciaire l'autre judiciaire, sa dernière de dire, art. 1356, que l'aveu judiciaire ne peut être divisé. Pourquoi ne s'explique-t-il pas également sur la divisibilité ou l'indivisibilité de l'aveu extrajudiciaire?—Cette réticence peut surprendre au premier abord. » Mais M. Merlin explique ce silence par cette considération que l'art. 1355 s'occupe de l'aveu extrajudiciaire purement verbal, n'en autorise l'allégation que dans le cas où la preuve testimoniale en est admissible; d'où la conséquence que lorsqu'une partie oppose à son adversaire un aveu qu'elle lui impute d'avoir fait hors justice, et qu'il nie, mais dont elle rapporte la preuve par témoins, l'adversaire est par cela même convaincu de mauvaise foi; et dès lors, il est tout simple que le juge ait la faculté de ne pas prendre l'aveu au pied de la lettre, et qu'il puisse le diviser, suivant les circonstances, et d'après les nuances des dépositions des témoins qui l'ont entendu. » Mais, continue M. Merlin, dès qu'il ne s'agit dans l'art. 1355 que de l'aveu purement verbal, que de l'aveu qui a besoin d'être prouvé par témoins, et par conséquent que de l'aveu qui est mis en dénégation formelle par la partie à qui on l'oppose, il est clair que le juge ne peut plus diviser un pareil aveu, lorsque la partie à qui on l'oppose en justice, au lieu de le nier, le réitère expressément. Et pourquoi? parce qu'alors l'aveu d'extrajudiciaire qu'il était originellement, prend le caractère d'un aveu judiciaire, et que par suite l'art. 1356 s'y applique directement. Conçoit-on, en effet, comment un aveu fait en justice pourrait cesser d'être considéré comme judiciaire et en perdre le privilège, par la seule raison

8 sept. 1810, peu de jours avant sa mort, un second testament olographe; mais que ce second testament n'est autre que la réitération du premier.

Les héritiers Delanoue ont demandé la représentation de ce second testament au sieur Barbot, qui d'abord e répondu qu'il l'avait perdu lors de l'occupation de la France par les armées étrangères. Plus tard, une enquête a été ordonnée, et si en est résulté que postérieurement au départ

qu'il aurait été précédé d'un aveu extrajudiciaire dont il ne serait que l'écho? Cela répugne au bon sens naturel. »—C'est ainsi que M. Merlin énonce d'une manière générale l'indivisibilité de l'aveu extrajudiciaire, soit que cet aveu résulte d'un acte écrit, soit qu'il ait été fait verbalement. — Ajoutons que l'opinion de M. Merlin sur la transformation de l'aveu extrajudiciaire en aveu judiciaire, est confirmée par un arrêt de la Cour de cassation du 30 avril 1821.

Cependant une doctrine contraire est professée par M. Toullier, dans son Cours du droit civil, tom. 10, nos 340 et 341. D'après cet auteur, la principe de l'indivisibilité appliqué par le Code à l'aveu judiciaire, ne doit pas être étendu à l'aveu extrajudiciaire. Ce n'est point parce que le Code en ne parlant que de l'aveu judiciaire, semble exclure l'aveu extrajudiciaire, car il existe, d'après M. Toullier, peu d'arguments plus viciés que l'argument qu'il dit de uno, negat de altero; mais si le principe de l'indivisibilité appliqué par le Code à l'aveu judiciaire, était fondé sur la nature même des choses, M. Toullier pensa qu'il devrait sans difficulté être étendu à l'aveu extrajudiciaire. « Or, ajoute l'auteur, nous pensons avec les lois romaines que cela doit dépendre des circonstances, et doit être par conséquent abandonné à la prudence des tribunaux, comme dans l'ancienne jurisprudence; car il n'existait alors aucune loi qui défendit de diviser l'aveu. C'est un point qui n'est pas contesté. Le Code a consacré le principe de l'indivisibilité, à l'égard de l'aveu judiciaire; il a gardé le silence sur l'indivisibilité de l'aveu extrajudiciaire; et si l'on ne peut, de son silence, conclure rigoureusement qu'il autorise la divisibilité, on peut au moins en conclure qu'il ne la défend pas. On peut, il est vrai, on doit même souvent appliquer par analogie, le principe de l'indivisibilité à l'aveu extrajudiciaire, mais enfin aucune loi ne l'ordonne, et par conséquent la juge demeure libre. En disant l'aveu extrajudiciaire, il ne violerait aucune loi. »—C'est en ce sens que la question parait avoir été résolue par un arrêt de la Cour de cassation du 10 déc. 1839 (Volume 1840).— Au surplus, de même qu'il combat la doctrine de M. Merlin relativement à l'aveu extrajudiciaire verbal, de même M. Toullier critique celle qui a été émise par le même auteur à l'égard des aveux écrits: il soutient que l'application des art. 1319 et 1322 à ces derniers aveux, serait parfaitement exacte à l'égard des écrits signés des deux parties; mais qu'il en est autrement à l'égard des écrits qui ne sont signés que de l'une d'elles, comme les lettres missives.

Après cet exposé des deux systèmes, dont l'un et l'autre, ainsi qu'on l'a vu, peuvent s'appuyer sur des décisions judiciaires, nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit, sous l'arrêt déjà cité de la Cour de cassation du 10 déc. 1839, que le système de M. Merlin se justifie par cette considération de bon sens et de logique, encore plus que de droit, « qu'un aveu, quelles que soient les circonstances où la forme dans lesquelles il est fait, bera la présence du juge ou devant le juge, verbalement ou par écrit, ne doit pas être divisé, qu'il ne peut être pris que comme il est fait, en son entier, dans ce qu'il a de contraire, comme dans ce qu'il a de favorable à la partie qui l'invoque. »

des troupes alliées, le sieur Barbot avait déclaré avoir en sa possession le testament du 8 septembre 1810.

Sur la demande réitérée par les héritiers Delanoue d'avoir à représenter le testament du 8 septembre 1810, ou d'abandonner la succession de sa femme, le sieur Barbot s'est retranché à soutenir que son aveu contenu dans sa lettre du 28 septembre 1810, ne pouvait être divisé contre lui; que s'il résultait de cette lettre, que la dame Delanoue eût fait un second testament olographe, le 8 septembre 1810, il en résultait aussi que ce testament n'avait fait que réitérer celui du 22 décembre 1807, par lequel il était institué légataire universel de la dame Delanoue; qu'ainsi les héritiers de sa femme n'avaient rien à réclamer dans la succession de leur parente.

30 août 1817, jugement du tribunal civil de Pithiviers qui accueille ce système de défense et ordonne que le sieur Barbot conservera sa qualité de légataire universel, nonobstant le défaut de représentation du testament du 8 sept. 1810.

Appel de la part des héritiers Delanoue. — 7 mars 1818, arrêt de la Cour royale d'Orléans, qui réforme en ces termes : — « Considérant, en droit qu'un testament, comme acte de dernière volonté, défini par l'art. 893 du Code civ., ne peut être révoqué aux termes de l'art. 1035 du même Code, que par un testament postérieur ou par un acte devant notaire portant déclaration du changement de volonté; d'où il suit que, lorsqu'il existe deux testaments de dates différentes, le premier ne peut être exécuté qu'autant qu'il n'a pas été révoqué en tout ou partie par le second; — Considérant que l'ancienne législation, qui considérait ces actes comme une loi domestique, et un titre commun à toutes les parties qui pouvaient y avoir intérêt, les assujettissait pour leur exécution, à être remis dans un dépôt public, et que les art. 1007 du Code civil, 916 et suivans du Code de proc., exigent qu'avant d'être exécutés, ils soient présentés au président du tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte, lequel en ordonne alors le dépôt entre les mains du notaire qu'il choisit, d'où il résulte nécessairement que tout possesseur d'un testament olographe ou de tout autre écrit privé, contenant des dispositions de dernière volonté, ne peut se prétendre à l'abri des poursuites dont il est passible, à défaut de leur représentation, qu'en justifiant de l'accomplissement des formalités voulues par la loi; — Considérant que s'il est de principe qu'on ne peut admettre la preuve testimoniale qu'il existe un acte par écrit révocatoire d'un testament, lorsqu'il n'en apparaît aucun, il n'en est pas moins reconnu que le fait de suppression ou de rétention frauduleuse d'un tel acte peut être établi par tous les genres de preuves et de présomptions admis par les lois civiles; qu'il peut même être poursuivi par la voie criminelle, et qu'il existe dans la cause de ces présomptions graves, précises et concordantes; — Considérant que, lorsqu'une partie, avant toute demande juridique, a fait de son propre mouvement, et par écrit, un aveu qu'on lui oppose comme avenu extrajudiciaire, il ne peut dépendre d'elle, en renouvelant judiciairement cet avenu depuis la demande, de se prévaloir du bénéfice du Code civil, qui dispose, art. 1356, que l'aveu judiciaire ne peut être divisé, et que, d'ailleurs, le principe de l'indivisibilité de l'aveu, cesse d'être applicable toutes les fois qu'il s'agit d'un acte ou d'un fait argué de dol ou de fraude; que c'est dans cette classe que doit nécessairement être rangée la réclamation d'un testament; — Considérant qu'il résulte de la lettre écrite par le sieur

Barbot à la dame Delanoue, parente de sa femme, que la dame Barbot a fait un second testament, le 8 sept. 1810; — Considérant que le sieur Barbot ne justifie pas que ce second testament soit sorti de ses mains par force majeure; considérant que, d'après tous ces motifs et tous les élémens de l'instruction, il doit passer pour constant que le sieur Barbot est resté, à partir du 10 sept. 1810, rétentonnaire d'un testament de sa première femme, ou écrit contenant des dispositions de dernière volonté, postérieures au testament du 22 déc. 1807, et dont, par conséquent, les héritiers de sadite femme ont le besoin comme le droit de réclamer la représentation qu'ils ne peuvent exiger qu'en justice de celui qui, seul, jusqu'à ce jour, l'a eu en sa possession. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Barbot : 1° pour fausse application des art. 1007 et 1035 du Code civil; 2° pour violation de l'art. 1356 du même Code.

Sur le premier moyen, on a soutenu pour le sieur Barbot que si l'art. 1007 dispose qu'avant d'être mis à exécution, le testament olographe sera présenté au président du tribunal de première instance, du moins cet article n'ordonne à personne de faire la présentation; que seulement on peut conclure de cet article qu'il ne peut y avoir d'exécution sans cette présentation préalable, et nullement que les tribunaux puissent prononcer une peine quelconque pour obliger celui qui ne veut pas faire usage d'un testament fait en sa faveur; qu'ainsi la Cour d'Orléans avait commis une fausse application de la loi en basant sa condamnation sur les termes de cet article. — Mais en supposant, ajoutait-on pour le sieur Barbot, que le refus de représentation d'un second testament qu'il n'était que la répétition du premier pût donner lieu à une peine, il ne s'ensuit nullement que le premier testament qui était représenté pût être annulé. En effet, d'après l'art. 1035 du Code civil, un testament ne peut être révoqué que par un testament postérieur, ou par un acte devant notaire, portant déclaration du changement de volonté. Or, toutement, dans l'espèce, prononcer que la dame Delanoue a changé de volonté, puisque les Juges n'ont jamais vu son second testament ni aucune autre révocation du premier. En déclarant la nullité de ce premier testament en l'absence d'un autre qui le révoque expressément, l'arrêt dénonce viole donc ouvertement l'art. 1035 du Code civil.

Sur le deuxième moyen, on prétendait que puisque les Juges d'appel n'avaient d'autre indice de l'existence d'un second testament de la dame Delanoue, que l'aveu du sieur Barbot lui-même, du moins devaient-ils prendre cet avenu dans son entier, et en induire aussi que ce second testament qui n'a pu être représenté, n'était autre que la confirmation du premier. L'art. 1356 du Code civil, disait-on, porte que l'aveu judiciaire ne peut être divisé contre celui qui l'a fait. Dans l'espèce, ce n'est pas à la vérité un avenu judiciaire qui est opposé au sieur Barbot, mais c'est un avenu extrajudiciaire contenu dans sa lettre du 8 sept. 1810, et auquel les mêmes principes sont applicables. Il est visible en effet que les mêmes motifs qui ont fait déclarer l'indivisibilité de l'aveu judiciaire sont entièrement applicables à l'aveu intervenu hors jugement, et que l'art. 1356, d'après les motifs qui l'ont dicté, doit nécessairement embrasser l'aveu extrajudiciaire comme l'aveu judiciaire lui-même. En reconnaissant l'existence du testament du 8 sept. 1810, le sieur Barbot affirmait en même temps que ce testament n'était que la copie littérale de celui du 22 déc. 1807, qui l'instituait légataire universel : les Juges

d'appel ne pouvaient donc, en disant cet aveu, en tirer une conséquence toute contraire, celle de la révocation du premier testament par le second.

ARRÊT (après délibéré.)

LA COUR ;—Attendu que la Cour royale d'Orléans a jugé, en fait, que la dame Barbot avait fait un second testament olographe le 8 sept. 1810; que ce second testament avait été au pouvoir du sieur Barbot, après la mort de sa femme, et qu'il en était encore rétentionnaire; — Attendu qu'en concluant de ces faits que le sieur Barbot était tenu, sur la réquisition des héritiers légitimes de sa femme, de représenter ce testament, à peine d'être privé des avantages que lui conférait le premier, la Cour royale n'a violé aucune loi; — Rejette, etc.

Du 29 fév. 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze. — Rapp., M. Trinquetlague. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Pageau-de-Lissy et Petit-Degatines.

APPEL. — DÉLAI. — EFFET RÉTROACTIF.

L'appel, quoique soumis à la loi du temps de son émission, en ce qui touche la forme, est soumis, en ce qui touche les délais, à la loi du temps où le jugement a été rendu (1).

Ainsi, l'appel d'un jugement par défaut rendu sous l'empire de la loi du 24 août 1790 (laquelle n'avait fixé aucun délai pour l'appel des jugemens de cette espèce, et qui laissait subsister, à cet égard, la disposition de l'ordonnance de 1667), est recevable pendant dix ans, à compter de sa signification. — Peu importe que cette signification ait été faite, et que l'appel ait été interjeté depuis la publication du Code de procédure civile. (Ord. de 1667, tit. 27, art. 17; l. du 24 août 1790; Cod. proc. civ., 443 et 1041; Cod. civ., 2 et 2281.)

(Gonthier-Jobert—C. Banchet.)

14 mai 1793, jugement par défaut du tribunal du district de Beaune, lequel, sur la demande en rescision d'une vente pour cause de lésion formée par la demoiselle Charrondière, contre le sieur Gonthier-Jobert, ordonne une estimation par experts de l'objet vendu. — Le 23 du même mois de mai, signification de ce jugement par défaut à l'avoué du sieur Gonthier-Jobert. — Les choses restent en cet état, et sans autres poursuites, jusqu'au 29 février 1812.

A cette époque, la demoiselle Charrondière, qui avait épousé le sieur Banchet, fait faire une signification au sieur Gonthier-Jobert personnellement, du jugement par défaut du 14 mai 1793. — Cette seconde signification était accompagnée d'une assignation en reprise d'instance.

Le 17 août 1812, c'est-à-dire cinq mois et demi après cette signification à personne du jugement par défaut du 14 mai 1793, le sieur Gonthier-Jobert en a interjeté appel devant la Cour royale de Lyon.

Les mariés Banchet soutiennent cet appel non recevable comme émis tardivement, c'est-à-dire plus de trois mois après l'expiration des délais de l'opposition. (Art. 443 du Code de proc. civ.)

Le sieur Gonthier-Jobert soutient, au contraire, qu'il est encore dans les délais de l'appel, attendu, dit-il, qu'il s'agit, dans l'espèce, d'un jugement par défaut, rendu sous l'empire de la loi

du 24 août 1790, laquelle laissait subsister par son silence, à l'égard de l'appel des jugemens par défaut, le délai de dix ans fixé par l'art. 17 du titre 27 de l'ordonnance de 1667, après l'expiration duquel délai les jugemens contradictoires ou par défaut, acquerraient seulement la force de la chose jugée en dernier ressort.

9 janvier 1818, arrêt de la Cour royale de Lyon, qui déclare l'appel du sieur Gonthier-Jobert non recevable : « Attendu que, depuis la mise en activité du Code de proc., toutes les anciennes formes ont été abolies et remplacées par les nouvelles; attendu qu'ainsi, en matière d'appel d'un jugement antérieur au Code, toutes les formalités de mise en demeure, au moyen desquelles les délais d'appel pouvaient être réduits, d'après les anciennes lois, ont été abrogées; attendu qu'en effet, maintenir l'usage de ces formalités après la publication du Code, c'eût été admettre simultanément deux modes de procéder différens, et faire concourir ainsi deux systèmes de législation dans la même matière, ce qui est impossible; attendu qu'il résulte de cet état de choses que les délais d'appel fixés par le nouveau Code s'appliquent aux jugemens anciens comme aux nouveaux, à la condition, toutefois, qu'une signification régulière de ces jugemens aura été faite depuis la publication du nouveau Code, et aura ainsi remplacé les formalités de la mise en demeure d'appeler, que ce Code a abrogées; attendu que cette application de la loi nouvelle aux jugemens anciens n'a rien de rétroactif, parce qu'elle n'altère en rien la faculté de l'appel, qui est le seul droit invariablement acquis aux parties; mais que les délais de cet appel n'étant que les limites fixées par les réglemens de la procédure à l'exercice du droit, il ne cessait jamais d'appartenir au domaine du législateur, qui peut, par conséquent, les modifier, en changer la forme, en étendre ou restreindre l'étendue et la durée, ainsi qu'il le juge convenable; attendu qu'il en est de ces délais comme de ceux de la prescription, qu'en plusieurs cas, la législation nouvelle a abrogés, sans qu'on l'accuse pour cela de rétroaction; attendu que, dans l'espèce, le jugement dont il s'agit a été régulièrement signifié depuis et longtemps après la promulgation du Code; que cette signification a été véritablement une mise en demeure d'en appeler dans les délais fixés par ce Code; que cependant l'appel n'en ayant été interjeté que longtemps après l'expiration de ces délais, il est évidemment tardif. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Gonthier-Jobert pour violation des art. 13 et 17 du titre 27 de l'ordonnance de 1667, et des art. 2 et 2281 du Code civ., et fausse application des art. 443 et 1041 du Code de proc.

ARRÊT (après délibéré.)

LA COUR ; — Vu les art. 12 et 17 du titre 27 de l'ordonnance de 1667, les art. 443 et 1041 du Code de proc., et les art. 2 et 2281 du Code civ.; — Attendu qu'il est reconnu, par l'arrêt dénoncé, 1^o que la faculté d'appeler est un droit acquis aux parties à compter du jour où le jugement a été rendu; 2^o que ce droit subsiste jusqu'à l'expiration des délais fixés par la loi pour son exercice; 3^o qu'il en est de ces délais comme des prescriptions; qu'il suit de là qu'il y avait lieu d'appliquer à l'appel interjeté par le demandeur les dispositions de l'art. 2281 du Code civ., portant que les prescriptions commencées seront réglées par

(1) F. en ce sens, Cass. 2 juill. 1811; 4 mars 1812; Bruxelles, 13 mai 1807; Nîmes, 17 août 1807; Paris, 10 mars 1810; Toulouse, 1^{er} mai 1827, les

notes et les autorités qui y sont indiquées. *Add.*, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 1552 bis.

les lois anciennes; qu'en jugeant, au contraire, que les délais dans lesquels le demandeur pouvait exercer la faculté d'appeler devaient être réglés par les lois nouvelles, eu égard à ce résultat par la confusion de la formalité qui doit faire courir le délai avec le délai lui-même et sa durée, en déclarant en conséquence le demandeur non recevable dans l'appel du jugement du 14 mai 1793, quoiqu'il l'eût interjeté dans les délais de l'ordonnance de 1667, la Cour royale a tout à la fois fait une fautive application des art. 443 et 1041 du Code de proc., et violé expressément tant les art. 12 et 17 du titre 27 de l'ordonnance de 1667, que les art. 2 et 2281 du Code civ.; — Cassé, etc.

Du 1^{er} mars 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp. M. Portiquet. — Concl. M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Leroy-Neuvillette.

SELS. — IMPÔT. — EXIGIBILITÉ.

Les droits sur les sels sont dus au moment même de l'inculture, et la faculté accordée au marchand pour le paiement des droits qui excè-

(1) F. conf., Cass. 15 juill. 1818. V. aussi Cass. 2 juill. 1817, et 21 janv. 1819.

(2) « La destination du père de famille, disait M. Sirey, en rapportant cet arrêt, t. 20, t. 244, est peut-être ici un motif décisif; mais nous persistons à croire que, règle générale, le juge de paix ne doit avoir aucun égard au prétendu titre de servitude dont on invoque la possession. » — Cette opinion, en tant qu'elle agisse non-seulement que le juge de paix ne peut examiner le titre d'une servitude, difficulté que nous examinerons dans la note suivante, mais encore que l'existence d'un titre constitutif d'une servitude discontinue n'est pas un motif pour lui admettre la voie de complainte contre le trouble apporté à l'exercice d'une telle servitude, système que M. Sirey a vivement soutenu devant la Cour de cassation dans l'affaire ci-dessus, cette opinion, disons-nous, est à peu près isolée en doctrine; et la jurisprudence l'a formellement proscrite par un grand nombre d'arrêts.

En matière de servitude discontinue, en effet, la jurisprudence et l'opinion peut-être universelle des auteurs, ont suivi la doctrine adoptée dans les pays coutumiers, pour les servitudes en général à l'égard desquelles on décidait que si la complainte n'avait pas lieu, lorsque la servitude n'était pas fondée en titre, il en était autrement lorsqu'un tel titre existait. V. Brudeau, sur l'art. 96, cout. de Paris; Ferrières, sur le même article, Gloss unique, n° 23. C'est encore ce qu'enseignent Pothier, *Trait. de la proc. civ.*, ed. 3, § 2, dans les termes suivants : « Si je suis en possession de quelque droit de servitude, dit-il, sur un héritage voisin, et qu'un m'empêche d'en jouir, il y a lieu à la complainte; mais pour qu'il paraisse que je suis en possession de ce droit de servitude, par exemple, d'un droit de passage, il ne suffit pas que j'aie passé, car on présume que c'est par tolérance que j'ai passé : or une possession précaire et de tolérance ne donne pas lieu à la complainte; mais il faut qu'il paraisse que j'ai passé usant du droit de passer » V. dans le même sens, le Nouveau Denizard, v° *Complaintes*, § 2, n° 9, et Dunod, *Trait. des prescriptions*, part. 3, ch. 6.

En suivant ces errements, on a dit que la seule possession annale, dénuée de titre, ne pouvait plus donner lieu à l'action possessoire, « raison des servitudes discontinues, parce que cette possession est purement précaire depuis le Code civil, et que l'art. 23 du Code de procédure n'admet l'action possessoire qu'en faveur de ceux qui, depuis une année au moins, sont en possession paisible à titre non

deut une certaine somme, ne déroge en rien à ce principe. — En conséquence, un négociant ne peut se refuser au paiement des droits dus pour des quantités de sel comprises dans un inventaire fait avec lui, sur le motif d'événements de force majeure qui ont fait baisser le prix du sel (1).

(Douanes — C. Berlier.)

Du 1^{er} mars, 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze, p. p. — Rapp., M. Legendre. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Cochin et Villed.

ACTION POSSESSOIRE. — SERVITUDE. — PASSAGE. — TITRE. — DESTINATION DU PÈRE DE FAMILLE.

Le trouble dans l'exercice d'un droit de passage (servitude discontinue imprescriptible); autorise l'action en complainte, si le demandeur se prévaut à la fois de la possession annale et d'un titre qui en soit le fondement; d'un titre surtout qui établisse la destination du père de famille. (Cod. civ., 688 et 691; Cod. proc. civ., 23.) (2)

Dans ce cas, le juge de paix doit apprécier le

précaire, pouvant servir de base à la prescription, c'est-à-dire, en faveur de ceux qui possèdent autrement que par simple tolérance, ou par familiarité, et c'est ce qui est consacré par un grand nombre d'arrêts. V. entre autres Cass. 21 oct. 1807; 23 nov. 1808; 13 août 1810 et les notes.

Mais, par suite, on a pensé que la décision n'était plus applicable dans le cas où la servitude est exercée en vertu d'un titre formel. Alors, en effet, la possession ne peut pas être regardée comme précaire; celui qui jouit de la servitude la possède comme un droit réel; il a la possession voulue par la loi pour la complainte; et il n'y a pas de prétexte, dans ce cas, pour lui interdire cette voie, parce que la loi n'exige, pour qu'elle puisse être prise, qu'une possession paisible à titre non précaire. — Ces observations, quoiqu'elles aient été développées avec une grande force de raison devant la Cour de cassation, ont été suivies, le 24 juill. 1810, d'un arrêt qui les a pleinement consacrées. V. l'arrêt à sa date, et notamment la discussion qui l'a précédé. — Depuis, la Cour suprême a persisté dans sa jurisprudence. V. outre l'arrêt ci-dessus, Cass. 6 juill. 1812; 17 mai et 21 déc. 1820. C'est aussi l'opinion des auteurs. V. Merlin, *Quest. v° Servitude*, § 6; Toullier, t. 3, n° 715 et 716; Poncelet, *des Actions*, n° 96; Carre, *Justice de paix*, t. 2, p. 255; Aulanier, p. 121, n° 116; Garnier, *des Actions possessoires*, p. 322; Curasson, *Compét. des juges de paix*, t. 2, p. 319, n° 76; Carrou, *Principes sur les actions possessoires*, n° 310; Duranton, t. 5, n° 638; Troplong, *de la Prescription*, t. 1, n° 333; Zachariæ, t. 1, § 187, c° 9.

Ajoutons, en terminant, que si l'arrêt ci-dessus s'est particulièrement déterminé sur ce que, dans l'espèce, il s'agissait d'un titre établissant la destination du père de famille, ce qui a fait dire à M. Sirey que la destination du père de famille avait été peut-être un motif décisif, il n'en faut pas conclure que tout autre titre ne serait pas également susceptible de faire admettre l'action possessoire en matière de servitude discontinue. C'est l'observation que présente M. Merlin, *loc. cit.*, après avoir rapporté l'arrêt ci-dessus. « Pour moi, dit-il, je ne comprends guère le surcroît de l'arrêt qui a rejeté les moyens de cassation du sieur Lecornu; et il me paraît bien difficile d'expliquer pourquoi un titre fondé sur la destination du père de famille devrait avoir, en fait de complainte pour servitude, plus d'effet que tout autre titre. » C'est qu'un titre semblable n'a pas réellement et en principe, plus d'effet que tous autres titres, et cela régulièrement.

mérite du titre dans son rapport avec la possession (1).

(Lecornu—C. Simon.)

Les sieur et dame Simon sont propriétaires à

des divers arrêts que nous avens cités plus haut, lesquels ont tous prononcé dans une hypothèse autre que celle d'un titre fondé sur la destination du père de famille.

(1) La question de savoir si le juge de paix peut ou non consulter et apprécier les titres pour éclairer la décision qu'il doit rendre au possesseur, a excité, en doctrine et en jurisprudence, les plus vives controverses. La négative a été soutenue avec force par M. Sirey, à l'occasion d'un arrêt rendu par la Cour de cassation le 17 mai 1820 dans l'affaire Jourdan. On peut voir les observations de M. Sirey, que nous reproduisons en note sous cet arrêt. Mais la doctrine contraire que consacre l'arrêt ci-dessus et un grand nombre d'autres, semble avoir définitivement prévalu; et c'est surtout dans le cas où, comme ci-dessus, il s'agit d'un objet déclaré imprescriptible par la loi que la vérité de cette doctrine ressort avec plus d'évidence. En effet, lorsque l'objet dont la possession est contestée, est un objet imprescriptible, un droit de servitude discontinue, un chemin public, etc., la possession, quelque longue qu'elle soit, est toujours considérée comme purement de tolérance, par conséquent, comme précaire. C'est là un fait que le défendeur à l'action possessoire n'a pas à prouver; il est évident par lui-même; et, au contraire, c'est au demandeur à établir que sa possession n'a pas le caractère de précarité qui exclurait son action. Or, comment parviendra-t-il à cette preuve? Il n'a qu'un moyen : c'est de justifier sa possession par un titre du moins apparent; telle est la volonté du législateur. Il doit nécessairement le droit de représenter ce titre; et par une conséquence toute naturelle, le juge du possessoire doit forcément l'examiner et la vérifier, car on ne peut dire qu'il devra l'admettre comme un fait devant lequel il devra s'incliner, sans lui enlever aussitôt son caractère de juge. — Il est vrai que s'il s'agissait de juger au périmètre, c'est le même titre qui serait consulté. Mais de ce qu'un titre justifierait le droit de propriété, s'ensuit-il qu'il ne peut pas fonder le droit à la possession? Non, sans doute. « La possession des choses corporelles étant ras facti, dit M. Troplong, de la Prescription, t. 1, n° 273, se prouve par témoins bien plus que par titre. Cependant les titres peuvent servir à expliquer la possession, à en déterminer les caractères... » C'est là ce que le juge du possessoire recherchera dans l'examen du titre, et juge de la possession, il pourra très bien ne pas sortir de la sphère de ses attributions, et sans se préoccuper de la question de propriété, réprimer le trouble porté à la possession, s'il résulte du ce titre que la possession n'est pas précaire. — Au surplus, cette doctrine, en tant qu'elle s'applique à la possession d'un objet déclaré imprescriptible, a été constamment adoptée par la jurisprudence et par les auteurs. Elle résulte des divers arrêts cités dans la note précédente; elle a été explicitement consacrée par un grand nombre d'autres décisions, parmi lesquelles on peut citer, outre celle que nous rapportons ici, deux arrêts de la Cour de cassation du 17 mai 1820; un du 8 mai 1838; un du 21 juill. 1839. Ce dernier arrêt décida même que le juge du possessoire ne peut renvoyer l'examen du titre aux tribunaux ordinaires et surseoir à statuer sur le possessoire, jusqu'à ce que leur décision soit intervenue. — V. ces divers arrêts et les notes qui les accompagnent.

Mais ce cas particulier n'est pas le seul dans lequel l'examen du titre est indispensable de la part du juge du possessoire. Que l'on suppose en effet que le défendeur, auteur du trouble qui a motivé l'action possessoire, contestant que la possession

ait eu lieu *animus domini*, soit parce qu'elle était exercée par tolérance, soit parce que le demandeur n'était que fermier, celui-ci soutienne qu'il a acheté l'objet litigieux et produise l'acte de vente, certes il faudra bien que le juge de paix ait égard à ce titre, qu'il le vérifie et déclare si l'allégation du demandeur est ou non détruite par le contrat de vente, et s'il résulte ou non de ce contrat que la possession prouvée en fait est ou non précaire. Comment le juge pourrât-il, si le droit d'examen lui était interdit, remplir l'obligation qui lui est imposée par la loi de statuer sur les exceptions respectives des parties? Que l'on suppose encore que le demandeur au possessoire n'établisse sa possession annale qu'en joignant une portion de l'année pendant laquelle il aurait joui personnellement à une autre portion pendant laquelle aurait joui une personne à laquelle il aurait succédé, comment pourra-t-il justifier sa qualité de successeur autrement qu'en produisant le titre qui lui a défré cette qualité? Et comment le juge pourra-t-il rendre sa sentence s'il lui est interdit de vérifier le titre, et d'y rechercher s'il y a lien ou non de joindre les possessions?...

On le voit donc, à chaque instant, soit qu'il s'agisse d'objets déclarés imprescriptibles, soit qu'il s'agisse d'objets dont la propriété peut être acquise par une possession plus ou moins prolongée, l'examen des titres est souvent une nécessité pour le juge du possessoire. Il ne faut donc pas s'étonner que la doctrine d'après laquelle cet examen lui serait interdit, ait été repoussée par la jurisprudence. Dans ce sens, outre les arrêts cités pour le cas spécialement relatif aux objets imprescriptibles : Cass. 15 déc. 1812; 18 mai 1813; 23 fév. 1814; 10 juin 1816; 30 nov. 1818; 20 mai 1829; 28 juin 1830; 30 janv. 1837 (Vol. 1837.1.613); 6 avril 1841 (Vol. 1841.1.590), et les notes. — Il ne faut pas s'en tenir d'ailleurs à ces auteurs et également émis sur ce point des principes entièrement conformes, et qui ont été présentés d'une manière fort nette par M. Chauveau, dans ses annotations sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 101. « Le juge saisi d'une action possessoire, dit-il, ne peut se dispenser de la juger; mais il doit se souvenir qu'il n'est point juge de la propriété. Quand il doit adjuger ou dénier? La possession. A qui doit-il l'adjuger? A celui qui prouve l'avoir précédemment détenu avec toutes les conditions voulues par la loi, c'est-à-dire annale, non précaire, etc. A qui doit-il la dénier? A celui qui ne fait pas cette preuve. Ainsi, il ne doit pas se préoccuper du point de savoir qui est ou qui n'est pas propriétaire de l'objet litigieux, et les titres dont la représentation n'aurait pas d'autre but que d'établir ce point, doivent lui demeurer étrangers. Il ne doit s'arrêter qu'à ceux qui peuvent servir à établir soit le fait, soit le caractère de la possession, ou à le contester. Pour cela trois choses principales doivent être l'objet de sa décision : 1° Y a-t-il possession annale? 2° Appartient-elle à celui qui en réclame les effets? 3° Est-elle précaire ou non? — Ces trois choses, il faut nécessairement que le juge les décide; mais tout juge a le droit de s'éclairer par tous les moyens possibles; il peut prendre les éléments de sa décision partout où il les trouve. Si donc ce n'est que dans les titres que se rencontrent les éléments nécessaires pour juger les points que nous venons d'indiquer, ou est la loi qui lui défend de les consulter, de les apprécier? Cette loi, si elle existait, ne serait-elle pas absurde? La doctrine qui, en l'absence d'une telle loi, s'efforcerait de la supplier, serait-elle admissible?... » L'enfin dans ce sens, Pardessus, *Servitudes*, n° 324; Aulnier, n° 116; 39.

Villedien, d'une maison contiguë à celle du sieur Lecornu. — En 1818, le sieur Simon et sa femme ont prétendu que pour arriver chez eux, ils avaient eu de tout temps, un droit de passage par un escalier appartenant au sieur Lecornu, et que le sieur Lecornu les avait troubles dans l'exercice de ce droit en faisant construire une cloison.

Le 25 juin 1818, une assignation en complainte est donnée devant le juge de paix au sieur Lecornu par les époux Simon, pour se faire maintenir dans la possession et jouissance de leur droit de passage et pour obliger le sieur Lecornu à détruire la cloison qu'il avait nouvellement construite. — A l'appui de cette demande, les mariés Simon produisent un acte de partage fait en 1567 et duquel ils prétendent faire résulter leur droit à la servitude qu'ils réclament.

Le sieur Lecornu oppose que le titre produit n'a aucune analogie avec la demande formée contre lui, qu'il est inapplicable au droit de passage prétendu dans sa maison, et que dès lors, s'agissant d'une servitude discontinue, qui est imprescriptible de sa nature (Code civ., art. 691), et pour laquelle les mariés Simon n'ont réellement allégué que leur longue possession, ils sont non recevables à soutenir que cette servitude leur est due, et qu'ils doivent continuer d'en jouir.

29 juin 1818, sentence du juge de paix, lequel : « Considérant que, dans l'espèce, il s'agit de maintenir les demandeurs dans l'exercice d'un droit de passage dans la maison du sieur Lecornu, ce qui constitue, aux termes de l'art. 691 du Code civil, une servitude discontinue apparente, laquelle ne peut s'acquérir que par titre; que la possession même immémoriale ne suffit pas; — Considérant que par ces dispositions de la loi, il est manifeste que le législateur n'a entendu considérer l'exercice d'une servitude discontinue que comme une simple tolérance, que celui sur qui elle est exercée pouvait accorder ou refuser à son gré; que toute induction possible tirée de la possession, quelque ancienne qu'elle soit, est sévèrement prosaïtée en matière de servitude discontinue; que par conséquent l'action possessoire est inutile et inadmissible... — Rejette en conséquence l'action en complainte intentée par les mariés Simon et les renvoie à se pourvoir au pétitoire.

Appel de la part des sieur et dame Simon. — 7 déc. 1818, Jugement infirmatif du tribunal civ. d'Avranches ainsi conçu : « Attendu que devant le juge de paix, les appelans réclamaient l'exercice d'une servitude de passage, s'appuyant d'un titre qu'ils représentaient; que dès lors le juge de paix devait examiner et apprécier le mérite de ce titre, puisqu'il n'a raisonné que dans une espèce où aucun titre n'aurait été représenté; et qu'en se déclarant incompétent avant de s'occuper de l'appréciation du titre, il a précipitamment jugé; par ces motifs, le tribunal, etc. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Lecornu.

Le demandeur a présenté comme principal moyen, la contravention aux art. 688 et 691 du Code civ. et à l'art. 23 du Code de proc. civ., en ce que le jugement d'appel avait décidé qu'en matière de simple droit de passage constituant essentiellement une servitude discontinue et imprescriptible, il suffisait de la possession avec titre pour autoriser l'action en complainte possessoire.

Cette décision, disait-on pour le demandeur,

suppose que la possession annale avec un titre, en autorisant la complainte, peut, par suite, autoriser aussi le renvoi en possession provisoire; et que cette possession provisoire peut devenir définitive, à défaut de preuves ou de titres contraires; d'où il suit que dans une matière de servitude, discontinue, ou de droit de passage, où le titre est tout, ou la possession, quelque prolongée qu'on la suppose, ne peut servir à la prescription, cette même possession appuyée d'un titre plus ou moins applicable, aura suffi pour conférer la propriété; ce qui est contraire à tous les principes et ce qui constitue une violation manifeste des art. 688 et 691 du Code civ., portant que les servitudes discontinues, au nombre desquelles il faut ranger le droit de passage, ne peuvent s'acquérir que par titre et jamais par possession. — S'il est vrai que le titre est tout pour la propriété d'un droit de passage, il s'ensuit nécessairement qu'il ne faut pas intenter d'action à cet égard, que celle où l'on examine le titre et ses effets; donc, c'est par la voie pétitoire et non par la voie possessoire qu'il faut se pourvoir, alors que l'on veut s'étayer d'un titre; donc c'est avec de justes motifs que dans l'espèce, le juge de paix s'était déclaré incompétent pour connaître d'une action possessoire intentée au sujet d'un droit où la possession ne pouvait être d'aucune considération.

On objecte que l'art. 23 du Code de procédure civile, exige seulement, pour l'action en complainte, qu'il y ait possession annale à titre non précaire, c'est-à-dire avec un titre quelconque de propriété à la servitude. — Mais à cet égard, il faut ajouter que la jurisprudence de la Cour de cassation n'admet la possibilité du titre non précaire qu'en matière prescriptible. — Or, vous aurez beau dire que vous passez chez moi, *animo domini*, que vous êtes fondé en titre...; je puis me jouer de vos faits possessoires, les réputer insignifiants, n'y attacher aucune importance; ils seront tous sans effet, le jour où il me plaira de discuter la propriété ou le titre au fond. — A quelles absurdités ne conduirait pas ce système, que le cumul d'un titre avec la possession annale, suffit pour autoriser la complainte ou pour obliger le propriétaire à s'opposer aux faits possessoires? — Dira-t-on qu'il suffit d'un titre quelconque, même non valable, même non applicable? En ce cas, le premier venu, avec un chiffon quelconque, donnera à ces faits possessoires un caractère d'utilité pour la prescription annale ou le droit à complainte. — Faut-il que le titre soit valable et efficace, et reconnu tel? Alors c'est une discussion, un procès, un jugement sur le pétitoire, qu'il faut soutenir par préalable à l'action possessoire, à l'appréciation de l'importance des faits possessoires, à l'examen de la question s'il faut craindre ou ne pas craindre une action en complainte. — Tout ce système paraît absurde, impraticable, hors du vœu de la loi. — Tout droit de passage ne pouvant s'établir que par titre (art. 688 et 691 du Code civ.), la possession ne peut donner à la propriété, ni droit définitif par action pétitoire, ni droit provisoire par voie d'action possessoire; tous faits possessoires avec titre ou sans titre sur cette matière imprescriptible sont essentiellement de tolérance, comme non influents sur le droit; d'où il faut conclure que la possession *animo domini*, dans le sens de l'art. 23 du Code de proc. civ., n'est nullement applicable à la matière et

Garnier, *Actions possessoires*, p. 322; Henrion de Pansey, p. 474; Favard, tom. 1, p. 593; Solon, *Servitudes*, n° 567; Carri, *Justices de paix*, n° 1411; Guichard, n° 303; Berrist Saint-Prix, pag. 109;

Pigeau, *Comment*, t. 1, p. 75; Corasson, *Compétence des juges de paix*, t. 2, n° 76, p. 319; Carron, *Des actions possessoires*, n° 583

que la réclamation d'un droit de passage, comme servitude discontinue et imprescriptible, ne peut jamais être appuyée d'aucun fait de possession, ni donner ouverture à une action en complainte possessoire (1).

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il est vrai que la possession annale, en matière de servitude discontinue ne peut former l'objet d'une complainte, puisque la possession, quelque longue qu'elle fût serait toujours réputée précaire, et ne pourrait établir une servitude de ce genre; mais qu'il en est différemment lorsque le demandeur en complainte se présente devant le juge de paix avec un titre d'où il prétend feindre résulter sa possession, et surtout lorsque, comme dans l'espèce, il soutient que ce titre établit la destination du père de famille; qu'alors le juge de paix ne peut pas se dispenser d'apprécier ce titre sous le rapport de l'influence qu'il a pu avoir sur la possession que l'on allègue, afin d'admettre ou de rejeter, d'après cette examen, la complainte, et sauf tous les droits au pétitoire; — Rejette, etc.

Du 2 mars 1820. — Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lasaudade. — Rapp., M. Botton de Castellamonte. — Concl. M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Sirey.

INCENDIE. — MARI. — SÉPARATION DE CORPS. Dans une accusation d'incendie, lorsque le fait incriminé est d'avoir mis volontairement la feu à des récoltes appartenant à la femme de l'accusé, avec laquelle il est séparé de corps, le fait de cette séparation est constitutif du crime, et doit dès lors être constaté par acte authentique ou soumis au jury. (Cod. pén., 434.) Lorsque l'accusé ait déclaré par le jury coupable d'avoir mis volontairement le feu aux récoltes de sa femme, mais avant d'avoir eu connaissance légale du jugement de séparation de corps qui le dépouille de l'administration de ses biens, le fait perd son caractère de crime. (Cod. pén., 434.) (2)

(Martinet). — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 410 du Code d'insl. crim. — Vu aussi l'art. 434 du Code pénal relatif au crime d'incendie; — Attendu que l'incendie que cet article qualifie crime, et qu'il punit de mort, est celui qui se commet volontairement sur

la propriété d'autrui et dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, la propriété d'autrui; — Que Martinet a été mis en accusation comme prévenu d'avoir volontairement mis la feu à une récolte de foin mis en meule, appartenant à sa femme, séparée de lui de corps et de biens; — Que le fait de cette séparation, qui aurait dépouillé Martinet de l'administration des biens de sa femme et de la disposition des récoltes qui en seraient provenues, formait une circonstance constitutive, dans l'espèce, du crime dont ledit Martinet était accusé; — Qu'il est établi par l'arrêt de la Cour d'assises de la Charente-Inférieure, contre lequel la pourvoi a été formé, qu'il n'avait été produit dans le procès aucune pièce tendant à prouver le fait de séparation; — Que n'étant pas ainsi constaté, devant la Cour d'assises, par des pièces produites devant elle, qu'il y eût eu entre Martinet et sa femme arrêt ou jugement passé en force de chose jugée, qu'il eût ordonné cette séparation, et qu'il eût été légalement signifié, le fait en devait être soumis à la décision du jury et par lui déclaré d'après le résultat des débats; — Que le jury a donc été régulièrement interrogé sur ce fait; mais qu'il a été par lui répondu à cet égard qu'il n'était pas démontré qu'à l'époque de l'incendie déclaré contre Martinet, il connaît légalement l'arrêt de séparation de corps qui l'avait dépouillé de l'administration des biens de sa femme; — Que cette circonstance nécessaire pour donner à l'incendie, dont Martinet était reconnu coupable, le caractère du crime prévu et puni par l'art. 434, n'étant pas déclarée constante, il ne pouvait y avoir lieu contre lui à l'application de cet article; — Que la condamnation à la peine de mort qui a été prononcée d'après ses dispositions, a donc été une violation de la loi pénale; — Casse, etc.

Du 2 mars 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Gaillard. — Concl., M. Hua, av. gén.

APPEL CORR. — INCOMPÉTENCE. — CRIME. — PEINES.

Le tribunal d'appel ne peut, lorsque il n'est saisi que par le seul appel du prévenu, annuler le premier jugement, par le motif que le fait présente les caractères d'un crime, et renvoyer l'affaire devant le juge d'instruction.

bles, il a la possession annale et que le propriétaire du fonds servant exerce contre lui l'action négatoire. Tout défendeur qu'il est, en ce cas, dit Justinien, *Inst.*, tit. 2, *actionibus*, § 2, il ne laisse pas d'être considéré comme demandeur, *actoris parias sustinet*; contraire à la liberté naturelle du fonds prétendu asservi, la possession ne peut pas le décharger de la preuve directe. V. Bronnemann sur la loi 9, C. de *Servitutibus* et *agud.*...

(2) Cette décision serait encore applicable, mais dans de certaines limites, qui résulteraient de la loi du 28 avril 1832. La circonstance que l'objet incriminé est la propriété d'autrui, n'est demeurée un élément du crime d'incendie que dans les deux hypothèses prévues par les paragraphes 3 et 5 de l'art. 434. Mais, dans ces deux hypothèses, le caractère essentiel du crime est l'atteinte à la propriété. Il faudrait donc décider encore que celui qui met la feu à des édifices ou à des récoltes appartenant à sa femme, après que la séparation de corps et de biens a été prononcée et légalement connue de lui, se rend coupable du crime prévu par les deux paragraphes précités, car ces édifices ou ces récoltes sont devenus à son égard la propriété d'autrui.

(1) Ce système développé par M. Sirey devant la Cour de cass., a été l'objet d'une réfutation spéciale de la part de M. Merlin, qui, ainsi qu'on l'a vu dans la note sur la première question, adopte pleinement le principe de l'arrêt ci-dessus. « Le principal argument, dit cet auteur, *loc. cit.*, sur lequel M. Sirey fondait le recours en cassation du sieur Lecornu portait évidemment à faux. — Sans doute il faudrait regarder son système comme le seul compatible avec l'esprit de la loi, si, comme il le prétendait, la maintenance provisoire par l'effet d'un jugement rendu sur complainte dans une servitude fondée sur un titre plus ou moins sujet à critique, devait se convertir en maintenance définitive, faite de titres ou de preuves contraires de la part du propriétaire du fonds servant, ou, en d'autres termes, s'il en était des servitudes comme des immeubles réels où la possession se défend elle-même par la règle *possidetis quia possidetis*, et rejette sur le demandeur au pétitoire tout le fardeau de la preuve directe. — Mais les servitudes sont placées à cet égard dans une catégorie particulière. C'est à celui qui prétend y avoir droit à en rapporter la preuve lors même qu'il n'est que défendeur, c'est-à-dire lorsque, s'agissant même de servitudes prescripti-

(Code d'inst. crim., art. 202, 203 et 205.) (1)
Le tribunal d'appel, lorsqu'il reconnaît au fait incriminé le caractère d'un crime, et que le prévenu a seul appelé, ne doit pas, en se déclarant incompétent, le renvoyer des poursuites: il doit apprécier le fait, indépendamment des circonstances qui lui donnent le caractère du crime (2).

(Sautereau.)

Le procureur du Roi près le tribunal d'Avalon avait rendu plainte contre le nommé Sautereau, pour avoir représenté une fausse quittance de Jean Poulin, son créancier, au sieur Thevenin, huissier, et, par cette manœuvre, s'être fait remettre par Thevenin l'obligation que lui Sautereau avait souscrite au profit de Poulin. Néanmoins, et malgré la gravité du fait imputé à Sautereau, la chambre du conseil l'ayant envoyé en police correctionnelle, il intervint jugement qui le condamna à un an de prison. — Appel de la part de Sautereau, en temps utile, tandis que les délais étaient expirés lorsque le procureur du Roi interjeta le sien. — Dans cet état de choses, Sautereau conclut à ce que, déclarant l'appel public périmé, on fût droit sur le sien, et à ce qu'il fût renvoyé de toute condamnation. — Sur ces conclusions, le tribunal d'Auxerre prononça que l'appel du ministère public était non recevable, et qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur son action; qu'à l'égard de l'appel de Sautereau, il devait être accueilli, parce que le fait principal de la prévention portée contre lui constituait un faux par écrit, le tribunal correctionnel était sans caractère pour en connaître: il annula en conséquence le jugement qui l'avait condamné à une peine correctionnelle; et attendu que lui-même était sans compétence pour statuer sur un fait que la loi punissait d'une peine afflictive et infamante, il renvoya Sautereau des poursuites. — Ce jugement a été annulé par l'arrêt dont la teneur suit:

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim.; — Attendu que, dans l'espèce, l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal d'Avalon, qui avait renvoyé Sautereau devant le tribunal de police correctionnelle, comme prévenu du délit d'escroquerie caractérisé et puni par l'article 405 du Code pénal, n'avait pas été attaquée, et que le tribunal de police correctionnelle, loin de déclarer son incompétence, avait prononcé au fond; que l'appel de ce jugement interjeté par le procureur du Roi n'ayant pas été notifié dans le délai de la loi, et le tribunal supérieur n'ayant dès lors prononcé que sur l'appel de Sautereau, dont la peine ne pouvait pas être aggravée, il n'y avait pas lieu sans doute de lui faire l'application de l'art. 214 du Code d'inst. crim.; mais que le tribunal saisi de l'appel de-

vait y steiner en appréciant les charges qui pouvaient exister contre l'appelant, et si elles étaient suffisantes, prononcer les peines dudit art. 405 du Code pénal, comme si le faux, à l'aide duquel l'escroquerie aurait été commise, n'avait pas été ni fait par écrit, circonstance qui, dans l'espèce, était la seule que le défendeur d'appel valable du ministère public pût faire réputer comme non existante, et ne permit pas au tribunal d'examiner; que néanmoins, sans apprécier le mérite des charges, et sous le prétexte que le fait dont était prévenu Sautereau était passible d'une peine afflictive, parce que le faux, qui avait été le moyen de l'escroquerie, avait été commis en écriture, le tribunal d'Auxerre l'a renvoyé des condamnations prononcées lui; en quoi il a violé les règles de compétence, et méconnu le pouvoir qui lui était attribué par la loi; — Casse, etc.

Du 3 mars 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp. M. Giraud Duplessis. — Concl., M. Hua, av. gén.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — DÉSIGNATION DES BIENS.

Les biens, dans une inscription hypothécaire, sont suffisamment désignés lorsqu'il est dit: Sur tous les biens appartenant à N. débiteur, situés dans la commune de..... — La totalité des immeubles se trouvant frappée par une inscription ainsi conçue, il n'est ni y avoir erreur sur l'espèce des biens soumis à l'hypothèque. (Cod. civ., 2148.) (3)

(Delatini. — L. Labeaume).

12 Thermidor an 8, acte authentique, par lequel le sieur Allard se reconnaît débiteur du sieur Labeaume d'une somme de 7,472 fr. — Pour sûreté de cette dette, il hypothèque spécialement les immeubles qu'il possède sur le territoire de la commune de la Côte-Saint-André, consistant en bâtiments, vergers, terres, vignes et bois, de la contenance d'environ 30 septièmes.

En 1810, le sieur Labeaume prend inscription: le bordereau énonce que l'inscription est prise sur tous les biens appartenant au sieur Allard, situés dans la commune de la Côte-Saint-André.

Lors de la vente des biens, un sieur Delestra, dont l'inscription était postérieure à celle du sieur Labeaume, a néanmoins demandé d'être colloqué au premier rang: il a soutenu que l'inscription de Labeaume était nulle, en ce qu'elle n'énumérait pas, selon le vœu de l'art. 2148, n° 5, Code civ., l'espèce des biens hypothéqués.

Jugement du tribunal de première instance de Vienne, qui déclare nulle l'inscription du sieur Labeaume, et colloque au premier rang le sieur Delestra.

Appel de la part du sieur Labeaume; — Et le 22 juill. 1817, arrêt de la Cour royale de Grenoble, qui infirme le jugement du tribunal de première in-

(1 et 2) V. conf., Cass. 17 nov. 1814 et 19 janv. 1816. — Le principe que le prévenu ne peut voir son sort aggravé par son appel, conduit à la conséquence que consacre cet arrêt. Les juges sont contraints de donner au fait incriminé une qualification qui ne lui appartienne, et, au moins de le laisser impuni, de lui appliquer d'autres peines que celles que la loi a prononcées. Il eût été plus rationnel de restreindre l'application du principe au seul cas où il s'agit d'aggraver la peine prononcée, et de ne pas l'appliquer lorsqu'il s'agit de modifier la qualification du fait, et de changer la compétence.

(3) La jurisprudence présente des décisions nombreuses et variées sur ce point. — V. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Cass. 15 juin 1815; 1^{re} avril 1817; 23 août 1821; Paris, 6 mars 1815; Grenoble, 10

juill. 1823; Riom, 15 avril 1826; Poitiers 6 avril 1827. — V. cependant, en sens contraire, Cass. 19 fév. 1828. — Mais, en général, tous ces arrêts prennent pour base la possibilité ou l'impossibilité que les tiers aient pu être induits en erreur par la désignation. Et c'est en qui a fait juger plusieurs fois par la Cour de cassation, qu'en matière d'hypothèque conventionnelle, la question de savoir s'il y a désignation suffisante des immeubles hypothéqués, est une question de fait qui rentre entièrement dans le domaine des juges du fond, et que leur décision sur ce point échappe à la censure de la Cour de cassation. V. Cass. 16 août 1815; 24 fév. 1825. — V. au reste, sur ce point, le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 23 août 1808 (aff. Molin).

stanced, par les motifs suivans : « Considérant que si l'art. 2148 du Code civ. exige que l'inscription de l'hypothèque indique l'espèce et la situation des biens, il ne prescrit point de termes ou de formalités sacramentels, sans lesquels cette inscription ne puisse être parfaite, et que par conséquent la décision sur le point de fait, si la désignation et l'indication des immeubles sont suffisantes, est tout entière dans le domaine du juge : — Considérant dans l'espèce, que l'inscription du sieur Labeaume remplit suffisamment le vœu de la loi, en exprimant qu'elle est prise sur tous les biens d'Allard, situés à la Côte-Saint-André, lesquels d'après l'acte de constitution d'hypothèque, consistaient en bâtimens, vergers, prés, terres, vignes et bois ; — Considérant qu'il en serait autrement, s'il ne s'était agi que de quelques articles d'immeubles, parmi ceux qu'Allard possédait à la Côte-Saint-André ; que, dans cette hypothèse, il aurait fallu indiquer non-seulement la situation, mais encore l'espèce ou la nature des immeubles, et cela, pour prévenir toute erreur, toute équivoque dans le cas de nouvelles constitutions d'hypothèques de la part d'Allard ; mais qu'en faisant porter l'hypothèque du sieur Labeaume sur tous les biens ou immeubles qui étaient en la possession d'Allard, en la commune de la Côte-Saint-André, c'est avoir exprimé de la manière la plus claire, la plus précise que cette hypothèque, quelque spéciale, portait sur tous les bâtimens, vergers, prés, terres, vignes et bois d'Allard, situés dans la commune de la Côte-Saint-André, sans exception ; c'est avoir donné des renseignements suffisans pour éclaircir quiconque aurait voulu contracter avec Allard ; c'est avoir rempli le but du législateur ; aussi n'existe-t-il nulle plainte de la part de ceux qui se sont inscrits après le sieur Labeaume d'avoir été induits en erreur par les termes de son inscription. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Deslèstra, pour violation de l'art. 2148, n° 5, Code civ. ; en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré valable une inscription d'hypothèque spéciale bien qu'elle ne contiât pas l'indication de l'espèce des biens hypothéqués.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que l'arrêt attaqué a reconnu que l'inscription dont il s'agit, renfermait implicitement la mention prescrite par la loi ; et qu'il est d'ailleurs certain qu'aucun tiers n'a pu être induit en erreur par les termes de cet acte, ni en souffrir préjudice, et par conséquent que cette inscription remplit le vœu de la loi. — Rejette, etc.

Du 6 mars 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Zangiacomi. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Dufour d'Astafort et Guichard fils.

1° VENTE. — SIMULATION. — PREUVE.

2° PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENCEMENT DE). — CONTRAT DE MARIAGE.

3° DONATION ENTRE ÉPOUX. — CADUCITÉ.

4° SERMENT SUPPLÉTOIRE. — PREUVE.

5° ANTICHRÈSE. — INTERVENTION. — CRÉANCIER.

1° *Celui qui a simulé une vente, a droit à qualité pour attaquer cet acte de vente, à cause du vice de simulation, bien que cette vente ait eu lieu par acte public. — Il lui suffit de prouver le fait de simulation, par écrit ou par témoins, avec commencement de preuve par écrit.* (Cod. civ., 1353.) (1)

2° *Un contrat de mariage peut être considéré comme un commencement de preuve par écrit, pour établir qu'un acte de vente par la future au futur, n'est qu'une donation simulée.* (Cod. civ., 1357.)

3° *Une donation faite en vue de mariage, est caduque, quoique faite sous forme de vente, si le mariage n'a pas lieu, surtout lorsque c'est le donataire qui s'est refusé au mariage. — C'est une obligation pour fause cause.* (Cod. civ., 1088 et 1131.)

4° *Lorsque le serment supplétoire n'a été ordonné d'office par le juge, que pour corroborer des preuves déjà jugées suffisantes, il est inutile d'examiner si le serment supplétoire était, dans l'espèce, autorisé par la loi.* (Cod. civ., 1367.)

5° *Le créancier, à qui un immeuble est affecté par antichrèse, est recevable à intervenir dans une instance en nullité de la vente faite par le propriétaire postérieurement à l'antichrèse.* (Cod. civ., 1167 ; Cod. proc. civ., 465.) (2)

(Desmares — C. Delamotte et créanciers.)

45 sept. 1813, vente par la dame veuve Delamotte, au sieur Desmares, moyennant le prix de 40,000 francs, d'une ferme située en Normandie. Il est dit dans le contrat passé devant notaire, que le prix a été payé, savoir : 10,000 fr. avant la passation de cet acte ; 20,000 fr. au moment même de l'acte et en présence du notaire ; et que, quant aux 10,000 fr. restans, le sieur Desmares est autorisé à les garder entre ses mains, pour payer divers créanciers hypothécaires de la dame Delamotte. — Il paraît que, dès avant ce contrat de vente et malgré la grande disproportion de leurs âges, il avait existé des projets de mariage entre le sieur Desmares, alors âgé de quarante ans, et la dame Delamotte, qui en avait plus de soixante.

Le 21 du même mois de sept. 1813, des conventions matrimoniales furent en effet arrêtées entre les deux contractans. On remarque toutefois dans ce contrat de mariage, qu'il n'y est fait nulle mention des sommes que la dame Delamotte devait avoir reçues quelques jours auparavant, pour prix de l'immeuble par elle vendu ; que la dame Delamotte se constitue pour tous apports la modique somme de 1500 fr., et que le sieur Desmares déclare ne posséder en tout que 10,000 fr. de fortune, sans faire non plus mention aucune de l'immeuble qu'il venait d'acquiescer.

Ulterieurement, le sieur Desmares, qui était déjà en possession de l'immeuble à lui vendu, a refusé de se marier à la dame Delamotte ; le contrat de mariage du 21 sept. 1813 est resté sans effet.

Mais le 4 mars 1816, la dame Delamotte a fait assigner le sieur Desmares devant le tribunal civil de Bayeux, en délaissement de l'immeuble par elle vendu, et sur le motif que l'acte de vente du 15 sept. 1813 était simulé, qu'il n'était autre chose qu'une donation déguisée faite en vue de mariage alors convenu entre les parties, et que ce mariage n'ayant pas eu lieu, cette donation était restée caduque. — Dans cette instance, sont intervenus plusieurs créanciers de la dame Delamotte, auxquels, dès l'année 1806, cette dame avait engagé, à titre d'antichrèse, l'immeuble vendu depuis au sieur Desmares. Ces créanciers ont pris des conclusions tendantes à ce que l'acte de vente du 15 sept. 1813 fût déclaré nul, comme fait en fraude de leurs droits, et à ce que le sieur Desmares fût

(1) V. en ce sens, Cass. 20 fév. 1811 ; Limoges, 3 août 1811, et les observations qui accompagnent ce dernier arrêt.

(2) V. en ce sens, Aix, 3 juill. 1810, et la note.

condamné à leur restituer tous les fruits par lui perçus depuis son entrée en jouissance.

Eu cet état, le 16 août 1816, premier jugement du tribunal de Bayeux, qui admit l'intervention des créanciers; et le 23 du même mois, jugement définitif qui déclarait nulle la vente du 15 sept. 1813: « Attendu que de la réunion de toutes les circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi cette vente, il résulte qu'il n'y a jamais eu, de la part de la dame veuve Delamotte, volonté sérieuse de transporter à Desmarest, à titre de vente, les biens dont il s'agit, non plus qu'un consentement formel, de la part de celui-ci, d'en payer la valeur; que la dame Delamotte n'a eu d'autre but que d'avantager Desmarest dans l'espoir du mariage qu'elle devait contracter; que du moment qu'il est reconnu que l'acte du 15 sept. 1813 n'est qu'une donation surprise à la faiblesse de la veuve Delamotte, sous l'espoir d'un mariage qui n'a pas eu lieu, elle se trouve dans le cas d'invoquer les dispositions des art. 1109 et 1116 du Code civil, d'où il résulte que la partie même qui a signé l'acte avoué de faux, de dol et de simulation, est recevable à s'en plaindre: ce qui d'ailleurs est conforme aux principes consacrés par un arrêt de la Cour de cassation, du 20 fév. 1811; que l'art. 1188 du même Code, déclare nulle, d'une manière absolue, la donation faite en faveur de mariage, si le mariage ne s'ensuit pas; qu'enfin, en regardant comme vente le contrat du 15 sept. 1813, il devient également nul, puisqu'il est prouvé qu'il était sans prix. »

Appel par le sieur Desmarest devant la Cour royale de Caen. — Il propose deux griefs, le premier relatif à l'intervention des créanciers de la dame Delamotte, qu'il soutient non recevables et sans intérêts; le second relatif à l'annulation du contrat de vente qui, dit-il, en sa qualité d'acte authentique, devait faire pleine foi jusqu'à inscription de faux, et ne pouvait être annulé sur de simples présomptions de simulation, quelque graves qu'on les suppose; alors surtout que cette simulation, comme dans l'espèce, était aussi l'ouvrage de la partie qui prétendait avoir à s'en plaindre.

30 août 1817, arrêt de la Cour royale de Caen, lequel: « Considérant (contre les nombreuses présomptions que rappelle l'arrêt, et dont la gravité, la précision et la concordance ne semblent pas permettre de douter que l'acte du 15 sept. 1813 n'ait été une donation déguisée faite en vue de mariage); que Desmarest généralise trop la maxime, que nul n'est reçu à se plaindre des effets d'une simulation à laquelle il a concouru, puisqu'il reconnaît que la veuve Delamotte pourrait néanmoins attaquer le contrat dont il s'agit, si elle avait une contre-lettre, concession vraie; ce qui réduit toute la difficulté à savoir si cette femme prouve suffisamment, quoique par d'autres moyens la simulation qu'elle articule; qu'à la vérité, de simples présomptions ne doivent pas, en général, et dans les cas purement civils, prévaloir sur la foi due aux actes; mais sans examiner si l'entraînement d'une passion violente d'une part, de l'autre les combinaisons froides de la cupidité; et l'obsession dans laquelle la veuve Delamotte se plaignait d'avoir été, laissent à cette affaire un caractère purement civil, en ce cas même, les présomptions ci-dessus exposées produiraient une conviction légale; attendu que quelques-unes de ces présomptions forment elles-mêmes un commencement de preuve par écrit; que ce commencement de preuve par écrit se trouve dans l'interrogatoire de Desmarest, où il reconnaît qu'il existait un projet de mariage avant la vente, mais qu'il se trouve surtout dans le contrat de mariage qui a été ré-

digé six jours après; qu'en effet, ce contrat de mariage ne constatant aucun apport d'argent de la part de la veuve, prouve, ou qu'elle n'avait pas reçu la somme mentionnée au contrat de vente, ou qu'elle voulait en avantager son époux, que le mariage devait rendre maître de tout son mobilier; que cette disposition de la veuve Delamotte en faveur de Desmarest étant constante, rend plus vraisemblable la simulation du contrat, et que la plupart des autres présomptions qui se rapportent spécialement à cette simulation, ne laissent pas subsister de doute raisonnable à cet égard... Par ces motifs, la Cour confirme entièrement les deux jugemens de première instance, ordonne néanmoins que la dame Delamotte sera tenue d'affirmer par serment, qu'elle n'a reçu lors ou avant le contrat de vente, en tout ni en partie, les sommes mentionnées dans ce contrat; à quoi, ajoute l'arrêt, la dame veuve Delamotte, présente à l'audience, ayant obéi, la Cour lui en donne acte, etc. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Desmarest; il propose cinq moyens: — 1^o Fausse application de l'art. 1167 du Code civ.: cet article porte: « Ils peuvent aussi (les créanciers) en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits; » mais dans l'espèce, a-t-on dit pour le demandeur, la vente du 15 sept. 1813, ne portait aucun dommage aux créanciers de la dame Delamotte; cette dame n'avait pu transmettre l'immeuble qui était l'objet de cette vente, que dans l'état où elle le possédait, c'est-à-dire grevé de l'antichrèse à laquelle elle l'avait assujéti envers ses créanciers; ceux-ci ne pouvaient donc avoir à se plaindre d'aucun dol pratiqué en fraude de leurs droits, lesquels étaient conservés dans le même état qu'auparavant: ils ne pouvaient donc avoir aucune espèce d'intérêt à intervenir; leur intervention n'était donc pas recevable, et ce n'était pas le cas d'appliquer l'art. 1167 du Code civ.

2^o Violation de l'art. 1319 du même Code, lequel porte, que « l'acte authentique fait pleine foi de la convention qu'il renferme, entre les parties contractantes et leurs héritiers ou ayans cause; » or, il résulte du paragraphe suivant du même article et des autres dispositions du Code, qu'un tel acte ne peut être attaqué que par la voie d'inscription de faux; la dame Delamotte n'aurait pas osé entreprendre cette voie contre l'acte de vente du 15 sept. 1813; donc cet acte authentique devait faire foi pleine et entière de son contenu, et ne pouvait être annulé qu'au mépris de la disposition expresse de la loi.

3^o Violation du principe général, que nul n'est recevable à se plaindre de son propre fait, *factum suum nemo recte impugnatur* (arg., loi 25, ff. de Adopt.). — La dame Delamotte avait elle-même pris part à la simulation prétendue existante dans le contrat du 15 sept. 1813; cette simulation, si elle avait eu lieu réellement, était le fait de la dame Delamotte; la dame Delamotte était donc non recevable à s'en plaindre pour attaquer la vente du 15 sept., qui d'ailleurs était revêtue de tous les caractères d'authenticité propres à en garantir la sincérité.

4^o Violation de l'art. 1367 du Code civ., portant: « le juge ne peut déferer d'office le serment... que sous les deux conditions suivantes, ou que la demande ou l'exception ne soit pas pleinement justifiée, ou qu'elle ne soit pas totalement dénuée de preuves; hors ces deux cas, le juge doit adjuger ou rejeter purement et simplement la demande. » — Dans l'espèce, l'arrêt dénoncé de la Cour de Caen a déferé d'office le serment à la dame Delamotte, sur le fait que cette

dame n'avait rien reçu du prix stipulé dans la vente; or, le fait contraire sur lequel était basée l'exception du sieur Desmares, était pleinement justifié par le contrat de vente du 15 sept. 1813, lequel n'a pu être argué de faux, et lequel disait expressément, que la dame Delamotte avait reçu 10,000 fr. avant la passation de l'acte, et 20,000 fr. au moment de l'acte même, en présence du notaire; la Cour royale de Caen a donc déferé d'office le serment sur un fait pleinement justifié par un acte authentique; elle a donc évidemment violé l'art. 1367 du Code civ.

5^e Contravention à l'art. 121 du Code de proc. civ., qui veut que, dans tous les cas, le serment mis à la charge d'une partie, soit prêté en présence de la partie adverse, ou elle dûment appelée : — La dame Delamotte a, en effet, affirmé par serment qu'elle n'avait rien reçu du prix de vente stipulé au contrat du 15 sept. 1813; mais ce serment qui lui a été déferé d'office par la Cour, a été prêté en l'absence du sieur Desmares et sans qu'il eût été sommé d'y être présent; ce serment a donc été prêté en contravention à l'art. 121 du Code de proc. civ., et la Cour, en en donnant acte à la dame Delamotte, a conséquemment violé ce même article du Code.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les créanciers de la dame Delamotte, auxquels cette femme avait engagé les revenus de ses immeubles avaient évidemment intérêt à attaquer l'acte du 15 sept. 1813, puisqu'il leur enlevait la jouissance de ses revenus, et par conséquent que leur intervention était recevable;

Considérant au fond, que la foi due aux actes authentiques peut être détruite par la preuve testimoniale et par de simples présomptions, lorsqu'il existe contre la sincérité de ces actes, un commencement de preuve par écrit, et que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué a reconnu et pu reconnaître un commencement de preuve par écrit dans le contrat de mariage souscrit par Desmares;

Considérant qu'après avoir constaté, soit d'après ce commencement de preuve par écrit, soit par un grand nombre de présomptions, que l'acte du 15 sept. 1813, ne renfermait qu'une donation faite en vue de mariage, l'arrêt attaqué a pu et dû, aux termes de l'art. 1088 du Code civ., déclarer cette donation caduque, puisque le mariage projeté n'avait pas eu lieu;

Considérant, quant au serment mis à la charge de la dame Delamotte, que ce serment était supplétoire, ordonné dans l'intérêt même de Desmares, qui dès lors ne peut être admis à s'en plaindre; enfin, que les irrégularités qu'il relève dans la prestation de ce serment, n'ont donné lieu à aucune instance, ni à aucun jugement sur lequel la Cour puisse statuer; — Rejette, etc.

Du 7 mars 1820. — Sect. civ. — Pres., M. Brisson. — Rapp., M. Zanglaeoml. — Concl., M.

(1) Cet arrêt est généralement critiqué. En principe, on reconnaît que, même dans le cas où la discontinuation des poursuites a eu lieu par la négligence d'une partie ou à raison des obstacles qu'elle y a portés, cette partie n'en est pas moins recevable à demander la péremption, parce que la péremption, d'après la généralité de l'art. 397, s'applique à toute instance existante, et qu'il a toujours dépendu de la partie adverse de lever les obstacles ou de suppléer à la négligence de l'adversaire. C'est en partant de cette idée que Merlin, *Rep.*, v^o *Pérempt.*, et Lhauvau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1421, s'élèvent contre l'arrêt que nous rapportons ici. « Dans ce cas, dit ce dernier auteur, on ne dépendait-il pas de

Cahier, av. gén. — Pl., MM. Champion et Gérardin.

PÉREMPTION. — FAIT PERSONNEL. — FIN DE NON-RECEVOIR.

La péremption d'instance ne court pas au profit de la partie qui, dans un procès instruit par écrit, retire sa production des mains du juge-rapporteur, avant que ce juge ait fait son rapport. — S'il y a eu discontinuation des poursuites, elle en est réputée la cause, et est par ce motif non recevable à s'en prévaloir. (Cod. proc. civ., 397.) (1)

(Courmier et consorts — c. Borne.)

En 1785, le sieur Borne était en instance d'appel, au parlement de Paris, d'une sentence de la sénéchaussée de Clermont, rendue le 30 août 1784, à son préjudice, et au préjudice du sieur Courmier et consorts. — 28 avril même année, arrêt du parlement, qui ordonne l'instruction de la cause par écrit. — Arrive entre temps la suppression des parlements.

Le 9 nov. 1807, une assignation en reprise d'instance devant la Cour royale de Riom, est donnée par Courmier et consorts, aux dames Du-lac et Marie Borne, filles du sieur Borne, décédé. — Les demoiselles Borne déclarent, sur cette assignation, reprendre l'instance au lieu et place de leur père. — Un conseiller de la Cour est nommé pour faire son rapport dans la cause. — Au mois de mars 1813, les parties font entre ses mains leurs productions respectives, et vers la fin d'août suivant, le conseiller rapporteur demande le bureau pour faire son rapport. — Ce rapport ne put avoir lieu au jour d'abord indiqué par la Cour : la cause fut en conséquence appointée de nouveau, et renvoyée aux premiers jours de nov. après les vacances.

Dans l'intervalle, l'avoué de Courmier et consorts, le sieur Marie, avait demandé ses pièces en communication au conseiller rapporteur : depuis il ne les a point rétablies, et la procédure est restée en cet état, sans poursuites ultérieures de la part des demoiselles Borne.

Le 27 oct. 1817, c'est à-dire plus de 4 ans après le dernier acte de cette procédure, Courmier et consorts forment contre les demoiselles Borne, une demande en péremption de l'instance d'appel, fondée aux termes de l'art. 397 du Code de proc. civ., sur ce que plus de trois années se sont écoulées sans poursuites.

Les demoiselles Borne opposent que Courmier et consorts, ou le sieur Marie leur avoué, faute d'avoir rétabli leur production par eux prise en communication alors que le juge rapporteur était prêt à faire son rapport, ont eux-mêmes tenu la cause en suspens; que le défaut de poursuites sur lequel ils fondent leur demande en péremption, provient donc de leur propre fait, et qu'ils ne peuvent s'en prévaloir.

19 août 1818, arrêt de la Cour royale de Riom,

la partie que la péremption menaçait, de faire juger le procès indépendamment des productions de son adversaire? L'art. 99 du Code de proc. ne lui en fournissait-il pas le moyen? Y. encore dans ce sens, Reynaud, *de la Péremption*, n^{os} 38, 39 et 40; Lyon, 2 mars 1830. — Toutefois, on peut citer comme conforme à la décision ci-dessus un arrêt de la Cour de Rouen du 5 juill. 1828, qui décide que, lorsque la péremption a lieu par le fait et la négligence des deux parties, les juges peuvent se dispenser de la prononcer; et un autre arrêt de la même Cour du 10 juill. 1821, d'après lequel la partie qui a reçu des pièces en communication et qui ne les rend pas, est irrecevable à demander la péremption.

qui accueille cette défense, et rejette la demande en péremption : — « Attendu que la veuve Dulac et Marie Borne dont les pièces sont constamment demeurées au pouvoir de M. le rapporteur, ont pu ignorer la remise qu'il avait faite à l'avoué Marie, des pièces de ses parties; qu'une fois assurées des productions respectives entre les mains de M. le rapporteur, et de la démarche par lui faite pour avoir le bureau, à l'effet de faire son rapport, elles ont dû attendre le moment où ce rapport aurait lieu, sans qu'il ait dépendu d'elles de pouvoir l'accélérer, la loi ne leur donnant aucun moyen coercitif à cet égard; attendu que, si l'affaire n'a pas été rapportée, c'est par le fait de M. Marie et de ses parties, pour n'avoir pas restitué leurs pièces entre les mains de M. le rapporteur, ainsi qu'ils devaient le faire. »

Pourvoi en cassation par Courmeil et consorts, pour violation des art. 98, 99, 100 et 345 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt dénoncé juge implicitement que le défaut de production du défendeur dans une cause instruite par écrit, et en état d'être jugé, a dû suspendre indéfiniment la procédure, et empêcher l'accomplissement de la péremption, et aussi, pour violation de l'art. 337 du même Code, portant que toute instance est éteinte par discontinuation de poursuites pendant trois ans, en ce que le même arrêt a refusé de prononcer l'extinction de l'instance d'appel introduite et soutenue par les demoiselles Borne, alors que cette instance est restée près de quatre années sans aucunes poursuites de leur part.

ARRÊT

LA COUR : — Attendu, en droit, que *factum cuique solum non adversario nocere debet* (loi 155, ff. de reg. jur.) : — Attendu qu'il a été reconnu en fait, par l'arrêt attaqué, que c'était par le fait des demandeurs en cassation eux-mêmes que l'instance dont il s'agit n'avait pu avoir sa décision, quoique le juge rapporteur eût déjà demandé le bureau et fait fixer l'audience pour son rapport; que, dans ces circonstances, en décidant que lesdits demandeurs n'avaient pu invoquer en leur faveur la péremption de la même instance, et profiter par là du laps de temps ou l'on avait été empêché d'agir par leur fait, l'arrêt attaqué ne s'est mis en opposition avec aucune loi : — Rejette etc.

Du 7 mars 1820. — Sect. req. — Prés. d'Age, M. Lasaudade. — Rapp., M. Lasagni. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Nayles.

1° FRUITS. — MEUBLES. — VENTE.

2° COMMISSAIRES-PRISEURS. — VENTES AUX ENCHÈRES. — MEUBLES. — RÉCOLTES.

1° Les art. 520 et 521, Code civil, qui déclarent immeubles les récoltes, fruits et bois pendans par les racines, n'empêchent pas que ces objets ne puissent être considérés comme meubles, lorsqu'ils sont vendus pour être séparés du sol. (Cod. civ., 520) (1)

2° Les ventes aux enchères de récoltes sur pied, sont considérées comme ventes d'objets mobiliers,

et doivent être faites par les commissaires-priseurs exclusivement, si elles ont lieu au chef-lieu de leur établissement. (L. du 27 vent. an 9; L. du 28 avril 1816, art. 89; Cod. civ., 520.) (2)

(Commissaires-priseurs d'Hazebrouck — C. Vander-Heyde.)

M^r Vander-Heyde, notaire à Hazebrouck, annonce qu'il procédera le 30 juin 1817, en son étude à Hazebrouck, à la vente publique et aux enchères, d'une partie d'herbages croissant sur les prés du sieur Vanderwalle, propriétaire en ladite ville.

Opposition à cette vente de la part de tous les commissaires-priseurs d'Hazebrouck, lesquels font défense à M^r Vander-Heyde d'y procéder à peine de tous dommages-intérêts, attendu qu'il s'agit de fruits ou choses mobilières, dont la vente aux enchères publiques leur est exclusivement réservée par la loi.

M^r Vander-Heyde prétend, au contraire, que les herbages dont il a annoncé la vente sont immeubles en leur qualité de fruits tenant encore au sol, et aux termes de l'art. 520 du Code civil; en conséquence, il procède, nonobstant l'opposition des commissaires-priseurs, à la vente dont il s'agit.

5 juil. 1817, assignation des commissaires-priseurs à M^r Vander-Heyde devant le tribunal civil d'Hazebrouck, pour se voir condamner à leur payer 600 fr. de dommages-intérêts et s'entendre faire défenses de procéder à l'avenir à de pareilles ventes.

20 nov. 1817, jugement qui prononce sur cette contestation, en ces termes : « Attendu qu'il est vrai que l'art. 520 du Code civil déclare immeubles les récoltes pendantes par les racines comme étant un accessoire du fonds qui les a produites, mais que la disposition de cet article, visiblement étrangère au point du litige, cesse dès que les objets sont mis en vente séparément du fonds; et en effet le propriétaire ne pouvant jouir de sa récolte, qui, par soi, est une chose mobilière, sans la détacher du sol, la destination qu'il lui donne par l'exposition en vente, opère, du moins fictivement, la mobilisation; dès lors cette récolte, quoiqu'encore, mais instantanément sur pied, n'est plus considérée qu'abstraction faite du fonds, et comme si déjà elle en était séparée, par ainsi, comme un objet purement mobilier : ce principe puisé dans la nature des choses et conforme tout à la fois et au sentiment unanime des auteurs et à la jurisprudence de tous les temps, se trouve particulièrement consacré par la loi des 22 frim. et 22 pluviôse an 7, par l'art. 626 du Code de proc. civ., et entre autres par deux arrêts notables, l'un du ci-devant parlement de Paris du 30 juin 1783, l'autre de la Cour de cassation du 24 mai 1815; si donc par l'effet d'une fiction généralement admise, les bols, fruits et récoltes, envisagés sous ce point de vue de la cause, sont réputés meubles, il en résulte qu'aux commissaires-priseurs appartient le droit d'en faire la vente, savoir, exclusivement dans le lieu de leur établissement et con-

(1) F. sur le caractère mobilier ou immobilier des ventes de récoltes, fruits et bois pendans par racines, Cass. 25 fev. 1812; 24 mai 1815, et les notes. F. aussi nos observations sur l'arrêt de Cassation du 10 juin 1841.

(2) La Cour de cassation n'a pas, par la suite, maintenu le droit exclusif que l'arrêt ci-dessus attribue aux commissaires-priseurs, relativement à la vente publique des récoltes sur pied. La même difficulté s'étant élevée entre les huissiers qui prétendaient également que ces sortes de ventes reu-

traient dans leurs attributions, et les notaires, la Cour de cassation s'est prononcée sur un grand nombre d'arrêts en faveur des notaires, et a déclaré que les huissiers, sauf le cas de saisie-brandon, n'ont pas le droit de procéder aux ventes publiques de fruits et récoltes pendans par racines, et que ce droit appartient exclusivement aux notaires. F. Cass. 4 juin 1834; 11 mai 1837, et les autres arrêts fort nombreux indiqués dans notre Jur. du XIX^e siècle (Table déc. 1831-1840), v^o Vente publ. et aux enchères, n^o 3 et 4.

currentement avec les notaires et autres officiers ministériels, dans les autres communes de leur enclave : tel est le vœu non équivoque de la loi du 26 juin 1816 :... le tribunal déclare que les ventes da récoltes sur pied sont des ventes d'objets purement mobiliers ; qu'en conséquence et aux termes exprès de l'art. 3 de la loi du 26 juin 1816, ces ventes appartiennent aux commissaires-priseurs exclusivement dans le lieu de leur établissement et concurrentement avec les notaires et autres officiers à ce compétens, dans les communes de leur ressort ; fait défenses au sieur Vander-Heyde de s'immiscer dans les fonctions desdits commissaires-priseurs, aux peines de droit, etc. »

Appel de ce jugement par le sieur Vander-Heyde, devant la Cour royale de Douai.

17 mai 1818, arrêt infirmatif, lequel, — Vu l'article 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9 ; l'art. 89 de la loi du 28 avril 1816 ; l'art. 3 de l'ordonn. du 26 fév. 1816 : — Considérant qu'avant les lois citées, toutes les ventes d'immeubles appartenait exclusivement aux notaires ; les ventes de meubles concurrentement aux notaires, huissiers et greffiers ; — Que les attributions des commissaires-priseurs vendeurs étant en quelque sorte un démembrement de celle du notariat et des autres officiers ministériels, ces nouveaux fonctionnaires ne peuvent disputer aux anciens que les fonctions qui sont expressément ôtées aux uns et accordées aux autres ; que les mots meubles et effets mobiliers employés dans les lois citées ne sont pas définis ; — Que si plusieurs lois rédigées à différentes époques, attachent aux mêmes mots des valeurs différentes, chaque définition doit s'appliquer exclusivement à l'objet et aux dispositions de la loi même où elle se trouve ; que les définitions omises dans les lois relatives à l'institution des commissaires-priseurs, doivent se chercher, non dans d'autres lois particulières et fiscales, mais dans une loi plus générale, dans le Code civ. ; que les art. 333, 534 et 535 du Code, déterminent le sens différent des mots meubles, meubles-meubles, biens-meubles, mobilier, effets mobiliers ; mais qu'indépendamment de l'acception plus ou moins étendue de ces mots et du choix à faire entre eux, il suffira de rappeler que l'art. 520 du même Code, déclare immeubles, les récoltes pendantes par les racines, les fruits des arbres non encore recueillis, et déclare meubles les grains coupés et les fruits détachés quoiqu'ils ne soient pas enlevés ; d'où il suit que les commissaires-priseurs vendeurs de meubles peuvent vendre les fruits coupés et non les fruits à couper ; — Qu'à cette distinction clairement établie par cet article, les commissaires veulent ajouter une sous-distinction entre les fruits vendus avec ou sans le terrain qui les produit ; mais que cette sous-distinction ne se trouvant dans aucune des lois relatives aux commissaires-priseurs, ne peut à leur égard être adoptée par les tribunaux ; — Que, conforme ou contraire aux dispositions de telle autre loi particulière, cette sous-distinction est évidemment incompatible avec l'esprit et avec les termes du Code ; — Que si les lois de l'enregistrement exigent, pour les ventes de fruits non coupés, les mêmes droits que pour les ventes de meubles ; si une autre loi qui exige pour les ventes de meubles des déclarations préalables, prescrit les mêmes déclarations pour les ventes de grains à récolter, cette restriction et cette exclusion, exclusivement applicables à deux cas particuliers, ne changent pas les autres, ni le sens des lois de l'an 9 et de 1816, ni la définition, ni les règles exprimées au Code civ. ; — Que quant aux inductions tirées : 1^{re} des droits antérieurs, des an-

ciens priseurs qui n'existaient ni en Artois ni en Flandre ; 2^o des attributions des greffiers de justice de paix ou des huissiers ; 3^o d'un projet de loi présenté en 1817 et des amendemens proposés alors et du rejet de ces amendemens et des motifs de ce rejet ; ces inductions ne sont ni assez concluantes ni assez claires pour être opposées aux conséquences tirées immédiatement des lois existantes ; — Par ces motifs, infirme, et déboute les sieurs Houvenaghel et Debert (commissaires-priseurs), de leur demande, etc. »

Pourvoi en cassation contre cet arrêt dans l'intérêt des commissaires-priseurs, pour fautive application de l'art. 520 du Code civil, violation de l'art. 89 de la loi du 28 avril 1816 et de l'article 520 du Code civil.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR ; — Vu les art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9 ; 89 de la loi du 28 avril, 1816, et 520 du Code civ. ; — Considérant que l'art. 520 du Code civ. est conçu dans les mêmes termes que l'art. 92 de la coutume de Paris, lequel réputait immeubles les bois sur pied, les récoltes pendantes par les racines, et les fruits attachés aux arbres, que la jurisprudence la plus uniforme et l'opinion unanime des jurisconsultes avait restreint l'application de ces dispositions au seul cas où il s'agissait de régler les droits des propriétaires, des usufruitiers ou des héritiers entre eux ; — Considérant que ledit article 520 ne s'oppose pas à ce que, dans tous les autres cas que ceux où il s'agit de la propriété du fonds, les récoltes, fruits et bois pendans par les racines et destinés à être séparés du fonds, soient considérés comme meubles ou effets mobiliers ; — Considérant que la vente de ces récoltes fruits et bois, sans que le fonds fasse partie de la vente, n'a évidemment pour objet que des choses qui doivent être séparées du fonds et devenir mobilières ; — Considérant que plusieurs lois, et notamment le Code de procéd., art. 626 et autres, disposent que les récoltes et fruits pendans par les racines peuvent être mobilièrement saisis, et que les deniers provenus de la vente sont distribués par contribution ;

Considérant enfin que l'art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9 et l'art. 89 de la loi du 28 avril 1816 attribuent aux commissaires-priseurs le droit de procéder exclusivement dans le lieu de leur établissement, aux ventes publiques, aux enchères, de tous meubles et effets mobiliers ; d'où il suit qu'en jugeant que les demandeurs n'étaient pas fondés à réclamer le droit de vendre les récoltes dont il s'agit, la Cour royale de Douai a fait une fautive application de la première disposition de l'art. 520 du Code civ., violé la seconde disposition du même article, ainsi que l'art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9 et l'art. 89 de la loi du 28 avril 1816 ; — Casse, etc.

Du 8 mars 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Henri Larivière. — Concl., M. Cabier, av. gén. — Pl., MM. Pelt de Gathies et Raoul.

1^{re} TÉMOINS EN MAT. CRIM. — COMPLICITÉS.

2^o COURTAGE CLANDESTIN. — TÉMOINS.

3^o TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — PREUVES.

1^{re} Aucune disposition de la loi ne défend d'entendre comme témoins des complices qui ne sont pas compris dans la poursuite. (Cod. inst. crim., 322.) (1)

(1) Cette décision est susceptible de graves objections. D'après la loi romaine, le témoignage d'une personne n'était pas admis dans sa propre

2° Dans une poursuite pour courtage clandestin, les négocians qui ont employé les prévenus à des opérations de courtage, peuvent être entendus comme témoins, quoiqu'ils eussent pu être poursuivis comme complices (1).

3° En matière correctionnelle, la conviction du tribunal peut se former sur les aveux des complices comme sur les déclarations des témoins (2).

(Laperche et autres—C. Courtiers de Paris.)

Les sieurs Laperche et Biret sont traduits devant le tribunal de police correctionnelle, comme coupables du délit de courtage clandestin, à la requête du syndicat des courtiers. — Plusieurs négocians pour le compte desquels avaient eu lieu les opérations de courtage clandestin qui donnaient lieu aux poursuites, sont cités comme témoins par le plaignant. — Les prévenus récusent ces témoins en ce qu'ils sont leurs complices, et qu'à ce titre ils ne peuvent porter témoignage contre eux. — Pour prouver la complicité, ils se fondent sur les lois spéciales à la matière, notamment sur la loi du 28 ventôse an 9, sur l'arrêté des consuls du 27 prair. an 10, et l'avis du conseil d'Etat du 2 mai 1809, qui défendent aux négocians de confier leurs opérations à d'autres qu'aux courtiers et agens de change, et enfin sur les art. 59 et 60 du Code pénal, qui définissent en général les faits constitutifs de la complicité. — Jugement du tribunal de police correctionnelle, qui admet la récusation fondée sur la complicité des témoins et ordonne qu'ils ne seront pas entendus : « Attendu qu'il répugne à l'esprit de la loi du 28 vent. an 9; de l'arrêté des consuls du 27 prairial an 10; de l'avis du conseil d'Etat du 2 mai 1809, et des art. 59 et 60, Cod. pén. et qu'il répugne même à la morale que le complice avoué d'un crime ou d'un délit, soit revêtu du caractère de témoin, et vienne déposer après serment, sur des faits en raison desquels il serait lui-même punissable. »

Appel. — Et le 29 janv. 1820, arrêt de la Cour royale qui infirme le jugement.

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Laperche et Biret, pour violation des lois spéciales à la matière, et des art. 59 et 60, Code pén., en ce que l'arrêt dénoncé a admis comme témoins à charge, les complices du délit imputé aux prévenus.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'en rejetant la demande de Laperche et Biret, tendante à ce que

les négocians indiqués comme les ayant employés à des opérations de courtage, ne fussent pas entendus comme témoins, et en fondant ce rejet sur ce qu'aucune plainte n'était portée contre ces témoins, ni par le ministère public, ni par la partie civile, qu'ils paraissent dans la cause, non comme prévenus, mais comme témoins, et que la cause de récusation invoquée contre eux n'était point prévue par la loi, l'arrêt attaqué n'a violé aucune disposition de la loi ; — Attendu que, lors du jugement de la cause, les demandeurs pourront toujours proposer et le tribunal correctionnel apprécier les circonstances susceptibles d'atténuer la foi probante des déclarations des témoins ;

Attendu, d'ailleurs, qu'en matière correctionnelle, la conviction du tribunal peut se former sur les aveux des complices comme sur les déclarations des témoins ; — Rejette, etc.

Du 9 mars 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Fréteau de Pény. — Pl., MM. Flacon-Rochelle et Lolsen.

ATTENTAT A LA PUDEUR. — TENTATIVE.

La tentative violente d'un attentat à la pudeur renferme par elle-même les caractères exigés par l'art. 2 du Code pén.; il n'est pas nécessaire que ces caractères soient énoncés dans la déclaration du jury. (Cod. pén., 332.) (3)

(Broillard.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 410 du Code d'inst. crim., les art. 330, 331 et 332 du Code pén. ; — Considérant que, sur la question à lui proposée d'après le résumé de l'acte d'accusation, le jury a répondu dans les mêmes termes : — Oni, Nicolas Broillard, accusé présent, est coupable d'attentat public à la pudeur, tenté avec violence le 20 avril 1819, sur la personne de Jeanne-Baptiste Gillet, fille âgée de 13 ans et dem. » — Que le fait ainsi déclaré à la charge de l'accusé rentrait donc dans l'application des art. 331 et 332 précités du Code pén., et rendait conséquemment passible de la peine des travaux forcés à temps ; — Que néanmoins la Cour d'assises n'a condamné l'accusé qu'à une peine de police correctionnelle, d'après l'art. 330 dudit Code, et cela sur le motif que le jury, quoique la demande ne lui en eût point été faite, ne s'était point expliqué sur les trois circonstances déterminées par l'art. 2 du même Code, pour les tentatives de crime en général ; — Mais que la tentative violente d'un attentat à la pudeur renferme par elle-même les

cause, et nul ne pouvait être témoin que dans la cause d'autrui (L. 16. ff. de Testibus ; L. 10, C. cod. lit.) Il résultait de ce principe que le témoin qui altérerait la vérité des faits dans son propre intérêt, n'était pas réputé faux témoin : « Le témoin qui dépose faux, dit Jousse, pour sa défense ou dans une cause où il a intérêt, devient aussi excusable. » (Just. crim., t. 3, p. 354.) La Cour de cassation a jugé, d'après ce principe, que les témoignages ne peuvent s'entendre que des dépositions faites en la cause d'autrui, et que la loi du faux témoignage ne peut s'appliquer au délit de celui qui altère la vérité dans sa propre cause (Cass. 22 pluv. an 11). Chabreau et Faustin Hélie appuient cette règle : « Le témoin change de rôle et devient prévenu, dès que sa déposition peut avoir pour effet de l'inculper ; il doit jouir des privilèges de la défense ; il est excusable s'il falsifie les faits qui l'accusent. Ne serait-il pas odieux d'ailleurs de le contraindre, sous peine de faux témoignage, à s'accuser lui-même, et de se servir ensuite de cette déposition, faite sous la certitude du serment, pour poursuivre sa condamna-

tion ? » (Théorie du Code pén., t. 6, p. 418.) Il résulte de ces observations que ce n'est qu'avec la plus grande réserve que la disposition d'un complice présumé du prévenu doit être admise, car il a intérêt à falsifier la vérité, et s'il la falsifie la loi ne le punit pas pour faux témoignage ; à cet égard, il n'y a pas de sanction pénale. Mais, dans tous les cas, cette disposition ne doit être admise qu'autant que le présumé complice a été mis hors de la poursuite, ou ne doit jamais y être compris. S'il devait plus tard être poursuivi, son appel comme témoin ne serait qu'un piège grossier et indigné de la justice ; son témoignage ne serait plus qu'un interrogatoire auquel il aurait répondu dans l'intérêt futur de sa défense, et qui ne pourrait servir de preuve contre autrui. »

(1) F. Cass. 14 août 1818.

(2) F. Cass. 14 oct. 1816 ; Carnot, Comment. du Code pén., t. 1, p. 326.

(3) F. conf., Cass. 17 fév. 1820, et la note ; Chabreau et Faustin Hélie, Théorie du Code pén., t. 6, p. 167.

circonstances exigées par ledit art. 2; que c'est pour cela que l'art. 331 précité l'a spécialement et immédiatement jointe à l'attentat consommé, et qu'ainsi il a voulu que l'attentat à la pudeur devint un crime par cela seul qu'il y aurait eu violence dans l'acte par lequel l'auteur aurait cherché à exécuter son attentat : — Qu'il suit de ces considérations, fondées sur l'esprit et sur le texte de la loi, que la Cour d'assises a fausement appliqué l'art. 330 et violé les art. 331 et 332 du même Code pénal : — Casse, etc.

Du 10 mars 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

DOUANES. — LOIS GÉNÉRALES. — PROCÈS-VERBAL. — LECTURE.

Le titre 6 de la loi du 28 avril 1816, sur les douanes, étant la loi spéciale en matière de recherche et de saisie, dans l'intérieur, de marchandises soustraites aux douanes, ses dispositions sont seules applicables en cette matière : elles ne peuvent être combinées avec les dispositions des lois générales sur les douanes (1).

Ainsi, une saisie ne peut être déclarée nulle pour défaut de lecture du procès-verbal au contrevenant, par application de l'art. 6, tit. 4 de la loi générale du 9 flor. an 7, sur les douanes (2).

(Doussin — C. Guenechot.)

Du 10 mars 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Baland. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1^{re} CASSATION. — ARRÊT D'ADMISSION. — SIGNIFICATION.

2^o MOTIFS DE JUGEMENT. — EXCEPTION.

1^{er} Un arrêt d'admission est valablement signifié au parquet de la Cour de cassation, lorsqu'il résulte du procès-verbal dressé par l'huissier chargé de la signification, que toutes les perquisitions faites pour découvrir le défendeur dans la ville indiquée par lui dans différents actes, comme étant sa résidence, ont été infructueuses, alors surtout que ce défendeur a retiré sa signification du parquet.

2^o Est nul l'arrêt qui rejette, sans en donner les motifs, une exception préjudicielle tirée d'un défaut de qualité. (Cod. proc., 141.) (3).

(Aubert — C. Ruffly.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur la fin de non-recevoir dirigée contre le pourvoi, que le procès-verbal dressé le 19 fév. 1819, par Deschamps, huissier, établit les perquisitions faites à Bolbec au domicile de la défenderesse; qu'il résulte de ce procès-verbal que, malgré les informations prises, soit auprès de plusieurs propriétaires, soit auprès du directeur de la poste aux lettres, soit à la mairie de Bolbec, l'huissier Deschamps n'a pu découvrir la maison d'habitation de la défenderesse, qui n'est nullement connue à Bolbec; — Attendu que la défenderesse a reçu au parquet les pièces qui y avaient été, dans cet état de choses, légalement déposées; — Rejette la fin de non-recevoir;

Sur le fond du pourvoi : — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810; — Attendu qu'il est établi que Pierre Aubert, indépendamment de sa défense sur le fond du droit, a opposé aussi sur l'appel une fin de non-recevoir prise du défaut de qualité; que, sur le fond du droit, il a attaqué la régularité des titres à l'aide desquels Jean Ruffly,

et successivement ses héritiers, établissaient la descendance de Jacob et Jacques Sieurin, religieux fugitifs; qu'il s'est attaché en outre à justifier que cette descendance n'aurait pas donné à Jean Ruffly, et successivement à ses héritiers, des droits exclusifs sur les biens de ces religieux; qu'il ne s'en est pas tenu à cette défense; qu'il a opposé en effet une fin de non-recevoir sur laquelle il a appelé particulièrement l'attention des magistrats; qu'il a fait résulter cette fin de non-recevoir de ce que Jean Ruffly n'avait pas rempli les conditions prescrites tant par les anciennes que par les nouvelles lois relativement aux successions des religieux fugitifs; qu'il a soutenu que Jean Ruffly, né et décédé Anglais, avait été sans qualité pour agir, puisqu'il n'avait jamais établi, aux termes de ces lois, sa résidence et son domicile en France, où il n'avait fait qu'un séjour momentané; que les motifs exprimés dans l'arrêt de la Cour royale de Rouen sont tous uniquement relatifs à la descendance et au fond du droit en lui-même; que cette Cour n'en a donné aucun concernant l'exception prise du défaut de qualité résultant de l'inexécution des conditions prescrites par lesdites lois; que cette exception, sur laquelle se fondait particulièrement Pierre Aubert, était cependant préjudicielle; qu'en la rejetant sans exprimer aucun motif, la Cour royale de Rouen a par conséquent violé l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810; — Casse, etc.

Du 13 mars 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Duprat et Guichard.

1^{re} DOMAINES ENGAGÉS. — TERRES VAINES ET VAGUES. — LOI DE L'ÉPOQUE.

2^o ACTE AUTHENTIQUE. — FOI.

1^{er} La question de savoir si un terrain a été excepté de la révocation des domaines engagés en vertu de la loi du 14 vent. an 7, comme terrain vain et vague, doit être décidée d'après l'état du terrain au moment de la concession.

2^o Une Cour ne peut, sans violation de la foi due aux actes authentiques, déclarer terrain vain et vague, un terrain qui, d'après les énonciations de l'acte authentique de concession, était alors couvert de bâtimens.

(Domaine — C. Falaticu.)

ARRÊT (après délib. en chamb. du conc.).

LA COUR; — Vu les art. 1319 et 1320 du Code civ., et 5 de la loi du 14 vent. an 7; — Attendu 1^{er} que la Cour royale de Besançon n'avait pas à examiner si les 6 arpens ou environ, réclamés par le préfet de la Haute-Saône, étaient vains et vagues lorsqu'ils étaient dans la possession du domaine de l'Etat, mais s'ils étaient vains et vagues lorsque, le 25 avr. 1749, le duc d'Orléans, exerçant les droits du domaine, les a concédés aux auteurs des défendeurs; qu'en consultant l'état du terrain à une époque autre que celle de la concession, la Cour royale a commis, non une erreur de fait, mais une erreur de droit, dont la répression rentre dans les attributions de la Cour de cassation; — Attendu 2^o qu'en se reportant à l'époque de la concession, il est démontré, par l'acte même qui la contient, acte authentique et contradictoire avec les auteurs des défendeurs, que lesdits 6 arpens ou environ étaient couverts de bâtimens servant à l'usage de forges et usines, et que la foi due à un tel acte jusqu'à inscription de faux n'a pu être détruite par une déclaration contraire de la part des juges auxquels il a été sou-

(1 et 2) F. conf., l'arrêt des sections réunies rendu dans la même affaire, le 28 juin 1823.

(3) F. sur ce point, Cass. 9 juin 1818, et la note V. aussi Cass. 19 et 23 nov. 1818.

mis : d'où il suit qu'en rejetant la réclamation du préfet de la Haute-Saône, sur le seul motif que le terrain dont il s'agit était vain et vague et petit terrain épars, la Cour de Besançon a violé, tant les articles susénoncés du Code civ., sur la foi des actes authentiques que les art. 5 et suivants de la loi du 14 vent. an 7; — Casse, etc.

Du 15 mars 1820. — Sect. civ. — *Pres.*, M. Brisson. — *Rapp.*, M. Boyer. — *Concl. conf.*, M. Jourde, av. gén. — *Pl.*, MM. Huari-Duparc, Loiseau et Joffroy.

1^o PRIVILÈGE. — INSCRIPTION TARDIVE. — DROITS ALQUÉS.

2^o ORDRE. — APPEL. — SIGNIFICATION. — DOMICILE RÉEL.

3^o INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — TITRE.

1^o Si le privilège de vendeur, créé avant la loi du 11 brum. an 7, a pu dégrader en hypothèque, par défaut d'inscription dans les trois mois, aux termes des art. 37 et 39, c'est dans le cas où quelque autre droit hypothécaire aurait été inscrit avant l'inscription ultérieure du privilège. — Ce privilège étant inscrit sous le Code civ. avant l'inscription de toutes hypothèques, conservée sur elles toute sa faveur et préférence, de même que s'il avait pris naissance sous l'art. 2106 du Code civ.

2^o L'appel d'un jugement d'ordre et collocation est valablement signifié à un créancier, au domicile élu dans son inscription. (Cod. proc. civ., 456 et 763. (1))

3^o Le seul défaut d'énonciation de la nature du titre dans une inscription hypothécaire, n'en entraîne pas la nullité; lorsque cette inscription donne connaissance du titre et qu'elle se réfère d'ailleurs à une inscription antérieure, qui l'énonce parfaitement. (Cod. civ., 2148. (2))

(Grandjacquet — C. Pillot.)

Les 7 et 12 fév. 1806, la demoiselle de Pillot, aux droits du sieur Belot, a pris inscription sur un domaine appartenant aux frères Janneret, tant pour une somme de 8,000 fr., capital présumé d'une redevance de 600 fr., réduite depuis à 400 fr., par suite des lois suppressives des droits féodaux, que pour les arrérages échus de cette même redevance. L'inscription prise par la demoiselle Pillot énonce qu'elle est faite en vertu d'un contrat du 19 déc. 1735, par lequel les frères Janneret avaient arçensé, moyennant une redevance perpétuelle de 600 fr., le domaine dont il s'agit du sieur Belot qui en était alors propriétaire. — Ultérieurement, des poursuites ont été exercées par la demoiselle Pillot contre les frères Janneret ses débiteurs, pour obtenir le paiement des arrérages de la redevance réduite à 400 fr.

Le 3 mai 1815, un jugement du tribunal civil de Beaune est intervenu en faveur de la demoiselle de Pillot, et en vertu de ce jugement, elle a pris une nouvelle inscription sur les frères Janneret. Cette inscription rappelle, comme les précédentes, l'acte du 19 déc. 1735, en vertu duquel elle est prise, mais elle ne fait pas mention de la nature de ce titre.

Plus tard enfin, les frères Janneret ayant vendu le domaine par eux arçensé, un ordre s'est ouvert pour la distribution du prix.

A cet ordre, la demoiselle de Pillot a demandé d'être colloquée par privilège, tant pour le capital

que pour les intérêts de sa créance, comme étant aux droits du sieur Belot, vendeur.

Cette prétention a été contestée entre autres créanciers des sieurs Janneret, par les frères Grandjacquet, porteurs d'une créance hypothécaire, dont la date remontait à 1813. — Les frères Grandjacquet ont soutenu, 1^o qu'aux termes des art. 37 et 39 de la loi du 11 brum. an 7, le privilège réclamé par la demoiselle de Pillot était dégénéré en simple hypothèque, pour n'avoir pas été inscrit dans les trois mois de la publication de cette loi; 2^o que l'inscription prise par la demoiselle de Pillot en 1815 était nulle, aux termes de l'art. 2148 du Code civ., à défaut d'énonciation de la nature du titre qui lui servait de fondement.

14 fév. 1817, jugement du tribunal de Beaune, qui accueilli ces deux exceptions. — Appel par la demoiselle de Pillot, et signification de son appel, non au domicile réel des frères Grandjacquet, mais au domicile élu dans leur inscription.

De là, nouvelle fin de non-recevoir contre la demoiselle Pillot : les frères Grandjacquet demandent que son acte d'appel soit déclaré nul et non avvenu, comme n'ayant pas été signifié, selon le vœu de l'art. 456 du Code de proc. civ., à la personne ni au domicile réel des intimés.

30 janv. 1818, arrêt de la Cour royale de Besançon, lequel : « considérant sur la régularité de l'appel, que, suivant l'art. 456 du Code de proc. l'acte d'appel doit être signifié à personne ou domicile, à peine de nullité, que la seule exception à cette règle est en faveur de l'intimé, qui peut appeler incidemment en tout état de cause (art. 445 du même Code, et arrêté de la Cour de cassation du 26 mai 1814), que pour la validité de l'inscription, le créancier doit, suivant la loi du 11 brum. et le Code, élire domicile dans l'arrondissement, à peine de nullité; que, suivant l'art. 2156 du Code civ., les actions auxquelles les inscriptions peuvent donner lieu contre les créanciers doivent être intentées par exploits faits à leurs personnes ou au domicile élu sur le registre; que conséquemment, l'acte d'appel signifié à ce domicile élu est valable, » en conséquence déclare la demoiselle de Pillot recevable en son appel; — Et sur le fond, « Considérant que l'appelante a le privilège du vendeur, en vertu de l'arçensément du 19 déc. 1735; que pour faire valoir un privilège, le Code n'exige que l'inscription; qu'il suffit que cette inscription soit faite lorsqu'on exerce le privilège; que cette inscription n'est nécessaire que pour l'exercice du privilège; que, quand elle est faite, le privilège prend le rang que la loi lui accorde comme privilège, sans égard à l'époque des inscriptions; que, tel est l'effet de l'art. 2106 du Code civ., explique par M. Delvincourt, t. 2 in-4^o, p. 626, n^o 6; que le Code ne distingue point, à cet égard, les contrats antérieurs ou postérieurs à la loi de brum.; que le privilège étant exercé sous l'empire du Code et non pas sous celui de la loi de brumaire, c'est le Code seul qui doit servir de règle pour l'exercice d'un privilège dérivant d'un arçensément fait en 1735; que ce privilège a été valablement inscrit le 7 et le 12 fév. 1806; que ces deux inscriptions n'étaient prescrites qu'à pareille date de 1816; qu'alors elles avaient opéré leur effet puisque les acquéreurs avaient notifié leurs contrats à l'appelante, comme il a été jugé par la Cour royale de Paris, le 29 août 1815; que d'ailleurs ces inscriptions ont été régulièrement renouvelées, le 5 sept. 1815 par l'inscription prise

(1) F. conf., Cass. 23 avril 1818. Mais voy. l'observation qui accompagne cet arrêt.

(2) F. conf., Cass. 11 mars 1816; 2 août 1820. —

F. aussi sur cette question et ses analogues, le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 22 avril 1807 (aff. Lahaie).

en vertu tant du contrat de 1735 que de la sentence de 1815; que cette troisième inscription conserve toutes les droits acquis par les deux autres; qu'elle est régulière, parce qu'elle donne une connaissance suffisante du titre, suivant l'arrêt de la Cour de cassation du 11 mars 1816, d'autant plus qu'il était déjà connu par l'inscription du 7 fév. 1806... » ; ordonne en conséquence que la demoiselle de Pilotot sera colloquée, tant pour le capital que pour les intérêts de sa créance, comme créancière privilégiée, à la date du 19 déc. 1735.

Pourvoi en cassation par les frères Grandjacquet.

Un premier moyen de cassation est pris de la violation de l'art. 456 du Code de proc. civ., portant que l'acte d'appel sera signifié à personne ou à domicile, à peine de nullité, en ce que l'arrêt de la Cour de Besançon a déclaré valablement signifié au domicile élu dans une inscription, l'acte d'appel interjeté par la demoiselle de Pilotot.

Le second moyen proposé par les demandeurs était pris de la contravention aux art. 37 et 39 de la loi du 11 brum. an 7, en ce que l'arrêt dénoncé avait maintenu la demoiselle de Pilotot dans son privilège, à la date du contrat du 19 déc. 1735, bien que ce privilège n'eût pas été inscrit lors de la loi du 11 brum. an 7, dans le délai voulu par cette même loi.

Un troisième moyen de cassation résultait enfin, selon les demandeurs, de la violation de l'art. 2148 du Code civ., en ce que l'arrêt dénoncé avait déclaré valable l'inscription prise en 1815 par la demoiselle de Pilotot, bien que cette inscription n'indiquât pas in nature du titre en vertu duquel elle avait été prise.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après l'art. 2156 du Code civ., les actions auxquelles les inscriptions peuvent donner lieu contre les créanciers, doivent être intentées par exploit signifié à leur personne ou à domicile élu par l'acte d'inscription, ce qui comprend nécessairement tout ce qui est une suite de l'inscription, tant en première instance qu'en appel, ce qui écarte le premier moyen;

Attendu, sur le deuxième moyen, que les sieurs Grandjacquet n'avaient acquis aucun droit sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, puisque leur créance ne remonte qu'en 1813; qu'ainsi ils ne pouvaient se prévaloir que des dispositions du Code civ., d'après lesquelles le vendeur a la même privilège pour les intérêts que pour le prix principal de la vente, ce qui suffit pour justifier l'arrêt en ce qui concerne le privilège accordé à la demoiselle de Pilotot;

Attendu, sur le troisième moyen, qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, que l'inscription hypothécaire, prise en 1806, énonçait l'acte de 1735 comme portant acensement perpétuel; qu'ainsi la nature du titre y était indiquée, que les inscriptions subséquentes étaient au renouvellement de celle de 1806, qu'elles s'y référaient nécessairement, et que l'arrêt fait mention qu'elles ont donné une connaissance suffisante du titre; qu'ainsi les sieurs Grandjacquet n'ont pas pu être induits en erreur sur l'existence de créances antérieures en date et en ordre d'hypothèque à la leur, lors même qu'elles n'auraient pas porté avec elles un caractère privilégié; ce qui les rendait préférables sous tous les rapports; — Rejette, etc.

Du 16 mars 1820. — Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lasaudade. — Rapp. M. Dunoyer. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl. M. Laisseau.

JURY. — LISTE. — NOTIFICATION. — NULLITÉ. La notification de la liste des jurés faite à un

accusé, en parlant à son co-accusé, et non à l'accusé lui-même, ne prouve pas légalement que la copie lui ait été remise; en conséquence une telle notification est nulle. (Cod. inst. crim., 395.) (1) — Mais la nullité ne profite qu'à l'accusé qui n'a pas reçu la notification. (Rés. impl.) (2)

(Kerouret et autres.)

Dans l'espèce, l'exploit de notification de la liste des jurés contenait une mention ainsi conçue : « délivré copie de la présente liste, à Jean Kerouret, coaccusé de Louis Caroff et de Jeanne Briven, femme Kerouret, parlant à sa personne. » — En marge était écrit : « Original contre Jean Kerouret et femme, et Louis Caroff, coaccusés. »

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 394 du Code d'inst. crim.; — En tant que touche la demande de Jean Kerouret, tendante à annulation de l'arrêt en ce qui le concerne, parce qu'il ne serait point justifié au dossier que la liste des jurés aurait été notifiée à tous les accusés; — Attendu qu'il conste, par production de la pièce cotée 66, que la liste des jurés a été notifiée audit Kerouret, en parlant à sa personne; — Attendu que la disposition de l'art. 394 a été remplie à son égard; — Attendu que, quant à lui, la procédure a été sur tous les points régulière, et que la peine prononcée contre lui, sur les faits déclarés constants, l'a été en conformité de la loi; — Rejette le pourvoi;

En tant que touche la demande de Jeanne Briven, femme Kerouret, et celle de Louis Caroff; — Attendu que ces pièces produites au procès, ni de renseignements transmis ultérieurement à la Cour, en exécution de son arrêt interlocutoire rendu le 17 lev. 1819, n'apportent légalement, par aucune pièce probante, que la liste des jurés ait été notifiée audit demandeurs, en exécution de la disposition dudit art. 394 du Code d'inst. crim.; — Attendu que cette notification est prescrite à peine de nullité; — En ce qui concerne Jeanne Briven, femme Kerouret et Louis Caroff; — Casse et annule les débats et tout ce qui s'en est suivi, etc.

Du 16 mars 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Robert de Saint Vincent. — Concl. M. Hua, av. gén.

SÈLS. — TRANSPORT PAR EAU. — DROITS.

— RESTITUTION.

Les droits sur les sels transportés par eau ne sont dus qu'au bureau de douanes le plus avancé, seulement sur les quantités reconnues par le résultat de la vérification faite à ce bureau, déduction faite des avaries survenues pendant le transport. — En conséquence, il y a lieu à restitution des droits qui ont pu être payés en excédant, au moment de la déclaration faite au bureau d'entrée. (Décr. du 11 juin 1806, art. 4, 11 et 13.)

(Douanes — C. Gannoni Rouillet.)

Du 16 mars 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Villed.

OUTRAGES. — INJURES. — MAGISTRATS.

Les art. 16 et 19 de la loi du 17 mai 1819, sur la liberté de la presse, qui prononcent des

(1 et 2) V. dans la même sens, Cass. 26 brum. et 11 vent. an 8; 12 mars et 13 nov. 1818; 29 juill. 1825.

peines d'amende ou d'emprisonnement pour injures envers les dépositaires ou agents de l'autorité publique, supplément aux injures proferées pour des faits relatifs aux fonctions des personnes que la loi désigne; ils ne s'appliquent pas aux injures proferées contre ces mêmes personnes dans l'exercice de leurs fonctions, mais pour des faits étrangers à leurs fonctions.

En d'autres termes, l'outrage par paroles envers les magistrats de l'ordre judiciaire ou administratif, dans l'exercice de leurs fonctions, est encore soumis, depuis la publication de la loi du 17 mai 1819, à l'art. 222 du Code pén., et reste passible de la peine d'emprisonnement portée par cet article (1).

Voithy. — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 222 du Code pén. n'est pas compris dans la nomenclature des articles de ce Code, que l'art. 26 de la loi du 17 mai 1819 déclare être abrogés; que cet article conserve toute sa force dans ses dispositions qui ne sont point inconciliables avec celles de cette loi; qu'il a prévu tout à la fois et soumis à la même disposition pénale les outrages par paroles faits à des magistrats de l'ordre judiciaire et administratif dans l'exercice de leurs fonctions, et ceux qui leur sont faits seulement à l'occasion de cet exercice; que ces deux genres d'outrage ont néanmoins un caractère de criminalité différent; que les premiers blessent non-seulement le magistrat outrage, mais encore la loi dont il est l'usage et l'organe dans l'exercice de ses fonctions; que les seconds ne peuvent nuire qu'à l'honneur du magistrat; qu'il a été dans l'esprit de la loi du 17 mai de ne pas confondre ces deux genres d'outrage; que son art. 19 se réfère à son art. 16 et suppose le même cas, et qu'ainsi que ce dernier article a pour objet la diffamation des dépositaires de l'autorité publique sur des faits relatifs à leurs fonctions, de même l'art. 19 n'est applicable qu'aux injures faites aux mêmes personnes à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions; que cette restriction des dispositions de ce dernier article, est la conséquence nécessaire des deux paragraphes du susdit article 26 de la même loi; que les outrages par paroles faits à des magistrats de l'ordre judiciaire ou administratif, dans l'exercice de leurs fonctions, restent donc soumis aux dispositions du susdit art. 222 du Code pén.; — Et attendu qu'il a été reconnu, par le jugement dont la cassation est demandée, que le prévenu avait outragé par paroles le maire de sa commune dans l'exercice de ses fonctions; qu'en le condamnant sur ce fait, d'après les dispositions de l'art. 222 du Code pén., les tribunaux de Sedan et de Charleville, jugeant en police correctionnelle, ont fait une juste application de la loi pénale; — Rejette, etc.

Du 17 mars 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Giraud Duplessis. — Cougl., M. Hou. av. gén.

BAIL. — INCOMPÉTENCE.

Du 17 mars 1820 (aff. Pichund). — V. cet arrêt à la date du 17 mai même année.

APPEL. — ASSIGNATION. — DEMEURER. — SIGNIFICATION. — DOMICILE ÉLU. — ADJUDICATION. — NULLITÉ.

Est nul l'acte d'appel contenant en même temps assignation lorsqu'il n'indique pas la demeure de l'intime.

L'appel d'un jugement d'adjudication doit être signifié non à domicile élu mais à domicile réel (2).

L'appelant qui a reconnu, soit devant les juges d'appel, soit dans le mémoire ampliatif présenté par lui à l'appui de son pourvoi, le vice qui a fait annuler l'acte d'appel, ne peut ensuite, en produisant un acte d'appel régulier, changer l'état des faits soumis à la Cour royale, et influer sur la décision de la Cour de cassation.

(de Batz. — C. de Frondeville). — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, suivant l'art. 436 du Code de proc., l'acte d'appel doit contenir assignation à peine de nullité, et que, suivant l'art. 61 du même Code, l'exploit d'assignation doit énoncer, entre autres choses, les noms et la demeure du défendeur, aussi à peine de nullité; d'où il résulte qu'en déclarant nul l'acte d'appel signifié le 10 sept. 1814 à de Frondeville, au domicile de son avoué, faute d'énonciation de la demeure dudit de Frondeville, la Cour de Pau a fait une juste application de l'art. 61 du Code de proc.

Et considérant que, suivant l'art. 436 déjà cité, les appels doivent être signifiés à personne ou domicile, à peine de nullité; que la loi n'a introduit aucune exception pour les appels des jugemens d'adjudication définitive; d'où il résulte qu'en déclarant nul l'appel de semblable jugement d'adjudication définitive, faute d'avoir été notifié à personne ou domicile, la Cour de Pau a fait une juste application dudit art. 436, et qu'elle n'a ni violé ni faussement appliqué aucun des articles du Code de procédure.

Considérant enfin que devant la Cour de Pau il a été maintenu par de Frondeville, et reconnu par le baron Batz, que l'acte d'appel signifié à la requête de ce dernier, le 10 sept. 1814, ne contenait pas l'énonciation de la demeure du sieur de Frondeville; que la Cour de Pau a admis et a dû admettre ce fait pour constant; que le baron de Batz a encore reconnu la vérité du même fait de la manière la plus précise dans son mémoire ampliatif fourni en la Cour de cassation; que la production tardive, et en l'absence du sieur de Frondeville, d'une prétendue copie de l'appel du 10 sept. 1814, notifié à ce dernier, ne peut changer les faits soumis à la Cour de Pau, et sur lesquels cette Cour a prononcé; — Rejette, etc.

Du 20 mars 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Gandon. — Concl. M. Cahier av. gén. — Pl., MM. Dupont, Duclos et Delagrèze.

VENTE. — BAIL. — FERMAGES. — RÉPÉTITION. — CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES.

L'acquéreur d'un immeuble qui a eu connaissance, au moment de la vente, qu'un bail à ferme de cet immeuble existait encore pour plusieurs années, et que les arrérages en avaient été payés d'avance par le fermier, n'est pas recevable à actionner ce fermier pour le

(1) V. dans ce sens, Favard, *Répert.*, v° *Injure*, § 2, n° 10; de Grattier, *Lus de la Presse*, t. 2, p. 57; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 1, p. 362.

(2) La jurisprudence tend à se fixer dans ce sens. V. la note sur Parret en sens contraire de la Cour de Trèves du 7 avril 1809; V. aussi, Cass. 23 avril 1818; Colmar, 25 avril 1817, et les notes qui accompagnent ces arrêts.

païement de ces mêmes arrérages, sous prétexte qu'ils ont dû faire partie de l'immeuble vendu. — Il ne le peut pas même, comme subrogé aux créanciers hypothécaires qu'il aurait désintéressés. (Cod. civ., 546, 547, 1743, 1251 et 2166.) (1)

La même acquéreur, qui a fait notifier son contrat aux créanciers inscrits, avec offre d'en payer le prix, sans réserves ni protestation, n'est pas recevable à retenir sur ce prix le montant des fermages dont il est privé; il ne conserve de recours que contre son vendeur. (Cod. civ., 1631 et 2186.)

(Menon — C. Arragon et Chaponay.)

Par acte notarié du 2 sept. 1806, le domaine de Servagette, appartenant au sieur Vachon, notaire à Entre-deux-Gayets, avait été affermé pour sept années au sieur Arragon, qui avait payé d'avance le prix de ces sept années, et en avait reçu quittance du bailleur.

Le 2 nov. 1809, conséquemment avant l'expiration du bail, le sieur Vachon vendit conjointement avec un autre domaine de Latour, le même domaine de Servagette, au sieur Lentemenn, qui s'en rendit acquéreur pour le compte du sieur Menon, son beau-frère. — Il est dit dans le contrat, que l'acquéreur n'entrera en jouissance des fermages qu'à compter du mois de déc. 1810. — Il paraît toutefois que cet acquéreur n'avait pas ignoré l'existence et les clauses du bail du 2 sept. 1806, et qu'une diminution sur le prix de la vente lui avait été consentie en raison du retard que ce bail devait apporter à sa jouissance.

Le sieur Menon a fait ultérieurement signifier son contrat d'acquisition aux créanciers inscrits sur le domaine de Servagette, avec offre d'acquiescer, sans restriction, les dettes et charges hypothécaires, jusqu'à concurrence du prix porté dans son contrat. — Un ordre a été ouvert par suite de cette notification le 13 janv. 1810.

Le 24 janv. 1812, le sieur Menon fait aussi signifier son contrat d'acquisition au sieur Arragon, et lui fait commandement de payer entre ses mains le montant des fermages échus depuis le mois de déc. 1810.

Le sieur Arragon se refuse à ce commandement, en s'appuyant de son bail qui n'est pas encore expiré et dont il a payé les annuités d'avance. — Le 13 avril 1812, il assigne, non le sieur Menon, mais celui qui avait acquis pour lui, le sieur Lentemenn, pour voir statuer sur l'opposition qu'il entend former au commandement du 25 janv. précédent.

Un premier jugement du 24 janv. 1814, ordonne d'abord la mise en cause d'un sieur de Chaponay, créancier, dernier colloqué dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix, et sur lequel les fonds avaient manqué.

Le sieur Menon intervient aussi au procès; il soutient que comme propriétaire du domaine de Servagette, les fruits et revenus doivent lui appartenir, nonobstant l'existence du bail antérieurement fait par le vendeur; que d'ailleurs, comme subrogé aux droits des créanciers qu'il a désinté-

ressés, il doit encore toucher les fermages du domaine de Servagette comme l'ayant nécessairement partie du gage sur lequel reposait l'hypothèque de ces mêmes créanciers; en conséquence, il conclut à ce que le sieur Arragon soit condamné à lui payer les fermages du domaine de Servagette, depuis le mois de déc. 1810, sauf son recours contre le sieur Vachon, son bailleur, pour les avances qu'il lui a faites; subsidiairement et au cas de rejet de cette demande, à ce qu'il lui soit permis de retenir sur son prix une somme représentative de quatre années de fermages dont il se trouvait privé, et 3,000 fr. à titre de dommages-intérêts résultant de son défaut de jouissance.

24 mars 1817, jugement qui : « Attendu que le sieur Lentemenn n'a agi que pour le sieur Menon, son beau-frère; attendu que Menon, acquéreur de Vachon, n'a que les mêmes droits de son vendeur; qu'ainsi il n'est pas recevable à quereller le bail passé à Arragon le 2 sept. 1806; attendu que Menon, en notifiant son contrat aux créanciers, le 29 nov. 1809, a fait l'offre de payer le prix conformément à ce même contrat, sans réserve ni protestation, quoiqu'il connût les dispositions du bail à ferme; attendu qu'aucun des créanciers n'ayant requis la mise aux enchères, les offres du sieur Menon sont devenues irrévocables aux termes de l'art. 2186 du Code civ.; attendu, en ce qui concerne le sieur de Chaponay, qu'il est sans intérêt à quereller le bail du 2 sept., puisque le sieur Menon comptera aux créanciers la totalité du prix de son acquisition en capital et intérêts, suivant les offres faites par ledit Menon; attendu, d'ailleurs, que le bail dont il s'agit n'a aucun caractère de fraude, et que, quand il serait prouvé que le sieur Vachon a eu l'intention de frauder les droits de ses créanciers, rien n'indique qu'Arragon ait voulu participer à cette fraude. Par ces motifs, rejette les demandes tant principale que subsidiaire du sieur Menon. »

Appel. — 17 juil. 1818, arrêt de la Cour royale de Grenoble, qui en adoptant les motifs des premiers juges, considère, en outre, « que suivant le jugement d'ordre, il ne s'est trouvé que deux créanciers valablement inscrits antérieurement à l'acte public du bail à ferme du 2 sept. 1806, qui n'absorbent que la moindre partie du prix de la vente passée à Menon par Vachon, et que les autres créanciers hypothécaires ne valablement inscrits, n'auraient pu, pour primer le droit acquis à Arragon, user de la faculté portée en l'art. 834 du Code de proc. civ., qui n'a été publiée que postérieurement audit bail à ferme; » En conséquence, confirme le jugement de première instance.

POURVOI en cassation par les sieurs Menon et Chaponay. — Trois moyens sont présentés à l'appui de ce pourvoi.

Premier moyen. Violation des art. 546 et 547 du Code civ. — D'après ces articles, dit-on pour le demandeur, le produit d'un fonds, tout ce qui s'y unit naturellement ou artificiellement, appartient au propriétaire; or, la Cour royale de Gre-

(1) La circonstance que l'acquéreur avait eu connaissance du bail et des paiements antérieurs, était décisive dans l'espèce; le bail et le paiement avaient été la cause d'une diminution de prix en faveur de l'acquéreur; il ne pouvait dès lors, même en se faisant subroger aux créanciers inscrits, se faire payer les arrérages, sous prétexte qu'ils faisaient partie de l'immeuble vendu. Mais si l'acquéreur n'eût pas connu les paiements anticipés aurait-il pu réclamer les arrérages payés par anticipation, soit on son IX. — 1^{re} PARTIE.

nom, soit comme subrogé aux créanciers inscrits? La question est plus délicate. L'affirmative s'induit d'un arrêt de la Cour de cassation du 3 nov. 1813, qui décide qu'en cas de vente de l'immeuble hypothéqué, les créanciers ont droit aux fruits échus depuis la vente, encore que le débiteur les ait donnés en paiement par anticipation. Mais voy. les observations qui accompagnent cet arrêt et les autorités qui y sont indiquées.

noble a méconnu ce principe, en refusant au sieur Menon, propriétaire du domaine de Servagette, la jouissance des fruits ou fermages de ce domaine, pendant les quatre années qui se sont écoulées depuis le mois de déc. 1810, époque à laquelle le sieur Menon devait entrer en jouissance selon les termes exprès de son contrat.

Deuxième moyen. Violation des art. 1251 et 2166 du Code civ. — Le premier de ces articles porte, que la subrogation a lieu de plein droit au profit de l'acquéreur d'un immeuble qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet héritage était hypothéqué; l'art. 2166 dispose, d'un autre côté, que les créanciers ayant hypothèque sur un immeuble, la suivent dans quelques mains qu'ils passe, pour être colloqués suivant l'ordre de leurs créances ou inscriptions. — Dans l'espèce, le sieur Menon, en s'obligeant de payer les créanciers inscrits sur le domaine de Servagette, a été subrogé de plein droit à tous les droits de ces mêmes créanciers; conséquemment au droit de suivre l'immeuble, comme ils l'auraient fait eux-mêmes dans quel que main qu'il eût pu passer; conséquemment aussi entre les mains du sieur Arragon, pour le prix des fruits et récoltes dont il prétendait devoir rester en jouissance. La Cour royale de Grenoble, en refusant au sieur Menon une action contre le sieur Arragon, pour se faire payer des fermages échus depuis son acquisition du domaine de Servagette, a donc évidemment violé les art. 1251 et 2166 du Code civ.

Troisième moyen. Violation de l'art. 1637 du Code civ., qui porte: « Si, dans le cas de l'éviction d'une partie du fonds vendu, la vente n'est pas résiliée, la valeur de la partie dont l'acquéreur se trouve évincé, lui est remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction. » — Il suit de cet article, que toutes les fois que l'acquéreur s'est trouvé privé d'une partie de la chose qui lui a été vendue, s'il n'en a pas encore payé le prix, et que le contrat ne soit pas résilié, il est fondé à retenir sur ce prix la valeur de la chose dont il est privé; dans l'espèce, l'arrêt dénoncé en refusant au sieur Menon, privé pendant quatre années de la jouissance du domaine de Servagette, la faculté de retenir sur son prix une somme égale aux fermages dus pour ces quatre années, a donc manifestement violé l'art. 1637 du Code civ.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen, pris de la violation des art. 515 et 546 du Code civ.; — Attendu que le paiement des fermages par anticipation était constaté par un acte public antérieur au contrat de vente fait au demandeur; qu'il a même été reconnu que cet acte avait été communiqué au demandeur, qui avait persisté dans son acquisition en considération d'une remise qui lui avait été faite par le vendeur, sur le prix porté au contrat.

Sur le second moyen, pris de la violation des art. 1251 et 2166 du Code civ., et 834 du Code de procéd. civile, et sur le troisième et dernier moyen, pris de la violation de l'art. 1637 du Code civ.; — Attendu que le demandeur, en notifiant son contrat d'acquisition aux créanciers, et ayant fait offre de payer le prix déclaré dans son contrat, sans aucune réserve ni protestation, quoiqu'il eût connaissance des dispositions du bail à ferme, la Cour royale de Grenoble a fait une juste application de l'art. 2166 du Code civ., en

décidant que ces offres étaient irrévocables; que cette solution en fait et en droit écarte indistinctement les moyens de cassation proposés par le demandeur; — Rejette, etc.

Du 21 mars 1820. — Sect. req. — Prés., M. Heurion de Pansey. — Rapp., M. Liger-Verdigny. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Darrieux.

ENREGISTREMENT. — BOIS. — SUPERFICIE. — VENTE.

De ce qu'on vend en un même jour et au même acquéreur, mais par deux actes séparés, d'abord la coupe ou superficie d'un bois, ensuite le fonds de ce même bois, il ne s'ensuit pas que ces deux actes doivent être considérés nécessairement comme ne formant qu'une seule et même vente du fonds avec la superficie, et qu'ils soient, comme tels, passibles du même droit d'enregistrement réglé pour les mutations d'immeubles; alors d'ailleurs que la vente, bien que faite par la même personne, a cependant eu lieu en deux qualités différentes. (L. du 22 frim. an 7, art. 69, §§ 5 et 7.) (1)
(Enregistrement — C. Richard d'Ivry.)

Le 21 janv. 1819, deux actes de vente sont passés devant notaire, par le sieur Perret au profit du marquis Richard d'Ivry. — Par le premier de ces actes, le sieur Perret vend au marquis d'Ivry, la coupe et superficie d'un bois taillis appartenant à sa femme, moyennant la somme de 4 000 fr., et avec la clause que l'acquéreur commencera la coupe quand il lui plaira. — Par le second acte, le sieur Perret, comme fondé de pouvoir verbal de sa femme, se faisant fort pour elle et promettant de la faire obliger solidairement avec lui, vend au même marquis d'Ivry, moyennant la somme de 15 000 fr., le fonds et sol du même bois taillis dont il avait déjà vendu la coupe et superficie. — Le 26 janv. 1819, le premier de ces actes est présenté à l'enregistrement: le receveur perçoit un droit proportionnel de 2 pour 100, aux termes de l'art. 69, § 5, n° 1, de la loi du 22 frim. an 7, et comme s'agissant d'une vente mobilière. — Le lendemain 27, le second acte de vente est aussi enregistré, et paie le droit de 5 et demi pour 100 pour les ventes d'immeubles régies par l'art. 69, § 5, n° 4, de la loi du 22 frim. an 7, et l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816. — Ces deux actes rapprochés par la direction générale de l'enregistrement lui ont paru ne contenir dans la réalité qu'une seule et même vente d'immeubles, faite ainsi en deux contrats séparés, l'un relatif au fonds, l'autre à la superficie, pour éluder une partie du droit d'enregistrement.

— Le 6 mars 1819, le receveur a, en conséquence, décerné une contrainte en paiement d'une somme de 154 fr., contre le marquis d'Ivry, pour supplément du droit proportionnel de 5 et demi pour 100 qui devait être perçu sur le prix de la première vente de la superficie du bois taillis dont il s'agit, comme faisant partie du prix total de la vente de l'immeuble. — Le marquis d'Ivry s'est rendu opposant à cette contrainte.

Le 19 juill. 1819, jugement du tribunal civil de Beaune qui accueille les moyens d'opposition. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les deux actes dont il s'agit au procès pouvaient, sans violation de la loi, être considérés comme distincts, quoique faits le même jour, puisqu'ils portaient sur des

(1) Conf., Cass. 20 frim. an 14 28 mai 1806, et 4 avril 1827; V. surtout le document rapporté avec l'arrêt du 8 sept. 1814, et le Traité des droits d'en-

registrement, de MM. Championnière et Bigaud, t. 4, n° 3170.

objets qui n'avaient pas le même propriétaire et qui étaient régis par des lois différentes; — Rejette, etc.

Du 21 mars 1820. — Sect. req. — *Prés.*, Henrion de Pansey. — *Rapp.*, Brillet-Savarin. — *Concl.*, M. Joubert, av. gén. — *Pl.*, M. Huard-Duparc.

ENREGISTREMENT. — RÉTROCESSION. — NULLITÉ.

La rétrocession volontaire d'un immeuble, pour cause de nullité même radicale, de la vente, n'est dispensée du droit proportionnel de mutation que dans le cas où la nullité a été déclarée par jugement (1).

(Enregistrement — C. Carrie.)

Le 22 avril 1780, une sentence de la sénéchaussée du siège présidial de Château-Gontier, insinuée le 5 mai suivant, a prononcé l'interdiction de Jacques Carrie, pour cause de prodigalité, et lui a donné pour curatrice Jeanne-Françoise David, son épouse.

Nonobstant cette interdiction, Jacques Carrie, à l'insu et en l'absence de sa femme, a vendu au sieur Daveau, par acte du 30 fruct. an 10, un bien à elle appartenant. — L'acquéreur s'est mis de suite en possession de l'immeuble, et a été inscrit comme en étant propriétaire, au rôle des contributions foncières.

La dame Carrie, qui, à son retour auprès de son mari, a eu connaissance de la vente du 30 fruct. an 10, a formé contre Daveau une demande en nullité de cette vente.

Daveau a reconnu le vice de son acquisition, et en conséquence a rétrocedé au marié Carrie l'immeuble qu'il avait précédemment acquis.

Ultérieurement, la direction générale de l'enregistrement ayant eu connaissance de cette rétrocession par le rétablissement des noms de Carrie sur le rôle des contributions, et par la déclaration que les enfans de Carrie firent après la décès de leurs père et mère de l'immeuble dont il s'agit, décerna contre ces derniers, le 28 août 1816, une contrainte en paiement du droit et du double droit, en raison de la dernière mutation qu'elle prétendait avoir eu lieu.

Opposition à cette contrainte par les héritiers Carrie.

Le 13 avril 1817, jugement du tribunal civ. de Château-Gontier, qui déclare mal fondée la prétention de la régie, et annule en conséquence la contrainte par elle décernée contre les héritiers Carrie. — Pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 68, § 3, n° 7 de la loi du 22 frim. an 7, et l'art. 69, § 7, n° 4^{re} de la même loi; — Attendu que, quelque absolue et radicale que pût être, dans l'opinion des parties contractantes, la nullité de l'acte de vente passé par Carrie à Daveau, le 30 fruct. an 10, cette nullité ne pouvait être établie contre la régie, et avoir l'effet de soustraire la rétrocession de l'objet vendu à la perception d'un droit proportionnel de mutation, qu'autant que cette nullité aurait été prononcée par un jugement, parce que la disposition de l'art. 69, qui assujettit ce droit toute rétrocession d'immeubles, est générale, et ne fait aucune exception en faveur des rétrocessions volontairement opérées, pour cause même de nullité radicale; que seulement l'art. 68 excepte du droit proportionnel, et soumet à un simple droit fixe de

8 fr., les jugemens portant annulation de contrats pour cause de nullité radicale, disposition qui a évidemment pour objet de prévenir les colusions frauduleuses, par lesquelles des parties annuleraient volontairement des ventes librement consenties et même exécutées, comme dans l'espèce, sous le prétexte d'une prétendue nullité radicale, que la régie n'est ni obligée ni à portée de discuter, et échapperaient ainsi à la perception du droit proportionnel; d'où il suit que, hors le cas de nullité judiciairement reconnue et prononcée, toute rétrocession volontaire rentre dans la disposition de l'art. 69 de la loi; qu'ainsi le jugement attaqué, en affranchissant du droit proportionnel établi par cet article la rétrocession volontaire de Daveau au profit de son vendeur Carrie, de l'immeuble par lui acquis par l'acte du 30 fruct. an 10, a fait tout à la fois une fautive application de l'art. 68 et une violation directe de l'art. 69 de ladite loi du 22 frim. an 7, aux numéros ci-dessus énoncés; — Casse, etc.

Du 21 mars 1820. — Sect. civ. — *Prés.*, M. Brisson. — *Rapp.*, M. Boyer. — *Concl.*, M. Cahier, av. gén. — *Pl.*, MM. Huard-Duparc et Gérardin.

INTÉRÊT CONVENTIONNEL. — REVENU. — EFFET RÉTROACTIF.

Les intérêts d'un capital légué avant la loi du 3 sept. 1807, mais qui sont échus seulement depuis cette loi, ne sont pas sujets à la retenue du vingtième autorisée par l'édit du mois de mai 1749 et les lois subséquentes. (LL. 22 nov. 1790 et 3 frim. an 7.) (2)

(Langlois — C. hospices de Saint-Rambert.)

Par son testament du 4 nov. 1771, le sieur Hilaire Morier a légué une somme de 12,000 fr. aux pauvres de la ville de Saint-Rambert.

Le 2 juin 1808, les administrateurs des hospices de Saint-Rambert firent assigner le sieur Langlois, héritier du sieur Morier, en paiement du legs de 12,000 fr. et des intérêts échus avant et depuis la loi du 3 sept. 1807.

Le sieur Langlois ne refusa pas de payer le capital; mais quant aux intérêts échus, il prétendit exercer sur tous indistinctement, la retenue du vingtième autorisée par l'édit du mois de mai 1749 et les lois subséquentes.

Les administrateurs des hospices de Saint-Rambert soutinrent, au contraire, que cette retenue pouvait seulement être exercée sur les intérêts échus avant la loi du 3 sept. 1807; mais que, pour tous ceux échus depuis cette loi, ils avaient été affranchis de la retenue par la publication de la loi elle-même.

Un jugement du tribunal civil de Montbrison accueillit cette défense.

Sur l'appel, 12 juin 1818, arrêt confirmatif de la Cour de Lyon: « Attendu qu'à l'égard du quantum des intérêts depuis la loi du 3 sept. 1807) qu'aucune convention particulière n'a fixé les intérêts du capital dont il s'agit; que la loi du 3 sept. 1807, qui a fixé le taux de l'intérêt pour l'avenir, a succédé à d'autres lois, et a saisi les parties du moment de sa publication; qu'ainsi tous intérêts pour le règlement desquels aucune convention particulière n'a existé, ont pris cours depuis la loi du 3 sept. 1807, au taux fixé par cette loi, etc. »

POURVOI en cassation par le sieur Langlois,

(1) V. conf. Cass. 5 germ. an 13; 10 oct. 1810; 26 janv. 1815, et 11 nov. 1833. Nous avons discuté la question que ces arrêts jugent sous celui du 5 germ. an 13. V. nos observations.

(2) V. sur ce point, Cass. 19 janv. 1812; 25 fév. 1818, et les notes.

pour violation de l'édit du mois de mai 1749 et autres lois subséquentes qui ont autorisé la retenue, et fautive application des art. 1, 2 et 5 de la loi du 3 sept. 1807; en ce que l'arrêt dénoncé de la Cour royale de Lyon avait déclaré affranchis de la retenue du vingtième les intérêts d'un capital légué en 1771, sous l'empire de l'édit de 1749 et les lois subséquentes, dont les dispositions n'avaient pu recevoir de modification par la survenance de la loi du 3 sept. 1807, relativement à un capital dû antérieurement, sans faire produire à cette dernière loi du 3 sept. 1807, un effet rétroactif.

A l'appui de ce pourvoi, le demandeur invoquait un arrêt de la Cour de cassation du 25 fév. 1818, qui a jugé que les arrérages des rentes constituées avant la loi du 3 sept. 1807, étaient restés sujets, depuis la publication de cette même loi, à la retenue du vingtième. A raison de l'analogie qu'il prétendait établir entre les intérêts écus d'un capital exigible et les arrérages des rentes, le demandeur en cassation soutenait que les uns ne pouvaient être restés assujettis à la retenue sous l'empire des lois nouvelles sans que les autres le fussent également; qu'ainsi la jurisprudence de la Cour en cette matière, qui avait déclaré soumis à la retenue les arrérages des rentes, devait nécessairement être étendue aux intérêts écus des capitaux.

ARRÊT.

LA COUR :— Attendu qu'aucune convention particulière n'ayant fixé la quotité de l'intérêt du capital toujours exigible, et la demande en justice dirigée contre le demandeur, pour en obtenir le paiement, étant sous la date du 2 juin 1808, c'est-à-dire postérieurement à la loi du 3 sept. 1807 qui dispose que, « l'intérêt légal sera en matière civile, de 5 pour 100 sans retenue, » la Cour royale de Lyon n'a contrevenu à aucune loi en fixant cet intérêt à 5 pour 100 sans retenue, depuis la promulgation de la loi du 3 sept. 1807; — Rejette, etc.

Du 22 mars 1820. — Sect. req. — Prés., M. Heurlon de Pansey. — Rapp., M. Ligier-Verdigny. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Duprat.

SELS. — AVARIE. — DROITS (REDUCTION DE).

Le propriétaire qui, au moment de l'arrivée des sels chargés pour son compteur sur un bâtiment, n'a formé aucune demande en vérification du chargement, ni allégué aucune avarie, qui a d'ailleurs fait procéder au déchargement et emmagasinement de ses sels, et en a acquitté les droits d'après les quantités mentionnées par les préposés, n'est plus recevable à demander ultérieurement une diminution proportionnelle des droits perçus, en offrant de prouver, soit par ses livres de commerce, soit par témoins, que des denrées éprouvées par le bâtiment pendant le trajet, avaient diminué la quantité des sels. (L. du 8 flor. an 11, tit. 8, sect. 3, art. 79; L. du 22 août 1791, tit. 3, art. 6 et 8.)

(Douanes — C. Sandoz.) — ARRÊT.

LA COUR :— Vu l'art. 79, tit. 8, section 3, de la loi du 8 floréal an 11, et l'art. 13, tit. 1^{er} du décret du 11 juin 1806, ainsi que les art. 6 et 8, tit. 3 de la loi du 22 août 1791; — Et attendu que, dans l'espèce, il n'y a eu aucune demande

en vérification du chargement, ni même aucune alléguation d'avarie au moment de l'arrivée du bâtiment qui avait transporté les sels; — Attendu que, le 19 juillet, près de quinze jours après le déchargement et l'emmagasinement desdits sels, le règlement des droits dus à ce lieu, d'après les quantités mentionnées aux divers actes des préposés, lesquels n'ont jamais été attaqués ni argués de faux; — Attendu que le paiement des droits a même été par suite effectué en obligations à trois, six et neuf mois souscrites par la dame Sandoz munie de pouvoirs jugés suffisants; que dès lors le sieur Sandoz n'était même pas recevable à attaquer des opérations aussi légalement terminées depuis plusieurs mois, en alléguant de prétendues avaries qui n'ont eu pour appui que ses livres de commerce et une simple preuve testimoniale, et que les jugemens qui ont accueilli cette demande et admis un pareil genre de preuves, ont contrevenu, et aux principes généraux du droit, et aux lois spéciales de la matière ci-dessus citées; par ces motifs, — Casse et annule les jugemens du tribunal civil d'Alajaccio, des 2 et 26 juill. 1817, et 27 février 1818.

Du 22 mars 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Léonide. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., M. Villedé.

DOMAINES NATIONAUX. — AUTORITÉ JUDICIAIRE. — ADJUDICATION. — INCOMPÉTENCE.

C'est à l'autorité administrative et non aux tribunaux qu'il appartient de décider si une portion de terrain litigieuse a été ou non comprise dans les limites d'une adjudication de domaine national. — Peu importe que l'autorité judiciaire, en statuant sur une telle question, ait déclaré, dans ses motifs, faire abstraction de l'acte même d'adjudication, et qu'elle ait puise les éléments de sa conviction dans des circonstances et des titres étrangers à l'administration; la décision intervenue en pareil cas n'en est pas moins susceptible de cassation pour incompétence et excès de pouvoir. (L. 16 fruct. an 3, et 28 pluvi. an 8, art. 4.) (1)

(Racouchot — C. Ballard-Deischapelle.)

Du 22 mars 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Minier. — Concl., M. Cahier, av. gén.

JURY. — LISTE. — NOTIFICATION.

Du 23 mars 1820 (aff. Begon). — Même décision que par l'arrêt du 16 du même mois (aff. Kersoret).

1^{re} COLONIES. — MATIÈRES CORRECTIONNELLES.2^e JUGEMENT. — MOTIFS. — EXPLOIT. — NULLITÉ.3^e LOIS. — COLONIES. — PROMULGATION.

1^{re} A la Guyane, l'instruction et le jugement des affaires correctionnelles doivent être soumis aux formes prescrites pour l'instruction et le jugement des affaires civiles (2).

2^o D'après les lois publiées à la Guyane, tout jugement doit énoncer les motifs sur lesquels il est fondé, à peine de nullité. (Cod. proc. civ., 141 et 470.)

La défense portée par l'art. 1030 du Code de

(1) Le principe qui sert de base à cette décision, est constant. (V. Bruxelles, 3 nov. 1808, et la note); ce n'en est ici qu'une application particulière, qui ne peut souffrir aucune difficulté.

(2) Les ordonn. des 28 juill. 1828, 15 fév. 1829, et la loi du 29 juin 1835 ont mis en vigueur à la Guyane le Code d'inst. crim., avec plusieurs modifications.

proc. civ. de déclarer nul aucun exploit ou acte de procédure, dont la nullité n'aurait pas été prononcée formellement par la loi, ne se réfère qu'aux exploits et non aux jugemens.
3^e Il suffit, dans les colonies, que les lois aient été enregistrées et publiées dans les tribunaux pour qu'elles soient considérées comme légalement promulguées.

(Douanes. — C. Lesage.)

En octobre 1818, quatre-vingt-sept nègres sont débarqués à l'île de Cayenne; on les saisit comme ayant été introduits au mépris de l'ordonnance du roi du 8 janv. 1817. On saisit également le brick l'Aurore (navire français), comme ayant effectué le transport. — De plus, ordonnance d'arrestation contre le sieur Lesage, pour le compte de qui les nègres avaient été introduits, et contre le sieur Bremond, subrécargue, prévenu d'avoir effectué le débarquement.

Réclamation de la part des sieurs Lesage et Bremond. — Réclamation. en outre, du sieur Duporteau, capitaine du brick l'Aurore, et du sieur Dubreuilh, consignataire. Deux instances sont engagées, et il y est statué par deux jugemens différens.

Le 9 nov. 1818, le tribunal de première instance prononce en faveur de Lesage et Bremond, la mainlevée de la saisie des quatre-vingt-sept nègres, permet au sieur Lesage d'en disposer comme de sa propriété, et ordonne sa mise en liberté ainsi que celle du sieur Bremond, subrécargue. — Les motifs de ce jugement sont : 1^o que l'ordonnance du roi a bien été enregistrée au greffe du tribunal, mais qu'elle n'a pas été publiée dans la colonie; 2^o que le débarquement n'a pas été clandestin.

Le lendemain, c'est-à-dire le 10 nov. 1818, second jugement qui donne aux sieurs Duporteau et Dubreuilh mainlevée de la saisie du navire. — Les motifs de ce second jugement sont : 1^o que, d'après la décision de la veille, il n'y a plus qu'à prononcer par voie de conséquence; 2^o que d'ailleurs, les quatre-vingt-sept nègres avaient été jetés sur la côte par un navire étranger, et non par le brick l'Aurore, qui était parti du Brésil sur son lest, et qui était entré dans le port de Cayenne également sur son lest.

Appel des deux jugemens. — La Cour royale de Cayenne rend deux arrêts. Le premier, qui n'est point attaqué par la voie de la cassation, confirme le jugement de première instance quant à la mainlevée de la saisie du brick l'Aurore. — Le second, rendu le 11 sept. 1819, et relatif à la saisie des nègres, confirme purement et simplement le jugement de première instance du 9 nov. 1818, et ne donne aucun motif.

Recours en cassation, tant de la part du procureur général que du directeur des douanes.

... ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR. — Vu l'art. 531, 20 de l'ordonn. de 1670, et les art. 141, 470 et 1030 du Code de procédure civile; — Attendu que l'art. 3, tit. 20 de l'ordonn. de 1670 porte que, « lorsqu'avant la confrontation il paraît que l'affaire ne doit pas être poursuivie criminellement, les juges recevront les parties en procès ordinaire, et, pour cet effet ordonneront que les informations seront converties en enquêtes, et il sera permis à l'accusé d'en faire de sa part dans les formes prescrites pour les enquêtes; que, dans ce cas, les

juges criminels demeurent saisis de la connaissance de l'affaire; mais que, pour l'instruction et le jugement, ils sont soumis aux règles établies pour les procès civils; que, dans l'espèce, le fait formant l'objet de la prévention était un délit correctionnel dont le jugement était attribué aux tribunaux correctionnels; mais que ce jugement n'avait pu être prononcé dans les formes prescrites par les lois sur la police correctionnelle qui n'ont pas été publiées à la Guyane; qu'il n'avait pas dû l'être non plus dans les formes prescrites par l'ordonn. de 1670 pour les affaires criminelles, dès que l'affaire n'avait pas été poursuivie criminellement; que, dès lors, la seule forme à suivre était celle des affaires civiles;

Et attendu que, dans la Guyane, plusieurs parties du Code de proc. civ., et spécialement les titres de ce Code dans lesquels se trouvent les art. 141 et 470, préservant les formes des jugemens des tribunaux de première instance et d'appel, ont été enregistrés et publiés; d'après l'art. 141, déclaré par l'art. 470 commun aux jugemens sur appel, tout jugement doit énoncer ces motifs; que cette énonciation forme une des parties substantielles et constitutives du jugement, parce que, sans motifs, il ne saurait exister de jugement; que la défense portée par l'art. 1030 du Code de proc. civ., de déclarer nul aucun exploit ou acte de procédure dont la nullité n'aurait pas été prononcée formellement par la loi, ne se réfère qu'aux exploits ou actes de procédure; qu'en effet les jugemens ne sauraient être confondus ni avec les exploits qui appellent la partie devant les juges, ni avec les actes de procédure qui précèdent leur décision; que, par conséquent, cet article ne modifie nullement l'effet substantiel de la nullité prononcée par l'art. 141 pour l'omission des motifs dans les jugemens;

Et attendu que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué ne renferme aucune énonciation de motifs; que, d'après lesdits art. 141 et 470 du Code de proc. civ., il est donc radicalement nul; — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel de la Guyane, du 11 sept. 1819, confirmant le jugement du tribunal correctionnel de première instance de la même colonie, du 9 nov. précédent, qui donnait à Jean Lesage mainlevée de la saisie de quatre-vingt-sept noirs sur lui faite par le directeur des douanes; et, pour être de nouveau statué sur l'appel dudit jugement, renvoie les parties, etc.

Du 23 mars 1820. — Sect. crim. — Prés. M. Baris. — Rapp. M. Olivier. — Concl. M. Mourre, proc. gén. — Pl., M. Loiseau.

1^o SAISIE IMMOBILIÈRE. — NULLITÉ. — APPEL. — FIN DE NON-RECEVOIR.

2^o TRÉSOR PUBLIC. — SAISIE IMMOBILIÈRE. — PRIVILÈGE.

1^o La règle qui ne permet pas à la partie saisie de proposer, sur l'appel, d'autres moyens de nullité contre les procédures postérieures à l'adjudication provisoire que ceux présentés en première instance, s'applique à tous les moyens de nullité sans distinction, aux moyens tirés du fond du droit commun, aux moyens de forme ou de procédure (1).

2^o Le trésor peut, comme tout créancier, poursuivre son recouvrable par voie de saisie immobilière; le privilège dont il jouit n'exclut pas cette voie (2).

(1) La jurisprudence, après quelques hésitations, a fini par se fixer en ce sens. V. Cass. 29 nov. 1819; 20 août 1823; 14 juin 1826; 28 déc. 1836, et 11 avril 1837.

(2) V. en ce sens, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 2198, § 1^{er}, p. 393.

(Migneau. — C. Trésor public.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que l'art. 736 du Code de proc., défend d'accueillir, sur l'appel, des moyens de nullité qui n'ont pas été proposés en première instance, et que cette prohibition, conçue en termes généraux, ne distingue point entre les nullités qui tiennent uniquement à la forme, et celles puises dans le vice du titre ; — Attendu que, d'une part, il s'agissait dans l'espèce, d'une procédure de saisie immobilière, matière qui appartient exclusivement à la juridiction des tribunaux, et que, d'un autre côté le demandeur s'était borné à exciper (et sur l'appel seulement) du vice et de l'insuffisance du titre en vertu duquel le percepteur provoquait la saisie immobilière, en alléguant que sa créance n'avait pas été liquidée devant l'autorité administrative, et que, pour le recouvrement des contributions directes, il ne peut y avoir lieu à la saisie immobilière ;

Attendu, au surplus, 1° que l'arrêt a constaté que le percepteur agissait en vertu d'un rôle déclaré exécutoire par le préfet ; 2° que, suivant l'art. 3 de la loi du 12 nov. 1808, le privilège attribué au trésor public, pour le recouvrement des contributions directes, sur les fruits et revenus, ne préjudicie point aux droits qu'il pourrait exercer sur les biens du redevable, comme tout autre créancier ; — Attendu que le demandeur n'a pas reproduit, dans sa requête en cassation, les autres moyens de nullité qu'il avait proposés, moyens d'ailleurs que les motifs de l'arrêt ont refusés d'une manière satisfaisante ; — Rejette, etc.

Du 23 mars 1820. — Sect. req. — Prés., M. Botton de Castellamonte. — *Concl. conf.*, M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Odilon Barrot.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — PASSAVANT.

Les expéditions qui accompagnent un chargement de boissons, doivent être conformes au transport réellement effectué. — Ainsi, le fait de ne transporter qu'une barrique de vin, sur un passavant énonciatif de quatre pièces, constitue une contravention. (L. du 28 avril 1816, art. 6.) (1)

(Contributions indirectes. — C. Clavérès.)
Du 24 mars 1820. — Sect. crim. — Rapp., M. Chasle. — *Concl.*, M. Freteau de Pény, av. gén.

COPROPRIÉTÉ. — DESI TEMENT. — CASSATION. — FIN DE NOS RECEVOIR.

Le copropriétaire d'un fonds, qui s'en est déshabitué au profit d'une commune représentée plus tard par l'Etat, est sans droit et sans qualité pour se plaindre, tant que subsiste son desistement de l'abandon fait par l'Etat, aux non-désistants, moyennant une somme déterminée, de la part que le désistant avait dans la propriété commune.

En conséquence, lorsqu'un arrêt a déclaré valable le desistement fait par un ou plusieurs des copropriétaires, et décidé en même temps que ce desistement profiterait aux copropriétaires non désistants, le propriétaires désistant ne peuvent se pourvoir contre cette dernière disposition de l'arrêt s'il n'attaque en même temps celle qui a validé le desistement.

(N... — C. N...) —
Par acte du 9 fév. 1751, neuf individus ont sous-înféodé la montagne d'Aulas, située dans la commune de ce nom, arrondissement du Vigan. — Suivant les conventions faites entre eux, il fut

stipulé (art. 5) qu'aucun des copropriétaires ne pourrait vendre sa portion sans l'agrément des autres, et que s'il le faisait les autres pourraient la reprendre, moyennant 1400 fr. par portion, reconnaissant les parties, qu'aucune d'elles n'a sa portion de propriété qu'à cette condition et sous cette clause expresse. — Les neuf propriétaires originaires et leurs successeurs vécurent sans trouble jusqu'en 1793. A cette époque les communes d'Aulas, Bresses et Arphl, prétendant sur cette montagne des droits d'usage réglés par une transaction du 14 février 1751, s'en emparèrent, en se fondant sur la loi du 10 juin 1793. Six des neuf propriétaires, présents dans le pays, souscrivirent des actes de désistement ; les trois autres, absents ne donnèrent aucun consentement. — Ces communes possédèrent depuis vingt ans la montagne d'Aulas, lorsque la loi du 20 mars 1813 mit les biens des communes à la disposition de l'Etat.

La vente de la montagne d'Aulas ayant été annoncée, les six propriétaires qui s'étaient désistés, les sieurs Quatrezanges et consorts, ainsi que les trois qui n'avaient pas donné leur consentement au désistement, les sieurs Branger de Caladon et consorts, se réunirent pour s'opposer judiciairement à la vente. Cette opposition fut portée devant le tribunal du Vigan. L'Etat fut représenté dans cette instance par le préfet du département du Gard.

Les conclusions du préfet tendaient à ce que l'Etat fût déclaré propriétaire de la montagne d'Aulas, du chef de la commune. Il se fondait 1° sur ce que l'acte de sous-înféodation de 1751 était entaché de féodalité ; 2° sur le désistement consenti par six des propriétaires, qu'il fit signifier à l'avoué.

Les neuf propriétaires, représentés par le même avoué, répondirent 1° que la commune n'avait sur la montagne qu'un droit d'usage, exclusif du droit de propriété ; 2° que le désistement opposé à six des propriétaires était nul, d'un côté parce qu'il leur avait été arraché par la force et par la violence exercée contre eux dans le temps de la terreur ; et d'un autre côté, parce que l'art. 5, de l'acte de 1751, défendait à chacun des copropriétaires d'aliéner sa portion sans le consentement de tous.

Un jugement du tribunal de première instance du Vigan adopte ces moyens à l'égard de tous les copropriétaires, et les renvoie en possession tous ensemble de la montagne qui était le sujet du litige. — Appel par le préfet. — Les neuf propriétaires intimes, comparurent comme en première instance, par le ministère d'un même avoué.

Le 12 janv. 1816, arrêt de la Cour de Nîmes qui, tout en reconnaissant que le désistement de six des propriétaires a été arraché par la violence, le déclare valable ; — A Attendu qu'il n'a pas été attaqué dans le délai de dix ans ; — En conséquence, et attendu l'art. 5 de l'acte de 1751, qui permet à la masse des propriétaires de retirer les portions aliénées, décide, non pas que l'Etat sera maintenu dans la propriété des six portions dont les propriétaires ont consenti le désistement, mais seulement qu'il a droit de recevoir la somme de 1,400 fr. par portion, ou celle de 8,400 fr. pour ces six portions ; — Renvoie les trois propriétaires non désistants seuls en possession de la montagne, à la charge de payer la somme de 8,400 fr. à l'Etat.

Les six propriétaires désistants ont demandé la cassation de cet arrêt au chef seulement qui faisait échoir leurs parts de la montagne d'Aulas au profit des sieurs Caladon et consorts, propriétaires non désistants.

(1) V. dans le même sens, Cass. 11 nov. 1802

Les sieurs Caladon et consorts ont répondu que le pourvoi était non recevable, et que la Cour ne pouvait s'en occuper, parce que les désistans n'attaquaient point l'arrêt au chef concernant l'état; qu'étant jugé irrévocablement, dans l'intérêt de l'état, que les désistemens étaient valables, et que, par une conséquence nécessaire, l'état devait profiter de la valeur des portions des désistans. Il s'ensuivait que ces portions devaient céder de plein droit au profit des non désistans, conformément à l'art. 5 de l'acte du 9 fév. 1751; et que les désistans, étant sans titre et sans qualité pour revendiquer ces portions, étaient non recevables et mal fondés à les contester aux non désistans.

Les demandeurs en cassation répliquaient que l'intérêt de l'état était distinct de celui des non désistans; que si ceux-ci étaient chargés de payer à l'état la valeur des portions désistées, ce n'était que parce qu'ils profitaient de la propriété des portions désistées; que par la réintégration des non désistans dans ces parts, le paiement de cette valeur retomberait de plein droit à la charge des désistans.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que les demandeurs n'attaquent point contre l'état la disposition de l'arrêt qui valide les désistemens; que, par une suite, ils sont non recevables à attaquer celle qui fait tourner les portions désistées au profit des défendeurs; — Rejette, etc.

Du 27 mars 1820. — Sect. civ. — *Rapp.*, M. Cassaigne. — *Concl.*, M. Jourde, av. gén. — *Pl.*, Huart-Duparc et Jousselin.

1° REMPLI. — CONDITION. — FEMME. — ACCEPTATION. — TIERS ACQUÉREUR. — FRUITS.

2° CASSATION. — FRAIS ET DÉPENS.

Lorsque le mari est autorisé à aliéner les biens dotaux sous la condition de remploi, et que la charge de veiller au remploi est en outre imposée à l'acquéreur, il faut, pour la validité, du remploi, non seulement que le mari déclare dans le contrat qu'il acquiert pour le compte de son épouse, mais encore que celle-ci consente au remploi et l'accepte. (Cod. civ., 1435.)

L'acceptation de la femme ne résulte pas de la possession qu'elle a eue à titre de bail qui lui a été passé par le mari depuis la séparation de biens, des immeubles présentés pour tenir lieu de remploi.

Les tiers acquéreurs évincés par suite de l'irrégularité du remploi doivent rapporter les fruits à dater de la séparation de biens prononcée contre le mari, et non pas seulement à partir de la demande en éviction.

Le pourvoi en cassation n'est pas admissible contre un arrêt confirmatif, sur le motif que les premiers juges avaient prononcé mal à propos une condamnation solidaire aux dépens, alors que l'arrêt a simplement condamné les demandeurs en cassation aux dépens de première instance et d'appel. (Bernard — C. dame Viallevielle.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR: — Attendu, sur le second moyen, que le jugement de séparation de biens du 29 janv. 1811 réserva à la dame Viallevielle l'action en nullité des aliénations et en éviction contre les tiers acquéreurs de ses biens, faute par eux d'avoir veillé au remploi; que c'est précisément sur le vice et l'illégalité du remploi que la Cour royale de Riom s'est fondée aussi, pour annuler la vente faite par le sieur Viallevielle aux père et fils Bernard; que ce motif suffit pour justifier l'arrêt, qui, bien loin de se trouver en opposition avec le jugement de séparation, n'a fait

qu'accueillir une action qui avait été réservée par ce jugement; — Attendu, sur le troisième moyen, que la Cour royale de Riom a légalement décidé que le remploi n'avait pas été opéré du consentement de la dame Viallevielle, et que le sieur Viallevielle n'avait pas déclaré, dans les contrats des acquisitions par lui faites, qu'il acquiescerait pour le compte de son épouse; que le concours de ces deux circonstances était cependant nécessaire pour la validité de remploi auquel les père et fils Bernard étaient tenus de veiller;....

Attendu, sur le cinquième moyen, qu'il résulte des faits reconnus par l'arrêt attaqué que c'est en vertu d'un bail authentique et régulier du 13 sept. 1811, et par conséquent à titre onéreux, que la dame Viallevielle a joui des biens acquis en remploi; que ce titre exclut toute idée de ratification ou d'approbation des remplois; qu'en effet, la dame Viallevielle aurait possédé à titre de propriétaire, si elle eût approuvé lesdits remplois; que dès lors un bail aurait évidemment été sans objet;

Attendu, sur le sixième moyen, que l'aliénation des biens dotaux acquis par les père et fils Bernard était subordonnée à un remploi valable auquel ils étaient tenus de veiller; que, ce remploi n'ayant pas été légalement opéré, la nullité de l'aliénation a fait rentrer la dame Viallevielle dans la propriété des biens dotaux que son mari n'avait pu vendre et n'avait vendus que sous cette condition; que cette éviction légitime a dû s'étendre aux fruits perçus depuis la demande en séparation, en les considérant comme un accessoire des immeubles dotaux aliénés, afin d'assurer à la femme, contre les acquéreurs, par voie de garantie, les mêmes droits qu'elle aurait eus contre son mari, s'il eût été solvable;

Attendu, sur le septième et dernier moyen, que la condamnation solidaire aux dépens, illégalement prononcée par le tribunal de première instance, ne se retrouve pas dans l'arrêt attaqué; que, quoique cet arrêt ait continué les dispositions du jugement de première instance, il a cependant procédé de nouveau sur les dépens faits en première instance, et a condamné simplement les père et fils Bernard aux dépens de la cause principale et à ceux de la cause d'appel; que dès lors il est évident que la condamnation aux dépens de première instance, sur lesquels il a été statué de nouveau par l'arrêt, ne comprend que ceux qui concernent personnellement les père et fils Bernard, et que, quant aux dépens de la cause d'appel, la condamnation se divise également entre eux; — Rejette, etc.

Du 28 mars 1820. — Sect. civ. — *Prés.*, M. Brisson. — *Rapp.*, M. Vergès. — *Concl.*, M. Jourde, av. gén. — *Pl.*, MM. Petit de Gatine et Odilon Barrot.

1° ABANDON DE BIENS. — RENTE VIAGÈRE. — ACTE À TITRE ONÉREUX. — APPRECIATION D'ACTE.

2° PARIAGE. — RESCISION. — PRESCRIPTION. — MAJEUR.

1° L'acte par lequel un père abandonne tous ses biens à ses enfans moyennant une rente viagère, constitue un contrat à titre onéreux.

Du moins l'arrêt qui la décide ainsi sur l'appréciation de l'acte est l'abri de la cassation.

2° La vente faite par l'un des enfans des droits à lui appartenants par suite de l'abandon du père n'est point une continuation sur la succession d'une personne vivante; elle doit être considérée comme un partage, et par suite sou-

mise à la rescision prononcée par l'art. 887. Cod. civ.

L'action en rescision en matière de partage était, dans l'ancien droit, soumise à la prescription de dix ans comme sous le Code civil; et ce délai n'était pas suspendu, lorsqu'il y avait des mineurs, en faveur des majeurs: c'est seulement dans les choses indivisibles que le mineur relève le majeur (1).

(Adenot — C. Adenot.)

17 juillet 1818, arrêt de la Cour royale de Dijon en ces termes: — « Considérant que l'acte du 18 frim. an 12, quoique contenu dans un seul contrat, a cependant deux parties distinctes et séparées, et dont les effets sont absolument différents; que la première partie contient une aliénation à titre onéreux faite par les père et mère au profit de leurs sept enfants, de la majeure partie de leurs biens meubles et immeubles; que cet acte n'avait rien d'illicite, et qu'il était régulier en la forme, et juste et valable, au fond; que les parties elles-mêmes, à supposer qu'il ne fût pas juste et valable, l'avaient exécuté volontairement et l'avaient validé par la seconde partie du même acte, puisque usant sur-le-champ des droits de propriété qui leur étaient transmis par leurs père et mère, elles ont vendu à leurs frères tout ce qu'il leur revenait; d'où suit la ratification la plus complète de la première partie de l'acte dont il est question; — « Considérant que la seconde partie de ce même acte ne peut pas non plus être arguée de nullité, puisque les filles Adenot, assistées et autorisées de leurs maris, étaient libres de vendre ce qu'elles venaient d'acquiescer de leur père; — Considérant que cette seconde partie de l'acte de l'an 12, quoique étant une vente faite par les filles Adenot au profit de leurs frères, doit cependant être considérée en même temps comme un acte de partage, puisqu'il est incontestablement le premier acte qui ait fait cesser l'indivision qui résultait de la première partie de cet acte, et que, sous ce rapport, il est sujet à la rescision pour cause de lésion du tiers au quart; mais que l'action en lésion dans ce cas était prescriptible par le délai de dix années; qu'il est du reste acquis au procès que la prescription a couru contre tous les intimés, à l'exception de Pierre Mercier, dont la minorité a interrompu la prescription, pour ce qui le concerne; que le tribunal d'Auxon a fait la plus fautive application du Code civ., en supposant que dans ce cas le mineur relevait le majeur, et que la prescription interrompue à l'égard de celui-là, avait été, par la même raison, interrompue à l'égard de ceux-ci; que l'art. 710, qui a motivé la décision des premiers juges, a nullement trait aux servitudes indivisibles par leur nature, tandis que dans le cas particulier l'objet dont il est question est parfaitement divisible, puisqu'il s'agit de la rescision d'un acte de partage; qu'ainsi c'est à tort que le tribunal a décidé que l'acte pouvant être rescindé à l'égard de Pierre Mercier, devait l'être en même temps en faveur de tous ses copartageans; — Par ces motifs, faisant droit à l'appel, déclare les trois sœurs Adenot non recevables dans leur demande en nullité ou en rescision; et, quant à Pierre Mercier, ordonne une expertise à l'effet de vérifier s'il y avait lésion. »

Pourvoi en cassation de la part des trois sœurs Adenot et de leurs maris.

F^o (1) La Cour de Metz a également jugé, le 22 août 1806, qu'en matière de choses divisibles, la restitution accordée à des héritiers mineurs ne profite point aux cohéritiers majeurs et maîtres de leurs droits, et le principe a été appliqué par la Cour

ARRÊT.

LA COUR: — Sur le premier moyen, résultant d'une prétendue violation des art. 898 et 1076 du Code civ., concernant le mode de disposer de ses biens à titre gratuit, et les partages faits par père et mère et autres ascendants: — Attendu que l'arrêt attaqué, en appréciant les termes de l'acte du 18 frim. an 12, a constaté que sa première partie contenait une aliénation à titre onéreux, faite par les père et mère Adenot, au profit de leurs sept enfants, de la majeure partie de leurs meubles et immeubles y désignés; que cette aliénation de biens présents et constatée, faite à titre onéreux, n'appartient à aucun des actes énoncés dans les art. du Code civ., invoqués à l'appui de ce moyen, et que leur inapplication à la cause repousse le reproche de violation; — Attendu que l'interprétation adoptée par l'arrêt attaqué ne changeant point l'essence du contrat, et étant placée dans les attributions de la Cour royale qui l'a prononcée, ne peut fournir aucune ouverture de cassation;

Sur le second moyen, résultant d'une prétendue violation des art. 791, 1130 et 1000, Code civ., relatifs à la nullité des conventions ayant pour objet les successions de personnes vivantes, — Attendu que, soit la cession faite par les filles Adenot à leurs frères de tous droits, noms, raisons et actions qui peuvent leur appartenir à raison de l'abandon paternel, soit la renonciation à la dot à elles constituée par leur contrat de mariage formant des stipulations particulières sur des droits acquis, ne peuvent être assimilées aux conventions ayant pour objet des droits éventuels, et qu'en conséquence il n'y avait lieu à aucune application des articles invoqués;

Sur le troisième moyen...: — Sur le quatrième et dernier moyen, résultant d'une violation des art. 887 et 888, Code civ., et d'une fautive application de l'art. 1304, même Code: — Attendu que loin de repousser l'application de ces articles relatifs à la rescision en matière de partage, l'arrêt attaqué prononce qu'ils sont applicables à la cause; quant à la fautive application de l'art. 1304, qu'il importe peu quelle est la loi qui doit régler la durée de la prescription invoquée par les frères Adenot contre la demande en rescision, puisque les ord. de 1510 et 1539 et le Code civ. prononcent conformément que les rescisions de contrats pour dol, fraude, lésion, se prescrivent par dix ans;

Attendu que le mineur ne relève le majeur que dans les choses indivisibles, et que l'art. 710, Code civ., est exclusivement applicable aux servitudes; — Attendu que l'arrêt ne constate en aucune manière qu'il ait été excipé de dol, fraude ou violence; que les contractants étaient majeurs, les femmes assistées de leurs maris, et que sauf l'intérêt du mineur qui a été conservé, l'application de l'art. 1304, Code civ., a été régulièrement faite à l'espèce. — Rejette, etc.

Du 28 mars 1820. — Sect., req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp. M. Brel de Bretzel. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Gribard.

BAIL A FERME. — DÉGRADATIONS. — COMPÉTENCE

Les divertissements, par le fermier, de foin et de pailles, ainsi que les ensemencements de

de Grenoble, le 27 déc. 1820, à une revendication d'immeubles, en ce qu'ils étaient susceptibles de division par leur nature, quoiqu'ils ne fussent pas divisés à l'époque de la vente.

terre sans fumiers, constituent des dégradations, dans le sens de l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, et du Part. 3 du Code de proc. etc. En conséquence, c'est au juge de paix qu'il appartient de connaître de l'action dirigée pour raison de ces faits, par le propriétaire contre son fermier (1).

(Les héritiers Sebléan — C. Deschamps.)

Le 30 oct. 1816, les héritiers Sebléan ont fait citer le sieur Deschamps, leur fermier, devant le juge de paix du canton de Saint-George, à l'effet de se voir condamner à leur payer différentes sommes, pour réparations locatives, rétablissement de fossés détruits, et pour indemnités de dégâts commis dans des bois taillis, etc.; notamment enfin, pour être condamné à leur payer une somme de 4,000 francs à titre de dommages-intérêts, à raison de la vente et du divertissement qui avaient eu lieu depuis plusieurs années, des pailles et fumiers de la métairie, et pour l'ensemencement en blane et sans fumier, depuis le même temps, d'une partie des terres de ce domaine.

Le 9 déc. 1816, Jugement du juge de paix, qui condamne le sieur Deschamps à payer aux héritiers Sebléan, d'une part, la somme de 300 fr., pour raison des balivaux manquans dans les bois taillis, et de l'étronçage de quelques autres arbres; d'autre part, la somme de 1200 fr. pour fait de vente et de divertissement des pailles, foin et fumiers des domaines appartenant aux héritiers Sebléan, et pour raison encore du non-fumage des terres de ce domaine pendant plusieurs années. Il paraît que les parties se sont conciliées sur quelques-uns des autres chefs de la demande introductive d'instance.

Appel par le sieur Deschamps devant le tribunal civil de Poitiers; il soutient que le juge de paix avait été incompétent pour prononcer les condamnations portées dans son jugement; que ces faits prétendus qui y avaient donné lieu ne pouvaient être considérés comme de simples dégradations, dans le sens de la loi du 24 août 1790 et de l'art. 3 du Code de proc. civ.; que, dans l'espèce, il s'est agi d'une demande ordinaire en dommages-intérêts, et que les tribunaux civils avaient pu seuls en être saisis.

Les héritiers Sebléan soutiennent au contraire que, par cela seul qu'il s'agissait, dans l'espèce, de dégradations commises par un fermier, et de l'action intentée pour raison de ces dégradations par le propriétaire, le juge de paix avait été seul compétent, aux termes des lois citées par les appelans, et avait dû conséquemment prononcer des dommages-intérêts, à quelques sommes qu'ils dussent monter, dès le moment qu'il avait été reconnu que les dégradations alléguées existaient réellement, et qu'elles étaient le fait du fermier.

En cet état, le 25 mars 1817, Jugement du tribunal civil de Poitiers, qui, sans autre motif, sinon, « qu'aucun des faits sur lesquels étaient basées les demandes des héritiers Sebléan, ne pouvait être considéré comme des dégradations, dans le sens de la loi du 24 août 1790, et de l'art. 3 du Code de proc. civ. », annule la sentence du juge de paix pour cause d'incompétence.

Pourvoi en cassation par les héritiers Sebléan, pour violation des art. 10, titre 3, de la loi du 24 août 1790, et 3 du Code de proc. civ., portant, dans les mêmes termes, que le juge de paix doit connaître, sans appel, jusqu'à la valeur de cinquante livres, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse monter... 4° des indemnités, prétendues par le fermier ou locataire, pour non-

jouissance, lorsque le droit de l'indemnité n'a pas été contesté, et de dégradations alléguées par le propriétaire. »

Le sieur Deschamps, défendeur à la cassation, a fait défaut.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR: — Vu l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790 et l'art. 3 du Code de proc. civ. — Attendu, 1° qu'il résulte des textes des lois ci-dessus citées, que les juges de paix sont seuls compétens pour statuer sur les faits de dégradations allégués par les propriétaires contre leurs fermiers; — Attendu, 2° que, dans l'espèce de la cause, au des chefs de demande sur lesquels le juge de paix avait statué, avait pour objet des divertissemens de foin et de pailles, ainsi que des ensemencemens de terre sans fumiers, ce qui constituait bien évidemment des dégradations dont le juge avait droit de connaître; d'où il suit que le tribunal de Poitiers, en décidant qu'aucun des chefs de demande sur lesquels ce juge avait statué, n'était de sa compétence, et ayant renvoyé pour le tout les parties à se pourvoir devant les juges ordinaires, a formellement contrevenu aux textes des lois ci-dessus citées: — Casse, etc.

Du 29 mars 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Desèze. — Rapp., M. Pajon. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Sirey.

ENREGISTREMENT. — MUTATION SECRÈTE. — EXPROPRIATION FORCÉE.

Lorsqu'après la vente d'un immeuble par expropriation forcée, le débiteur exproprié a continué, pendant plusieurs années, d'être inscrit pour cet immeuble au rôle de la contribution foncière et d'en acquitter le montant sans réclamation; qu'il a, en outre, et depuis son expropriation, consenti une hypothèque sur une portion du même immeuble, il y a dès lors à son égard présomption légale d'une rétrocession de l'adjudicataire à son profit, et par suite ouverture aux droits d'enregistrement dus pour mutation (2).

(Euregistrement — C. Raboteau.) — ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 12 de la loi du 22 frim. an 7; — Attendu qu'il a été établi et reconnu, en fait, que, pendant plusieurs années, depuis son expropriation de la maison et du jardin saisis immobilièrement sur lui, Raboteau a continué d'être inscrit pour ces deux immeubles au rôle de la contribution foncière, et d'en acquitter, sans aucune réclamation de sa part, les contributions relatives à l'un et à l'autre desdits immeubles; que ce fait établissait suffisamment, quant à l'existence du droit de mutation, la présomption légale d'une rétrocession opérée à son profit par l'adjudicataire Baffour; que cette présomption légale et suffisante pour autoriser la demande du droit auquel cette rétrocession donnait lieu, se renforçait dans l'espèce, par la circonstance que, postérieurement encore à son expropriation forcée, Raboteau avait hypothéqué l'un de ces immeubles (le jardin) à l'obligation par lui souscrite au profit d'un tiers: — Qu'il suit de là que la demande de la régie avait un fondement légal dans la disposition de l'art. 12 précité de la loi du 22 frim. an 7; — Attendu, au surplus, que cette demande ne pouvait être écartée par la représentation d'actes postérieurs aux poursuites de la régie, et qui peuvent être présumés faits dans l'intention d'échapper à ses poursuites: — D'où il suit que le jugement dénoncé, en déchargeant Raboteau de l'ac-

(1) Sur l'incompétence à proposer dans ce cas, *vid. inf.*, Cass. 17 mai 1820.

(2) V. dans le même sens, Cass. 18 avril 1821.

tion intentée contre lui, a violé ledit art. 42 de la loi du 22 frim. an 7;—Casse, etc.

Du 29 mars 1820.—Sect. civ.—Prés., M. Desèze.—Rapp., M. Boyer.—Concl., M. Jourde, av. gén.—Pl., MM. Huart-Duparc et Rochelle.

VOL.—EFFRACTION.—MAISON HABITÉE.

Le vol commis avec effraction dans un emplacement dépendant d'une maison habitée, n'a pas le même caractère de gravité que la vol commis dans une cour dépendant de cette maison.

Ainsi lorsque sur la question de savoir si le vol a été commis dans une cour ou emplacement dépendant d'une maison habitée, le jury répond affirmativement, sans désigner dans quel lieu le vol a été commis, le caractère de ce vol n'est pas déterminé et par suite on peut prononcer contre l'accusé la peine portée contre le vol commis dans une dépendance de maison habitée. (Cod. pén., 390, 391, 395 et 396.) (1)

(Frøger et Poncet.)—ARRÊT.

LA COUR :—Vu l'art. 410 du Code d'Inst. crim.;—Vu les art. 390, 391, 395, 396 et 384 du Code pénal;—Attendu que Jean Friget et François Poncet, demandeurs en cassation, avaient été renvoyés devant la Cour d'assises de l'Isère, sur l'accusation d'avoir volé une malle contenant diverses marchandises, laquelle était fixée par une corde sur une voiture placée dans une cour dépendant d'une maison habitée, et d'avoir commis ce vol en coupant la corde qui attachait la malle, et en forçant ensuite cette malle pour en retirer ce qu'elle renfermait;—Que, dans la question sur laquelle le jury devait répondre, on ne s'est pas borné, pour lui faire déterminer le lieu où le vol avait été commis, à lui demander, ainsi qu'il était porté dans l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation, si ce lieu était une cour dépendant d'une maison habitée; qu'on lui a demandé, d'après sans doute ce qui était résulté des débats, si ce vol avait été commis dans une cour ou emplacement dépendant d'une maison habitée; mais que cette question présentait à sa décision une détermination de lieu essentiellement différente, suivant qu'il croirait devoir qualifier ce lieu de cour, ou simplement d'emplacement; que cette différence était non seulement dans la nature et la destination du lieu, mais encore dans la gravité de la peine que le vol devait entraîner;—Qu'en effet, une cour dépendant d'une maison habitée est un espace à découvert, enfermé ainsi qu'il est dit dans l'art. 390 du Code pénal, dans la clôture ou enceinte générale de la maison, soit que cet espace ait une clôture particulière ou n'en ait pas; et que l'effraction faite dans l'objet du vol, après l'introduction dans une cour, ou une malle fermée qui y serait déposée, ou même le simple enlèvement du meuble fermé, quoique l'effraction n'en ait pas été faite sur le lieu, constituerait

(1) Cet arrêt explique très bien la différence qui sépare le vol commis dans une cour de celui commis dans un emplacement dépendant d'une maison habitée. Une cour est un espace plus ou moins vaste, mais qui n'est pas fermé; elle est ouverte sur le dehors; le vol commis dans une cour suppose donc une audace plus grande que le vol commis dans un lieu vague et sans clôture. Il est donc impossible de confondre l'emplacement et la cour, et d'étendre les peines du vol commis dans une cour, au vol commis dans un emplacement quelconque. D'ailleurs, la loi n'a point placé les emplacements parmi les lieux qui sont une cause d'aggravation du vol.

(2) La dernière partie de cette décision est con-

aux termes de l'art. 396, une circonstance aggravante du vol, et en élèverait la peine à celle des travaux forcés à temps, conformément à l'art. 384;—Que le mot emplacement, au contraire, est une expression vague qui ne suppose aucune clôture, ni générale, ni particulière, et qui, dans son acception, ne signifie qu'un endroit propre à une construction ou à toute autre destination;—Qu'il ne peut donc désigner ni une cour, ni un parc, ni un enclos; que l'effraction qui serait faite, dans le dessein du vol, à une malle déposée dans un lieu ainsi vaguement qualifié, ne saurait donc former une circonstance aggravante qui pût faire rentrer le vol dans l'application de l'art. 384;—Que le jury néanmoins, en déclarant les accusés coupables, ne s'est point expliqué sur la qualification du lieu où le vol avait été commis;—Qu'il est donc demeuré incertain si ce lieu était une cour ou un simple emplacement; que la circonstance aggravante dont le vol avait pu être accompagné est donc aussi demeurée incertaine;—Que, cependant, la Cour d'assises a prononcé la peine des travaux forcés à temps ordonnée par l'art. 384, comme si cette circonstance aggravante eût été déclarée par le jury; en quoi elle a fait fausse application de la loi pénale;—Casse, etc.

Du 1^{er} avril 1820.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Gilraud.—Concl., M. Hua, av. gén.

ÉTAT CIVIL.—IDENTITÉ.—INSCRIPTION DE FAUX.—PREUVE TESTIMONIALE.

Lorsqu'un individu, s'appliquant un acte de naissance contraire à sa possession d'état, prétend faire constater son identité; s'il lui est opposé un acte de décès de l'enfant dénommé en l'acte de naissance, des lors, l'acte de naissance est détruit par l'acte de décès, en sorte que le demandeur ne peut plus se prévaloir d'un commencement de preuve par écrit pour obtenir de compléter ses preuves par une enquête; peu importe que, pour y arriver, il prenne la voie d'inscription de faux contre l'acte de décès; toujours est-il que son objet est de sa nature un état civil; et qu'à cette fin, toute voie criminelle, ou preuve testimoniale, doit lui être interdite, jusqu'à ce que l'état civil soit établi en forme civile. Du moins, l'arrêt qui rejette, en ce cas, la voie de l'inscription de faux, est à l'abri de la cassation. (Cod. proc., 314; Cod. civ., 323 et 327.) (2)

(Paul—C. de Melet.)

Le sieur de Melet, lieutenant d'infanterie, se maria en 1781.—Il eut deux enfans, l'un nommé Alexis-Joachim, né en 1788, l'autre, nommé Bruno, né le 7 nov. 1795.—Bruno est décédé le 3 sept. 1798, s'il faut en croire l'acte authentique de son décès. Mais cet acte de décès annonce qu'alors Bruno était en pension chez une femme Cornebois, qui n'était point une institutrice; et

forme à un point de jurisprudence aujourd'hui bien constant, à savoir qu'en matière de faux incident, l'appréciation des faits et des circonstances qui servent de base à la réclamation est exclusivement des attributions des juges du fond; et que le rejet des moyens de faux, quelque graves qu'ils soient, pourrait bien constituer un mal jugé, mais ne saurait donner ouverture à cassation. *F. Cass.* 11 germ. an 9; 4 mars 1817. 8 mai et 25 juill. 1827; 12 août 1829; 25 mars et 7 juill. 1835; 5 avril 1837; 8 mai 1839. *F.* aussi sur ce point, Morin, *Quest. de droit*, v° *Inscription de faux*, § 2; Biche et Goujet, *Dict. de proc.*, v° *Faux incident*, n° 70; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 890.

cel éloignement de la maison paternelle, pour cause étrangère à l'éducation de l'enfant, de trois ans, n'est pas sans quelque singularité.

Quoi qu'il en soit, en 1817, après le décès du sieur de Melet et de son épouse, le nommé Paul a réclamé une partie de leur hérédité, se disant Bruno de Melet, né le 17 sept. 1795. — On lui oppose l'acte authentique qui constate le décès de Bruno.

Paul s'inscrit en faux contre l'acte de décès. — Et, à l'appui de l'inscription de faux, il offre de prouver par témoins. — 1° Qu'il est identiquement le même que Bruno de Melet, dont il est parlé dans l'acte de naissance du 7 nov. 1795; 2° que le cadavre d'un enfant nommé Benoît, décédé à l'hospice dit de la Grâce, de la ville de Toulouse, le 1^{er} sept. 1798, à 9 heures du soir, fut remis à la femme Cornebois qui, sur les vives instances du sieur de Melet, consentit à l'emporter chez elle et à le substituer à l'enfant qu'elle tenait en pension; 3° que c'est à l'aide de ce stratagème qu'a été dressé l'acte de décès qui lui est opposé; 4° qu'à cette époque Bruno de Melet a été remis par son père à un de ses amis, le sieur Carrère, chirurgien à Toulouse, qui l'a donné en garde, sous le prénom supposé de Paul, à la veuve Mercier, domiciliée à deux lieues de Toulouse, chez laquelle il est resté pendant près de neuf ans; 5° qu'en l'année 1807, le sieur Carrère l'a cédé de la maison de la veuve Mercier pour le faire conduire à son domaine de Saint-Georges aux-Granges; 6° qu'en 1812, il l'a mis en apprentissage chez un sieur Antoine, tailleur du même lieu; 7° qu'au mois d'août 1813, il l'a envoyé de nouveau chez la veuve Mercier; 8° que le 3 juill. 1815, après le décès de la dame de Melet, sa mère, dont on redoutait toujours les cerbeches, le sieur Carrère l'a fait venir à Toulouse et l'a mis en apprentissage chez un sieur Maulme, tailleur d'habits, moyennant 200 fr., et que, dans la police d'apprentissage, le médecin Carrère a stipulé « comme agissant pour une personne connue de lui, mais qui veut cesser inconnue; » 9° que le sieur de Melet père a fourni, pendant sa vie, aux besoins de lui, Paul, par l'intermédiaire du médecin Carrère; 10° que le sieur Alexis-Joachim de Melet fils a donné, pour lui faire apprendre le métier de tailleur, une somme de 200 fr., 15 sc. par mois, du linge et des habits, et qu'il n'a supprimé ces fournitures que depuis le commencement du procès, etc., etc.

13 mai 1818, jugement du tribunal civil de Toulouse qui admet l'inscription de faux, et autorise le sieur Paul à faire son enquête.

Appel. — Arrêt par lequel la Cour dit mal jugé, bien appelé, et déclare Paul non recevable dans son inscription et dans son enquête: « considérant que, pour bien savoir si le demandeur est recevable dans son action incidente, qui est l'inscription de faux, il convient d'examiner s'il est recevable dans son action principale, qui est la réclamation de Bruno de Melet, et des droits qui y sont attachés; que, pour justifier sa possession d'état, le nommé Paul n'a ni titre, ni possession constante conforme à l'état par lui réclame, qu'il n'a pas de titre, car l'acte de naissance de Bruno de Melet, dont toute personne peut, aux termes de l'art. 43 du Code civil, se faire délivrer des extraits, ne saurait par lui-même fournir une preuve de filiation en faveur de celui auquel on conteste l'application de l'acte de naissance qu'il invoque; qu'il n'a point de possession d'état constante; car, au lieu de la possession de l'état de Bruno de Melet, le demandeur est en possession de l'état de Paul, né de père et mère inconnus, et simple garçon tailleur, successivement

employé dans divers ateliers de Toulouse; qu'il n'a point de commencement de preuve par écrit, et qu'il n'articule aucun fait constant d'où on puisse induire des présomptions ou indices assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale; que le sieur Paul a voulu distinguer, entre une question de filiation et une question d'identité pour soutenir que les questions d'identité ne sont point soumises aux règles prescrites par l'art. 323; qu'en droit, ces deux questions n'en font jamais qu'une, laquelle constitue toujours une question d'état; que si, de l'examen de la cause fait indépendamment de l'acte de décès de Bruno de Melet, il est sans moyens pour soutenir son action principale, il est aussi sans qualité pour soutenir son action accessoire; que la signification de l'acte de naissance d'un individu dont on réclame l'état, ne saurait améliorer la condition de celui qui sollicite non recevable dans sa réclamation, alors même qu'on ne rapporterait pas l'acte de décès; que l'art. 327 du Code civil a pros crit toutes les voies indirectes par lesquelles on essaierait, dans les questions d'état, de se soustraire aux dispositions sévères de l'art. 323 du même Code; que si Paul ne cherche qu'à établir que Bruno de Melet n'est pas mort, Paul est dès lors sans intérêt; que si, au contraire, il veut établir que, loin d'être mort, Bruno de Melet est toujours vivant dans la personne de lui Paul, il est évident qu'il veut agir indirectement, et sans fournir les garanties exigées par l'art. 323, à la preuve testimoniale de la filiation et de l'identité; que, dès lors, la fin de non-valoir opposée à Paul est bien fondée. »

POURVOI en cassation de la part du sieur Paul, pour contravention, soit à l'art. 214 du Code de proc., soit aux art. 323 et 327 du Code civ. — Le demandeur soutenait qu'il y avait eu contravention à l'art. 214 du Code de proc., en ce qu'il avait été déclaré non recevable à s'inscrire en faux, en un cas où son intérêt l'exigeait, et où aucune loi ne le prohibait. — Quant à la contravention à l'art. 323 et à l'art. 327 du Code civil, le demandeur la faisait résulter de ce qu'il avait intenté non une action criminelle, mais une action civile; et que, dans cette action civile, la preuve testimoniale lui était permise, puisqu'elle tendait à corroborer le commencement de preuve par écrit résultant de l'acte de naissance.

M. l'avocat général Lebeau a fait observer à la Cour, 1° que l'art. 214 du Code de proc. civ. n'avait rien d'impératif; que le devoir des juges est d'admettre l'inscription de faux seulement, s'il y a rebat; qu'au surplus, l'inscription de faux, soutenue d'une preuve testimoniale, avait pour objet, dans l'espèce, de détruire un acte de décès, de faire revivre un acte de naissance, et de donner l'état d'enfant légitime à un enfant qui, jusqu'alors, n'avait en possession que de l'état d'enfant naturel; — Qu'en un tel cas, l'admissibilité de l'inscription de faux se rattachait nécessairement à l'admission de la preuve testimoniale; en sorte qu'il n'y en eût puisé dans l'art. 214 du Code de proc. civil, coïncidant avec le moyen puisé dans les art. 323 et 327 du Code civil; — Que ces deux articles combinés prohibent tout emploi de preuve testimoniale, pour conquérir un état contraire à la possession d'état, à moins qu'il n'y ait commencement de preuve par écrit; — Que l'acte de naissance de Bruno n'était pas du tout un commencement de preuve au profit de Paul; qu'en tout cas, l'acte de naissance était sans effet pour prouver l'existence de Bruno, quand il existait un acte authentique constatant le décès de ce Bruno. — Au total, M. l'avocat gé-

néral n'a vu dans ce procès que la tentative de conquérir un état civil, sans autre moyen que des preuves testimoniales; d'où la conséquence que l'arrêt avait dû proscrire cette action, et que le pourvoi en cassation devait être rejeté.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la question soumise à la Cour se concentre dans le point de savoir si la Cour royale de Toulouse a violé quelque loi, en déclarant le demandeur en cassation non recevable dans sa demande à fin d'être admis à s'inscrire en faux contre l'acte de décès de Bruno de Melet, fils de Jean-Joachim de Melet, et de Marie Tillot, en date du 16 fruct. an 6; — Attendu que le Code ne dit pas, en termes absolus, que toute demande en inscription de faux sera admise; mais ce qui est bien différent, que les tribunaux l'admettront s'il y échet; — Attendu que de ces mots, s'il y échet, il résulte qu'à cet égard la loi s'en réfère à la sagesse et à la prudence des magistrats; — Attendu qu'usant de ce pouvoir discrétionnaire, la Cour royale de Toulouse s'est déterminée, dans l'espèce, à déclarer le demandeur en cassation non recevable dans sa demande, par des faits et des circonstances dont l'appréciation lui appartenait; — Rejette, etc.

Du 5 avril 1820. — Sect. req. — Prés, M. Henrion de Pansey. — Rapp. M. Lefessier-Grandprey. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Naylies.

1° RESPONSABILITÉ CIVILE. — AMENDE. — AMENDE.

1° Si, en général, la responsabilité des délits est restreinte aux dommages-intérêts et ne peut être étendue aux amendes encourues pour ces délits, il en est autrement dans les cas où des lois spéciales l'ont expressément prescrite (1).

2° Les propriétaires de bestiaux trouvés pâturant en délit dans un bois de l'Etat, sont civilement responsables, non-seulement des dommages-intérêts, mais encore de l'amende encourue pour ce délit. (Ord. de 1669, tit. 32, art. 10.) (2)

(Forêts — C. Habre.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 10, tit. 31 de l'ordonn. de 1669; — Attendu que si, en thèse générale, la responsabilité civile des délits et quasi-délits est restreinte aux dommages-intérêts, et ne peut être étendue aux amendes encourues pour ces délits, il en est autrement dans les cas où des lois spéciales ont expressément ordonné qu'elles comprendraient les amendes dont elles ont prescrit la condamnation; — Que la répression et la responsabilité des délits forestiers commis dans les bois de l'Etat, sont réglées par l'ordonnance de 1669, et que, par l'art. 10, tit. 32 de cette ordonnance, il est formellement ordonné que les propriétaires des bestiaux trouvés pâturant en délit dans un bois de l'Etat, seront civilement responsables, non-seulement des dommages-in-

térêts, mais encore de l'amende encourue pour ce délit; — Et attendu qu'il n'est pas méconnu, dans l'espèce, que les bêtes à laine trouvées pâturant en délit dans un bois de l'Etat, sous la garde de Fabre fils, appartenaient à Fabre père; que dès lors ce dernier devait être déclaré responsable, non-seulement du dommage occasionné par ses bestiaux, mais encore de l'amende encourue par le délit de son fils; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en restreignant la responsabilité qu'il a prononcée contre Fabre père aux dommages et dépens, a contrevenu formellement à l'art. 10 précité du titre 32 de l'ordonnance de 1669; — Casse, etc.

Du 6 avril 1820. — Sect. crim. — Prés, M. Barris. — Rapp., M. Bazire. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1° BOISSONS. — EXPÉDITION. — VAISSEAU.

2° CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — INTENTION CRIMINELLE.

1° Le délit de boissons chez lequel il a été trouvé un quartaut de vin dont il ne peut représenter l'expédition, est en contravention, soit à raison du défaut d'expédition, soit parce que le vaisseau employé est d'une contenance inférieure à un hectolitre. (L. du 28 avril 1816, art. 6, 53 et 54.)

2° Lorsque des faits matériels sont constatés par un procès-verbal régulier des employés de la régie, le tribunal correctionnel ne peut que vérifier si ces faits constituent une contravention prévue par la loi, et en cas d'affirmative prononcer les peines: il ne lui appartient pas d'entrer dans l'examen de la moralité des faits constatés et de décider s'ils sont exempts de fraude (2).

(Contrib. indir. — C. Robelin.)

Du 6 avril 1820. — Sect. crim. — Prés, M. Barris. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

ENFANT ADULTÉRIN. — RECONNAISSANCE. — ALIMENTS. — PATERNITÉ (RECHERCHE DE).

La reconnaissance d'un enfant naturel par un père dans des lettres missives qui impriment à cet enfant le caractère d'enfant adultérin, ne peut avoir aucun effet en faveur de l'enfant, même pour lui faire obtenir des aliments (3).

La demande en vérification des lettres attribuées au père et constatant la filiation adultérine de l'enfant, est non recevable en tant qu'elle a pour objet d'obtenir une reconnaissance de paternité prohibée par la loi. (Cod. civ., 335, 340, 362, 762 et 763.)

(Dios — C. Ramet.)

Henri Alexandre Justin est inscrit sur les registres de l'état civil de la ville de Toulouse, comme né le 21 sept. 1813, de la dame Dissi et

(1 et 2) L'art. 10, tit. 32 de l'ord. de 1669 était ainsi conçu: « Les bestiaux trouvés en délit, ou hors des routes et chemins désignés, seront pareillement confisqués; et où les bêtes ne pourraient être saisies, les propriétaires seront condamnés à l'amende, qui sera... de trois livres par mouton ou brebis, le double pour les autres fois, et, pour la troisième fois, le quadruple de l'amende, bannissement des forêts contre les pâtres et autres gardes et conducteurs, desquels, en tous cas, les maîtres, pères, chefs de famille, propriétaires, fermiers, locataires, demeureront civilement responsables. » Il résulte évidemment de ce texte, 1° que les propriétaires des bestiaux sont personnellement condamnés à

l'amende; 2° que ces propriétaires sont en même temps ainsi que les maîtres, pères, chefs de famille, fermiers et locataires civilement responsables du fait de leurs pâtres et gardes. Il ne faudrait donc pas voir dans cette hypothèse, une extension du principe de la responsabilité légale. Dans le premier cas, la condamnation est directe, le délit personnel; dans la seconde, la règle de la responsabilité ne trouve aucune extension. — V. dans le même sens, Cass. 21 sept. 1820. »

(2) F. conf., Cass. 8 fév. 1810, et la note; 15 fév. 1811; 31 mai 1822; 11 fév. et 10 déc. 1825.

(3) F. en ce sens, Cass. 11 nov. 1819, et la note.

d'un père inconnu. — Cependant, dans différentes lettres écrites par le général Ramel à la dame Diosi, en 1813, ce général se reconnaît pour le père d'Henri Alexandre Justin. Notamment dans une lettre du 24 oct. de la même année, il écrivait à la dame Diosi : « Je savais que tu étais heureusement accouchée d'un garçon que je reconnais bien pour mon fils ; mais consulte ou fais consulter un homme de loi, et on te répondra qu'en le reconnaissant publiquement devant les autorités, je me ferais toute voie à le nommer dans mon testament, et ne pourrais rien lui donner : je ne t'en impose pas ; je ferai à cet égard tout ce qui te sera agréable, j'aime autant que toi notre petit Alexandre. » — Le général Ramel était en effet engagé dans les liens d'un mariage en France, à l'époque où ses liaisons avaient commencé, en Italie, avec la dame Diosi ; pendant qui était né de ce commerce ne pouvait donc être avoué que comme fruit de l'adultère.

Toutefois, après l'événement fatal qui termina la vie du général Ramel à Toulouse, en 1815, la dame Diosi n'en crut pas moins devoir faire usage des lettres qu'elle avait en sa possession ; elle les produisit aux héritiers du général, pour en obtenir une pension alimentaire en faveur de son fils.

Sur le refus de ces héritiers de reconnaître formellement les lettres de leur auteur, la dame Diosi forme contre eux, le 5 juil. 1817, et en qualité de tutrice légale d'Henri Alexandre Justin, une demande alimentaire de 1,200 fr. de pension, ou le paiement d'une somme de 24,000 francs en capital ; subsidiairement, elle conclut à ce que la vérification soit ordonnée des lettres missives, par lesquelles le général Ramel s'était reconnu le père du mineur Alexandre.

Le 31 mars 1818, intervient, sur cette demande, jugement du tribunal civil de Cahors, lequel : « Considérant que la reconnaissance d'un enfant adultérin est contraire aux bonnes mœurs et se trouve formellement prohibée par l'art. 335 du Code civ. ; considérant d'ailleurs que la vérification des lettres attribuées au général Ramel ne pourrait avoir lieu sans admettre une recherche de paternité prohibée par les art. 340 et 342 du Code civ. — Rejette les demandes tant principales que subsidiaires de la dame Diosi. »

La dame Diosi a interjeté appel de ce jugement, et le 17 juil. 1818, est intervenu arrêt de la Cour royale d'Agen, qui confirme, en adoptant les motifs des premiers juges.

POURVOI en cassation par la dame Diosi : — 1^o pour fausse application de l'art. 335 du Code civ., qui prohibe la reconnaissance des enfans adultérins, et violation des art. 762 et 763 du même Code qui néanmoins leur accorde des alimens ; en ce que la Cour d'Agen a refusé d'admettre la preuve de la filiation du mineur Alexandre, alors que cette preuve n'avait d'autre objet qu'une simple demande alimentaire.

2^o pour fausse application des art. 340 et 342 du Code civ., qui interdisent la recherche de la paternité, notamment dans le cas d'une naissance adultérine ; en ce que la Cour d'Agen, sous prétexte qu'il s'agissait pour le mineur Alexandre de se livrer à la recherche de cette paternité, avait rejeté sa demande en vérification des lettres missives du général Ramel, laquelle demande ne tendait nullement à la recherche d'une paternité déjà reconnue, mais avait uniquement pour objet de faire reconnaître purement et simplement la vérité de lettres produites, afin d'être maintenu dans la qualité et les droits qu'elles lui donnaient comme fils du général Ramel.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 334, 335, 340 et 342 du Code civ. ; — Attendu que la demande de Thérèse Diosi, en reconnaissance de signatures apposées au bas des lettres missives attribuées au général Ramel, tendait évidemment et uniquement à faire autoriser une recherche de paternité et à obtenir une reconnaissance de paternité également interdites par les art. 335, 340 et 342 du Code civ. ; qu'ainsi ce premier chef de conclusion était, d'après les art. cités, non recevable et mal fondé ;

Attendu que la demande de la dame Diosi, en paiement d'une pension alimentaire, ou d'une somme de 24,000 fr. à titre d'alimens, au profit d'Henri-Alexandre Justin, son fils, n'ayant d'autre fondement que cette prétendue reconnaissance inadmissible en la forme et au fond, et n'en étant que la conséquence, n'a pu être accueillie plus favorablement ; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en confirmant le jugement de première instance, qui a rejeté les deux chefs de conclusions, n'a fait qu'une juste application des articles cités ; — Attendu que l'art. 762 du même Code n'accorde aux enfans naturels de droits sur les successions de leurs père et mère, et d'alimens aux enfans adultérins et incestueux que lorsqu'ils ont été légalement reconnus au cas prévu par l'art. 340, ce qui ne se rencontre point dans l'espèce ; qu'en un mot, il serait absurde de supposer que la loi eût voulu donner une action en paiement d'alimens contre un individu qui n'est et ne peut être qualifié père ; — Rejette, etc.

Du 6 avril 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Lasaudade. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Naylies.

JURY (Déclaration du). — COUPS ET BLESSURES. — MEURTRE.

Pour qu'il y ait lieu à l'application des peines du meurtre, à raison de coups et blessures suivis de la mort de celui qui les a reçus, il ne suffit pas que le jury déclare que les coups et blessures ont été la cause de la mort ; il faut encore qu'il constate que la mort a eu lieu dans les quarante jours. (Cod. pén., § 2.) (1)

(Vigoureux.) — ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'art. 110 du Code d'inst. crim. ; — Vu aussi l'art. 231 du Code pén. ; — Attendu que la question soumise au jury dans les débats tenus contre Vigoureux, demandeur en cassation, ne lui présentait pas à décider si les blessures qui avaient eût l'effet des violences exercées envers Boissin, garde champêtre, étaient du nombre de celles qui portent le caractère de meurtre, ainsi qu'il est prévu par l'art. 233 du Code pén. ; — Que le jury n'a donc pas eu à délibérer et n'a pas délibéré, en effet, sur cette circonstance ; que la question a été restreinte, ainsi que le résumé de l'acte d'accusation, aux circonstances de l'art. 231, dont la réunion est nécessaire pour donner lieu à la peine de mort prononcée par cet article ; — Qu'il a été demandé au jury si le demandeur était coupable d'avoir exercé contre Boissin, garde champêtre, des violences qui eussent été cause d'effusion de sang, blessures ou maladie ; si ces violences avaient été exercées contre ledit Boissin pendant qu'il remplissait les devoirs de son ministère ou à cette occasion ; et si la mort dudit Boissin s'en était suivie dans les 40 jours ; — Que le jury n'a pas répondu à cette question par une délibération générale qui en renfermât

(1) V. sur ce point et dans le même sens, Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pén.*, t. 4, p. 400.

toutes les circonstances ; — Qu'il a fait sur chacune de ces circonstances une réponse particulière ; mais qu'en décidant que la mort dudit Boissin avait été la suite des blessures à lui faites par le demandeur, il n'a point décidé, ainsi qu'il lui avait été demandé dans la question, si cette mort était survenue dans les 40 jours ; — Que cette circonstance particulière était néanmoins nécessaire pour que la peine de mort fût encourue par le demandeur ; — Qu'il aurait été du devoir de la Cour d'assises de renvoyer le jury pour qu'il complût sa réponse ; mais que, sans ordonner ce renvoi, et sur la réponse du jury, telle qu'elle avait été rédigée, cette Cour a prononcé la peine de mort contre le demandeur ; en quoi elle a fait une fautive application de l'art. 231 du Code pén. ; — Casse, etc.

Du 6 avril 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Giraud. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1^o et 2^o PRESCRIPTION. — CONTUMACE. — ACTION PUBLIQUE.

3^o COUR D'ASSISES. — ARRÊT. — LOI (CITATION DE LA).

1^o La condamnation prononcée contre un accusé contumax arrête le cours de la prescription de l'action publique, et lui en ôte entièrement le bénéfice (1).

2^o La prescription de l'action publique est suspendue par l'arrêt de condamnation par contumace, lors même que cette condamnation se trouverait entachée de quelque irrégularité (2).

3^o Il suffit que l'arrêt d'une Cour d'assises qui prononce une condamnation à la peine de mort, contienne la citation de la loi en vertu de laquelle la peine de mort est appliquée ; il n'est pas également nécessaire, à peine de nullité, qu'il contienne l'indication des articles de loi en vertu desquels il est fait application au condamné des peines accessoires qui sont la conséquence de la condamnation à mort. (Benedetti.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim. ; — Vu aussi les art. 40 et 476 du Code du 3 brum. an 4 ; — Considérant qu'aux termes dudit art. 40, la prescription par le laps de six années, à compter du jour où le crime a été connu et légalement constaté, n'est acquise au prévenu que lorsque, dans cet intervalle, il n'a pas été condamné par contumace ; — Que la loi n'ayant apporté aucune modification à cette condition, il s'ensuit nécessairement que la condamnation prononcée contre un accusé contumax arrête le cours de la prescription, et lui en ôte entièrement le bénéfice ;

Que cet effet de la condamnation par contumace, est produit par cela seul qu'elle a existé ; qu'elle ne peut dépendre de la régularité de ses formes, puisque, d'après l'art. 476 précité, le jugement rendu et les procédures faites contre le contumax depuis l'ordonnance de prise de corps sont valables de plein droit par sa mise en arrestation forcée ou volontaire, et que conséquemment la validité de ces procédures et jugement n'est plus susceptible d'aucun examen ;

Considérant que, par arrêt rendu par contu-

mace le 23 avr. 1807, la Cour de justice criminelle et spéciale du département du Golo a condamné à la peine de mort lesdits Benedetti et Orsini, comme coupables des deux assassinats sus-mencionnés ; mais qu'à l'époque de cet arrêt, les six années requises par ledit art. 40 n'étaient point écoulées ; que dès lors la prescription a été interrompue, et son effet totalement anéanti ; — Que les prévenus ne pouvaient donc plus s'en prévaloir, ni la Cour de justice criminelle examiner la régularité des formes tant de l'arrêt de contumace du 23 avr. 1807, que de l'ordonnance de se représenter, du 30 juill. 1806 ; — Qu'elle a annulé cette ordonnance pour défaut d'affiche à la porte du domicile des accusés ; et qu'à l'égard de l'arrêt de contumace, elle l'a déclaré nul par contravention à l'art. 437 du Code du 3 brum. an 4, comme ne contenant point le texte du Code pén. de 1791, portant que « tout condamné à la peine de mort sera conduit au lieu de l'exécution revêtu d'une chemise rouge ; — Que cette décision contient en même temps une violation expresse desdits art. 10 et 476 du Code du 3 brum. an 4, et une fautive application, tant de l'art. 437 du même Code que de la disposition précitée du Code pén. de 1791, 1^o parce que ledit art. 437 n'est pas prescrit à peine de nullité ; 2^o parce que l'arrêt de contumace contient le texte du Code pénal, qui applique la peine de mort au crime de l'assassinat, qui est la véritable disposition pénale, relative à la chemise rouge n'étant qu'un mode d'exécution et une conséquence nécessaire de la condamnation ; 3^o parce que ce mode d'exécution ne peut s'appliquer à la condamnation par contumace, qui doit toujours demeurer sans effet dans les seuls deux cas possibles de l'arrestation du condamné et de la prescription de la peine ; — Casse, etc.

Du 7 avr. 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Bunschop. — Pl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

DOMAINES NATIONAUX. — ACQUÉREURS. — OBLIGATION NATURELLE. — LÉSION.

Des juges ne peuvent, sans violer la loi, décider que des acquéreurs de biens d'émigrés sont tenus, par une obligation naturelle, envers l'ancien propriétaire dépossédé, soit à restituer les biens, soit à les céder, au cas de revente, pour un prix moindre que la prix réel. (Charte const., art. 9.) (3)

L'action en rescision pour lésion d'outre moitié, est ouverte par le Code civil (art. 1674), pour le cas de revente de biens d'émigrés acquis par adjudication nationale ; encore même que la revente soit faite au profit de la famille spoliée par confiscation. (Cod. civ., 1674 ; L. du 2 prair. an 7.) (4)

(Chaylan et consorts. — C. d'Éguilles.)

Le 2 août 1815, les sieurs Anastai et Chaylan vendent ou revendent au sieur d'Éguilles sis une portion des terres qu'ils avaient achetées en 1792 et 1793, par adjudication nationale, à la suite de confiscation pour émigration du grand-père du sieur d'Éguilles. — 3 août, autre vente par Gallicien et Dame. — Il est reconnu que les biens ainsi vendus ou revendus produisent un revenu de 1279 fr. ;

(1) V. dans la même sens, Cass. 7 frim. an 8, et la note ; 17 janv. 1829 ; 6 mars 1835 ; 1^o fév. 1839, et 23 juin 1840. V. aussi Mangin Action pub., t. 2, n^o 340. En ce cas, il ne peut y avoir de prescription qu'à l'égard de la peine encourue.

(2) V. Conf., Cass. 8 juin 1809, et nos observations.

(3) V. néanmoins trois arrêts de la Cour de cassation des 3 déc. 1813, 21 nov. 1821, 25 juill. 1832, et un arrêt de la Cour d'Aix du 22 avril 1828, lesquels il résulte que de telles transactions ont pu être sanctionnées par les tribunaux.

(4) V. en ce sens, Bourges, 27 fr. 1810. — En sens contraire, Cass. 11 mess. an 9 et 22 brum. an 10.

qu'au denier 30 ils vaudraient près de 40,000 fr.; qu'en descendant au denier 20, ils vaudraient encore 25,000 fr.; que cependant ils furent vendus au reventu pour le prix de 7,200 fr.

Quelle fut la cause de cette énorme différence dans le prix vénal et le prix de la vente?—Selon l'émigré, ou son représentant, ce fut le cri de la conscience prescrivant une restitution; ou le cri de l'humanité ou commisération, prescrivant une libéralité envers des victimes de l'orage révolutionnaire. — Mais selon les vendeurs ou raven-
deurs, la cause était tout autre, et c'était rien moins qu'une série de persécutions, de violences. —D'ailleurs, et indépendamment de toute violence, les revendeurs crurent avoir une cause de rescision dans l'ivileté du prix. —Ainsi, les vendeurs ou revendeurs, Chaylan et consorts, intentent action, à fin de nullité pour cause de violence, ou à fin de rescision, pour cause de lésion. — Dans leurs conclusions ils présentent les actes de vente comme infectés de simulation, en ce qu'ils ne sont réellement que des restitutions forcées. — Ils demandent à prouver les faits suivants :

1° Qu'on avait affecté de répandre à Egulles de faux bruits tendant à persuader l'imminente dé-
possession des acquéreurs de biens nationaux; 2° Que divers individus, au nombre desquels se trouvait le fermier actuel des biens rachetés par le sieur d'Egualles, avaient souvent menacé divers acquéreurs ou leurs familles d'être poursuivis et molestés, tant qu'ils ne rendraient pas les biens dont il s'agit; 3° Qu'un détachement de 200 hommes de la garde nationale de Marseille, s'étant porté, le 15 juill. 1815, à Egulles, où l'on compte environ six cents chefs de famille, il en fut logé jusqu'à quatre à cinq à la fois chez divers acquéreurs des biens du sieur d'Egualles, avec ordre de leur fournir la nourriture; 4° Que le même jour, le détachement, en exécution des ordres qu'il avait reçus, y procéda à l'arrestation de cinq individus, dont quatre étaient du nombre des acquéreurs des biens du sieur d'Egualles; 5° Que François Paly parvint à s'échapper, et que les quatre autres, menés d'abord au corps-de-garde, furent traduits le même jour dans les prisons d'Aix, malgré les instances de leurs familles, auxquelles il fut répondu qu'ils ne seraient relâchés qu'autant qu'ils rendraient les biens; 6° Que la force armée reprit d'Egualles le même jour; 7° Que, le 2 août suivant, époque à laquelle aucune rétrocession n'avait été consentie, il fut fait des réquisitions de paille dirigées contre douze personnes seulement, dont la majeure partie était des acquéreurs des biens du sieur d'Egualles; 8° Que le 6 du même mois, il fut requis quinze charges de blé sur dix-huit particuliers, dont onze acquéreurs de biens nationaux furent tenus d'en fournir huit et demie, et que ceux des acquéreurs qui avaient déjà rétrocedé, les 3 et 4 dudit mois, ne furent pas compris dans cette réquisition; 9° Que, lorsque quelques-uns d'entre eux réclamèrent contre cette répartition affectée, il leur fut répondu qu'ils seraient ainsi traités tant qu'ils ne rendraient pas les biens; 10° Que les prix appa-
rents stipulés dans les actes sont de beaucoup inférieurs à la valeur réelle des biens; 11° Et, au besoin, que les ventes sont infectées d'une lésion du plus de sept douzièmes.

Le sieur d'Egualles nia les faits, et réfut leurs conséquences, en ce qui touche la violence. — Quant à la lésion, il prétendit que la cause sortait des circonstances ordinaires, qu'il y avait ici un motif de moralité, d'honneur, de justice naturelle, qui obligeait les acquéreurs, soit à restituer purement et simplement, soit à recevoir moins au cas de rétrocession.

22 mai 1816. — Jugement du tribunal civil d'Aix, qui rejette la demande, en ce qu'il n'y a pas preuve de violence, en ce qu'il n'y a pas simulation prohibée; en ce qu'au total les acquéreurs n'ayant fait, en recevant un prix moindre, que remplir une obligation naturelle, ils sont non recevables à intenter l'action en rescision pour lésion.

Voici au surplus le texte du jugement. — « Considérant, est-il dit, quant à la simulation, qu'il est de principe que les parties contractantes sont non recevables à la proposer, et qu'il suffit qu'elles aient capacité de s'obliger pour qu'elles soient tenues de respecter leur engagement, sauf les droits légitimes des tiers; que d'ailleurs ce moyen implique, dans l'hypothèse, avec celui de la violence, puisqu'il n'en est que le résultat, si elle est prouvée, et que s'il n'y a pas eu violence, la simulation est nécessairement sans objet; — Considérant que les mêmes motifs s'appliquent à la lésion, parce qu'il ne s'agit pas de ventes ordinaires entre particuliers, mais de reventes faites par des acquéreurs de biens nationaux en faveur du propriétaire d'origine, injustement dépossédé; que les défendeurs eux-mêmes ont soutenu, dans leur premier mémoire imprimé, que les actes dont il s'agit n'ont que l'apparence de contrats de vente, et qu'ils ne sont en réalité que des rétrocessions en faveur du représentant de l'ancien propriétaire; qu'alors les sieurs Chaylan et consorts, s'ils n'ont pas été contraints à souscrire les actes dont il s'agit, doivent être considérés comme ayant voulu acquiescer une dette purement naturelle envers le petit-fils de M. le président d'Egualles, et ne sont point par là même recevables à se prévaloir du ce que leur adversaire ayant répudié la succession de son aïeul, n'est point, aux yeux de la loi civile, le légitime représentant du propriétaire originaire des biens rétrocedés; que, d'après l'art. 1235 du Code civ., la répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées, qu'il ne s'agit point dès lors d'examiner quelle est la valeur réelle des biens rétrocedés; mais seulement de décider si les actes de rétrocession ont été le résultat de la contrainte ou d'une volonté libre. — Considérant, sur la violence, quelle n'est admise d'après la loi, comme moyen de rescision, que lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent, eu égard à l'âge, au sexe et à la condition des personnes; que les actes dont il s'agit n'ayant pas été attaqués dans leur substance, et les circonstances extérieures desquelles on voudrait faire résulter la violence n'étant point prouvées, il faut apprécier ces circonstances et examiner si la preuve offerte est concluante et admissible, etc. »

Sur l'appel, le jugement fut confirmé, avec adoption de ses motifs, par arrêt de la Cour royale d'Aix, du 11 juill. 1817.

Pourvoi en cassation de la part de Chaylan et consorts, pour contravention à l'art. 1074 du Code civ., qui autorise l'action en rescision, pour lésion d'autre moitié.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR. — Vu l'art. 9 de la Charte constitutionnelle, et les art. 1674 et 1235 du Code civ.; — Attendu, que les lois du 19 floréal de l'an 6 et 2 prairial de l'an 7 n'étaient que des lois temporaires, et dont l'autorité a cessé avec les circonstances pour lesquelles elles étaient faites; — Attendu qu'en retablissant l'action rescissive pour lésion dans les ventes d'immeubles, le Code civil n'a fait aucune distinction entre les ventes

de biens nationaux et celles de biens de toute autre origine; que si, lors de la discussion de ce Code, il a été parlé des ventes de biens nationaux comme inaccessibles à cette action rescissive, ce n'est que des premières ventes faites par l'Etat et dans les formes solennelles que la loi avait prescrites qu'il était question, et non des reventes de ces biens intervenues entre particuliers; — Attendu que la Cour royale d'Aix a reconnu de véritables ventes dans les actes attaqués, puisque, d'une part, elle a reconnu qu'ils avaient tous les caractères extrinsèques de ce contrat, et que, de l'autre, elle a invoqué elle-même, dans l'un des motifs qu'elle a adoptés, le principe que les parties contractantes ne sont point recevables à arguer de simulation les actes qu'elles ont consentis; — Attendu qu'elle ne s'est déterminée à maintenir ceux dont il s'agit, que parce qu'elle a jugé que les reventes de biens nationaux faites en faveur de l'ancien propriétaire ou de ses représentants, devaient être régies par des lois différentes de celles qui régissent les ventes ordinaires, et que les rétrocessions de ces biens n'étaient qu'un acquittement d'une obligation naturelle; — Attendu qu'en portant une telle décision, cette Cour a formellement violé les art. ci-dessus cités de la Charte constitutionnelle et du Code civ., et fausement appliqué l'art. 1235 du même Code; — Casse, etc.

Du 11 avril 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Trinquet. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Odilon Barrot.

1^o DÉPENS. — DISTRACTION. — APPEL.

2^o RÉFÉRÉ. — DERNIER RECOURS.

3^o AVOUÉ. — DÉPENS. — DISTRACTION. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1^o Les avoués n'ont, pour les dépens dont ils obtiennent distraction, d'autres droits que ceux de leurs clients. — L'appel qui sursoit à l'exécution du jugement dans sa disposition principale, opère le même sursois dans la disposition relative aux dépens dont distraction est ordonnée. (Cod. proc. civ., 133.) (1)

2^o Une ordonnance de référé qui statue sur des difficultés relatives à l'exécution d'une condamnation de dépens, est susceptible d'appel, bien que les dépens ne s'élèvent pas à 1000 fr. si le jugement qui a prononcé la condamnation n'est pas de dernier ressort. (2)

3^o L'avoué qui poursuit le paiement de dépens dont il a obtenu distraction, agit comme officier ministériel; et comme tel, est passible des dommages-intérêts pour actes nuls et frustratoires, aux termes de l'art. 1031, Cod. proc. civ.; si, par exemple, il a poursuivi l'exécution nonobstant un appel.

Les juges d'appel peuvent prononcer définitivement sur ces dommages-intérêts, bien qu'ils ne soient saisis que par l'appel d'une ordonnance de référé qui n'avait eu à statuer provisoirement que sur le mérite des poursuites d'exécution dirigées par l'avoué. (Cod. proc. civ., 806.)

(Héritiers Etignard — C. la veuve Bourceret et consorts.)

Le 27 mars 1817, un jugement est rendu en faveur des sieur et dame Dupré, contre les héritiers Bourceret; et ce même jugement ordonne, au profit de M. Etignard, avoué des sieur et dame

Dupré, la distraction des dépens dont il avait fait l'avance.

Les héritiers Bourceret ont interjeté appel du jugement rendu à leur préjudice. — M. Etignard, sans attendre le résultat de cet appel, n'en a pas moins cru devoir poursuivre contre eux, l'exécution de dépens qu'il avait obtenu; il a prétendu que ses clients, les sieur et dame Dupré, avaient manifesté l'intention de transiger avec les héritiers Bourceret, et en opérant cette transaction au moyen d'un arrêt infirmatif du jugement de première instance, de le frustrer, lui Etignard, du bénéfice de la distraction de dépens qui lui avait été accordée.

Les héritiers Bourceret ont formé opposition aux poursuites de M. Etignard, et l'ont assigné en référé, pour voir dire : qu'attendu qu'ils avaient interjeté appel du jugement du 27 mars 1817, portant distraction en sa faveur, et que cet appel était suspensif pour les dépens comme pour le principal, il serait tenu de discontinuer ses poursuites.

12 mars 1818, ordonnance du juge, qui, en égard aux faits de collusion articulés par M. Etignard, autorise la continuation des poursuites par lui commencées.

En conséquence de cette ordonnance, M. Etignard fait procéder contre les héritiers Bourceret à une saisie de leurs meubles.

Appel par les héritiers Bourceret devant la Cour royale de Bourges, ils concluent à l'infirmité de l'ordonnance rendue le 12 mars 1818, et à des dommages-intérêts contre l'avoué en raison de sa saisie.

M. Etignard soutient de son côté, l'appel non recevable, en ce qu'il s'agit d'une condamnation de dépens inférieurs à 1000 francs, qui, bien que prononcée par une ordonnance de référé, n'en est pas moins en dernier ressort, aux termes de l'art. 809 du Code de proc. civ.; au fond il soutient l'appel des héritiers Bourceret mal fondé. 20 avril 1818, arrêt qui statue en ces termes :

« Considérant que la fin de non-recevoir est tirée ... de ce que l'intérêt sur lequel le juge a statué en référé ne s'élève pas à 1000 francs, son ordonnance est en dernier ressort; mais qu'un jugement est indivisible; que celui du 27 mars a prononcé des condamnations qui excèdent 1000 fr., et que les dépens suivent le sort du principal; considérant que, par l'abus le plus coupable, l'avoué a fait saisir les meubles au préjudice de l'appel du jugement du 27 mars, et qu'il est nécessairement responsable du tort que des poursuites aussi vexatoires ont pu causer à la veuve Bourceret dans sa fortune, son bonheur et son crédit; — Par ces motifs, a mis et met l'ordonnance de référé au néant; déclare nulles et vexatoires les poursuites faites par l'avoué Etignard depuis l'appel du jugement du 27 mars; en fait péine et entière mainlevée; le condamne aux dommages-intérêts de la veuve et héritiers Bourceret, à donner par déclaration, et en tous les dépens faits sur le référé et en la Cour. »

POURVOI en cassation par les héritiers Etignard. Ils ont proposé deux moyens principaux, dont chacun se divisait en deux branches.

Les deux branches du premier moyen reposaient sur cette idée que l'avoué qui obtient une distraction de dépens, a, pour ces dépens distraits, une action toute particulière, indépendante des suites du procès; que ses droits sont désormais à part des intérêts et des droits du

(1) V. sur ce point, et par analogie, Cass. 8 janv. 1841, et la note.

(2) V. conf., Turin, 19 août 1807, les observa-

tions qui accompagnent cet arrêt et les autorités qui y sont indiquées. — *Adde*, un arrêt de la Cour royale de Paris du 31 oct. 1841.

client, — De ce principe, on tirait cette première conséquence, que l'appel émis par les héritiers Bourceret n'avait pas remis en question la distraction des dépens, comme il avait remis en question le litige principal, pendant avec les sieur et dame Dupré. — De là il s'ensuivait qu'à son égard, l'appel n'avait pas été suspensif; que la saisie pratiquée par lui n'avait pas été abusive, qu'ainsi elle n'avait pu être déclarée nulle et tortionnaire. — Le même principe conduisait les demandeurs à cette autre conséquence, que la valeur de l'instance en référé étant moindre de 1000 fr., et étant indépendante de la contestation principale, avait dû être jugée en dernier ressort par le juge de référé, aux termes de l'article 809 du Code de proc.; d'où il suivait que la Cour d'appel aurait dû accueillir la fin de non-recevoir prise sur la chose jugée. — Les demandeurs insistent sur cette idée fondamentale, que, sur la matière de la distraction des dépens, existent des règles spéciales, d'après lesquelles l'avoué n'est exposé ni à compensation ni à restitution pour obligations de son client. — Il rappelait que cet usage était indispensable afin d'assurer aux indigents le ministère des avoués, pour des causes fondées en loi ou en équité; on citait *Pothier, Traité du mandat*, n° 135, qui assimile la distraction à un transport.

Le deuxième moyen de cassation proposé par les demandeurs, résultait de la fautive application de l'art. 1031 du même Code de proc. et de la violation de l'art. 806 du même Code. — Ce moyen se divisait aussi en deux branches : — 1° Fausse application de l'art. 1031 du Code de proc. portant que « les procédures et les actes nuls ou frustratoires... seront à la charge des officiers ministériels qui les auront faits, lesquels, suivant l'exigence des cas, seront en outre passibles de dommages-intérêts de la partie, etc. », en ce que cet art. en vertu duquel la Cour royale de Bourges avait cru devoir condamner M^r Etignard à des dommages-intérêts envers les héritiers Bourceret, ne peut avoir et n'a effectivement pour objet que de réprimer les abus que pourraient commettre des officiers ministériels sous la nom de leurs clients, mais ne s'applique nullement au cas où un officier ministériel n'a agi, comme dans l'espèce, que pour son propre compte, dans son seul intérêt et sous son propre et privé nom. — Dans l'espèce M^r Etignard était partie; il poursuivait en son nom l'exécution de dépens qu'il avait obtenus, et il devait le faire sans attendre l'événement de l'appel interjeté par les héritiers Bourceret, s'il ne voulait pas courir le risque d'être frustré du bénéfice de la distraction ordonnée à son profit. Donc M^r Etignard agissant, non comme officier ministériel, mais comme tout autre particulier dans sa propre affaire, ne pouvait être condamné à des dépens ou dommages-intérêts pour avoir fait des diligences qu'il était dans son intérêt de faire, alors surtout qu'il avait à craindre la collusion de sa partie pour le priver du recouvrement de ses avances. — 2° Violation de l'article 806 du Code de proc., portant qu'il n'y a lieu à référé que dans les cas d'urgence; en ce que la Cour royale de Bourges avait prononcé des dommages-intérêts sur l'appel d'une simple ordonnance de référé, où il s'agissait d'un prétendu délit ou quasi-délit, donnant lieu nécessairement à un jugement ordinaire, qui devait être rendu en grande connaissance de cause et par un nombre suffisant de magistrats. Le juge, disait-on,

qui n'a d'autre droit que d'ordonner des mesures provisoires, en cas d'urgence, et par la raison précisément qu'il n'aurait pas le temps d'apprécier les motifs d'une condamnation définitive, ne peut évidemment prononcer une condamnation à des dommages-intérêts; les juges d'une Cour royale sur l'appel d'une semblable ordonnance, ne peuvent donc non plus prononcer des dommages-intérêts qui auraient dû faire l'objet, en première instance, d'une demande par action principale. En prononçant dans l'espèce ces dommages-intérêts, sur l'appel d'une ordonnance de référé qui n'aurait pu y statuer elle-même, la Cour royale de Bourges a donc franchi les bornes de sa compétence, et viole soit l'art. 806 du Code de proc., soit la règle des deux degrés de juridiction.

AJOUT.

LA COUR : — Attendu que les dépens sont l'accessoire principal, qu'ainsi l'appel de la veuve Bourceret, du jugement du 27 mars 1817, étant recevable quant à ses dispositions principales, il l'était également quant aux dépens;

Attendu que l'avoué qui a obtenu à son profit une distraction de dépens, ne devient pas pour cela partie dans la cause; que son action est suspendue par l'appel du jugement qui l'a prononcée; qu'elle est subordonnée au sort de cet appel; qu'elle peut être anéantie par l'infirmité du jugement prononcé avec le client, sans que l'avoué puisse faire revivre l'instance d'appel en son nom;

Attendu que feu Etignard ayant fait procéder en son nom, par saisie-exécution, sur les meubles de la veuve Bourceret, c'était un cas d'urgence qui devait donner lieu au recours et à la voie du référé;

Attendu qu'il a été conclu devant la Cour royale de Bourges, et des dommages-intérêts contre feu Etignard, et que cette Cour étant compétente pour statuer sur l'appel de l'ordonnance de référé, elle l'était également pour prononcer sur les dommages-intérêts occasionnés pour l'exécution donnée à cette ordonnance; — Rejette, etc.

Du 12 avril 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Dunoyer. — Concl., M. Joubert, av. gen. — Pl., M. Isambert.

LÉGITIMATION. — ENFANT NATUREL. — LOI DE L'EPOQUE.

En matière de légitimation d'un enfant naturel né depuis la loi du 12 brum. an 2, et réclamant la succession d'un père décédé sous la même loi, le Code civil (art. 331) est la loi régulatrice, bien qu'aucune loi n'ait dit expressément que les légitimations antérieures au Code civil seraient réglées par ce Code: il s'agit alors de l'état d'un enfant naturel qui prétend avoir été élevé à l'état d'enfant légitime; et toute question relative à l'état d'enfant naturel doit être jugée selon le Code civil, aux termes de la loi du 14 flor. an 11 (1).

Du bien encore, l'enfant né sous la loi du 12 brum. an 2, qui se prétend fils naturel d'un père décédé aussi sous la loi du 12 brum. an 2, et qui prétend, de plus, avoir été légitimé par le mariage subsequent de son père avec sa mère, s'il peut invoquer les lois antérieures au Code civil, en ce qui touche les preuves et les effets de la légitimation, est renvoyé au Code civil par la loi transitoire du 14 flor.

a été maintenu par la Cour de cassation le 5 mai 1830.

(1) V. en ce sens. Nîmes, 15 juill. 1819. — Mais la question a été résolue en sens contraire par la Cour royale de Paris le 15 déc. 1834, dont l'arrêt est IX. — 1^{re} PARTIE.

an 11, en ce qui touche les preuves de sa filiation comme enfant naturel. (Cod. civ., 331 et 334.)

(Salomon — C. Salomon.)

10 pluv. an 3, mariage de Simon-Pierre Salomon, avec Louise Chapous, sa domestique. — 14 pluv. an 3, quatre jours après le mariage, décès de Simon-Pierre Salomon.

26 vent. an 3, procès-verbal constatant que les parents du défunt ont appelé Louise Chapous à la confection d'actes conservatoires, en qualité de veuve de Simon-Pierre Salomon premier, et de tutrice légale de Simon-Pierre Salomon second.

15 germ. an 3, Louise Chapous, veuve Salomon, présente son fils à l'officier de l'état civil; elle déclare que l'enfant est né le 26 frim. précédent, dans la maison de Simon-Pierre Salomon; quatre témoins attestent le fait; et l'enfant est inscrit sous le nom de Simon-Pierre Salomon. — Il est à remarquer que Louise Chapous ne dit pas que l'enfant soit le fils de feu Simon-Pierre Salomon, et qu'il ait été traité comme tel par son père, depuis le 26 frim. an 3, jusqu'au 14 pluv. an 3, jour du décès de Simon-Pierre Salomon; toutefois il paraît que c'était l'opinion commune dans la famille. — On voit dans un jugement du 6 flor. an 3, comme dans deux procès-verbaux du 15 germ. an 3, que la veuve Simon-Pierre Salomon premier était reconnue, des parents, comme tutrice légale de Simon-Pierre Salomon. — Néanmoins, et par acte du 23 vend. an 7, la veuve Simon-Pierre Salomon tit. avec les parents de feu son mari, un traité par lequel elle reconnaît que son fils n'a aucun droit dans la succession soit de son père, soit de son aïeul paternel. — Les choses sont restées longtemps dans cet état.

Simon-Pierre Salomon second, étant devenu majeur, a intenté contre la famille de son père une demande en déniement de la succession de son père et de son aïeul.

Les collatéraux lui ont opposé son défaut de qualité, en ce qu'il ne pouvait pas être fils légitime du défunt; en ce que même il ne pouvait pas être son fils naturel légalement reconnu.

Simon-Pierre Salomon second a prétendu qu'il était fils légitime à cause d'une légitimation par le mariage sub-sequent de son père avec sa mère. — Et pour établir le fait ou le droit de la légitimation, il a fait valoir des soins reçus à titre de paternité, une possession d'état et tous les actes judiciaires ou conventionnels relatifs à ces us.

Les collatéraux répondirent n'avoir jamais reconnu l'état de Simon-Pierre Salomon second comme fils légitime. — Ils rappelaient qu'au contraire ils avaient obligé sa mère à reconnaître que cet enfant n'avait aucun droit à la succession du défunt. — Au total, ils alléguèrent des soins reçus dans la famille du défunt pouvant acquiescer l'état d'enfant légitime.

Sur cette contestation, et le 16 juillet 1816, jugement du tribunal civil de Privas qui accueille la demande de Simon-Pierre Salomon second, et lui reconnaît tous les droits d'enfant légitime dans les successions de son père et de son aïeul: — Attendu que la cohabitation de Louise Chapous avec Simon-Pierre Salomon premier établit évidemment la filiation naturelle de Simon-Pierre Salomon second, en même temps qu'elle démontre leur fréquentation journalière et habituelle; que la paternité de Simon-Pierre Salomon premier résulte, soit de la déclaration faite par Louise Chapous dans l'acte de naissance de son enfant, jointe à celle exprimée dans l'acte extrajudiciaire qu'elle fit signifier à l'officier de l'état civil de la commune de Marcols le 10 flor. an 6; que cette paternité résulte en outre de la réponse de ce

fonctionnaire, rédacteur du même acte de naissance et de l'acte de célébration du mariage; qu'à ces preuves légales de filiation et de paternité viennent se réunir les circonstances que l'enfant a reçu le jour dans la maison de Simon-Pierre Salomon, et qu'il y a été nourri et élevé; qu'il résulte de tous les faits de la cause, et surtout du rapprochement qui existe entre l'époque de la naissance de Simon-Pierre Salomon, du 26 frim. an 3, et celle de la célébration du mariage de Louise Chapous avec Simon-Pierre Salomon premier, en date du 10 pluv. suivant, que celui-ci ne se déterminait à conférer à sa domestique le titre respectueux d'épouse que par la circonstance même de la naissance de son enfant, qu'il reconnaissait comme le fruit de ses œuvres, et qu'il voulait légitimer par mariage sub-sequent, en même temps qu'il réparait l'honneur de la mère; que, selon la jurisprudence antérieure au Code civil, la preuve de la fréquentation, jointe à la déclaration de la mère, suffisait pour établir la filiation, et que dans la cause présente, toutes les présomptions réunissent pour justifier la paternité de Simon-Pierre Salomon; que, d'après les lois qui régissaient l'état des personnes à l'époque de la naissance de Simon-Pierre Salomon second, la recherche de la paternité était admise, et que l'union légitime des père et mère entraînait avec elle la légitimation des enfants nés antérieurement au mariage; que la paternité de Simon-Pierre Salomon premier et la légitimité de son enfant ont été authentiquement reconnues par toute sa famille, et notamment par les défendeurs, même avant l'inscription de la naissance de Simon-Pierre Salomon second sur les registres de l'état civil, ainsi qu'il résulte des procès-verbaux tenus devant le juge de paix de Saint-Pierre-Ville, le 26 vent. an 3, et du jugement rendu le 6 flor. suivant par le tribunal de première instance, à raison des contestations élevées relativement à la succession de Jacques Salomon; que cet état du demandeur, ainsi formellement reconnu, forme des aveux judiciaires contre lesquels viennent s'élever toutes les attaques de la mauvaise foi; que cette légitimation est encore attestée par les voisins et amis de Simon-Pierre Salomon premier, ainsi que l'établit la délibération tenue devant le même juge de paix le 29 juillet 1814; — Considérant que l'acte du 23 vend. an 7 est l'ouvrage de la suggestion la plus honteuse, et que, bien loin de nuire à Simon-Pierre Salomon second, il indique les moyens odieux employés pour lui ravir son état et son nom; que cette déclaration de Louise Chapous est d'autant moins susceptible de faire foi, qu'elle est démentie par des actes authentiques, et que, d'ailleurs, les père et mère ne peuvent jamais détruire les reconnaissances qu'ils ont faites de leurs enfants; que, les dispositions retroactives de la loi du 17 niv. an 2 ayant été rapportées, le testament de Jacques Salomon (l'aïeul), du 22 août 1789, doit recevoir sa pleine et entière exécution; que ce testament, instituant Simon-Pierre Salomon premier pour héritier universel de son père, son fils légitime est investi de toute l'hérédité de Jacques Salomon, son aïeul.

Appel de la part des collatéraux. — Ils s'appliquèrent à soutenir que le jugement n'avait pu prendre en considération de prétendus soins donnés à titre de paternité; en ce que la loi du 12 brum. an 2 n'avait autorisée cette espèce de preuves que relativement aux enfants des pères décédés avant la loi. Ils soutenaient que l'intime ne pouvait invoquer les lois sur la légitimation par mariage sub-sequent, ni même les lois sur l'état des enfants naturels, puisque, avant tout, l'en-

fant naturel, comme l'enfant légitime, devait prouver qu'il avait été reconnu par acte authentique.

L'intimé reconnaissait qu'il en serait ainsi, d'après le Code civil; mais il soutenait que, dans l'espèce, la légitimation étant antérieure au Code civil, elle devait être réglée par les lois anciennes.

14 août 1817, arrêt de la Cour royale de Nîmes, qui confirme, en adoptant les motifs des premiers juges.

POURVOI en cassation de la part de Jean-Pierre Salomon et de la dame Dufour, frère et sœur de Simon-Pierre-Salomon premier, pour violation des art. 8 de la loi du 12 brum. an 2, 1^{er} de la loi transitoire du 14 flor. an 11, et 331 du Code civil. En fait, disaient les demandeurs, Simon-Pierre Salomon premier, prétendu père de Simon-Pierre Salomon second, n'a reconnu cet enfant, ni dans son acte de naissance, puisqu'il n'en a point été dressé de son vivant, ni dans son acte ou contrat de mariage avec Louise Chapous, ni dans aucun acte antérieur ou postérieur. Louise Chapous seule, après le décès de son mari, a reconnu, devant l'officier de l'état civil, Simon-Pierre Salomon second pour son fils; mais elle n'a pas même déclaré à ors (ce qui au reste eût été inutile) que Simon-Pierre Salomon premier fut son père. Ainsi, dans l'espèce, nulle reconnaissance de paternité en faveur de l'enfant naturel Simon-Pierre-Salomon. En droit, l'enfant naturel qui ne peut justifier d'une reconnaissance authentique de paternité, ne peut se prétendre légitime par le mariage subséquent de ses père et mère. Telle est la solution de la question du procès, soit qu'on la cherche dans la législation ancienne, dans la législation intermédiaire, ou dans le Code civil, qui est au reste la seule règle à suivre dans l'espèce. Ici les collatéraux prétendaient que la question avait son siège et sa règle uniquement dans l'art. 331 du Code civil, en ce que la cause présentait un enfant naturel soutenant qu'il avait été élevé à l'état d'enfant légitime ou légitimé par mariage subséquent : or, disaient-ils, l'art. 1^{er} de la loi du 14 flor. an 11, veut que les règles du Code civil, soient applicables à l'état et aux droits des enfants nés hors mariage, dont les pères et mères sont morts depuis la publication du 12 brum. an 2. Que s'il n'y avait pas exactitude rigoureuse à soutenir que le Code civil règle tout fait de légitimation antérieure, au moins faudrait-il reconnaître que, pour se dire légitime, en tant que fils d'un tel père, par mariage subséquent, il faut prouver cette filiation selon les règles établies par les lois de la matière. — Or, que l'enfant naturel choisisse au Code civil, art. 331, ou la loi du 14 flor. an 11, ou même la loi du 12 brum. an 2, art. 40, les seules applicables aux faits ou de sa naissance, ou du décès de son père, ou du procès actuel, il sera toujours vrai que sa filiation ne peut être établie sans un acte authentique. Le jugement confirmé s'est déterminé par le motif qu'il y avait eu des soins donnés à titre de paternité. — Et c'était le vœu de l'art. 8 de la loi du 12 brum. an 2 sur la filiation des enfants naturels; mais cette disposition n'était relative qu'au cas où il s'agissait d'enfants dont les pères étaient décédés avant la loi du 12 brum. an 2. A cet égard, la jurisprudence a été fixée dans le temps. — Quant aux enfants de pères décédés depuis la loi du 12 brum. an 2, leur sort a été réglé par la loi du 14 flor. an 11, qui les renvoie au Code civil, lequel exige une filiation prouvée par acte authentique. Il est vrai que l'art. 3 de la loi du 14 flor. an 11 porte que « les conventions et les jugemens passés en force

de chose jugée par lesquels l'état et les droits desdits enfants naturels auraient été réglés seront exécutés selon leur forme et teneur. » — Mais le jugement confirmé n'a constaté en fait, ni convention, ni chose jugée, qui attribuent à Simon-Pierre Salomon second, l'état d'enfant légitime ou légitimé de Simon-Pierre Salomon premier. Au total, et en un mot, l'état prétendu par Simon-Pierre Salomon second n'était justifié par aucun titre authentique, ni par le contrat de mariage de son père, ni par son acte de naissance, ni par aucune autre reconnaissance expresse. — Donc, il était repoussé par l'art. 331, et même par l'art. 334, ou même encore par la loi du 14 flor. an 11, art. 1^{er}, et par l'art. 10 de la loi du 12 brum. an 2. — Donc l'arrêt dénoncé a contrevenu à toutes ces lois.

Suivant le défendeur à la cassation, la légitimation, avec tous ses effets légaux, est une matière de notre droit, qui a été réglée par les lois anciennes, jusqu'à la publication du Code civil. — Or, nos lois anciennes voulaient que le mariage subséquent opérât la légitimation des enfants naturels qui avaient la possession de leur état d'enfant naturel avant le mariage, qui d'ailleurs pronvalent avoir reçu de leur père tous les soins de la paternité. — C'est sur ce principe que Simon-Pierre second établissait son droit ou justifiait l'arrêt; en ce que la possession d'état, et les soins à titre de paternité étaient constants dans la cause. — Le défendeur soutenait encore que, si l'on n'appliquait pas les lois anciennes à la cause, au moins fallait-il la juger d'après la loi du 14 flor. an 11, qui (art. 3) ne renvoie au Code civil que les enfants naturels dont l'état n'a pas été réglé ou par des jugemens ou par des conventions. — Ici l'enfant rappelait tous les actes de la famille qui avaient constamment reconnu à sa mère la qualité de tutrice légale de Simon-Pierre Salomon second, les actes judiciaires des héritiers Salomon les délibérations du conseil de famille qui ont suivi ces actes divers, équivalant à des conventions et à des jugemens, et élevant contre les héritiers Salomon une fin de non-recevoir insurmontable. — En vain ces héritiers, disait enfin le défendeur, objectent-ils qu'ils n'ont pas tous participé à ces reconnaissances de la qualité d'enfant légitime dans la personne de Simon-Pierre Salomon; les procédures ont été suivies par un avoué qui les représentait tous; aucun des actes qu'il a faits dans l'intérêt des cohéritiers n'a été désavoué; ces actes sont donc devenus propres à chacun d'eux. — Vainement enfin les héritiers Salomon objectent encore que les reconnaissances tacites qu'on leur oppose n'ont eu lieu que dans des instances qui n'avaient pas pour objet direct l'état du mineur Salomon; d'abord ces instances n'étaient pas entièrement étrangères à l'état du mineur, puisque dans tous les actes dont il excipe, il était appelé dans la personne de sa mère comme sa tutrice légale, pour la défense de ses droits; ensuite, en supposant même que ces actes n'eussent pas un rapport direct à l'état du mineur, quelle autre induction pouvait-on tirer des reconnaissances tacites qui y sont contenues, sinon que l'état du mineur Salomon était si bien établi, si avéré, si incontestable, que ses oncles et tante n'ont jamais cherché à le mettre en problème, si ce n'est au moment où ils se sont vus forcés de laisser jouir des avantages que lui donnait sa qualité d'enfant légitime...

M. l'avocat général Jourdieu a conclu à la cassation.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu les art. 1 et 3 de la loi du

14 flor. an 11 et l'art 331 du Code civ. — Attendu que Simon-Pierre Salomon est décédé le 14 pluv. an 3, et par conséquent dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la promulgation de la loi du 12 brumaire an 2 et la promulgation du Code civ.; que, d'après l'art. 1 de la loi du 14 flor. an 11, l'état et les droits des enfans nés hors mariage, dont les pères et mères sont morts dans ce temps intermédiaire, ont dû être réglés par le Code civ.; que cette loi n'a fait qu'appliquer aux enfans naturels dont les pères et mères étaient morts dans ce temps intermédiaire, la même règle déjà prescrite par l'art. 10 de la loi du 12 brum. an 2, à l'égard des enfans naturels dont les pères et mères seraient encore existans lors de la promulgation du Code civ.; que, suivant l'art. 331 de ce Code, pour que les enfans nés hors mariage soient légitimés par mariage subséquent de leurs pères et mères, il est impérieusement nécessaire que ceux-ci les aient reconnus avant leur mariage, ou dans l'acte même de célébration; que le défendeur à la cassation n'a été reconnu ni dans aucun acte antérieur au mariage de Simon-Pierre Salomon avec Louise Chapous, ni dans l'acte de célébration dudit mariage, du 10 pluv. an 3, qu'il reconnaît lui-même d'après son acte de naissance, en date du 25 germ. an 3, être né hors mariage; qu'il prétend néanmoins être devenu fils légitime de Simon-Pierre Salomon par l'effet du mariage subséquent dudit Salomon avec Louise Chapous; qu'il s'agissait par conséquent, dans la cause de l'état d'un enfant naturel, puisqu'on invoquait la légitimation par mariage subséquent; que, dès lors, dès que Simon-Pierre Salomon était décédé le 14 pluv. an 3, sans avoir jamais reconnu le défendeur à la cassation, l'état et les droits de ce dernier devaient être réglés par le Code civ.; que, sous ce rapport, la recherche de la paternité était interdite; que sous ce rapport encore, la légitimation n'aurait pu être que le résultat d'une reconnaissance faite dans un acte antérieur au mariage ou dans l'acte même de célébration; que les actes judiciaires, dont la Cour royale de Nîmes a induit que la famille Salomon avait reconnu, dans le défendeur à la cassation, la qualité de fils de Simon-Pierre Salomon, sont évidemment insuffisans pour lui conférer cette qualité, qu'il faut, en effet, d'après l'art. 3 de la loi du 14 flor. an 11, que l'état et les droits des enfans naturels aient été définitivement réglés par des conventions et des jugemens passés en force de chose jugée, pour que cet état et ces droits soient irrévocablement acquis; que les qualités données à Louise Chapous dans des exploits et dans des actes judiciaires relatifs à une instance où il ne s'agissait pas directement de l'état et des droits du défendeur, ne présentent pas un règlement définitif de cet état et de ces droits; qu'il résulte au contraire, et de l'arrêt attaqué et des aveux du défendeur, que, malgré les qualités données à Louise Chapous dans lesdits exploits, la famille Salomon s'est maintenue exclusivement en possession de la totalité des biens en litige, que, sous ces divers rapports, la Cour royale de Nîmes a violé les art. 1 et 3 de la loi du 14 flor. an 11, l'art. 10 de la loi du 12 brum. an 2, et l'art. 331 du Code civ. — Casse, etc.

Du 12 avril 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Jourde. — Pl. MM. Chauveau-Lagarde et Odilon Barrot.

1^o ORDRE PUBLIC. — CONVENTION.2^o LEGITIMITÉ. — ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE.

1^o Jusqu'à quel point les matières d'ordre public sont-elles insusceptibles de conventions dérogeant opérant action, ou exception? — La convention de ne pas requérir l'application d'une loi d'ordre public, quand cette convention concilie les intérêts de toutes parties, sans occasionner aucun résultat immoral, n'est-elle pas essentiellement licite? (Cod. civ., 6.) — Arg. off.

2^o Les parens d'un enfant naturel qui ont volontairement reconnu cet enfant pour légitime, ne sont plus recevables ensuite à lui contester cette qualité (1). — Vainement on dirait que l'état des citoyens est une matière d'ordre public, qui est réglée par la loi seule et qui ne peut dépendre de conventions ou acquiescemens. (Cod. civ., 756, L. du 14 flor. an 11.)

(Héritiers Remy — C. demoiselle Lecamus.)

Julie Charlotte Lecamus est née le 22 flor. an 7, plus de dix mois après le divorce de ses père et mère, le sieur Lecamus et la dame Remy. — Elle a été inscrite au registre de l'état civil, comme fille de Charles-Marie-Fidèle Lecamus, et d'Anne-Julie Remy, non mariés; — Le sieur Lecamus son père a signé cet acte de naissance. — La dame Remy est décédée le 2 therm. an 7, laissant dans sa succession les droits qu'elle avait à faire valoir dans la succession indivise de ses père et mère prédécédés, les sieur et dame Remy. — Julie-Charlotte Lecamus s'est présentée à cette succession par représentation de sa mère. — Ses oncles et tantes l'ont reconnue volontairement dans différens actes, comme fille légitime de leur sœur, et l'ont d'abord admise au partage de la succession des sieur et dame Remy, ses aïeux maternels.

Intérieurement, les héritiers Remy ont contesté l'état de Julie Charlotte Lecamus; ils ont prétendu l'écarter de la succession dans laquelle ils avaient d'abord reconnu ses droits, sur le motif que son acte de naissance faisait foi qu'elle était née plus de dix mois après le divorce de ses père et mère; qu'elle ne pouvait par conséquent se prétendre fille légitime, et qu'elle n'avait d'autres droits à faire valoir dans la succession de sa mère et de ses aïeux maternels que ceux attribués aux enfans naturels par le Code civil, et la loi transitoire du 14 flor. an 11.

Julie-Charlotte Lecamus a répondu à ses cohéritiers qu'eux-mêmes l'avaient déjà volontairement reconnue pour fille légitime de sa mère, et qu'ils s'étaient par-là rendus non recevables à lui contester cette qualité.

Le tribunal civil de la Seine, saisi de la contestation, a accueilli cette défense de Julie-Charlotte Lecamus. — Sur l'appel, et le 28 juill. 1818 est intervenu arrêt de la Cour royale de Paris, qui confirme le jugement de première instance.

Pourvoi en cassation par les héritiers Remy, pour violation de la loi du 14 flor. an 11, et des articles du Code civil, qui régissent l'état et les droits des enfans naturels. — Les lois qui régissent l'état civil des citoyens, disaient les demandeurs, sont des lois d'ordre public; il n'est permis à personne d'y déroger par des conventions particulières: donc la qualification d'enfant légitime,

(1) V. en ce sens, Cass. 18 avril 1820. — La Cour royale de Bordeaux avait également résolu la question dans ce sens, par un arrêt du 20 mars 1820, contre lequel on s'est vainement pourvu en cassation.

V. Cass. 27 déc. 1831, V. encore anal. dans le même sens, Grenoble, 3 fév. 1807, et la note. V. toutefois, un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 7 juin 1806.

donnée par erreur à Julie-Charlotte Lecamus, dont les opérations d'un premier partage de succession, n'a pu faire changer son véritable état d'enfant naturel, résultant de son acte de naissance : donc ceux qui ont intérêt à lui contester les droits d'enfant légitime dans un nouveau partage à faire, ne peuvent cesser d'y être recevables; nonobstant toute reconnaissance ou acquiescement antérieur : l'état civil de Julie-Charlotte Lecamus n'a pu en recevoir aucune atteinte; elle est restée aux yeux de la loi ce qu'elle était auparavant, enfant de ses père et mère divorcés, qualité que nul de ses parents n'a pu lui faire perdre en l'admettant au droit de succéder comme enfant légitime. C'est d'ailleurs dans l'intérêt des mœurs et de l'ordre public que les enfants naturels sont écartés de la succession de leurs père et mère, et aucune fin de non-recevoir ne peut être acquiescée contre l'exécution d'une loi d'ordre public et la prohibition absolue qu'elle comporte.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la demoiselle Lecamus, femme Remy, procédant aujourd'hui dans la succession de sa mère en la même qualité dans laquelle elle avait été volontairement reconnue par les demandeurs, seule héritière comme représentant sa mère, lors du partage et liquidation de la succession de l'aïeul et aïeule de la dame Lecamus, la Cour d'appel a pu, sans violer aucune loi, les déclarer non-recevables à lui contester la même qualité dans la succession de sa dite mère; — Rejette.

Du 13 avril 1820. — Sect. req. — Prés. d'aga, M. Lasaulade. — Rapp., M. Rousseau. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Guichard.

1° SUCCESSION. — COMPÉTENCE. — CONNEXITÉ. — LITISPENDANCE.

2° SUCCESSION VACANTE. — CURATEUR. — COMPÉTENCE.

1° *La règle générale qui veut que les actions relatives à la liquidation et au partage d'une succession soient portées devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, souffre exception, au cas de connexité avec une autre demande déjà pendante devant un autre tribunal.*

2° *À cet égard, le défendeur à la deuxième demande ne serait pas recevable à contester la légalité de la litispendance, si, lui-même, ou son ayant cause, avaient déjà consenti à plaider devant le tribunal premier saisi.* (Cod. civ., 822; Cod. proc. civ., 59 et 171.)

3° *Le curateur d'une succession vacante est réputé le représentant des créanciers de la succession, en ce sens, qu'ils sont non recevables à contester la compétence du tribunal où le curateur a consenti de plaider.* (Cod. civ., 1351; Cod. proc. civ., 474.) (1)

(de la Bastiole — C. Dupin de Saint-André et consorts.)

Le 2 mars 1800, le sieur Paul Daniel Martin, décédé à Montauban, lieu de son domicile. — Sa succession est ouverte au profit de ses deux enfants, la dame de la Bastiole et le sieur Eugène Martin. — Le 11 déc. 1802, décès du sieur Martin fils, à Paris, où il demeura depuis longtemps. — La dame de la Bastiole, sa sœur, accepte sa succession sous bénéfice d'inventaire. — Dans cette succession étaient compris les droits que le sieur Martin fils avaient à faire valoir dans la succes-

sion de son père, encore indivise; mais d'un autre côté le sieur Martin fils laissait un grand nombre de dettes.

17 juin 1812, jugement du tribunal de première instance de la Seine, qui nomme un curateur au bénéfice d'inventaire. — 13 juill. suivant, demande de la dame de la Bastiole, par-devant le même tribunal, tendant à ce que, par-devant un juge-commissaire, il soit procédé au compte qu'elle est dans l'intention de rendre de l'administration qu'elle a eue de la succession de son frère, en sa qualité d'héritière sous bénéfice d'inventaire, et que, préalablement à ce compte, il soit procédé à l'estimation des immeubles dépendant de la succession de feu Paul-Daniel Martin, leur père commun, à l'effet de constater que, loin que la portion du sieur Martin fils, dans cette succession, se soit trouvée suffisante pour acquitter ses dettes, la succession de celui-ci est encore débitrice, envers la dame de la Bastiole, de la somme de 51,837 fr., pour laquelle elle demande condamnation contre le curateur au bénéfice d'inventaire.

28 août 1812, jugement contradictoire, lequel, attendu que pour déterminer ce dont la dame de la Bastiole doit rendre compte, en sa qualité d'héritière, sous bénéfice d'inventaire, d'Eugène Martin, son frère, il faut constater ce qui compose la succession d'Eugène Martin; — Attendu que la succession de Paul-Daniel Martin, à laquelle le dit Eugène Martin avait été appelé pour moitié, n'a point été liquidée avant le décès dudit Eugène Martin; — Attendu que, pour vérifier si réellement ce que le dit Eugène Martin doit à la succession de son père, réduit sa part dans cette succession, il est de toute nécessité de connaître la valeur réelle des immeubles dépendant de cette succession,.... ordonne que, par experts, chacune de ses successions sera estimée,....

Une expertise a lieu au vertu de ce jugement, et le rapport des experts est homologué par le tribunal, le 5 juin 1813. Le jugement d'homologation nomme en même temps au juge-commissaire pour recevoir la présentation et affirmation du compte de la dame de la Bastiole.

En cet état, et le 29 fév. 1816, signification par les sieurs Dupin de Saint-André, à la dame de la Bastiole, de différents titres de créance sur le sieur Martin fils. — 14 mars suivant, assignation par la dame de la Bastiole aux sieurs Dupin de Saint-André, par-devant le tribunal civil de la Seine, pour voir dire qu'il leur sera fait défenses d'exercer aucunes poursuites contre elle, sauf à eux à intervenir dans l'instance déjà pendante en ce même tribunal.

Le 30 mai 1818, les sieurs Dupin de Saint-André, exerçant les droits de leur débiteur, assignent au contraire la dame de la Bastiole devant le tribunal civil de Montauban, lieu de l'ouverture de la succession du sieur Martin père, pour voir dire qu'il sera procédé devant ce tribunal, au compte, liquidation et partage de cette même succession. — La dame de la Bastiole comparait sur cette assignation, prend des conclusions tendantes au renvoi de la cause devant le tribunal civil de la Seine, par le motif que ce tribunal était déjà saisi par elle d'une demande dont l'un des chefs, celui relatif à la liquidation de la succession du sieur Martin père, avait absolument le même objet que la demande introduite par les sieurs Dupin de Saint-André. — Opposition à ce renvoi par les sieurs Dupin de Saint-André, soutenant qu'il n'y a dans les deux demandes ni même objet, ni connexité.

28 juin 1819, jugement du tribunal de Mon-

(1) V. en ce sens, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 263 bis.

tanban qui retient la cause et ordonne en conséquence aux parties de plaider au fond.

Pourvoi en règlement de juges par la dame de la Bastiolo, devant la Cour de cassation.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la demande formée devant le tribunal civil de la Seine par la dame de la Bastiolo contre le curateur à la succession vacante de Guillaume-Engèle Martin son frère, avait le double objet de faire appurer son compte d'héritier bénéficiaire de son frère, et de parvenir à la liquidation de la succession de Paul-Daniel Martin, leur père commun; que le curateur a consenti de plaider devant ce tribunal sur cette demande, qui a même été suivie de plusieurs jugemens interlocutoires; qu'il a ainsi renoncé à plaider devant tout autre tribunal, à supposer qu'il eût le droit d'y demander son renvoi; — Considérant que la demande formée au tribunal civil de Montauban contre la dame de la Bastiolo, par les sieurs Dupin de Saint-André, comme exerçant les droits de Martin fils, leur débiteur, a pour objet de faire procéder aux compte, liquidation et partage de la succession du sieur Martin père devant les juges du lieu de l'ouverture de ladite succession, mais que cette demande a le même objet qu'un des chefs de la demande pendante devant le tribunal civil de la Seine, contre la dame de la Bastiolo et le curateur à la succession vacante de son frère; que ce curateur, qui représente le sieur Martin fils, ayant consenti à plaider devant ce tribunal, les sieurs Dupin de Saint-André, qui agissent comme exerçant les droits du sieur Martin fils, ne peuvent se refuser à plaider devant les juges également saisis de la liquidation et du partage de la succession du sieur Martin père; qu'ils ont même été assignés à cet effet devant le tribunal de la Seine, avant qu'ils eussent porté devant le tribunal de Montauban une demande qui se trouve connexe avec celle formée par la dame de la Bastiolo contre le curateur à la succession du sieur Martin fils; qu'ainsi, sous tous les rapports, la dame de la Bastiolo a été bien fondée à décliner la juridiction du tribunal civil de Montauban, et à demander que le tribunal civil de la Seine fût compétent pour connaître de la demande formée par les sieurs Dupin de Saint-André; — Par ces motifs, sans s'arrêter ni avoir égard au jugement rendu par le tribunal civil de Montauban, le 28 juin 1819, qui est déclaré nul et comme non avenu, ainsi que tout ce qui a été fait exécution d'icelui, ordonne que les parties procèdent devant le tribunal civil de la Seine, sur la demande formée par les sieurs Dupin de Saint-André, le 30 mai 1818, circonstances et dépendances, etc.

Du 13 avril 1820. — Sect. req. — Prés., M. Heaillon de Pansey. — Rapp., M. Favard de Langlade. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Nayles.

1^o APPEL CORRET. — DIFFAMATION. — PARTIE CIVILE.

2^o DIFFAMATION. — PLAINTÉ. — ACTION PUBLIQUE. — APPEL. — PEINE. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

1^o Le tribunal d'appel, saisi par le seul appel de la partie civile, ne peut prononcer une peine

contre le prévenu de diffamation, acquitté en première instance (1).

2^o Si la poursuite des délits de diffamation et d'injures envers des particuliers, ne peut avoir lieu que sur la plainte de la partie qui se prétend lésée, le ministère public, lorsque cette plainte a été portée, rentre dans la plénitude de ses attributions, et il peut, soit appeler du jugement qui a statué sur la plainte, soit fixer tous les actes de poursuites. (L. du 26 mai 1819, art. 3.) (2)

L'art. 463 du Code pénal qui autorise la réduction des peines en cas de circonstances atténuantes, n'est pas applicable aux peines prononcées par la loi du 17 mai 1819, sur la diffamation (3).

(Intérêt de la loi. — Aff. Rivière.)

Le 15 janv. 1820, un jugement du tribunal de police correctionnelle de Clivray, renvoie la femme Rivière de la plainte en diffamation portée contre elle par le sieur Guyot-Dervaux.

Le ministère public ne se rend point appelant de ce jugement; le sieur Dervaux seul en interjette appel devant la Cour royale de Poitiers.

28 mars 1820, arrêt de cette Cour, chambre de police correctionnelle, qui réforme le jugement de première instance, déclare la femme Rivière coupable de calomnies proférées dans des lieux publics contre le plaignant; la condamne en conséquence à dix francs d'amende et aux dépens pour tous dommages intérêts.

POURVOI en cassation contre cet arrêt, par M. le procureur-général dans l'intérêt de la loi.

L'arrêt dénoie, à dit ce magistrat, blesse la loi sous deux rapports essentiels. — Premièrement en condamnant la femme Rivière à dix francs d'amende, la Cour de Poitiers a commis un excès de pouvoir. — En effet, cette femme avait été traduite devant le tribunal correctionnel à la requête du sieur Guyot Dervaux, partie civile; intervenait un jugement d'absolution. La partie civile se trouvant lésée, interjette appel. Le ministère public pouvait également appeler; n'en ayant rien fait, la Cour n'avait plus à s'occuper que de la disposition qui regardait la partie civile. On a sur ce point la jurisprudence constante de la Cour de cassation et l'avis du conseil d'Etat du 12 nov. 1806. — La seule difficulté serait celle-ci. No pourrait-on pas dire que, d'après la loi du 26 mai 1819, le ministère public n'ayant pas la voie d'action pour le cas dont il s'agit, et ne devant faire prononcer l'amende que par voie de réquisition incidente, il peut tout aussi bien requérir incidemment en cause d'appel qu'il a pu en première instance?

« La raison de donier est que la théorie de la loi nouvelle doit être suivie dans tout le cours de la procédure, et qu'ainsi le ministère public n'ayant pas le droit de porter sa plainte, il ne doit pas avoir celui d'appeler du jugement qui prononce l'absolution.

« Mais ce motif n'a pas de fondement réel. La loi du 26 mai ne doit pas être étendue hors de ses dispositions textuelles, et on ne peut d'ailleurs assimiler le droit d'interjeter appel à celui de porter plainte. — Il est aisé de sentir combien de graves raisons ont pu faire dénier au ministère public le droit de porter plainte en certains cas. — L'action criminelle a ses dangers et ses dégâts; elle

Chassan, *Traité des délits de la parole*, t. 2, p. 61 et 67.

(3) F. conf., Cass 6 fév 1823; Chassan, *Traité des délits de la parole*, t. 1, p. 109; Merlin, *Quest.*, v^o Peine, § 3.

(1) F. Merlin, *Quest.*, v^o Appel, § 5, Cass. 17 nov. 1814; 19 janv 1816; 3 mars et 8 juin 1820.

(2) F. conf., Leprévrand, *Législ. crim.*, tom 1, chap. 5; Bourguignon, *Manuel d'inst. crim.*, sur l'art. 66; Parant, *Lois de la presse*, p. 223; Maignan, *Traité de l'action publique*, t. 1, p. 272;

inspire quelquefois une répugnance invincible; quelquefois aussi l'état de la plainte fait plus de mal que la calomnie elle-même. On conçoit donc comment la loi a pu imposer silence, en certains cas, au ministère public. — Mais quand la plainte est portée, le ministère public rentre dans tous ses droits; et pour le priver de la faculté d'appeler, il aurait fallu une disposition expresse et prohibitive.

• En second lieu, continuait M. le procureur-général, en supposant que la Cour royale de Poitiers eût le droit de prononcer une peine, quoique le ministère public n'eût pas interjeté appel, ce n'était pas dans le Code pénal qu'il fallait la chercher. — Il est bien certain qu'avant la loi du 17 mai 1819, la calomnie ou diffamation était punie par les art. 367 et 371 du Code pénal, qui faisaient la règle commune; mais ces articles ont été abrogés par l'art. 26 de la loi du 17 mai, et des peines sont portées par les art. 18 et 19 de cette même loi contre la diffamation et l'injure envers des particuliers; savoir, contre la diffamation, un emprisonnement de cinq jours à un an et une amende de vingt-cinq francs à deux mille francs, et, contre l'injure, une amende de seize francs à cinq cents francs. — Il est donc incontestable que la Cour royale de Poitiers, qui a considéré le fait comme une diffamation, et qui néanmoins n'a prononcé qu'une amende de dix francs, a contrevenu à l'art. 18 de la nouvelle loi; elle aurait violé l'art. 19, si elle eût considéré le fait comme une simple injure, une amende de seize francs à cinq cents francs. — En vain la Cour royale a-t-elle en recours aux circonstances atténuantes; elle a fait revivre l'art. 463 du Code pén., qui ne peut plus concourir aujourd'hui avec l'exécution de la loi du 17 mai. — Cet article dit en effet : « Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement est portée par le présent Code, si le préjudice causé n'excède pas vingt-cinq francs, et si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire, etc. » — Il résulte clairement du texte de cet article, qu'il n'est applicable qu'aux peines prononcées par le Code pénal; il n'a donc pu être appliqué à l'espèce, où il s'agissait d'un délit prévu par une loi spéciale.... etc. »

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, 1^o que par le jugement rendu en première instance par le tribunal correctionnel de Civray, la femme Rivière avait été renvoyée de la plainte portée contre elle par Dervaux; que le ministère public ne s'était point rendu appelant de ce jugement; que Dervaux seul en avait appelé; que la Cour royale de Poitiers n'était donc saisie de la plainte que dans l'intérêt de la partie civile, et pour les réparations civiles par elle réclamées; que le ministère public, à qui l'art. 1^{er} § 1^{er} du Code d'inst. crim. réserve exclusivement le droit de poursuivre des condamnations à des peines, avait renoncé, en acquiesçant au jugement, à toute action à cet égard; — Que si, d'après l'art. 5 de la loi du 26 mai 1819, la poursuite sur délits de diffamations ou d'injures envers des particuliers ne peut avoir lieu que sur la plainte de la partie qui se prétend lésée, cette disposition, d'égatoire au droit commun, qui attribue au ministère public le droit de poursuivre tout délit directement et d'office,

ne peut être entendue au delà de ses expressions; qu'elle interdit seulement au ministère public d'exercer son action avant qu'il ait reçu l'impulsion par une plainte de la partie lésée, mais que, lorsque cette plainte a été portée, il rentre dans la plénitude de ses attributions; que son action est dérogée de toute entrave, et qu'il peut appeler du jugement qui y a statué, comme faire tous actes de poursuites autorisés par la loi; — Que le défaut d'appel du ministère public avait donc, dans l'espèce, été volontaire; qu'il avait donc produit acquiescement au jugement du tribunal de Civray, et renonciation à toute action pour la vindicte publique; que cette renonciation était d'autant plus certaine dans les faits de la cause, qu'il y avait eu appel de la part de la partie plaignante, et que, dès lors, la disposition de l'art. 5 de la loi du 26 mai 1819 n'aurait pas pu servir même de prétexte au défaut d'appel du ministère public; — Que cependant la Cour royale de Poitiers a prononcé une peine d'amende contre la femme Rivière; qu'elle a donc prononcé sur une action dont elle n'était pas saisie, et qui avait même cessé d'exister; qu'elle a donc violé les règles de sa compétence, ainsi que l'article 1^{er}, § 1^{er} du Code d'inst. crim. :

Attendu, 2^o que le délit que l'art. 367 du Code pénal avait qualifié de calomnie a été retranché de ce Code par la loi du 17 mai 1819, qui l'a qualifié de diffamation et qui en a réglé la peine dans la combinaison du dommage qu'il peut avoir causé, et des circonstances atténuantes qui ont pu en modifier la gravité; que cette loi ne l'a point soumis d'une manière absolue à la peine de l'emprisonnement; que sa disposition, à cet égard, est facultative et relative aux faits dont elle a laissé l'appréciation à la conscience des juges; qu'elle n'a pas non plus prescrit une amende fixe, que, pour cette peine, elle a de même accordé une juste latitude au pouvoir discrétionnaire des tribunaux; qu'elle a ainsi rempli, pour le délit de diffamation, l'objet de l'art. 463 du Code pénal; que cet article, dont la disposition est d'ailleurs restreinte formellement au cas où la peine d'emprisonnement est portée par ce Code, ne peut donc, sous aucun rapport, recevoir d'application à ce délit; — Que la Cour royale de Poitiers s'est néanmoins fondée sur cet article pour réduire la peine qu'avait encourue la femme Rivière pour un délit de diffamation commis postérieurement à la publication de ladite loi du 17 mai 1819; qu'elle a donc violé l'art. 18 de cette loi; — Qu'elle l'a encore violé, ainsi que l'art. 26, en statuant sur ce délit d'après les art. 367 et 371 du Code pénal, que cet art. 26 déclare expressément être abrogés; — Cassé, etc.

Du 13 avril 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

RÉBELLION. — RÉSISTANCE. — ACTE ILLÉGAL.

Il y a délit de rébellion dans la résistance avec violence et voies de faits, envers un huissier procédant à l'exécution d'un jugement portant contrainte par corps, bien que l'huissier ait agi irrégulièrement en s'introduisant dans le domicile du débiteur sans l'assistance du juge de paix. (Cod. pén., 209. 1^o)

(1) V. conf., Cass. 5 janv. 1821. — Ces deux arrêts s'éloignent du système consacré par l'arrêt du 16 avril 1812 (voir cet arrêt et la note). Il en résulte que l'irrégularité des formes et même l'illégalité de l'ordre ne excuses pas la rébellion. Toutefois, il est à remarquer que, dans les deux espèces de ces ar-

rêts, les officiers ministériels et les agents de la force publique étaient porteurs de mandats de justice ou de jugements, et agissaient irrégulièrement à la vérité, mais en vertu d'ordres émanés de l'autorité. Dans la jurisprudence ultérieure, la Cour de cassation a établi une présomption de légalité en faveur

(Costeroste.) — ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 209 du Code pénal: — Considérant qu'il a été reconnu par le tribunal de Mende que, le 8 sept. 1819, l'huissier Besson, assisté de deux gendarmes, s'est rendu chez Jean-Baptiste Costeroste pour, en sa dite qualité d'huissier, mettre à exécution un jugement rendu contre lui en matière civile, et portant contrainte par corps: — Que, voulant procéder à cette exécution, ledit huissier et ses assistants ont éprouvé de la résistance avec violences et voies de fait, tant de la part dudit Jean-Baptiste Costeroste que de Jean-Antoine Costeroste son frère et Antoine Costeroste son oncle; que cette résistance portait donc les caractères de la rébellion déterminée par ledit art. 209 du Code pénal, et était conséquemment punissable d'une peine plus ou moins forte, d'après les circonstances qui pouvaient l'avoir accompagnée: — Que, néanmoins, le tribunal de Mende a déclaré par son jugement que ladite circonstance ne constituait aucun délit, et a, en conséquence, renvoyé les prévenus de toute poursuite: — Que l'unique motif de cette décision a été que l'huissier n'étant point assisté du juge de paix ne pouvait, aux termes de l'art. 781, n° 5 du Code de proc., arrêter ledit Jean-Baptiste Costeroste dans sa maison: — Considérant que du défaut de cette formalité résultait bien, en faveur dudit Costeroste, une action pour faire déclarer la nullité de l'exécution par corps, et demander des dommages-intérêts envers qui de droit; mais que le défaut de ladite formalité, dont l'appréciation n'appartenait qu'au juge compétent, ne l'autorisait point à commettre des violences et voies de fait contre l'huissier: — Qu'en effet, d'après l'art. 209 du Code pénal, il y a crime ou délit de rébellion dans la résistance avec violences et voies de fait envers les officiers ministériels, par cela seul qu'étant porteurs de mandats de justice ou de jugemens, ils agissent pour leur exécution; que cet article ne subordonne pas le crime ou le délit qu'il caractérise au plus ou moins de régularité des formes avec lesquelles ces officiers ministériels peuvent procéder; que les particuliers n'ont pas le droit de se constituer juges de ces formes pour refuser, avec violence et voies de fait, l'obéissance qui est due à la loi et aux actes qui en émanent; que le fait de résistance dont il s'agissait n'avait donc perdu aucun des caractères constitutifs de la rébellion, telle qu'elle est définie par ledit art. 209: — Considérant, en deuxième lieu, mais surabondamment, que du procès-verbal de l'huissier Besson, rédigé dans l'ordre et l'exercice de ses fonctions, il résulte que l'exécution du jugement dont il était porteur, portait principalement sur des membres précédemment saisis par justice, et dont Jean-Baptiste

Costeroste avait été constitué le gardien; qu'ainsi la contrainte par corps n'était qu'un moyen d'exécution accessoire et subordonné à la non-représentation des effets saisis; que l'huissier procédait donc aussi, et principalement pour l'exécution d'un jugement à laquelle la présence du juge de paix n'était point requise, et qu'ainsi la résistance employée contre lui et ses assistants avait, sous tous les rapports, les caractères de la rébellion: — Que le renvoi des prévenus de toutes poursuites, ordonné par le jugement dénoncé, est donc une violation formelle dudit art. 209 du Code pénal, et une fautive application de l'art. 781 du Code proc.: — Casse, etc.

Du 14 avril 1820. — Sect. crim. — Rapp., M. Busschop. — Concl., M. Hua, av. gén.

1° JUGEMENT PAR DÉFAUT. — VÉRIFICATION.

— DEMANDEUR. — APPELANT.

2° DEMANDE NOUVELLE. — ÉTAT CIVIL.

3° LÉGITIMITÉ. — ÉTAT CIVIL. — FIN DE NON-RECEVOIR.

1° L'art. 150, Cod. proc. civ., qui exige la vérification de la demande, avant de l'adjudger, n'est applicable qu'au cas où c'est le défendeur qui fait défaut. — Mais lorsque c'est le demandeur en première instance, ou l'appelant en deuxième instance, qui fait défaut; en ce cas, le défendeur ou l'intimé doit être renvoyé sans qu'il soit nécessaire de faire aucune vérification (1).

2° Celui qui a demandé, en première instance, la restitution d'une somme d'argent, en se fondant sur ce que la somme aurait été payée sans cause valable, ne peut, en cause d'appel, expliquer que ce défaut de cause valable consiste en ce que le défendeur n'est pas enfant légitime, et demander à prouver son illégitimité — C'est la plutôt une demande nouvelle qu'une défense ou justification de la première demande. (Cod. proc. civ., 464.) (2)

3° Celui qui a fait des actes de reconnaissance de la légitimité d'un enfant, sans que rien l'obligeât niors à s'enquérir de la réalité du fait de légitimité, est-il non recevable, plus tard, à contester cette légitimité? (Cod. civ., 339.) — Non rés. (3)

(Emma — C. Magon St-Ellier.)

3 juin 1795, une fille nommée Marie-Hélène-Malo Emma, unit du commerce du contre-amiral Magon Médine avec la demoiselle de Mandave. — Cet enfant est régulièrement reconnu par ses père et mère, et inscrit comme leur enfant naturel sur les registres de l'état civil. — Mariage de la demoiselle de Mandave avec le sieur de la Martellière. — Depuis ce mariage, la demoiselle

des agens; cette pré-emption les accompagne et les couvre, quels que soient ces actes, et toutes les attaques dont ils sont l'objet, sont des actes de rébellion. Quelle que soit l'illégalité de l'ordre, quel que soit l'abus du pouvoir, les citoyens doivent obéir; ils n'ont pas le droit de discuter l'acte; ils n'ont que celui de réclamer après son exécution. V. dans ce sens, Cass. 3 sept. 1821 et 15 juill. 1826. Cette jurisprudence a été attaquée avec beaucoup de force par MM. Chauveau et H. lie, *Théorie du Code pénal*, t. 4, p. 315.

(1) Ce principe est consacré par la jurisprudence, et adopté par tous les auteurs. V. Cass. 7 fév. 1811; 4 fév. 1819; 14 fév. 1828; 26 avril 1831 (Volume 1831). V. aussi Merlin, *Quest.*, v° *Défaut*, § 1 bis; Favard, *Repert.*, v° *Jugement*, § 3, n° 4; Thomine Desmazures, t. 1, n° 177; Boncenne, t. 3, p. 14. «C'est, dit aussi Carré, *Lois de la proc.*, quest.

617, l'application de l'ancienne maxime, les griefs ne se suppléent point; maxime fondée sur la pré-emption de bien jugé, justement attachée à une décision que l'on ne critique pas, après s'être pourvu contre elle; ce qui est la même chose que si le pourvoi n'avait pas eu lieu. En effet, ne pas critiquer, c'est tacitement acquiescer; et alors, la décision acquiert force de chose jugée. Il doit en être ainsi lorsque celui qui a interjeté appel ne se présente pas pour faire valoir ses moyens en annulation ou réformation.... » V. enfin dans le même sens, Chauveau sur Carré, loc. cit.

(2) V. en ce sens, Colmar, 11 mars 1819.

(3) La question n'a pas été résolue dans l'espèce ci-dessus; il en résulte seulement un argument dans le sens de l'affirmative qui du reste a été consacré par la Cour de cassation le 13 avril 1820. V. l'arrêt à sa date, et la note.

Marie-Hélène-Emma, fille naturelle du sieur Magon de Médine et de la demoiselle de Mandave, est néanmoins traitée comme fille légitime du sieur de la Martellière. — Décès du sieur Magon de Médine. — Il paraît que, dans l'intention de laisser toute sa fortune à sa fille Emma, il avait souscrit des effets pour des sommes considérables en faveur de la dame de la Martellière. — D'ailleurs, par son testament, en date du 1^{er} flor. an 6, il se reconnaissait débiteur envers la demoiselle Emma d'une somme de 60,000 fr. — Décès du sieur de la Martellière.

En cet état de choses, il paraît que des contestations se sont élevées entre le sieur Magon de St-Ellier, frère du sieur Magon Médine et son héritier naturel, et la demoiselle Mandave, veuve de la Martellière, relativement 1^o aux billets souscrits par le sieur Magon Médine en faveur de la demoiselle Mandave, et 2^o à la reconnaissance de 60,000 fr. faite en faveur de la demoiselle Emma.

7 août 1810, transaction entre le sieur Magon St-Ellier et la demoiselle Mandave, veuve de la Martellière, par laquelle les billets sont annulés, et la reconnaissance de 60,000 fr. est déclarée devoir être mise à exécution. — En effet, la somme de 60,000 fr. est payée, et dans cette acte de transaction, la demoiselle Emma est qualifiée de fille légitime du sieur de la Martellière. En outre, un conseil de famille est assemblé pour pourvoir à la tutelle de la mineure Emma, considérée comme fille légitime du sieur de la Martellière. Le sieur Magon St-Ellier y est appelé en qualité d'ami du sieur de la Martellière; il accepte même les fonctions de subrogé-tuteur, et concourt à plusieurs actes, dans lesquels il reconnaît la demoiselle Emma comme fille légitime du sieur de la Martellière.

Longtemps après ces différents actes, le sieur Magon St-Ellier assigne la demoiselle Emma, pour se voir condamner à lui restituer la somme de 60,000 fr. qu'elle a indûment reçue. — Il se fonde sur ce que la reconnaissance de 60,000 fr. contenue dans le testament du sieur Magon Médine, son frère, était une donation déguisée faite à la demoiselle Emma, sa fille naturelle. — Il soutient qu'on ne peut repousser sa demande, par le motif qu'il a reconnu la demoiselle Emma en qualité de fille légitime du sieur de la Martellière, et qu'ainsi il est non recevable à prouver que la demoiselle Emma est fille naturelle du sieur Magon Médine son frère, parce qu'il n'a fait ces diverses reconnaissances que dans l'ignorance de l'acte de naissance de la demoiselle Emma, qui lui attribue expressément la qualité de fille naturelle du sieur Magon Médine.

27 fevr. 1818, jugement du tribunal de St-Malo, qui déclare le sieur St-Ellier non recevable dans sa demande. — Appel de la part du sieur St-Ellier. — Devant la Cour royale, il demande non pas seulement la restitution de la somme de 60,000 fr. comme en première instance, mais il conclut expressément à être admis à contester à la demoiselle Emma, l'état de fille légitime du sieur de la Martellière, et à prouver qu'elle était fille naturelle du sieur Magon Médine.

24 mai 1819, arrêt de la Cour royale de Rennes, qui déclare le sieur St-Ellier non recevable pour les motifs suivants : « Considérant que les conclusions prises par l'appelant devant le tribunal de St-Malo, ne tendaient qu'à obtenir la répétition d'une somme de 60,000 fr., qu'il prétendait avoir été indûment reçue par l'intimée, et qu'il n'avait pas formellement demandé à être admis à contester l'état civil dont elle jouissait; que l'acte de tutelle rapporté le 3 déc. 1807, par le juge de paix du canton de St-Malo, constatait

qu'à défaut de parens paternels et maternels de la demoiselle de la Martellière, on avait appelé à son conseil de famille, six personnes connues pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le sieur de la Martellière, et ladite demoiselle Mandave, sa veuve; qu'un nombre de ces six personnes, il s'en trouvait trois du nom de l'appelant, et que ce dernier avait même accepté les fonctions de subrogé tuteur de la demoiselle de la Martellière; qu'il était encore reconnu que par plusieurs actes postérieurs, et notamment par un traité du 7 août 1810, l'appelant avait transigé avec la dame veuve de la Martellière, tutrice de la demoiselle de la Martellière, sa fille, sur toutes les difficultés qui auraient pu s'opposer à l'exécution des dernières volontés du contre-amiral Magon, frère dudit appelant, et qui l'avait institué son exécuteur testamentaire; qu'il résulte de ces différents actes toujours déterminés par les mêmes motifs, et rédigés d'après la plus mûre réflexion, dans l'intervalle de plusieurs années, que l'appelant ne s'était jamais mépris sur le nom et les qualités des personnes avec lesquelles il traitait volontairement; que son consentement à ces actes n'avait point été donné par erreur, ni surpris par dol, renvoie la cause pour être statué sur le fond (c'est-à-dire sur la demande en restitution des 60,000 fr.), à l'audience du 7 juin suivant. »

7 juin 1819, arrêt définitif ainsi conçu : — Attendu que la cause avait été renvoyée à ce jour, pour être plaidée au fond, et que les griefs et moyens d'appel ne se suppléent pas, donne défaut contre l'appelant, et l'inas, son avoué, faute de plaider, pour le profit, déclare l'appelant sans griefs, dans l'appel du jugement du tribunal de première instance de St-Malo, du 27 fevr. 1818; ordonne que ledit jugement sortira son plein et entier effet. »

POIRVOI en cassation de la part du sieur Saint-Ellier. — 1^o Contre l'arrêt du 7 juin 1819, pour violation de l'art. 150 du Code de proc. portant : « Le défaut sera prononcé à l'audience, sur l'appel de la cause, et les conclusions de la partie qui le requiert, seront adjugées si elles se trouvent justes et bien vérifiées, etc. » En ce que l'arrêt a adjugé les conclusions de l'intimée, sur le défaut de l'appelant, sans examen ni vérification, et a ainsi violé la disposition de l'article précité, qui, quoique placé dans le livre II du Code de proc., relatif aux tribunaux inférieurs, n'en est pas moins applicable, par les Cours royales, aux termes de l'art. 470 du même Code, placé au livre III, relatif aux Cours royales, et portant : « Les autres règles établies pour les tribunaux inférieurs, seront observées devant les Cours royales. »

2^o Contre l'arrêt du 24 mai 1819, qui a déclaré le sieur Saint-Ellier non recevable dans sa demande en contestation d'état de la demoiselle Emma, soit parce que cette demande n'avait pas été présentée devant les premiers juges, soit parce que l'état contesté avait été formellement reconnu par divers actes émanés du sieur Saint-Ellier; pour violation des art. 319 et 328 du Code civ., desquels il résulte que la qualité de fille naturelle du sieur Magon Médine, donnée à la demoiselle Emma, par son acte de naissance, devait seule lui être attribuée; en ce que l'arrêt dénoncé a refusé d'admettre une demande tendant à lui faire attribuer cette qualité, sous le prétexte d'une fin de non-recevoir, fondée sur la reconnaissance faite par le demandeur d'une qualité différente à la demoiselle Emma; et sur une déchéance résultant de ce que la demande n'a été formée qu'en cause d'appel, bien que dans les matières

qui intéressent l'ordre public, les parties ne puissent, par des conventions particulières, déroger aux dispositions de la loi, d'où il suit que l'acquiescement des parties ou la tardiveté de la demande, ne peut créer une fin de non-recevoir, ou donner lieu à aucune déchéance.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, sur le premier moyen, résultant de la violation de l'art. 150 du Code de proc. civ., que cet article n'exige la vérification de la demande avant de l'adjudger, que dans le cas où c'est le défendeur qui fait défaut; mais que dans le cas où c'est le demandeur qui fait défaut, le défendeur doit être renvoyé de la demande, sans qu'il soit nécessaire de faire aucune vérification; que par devant la Cour royale de Rennes, le sieur Magon de Saint-Ellier, en sa qualité d'appelant, était un véritable demandeur, que, dès qu'il faisait défaut, le jugement dont il demandait la réformation, pouvait et devait être confirmé, sans qu'il fût nécessaire de procéder à une vérification; que, par conséquent, l'arrêt par défaut du 7 juin 1819 n'a point violé l'art. 150 du Code de proc. civ.

Sur le second moyen, résultant de la violation des art. 319 et 328 du Code civ. : — Attendu que, par son arrêt du 24 mai 1819, la Cour de Rennes, en déclarant le sieur Magon de Saint-Ellier non recevable à attaquer l'état de la demoiselle de la Martellière, s'est fondée soit sur le fait que cet état n'avait point été attaqué par-devant les premiers juges, soit sur ce que, dans une série d'actes qu'il était dans son domaine d'apprécier, le sieur Magon de Saint-Ellier avait formellement reconnu cet état, et qu'en prononçant ainsi, la Cour royale de Rennes n'a pu violer les articles cités; — Attendu encore, sur ce moyen, que le sieur Magon de Saint-Ellier n'a point produit, soit par devant les premiers juges, soit par devant la Cour royale, l'acte de naissance dont il se prévaut, et qu'il l'a produit seulement par devant la Cour; que dès lors, la Cour royale de Rennes n'a point eu à s'en occuper; — Rejette, etc.

Du 18 avr. 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Louvet. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

1^{re} LETTRES DE RATIFICATION — RENTE.

— PURGE.

2^o RENTE FONCIÈRE. — CARACTÈRES. — PURGE.
1^o Sous l'empire de l'édit de 1771, les lettres de ratification, scellées sans opposition ne purgeaient pas les rentes foncières (1).

2^o Pour qu'une rente soit reconnue avoir le caractère de foncière, il ne suffit pas de prouver qu'elle soit établie sur un fonds; il faut prouver encore qu'elle a été créée et réservée lors du contrat de bail à rente (in traditione fundi); cette réserve faite lors de l'aliénation du fonds peut seule imprimer à la rente un droit réel inhérent à la propriété de l'héritage aliéné.

Lorsque le créancier d'une rente demande que la rente lui soit payée, comme étant établie sur un immeuble (vendu par contrat, sur lequel ont été prises des lettres de ratification, scellées sans opposition), s'il est entendu que la rente a été purgée ou non purgée, suivent qu'elle est ou qu'elle n'est pas foncière, c'est au demandeur à prouver que la rente est foncière. — Peu importe qu'il ait prouvé l'existence de la rente, et son assis sur un fonds; cela ne suffirait pas pour autoriser la

présomption de sa foncièreté, ou de sa constitution in traditione fundi. (Cod. civ., 1315 et 1353.)

(Cannel — C. hospices de Loudun.)

Par contrat passé devant notaires, le 24 sept. 1704, Jean-Marie de Lignières et Marguerite-Louise de Montaud, son épouse, acquiert du comte de Châtillon, la terre de Boisrogue et ses dépendances. — Indépendamment de plusieurs autres conditions de la vente, les acquéreurs furent chargés d'acquitter à l'avenir : 1^o une rente due à la commanderie de Loudun, et consistant en dix setiers de froment, un échapon et une poule; 2^o une rente de six setiers de froment, due à la cure de Ronay; 3^o une rente de trente-cinq livres, due au prieuré de Boisrogue; 4^o celle de trente livres d'une part, et dix-huit boisseaux de froment, d'autre part; 5^o celle de vingt boisseaux de froment due à l'abbaye de Sainte-Croix de Poitiers.

Par autre contrat authentique, du 3 juillet 1792, la dame Dujon, entre les mains de laquelle était alors parvenue la propriété de la terre de Boisrogue, vendit ce domaine avec l'autorisation de son mari, au sieur Joseph Roy, à la charge, entre autres conditions, de payer les rentes et redevances dues sur cette terre.

Le 18 juillet 1793, le sieur Joseph Roy revendit cette même terre comme franche et exempte de toutes rentes, au sieur Henry Ribouté et à la dame Angélique Félavel, son épouse. Il fut cependant déclaré dans le contrat, que le vendeur avait remis aux acquéreurs les titres de propriété de ladite terre, notamment le contrat d'acquisition du 3 juillet 1792.

En 1794, le sieur Ribouté et son épouse prirent des lettres de ratification sur ce contrat. Il ne fut formé aucune opposition au sceau des lettres de ratification quant au capital d'aucune des rentes détaillées dans le premier contrat de 1704.

Par arrêté du Conseil de préfecture du département de la Vienne, du 19 avril 1807, et en vertu de la loi du 14 vent. an 9, l'administration des hospices de Loudun fut envoyée en possession des rentes ci-après : 1^o une rente de 44 décalitres 6 litres 99 centilitres de froment (40 boisseaux) due au ci-devant prieuré de Boisrogue réuni à l'abbaye de Bonnevaux; 2^o une rente de trente-cinq livres tournois, due au même prieuré; 3^o une rente de dix-huit boisseaux de froment, due au prieuré du château de Loudun; 4^o une rente de trente livres tournois, due au même prieuré; 5^o une rente de six setiers de froment due à la cure de Ronay. — Il fut déclaré dans cet arrêté que ces rentes étaient hypothéquées sur la terre de Boisrogue, et due par la veuve Ribouté. — Par suite de cet envoi en possession, l'administration de l'hospice de Loudun forma, le 14 juin 1808, contre la veuve Ribouté, une demande en paiement des arrérages de ces rentes, et en constitution de titres nouveaux.

Pendant l'instance, la veuve Ribouté et ses enfants ont vendu, par contrat authentique, au sieur Cannel, la terre de Boisrogue, moyennant le prix principal de vingt-neuf mille deux cents francs. Le sieur Cannel a été chargé en outre de payer et acquitter à l'avenir, sans réduction de prix, toutes les rentes dues sur la terre par lui acquise, notamment : 1^o celle de 17 setiers de blé, due annuellement à un sieur Gauthier; 2^o celle de trois setiers de blé due à l'hospice de Loudun; 3^o différentes parties de rentes, tant en nature qu'en argent, pour lesquelles il y avait demande judiciaire. Il a été convenu que l'acquéreur défendrait à cette demande, à ses risques, perils et fortune, et qu'en surplus il acquitterait, s'il y avait lieu, les rentes

(1) V. en ce sens, Cass. 12 pluv. an 11, et 12 juin 1811, et les notes.

dont il s'agit, en principal et intérêts, comme dettes personnelles, afin que le vendeur ne fût plus exposé à des poursuites. — Par suite de cette vente, le sieur Canuel est devenu le véritable contradicteur de l'hospice.

Le 22 août 1817, le tribunal civil de London a déclaré suffisamment et légalement prouvée l'existence de quatre des cinq rentes réclamées par l'hospice; savoir: 1^o la rente de 8 setiers de froment due à la cure de Ronay; 2^o la rente de 18 boisseaux de froment, ci-devant due au prieuré du château de Loudun; 3^o la rente de 30 liv due aussi audit prieuré; 4^o celle de 35 livres due au prieuré de Boisrogue. — Ce tribunal a considéré que ces rentes étaient foncières, et que, sous ce rapport, elles n'avaient pas été purgées par les lettres de ratification. — Le sieur Canuel a été en conséquence condamné, en qualité de propriétaire de la terre de Boisrogue, à payer et servir ces quatre rentes, et à passer titres nouveaux; il a été condamné aussi au paiement des arrérages et aux dépens. Quant à la rente de 40 boisseaux de froment du ci-devant prieuré de Boisrogue, le tribunal a déclaré qu'elle n'était pas suffisamment justifiée.

Le sieur Canuel a interjeté appel de ce jugement. — 12 février 1818, arrêt de la Cour royale de Poitiers, qui statue en ces termes: « Considérant que l'existence des rentes dont s'agit au procès, est justifiée par les titres produits par les administrateurs de l'hospice; que ces rentes étant établies sur la terre de Boisrogue, doivent être considérées comme foncières, on tout au moins comme des devoirs fonciers, jusqu'à ce que le sieur Canuel justifie par le rapport des titres constitutifs des rentes qu'elles ont une toute autre cause; que, d'après l'art. 7 de l'édit de 1771, les rentes foncières, les devoirs fonciers, ne se purgent pas par l'obtention des lettres de ratification: d'où il suit que le sieur Ribouté n'a pu purger les rentes dont il s'agit, par l'obtention des lettres de ratification prises en 1794 sur le contrat d'acquisition de la terre de Boisrogue; — La Cour, sans s'arrêter à l'appel du sieur Canuel, dit qu'il a été bien jugé par le jugement du tribunal civil de London, du 22 août 1817; mal et sans griefs appelé; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet; condamne Canuel appelant, à l'amende et aux dépens, etc. »

Pourvoi en cassation de la part du sieur Canuel. Il présente deux moyens à l'appui de la demande.

Il fait résulter le premier de la violation des art. 7 et 17 de l'édit du mois de juin 1771. et le second de la violation des art. 1315 et 1353 du Code civil, et de la fausse application de la loi du 28 flor. an 3.

ARRÊT (après délibéré.).

LA COUR: — Vu les art. 1315 et 1353 du Code civil; — Attendu que, d'après l'art. 1315 du Code civil, les administrateurs de l'hospice de London, qui réclamaient le paiement des rentes dont s'agit au procès, et un titre nouveau, étaient tenus de justifier que ces rentes étaient réellement foncières; — Que si cette preuve eût été faite par ces administrateurs, ils auraient été fondés dans leur réclamation, malgré le défaut d'opposition au seau des lettres de ratification; — Que la Cour royale de Poitiers n'a déclaré foncières lesdites rentes que parce qu'elles étaient établies sur la terre de Boisrogue; — Que cette présomption était évidemment insuffisante pour les faire déclarer telles, puisque des rentes qui ne sont pas foncières peuvent aussi avoir été établies sur des immeubles, en vertu de concessions faites par les propriétaires, soit par des contrats ordinaires entre-vifs, soit par des actes de dernière volonté;

— Que, d'après les vrais principes, pour reconnaître à une rente le caractère de foncière, il faut qu'elle ait été créée et réservée lors du contrat de bail à rente; — Que c'est cette réserve, faite lors de l'aliénation de l'héritage, qui imprime à la rente un droit réel inhérent à la propriété aliénée; — Que la Cour royale de Poitiers a néanmoins déclaré foncières lesdites rentes, jusqu'à ce qu'il serait établi par le sieur Canuel qu'elles n'avaient pas ce caractère; — Que cette Cour a nui, par conséquent, à la charge du sieur Canuel une preuve qui ne le concernait pas, puisque la preuve de la fonciabilité desdites rentes était, au contraire, à la charge des administrateurs dudit hospice; — Attendu, en outre, que cesdits administrateurs n'auraient pas été recevables à prouver par la voie testimoniale le caractère desdites rentes; — Que, par conséquent, en admettant une présomption illégale pour déclarer foncières lesdites rentes, ladite Cour a violé l'art. 1353 du Code civil, qui n'admet que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans le cas seulement où la preuve testimoniale est admise par la loi; — Attendu, enfin, que d'après l'art. 7 de l'édit de 1771, les lettres de ratification scellées sans opposition, font cesser les hypothèques et les privilèges, et dégagent les nouveaux acquéreurs des dettes des anciens propriétaires; — Que, par conséquent, en maintenant lesdites rentes, malgré le défaut d'opposition au seau des lettres de ratification obtenues en 1794, par le sieur Ribouté, ladite Cour a violé l'art. 7 de l'édit de 1771 — Casse, etc.

Du 19 avril 1820. — Sect. civ. — Pres., M.... — Rapp., M. Vergès. — Concl., M. Cabrier, av. gén. — Pl., MM. Roehelle et Sirey.

VACANCES. — JUGEMENT. — NULLITÉ.

L'arrêt ou le jugement rendu par une Cour ou un tribunal en vacances, n'est pas nul, lorsque la présence à l'audience de la partie qui s'en plaint, fait présumer son consentement tacite à une prorogation de juridiction. (Déc. du 6 juill. 1810, art. 31.) (1)

Bonnard — C. Boistel de Belloy.)

12 août 1818, arrêt par défaut de la Cour royale d'Amiens, qui confirme un jugement de première instance, dont le sieur Bonnard s'était rendu appelant. — Opposition à cet arrêt par le sieur Bonnard — 29 août suivant, appel de la cause à l'audience de la Cour, et renvoi prononcé contradictoirement au surlendemain 31, pour entendre les plaidoiries des parties.

A l'audience du 31 août, l'avocat du sieur Bonnard seul a été entendu; le sieur Bonnard lui-même et son avoué ont assisté à cette plaidoirie, et la Cour, en leur présence, a continué la cause au lendemain, premier septembre, jour de l'ouverture des vacances, pour entendre l'avocat du sieur Boistel de Belloy, partie adverse. — Cet avocat plaide en effet, le lendemain premier septembre; et, après sa plaidoirie, l'avocat du sieur Bonnard, toujours en présence de son client et de l'avoué, fut à son tour entendu dans sa réplique. — Les plaidoiries ainsi terminées, sans aucune réclamation des parties, arrêt de la Cour, qui ordonne qu'il en sera délibéré, et renvoie pour la prononciation de l'arrêt définitif au lendemain 2 septembre.

A cette audience du 2, et encore en présence des avoués des parties et du sieur Bonnard en personne, arrêt, par lequel la Cour roy. d'Amiens

(1) V. conf., Cass, 22 janv. 1806, nos observations, et les autorités qui y sont indiquées.

déboute le sieur Bonnard de son opposition à l'arrêt par défaut, du 12 août précédent, et confirme en conséquence le jugement de première instance, dont est appel.

POURVOI en cassation par le sieur Bonnard, pour violation de la loi des 17 et 19 septembre 1791, de celle du 21 fruct. an 4, de l'art. 44 du décret du 30 mars 1808, de l'art. 31, de celui du 6 juillet 1810, enfin de l'art. 37 du décret du 18 août de la même année; en ce que l'arrêt de la Cour d'Amiens, du 2 août 1818, avait été rendu pendant le temps des vacances. — L'arrêt du 2 août 1818, disait le demandeur, prononçait expressément la nullité des arrêts rendus par les parlements en temps de vacances; or, les dispositions de cet arrêt ont été simplement renouvelées par les lois citées précédemment, et qui ordonnent aux Cours et tribunaux civils de suspendre leurs fonctions, et de s'abstenir de juger pendant la durée des vacances. Ces lois ne sont pas seulement facultatives, elles sont impératives; elles ne disent pas que les tribunaux pourront prendre deux mois de vacances chaque année; elles disent que les tribunaux auront deux mois de vacances chaque année; qu'ils y acquiescent pendant deux mois. Durant cet intervalle, tous pouvoirs judiciaires des Cours et tribunaux civils sont donc suspendus; les membres qui les composent cessent même pour un temps d'avoir le caractère des juges, et tous jugemens et arrêts qui pourraient en émaner alors sont irréguliers, et doivent être frappés de nullité.

Telle est la doctrine que M. Merlin a eu occasion de soutenir dans l'un de ses plaidoyers, devant la Cour de cassation. (Voyez *Repertoire de jurisprudence*, 1^{er} vol., *Additions*, v^o *Saisie immobilière*, § 8, p. 698.) — Non-seulement ce magistrat pense que les juges ne peuvent rendre aucun jugement valable pendant le temps des vacances, mais il va même jusqu'à dire que le consentement des parties ne suffirait pas pour proroger la juridiction des tribunaux pendant ce temps. — Un arrêt de la section des requêtes, du 13 juin 1815, a consacré le premier de ces principes: par cet arrêt, la Cour de cassation rejette le pourvoi contre un arrêt de la Cour royale de Paris, qui avait annulé un jugement du tribunal civil de Meaux, comme rendu dans une affaire non sommaire, pendant le temps des vacances. Antérieurement, à la vérité, un arrêt du 22 janv. 1806 de la section civile, avait annulé un jugement par lequel le tribunal civil de la Creuse, jugeant sur appel, avait annulé un jugement du tribunal civil de l'Allier, sur le fondement qu'il avait été rendu pendant les vacances; mais, dans l'espèce de cet arrêt, une circonstance particulière et déterminante avait entraîné la cassation du jugement dénoncé; un premier jugement du tribunal de l'Allier, qui avait renvoyé la cause à un jour compris dans les vacances, n'avait point été attaqué; ce jugement conservait en conséquence l'autorité de la chose jugée, et le tribunal d'appel, en méconnaissant cette autorité dans un jugement d'où résultait un acquiescement des parties au renvoi de la cause, avait évidemment violé la loi. L'arrêt du 13 juin 1815 de la section des requêtes, juge au contraire la question dérogée de toutes circonstances étrangères; il décide que tout jugement rendu en matière non sommaire pendant le temps des vacances, est irrégulier et nul. — Cette décision, appliquée à l'espèce, doit nécessairement faire annuler l'arrêt de la Cour d'Amiens, rendu le 2 sept. 1818, alors que les vacances des tribunaux étaient commencées depuis le premier du même mois. Voieusement on opposerait la consentement présumé ou tacite des parties résultant de la présence du

sieur Bonnard aux audiences dans lesquelles les renvois successifs de la cause ont été prononcés. D'abord, la présence du sieur Bonnard dans l'auditoire de la Cour d'Amiens, aux audiences des 31 août, 1^{er} et 2 sept. suivants, ne peut être regardée comme un acquiescement de sa part, et son silence ne peut sans doute lui être opposé comme un consentement. En second lieu, pour qu'un consentement obligatoire ou un acquiescement eût pu avoir lieu dans l'espèce, il fallait du moins que les parties se trouvassent réunies aux audiences et en état de se lier mutuellement; or, il est de fait que le sieur Boistel de Belloy n'a pas assisté à ces audiences; d'où la conséquence qu'aucun consentement respectif n'a pu avoir lieu entre les parties, et qu'aucune prorogation de juridiction n'a pu autoriser les juges de la Cour d'appel à prononcer sur le fond de la contestation, dans un jour où la loi leur interdisait expressément toutes fonctions judiciaires.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu qu'aucune loi ne prive les juges de leurs caractères et de leurs pouvoirs pendant la durée des vacances légales, qu'on a cru juste de leur accorder pour leur repos; — Attendu que dans l'espèce, il est constaté, par l'arrêt attaqué, que le sieur Bonnard était présent à l'audience du 31 août, laquelle ayant été occupée tout entière par la plaidoirie de son avocat, assisté de son avoué, la cause fut continuée sans contradiction à celle du lendemain, 1^{er} septembre, pour la plaidoirie de son adversaire; qu'à cette même audience du 1^{er} septembre, l'avocat du sieur Bonnard, toujours assisté de son avoué, et en présence de son client, fut de nouveau entendu en sa réplique; qu'enfin, à l'audience du 2 septembre, l'arrêt fut encore prononcé en présence des avoués des parties et du sieur Bonnard lui-même; qu'à aucune de ces audiences, il ne fut élevé la moindre réclamation au nom du sieur Bonnard; d'où il résulte un consentement implicite de sa part à la prorogation de juridiction; ce qui le rend aujourd'hui non recevable à s'en plaindre; — Rejette, etc.

Du 19 avril 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Legonidec. — Concl., M. Cabrier, av. gen. — Pl., MM. Loiseau et Guichard.

APPEL.—EXCEPTION DILATOIRE.—CAUTION.

La partie condamnée ou paiement d'une certaine somme pour reliquat de compte, et qui, en interjetant appel, demande la vérification des livres de commerce de sa partie adverse, peut être préalablement obligée de fournir caution du montant de la condamnation; surtout lorsque les juges ont des motifs suffisants de croire que des allocations de biens nouvellement consenties par la partie condamnée, ne l'ont été que dans la vue de se soustraire aux condamnations qu'elle a encourues. (Cod. civ., 1331; Cod. comm., 15.)

(Iser n — C. Guilbert.)

Le sieur Cauby-Isern en interjetant appel devant la Cour royale de Toulouse d'un jugement qui le condamnait à payer une somme de 9,110 fr. au sieur Guilbert, pour reliquat de compte, conclut à ce qu'avant faire droit au fond, la Cour ordonne la vérification des livres de commerce du sieur Guilbert. — Le sieur Guilbert ne s'oppose pas formellement à cette vérification; mais il demande que dans le cas où la Cour croirait devoir l'ordonner, elle ne l'ordonne qu'à la charge par l'appelant de donner caution pour sûreté des condamnations prononcées contre lui en première instance. L'intimé appuyait cette demande inci-

dente sur cette circonstance, que le sieur Isern avait nouvellement consenti diverses obligations hypothécaires au profit de ses frères et beaux-frères, lesquelles obligations étaient simulées et n'avaient eu d'autre but que de soustraire les biens du sieur Isern aux poursuites de ses créanciers.

23 juill. 1818 arrêt préparatoire de la Cour royale de Toulouse, qui ordonne la vérification des livres de commerce du sieur Guibert, mais à la charge par le sieur Isern de fournir, sous peine de déchéance, la caution qui lui est demandée.

Le sieur Isern n'a point exécuté cet arrêt.

Le 17 juill. 1818 intervient arrêt définitif rendu par défaut faute de plaider contre le sieur Isern, et qui confirme les condamnations portées contre lui dans le jugement de première instance.

POURVOI en cassation par le sieur Isern contre ces deux arrêts, pour excès de pouvoir et violation de l'art. 1331 du Code civ., et 15 du Code de comm. — L'art. 1331 du Code civ., et l'art. 15 du Code de comm., disaient-on pour le demandeur, autorisent dans de certains cas la vérification des registres et papiers domestiques ainsi que des livres de commerce; mais ces articles ni aucune autre disposition de la loi ne subordonnent cette mesure à aucune condition; il appartient sans doute au juge de décider si la vérification est ou n'est pas nécessaire; mais du moment où il en a reconnu la nécessité, il ne lui appartient plus d'imposer à la partie qui l'a demandée des conditions que la loi ne déjoue par cela même qu'elle ne les autorise pas. — L'obligation de donner caution ne peut jamais résulter que de la loi ou de la convention des parties; dans l'espèce, aucune loi, aucune convention n'autorisait la Cour royale de Toulouse de demander une caution à l'appelant. — Cette Cour, en faisant dépendre une vérification dont elle-même avait reconnu la nécessité de l'obligation imposée au sieur Isern de fournir une caution des condamnations prononcées contre lui en première instance, a donc évidemment excédé ses pouvoirs et violé les art. 1331 du Code civ., et 15 du C. de comm.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la disposition de l'arrêt du 23 juill. 1818, contre laquelle est dirigée l'ouverture proposée par le demandeur, repose sur des faits constatés par actes authentiques desquels résultent des obligations hypothécaires au profit des frères et beaux-frères, ayant pour objet de mettre ses biens à l'abri de tout recours de la part de ses créanciers; — Attendu qu'aucune loi ne prohibe aux tribunaux les précautions tendantes à prévenir toute fraude et effets de la mauvaise foi, dont l'appréhension appartient aux Cours et tribunaux et qu'il ne résulte aucun excès de pouvoir de la disposition attaquée; — Rejette, etc.

Du 19 avril 1820. — Sect. req. — *Prés.*, M. Henrion de Pansey. — *Rapp.*, M. Borel de Bretizel. — *Concl.*, M. Lebeau, av. gén. — *Pl.*, M. Darrieux.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE.—FAILLITE.—COMPÉTENCE.

Le principal établissement d'une société formée entre deux personnes domiciliées en des lieux différents, est au lieu où la liquidation de la société doit être faite, les livres, papiers et

titres sociaux conservés, où les produits de la société doivent être vendus en grande partie; en conséquence, en cas de faillite de la société, c'est devant le tribunal de ce lieu, que doit être portée la connaissance de la faillite (1).

(Dieudonné et Devin.—C. Rolland.)—ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, en droit, que la connaissance d'une faillite doit être portée devant le juge du domicile du failli, et que le domicile d'une société est là où se trouve le principal manoir ou établissement de la même société; — Et attendu, en fait, 1° que c'était à Paris, et par Gay, associé domicilié à Paris, que la liquidation de la société Gay et Boudon devait être faite, et tous les livres, papiers et titres sociaux devaient être conservés; 2° que c'était à Paris que les objets sociaux, consistant en orfèvrerie et bijouterie, étaient fabriqués, façonnés et en grande partie vendus; 3° que c'était à Paris que tous les intérêts et créanciers de la société avaient comparu de manière qu'aucun créancier ne s'était présenté à Nîmes le tribunal de commerce de cette ville avait été obligé de nommer d'office le syndic provisoire de la faillite; 4° enfin que c'était par-devant le tribunal de commerce de Paris que Boudon lui-même avait traduit son coassocié Gay, lorsqu'en 1819 il avait agi contre lui pour faire déclarer la nullité de leur société; — Qu'ainsi c'était à Paris, et non pas à Nîmes, que le centre des affaires sociales, et le principal manoir ou établissement de la société Gay et Boudon, tombée en faillite, avaient toujours existé. — Sans s'arrêter ni avoir égard aux jugemens du tribunal de commerce de Nîmes, lesquels seront regardés comme nuls et non avenus, ainsi que tout ce qui les a suivis; — Ordonne que les parties continueront de procéder par-devant le tribunal de commerce de Paris, etc.

Du 19 avril 1820. — Sect. req. — *Rapp.*, M. Lasagni. — *Concl.*, M. Lebeau, av. gén.

1° RECÈLÉ. — MEURTRE. — COMPLICE. — PEINE. 2° RENVOI APRÈS CASSATION. — JURY (DECL. DU).

1° Pour qu'il y ait lieu à l'application des peines de la complicité, contre le receleur d'objets provenant d'un vol accompagné de meurtre, il faut indispensablement que la déclaration du jury constate qu'au moment du recel, le receleur avait connaissance du vol et du meurtre. (2)

2° Le renvoi d'une affaire après cassation, devant une nouvelle Cour d'assises ne comprend pas les faits sur lesquels la déclaration du jury a été favorable à l'accusé. (3)

(Poupon.)—ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 59, 62, 63 et 304 du Code pén.; — Attendu que, d'après ce dernier art. 304, le meurtre et le crime ou délit qui l'a accompagné, précédé ou suivi, sont les deux circonstances à la réunion desquelles la loi a attaché la peine de mort; — Qu'il faut donc, aux termes de l'art. 63, pour que cette peine puisse être appliquée à celui qui a recélé sciemment des objets volés à un individu homicide volontairement, qu'il soit constaté qu'au temps du recel, il avait connaissance du meurtre de cet individu, et du vol qui avait précédé, accompagné ou suivi ce meurtre; — Attendu que Nicolas Poupon avait

(1) F. aul. an ce sens, Cass. 19 juill. 1838; 6 avril 1840.

(2) V. sur ce point, les observations qui accom-

pagent l'arrêt de la Cour de cassation du 12 avril 1813, et celui du 25 fev. 1819.

(3) Principe constant. V. Cass. 16 juin 1814. F. toutefois, Cass. 30 mai 1818.

été accusé, par le résumé de l'acte d'accusation dressé contre lui, d'avoir recélé sciemment, en tout ou en partie, les choses enlevées et obtenues à l'aide du meurtre commis sur la personne de la demoiselle Jeanne Derepas, avec la circonstance, explicitement et régulièrement exprimée dans ce chef d'accusation, qu'au temps du recélé, il avait connaissance de ce meurtre et du vol qui l'avait accompagné, précédé ou suivi : Que, néanmoins, dans la question posée sur ce chef, le jury n'a été interrogé que sur la circonstance de la connaissance que Poupon pouvait avoir eue, au temps du recélé, du meurtre de ladite demoiselle Derepas ; qu'on ne lui a point présenté à décider si, dans le même temps, Poupon avait eu aussi connaissance du vol qui avait précédé, accompagné ou suivi le meurtre ; — Que le jury, répondant affirmativement à cette question, l'a résolue dans les termes dans lesquels elle lui avait été soumise ; — Qu'il est demeuré incertain si, au temps du recélé, Poupon avait eu connaissance des deux circonstances dont la réunion, aux termes de l'art. 304, entraîne la peine de mort ; — Que, d'après l'art. 63, il ne pouvait y avoir lieu, dans cet état, à l'application des art. 62 et 59 ; — Que, cependant, la peine a été contre lui prononcée d'après les dispositions de ces deux articles combinées avec celles de l'art. 304, en quoi il y a eu fautive application de la loi pénale, et violation dudit art. 63 du Code pén. ; — D'après ces motifs : — Casse et annule la quatrième question soumise au jury contre ledit Poupon ; — Casse, par suite, la déclaration du jury sur cette question ; — Casse et annule spécialement l'arrêt rendu le 15 mars dernier, par la Cour d'assises de la Côte-d'Or, contre ledit Nicolas Poupon ;

Et, pour être procédé de nouveau contre lui, conformément à la loi, sur l'accusation dressée en conséquence de l'arrêt de renvoi, en en excluant néanmoins les faits du résumé de cet acte sur lequel le jury a rendu, devant la Cour d'assises, une réponse négative et favorable audit Poupon ; — Le renvoie, etc.

Du 20 avril 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp., M. Gaillard. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

CHAMBRE D'ACCUSATION.—CHOSE JUGÉE.—CASSATION.

Un condamné ne peut plus attaquer par la voie de cassation l'arrêt de la chambre d'accusation qui l'a renvoyé devant la Cour d'assises, lorsqu'il n'a pas usé de la faculté et du délai que lui donnait à cet égard l'art. 296 du Code d'inst. crim., et que la Cour d'assises s'est ainsi trouvée légalement saisie de la connaissance du fait incriminé (1).

(Atquier.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le réclamant n'a pas formé de demande en nullité de l'arrêt de la Cour royale de Montpellier qui l'a mis en accusation, quoique dûment averti de la faculté et du délai que lui donnait à cet égard l'art. 296 du Code d'inst. crim. ; que par conséquent, acquiesce et passé en force de chose jugée, la Cour d'assises était légalement saisie de la connaissance du fait dont il déclarait prévenu ledit réclamant ; et que la Cour de cassation ne peut apprécier aujourd'hui ce fait, que par la déclaration du jury, que par la réponse à la question posée par le président, et qui est confirmée au résumé de l'acte d'accusa-

tion, l'accusé est déclaré compable d'une extorsion telle qu'elle est caractérisée dans l'art. 400 du Code pén. ; que cette extorsion constituant d'après cet article, un crime punissable de la peine des travaux forcés à temps, la condamnation à cette peine, prononcée dans l'espèce, par la Cour d'assises, n'a pas été une fautive application de la loi pénale ; — Rejette, etc.

Du 20 avril 1820. — Sect. crim. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

APPEL CORRECTIONNEL.—MINISTÈRE PUBLIC.—NOTIFICATION.

La déclaration d'appel faite par le procureur général à l'audience de la Cour d'appel, en présence du prévenu, est une notification suffisante de ce recours ; il n'est pas nécessaire que cette notification soit faite par le ministère d'un huissier. (Cod. inst. crim., 205.) (2)

(Goreau.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les art. 408 et 413 du Code d'inst. crim. ; — Attendu que le procureur-général près la Cour royale d'Agen avait, le 23 fév., déclaré à l'audience, en présence des prévenus, qu'il se rendait appelant du jugement intervenu le 22 janv. précédent sur tribunal correctionnel de Villeneuve ; que cette déclaration d'appel, ainsi faite aux prévenus en personne, longtemps avant l'expiration du délai fixé par l'art. 205 du Code d'inst. crim., et constaté par arrêt dénoncé, avait satisfait aux dispositions de cet article, qui ne présente aucun mode de notification ; que si les prévenus n'avaient pas pu préparer leurs moyens de défense contre cet appel, ils pouvaient réclamer un délai à cet effet, et qu'il aurait été dans les attributions de la Cour d'accueillir ou de rejeter cette demande d'après les circonstances ; mais qu'en jugeant le ministère public non-recevable dans ledit appel, faute de notification par huissier, quoiqu'il eût été déclaré aux prévenus en présence de la Cour, et qu'il eût été ainsi notifié ladite Cour a créé une fin de non-recevoir, qu'elle a commis un excès de pouvoir, excède les bornes de sa compétence, et fait une fautive application de l'art. 205 du Code d'inst. crim. ; — Casse, etc.

Du 21 avril 1820. — Sect. crim. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

COUR D'ASSISES.—DÉBATS.—HUIS CLOS.

La loi a borné aux seuls débats la faculté qu'elle accorde aux Cours d'assises de tenir leurs audiences à huis clos ; ainsi, le résumé du président, tout ce qui la suit, et conséquemment la lecture de la déclaration du jury, doivent, à peine de nullité, avoir lieu en audience publique (3).

(Laffitte et autres.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR ; — Vu l'art. 14, lit. 2, L. 24 avr. 1790 ; — Vu aussi l'art. 369, du Code d'inst. crim., qui renouvelle implicitement ce principe pour les matières de grand criminel ; les art. 7 et 17, L. 20 août 1790 ; 64. Charte constitutionnelle, — Attendu que la publicité des débats, des jugemens et de tout ce qui leur est intermédiaire, est une forme ordonnée d'une manière absolue par la loi du 24 août 1790 et par le Code d'inst.

(1) Jurisprudence constante. V. Cass. 14 prair. an 7, et la note ; 23 janv. et 9 juill. 1813 ; 28 mars 1816 ; 13 juill. 1827.

(2) Contr., Cass. 2 germ. an 8 ; mais voy., Cass.

17 flor. an 9, et nos observations ; 14 juill. 1815, 6 juill. 1828.

(3) V. conf., Cass. 17 mai 1810, et la note ; 18 sept. et 12 dec. 1823 ; 20 août 1829.

crim. :— Que l'art. 64, charte constitutionnelle, a borné aux seuls débats la faculté qu'il accorde aux Cours d'assises de déroger à la règle générale de la publicité, lorsqu'il leur paraîtrait que cette publicité pourrait blesser la pudeur ou la morale ; — Que, d'après les art. 335 et 336, du Code d'inst. crim., les débats sont terminés lorsque, d'après les dépositions des témoins et les dires respectifs des parties auxquelles elles auront donné lieu, la partie civile ou son conseil, et le ministère public, ont été entendus sur les moyens de l'accusation, et que l'accusé a épuisé les moyens de défense sur cette accusation ; — Que le résumé du président, tout ce qui le suit et conséquemment la lecture de la déclaration du jury par son chef, sont, ainsi que l'arrêt définitif, extrinsèques aux débats dont la clôture est précédée ; que ces actes ne peuvent donc rentrer dans la dérogation facultative établie sur la règle de la publicité, par l'art. 64, charte constitutionnelle, qu'ils sont donc soumis à cette règle ; — Et attendu que, dans l'espèce, il résulte du procès-verbal des débats que non-seulement ces débats ont eu lieu à huis clos, ce qui sans doute n'était pas contraire au vœu de la loi, mais encore qu'après leur clôture le président a fait son résumé et remis à huis clos les questions au chef du jury, lequel, rentré ensuite, a fait connaître, également à huis clos, la déclaration, et que ce n'a été qu'ensuite que cette déclaration a été lue publiquement par le greffier ; qu'en cela, il y a eu contravention formelle aux art. 14, L. 24 août 1790, et 309, du Code d'inst. crim., ce qui, d'après les art. 7 et 17, L. 20 août 1810, doit opérer la cassation de l'arrêt contre lequel se sont pourvus Alexandre Lafitte et Jeanne-Marie-Clémentine Trigant, sa femme ; — Par ces motifs, — Déclare les débats comme non avenues ; — Casse tout ce qui les a suivis, etc.

Du 22 avril 1820. — Sect. crim. — Pres., M. Barrie. — Rapp., M. Giraud. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

FÊTES ET DIMANCHES. — PROCÈS-VERBAUX. — GARDES CHAMPÊTRES.

Les procès-verbaux des gardes champêtres ne font pas foi jusqu'à preuve contraire lorsqu'ils constatent des infractions à la loi du 18 nov. 1814, sur la célébration des fêtes et dimanches. (Cod. inst. crim., 21 et 154.) (1)

À défaut de procès-verbaux réguliers qui les constatent, les contraventions à la loi sur la célébration des fêtes et dimanches, peuvent être prouvées par témoins, et par conséquent un tribunal ne peut refuser d'admettre cette preuve quand elle est offerte par le ministère public.

(Cosson.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les art. 154, du Code d'inst. crim., et 4, L. 18 nov. 1814 ; — Attendu que cet article de ladite loi du 18 nov. 1814 a déterminé les officiers de police qui auraient le droit de

constater les contraventions aux dispositions de cette loi, par des procès-verbaux qui doivent faire foi jusqu'à la preuve contraire, qu'il est dans les attributions des tribunaux de police d'admettre ou de refuser ; qu'en ne comprenant pas parmi ces officiers de police les gardes champêtres, il a dérogé, pour la constatation de ces contraventions, aux dispositions de l'art. 21 du Code d'inst. crim. mais qu'il n'a prescrit aucune disposition particulière sur la preuve qui pourrait être admise dans l'instruction, à défaut des rapports ou procès-verbaux, ou à leur appui ; que les contraventions aux dispositions de ladite loi du 18 novembre sont donc demeurées, à cet égard, dans les dispositions du droit commun, et spécialement dans celles de l'art. 154 du Code d'inst. crim., qui sont générales pour toutes les contraventions de la compétence des tribunaux de police ; — Et attendu que, d'après cet article, les contraventions peuvent être prouvées par témoins, à défaut de procès-verbaux, ou à leur appui ; — Qu'en refusant donc la preuve testimoniale offerte par le ministère public pour prouver une contravention aux dispositions de l'art. 3, L. 18 nov., à défaut d'un procès-verbal qui pût la constater, le tribunal de police du canton de Mantes a violé ledit art. 154, du Code d'inst. crim. ; — Casse, etc.

Du 22 avr. 1820. — Sect. crim. — Pres., M. Barrie. — Rapp., Raland. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1° RENTE FÉODALE. — Lods et ventes. —

TITRE RECOGNITIF. — TITRE PRIMORDIAL.

2° PRESCRIPTION. — RENTE. — ARRÉRAGES.

1° La réserve conditionnelle des lods et vente et autres droits seigneuriaux dans le titre constitutif d'une rente foncière, ne suffit pas pour faire déclarer cette rente féodale, alors surtout que le titre constate que le bailleur n'était pas le seigneur des fonds concédés, et qu'il ne stipulait des droits seigneuriaux en sa faveur, que sous une condition qu'il n'a pas accomplie, celle de l'acquisition future de la seigneurie (2).

Les énonciations féodales qui se trouveraient dans un acte reconnaissant postérieur, ne peuvent changer en rien la nature de la rente, telle qu'elle est déterminée par le titre primordial. (L. du 17 juill. 1793.) (3)

2° La loi du 20 août 1792, renouvelée par l'art. 2277, Code civ., ne permet pas qu'un débiteur de rentes soit condamné à payer plus de cinq ans d'arrérages, à partir de 1792 (s'il n'y a eu interruption de prescription). — Vainement on alléguerait que l'ancienne loi, autorisant la demande de vingt-neuf ans d'arrérages, ou n'admettant que la prescription de trente ans, il doit être permis de compléter les vingt-neuf ans, en réunissant les arrérages courus avant et les arrérages courus depuis la loi du 20 août 1792. (4)

(3) V. conf., Cass. 19 niv. an 12 ; 27 déc. 1813 ; 14 juill. 1814, et les notes. V. aussi dans le même sens, Merlin, *Repet.*, v° *Cass.*, § 5.

(4) V. conf., Toulouse, 17 therm. an 9. Mais il en serait autrement si quelques années seulement étaient écoulées sous l'empire de la loi de 1792, pourvu que cinq années ne fussent pas accomplies. V. Cass. 21 dec. 1812 ; Bruxelles, 24 déc. 1812 ; Paris, 17 janv. 1823. — V. encore sur ces points, Cass. 24 prair. an 8 ; Nîmes, 4 prair. an 12, et les notes. — V. enfin Troplong, *de la Prescription*, t. 2, n° 1080.

(1) V. conf., Cass. 13 fév. 1819, et Mangin, *Traité des procès-verbaux*, n° 92. — Sur la question de savoir si la loi du 18 nov. 1814 a été abrogée par l'art. 6 de la Charte, V. Cass. 23 juin 1835.

(2) V. sur ce point et ses analogues, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 5 germ. an 13 (aff. Chocot). — Jugé dans le même sens dans un cas où le constituant était seigneur du lieu dans lequel étaient situés les fonds arrentés, mais dans un pays où n'était pas reçue la maxime *nulle terra sans seigneur*. V. Cass. 14 juill. 1811. — Mais décidé en sens contraire pour une rente constituée dans un pays qui était soumis à cette maxime, Cass. 20 déc. 1837.

(Cassan — C. les héritiers Soulié.)

Le 12 fruct. an 13, le sieur Soulié, comme représentant les sieurs de Castanède, anciens seigneurs de la Grésie, traduits devant le tribunal civil de Villefranche le sieur Cassan, pour se voir condamner à lui payer une rente foncière en grains et volailles, assise sur le moulin de Vernet, avec les arrérages qui en étaient légitimement dus.

Le sieur Cassan prétendit que cette rente était féodale, ou du moins mélangée de féodalité, et qu'elle était par conséquent abolie. Il fondait cette prétention sur ce que des titres anciens constitutifs ou récognitifs de cette rente, obligeaient ses auteurs, les sieurs Dorde, Cassan et autres, à des prestations et redevances féodales envers le sieur de Castanède, bailleur. — Le premier de ces titres, du 9 mars 1613, est un contrat constitutif de la rente dont il s'agit, dans lequel il est dit : « Noble Antoine de Castanède, seigneur de la Grésie..., a cense par manière d'acensement et nouvelle infodation, et baillé à nouveau cens à Guillaume Dorde, toute sa quote-part qu'il peut avoir suivant les anciens, et un moulin que ledit sieur a audit Vernet... pour, par ledit Dorde et les siens, jouir dudit moulin à l'avenir... avec pacte accordé que, dorénavant, ledit Dorde sera tenu de payer la rente en argent que MM. du chapitre de Figeac ont sur le moulin de Vernet... Le présent acensement fait moyennant la quantité de six setiers de froment, un setier de seigle et deux gémins; le tout payable... — Ledit Dorde, de gré et bonne volonté, a reconnu vouloir tenir du sieur de la Grésie, en fief et perpétuelle pagée, le susdit moulin, moyennant le cens spécifié, auquel moulin suscense, le sieur Antoine de Castanède s'est réservé, après qu'il aura en sa main ladite rente d'argent que les susdits chanoines ont sur ledit moulin, tous droits de lods et ventes, investitures, divestitures et autres droits et seigneurie, tels que MM. du chapitre ont sur ledit moulin. »

Dans le second titre du 24 fév. 1759, le sieur Antoine Cassany, alors détenteur du moulin de Vernet, qu'il érda plus tard, en 1771, au sieur Cassan, reconnut tenir à cens et locataire perpétuelle, de la dame veuve de Castanède, seigneuresse de la Grésie... huit parties et demie sur douze du moulin de Vernet, sous le cens foncier et perpétuel de six setiers de froment, un chapon, etc. et encore sous le droit de mouture de tous les grains de ladite dame pour son château de la Grésie. Le sieur Antoine Cassany se soumettait en outre à payer la rente due au chapitre de Figeac, et déclarant enfin que ladite dame veuve de Castanède avait sur ce dessus toute justice, haute, moyenne et basse, mère, mixte, impère et exercee d'icelle et tous autres droits et devoirs seigneuriaux. »

Dans le cours de l'instance sur le paiement de cette rente, le sieur Soulié étant mort, sa veuve, comme tutrice de ses enfants mineurs, a continué les poursuites.

Le 30 avril 1816, intervient jugement par lequel le tribunal déclare : « la rente demandée par la dame Soulié sur le moulin de Vernet, purement foncière, à locataire, et nullement féodale ni entachée de féodalité; ce faisant, condamne le sieur Cassan, comme possesseur dudit moulin, à payer à ladite dame la rente dont il s'agit, ensemble les arrérages pour chacune des années échues depuis l'introduction de l'instance; le condamne encore au paiement de ladite rente pour chacune des cinq années antérieures à l'introduction de l'instance, et pour celles échues vingt-neuf années avant ladite instance, lors de

la publication de la loi du 20 août 1792; de plus au paiement de celles échues ledit jour jusqu'au 30 nov. 1794, si elles ont été réclamées dans les cinq années dudit jour 30 nov., etc. »

Appel, et, le 30 av. 1817, arrêt confirmatif de la Cour royale de Montpellier.

POURVOI en cassation pour violation, 1^o de la loi du 17 juil. 1793, abolitive de la féodalité; 2^o de la loi du 20 août 1792, concernant la prescription quinquennale de rentes foncières; et des articles du Code civil sur la prescription trentenaire. — A l'appui de son premier moyen, le demandeur disait : Que les titres de la rente qui donnaient lieu au procès, étant constitutifs et récognitifs de la féodalité, cette rente devait être abolie, en vertu de la loi du 17 juil. 1793. — Les deux actes qu'il citait, l'un du 9 mars 1613 et l'autre du 24 fév. 1759, contenaient en effet des stipulations féodales et même la reconnaissance de la seigneurie en faveur du bailleur, par l'assujettissement formel de justice et autres devoirs seigneuriaux.

Sur le second moyen, il disait : l'arrêt attaqué me condamne, d'une part, au paiement des cinq années d'arrérages échues depuis 1800 à 1805, époque de l'introduction de l'instance, et, d'autre part, au paiement de vingt-neuf ans de ces mêmes arrérages échus avant la loi du 20 août 1792; ce qui fait un total de trente-quatre années d'arrérages; cette condamnation est évidemment illégale. Si la loi de 1792 n'avait pas existé, je n'aurais pu être condamné en tout qu'à vingt-neuf années d'arrérages, c'est-à-dire à vingt-quatre ans en sus des cinq années antérieures à la demande en justice formée en 1805. — Or, la loi du 20 août 1792 n'a pas interrompu la prescription; elle n'a pas empêché les années d'arrérages antérieures à sa publication de se prescrire par trente ans à compter de l'échéance de chacune d'elles, comme elles se prescrivaient antérieurement. Ainsi, dès l'année 1792 jusqu'en 1805, époque de la demande en justice, treize ans se sont écoulés, pendant lesquels la prescription des arrérages antérieurs à 1792 n'a cessé de courir; ce sont donc treize années à retrancher des vingt-neuf dont l'arrêt attaqué renferme condamnation. Dès lors, ajoutait le sieur Cassan, je n'ai pu être condamné qu'à seize années d'arrérages antérieures à la loi du 20 août 1792, et de plus, d'après l'art. 2277 du Code civil, aux cinq années écoulées depuis 1800 à 1805, et qui ont précédé la demande en justice, les huit années de 1792 à 1800 ayant été frappées de la prescription quinquennale établie par la loi du 20 août 1792.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, que l'acte du 9 mars 1613, constitutif de la rente dont il s'agit, ne présente aucune ambigüité; que non-seulement il en résulte qu'Antoine de Castanède, bailleur de plusieurs parties du moulin Vernet et dépendances, n'en était pas le seigneur, mais bien le Chapitre de Saint-Sauveur de Figeac, auquel il était dû, pour cette cause, une rente en argent, que le preneur s'obligeait de payer jusqu'à ce que le bailleur eût acquis cette rente récognitive de la directe seigneuriale du Chapitre; — Attendu que, si le titre primitif contient des expressions et des stipulations qui tiennent à la féodalité, et notamment la réserve de tous droits de lods et ventes et autres droits seigneuriaux, il est ajouté tels que les susdits Messieurs du chapitre ont sur ledit moulin, et seulement après que le concédant aura en sa main ladite rente d'argent; qu'ainsi, cette réserve et les autres stipulations féodales ont été subordonnées à une condition, celle de l'acqui-

tion future de la seigneurie du moulin et dépendances, condition qui n'a jamais été accomplie; — Attendu que l'acte du 24 fév. 1759 n'est, relativement à la rente, seul objet du procès, qu'une simple reconnaissance qui ne peut altérer le titre primordial et constitutif; — Rejette le pourvoi sous ce rapport;

Sur les deuxième et troisième moyens: — Vu la loi du 20 août 1792, qui soumet à la prescription de cinq ans les arrérages des rentes foncières; et l'art. 2277 du Code civil, qui contient la même disposition; — Considérant que la demande en paiement des arrérages de la rente dont il s'agit, a été formée le 12 fruct. an 13, c'est-à-dire en août 1805, et que l'arrêt condamne Cassan au paiement des arrérages des cinq années antérieures à la demande, lesquelles ont couru depuis 1800; que l'arrêt condamne, en outre, Cassan au paiement de vingt-neuf années, tandis qu'il n'en aurait dû que vingt-quatre années, si la loi du 20 août 1792 n'eût pas existé. — Considérant que, par l'effet de cette loi, les huit années écoulées, depuis 1792 jusqu'en 1800, étaient prescrites, d'où il suit que l'arrêt, en condamnant Cassan au paiement de ces huit années, a violé la loi précitée; — Casse et annule, en ce chef seulement, l'arrêt rendu par la Cour royale de Montpellier, le 30 avril 1817, etc.

Du 25 avril 1820. — Sect. civ. — Rapp., M. Henry Larivière. — Pl., MM. Coste et Odilon Barrot.

CONCORDAT. — FAILLITE. — OPPOSITION

L'article 523 du Code de commerce, qui oblige les créanciers opposants au concordat, à signifier leur opposition dans la huitaine, pour tout délai, s'applique, non-seulement aux créanciers qui ont pris part à la délibération de ce concordat, mais encore à ceux qui en étaient absents, si toutefois ils avaient été légalement mis en demeure (1).

(Magnoncour — C. la faillite Leroyer.)

Le sieur Lecuyer a fait faillite en 1812. — Le 15 déc. 1814, un concordat a été passé entre lui et ses créanciers, lesquels se sont contentés de sept et demi pour cent de leurs créances, payables dans trois années. — Le 24 du même mois de déc. 1814, jugement du tribunal de commerce de Besançon, qui homologue le concordat. — 31 suivant, c'est-à-dire, plus de quinze jours après ce même concordat, le sieur de Magnoncour, autre créancier du failli en l'absence duquel il avait été passé, y forme opposition. — Le sieur de Magnoncour fonde cette opposition sur ce que, d'une part, il réunit seul entre ses mains plus de la moitié des créances chirographaires existantes contre le failli; et d'autre part, sur ce que le concordat passé avec ce même failli ne l'a pas été dans les formes voulues par le Code de commerce. — Le sieur Lecuyer et les syndics de la faillite répondent au sieur Magnoncour, sans entrer dans l'examen de ses moyens au fond, que son opposition est tardive, et non recevable aux termes de l'art. 523 du Code de commerce, qui porte: « Les créanciers opposants au concordat seront tenus de faire signifier leurs oppositions aux syndics, et au failli, dans la huitaine pour tout délai. » Le sieur de Magnoncour répond à son tour que le délai de huitaine fixé par l'art. 523 du Code de commerce, s'applique aux créanciers opposants qui ont été présents au concordat et qui y ont pris part; mais il ne s'applique pas aux

créanciers qui, comme lui, n'ont été ni présents ni appelés au concordat auquel ils entendent former opposition.

11 mars 1815, jugement du tribunal de comm. de Besançon, qui déclare le sieur de Magnoncour non-recevable dans son opposition: — Considérant que le concordat dont il s'agit a été consenti le 15 déc.; que l'opposition a été signifiée aux syndics et au failli le 31 du même mois, par conséquent après le délai de huitaine fixé par l'art. 523 du Code de comm.; que le jugement qui l'a homologué et rendu obligatoire pour tous les créanciers, étant à la date du 24 du même mois, n'a fait qu'exécuter et se conformer aux termes de l'art. 524 du Code cité, puisqu'il n'y avait point d'opposition de la part d'aucun créancier; que le tribunal n'a pas à s'occuper des moyens d'opposition au fond, puisqu'une fin de non-recevoir est opposée, et qu'elle est tirée de la loi même; qu'il résulte évidemment des dispositions de l'art. 523 du Code de comm., que le créancier n'a que le délai de huitaine pour former son opposition à un concordat qu'il prétend blesser ses droits; que cet article s'explique d'une manière absolue et sans réserve; qu'il ne donne pour former opposition que huitaine pour tout délai: qu'ainsi, après ce délai expiré, le tribunal de commerce doit homologuer le concordat et le rendre obligatoire pour tous les créanciers, expression de l'art. 524 du Code de comm., qui comprend les créanciers consentants au concordat et les non-comparans; que le sieur de Magnoncour n'ayant pas formé son opposition dans le délai, il y est par conséquent non recevable; que tel est l'esprit de la loi et la jurisprudence de la Cour de cassation, ainsi qu'il résulte d'un arrêt du 17 juin 1812, rendu d'après ces principes: d'où il suit que le sieur de Magnoncour doit être déclaré non recevable dans son opposition, soit au concordat, soit au jugement qui l'a homologué. » — Appel par le sieur de Magnoncour. — 5 juin 1818, arrêt de la Cour royale de Besançon, qui confirme, en adoptant les motifs des premiers juges.

POURVOI en cassation par le sieur de Magnoncour, contre cet arrêt, pour fausse application de l'art. 523 du Code de commerce. — Cet article, disait le demandeur, ne peut être entendu dans un sens aussi rigoureux que celui que lui attribuent le tribunal de commerce et la cour royale de Besançon: il dispose, que « les créanciers opposants au concordat seront tenus de signifier leur opposition dans la huitaine pour tout délai », mais par ces termes de créanciers opposants au concordat, on ne peut entendre évidemment que les créanciers présents à l'assemblée dans laquelle ce concordat a été signé et qui s'y sont opposés. Pour eux, en effet, un délai de huitaine était suffisant: le silence qu'ils ont gardé pendant ce temps fait présumer qu'ils ont reconnu l'injustice de leurs prétentions et qu'ils ont renoncé: il en est tout autrement des créanciers absents qui n'ont pas assisté à la délibération, ou qui même n'y ont pas été appelés: vouloir leur appliquer la rigueur de la fin de non-recevoir portée en l'art. 523, c'est méconnaître l'esprit de la loi et l'intention du législateur qui, pour donner toute garantie à chacun des créanciers du failli, en particulier, ont tracé avec un soin extrême les formalités à suivre dans la passation du concordat, et ont attaché la peine de nullité à l'observation de ces formalités. — Dans l'espèce

(1) V. en ce sens, Cass. 17 juin 1812, et la note; Rouen, 14 avril 1813. — Le nouvel art. 512 du Code de comm. (L. 28 mai 1838) fixe le même délai, qui

Il est constant que le sieur de Magnoncourt n'a pas été présent à la délibération des créanciers qui ont signé le concordat; qu'il n'y a même pas été appelé; donc, en le déclarant non recevable dans son opposition à ce concordat, uniquement parce qu'il ne l'a pas formée dans la huitaine et nonobstant son absence de la délibération, l'arrêt dénonce à donné à l'art. 523 du Code de commerce une extension que ne comporte pas l'esprit dans lequel il a été conçu, et par conséquent viole la loi, en faisant une fautive application de cet article. — Quant à l'arrêt de la cour de cassation du 17 juin 1812, invoque dans les motifs du jugement de première instance, le demandeur le soutenait inapplicable à la cause, en ce que, dans l'espèce de cet arrêt, il s'était agi de l'opposition formée par un créancier qui avait assisté au concordat, et qui avait seulement refusé de le signer.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu les articles 502, 509, 522, 523, du Code de commerce; — Attendu qu'il résulte de ces articles, 1^o que les créanciers du failli sont régulièrement mis en demeure pour la vérification de leurs créances, par l'avisement inséré dans les papiers publics, et par lettres des syndics; — 2^o que, cette formalité remplie, et le délai de quarante jours expiré, le traité qui est fait entre les créanciers et le failli est régulier, lorsqu'il est arrêté par le concours d'un nombre suffisant de créanciers formant la majorité, et représentant en outre, par leurs titres de créances vérifiées, les trois quarts de la totalité des sommes dues; 3^o que le concordat ainsi convenu, le créancier opposant à son exécution, est tenu de faire signifier son opposition aux syndics, et au failli, dans la huitaine pour tout délai; — Attendu, en point de fait, qu'il a été reconnu par la Cour royale de Besançon, 1^o que les créanciers du failli ont été avertis par avis inséré dans le journal du département, le 26 nov. 1812; que, ces premières poursuites ayant été interrompues par incident terminé depuis par arrêt déboutif non attaqué, cet avis a été réitéré, et nouvelle insertion en a été faite dans le journal du département de la Haute-Saône, le 25 novembre 1814, qu'en supposant que son domicile fût connu, il n'est pas justifié que les syndics aient osés de lui adresser une circulaire; — 2^o que, le 15 décembre suivant, le concordat a été arrêté par le concours d'un nombre de créanciers formant la majorité, et représentant en outre, par leurs titres de créances vérifiées, les trois quarts de la totalité des sommes dues selon l'état des créances vérifiées; — 3^o enfin, que le demandeur n'a signifié son opposition au concordat que le 31 dec. c'est-à-dire quinze jours après la date du concordat, et par conséquent postérieurement au délai de huitaine prescrit par l'art. 523 du Code de commerce; — d'où il suit que la Cour royale de Besançon, en déclarant le demandeur non recevable dans son opposition, loin d'avoir violé aucune loi, a fait une juste application de celles relatives à la matière; — Rejette, etc.

Du 26 avril 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Ligier de Verdigny. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Lassis.

(1) Décision toute politique, comme la loi dont elle fait l'application. L'art. 7 de la loi du 12 janv. 1816 était ainsi conçu : « Ceux des régicides qui, au mépris d'une élenient presque sans bornes, ont usé pour l'acte additionnel ou accepté des fonctions ou emplois de l'usurpateur, et qui par là se sont déclarés ennemis

1^o CASSATION. — DÉCLARATION DU JURY.2^o BANNISSEMENT. — RUPTURE DE BAN.

1^o La loi n'a fixé aucun mode de preuve pour servir de base à la conviction du jury, et dès lors quand l'accusé a été déclaré convaincu de l'accusation, il ne peut fonder son recours en cassation sur ce que les faits qui fondaient cette accusation n'ont pas été établis aux débats. (Cod. inst. crim., 350.)

2^o Lorsqu'une loi politique a banni à perpétuité tous les individus qui ont commis les faits qu'elle précise, et qu'un de ces individus est arrêté en France, il suffit, pour que la peine de la rupture du ban lui soit appliquée, que le jury l'ait déclaré convaincu des faits précisés et d'être rentré en France; il n'est pas nécessaire qu'un acte du gouvernement ou de l'autorité judiciaire ait préalablement décidé que la mesure du bannissement lui était applicable. (Cod. pén., 33; L. du 12 janv. 1816, art. 7.) (1)

(Lecarpentier.)

Devant la Cour d'assises siégeant à Contances, le 19 mars 1820, le sieur Lecarpentier ex-conventionnel, fut, par un jury, déclaré convaincu 1^o d'avoir voté la mort du roi Louis XVI; 2^o d'avoir accepté l'acte additionnel; 3^o d'être rentré en France au mépris des dispositions de la loi du 12 janvier 1816.

Par suite de cette déclaration, la Cour d'assises, par application de l'art. 33 du Code pénal, condamne le sieur Lecarpentier, ex-conventionnel, à la peine de la déportation, comme coupable d'avoir enfreint, en rentrant en France, le bannissement par lui encouru, aux termes de l'art. 7 de la loi du 12 janvier 1816.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Lecarpentier contre cet arrêt.

Il propose deux moyens : le premier pris de ce que l'un des faits servant de base à l'accusation dirigée contre lui, savoir son acceptation de l'acte additionnel, n'avait pu être prouvé par le ministère public, qui avait été obligé de suppléer à cette preuve par une déclaration particulière du jury; — le second pris de ce que n'ayant jamais été condamné nominativement au bannissement, soit par la loi du 12 janvier 1816, soit par aucun acte de l'autorité judiciaire, il ne pouvait être accusé d'avoir enfreint son ban, et ne pouvait être passible de la peine de déportation prononcée par l'art. 33 du Code pénal, tant qu'il n'avait pas d'ailleurs été décidé, si la mesure du bannissement portée par la loi du 12 janv. 1816, lui avait été réellement applicable.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu sur le premier moyen que la loi n'a fixé aucun mode de preuve qui doive servir de base à la conviction du jury; et que, dans l'espèce, le jury a déclaré que Lecarpentier, ex-conventionnel, était coupable d'avoir voté la mort du roi Louis XVI, d'avoir accepté l'acte additionnel, et d'être rentré en France au mépris des dispositions de la loi du 12 janvier 1816, et que cette déclaration n'est sujette à aucun recours;

Attendu, sur le second moyen, que l'art. 7 de la loi du 12 janvier 1816 a déterminé d'une manière positive et précise les faits d'après lesquels le bannissement qu'il prononce doit être encouru;

irréconciliables de la France et du gouvernement légitime, sont exclus à perpétuité du royaume, et sont tenus d'en sortir dans le délai d'un mois, sous la peine portée par l'art. 33 du Code pén. — Cette loi a été rapportée par la loi du 11 sept. 1830. *

— Que dès lors il n'y avait pas nécessité pour son application individuelle, d'une disposition particulière et nominative, ni d'un acte de l'autorité judiciaire; — Que la peine de la déportation doit par conséquent être prononcée par les Cours d'assises contre ceux qui se sont soustraits à cette mesure de bannissement, quoiqu'ils leur fût applicable, ou qui, y ayant obtempéré, ont postérieurement enfreint leur ban; — Que dans les poursuites pour cette condamnation à la déportation, les accusés peuvent sans doute faire valoir tous moyens non-seulement pour établir qu'ils n'ont pas enfreint leur ban, mais encore pour prouver que la mesure du bannissement ne leur est pas applicable; que c'est aux jurés, sur cette défense, à décider les faits sur lesquels porte l'accusation; — Que, dans l'espèce, le demandeur a proposé ses moyens de justification; — Que les jurés ont déclaré constant qu'il avait voté la mort du Roi, et ensuite accepté l'acte additionnel; — Que sur cette déclaration de faits, la Cour d'assises, en prononçant contre lui la déportation, a fait une juste application de l'art. 57 de la loi du 12 janv. 1816, et de l'art. 33 du Code pénal; — Rejette, etc.

Du 27 avril 1820. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Giraud Duplessis. — *Concl.*, M. Hua, av. gén. — *Pl.* M. Leroi-Neufville.

JURY. — COUR D'ASSISES. — DÉLITS COMMIS A L'AUDIENCE. — AVOCAT.

Du 27 avr. 1820 (aff. *Lavandier*). — *V.* et arrêt *infra*, à la date du 28.

1° JURÉS. — REMPLACEMENT. — TABLEAU (FORMATION DU). — COUR D'ASSISES.

2° COUR D'ASSISES. — INTERPRÈTE. — SERMENT.

1° Le remplacement des jurés absents ou empêchés pour compléter la liste des trente, n'a pas besoin d'avoir lieu pour chaque affaire en particulier dans la même session (1).

L'art. 393, Code inst. crim., qui charge le président des assises de faire le tirage au sort pour le remplacement des jurés absents, confère le même pouvoir à tout magistrat appelé légalement à présider les assises.

Le juré remplacé comme absent, qui se présente avant le tirage au sort pour la formation du tableau des douze, exclut, par sa comparution, le juré appelé à sa place, et a le droit de concourir à la formation du tableau. (Cod. inst. crim., 399.) (2)

L'art. 393, Code inst. crim., n'exige pas pour le tirage au sort du jury, la présence des membres de la Cour d'assises autres que le président et le procureur général (3).

2° La formule du serment que l'art. 332 du Code d'inst. crim. exige de l'interprète appelé aux débats d'une Cour d'assises, n'est pas sacramentelle et prescrite à peine de nullité (4).

(Cazaux dit Tamenet.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le second moyen, que l'art. 393 contenant des dispositions pour le remplacement des jurés absents et leur remplacement jusqu'au nombre de trente, ne dit pas que ce remplacement aura lieu pour chaque affaire; que cette disposition ne se trouve que dans l'art. 399, lequel ne traite que de la formation du tableau des douze;

Que la loi, chargeant le président des assises

de faire le tirage au sort pour le remplacement des jurés absents, confère des fonctions à tout magistrat appelé légalement à présider les assises;

Que si tout juré absent lors de l'appel, et qui se représente avant le tirage au sort pour la formation du tableau des douze, a droit de concourir à la formation de ce tableau, et si sa présence exclut l'un des jurés appelés en remplacement, ce fait hypothétique ne se trouve pas dans l'espèce;

Attendu, sur le troisième moyen, qu'aucun article de loi n'exige que la Cour d'assises assiste à la formation du tableau des douze jurés; qu'au contraire, l'art. 399, portant que « ce tirage doit avoir lieu avant l'ouverture de l'audience », indique suffisamment que la présence des quatre juges n'est pas nécessaire pour valider la formation du tableau des douze;

Attendu, sur le quatrième moyen, que la formule du serment prescrit par l'art. 332 du Code d'inst. crim., n'est pas sacramentelle, et qu'il résulte du procès-verbal que l'interprète a complètement satisfait aux dispositions dudit article; — Rejette, etc.

Du 27 avril 1820. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Gailhard. — *Concl.*, M. Hua, av. gén.

DOUANES. — MARCHANDISES PROHIBÉES.

Celui au domicile duquel des marchandises prohibées ont été trouvées, ne peut être renvoyé des poursuites sous le prétexte que ces marchandises appartiennent non à lui, mais à son beau-frère, qu'il les a laissés déposer chez lui par complaisance et qu'il ignorait qu'elles fussent prohibées. — La circonstance, que le loyer du logement occupé par le prévenu était payé en commun par lui et par son beau-frère, ne pourrait d'ailleurs rien changer à sa responsabilité. (L. du 28 avril 1816, art. 59 et 66; L. du 21 avril 1818, art. 43.)

(Douanes.—C. Bousin.)

Du 28 avril 1820. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Rataud. — *Concl.*, M. Hua, av. gén.

DOUANES. — MARCHANDISES PROHIBÉES. —

VOITURES PUBLIQUES.

Les dispositions qui affranchissent les voituriers publics de la responsabilité à laquelle sont soumis les autres voituriers à raison du transport de marchandises prohibées, lorsque les marchandises trouvées et saisies sur leurs voitures sont portées sur leur feuille de route, doit être entendue en ce sens que les voituriers publics ne sont dégagés de cette responsabilité qu'autant que, par la feuille qu'ils sont tenus de représenter, l'administration des douanes est mise en état d'exercer contre les propriétaires ou expéditeurs d'objets saisis, les poursuites nécessaires pour obtenir les condamnations prévues par la loi. — Ainsi, l'entrepreneur d'une voiture publique ne peut être affranchi des poursuites, lorsque la feuille de chargement qu'il représente ne mentionne qu'un destinataire qui a méconnu l'envoi, et un expéditeur qui n'a pu être découvert à cause de l'insuffisance de sa désignation. (L. du 22 août 1791, tit. 2, art. 29.) (5)

(1) *V.* dans le même sens, Cass. 28 janv. 1814; 10 sept. 1825; 5 avril 1832; 18 et 19 juill. 1839.

(2) *V.* sur ce point, la note qui accompagne l'arrêt de cassation du 23 juill. an 8. *V.* Cass. 7 janv. 1825.

(3) *V.* *conf.*, Cass. 10 oct. 1817; 24 sept. 1829; 2 sept. 1830.

(4) *V.* *conf.*, Cass. 16 avril 1818.

(5) *V.* *conf.*, Cass. 22 mai et 13 déc. 1818; 9 juill. 1819. 1^{er} dec. 1820; 30 mai et 21 juill. 1827; 26 avril 1828.

(Douanes—C. Brimont.)—ARRÊT.

LA COUR ;—Vu les art. 59 et 66 de la loi du 28 avril 1816 ;—Vu aussi l'art. 43 de la loi du 21 avril 1818 ;—Attendu que d'après la disposition de ces articles, ce sont les détenteurs des marchandises qui ont été saisies et reconnus être de fabrique étrangère, qui sont passibles de l'amende qui doit être prononcée ;—Que si, par une exception établie en faveur des messagers et voituriers publics, tant par l'art. 29, tit. 2 de la loi du 22 août 1791, que par l'art. 29, tit. 3 de la loi du 4 germ. an 2, ils ont été affranchis, lorsque les marchandises trouvées sur leurs voitures étaient portées sur la feuille de voyage, de la responsabilité à laquelle sont personnellement restés soumis les autres voituriers, il résulte de la combinaison des divers articles de ces lois, que cette exception n'est point abusive et inépuisable, et qu'elle est nécessairement subordonnée au cas où les voituriers publics auraient fait connaître, par des indications suffisantes, les propriétaires ou expéditeurs des marchandises, et prouvé ainsi que ce n'est pas pour leur propre compte ou celui de leurs agens que le transport en était opéré ;—Que ces deux lois, relatives aux importations et exportations, veulent que les déclarations qu'elles prescrivent soient signées, et, par conséquent, fassent connaître ceux par qui ou pour qui elles sont faites ; que l'art. 29, tit. 2 de celle de 1791, exige des voituriers publics que la feuille dont ils doivent être porteurs, soit représentée pour servir à la déclaration, et que l'art. 8, tit. 3 de la loi du 4 germ., doit être entendu et exécuté dans le même sens, pour que l'administration des douanes et le ministère public puissent, dans les cas de contravention, poursuivre, contre qui de droit, les condamnations ordonnées par la loi ;—Que si l'exception invoquée par les voituriers publics, en vertu des anciennes lois, doit être étendue aux marchandises dont la recherche et la saisie dans toute l'étendue du royaume a été ordonnée par des lois postérieures, et dont ils effectuent le transport, ils ne peuvent donc s'en prévaloir qu'autant qu'ils justifient, par une désignation suffisante des personnes contre lesquelles les poursuites peuvent et doivent être dirigées ; qu'ils n'ont été que des instrumens passifs de la contravention ;—Que cependant, dans l'espèce, où il s'agissait d'objets qui ont été reconnus par le jury être de fabrique étrangère, trouvés et saisis au bureau des diligences à Lyon sur une des voitures de l'administration des messageries, et où la feuille de chargement énonçait comme destinataire un sieur Lachaumette qui a reconnu l'envoi fait sous son nom, et comme expéditeur, un sieur Perrault, sans autre désignation, resté inconnu, le tribunal correctionnel de Lyon, devant lequel le sieur Brimont, directeur du bureau des diligences, avait été traduit, n'est borné à prononcer la confiscation des marchandises, et a jugé que, d'après la disposition de l'art. 8, tit. 3 de la loi du 4 germ. an 2, il n'y avait lieu à la peine de l'amende contre ledit Brimont, les marchandises ayant été portées sur la feuille ;—Que, sur l'appel

du ministère public, ce jugement a été confirmé, par le même motif, par la Cour royale de Lyon ; en quoi ladite Cour a fait, dans l'espèce, une fautive application de la disposition dudit art. 8, tit. 3 de la loi du 4 germ. an 2, et a, par suite, violé celles des art. 59 et 66 de la loi du 28 avril 1816, et 43 de la loi du 21 avril 1818 ;—Casse, etc.

Du 28 avril 1820.—Sect. crim.—Prés., M. Barris.—Rapp., M. Rataud.—Concl., M. Hua, av. gén.

1^{er} JURY (QUESTIONS AU).—POSITION.2^e et 3^e COUR D'ASSISES.—RÉSUMÉ DU PRÉSENT.

INTERRUPTION.—DISCIPLINE.

4^o AVOCAT.—INJURES.—DISCIPLINE.5^o PEINES.—CONCLUSIONS DU MINISTÈRE PUBLIC.

1^o Le ministère public et les accusés peuvent être admis à faire des observations sur la manière dont les questions ont été posées, quoique le Code d'inst. crim. ne renferme à cet égard aucune disposition. (Cod. du 3 brum. an 4, art. 376.) (1)

2^o Le résumé du président des assises ne peut être interrompu par aucune observation ou aucune réclamation, soit du ministère public, soit des parties, soit de leurs défenseurs, et ce n'est que lorsqu'il est terminé et dans le seul cas où le président, sortant du cercle des preuves discutées dans les débats, se serait permis de présenter des faits nouveaux ou des pièces nouvelles, que les accusés ou le ministère public sont fondés à demander d'être entendus sur ces faits ou sur ces pièces (2).

3^o Les interruptions faites au résumé du président ou les conclusions contre ce résumé, hors le cas où elles peuvent être légitimes, peuvent avoir, d'après les circonstances, un caractère d'irrévérence et même d'injure qui donne ouverture à la juridiction dont les Cours et les tribunaux sont investis, relativement aux fautes de discipline commises à leurs audiences.

4^o L'art. 23 de la loi du 17 mai 1819 qui confère aux tribunaux le droit de suspendre l'avocat dont les discours ou les écrits contiennent des injures ou des diffamations, s'applique aux diffamations ou injures commises par l'avocat envers les magistrats, aussi bien qu'à celles qu'il peut commettre envers les parties (3).

L'art. 403 du décret du 30 mars 1808 qui attribue aux tribunaux la connaissance des fautes de discipline commises à leurs audiences, s'applique aux avocats aussi bien qu'aux officiers ministériels, et cette juridiction n'a été ni abolie ni restreinte par la disposition postérieure qui a accordé des conseils de discipline aux avocats (4).

L'avocat qui était présent à l'audience lorsque le ministère public a pris des conclusions contre lui, ne peut se faire un grief de ce qu'il n'a pas été entendu dans sa défense, quand il n'a pas demandé à l'être.

d'être entendu, même après le résumé du président sur les faits nouveaux ou les pièces nouvelles allégués ou produits dans ce résumé.

(3) V. de Gratier, Comment. des lois de la presse, t. 1, p. 252.

(4) Cette juridiction subsiste également depuis l'ordonn. du 20 nov. 1822. V. Cass. 24 déc. 1836; 8 janv. 1838. V. encore de Gratier, ubi sup., p. 253, et Jurisp. du XIX^e siècle (Table déc. 1831-1840), v^o Avocat, n^o 49 et suiv.

(1) V. Cass. 13 juin 1816.—L'art. 376 du Code du 3 brum. an 4 porte : « L'accusé, ses conseils, l'accusateur public et les jurés peuvent faire des observations sur la manière dont les questions sont posées, et le tribunal en décide sur-le-champ. » Il résulte formellement de l'arrêt que nous rapportons que cet article n'a point été abrogé par le Code d'inst. crim., et doit continuer de recevoir son exécution.

(2) V. Cass. 9 fruct. an 9; 22 juin 1839, et la note. Cet arrêt consacre le droit en faveur de l'accusé,

5° Les Cours et tribunaux ne sont pas liés par les conclusions du ministère public, et peuvent dès lors prononcer une peine plus forte que celle qu'il a requise (1).

(Lavandier — C. Min. pub.)

M^r Lavandier, avocat à la Cour royale de Rouen, fut chargé, le 2 février 1820, de défendre d'office Marie-Rose-Félicité Léger, accusée de vol dans une auberge où elle était reçue. — Le 24 fev. 1820, il vint assister cette accusée devant la Cour d'assises de la Seine-inférieure, siégeant à Rouen. Les débats terminés, M. le président commença le résumé prescrit par l'art. 336 du Code d'inst. crim. — Le défenseur crut s'apercevoir que M. le président développait uniquement les preuves de l'accusation, et n'indiquait point les moyens à la décharge de l'accusée. — Dans l'intérêt de l'accusée, M^r Lavandier lit observer à la Cour que l'art. 336 précité chargeait le président de résumer les débats, et non d'établir un second acte d'accusation. — M. le président imposa silence à l'avocat qui cessa de parler.

Dans la persuasion que l'art. 336 du Code d'inst. crim. avait été violé, M^r Lavandier pensa qu'il devait constater une violation si préjudiciable à l'accusée. — La parole lui avait été enlevée; il prit le seul moyen qui lui restait pour remplir son devoir. Il déposa sur le bureau les conclusions rédigées à la hâte, dont la teneur suit : — « Qu'il plaise à la Cour, attendu qu'un magistrat n'a d'autorité qu'autant que lui en confie la loi : — Que la loi autorise le président, d'après l'art. 336 du Code d'inst. crim., seulement à faire le résumé des moyens pour ou contre l'accusé; — Qu'elle ne l'autorise en aucune manière à développer les moyens d'accusation; — Accorder acte de ce que M. le président a développé les divers moyens d'accusation. »

Ces conclusions posées, M. l'avocat général requit « qu'il plût à la Cour rejeter les conclusions déposées sur le bureau, et que, par arrêt, la conduite de M^r Lavandier fut approuvée. »

Sur ce réquisitoire, la Cour, sans entendre l'avocat, ni le sommer de se défendre, accordant plus encore qu'il n'était demandé par le ministère public, suspendit M^r Lavandier de ses fonctions pour dix jours. Voici le texte de son arrêt : — « La Cour, ouï l'avocat général sur les conclusions, fixées par écrit, de M^r Lavandier, défenseur, présent; — Vu l'art. 336 du Code d'instruction criminelle invoqué à l'appui; — Considérant qu'après la clôture des débats, les défenseurs peuvent encore prendre des conclusions relatives aux questions ou à l'application de la peine, mais qu'il est au moins inconvenant et sans objet de conclure contre le résumé du président; — Que M^r Lavandier le savait d'autant mieux, qu'il s'est déjà permis un pareil écart, alors attribué à l'ignorance, et réprimé par un avertissement infructueux; — Considérant que, malgré cette première faute et l'avertissement qu'il recevait itérativement aujourd'hui, le jeune avocat a persévéré; — Vu les dispositions de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, la Cour enjoint à M^r Lavandier de rester désormais sur la ligne de ses devoirs; d'être plus circonspect; le suspend pendant dix jours, et lui fait défense de plaider avant le six mars prochain. »

POI RYOT en cassation contre cet arrêt par M^r Lavandier.

Premier moyen. — Le fait imputé à M^r Lavandier n'est qualifié délit par aucune loi. (Violation de l'art. 364 du Code d'inst. crim.)

La Cour de Rouen n'a trouvé dans ces conclusions ni diffamation, ni injure, ni irrévérence, et à cet égard les considérans de l'arrêt forment une contradiction frappante avec son dispositif. Aucun des termes des conclusions n'a été relevé : tous les motifs de condamner l'avocat se bornent à ceci : qu'il est au moins inconvenant et sans objet de conclure contre le résumé du président. Les conclusions en elles-mêmes ne sont pas compréhensibles aux yeux de la Cour de Rouen; c'est le fait d'avoir pris des conclusions qui est déclaré inconvenant et sans objet. — Et cela est si vrai, que la Cour de Rouen n'a point supprimé les conclusions, quoique l'article de la loi du 17 mai cité dans les considérans de l'arrêt, autorisât la suppression des écrits diffamatoires ou injurieux. — Reste donc à examiner, si le fait de poser des conclusions sur le résumé d'un président d'une Cour d'assises est un fait inconvenant et sans objet, qui autorise la Cour à suspendre l'avocat de ses fonctions. — Quant à l'inconvenance, il nous semble qu'un défenseur, demandant respectueusement à la Cour, qu'acte lui soit donné de ce qui se fait dans la cause, ne commet point d'inconvenance. Il use du droit que lui donne sa qualité de défenseur; il remplit même un devoir que cette qualité lui impose. — Chargé d'assister l'accusé, il doit suppléer à son ignorance. Toutes les infractions à la loi doivent être par lui soigneusement remarquées. Il doit les relever; et si la Cour persiste dans ses infractions, le devoir de l'avocat est de les faire constater pour qu'une Cour supérieure puisse rectifier les erreurs des premiers juges. — Mais, si la Cour peut suspendre l'avocat qui demande acte de ce qui se fait, si le défenseur ne peut invoquer la loi protectrice de l'accusé, sans craindre d'être accusé à son tour, son ministère devient inutile, et il n'y a plus de libre défense. — M^r Lavandier a cru, que l'art. 336 du Code d'inst. crim. était violé, quand le président n'indiquait pas les moyens à la décharge de l'accusée.

Il n'a entendu, dans le résumé qui était fait, d'autres moyens que ceux qui soutenaient l'accusation. — S'était-il trompé ? La Cour devait le tirer de son erreur, elle devait juger que le résumé était conforme à la loi; tout eût été fini alors; l'avocat se serait soumis à la décision de la Cour; l'accusée n'aurait point à se plaindre de la gêne apportée à sa défense; il aurait été statué sur la demande faite dans son intérêt. — La Cour de Rouen en a agi autrement; elle n'a point répondu aux conclusions de l'accusé, elle a suspendu l'avocat.

Mais, dit-on, ces conclusions étaient sans objet. Quel motif pour suspendre un avocat de ses fonctions ? Quel, la fautive interprétation d'un article du Code est un délit ? L'avocat qui pense que la violation de l'art. 336 peut être constatée, mérite d'être suspendu ? — Non, la loi qui ne punit point les juges, dont on casse les arrêts, ne punit point les avocats qui se trompent sur l'interprétation d'un article. — Supposons donc que M^r Lavandier s'est trompé; que ses conclusions étaient sans objet, cette supposition ne justifiera pas l'arrêt dénoncé, et la punition qu'il inflige au défenseur n'en sera pas moins un excès de pouvoir. — Objectera-t-on que les conclusions posées par les Avocats étaient injurieuses en ce sens qu'elles tendaient à faire présumer que M. le président sortait de la ligne de ses devoirs ? — Faire constater la violation de la loi, n'est point injurier le magistrat. Rectifier une erreur de doctrine, n'est point insulter le juge qui l'a commise. — La raison de ceci est toute simple : en disant qu'un magistrat a violé la loi, on ne

(1) V. conf., Cass. 24 niv. an 11; 29 oct. 1808, et 27 juin 1811; Lagrèverand, *Législ. crim.*, t. 2, ch. 1^{re}.

suppose point qu'il l'a violée sciemment et à dessein; on dit qu'il s'est trompé dans son interprétation, et, nous le répétons, une erreur de doctrine n'est une action blâmable ni pour le juge, ni pour l'avocat; autrement, les actes de procédure seraient presque tous des actes diffamatoires. — L'appel serait une injure contre le tribunal qui a rendu le jugement dont on demande la réformation. — Le pourvoi en cassation serait une insulte faite à la Cour dont l'arrêt est dénoncé.

Deuxième moyen. — *Excès de pouvoir; fausse application de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819; violation du décret du 14 déc. 1810.*

Le demandeur en cassation citait trois textes de loi qui donnent aux Cours et tribunaux le droit de suspendre les avocats. — Ce sont : l'art. 90 du Code de proc. civ.; — L'art. 39 du décret du 14 déc. 1810; — L'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, calké sur l'art. 377 du Code pén.; l'arrêt dénoncé s'est appuyé sur le dernier.

Cet article permet aux tribunaux de suspendre l'avocat dont les discours ou les écrits contiennent des injures et des diffamations. — Mais cet article, substitué à l'art. 377 du Code pénal, ne s'occupe évidemment que des injures et diffamations contre les parties adverses, ou contre des tiers, injures qui, ayant été mises sous les yeux des juges, ont acquis une espèce de publicité. — Il ne s'occupe en aucune manière des injures faites aux magistrats eux-mêmes, et encore moins des inconvenances qu'un avocat, dans l'exercice de ses fonctions, peut commettre envers les juges. — D'ailleurs, l'art. 23 de la loi du 17 mai suppose que les discours prononcés ou les écrits produits devant les tribunaux, sont injurieux ou diffamatoires; et dans ce cas, pour suppléer à l'action en diffamation ou injure qu'elle refuse, elle autorise les juges à suspendre les avocats. — Or, dans le paragraphe précédent, il a été démontré que les conclusions de M. Lavandier ne présentaient ni injure, ni diffamation. — La Cour de Rouen a donc faussement appliqué cette loi en suspendant M. Lavandier, non pour un écrit injurieux, mais pour un fait que la Cour qualifie d'inconvenant, le fait d'avoir posé des conclusions sur le résumé de M. le président.

Troisième moyen. — *Nullité de formes; violation des art. 153, 190, 335 du Code d'instruction criminelle.*

La Cour de Rouen a violé le principe qui défend de condamner un accusé sans l'entendre, ou sans le sommer de se défendre. — M. Lavandier, accusé par M. l'av. gén., n'a point été sommé de répondre à l'accusation; il a été condamné sans être entendu — Il n'en eût pas été ainsi s'il eût été jugé devant le conseil de discipline. Le décret de 1810 précité veut que l'avocat ne puisse être suspendu qu'après avoir été entendu ou appelé au moins deux fois à huit jours d'intervalle (art. 27), et l'art. 29 lui donne droit d'appeler de la décision.

Quatrième moyen. — *L'arrêt de Rouen offre une autre nullité essentielle.*

Le ministère public avait requis une simple injonction contre M. Lavandier. La Cour, sans que rien de nouveau se soit passé entre l'arrêt et le réquisitoire, a prononcé la suspension de l'avocat.

Cette peine plus forte ne pouvait être prononcée, parce qu'il est du principe en matière de discipline que les injonctions ou autres peines soient appliquées sur les conclusions du ministère public.

L'art. 39 du décret de 1810, qui autorise les tribunaux à infliger une peine de discipline à l'avocat pour le cas prévu dans cet article, dé-

clare expressément que cette peine sera prononcée sur les conclusions du ministère public. — Aucune loi n'autorise les tribunaux à infliger les peines d'office et sans que le ministère ait conclu.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Sur le premier moyen de cassation proposé par le demandeur et fondé sur ce que le fait pour lequel il a été condamné n'est qualifié délit par aucune loi; — Attendu que le Code d'instruction criminelle n'autorise aucune réclamation ni aucune conclusion contre le résumé dont son art. 336 charge le président de la Cour d'assises; — Que ce résumé doit fidèlement rappeler aux jurés les principales preuves des débats, à charge et à décharge, mais que lorsque la loi a confié au président cet acte important de l'instruction criminelle, elle n'a pu en soumettre l'impartialité et l'exactitude qu'au jugement de sa propre conscience; — Qu'en effet, les réclamations et la discussion sur ce résumé n'auraient pu porter que sur des objets vagues, différemment sentis et appréciés, suivant la différence des esprits ou celle des intérêts; qu'il n'en serait donc résulté qu'une controverse particulière entre le président et les parties, qui aurait pu détourner la pensée des jurés des véritables éléments de l'affaire, et aurait toujours été nuisible à la dignité de l'audience et de la justice; — Que si le ministère public et les accusés doivent être admis à faire des observations sur la manière dont les questions ont été posées, quoique le Code d'instruction criminelle renferme à cet égard aucune disposition, c'est parce que l'art. 376 du Code du 3 brum. an 4 leur en accordait le droit, et que cet article, qui n'a point été explicitement abrogé par le nouveau Code, ne peut l'avoir été implicitement dans le cas, du moins, où les questions n'ont pas été rédigées dans les termes du résumé de l'acte d'accusation, et conformément à la formule réglementaire et démonstrative de l'art. 337 de ce Code; — Que, d'ailleurs, la discussion sur une position de questions se réduit toujours à des faits précis qui présentent un sujet déterminé à la délibération des juges, et que cette discussion, dont l'objet n'est point irrévocable pour le président, ne peut affaiblir le respect religieux qui doit accompagner tous les actes de l'instruction criminelle; — Que, du droit de réclamer ou de prendre des conclusions sur la position des questions il ne peut donc être déduit aucune conséquence pour étendre le même droit sur le résumé des débats; — Qu'à l'égard de ce résumé, il doit être connu et maintenu en principe, qu'il ne peut être interrompu par aucune observation ou aucune réclamation, soit du ministère public, soit des parties, soit de leurs défenseurs; — Que lorsqu'il est terminé il ne peut être pris de conclusions sur la forme dans laquelle il a été fait et sur le fond de ce qui a été dit, que dans la seule circonstance où le président, sortant du cercle des preuves discutées ou relevées dans les débats, se serait permis de présenter des faits nouveaux ou des pièces nouvelles; — Qu'à l'égard de ces nouveaux faits et de ces pièces nouvelles, le discours du président n'aurait pas été le résumé du débat; qu'il n'aurait été qu'un acte auxiliaire de l'accusation ou de la défense; que l'accusé ou le ministère public seraient donc fondés à demander d'être entendus sur ces faits ou sur ces pièces, et qu'à cette fin leurs conclusions devraient tendre à ce que la clôture des débats et ce qui s'en était suivi fussent annulés par la Cour d'assises, et que ces débats fussent continués sur les faits ou sur les pièces sur lesquels ils n'auraient pas été mis à même de présenter leurs moyens;

Que les interruptions faites au résumé du président ou les conclusions contre ce résumé, hors le cas où elles peuvent être légitimes, peuvent donc avoir, d'après les circonstances, un caractère d'irrévérence et même d'injure qui donne ouverture à la juridiction dont les Cours et les tribunaux sont investis relativement aux fautes de discipline commises à leurs audiences; — Et attendu que, dans l'espèce, il y a connexité intime et nécessaire entre les faits d'interruption et d'interpellation que le demandeur s'est permis contre le président pendant son résumé, et qui sont constatés dans le procès-verbal de la séance, et les conclusions et autres faits rappelés dans l'arrêt qui est inséré immédiatement après, et dans la même partie de ce procès-verbal; que la condamnation prononcée contre le demandeur se réfère donc à tous ces faits, et que, dès lors, cette condamnation a été l'exercice légitime de la juridiction de discipline qui appartient à la Cour d'assises;

Sur le deuxième moyen, pris d'une prétendue fausse application de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, d'une prétendue violation du décret du 14 déc. 1810, et d'un prétendu excès de pouvoir: — Attendu que les dispositions dudit art. 23 de la loi du 17 mai 1819 sont conçues en termes généraux; — Que, d'ailleurs, il serait sans objet d'examiner si la peine de discipline à laquelle le demandeur a été condamné, a pu être régulièrement prononcée d'après les dispositions de cet article, puisque cette condamnation est justifiée par l'art. 103 du décret du 30 mars 1808, qui porte que « dans les Cours et les tribunaux de première instance, chaque chambre connaîtra des fautes de discipline qui auraient été commises ou découvertes à son audience; » — Que cet article n'est nullement dépendant de l'art. 102 qui le précède; qu'il n'est pas, comme lui, relatif exclusivement aux officiers ministériels; qu'il est, au contraire, général et s'applique à toutes les fautes de discipline commises dans une audience par un individu quelconque exerçant auprès des tribunaux des fonctions qui le soumettent à la juridiction de discipline; — Que le décret du 14 déc. 1810, en accordant aux conseils de discipline des avocats une juridiction particulière, n'a ni aboli ni restreint celle qui appartenait aux Cours et aux tribunaux d'après les lois et règlements antérieurs; — Que si l'art. 38 de ce décret ne porte, à l'égard des avocats, qu'une injonction sans disposition pénale, c'est qu'il n'a eu pour objet que de leur rappeler, ainsi qu'il est énoncé dans le préambule de ce même décret, les règles dont l'observation devait conserver la dignité de leur profession, et que, pour la répression de l'infraction à ces règles, il s'en est rapporté à la législation déjà existante; — Que l'art. 39 a prévu des délits d'une nature tout autre que de simples fautes de discipline; que son objet est donc différent de celui de l'art. 38, et que, dès lors, il a dû régler, par une disposition particulière, la répression des faits qu'il détermine dans sa prohibition; — Que sous aucun rapport, par conséquent, la condamnation prononcée contre le demandeur ne renferme ni excès de pouvoir, ni violation des règles de compétence ou de disposition des lois pénales;

(1) La Cour de cassation a décidé, en thèse générale, par plusieurs arrêts, que l'exception à la nécessité d'un bon et approuvé, établie en faveur de certains individus ne s'étend pas aux femmes de ces individus. F. 12 janv. 1814; 6 mai 1816; 22 juill. 1820. — Dans l'espèce, la Cour a non-seulement consacré cette doctrine, mais encore elle l'a étendue, puisqu'il était constant que la femme pre-

sur le troisième moyen, fondé sur les art. 153, 190 et 335 du Code d'inst. crim., en ce que le demandeur n'aurait pas été entendu dans sa défense sur les conclusions prises contre lui par le ministère public: — Attendu qu'il était présent à l'audience lorsque ces conclusions y ont été prises, et qu'il n'a pas demandé à être entendu;

Sur le quatrième moyen, résultant de ce qu'il a été prononcé contre lui une peine de discipline plus forte que celle qui avait été requise par le ministère public: — Attendu que les Cours et tribunaux ne sont pas liés par les conclusions du ministère public; qu'ils doivent prononcer d'après la loi sur l'appréciation qu'il leur appartient de faire des faits et de leurs circonstances; — Attendu enfin que l'arrêt attaqué ne présente d'ailleurs, sous aucun rapport, de moyen valable de cassation; — Rejette, etc.

Du 28 avril 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Hus, av. gén. — Pl., M. Roger.

* CASSATION. — FAIT ERRORE.

Du 30 avril 1820 (aff. Jancet). — V. cet arrêt à la date du 30 août même année.

FEMME — MARCHANDE PUBLIQUE. — APPROBATION D'ÉCRITURE.

La femme mariée, quelle que soit la part qu'elle prenne au commerce de son mari, ne peut être, pour cela, réputée marchande publique, dans le sens de l'art. 5 du Code de comm. — Elle n'est marchande publique qu'autant qu'elle fait un commerce séparé: c'est dans ce cas seulement que les obligations qu'elle souscrit, sont valables, bien que non revêtues d'un bon ou approuvé de sa main, portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose. (Cod. civ., 1326; Cod. comm., 4 et 5.) (1)

(Bataille—C. Berthe Geoffroy.)

Le 8 nov. 1817, le sieur Bataille, marchand à Reibel, et sa femme, souscrivirent, au profit du sieur Berthe Geoffroy, un billet ainsi conçu: « Nous soussignées Baptiste Bataille et Nicole-Sophie Magué, mon épouse, reconnaissons avoir reçu de M. Berthe Geoffroy la somme de 4,950 fr., valeur que nous lui remettrons dans le cours de quatre ans, etc. » Ce billet, écrit de la main du mari, a été signé de lui et de sa femme; mais celle-ci n'a pas écrit le bon ou l'approuvé prescrit par l'art. 1326 du Code civ.

Le débiteur de ce billet, le sieur Bataille, a fait faillite; et son créancier Berthe Geoffroy n'ayant pu toucher qu'un acompte sur le montant de sa créance, il lui resta dû 2,073 fr.

Pour recouvrer cette somme, il dirigea des poursuites contre la femme signataire du billet. Celle-ci soutint que son engagement était nul, à défaut de bon ou d'approuvé mis à la suite de sa signature.

Le jugement de première instance et l'arrêt attaqué de la Cour royale de Metz, n'ont eu aucun égard à cette exception: ils ont déclaré valable l'obligation souscrite par cette femme. L'arrêt est fondé sur ce que la dame Bataille « avant son mariage était marchande et faisait le négoce; que, mariée à un négociant, elle a pris part à son

naît par son commerce de son mari. Or, à cet égard, la Cour suprême elle-même s'est prononcée en sens contraire par un arrêt du 9 déc. 1839) qui décide que la femme d'un cultivateur, alors qu'elle s'occupe elle-même d'économie agricole, est, comme son mari, dispensée de faire précéder sa signature d'un bon ou approuvé.

commerce...; que, ne pouvant avoir d'autre état que celui de son mari, avec lequel elle a continué le négoce, elle se trouve précisément dans l'exception énoncée en l'art. 1326 à l'égard des marchands; etc.»

La dame Bataille s'est pourvue contre cet arrêt, et a soutenu qu'il faisait à l'espèce une fautive application de l'exception portée en l'art. 1326 du Code civ.; qu'il contreviait à la disposition principale de cet article ainsi qu'aux art. 4 et 5 du Code de commerce.

Le sieur Berthe Geoffroy a reproduit et développé dans sa défense les motifs de l'arrêt attaqué.

ARRÊT

LA COUR;—Vu l'art. 1326 du Code civ., et les art. 4 et 5 du Code de comm.;—Considérant qu'il est vrai que la femme suit la condition de son mari, mais qu'il ne résulte nullement de ce principe que la profession du mari soit nécessairement commune à sa femme; que, d'après les art. 4 et 5 du Code de comm., une femme n'est réputée marchande publique que lorsqu'elle exerce, du consentement de son mari, un commerce séparé du sien; que la femme Bataille, lorsqu'elle a signé le billet dont il s'agit, n'exerçait pas un commerce de ce genre, mais seulement qu'elle prenait part, ainsi que le dit l'arrêt, au commerce de son mari; d'où il suit qu'elle ne pouvait être considérée comme marchande, ni être placée dans l'exception contenue en l'article 1326 du Code civ., et par conséquent que l'arrêt attaqué a contrevenu à la disposition générale du même article et aux lois ci-dessus citées;—Case, etc.

Du 1^{er} mai 1820.—Sect. civ.—Prés., M. Brisson.—Rapp., M. Zangiacomi.—Concl., M. Cahier, av. gén.—Pl. MM. Buchot et Chauveau-Lagarde.

ENREGISTREMENT. — DONATION PAR CONTRAT DE MARIAGE.

Lorsqu'un enfant, dans son contrat de mariage, s'est déclaré propriétaire d'un immeuble qu'il annonce tenir de la libéralité de son père, cette énonciation ne suffit pas pour établir une donation par contrat de mariage, dans le sens de l'art. 63 de la loi du 23 frim. an 7, qui réduit à moitié les droits de donations par contrat de mariage. La donation doit être répétée suite antérieurement... Alors surtout que dans le contrat de mariage l'enfant rattache sa propriété à un acte antérieur.—Peu importe que le père, dans un acte authentique postérieur au contrat de mariage, ait déclaré qu'en effet il avait entendu donner l'immeuble à son fils pour son mariage, et que c'était par omission que le contrat n'en faisait pas mention (1).

(Enregistrement — C. Chrestien de Chanteloup.)

Par acte sous seing privé du 1^{er} vend. an 7, le sieur Chrestien père et sa femme donnèrent, à titre de démission, à leurs quatre enfants collectivement, divers immeubles, et en outre à chacun de ces enfants d'autres immeubles en particulier.

Par cet acte, le sieur Chrestien de Chanteloup, l'un de ces enfants, reçut primitivement une portion de bois de la contenance de vingt-six hectares à prendre dans le bois de Lihus.

Le sieur Chrestien de Chanteloup s'est marié

en 1808, et par son contrat de mariage du 23 avr. de cette année, il s'est constitué par apport, entre autres immeubles, le bois de Lihus contenant soixante-quinze hectares, et provenant, porte ce contrat, de la démission faite le 1^{er} vend. an 7, par les sieur et dame Chrestien, ses père et mère, au profit de leurs enfants.—Il est à remarquer que dans son contrat de mariage le sieur de Chanteloup se déclare propriétaire de la totalité du bois de Lihus, de la contenance de soixante-quinze hectares, quoique par l'acte de démission il n'ait été investi que de vingt-six hectares faisant partie de ce bois.

Postérieurement, et le 21 mars 1811, le sieur Chrestien père a passé avec le sieur Chrestien de Chanteloup, son fils, un acte notarié, par lequel, après avoir reconnu que ce dernier n'avait reçu, par l'acte de démission du 1^{er} vend. an 7, que vingt-six hectares à prendre dans le bois de Lihus, composé, ainsi que le déclarent les parties, de soixante un hectares, et que néanmoins il a été dit dans le contrat de mariage du 23 avril 1808, que le sieur de Chanteloup apportait en dot le bois de Lihus, de la contenance de soixante-quinze hectares, provenant de ladite démission, on ajoute que l'intention du sieur Chrestien père avait été de faire donation à son fils, par ce contrat de mariage, du surplus de la contenance de ce bois, sans autre exception que de trois hectares environ abandonnés par l'acte de démission à Jean-Prospère Chrestien, frère de ce dernier, et ne faisant point partie desdits soixante-un hectares; que c'était par omission que ledit contrat de mariage ne contenait point cette donation, comme les parties le croyaient, ledit sieur Chrestien de Chanteloup ayant depuis ce même contrat joui entièrement desdits soixante-un hectares de bois, fait les coupes à son profit, et étant directement imposé aux rôles des contributions foncières de la commune de Lihus; c'est pourquoi M. Chrestien père déclare et reconnaît à son égard n'avoir aucun droit à la portion qu'il s'était réservée dudit bois par l'acte de démission, étant de trente-cinq hectares, en faisant même, en tant que de besoin, donation entre-vifs et irrévocable au dit sieur de Chanteloup, sans charge de rapport à sa succession future; et de son côté, le sieur de Chanteloup accepte ladite donation et promet d'acquiescer sa part des autres charges imposées par la démission.

Cet acte ayant été présenté à l'enregistrement, le droit en fut perçu sur le pied de 2 f. 50 c. par 100 fr., réglé pour les donations d'immeubles en ligne directe, et montant à 418 fr., à raison d'un capital de 15,200 fr., à quoi avaient été évalués les trente-cinq hectares de bois donnés par le père à son fils.

Mais la direction s'étant depuis aperçue que cet acte du 21 mars 1811 établissait, relativement à ces trente-cinq hectares, la preuve d'une mutation secrète opérée en faveur du sieur de Chanteloup, et qui remontait à plus de trois mois, puis, que, de l'aveu même des parties, elle datait de l'époque du contrat de mariage du 23 avril 1808, déclara contre ledit sieur de Chanteloup, le 22 mars 1813, une contrainte en paiement du droit en sus montant à pareille somme de 418 fr.

Opposition à cette contrainte de la part du sieur de Chanteloup, qui soutient ne pas devoir le droit en sus.

(1) Il en serait autrement si la mutation opérée au profit du fils résultait d'une déclaration faite au contrat de mariage, par exemple, si le fils se constituait un bien appartenant précédemment à son père; la mutation serait censée s'opérer par le con-

trat de mariage, rien ne pouvant établir qu'elle fut antérieure; c'est aussi ce qu'a reconnu une délibération du 30 fruct. an 10, l'art. 1^{er} du Traité des droits d'enregistrement de MM. Championnière et Rigaud, t. 4, n° 2945.

Et le 13 fév. 1818, jugement par le tribunal civil de la Seine qui déboute la direction de sa demande : « Attendu que le droit d'enregistrement ne peut se percevoir qu'une fois sur le même objet; que la propriété énoncée dans l'acte de 1811 est la même que celle énoncée au contrat de mariage de 1808; que le droit d'enregistrement payé en 1811 l'a été à raison de 2 fr. 50 c. par 100 fr., ce qui est la totalité de ce qui pouvait être dû, tant pour le droit simple que pour le double droit; qu'ainsi la régie n'a plus rien à réclamer. »

La direction générale de l'enregistrement s'est pourvue en cassation, pour violation des art. 22, 38 et 69, § 6, n° 2, de la loi du 22 frim. an 7, et pour contravention à l'art. 4 de celle du 27 vent. an 9.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu les art. 22, 38 et 69, § 6, n° 2 de la loi du 22 frim. an 7; — Vu aussi l'art. 4 de la loi du 27 vent. an 9; — Attendu que le contrat de mariage du 23 avril 1808 résiste à ce qu'on puisse y rattacher la donation faite par Christien père à son fils, des 35 hectares de bois excédant ceux qui lui avaient été cédés par l'acte de démission du 1^{er} vendém. an 7, 1^{re} parce qu'il n'est fait, dans ce contrat de mariage, aucune mention quelconque de ladite donation; 2^e parce qu'au contraire Christien fils s'y présente comme propriétaire de la totalité du bois dit de Lihus, dont ces 35 hectares font partie, et qu'il se la constitue en dot; 3^e enfin parce qu'il se dit propriétaire de ce bois, précisément en vertu de l'acte de démission du 1^{er} vendém. an 7; — Qu'ainsi cette donation, étant nécessairement étrangère au contrat de mariage, a donné lieu, 1^{re} à un droit simple de 2 fr. 50 c. par 100 fr., aux termes de l'art. 69, § 6, n° 2, de la loi du 22 frim. an 7; 2^e à un pareil droit pour n'avoir pas été présentée à l'enregistrement dans le délai prescrit par l'art. 22 de la même loi; — D'où il suit que le sieur Christien de Chanteloup, n'ayant payé ce droit qu'à raison de 2 fr. 50 c. par 100 fr., était encore passible du montant d'un pareil droit, et que la réclamation qui en était faite par la régie n'a pu être rejetée par le jugement attaqué, que par une violation formelle desdits articles; — Attendu, au surplus, que la peine du double droit n'a jamais été remise audit Christien de Chanteloup par la régie, et n'a même jamais pu l'être, suivant l'art. 59 de ladite loi du 22 frim. an 7; — Casse, etc.

Du 2 mai 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Huart-Duparc et Champion.

INTERROG. SUR FAITS ET ARTICLES. —

POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

Il appartient aux juges d'apprécier les faits sur lesquels un interrogatoire est demandé, et ils peuvent en rejeter la demande, lorsque ces faits ne leur paraissent pas pertinens. (Cod. proc., 324.) 1

(Michel — C. Hainguerlot.)

Du 2 mai 1820. — Sect. req. — Rapp., M. Favard de Langlade. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Delagrèze.

DÉLIT FORESTIER. — PROCÈS-VERBAL. —

FOI.

Le prévenu d'un délit de coupe de bois ne peut être renvoyé des poursuites sous prétexte d'in-

suffisance de preuves, lorsqu'il résulte d'un procès-verbal régulier que le bois trouvé chez lui a été reconnu par le garde pour être le même que la bois coupé en délit, tant par l'essence que par l'écorce, et la mensuration et le retoquage faits par le garde seul, sur le refus du prévenu d'y assister. (L. du 29 sept. 1791, tit. 9, art. 13.) (2)

(Forêts — C. Perrin.) — ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 13, tit. 9 de la loi du 29 sept. 1791; — Attendu qu'il résultait d'un procès-verbal non argué de faux, que le bois trouvé chez Perrin avait été reconnu par le garde pour être le même que le bois coupé en délit, tant par l'essence que par l'écorce, et la mensuration et le retoquage que le garde en avait faits; que d'ailleurs Perrin avait été sommé d'être présent au retoquage et qu'il s'y était refusé; que de l'ensemble de ces faits résultait la preuve légale de la culpabilité de Perrin, puisque foi était due au procès-verbal qui la constatoit, jusqu'à inscription de faux; que cependant il a été déclaré par l'arrêt attaqué que la culpabilité de Perrin n'était pas suffisamment prouvée; en quoi il avait été formellement contrevenu à l'art. 13 précité du tit. 9 de la loi du 29 sept. 1791, et par suite, aux lois pénales de la matière; — Casse, etc.

Du 4 mai 1820. — Sect. crimelle.

DÉLIT FORESTIER. — PREUVE.

Lorsque pour établir la culpabilité d'un individu prévenu d'avoir coupé un certain nombre de baliveaux dans une forêt, il est nécessaire de réassoucher ces baliveaux, les juges saisis de la poursuite ne peuvent renvoyer le prévenu des fins de la plainte sur le motif qu'un seul des baliveaux enlevés a été réassouché. Ils doivent prononcer la peine applicable à la coupe de ce baliveau. (L. du 29 sept. 1791, tit. 9, art. 13.)

(Forêts — C. Macberd.)

Du 4 mai 1820. — Sect. crim. — Rapp., M. Basire. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

DÉLIT FORESTIER. — COUPE DE BOIS. — DÉLAI. — Lorsque les habitants d'une commune ont été autorisés à couper du bois dans une forêt, pour réparer leurs maisons incendiées, et cela pendant un certain délai, l'habitant qui coupe des arbres passé ce délai, ne peut être renvoyé des poursuites, sur le motif que la coupe du bois en question a été retardée par des causes locales, et que le bois par lui enlevé a servi à compléter la réparation de sa maison. (Ord. de 1669, tit. 32, art. 14.)

(Forêts — C. Galvin.) — ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 14, tit. 32 de l'ordonnance de 1669, ainsi conçu : « Défendons aux officiers d'arbitrer les amendes et peines, ni les prononcer moindres que ce qu'elles sont réglées par la présente ordonnance; » — Attendu qu'il résulte de cette disposition que l'intention du législateur a été d'interdire aux tribunaux tout arbitraire dans l'application des peines déterminées par la loi pour la répression des délits forestiers; et que des considérations puisées dans des circonstances locales et particulières aux délits ne suffisent point pour autoriser une dérogation à l'ordonnance; — Et attendu que la Cour royale de Grenoble a méconnu ces principes dans l'espèce, en déchargeant Galvin père et fils des pour-

(1) V. sur ce point et dans le même sens, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Cass. du 24 vent. an 9. — V. aussi Cass. 11 janv. 1815; Rouen, 11 avril 1809, et les notes.

(2) V. dans le même sens, Cass. 20 nov. 1806, et la note.

suites exercées contre eux, quoiqu'il fût constant et reconnu qu'ils avaient coupé les bois en question longtemps après le délai fixé par la permission d'en couper pour la réparation de leurs bâtiments incendiés; d'où il suit qu'il a été formellement contrevenu, par l'arrêt attaqué, à l'art. 14 précité du tit. 21 de l'ordonnance de 1669, et par suite aux lois pénales de la matière; — Casse, etc.

Du 4 mai 1820. — Sect. crim. — Rapp., M. Basire. — Concl., M. Fréreau de Pény, av. gén.

USAGER FORESTIER. — PATURAGE. — BOIS DEFENSABLE.

Les usagers prévenus du délit d'introduction de bestiaux dans un bois communal, et qui ne justifient pas que ce bois ait été déclaré défensable, ne peuvent être renvoyés des poursuites sur le motif que ces délits sont antérieurs à la publication de l'avis d'introduction donné par l'inspecteur local. (Ord. 1669, tit. 19, art. 1^{er}; L. du 29 sept. 1791, tit. 12, art. 16.) (1)

(Forêts — C. Aymard.)

Du 4 mai 1820. — Sect. crim. — Rapp., M. Basire. — Concl., M. Fréreau de Pény, av. gén.

PÊCHE. — PROCÈS-VERBAL. — FAUX.

Le prévenu d'un délit de pêche avec engins prohibés, ne peut être renvoyé des poursuites, sous le prétexte d'insuffisance de preuves, lorsqu'il résulte d'un procès-verbal régulier que le garde pêche a vu le prévenu placer au fond d'une rivière un engin prohibé; que cet engin était attaché au fond de l'eau avec un piquet, et qu'au dedans il y avait de la mie de pain et un petit poisson. (Ord. de 1669, tit. 31, art. 1^{er}; L. du 29 sept. 1791, tit. 9, art. 13.) (2)

(Forêts — C. Dinat.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 13, tit. 9 de la loi du 29 sept. 1791; — Attendu que, par l'art. 1^{er}, tit. 31 de l'ordonnance de 1669, il est défendu à toutes personnes autres que les maîtres pêcheurs de pêcher sur fleuves et rivières navigables; et que, par l'art. 10 du même titre, il est défendu auxdits maîtres pêcheurs, et, à plus forte raison, à tout particulier, de pêcher avec engins prohibés; — Attendu qu'il est constaté, par le procès-verbal dressé dans l'espèce, et non argué de faux, que le prévenu avait placé au fond de la Garonne un engin reconnu prohibé, que cet engin était attaché au fond de l'eau avec un piquet, et qu'au dedans, il y avait de la mie de pain et un petit poisson; que de l'ensemble de ces faits résultait la preuve légale du délit prévu par les art. 1^{er} et 10 du tit. 31 de l'ordonnance de 1669, et de la culpabilité du prévenu; d'où il suit qu'en déchargeant le Dinat des poursuites exercées contre lui, il a été contrevenu formellement par l'arrêt attaqué à l'art. 13 précité du tit. 9 de la loi du 29 sept. 1791, et par suite aux lois pénales de la matière; — Casse, etc.

Du 4 mai 1820. — Sect. criminelle.

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 29 fruct. an 11; 22 fév. 1811, et les notes.

(2) V. pour le droit actuel sur ce point, les art. 28, 53 et 54 de la loi du 15 avril 1829, sur la pêche fluviale.

(3) Cet arrêt consacre la véritable interprétation de l'art. 405, Cod. pén., et en même temps une règle fondamentale en matière d'escroquerie. V. dans ce sens, Bourguignon, Jurisp. des Codes crim., t. 1,

ESCRQUERIE. — FAUX NOM. — FAUSSE QUALITÉ. — CARACTÈRES.

L'escroquerie commise par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité constitue le délit prévu par l'art. 405, Cod. pén., lors même que cet usage n'a pas eu pour objet de persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès; cette condition ne se rapporte qu'aux manœuvres frauduleuses (3).

L'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité pour se faire ramasser des marchandises ne suffit pas pour constituer le délit d'escroquerie, s'il est constaté que la remise des marchandises n'a pas été déterminée par cette manœuvre. (Cod. pén., 405.) (4)

(Poirier.)

Poirier avait acheté, sous le nom de Meunier, six porcs dont la remise lui avait été faite immédiatement. Condamné par le tribunal correctionnel de Belfort à cinq ans d'emprisonnement, il fut renvoyé de la plainte par arrêt de la Cour de Colmar, ainsi conçu : « Considérant, enfin, que Poirier ne peut également pas être envisagé comme auteur d'une escroquerie, attendu que le faux nom de Meunier dont il a fait usage n'était pas plus propre que le sien à inspirer de la confiance aux habitants de Champagny; de manière qu'il n'a évidemment pas employé ce faux nom pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, d'où il suit que les dispositions de l'art. 405 du Code pén., ne sont pas plus applicables que celles de l'art. 404. »

Pourvoi en cassation.

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Attendu que les expressions manœuvres frauduleuses, qui ont été substituées dans l'art. 405 du Code pén., au mot *Doi*, placé dans l'art. 35 de la loi du 22 juill. 1791, et dont le sens était trop général et trop vague, n'ayant pas elles-mêmes une signification assez précise pour que l'application n'en pût pas devenir arbitraire, il a été dans la prévoyance du législateur de fixer les cas où cette application devrait être faite, en déterminant dans quel objet ces manœuvres auraient dû être employées pour qu'elles pussent être jugées former une circonstance élémentaire du délit d'escroquerie;

Qu'à l'égard de l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, cet usage portant toujours sur un fait simple, qui ne peut être susceptible de différentes interprétations, il n'a dû être caractérisé que par l'effet qui pouvait en être résulté, c'est-à-dire par la confiance qu'il aurait inspirée et l'abus qui aurait été fait de cette confiance, en se faisant remettre frauduleusement, par son moyen, des fonds, des meubles, des obligations, des décharges, etc.; — Qu'il s'ensuit 1^o que le membre de phrase de l'art. 405, dont les termes sont : « Pour persuader l'existence de fausses entre-

3. p. 447; Chauveau et Hélie, Théorie du Code pén., t. 7, ch. de l'Escroquerie.

(4) En effet, il ne suffit pas d'une intention criminelle pour constituer le délit, il faut que cette intention se réunisse à un fait matériel et domageable; si donc la manœuvre frauduleuse n'a été la cause d'aucune lésion, si elle n'a déterminé aucune délivrance, ou, ce qui est la même chose, si la délivrance a eu une autre cause, le délit n'existe pas; on écarte manœuvre pour le constituer. *

prises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, » ne se rapporte qu'à l'emploi de manœuvres frauduleuses, et non à l'usage d'un faux nom ou fausse qualité; 2^o que, de l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, ne peut naître une action en délit d'escroquerie que dans le cas où c'est à son aide et par son moyen qu'a été obtenue la délivrance de fonds, meubles, obligations, quittances etc.; que l'abus de la confiance ou la surprise de la crédulité sont, en effet, intrinsèques et substantiels au délit d'escroquerie; — Que la Cour royale de Colmar a donc méconnu l'esprit et la lettre de l'article 405 du Code pén., lorsqu'elle a jugé que l'usage d'un faux nom, fait par François Poirier, ne pourrait point servir de base à une poursuite en délit d'escroquerie, parce qu'il n'avait pas eu pour objet de persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique;

Mais attendu que cette Cour a, en même temps, déclaré que Lemblin, Teclat et la veuve Didier, n'avaient point été déterminés à faire à Poirier la remise des marchandises dont il s'agissait au procès, par le faux nom qu'il s'était attribué; que cette déclaration en fait suffit par elle-même pour justifier le renvoi des poursuites prononcé en faveur dudit Poirier : — Rejette, etc.

Du 5 mai 1820. — Sect. crim. — Rapp., M. Aumont. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

1^o TÉMOINS EN MAT. CORRECT. — SERMENT. — MENTION

2^o APPEL CORRECTIONNEL. — EVOCATION.

1^o Lorsque le jugement d'un tribunal correctionnel renferme la preuve que les témoins ont prêté le serment exigé par la loi, ce jugement ne peut être annulé parce que le greffier aurait omis de faire mention dans ses notes de cette prestation de serment. (Cod. inst. crim., 155.) (1)

2^o En matière correctionnelle, les juges qui prononcent l'annulation du jugement de première instance pour vice de forme, doivent renvoyer le fond et y statuer : il méconnaît les règles de sa compétence s'il renvoie le procès devant un autre tribunal. (Cod. inst. crim., 215.) (2)

(Intérêt de la loi. — aff. Bourderonnet.) — ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'art. 155 du Code d'inst. crim. : — Considérant qu'en ordonnant que le greffier tiendra note de la prestation du serment des témoins, ledit article n'a point exclu toute autre preuve légale de cette prestation de serment : — Que, dans le fait, les quatre jugemens de première instance dont les appels étaient portés devant le tribunal correctionnel de Gueret, énoncent dans le contexte, savoir : celui rendu le 19 août 1819 dans l'affaire Léonard Bourderonnet, que les témoins ont fait le serment de dire toute la vérité et rien que la vérité; et les trois autres, qu'à l'égard des témoins produits, les formalités pres-

crites par l'art. 155 du Code d'inst. crim., ont été observées par leur audition; qu'il était donc authentiquement et légalement constaté par ces jugemens que les témoins avaient prêté le serment exigé par la loi; — Que, néanmoins, et sur le motif qu'à l'égard de quelques-uns des témoins entendus à l'audience, le greffier avait omis de faire mention dans ses notes de leur prestation de serment, le tribunal correctionnel, sans avoir égard à ce qui était dit dans les jugemens de première instance, a déclaré qu'il n'existait au procès aucune preuve que la formalité du serment eût été remplie, et a, en conséquence, annulé ledits jugemens; qu'il a donc faussement appliqué ledit art. 155, créé une disposition législative, et violé ainsi les règles de sa compétence;

Vu, en second lieu, l'art. 215 dudit Code : — Considérant que, d'après les dispositions formelles de cet article, l'annulation, pour vice de formes, d'un jugement de première instance rendu en matière de police correctionnelle, ne dessaisit point les juges d'appel, et qu'ils doivent, au contraire, statuer eux-mêmes sur le fond du procès; — Que l'annulation des jugemens de première instance que, dans l'espèce, le tribunal de Gueret a prononcée pour prétendu défaut de serment, en supposant que cette formalité eût réellement été omise, ne pouvait donc dispenser ledit tribunal de statuer lui-même sur le fond des préventions qui faisaient respectivement l'objet d'icelux jugemens annulés; d'où il suit qu'en renvoyant les procès et les parties devant un nouveau tribunal de première instance, le tribunal de Gueret a interverti l'ordre de juridiction et violé les règles de compétence établies par ledit art. 215; — Casse, etc.

Du 5 mai 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

BOISSONS. — DÉBITANT. — PRÉSUMPTION.

Le fait d'introduction de boissons, sans déclaration, dans un local faisant partie de la maison d'un débitant, constitue de la part de ce dernier une contravention punissable, bien qu'il allégué que le local est loué à son frère (sans toutefois en rapporter bail authentique) et qu'il représente un congé délivré au nom de celui-ci, surtout lorsque le congé ne concorde pas exactement avec les boissons saisies. (L. du 28 avril 1816, art. 61.) (3)

(Contributions indirectes — C. Cascaux.)

ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 53 et 61 de la loi du 28 avril 1816, de la combinaison desquels il résulte 1^o que les boissons ne peuvent être introduites dans les maisons, caves et celliers du domicile des vendeurs en détail qu'en vertu d'expéditions, dont la représentation doit être faite aux employés qui sont tenus de les prendre en charge; et qu'à défaut de déclaration de la part des débitants et de représentation des acquits et congés, l'introduction desdites boissons constitue une contravention à la loi; 2^o que les défenses faites par l'art. 61, aux vendeurs en détail de recueillir des boissons dans leurs maisons et ailleurs, et a-

plia? Or quelle preuve plus légale et plus énergique que le jugement même? Il est impossible de prétendre que les notes du greffier sont une preuve exclusive.

(2) V. conf., Cass. 27 pluv. an 8, et la note; 5 avril 1816; 22 mars 1821; 4 juill. 1822; 23 juill. 1825; Merlin, *Quest.*, v^o Appel, § 14, art. 2.

(3) V. dans le même sens, Cass. 27 oct. 1818, 30 janv. 1824.

(1) V. Cass. 12 sept. 1812, et la note. La difficulté naît de ce que l'art. 155 charge spécialement le greffier de tenir note des dispositions et de la prestation de serment des témoins. Les notes qui ornent cette constatation sont donc nulles. Mais cette nullité n'est-elle pas réparée, si le jugement lui-même constate cette formalité? Quelle est l'intention du législateur? N'est-ce pas uniquement qu'il y ait une preuve légale que la formalité a été rem-

tous propriétaires ou principaux locataires, de laisser entrer chez eux des boissons appartenant aux débiteurs, sans qu'il y ait bail authentique, doivent être appliquées, avec bien plus de force et de raison, à un débiteur qui est propriétaire ou principal locataire de la maison où il fait son débit, unique, à défaut du bail authentique, le local prétendu loué au tiers doit être considéré comme faisant partie de l'habitation de ce dernier; d'où il suit que les boissons existant dans ce local sont présumées de droit lui appartenir; — Et attendu que, dans l'espèce, il était constaté par le procès-verbal en forme et non argué de faux, que Pierre Caseaux, débiteur de boissons, était propriétaire ou principal locataire de la maison où il faisait son débit; que dans un des appartements de cette maison ayant, avec ceux où il faisait son débit, des communications nécessaires, il a été trouvé une pièce de vin blanc de 3 hectolitres et de 10 litres, dont les six dixièmes étaient consommés; — Que Pierre Caseaux a allégué que l'appartement où le vin a été trouvé était tenu en loyer par Gratien Caseaux, son frère; mais qu'il n'a point produit de bail authentique constatant cette location; — Que, dès lors, cet appartement devait être considéré comme faisant partie de l'habitation de Pierre Caseaux, et la pièce de vin que les employés y ont trouvée, présumée lui appartenir; — Qu'il devrait, par conséquent, justifier de son introduction par des congés ou acquits à caution; — Qu'il n'a été produit qu'un congé au nom du frère de Pierre Caseaux, pour l'introduction d'une pièce de vin de 3 hectolitres et 30 litres; contenance qui ne pouvait concorder avec celle de 3 hectolitres et 10 litres que les employés ont reconnu être celle de la pièce saisie; que, pour celle-ci, Pierre Caseaux n'a produit ni congé, ni acquit à caution en son nom; — Qu'ainsi, l'introduction de cette pièce de vin avait été faite en contravention aux dispositions des art. 53 et 61 de la loi du 28 avril 1816, et qu'elle donnait lieu à sa saisie et à l'application des peines portées par l'art. 96 de la même loi; — Que, néanmoins, le tribunal de Mont-de-Marsan, par son jugement du 6 août dernier, a confirmé celui du tribunal correctionnel de Dax du 31 déc. précédent, qui avait annulé la saisie et renvoyé Caseaux de la plainte portée contre lui; ce qui ce jugement a violé la disposition des art. 53 et 61 de la loi du 28 av. 1816; — Casse, etc.

Du 5 mai 1820. — Sect. crim. — Rapp., M. Ollivier. — Concl., M. Fréreau de Penry, av. gén.

ENFANT ADULTÉRIN. — RECONNAISSANCE. — ALIÈNES.

Du 6 mai 1820 (aff. Diost). — V. cet arrêt à la date du 6 avril précédent.

CASSATION. — DÉCÈS — HÉRITIERS.
Un pourvoi en cassation formé et signifié au nom d'une personne décédée, au lieu de l'être au nom de ses héritiers, est nul, si l'arrêt dénoncé avait été signifié aux héritiers, personnellement. — Peu importe, en ce cas, que l'arrêt dénoncé ait été rendu après le décès de la partie. (Cod. proc. civ., 61.) (1)

(Calliteau—C. Guyet). — ARRÊT.
LA COUR; — Attendu que la voie extraordi-

naire du pourvoi en cassation constitue une instance nouvelle, totalement indépendante de celles qui l'ont précédée; qu'aucune instance ne peut être introduite au nom d'un individu qui n'existe pas, car il ne saurait y avoir de demande de la part de celui qui n'est plus; que s'il n'y a pas de texte formel de loi sur ce point, c'est qu'il est des vérités qui n'ont pas besoin d'être exprimées; — Attendu que des nullités de cette nature produisent leur effet par elles-mêmes, indépendamment du plus ou du moins d'intérêt des parties à la régularité des actes, et que les parties sont toujours intéressées à les faire valoir pour se soustraire aux inconvénients des débats judiciaires; — Attendu que, si le défunt et ses héritiers sont censés ne former qu'une seule et même personne, et si les actes qui étaient exécutoires contre le premier, de son vivant, le sont devenus contre ses héritiers, c'est que l'héritier représente le défunt, c'est que celui qui fait un acte traite pour lui et ses héritiers, c'est que le droit ou l'obligation de l'héritier prend sa source dans une personne qui avait pouvoir de donner naissance à cette obligation et à ce droit; mais qu'aucune induction ne peut en être tirée en faveur du système des demandeurs, puisqu'il est évident que celui qui est mort ne représente personne, et qu'aucune obligation ni aucun droit ne peuvent avoir de sa part une origine postérieure à son décès; — Attendu qu'il est établi que la dame Marie Roy, veuve Calliteau, est décédée le 15 juin 1816; que le pourvoi dirigé contre l'arrêt de la Cour royale de Poitiers, du 10 mars 1818, a été formé en son nom, et que c'est pareillement en son nom que l'arrêt d'admission a été signifié, et la citation devant la Cour donnée aux défendeurs; — Par ces motifs, déclare ladite citation nulle et le pourvoi non-recevable, etc.

Du 8 mai 1820. — Sect. civ. — Prés., — M. Brisson. — Rapp., M. Tringuelague. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Petit de Gatinés et Nicod.

FOLLE ENCHÈRE. — ADJUDICATION. — SURESIS. — FRAIS. — APPEL.

Le fol-enchérisseur qui veut jouir du bénéfice que lui accorde l'art. 743, Cod. proc., d'empêcher la revente sur folle enchère, en justifiant de l'acquit des charges de son adjudication, et en consignait la somme réglée pour frais de la procédure extraordinaire à laquelle il a donné lieu, ne peut, s'il n'a rempli ces deux conditions avant le jour indiqué pour l'adjudication définitive, faire suspendre cette adjudication, en interjetant appel du jugement qui a réglé les frais de la procédure sur folle-enchère. (2)

Le créancier poursuivant qui a contesté purement et simplement dans l'instance en règlement des frais de procédure de la folle-enchère, n'est pas pour cela présumé avoir renoncé à exciper contre le fol-enchérisseur de son défaut d'accomplissement des deux conditions sous lesquelles seules il pouvait empêcher la revente; à défaut d'accomplissement de ces deux conditions, le créancier poursuivant peut toujours requérir qu'il soit passé outre à l'adjudication définitive. (Cod. proc., 743.) (3)

(1) V. à cet égard, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 3 sept. 1811, et les autorités qui y sont indiquées.

(2 et 3) V. en ce sens, Favard de Langlade, *Rep.*, v^o Saisie immobilière, § 2, sur l'art. 743. — Ces décisions devraient être suivies encore sous

l'empire de la loi du 2 juin 1841, l'art. 738 ayant renouvelé l'art. 743 en ce qui concerne l'obligation pour le fol enchérisseur de justifier de l'acquit des conditions de l'adjudication, et l'obligation de consigner la somme réglée pour le paiement des frais de folle enchère.

(Coudere — C. Montané.)

Le 24 nov. 1817, la dame Montané, femme séparée de biens du sieur Vignes-Cayras, se rend adjudicataire, moyennant le prix de 181,000 fr., de deux immeubles saisis sur son mari, et situés dans l'arrondissement de Moissac. — Le 10 mars 1818, la dame Montané n'avait encore rempli aucune des conditions de son adjudication. — Le sieur Soulié, créancier poursuivant la saisie, requiert en conséquence contre la dame Montané, la vente à sa folle enchère, des immeubles dont elle s'était rendue adjudicataire. — Le 22 juin 1818, a lieu l'adjudication préparatoire des immeubles dont il s'agit; par jugement du même jour, l'adjudication définitive est fixée au 31 août suivant.

Le 14 de ce dernier mois, la dame Montané annonçant vouloir profiter du bénéfice accordé au fol enchérisseur par l'art. 743 du Cod. de proc., d'empêcher l'adjudication définitive sur sa folle enchère, en justifiant de l'acquit des conditions de l'adjudication, et en consignait la somme réglée par le tribunal pour le paiement des frais de folle enchère, présente une requête, par laquelle elle demande que le tribunal de Moissac procède au règlement des sommes qu'elle pouvait devoir pour frais de sa folle enchère, offrant d'ailleurs de faire la consignation de ces sommes aussitôt qu'elles auraient été réglées. — 24 août 1818, jugement du tribunal de Moissac, qui, faisant droit sur la demande de la dame Montané, règle provisoirement à la somme de 1,334 fr. les frais de folle enchère qui doivent rester à sa charge. — Appel de ce jugement par la dame Montané devant la Cour de Toulouse.

Le 29 août, le sieur Soulié fait signifier à la dame Montané un acte extrajudiciaire, par lequel il lui déclare qu'il renonce à toute répétition de frais de la procédure de folle enchère et qu'il la dispense de toute consignation pour raison de ses frais, sous la condition qu'elle justifiera avant l'adjudication définitive fixée au 31, de l'acquit des conditions de l'adjudication qui lui a été faite des immeubles saisis sur son mari.

La dame Montané ne fit aucune réponse à cet acte du sieur Soulié, qui, le 31 août, requiert en conséquence l'adjudication définitive annoncée précédemment.

La dame Montané demande alors qu'il soit sursis à cette adjudication jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son appel; elle invoque à l'appui de cette demande la disposition de l'art. 457 du Code de proc., portant que l'appel est suspensif.

Soulé oppose que le bénéfice accordé par l'art. 743, d'empêcher la vente sur folle enchère, ne peut être invoqué que par l'adjudicataire ou le fol enchérisseur qui a rempli toutes les conditions qui lui sont imposées par cet article, savoir, de payer les charges de son adjudication et de consigner les frais de sa folle enchère; que la dame Montané, qui ne justifie de l'accomplissement de l'une ni de l'autre de ces conditions, est par conséquent non recevable dans sa demande en sursis, et que d'ailleurs son appel devant la Cour royale de Toulouse, qui roule uniquement sur la fixation des frais de la folle enchère, est tout à fait sans objet, puisque lui, créancier poursuivant, l'a dispensée expressément, comme il la dispense encore de payer ces frais.

En cet état, le tribunal de Moissac considère, que lors même que la dame Montané aurait consigné la somme provisoirement réglée pour le paiement des frais de la folle enchère, il n'en faudrait pas moins procéder à l'adjudication définitive, faute par elle de justifier d'ailleurs de l'ac-

quit des conditions de son adjudication; que son appel du jugement qui a provisoirement fixé les frais ne peut avoir plus d'effet que si en aurait la consignation elle-même, et par ces motifs, ordonne, par un premier jugement, qu'il sera passé outre à l'adjudication définitive des immeubles saisis. — Par un second jugement du même jour, le tribunal de Moissac adjuge les immeubles dont il s'agit au sieur Coudere, moyennant la somme de 155,300 fr.

Appel par la dame Montané des deux derniers jugements du tribunal de Moissac — 29 janv. 1819, arrêt infirmatif de la Cour royale de Toulouse: — «Attendu que, lorsque la dame Montané introduisit un incident à fin de règlement des frais de la procédure sur folle enchère, le sieur Soulié défendit purement et simplement à cet incident; qu'il reconnut dès lors que la dame Montané était autorisée à ne remplir aucune des deux conditions imposées par l'art. 743 du Code de proc. civ., tant que, par le défaut de règlement des frais, cette dame était empêchée légitimement de remplir une de ces deux conditions; que, si ce règlement a eu lieu, le jugement par lequel il fut fait est attaqué par la voie de l'appel; que, dès lors, et par l'effet suspensif attaché à cet appel, les parties étaient, le 31 août 1818, dans le même état où elles étaient avant le 24 du même mois; qu'à cette dernière époque Soulié reconnut que la dame Montané n'avait encouru aucune déchéance, et qu'il devait en être de même le 31 août; — Par ces motifs, la Cour ordonne qu'il sera sursis à l'adjudication définitive sur folle enchère, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'appel du jugement qui avait provisoirement réglé les frais de la procédure. »

POURVOI en cassation contre cet arrêt par le sieur Coudere, adjudicataire, 1^o pour contravention aux art. 737, 738, 739 et 743 du Code de proc. civ.; 2^o pour violation des principes relatifs à l'acquiescement.

1^o Les art. 737, 738 et 739, disait le demandeur, assujétissent formellement l'adjudicataire, qui n'a pas rempli les conditions de son adjudication dans le temps utile, à la vente sur folle enchère; il lui est seulement permis d'arrêter cette vente, en remplissant les conditions tracées par l'art. 743 du Code de proc. civ.; cet article porte: « Si néanmoins l'adjudicataire justifie de l'acquit des conditions de l'adjudication, et consignait la somme réglée par le tribunal pour le paiement des frais de folle enchère, il ne serait pas procédé à l'adjudication définitive, et l'adjudicataire éventuel serait déchargé. » Or, dans l'espèce, ni l'une ni l'autre de ces conditions simultanément exigées par la loi n'a été remplie; la dame Montané, au lieu de consigner la somme fixée par le tribunal pour le montant des frais de folle enchère, a cherché à temporiser en interjetant appel du jugement qui a réglé provisoirement ces frais. En admettant que cet appel, comme suspensif, l'ait dispensé de faire, avant qu'il fût vidé, la consignation des frais, rien du moins ne pouvait la dispenser de produire la preuve si essentielle qu'elle avait acquitté les charges de son adjudication, puisqu'elle aurait été tenue de faire cette preuve alors même qu'elle aurait consigné le montant des frais. — La dame Montané n'était donc pas recevable à invoquer le bénéfice conditionnellement accordé à l'adjudicataire fol enchérisseur par l'art. 743 du Code de proc.; l'arrêt attaqué, en lui accordant ce bénéfice, a donc violé cet article.

2^o Le même arrêt viole encore évidemment les principes du droit relatif à l'acquiescement ou à la renonciation, lorsqu'il déclare que la contes-

l'ation en cause du sieur Soulié, sur l'instance en règlement des frais de la folle enchère, devait faire présumer la renonciation de ce dernier, à exiger que la dame Montané remplît immédiatement les deux conditions sous lesquelles seules elle pouvait arrêter l'adjudication définitive qui allait être prononcée. — Par cela seul, en effet, que le sieur Soulié avait été obligé de contester purement et simplement dans la fixation des frais de folle enchère qui devaient lui être remboursés par la dame Montané, il ne s'ensuivait nullement un acquiescement de sa part, à ce que cette dame, en prolongeant cette instance, pût jouir du bénéfice accordé par l'art. 743, sans remplir aucune des conditions qui lui étaient imposées par cet article; en supposant même que la contestation en cause du sieur Soulié pût être considérée de sa part comme un acquiescement à ce que la dame Montané ne consignât pas à l'instance l'effet de sa folle enchère, encore suffirait-il que la dame Montané ne justifiait pas d'ailleurs de l'acquit des charges de son adjudication, pour qu'il ne lui fût pas permis d'invoquer le bénéfice de l'art. 743, et de faire suspendre cette adjudication.

L'une et l'autre condition étaient également imposées par la loi et également essentielles à remplir pour être en droit de s'opposer à l'adjudication définitive; contester sur le point de savoir pour quelle somme la dame Montané devait être condamnée aux frais de sa folle enchère, ce n'était pas renoncer à ce que la dame Montané ne dût justifier de l'acquit des charges de son adjudication, ce n'était pas non plus acquiescer à ce que la dame Montané pût empêcher l'adjudication définitive, tant que durerait son instance en appel sur la fixation des frais de cette folle enchère; l'arrêt dénoncé, en induisant cette renonciation ou cet acquiescement, de la contestation pure et simple du sieur Soulié sur l'accomplissement de l'une des conditions imposées par l'art. 743 du Code de proc., outre qu'il viole cet article, viole donc ouvertement aussi les principes les plus usuels en matière d'acquiescement ou de renonciation.

Pour la dame Montané on répondait : 1° Que le jugement qui avait réglé, sauf la taxe, les frais de la folle enchère, n'étant pas exécutoire par provision, et l'appel qu'elle en avait interjeté étant suspensif, on ne pouvait lui opposer le défaut de consignation de ses frais tant qu'il n'avait point été statué sur son appel; — 2° Que les deux conditions exigées par l'art. 743 du Code de proc. ne pouvant être utilement remplies l'une sans l'autre, il avait suffi que l'appel que la dame Montané avait interjeté du jugement qui réglait les frais de la procédure de folle enchère, mit obstacle à la consignation de ces frais, pour qu'on ne pût pas se prévaloir contre elle de l'exécution de la condition relative aux charges de son adjudication.

M. l'avocat général Jourde a conclu à la cassation.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 743 du Code de proc. civ.; — Attendu que, d'après cet article, l'adjudication définitive sur folle enchère ne doit être arrêtée qu'autant que l'adjudicataire justifie de

l'acquit des conditions de son adjudication et consigne la somme réglée par le tribunal pour le paiement des frais de folle enchère; que les difficultés élevées sur ce règlement n'affranchissent pas l'adjudicataire de la nécessité de prouver qu'il a satisfait aux obligations que cette qualité lui imposait; que c'est surtout à cette preuve que la loi attache la faveur qu'elle lui accorde de ne pas donner suite à une procédure que son inexactitude à remplir ces obligations avait provoquée; — Attendu que la dame Montané n'avait pas justifié de l'acquit des conditions de son adjudication, et que ce fait seul autorisait le créancier poursuivant à exiger qu'il fût passé outre;

Attendu qu'en jugeant que ce créancier avait renoncé à se prévaloir de ce défaut d'acquit des obligations de l'adjudicataire, par cela seul qu'il avait contesté purement et simplement sur l'instance en règlement des frais de procédure de folle enchère, la Cour royale a confondu deux choses formellement distinguées par la loi, a créé une fin de non-recevoir absolument arbitraire, et violé l'art. 743 du Code de proc. civ.; — Casse, etc.

Du 8 mai 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Trinquelin. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Odilon-Barrot et Loiseau.

1° MOTIFS D'ARRÊT. — JUGEMENTS DISTINCTS.

2° APPEL INCIDENT. — ACQUIESCEMENT.

3° PAPIER-MONNAIE. — RENTE CONSTITUÉE. — ÉMIGRÉ.

4° ÉMIGRÉ. — BOIS TAILLIS. — FRUITS. — MESURE CONSERVATOIRE. — CRÉANCIERS.

1° L'arrêt qui statue sur l'appel joint de deux jugements, dont l'un n'a pour objet que l'exécution de l'autre, est suffisamment motivé, bien que les motifs qu'il énonce ne se rapportent explicitement qu'à celui des deux jugements qui a prononcé sur le fond du droit; on ne peut dire qu'il y ait absence de motifs, quant à l'autre jugement. (Cod. proc. civ., 141; L. du 20 avril 1810, art. 7.) (1)

2° La signification du jugement, sans protestation ni réserves et avec commandement d'y satisfaire, ne rend pas la partie qui a fait cette signification, non recevable à interjeter incidemment appel de ce même jugement. — L'acquiescement qui pourrait résulter de cette signification et de ce commandement, n'est réputé irrévocable, qu'autant que l'autre partie n'aurait pas elle-même interjeté appel principal. (Cod. proc. civ., 443; Ord. de 1669, tit. 27, art. 5.) (2)

3° La qualité d'émigré, à l'époque de la loi du 16 niv. an 6, n'a pu dispenser le débiteur d'une rente constituée en assignats, de faire dans le délai voulu par cette loi, pour obtenir la réduction de sa dette d'après l'échelle de dépréciation du papier-monnaie, la soumission d'effectuer sur-le-champ le remboursement de la rente: la déchéance est acquise et irrévocable. (L. du 16 niv. an 6.)

4° Les lois qui ont restitué aux émigrés leurs biens non vendus, et qui, en leur accordant un sursis pour le paiement de leurs dettes, ont permis à leurs créanciers de faire provi-

(1) F. en ce sens, Carré. *Lois de la proc.*, et son annotateur Chauveau, quest. 595, à la note.

(2) La Cour de cassation a consacré ce principe par de nombreux arrêts. F. Cass. 3 therm. an 8; prair. an 9; 26 prair. an 11; 23 fruct. an 12; 12 fév. 1806; 27 juin 1820. V. aussi les notes

qui accompagnent ces divers arrêts et les autorités qui y sont indiquées. *Adde.* L'havreau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1576. — Il en serait autrement si l'intimé avait eu connaissance de l'appel principal formé par son adversaire, le faisait ajourner pour voir confirmer le jugement attaqué. V. Tréves, 25 niv. an 13.

soirement tous actes conservatoires, autorisant, par cela même, les créanciers à s'opposer à ce que leur débiteur, propriétaire de forêts ou bois taillis non aménagés, puisse abattre en entier les taillis bons à couper, ordinairement réputés fruits. (L. du 5 déc. 1814.)

(De Joviac — C. Roman.)

Le 17 avril 1791, le comte de Joviac a été et constitué au profit du sieur Roman, 1170 liv. de rente perpétuelle, au principal de 20,000 livres, dont 20,000 furent payées en assignats au moment du contrat, et les 6000 restant, en deux obligations antérieurement souscrites par le comte de Joviac et dont il fut reconnu libéré. — Le sieur Roman est décédé à Portsmouth, en Angleterre, le 27 sept. 1792.

De son côté, le comte de Joviac a émigré : ses biens ont été confisqués, et ce n'est qu'après son retour en France, et par l'effet des lois des 5 déc. 1814, et 16 janv. 1816, qu'il a été réintégré dans la propriété de cent trente arpens de bois non vendus par le gouvernement. — Plusieurs années d'arrérages de la rente constituée au profit du sieur Roman étaient alors dus.

Le 9 août 1816, les héritiers Roman ont fait commandement au comte de Joviac de leur payer la somme de 28,888 fr., pour 25 années d'arrérages échus de la rente dont il s'agit. Ils ont formé en outre diverses oppositions entre les mains de quelques-uns des débiteurs du comte de Joviac. Instruits plus tard, enfin, que le comte de Joviac faisait abattre une grande partie des bois qui lui avaient été restitués par le gouvernement, et sur lesquels ils ne pouvaient exercer leurs poursuites, attendu le sursis accordé par la loi du 5 déc. 1814, ils l'ont fait assigner devant le tribunal de Châteauroux, pour voir dire, que défenses lui seraient faites de continuer l'exploitation desdits bois, en tant seulement que cette exploitation excéderait l'ordre des coupes ordinaires et détériorerait le gage des créanciers.

Sur cette assignation, divers jugemens par défaut sont intervenus; le comte de Joviac y a formé opposition.

Le 19 mai 1817, un jugement contradictoire du tribunal de Châteauroux a ordonné, d'abord, que nonobstant les oppositions du comte de Joviac les poursuites sur les biens autres que ceux restitués, seraient continuées jusqu'au parfait paiement de 13 années et demie d'arrérages de la rente réclamée, et ce, en raison de la réduction à faire d'après le tableau de dépréciation du papier-monnaie des 20,000 liv. du capital qui avaient été payées en assignats au moment du contrat de constitution. — Le même jugement, en ce qui concerne les biens restitués, fait en outre défenses au comte de Joviac d'abattre plus d'un vingtième par an des bois dont il avait commencé l'exploitation.

17 juill. 1817, signification de ce jugement par les héritiers Roman au comte de Joviac. — Toutefois cette signification a lieu sans aucune réserve de la part des héritiers Roman. — 6 oct. suivant, appel par le comte de Joviac.

Ultérieurement, et le 20 mai 1817, les héritiers Roman ont présenté requête au tribunal de Châteauroux, par laquelle ils ont demandé permission de saisir-gager, soit sur le comte de Joviac, soit sur les tiers auxquels il en aurait consenti la vente, des bois nouvellement abattus, au mépris du jugement du 19 mai précédent. — En vertu de l'ordonn. du 30 mai, et le 21 du même mois, les bois qui se sont trouvés coupés ont été saisis-gagés; et par exploit du 27 mai, le comte de Joviac a été assigné au tribunal de Châteauroux pour voir dire, que des experts seraient nommés

pour vérifier, par comparaison avec les bois coupés sur pied, si ceux qui avaient été abattus n'excédaient pas le vingtième déterminé par le jugement du 19 mai 1817.

13 juill. 1818, jugement qui ordonne cette vérification.

Appel de ce second jugement par le comte de Joviac. — 3 déc. 1818, arrêt de la Cour royale de Bourges qui joint les deux appels.

En cet état, et le 31 du même mois, les héritiers Roman déclarent à leur tour qu'ils se rendent incidemment appelans du premier jugement du 19 mai 1817, au chef qui ordonne la réduction, d'après l'échelle de dépréciation du papier-monnaie, d'une partie du capital de la rente dont ils réclament les arrérages. Ils soutiennent que le comte de Joviac s'est trouvé déchu du droit de demander cette réduction, pour n'avoir pas fait dans le délai de deux mois, prescrit par la loi du 16 niv. an 6, la soumission d'acquitter le capital et les arrérages réduits, en deux termes égaux, dans l'espace de deux années.

Le comte de Joviac soutient au contraire l'appel incident des héritiers Roman non recevable, en la forme; en ce que le jugement du 19 mai 1817 lui avait été signifié avec commandement d'y satisfaire, sans protestation ni réserve, ce qui équivalait à un acquiescement de la part des héritiers Roman; au fond, en ce que la déchéance prononcée par la loi du 16 niv. an 6 ne pouvait lui avoir été applicable dans le temps même où il était en émigration.

15 janv. 1819, arrêt de la Cour royale de Bourges, qui, sur l'appel principal, considère : — Que des bois taillis, arrivés à l'âge où ils ont coutume d'être coupés, sont des fruits; qu'il a été déclaré par le comte de Joviac, et non dénié, que ceux dont il s'agit se coupent à vingt ans, et que, de l'aveu de toutes les parties, ils en ont trente : mais que la coupe totale de ces bois serait contraire au véritable esprit des lois qui ont suspendu les poursuites des créanciers des émigrés, et permis seulement des actes conservatoires; qu'en effet, elles ont voulu concilier les besoins qu'ont les émigrés de leurs revenus pour vivre, avec l'intérêt de leurs créanciers; mais que le premier but serait outre-passé, si l'émigré pouvait couper tous les bois à la fois, et que le second serait manqué, si tous les taillis étaient coupés, puisqu'il ne resterait plus que le fonds pour le gage des créanciers; qu'à la vérité, ce fonds produira de nouveaux fruits qu'on pourra couper à vingt ans; mais que, pendant les vingt années, les intérêts auront doublé le capital du créancier; que les bois dont il s'agit se coupant à vingt ans, le revenu dont l'émigré peut pour se réduire à la vingtième partie, et concilier son intérêt avec celui de ses créanciers; qu'en vain, on oppose qu'en prolongeant ainsi la coupe pendant vingt ans, les derniers en auraient cinquante, ce qui détruirait les bois; que les parties n'ont pris à cet égard aucunes conclusions, et qu'au surplus elles peuvent s'entendre pour faire couper le tout dès à présent et en déposer le prix, sauf les arrangements à prendre avec le comte de Joviac, quant à ce qui peut lui revenir; »

Sur l'appel incident, la Cour royale de Bourges considère, en la forme, qu'en vainement on oppose comme acquiescement, la signification sans réserves du jugement du 19 mai 1817, et le commandement que les héritiers Roman ont fait de payer conformément à la réduction; que cette signification et ce commandement ont eu lieu avant l'appel interjeté par le comte de Joviac; que depuis cet appel, les héritiers Roman se sont

incidemment rendus appels au chef qui ordonne la réduction, et que celui qui veut bien faire le sacrifice d'une partie de ses droits dans l'espérance que le jugement sera exécuté dans toutes ses dispositions, peut appeler incidemment après l'appel principal ».

Et sur le fond, « qu'aux termes de la loi du 16 niv. an 6, les débiteurs, par contrat de constitution de rente ayant pour cause un capital fourni en papier-monnaie, n'étaient admis à demander la réduction qu'autant qu'ils auraient notifié aux créanciers, dans les deux mois de la publication de cette loi, l'offre de rembourser dans le délai de deux années, et que cette formalité n'a pas été remplie; en conséquence, statuant sur l'appel incident, et admettant cet appel, dit qu'il a été mal jugé par le jugement du 19 mai 1817, au chef qui réduit la créance des héritiers Roman, émettant quant à ce, maintient cette créance dans son intégrité, et statuant sur l'appel principal du comte de Joviac, tant de ce même jugement du 19 mai 1817, que de celui du 13 juill. 1818, ordonne que ces deux jugements seront exécutés pour le surplus selon leur forme et teneur. »

POURVOI en cassation par le comte de Joviac. — **Premier moyen.** — Contravention à l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, qui veut, à peine de nullité, que les arrêts soient motivés. — La Cour de Bourges, disait-on pour le demandeur, a confirmé sans énoncer de motifs le jugement du tribunal de Châteauroux, du 13 juill. 1818, puisque tous les motifs exprimés dans son arrêt, ne se rapportent qu'au jugement du 19 mai 1817. — Ce jugement du 13 juill. présentait cependant des questions toutes différentes de celles qui ont été résolues par le jugement du 19 mai : les motifs employés à l'égard de l'un, ne peuvent donc servir à motiver la confirmation de l'autre.

Deuxième moyen. — Violation de la loi romaine au Code de re judicatis et de l'art. 5, tit. 27 de l'ordonnance de 1667; en ce que l'arrêt dénoncé de la Cour de Bourges avait reçu l'appel incident des héritiers Roman du jugement du 19 mai 1817, au chef qui ordonne la réduction de leur créance en raison de la dépréciation du papier-monnaie, nonobstant leur consentement à cette réduction et leur acquiescement formel au jugement du 19 mai. — Cet acquiescement, disait-on, résulte évidemment de la signification d'avoué à avoué que les héritiers Roman ont faite du jugement du 19 mai 1817, au comte de Joviac, sans aucune protestation ni réserves d'en interjeter appel; il résulte de leur exécution volontaire de ce même jugement sans le concours du comte de Joviac, en faisant réduire eux-mêmes et liquider les treize années et demi d'arrérages accordées par ce même jugement; en faisant signifier ensuite le résultat de cette opération au comte de Joviac, avec commandement d'en payer sur-le-champ le montant, et sous peine d'y être contraint par toutes les voies de droit;

Troisième moyen. — Fausse application de la loi du 16 niv. an 6 et violation de l'article premier de la loi du 28 mars 1793. — La Cour de Bourges, disait-on pour le demandeur, a infirmé le jugement du tribunal de Châteauroux, au chef qui prononçait la réduction de la créance des héritiers Roman, sur le fondement que le comte de Joviac n'avait pas fait, dans les deux mois de la publication de la loi du 16 niv. an 6, l'offre de rembourser ces mêmes héritiers du capital de la rente constituée à leur profit en papier-monnaie; — Mais le comte de Joviac, à l'époque de la publication de la loi du 16 niv. an 6, était émigré; il était frappé de mort civile en

vertin de l'art. premier de la loi du 28 mars 1793; — Or, l'effet de la mort civile et de la confiscation des biens qui l'accompagnait, était, alors comme aujourd'hui, de rendre celui qui en était frappé, incapable d'exercer aucun des droits proprement appelés civils.

Quatrième moyen. — Contravention aux lois du 5 sept. 1814 et 18 janv. 1816. — La première de ces lois surseoit jusqu'au premier janvier 1816, à toutes actions de la part des créanciers des émigrés, sur les biens qui ont été restitués à leurs débiteurs; elle autorise cependant ces mêmes créanciers à faire des actes conservatoires. — La loi du 18 janv. 1816, qui proroge le sursis accordé par celle de 1814, explique ce qu'il faut entendre par actes conservatoires; l'art. 2 de cette loi porte que les effets des actes conservatoires seront restreints à la propriété des biens restitués, et aux prix et valeur qui la représenteraient. — Ces lois ont donc voulu que les émigrés jouissent de tous leurs revenus, et que leurs créanciers ne fissent des actes conservatoires que pour la conservation de leurs créances et des propriétés qui leur servent de gage. — Or, des actes conservatoires sont des inscriptions hypothécaires, des notifications interruptives de la prescription et des oppositions sur des capitaux, et non sur les revenus dont les lois relatives au sursis ont voulu précisément assurer la jouissance entière aux émigrés, pour leur procurer des moyens d'existence. — Ainsi, les émigrés peuvent disposer de leur mobilier et même aliéner leurs immeubles, sans l'effet des inscriptions hypothécaires sur le prix.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le moyen de forme, attendu que les appels des jugements des 19 mai 1817 et 13 juill. 1818, ayant été joints ensemble, les motifs de l'arrêt qui les confirme l'un et l'autre s'appliquent également au second comme au premier, puisque celui-ci n'avait eu d'autre but et d'autre objet que l'exécution de celui-ci;

Au fond, attendu que, loin que la procédure justifie qu'il y ait eu consentement exprès ou tacite, de la part des héritiers Roman, à la réduction d'une partie du capital de leur créance, il est au contraire constant que sur l'appel, le demandeur en cassation n'a pas opposé ce consentement pour combattre l'appel incident des défendeurs, mais s'y est borné à faire valoir l'acquiescement donné au jugement qu'il faisait résulter de la signification qui lui en avait été faite avec commandement d'y satisfaire; — Attendu que l'appel incident de l'intime fut régulier et légal, malgré la signification faite du jugement avec sommation d'y satisfaire, lorsque l'appel principal du demandeur fut recommencé le litige entre les parties, conformément à la disposition textuelle de l'art. 443 du Code de proc. civ., fondé lui-même sur l'ancienne maxime de droit, *nilil licere debet actori, quod non liceat reo;*

Attendu que le droit de demander et d'obtenir la réduction des capitaux des rentes constituées en papier-monnaie, n'est accordée aux débiteurs qu'à la charge de notifier à leurs créanciers, dans le délai de deux mois de la publication de la loi du 16 niv. an 6, leur renonciation à la faculté de rembourser à volonté, et, par suite, leur soumission d'acquiescer les capitaux réduits, en deux termes égaux, dans l'espace de deux années, avec les intérêts échus et ceux à échoir sans aucune retenue; — Attendu que, ni à l'époque limitée par la loi, ni à aucune époque, même pendant l'instance ou depuis, devant les premiers juges comme sur l'appel, en aucun temps, les offres et la soumission voulues par la loi n'ont été

faites ; — Attendu que l'émigration du demandeur ne fut pas une cause propre à le relever de la déchéance prononcée par la loi ; car, lors même que la faculté concédée par elle (sous la condition de l'accomplissement d'une obligation à laquelle fut virtuellement attachée l'exercice de cette faculté) pourrait être assimilée à des droits ou actions ordinaires, pour l'exercice desquels on admet des causes d'interruption de prescription, il ne s'ensuivrait pas que la déchéance ne fût pas encourue, parce que les droits actifs et passifs, comme les actions rescindantes ou rescissoires des émigrés, résidant, pendant leur absence, dans les mains du domaine de l'État, on ne peut supposer et admettre aucune incapacité de vouloir et d'agir ;

Attendu que l'arrêt n'a méconnu ni violé la loi du 5 déc. 1814, et n'a par conséquent porté aucune atteinte à la disposition de celle du 16 janv. 1816, relative à l'exercice des poursuites conservatoires sur les biens remis aux émigrés, pendant la durée du sursis ; — Attendu que la mesure ordonnée par l'arrêt, n'a d'autre but et n'a eu d'autre effet, qu'un règlement sage, équitable et indispensable entre les créanciers et leur débiteur, pour conserver aux premiers le gage de leur créance, sans priver l'autre du revenu naturel, régulier et annuel des bois non aménagés, lorsqu'il les a repris ; d'où il suit que l'arrêt a justement connu l'esprit des lois sur la matière, et s'est renfermé dans leur texte pour l'application des mesures conservatoires réservées aux créanciers des émigrés ; — Rejette, etc.

Du 10 mai 1826. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pensey. — Rapp., M. Voisin de Gartempe. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Jousselin.

1^o SURENCHÈRE. — CAUTIONNEMENT. — CHARGES.

2^o CAUTIONNEMENT. — MARI. — HYPOTHÈQUE LÉGALE.

1^o Le cautionnement à fournir par le créancier surenchérisseur, dans le cas prévu par l'art. 2185, Cod. civ., s'étend non-seulement au prix stipulé dans le contrat de vente, mais aussi au dixième en sus de ce prix, montant de la surenchère. (Cod. civ., 2185.) (1)

2^o Le cautionnement, qui doit comprendre le prix et les charges, s'étend-il aussi aux frais et loyaux coûts du contrat de vente ? Non tes. (2).

3^o L'immeuble offert pour cautionnement par un homme marié, est-il réputé libre de l'hypothèque légale de sa femme, tant qu'il n'est pas prouvé que la femme a quelques reprises à exercer ? — Rés. aff. par la Cour royale.

(Beslay — C. Néel-Delavigne.)

Par acte du 29 sept. 1816, les héritiers Michel vendent au sieur Beslay, la métairie du Colombier, pour le prix de 22,600 fr. — Le sieur Beslay fait notifier son contrat d'acquisition aux créanciers inscrits.

Le sieur Néel-Delavigne, l'un de ces créanciers, requiert aussitôt la mise aux enchères du domaine du Colombier. — Pour cautionnement de la surenchère par lui formée aux termes de l'art. 2185 du Code civ., il offre le domaine du Haut-Fresne appartenant en commun aux héritiers Dutrèze.

Le sieur Beslay soutient ce cautionnement insuffisant, et demande la nullité de la surenchère :

— Il soutient le cautionnement, insuffisant : 1^o parce que deux des héritiers Dutrèze sont mariés et que le domaine du Haut-Fresne par eux offert pour répondre du cautionnement est nécessairement grevé de l'hypothèque légale de leurs femmes ; 2^o parce que, en supposant même ce domaine libre, il ne serait pas d'une valeur suffisante pour répondre du prix porté dans le contrat de vente, et en outre du dixième en sus et des charges.

28 fév. 1817, jugement du tribunal civ. de Dinan, qui statue sur cette contestation et déclare la surenchère nulle. — Les motifs de ce jugement ne furent pas précisément les mêmes que ceux sur lesquels le sieur Beslay fondait sa demande en nullité. Le tribunal considéra que le cautionnement exigé par l'art. 2185 du Code civ. ne s'appliquait uniquement qu'au prix et aux charges résultant du contrat de vente ; qu'il ne s'étendait pas au dixième en sus dont le surenchérisseur, aux termes du même article, était tenu d'augmenter sa surenchère ; que ce dixième ne pouvait être considéré que comme faisant partie du prix et des charges du contrat, pour lesquels seuls la loi exige un cautionnement ; mais que d'ailleurs le domaine du Haut-Fresne, évalué d'après les règles indiquées par les art. 2102 et 2165 du Code civ. pour la réduction des hypothèques, n'était pas même d'une valeur suffisante pour répondre du prix originaire et des charges du contrat, abstraction faite de ce dixième, qu'ainsi le cautionnement était insuffisant, et la surenchère nulle.

Sur l'appel de ce jugement, interjeté par toutes les parties, le 9 mai 1818, intervint arrêt de la Cour royale de Rennes, qui déclare la surenchère valable. Voici les motifs de cet arrêt : — « Considérant, sur la consistance de la caution, que si l'art. 2185 du Code civ. impose l'obligation d'en donner une, jusqu'à concurrence du prix et des charges, ce serait aggraver la disposition de la loi que de faire entrer, pour apprécier la valeur du cautionnement, le dixième du prix en sus de celui stipulé dans le contrat ; le dixième en sus est hors des conventions primitives des parties contractantes et des charges qui ont dérivé de ces conventions ; il n'est entre pour rien dans le calcul de la somme versée pour le bien vendu ; la loi, en s'expliquant sur l'obligation de donner caution jusqu'à concurrence du prix et des charges, s'est bornée à ces derniers termes, et ne parle nullement du dixième en sus ; son intention n'a donc embrasé que le prix et les charges réelles, et non le prix qu'elle créait elle-même, puisqu'elle ne s'en occupe pas, et ne rappelle que le prix et les charges du contrat ; il n'est donc pas nécessaire, pour la validité de la caution, qu'elle couvre tout à la fois le prix, les charges et le dixième en sus ; — Considérant, sur le système d'hypothèques légales établi par le sieur Beslay contre les cautions offertes, qu'à la vérité, la loi accorde ce privilège aux femmes sans inscription, pour assurer les reprises qu'elles peuvent avoir à faire et à exercer sur les biens de leurs époux, mais qu'il ne suit pas de cet avantage que les biens d'un homme marié doivent être considérés comme essentiellement grevés d'hypothèque, puisqu'il est possible qu'une femme n'ait à exercer aucune reprise sur les biens de son mari, cas qui rend ces biens parfaitement libres ; il s'ensuit donc que

(1) V. en sens contraire, Rennes, 29 mai 1812 ; mais voy. la note qui accompagne cet arrêt, et les autorités qui y sont indiquées. *Idde*, Favard, Rép., v^o Surenchère sur alienation volontaire, n^o 8.

(2) M. Troplong, *Hypoth.*, t. 4, n^o 936, résout la question pour la négative, par cette considération que le surenchérisseur ou doit offrir que les sommes qui auraient profité au vendeur. — F. aussi Merlin, *Répert.*, v^o Surenchère, § 3, p. 338.

cette hypothèque n'est qu'accidentelle, et que, tant qu'elle n'est pas prouvée, elle doit être considérée comme non existante, et ne peut influer sur la validité d'une caution; l'opinion contraire tendrait à établir l'incapacité des hommes mariés à posséder aucun bien libre, à rien cautionner, ce qui n'est porté dans aucune loi, et poserait à l'extrême le système des hypothèques légales; il faut donc en conclure que, rien ne constatant l'hypothèque légale des femmes sur les biens de leurs maris, l'argument tiré des hypothèques légales est dénué de fondement, et ne peut faire obstacle à la réception des cautions... — Considérant qu'en opérant d'après les bases données par l'art. 2183, et en usant de la latitude laissée aux juges par l'art. 2164, il est un moyen simple et régulier de parvenir à une juste estimation, et de découvrir, sans rien forcer, la véritable proportion entre le bien offert pour cautionnement et celui à cautionner; or, la terre surenchérie monte, avec ses charges, à la somme de 24,138 fr. 77 cent.; celle du Haut-Fresne, offerte en cautionnement, est évaluée, dans la matrice du cadastre, à un revenu de 1291 fr. 54 cent.; le revenu, par une juste appréciation du capital, ne s'agissant pas ici de réduction d'hypothèques, et vu la situation du bien près une ville, ne peut être calculé à moins de vingt fois la valeur; or, vingt fois 1291 fr. 54 cent. donnent 25,820 fr. 80 cent., somme supérieure à celle de 24,138 fr. 77 cent., montant du prix et des charges de la terre surenchérie; d'où il résulte que l'immeuble offert en cautionnement est d'une valeur suffisante pour couvrir la somme dont le surenchérisseur est tenu, et que la caution doit être admise... »

POURVOI en cassation par le sieur Beslay. — Premier moyen. — Violation de l'art. 2185 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé de la Cour de Rennes juge que dans le cas de cet article, la valeur du cautionnement à fournir par le créancier surenchérisseur ne doit être calculée que sur le prix originaire de la vente, indépendamment de l'augmentation du dixième dont il est obligé de surenchérir. — Il est de la nature du cautionnement, disait-on pour le demandeur, que l'obligation qu'il produit ait la même étendue que celle du débiteur principal; ce principe résulte expressément des art. 2041 et 2046 du Code civil, et il s'applique lorsqu'il s'agit d'un cautionnement légal comme lorsqu'il s'agit d'un cautionnement conventionnel.

Dans l'espèce, c'est d'un cautionnement légal qu'il s'agit : donc, à moins qu'il ne soit restreint par une disposition formelle de la loi, ce cautionnement doit s'étendre à la totalité de l'obligation pour garantie de laquelle il est exigé. — Or, quelle est l'obligation imposée dans le cas de l'art. 2185, au créancier surenchérisseur ? c'est, porte l'art. 2185, que sa soumission de mise aux enchères contiendra « soumission du requérant de porter ou faire porter le prix à un dixième en sus de celui qui aura été stipulé dans le contrat, ou déclaré par le nouveau propriétaire. » — Telle est l'obligation à laquelle est soumis tout créancier surenchérisseur, et pour laquelle il est tenu de fournir caution, à peine de nullité de sa surenchère. — Lors donc que le législateur ajoute dans l'art. 2185, n° 5, que le surenchérisseur offrira de donner caution jusqu'à concurrence du prix et des charges, il est impossible d'entendre autre chose, sinon que la caution sera capable de répondre pour le surenchérisseur, pour toutes les obligations qui lui sont imposées par la loi, pour le paiement par conséquent du prix originaire augmenté d'un dixième, et en outre des charges du contrat.

Qu'importe que le dixième en sus se trouve, comme le dit l'arrêt attaqué, hors des conventions primitives des parties contractantes, et qu'il ne soit entré pour rien dans le calcul de la somme versée pour le bien vendu ? — Ce n'est pas des conventions primitives que résulte l'obligation du surenchérisseur, c'est de sa soumission, et par cette soumission, il ne s'oblige pas seulement jusqu'à concurrence de la somme versée pour le bien vendu, il s'oblige jusqu'à concurrence du nouveau prix résultant de sa surenchère, qui comprend le prix originaire, en sus le dixième de ce prix; c'est dès lors à ce nouveau prix ainsi formé que doit s'appliquer le cautionnement auquel la loi a subordonné l'exercice de la surenchère. — La loi, objecte encore l'arrêt dénoncé, en s'expliquant sur la nécessité d'une caution jusqu'à concurrence du prix et des charges, s'est bornée à ces derniers termes, et ne parle aucunement du dixième en sus; son intention n'a donc embrassé que le prix et les charges réelles et non le prix qu'elle créait elle-même, puisqu'elle ne s'en explique pas, et ne rappelle que le prix et les charges du contrat. — Mais quel besoin avait la loi de s'occuper spécialement du dixième, si ce dixième fait partie du prix dont elle a parlé ? Or, on le répète, le prix dont parle la loi ne peut être celui du contrat, mais le prix nouveau qui lui a été substitué, et dans lequel le dixième est compris. — Cela est si vrai, que pour le nier la Cour royale de Rennes a été forcée d'ajouter à la loi. Elle suppose en effet qu'il est question dans l'art. 2185 du Code civil, du prix et des charges du contrat; mais ce dernier mot ne s'y trouve en aucune façon. Il y est dit seulement jusqu'à concurrence du prix et des charges; et ce prix, encore une fois, est évidemment celui dont est tenu le surenchérisseur, celui qu'il importe de garantir aux créanciers par un cautionnement suffisant pour en répondre. — D'où la conséquence, que la Cour royale de Rennes, en restreignant le cautionnement au prix originairement stipulé dans le contrat, plus les charges et abstraction faite du dixième en sus, a violé la disposition expresse de l'art. 2185, et même les art. 2041 et 2046 du Code civil relatifs à l'étendue du cautionnement.

Deuxième moyen. — Violation des art. 2121, 2133 et 2132 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé décide que l'immeuble offert pour cautionnement, bien que grevé d'hypothèques légales au profit des femmes de deux copropriétaires de cet immeuble, n'en devait pas moins être considéré comme un bien libre et non susceptible d'aucune diminution de valeur.

Pour le sieur Néel Delavigne, on répondait : Sur le premier moyen. — L'art. 2185, n° 5, porte, que le créancier requérant la mise aux enchères offrira de donner caution jusqu'à concurrence du prix et des charges. Ces dernières expressions se réfèrent indubitablement à ce qui précède. Or, suivant l'art. 2183, l'acquéreur est tenu de notifier aux créanciers, extrait de son titre, contenant le prix et les charges faisant partie du prix de la vente, et, d'après l'art. 2184, de déclarer qu'il est prêt à acquitter sur-le-champ les dettes jusqu'à concurrence du prix. L'article 2185 porte ensuite, n° 2, que la réquisition de mise aux enchères contiendra soumission du requérant de porter ou faire porter le prix à un dixième en sus de celui qui aura été stipulé dans le contrat. Il est donc évident que, dans la disposition du n° 5 du même article, les termes jusqu'à concurrence du prix et des charges n'expriment autre chose que le prix et les charges du contrat. — La loi a même pris soin, dans les articles suivants, de ne pas confondre le prix du

contrat avec le dixième en sus. C'est ainsi, par exemple, que, dans l'art. 2187, elle dit qu'en cas de revente sur enchères, le poursuivant énoncera dans les affiches le prix stipulé dans le contrat; c'est ainsi encore que, suivant l'art. 838 du Code de proc. civ., « le prix porté dans l'acte, et la somme de la surenchère, tiendront lieu d'enchère. » — Comment peut-on supposer que le législateur qui en s'occupant des actes postérieurs à la réquisition de mise aux enchères, a eu la précaution de distinguer le prix de la vente du dixième offert en sus, aurait confondu ces deux choses en déterminant les conditions et les formes de l'acte même de surenchère? — Ajoutons que, non-seulement le cautionnement est de droit étroit, *stricti juris*, et doit être restreint dans les termes de la convention ou de la loi qui l'exige, mais encore que les conditions auxquelles la surenchère est soumise par l'art. 2185 étant prescrites, à peine de nullité, il faut s'en tenir rigoureusement au texte de la loi, qui ne peut être suppléée ni étendue par des commentaires. — Vainement le demandeur en cassation invoque-t-il les art. 2011 et 2016 du Code civ., desquels il résulte que le cautionnement indéfini d'une obligation s'étend à la dette tout entière et à ses accessoires. Ce n'est là qu'une pure pétition de principes; car il s'agit précisément de savoir si le cautionnement exigé par l'art. 2185 est indéfini, et s'étend au dixième en sus du prix porté au contrat de vente, ou s'il est limité à ce dernier prix? Or, c'est un principe incontestable que, le cautionnement étant de droit strict, il faut, pour en déterminer l'étendue, s'attacher scrupuleusement aux termes de la convention ou de la loi qui l'établit. « Si quelqu'un, dit Pothier en faisant l'application de cette théorie, s'est rendu caution d'un fermier, pour le paiement de ses fermes, il ne sera pas tenu des autres obligations du bail. » (*Traité des obligations*, n° 404.)

A cette réfutation du premier moyen de cassation, on ajoutait pour le défendeur des considérations nouvelles qui n'avaient jusque-là été l'objet d'aucune discussion dans la cause; on cherchait à établir que le cautionnement voulu par l'art. 2185 ne s'étend seulement qu'au prix stipulé dans le contrat et aux charges de ce prix; mais seulement aux charges du contrat, désignées sous le nom de frais et loyaux-côûts.

Sur le second moyen, on disait pour le défendeur que des art. 2122 et 2135 du Code civil, relatifs à l'hypothèque des femmes sur les biens de leur mari, il ne résulte pas, comme une présomption légale, que tout homme marié eût nécessairement ses biens grevés d'une hypothèque au profit de sa femme. La femme peut, en effet, n'avoir pas apporté de dot ou n'en avoir une qu'en des espérances de successions futures, lesquelles ne donneraient hypothèque, aux termes de l'art. 2135, qu'à compter du jour de leur ou-

verture; dans tous les cas enfin, ainsi que le démontre l'arrêt de la Cour de Rennes, l'hypothèque légale de la femme n'est qu'éventuelle; jusqu'à preuve contraire, les biens du mari, s'ils ne sont revêtus d'aucune inscription, doivent donc être présumés libres, et susceptibles d'offrir une garantie jusqu'à concurrence de leur valeur estimative.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Considérant, sur le premier moyen, et d'abord sur la partie de la défense présentée par Néel-Delavigne, tirée de ce que le cautionnement à fournir par un enchérisseur ne s'étend pas aux frais et loyaux-côûts du contrat; que ce moyen n'ayant été discuté ni en première instance ni en cause d'appel, la Cour ne peut s'en occuper; — Mais vu l'art. 2185; — Considérant qu'aux termes du n° 2 de l'article ci-dessus, le surenchérisseur est tenu de faire porter le prix de l'immeuble à un dixième en sus de celui qui aura été stipulé dans le contrat, et par conséquent qu'il est tenu par sa soumission de payer ce dixième en sus; que, lorsque le numéro 3 ajoute que le surenchérisseur offrira caution du prix et des charges, il est clair, d'après la corrélation qui existe entre les deux numéros de l'article, que ce prix ne peut être que celui dû par le surenchérisseur, celui porté en la soumission dont il vient d'être parlé, par conséquent que le cautionnement s'étend au montant de la surenchère qui fait partie intégrante de cette soumission, et qu'en jouant le contraire, l'arrêt attaqué a violé la loi ci-dessus citée, sans qu'il soit besoin d'examiner le deuxième moyen; — Casse, etc.

Du 10 mai 1820 — Sect. civ. — Prés. M. Brisson. — Rapp., M. Zangiacomi. — Concl. M. Jourde, av. gén. — Pl. MM. Nicod et Delagrèze.

1^o TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — MINISTÈRE PUBLIC. — CONCLUSIONS.

2^o JUGEMENT. — MOTIFS.

3^o DIFFAMATION. — APPRÉCIATION DES FAITS.

1^o Dans un jugement de police correctionnelle, il est nécessaire, à peine de nullité, que le ministère public ait été entendu; mais il ne résulte aucune nullité de ce qu'il n'a donné ses conclusions que sur la compétence et non sur le fond. (Cod. inst. crim., 190.) (1)

2^o La loi n'a déterminé ni la forme ni l'étendue des motifs des jugemens; leur laconisme ne peut donc donner ouverture à cassation. (Cod. inst. crim., 195.)

3^o En matière de diffamation, l'appréciation des faits portant atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne objet de l'imputation, appartient souverainement aux tribunaux et aux Cours royales. (L. du 17 mai 1818, art. 12.) (2)

(1) Cette décision nous paraît susceptible de graves objections. Lorsque la loi a prescrit que le ministère public fut entendu et donnât ses conclusions, elle a voulu que le jugement fut éclairé dans toutes ses parties par les réquisitions de ce magistrat. Or, cette intention est-elle remplie lorsque le ministère public n'a pris la parole que sur une question préjudicielle, une fin de non-recevoir, et que le tribunal, sans attendre ses conclusions, statue immédiatement sur la question préjudicielle et sur le fond? Evidemment, il y a la violation des formes les plus essentielles de la procédure criminelle. L'arrêt allégué qu'il n'a pas été empêché de conclure au fond par forme subsidiaire, et en concluant à toutes fins. Mais pouvait-il prévoir que le

tribunal statuerait sur le fond? et ne devait-il pas être mis en demeure de le faire avant qu'il ne fût statué? Il suffirait donc que le ministère public eût été entendu sur l'incident le plus minime, pour que le vœu de la loi fût satisfait; en d'autres termes, sa présence seule serait une forme substantielle, et son audition ne serait plus que facultative. Il nous semble que cette interprétation, qu'un autre arrêt du 19 juill. 1823 confirme cependant, est formellement contraire au texte et à l'esprit des art. 153 et 190 du Code d'inst. crim.

(2) V. dans ce sens, Favard de Langlade, *Rép.*, v^o *Presse*, § 2, n° 2; de Gratier, *Comment. des lois de la presse*, t. 1, p. 186.

(Masson — C. Dunepart.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen de cassation proposé par le demandeur, que la disposition de l'art. 190, du Code inst. crim., portant : « Le procureur du roi résumera l'affaire et donnera ses conclusions, » n'y a pas été prescrite à peine de nullité; que son entière exécution n'est pas substantielle; que ce qui est substantiel à cette instruction, c'est la présence et l'audition du ministère public; — Que, dans l'espèce, le ministère public a été entendu; que s'il n'a donné des conclusions que sur la compétence, il n'a pas été empêché de conclure aussi au fond; qu'il pouvait le faire par forme subsidiaire et en concluant à toutes fins; que s'il ne l'a pas fait, l'arrêt n'en peut recevoir aucune atteinte, ni en contracter aucun vice;

Attendu, sur les second et troisième moyens, que lorsque la loi a ordonné que les arrêts seraient motivés, elle n'a pas réglé et n'a pu régler la forme dans laquelle les motifs seraient rédigés, et l'étendue qui leur serait donnée; que de leur laconisme ne saurait donc résulter ouverture à cassation; — Que, dans l'espèce, la défense de Dunepart consistait à dire que l'imputation des faits dont il s'agissait ne constituait pas le délit de calomnie ou de diffamation; — Que la Cour royale en prononçant sur cette défense, qu'il n'était pas suffisamment justifié que Dunepart se fût rendu coupable de calomnie ou de diffamation envers Masson, n'a pas prononcé sur la vérité ou la fausseté des faits imputés; qu'elle a seulement statué sur le caractère de leur imputation; que la loi du 17 mai 1819 n'a pas déterminé les circonstances d'après lesquelles les faits imputés devraient être jugés avoir porté atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne qui aurait été l'objet de l'imputation; qu'elle a donc laissé cette appréciation aux lumières et à la conscience des juges; — Qu'en jugeant, dans l'espèce, qu'il n'était pas suffisamment établi que les faits imputés par Dunepart à Masson eussent porté atteinte à son honneur ou à sa considération, la cour royale est donc demeurée dans l'exercice de ses attributions, et n'a pu violer aucun des articles des lois des 17 et 26 mai 1819, ni aucune autre loi; — Rejette, etc.

Du 12 mai 1820. — Sect. crim. Rapp. M. Annot. — Concl. M. Hua, av. gén. — Pl. MM. Leroy-Neufville et Loiseau.

POSTE AUX LETTRES. — VOITURIERS.

Les lettres saisies sur un voiturier sont réputées transportées en fraude par cela seul qu'elles portent la suscription d'adresses à des tiers et que le prévenu ne les a pas présentées comme des lettres de voiture des marchandises qu'il transportait. — Vainement alléguerait-il à l'audience qu'elles étaient relatives à son service personnel; cette allégation tardive ne saurait l'emporter contre la présomption légale qui est à sa charge (1).

(1) Sic, Favard, *Répert.*, v° Postes, sect. 1^{re}, § 1^{er}, n° 4. — Sur la prohibition du transport des lettres même non cachetées, voy. *supr.* Cass. 18 fév. 1820.

(2 et 3) V. en ce sens, Favard, *Répert.*, v° Poids et mesures, sect. 2, § 2, n° 8. La solution ci-dessus est au surplus formellement consacrée aujourd'hui par l'art. 4 de la loi du 1 juil. 1837 sur les poids et mesures.

(4) Les art. 1 et 2 du tit. 4 de la loi du 25 sept. 1791 n'attachant la déchéance du titre de

(Jacques Gulingamp.)

Du 13 mai 1820. — Sect. crim. — Rapp. M. Olivier. — Concl. M. Hua, av. gén.

POIDS ET MESURES. — REGLEMENT ADMINISTRATIF. — PEINES.

Les contraventions prévues et punies par des lois spéciales doivent être jugées par l'application même de ces lois et non par l'application des réglemens municipaux et arrêtés administratifs faits seulement pour en assurer l'exécution (2).

Ainsi, le cabaretier qui, contrairement aux dispositions d'un arrêté administratif, se sert de bouteilles d'une contenance différente de celle des mesures légales, est passible des peines portées par l'art. 479, n° 5, Cod. pén., contra les individus qui emploient des mesures différentes de celles établies par les lois en vigueur, et non pas seulement des peines portées par l'art. 471, du même Code, n° 15, contre ceux qui contreviennent aux réglemens de l'autorité administrative (3).

(Bradame et autres.)

Du 13 mai 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris. — Rapp. M. Buschop. — Concl. M. Hua, av. gén.

CONTUMAX. — SEQUESTRE. — INTERDICTION LEGALE.

Les individus condamnés par contumace à la peine temporaire des fers ne sont frappés d'aucune interdiction légale : leur état de contumace ne donne lieu qu'au séquestre de leurs biens.

Ainsi, les actes de partage et d'aliénation, passés de bonne foi entre le condamné par contumace et des tiers, ne peuvent être attaqués par le fisc, lorsqu'aucun séquestre n'a été apposé sur ses biens. (L. du 25 sept., 6 oct. 1791, tit. 4, art. 2; Cod. du 3 brum. an 4, art. 464; Cod. civ., 550) (4).

(Enreg. — C. Arvisenet.)

En l'an 9, Arvisenet, receveur des domaines à Cosne, depuis l'an 5, disparut laissant un déficit dans sa caisse.

Le domaine obtint, contre lui un jugement civil, pour une somme de 7,582 fr. et il prit inscription à Laugres sur ses biens éventuels, dans la succession future de ses père et mère. — En l'an 13, Arvisenet fut condamné par contumace, à 15 années de fers.

En 1807 et 1808, le père et la mère d'Arvisenet étant décédés, le domaine n'a point apposé de séquestre; il ne paraît pas d'ailleurs avoir formé opposition au partage, afin de s'assurer la part de son débiteur.

Arvisenet a reparu, après quelques années de service militaire. — Son nouveau domicile étant à distance du lieu de sa condamnation, il n'a pas été recherché. — Il a procédé avec ses frères au partage de la succession de ses père et mère.

Dans la masse des successions à partager, était un domaine sis dans l'arrondissement de Dijon.

citoyen, et l'interdiction légale qu'aux condamnations contradictoires. L'art. 464 du Code du 3 brum. an 4 prononçant la déchéance du titre et des droits de citoyen français; mais il ne prescrivait que la mesure du séquestre pendant le temps de la contumace. Les mêmes dispositions ont été reproduites par l'art. 29 du Code pén., et par les art. 465 et 471 du Code d'inst. crim. : le contumax n'est frappé que par la suspension de ses droits civils, et par le séquestre de ses biens. La même décision devrait donc encore être suivie.

— Ce domaine a été d'abord mis dans le lot d'Arvisenet. — Puis il a été, par lui, vendu. — Et il est à observer que la vente a été faite à l'un de ses frères, le 28 mars 1810, lendemain de l'acte de partage, daté du 27 mars 1810.

D'après ces actes, on pouvait penser que la distribution des lots, et la vente, avaient été faites en fraude des droits du fisc, du moins dans l'intention du vendeur : le fisc pouvait donc avoir action en nullité du partage. Au lieu de cela, il l'a attaqué pour prétendue incapacité ou interdiction d'Arvisenet.

30 mars 1816, jugement du tribunal civil de Gray, qui rejette l'action en nullité : — Attendu que l'art. 2, tit. 4 du Code pénal de 1791, qui veut que le condamné à une peine afflictive et infamante soit en état d'interdiction légale et soit pourvu d'un curateur pendant la durée de la peine, ne s'applique évidemment qu'au condamné par jugement contradictoire ; que cet article est absolument étranger au condamné par contumace, dont le sort est réglé par des dispositions particulières, comme le prouve, soit la loi du 4 therm. an 2, soit le tit. 9 du Code des délits et des peines, du 3 brum. an 4, qui forment une législation complète sur la contumace ; que c'est ainsi que les art. 29 et suivans du Code pén. de 1810 ne sont que la répétition du tit. 4 de la loi de 1791, et ne s'appliquent pas néanmoins aux condamnés par contumace, à l'égard desquels tout est réglé par le chap. 2, liv. 1^{re} du nouveau Code d'inst. crim. ; qu'aux termes de l'art. 464 du Code de brum. an 4, dont la disposition se retrouve dans l'art. 465 du Code d'inst. crim., les biens des accusés contumax étaient soumis au séquestre pendant toute la durée de la contumace ; mais que cette mesure, qui n'est qu'une saisie de fruits et revenus au profit de l'Etat, pour punir le contumax de sa désobéissance à la justice, et qui doit cesser dès qu'il se représente ou est arrêté, ne peut avoir d'effet, surtout à l'égard des tiers qui ont traité de bonne foi avec le contumax, que dans le cas où elle a reçu son exécution par une mainmise réelle ; que, dans l'espèce, la direction qui ne pouvait ignorer l'ouverture de la succession des père et mère Arvisenet, n'ayant cependant apposé aucun séquestre sur la portion des biens afférente à Hubert-François Arvisenet, ne pouvait être admise à attaquer les actes de partage et de cession que celui-ci avait consentis à ses frères, dont toutes les circonstances de la cause tendaient au surplus à prouver la bonne foi. »

Appel de la part de la direction des domaines. — Et le 27 fév. 1818, arrêt de la Cour royale de Besançon, qui confirme le jugement de première instance, en adoptant ses motifs.

POURVOI en cassation pour fausse interprétation et violation de l'art. 2, tit. 4 du Code pénal, du 25 sept.-6 oct. 1791, portant : « Quiconque aura été condamné à l'une des peines des

fers, de la réclusion dans la maison de force, de la gêne ou de la détention..., ne pourra, pendant la durée de la peine, exercer par lui-même aucun droit civil : il sera, pendant ce temps, en état d'interdiction légale ; et il lui sera nommé un curateur pour gérer et administrer ses biens. »

Le directeur général des domaines soutenait que cette disposition s'appliquait au cas de jugement par contumace, comme au cas de jugement contradictoire ; — Que par suite, il y avait eu fautive application de l'art. 464 du Code des délits et des peines du 3 brum. an 4.

Les frères Arvisenet, copartageans, ont justifié jurrét en point de droit, et, de plus, ils ont expliqué de leur bonne foi, à l'égard de laquelle il y avait fait constaté par l'arrêt dénoncé.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR. — Vu les art. 2, tit. 4 du Code pénal, du 6 oct. 1791 ; 464 du Code des délits et des peines, du 3 brum. an 4, et 550 du Code civil : — Attendu qu'aucune disposition des lois en vigueur à l'époque de la condamnation de Hubert-François Arvisenet n'appliquait, aux individus condamnés par contumace à la peine temporaire des fers, l'interdiction légale prononcée par l'art. 2, tit. 4 du Code pénal, du 6 oct. 1791, applicable seulement aux condamnés présents ; — Attendu que l'état des condamnés par contumace était, à cette époque, réglé par les art. 464 et suivans du Code des délits et des peines, du 3 brum. an 4, dont aucun ne prononce une semblable interdiction ; — Attendu que, de ces articles du Code du 3 brum. an 4, il résulte bien que la contumace donnait lieu à la privation du droit d'ester en justice et au séquestre des biens de l'accusé contumax ; — Mais attendu que, dans l'espèce de la cause, aucun séquestre n'ayant dans le fait été apposé sur les biens du condamné Arvisenet, l'arrêt attaqué a pu, sans contrevenir à aucune loi, juger que les actes passés entre lui et ses deux frères, les 27 et 28 mars 1810, relativement au partage des successions de leurs père et mère communs, et à la disposition du lot échu audit condamné, avaient été faits sans fraude et de bonne foi, et qu'ils devaient recevoir leur exécution ; — Rejette, etc.

Du 15 mai 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Boyer. — Pl., MM. Huart-Duparc et Raoul.

REINTÉGRANDE — ANTICHRÈSE.

L'action en réintégration est recevable de la part du possesseur à titre d'antichrèse ; on ne peut lui opposer qu'il ne possède pas animo domini. (Cud. proc. civ., 23.) (1)

(Girard — C. héritiers Dupuy.)

En vertu d'un acte sous seing privé du 23 août 1813, le sieur Raymond Dupuy, créancier des frères Dumas pour une somme de 2,789 fr., détient à titre d'antichrèse une pièce de vigne dépendante

(1) Cette décision concorde parfaitement avec la jurisprudence, tant combatte de la Cour de cassation, qui consiste à décider que pour intenter l'action en réintégration, il n'est pas nécessaire, comme pour les autres actions possessoires, d'avoir la possession annale. V. sur ce point, la note qui accompagne l'arrêt de Cassation du 28 déc. 1816, et nos observations sur l'un des derniers arrêts de cette Cour du 19 août 1839 (Volume 1839). — C'est qu'en effet la réintégration fondée uniquement sur un principe d'ordre et de paix publique, est une action possessoire d'un genre à part, qui n'exige pas pour son exercice toutes les conditions des actions possessoires ordinaires ; et de même qu'elle est dispensée

de la possession annale, la Cour décide ici qu'elle peut être intentée par un possesseur précaire, tel que l'antichrésiste, le fermier, qui, d'après la jurisprudence et l'opinion unanime des auteurs, n'aurait pas le droit d'intenter la complainte. V. Cass. 7 sept. 1805 ; 17 avril 1817 ; Merlin, *Repert.*, v° *Servitude*, § 35, n° 3 ; Favard, v° *Complainte*, sect. 2, n° 4 ; *Carré Lois de la proc.*, sur le titre des Actions possessoires, in *princip.* ; Honnoré du Pansey, p. 361 ; Poncelet, *des Jugemens*, n° 62 et 77 ; Garnier, *Actions possessoires*, p. 357 ; Duvergier, *du Louage*, t. 1, n. 313 ; Curameo, *Compét. des juges de paix*, t. 2, p. 97, n° 20 (4^e édit.).

du domaine de Clérac, dont les frères Dumas avaient l'usufruit et dont le sieur Girard était propriétaire. — Le 25 janv. 1818, par a. notarié, les frères Dumas ont fait cession et abandon de leur usufruit du domaine de Clérac au sieur Girard.

Le sieur Girard réunissant ainsi entre ses mains l'usufruit et la nue propriété du domaine de Clérac, et par conséquent de la pièce de vigne donnée en anticrèse au sieur Raymond Dupuy, s'est opposé, par voie de fait et en en faisant expulser des ouvriers, à ce que les héritiers du sieur Raymond Dupuy, alors décédé, continuassent la jouissance de la pièce de vigne dont il s'agit. — Le 20 juillet 1818, il a assigné les héritiers Dupuy devant le juge de paix de Blaye, se prétendant troublé dans sa possession d'an et jour par la tentative qu'ils avaient faite de recueillir les fruits de la pièce de vigne en question.

Le 22 du même mois, les héritiers Raymond Dupuy ont assigné réconventionnellement le sieur Girard en réintégration devant le même juge de paix; et prenant sa citation du 20 juillet pour un nouveau trouble apporté à leur jouissance, ils ont soutenu qu'ils étaient depuis cinq ans en possession, et notamment depuis an et jour, de la pièce de vigne en litige, en vertu de l'acte sous seing privé du 23 août 1813, ayant acquis date certaine depuis le mort de deux signataires, et ils ont conclu à être maintenus dans leur possession, aux termes de l'art. 23 du Code de proc. civ.

Le sieur Girard a prétendu alors que le sieur Raymond Dupuy ou ses héritiers, se fondant seulement sur leur possession à titre d'anticrèse n'étaient pas recevables à intenter l'action en réintégration, ni aucune autre action possessoire; qu'ils n'avaient pas possédé à titre de propriétaire, *animo domini*, condition nécessaire pour pouvoir, aux termes de l'art. 23 du Code de proc. civ., intenter l'action en réintégration.

31 juillet 1818, sentence du juge de paix qui accorde cette exception du sieur Girard, et déclare les héritiers Raymond Dupuy non recevables sur leur action possessoire; « Attendu que la possession des sieurs Dumas de l'universalité des revenus du domaine de Clérac, duquel la pièce de terre ou vigne en question fait partie, est incontestable, étant fondée sur un titre authentique du 9 prair. an 9; — Que le sieur Girard a acquis de bonne foi et à titre onéreux desdits sieurs Dumas, cette même jouissance de l'universalité de ce même domaine par acte du 25 janv. 1818, par lequel il est subrogé à tous leurs droits; — Qu'il a joui comme propriétaire en vertu de ce titre; qu'il a par continuation de celle de ses vendeurs ou cessionnaires la possession d'an et jour de la pièce de vigne et terre faisant partie du domaine; — Que le sous seing privé passé le 23 août 1813 entre lesdits sieurs Dumas et Raymond Dupuy, par lequel celui-ci lui cède à ce dernier l'usufruit de la pièce en question, seulement enregistré le 13 juillet 1818, six mois après l'acquisition faite par ledit sieur Girard, n'a acquis vis-à-vis de lui une date certaine que depuis cette époque; qu'il a pu ignorer l'existence de ce titre, et se croire seul légitime et vrai possesseur de ladite pièce de terre et vigne comme de toute le reste du dit domaine; — Que les conventions exprimées dans ce titre, telles que l'obligation pour le preneur de tenir note des frais de culture et des revenus, et d'en faire compte au bailleur, n'établissent qu'une cession d'usufruits à titre de dépôt, de nantissement, ou de louage à terme illimité, et toujours à titre précaire; et que cette jouissance ne peut constituer une possession conforme au désir de l'art. 2229 du Code civil, qui veut que pour pouvoir prescrire, cette possession soit continue et

non interrompue, paisible, non équivoque et à titre de propriété. — Que, d'après les dispositions de l'art. 2236 de la même loi, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent en prescrire la possession; — Qu'il résulte des dispositions de cet article que le sieur Dupuy, sous quelque rapport que l'on considère la cession qui lui avait été faite de l'usufruit de la pièce en question n'a pu acquérir la possession, et que les dames Dupuy sœurs n'ont pas plus de droit que n'en avait ledit sieur Dupuy leur père et beau-père, et ne peuvent s'attribuer une possession qu'il n'avait pas lui-même; — Attendu que pour former action en réintégration, il faut avoir été troublé; qu'il n'y a de trouble que lorsqu'il y a eu possession; que par conséquent lesdites dames Dupuy n'ont pas qualité pour former l'action en réintégration qu'elles ont dirigée contre ledit sieur Girard;

« Attendu que le sieur Girard, vrai possesseur, par lui et ses vendeurs, de l'usufruit du domaine de Clérac, ayant été troublé dans cette possession par les sieurs Cottard et Coureau (les héritiers Dupuy), le 13 du présent mois, il y a lieu à accueillir l'action qu'il a formée contre eux, pour être maintenu dans sa possession, et à lui accorder des dommages-intérêts proportionnés aux sollicitudes et aux pertes qu'il a éprouvées par les voies de fait commises et avouées par les sieurs Coureau et Cottard, etc. »

Les héritiers Raymond Dupuy se sont rendus appelans de ce jugement. Ils ont soutenu qu'eux seuls avaient en la possession d'an et jour en vertu de leur contrat d'anticrèse; qu'eux seuls avaient été troublés par violence et par le fait du sieur Girard, qui, bien que propriétaire, n'avait joui depuis plusieurs années, ni lui ni ses vendeurs, de la pièce de vigne dont il s'agit.

29 août 1818, jugement du tribunal civil de Blaye qui réforme la sentence du juge de paix en ces termes : — « Attendu que le sieur Girard ne peut agir ici que comme étant aux droits des sieurs Dumas; que dès lors il est pour les héritiers Dupuy ce qu'étaient les sieurs Dumas à leur égard; — Que, d'après cela, comme le sous seing privé passé entre les sieurs Dumas et le sieur Dupuy a été pleinement exécuté de part et d'autre pendant plusieurs années; que cette exécution lui a donné un caractère d'authenticité qui a couvert le défaut de mention de fait double, avec cette circonstance que certains des contractans sont morts dans le cours de l'exécution; — Attendu que, quoique l'enregistrement soit du 13 juillet dernier, néanmoins la mort de certains des contractans en ayant rendu la date certaine, l'enregistrement étant venu la confirmer, dès lors cet acte a toute l'authenticité nécessaire; — Attendu que ce contrat sous seing privé passé entre le sieur Dupuy et les sieurs Dumas renferme les signes caractéristiques de l'anticrèse: qu'il doit en avoir toute la force; qu'il doit ressortir en faveur des contractans, puisque les sieurs Dumas, en reconnaissant qu'ils sont débiteurs du sieur Dupuy, et pour lui assurer une crance trop sacrée pour pouvoir être contestée actuellement, ont, par cet acte en sa faveur, transmis un usufruit qu'ils s'étaient réservé en vendant leur domaine; — Que, quelque acte qu'ils aient pu passer ultérieurement avec le sieur Girard, et contrairement à celui ci-dessus rappelé, les sieurs Dumas n'ayant pu transmettre plus de droits qu'ils n'avaient eux-mêmes, quelque époque qu'on ait pu donner à cet acte, ne pouvaient faire cesser l'effet de la vente par eux faite au sieur Dupuy, sans avoir éteint la dette qu'ils avaient

contractée avec lui ; que le sieur Girard qui s'enveloppe aujourd'hui de leurs droits, ne peut en avoir plus qu'eux-mêmes, et par conséquent ne peut renverser ce titre de la famille Dupuy ; — Qu'il ne peut pas dire, le sieur Girard, qu'il jouit notamment depuis an et jour, par lui ou ses auteurs, puisque ses auteurs ne jouissaient point de cet usufruit, l'ayant aliéné pour l'acquiescement de leur dette, et jusqu'à son extinction ; que dès lors en accordant au sieur Girard la réintégration, le juge de paix a mal jugé ; — Que d'un autre côté, en refusant de réintégrer les représentants Dupuy, il a fait ce qu'il ne devait pas faire, puisque, propriétaires véritables d'un usufruit en vertu d'un titre légal et suffisant, et non précairement, ils avaient acquis la possession suffisante et avaient eu le droit de former reconventionnellement une demande en réintégration que ce juge de paix aurait dû accueillir ; — Le tribunal faisant droit sur l'appel interjeté par les héritiers Dupuy, dit avoir été mal jugé, bien appelé ; en conséquence réintègre lesdits représentants Dupuy dans la jouissance et usufruit des terrains énoncés dans le sous-seing privé du 23 août 1813, etc. »

Pourvoi en cassation par le sieur Girard pour violation de l'art. 23 du Code de proc. civ., en ce que le jugement dénoncé décide que l'action possessoire peut être exercée par une personne dont la jouissance n'a lien qu'à titre d'anticrèse, c'est-à-dire à titre précaire.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que les héritiers du sieur Raymond Dupuy n'avaient exercé devant le juge de paix qu'une simple action en réintégration de la vigne et de l'héritage dont ils jouissaient à titre d'anticrèse par eux ou par leur auteur, depuis l'abandon qu'il en avait fait au sieur Dupuy, par acte sous seing privé du 23 août 1813 ; — Considérant que celui qui a été violemment troublé dans sa possession, doit y être réintégré, et que les héritiers Dupuy se trouvant dans ce cas, le jugement attaqué, en les réintégrant, a fait une juste application de la loi : — Rejette, etc.

Du 16 mai 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Favard de Langlade. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Sirey.

ACTION POSSESSOIRE. — SERVITUDE DISCONTINUE. — PUISAGE. — TITRE. — PETITOIRE.

Le possesseur d'une servitude discontinue, par exemple d'un droit de puitsage, est recevable à intenter l'action possessoire, devant le juge de paix, pourvu qu'il la forme dans l'année du trouble, et qu'il prouve une possession à titre non précaire, ainsi, le juge de paix n'est pas incompétent pour connaître de l'action, et discuter le mérite et l'applicabilité du titre, bien que le titre soit contesté. — Si le juge de paix peut, en ce cas, renvoyer au pétitoire, il n'y est pas obligé. (Cod. civ., 688 et 691 ; Cod. proc., 23.) (1)

(Clavier — C. La dame Gontard.)

Sur le domaine de Brignolles, appartenant à la dame Gontard, et joignant le domaine de Bruni dont le sieur Clavier est propriétaire, existe une source dite la Font-Ainaud, formant plus bas un abreuvoir dans lequel et depuis longues

années, le sieur Clavier ou ses auteurs avaient exercé un droit de puitsage et d'abreuvement. — En juillet 1816, la dame Gontard proposa à propos de détourner une portion des eaux de la Font-Ainaud, pour la conduire dans d'autres parties de son domaine ; elle perça à cet effet une voûte anciennement construite sur la fontaine, et fit dériver les eaux par cette ouverture.

Le sieur Clavier trouva que cette dérivation diminuait le volume des eaux dont il avait coutume de faire usage ; en conséquence, et par exploit du 30 oct., il assigna la dame Gontard devant le juge de paix, en maintenance de sa possession et jouissance immémoriale des droits de puitsage et d'abreuvement qu'il avait exercés, notamment depuis an et jour, à la fontaine dont il s'agit. — Le sieur Clavier, à l'appui de sa demande, produisit un titre : ce titre était une transaction du 1^{er} août 1665, entre les anciens propriétaires du domaine de Brignolles et de Bruni, de laquelle transaction il résultait, que les droits de puitsage et d'abreuvement réclamés par le sieur Clavier, avaient été accordés, à l'avenir et pour toujours, au sieur de Bruni son auteur, à la charge, par ce dernier, de faire construire un abreuvoir à ses propres coûts et dépens, en sorte toutefois que cet abreuvoir ne pût nuire ni porter préjudice au sieur de Brignolles dans la propriété duquel il serait construit.

La dame Gontard, qui a comparu sur la citation à elle donnée par le sieur Clavier, a décliné la juridiction du juge de paix. Elle a soutenu, quant à la possession en elle-même des droits de puitsage et d'abreuvement, que le sieur Clavier ne pouvait l'invoquer en sa faveur ; en second lieu, que le juge de paix étoit incompétent pour connaître d'une action en complainte fondée sur une possession prétendue immémoriale, en matière de servitudes discontinues et imprescriptibles, qui ne pouvaient jamais s'acquiescer par possession, et dont la possession, quelque prolongée qu'on la supposât, ne pouvait par conséquent servir de fondement à aucune action possessoire. — Quant au titre présenté par le sieur Clavier, et sur lequel il prétendait établir sa possession, la dame Gontard a soutenu que ce titre étoit insuffisant ou inapplicable ; qu'il ne se rapportait point à l'abreuvoir actuellement existant, et dont le sieur Clavier n'avait joui jusqu'à ce jour que par simple tolérance ; qu'à la vérité, la transaction de 1665 portait d'un droit de puitsage et d'abreuvement à un abreuvoir qui devoit être construit immédiatement au-dessous de la Font-Ainaud, tandis que l'abreuvoir existant se trouvoit placé à une bien plus grande distance, et ne pouvoit être celui dont il étoit fait mention dans cette transaction ; que l'action en complainte du sieur Clavier étoit donc basée sur une prétendue possession sans titre d'une servitude discontinue et imprescriptible, qu'elle étoit donc non recevable et mal fondée.

En cet état, jugement du 8 juill. 1817, par lequel le juge de paix se déclare incompétent pour statuer sur l'action en complainte intentée par le sieur Clavier : « Attendu que la dame Gontard soutient que le sieur Clavier n'a pas le droit d'exercer sa faculté d'abreuvement et de puitsage à l'endroit où il les exerce par simple tolérance ;

titre et d'acquiescer ou de rejeter l'action possessoire, suivant que le titre contesté fait ou ne fait pas cesser la présomption de précarité. V. d'ailleurs à cet égard, les observations qui accompagnent un arrêt dans le même sens, du 2 mars 1820 (supra, aff. Lecornu).

(1) La Cour de cassation est allée plus loin dans l'arrêt ci après, rendue la même jour (aff. Jourdan), au sujet d'un droit de puitsage, servitude discontinue comme le droit de puitsage ; elle décide que, dans le cas de production d'un titre pour appuyer la possession d'une telle servitude, le juge de paix, non-seulement peut, mais qu'il est tenu d'examiner le

que le titre sur lequel il s'appuie étant contesté, il n'appartient pas à lui, juge de paix, d'en reconnaître la validité; que la loi ne reconnaissant que la possession de l'an et jour, et les servitudes discontinues ne pouvant plus être acquises par le seul fait de la possession, les juges de paix ne peuvent plus en connaître malgré tout titre, à moins que le titre ne soit conforme à la possession et non contesté; que dans l'espèce, d'une part, la possession du sieur Clavier est désavouée par la dame Gontard; que de l'autre, la dame Gontard soutient que le titre dont il s'appuie indique le local de l'abreuvoir à tout autre endroit que celui où il se trouve établi....

Appel par le sieur Clavier; — Et le 13 mars 1818, jugement confirmatif du tribunal civil de Brignolles.

Pourvoi en cassation de la part de Clavier, pour violation de l'art. 10, titre 3 de la loi du 24 août 1790; de l'art. 23 du Code de proc. civ.; et fausse application des art. 688 et 691 du Cod. civ.

ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 10, titre 3 de la loi du 24 août 1790, ainsi conçu: « Il (le juge de paix) connaîtra de même, sans appel, jusqu'à la valeur de cinquante livres, et à la charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter; 1° des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes; 2° des déplacements de bornes, des usurpations de terres, arbres, haies, fossés et autres clôtures commises dans l'année; des entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosage des prés, commises pareillement dans l'année, et de toutes autres actions possessoires; » Vu aussi l'art. 23 du Code de procédure civile portant: « Les actions possessoires ne seront recevables qu'autant qu'elles auront été formées dans l'année du trouble par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible par eux ou les leurs, à titre non précaire. » — Attendu que des lois ci-dessus transcrites, il résulte que le possesseur d'une servitude discontinue, apparente ou non apparente, est recevable à intenter, devant le juge de paix, l'action possessoire, pourvu qu'il la forme dans l'année du trouble, et qu'il prouve qu'il possède à titre non précaire; — Que cette preuve ne pouvant être faite que par la représentation

du titre, le juge doit en prendre connaissance sous le rapport de la possession; c'est-à-dire pour juger si ce titre a pu autoriser le demandeur à posséder *animo domini*; comme lorsque la possession de 30 ans et plus est la seule base de la demande en maintenance de la possession d'an et jour, le juge de paix doit examiner si le droit réclamé peut s'acquiescir par la possession; — Qu'à l'égard du cas où le titre est contesté, de même que dans celui où la possession immémoriale est déniée, le juge de paix peut, sous ce rapport, renvoyer les parties au pétitoire, mais que de la contestation sur le titre, ou de la dénégation de la possession immémoriale, il ne résulte pas que le juge de paix cesse d'être le seul juge compétent pour statuer sur l'action possessoire déclarée recevable par la loi, et dont il a été régulièrement saisi; — Attendu enfin que de ces principes appliqués à la cause, il suit qu'en confirmant le jugement par lequel le juge de paix s'est déclaré incompétent pour statuer sur l'action possessoire formée par Clavier relativement aux droits de puisage et d'abreuvement qu'il réclamait en vertu de la transaction de 1665, et prétendait ainsi posséder à titre non précaire, le tribunal de Brignolles a expressément violé l'art. 10, titre 3 de la loi du 24 août 1790, et l'art. 23 du Code de procédure civile; — Casse, etc.

Du 17 mai 1820. — Sect. civ. — Prés. M. Brisson. — Rapp., M. Poriquet. — Cons., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Jusselin et Nicod.

ACTION POSSESSOIRE. — SERVITUDE DISCONTINUE. — PACAGE. — TITRE. — PETITOIRE.

Le possesseur troublé dans la possession d'une servitude discontinue, par exemple d'un droit de pacage, est recevable à intenter l'action possessoire devant le juge de paix, pourvu qu'il la forme dans l'année du trouble, et qu'il étaye sa possession d'un titre non précaire. — Ainsi, le juge de paix n'est pas incompétent pour connaître de l'action et discuter le mérite ou l'applicabilité du titre, bien que le titre soit contesté. — En un tel cas, le juge de paix est tenu d'examiner le titre et d'accueillir ou de rejeter l'action possessoire, selon que le titre contesté fait ou ne fait pas cesser la présomption de précaire (1).

(1) La Cour consacre ici, de plus fort, la doctrine qu'elle avait déjà adoptée dans l'affaire *Lecorneu*, jugée par son arrêt du 2 mars 1817. F. cet arrêt et les observations qui l'accompagnent. — En rapportant cet arrêt dans le tom. 20 de son Recueil, 1^{re} part., p. 324, et en le rapprochant de celui qui précède, rendu le même jour dans l'affaire *Clavier*, arrêt qui, sans aller comme celui-ci jusqu'à faire au juge de paix une obligation d'examiner le titre, consacre cependant la faculté d'examen, M. Sirey présentant les observations suivantes: « L'art. 23 du Cod. de proc. dispose que les actions possessoires ne seront recevables qu'autant qu'elles auront été formées dans l'année du trouble, par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible, par eux ou les leurs, à titre non précaire. — Sans doute, pour autoriser l'action possessoire, il faut une possession à titre non précaire; mais par ces mots *possession à titre non précaire*, il ne faut point entendre possession avec un titre. — L'art. 23 du Code de proc. n'est absolument que la répétition de l'art. 1^{er} du tit. 18 de l'ordonnance de 1667, qui n'autorisait également la complainte qu'autant qu'il y avait possession à autre titre que de former, ou possession précaire. — Or, qu'entendaient les commentateurs de l'ordonnance, par ces mots *possession à autre titre que de posses-*

sur précaire? Ils entendaient que le fait de possession devait avoir un caractère de maîtrise, qu'il devait paraître l'exercice d'un droit, que la possession devait être, non une simple détention pour autrui, ou une possession de tolérance, mais une possession civile, *possessio animo domini*. On n'entendait pas qu'il dût y avoir possession avec titre. — Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, lorsqu'à propos de complainte on avait à discuter si la possession était ou n'était pas à titre non précaire, on examinait le fait possessoire, avec ses circonstances concomitantes, touchant la qualité du possesseur ou la nature du fait; on n'avait garde de sortir de cet examen d'un fait matériel ou sensible, pour aller s'enquérir de l'existence, du contenu, ou de l'applicabilité d'un titre, dont il n'aurait pas été question au moment du fait possessoire. — Il nous semble toujours que sous le Code de procéd., comme sous l'ordonnance, la possession à titre non précaire n'est entre chose que la possession civile, *possessio animo domini*. — Ainsi point d'action possessoire, lorsque le possesseur a agi en une qualité qui exclut la maîtrise, ou lorsque le fait possessoire est, de sa nature, sans importance pour la présomption de propriété; lorsqu'il est nécessaire pour la paix entre voisins; lorsque le défaut d'opposition d'un

(Jourdan—C. Cabasse.)

Les frères Jourdan, prétendant être en droit de mener paître leurs bestiaux sur les terres gastes et collines du sieur Cabasse, se sont pourvus contre lui devant le juge de paix de Marseille.

Ils ont pris pour trouble à la possession dans laquelle ils avaient toujours été d'exercer ce droit, les empêchemens de leur adversaire, et ils ont conclu à la maintenance possessoire et provisoire du droit de pacage dont ils jouissaient de temps immémorial, et notamment depuis un et jour, en vertu de titres authentiques.

Le juge de paix ne méconnaît pas sa compétence; mais il se fonda, pour les débouter de leur demande, par son jugement du 18 déc. 1816, sur une prétendue violation de l'autorité de la chose jugée par divers jugemens qui n'avaient pas été rendus entre eux et le défendeur.

Sur l'appel par eux interjeté de ce jugement au tribunal de Marseille, ce tribunal repoussa l'exception prise de la violation de la chose jugée, reconnut que la jouissance d'une servitude continue ne pouvait être établie que par titres; convint bien que les demandeurs produisaient des titres, mais pensa que, ces titres étant contestés, l'examen n'en pourrait être fait que lorsque l'action serait intentée au pétitoire, et, par cette considération, se détermina à confirmer le jugement du juge de paix de Marseille par son jugement susdité.

C'est dans cette position que les demandeurs se sont pourvus en cassation, et ont soutenu que, lorsqu'une demande en maintenance possessoire de l'exercice d'une servitude discontinue était appuyée sur des titres, les juges saisis de cette demande ne pouvaient pas se dispenser d'examiner ces titres, encore qu'ils fussent contestés, afin de pouvoir accueillir l'action si ces titres lui paraissaient établir une possession non précaire, et la repousser s'ils ne paraissaient pas faire cesser la présomption de précaire; mais qu'en refusant d'examiner les titres par eux produits, par l'unique motif qu'ils étaient contestés, c'était évidemment, de la part de ces juges, violer la loi qui autorise l'exercice de l'action possessoire dans l'an du trouble au profit de quiconque a une possession annale, paisible, et non entachée de précaire.

résulter de l'esprit de bon voisinage; lorsque le fait possessoire est naturellement réputé de simple tolérance. — Vuid tout ce qu'il doit y avoir à examiner pour savoir si la possession est ou n'est pas à titre non précaire. — Nous ne concevons pas que l'exhibition d'un titre, devant le juge de paix, soit plus utile pour établir la nature du fait possessoire, que pour établir la qualité de l'individu possesseur. — Or, certes, le prétendu possesseur devrait être écarté de l'action en complainte, s'il avait prouvé qu'il a possédé en se disant fermier, quand même il viendrait justifier d'un titre de propriétaire. Des faits, des faits de nature bien caractérisés, vuid ce que le juge de paix, homme de sens, homme de bien, doit connaître et apprécier; mais le mérite des titres, et des titres à propos d'un fait possessoire, voilà ce que nous ne pouvons comprendre.

On reconnaît que, dans le procès en complainte pour trouble à la possession d'une servitude discontinue, le juge de paix n'a pas à chercher dans le titre des preuves de propriété. — Qu'y chercherait-il donc? La preuve qu'avec ce titre le possesseur a pu se croire un droit de servitude? Mais pour autoriser cette opinion dans le possesseur, il faudrait, 1° que le titre fût constitutif de servitude; 2° que le titre eût été passé entre les auteurs de toutes parties; 3° que le titre fût applicable aux lieux

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR: — Vu l'art. 23 du Code de proc. civ.; — Considérant, en droit, que l'art. du Code de proc. précité, conforme aux lois anciennes, accorde l'action possessoire, dans l'année du trouble, à tous ceux qui étaient, depuis un an au moins, en possession paisible, à titre non précaire, d'un héritage ou d'un droit réel; — Qu'il suit de là que le juge, saisi d'une action possessoire, doit nécessairement vérifier le caractère de la possession alléguée, et, à cet effet, examiner les titres pour déterminer la nature de cette possession; — Que cela est surtout indispensable lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce d'une servitude discontinue, dont le caractère ne peut être justifié que par des titres; — Que si, dans l'examen qu'il fait, les titres lui paraissent établir clairement que la possession n'est pas précaire, il doit accueillir l'action possessoire; — Que si, au contraire, il pense que les titres ne font pas cesser la présomption de précaire, attachée par la loi à la jouissance d'une servitude discontinue, soit parce qu'ils sont obscurs, soit parce qu'ils sont combattus par des moyens qui en rendent l'application douteuse, il doit, en exprimant son opinion à cet égard, rejeter l'action possessoire; — Mais que refuser d'examiner les titres par cela seul qu'ils sont contestés, c'est s'exposer à favoriser l'injustice et violer la loi qui autorise l'action possessoire dans l'an du trouble, au profit de quiconque a une possession annale, paisible et non entachée de précaire; — Considérant, en fait, que les demandeurs invoquaient des titres qui suivant eux, devaient prouver que leur possession n'était point à titre précaire; — Que cependant le tribunal de Marseille a écarté ces titres, sans en faire aucun examen, et par la seule raison qu'ils étaient contestés; — Qu'en prononçant, sans juger préalablement que les titres invoqués ne faisaient pas cesser la présomption de précaire, ce tribunal a violé l'art. 23 du Code de proc. civ., qui accorde l'action possessoire à tout possesseur paisible depuis un an, et à titre non précaire; — Casse, etc.

Du 17 mai 1820. — Sec. civ. — Rapp. M. Mignier. — Concl. M. Cablier, av. gén. — Pl., MM. Lassus et Nicod.

contentieux. — Voilà bien tous éléments d'une action pétitoire, tout aussi bien que s'il s'agissait d'apprécier la validité du titre: or, ces éléments d'une action pétitoire, la loi ne les soumet pas à des juges de paix. — Et d'ailleurs, tous les arguments puisés dans le titre ne tomberont-ils pas nécessairement, si l'apposant à la possession de servitude prouve que le titre était ignoré du possesseur, lors des faits possessoires; que le fait de possession n'a pas eu lieu en vertu d'un titre; que le possesseur n'a réellement, et de fait, possédé que par tolérance, par autorisation plus ou moins exprimée? — Voyez quelle complication opère le système qui autorise ou qui oblige les juges de paix à discuter un titre à propos d'un fait possessoire. »

Ces raisonnemens ne laissent pas que d'avoir leur côté plausible; cependant ils n'ont pas prévalu, par cette considération surtout que M. Merlin a très bien fait ressortir, en combattant l'opinion de M. Sieyès, que la maintenance en possession d'une servitude discontinue sur l'exhibition d'un titre qui semblerait appuyer, n'est pas, comme pour les immeubles, une maintenance en possession définitive, qui dispense ensuite le prétendant droit à la servitude, de rapporter un titre valable pour continuer à en jouir. V. supra, la note dernière sur l'affaire Lecornu (2 mars 1820), après l'analyse du moyen de cassation.

DOT. — INALIÉNABILITÉ. — EXCEPTION.

La femme mariée sous le régime dotal dans une province où était en vigueur l'édit de 1664 qui permettait l'aliénation des biens dotaux, a pu être condamnée subsidiairement avec son mari et comme caution de celui-ci, à restituer les sommes perçues en vertu d'une cession à laquelle elle avait été partie et qui avait été plus tard annulée (1).

(Appareil — C. Portier.)

Le 16 therm. an 5, acte notarié portant resson moyennant 1,500 fr., de la part de Marguerite Burnichon en faveur de Jeanne-Marie Burnichon sa sœur et de Claude Appareil, mari de celle-ci, de tous ses droits dans les successions de ses père et mère. — En 1813, le sieur Portier qui s'était marié avec Marguerite Burnichon, provoque son interdiction qui fut prononcée le 7 août, et le sieur Portier fut nommé tuteur de sa femme interdite. Le sieur Portier assigna alors les époux Appareil pour voir déclarer nulle la cession du 16 therm. an 5, attendu que la cause de l'interdiction existait notablement avant cette époque, et pour se voir condamner à restituer tout ce qu'ils avaient reçu en vertu de la cession.

10 mars 1816. Jugement du tribunal de Villefranche qui annule la cession et condamne solidairement les époux Appareil, à restituer tout ce qu'ils ont perçu avec intérêts, restitutions de fruits et dépens.

Appel. — 26 avr. 1817, arrêt de la Cour royale de Lyon qui confirme en ordonnant toutefois que la dame Appareil ne serait tenue des restitutions, que subsidiairement et comme caution de son mari.

Pourvoi en cassation de la part des époux Appareil pour violation des lois sur l'inaliénabilité de la dot et des art. 1382, 1383, 1421, 1530 et 1549 du Code civ.

(1) On peut voir comme analogue dans ce sens, un arrêt de la Cour de Lyon de 5 juill. 1833 (Volome 1833), duquel il résulte que la femme mariée sous l'empire du droit écrit, qui s'est constituée en dot, tous ses biens présents et à venir, peut néanmoins assigner un immeuble situé dans un pays anciennement régi par l'édit de 1664, qui permettait l'aliénation des biens dotaux, lorsque d'ailleurs l'immeuble était échu à la femme avant la promulgation du Code civil.

(2) V. la note sur la question suivante.

(3) Le n° 4 de l'art. 10, du tit. 3 de la loi du 24 août 1790, attribue aux juges de paix la connaissance des indemnités prétendues par les fermiers pour non jouissance, lorsque le fond du droit n'est pas contesté. Ces derniers mots ont donné lieu à la question résolue par l'arrêt ci-dessus. Résulte-t-il de ces mots une incompétence ratione materiae qui puisse être proposée en tout état de cause. « Non, dit Merlin, qui adopte ainsi la solution de l'arrêt que nous rapportons, Rép., v° Juge de paix, § 16, n° 2 Ce n'est qu'une exception que la loi établit en faveur du propriétaire. Et comme le juge de paix peut incontestablement juger lorsqu'elle n'est pas proposée, il a nécessairement le même droit lorsqu'elle n'est pas invoquée dans le temps et dans la forme déterminés par la loi. Ainsi, après ce qu'on appelle la contestation en cause, inutilement le propriétaire demanderait-il le renvoi de l'affaire, sur le motif qu'il entend contester le fond du droit : le juge de paix ne serait pas tenu de déférer à ce réclamoire tardif. » V. aussi ce sens, Carré, Compétence, n° 414. — Toutefois, M. Favard de Langlade, Répert., v° Justice de paix, § 8, n° 3, émet une doctrine contraire, et la justice par des considéra-

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la femme Appareil, mariée dans la province de Beaujolais, où l'édit du mois d'avr. 1664 était en vigueur, a pu valablement contracter et s'obliger sur tous ses biens meubles et immeubles, dotaux ou paraphernaux; qu'ainsi, la Cour royale de Lyon, en la condamnant au paiement des sommes à restituer par suite de l'annulation du contrat du 16 therm. an 5, par lequel elle avait acquis pour elle et en son nom personnel les droits successifs de sa sœur dans les successions de leurs père et mère communs, n'a pas violé les lois invoquées par les demandeurs; — Rejette, etc.

Du 17 mai 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Poriquet. — Concl., M. Cabier, av. gén. — Pl., M.M. Duprat et Peit de Gatines.

1° INCOMPÉTENCE. FIN DE NON-RECEVOIR. 2° BAIL À FERME. — DÉGRADATIONS. — EXCEPTION. — JUGES DE PAIX. — COMPÉTENCE.

1° L'exception d'incompétence tirée du fond du droit, ne constitue pas une incompétence absolue, une incompétence ratione materiae; elle n'est pas proposée en tout état de cause, et ne doit pas être suppléée par le juge; elle doit être proposée en limine litis, comme toute autre exception personnelle. (L. du 24 août, 1790, tit. 3, art. 10.) — Arg. (2)

2° Ainsi, le fermier actionné en justice de paix par son propriétaire, pour fait de dégradations, s'il s'est laissé condamner à des dommages-intérêts, ne peut, sur l'appel de ce jugement définitif, excepter de l'incompétence du juge de paix, en soutenant que les clauses particulières de son bail l'autorisaient à agir comme il l'a fait, et que cette question préjudicielle d'interprétation du contrat devait être jugée par les tribunaux ordinaires. (L. du 24 août 1790, tit. 3, art. 10.) (3)

tions qui ne sont pas sans force. « Il est bien vrai, dit est auteur, que le propriétaire peut ne pas contester le droit à l'indemnité, et qu'alors le juge de paix doit statuer. Mais il ne suit pas de là, selon nous, que la contestation du fond du droit ne constitue qu'une exception relative. Car, quand un juge n'est incompétent que ratione personarum, les parties peuvent, par leur consentement exprès ou tacite, le rendre compétent, et par là proroger sa juridiction. Mais lorsqu'il est incompétent, ratione materiae, sa juridiction est improrogable, et quelle que soit la volonté des parties, il doit se déclarer incompétent. Or, le juge de paix est bien compétent en matière d'indemnité réclamée pour non jouissance, mais il cesse de l'être dès que le fond du droit est contesté; il s'agit alors d'interpréter des actes, des conventions, de rapprocher les différentes clauses du bail; et c'est ce que la loi n'a pas voulu soumettre à la décision du juge de paix. En vain les parties consentiraient alors que le juge de paix décidât leur contestation. Dès que la loi ne lui attribue pas la connaissance de cette affaire, il est incompétent ratione materiae; sa juridiction est improrogable à cet égard. Nous concluons de là, que la contestation du fond du droit de l'indemnité de la part du propriétaire, n'est pas une exception de forme susceptible d'être couverte dans le cas où elle ne serait pas proposée avant toutes défenses au fond. » — V. au surplus, sur les cas où la juridiction peut être prorogée, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 3 frim. an 9 aff. Delimingham). — V. aussi, quant aux dégradations qui sont de la compétence du juge de paix, suppr. Cass. 29 mars 1820, et Curasson, t. 1, p. 427 (3^e édit.).

(Pichaud — C. Héritiers d'Estienne.)

Le 10 août 1818, les héritiers d'Estienne ont assigné le sieur Pichaud, leur fermier, devant le juge de paix du canton d'Ollioules, pour le faire condamner à des dommages-intérêts, en raison des dégradations par lui commises sur les terrains dont il avait la jouissance.

Le sieur Pichaud répond, qu'une clause particulière de son bail, lui donne sur les terres affermées, les mêmes droits et privilèges que le propriétaire aurait eu lui-même, sauf cependant le droit de détériorer; mais que, de sa part, aucunes détériorations ni dégradations n'ont eu lieu, et qu'il n'a fait rien autre chose sur les propriétés dont il jouit, que ce que son bail l'autorisait à faire.

13 août 1818, jugement préparatoire du juge de paix, qui ordonne la visite des lieux, et commit deux experts pour l'assister dans cette visite.

17 septembre suivant, jugement définitif qui condamne le sieur Pichaud à payer aux héritiers d'Estienne une somme de 6,797 fr., pour raison des dégradations reconnues et estimées par le rapport des experts.

Appel de ce jugement définitif par le sieur Pichaud; alors seulement il a prétendu que, dans l'espèce, il s'était agi, avant tout, d'interpréter une clause particulière de son bail, et de décider si cette clause lui avait donné ou non le droit de faire sur les propriétés affermées les changements qu'il y avait faits; qu'une telle question préjudicielle était hors de la compétence du juge de paix, auquel il n'appartenait pas de prononcer sur l'interprétation d'un titre, qu'ainsi le jugement du 17 septembre 1818 devait être annulé pour excès de pouvoir.

Les héritiers d'Estienne opposaient à ce système de l'appelant, son acquiescement au jugement préparatoire du 13 août 1818, qui le rendait non recevable après avoir exécuté lui-même le prescrit de ce jugement, à proposer des moyens préjudiciels qu'il n'avait pas proposés *in limine litis*.

16 janvier 1819, jugement du tribunal de Toulon qui accueille la défense des intimés, et rejette l'exception déclinatoire du sieur Pichaud, par les motifs suivants : — « Considérant que l'action introduite par les héritiers d'Estienne contre le sieur Pichaud, et sur laquelle le juge de paix a prononcé les 13 août et 17 septembre 1818, tendait à avoir paiement des dégradations commises par le sieur Pichaud dans les terres à lui affermées; qu'une telle action est toujours de la compétence du juge de paix, suivant la dernière disposition du quatrième paragraphe de l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, renouvelée par l'art. 3 du Code de procédure; qu'il n'est pas vrai de dire que, lorsque le fond du droit est contesté, le juge de paix cesse d'être compétent, cette disposition ne s'appliquant qu'au cas où il s'agit de statuer sur les indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non jouissance, ce qui n'est point l'hypothèse de la cause. » — Considérant d'ailleurs que le sieur Pichaud n'ayant point opposé d'exception lors de sa première comparution, ayant volontairement comparu sur les terres devant le juge de paix et les experts par lui nommés, et n'ayant jamais proposé de déclinatoire, s'est rendu non recevable à faire valoir des moyens d'incompétence, parce qu'il est de principe attesté par tous les auteurs qui ont écrit sur cette matière, que l'exception tirée du fond du droit ne constitue pas une incompétence absolue, une incompétence *ratione materiae*; d'où il suit qu'elle doit être proposée *in limine*

litis, faute de quoi on n'est plus apte à la proposer... »

POURVOI en cassation par le sieur Pichaud. — Le jugement dénoncé, disait-il, viole l'art. 10, titre 3 de la loi du 24 août 1790. Cet article sur lequel le juge de paix du canton d'Ollioules a basé sa compétence, porte, que « le juge de paix connaîtra... des indemnités prétendues par le fermier ou locataire, lorsque le droit à l'indemnité ne sera pas contesté, et des dégradations alléguées par le propriétaire. » — Or, ces termes, lorsque le droit à l'indemnité ne sera pas contesté, sont une restriction évidente apportée à la compétence du juge de paix en matière d'indemnité due par le fermier ou par le propriétaire. Vainement on argumenterait de la place qu'occupe dans la rédaction de l'art. 10 la phrase incidente, si le droit n'est pas contesté, pour prétendre que le juge de paix ne serait pas toujours compétent lorsqu'il s'agit d'indemnités prétendues par le fermier, et qu'il le serait toujours lorsqu'il ne s'agirait de dommages-intérêts réclamés par le propriétaire; une simple construction de phrase équivoque ne saurait autoriser une distinction semblable, qui tendrait à faire décider qu'un juge de paix, appelé par la loi à prononcer uniquement sur une question de fait, serait compétent dans un cas pour décider une question de droit, et ne le serait pas dans l'autre : système absolument contraire à toutes les lois de la matière, qui ne pourrait être justifié par aucun motif raisonnable. — Dans l'espèce, il ne s'agissait pas de simples faits de dégradations allégués par les héritiers d'Estienne; le sieur Pichaud excipait formellement les clauses de son bail, pour prétendre que ces prétendues dégradations n'existaient pas, ou du moins que, si elles existaient matériellement, elles étaient la suite de l'exécution formelle des clauses du bail, et ne pouvaient par conséquent donner lieu à aucuns dommages-intérêts contre le fermier : ce n'était donc pas dans l'espèce, une simple question de fait que le juge de paix était appelé à juger, mais bien une question de droit ou d'interprétation d'acte, pour laquelle il devait se déclarer incompétent. — Vainement on objecterait, avec le jugement dénoncé du tribunal civil de Toulon, qu'il ne s'agissait ici que d'une exception tirée du fond du droit, et qui devait être proposée *in limine litis*, à peine de n'être plus recevable ensuite. On répond qu'une telle exception n'était pas seulement personnelle au sieur Pichaud, qu'elle était de droit public en ce qu'elle touchait à l'ordre des juridictions, que par conséquent elle constituait une incompétence réelle, *ratione materiae*, proposée en tout état de cause, et qui devait même être suppléée par le juge, au défaut des parties, aux termes de l'art. 170 du Code de procédure civile.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la demande introductive d'instance avait pour objet des dégradations commises par le fermier Pichaud sur les terres à lui affermées, ce qui était évidemment de la compétence du juge de paix; — Attendu que le sieur Pichaud, fermier, a acquiescé au jugement du 13 août 1818 par la nomination des experts, et qu'il a assisté à toutes leurs opérations pour constater les dégradations dont on demandait la réparation; — Attendu que l'exception de droit, invoquée par le demandeur, ne l'a été que sur l'appel du jugement du 17 septembre, qui l'avait condamné au paiement d'une somme de 6,797 fr. 50 c. montant des dégradations reconnues et constatées; — Attendu que l'exception tirée du fond du droit ne constitue

pas une incompétence absolue, une incompétence *ratione materie* : d'où il suit qu'elle doit être proposée *in limine litis*, faute de quoi on n'est plus apte à la proposer ; — Rejetée, etc. —

Du 17 mai 1820. — Sect. req. — *Prés. d'âge*, M. Lasaudade. — *Rapp.*, M. de Menerville. — *Concl.*, M. Lebeau, av. gén. — *Pl.*, M. Odilon Barrot.

OUTRAGES. — INJURES. — MAGISTRAT.

Du 17 mai 1820 (aff. *Vaubert*). — *V.* cet arrêt à la date du 17 mars précédent.

VOL. — MENACES. — ARMES. — BATONS.

La vol commis la nuit, en réunion de plusieurs, par des individus armés de bâtons dont ils ont menacé de faire usage, constitue le crime prévu par l'art. 382, Code pén., et est passible des travaux forcés à perpétuité (1).

(*Willamaue*). — *ARRÊT.*

LA COUR ; — Vu l'art. 382 du Code pén., portant : « Sera puni des travaux forcés à perpétuité tout individu coupable de vol commis à l'aide de violences, et, de plus, avec deux des quatre premières circonstances prévues par le précédent article ; » — Vu également les §§ 2 et 3, art. 381, qui mettent au nombre de ces circonstances celles où le vol a été commis par deux ou plusieurs personnes, et où les coupables, ou l'un d'eux, étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées ; — Vu, enfin, le § 5, art. 381, duquel il résulte que la menace de faire usage d'armes est réputée violence ; — Et attendu que, dans l'espèce, Joseph Willamaue et Alexandre Fontaine ont été déclarés coupables par le jury, d'avoir le 5 dec. 1816, vers six heures du soir, de concert entre eux, étant armés de bâtons dont ils ont menacé de faire usage, commis un vol de 79 fr., à l'aide desdites menaces, envers Marie-Claude Duhieu, femme de Bernard Watrin, dans le cabaret qu'elle habitait et où ils avaient été reçus ; — Que ces faits et circonstances, reconnus constants par le jury, caractérisent le crime que l'art. 382 du Code pén. punit des travaux forcés perpétuels ; d'où suit qu'en ne condamnant Willamaue et Fontaine qu'à vingt ans de travaux forcés, la Cour d'assises du Nord a fait violation de cet article, et fausement appliqué l'art. 383 du même Code ; — Casse, etc.

Du 18 mai 1820. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Girard. — *Concl.*, M. Hua, av. gén.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — LOI DE L'ÉPOQUE.

Du 18 mai 1820 (aff. *Brisac*). — *V.* cet arrêt à sa véritable date, du 1^{er} fév. 1820.

CRIS ET DISCOURS SÉDITIEUX. — PUBLI-CITÉ. — JURY (DÉCLARATION DU).

Lorsque sur la question de savoir si un accusé est coupable d'avoir proféré des discours séditieux dans une rue, le jury se borne à répondre que l'accusé est coupable d'avoir tenu les discours incriminés, mais qu'il ne s'explique sur le fait de la publicité, sa déclaration est incomplète et nulle (2). — Il y a lieu dans ce cas, pour la Cour d'assises de renvoyer les jurés dans leur chambre pour prendre une nouvelle délibération (3).

(1) *V.* anal. dans le même sens, Cass. 15 flor. au 12 ; 13 août 1807, 9 juin 1808, 3 oct. 1817.

(2 et 3) *V.* eod., Cass. 15 juin 1820, et les décisions auxquelles cet arrêt renvoie. *V.* aussi de

(*Windels*.)

Du 25 mai 1820. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Barris. — *Rapp.*, M. Aumont. — *Concl.*, M. Hua, av. gén.

BOISSONS. — DÉBITANS — ÉPICIERS. — EXERCICE.

Il suffit qu'un individu exerce la profession de débitant pour qu'il soit soumis à l'exercice des préposés de la régie, à raison des boissons de quelque nature qu'elles soient, qui existent à son domicile.

Ainsi un épicier qui réunit à sa profession celle de débitant d'eau-de-vie, ne peut se refuser à l'exercice pour les vins qu'il a en possession, sous prétexte que ces vins n'entrent point dans son débit, et qu'il ne les a que pour sa consommation personnelle (4).

(*Contrib. Indir.* — *C. Delan*). — *ARRÊT.*

LA COUR ; — Vu les art. 47, 50, 52, 53, 54, 65, 66 et 68 de la loi du 28 avr. 1816 ; — Considérant qu'il suit de ces articles 1^{er} que quiconque exerce une des professions énoncées dans l'art. 50 de la loi du 28 avr. 1816, est, par cela seul, assujéti non-seulement à déclarer et à désigner, par leurs espèces et quantités, toutes celles des boissons dénommées dans l'art. 47 de cette loi, qui sont possédées par lui, mais encore à souffrir, sur toutes ces boissons et indéfiniment, les visites et exercices des employés de la régie des contributions indirectes : ce qui comprend notamment, tant le jaugeage, la prise en charge et les autres opérations dont doit être composé l'exercice primitif déterminé par l'art. 53, que les exercices spéciaux de chaque pièce, qui sont prescrits par l'art. 54, et les conséquences de ces exercices séparés, qui sont voulus par lesdits art. 65 et 68 ; 2^o qu'il ne peut soustraire, ni à ces divers exercices, ni à leurs conséquences, dont le droit de détail fait partie, aucune des boissons par lui possédées, soit sous prétexte qu'elle n'entre point dans son débit, soit sous prétexte qu'il ne la consomme personnellement qu'à celle de sa famille ; et qu'il ne peut d'autant moins, qu'à l'exercice de sa profession est attaché le droit de vendre en détail toutes les boissons spécifiées dans ledit art. 47 ; — Considérant que, sur tout cela, la législation de 1816 n'a fait que reproduire et confirmer celle des art. 34 et 35 de la loi du 24 avr. 1806 ; des art. 14, 17, 18, 21 et 22 du décret du 5 mai de la même année, et les dispositions analogues de la loi du 8 déc. 1814 ; — Considérant que l'esprit uniforme de la législation sur les boissons a donc été, à compter du 24 avr. 1806, qu'il fût suffisant d'exercer une des professions indiquées dans ledit art. 50, pour que l'on ne pût, sous aucun prétexte quelconque, échapper à aucune des obligations, ni à aucun des assujétissemens ci-dessus énoncés ; — Considérant, en fait, que le sieur Delan réunit à sa qualité d'épicier la profession de débitant d'eau-de-vie, expressément et spécialement nommée dans ledit art. 50, et qu'il était constaté, par le procès-verbal des employés de la régie des contributions indirectes, du 28 juill. 1819, que, ce même jour, il avait refusé de souffrir qu'ils exerçassent les vins qu'il avait chez lui, en prétendant que ces vins étaient exemptés de leurs visites et exercices, attendu qu'il déclarait n'en point vendre, et n'en avoir que

Gratier, *Commentaire des lois de la Presse*, t. 1, p. 167.

(4) *V.* anal. dans le même sens, Cass. 16 nov. 1810 ; 9 fév. 1811 ; 8 fév. et 14 août 1812 ; 12 mars 1819.

pour sa consommation; — Considérant que ce refus d'exercice constituait une contravention formelle aux art. 50, 52 et 53 de ladite loi du 28 avr. 1816: contravention passible de l'amende spéciale voulue par le second alinéa dudit art. 68, indépendamment de l'amende de 50 à 300 fr. établie par l'art. 96 de la même loi; et que cette double peine était demandée par la régie, en cause d'appel, comme elle l'avait été en première instance; — Considérant que néanmoins, tout en reconnaissant le fait matériel de l'opposition motivée du sieur Delan à l'exercice de ses vins, et après avoir dit, en conséquence, que la question à décider était de savoir si un épiciier, qui avait déclaré vouloir vendre des eaux-de-vie, était, par cela seul, soumis aux exercices de la régie, non-seulement à raison des eaux-de-vie, mais encore pour les vins qu'il avait en sa possession, lors même qu'il déclarerait ne les avoir que pour sa consommation personnelle, le tribunal de police correctionnelle de Melun, chef lieu judiciaire du département de Seine-et-Marne a, par son jugement en dernier ressort du 1^{er} mars 1820, dont la régie poursuit la cassation, adopté la négative de cette proposition, et, par suite, a déclaré qu'il avait été mal jugé le 17 août précédent, par le tribunal correctionnel de Meaux, en ce qu'il avait condamné le sieur Delan au paiement des droits de détail sur les vins qu'il avait en sa possession; réformant, l'a déchargé des condamnations prononcées contre lui; au principal, l'a renvoyé des plaintes et demande de la régie, avec dépens; — Considérant que, pour juger ainsi, le tribunal de Melun s'est fondé sur des motifs qui, en dernière analyse, se réduisent aux affirmations que voici: « La loi n'a voulu assujettir à déclaration, à désignation par espèces et quantités, à prise en charge aux exercices, au droit de détail, que les boissons destinées à être vendues: cela résulte de la combinaison des art. 50, 52 et 53, avec les art. 47, 66 et 247 de la loi; et surtout de ce que, dans l'art. 47, le droit de détail est établi uniquement sur le prix de la vente en détail, ce qui suppose nécessairement une vente, et ne saurait s'appliquer à des boissons consommées par la personne même qui les a en sa possession, et pour sa famille; » à quoi ledit jugement du 1^{er} mars a ajouté la circonstance que, devant les premiers juges, la régie elle-même n'avait réclamé que pour mémoire la prise en charge des vins du sieur Delan; — Mais que tout ce système du tribunal de Melun est subversif de la législation uniforme, relative aux boissons, telle qu'elle a été décrétée le 24 avril 1816, maintenue et confirmée depuis lors; constamment entendue et pratiquée jusqu'à ce jour, et telle qu'on la retrouve dans l'ensemble et la corrélation des articles de la loi du 28 avril 1816, érites en tête du présent arrêt; — Qu'admettre le système du jugement dénoncé serait méconnaître qu'il est invinciblement repoussé, notamment par la disposition textuelle de l'art. 66 de cette loi, qui n'aurait pas accordé à tous les débitans, sans distinction, sur le montant des droits de détail, une remise pour consommation de famille, si le législateur avait entendu exempter de déclaration, de prise en charge, de visites et exercices, et de concours au montant des droits de détail à payer, les boissons destinées par les débitans à la consommation personnelle d'eux et de leur famille; — Quant à la circonstance du pour mémoire, relevée des motifs dudit jugement du 1^{er} mars,

considérant que cette circonstance, outre qu'elle a été désavouée et rétractée par la régie en cause d'appel, ne pouvait point avoir l'effet d'autoriser le tribunal de Melun à dégénéraliser la loi; — Et qu'enfin, ce système du jugement attaqué, en ouvrant la porte à la fraude serait évidemment abrogatoire des précautions et des garnies légales, qui seules peuvent assurer la perception des droits sur les boissons; — Casse, etc.

Du 26 mai 1820. — Sect. crim. — *Rapp.*, M. Bailly. — *Concl.*, M. Hua, av. gén. — *Pl.*, M. Odilon Barrot.

BANS DE VENDANGE. — PRESCRIPTION.

La contravention aux bans de vendange étant prévue par l'art. 475, n° 1, Cod. pén., c'est la prescription d'un an établie par l'art. 640, Cod. inst. crim., qui lui est applicable, et non la prescription d'un mois réglée antérieurement par l'art. 8, sect. 7, tit. 1 de la loi du 6 oct. 1791 (1).

(Intérêt de la loi. — *Aff. Lamartellière.*) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu le réquisitoire du procureur général en la Cour, en date de ce jour, présenté d'après l'ordre formel de son excellence le garde des sceaux, ministre de la justice, contenu dans sa lettre du 23 de ce mois, et en exécution de l'art. 441 du Code d'inst. crim.; les art. 1^{er}, 2 et 640 de ce Code, et 475, n° 1^{er} du Cod. pén.; — Considérant que le fait qui a donné lieu aux poursuites contre les sieurs Lamartellière, Hugnet et autres dénommés dans le jugement dénoncé, constitue une contravention aux bans de vendanges, prévue et punie des peines de police par l'art. 475, n° 1^{er} du Code pén. de 1810; — Que ce Code se rattachant à celui d'instruction criminelle de 1808, avec lequel il ne fait qu'un seul corps de législation criminelle, il s'ensuit nécessairement que la prescription de l'action dudit fait est soumise aux règles établies à cet égard par ledit Cod. d'inst. crim.; — Que, suivant l'art. 640 de ce Code, le temps de la prescription pour les contraventions de police est fixé à un an; d'où il suit que la contravention dont il s'agit dans l'espèce, ayant été commise le 25 sept. 1819, n'a pu être prescrite qu'à la date correspondante de l'an 1820; — Que néanmoins le tribunal de police du canton de Blanc, saisi des poursuites intentées à raison de ladite contravention, a, par son jugement du 27 nov. 1819, et en se fondant sur les dispositions de l'art. 8, sect. 7, tit. 1^{er} de la loi rurale du 28 sept. et du 6 oct. 1791, déclaré la prescription acquise par le laps d'un mois, et renvoyé en conséquence les prévenus des poursuites; — Que ledit tribunal a donc fausement appliqué cette loi et violé l'art. 740 du Cod. d'inst. crim.; — Casse et annule dans l'intérêt de la loi seulement, etc.

Du 26 mai 1820. — Sect. crim. — *Prés.*, M. Bailly. — *Rapp.*, M. Buschop. — *Concl.*, M. Hua, av. gén.

SURENCHÈRE. — CESSIONNAIRE. — DOMICILE RÉEL. — DÉLAI. — DIXIÈME EN SUS.

La réquisition de mise aux enchères peut être valablement formée par un créancier cessionnaire, bien que l'inscription hypothécaire par lui prise, soit antérieure à la notification de son transport, lorsque d'ailleurs cette notification a précédé la vente qui donne lieu à la surenchère. (Cod. civ., 2183.) (2)

(1) P. conf., Cass. 24 avril 1829; 20 oct. 1835. V. aussi Henrion de Pansey, du Pouvoir municipal, p. 490; Mangin, de l'Action publique, t. 2, n. 293.

(2) Cette solution revient à dire que le cessionnaire peut valablement requérir inscription en son nom sur le débiteur, avant de lui avoir notifié la

La constitution d'avoué par l'acquéreur d'un immeuble, dans le lieu où la surenchère et l'ordre doivent être portés, équivaut à l'élection de domicile chez le même avoué, pour la signification de la surenchère. — Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que cette surenchère soit signifiée à personne ou domicile. (Cod. proc. civ., 68 et 832.)

Le délai de trois jours, dans lequel, aux termes de l'art. 832, Cod. proc., le surenchérisseur doit donner assignation à l'acquéreur en réception de caution, n'est pas tellement de rigueur, que cette assignation ne puisse être donnée à un délai plus éloigné, lorsqu'elle indique d'ailleurs l'audience du tribunal la plus rapprochée du délai fixé par la loi. (Cod. proc. civ., 832.)

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité de la surenchère, qu'elle exprime la somme numérique de la soumission du surenchérisseur : l'offre de faire porter l'immeuble surenchéri à un dixième en sus du prix ou ignoraire et des charges de la vente, remplit suffisamment le vœu de la loi. A cet égard, les juges ont tout pouvoir d'interprétation des termes de la soumission du surenchérisseur. (C. civ., 2185.) (1)
(De la Fouchardière et Treuille-Rivière — C. Delaroque.)

10 juin 1818, Adjudication devant le tribunal civil de la Seine, des terres de Cisy et d'Orgères appartenant au comte de Rocherolles, dans l'arrondissement d'Argentan, au profit des sieurs de la Fouchardière et Treuille-Rivière, moyennant la somme de 395,050 fr., et les charges en sus, notamment les frais de vente fixés provisoirement à 7,700 fr.

7 nov. 1818, Notification du jugement d'adjudication aux créanciers inscrits. Dans cette notification, les adjudicataires, outre l'offre qu'ils font d'acquiescer à l'instant, jusqu'à concurrence du prix d'adjudication, les dettes et charges hypothécaires grevant les immeubles par eux acquis, font en même temps élection de domicile à Paris, en l'étude de M^e Gourbine, avoué, et à Argentan, en l'étude de M^e Dupuis, autre avoué, qui occuperait pour eux sur toutes les surenchères ou ordres, ou autres demandes quelconques qui pourraient survenir par suite de la notification.

Le 16 déc. 1818, un sieur Delaroque, figurent au nombre des créanciers inscrits auxquels le jugement d'adjudication avait été notifié, a formé une surenchère. — Dans la signification de cette surenchère aux sieurs de la Fouchardière et Treuille-Rivière, au domicile par eux élu chez M^e Dupuis, leur avoué, à Argentan, il a déclaré qu'il était prêt et offrait de demeurer adjudicataire pour la somme de 440,000 fr., qui forme, porte l'acte de réquisition de mise aux enchères, plus que le dixième en sus du prix de la vente et des charges, à laquelle somme il les encherit pour lui-même, en outre les charges portées au jugement d'adjudication ; offrant pour sûreté desdites offres, le cautionnement des trois personnes désignées, et avec assignation à comparaître le mercredi, 13 janv. prochain, au tribunal d'Argentan, pour procéder sur la surenchère et la réception de cautions. »

Quatre moyens de nullité ont été proposés contre cette surenchère. — Les adjudicataires ont prétendu 1^o que le sieur Delaroque, surenchérisseur, n'était que cessionnaire d'un autre créancier, et qu'à l'époque où il avait pris inscription,

il n'avait pas encore notifié son acte de transport ; qu'ainsi il n'avait pas de qualité pour surenchérir. — 2^o Que la réquisition de mise aux enchères, en lieu d'avoir été signifiée au domicile réel des adjudicataires, ne l'avait été qu'en l'étude de leur avoué à Argentan, chez lequel ils n'avaient pas entendu être domicile à cet effet. — 3^o Que l'assignation du 16 déc. 1818, donnée pour comparaître le 13 janv. suivant, excédait le délai de trois jours prescrit par l'art. 832 du Code de proc., portant : « l'acte de réquisition de mise aux enchères contiendra, à peine de nullité de la surenchère, l'offre de la caution, avec assignation à trois jours devant le tribunal pour la réception de ladite caution, à laquelle il sera procédé sommairement. » — 4^o Que le prix de l'adjudication était de 395 050 fr. et les frais de la vente au moins de 7,700 fr., formant un total de 402,750 fr., lequel, augmenté d'un dixième, s'élevait à 443,025 fr., le sieur Delaroque avait fait une soumission inférieure à ce qu'exigeait la loi en n'offrant de faire porter le prix des immeubles vendus qu'à la somme de 440,000 fr.

3 fév. 1819, jugement du tribunal civil d'Argentan, qui accueille seulement les deux derniers moyens proposés par les adjudicataires, et prononce en conséquence la nullité de la surenchère.

Appel de la part de toutes les parties. — Les adjudicataires reproduisent devant la Cour royale de Caen leurs quatre moyens de nullité.

3 mai 1819, arrêt de la Cour qui infirme le jugement de première instance, et déclare la surenchère bonne et valable.

Voici en substance les motifs qui servent de base à cet arrêt : — La Cour a considéré, sur le premier moyen, qu'un acte de cession n'a besoin pour atteindre sa perfection, que du consentement réciproque des parties, et qu'il est lui-même et par lui seul essentiellement translatif de propriété ; qu'à la vérité, l'art. 1698 du Code civ. dispose que le cessionnaire n'est saisi, à l'égard des tiers, que par la signification du transport faite au débiteur ; mais que, pour entendre sainement cette disposition, il faut la rapprocher des art. 1689, 1691 et 2214 du même Code ; qu'il résulte clairement de ce rapprochement, que la signification du transport n'est nécessaire que pour mettre le débiteur dans le cas forcé de ne pouvoir se libérer qu'en les mains du cessionnaire, malgré les demandes ou les saisies-arrêts que tenteraient de former, soit un second cessionnaire, soit le cédant lui-même, ou bien encore lorsqu'il s'agit de saisir ou d'exproprier le débiteur, parce qu'une pareille voie étant infiniment rigoureuse, la justice et l'équité commandent qu'on fasse parfaitement connaître au saisi la qualité de celui qui le poursuit ; que, dans l'espèce, le sieur Delaroque, cessionnaire, par acte du 22 fév. 1806, a pu valablement prendre inscription en 1810, quoiqu'il n'ait fait signifier son transport que le 7 janv. 1818, et que cette notification, antérieure au jugement d'adjudication passé en faveur des sieurs Lafouchardière et Treuille-Rivière, a suffi pour autoriser le sieur Delaroque à surenchérir, etc. — A cet égard, la Cour royale de Caen s'appuyait de l'autorité d'un arrêt de la Cour de cassation du 25 mars 1816, lequel a jugé que l'inscription hypothécaire du cessionnaire d'une créance est valable, bien qu'elle ait été prise avant la notification de transport exigée par les art. 1690 et 2214 du Code civ.

cession ; et c'est là en effet un point sur lequel on est d'accord à la jurisprudence et la doctrine. V. Cass. 26 mars 1816, et la note ; Bourges, 12 mai 1841.

(1) V. conf., Paris, 1^{re} déc. 1836, et 7 fév. 1840. V. aussi les notes qui accompagnent ces arrêts.

Sur le second moyen, la Cour a considéré que, dans la notification de l'exploit du jugement d'adjudication, les sieurs de Lafouchardière et Truille-Rivière ont fait élection de domicile à Paris, chez M^r Gourbine, et à Argentan, en l'étude de l'avoué Dupuis; qu'en effet, aux termes de l'art. 832 du Code de proc. civ., il faut que la notification du titre d'acqué, comme tout exploit d'ajournement, contienne constitution d'avoué près le tribunal où la surenchère et l'ordre devront être portés; que, de plus, l'art. 61 du même Code dispose, en règle générale, que la constitution d'avoué emporte le droit d'élection de domicile chez lui; qu'ainsi, la réquisition de mise aux enchères a été régulièrement signifiée au domicile élu chez M^r Dupuis.

Sur le troisième moyen, qu'on pourrait soutenir avec avantage que la peine de nullité portée dans l'art. 832 n'est relative qu'à l'offre de donner une caution et à la nécessité de remettre une assignation, mais non pas au délai de cette assignation; qu'en effet, pour une courte prolongation de temps qui pourrait n'être quelquefois que le résultat d'une erreur dans le calcul des distances, il serait inique de prononcer la nullité d'une surenchère extrêmement avantageuse au débiteur et à ses créanciers, et que le législateur, en l'exigeant pour l'intérêt de toutes les parties, n'a pu vouloir qu'on l'obtient à pareil prix; que, de plus, il ne paraît exister aucun exemple de nullité, ni dans le droit, ni dans la jurisprudence, prononcée pour cause de prolongation dans les délais d'ajournement; — Considérant, d'ailleurs, qu'il n'a pas été méconnu, et qu'il est constant, en point de fait, que le tribunal d'Argentan ne procéda que le mercredi de chaque semaine au jugement des affaires de la nature de celle-ci, en sorte que, soit que l'on décide que Delaroque a donné trois jours de plus qu'il ne devait, soit que l'on décide qu'il n'en a donné que deux, il ne demeurera pas moins constant que son assignation ayant été remise pour le mercredi 13 janv., elle l'a été pour l'audience la plus prochaine, à compter de l'échéance des délais, et qu'ainsi les adjudicataires plaident sur ce point sans aucun intérêt.

Sur la quatrième moyen, que si, dans la première partie de la clause de soumission de l'acte de réquisition pour mise aux enchères, le sieur Delaroque, surenchérisseur, n'a offert que 440,000 fr., il a ajouté, dans la seconde partie de cette clause, l'offre des charges portées au jugement d'adjudication, et qu'on doit dire que, dans ces expressions génériques, il a embrassé toutes les charges du contrat sans aucune exception; qu'ainsi, les 7,700 fr. de frais s'y trouvent nécessairement compris.

POURVOI en cassation par les sieurs Delafouchardière et Truille-Rivière, adjudicataires. — 1^o Pour violation des art. 2185 et 2214 du Code civil, en ce que le sieur Delaroque, porteur d'une inscription antérieure à la notification de son transport, ne pouvait être considéré comme créancier valablement inscrit et ayant le droit de former une surenchère, aux termes de l'art. 2185, et en ce que, d'ailleurs, en supposant, d'après l'arrêt de cassation du 25 mars 1816, que l'inscription du sieur Delaroque fût valable, du moins ne lui donnait-elle pas le droit de surenchérir, en tant que cette surenchère était une espèce d'expropriation que l'art. 2214 ne permet à aucun cessionnaire d'entreprendre s'il n'a préalablement signifié son transport au débiteur; 2^o pour violation de l'art. 68 du Code de proc. civ., portant que tous exploits doivent être signifiés à personne ou domicile, en ce que, dans l'espèce,

bien qu'il y eût un domicile élu par les adjudicataires chez leur avoué à Argentan, cette élection de domicile ne pouvait s'entendre que des significations à faire dans le cours du procès, mais nullement de la signification d'un exploit introductif d'instance, qui devait toujours être donnée selon la règle générale à personne ou domicile, à moins d'une dérogation expresse et formelle de la part des parties.

3^o Violation de l'art. 832 du Code de proc. civ., en ce qu'aux termes de ce même article, l'assignation contenue dans l'exploit du 16 déc. 1818, devait être donnée à trois jours de délai, tandis que, dans l'espèce, déduction faite de l'augmentation de ce délai en raison des distances, il restait encore huit jours d'intervalle entre la date de l'exploit et le jour indiqué pour comparaître; Qu'il importait peu d'ailleurs que le tribunal devant lequel l'assignation avait été donnée ne tint pas son audience sommaire avant le jour indiqué par l'exploit d'ajournement; que la disposition générale de la loi n'admettant pas cette distinction, l'exploit d'ajournement n'en restait pas moins nul, pour n'avoir pas été donné dans le délai qu'elle prescrit.

4^o Violation encore de l'art. 2185, n^o 5 du Code civil, en ce que la soumission du sieur Delaroque, surenchérisseur, de porter le prix des immeubles vendus, seulement à la somme de 440,000 fr., n'indiquait pas formellement qu'il se soumit, en outre, à payer les charges et frais de la vente, lesquels, réunis au prix originaire de l'adjudication et le dixième en sus, formaient une somme supérieure à celle offerte par le sieur Delaroque.

A ces différents moyens, le sieur Delaroque, défendeur à la cassation, répondait : — 1^o Que l'arrêt de la Cour de cassation du 25 mars 1816 avait irrévocablement jugé que le cessionnaire pouvait s'inscrire avant la notification de son transport; et que s'il fallait regarder l'exercice du droit de surenchérir comme une espèce d'expropriation, le sieur Delaroque n'avait exercé ce droit qu'après notification de son transport, le 7 janv. 1818, et avant l'adjudication prononcée au profit des sieurs Delafouchardière et Truille-Rivière, ainsi que l'arrêt dénonce le constate au fait;

2^o Que la première partie de l'art. 832 du Code de proc. civ., en astreignant l'acquéreur qui notifie son titre, à une constitution d'avoué dans le lieu même où la surenchère et l'ordre doivent être portés, avait évidemment eu pour but d'épargner au surenchérisseur le soin d'aller chercher au loin l'acquéreur pour lui signifier cette surenchère, et que cette prévoyance du législateur serait sans utilité; s'il fallait entendre qu'il a voulu borner les effets de la constitution d'avoué qu'il prescrit, aux procédures postérieures à l'exploit introductif; — Que d'ailleurs, la Cour royale de Caen avait déclaré, dans l'espèce, qu'il résultait de la notification du 7 nov. 1818, faite par les adjudicataires, qu'ils avaient consenti à être assignés au domicile par eux élu chez M^r Dupuis, leur avoué, à Argentan, et que c'était la une interprétation d'acte à l'abri de la censure de la Cour de cassation;

3^o Que dans le second paragraphe de l'art. 832 du Code de proc., la peine de nullité de la surenchère ne pouvait s'entendre rigoureusement que du défaut d'offre de caution dans l'exploit même de surenchère, mais nullement du défaut d'assignation dans les trois jours; que d'ailleurs encore, l'arrêt dénonçait constamment, en fait, que l'assignation donnée par le sieur Delaroque l'avait été au jour d'audience le plus proche, et que les adjudicataires étaient absolument sans intérêt à élever une contestation sur ce sujet;

4° Enfin, que la Cour royale de Caen avait déclaré purement et simplement, et en appréciant les termes de la soumission des offres faites par le sieur Delarouque, que cette soumission, outre le prix ordinaire de la vente et le dixième en sus, comprenait encore les frais et charges de la vente à quelque somme qu'ils dussent monter, et qu'elle était par conséquent suffisante.

M. Cabier, avocat général, a conclu au rejet du pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen, qu'il est constaté, par l'arrêt dénoncé, que le sieur Delarouque avait, antérieurement à l'adjudication, notifié le transport au débiteur;

Sur le deuxième moyen, que la Cour royale, usant du droit qu'elle a d'apprécier les faits et les actes, a déclaré qu'il résultait de la notification, que les adjudicataires avaient consenti à être assignés au domicile par eux élu chez M. Dupuis, avoué au tribunal de première instance d'Argentan;

Sur le troisième moyen, que la Cour royale a constaté, en fait, que l'assignation avait été donnée pour l'audience la plus prochaine, à compter du délai de trois jours, et qu'elle en a conclu, avec raison, que les adjudicataires plaident sur ce point sans aucun intérêt;

Sur le quatrième moyen, que la Cour royale a déclaré et reconnu, que l'offre contenait le prix et le dixième en sus, et qu'elle l'a ainsi décidée après avoir pesé et apprécié toutes les clauses de l'acte d'offre; — Rejette, etc.

Du 30 mai 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Joubert. — Concl., M. Cabier, av. gén. — Pl., MM. Loiseau et Nicod.

1° PREUVE TESTIMONIALE. — CONVENTION VERBALE. — GARDE NATIONALE. — EXEMPTION.

2° MISE EN JUGEMENT. — MAIRE. — CONVENTION ILLICITE.

1° La preuve testimoniale n'est pas admissible au sujet d'une prétendue convention verbale (illicite) par laquelle un maire se serait engagé, en recevant une somme excédant 150 fr., à faire exempter un individu de sa commune du service de la garde nationale, ou à lui restituer cette somme à défaut d'emploi. — Il n'y a là ni délit ni quasi-délit de la part du maire, qui puisse donner lieu à l'application de l'exception portée dans l'art. 1348, Cod. civ., autorisant la preuve testimoniale dans le cas où il s'agit d'une obligation dont il n'a pas été possible au créancier de se procurer la preuve par écrit. (Cod. civ., 1131, 1341 et 1348.)

2° Le fait de convention illicite, bien qu'imputé à un maire dans l'exercice de ses fonctions, doit cependant être considéré comme étranger à ses fonctions, et peut donner lieu à des poursuites judiciaires sans autorisation préalable du conseil d'Etat. (Cod. civ., 1131.) (1) (Delafaye C. — Goulard.)

En 1817, le sieur Goulard assigne le sieur Delafaye devant le tribunal de Barbézieux en restitution d'une somme de 480 fr.; il prétend avoir remis cette somme en 1813 au sieur Delafaye, alors maire de la commune de Conderon, sous la condition de l'employer à le faire exempter du service de la garde nationale mobilisée, et avec promesse de lui rendre la somme dans le cas où il n'en aurait pas fait emploi.

Sur cette assignation, le sieur Delafaye nie for-

mellement avoir reçu la somme réclamée; il convient seulement qu'une somme de 120 fr. lui a été remise en 1813 par le sieur Goulard, pour être employée, comme plusieurs autres sommes pareilles, à la formation d'une masse en faveur des gardes nationaux partant, et que cette somme ayant été distribuée en presque totalité à ceux qui y avaient droit, le surplus avait été remis à la disposition du maire de Conderon qui lui avait succédé.

Goulard demande à faire preuve sommairement et par témoins, que le sieur Delafaye, outre la somme de 120 fr., qu'il avoue avoir reçue, avait aussi reçu celle de 360 fr.

18 déc. 1817, jugement du tribunal de Barbézieux, qui admet Goulard à faire cette preuve: — « Attendu que la notoriété a signalé les divers abus qui se sont commis lors de l'exécution des lois sur la conscription militaire et sur la mobilisation de la garde nationale; attendu que les négociations qui ont eu lieu alors entre la cupidité d'une part, et l'inexpérience de l'autre, ont constitué, contre le récepteur de l'argent, une obligation du genre de celles que l'on ne pouvait pas établir par écrit, et qu'ainsi le § 1^{er} de l'article 1348 du Code civ. est applicable à l'espèce, pour ce qui touche principalement la somme de 360 fr., puisque déjà il a été avoué, de la part du sieur Reny Delafaye, qu'il avait touché 120 fr., dont il offre de faire compte. »

En vertu de ce jugement intermédiaire, des témoins produits par le sieur Goulard furent entendus, toutefois en l'absence du sieur Delafaye et de son avoué, qui ne comparurent pas aux jours fixés pour l'enquête.

Le 15 janv. 1818, jugement définitif du même tribunal, qui condamne, en dernier ressort, le sieur Delafaye à restituer au sieur Goulard la somme de 360 fr.

POURVOI en cassation de la part du sieur Delafaye contre les deux jugements du tribunal de Barbézieux. — Il tire un moyen, de la violation de l'art. 13 du tit. 2 de la loi du 24 août 1790, de la loi du 16 fruct. an 3, et de l'art. 75 de la constitution du 22 frim. an 8, dans leurs dispositions relatives à la garantie des fonctionnaires publics; en ce que s'agissant dans l'espèce d'un fait de concussion imputé à un maire dans l'exercice de ses fonctions, fait pour lequel aucune poursuite devant les tribunaux ne pouvait être intentée sans une autorisation préalable du conseil d'Etat, le tribunal de Barbézieux avait excédé ses pouvoirs, en prononçant dans une telle circonstance, et sans aucune autorisation préalable, des condamnations contre le sieur Delafaye.

Le second moyen proposé par le demandeur était pris de la fausse application de l'art. 1348, n° 1 du Code civ., et de la violation de l'art. 1341 du même Code, relatifs à la preuve testimoniale des obligations.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Sur le premier moyen: — Attendu que, dans l'espèce, il ne s'agit ni d'un acte ni d'un arrêté administratif, et que les faits allégués par Goulard étaient étrangers aux fonctions de maire; que dès lors le tribunal de première instance de Barbézieux n'a violé ni l'art. 13 du tit. 2 de la loi du 24 août 1790, ni celle du 16 fruct. an 3, ni l'art. 75 de l'acte constitutionnel du 22 frim. an 8, par ces motifs, rejette ce premier moyen;

Sur le second moyen: — Vu les art. 1341 et 1318 du Code civ.; — Attendu 1° que l'exception pour les obligations qui naissent des quasi-contracts et des délits ou quasi-délits, ne peut s'appliquer au cas où l'action est fondée sur l'illégalité d'une convention synallagmatique; les quasi-con-

(1) V. en ce sens, Favard de Lauglade, Répert., 1^{re} Mise en jugement, § 3, n. 7.

trats et délits ou quasi-délits produisent une obligation, mais c'est une obligation qui résulte de faits sans convention; 2^o que, dans l'espèce, il y aurait eu, d'après Goulard, une convention entre lui et Delafaye; qu'il était soutenu par Goulard que, par suite de cette convention, il avait remis une somme de 480 fr. à Delafaye, qui avait promis de la lui rendre si elle n'était pas employée utilement; que l'affaire devait donc être jugée d'après l'art. 1341, puisque, s'agissant d'une somme excédant 150 fr., il en aurait dû être passé acte par écrit, sans que les juges pussent admettre la preuve vocale de tels faits; que Goulard demandait la restitution de la somme, mais que la restitution n'en pourrait être ordonnée qu'autant qu'il serait préalablement établi, conformément à la loi, qu'elle avait été remise à Delafaye par Goulard, à qui il n'aurait pas été impossible de se procurer une preuve littérale de la remise d'argent qu'il aurait faite à Delafaye; qu'enfin la loi ne permettant pas que, pour une somme excédant 150 francs, la preuve testimoniale supplée l'acte par écrit qui seul peut constater la convention, lors même que le demandeur allègue une convention licite de part et d'autre, le demandeur ne peut, à plus forte raison, réclamer une exception pour la preuve d'une convention qui aurait tendu à le soustraire à une obligation que la loi impose à tous les citoyens; d'où il suit que le jugement interlocutoire du 18 déc. 1817, qui a admis la preuve testimoniale, et le jugement définitif du 15 janv. 1818, qui s'est uniquement fondé sur l'enquête, ont violé l'art. 1341, et fait une fautive application de l'art. 1348; — Casse, etc.

Du 31 mai 1820 — Sect. civ. — Prés. M. Brisson. — Rapp., M. Janbert. — Concl. M. Cabler, av. gén. — Pl., MM. Delagrèze et Duprat.

1^{re} DISPOSITION UNIVERSELLE. — RENOUVELLEMENT. — NÉCESSITÉ ABSOLUE.

2^o APPEL. — DATE DU JUGEMENT.

3^o EXPLOIT. — PARLANT A.

1^o Une institution universelle faite sous l'empire d'une loi prohibitive et annulatrice pour le tout des dispositions universelles, est radicalement nulle — La survenance d'une loi permissive n'opère pas cet effet qu'une institution nulle, dans son principe, devienne ensuite réductible.

Ainsi, la disposition universelle faite sous l'empire des lois des 17 niv. et 22 vent. an 2, est nulle pour le tout, et non pas seulement réductible à la quotité disponible, quoique l'auteur de la disposition ne soit décédé que depuis la publication du Code civil (1).

2^o L'acte d'appel dans lequel le jugement attaqué est indiqué sous une fautive date, est néanmoins valable, si d'ailleurs il est désigné de manière à ce qu'on ne puisse se méprendre sur celui contre lequel l'appel est dirigé. (Cod. proc., 456.) — Jugé par la Cour roy. seul. (2)

3^o Est nul l'exploit d'appel laissé au domicile de l'intimé, parlant à son fondé de pouvoir. (Cod. proc., 68 et 456.) — Jugé par la Cour roy. seul.

(Vallet — C. Vallet.)

Par le contrat de mariage de Jean-Baptiste-Léonard Médard Vallet, en date du 29 germ. an 8, Gilbert Vallet et Charlotte Daudy, ses père et mère, l'instituent pour leur héritier général et universel, sous la réserve du dixième, dont ils

font par le même acte donation éventuelle et à cause de mort à celui des enfants à naître du mariage, qui sera par eux élu, et à défaut d'élection, à l'aîné des enfants qui leur survivront.

Gilbert Vallet et Charlotte Daudy, père et mère de l'institué, décèdent sous l'empire du Code civil. — Demande en partage de leurs successions.

Les frères et sœurs de l'héritier institué prétendent que les deux dispositions contenues dans son contrat de mariage doivent être annulées, aux termes de la loi du 17 niv. an 2, qui prohibait toutes institutions contractuelles et dispositions universelles entre-vifs, et abrogeait implicitement par l'art. 61, les lois antérieures, et notamment l'ordonnance de 1734, qui permettaient de disposer en faveur des enfants à naître du mariage.

22 mai 1816, jugement qui ordonne le partage par égales portions des successions des père et mère communa. — Appel de la part de l'héritier institué.

Il faut remarquer que l'acte d'appel, au lieu d'énoncer la véritable date du jugement, le désignait sous la date du 29 mai 1816; mais d'ailleurs il en rapportait les dispositions de manière à ne pouvoir se méprendre sur celui dont il était interjeté appel. D'une autre part, la copie de l'appel signifiée à René Vallet, l'un des intimés, fut remise à son domicile en parlant au sieur Rionnet, son fondé de pouvoir.

Pour l'appelant, on a soutenu que la loi du 17 niv. an 2, avait bien déclaré nulles les institutions contractuelles dont les auteurs n'étaient décédés que depuis le 14 juill. 1789, ou vivaient encore, mais qu'elles n'avaient point défendu d'en faire de semblables à l'avenir. — On invoquait l'art. 47 de la loi du 22 vent. an 2, par lequel le législateur esige de recueillir seulement les dispositions à cause de mort; d'où on tirait la conséquence que les dispositions entre-vifs étaient valables, et devaient avoir effet. On citait à l'appui de ce système deux arrêts de la Cour de cassation des 22 août 1810 et 20 juill. 1814.

René Vallet, l'un des intimés, a soutenu que l'acte d'appel était nul à son égard, par la raison que la copie qui lui avait été signifiée avait été remise au sieur Rionnet, son fondé de pouvoir, tandis qu'aux termes de l'art. 68 du Code de proc., lorsque l'huissier chargé de la signification d'un exploit ne trouve au domicile ni la partie ni aucun de ses parents ou serviteurs, il doit remettre la copie à un voisin qui doit signer l'original, et si le voisin ne peut ou ne veut signer, au maire ou à l'adjoint de la commune, et ce à peine de nullité, conformément à la disposition de l'art. 70. — Tous les intimés ont encore opposé en commun une autre fin de non-recevoir. — Ils ont soutenu que l'acte d'appel énonçait que le jugement déferé à la Cour était en date du 29 mai, et le jugement intervenu à leur profit étant du 22 mai, il n'y avait pas eu d'appel de ce dernier jugement qui, par l'expiration des délais, se trouvait passé en force de chose jugée.

Au fond, ils ont fait remarquer que de l'aveu même de leur adversaire, les art. 1 et 2 de la loi du 17 niv. an 2, annulaient les institutions contractuelles dont les auteurs n'étaient décédés que depuis le 14 juill. 1789, ou étaient encore vivants; or, ont-ils dit, il serait absurde de supposer que le législateur eût voulu permettre de disposer à

(1) F. sur ce point, la résumée de doctrine et du jurisprudence qui accompagne deux arrêts de la Cour de cassation des 11 niv. an 9 et 19 therm. an 12.

(2) F. conf., Grenob., 13 frim. an 11, et la note. IX. — 1^{re} PARTIE.

Boargas, 9 nov. 1821; Colmar, 31 janv. 1826. — Il en serait de même si la date était omise. F. Rennes, 17 mars 1809, et la note; Paris, 28 août 1813. V. aussi Talandier, de l'Appel, p. 186.

l'avenir et après la publication de la loi, de la manière qu'il venait de prohiber; et d'ailleurs l'intention d'annuler toutes les dispositions universelles résulte formellement de l'économie de la loi, qui partout établit l'égalité dans les partages des successions. — A la vérité, l'art. 47 de la loi du 22 ventôse an 2, ne se prononce d'une manière expresse que sur la nécessité de refaire les dispositions à cause de mort; mais c'est parce qu'il n'était pas besoin de s'occuper des dispositions entre-vifs, qui étaient prohibées expressément, et sans qu'il pût s'élever un doute à cet égard par la loi du 17 niv. an 2.

19 août 1818, arrêt de la Cour royale de Limoges qui confirme par les motifs suivants : « Considérant sur la première question, qu'aucune loi ne proscriit à peine de nullité d'indiquer la date du jugement dont on fait appel; que dès lors il suffit que le jugement soit assez clairement désigné pour qu'il ne soit pas possible de s'y méprendre; à la vérité, le jugement rendu entre les parties est du 22 mai; l'appel est interjeté d'un jugement du 29; mais outre qu'il n'existe point de jugement du 29, il est si bien désigné dans l'appel, que les intimés n'ont pu considérer cet appel comme ayant un autre objet que le jugement dont il s'agit; — Considérant, sur la seconde question, en point de fait, qu'il n'est pas établi que Ronnet, auquel a été inscrite la copie destinée à René Vallet, fût réellement fondé de pouvoir; mais le fait serait vérifié, que l'appel n'en serait pas moins nul à l'égard de René Vallet, aux termes des art. 68 et 70 du Code de proc.; un fondé de pouvoir qui se trouve par hasard dans le domicile de la partie assignée, ne pouvant être considéré ni comme son parent, ni comme son serviteur; — Considérant sur la troisième question que, par les art. 1 et 2 de la loi du 17 nivôse an 2, les institutions contractuelles dont les auteurs n'étaient décédés que depuis le 4 juillet 1789, ou vivaient encore, ont été déclarées nulles purement et simplement, et qu'il serait absurde de supposer que le législateur eût voulu permettre de refaire, dans les mêmes termes, les mêmes dispositions, ou d'en faire de semblables postérieurement à la publication de la loi; — Considérant que l'intention du législateur sur la prohibition, pour l'avenir, de semblables dispositions universelles entre-vifs, est démontrée encore, soit par l'art. 9, qui admet le partage égal des successions entre tous les héritiers présomptifs, soit par l'art. 16 qui ne permet de disposer, pour l'avenir, que du dixième ou du seizième, soit par l'art. 17, qui n'autorise la réduction d'une disposition excessive, que sur les anciennes dispositions, soit enfin par l'art. 34, qui ne maintient que les legs à titre particulier; et si, ensuite, par ladite loi du 22 ventôse, art. 47, le législateur ne s'est prononcé d'une manière littérale que sur la nécessité de refaire les dispositions à cause de mort, c'est, d'une part, parce que les dispositions universelles entre-vifs étaient littéralement annulées par les articles 1 et 2 de la loi du 17 nivôse, de telle sorte que le doute était désormais impossible; c'est, d'un autre côté, comme l'observent fort bien les auteurs du *Recueil de jurisprudence*, aux mots *Institution d'héritier*, parce qu'il y avait incertitude sur l'application de l'art. 47 qui autorisait la retenue, aux dispositions dont les auteurs avaient survécu à la loi du 17 nivôse: l'art. 47 de cette loi du 22 ventôse a en pour objet principal de lever les doutes à cet égard; mais l'esprit du législateur, sur son intention de ne permettre pour l'avenir aucune disposition universelle, résulte aussi très

clairement des termes de l'art. 47; — Considérant qu'il est si peu permis de conserver des doutes sur cette intention, que par l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluviôse an 3, ont été seulement maintenues les institutions contractuelles et autres dispositions irrévocables de leur nature, stipulées en ligne directe avant la publication de la loi du 7 mars 1793; et par l'art. 4, sont seulement réduites les dispositions à cause de mort faites antérieurement à la publication de la loi du 22 ventôse; — Considérant que, bien loin de déroger aux lois antérieures sur la prohibition des dispositions universelles, la loi du 4 germinal an 8 a statué dans les mêmes termes que l'art. 16 de la loi du 17 nivôse suivant elle a seulement grandi le cercle de la disponibilité, déclare les successibles habiles à recevoir les libéralités qu'elle autorise, et permis les dispositions universelles uniquement à ceux qui ne laissent pas de parents au degré de cousin issu de germain; qu'on peut d'autant moins révoquer en doute qu'à l'exception de ce dernier cas, la loi du 4 germinal an 8, n'avait pas entendu rapporter la législation antérieure sur la prohibition des dispositions universelles, que M. Chabot de l'Allier, faisant le rapport au tribunal, au nom de la section de législation, de la loi du Code civ. relative aux successions, dit positivement que cette loi n'avait pas rétabli les institutions d'héritier précédemment abolies; — Considérant que la distinction faite par l'appelant, entre les dispositions universelles par testament, qu'il reconnaît n'avoir plus été permises sous l'empire des lois antérieures, et les dispositions universelles qu'il voudrait faire considérer entre-vifs, est contraire aux termes de la loi du 4 germinal, qui dispose de la même manière et dans les mêmes termes, sur les libéralités faites, soit par acte entre-vifs, soit par acte de dernière volonté; — Considérant que c'est seulement par l'art. 920 du Code civ., que les lois des 17 nivôse et 22 ventôse ont été abrogées, en tant qu'elles annulaient pour le tout les dispositions universelles; et c'est ainsi que l'a décidé deux fois la Cour de cassation, par ses arrêts des 24 juin et 23 novembre 1809. — Considérant que les deux arrêts de la Cour de cassation, des 22 août 1810 et 26 juillet 1814 ont, à la vérité, maintenu des dispositions entre-vifs faites sous l'empire de la loi du 17 nivôse; mais, dans l'espèce de l'un, il s'agissait d'une donation indirecte, sous la forme de vente, de la moitié d'un domaine; et, dans l'espèce de l'autre, il s'agissait aussi de la donation d'un immeuble déterminé; c'étaient donc deux dispositions à titre particulier, et ces deux arrêts ont seulement appliqué l'art. 34 de la loi du 17 nivôse. Ainsi, les premiers juges ont eu raison de déclarer nulle la disposition universelle faite en faveur de l'appelant. »

Pourvoi en cassation par le sieur Vallet, pour fausse application des lois des 17 niv., 22 vent. an 2 et 4 germ. an 8, et pour violation de l'art. 920 du Code civ.

AU REJET.

LA COUR; — Attendu qu'il ne s'agit pas d'une donation à titre particulier, mais d'une institution contractuelle à titre universel, faite le 29 germinal an 8, sous l'empire des lois des 17 nivôse et 22 ventôse an 2, qui avaient prohibé toute disposition de cette espèce; que la loi du 22 ventôse an 2, art. 47, avait même spécialement déclaré qu'une telle disposition était nulle pour le tout; que la loi de germinal an 8 s'était bornée à augmenter la portion disponible, mais n'avait aucunement abrogé les lois antérieures, relatives à la prohibition de disposer à titre universel et à la nullité absolue d'une pareille disposition; que

ce n'est que par l'art. 920 du Code civ. que les dispositions, soit entre-vifs, soit à cause de mort, excédant la portion disponible, sont devenues réducibles; mais que son application à des actes soumis à l'empire d'une législation contraire ne pourrait avoir lieu sans lui donner un effet rétroactif, ce que prohibe l'art. 2 du même Code; que ce serait en même temps valider en partie une disposition déclarée nulle par la loi du temps où elle est faite; qu'ainsi la Cour royale de Liège, en la considérant comme non écrite et sans aucun effet, loin de contrevenir à la loi, s'y est parfaitement conforée; — Rejet, etc.

Du 1^{er} juin 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Ronsseau. — Concl., M. Lebann, av. gén. — Pl., M. Lassis.

OCTROI.—RÈGLEMENTS.—PAILLE.—INTERPRÉTATION.

Lorsque le règlement d'un octroi soumet aux droits la paille préparée dans l'étendue du son rayon, cette disposition est applicable à la paille provenant des gerbes de blé battues dans l'intérieur des limites (1).

Les règlements de l'octroi, sanctionnés par l'autorité supérieure, ne peuvent être ni modifiés ni interprétés par les conseils municipaux; les arrêtés interprétatifs de ces conseils ne sont obligatoires qu'autant qu'ils ont été eux-mêmes approuvés (2).

(Octroi de la Ferté-sous-Jouarre.—C. Gulchard.)

ARRÊT.

LA COUR: — Vu l'art. 6 du règlement de l'octroi de la Ferté-sous-Jouarre, approuvé par ordonnance de S. M., du 2 sept. 1818, et d'après lequel tout porteur et conducteur d'objets soumis à l'octroi est tenu, avant de les introduire, d'en faire la déclaration au bureau.... et d'acquitter les droits.... sous peine d'une amende égale à la valeur de l'objet soumis aux droits; — Vu l'art. 13 du même règlement, portant que: « toute personne qui récolte, prépare, abat ou fabrique dans l'intérieur des limites de l'octroi, des objets compris au tarif, sera tenue, sous peine de l'amende portée par l'art. 6, d'en faire la déclaration et d'acquitter immédiatement le droit, si elle ne réclame la faculté de l'entrepôt; » — Vu aussi l'art. 19 du tarif de cet octroi, qui soumet au droit d'un demi-centime par 5 kilogrammes, la paille de froment battue; — Attendu, en droit, que la paille provenant des gerbes de froment battues dans l'intérieur des limites de l'octroi de la Ferté-sous-Jouarre, est de la paille préparée dans l'intérieur de ces mêmes limites; que dès lors elle rentre dans la disposition de l'art. 13 du règlement qui soumet celui qui l'a préparée à en faire la déclaration et à acquitter le droit, sous peine de l'amende portée en l'art. 6; — Et attendu, en fait, que du procès-verbal des employés de l'octroi de la Ferté-sous-Jouarre, du 30 octobre dernier, non attaqué ni argué de faux, il résulte que les employés s'étaient présentés chez le sieur Gulchard, maître de poste à la Ferté, pour inventier les pailles provenant de sa récolte, la dame Gulchard avait répondu que son mari était absent; qu'elle se refusait formellement à acquiescer à l'interpellation des employés, et qu'elle ne paierait pas le droit desdites pailles, parce qu'elle ne les avait pas; — Que cette paille, provenant des gerbes de froment battues dans le domicile de Gulchard à la Ferté, était soumise à la déclaration prescrite par l'art. 13 du règlement, et an-

palement du droit fixé par l'art. 19 du tarif, sous peine de l'amende portée par l'art. 6 du règlement; — Que, néanmoins, le tribunal de Melun a déclaré le fermier de l'octroi non recevable en son action contre Gulchard, sous prétexte que les pailles de Gulchard provenaient de gerbes battues dans l'intérieur des limites de l'octroi; ce qui est une violation des art. 6 et 13 du règlement et de l'art. 19 du tarif; — Que sa décision ne saurait être justifiée par l'arrêt interprétatif du conseil municipal de la Ferté; que les conseils municipaux n'ont pas le droit de modifier ni d'interpréter les règlements de l'octroi, sanctionnés par l'autorité supérieure; qu'ici, le règlement de l'octroi de la Ferté avait été approuvé par ordonnance de S. M. du 2 sept. 1818, tandis que l'arrêt interprétatif du conseil municipal de la Ferté, postérieur à cette ordonnance, n'a pas été revêtu d'une semblable approbation; que des lors il ne pouvait être invoqué dans le jugement attaqué pour interpréter le règlement de l'octroi ou pour en excuser la violation; — Casse, etc.

Du 3 juin 1820. — Sect. crim. — Rapp., M. Olivier. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén. — Pl., MM. Petit de Gatines et Gulchard.

COMPTE.—COMMISSAIRE.

En matière de reddition de compte, il n'y a que les juges du tribunal qui puissent être nommés commissaires. — L'art. 530, Cod. proc. civ., ne permet pas de commettre un simple particulier.

(Barois-d'Orgeval — G. les héritiers Théroutte.)

La Cour royale de Rouen l'avait ainsi jugé par un arrêt du 19 janv. 1819, dont voici les motifs: — « Considérant que le titre 4, 4^{re} part. du Code de proc. civ., règle la forme de procéder en matière de redditions de compte; — Que le tribunal dont est appel s'est conformé aux dispositions de l'art. 530, lorsqu'il a rendu son jugement du 22 mai 1811; — Que le juge commis par le jugement n'ayant pu accorder les parties, a suivi la marche tracée par l'art. 539; — Que dans cet état de choses, le tribunal du Havre devait statuer sur les contestations qui divisaient les parties, ou au moins déterminer les bases du nouveau compte demandé au sieur Barois-d'Orgeval, s'il se trouvait que ceux présentés fussent irréguliers; — Que l'arrêt fixé par le jugement dont est appel, celui du 17 déc. 1817, est contraire à la loi; le sieur Longe, devant qui les parties sont renvoyées, n'étant pas juge au tribunal du Havre, et n'ayant aucune qualité ni caractère légal pour remplir la mission qui lui a été confiée, et ce jugement l'autorisant à s'adjoindre un autre collaborateur; — Qu'on ne peut forcer une partie d'avoir pour juges ceux à qui la loi n'en a pas délégué le caractère ni les attributions; — Qu'il y a donc lieu d'infirmer le jugement du 17 déc. 1817, et même de renvoyer devant un tribunal, aux termes des art. 472 et 528 du Code précité. »

Pourvoi en cassation.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que, suivant la disposition expresse de l'art. 530 du Code de proc., tout jugement portant condamnation de rendre compte doit commettre un juge commissaire pris dans le sein du tribunal saisi de la demande; — Attendu qu'il a été fait une juste application de cette loi par la Cour royale de Rouen, lorsqu'elle a décidé que le tribunal de première instance avait commis un excès de pouvoir en renvoyant

(1) Sic, Cass. 22 déc. 1820.

(2) V. conf., Cass. 22 déc. 1820. Cette proposi-

tion est d'ailleurs par elle-même évidente. V. au surplus, Cass. 26 vend. an 10, et la note.

les parties devant le sieur Longé, qui, ne faisant point partie des juges composant ce tribunal, n'avait aucune qualité ni caractère pour remplir la mission qui lui était confiée ; — Attendu que l'influence de ce jugement contraire au texte formel de la loi était telle, qu'elle entraînait la nullité de la procédure dont il pouvait être suivi ; — Attendu enfin que ce jugement ayant été infirmé, la Cour royale de Rouen s'est conformée au vœu de l'art. 472 du Code de proc., en renvoyant la cause et les parties devant un autre tribunal ; — Rejette, etc.

Du 6 juin 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion. — Rapp., M. Liger de Verdigny. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Guichard, père.

1^{re} INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — ARSANT MILITAIRE. — MINISTRE PUBLIC. — MINEUR. — COMPTE DE TUTELLE. — RENOUVELLEMENT. — EFFET RÉTROACTIF.

2^e ORDRE. — FRAIS. — LIQUIDATION.

1^{er} Lorsque une inscription prise par le ministère public sur les biens d'un père tuteur, énonce qu'elle est prise au profit de ses deux enfants mineurs, dont l'aîné est au service de la patrie, cette inscription ne peut être annulée à l'égard de l'aîné, par le motif qu'il était majeur. — Le ministère public a agi valablement dans son intérêt, sinon comme mineur, du moins comme mineur absent.

L'inscription prise au profit du mineur sur les biens du tuteur, sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, conserva son effet jusqu'à l'apurement définitif du compte de tutelle, conformément à l'art. 23 de cette loi ; bien que l'apurement du compte ait lieu sous le Code civ., et qu'il se soit écoulé un temps suffisant pour que l'inscription fût périmée d'après les dispositions de ce Code, à défaut de renouvellement. — Si l'art. 23 de la loi du 11 brum. est abrogé par l'art. 2154, Cod. civ., ainsi que le décide l'avis du conseil d'Etat du 23 janv. 1808, ce n'est que relativement aux droits qui seront formés ultérieurement, et sous l'empire du Code.

L'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7, portant que l'effet de l'inscription du mineur se conserve jusqu'à l'apurement définitif du compte, et six mois au delà, doit s'entendre en ce sens, que si le premier compte rendu au mineur est annulé, l'effet de l'inscription se conserve jusqu'à l'expiration des six mois, à partir du nouveau compte.

2^e L'art. 766, Cod. proc., portant que l'arrêt rendu sur l'appel d'un jugement d'ordre contiendra liquidation des frais, n'étant pas prescrit à peine de nullité, le défaut de liquidation des frais ne donne pas ouverture à cassation (1).

(Douceur — C. Douceur.)

Antérieurement à la loi du 11 brum. an 7, le sieur Louis-François Douceur avait été chargé d'abord de la tutelle de ses deux fils issus d'un premier mariage, et quelque temps après de la tutelle de ses neveux, fils de son frère. — Le 24 prair. an 7, le commissaire du directoire exécutif prend inscription au profit des fils Douceur sur les biens de leur père, pour sûreté de sa gestion, conformément à l'art. 41 de la loi du 11 brum. an 7, dont le dernier alinéa est ainsi conçu : « Si les inscriptions mentionnées au présent article (celles des mineurs, interdits, et des absents),

n'ont point été requises dans les deux mois de la publication de la présente, par les personnes chargées de le faire, elles le seront par le commissaire du directoire exécutif, près les administrations municipales. » — Il importe de remarquer que l'inscription fut prise en ces termes : « Au profit des deux enfants mineurs (dont l'aîné est à la défense de la patrie), du sieur Louis-François Douceur et de feu demoiselle Fary sa première femme, » que cependant, à cette époque, l'aîné des enfants absent pour cause de service militaire avait atteint sa majorité depuis deux ans.

7 mess. an 10, transaction entre le sieur Douceur père et ses deux fils, alors majeurs, sur le compte de tutelle.

8 juin 1808, décès du sieur Douceur, laissant un troisième fils issu d'un second mariage. — En 1810, les fils Douceur, issus du premier mariage, demandent contre la succession de leur père représenté par le fils issu du second mariage, la nullité du traité souscrit sur le compte de tutelle du 7 mess. an 10. — La nullité du traité est prononcée ; il est procédé à un nouveau compte. — Enfin, le 29 août 1816, jugement du tribunal civil de Pontoise, qui fixe la somme due aux enfants Douceur par la succession de leur père. — Il faut observer que les neveux Douceur, qui avaient aussi une action à exercer contre la succession du sieur Douceur, à raison de la gestion de leur tutelle, étaient intervenus dans l'instance ; que le jugement du 29 août 1816 leur fut signifié, et qu'ils n'en interjetèrent point appel. — Cependant, dès le 9 nov. 1810, les fils Douceur avaient renouvelé l'inscription prise à leur profit, le 24 prair. an 7. — C'est dans cet état qu'ils se sont présentés à l'ordre ouvert, pour la distribution du prix des biens composant la succession de leur père ; et ils ont demandé à être colloqués au premier rang.

Les neveux Douceur leur ont contesté la priorité. — Ils soutenaient qu'ils ne devaient pas être colloqués au rang que leur attribuait l'inscription du 24 prair. an 7, parce que cette inscription n'ayant pas été renouvelée dans les dix ans, était sans effet, aux termes, soit de l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7, soit de l'art. 2154 du Code civil. — En outre, ils opposaient au fils aîné Douceur un moyen de nullité particulier, résultant de ce qu'il n'était pas mineur, comme l'énonçait l'inscription, et qu'ainsi le commissaire du gouvernement était sans qualité pour requérir l'inscription à son profit.

D'abord, l'aîné des fils Douceur répondait sur ce dernier moyen, que l'hypothèque étant indivisible de sa nature (Code civ., art. 2114), il suffisait que l'inscription fût prise valablement dans l'intérêt de son frère, pour qu'elle eût conservé les droits de l'un et de l'autre. — Ensuite les deux frères soutenaient que, bien que leur inscription n'eût pas été renouvelée dans les dix ans, elle était cependant conservée aux termes de l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7, portant, que l'effet des inscriptions subsiste sur les comptables publics et privés, dénommés en l'art. 21.... Jusqu'à l'apurement définitif des comptes et six mois au delà ; qu'en effet, le compte du 7 mess. an 10, ayant été annulé, l'apurement définitif était censé n'avoir eu lieu qu'à l'époque du 29 août 1816, date du jugement qui avait liquidé leurs droits ; qu'ainsi l'inscription de 1810 avait été prise en temps utile.

Les neveux Douceur répliquaient que la disposition de l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7,

(1) F. en ce sens, Cass. 14 août 1817 ; 7 janv. 1829 ; 24 mai 1830 ; Paris, 19 sept. 1815, et les

notes. F. aussi Chauveau sur Carré, Lois de la procéd., t. 1, p. 663, à la note.

ne pouvait être invoquée depuis la promulgation du Code civil, dans lequel elle n'était pas reproduite ; qu'en supposant d'ailleurs qu'elle fût applicable, les fils Douceur ne pouvaient en tirer aucun avantage, car les six mois à partir de l'apurement du compte durant lesquels l'inscription aurait conservé son effet, devaient être comptés dans l'espèce, à partir du 7 mess. an 10, date du traité entre le père et les enfants, qu'ainsi les six mois étaient expirés depuis longtemps en 1810; que d'ailleurs l'annulation postérieure du traité n'avait pu faire revivre l'inscription, qui de droit avait cessé d'avoir son effet du jour où les six mois à partir du premier traité avaient été expirés.

31 juill. 1817, jugement du tribunal de Pontoise, qui déclare que l'inscription des fils Douceur a cessé d'avoir son effet avant le renouvellement du 9 nov. 1810; qu'ainsi ils ne doivent être colloqués qu'à la date de cette dernière inscription, et par conséquent accorde la priorité aux neveux Douceur.

Appel. — 28 avril 1818, arrêt de la Cour royale de Paris qui infirme le jugement de première instance et colloque les fils Douceur au premier rang. — Il faut remarquer que l'arrêt ne contenait pas la liquidation des frais, ainsi que l'ordonne l'art. 766 du Code de proc. civ.

POURVOI en cassation de la part des neveux Douceur; ils proposent plusieurs moyens.

1^o Fausse application de l'art. 2114 du Code civil, portant que l'hypothèque est indivisible de sa nature, en ce que la Cour royale a décidé que bien que le commissaire du gouvernement ne pût valablement prendre inscription, que dans l'intérêt du fils mineur, néanmoins l'inscription par lui prise a dû produire effet à l'égard du majeur, et qu'ainsi elle a attribué aux droits que conserve l'hypothèque le caractère d'indivisibilité qui appartient à l'hypothèque seule. — 2^o Violation de l'art. 2154 du Code civil, et fausse application de l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7, en ce que l'arrêt dénoncé décide que l'inscription a conservé son effet, quoique non renouvelée dans les dix ans, ainsi que l'exige l'art. 2154, en se fondant sur ce que l'art. 23 de la loi du 11 brum., porte que l'inscription sur les comptes publics ou privés conserve son effet jusqu'à l'apurement définitif et six mois au delà. — Les demandeurs soutiennent que, sous l'empire du Code civil, la disposition de la loi du 11 brum. an 7 ne pouvait être appliquée, parce que le Code civil ne reproduit point cette disposition, et que d'ailleurs l'avis du conseil d'Etat du 22 janv. 1808 dit expressément que l'intention du législateur a été de l'abroger. — 3^o Fausse application de l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7, en ce que, en admettant même que cet article fût applicable à l'espèce, l'inscription n'aurait conservé son effet que jusqu'à l'expiration des six mois à partir du 7 mess. an 10, date du compte rendu par le père à ses enfants. — 4^o Violation de l'art. 766 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt ne contient pas la liquidation des frais, conformément aux termes des art. 762 et 776 du Code de proc., portant que les jugements et arrêts qui régissent un ordre doivent contenir la liquidation des frais.

Les défendeurs à la cassation répondent :

Sur le premier moyen, que, sans examiner la question d'indivisibilité de l'inscription prise au profit du mineur, il est certain que le commissaire du gouvernement avait pu prendre inscription au profit du fils majeur, alors absent pour cause de service militaire, et cela aux termes de la loi du 6 brum. an 5, qui prescrivait au ministère public de veiller à la conservation des droits des militaires absents;

Sur le deuxième moyen, que le Code civil a, en effet, abrogé la disposition de l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7, mais qu'il a introduit un droit nouveau seulement pour l'avenir, et qu'il n'a pu rétroagir et enlever des droits acquis sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7;

Sur le troisième moyen, que le compte rendu en l'an 10 ayant été annulé, ce compte n'a pu faire courir le délai de six mois, après lesquels l'inscription cesse d'avoir effet; que le véritable apurement définitif ayant eu lieu le 26 août 1816, époque du jugement qui a réglé les droits des mineurs jusqu'à cette époque, et six mois au delà, l'inscription a conservé son effet;

Sur le quatrième moyen, que les art. 762 et 766 du Code de proc., n'étant pas prescrits à peine de nullité, leur violation ne donne pas ouverture à cassation.

M. Jourde, avocat général, a conclu au rejet du pourvoi.

ARRÊT.

LA COUR :— Attendu, sur le premier moyen, que l'inscription ayant été prise tant pour le mineur que pour son frère absent pour le service militaire, cette inscription a pu être faite dans la même forme, et a dû produire le même effet pour l'un et pour l'autre, aux termes des art. 21 et 23 de la loi du 11 brum. an 7;

Sur le deuxième moyen : attendu que la modification établie par ladite loi était un droit spécial acquis, et dont une disposition spéciale et contraire d'une loi postérieure aurait pu seule faire cesser l'effet; que les art. 2134 et 2154 du Code civil ne contiennent rien de semblable, et que l'avis du conseil d'Etat, approuvé le 22 janv. 1808, ne porte non plus aucune dérogation à ce même droit;

Sur le troisième moyen : attendu que, d'après l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7, l'effet des inscriptions subsiste jusqu'à l'apurement des comptes et six mois après; que, dans l'espèce, il n'y a eu d'apurement définitif que celui qui a été fait en exécution de l'arrêt de 1813, apurement auquel ont assisté les demandeurs sans y mettre obstacle;

Sur le quatrième moyen, attendu que l'art. 766 du Code de proc. civ. ne porte pas peine de nullité; — Rejette, etc.

Du 6 juin 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Jaubert — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Dumesnil de Merville et Loiseau.

ACTION POSSESSOIRE. — COMMUNE. — POSSESSION.

Lorsqu'il s'agit, non de la possession individuelle d'un droit réel, mais de l'exercice d'un droit de part-prenant dans une chose indivise, il n'y a pas lieu à l'action en complainte; il faut prendre la voie pétitoire : l'exercice du droit de part-prenant n'est pas un acte possessoire proprement dit. (C. proc. civ., 23.) (1)

(Syndics de Salles — C. Saubade.)

Il existe dans la ville de Salles une fontaine d'eau salée appartenant à la communauté des habitants. — Aux termes des règlements anciens, dont l'exécution a été ordonnée, à diverses époques, par les autorités administratives et judiciaires, aucun des habitants n'a droit au partage des eaux s'il n'a sa résidence dans l'enclos ou enclos de la ville avec sa famille. — Dans le cas où les habitants abandonnent leur résidence, les administrateurs de la fontaine doivent rayer leurs

(1) V. anal. en ce sens, Cass. 23 avril 1811, et la note.

noms du rôle qu'ils sont chargés de dresser des part-prénant, et, en cas de retour, ne les rétablir sur ce rôle qu'après six mois d'habitation actuelle dans l'enceinte de la ville. — Telles sont, entre autres actes qui font la loi commune des associés, les dispositions expresses d'une délibération confirmée par arrêt du conseil du 12 mai 1743. — En l'an 8, la dame Lataste, l'une des copropriétaires de la fontaine, et comprise au rôle des part-prénant parce qu'elle avait sa résidence dans la ville, épousa le sieur Saubade, officier municipal, domicilié dans la commune de Berens. — Les administrateurs ayant pensé que la dame Saubade résiderait avec son mari, la rayèrent du rôle des part-prénant; mais de suite elle réclama auprès d'eux contre cette radiation, et les administrateurs ayant reconnu, après vérification, que la dame Saubade et son mari résidaient dans la ville, et qu'ils y tenaient leur ménage dans la maison Salomon, arrêtaient par délibération du 15 brum. an 8 qu'elle serait réinscrite au livre des partages, à la charge par elle de continuer de résider à Salles, conformément aux règlements, ce à quoi elle s'obligea formellement.

Depuis l'an 8 jusqu'en 1817, les choses sont restées dans cet état. Mais en 1817, les administrateurs, prétendant que la dame Saubade n'avait plus sa résidence dans la ville, la rayèrent encore du rôle des part-prénant. — Nouvelle réclamation de la part de la dame Saubade; alors, au lieu de se borner, comme elle l'avait fait la première fois, à s'adresser par voie de pétition aux administrateurs, elle forma contre ces derniers une demande en complainte, et, par exploit du 16 juin 1817, elle les fit assigner devant le juge de paix du canton de Salles afin d'être maintenue dans le droit d'avoir part à la distribution des eaux salées dont elle était, disait-elle, en possession depuis plus d'un et jour, paisiblement, publiquement et à titre non précaire. — A cette action possessoire, elle joignit une demande à fin de restitution des arrérages échus depuis sa radiation.

Les administrateurs, par l'organe de leurs syndics, opposèrent à cette demande l'incompétence du juge de paix pour statuer sur l'exécution et l'interprétation des titres en vertu desquels les copropriétaires de la fontaine avaient droit au partage des eaux. — Ils soutinrent d'ailleurs, que les actions possessoires ne pouvaient être intentées que pour le trouble dans la possession d'un immeuble ou d'un droit réel, contre celui qui voudrait déposséder le possesseur; qu'il s'agissait bien des revenus d'un immeuble appartenant aux part-prénant de la fontaine salée, dans la perception d'une portion desquels la dame Saubade prétendait être troublée par les syndics et les administrateurs, mais que ceux-ci possédaient pour le corps entier des part-prénant, entre lesquels ils partageaient les revenus; que les précédents au partage n'avaient donc qu'une action personnelle à former contre eux, pour être admis au partage, ou maintenus dans la participation à la distribution des revenus qui étaient dans leurs mains, en d'autres termes, des objets mobiliers pour lesquels ils ne pouvaient avoir qu'une action mobilière pour les réclamer.

Le 3 juin 1817, jugement par lequel le juge de paix, sans entrer dans l'examen de la demande en réintégration, se déclare incompétent, attendu que cette demande est accompagnée d'une autre demande (le paiement des arrérages), dont la valeur est indéterminée.

Appel par la dame Saubade. — 27 juin 1818, jugement du tribunal civil d'Orthez, lequel : considérant que la fontaine est un immeuble qui

appartient en toute propriété à une collection d'habitans, et que la dame Saubade est de ce nombre; que, se trouvant écartée de son droit de copropriétaire par le fait de MM. les administrateurs qui gèrent les droits de tous, la loi ouvrait en sa faveur l'action possessoire qu'elle accorde à tous les propriétaires, aux conditions dont il est parlé à l'art. 23 du Code de proc. civ.; que la loi classe exclusivement les actions possessoires dans les attributions du juge de paix, et que l'art. 10, titre 3, de la loi du 16 août 1790, veut même qu'il en connaisse, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter; qu'ainsi il demeure que le juge de paix de Salles était compétent pour connaître, non-seulement de l'action possessoire, mais encore de la demande de restitution des comptes d'eau salée, qui n'était autre chose que l'accessoire et la fin de l'action possessoire;

« Considérant, au fond, qu'il est constant que la dame Saubade est copropriétaire de la fontaine, et qu'elle était comme telle en possession de son droit depuis nombre d'années, lorsque les administrateurs ont motivé son exclusion sur le défaut de la résidence exigée par les règlements; que la vérification de ce fait tient au fond, c'est-à-dire, à l'action pétitoire que l'administration pourra former; qu'en attendant, la jouissance non interrompue du passé fait supposer que la dame Saubade se conformait à tout ce qui était exigé par les règlements; qu'elle prouve même qu'elle paie la contribution personnelle à Salles, et qu'elle partage les charges des autres habitans; ce qui suffit pour assurer le succès de ses conclusions; — Admet en conséquence l'action en complainte de la dame Saubade, la maintient provisoirement dans la jouissance du droit au compte d'eau de la fontaine salée, et condamne les administrateurs et syndics à lui restituer les comptes d'eau salée échus depuis sa radiation. »

POURVOI en cassation de la part des syndics, pour violation de l'art. 23 du Code de proc. da l'art. 2332 du Code civil et des règles de compétence; enfin, violation et fautive application de l'art. 24 du Code de proc. civ. et de la loi du 16 août 1790, tit. 3, art. 9 et 10.

Pour la dame Saubade, défenderesse à la cassation, on cherchait à établir que, toutes les fois qu'il y a trouble de fait ou trouble de droit, il y a lieu à l'action en complainte; que ce principe ne souffre aucune exception, même dans le cas où il s'agit d'un droit réclame contre une communauté par l'un de ses membres; que d'ailleurs, dans l'espèce, la possession et jouissance de la dame Saubade dans les eaux de la fontaine de Salles, ne pouvait être qualifiée de précaire, puisqu'elle n'avait en possession et jouissance de ces eaux jusqu'au jour de sa radiation du rôle des part-prénant, qu'à titre de communiste ou copropriétaire de ladite fontaine; qu'ainsi c'était avec raison que, troublée dans cette possession, elle s'en était plainte par voie d'action possessoire et devant le juge de paix, seul compétent pour en connaître.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'art. 23 du Code de proc. civ., Considérant, en droit, que, suivant les dispositions de l'art. 23 du Code de proc. ci-dessus transcrit, l'action possessoire n'est recevable que lorsqu'elle est pour la forme possédée à titre non précaire; — Considérant, en fait, qu'aux termes des règlements de l'association des copropriétaires de la fontaine d'eau salée de Salles, sanctionnés par les autorités administratives et judiciaires, aucun desdits copropriétaires ne doit être compris au rôle des part-prénant, s'il ne réside pas avec sa famille dans l'enceinte ou enclos de la

villie :—Que toute possession contraire aux réglemens qui font la loi commune, serait abusive et précaire, puisque, quelle qu'elle ait pu être sa durée, elle ne ferait pas acquiescer par prescription à l'un des associés, au préjudice des autres, le droit de prendre part, sans résider dans la ville :—Qu'il suit de là, 1^o que la réclamation de la dame Soubado contre la radiation de son nom sur la liste des part-préant, ne pourrait pas être motivée sur sa prétendue possession, mais seulement sur le fait de sa résidence, et devait, sous ce rapport et comme action personnelle, être portée devant les tribunaux ordinaires; 2^o Qu'en admettant la dame Soubado à se pourvoir par la voie de la complainte, sous le prétexte d'une possession qui, séparée de sa résidence avec sa famille dans l'enceinte de la villa de Sallies, serait une possession de pure tolérance, une possession abusive et précaire, le tribunal civil d'Orthez a expressément violé l'art. 23 du Code de proc. civ. — Casse, etc.

Du 7 juin 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Poriquet. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Lerol-Neufville et Loiseau.

TUTELLE. — ENFANT NATUREL. — MÈRE. — CAPACITÉ. — CECITÉ.

La mère est-elle tutrice légale de son enfant naturel? — Non rés. (1)

Dans tous les cas, la renonciation de la mère à la tutelle légale de son enfant naturel reconnu, est irrévocable; alors surtout qu'il résulte de la délibération du conseil de famille, qui nomme un tuteur à l'enfant, que la mère ne sait ni lire ni écrire, et qu'elle n'a pas une conduite régulière. (Cod. civ., 405 et 444.)

La mère qui n'a reconnu son enfant naturel que postérieurement à la nomination d'un tuteur à cet enfant, n'est pas recevable à demander la nullité de la nomination du tuteur sous le prétexte qu'elle n'a pas été appelée à faire partie du conseil de famille, et que ce conseil a été exclusivement composé des amis du père qui même n'étaient pas tous domiciliés dans la commune où la tutelle s'est ouverte. (Cod. civ., 407 et suiv.) (2)

La cécité n'est pas une cause d'exclusion ou de destitution de la tutelle; elle est seulement une cause d'excuse ou de dispense. (Cod. civ., 442 et suiv.)

(Virginie Hours—C. Dantour.)

Le marquis de Bellegarde a en quatre enfans naturels de la demoiselle Virginie Hours, qu'il a reconnus par acte authentique du 29 nov. 1816. — Il est décédé le 17 déc. suiv. — Sur la convocation du juge de paix, un conseil de famille s'est assemblé pour la nomination d'un tuteur aux mineurs Bellegarde. — La demoiselle Virginie n'avait point encore à cette époque reconnu authentiquement ses enfans naturels.

Par sa première délibération, du 22 janv. 1817, le conseil de famille assemblé : « considérant que les enfans naturels n'ayant pas de parens, le conseil de famille devait être composé de citoyens connus pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le sieur Bellegarde, condition qui ne se rencontrait dans aucun des parens de Virginie Hours, tous ouvriers, colons et grangers ;

— Considérant, d'ailleurs, que Virginie Hours ne savait ni lire ni écrire, ainsi que cela résultait de sa déclaration lors de l'apposition des scellés, et que, deplus, l'art. 444 du Code civ. lui était applicable. — Nomme pour tuteur aux mineurs Bellegarde le sieur Dantour, ancien conseiller au Parlement du Dauphiné, et pour subrogé tuteur, le sieur Vachon, adjoint du maire de la commune de Moras, lieu de l'ouverture de la succession. » — C'est seulement quelques jours après cette délibération, et le 2 fév. 1817, que Virginie Hours reconnut ses quatre enfans, par acte authentique.

Le 11 du même mois, on procéda à l'interaire. Virginie Hours déclare qu'elle y assistera sous la réserve de ses droits. — A la séance du 19 elle comparait de nouveau, et déclare « qu'au moyen de l'arrangement qu'elle se proposait de faire avec la dame de Beaumont, sœur du défunt, et le sieur Dantour, elle renonçait à la tutelle de ses enfans, et que, se trouvant au moyen de ce, sans intérêt, elle se retirait, demandant acte de sa comparution. » — Le même jour, 19 fév. 1817, eut lieu en effet entre la dame de Beaumont et Virginie Hours, un acte notarié par lequel il fut assuré à Virginie Hours une rente viagère de 1000 francs, et, en outre, l'usufruit d'un petit domaine, lequel usufruit serait réversible à son père, au cas qu'elle vint à mourir la première.

Ultérieurement, et le 12 juill. 1817, Virginie Hours a formé tierce opposition aux jugemens homologatifs des délibérations du conseil de famille qui avaient nommé un tuteur et un subrogé tuteur à ses enfans; elle a demandé la nullité de ces délibérations et la destitution du tuteur, fondée, 1^o sur ce que le conseil de famille n'avait pas été formé régulièrement; 2^o sur ce que le sieur Dantour, qui avait été nommé tuteur, était aveugle, et par conséquent incapable de la restitution de la tutelle. — Pour démontrer l'illégalité de la composition du conseil de famille, Virginie Hours alléguait, 1^o qu'elle n'avait point été appelée à en faire partie; 2^o que les sieurs Charrel et de Beaumont, domiciliés dans une commune autre que celle de Moras, avaient été appelés à y concourir, encore qu'aux termes de l'art. 409 du Code civil, les amis appelés à défaut de parens ne puissent être appelés qu'autant qu'ils sont domiciliés dans la commune où la tutelle s'est ouverte; — que les membres du conseil de famille avaient été choisis exclusivement parmi les amis du père, tandis qu'ils auraient dû être pris pour moitié parmi les parens de la mère, ou les personnes connues pour avoir des relations habituelles avec elle; 4^o que le sieur de Beaumont avait été appelé, quoiqu'il eût des intérêts opposés à ceux des mineurs.

Virginie Hours alléguait, d'ailleurs, contre la gestion du tuteur, outre l'incapacité résultant de sa cécité reconnue, des omissions considérables dans l'inventaire, et une lésion énorme dans le partage, au préjudice de ses enfans.

6 août 1817 jugement du tribunal civil de Valence, qui déclare Virginie Hours non recevable en sa demande, sur le motif qu'elle a approuvé la composition du conseil de famille par sa comparution à l'interaire, et que, d'ailleurs, tous les actes faits par le tuteur sont dans l'intérêt des mineurs.

Appel.—Devant la Cour royale de Grenoble,

être composé le conseil de famille relativement à un enfant né hors mariage, l'arrêt de la Cour de cassation du 3 sept. 1806, qui décide que l'enfant n'ayant d'autres parens que ses père et mère, le conseil de famille doit être exclusivement composé d'amis.

(1) Sur cette question qui partage les auteurs et la jurisprudence, voy. les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Paris du 9 août 1811, et les autorités en sens divers citées en note d'un arrêt de Toulouse du 1^{er} septembre. 1803.

(2) V. en ce qui concerne la manière dont doit

Virginie Hours, en reproduisant les conclusions prises en première instance a, de plus, réclamé la tutelle légale de ses enfants mineurs.

5 avril 1819, arrêt de cette Cour qui confirme le jugement de première instance, et déclare Virginie Hours non recevable en toutes ses fins et conclusions, en ces termes : — « Considérant que le Code civ. distingue, dans les sect. 6 et 7, lit. 10, liv. 1^{er}, les causes qui dispensent de la tutelle, des causes d'incapacité, d'exclusion et de destitution ; que la cécité peut être considérée comme une cause qui dispense de la tutelle, d'après les dispositions de l'art. 434, mais ne peut l'être comme cause d'incapacité, d'exclusion et de destitution, puisqu'elle n'est pas comprise dans la sect. 7 ; — Considérant que l'art. 390 du Code civ., qui attribue de plein droit au survivant des pères et mères, la tutelle des enfants mineurs non émancipés, ne concerne que les enfants nés en légitime mariage, etc. »

POURVOI en cassation par Virginie Hours. — Trois moyens sont proposés à l'appui. — Le premier était tiré d'une fausse interprétation et violation des art. 372, 390 et 405 du Code civ., en ce que la Cour royale de Grenoble avait refusé à la demanderesse la tutelle légale de ses enfants naturels reconnus.

En supposant que la Cour royale de Grenoble se soit déterminée à refuser la tutelle légale à Virginie Hours par des motifs tirés, soit de sa renonciation à cette tutelle, soit des énonciations que renferme la délibération du conseil de famille du 22 janv., d'où il résultait que Virginie Hours serait illégitime, et se trouverait d'ailleurs dans le cas d'être exclue de la tutelle pour inconduite notoire, l'arrêt attaqué n'en serait pas plus à l'abri de la censure.

En ce qui touche la renonciation de Virginie Hours à la tutelle, il est vrai que l'art. 394 du Code civ. autorise la mère survivante à s'abstenir de la tutelle ; mais, outre qu'il s'agit évidemment dans l'espèce d'une renonciation surprise à Virginie Hours, cette renonciation, quand même elle aurait été parfaitement libre et volontaire, ne saurait être opposée comme fin de non-recevoir à la mère qui revendique la tutelle de son enfant. La tutelle est de droit public : ce n'est pas dans l'intérêt du tuteur, à l'égard duquel elle n'est jamais considérée que comme une charge, mais uniquement dans l'intérêt du mineur, qu'elle a été établie. De là la conséquence, qu'en cette matière, il n'est permis d'opposer ni arquescences ni fin de non-recevoir qui pourraient compromettre les intérêts du mineur et résultant de faits qui, n'étant point son ouvrage, ne peuvent le lier. Ainsi Virginie, en renonçant à la tutelle de ses enfants, a usé de la faculté que l'art. 394 du Code civ. accorde à la mère survivante : elle a cru devoir le faire dans l'intérêt de ses enfants ; depuis, mieux éclairée sur leurs véritables intérêts, elle a redemandé la tutelle ; sa renonciation précédente n'a point fait obstacle à ce qu'elle reprît l'exercice d'un droit qu'elle n'a pu aliéner sans retour. On peut comparer la faculté que l'article 395 du Code civ. confère à la mère survivante, à l'exercice que l'art. 431 établit en faveur du tuteur qui a reçu une mission du gouvernement. Or, le tuteur qui s'est fait décharger par ce motif, n'en conserve pas moins le droit de réclamer la tutelle quand sa mission est expirée, sans qu'on puisse lui opposer la renonciation qu'il a faite en proposant son excuse.

Quant à l'énonciation de la délibération du 22 janv. 1817, que Virginie Hours ne savait ni lire ni écrire, et que, de plus, l'art. 441 du Code civ. lui était applicable, cette énonciation, quand on

la supposerait vraie, ne peut être d'aucune considération dans la cause. Suivant l'art. 447, aucune délibération du conseil de famille qui prononce l'exclusion ou la destitution du tuteur, ne peut être prise qu'après avoir entendu ou appelé le tuteur ; la délibération du 22 janv., à laquelle Virginie Hours n'a été ni présente ni appelée, n'a donc pu l'exclure de la tutelle légale de ses enfants : aussi le conseil de famille n'a-t-il prononcé aucune exclusion formelle contre Virginie Hours ; il s'est contenté de poser en fait qu'elle ne savait ni lire ni écrire, et que, de plus, l'article 444 du Code lui était applicable. Or, cette énonciation, alors même qu'elle serait exacte, est tout à fait insignifiante au procès. La Cour royale de Grenoble l'a elle-même reconnue, car elle n'a pas dit un seul mot de la délibération du 22 janv., ni de la prétendue exclusion de Virginie Hours ; on ne trouve cette délibération que dans les qualités de l'arrêt attaqué ; et si la Cour royale avait entendu refuser la tutelle à Virginie Hours par le motif qu'elle était dans un cas d'exclusion légitime, elle n'aurait pas eu besoin de juger, comme elle l'a fait, que la tutelle légale ne lui appartenait pas en sa qualité de mère naturelle. Or, c'est ce dernier point seul que décide l'arrêt attaqué : la question d'exclusion et d'incapacité est encore entière ; elle pourra, dans l'espèce, être l'objet d'un débat ultérieur, s'il est jugé que la mère a la tutelle légale de ses enfants naturels reconnus.

Un second moyen de cassation était pris de la violation des art. 407 et 409 du Code civ., en ce que l'arrêt de la Cour de Grenoble avait déclaré régulière et valable la nomination d'un tuteur et d'un subrogé tuteur par un conseil de famille dont la composition était vicieuse : 1^o parce que la mère des enfants n'y avait pas été appelée ; 2^o parce que deux des membres qui le composaient étaient étrangers à la commune ; 3^o enfin, parce qu'on n'avait fait entrer dans la composition de ce conseil que des parents ou amis du côté du père, à l'exclusion de ceux de la mère. — Sous le premier rapport, il est évident, disait-on pour la demanderesse, que la Cour royale de Grenoble a violé l'art. 407 du Code civ. qui veut que le conseil de famille soit dans tous les cas composé, par préférence, des plus proches parents du mineur. Or, dans l'espèce, aucun proche parent ne pouvait être préféré à la mère naturelle, alors surtout qu'il s'agissait d'enfants qu'elle avait reconnus. — Valablement objecterait-on que cette reconnaissance était postérieure de quelques jours à la nomination du tuteur et du curateur par le conseil de famille : d'une part, la paternité de Virginie Hours était si peu douteuse aux yeux du conseil de famille lui-même, que dans la délibération de ce conseil, du 22 janvier 1817, Virginie Hours se trouve qualifiée de mère naturelle des enfants mineurs Bellegarde, et que dans cette même délibération il est dit, que les parents et amis de Virginie n'ont pas été appelés au conseil, parce qu'ils n'étaient pas d'un rang assez élevé ; d'autre part, après la reconnaissance légale des enfants par leur mère, il y avait nécessairement lien à la convocation d'un nouveau conseil de famille. — Valablement encore on objecterait la prétendue approbation de Virginie Hours à la composition du conseil de famille, par sa comparution à l'époque de l'inventaire. Comme on l'a déjà démontré, c'est dans l'intérêt du mineur que la loi prescrit les formes qui doivent être observées dans la composition du conseil de famille ; le droit de demander la nullité des délibérations d'un conseil formé irrégulièrement, appartient donc au mineur ; sa mère qui ne peut exercer ce

droit qu'un nom de son enfant et dans son intérêt, ne peut donc être liée par aucune renonciation ou approbation qui lui serait personnelle; une telle renonciation ou approbation ne lui est donc jamais opposable. — Par l'arrêt dénoncé, la violation de la loi, sous le rapport du défaut de convocation de la mère au conseil de famille, n'est donc pas moins évidente que celle qui résulte de la manière illégale dont ce conseil a été composé, soit en n'y appelant que des pères ou amis du côté du père, soit en y admettant deux personnes étrangères à la commune.

Le troisième et dernier moyen de cassation proposé pour la défenderesse était pris de la violation de l'art. 444 du Code civ., relative aux causes d'incapacité ou d'exclusion de la tutelle; en ce que l'arrêt attaqué sanctionnait la nomination d'un tuteur privé de la vue, et dont la mauvaise gestion était d'ailleurs présentée comme un motif de destitution. — L'art. 444 porte : « sont aussi exclus de la tutelle et même destituables s'ils sont en exercice, 1°.....; 2° ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité. » Par cette expression d'incapacité, il faut entendre évidemment toutes les causes morales ou physiques qui pourraient empêcher un tuteur de remplir les devoirs habituels que lui impose sa qualité. Ainsi, la démence, l'imbécillité, les infirmités corporelles qui mettent une personne dans l'impuissance de régir par elle-même ses propres affaires, doivent être mises au rang des causes d'incapacité de la tutelle. La cécité absolue est nécessairement de ce nombre, elle place celui qui en est atteint dans une impossibilité continue de régir par lui-même ses propres affaires; elle est donc une cause d'incapacité ou d'exclusion de la tutelle. — Les lois romaines expliquaient formellement à cet égard : elles déclaraient incapables de la tutelle, les fureux, les sourds, les muets et les aveugles : la loi unique au Code de Morb., porte : *Luminibus captus, aut surdus, aut mutus, aut furiosus, tutela seu curatela excusationem habet*; la loi au Code qui *dari tut. vel. curat. possunt*, ajoute encore : *Luminibus captum curatorem haberi debere falso persuasum est.* — Et dans la première de ces lois, les mots *excusationem habet* ne doivent pas s'entendre d'une excuse volontaire que le tuteur peut faire valoir pour se dispenser lui-même de la tutelle; il s'agit ici d'une excuse nécessaire que la loi romaine distinguait de l'excuse volontaire; et qui, à la différence de celle-ci, écartait de plein droit de la tutelle celui à qui elle était applicable, et qui n'est autre chose, en un mot, que ce que dans notre droit l'on appelle incapacité.

La preuve qu'il en est ainsi dans la loi citée au Code de Morb., relativement à l'aveugle, au sourd ou muet, c'est qu'on y voit sur la même ligne, les fureux, dont certainement l'incapacité quant aux fonctions de tuteur ne peut être contestée. Les commentateurs s'accordent, au reste, sur cette interprétation; Balde, sur la loi 3 au Code, *Qui tut. vel. curat.*, dit positivement qu'un aveugle ne peut être curateur : *carens visu non potest esse curator*. Corvinus en donne la raison en ces termes : *Quia cum tutor ad hoc obligetur ut eandem circa pupillarem rerum administrationem adhibeat diligentiam quam circa res suas diligens pater familiâs, tutor creari aut creatus manere non potest, qui propriis rebus superesse non potest.* (Iovinian ad l. ordiem.) — Dans l'ancien droit français, Domat, Lois civ., liv. 2, tit. 1^{er}, sect. 7, n° 6, nous atteste la même chose, et rien ne permet de penser que les auteurs du Code civ. aient eu l'intention de déroger à cette règle.

— Cependant, la Cour royale de Grenoble admet

cette dérogation par cela seul que le Code civ. n'a pas expressément indiqué la cécité comme une cause d'incapacité de tutelle; mais le Code n'a pas dit non plus qu'un homme en démence, en état d'imbécillité, serait incapable de la tutelle; l'art. 442 ne parle que des interdits, et sans doute on ne prétendra pas que si l'interdiction n'existait pas encore, le dément ou l'insensé puisse être toutour appelé valablement aux fonctions de la tutelle; le Code civ., pour éviter une énumération incomplète de causes qui doivent en marquer l'exclusion, s'est donc contenté de poser un principe général qui les embrasse toutes, et ce principe, il l'a posé dans l'art. 444 qui s'applique par conséquent à la cécité, soit comme cause d'exclusion, soit comme cause de destitution de la tutelle... d'où la conséquence que l'arrêt dénoncé, en confirmant la délibération d'un conseil de famille qui a nommé aux mineurs Bellegarde un tuteur aveugle, a formellement violé la loi.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'abstraction faite de la question de savoir si la mère naturelle d'un enfant par elle reconnue est de droit sa tutrice, le dispositif de l'arrêt dénoncé est motivé sur des faits qui militent tous pour le justifier et le mettre à l'abri de toute censure;

Sur le premier moyen, qu'en effet, il est déclaré 1° qu'au mois de décembre 1816, époque du décès du sieur de Bellegarde, les enfants dont il s'était déclaré le père eurent sans apui, sans protecteur; que Virginie Hours, reconnue depuis pour leur mère, n'ayant avoué ou pris cette qualité par acte public que le 2 fév. 1817, c'est-à-dire un mois et plus après le décès du sieur de Bellegarde; que ces enfants ayant des droits acquis à sa succession, il y avait nécessité, dans leur intérêt, de les pourvoir d'un tuteur; que ce devoir échoit dans les attributions spéciales du juge de paix du canton; 2° que, par la délibération du conseil de famille, du 29 janv. 1817, il avait été constaté que Virginie Hours ne savait ni lire ni écrire, et que, de plus, l'art. 444 du Code civ. lui était applicable. Cet article porte : « Sont aussi exclus de la tutelle, et même destituables, s'ils sont en exercice, 1° les gens d'une conduite notoire; 2° ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité..... » — 3° que Virginie Hours a comparu volontairement au procès-verbal de la reconnaissance et de la levée des scellés et à l'inventaire; qu'à la première vacation d'inventaire, il lui a été donné acte de ce qu'elle ne s'opposait pas aux actes poursuivis dans l'intérêt des mineurs; qu'à une autre vacation de l'inventaire, sous la date du 19 fév. elle a requis « de ce qu'au moyen du règlement qu'elle se proposait de faire avec le tuteur et le subrogé tuteur, qu'il lui fût donné acte de ce qu'elle renonçait à la tutelle de ses enfants, et que se trouvant, au moyen de ce, sans intérêt, elle se retirait »; 4° enfin que, par acte public sous la date du 19 fév. 1817, Virginie Hours a transigé dans son intérêt personnel; que, par cet acte, il a été créé à son profit une rente viagère de 1000 fr.; qu'il lui a été assurée la jouissance, en usufruit, d'un domaine dépendant de la succession du sieur marquis de Bellegarde; que cette jouissance a encore été déclarée réversible en faveur de son père, dans le cas où elle décéderait avant lui; — Attendu que les concours de ces faits reconnus et non contestés suffisent pour justifier l'arrêt, et rendre inutile et superflu l'examen de la question de droit.

Sur le deuxième moyen de cassation pris de la violation des art. 467 et 469 du Code civ. : — Attendu qu'à l'époque de la délibération du conseil de famille, Virginie Hours n'avait pas encore

déclaré, par acte authentique, sa maternité ; que l'absence de cette reconnaissance légale dispensait de l'appeler à cette délibération ; — Attendu que la parenté des enfants naturels ne s'étend pas au delà du père et de la mère qui les ont reconnus, suivant cette maxime de droit, *illegitimi nec familiam, nec cognationem habent* ;

Sur le troisième et dernier moyen de cassation, fondé sur ce que M. Dantour, étant privé de la vue, devait être déclaré incapable de gérer la tutelle ; attendu que la cécité n'est pas une cause d'exclusion, mais seulement une cause d'exercice et de dispense ; que cette distinction est confirmée par le texte même de la loi invoquée par la demanderesse, *luminibus captus tutela excusationem habet* ; — Attendu qu'il a été reconnu par le tribunal de première instance, et, sur l'appel, par la Cour royale de Grenoble, que tous les actes d'administration de M. Dantour, tuteur, sont dans l'intérêt des mineurs et conformes au vœu de la loi ; — Rejette.

Du 7 juin 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Panscy. — Rapp., M. Lier de Verdigny. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., M. Darrieux.

ENREGISTREMENT. — DROITS SUCCESSIFS. — TRANSACTION. — CRÉSSION.

La transaction par laquelle l'héritier renonce, moyennant une somme déterminée, à faire valoir des droits successifs certains, qui lui sont contestés, équivaut à une vente ou cession de ces mêmes droits successifs, et comme telle, est passible du droit proportionnel de mutation. (L. du 22 frim. an 7, art. 69, § 3, n° 3, et § 7, n° 1.) (1)

(Enregistrement — C. Cerf.)

La dame Cerf et le sieur Isaac Gondschaux, son mari, demandant au sieur Cerf, leur père et beau-père, la délivrance des droits de la dame Gondschaux dans la succession de Séphora Lévy, sa mère, décédée en 1814, épouse du sieur Cerf, après avoir recueilli la moitié de l'holme de Judas Lévy, son père. — Le sieur Cerf, détenteur de la totalité de la succession de sa femme, opposait qu'il était seul héritier ou donataire universel. Il se fondait sur une clause de leur contrat de mariage, fait le 27 juillet 1788, par laquelle Séphora Lévy lui avait donné tous ses biens, ou l'avait institué son héritier universel, et cela avec exclusion de ses enfants. Il ajoutait que cette disposition était conforme à des coutumes et usages particuliers aux Israélites, et de tout temps maintenus par les tribunaux. — La dame Gondschaux soutenait que ces coutumes et ces usages étaient compris dans l'abolition portée par l'art. 61 de la loi du 17 nivôse an 2 ; qu'aux termes de l'art. 13 de cette loi et d'après les dispositions du Code civ., sous l'empire duquel sa mère était morte, la donation ou institution universelle faite en faveur du sieur Cerf devait être réduite à un quart de la succession en pleine propriété et à l'usufruit d'un autre quart, et que le surplus des biens délaissés par Séphora Lévy devait être restitué à la dame Gondschaux sa fille unique. — Pour éviter un procès, les parties transigèrent, par acte notarié du 26 janvier 1817. Cet acte contenait la clause suivante : — « Pour satisfaire la dame Gondschaux de la part qu'elle réclame dans la succession de la dame sa mère, et dans la portion de celle de Judas Lévy son grand-père, le sieur Simon Cerf, en sa qualité de

détenteur desdites successions, se reconnaît par les présentes, débiteur envers elle de la somme de 30,000 fr., valeur en cours, à laquelle tous les droits de la dame Gondschaux ont été réglés définitivement et à l'amiable, laquelle somme sera exigible seulement après le décès du sieur Cerf, et ne produira jusque-là point d'intérêt. »

Le sieur Cerf reconnut avoir dans ses mains une somme de 12,000 fr. à laquelle la dame Gondschaux aurait droit après la mort de la dame Dina Lévy, sa grand-mère maternelle. — Enfin il fut stipulé que, sous la foi et pleine exécution des clauses et dispositions ci-dessus, les sieur et dame Gondschaux renoncèrent pour eux et leurs ayans cause au droit d'exiger inventaire, compte, partage et liquidation de la succession de leur mère et belle mère respective, ainsi que de la portion échue à cette dernière dans celle de Judas Lévy son père. — Le 3 avril 1817, cette transaction est présentée à l'enregistrement. Le receveur y voit une cession ou vente des droits successifs maternels de la dame Gondschaux au sieur Cerf ; et comme il n'y a point d'évaluation pour le mobilier, et qu'il n'est ni désigné ni estimé article par article dans l'acte, le receveur suppose, d'après l'art. 9 de la loi du 22 frim. an 7, que la succession ne se compose que d'immeubles : il demande, en conséquence, et ou lui paie 1947 fr. — Le 20 avril suivant, le sieur Cerf forme contre la direction générale, devant le tribunal de Saverne, une demande en restitution de la somme de 1485 fr., comme ayant été perçue de trop. — Le 2 août 1817, jugement en dernier ressort qui accueille la réclamation de Simon Cerf sur le fondement que Simon Cerf n'a rien acquis de sa fille, qu'elle ne lui a rien vendu, que tout ce qu'elle a fait par la transaction, c'est qu'elle a renoncé à faire valoir les droits qu'elle prétendait avoir sur la succession de sa mère ; que la question de savoir si elle était héritière de celle-ci est restée indécidée ; que la transaction ne renferme ni vente ni cession, et ne contient aucune disposition translatrice de propriété ou d'usufruit ; que celui qui était en possession de la succession en vertu d'un pacte matrimonial, l'a conservée par le résultat de la transaction ; qu'il n'y a donc pas eu de mutation ; et que, bien loin qu'il soit prouvé que la dame Gondschaux, qui s'est désistée de ses prétentions, ait eu un droit quelconque à la succession de sa mère, c'est que les lois de l'an 2 et de l'an 5, concernant les successions, avaient, au contraire, formellement maintenu l'effet des donations contractuelles antérieures à la publication de la loi du 17 nivôse que c'était donc le cas d'appliquer, non le § 7, n° 1^{er}, mais le § 3, n° 3, de l'art. 69 de la loi du 22 frim. an 7.

Pourvoi en cassation de la direction générale contre ce jugement.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu le n° 1^{er}, § 7 de l'art. 69 de la loi du 22 frim. an 7, et l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816 ; — Considérant que les droits de la dame Gondschaux dans la succession de sa mère, et dans celle de son aïeul, recueillie par cette dernière étaient certains ; que ces droits ont été amiablement réglés à la somme de 30,000 fr., par la transaction notariée du 26 janvier 1817 ; que la dame Gondschaux a renoncé, moyennant cette somme, au compte, à la liquidation et au partage desdites successions, déclarant qu'elle se tenait contente, remplie et satisfaite de tous ses droits et prétentions à cet égard, et qu'elle quit-

(1) V. les arrêts des 2 fév. et 11 avril 1808, et les observations dont nous avons accompagné le pre-

mier. V. aussi le Traité des droits d'enregistrement de MM. Championnière et Rigaud, t. 1, n. 616.

tail et déchargeait irrévocablement le sieur Cerf, — Considérant que ce règlement, cette renonciation et ces déclarations constituent une véritable cession et vente de droits successifs pour un prix convenu, et avec transmission des biens qui en sont l'objet; — Considérant qu'un traité de cette espèce, par une transaction sur procès, rentre dans la disposition du n° 1^{er}, § 4 de l'art. 69 de la loi du 22 frimaire an 7, qui soumet au droit proportionnel de 4 fr. par 100 fr., les ventes et cessions translatives de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux, et que ce droit a été porté à cinq et demi par cent par l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816; d'où il suit que c'est avec raison que le droit d'enregistrement a été perçu dans cette proportion sur la transaction dont il s'agit, et d'où il suit encore qu'en déclarant que le droit n'était dû que sur le taux d'un par cent, et en ordonnant sous ce prétexte, la restitution de la somme de 1485 fr., la tribunal civil de Saverne, a, par le jugement attaqué, fait une fautive application du n° 3, § 3, de l'art. 69 de la loi du 22 frimaire an 7, et contrevenu expressément tant au n° 1^{er}, § 7 du même article qu'à l'art. 52 de la loi du 28 avril 1816; — Casse et annule le jugement rendu par le tribunal civil de Saverne, le 12 août 1817, etc.

Du 7 juin 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Henry Larivière. — Concl., M. Jourde, av. gén. — Pl., MM. Huart-Duparc et Guichard fils.

1^{re} PRESCRIPTION. — COUPES D'ARBRES.

2^{de} APPEL CORRECTIONNEL. — PARTIE CIVILE. — RENVOI.

1^{re} La prescription d'un vol d'arbres est réglée par les dispositions du Code d'inst. crim. et non par celles de la loi du 28 sept. 6 oct. 1791, lorsqu'il a été commis sur un terrain qui n'est planté ni en futaies ni en bois taillis. (L. du 28 sept.-6 oct. 1791, art. 37; Cod. inst. crim., 637 et 638.) (1)

2^{de} Lorsque le jugement qui a renvoyé le prévenu de la plainte n'a été frappé d'aucun appel de la part du ministère public, et que la partie civile en a seul appelé, l'action publique est éteinte, et la Cour de cassation, en annulant l'arrêt qui a prononcé sur l'appel de cette partie, ne peut renvoyer l'affaire devant une autre Cour que pour être statué sur les intérêts civils (2).

(Leguen—C. V^e Dupuy).— ARRÊT.

LA COUR; — Statuant sur le pourvoi du procureur du roi du tribunal de Saint-Brieuc, ainsi que sur celui de Victor Leguen, partie civile, envers le jugement en dernier ressort par lequel ce tribunal a confirmé le jugement du tribunal de Loudéac, qui, jugeant en première instance, avait admis, en faveur de la dame Dupuy, la prescription d'un mois établie, pour les délits ruraux, par l'art. 8, tit. 1^{er} de la loi du 6 oct. 1791 sur la police rurale, et avait, en conséquence, déclaré éteintes, en faveur de cette prévenue, l'action publique du procureur du roi et l'action civile de Leguen; — Vu les différents articles du Code d'inst. crim. sur la prescription, et notamment les art. 637 et 638; — Vu aussi l'art. 37 de

la loi du 6 oct. 1791, qui porte: « Le vol dans les bois taillis, futaies et autres plantations d'arbres des particuliers ou communales, exécuté à charge de bête de somme ou de charrette, sera puni... » — Attendu que cet art. 37 de la loi du 6 oct. 1791, a restreint sa disposition aux vols de bois qui seraient commis dans les bois taillis, futaies et autres plantations; que cette loi spéciale ne peut être étendue hors des cas spécifiés par elle; que la disposition de son art. 37 ne peut donc être appliquée à des vols commis sur des terrains qui ne sont ni des plantations, ni des futaies, ni des bois taillis; — Et attendu qu'il résulte du jugement attaqué que la veuve Dupuy a été reconnue coupable d'avoir abattu, dans le convenant de Kiner, un arbre essence de hêtre, qu'elle savait appartenir au sieur Leguen, d'avoir emporté cet arbre sur une charrette, et de se l'être approprié; — Qu'il n'est point reconnu dans ce jugement, et qu'il n'est point établi un plus par la procédure, que le lieu de ce convenant où cet arbre a été abattu, fût un terrain en plantation d'arbres, en taillis ni en futaies; — Que le fait déclaré contra la veuve Dupuy n'était donc pas celui de l'art. 137 de la loi du 6 oct. 1791, qu'il n'est pas non plus celui d'aucun autre article de cette loi; que la prescription de l'art. 8, tit. 2, ne lui était donc pas applicable; — Qu'il ne rentrait dans aucune loi spéciale ayant fixé une prescription particulière; — Qu'il retombait dans les règles générales du Code d'inst. crim. sur la prescription; — Que cependant le tribunal de Saint-Brieuc a admis, en faveur de la veuve Dupuy, la prescription de l'art. 8 de la loi du 6 oct. 1791, en quoi ce tribunal a fausement appliqué cet article, et violé les dispositions que le Code d'inst. crim. a établies pour la prescription de l'action publique et de l'action civile; — D'après ces motifs, — Casse;

Mais attendu, en ce qui concerne le renvoi à ordonner, qu'il n'y avait point eu appel de la part du procureur du roi du tribunal de Loudéac du jugement de ce tribunal; qu'il n'y en a pas eu non plus de la part du procureur du roi de Saint-Brieuc, puisque aucune notification n'en a été faite à la veuve Dupuy, soit par acte d'officier public, soit par une déclaration personnelle à elle faite à l'audience, avec réquisition qu'il en fût retenu acte; que des conclusions pour l'application de la loi pénale, qui n'ont pas été prises par voie d'action, ne sauraient représenter cette notification qu'exige l'art. 295 du Code d'inst. crim.; que toute action est donc éteinte, et qu'il n'y a lieu ainsi à renvoi que pour l'action privée; — Renvoie Leguen et Dupuy, avec les pièces de la procédure devant la Cour de Rennes, chambre de police correctionnelle, pour y être statué conformément à la loi, et dans l'intérêt civil seulement, sur l'appel relevé par Leguen du jugement du tribunal de Loudéac, etc.

Du 8 juin 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Basire. — Concl., M. Hua, av. gén.

GARANTIE DES MAT. D'OR ET D'ARG.

— SAISIE.

Les préposés du bureau de garantie n'ont le droit de s'insurer en les couplant, si les ouvrages d'or ou d'argent sont fourrés de matières

(1) Le motif de cette décision, motif que ne donne pas l'arrêt, est que le fait d'abattre et de voler des arbres appartenant à autrui, sur tout autre terrain que les bois et forêts, rentre dans les termes de l'art. 445 du Code pén.; dès lors ce fait, qualifié délit par la loi pénale, ne trouve atteint par la prescription établie par le Code d'inst. crim. L'art. 194

du Code forest. a remplacé l'art. 37, tit. 2 de la loi du 28 sept.-6 oct. 1791; mais il est évident que la solution serait la même aujourd'hui. V. conf., Mangin, *Traité de l'act. publ.*, t. 2, p. 135. *

(2) V. en ce sens, Cass. 3 mars et 13 avril 1820; Merlin, *Quest.*, v^o Appel, § 8, et *Délib. ruraux*, § 4.

étrangères, que lorsque le fabricant les présente pour être essayés et titrés; ils n'ont pas le droit à l'égard des ouvrages qui sont encore dans le magasin du fabricant et qui ne sont ni achetés ni revêtus d'aucune marque. (L. du 19 brum. an 6, art. 65.) (1)

(Quésne). — ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 48, 65, 101, 107 et 108 de la loi du 19 brum. an 6; — Considérant qu'il résulte de la combinaison desdits art. 48 et 65, tous les deux placés sous le tit. 3, qui prescrit les différentes règles d'après lesquelles les employés doivent procéder à la vérification du titre des ouvrages d'or et d'argent, que ce n'est que lorsque le fabricant porte ses ouvrages au bureau de garantie pour y être essayés et titrés, que l'essayeur a le droit de s'assurer, en coupant ces ouvrages, s'ils sont ou non fourrés de matières étrangères, et que la fraude qui serait alors découverte soumet le fabricant, qui a ainsi tendu un piège à la garantie, aux peines de confiscation et d'amende portées par ledit art. 65; — Quant aux ouvrages d'or et d'argent qui sont dans le magasin, boutique ou atelier du fabricant, il n'y en a, d'après les art. 101, 107 et 108 précités, que trois espèces de saisissables; savoir: 1^{re} ceux qui seraient marqués d'un faux poinçon; 2^o ceux sur lesquels les marques des véritables poinçons seraient entées, souillées ou contre-faites; et 3^o ceux qui seraient achetés et non marqués; — Considérant qu'il a été reconnu au procès, et même constaté par le procès-verbal qui a donné lieu aux poursuites, que les pendeloques saisies par les employés dans l'atelier du sieur Quésne n'étaient point achevées ni revêtues d'aucune marque quelconque; d'où il suit qu'elles n'ont pu être saisies, et qu'en condamnant ledit sieur Quésne aux peines portées par l'art. 65 de la loi du 19 brum. an 6, sur le motif qu'elles étaient fourrées de matières étrangères, la Cour royale de Riom a fausement appliqué cet article, et violé les art. 101, 107 et 108 de la même loi; — Casse, etc.

Dn 9 juin 1820. Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Buschop. — Concl., M. Haas, av. gén. — Pl., M. Lassus.

MOTIFS DE JUGEMENT. — APPEL. — MOYEN NOUVEAU.

Lorsqu'un moyen nouveau, décisif de sa nature, est présenté en appel, si les juges d'appel ne statuent pas sur son mérite, ou si leur décision ne contient pas de motif formel pour l'écarter, cette absence de motifs exprès peut néanmoins ne pas donner ouverture à cassation, dans le cas où les motifs des premiers juges, adoptés par les juges d'appel, offrent suffisamment une raison de décider à l'égard

du moyen nouveau. (Cod. proc. civ., 141; L. du 20 avril 1810, art. 7.) (2)

(Mottet — C. Catoire.)

Diverses traites avaient été souscrites par Fortin, au profit de Mottet, puis passées par ce dernier au sieur Payra, qui a son tour avait chargé Catoire fils, son cessionnaire, d'en poursuivre le paiement contre Mottet en sa qualité d'endosseur. — Mottet soutient pour toute défense, que Catoire fils n'est pas le véritable propriétaire des traites, et qu'il est conséquemment non recevable à intenter des poursuites contre les endosseurs. — En cet état, jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 10 juin 1818, qui condamne Mottet à rembourser Catoire fils : — « Attendu qu'il résulte des faits de la cause que Mottet, en mai 1813, convint avec Fortin, pour faciliter le service du rontage, de lui fournir une somme de cent cinquante mille francs, dont moitié en fonds permanents, et l'autre moitié en fonds subsidiaires; qu'au lieu de verser l'argent dans l'entreprise, Mottet l'a fait marcher par des moyens de crédit en tirant et endossant des lettres de change sur Fortin, et les livrant à la négociation; que les divers tiers porteurs de ces traites n'en ayant pas obtenu le paiement, ont exercé des poursuites tant contre Fortin que contre Mottet; — Attendu que Catoire fils est cessionnaire de Payra et a tous les droits de son cédant; — Condamne, etc. »

Appel par Mottet. — Devant la Cour royale de Paris, il reproduit les moyens qu'il avait fait valoir en première instance; mais il prend en outre, pour la première fois, des conclusions subsidiaires, tendantes à ce que Catoire fils soit déclaré non recevable, faute par lui d'avoir rempli les formalités voulues par la loi pour conserver l'action récursoire contre lui Mottet en qualité d'endosseur des traites dont il s'agit au procès.

16 juin 1819. arrêt qui confirme le jugement du tribunal de commerce en adoptant les motifs des premiers juges, et sur le surplus des demandes, fins et conclusions des parties, les met hors de Cour. — L'arrêt ne contient au reste aucun motif particulier, relativement à la fin de non-recevoir nouvellement proposée par Mottet en cause d'appel.

POURVOI en cassation par Mottet, pour violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, qui veut, à peine de nullité, que les arrêts soient motivés, en ce que la Cour royale de Paris, en adoptant les motifs des premiers juges et en mettant les parties hors de Cour sur le surplus de leurs demandes, fins et conclusions, a ainsi prononcé, sans motif sur les conclusions subsidiaires prises pour la première fois par le sieur Mottet devant cette même Cour.

Pour le sieur Catoire fils, défendeur à la cassation, on a répondu que la Cour royale de Paris,

firmé, il ne suffit pas que, pour tous motifs, le jugement d'appel adopte ceux de première instance; il faut que les juges d'appel s'expliquent sur les nouveaux faits et les nouveaux moyens, sans quoi il y a insuffisance de motifs, et même absence de motifs dans le sens de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810. V. l'arrêt à sa date. V. aussi dans le même sens, Cass. 24 mai 1826. — Toutefois, l'arrêt que nous rapportons ici n'est pas inconciliable avec le principe des arrêts précités, en ce que dans ceux-ci les motifs des premiers juges, étaient tout à fait étrangers au moyen nouveau proposé en appel, tandis qu'au contraire dans l'espèce ci-dessus, les motifs des premiers juges étaient parfaitement applicables au moyen invoqué pour la première fois en appel. V. sur cette distinction, Merlin, *Repert.*, v^o *Motifs de jugement*, n. 11.

(1) F. Merlin, *Repert.*, v^o *Marque et contrôle*, § 3, n. 15; Favard de Langlade, *Repert.*, v^o *Matières d'or et d'argent*, § 7, n^o 18.

(2) Cette doctrine, à notre avis ne doit être admise qu'avec grande réserve, et autant que les motifs du jugement de première instance s'appliquent, avec une telle évidence au moyen nouveau proposé en appel, qu'on peut supposer que les juges d'appel ont entendus s'y référer; il ne faut pas que le rejet de ce moyen se trouve motivé en quelque sorte à l'insu des juges qui l'ont prononcé, par la rencontre fortuite de quelque partie des motifs du jugement de première instance qui pourraient s'y appliquer. La Cour de cassation a jugé en effet, en principe, le 22 mai 1812, que, lorsqu'en cause d'appel de nouveaux faits et de nouveaux moyens sont proposés contre un jugement, s'il arrive que le jugement soit con-

en adoptant les motifs des premiers juges, avait pu se dispenser de motiver en particulier le rejet des conclusions subsidiaires prises par le sieur Moitet, en appel, attendu que ces mêmes conclusions, bien qu'elles n'eussent pas été soutenues ou plaidées en première instance, trouvaient cependant leur réponse dans les motifs du jugement du tribunal de comm. portant que les divers porteurs des traites n'en ayant pas obtenu le paiement, avaient exercé des poursuites, tant contre Fortin que contre Moitet; d'où il suit, que l'arrêt dénoncé, en s'appropriant ces mêmes motifs, ne pouvait être regardé comme n'en énonçant pas sur le rejet de la fin de non-recevoir proposée nouvellement par le sieur Moitet. — Au reste, le défendeur représentait les originaux des différents protêts et dénunciations qui avaient eu lieu au sujet des traites qui faisaient l'objet du procès.

M. l'av. gen. Cahier a conclu au rejet du pourvoi.
ARRÊT.

LA COUR; — Sur le moyen pris de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt n'aurait pas motivé le rejet de la fin de non-recevoir fondée sur le défaut de poursuites dans les délais et les formes prescrits aux porteurs d'effets; — Attendu que l'un des motifs du jugement du tribunal de commerce adopté par la Cour royale, est que les divers porteurs des traites n'en ayant pas obtenu le paiement, ont exercé des poursuites tant contre Fortin que contre Moitet; ces poursuites sont les protêts, dénunciations et assignations qui avaient eu lieu et qui sont produits; — D'où il résulte que la Cour royale a pu, en rejetant la fin de non-recevoir proposée devant elle et fondée sur un prétendu défaut de poursuites, se borner à adopter les motifs des premiers juges; — Rejette, etc.

Du 12 juin 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Jaubert. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl. MM. Loiseau et Lassis.

SUBSTITUTION. — ENREGISTREMENT. — PUBLICITÉ.

La publication et l'enregistrement prescrits en matière de substitution, par les art. 35 et 36, tit. 2 de l'ordon. de 1747, étaient imposés seulement aux appels grevés de substitution et non au dernier appelé (1).

(Saint-Guivons — C. Roux.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les formalités prescrites par les art. 35 et 36, tit. 2 de l'ordon. de 1747, concernant les substitutions, ont pour objet la conservation des droits des substitués et la sûreté des familles; que c'est ainsi que s'en explique le législateur lui-même dans l'art. 35; — Attendu que cet objet ne peut avoir lieu lorsqu'il s'agit d'un dernier substitué, puisque nul n'a des droits après lui; — Attendu que le législateur a explicitement manifesté son intention

dé ne pas étendre au dernier substitué l'obligation de ces formalités, soit dans le préambule de la loi, où il est dit que le second titre regardera les obligations imposées à ceux qui sont grevés de substitution, soit dans la rubrique de ce titre, ainsi conçue: « Des règles à observer par ceux qui sont grevés de substitution, etc. », ce qui est évidemment inapplicable à celui qui, recueillant en dernier degré, n'est chargé de rendre à personne; — Attendu qu'il est reconnu que, par le testament de Marguerite-Rose Brun, la défenderesse avait été substituée à son père, sans être grevée elle-même d'aucune substitution, et qu'ainsi la Cour royale de Bordeaux a pu rejeter la fin de non-recevoir qui lui était opposée pour l'observation des formalités prescrites par les articles ci-dessus cités, sans violer lesdits articles; — Rujette, etc.

Du 13 juin 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson. — Rapp., M. Trinquelaque. — Concl., M. Cahier, av. gén. — Pl., MM. Nicod et Mathias.

RETRAIT SUCCESSORAL. — PARTAGE.

— INDIVISIBILITÉ.

Le retrait successoral, autorisé par l'art. 841, Cod. civ., peut être exercé tant qu'il n'y a pas partage consommé entre le cessionnaire étranger et les héritiers, c'est-à-dire, tant que les copartageants n'ont pas encore été mis en possession de leurs lots (2).

L'action en subrogation, accordée dans ce cas à chacun des cohéritiers, n'est pas divisible dans la proportion de leur droit héréditaire: chaque héritier peut demander la subrogation, seul et pour le tout, même alors que les autres cohéritiers sont déjà en instance sur une pareille demande et devant un autre tribunal. (Cod. civ., 811.)

(Larivière — C. Les héritiers Bertrand Reinaud-Delage.)

Le 20 avril 1762, traité entre les héritiers Bertrand Delage sur la succession de leur père. — Le domaine Delage, dépendant de cette succession, est laissé au sieur Bertrand Reinaud pour le remplir de sa part héréditaire, évaluée à 8,000 fr. — Jean Bertrand Delage, son frère, était alors décédé, et avait été représenté dans le partage par ses deux enfants Jean et Anne Bertrand. Anne Bertrand, qui épousa dans la suite (en 1778) le sieur Larivière, ratifia à sa majorité le traité du 20 avril 1762. — Cependant le 12 juill. 1783, elle obtint, pour cause de lésion, des lettres de rescision contre sa ratification du traité du 20 avril 1762. — Bertrand Reinaud, son oncle, consent à cette rescision, mais sous la condition que le traité dont il s'agit serait annulé pour le tout, et les choses remises au même état qu'auparavant. — La dame Larivière refuse cette condi-

Ces motifs sont contraires à ceux de l'arrêt ci-dessus; mais en fait, il y avait, dans l'espèce, une circonstance qui a dû influer sur la décision: c'est qu'il y avait encore après l'appel deux degrés de substitution, et que la substitution ne s'étant liée sur sa tête que par l'effet de la loi abolitive des substitutions, circonstance qu'il n'avait pas dû prévoir, et qui n'avait pu par conséquent le dispenser des formalités prescrites pour la conservation des droits des appels ultérieurs.

(2) V. dans le même sens, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Limoges du 20 mai 1816; mais voy. anal. en sens contraire, Orléans, 13 mai 1839, la note et les autorités en sens divers qui y sont indiquées.

tion; elle veut que le traité du 20 avril soit annulé, mais seulement dans la disposition qui avait transmis le domaine Delage à Bertrand Reinaud, son oncle, pour paiement de ses droits paternels: elle veut que le règlement de ses droits soit maintenu tel qu'il existe dans le traité, et elle demande judiciairement le partage du domaine Delage. — Un premier jugement déboute la dame Larivière de ses prétentions à cet égard. — Elle interjette appel. — C'est dans cet état que, le 3 décembre 1787, la dame Larivière cède à son mari son action en retrait du domaine Delage contre Bertrand Reinaud, son oncle. — Le sieur Larivière, en conséquence de cette cession, se désiste de l'appel interjeté par sa femme; il consent que le traité du 20 avril 1762 soit annulé pour le tout, et les choses remises au même état qu'auparavant; toutefois il demande le partage par moitié du domaine Delage. — Cette instance est portée devant le tribunal civil de Brives. — Entre temps, décède Bertrand Reinaud, laissant dix enfans mineurs, qui ont été représentés dans la nouvelle instance par leur mère et tuteur. — 31 août 1792, jugement du tribunal de Brives, qui annule le traité du 20 avril 1762, en conséquence du consentement des parties; et au principal, ordonne que le domaine Delage sera partagé par moitié entre le sieur Larivière et les enfans Bertrand Reinaud. — Ce jugement est signifié, et en partie exécuté: on procède à la liquidation des droits de chacun des héritiers; un procès-verbal d'expertise a lieu, il ne restait plus à faire que le tirage des lots, lorsqu'une nouvelle contestation s'engage. — Gabrielle Bertrand, l'un des dix enfans de Bertrand Reinaud, avait atteint sa puberté lors du jugement du 31 août 1792; elle n'avait pas été mise en cause personnellement; elle se rend en conséquence tierce opposante au jugement dont il s'agit: ses frères et sœurs prétendent aussi devoir profiter de cette tierce opposition, sur le motif que la matière est indivisible. — Le sieur Larivière combat cette prétention. — 20 flor. an 10, jugement du tribunal de Riom, qui admet la tierce opposition de Gabrielle Bertrand et la fait profiter à tous les autres enfans. — Appel. — 7 fruct. an 11, arrêt confirmatif de la Cour de Limoges. — Pourvoi en cassation. — 23 août 1811, arrêt qui casse celui de Limoges, à l'égard seulement de huit des enfans mineurs: le pourvoi ayant été déclaré irrégulier à l'égard de Gabriel Bertrand, l'un des neuf. — Renvoi de la Cour de Poitiers.

Le sieur Larivière poursuit devant cette Cour son action en partage du domaine Delage: il demande la continuation des opérations commencées, et le tirage au sort des lots déjà faits. — C'est alors que Guillaume Bertrand, devenu majeur, comme cessionnaire de plusieurs de ses frères et sœurs, et afin d'écarter le sieur Larivière du partage de la succession, forme contre ce dernier une demande en subrogation à la cession du 3 déc. 1787, qui lui avait été consentie par Anne Bertrand, sa femme.

Avant qu'il soit fait droit à cette demande, introduite en appel, les deux autres enfans, Pierre Bertrand et Gabrielle Bertrand, devenue femme Laviale, à l'égard desquels le jugement du 30 août 1792 était anéanti par l'effet de leur tierce opposition, forment par action nouvelle la même demande en subrogation à la cession du 3 déc. 1787, devant le tribunal civil de Brives. — C'est le sieur Guillaume Bertrand qui, encore comme cessionnaire de Pierre et de Gabrielle ses frères et sœurs, poursuit l'effet de cette demande contre le sieur Larivière. — Devant le tribunal de Brives, le sieur Larivière oppose différens moyens à

la demande formée contre lui. Il soutient d'abord que la cession qui lui a été faite par sa femme, le 3 déc. 1787, ne porte que sur une créance certaine, un droit de part au domaine Delage; qu'elle ne comprend pas des droits successifs indéterminés, et que, sous ce rapport, ce n'est pas le cas d'application de l'art. 841 du Code civil; — Que d'ailleurs la demande en subrogation des héritiers Bertrand n'est pas recevable, parce qu'elle n'a été formée qu'au moment où il allait être procédé au partage définitif de la succession, et après que les héritiers Bertrand avaient eux-mêmes agréé en quelque sorte le sieur Larivière comme cessionnaire des droits de sa femme, en lui laissant prendre part, en cette qualité, à toutes les opérations préliminaires du partage. — Le sieur Larivière ajoute, qu'en supposant que l'action en subrogation formée contre lui dût être admise, elle ne pouvait l'être pour le tout: qu'elle devait être restreinte à la part héréditaire appartenant à chacun des demandeurs devant le tribunal de Brives. — Qu'enfin, cette demande en subrogation pouvait d'autant moins être formée pour la totalité devant le tribunal de Brives, que déjà, devant la Cour royale de Poitiers, la même demande était pendante avec les autres cohéritiers Bertrand.

27 mai 1815, jugement du tribunal de Brives, qui, sans s'arrêter à ces moyens, admet la demande en subrogation à l'entier effet de la cession consentie au sieur Larivière par sa femme.

Appel. — 3 août 1818, arrêt confirmatif de la Cour royale de Limoges, par les motifs suivans: — Considérant que le retrait successoral qui a pris naissance dans le lois romains, a toujours été permis dans le et devant parlement de Bordeaux où habitaient les parties, et a pu depuis l'émission du Cod. civ. être exercé en vertu de l'art. 841; — Que les droits cédés par Anne Bertrand à Martial Larivière, son mari, par l'acte du 3 déc. 1787, sont des droits indéterminés et indivis, qu'elle avait à cause des successions de Jean Bertrand et de Marie Desmond; — Que Martial Larivière, malgré sa qualité d'époux de la cedante n'en est pas moins, dans le sens de la loi, un cessionnaire étranger; qu'enfin, Larivière devant les premiers juges est convenu que la demande en subrogation de Pierre Bertrand et de la femme Laviale était fondée, mais seulement pour deux portions de dix; — Considérant que le retrait successoral est indivisible à l'égard du cessionnaire, parce que, si un successible ne pouvait se faire subroger que dans une portion des droits du cessionnaire, l'objet et le but de la loi ne seraient pas remplis; car l'étranger qui aurait acquis le quart des biens et droits d'une succession, et qui ne serait remboursé que la moitié du prix de sa cession, aurait pour l'autre moitié, la même facilité de connaître les secrets de la famille et la même facilité d'y porter le trouble, que s'il avait conservé tous les droits qui lui auraient été cédés par un cohéritier, etc. »

POURVOI en cassation par le sieur Larivière.

Le premier moyen qu'il a présenté était pris de la fausse application de l'art. 841 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé avait admis le retrait successoral ou l'action en subrogation des héritiers Bertrand, dans un cas où il ne s'agissait pas d'un droit de succession cédé au sieur Larivière, mais uniquement d'un droit certain et déterminé dans une portion du domaine Delage, lequel droit ne pouvait fournir au sieur Larivière aucun prétexte de s'immiscer dans les autres opérations du partage de la succession Bertrand. — La Cour a du reste écarté ce moyen comme reposant sur des faits et des actes dont l'appréciation et l'in-

interprétation appartenant exclusivement aux juges du fond.

Le second moyen proposé par le demandeur était pris, sous un autre rapport, d'une convention au même art. 841 du Code civil. — Pour l'établir on disait : Le loi du législateur, dans l'art. 841, a été d'interdire à l'étranger cessionnaire, le droit de s'immiscer dans les affaires de la succession, de prendre connaissance des titres et papiers, et de pénétrer dans les secrets de famille. — Dès lors, toutes les fois que les héritiers ayant la faculté de demander la subrogation approuvent et exécutent d'une manière expresse la cession, il est clair qu'ils renoncent au droit d'en demander la subrogation et qu'ils ne peuvent plus ensuite intenter cette demande. — D'un autre part, l'action en subrogation n'a d'autre objet, d'après l'art. 841, que de faire écarter du partage le cessionnaire étranger. Cette action doit donc être intentée avant tout partage. — Il serait ridicule, en effet, que des héritiers qui auraient fait avec un cessionnaire tous les actes relatifs à la succession et qui l'auraient admis aux opérations préliminaires du partage, pussent ensuite l'écarter de ce partage sous prétexte qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires de la succession, lorsque du plein gré et volonté de ces héritiers, il a été initié à tous les secrets de la famille. Il est évident que dans ce cas, la subrogation n'a plus d'objet, que le motif de la loi ne trouve plus d'application et que dès lors l'exception exorbitante du droit commun accordée par l'art. 481, doit rester sans effet. Telle est la doctrine enseignée par M. Toullier dans son *Cours de droit civil*, t. 4, n° 429 et 430, et par M. Chabot de l'Allier, dans son *Commentaire des successions*, t. 3, p. 106, n° 13.

Le troisième et dernier moyen de cassation proposé par le demandeur, consistait à dire que la Cour royale de Limoges avait admis, pour la totalité de la cession, la subrogation demandée dans le nom des héritiers Pierre et Gabrielle Bertrand, tandis que pareille demande avait déjà été formée antérieurement et était pendante devant la Cour royale de Poitiers de la part des autres cohéritiers; qu'il y avait donc illépendance, et que c'était le cas de renvoyer devant les juges premiers saisis, si l'on ne voulait que ces mêmes héritiers se trouvant évincés du résultat de leur action et dépossédés de leur droit à la subrogation, par un tribunal devant lequel ils n'étaient pas en instance, et par l'effet d'une demande postérieure à la leur.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu... sur le deuxième moyen, qu'il est reconnu, en fait, par l'arrêt attaqué, que la demande en subrogation avait été formée avant partage, et qu'en effet il n'a pas été justifié d'un partage consommé et suivi d'exécution, en telle sorte que les copartageans fussent en possession de leur lot, ce qui écarte la contravention alléguée à l'art. 841 du Code civil;

Attendu, quant à la partie du moyen, fondée sur ce que Bertrand Renaud Delage et l'autre cohéritier ont été admis à recueillir l'entier effet de la cession faite par la femme Larivière à son mari, et non les parts seulement les concernant, que l'inconvénient que la loi a voulu prévenir subsisterait toujours, si la subrogation n'était admise que partiellement, puisqu'un étranger, qu'elle

a voulu donner le moyen d'écarter du partage, serait dans le cas de s'y immiscer, et de porter le trouble dans une famille avec laquelle il n'aurait aucun rapport de parenté, et dont on ne pourrait attendre les mêmes ménagemens que du cédant lui-même; que Larivière peut enfin d'autant moins se refuser à l'effet entier de la subrogation, que les autres cohéritiers pourraient seuls se pourvoir contre ceux qui ont exercé l'action en subrogation, s'ils se croyaient lésés à prétendre qu'elle doit profitera tous;

Attendu enfin, sur le troisième moyen, que les cohéritiers qui ont demandé la subrogation n'étaient point parties dans la contestation renvoyée à la Cour de Poitiers par l'arrêt de cassation du 28 août 1811, qu'ainsi ils ont pu et dû se pourvoir, par action principale, devant le tribunal saisi à Brives, comme ils l'ont fait; que d'ailleurs l'action qu'ils ont intentée n'est ni la même, ni connexe avec celle qui a été renvoyée à la Cour de Poitiers par l'arrêt de cassation; et qu'enfin, si les huit cohéritiers vis-à-vis desquels le renvoi à la Cour de Poitiers a été prononcé, et qui paraissent avoir formé devant cette Cour une pareille demande en subrogation, y donnent suite, le demandeur en cassation pourra employer les voies de droit pour se défendre; — Rejetta, etc.

Du 14 juin 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rappr., M. Duvergier. — Concl., M. Lebeau, av. gén. — Pl., M. Siry.

1^{re} FEMME. — BIENS PROPRES. — RÉPARATIONS.

— MARI. — ENTREPRENEUR. — ACTION. —

NEGOTIORUM GESTOR.

2^o CASSATION. — AMENDE.

1^{re} Lorsque par l'ordre du mari seul, des ouvriers ou entrepreneurs ont exécuté des constructions et réparations sur une maison appartenant en propre à sa femme, ils ont non-seulement contre le mari l'action du mandat pour se faire rembourser du prix de leurs travaux, mais aussi contre la femme l'action directe résultant du quasi-contrat negotiorum gestorum, jusqu'à concurrence de la plus-value qu'a reçue l'immeuble. (Cod. civ., 1375.) (1)

2^o Il suffit de la consignation d'une seule amende, pour plusieurs entrepreneurs de différens ouvrages relatifs à une même construction, dont le pourvoi en cassation est dirigé contre un arrêt qui rejette, par les mêmes motifs, leurs demandes en paiement de ces divers ouvrages (2).

(Crouillebois et consorts. — C. Galand de l'Isle.)

Dans le courant des années 1815, 1816 et 1817, le sieur Galand de l'Isle a fait faire des constructions et réparations considérables à une maison sise à Paris, et appartenant en propre à sa femme. — Un à-compte de 25,000 fr. d'abord été payé aux ouvriers ou entrepreneurs. — Les ouvrages terminés en 1817, les mêmes ouvriers ont présenté un mémoire montant à la somme de 76,669 fr. dont ils ont demandé le paiement. — Constataction à ce sujet. — Instance devant le tribunal civil de Paris, tant contre le sieur Galand de l'Isle que contre sa femme.

Pendant cette instance, la dame Galand de l'Isle poursuit et fait prononcer sa séparation de biens d'avec son mari; elle est déclarée créancière de sommes considérables sur le sieur Galand de l'Isle, par suite de liquidation de ses

sur lequel est fondée la décision ci-dessus dans un grand nombre d'hypothèses. F. 12 germ. an 10; 2 vent. et 20 germ. an 12; 24 mars 1807; 27 fév. 1815; 20 oct. 1816; 3 fév. 1819; 15 janv. 1821; 25 fév. 1823, et les notes.

(1) Sur cette question, aux autorités citées dans la discussion du moyen de cassation, *Jaeger*, *Favard de Langlade*, *Repert.*, v° *Quasi-contrat*, n. 9.

(2) La Cour de cassation a appliqué le principe

droits. — La dame Galand de l'Isle ne conteste pas les augmentations ou la plus-value résultant des constructions et réparations qui ont été faites à sa maison par les ouvriers employés par son mari; mais elle prétend que, n'ayant point traité avec ces mêmes ouvriers, ils n'ont aucune action directe contre elle; qu'elle n'est débitrice du montant de la plus-value qu'envers le sieur Galand de l'Isle; que ce n'est qu'en exerçant les actions de celui-ci que les ouvriers peuvent avoir recours sur elle, et que comme elle a le droit d'opposer à son mari la compensation de ses reprises dotales, le même droit lui est acquis contre eux.

12 août 1818, jugement qui déclare que les ouvriers ont une action directe et personnelle contre la dame Galand de l'Isle, jusqu'à concurrence de la plus-value de la maison; que cette action ne saurait être repoussée par la compensation de ce que peut lui devoir son mari; et, en conséquence, ordonne avant dire droit, que, par expert, il sera procédé à l'estimation de cette plus-value.

Appel. — 24 déc. 1818, arrêt de la Cour royale de Paris qui intimé : « Attendu que les ouvriers n'ont traité en aucune manière avec la dame Galand de l'Isle; qu'ils n'ont pas pris les précautions que la loi indiquait pour acquérir le droit de gage ou un privilège sur la chose; qu'ils ne peuvent pas dire qu'ils ont géré ou entendu faire ses affaires; qu'elle n'a d'autre gérant que son mari, administrateur légal de ses biens, auquel sans doute elle doit, quoiqu'il ait excédé ses pouvoirs, le remboursement de ses dépenses, s'il est vrai qu'il ait amélioré son immeuble, et jusqu'à concurrence de cette amélioration; que les ouvriers, créanciers personnels et directs de Galand de l'Isle, peuvent, en exerçant les droits de leur débiteur, exiger le montant de cette plus-value, mais comme il le ferait lui-même, en subissant les compensations que sa femme a droit de lui opposer, et en se contentant de recevoir ce qui pourra rester dû après lesdites compensations; que c'est uniquement dans ces bornes et à cette fin qu'il peut être question d'ordonner une expertise pour constater la plus-value, etc. »

PURVOI en cassation par le sieur Crouillebois et autres ouvriers entrepreneurs, pour violation des art. 1372, 1375 et 555 du Code civil. — Ces articles sont relatifs au quasi-contrat qui naît de la gestion des affaires d'autrui et au droit d'accession relativement aux choses immobilières. — S'il n'a pas existé de contrat formel, disaient les demandeurs, entre eux et la dame Galand de l'Isle, il y a eu du moins un quasi-contrat résultant des constructions et augmentations qu'ils ont faites à sa propriété; c'est de leur part une gestion utile de ses affaires, gestion dont elle a été témoin, à laquelle elle ne s'est pas opposée, et dont, aux termes des art. 1372 et 1375 du Code civil, elle ne peut pas profiter, sans leur rembourser toutes les dépenses utiles et nécessaires qu'ils ont faites; que si l'on objecte que le mari seul a donné l'ordre d'exécuter les ouvrages dont il s'agit, bien que cet ordre le rendit passible de l'action du mandat, il n'en demeure pas moins certain, que du fait seul de l'exécution de ces ouvrages il est résulté pour la dame Galand de l'Isle, à l'égard des ouvriers ou entrepreneurs, un quasi-contrat donnant ouverture contre elle à l'action *negotiorum gestorum*. — A l'appui de ce système, les demandeurs invoquent l'autorité des lois romaines; la loi 3, § ult. ff. de neg. gest. Si cum proposuissim negotia Titii gerere, tu mihi mandavissim ut geram, uti possum tam actione negotiorum gestorum ad-

versus Titium dominum negotii qui mihi non mandavit, quam actione mandati adversus te qui mandasti 1); la loi 14 au Code eod. tit., plus particulièrement applicable à l'espèce : si mandatum solius mariti secutus, tam ipsius quam uxoris ejus negotia gessisti, tam tibi quam mulieri invecem negotiorum gestorum competit actio; — Les demandeurs invoquent aussi sur le sens de ces mêmes lois, Peresius sur le même titre, au Code n° 2; Faber, liv. 2, tit. 10, définit, 3; et enfin l'autorité de Pothier, appendice du quasi-contrat *negotiorum gestorum*, n° 179, où ce jurisconsulte s'exprime sur la question en ces termes : « La gestion que j'ai faite de votre affaire, sans votre ordre, forme entre nous le quasi-contrat *negotiorum gestorum*, soit que je l'aie fait sans en avoir reçu l'ordre de personne, soit que je l'aie fait par l'ordre d'un tiers; et, en ce dernier cas, j'ai le droit de me faire rembourser les frais de ma gestion, ou par vous, par l'action *negotiorum gestorum*, ou par celui qui m'en a donné l'ordre, par l'action *mandati*. » — Les demandeurs ajoutent enfin que l'arrêt dénoncé a encore contrevenu à l'art. 555 du Code civil, en ce que, tout en leur refusant l'exercice de l'action *negotiorum gestorum* contre la dame Galand de l'Isle, il ne leur a pas même donné la faculté de reprendre leurs matériaux; faculté que cet article accorde à celui-là même qui, sans l'ordre de personne, a fait des constructions avec ses propres matériaux sur le terrain d'autrui, lorsque le propriétaire du terrain refuse le remboursement de la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre.

Pour la dame Galand de l'Isle, on répond à ces moyens : que dans l'espèce, il est constant et reconnu que les ouvriers ou entrepreneurs ont traité directement avec son mari, alors que ce dernier était l'administrateur légal des biens de sa femme; qu'ainsi ils ne peuvent avoir d'action à diriger que contre le mari, et nullement contre la femme, qui, n'exerçant personnellement aucune administration de ses biens, ne peut avoir entre son mari et elle, un tiers pour *negotiorum gestorum*. Que d'ailleurs les autorités invoquées sur le quasi-contrat de gestion, si elles étaient applicables à la cause dans le sens des demandeurs, tendraient à faire admettre en principe, que partout où un étranger aurait pu faire des constructions sur le fonds d'autrui pour une valeur que le propriétaire de ce fonds ne pourrait payer, ce propriétaire se verrait contraint faute de paiement, à subir une sorte d'expropriation forcée contraire à toutes les règles d'équité, et qu'il ne peut avoir été dans l'intention du législateur d'autoriser par aucune des lois citées. — Quant au moyen pris de la contravention à l'art. 555 du Code civil, la dame Galand de l'Isle répond que la demande d'extraire et de reprendre les matériaux n'a pas été formée devant les juges de première instance ni d'appel, qu'ainsi les demandeurs ne peuvent se faire un moyen de cassation de ce que l'arrêt de la Cour de Paris n'a pas statué sur cet objet.

Enfin, la dame Galand de l'Isle oppose au pourvoi des sieurs Crouillebois et consorts, une fin de non-recevoir, prise de ce qu'une seule amende a été consignée par les entrepreneurs, encore bien qu'ils aient chacun dans le pourvoi, des intérêts distincts et séparés.

ARRÊT (après délibéré.)

LA COUR :—Attendu, sur la fin de non-recevoir, que les intérêts des demandeurs sont les

(1) Ce n'est ici que la paraphrase du texte, qui, au surplus, présente la même idée.

mêmes ; qu'ils attaquent la même disposition de l'arrêt dénoncé et pour la même cause ; qu'ainsi ils n'ont pas été tenus de consigner autant d'amendes qu'ils sont d'individus :

Au fond, vu les art. 1372 et 1375 du Code civ. ; — Attendu qu'il est constant que les travaux et fournitures des demandeurs ont donné une plus-value à la maison de la dame Galand de l'Isle, et que la Cour royale a reconnu elle-même que ladite dame était débitrice de cette plus-value, puisqu'elle l'a autorisée à la compenser avec ses créances sur son mari ; — Attendu que, du fait de ces travaux et fournitures, est résulté entre les demandeurs et elle le quasi-contrat *negotiorum gestorum*, dont les effets sont réglés par l'art. 1375 du Code civ., bien qu'ils n'aient été faits que de l'ordre de son mari, et que les demandeurs n'aient traité d'aucune manière avec elle à ce sujet ; — Attendu que l'action que leur donnait contre le mari le mandat qu'ils avaient reçu de lui, n'excluant pas l'action directe que le quasi-contrat leur donnait contre la femme jusqu'à concurrence de la susdite plus-value, pour le remboursement de ce qui pouvait leur rester dû, et qu'en jugeant le contraire, la Cour royale a méconnu les principes du quasi-contrat et violé l'art. 1375 du Code civil, ce qui dispense d'examiner le second moyen du demandeur ; — Casse, etc.

Du 14 juin 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson.

1^{er} ORDRE. — FORCLOSURE. — CONTESTATION A L'AUDIENCE

2^o SUBROGATION LÉGALE. — TRÉSOR. — DÉLÉGATION

1^o Le créancier qui n'a pas contredit au procès-verbal de collocation provisoire d'un ordre, avant la dénonciation de l'audience, le peut faire à l'audience même, sans qu'on puisse lui opposer la forclusion, lorsque cette audience a été poursuivie avant l'expiration du délai d'un mois accordé à tous les créanciers pour contredire. (Cod. proc. civ., 755, 758 et 759.) (1)

2^o La subrogation légale au privilège du trésor, pour le montant des impôts dont un fermier a fait l'avance sur les fermages dus au propriétaire, n'a pas lieu au profit du créancier délégataire de ces fermages. (Cod. civ., 1251.)

(Moissonnier — C. la V^e Descorailles.)

Le 4 mars 1815, le sieur Descorailles délègue au sieur Moissonnier, son créancier, une somme de 40,000 fr., à prendre sur ses fermages de l'année 1814 ; notamment sur ceux du domaine de Balène. — Plusieurs saisies-arrests avaient déjà été pratiquées à la requête de divers autres créanciers, entre les mains des fermiers des sieurs Descorailles. — Ceux-ci, sur la demande du sieur Moissonnier, en paiement des fermages délégués, opposèrent l'imputation d'une somme de 12,858 francs, qu'ils avaient payée au percepteur des contributions, pour impôts qui n'étaient point à leur charge, mais dont le propriétaire seul était tenu suivant les clauses de son bail.

Le sieur Moissonnier consentit à cette imputation ; mais dans un ordre ouvert sur la vente par expropriation forcée du domaine de Balène,

dont les fermages lui avaient été délégués, il demanda à être colloqué, comme subrogé, au privilège du trésor public, pour les 12,858 francs d'impôts qui avaient été acquittés par les fermiers en deduction de leurs fermages : laquelle somme, selon lui, devait être censée avoir été payée de ses propres deniers sur ces mêmes fermages, dont la délégation lui avait été consentie.

D'autres créanciers du sieur Descorailles ont contesté cette prétention, et le juge-commissaire a renvoyé les parties à l'audience. — Cette audience a été poursuivie en effet, mais avant l'expiration du délai d'un mois accordé par l'art. 755 du Code de proc. civ., aux créanciers, pour contredire l'état de collocation provisoire.

C'est à cette audience même que la dame Descorailles, alors veuve et créancière de son mari, bien qu'elle n'eût point contredit auparavant, s'est réunie aux créanciers contestans, et a combattu la collocation du sieur Moissonnier, comme subrogé au privilège du trésor. Elle a soutenu que le sieur Moissonnier ne pouvait invoquer en sa faveur aucune subrogation conventionnelle, puisqu'il n'en existait pas, et que la subrogation légale ne lui était pas mieux acquise, puisqu'il n'avait pas payé de ses propres deniers la somme d'impôts pour laquelle il prétendait en jouir.

A cet incident élevé par la dame Descorailles, le sieur Moissonnier a opposé la forclusion, fondée sur ce que la demanderesse n'ayant pas contredit en temps utile au procès-verbal de collocation provisoire, n'était plus recevable à le faire à l'audience, bien qu'elle prétendit se réunir à d'autres créanciers déjà contestans ; au fond, le sieur Moissonnier a persisté à soutenir que sa collocation, comme subrogé au privilège du trésor, devait être maintenue, puisque, dans le fait, c'était la même chose, qu'il eût payé de ses propres deniers et par ses mains les impôts perçus par le trésor, ou que les fermiers eux-mêmes eussent fait ce paiement sur les fermages qui lui étaient délégués par le propriétaire.

6 juin 1815, jugement du tribunal civil de Louhans, qui, en principal, maintient la collocation du sieur Moissonnier. — Appel.

6 janv. 1819, arrêt de la Cour royale de Dijon lequel, sur la fin de non-recevoir : — « Considérant que la veuve Descorailles n'a pu contredire au procès-verbal d'ordre la demande de Moissonnier, parce que l'audience a été dénoncée longtemps avant l'expiration des délais accordés par la loi ; mais que devant le tribunal, elle s'est réunie aux autres créanciers contestans, et que par là elle a suffisamment contesté ; — Sur le fond, considérant que la subrogation ne peut être que légale ou conventionnelle, et que, dans la cause, on est d'accord qu'elle ne saurait être conventionnelle : considérant que la convention légale ne peut avoir lieu que dans les cas exprimés dans les quatre paragraphes de l'art. 1251 du Code civ. et que Moissonnier ne se trouve dans aucun de ces cas. En effet, le sieur Descorailles, en déléguant ses revenus à Moissonnier, pour paiement d'une somme de 40,000 fr. qu'il lui devait, n'a pu et dû lui déléguer que la partie libre de ses revenus. L'impôt est, il est vrai, une dette per-

(1) Carré, Lois de la proc. civ., quest. 2571, cite cet arrêt dont il approuve la doctrine. « Ce serait une erreur, dit cet auteur, de croire que l'art. 755 du Code de proc., ne dispose que pour le cas où l'audience n'aurait pas été dénoncée avant le mois qu'il accorde pour contredire, et que ce ne serait qu'alors seulement que les créanciers pourraient invoquer le bénéfice de ce délai. — Mais, continue Carré, nous pensons que si l'audience avait été dé-

noncée à l'expiration du délai, le créancier qui n'eût pas contredit ne pourrait être admis à le faire à l'audience : 1^o parce que l'art. 758 ne prescrit le renvoi à l'audience qu'à l'égard des contestans ; or, ce créancier n'a pas contesté ; 2^o parce que la forclusion est acquise contre lui, et que le renvoi à l'audience des seuls contestans dont il ne fait pas partie, ne peut produire l'effet de le relever de cette déchéance. »

sonnelle; mais, dans l'intérêt du gouvernement, les fruits de la chose qui produit l'impôt sont spécialement affectés au paiement de cet impôt. Moissonnier a donc tort de prétendre que les revenus devenus de 1814 lui ayant été aliénés, l'impôt a été payé avec ses deniers, et qu'ainsi il a droit à la subrogation légale. L'impôt est une dette permanente et privilégiée; le propriétaire du fonds ne peut donc aliéner le gage affecté au paiement de l'impôt, que sous la condition tacite que l'acquéreur acquitterait cet impôt, s'il ne l'était pas par le propriétaire. De la suit que les impôts payés au fisc par le fermier, l'ayant été au nom du sieur Descorailles, Moissonnier est mal fondé à dire que ces paiements ont été faits de *sua pecunia*. En conséquence, il n'a droit à aucune subrogation pour le fait desdits paiements, etc. »

POURVOI en cassation du sieur Moissonnier, fondé sur deux moyens: 1^o Violation de l'art. 758 du Code de proc. civ., en ce que l'arrêt dénoncé a admis la dame Descorailles à contester à l'audience l'état de collocation provisoire qu'elle n'avait pas contredit auparavant. — L'art. 758 porte: « Qu'en cas de contestation, le commissaire renverra les contestans à l'audience, et néanmoins arrêtera l'ordre pour les créances antérieures à celles contestées, etc. » — Or, disait le demandeur, nul, d'après cet article, ne peut contester à l'audience l'état de collocation provisoire, s'il n'a établi son contredit au procès-verbal dressé par le juge-commissaire, et s'il n'a été renvoyé par ce juge devant le tribunal, pour vider la contestation. Tout créancier qui n'a pas contredit en temps utile, c'est-à-dire, avant la déclaration d'audience, est donc censé avoir acquiescé à l'ordre et, par conséquent, dans l'état de forclusion ou de déchéance prononcée par l'art. 759 du Code de proc., contre les créanciers retardataires qui ne se sont pas présentés, ou qui n'ont pas établi leur contredit au procès-verbal de collocation. Telle est, dans l'espèce, la position de la dame Descorailles, qui devait, par conséquent, être déclarée déchu du droit de contredire, à l'audience, l'état de collocation sur lequel elle n'a élevé que tardivement des difficultés. — Vainement on alléguerait que, dans l'espèce, l'audience a été poursuivie avant l'expiration du délai d'un mois accordé par l'art. 755, à compter de la sommation faite aux créanciers de produire leurs titres. Cet art. 755 ne dispose que pour le cas où l'audience n'a pas été dénoncée avant le mois; et ce n'est qu'alors seulement que les créanciers peuvent invoquer le bénéfice du délai qui y est énoncé; telle est la conséquence qui résulte du principe de célérité sur laquelle repose tout le système de la nouvelle procédure en expropriation; — 2^o Le demandeur violait comme un autre moyen de cassation la violation de l'art. 1254, n^o 1, du Code civ., sur la nature et l'effet de la subrogation légale; en ce que l'arrêt dénoncé avait refusé de le colloquer au lieu et place du trésor public, auquel il était censé avoir payé, de ses propres deniers, les impôts avancés par les fermiers, en compte sur les fermages qui lui étaient spécialement délégués. L'art. 1254 porte: « La subrogation a lieu de plein droit, 1^o au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paie un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges ou hypothèques, etc. » — Or, dans l'espèce, disait-on, le sieur Moissonnier était, en même temps que le trésor public, créancier du sieur Descorailles, et le trésor public avait un privilège préférable. Le sieur Moissonnier paie le trésor public, ou, ce qui est la même chose, ce sont les fermiers du sieur Descorailles qui paient le trésor sur les sommes déléguées au sieur Moissonnier; donc le sieur Moissonnier est censé avoir payé lui-même; donc il était de plein droit subrogé au privilège du trésor public, et devait par suite être colloqué en son lieu et place. — On objecte, comme l'enonce la Cour de Dijon dans son arrêt, que le sieur Descorailles n'avait que le droit de céder la partie libre de ses fermages, qu'il n'avait pas pu céder la partie affectée aux droits du trésor, à raison de l'impôt dû par la propriété; ou un mot, qu'il n'y avait pas eu, à cet égard, de délégation valable au profit de Moissonnier. — Cette conclusion pouvait être en effet admissible s'il s'agissait de droits du fisc, et de lui disputer le privilège spécial que lui accorde la loi pour le prélèvement des impôts dus par la propriété; ou pourrait dire alors, et avec fondement, qu'il n'a pas dépendu du sieur Descorailles de changer les droits du trésor, et que la délégation par lui faite de ses fermages, autant que cette délégation rendrait un autre créancier préférable au trésor, serait ou nulle ou inefficace; mais il ne s'agit pas ainsi vis-à-vis des autres créanciers du sieur Descorailles, à l'égard desquels il n'existe aucun privilège semblable à celui que la loi accorde au fisc: il s'agit, à leur égard, d'une délégation pure et simple des fermages dus au sieur Descorailles, jusqu'à concurrence d'une somme de 40,000 fr., délégation qu'ils n'ont eu aucun motif de quereller, et qui rendait, par conséquent, le sieur Moissonnier créancier de tous les fermages à lui délégués, même de la portion affectée au privilège du trésor qui, une fois désintéressé, n'avait plus de droit particulier à faire valoir, et substituait de plein droit le sieur Moissonnier en son lieu et place et dans son privilège. Sans doute il en eût été ainsi, et l'on n'aurait pu élever de contestation à ce sujet si le sieur Moissonnier lui-même, par ses propres mains, eût payé les impôts dus au trésor public; toute la difficulté se réduit donc à ce seul point, de savoir s'il importe, pour l'effet que doit produire le paiement fait au trésor, que ce paiement ait été fait par le sieur Moissonnier lui-même de ses propres deniers, ou des deniers qui lui étaient dus par les fermiers du sieur Descorailles, et dont il était créancier délégataire. Or, la question, réduite à ces termes, ne laisse plus à résoudre qu'une véritable subtilité, également en opposition avec le texte et l'esprit de la loi.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur la fin de non-recevoir: — Attendu que l'audience avait été dénoncée avant l'expiration du délai; et que par ce fait, la dame Descorailles n'avait pu être forcée de contredire;

Statuant sur le fond: — Attendu que les fermiers ont payé l'impôt à la décharge du propriétaire; qu'ainsi Moissonnier ne peut réclamer la subrogation légale que l'art. 1254 d'accorde qu'à celui qui, étant lui-même créancier, paie un autre créancier, et qui, comme le dit l'arrêt attaqué, paie de *sua pecunia*; — Rejette, etc.

Du 15 juin 1820. — Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lasaudade.

1^o JURÉS. — PARENTÉ — NULLITÉ.2^o NON BIS IN IDEM. — ORDONN. DE NON LIEU.

1^o La parenté existant entre l'accusé et l'un des jurés n'est pas une cause de nullité qui puisse donner ouverture à cassation (1).

2^o La disposition de l'art. 360 du Code d'inst. crim. qui veut que toute personne acquittée légalement ne puisse être remise en jugement pour le même fait, n'est pas applicable au

(1) V. conf., Cass. 10 oct. 1817.

cas d'une ordonnance de la chambre du conseil ou d'un arrêt de la chambre d'accusation portant qu'il n'y a lieu à suivre contre le prévenu. Les poursuites dans ce cas peuvent toujours être reprises lorsqu'il survient de nouvelles charges (1).

(De Montguyon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen : — Attendu que la loi, dans aucun de ses articles, n'a établi comme incapacité d'être juré, la parenté ou l'alliance avec l'accusé, et qu'elle a d'ailleurs suffisamment pourvu à la sécurité de ce dernier, en lui donnant la faculté de récuser un nombre déterminé de jurés, sans donner les motifs de sa récusation....

Attendu, sur le cinquième moyen, que la disposition de l'art. 360 du Code d'inst. crim., relative à toute personne acquittée légalement, n'est nullement applicable au cas où, soit une ordonnance de chambre du conseil non attaquée par la voie de l'opposition, soit un arrêt de chambre d'accusation, auraient décidé qu'il n'y avait pas lieu à suivre contre un prévenu, et que, dans le cas de cette ordonnance ou de cet arrêt, les poursuites peuvent être reprises s'il survient de nouvelles charges; — Rejette, etc.

Du 15 juin 1820. — Sect. crim. — Prés. M. Barris.

1^{re} COUR D'ASSISES. — PROCÈS-VERBAL. — OMISSION.

2^o JURY. — SERMENT.

1^{re} Les formalités qui ne sont pas déclarées dans le procès-verbal des débats d'une Cour d'assises, sont présumées de droit avoir été omises (Cod. inst. crim., 372.) (2)

2^o Il y a nullité des débats lorsque le procès-verbal ne constate pas que les jurés ont prêté le serment prescrit par la loi. (C. inst. crim., 312.) (Jean Boubier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les formalités qui ne sont pas déclarées dans le procès-verbal des débats, avoir été observées, sont présumées de droit avoir été omises; — Que lors donc que ces formalités sont prescrites par la loi, à peine de nullité, il doit résulter du silence du procès-verbal sur leur observation, un moyen de cassation qui doit entraîner la nullité des débats et de ce qui les a suivis;

Et attendu que le procès-verbal des débats auxquels a été soumis le nommé Jean Boubier, ne constate pas que les jurés aient prêté à leur ouverture le serment exigé, à peine de nullité, par ledit art. 312; — Casse, etc.

Du 15 juin 1820. — Sect. crim.

1^{re} COUR D'ASSISES. — DÉCLARATION INCOMPLÈTE. — DISCOURS SÉDITIEUX.

2^o COUR D'ASSISES. — DÉCLARATION DU JURY. — INTERPRÉTATION.

1^{re} Lorsque sur une question énonçant simultanément le fait d'une offense envers un membre de la famille royale et la circonstance de la publicité, constitutive de la criminalité, le jury répond affirmativement sur le fait principal, et ne fait aucune réponse sur la circonstance, cette déclaration est incomplète et nulle (3).

2^o Les Cours d'assises n'ont pas le droit d'ex-

pliquer et d'interpréter les déclarations des jurés; elles peuvent seulement, lorsque ces déclarations sont incomplètes ou incertaines, ordonner que les jurés rentreront dans leur chambre pour les expliquer ou les compléter (4) (Lacombe.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 40 de la loi du 17 mai 1819, qui punit d'un emprisonnement d'un mois à trois ans, et d'une amende de 100 fr. à 5,000 fr. l'offense envers l'un des membres de la famille royale, par l'un des moyens énoncés en l'art. 1^{er}, c'est-à-dire, par des discours, des cris ou des menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, ou par des écrits, des imprimés, des dessins, des gravures, des peintures, des emblèmes vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publiques, ou par des placards et affiches exposés aux yeux du public; — Vu les art. 403 et 413, du Code d'inst. crim., d'après lesquels la Cour de cassation doit annuler les arrêts et jugements contenant violation des règles de compétence; — Attendu que, par l'arrêt de la Cour royale de Toulouse, chambre d'accusation, du 7 mars dernier, le demandeur a été mis en prévention et renvoyé devant la Cour d'assises du département du Tarn pour un fait d'offenses envers un des membres de la famille royale, par des propos tenus dans un lieu public, fait qui rentrerait dans l'application des art. 1^{er} et 10 de la loi du 17 mai 1819; — Que la question régulièrement présentée aux jurés portait : « Jean-Baptiste Lacombe est-il coupable d'offenses envers un membre, ou envers les membres de la famille royale, par des discours proférés dans un lieu public, le 17 fev. dernier; » — Qu'à cette question, énonçant simultanément le fait principal et la circonstance de la publicité constitutive de la criminalité de ce fait, le jury a répondu : « Oui, l'accusé est coupable d'offenses envers les membres de la famille royale; — Mais que cette réponse affirmative sur le fait principal ne présente aucune décision sur la circonstance de la publicité; — Que cette réponse n'est pas non plus conçue en termes généraux et indéfinis, pouvant se référer à l'ensemble de la question, mais qu'au contraire, en s'expliquant affirmativement sur le fait d'offenses, elle reste entièrement muette sur la circonstance; — Qu'ainsi, ne prononçant pas sur l'ensemble et la totalité de la question, elle est restée incomplète et insuffisante; — Que dès lors la Cour d'assises du Tarn aurait dû renvoyer les jurés dans leur chambre pour donner une déclaration expresse sur la circonstance, comme ils l'avaient donnée sur le fait; — Mais qu'au contraire cette Cour d'assises a interprété la déclaration du jury pour en faire résulter, sur la circonstance de la publicité, une réponse affirmative qui n'y était pas énoncée; — Qu'en se permettant cette mesure d'interprétation, elle a commis un excès de pouvoir et violé les règles de sa compétence;

Qu'en effet, les Cours d'assises ont bien reçu de la loi le pouvoir de prononcer la peine sur les faits et les circonstances reconnus et déclarés par le jury, mais qu'elles n'ont point celui d'expliquer ou d'interpréter la déclaration des jurés; qu'aux jurés seuls appartient le droit de décider les faits; qu'à eux seuls appartient donc le droit d'inter-

(1) Sic, Carnot, Instr. crim., t. 2, p. 282; Le-graverend, t. 1, ch. 11; Mengin, de l'action publique, t. 2, p. 312. — V. aussi Cass. 14 mai 1829.

(2) Le principe est constant, mais pour que l'omission puisse donner ouverture à cassation, il faut que la formalité omise soit substantielle ou prescrite à peine de nullité. — V. dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 16 juin 1820; 20 sept.

1828; 9 avril 1829. — V. aussi sur le principe général, Cass. 3 pluv. an 5; 30 juill. 1812; 16 juin 1814; 16 mars 1815, etc.

(3) V. conf., Cass. 17 brum. an 8, et 21 mai 1812, et les notes. V. aussi de Gratier, Commentaire des lois de la Presse, t. 1, p. 167.

(4) V. conf., Cass. 21 août 1817, et la note; 20 janv. et 25 mai 1820.

prêter leurs déclarations sur ces faits, lorsqu'elles présentent quelque incertitude et qu'elles ne les décident pas d'une manière formelle; — Que, dans ce cas, les Cours d'assises doivent ordonner qu'ils rentreront dans leur chambre pour compléter leur déclaration ou pour les renvoyer dans des termes qui ne prêtent à aucun doute pour l'application de la loi pénale, sur laquelle il est dans les attributions de ces Cours de prononcer; — Qu'il y a donc eu, dans l'espèce, de la part de la Cour d'assises du Tarn, violation des règles de sa compétence et usurpation du pouvoir des jurés;

Mais, attendu que le jury a prononcé affirmativement sur le fait principal de la prévention, celui de l'offense envers les membres de la famille royale; — Qu'il ne s'est nullement expliqué sur la circonstance de publicité constitutive de la criminalité de ce fait; — Que la prévention établie par l'arrêt de renvoi subsiste par conséquent intégralement, ce qui nécessite le renvoi devant une autre Cour d'assises pour être statué sur la totalité de la prévention; — Casse, etc.

Du 15 juin 1820. — Sect. crim. — Prés. M. Barris.

COUR D'ASSISES. — DÉCLARATION DU JURY. — FAIT NOUVEAU. — DÉBATS (REOUVERTURE DES). — QUESTION AU JURY.

Lorsque le jury a prononcé, par une déclaration claire et complète, sur toutes les questions qui lui étaient soumises, cette déclaration est irrévocable et ne peut plus être ni restreinte ni étendue, à moins qu'il ne survienne, avant que la Cour d'assises ne soit dessaisie de l'infraction, des faits nouveaux qui doivent modifier ceux des débats.

Dans le cas où, après la lecture de la déclaration du jury, et avant que la Cour d'assises ait prononcé, il est découvert quelque fait nouveau, de nature à influencer sur la preuve des faits de l'accusation ou sur l'application de la peine, la Cour d'assises peut annuler la clôture des débats, ouvrir un nouveau débat, sur ce fait, et poser de nouvelles questions sur les faits de l'accusation, en suivant toutes les formes prescrites par la loi (1).

Mais la Cour d'assises ne peut, après que la déclaration du jury a été lue, poser une question supplétive sur un fait connu dans les débats et omis dans les questions : les pouvoirs du jury sont épuisés sur tous les faits sortis des débats. (Cod. d'inst. crim., 348 et 350.)

(1) Cette décision est remarquable. La Cour de cassation sort ici des dispositions du Code; elle introduit, par sa seule autorité, une exception non prévue par la loi, aux règles de la procédure. Mais, il faut le reconnaître, cette exception est commandée par la nature des choses, elle est justifiée par les intérêts sacrés de la justice et des accusés. En effet, la Cour d'assises devrait-elle donc faire abstraction du fait nouveau dont la gravité modifierait l'accusation, parce qu'il ne serait connu qu'après la déclaration du jury? Les formes ont été établies pour protéger la fond et non pour la fausser. Il est évident que la révélation d'un fait qui ébranle les bases de la déclaration du jury, doit annuler cette déclaration, tant que la Cour d'assises est encore saisie de l'affaire, tant qu'elle conserve la puissance de compléter les débats. Quels motifs s'opposeraient à cette instruction nouvelle? Le respect pour la déclaration du jury; mais cette déclaration se trouve incomplète; elle n'est pas détruite; les jurés sont seulement appelés à délibérer de nouveau. Objectera-t-on que cette déclaration était claire et complète sur les faits de l'accusation? Mais ces faits en se modifiant exigent de nouvelles questions, une

(Intérêt de la loi — Alexis Vieille.) — ARRÊT.

LA COUR; — Statuant sur le réquisitoire du procureur général en la Cour, tendant à l'annulation de la décision de la Cour d'assises du département du Doubs, qui, dans le procès instruit contre Jean-Alexis Vieille et autres, pour crime de fausse monnaie, a ordonné, après lecture de la déclaration du jury, et après que cette Cour s'était retirée en la chambre du conseil pour délibérer sur l'application de la loi pénale, qu'il serait soumis au jury une nouvelle question sur un fait modificatif de la peine en faveur dudit Vieille, sur lequel fait il y avait eu omission dans la position des questions, quoiqu'il eût été connu par les débats; et encore de l'arrêt par lequel cette Cour, d'après cette nouvelle déclaration, faisant audit Vieille l'application du bénéfice de la disposition de l'art. 138 du Code pen., l'a condamné seulement, le 5 mars 1820, à demeurer toute sa vie à la surveillance de la haute police. — Vu l'art. 442 du Code d'inst. crim., qui autorise le procureur général à faire ledit réquisitoire. — Vu aussi les art. 408 et 416 du même Code, d'après lesquels la Cour de cassation doit annuler les arrêts qui violent les règles de compétence; — Attendu que, lorsqu'une déclaration du jury a été rendue sur les questions qui lui ont été soumises d'après les débats, et qu'elle a été affirmée et lue par son chef, qu'elle est claire et n'a pas besoin d'interprétation, qu'elle a prononcé sur tous les faits des questions et sur leurs circonstances, cette déclaration, s'il ne survient pas, avant que la Cour d'assises soit dessaisie de l'affaire, des faits nouveaux qui doivent modifier ceux des débats, et qui, y ayant été ignorés, n'ont pu être la matière des questions, est irrévocable, qu'elle a consommé le pouvoir des jurés, et qu'elle ne peut plus être restreinte ni étendue; — Que, dans le cas seulement où après lecture de la déclaration, mais avant que la Cour d'assises y ait prononcé pour l'application de la loi pénale, il serait découvert quelque nouveau fait qui n'eût pas été connu par les débats, et qui néanmoins paraîtrait de nature à devoir exercer de l'influence sur la preuve des faits de l'accusation, ou sur la peine qu'ils doivent faire encourir, il appartiendrait à la Cour d'assises, qui n'a pas encore épuisé ses pouvoirs, de juger si cette influence est réelle, ou si elle n'est qu'une vaine alléguation; que, si elle décidait que cette influence est réelle, elle devrait annuler la clôture des débats, et ce qui les a suivis, à l'égard des accusés dont le sort est inté-

déclaration nouvelle. Dirait-on que les pouvoirs des jurés sont épuisés? Mais leur mission est de juger les faits de l'accusation, elle s'étend donc à toutes les modifications de ces faits; tant qu'ils sont là, en présence de la Cour d'assises, sur leurs sièges de juges, partie intégrante de la Cour, leur mission n'est pas terminée; les faits nouveaux appellent leur délibération par cela seul qu'ils s'échappent aux premiers, qu'ils en altèrent le caractère. Et quella serait donc la tâche de la Cour d'assises? Renverrait-elle à une autre session? Elle ne la pourrait pas : les jurés ne se sont point trompés au fond, aucune erreur ne leur est imputable, l'art. 352 est inapplicable. La Cour devrait donc appliquer les peines légales à des faits dont elle connaîtrait l'erreur ou la fausseté; il est impossible d'admettre cette conséquence par simple respect pour quelques formes. Le jugement n'est pas encore rendu; des faits nouveaux se révèlent et modifient le caractère de l'accusation; il est naturel et raisonnable de rouvrir les débats et d'apprécier la mesure de l'influence de ces faits sur les premiers. La loi n'a point prévu cette mesure, mais elle ne s'oppose point à ce qu'elle soit prise, et la justice ne peut qu'y applaudir.

renné à la prene et à la déclaration du c^{te} fait nouveau, et ouvrir avec eux un nouveau débat sur ce fait; que, sur ce nouveau débat, le président devrait faire un nouveau résumé, et poser ensuite de nouvelles questions relativement auxdits accusés, soit d'après les faits de l'acte d'accusation, soit d'après les différens débats qui auraient eu lieu; que les jurés qui avaient perdu tout caractère pour donner une nouvelle déclaration sur les faits du débat, considérés isolément, auraient encore qualité pour répondre sur ces mêmes faits dans leur réunion avec le fait nouveau qui, dans sa combinaison avec eux, pourrait en détruire la preuve ou la criminalité, ou modifier le peine qu'ils auraient pu entraîner; — Et attendu que, dans l'espèce, les débats sur lesquels les questions avaient été posées vis-à-vis de tous les accusés, avaient fait connaître le fait qui pouvait donner à Vieille, l'un d'entre eux, le droit de se prévaloir de la disposition de l'art. 138 du Code pén.; — Que, cependant, aucune question sur ce fait n'avait été posée ni réclamée; — Qu'après la lecture à l'audience de la déclaration du jury sur ces questions, il ne pouvait être suppléé à cette omission: que les pouvoirs des jurés étaient, en effet, épuisés sur tous les faits et toutes les circonstances qui étaient sortis des débats; — Que, néanmoins, la Cour d'assises du Doubs, après la déclaration du jury, et après qu'elle s'était retirée dans la chambre du conseil, pour délibérer sur l'application de la loi pénale, a repris séance pour ordonner qu'il serait fait une nouvelle position de question sur ledit fait; qu'il serait, en conséquence, demandé aux jurés si ledit Vieille avait par ses révélations procuré l'arrestation d'un ou de plusieurs complices; — Que la question a été, en effet, posée par le président; que les jurés y ont délibéré, et que, sur leur réponse affirmative, la Cour d'assises, par son arrêt du 5 mars 1820, n'a prononcé contre ledit Vieille que la mise en surveillance pendant sa vie, sous l'autorité de la haute police; — Que, dans la décision de la Cour d'assises, la position de la nouvelle question et la nouvelle déclaration du jury, il y a eu violation des règles de compétence et excès de pouvoir; — Quo, par suite, l'arrêt de la Cour d'assises, qui n'a pas prononcé sur l'application de la loi pénale, d'après la première déclaration du jury, qui avait reconnu Vieille coupable d'avoir participé, à différentes époques, à l'émission et exposition de pièces d'or fausses, et d'avoir, avec connaissance, aidé et assisté des auteurs du crime de contrefaçon de monnaie de billon ayant cours légal en France, dans les faits qui avaient préparé, facilité ou consommé le crime, a violé les art. 60, 132 et 133 du Code pén.; — Casse dans l'intérêt de la loi, etc.

Du 10 juin 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Barris.

PREScription. — COUPE D'ARBRE. — APPEL CORRECTIONNEL.

Du 18 juil. 1820 (*Aff. Leguen*). — V. cet arrêt à la date du 8 du même mois.

1^{re} COMMUNE. — ARBITRES FORCÉS. — COMPÉTENCE.

2^{de} ACTION DOMANIALE. — AGENT NATIONAL DE DISTRICT.

3^{de} ACQUISITION. — PAIEMENT.

1^{re} La loi du 10 juin 1793, qui voulait que les

contestations des communes entre elles, et des communes avec des particuliers, fussent décidées par des arbitres forcés, n'a pu s'appliquer à une contestation existante entre un particulier et l'Etat aux droits d'un émigré. (L. du 10 juin 1793, sect. 5, art. 3, 4 et 5.)

2^{de} Sous l'empire de la loi du 14 frim. an 2, une signification faite à l'agent national du district, d'un jugement obtenu contre l'Etat en matière de domaines nationaux, n'a pu faire courir des délais contre l'administration supérieure. — La signification a dû être faite ou au procureur général syndic du département, ou, plus tard, au président de l'administration centrale. (L. du 15-27 mars 1791, art. 14; L. du 14 frim. an 2, art. 5 et 6.) (1)

3^{de} Des paiements faits à l'Etat postérieurement à un jugement qui autorise le remboursement d'un capital, n'emportent acquiescement à ce jugement de la part de l'Etat, qu'autant qu'il est prouvé que les paiements faits l'ont été en exécution du jugement lui-même. (Cod. civ., 1256, 1350 et 1351; Cod. proc. civ., 159.) (2)

(De Reinach — C. Schelcher.)

Le 24 août 1689, Philippe de Reinach de Montreux concéda, à bail emphytéotique, à Jean Schelcher, un corps de bien sis à Tesselheim, moyennant une redevance convenue. On ne sait comment ce bien sortit de la famille Schelcher, ni comment il entra dans les mains du bailleur; il paraît cependant qu'à diverses époques il fut donné à bail simple à divers particuliers, et même à des individus du même nom, et que l'on croit les descendants de Jean Schelcher. — A la révolution, la famille de Reinach émigra. Il paraît que la famille Schelcher, dans la supposition que le bail de 1689 était toujours subsistant, firent poursuivis pour en payer la redevance de l'année 1792. Ils demandèrent alors à l'administration centrale du département du Haut-Rhin, d'être admis à rembourser le capital, et ils y furent autorisés par un arrêté du 4 brum. de l'an 2; ils commencèrent même à faire des paiements à cet effet; mais il paraît aussi qu'ils les suspendirent pour tenter des poursuites judiciaires; et pour obtenir, par la voie de l'arbitrage, vis-à-vis de l'agent national, la remise des biens composant l'emphytéose.

Par arrêté du 12 vent. an 2, ils furent autorisés à se pourvoir conformément à la loi du 10 juin 1793. Cette loi, relative au mode de partage des biens communaux, indique la voie des arbitres forcés, pour décider les contestations qui pourraient s'élever entre les communes copartageantes.

Le 26 flor. suivant, nomination de quatre arbitres, dont deux pour l'agent national du district. — Le 18 therm., premier jugement arbitral, qui constate que l'agent national soutint que cette contestation n'est pas de nature à être jugée par arbitres, et avoua de la part des arbitres eux-mêmes de la vérité de cette prétention; mais ils supposent que, cette voie ayant été proposée et acceptée par l'administration, tant que l'arrêté du 12 vent. existait, leur compétence est légalement assurée. Cependant ils ordonnent un sursis jusqu'au 8 fruct., pour que l'agent puisse se pourvoir en révocation dudit arrêté.

Le 5 fruct. intervint un arrêté révoquant; mais, comme il ne fut pas présenté dans la séance

(1) V. anal. en ce sens. Cass. 19 prair. an 11; 8 pluv. an 13; 9 janv. 1809; 7 août 1811; 19 mai et 27 juil. 1819. — V. aussi Merlin, *Repert.*, v^o *Domaine public*, § 5.

(2) Un acquiescement est assurément la plus puissante fin de non-recevoir que l'on puisse pro-

poser contre l'appel ou le recours en cassation. V. Cass. 4 flor. an 9; 1^{er} mai 1811; 17 déc. 1813. Mais lorsqu'on veut faire résulter l'acquiescement de paiements faits après le jugement, il est évident, ainsi que le décide l'arrêt ci-dessus, et que les auteurs l'enseignent, qu'il faut établir que les paie-

du 8, les arbitres crurent devoir déclarer définitive leur compétence; toutefois, ils s'ajournèrent encore au mois pour prononcer sur le fond, attendu qu'il avait été allégué pour l'agent national que le bail du 24 août 1699 avait été rompu judiciairement, et que la famille de Reinech était rentrée dans les biens par une adjudication; ce qu'ils agissaient de prouver. — A la troisième séance, du 22 brum. an 3, l'arrêt du 5 fruct., qui révoquait celui du 12 vent., fut connu des arbitres; mais ils se crurent liés irrévocablement par leur jugement du 8 fruct., et, passant à la décision du fond, attendu que l'agent national ne rapportait pas la preuve de son allégation sur la rupture judiciaire du bail emphytéotique, ils le condamnerent à se désister, au profit des Schelcher, du domaine utile de tous les biens qui composent l'emphytéose de 1699.

Ces jugemens, après avoir été signifiés à l'agent national du district en son bureau, ont été revêtus de la formule exécutoire, et alors les héritiers Schelcher ont cru pouvoir continuer et achever le paiement de capitaux, arrérages, prorata et droits de mutation, entre les mains du receveur désigné par l'arrêt du 4 brum. de l'an 2. Les dernières quittances sont de l'an 7.

La famille Reinech, après son amnistie, ayant cherché à rentrer dans les biens compris dans l'emphytéose de 1699, les héritiers Schelcher lui ont opposé les jugemens arbitraux des 18 therm., 8 fruct., an 2 et 22 brum. an 3, les actes administratifs qui avaient autorisé le rachat de la rente et les quittances qui prouvaient que ce rachat avait effectivement eu lieu.

C'est en cet état que les héritiers Reinech se sont pourvus en cassation des trois jugemens arbitraux dont il vient d'être rendu compte. — M. l'avocat général Joridé a conclu à la cassation.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu la loi du 18 juin 1793; celles des 15 et 27 mars 1791 et celle du 14 frim. an 2 (4 déc. 1793); — S'étant d'abord sur les fins de non-recevoir, attendu, sur la première, que quand on pourrait supposer que l'arrêt de l'administration du 12 vent. an 2, eût autorisé les défendeurs à procéder contre l'agent national du district, il n'en résulterait pas moins que les jugemens obtenus contre cet agent ne pouvaient faire courir le délai du pourvoi, et, par suite, élever une fin de non-recevoir contre l'administration supérieure, qu'autant que la signification lui en aurait été faite dans la personne de son président, ou à son domicile, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce, ou toutes les significations ont été faites au seul agent national du district;

Attendu, sur la seconde fin de non-recevoir, que rien ne constate que les paiements allégués par les défendeurs aient eu lieu en exécution des jugemens arbitraux, ni qu'ils aient été connus de l'administration départementale; que tout indique, au contraire, qu'ils ne sont le suite de l'arrêt précédemment obtenu de l'administration,

mais ont été effectués en exécution du jugement lui-même, et non pas seulement en vertu du titre, sans nulle considération de ce jugement. F. Carré et son annotateur Chauveau, *Lois de la proc.*, q. 664.

(1) La Cour de Colmar a néanmoins jugé, le 12 août 1814, que la mort d'un militaire absent depuis longues années, n'était pas suffisamment prouvée, même par des actes de notoriété constatant qu'il avait eu une jambe empiétée dans une bataille, et qu'il avait été reçu dans les ambulances, quoiqu'à la suite de cet accident il se fût écoulé un long espace de temps sans nouvelles. La Cour de Colmar ajoute que, dans ce cas, les actes de notoriété

le 4 brum. an 2, portant autorisation de racheter le prétendu canon emphytéotique; que l'exécution d'un pareil arrêt, antérieur aux jugemens attaqués, ne saurait dès lors être considérée comme un acquiescement à ces mêmes jugemens, ni élever une fin de non-recevoir contre le pourvoi dirigé contre eux. — La Cour rejette les fins de non-recevoir;

Attendu, au fond, que la contestation sur laquelle il a été statué par les jugemens arbitraux, n'était pas comprise dans celle dont la loi du 10 juin 1793 attribuait la connaissance à des arbitres forcés; que les arbitres eux-mêmes l'ont formellement reconnu, et que l'arrêt de l'administration du 5 fruct., qui révoquait celui du 12 vent. précédent, ayant été connu d'eux avant le jugement définitif, ils n'avaient plus de motifs fondés pour en retenir la connaissance; qu'ainsi les arbitres ont fait une fautive application de la loi du 10 juin, commis un excès de pouvoir, et, par une suite nécessaire, expressément contravenue aux lois qui régissent la compétence des tribunaux; — Casse, etc.

Du 20 juin 1830. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson.

1^o ACTE DE L'ÉTAT CIVIL. — MILITAIRE. — DÉCÈS.

2^o HÉRITIERS — SOLIDARITÉ.

1^o La preuve du décès d'un militaire absent peut-elle être faite en justice (incidence à une demande formée contre les héritiers présumptifs de ce militaire), autrement que par un acte de l'état civil, en la forme voulue par l'art. 96 du Code civil, ou par un jugement? — Arg. aff.

Le tribunal saisi de la demande principale peut-il déclarer que la preuve du décès résulte suffisamment, soit de l'attestation d'un certain nombre de témoins pris parmi les officiers et soldats du régiment, soit de la déclaration écrite émanée de l'un des héritiers? (Cod. civ., 96, et L. du 16 janv. 1817, art. 7.) — Arg. aff. (1)

2^o Lorsqu'il est reconnu en fait que les héritiers d'un militaire absent, ou prétendu décédé, ont appréhendé sa succession, ces mêmes héritiers peuvent être condamnés au paiement des dettes de la succession, non solidairement mais conjointement, et chacun dans la proportion de la part qu'il prend dans la succession. (Cod. civ., 870 et 1202.) (2)

(Héritiers Lefort — C. Vailet.)

Jean-Louis Lefort, maréchal-des-logis au 4^e régiment des chasseurs à cheval, souscrit les 23 avril et 17 mai 1808, au Fort-de-France, Ile de la Martinique, deux billets, l'un de 72 livres tournois, l'autre de 353 livres 10 sous, au profit et à l'ordre d'un sieur Laigault qui les passa à l'ordre du sieur Vailet. — Au pied de ces deux effets, un lieutenant du même régiment de chasseurs déclara que le signataire était mort dans l'île le 25 du mois de mai 1808. — Le 16 août 1811, le même fait fut attesté par d'autres mili-

étaient regardés uniquement comme dernières nouvelles, et donnaient lieu à l'envel en possession des héritiers présumptifs à cette époque. F. l'arrêt à sa date et la note. Les motifs de l'arrêt ci-dessus rapprochés de cette dernière décision indiquent que ces deux décisions ne sont pas contraires; car la Cour de cassation, dans l'espèce ci-dessus, sans décider que la preuve du décès résultait des attestations qui étaient produites, s'est bornée à déclarer que les héritiers présumptifs avaient pu être condamnés à payer les dettes d'une succession qu'ils avaient appréhendée à ce titre.

(2) F. en ce sens, Cass. 3 août 1792, et la note. F. aussi Colmar, 23 nov. 1810.

taires du régiment et par un certificat du conseil d'administration qui reconnut les signatures des attestans, et déclara que le fait résultait aussi des contrôles et registres du régiment. — Enfin le sieur Vallet s'étant adressé à la famille de Jean-Louis Lefort pour obtenir son paiement des billets dont il était porteur, Silvain Lefort, frère aîné du défunt, lui répondit par une lettre du 25 novembre 1813, que par arrangement de famille, il s'était chargé de payer le montant des deux billets; mais qu'il avait besoin d'un délai moral pour s'acquitter.

Silvain Lefort étant décédé sans avoir rempli sa promesse, le sieur Vallet fit assigner par exploits des 4 et 7 nov., 18 et 12 déc. 1817, la dame Robier sa veuve, tant en son nom que comme tutrice de ses enfans mineurs, ainsi que François et Marie Lefort, frère et sœur de Louis Lefort, à comparaître devant le tribunal de la Châtre, pour se voir condamner, comme héritiers de Louis Lefort, à payer le montant des deux billets.

Les héritiers Lefort, sans nier le décès de Louis Lefort et le partage de ses biens, se bornèrent à soutenir qu'il était censé vivant, tant qu'il n'était pas légalement justifié de sa mort.

Vallet répondit que le décès de Louis Lefort était suffisamment prouvé par les lettres et attestations ci-dessus énoncées; que, d'ailleurs, les héritiers Lefort avaient fait entre eux le partage de la succession, ainsi qu'il résultait de la lettre de sen Lefort aîné. Il offrait en outre de prouver le fait, s'il était révoqué en doute.

Par un premier jugement en dernier ressort, rendu le 25 janvier 1818, le tribunal de la Châtre, sans s'arrêter à l'exception prise de ce que le décès n'était pas légalement justifié, considéra qu'il l'était suffisamment; que même il avait été reconnu par Lefort aîné; en conséquence il ordonna que les parties plaideraient au fond.

La cause portée à l'audience du 9 février suivant, un second jugement du même jour condamna solidairement les héritiers Lefort à payer au sieur Vallet le montant des deux effets. — Les motifs de ce jugement furent : « que les écrits font foi de leur contenu jusqu'à leur dénégation et la preuve contraire de ce qu'ils énoncent; que dans l'espèce, les deux billets représentés par le demandeur sous les dates des 23 avril et 17 mai 1808, n'étant pas contestés pour être approuvés et signés par Louis Lefort, frère et beau-frère des défendeurs, ils font preuve suffisante des obligations y énoncées; qu'étant de principe que les héritiers sont tenus des charges de la succession du défunt, et n'étant pas contesté que les défendeurs ont appréhendé la succession dudit Louis Lefort, souscripteur et débiteur desdits billets, il s'ensuit que la demande en paiement desdits billets se trouve bien fondée. »

POURVOI en cassation par les héritiers Lefort, contre les deux jugemens du tribunal de la Châtre. Ils proposent deux moyens.

Premier moyen : violation des art. 96 du Code civ. et 7 de la loi du 13 janv. 1817, suivant lesquels le décès des militaires absens doit être prouvé par actes de l'état civil ou par un jugement. — L'article 96 du Code civ. porte, quant aux actes de l'état civil, des militaires hors du territoire du royaume, que « les actes de décès seront dressés dans chaque corps, par le quartier-maître; et pour les officiers sans troupe et les employés, par l'inspecteur aux revues de l'armée, sur l'attestation de trois témoins; et l'extrait de ces registres sera envoyé dans les dix jours, à l'officier de l'état civil du dernier domicile du défunt. » L'article 7 de la loi du 13 janv. 1817, autorise encore la preuve du décès ou de l'absence des militaires par la représentation d'un jugement

déclaratif de ce décès ou de cette absence. — Or, dans l'espèce, disaient les demandeurs, aucun acte de décès de Louis Lefort, ni aucun jugement rendu conformément aux dispositions de la loi du 13 janvier 1817, n'a été représenté. — Il est même certain, en fait, que le quartier-maître du 4^e régiment de chasseurs à cheval n'était pas à la Martinique en 1808; ainsi il est impossible d'admettre l'idée, dans l'espèce, d'un acte de décès conforme à la loi. — C'était donc le cas de faire déclarer ce décès par un jugement. Le tribunal de la Châtre en tenant pour suffisamment justifié le décès de Louis Lefort, par des certificats et attestations dépourvus de tout caractère légal, a donc violé la loi.

Deuxième moyen : contravention à l'article 1302 du Code civ., portant que la solidarité ne se présume pas, qu'elle doit être stipulée, en ce que le second jugement du 9 février 1818 avait condamné les héritiers Lefort solidairement au paiement des deux billets, quoiqu'ils ne fussent obligés par aucune espèce de solidarité, mais bien seulement conjointement et en raison de la part individuelle que chacun d'eux avait à prendre dans la succession du défunt.

Sur le premier moyen, le sieur Vallet, défendeur à la cassation, a répondu que les articles 96 du Code civ. et 7 de la loi du 13 janv. 1817, ne défendaient point de prouver le décès des militaires autrement que par des actes de l'état civil ou par des jugemens; que dans l'espèce, l'acte de décès de Louis Lefort avait été dressé et délivré par le conseil même d'administration du 4^e régiment de chasseurs à cheval, sur l'attestation, non-seulement de trois témoins, mais de cinq; que le vau de l'art. 96 du Code civ. avait donc été rempli par cette attestation et par la déclaration du conseil d'administration du 16 août 1811; que ce que le quartier-maître ou l'inspecteur aux revues du régiment aurait pu faire légalement, le conseil d'administration avait pu à fortiori le faire légalement aussi. — Quant à l'application de la loi du 13 janv. 1817, le défendeur ajoutait, que s'il était possible de lui donner un effet rétroactif, elle détruirait tous les systèmes des demandeurs et les rendrait non recevables et mal fondés à opposer l'exception tirée du défaut de preuve légale du décès de Louis Lefort; qu'en effet, l'art. 11 de cette loi porte : « Si les héritiers présomptifs ou l'épouse négligent d'user du bénéfice de la présente loi, les créanciers ou autres personnes intéressées pourront, un mois après l'interpellation qu'ils seront tenus de leur faire signifier, se pourvoir eux-mêmes en déclaration d'absence ou de décès. » — Or, l'interpellation voulue par cet article a été faite aux héritiers Lefort par un acte du 16 janv. 1818, où le sieur Vallet « les a sommés de lui signifier s'ils persistent dans les conclusions qu'ils ont signifiées et qui tendent au renvoi de la demande, fondé sur ce que Louis Lefort n'est pas décédé. » — Le sieur Vallet a donc pu se pourvoir, après cette interpellation, en déclaration du décès de Louis Lefort, et le tribunal de la Châtre a donc pu déclarer que le décès était effectivement arrivé. — En droit, cette déclaration est conforme à la loi; — En fait, elle est inattaquable et hors du domaine de la Cour régulatrice; sans ce double rapport, il faut donc écarter le premier moyen de cassation.

Quant au deuxième moyen relatif à la condamnation solidaire, le sieur Vallet est convenu qu'il était fondé, et il a déclaré qu'il renonçait à justifier sur ce point le jugement dénoncé, espérant que, moyennant cette concession, la Cour jugerait inutile de renvoyer les parties devant un autre tribunal pour être fait droit sur ce chef.

ARRÊT (après délibéré.)

LA COUR; — Vu l'article 1202 du Code civ.; — Attendu que, suivant cet article, la solidarité n'a lieu qu'en vertu de la convention des parties ou de la disposition de la loi; que la femme Boissin et consorts n'étaient obligés solidairement à payer le montant des billets dont il s'agit, ni par la loi, ni par la stipulation; que, conséquemment, la disposition du jugement du 9 fév. 1818, qui prononce contre eux la solidarité, viole formellement cet article;

Mais qu'au fond ce jugement décide en fait qu'ils ont appréhendé la succession de Louis Lefort, souscripteur et débiteur desdits billets, et qu'il a pu le décider ainsi d'après les pièces et les circonstances de la cause, sans contrevir à aucune loi; que, par une suite, en les condamnant, comme débiteurs, à payer le montant de ces billets, il n'a fait qu'une juste application des principes, ce qui rend le pourvoi contre le jugement du 26 janv. précédent sans objet et dispense de s'en occuper; — Casse le jugement du 9 fév. 1818, au chef seul qui prononce la solidarité contre la femme Boissin et ses consorts, etc.

Du 20 juin 1820. — Sect. civ. — Pres., M. Brisson

1^o OFFICE. — GREFFIER. — CÉSSION.2^o GREFFIER. — CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE. — EFFET OBLIGATOIRE.

1^o La loi du 28 avril 1810, qui attribue aux greffiers des tribunaux et autres officiers ministériels, la faculté de présenter leurs successeurs à l'agrément du roi, autorise par cela même la vente de leurs offices (1).

2^o La circulaire ministérielle du 21 fév. 1817, qui défend aux greffiers d'élever le prix de cession de leurs offices au delà du revenu de deux années, n'est pas obligatoire pour les tribunaux, à ce point, qu'elle puisse autoriser la résiliation ou réduction d'un traité, fait de bonne foi, mais à un prix plus élevé, entre le précédent titulaire et son successeur. (L. du 28 avril 1816, art. 91; Cod. civ., 1128.) (2) (Lavalley — G. Gainé).

1^{er} mars 1818, traité par lequel le sieur Gainé, greffier en chef du tribunal civil de Meaux, cède et transporte au sieur Lavalley son office de greffier, moyennant la somme de 3500 fr. payables en différents termes. — En exécution de ce traité, le sieur Gainé a présenté le sieur Lavalley, comme son successeur, à l'agrément du roi; et le sieur Lavalley a été nommé par Sa Majesté à la place de greffier en chef du tribunal civil de Meaux.

Le sieur Lavalley exerçait les fonctions de greffier depuis une année, lorsqu'il a refusé tout à coup de payer les arriérés échus du prix stipulé dans son traité. — Il prétend que le sieur Gainé lui a exagéré les produits du greffe, qu'il lui a montré de faux états de situation, d'après lesquels ces produits devaient s'élever à 6000 fr. par an; — Devant le tribunal civil de Meaux, saisi de la

contestation, il demande qu'en tout cas, le prix stipulé dans l'acte du 1^{er} mars 1817, soit réduit à l'équivalent de deux années du revenu du greffe, laux fixés par une circulaire du 21 fév. 1817 de son excellence le garde des sceaux, lequel défend expressément aux greffiers d'élever plus haut le prix de cession de leurs offices.

17 août 1818, jugement qui déclare le sieur Lavalley non recevable dans ses prétentions, et le condamne à exécuter le traité du 1^{er} mars 1817; — Attendu que l'art. 91 de la loi du 28 avr. 1816 a créé en faveur des titulaires qu'il désigne, et du nombre desquels sont les greffiers des tribunaux, le droit de présenter des successeurs à l'agrément de S. M.; — Attendu qu'événant la signature du traité du premier mars 1816, le sieur Lavalley a eu connaissance de la circulaire de S. G. le garde des sceaux, du 21 fév. précédent, qu'il a été reçu par ordonnance du roi, sollicitée par lui, et qu'il exerce depuis plus d'un an les fonctions de greffier; — Attendu que le garde des sceaux, après lequel le sieur Lavalley a réclamé, jugeant que sa circulaire instructive et non prohibitive n'était pas de nature à faire modifier par la voie ministérielle un traité pleinement exécuté, a renvoyé les parties à se pourvoir devant les tribunaux, conformément au droit commun; — Attendu qu'il n'y a eu ni manœuvres ni artifices, employés par le sieur Gainé pour tromper le sieur Lavalley; que le sieur Gainé en déclarant, lors de la signature du traité, que le produit du greffe de Meaux était de 6,000 fr., année commune, a ajouté qu'il n'entendait cependant rien garantir à cet égard; que, d'ailleurs, ce produit peut être évalué à cette somme de 6,000 fr., année commune; — Attendu, au surplus, que les choses ne sont pas entières, et que le sieur Lavalley, qui s'est fait recevoir, et qui a déclaré formellement vouloir profiter de son traité et conserver le greffe, doit remplir ses engagements.

Appel par le sieur Lavalley; — Et le 28 janv. 1819, arrêt confirmatif de la Cour royale de Paris.

POURVOI en cassation. — Le premier moyen proposé par le demandeur se divisait en trois branches: — 1^{re} Violation de l'art. 1128 du Code civil, en ce que la Cour royale de Paris, en ordonnant l'exécution du traité du 1^{er} mars 1817, qui avait pour objet la cession d'un office de greffier, a maintenu la vente d'une chose qui n'était pas dans le commerce, et a ainsi ressuscité la vénalité des charges et offices de judicatures, supprimée sans retour par les lois nouvelles; — 2^{de} Violation de l'art. 1509 du Code civil, en ce que l'arrêt dénoncé a déclaré valable la vente de la chose d'autrui, un office de greffier n'étant pas la propriété du titulaire, non plus que les registres, jugements et minutes du greffe, qui ne peuvent appartenir qu'au public ou au tribunal; — 3^e Violation de l'art. 91 de la loi du 28 avr. 1816, qui accorde aux officiers ministériels le simple faculté de présenter leurs successeurs à l'agrément

(1) Ce point est maintenant hors de toute controverse. V. Cass. 28 fév. 1829; 16 fév. 1831 (Volume 1831); Bruxelles, 24 janv. 1807, et les notes. V. aussi Duvergier, de la Vente, t. 1, n. 208; Trop-Long, *op. cit.*, n. 220. Mais la loi jugée, avant la loi du 28 avril 1816, qu'un acte portant expressément vente du titre d'huissier est nul et sans effet, encore qu'il soit allégué que les parties n'ont eu l'intention que de traiter sur la chancellerie. F. Paris, 12 oct. 1815, et la note. V. encore dans le même sens, Paris, 11 fév. 1813; Bordeaux, 27 janv. 1816, et les notes. — Au surplus, sur les effets de la loi du 28 avril 1816, en ce qui concerne le droit de transmission des offices; V. nos observations à la suite d'un arrêt de la Cour royale de Bordeaux du 7 mai 1834

(2) La circulaire ministérielle du 21 fév. 1817 a posé des bases dont on s'écarte tous les jours, et d'après les auteurs, comme d'après l'arrêt ci-dessus, cette circulaire n'a pas un caractère obligatoire pour les tribunaux. « Si le prix d'une vente d'office, dit M. Duvergier, de la Vente, t. 1, n. 208, paraissait excessif, le roi refuserait sans doute d'agréer le successeur, et par là empêcherait l'exécution du traité; mais le candidat étant une fois accepté, il ne pourrait demander aux tribunaux ni la résolution de la vente, sous prétexte de l'exagération du prix, ni même la diminution du prix. »

ment du roi, en ce qu'il résulte de l'arrêt dénoncé, que ces mêmes officiers ministériels auraient le droit de transmettre eux-mêmes directement leurs charges ou offices, et d'en traiter avec leurs successeurs, ce qu'aucune loi n'autorise jusqu'à présent.

Le deuxième moyen de cassation proposé par le demandeur était pris de la contravention à la circulaire ministérielle du 21 fév. 1817. — S. Ex. le garde des sceaux défend, par cette circulaire, aux greffiers, d'élever le prix de leurs charges au delà du revenu du greffe, pendant deux ans. L'arrêt dénoncé et les juges de première instance devaient donc réduire, d'après cette base, le prix stipulé dans l'acte de cession du 1^{er} mars 1817. A la vérité, la circulaire ministérielle dont il s'agit ne pouvait être considérée comme ayant force de loi générale; mais elle avait force de loi en particulier, pour les subordonnés du ministère de la justice, par conséquent pour tous les greffiers des tribunaux; elle devait donc être exécutée à leur égard.

Un troisième et dernier moyen de cassation résultait, selon le demandeur, d'une prétendue violation de l'art. 1116 du Code civil, en ce que la Cour royale de Paris n'aurait pas annulé le traité du 1^{er} mars 1817, pour cause de dol et de fraude.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 91 de la loi du 28 avr. 1816; — Attendu, 1^o que cet article attribue aux greffiers des tribunaux et aux autres officiers ministériels, la faculté de présenter des successeurs à l'agrément du roi, comme un dédommagement du supplément de cautionnement exigé d'eux; que, par une conséquence naturelle, cette disposition autorise les arrangements ou conventions nécessaires pour l'exercice de cette faculté; qu'ainsi le sieur Gainé, pourvu du titre de greffier près le tribunal de première instance de Meaux, a pu traiter valablement avec le sieur Lavalley, pour le présenter, comme son successeur, à l'agrément de Sa Majesté; — Attendu, 2^o que le sieur Lavalley a traité, en parfaite connaissance de cause, pour le prix de 30,500 fr.; qu'il a été nommé par le roi aux fonctions de greffier du tribunal de Meaux; qu'il les a exercées et les exerce encore; qu'il a exécuté son engagement envers son prédécesseur, par le paiement de la moitié du prix convenu; — Que la circulaire de monseigneur le garde des sceaux, du 21 fév. 1817, instructive et non prohibitive, ne pouvait autoriser la résiliation ou la réduction d'un traité fait de bonne foi, et exécuté en partie de part et d'autre; que d'ailleurs, la circulaire citée ne saurait être obligatoire pour les tribunaux; — Attendu, 3^o qu'il a été reconnu, en première instance et en appel, qu'il n'y avait eu, de la part du sieur Gainé, ni dol ni fraude, lors de la convention par lui formée envers le sieur Lavalley; que le jugement du tribunal de Meaux, du 17 août 1818, a, au contraire, formellement reconnu que les produits du greffe de ce tribunal, produits sur lesquels le sieur Lavalley a prétendu qu'il avait été induit en erreur, sont, année commune, de 6,000 fr., évaluation qui est précisément celle annoncée, d'ailleurs sans garantie, par le sieur Gainé, lors du contrat sous lequel il a été induit en erreur; — Rejette, etc.

Du 20 juin 1820 — Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lasaudade. — Rapp., M. Favard de Langlade. — Concl., M. Joubert, av. gén. — Pl., M. Loiseau.

OCTROI. — RÈGLEMENT MUNICIPAL. — INTERPRÉTATION.

Du 20 juin 1820 (aff. Guichard). — Voy. cet arrêt à la date du 2 du même mois.

BOIS. — MEUBLES. — VENTE. — TRADITION. Les bois, récoltes et fruits sur pied ou pendans par racine, sont réputés meubles, lorsqu'ils sont vendus pour être séparés du sol. — Ainsi, la vente d'une coupe de bois est mobilière; et si cette coupe a été vendue successivement à deux acheteurs, celui auquel la tradition a été faite doit être préféré. — Cette tradition résulte pour la coupe tout entière d'un commencement d'exploitation. (Cod. civ., 520, 521 et 1141.) (1)

(Lambert — C. Saint.)

Le 4 juin 1817, vente par le marquis de Champagne au sieur Lambert, de la coupe de la forêt d'Igny moyennant 40,000 fr. payés comptant. — Le vendeur se réserve dans le contrat la faculté du rachat, jusqu'au 30 nov. suiv. — Le 23 août de la même année, le marquis de Champagne, par un fondé de pouvoirs, vend la même coupe de la forêt d'Igny au sieur Saint. — Cette seconde vente est ratifiée le 28 nov. 1817. — Dès le mois d'octobre précédent, le sieur Saint s'était mis en mesure d'exploiter la coupe qui lui avait été vendue. — Le 21 mars 1818, il en avait déjà abattu une partie sur une surface d'environ treize hectares, lorsque le sieur Lambert, premier acheteur, le fit assigner, pour voir dire, que lui, sieur Lambert, serait maintenu dans la propriété de la coupe de bois dont il s'agit, attendu que le marquis de Champagne n'avait pas exercé dans le délai convenu, la faculté de rachat qu'il s'était réservée. — Le sieur Saint défend à cette demande, et soutient que bien que postérieur en titre au sieur Lambert, il n'en doit pas moins être maintenu dans la propriété de la coupe de bois de la forêt d'Igny, attendu qu'il s'agit de la vente d'une chose mobilière, et qu'il a été le premier mis en possession, ce qui résulte évidemment de l'exploitation commencée, de l'établissement à ses frais d'un garde-vente et du paiement des impositions. Le sieur Saint fonde enfin sa défense sur l'art. 1141 du Code civil qui dispose en ces termes : « Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée, et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi. »

Le sieur Lambert répond que la vente dont il s'agit n'est pas mobilière; qu'au contraire, elle est immobilière, puisqu'elle comprend uniquement des arbres encore sur pied, non séparés du sol, et que l'art. 521 du Code civil ne déclare meubles qu'au fur et à mesure qu'ils sont abattus; qu'ainsi la tradition réelle n'était pas nécessaire pour que le premier acheteur devint propriétaire incommutable, et fût préféré à toute autre personne postérieure en titre; que ce n'était donc nullement le cas d'invoquer l'art. 1141 du Code civil, applicable seulement à la vente d'une chose purement mobilière; — Qu'au surplus, et en supposant même que la vente dont il s'agit dût être regardée comme la vente d'une chose mobilière, la prise de possession dont le sieur Saint prétendait se prévaloir, ne pouvait s'étendre qu'à la partie de bois déjà abattue, et que, pour le surplus, à l'égard duquel il n'y avait aucune tradition réelle, la priorité du titre devait seule déterminer la préférence.

(1) V. en ce sens, sur le caractère mobilier des ventes de bois, récoltes et fruits sur pied, Cass. 25 fév. 1812, et nos observations; 24 mai 1815. — V. encore les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 19 juin 1811.

18 août 1818, jugement du tribunal de Gray qui déclare le sieur Lambert non recevable en sa demande, par les motifs ci-après : « Considérant qu'une coupe de bois taillis en usage est un objet purement mobilier, surtout des que le bois a acquis l'âge de l'exploitation; que c'est un fruit qui est meuble par sa nature et sa destination; qu'il reste tel surtout, dès que le propriétaire dispose séparément du fonds; que son immobilisation est une exception à sa nature, et n'a lieu que dans le cas où la propriété de ce fruit est confondue avec celle du sol, dans une même personne et dans une même hérédité; que c'est dans ce cas seulement, où la disposition du sol entraîne celle du fruit, qu'est applicable l'art. 521 du Code; mais si ce fruit est séparé du sol par une disposition du propriétaire, alors la fiction d'immeuble cesse, et le fruit doit être considéré comme un meuble, suivant son état naturel, d'après la définition portée en l'art. 528 du Code, définition qui est applicable à une coupe de bois, ainsi que le décide la Cour de cassation dans ses arrêts des 5 octobre 1813 et 21 mai 1815; — Que ces termes *purement mobiliers*, dont se sert le législateur dans l'art. 1141, ne sont usés que par opposition à un cas où un objet mobilier, par sa nature, devrait être considéré comme immeuble par accession ou par destination, comme il en serait des fruits qui, n'étant séparés du sol, ni par une disposition de propriété, ni physiquement, sont censés suivre le sort du principal; il est certain alors que l'art. 1141 ne serait pas applicable à ces fruits à l'égard d'une disposition qui ne comprendrait que le sol, et qui consommerait le sol et les fruits, par ce principe *accessorium sequitur principale*; mais, lorsque deux propriétés sont séparées, les objets deviennent distincts, chacun d'eux est principal, et suit, dans la disposition qui en est faite, les règles et les effets qui lui sont propres; qu'ainsi la propriété du bois taillis, ainsi séparée de celle du sol, en a rendu la coupe absolument et purement meuble; d'où il suit que déjà cet objet, vendu à M. Saint, à la première qualité qu'il invoque; — Considérant qu'une vente de meubles surtout n'a véritablement d'effet, à l'égard des tiers, que par la délivrance qui en est faite ou par l'occupation de la chose vendue par l'acquéreur; c'est ce qui résulte de l'article invoqué et des articles 1696 et 2279; mais que ces deux circonstances réunies, assurent la propriété irrévocable au détenteur; que c'est surtout à l'égard de ces ventes qu'est conservée cette règle du droit romain, *non nudis pactis, sed traditionibus dominia rerum transferuntur*; — Considérant que, par l'acte de vente pure et simple faite au sieur Saint, il y a eu délivrance de la coupe du bois par M. de Champagne, c'est-à-dire, conséquemment donné par celui-ci à ce que l'acquéreur en prenne possession; qu'en effet, il y a eu prise de possession réelle par l'exploitation qui a été commencée par le sieur Saint, par l'établissement d'un garde-vente pour cette coupe, et par le paiement des contributions; que tous ces faits constituent une véritable possession dans le sens de l'art. 1141, de la seule manière qu'elle peut être exercée sur une coupe de bois taillis; qu'il n'est pas nécessaire que la coupe et l'enlèvement du bois soient exécutés, dès lors qu'il y a détention corporelle, sur un objet qui, dans la vente, forme un ensemble, un tout, ou une chose indivisible dans l'intention des parties; qu'ainsi, il n'est pas raisonnable de soutenir que l'effet de cet article ne peut s'appliquer qu'aux arbres qui sont coupés et détachés du sol. »

Appel par le sieur Lambert. — 25 janv. 1819, arrêt de la Cour royale de Besançon qui confirme le jugement de première instance dont il adopte

les motifs, et considérant en outre : « que les différents actes de prise de possession énoncés dans le jugement dont est appel, prouvent la tradition réelle de la totalité des bois vendus, attendu que, d'après l'art. 1220 du Code civil, l'obligation étant toujours indivisible de la part du vendeur, le marquis de Champagne n'aurait pas pu seulement livrer une partie de la forêt. »

POURVOI en cassation par le sieur Lambert, pour violation des art. 520 et 521 du Code civil, et pour fausse application de l'art. 1220 du même Code. — Devant la Cour, le sieur Lambert a modifié le système qu'il avait d'abord soutenu en première instance et en appel; il n'a plus prétendu que la coupe de bois qui lui avait été rendue fût immobilière, en telle sorte qu'il pût revendiquer même la partie de ces bois que le sieur Saint avait fait abattre; il s'est uniquement attaché à prouver, que le sieur Saint n'avait de possession réelle, qu'à l'égard de cette même partie de bois abattue; que pour le surplus, encore sur pied, il ne pouvait en être devenu propriétaire, attendu qu'il ne pouvait y avoir eu de tradition à son profit. — Notre nouveau droit, disait-on, pour lui, a affranchi la transmission des biens de la tradition. Cependant cette tradition est encore nécessaire pour les meubles; l'article 1141 du Code civil renferme, à cet égard, une exception à la règle générale. — Cette exception est d'ailleurs consacrée par l'article 2279 du Code civil, lequel porte, qu'en fait de meubles la possession vaut titre, hors les cas de perte ou de vol. — La raison de cette exception qui devient une règle particulière aux meubles, c'est la facilité qu'ont les choses mobilières d'être aisément déplacées, de circuler et de se dérober au droit de suite, en passant en plusieurs mains avec une grande rapidité. — De là il suit, que cette règle ne doit trouver son application que relativement aux choses auxquelles ses motifs paraissent eux-mêmes pouvoir s'appliquer, c'est-à-dire, aux choses susceptibles de transports et de déplacement, qui peuvent être l'objet d'une tradition réelle et qu'on peut appréhender corporellement. — Or, en est-il ainsi d'une coupe de bois que l'on vend, d'une récolte pendante par racines, des carrières ensevelies dans le sein de la terre, toutes choses que la loi ne répute meubles que fictivement ou par destination?

Evidemment, tant que les arbres ne sont pas abattus, que la récolte n'est pas coupée, et que les pierres ne sont pas détachées de la carrière, tous ces objets restent immeubles dans la réalité, comme le sol dont ils font partie, et auquel ils sont encore inhérents. Tant qu'ils restent dans cet état, ils n'ont pas cette mobilité, cette facilité d'être déplacés qui les dérobe au droit de suite, en les faisant passer d'une main dans une autre; ils ne peuvent donc pas encore être l'objet de la tradition réelle et de la possession corporelle qui attribue ou qui, du moins, fait présumer la propriété en faveur du détenteur. — Pour acquérir cette qualité, il faut qu'ils soient séparés de la terre; c'est alors seulement qu'ils cessent d'être immeubles, ou, pour mieux dire, qu'ils perdent la qualité de meubles par fiction, pour devenir des meubles en réalité; c'est alors enfin qu'ils sont susceptibles d'une possession réelle, d'une circulation rapide, qu'ils échappent au droit de suite, et que tout détenteur en est réputé propriétaire. — De cette observation, il faut conclure qu'une coupe de bois vendue ne devient pas meuble tout entière, par cela seul que quelques pieds d'arbres ont été coupés. Les seuls arbres abattus deviennent meubles; mais tout le reste de la coupe conserve la nature d'immeubles, ou si l'on veut de meubles par fiction ou par destination.

Telle est la conséquence des articles 520 et 521 du Code civil; le premier porte: « Les récoltes pendantes par racines, et les fruits des arbres non encore recueillis, sont immeubles; dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non cueillis, ils sont meubles; si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble. » Enfin l'art. 521 ajoute plus particulièrement pour les bois: « Les coupes ordinaires de bois taillis ou de futaies, mises en coupes réglées, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus. » — C'est ainsi, par une conséquence des mêmes dispositions, que l'art. 1141 du Code civil déclare propriétaire celui qui a été mis en possession le premier, pourvu toutefois que la chose soit purement mobilière et que la possession soit réelle, c'est-à-dire, que la tradition ait pu avoir lieu. — En droit romain, pour que l'acquéreur devienne propriétaire, il fallait la tradition et elle était exigée pour les immeubles, comme elle l'est aujourd'hui pour les meubles. S'il s'agissait de la vente d'une coupe de bois, ou d'une carrière, la propriété de toute la coupe ou de toute la carrière n'était point acquise par la coupe de quelques arbres, ou par l'extraction de quelques pierres; l'acheteur ne devenait propriétaire des pierres et des arbres qu'à mesure qu'il faisait extraire les unes et abattre les autres, et qu'il les séparait ainsi de la terre où ils étaient ainsi attachés; ce n'était que par cette séparation, faite avec la permission du vendeur, que la tradition était opérée et que le domaine était transmis: *Qui saxum mihi eximere de suo permittit donationis causa: VEL ALIO QUOVIA TITULO* (voyez Pothier, *Traité du droit de propriété*, n° 197), *statim, cum lapis exemptus est, meus; sit neque, prohibendo me ecohère, s'fecit ut meus esse desinat; quia quodammodo traditione meus actus est..... Quasi enim traditio videtur facta, cum eximitur domini voluntate. Quod in saxo est, idem erit etiam, si in arbore cava vel dempta acciderit*, L. 6, ff. de donat. — Ce sont encore les mêmes principes et les mêmes règles que notre nouveau droit a consacré en matière de meubles, parce que ces règles et ces principes ont pour fondement la nature des choses. La Cour royale de Besançon a donc violé ouvertement ces principes dans les art. 520 et 521 du Code civil, lorsque, nonobstant son titre postérieur, elle déclare le sieur Saint propriétaire de la majeure partie d'une coupe de bois qui n'a pu être mobilisée, et à l'égard de laquelle il n'a pu y avoir de tradition réelle. — Quant au motif que la Cour royale tire elle-même de l'art. 1220 du Code civil, sur l'indivisibilité de l'obligation entre le créancier et le débiteur, pour accorder au sieur Saint l'entière propriété de la coupe de bois dont une partie seulement pouvait lui être acquise, ce motif repose évidemment sur une fautive application du principe énoncé dans l'art. 1220. La vente, en effet, est indivisible entre le vendeur et l'acheteur, en telle sorte que ni l'un ni l'autre ne peuvent resumer partiellement leur obligation, et qu'ils sont tenus, le premier, à la délivrance de la chose tout entière, le second au paiement de la totalité du prix; mais à l'égard d'un tiers, et, comme dans l'espèce, du droit

d'un autre acheteur, l'art. 1220 reste sans application. Ce tiers ou cet acheteur menacé d'éviction peut évidemment se voir valoir tous les moyens qui tendent à lui conserver, sinon toute la chose, du moins une partie de la chose dont il revendique la propriété.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que les dispositions des art. 520 et 521 du Code civil étant conformes à celles de plusieurs coutumes, et notamment à l'art. 92 de la coutume de Paris, lequel réputait immeubles les bois sur pied, récoltes pendantes par les racines et les fruits attachés aux arbres, ne peuvent recevoir de plus saines applications et interprétations que celles qui résultent de la doctrine presque générale des auteurs les plus estimés et de la jurisprudence, qui avaient restreint l'application de ces dispositions au seul cas où il s'agissait de régler les droits des propriétaires, des usufructuaires ou des héritiers entre eux; — Qu'il s'agit dans la cause de droits de préférence entre deux acheteurs d'une même coupe de bois acquise du même vendeur; que les biens de cette espèce sont meubles ou immeubles par destination; que cela se déduit même naturellement de l'art. 1403 du Code civil, qui accorde une indemnité à l'époux non propriétaire du fonds où se trouvent les coupes échues des bois qui n'ont pas été faites durant la communauté, et de l'art. 626 du Code de proc., qui suppose que les récoltes et fruits pendans par racines peuvent être mobilièrement saisis; — Que, d'après ces principes, la vente d'une coupe de bois taillis étant, de sa nature, et par destination, une vente d'objets mobiliers, puisqu'ils n'avaient été achetés que pour couper lesdits bois et les transporter, il en résulte qu'en droit la Cour d'appel, loin de violer la loi, n'a fait que se conformer à son esprit en considérant la vente dont il s'agit comme purement mobilière; — Attendu qu'il est constant, en fait, et par les circonstances relevées dans l'arrêt, que Saint avait en sa faveur la bonne foi, la possession réelle, paisible et publique de l'objet vendu, et cela antérieurement à aucun acte de possession de la part du demandeur; qu'ainsi, aux termes de l'art. 1141 du Code civil, le Cour d'appel a légalement préféré le second acquéreur au demandeur en cassation, quoique antérieur en titre; — Rejette, etc.

Du 21 juin 1820. Sect. req. — Prés. d'âge, M. Lascaudie. — Rapp., M. Rousseau.

AUDIENCE SOLENNELLE.—NOMBRE DE JUGES.

Lorsque le président d'une Cour royale qui n'a qu'une seule chambre civile, juge nécessaire, pour la tenue d'une audience solennelle, de s'adjoindre la chambre des appels en matière correctionnelle, il doit s'adjoindre cette chambre tout entière, de manière à former une réunion de douze juges au moins. — L'audience solennelle, qui pouvait être régulièrement tenue par la seule chambre civile au nombre de sept juges, est néanmoins formée irrégulièrement, si quelques-uns seulement des cinq conseillers forment la chambre des appels en matière correctionnelle y ont assisté. (Déc. du 6 juill. 1810, art. 7.) (1)

non par une chambre civile et la chambre correctionnelle, la chambre civile présente neuf conseillers et la chambre correctionnelle quatre seulement, il y a nécessité d'appeler trois membres d'une autre chambre pour compléter la chambre correctionnelle; il ne suffirait pas d'en appeler un seul pour compléter le nombre de 14 juges voulu par la loi. V. Cass. 23 déc. 1833. — V. néanmoins Cass. 15 janv. 1834.

(1) F. conf. Cass. 19 août 1822; Favard, *Rép.*, v° Audiences, § 1^{er}, n. 3. — Il a même été jugé que, quand deux chambres sont appelées à tenir une audience solennelle, chacune d'elles séparément doit réunir le nombre de membres nécessaire pour la constituer, et qu'il ne suffirait pas que les membres des deux chambres pris en somme présentassent le nombre voulu pour la composition des deux Chambres. Ainsi, si lors d'une audience solennelle ten-

(Héritiers de la Barthe — C. commune de Vaudoucourt.)

Les héritiers de la Barthe plaident contre la commune de Vaudoucourt, ont été renvoyés, après cassation d'un premier arrêt, devant la Cour royale de Metz. — Cette Cour devant juger en audience solennelle, et n'ayant qu'une section civile, son premier président a requis, comme il en avait la faculté, l'adjonction de la chambre d'appel en matière correctionnelle. — En conséquence, le 19 fév. 1819, intervient un arrêt de la Cour royale de Metz, lequel déclare juger chambre civile et des appels de police correctionnelle réunies en audience solennelle. — Cet arrêt constate toutefois qu'il n'a été rendu que par neuf juges, bien que la chambre civile de la Cour de Metz dût être composée de sept juges au moins, et celle des appels en matière correctionnelle de cinq, ce qui devait former une réunion d'au moins douze juges.

Les héritiers de la Barthe se sont en conséquence pourvus en cassation contre l'arrêt de la Cour royale de Metz, pour violation de l'art. 22 du décret du 30 mars 1808, ordonnant le jugement en audience solennelle des causes renvoyées par la Cour de cassation. — Le décret du 6 juill. 1810, disait-on pour les demandeurs, porte, art. 7 : Les audiences solennelles seront composées de deux chambres civiles. Dans les Cours qui n'auront qu'une chambre civile, la chambre qui devra connaître des appels en matière correctionnelle pourra être requise par le premier président de faire le service aux audiences solennelles. — Dans l'espèce, le premier président de la Cour royale de Metz a usé de la faculté que lui accordait la loi, en appelant la chambre des appels en matière correctionnelle, mais il n'a pas usé de cette faculté d'une manière conforme à la loi. — La chambre civile de la Cour de Metz devant toujours être composée de sept conseillers au moins, dès que le président jugeait à propos d'y adjoindre la chambre des appels en matière correctionnelle, nécessairement composée de cinq juges, cette adjonction devait former une réunion de douze conseillers au moins, tandis que l'arrêt du 19 fév. 1819 constate qu'il a été rendu par neuf juges seulement; d'où la conséquence, que l'audience solennelle ainsi composée, était en nombre insuffisant, et que, par suite, l'arrêt rendu est frappé de nullité.

Vainement on alléguerait que le premier président pouvait s'abstenir de faire concourir à l'audience solennelle la chambre des appels en matière de police correctionnelle; qu'il pouvait tenir cette audience solennelle avec la chambre civile seule, ainsi que l'a décidé la jurisprudence de la Cour de cassation (1), en interprétation de l'art. 7 du décret du 6 juill. 1810. — Sans doute, le premier président avait une faculté discrétionnaire à cet égard; mais cette faculté d'appeler ou de ne pas appeler la chambre des appels en matière correctionnelle, il devait l'exercer, dans tous les cas, d'une manière conforme à la loi, c'est-à-dire que, s'il jugeait nécessaire de s'adjoindre la chambre des appels en matière correctionnelle, il devait évidemment s'adjoindre les cinq conseillers qui la composent légalement, et non pas en appeler seulement quelques-uns; ce qui, autrement, reviendrait à supposer que le président d'une Cour royale a tout le pouvoir pour désigner et choisir arbitrairement une partie des juges qui doivent concourir à la formation d'une audience solennelle, et ce qui serait par conséquent en opposition directe avec tous les principes de la matière.

Pour la commune de Vaudoucourt, on répondait que par cela même que la loi laissait à l'ar-

bitraire du président d'appeler ou de ne pas appeler la chambre des appels en matière correctionnelle, on était en droit d'en conclure, que ce magistrat, après avoir usé de cette faculté et appelé la chambre civile, pouvait se contenter de ceux des membres de cette chambre qui se présentaient, puisqu'ils devaient toujours concourir à augmenter le nombre des juges de la chambre civile, avec laquelle seule il eût pu tenir l'audience solennelle; que d'ailleurs l'art. 27 de la loi du 27 ventôse an 8, qui avait seul fixé le nombre des juges nécessaires pour rendre un arrêt, n'avait lui-même exigé que le concours de sept juges; qu'aucune autre loi n'en avait exigé un plus grand nombre; qu'ainsi le reproche fait à la Cour de Metz, d'avoir jugé avec un nombre de conseillers inférieur à douze, mais supérieur à sept, n'était nullement fondé, ou du moins n'entraînait la violation d'aucune disposition de la loi.

M. l'avocat général Jourde a conclu à la cassation.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Vu l'art. 29 de la loi des 6-20 mars 1791; — L'art. 27 de la loi du 27 ventôse an 8; — L'art. 22 du décret on règlement d'administration publique, en date du 30 mars 1808; — Les art. 2, 5, 7, n° 2 et 3 du décret on règlement d'administration publique, du 6 juill. 1810; — Et enfin l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810; — Considérant que, quand la loi parle d'une ou de plusieurs chambres des Cours d'appel, le mot chambre est un nom collectif qui exprime le nombre des juges nécessaires pour composer une chambre, le nombre des juges requis pour que cette chambre puisse juger; — Que de là il résulte évidemment que, quand la loi ou un règlement d'administration publique ordonne que, dans les Cours où il y a plusieurs chambres civiles, celle à laquelle une affaire doit être portée s'adjoigne une autre chambre civile pour la juger en audience solennelle, le législateur exige le concours de tous les juges qui composent la chambre directement saisie (à l'exception de ceux légitimement empêchés), et le concours du nombre de juges nécessaire pour composer la chambre appelée en adjonction, nombre sans lequel cette chambre ne peut être formée; — Considérant que, dans les Cours où il n'existe qu'une chambre civile, les audiences solennelles peuvent, dans tous les cas, être tenues par cette chambre seule, ce qui donne toute facilité pour le service; que, dans ces Cours, le premier président a seulement la faculté de requérir la chambre d'appel, en matière correctionnelle, de venir faire le service à ces audiences; mais que, quand le premier président juge à propos de requérir l'adjonction de la chambre d'appel en matière correctionnelle, cette réquisition s'étend à tous les juges attachés au service ordinaire de cette chambre, et elle exige nécessairement que cette chambre fournisse au moins les cinq juges exigés par la loi pour sa composition, pris, soit parmi ceux attachés à son service ordinaire, soit par un emprunt, dans la chambre de mise en accusation; car autrement on ne pourrait reconnaître l'adjonction d'une chambre, mais bien l'adjonction arbitraire de quelques juges, ce que la loi n'a permis et ne peut permettre en aucun cas; — Que, de ce qui vient d'être établi, il suit que la chambre civile devant être composée de sept juges au moins, et celle d'appel en matière correctionnelle de cinq juges, la Cour formée par la réunion de ces deux chambres, doit présenter au moins douze juges; — Et attendu que, dans l'espèce, la Cour de Metz, qui a déclaré avoir rendu l'arrêt attaqué, chambres civiles et des appels en matière de police correctionnelle réunies en audience solennelle, n'était cependant

(1) V. *supra*, l'arrêt du 27 déc. 1819.

composée que de neuf juges; d'où il résulte que la réunion n'a point été faite, suivant le vœu de la loi; que l'arrêt n'a point été rendu par le nombre de juges devenu nécessaire d'après l'adjonction requise de la chambre d'appel en matière correctionnelle, et qu'ainsi il y a contravention aux lois citées: — Casse, etc.

Du 21 juin 1830. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson.

CONNEXITÉ. — COMPÉTENCE. — NANTISSEMENT.

Lorsque deux demandes connexes, dont l'une est principale et l'autre accessoire, ont été portées en des tribunaux différens, la demande accessoire, bien que formée la première, doit néanmoins être reportée devant le tribunal où la demande principale est pendante. (Cod. proc. civ., 171.) (1)

Lorsque des marchandises données en nantissement pour sûreté d'un crédit ouvert, ont été saisies dans le lieu de leur consignation, par des créanciers chirographaires du propriétaire de ces marchandises, le créancier nantissant, qui veut exercer le privilège résultant de son contrat de nantissement, n'est pas tenu d'intenter son action devant le tribunal où les créanciers chirographaires ont déjà porté leur demande en distribution par contribution du prix des marchandises consignées. Cette demande des créanciers chirographaires doit être considérée comme accessoire de la demande principale formée en vertu du contrat de nantissement, et être portée devant les mêmes juges que ceux où cette demande principale est pendante.

(Goldschmidt et compagnie. — C. Martin de Puech et compagnie.) — ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que le tribunal civil de Marseille n'était saisi que d'une instance en distribution des sommes provenant de la vente des marchandises consignées à la maison Salavy père et fils et compagnie de Marseille, et que dans cette instance la maison Martin de Puech et compagnie n'était point partie et n'y avait point été appelée:—Attendu que cette maison prétendait avoir sur le prix de ces marchandises un privilège exclusif résultant de ce qu'elles lui avaient été données en nantissement pour sûreté des acceptations qu'elle avait accordées à Stanfort et Blant de Londres; et que, pour faire prononcer sur cette prétention, Martin de Puech et compagnie et les commissaires de ses créanciers ont fait citer toutes les parties par-devant le tribunal de commerce de Paris, le 2 déc. dernier;—Attendu enfin que cette question est indépendante de celle en distribution par contribution

pendante par-devant le tribunal civil de Marseille; que c'est une action principale sur laquelle le tribunal de commerce de Paris est compétent pour prononcer; et que renvoyer, comme les demandeurs et les intervenans y ont conclu, par-devant le tribunal civil de Marseille, ce serait subordonner l'action principale à une action accessoire, ce qui choquerait toutes les règles;—Débouté les demandeurs de leur demande en règlement de juges, et les intervenans des fins de leur intervention; ordonne, en conséquence, que les parties procéderont par-devant le tribunal de commerce de Paris, sur et aux fins de l'assignation du 2 déc. dernier, etc.

Du 21 juin 1830. — Sect. req. — Rapp., M. Louvo.

1^o 2^o et 3^o TÉMOINS EN MAT. CRIM. —

NOTIFICATION. — AUDITION. — SERMENT. —

— POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

4^o et 5^o COCH D'ASSISES. — INTERROGATOIRE.

— LECTURE. — ACCUSE. — ABSENCE.

6^o et 7^o JURY. — DECLARATION. — MAJORITÉ.

— RATURES.

1^o L'inobservation des dispositions de l'art. 315 du Code d'inst. crim. sur la notification des noms des témoins à l'accusé, ne lui confère que le droit de s'opposer à l'audition des témoins dont les noms ne lui ont pas été notifiés, ou qui ont été mal désignés dans la notification; mais il ne résulte de l'omission ou de l'irrégularité de la notification aucune nullité, si l'accusé n'a pas réclamé aux débats (2).

2^o Un témoin porté sur la liste notifiée à l'accusé, mais qui n'a pas été cité régulièrement, peut néanmoins être entendu sans prestation de serment, en vertu du pouvoir discrétionnaire du président (3).

3^o La disposition de l'art. 317, Cod. d'inst. crim., relatif à l'ordre dans lequel doivent être entendus les témoins, n'est pas prescrite à peine de nullité (4).—Ainsi, l'intervention de cet ordre, par le président, dans le but d'arriver à la manifestation de la vérité, ne peut donner ouverture à cassation.

4^o Les interrogatoires subis par l'accusé ou par ses coaccusés pendant le cours de l'instruction, peuvent être lus aux débats, sans qu'il en résulte aucune nullité (5).

5^o La disposition de l'art. 327, Code d'inst. crim., d'après laquelle le président qui a fait sortir momentanément l'accusé, doit l'informer de ce qui s'est passé en son absence, n'est pas prescrite à peine de nullité.

6^o Ce n'est qu'en cas où la déclaration du jury s'est formée à la majorité de sept contre cinq, qu'il est nécessaire de faire mention du

(1) C'est là une exception à la règle générale d'après laquelle l'effet de la compétence ou de la connexité est de faire renvoyer devant le tribunal qui a été saisi le premier, règle que les auteurs considèrent unanimement comme résultant de l'art. 171, et qui a été plusieurs fois consacrée par les tribunaux. V. Cass. 23 déc. 1807 (aff. Leclerc); 6 avril 1808, et les notes. V. aussi Favard de Langlade, *Repert.*, v^o *Exception*, § 2, n. 8; Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 726; Boitard, t. 2, p. 36; Thomin Desmazures, tom. 1, p. 324; Chauveau sur Carré, loc. cit. L'exception consacrée par l'arrêt ci-dessus est aussi assez généralement adoptée. Carré, Thomin Desmazures, loc. cit.; Biocha et Goujet, v^o *Exception*, sect. 2, § 2; Barriat, § 36, enseignent en effet que, dans le cas où la demande introduite en second lieu serait principale, tandis que la première ne serait qu'accessoire, le tribunal dernier saisi doit être appelé à connaître des deux. On peut voir comme ana-

logue en ce sens un arrêt de la Cour de cassation du 22 déc. 1807 (aff. Archimbold). Toutefois, Boitard, loc. cit., repousse cette distinction; et Chauveau sur Carré, loc. cit., fait observer que « comme il peut y avoir des degrés dans les rapports de principal ou d'accessoire qui existent entre deux demandes, on devrait avoir égard à ces différences, ce qui fait que la question devient alors une simple question du fait. »

(2) V. dans ce sens, Cass. 11 fév. 1813; 3 nov. 1814; 29 avril 1819; 13 juill. 1820; 22 mars et 17 mai 1821; 1^{er} avril 1830; 13 avril 1837.

(3) V. anal. dans le même sens, Cass. 12 fév. et 29 oct. 1818. V. aussi *Jurisp. du XIX^e siècle* (Table déc. 1831-1840), v^o *Témoin en mat. crim.*, n^o 41 et suiv.

(4) V. dans le même sens, Cass. 16 avril 1818.

(5) V. en ce sens, Cass. 3 sept. 1812, et la note; 10 janv. et 14 août 1817; 4 nov. 1830.

nombre de voix qui ont composé cette majorité; dans tous les autres cas, ce nombre de voix n'a pas besoin d'être mentionné (1).

7. Les ratures faites dans la déclaration du jury ne peuvent fournir aucun moyen de nullité lorsqu'elles ont été approuvées par le chef du jury (2).

(Terrel et autres.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant sur le premier moyen de cassation, que l'art. 315 du Code d'inst. crim., ne défend pas, sous peine de nullité, l'audition de témoins qui ne seraient pas portés sur les listes notifiées, ou qui n'y seraient pas exactement désignés; que seulement il donne à la partie contre laquelle ces témoins sont produits, le droit de s'opposer à leur audition, sauf à la Cour d'assises à y statuer; — Que, dans l'espèce, les accusés ne se sont point opposés à l'audition de Jean Destrois aîné dont le nom n'était point porté sur la liste du ministère public; que dès lors ce témoin devait, comme tous les autres témoins portés sur la même liste, faire sa déposition sous le serment prescrit par l'art. 317 dudit Code;

Qu'à l'égard de Jean Destrois cadet, qui n'avait point été cité, quoique désigné sur ladite liste, les déclarations qu'il a faites sans prestation de serment, et comme simples renseignements, d'après l'ordre du président, étaient autorisées par l'art. 269 du même Code, qui donne au président le pouvoir discrétionnaire de faire entendre toutes personnes sans distinction;

Considérant, sur le deuxième moyen, que la disposition dudit art. 317, relative à l'ordre dans lequel doivent être entendus les témoins, n'est point prescrite à peine de nullité; qu'ainsi l'interversion de cet ordre, qui d'ailleurs peut être nécessaire ou utile pour la manifestation de la vérité, ne saurait, aux termes de l'art. 408 du Code d'inst. crim., donner ouverture à cassation;

Considérant, sur le troisième moyen, que l'art. 313, dudit Code, qui ordonne la lecture de l'arrêt de renvoi à la Cour d'assises et de l'acte d'accusation, n'est point limitatif à ces actes de la procédure, qu'on ne peut donc en induire la défense de la lecture des interrogatoires des accusés, qui, d'ailleurs, doivent être communiqués aux jurés, d'après l'art. 341 du Code précité;

Considérant, sur le quatrième moyen, que si la lecture des interrogatoires des accusés Terrel et Raymond a été faite pendant l'absence momentanée dudit Raymond et de la femme Morand, cette lecture a été faite de nouveau lors de leur rentrée en l'auditoire, et qu'ainsi il a été satisfait, à cet égard, à ce qui est prescrit par l'art. 327 du Code d'inst. crim., dont l'observation n'est pas d'ailleurs prescrite à peine de nullité;

Considérant, sur le cinquième et dernier moyen, particulier à la femme Morand, qu'aux termes de l'art. 341 du Code d'inst. crim., le jury n'est tenu d'énoncer, dans sa déclaration,

à quelle majorité sa décision a été formée, que dans le seul cas où cette majorité aurait été de sept voix contre cinq; d'où il suit que si, dans l'espèce, la déclaration du jury avait été le résultat d'une majorité supérieure, il ne devait point en être fait mention dans sa déclaration;

Que les ratures des mots à l'unanimité et à la majorité absolue, qui avaient été écrites dans la réponse du jury sur la question relative à la femme Morand, n'ont donc rien d'irrégulier; que ces ratures ont été approuvées par le chef du jury, et que cette approbation, quoique faite en deux parties, n'en est pas moins authentique, et forme un même tout qui justifie lesdites ratures; — Que les mots rayés doivent donc être réputés comme non écrits, et que dès lors, il ne peut être permis d'en tirer aucune induction, et encore moins d'en faire le fondement d'un moyen de cassation, par des raisonnements qui ne présentent que des subtilités et dont on déduit de fausses conséquences; — Rejette.

Du 22 juin 1890. — Sect. crim. — Prés. M. Barris.

SUPPRESSION D'ÉTAT. — COUR D'ASSISES. — SURSIS.

Lorsqu'un accusé de suppression d'état ne s'est pas pourvu, dans le délai légal, contre l'arrêt qui prononce sa mise en accusation avant le jugement de la question d'état, la Cour d'assises peut surseoir, sur sa demande, à l'ouverture des débats, jusqu'au jugement de cette question; mais elle ne peut ni annuler l'ordonnance de prise de corps, ni ordonner la mise en liberté de l'accusé. (Cod. inst. crim., 296.) (3)

(Delahaye.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en malotenant l'effet de l'ordonnance de prise de corps, qui ne peut être anéantie que par une ordonnance d'acquiescement ou un arrêt d'absolution, la Cour d'assises du département de l'Aisne s'est confor-mée aux règles de compétence établies par la loi; que les accusés ont reçu l'avertissement prescrit par l'art. 293, du Code d'inst. crim., et qu'ils ne sont pas néanmoins pourvus dans le délai de cet article contre l'arrêt de mise en accusation et de renvoi devant la Cour d'assises; qu'ils sont donc non recevables à en demander aujourd'hui la nullité, et que cet arrêt doit recevoir son exécution dans les dispositions principales, et dans l'ordonnance de prise de corps qui en a été la suite légale; — Rejette, etc.

Du 22 juin 1890. — Sect. crim. — Rapp. M. Pajot.

FRAIS (EN MAT. CRIM.). — TAXE. — OPPOSITION. — COMPÉTENCE.

Le tribunal d'appel de police correctionnelle est incompétent pour connaître de l'appel d'un jugement du tribunal civil de première instance sur une opposition à une taxe de frais faits en matière correctionnelle (4).

(Ravenel — C. Navarre.)

Un jugement du tribunal correctionnel de Me-

l'ordonnance de prise de corps ne peut être annulée que par une ordonnance d'acquiescement ou un arrêt d'absolution. — Mengin, en rapportant cet arrêt, fait l'observation suivante : « Que seront devenus ces accusés, s'il ne s'est trouvé personne qui eût un droit ouvert pour provoquer des tribunaux civils le jugement de la question d'état? Ils ont dû s'effrayer amèrement de s'être prévalus d'une exception que la loi avait cependant créée en leur faveur; c'est ce qui démontre l'imperfection de l'art. 327 du Code civil. » (Traité de l'action publique, tom. 1, p. 432.)

(4) Il résulte de l'arrêt que c'était à la juridic-

(1) C'est en effet un point constant de jurisprudence que la déclaration portant simplement que l'accusé est coupable de la majorité, entraîne la présomption que la décision s'est formée à la majorité absolue. V. Cass. 29 déc. 1815, et la note.

(2) V. anal., Cass. 13 déc. 1833; 3 oct. 1839.

(3) En effet, la Cour d'assises est saisie du jugement, et si elle ne peut refuser le sursis qui est réclamé par l'accusé, elle ne peut ordonner la mise en liberté puisqu'elle serait obligée pour cela d'annuler la procédure. Or, l'arrêt de la chambre d'accusation ne peut être détruit que par la Cour de cassation sur un pourvoi régulièrement formé, et

lun prononçait, entre autres condamnations, contre Navarre, en faveur de Ravenel, celle des frais d'impression et d'affiches du jugement à 50 exemplaires.

Au commandement de payer ces frais, notifié par Ravenel, Navarre répondit par des offres que Ravenel trouva insuffisantes.

Ravenel fit taxer les frais par le président du tribunal civil de Meaux; mais Navarre, sommé de payer cette taxe, protesta d'incompétence, soutenant qu'elle n'aurait dû émaner que du président du tribunal correctionnel.

Alors Ravenel le cita devant le tribunal civil de Meaux en maintenance de la taxe.

De son côté, Navarre cita Ravenel devant la chambre du conseil de Meaux pour voir dire droit à son opposition.

Le 22 sept. 1819, jugement du tribunal de Meaux, qui, statuant par jugement civil, renvoie les parties au tribunal civil pour y être statué ce qu'il appartiendra.

Appel de Navarre au tribunal correctionnel de Melun.

Le 29 déc. suivant, jugement de ce tribunal, qui réforme celui du tribunal de Meaux, et, sans entendre prononcer sur les frais faits depuis le commandement de Ravenel, non plus que sur les offres faites par Navarre, ordonne que les parties plaideront sur l'opposition formée par Navarre à la taxe des frais d'impression et d'affiches.

Mais le tribunal correctionnel de Melun n'avait pas caractère pour reformer un jugement rendu dans les formes civiles par le tribunal de Meaux, déclarant statuer par jugement civil. — Parant, violation des règles de compétence réprimées par l'arrêt et après :

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR; — Vu les art. 408 et 416 du Code d'inst. crim.; — Attendu que les tribunaux d'appel en matière correctionnelle n'ont en cette qualité d'attribution que pour prononcer sur l'appel des jugemens rendus par les tribunaux correctionnels; que leur juridiction correctionnelle ne peut s'étendre à la connaissance des jugemens prononcés dans les formes civiles ou déclarés rendus par les tribunaux jugeant au civil; — Que, dans l'espèce, le jugement du tribunal de Meaux, du 22 sept. dernier, a été rendu dans les formes civiles, par un tribunal se déclarant tribunal civil, et prononçant, dans son dispositif, qu'il statuait par jugement civil; — Que, dès lors, il ne pouvait être connu de l'appel de ce jugement que par un tribunal civil, et non par un tribunal de police correctionnelle; — Que néanmoins le tribunal correctionnel de Melun a déclaré, par son jugement du 29 déc. dernier, statuer sur l'appel de celui rendu par le tribunal de Meaux comme tribunal civil, et s'est permis de reformer ce jugement; — En quoi il s'est attribué la connaissance d'un appel qui ne pouvait être porté devant lui, et a violé la règle de compétence; — Par ces motifs, — Casse et annule le jugement du tribunal correctionnel de Melun, du 29 déc. dernier, par lequel ce tribunal, reformant celui du tribunal de Meaux, du 22 sept. précédent, a ordonné que les parties procéderaient devant lui; et, vu l'art. 427 du Code d'inst. crim., renvoie les parties devant la Cour royale de Paris, chambre de police correctionnelle, à ce déterminée par délibération prise en la chambre du conseil, pour y être prononcé conformément à la loi, d'après les règles de compétence

qu'elle a établies, sur la déclaration d'appel faite par Navarre, d'après les art. 202 et 203 du Code d'inst. crim., au greffe du tribunal de Meaux, le 28 sept. dernier, envers le jugement rendu le 22 du même mois par ce tribunal, jugeant comme tribunal civil et statuant civilement, etc.

Du 23 juin 1820. — Sect. crim.

USAGE (DROIT N.). — BOIS. — PATURAGE. — DÉFENSABILITÉ.

Les usagers qui ont fait paître leurs bestiaux dans un bois communal qui n'a pas été déclaré défensible par le conservateur, sont passibles des peines déterminées par la loi et ne peuvent être excusés sur le motif que des agents inférieurs de l'administration des forêts auraient autorisé ce pâturage. (L. du 29 sept. 1791, tit. 12, art. 16.) (1)

(Commune de Bussy.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 16, tit. 12, L. du 29 sept. 1791; — Attendu, en droit, qu'aux termes tant de cette disposition que de l'art. 1^{er}, tit. 19, ord. 1669, et du décret du 16 frim. an 14, les communes ne peuvent exercer leurs droits de pâturages que dans les cantons des bois reconnus et déclarés défensibles dans les procès-verbaux de visite des conservateurs; — Que les réglemens que ces agents de l'autorité peuvent faire à cet égard ne sont pas irrévocables, et qu'ils peuvent être par eux modifiés ou échangés suivant les circonstances et l'intérêt de la conservation des forêts; — Attendu, en fait, qu'il était constaté, par un procès-verbal régulier, que le 19 avril 1819, onze vaches appartenant à des habitans de la commune de Bussy, avaient pâture, sous la garde du père de cette commune, dans un taillis âgé de neuf ans, dont la commune de Brion est propriétaire, et dans laquelle celle de Bussy a droit d'usage; — Que dans ce procès-verbal, il est dit que ce pâturage avait eu lieu au mépris d'un arrêté des agents forestiers de Joigny, qui portait que les vaches de la commune de Bussy ne pouvaient entrer dans les bois pour y paître, qu'à l'âge de douze ans révolus; — Que les prévenus, traduits en police correctionnelle, n'ont point justifié, par un acte émané du conservateur local, ni par un acte d'agents forestiers inférieurs, approuvé par lui, que le bois dont il s'agit eût été reconnu et déclaré défensible; — Que, dès lors, il y avait lieu, sous ce seul rapport, de leur appliquer les peines déterminées par la loi; — Que cependant ils ont été déchargés de ces peines, sur les motifs, 1^{er} qu'il résultait d'une lettre écrite, le 22 mai 1817, par le sous-inspecteur local au maire de Bussy, que sa commune était autorisée à faire paître ses bestiaux dans la commune en question, qu'il reconnaissait défensible; 2^o que le garde de ce bois, par suite de cette autorisation, avait permis au père d'y conduire ses bestiaux; — Que ni l'un ni l'autre de ces motifs ne pouvait légitimer la décharge des prévenus, soit parce qu'il n'était point justifié que le conservateur eût déclaré défensible le canton de bois dont il s'agit, ni qu'il eût approuvé l'arrêté des officiers inférieurs qui pouvaient y avoir autorisé le pâturage, soit parce qu'en supposant même qu'il peut être suppléé à cet acte du conservateur par d'autres actes émanés seulement des agents inférieurs, les actes de ces agents inférieurs, sur lesquels le tribunal d'Auxerre a fondé la remise des poursuites, auraient cessé de pouvoir produire dans l'espèce aucun effet, puis-qu'il est dit dans le procès-verbal constatant le délit

(1) V. sur ce point, Cass. 25 mai 1810, et la note, F. aussi pour le droit actuel, l'art. 65 du Code for., et l'art. 119 de l'ordonn. du 1^{er} juill. 1827.

le tribunal civil avait été saisi mal à propos.

que, par un arrêté des agens forestiers locaux les vachas des bablans de Bussy ne pouvaient entrer dans les bois pour y pâturer que lorsqu'ils auraient acquis douze ans révolus. — Que l'existence de cet arrêté n'a point été méconnue dans le jugement attaqué, et qu'il n'y est point dit que la notification n'en eût pas été faite à la commune de Bussy; — Qu'ainsi, sous tous les rapports, la décharge des prévenus n'a pu être prononcée dans l'espèce sans contrevenir aux lois de la matière, et notamment à l'art. 16, tit. 12, L. 29 sept. 1791; — Casse, etc.

Du 23 juin 1820. — Sect. crim. — Prés. M. Barris. — Rapp. M. Basire. — Concl. M. Hus, av. gén.

NOTAIRE. — ENREGISTREMENT (DROITS D'). — SOLIDARITÉ.

Le notaire qui a fait pour les parties l'avance des droits d'enregistrement d'actes de vente ou d'obligation qu'elles ont passés devant lui, a contre chacune d'elles une action solidaire pour le remboursement de ses avances. — La loi, en désignant celle des parties contractantes qui doit supporter en définitive le paiement des droits d'enregistrement, n'a pas entendu déroger à l'obligation de solidarité de chacune de ces parties envers le notaire qui est leur mandataire commun. (Cod. civ., 1999 et 2002; L. du 22 frim. an 7, art. 30 et 31.) (1)

(Thomassin — C. Revel.)

Le 18 juin 1817, Adrien Revel vendit à François Sales, par acte reçu devant le notaire Thomassin, un domaine dit de l'Aulie, moyennant la somme de 18,300 fr. — Par acte du même jour passé devant le même notaire, François Sales s'obligea envers Adrien Revel au paiement d'une somme de 400 fr. — Le droit d'enregistrement de ces deux actes s'élevait à 1112 fr. 90 cent.; le notaire Thomassin en fit l'avance; depuis, et lorsqu'il a voulu réclamer le montant de ses avances, il a su que le sieur Sales, acquéreur, ne s'était encore pas mis en possession de l'immeuble vendu, parce qu'il se trouvait incapable d'en payer le prix et dans un état d'insolvabilité absolue.

Le notaire Thomassin s'est alors adressé pour son remboursement au vendeur, le sieur Revel; sur le refus de ce dernier et le 18 juill. 1817 il a obtenu contre le sieur Revel et le sieur Sales un exécutoire du juge de paix du canton de Saint-Pons, en vertu duquel il a fait faire commandement au sieur Revel personnellement, d'avoir à lui payer le montant des frais d'enregistrement dont il avait fait l'avance. — Opposition par le sieur Revel sur le motif, que les frais de la vente sont à la charge de l'acquéreur (Code civ., article 1583); que, dans l'espèce, ces frais ayant été payés en l'acquit de Sales débiteur, le sieur Thomassin ne peut avoir de recours que contre celui qu'il a libéré.

11 mars 1818, jugement du tribunal civil de Saint-Pons qui accueille l'exception du sieur Revel, et annule l'exécutoire, par les motifs suivans : « Attendu que si aux termes de l'art. 29 de la loi du 22 frim. an 7, les droits d'actes doivent être acquittés par les notaires qui les ont passés, et que si, aux termes de l'art. 30, les officiers publics qui auront fait pour les parties l'avance des droits d'enregistrement peuvent prendre exécutoire pour leur remboursement, cela ne peut raisonnablement s'entendre que contre les parties pour lesquelles ils auraient fait cette avance; — Et attendu que d'après les dispositions de l'article 31 de la même loi, les droits des actes civils

et judiciaires, emportant obligation, libération ou translation, doivent être supportés par les débiteurs et nouveaux possesseurs et ceux de tous les autres actes, par les parties auxquelles ces actes profitent; que, d'après cela, il paraît certain que les actes de mutation et d'obligation se trouvent exceptés, et que l'arrêt de la Cour de cassation qui a été cité, ne s'applique qu'à des actes d'une autre nature, ce qui rentre dans les dispositions de l'art. 31, et que cette disposition qui met les actes de vente à la charge de l'acquéreur a été renouvelée par l'art. 1583 du Code civ.; — Attendu que le notaire qui paie au trésor public pour celui qui était obligé de payer, demeure subrogé au privilège du trésor, mais ne peut réclamer que contre celui qui était obligé, autrement il aurait plus de privilège que celui de qui il prendrait la subrogation, etc. »

Pourvoi en cassation par le sieur Thomassin.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'art. 30 de la loi du 22 frim. an 7; — Attendu qu'aux termes de cet article les notaires qui ont fait pour les parties l'avance des droits d'enregistrement des actes passés devant eux, peuvent prendre exécutoire pour le remboursement contre chacune d'elles sans exception; — Que c'est sa disposition formelle, puisqu'il leur accorde ce droit d'une manière générale et absolue contre les parties, sans en excepter aucune, et qu'il a pour objet de leur assurer une indemnité qu'ils ne pourraient souvent obtenir sans cette mesure; — Que ce recours est d'ailleurs conforme au droit commun, suivant lequel le mandataire constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, a une action solidaire contre chacune d'elles pour le remboursement de ses avances; que les notaires sont évidemment dans ce cas pour les actes qu'ils retiennent, puisqu'ils agissent de l'ordre des parties et dans leur intérêt commun, et qu'ils ne peuvent leur donner l'authenticité requise sans les faire enregistrer et sans en acquitter les droits. — Qu'il n'est pas permis de restreindre cette action aux parties qui, suivant l'art. 31 de la même loi, sont tenues de supporter les droits, sous prétexte que c'est à leur décharge qu'ils sont acquittés par les notaires, parce que les parties n'en demeurent pas moins soumises à l'obligation solidaire d'indemnité qu'elles ont contractée envers eux en requérant et en employant leur ministère pour la confection des actes; — Qu'en effet la loi, voulant assurer la perception des droits à l'aide des notaires, sans égard aux personnes qui doivent les supporter, a ordonné par l'art. 29 qu'ils seront tenus de les acquitter pour les actes passés devant eux, sous peine d'amende en cas de contravention, conformément à l'art. 33, et par l'art. 31, que s'ils en ont fait l'avance pour les parties, ils pourront prendre exécutoire pour leur remboursement contre chacune d'elles sans exception; qu'il suit évidemment de là qu'en déterminant par l'article 31, les parties à la charge desquelles les droits incombent en définitive, elle n'a eu pour objet de régler que les intérêts respectifs des parties, et non de déroger à l'obligation solidaire d'indemnité par elles contractée envers ces officiers publics, en requérant et employant leur ministère; qu'il ne peut même y avoir de doute sur ce point d'après la disposition finale de ce même article, qui excepte de la règle qu'il établit le cas où il y a dans les actes des stipulations contraires, puisqu'on ne peut raisonnablement supposer que par cette exception il ait

(1) V. sur ce point, Cass. 27 janv. 1812, et la note; Riom, 8 déc. 1838. V. aussi la *Diet des droits d'enregist.* de MM. Championnière et Rigaud, v°

Notaires, n° 26 et suiv.; Duvergier, de la *Vente*, t. 1 (continuat. de Toullier, t. 16), n. 171; Favard de Langlade, *Repert.*, v° *Honoraires*, § 2, n. 5.



voula intervenir l'ordre établi par les art. 29 et 30 : — D'où il résulte nécessairement qu'il n'a pour objet que l'intérêt respectif des parties, et qu'il doit être restreint à son cas : — Attendu que le jugement dénonce et reconnaît constant en fait que le sieur Thomassin, notaire, qui a retenu les actes de vente et d'obligation dont il s'agit, en a avancé de ses deniers les droits d'enregistrement ; qu'il suit de là qu'aux termes de l'article 30, ci-dessus cité, il a pour son remboursement une action solidaire contre toutes les parties, par conséquent contre Revel, vendeur et créancier, comme contre Sales, débiteur et nouveau possesseur ; qu'on lui refusant ce recours contre Revel, ce jugement viole formellement ledit article et le droit commun ; — Cassé, etc.

Du 26 juin 1820. — Sect. civ. — Rapp., M. Cassaigne.

ENREGISTREMENT. — PROCÈS-VERBAL. — AFFIRMATION.

Les procès-verbaux des préposés de l'enregistrement sont dispensés de la formalité de l'affirmation. (L. du 22 frim. an 7, tit. 2, art. 70.)

(Enregistrement — C. Chancogne.)

Le 23 sept. 1814, la direction générale de l'enregistrement a décerné contre le sieur Bernard Chancogne, huissier à Bergerac, une contrainte en paiement, 1^{re} de douze amendes de 5 fr. chacune pour douze contraventions à l'art. 49 de la loi du 22 frimaire an 7, résultant du dix omissions et de deux intercalations constatées par procès-verbal du 21 du même mois sur le répertoire de cet huissier ; 2^{de} d'une amende de 50 fr. pour contravention aux art. 52 et 54 de la même loi, qui obligent les huissiers à communiquer leurs répertoires à la première réquisition des employés. — Le sieur Chancogne a formé opposition à cette contrainte, et a soutenu que le procès-verbal dressé contre lui était nul, parce qu'il n'avait pas été affirmé en justice.

Par jugement du 24 mars 1817, le tribunal civil de Bergerac a accueilli ce moyen de nullité. — Attendu que les affirmations des procès-verbaux des employés, gardes et agents salariés par l'Etat, dans l'exercice de leurs fonctions ne sont pas dispensées de la formalité de l'enregistrement par la loi n° 12 du § 2 de l'art. 70 de la loi du 22 frim. an 7, et qu'ainsi, les préposés de l'enregistrement étant, comme ceux dénommés en cet article, salariés par l'Etat, étaient comme eux aussi, astreints à affirmer leurs procès-verbaux.

Pourvoi en cassation pour fausse application de l'art. 70, § 3, n° 12, de la loi du 22 frim. an 7, et, par suite, excès de pouvoir et violation de l'art. 18, tit. 2, de la loi du 21 août 1790.

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 70, titre 11 de la loi du 22 frim. an 7 portant, « § 3, sont exempts de la formalité de l'enregistrement 1^{re}. 12^{re}. Les affirmations des procès-verbaux des employés, gardes et agents salariés par l'Etat, faits dans l'exercice de leurs fonctions... » et l'art. 10, titre 2 de la loi du 24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, ainsi conçu : « Les tribunaux ne pourront prendre directement ou indirectement aucune part à l'exercice du pouvoir législatif. » — Attendu qu'aucune disposition des lois sur l'enregistrement ne prescrit l'affirmation des procès-

verbaux des préposés en cette partie ; que l'art. 70 de la loi du 22 frim. an 7 a seulement pour objet, dans son § 3, n° 12, d'affranchir de l'enregistrement les affirmations de ceux des procès-verbaux des agents salariés par l'Etat qui sont susceptibles d'être affirmés, non d'assujettir à cette formalité de l'affirmation les procès-verbaux de tous les agents salariés indistinctement ; — Qu'il suit de là qu'en déclarant nul, dans l'espèce, le procès-verbal dressé par un inspecteur de l'enregistrement contre le sieur Chancogne, le 21 sept. 1814, sous le prétexte que cet acte n'était pas revêtu de la formalité de l'affirmation, le jugement attaqué a fait une fautive application dudit article 70 de la loi du 22 frim. an 7, et, par un excès de pouvoir manifeste, a usurpé les fonctions législatives en créant une nullité qu'aucune loi ne prononce, et violé l'art. 10 du titre 2 de la loi du 21 août 1790 ; — Cassé, etc.

Du 26 juin 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson.

1^{re} ACQUIESCEMENT. — SIGNIFICATION. — APPEL INCIDENT.

2^{de} APPEL INCIDENT. — DIVISIBILITÉ.

3^{de} ACQUIESCEMENT. — DÉFENSE AU FOND. — CASSATION.

1^{re} Lorsqu'un jugement a été signifié, à deux parties, avec injonction d'y satisfaire dans toutes ses dispositions, cette signification, provocatrice d'exécution, est un acquiescement, une renonciation à interjeter appel principal du jugement : il ne reste à la partie de laquelle émane la signification que la faculté d'appel incident, pour le cas où celles à qui la notification a été faite, interjetteraient appel principal (1).

2^{de} L'appel incident n'est permis à la partie qui a provoqué l'exécution du jugement que selon la mesure et l'étendue de l'appel principal. — Si donc il n'y a eu, par le principal que de la part de l'un des parties qui ont été sommées d'exécuter, l'appel incident doit être restreint au chef qui est relatif aux droits de la partie appelante ; il n'est pas recevable quant au chef relatif à celle des deux parties qui n'est pas appelante. (Cod. proc. civ., 443. (2))

3^{de} La partie qui a plaidé au fond sur l'appel d'un jugement, mais comme contrainte, et pour se conformer aux dispositions d'un premier arrêt qui a rejeté une fin de non-recevoir par elle proposée contre l'appel de sa partie adverse, est recevable ensuite à se pourvoir en cassation contre l'arrêt lui-même qui a rejeté la fin de non-recevoir, sans qu'on puisse lui opposer un prétendu acquiescement résultant de sa défense au fond. (Cod. proc. civ., 444. (3))

(Crespin — C. Etienne.)

La dame Etienne et son mari ont actionné solidairement la dame veuve Crespin, leur mère et belle-mère, ainsi que le sieur Crespin son fils, en restitution des différents effets mobiliers, notamment d'une somme de 60,000 fr., prétendue soustraite dans la succession du sieur Crespin père alors décédé. — Le 25 juill. 1816, un jugement du tribunal civil de Caen, prononçant sur ces diverses demandes, a condamné la veuve Crespin, comme coupable de spoliation dans la succession de son mari, au rapport d'une somme de 45,000 fr. — Par le même jugement, le sieur Crespin fils a

(1) Le principe est constant même pour le cas où la signification est faite sans injonction d'y satisfaire. V. Cass. 3 therm. an 8 ; 29 prair. an 11 ; 12 fév. 1806 ; Trèves, 14 mars 1803, les notes et les autorités. Adde, Chauveau sur Carré, *op. cit.* de la proc., quest. 1564. Mais il en serait autrement si...

IX. — 1^{re} PARTIE.

d'une signification faite à avoué. V. Cass. 20 nov. 1826 ; Grenoble, 6 fév. 1808 ; Turin, 20 mai 1809.

(2) V. Cass. 10 mai 1820, et la note.

(3) V. en ce sens, Merlin, *Quest.*, 1^{re} Acquiescement, § 9, n. 1.

été déchargé de la complicité prétendue dans la spoliation de sa mère et de toutes les autres demandes formées contre lui.

Le 26 août de la même année, les sieur et dame Etienne ont fait signifier ce jugement à la dame veuve Crespin et au sieur Crespin son fils, avec sommation d'avoir à y satisfaire et à s'y conformer, et tenir état au contenu et prononcé dudit jugement dans toutes ses dispositions, aux obéissances, réserves et protestations de fait et de droit, etc.

La dame Crespin s'est d'abord rendue appelante de ce jugement; le sieur Crespin fils n'en a pas interjeté appel. Les sieur et dame Etienne ont leur tour interjeté appel incident du même jugement, tant contre la dame Crespin que contre le sieur Crespin son fils.

Ce dernier, sur l'assignation qui lui est donnée devant la Cour royale de Caen, soutient alors que, n'ayant pas appelé du jugement du 25 juill. 1816, en ce qui le concernait, les sieur et dame Etienne sont non recevables à son égard à s'en rendre appelants incidemment; d'autant plus qu'ils ont eux-mêmes acquiescé à ce jugement en le faisant signifier à toutes les parties avec sommation d'y satisfaire.

24 févr. 1818, arrêt de la Cour de Caen qui rejette cette fin de non-recevoir du sieur Crespin fils et ordonne qu'il sera procédé au principal: «Attendu que les sieur et dame Etienne n'avaient entendu acquiescer au jugement du 25 juill., qu'autant qu'il serait exécuté dans toutes ses dispositions, et que la dame Crespin en ayant interjeté appel, ils s'étaient trouvés dégagés par là, et avaient conservé le droit d'en appeler incidemment contre toutes les parties, contre le sieur Crespin fils aussi bien que contre sa mère, encore qu'il n'eût pas personnellement appelé.»

En exécution de ce jugement, le sieur Crespin fils plaide au fond. — Le 13 juin 1818, intervient arrêt définitif de la Cour royale de Caen, lequel confirme le jugement de première instance dans ses dispositions relatives à la dame veuve Crespin; mais quant au sieur Crespin fils, infirme le même jugement en prononçant contre lui des condamnations.

POURVOI en cassation par le sieur Crespin fils, tant contre ce dernier arrêt de la Cour royale de Caen, que contre l'arrêt de la même Cour, du 24 févr. 1817. — Le principal moyen proposé par le demandeur était pris de la fausse application de l'art. 443 du Code de proc. civ., relatif à l'appel incident et de violation de l'art. 1350, n° 3, du Code civ. sur l'autorité de la chose jugée. — D'après l'art. 443 du Code de proc. civ., l'appel incident, disait-on pour le demandeur, n'est recevable que contre la partie qui a interjeté appel principal; l'appel des sieur et dame Etienne n'était donc recevable qu'à l'égard de la dame veuve Crespin seule, puisque seule elle avait interjeté appel d'un jugement du 25 juill. 1816; le sieur Crespin fils devait donc rester définitivement affranchi de toutes actions ou poursuites des époux Etienne, puisque ceux-ci en lui signifiant de leur propre mouvement le jugement du 25 juill., et avec commandement d'y satisfaire, avaient, par cela même, fait connaître leur acquiescement à ce même jugement, et lui avaient fait acquiescer l'autorité de la chose jugée, en ce qui touchait le sieur Crespin fils.

Pour les sieur et dame Etienne, défendeurs à la cassation, on opposait d'abord une fin de non-recevoir au pourvoi du sieur Crespin. Cette fin de non-recevoir résultait, disait-on, de ce que le sieur Crespin, en plaidant au fond devant la Cour royale de Caen, avait annoncé l'intention de renoncer à la fin de non-recevoir par lui proposée

d'abord sur l'appel incident des époux Etienne, et, par conséquent, l'intention de renoncer en même temps à attaquer l'arrêt du 24 févr. 1817, portant rejet de cette même fin de non-recevoir. — Au fond les défendeurs ont cru devoir abandonner le système de l'arrêt du 24 févr. 1817; ils ont soutenu que ce n'était pas un appel incident qu'ils avaient entendu interjeter contre le sieur Crespin; que leur appel avait été ainsi qualifié par erreur; mais qu'ils avaient réellement interjeté un appel principal, puisqu'en effet le sieur Crespin fils n'avait pas lui-même interjeté le premier appel. — De là ils concluaient que leur appel, comme appel principal à l'égard du sieur Crespin fils, était recevable, puisqu'il avait été interjeté dans les délais de la loi; — Que quant à la signification par eux faite d'un jugement de première instance, cette signification ne pouvait leur être opposée comme un acquiescement de leur part, attendu qu'elle n'avait eu lieu que sous toutes réserves de fait et de droit, et par conséquent sous la réserve d'appeler tant qu'il serait encore temps. — Sur la fin de non-recevoir élevée contre le pourvoi, on répondait pour le demandeur, que sa défense au fond devant la Cour royale de Caen, après l'arrêt du 24 févr. 1817, n'avait eu lieu que comme forcé ou contraint, et pour obéir au prescrit de cet arrêt qui portait que les parties procéderaient au principal; que des lors on ne pouvait induire de cette défense aucune renonciation à se pourvoir contre cet arrêt, en même temps que contre celui qui devait statuer sur le fond.

Quant au nouveau système adopté par les défendeurs pour justifier le dispositif de l'arrêt du 14 févr. 1817, on répondait: que leur appel à l'égard du sieur Crespin, du jugement du 25 juill. 1816, n'était pas plus recevable comme appel principal que comme appel incident; qu'en effet, dans l'espèce, la signification faite par les époux Etienne au sieur Crespin, du jugement dont il s'agit, et avec commandement d'y satisfaire, ne laissait aucun doute sur leur intention d'acquiescer aux dispositions de ce même jugement à son égard, notwithstanding les réserves et protestations sous lesquelles ils prétendaient avoir fait cette signification; qu'en supposant que ces réserves et protestations puissent s'entendre de la faculté d'appeler, elles auraient été inutiles, comme contraires à la substance de l'acte dans lequel elles se trouvaient contenues, ainsi que l'enseigne l'auteur du *Répertoire de jurisprudence*, au mot *Protestation*.

ARRÊT.

LA COUR; — Statuant d'abord sur la fin de non-recevoir: — Attendu que ce ne fut que comme contraint et pour se conformer aux dispositions de l'arrêt du 24 févr. 1817, qui commandait aux parties de procéder au principal, que le demandeur défendit au fond; — Rejette la fin de non-recevoir;

Et au fond: vu l'art. 443 du Code de proc. civ., et l'art. 1350 du Code civ.; — Attendu que les défendeurs avaient fait notifier au demandeur, dès le 26 août, le jugement du 25 juill. 1816 avec interpellation d'y satisfaire et de se conformer à toutes ces dispositions, et que ce ne fut que le 28 déc. qu'ils déclarèrent s'en rendre incidemment appelants: que leur appel, considéré, soit comme appel principal, soit comme appel incident, n'était pas recevable; qu'il ne l'était pas comme incident, puisque le demandeur ne s'était pas rendu lui-même appelant, et qu'il ne l'était pas non plus comme principal, puisque les défendeurs valent acquiescé au jugement, en le faisant signifier avec interpellation d'y satisfaire; que cependant la Cour royale de Caen ayant considéré ledit appel comme incident, l'a déclaré re-

recevable par le motif que l'acquiescement que les défendeurs avaient donné au jugement du 25 juill. 1816, avait été subordonné au cas où toutes les parties consentiraient d'y acquiescer, et que la dame Crespin, l'une d'elles, s'en était rendue appelante, ce qui avait restitué les défendeurs dans le droit d'en appeler incidemment, mais que les défendeurs n'avaient pas mis cette condition à leur acquiescement; qu'ils en étaient eux-mêmes convenus dans leur mémoire devant la Cour de cassation et en plaidoirie, en soutenant que leur appel avait été mal qualifié d'incident; que c'était un véritable appel principal qu'ils avaient interjeté; qu'en effet l'appel incident n'aurait été recevable qu'autant qu'il y aurait eu appel principal de la partie contre laquelle il aurait été interjeté, et que le demandeur à qui le jugement avait été notifié avec interpellation d'y satisfaire et de s'y conformer, n'en avait pas appelé; que le demandeur pouvait acquiescer audit jugement et la dame Crespin s'en rendre appelante; que l'appel de celle-ci était indépendant de celui que le demandeur avait pu interjeté; que l'appel de la dame Crespin autorisait bien à son égard l'appel incident des défendeurs; mais qu'il ne pouvait produire l'effet de les relever de leur acquiescement dans leurs rapports avec le demandeur qui n'avait pas appelé; que l'appel des défendeurs, considéré comme principal, ne pouvait être plus recevable que ne l'aurait été leur appel incident, puisque, par la notification qu'ils avaient fait faire du jugement au demandeur avec interpellation d'y satisfaire et de se conformer à toutes ses dispositions, ils s'étaient irrévocablement fermés la voie de l'appel dans le cas où le demandeur ne s'en rendrait pas lui-même appelant; que si les défendeurs, après interpellation faite au demandeur de satisfaire audit jugement, ajoutèrent les mots « aux obéissances, réserves et protestations de fait et de droit, » ces protestations et réserves ne pouvaient évidemment porter sur le droit d'appeler, parce qu'alors elles auraient été contraires à l'acte qui les renfermait, ce qui les aurait rendues inutiles; qu'il ne peut d'ailleurs y avoir de réserve efficace, lorsqu'elles sont faites dans un acte que l'on aurait pu se dispenser de faire, et que même l'on aurait pu faire dans un sens absolument contraire à celui dans lequel on l'a fait; que les réserves de droit, dans l'espèce, n'étaient évidemment et ne pouvaient être que celles du appel incident, pour le cas où le demandeur se rendrait lui-même appelant; — Par ces considérations, — Casse et annule l'arrêt du 24 fév. 1818, et tout ce qui s'en est suivi, etc.

Du 27 juin 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson.

ABANDON D'ENFANT. — EXPOSITION. — HOSPICES. — LIQUIDITAIRE.

Du 27 juin 1820 (aff. Bisaud). — V. cet arrêt à la date du 27 janv., même année.

CONCUBINAGE. — LEGS. — PERS. INTERPOSÉE. Sous le Code civil, le concubinage, dont la preuve existe dans un acte authentique, est-il une cause de nullité de toutes libéralités entre les concubins? (Cod. civ., 902.) (1) — Non rés.

Le legs du testateur à la fille légitime de sa concubine, est valable, alors qu'il est reconnu que le concubinage de la mère n'existait plus à l'époque du testament fait en faveur de sa fille : la fille ne peut dans ce cas être réputée personne interposée. (Cod. civ., 911.) (2)

(1 et 2) V. sur ces graves questions, nos observations dans l'affaire *Champeaux Grammont*, arrêt de Cass. du 13 août 1816.

(Legroing — C. Jouvainroux.)

Le comte Legroing, à son retour de l'émigration, a vécu dans sa maison à Clermont-Ferrand, en concubinage avec Françoise Boudon sa domestique, laquelle, au mois de sept. 1807, est accouchée d'une fille, dont le comte Legroing s'est reconnu le père, et qui a été inscrite sur les registres de l'état civil, sous les noms de Joséphine Legroing. — L'enfant n'a vécu que quelques mois.

Le 16 sept. 1811, Françoise Boudon après avoir continué de résider dans la maison du comte Legroing, a épousé Julien Jouvainroux, sacristain de la paroisse. — Le 5 mars 1812, c'est-à-dire cent soixante-onze jours seulement après son mariage, Françoise Boudon a mis au monde une seconde fille, qui a reçu les noms de Claudine-Flavie Jouvainroux. — Cet enfant, bien que né avant le cent quatre-vingtième jour du mariage, n'a point été désavoué par Jean Jouvainroux.

Le 21 déc. 1816, le comte Legroing, attaqué d'une maladie mortelle, fait son testament olographe, par lequel il institue pour sa légataire universelle Claudine-Flavie Jouvainroux, alors âgée de cinq ans, à la charge de payer une pension de 800 fr. à sa mère Françoise Boudon; en même temps le comte Legroing passe à l'ordre de cet enfant trois lettres de change dont il était porteur. — Le comte Legroing décède ensuite le 13 août 1817.

Le chevalier Legroing, frère du défunt et l'un de ses héritiers, a attaqué le testament du 21 déc. 1816. — Il a soutenu, entre autres moyens de nullité, que l'acte dont il s'agit, fruit de la suggestion ou captation du testateur, renfermait une libéralité au profit d'un incapable. Claudine-Flavie Jouvainroux, disait-il, étant née moins de cent quatre-vingts jours après le mariage de ses père et mère, doit être réputée conçue hors du mariage (art. 313 du Code civil); elle ne peut être dès lors que le fruit du concubinage du comte Legroing avec Françoise Boudon, et comme telle, elle est incapable de recevoir la libéralité qui lui avait été faite. En supposant même qu'elle doive être réputée la fille légitime de Françoise Boudon et de Julien Jouvainroux, puisque ce dernier ne l'a pas désavoué, il est certain du moins que le legs qui lui a été fait n'en est pas moins nul aux termes de l'art. 911 du Code civil, comme fait à une personne interposée, dans la vue de transmettre cette libéralité, pour tout ou partie, à un incapable. C'est à-dire à la mère de l'instituée, Françoise Boudon, qui est aussi la concubine du testateur, et dont le mariage avec Julien Jouvainroux n'a été évidemment imaginé que pour faire légitimer par un autre le nuireux fruit de la liaison coupable du testateur avec sa servante, et pour éluder par ce moyen les dispositions prohibitives de la loi, qui ne permettent aucune libéralité entre concubins. — A l'appui de ce système, le demandeur articulait plusieurs faits dont il demandait à faire preuve; savoir : que le mineur Claudine-Flavie Jouvainroux avait constamment été traitée par le comte Legroing comme sa fille; que depuis son mariage, comme auparavant, Françoise Boudon n'avait cessé de vivre en concubinage avec son maître, etc.

11 juin 1818, jugement du tribunal civil de Clermont-Ferrand, qui rejette tous les différents moyens de nullité proposés par le demandeur, et particulièrement celui pris de l'incapacité alléguée contre Françoise Boudon et sa fille par les motifs suivants :

« Attendu que, d'après l'art. 906 du Code civil, il suffit, pour être capable de recevoir par testament, d'être conçu au moment du décès; — Attendu qu'au décès du comte Legroing, Claudine-Flavie

Jouvalroux était âgée de plus de cinq ans, et attendu que Claudine-Flavie Jouvalroux, née le cent soixante et onzième jour du mariage de Françoise Boudon, sa mère, avec Julien Jouvalroux, ne peut être considérée comme un enfant naturel du comte Legroing; que ce mariage fait présumer que Jouvalroux était l'autour de la grossesse de Françoise Boudon avec l'intention réciprocque de s'unir par mariage; que la présomption que Jouvalroux était l'autour de la grossesse de Françoise Boudon, c'est qu'au lieu de désavouer l'enfant, Jouvalroux lui-même l'a fait inscrire sur les registres de l'état civil comme son enfant, et que d'après les art. 319 et 320 du Code civil, cet acte seul eût suffi pour constituer Claudine-Flavie enfant légitime de Jouvalroux; que Claudine-Flavie a en outre obtenu la possession d'état d'enfant légitime de Julien Jouvalroux, par tous les faits que l'art. 321 du Code civil désire; qu'ainsi il n'est pas permis d'examiner comment Françoise Boudon a vécu avant son mariage, et qu'il n'est pas permis d'alléguer que Claudine-Flavie est le fruit du concubinage de sa mère avec le comte Legroing; que la loi ne connaît même pas de concubinage après le mariage; que le commerce illicite d'une épouse avec tout autre que son mari est qualifié adultère, et que le mari seul a le droit de s'en plaindre; qu'ainsi des dispositions universelles ont pu être valablement faites en faveur de la femme après le mariage, et que dès lors on ne peut considérer Claudine-Flavie Jouvalroux comme une personne interposée pour faire passer la libéralité sur la tête de sa mère; qu'on ne peut concevoir en effet qu'un enfant qui, dans l'ordre de la nature, doit survivre à sa mère ait été choisi pour lui transmettre une libéralité; attendu que les faits allégués par le demandeur sont ou vagues ou insignifiants, et ne seraient pas suffisants pour fonder l'action en nullité du testament; que la preuve offerte est par conséquent non recevable et inadmissible d'après la maxime: *Frustrâ probatur quod probatum non relebat.*

Appel par le chevalier Legroing; — et le 28 juin 1819 arrêt de la Cour royale de Riom rendu en audience solennelle, qui confirme le jugement de première instance en adoptant ses motifs.

Pourvoi en cassation pour violation de l'article 911 du Code civ., qui prononce la nullité de toutes donations au profit d'un incapable, faites sous le nom d'une personne interposée; et aussi violation des art. 6, 900, 901, 1104, 1131 et 1133 du même Code, relatifs à la nullité de tous autres actes ou conventions contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la Cour royale de Riom avait à juger, non pas la validité d'une donation entre concubins, mais la question de savoir si la donation faite à Claudine-Flavie, fille légitime de Julien Jouvalroux et de Françoise Boudon, était valable; si, en tout cas, ladite Claudine-Flavie, ne devait pas être considérée comme personne interposée;

Attendu que la Cour royale, usant du droit qui lui appartient d'apprécier les faits et d'interpréter les actes, a jugé, en interprétant les faits et les actes de la cause, 1^o que Claudine-Flavie n'avait personnellement aucune incapacité de recevoir le legs universel qui lui avait été fait par le comte Legroing; 2^o que, résultant des mêmes faits et des mêmes circonstances

qu'à l'époque à laquelle le comte Legroing avait fait son testament, on ne pouvait reprocher à la mère de Claudine-Flavie le fait de concubinage avec lui, ladite Claudine-Flavie ne pouvait être considérée comme personne interposée; — Sur le moyen résultant du refus d'admettre la preuve des faits allégués par le demandeur, attendu que l'arrêt déclare ces faits vagues, insignifiants et même contradictoires, et qu'à cet égard les Cours d'appel ont un pouvoir discrétionnaire qui ne tombe pas sous la censure de la Cour; — Rejeté, etc.

Du 28 juin 1820. — Sect. req. — Prés., M. Henrion de Pansey. — Rapp., M. Vallée.

ÉTRANGER. — COMPÉTENCE. — DOMICILE.

Les tribunaux français sont incompétents pour connaître des contestations élevées entre étrangers, sur l'exécution d'un contrat passé en pays étranger. — Peu importe que l'une des parties eût une résidence ou même un domicile en France, si en domicile n'a été établi que postérieurement à l'existence de l'engagement qui fait l'objet du procès. (Cod. civ., 3 et 14; Cod. proc. civ., 450.) (1)

(Hunter — C. White.)

Le 15 sept. 1802, une lettre de change de 1,000 liv. sterl. est tirée, à deux mois de date, par Robert Hunter, négociant de Londres, sur John White négociant en la même ville. — Cette traite n'est ni payée ni protestée à son échéance. — En 1803, John White débiteur de la lettre de change, quitte l'Angleterre, et vient demeurer à Rouen, où il forme un établissement de commerce. — 5 mars 1817, assignation par Hunter au sieur White, devant le tribunal de commerce de cette ville, en paiement de la lettre de change de 1,000 liv. sterl. — White décline la juridiction; il soutient que les tribunaux français sont incompétents pour connaître de l'exécution d'une obligation passée en pays étranger, entre deux étrangers. Hunter répond que White a transporté son établissement commercial en France, qu'il y est domicilié, qu'il est donc justiciable des tribunaux français, au moins quant à ses engagements commerciaux. — 19 mars 1817, jugement qui rejette la déclinatoire. — Sur l'appel du sieur White, et le 15 juillet 1817, arrêt qui infirme: « Considérant que l'appelant et l'intimé sont nés et l'autre Anglais de naissance, et que c'est en Angleterre qu'ils ont contracté le négoce qui les amène en cause; considérant qu'à cette époque le sieur White n'avait pas encore en France ce domicile devenu postérieurement le prétexte des poursuites dirigées contre lui devant les tribunaux français; attendu que les faits particuliers de l'assujettissement actuel de White au service de la garde nationale et au paiement des patentes ne sauraient être de considération pour décider la compétence des tribunaux de Rouen, sur une cause dont l'origine remonte au delà de l'époque du séjour de White dans la ville de Rouen, etc. »

POURVOI en cassation, pour violation de l'art. 420 du Code de proc. civ., portant que, toute assignation en matière commerciale peut être donnée, au choix du demandeur, ou devant le tribunal du domicile du défendeur, ou devant celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite, etc., etc. — Or, disait le sieur Hunter, le domicile du sieur White est en France depuis qu'il y a transporté l'établissement de son commerce; la Cour de Rouen l'a ainsi déclaré en fait par son arrêt; donc le sieur Wi-

(1) V. sur ce point et ses analogues, Cass. 22 janvier 1806, nos observations ainsi que les arrêts nombreux et les autorités qui y sont indi-

qués. — Adde, Rouen, 29 février 1840, et la note. Coio-Delisle, Commentaire du Code civil, sur les articles 14 et 15, n^o 12.

the a été préalablement assigné devant un tribunal français qui était celui de son domicile...

— On objecte que l'obligation dont il s'agit a été souscrite en Angleterre, avant l'établissement du sieur White en France; mais peu importe l'époque et lieu où les actes ont été passés; les contrats ne sont point par eux-mêmes attributifs de juridiction: c'est le domicile seul qui suffit pour la déterminer.

Pour le défendeur, on répondait d'abord, qu'il n'était pas vrai que le sieur White eût son domicile en France; qu'il n'y avait qu'une simple résidence; que la Cour de Rouen n'avait pas entendu juger le contraire, puisque, dans les qualités même de son arrêt, le sieur White y était désigné comme ayant encore son domicile dans la ville de Londres, et que dans les considérans du même arrêt, l'expression de domicile rapprochée des mots, le séjour de White à Rouen, ne pouvait s'entendre que d'un domicile de fait, et non d'un domicile de droit, seul attributif de juridiction; — Qu'en supposant même le sieur White domicilié en France, il eût été encore non valablement assigné devant un tribunal français, pour raison d'un engagement passé en pays étranger, entre deux personnes aussi étrangères; que le Code civil, art. 13 et 14, avait pris le soin de déterminer les seuls cas de compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers; que le cas actuel de contestation entre deux étrangers ne venant ni s'y rencontrer pas, et que pour attribuer une telle contestation à la juridiction française, il faudrait nécessairement créer une disposition de la loi qui n'existe nulle part; que d'ailleurs la loi française ne suppose en aucun cas que des Français pourraient être jugés en pays étranger pour des engagements qu'ils auraient contractés en France, et qu'il est conforme aux principes du droit des gens, que les tribunaux français n'aient pas plus de droit sur des étrangers que la loi française n'en accorde aux tribunaux étrangers sur des Français.

ARRÊT (après délibéré).

LA COUR; — Considérant qu'aux termes du Code civil, les étrangers ne sont justiciables des tribunaux français que dans certaines circonstances qui ne se rencontrent pas dans l'espèce où deux Anglais plaident entre eux sur l'exécution du contrat de change ou d'opérations de commerce faites entre eux, à Londres, avant qu'aucun d'eux n'eût en France ni domicile ni résidence; qu'il suit de là, qu'en admettant le déclinatoire proposé par White, la Cour royale n'a ni fait une fautive application des divers articles du Code civil invoqués par le demandeur, ni violé l'art. 420 du Code de proc. civ.; — Rejette, etc.

Du 28 juin 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson.

MUTATION PAR DÉCÈS. — BUREAU. —

PRESCRIPTION.

La déclaration de mutation d'un immeuble par décès, faite dans un bureau autre que celui de la situation de cet immeuble, est réputée non avenue, quant à la prescription de trois ans relative au droit d'enregistrement; ce droit n'est en ce cas prescriptible que par cinq ans, à compter du décès, et comme s'il n'y avait pas eu de déclaration. (L. du 22 frim. an 7, art. 27, 61.) (1)

(Enregistrement — C. Constant.)

Le 17 septembre 1766, Jean-François Constant

fait un testament par lequel il institue Jean Constant, son neveu, pour héritier universel, avec substitution au profit de Martial Constant, l'un des fils de l'institué. — Le domaine de Vertheuil faisait partie des biens de l'institué. — Jean Constant père meurt le 20 janvier 1809. — Le 2 août 1810, ses enfans font, au bureau de Lesparre, la déclaration des biens composant sa succession, et n'y comprennent pas le domaine de Vertheuil. Mais ce domaine, qui était placé dans l'arrondissement du bureau de Lesparre au moment du décès, se trouvait être dans l'arrondissement de Pauillac au moment de la déclaration, par l'effet d'un rangement survenu dans la circonscription de ces deux bureaux. — Au mois de janvier 1810, le receveur de l'enregistrement à Pauillac réclame de Martial Constant le droit de mutation par décès, du domaine de Vertheuil, comme faisant partie de la succession de Jean Constant, son père. — Martial Constant répond qu'il est seul propriétaire de ce domaine, et qu'il le possède depuis vingt ans, en vertu du testament de son oncle; qu'à la vérité son frère a élevé la prétention de faire comprendre le domaine de Vertheuil dans la succession de leur père commun; mais qu'une instance était engagée à ce sujet devant les tribunaux; et que, jusqu'à ce qu'ils eussent prononcé, il n'y avait pas lieu de considérer le domaine dont il s'agit, comme dépendant de la succession de Jean Constant, leur père, ni, par conséquent, d'exiger le droit de mutation par décès sur ce domaine. — D'après ces observations, il fut sursis aux poursuites jusqu'à la décision à intervenir sur cette contestation. — Mais la Cour royale de Bordeaux ayant, par arrêt du 24 juin 1813, confirmé plusieurs jugemens rendus par le tribunal de Lesparre en faveur des cohéritiers de Martial Constant, et déclaré que Jean Constant père était décédé propriétaire libre du domaine de Vertheuil, par l'effet de l'abolition des substitutions, survenue avant son décès, la direction de l'enregistrement déclara, le 4 octobre 1816, contre les héritiers de Jean Constant, une contrainte en paiement de 1320 fr., pour droit et demi-droit en sus, résultant du défaut de déclaration de leur part de la mutation par décès, du domaine de Vertheuil, dans les six mois à partir de l'arrêt du 24 juin 1813. — Martial Constant, tant en son nom que comme cessionnaire des droits de ses cohéritiers, forma opposition à cette contrainte; il prétendit que l'action de la direction était prescrite, faute par elle de l'avoir exercée dans les trois ans, à partir du jour de la déclaration, ou du moins à partir du jour de l'arrêt définitif, attendu que, d'après cet arrêt, le domaine de Vertheuil, faisant partie de la succession, avait dû être compris dans la déclaration de cette succession, et que l'omission faite à cet égard était rouverte par ce délai de trois ans, aux termes de l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7. — La direction répondit qu'à l'époque de la déclaration du 2 août 1810, le domaine de Vertheuil n'avait pu être compris, puisque, d'une part, ce domaine ne faisait pas alors partie de la succession déclarée, dans laquelle il n'était rentré que par l'arrêt du 24 juin 1813, et que, d'autre part, ce domaine situé alors dans le bureau de Pauillac, n'avait pu être compris dans une déclaration faite au bureau de Lesparre, d'où la direction concluait qu'il n'y avait pas ici simplement omission dans une déclaration pour laquelle la prescription de trois ans est établie, mais

(1) Le principe qui sert de base à cette décision a été appliqué par plusieurs arrêts de la Cour de cassation. V. notamment 7 août 1807 et 1^{er} août 1808 V. aussi sur ces arrêts et leurs conséquences,

tant à l'égard de la prescription qu'en ce qui concerne l'objet des déclarations, la compétence et le double droit, le *Traité des droits d'enreg.* de MM. Championnière et Rigaud, t. 4, n^{os} 3867 et 4011.

bien définit absolu de déchéance auquel la prescription de cinq ans est seule applicable.

Par jugement du 31 juillet 1817, le tribunal civ. de Lesparre a accueilli l'exception de prescription proposée par Martial Constant : « attendu que les héritiers de Jean Constant avaient fait, le 2 août 1810, la déclaration de la succession ouverte à leur profit par le décès de ce dernier; que, s'ils n'y avaient pas compris le domaine de Vertheuil, qui alors était possédé par Martial Constant, seul propriétaire en vertu de titres authentiques, ce n'a été de leur part qu'une omission dans leur déclaration, omission qui a été convertie, à l'égard du fils, par la prescription de trois ans, acquise, sinon depuis cette déclaration, du moins depuis l'arrêt du 21 juin 1813, qui avait fait rentrer le domaine de Vertheuil dans la succession. »

La direction générale de l'enregistrement s'est pourvue en cassation de ce jugement, pour fausse application du § 2 de l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, et violation du § 3, ainsi que de l'art. 27 de la même loi, en ce que le domaine de Vertheuil, n'étant rentré dans la succession de Jean Constant père, que par l'effet de l'arrêt du 21 juin 1813, n'avait pu ni dû être compris dans la déclaration de cette succession, faite par les héritiers, le 2 août 1810; que ces héritiers étaient, par conséquent tenus de faire une déclaration nouvelle pour ce domaine, à partir de l'époque de cet arrêt, et que, dès lors, la direction avait eu un délai de cinq ans, à compter de cette même époque, pour demander le droit relatif à ce domaine, délai qui n'était pas expiré le 4 octobre 1816, jour où la contrainte avait été décernée. — Les défendeurs ont fait défaut.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu les n°s 2 et 3 de l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7 et l'art. 27 de la même loi; — Attendu que, quand on pourrait soutenir que le domaine de Vertheuil faisait partie de la succession de Jean Constant à l'époque de la déclaration faite par ses héritiers, le 2 août 1810, cette déclaration ne pouvait jamais embrasser le domaine de Vertheuil, puisque ce domaine était, à cette époque, dans le ressort d'un autre bureau que celui où la déclaration a eu lieu; qu'il suit de là qu'il y a eu réellement absence de déclaration par rapport à ce domaine, et qu'ainsi la seule prescription applicable à la demande du droit en résultant était celle de cinq ans, portée au § 3 de l'art. 61 de cette loi, et qu'en appliquant, au contraire, dans l'espèce la prescription de trois ans dont parle le § 2 du même article, le jugement attaqué a fait une fausse application de ce paragraphe, et violé le § 3 ci-dessus énoncé, ainsi que l'art. 27 de la même loi. — Casse, etc.

Du 28 juin 1820. — Sect. civ. — Prés., M. Brisson.

DOMMAGE AUX CHAMPS. — PASSAGE. — SERVITUDE. — COMPÉTENCE.

Lorsqu'à l'occasion d'un passage avec chevaux et charrette sur le terrain d'autrui, le propriétaire du terrain assigne l'auteur de cette voie de fait devant le tribunal civil en reconnaissance de franchise de servitude de passage et en dommages-intérêts pour le préjudice causé, il ne suffit pas au défendeur, pour dessaisir le tribunal et demander son renvoi devant le juge de paix, comme s'agissant de dommages aux champs (L. 24 août 1790, tit. 3, art. 10), de ne pas contester la franchise de servitude du

terrain du demandeur; s'il garde le silence à cet égard, le tribunal civil peut rester saisi de la demande telle qu'elle a été introduite, et y statuer sans violer les règles de la compétence. (Fourvigne — C. Rollier.)

Au mois de juin 1816, Rollier assigne Fourvigne devant le tribunal civil de Clermont, pour voir dire que son pré, dans lequel ce dernier a passé plusieurs fois avec un cheval et une voiture, sera déclaré franc de toute servitude de passage, et le sieur Fourvigne lui-même condamné à des dommages-intérêts. — Fourvigne comparait; mais sans reconnaître ni contester la franchise de servitude réclamée par Rollier, il déclare la juridiction du tribunal civil de Clermont, et demande son renvoi devant le juge de paix, attendu qu'il s'agit d'une action pour dommages aux champs. — Au fond, et subsidiairement, il soutient qu'il est entièrement étranger au dommage dont se plaint Rollier. — 12 fév. 1817, jugement du tribunal civil de Clermont, qui, sans arrêter à l'exception d'incompétence, ordonne, avant faire droit, que Rollier, fera preuve, tant par titres que par témoins, du fait de passage par Fourvigne ou ses domestiques dans le pré dont il s'agit. — Appel par Fourvigne devant le Cour royale de Riom. — Il cherche à démontrer qu'il ne s'agit pas au procès d'une question de propriété; qu'il n'a nullement contesté en première instance la franchise de servitude réclamée par Rollier; qu'il n'a eu seulement à se défendre que de l'action en dommages-intérêts dirigée contre lui; et que cette action, motivée sur un prétendu dommage fait aux champs du sieur Rollier, devait nécessairement être renvoyée devant le juge de paix. — 3 juillet 1818, arrêt confirmatif du jugement de première instance, sur le motif que Rollier avait expressément conclu à être maintenu dans la propriété de son pré exempt de servitude, et que l'action en dommages-intérêts n'était que la conséquence et l'accessoire de cette première demande.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt attaqué constate que l'action intentée par les époux Rollier contre le demandeur, avait pour objet, au principal, leur maintenance en propriété libre et exempte de toute servitude de passage, et que le demandeur en cassation, alors défendeur à ladite action, sans reconnaître ladite franchise de servitude à son profit, a seulement, en déclinant la juridiction du tribunal d'arrondissement, dénié le fait du passage, ce qui laissait subsister la question d'existence d'une servitude; — Attendu que, dans cette position, le tribunal d'arrondissement a pu, sans violer la loi du 24 août 1790, retenir la cause qui présentait une question de propriété, et que, par suite, l'arrêt attaqué, en confirmant ce jugement n'est point contrevenu à ladite loi; — Rejette, etc.

Du 29 juin 1820. — Sect. req. — Prés. M. Henrion.

CHEMIN. — USURPATION. — AMENDE. — COMPÉTENCE.

Le fait d'usurpation sur la largeur d'un chemin communal, étant passible d'une amende supérieure aux amendes de simple police, est de la compétence exclusive des tribunaux correctionnels. (L. des 28 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, art. 40.) (1)

(Bréau.)

Du 29 juin 1820. — Sect. crim.

(1) L'usurpation sur la largeur des chemins publics est devenue une simple contravention de police, d'après les termes du § 11 de l'art. 479 du code pén., édicté à ce Code par la loi du 28 avril

1832. V. d'ailleurs sur la compétence, lorsqu'il s'agit de chemins vicinaux, Cass. 2 mars 1837 et les observations qui accompagnent cet arrêt.

DOUANES. — TRANSACTION. — ACTION PUBLIQUE. — ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT. — PROMULGATION.

Lorsqu'il y a eu transaction consentie par l'administration des douanes sur des faits de fraude et de contrebande, l'action publique ne peut plus être intentée ni suivie devant les tribunaux, soit qu'elle ait pour objet des peines simplement pécuniaires, soit des peines corporelles (1).

L'arrêté du 14 fruct. an 10, qui autorise l'administration des douanes à transiger sur des faits de fraude et de contrebande, n'imposant aucune obligation et ne donnant aucun droit aux citoyens, n'était pas de nature à être inséré au bulletin des lois (2).

(Cornil Poillet.) — **ARRÊT.**

LA COUR. — Sur le moyen de cassation pris de ce que l'administration des douanes ne peut pas transiger sur les faits de fraude et de contrebande qui sont soumis à la juridiction correctionnelle, ou que, du moins, les transactions qu'elle consent à ce sujet, comme partie civile, ne peuvent jamais arrêter l'action du ministère public, et qu'en jugeant le contraire, la Cour royale de Douai a violé formellement la disposition de l'art. 4 du Code d'inst. crim., qui veut que la renonciation à l'action civile ne puisse arrêter ou suspendre l'exercice de l'action publique; et de ce que d'ailleurs, l'arrêté du gouvernement du 14 fruct. an 10, et l'ordonnance du roi du 27 nov. 1816, qui autorisent les transactions, n'ayant pas été insérés au bulletin des lois ni publiés, ne peuvent être obligatoires pour les tribunaux : — Attendu que la matière des douanes est régie par des lois spéciales : que l'arrêté du gouvernement du 14 fruct. an 10, rendu pour qu'il puisse être statué administrativement sur les procès de fraude, autorise d'une manière générale et sans distinction, l'administration des douanes à transiger, en tout état de cause, avec les prévenus de contrebande; qu'un des motifs de cet arrêté est qu'il serait, dans certains cas, contre l'équité, d'appliquer rigoureusement les peines de la fraude; que ce n'est point à l'autorité judiciaire qu'il pourrait appartenir d'apprécier les circonstances qui rendraient une contrebande plus ou moins excusable, puisqu'il est expressément défendu aux juges d'excuser les contrevenants sur l'intention, et que lorsque le fait matériel de la contrebande a été régulièrement constaté, ils ne peuvent se dispenser d'appliquer, dans toute leur rigueur, les peines portées par la loi; que le vœu de cet arrêté ne serait pas rempli si, lorsqu'il y a eu transaction, l'action publique pouvait encore être intentée ou suivie devant les tribunaux; que de ses dispositions il résulte évidemment et nécessairement une exception à la règle générale établie par l'art. 4 du Code d'inst. crim.; — Que, pour recevoir son exécution, ledit arrêté n'était

pas de nature à être inséré au bulletin des lois; qu'il n'impose aucune obligation et n'accorde aucun droit aux citoyens; que l'autorisation de terminer administrativement les procès de fraude était une mesure toute de faveur pour les prévenus de contrebande; qu'il suffisait donc qu'il fût officiellement connu des autorités chargées de son exécution, ainsi qu'il résulte d'un avis du conseil d'Etat, légalement approuvé le 25 prair. an 13; — Que d'ailleurs cet arrêté, rappelé et maintenu dans son principe par des décrets postérieurs insérés au bulletin des lois, avait sa pleine exécution lorsque la loi du 28 avril 1816 a été rendue; et que, d'après l'art. 58, même loi, qui maintient formellement toutes les lois et actes du gouvernement en vigueur qu'elle n'abrogeait pas, ledit arrêté aurait encore acquis une nouvelle force légale, qu'il conserve dans le mode réglé par l'ordonnance du roi du 27 nov. 1816, tant qu'il n'aura pas été révoqué ou modifié par des dispositions contraires; — Qu'ainsi, dans l'espèce, où le prévenu, cité devant le tribunal correctionnel de Lille, à la requête du ministère public, a justifié d'une transaction faite entre lui et l'administration des douanes, sur le fait de contrebande à raison duquel il était poursuivi, la Cour royale de Douai, en jugeant qu'en cet état il n'y avait lieu à l'exercice de l'action publique, et en renvoyant ledit prévenu de cette action, n'a point violé la disposition de l'art. 4 du Code d'inst. crim.; — Rejette, etc.

Du 30 juin 1820. — Sect. crim. — Prés., M. Baris. — Rapp., M. Rastaud. — Concl., M. Fréteau de Pény, av. gén.

DOUANES. — TRANSACTION. — ACTION PUBLIQUE.

Les transactions consenties par l'administration des douanes sur des faits de fraude et de contrebande ont pour effet d'arrêter les poursuites du ministère public aussi bien lorsque les contrebandes sont de nature à entraîner une peine corporelle, comme l'emprisonnement, que lorsqu'elles ne donnent lieu simplement qu'à une peine pécuniaire, comme l'amende (3).

(Jean Meire.) — **ARRÊT.**

LA COUR. — Sur le moyen de cassation pris de ce que la Cour de Besançon, en jugeant, dans l'espèce où il s'agissait d'une contrebande aux lois de douanes passible de la peine d'emprisonnement, que, d'après la transaction faite entre les prévenus et l'administration des douanes, aucune peine ne devait et ne pouvait plus être prononcée à raison de ladite contrebande, a violé l'art. 4 du Code d'inst. crim., parce que, si, par une exception apportée à la règle générale établie à cet article par l'arrêté du gouvernement du 14 fruct. an 10, les transactions sur les délits de fraude et de contrebande ont l'effet d'arrêter toutes poursuites sur les peines de confiscation et

(1) Legraverend, t. 1, chap. xx, n'adopte pas cette décision, et il en donne pour motif que si l'administration des douanes ne peut jamais être investie d'un pouvoir qui n'appartient pas même au souverain, et qu'il se garderait bien d'ailleurs de revendiquer, celui de suspendre la cours de la justice, ni se substituer au souverain dans l'exercice d'un autre pouvoir dont le sage exercice est si doux à son cœur, et ce doit jamais être délégué, celui d'acquiescer, par voie de grâce, l'effet des condamnations et des peines publiques. — Mais il est clairement démontré, par les motifs de l'arrêt ci-dessus, et ceux de l'arrêt suivant, rendu le même jour, qu'il est dérogé, pour la matière spéciale des douanes, aux règles générales sur lesquelles se fonde M. Legraverend. — V.

aussi dans le sens de la décision ci-dessus, Mangin, de l'Act. publ., t. 1, n. 47. Cet auteur cite l'arrêt que nous rapportons et l'arrêt conforme du même jour; mais il leur donne la date du 30 janv. 1820.

(2) La loi de transaction est aujourd'hui régie par une ordonnance du 30 janv. 1822, dont l'art. 10 rend ces transactions définitives : 1° Par l'approbation du directeur général, lorsque les condamnations n'excèdent pas 3,000 fr.; 2° par l'approbation du ministre des finances lorsqu'il y a eu dissentiment entre la direction générale et le conseil d'administration, et, dans tous les cas, lorsque le montant des condamnations excède 3,000 fr.

(3) V. ci-dessus un arrêt semblable du même jour, et les notes qui l'accompagnent.

100

PASICRISIE.--PARTIE PUBLIÉE.

PREMIÈRE SÉRIE.—1791-1814.—10 TOMES.

Entièrement publiée.

DEUXIÈME SÉRIE.—1814-1840.—30 TOMES.

Partie de France. (tomes 11 à 30.) 20 tomes.

Partie de Belgique.—10 tomes.

PARTIE DE BELGIQUE.—(VOLUMES PUBLIÉS.)

VOLUME I^{er}. — 1814.—1815.

VOLUME II. — 1816.—1817.

VOLUME III. — *Sous presse.*

PARTIE DE FRANCE.—(VOLUMES PUBLIÉS.)

Cour de Cassation, VOLUME VIII, tome 1. — 1816.

" id. tome 2. — 1817.

" id. IX, tome 1. — 1818.

" id. tome 2. — 1819.

Cours d'Appel, VOLUME V, tome 1. — 1815.

" id. tome 2. — 1818.

Il paraît régulièrement un tome par mois.

TROISIÈME SÉRIE, 1841, ET ANNÉES SUIVANTES.

Année 1841 entièrement publiée.

Année 1842 publication des 4 premiers cahiers.

Il paraît régulièrement un cahier par mois.

LA PASICRISIE, à partir de 1841, se publie par abonnement annuel : elle est divisée en deux parties distinctes contenant : l'une la *Jurisprudence de France*, l'autre la *Jurisprudence de Belgique*.

La *Jurisprudence de France* contient le *Recueil Sirey-Devilleneuve en entier*, elle est divisée en 2 parties, savoir : 1^o les *Arrêts de Cassation*, 2^o les *Arrêts des Cours diverses*, elle forme 2 gros volumes par année ; prix 20 francs.

La *Jurisprudence de Belgique* est également divisée en 2 parties, savoir : 1^o les *Arrêts de la Cour de Cassation*, et 2^o les *Arrêts des Cours diverses*, elle forme 2 gros volumes in-8^o par année ; prix 20 francs.



